

A**Jean-Pierre ABELIN**

*Vienne (4^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 575, posée le 25 janvier 1999. Aménagement du territoire. Politiques communautaires (J.O. Questions p. 363). Appelée le 26 janvier 1999. Fonds structurels, réforme (p. 348)

n° 701, posée le 22 mars 1999. Collectivités territoriales. Elus locaux (J.O. Questions p. 1621). Appelée le 23 mars 1999. Responsabilité pénale (p. 2706)

n° 903, posée le 21 juin 1999. Agriculture. Politique agricole commune (PAC) (J.O. Questions p. 3710). Appelée le 22 juin 1999. Oléagineux, réforme (p. 6239)

Yvon ABIVEN

*Finistère (4^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Agroalimentaire. Tabacs manufacturés. Seïta, emploi et activité [17 novembre 1998] (p. 9106)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 741, posée le 5 avril 1999. Enseignement privé. Ecoles bilingues Diwan (J.O. Questions p. 1944). Appelée le 6 avril 1999. Financement (p. 3268)

*DÉBATS***Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5875)

Son intervention (p. 5880)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5881)

Agriculture : exploitations agricoles (p. 5880)

Agroalimentaire : commercialisation (p. 5881)

Discussion des [8 octobre 1997] (p. 6118)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son intervention (p. 6131)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

CULTURE

Examen du fascicule [21 octobre 1998] (p. 7077)*Procédure des questions :*

Culture : cultures régionales (p. 7105)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des [26 janvier 1999] (p. 373) ; [27 janvier 1999] (p. 461)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son amendement n° 687 : non soutenu (p. 391)

Article 10 (article 11 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Son amendement n° 728 (développement des réseaux liés aux techniques de la communication) : adopté (p. 474)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs culturels)

Son intervention (p. 479)

Soutient le sous-amendement n° 1092 de M. Patrick Rimbart (langues minoritaires) à l'amendement n° 291 de la commission (promotion et diffusion de la langue française, sauvegarde et transmission des langues régionales) : adopté (p. 486)

Son amendement n° 730 corrigé (collectivités territoriales associées aux efforts de valorisation des langues régionales) : retiré (p. 488)

Jean-Claude ABRIOUX

*Seine-Saint-Denis (10^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [3 février 1999] (p. 854)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

NOUVELLE LECTURE

Ses explications de vote [8 avril 1999] (p. 3574)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 3574)

Bernard ACCOYER

*Haute-Savoie (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale [J.O. du 20 novembre 1998] (p. 17562)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [J.O. du 3 février 1999] (p. 1757)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de moins de cinquante ans [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle [J.O. du 4 juin 1999] (p. 8274)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome X : Emploi et solidarité (santé) (n° 1112) [8 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1231 tendant à étendre à tous les salariés le bénéfice des retraites complémentaires par capitalisation [1^{er} décembre 1998]

Proposition de résolution n° 1338 tendant à créer une commission d'enquête sur la gestion de la Caisse Autonome de Retraite des Médecins Français [26 janvier 1999]

Proposition de loi n° 1342 visant à améliorer l'étiquetage des denrées alimentaires en vue de prévenir les allergies [27 janvier 1999]

Proposition de loi n° 1391 tendant à limiter les recours abusifs contre les projets d'aménagement et de construction [16 février 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Santé. Hépatite B. Vaccination, campagne, suspension [7 octobre 1998] (p. 6037)

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Perspectives [17 février 1999] (p. 1550)

Etablissements de santé. Etablissements privés. Equilibre financier [5 mai 1999] (p. 4077)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 504, posée le 30 novembre 1998. Assurance maladie maternité : généralités. Conventions avec les praticiens (J.O. Questions p. 6455). Appelée le 1^{er} décembre 1998. Radiologues, nomenclature des actes (p. 9720)

n° 533, posée le 7 décembre 1998. Emploi. Emplois jeunes (J.O. Questions p. 6605). Appelée le 8 décembre 1998. Aides-éducateurs, conditions d'emploi (p. 10153)

FAIT PERSONNEL

Estime que l'opposition est dans son droit en combattant le pacte civil de solidarité et condamne l'attitude du Gouvernement dans la discussion de cette proposition de loi [2 décembre 1998] (p. 9924)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Considère que ce qui se passe dans l'hémicycle est particulièrement insultant pour l'Assemblée nationale et estime que le Gouvernement fait de l'obstruction parlementaire [28 octobre 1998] (p. 7502)

S'étonne de ne pas trouver dans la liasse qui lui a été remise l'amendement n° 430 rectifié de M. Evin ainsi que son propre sous-amendement [29 octobre 1998] (p. 7691)

Estime être victime d'un "bâillonnement sélectif" [8 novembre 1998] (p. 8504)

Estime avoir été mis en cause par la ministre de la justice et souhaite avoir la parole en fin de séance pour un fait personnel [2 décembre 1998] (p. 9900)

Regrette que l'ensemble des groupes de l'opposition n'ait pas pu s'exprimer avant la clôture de la discussion sur l'article 2 de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [2 décembre 1998] (p. 9916)

Déplore les conditions dans lesquelles s'organise la discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale. Souhaite que la conférence des présidents se saisisse du problème que constitue d'après lui le "téléscopage" de ce projet de loi avec celui de la loi de finances [3 décembre 1998] (p. 10065)

Souhaite obtenir des précisions sur le déroulement de la séance de nuit [15 juin 1999] (p. 5898)

Proteste contre les mauvaises conditions de travail imposées aux députés et demande des précisions sur l'inscription à l'ordre du jour du pacte civil de solidarité en dernière lecture avant la fin de la session [30 juin 1999] (p. 6679)

*DÉBATS***Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999***PREMIÈRE LECTURE*

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7430) ; [28 octobre 1998] (p. 7470)

Son intervention (p. 7432)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 7485)

Son rappel au règlement (cf. supra) [28 octobre 1998] (p. 7502)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités (p. 7334)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 7433)

Professions de santé : médecins : étrangers (p. 7435)

Professions de santé : médecins : préretraites (p. 7434)

Professions de santé : médecins : sanctions (p. 7435)

Retraites : généralités : système par capitalisation (p. 7434)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 7433, 7434)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 7432, 7433)

Sécurité sociale : loi de financement : Parlement (p. 7485, 7486)

Sécurité sociale : prestations familiales (p. 7433)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 122 corrigé de Mme Jacqueline Fraysse (assurance contre le risque de non-paiement des sommes dues à la sécurité sociale) (p. 7524)

Intervient sur l'amendement n° 422 de M. Charles de Courson (remboursement de la CSG, du CRDS et des prélèvements sociaux sur les revenus de placement des ménages non imposables) (p. 7526)

Intervient sur l'amendement n° 423 de la commission (suppression des plans d'épargne retraite) (p. 7531)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Son intervention (p. 7535)

Intervient sur l'amendement n° 370 de M. Jean-Luc Prél (de suppression) (p. 7540)

Intervient sur l'amendement n° 306 de M. Jean-Luc Prél (suppression du prélèvement en faveur du BAPSA) (p. 7542)

Son amendement n° 146 (affectation du prélèvement à la CADES) : rejeté (p. 7549)

Son amendement n° 145 (compensation de la dette contractée par l'Etat au titre des exonérations de cotisations sociales) : rejeté (p. 7549)

Intervient sur le sous-amendement n° 428 de M. Denis Jacquat (représentation des retraités) à l'amendement n° 424 de la commission (compétences du comité de surveillance) (p. 7552)

Son amendement n° 144 (compensation de la dette contractée par l'Etat au titre des exonérations de cotisations sociales) : rejeté (p. 7553)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. François Goulard (création d'un fonds de pension) (p. 7555)

Intervient sur l'amendement n° 309 de M. Jean-Luc Prél (création d'une caisse de retraite des fonctionnaires) (p. 7557)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 425 rectifié du Gouvernement (aides à domicile) (p. 7566)

Article 4 (prorogation pendant trois ans et plafonnement du dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale pour l'embauche du "premier salarié")

Son intervention (p. 7567)

Reprend l'amendement n° 12 de la commission des finances (exonération de charges pour première embauche) : rejeté (p. 7571)

Son amendement n° 369 (plafonnement de l'exonération de charges pour première embauche) : rejeté (p. 7572)

Soutient l'amendement n° 259 de M. Thierry Mariani (exonération de charges) : rejeté (p. 7573)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 180 de M. Yves Fromion (zones franches) : rejeté (p. 7573)

Son amendement n° 371 (baisse des charges sur les bas salaires) : rejeté (p. 7575)

Article 5 (possibilité de requalification en revenus professionnels des revenus tirés de la location-gérance d'un fonds de commerce par un travailleur indépendant et basculement dans le champ fiscal du recouvrement de contributions sociales sur certains types de revenus)

Son intervention (p. 7576)

Son amendement n° 150 (de suppression) : rejeté (p. 7577)

Son amendement n° 151 soutenu par M. François Goulard (restriction du champ d'application) : rejeté (p. 7578)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (affectation de la contribution) (p. 7579)

Son amendement n° 152 (veuves et ayant droits des travailleurs indépendants) : rejeté (p. 7579)

Article 6 (obligation pour les entreprises redevables de plus de 6 millions de francs de cotisations de régler les sommes dues par virement)

Son intervention (p. 7585)

Son amendement n° 153 (de suppression) : rejeté (p. 7586)

Article 7 (suppression de la déductibilité des dépenses de recherche de l'assiette d'un prélèvement à la charge de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 7587)

Son amendement n° 155 (de suppression) : rejeté (p. 7593)

Son amendement n° 156 (suppression du paragraphe II) : rejeté (p. 7593)

Article 9 (taxation des boissons dites "premix")

Intervient sur l'amendement n° 395 de la commission (taux maximum d'alcool permis) (p. 7597)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (affectation de la taxe) (p. 7598)

Article 10 (assujettissement des personnes qui acquittent la contribution sociale généralisée sur un revenu d'activité ou de remplacement à la cotisation d'assurance maladie sur les primes d'assurance automobile)

Son intervention (p. 7598)

Son amendement n° 157 (de suppression) : rejeté (p. 7599)

Son amendement n° 158 (non rétroactivité de la loi) : rejeté (p. 7600)

Article 11 (application dérogatoire d'une comptabilité de caisse pour la répartition, au titre de l'exercice 1998, de la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) ainsi que de la CSG et des droits sur les alcools affectés à l'assurance maladie)

Son intervention (p. 7600)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 404 de M. Alfred Recours (lutte contre le tabagisme) (p. 7603)

Intervient sur l'amendement n° 408 du Gouvernement (collaborateurs occasionnels du service public) (p. 7606)

Intervient sur le sous-amendement n° 420 de M. Alfred Recours (de précision) à l'amendement n° 408 du Gouvernement (p. 7606)

Intervient sur le sous-amendement n° 432 de M. Alfred Recours (de précision) à l'amendement n° 408 du Gouvernement (p. 7606)

Soutient l'amendement n° 141 de M. Jean-Claude Guibal (exercice d'une activité dans un Etat de l'Union européenne) : rejeté (p. 7606)

Intervient sur l'amendement n° 417 du Gouvernement (financement du congé de fin d'activité) (p. 7608)

Après l'article 12

Son amendement n° 161 (contrôle par la Cour des comptes) : rejeté (p. 7609)

Article 13 (rétablissement de l'universalité des allocations familiales)

Son intervention (p. 7611)

Son amendement n° 162 (suspension sur décision de justice des allocations familiales) : rejeté (p. 7624)

Article 15 (dépistage organisé des maladies aux conséquences mortelles évitables)

Son intervention (p. 7628)

Son amendement n° 135 (bilan semestriel) : rejeté (p. 7632)

Après l'article 15

Son amendement n° 186 (carnet de santé) : rejeté (p. 7636)

Article 16 (création d'un système national d'information interrégimes de l'assurance maladie et d'un conseil pour la transparence des statistiques de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 7638)

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (rédactionnel) (p. 7640)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (avis de la CNIL) (p. 7640)

Son amendement n° 136 (financements des systèmes nationaux d'information interrégimes) : rejeté (p. 7640)

Son amendement n° 137 (hospitalisation) : rejeté (p. 7641)

Son amendement n° 139 (hospitalisation) : rejeté (p. 7642)

Son amendement n° 138 (composition du rapport) : rejeté (p. 7642)

Article 17 (extension du champ de la négociation conventionnelle avec les médecins)

Son amendement n° 140 (de suppression) : rejeté (p. 7645)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (mise en place d'un tiers payant) (p. 7645)

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (promotion des actions d'évaluation) (p. 7646)

Son amendement n° 163 (évaluation par le conseil d'orientation des filières et réseaux de soins expérimentaux) : rejeté (p. 7647)

Intervient sur l'amendement n° 328 de M. Yves Bur (maintien du paiement à l'acte pour les soins curatifs) (p. 7649)

Son amendement n° 164 (évaluation des expérimentations) : rejeté (p. 7649)

Son amendement n° 165 (modes de rémunération) : rejeté (p. 7650)

Son amendement n° 166 (paiement par carte bancaire) : rejeté (p. 7651)

Article 18 (élargissement des missions des unions de médecins exerçant à titre libéral)

Son intervention (p. 7652)

Son amendement n° 167 (sélection des médecins) : rejeté (p. 7653)

Son amendement n° 169 (information des unions de médecins) : rejeté (p. 7654)

Article 19 (critères d'attribution de l'allocation de remplacement en cas de cessation d'activité des médecins et des aides à leur reconversion)

Son intervention (p. 7655)

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. François Goulard (report de la mise en application du MICA) (p. 7664)

Article 20 (création d'un fonds d'aide à la qualité des soins de ville)

Son intervention (p. 7666)

Son amendement n° 168 (de suppression) : rejeté (p. 7668)

Article 21 (clause de sauvegarde applicable aux dépenses médicales)

Son intervention (p. 7672)

Intervient sur l'amendement n° 297 de M. Jean-Luc Prével (de suppression) (p. 7682)

Intervient sur l'amendement n° 372 de M. François Goulard (de suppression) (p. 7682)

Son amendement n° 193 (suppression des mesures relatives à l'ajustement des tarifs) : rejeté (p. 7684)

Son amendement n° 194 (dépenses remboursées) : rejeté (p. 7684)

Son amendement n° 196 corrigé (dépenses remboursées) : rejeté (p. 7684)

Son amendement n° 195 : devenu sans objet (p. 7684)

Son amendement n° 197 : devenu sans objet (p. 7684)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (déclinaison par spécialités de l'objectif prévisionnel des dépenses médicales) (p. 7685)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission des finances (versement au fonds de régulation) (p. 7685)

Son amendement n° 203 (exigibilité de la contribution) : rejeté (p. 7685)

Son amendement n° 198 (fonctionnement et utilisation du fonds de compensation) : rejeté (p. 7685)

Son amendement n° 182 (exonération de la contribution conventionnelle) : rejeté (p. 7686)

Son amendement n° 199 (individualisation du reversement) : rejeté (p. 7686)

Son amendement n° 200 (suppression de la lettre clé flottante) : adopté (p. 7686)

Son amendement n° 403 (contrats locaux d'objectif) : rejeté (p. 7687)

Son amendement n° 402 (caractère négociable du reversement) : rejeté (p. 7687)

Son amendement n° 202 (explications préalables par les caisses) : rejeté (p. 7688)

Son amendement n° 204 (prise en compte des situations particulières) : rejeté (p. 7688)

Son amendement n° 184 (médecins nouvellement installés) : rejeté (p. 7688)

Son amendement n° 185 (suppression du mécanisme de pénalité) : rejeté (p. 7689)

Article 22 (dispositif transitoire relatif au respect de l'objectif des dépenses médicales pour 1998)

Son amendement n° 187 (honoraires remboursés) : rejeté (p. 7689)

Après l'article 22

Son sous-amendement n° 445 (nouvelle nomenclature dentaire) à l'amendement n° 430 rectifié de M. Claude Evin (rapport sur l'état bucco-dentaire de la population) : rejeté (p. 7693)

Son rappel au règlement (cf. supra) [29 octobre 1998] (p. 7691)

Article 23 (création d'un droit de substitution au profit du pharmacien)

Son intervention (p. 7694)

Son sous-amendement n° 387 (acceptation par le patient) à l'amendement n° 65 de la commission (mention manuscrite de la substitution) : retiré (p. 7703)

Intervient sur l'amendement n° 172 de M. Jacques Barrot (prise en charge d'un surcoût éventuel) (p. 7705)

Intervient sur l'amendement n° 416 de la commission (caractère facultatif du recouvrement) (p. 7705)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques)

Son intervention (p. 7709)

Après l'article 24

Son amendement n° 188 (suppression de la taxe sur les ventes directes des laboratoires aux officines) : rejeté (p. 7718)

Article 25 (institution d'une clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 7720)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (clause de sauvegarde) (p. 7725)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission des finances (clause de sauvegarde) (p. 7725)

Son amendement n° 189 (exclusion des dépenses de promotion) : rejeté (p. 7726)

Article 27 (régulation des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux financées par l'assurance maladie)

Son intervention (p. 7729)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 447 du Gouvernement (coordination des interventions des professionnels libéraux en établissement) (p. 7734)

Son sous-amendement n° 449 (médecin de famille des personnes âgées) à l'amendement n° 447 du Gouvernement : rejeté (p. 7734)

Article 28 (extension des catégories de bénéficiaires de l'assurance décès)

Son amendement n° 265 : retiré (p. 7735)

Article 29 (revalorisation des retraites du régime général et des avantages alignés sur l'évolution prévisionnelle des prix)

Son intervention (p. 7736)

Article 32 (fixation des objectifs de dépenses par branche)

Son intervention (p. 7753)

Article 33 (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie)

Son intervention (p. 7755)

Article 34 (ratification du relèvement du plafond des ressources non permanentes applicables au régime général)

Son intervention (p. 7759)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 98 de la commission (excédents de trésorerie) (p. 7762)

Après l'article 36

Son amendement n° 266 (rapport de la Cour des comptes sur les mises à disposition d'agents publics) : rejeté (p. 7764)

Son amendement n° 267 (rapport de la Cour des comptes sur les transferts financiers vers les mutuelles) : rejeté (p. 7764)

Son amendement n° 268 (date de remise des rapports) : rejeté (p. 7764)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 7771)

Son amendement n° 269 (mécanismes d'épargne privée) : rejeté (p. 7773)

Son amendement n° 270 (harmonisation des régimes) : rejeté (p. 7774)

Son amendement n° 271 (rédactionnel) : rejeté (p. 7776)

Son amendement n° 272 (rédactionnel) : adopté (p. 7777)

Son amendement n° 273 (dépenses ambulatoires de santé) : rejeté (p. 7780)

Son amendement n° 274 (rédactionnel) : rejeté (p. 7780)

Son amendement n° 376 (conditions de travail de certaines spécialités) : rejeté (p. 7782)

Son amendement n° 275 (de cohérence) : rejeté (p. 7782)

Son amendement n° 386 (automédication) : rejeté (p. 7783)

Son amendement n° 276 (maîtrise médicalisée des dépenses de santé) : rejeté (p. 7784)

Son amendement n° 277 (de précision) : rejeté (p. 7786)

Son amendement n° 375 (égalité d'accès aux régimes complémentaires de retraite par capitalisation) : rejeté (p. 7786)

Explications de vote et vote [3 novembre 1998] (p. 7931)

Ses explications de vote (p. 7934)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 7935)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9629, 9678)

Article 7 supprimé par le Sénat (suppression de la déductibilité des dépenses de recherche de l'assiette d'un prélèvement à la charge de l'industrie pharmaceutique)

Son sous-amendement n° 85 soutenu par M. Thierry Mariani (suppression d'une taxation rétroactive) à l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9649) : rejeté (p. 9650)

Article 17 supprimé par le Sénat (extension du champ de la négociation conventionnelle avec les médecins)

Son sous-amendement n° 86 soutenu par M. Thierry Mariani (évaluation du système de soins ambulatoires) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 9659)

Article 18 (élargissement des missions des unions de médecins exerçant à titre libéral)

Son amendement n° 82 : non soutenu (p. 9661)

Article 22 bis (rapport sur l'état de santé bucco-dentaire et obligation pour les chirurgiens-dentistes et les médecins faisant appel à des fournisseurs ou à des prestataires de services de fournir à leurs patients une facturation détaillée)

Son amendement n° 83 soutenu par M. François Goulard (accord avec les professionnels de santé) : rejeté (p. 9672)

Explications de vote et vote [1er décembre 1998] (p. 9754)

Ses explications de vote (p. 9755)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 9756)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 décembre 1998] (p. 10055)

Son intervention (p. 10062)

Son rappel au règlement (cf. supra) [3 décembre 1998] (p. 10065)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 10063)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 10064)

Professions de santé (p. 10064)

Professions sociales : aides ménagères : cotisations sociales (p. 10062)

Retraites : généralités : paiement des pensions : réserves (p. 10064)

Retraites : généralités : système par capitalisation (p. 10063)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 10063)

Santé : santé publique : budget (p. 10063)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 10065)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8363)

Son intervention (p. 8378)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 8378, 8379)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 8378)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 8378)

Famille : politique familiale (p. 8379)

Président de la République (p. 8379)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 419 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Jacques Myard (insertion du PACS dans le code de la consommation) (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 689 de M. Charles de Courson (insertion du contrat civil de solidarité à la fin du livre du code civil traitant des contrats) (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 825 de M. Éric Doligé (insertion du PACS à la fin du livre du code civil traitant des contrats) (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 826 de M. Éric Doligé (insertion du contrat de vie commune à la fin du livre du code civil traitant des contrats) (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 841 de M. Henri Plagnol (insertion du PACS dans le livre du code civil traitant des contrats, avant les "conventions relatives à l'exercice des droits indivis") (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 60 de Mme Christine Boutin (insertion du PACS dans le livre du code civil traitant des contrats, après le "compromis") (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 58 de Mme Christine Boutin (insertion du PACS dans le livre du code civil traitant des contrats, après les "contrats aléatoires") (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 59 de Mme Christine Boutin (insertion du PACS dans le livre du code civil traitant des contrats, après les "conventions relatives à l'exercice des droits indivis") (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 276 rectifié de M. Thierry Mariani (insertion du PACS dans le livre du code civil traitant des contrats, après le "mariage et les régimes matrimoniaux") (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 489 de M. Pierre-Christophe Baguet (insertion du PACS dans le livre deuxième du code civil) (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 728 de M. Patrice Martin-Lalande (insertion du contrat civil de vie commune dans le livre troisième du code civil, après le "mariage et les régimes matrimoniaux") (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 727 de M. Patrice Martin-Lalande (insertion du PACS dans le livre troisième du code civil, après le "mariage et les régimes matrimoniaux") (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 61 de Mme Christine Boutin (insertion du PACS dans le livre troisième du code civil, après le "mariage et les régimes matrimoniaux") (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 840 de M. Henri Plagnol (insertion du PACS dans le livre du code civil traitant des contrats, après le "mariage et les régimes matrimoniaux") (p. 8490)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 73 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 8496)

Intervient sur l'amendement n° 277 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 8496)

Intervient sur l'amendement n° 444 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 8496)

Intervient sur l'amendement n° 744 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 8496)

Intervient sur l'amendement n° 808 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 8496)

Son rappel au règlement (cf. supra) [8 novembre 1998] (p. 8504)

Son amendement n° 426 (conclusion du PACS par des personnes âgées d'au moins 21 ans) : rejeté (p. 8512)

Son amendement n° 425 (conclusion du PACS par deux personnes de sexe différent) : rejeté (p. 8518)

Son amendement n° 424 (conclusion du PACS dans le but de bénéficier d'avantages fiscaux et sociaux au détriment des couples mariés, des veuves et des veufs, des célibataires et des concubins de sexe différent) : rejeté (p. 8525)

Son amendement n° 421 (prohibition de la procréation médicale assistée pour les signataires de même sexe) : retiré (p. 8528)

Son amendement n° 420 soutenu par M. Patrick Delnatte (prohibition de l'adoption pour les signataires de même sexe) (p. 8526) : rejeté (p. 8533)

Son amendement n° 708 (perte du droit de garde pour les divorcés signataires d'un PACS avec une personne du même sexe) : rejeté (p. 8535)

Soutient l'amendement n° 18 de M. Jean-Yves Besselat (présomption de paternité du partenaire masculin pour l'enfant conçu pendant un PACS) : rejeté (p. 8537)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 431 (délai de cinq ans entre la conclusion de deux PACS) : rejeté (p. 8551)

Son amendement n° 430 (nullité du PACS conclu par un séparé de corps) : rejeté (p. 8552)

Son amendement n° 433 (nullité du PACS conclu par un mineur émancipé) : devenu sans objet (p. 8552)

Son amendement n° 434 (nullité du PACS conclu par une personne séjournant illégalement sur le territoire national) : rejeté (p. 8555)

Son amendement n° 863 (nullité du PACS conclu entre personnes de même sexe dont l'une a adopté un enfant) : rejeté (p. 8557)

Son amendement n° 435 (peine d'un an d'emprisonnement et amende de 300 000 F sanctionnant la contravention aux prohibitions énoncées par l'article) : rejeté (p. 8559)

Après l'article 515-3 du code civil

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Dominique Dord (certificats médicaux produits par les partenaires) (p. 9775)

Intervient sur l'amendement n° 114 de Mme Christine Boutin (certificats médicaux produits par les partenaires) (p. 9775)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 416 (suppression du premier alinéa relatif à l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les partenaires) : rejeté (p. 9795)

Son amendement n° 707 (référence à la communauté de vie) : rejeté (p. 9798)

Son amendement n° 390 (aide mutuelle et matérielle ne pouvant léser les enfants des partenaires) : rejeté (p. 9800)

Son amendement n° 417 (rédaction du PACS devant un notaire) : rejeté (p. 9805)

Son amendement n° 391 (extension de la solidarité entre les partenaires en matières de dettes) : rejeté (p. 9809)

Son amendement n° 392 (usage par les partenaires de leur seul nom de famille) : rejeté (p. 9812)

Soutient l'amendement n° 838 de M. Éric Doligé (conclusion d'un PACS entre partenaires de même sexe n'ouvrant aucun droit à la procréation médicalement assistée) : rejeté (p. 9813)

Soutient l'amendement n° 836 de M. Éric Doligé (interdiction de l'adoption pour les partenaires de même sexe pendant cinq ans après la dissolution du PACS et interdiction de conclusion d'un PACS avant la majorité de l'enfant adopté) : rejeté (p. 9813)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 464 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) : rejeté (p. 9820)

Article 515-6 du code civil : régime des biens après dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 418 (application des règles de l'attribution préférentielle au partenaire survivant de sexe différent lorsque l'un des deux partenaires a eu des enfants avant la conclusion du PACS) : rejeté (p. 9830)

Son amendement n° 860 (respect des intérêts des enfants de partenaires de même sexe nés avant la signature du PACS) : rejeté (p. 9830)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Intervient sur le sous-amendement n° 1097 de M. Thierry Mariani (déclaration conjointe rédigée devant notaire) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (signification de la rupture unilatérale qui prend effet après un délai de trois mois) (p. 9842)

Intervient sur le sous-amendement n° 1089 de M. Henri Plagnol (déclaration conjointe par acte notarié) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9842)

Intervient sur le sous-amendement n° 1096 de M. Thierry Mariani (déclaration conjointe rédigée sous seing privé) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9842)

Intervient sur le sous-amendement n° 1090 de M. Henri Plagnol (déclaration conjointe rédigée sous seing privé) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9842)

Intervient sur le sous-amendement n° 1146 de M. François Goulard (inscription de la déclaration conjointe sur le registre recensant les PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9846)

Son sous-amendement n° 1109 (répudiation) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9847)

Son sous-amendement n° 1108 (signification au partenaire des motifs exacts de la rupture unilatérale)

à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9851)

Son sous-amendement n° 1107 (signification de la rupture unilatérale après un entretien de conciliation avec le partenaire) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9852)

Intervient sur le sous-amendement n° 1074 de M. Thierry Mariani (rupture unilatérale ne pouvant intervenir avant un délai d'un an après la conclusion du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9854)

Son sous-amendement n° 1104 (conséquences de la rupture du PACS entre partenaires de même sexe ne pouvant porter préjudice aux enfants nés antérieurement à la conclusion du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9855)

Son sous-amendement n° 1110 (attribution de dommages et intérêts lorsque la victime de la répudiation se trouve dans une situation morale et matérielle difficile lorsque les partenaires sont en désaccord sur les conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9870)

Son sous-amendement n° 1111 (règlement par le juge des conséquences de la dissolution du PACS pour les enfants nés de l'union des partenaires) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9871)

Son sous-amendement n° 1105 (pas d'aide judiciaire au titre des frais de justice afférents à la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : retiré (p. 9874)

Son sous-amendement n° 1106 (assistance de l'avocat pour la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9875)

Soutient le sous-amendement n° 1099 de M. Éric Doligé (publication, à peine de nullité, de la conclusion du PACS et de ses modifications dans un journal répondant aux conditions légales) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9876)

Après l'article 515-8 du code civil

Intervient sur l'amendement n° 723 de M. Patrice Martin-Lalande (intervention du tribunal de grande instance sur les conséquences de la dissolution du PACS et possibilité de prestation compensatoire) (p. 9902)

Après l'article 1er

Son amendement n° 422 (interdiction de l'adoption à la personne engagée dans un PACS avec une personne de même sexe) : rejeté (p. 9906)

Soutient l'amendement n° 257 de M. Thierry Mariani (mention de l'acte de reconnaissance d'un enfant naturel en marge de l'acte de naissance des parents) : rejeté (p. 9906)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 décembre 1998] (p. 9916)

Soutient l'amendement n° 20 de M. Jean-Yves Besselat (de suppression) : rejeté (p. 9923)

Son amendement n° 397 (de suppression) : rejeté (p. 9923)

Soutient l'amendement n° 474 de M. Jacques Masdeu-Arus (suppression de l'imposition commune des revenus) : rejeté (p. 9933)

Soutient l'amendement n° 263 de M. Thierry Mariani (preuve de la communauté de vie pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 9936)

Son amendement n° 864 (délai de cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 9940)

Son amendement n° 995 (délai de quatre ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 9940)

Son sous-amendement n° 1003 soutenu par M. Gilles Carrez (preuve par plusieurs documents administratifs) à l'amendement n° 180 de M. Noël Mamère (bénéfice des dispositions de l'article aux partenaires prouvant par des documents justificatifs ou par deux témoins qu'ils vivent ensemble depuis trois ans) (p. 9940) : rejeté (p. 9941)

Son sous-amendement n° 1004 soutenu par M. Gilles Carrez (suppression de la preuve apportée par des témoins) à l'amendement n° 180 de M. Noël Mamère (p. 9940) : rejeté (p. 9941)

Son amendement n° 414 (plafonnement à 10 000 F du bénéfice de l'imposition commune) : rejeté (p. 9945)

Son amendement n° 398 soutenu par M. Gilles Carrez (conclusion d'un PACS en vue de diminuer l'impôt sur le revenu passible d'un an d'emprisonnement et de 300 000 F d'amende) : rejeté (p. 9945)

Son amendement n° 438 (obligation de contrôle des contribuables partenaires d'un PACS faite aux services fiscaux) : rejeté (p. 9946)

Son amendement n° 701 soutenu par M. Gilles Carrez (délais de paiement de l'impôt sur le revenu et des impôts locaux pour les contribuables célibataires) : rejeté (p. 9946)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son amendement n° 400 (de suppression) : rejeté (p. 9954)

Son sous-amendement n° 1009 (taux unique de 59 %) à l'amendement n° 696 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article portant à trois ans le délai pour le bénéfice de ses dispositions et limitant la suppression de condition de délai pour raison de santé aux seuls droits exigibles en cas de décès) : rejeté au scrutin public (p. 9967)

Son sous-amendement n° 1005 (abattement de 150 000 F) à l'amendement n° 696 du Gouvernement : rejeté (p. 9967)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 866 (imposition commune après un délai de cinq ans à compter de la conclusion du PACS) : rejeté (p. 9971)

Son amendement n° 401 (de suppression) : vote réservé à la demande du Gouvernement (p. 9970) : rejeté (p. 10001)

Article 5 (droit à congés)

Son intervention (p. 9974)

Son amendement n° 402 (bénéfice des dispositions de l'article réservé aux partenaires de sexe différent) : retiré (p. 9977)

Après l'article 5

Son sous-amendement n° 1025 (suppression du versement de l'allocation de parent isolé aux signataires d'un PACS) à l'amendement n° 1012 de M. Patrick Bloche (suppression du versement de l'allocation de soutien familial aux signataires d'un PACS) : rejeté (p. 9982)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son amendement n° 403 (de suppression) : rejeté (p. 9989)

Son amendement n° 405 soutenu par M. Yves Fromion (PACS conclu depuis plus de cinq ans) (p. 9991) : rejeté (p. 9992)

Son amendement n° 404 soutenu par M. Yves Fromion (PACS conclu par des partenaires de sexe opposé) : rejeté (p. 9992)

Son sous-amendement n° 1028 (application après un délai de deux ans) à l'amendement n° 10 rectifié de M. Alain Bocquet (application immédiate des dispositions de l'article aux étrangers contractants d'un PACS pouvant justifier d'une communauté de vie antérieure à la promulgation de la loi) : rejeté (p. 9997)

Son sous-amendement n° 1027 (application après un délai d'un an) à l'amendement n° 10 rectifié de M. Alain Bocquet : rejeté (p. 9997)

Son sous-amendement n° 1029 (étrangers n'ayant pas contracté dans leur pays d'origine une union encore en cours) à l'amendement n° 10 rectifié de M. Alain Bocquet : rejeté (p. 9997)

Son sous-amendement n° 1008 rectifié (communauté de vie d'au moins cinq ans) à l'amendement n° 10 rectifié de M. Alain Bocquet : rejeté (p. 9997)

Soutient le sous-amendement n° 1031 de M. Éric Doligé (communauté de vie de cinq ans) à l'amendement n° 10 rectifié de M. Alain Bocquet : rejeté (p. 9998)

Son amendement n° 440 (engagement du partenaire français d'un PACS à prendre en charge les dépenses de sécurité sociale du cocontractant étranger entré irrégulièrement sur le territoire national) : rejeté (p. 9998)

Son amendement n° 867 (vérification préalable de la réalité de la communauté de vie par la direction

centrale du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins) : rejeté (p. 9998)

Article 7 (prise en compte du pacte civil de solidarité dans l'examen d'une demande de naturalisation)

Son amendement n° 407 soutenu par M. Yves Fromion (de suppression) (p. 10000) : adopté (p. 10001)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Soutient l'amendement n° 225 de M. Christian Estrosi (de suppression) : rejeté (p. 10178)

Intervient sur l'amendement n° 777 de M. Patrice Martin-Lalande (priorité donnée aux couples mariés) (p. 10179)

Son amendement n° 410 (bénéfice des dispositions de l'article réservé aux fonctionnaires séparés de leur partenaire de sexe opposé) : rejeté (p. 10180)

Son amendement n° 856 (bénéfice des dispositions de l'article réservé aux fonctionnaires séparés de leur partenaire de sexe différent) : retiré (p. 10180)

Son amendement n° 411 corrigé (de coordination) : retiré (p. 10183)

Son amendement n° 857 (de coordination) : rejeté (p. 10183)

Son amendement n° 412 corrigé (de coordination) : rejeté (p. 10184)

Son amendement n° 858 (de coordination) : rejeté (p. 10184)

Article 9 (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son intervention (p. 10185)

Article 10 (dispositions applicables aux fratries)

Soutient l'amendement n° 720 de M. Yves Fromion (bénéfice des dispositions de l'article réservé aux personnes de nationalité française) : rejeté (p. 10212)

Soutient l'amendement n° 714 de M. Yves Fromion (application de l'article lorsque l'un d'eux est handicapé ou sous la tutelle de son parent) : rejeté (p. 10212)

Article 11 (décrets d'application)

Soutient l'amendement n° 885 de M. Éric Doligé (de suppression) : rejeté (p. 10215)

Après l'article 11

Son amendement n° 413 (rapport du Gouvernement au Parlement après avis du Conseil économique et social et du Conseil d'Etat et dépôt d'un projet de loi remédiant aux difficultés révélées par la mise en œuvre de la loi) : rejeté (p. 10217)

Son amendement n° 399 (rapport annuel sur le coût des PACS) : rejeté (p. 10217)

Article 12 (compensation des pertes éventuelles de recettes)

Intervient sur l'amendement n° 1174 du Gouvernement (de suppression) (p. 10218)

Article 1er (suite) (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 428 précédemment réservé : retiré (p. 10224)

Son amendement n° 427 précédemment réservé : retiré (p. 10224)

Son amendement n° 429 précédemment réservé : retiré (p. 10224)

Titre

Son amendement n° 705 ("pacte de déstructuration sociale") : rejeté (p. 10224)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3057)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3086)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3086)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 3087)

Parlement : Sénat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3086)

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Article 1er A (liberté de la vie personnelle)

Son intervention (p. 3107)

Article 1er B (définition du mariage)

Son intervention (p. 3109)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 3125)

Son sous-amendement n° 263 (pacte d'accès à des avantages accordés en dehors du célibat et du mariage) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) : rejeté (p. 3133)

Intervient sur le sous-amendement n° 499 de M. Charles de Courson (contrat civil de solidarité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3135)

Intervient sur le sous-amendement n° 300 de M. Dominique Dord (contrat civil de solidarité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3135)

Intervient sur le sous-amendement n° 508 de Mme Christine Boutin (contrat civil de solidarité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3135)

Son sous-amendement n° 264 soutenu par M. Thierry Mariani (contrat conclu devant notaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3145)

Son sous-amendement n° 265 soutenu par M. Thierry Mariani (conclusion du contrat par des personnes de sexe différent) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3148) : rejeté (p. 3149)

Son sous-amendement n° 266 soutenu par M. Thierry Mariani (réexamen du droit de garde pour les divorcés signataires d'un PACS avec une personne de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3155)

Son sous-amendement n° 267 soutenu par M. Thierry Mariani (interdiction de la procréation médicale assistée pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3156) : rejeté (p. 3160)

Son sous-amendement n° 268 soutenu par M. Thierry Mariani (délai de cinq ans entre la conclusion de deux PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3162) : rejeté (p. 3163)

Son sous-amendement n° 269 soutenu par Mme Christine Boutin (nullité du PACS conclu entre deux personnes de même sexe dont l'une a été autorisée à adopter un enfant) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3165)

Son sous-amendement n° 270 soutenu par M. Richard Cazenave (nullité du PACS conclu par un étranger séjournant irrégulièrement en France) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3166) : rejeté (p. 3167)

Son sous-amendement n° 271 soutenu par M. Thierry Mariani (opposition formée par le procureur à l'enregistrement du PACS violant les empêchements énumérés à l'article 515-2) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3167)

Son sous-amendement n° 248 soutenu par M. Charles de Courson (substitution du domicile à la résidence commune) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3172) : rejeté (p. 3173)

Ses sous-amendements n°s 272 et 273 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : devenus sans objet (p. 3174)

Soutient le sous-amendement n° 630 de M. Pierre-Christophe Baguet (panneau municipal mentionnant les PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3175)

Soutient le sous-amendement n° 364 de M. Éric Doligé (mention du PACS et de ses modifications dans un journal répondant aux conditions légales) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3177)

Son sous-amendement n° 249 (consultation du registre des PACS par les tiers) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3178)

Son sous-amendement n° 351 (PACS opposable aux tiers dans les dix jours suivant son inscription sur le registre du lieu de résidence, délai pendant lequel ils peuvent former opposition pour violation des empêchements énumérés à l'article 515-2) à

l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3178)

Son sous-amendement n° 274 (suppression du dernier alinéa de l'article 515-3 relatif à la conclusion du PACS à l'étranger) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3179)

Son sous-amendement n° 275 (inscription du PACS conclu à l'étranger sous réserve de la présence du partenaire français) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3180)

Intervient sur le sous-amendement n° 347 de M. Claude Goasguen (suppression de l'article 515-4 relatif aux obligations résultant du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3181)

Intervient sur le sous-amendement n° 621 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression de l'article 515-4 relatif aux obligations résultant du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3181)

Son sous-amendement n° 250 (solidarité entre les partenaires pour toute dette) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3184)

Soutient le sous-amendement n° 368 de M. Éric Doligé (perte du droit de garde pour le partenaire concluant un PACS avec une personne de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3186)

Soutient le sous-amendement n° 367 de M. Éric Doligé (interdiction de l'adoption pour la personne ayant conclu un PACS avec un partenaire de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3187)

Son sous-amendement n° 251 soutenu par M. Thierry Mariani (répudiation) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 252 soutenu par M. Thierry Mariani (énumération des motifs exacts de la rupture unilatérale du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 253 corrigé soutenu par M. Thierry Mariani (cessation du PACS dont le caractère frauduleux a été démontré par les services sociaux ou l'administration fiscale qui doivent engager les procédures pour la récupération des sommes détournées) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 295 soutenu par M. Thierry Mariani (mention de la cessation du PACS sur les actes de naissance) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Après l'article 1er

Son amendement n° 276 (nouvelle rédaction de l'article 343-1 du code civil autorisant l'adoption par un célibataire, précisant qu'elle ne peut-être demandée par une personne ayant conclu un PACS avec un partenaire de même sexe) : retiré (p. 3214)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son sous-amendement n° 241 soutenu par M. Thierry Mariani (imposition commune à compter de la

cinquième année suivant la déclaration du PACS) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3219)

Son sous-amendement n° 242 (délais de paiement pour les contribuables isolés justifiant de difficultés à acquitter leur impôt sur le revenu) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission : rejeté (p. 3220)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son sous-amendement n° 352 soutenu par M. Thierry Mariani (bénéfice des taux de 40 % et de 50 % sur les donations après un délai de dix ans pour les partenaires de même sexe) à l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et suppression du délai de deux ans pour les successions) (p. 3225) : rejeté (p. 3226)

Article 5 (droits à congés)

Son sous-amendement n° 244 soutenu par M. Thierry Mariani (bénéfice des dispositions de l'article pour les personnes isolées de l'un des membres de leur famille ou entourage) à l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3234)

Article 6 supprimé par le Sénat (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son sous-amendement n° 245 soutenu par M. Thierry Mariani (PACS conclu depuis cinq ans) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3239)

Son sous-amendement n° 354 soutenu par M. Thierry Mariani (communauté de vie) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3242)

Son sous-amendement n° 353 soutenu par M. Thierry Mariani (renoncement au regroupement familial du fait de la conclusion d'un PACS) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3242)

Article 8 supprimé par le Sénat (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son sous-amendement n° 246 (bénéfice des dispositions de l'article pour les personnes isolées de l'un des membres de leur famille ou entourage) à l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3245)

Son sous-amendement n° 355 (bonification lorsque le PACS est rompu pour conclure un mariage) à l'amendement n° 20 de la commission : rejeté (p. 3246)

Article 11 (décrets d'application)

Son sous-amendement n° 243 soutenu par M. Thierry Mariani (rapport sur le PACS) à l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3249)

Son sous-amendement n° 356 soutenu par M. Thierry Mariani (rapport sur le fonctionnement et la charge de travail des tribunaux) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 3249) : rejeté (p. 3250)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5521)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 5525)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 5547)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 5548)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 5548)

Etat : Gouvernement : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5548)

Famille : couple : statuts (p. 5548)

Partis et mouvements politiques : majorité : famille (p. 5525)

Discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5550) ; [9 juin 1999] (p. 5613, 5659)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Charles de Courson (application aux couples hétérosexuels, ayant ou ayant eu des enfants, de dispositions fiscales relatives aux couples mariés) (p. 5553)

Article 1er (pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 5557)

Son amendement n° 180 (de suppression) : rejeté (p. 5558)

Avant l'article 515-1 du code civil

Son amendement n° 178 (pacte relatif aux concubins, concubins pacsés, concubins mariés et pacsés) : rejeté (p. 5560)

Son amendement n° 177 soutenu par M. Thierry Mariani (pacte d'accès à des avantages accordés en dehors du célibat et du mariage) : rejeté (p. 5560)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 5561)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 5561)

Son amendement n° 179 (de suppression) : rejeté (p. 5561)

Son amendement n° 176 (PACS conclu devant un professionnel du droit) : rejeté (p. 5564)

Son amendement n° 175 (PACS conclu par des partenaires de sexe différent) : rejeté (p. 5568)

Son amendement n° 173 (interdiction de la procréation médicale assistée pour les partenaires de même sexe) : rejeté (p. 5571)

Son amendement n° 174 (réexamen du droit de garde pour les divorcés signataires d'un PACS avec une personne de même sexe) : rejeté (p. 5572)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 172 (délai de trois ans entre la conclusion de deux PACS) : rejeté (p. 5577)

Soutient l'amendement n° 183 de M. Patrick Delnatte (nullité du PACS conclu avec une personne entrée et séjournant illégalement sur le territoire) : rejeté (p. 5578)

Son amendement n° 171 soutenu par M. Thierry Mariani (nullité du PACS conclu avec une personne séjournant illégalement sur le territoire) : rejeté (p. 5578)

Son amendement n° 170 (nullité du PACS conclu entre deux personnes de même sexe dont l'une a adopté un enfant) : rejeté (p. 5580)

Son amendement n° 169 (opposition du procureur de la République à l'enregistrement d'un PACS violant les empêchements de l'article) : rejeté (p. 5581)

Soutient l'amendement n° 182 de M. Patrick Delnatte (peine d'un an de prison et 300 000 F d'amende pour les personnes concluant un PACS violant les empêchements de l'article) : rejeté (p. 5581)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 168 (de suppression) : rejeté (p. 5583)

Son amendement n° 167 (domicile substitué à la résidence commune) : rejeté (p. 5585)

Son amendement n° 166 (taxe d'enregistrement du PACS) : rejeté (p. 5586)

Son amendement n° 162 (registre recensant les déclarations consultable par toute personne en faisant la demande) : rejeté (p. 5589)

Son amendement n° 165 (délai de quinze jours pour l'opposition des tiers à l'enregistrement du PACS conclu en violation des empêchements énumérés à l'article 515-2) : rejeté (p. 5591)

Son amendement n° 160 (suppression du dernier alinéa de l'article relatif à la conclusion du PACS à l'étranger) : rejeté (p. 5592)

Son amendement n° 159 (présence du partenaire de nationalité française pour l'inscription d'un PACS à l'étranger) : rejeté (p. 5592)

Article 515-7 du code civil : causes de dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 164 soutenu par M. Jacques Pélessard (répudiation) (p. 5631) : rejeté (p. 5632)

Son amendement n° 163 soutenu par M. Thierry Mariani (motifs exacts de la rupture unilatérale) (p. 5633) : rejeté (p. 5635)

Son amendement n° 161 soutenu par M. Thierry Mariani (fin du PACS lorsque son caractère frauduleux a été démontré par les services fiscaux ou sociaux qui engagent les poursuites pour récupérer les sommes détournées) (p. 5638) : rejeté (p. 5639)

Après l'article 1er

Son amendement n° 158 (bénéfice de l'article 343-1 du code civil relatif à l'adoption par une personne de plus de vingt-huit ans à condition qu'elle n'ait pas conclu de PACS avec un partenaire de même sexe) : rejeté (p. 5648)

Article 1er ter (définition du concubinage)

Son amendement n° 157 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (de suppression) : rejeté (p. 5651)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 156 soutenu par M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 5659) : rejeté (p. 5660)

Son amendement n° 155 corrigé soutenu par M. Patrick Delnatte (imposition commune à compter du cinquième - et non du troisième - anniversaire de l'enregistrement du PACS) (p. 5660) : rejeté (p. 5661)

Son amendement n° 154 soutenu par M. Thierry Mariani (délais de paiement pour les contribuables isolés justifiant de difficultés à acquitter leur impôt sur le revenu) : rejeté (p. 5661)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son amendement n° 153 (de suppression) : rejeté (p. 5662)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 152 (de suppression) : rejeté (p. 5667)

Article 5 (droit à congés)

Son amendement n° 151 (de suppression) : rejeté (p. 5670)

Son amendement n° 150 soutenu par Mme Christine Boutin (extension du droit aux personnes isolées de l'un des membres de leur famille ou de leur entourage) (p. 5670) : rejeté (p. 5671)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son amendement n° 124 (de suppression) : rejeté (p. 5674)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son amendement n° 123 (extension des dispositions de l'article aux personnes isolées de l'un des membres de leur famille ou entourage) : rejeté (p. 5679)

Article 11 (décrets d'application)

Son amendement n° 121 soutenu par M. Thierry Mariani (rapport du Gouvernement au Parlement sur l'application de la loi et son coût) (p. 5682) : rejeté (p. 5683)

Son amendement n° 122 soutenu par M. Thierry Mariani (rapport évaluant les conséquences de la loi sur le fonctionnement et la charge de travail des tribunaux) (p. 5682) : rejeté (p. 5683)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605, 8645)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 8612)

Thèmes avant la procédure des questions :

Politique sociale : lutte contre l'exclusion : accès aux soins (p. 8612)

Santé : jeunes : mortalité (p. 8613)

Santé : prévention : suicide (p. 8613)

Santé : prévention : toxicomanie (p. 8613)

Santé : santé publique (p. 8612)

Santé : saturnisme (p. 8612)

Santé : service d'aide médicale urgente (SAMU) (p. 8613)

Santé : veille sanitaire (p. 8612)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Article 7 (article L. 3-1 nouveau du code de la route : dépistage systématique des stupéfiants en cas d'accident mortel)

Son amendement n° 40 soutenu par M. Patrick Delnatte (répression de la conduite sous l'empire de stupéfiants) : rejeté (p. 10433)

Son amendement n° 38 soutenu par M. Patrick Delnatte (dépistage étendu à la conduite dangereuse et aux troubles du comportement) (p. 10433) : rejeté (p. 10434)

Son amendement n° 39 soutenu par M. Patrick Delnatte (dépistage étendu aux conducteurs impliqués dans des accidents ayant causé des dommages corporels) (p. 10433) : rejeté (p. 10434)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 1999] (p. 749) ; [3 février 1999] (p. 858)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Son amendement n° 904 soutenu par M. Michel Bouvard (concertation organisée par la conférence régionale d'aménagement du territoire) (p. 784) : rejeté (p. 785)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son amendement n° 905 (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : devenu sans objet (p. 822)

Son amendement n° 906 soutenu par M. Michel Bouvard (accompagnement particulier des territoires ruraux les plus en difficulté) : rejeté (p. 823)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 907 soutenu par M. Michel Bouvard (de suppression partielle) : rejeté (p. 835)

Article 23 (article 38-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Fonds de gestion des milieux naturels)

Son amendement n° 908 soutenu par M. Yves Deniaud (mise en œuvre du fonds et modalités de répartition) : rejeté (p. 882)

Proposition de loi n° 1301 créant les plans de prévoyance retraite

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 539)

Son intervention (p. 544)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 545, 546)

Démographie : vieillissement de la population (p. 545)

Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 545)

Retraites : généralités : système par capitalisation (p. 546)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 545, 546)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 545)

Proposition de loi n° 800 relative à l'assurance veuvage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 560)

Son intervention (p. 567)

Thèmes :

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 568)

Sécurité sociale : assurance personnelle : veufs et veuves (p. 567, 568)

Sécurité sociale : assurance vieillesse (p. 568)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 568)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 593)

Article 3 (contrôle médical préalable aux compétitions)

Son amendement n° 26 soutenu par M. Christian Estrosi (attestation sur l'honneur) (p. 597) : rejeté (p. 598)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 avril 1999] (p. 3658)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3663) : rejetée (p. 3675)

Thèmes :

Administration : Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 3672)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 3668)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3663)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : bénéficiaires (p. 3664)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3667, 3668)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : Etats-Unis (p. 3665)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : financement (p. 3666, 3667)

Assurance maladie maternité : généralités : mutuelles : mutualité sociale agricole (p. 3668)

Assurance maladie maternité : prestations : forfait hospitalier (p. 3665)

Constitution : inconstitutionnalité : projet de loi (p. 3671)

Constitution : préambule : santé (p. 3665)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 3663)

Etablissements de santé : hôpitaux : secteur privé (p. 3669)

Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 3670)

Politique sociale : aide médicale gratuite (p. 3665)

Professions de santé : médecins généralistes (p. 3670)

Santé : accès aux soins (p. 3664)

Santé : politique de la santé : informatique (p. 3670, 3672)

Sécurité sociale : assurance personnelle (p. 3665)

Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 3669)

Sécurité sociale : carte Sésam-Vitale (p. 3670, 3672)

Sécurité sociale : régime de rattachement : régimes spéciaux (p. 3664)

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ; [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 1er (création d'une couverture maladie universelle et d'une protection complémentaire avec dispense d'avance de frais pour les plus démunis)

Son amendement n° 120 : devenu sans objet (p. 3759)

Article 3 (titre VIII du livre III, articles L. 380-1 à L. 380-4 nouveaux, du code de la sécurité sociale : critères d'affiliation au nouveau régime général et cotisation)

Soutient l'amendement n° 36 de M. Thierry Mariani (condition de nationalité) : rejeté (p. 3762)

Soutient l'amendement n° 37 de M. Thierry Mariani (condition d'ancienneté de résidence) : rejeté (p. 3763)

Soutient l'amendement n° 39 de M. Thierry Mariani (condition d'entrée régulière pour les étrangers) : rejeté (p. 3763)

Soutient l'amendement n° 40 de M. Thierry Mariani (condition d'entrée régulière dans l'espace Schengen pour les étrangers) : rejeté (p. 3763)

Son amendement n° 138 (vérification des conditions d'entrée pour les étrangers) : rejeté (p. 3763)

Son amendement n° 121 (sanction des abus) : rejeté (p. 3764)

Soutient l'amendement n° 41 de M. Thierry Mariani (modalités de contribution) : rejeté (p. 3764)

Son amendement n° 122 (fixation du plafond par la loi de financement de la sécurité sociale) : rejeté (p. 3764)

Article 4 (article L. 161-2-1 nouveau du code de la sécurité sociale : immédiateté et automaticité du droit à l'accès aux soins)

Son sous-amendement n° 140 (agrément des associations) à l'amendement n° 50 de la commission (accompagnement par les associations dans les démarches d'affiliation) : rejeté (p. 3768)

Son sous-amendement n° 141 (agrément des entreprises et des institutions de prévoyance) à l'amendement n° 50 de la commission : rejeté (p. 3768)

Article 8 (article L. 380-3 nouveau du code de la sécurité sociale : dispositions applicables aux personnes qui, bien que résidant ou séjournant en France ne sont pas concernées par le régime)

Son amendement n° 261 (dispositions applicables aux travailleurs frontaliers) : adopté (p. 3772)

Article 10 (articles L. 161-15, L. 381-2 et L. 245-16 du code de la sécurité sociale : incidences financières de la mise en place de la couverture obligatoire sur la branche famille)

Son intervention (p. 3773)

Son amendement n° 123 (de suppression) : retiré (p. 3774)

Article 12 (article L. 213-1 du code des assurances : modification de l'affectation de la cotisation due par les personnes assurant des véhicules terrestres à moteur)

Son intervention (p. 3806)

Son amendement n° 390 (de suppression) : rejeté (p. 3807)

Article 13 (article 38 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion : transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Son amendement n° 90 soutenu par Mme Martine Aurillac (réduction du prélèvement compensatoire sur les départements) (p. 3808) : rejeté (p. 3811)

Intervient sur l'amendement n° 154 de Mme Muguette Jacquaint (suppression de la participation des communes) (p. 3812)

Intervient sur l'amendement n° 300 de M. Yves Bur (suppression de la participation des communes) (p. 3812)

Son amendement n° 91 : devenu sans objet (p. 3813)

Article 14 (articles L. 243-4, L. 652-3, L. 242-11, L. 136-5 du code de la sécurité sociale et L. 1143-2, L. 1143-5, L. 1143-7 du code rural : exécution des recouvrements forcés de cotisations dues par les non salariés non agricoles et les agriculteurs)

Son intervention (p. 3814)

Son amendement n° 92 (de suppression) : rejeté (p. 3819)

Son amendement n° 94 (instauration d'une franchise de 2 000 F sur les cotisations) : rejeté (p. 3820)

Son amendement n° 93 (instauration d'une franchise de 1 000 F sur les cotisations) : rejeté (p. 3820)

Son amendement n° 96 (abandon de la mise en recouvrement lorsque les revenus du cotisant sont inférieurs au RMI) : rejeté (p. 3820)

Soutient l'amendement n° 32 de M. Gérard Gouzes (suppression des majorations et pénalités de retard) : rejeté (p. 3821)

Son amendement n° 128 (suppression des pénalités de retard) : rejeté (p. 3821)

Son amendement n° 127 (montants des majorations de retard) : rejeté (p. 3821)

Son amendement n° 124 (suppression de la procédure de notification à tiers détenteur) : rejeté (p. 3821)

Son amendement n° 125 (motivation de la saisie) : adopté après modifications (p. 3822)

Son amendement n° 126 (suppression des pénalités de retard) : rejeté (p. 3823)

Son amendement n° 129 (dispositions applicables aux recouvrements des cotisations) : rejeté (p. 3823)

Son amendement n° 130 (dispositions applicables aux recouvrements des cotisations) : rejeté (p. 3823)

Son amendement n° 131 (suppression des pénalités de retard) : rejeté (p. 3823)

Son amendement n° 137 rectifié (maintien des procédures de recouvrement du code rural) : rejeté (p. 3824)

Son amendement n° 139 (dispositions relatives aux artisans, aux commerçants et aux agriculteurs) : rejeté (p. 3824)

Article 18 (résiliation de certains contrats d'assurance privée)

Son intervention (p. 3826)

Avant l'article 20

Son amendement n° 350 (crédit d'impôt pour les ménages modestes ne bénéficiant pas de la CMU) : rejeté (p. 3829)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Son intervention (p. 3831)

Son amendement n° 263 (de suppression) : rejeté (p. 3837)

Article L. 861-1 du code de la sécurité sociale : personnes ayant droit à la couverture complémentaire CMU

Son amendement n° 135 (plafonds régionaux) : retiré (p. 3837)

Son amendement n° 132 (aide financière) : rejeté (p. 3840)

Son amendement n° 133 (variation du plafond en fonction de la région de résidence) : rejeté (p. 3840)

Article L. 861-2 du code de la sécurité sociale : appréciation des ressources des demandeurs de la couverture complémentaire et, pour les bénéficiaires de la couverture de base sur critère de résidence, exonération des cotisations

Son amendement n° 134 (cotisation volontaire symbolique) : rejeté (p. 3841)

Article L. 861-3 du code de la sécurité sociale : étendue de la couverture complémentaire CMU

Son sous-amendement n° 359 (plafond de revenus) à l'amendement n° 59 de la commission (dispense de l'avance de frais pour les personnes ayant choisi un médecin référent) : rejeté (p. 3843)

Intervient sur l'amendement n° 160 de Mme Muguette Jacquaint (dispense de l'avance de frais) (p. 3845)

Intervient sur le sous-amendement n° 466 du Gouvernement (interlocuteur unique) à l'amendement n° 60 de la commission (décret sur les modalités de paiement des praticiens et des établissements de santé) (p. 3845)

Son amendement n° 264 (décret en Conseil d'Etat) : devenu sans objet (p. 3845)

Article L. 861-4 du code de la sécurité sociale : choix de l'organisme gestionnaire de la couverture complémentaire CMU par son bénéficiaire

Son amendement n° 97 (adhésion à une mutuelle ou à un organisme semblable) : rejeté (p. 3855)

Article L. 861-5 du code de la sécurité sociale : attribution de la couverture complémentaire CMU

Son amendement n° 395 (vérification des conditions de ressources par les caisses d'allocations familiales) : rejeté (p. 3858)

Son amendement n° 394 (aide à la constitution des dossiers par des associations) : rejeté (p. 3859)

Son amendement n° 98 (aide à la constitution des dossiers) : devenu sans objet (p. 3859)

Article L. 861-6 du code de la sécurité sociale : prise en charge des prestations par les organismes d'assurance maladie

Son amendement n° 99 (prise en charge des dossiers de CMU par les mutuelles) : rejeté (p. 3863)

Article L. 861-9 du code de la sécurité sociale : contrôle des ressources des demandeurs de la CMU

Son amendement n° 391 (de conséquence) : retiré (p. 3866)

Son amendement n° 396 (versement unique par les mutuelles ou les assurances) : rejeté (p. 3867)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 458 de Mme Muguette Jacquaint (obligation de négociations annuelles dans les entreprises dont la convention collective ne dispose pas d'un régime de prévoyance maladie) (p. 3868)

Article 21 (articles 6-1 et 6-2 nouveaux et 9 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 : prolongation de la couverture des bénéficiaires de la CMU couverts par un organisme complémentaire)

Son intervention (p. 3869)

Article 22 (article L. 162-5-2 du code de la sécurité sociale : tarifs pratiqués par les médecins conventionnés en faveur des bénéficiaires de la CMU)

Son intervention (p. 3871)

Article 23 (article L. 165-1 nouveau du code de la sécurité sociale : accords entre les organismes d'assurance maladie, les organismes complémentaires et les distributeurs de dispositifs médicaux à usage individuel)

Son intervention (p. 3872)

Son amendement n° 265 (de suppression) : rejeté (p. 3874)

Article 24 (article L. 162-9 du code de la sécurité sociale : tarifs pratiqués par les chirurgiens-dentistes conventionnés en faveur des bénéficiaires de la CMU)

Son intervention (p. 3875)

Son amendement n° 266 (de suppression) : rejeté (p. 3876)

Article 25 (articles L. 861-10, L. 861-11, L. 861-12, L. 861-13, L. 861-14, L. 861-15, L. 861-16, L. 861-17 nouveaux du code de la sécurité sociale : création du fonds de financement de la protection complémentaire)

Son intervention (p. 3878)

Soutient l'amendement n° 440 rectifié de M. Pascal Terrasse (composition du conseil d'administration) : rejeté (p. 3882)

Intervient sur l'amendement n° 79 rectifié de la commission (possibilité de création d'un fonds d'accompagnement à la protection complémentaire) (p. 3886)

Intervient sur le sous-amendement n° 438 de Mme Muguette Jacquaint (obligation de création d'un fonds d'accompagnement à la protection complémentaire) à l'amendement n° 79 rectifié de la commission (p. 3886)

Intervient sur le sous-amendement n° 439 de Mme Muguette Jacquaint (tarifs préférentiels dégressifs) à l'amendement n° 79 rectifié de la commission (p. 3886)

Son amendement n° 397 (assiette de la cotisation due par les organismes complémentaires) : rejeté (p. 3887)

Son amendement n° 389 (crédit d'impôt pour les organismes complémentaires) : rejeté (p. 3888)

Son amendement n° 100 (fixation du montant de la déduction) : rejeté (p. 3889)

Son amendement n° 101 corrigé (rapport au Parlement) : rejeté (p. 3889)

Son amendement n° 392 (de suppression du texte proposé pour l'article L. 861-15 du code de la sécurité sociale) : rejeté (p. 3890)

Avant l'article 32

Son amendement n° 102 soutenu par M. Alfred Recours (intitulé du titre IV) : rejeté (p. 3894)

Après l'article 32

Soutient l'amendement n° 103 de M. Jean-Michel Dubernard (prise en charge de l'aléa thérapeutique) : rejeté (p. 3896)

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Son intervention (p. 3897)

Son amendement n° 151 (rapport au Parlement) : rejeté (p. 3902)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (nature des informations figurant sur la carte santé) (p. 3950)

Intervient sur le sous-amendement n° 174 de Mme Muguette Jacquaint (coordonnées des praticiens consultés) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3950)

Son amendement n° 105 (photo de l'assuré) : rejeté (p. 3950)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Claude Evin (suppression du recours à un intermédiaire) (p. 3953)

Son amendement n° 104 (antécédents médicaux et prescriptions antérieures) : rejeté (p. 3954)

Après l'article 34

Son amendement n° 106 (personnels aide-opérateur et aides instrumentistes) : retiré (p. 3960)

Soutient le sous-amendement n° 414 de M. Lionnel Luca (durée d'exercice) à l'amendement n° 12 de la commission (personnels aide-opérateur et aides instrumentistes) : rejeté (p. 3964)

Son amendement n° 3 (création d'un ordre des infirmiers et des infirmières) : rejeté (p. 3967)

Article 35 (articles L. 162-16-1 à L. 162-16-3 nouveaux, L. 161-34, L. 161-36 nouveau, L. 162-33 et L. 625 du code de la sécurité sociale : convention entre les pharmaciens d'officine et l'assurance maladie)

Son amendement n° 107 (substitution par des médicaments génériques) : rejeté (p. 3970)

Son amendement n° 351 (signature du pharmacien procédant à substitution) : retiré (p. 3970)

Article 36 (validation des conventions médicales nationales annulées par le Conseil d'Etat)

Son intervention (p. 3973)

Son amendement n° 136 (de suppression) : rejeté (p. 3976)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Son intervention (p. 3977)

Son amendement n° 109 (de suppression) : rejeté (p. 3988)

Ses amendements n°s 110, 111, 119, 115, 113, 114, 112 : devenus sans objet (p. 3989)

Après l'article 37

Son amendement n° 116 (mention des produits allergènes) : rejeté (p. 3990)

Son amendement n° 268 (protection du titre de psychothérapeute) : rejeté (p. 3992)

Son sous-amendement n° 469 (de précision) à l'amendement n° 26 corrigé de la commission (création de fédérations médicales interhospitalières) : adopté (p. 4000)

Son sous-amendement n° 468 (élargissement du dispositif) à l'amendement n° 26 corrigé de la commission : rejeté (p. 4000)

Son sous-amendement n° 474 (calcul du volume d'activité en fonction des lettres clés facturées) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission (activité libérale exercée par des praticiens hospitaliers au sein de l'hôpital public) : rejeté (p. 4003)

Son sous-amendement n° 475 (prise en compte des conditions pratiques et des horaires d'ouverture) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission : rejeté (p. 4003)

Son sous-amendement n° 479 (acceptation préalable par la CNAM dans le cas des établissements privés) à l'amendement n° 445 du Gouvernement (expérimentation de nouveaux modes de financement des établissements hospitaliers) : rejeté (p. 4004)

Son amendement n° 108 (litiges en cours) : rejeté (p. 4006)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (œuvres sociales dans les hôpitaux) (p. 4009)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (statut des praticiens adjoints contractuels) (p. 4018)

Son sous-amendement n° 472 (concours d'accès) à l'amendement n° 16 de la commission : rejeté (p. 4017)

Son sous-amendement n° 473 (fixation du nombre de places par la loi de financement de la sécurité sociale) à l'amendement n° 16 de la commission : rejeté (p. 4017)

Soutient le sous-amendement n° 269 de M. Jean-Michel Dubernard (durée d'exercice portée à cinq ans) à l'amendement n° 16 de la commission : rejeté (p. 4014)

Soutient le sous-amendement n° 270 de M. Jean-Michel Dubernard (situation des réfugiés et apatrides) à l'amendement n° 16 de la commission : rejeté (p. 4015)

Soutient le sous-amendement n° 271 de M. Jean-Michel Dubernard (avis de la conférence des doyens de facultés de médecine) à l'amendement n° 16 de la commission : rejeté (p. 4015)

Soutient le sous-amendement n° 416 de M. Renaud Dutreil (exclusion des contractuels du quota d'autorisations) à l'amendement n° 16 de la commission : adopté (p. 4016)

Son sous-amendement n° 476 (concours d'admission) à l'amendement n° 461 de M. Alfred Recours (statut des pharmaciens titulaires de diplômes étrangers) : rejeté (p. 4020)

Son sous-amendement n° 477 (avis de la conférence des doyens de facultés de pharmacie) à l'amendement n° 461 de M. Alfred Recours : rejeté (p. 4020)

Son sous-amendement n° 478 (fixation du nombre de places par la loi de financement de la sécurité sociale) à l'amendement n° 461 de M. Alfred Recours : rejeté (p. 4020)

Intervient sur l'amendement n° 317 de M. Jean-Luc Prél (rapport au Parlement sur la création d'un statut du conjoint collaborateur médical) (p. 4023)

Avant l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 258 de M. François Goulard (suppression du coût de recouvrement de certaines perceptions) (p. 4024)

Titre

Son amendement n° 117 (nouveau titre : "Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire et social dont la création d'une couverture maladie universelle") : rejeté (p. 4026)

Ses explications de vote (p. 4027)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 4027)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5870)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 5873)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 5873) : rejetée (p. 5876)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 5996)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 5873)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : coût (p. 5875, 5896, 5897)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 5875)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : prestations (p. 5874)

Assurance maladie maternité : généralités : mutuelles (p. 5875)

Etablissements de santé : établissements publics : réforme (p. 5876)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 5876)

Discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5897) ; [16 juin 1999] (p. 5956, 5999)

Article 1er (création d'une couverture maladie universelle et d'une protection complémentaire avec dispense d'avance de frais pour les plus démunis)

Son rappel au règlement (cf. supra) [15 juin 1999] (p. 5898)

Article 3 (titre VIII du livre III, articles L. 380-1 à L. 380-4 nouveaux du code de la sécurité sociale : critères d'affiliation au nouveau régime général et cotisation)

Son amendement n° 184 (nature législative de la détermination des seuils) : rejeté (p. 5899)

Article 12 (articles L. 213-1, L. 241-1 du code des assurances, article L. 612-1 du code de la sécurité sociale : modification de l'affectation de la cotisation due par les personnes assurant des véhicules terrestres à moteur)

Son amendement n° 208 (de suppression) : rejeté (p. 5903)

Article 14 (exécution des recouvrements forcés de cotisations dues par les non salariés non agricoles et les agriculteurs)

Son amendement n° 185 (de suppression) : rejeté (p. 5905)

Son amendement n° 146 (recouvrement des pénalités de retard) : rejeté (p. 5905)

Son amendement n° 145 (modulation des pénalités de retard) : rejeté (p. 5905)

Son amendement n° 187 (recouvrement des créances sur les travailleurs indépendants) : rejeté (p. 5906)

Son amendement n° 186 (recouvrement des créances sur les travailleurs indépendants) : rejeté (p. 5906)

Son amendement n° 189 (travailleurs indépendants dont les revenus sont inférieurs au RMI) : rejeté (p. 5906)

Son amendement n° 190 (suppression de l'avis à tiers détenteur) : rejeté (p. 5906)

Reprend l'amendement n° 195 de M. Gérard Gouzes (délais de paiement) : rejeté (p. 5907)

Son amendement n° 147 (exception pour les pénalités de retard) : rejeté (p. 5907)

Son amendement n° 191 (modalités de recouvrement) : rejeté (p. 5907)

Son amendement n° 142 (modalités de recouvrement) : rejeté (p. 5907)

Son amendement n° 148 (recouvrement par la mutualité sociale agricole) : rejeté (p. 5907)

Son amendement n° 143 (modalités de recouvrement prévues par le code rural) : rejeté (p. 5908)

Son amendement n° 144 (modalités de recouvrement prévues par le code rural) : rejeté (p. 5908)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Son amendement n° 149 (de suppression) : rejeté (p. 5961)

Son sous-amendement n° 178 (plafonds régionaux) à l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 5962)

Son sous-amendement n° 150 (région de résidence) à l'amendement n° 20 de la commission : rejeté (p. 5962)

Son sous-amendement n° 151 (crédit d'impôt) à l'amendement n° 20 de la commission : rejeté (p. 5962)

Son sous-amendement n° 179 (cotisation volontaire symbolique) à l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 5963)

Son sous-amendement n° 211 (versement des prestations aux caisses complémentaires) à l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 5964)

Son sous-amendement n° 180 (suppression des dispositions relatives au médecin référent) à l'amendement n° 22 de la commission : rejeté (p. 5965)

Son sous-amendement n° 181 à l'amendement n° 22 de la commission : devenu sans objet (p. 5965)

Soutient le sous-amendement n° 231 de M. Jacques Barrot (définition d'un panier de soins) à l'amendement n° 22 de la commission : rejeté (p. 5966)

Son sous-amendement n° 182 (répartition entre régime de base et mutuelle) à l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 5967)

Son amendement n° 212 (contrôle des ressources effectué par les caisses d'allocations familiales) : rejeté (p. 5968)

Son amendement n° 213 (aides apportées par les caisses complémentaires) : rejeté (p. 5968)

Son amendement n° 183 (aides apportées par les caisses complémentaires) : rejeté (p. 5968)

Article 21 (articles 6-1 et 6-2 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 : prolongation de la couverture des bénéficiaires de la CMU couverts par un organisme complémentaire)

Son intervention (p. 5971)

Article 22 supprimé par le Sénat (article L. 162-5-2 du code de la sécurité sociale : tarifs pratiqués par les médecins conventionnés en faveur des bénéficiaires de la CMU)

Son intervention (p. 5973)

Article 25 (articles L. 861-10, L. 861-11, L. 861-12, L. 861-13, L. 861-14, L. 861-15, L. 861-16, L. 861-17 du code de la sécurité sociale : création du fonds de financement de la protection complémentaire)

Son intervention (p. 5975)

Son amendement n° 153 : devenu sans objet (p. 5977)

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Jean-Luc Prél (suppression de la taxe sur les mutuelles) (p. 5978)

Son amendement n° 152 (rapport au Parlement) : rejeté (p. 5979)

Article 13 précédemment réservé (transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Son amendement n° 209 (révision des transferts financiers) : rejeté (p. 5987)

Son amendement n° 210 (calcul de la contribution nette des départements) : rejeté (p. 5988)

Intervient sur le sous-amendement n° 246 de M. Charles de Courson (périodes de référence) à l'amendement n° 214 du Gouvernement (calcul de la contribution nette des collectivités territoriales) (p. 5992)

Intervient sur le sous-amendement n° 245 de M. Charles de Courson (aide sociale légale) à l'amendement n° 214 du Gouvernement (p. 5992)

Article 31 bis (rapport sur l'évaluation et le contrôle de la loi)

Son sous-amendement n° 154 soutenu par M. Jean-Luc Prél (rapport sur les conséquences sur les finances publiques) à l'amendement n° 46 de la commission (rapport au Parlement) (p. 5999) : rejeté (p. 6000)

Avant l'article 32 A

Son amendement n° 155 (intitulé du titre IV) : rejeté (p. 6001)

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Son amendement n° 156 (de suppression) : rejeté (p. 6005)

Son amendement n° 157 (rapport sur le coût de la carte sésame Vitale) : rejeté (p. 6005)

Son sous-amendement n° 158 (photographie) à l'amendement n° 51 de la commission (contenu de la carte) : rejeté (p. 6005)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Jean-Luc Prél (création d'un ordre des infirmières et des infirmiers) (p. 6009)

Article 34 bis (vérification de compétences des aides opératoires)

Son intervention (p. 6009)

Article 36 bis (article L. 162-34 du code de la sécurité sociale : contentieux du déconventionnement des médecins)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (de suppression) (p. 6013)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Son amendement n° 159 (de suppression) : rejeté (p. 6015)

Son sous-amendement n° 160 rectifié (assouplissement des mesures de vérification) à l'amendement n° 62 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 6016)

Son sous-amendement n° 161 rectifié (motivation des décisions de rejet) à l'amendement n° 62 rectifié de la commission : rejeté (p. 6016)

Son sous-amendement n° 162 rectifié (décisions au cas par cas) à l'amendement n° 62 rectifié de la commission : rejeté (p. 6016)

Son amendement n° 163 : devenu sans objet (p. 6016)

Son amendement n° 165 : devenu sans objet (p. 6016)

Son amendement n° 164 : devenu sans objet (p. 6016)

Après l'article 37

Son amendement n° 173 (sécurité alimentaire) : adopté (p. 6017)

Son amendement n° 176 (usage du titre de psychothérapeute) : rejeté (p. 6017)

Article 37 ter (articles L. 712-1 et L. 712-3 du code de la santé publique : objectifs respectifs des schémas d'organisation sanitaire et de la carte sanitaire)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6022)

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6023)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6023)

Article 37 quindecies (articles L. 714-3-1 et L. 714-3-2 du code de la santé publique : honoraires des praticiens exerçant une activité libérale)

Son sous-amendement n° 166 (lettres clés facturées) à l'amendement n° 74 de la commission (honoraires des praticiens exerçant une activité libérale à l'hôpital) : rejeté (p. 6027)

Son sous-amendement n° 167 (perception des honoraires) à l'amendement n° 74 de la commission : rejeté (p. 6027)

Article 37 sexdecies (article L. 716-2 du code de la santé publique : expérimentation en matière de tarification à la pathologie dans les établissements de santé)

Son sous-amendement n° 168 (objectif national de dépenses de l'hospitalisation privée) à l'amendement n° 75 de la commission (tarification à la pathologie) : rejeté (p. 6028)

Article 37 unvicies (article 3 de la loi n° 95-116 du 4 février 1995 et article L. 356 du code de la santé publique : médecins titulaires de diplômes extra-européens ou de nationalité extra-européenne)

Soutient l'amendement n° 169 de M. Jean-Michel Dubernard (allongement de la durée d'exercice préalable) : rejeté (p. 6031)

Soutient l'amendement n° 170 de M. Jean-Michel Dubernard (réfugiés, apatrides et bénéficiaires du droit d'asile) : rejeté (p. 6031)

Soutient l'amendement n° 171 de M. Jean-Michel Dubernard (avis des doyens de faculté) : rejeté (p. 6032)

Intervient sur l'amendement n° 171 de M. Jean-Michel Dubernard (avis des doyens de faculté) (p. 6032)

Soutient l'amendement n° 172 de M. Jean-Michel Dubernard (validation par la loi de financement) : rejeté (p. 6032)

Intervient sur l'amendement n° 204 rectifié de M. Alfred Recours (institution d'une commission de recours) (p. 6034)

Article 37 sexvicies (articles L. 570, L. 571, L. 571-1, L. 572 et L. 573 du code de la santé publique, article 30 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 et article 26 de

l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 : création, transfert et regroupement d'officines de pharmacie)

Intervient sur l'amendement n° 92 de la commission (rédactionnel) (p. 6041)

Intervient sur l'amendement n° 230 de M. Alfred Recours (création d'officine en milieu rural) (p. 6041)

Intervient sur l'amendement n° 93 de la commission (rapport au Parlement) (p. 6041)

Après l'article 37 duotricies

Soutient l'amendement n° 130 de M. Jean-Luc Prél (rapport au Parlement sur la création d'un ordre des infirmiers) : rejeté (p. 6042)

Titre

Son amendement n° 177 (nouveau titre : "Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire et social, dont la création d'une couverture maladie universelle") : rejeté (p. 6045)

Seconde délibération

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (modalités de paiement des professionnels de santé) (p. 6047)

Ses explications de vote (p. 6048)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 6048)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6665)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 6666) : rejetée (p. 6679)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 6684)

Son intervention (p. 6704)

Son rappel au règlement (cf. supra) [30 juin 1999] (p. 6679)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 6666)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 6704, 6705)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : concurrence (p. 6669)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : coût (p. 6670)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 6667 à 6669)

Assurance maladie maternité : généralités : mutuelles (p. 6672, 6673, 6685)

Santé : accès aux soins : égalité sociale (p. 6667)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6709)

Son amendement n° 6 (création d'une allocation personnalisée à la santé) : rejeté (p. 6723)

Son amendement n° 5 (Français de l'étranger) : rejeté (p. 6724)

Son amendement n° 12 (caisse des Français de l'étranger) : rejeté (p. 6724)

Son amendement n° 11 (régime agricole) : rejeté (p. 6724)

Son amendement n° 17 (modalités d'application du droit à l'accès aux soins) : rejeté (p. 6724)

Son amendement n° 21 (cotisation proportionnelle des travailleurs indépendants) : rejeté (p. 6724)

Son amendement n° 31 (forfait hospitalier) : rejeté (p. 6725)

Son amendement n° 34 (ressources du Fonds de solidarité vieillesse) : rejeté (p. 6725)

Son amendement n° 37 (ressources du Fonds national des prestations familiales) : rejeté (p. 6725)

Son amendement n° 69 (ressources des assurances maladie, maternité, invalidité et décès) : rejeté (p. 6725)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (mise en répartition des contingents communaux) (p. 6726)

Intervient sur l'amendement n° 72 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 6726)

Intervient sur l'amendement n° 76 du Gouvernement (dotation de solidarité rurale) (p. 6726)

Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (participation des communes aux dépenses d'aide sociale) (p. 6726)

Intervient sur l'amendement n° 75 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 6726)

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (abattement) (p. 6726)

Intervient sur l'amendement n° 4 du Gouvernement (ajustement de la dotation) (p. 6726)

Intervient sur l'amendement n° 74 du Gouvernement (sommes restant dues par les communes) (p. 6726)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Gilles Carrez (sommes restant dues par les communes) (p. 6726)

Intervient sur l'amendement n° 73 du Gouvernement (établissement public de coopération intercommunale) (p. 6726)

Soutient l'amendement n° 77 de M. Yves Bur (recouvrement des cotisations ; huissier de justice) : rejeté (p. 6727)

Soutient l'amendement n° 78 de M. François Goulard (recouvrement des cotisations ; huissier de justice) : rejeté (p. 6727)

Son amendement n° 79 (recouvrement des cotisations ; huissier de justice) : rejeté (p. 6727)

Son amendement n° 40 ("allocation personnalisée à la santé") : rejeté (p. 6727)

Son amendement n° 43 (montant de l'allocation personnalisée à la santé) : rejeté (p. 6727)

Son amendement n° 46 (ayants droit à la couverture complémentaire ; charge effective et permanente) : rejeté (p. 6727)

Son amendement n° 47 (de cohérence) : rejeté (p. 6727)

Son amendement n° 48 (droit à l'allocation personnalisée à la santé pour les RMIstes) : rejeté (p. 6727)

Son amendement n° 51 (suppression de l'exonération) : rejeté (p. 6728)

Son amendement n° 52 (couverture complémentaire) : rejeté (p. 6728)

Son amendement n° 53 (limites à la prise en charge) : rejeté (p. 6728)

Soutient l'amendement n° 54 de M. François Goulard (détermination du panier de soins) : rejeté (p. 6729)

Son amendement n° 56 (détermination du panier de soins) : rejeté (p. 6729)

Son amendement n° 57 (médecin référent) : rejeté (p. 6729)

Son amendement n° 60 (choix de l'organisme servant les prestations) : rejeté (p. 6729)

Son amendement n° 61 (demande d'attribution de l'allocation personnalisée à la santé) : rejeté (p. 6729)

Son amendement n° 62 (aide à la demande d'attribution) : rejeté (p. 6729)

Son amendement n° 85 (contribution du bénéficiaire) : rejeté (p. 6730)

Son amendement n° 84 (habilitation des organismes participant à la couverture complémentaire) : rejeté (p. 6730)

Son amendement n° 83 (bénéficiaires du RMI) : rejeté (p. 6730)

Son amendement n° 65 (contrôle de la déclaration de ressources du demandeur) : rejeté (p. 6730)

Son amendement n° 86 (pénalités) : rejeté (p. 6730)

Son amendement n° 91 (obligation de négociations annuelles) : rejeté (p. 6730)

Son amendement n° 94 (accords collectifs et régime de prévoyance maladie) : rejeté (p. 6731)

Son amendement n° 97 (maintien du taux de la taxe au profit du Fonds de solidarité vieillesse) : rejeté (p. 6731)

Son amendement n° 26 (tarif des médecins conventionnés) : rejeté (p. 6731)

Son amendement n° 104 (tarif des dispositifs médicaux à usage individuel) : rejeté (p. 6731)

Son amendement n° 105 (tarif des dentistes conventionnés) : rejeté (p. 6731)

Son amendement n° 110 (création d'un Fonds pour la protection complémentaire maladie) : rejeté (p. 6731)

Son amendement n° 111 (dépenses du Fonds) : rejeté (p. 6732)

Son amendement n° 108 (assurances complémentaires régies par le code rural) : rejeté (p. 6732)

Son amendement n° 107 (crédit d'impôts pour les entreprises redevables de la taxe sur les conventions d'assurance) : rejeté (p. 6732)

Son amendement n° 106 (contribution due par les organismes de la protection complémentaire) : rejeté (p. 6732)

Son amendement n° 109 (défiscalisation de la contribution) : rejeté (p. 6733)

Son amendement n° 123 (compensation de l'excédent éventuel de dépenses) : rejeté (p. 6733)

Son amendement n° 124 (rapport au Parlement) : rejeté (p. 6733)

Son amendement n° 125 (soins palliatifs) : rejeté (p. 6733)

Son amendement n° 126 (définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie) : rejeté (p. 6733)

Son amendement n° 127 (informations nécessaires aux interventions urgentes) : rejeté (p. 6734)

Son amendement n° 138 (secret des informations portées sur la carte) : rejeté (p. 6734)

Son amendement n° 139 (informations nécessaires aux interventions urgentes) : rejeté (p. 6734)

Son amendement n° 140 (accès aux informations) : rejeté (p. 6734)

Son amendement n° 147 (maintien au sein de l'établissement) : rejeté (p. 6734)

Son amendement n° 149 (litiges en cours) : rejeté (p. 6734)

Son amendement n° 151 (évaluation des établissements de santé) : rejeté (p. 6736)

Son amendement n° 154 (objectifs du schéma d'organisation sanitaire) : rejeté (p. 6736)

Son amendement n° 158 (bassins de santé) : rejeté (p. 6736)

Son amendement n° 160 (transfert de cliniques privées) : rejeté (p. 6736)

Son amendement n° 162 (adhésion des établissements sociaux aux syndicats interhospitaliers ; avis du préfet ou du président du Conseil général) : rejeté (p. 6736)

Son amendement n° 165 (établissements publics de santé interhospitaliers) : rejeté (p. 6736)

Son amendement n° 167 (exercice libéral à l'hôpital public) : rejeté (p. 6737)

Son amendement n° 169 (tarification à la pathologie) : rejeté (p. 6737)

Son amendement n° 171 (formation médicale conventionnelle) : rejeté (p. 6737)

Son amendement n° 175 (médecins titulaires de diplômes extra-européens) : rejeté (p. 6737)

Son amendement n° 178 (pharmaciens titulaires de diplômes extra-européens) : rejeté (p. 6737)

Son amendement n° 179 (prise en compte des résultats d'analyses génétiques) : rejeté (p. 6737)

Intervient sur l'amendement n° 29 du Gouvernement (exemptions au gel de transferts d'officines) (p. 6739)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Son amendement n° 100 : non soutenu (p. 6484)

Son amendement n° 153 : non soutenu (p. 6485)

Maurice ADEVAH-POEUF

*Puy-de-Dôme (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 3 : Affaires étrangères (coopération) (n° 1111) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etablissements de santé. Carte sanitaire. Maternités
[13 octobre 1998] (p. 6469)

*DÉBATS***Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 545 (prise en compte de l'ensemble de la filière alimentaire) : retiré (p. 5914)

Intervient sur l'amendement n° 645 de M. Jean Proriol (prise en compte des zones forestières) (p. 5971)

Intervient sur l'amendement n° 508 de M. François Sauvadet (prise en compte des zones forestières) (p. 5971)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 575 de M. Joseph Parrenin (représentativité syndicale) (p. 5975)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 549 soutenu par M. François Patriat (préservation de l'emploi dans l'agriculture) (p. 6009) : adopté (p. 6010)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Patrick Ollier (aides compensatrices de handicap délivrées sans contractualisation) (p. 6020)

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Michel Bouvard (aides compensatrices de handicap délivrées sans contractualisation) (p. 6020)

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Christian Jacob (aides compensatrices de handicap délivrées sans contractualisation) (p. 6020)

Intervient sur l'amendement n° 468 corrigé de M. Christian Estrosi (aides compensatrices de handicap délivrées sans contractualisation) (p. 6020)

Intervient sur l'amendement n° 490 de M. Jean Briane (aides compensatrices de handicap délivrées sans contractualisation) (p. 6020)

Intervient sur l'amendement n° 760 de M. Jean Charroppin (aides compensatrices de handicap délivrées sans contractualisation) (p. 6020)

Intervient sur l'amendement n° 647 de M. Jean Proriol (aides compensatrices de handicap délivrées sans contractualisation) (p. 6020)

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. François Sauvadet (respect du code forestier) (p. 6026)

Intervient sur l'amendement n° 648 de M. Jean Proriol (respect du code forestier) (p. 6027)

Article 3 (création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Son amendement n° 605 (organismes consultés) : retiré (p. 6056)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son amendement n° 552 (plafonnement des aides) : retiré (p. 6058)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Son intervention (p. 6072)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (définition des activités agricoles) (p. 6082)

Son amendement n° 607 (limitation des activités accessoires) : devenu sans objet (p. 6082)

Son amendement n° 608 (définition des activités accessoires) : retiré (p. 6082)

Son amendement n° 609 (actualisation du plafond prévu par le code général des impôts pour l'activité accessoire) : adopté (p. 6083)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Son intervention (p. 6083)

Son amendement n° 610 (création d'un registre de l'agriculture accessible au public) : retiré (p. 6088)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Christian Jacob (inscription au registre des métiers) (p. 6093)

Intervient sur l'amendement n° 729 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (inscription au registre des métiers) (p. 6093)

Intervient sur l'amendement n° 752 de M. Jacques Barrot (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 838 de M. Félix Leyzour (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. François Lamy (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Christian Estrosi (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Pierre Micaux (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. Yves Nicolin (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 501 de M. Gérard Voisin (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 656 de M. Jean Proriol (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Son amendement n° 611 (sanctions) : retiré (p. 6094)

Après l'article 7

Son amendement n° 612 corrigé (définition de l'exploitant agricole) : retiré (p. 6095)

Son amendement n° 613 (inscription sur la liste électorale pour les chambres d'agriculture) : rejeté (p. 6096)

Son amendement n° 614 (attribution des aides même en cas de défaut d'inscription) : rejeté (p. 6096)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 93 rectifié de la commission (mise à disposition des biens loués au profit d'une société) (p. 6102)

Son sous-amendement n° 634 (extension du droit de reprise pour les maisons d'habitation existantes) à l'amendement n° 94 de la commission (reprise d'une parcelle par le bailleur pour la construction d'une maison d'habitation) : adopté (p. 6104)

Article 13 (création de l'unité de référence)

Son amendement n° 615 (fixation et calcul de l'unité de référence) : devenu sans objet (p. 6125)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son intervention (p. 6134)

Intervient sur l'amendement n° 364 de M. Christian Jacob (suppression de l'autorisation provisoire) (p. 6166)

Intervient sur l'amendement n° 375 de M. François Guillaume (suppression des nouvelles contraintes imposées aux SAFER) (p. 6179)

Article L. 331-3 du code rural : critères d'examen des demandes

Son amendement n° 616 (avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture) : retiré (p. 6187)

Article L. 331-6 du code rural : nullité du bail en cas d'exploitation irrégulière

Son amendement n° 567 corrigé : non soutenu (p. 6191)

Article L. 331-7 du code rural : sanction administrative en cas de non-respect de la réglementation du contrôle des structures

Son amendement n° 618 : non soutenu (p. 6191)

Son amendement n° 619 : non soutenu (p. 6192)

Article L. 331-8 du code rural : contestation de la sanction

Son amendement n° 620 : non soutenu (p. 6192)

Son amendement n° 621 : non soutenu (p. 6192)

Article 22 (revalorisation des retraites)

Son intervention (p. 6213)

Après l'article 25

Son amendement n° 623 (prestation compensatoire pour les conjoints divorcés) : vote réservé à la demande du Gouvernement (p. 6222) : rejeté (p. 6454)

Article 28 (création au niveau des départements de comités d'œuvres sociales et culturelles)

Son amendement n° 570 : non soutenu (p. 6231)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son amendement n° 624 : non soutenu (p. 6306)

Son amendement n° 625 : non soutenu (p. 6309)

Son amendement n° 626 (sous-sections spécifiques "à compétence nationale" au sein des organisations interprofessionnelles pour les produits portant la dénomination "montagne" à l'exception des vins d'appellation d'origine contrôlée) : devenu sans objet (p. 6316)

Article 42 (appellation "montagne")

Son amendement n° 628 : non soutenu (p. 6370)

Article 45 (prise en compte des fonctions économique, environnementale et sociale de l'espace agricole et forestier)

Son amendement n° 629 : non soutenu (p. 6407)

Son amendement n° 630 : non soutenu (p. 6407)

Article 48 (réduction des espaces agricoles et forestiers)

Son amendement n° 631 : non soutenu (p. 6413)

Son amendement n° 591 : non soutenu (p. 6414)

Son amendement n° 632 : non soutenu (p. 6414)

Article 50 (attribution des droits reconnus à la partie civile aux chambres d'agriculture et centres régionaux de la propriété forestière)

Son amendement n° 633 soutenu par M. François Patriat (droits aussi exercés par les parcs naturels régionaux) : adopté (p. 6416)

Après l'article 25

Son amendement n° 623 précédemment réservé (prestation compensatoire pour les conjoints divorcés) : non soutenu ; repris par M. Christian Jacob : rejeté (p. 6454)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6935)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (maintien à 16 380 F de l'avantage maximum en impôt résultant de la demi-part additionnelle de

quotient familial accordée aux invalides et anciens combattants) (p. 6679)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (maintien à 16 830 F de l'avantage maximum en impôt résultant de la demi-part additionnelle de quotient familial accordée aux veufs, célibataires ou divorcés ayant eu des enfants à charge, pour l'imposition des années antérieures à l'année du vingt-septième anniversaire de la naissance du dernier enfant) (p. 6679)

Intervient sur l'amendement n° 545 de M. Jean-Pierre Brard (instauration d'une réduction d'impôt en faveur des entreprises pour l'achat d'un véhicule non polluant ou la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) (p. 6714)

Intervient sur l'amendement n° 166 rectifié de M. Yves Cochet (instauration d'un crédit d'impôt en faveur des entreprises pour l'achat d'un véhicule non polluant ou la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) (p. 6714)

Intervient sur l'amendement n° 306 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (instauration d'une réduction d'impôt en faveur des personnes physiques pour l'achat d'un véhicule non polluant ou la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) (p. 6717)

Intervient sur l'amendement n° 165 rectifié de M. Yves Cochet (instauration d'un crédit d'impôt en faveur des personnes physiques pour l'achat d'un véhicule non polluant ou la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) (p. 6717)

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Marc Laffineur (instauration d'une réduction d'impôt pour l'achat d'un véhicule non polluant) (p. 6717)

Intervient sur l'amendement n° 304 de M. Laurent Dominati (instauration d'une réduction d'impôt pour la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) (p. 6717)

Article 5 (extension du régime fiscal des micro-entreprises)

Son intervention (p. 6731, 6735)

Après l'article 9

Son amendement n° 158 (prise en compte dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des bois et forêts de plus de 500 hectares) : retiré (p. 6778)

Article 18 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et mise en œuvre d'un remboursement de TIPP aux transporteurs routiers)

Son intervention (p. 6822)

Son amendement n° 162 (remboursement aux exploitants de transports publics en commun de voyageurs de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel véhicule et de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour le gaz de pétrole liquéfié, dans une limite de 40 000 litres par an et par véhicule) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6828)

Après l'article 19

Son amendement n° 159 corrigé (non-application du taux réduit de la TVA aux ventes à emporter réalisées dans les établissements dont la surface d'accueil pour la consommation sur place est supérieure à 10 mètres carrés) : retiré (p. 6855)

Après l'article 31

Son amendement n° 163 : non soutenu (p. 6947)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

COOPÉRATION

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7852)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7852)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits (p. 7852; 7853)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 7854)

Politique extérieure : coopération économique (p. 7854)

Politique extérieure : coopération scientifique et technique (p. 7853)

Politique extérieure : Fonds d'aide et de coopération (FAC) (p. 7853)

Politique extérieure : zone franc (p. 7854)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9064)

Après l'article 64

Soutient l'amendement n° 116 de la commission (éligibilité au crédit d'impôt recherche des opérations confiées à des stylistes extérieurs à l'entreprise) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 9043)

Après l'article 69

Intervient sur l'amendement n° 121 de la commission (crédit d'impôt pour l'acquisition ou la transformation d'un véhicule propre) (p. 9067)

Soutient l'amendement n° 123 de la commission (modulation de l'exonération trentenaire de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour certains terrains forestiers) : retiré (p. 9069)

Intervient sur l'amendement n° 238 du Gouvernement (faculté pour les conseils municipaux de supprimer l'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties dont bénéficient les terrains boisés) (p. 9070)

Son amendement n° 138 (faculté pour le Conseil régional d'exonérer les véhicules propres de la taxe proportionnelle sur les certificats d'immatriculation) : retiré (p. 9071)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 35 bis supprimé par le Sénat (création de la taxe de l'aviation civile)

Son intervention (p. 10685)

Après l'article 35 bis

Son amendement n° 201 (imputation au titre du crédit d'impôt-recherche des honoraires versés à des cabinets de style) : retiré (p. 10688)

Son amendement n° 202 (plafonnement de l'imputation au titre du crédit d'impôt-recherche des honoraires versés par les entreprises du secteur du textile, de l'habillement et du cuir) : retiré (p. 10688)

Après l'article 69

Son amendement n° 200 : non soutenu (p. 10751)

Article 85 supprimé par le Sénat (instauration de la taxe d'aéroport)

Son sous-amendement n° 280 à l'amendement n° 9 rectifié du Gouvernement (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : non soutenu (p. 10762)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Article 15 bis A (vente de boissons alcoolisées dans les enceintes sportives)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (augmentation du nombre de dérogations annuelles) : adopté (p. 10988)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 35 du Gouvernement (garantie de l'Etat pour les opérations menées par la Banque de France dans le cadre du plan de soutien international en faveur du Brésil) (p. 11002)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

LECTURE DÉFINITIVE

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11029)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (suppression de l'article 22 bis relatif à la publicité des débats en commission permanente) (p. 11040)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Jacques Blanc (suppression de l'article 22 bis relatif à la publicité des débats en commission permanente) (p. 11040)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 290) ; [27 janvier 1999] (p. 500) ; [2 février 1999] (p. 749) ; [3 février 1999] (p. 858)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 500 soutenu par M. François Brottes (schéma de protection des espaces naturels) : rejeté (p. 317)

Son amendement n° 501 : non soutenu (p. 318)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Intervient sur l'amendement n° 1218 du Gouvernement (maintien des établissements de proximité et respect du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 504)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Patrick Ollier (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 852 de M. Michel Bouvard (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 1045 de M. Patrick Ollier (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 294 de la commission (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Intervient sur le sous-amendement n° 1217 de M. Alfred Recours (respect du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) à l'amendement n° 294 de la commission (p. 505)

Son amendement n° 502 (maintien des établissements de proximité) : retiré (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 296 de la commission (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)

Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Patrick Ollier (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)

Son amendement n° 503 (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) : retiré (p. 508)

Intervient sur l'amendement n° 536 de M. Jean-Claude Lenoir (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)

Intervient sur l'amendement n° 772 de M. Yves Coussain (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Son amendement n° 504 : non soutenu (p. 779)

Son amendement n° 505 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 779)

Son amendement n° 506 corrigé : non soutenu (p. 781)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son amendement n° 508 (superposition d'un pays et d'un parc naturel régional) : devenu sans objet (p. 806)

Son amendement n° 507 : non soutenu (p. 814)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Son amendement n° 509 (de suppression partielle) : retiré ; repris par M. Patrick Ollier : rejeté (p. 873)

Intervient sur l'amendement n° 975 de M. Maurice Leroy (de suppression partielle) (p. 873)

Son amendement n° 510 (de suppression partielle) : rejeté (p. 874)

Intervient sur l'amendement n° 998 de M. Gérard Voisin (de suppression partielle) (p. 874)

Son sous-amendement n° 1178 (mise en commun de moyens pour assurer l'accessibilité et la qualité des services publics) à l'amendement n° 337 de la commission (mise en commun de moyens pour assurer l'accessibilité et la qualité des services publics) : devenu sans objet (p. 877)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 février 1999] (p. 1167)

Article 22 (articles L. 5211-6 à L. 5211-11 et L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales - organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 1168)

Son amendement n° 277 (élection des délégués au scrutin de liste proportionnel par les conseils municipaux des communes de plus de 3 500 habitants si l'établissement public de coopération intercommunale a opté pour la taxe professionnelle unique) : retiré (p. 1177)

Stéphane ALAIZE

*Ardèche (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome IV : Aménagement du territoire et environnement (environnement) (n° 1116) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 918, posée le 28 juin 1999. Transports. Transports routiers et ferroviaires (J.O. Questions p. 3878). Appelée le 29 juin 1999. Contrats de plan Etat-régions, Ardèche (p. 6510)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [12 octobre 1998] (p. 6290)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son intervention (p. 5980)

Article 3 (création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (non prise en compte des concours éventuels des régions dans les ressources du fonds) (p. 6051)

Son amendement n° 551 soutenu par M. François Patriat (non prise en compte des concours éventuels des régions dans les ressources du fonds) (p. 6048) : adopté (p. 6051)

Intervient sur l'amendement n° 551 de M. Stéphane Alaïze (non prise en compte des concours éventuels des régions dans les ressources du fonds) (p. 6051)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son amendement n° 562 soutenu par M. Michel Grégoire (prise en compte des landes dans le calcul des surfaces agricoles utiles) : rejeté (p. 6181)

Après l'article 32

Son amendement n° 579 soutenu par M. François Patriat (création d'offices d'intervention) : adopté (p. 6303)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3480)

Après l'article 17 bis

Son sous-amendement n° 274 à l'amendement n° 215 de M. Germain Gengenwin (transmission des droits à primes) : non soutenu (p. 3501)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7139)

Procédure des questions :

Enseignement secondaire : personnel : non-enseignants : contrats emploi solidarité (p. 7155)

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 7177)

Thèmes avant la procédure des questions :

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 7178)

Environnement : crédits (p. 7177)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 7177, 7178)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Son intervention (p. 8073)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) (p. 8074)

Union européenne : fonds structurels (p. 8073)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 1998] (p. 9509)

Son intervention (p. 9516)

Thèmes :

Parlement : rôle : Union européenne (p. 9517)

Union européenne : construction européenne (p. 9517)

Union européenne : institutions communautaires : réforme (p. 9517)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : généralités (p. 9517)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 1999] (p. 749) ; [3 février 1999] (p. 897)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 624 : non soutenu (p. 828)

Après l'article 36

Son amendement n° 764 : non soutenu (p. 941)

Damien ALARY

*Gard (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Aide humanitaire. Pays d'Amérique centrale frappés par l'ouragan Mitch [10 novembre 1998] (p. 8702)

Famille. Politique familiale. Réseau d'écoute et d'accompagnement, création [10 mars 1999] (p. 2223)

Famille. Adoption. Adoption internationale, réglementation, Vietnam [26 mai 1999] (p. 4930)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 649, posée le 1^{er} mars 1999. Handicapés. Etablissements (J.O. Questions p. 1128). Appelée le 2 mars 1999. Foyers à double tarification, statut, financement (p. 1836)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son intervention (p. 5902)

Pierre ALBERTINI

*Seine-Maritime (2^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1132 visant à modifier certaines dispositions du Code Général des Impôts et à instituer un certificat de vie commune [14 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1268 tendant à modifier la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique et visant à assurer une représentation équilibrée des femmes en politique [14 décembre 1998]

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation de la législation, sur les conditions dans lesquelles certaines associations sont habilitées à exercer les droits reconnus à la partie civile [6 mai 1999] (n° 1583)

Proposition de loi n° 1710 complétant la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et tendant à clarifier la responsabilité des hébergeurs de sites Internet [16 juin 1999]

Proposition de loi constitutionnelle n° 1820 complétant l'article 28 de la Constitution et organisant la réunion de plein droit du Parlement en cas d'intervention militaire de la France sur un terrain extérieur [23 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Communes. Maires. Responsabilité pénale [17 novembre 1998] (p. 9103)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Financement [2 février 1999] (p. 702)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Estime déplacée l'allusion au groupe Hersant faite par M. Arnaud Montebourg durant l'intervention de M. Léonce Deprez [25 mars 1999] (p. 2942)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484) ; [1er décembre 1998] (p. 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9931)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 8452)

Soutient l'amendement n° 742 de M. Henri Plagnol (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8470)

Son amendement n° 169 (certificat de vie commune) : rejeté (p. 8473)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 170 (conclusion du PACS par des personnes majeures) : adopté (p. 8512)

Soutient l'amendement n° 289 de M. Thierry Mariani (conclusion du PACS par des personnes majeures) : adopté (p. 8512)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 747 de M. Henri Plagnol (de suppression) : rejeté (p. 9793)

Soutient l'amendement n° 970 de M. Henri Plagnol (nouvelle rédaction renvoyant aux articles 212, 214 et 215 du code civil relatifs respectivement au devoir de secours et d'assistance entre époux, à leur contribution aux charges du mariage et à la communauté de vie) : rejeté (p. 9794)

Intervient sur l'amendement n° 663 de M. Charles de Courson (nouvelle rédaction du premier alinéa prévoyant l'obligation de fidélité, de secours et d'assistance) (p. 9797)

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Thierry Mariani (nouvelle rédaction du premier alinéa prévoyant l'obligation de secours et d'assistance) (p. 9797)

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Christian Estrosi (ajout de l'obligation de fidélité, de secours et d'assistance) (p. 9797)

Intervient sur l'amendement n° 117 de Mme Christine Boutin (ajout de l'obligation de fidélité) (p. 9797)

Intervient sur l'amendement n° 118 de Mme Christine Boutin (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les partenaires) (p. 9803)

Intervient sur l'amendement n° 209 de M. Christian Estrosi (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les partenaires) (p. 9803)

Intervient sur l'amendement n° 622 de M. Renaud Dutreil (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les partenaires) (p. 9803)

Intervient sur l'amendement n° 668 de M. Charles de Courson (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les partenaires) (p. 9803)

Intervient sur l'amendement n° 971 de M. Henri Plagnol (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les partenaires) (p. 9803)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 748 de M. Henri Plagnol (de suppression) : rejeté (p. 9820)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 171 (imposition commune sur le revenu pour les titulaires du certificat de vie commune) : rejeté (p. 9932)

Intervient sur l'amendement n° 121 de Mme Christine Boutin (suppression de l'imposition commune des revenus) (p. 9935)

Intervient sur l'amendement n° 636 de M. Renaud Dutreil (suppression de l'imposition commune des revenus) (p. 9935)

Soutient l'amendement n° 898 de M. Henri Plagnol (délai de cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 9940)

Soutient l'amendement n° 899 de M. Henri Plagnol (preuve d'une vie commune effective pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 9942)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10529)

Thèmes :

Constitution : préambule : femmes (p. 10530)

Elections et référendums : femmes (p. 10530)

Etat : Gouvernement : parité (p. 10531)

Femmes : parité : histoire (p. 10530)

Parlement : rôle : parité (p. 10531)

Partis et mouvements politiques : financement public : femmes (p. 10531)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1462)

Son intervention (p. 1465)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [10 février 1999] (p. 1167)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Articles L. 5216-6 et 5216-7 du code général des collectivités territoriales : superposition et interférence des périmètres entre les établissements publics de coopération intercommunale existants et la communauté d'agglomération

Son amendement n° 1 soutenu par M. Léonce Deprez (représentation des communes par la communauté dans le syndicat) (p. 1038) : rejeté (p. 1039)

Article 22 (articles L. 5211-6 à L. 5211-11 et L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales - organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale)

Son amendement n° 2 : non soutenu (p. 1171)

Son amendement n° 3 soutenu par M. Marc-Philippe Daubresse (élection au suffrage universel direct des présidents des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre comptant plus de 200 000 habitants) : rejeté (p. 1177)

Article 26 (articles L. 5211-39 et L. 5211-40 du code général des collectivités territoriales - démocratisation et transparence)

Son amendement n° 4 soutenu par M. Léonce Deprez (consultation des électeurs des communes membres d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 1193) : rejeté (p. 1194)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Son intervention (p. 2010)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences (p. 2010, 2011)

Elections et référendums : élus : responsabilité pénale (p. 2011)

Elections et référendums : statut des élus (p. 2011)

Parlement : parlementaires : maires (p. 2011)

Parlement : Sénat (p. 2011)

Union européenne : Parlement européen : cumul des mandats (p. 2011)

Discussion des articles [3 mars 1999] (p. 2018) ; [4 mars 1999] (p. 2067)

Article 2 (interdiction du cumul d'un mandat de parlementaire avec une fonction exécutive locale ou plus d'un mandat local)

Son amendement n° 6 corrigé (cumul avec la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) : devenu sans objet (p. 2023)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 29 de M. Hervé Morin (incompatibilité du mandat de député avec ceux d'adjoint au maire d'une commune de plus de 100 000 habitants, de maire d'une commune de plus de 10 000 habitants et de président de conseil général ou régional) : rejeté (p. 2023)

Soutient l'amendement n° 30 de M. Hervé Morin (incompatibilité du mandat de député avec un emploi dans la fonction publique à compter de la réélection du parlementaire) : rejeté (p. 2024)

Soutient l'amendement n° 34 de M. Hervé Morin (incompatibilité du mandat de député avec un emploi dans la fonction publique sauf pour les ministres des cultes dans les départements d'Alsace-Moselle) : rejeté (p. 2024)

Article 2 bis supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec les fonctions de membre de cabinet du Président de la République ou d'un cabinet ministériel)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2024)

Article 2 quinquies supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec la fonction de membre du bureau d'une chambre consulaire ou d'une chambre d'agriculture)

Son sous-amendement n° 52 (incompatibilité limitée à la présidence d'une chambre consulaire) à l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 2027)

Article 2 decies supprimé par le Sénat (limitation pour les parlementaires de l'exercice de la profession d'avocat)

Soutient l'amendement n° 35 corrigé de M. Hervé Morin (interdiction faite à l'avocat élu député d'accomplir directement ou indirectement tout acte de sa profession) : rejeté (p. 2029)

Article 4 bis supprimé par le Sénat (âge d'éligibilité des sénateurs)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2032)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Philippe Vuilque (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2032)

Après l'article 9

Son amendement n° 32 rectifié soutenu par M. Georges Tron (incompatibilité de la qualité de membre du Conseil économique et social avec le mandat de député ou de représentant au Parlement européen) : adopté (p. 2070)

Ses explications de vote (p. 2071)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 2071)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 1157 (Elections et référendums 827) relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et du projet de loi n° 1158 (Elections et référendums 828) relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et fonctions électives (Voir Elections et référendums 827)

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2073)

Article 1er A supprimé par le Sénat (conditions de l'éligibilité)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Hervé Morin (éligibilité entre 23 ans et moins de 72 ans révolus) (p. 2076)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement de l'article - éligibilité à 18 ans) (p. 2076)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Philippe Vuilque (rétablissement de l'article - éligibilité à 18 ans) (p. 2076)

Article 1er (limitation du cumul des mandats électoraux)

Son amendement n° 4 : devenu sans objet (p. 2077)

Article 2 bis supprimé par le Sénat (incompatibilité entre les mandats locaux et la fonction de membre du bureau d'un organisme consulaire)

Son sous-amendement n° 98 corrigé (incompatibilité limitée à la présidence d'un organisme consulaire) à l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 2079)

Article 3 (incompatibilités applicables aux fonctions de maire et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale)

Intervient sur le sous-amendement n° 92 de M. Christian Estrosi (limitation de l'incompatibilité aux maires des communes de plus de 3 500 habitants) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et non prise en compte de la qualité de membre de l'assemblée délibérante d'un établissement public de coopération intercommunale non doté d'une fiscalité propre) (p. 2082)

Après l'article 3

Son amendement n° 55 (saisissabilité des indemnités de fonction des élus locaux) : adopté (p. 2083)

Après l'article 9

Son amendement n° 56 (suppression des droits à l'avancement et à la retraite des militaires pendant la durée de leur mandat) : rejeté (p. 2095)

Son amendement n° 57 (de coordination pour les fonctionnaires de l'Etat) : rejeté (p. 2095)

Son amendement n° 58 (de coordination pour les fonctionnaires des collectivités territoriales) : rejeté (p. 2095)

Son amendement n° 59 (de coordination pour les fonctionnaires des hôpitaux) : rejeté (p. 2095)

Après l'article 14

Son amendement n° 9 (création d'une commission chargée d'examiner les conditions d'exercice des fonctions et des mandats des élus locaux) : rejeté (p. 2102)

Ses explications de vote (p. 2105)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 1999] (p. 2721)

Son intervention (p. 2733)

Thèmes :

Droit pénal : détention provisoire (p. 2734)

Droit pénal : droits de la défense (p. 2733)

Droit pénal : garde à vue (p. 2734)

Droit pénal : instruction : publicité (p. 2734)

Droit pénal : juge de la détention provisoire (p. 2734)

Droit pénal : présomption d'innocence : médias (p. 2735)

Droit pénal : secret de l'instruction (p. 2734)

Justice : indépendance (p. 2735)

Justice : jugements : délais (p. 2734)
 Justice : réforme (p. 2733)
 Justice : victimes (p. 2733)
 Police : police judiciaire (p. 2734)
 Presse et livres : liberté de la presse (p. 2734)

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Article 1er (article préliminaire du code de procédure pénale : principes fondamentaux de la procédure pénale)

Son intervention (p. 2785)

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (nouvelle rédaction des paragraphes III et IV mettant l'accent sur les garanties bénéficiant à la personne poursuivie et instituant le double degré de juridiction) (p. 2792)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Édouard Balladur (suppression de la mise en examen, généralisation du statut de témoin assisté, ordonnance de mise en accusation soumise au tribunal de la liberté si elle prévoit des mesures de contrainte et susceptible d'appel devant la chambre d'accusation dans le cas contraire) (p. 2798)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Jacques Floch (emprisonnement individuel au titre de la détention provisoire) (p. 2812)

Article 2 (article 63-4 du code de procédure pénale : intervention de l'avocat dès le début de la garde à vue)

Son amendement n° 71 (personne informée de ses droits et des faits motivant la garde à vue) : rejeté (p. 2816)

Son amendement n° 61 (pas d'interrogatoire avant l'arrivée de l'avocat sous réserve d'un délai de deux heures à compter de sa désignation) : rejeté (p. 2818)

Son amendement n° 62 (de coordination) : rejeté (p. 2820)

Son amendement n° 60 (enregistrement sonore des interrogatoires et des confrontations effectués lors de la garde à vue) : rejeté (p. 2822)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 254 de M. Jean-Pierre Michel (enregistrement sonore des interrogatoires des mineurs placés en garde à vue) (p. 2825)

Intervient sur l'amendement n° 168 de M. André Gerin (enregistrement sonore des interrogatoires des mineurs de dix à treize ans placés en garde à vue) (p. 2825)

Après l'article 4

Son amendement n° 48 rectifié (interventions du procureur et des avocats au cours des interrogatoires, confrontations et auditions) : rejeté (p. 2829)

Après l'article 8

Son amendement n° 65 (dénonciation anonyme ne pouvant être utilisée comme moyen de preuve) : rejeté (p. 2836)

Avant l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 96 de la commission (révision de la carte judiciaire dans les deux années suivant la publication de la loi) (p. 2880)

Intervient sur l'amendement n° 238 corrigé de M. Alain Tourret (révision de la carte judiciaire dans les deux années suivant la publication de la loi) (p. 2880)

Article 10 (articles 137-1 à 137-5 du code de procédure pénale : institution du juge de la détention provisoire - rapports avec le juge d'instruction et le parquet)

Son intervention (p. 2880)

Intervient sur l'amendement n° 273 de M. Édouard Balladur (nouvelle rédaction de l'article instituant un tribunal des libertés ordonnant la mise en détention provisoire et le contrôle judiciaire sur saisine du procureur) (p. 2887)

Son amendement n° 54 (prolongation de la détention provisoire par la chambre d'accusation) : rejeté (p. 2888)

Article 11 (article 145-3 du code de procédure pénale : prolongation de la détention provisoire)

Son amendement n° 53 (de conséquence) : retiré (p. 2895)

Article 15 (articles 143-1 et 144 du code de procédure pénale : conditions autorisant le placement en détention provisoire)

Son amendement n° 67 (peine correctionnelle supérieure à deux ans pour la mise en détention provisoire) : rejeté (p. 2902)

Son amendement n° 68 (suppression des quanta de peine relatifs aux délits contre les personnes, contre la Nation, l'Etat ou la paix publique et aux atteintes aux biens en cas de condamnation antérieure) : rejeté (p. 2902)

Son amendement n° 46 (motif de trouble à l'ordre public invoqué par le seul procureur) : devenu sans objet (p. 2902)

Article 16 (article 145-1 du code de procédure pénale : durée de la détention provisoire en matière correctionnelle)

Son amendement n° 52 (prolongation de la détention provisoire par la chambre d'accusation) : devenu sans objet (p. 2904)

Article 17 (article 145-2 du code de procédure pénale : durée de la détention provisoire en matière criminelle)

Son amendement n° 51 (nouvelle rédaction de l'article - prolongation de la détention provisoire par la chambre d'accusation et limitation de sa durée maximale à deux ans) : rejeté (p. 2905)

Après l'article 18

Soutient l'amendement n° 255 de M. Jean-Pierre Michel (comparution immédiate - maintien du quantum d'un an de peine encourue pour la mise en détention provisoire dans le seul cas de flagrant délit) : rejeté (p. 2909)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 111 de la commission (enquête sur la situation matérielle, familiale ou sociale des prévenus incarcérés) (p. 2920)

Intervient sur l'amendement n° 112 de la commission (commission du suivi de la détention provisoire) (p. 2921)

Article 20 (articles 77-2 et 77-3 du code de procédure pénale : délai raisonnable en matière d'enquêtes de police judiciaire)

Son intervention (p. 2922)

Article 22 (article 226-30-1 du code de procédure pénale : interdiction de publier l'image d'une personne portant des menottes ou de réaliser un sondage sur la culpabilité d'une personne mise en cause)

Son amendement n° 208 (suppression de l'interdiction de publier l'image d'une personne portant des menottes) : rejeté (p. 2938)

Article 23 (article 13 de la loi du 29 juillet 1881 et article 6 de la loi du 29 juillet 1982 : droit de réponse exercé par le ministère public)

Son amendement n° 69 soutenu par M. Léonce Deprez (de suppression) (p. 2942) : rejeté (p. 2943)

Son rappel au règlement (cf. supra) [25 mars 1999] (p. 2942)

Article 25 (articles 11, 145, 177-1, 199, 199-1, 212-1 et 803 du code de procédure pénale : "fenêtres de publicité" dans la procédure pénale)

Son intervention (p. 2945)

Son amendement n° 49 (article 11 du code de procédure pénale - suppression du secret de l'instruction mais maintien du secret professionnel applicable aux personnes concourant à la procédure) : rejeté (p. 2947)

Son amendement n° 206 (de conséquence) : adopté (p. 2949)

Article 26 (article 226-30-1 du code pénal : atteinte à la dignité de la victime d'un crime ou d'un délit)

Son amendement n° 207 (nouvelle rédaction de l'article insérant la protection de la dignité de la personne à l'article 9 du code civil) : adopté (p. 2949)

Après l'article 28

Soutient l'amendement n° 144 de la commission (conventionnement de droit des associations d'aide aux victimes reconnues d'utilité publique) : adopté (p. 2952)

Intervient sur l'amendement n° 265 de Mme Catherine Picard (insertion d'un article 2-17 dans le code de procédure pénale - droits reconnus à la partie civile conférés aux associations de lutte contre les sectes) (p. 2953)

Titre

Son amendement n° 45 ("projet de loi portant réforme de la procédure pénale et renforçant les droits des victimes") : rejeté (p. 2963)

Explications de vote et vote [30 mars 1999] (p. 3027)

Ses explications de vote (p. 3030)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 3031)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5065)

Après l'article 28

Son amendement n° 209 soutenu par M. Christian Kert (p. 5076) : devenu sans objet (p. 5077)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6295)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 6303)

Son intervention (p. 6309)

Thèmes :

Droit pénal : action publique : ministre (p. 6310)

Droit pénal : enquêtes : préfets (p. 6303)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 6303)

Droit pénal : politique pénale : ministre (p. 6309, 6310)

Etrangers : extradition : magistrats (p. 6304)

Justice : indépendance (p. 6309)

Justice : magistrats : statuts (p. 6310)

Justice : parquet : rôle (p. 6310)

Justice : procureurs généraux (p. 6303)

Justice : réforme (p. 6309)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 6309, 6310)

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6389, 6401)

Article 1er (articles 30 à 30-3 du code de procédure pénale - attributions du ministre de la justice)

Son intervention (p. 6391)

Soutient le sous-amendement n° 119 de M. Pascal Clément (suppression de l'interdiction des instructions dans les affaires individuelles) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article substituant le terme directives à celui d'orientations générales de politique pénale, indiquant qu'elles sont transmises au parquet pour application et précisant le contenu du droit d'action du ministre) : rejeté (p. 6404)

Son sous-amendement n° 42 soutenu par M. Émile Blessig (reprise des dispositions de l'article 36 du code de procédure pénale) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : rejeté (p. 6404)

Soutient le sous-amendement n° 120 de M. Pascal Clément (reprise des dispositions de l'article 36 du code de procédure pénale) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : rejeté (p. 6404)

Son sous-amendement n° 43 (suppression de la mise en mouvement de l'action publique par le ministre) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : rejeté (p. 6405)

Son sous-amendement n° 44 (débat annuel au Parlement sur les objectifs et moyens de la politique pénale ainsi que sur les réponses judiciaires mises en œuvre) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : rejeté (p. 6407)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Alain Turret (insertion d'un article 497-1 dans le code de procédure pénale permettant aux associations reconnues d'utilité publique de demander au procureur de faire appel sur l'action publique) (p. 6412)

Article 2 (articles 35 à 37 du code de procédure pénale - attributions du procureur général)

Son intervention (p. 6414)

Son sous-amendement n° 45 (suppression du pouvoir de précision et d'adaptation des directives dévolu aux procureurs généraux) à l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : rejeté (p. 6416)

Son sous-amendement n° 46 (information du ministre par les procureurs généraux sur les affaires devant être portées à sa connaissance) à l'amendement n° 13 de la commission : rejeté (p. 6419)

Article 5 (articles 48-1 à 48-5 du code de procédure pénale - recours contre les classements sans suite)

Son intervention (p. 6426)

Son amendement n° 10 (recours auprès du ministre qui peut décider la mise en mouvement de l'action publique) : rejeté (p. 6427)

Son amendement n° 11 (suppression des dispositions relatives aux commission de recours) : rejeté (p. 6427)

Article 7 (direction de la police judiciaire par le procureur de la République)

Son amendement n° 9 (suppression du septième alinéa de l'article relatif à l'information réciproque du procureur et des chefs des services de police et de gendarmerie sur les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs de l'action publique) : rejeté (p. 6430)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Pascal Clément (suppression du septième alinéa de l'article relatif à l'information réciproque du procureur et des chefs des services de police et de gendarmerie sur les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs de l'action publique) (p. 6430)

Explications de vote et vote [29 juin 1999] (p. 6539)

Ses explications de vote (p. 6542)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 6543)

Claude ALLÈGRE

Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Guy Hermier. Enseignement secondaire. Réforme. Débat parlementaire, inscription à l'ordre du jour [13 octobre 1998] (p. 6467)

M. Yves Durand. Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [13 octobre 1998] (p. 6470)

M. Philippe Vuilque. Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [14 octobre 1998] (p. 6576)

M. Bernard Outin. Enseignement secondaire. Fonctionnement. Perspectives [20 octobre 1998] (p. 7007)

M. Maurice Leroy. Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [20 octobre 1998] (p. 7008)

M. Gérard Charasse. Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [21 octobre 1998] (p. 7113)

- M. François Bayrou. Enseignement : personnel. Enseignants. Conditions de travail [21 octobre 1998] (p. 7115)
- M. Bruno Bourg-Broc. Enseignement. Réforme. Mise en œuvre [21 octobre 1998] (p. 7117)
- M. Jacques Guyard. Enseignement : personnel. Enseignants. Conditions de travail, carrière [21 octobre 1998] (p. 7121)
- M. Pierre Lasbordes. Recherche. Physique nucléaire. Programme de recherche Soleil [3 novembre 1998] (p. 7924)
- Mme Marie-Jo Zimmermann. Enseignement. Réforme. Mise en œuvre [4 novembre 1998] (p. 8036)
- M. Guy Drut. Enseignement. Rythmes et vacances scolaires. Aménagement [18 novembre 1998] (p. 9157)
- M. Bernard Birsinger. Emploi. Emplois jeunes. Aides-éducateurs, formation professionnelle [18 novembre 1998] (p. 9161)
- M. Gérard Bapt. Enseignement supérieur. Etudiants. Etrangers, accueil [24 novembre 1998] (p. 9424)
- M. Lionnel Luca. Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [2 décembre 1998] (p. 9895)
- M. Pierre Lasbordes. Recherche. CNRS. Réforme [16 décembre 1998] (p. 10564)
- Mme Cécile Helle. Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [22 décembre 1998] (p. 11013)
- M. Alfred Marie-Jeanne. DOM. Martinique : grandes écoles. Concours d'entrée, déroulement [19 janvier 1999] (p. 35)
- M. Bruno Bourg-Broc. Enseignement maternel et primaire. Politique de l'éducation. Perspectives [27 janvier 1999] (p. 451)
- M. Jean-Bernard Raimond. Grandes écoles. Classes préparatoires. Professeurs, rémunérations [27 janvier 1999] (p. 452)
- M. André Schneider. Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [27 janvier 1999] (p. 452)
- M. Yves Durand. Enseignement maternel et primaire. Politique de l'éducation. Perspectives [27 janvier 1999] (p. 458)
- M. Robert Pandraud. Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [2 février 1999] (p. 705)
- Mme Nicole Ameline. Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [9 février 1999] (p. 1081)
- Mme Marie-Jo Zimmermann. Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [9 février 1999] (p. 1083)
- M. Jean-Claude Guibal. Grandes écoles. Ecoles normales supérieures. Accès, étudiants des pays membres de l'Union européenne [10 février 1999] (p. 1163)
- M. Michel Destot. Entreprises. Création. Recherche, innovation, aides de l'Etat [16 février 1999] (p. 1438)
- M. Bernard Schreiner. Enseignement. Fonctionnement. Heures supplémentaires [2 mars 1999] (p. 1863)
- M. Jean-Michel Dubernard. Grandes écoles. Ecoles normales supérieures. Concours, réforme [3 mars 1999] (p. 1970)
- M. Yves Durand. Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [9 mars 1999] (p. 2139)
- M. André Berthol. Grandes écoles. Ecoles normales supérieures. Concours, réforme [10 mars 1999] (p. 2222)
- M. Félix Leyzour. Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [16 mars 1999] (p. 2418)
- M. Michel Crépeau. Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [16 mars 1999] (p. 2419)
- M. Jean-Michel Ferrand. Grandes écoles. Ecoles normales supérieures. Etudiants étrangers, accès [17 mars 1999] (p. 2527)
- M. François Lamy. Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [17 mars 1999] (p. 2528)
- M. Philippe Briand. Enseignement : personnel. Enseignants. Rémunérations [24 mars 1999] (p. 2764)
- M. Pierre Ducout. Espace. Politique spatiale. Perspectives [18 mai 1999] (p. 4498)
- M. Roland Carraz. Enseignement : personnel. Personnel de direction. Exercice de la profession [16 juin 1999] (p. 5944)
- M. Jean Pontier. Emploi. Emplois jeunes. Frais de déplacement, indemnisation [22 juin 1999] (p. 6265)
- M. Georges Sarre. Enseignement supérieur. Universités. Investissements immobiliers, répartition [22 juin 1999] (p. 6265)
- M. Jacques Guyard. Enseignement supérieur. Politique et réglementation. Perspectives [23 juin 1999] (p. 6363)
- Mme Jacqueline Mathieu-Obadia. Enseignement secondaire. Baccalauréat. Epreuves d'histoire géographie [23 juin 1999] (p. 6367)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

- M. Michel Suchod. Recherche. Astrophysique. Etude des rayonnements cosmiques, financement, aides de l'Etat [8 décembre 1998] (p. 10152)
- M. Bernard Accoyer. Emploi. Emplois jeunes. Aides-éducateurs, conditions d'emploi [8 décembre 1998] (p. 10153)
- M. François Liberti. Recherche. Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER). Equipements, renouvellement [19 janvier 1999] (p. 8)
- M. François Dosé. Enseignement supérieur. DEUG. Filières scientifiques, financement, Bar-le-Duc [19 janvier 1999] (p. 10)
- M. Jean-Antoine Léonetti. Justice. Tribunaux de commerce. Locaux, Antibes [19 janvier 1999] (p. 10)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES****ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET
TECHNOLOGIE****Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7053)**

Son intervention (p. 7057)

Ses réponses (p. 7064 à 7070)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bourses d'études : enseignement supérieur : action sociale (p. 7058)

Enseignement supérieur : crédits (p. 7058)

Enseignement supérieur : doctorats : statistiques (p. 7057)

Enseignement supérieur : étudiants : effectifs (p. 7059)

Enseignement supérieur : universités : rénovation urbaine (p. 7058)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants : création d'emplois (p. 7057)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants vacataires : création d'emplois (p. 7059)

Formation professionnelle : promotion sociale : formation continue (p. 7060)

Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) : fonctionnement (p. 7061)

Recherche : crédits (p. 7060)

Recherche : crédits : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 7062)

Recherche : crédits : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 7062)

Recherche : recherche fondamentale : mobilité (p. 7061)

Télécommunications : France Télécom : recherche industrielle (p. 7062)

Réponses aux questions :

Enseignement supérieur : constructions universitaires : amiante (p. 7065) (M. Jean-Yves Le Déaut) (p. 7065)

Enseignement supérieur : constructions universitaires : rénovation urbaine (p. 7067) (Mme Nicole Catala) (p. 7066)

Enseignement supérieur : crédits : contrats emploi-jeunes (p. 7068) (Mme Cécile Helle) (p. 7068)

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle : apprentissage (p. 7070) (M. Gilbert Meyer) (p. 7069)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants vacataires (p. 7064) (Mme Martine Lignières-Cassou) (p. 7064)

Enseignement supérieur : personnel : professeurs : heures supplémentaires (p. 7068) (M. François Rochebloine) (p. 7067)

Recherche : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 7069) (M. Jean-Louis Fousseret) (p. 7069)

Recherche : Centre national d'études spatiales (CNES) : Ariane (p. 7066) (M. Christian Cabal) (p. 7065)

Recherche : innovation : délocalisations (p. 7064) (Mme Paulette Guinchard-Kunstler) (p. 7063)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE**Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7139)**

Ses interventions (p. 7141, 7147)

Ses réponses (p. 7148 à 7166)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : personnel : enseignants : carrière (p. 7143)

Enseignement secondaire : lycées (p. 7142)

Enseignement secondaire : lycées : éducation spécialisée (p. 7142)

Fonctionnaires et agents publics : traitement : enseignants (p. 7141)

Formation professionnelle : formation continue : enseignants (p. 7142)

Ministères et secrétariats d'Etat : budget (p. 7147)

Réponses aux questions :

Enseignement : obligation scolaire : insertion professionnelle (p. 7165) (Mme Danielle Bousquet) (p. 7165)

Enseignement : personnel : pédagogie : contrats emploi-jeunes (p. 7148) (M. René Couanau) (p. 7148)

Enseignement secondaire : programmes (p. 7151) (Mme Françoise de Panafieu) (p. 7150)

Enseignement secondaire : personnel : non-enseignants : contrats emploi solidarité (p. 7156) (M. Stéphane Alaize) (p. 7155)

Enseignement secondaire : personnel : non-enseignants : contrats emploi solidarité (p. 7155) (Mme Nicole Bricq) (p. 7155)

Enseignement secondaire : personnel : non-enseignants : contrats emploi-jeunes (p. 7159) (M. Pierre Lequiller) (p. 7158)

Enseignement secondaire : personnel : personnel de direction : responsabilité (p. 7159) (M. André Schneider) (p. 7159)

Enseignement secondaire : personnel : professeurs agrégés : classes préparatoires (p. 7160) (M. Robert Poujade) (p. 7160)

Formation professionnelle : groupements d'établissements scolaires pour la formation continue (GRETA) (p. 7166) (Mme Odette Trupin) (p. 7165)

Langue française : anglicismes : langues étrangères (p. 7161) (Mme Marie-Jo Zimmermann) (p. 7161)

Projet de loi n° 1410 sur l'innovation et la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5376)

Son intervention (p. 5376)

Sa réponse (p. 5402)

Thèmes :

Enseignement supérieur : personnel : personnel d'intendance et d'administration : inspection générale (p. 5379)

Entreprises : création (p. 5380, 5403 à 5405, 5444)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 5379)

Impôt sur le revenu : stock options (p. 5376, 5403, 5405)

Propriété intellectuelle : brevets (p. 5404)

Recherche : chercheurs : détachement (p. 5377, 5402, 5403)

Recherche : innovation (p. 5375, 5376, 5403, 5404)

Recherche : Institut national de la recherche agronomique (INRA) (p. 5377)

Recherche : recherche fondamentale (p. 5376)

Sociétés : sociétés par actions simplifiées (p. 5376)

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5411)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (articles 14, 18, 19, 19-1 nouveau et 25-1 à 25-4 nouveaux de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France : valorisation de la diffusion des résultats de la recherche par les organismes de recherche et facilitation de la création d'entreprise par les chercheurs)

Son intervention (p. 5413)

Article 2 (articles 6, 20, 25, 42, 53 et 56 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur : création de services d'activités industrielles et commerciales au sein des établissements d'enseignement supérieur)

Son intervention (p. 5420)

Article 3 (article 163 bis G du code général des impôts : assouplissement des conditions d'attribution

des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise)

Soutient l'amendement n° 91 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 5426)

Article 3 octies (article 22-1 de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 relative aux OPCVM et portant création des FCC : extension du champ d'intervention des fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI))

Soutient l'amendement n° 88 du Gouvernement (suppression de la référence à la compensation de la perte de recettes) : adopté (p. 5435)

Soutient l'amendement n° 89 du Gouvernement (admission dans le quota des 60 % de toutes les entreprises innovantes de moins de 500 salariés au jour de l'ouverture de leur capital à un FCPI) : adopté (p. 5435)

Article 5 bis (article 244 quater B du code général des impôts : modification du régime fiscal du crédit d'impôt-recherche en faveur de l'emploi des jeunes docteurs)

Soutient l'amendement n° 92 du Gouvernement (application du dispositif à compter du 1er janvier 1999) : adopté (p. 5438)

Article 6 (article 17 de la loi de programme n° 85-1371 du 23 décembre 1985 sur l'enseignement technologique et professionnel et articles 14 bis, 14 ter et 18 bis nouveaux de la loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation : participation des lycées d'enseignement général et technologique, des lycées professionnels et de leurs enseignants à la diffusion de l'innovation technologique)

Soutient l'amendement n° 93 du Gouvernement (constitution de groupements d'intérêt public) : adopté (p. 5440)

Après l'article 7

Soutient l'amendement n° 10 corrigé du Gouvernement (maintien du statut militaire des élèves de l'École polytechnique) : adopté (p. 5441)

Soutient l'amendement n° 90 du Gouvernement (pouvoir de contrôle de l'Inspection générale de l'administration et de l'éducation nationale) : adopté (p. 5442)

Michèle ALLIOT-MARIE

*Pyrénées-Atlantiques (6^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 octobre 1998] (p. 16375)

Vice-présidente de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 12 mai 1999] (p. 7079)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 917), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) [17 mars 1999] (n° 1473)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Femmes. Egalité professionnelle. Fonction publique de l'Etat [16 février 1999] (p. 1439)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Répond au rappel au règlement de M. Yves Coussain : fait remarquer que les Français s'expriment grâce aux députés de l'opposition [2 février 1999] (p. 733)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1998] (p. 6484, 6507) ; [14 octobre 1998] (p. 6551, 6584, 6613)

Son intervention (p. 6609)

Thèmes :

Assurances : assurance vie (p. 6609)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6609)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 6609)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6609)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9265, 9309, 9320)

Son intervention (p. 9321)

Thèmes :

Elections et référendums : abstentionnisme (p. 9321)

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 9321, 9322)

Régions : conseillers régionaux : départements (p. 9321)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11017)

Son intervention (p. 11027)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 11028)

Partis et mouvements politiques : majorité (p. 11027)

Régions : commission permanente : séances (p. 11028)

Régions : conseillers régionaux : départements (p. 11028)

Proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9285)

Article 1er (saisine du médiateur des enfants)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Bernard Birsinger (saisine par des associations) (p. 9291)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Yves Coussain (cf. supra) (p. 731)

Intervient sur l'amendement n° 867 de M. Henry Chabert (débat au Parlement) (p. 751)

Intervient sur l'amendement n° 1060 de M. Patrick Ollier (débat au Parlement) (p. 751)

Intervient sur l'amendement n° 866 de M. Michel Bouvard (cohérence du schéma des ports maritimes avec les infrastructures européennes) (p. 757)

Intervient sur l'amendement n° 1059 de M. Patrick Ollier (cohérence du schéma des ports maritimes avec les infrastructures européennes) (p. 757)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Intervient sur l'amendement n° 1216 de M. Jacques Rebillard (rôle des SAFER) (p. 784)

Article 25 (article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones prioritaires ultra-périphériques)

Intervient sur l'amendement n° 1196 de M. Patrice Martin-Lalande (cumul des exonérations de charges bénéficiant aux entreprises avec celles prévues pour la mise en place de la réduction du temps de travail) (p. 890)

Intervient sur l'amendement n° 1195 de M. Patrice Martin-Lalande (cumul des exonérations de charges bénéficiant aux entreprises avec celles prévues pour la mise en place de la réduction du temps de travail) (p. 890)

Article 28 (article 1er de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : objectifs du système de transports intérieurs)

Intervient sur l'amendement n° 742 de M. Jean-Pierre Blazy (objectif de réduction des nuisances sonores) (p. 909)

Article 29 (article 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : politique des transports)

Intervient sur l'amendement n° 345 de la commission (tarification adaptée à l'intermodalité et information des usagers) (p. 911)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 février 1999] (p. 1167)

Article 24 (articles L. 5211-16 à L. 5211-20 du code général des collectivités territoriales - modifications statutaires)

Intervient sur l'amendement n° 383 de M. Franck Dhersin (de coordination) (p. 1184)

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2603)

Son intervention (p. 2611)

Thèmes :

Secteur public : grève (p. 2612, 2613)

Secteur public : service minimum (p. 2612)

Transports ferroviaires : grèves (p. 2612, 2613)

Travail : droit de grève (p. 2612, 2613)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 2613)

Déclaration du Gouvernement n° 1542 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo

[27 avril 1999] (p. 3621)

Son intervention (p. 3626)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3628)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3628)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 3627)

Politiques communautaires : aides communautaires (p. 3628)

Union européenne : élargissement (p. 3628)

Nicole AMELINE

*Calvados (4^{ème} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les projets d'actes relevant des titres V et VI du Traité sur l'Union européenne, transmis par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 9 avril 1998 au 7 octobre 1998 (n^{os} UE 126 à UE 153) [8 octobre 1998] (n^o 1110)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les projets d'actes de l'Union européenne transmis par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 7 octobre 1998 au 24 janvier 1999 (n^{os} UE 154 à UE 177) [11 mars 1999] (n^o 1465)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 17 mars au 3 mai 1999 (n^{os} E 1229, E 1231, E 1232, E 1235, E 1241, E 1243 à E 1245), et sur les propositions d'actes communautaires n^{os} E 1042, E 1144, E 1158, E 1189, E 1198, E 1204, E 1219, E 1224, E 1225 rectifié et E 1227 [6 mai 1999] (n^o 1582)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 21 mai au 24 juin 1999 (n^{os} E 1256 à E 1262 et E 1264 à E 1268), et sur les textes n^{os} E 1184, E 1239, E 1248, E 1251 et E 1252 [1^{er} juillet 1999] (n^o 1777)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [9 février 1999] (p. 1081)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n^o 639, posée le 15 février 1999. Aquaculture et pêche professionnelle. Marins pêcheurs (J.O. Questions p. 841). Appelée le 16 février 1999. Emploi et activité, Basse-Normandie (p. 1416)

DÉBATS

Projet de loi de finances n^o 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : Union européenne (p. 8225)

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765)

Son intervention (p. 8787)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : installation (p. 8787)

Agroalimentaire : produits : exportations (p. 8788, 8789)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8787, 8788)

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 8788)

Union européenne : fonds structurels (p. 8789)

Projet de loi constitutionnelle n^o 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9459) ; [25 novembre 1998] (p. 9509)

Son intervention (p. 9481)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Jacques Guillet (p. 9530)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 9481, 9482)

Union européenne : construction européenne (p. 9481)

Union européenne : institutions communautaires : réforme (p. 9481)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : généralités (p. 9481)

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Intervient sur l'amendement n^o 1 de M. Jean-Pierre Michel (création d'une septième commission permanente dans chacune des chambres du parlement) (p. 9548)

Après l'article unique

Son amendement n^o 46 (soumission au Parlement des propositions d'actes communautaires et des projets d'actes relevant des titres V et VI du traité sur l'Union européenne et vote de résolutions sur tout document issu des institutions européennes) : rejeté (p. 9577)

Son amendement n^o 47 (création d'une commission permanente pour l'Union européenne dans chacune des chambres du Parlement) : rejeté (p. 9581)

Explications de vote et vote [1er décembre 1998] (p. 9760)

Ses explications de vote (p. 9763)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 9763)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité opposée par M. Didier Julia (p. 10514)

Son intervention (p. 10516)

Thèmes :

Elections et référendums : femmes (p. 10516)

Femmes : parité : Conseil constitutionnel (p. 10516)

Femmes : parité : Constitution (p. 10514, 10516, 10517)

Femmes : parité : histoire (p. 10516)

Partis et mouvements politiques : financement public : femmes (p. 10517)

Politique générale : démocratie : femmes (p. 10517)

Ses explications de vote (p. 10554)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 10554)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1437)

Son intervention (p. 1452)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : femmes (p. 1452, 1453)

Elections et référendums : modes de scrutin : parité (p. 1453)

Femmes : parité : actions (p. 1453, 1454)

Femmes : parité : histoire (p. 1454)

Femmes : parité : partis et mouvements politiques (p. 1452)

Parlement : Sénat : parité (p. 1452)

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2225)

Son intervention (p. 2229)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 2231)

Femmes : parité (p. 2229 à 2231)

Femmes : parité : partis et mouvements politiques (p. 2230)

Parlement : Sénat : parité (p. 2230)

Partis et mouvements politiques : financement public : femmes (p. 2230)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Son intervention (p. 1923)

Thèmes :

Politiques communautaires : budget (p. 1924)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1923, 1924)

Union européenne : élargissement (p. 1924)

Union européenne : institutions communautaires (p. 1924)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final / n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495)

Son intervention (p. 2515)

Thèmes :

Agriculture : céréales (p. 2516)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 2516)

Agriculture : prix agricoles (p. 2515)

Agroalimentaire : lait et produits laitiers (p. 2515, 2516)

Agroalimentaire : viticulture (p. 2516)

Elevage : bovins (p. 2515, 2516)

Environnement (p. 2516)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 2516)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2516)

Ses explications de vote (p. 2571)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 2571)

Proposition de résolution n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final/n° E 1061)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)

Discussion générale commune des propositions de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM [98] 0158 final / n° E 1052), n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM [98] 131 final / n° E 1061) et n° 1409 sur l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM [98] 164 final / n° E 1049) et sur le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC [98] n° 698 final / n° E 1128) (Voir Agriculture 1248)

Ses explications de vote (p. 2587)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 2587)

Proposition de résolution n° 1409 sur :

- l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 - (COM (98) 164 final/E 1049) ;

- le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC (98) 698 final/E 1128)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Discussion générale commune des propositions de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM [98] 0158 final / n° E 1052), n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM [98] 131 final / n° E 1061) et n° 1409 sur l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM [98] 164 final / n° E 1049) et sur le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC [98] 698 final / n° E 1128) (Voir Agriculture 1248)

Ses explications de vote (p. 2596)

Abstention du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 2596)

Déclaration du Gouvernement n° 1679 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo

[8 juin 1999] (p. 5477)

Son intervention (p. 5483)

Thèmes :

Organisations internationales : Cour pénale internationale (p. 5483)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 5484)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 5483, 5484)

Pays étrangers : Albanie (p. 5483, 5484)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 5483)

Politiques communautaires : aides communautaires (p. 5484)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 5484)

Union européenne : Conseil européen (p. 5484)

Union européenne : élargissement (p. 5485)

René ANDRÉ

*Manche (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République hongroise (n° 1306) [3 février 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie pour la prévention, la recherche et la poursuite des fraudes douanières (n° 1307) [3 février 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement français et le Gouvernement macédonien pour la prévention, la recherche, la constatation et la sanction des infractions douanières (n° 1308) [3 février 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Ukraine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) (n° 1312) [3 février 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1312), autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Ukraine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) [7 avril 1999] (n° 1532)

Proposition de loi n° 1717 tendant à autoriser la chasse du gibier d'eau de nuit dans certains départements [16 juin 1999]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 787), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Géorgie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [16 juin 1999] (n° 1698)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 915), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Qatar sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble une annexe) [16 juin 1999] (n° 1699)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Procédures. Ecoutes téléphoniques, législation, respect, Corse [3 février 1999] (p. 855)

Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [6 avril 1999] (p. 3286)

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [28 avril 1999] (p. 3699)

Chasse et pêche. Chasse. Réglementation [23 juin 1999] (p. 6365)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 479, posée le 5 octobre 1998. Transports routiers. Transports scolaires (J.O. Questions p. 5341). Appelée le 6 octobre 1998. Accidents, lutte et prévention (p. 5931)

n° 490, posée le 23 novembre 1998. Elevage. Lait (J.O. Questions p. 6314). Appelée le 24 novembre 1998. Quotas de production (p. 9405)

n° 698, posée le 22 mars 1999. Défense. Service national (J.O. Questions p. 1621). Appelée le 23 mars 1999. Report d'incorporation (p. 2699)

n° 830, posée le 24 mai 1999. Handicapés. Institut médico-éducatif (IME) (J.O. Questions p. 3018). Appelée le 25 mai 1999. Statut, Avranches (p. 4804)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Procédure des questions :

Eau : assainissement : agences (p. 7203)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9427, 9459) ; [25 novembre 1998] (p. 9509)

Son intervention (p. 9466)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Jacques Guillet (p. 9529)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 9467, 9468)

Parlement : rôle : Union européenne (p. 9466 à 9469)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 9466)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 9466)

Union européenne : Conseil : majorité (p. 9469)

Union européenne : droit communautaire (p. 9468, 9469)

Union européenne : institutions communautaires : réforme (p. 9467, 9530)

Union européenne : subsidiarité (p. 9530)

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Michel (création d'une septième commission permanente dans chacune des chambres du parlement) (p. 9548)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Pierre-André Wiltzer (solidarité et coopération entre les Etats et les peuples ayant le français en partage) (p. 9552)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Pierre-André Wiltzer (accords se référant à la solidarité et à la coopération francophones) (p. 9553)

Article unique (modification de l'article 88-2 de la Constitution)

Son amendement n° 44 (loi pour passer à la majorité qualifiée) : rejeté (p. 9569)

Après l'article unique

Son amendement n° 42 (soumission au Parlement des documents émanant d'institutions européennes et vote de résolutions) : rejeté (p. 9577)

Son amendement n° 43 (contrôle du Conseil constitutionnel, saisi par le Président de la République, le Premier ministre, le président de l'Assemblée nationale ou le président du Sénat, sur les projets et propositions d'actes soumis au Parlement en

application de l'article 88-4 de la Constitution) : rejeté (p. 9583)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (introduction de la référence à l'article 88-4 de la Constitution) (p. 9585)

Explications de vote et vote [1er décembre 1998] (p. 9760)

Ses explications de vote (p. 9764)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 9765)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 26 (articles L. 5211-39 et L. 5211-40 du code général des collectivités territoriales - démocratisation et transparence)

Intervient sur l'amendement n° 315 de M. Alain Ferry (budget de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre présenté au conseil municipal par les représentants de la commune au sein de la structure intercommunale) (p. 1192)

Après l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Hervé Morin (création d'une région Normandie) (p. 1233)

Article 50 précédemment réservé (article 1609 quinquies C du code général des impôts - régime fiscal des communautés de communes)

Intervient sur l'amendement n° 593 du Gouvernement (dotation de compensation attribuée aux communes au titre de la taxe professionnelle de zone) (p. 1340)

Intervient sur l'amendement n° 137 de la commission des finances (dotation de compensation attribuée aux communes au titre de la taxe professionnelle de zone) (p. 1340)

Article 59 (articles 11 et 29 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 - dotation de solidarité des groupements)

Son intervention (p. 1377)

Soutient l'amendement n° 577 de M. Jean-Claude Lemoine (taxe professionnelle dans les zones d'activités créées ou gérées par un groupement de communes ou un syndicat mixte) : retiré (p. 1378)

Ses explications de vote (p. 1401)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 1401)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Intervient sur la motion d'ajournement de M. Georges Sarre (p. 1937)

Thème :

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1937, 1938)

Discussion de l'article unique [3 mars 1999] (p. 1947)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n°1 rectifié du Gouvernement (réforme des institutions de l'Union européenne) (p. 1959)

Ses explications de vote (p. 1976)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 1976)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2562)

Son intervention (p. 2564)

Proposition de résolution n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final / n° E 1061)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)

Son intervention (p. 2579)

Ses explications de vote (p. 2587)

Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 2587)

Projet de loi n° 1313 autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4439)

Son intervention (p. 4440)

Thème :

Politiques communautaires : actions extérieures : coopération et développement (p. 4440, 4441)

Sylvie ANDRIEUX

*Bouches-du-Rhône (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Jeunes. Tourisme et loisirs. Dispositif ville-vie-vacances, mise en place [17 février 1999] (p. 1555)

Aménagement du territoire. Politique de la ville. Lutte contre l'exclusion [30 juin 1999] (p. 6699)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 722, posée le 29 mars 1999. Energie et carburants. Elf (J.O. Questions p. 1782). Appelée le 30 mars 1999. Projet Girassol (p. 3004)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7470)

Son intervention (p. 7473)

Thème :

Etablissements de santé : agences régionales de l'hospitalisation : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 7473, 7474)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210)

Article 2 (contrôle médical préalable à la délivrance des licences sportives)

Son intervention (p. 9212)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [3 mars 1999] (p. 1947)

Son intervention (p. 1954)

Léo ANDY

*Guadeloupe (3^{ème} circonscription)
Apparté au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7838)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7839)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

DOM. Institut d'émission des DOM. Statut [16 décembre 1998] (p. 10568)

DOM. Guadeloupe : postes. La Poste, grève, personnel, revendications [24 mars 1999] (p. 2760)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 842, posée le 31 mai 1999. DOM. Antilles : commerce extérieur (J.O. Questions p. 3203). Appelée le 1^{er} juin 1999. Bananes, décisions de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), conséquences (p. 5164)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7313)

Son intervention (p. 7324)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture (p. 7325)

Assemblée nationale : séances (p. 7324)

Chasse et pêche : pêche (p. 7325)

Commerce extérieur (p. 7325)

Culture (p. 7326)

DOM : Guadeloupe (p. 7324 à 7327)

DOM : Guadeloupe : délinquance et criminalité (p. 7326)

DOM-TOM : institutions (p. 7327)

Elevage (p. 7325)

Emploi (p. 7324, 7326)

Enseignement (p. 7326)

Entreprises (p. 7325, 7326)

Finances publiques : budget de l'Etat (p. 7324)

Formation professionnelle (p. 7326)

Industrie (p. 7325, 7326)

Logement (p. 7324)

Lois : lois d'orientation (p. 7326)

Politique sociale : pauvreté (p. 7326)

Union européenne (p. 7326)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 février 1999] (p. 858)

Article 25 (article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones prioritaires ultra-périphériques)

Son intervention (p. 883)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1593)

Son intervention (p. 1593)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité (p. 1593)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1593, 1594)

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 1588)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1999] (p. 1637)

Son intervention (p. 1650)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité (p. 1650)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : Guadeloupe (p. 1651)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : histoire (p. 1651)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : indemnisation (p. 1651)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : information (p. 1651)

Droits de l'homme et libertés publiques : racisme (p. 1651, 1652)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743)

Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son intervention (p. 4612)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Intervient sur l'amendement n° 168 de Mme Huguette Bello (conditions de diffusion outre-mer de France 2 et de La Cinquième-Arte) (p. 4700)

Son amendement n° 427 rectifié soutenu par M. Daniel Marsin (conditions de diffusion outre-mer de France 2 et de La Cinquième-Arte ; rôle et impact de RFO) (p. 4698) : retiré (p. 4700)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Article 47-2 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de RFO, Radio France et RFI

Soutient l'amendement n° 448 de M. Michel Tamaya (représentation croisée entre RFO et France Télévision) : rejeté (p. 4744)

André ANGOT

*Finistère (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17124)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1128 tendant à relever les retraites agricoles à 75 % du SMIC net pour l'ensemble des

retraités agricoles ayant accompli une carrière complète [14 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Archives et bibliothèques. Bibliothèque nationale de France. Fonctionnement [3 novembre 1998] (p. 7925)

Commerce extérieur. Commerce intracommunautaire. Viande bovine, importations britanniques, autorisation [9 mars 1999] (p. 2144)

Commerce extérieur. Commerce extracommunautaire. Viandes hormonées, importations, Etats-Unis [6 avril 1999] (p. 3293)

Agroalimentaire. Aliments pour animaux. Farines contaminées, conséquences, éleveurs [9 juin 1999] (p. 5603)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 742, posée le 5 avril 1999. Aménagement du territoire. Prime d'aménagement du territoire (PAT) (J.O. Questions p. 1944). Appelée le 6 avril 1999. Zones bénéficiaires, Sud-Finistère (p. 3272)

n° 908, posée le 28 juin 1999. Police. Commissariats (J.O. Questions p. 3877). Appelée le 29 juin 1999. Effectifs de personnel, Quimper (p. 6516)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5875)

Son intervention (p. 5881)

Thèmes :

Agroalimentaire : commercialisation (p. 5882)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 5882)

Discussion des [8 octobre 1997] (p. 6198)

Article 22 (revalorisation des retraites)

Son intervention (p. 6212)

Intervient sur l'amendement n° 959 du Gouvernement (nouvelle revalorisation des retraites forfaitaires) (p. 6217, 6218)

Son sous-amendement oral (minimum des pensions à compter du 1er janvier 2001) à l'amendement n° 959 du Gouvernement (p. 6217) : vote réservé : déclaré irrecevable au titre de l'article 40 de la Constitution (p. 6218)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3403)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 3429)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 3430)

Enseignement agricole (p. 3430)

Retraites : régime agricole : montant des pensions : préretraites (p. 3430)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8807)*Procédure des questions :*

Aquaculture et pêche professionnelle : bateaux de pêche : Bretagne (p. 8812)

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 8815)

Vote des crédits [12 novembre 1998] (p. 8820)*Avant l'article 75*

Intervient sur l'amendement n° 104 du Gouvernement (revalorisation des retraites agricoles) (p. 8831)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 octobre 1998] (p. 7743)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 142 : non soutenu (p. 7783)

Projet de loi n° 772 relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1998] (p. 10304)

Article 7 (mesures relatives à la mise en fourrière et aux communautés de chats errants)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (animaux gardés pendant huit jours ouvrés) (p. 10307)

Article 19 bis (validation des concours d'entrée dans les écoles vétérinaires pour 1998)

Intervient sur le sous-amendement n° 24 du Gouvernement (droits éventuels des candidats non admis) à l'amendement n° 19 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (conditions d'admission dans les écoles de vétérinaires) (p. 10312)

Intervient sur le sous-amendement n° 23 du Gouvernement (admission par tiers et sur trois ans des candidats admis et dont le nom ne figure pas sur l'arrêté du 13 août 1998) à l'amendement n° 19 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (p. 10312)

LECTURE DÉFINITIVE

Ses explications de vote [22 décembre 1998] (p. 11047)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 130)

Son intervention (p. 130)

Thèmes :

Agriculture (p. 131)

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 130)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 131)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 130)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 131)

Transports : transport combiné (p. 130)

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 290)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 1029 soutenu par M. Patrick Ollier (soutien aux zones agricoles) : retiré (p. 303)

Son amendement n° 1030 (zones de reconversion maritimes) : retiré (p. 303)

Son amendement n° 1031 soutenu par M. Patrick Ollier (régions marquées par une forte périphérie) : rejeté (p. 303)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 1999] (p. 3948)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (personnels aide-opérateur et aides instrumentistes) (p. 3964)

André ASCHIERI

*Alpes-Maritimes (9^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1344 relative à la prévention et au contrôle de la prolifération de l'algue *Caulerpa taxifolia* [27 janvier 1999]

Proposition de résolution n° 1480 tendant à créer une commission d'enquête sur les dangers pour la santé des populations des amalgames dentaires à base de mercure et le contrôle de leur utilisation en France [23 mars 1999]

Proposition de résolution n° 1570 tendant à créer une commission d'enquête sur la mise en culture d'organismes génétiquement modifiés, les infractions constatées en la matière et les dangers qu'elles font courir à la santé des populations [3 mai 1999]

Proposition de loi n° 1637 relative au renforcement de la sécurité sanitaire et environnementale et de la veille environnementale [26 mai 1999]

Proposition de loi n° 1718 visant à introduire les gestes de premiers secours dans la formation aux épreuves du permis de conduire [16 juin 1999]

Proposition de résolution n° 1738 tendant à créer une commission d'enquête sur les dangers sanitaires des modes de production agricole et des processus de fabrication de l'industrie agroalimentaire [23 juin 1999]

Proposition de loi n° 1799 tendant à assurer l'effectivité du droit au transport [8 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Algues *Caulerpa Taxifolia*, littoral méditerranéen [26 janvier 1999] (p. 372)

Santé. Protection. Maladies liées à l'environnement, lutte et prévention [19 mai 1999] (p. 4594)

Consommation. Sécurité des produits. Produits alimentaires [1^{er} juin 1999] (p. 5186)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 625, posée le 15 février 1999. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 839). Appelée le 16 février 1999. Capacités d'accueil, agglomération de Cannes, Grasse, Antibes (p. 1423)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7430)

Son intervention (p. 7450)

Thèmes :

Personnes âgées : allocation dépendance (p. 7450)

Risques professionnels : accidents du travail (p. 7451)

Santé : accès aux soins (p. 7450)

Santé : médecine préventive (p. 7451)

NOUVELLE LECTURE

Explications de vote et vote [1^{er} décembre 1998] (p. 9754)

Ses explications de vote (p. 9759)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 9760)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605)

Son intervention (p. 8629)

Thèmes avant la procédure des questions :

Médecines parallèles (p. 8629)

Santé : accès aux soins (p. 8629)

Santé : prévention (p. 8629)

Santé : prévention : suicide (p. 8629)

Santé : protection : énergie nucléaire (p. 8630)

Santé : urgences (p. 8629)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9172)

Son intervention (p. 9180)

Thème :

Sports : dopage : généralités (p. 9180)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9244)

Article 17 (exercice des compétences disciplinaires par les fédérations agréées)

Son amendement n° 79 soutenu par M. Alain Tourret (injonctions thérapeutiques) : adopté (p. 9245)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [3 mars 1999] (p. 1979)

Son intervention (p. 1982)

Thèmes :

Sports : dopage : généralités (p. 1982)

Sports : dopage : prévention (p. 1983)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Article 1er (article L. 11-6 du code de la route : formation spécifique pour les conducteurs novices auteurs d'infractions)

Son amendement n° 70 (stage obligatoire au titre des infractions sanctionnées par le retrait de plus de quatre points du permis de conduire) : adopté (p. 10412)

Avant l'article 2

Son amendement n° 71 rectifié (initiation au secourisme pour les candidats au permis de conduire) : rejeté (p. 10414)

Article 2 (articles L. 29 à L. 29-11 nouveaux du code de la route : enseignement de la conduite et de la sécurité routière)

Son amendement n° 67 soutenu par M. Jean-Pierre Baeumler (renouvellement périodique de l'autorisation administrative nécessaire à l'enseignement de la conduite) : rejeté (p. 10416)

Son amendement n° 68 soutenu par M. Jean-Pierre Baeumler (délivrance de l'autorisation administrative pour l'enseignement de la conduite subordonnée à des conditions d'expérience professionnelle et de réactualisation des connaissances) : rejeté (p. 10416)

Son amendement n° 72 soutenu par M. Jean-Pierre Baeumler (rédactionnel) : adopté (p. 10417)

Son amendement n° 69 soutenu par M. Jean-Pierre Baeumler (conditions d'âge, d'ancienneté du permis de conduire, d'expérience professionnelle, de réactualisation des connaissances et d'aptitude physique pour gérer une auto-école) : adopté après modifications (p. 10418)

Article 5 (article L. 4-1 nouveau du code de la route : création d'un délit en cas de récidive de dépassement de la vitesse autorisée égal ou supérieur à 50 km/h)

Son amendement n° 76 : non soutenu (p. 10429)

Son amendement n° 73 (critère du grand excès de vitesse ramené en agglomération à un dépassement de 40 km/h) : rejeté (p. 10429)

Son amendement n° 74 : non soutenu (p. 10429)

Son amendement n° 75 : non soutenu (p. 10429)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2461)

Son intervention (p. 2473)

Thèmes :

Etat : Gouvernement : sécurité routière (p. 2473)

Sécurité routière : accidents : secourisme (p. 2474)

Sécurité routière : circulation routière : croissance (p. 2473)

Sécurité routière : code de la route : jeunes (p. 2473, 2474)

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2477)

Après l'article 1er

Son amendement n° 26 (initiation au secourisme pour les candidats au permis de conduire) : rejeté (p. 2479)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des [28 avril 1999] (p. 3706)

Son intervention (p. 3727)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités :
couverture maladie universelle (CMU) (p. 3727)

Professions de santé : médecins : étrangers (p. 3727)

Santé : accès aux soins (p. 3727)

**Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ;
[4 mai 1999] (p. 3948, 3987)**

*Article 3 (titre VIII du livre III, articles L. 380-1 à
L. 380-4 nouveaux, du code de la sécurité sociale :
critères d'affiliation au nouveau régime général et
cotisation)*

Son intervention (p. 3761)

*Article 4 (article L. 161-2-1 nouveau du code de la
sécurité sociale : immédiateté et automaticité du droit à
l'accès aux soins)*

Son amendement n° 422 (rédactionnel) : rejeté
(p. 3767)

*Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de
la sécurité sociale : définition du volet de santé de la
carte d'assurance maladie)*

Son amendement n° 425 (coordonnées des praticiens
consultés) : rejeté (p. 3952)

Son amendement n° 426 (de cohérence) : rejeté
(p. 3954)

*Article 37 (traitement des données personnelles de
santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités
de soin et de prévention)*

Son amendement n° 427 : non soutenu (p. 3988)

NOUVELLE LECTURE

**Avant la discussion des articles [15 juin 1999]
(p. 5870)**

Son intervention (p. 5885)

Thèmes :

Professions de santé : médecins : étrangers (p. 5886)

Santé : prévention (p. 5886)

Ses explications de vote (p. 6048)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 6049)

LECTURE DÉFINITIVE

**Avant la discussion du dernier texte voté par
l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6665)**

Ses explications de vote sur l'exception
d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré
(p. 6677)

Thème :

Assurance maladie maternité : généralités :
couverture maladie universelle (CMU) (p. 6677)

**Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le
développement des soins palliatifs et
l'accompagnement des malades en fin de vie**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [6 mai 1999]
(p. 4159)**

Son intervention (p. 4179)

Thèmes :

Santé : fin de vie : famille (p. 4179)

Santé : soins palliatifs : généralités (p. 4179)

Santé : soins palliatifs : soins et maintien à domicile
(p. 4179)

**Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du
voyage**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [2 juin 1999]
(p. 5293)**

Son intervention (p. 5312)

Thèmes :

Gens du voyage (p. 5312, 5313)

Gens du voyage : stationnement : Alpes-Maritimes
(p. 5312)

Gens du voyage : stationnement : communes
(p. 5312)

Gens du voyage : stationnement : dotations de l'Etat
(p. 5312, 5313)

Gens du voyage : stationnement : lois (p. 5312)

**Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de
délégations parlementaires aux droits des femmes et
à l'égalité des chances entre les hommes et les
femmes**

DEUXIÈME LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999]
(p. 6559)**

Son intervention (p. 6565)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation parlementaire pour
le droit des femmes : Union européenne (p. 6565)

Famille : politique familiale (p. 6565)

Femmes : égalité professionnelle (p. 6565)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 6565)

François ASENSI

*Seine-Saint-Denis (11^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome XIII : Equipement, transports et logement (transports aériens) (n° 1116) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Aide au développement. Pays d'Amérique centrale frappés par l'ouragan Mitch [10 novembre 1998] (p. 8700)

Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [19 janvier 1999] (p. 29)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES***EQUIPEMENT ET TRANSPORTS****Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207)**

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 7214)

Thèmes avant la procédure des questions :

Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 7214, 7215)

Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) (p. 7215)

Transports aériens : Air France (p. 7214, 7215)

Transports aériens : déréglementation (p. 7214)

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 7214)

OUTRE-MER**Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281)**

Son intervention (p. 7299)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur (p. 7299)

DOM-TOM : institutions (p. 7300)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : Dom-Tom (p. 7300)

Finances publiques (p. 7299)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 7299)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : installation (p. 7300)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : armes nucléaires stratégiques (p. 7299, 7300)

Union européenne (p. 7299)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie**[21 janvier 1999] (p. 207)**

Son intervention (p. 243)

Thèmes :

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 243)

Energie et carburants : gaz (p. 244)

Energie et carburants : géothermie (p. 244)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 244)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [11 février 1999] (p. 1347)**

Article 57 (article L. 2531-13 du code général des collectivités territoriales - fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France)

Son intervention (p. 1367)

Intervient sur l'amendement n° 625 rectifié du Gouvernement (montant du second prélèvement ne pouvant excéder celui de la contribution assise sur le potentiel fiscal pour les communes dont le revenu moyen par habitant est inférieur à 90 % du revenu moyen par habitant de la région) (p. 1372)

Projet de loi constitutionnelle n° 1462 insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 avril 1999] (p. 3295)

Son intervention (p. 3307)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 3307, 3308)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : compétences (p. 3308)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Etat (p. 3308, 3309)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Etats-Unis (p. 3309)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : histoire (p. 3308)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3308)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : procédures (p. 3308)

Pays étrangers : Serbie : Kosovo : Cour pénale internationale (p. 3308)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4370)

Son intervention (p. 4374)

Thèmes :

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement : bruit (p. 4375)

Propriété : immeubles : conditions de vente (p. 4376)

Santé : santé publique : bruit (p. 4375)

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 4374 à 4376)

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4445)

Après l'article 4

Son amendement n° 119 (création d'une quatrième zone dans les plans d'exposition au bruit : possibilité de petits lotissements) : adopté (p. 4455)

Son sous-amendement n° 118 (caractère obligatoire de la nouvelle zone D) à l'amendement n° 40 de la

commission (mesures d'isolation acoustique des nouvelles constructions) : adopté (p. 4455)

Ses explications de vote (p. 4458)

Vote pour du groupe communiste (p. 4458)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [29 juin 1999] (p. 6650)

Article 4 bis (article L. 147-5 du code de l'urbanisme : extension des possibilités de construction dans la zone C des plans d'exposition au bruit)

Son amendement n° 2 (pérennité des vieux villages situés à proximité d'aéroports) : rejeté (p. 6654)

Son amendement n° 1 (suppression du délai de démolition des logements situés dans la zone de reconstruction) : rejeté (p. 6654)

Philippe AUBERGER

*Yonne (3^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1999 [J.O. du 10 décembre 1998] (p. 18624)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1998 [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18977)

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 37 : Outre-mer (territoires d'outre-mer) (n° 1111) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Euro. Programme triennal de stabilité [9 décembre 1998] (p. 10236)

Impôts et taxes. Politique fiscale. Perspectives [24 mars 1999] (p. 2762)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 491, posée le 23 novembre 1998. Gendarmerie. Restructuration (J.O. Questions p. 6314). Appelée le 24 novembre 1998. Effectifs de personnel (p. 9397)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1998] (p. 6507) ; [14 octobre 1998] (p. 6551, 6584, 6613)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 6527)

Son intervention (p. 6583)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 6635)

Thèmes :

Assurances : assurance vie (p. 6586)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6527)

Donations et successions : droits de succession (p. 6586)

Emploi : allègement des charges sociales (p. 6585)

Emploi : chômage (p. 6584)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6585)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6584)

Finances publiques : dépenses (p. 6585)

Finances publiques : dette publique (p. 6584)

Finances publiques : fonds de concours (p. 6527)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6585, 6586)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6584, 6585, 6635)

Finances publiques : procédure budgétaire (p. 6527)

Impôt sur le revenu : abattements supplémentaires pour frais professionnels (p. 6527)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 6527, 6585)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 6585, 6586)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6527, 6585, 6635)

Politique économique : conjoncture (p. 6584, 6585)

Politique économique : croissance (p. 6584)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 6584)

TVA : taux (p. 6635)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Article 1er (autorisation de percevoir les impôts existants)

Son intervention (p. 6638)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 6641)

Intervient sur l'amendement n° 179 corrigé de M. Georges Sarre (remplacement du dispositif du quotient familial par une réduction d'impôt au titre de chaque enfant à charge) (p. 6652)

Son amendement n° 61 rectifié (abaissement de l'ensemble des tranches du barème) : rejeté (p. 6653)

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. Yves Cochet (institution d'une tranche supplémentaire d'imposition au taux de 60 % pour les revenus supérieurs à 500 000 F) (p. 6654)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Jean-Pierre Brard (assujettissement des revenus financiers à une surtaxe progressive) (p. 6655)

Soutient l'amendement n° 197 de M. Michel Bouvard (suppression de la diminution de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) : rejeté (p. 6656)

Son amendement n° 62 rectifié (relèvement de 11 000 à 16 000 F du plafond de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) : rejeté (p. 6657)

Son amendement n° 63 rectifié (intégration progressive au barème de la décote) : rejeté (p. 6658)

Son amendement n° 64 (relèvement de 30 000 à 50 000 F du montant de la rémunération considérée comme une allocation pour frais d'emploi) : rejeté (p. 6668)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 457 de M. Gilles Carrez (non-assujettissement à l'impôt sur le revenu des indemnités de maternité) (p. 6672)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Christian Cuvilliez (imposition commune pour les personnes vivant maritalement) (p. 6673)

Soutient l'amendement n° 487 de M. Jean-Jacques Jégou (rétablissement du plafond de 28 000 F pour l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) : rejeté (p. 6675)

Son amendement n° 65 (fixation d'un plafond de 24 000 F pour l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) : retiré (p. 6675)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (maintien à 16 380 F de l'avantage maximum en impôt résultant de la demi-part additionnelle de quotient familial accordée aux invalides et anciens combattants) (p. 6679)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (maintien à 16 830 F de l'avantage maximum en impôt résultant de la demi-part additionnelle de quotient familial accordée aux veufs, célibataires ou divorcés ayant eu des enfants à charge, pour l'imposition des années antérieures à l'année du vingt-septième anniversaire de la naissance du dernier enfant) (p. 6679)

Intervient sur l'amendement n° 545 de M. Jean-Pierre Brard (instauration d'une réduction d'impôt en faveur des entreprises pour l'achat d'un véhicule non polluant ou la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) (p. 6714)

Intervient sur l'amendement n° 166 rectifié de M. Yves Cochet (instauration d'un crédit d'impôt en faveur des entreprises pour l'achat d'un véhicule non polluant ou la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) (p. 6714)

Après l'article 4

Son amendement n° 66 (limitation du report d'imposition des plus-values de cession de droits sociaux réalisées par les créateurs d'entreprises en cas de remploi au capital d'une PME au seul cas de transmission à titre onéreux) : rejeté (p. 6725)

Article 5 (extension du régime fiscal des micro-entreprises)

Son amendement n° 453 (substitution d'une option valable pour deux ans à l'option irrévocable pour un régime réel d'imposition) : adopté après rectification (option valable pour cinq ans) (p. 6738)

Après l'article 5

Reprend l'amendement n° 155 de M. Christian Cuvilliez (relèvement du seuil d'imposition des associations à la taxe sur les salaires) : rejeté (p. 6742)

Après l'article 6

Reprend l'amendement n° 120 de M. Jean-Pierre Brard (exonération de la taxe sur les salaires pour les hôpitaux) : rejeté après rectification (p. 6743)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe sur les opérations portant sur les devises étrangères) (p. 6751)

Intervient sur l'amendement n° 522 de M. Julien Dray (institution d'une taxation sur les transactions réalisées sur le marché des changes) (p. 6751)

Intervient sur l'amendement n° 168 corrigé de M. Yves Cochet (institution d'une taxe sur les opérations portant sur les devises étrangères) (p. 6751)

Son amendement n° 68 (alignement du taux de l'intérêt de retard sur celui de l'intérêt légal) : rejeté (p. 6751)

Article 8 (augmentation du barème de l'imposition de solidarité sur la fortune)

Son intervention (p. 6752)

Son amendement n° 69 (actualisation des tranches du barème et suppression du taux marginal de 1,8 %) : rejeté (p. 6757)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Christian Cuvilliez (prise en compte des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6768)

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Jean-Pierre Brard (prise en compte des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6770)

Intervient sur l'amendement n° 167 deuxième correction de M. Yves Cochet (prise en compte des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6770)

Article 10 (imposition à l'impôt de solidarité sur la fortune des biens ou droits dont la propriété est démembrée)

Son amendement n° 57 (de suppression) : rejeté (p. 6779)

Article 11 (aménagement des règles du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 343 (rétablissement du plafonnement intégral de l'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté (p. 6781)

Article 12 (modalités d'évaluation de la résidence principale en matière d'impôt de solidarité sur la fortune et de droits de mutation à titre gratuit)

Intervient sur l'amendement n° 405 de M. Jean-Jacques Jégou (relèvement du taux de l'abattement applicable à la résidence principale en matière d'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6783)

Intervient sur l'amendement n° 406 de M. Jean-Jacques Jégou (relèvement du taux de l'abattement applicable à la résidence principale en matière de droits de mutation à titre gratuit) (p. 6783)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 14 corrigé de la commission (rétablissement des sanctions en cas de défaut de déclaration des successions en Corse) (p. 6795)

Soutient l'amendement n° 187 précédemment réservé de M. Patrick Devedjian (modification des barèmes des droits de mutation à titre gratuit applicables aux transmissions en ligne directe) : rejeté (p. 6806)

Soutient l'amendement n° 188 précédemment réservé de M. Patrick Devedjian (modification des barèmes des droits de mutation à titre gratuit applicables aux transmissions entre époux) : rejeté (p. 6806)

Soutient l'amendement n° 178 précédemment réservé de M. Patrick Devedjian (aménagement des barèmes applicables aux droits de mutation à titre gratuit entre frères et sœurs et entre deux personnes non parentes) : rejeté (p. 6807)

Soutient l'amendement n° 189 précédemment réservé de M. Patrick Devedjian (relèvement des abattements au titre des droits de mutation à titre gratuit sur la part du conjoint survivant et sur celle de chacun des ascendants ou enfants vivants ou représentés) : rejeté (p. 6811)

Soutient l'amendement n° 177 rectifié précédemment réservé de M. Patrick Devedjian (revalorisation en matière de droits de mutation à titre gratuit des abattements applicables aux frères et sœurs, aux parents et aux non parents) : retiré (p. 6811)

Intervient sur l'amendement n° 530 précédemment réservé de M. Maurice Leroy (institution d'un abattement sur la part passible des droits de mutation à titre gratuit au profit du concubin lié au donateur ou au défunt depuis au moins deux ans par un certificat notarié de vie commune) (p. 6813)

Article 19 (application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux abonnements souscrits pour la fourniture de gaz et d'électricité)

Son amendement n° 70 rectifié (application du taux réduit de la TVA aux abonnements et aux livraisons d'électricité et de gaz combustible) : rejeté (p. 6838)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 159 corrigé de M. Maurice Adevah-Poeuf (non-application du taux réduit de la TVA aux ventes à emporter réalisées dans les établissements dont la surface d'accueil pour la consommation sur place est supérieure à 10 mètres carrés) (p. 6855)

Intervient sur l'amendement n° 446 de M. Jérôme Cahuzac (application du taux réduit de la TVA aux véhicules pour handicapés paraplégiques) (p. 6862)

Son amendement n° 75 (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de travaux d'entretien, de rénovation et de réhabilitation de logements) : vote réservé (p. 6858) : retiré (p. 6870)

Après l'article 22

Son amendement n° 75 précédemment réservé (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de travaux d'entretien, de rénovation et de réhabilitation de logements) : retiré (p. 6870)

Soutient l'amendement n° 330 précédemment réservé de M. Yves Fromion (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de travaux d'entretien, de rénovation et de réhabilitation de logements) : retiré (p. 6870)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (assujettissement au taux réduit de la TVA des

travaux d'amélioration et d'entretien dans l'habitat) (p. 6872)

Article 24 (moralisation des avantages liés à la transmission des patrimoines par le biais de l'assurance-vie)

Son amendement n° 58 (de suppression) : retiré (p. 6880)

Soutient le sous-amendement n° 558 de M. Germain Gengenwin (suppression du prélèvement de 0,20 %) à l'amendement n° 539 rectifié de M. Didier Migaud (nouvelle rédaction de l'article prévoyant un prélèvement de 20 % sur la part excédant 1 million de francs et instituant un prélèvement de 0,20 % à la charge des entreprises d'assurance-vie assis sur le montant des primes ou cotisations émises par elles en 1998) : rejeté (p. 6882)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 26 précédemment réservé de la commission (baisse de la TVA sur certains produits de confiserie et de chocolaterie) (p. 6903)

Intervient sur l'amendement n° 134 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (baisse de la TVA sur certains produits de confiserie et de chocolaterie) (p. 6903)

Intervient sur l'amendement n° 532 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (baisse de la TVA sur certains produits de confiserie et de chocolaterie) (p. 6903)

Son amendement n° 77 précédemment réservé soutenu par M. Michel Bouvard (baisse de la TVA sur les chocolats présentés en tablettes ou en bâtons) (p. 6902) : rejeté (p. 6903)

Intervient sur l'amendement n° 301 précédemment réservé de M. Laurent Dominati (baisse de la TVA sur les tablettes de chocolat) (p. 6903)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Son intervention (p. 6909)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (rédactionnel) (p. 6923)

Son amendement n° 73 (de précision) : retiré (p. 6924)

Article 30 (taxe générale sur les activités polluantes)

Son amendement n° 59 (de suppression) : rejeté (p. 6940)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Georges Sarre (institution d'une taxe sur les recettes de publicité des services de télévision diffusés par voie hertzienne) (p. 6955)

Intervient sur l'amendement n° 181 rectifié de M. Georges Sarre (institution d'une taxe sur les recettes de publicité des services de télévision diffusés par voie hertzienne) (p. 6955)

Intervient sur l'amendement n° 315 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (institution d'un mécanisme de

dégrèvement d'office de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les bénéficiaires des minima sociaux) (p. 6957)

Article 36 (prélèvement exceptionnel sur les caisses d'épargne)

Son amendement n° 60 rectifié (de suppression) : rejeté (p. 6960)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Son amendement n° 74 (relèvement des fractions du taux d'évolution du PIB prises en compte pour l'indexation de l'enveloppe normée des dotations de l'Etat) : retiré (p. 6967)

Intervient sur l'amendement n° 477 de M. Gilles Carrez (suppression du dispositif de calcul de l'enveloppe normée des dotations de l'Etat sur la base du montant "recalé" de la dotation globale de fonctionnement) (p. 6969)

Après l'article 40

Soutient l'amendement n° 220 de M. Michel Bouvard (compensation des pertes de recettes subies par la ville de Modane en raison de l'application de la convention du 29 janvier 1951 relative aux gares internationales) : rejeté (p. 6976)

Article 43 et état A (équilibre général du budget)

Intervient sur l'amendement n° 563 du Gouvernement (de conséquence des votes intervenus) (p. 6994)

Seconde délibération

Article 2 bis (maintien à 16 380 F de l'avantage maximum en impôt résultant d'une demi-part additionnelle de quotient familial accordée aux invalides et anciens combattants)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (neutralisation des effets de la réduction du plafonnement du quotient familial pour les invalides, les anciens combattants et les personnes seules ayant des enfants majeurs de moins de 27 ans) (p. 7025)

Article 2 ter (maintien à 16 380 F de l'avantage maximum en impôt résultant d'une demi-part additionnelle de quotient familial accordée aux veufs, célibataires ou divorcés ayant eu des enfants à charge, pour l'imposition des années antérieures à l'année du vingt-septième anniversaire de la naissance du dernier enfant)

Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (de suppression) (p. 7025)

Article 8 bis (application aux œuvres d'art d'une évaluation forfaitaire égale à 3 % de l'ensemble des autres valeurs du patrimoine déclaré au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Intervient sur l'amendement n° 8 du Gouvernement (de suppression) (p. 7025)

Explications de vote et vote [20 octobre 1998] (p. 7016)

Ses explications de vote (p. 7020)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 7021)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Ses interventions (p. 7288, 7291)

Ses observations : tout en notant des progrès incontestables cette année, estime insuffisant le temps imparti à l'outre-mer dans la discussion budgétaire [23 octobre 1998] (p. 7292)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assemblée nationale : séances (p. 7292)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 7293)

Collectivités territoriales : subventions (p. 7289, 7290)

Défense : service national (p. 7289)

Finances publiques : budget de l'Etat (p. 7289, 7292)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 7289, 7290, 7292, 7293)

Logement (p. 7289)

Politique extérieure (p. 7293)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : institutions (p. 7290)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie (p. 7292, 7293)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française (p. 7293)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8290)

Procédure des questions :

Gendarmerie : crédits : Yonne (p. 8293, 8294)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)

Avant l'article 64

Intervient sur l'amendement n° 110 de la commission (extension de l'agrément prévu pour la déduction de l'investissement outre-mer des revenus ou des résultats imposables) (p. 9036)

Intervient sur le sous-amendement n° 190 de M. Henry Jean-Baptiste (agrément réservé aux investissements d'un montant supérieur à 3 millions de francs) à l'amendement n° 110 de la commission (p. 9036)

Article 66 (prorogation de la période d'application des réductions d'impôt accordées au titre des souscriptions au capital de sociétés non cotées ou des souscriptions de parts de fonds communs de placement dans l'innovation)

Son amendement n° 158 (doublement des plafonds de la réduction d'impôt pour les souscriptions au capital des sociétés non cotées) : rejeté (p. 9045)

Après l'article 72

Son amendement n° 157 soutenu par M. Robert Galley (extension des compétences de la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires) : rejeté (p. 9088)

Seconde délibération

Article 45 et état B (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 9172)

Intervient sur les amendements n° 2 et 28 du Gouvernement (minoration des crédits) (p. 9172)

Intervient sur les amendements n° 3 à 27 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 9172)

Intervient sur les amendements n° 29 à 33 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 9172)

Article 46 et état C (mesures nouvelles - dépenses en capital des services civils)

Intervient sur les amendements n° 34 à 50 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 9172)

Article 64 A (maintien à 20 000 F du montant de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et les pensionnés)

Intervient sur l'amendement n° 51 du Gouvernement (de suppression) (p. 9172)

Article 64 B (prorogation des incitations fiscales à l'investissement outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 52 du Gouvernement (application du dispositif jusqu'au 31 décembre 2002) (p. 9172)

Article 64 C (extension de l'agrément prévu pour la déduction de l'investissement outre-mer des revenus ou des résultats imposables)

Intervient sur l'amendement n° 53 du Gouvernement (agrément réservé aux investissements d'un montant supérieur à 2 millions de francs) (p. 9172)

Article 64 D (amélioration des incitations fiscales à l'investissement outre-mer pour les contribuables passibles de l'impôt sur les sociétés)

Intervient sur l'amendement n° 54 du Gouvernement (remise en cause de l'avantage fiscal en cas de cession de l'investissement avant l'expiration de sa durée normale d'utilisation) (p. 9172)

Article 64 E (élargissement du champ d'application du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer au secteur de la production audiovisuelle et cinématographique)

Intervient sur l'amendement n° 55 du Gouvernement (de suppression) (p. 9172)

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire)

Intervient sur l'amendement n° 56 du Gouvernement (suppression de l'avantage fiscal à l'investissement locatif dans les résidences de tourisme classées) (p. 9172)

Article 69 bis (crédit d'impôt pour l'acquisition ou la transformation d'un véhicule propre)

Intervient sur l'amendement n° 57 du Gouvernement (de suppression) (p. 9172)

Article 70 bis (obligation de déclaration par les personnes physiques des transferts financiers internationaux d'un montant de plus de 50 000 F)

Intervient sur l'amendement n° 58 du Gouvernement (de suppression) (p. 9172)

Article 43 et état A (pour coordination) (équilibre général du budget)

Intervient sur l'amendement n° 59 du Gouvernement (déficit porté à 237,329 milliards de francs) (p. 9172)

Explications de vote et vote [18 novembre 1998] (p. 9163)

Ses explications de vote (p. 9166)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 9167)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10582)

Son intervention (p. 10593)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10593, 10594)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10594)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 10594)

Politique économique : croissance (p. 10593, 10594)

Politique économique : prévisions (p. 10594, 10595)

Sécurité sociale : déficit (p. 10594)

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 64 A (prorogation des incitations fiscales à l'investissement outre-mer)

Son amendement n° 4 soutenu par M. Michel Buillard (exclusion des exonérations fiscales accordées par les collectivités territoriales d'outre-mer du champ des subventions publiques visées par l'article 163 ter viciés du code général des impôts et extension de ces dispositions aux entreprises bénéficiant de concessions de travaux publics) : rejeté (p. 10740)

Son amendement n° 5 soutenu par M. Michel Buillard (exclusion des exonérations fiscales accordées par les collectivités territoriales d'outre-mer du champ des subventions publiques visées par l'article 217 undecies du code général des impôts et extension de ces dispositions aux entreprises bénéficiant de concessions de travaux publics) (p. 10740) : rejeté (p. 10741)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 10595)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10016)

Son intervention (p. 10038)

Thèmes :

Commerce extérieur : Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) (p. 10040)

Finances publiques : dépenses (p. 10039, 10040)

Finances publiques : dette publique (p. 10039)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 10039)

Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 10040)

Politique économique : consommation (p. 10039)

Politique économique : croissance (p. 10038, 10039)

Politique économique : inflation (p. 10039)

Politique économique : investissement (p. 10039)

Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire (p. 10039)

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 5 de M. Éric Doligé (relèvement du montant de l'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable aux esters d'huile végétale incorporés au fioul domestique et au gazole) : retiré (p. 10088)

Article 10 (modification de la répartition du produit de la redevance affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son intervention (p. 10102)

Article 18 (augmentation de la quote-part de la France au FMI et allocation exceptionnelle de droits de tirages spéciaux)

Son amendement n° 9 corrigé soutenu par M. Gilles Carrez (rapport au Parlement récapitulatif des contributions de la France au financement du Fonds monétaire international) : retiré (p. 10134)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10954)

Son intervention (p. 10959)

Thèmes :

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 10960)

Finances publiques : dépenses (p. 10959, 10960)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 10960)

Finances publiques : procédure budgétaire (p. 10959, 10960)

Finances publiques : recettes (p. 10960)

Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire (p. 10959)

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Article 11 bis (réduction d'impôt pour l'acquisition de logements neufs situés dans des résidences de tourisme dans les zones de revitalisation rurale et donnés en location pour neuf ans)

Soutient l'amendement n° 41 de M. Michel Bouvard (extension du champ d'application de l'article aux territoires ruraux de développement prioritaire) : devenu sans objet (p. 10976)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 10960)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2255) ; [11 mars 1999] (p. 2303, 2356)

Article 10 (le statut de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Jean-Jacques Jégou (abaissement du niveau de participation des

caisses d'épargne au capital de la Caisse nationale)
(p. 2266)

Article 11 (les missions de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Jean-Pierre Brard (limitation à 1 % du taux de commission des caisses d'épargne au titre de leur mission de collecte des fonds sur le livret A) (p. 2271)

Article 47 (fonds de garantie des dépôts)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Germain Gengenwin (prise en compte de l'existence d'un système de garantie interne pour le calcul des cotisations des réseaux mutualistes) (p. 2323)

Intervient sur l'amendement n° 302 rectifié de M. Jean-Louis Dumont (prise en compte de l'existence d'un système de garantie interne pour le calcul des cotisations des réseaux mutualistes) (p. 2323)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (calcul des cotisations en fonction des risques objectifs) (p. 2323)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6124)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 6125)

Emploi : contrats initiative-emploi (p. 6125)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6125)

Finances publiques : débat d'orientation budgétaire (p. 6124)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6125)

Finances publiques : dépenses (p. 6125 à 6127)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6126 à 6128)

Finances publiques : procédure budgétaire (p. 6127)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 6127)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6126, 6127)

Parlement : rôle (p. 6127)

Politique économique : croissance (p. 6124, 6125)

Politique économique : généralités (p. 6127, 6128)

Recherche : innovation (p. 6125)

Sécurité sociale : comptes (p. 6125)

Services : sélection et fourniture de personnel (p. 6125)

Travail : réduction du temps de travail (p. 6125, 6126)

Marie-Hélène AUBERT

*Eure-et-Loir (4^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Rapporteuse du projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'aide alimentaire de 1995 (n° 525) [1^{er} octobre 1998]

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteuse du projet de loi autorisant l'approbation de la convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière (ensemble sept appendices) (n° 1421) [24 mars 1999]

Rapporteuse du projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la sécurité du personnel des Nations unies et du personnel associé (n° 1659) [16 juin 1999]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome I : Affaires européennes (article 42 : évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes) (n° 1113) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Risques professionnels. Accidents du travail et maladies professionnelles. Coût, prise en charge [27 octobre 1998] (p. 7398)

Femmes. Politique à l'égard des femmes. Secrétariat d'Etat aux droits des femmes, compétences [18 novembre 1998] (p. 9162)

Drogue. Héroïne. Interpol, conférence de Rangoon, attitude de la France [16 février 1999] (p. 1446)

Politique extérieure. Kosovo. Intervention militaire de l'OTAN, participation de la France [31 mars 1999] (p. 3096)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 465, posée le 5 octobre 1998. Agriculture. Semences (J.O. Questions p. 5339). Appelée le 6 octobre 1998. Lindane, interdiction, conséquences (p. 5943)

n° 784, posée le 10 mai 1999. Impôts et taxes. Politique fiscale (J.O. Questions p. 2739). Appelée le

11 mai 1999. Taxes écologiques, création, agriculture (p. 4286)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5833)

Son intervention (p. 5859)

Thèmes :

Agriculture : exploitants : conjoints (p. 5859)

Agriculture : exploitations agricoles (p. 5860)

Enseignement agricole (p. 5859)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5859)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5859)

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Intervient sur l'amendement n° 294 de M. Christian Jacob (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Intervient sur l'amendement n° 292 de M. Thierry Mariani (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Intervient sur l'amendement n° 643 de M. Jean Proriol (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Soutient l'amendement n° 731 de M. Jean-Michel Marchand (modernisation de la fiscalité agricole) : rejeté (p. 5968)

Soutient l'amendement n° 733 de M. Jean-Michel Marchand (débat annuel au Parlement) : adopté (p. 5973)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son intervention (p. 5978)

Soutient l'amendement n° 735 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (recherche d'un niveau élevé de sécurité et de qualité des biens alimentaires et non alimentaires) : rejeté (p. 6010)

Soutient l'amendement n° 734 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (préservation des ressources naturelles) : rejeté (p. 6011)

Soutient l'amendement n° 736 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (prise en compte des caractéristiques propres à chaque région agricole) : rejeté (p. 6023)

Soutient le sous-amendement n° 741 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (respect de la politique d'aménagement du territoire) à l'amendement n° 80 rectifié de la commission (prise en compte des orientations définies par le ministre de l'agriculture après avis du conseil supérieur d'orientation et de coordination agricole et alimentaire) : adopté (p. 6028)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Soutient le sous-amendement n° 742 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (plafonnement des aides) à l'amendement n° 86 de la commission (aménagement des aides) : adopté (p. 6066)

Intervient sur le sous-amendement n° 742 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (plafonnement des aides) à l'amendement n° 86 de la commission (p. 6066)

Article 5 (reconnaissance d'un pouvoir d'avis aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture)

Soutient l'amendement n° 739 de M. Jean-Michel Marchand (composition des commissions départementales d'orientation agricole) : retiré (p. 6068)

Soutient l'amendement n° 473 de M. Jacques Rebillard (cas des contrats à caractère particulier) : rejeté (p. 6071)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Soutient l'amendement n° 773 de M. Jean-Michel Marchand (information des consommateurs) : rejeté (p. 6308)

Soutient l'amendement n° 774 de M. Jean-Michel Marchand (association des organisations de consommateurs) : rejeté (p. 6309)

Intervient sur l'amendement n° 350 de M. Christian Jacob (organisation interprofessionnelle pour les produits issus de l'agriculture biologique) (p. 6315)

Intervient sur l'amendement n° 687 de M. Jean Proriol (organisation interprofessionnelle pour les produits issus de l'agriculture biologique) (p. 6315)

Soutient l'amendement n° 775 de M. Jean-Michel Marchand (représentation des associations agréées pour la protection de l'environnement au sein des interprofessions) : rejeté (p. 6318)

Avant l'article 39

Soutient le sous-amendement n° 784 de M. Jean-Michel Marchand (contribution à la valorisation des modes de production respectueux de l'environnement) à l'amendement n° 164 rectifié de la commission (inscription dans la loi des objectifs de la politique conduite dans le domaine de la qualité et de l'origine des produits agricoles ou alimentaires) : rejeté (p. 6344)

Ses explications de vote (p. 6480)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 6480)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3403)

Son intervention (p. 3411)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 3412)

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 3412)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3411)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER***Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6683)**

Article 42 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Rapporteuse pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 6687)

Thèmes :

Aménagement du territoire : fonds structurels (p. 6687)

Politiques communautaires : budget (p. 6687, 6688) ; dépenses (p. 6687, 6688)

Union européenne : contribution française (p. 6687, 6688)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Son intervention (p. 7838)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : crédits (p. 7838)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 7839)

Politique extérieure : coopération économique (p. 7839)

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8039)

Son intervention (p. 8039)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics (p. 8040)

Logement : crédits (p. 8039)

Logement : politique du logement : zones rurales (p. 8040)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8040)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 8039)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Son intervention (p. 8071)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 8071)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 8071)

Coopération intercommunale (p. 8072)

Politique économique (p. 8071)

Proposition de résolution n° 770 tendant à créer une commission d'enquête pour faire la lumière sur les agissements et l'objet du groupement de fait dit "Département Protection Sécurité"**Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10274)**

Son intervention (p. 10290)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 10290)

Droits de l'homme et libertés publiques : racisme (p. 10290)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 10290)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10536)

Thèmes :

Constitution : préambule : femmes (p. 10536)

Elections et référendums : femmes (p. 10536)

Elections et référendums : modes de scrutin : représentation proportionnelle (p. 10536)

Femmes : parité : Conseil constitutionnel (p. 10536)
 Femmes : parité : politique sociale (p. 10536)
 Partis et mouvements politiques : financement public : femmes (p. 10536)
 Politique générale : institutions : réforme (p. 10536)

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10542)

Article unique

Son amendement n° 14 (organisation par la loi de l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions pour atteindre la parité) : rejeté (p. 10549)

Ses explications de vote (p. 10554)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 10554)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1437)

Son intervention (p. 1461)

Thèmes :

Assemblée nationale : députés : femmes (p. 1461)
 Femmes : égalité des sexes (p. 1461)
 Femmes : parité : écologistes (p. 1461)
 Femmes : parité : partis et mouvements politiques (p. 1461)
 Parlement : Sénat : parité (p. 1460, 1461)
 Politique générale : institutions : réforme (p. 1461)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des [20 janvier 1999] (p. 160)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 182)

Thèmes :

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 183)
 Environnement : protection (p. 183)
 Régions : Ile-de-France (p. 183)

Discussion des articles [2 février 1999] (p. 749) ; [3 février 1999] (p. 897)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son amendement n° 632 rectifié soutenu par M. Jean-Michel Marchand (référence aux "Actions 21" adoptées à Rio de Janeiro en 1992) : adopté (p. 814)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Soutient l'amendement n° 643 de M. Jean-Michel Marchand (souci de rééquilibrage du territoire) : rejeté (p. 930)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 647 rectifié de M. Jean-Michel Marchand (principes du schéma des services collectifs des espaces naturels et ruraux) (p. 940)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094) ; [10 février 1999] (p. 1167)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des communautés d'agglomération

Ses amendements n°s 147 et 148 : non soutenus (p. 1032)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 146 soutenu par M. Gérard Gouzes (de coordination) : rejeté (p. 1100)

Son amendement n° 145 : non soutenu (p. 1100)

Article 22 (articles L. 5211-6 à L. 5211-11 et L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales - organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale)

Son amendement n° 149 soutenu par M. Guy Hascoët (élection des délégués au suffrage universel selon le mode de scrutin des élections régionales) (p. 1171) : rejeté (p. 1173)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Son intervention (p. 1928)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 1928)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 1929)

Politiques communautaires : budget (p. 1929)

Union européenne : euro (p. 1928)

Union européenne : institutions communautaires (p. 1928)

Ses explications de vote (p. 1978)

Vote contre du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 1978)

Déclaration du Gouvernement n° 1500 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo

[26 mars 1999] (p. 2969)

Son intervention (p. 2978)

Thèmes :

Commerce extérieur : exportations : armes (p. 2978)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 2979, 2980)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2979, 2980)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 2979, 2980)

Pays étrangers : Russie (p. 2979)

Politique extérieure : coopération militaire : force multinationale (p. 2979)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 2980)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son amendement n° 545 soutenu par M. Yves Cochet (prévision sur le caractère "de référence" de la proposition de France 2) : rejeté (p. 4661)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Son amendement n° 549 soutenu par M. Noël Mamère (nomination des dirigeants de France 2, France 3 et La Cinquième-Arte) : rejeté après rectification (p. 4731)

Projet de loi n° 1410 sur l'innovation et la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5376)

Son intervention (p. 5384)

Thèmes :

Entreprises : investissements : recherche (p. 5384, 5385)

Environnement : protection de la nature (p. 5385)

Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 5386)

Recherche : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 5386)

Recherche : innovation (p. 5385)

Recherche : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) (p. 5386)

Recherche : Institut national de la recherche agronomique (INRA) (p. 5386)

Recherche : recherche fondamentale (p. 5385)

Recherche : recherche technologique (p. 5385)

François d'AUBERT

*Mayenne (1^{ère} circonscription)
Démodatré libérale et indépendants
Vice-président de l'Assemblée nationale*

S'inscrit au groupe Démocraté libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 octobre 1998] (p. 15040)

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 16 juin 1999] (p. 8792)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 29 : Equipement, transports et logement (transports aériens et météorologie) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Proposition de résolution n° 1581 visant à créer une commission d'enquête sur les dysfonctionnements des services du Premier ministre en ce qui concerne le traitement du dossier corse [6 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Vice-président**RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE*

M. François Goulard : tenue éventuelle d'une conférence des présidents [8 octobre 1998] (p. 6140)

M. François Sauvadet : précise que la conférence des présidents n'a pas encore été convoquée [8 octobre 1998] (p. 6141)

M. Jacques Brunhes : déclare avoir pris en compte le vote de M. Jacques Brunhes [4 mars 1999] (p. 2079)

*DÉBATS***Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives**

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2073)

Article 2 bis supprimé par le Sénat (incompatibilité entre les mandats locaux et la fonction de membre du bureau d'un organisme consulaire)

Répond au rappel au règlement de M. Jacques Brunhes (cf. supra) [4 mars 1999] (p. 2079)

*En qualité de Député**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Impôts et taxes. Fraude fiscale. Lutte et prévention, numéro d'immatriculation de la sécurité sociale, utilisation [15 décembre 1998] (p. 10482)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Perspectives [27 janvier 1999] (p. 453)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 669, posée le 8 mars 1999. Santé. Aide médicale urgente (J.O. Questions p. 1294). Appelée le 9 mars 1999. Défibrillateurs semi-automatiques, utilisation, personnel, qualification (p. 2117)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Proteste contre les propos ironiques du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie à l'encontre du groupe Démocratie libérale [14 octobre 1998] (p. 6625)

Demande que la ministre de la culture vienne s'exprimer sur la question de l'intégration des œuvres d'art dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune [16 octobre 1998] (p. 6775)

Estime que la conférence des Présidents devrait être réunie pour modifier l'ordre du jour à la suite des déclarations du ministre des relations avec le Parlement selon lequel le vote sur la proposition de loi ne pourra intervenir mardi 10 novembre [8 novembre 1998] (p. 8497)

Condamne les qualificatifs appliqués par le Premier ministre à Mme Christine Boutin lors de la séance des questions au Gouvernement et estime que la ministre de la justice n'a pas à porter de jugement sur la présence des députés en séance [2 décembre 1998] (p. 9898)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6584, 6613)

Son intervention (p. 6594)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 6634)

Son rappel au règlement (cf. supra) [14 octobre 1998] (p. 6625)

Thèmes :

Commerce extérieur (p. 6595)

Emploi : allègement des charges sociales (p. 6596)

Emploi : chômage (p. 6596)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6596)

Etat : réforme (p. 6596)
 Finances publiques : dépenses (p. 6596)
 Finances publiques : dette publique (p. 6597)
 Finances publiques : politique budgétaire (p. 6596 à 6598)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6597, 6598)
 Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 6597)
 Marchés financiers : généralités (p. 6594, 6595)
 Politique économique : conjoncture (p. 6594 à 6596)
 Politique économique : consommation (p. 6595)
 Politique économique : croissance (p. 6594 à 6596)
 Politique économique : généralités (p. 6595)
 Politique économique : inflation (p. 6634)
 Secteur public : entreprises publiques : dotations en capital (p. 6634)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 6596, 6597)
 TVA : taux (p. 6597, 6598)
 Union européenne : euro (p. 6595)

**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6935)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 6641)

Son amendement n° 248 soutenu par M. Marc Laffineur (suppression de la diminution de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) (p. 6655) : rejeté (p. 6656)

Son amendement n° 251 soutenu par M. Marc Laffineur (relèvement de 11 000 à 15 000 F du plafond de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) : rejeté (p. 6657)

Son amendement n° 250 soutenu par M. Marc Laffineur (suppression de la réduction de l'abattement sur le revenu imposable accordé aux contribuables qui rattachent à leur foyer fiscal un enfant marié) (p. 6658) : rejeté (p. 6659)

Après l'article 2

Son amendement n° 295 (application du régime fiscal des dons aux cotisations versées par les membres d'associations) : rejeté (p. 6718)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe sur les opérations portant sur les devises étrangères) (p. 6751)

Intervient sur l'amendement n° 522 de M. Julien Dray (institution d'une taxation sur les transactions réalisées sur le marché des changes) (p. 6751)

Intervient sur l'amendement n° 168 corrigé de M. Yves Cochet (institution d'une taxe sur les opérations portant sur les devises étrangères) (p. 6751)

Article 8 (augmentation du barème de l'imposition de solidarité sur la fortune)

Son intervention (p. 6754)

Après l'article 8

Son rappel au règlement (cf. supra) [16 octobre 1998] (p. 6775)

Après l'article 14 (suite)

Soutient l'amendement n° 283 précédemment réservé de M. Marc Laffineur (modification des barèmes des droits de mutation à titre gratuit applicables aux transmissions entre époux) : rejeté (p. 6806)

Soutient l'amendement n° 284 précédemment réservé de M. Laurent Dominati (aménagement des barèmes applicables aux droits de mutation à titre gratuit entre frères et sœurs et entre deux personnes non parentes) : rejeté (p. 6807)

Soutient l'amendement n° 281 précédemment réservé de M. Laurent Dominati (relèvement des abattements au titre des droits de mutation à titre gratuit sur la part du conjoint survivant et sur celle de chacun des ascendants ou enfants vivants ou représentés) : rejeté (p. 6811)

Intervient sur l'amendement n° 33 deuxième correction précédemment réservé de la commission (relèvement de l'abattement dont bénéficie le conjoint survivant avant la perception des droits de mutation à titre gratuit) (p. 6811)

Soutient l'amendement n° 316 précédemment réservé de M. Marc Laffineur (revalorisation en matière de droits de mutation à titre gratuit des abattements applicables aux frères et sœurs et aux non parents) : retiré (p. 6812)

Article 16 (imposition des plus-values constatées et des plus-values en report d'imposition en cas de transfert du domicile hors de France)

Son intervention (p. 6815)

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 6817)

Intervient sur l'amendement n° 458 de M. Gilles Carrez (de suppression) (p. 6817)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 461 de M. Gilles Carrez (abaissement progressif du taux normal de la TVA) (p. 6836)

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Marc Laffineur (fixation du taux normal de la TVA à 19,6 %) (p. 6836)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Yves Fromion (fixation du taux normal de la TVA à 19,6 %) (p. 6836)

Son amendement n° 259 (fixation du taux normal de la TVA à 20 %) : rejeté (p. 6836)

Intervient sur l'amendement n° 462 de M. Gilles Carrez (fixation du taux normal de la TVA à 20 %) (p. 6836)

Après l'article 19

Soutient l'amendement n° 290 corrigé de M. Marc Laffineur (application du taux réduit de la TVA aux prestations liées aux activités sportives et à l'utilisation des équipements sportifs) : rejeté (p. 6860)

Article 20 (application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux appareillages destinés aux diabétiques et à certains handicapés)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Jean-Pierre Brard (application du taux réduit de la TVA aux lunettes et aux appareils auditifs) (p. 6864)

Intervient sur l'amendement n° 523 de Mme Dominique Gillot (application du taux réduit de la TVA aux appareillages auditifs) (p. 6864)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Pierre Méhaignerie (application du taux réduit de la TVA aux appareils auditifs) (p. 6864)

Après l'article 22

Reprend l'amendement n° 30 de la commission (assujettissement au taux réduit de la TVA des travaux d'amélioration et d'entretien dans l'habitat) (p. 6871) : rejeté (p. 6873)

Article 24 (moralisation des avantages liés à la transmission des patrimoines par le biais de l'assurance-vie)

Son intervention (p. 6878)

Son amendement n° 264 (de suppression) : retiré (p. 6880)

Article 43 et état A (équilibre général du budget)

Son amendement n° 302 soutenu par M. Gilbert Gantier (de suppression) : rejeté (p. 6989)

Explications de vote et vote [20 octobre 1998] (p. 7016)

Ses explications de vote (p. 7023)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 7024)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7211)

Thèmes avant la procédure des questions :

Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 7211)

Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) (p. 7211)

Transports aériens : Air France (p. 7212)

Transports aériens : déréglementation (p. 7212)

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 7212, 7213)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[16 novembre 1998] (p. 9022)

Après l'article 68

Son amendement n° 171 : non soutenu (p. 9056)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10582)

Son intervention (p. 10588)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 10589)

Finances publiques : dépenses (p. 10589, 10590)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10588, 10590)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 10590)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 10589)

Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 10590, 10591)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 10591)

Politique économique : conjoncture (p. 10589)

Politique économique : consommation (p. 10589)

Politique économique : croissance (p. 10588 à 10591)

Politique économique : inflation (p. 10589)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 10590)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 10591)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8484)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son rappel au règlement (cf. supra) [8 novembre 1998] (p. 8497)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Article 5 (article L. 4-1 nouveau du code de la route : création d'un délit en cas de récidive de dépassement de la vitesse autorisée égal ou supérieur à 50 km/h)

Son amendement n° 19 (de suppression) : rejeté (p. 10429)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 230)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 231)

Energie et carburants : Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA) (p. 232, 233)

Energie et carburants : énergie électrique (p. 231)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 230 à 232)

Environnement : protection (p. 231)

Pays étrangers : Allemagne (p. 232)

Union européenne : directives : énergie électrique (p. 230)

Proposition de loi n° 1301 créant les plans de prévoyance retraite

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 539)

Son intervention (p. 546)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 546 à 548)

Démographie : vieillissement de la population (p. 547)

Lois : application (p. 546, 547)

Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 547, 548)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 547, 548)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 février 1999] (p. 1477)

Son intervention (p. 1502)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité (p. 1502)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1502, 1503)

Entreprises : compétitivité (p. 1503)

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1674)

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements (PPI))

Son amendement n° 537 soutenu par M. François Goulard (de suppression partielle) (p. 1691) : rejeté (p. 1692)

Article 7 (autorisation d'exploiter)

Son amendement n° 538 soutenu par M. François Goulard (délivrance de l'autorisation d'exploiter par la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1701) : rejeté (p. 1702)

Article 8 (appels d'offres)

Son amendement n° 539 soutenu par M. François Goulard (désignation des candidats retenus après décision de la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1708)

Après l'article 12

Son amendement n° 535 précédemment réservé soutenu par M. François Goulard (approvisionnement auprès d'un fournisseur de l'Union européenne) : rejeté (p. 1763)

Article 31 (concertation de la CRE sur les projets de règlement)

Son amendement n° 540 soutenu par M. François Goulard (rédactionnel) : retiré (p. 1780)

Article 39 (pouvoirs de sanction du ministre)

Son amendement n° 536 soutenu par M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 1793)

Avant l'article 43

Son amendement n° 534 soutenu par M. François Goulard (statut du personnel des unités de production et de distribution) (p. 1802) : rejeté (p. 1803)

Projet de loi n° 1564 autorisant la ratification de la convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, faite à Paris le 17 décembre 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4573)

Son intervention (p. 4578)

Thèmes :

Commerce extérieur : exportations (p. 4579)

Droit pénal : délinquance financière : coopération judiciaire (p. 4578)

Politiques communautaires : budget : fraude (p. 4578, 4579)

Politiques communautaires : commerce extra-communautaire : corruption (p. 4578)

Politiques communautaires : fraude : fonctionnaires et agents publics (p. 4579)

Union européenne : Cour de justice (p. 4579)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6134)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges (p. 6135)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6134, 6135)

Finances publiques : dépenses (p. 6134, 6136)

Finances publiques : dette publique (p. 6135)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6135)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : traitement (p. 6134)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6134, 6136)

Politique économique : conjoncture (p. 6136)

Politique économique : croissance (p. 6136)

Recherche : innovation (p. 6136)

Retraites : généralités (p. 6136)

Travail : réduction du temps de travail (p. 6135)

Jean-Marie AUBRON

*Moselle (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 561, posée le 18 janvier 1999. Sécurité sociale. Régime local d'Alsace-Moselle (J.O. Questions p. 234). Suppléé par M. Gilbert Maurer. Appelée le 19 janvier 1999. Bénéficiaires (p. 20)

n° 897, posée le 21 juin 1999. Enseignement technique et professionnel. Zone d'éducation prioritaire (ZEP) (J.O. Questions p. 3710). Appelée le 22 juin 1999. Classement, lycée professionnel Jean-Macé, Fameck (p. 6241)

Martine AUBRY

Ministre de l'emploi et de la solidarité

DÉPÔTS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999 [7 octobre 1998]

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle [3 mars 1999]

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail [28 juillet 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Martine David. Risques professionnels. Accidents du travail et maladies professionnelles. Réglementation [6 octobre 1998] (p. 5950)

Mme Françoise de Panafieu. Travail. Durée du travail. Réduction, campagne de publicité, coût [6 octobre 1998] (p. 5954)

- M. Patrick Malavieille. Retraites : généralités. Montant des pensions. Perspectives [6 octobre 1998] (p. 5958)
- M. Maxime Gremetz. Travail. Durée du travail. Réduction, application [7 octobre 1998] (p. 6044)
- M. Jean-Antoine Léonetti. Enfants. Enfance en danger. Lutte et prévention [13 octobre 1998] (p. 6463)
- M. Robert Pandraud. Travail. Durée du travail. Réduction, campagne de publicité, coût [13 octobre 1998] (p. 6465)
- M. Hervé Gaymard. Travail. Durée du travail. Réduction, conséquences, salaires [13 octobre 1998] (p. 6466)
- M. Gérard Hamel. Prestations familiales. Allocations familiales. Mise sous tutelle, enfants délinquants [14 octobre 1998] (p. 6580)
- M. André Schneider. Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Perspectives [20 octobre 1998] (p. 7014)
- M. Arthur Dehaine. Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Fonds de pensions, création [21 octobre 1998] (p. 7118)
- M. Pascal Terrasse. Retraites : généralités. Montant des pensions. Perspectives [21 octobre 1998] (p. 7119)
- M. François Lamy. Etrangers. Intégration. Perspectives [21 octobre 1998] (p. 7120)
- M. Charles de Courson. Sécurité sociale. Contribution sociale généralisée (CSG) et contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS). Exonération, revenus patrimoniaux, personnes non imposables [27 octobre 1998] (p. 7394)
- M. Georges Frêche. Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés. Harkis [27 octobre 1998] (p. 7389)
- Mme Marie-Hélène Aubert. Risques professionnels. Accidents du travail et maladies professionnelles. Coût, prise en charge [27 octobre 1998] (p. 7398)
- M. Jean-Michel Ferrand. Sécurité sociale. Caisses. Fraudes, lutte et prévention [28 octobre 1998] (p. 7509)
- Mme Huguette Bello. DOM. La Réunion : handicapés. Etablissements, capacités d'accueil [28 octobre 1998] (p. 7512)
- Mme Brigitte Douay. Travail. Durée du travail. Réduction, application [28 octobre 1998] (p. 7513)
- M. Alain Bocquet. Emploi. Politique de l'emploi. Plans de licenciement, moratoire [28 octobre 1998] (p. 7517)
- M. Henri Plagnol. Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Fonds de pension, création [3 novembre 1998] (p. 7922)
- M. Claude Billard. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Perspectives [3 novembre 1998] (p. 7926)
- M. Paul Patriarche. Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Perspectives [4 novembre 1998] (p. 8031)
- M. Éric Doligé. Assurance maladie maternité : prestations. Frais médicaux et chirurgicaux. Remboursement, système du médecin généraliste référent [10 novembre 1998] (p. 8709)
- M. Didier Boulaud. Travail. Contrats de travail. Précarisation, lutte et prévention [18 novembre 1998] (p. 9155)
- M. Roland Carraz. Etrangers. Immigration. Contrats de retour [24 novembre 1998] (p. 9421)
- M. Germinal Peiro. Politique sociale. Personnes sans domicile fixe. Perspectives [24 novembre 1998] (p. 9422)
- Mme Muguette Jacquaint. Politique sociale. Personnes sans domicile fixe. Perspectives [24 novembre 1998] (p. 9426)
- M. Alain Tourret. Retraites : généralités. Age de la retraite. Travailleurs en contact avec l'amiante, retraite anticipée [24 novembre 1998] (p. 9427)
- M. Étienne Pinte. Sécurité sociale. Cotisations. Exonération, aides à domicile [25 novembre 1998] (p. 9495)
- M. Patrick Leroy. Risques professionnels. Maladies professionnelles. Amiante, victimes, revendications [25 novembre 1998] (p. 9497)
- M. Maxime Gremetz. Retraites : généralités. Age de la retraite. Assurés totalisant quarante annuités avant l'âge de soixante ans, retraite anticipée [25 novembre 1998] (p. 9498)
- M. Pierre Hellier. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, médecins, sanctions [25 novembre 1998] (p. 9500)
- M. Guy Hermier. Emploi. Chômeurs. Revendications [9 décembre 1998] (p. 10232)
- M. Jean Le Garrec. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Loi n° 98-657 du 29 juillet 1998, décrets d'application, publication [9 décembre 1998] (p. 10241)
- M. Jean-Jacques Weber. Sécurité sociale. Contribution sociale généralisée (CSG) et contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS). exonération, revenus patrimoniaux, personnes non imposables [15 décembre 1998] (p. 10480)
- Mme Conchita Lacuey. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Minima sociaux, revalorisation [15 décembre 1998] (p. 10475)
- M. Jean Pontier. Emploi. Allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE). Champ d'application [15 décembre 1998] (p. 10483)
- Mme Janine Jambu. Emploi. Politique de l'emploi. Plans de licenciement, moratoire [22 décembre 1998] (p. 11010)
- M. François Goulard. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, médecins, sanctions [22 décembre 1998] (p. 11014)
- M. Yves Cochet. Institutions sociales et médico-sociales. Personnel. Durée du travail, réduction, application [19 janvier 1999] (p. 34)

- M. Laurent Dominati. Travail. Durée du travail. Réduction, application [19 janvier 1999] (p. 36)
- M. Claude Billard. Prêretraites. Automobiles et cycles. PSA et Renault, financement [20 janvier 1999] (p. 118)
- M. Pierre Méhaignerie. Energie et carburants. EDF. Durée du travail, réduction, financement [20 janvier 1999] (p. 120)
- Mme Hélène Mignon. Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés. Harkis [20 janvier 1999] (p. 125)
- M. Serge Janquin. Emploi. Allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE). Champ d'application [26 janvier 1999] (p. 364)
- M. Joël Goyheneix. Travail. Durée du travail. Réduction, application, bilan [27 janvier 1999] (p. 457)
- M. Pierre Méhaignerie. Energie et carburants. EDF. Durée du travail, réduction, financement [27 janvier 1999] (p. 459)
- M. Maxime Gremetz. Retraites : généralités. Age de la retraite. Travailleurs en contact avec l'amiante, retraite anticipée [2 février 1999] (p. 707)
- Mme Dominique Gillot. Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [2 février 1999] (p. 708)
- Mme Odette Grzegorzulka. Assurance maladie maternité : généralités. Affiliation. Couverture maladie universelle, application [3 février 1999] (p. 850)
- M. Michel Vauzelle. Emploi. Recrutement. Discriminations raciales, lutte et prévention [3 février 1999] (p. 850)
- M. Félix Leyzour. Chômage : indemnisation. Jeunes. Allocation de recherche d'emploi, création [3 février 1999] (p. 852)
- Mme Marie-Thérèse Boisseau. Sécurité sociale. Cotisations. Réduction, industries de main d'œuvre [9 février 1999] (p. 1075)
- M. Daniel Paul. Retraites : généralités. Montant des pensions. Indexation sur les salaires [10 février 1999] (p. 1159)
- M. Franck Borotra. Industrie. Textile et habillement. Cotisations sociales, réduction, remboursement [10 février 1999] (p. 1162)
- M. Patrick Devedjian. Emploi. Chômage. Statistiques [17 février 1999] (p. 1549)
- M. Bernard Accoyer. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Perspectives [17 février 1999] (p. 1550)
- M. José Rossi. Travail. Durée du travail. Réduction, application, bilan [17 février 1999] (p. 1551)
- M. Gérard Terrier. Travail. Durée du travail. Réduction, application, bilan [17 février 1999] (p. 1554)
- M. Georges Hage. Risques professionnels. Maladies professionnelles et accidents du travail. Lutte et prévention [17 février 1999] (p. 1557)
- M. Jean-Claude Sandrier. Retraites : généralités. Age de la retraite. Perspectives [2 mars 1999] (p. 1859)
- M. Francis Delattre. Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Perspectives [2 mars 1999] (p. 1862)
- Mme Jacqueline Lazard. Professions sociales. Aides à domicile. Financement [2 mars 1999] (p. 1863)
- M. Jean-Claude Boulard. Assurance maladie maternité : généralités. Affiliation. Couverture maladie universelle, application [3 mars 1999] (p. 1964)
- M. Jean-Antoine Léonetti. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [3 mars 1999] (p. 1972)
- M. Jean Pontier. Emploi. Entreprises d'insertion. Statut [10 mars 1999] (p. 2216)
- M. Maxime Gremetz. Travail. Contrats de travail. Précarisation, lutte et prévention [10 mars 1999] (p. 2218)
- M. Édouard Landrain. Santé. Politique de la santé. Régionalisation [10 mars 1999] (p. 2219)
- M. Pierre Morange. Famille. Politique familiale. Perspectives [10 mars 1999] (p. 2221)
- M. Damien Alary. Famille. Politique familiale. Réseau d'écoute et d'accompagnement, création [10 mars 1999] (p. 2223)
- M. Pierre Cohen. Handicapés. Sourds et malentendants. Revendications [10 mars 1999] (p. 2224)
- M. Gaétan Gorce. Travail. Durée du travail. Réduction, attitude du MEDEF [16 mars 1999] (p. 2410)
- M. Henry Chabert. Industrie. Textile et habillement. Perspectives [16 mars 1999] (p. 2414)
- M. Jean-Luc Prél. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, CNAM, propositions [16 mars 1999] (p. 2416)
- Mme Monique Collange. Risques professionnels. Accidents du travail. Lutte et prévention [17 mars 1999] (p. 2533)
- M. Pierre Méhaignerie. Travail. Durée du travail. Réduction, perspectives [30 mars 1999] (p. 3019)
- Mme Odette Casanova. Avortement. Interruption volontaire de grossesse (IVG). Loi n° 75-17 du 17 janvier 1975, application, rapport Nisand [31 mars 1999] (p. 3103)
- M. Maxime Gremetz. Emploi. Politique de l'emploi. Plans de licenciement, moratoire [7 avril 1999] (p. 3368)
- M. Jean Le Garrec. Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Perspectives [4 mai 1999] (p. 3940)
- M. Pierre Méhaignerie. Transports ferroviaires. SNCF. Durée du travail, réduction, application [5 mai 1999] (p. 4075)
- M. Bernard Accoyer. Etablissements de santé. Etablissements privés. Equilibre financier [5 mai 1999] (p. 4077)
- M. Jérôme Cahuzac. Emploi. Chômage. Statistiques [5 mai 1999] (p. 4078)

M. Marcel Rogemont. Assurance maladie maternité : généralités. Affiliation. Couverture maladie universelle, application [5 mai 1999] (p. 4079)

Mme Odette Grzegorzulka. Emploi. Recrutement. Discriminations raciales, lutte et prévention [12 mai 1999] (p. 4420)

M. Roger Meï. Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Perspectives [12 mai 1999] (p. 4423)

M. Hervé Gaymard. Travail. Durée du travail. Réduction, conséquences [18 mai 1999] (p. 4494)

M. Jean-Marc Chavanne. Professions de santé. Professions paramédicales. Revendications [18 mai 1999] (p. 4495)

M. Daniel Marcovitch. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Accès à une fourniture minimale d'eau et d'énergie et aux services téléphoniques [19 mai 1999] (p. 4589)

M. Bernard Outin. Sécurité sociale. Cotisations. Assiette, réforme [19 mai 1999] (p. 4591)

M. André Aschieri. Santé. Protection. Maladies liées à l'environnement, lutte et prévention [19 mai 1999] (p. 4594)

M. Jean Pontier. Retraites : généralités. Retraites complémentaires. Périodes de chômage, cotisations, prise en charge [26 mai 1999] (p. 4922)

M. Marc Laffineur. Impôt sur les sociétés. Politique fiscale. Perspectives [26 mai 1999] (p. 4924)

M. Georges Lemoine. Sécurité sociale. Equilibre financier. Bilan et perspectives [26 mai 1999] (p. 4928)

M. Jean-Paul Durieux. Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [1^{er} juin 1999] (p. 5178)

Mme Muguette Jacquaint. Prestations familiales. Allocation de rentrée scolaire. Montant [15 juin 1999] (p. 5818)

Mme Nicole Catala. Travail. Durée du travail. Réduction, application [15 juin 1999] (p. 5819)

M. Jacques Rebillard. Travail. Durée du travail. Réduction, aides de l'Etat, conditions d'attribution [15 juin 1999] (p. 5821)

M. Dominique Dord. Travail. Durée du travail. Réduction, application [22 juin 1999] (p. 6267)

M. Jacques Godfrain. Pharmacie et médicaments. Médicaments. Politique et réglementation [23 juin 1999] (p. 6368)

M. Francis Delattre. Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Perspectives [23 juin 1999] (p. 6369)

M. Guy Hascoët. Femmes. Politique à l'égard des femmes. Contraception, Interruption volontaire de grossesse (IVG) [23 juin 1999] (p. 6371)

M. Jean-Paul Bacquet. Etablissements de santé. Services d'urgence. Médecins urgentistes, effectifs de personnel, statut [29 juin 1999] (p. 6533)

M. Patrick Leroy. Travail. Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC). Augmentation [29 juin 1999] (p. 6538)

M. Jean Vila. Travail. Durée du travail. Réduction, deuxième projet de loi [29 juin 1999] (p. 6538)

M. Georges Hage. Travail. Conditions de travail. Harcèlement psychologique, lutte et prévention [30 juin 1999] (p. 6696)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Bernard Accoyer : trouve cette déclaration totalement déplacée et estime au contraire que le Gouvernement a écouté les arguments de l'opposition et qu'il s'est efforcé d'y répondre le plus complètement possible [28 octobre 1998] (p. 7503)

M. Bernard Accoyer : indique que le pacte civil de solidarité sera inscrit à l'ordre du jour à l'automne [30 juin 1999] (p. 6679)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7361) ; [28 octobre 1998] (p. 7470)

Son intervention (p. 7361)

Sa réponse (p. 7487)

Répond au rappel au règlement de M. Bernard Accoyer (cf. supra) [28 octobre 1998] (p. 7502)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations (p. 7365)

Assurances : fonds de pension (p. 7368)

Enseignement : parents d'élèves (p. 7367)

Etablissements de santé : agences régionales de l'hospitalisation : Ile-de-France (p. 7490)

Etablissements de santé : dotation globale de financement (p. 7365)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 7364)

Etablissements de santé : schéma d'organisation sanitaire (p. 7362, 7489, 7492)

Personnes âgées : allocation dépendance (p. 7494)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 7365, 7490)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 7365, 7492, 7493)

Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 7365)

Politique sociale : généralités : négociations (p. 7361)

Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire (p. 7367)

Professions de santé : médecins (p. 7364)
 Professions de santé : médecins : démographie (p. 7489)
 Professions de santé : médecins : informatique (p. 7488, 7489)
 Professions de santé : médecins : sanctions (p. 7488)
 Retraites : généralités (p. 7367)
 Retraites : généralités : système par répartition : financement (p. 7494)
 Risques professionnels : accidents du travail (p. 7366)
 Risques professionnels : maladies professionnelles (p. 7366)
 Santé : Agence nationale d'accréditation et d'évaluation de la santé (ANAES) (p. 7364)
 Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 7363)
 Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie : conventions avec les praticiens (p. 7489, 7490)
 Sécurité sociale : cotisations : assiette (p. 7368, 7493)
 Sécurité sociale : équilibre financier (p. 7369, 7491)
 Sécurité sociale : prestations familiales (p. 7362, 7363, 7366, 7493)
 Travail : congé parental d'éducation (p. 7367)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Son intervention (p. 7538)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 425 rectifié du Gouvernement (aides à domicile) : adopté (p. 7566)

Article 7 (suppression de la déductibilité des dépenses de recherche de l'assiette d'un prélèvement à la charge de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 7587, 7591)

Article 9 (taxation des boissons dites "premix")

Son intervention (p. 7595)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 408 du Gouvernement (collaborateurs occasionnels du service public) : adopté après modifications (p. 7606)

Article 13 (rétablissement de l'universalité des allocations familiales)

Son intervention (p. 7615)

Article 21 (clause de sauvegarde applicable aux dépenses médicales)

Son intervention (p. 7677)

Soutient l'amendement n° 421 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 7687)

Article 22 (dispositif transitoire relatif au respect de l'objectif des dépenses médicales pour 1998)

Soutient l'amendement n° 439 du Gouvernement (de cohérence) : adopté (p. 7690)

Article 23 (création d'un droit de substitution au profit du pharmacien)

Reprend l'amendement n° 174 de M. Jacques Barrot (mention du générique délivré) : adopté (p. 7703)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques)

Son intervention (p. 7712)

Soutient l'amendement n° 415 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 7715)

Article 27 (régulation des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux financées par l'assurance maladie)

Son intervention (p. 7732)

Après l'article 27

Soutient l'amendement n° 447 du Gouvernement (coordination des interventions des professionnels libéraux en établissement) : adopté (p. 7734)

Soutient l'amendement n° 435 du Gouvernement (centres d'hygiène alimentaire et d'alcoologie) : adopté (p. 7735)

Après l'article 29

Soutient l'amendement n° 448 du Gouvernement (allocation veuvage) : adopté (p. 7748)

Article 34 (ratification du relèvement du plafond des ressources non permanentes applicables au régime général)

Son intervention (p. 7759)

Article 12 précédemment réservé (prévisions de recettes par catégories)

Soutient l'amendement n° 451 rectifié du Gouvernement (modification des prévisions de recettes) : adopté (p. 7766)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Soutient l'amendement n° 434 du Gouvernement (prise en charge de la surdité) : adopté (p. 7779)

Soutient l'amendement n° 437 du Gouvernement (soins dentaires) : adopté (p. 7779)

Soutient l'amendement n° 453 du Gouvernement (abrogation de la loi n° 97-277 du 25 mars 1997 instituant les plans d'épargne retraite) : adopté après rectification (p. 7787)

Seconde délibération

Article 5 (possibilité de requalification en revenus professionnels des revenus tirés de la location-gérance d'un fonds de commerce par un travailleur indépendant et basculement dans le champ fiscal du recouvrement de contributions sociales sur certains types de revenus)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (retour au texte initial du projet de loi) : vote réservé : adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7795)

Explications de vote et vote [3 novembre 1998] (p. 7931)

Son intervention (p. 7931)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9610, 9629, 9678)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 5 bis (versement de la contribution prévue à l'article 5 à l'ACOSS sans déduction)

Son intervention (p. 9646)

Soutient l'amendement n° 90 du Gouvernement (de suppression) : rejeté (p. 9647)

Article 17 supprimé par le Sénat (extension du champ de la négociation conventionnelle avec les médecins)

Intervient sur le sous-amendement n° 147 de M. François Goulard (suppression de la notion de médecin référent) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9659)

Article 21 (clause de sauvegarde applicable aux dépenses médicales)

Soutient le sous-amendement n° 100 du Gouvernement (ajustement des tarifs et adaptation de la nomenclature) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9667)

Article 22 supprimé par le Sénat (dispositif transitoire relatif au respect de l'objectif des dépenses médicales pour 1998)

Soutient le sous-amendement n° 103 du Gouvernement (somme mise à la charge de chaque médecin) à

l'amendement n° 25 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9670)

Soutient le sous-amendement n° 102 du Gouvernement (date d'application) à l'amendement n° 25 de la commission : adopté (p. 9670)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques)

Soutient l'amendement n° 96 du Gouvernement (comité économique du médicament) : adopté après modifications (p. 9690)

Soutient l'amendement n° 97 du Gouvernement (rôle du comité) : adopté (p. 9691)

Article 25 (institution d'une clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 9692)

Soutient le sous-amendement n° 104 du Gouvernement (montant de la contribution) à l'amendement n° 31 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9695)

Soutient le sous-amendement n° 106 du Gouvernement (de coordination) à l'amendement n° 31 de la commission : adopté (p. 9695)

Soutient le sous-amendement n° 105 du Gouvernement (de coordination) à l'amendement n° 31 de la commission : adopté (p. 9695)

Après l'article 31

Soutient l'amendement n° 145 du Gouvernement (préretaire pour les travailleurs de l'amiante) : adopté (p. 9702)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8710)

Son intervention (p. 8710)

Ses réponses (p. 8718 à 8727)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 8716)

Emploi : allègement des charges sociales (p. 8712)

Emploi : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 8716)

Emploi : contrats emploi consolidés (p. 8713)

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 8712)

Emploi : entreprises d'insertion (p. 8713)
 Emploi : jeunes (p. 8713)
 Emploi : politique de l'emploi : Dom (p. 8712)
 Formation professionnelle : formation en alternance (p. 8712)
 Jeunes : politique à l'égard des jeunes : permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO) (p. 8716)
 Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 8714)
 Préretraites (p. 8714)
 Travail : licenciements (p. 8714)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 8711)

Réponses aux questions :

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 8721) (M. Jean-Marie Bockel) (p. 8721)
 Emploi : contrats emploi-jeunes : collectivités locales (p. 8725) (M. Philippe Vuilque) (p. 8725)
 Emploi : contrats initiative-emploi (p. 8725) (Mme Martine Lignières-Cassou) (p. 8725)
 Emploi : création d'emplois : secteur privé (p. 8722) (M. Gérard Voisin) (p. 8722)
 Emploi : jeunes (p. 8718) (M. Michel Hunault) (p. 8718)
 Entreprises : création (p. 8723) (M. Patrick Delnatte) (p. 8723)
 Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 8726) (M. Francis Hammel) (p. 8726)
 Politique sociale : lutte contre l'exclusion : associations (p. 8718) (M. Patrick Delnatte) (p. 8718)
 Préretraites : allocation spéciale (p. 8720) (Mme Odile Saugues) (p. 8720)
 Prestations familiales : allocations familiales : allocation aux mères de famille (p. 8724) (Mme Conchita Lacuey) (p. 8724)
 Travail : réduction du temps de travail : inspection du travail (p. 8721) (Mme Marie-Françoise Clergeau) (p. 8721)
 Travail : réduction du temps de travail : travail de nuit (p. 8724) (Mme Paulette Guinchard-Kunstler) (p. 8724)

Vote des crédits [10 novembre 1998] (p. 8727)

Article 81 (suppression de l'exonération de cotisations d'allocations familiales)

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 8730)
 Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Michel Bouvard (de suppression) (p. 8730)
 Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (maintien de l'abattement de cotisations d'allocations familiales) (p. 8731)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Gérard Bapt (suppression du paragraphe II) (p. 8731)
 Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (de cohérence) (p. 8732)
 Intervient sur l'amendement n° 38 rectifié de la commission (p. 8732)
 Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Léonce Deprez (exclusion du secteur agricole des mesures de suppression de l'exécution de cotisations d'allocations familiales) (p. 8732)

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10331)

Son intervention (p. 10334)

Thèmes :

Assemblée nationale : recevabilité financière (p. 10335)

Emploi : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 10335)

Emploi : convention de conversion (p. 10336)

Préretraites : allocation spéciale (p. 10334, 10335)

Préretraites : allocation spéciale (p. 10336)

Travail : licenciements (p. 10334)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 10336)

Travail : licenciements : indemnités (p. 10334)

Travail : négociations : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 10335)

Travail : plan social : contrôle (p. 10334)

Travail : réduction du temps de travail (p. 10334)

Proposition de résolution n° 1059 visant à créer une commission d'enquête sur la Mutuelle nationale des étudiants de France

Avant la discussion de l'article unique [4 mars 1999] (p. 2039)

Son intervention (p. 2040)

Thèmes :

Economie sociale : mutuelles (p. 2040, 2041)

Enseignement supérieur : étudiants : régime de rattachement (p. 2040, 2041)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 avril 1999] (p. 3648)

Son intervention (p. 3648)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3745)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : assurance personnelle (p. 3649, 3650)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 3648, 3748)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3648, 3649)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : bénéficiaires (p. 3649, 3650, 3745)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : contributions (p. 3748)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : durée d'assurance (p. 3652)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3650, 3651, 3652, 3747, 3748)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : États-Unis (p. 3654)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : financement (p. 3653)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : Fonds d'action sociale (p. 3653)

Assurance maladie maternité : généralités : mutuelles (p. 3654)

Assurance maladie maternité : prestations : ticket modérateur (p. 3648)

Assurance maladie maternité : prestations : ticket modérateur (p. 3649)

Communes : centres communaux d'action sociale (CCAS) (p. 3653, 3654)

Démographie : espérance de vie : inégalités (p. 3648)

Etablissements de santé : schéma d'organisation sanitaire (p. 3747)

Politique sociale : aide médicale gratuite (p. 3651, 3652)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 3649)

Professions de santé : médecins : étrangers (p. 3750)

Professions de santé : pharmaciens (p. 3747)

Santé : accès aux soins (p. 3648, 3650, 3745)

Santé : politique de la santé : informatique (p. 3746)

Santé : prévention (p. 3750)

Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 3746)

Sécurité sociale : carte : santé (p. 3650, 3651)

Sécurité sociale : carte Sésam-Vitale (p. 3746)

Sécurité sociale : couverture maladie universelle (CMU) : régime de rattachement (p. 3650)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 3746)

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ; [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 2 (article L. 111-1, chapitre 1er du titre IV du livre VII et article L. 741-11 du code de la sécurité sociale : principe de l'affiliation et du rattachement aux nouveaux régimes obligatoires et suppression du régime de l'assurance personnelle)

Son intervention (p. 3760)

Article 3 (titre VIII du livre III, articles L. 380-1 à L. 380-4 nouveaux, du code de la sécurité sociale : critères d'affiliation au nouveau régime général et cotisation)

Son intervention (p. 3762)

Soutient l'amendement n° 444 du Gouvernement (fixation annuelle du plafond par décret) : adopté (p. 3765)

Article 4 (article L. 161-2-1 nouveau du code de la sécurité sociale : immédiateté et automaticité du droit à l'accès aux soins)

Son intervention (p. 3766)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Son intervention (p. 3834)

Article L. 861-3 du code de la sécurité sociale : étendue de la couverture complémentaire CMU

Soutient le sous-amendement n° 466 du Gouvernement (interlocuteur unique) à l'amendement n° 60 de la commission (décret sur les modalités de paiement des praticiens et des établissements de santé) : adopté (p. 3845)

Article 23 (article L. 165-1 nouveau du code de la sécurité sociale : accords entre les organismes

d'assurance maladie, les organismes complémentaires et les distributeurs de dispositifs médicaux à usage individuel)

Son intervention (p. 3872)

Article 32 (article L. 355-23 du code de la santé publique : réforme des consultations de dépistage anonyme et gratuit du VIH)

Son intervention (p. 3895)

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Son intervention (p. 3899)

Explications de vote

Son intervention (p. 7931)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5862, 5870)

Son intervention (p. 5862)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 5893)

Thèmes :

Administration : Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 5895)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 5862, 5893)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 5862, 5893)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : contributions (p. 5863, 5894)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : coût (p. 5893, 5894)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 5894)

Politique sociale : exclusion (p. 5894)

Professions de santé : médecins : étrangers (p. 5895)

Santé : accès aux soins (p. 5863)

Santé : politique de la santé : informatique (p. 5894, 5895)

Discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5897) ; [16 juin 1999] (p. 5956, 5999)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Son intervention (p. 5960)

Article 25 (articles L. 861-10, L. 861-11, L. 861-12, L. 861-13, L. 861-14, L. 861-15, L. 861-16, L. 861-17 du code de la sécurité sociale : création du fonds de financement de la protection complémentaire)

Soutient le sous-amendement n° 243 du Gouvernement (définition de l'assiette de contribution) à l'amendement n° 39 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5977)

Article 13 précédemment réservé (transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Son intervention (p. 5981)

Soutient l'amendement n° 214 du Gouvernement (calcul de la contribution nette des collectivités territoriales) : adopté (p. 5992)

Article 13 bis précédemment réservé (rapport sur les conséquences de la CMU sur les contingents communaux d'aide sociale)

Soutient l'amendement n° 242 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 5992)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6665)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 6677)

Répond au rappel au règlement de M. Bernard Accoyer (cf. supra) [30 juin 1999] (p. 6679)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : bénéficiaires (p. 6678)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 6678)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6709)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Soutient l'amendement n° 20 corrigé du Gouvernement (personnes sans domicile fixe) : adopté (p. 6724)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (mise en répartition des contingents communaux) : adopté (p. 6726)

Soutient l'amendement n° 72 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 6726)

Soutient l'amendement n° 76 du Gouvernement (dotation de solidarité rurale) : adopté (p. 6726)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (participation des communes aux dépenses d'aide sociale) : adopté (p. 6726)

Soutient l'amendement n° 75 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 6726)

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (abattement) : adopté (p. 6726)

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (ajustement de la dotation) : adopté (p. 6726)

Soutient l'amendement n° 74 du Gouvernement (sommes restant dues par les communes) : adopté (p. 6726)

Soutient l'amendement n° 73 du Gouvernement (établissement public de coopération intercommunale) : adopté (p. 6726)

Soutient l'amendement n° 27 du Gouvernement (centre intercommunal) : adopté (p. 6733)

Soutient l'amendement n° 30 du Gouvernement (quota spécifique en Alsace-Moselle) : adopté (p. 6739)

Soutient l'amendement n° 29 du Gouvernement (exemptions au gel de transferts d'officines) : adopté (p. 6739)

Son intervention à l'issue du vote (p. 6740)

Pierre AUBRY

*Val-de-Marne (7^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe du Rassemblement pour la
République*

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Jean AUCLAIR

*Creuse (2^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe du Rassemblement pour la
République
puis Rassemblement pour la République*

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 4 novembre 1998] (p. 16673)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Alcoolisme. Loi n° 91-32 du 10 janvier 1991, application, conséquences, associations [15 décembre 1998] (p. 10479)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 584, posée le 25 janvier 1999. Défense. Service national (J.O. Questions p. 365). Appelée le 26 janvier 1999. Report d'incorporation (p. 350)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son intervention (p. 5984)

Intervient sur l'amendement n° 300 de M. François Guillaume (activité agricole respectueuse de l'environnement) (p. 6009)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Paul Patriarche (aides spécifiques pour les zones défavorisées et les zones de montagne) (p. 6022)

Intervient sur l'amendement n° 306 de M. Thierry Mariani (aides spécifiques pour les zones défavorisées et les zones de montagne) (p. 6022)

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Thierry Mariani (aides spécifiques pour les zones défavorisées et les zones de cultures méditerranéennes) (p. 6022)

Intervient sur l'amendement n° 308 de M. Thierry Mariani (aides spécifiques pour les zones défavorisées et les zones de cultures méditerranéennes) (p. 6022)

Intervient sur l'amendement n° 309 de M. Thierry Mariani (aides spécifiques pour les zones défavorisées) (p. 6022)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Intervient sur le sous-amendement n° 742 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (plafonnement des aides) à l'amendement n° 86 de la commission (aménagement des aides) (p. 6066)

Article 14 (dispositions relatives à la politique d'installation)

Soutient le sous-amendement n° 601 de M. Patrick Ollier (installation en zone de montagne) à l'amendement n° 100 de la commission (installation progressive des agriculteurs) : rejeté (p. 6127)

Soutient le sous-amendement n° 602 de M. Patrick Ollier (installation en zone de montagne) à

l'amendement n° 100 de la commission : retiré (p. 6127)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son intervention (p. 6134)

Article L. 331-1 du code rural : portée et objectifs du contrôle

Intervient sur l'amendement n° 106 de la commission (modification du statut des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) en vue d'y intégrer le principe de location et de location-vente) (p. 6146)

Intervient sur l'amendement n° 476 de M. Jacques Rebillard (nouvelle autorisation en cas de diminution du nombre total des associés exploitants) (p. 6163)

Intervient sur l'amendement n° 496 de M. François Patriat (nouvelle autorisation en cas de diminution du nombre total des associés exploitants) (p. 6163)

Intervient sur le sous-amendement n° 957 de M. François Sauvadet (dispense d'autorisation lorsque les exploitants sont parents ou alliés) à l'amendement n° 496 de M. François Patriat (p. 6163)

Intervient sur l'amendement n° 374 de M. François Guillaume (dispenses lors des transmissions familiales) (p. 6175)

Intervient sur l'amendement n° 874 de M. Charles de Courson (assouplissement du contrôle des structures décidé par le schéma directeur départemental) (p. 6183)

Après l'article L. 331-2 du code rural

Intervient sur l'amendement n° 793 de M. François Baroin (autorisation de droit pour les biens recueillis par succession ou donation) (p. 6185)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3480)

Article 14 (dispositions relatives à la politique d'installation)

Son amendement n° 190 soutenu par M. Christian Jacob (exonération des charges sociales relatives au jeune salarié amené à reprendre l'exploitation) (p. 3483) : rejeté (p. 3484)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8807)

Procédure des questions :

Agriculture : montagne : aides (p. 8817)

Retraites : régime agricole : mutualité sociale agricole : cotisations (p. 8819)

Gautier AUDINOT

*Somme (5^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Martine AURILLAC

*Paris (3^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ordre public. Maintien. Manifestations, victimes, indemnisation [20 octobre 1998] (p. 7015)

Audiovisuel et communication. Jeux vidéo. Images de violence, lutte et prévention [20 janvier 1999] (p. 121)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7139)

Procédure des questions :

Enseignement privé : enseignants : carrière (p. 7152)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8181)

Procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : Paris (p. 8189)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 décembre 1998] (p. 10176)

Article 10 (dispositions applicables aux fratries)

Son intervention (p. 10195)

Proposition de loi n° 1069 visant à interdire l'achat par les établissements scolaires et les collectivités locales des fournitures fabriquées par des enfants dans les pays où les droits de l'enfant ne sont pas respectés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9298)

Son intervention (p. 9300)

Thèmes :

Assemblée nationale : Parlement des enfants : propositions de loi (p. 9301)

Enfants : travail : généralités (p. 9301)

Enseignement : éducation civique (p. 9301)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : enfants (p. 9301)

Traités et conventions : conférences internationales : travail (p. 9300)

Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 9301)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [27 mai 1999] (p. 5055)

Son intervention (p. 5058)

Thèmes :

Enfants : droits de l'enfant (p. 5058)

Enfants : travail : généralités (p. 5058)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 5058)

Proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (9276)

Son intervention (p. 9280)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 9280)

Enfants : droits de l'enfant (p. 9280, 9281)

Enfants : droits de l'enfant : citoyenneté (p. 9281)

Enfants : médiateur (p. 9280, 9281)

Ses explications de vote (p. 9296)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 9296)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3806)

Article 13 (article 38 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion : transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Soutient l'amendement n° 90 de M. Bernard Accoyer (réduction du prélèvement compensatoire sur les départements) : rejeté (p. 3811)

Jean-Marc AYRAULT

Loire-Atlantique (3^{ème} circonscription)

Socialiste

Président du groupe socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

- Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité [13 octobre 1998]
- Proposition de loi n° 1267 visant à la ratification du Traité de Rome créant une Cour Pénale Internationale [14 décembre 1998]
- Proposition de loi n° 1294 tendant à la création d'une agence de sécurité sanitaire de l'environnement [22 décembre 1998]
- Proposition de loi n° 1295 relative à la lutte contre les sectes et ouvrant à certaines associations le droit de se porter partie civile [22 décembre 1998]
- Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité [22 décembre 1998]
- Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives [19 mai 1999]
- Proposition de résolution n° 1691 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sécurité de la filière alimentaire en France [11 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

- Politique économique. Marchés financiers. Crises, lutte et prévention [6 octobre 1998] (p. 5951)
- Union européenne. Commission. Démission, conséquences [16 mars 1999] (p. 2411)
- Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [13 avril 1999] (p. 3583)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

- Répond au rappel au règlement de M. Patrick Devedjian : rappelle que l'application de l'article 44, alinéa 2, de la Constitution à des sous-amendements ne constitue pas un précédent [2 décembre 1998] (p. 9962)

*DÉBATS***Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1998] (p. 6241, 6281)

- Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 6273)
- Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 6276)
- Son intervention (p. 6281)

Thèmes :

- Constitution (p. 6273)
- Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : projets de loi (p. 6282)
- Parlement : rôle (p. 6274)
- Partis et mouvements politiques : Front national (p. 6282)
- Partis et mouvements politiques : opposition (p. 6274, 6281)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 décembre 1998] (p. 9931)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Patrick Devedjian (cf. supra) (p. 9961)

Article 10 (dispositions applicables aux fratries)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Alain Bocquet (de suppression) (p. 10202)

Intervient sur l'amendement n° 485 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 10202)

Intervient sur l'amendement n° 599 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 10202)

Intervient sur l'amendement n° 760 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 10202)

Intervient sur l'amendement n° 884 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 10202)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [18 février 1999] (p. 1665)

Déclaration du Gouvernement n° 1500 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la situation au Kosovo

[26 mars 1999] (p. 2969)

Son intervention (p. 2974)

Thèmes :

- Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2974)
- Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 2974, 2975)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 2975, 2976)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 2975, 2976)

Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Philippe Douste-Blazy, M. Jean-Louis Debré, M. José Rossi et quatre-vingt-trois membres de l'Assemblée

[25 mai 1999] (p. 4819)

Son intervention (p. 4830)

Thèmes :

Etat : Premier ministre : déclarations (p. 4833)

Partis et mouvements politiques : opposition : Corse (p. 4830, 4831)

Régions : Corse : fonctionnaires et agents publics (p. 4832)

Régions : Corse : Gouvernement (p. 4832)

Régions : Corse : Gouvernement précédent (p. 4831 à 4833)

Régions : Corse : préfets (p. 4833)

Régions : Corse : Premier ministre (p. 4833, 4834)

Régions : Corse : Président (p. 4833)

Vote contre du groupe socialiste (p. 4834)

Déclaration du Gouvernement n° 1679 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la situation au Kosovo

[8 juin 1999] (p. 5477)

Son intervention (p. 5485)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 5485)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 5485)

Pays étrangers : Bosnie (p. 5486)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 5485)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 5486)

B**Roselyne BACHELOT-NARQUIN***Maine-et-Loire (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 18 décembre 1998] (p. 19168)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de moins de cinquante ans [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle [J.O. du 4 juin 1999] (p. 8274)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8399)

Son intervention (p. 8411)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : droits de l'enfant (p. 8410)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 8410)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 8410)

Famille : mariage (p. 8410)

Partis et mouvements politiques : RPR (p. 8410)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665)

Son intervention (p. 8677)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 8678)

Travail : réduction du temps de travail (p. 8678)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10527)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats : femmes (p. 10528)

Elections et référendums : femmes (p. 10527, 10528)

Elections et référendums : modes de scrutin : femmes (p. 10528)

Elections et référendums : modes de scrutin : représentation proportionnelle (p. 10528)

Elections et référendums : statut des élus : femmes (p. 10528)

Femmes : parité : Conseil constitutionnel (p. 10528)

Femmes : parité : Constitution (p. 10528)

Parlement : rôle : parité (p. 10528)

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10542)*Article unique*

Son intervention (p. 10544)

Son amendement n° 18 (égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions politiques assuré par la parité dont la loi fixe les modalités) : rejeté (p. 10546)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Brard (parité pour les élections au scrutin de liste) (p. 10553)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3706)

Son intervention (p. 3708)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3754)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3710, 3754)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3711)

Assurance maladie maternité : prestations : ticket modérateur (p. 3708)

Drogue : toxicomanie (p. 3709)

Professions de santé : chirurgiens dentistes (p. 3709)

Santé : accès aux soins (p. 3708)

Santé : prévention (p. 3709)

Discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3987)

Article 1er (création d'une couverture maladie universelle et d'une protection complémentaire avec dispense d'avance de frais pour les plus démunis)

Son intervention (p. 3756)

Article 3 (titre VIII du livre III, articles L. 380-1 à L. 380-4 nouveaux, du code de la sécurité sociale : critères d'affiliation au nouveau régime général et cotisation)

Son intervention (p. 3761)

Article 21 (articles 6-1 et 6-2 nouveaux et 9 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 : prolongation de la couverture des bénéficiaires de la CMU couverts par un organisme complémentaire)

Son intervention (p. 3869)

Article 25 (articles L. 861-10, L. 861-11, L. 861-12, L. 861-13, L. 861-14, L. 861-15, L. 861-16, L. 861-17 nouveaux du code de la sécurité sociale : création du fonds de financement de la protection complémentaire)

Son intervention (p. 3879)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Son amendement n° 45 : devenu sans objet (p. 3989)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5870)

Son intervention (p. 5881)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 5882)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : coût (p. 5882)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 5882)

Santé : accès aux soins (p. 5881)

Jean-Paul BACQUET

*Puy-de-Dôme (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur de la proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête chargée d'étudier la fiabilité des études statistiques de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie, et de faire des propositions dans ce domaine (n° 999) [1^{er} octobre 1998]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [J.O. du 3 février 1999] (p. 1757)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement par la mission d'information sur l'informatisation du système de santé [14 octobre 1998] (n° 1139)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 999) de M. Thierry Mariani visant à créer une commission d'enquête chargée d'étudier la fiabilité des études statistiques de la Caisse nationale d'assurance maladie, et de faire des propositions dans ce domaine [5 novembre 1998] (n° 1180)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Enseignement supérieur. Professions de santé. Étudiants en chirurgie dentaire, statut [27 janvier 1999] (p. 459)

Etablissements de santé. Services d'urgence. Médecins urgentistes, effectifs de personnel, statut [29 juin 1999] (p. 6533)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 525, posée le 7 décembre 1998. Sports. Développement (J.O. Questions p. 6604). Appelée le 8 décembre 1998. Coupons sports, paiement, date limite, Puy-de-Dôme (p. 10161)

n° 708, posée le 22 mars 1999. Transports ferroviaires. Gares (J.O. Questions p. 1622). Appelée le 23 mars 1999. Fermeture, ligne Clermont-Ferrand Béziers (p. 2691)

*DÉBATS***Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7430)

Son intervention (p. 7452)

Thèmes :

Professions de santé : médecins : sanctions (p. 7453)

Santé : accès aux soins (p. 7453)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 7452)

Discussion des articles [29 octobre 1998] (p. 7660)*Article 21 (clause de sauvegarde applicable aux dépenses médicales)*

Intervient sur l'amendement n° 297 de M. Jean-Luc Prél (de suppression) (p. 7682)

Intervient sur l'amendement n° 372 de M. François Goulard (de suppression) (p. 7682)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques)

Son intervention (p. 7711)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210)*Après l'article 3*

Intervient sur l'amendement n° 65 du Gouvernement (droit d'alerte en cas de suspicion de dopage) (p. 9219)

Intervient sur le sous-amendement n° 91 du Gouvernement (droit d'alerte en cas de suspicion de dopage) à l'amendement n° 65 du Gouvernement (p. 9217)

Dominique BAERT

*Nord (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière (n° 1244) [9 décembre 1998]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1998 [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18977)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7404)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7844)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 43 : Comptes spéciaux du Trésor et entreprises publiques (n° 1111) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 1244) relatif à l'épargne et à la sécurité financière : tome II - du renforcement de la sécurité financière [3 mars 1999] (n° 1420)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi

relatif à l'épargne et à la sécurité financière [26 mai 1999] (n° 1621)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, en nouvelle lecture, sur le projet de loi modifié par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 1600), relatif à l'épargne et à la sécurité financière : tome II - du renforcement de la sécurité financière [27 mai 1999] (n° 1638)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en vue de la lecture définitive, sur le projet de loi (n° 1689) relatif à l'épargne et à la sécurité financière : tome II - du renforcement de la sécurité financière [17 juin 1999] (n° 1719)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Entreprises. Petites et moyennes entreprises (PME). Micro-entreprises, formalités administratives, simplification [25 novembre 1998] (p. 9502)

Banques et établissements financiers. Politique bancaire. Perspectives [16 mars 1999] (p. 2411)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 557, posée le 18 janvier 1999. Retraites : généralités. Retraites complémentaires (J.O. Questions p. 233). Appelée le 19 janvier 1999. Périodes de chômage, cotisations, prise en charge (p. 18)

n° 710, posée le 22 mars 1999. Chômage : indemnisation. Allocation de solidarité (J.O. Questions p. 1623). Appelée le 23 mars 1999. Conditions d'attribution (p. 2696)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6613)

Son intervention (p. 6617)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 6634)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6618)

Finances publiques : dépenses (p. 6618)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6635)

Marchés financiers : généralités (p. 6619)

Politique économique : conjoncture (p. 6617, 6619)

Politique économique : consommation (p. 6617, 6618)

Politique économique : croissance (p. 6617 à 6619)

Politique économique : investissement (p. 6617, 6618)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 6617)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 6619)

Politiques communautaires : politiques internes (p. 6618)

TVA : taux (p. 6618)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6846)

Article 20 (application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux appareillages destinés aux diabétiques et à certains handicapés)

Soutient l'amendement n° 523 de Mme Dominique Gillot (application du taux réduit de la TVA aux appareillages auditifs) : retiré (p. 6864)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8974)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8977)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurances : Groupe des assurances nationales (GAN) (p. 8979)

Audiovisuel et communication : télévision : secteur public (p. 8979)

Banques et établissements financiers : Crédit foncier (p. 8980)

Banques et établissements financiers : Crédit Lyonnais (p. 8979)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 8979, 8980)

Finances publiques : comptes d'affectation spéciale (p. 8978)

Finances publiques : comptes spéciaux du Trésor (p. 8977, 8978)

Logement : crédits (p. 8978)

Politique économique : emprunts russes (p. 8978)

Secteur public : entreprises publiques (p. 8980)

Secteur public : entreprises publiques : dotations en capital (p. 8979)

Secteur public : entreprises publiques : ouverture du capital (p. 8979)

Secteur public : entreprises publiques : privatisations (p. 8979)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8978)

Télécommunications : France Télécom (p. 8979)

Vote des crédits [16 novembre 1998] (p. 9007)

Article 52 (modification des recettes du compte d'affectation spéciale n° 902-22 "Fonds pour l'aménagement de l'Île-de-France" [FARIF])

Son amendement n° 74 (rédactionnel) : adopté (p. 9009)

Après l'article 53

Intervient sur l'amendement n° 186 du Gouvernement (constitution d'un fonds d'intervention pour les aéroports et les transports aériens en remplacement du fonds de péréquation du transport aérien) (p. 9010)

Article 55 (comptes d'affectation spéciale - opérations définitives - mesures nouvelles)

Intervient sur l'amendement n° 187 du Gouvernement (de conséquence) (p. 9011)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Après l'article 16

Son amendement n° 73 (simplification du régime fiscal de la part des bénéfices des sociétés civiles de moyens revenant à des titulaires de bénéfices non commerciaux) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10125)

Son amendement n° 74 (régime fiscal des sociétés de capital risque) : retiré (p. 10133)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2151)

Son intervention (p. 2156)

Thèmes :

Assurances : fonds de garantie (p. 2158)

Banques et établissements financiers : Crédit foncier (p. 2157, 2158)

Banques et établissements financiers : fonds de garantie (p. 2158)

Banques et établissements financiers : généralités (p. 2157)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 2157, 2158)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : coopératives (p. 2159)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : impôts et taxes (p. 2158)

Banques et établissements financiers : protection des épargnants (p. 2157, 2158)

Banques et établissements financiers : sécurité financière (p. 2157 à 2159)

Discussion des articles [11 mars 1999] (p. 2303, 2356)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 32 (renforcement des pouvoirs des organes centraux)

Soutient l'amendement n° 36 corrigé de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2303)

Article 33 (mesures diverses)

Soutient l'amendement n° 37 corrigé de la commission (désignation du président du directoire du fonds de garantie des dépôts comme membre de plein droit du Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement) : adopté (p. 2304)

Article 35 (nomination des commissaires du Gouvernement)

Son amendement n° 235 (nomination d'un commissaire du Gouvernement) : adopté (p. 2305)

Article 36 (exigence d'un système de contrôle interne au sein des établissements de crédit)

Soutient l'amendement n° 38 corrigé de la commission (application aux seules entreprises établies en France des obligations résultant du contrôle consolidé des établissements de crédit) : adopté (p. 2305)

Article 38 (assujettissement des entreprises de réassurance aux frais de contrôle de l'Etat)

Son amendement n° 281 (aménagement de l'assiette des cotisations pour frais de contrôle) : retiré (p. 2308)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (application du dispositif à compter du 1er janvier 2000) : adopté (p. 2308)

Article 40 (reprise des rémunérations et commissions des courtiers)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (de précision) : adopté (p. 2308)

Son amendement n° 229 (allongement de la période sur laquelle porte la reprise) : adopté (p. 2309)

Article 42 (échange d'informations entre institutions et autorités de contrôle)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2309)

Article 43 (création d'un collège des autorités de contrôle des entreprises du secteur financier)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (de précision) : adopté (p. 2310)

Article 47 (fonds de garantie des dépôts)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (acquisition de titres par le fonds de garantie des dépôts) : adopté (p. 2318)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (information de la Commission bancaire en cas d'engagement d'une action en responsabilité) : adopté (p. 2318)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2320)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2320)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2320)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2320)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (suppression de la référence à la mise en péril du système bancaire) : adopté (p. 2320)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (de précision) : adopté (p. 2320)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (calcul des cotisations en fonction des risques objectifs) : adopté (p. 2323)

Article 48 (consultation par la Commission bancaire)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2324)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (audition du président du directoire du fonds de garantie des dépôts) : adopté (p. 2324)

Article 49 (fonds de garantie des assurés)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2326)

Son amendement n° 230 (de précision) : adopté (p. 2327)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (suppression du deuxième alinéa de l'article L. 423-1 du code des assurances) : adopté (p. 2327)

Son amendement n° 231 (de précision) : adopté (p. 2327)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (de précision) : adopté (p. 2327)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (maintien de la garantie des contrats souscrits au profit des salariés ou des clients des sociétés ayant

des liens de capital avec une société d'assurance) : adopté (p. 2327)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (exclusion des contrats souscrits par l'Institut d'émission d'outre-mer du champ d'application de la garantie) : adopté (p. 2327)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (de précision) : adopté (p. 2327)

Son amendement n° 310 (maintien de la garantie des contrats souscrits par les organismes de retraite pour le compte des salariés ou retraités de leurs adhérents) : adopté (p. 2328)

Son amendement n° 232 (application d'un taux de réduction pour chaque type de contrat en cas de transfert de portefeuille) : adopté (p. 2328)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (information du fonds de garantie des assurés en cas d'échec de la procédure de transfert du portefeuille) : adopté (p. 2328)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (retrait des agréments administratifs de l'entreprise défaillante) : adopté (p. 2328)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 2328)

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 2328)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (nature juridique du fonds de garantie des assurés) : adopté (p. 2328)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (capacité des membres des organes dirigeants du fonds de garantie des assurés) : adopté (p. 2329)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (audition du ministre chargé de l'économie) : adopté (p. 2329)

Son amendement n° 233 (audition du président du directoire du fonds de garantie par la commission de contrôle des assurances) : adopté (p. 2329)

Soutient l'amendement n° 70 corrigé de la commission (audition du président du directoire du fonds de garantie par la Commission de contrôle des assurances) : adopté (p. 2329)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2329)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (suppression de l'avis de la Commission de contrôle des assurances) : adopté (p. 2330)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (information de la Commission de contrôle des assurances) : adopté (p. 2330)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (non-opposabilité du secret professionnel au juge civil) : adopté (p. 2330)

Soutient l'amendement n° 75 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2330)

Soutient l'amendement n° 76 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2330)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (nouvelle rédaction de l'article L. 423-8 du code des assurances) : adopté (p. 2331)

Article 50 (mécanisme de garantie des titres)

Soutient l'amendement n° 78 de la commission (de précision) : adopté (p. 2331)

Soutient l'amendement n° 79 de la commission (définition des dépôts imposables) : adopté (p. 2332)

Soutient l'amendement n° 80 de la commission (modalités de mise en œuvre à titre préventif du mécanisme de garantie des titres) : adopté (p. 2332)

Soutient l'amendement n° 81 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2332)

Soutient l'amendement n° 82 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2332)

Soutient l'amendement n° 83 de la commission (calcul des cotisations en fonction des risques objectifs) : adopté (p. 2333)

Soutient l'amendement n° 84 de la commission (assiette des cotisations) : adopté (p. 2333)

Soutient l'amendement n° 85 de la commission (de précision) : adopté (p. 2333)

Soutient l'amendement n° 86 de la commission (modalités de participation des représentants des entreprises d'investissement au conseil de surveillance du fonds de garantie des dépôts) : adopté (p. 2333)

Soutient l'amendement n° 87 de la commission (non-participation des représentants des entreprises d'investissement lorsque le conseil de surveillance du fonds de garantie des dépôts prend des décisions relatives à la garantie des dépôts) : adopté (p. 2333)

Soutient l'amendement n° 88 de la commission (capacité des représentants des entreprises d'investissement) : adopté (p. 2333)

Après l'article 51

Son sous-amendement n° 322 (application du dispositif à compter du 1er janvier 1996) à l'amendement n° 307 de M. Alain Bocquet (instauration d'un mécanisme de garantie des dépôts) : adopté (p. 2338)

Avant l'article 47

Soutient l'amendement n° 308 précédemment réservé de M. Alain Bocquet (de conséquence) : adopté (p. 2338)

Avant l'article 52

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (application au fonds de garantie des dépôts et au fonds de garantie des assurés du régime fiscal des organismes à but non lucratif) : retiré (p. 2341)

Article 52 (crédit d'impôt)

Soutient l'amendement n° 90 de la commission (répartition du crédit d'impôt entre l'organe central et les établissements qui lui sont affiliés en proportion de la contribution sur les institutions financières supportée par chacun d'eux) : retiré (p. 2346)

Article 53 (mesures transitoires)

Soutient l'amendement n° 91 de la commission (allongement du délai de mise en conformité des statuts des organes centraux et des établissements qui leur sont affiliés) : adopté (p. 2346)

Soutient l'amendement n° 92 de la commission (délai de publication du décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 2346)

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (mise en place d'un mécanisme temporaire d'appel à cotisations) : adopté (p. 2346)

Soutient l'amendement n° 94 rectifié de la commission (de précision) : adopté (p. 2347)

Après l'article 53

Soutient l'amendement n° 287 de M. Jean-Paul Dupré (extension du champ de compétence de l'Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement au domaine du dialogue social) : adopté après modifications (p. 2349)

Reprend le sous-amendement n° 326 de M. Jean-Paul Dupré (extension du champ de compétence de l'Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement au domaine du dialogue social) à l'amendement n° 287 de M. Jean-Paul Dupré (p. 2347) : adopté (p. 2349)

Son amendement n° 309 (élargissement aux actions à dividende prioritaire sans droit de vote du régime mis en place par la loi du 2 juillet 1998 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier en ce qui concerne l'achat par une société de ses propres actions) : adopté (p. 2351)

Article 54 (régime des cessions de créances)

Soutient l'amendement n° 95 de la commission (correction d'une erreur de référence) : adopté (p. 2357)

Article 55 (sanctions)

Son amendement n° 324 (correction d'une erreur de référence) : adopté (p. 2357)

Article 56 (interventions de la Commission bancaire en cas de difficultés d'établissements de crédit ou d'entreprises d'investissement)

Soutient l'amendement n° 96 de la commission (de précision) : adopté (p. 2358)

Soutient l'amendement n° 97 de la commission (de précision) : adopté (p. 2358)

Article 58 (procédure à l'encontre d'un établissement teneur de comptes)

Soutient l'amendement n° 98 de la commission (de précision) : adopté (p. 2359)

Article 59 (mesures diverses relatives aux entreprises d'assurance)

Son amendement n° 325 (correction d'une erreur de référence) : adopté (p. 2360)

Article 61 (statut et objet des sociétés de crédit foncier)

Soutient l'amendement n° 99 de la commission (application du privilège aux ressources autres que les obligations foncières) : adopté (p. 2360)

Soutient l'amendement n° 100 de la commission (suppression du dernier alinéa de l'article) : adopté (p. 2360)

Article 62 (actif des sociétés de crédit foncier)

Soutient l'amendement n° 101 de la commission (remplacement de la condition de domiciliation de l'emprunteur par celle de localisation du bien financé ou mis en garantie) : adopté (p. 2361)

Soutient l'amendement n° 102 de la commission (limitation de la caution aux seuls prêts destinés au financement d'un bien immobilier) : adopté (p. 2361)

Soutient l'amendement n° 103 de la commission (limitation de la caution ou de la garantie à la valeur du bien sur lequel porte la garantie) : adopté (p. 2362)

Son amendement n° 317 (de conséquence) : adopté (p. 2362)

Son amendement n° 313 (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 2363)

Soutient l'amendement n° 104 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2364)

Article 63 (conditions d'extension du privilège aux instruments financiers à terme utilisés par les sociétés de crédit foncier)

Soutient l'amendement n° 105 de la commission (rectification d'une erreur matérielle) : adopté (p. 2365)

Article 64 (règles prudentielles applicables aux sociétés de crédit foncier)

Soutient l'amendement n° 106 de la commission (détermination de la valeur hypothécaire des biens apportés en garantie) : adopté (p. 2365)

Article 65 (privilège reconnu à certains créanciers des sociétés de crédit foncier)

Soutient l'amendement n° 107 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2367)

Après l'article 65

Soutient l'amendement n° 108 de la commission (modalités de gestion des prêts et obligations foncières) : adopté (p. 2368)

Article 69 (possibilité de résilier les contrats conclus pour la gestion et le recouvrement des prêts et ressources d'une société de crédit foncier)

Soutient l'amendement n° 109 de la commission (information des emprunteurs) : adopté (p. 2370)

Article 72 (surveillance des sociétés de crédit foncier)

Soutient l'amendement n° 110 de la commission (nomination d'un contrôleur spécifique suppléant) : adopté (p. 2371)

Soutient l'amendement n° 111 de la commission (de précision) : adopté (p. 2371)

Soutient l'amendement n° 112 de la commission (distinction de la fonction de contrôleur spécifique de celle de commissaire aux comptes) : adopté (p. 2371)

Soutient l'amendement n° 113 de la commission (devoir d'alerte du contrôleur spécifique auprès de la Commission bancaire) : adopté (p. 2371)

Soutient l'amendement n° 114 de la commission (possibilité pour le contrôleur spécifique de procéder, au nom et pour le compte des créanciers privilégiés, à la déclaration de leurs créances en cas d'ouverture d'une procédure collective) : adopté (p. 2371)

Soutient l'amendement n° 115 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2372)

Article 74 (renvoi au décret en Conseil d'Etat)

Soutient l'amendement n° 117 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2373)

Article 75 (obligation pour les actuelles sociétés de crédit foncier de transférer à une filiale leurs prêts et leurs ressources destinées au financement de ces prêts)

Soutient l'amendement n° 118 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2373)

Soutient l'amendement n° 119 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2373)

Article 76 (abrogations)

Soutient l'amendement n° 120 de la commission (rectification d'une erreur matérielle) : adopté (p. 2374)

Article 77 (délai pour la mise en conformité des statuts des actuelles sociétés de crédit foncier)

Soutient l'amendement n° 121 de la commission (modification des statuts en assemblée générale extraordinaire) : adopté (p. 2374)

Article 78 (adaptation du fonctionnement du marché hypothécaire)

Son amendement n° 303 (définition des créances hypothécaires mobilisables) : adopté (p. 2375)

Soutient l'amendement n° 122 de la commission (simplification des opérations de mobilisation des créances hypothécaires) : adopté (p. 2375)

Soutient l'amendement n° 123 de la commission (suppression de la référence à l'article 107 de la loi du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises) : adopté (p. 2376)

Après l'article 78

Son amendement n° 279 (conditions de modification d'un prêt immobilier) : adopté après modifications (p. 2377)

Soutient l'amendement n° 328 de la commission (non-application aux sociétés de crédit foncier de l'article

285 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales) : adopté (p. 2377)

Explications de vote et vote [17 mars 1999] (p. 2537)

Son intervention (p. 2539)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5188)

Son intervention (p. 5191)

Thèmes :

Assurances : fonds de garantie (p. 5192)

Banques et établissements financiers : Crédit foncier (p. 5191, 5192)

Banques et établissements financiers : fonds de garantie (p. 5191, 5192)

Banques et établissements financiers : sécurité financière (p. 5191, 5192)

Parlement : Sénat (p. 5191, 5192)

Discussion des articles [1^{er} juin 1999] (p. 5204)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 33 (mesures diverses)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5232)

Article 34 (renforcement des procédures de prévention)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5232)

Après l'article 34

Son sous-amendement n° 130 (composition du Haut Conseil) à l'amendement n° 94 de M. Christian Cuvilliez (création d'un Haut Conseil du secteur financier public et semi-public) : adopté (p. 5234)

Article 35 (nomination des commissaires du Gouvernement)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5234)

Article 36 pour coordination (exigence d'un système de contrôle interne au sein des établissements de crédit)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5235)

Article 37 (mise en réserve des résultats des banques mutualistes et coopératives)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5237)

Article 38 (assujettissement des entreprises de réassurance aux frais de contrôle de l'Etat)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5238)

Article 41 decies (commissaires aux comptes des entreprises d'assurance)

Son amendement n° 120 (de coordination) : adopté (p. 5243)

Article 47 (fonds de garantie des dépôts)

Soutient l'amendement n° 42 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5245)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5246)

Article 49 (fonds de garantie des assurés)

Son amendement n° 113 (suppression de la notification à l'entreprise concernée de la première décision de la commission de contrôle des assurances en cas de mise en œuvre de la procédure d'appel) : adopté après modifications (p. 5250)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (suppression de la procédure d'appel) : retiré (p. 5250)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5250)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (de précision) : adopté (p. 5250)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5250)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (prise en compte des risques objectifs pour la détermination des cotisations) : adopté (p. 5251)

Article 49 bis (rapport au Parlement sur la mise en place d'un mécanisme de garantie pour les mutuelles et les institutions de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (de précision) : adopté (p. 5251)

Article 50 (mécanisme de garantie des titres)

Soutient l'amendement n° 50 rectifié de la commission (de précision) : adopté (p. 5252)

Article 51 bis (mécanisme de garantie des cautions)

Soutient l'amendement n° 51 deuxième correction de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve de l'application à titre rétroactif du mécanisme de garantie des cautions) : adopté après rectification (p. 5254)

Article 51 ter (rapport du Gouvernement sur un mécanisme de garantie des cautions)

Son amendement n° 122 (de coordination) : adopté (p. 5255)

Article 52 (crédit d'impôt)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5257)

Article 53 (mesures transitoires)

Son amendement n° 114 (de coordination) : adopté (p. 5257)

Article 53 bis supprimé par le Sénat (dialogue social au sein de l'AFECEI)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5257)

Article 53 quinquies A (compensation d'opérations sur instruments financiers)

Soutient l'amendement n° 54 rectifié de la commission (compensation généralisée entre professionnels) : retiré (p. 5258)

Article 53 quinquies (rachat d'actions à dividende prioritaire)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5259)

Article 53 septies (lutte contre l'exclusion bancaire)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (de précision) : adopté (p. 5259)

Article 53 octies (chambres de compensation des marchés non réglementés)

Son amendement n° 129 (rédactionnel) : adopté (p. 5260)

Article 61 (statut et objet des sociétés de crédit foncier)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5262)

Article 62 (actif des sociétés de crédit foncier)

Soutient l'amendement n° 60 corrigé de la commission (application aux prêts cautionnés des règles d'évaluation des biens retenues pour les prêts hypothécaires) : adopté (p. 5262)

Soutient l'amendement n° 58 rectifié de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5262)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (encadrement de la possibilité de dépassement de la quotité de la valeur du bien sur lequel porte la garantie) : adopté (p. 5263)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5263)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5263)

Article 64 bis (indemnité pour remboursement anticipé)

Son sous-amendement n° 133 (non versement de l'indemnité lorsque la vente est motivée par un changement du lieu d'activité professionnelle, par le décès ou par la cessation forcée de l'activité professionnelle) à l'amendement n° 86 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression de versement d'une indemnité en cas de vente du bien immobilier) : adopté (p. 5267)

Article 72 (surveillance des sociétés de crédit foncier)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (correction d'une erreur de référence) : adopté (p. 5268)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5268)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (information de la commission bancaire par le contrôleur spécifique) : adopté (p. 5268)

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (missions du contrôleur spécifique) : adopté (p. 5269)

Soutient l'amendement n° 67 corrigé de la commission (saisine du procureur de la République par le contrôleur spécifique) : adopté (p. 5269)

Article 75 (obligation pour les actuelles sociétés de crédit foncier de transférer à une filiale leurs prêts et leurs ressources destinées au financement de ces prêts)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (de précision) : adopté (p. 5269)

Article 78 (adaptation du fonctionnement du marché hypothécaire)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5270)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (conditions de dépassement de la quotité) : adopté après rectification (p. 5270)

Son amendement n° 115 (contrôle du fonctionnement du marché hypothécaire par la commission bancaire) : adopté (p. 5270)

Article 79 (renégociation de prêts)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (indication des conditions et des modalités de variation du taux lorsque le prêt est à taux variable) : adopté après modifications (p. 5271)

Son amendement n° 116 (correction d'une erreur de référence) : adopté (p. 5271)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [17 juin 1999] (p. 6089)

Son intervention (p. 6090)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Crédit foncier (p. 6091)

Banques et établissements financiers : fonds de garantie (p. 6091)

Banques et établissements financiers : protection des épargnants (p. 6090, 6091)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 6091)

Banques et établissements financiers : sécurité financière (p. 6090, 6091)

Logement : aides et prêts : prêts : remboursement (p. 6091)

Parlement : Sénat (p. 6091)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [17 juin 1999] (p. 6098)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Jacques Jégou (voix consultative du représentant de l'organisme professionnel ou de l'organe central au sein du comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement) (p. 6111)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (extension aux territoires d'outre-mer du cadre géographique autorisé pour la détention de prêts garantis par des sociétés de crédit foncier) : adopté (p. 6112)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (capacité d'ester en justice de l'établissement de crédit chargé de la gestion des prêts) : adopté (p. 6112)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (extension aux territoires d'outre-mer du cadre géographique autorisé pour le refinancement sur le marché hypothécaire) : adopté (p. 6112)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6112)

Jean-Pierre BAEUMLER

*Haut-Rhin (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses

mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseaux de transport public de voyageurs [J.O. du 9 avril 1999] (p. 5281)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement secondaire. Collèges. Réforme [16 décembre 1998] (p. 10568)

Enseignement secondaire. Collèges. Réforme [25 mai 1999] (p. 4813)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 543, posée le 14 décembre 1998. Politique extérieure. Coopérants (J.O. Questions p. 6744). Appelée le 15 décembre 1998. Volontariat, réglementation (p. 10461)

n° 709, posée le 22 mars 1999. Voirie. Ponts (J.O. Questions p. 1622). Suppléé par M. Jean-Paul Bacquet. Appelée le 23 mars 1999. Pont entre Fessenheim et Hartheim, groupement local de coopération transfrontalière, compétences (p. 2692)

n° 916, posée le 28 juin 1999. Sécurité sociale. Régime local d'Alsace-Moselle (J.O. Questions p. 3878). Appelée le 29 juin 1999. Bénéficiaires (p. 6501)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son intervention (p. 5980)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Examen du fascicule [21 octobre 1998] (p. 7077)

Procédure des questions :

Culture : politique culturelle : équipements (p. 7106)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7122)

Son intervention (p. 7130)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : personnel : enseignants : carrière (p. 7131)

Enseignement secondaire : collège : sécurité (p. 7132)

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207, 7257)

Procédure des questions :

Sécurité routière : circulation routière (p. 7261)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : programmes d'aménagement concerté du territoire (p. 8103)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10395)

Son intervention (p. 10387)

Thèmes :

Etat : Gouvernement : sécurité routière (p. 10387, 10388)

Finances publiques : crédits budgétaires : sécurité routière (p. 10389)

Publicité : campagnes financées sur fonds publics : sécurité routière (p. 10387, 10389, 10390)

Sécurité routière : accidents : drogue (p. 10388)

Sécurité routière : auto-écoles (p. 10388)

Sécurité routière : code de la route : enseignement (p. 10388)

Sécurité routière : contraventions : responsabilité (p. 10389)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 10389)

Sécurité routière : permis de conduire : jeunes (p. 10388, 10389)

Sécurité routière : statistiques (p. 10387)

Sécurité routière : statistiques : jeunes (p. 10387)

Sécurité routière : statistiques : pays étrangers (p. 10387)

Transports : transports de voyageurs : sécurité routière (p. 10388)

Union européenne : règlements : sécurité routière (p. 10389)

Voirie : routes : sécurité routière (p. 10389)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Article 1er (article L. 11-6 du code de la route : formation spécifique pour les conducteurs novices auteurs d'infractions)

Son amendement n° 48 (rapport d'évaluation sur les stages de formation et de sensibilisation) : adopté (p. 10412)

Article 2 (articles L. 29 à L. 29-11 nouveaux du code de la route : enseignement de la conduite et de la sécurité routière)

Soutient l'amendement n° 67 de M. André Aschieri (renouvellement périodique de l'autorisation administrative nécessaire à l'enseignement de la conduite) : rejeté (p. 10416)

Soutient l'amendement n° 68 de M. André Aschieri (délivrance de l'autorisation administrative pour l'enseignement de la conduite subordonnée à des conditions d'expérience professionnelle et de réactualisation des connaissances) : rejeté (p. 10416)

Soutient l'amendement n° 72 de M. André Aschieri (rédactionnel) : adopté (p. 10417)

Soutient l'amendement n° 69 de M. André Aschieri (conditions d'âge, d'ancienneté du permis de conduire, d'expérience professionnelle, de réactualisation des connaissances et d'aptitude physique pour gérer une auto-école) : adopté après modifications (p. 10418)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Lionnel Luca (enseignement des règles de la circulation au collège) (p. 10420)

Article 4 (article L. 21-1 du code de la route : responsabilité pécuniaire des propriétaires de véhicules)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Dominique Bussereau (de suppression) (p. 10423)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Jean-Claude Lemoine (de suppression) (p. 10423)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Édouard Landrain (de suppression) (p. 10423)

Son amendement n° 50 (introduction du vol dans l'article L. 21-1 du code de la route comme cas d'exonération de responsabilité du propriétaire) : adopté (p. 10424)

Article 5 (article L. 4-1 nouveau du code de la route : création d'un délit en cas de récidive de dépassement de la vitesse autorisée égal ou supérieur à 50 km/h)

Son intervention (p. 10427)

Article 7 (article L. 3-1 nouveau du code de la route : dépistage systématique des stupéfiants en cas d'accident mortel)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Bernard Accoyer (dépistage étendu à la conduite dangereuse et aux troubles du comportement) (p. 10434)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Bernard Accoyer (dépistage étendu aux conducteurs impliqués dans des accidents ayant causé des dommages corporels) (p. 10434)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Michel Bouvard (immatriculation des motoneiges) (p. 10438)

Après l'article 11

Son amendement n° 57 (formation au code de la route pour la conduite des voitures) : adopté (p. 10442)

Soutient l'amendement n° 86 de M. Gaëtan Gorce (rapport annuel du préfet au président du conseil général sur la sécurité dans les transports scolaires) : rejeté (p. 10445)

Ses explications de vote (p. 10446)

Vote pour du groupe socialiste (p. 10446)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2461)

Son intervention (p. 2467)

Thèmes :

Etat : Gouvernement : sécurité routière (p. 2467, 2468)

Publicité : campagnes financées sur fonds publics : sécurité routière (p. 2468)

Sécurité routière : code de la route : drogue (p. 2468, 2469)

Sécurité routière : code de la route : jeunes (p. 2468)

Sécurité routière : contraventions : responsabilité (p. 2468)

Sécurité routière : limitations de vitesse : contrôle (p. 2468)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 2468)

Sécurité routière : permis de conduire : jeunes (p. 2468)

Sécurité routière : statistiques (p. 2467)

Union européenne : règlements : sécurité routière (p. 2468)

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2477)

Article 13 supprimé par le Sénat (formation à la conduite d'un quadricycle léger à moteur)

Soutient l'amendement n° 19 corrigé de M. René Mangin (rétablissement de l'article) : retiré (p. 2484)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Procédure d'examen simplifiée [11 mai 1999] (p. 4322)

Son intervention (p. 4330)

Thèmes :

Départements : présidents de conseil général : sécurité routière (p. 4330)

Sécurité routière : code de la route : drogue (p. 4330)

Sécurité routière : code de la route : jeunes (p. 4331)

Sécurité routière : contraventions : responsabilité (p. 4331)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 4331)

Sécurité routière : vélos (p. 4331)

Voirie : routes : sécurité routière (p. 4330)

Vote pour du groupe socialiste (p. 4330)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 1999] (p. 749)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son intervention (p. 791)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 636)

Article 5 bis (article L. 2213-17 du code général des collectivités territoriales : suspension et révocation des gardes champêtres)

Son intervention (p. 644)

Article 8 bis supprimé par le Sénat (dotation exceptionnelle de premier équipement)

Son amendement n° 48 (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 656)

Article 11 (abrogations)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (abrogation de l'article L. 412-49-1 du code des communes autorisant la délivrance d'agrément temporaires à des assistants de police municipale dans les communes touristiques et de l'article L. 441-3 du même code prévoyant les conditions de nomination et de révocation des agents de la police municipale en Alsace-Moselle) (p. 657)

Article 15 (formation continue)

Son amendement n° 49 (financement par une taxe additionnelle sur le tabac) : adopté (p. 662)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2436)

Article 1er (indemnisation en présence de clauses minières valides)

Son intervention (p. 2439)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 1999] (p. 5999)

Article 37 sexvicies (articles L. 570, L. 571, L. 571-1, L. 572 et L. 573 du code de la santé publique, article 30 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 et article 26 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 : création, transfert et regroupement d'officines de pharmacie)

Son amendement n° 104 (régime spécial d'Alsace-Moselle) : adopté (p. 6040)

Pierre-Christophe BAGUET
Hauts-de-Seine (9^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1801 visant à permettre aux petites entreprises de 0 à 15 salariés de continuer à relever du régime simplifié d'imposition [8 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Famille. Politique familiale. Perspectives [2 février 1999] (p. 712)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 551, posée le 14 décembre 1998. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes (J.O. Questions p. 6745). Appelée le 15 décembre 1998. Riverains du Parc des Princes, Paris (p. 10463)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6651) ; [16 octobre 1998] (p. 6846)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son amendement n° 435 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (suppression du plafond spécifique pour la demi-part supplémentaire de quotient familial dont bénéficient certains contribuables célibataires, divorcés ou veufs ayant eu au moins un enfant à charge) : rejeté (p. 6658)

Article 24 (moralisation des avantages liés à la transmission des patrimoines par le biais de l'assurance-vie)

Son amendement n° 436 (de suppression) : retiré (p. 6880)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8181)

Procédure des questions :

Communes : Boulogne-Billancourt : police (p. 8191, 8192)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 488 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8470)

Son amendement n° 489 (insertion du PACS dans le livre deuxième du code civil) : rejeté (p. 8490)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 492 soutenu par M. Léonce Deprez (prohibition de l'adoption et de la procréation médicalement assistée) (p. 8526) : rejeté au scrutin public (p. 8533)

Son amendement n° 493 soutenu par M. Léonce Deprez (conservation de leur nom de famille par les signataires d'un PACS) (p. 8538) : rejeté (p. 8539)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 497 soutenu par Mme Christine Boutin (présomption de paternité pour les enfants conçus pendant le PACS) : rejeté (p. 9814)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 498 (suppression de la dernière phrase de l'article soumettant au régime de l'indivision les biens dont la date d'acquisition ne peut être établie) : rejeté (p. 9827)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Intervient sur le sous-amendement n° 1097 de M. Thierry Mariani (déclaration conjointe rédigée devant notaire) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (signification de la rupture unilatérale qui prend effet après un délai de trois mois) (p. 9842)

Intervient sur le sous-amendement n° 1089 de M. Henri Plagnol (déclaration conjointe par acte notarié) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9842)

Intervient sur le sous-amendement n° 1096 de M. Thierry Mariani (déclaration conjointe rédigée sous seing privé) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9842)

Intervient sur le sous-amendement n° 1090 de M. Henri Plagnol (déclaration conjointe rédigée sous seing privé) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9842)

Intervient sur le sous-amendement n° 1098 de M. Thierry Mariani (résidence commune) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9844)

Intervient sur le sous-amendement n° 1068 de M. Henri Plagnol (conséquences de la dissolution du PACS à l'égard des enfants) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9865)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 504 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression) (p. 9921) : rejeté (p. 9923)

Son amendement n° 505 : non soutenu (p. 9935)

Son amendement n° 506 : non soutenu (p. 9935)

Son amendement n° 507 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (délai de cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9938) : rejeté (p. 9940)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Intervient sur l'amendement n° 124 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 9954)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 9954)

Intervient sur l'amendement n° 264 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 9954)

Intervient sur l'amendement n° 400 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 9954)

Intervient sur l'amendement n° 473 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 9954)

Son amendement n° 508 (de suppression) : rejeté (p. 9954)

Intervient sur l'amendement n° 539 de M. François Goulard (de suppression) (p. 9954)

Intervient sur l'amendement n° 581 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 9954)

Intervient sur l'amendement n° 753 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 9954)

Intervient sur l'amendement n° 819 de M. François Vannson (de suppression) (p. 9954)

Intervient sur l'amendement n° 875 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 9954)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 512 (terme de cocontractant substitué à celui de partenaire) : rejeté (p. 9970)

Son amendement n° 513 (suppression du terme solidarité qualifiant le pacte) : rejeté (p. 9970)

Son amendement n° 511 (de suppression) : vote réservé à la demande du Gouvernement (p. 9970) : rejeté (p. 10001)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 680 de M. Charles de Courson (imposition commune à l'ISF des personnes hétérosexuelles non mariées vivant en couple et ayant ou ayant eu des enfants) : rejeté (p. 9971)

Article 5 (droit à congés)

Son intervention (p. 9974)

Son amendement n° 514 (de suppression) : rejeté (p. 9976)

Son amendement n° 516 (substitution du terme cocontractants à celui de partenaires) : retiré (p. 9977)

Son amendement n° 515 : retiré (p. 9977)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 681 rectifié de M. Charles de Courson (absence d'ouverture de droits en matière de pension de réversion au titre des régimes obligatoires) : rejeté (p. 9978)

Soutient l'amendement n° 684 de M. Charles de Courson (assimilation des partenaires d'un PACS à un couple pour le RMI) : rejeté (p. 9979)

Intervient sur l'amendement n° 685 de M. Charles de Courson (versement des allocations familiales au partenaire détenteur de l'autorité parentale) (p. 9980)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son amendement n° 517 (de suppression) : rejeté (p. 9989)

Son amendement n° 518 (suppression du terme solidarité qualifiant le pacte) : retiré (p. 9990)

Soutient l'amendement n° 908 de M. Henri Plagnol (PACS conclu depuis deux ans) : rejeté (p. 9992)

Soutient l'amendement n° 907 de M. Henri Plagnol (PACS conclu depuis un an) : rejeté (p. 9992)

Article 7 (prise en compte du pacte civil de solidarité dans l'examen d'une demande de naturalisation)

Son amendement n° 519 soutenu par M. Yves Fromion (de suppression) (p. 10000) : adopté (p. 10001)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son amendement n° 521 : non soutenu (p. 10178)

Son amendement n° 523 (substitution du terme cocontractant à celui de partenaire) : rejeté (p. 10180)

Son amendement n° 522 (suppression du terme solidarité qualifiant le pacte) : rejeté (p. 10180)

Article 9 (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son amendement n° 524 (de suppression) : rejeté (p. 10188)

Son amendement n° 526 (substitution du terme cocontractant à celui de partenaire) : rejeté (p. 10189)

Son amendement n° 525 (suppression du terme solidarité qualifiant le pacte) : rejeté (p. 10189)

Article 10 (dispositions applicables aux fratries)

Son amendement n° 527 : non soutenu (p. 10198)

Son amendement n° 528 soutenu par M. Dominique Dord (suppression du terme solidarité qualifiant le PACS) : rejeté (p. 10207)

Article 11 (décrets d'application)

Son amendement n° 529 : non soutenu (p. 10214)

Son amendement n° 530 : non soutenu (p. 10215)

Article 12 (compensation des pertes éventuelles de recettes)

Son amendement n° 531 (de suppression) : retiré (p. 10218)

Article 1er (suite) (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 490 précédemment réservé (suppression du terme "solidarité") : retiré (p. 10224)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)*Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)*

Son sous-amendement n° 644 (suppression de l'article 515-1 du code civil définissant le PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) : rejeté (p. 3142)

Son sous-amendement n° 626 soutenu par Mme Christine Boutin (contrat conclu devant notaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3145)

Son sous-amendement n° 625 soutenu par Mme Christine Boutin (conclusion du contrat par des personnes de sexe différent) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3148) : rejeté (p. 3149)

Son sous-amendement n° 619 soutenu par M. Thierry Mariani (suppression des empêchements à la conclusion d'un PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3161)

Son sous-amendement n° 620 soutenu par M. Thierry Mariani (suppression de l'article 515-3 relatif à la réception, à l'inscription et à la conservation du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3170)

Son sous-amendement n° 627 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3173)

Son sous-amendement n° 628 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3174)

Son sous-amendement n° 630 soutenu par M. Bernard Accoyer (panneau municipal mentionnant les PACS)

à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3175)

Son sous-amendement n° 629 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3177)

Son sous-amendement n° 621 soutenu par M. Dominique Dord (suppression de l'article 515-4 relatif aux obligations résultant du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3181)

Son sous-amendement n° 631 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3182)

Son sous-amendement n° 632 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3186)

Son sous-amendement n° 633 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3187)

Son sous-amendement n° 622 soutenu par Mme Christine Boutin (suppression de l'article 515-5 relatif au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3198) : rejeté (p. 3199)

Ses sous-amendements n° 634 et 635 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : devenus sans objet (p. 3200)

Son sous-amendement n° 623 (suppression de l'article 515-6 relatif au régime des biens après dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3200)

Son sous-amendement n° 624 soutenu par M. Thierry Mariani (suppression de l'article 515-7 relatif à la dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3202) : rejeté (p. 3203)

Son sous-amendement n° 637 soutenu par M. Thierry Mariani (rupture du PACS par le mariage d'un des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3203)

Son sous-amendement n° 640 soutenu par M. Thierry Mariani (déclaration conjointe mettant fin au PACS remise au greffe du tribunal ayant reçu l'acte initial) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 641 soutenu par M. Thierry Mariani (déclaration conjointe mettant fin au PACS remise au greffe du tribunal de la résidence commune) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 636 soutenu par M. Thierry Mariani (préavis de trois mois pour la rupture unilatérale) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 639 soutenu par M. Thierry Mariani (possibilité pour le juge d'interdire la résiliation du PACS si la rupture a des conséquences particulièrement graves pour l'un des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 638 soutenu par M. Thierry Mariani (affichage des significations mettant fin aux PACS sur un panneau du tribunal) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son sous-amendement n° 642 soutenu par M. Dominique Dord (bénéfice des taux de 40 % et de 50 % sur les successions après un délai de deux ans) à l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et suppression du délai de deux ans pour les successions) : rejeté (p. 3225)

Son sous-amendement n° 643 (bénéfice de l'abattement sur les successions et sur les donations après un délai de deux ans) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3229)

Article 4 supprimé par le Sénat (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son sous-amendement n° 645 (délai de deux ans) à l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3231)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5521)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 5548)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 5549)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : indivisions (p. 5549)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : tribunaux d'instance (p. 5548)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 5549)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5548)

Discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5550) ; [9 juin 1999] (p. 5613)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 118 de M. Charles de Courson (taux de 40 % et de 50 % sur les mutations à titre gratuit entre les personnes hétérosexuelles non mariées vivant en couple et ayant ou ayant eu des enfants et abattement de 250 000 F pour le survivant) : rejeté (p. 5551)

Article 1er (pacte civil de solidarité)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 240 de Mme Christine Boutin (PACS conclu par des partenaires de sexe différent) : rejeté (p. 5568)

Soutient l'amendement n° 10 de M. Claude Goasguen (organisation de la cohabitation substituée à celle de la vie commune) : rejeté (p. 5569)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 132 de M. Thierry Mariani (obligation des partenaires d'éduquer et préparer l'avenir des enfants) (p. 5621)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 87 de M. Henri Plagnol (de suppression) : rejeté (p. 5623)

Soutient l'amendement n° 107 de M. Henri Plagnol (régime de la séparation des biens pour les meubles meublants à défaut du choix initial de l'indivision) : rejeté (p. 5624)

Article 515-7 du code civil : causes de dissolution du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 294 de Mme Christine Boutin (vérification de la réalité du consentement) : rejeté (p. 5631)

Proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9285)

Article 1er (saisine du médiateur des enfants)

Son intervention (p. 9288)

Après l'article 8

Soutient l'amendement n° 33 de M. José Rossi (concours des ministres et des autorités publiques à l'action du médiateur des enfants) : rejeté (p. 9295)

Proposition de loi n° 1069 visant à interdire l'achat par les établissements scolaires et les collectivités locales des fournitures fabriquées par des enfants dans les pays où les droits de l'enfant ne sont pas respectés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9298)

Son intervention (p. 9303)

Thèmes :

Enfants : droits de l'enfant (p. 9303)

Enfants : travail : généralités (p. 9303)

Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) : enfants (p. 9303)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : concurrence (p. 9303)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 9303)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité opposée par M. Didier Julia (p. 10514)

Son intervention (p. 10522)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 10514)

Assemblée nationale : Parlement des enfants (p. 10524)

Elections et référendums : femmes (p. 10523)

Elections et référendums : femmes : partis et mouvements politiques (p. 10523)

Elections et référendums : modes de scrutin : représentation proportionnelle (p. 10524)

Famille : politique familiale : Gouvernement (p. 10523)

Femmes : égalité des sexes : histoire (p. 10522)

Femmes : égalité professionnelle (p. 10523)

Femmes : parité : Constitution (p. 10524)

Parlement : rôle : parité (p. 10524)

Partis et mouvements politiques : financement public : femmes (p. 10524)

Politique générale : démocratie : femmes (p. 10522, 10523)

Ses explications de vote (p. 10553)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 10553)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1437)

Son intervention (p. 1458)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin : parité (p. 1458, 1459)

Femmes : parité : actions (p. 1458)

Femmes : parité : politique familiale (p. 1459)

Parlement : Sénat : parité (p. 1458)

Partis et mouvements politiques : financement public : parité (p. 1459)

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2225)

Son intervention (p. 2232)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 2233)

Famille : politique familiale (p. 2234)

Femmes : égalité professionnelle (p. 2233)

Femmes : parité : Constitution (p. 2233)

Femmes : parité : partis et mouvements politiques (p. 2233)

Parlement : Sénat : parité (p. 2233)

Partis et mouvements politiques : financement public : femmes (p. 2233)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 février 1999] (p. 1347)

Article 57 (article L. 2531-13 du code général des collectivités territoriales - fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France)

Son intervention (p. 1365)

Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Jacques Kossowski (de suppression) (p. 1371)

Intervient sur l'amendement n° 248 de M. Gilles Carrez (mention sur les avis d'imposition des prélèvements au titre du fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France) (p. 1375)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1247)

Son intervention (p. 1250)

Thèmes :

Emploi : chômage : femmes (p. 1251)

Femmes : égalité professionnelle (p. 1251)

Femmes : politique à l'égard des femmes : organismes (p. 1251)

Femmes : politique à l'égard des femmes : Parlement (p. 1251)

Ses explications de vote (p. 1261)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 1261)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4445)

Article 3 (article L. 227-9 nouveau du code de l'aviation civile : limitation des nuisances sonores liées au trafic d'hélicoptères)

Son amendement n° 104 (limitation de certains vols d'hélicoptères) : devenu sans objet (p. 4454)

Son amendement n° 105 (limitation de certains vols d'hélicoptères) : devenu sans objet (p. 4454)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4532) ; [19 mai 1999] (p. 4596)

Son intervention (p. 4549)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 4609)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4550)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 4550)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4549, 4550)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4609)

DOM : Radio France outre-mer (RFO) (p. 4609)

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852) ; [26 mai 1999] (p. 4987)

Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Soutient l'amendement n° 216 de M. Christian Kert (règles relatives à la reconstitution de faits vécus) : rejeté (p. 4621)

Soutient l'amendement n° 218 de M. Christian Kert (vocation des sociétés nationales de programme de télévision) : rejeté (p. 4623)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son intervention (p. 4634)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 521 de M. Laurent Dominati (suppression des conventions collectives de France 2 et France 3) (p. 4708)

Article 3 (article 45 de la loi du 30 septembre 1986 : constitution et missions de la Société La Cinquième-Arte)

Soutient l'amendement n° 230 de M. Christian Kert (maintien de la banque publique de programmes et de services) : rejeté (p. 4714)

Intervient sur l'amendement n° 404 de M. Laurent Dominati (programmes de promotion en faveur du savoir) (p. 4714)

Intervient sur l'amendement n° 386 de M. Laurent Dominati (constitution d'une banque publique de programmes multimédia destinée aux établissements d'enseignement) (p. 4714)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (institution d'un conseil des téléspectateurs) (p. 4717)

Intervient sur le sous-amendement n° 377 de M. Olivier de Chazeaux (pluralité de la représentation) à l'amendement n° 72 de la commission (p. 4717)

Intervient sur le sous-amendement n° 642 de M. Rudy Salles (représentativité géographique) à l'amendement n° 639 rectifié du Gouvernement (instauration d'un Conseil représentatif des programmes) (p. 4718)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Son intervention (p. 4720)

Article 47 de la loi du 30 septembre 1986 : capital des sociétés publiques

Soutient l'amendement n° 231 de M. Christian Kert (ouverture du capital de France Télévision) : rejeté (p. 4722)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Son amendement n° 241 (représentation des associations familiales) : rejeté (p. 4726)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (personnalités qualifiées nommées par le CSA) : retiré (p. 4727)

Son amendement n° 503 soutenu par M. Rudy Salles (nomination du président de France Télévision) : rejeté (p. 4729)

Son amendement n° 506 soutenu par M. Rudy Salles (nomination du président délégué de RFO) : rejeté (p. 4730)

Article 47-2 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de RFO, Radio France et RFI

Son amendement n° 508 soutenu par M. Rudy Salles (choix des administrateurs en fonction de leur compétence en matière audiovisuelle) : rejeté (p. 4743)

Son amendement n° 243 soutenu par M. Rudy Salles (représentation des associations familiales) (p. 4743) : rejeté (p. 4744)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (exclusivité commerciale de diffusion) (p. 4751)

Soutient le sous-amendement n° 596 de M. Christian Kert (conventions de reprise et de diffusion des programmes) à l'amendement n° 80 de la commission : rejeté (p. 4750)

Intervient sur le sous-amendement n° 644 du Gouvernement (conventions de reprise et de diffusion des programmes) à l'amendement n° 80 de la commission (p. 4750)

Intervient sur le sous-amendement n° 446 de M. Christian Cuvilliez (conventions de reprise et de diffusion des programmes) à l'amendement n° 80 de la commission (p. 4750)

Intervient sur le sous-amendement n° 353 de M. Georges Sarre (durée d'exclusivité et mise à disposition gratuite de programmes) à l'amendement n° 80 de la commission (p. 4751)

Intervient sur le sous-amendement n° 373 de M. Olivier de Chazeaux (durée d'exclusivité et mise à disposition gratuite de programmes) à l'amendement n° 80 de la commission (p. 4751)

Son sous-amendement n° 597 (durée d'exclusivité et mise à disposition gratuite de programmes) à l'amendement n° 80 de la commission : rejeté (p. 4751)

Article 5 (article 49 de la loi du 30 septembre 1986 : Institut national de l'audiovisuel (INA))

Soutient l'amendement n° 244 de M. Christian Kert (structure et missions de l'INA) : rejeté (p. 4753)

Intervient sur l'amendement n° 329 de M. Olivier de Chazeaux (structure et missions de l'INA) (p. 4753)

Article 6 (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des sociétés du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son intervention (p. 4758)

Soutient l'amendement n° 259 de M. Christian Kert (contrats d'objectifs entre l'Etat, France 2, France 3 et La Cinquième-Arte) : rejeté (p. 4761)

Soutient l'amendement n° 261 de M. Christian Kert (contrats d'objectifs et de moyens : durée) : rejeté (p. 4761)

Soutient l'amendement n° 260 de M. Christian Kert (examen préalable des projets par le conseil d'administration de France Télévision) : rejeté (p. 4765)

Intervient sur l'amendement n° 264 de M. Christian Kert (instauration d'une commission consultative indépendante sur le financement des missions de service public) (p. 4770)

Intervient sur l'amendement n° 564 de M. Noël Mamère (instauration d'une commission consultative indépendante sur le financement des missions de service public) (p. 4770)

Soutient le sous-amendement n° 258 de M. Christian Kert (ressources destinées à financer de nouveaux programmes) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (exonérations de la redevance et publicité) : rejeté (p. 4774)

Intervient sur le sous-amendement n° 603 de M. Laurent Dominati (durée des messages publicitaires) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4776)

Intervient sur le sous-amendement n° 420 de M. Renaud Muselier (durée des messages publicitaires) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4776)

Intervient sur le sous-amendement n° 558 corrigé de M. Noël Mamère (renvoi de l'encadrement des programmes au conseil d'administration) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4778)

Soutient le sous-amendement n° 599 de M. Christian Kert (renvoi de l'encadrement des programmes au conseil d'administration) à l'amendement n° 33 du Gouvernement : adopté (p. 4778)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 302 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une commission consultative du financement du secteur public) (p. 4854)

Intervient sur l'amendement n° 297 de M. Christian Cuvilliez (composition et missions de la commission consultative du financement du secteur public) (p. 4854)

Soutient l'amendement n° 263 de M. Christian Kert (institution d'une commission consultative du financement du secteur public) : rejeté (p. 4865)

Intervient sur l'amendement n° 565 de M. Noël Mamère (institution d'une commission consultative du financement du secteur public) (p. 4865)

Article 7 (articles 18, 24, 26, 34-1, 46, 48, 48-2, 48-3, 48-9, 48-10, 51, 56, 62, 73 de la loi du 30 septembre 1986, article L. 4433-28 du code général des collectivités territoriales et annexe II de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 : coordination)

Soutient l'amendement n° 252 de M. Christian Kert (de coordination) : rejeté (p. 4856)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 463 de M. Laurent Dominati (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 143 corrigé précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 361 précédemment réservé de M. Olivier de Chazeaux (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Son amendement n° 502 précédemment réservé (suppression du monopole de TDF) : rejeté (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 359 précédemment réservé de M. Olivier de Chazeaux (suppression du monopole de TDF en ce qui concerne le numérique) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 570 précédemment réservé de M. Noël Mamère (suppression du monopole de TDF en ce qui concerne le numérique) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 251 précédemment réservé de M. Christian Kert (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Article 9 (article 15 de la loi du 30 septembre 1986 : protection des mineurs vis-à-vis de programmes ou de messages susceptibles de nuire à leur épanouissement et respect de la dignité de la personne)

Soutient l'amendement n° 333 de M. Laurent Dominati (déontologie de l'information) : rejeté (p. 4872)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 510 de Mme Frédérique Bredin (équipement des téléviseurs d'une puce antiviolence) (p. 4875)

Article 20 (article 27 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne terrestre)

Intervient sur l'amendement n° 370 de M. Olivier de Chazeaux (prévision d'obligations particulières) (p. 5005)

Soutient l'amendement n° 507 de M. Christian Kert (prévision d'obligations particulières) : rejeté (p. 5005)

Article 21 (article 28 de loi du 30 septembre 1986 : quotas d'œuvres musicales d'expression francophone)

Intervient sur l'amendement n° 477 de M. Laurent Dominati (publicité des programmes des chaînes locales) (p. 5011)

Son sous-amendement n° 665 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (date d'effet) à l'amendement n° 477 de M. Laurent Dominati : rejeté (p. 5011)

Article 22 (article 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conditions de reconduction de l'autorisation des services de radiodiffusion et de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre hors appel à candidatures)

Son intervention (p. 5013)

Intervient sur l'amendement n° 531 de M. Laurent Dominati (limites de renouvellement des autorisations) (p. 5019)

Intervient sur l'amendement n° 651 de la commission (limites de renouvellement des autorisations) (p. 5019)

Intervient sur l'amendement n° 424 de M. Arnaud Montebourg (limites de renouvellement des autorisations) (p. 5019)

Son amendement n° 505 (de conséquence) : rejeté (p. 5020)

Son amendement n° 504 (de conséquence) : rejeté (p. 5020)

Intervient sur l'amendement n° 504 de M. Pierre-Christophe Baguet (de conséquence) (p. 5020)

Jean-Pierre BALDUYCK

*Nord (10^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Textile et habillement. Aides de l'Etat [29 juin 1999] (p. 6533)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 874, posée le 14 juin 1999. Industrie. Textile et habillement (J.O. Questions p. 3529). Appelée le 15 juin 1999. Concurrence étrangère, politiques communautaires (p. 5791)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)

Procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 8862)

Édouard BALLADUR

*Paris (12^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1513 relative à l'actionnariat des salariés [31 mars 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Son intervention (p. 1912)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 1914, 1915)

Organisations internationales : Union de l'Europe occidentale (UEO) (p. 1915)

Politiques communautaires : budget (p. 1913)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1915)

Union européenne : accords de Schengen (p. 1913)

Union européenne : euro (p. 1913)

Union européenne : institutions communautaires (p. 1912, 1914)

Union européenne : subsidiarité (p. 1914)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1912)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 1999] (p. 2721)

Son intervention (p. 2772)

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Après l'article 1er

Son amendement n° 267 soutenu par M. Patrick Devedjian (suppression de la mise en examen, généralisation du statut de témoin assisté, ordonnance de mise en accusation soumise au tribunal de la liberté si elle prévoit des mesures de contrainte et susceptible d'appel devant la chambre d'accusation dans le cas contraire) (p. 2795) : rejeté (p. 2798)

Article 5 (articles 156, 164 et 167 du code de procédure pénale : renforcement du caractère contradictoire des expertises pénales)

Son amendement n° 268 : non soutenu (p. 2830)

Article 6 (articles 101, 109 et 153 du code de procédure pénale : dispositions relatives au témoin)

Son amendement n° 269 : devenu sans objet (p. 2831)

Avant l'article 10

Son amendement n° 272 : devenu sans objet (p. 2878)

Article 10 (articles 137-1 à 137-5 du code de procédure pénale : institution du juge de la détention provisoire - rapports avec le juge d'instruction et le parquet)

Son amendement n° 273 soutenu par M. Patrick Devedjian (nouvelle rédaction de l'article instituant un tribunal des libertés ordonnant la mise en détention provisoire et le contrôle judiciaire sur saisine du procureur) (p. 2885) : rejeté (p. 2887)

Article 12 (article 146 du code de procédure pénale : prolongation de la détention provisoire en cas de requalification correctionnelle)

Son amendement n° 274 soutenu par M. Patrick Devedjian (de coordination - tribunal des libertés) : rejeté (p. 2896)

Article 13 (article 147 du code de procédure pénale : mise en liberté du prévenu à l'initiative du procureur)

Son amendement n° 275 soutenu par M. Patrick Devedjian (de coordination - tribunal de la liberté) : rejeté (p. 2897)

Article 14 (article 148 du code de procédure pénale : demande de mise en liberté par le prévenu)

Son amendement n° 276 soutenu par M. Patrick Devedjian (de coordination - ordonnance de mise en accusation) (p. 2997) : rejeté (p. 2898)

Son amendement n° 277 (de coordination - tribunal de la liberté) : rejeté (p. 2898)

Après l'article 14

Son amendement n° 288 soutenu par M. Patrick Devedjian (de conséquence - suppression de dispositions et d'articles du code de procédure pénale) : rejeté (p. 2898)

Son amendement n° 278 soutenu par M. Patrick Devedjian (de coordination - modification des articles 179, 186 et 286 du code de procédure pénale) : rejeté (p. 2898)

Son amendement n° 289 (de conséquence de la suppression de la mise en examen) : rejeté (p. 2898)

Proposition de loi n° 1513 relative à l'actionnariat des salariés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4673)

Son intervention (p. 4674)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 4675)

Entreprises : intéressement et participation (p. 4674, 4675)

Impôt sur le revenu : stock options (p. 4676)

Secteur public : ouverture du capital (p. 4676)

Secteur public : privatisations (p. 4674, 4675)

Sociétés : actionnaires : salariés (p. 4674, 4675)

Jean-Pierre BALLIGAND

*Aisne (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [J.O. du 7 avril 1999] (p. 5145)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions

restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7404)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Intervient sur l'amendement n° 294 de M. Christian Jacob (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Intervient sur l'amendement n° 292 de M. Thierry Mariani (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Intervient sur l'amendement n° 643 de M. Jean Proriot (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Intervient sur l'amendement n° 731 de M. Jean-Michel Marchand (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6613)

Son intervention (p. 6613)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6614)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6613, 6614)

Marchés financiers : généralités (p. 6613)

Politique économique : conjoncture (p. 6613)

Politique économique : croissance (p. 6613)

Politique économique : libéralisme (p. 6613)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6724)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe sur les opérations portant sur les devises étrangères) (p. 6751)

Intervient sur l'amendement n° 522 de M. Julien Dray (institution d'une taxation sur les transactions réalisées sur le marché des changes) (p. 6751)

Intervient sur l'amendement n° 168 corrigé de M. Yves Cochet (institution d'une taxe sur les opérations portant sur les devises étrangères) (p. 6751)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8039)

Son intervention (p. 8041)

Thèmes avant la procédure des questions :

Logement : sociétés d'HLM : construction (p. 8041)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 8042)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Son intervention (p. 8077)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 8078)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 8078)

Coopération intercommunale (p. 8077)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8077)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[17 novembre 1998] (p. 9108)

Après l'article 73

Son amendement n° 156 (obligation d'adoption de la taxe professionnelle unique pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 100 000 habitants) : retiré (p. 9115)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 65)

Son intervention (p. 98)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 65, 66, 100)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 66)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 99)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 98, 99)

Secteur public : services publics (p. 100)

Union européenne : fonds structurels (p. 98)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461) ; [2 février 1999] (p. 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son intervention (p. 188)

Intervient sur l'amendement n° 1078 de M. Thierry Mariani (prise en compte de la forte dimension rurale de la France) (p. 268)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Patrick Ollier (suppression du troisième alinéa relatif aux pôles de développement à vocation européenne) (p. 295)

Intervient sur l'amendement n° 380 de M. Henry Chabert (suppression du troisième alinéa relatif aux pôles de développement à vocation européenne) (p. 295)

Intervient sur l'amendement n° 968 de M. Maurice Leroy (suppression du troisième alinéa relatif aux pôles de développement à vocation européenne) (p. 295)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 528 de M. Jean-Claude Lenoir (mesures particulières pour les régions transfrontières) (p. 390)

Intervient sur l'amendement n° 263 de la commission (référence à la mise en place d'instruments de "planification" afin de faciliter la programmation pluriannuelle) (p. 392)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Henry Chabert (référence à la mise en place d'instruments de "planification" afin de faciliter la programmation pluriannuelle) (p. 392)

Intervient sur l'amendement n° 396 de M. Yves Deniaud (référence à la mise en place d'instruments de "planification" afin de faciliter la programmation pluriannuelle) (p. 392)

Intervient sur le sous-amendement n° 1071 de Mme Martine Lignières-Cassou (cas des départements) à l'amendement n° 265 de la commission (association d'autres collectivités territoriales lorsque ces dernières cofinancent des programmes prévus dans les contrats de plan Etat-régions) (p. 398)

Article 8 (article 9 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : suppression du groupement d'intérêt public d'observation et d'évaluation de l'aménagement du territoire)

Son intervention (p. 415)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 689 rectifié de M. Philippe Duron (création d'une délégation parlementaire à l'aménagement du territoire et au développement durable du territoire dans chaque assemblée) (p. 426)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Son amendement n° 731 (de suppression) : retiré (p. 492)

Article 17 (article 20 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'énergie)

Intervient sur l'amendement n° 305 de la commission (stockage du gaz naturel exclusivement) (p. 763)

Son amendement n° 1110 (stockage du gaz naturel exclusivement) : devenu sans objet (p. 763)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Son intervention (p. 768)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son intervention (p. 789)

Son amendement n° 697 (incitations financières supplémentaires en dotation globale de fonctionnement) : retiré ; repris par M. Michel Bouvard : rejeté (p. 812)

Son amendement n° 734 (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : retiré (p. 820)

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Patrick Ollier (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) (p. 820)

Intervient sur l'amendement n° 330 rectifié de la commission (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) (p. 822)

Intervient sur l'amendement n° 715 de M. Dominique Caillaud (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) (p. 822)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 1109 : non soutenu (p. 829)

Explications de vote et vote [9 février 1999] (p. 1084)

Ses explications de vote (p. 1091)

Vote pour du groupe socialiste (p. 1091)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039, 4081)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 4047)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 4047)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 4097)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 4047)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4047)

LECTURE DÉFINITIVE

Explications de vote et vote [16 juin 1999] (p. 5948)

Ses explications de vote (p. 5953)

Vote pour du groupe socialiste (p. 5954)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 977)

Son intervention (p. 997)

Thèmes :

Aménagement du territoire : villes : croissance (p. 998)

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 997, 998)

Coopération intercommunale (p. 997, 998)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 998)

Coopération intercommunale : fusions de communes (p. 997)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 998, 999)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 998)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1120) ; [11 février 1999] (p. 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les

communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Gilles Carrez (suppression du seuil démographique lorsque la communauté d'agglomération comprend le chef-lieu du département) (p. 1020)

Intervient sur l'amendement n° 485 de M. Jacques Péliissard (seuil démographique ramené à 35 000 habitants lorsque la communauté comprend le chef-lieu du département) (p. 1020)

Article 11 (article L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales - compétences des communautés de communes)

Son amendement n° 515 (majorations de DGF pour les communautés de communes à taxe professionnelle unique et exerçant quatre des cinq compétences énumérées par l'amendement) : adopté après modifications (p. 1138)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Article L. 5211-29 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 516 soutenu par M. Didier Chouat (fixation à 150 F de la dotation par habitant des communautés de communes à taxe professionnelle unique et exerçant des compétences étendues comptant plus de 3 500 habitants mais n'atteignant pas le seuil de 50 000 habitants leur permettant de se transformer en communautés d'agglomération) (p. 1389) : adopté (p. 1390)

Article L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 448 rectifié soutenu par M. Didier Chouat (de conséquence) : adopté (p. 1390)

Déclaration du Gouvernement n° 1397 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, sur l'avenir du secteur bancaire et financier

[17 février 1999] (p. 1511)

Son intervention (p. 1538)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 1539)

Banques et établissements financiers : généralités (p. 1539)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 1539, 1540)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 1539, 1540)

Union européenne : euro (p. 1539)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2151)

Son intervention (p. 2165)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2165, 2166)

Banques et établissements financiers : Crédit foncier (p. 2166)

Banques et établissements financiers : fonds de garantie (p. 2166, 2167)

Banques et établissements financiers : généralités (p. 2165, 2166)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 2165 à 2167)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 2165, 2166)

Banques et établissements financiers : sécurité financière (p. 2165 à 2167)

Discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2196) ; [10 mars 1999] (p. 2255) ; [11 mars 1999] (p. 2303, 2356)

Article 1er (les missions des caisses d'épargne)

Son amendement n° 283 (prise en compte des exclusions financières) : retiré (p. 2199)

Article 10 (le statut de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Jean-Jacques Jégou (abaissement du niveau de participation des caisses d'épargne au capital de la Caisse nationale) (p. 2266)

Article 45 (intervention de la Commission bancaire en cas d'atteinte à la concurrence)

Son amendement n° 280 (prohibition des crédits dont les taux sont abusivement bas) : retiré (p. 2315)

Article 47 (fonds de garantie des dépôts)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Germain Gengenwin (prise en compte de l'existence d'un système de garantie interne pour le calcul des cotisations des réseaux mutualistes) (p. 2323)

Intervient sur l'amendement n° 302 rectifié de M. Jean-Louis Dumont (prise en compte de l'existence d'un système de garantie interne pour le calcul des cotisations des réseaux mutualistes) (p. 2323)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (calcul des cotisations en fonction des risques objectifs) (p. 2323)

Article 50 (mécanisme de garantie des titres)

Son amendement n° 288 (définition des dépôts imposables) : retiré (p. 2332)

Son amendement n° 286 : devenu sans objet (p. 2333)

Article 62 (actif des sociétés de crédit foncier)

Son amendement n° 289 (éligibilité des créances sur les administrations publiques et sur les établissements de l'Espace économique européen ayant un statut comparable) : retiré (p. 2362)

Son amendement n° 290 (éligibilité des obligations émises par les entités publiques) : retiré (p. 2364)

Son amendement n° 291 (de précision) : adopté (p. 2364)

Article 64 (règles prudentielles applicables aux sociétés de crédit foncier)

Son amendement n° 292 (rachat par les sociétés de crédit foncier de leurs propres titres sans annulation) : retiré (p. 2367)

Article 65 (privilège reconnu à certains créanciers des sociétés de crédit foncier)

Son amendement n° 293 (paiement à leur échéance normale des intérêts résultant des contrats de prêts en cas de procédure collective) : devenu sans objet (p. 2368)

Son amendement n° 294 (respect des échéances contractuelles) : adopté (p. 2368)

Article 66 (validité des contrats et des actes relatifs à l'objet des sociétés de crédit foncier)

Son amendement n° 295 (non-application de l'article 107 de la loi du 25 juillet 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises) : retiré (p. 2369)

Article 71 (information des débiteurs)

Son amendement n° 296 (recouvrement des prêts par le cédant) : retiré (p. 2370)

Explications de vote et vote [17 mars 1999] (p. 2537)

Ses explications de vote (p. 2541)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2542)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5188)

Son intervention (p. 5198)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 5198, 5199)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 5198, 5199)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 5199)

Discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5204)

Article 10 (le statut de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Marc Laffineur (détenion du capital restant de la Caisse nationale par plusieurs actionnaires) (p. 5211)

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Marc Laffineur (interdiction de détenion d'une part du capital restant de la Caisse nationale supérieure à la minorité de blocage) (p. 5211)

Article 37 (mise en réserve des résultats des banques mutualistes et coopératives)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (de suppression) (p. 5237)

Article 49 (fonds de garantie des assurés)

Son sous-amendement n° 121 rectifié (prise en compte par le ministre chargé de l'économie de l'intérêt des assurés et des souscripteurs, adhérents et bénéficiaires des contrats) à l'amendement n° 113 de M. Dominique Baert (suppression de la notification à l'entreprise concernée de la première décision de la commission de contrôle des assurances en cas de mise en œuvre de la procédure d'appel) : adopté (p. 5250)

Ses explications de vote (p. 5272)

Vote pour du groupe socialiste (p. 5272)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [17 juin 1999] (p. 6089)

Son intervention (p. 6093)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 6093, 6094)

Banques et établissements financiers : fonds de garantie (p. 6094)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 6094)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 6093, 6094)

Banques et établissements financiers : protection des épargnants (p. 6094)

Vote pour du groupe socialiste (p. 6094)

Gérard BAPT

Haute-Garonne (2^{ème} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1998 [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18977)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 24 : Emploi et solidarité (travail et emploi) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des politiques publiques sur le rôle des flux financiers entre les collectivités publiques et les entreprises en matière d'emploi - Tome I : Rapport - Tome II : Annexe [28 avril 1999] (n° 1547)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en conclusion des travaux d'une mission d'évaluation et de contrôle constituée le 3 février 1999 - Annexe n° 3 : Les aides à l'emploi [7 juillet 1999] (n° 1781)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement supérieur. Etudiants. Etrangers, accueil [24 novembre 1998] (p. 9424)

Politique extérieure. Irak. Attitude de la France [3 février 1999] (p. 851)

Politique extérieure. Moyen-Orient. Conflit israélo-libanais [29 juin 1999] (p. 6535)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1998] (p. 6078)

Après l'article 10

Son amendement n° 814 (cas de résiliation de plein droit du bail) : retiré (p. 6099)

Son amendement n° 813 (conditions de réaffectation à d'autres usages agricoles d'un terrain agricole par son propriétaire) : devenu sans objet (p. 6104)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6551)

Son intervention (p. 6570)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics (p. 6570, 6571)

Emploi : allègement des charges sociales (p. 6571)

Entreprises : compétitivité (p. 6571)

Finances publiques : dépenses (p. 6570)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6570)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6570, 6571)

Politique économique : consommation (p. 6571)

Politique économique : croissance (p. 6570)

Politique économique : investissement (p. 6570)

Politique économique : politique monétaire (p. 6570)

Recherche : innovation (p. 6571)

TVA : taux (p. 6571)

Union européenne : euro (p. 6570)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6802) ; [17 octobre 1998] (p. 6900)

Après l'article 16

Son amendement n° 520 (non-application de l'abattement prévu à l'article 150 M du code général des impôts aux plus-values immobilières réalisées lors de la cession de terrains à bâtir) : retiré (p. 6821)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 421 de M. Pierre Méhaignerie (de suppression) (p. 6915)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8665)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 8667)

Emploi : allègement des charges sociales (p. 8666)

Emploi : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 8667)

Emploi : chômage : statistiques (p. 8665)

Emploi : contrats emploi consolidés (p. 8666)

Emploi : contrats emploi solidarité (p. 8666)

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 8665, 8666)

Emploi : contrats initiative-emploi (p. 8666)

Emploi : entreprises d'insertion (p. 8666)

Emploi : exonération dans les zones en difficulté : Dom (p. 8666)

Emploi : Fonds national de l'emploi (FNE) (p. 8667)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du travail et de l'emploi : crédits (p. 8665)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 8666)

Prestations familiales : cotisations : exonération (p. 8666)

Travail : réduction du temps de travail (p. 8666)

Vote des crédits [10 novembre 1998] (p. 8727)

Article 81 (suppression de l'exonération de cotisations d'allocations familiales)

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 8730)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Michel Bouvard (de suppression) (p. 8730)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (maintien de l'abattement de cotisations d'allocations familiales) : adopté (p. 8731)

Son amendement n° 57 (suppression du paragraphe II) : retiré (p. 8731)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 8732)

Soutient l'amendement n° 38 rectifié de la commission (de cohérence) : adopté (p. 8732)

Son amendement n° 58 (maintien de l'abattement de cotisations familiales aux exploitants agricoles pour leurs salariés) : retiré (p. 8732)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Charles de Courson (maintien de l'abattement de cotisations familiales aux exploitants agricoles pour leurs salariés) (p. 8732)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Léonce Deprez (exclusion du secteur agricole des mesures de suppression de l'exécution de cotisations d'allocations familiales) (p. 8732)

**ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES
ADDITIONNELS NON RATTACHÉS**

[17 novembre 1998] (p. 9064)

Après l'article 69

Son amendement n° 154 (modification de la répartition du prélèvement sur les bases d'imposition des établissements de traitement des ordures ménagères) : retiré (p. 9072)

Intervient sur l'amendement n° 122 de la commission (rapport au Parlement sur les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 9075)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10016)

Son intervention (p. 10047)

Thèmes :

Chômage : indemnisation (p. 10047)

Entreprises : allègement des charges (p. 10047)

Finances publiques : dépenses (p. 10047)

Politique économique : croissance (p. 10047)

Politique sociale : généralités (p. 10047)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10047)

Préretraites (p. 10047)

Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire (p. 10047)

Rapatriés : indemnisation (p. 10047, 10048)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Après l'article 16

Son amendement n° 25 (aménagement du dispositif de suspension des poursuites à l'encontre des rapatriés réinstallés dans des professions non salariées) : retiré ; repris par M. Christian Kert : adopté (p. 10995)

Son amendement n° 28 (confirmation de la suspension des poursuites et de la non-intégration des effacements et remises en bénéfices fiscaux pour les rapatriés pouvant bénéficier des dispositions de l'article 44 de la loi de finances rectificative du 30 décembre 1986) : retiré (p. 10994) ; repris par M. Christian Kert : rejeté (p. 10995)

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10331)

Son intervention (p. 10343)

Thèmes :

Emploi : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 10343, 10344)

Préretraites : allocation spéciale (p. 10343)

Préretraites : allocation spéciale (p. 10344)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 10343)

Travail : négociations : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 10343)

Vote pour du groupe socialiste (p. 10344)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mars 1999] (p. 2356)

Après l'article 53

Son amendement n° 311 (aménagement du dispositif de suspension des poursuites engagées à l'encontre des rapatriés réinstallés en situation de surendettement) : vote réservé jusqu'après l'examen des amendements portant articles additionnels après l'article 78 (p. 2352) : retiré (p. 2378)

Jean BARDET

*Val-d'Oise (3^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale [J.O. du 20 novembre 1998] (p. 17562)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Transports urbains. Fonctionnement. Ile-de-France
[6 octobre 1998] (p. 5952)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [27 octobre 1998]
(p. 7361, 7399, 7430)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 7407)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 7411) : rejetée (p. 7426)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 7416)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 7414)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 7415)

Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 7415)

Politique sociale (p. 7412)

Professions de santé (p. 7417)

Professions de santé : médecins : étrangers (p. 7417)

Professions de santé : médecins : préretraites (p. 7414)

Professions de santé : médecins : sanctions (p. 7415)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 7407)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 7418)

Risques professionnels : accidents du travail (p. 7418)

Santé : Agence nationale d'accréditation et d'évaluation de la santé (ANAES) (p. 7414)

Santé : soins palliatifs (p. 7417)

Sécurité sociale : déficit (p. 7413, 7414)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 7407)

Sécurité sociale : équilibre financier : Parlement (p. 7412)

Sécurité sociale : prestations familiales (p. 7407)

Sécurité sociale : prestations familiales (p. 7414)

Discussion des articles [29 octobre 1998] (p. 7622, 7660)

Article 15 (dépistage organisé des maladies aux conséquences mortelles évitables)

Son intervention (p. 7630)

Article 19 (critères d'attribution de l'allocation de remplacement en cas de cessation d'activité des médecins et des aides à leur reconversion)

Son intervention (p. 7656)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Pierre Hériaud (report de la mise en application du MICA) (p. 7664)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (report de la mise en application du MICA) (p. 7664)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (report de la mise en application du MICA) (p. 7664)

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. François Goulard (report de la mise en application du MICA) (p. 7664)

Article 21 (clause de sauvegarde applicable aux dépenses médicales)

Son intervention (p. 7674)

Article 23 (création d'un droit de substitution au profit du pharmacien)

Son intervention (p. 7694)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8645)

Son intervention (p. 8615)

Thèmes avant la procédure des questions :

Drogue : toxicomanie (p. 8616)

Santé : alcoolisme : transferts de compétences (p. 8615)

Santé : jeunes : mortalité (p. 8615)

Santé : tabagisme (p. 8616)

Santé : veille sanitaire (p. 8616)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 avril 1999] (p. 3658) ; [28 avril 1999] (p. 3706)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 3684)

Son intervention (p. 3730)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3684)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : financement (p. 3730)

Professions de santé : médecins : étrangers (p. 3731)

Santé : accès aux soins (p. 3730)

Santé : politique de la santé : informatique (p. 3730)

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755)

Article 1er (création d'une couverture maladie universelle et d'une protection complémentaire avec dispense d'avance de frais pour les plus démunis)

Son intervention (p. 3756)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4388, 4445)

Article 1er (autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire)

Article L. 227-3 du code de l'aviation civile : compétences générales de l'Autorité

Son amendement n° 3 soutenu par M. Francis Delattre (unification des réglementations aéroportuaires) : rejeté (p. 4399)

Son amendement n° 2 soutenu par M. Francis Delattre (unification des réglementations aéroportuaires) : rejeté (p. 4399)

Après l'article L. 227-4 du code de l'aviation civile

Son amendement n° 4 : non soutenu (p. 4445)

Son amendement n° 5 soutenu par M. Francis Delattre (propositions de l'Autorité pour l'élaboration du schéma national aéroportuaire) : retiré (p. 4445)

François BAROIN

*Aube (3^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046) ; [8 octobre 1997] (p. 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6380)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 762 soutenu par M. Michel Bouvard (avis du comité économique et social de la région concernée) : rejeté (p. 6025)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son amendement n° 764 : non soutenu (p. 6066)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Après l'article L. 331-2 du code rural

Son amendement n° 792 soutenu par M. Christian Jacob (autorisation de droit pour les sociétés lorsque la superficie divisée par le nombre d'associés n'excède pas le seuil fixé) : rejeté (p. 6184)

Son amendement n° 793 soutenu par M. Christian Jacob (autorisation de droit pour les biens recueillis par succession ou donation) (p. 6184) : rejeté (p. 6185)

Après l'article 16

Son amendement n° 794 soutenu par M. Christian Jacob (création de sections spécialisées au sein des commissions départementales d'orientation agricole) : retiré (p. 6198)

Après l'article 64

Son sous-amendement n° 801 soutenu par M. Christian Jacob (étude des mécanismes les plus appropriés pour constituer une assurance-revenu) à l'amendement n° 226 de la commission (rapport au Parlement sur l'adaptation de la fiscalité agricole, des charges sociales et de la transmission) : retiré (p. 6453)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Examen du fascicule [21 octobre 1998] (p. 7077)

Son intervention (p. 7089)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : déconcentration (p. 7089, 7090)

Culture : crédits (p. 7089)

Enseignement supérieur : architecture (p. 7090)

Patrimoine culturel : musées : Président de la République (p. 7090)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 7090)

COMMUNICATION

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8909)

Procédure des questions :

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 8926)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501, 4532)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 4521)

Son intervention (p. 4553)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4554)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4521)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4553, 4554)

Alain BARRAU

*Hérault (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur de la proposition de résolution sur les recommandations de la Banque centrale européenne relatives aux réserves obligatoires, à la collecte d'informations statistiques et à ses pouvoirs en matière de sanctions :

- recommandation de la BCE pour un règlement (CE) du Conseil concernant l'application de réserves obligatoires par la BCE ;

- recommandation de la BCE pour un règlement (CE) du Conseil concernant la collecte d'informations statistiques par la BCE ;

- recommandation de la BCE pour un règlement (CE) du Conseil concernant les pouvoirs de la BCE en matière de sanctions (n° E 1145) (n° 1117) [22 octobre 1998]

Président de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 27 mars 1999] (p. 4605)

Membre titulaire du comité national de l'euro [J.O. du 12 mai 1999] (p. 7075)

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 34 : Jeunesse et sports (n° 1111) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution (n° 1117) de M. Gérard Fuchs, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur les recommandations de la Banque centrale européenne relatives aux réserves obligatoires, à la collecte d'informations statistiques et à ses pouvoirs en matière de sanctions

- recommandation de la BCE pour un règlement (CE) du Conseil concernant l'application de réserves obligatoires par la BCE

- recommandation de la BCE pour un règlement (CE) du Conseil concernant la collecte d'informations statistiques par la BCE
- recommandation de la BCE pour un règlement (CE) du Conseil concernant les pouvoirs de la BCE en matière de sanctions (n° E 1145) [4 novembre 1998] (n° 1178)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la stratégie européenne en faveur de l'emploi [5 novembre 1998] (n° 1182)

Proposition de résolution n° 1184 sur la proposition de lignes directrices pour les politiques de l'emploi des Etats membres pour 1999 (COM (98) 574 final - n° E 1171) [9 novembre 1998]

Proposition de résolution n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final / n° E 1061) [17 décembre 1998]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final / n° E 1061) [17 décembre 1998] (n° 1280)

Proposition de résolution n° 1367 sur la réforme de l'organisation commune du marché viti-vinicole (COM (98) 370 final / n° E 1134) [4 février 1999]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la réforme de l'organisation commune du marché viti-vinicole (COM (98) 370 final / n° E 1134) [4 février 1999] (n° 1366)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 12 décembre 1998 au 13 janvier 1999 (n°s E 1190 à E 1196 et E 1199 à E 1201), et sur les propositions d'actes communautaires n°s E 1179 et E 1206 [4 février 1999] (n° 1368)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 14 janvier au 16 mars 1999 (n°s E 1207, E 1210 à E 1212, E 1214, E 1216 à E 1218, E 1221 à E 1223, E 1226 et E 1228), et sur les propositions d'actes communautaires n°s E 1016, E 1102 et E 1197 [25 mars 1999] (n° 1498)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 17 mars au 3 mai 1999 (n°s E 1229, E 1231, E 1232, E 1235, E 1241, E 1243 à E 1245), et sur les propositions d'actes communautaires n°s E 1042, E 1144, E 1158, E 1189, E 1198, E 1204, E 1219, E 1224, E 1225 rectifié et E 1227 [6 mai 1999] (n° 1582)

Proposition de résolution n° 1616 sur la proposition de règlement définitif à la fourniture d'une assistance en faveur de la réforme et du redressement de l'économie des nouveaux Etats indépendants et de la Mongolie (COM (98) 753 final/n° E 1024) [20 mai 1999]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la réforme de l'assistance de l'Union européenne en faveur des nouveaux Etats indépendants et de la Mongolie (COM (98) 753 final/n° E 1024) [20 mai 1999] (n° 1615)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 3 mai au 20 mai 1999 (n°s E 1246, E 1247, E 1250, E 1254 et E 1255), et sur les propositions d'actes communautaires n°s E 1016, E 1140, E 1203, E 1213, E 1215, E 1228, E 1230, E 1233, E 1234, E 1237, E 1237, E 1238, E 1240 et E 1242 [27 mai 1999] (n° 1644)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les relations entre l'Union européenne et le MERCOSUR [17 juin 1999] (n° 1721)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 21 mai au 24 juin 1999 (n°s E 1256 à E 1262 et E 1264 à E 1268), et sur les textes n°s E 1184, E 1239, E 1248, E 1251 et E 1252 [1^{er} juillet 1999] (n° 1777)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. UEM. Conseil de l'Euro [4 novembre 1998] (p. 8032)

Politiques communautaires. Bilan. Agenda 2000, négociations [2 mars 1999] (p. 1861)

Union européenne. Institutions communautaires. Réforme [9 juin 1999] (p. 5608)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6551)

Son intervention (p. 6566)

Thèmes :

Politique économique : croissance (p. 6566)

TVA : taux (p. 6566)

Union européenne : construction européenne (p. 6566)

**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'EQUILIBRE FINANCIER**

**Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6683) ;
[16 octobre 1998] (p. 6846)**

Article 42 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 6699)

Thèmes :

Aménagement du territoire : fonds structurels (p. 6699)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6700)

Politique économique : généralités (p. 6700)

Politiques communautaires : budget (p. 6699)

TVA : taux (p. 6700)

Union européenne : construction européenne (p. 6700) ;
contribution française (p. 6699) ; Parlement européen
(p. 6700)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission
(assujettissement au taux réduit de la TVA des
travaux d'amélioration et d'entretien dans l'habitat)
(p. 6870)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8739)

Rapporteur spécial de la commission des finances,
de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8739)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : objecteurs de conscience (p. 8741)

Jeunes : associations : sports (p. 8740)

Sports : crédits (p. 8739, 8741)

Sports : dopage (p. 8741)

Sports : fédérations (p. 8741)

Sports : Fonds national pour le développement du
sport (FNDS) (p. 8741)

Sports : installations sportives (p. 8741)

Sports : jeunes : exclusion (p. 8740)

**Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé
des sportifs et à la lutte contre le dopage**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [18 novembre 1998]
(p. 9172, 9197)**

Son intervention (p. 9209)

Thèmes :

Sports : dopage : généralités (p. 9209)

Union européenne : Conférence
intergouvernementale (CIG) : sports (p. 9210)

**Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant
l'article 88-2 de la Constitution**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [24 novembre 1998]
(p. 9427, 9459) ; [25 novembre 1998] (p. 9509)**

Ses explications de vote sur l'exception
d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe de Villiers
(p. 9455)

Son intervention (p. 9482)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en
commission de M. Jean-Jacques Guillet (p. 9530)

Thèmes :

Constitution : article 88-1 (p. 9455)

Constitution : article 88-4 (p. 9482)

Parlement : rôle : Union européenne (p. 9482)

Union européenne : construction européenne
(p. 9482, 9483)

Union européenne : Parlement européen (p. 9482)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : généralités
(p. 9455)

**Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine
et à la simplification de la coopération intercommu-
nale**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [4 février 1999]
(p. 951, 977)**

Son intervention (p. 994)

Thèmes :

Coopération intercommunale : communautés d'agglomé-
rations (p. 994)

Coopération intercommunale : organismes : démoc-
ratie (p. 994, 995)

Ordre public : contrats locaux de sécurité :
communautés d'agglomérations (p. 995)

**Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du
traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union
européenne, les traités instituant les Communautés
européennes et certains actes connexes**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Philippe de Villiers (p. 1907)

Son intervention (p. 1927)

Thèmes :

Union européenne : institutions communautaires (p. 1928)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1907, 1908, 1927)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495)

Son intervention (p. 2501)

Thèmes :

DOM-TOM (p. 2501)

Politiques communautaires : budget (p. 2501)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2501)

Union européenne : fonds structurels (p. 2501, 2502)

Proposition de résolution n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final / n° E 1061)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)

Discussion générale commune des propositions de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM [98] 0158 final / n° E 1052), n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM [98] 131 final / n° E 1061) et n° 1409 sur l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM [98] 164 final / n° E 1049) et sur le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC [98] n° 698 final / n° E 1128) (Voir Agriculture 1248)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Félix Leyzour (création de nouvelles ressources financières pour mettre l'accent sur l'emploi) (p. 2584)

Projet de loi n° 1313 autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [12 mai 1999] (p. 4443)

Projet de loi n° 11 créant le Conseil national des communes "Compagnon de la Libération"

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4425)

Son intervention (p. 4428)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : résistants (p. 4428)

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : communes (p. 4428)

Vote pour du groupe socialiste (p. 4428)

Proposition de résolution n° 1646 sur les propositions de directives relatives aux chemins de fer communautaires (COM (98) 0480 final/n° E 1163)

Avant la discussion de l'article unique [16 juin 1999] (p. 5915)

Son intervention (p. 5917)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 5918)

Déchets, pollutions et nuisances : pollution : transports routiers (p. 5918)

Politiques communautaires : directives : transports ferroviaires (p. 5917, 5918)

Transports : transport combiné (p. 5918)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 5918)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 5918)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6166)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 6166)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 6166)

Politiques communautaires : politiques internes : TGV (p. 6166)

Transports ferroviaires (p. 6166)

TVA : taux (p. 6166)

Proposition de résolution n° 1526 sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne la possibilité d'appliquer à titre expérimental un taux de TVA réduit sur les services à forte intensité de main-d'œuvre (COM (99) 62 final/n° E 1236)

Avant la discussion de l'article unique [17 juin 1999] (p. 6192)

Son intervention (p. 6195)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : bâtiment : TVA (p. 6195)

Emploi : politique de l'emploi : Union européenne (p. 6195)

Travail : travail clandestin (p. 6195)

TVA : taux réduit (p. 6195)

Déclaration du Gouvernement n° 1733 présentée par M. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, sur l'organisation mondiale du commerce

[23 juin 1999] (p. 6331)

Son intervention (p. 6350)

Thèmes :

Agriculture (p. 6353)

Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 6352)

Audiovisuel et communication (p. 6351)

Enfants : travail (p. 6352)

Environnement (p. 6352)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 6350 à 6353)

Politique économique : accord multilatéral sur l'investissement (AMI) (p. 6350)

Politique économique : mondialisation (p. 6351)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6351)

Services (p. 6352)

Travail : conditions de travail (p. 6352)

Union européenne : Commission : négociations (p. 6352, 6353)

Raymond BARRE

*Rhône (4^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance*

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Jacques BARROT

*Haute-Loire (1^{ère} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur de la proposition de loi créant les plans de prévoyance retraite (n° 1301) [23 décembre 1998]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle [J.O. du 4 juin 1999] (p. 8274)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 21 : Emploi et solidarité (formation professionnelle) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1204 visant à assurer aux salariés une "formation tout au long de la vie" [17 novembre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de loi (n° 1301) de M. Philippe Douste-Blazy créant les plans de prévoyance retraite [20 janvier 1999] (n° 1333)

Proposition de loi n° 1705 relative au serment républicain [16 juin 1999]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en conclusion des travaux d'une mission d'évaluation et de contrôle constituée le 3 février 1999 - Annexe n° 4 : l'utilisation des crédits de la formation professionnelle [7 juillet 1999] (n° 1781)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Aménagement du territoire. Prime d'aménagement du territoire (PAT). Conditions d'attribution [26 mai 1999] (p. 4926)

*DÉBATS***Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [12 octobre 1998] (p. 6380)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 750 soutenu par M. François Sauvadet (possibilité de contrats dérogatoires) : rejeté (p. 6027)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Son amendement n° 751 soutenu par M. Germain Gengenwin (prise en compte des activités situées dans le prolongement de l'intervention dans le cycle biologique) : retiré (p. 6073)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Son amendement n° 752 soutenu par M. François Sauvadet (inscription au registre des métiers) (p. 6092) : retiré (p. 6094)

Après l'article 10

Son sous-amendement n° 755 corrigé soutenu par M. Jacques Le Nay (application à tous les baux en cours) à l'amendement n° 94 de la commission (reprise d'une parcelle par le bailleur pour la construction d'une maison d'habitation) (p. 6103) : rejeté (p. 6104)

Après l'article 50

Son amendement n° 753 soutenu par M. Charles de Courson (modalités d'attribution des biens de section) : retiré (p. 6421)

Article 59 (architecture générale de l'enseignement technique agricole privé)

Son amendement n° 754 soutenu par M. François Sauvadet (maintien de l'équilibre entre les enseignements publics et privés) : retiré (p. 6433)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER****Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6846)**

Après l'article 19

Son amendement n° 334 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application du taux réduit de la TVA aux réseaux de distribution d'énergie calorifique représentatifs du combustible bois) : adopté (p. 6857)

Article 22 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux subventionnés par l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Son amendement n° 333 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application du taux réduit de la TVA aux opérations de construction des logements-foyers mises en œuvre entre le 1^{er} octobre 1996 et le 2 juillet 1998) : retiré (p. 6868)

Article 23 (augmentation des taux de réduction de droits sur les donations)

Son amendement n° 335 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (suppression jusqu'au 31 décembre 1999 de la limite d'âge pour bénéficier de l'abattement de 50 % sur les droits applicables aux donations) : retiré (p. 6875)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE****Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)**

Procédure des questions :

Cours d'eau, étangs et lacs : Loire (p. 8097)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8095, 8096)

TRAVAIL ET EMPLOI**Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8669)

Thèmes avant la procédure des questions :

Formation professionnelle : apprentissage (p. 8669, 8670)

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 8670)

Formation professionnelle : contrats d'insertion professionnelle : contrats d'initiative locale (p. 8670)

Formation professionnelle : formation continue (p. 8671)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 8669)

Vote des crédits [10 novembre 1998] (p. 8727)

Article 80 (recentrage de l'aide à l'embauche de l'indemnité compensatrice forfaitaire à l'apprentissage)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Serge Poignant (de suppression) (p. 8729)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Jean-Jacques Weber (de suppression) (p. 8729)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 8729)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (maintien pendant un an de la prime) : rejeté (p. 8730)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7430)

Son intervention (p. 7449)

Thèmes :

Etablissements de santé : dotation globale de financement (p. 7449)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 7449, 7450)

Professions de santé : médecins : sanctions (p. 7449)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 423 de la commission (suppression des plans d'épargne retraite) (p. 7533)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Son intervention (p. 7534)

Article 13 (rétablissement de l'universalité des allocations familiales)

Son intervention (p. 7610)

Article 14 (extension de l'allocation de rentrée scolaire aux familles d'un enfant)

Son intervention (p. 7624)

Article 18 (élargissement des missions des unions de médecins exerçant à titre libéral)

Son amendement n° 176 (expérimentation pendant un an) : retiré (p. 7654)

Intervient sur l'amendement n° 330 de M. Jean-Luc Prél (expérimentation pendant un an) (p. 7654)

Article 21 (clause de sauvegarde applicable aux dépenses médicales)

Son intervention (p. 7671)

Article 22 (dispositif transitoire relatif au respect de l'objectif des dépenses médicales pour 1998)

Son amendement n° 175 soutenu par M. Jean-Luc Prél (suppression des sanctions) : rejeté (p. 7689)

Article 23 (création d'un droit de substitution au profit du pharmacien)

Son amendement n° 174 (mention du générique délivré) : non soutenu ; repris par : adopté (p. 7703)

Son intervention (p. 7694)

Son amendement n° 172 (prise en charge d'un surcoût éventuel) : rejeté (p. 7705)

Son amendement n° 170 (dispositif anti cadeaux) : retiré (p. 7706)

Son amendement n° 171 (plafonnement des remises et ristournes) : adopté après modifications (p. 7707)

Intervient sur le sous-amendement n° 436 de M. Jean-Luc Prél (de précision) à son amendement n° 171 (p. 7707)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques)

Son intervention (p. 7708)

Son amendement n° 178 (prix pratiqués dans les autres pays de l'Union européenne) : retiré (p. 7716)

Son amendement n° 177 (objectifs pluriannuels) : rejeté (p. 7716)

Article 33 (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie)

Son amendement n° 336 (vote du Parlement sur la répartition des enveloppes) : rejeté (p. 7758)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9629, 9678)

Article 18 (élargissement des missions des unions de médecins exerçant à titre libéral)

Son amendement n° 112 (expérimentation de la période d'évaluation) : rejeté (p. 9661)

Article 21 (clause de sauvegarde applicable aux dépenses médicales)

Intervient sur le sous-amendement n° 100 du Gouvernement (ajustement des tarifs et adaptation de la nomenclature) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9667)

Article 23 (création d'un droit de substitution au profit du pharmacien)

Son intervention (p. 9673)

Son sous-amendement n° 122 (responsabilité de la substitution) à l'amendement n° 29 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 9674)

Son amendement n° 113 : retiré (p. 9675)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques)

Son amendement n° 119 soutenu par M. Jean-Luc Prével (fixation des prix en fonction des tarifs européens) (p. 9682) : rejeté (p. 9683)

Intervient sur le sous-amendement n° 164 de M. François Goulard (fréquence des réunions) à l'amendement n° 96 du Gouvernement (comité économique du médicament) (p. 9690)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 255) ; [26 janvier 1999] (p. 408) ; [2 février 1999] (p. 749)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 495 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression) (p. 276) : rejeté (p. 285)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Son amendement n° 496 corrigé soutenu par M. Germain Gengenwin (présence du département) : rejeté (p. 441)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Intervient sur l'amendement n° 365 de M. Jacques Blanc (limitation du schéma aux seuls espaces naturels protégés) (p. 779)

Son amendement n° 497 soutenu par M. François Sauvadet (limitation du schéma aux seuls espaces naturels protégés) : rejeté (p. 779)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son amendement n° 498 soutenu par M. Maurice Leroy (organismes consultés) : retiré (p. 803)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 480 soutenu par M. Yves Coussain (concertation avec les départements et régions intéressés) (p. 831) : rejeté (p. 832)

Après l'article 20

Son amendement n° 499 soutenu par M. Yves Coussain (élaboration de projets de développement par les départements) : rejeté (p. 839)

Proposition de loi n° 1301 créant les plans de prévoyance retraite

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 539)

Son intervention (p. 539)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 539, 540)

Démographie (p. 539)

Retraites : généralités : cotisations (p. 539)

Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 540)

Retraites : généralités : système par capitalisation (p. 539, 540)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 539)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3738)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3741) : rejetée (p. 3755)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 3741, 3742, 3744)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : bénéficiaires (p. 3741)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3743)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : financement (p. 3742, 3743)

Assurance maladie maternité : généralités : mutuelles (p. 3742, 3744)

Politique sociale : aide médicale gratuite (p. 3741, 3742)

Sécurité sociale : carte : santé (p. 3743, 3743)

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ; [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 6 (articles L. 161-2, L. 381-7, L. 381-12, L. 382-9, L. 615-8, L. 722-6 du code de la sécurité sociale et article 1106-12 du code rural : accès aux soins sans restrictions financières)

Son amendement n° 331 soutenu par M. Yves Bur (maintien d'une cotisation) : rejeté (p. 3770)

Son amendement n° 332 soutenu par M. Yves Bur (maintien d'une cotisation) (p. 3770) : rejeté (p. 3771)

Son amendement n° 333 soutenu par M. Yves Bur (cotisation proportionnelle) : rejeté (p. 3771)

Article 14 (articles L. 243-4, L. 652-3, L. 242-11, L. 136-5 du code de la sécurité sociale et L. 1143-2, L. 1143-5, L. 1143-7 du code rural : exécution des recouvrements forcés de cotisations dues par les non salariés non agriculteurs)

Son amendement n° 334 (prélèvement des cotisations sur le montant des prestations dues aux assurés) : retiré (p. 3824)

Article 19 (articles 380-1 et 380-3 nouveaux du code de la sécurité sociale : possibilité de maintien de certaines personnes dans le régime de l'assurance personnelle à titre temporaire ou définitif)

Son amendement n° 335 (assurés volontaires du régime des professions indépendantes) : retiré (p. 3827)

Avant l'article 20

Soutient l'amendement n° 302 de M. Germain Gengenwin (crédit d'impôt pour les ménages modestes ne bénéficiant pas de la CMU) : rejeté (p. 3829)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Son intervention (p. 3831)

Article L. 861-3 du code de la sécurité sociale : étendue de la couverture complémentaire CMU

Son amendement n° 337 (bénéficiaires du RMI) : retiré (p. 3841)

Son amendement n° 343 (prise en charge des prothèses) : retiré (p. 3847)

Son amendement n° 344 (détermination des soins couverts par la CMU) : retiré (p. 3847)

Son amendement n° 338 : retiré (p. 3847)

Article L. 861-5 du code de la sécurité sociale : attribution de la couverture complémentaire CMU

Son amendement n° 336 soutenu par M. Yves Bur (instruction des dossiers de CMU par les mutuelles) (p. 3857) : rejeté (p. 3858)

Article 25 (articles L. 861-10, L. 861-11, L. 861-12, L. 861-13, L. 861-14, L. 861-15, L. 861-16, L. 861-17 nouveaux du code de la sécurité sociale : création du fonds de financement de la protection complémentaire)

Son amendement n° 345 soutenu par M. Yves Bur (présence de représentants des organismes complémentaires au sein du conseil d'administration) : rejeté (p. 3883)

Article 35 (articles L. 162-16-1 à L. 162-16-3 nouveaux, L. 161-34, L. 161-36 nouveau, L. 162-33 et L. 625 du code de la sécurité sociale : convention entre les pharmaciens d'officine et l'assurance maladie)

Son intervention (p. 3968)

Après l'article 37

Son amendement n° 346 soutenu par M. Yves Bur (modifications au sein des caisses de travailleurs non salariés) : rejeté (p. 4006)

Article 38 (entrée en vigueur de la loi)

Son amendement n° 347 soutenu par M. Yves Bur (report de trois mois) : rejeté (p. 4025)

Son amendement n° 349 (rapport d'évaluation au Parlement) : rejeté (p. 4025)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 1999] (p. 5956)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Son sous-amendement n° 232 soutenu par M. Yves Bur (définition d'un panier de soins) à l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 5965)

Son sous-amendement n° 231 soutenu par M. Bernard Accoyer (définition d'un panier de soins) à l'amendement n° 22 de la commission : rejeté (p. 5966)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6162)

Thèmes :

- Finances publiques : dépenses (p. 6162, 6163)
 Fonctionnaires et agents publics (p. 6163)
 Politique économique : croissance (p. 6162)
 Politique économique : investissement (p. 6162, 6163)
 Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 6163)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 6163)
 Voirie : routes : crédits (p. 6162, 6163)

Proposition de résolution n° 1526 sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne la possibilité d'appliquer à titre expérimental un taux de TVA réduit sur les services à forte intensité de main-d'œuvre (COM (99) 62 final/n° E 1236)

Avant la discussion de l'article unique [17 juin 1999] (p. 6192)

Son intervention (p. 6196)

Thèmes :

- Bâtiment et travaux publics : bâtiment : TVA (p. 6196)
 Hôtellerie et restauration : restaurants : TVA (p. 6196)
 Travail : travail clandestin (p. 6196)
 TVA : taux réduit (p. 6196)
 TVA : taux réduit : aides à domicile (p. 6196)
 Union européenne : droit communautaire : directives (p. 6196)

Claude BARTOLONE

Ministre délégué à la ville

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

- M. Robert Gaïa. Politique sociale. Surendettement. Revenus, insaisissabilité [2 décembre 1998] (p. 9888)
 M. Pierre Cohen. Aménagement du territoire. Politique de la ville. Délinquance, lutte et prévention [16 décembre 1998] (p. 10566)
 M. Michel Pajon. Aménagement du territoire. Politique de la ville. Délinquance, lutte et prévention [26 janvier 1999] (p. 362)

M. Pierre Carassus. Emploi. Jeunes. Emplois d'été, création, aides de l'Etat [27 janvier 1999] (p. 455)

M. Pierre Méhaignerie. Entreprises. Charges. Allègement [16 février 1999] (p. 1442)

Mme Sylvie Andrieux. Jeunes. Tourisme et loisirs. Dispositif ville-vie-vacances, mise en place [17 février 1999] (p. 1555)

Mme Nicole Bricq. Aménagement du territoire. Zones franches urbaines. Entreprises, aides de l'Etat [10 mars 1999] (p. 2223)

M. Franck Dhersin. Travail. Durée du travail. Réduction, financement [2 juin 1999] (p. 5282)

M. Michel Vaxès. Travail. Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC). Augmentation [2 juin 1999] (p. 5289)

Mme Sylvie Andrieux. Aménagement du territoire. Politique de la ville. Lutte contre l'exclusion [30 juin 1999] (p. 6699)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Alain Vidalies. Transports aériens. Personnel. Formation professionnelle, centre de Biscarosse, activité [2 février 1999] (p. 692)

M. Georges Sarre. Transports ferroviaires. Réseau ferré de France (RFF). Ligne de petite ceinture, exploitation, Paris [2 février 1999] (p. 693)

M. Hervé Morin. Voirie. A 28. Liaison Alençon Rouen, construction [2 février 1999] (p. 693)

M. Claude Billard. Ministères et secrétariats d'Etat. Equipement et transports : IGN. Perspectives [2 février 1999] (p. 694)

M. Guy Teissier. Voirie. A 50. Liaisons avec la RN 8, Marseille [2 février 1999] (p. 696)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Son intervention (p. 7898)

Ses réponses (p. 7903 à 7915)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : contrats de ville (p. 7900, 7901)

Aménagement du territoire : politique de la ville : Caisse des dépôts et consignations (p. 7901)

Aménagement du territoire : politique de la ville : crédits (p. 7901)

Aménagement du territoire : politique de la ville : simplifications administratives (p. 7902)

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés : contrats emploi-jeunes (p. 7900)

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés : délinquance et criminalité (p. 7900)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7901)

Collectivités territoriales : services publics locaux : accès

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 7901)

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 7900)

Union européenne : Fonds social européen (FSE) (p. 7901)

Urbanisme : grands projets urbains (p. 7902)

Urbanisme : opérations d'aménagement : logement social (p. 7899)

Réponses aux questions :

Aménagement du territoire : contrats de ville (p. 7904) (M. Yves Dauge) (p. 7904)

Aménagement du territoire : contrats de ville : renouvellement (p. 7905) (M. Pierre Cohen) (p. 7904)

Aménagement du territoire : politique de la ville : communautarisme (p. 7908) (M. Jacques Brunhes) (p. 7907)

Aménagement du territoire : politique de la ville : conseils interministériels (p. 7907) (M. Patrick Braouezec) (p. 7906)

Aménagement du territoire : politique de la ville : culture (p. 7913) (Mme Odette Grzegorzulka) (p. 7913)

Aménagement du territoire : politique de la ville : simplifications administratives (p. 7912) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 7912)

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés : délinquance et criminalité (p. 7914) (M. Laurent Cathala) (p. 7914)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7910) (Mme Nicole Bricq) (p. 7909)

Collectivités territoriales : services publics locaux : accès (p. 7911) (Mme Odile Saugues) (p. 7911)

Communes : Sedan : contrats de ville (p. 7909) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 7909)

Logement : HLM : subventions de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 7908) (M. Gilbert Meyer) (p. 7908)

Urbanisme : développement social urbain (DSU) (p. 7903) (M. Michel Meylan) (p. 7903)

Urbanisme : développement social urbain (DSU) : famille (Mme Gilberte Marin-Moskovitz) (p. 7911)

Urbanisme : grands projets urbains : commerce et artisanat (p. 7906) (Mme Annette Peulvast-Bergeal) (p. 7905)

Jacques BASCOU

*Aude (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur de la proposition de résolution sur la réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (COM (98) 370 final / n° E 1134) (n° 1367) [10 février 1999]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 12 février 1999] (p. 2287)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution (n° 1367) de M. Alain Barrau, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur la réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole (COM (98) 370 final/n° E 1134) [10 février 1999] (n° 1380)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 601, posée le 1^{er} février 1999. Sécurité sociale. Contribution sociale de solidarité des sociétés (J.O. Questions p. 512). Appelée le 2 février 1999. Exonération, coopératives viticoles (p. 678)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1998] (p. 6046) ; [12 octobre 1998] (p. 6380)

Article 12 (rapport sur l'assurance-récolte)

Son intervention (p. 6107)

Après l'article 43

Son amendement n° 815 (lieu de mise en bouteille et de conditionnement des vins bénéficiant d'une appellation d'origine) : retiré (p. 6384)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3480)

Article 40 quater (statut des syndicats de producteurs de produits d'AOC)

Son amendement n° 153 (missions et reconnaissance des syndicats de vins de pays) : retiré (p. 3531)

Son amendement n° 160 (missions et reconnaissance des syndicats de vins de pays) : retiré (p. 3531)

Son amendement n° 158 (missions et reconnaissance des syndicats de vins de pays) : retiré (p. 3531)

Sylvia BASSOT

*Orne (3^{ème} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Parlement. Questions écrites. Taux de réponse [3 novembre 1998] (p. 7930)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 529, posée le 7 décembre 1998. Coopération intercommunale. Communautés de villes (J.O. Questions p. 6604). Appelée le 8 décembre 1998. Transformation en communautés d'agglomération (p. 10160)

DÉBATS

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 70)

Son intervention (p. 97)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 97, 98)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 98)

Discussion des articles [2 février 1999] (p. 749)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son intervention (p. 794)

Son sous-amendement n° 1232 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (application du dispositif aux communautés d'agglomérations) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) (p. 821) : devenu sans objet (p. 822)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [10 février 1999] (p. 1208)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 322 soutenu par M. Francis Delattre (suppression des seuils démographiques pour les communautés de villes se transformant en communautés d'agglomération) (p. 1021) : retiré (p. 1022)

Article 39 (transformation des communautés de villes en communautés d'agglomération ou en communautés de communes)

Son intervention (p. 1214)

Intervient sur l'amendement n° 156 de la commission (suppression des conditions démographiques pour la transformation des communautés de villes en communautés d'agglomération) (p. 1237)

Son amendement n° 323 (suppression des conditions démographiques pour la transformation des communautés de villes en communautés d'agglomération) : réservé (p. 1215) : adopté (p. 1237)

Article 39 précédemment réservé (transformation des communautés de villes en communautés d'agglomération ou en communautés de communes)

Son amendement n° 323 (suppression des conditions démographiques pour la transformation des communautés de villes en communautés d'agglomération) : adopté (p. 1237)

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380, 3403)

Son intervention (p. 3412)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 3413)

Agriculture : installation (p. 3412)

Agroalimentaire : labels (p. 3412)

Enseignement agricole (p. 3412)

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Article 5 (reconnaissance d'un pouvoir d'avis aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture (CDOA). Composition des CDOA)

Son amendement n° 186 soutenu par M. Jean Proriot (avis de la commission sur les projets de contrats proposés par les agriculteurs) : rejeté (p. 3463)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son amendement n° 187 soutenu par M. Germain Gengenwin (qualité d'exploitant réservée aux seules personnes physiques) : rejeté (p. 3496)

Article 42 bis supprimé par le Sénat (création d'un fonds de valorisation et de communication)

Son amendement n° 189 : non soutenu (p. 3533)

Article 44 quinquies (rhino-trachéite infectieuse)

Son amendement n° 188 : non soutenu (p. 3553)

Christian BATAILLE

Nord (22^{ème} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur du projet de loi relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité (n° 1253) [4 novembre 1998]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire des choix scientifiques et technologiques, sur l'aval du cycle nucléaire - Tome II : les coûts de production de l'électricité [2 février 1999] (n° 1359)

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 1253), relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité [4 février 1999] (n° 1371)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement maternel et primaire. Fermetures de classes. Perspectives [26 janvier 1999] (p. 363)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 542, posée le 14 décembre 1998. Enseignement. Zone d'éducation prioritaire (ZEP) (J.O. Questions p. 6743). Appelée le 15 décembre 1998. Maintien, Nord (p. 10459)

n° 757, posée le 26 avril 1999. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Collectivités locales : caisses (J.O. Questions p. 2414). Appelée le 27 avril 1999. CNRACL (Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales), équilibre financier (p. 3599)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)

Son intervention (p. 8875)

Thèmes avant la procédure des questions :

Énergie et carburants : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 8875)

Énergie et carburants : énergie nucléaire (p. 8876)

Entreprises (p. 8875)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 8875, 8876)

Grandes écoles (p. 8876)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 233)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 234)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 234)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 février 1999] (p. 1477)

Son intervention (p. 1477)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : énergie électrique (p. 1481)

Energie et carburants : électricité (p. 1479 à 1483)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1477 à 1483)

Energie et carburants : énergie hydraulique (p. 1478)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 1478)

Environnement : protection (p. 1478, 1481)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1479, 1480)

Secteur public : services publics : électricité (p. 1479, 1480)

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (définition du service public de l'électricité)

Soutient l'amendement n° 163 de la commission (de précision) : adopté (p. 1606)

Soutient l'amendement n° 164 de la commission (contribution à la qualité de l'air et à la lutte contre l'effet de serre) : adopté (p. 1607)

Soutient l'amendement n° 165 corrigé de la commission (utilisation optimale des ressources énergétiques) : adopté (p. 1609)

Soutient l'amendement n° 166 de la commission (respect du droit à l'électricité pour tous) : adopté (p. 1610)

Soutient l'amendement n° 167 de la commission (critères de gestion) : adopté (p. 1610)

Article 2 (missions du service public de l'électricité)

Soutient l'amendement n° 168 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1612)

Soutient l'amendement n° 169 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1612)

Soutient l'amendement n° 170 de la commission (rédactionnel) : rejeté (p. 1612)

Soutient l'amendement n° 171 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1612)

Soutient l'amendement n° 172 de la commission (respect de l'environnement) : adopté (p. 1613)

Soutient l'amendement n° 173 de la commission (interconnexion avec les pays voisins) : adopté (p. 1613)

Soutient l'amendement n° 174 de la commission (rôle des collectivités concédantes) : adopté (p. 1615)

Soutient l'amendement n° 175 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1615)

Soutient l'amendement n° 176 de la commission (référence aux règlements de service des régies) : adopté (p. 1615)

Soutient l'amendement n° 177 de la commission (financement total des charges résultant de la mission de service public) : adopté (p. 1615)

Soutient l'amendement n° 178 de la commission (contenu de la mission de fourniture d'électricité) : adopté (p. 1616)

Soutient l'amendement n° 179 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1617)

Soutient l'amendement n° 183 de la commission (conditions de fourniture aux clients non éligibles et référence aux installations de proximité) : adopté (p. 1619)

Soutient l'amendement n° 184 de la commission (péréquation tarifaire limitée aux seuls usages de base non substituables de l'électricité) : rejeté (p. 1620)

Soutient l'amendement n° 185 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1620)

Soutient l'amendement n° 186 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1621)

Soutient l'amendement n° 135 de la commission (référence aux règlements de services des régies) : adopté (p. 1621)

Soutient l'amendement n° 136 de la commission (conditions des fournitures de secours aux clients éligibles) : adopté (p. 1623)

Soutient l'amendement n° 137 rectifié de la commission (conditions des fournitures de secours aux clients éligibles) : adopté (p. 1623)

Soutient l'amendement n° 138 de la commission (conditions des fournitures de secours aux clients éligibles) : adopté (p. 1623)

Soutient l'amendement n° 139 de la commission (obligation pour les distributeurs non nationalisés de fournir de l'électricité à tout client éligible n'ayant pas trouvé de fournisseur dans des conditions économiques ou techniques raisonnables) : adopté après modifications (p. 1624)

Article 3 (mise en œuvre et contrôle des missions de service public)

Soutient l'amendement n° 140 de la commission (missions des autorités concédantes) : adopté (p. 1626)

Soutient l'amendement n° 141 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 1626)

Soutient l'amendement n° 142 de la commission (destinataires du rapport annuel des organismes de distribution) : adopté (p. 1626)

Soutient l'amendement n° 143 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1627)

Soutient l'amendement n° 746 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1627)

Soutient l'amendement n° 144 de la commission (avis des commissions départementales pour améliorer le service public) : adopté (p. 1627)

Soutient l'amendement n° 146 de la commission (compétences de la conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire étendue à la formulation d'avis ou de propositions) : adopté (p. 1628)

Soutient l'amendement n° 147 de la commission (création dans chaque région d'un observatoire du service public de l'électricité) : adopté (p. 1629)

Article 4 (tarifs et plafonds de prix)

Soutient l'amendement n° 148 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1675)

Soutient l'amendement n° 149 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1676)

Soutient l'amendement n° 150 de la commission (tarifs de vente d'électricité aux clients non éligibles) : retiré (p. 1676)

Soutient l'amendement n° 151 de la commission (tarifs de vente d'électricité aux usagers domestiques) : adopté après modifications (p. 1679)

Son sous-amendement n° 760 (suppression du décret fixant le seuil inférieur de consommation) à l'amendement n° 151 de la commission : adopté (p. 1679)

Article 5 (mécanismes de compensation)

Intervient sur le sous-amendement n° 609 de M. Claude Billard (référence à la notion de coûts de production) à l'amendement n° 152 de la commission (de précision) (p. 1684)

Soutient l'amendement n° 153 de la commission (de précision) : adopté (p. 1684)

Soutient l'amendement n° 154 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1685)

Son sous-amendement n° 750 (organisme "agréé" par la Commission de régulation de l'électricité) à l'amendement n° 699 de M. Jean-Louis Dumont (contrôle de la comptabilité par un organisme indépendant désigné par la Commission de régulation de l'électricité) : adopté (p. 1686)

Soutient l'amendement n° 155 de la commission (intitulé du fonds chargé de la compensation des charges) : adopté (p. 1686)

Soutient l'amendement n° 156 de la commission (imputation des frais de gestion exposés par la Caisse) : adopté (p. 1686)

Soutient l'amendement n° 157 rectifié de la commission (alimentation du fonds) : adopté (p. 1687)

Soutient l'amendement n° 158 de la commission (montant des contributions nettes proposé par la Commission de régulation de l'électricité) : adopté (p. 1688)

Soutient l'amendement n° 159 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1689)

Soutient l'amendement n° 160 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1689)

Soutient l'amendement n° 161 de la commission (confirmation de la politique de la ville) : adopté (p. 1689)

Soutient l'amendement n° 162 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1690)

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements (PPI))

Soutient l'amendement n° 745 rectifié de la commission (présentation d'une loi d'orientation sur l'énergie à compter du 1^{er} janvier 2003) : adopté après modifications et troisième rectification (p. 1693)

Intervient sur le sous-amendement n° 779 du Gouvernement (présentation d'une loi d'orientation sur l'énergie à compter du 1^{er} janvier 2003 et exposant les lignes directrices) à l'amendement n° 745 rectifié de la commission (p. 1693)

Soutient l'amendement n° 188 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1693)

Soutient l'amendement n° 189 de la commission (planification souple) : adopté après modifications (p. 1695)

Soutient l'amendement n° 190 de la commission (périodicité du rapport) : adopté après modifications (p. 1695)

Soutient l'amendement n° 191 de la commission (coordination avec le schéma des services collectifs de l'énergie) : adopté (p. 1696)

Soutient l'amendement n° 192 de la commission (rédactionnel) : adopté après rectification (p. 1696)

Soutient l'amendement n° 193 de la commission (déclaration préalable pour les petites installations) : adopté après modifications (p. 1698)

Soutient l'amendement n° 194 de la commission (nouvelle autorisation d'exploitation en cas d'augmentation de puissance d'au moins 10 %) : adopté (p. 1699)

Article 7 (autorisation d'exploiter)

Soutient l'amendement n° 195 de la commission (autorisation nominative et incessible) : adopté (p. 1703)

Soutient l'amendement n° 196 de la commission (producteurs autorisés réputés autorisés à consommer pour leur propre usage) : adopté (p. 1704)

Article 8 (appels d'offres)

Soutient l'amendement n° 197 de la commission (de précision) : adopté (p. 1707)

Soutient l'amendement n° 198 de la commission (cahier des charges détaillé) : adopté (p. 1707)

Soutient l'amendement n° 199 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1708)

Soutient l'amendement n° 200 de la commission (de précision) : adopté (p. 1708)

Soutient l'amendement n° 201 de la commission (de précision) : adopté (p. 1708)

Soutient l'amendement n° 202 de la commission (de précision) : adopté après modifications (p. 1709)

Article 9 (critères d'attribution des autorisations et élaborations des conditions des appels d'offres)

Soutient l'amendement n° 203 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1710)

Soutient l'amendement n° 204 de la commission (liste des critères d'attribution des autorisations) : adopté (p. 1710)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF)

Soutient l'amendement n° 205 de la commission (obligation d'achat réservée aux petits producteurs) : adopté après modifications (p. 1714)

Soutient l'amendement n° 206 de la commission (de précision) : adopté (p. 1714)

Soutient l'amendement n° 207 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1715)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)

Soutient l'amendement n° 208 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1717)

Soutient l'amendement n° 209 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1717)

Soutient l'amendement n° 210 de la commission (exploitation des installations de cogénération par les collectivités locales) : adopté (p. 1718)

Soutient l'amendement n° 211 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1718)

Soutient l'amendement n° 212 de la commission (encadrement des conditions de production) : adopté (p. 1718)

Soutient l'amendement n° 213 corrigé de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1718)

Soutient l'amendement n° 214 de la commission (cas des distributeurs non nationalisés) : adopté (p. 1719)

Article 13 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité (GRT))

Intervient sur l'amendement n° 382 de la commission des finances (modalités de nomination et de révocation du directeur du gestionnaire du réseau public de transport) (p. 1736)

Son sous-amendement oral (obligation pour le directeur de rendre compte de ses activités devant la commission de régulation de l'électricité) à l'amendement n° 216 de la commission (modalités de nomination et de révocation du directeur du gestionnaire du réseau public de transport) : adopté (p. 1736)

Soutient l'amendement n° 217 de la commission (non cumul de fonctions) : adopté (p. 1737)

Soutient l'amendement n° 218 de la commission (consultation du directeur préalablement à toute décision touchant la carrière de ses agents qui, en outre, ne peuvent recevoir d'instructions que de lui ou d'un agent placé sous son autorité) : adopté (p. 1737)

Article 14 (missions du gestionnaire du réseau public de transport)

Soutient l'amendement n° 219 de la commission (définition du périmètre d'intervention du gestionnaire du réseau public) : adopté (p. 1739)

Soutient l'amendement n° 220 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1739)

Soutient l'amendement n° 221 de la commission (de précision) : adopté (p. 1739)

Soutient l'amendement n° 222 de la commission (prise en compte des schémas de services régionaux de l'énergie) : adopté (p. 1740)

Article 15 (modalités d'action du gestionnaire du réseau public de transport)

Soutient l'amendement n° 223 de la commission (de précision) : adopté (p. 1741)

Soutient l'amendement n° 224 de la commission (définition des programmes d'appel) : adopté (p. 1741)

Soutient l'amendement n° 225 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1741)

Soutient l'amendement n° 226 de la commission (de précision) : adopté (p. 1741)

Soutient l'amendement n° 744 de la commission (suppression de certains fournisseurs de la liste des distributeurs établissant les programmes d'approvisionnement) : adopté (p. 1741)

Soutient l'amendement n° 227 de la commission (de précision) : adopté (p. 1742)

Soutient l'amendement n° 228 de la commission (de précision) : adopté (p. 1742)

Soutient l'amendement n° 229 de la commission (de précision) : adopté (p. 1742)

Soutient l'amendement n° 230 de la commission (de précision) : adopté (p. 1743)

Soutient l'amendement n° 231 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1743)

Article 16 (sanction du gestionnaire du réseau public de transport en cas de transmission d'informations confidentielles)

Soutient l'amendement n° 232 de la commission (de précision) : adopté (p. 1745)

Soutient l'amendement n° 233 de la commission (personnes concernées par les sanctions) : adopté (p. 1745)

Soutient l'amendement n° 234 de la commission (personnes concernées par les exceptions à l'interdiction de transmission d'informations confidentielles) : adopté (p. 1745)

Article 17 (rôle des collectivités territoriales en matière de distribution d'électricité)

Soutient l'amendement n° 235 de la commission (rôle de l'autorité concédante dans la formation des contrats de concession) : adopté (p. 1747)

Soutient l'amendement n° 236 corrigé de la commission (de précision) : adopté (p. 1747)

Soutient l'amendement n° 237 de la commission (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) : adopté (p. 1748)

Soutient l'amendement n° 238 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles les collectivités concédantes peuvent faire prendre en charge par leur concessionnaire les opérations de maîtrise de la demande d'électricité) : adopté (p. 1748)

Soutient l'amendement n° 239 de la commission (prise en considération des cas où la collectivité concédante finance une opération de maîtrise de la demande d'électricité) : adopté (p. 1749)

Soutient l'amendement n° 240 de la commission (prise en considération des cas où la collectivité concédante finance une opération de maîtrise de la demande d'électricité dans les logements sociaux en zone urbaine) : adopté (p. 1750)

Article 18 (gestion des réseaux publics de distribution d'électricité)

Soutient l'amendement n° 241 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1750)

Soutient l'amendement n° 86 de M. Franck Borotra (décret soumis à l'avis préalable de la Commission de régulation) : rejeté (p. 1751)

Article 19 (missions des gestionnaires des réseaux publics de distribution d'électricité)

Soutient l'amendement n° 242 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1752)

Soutient l'amendement n° 243 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1752)

Article 20 (sanction des gestionnaires des réseaux publics de distribution en cas de transmission d'informations confidentielles)

Soutient l'amendement n° 244 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1752)

Soutient l'amendement n° 245 de la commission (exceptions à l'obligation de confidentialité) : adopté (p. 1753)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Soutient l'amendement n° 246 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1755)

Soutient l'amendement n° 247 de la commission (possibilité offerte aux producteurs d'acheter de l'électricité pour compléter leur offre et suppression du négoce d'électricité) : adopté (p. 1758)

Soutient l'amendement n° 248 de la commission (éligibilité des réseaux de transports collectifs urbains) : adopté (p. 1759)

Soutient le sous-amendement n° 747 de la commission (durée de trois ans) à l'amendement n° 626 de M. Claude Billard (durée du cadre contractuel) : adopté (p. 1760)

Soutient l'amendement n° 249 de la commission (de précision) : adopté après modifications (p. 1762)

Soutient l'amendement n° 250 de la commission (de précision) : adopté (p. 1762)

Article 12 précédemment réservé (possibilité offerte aux producteurs de compléter leur offre)

Soutient l'amendement n° 215 de la commission (de suppression) : adopté (p. 1763)

Article 23 (droit d'accès au réseau)

Soutient l'amendement n° 251 de la commission (non approvisionnement de la société-mère d'un producteur et de ses filiales par le producteur) : adopté (p. 1764)

Soutient l'amendement n° 345 de M. Alain Cacheux (non approvisionnement de la société-mère d'un producteur et de ses filiales par le producteur) : adopté (p. 1764)

Soutient l'amendement n° 252 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 1764)

Soutient l'amendement n° 253 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1765)

Soutient l'amendement n° 254 de la commission (droit d'accès des collectivités territoriales) : adopté après modifications (p. 1765)

Article 24 (lignes directes)

Soutient l'amendement n° 257 de la commission (prise en compte des prescriptions environnementales applicables dans la zone concernée) : adopté (p. 1067)

Soutient l'amendement n° 255 de la commission (filiales de la société-mère du producteur exclues du dispositif) : adopté (p. 1766)

Soutient l'amendement n° 256 de la commission (possibilité de construire une ligne directe sur des terrains pour lesquels le demandeur bénéficie d'une permission de voirie) : adopté (p. 1766)

Soutient l'amendement n° 258 de la commission (respect des contraintes environnementales par les lignes privées) : adopté (p. 1768)

Soutient l'amendement n° 259 de la commission (absence de réponse du gestionnaire de réseaux à la demande de construction d'une ligne directe emportant autorisation) : adopté (p. 1768)

Article 25 (règles comptables applicables à l'EDF, aux distributeurs non nationalisés et à la Compagnie nationale du Rhône)

Soutient l'amendement n° 260 de la commission (de précision) : adopté après modifications (p. 1770)

Article 27 (droit d'accès à la comptabilité et aux informations financières)

Soutient l'amendement n° 261 de la commission (droit d'accès à la comptabilité des entreprises fournissant de l'électricité) : adopté (p. 1772)

Soutient l'amendement n° 262 de la commission (accès des ministres et de la Commission de régulation de l'électricité aux informations sociales des entreprises) : adopté (p. 1772)

Avant l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 387 de la commission des finances (rôle et compétences de la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1773)

Soutient l'amendement n° 289 rectifié de la commission (rôle et compétences de la Commission de régulation de l'électricité) : adopté après deuxième rectification (p. 1776)

Article 28 (composition et statut de la Commission de régulation de l'électricité (CRE))

Soutient l'amendement n° 707 rectifié de M. Jean-Louis Dumont (rôle et composition de la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1777)

Soutient l'amendement n° 263 de la commission (composition de la commission) : adopté (p. 1777)

Soutient l'amendement n° 742 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1777)

Soutient l'amendement n° 264 de la commission (cas de démission d'office pour incompatibilité) : adopté (p. 1777)

Soutient l'amendement n° 265 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1778)

Soutient l'amendement n° 266 de la commission (cas de démission d'office pour incompatibilité) : adopté (p. 1778)

Soutient l'amendement n° 267 de la commission (de précision) : adopté (p. 1778)

Soutient l'amendement n° 268 de la commission (de précision) : adopté (p. 1778)

Soutient l'amendement n° 269 de la commission (incompatibilités) : adopté (p. 1778)

Soutient l'amendement n° 270 de la commission (incompatibilités) : adopté (p. 1779)

Soutient l'amendement n° 271 de la commission (incompatibilités) : adopté (p. 1779)

Article 29 (commissaire du Gouvernement auprès de la CRE)

Soutient l'amendement n° 272 de la commission (rôle du commissaire du Gouvernement) : adopté (p. 1779)

Article 30 (fonctionnement de la CRE)

Soutient l'amendement n° 273 de la commission (renforcement de l'indépendance de la commission) : adopté (p. 1780)

Soutient l'amendement n° 274 de la commission (inscription des crédits de la commission au budget général de l'Etat) : adopté (p. 1780)

Article 32 (relations avec les assemblées et rapport annuel d'activité)

Soutient l'amendement n° 275 de la commission (de précision) : adopté (p. 1782)

Soutient l'amendement n° 276 de la commission (audition des membres de la Commission de régulation de l'électricité par le Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) : adopté (p. 1782)

Soutient l'amendement n° 277 de la commission (consultation de la Commission de régulation de l'électricité par les commissions compétentes du Parlement, du Conseil économique et social et du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) : adopté (p. 1782)

Soutient l'amendement n° 278 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1782)

Soutient l'amendement n° 279 de la commission (destinataires du rapport) : adopté (p. 1783)

Soutient le sous-amendement n° 740 de la commission (de précision) à l'amendement n° 375 de M. Jean-Antoine Léonetti (consultation par la Commission de régulation de l'électricité des données fournies par l'observatoire de la diversification) : adopté (p. 1784)

Soutient le sous-amendement n° 741 de la commission (de coordination) à l'amendement n° 375 de M. Jean-Antoine Léonetti : adopté (p. 1784)

Article 33 (pouvoirs d'enquête)

Intervient sur l'amendement n° 390 de la commission des finances (renforcement des pouvoirs d'investigation de la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1785)

Soutient l'amendement n° 280 de la commission (attributions du ministre chargé de l'économie) : adopté (p. 1786)

Soutient l'amendement n° 281 de la commission (enquêteurs habilités par les deux ministres) : adopté (p. 1786)

Soutient l'amendement n° 282 de la commission (pouvoirs des fonctionnaires et agents habilités) : adopté (p. 1786)

Soutient l'amendement n° 283 corrigé de la commission (de précision) : adopté (p. 1786)

Soutient l'amendement n° 284 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1786)

Soutient l'amendement n° 285 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1786)

Soutient l'amendement n° 286 de la commission (de précision) : adopté (p. 1786)

Article 34 (respect du secret professionnel)

Soutient l'amendement n° 287 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 1787)

Intervient sur l'amendement n° 391 rectifié de la commission des finances (cessation d'office des fonctions) (p. 1787)

Soutient l'amendement n° 288 de la commission (de précision) : adopté (p. 1787)

Article 35 (pouvoir réglementaire de la CRE)

Intervient sur l'amendement n° 392 de la commission des finances (rédactionnel) (p. 1788)

Soutient l'amendement n° 290 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1788)

Soutient l'amendement n° 291 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1789)

Soutient l'amendement n° 292 de la commission (homologation des décisions de la commission) : retiré (p. 1789)

Article 36 (litiges d'accès aux réseaux et voies de recours)

Soutient l'amendement n° 293 de la commission (délai porté à six mois) : adopté après modifications (p. 1790)

Soutient l'amendement n° 294 de la commission (délai de deux mois) : adopté (p. 1791)

Soutient l'amendement n° 295 de la commission (délai de quinze jours) : adopté (p. 1791)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 393 de la commission des finances (conciliation) (p. 1791)

Article 38 (pouvoir de sanction de la CRE)

Soutient l'amendement n° 743 de la commission (de coordination) : adopté après rectification (p. 1792)

Soutient l'amendement n° 296 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1793)

Intervient sur l'amendement n° 394 de la commission des finances (étendue des pouvoirs de sanction) (p. 1793)

Soutient le sous-amendement n° 739 de la commission (de précision) à l'amendement n° 394 de la commission des finances : adopté (p. 1793)

Article 39 (pouvoirs de sanction du ministre)

Soutient l'amendement n° 297 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1794)

Soutient l'amendement n° 298 de la commission (de précision) : adopté (p. 1794)

Article 40 (dispositions pénales)

Soutient l'amendement n° 299 de la commission (de précision) : adopté (p. 1794)

Soutient l'amendement n° 300 de la commission (montant maximum de l'amende) : adopté (p. 1794)

Soutient l'amendement n° 301 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1795)

Soutient l'amendement n° 302 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1795)

Soutient l'amendement n° 303 de la commission (de précision) : adopté (p. 1795)

Article 41 (recherche et constatation des infractions à la loi)

Intervient sur l'amendement n° 395 de la commission des finances (constatation des infractions pénales par les agents de la commission) (p. 1795)

Soutient l'amendement n° 304 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1796)

Article 42 (aménagement du principe de spécialité d'EDF)

Soutient l'amendement n° 305 de la commission (missions d'EDF) : adopté après modifications (p. 1802)

Soutient le sous-amendement n° 712 de M. Jean-Louis Dumont (interventions d'EDF pour les clients non éligibles) à l'amendement n° 305 de la commission : adopté (p. 1802)

Article 43 (articles L. 713-1 et L. 713-2 du code du travail - développement de la négociation collective de branche)

Soutient l'amendement n° 306 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1807)

Soutient l'amendement n° 307 de la commission (de précision) : adopté (p. 1807)

Article 44 (transparence comptable en matière de protection sociale)

Soutient l'amendement n° 309 de la commission (rédactionnel) : retiré (p. 1808)

Article 45 (collecte et publication des informations statistiques)

Soutient l'amendement n° 310 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1808)

Soutient l'amendement n° 312 de la commission (de précision) : adopté (p. 1809)

Article 46 (coûts échoués)

Soutient l'amendement n° 313 de la commission (définition précise des charges) : adopté (p. 1811)

Soutient l'amendement n° 314 de la commission (évaluation, financement et recouvrement des charges) : adopté (p. 1811)

Soutient l'amendement n° 315 de la commission (de précision) : adopté (p. 1811)

Article 47 (révision des contrats entre EDF ou un distributeur non nationalisé et un client éligible)

Soutient l'amendement n° 316 de la commission (délai pour dénoncer le contrat porté à deux ans) : adopté (p. 1811)

Soutient l'amendement n° 317 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1811)

Article 48 (révision des contrats entre EDF et les producteurs d'électricité)

Soutient l'amendement n° 318 de la commission (révision des contrats conclus entre EDF et les producteurs avant l'entrée en vigueur de la loi) : adopté après modifications (p. 1815)

Article 49 (révision des contrats de concession et des règlements de service des régies)

Soutient l'amendement n° 319 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 1815)

Article 50 (adaptation de certaines dispositions de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946)

Soutient l'amendement n° 321 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1816)

Soutient l'amendement n° 322 de la commission (de précision) : adopté (p. 1816)

Soutient l'amendement n° 753 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1816)

Soutient l'amendement n° 323 de la commission (rédactionnel) : adopté après modifications (p. 1816)

Soutient l'amendement n° 324 de la commission (représentation au Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) : adopté (p. 1816)

Article 51 (abrogation de dispositions législatives et réglementaires)

Soutient l'amendement n° 592 de M. Claude Billard (suppression du paragraphe I) : rejeté (p. 1817)

Soutient l'amendement n° 325 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1817)

Explications de vote et vote [2 mars 1999] (p. 1864)

Son intervention (p. 1865)

Proposition de résolution n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final / n° E 1061)

Ses explications de vote [17 mars 1999] (p. 2586)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2587)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4243)

Article 34 ter (article L. 1511-2-1 du code général des collectivités territoriales : comités d'expansion et agences de développement économique)

Son sous-amendement n° 235 soutenu par M. Patrick Rimbert (rédactionnel) à l'amendement n° 83 de la commission (rôle des comités de bassin d'emploi, des comités d'expansion et des agences de développement économique) (p. 4253) : adopté (p. 4254)

Jean-Claude BATEUX

*Seine-Maritime (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Dominique BAUDIS

*Haute-Garonne (1^{ère} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Industrie. Construction aéronautique. Aérospatiale, emploi et activité [9 décembre 1998] (p. 10235)

Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [22 décembre 1998] (p. 11006)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Quartiers sensibles, Toulouse [19 janvier 1999] (p. 30)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 531, posée le 7 décembre 1998. Industrie. Construction aéronautique (J.O. Questions p. 6605). Appelée le 8 décembre 1998. Crédits de la recherche civile, montant (p. 10164)

n° 656, posée le 1^{er} mars 1999. Industrie. Construction aéronautique (J.O. Questions p. 1128). Appelée le 2 mars 1999. Avions ATR, exportations, COFACE, participation (p. 1844)

DÉBATS

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4193)

Article 15 bis A (titre III du livre V de la première partie du code général des collectivités territoriales : réseaux de télécommunications créés par les collectivités locales)

Son sous-amendement n° 137 corrigé soutenu par M. Germain Gengenwin (suppression des conditions restrictives) à l'amendement n° 40 rectifié de la commission (création d'infrastructures destinées à supporter des réseaux de télécommunication par les collectivités territoriales ou les établissements publics de coopération locale) (p. 4195) : rejeté (p. 4196)

Son amendement n° 136 : devenu sans objet (p. 4197)

Déclaration du Gouvernement n° 1679 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la situation au Kosovo

[8 juin 1999] (p. 5477)

Son intervention (p. 5491)

Thèmes :

Organisations internationales : Cour pénale internationale (p. 5492)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 5491, 5492)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 5491)

Pays étrangers : Russie : médiation (p. 5491)

Politiques communautaires : aides communautaires (p. 5492)

Jacques BAUMEL

*Hauts-de-Seine (7^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS*

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)*Avant l'article unique*

Son amendement n° 57 soutenu par Mme Nicole Catala (caractère inaliénable de la souveraineté nationale) (p. 9541) : rejeté (p. 9542)

Son amendement n° 58 soutenu par Mme Nicole Catala (référendum pour la révision de la Constitution en application de l'article 54) : rejeté (p. 9549)

Son amendement n° 54 soutenu par M. Michel Bouvard (exercice en commun des compétences dont la délégation est explicitement prévue par les traités) (p. 9553) : rejeté (p. 9554)

Après l'article unique

Son amendement n° 55 soutenu par M. Michel Bouvard (soumission au Parlement des projets d'acte ou de décision de l'Union européenne et vote de résolutions) (p. 9572) : retiré (p. 9577)

Son amendement n° 56 soutenu par M. Michel Bouvard (contrôle du Conseil constitutionnel, saisi en application de l'article 61 de la Constitution, sur les

actes communautaires comportant des dispositions législatives) (p. 9581) : rejeté (p. 9583)

Projet de loi n° 11 créant le Conseil national des communes "Compagnon de la Libération"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1998] (p. 10767)

Son intervention (p. 10771)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : résistants (p. 10771)

Décorations, insignes et emblèmes : médaille de la résistance française (p. 10771)

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : communes (p. 10771)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 10771)

François BAYROU

*Pyrénées-Atlantiques (2^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1552 relative à la reconnaissance du droit d'usage de la langue des signes française et du braille [28 avril 1999]

Proposition de loi n° 1553 relative à l'obligation de mettre à la disposition des électeurs des bulletins de vote en braille [28 avril 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement : personnel. Enseignants. Conditions de travail [21 octobre 1998] (p. 7115)

DÉBATS

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9329)

Article 3 (article L. 338 du code électoral - mode de scrutin des élections régionales)

Son amendement n° 96 soutenu par M. Renaud Donnedieu de Vabres (scrutin de liste à deux tours dans la région avec répartition de la moitié des sièges à la proportionnelle au premier tour, l'autre moitié étant attribuée à la liste arrivée en tête au second tour auquel ne participent, sans modification de leur composition, que les deux listes les mieux placées à l'issue du premier tour) : rejeté (p. 9339)

Article 4 (article L. 346 du code électoral - composition et conditions de présentation des listes)

Son amendement n° 97 : non soutenu (p. 9342)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Son intervention (p. 1918)

Thèmes :

Politiques communautaires : budget (p. 1921)

Union européenne : accords de Schengen (p. 1919)

Union européenne : élargissement (p. 1922)

Union européenne : euro (p. 1920)

Union européenne : institutions communautaires (p. 1919 à 1922)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1918)

Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Philippe Douste-Blazy, M. Jean-Louis Debré, M. José Rossi et quatre-vingt-trois membres de l'Assemblée

[25 mai 1999] (p. 4819)

Son intervention (p. 4820)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 4822)

Etat : décentralisation (p. 4822)

Etat : Premier ministre : déclarations (p. 4821)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : ministre (p. 4821)
 Régions : Corse : difficultés (p. 4820)
 Régions : Corse : Etat (p. 4820, 4821)
 Régions : Corse : Gouvernement (p. 4821)
 Régions : Corse : préfets (p. 4820, 4821)
 Régions : Corse : Premier ministre (p. 4821)
 Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 4822)

Jean-Claude BEAUCHAUD
Charente (4^{ème} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [J.O. du 3 février 1999] (p. 1757)

Rapporteur de la proposition de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives (n° 1612) [27 mai 1999]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Jean-Marc Ayrault (n° 1612) portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives [2 juin 1999] (n° 1670)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : contrats emploi-jeunes (p. 8228)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8739)

Son intervention (p. 8753)

Thèmes avant la procédure des questions :

Jeunes : animateurs : création d'emplois (p. 8753)

Sports : crédits (p. 8753)

Sports : dopage (p. 8753)

Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 8753)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9172)

Son intervention (p. 9182)

Thème :

Sports : dopage : généralités (p. 9182)

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210) ; [19 novembre 1998] (p. 9244)

Après l'article 1er

Son amendement n° 98 (précision du terme "fédération") : adopté (p. 9212)

Article 3 (contrôle médical préalable aux compétitions)

Son amendement n° 89 (épreuves donnant lieu à classement) : retiré (p. 9216)

Article 17 (exercice des compétences disciplinaires par les fédérations agréées)

Son amendement n° 75 (de cohérence) : adopté (p. 9236)

Ses explications de vote (p. 9260)

Vote pour du groupe socialiste (p. 9260)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 580)

Son intervention (p. 587)

Thèmes :

Sports : Comité international olympique (CIO) (p. 588)

Sports : Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD) (p. 588)

Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) : dopage (p. 588)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [3 mars 1999] (p. 1979)

Son intervention (p. 1986)

Thème :

Sports : dopage : généralités (p. 1986, 1987)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 mai 1999] (p. 4852)*Après l'article 10*

Son amendement n° 595 (limites au monopole de retransmission d'un événement sportif) : retiré (p. 4878)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6059)

Son intervention (p. 6059)

Thèmes :

Sports : associations et clubs : sociétés anonymes (SA) (p. 6059)

Sports : associations et clubs : statuts (p. 6059)

Sports : associations et clubs : subventions (p. 6059)

Sports : politique du sport : droit communautaire (p. 6060, 6062)

Sports : sportifs : mineurs (p. 6060)

Discussion des articles [18 juin 1999] (p. 6212)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (sociétés sportives commerciales)

Son amendement n° 54 (de coordination) : adopté (p. 6214)

Son amendement n° 53 (approbation tacite) : adopté (p. 6214)

Huguette BELLO

*La Réunion (2^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5^e février 1999] (p. 1910)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5^e février 1999] (p. 1910)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1302 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité [22 décembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

DOM. La Réunion : handicapés. Etablissements, capacités d'accueil [28 octobre 1998] (p. 7512)

DOM. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion, minima sociaux [16 décembre 1998] (p. 10566)

DOM. Politique sociale. Revenu minimum d'insertion (RMI), montant [18 mai 1999] (p. 4492)

DOM. La Réunion : enseignement secondaire.
Baccalauréat, organisation [29 juin 1999] (p. 6532)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son intervention (p. 5904)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Examen du fascicule [21 octobre 1998] (p. 7077)

Son intervention (p. 7083)

Thème avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : audiovisuel : La Réunion (p. 7083)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7313)

Son intervention (p. 7315)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics (p. 7316)

Culture (p. 7317)

Démographie (p. 7315)

DOM : La Réunion : délinquance et criminalité (p. 7315, 7317)

DOM : La Réunion : égalité sociale (p. 7317)

Emploi (p. 7315, 7316)

Enseignement (p. 7316, 7317)

Fonctionnaires et agents publics (p. 7316)

Jeunes (p. 7315, 7316)

Logement (p. 7316)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10515)

Thèmes :

DOM : La Réunion : femmes (p. 10515)

Femmes (p. 10515, 10516)

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2225)

Son intervention (p. 2231)

Thèmes :

Femmes : parité (p. 2231, 2232)

Femmes : parité : Constitution (p. 2231, 2232)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)

Son intervention (p. 10848)

Thèmes :

Constitution : révision : Nouvelle-Calédonie (p. 10848)

DOM : La Réunion : institutions (p. 10849)

DOM-TOM : généralités (p. 10848, 10849)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa (p. 10849)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1999] (p. 1637)

Son intervention (p. 1652)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité (p. 1652)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : codification (p. 1652)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : coopération (p. 1652)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : histoire (p. 1652)

Proposition de résolution n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final / n° E 1061)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)

Son amendement n° 3 (traitement spécifique et prioritaire en faveur des régions ultrapériphériques) : adopté après rectification (p. 2585)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 1999] (p. 2721)

Son intervention (p. 2746)

Thèmes :

Droit pénal : détention provisoire (p. 2747)

Droit pénal : garde à vue (p. 2746)

Droit pénal : présomption d'innocence : médias (p. 2746)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen : présomption d'innocence (p. 2746)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : La Réunion (p. 2746)

Justice : indépendance (p. 2747)

Système pénitentiaire : établissements : La Réunion (p. 2747)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501, 4532) ; [19 mai 1999] (p. 4596)

Son intervention (p. 4562)

Thème :

DOM-TOM : Radio France outre-mer (RFO) (p. 4562)

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Soutient l'amendement n° 429 de M. Michel Tamaya (accès égal à l'image des téléspectateurs des DOM-TOM par rapport aux métropolitains) : rejeté (p. 4661)

Son amendement n° 165 (accès égal à l'image des téléspectateurs des DOM-TOM par rapport aux métropolitains) : rejeté (p. 4661)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Philippe Chaulet (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Son amendement n° 167 rectifié (statut et vocations de RFO) : rejeté (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Yves Cochet (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Henry Jean-Baptiste (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Son amendement n° 168 (conditions de diffusion outre-mer de France 2 et de La Cinquième-Arte) : rejeté (p. 4700)

Article 3 (article 45 de la loi du 30 septembre 1986 : constitution et missions de la Société La Cinquième-Arte)

Son amendement n° 169 : non soutenu (p. 4712)

Projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5740)

Son intervention (p. 5750)

Thèmes :

DOM : agences départementales d'insertion (p. 5750, 5751)

DOM : institut d'émission des Dom (p. 5751)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : La Réunion (p. 5751)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6389)

Article 1er (articles 30 à 30-3 du code de procédure pénale - attributions du ministre de la justice)

Son intervention (p. 6392)

Alain BELVISO

*Bouches-du-Rhône (9^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

Annulation de son élection le 3 février 1999 (voir indications préliminaires) [J.O. du 3 février 1999] (p. 1827)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant du conseil national de l'information statistique [J.O. du 8 octobre 1998] (p. 15260)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans [1^{er} décembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique économique. Croissance. Taux, évaluation [6 octobre 1998] (p. 5957)

Industrie. Construction navale. Restructuration, La Ciotat [17 novembre 1998] (p. 9099)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6551)

Son intervention (p. 6560)

Thèmes :

Associations : fiscalité (p. 6561)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6560)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 6561)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6561)

Politique économique : conjoncture (p. 6560)

Politique économique : consommation (p. 6561)

Politique économique : croissance (p. 6560)

Travail : réduction du temps de travail (p. 6561)

TVA : taux (p. 6561)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145)

Son intervention (p. 8175)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sécurité publique : incendies (p. 8175, 8176)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers (p. 8176)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 8176)

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10331)

Son intervention (p. 10336)

Thèmes :

Assemblée nationale : recevabilité financière (p. 10336)

Emploi : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 10337)

Emploi : convention de conversion (p. 10338)

Préretraites : allocation spéciale (p. 10338)

Retraites : généralités : préretraites : politique de l'emploi (p. 10337)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 10338)

Yvette BENAYOUN-NAKACHE

*Haute-Garonne (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Esotérisme. Sectes. Enfants, scolarisation [9 décembre 1998] (p. 10239)

Bioéthique. Génétique. Réglementation [7 avril 1999] (p. 3367)

Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [26 mai 1999] (p. 4930)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 583, posée le 25 janvier 1999. Retraites : fonctionnaires civils et militaires. Montant des pensions (J.O. Questions p. 364). Appelée le 26 janvier 1999. Péréquation catégorielle, enseignement technique et professionnel (p. 335)

n° 898, posée le 21 juin 1999. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 3710). Appelée le 22 juin 1999. Financement, fonctionnement, Midi-Pyrénées (p. 6254)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8399)

Son intervention (p. 8410)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : droits de l'enfant (p. 8410)

Famille : concubinage (p. 8410)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3057)

Son intervention (p. 3068)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3068)

Parlement : Sénat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3068)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5521)

Son intervention (p. 5540)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 5541)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : groupes de pression (p. 5541)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605)

Son intervention (p. 8618)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 8618)

Institutions sociales et médico-sociales : centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS) (p. 8618)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9197)

Son intervention (p. 9208)

Thème :

Sports : dopage : généralités (p. 9208, 9209)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10539)

Thèmes :

Etat : Premier ministre : déclarations (p. 10539)

Femmes : parité : Constitution (p. 10539, 10540)

Femmes : parité : histoire (p. 10539)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3738)

Son intervention (p. 3739)

Thème :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3739)

Discussion des articles [4 mai 1999] (p. 3987)

Après l'article 37

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (statut des praticiens adjoints contractuels) : adopté après modifications (p. 4018)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 1999] (p. 5999)

Article 37 unvicies (article 3 de la loi n° 95-116 du 4 février 1995 et article L. 356 du code de la santé publique : médecins titulaires de diplômes extra-européens ou de nationalité extra-européenne)

Son intervention (p. 6030)

Soutient l'amendement n° 202 rectifié de M. Alfred Recours (réfugiés, apatrides et bénéficiaires du droit d'asile) : adopté (p. 6033)

Soutient l'amendement n° 85 de la commission : retiré (p. 6035)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4445)

Article 1er (autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire)

Article L. 227-5 du code de l'aviation civile : pouvoir d'investigation des agents de l'Autorité

Soutient l'amendement n° 113 rectifié de M. Pierre Cohen (études confiées aux associations de protection de l'environnement) : adopté (p. 4445)

Article 2 (commissions consultatives de l'environnement)

Son intervention (p. 4446)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5311)

Thèmes :

Gens du voyage (p. 5311)

Gens du voyage : stationnement : Toulouse (p. 5311)

Christian BERGELIN

*Haute-Saône (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Sans-papiers. Régularisation [16 juin 1999] (p. 5946)

Jean-Louis BERNARD

*Loiret (3^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1555 tendant à améliorer les conditions d'insertion sociale et professionnelle des allocataires du RMI [28 avril 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235)

Son intervention (p. 8272)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de l'air (p. 8272)

Défense : avions (p. 8272, 8273)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8484)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 842 de M. Henri Plagnol (conclusion du PACS entre un homme et une femme) : rejeté (p. 8508)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 1999] (p. 3948)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (personnels aide-opérateur et aides instrumentistes) (p. 3964)

André BERTHOL

Moselle (7^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1262 visant à étendre aux hommes fonctionnaires certaines dispositions de l'article L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite [14 décembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Grandes écoles. Ecoles normales supérieures. Concours, réforme [10 mars 1999] (p. 2222)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 564, posée le 18 janvier 1999. Assurance maladie maternité : prestations. Conditions d'attribution (J.O. Questions p. 235). Appelée le 19 janvier 1999. Ressortissants de l'Union européenne (p. 21)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7313)

Thème avant la procédure des questions :

Lois : lois d'orientation (p. 7350)

Henri BERTHOLET

Drôme (4^{ème} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur la mission effectuée en Israël et dans les Territoires palestiniens par une délégation de la commission [4 novembre 1998] (n° 1160)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 82) autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Etat d'Israël, d'autre part [30 juin 1999] (n° 1751)

Léon BERTRAND

*Guyane (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1352 tendant à créer deux départements en Guyane [27 janvier 1999]

Proposition de loi n° 1704 tendant à créer des entreprises franches régionales dans les départements d'outre-mer [16 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7313)

Son intervention (p. 7348)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assemblée nationale : séances (p. 7348)

DOM : institutions (p. 7348, 7349)

Logement (p. 7349)

Ministères et secrétariats d'Etat : secrétariat d'Etat à l'outre-mer (p. 7348)

Ordre public (p. 7349)

Politique économique (p. 7349)

Politique extérieure (p. 7349)

Jean-Yves BESSELAT

*Seine-Maritime (7^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Construction navale. Chantiers et ateliers du Havre, emploi et activité [27 octobre 1998] (p. 7391)

Industrie. Construction navale. Chantiers et ateliers du Havre, emploi et activité [24 novembre 1998] (p. 9417)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7257)

Procédure des questions :

Industrie : construction navale (p. 7267)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 180 soutenu par M. Gilles Carrez (avancement de la date à laquelle les scissions ne sont pas prises en compte au regard de l'écrêtement des établissements de taille exceptionnelle): rejeté (p. 10680)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8525) ; [2 décembre 1998] (p. 9900) ; [8 décembre 1998] (p. 10176)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 18 soutenu par M. Bernard Accoyer (présomption de paternité du partenaire masculin pour l'enfant conçu pendant un PACS) (p. 8536) : rejeté (p. 8537)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 20 soutenu par M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 9919) : rejeté (p. 9923)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son amendement n° 22 : non soutenu (p. 9985)

Article 9 (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son amendement n° 23 : non soutenu (p. 10188)

Éric BESSON

*Drôme (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan pour un plan d'urgence d'aide à la création de "très petites entreprises" [14 septembre 1999] (n° 1804)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israëlo-palestinien, attitude de la France [14 octobre 1998] (p. 6577)

Energie et carburants. Energie nucléaire. Emploi et activité [26 janvier 1999] (p. 363)

Politique extérieure. Aide au développement. Dette, annulation, modalités [18 mai 1999] (p. 4498)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6613)

Son intervention (p. 6615)

Thèmes :

Emploi : allègement des charges sociales (p. 6616)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6615, 6616)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7139)

Procédure des questions :

Enseignement maternel et primaire : pédagogie (p. 7162)

Jean BESSON

*Rhône (10^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

Vice-président de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19457)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de résolution n° 775 tendant à la création d'une commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes industriels, de services et financiers, relatives à l'emploi et à l'aménagement du territoire

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10292)

Son intervention (p. 10295)

Thème :

Entreprises : délocalisations (p. 10295)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 1999] (p. 712)

Après l'article 15

Soutient le sous-amendement n° 1233 de M. Georges Sarre (prise en compte de la directive européenne) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (objectifs du service universel postal) : rejeté (p. 725)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081) ; [6 mai 1999] (p. 4193)

Article 15 bis A (titre III du livre V de la première partie du code général des collectivités territoriales : réseaux de télécommunications créés par les collectivités locales)

Son intervention (p. 4150)

Intervient sur l'amendement n° 168 de M. Félix Leyzour (de suppression) (p. 4152)

Son sous-amendement n° 149 (non restriction de l'offre) à l'amendement n° 40 rectifié de la commission (création d'infrastructures destinées à supporter des réseaux de télécommunication par les collectivités

territoriales ou les établissements publics de coopération locale) : rejeté (p. 4196)

Son sous-amendement n° 148 (conciliation assurée par l'Autorité de régulation des télécommunications) à l'amendement n° 40 rectifié de la commission : rejeté (p. 4196)

Article 15 bis (loi d'orientation postale)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4200)

Intervient sur le sous-amendement n° 138 de M. Yves Coussain (suppression de la référence aux circonstances exceptionnelles) à l'amendement n° 42 de la commission (p. 4199)

Son sous-amendement n° 152 (service des envois recommandés dans le cadre des procédures judiciaires) à l'amendement n° 42 de la commission : rejeté (p. 4200)

Son sous-amendement n° 150 (loi d'orientation postale dans les six mois à compter de la promulgation de la présente loi) à l'amendement n° 42 de la commission : rejeté (p. 4200)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : pays)

Intervient sur le sous-amendement n° 198 de M. Gaétan Gorce (représentation des communes par des personnalités qualifiées) à l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4220)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Michel Bouvard (accueil à titre accessoire dans les chambres mortuaires des établissements de santé des corps des personnes décédées hors de ces établissements) (p. 4225)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : présence des services publics sur le territoire et création des maisons des services publics)

Son amendement n° 153 soutenu par M. Philippe Duron (non remise en cause des contrats d'objectifs et de progrès conclus entre La Poste et l'Etat) : adopté (p. 4228)

Louis BESSON

Secrétaire d'Etat au logement

DÉPÔT

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage [12 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

- M. Gilbert Meyer. Logement. Logement social. Construction [4 novembre 1998] (p. 8035)
- Mme Odile Saugues. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Accès au logement, loi n° 98-657 du 29 juillet 1998, décrets d'application, publication [2 février 1999] (p. 709)
- M. Alain Cacheux. Logement. Logement social. Financement [10 février 1999] (p. 1165)
- M. Claude Hoarau. DOM. La Réunion : logement. Fonds de solidarité logement, crédits, répartition [16 mars 1999] (p. 2420)
- M. Alain Cacheux. Logement. Logement social. Financement [24 mars 1999] (p. 2760)
- M. Gilbert Biessy. Logement. Expulsions. Procédure de relogement [24 mars 1999] (p. 2767)
- M. Michel Bouvard. Sécurité routière. Poids lourds. Circulation en montagne, transport combiné [30 mars 1999] (p. 3026)
- M. Noël Mamère. Sécurité routière. Poids lourds. Circulation en montagne, limitation [30 mars 1999] (p. 3023)
- M. Daniel Vachez. Gens du voyage. Stationnement. Réglementation [12 mai 1999] (p. 4424)
- M. Henry Chabert. Logement. Logement social. Construction, réhabilitation, aides de l'Etat [16 juin 1999] (p. 5948)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

- M. Maurice Leroy. Police. Restructuration. Commissariats, maintien, perspectives, Vendôme [6 octobre 1998] (p. 5934)
- M. Jean-Claude Sandrier. Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire. Cher [6 octobre 1998] (p. 5928)
- M. Jean-Claude Mignon. Environnement. Parcs naturels régionaux. Gâtinais, perspectives [6 octobre 1998] (p. 5930)
- M. René André. Transports routiers. Transports scolaires. Accidents, lutte et prévention [6 octobre 1998] (p. 5931)
- M. Yves Dauge. Sécurité publique. Services départementaux d'incendie et de secours. Financement [6 octobre 1998] (p. 5936)
- M. Jean-Jacques Weber. Impôt sur le revenu. Revenus fonciers. Investissements immobiliers locatifs neufs, loyers, plafonnement [6 octobre 1998] (p. 5933)
- M. Philippe Martin. Voirie. RN 51. Aménagement, tronçon Epernay Reims [1^{er} décembre 1998] (p. 9731)
- M. Patrice Carvalho. Ministères et secrétariats d'Etat. Equipement et transports : services extérieurs. Transports fluviaux, agents, durée du travail [1^{er} décembre 1998] (p. 9730)
- M. Alain Marleix. Elevage. Porcs. Aides de l'Etat [1^{er} décembre 1998] (p. 9733)
- Mme Marie-Françoise Clergeau. Transports par eau. Transports maritimes. France Shipmanagement, délocalisation, conséquences, Nantes [1^{er} décembre 1998] (p. 9732)

- M. Jean Codognès. Logement : aides et prêts. Prêt locatif aidé construction - démolition (PLA - CD). Opérations de construction-démolition, financement [8 décembre 1998] (p. 10167)
- M. Jean-Louis Dumont. Logement. Logement social. Associations de logements d'urgence, statut [8 décembre 1998] (p. 10166)
- M. Jean-Luc Warsmann. Logement : aides et prêts. Montant. Amélioration de l'habitat, Ardennes [9 mars 1999] (p. 2126)
- M. Alain Cacheux. Enseignement. Aide psychopédagogique. RASED [9 mars 1999] (p. 2127)
- Mme Françoise de Panafieu. Enseignement maternel et primaire. Fermetures de classes. Paris 17^e arrondissement [9 mars 1999] (p. 2128)
- M. Jean Ueberschlag. Famille. Divorce. Prestation compensatoire, révision [16 mars 1999] (p. 2402)
- M. Bernard Birsinger. Logement. Office Public d'HLM (OPHLM). Equilibre financier, aides de l'Etat, Bobigny [16 mars 1999] (p. 2401)
- M. Gilbert Biessy. Voirie. RN 85. Aménagement, Vizille [30 mars 1999] (p. 3006)
- M. Jean-Marc Chavanne. Voirie. Routes et autoroutes. Désenclavement, Chablais [30 mars 1999] (p. 3008)
- M. Vincent Burroni. Transports par eau. Société nationale Corse Méditerranée. Aides de l'Etat [30 mars 1999] (p. 3007)
- M. Yves Tavernier. Urbanisme. Opérations d'aménagement. Concertation, réglementation [1^{er} juin 1999] (p. 5156)
- M. Jean-Claude Mignon. Justice. Maisons de justice. Fonctionnement, financement, Savigny-le-Temple [15 juin 1999] (p. 5804)
- M. Lionnel Luca. Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Alpes-Maritimes [15 juin 1999] (p. 5805)
- M. Yves Cochet. Transports par eau. Transports fluviaux. Aménagement, canal Seine-Nord, calendrier [15 juin 1999] (p. 5808)
- M. Franck Dhersin. Enseignement maternel et primaire. Fermeture de classes. Nord, Pas-de-Calais [15 juin 1999] (p. 5806)
- M. Jacques Masdeu-Arus. Sécurité routière. Permis de conduire. Examen, nombre de places offertes [15 juin 1999] (p. 5809)
- M. Daniel Marcovitch. Baux. Baux d'habitation. Résiliation, congé donné en vue de la vente, réglementation [29 juin 1999] (p. 6513)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8039)

Son intervention (p. 8046)

Ses réponses (p. 8049 à 8056)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics (p. 8048)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 8047)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 8047)

Logement : crédits (p. 8047)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 8048)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8048)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 8046)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 8049)

Réponses aux questions :

Baux : baux d'habitation (p. 8053) (M. Jean-Jacques Weber) (p. 8053)

Eau : distribution (p. 8055) (M. Daniel Marcovitch) (p. 8055)

Logement : HLM : bailleurs (p. 8051) (M. André Schneider) (p. 8051)

Logement : HLM : loyers (p. 8053) (M. Didier Quentin) (p. 8052)

Logement : logement social : financement (p. 8050) (Mme Odile Saugues) (p. 8049)

Logement : logements-foyers (p. 8054) (M. Christian Martin) (p. 8054)

Logement : Union d'économie sociale (p. 8056) (M. Patrick Rimbart) (p. 8056)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8055) (M. Christian Martin) (p. 8054)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 8050) (Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont) (p. 8050)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 8056) (M. André Schneider) (p. 8056)

Urbanisme : établissements publics d'aménagement (p. 8051) (M. Jacques Guyard) (p. 8050, 8051)

Urbanisme : établissements publics d'aménagement (p. 8052) (M. Henry Chabert) (p. 8052)

Projet de loi n° 1192 relatif à l'emploi des fonds de la participation des employeurs à l'effort de construction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10353)

Son intervention (p. 10353)

Sa réponse (p. 10365)

Thèmes :

Logement : HLM (p. 10365, 10367)

Logement : logement social (p. 10366)

Logement : Union d'économie sociale (p. 10353, 10366)

Logement : aides et prêts : Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (p. 10366)

Logement : aides et prêts : participation patronale (p. 10353, 10354, 10366)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 10353, 10366)

Logement : aides et prêts : prêts d'accession sociale (PAS) (p. 10354)

Urbanisme : généralités (p. 10367)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4388, 4445)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 2 (commissions consultatives de l'environnement)

Soutient l'amendement n° 129 du Gouvernement (représentation des administrations concernées) : retiré (p. 4451)

Proposition de loi n° 923 tendant à organiser la lutte contre les termites

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [26 mai 1999] (p. 4907)

Son intervention (p. 4913)

Thèmes :

Communes : maires : compétences (p. 4914)

Départements : préfets : arrêtés (p. 4914)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dépenses afférentes à la résidence principale (p. 4913)

Propriété : immeubles : conditions de vente (p. 4914)

Propriété : immeubles : protection (p. 4913)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5293)

Sa réponse (p. 5325)

Thèmes :

Gens du voyage (p. 5293, 5295, 5325, 5326)

Gens du voyage : stationnement (p. 5293 à 5295)

Gens du voyage : stationnement : communes (p. 5294, 5295, 5325 à 5327)

Gens du voyage : stationnement : coopération intercommunale (p. 5294)

Gens du voyage : stationnement : dotations de l'Etat (p. 5295, 5326)

Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 5295, 5326)

Gens du voyage : stationnement : lois (p. 5293, 5294)

Gens du voyage : stationnement : maires (p. 5295)

Gens du voyage : stationnement : migrations (p. 5326)

Gens du voyage : stationnement : préfets (p. 5294, 5295, 5326, 5327)

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Jean-Louis BIANCO

*Alpes-de-Haute-Provence (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome II : Affaires étrangères (affaires étrangères) (n° 1113) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6380)

Après l'article 64

Son sous-amendement n° 977 à l'amendement n° 226 de la commission (rapport au Parlement sur l'adaptation de la fiscalité agricole, des charges sociales et de la transmission) : non soutenu (p. 6453)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 7819)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 7819)

Ministères et secrétariats d'Etat : crédits (p. 7819, 7820)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 7819)

Politique extérieure : coopération culturelle (p. 7819)

Politique extérieure : coopération économique (p. 7819, 7820)

Politique extérieure : Fonds d'aide et de coopération (FAC) (p. 7819)

Gilbert BIESSY

*Isère (2^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire du conseil supérieur du service public ferroviaire [J.O. du 9 avril 1999] (p. 5279)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseaux de transport public de voyageurs [J.O. du 9 avril 1999] (p. 5281)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1300 tendant à simplifier la mise en recouvrement des taxes sur la publicité [22 décembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Logement. Expulsions. Procédure de relogement [24 mars 1999] (p. 2767)

Transports ferroviaires. Transport de marchandises. Développement [31 mars 1999] (p. 3098)

Transports ferroviaires. Transport de marchandises. Politiques communautaires [22 juin 1999] (p. 6266)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 712, posée le 29 mars 1999. Voirie. RN 85 (J.O. Questions p. 1781). Appelée le 30 mars 1999. Aménagement, Vizille (p. 3006)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES***EQUIPEMENT ET TRANSPORTS****Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207, 7257)**

Son intervention (p. 7220)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports : crédits (p. 7220)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 7220)

Transports par eau : transports fluviaux (p. 7220)

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 7220)

Procédure des questions :

Transports par eau : ports maritimes (p. 7268)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10395)**

Son intervention (p. 10397)

Thèmes :

Sécurité routière : circulation routière : droits de l'homme et libertés publiques (p. 10398)

Sécurité routière : contraventions : responsabilité (p. 10398)

Sécurité routière : limitations de vitesse : Allemagne (p. 10398)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 10398)

Sécurité routière : statistiques (p. 10397)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Article 2 (articles L. 29 à L. 29-11 nouveaux du code de la route : enseignement de la conduite et de la sécurité routière)

Son amendement n° 47 rectifié (contrôle des conditions d'exploitation des auto-écoles et de leurs activités d'enseignement) : retiré (p. 10418)

DEUXIÈME LECTURE**Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2461)**

Son intervention (p. 2471)

Thèmes :

Automobiles et cycles : automobiles : sécurité (p. 2471)

Sécurité routière : code de la route : enseignement (p. 2471)

Voirie : routes : sécurité routière (p. 2471)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Procédure d'examen simplifiée [11 mai 1999] (p. 4322)**

Son intervention (p. 4328)

Thèmes :

Sécurité routière : code de la route : drogue (p. 4329)

Sécurité routière : statistiques (p. 4328)

Sécurité routière : vélos (p. 4329)

Voirie : routes : sécurité routière (p. 4329)

Vote pour du groupe communiste (p. 4329)

Projet de loi n° 1186 relatif à l'organisation de certains services au transport aérien

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 décembre 1998] (p. 10368)

Son intervention (p. 10374)

Thèmes :

Transports aériens : aéroports (p. 10374)

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 10374)

Transports aériens : sécurité (p. 10374)

Projet de loi n° 873 relatif aux enquêtes techniques sur les accidents et les incidents dans l'aviation civile

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 mars 1999] (p. 2454)

Son intervention (p. 2456)

Thèmes :

Politiques communautaires : directives : aviation civile (p. 2456)

Transports aériens : accidents : enquêtes publiques (p. 2456)

Transports aériens : sécurité (p. 2456)

Proposition de résolution n° 1646 sur les propositions de directives relatives aux chemins de fer communautaires (COM (98) 0480 final/n° E 1163)

Avant la discussion de l'article unique [16 juin 1999] (p. 5915)

Son intervention (p. 5919)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : pollution : transports routiers (p. 5919)

Politiques communautaires : directives : transports ferroviaires (p. 5919)

Politiques communautaires : services publics : subsidiarité (p. 5919)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 5919)

Discussion de l'article unique [16 juin 1999] (p. 5931)

Article unique (politique de développement des chemins de fer communautaires)

Son amendement n° 1 rectifié (respect du principe de subsidiarité) : adopté (p. 5933)

Claude BILLARD

*Val-de-Marne (11^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome VI : Economie, finances et industrie (industrie) (n° 1116) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Perspectives [3 novembre 1998] (p. 7926)

Prétraitements. Automobiles et cycles. PSA et Renault, financement [20 janvier 1999] (p. 118)

Ministères et secrétariats d'Etat. Industrie : France Télécom et La Poste. Restauration collective [2 mars 1999] (p. 1860)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 591, posée le 1^{er} février 1999. Ministères et secrétariats d'Etat. Equipement et transports : IGN (J.O. Questions p. 511). Appelée le 2 février 1999. Perspectives (p. 694)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6846)

Article 24 (moralisation des avantages liés à la transmission des patrimoines par le biais de l'assurance-vie)

Son intervention (p. 6879)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 8869)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 8870)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 8871)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 8870, 8871)

Entreprises (p. 8870)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 8871)

Industrie : construction navale (p. 8871)

Recherche (p. 8870)

Régions : Lorraine (p. 8870, 8871)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9459)

Son intervention (p. 9484)

Thèmes :

Etat : souveraineté (p. 9484)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 9485)

Union européenne : Conseil : majorité (p. 9484)

Union européenne : construction européenne (p. 9485)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : référendums (p. 9485)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 220)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 221)

Energie et carburants : charbon (p. 220)

Energie et carburants : Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA) (p. 221)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 221)

Energie et carburants : énergie électrique (p. 220)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 220, 221)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 220)

Environnement : protection (p. 220)

Union européenne : directives : énergie électrique (p. 220, 221)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 février 1999] (p. 1477) ; [17 février 1999] (p. 1559)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 1495)

Son intervention (p. 1563)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité (p. 1495, 1496, 1564 et 1565)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1564)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1495, 1563)

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 1er (définition du service public de l'électricité)

Son intervention (p. 1605)

Son amendement n° 599 (relance ou prolongation de l'exploitation d'un certain nombre de ressources) : rejeté (p. 1607)

Article 2 (missions du service public de l'électricité)

Son amendement n° 600 (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) : adopté (p. 1618)

Intervient sur l'amendement n° 633 de M. Jacques Desallangre (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) (p. 1618)

Intervient sur l'amendement n° 485 de M. François Goulard (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) (p. 1618)

Son amendement n° 601 (modalités des aides aux personnes en situation de précarité définies par décret) : adopté après modifications (p. 1620)

Intervient sur le sous-amendement n° 754 du Gouvernement (prise en compte des situations particulières et pour une durée adaptée) à son amendement n° 601 (p. 1620)

Son amendement n° 602 (conditions des fournitures de secours) : adopté (p. 1620)

Son sous-amendement n° 603 rectifié (prise en compte de la faible utilisation des installations de production mobilisées pour cette fourniture) à l'amendement n° 139 de la commission (obligation pour les distributeurs non nationalisés de fournir de l'électricité à tout client éligible n'ayant pas trouvé de fournisseur dans des conditions économiques ou techniques raisonnables) : adopté (p. 1624)

Article 3 (mise en œuvre et contrôle des missions de service public)

Son amendement n° 604 soutenu par M. Guy Hascoët (structure des commissions départementales d'organisation et de modernisation des services publics) : rejeté (p. 1626)

Son amendement n° 605 (rédactionnel) : adopté (p. 1627)

Son amendement n° 606 (création d'un observatoire national du service public de l'électricité) : adopté après modifications (p. 1629)

Intervient sur l'amendement n° 147 de la commission (création dans chaque région d'un observatoire du service public de l'électricité) (p. 1629)

Article 4 (tarifs et plafonds de prix)

Son sous-amendement n° 607 rectifié (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (tarifs de vente d'électricité aux usagers domestiques) : adopté (p. 1679)

Son sous-amendement n° 748 (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission : adopté (p. 1679)

Son sous-amendement n° 608 (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission : rejeté (p. 1679)

Article 5 (mécanismes de compensation)

Son sous-amendement n° 609 (référence à la notion de coûts de production) à l'amendement n° 152 de la commission (de précision) : rejeté (p. 1684)

Son amendement n° 737 (calcul des surcoûts) : rejeté (p. 1684)

Son sous-amendement n° 610 (de précision) à l'amendement n° 157 rectifié de la commission (alimentation du fonds) : rejeté (p. 1687)

Son sous-amendement n° 611 (suppression du seuil d'exonération) à l'amendement n° 157 rectifié de la commission : rejeté (p. 1687)

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements (PPI))

Intervient sur l'amendement n° 745 rectifié de la commission (présentation d'une loi d'orientation sur l'énergie à compter du 1er janvier 2003) (p. 1693)

Intervient sur l'amendement n° 638 de M. Jacques Desallangre (présentation d'une loi d'orientation sur l'énergie) (p. 1693)

Intervient sur l'amendement n° 189 de la commission (planification souple) (p. 1695)

Son sous-amendement n° 612 corrigé (programmation souple) à l'amendement n° 189 de la commission : adopté (p. 1695)

Son amendement n° 614 (transfert des usines de la Compagnie nationale du Rhône à EDF) : rejeté (p. 1699)

Son amendement n° 613 (définition et autorisation des installations d'auto-production) : rejeté (p. 1699)

Article 7 (autorisation d'exploiter)

Son amendement n° 615 (mise en œuvre du nucléaire uniquement par EDF) : rejeté (p. 1706)

Article 9 (critères d'attribution des autorisations et élaborations des conditions des appels d'offres)

Son amendement n° 616 (respect de la législation sociale en vigueur) : adopté (p. 1711)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF)

Son sous-amendement n° 617 (maintien du seuil de 8 mégawatts) à l'amendement n° 205 de la commission (obligation d'achat réservée aux petits producteurs) : retiré (p. 1714)

Intervient sur le sous-amendement n° 578 de M. Guy Hascoët (seuil de 25 mégawatts) à l'amendement n° 205 de la commission (p. 1714)

Son amendement n° 618 (tarifs d'achat) : adopté après modifications (p. 1715)

Article 15 (modalités d'action du gestionnaire du réseau public de transport)

Intervient sur l'amendement n° 744 de la commission (suppression de certains fournisseurs de la liste des distributeurs établissant les programmes d'approvisionnement) (p. 1741)

Son amendement n° 619 (suppression de certains fournisseurs de la liste des distributeurs établissant les programmes d'approvisionnement) : adopté (p. 1741)

Intervient sur l'amendement n° 619 de M. Claude Billard (suppression de certains fournisseurs de la liste des distributeurs établissant les programmes d'approvisionnement) (p. 1741)

Son amendement n° 620 (obligations de service public prises en compte par les modifications des programmes d'appel) : rejeté (p. 1742)

Son amendement n° 621 (conclusion des contrats d'achat avec les seuls producteurs) : rejeté (p. 1742)

Article 16 (sanction du gestionnaire du réseau public de transport en cas de transmission d'informations confidentielles)

Son amendement n° 622 (personnes concernées par les sanctions) : rejeté (p. 1745)

Article 20 (sanction des gestionnaires des réseaux publics de distribution en cas de transmission d'informations confidentielles)

Son amendement n° 623 (rédactionnel) : retiré (p. 1752)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Son amendement n° 626 (durée du cadre contractuel) : adopté après modifications (p. 1760)

Son sous-amendement n° 624 (seuils des volumes achetés) à l'amendement n° 249 de la commission (de précision) : adopté (p. 1762)

Son sous-amendement n° 625 (seuils des volumes achetés) à l'amendement n° 249 de la commission : rejeté (p. 1762)

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Franck Borotra (listes des clients éligibles et des producteurs qui achètent pour revendre à des clients éligibles publiée par la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1763)

Intervient sur le sous-amendement n° 768 du Gouvernement (publication assurée par le ministre chargé de l'énergie) à l'amendement n° 89 de M. Franck Borotra (p. 1763)

Article 26 (obligations comptables des autres sociétés)

Son amendement n° 627 (obligations de séparation comptable) : retiré (p. 1771)

Article 32 (relations avec les assemblées et rapport annuel d'activité)

Son amendement n° 628 (de précision) : adopté (p. 1782)

Article 35 (pouvoir réglementaire de la CRE)

Son amendement n° 629 (propositions de la commission uniquement en matière de règlements) : rejeté (p. 1788)

Soutient l'amendement n° 102 de M. Franck Borotra (propositions de la commission uniquement en matière de règlements) : rejeté (p. 1788)

Son amendement n° 630 (suites réglementaires) : rejeté (p. 1790)

Article 42 (aménagement du principe de spécialité d'EDF)

Son sous-amendement n° 781 (rédactionnel) à l'amendement n° 305 de la commission (missions d'EDF) : rejeté (p. 1802)

Article 43 (articles L. 713-1 et L. 713-2 du code du travail - développement de la négociation collective de branche)

Son amendement n° 631 (statut des salariés) : adopté (p. 1807)

Article 46 (coûts échoués)

Son amendement n° 725 (définition précise des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Article 48 (révision des contrats entre EDF et les producteurs d'électricité)

Son sous-amendement n° 782 (délai d'un an) à l'amendement n° 318 de la commission (révision des contrats conclus entre EDF et les producteurs avant l'entrée en vigueur de la loi) : adopté (p. 1813)

Article 51 (abrogation de dispositions législatives et réglementaires)

Son amendement n° 592 soutenu par M. Christian Bataille (suppression du paragraphe I) : rejeté (p. 1817)

Son amendement n° 593 (suppression du paragraphe II) : rejeté (p. 1817)

Son amendement n° 594 (suppression du paragraphe III) : rejeté (p. 1817)

Explications de vote et vote [2 mars 1999] (p. 1864)

Ses explications de vote (p. 1871)

Abstention du groupe communiste (p. 1871)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3806)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Article L. 861-3 du code de la sécurité sociale : étendue de la couverture complémentaire CMU

Soutient l'amendement n° 160 de Mme Muguette Jacquaint (dispense de l'avance de frais) : rejeté (p. 3845)

André BILLARDON

Saône-et-Loire (3^{ème} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS*

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 242)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 243)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 243)

Claude BIRRAUX

*Haute-Savoie (4^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur le contrôle de la sûreté et de la sécurité des installations nucléaires

deuxième partie : le bilan et les perspectives de la politique de sûreté des installations nucléaires [25 mars 1999] (n° 1496)

Proposition de loi n° 1789 visant à garantir l'objectivité et la qualité du contrôle des installations nucléaires et de la transparence de l'information [8 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 516, posée le 30 novembre 1998. Frontaliers. Sécurité sociale (J.O. Questions p. 6457). Appelée le 1^{er} décembre 1998. CRDS (p. 9727)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7025, 7053)

Son intervention (p. 7038)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : personnel : enseignants : création d'emplois (p. 7038)

Recherche : crédits

Recherche : crédits : Centre européen de recherches nucléaires (CERN) (p. 7040)

Recherche : crédits : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 7039)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8525)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 674 soutenu par M. Maurice Leroy (de suppression) (p. 8461) : rejeté au scrutin public (p. 8470)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 675 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (prohibition de l'adoption et de la procréation médicalement assistée) (p. 8526) : rejeté au scrutin public (p. 8533)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 221)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 222, 223)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 222)

Energie et carburants : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 223)

Energie et carburants : Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA) (p. 223)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 222)

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 223, 224)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 224)

Pays étrangers : Allemagne (p. 223)

Transports (p. 224)

Union européenne : directives : énergie électrique (p. 222)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 février 1999] (p. 1468, 1477) ; [17 février 1999] (p. 1559, 1593)

Son intervention (p. 1498)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité (p. 1498, 1500)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1498 à 1500)

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 1er (définition du service public de l'électricité)

Son amendement n° 399 (critères de gestion) : devenu sans objet (p. 1610)

Article 2 (missions du service public de l'électricité)

Intervient sur l'amendement n° 170 de la commission (rédactionnel) (p. 1612)

Son amendement n° 400 (gestionnaire chargé du transport et de la distribution) : rejeté (p. 1614)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Michel Bouvard (charges de développement et d'exploitation pour les gestionnaires) (p. 1616)

Son amendement n° 426 (charges de développement et d'exploitation pour les gestionnaires) : rejeté (p. 1616)

Intervient sur l'amendement n° 653 de M. Michel Meylan (charges de développement et d'exploitation pour les gestionnaires) (p. 1616)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Michel Bouvard (mêmes missions assumées par EDF et les régies locales) (p. 1621)

Intervient sur l'amendement n° 657 de M. Michel Meylan (mêmes missions assumées par EDF et les régies locales) (p. 1621)

Son amendement n° 427 (mêmes missions assumées par EDF et les régies locales) : rejeté (p. 1621)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Michel Bouvard (égalité des missions pour l'ensemble des opérateurs) (p. 1622)

Son amendement n° 428 (égalité des missions pour l'ensemble des opérateurs) : retiré (p. 1622)

Intervient sur l'amendement n° 439 de M. Jean Proriol (égalité des missions pour l'ensemble des opérateurs) (p. 1622)

Son amendement n° 429 (obligation pour les distributeurs non nationalisés de fournir de l'électricité à tout client éligible n'ayant pas trouvé de fournisseur dans des conditions économiques ou techniques raisonnables) : devenu sans objet (p. 1624)

Article 3 (mise en œuvre et contrôle des missions de service public)

Intervient sur l'amendement n° 145 de la commission (compétences de la conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire étendue aux réseaux publics de distribution) (p. 1628)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Michel Bouvard (compétences de la conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire étendue aux réseaux publics de distribution) (p. 1628)

Son amendement n° 430 (compétences de la conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire étendue aux réseaux publics de distribution) : adopté (p. 1628)

Intervient sur l'amendement n° 606 de M. Claude Billard (création d'un observatoire national du service public de l'électricité) (p. 1629)

Intervient sur l'amendement n° 147 de la commission (création dans chaque région d'un observatoire du service public de l'électricité) (p. 1629)

Article 4 (tarifs et plafonds de prix)

Soutient l'amendement n° 35 de M. Michel Bouvard (tarification prenant en compte les charges réelles afférentes aux réseaux locaux) : rejeté (p. 1680)

Son amendement n° 431 (tarification prenant en compte les charges réelles afférentes aux réseaux locaux) : rejeté (p. 1680)

Soutient l'amendement n° 654 de M. Michel Meylan (tarification prenant en compte les charges réelles afférentes aux réseaux locaux) : rejeté (p. 1680)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Pierre Micaux (avis de l'autorité de régulation sur les tarifs de secours) (p. 1681)

Son amendement n° 401 (avis de l'autorité de régulation sur les tarifs de secours) : rejeté (p. 1681)

Intervient sur l'amendement n° 442 de M. Jean Proriol (avis de l'autorité de régulation sur les tarifs de secours) (p. 1681)

Article 5 (mécanismes de compensation)

Son sous-amendement n° 402 (fixation du seuil par décret) à l'amendement n° 157 rectifié de la commission (alimentation du fonds) : rejeté (p. 1687)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Michel Bouvard (prise en compte des charges de développement du réseau) (p. 1689)

Son amendement n° 432 (prise en compte des charges de développement du réseau) : rejeté (p. 1689)

Intervient sur l'amendement n° 660 de M. Michel Meylan (prise en compte des charges de développement du réseau) (p. 1689)

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements (PPI))

Son intervention (p. 1690)

Son amendement n° 403 (respect des objectifs définis à l'article 1er) : rejeté (p. 1694)

Intervient sur l'amendement n° 349 de M. Alain Cacheux (respect des objectifs définis à l'article 1er) (p. 1694)

Intervient sur l'amendement n° 327 de M. Léonce Deprez (respect des objectifs définis à l'article 1er) (p. 1694)

Intervient sur l'amendement n° 542 de M. Jean Proriol (respect des objectifs définis à l'article 1er) (p. 1694)

Intervient sur l'amendement n° 674 de M. Jacques Pélissard (respect des objectifs définis à l'article 1er) (p. 1694)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Franck Borotra (programmation souple) (p. 1695)

Son amendement n° 404 (programmation souple) : devenu sans objet (p. 1695)

Intervient sur l'amendement n° 762 du Gouvernement (programmation souple tenant compte de la nécessité de renouveler le parc de production existant) (p. 1695)

Intervient sur le sous-amendement n° 751 de M. Jean-Yves Le Déaut (déclaration préalable pour les petites installations ne fonctionnant pas de manière permanente) à l'amendement n° 193 de la commission (déclaration préalable pour les petites installations) (p. 1698)

Intervient sur le sous-amendement n° 752 de M. Jean-Yves Le Déaut (déclaration préalable pour les petites installations de moins de 250 KW) à l'amendement n° 193 de la commission (p. 1698)

Article 7 (autorisation d'exploiter)

Intervient sur l'amendement n° 544 de M. Jean Proriol (délivrance de l'autorisation d'exploiter après avis de la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1703)

Son amendement n° 405 (délivrance de l'autorisation d'exploiter après avis de la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1703)

Intervient sur l'amendement n° 118 corrigé de M. Pierre Micaux (assouplissement des conditions d'autori-

sation pour les projets ayant obtenu un certificat de conformité) (p. 1704)

Son amendement n° 406 (assouplissement des conditions d'autorisation pour les projets ayant obtenu un certificat de conformité) : rejeté (p. 1704)

Intervient sur l'amendement n° 449 de M. Jean Proriol (assouplissement des conditions d'autorisation pour les projets ayant obtenu un certificat de conformité) (p. 1704)

Intervient sur l'amendement n° 615 de M. Claude Billard (mise en œuvre du nucléaire uniquement par EDF) (p. 1706)

Article 8 (appels d'offres)

Soutient l'amendement n° 685 de M. Jacques Pélissard (confidentialité et contrat d'achat par le gestionnaire des réseaux de transport ou de distribution) : rejeté (p. 1708)

Article 9 (critères d'attribution des autorisations et élaborations des conditions des appels d'offres)

Soutient l'amendement n° 718 de M. Michel Inchauspé (efficacité énergétique et protection de l'environnement) : rejeté (p. 1710)

Soutient l'amendement n° 686 de M. Jacques Pélissard (efficacité énergétique et protection de l'environnement) : rejeté (p. 1710)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF)

Son sous-amendement n° 434 (obligation d'achat étendue aux distributeurs non nationalisés) à l'amendement n° 205 de la commission (obligation d'achat réservée aux petits producteurs) : adopté (p. 1712)

Intervient sur le sous-amendement n° 758 de M. François Brottes (obligation d'achat étendue aux distributeurs non nationalisés) à l'amendement n° 205 de la commission (p. 1712)

Son amendement n° 407 (conditions d'achat) : devenu sans objet (p. 1714)

Son amendement n° 433 (conditions d'achat) : devenu sans objet (p. 1714)

Son amendement n° 697 (rédactionnel) : adopté (p. 1715)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)

Intervient sur l'amendement n° 210 de la commission (exploitation des installations de cogénération par les collectivités locales) (p. 1718)

Son amendement n° 408 (exploitation des installations de cogénération par les collectivités locales) : retiré (p. 1718)

Soutient l'amendement n° 33 de M. Michel Bouvard (cas des distributeurs non nationalisés) : rejeté (p. 1719)

Son amendement n° 435 (cas des distributeurs non nationalisés) : rejeté (p. 1719)

Article 13 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité (GRT))

Son intervention (p. 1730)

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Franck Borotra (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 1733)

Intervient sur l'amendement n° 330 de M. Léonce Deprez (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 1733)

Intervient sur l'amendement n° 677 de M. Jacques Péliissard (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 1733)

Son amendement n° 409 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) : rejeté (p. 1734)

Son amendement n° 410 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) : rejeté (p. 1734)

Intervient sur l'amendement n° 382 de la commission des finances (modalités de nomination et de révocation du directeur du gestionnaire du réseau public de transport) (p. 1736)

Intervient sur l'amendement n° 216 de la commission (modalités de nomination et de révocation du directeur du gestionnaire du réseau public de transport) (p. 1736)

Son sous-amendement n° 413 (directeur nommé par la Commission après avis du président d'EDF) à l'amendement n° 216 de la commission : rejeté (p. 1736)

Son amendement n° 411 (directeur nommé par le ministre chargé de l'énergie sur proposition de la Commission et après avis du président d'EDF) : devenu sans objet (p. 1736)

Son amendement n° 412 (conditions de nomination du directeur) : rejeté (p. 1736)

Son amendement n° 414 (suppression de l'autonomie budgétaire et communication du budget et des comptes à la Commission) : rejeté (p. 1737)

Article 16 (sanction du gestionnaire du réseau public de transport en cas de transmission d'informations confidentielles)

Son amendement n° 415 (personnes concernées par les sanctions) : retiré (p. 1745)

Article 18 (gestion des réseaux publics de distribution d'électricité)

Soutient l'amendement n° 28 de M. Michel Bouvard (de précision) : rejeté (p. 1751)

Son amendement n° 436 (de précision) : rejeté (p. 1751)

Soutient l'amendement n° 663 de M. Michel Meylan (de précision) : rejeté (p. 1751)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Son intervention (p. 1754)

Son amendement n° 416 (éligibilité des entreprises à établissements multiples) : rejeté (p. 1757)

Son amendement n° 417 (maintien du lien contractuel entre la régie et son client éligible) : rejeté (p. 1759)

Son amendement n° 418 (encadrement des achats complémentaires) : devenu sans objet (p. 1762)

Article 24 (lignes directes)

Soutient l'amendement n° 60 de M. Pierre Micaux (bénéficiaires des lignes directes) : rejeté (p. 1766)

Article 32 (relations avec les assemblées et rapport annuel d'activité)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Michel Bouvard (avis obligatoire des différents acteurs du secteur de l'électricité) (p. 1784)

Son amendement n° 419 (avis obligatoire des différents acteurs du secteur de l'électricité) : rejeté (p. 1784)

Intervient sur l'amendement n° 670 de M. Michel Meylan (avis obligatoire des différents acteurs du secteur de l'électricité) (p. 1784)

Soutient l'amendement n° 375 de M. Jean-Antoine Léonetti (consultation par la Commission de régulation de l'électricité des données fournies par l'observatoire de la diversification) : adopté après modifications (p. 1784)

Article 35 (pouvoir réglementaire de la CRE)

Soutient l'amendement n° 551 de M. Christian Martin (références aux contrats de concession plutôt qu'aux dispositions législatives) : rejeté (p. 1788)

Soutient l'amendement n° 62 de M. Pierre Micaux (références aux compétences des collectivités locales concédantes) : rejeté (p. 1788)

Article 42 (aménagement du principe de spécialité d'EDF)

Son intervention (p. 1797)

Son sous-amendement n° 738 (interventions d'EDF pour les clients non éligibles) à l'amendement n° 305 de la commission (missions d'EDF) : adopté (p. 1802)

Son amendement n° 421 (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Après l'article 42

Son amendement n° 422 (offre globale proposée par les distributeurs non nationalisés aux clients éligibles situés dans leur zone de desserte) : rejeté (p. 1802)

Avant l'article 43

Son amendement n° 423 (statut du personnel des unités de production et de distribution) : rejeté (p. 1803)

Article 43 (articles L. 713-1 et L. 713-2 du code du travail - développement de la négociation collective de branche)

Son intervention (p. 1804)

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Franck Borotra (de suppression) (p. 1806)

Son amendement n° 424 (de suppression) : rejeté (p. 1806)

Intervient sur l'amendement n° 473 de M. Jean Proriol (de suppression) (p. 1806)

Intervient sur l'amendement n° 523 de M. François Goulard (de suppression) (p. 1806)

Article 44 (transparence comptable en matière de protection sociale)

Intervient sur l'amendement n° 772 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 1808)

Soutient l'amendement n° 129 de M. Pierre Micaux (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 1808)

Soutient l'amendement n° 63 de M. Pierre Micaux (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 1808)

Soutient l'amendement n° 336 de M. Alain Cacheux (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 1808)

Article 46 (coûts échoués)

Soutient l'amendement n° 134 de M. Pierre Micaux (financement spécifique des coûts ultérieurs au 19 février 1999) : rejeté (p. 1810)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Franck Borotra (définition précise des charges) (p. 1811)

Intervient sur l'amendement n° 313 de la commission (définition précise des charges) (p. 1811)

Son amendement n° 425 (définition précise des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Titre

Soutient l'amendement n° 438 de M. Jean Proriol (titre du projet de loi) : rejeté (p. 1818)

Explications de vote et vote [2 mars 1999] (p. 1864)

Ses explications de vote (p. 1866)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 1867)

Proposition de loi n° 1394 relative à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [3 juin 1999] (p. 5365)

Son intervention (p. 5367)

Thèmes :

Sports : arts martiaux : fédérations (p. 5368)

Sports : arts martiaux : titres et grades (p. 5367)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 5368)

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [3 juin 1999] (p. 5369)

Son intervention (p. 5372)

Thèmes :

Politiques communautaires : Europe sociale : chèques vacances (p. 5373)

Tourisme et loisirs : tourisme social : création d'emplois (p. 5373)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 5372)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 5373)

Projet de loi n° 1410 sur l'innovation et la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5376)

Son intervention (p. 5392)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 5392, 5393)

Entreprises : investissements : recherche (p. 5394)

Impôt sur le revenu : stock options (p. 5393, 5394)

Impôt sur les sociétés : champ d'application (p. 5394)

Propriété intellectuelle : brevets (p. 5393)

Recherche : chercheurs (p. 5392, 5393)

Recherche : crédits (p. 5392)

Recherche : innovation (p. 5393)

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5411)

Article 1er (articles 14, 18, 19, 19-1 nouveau et 25-1 à 25-4 nouveaux de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France : valorisation de la diffusion des résultats de la recherche par les organismes de recherche et facilitation de la création d'entreprise par les chercheurs)

Son intervention (p. 5413)

Son amendement n° 11 : devenu sans objet (p. 5418)

Son amendement n° 12 (assouplissement de l'obligation faite au chercheur d'informer sa hiérarchie des revenus des actions qu'il détient) : rejeté (p. 5419)

Son amendement n° 13 (restriction du champ de compétence de la commission de déontologie) : retiré (p. 5419)

Son amendement n° 14 (information des revenus du chercheur et de ses ventes d'actions à sa hiérarchie) : retiré (p. 5419)

Son amendement n° 15 (suppression de l'obligation faite au fonctionnaire d'informer sa hiérarchie des revenus qu'il perçoit à raison de sa participation au capital d'entreprise) : retiré (p. 5420)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Germain Gengenwin (institution d'abattements de cotisations patronales pour les entreprises innovantes) (p. 5425)

Article 3 (article 163 bis G du code général des impôts : assouplissement des conditions d'attribution des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Germain Gengenwin (extension des bons de souscription de parts de création d'entreprise aux entreprises du Second marché) (p. 5427)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Germain Gengenwin (obtention du bénéfice des bons de souscription de parts de création d'entreprise pour les sociétés de technologie étrangères) (p. 5428)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Germain Gengenwin (pérennisation du dispositif) (p. 5428)

Article 3 quater (articles 208-1, 208-3, 208-8 et 339-5 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : modification du régime d'attribution des stock options)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (de suppression) (p. 5434)

Après l'article 6

Son amendement n° 28 (non-application des 35 heures aux sociétés innovantes) : rejeté (p. 5440)

Ses explications de vote (p. 5445)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 5445)

Bernard BIRSINGER

*Seine-Saint-Denis (5^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1171 tendant à assurer la présence d'une infirmière ou d'un infirmier dans chaque groupe scolaire [4 novembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Emplois jeunes. Aides-éducateurs, formation professionnelle [18 novembre 1998] (p. 9161)

Enseignement. Médecine scolaire et universitaire. Effectifs de personnel, infirmières, Parlement des enfants, proposition de loi, inscription à l'ordre du jour [9 décembre 1998] (p. 10233)

Industrie. Pharmacie. Aventis, emploi et activité, Romainville [16 février 1999] (p. 1445)

Télécommunications. France Télécom. Personnel, revendications [7 avril 1999] (p. 3369)

Industrie. Travail des métaux. ELM-Leblanc, délocalisation, Bobigny, Drancy [15 juin 1999] (p. 5819)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 572, posée le 25 janvier 1999. Logement. Non appelée (J.O. Questions p. 363)

n° 686, posée le 15 mars 1999. Logement. Office Public d'HLM (OPHLM) (J.O. Questions p. 1464). Appellée le 16 mars 1999. Equilibre financier, aides de l'Etat, Bobigny (p. 2401)

DÉBATS

Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1998] (p. 6241, 6281)

Son intervention (p. 6282)

Thème :

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 6282)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER***Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6846)***Après l'article 22*

Soutient l'amendement n° 144 de M. Christian Cuvilliez (relèvement du taux du prélèvement libérateur) : rejeté (p. 6868)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7139)*Procédure des questions :*

Enseignement : médecine scolaire et universitaire : infirmières (p. 7153)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235)

Son intervention (p. 8255)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : Direction des chantiers navals (p. 8256)

Défense : entreprises (p. 8256, 8257)

Défense : GIAT-Industries (p. 8256)

Défense : loi de programmation militaire : professionnalisation (p. 8255, 8256)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 8256)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7548)

Article 5 (possibilité de requalification en revenus professionnels des revenus tirés de la location-gérance d'un fonds de commerce par un travailleur indépendant et basculement dans le champ fiscal du recouvrement de contributions sociales sur certains types de revenus)

Son intervention (p. 7576)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8363)

Son intervention (p. 8365)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : droits de l'enfant (p. 8368)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 8366)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : frateries (p. 8366 à 8368)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : mairies (p. 8368)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : pensions de réversion (p. 8368)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration universelle des droits de l'homme (p. 8368)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 8365, 8367, 8368)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 8366, 8367)

Enfants : droits de l'enfant (p. 8366)

Famille : concubinage (p. 8366)

Famille : concubinage : enfants (p. 8366)

Femmes (p. 8365)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste (p. 8366 à 8368)

Union européenne : Parlement européen (p. 8367)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)*Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)*

Intervient sur l'amendement n° 55 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 272 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 419 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 441 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 488 de M. Pierre-Christophe Baguet (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 537 de M. François Goulard (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 549 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 633 de M. Renaud Dutreil (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 674 de M. Claude Birraux (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 734 de M. Jacques Kossowski (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 742 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 817 de M. François Vannson (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 820 de M. Jean-Claude Lemoine (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 823 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 8470)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 1 (conclusion du PACS par deux personnes de sexe différent ou de même sexe) : adopté (p. 8518)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 1032 de M. Alain Tourret (déclaration écrite déposée au tribunal d'instance) (p. 8569)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son intervention (p. 9914)

Demande la clôture de la discussion sur l'article 2, en application de l'article 57 du règlement [2 décembre 1998] (p. 9915)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son intervention (p. 9952)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 697 rectifié du Gouvernement (qualité d'ayants droit en matière d'assurance maladie conférée au partenaire de l'assuré social lié par un PACS s'il ne peut bénéficier de cette qualité à un autre titre) (p. 9974)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Soutient l'amendement n° 10 rectifié de M. Alain Bocquet (application immédiate des dispositions de l'article aux étrangers contractants d'un PACS pouvant justifier d'une communauté de vie antérieure à la promulgation de la loi) : rejeté (p. 9998)

Article 7 (prise en compte du pacte civil de solidarité dans l'examen d'une demande de naturalisation)

Son intervention (p. 9999)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son amendement n° 11 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (bénéfice de l'article 62 de la loi du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique prévoyant le changement de corps pour les fonctionnaires d'Etat à défaut de possibilité de mutation) : rejeté (p. 10183)

Article 10 (dispositions applicables aux fratries)

Son intervention (p. 10196)

Soutient l'amendement n° 12 de M. Alain Bocquet (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 10202)

Explications de vote et vote [9 décembre 1998] (p. 10241)

Ses explications de vote (p. 10243)

Vote pour du groupe communiste (p. 10244)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3141) ; [1^{er} avril 1999] (p. 3197)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Intervient sur le sous-amendement n° 430 de M. Claude Goasguen (suppression des références au sexe des contractants) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) (p. 3149)

Intervient sur le sous-amendement n° 513 de Mme Christine Boutin (suppression des références au sexe des contractants) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3149)

Intervient sur le sous-amendement n° 57 de M. Thierry Mariani (conclusion du contrat par des personnes de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3149)

Intervient sur le sous-amendement n° 56 de M. Thierry Mariani (conclusion du contrat par des personnes de sexe différent) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3149)

Intervient sur le sous-amendement n° 265 de M. Bernard Accoyer (conclusion du contrat par des personnes de sexe différent) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3149)

Intervient sur le sous-amendement n° 410 de M. Maurice Leroy (conclusion du contrat par des personnes de sexe différent) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3149)

Intervient sur le sous-amendement n° 511 de Mme Christine Boutin (conclusion du contrat par des personnes de sexe différent) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3149)

Intervient sur le sous-amendement n° 625 de M. Pierre-Christophe Baguet (conclusion du contrat par des personnes de sexe différent) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3149)

Soutient le sous-amendement n° 232 de M. Patrick Braouezec (enregistrement du PACS en mairie) à

l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3172)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son intervention (p. 3215)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 285 du Gouvernement (droit au capital décès) (p. 3235)

Article 6 supprimé par le Sénat (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Soutient le sous-amendement n° 239 de M. Patrick Braouezec (PACS traduisant les liens personnels en France) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3240)

Après l'article 6

Son amendement n° 466 (acquisition de la nationalité française) : retiré (p. 3243)

Explications de vote et vote [7 avril 1999] (p. 3370)

Ses explications de vote (p. 3378)

Vote pour du groupe communiste (p. 3378)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5521)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 5526)

Son intervention (p. 5534)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : droits de l'enfant (p. 5534, 5535)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 5534)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fratreries (p. 5534)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : tribunaux d'instance (p. 5534, 5535)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : concubinage (p. 5534)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 5526, 5527, 5534)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : égalité (p. 5534, 5535)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : Union européenne (p. 5535)

Etrangers : régularisations : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5535)

Famille : couple : statuts (p. 5534)

Partis et mouvements politiques : opposition : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5526, 5527)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5534)

Discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5550) ; [9 juin 1999] (p. 5613, 5659)

Article 1er (pacte civil de solidarité)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 1 (déclaration du PACS en mairie et intervention de l'officier d'état civil) : rejeté (p. 5585)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son amendement n° 5 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (bénéfice immédiat des dispositions de l'article pour les étrangers justifiant d'une communauté de vie antérieure à la promulgation de la loi) : rejeté (p. 5677)

Explications de vote et vote [15 juin 1999] (p. 5824)

Ses explications de vote (p. 5829)

Vote pour du groupe communiste (p. 5829)

Proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (9276)

Son intervention (p. 9281)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 9281, 9282)

Assemblée nationale : Parlement des enfants (p. 9282)

Assemblée nationale : Président (p. 9281)

Enfants : droits de l'enfant (p. 9281, 9282)

Enfants : droits de l'enfant : citoyenneté (p. 9281, 9282)

Enfants : médiateur (p. 9281)

Enseignement (p. 9282)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9285)

Article 1er (saisine du médiateur des enfants)

Son amendement n° 4 (saisine collective du médiateur des enfants) : rejeté (p. 9289)

Son amendement n° 5 (auto-saisine du médiateur des enfants) : adopté (p. 9290)

Son amendement n° 6 (saisine par des associations) : rejeté après rectification (p. 9291)

Article 4 (promotion des droits de l'enfant par le médiateur des enfants et rapport d'activité)

Son amendement n° 11 rectifié (présentation du rapport à l'occasion de la journée nationale des droits de l'enfant) : adopté (p. 9293)

Son amendement n° 10 (consultation du médiateur des enfants par le Gouvernement avant la remise à l'ONU du rapport relatif à l'application de la convention des Nations unies sur les droits de l'enfant) : rejeté (p. 9293)

Article 7 (délégués départementaux)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Serge Blisko (de suppression) (p. 9294)

Ses explications de vote (p. 9296)

Vote pour du groupe communiste (p. 9296)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167) ; [11 février 1999] (p. 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales : le conseil de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 403 corrigé soutenu par M. Jean Vila (répartition des sièges au conseil par accord amiable des conseils municipaux réservant au moins un siège à chaque commune et interdisant à l'une d'entre elles de disposer de la moitié des sièges ou plus) : retiré (p. 1027)

Article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des communautés d'agglomération

Son amendement n° 405 corrigé soutenu par M. Jean Vila (exercice d'une ou de plusieurs des compétences énumérées par l'article après avis conforme de l'ensemble des conseils municipaux) (p. 1031) : rejeté (p. 1032)

Son amendement n° 406 soutenu par M. Jean Vila (suppression de l'obligation de transfert des compétences optionnelles) : rejeté (p. 1033)

Son amendement n° 410 soutenu par M. Michel Vaxès (de coordination) : rejeté (p. 1035)

Son amendement n° 413 soutenu par M. Jean Vila (intérêt communautaire déterminé après avis conforme des conseils municipaux) (p. 1035) : rejeté (p. 1036)

Article 10 (article L. 5214-7 du code général des collectivités territoriales - nombre et répartition des sièges au sein du conseil de la communauté de communes)

Son amendement n° 420 corrigé soutenu par M. Michel Vaxès (de coordination) : retiré (p. 1123)

Article 21 (article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales - création des établissements publics de coopération intercommunale - fixation du périmètre)

Soutient l'amendement n° 428 de M. Michel Vaxès (consultation du département pour la fixation du périmètre des établissements publics de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1145)

Son amendement n° 433 soutenu par M. Jean Vila (avis conforme des conseils municipaux pour la création des établissements publics de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1148)

Article 22 (articles L. 5211-6 à L. 5211-11 et L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales - organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale)

Intervient sur l'amendement n° 149 de Mme Marie-Hélène Aubert (élection des délégués au suffrage universel selon le mode de scrutin des élections régionales) (p. 1173)

Article 24 (articles L. 5211-16 à L. 5211-20 du code général des collectivités territoriales - modifications statutaires)

Son amendement n° 435 soutenu par M. Michel Vaxès (transferts de compétences après avis conforme des conseils municipaux) : rejeté (p. 1183)

Article 57 (article L. 2531-13 du code général des collectivités territoriales - fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France)

Son intervention (p. 1364)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Article L. 5211-28 du code général des collectivités territoriales

Soutient l'amendement n° 425 de M. Jean Vila (dotation d'intercommunalité pour les communautés d'agglomération créées après le 1^{er} janvier 2005) : rejeté (p. 1385)

Son amendement n° 424 (suppression du prélèvement éventuel sur la dotation de compensation de la taxe professionnelle prévu pour financer la dotation d'intercommunalité des communautés d'agglomération) : rejeté (p. 1387)

Article L. 5211-29 du code général des collectivités territoriales

Soutient l'amendement n° 426 de M. Jean Vila (dotation d'intercommunalité pour les communautés d'agglomération créées après le 1^{er} janvier 2005) : retiré (p. 1387)

Après l'article 66

Soutient l'amendement n° 423 de M. Jean Vila (abattement de 16 % sur les bases de taxe professionnelle prévu par l'article 1472 A bis du code général des impôts ramené à 8 % pour les entreprises dont la taxe professionnelle représente de 1,5 à 2 % de la valeur ajoutée et supprimé pour celles acquittant une taxe professionnelle inférieure à 1,5 % de leur valeur ajoutée) : rejeté (p. 1395)

Son amendement n° 445 (création d'une taxe additionnelle à la taxe professionnelle assise sur les actifs financiers des sociétés) : rejeté (p. 1396)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1999] (p. 1637)

Son intervention (p. 1649)

Thème :

Droit pénal : crimes contre l'humanité (p. 1649)

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1656)

Article 1er (la traite négrière et l'esclavage reconnus comme crime contre l'humanité)

Son amendement n° 11 (reconnaissance par la République française de sa responsabilité envers les peuples et les descendants des peuples victimes de l'esclavage et réparation du préjudice subi) : rejeté (p. 1659)

Article 2 (développement de l'enseignement et de la recherche sur la traite négrière et l'esclavage)

Son intervention (p. 1660)

Son amendement n° 12 (rôle de la France dans le système esclavagiste) : rejeté (p. 1661)

Après l'article 3

Son amendement n° 13 (institution dans l'hexagone d'une journée commémorant l'abolition de l'esclavage et réalisation par le service public de l'audiovisuel d'émissions sur la traite et l'esclavage), rectifié (suppression des émissions) : adopté après rectification (p. 1664)

Article 4 (comité de personnalités qualifiées chargé de proposer des lieux et des actions de mémoire)

Son amendement n° 14 (détermination du préjudice subi du fait de l'esclavage et examen de ses conditions de réparation) : rejeté (p. 1664)

Après l'article 5

Son amendement n° 15 (mémorial érigé dans un lieu où a sévi l'esclavage) : rejeté (p. 1665)

Proposition de loi n° 1350 portant création d'une nouvelle collectivité territoriale : le Haut-Conseil de l'agglomération parisienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3781)

Son intervention (p. 3786)

Thèmes :

Collectivités territoriales : Paris (p. 3787)

Collectivités territoriales : Paris : arrondissements (p. 3787)

Collectivités territoriales : ressources : entreprises (p. 3787)

Départements (p. 3787)

Départements : Seine-Saint-Denis (p. 3787)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : collectivités territoriales (p. 3786, 3787)

Politique économique : libéralisme (p. 3787)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 3786)

Régions : Ile-de-France : généralités (p. 3787)

Régions : Ile-de-France : statuts (p. 3787)

Jacques BLANC

*Lozère (2^{ème} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 octobre 1998] (p. 15040)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1627 accordant aux présidents des conseils régionaux et généraux la possibilité de saisine pour avis des chambres régionales des comptes [26 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*RAPPELS AU RÈGLEMENT*

Demande au Gouvernement de revoir de fond en comble la loi Evin [22 décembre 1998] (p. 10989)

Regrette l'élimination du département de la Lozère de la liste des départements admissibles à l'attribution des aides au titre de la politique de développement rural [15 juin 1999] (p. 5847)

*DÉBATS***Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960)*Article 1er (objectifs de la politique agricole)*

Intervient sur l'amendement n° 828 rectifié de M. Michel Bouvard (rappel de l'objectif de rentabilité économique des exploitations agricoles) (p. 5962)

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. François Guillaume (acteurs habituels des services collectifs) (p. 5965)

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (politique de qualité et d'identification) (p. 5965)

Intervient sur l'amendement n° 294 de M. Christian Jacob (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Intervient sur l'amendement n° 292 de M. Thierry Mariani (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Intervient sur l'amendement n° 643 de M. Jean Proriol (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Intervient sur l'amendement n° 731 de M. Jean-Michel Marchand (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Intervient sur l'amendement n° 547 de M. Alain Veyret (coexistence équilibrée entre le monde agricole et les autres activités) (p. 5969)

Intervient sur l'amendement n° 645 de M. Jean Proriol (prise en compte des zones forestières) (p. 5971)

Intervient sur l'amendement n° 508 de M. François Sauvadet (prise en compte des zones forestières) (p. 5971)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 577 de M. Germinal Peiro (rapport au Parlement sur l'évolution des retraites agricoles) (p. 5976)

Intervient sur le sous-amendement n° 936 de M. Félix Leyzour (effort significatif les premières années en faveur des retraites les plus faibles) à l'amendement n° 577 de M. Germinal Peiro (p. 5976)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 298 de M. Christian Jacob (modification de l'intitulé du titre Ier) (p. 5978)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son intervention (p. 5979)

Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1998] (p. 6241)*Thème :*

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 6246)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)*Article 15 bis A (vente de boissons alcoolisées dans les enceintes sportives)*

Son intervention (p. 10982)

Son rappel au règlement (cf. supra) [22 décembre 1998] (p. 10989)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11017)

Son intervention (p. 11025)

Thèmes :

Elections et référendums : représentation proportionnelle (p. 11025)

Parlement : Sénat (p. 11025)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : élections régionales (p. 11026)

Régions : budget (p. 11026)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11029)

Son amendement n° 8 (suppression de l'article 1er ramenant de six à cinq ans la durée du mandat des conseillers régionaux) : rejeté (p. 11033)

Son amendement n° 9 (en cas d'égalité de suffrages, attribution des sièges au titre de la prime majoritaire à la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée et non la moins élevée) : rejeté (p. 11034)

Son amendement n° 10 (seuil pour la participation à la répartition des sièges porté de 3 à 5 % des suffrages exprimés) : rejeté (p. 11034)

Son amendement n° 11 (en cas de moyennes de suffrages identiques, attribution du dernier siège au candidat le plus âgé et non le moins âgé) : rejeté (p. 11034)

Son amendement n° 12 (droit de participer au second tour pour les listes ayant obtenu 10 % et non 5 % des suffrages exprimés) : rejeté (p. 11035)

Son amendement n° 13 (droit de figurer sur une autre liste au second tour pour les candidats des listes ayant recueilli 5 % et non 3 % des suffrages exprimés au premier tour) : rejeté (p. 11036)

Son amendement n° 14 : devenu sans objet (p. 11036)

Son amendement n° 15 (de coordination) : rejeté (p. 11036)

Son amendement n° 18 (suppression de l'article 22 instituant une procédure particulière d'adoption des budgets régionaux) : rejeté (p. 11038)

Son amendement n° 16 (suppression de l'article 22 bis relatif à la publicité des débats en commission permanente) : rejeté (p. 11040)

Son amendement n° 17 (suppression de l'article 22 ter relatif à l'obligation de constituer un bureau) : rejeté (p. 11040)

Ses explications de vote (p. 11041)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 11041)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 70)

Son intervention (p. 105)

Thèmes :

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 106)

Transports par eau : transports fluviaux (p. 105)

Union européenne : fonds structurels (p. 106)

Voirie (p. 105)

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 255) ; [2 février 1999] (p. 749)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 934 soutenu par M. Jean Proriol (cadre de référence "indicatif" pour les collectivités territoriales) : rejeté (p. 263)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Son amendement n° 365 soutenu par M. Jean Proriol (limitation du schéma aux seuls espaces naturels protégés) : rejeté (p. 779)

Son amendement n° 366 (reconquête écologique des territoires dégradés) : devenu sans objet (p. 782)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son amendement n° 368 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (constitution de pays) : rejeté (p. 802)

Intervient sur l'amendement n° 1099 de M. Jean Proriol (constitution de pays) (p. 802)

Son amendement n° 369 : non soutenu (p. 808)

Son amendement n° 367 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (rédactionnel) : rejeté (p. 813)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5830)

Son intervention (p. 5845)

Son rappel au règlement (cf. supra) [15 juin 1999] (p. 5847)

Thèmes :

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 5845)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 5845)

Union européenne : fonds structurels (p. 5845)

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèque-vacances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2633)

Son intervention (p. 2643)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : exonération (p. 2644)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 2644)
 Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 2644, 2645)
 Travail : chèques vacances : revenus (p. 2644)

Discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2651)

Article 1er (article 1er de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : champ d'application du dispositif)

Son sous-amendement n° 18 (réciprocité) à l'amendement n° 3 de la commission (utilisation des chèques-vacances sur le territoire de l'Union européenne) : devenu sans objet (p. 2660)

Article 2 (article 2 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : plafond de revenus et exonérations fiscales)

Son sous-amendement n° 23 à l'amendement n° 4 de la commission (retour sur le texte initial du projet de loi) : non soutenu (p. 2661)

Jean-Pierre BLAZY

*Val-d'Oise (9^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur du projet de loi portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire (n° 1399) [4 novembre 1998]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17124)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Secrétaire de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19457)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux polices municipales [J.O. du 5 mars 1999] (p. 3342)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1398), relatif aux enquêtes techniques sur les accidents et les incidents dans l'aviation civile [10 mars 1999] (n° 1455)

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1399), portant création de l'Autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire [31 mars 1999] (n° 1502)

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la politique aéroportuaire [2 juin 1999] (n° 1671)

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 1729), portant création de l'autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires [23 juin 1999] (n° 1739)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Police. Organisation. Police de proximité, mise en place [19 mai 1999] (p. 4588)

Transports aériens. Développement. Perspectives [30 juin 1999] (p. 6698)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 616, posée le 8 février 1999. Transports aériens. Aéroport de Roissy (J.O. Questions p. 674). Appelée le 9 février 1999. Zone aéroportuaire, développement (p. 1056)

n° 900, posée le 21 juin 1999. TVA. Taux (J.O. Questions p. 3710). Appelée le 22 juin 1999. Abonnements aux réseaux de chaleur (p. 6242)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Son intervention (p. 7190)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : bruit (p. 7190)
 Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 7190)
 Environnement : crédits (p. 7190)
 Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 7190)

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207)

Son intervention (p. 7232)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) (p. 7232)

Transports aériens : Air France (p. 7232, 7233)

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 7232)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145)

Son intervention (p. 8171)

Thèmes avant la procédure des questions :

Départements : préfetures : police (p. 8172)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 8172)

Etat : Premier ministre : déclarations (p. 8171)

Gendarmerie : gendarmeries (p. 8172)

Ordre public (p. 8171, 8172)

Police : commissariats (p. 8172)

Police : crédits (p. 8172, 8173)

Police : effectifs (p. 8172, 8173)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7430)

Son intervention (p. 7472)

Thème :

Etablissements de santé : agences régionales de l'hospitalisation : Ile-de-France (p. 7472, 7473)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8399)

Son intervention (p. 8408)

Thèmes :

Cultes (p. 8408, 8409)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 8408, 8409)

Famille : concubinage (p. 8408, 8409)

Partis et mouvements politiques : opposition : avortement (p. 8409)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste (p. 8408)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3057)

Son intervention (p. 3076)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3076, 3077)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fratricides (p. 3076)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 3076)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : égalité (p. 3076)

Famille : politique familiale (p. 3077)

Explications de vote et vote [7 avril 1999] (p. 3370)

Ses explications de vote (p. 3373)

Vote pour du groupe socialiste (p. 3375)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5521)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 5526)

Son intervention (p. 5538)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : généralités (p. 5538)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : obligations (p. 5538)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : communautarisme (p. 5538)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 5538)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5538)

Parlement : rôle : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5526)

Partis et mouvements politiques : opposition : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5539)

Projet de loi n° 772 relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10301)

Son intervention (p. 10301)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux (p. 10301, 10302)

Animaux : animaux domestiques (p. 10301)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [22 décembre 1998] (p. 11042)

Son intervention (p. 11043)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux (p. 11043)

Animaux : animaux domestiques (p. 11043)

Enseignement agricole : écoles vétérinaires : examens et concours (p. 11044)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 28 (article 1er de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : objectifs du système de transports intérieurs)

Son amendement n° 742 soutenu par M. Jean-Jacques Filleul (objectif de réduction des nuisances sonores) : adopté (p. 909)

Projet de loi n° 873 relatif aux enquêtes techniques sur les accidents et les incidents dans l'aviation civile

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 mars 1999] (p. 2454)

Son intervention (p. 2454)

Thèmes :

Politiques communautaires : directives : aviation civile (p. 2455, 2456)

Transports aériens : accidents : enquêtes publiques (p. 2455, 2456)

Transports aériens : déréglementation (p. 2455)

Transports aériens : sécurité (p. 2454, 2455)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4370)

Son intervention (p. 4371)

Thèmes :

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement : bruit (p. 4373)

Propriété : immeubles : travaux (p. 4372)

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 4371, 4372)

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4388, 4445)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire)

Article L. 227-1 du code de l'aviation civile : création et composition de l'Autorité administrative indépendante

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (dénomination de l'Autorité indépendante) : adopté (p. 4393)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (composition de l'Autorité indépendante) : adopté (p. 4394)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (démission pour incompatibilité) : adopté (p. 4394)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 4394)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (indemnisation du président et des membres de l'Autorité indépendante) : adopté après modifications (p. 4395)

Article L. 227-2 du code de l'aviation civile : régime d'incompatibilité des membres de l'Autorité

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (limitation des incompatibilités) : adopté (p. 4396)

Article L. 227-3 du code de l'aviation civile : compétences générales de l'Autorité

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4397)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 4397)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (droit de saisine des associations de protection de l'environnement) : adopté (p. 4397)

Soutient l'amendement n° 15 rectifié de la commission (de précision) : adopté (p. 4398)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (pouvoirs de l'Autorité) : adopté (p. 4398)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (pouvoirs de l'Autorité) : adopté (p. 4398)

Article L. 227-4 du code de l'aviation civile : compétences de l'Autorité pour le contrôle du bruit au voisinage des neuf aérodromes les plus importants

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (indicateurs de mesure du bruit et de la gêne sonore) : adopté (p. 4400)

Soutient l'amendement n° 128 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4401)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (de précision) : adopté (p. 4402)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (de précision) : adopté (p. 4402)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (champ de compétence de l'Autorité) : adopté (p. 4403)

Soutient l'amendement n° 19 précédemment réservé de la commission (définitions des niveaux sonores admissibles) : retiré (p. 4405)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (pouvoir de contrôle) : adopté (p. 4406)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (pouvoir de saisine du ministre de l'environnement) : adopté (p. 4406)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (pouvoir de sanction) : adopté (p. 4408)

Article L. 227-6 du code de l'aviation civile : rapport annuel de l'Autorité

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4446)

Article L. 227-8 du code de l'aviation civile : services de l'Autorité

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (fonctionnaires détachés) : adopté (p. 4448)

Article 2 (commissions consultatives de l'environnement)

Soutient l'amendement n° 28 rectifié de la commission (consultation des commissions de l'environnement) : adopté (p. 4448)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (rôle des commissions consultatives de l'environnement) : adopté (p. 4448)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4449)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (seuil requis pour réunir la commission) : adopté (p. 4449)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (conditions de représentativité du comité permanent) : adopté (p. 4450)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (conditions de création du comité permanent) : adopté (p. 4450)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (intégration au sein du comité des commissions consultatives d'aide aux riverains) : adopté (p. 4450)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (dispositions transitoires) : adopté (p. 4451)

Soutient l'amendement n° 37 rectifié de la commission (composition des commissions consultatives de l'environnement) : retiré (p. 4451)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (modalités d'application fixées par décret) : adopté (p. 4452)

Article 3 (article L. 227-9 nouveau du code de l'aviation civile : limitation des nuisances sonores liées au trafic d'hélicoptères)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (limitation de certains vols d'hélicoptères) : adopté après modifications (p. 4454)

Article 4 (article L. 147-3 du code de l'urbanisme : consultation de l'Autorité indépendante lors de l'établissement d'un plan d'exposition au bruit)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4454)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (mesures d'isolation acoustique des nouvelles constructions) : adopté après modifications (p. 4455)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (application anticipée des dispositions d'un plan d'exposition au bruit) : adopté (p. 4456)

Article 5 (article L. 147-7 du code de l'urbanisme : protection et information préalable des riverains potentiels des aérodromes)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4456)

Article 6 (article L. 147-8 du code de l'urbanisme : protection et information préalable des riverains potentiels des aérodromes les plus importants)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4457)

Article 7 (article L. 147-9 du code de l'urbanisme : extension des prescriptions urbanistiques dans les zones limitrophes d'un plan d'exposition au bruit et susceptibles d'y être incluses lors de sa révision)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4457)

Titre

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (nouvelle dénomination de l'Autorité : Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires) : adopté (p. 4458)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6642)

Son intervention (p. 6643)

Thèmes :

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement : consultation (p. 6643, 6644)

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 6643, 6644)

Urbanisme : permis de construire : plans d'exposition au bruit (p. 6644, 6645)

Discussion des articles [29 juin 1999] (p. 6650)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5317)

Thèmes :

Gens du voyage (p. 5317)

Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 5318)

Gens du voyage : stationnement : Gonesse (p. 5317)

Gens du voyage : stationnement : lois (p. 5317)

Gens du voyage : stationnement : maires (p. 5318)

Émile BLESSIG

*Bas-Rhin (7^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Coopération scientifique et technique. Sécurité nucléaire, pays de l'ex-URSS [17 mars 1999] (p. 2534)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 727, posée le 29 mars 1999. Eau. Qualité (J.O. Questions p. 1783). Appelée le 30 mars 1999. Contrôle, Laboratoire d'étude des matériaux, agrément, Saverne (p. 3000)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)

Procédure des questions :

Régions : Alsace (p. 8860)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 janvier 1999] (p. 408)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son amendement n° 767 (mise en œuvre de la politique d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 399)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 1892)

Thème :

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1892)

Projet de loi n° 998 relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3318)

Son intervention (p. 3323)

Thèmes :

Droit pénal : composition pénale (p. 3323, 3324)

Droit pénal : procédure pénale : réforme (p. 3323, 3324)

Droit pénal : procédure pénale : relations internationales (p. 3323)

Justice : erreurs judiciaires : indemnisation (p. 3323)

Justice : juge unique : procédure pénale (p. 3323)

Discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3332)

Article 1er (articles 41-2 et 41-3 du code de procédure pénale - composition pénale)

Son amendement n° 39 (composition pénale pouvant être proposée sur instruction écrite du procureur par l'intermédiaire d'un officier ou d'un agent de police judiciaire ou d'une personne habilitée) : rejeté (p. 3334)

Intervient sur le sous-amendement n° 61 de M. Gérard Gouzes (extension de la composition pénale à la conduite sous l'empire d'un état alcoolique) à l'amendement n° 5 de la commission (extension de la composition pénale à la rébellion à agent et à l'usage de stupéfiants) (p. 3336)

Son amendement n° 38 (délai de deux mois pour la décision du président du tribunal) : rejeté (p. 3339)

Article 7 (articles 60, 77-1 et 167 du code de procédure pénale - examens techniques et scientifiques)

Son amendement n° 41 (communication systématique aux parties des conclusions des examens) : rejeté (p. 3344)

Son amendement n° 42 : devenu sans objet (p. 3344)

Ses explications de vote (p. 3355)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 3355)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 juin 1999] (p. 5685)

Son intervention (p. 5688)

Discussion des articles [9 juin 1999] (p. 5690)

Article 1er (articles 41-1 à 41-3 du code de procédure pénale - alternatives aux poursuites et composition pénale)

Son amendement n° 5 (composition pénale proposée par l'intermédiaire d'une personne habilitée sur instruction écrite du procureur) : retiré (p. 5691)

Son amendement n° 6 (insertion au premier alinéa de l'article 41-2 de la possibilité de proposition de composition pénale par l'intermédiaire d'un officier de police judiciaire) : retiré (p. 5691)

Son amendement n° 7 (possibilité pour le procureur de retirer sa proposition de composition pénale jusqu'à la décision du président du tribunal) : retiré (p. 5692)

Article 21 bis (article 1er de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 - société unipersonnelle d'exercice libéral à responsabilité limitée)

Son amendement n° 8 (de précision) : retiré (p. 5694)

Après l'article 21 bis

Son amendement n° 9 corrigé (de précision) : retiré (p. 5694)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 5688)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son amendement n° 208 (réalisation des aires d'accueil dans les communes ou les groupements de communes de plus de 5 000 habitants) : rejeté (p. 5340)

Soutient l'amendement n° 1 de M. Bernard Schreiner (schéma départemental fixant le montant du droit de stationnement) : rejeté (p. 5341)

Son amendement n° 210 (schéma départemental fixant le montant du droit de stationnement) : rejeté (p. 5341)

Son amendement n° 200 : non soutenu (p. 5356)

Son amendement n° 255 : non soutenu (p. 6446)

Son amendement n° 209 : non soutenu (p. 6451)

Article 2 (obligations des communes)

Son amendement n° 211 soutenu par M. Jean-Jacques Weber (extension des dispositions de l'article aux groupements de communes de plus de 5 000 habitants) (p. 6457) : rejeté (p. 6458)

Article 4 (participation financière de l'Etat à l'aménagement des aires d'accueil)

Son amendement n° 212 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (financement des travaux réalisés et non pas engagés) : rejeté (p. 6466)

Son amendement n° 214 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (subventions complémentaires accordées aux communes et groupements de communes de plus de 5 000 habitants par la région, le département et les caisses d'allocations familiales) : rejeté (p. 6466)

Article 6 (organisation des interventions sociales relatives aux gens du voyage)

Son amendement n° 217 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (conventions passées entre les gestionnaires des aires d'accueil et le département révisables tous les six ans) : rejeté (p. 6467)

Article 7 (majoration de la population prise en compte au titre du calcul de la DGF)

Son amendement n° 218 : non soutenu (p. 6471)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Son amendement n° 222 soutenu par M. Jean-Jacques Weber (saisine directe de l'autorité administrative par le maire sans recours au juge pour l'expulsion en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) (p. 6480) : rejeté (p. 6482)

Son amendement n° 219 (astreinte obligatoirement prononcée par le juge lorsqu'il prescrit aux occupants de terrains privés ou appartenant au domaine privé de la commune de rejoindre l'aire d'accueil ou de quitter le territoire communal) : rejeté (p. 6486)

Son amendement n° 220 soutenu par M. Jean-Jacques Weber (possibilité d'exécution immédiate de la décision du juge) : rejeté (p. 6487)

Son amendement n° 221 : devenu sans objet (p. 6488)

Proposition de loi organique n° 1494 relative au statut de la magistrature

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juin 1999] (p. 5700)

Son intervention (p. 5702)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 5702)

Proposition de loi n° 1235 modifiant la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 juin 1999] (p. 5696)

Son intervention (p. 5697)

Thème :

Professions judiciaires et juridiques : huissiers : droits de l'enfant (p. 5697)

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5698)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 2 (insertion de la référence aux entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée à l'article 1er de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990) : retiré (p. 5698)

Article 1er (sociétés d'exercice libéral unipersonnelles à responsabilité limitée)

Son amendement n° 3 : devenu sans objet (p. 5698)

Après l'article 1er

Son amendement n° 1 (insertion de la référence aux entreprises unipersonnelles d'exercice libéral à responsabilité limitée à l'article 2 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990) : retiré (p. 5699)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6401)

Article 1er (articles 30 à 30-3 du code de procédure pénale - attributions du ministre de la justice)

Son sous-amendement n° 56 (reprise des dispositions de l'article 36 du code de procédure pénale et interdiction des instructions enjoignant de ne pas poursuivre) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article substituant le terme directives à celui d'orientations générales de politique pénale, indiquant qu'elles sont transmises au parquet pour application et précisant le contenu du droit d'action du ministre) : rejeté (p. 6402)

Son sous-amendement n° 57 (débat au Parlement sur les orientations générales de la politique pénale) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : rejeté (p. 6404)

Soutient le sous-amendement n° 42 de M. Pierre Albertini (reprise des dispositions de l'article 36 du code de procédure pénale) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : rejeté (p. 6404)

Serge BLISKO

*Paris (10^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17124)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 29 avril 1999] (p. 6431)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 29 avril 1999] (p. 6431)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Kosovars. Accueil en France [28 avril 1999] (p. 3696)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 633, posée le 15 février 1999. Enseignement secondaire. Fonctionnement (J.O. Questions p. 840). Appelée le 16 février 1999. Dotation horaire, Paris (p. 1431)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9285)

Article 1er (saisine du médiateur des enfants)

Son amendement n° 15 (faculté pour le médiateur des enfants d'informer les parents de sa saisine par l'enfant mineur) : adopté (p. 9290)

Article 7 (délégués départementaux)

Son amendement n° 16 (de suppression) : adopté (p. 9294)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1656)

Article 2 (développement de l'enseignement et de la recherche sur la traite négrière et l'esclavage)

Son intervention (p. 1659)

Proposition de loi n° 1350 portant création d'une nouvelle collectivité territoriale : le Haut-Conseil de l'agglomération parisienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3781)

Son intervention (p. 3797)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration (p. 3798)

Collectivités territoriales : Paris : arrondissements (p. 3799)

Régions : Ile-de-France : communautarisme (p. 3798)

Régions : Ile-de-France : compétences (p. 3798, 3799)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 3798)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 3798)

Régions : Ile-de-France : environnement (p. 3799)

Régions : Ile-de-France : généralités (p. 3798)

Régions : Ile-de-France : transports (p. 3799)

Patrick BLOCHE

Paris (7^{ème} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur pour avis de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité (n° 1122) [20 octobre 1998]

Rapporteur pour avis de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité (n° 1118) [20 octobre 1998]

Rapporteur pour avis de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité (n° 1119) [20 octobre 1998]

Rapporteur pour avis de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité (n° 1120) [20 octobre 1998]

Rapporteur pour avis de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité (n° 1121) [20 octobre 1998]

Rapporteur de la proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur la Bibliothèque Nationale de France (n° 1493) [28 avril 1999]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

DÉPÔTS

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi (n° 88) de M. Jean-Pierre Michel, visant à créer un contrat d'union civile et sociale, (n° 94) de M. Jean-Marc Ayrault, relative au contrat d'union sociale et (n° 249) de M. Georges Hage, relative aux droits des couples non mariés [1^{er} octobre 1998] (n° 1102)

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome I : Affaires étrangères (relations culturelles, internationales et francophonie) (n° 1112) [8 octobre 1998]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi :

1° (n° 1118) de M. Jean-Pierre Michel, relative au pacte civil de solidarité

2° (n° 1119) de M. Jean-Marc Ayrault et plusieurs de ses collègues, relative au pacte civil de solidarité

3° (n° 1120) de M. Alain Bocquet et les membres du groupe communiste, relative au pacte civil de solidarité

4° (n° 1121) de M. Guy Hascoët, relative au pacte civil de solidarité

5° (n° 1122) de M. Alain Tourret, relative au pacte civil de solidarité [22 octobre 1998] (n° 1143)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième lecture (n° 1376), portant modification de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles [3 mars 1999] (n° 1416)

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi modifiée par le Sénat (n° 1479), relative au mariage, au concubinage et aux liens de solidarité [24 mars 1999] (n° 1483)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 1493) de M. François Goulard visant à créer une commission d'enquête sur la Bibliothèque de France [12 mai 1999] (n° 1592)

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, rejetée par le Sénat en deuxième lecture (n° 1587), relative au pacte civil de solidarité [3 juin 1999] (n° 1674)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [9 octobre 1998] (p. 6241)**

Son intervention (p. 6243)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 6244)

Droit civil : contrats : baux (p. 6246)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 6245, 6246)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 6243 à 6245)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : successions (p. 6246)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 6242, 6244, 6246)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 6243, 6244)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 6243 à 6245)

Famille : concubinage (p. 6245)

Parlement : rôle (p. 6246, 6247)

Santé : sida (p. 6244)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

CULTURE

Examen du fascicule [21 octobre 1998] (p. 7077)*Procédure des questions :*

Arts et spectacles : musique (p. 7103)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 7822)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 7823)

Enseignement supérieur (p. 7822)

Politique extérieure : coopération culturelle (p. 7822)

Politique extérieure : Fonds d'aide et de coopération (FAC) (p. 7822)

**Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de
solidarité**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [3 novembre 1998]
(p. 7938)**

Son intervention (p. 7940)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : droits de l'enfant (p. 7942)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : obligations (p. 7942)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 7940)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 7940, 7941)

Famille : concubinage (p. 7941)

Famille : mariage (p. 7941)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 7941)

**Discussion des articles [1^{er} décembre 1998]
(p. 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ;
[8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)**

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

*Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)**Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité*

Soutient l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (signification de la rupture unilatérale qui prend effet après un délai de trois mois) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9877)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Soutient l'amendement n° 1150 de M. Jean-Pierre Michel (de coordination) : adopté (p. 9943)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Soutient le sous-amendement n° 1151 de M. Jean-Pierre Michel (bénéfice des dispositions de l'article après un délai de deux ans à compter de la conclusion du PACS) à l'amendement n° 696 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article portant à trois ans le délai pour le bénéfice de ses dispositions et limitant la suppression de condition de délai pour raison de santé aux seuls droits exigibles en cas de décès) : adopté (p. 9967)

Soutient le sous-amendement n° 1155 de M. Jean-Pierre Michel (de coordination) à l'amendement n° 696 du Gouvernement : adopté (p. 9967)

Soutient le sous-amendement n° 1152 de M. Jean-Pierre Michel (abattement de 300 000 F et de 375 000 F au 1^{er} janvier 2000) à l'amendement n° 696 du Gouvernement : adopté (p. 9967)

Soutient le sous-amendement n° 1156 de M. Jean-Pierre Michel (de coordination) à l'amendement n° 696 du Gouvernement : adopté (p. 9967)

Après l'article 5

Son amendement n° 1012 (suppression du versement de l'allocation de soutien familial aux signataires d'un PACS) : adopté (p. 9982)

Son amendement n° 1011 (suppression du versement de l'allocation veuvage aux signataires d'un PACS) : adopté (p. 9982)

**Explications de vote et vote [9 décembre 1998]
(p. 10241)**

Ses explications de vote (p. 10247)

Vote pour du groupe socialiste (p. 10248)

DEUXIÈME LECTURE

**Avant la discussion des articles [30 mars 1999]
(p. 3034)**

Son intervention (p. 3039)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3040, 3041)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fratries (p. 3373)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : généralités (p. 3040, 3041)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : concubinage (p. 3040, 3373)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 3040, 3041)

Parlement : Sénat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3039, 3040, 3049, 3373)

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106) ; [1^{er} avril 1999] (p. 3197)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er A (liberté de la vie personnelle)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3108)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission des affaires culturelles (de suppression) : adopté (p. 3108)

Article 1er C (définition du concubinage)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission des affaires culturelles (de suppression) : adopté (p. 3114)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission des affaires culturelles (rétablissement de l'article avec modifications) : adopté après modifications (p. 3209)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 28 corrigé de la commission des affaires culturelles (cessation du PACS durant lequel un des partenaires est placé sous tutelle) : adopté (p. 3211)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission des affaires culturelles (insertion dans le code civil d'un article 515-8 définissant le concubinage) : adopté (p. 3214)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Soutient l'amendement n° 30 corrigé de la commission des affaires culturelles (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3220)

Article 2 bis (déduction des avantages consentis aux collatéraux dans le besoin)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3223)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission des affaires culturelles (de suppression) : adopté (p. 3223)

Article 2 ter (régime de l'abattement au titre des enfants majeurs et personnes à faibles ressources rattachées au foyer fiscal)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3224)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission des affaires culturelles (de suppression) : adopté (p. 3224)

Article 3 bis (relèvement et aménagement de l'abattement sur les droits de succession des frères et sœurs)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3230)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission des affaires culturelles (de suppression) : adopté (p. 3230)

Article 4 supprimé par le Sénat (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission des affaires culturelles (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3231)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3231)

Article 4 bis A (assouplissement du régime des contrats d'acquisition en commun)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3231)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission des affaires culturelles (de suppression) : adopté (p. 3231)

Article 4 bis B (rapport)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3231)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission des affaires culturelles (de suppression) : adopté (p. 3231)

Article 4 bis supprimé par le Sénat (droits dérivés en matière d'assurance-maladie)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission des affaires culturelles (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3233)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3233)

Article 5 (droits à congés)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission des affaires culturelles (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3234)

Article 5 bis supprimé par le Sénat (interruption du droit à l'allocation de soutien familial)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3235)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission des affaires culturelles (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3235)

Article 5 ter supprimé par le Sénat (interruption du droit à l'allocation de veuvage)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3235)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission des affaires culturelles (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3235)

Article 8 supprimé par le Sénat (priorité de mutation des fonctionnaires)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission des affaires culturelles (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 3246)

Article 9 supprimé par le Sénat (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission des affaires culturelles (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3248)

Titre

Soutient l'amendement n° 46 de la commission des affaires culturelles (rétablissement du titre adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : "Proposition de loi relative au pacte civil de solidarité") : adopté (p. 3252)

Explications de vote et vote [7 avril 1999] (p. 3370)

Son intervention (p. 3373)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5499)

Son intervention (p. 5502)

Thèmes :

Assemblée nationale : propositions de loi : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5503)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : Canada : Québec (p. 5503)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : communautarisme (p. 5502)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : égalité (p. 5502)

Famille : concubinage (p. 5502)

Parlement : rôle : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5503, 5504)

Partis et mouvements politiques : opposition : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5503)

Explications de vote et vote [15 juin 1999] (p. 5824)

Ses explications de vote (p. 5825)

Vote pour du groupe socialiste (p. 5825)

Projet de loi n° 207 portant modification de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

TROISIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 mars 1999] (p. 2146)

Son intervention (p. 2147)

Thèmes :

Arts et spectacles : entrepreneurs de spectacles (p. 2148)

Arts et spectacles : entrepreneurs de spectacles : droit du travail (p. 2148)

Chômage : indemnisation : bénéficiaires : intermittents (p. 2147, 2148)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 2148)

Parlement : Sénat (p. 2148)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4532)

Son intervention (p. 4557)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 4607)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : câble (p. 4608)

Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 4558)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4557 à 4559)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4607, 4608)

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610) ; [25 mai 1999] (p. 4852) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son amendement n° 426 (introduction de la notion de "promotion de la langue française") : adopté (p. 4625)

Article 7 (articles 18, 24, 26, 34-1, 46, 48, 48-2, 48-3, 48-9, 48-10, 51, 56, 62, 73 de la loi du 30 septembre 1986, article L. 4433-28 du code général des collectivités territoriales et annexe II de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 : coordination)

Son amendement n° 436 rectifié (déplacement de la programmation des émissions religieuses) : retiré (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 262 rectifié de M. Christian Kert (répartition de la programmation des émissions religieuses) (p. 4858)

Intervient sur l'amendement n° 571 de M. Noël Mamère (répartition de la programmation des émissions religieuses) (p. 4858)

Article 9 (article 15 de la loi du 30 septembre 1986 : protection des mineurs vis-à-vis de programmes ou de messages susceptibles de nuire à leur épanouissement et respect de la dignité de la personne)

Son amendement n° 435 (suppression de la référence à la discrimination en matière de mœurs) : adopté (p. 4872)

Article 16 (article 29 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs des dossiers de candidature et critères retenus par le CSA pour les autorisations des fréquences radiophoniques)

Soutient l'amendement n° 104 de la commission (critères d'attribution équilibrée des fréquences) : réservé (p. 5073)

Article 19 (article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 : intervention du Conseil de la concurrence et du CSA en matière de pratiques anticoncurrentielles et d'opérations de concentration dans le secteur de la communication audiovisuelle)

Soutient l'amendement n° 106 de la commission (relations entre le Conseil de la concurrence et le CSA) : retiré (p. 4996)

Article 20 (article 27 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne terrestre)

Son amendement n° 566 (durée des acquisitions de droit exclusif) : retiré (p. 5002)

Article 21 (article 28 de loi du 30 septembre 1986 : quotas d'œuvres musicales d'expression francophone)

Intervient sur l'amendement n° 423 de M. Christian Cuvilliez (proportion d'œuvres musicales d'expression française) (p. 5009)

Intervient sur l'amendement n° 539 de M. Renaud Muselier (proportion d'œuvres musicales d'expression française) (p. 5009)

Son amendement n° 538 corrigé (proportion d'œuvres musicales d'expression française) : retiré (p. 5009)

Son amendement n° 109 (de conséquence) : adopté (p. 5009)

Article 16 précédemment réservé (article 29 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs des dossiers de candidature et critères retenus par le CSA pour les autorisations des fréquences téléphoniques)

Soutient l'amendement n° 104 de la commission (notion de "juste équilibre des paysages radiophoniques") : adopté après rectification (p. 5073)

Après l'article 28

Son amendement n° 568 précédemment réservé (responsabilité des intermédiaires techniques) : adopté (p. 5077)

Intervient sur l'amendement n° 322 corrigé précédemment réservé de M. Olivier de Chazeaux (p. 5077)

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. Patrice Martin-Lalande (responsabilité des intermédiaires techniques) (p. 5077)

Intervient sur l'amendement n° 209 de M. Pierre Albertini (p. 5077)

Son amendement n° 567 précédemment réservé (suppression du système de la déclaration préalable pour les sites Internet et les services télématiques) : adopté (p. 5077)

Après l'article 29

Intervient sur le sous-amendement n° 672 du Gouvernement (suppression des dispositions concernant le numérique hertzien en faveur d'un régime général) à l'amendement n° 618 de la commission (encadrement des pouvoirs du CSA) (p. 5086)

Intervient sur le sous-amendement n° 673 du Gouvernement (de conséquence) à l'amendement n° 618 de la commission (p. 5086)

Roland BLUM

*Bouches-du-Rhône (1^{ère} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Secrétaire de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification des amendements à la convention portant création de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT) relatifs à la création de l'Organisation internationale de télécommunications mobiles par satellites (ensemble une annexe) (n° 1656) [16 juin 1999]

Cesse d'appartenir à la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 16 juin 1999] (p. 8792)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Colombie (n° 1657) [16 juin 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Thaïlande (n° 1658) [16 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elections et référendums. Elections législatives. Annulation, Aubagne [16 février 1999] (p. 1444)

DÉBATS

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4370)

Son intervention (p. 4383)

Thème :

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 4383, 4384)

Jean-Marie BOCKEL

Haut-Rhin (5^{ème} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Représentant suppléant de la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 6 novembre 1998] (p. 16820)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le bilan de la coopération transfrontalière dans le cadre de la Convention de Schengen [10 juin 1999] (n° 1690)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 599, posée le 1^{er} février 1999. Industrie. Machines et équipements (J.O. Questions p. 512). Appelée le 2 février 1999. Cummins Wartsila et Texunion, emploi et activité, Mulhouse (p. 675)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8710)

Procédure des questions :

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 8721)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 307 soutenu par M. Bernard Roman (territoire présentant une continuité urbaine ne pouvant comporter plus d'une communauté d'agglomération sauf en région Ile-de-France) (p. 1023) : adopté (p. 1025)

Alain BOCQUET

*Nord (20^{ème} circonscription)
Communiste
Président du groupe communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 20 mai 1999] (p. 7459)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 20 mai 1999] (p. 7459)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1120 relative au pacte civil de solidarité [13 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Plans de licenciement, moratoire [28 octobre 1998] (p. 7517)

Politique extérieure. Kosovo. Intervention militaire de l'OTAN, participation de la France [24 mars 1999] (p. 2761)

Politique extérieure. Kosovo. Intervention militaire de l'OTAN, attitude de la France [6 avril 1999] (p. 3287)

Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [25 mai 1999] (p. 4809)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 643, posée le 1^{er} mars 1999. Aménagement du territoire. Politiques communautaires (J.O. Questions p. 1127). Appelée le 2 mars 1999. Fonds structurels, utilisation, Nord-Pas-de-Calais (p. 1846)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6584)

Son intervention (p. 6586)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses (p. 6588)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6586 à 6589)

Impôts et taxes : revenus du travail et du capital (p. 6588)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6587, 6588)

Marchés financiers : généralités (p. 6587)

Politique économique : conjoncture (p. 6587)

Politique économique : libéralisme (p. 6587)

Politique économique : politique monétaire (p. 6587)

Politique sociale : généralités (p. 6588, 6589)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 6587)

TVA (p. 6587, 6588)

Union européenne : euro (p. 6587)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9459)

Sa question préalable (p. 9459) : rejetée (p. 9466)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 9460)

Parlement : rôle : Union européenne (p. 9461)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste (p. 9460)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 9459)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 9459)

Union européenne : citoyenneté (p. 9461)

Union européenne : construction européenne (p. 9459, 9460)

Union européenne : euro (p. 9459)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : référendums (p. 9461)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : transferts de compétences (p. 9461)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 décembre 1998] (p. 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 5 : devenu sans objet (p. 9943)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son amendement n° 8 soutenu par M. Patrick Braouezec (liens personnels avec la France créés par la conclusion du PACS) : rejeté (p. 9989)

Son amendement n° 10 rectifié soutenu par M. Bernard Birsinger (application immédiate des dispositions de l'article aux étrangers contractants d'un PACS pouvant justifier d'une communauté de vie antérieure à la promulgation de la loi) (p. 9997) : rejeté (p. 9998)

Article 10 (dispositions applicables aux fratries)

Son amendement n° 12 soutenu par M. Bernard Birsinger (de suppression) (p. 10197) : rejeté au scrutin public (p. 10202)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Son exception d'irrecevabilité (p. 1885) soutenue par M. Robert Hue : rejetée (p. 1892)

Ses explications de vote (p. 1976)

Vote contre du groupe communiste (p. 1977)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mars 1999] (p. 2303)

Après l'article 51

Son amendement n° 307 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (instauration d'un mécanisme de garantie des

dépôts) (p. 2335) : adopté après rectification et modifications (p. 2338)

Avant l'article 47

Son amendement n° 308 précédemment réservé soutenu par M. Dominique Baert (de conséquence) : adopté (p. 2338)

Jean-Claude BOIS

*Pas-de-Calais (13^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 775, posée le 3 mai 1999. TVA. Politiques communautaires (J.O. Questions p. 2554). Appelée le 4 mai 1999. Taux, activités à forte densité de main d'œuvre, hôtellerie et restauration (p. 3912)

DÉBATS

Proposition de loi n° 923 tendant à organiser la lutte contre les termites

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [26 mai 1999] (p. 4907)

Son intervention (p. 4910)

Thèmes :

Communes : maires : compétences (p. 4911)

Départements : préfets : arrêtés (p. 4911)

Marie-Thérèse BOISSEAU

*Ille-et-Vilaine (6^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Patrimoine culturel. Protection. Loi n° 97-179 du 28 février 1997, décrets d'application, publication [7 octobre 1998] (p. 6044)

Sécurité sociale. Cotisations. Réduction, industries de main d'œuvre [9 février 1999] (p. 1075)

Politique extérieure. Yougoslavie et pays limitrophes. Aides à la reconstruction [23 juin 1999] (p. 6369)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 552, posée le 14 décembre 1998. Etablissements de santé. Équipements (J.O. Questions p. 6745). Appelée le 15 décembre 1998. Scanner, installation, Fougères (p. 10458)

n° 761, posée le 26 avril 1999. Handicapés. Emploi (J.O. Questions p. 2414). Appelée le 27 avril 1999. Obligation d'emploi, suppression, cristallerie (p. 3600)

n° 780, posée le 3 mai 1999. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 2554). Appelée le 4 mai 1999. Médecins étrangers, prescription de substances vénéneuses (p. 3925)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1998] (p. 6078)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Son amendement n° 729 soutenu par M. Germain Gengenwin (inscription au registre des métiers) (p. 6092) : retiré (p. 6093)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438)

Article 65 (présentation d'un rapport sur l'adaptation de la fiscalité agricole et sur les charges comparées des différentes catégories d'actifs ruraux)

Son amendement n° 216 : non soutenu (p. 3571)

Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1998] (p. 6241, 6281)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 6275)

Thème :

Partis et mouvements politiques : UDF (p. 6275)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8363)

Son intervention (p. 8380)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 8381)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : finances publiques (p. 8380)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 8381)

Famille : politique familiale (p. 8381)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8484) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 744 de M. Henri Plagnol (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8496)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Soutient l'amendement n° 504 de M. Pierre-Christophe Baguet (de suppression) : rejeté (p. 9923)

Soutient l'amendement n° 507 de M. Pierre-Christophe Baguet (délai de cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 9940)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 676 de M. Charles de Courson (imposition commune sur le revenu pour les couples hétérosexuels ayant ou ayant eu des enfants) : rejeté (p. 9948)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665)

Son intervention (p. 8674)

Thèmes avant la procédure des questions :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 8675)

Emploi : allègement des charges sociales (p. 8675)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 8675)

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 8676)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 8675)

Travail : réduction du temps de travail (p. 8674)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 130)

Son intervention (p. 132)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) (p. 132, 133)

Aménagement du territoire : Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) (p. 133)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 133)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 796 (de suppression) : rejeté (p. 195)

Intervient sur l'amendement n° 1078 de M. Thierry Mariani (prise en compte de la forte dimension rurale de la France) (p. 268)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Soutient l'amendement n° 495 de M. Jacques Barrot (de suppression) : rejeté (p. 285)

Soutient l'amendement n° 719 de M. François Sauvadet (de suppression) : rejeté (p. 285)

Son sous-amendement n° 1165 (rédactionnel) à l'amendement n° 241 de la commission (complémentarité des agglomérations et des zones rurales) : rejeté (p. 299)

Son sous-amendement n° 1194 (cohésion "historique") à l'amendement n° 241 de la commission : adopté (p. 299)

Son amendement n° 798 (suppression des schémas de services collectifs) : rejeté (p. 308)

Son amendement n° 799 (harmonisation avec le schéma de développement de l'espace communautaire) : rejeté (p. 318)

Article 3 (coordination)

Soutient l'amendement n° 68 de M. Léonce Deprez (de suppression) : rejeté (p. 325)

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 325)

Intervient sur l'amendement n° 388 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 325)

Intervient sur l'amendement n° 620 de M. Michel Bouvard (de suppression) (p. 325)

Intervient sur l'amendement n° 670 de M. Jean Proriol (de suppression) (p. 325)

Son amendement n° 800 (de suppression) : rejeté (p. 325)

Intervient sur l'amendement n° 973 de M. Maurice Leroy (de suppression) (p. 325)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Son amendement n° 801 (de suppression) : rejeté (p. 376)

Intervient sur l'amendement n° 721 de M. Jean-Jacques Weber (suppression du paragraphe III prévoyant la création de la commission permanente) (p. 379)

Son amendement n° 802 (suppression du paragraphe III prévoyant la création de la commission permanente) : rejeté (p. 379)

Son amendement n° 803 (coopération avec l'Union européenne à travers le schéma de développement de l'espace communautaire) : retiré (p. 382)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son intervention (p. 383)

Intervient sur l'amendement n° 256 de la commission (charte régionale) (p. 385)

Intervient sur l'amendement n° 705 de M. Yves Coussain (choix des associations "agrées" pour la protection de l'environnement) (p. 394)

Intervient sur l'amendement n° 627 rectifié de M. Jean-Michel Marchand (choix des associations "agrées" pour la protection de l'environnement) (p. 394)

Son amendement n° 895 (modalités de désignation précisées par décret en Conseil d'Etat) : retiré (p. 394)

Intervient sur l'amendement n° 142 de M. Patrick Ollier (évaluation et réexamen tous les cinq ans du schéma régional) (p. 396)

Intervient sur l'amendement n° 394 de M. Henry Chabert (évaluation et réexamen tous les cinq ans du schéma régional) (p. 396)

Intervient sur l'amendement n° 264 de la commission (évaluation et réexamen au même rythme que celui fixé pour les schémas de services collectifs) (p. 396)

Intervient sur le sous-amendement n° 564 de M. Éric Doligé (allongement des délais d'association à l'élaboration des contrats de plan) à l'amendement n° 265 de la commission (association d'autres collectivités territoriales lorsque ces dernières cofinancent des programmes prévus dans les contrats de plan Etat-régions) (p. 398)

Intervient sur le sous-amendement n° 1004 de M. Yves Nicolin (allongement des délais d'association à l'élaboration des contrats de plan) à l'amendement n° 265 de la commission (p. 398)

Intervient sur le sous-amendement n° 1070 de M. Gérard Saumade (allongement des délais d'association à l'élaboration des contrats de plan) à l'amendement n° 265 de la commission (p. 398)

Intervient sur le sous-amendement n° 1072 de M. Thierry Carcenac (allongement des délais d'association à l'élaboration des contrats de plan) à l'amendement n° 265 de la commission (p. 398)

Article 7 (article L. 425-1 du code général des collectivités territoriales : plan de la région)

Son intervention (p. 412)

Intervient sur l'amendement n° 1167 du Gouvernement (objectifs du plan de région) (p. 414)

Intervient sur le sous-amendement n° 1198 de la commission (introduction des groupements de communes) à l'amendement n° 1167 du Gouvernement (p. 414)

Intervient sur le sous-amendement n° 1213 de M. Michel Bouvard (introduction des établissements publics) à l'amendement n° 1167 du Gouvernement (p. 414)

Article 8 (article 9 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : suppression du groupement d'intérêt public

d'observation et d'évaluation de l'aménagement du territoire)

Son intervention (p. 415)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son intervention (p. 792)

Intervient sur l'amendement n° 607 de M. Jean-Claude Lenoir (reconnaissance des pays) (p. 801)

Son amendement n° 896 (constitution de pays) : rejeté (p. 801)

Son sous-amendement n° 1184 deuxième correction soutenu par M. Yves Coussain (exécution et suivi du contrat par le groupement d'intérêt public de développement local ou le syndicat mixte) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) (p. 820) : rejeté (p. 822)

Son amendement n° 541 (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : devenu sans objet (p. 822)

Son amendement n° 898 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (complémentarité entre l'Etat et les collectivités territoriales dans une optique de meilleurs services rendus aux pays) : rejeté (p. 823)

Article 23 (article 38-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Fonds de gestion des milieux naturels)

Son amendement n° 899 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 882)

Article 30 (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Son amendement n° 900 soutenu par M. Yves Coussain (respect des compétences reconnues aux départements) : rejeté (p. 916)

Article 34 (article L. 111-1-1 du code de l'urbanisme : directives territoriales d'aménagement)

Son amendement n° 901 soutenu par M. Patrick Ollier (consultation du conseil économique et social régional) : adopté (p. 934)

Son amendement n° 902 soutenu par M. Germain Gengenwin (consultation des populations) : rejeté (p. 934)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6559)

Son intervention (p. 6566)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation parlementaire pour le droit des femmes : moyens (p. 6566)

Femmes : parité (p. 6566)

Parlement : Sénat : délégation parlementaire pour le droit des femmes (p. 6566)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 6566)

Daniel BOISSERIE

*Haute-Vienne (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [17 mars 1999] (p. 2531)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 662, posée le 8 mars 1999. Elevage. Porcs (J.O. Questions p. 1293). Appelée le 9 mars 1999. Bâtiments d'élevage, installation, réglementation (p. 2114)

n° 808, posée le 17 mai 1999. Emploi. Allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (J.O. Questions p. 2896). Appelée le 18 mai 1999. Conditions d'attribution, anciens combattants d'Afrique du Nord (p. 4480)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2562)

Son intervention (p. 2568)

Maxime BONO

*Charente-Maritime (1^{ère} circonscription)
Non inscrit
puis Socialiste*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 31 mars 1999] (p. 4825)

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 14 avril 1999] (p. 5512)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 29 avril 1999] (p. 6431)

Rapporteur du projet de loi portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (n° 1176 rectifié) [20 mai 1999]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 1176 rectifié), portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer [20 mai 1999] (n° 1663)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5740)

Son intervention (p. 5748)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : Dom (p. 5748)

Chambres consulaires : chambres d'agriculture : Tom et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 5748)

Chasse et pêche : pêche : Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) (p. 5748)

Etat : domaine privé : Guyane (p. 5748, 5749)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : agriculture (p. 5748)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : commerce et artisanat (p. 5748)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : logement social (p. 5748)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : épargne logement (p. 5748)

Projet de loi n° 1176 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 juin 1999] (p. 5740)

Discussion générale commune du projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1175 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1176 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998,

n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer et du projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (voir DOM-TOM 1173)

Discussion de l'article unique [10 juin 1999] (p. 5763)

Article unique

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (ratification tenant compte des amendements qu'adopterait l'Assemblée) : adopté (p. 5763)

Après l'article unique

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (abrogation de l'article 2 de l'ordonnance n° 98-520 du 24 juin 1998) : adopté (p. 5763)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (rectification d'erreurs matérielles à l'article 1er de l'ordonnance n° 98-521 du 24 juin 1998) : adopté (p. 5763)

Augustin BONREPAUX

*Ariège (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Vice-président de l'office parlementaire d'évaluation des politiques publiques [J.O. du 18 novembre 1998] (p. 694)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1999 [J.O. du 10 décembre 1998] (p. 18624)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1999 [J.O. du 11 décembre 1998] (p. 18686)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1998 [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18977)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1998 [J.O. du 17 décembre 1998] (p. 19081)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7404)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7844)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des politiques publiques, sur l'efficacité des aides publiques en faveur du cinéma français [7 octobre 1998] (n° 1107)

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des politiques publiques sur l'évaluation du dispositif public de promotion des investissements étrangers en France [5 mai 1999] (n° 1576)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts et taxes. Fraude fiscale. Lutte et prévention [9 mars 1999] (p. 2140)

COUR DES COMPTES

Ses observations lors du dépôt du rapport de la Cour des comptes au titre de l'année 1998 [20 janvier 1999] (p. 129)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette le départ de M. Nicolas Sarkozy [20 novembre 1998] (p. 9375)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 6003) ; [12 octobre 1998] (p. 6327, 6380)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 817 corrigé : non soutenu (p. 6024)

Article 42 (appellation "montagne")

Son amendement n° 818 soutenu par M. Joseph Parrenin (conditionnement des produits en montagne) : rejeté (p. 6370)

Après l'article 50

Son amendement n° 825 soutenu par M. Henri Nayrou (prorogation de la durée d'une association foncière pastorale autorisée ou agricole autorisée) : adopté (p. 6417)

Son amendement n° 819 soutenu par M. Henri Nayrou (modalités d'attribution des biens de section) (p. 6420) : adopté après modifications (p. 6421)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1998] (p. 6507)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 6511)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6513)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6511)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6512)

Finances publiques : dépenses (p. 6512)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6511 à 6513)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6512, 6513)

Impôts et taxes : revenus du travail et du capital (p. 6511)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 6513)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6513)

Marchés financiers : généralités (p. 6511)

Parlement : relations entre le Parlement et le Gouvernement (p. 6511, 6512)

Politique économique : conjoncture (p. 6511)

Politique économique : croissance (p. 6511)

TVA : taux (p. 6513)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6651) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Christian Cuvilliez (imposition commune pour les personnes vivant maritalement) (p. 6673)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Christian Cuvilliez (prise en compte des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6768)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 440 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 327 de M. Yves Fromion (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 93 corrigé de M. Yves Nicolin (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 362 de M. Alain Ferry (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 438 de M. Léonce Deprez (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Jean-Jacques Weber (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Michel Bouvard (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 441 de M. Michel Bouvard (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 528 de M. François Sauvadet (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Laurent Dominati (application d'un taux de TVA de 15 % à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 6853)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Son intervention (p. 6910)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 524 de Mme Nicole Bricq (assujettissement des élevages hors sol à la taxe sur les installations classées) (p. 6946)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 91 de M. Christian Cuvilliez (plafonnement de la taxe d'habitation pour les contribuables dont la cotisation d'impôt sur le revenu n'excède pas 18 000 F) (p. 6956)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Christian Cuvilliez (accroissement du dégrèvement d'office de la taxe d'habitation dont bénéficient les contribuables ayant des revenus modestes) (p. 6956)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Son intervention (p. 6964)

Article 41 (majoration exceptionnelle de la dotation de solidarité urbaine (DSU))

Son amendement n° 515 (relèvement de la dotation de développement rural) : retiré (p. 6977)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 8060)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 8061)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 8060)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)

Avant l'article 64

Intervient sur l'amendement n° 109 de la commission (prorogation des incitations fiscales à l'investissement outre-mer) (p. 9035)

Intervient sur le sous-amendement n° 235 du Gouvernement (suppression des B, C et D du paragraphe I et du paragraphe II) à l'amendement n° 109 de la commission (p. 9034)

Article 64 (reconduction du crédit d'impôt recherche)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. Thierry Carcenac (maintien de la modulation territoriale pour le calcul des frais de fonctionnement) (p. 9041)

Après l'article 69

Intervient sur l'amendement n° 122 de la commission (rapport au Parlement sur les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 9075)

Après l'article 73

Son amendement n° 147 corrigé (assouplissement des conditions d'adoption du régime de la taxe

professionnelle unique par les communautés urbaines) : vote réservé à la demande de la commission (p. 9109) : retiré (p. 9115)

Son amendement n° 146 (assouplissement des conditions d'adoption du régime de la taxe professionnelle unique par les districts) : vote réservé à la demande de la commission : retiré (p. 9115)

Son amendement n° 145 (assouplissement des conditions d'adoption du régime de la taxe professionnelle unique par les communautés de communes) : vote réservé à la demande de la commission : retiré (p. 9115)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Intervient sur l'amendement n° 214 corrigé de M. Gilles Carrez (indexation de l'enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités locales sur la moitié du taux de croissance du PIB) (p. 10695)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9329)

Article 3 (article L. 338 du code électoral - mode de scrutin des élections régionales)

Son intervention (p. 9338)

Proposition de loi organique n° 1151 modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 1998] (p. 9363)

Son rappel au règlement (cf. supra) [20 novembre 1998] (p. 9375)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Après l'article 16

Son amendement n° 81 (exonération de la taxe de publicité foncière pour les acquisitions et cessions d'immeubles réalisées par les SAFER) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10129)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Article 16 decies (exonération de la taxe de publicité foncière pour les acquisitions et cessions d'immeubles réalisées par les SAFER)

Son amendement n° 42 soutenu par M. Didier Migaud (exonération des acquisitions d'immeubles réalisées par les SAFER) (p. 10995) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10996)

Projet de loi n° 1243 portant prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 décembre 1998] (p. 10572)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 10578)

Thème :

Assemblée nationale : commissions : conditions de travail (p. 10578)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 290) ; [26 janvier 1999] (p. 408) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son sous-amendement n° 1154 corrigé soutenu par M. Henri Nayrou (coopération intercommunale) à l'amendement n° 241 de la commission (complémentarité des agglomérations et des zones rurales) (p. 298) : adopté (p. 299)

Article 8 (article 9 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : suppression du groupement d'intérêt public d'observation et d'évaluation de l'aménagement du territoire)

Son amendement n° 690 (conventions interrégionales entre l'Etat et les régions concernées) : retiré (p. 418)

Après l'article 22

Son amendement n° 691 (affectation des crédits en priorité aux projets de développement dans les zones rurales) : rejeté (p. 880)

Après l'article 36

Son amendement n° 763 soutenu par M. François Brottes (rénovation de bâtiments existants au sein de communes dotées d'un plan d'occupation des sols) : retiré (p. 942)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 11 (article L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales - compétences des communautés de communes)

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. Jean-Pierre Balligand (majorations de DGF pour les communautés de communes à taxe professionnelle unique et exerçant quatre des cinq compétences énumérées par l'amendement) (p. 1138)

Intervient sur le sous-amendement n° 607 du Gouvernement (communautés comptant au minimum 3 500 habitants) à l'amendement n° 515 de M. Jean-Pierre Balligand (p. 1138)

Intervient sur le sous-amendement n° 608 du Gouvernement (regroupement en une seule compétence de la collecte et du traitement des déchets) à l'amendement n° 515 de M. Jean-Pierre Balligand (p. 1138)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Gérard Gouzes (création d'une sixième compétence relative au traitement des déchets) à l'amendement n° 515 de M. Jean-Pierre Balligand (p. 1137)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Gérard Gouzes (exercice de cinq des six compétences énumérées par l'amendement) à l'amendement n° 515 de M. Jean-Pierre Balligand (p. 1137)

Après l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 330 rectifié de M. Henri Nayrou (possibilité pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale de confier au département les opérations relatives aux déchets) (p. 1230)

Après l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 306 de M. Charles de Courson (perception de la taxe ou de la redevance

d'enlèvement des ordures ménagères par les groupements de communes) (p. 1341)

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Charles de Courson (perception de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères par les communautés ou syndicats d'agglomération nouvelle) (p. 1341)

Intervient sur l'amendement n° 304 de M. Charles de Courson (perception de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères par les communautés de villes) (p. 1341)

Article 51 (article 1609 nonies C du code général des impôts - taxe professionnelle unique)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Michel Bouvard (perception de la taxe d'habitation et des taxes foncières par les communautés d'agglomération et les communautés urbaines à taxe professionnelle unique) (p. 1321)

Intervient sur l'amendement n° 138 de la commission des finances (perception de la taxe d'habitation et des taxes foncières par les établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique) (p. 1321)

Intervient sur l'amendement n° 177 de la commission (de coordination rédactionnelle) (p. 1321)

Intervient sur l'amendement n° 178 de la commission (perception de la taxe d'habitation et des taxes foncières par les communautés d'agglomération et les communautés urbaines à taxe professionnelle unique) (p. 1326)

Après l'article 51

Intervient sur l'amendement n° 580 de M. Germain Gengenwin (rapport du Gouvernement au Parlement analysant les conséquences de la suppression de la part salariale de la taxe professionnelle sur la taxe professionnelle unique) (p. 1342)

Article 56 (article 1648 A du code général des impôts - fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 142 de la commission des finances (de suppression) (p. 1352)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Article L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 622 soutenu par M. Didier Chouat (prise en compte des participations et subventions pour la minoration du coefficient d'intégration fiscale lorsqu'elles excèdent le produit fiscal de l'établissement public de coopération intercommunale) (p. 1393) : adopté (p. 1394)

Déclaration du Gouvernement n° 1397 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, sur l'avenir du secteur bancaire et financier

[17 février 1999] (p. 1511)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 1528)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 1530)

Banques et établissements financiers : généralités (p. 1529, 1530)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 1528 à 1530)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 1530)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 6122)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6124)

Eau : Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) (p. 6124)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6122, 6123)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 6123)

Finances publiques : débat d'orientation budgétaire (p. 6122)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6123)

Finances publiques : dépenses (p. 6123)

Finances publiques : dette publique (p. 6123)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6123)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 6123, 6124)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6124)

Politique économique : consommation (p. 6123)

Politique économique : croissance (p. 6122)

Politique économique : investissement (p. 6123)

Télécommunications : France Télécom : impôts locaux (p. 6124)

TVA : taux (p. 6123)

Projet de loi n° 1277 portant règlement définitif du budget 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6181)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié de M. Charles de Courson (transmission, tous les six mois, aux commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat des communications de la Cour des comptes) (p. 6189)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Charles de Courson (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la dotation globale de fonctionnement) (p. 6191)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Charles de Courson (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs) (p. 6191)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Charles de Courson (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la dotation élu local) (p. 6191)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Charles de Courson (imputation en tant que dépense permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur du versement du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation) (p. 6191)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Charles de Courson (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la dotation au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse) (p. 6191)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Charles de Courson (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 6191)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Charles de Courson (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la dotation de compensation de la taxe professionnelle) (p. 6191)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Charles de Courson (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle) (p. 6191)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Charles de Courson (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur du Fonds de compensation pour la TVA) (p. 6191)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Charles de Courson (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale) (p. 6191)

André BOREL

*Vaucluse (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du Protocole établissant, sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne et de l'article 41, paragraphe 3, de la convention Europol, les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents (n° 1524) [7 avril 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du traité sur la Charte de l'énergie (ensemble un protocole) (n° 195) [28 avril 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1524), autorisant la ratification du Protocole établissant, sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne et l'article 41, paragraphe 3, de la convention Europol, les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents [28 avril 1999] (n° 1543)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 195), autorisant la ratification du traité sur la Charte de l'énergie (ensemble un protocole) [28 avril 1999] (n° 1544)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 784), autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière civile entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil [30 juin 1999] (n° 1755)

Jean-Louis BORLOO

*Nord (21^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour la Démocratie
française-Alliance*

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****JUSTICE****Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)**

Son intervention (p. 8849)

Thèmes avant la procédure des questions :

Justice : carte judiciaire (p. 8849)

Justice : conseils de prud'hommes : Valenciennes (p. 8850)

Justice : crédits (p. 8849)

Justice : jugements (p. 8849)

Justice : parquet (p. 8849)

Justice : réforme (p. 8849, 8850)

Justice : tribunaux administratifs (p. 8849)

Franck BOROTRA

*Yvelines (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Industrie. Textile et habillement. Cotisations sociales, réduction, remboursement [10 février 1999] (p. 1162)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)

Son intervention (p. 8876)

Thèmes avant la procédure des questions :

Automobiles et cycles (p. 8877, 8878)

Energie et carburants : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 8877)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 8877, 8878)

Entreprises (p. 8877, 8878)

Recherche (p. 8877)

Régions : Lorraine (p. 8877)

Procédure des questions :

Postes : La Poste : zones rurales (p. 8901, 8902)

**Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée
par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à
l'industrie, sur l'énergie****[21 janvier 1999] (p. 207)**

Son intervention (p. 217)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 220)

Energie et carburants : charbon (p. 219)

Energie et carburants : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 218)

Energie et carburants : Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA) (p. 219)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 219)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 217)

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 219)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 218)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 219)

Pays étrangers : Allemagne (p. 219)

Secteur public : services publics (p. 218)

Union européenne : directives : énergie électrique (p. 217, 219)

**Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au
développement du service public de l'électricité**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [17 février 1999]
(p. 1559)**

Son intervention (p. 1559)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1559 à 1561)

Entreprises : compétitivité (p. 1561, 1563)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1559, 1560, 1562)

Secteur public : services publics : électricité (p. 1559)

**Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ;
[18 février 1999] (p. 1674, 1730)***Article 1er (définition du service public de l'électricité)*

Son intervention (p. 1606)

Intervient sur l'amendement n° 479 de M. François Goulard (utilisation optimale des ressources énergétiques) (p. 1609)

Intervient sur l'amendement n° 165 corrigé de la commission (utilisation optimale des ressources énergétiques) (p. 1609)

Son amendement n° 65 (utilisation optimale des ressources énergétiques) : adopté (p. 1609)

Son amendement n° 66 (critères de gestion) : devenu sans objet (p. 1610)

Article 2 (missions du service public de l'électricité)

Son intervention (p. 1611)

Intervient sur l'amendement n° 170 de la commission (rédactionnel) (p. 1612)

Son amendement n° 67 (interconnexion avec les pays voisins) : adopté (p. 1613)

Son amendement n° 68 (gestionnaire chargé du transport) : rejeté (p. 1614)

Son amendement n° 69 (péréquation tarifaire) : retiré (p. 1619)

Article 3 (mise en œuvre et contrôle des missions de service public)

Son amendement n° 70 (destinataires du rapport annuel des organismes de distribution) : adopté (p. 1627)

Intervient sur l'amendement n° 606 de M. Claude Billard (création d'un observatoire national du service public de l'électricité) (p. 1629)

Intervient sur l'amendement n° 147 de la commission (création dans chaque région d'un observatoire du service public de l'électricité) (p. 1629)

Intervient sur l'amendement n° 379 de la commission des finances (création dans chaque région administrative d'un comité régional de la distribution d'électricité) (p. 1630)

Article 4 (tarifs et plafonds de prix)

Son intervention (p. 1674)

Son amendement n° 73 (règles de tarification) : rejeté (p. 1675)

Son amendement n° 71 (tarification) : devenu sans objet (p. 1675)

Intervient sur l'amendement n° 759 du Gouvernement (tarifs de vente d'électricité aux clients non éligibles) (p. 1676)

Intervient sur l'amendement n° 150 de la commission (tarifs de vente d'électricité aux clients non éligibles) (p. 1676)

Intervient sur le sous-amendement n° 607 rectifié de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (tarifs de vente d'électricité aux usagers domestiques) (p. 1679)

Intervient sur le sous-amendement n° 748 de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (p. 1679)

Intervient sur le sous-amendement n° 608 de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (p. 1679)

Intervient sur le sous-amendement n° 760 de M. Christian Bataille (suppression du décret fixant le seuil inférieur de consommation) à l'amendement n° 151 de la commission (p. 1679)

Son amendement n° 72 (fixation des tarifs et des plafonds de prix par la commission de régulation de l'électricité et les ministères concernés) : rejeté (p. 1680)

Article 5 (mécanismes de compensation)

Son intervention (p. 1682)

Son amendement n° 74 (calcul des surcoûts de production) : rejeté (p. 1683)

Son amendement n° 75 rectifié (évaluation des charges par l'autorité de régulation) : rejeté (p. 1685)

Son amendement n° 76 (exonération des autoproducteurs) : rejeté (p. 1688)

Soutient l'amendement n° 34 de M. Michel Bouvard (prise en compte des charges de développement du réseau) : rejeté (p. 1689)

Intervient sur l'amendement n° 432 de M. Claude Birraux (prise en compte des charges de développement du réseau) (p. 1689)

Intervient sur l'amendement n° 660 de M. Michel Meylan (prise en compte des charges de développement du réseau) (p. 1689)

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements (PPI))

Son intervention (p. 1690)

Intervient sur le sous-amendement n° 779 du Gouvernement (présentation d'une loi d'orientation sur l'énergie à compter du 1er janvier 2003 et exposant les lignes directrices) à l'amendement n° 745 rectifié de la commission (présentation d'une loi d'orientation sur l'énergie à compter du 1er janvier 2003) (p. 1693)

Intervient sur l'amendement n° 189 de la commission (planification souple) (p. 1695)

Son amendement n° 77 (programmation souple) : devenu sans objet (p. 1695)

Intervient sur l'amendement n° 762 du Gouvernement (programmation souple tenant compte de la nécessité de renouveler le parc de production existant) (p. 1695)

Son amendement n° 78 (contenu du bilan) : rejeté (p. 1696)

Intervient sur le sous-amendement n° 751 de M. Jean-Yves Le Déaut (déclaration préalable pour les petites installations ne fonctionnant pas de manière permanente) à l'amendement n° 193 de la commission (déclaration préalable pour les petites installations) (p. 1698)

Intervient sur le sous-amendement n° 752 de M. Jean-Yves Le Déaut (déclaration préalable pour les petites installations de moins de 250 KW) à l'amendement n° 193 de la commission (p. 1698)

Son amendement n° 79 (nouvelle autorisation d'exploitation en cas d'augmentation de puissance) : devenu sans objet (p. 1699)

Article 7 (autorisation d'exploiter)

Son intervention (p. 1700, 1701)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Pierre Micaux (conditions de délivrance de l'autorisation d'exploiter) (p. 1701)

Intervient sur l'amendement n° 448 de M. Jean Prioriol (conditions de délivrance de l'autorisation d'exploiter) (p. 1701)

Intervient sur l'amendement n° 538 de M. François d'Aubert (délivrance de l'autorisation d'exploiter par la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1702)

Son amendement n° 80 (délivrance de l'autorisation d'exploiter après instruction de la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1703)

Soutient l'amendement n° 328 de M. Léonce Deprez (délivrance de l'autorisation d'exploiter sur proposition de la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1703)

Article 8 (appels d'offres)

Son amendement n° 81 (appel d'offres lancé par le ministre chargé de l'énergie après avis de la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1707)

Son amendement n° 82 (cahier des charges détaillé) : devenu sans objet (p. 1707)

Soutient l'amendement n° 717 de M. Michel Inchauspé (confidentialité et contrat d'achat par le gestionnaire

des réseaux de transport ou de distribution) : rejeté (p. 1708)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF)

Son intervention (p. 1711)

Son amendement n° 83 (conditions d'achat distinctes selon les types d'installation) : rejeté (p. 1712)

Intervient sur le sous-amendement n° 784 du Gouvernement (seuil de l'obligation d'achat fixé à 12 mégawatts) à l'amendement n° 205 de la commission (obligation d'achat réservée aux petits producteurs) (p. 1714)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)

Soutient l'amendement n° 533 de M. François Goulard (puissance maximale des centrales hydroélectriques) : rejeté (p. 1717)

Soutient l'amendement n° 453 de M. Jean Proriol (cas des distributeurs non nationalisés) : rejeté (p. 1719)

Soutient l'amendement n° 662 de M. Michel Meylan (cas des distributeurs non nationalisés) : rejeté (p. 1719)

Article 13 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité (GRT))

Son intervention (p. 1731)

Son amendement n° 84 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) : rejeté (p. 1733)

Intervient sur l'amendement n° 330 de M. Léonce Deprez (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 1733)

Intervient sur l'amendement n° 677 de M. Jacques Péliissard (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 1733)

Article 14 (missions du gestionnaire du réseau public de transport)

Intervient sur l'amendement n° 219 de la commission (définition du périmètre d'intervention du gestionnaire du réseau public) (p. 1739)

Article 15 (modalités d'action du gestionnaire du réseau public de transport)

Son intervention (p. 1740)

Son amendement n° 85 (mise en place d'une fonction de gestionnaire de marché) : rejeté (p. 1744)

Article 16 (sanction du gestionnaire du réseau public de transport en cas de transmission d'informations confidentielles)

Son intervention (p. 1744)

Intervient sur l'amendement n° 503 de M. François Goulard (de suppression) (p. 1745)

Article 18 (gestion des réseaux publics de distribution d'électricité)

Son amendement n° 86 soutenu par M. Christian Bataille (décret soumis à l'avis préalable de la Commission de régulation) : rejeté (p. 1751)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Son intervention (p. 1754)

Son amendement n° 87 rectifié (définition des clients éligibles) : rejeté (p. 1756)

Intervient sur l'amendement n° 417 de M. Claude Birraux (maintien du lien contractuel entre la régie et son client éligible) (p. 1759)

Intervient sur l'amendement n° 249 de la commission (de précision) (p. 1762)

Intervient sur le sous-amendement n° 624 de M. Claude Billard (seuils des volumes achetés) à l'amendement n° 249 de la commission (p. 1762)

Intervient sur le sous-amendement n° 625 de M. Claude Billard (seuils des volumes achetés) à l'amendement n° 249 de la commission (p. 1762)

Son amendement n° 88 (encadrement des achats complémentaires) : devenu sans objet (p. 1762)

Son amendement n° 89 (listes des clients éligibles et des producteurs qui achètent pour revendre à des clients éligibles publiée par la Commission de régulation de l'électricité) : adopté après modifications (p. 1763)

Article 23 (droit d'accès au réseau)

Son amendement n° 90 corrigé (de précision) : rejeté (p. 1765)

Son amendement n° 91 (définition des critères de refus) : adopté (p. 1765)

Article 24 (lignes directes)

Soutient l'amendement n° 14 de M. Léonce Deprez (transfert à un opérateur de service public du droit d'une collectivité) : rejeté (p. 1767)

Son amendement n° 92 (avis de la Commission de régulation de l'électricité) : adopté (p. 1767)

Son amendement n° 93 (motivation et justification des refus) : adopté (p. 1767)

Article 25 (règles comptables applicables à l'EDF, aux distributeurs non nationalisés et à la Compagnie nationale du Rhône)

Son intervention (p. 1769)

Soutient le sous-amendement n° 581 de M. François Goulard (distinction comptable entre les consommateurs éligibles et les consommateurs non éligibles) à l'amendement n° 260 de la commission (de précision) : rejeté (p. 1770)

Son amendement n° 94 (comptes séparés pour la fourniture, l'importation et l'exportation d'électricité) : devenu sans objet (p. 1770)

Son amendement n° 95 rectifié (règles comptables précisées par la Commission de régulation de l'électricité) : devenu sans objet (p. 1770)

Avant l'article 28

Reprend l'amendement n° 387 de la commission des finances (rôle et compétences de la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1776)

Intervient sur l'amendement n° 387 de la commission des finances (rôle et compétences de la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1774)

Intervient sur l'amendement n° 289 rectifié de la commission (rôle et compétences de la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1776)

Article 30 (fonctionnement de la CRE)

Son amendement n° 96 (rôle de l'Observatoire de la diversification d'EDF et de GDF) : rejeté (p. 1780)

Intervient sur l'amendement n° 274 de la commission (inscription des crédits de la commission au budget général de l'Etat) (p. 1780)

Son amendement n° 97 (inscription des crédits de la commission au budget général de l'Etat) : adopté (p. 1780)

Article 31 (concertation de la CRE sur les projets de règlement)

Son amendement n° 98 (avis de la commission sur la politique tarifaire d'EDF) : rejeté (p. 1781)

Après l'article 31

Son amendement n° 99 (mise en place d'un observatoire de la concurrence et des prix de l'électricité) : rejeté (p. 1781)

Article 32 (relations avec les assemblées et rapport annuel d'activité)

Son amendement n° 100 (destinataires du rapport) : devenu sans objet (p. 1783)

Son amendement n° 101 (suggestions de la commission en vue d'améliorer les textes en vigueur) : rejeté (p. 1783)

Intervient sur l'amendement n° 389 de la commission des finances (suggestions de la commission en vue d'améliorer les textes en vigueur) (p. 1783)

Soutient l'amendement n° 30 de M. Michel Bouvard (avis obligatoire des différents acteurs du secteur de l'électricité) : rejeté (p. 1784)

Intervient sur l'amendement n° 419 de M. Claude Birraux (avis obligatoire des différents acteurs du secteur de l'électricité) (p. 1784)

Intervient sur l'amendement n° 670 de M. Michel Meylan (avis obligatoire des différents acteurs du secteur de l'électricité) (p. 1784)

Soutient l'amendement n° 31 de M. Michel Bouvard (de précision) : rejeté (p. 1784)

Intervient sur l'amendement n° 671 de M. Michel Meylan (de précision) (p. 1784)

Article 35 (pouvoir réglementaire de la CRE)

Intervient sur l'amendement n° 629 de M. Claude Billard (propositions de la commission uniquement en matière de règlements) (p. 1788)

Son amendement n° 102 soutenu par M. Claude Billard (propositions de la commission uniquement en matière de règlements) : rejeté (p. 1788)

Son amendement n° 103 (pouvoir réglementaire de la commission étendu aux procédures de choix des installations nouvelles) : rejeté (p. 1789)

Son amendement n° 104 rectifié (édiction des règles concernant le contrôle de la réglementation des tarifs des services publics appliqués aux clients non éligibles) : rejeté (p. 1789)

Article 36 (litiges d'accès aux réseaux et voies de recours)

Son amendement n° 105 (différends dont la commission peut être saisie) : adopté (p. 1790)

Article 40 (dispositions pénales)

Soutient l'amendement n° 723 de M. Michel Inchauspé (non-application des dispositions du présent article aux petites installations) : rejeté (p. 1795)

Article 42 (aménagement du principe de spécialité d'EDF)

Son intervention (p. 1796)

Intervient sur l'amendement n° 305 de la commission (missions d'EDF) (p. 1802)

Son amendement n° 107 rectifié (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Article 43 (articles L. 713-1 et L. 713-2 du code du travail - développement de la négociation collective de branche)

Son intervention (p. 1804)

Son amendement n° 110 (de suppression) : rejeté (p. 1806)

Intervient sur l'amendement n° 424 de M. Claude Birraux (de suppression) (p. 1806)

Intervient sur l'amendement n° 473 de M. Jean Proriol (de suppression) (p. 1806)

Intervient sur l'amendement n° 523 de M. François Goulard (de suppression) (p. 1806)

Soutient l'amendement n° 722 de M. Michel Inchauspé (statut des personnels des petits producteurs) : rejeté (p. 1807)

Article 46 (coûts échoués)

Son amendement n° 111 (définition précise des charges) : rejeté (p. 1811)

Intervient sur l'amendement n° 313 de la commission (définition précise des charges) (p. 1811)

Son amendement n° 112 (évaluation, financement et recouvrement des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Son amendement n° 113 (évaluation, financement et recouvrement des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Article 48 (révision des contrats entre EDF et les producteurs d'électricité)

Son amendement n° 114 (révision des contrats conclus entre EDF et les producteurs avant l'entrée en vigueur de la loi) : rejeté (p. 1815)

Intervient sur l'amendement n° 318 de la commission (révision des contrats conclus entre EDF et les producteurs avant l'entrée en vigueur de la loi) (p. 1815)

Soutient l'amendement n° 724 de M. Michel Inchauspé (secteur hydraulique) : rejeté (p. 1815)

Article 50 (adaptation de certaines dispositions de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946)

Intervient sur l'amendement n° 322 de la commission (de précision) (p. 1816)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 438 de M. Jean Proriol (titre du projet de loi) (p. 1818)

Explications de vote et vote [2 mars 1999] (p. 1864)

Ses explications de vote (p. 1869)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 1870)

Bernard BOSSON

*Haute-Savoie (2^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9329)

Article 3 (article L. 338 du code électoral - mode de scrutin des élections régionales)

Son intervention (p. 9337)

Jean-Michel BOUCHERON

*Ille-et-Vilaine (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 40 : Défense (n° 1111) [8 octobre 1998]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le coût de la participation de la France aux opérations menées en vue du règlement de la crise au Kosovo [1^{er} juillet 1999] (n° 1775)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Kosovo. Intervention militaire de l'OTAN, participation de la France [30 mars 1999] (p. 3020)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8235)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armes nucléaires (p. 8237)
 Défense : crédits (p. 8235 à 8237)
 Défense : Direction des chantiers navals (p. 8237)
 Défense : GIAT-Industries (p. 8237)
 Défense : loi de programmation militaire :
 professionnalisation (p. 8236, 8237)
 Energie et carburants : Commissariat à l'énergie
 atomique (CEA) (p. 8236)
 Espace (p. 8237)
 Gendarmerie (p. 8237)
 Organisations internationales : Organisation du traité
 de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 8237, 8238)

Vote des crédits [6 novembre 1998] (p. 8310)*Article 47 (mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires des services militaires)*

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Michel Voisin
 (réduction des crédits) (p. 8311)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Michel Voisin
 (réduction des crédits) (p. 8313)

Titre V

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Yves Cochet
 (réduction des crédits) (p. 8317)

Jean-Claude BOULARD

*Sarthe (5^{ème} circonscription)
 Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur du projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle (n° 1419) [10 mars 1999]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle [J.O. du 4 juin 1999] (p. 8274)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8471)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome XI : Emploi et solidarité (travail et emploi) (n° 1112) [8 octobre 1998]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur l'application de la loi n° 97-940 du 16 octobre 1997 relative au développement d'activités pour l'emploi des jeunes [18 novembre 1998] (n° 1211)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1419) portant création d'une couverture maladie universelle - Tome I : titres préliminaire, premier, II, III et IV [31 mars 1999] (n° 1518)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle [8 juin 1999] (n° 1680)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, en nouvelle lecture, portant création d'une couverture maladie universelle - Tome I : titres préliminaire, premier, II, III, III bis et V [9 juin 1999] (n° 1684)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en vue de la lecture définitive du projet de loi, portant diverses dispositions d'ordre sanitaire et social - Titres préliminaire, premier, II, III, III bis et V [30 juin 1999] (n° 1748)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle [30 juillet 1999] (n° 1787)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Assurance maladie maternité : généralités. Affiliation. Couverture maladie universelle, application [3 mars 1999] (p. 1964)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7399)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 7407)

Thèmes :

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 7408)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 7408)

Sécurité sociale : déficit (p. 7408)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999
--

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 8667)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : allègement des charges sociales (p. 8668)

Emploi : contrats emploi solidarité (p. 8668)

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 8667, 8668)

Emploi : entreprises d'insertion (p. 8669)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du travail et de l'emploi : crédits (p. 8667)

Travail : réduction du temps de travail (p. 8668)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle
--

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3706, 3738)

Son intervention (p. 3659)

Intervient sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 3683)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3750)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 3659, 3660, 3683)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3659, 3750, 3751)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : bénéficiaires (p. 3660)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3660)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : financement (p. 3683)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : Fonds d'action sociale (p. 3660)

Assurance maladie maternité : prestations : ticket modérateur (p. 3659)

Constitution : préambule : santé (p. 3659)

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ; [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (création d'une couverture maladie universelle et d'une protection complémentaire avec dispense d'avance de frais pour les plus démunis)

Soutient l'amendement n° 48 rectifié de la commission (de précision) : adopté (p. 3759)

Article 4 (article L. 161-2-1 nouveau du code de la sécurité sociale : immédiateté et automaticité du droit à l'accès aux soins)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (accompagnement par les associations dans les démarches d'affiliation) : adopté (p. 3768)

Article 5 (articles L. 161-15-1 et L. 161-15-2 du code

Article 6 (articles L. 161-2, L. 381-7, L. 381-12, L. 382-9, L. 615-8, L. 722-6 du code de la sécurité sociale et article 1106-12 du code rural : accès aux soins sans restrictions financières)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (réduction de la durée de protection à un an) : retiré (p. 3770)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (sanction de la mauvaise foi du bénéficiaire) : adopté (p. 3771)

Article 11 (article L. 241-2 du code de la sécurité sociale : énumération des ressources complémentaires des régimes obligatoires de base)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (de précision) : adopté (p. 3774)

Article 14 (articles L. 243-4, L. 652-3, L. 242-11, L. 136-5 du code de la sécurité sociale et L. 1143-2, L. 1143-5, L. 1143-7 du code rural : exécution des recouvrements forcés de cotisations dues par les non salariés non agricoles et les agriculteurs)

Soutient le sous-amendement n° 442 de la commission (de précision) à l'amendement n° 125 de M. Bernard Accoyer (motivation de la saisie) : adopté (p. 3822)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (droit de contestation) : adopté (p. 3823)

Soutient l'amendement n° 443 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3824)

Son amendement n° 352 (de conséquence) : adopté (p. 3824)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Article L. 861-3 du code de la sécurité sociale : étendue de la couverture complémentaire CMU

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (maintien d'une contrepartie contributive) : retiré (p. 3842)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (dispense de l'avance de frais pour les personnes ayant choisi un médecin référent) : adopté (p. 3843)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (décret sur les modalités de paiement des praticiens et des établissements de santé) : adopté après modifications (p. 3845)

Article L. 861-4 du code de la sécurité sociale : choix de l'organisme gestionnaire de la couverture complémentaire CMU par son bénéficiaire

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (de précision) : adopté (p. 3856)

Article L. 861-5 du code de la sécurité sociale : attribution de la couverture complémentaire CMU

Soutient l'amendement n° 65 deuxième rectification de la commission (aide à la constitution des dossiers par les services sociaux ou des associations) : adopté (p. 3859)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (délais de décision) : adopté (p. 3860)

Son amendement n° 404 (acceptation tacite) : adopté (p. 3860)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3860)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (cotisation d'adhésion) : retiré (p. 3862)

Article L. 861-7 du code de la sécurité sociale : prise en charge des prestations par les organismes complémentaires

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (démarche d'information auprès des futurs bénéficiaires) : adopté (p. 3864)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (élargissement des motifs de retrait) : adopté (p. 3864)

Article L. 861-9 du code de la sécurité sociale : contrôle des ressources des demandeurs de la CMU

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (de précision) : adopté (p. 3866)

Article 21 (articles 6-1 et 6-2 nouveaux et 9 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 : prolongation de la couverture des bénéficiaires de la CMU couverts par un organisme complémentaire)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (limitation des motifs de rupture) : retiré (p. 3870)

Son amendement n° 467 (limitation des motifs de rupture) : adopté (p. 3870)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3871)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3871)

Article 22 (article L. 162-5-2 du code de la sécurité sociale : tarifs pratiqués par les médecins conventionnés en faveur des bénéficiaires de la CMU)

Soutient l'amendement n° 75 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3872)

Article 23 (article L. 165-1 nouveau du code de la sécurité sociale : accords entre les organismes d'assurance maladie, les organismes complémentaires et les distributeurs de dispositifs médicaux à usage individuel)

Son amendement n° 356 (rédactionnel) : adopté (p. 3874)

Article 24 (article L. 162-9 du code de la sécurité sociale : tarifs pratiqués par les chirurgiens-dentistes conventionnés en faveur des bénéficiaires de la CMU)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3876)

Soutient l'amendement n° 441 de la commission (extension du système du tiers payant aux chirurgiens-dentistes) : adopté (p. 3876)

Article 25 (articles L. 861-10, L. 861-11, L. 861-12, L. 861-13, L. 861-14, L. 861-15, L. 861-16, L. 861-17 nouveaux du code de la sécurité sociale : création du fonds de financement de la protection complémentaire)

Soutient l'amendement n° 79 rectifié de la commission (possibilité de création d'un fonds d'accompagnement à la protection complémentaire) : adopté (p. 3886)

Soutient l'amendement n° 80 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3886)

Soutient l'amendement n° 81 de la commission : retiré (p. 3888)

Soutient l'amendement n° 82 de la commission (modalités de recouvrement) : adopté (p. 3890)

Soutient l'amendement n° 83 de la commission (de précision) : adopté (p. 3890)

Article 30 (transfert de compétences des départements à l'Etat en matière d'aide médicale)

Soutient l'amendement n° 85 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3893)

Article 31 (dispositions de coordination)

Soutient l'amendement n° 88 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3894)

Après l'article 37

Soutient l'amendement n° 89 rectifié de la commission (prohibition des tests génétiques pour l'accès à la CMU) : adopté (p. 4023)

Article 38 (entrée en vigueur de la loi)

Son amendement n° 357 (de précision) : adopté (p. 4025)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5862)

Son intervention (p. 5863)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 5863)

Assurance maladie maternité : généralités : mutuelles (p. 5863)

Politique sociale : aide médicale gratuite (p. 5863)

Discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5897) ; [16 juin 1999] (p. 5956)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (création d'une couverture maladie universelle et d'une protection complémentaire avec dispense d'avance de frais pour les plus démunis)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5899)

Article 3 (titre VIII du livre III, articles L. 380-1 à L. 380-4 nouveaux du code de la sécurité sociale : critères d'affiliation au nouveau régime général et cotisation)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5899)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5899)

Article 4 (article L. 161-2-1 nouveau du code de la sécurité sociale : immédiateté et automaticité du droit à l'accès aux soins)

Soutient l'amendement n° 8 corrigé de la commission (rôle des centres communaux d'action sociale) : adopté (p. 5901)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5901)

Article 6 (articles L. 161-2, L. 381-7, L. 381-12, L. 382-9, L. 722-6 du code de la sécurité sociale et

article 1106-12 du code rural : accès aux soins sans restrictions financières)

Soutient l'amendement n° 10 corrigé de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5901)

Article 8 bis (gratuité des soins hospitaliers pour les malades en état végétatif)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5902)

Article 9 (articles L. 814-5 et L. 195-3 du code de la sécurité sociale : incidences financières sur l'assurance vieillesse)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5902)

Article 10 (articles L. 161-15, L. 381-2 et L. 245-16 du code de la sécurité sociale : incidences financières de la mise en place de la couverture obligatoire sur la branche famille)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5902)

Article 11 (article L. 241-2 du code de la sécurité sociale : énumération des ressources complémentaires des régimes obligatoires de base)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5903)

Article 14 (exécution des recouvrements forcés de cotisations dues par les non salariés non agricoles et les agriculteurs)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5908)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5961)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5962)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5963)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 5966)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5967)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5968)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5968)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5968)

Soutient l'amendement n° 27 corrigé de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5969)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5969)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5969)

Soutient l'amendement n° 199 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5970)

Article 20 ter supprimé par le Sénat (article L. 133-5 du code du travail : extension des conventions ou accords collectifs et régime de prévoyance maladie)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5970)

Article 20 quater (article L. 137-2 du code de la sécurité sociale : réduction du taux de la taxe sur les employeurs au profit du Fonds de solidarité vieillesse)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5971)

Article 21 (articles 6-1 et 6-2 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 : prolongation de la couverture des bénéficiaires de la CMU couverts par un organisme complémentaire)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5973)

Article 22 supprimé par le Sénat (article L. 162-5-2 du code de la sécurité sociale : tarifs pratiqués par les médecins conventionnés en faveur des bénéficiaires de la CMU)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5973)

Article 23 supprimé par le Sénat (article L. 165-1 nouveau du code de la sécurité sociale : accords entre les organismes d'assurance maladie, les organismes complémentaires et les distributeurs de dispositifs médicaux à usage individuel)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par

l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5974)

Article 24 supprimé par le Sénat (article L. 162-9 du code de la sécurité sociale : tarifs pratiqués par les chirurgiens-dentistes conventionnés en faveur des bénéficiaires de la CMU)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5974)

Article 25 (articles L. 861-10, L. 861-11, L. 861-12, L. 861-13, L. 861-14, L. 861-15, L. 861-16, L. 861-17 du code de la sécurité sociale : création du fonds de financement de la protection complémentaire)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5976)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5976)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 5977)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5978)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5978)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5979)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5979)

Article 30 (titre III bis du code de la famille et de l'aide sociale - articles 187-1, 187-2, 187-3, 187-4, 188, 189 et 190 nouveaux : transfert de compétences des départements vers l'Etat en matière d'aide médicale)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5980)

Soutient l'amendement n° 200 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5981)

Article 13 précédemment réservé (transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Son intervention (p. 5985)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6665)

Son intervention (p. 6665)

Thème :

Politique sociale : aide sociale : aide médicale (p. 6665)

**Dernier texte voté par l'Assemblée nationale
[30 juin 1999] (p. 6709)**

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Son intervention à l'issue du vote (p. 6739)

Didier BOULAUD

*Nièvre (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1646 sur les propositions de directives relatives aux chemins de fer communautaires (COM (98) 0480 final/n° E 1163) [27 mai 1999]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les propositions de directives relatives aux chemins de fer communautaires (COM (98) 0480 final/n° E 1163) [27 mai 1999] (n° 1645)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Contrats de travail. Précarisation, lutte et prévention [18 novembre 1998] (p. 9155)

Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [16 mars 1999] (p. 2413)

Transports ferroviaires. Transport de marchandises. Développement [22 juin 1999] (p. 6273)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 920, posée le 28 juin 1999. Police. Commissariats (J.O. Questions p. 3878). Appelée le 29 juin 1999. Effectifs de personnel, Nevers (p. 6514)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

*PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'ÉQUILIBRE FINANCIER*

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6683)

Article 42 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 6688)

Thèmes :

Aménagement du territoire : fonds structurels (p. 6689)

Parlement : rôle (p. 6688)

Politiques communautaires : fraude (p. 6689)

Politiques communautaires : budget (p. 6689, 6690) ; dépenses (p. 6689)

Union européenne : contribution française (p. 6689, 6690)

Proposition de résolution n° 1646 sur les propositions de directives relatives aux chemins de fer communautaires (COM (98) 0480 final/n° E 1163)

Avant la discussion de l'article unique [16 juin 1999] (p. 5915)

Son intervention (p. 5917)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 5917)

Déchets, pollutions et nuisances : pollution : transports routiers (p. 5917)

Politiques communautaires : directives : transports ferroviaires (p. 5917)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 5917)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 5917)

Transports routiers : transport de marchandises (p. 5917)

Travail : durée du travail : transports ferroviaires (p. 5917)

Bruno BOURG-BROC

*Marne (4^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages [J.O. du 6 mars 1999] (p. 3413)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de moins de cinquante ans [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Réforme. Mise en œuvre [21 octobre 1998] (p. 7117)

Enseignement maternel et primaire. Politique de l'éducation. Perspectives [27 janvier 1999] (p. 451)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 617, posée le 8 février 1999. Collectivités territoriales. Finances (J.O. Questions p. 674). Appelée le 9 février 1999. Subventions aux clubs sportifs professionnels (p. 1053)

n° 848, posée le 31 mai 1999. Famille. Adoption (J.O. Questions p. 3204). Appelée le 1^{er} juin 1999. Adoption internationale, réglementation (p. 5168)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10331)

Son intervention (p. 10342)

Thèmes :

Assemblée nationale : recevabilité financière (p. 10342)

Formation professionnelle : formation continue (p. 10343)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 10343)

Travail : négociations : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 10343)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10346)

Article 1er (assujettissement à la "contribution Delalande" des ruptures des contrats de travail de salariés de plus de cinquante ans ayant adhéré à une convention de conversion)

Soutient l'amendement n° 1 de Mme Nicole Catala (de suppression) : rejeté (p. 10346)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 2 de Mme Nicole Catala (dispense de versement dans le cas d'un reclassement dans une autre entreprise) : rejeté (p. 10348)

Soutient l'amendement n° 3 de Mme Nicole Catala (dispense de versement dans le cas d'un reclassement dans une association) : rejeté (p. 10348)

Soutient l'amendement n° 4 de Mme Nicole Catala (dispense de versement dans le cas d'un plan de formation ou de reconversion) : rejeté (p. 10348)

Soutient l'amendement n° 5 de Mme Nicole Catala (dispense de versement dans le cas d'une reconversion dans un établissement d'enseignement) : rejeté (p. 10348)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 10343)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2049)

Son intervention (p. 2052)

Thèmes :

Emploi : convention de conversion (p. 2053)

Emploi : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) : ressources (p. 2052)

Préretraites : allocation spéciale (p. 2053)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 2052)

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2060)

Article 3 (date d'application des articles 1er et 2)

Son amendement n° 2 (effet rétroactif) : rejeté (p. 2061)

Son amendement n° 1 (effet rétroactif) : rejeté (p. 2061)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 2053)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6553)

Son intervention (p. 6555)

Thèmes :

Emploi : convention de conversion (p. 6556)

Emploi : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) : ressources (p. 6556)

Préretraites : allocation spéciale (p. 6556)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 6556)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 6556)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Examen du fascicule [21 octobre 1998] (p. 7077)

Procédure des questions :

Enseignements artistiques : crédits (p. 7100)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7122)

Son intervention (p. 7128)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : programmes (p. 7130)

Enseignement secondaire : lycées : contrats emploi-jeunes (p. 7129)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7430)

Son intervention (p. 7459)

Thèmes :

Démographie : natalité (p. 7459, 7460)

Démographie : nuptialité (p. 7459)

Sécurité sociale : prestations familiales (p. 7460)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7548) ; [30 octobre 1998] (p. 7743)

Article 5 (possibilité de requalification en revenus professionnels des revenus tirés de la location-gérance d'un fonds de commerce par un travailleur indépendant et basculement dans le champ fiscal du recouvrement de contributions sociales sur certains types de revenus)

Son amendement n° 284 (de suppression) : rejeté (p. 7577)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 285 (rédactionnel) : rejeté (p. 7775)

Son amendement n° 286 (maintien du niveau des charges patronales) : rejeté (p. 7775)

Son amendement n° 287 (rédactionnel) : rejeté (p. 7780)

Son amendement n° 288 : non soutenu (p. 7783)

Son amendement n° 291 (universalité des allocations familiales) : rejeté (p. 7785)

Son amendement n° 292 : non soutenu (p. 7786)

Son amendement n° 294 (de simplification) : rejeté (p. 7791)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210)

Article 3 (contrôle médical préalable aux compétitions)

Son intervention (p. 9214)

Son amendement n° 46 (de suppression) : retiré (p. 9215)

Son amendement n° 47 (de précision) : adopté (p. 9216)

Son amendement n° 48 (dispense de certificat pour les non-licenciés) : rejeté (p. 9216)

Soutient l'amendement n° 45 de M. Patrick Delnatte (attestation sur l'honneur) : rejeté (p. 9217)

Son amendement n° 49 (copie certifiée conforme) : rejeté (p. 9217)

Proposition de loi n° 766 visant à étendre aux centres de soins infirmiers gérés par la Mutualité sociale agricole la subvention prévue à l'article L. 162-32 du code de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'adoption simplifiée [19 novembre 1998] (p. 9262)

Son intervention (p. 9264)

Thèmes :

Etablissements de santé : centres de soins infirmiers (p. 9265)

Santé : accès aux soins : soins et maintien à domicile (p. 9264)

Santé : politique de la santé : mutualité sociale agricole (p. 9265)

Proposition de loi n° 1032 tendant à renforcer le contrôle de l'obligation scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10321)

Son intervention (p. 10325)

Thèmes :

Associations : sectes (p. 10325)

Communes : maires : enquêtes (p. 10325)

Enseignement : enseignement par correspondance (p. 10325)

Enseignement : obligation scolaire (p. 10325, 10326)

Enseignement privé : politique de l'enseignement privé (p. 10326)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 10326)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10395)

Son intervention (p. 10405)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats (p. 10406)

Sécurité routière : circulation routière : Royaume-Uni (p. 10405)

Sécurité routière : limitations de vitesse : police municipale (p. 10405)

Sécurité routière : permis de conduire : jeunes (p. 10405)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 290) ; [27 janvier 1999] (p. 461) ; [2 février 1999] (p. 749) ; [3 février 1999] (p. 897)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 912 soutenu par M. Patrick Ollier (complémentarité villes-campagnes) (p. 292) : rejeté (p. 293)

Article 10 (article 11 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Son amendement n° 918 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (répartition efficiente des services d'enseignement et de recherche) : rejeté (p. 469)

Son amendement n° 919 soutenu par M. Patrick Ollier (liaison entre les formations et le monde économique) : rejeté (p. 470)

Son amendement n° 916 (association des politiques de formation professionnelles engagées par les régions au schéma de services collectifs de l'enseignement supérieur) : devenu sans objet (p. 475)

Son amendement n° 917 (association des politiques de formation professionnelles engagées par les régions au schéma de services collectifs de l'enseignement supérieur) : devenu sans objet (p. 475)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs culturels)

Son amendement n° 920 soutenu par M. Patrick Ollier (maintien du niveau de connaissance et d'apprentissage de la langue française) (p. 486) : rejeté (p. 487)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 913 soutenu par M. Henry Chabert (lien étroit avec la charte de pays correspondante) (p. 830) : rejeté (p. 831)

Article 28 (article 1er de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : objectifs du système de transports intérieurs)

Son amendement n° 914 soutenu par M. Jean Proriol (développement des offres de transport) : rejeté (p. 908)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Son amendement n° 915 (égalité d'accès des usagers aux liaisons rapides) : devenu sans objet (p. 930)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 1999] (p. 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 11 (article L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales - compétences des communautés de communes)

Son amendement n° 556 soutenu par M. Éric Doligé (détermination à la majorité des deux tiers du conseil du caractère communautaire des compétences) : rejeté (p. 1132)

Article 28 (article L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales - commission départementale de la coopération intercommunale)

Son amendement n° 557 soutenu par M. Robert Poujade (schéma de la coopération intercommunale élaboré par la commission) : rejeté (p. 1197)

Article 34 (transformation des districts en communautés de communes ou en syndicats de communes)

Son amendement n° 558 : non soutenu (p. 1210)

Article 51 (article 1609 nonies C du code général des impôts - taxe professionnelle unique)

Son amendement n° 559 soutenu par M. Gilles Carrez (caractère facultatif de la taxe professionnelle unique pour toutes les communautés de communes et pour les communautés urbaines existant à la date de la publication de la loi) (p. 1317) : rejeté (p. 1318)

Article 52 précédemment réservé (article 1636 B decies du code général des impôts - déliaison des taux)

Son amendement n° 560 : non soutenu (p. 1360)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Article L. 5211-29 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 561 : non soutenu (p. 1388)

Proposition de résolution n° 1059 visant à créer une commission d'enquête sur la Mutuelle nationale des étudiants de France

Avant la discussion de l'article unique [4 mars 1999] (p. 2039)

Son intervention (p. 2046)

Thèmes :

Economie sociale : mutuelles (p. 2046, 2047)

Enseignement supérieur : étudiants : régime de rattachement (p. 2046 à 2048)

Enseignement supérieur : œuvres universitaires (p. 2046, 2047)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 2048)

Projet de loi n° 207 portant modification de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles

TROISIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 mars 1999] (p. 2146)

Son intervention (p. 2149)

Thèmes :

Arts et spectacles : entrepreneurs de spectacles (p. 2149)

Arts et spectacles : intermittents (p. 2149)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 2149)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son intervention (p. 5331)

Son amendement n° 246 (distinction établie par le schéma départemental entre les aires de passage et celles réservées aux personnes sédentarisées) : rejeté (p. 5342)

Projet de loi n° 1618 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6759)

Article 1er (principes généraux de la réserve)

Son amendement n° 76 soutenu par M. Yves Fromion (association des réservistes à l'enseignement obligatoire de la défense) : rejeté (p. 6762)

Article 20 (rémunération des réservistes de la réserve opérationnelle)

Son amendement n° 77 soutenu par M. Yves Fromion (solde et accessoires attribués dans les mêmes conditions que pour les militaires "permanents") : rejeté (p. 6774)

Article 46 (modification du code du service national)

Son amendement n° 78 : non soutenu (p. 6781)

Après l'article 48

Son amendement n° 79 : non soutenu (p. 6782)

Pierre BOURGUIGNON

*Seine-Maritime (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la Ministre de l'emploi et de la solidarité et de M. le Ministre délégué à la ville [J.O. du 6 mars 1999] (p. 3379)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 25 : Emploi et solidarité (ville) (n° 1111) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 522, posée le 7 décembre 1998. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 6603). Appelée le 8 décembre 1998. Effectifs de personnel, équipements, Bois-Petit, Sotteville-les-Rouen (p. 10149)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES***EMPLOI ET SOLIDARITÉ**

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7885)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : contrats de ville (p. 7886)

Aménagement du territoire : politique de la ville : crédits (p. 7885)

Aménagement du territoire : politique de la ville : déconcentration (p. 7887)

Aménagement du territoire : politique de la ville : élus locaux (p. 7886)

Aménagement du territoire : politique de la ville : police de proximité (p. 7887)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7886)

Christian BOURQUIN

*Pyrénées-Orientales (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Retraites : régime agricole. Montant des pensions. Perspectives [20 octobre 1998] (p. 7011)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 545, posée le 14 décembre 1998. Impôts et taxes. Taxe d'apprentissage, taxe professionnelle et TVA (J.O. Questions p. 6744). Appelée le 15 décembre 1998. Groupements d'employeurs, assujettissement, disparités (p. 10468)

n° 683, posée le 15 mars 1999. Enseignement. Rythmes et vacances scolaires (J.O. Questions p. 1463). Appelée le 16 mars 1999. Montpellier et Toulouse (p. 2393)

Danielle BOUSQUET

*Côtes-d'Armor (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Enseignement supérieur. Professions de santé. Programmes, médecins, gynécologie médicale, maintien [25 mai 1999] (p. 4814)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 499, posée le 23 novembre 1998. Grandes écoles. Classes préparatoires (J.O. Questions p. 6315). Appelée le 24 novembre 1998. Professeurs, rémunérations (p. 9412)

n° 753, posée le 26 avril 1999. Logement : aides et prêts. Aide personnalisée au logement (APL) (J.O. Questions p. 2413). Appelée le 27 avril 1999. Conditions d'attribution (p. 3611)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7139)

Procédure des questions :

Enseignement : obligation scolaire : insertion professionnelle (p. 7165)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10540)

Thèmes :

Femmes : parité (p. 10540)

Parlement : rôle : parité (p. 10540)

Proposition de loi n° 1069 visant à interdire l'achat par les établissements scolaires et les collectivités locales des fournitures fabriquées par des enfants dans les pays où les droits de l'enfant ne sont pas respectés

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [27 mai 1999] (p. 5055)

Son intervention (p. 5058)

Thèmes :

Enfants : travail : généralités (p. 5058)

Enfants : travail : labels (p. 5059)

Christine BOUTIN

*Yvelines (10^{ème} circonscription)
Appartenance au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance*

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1135 portant réforme des droits de succession entre frères et sœurs et entre personnes non parentes [14 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Soins et maintien à domicile. Perspectives [15 juin 1999] (p. 5822)

FAITS PERSONNELS

Estime que le qualificatif de "tartuffe" qui lui a été adressé s'applique à la majorité [1^{er} décembre 1998] (p. 9877)

S'indigne qu'un député de la majorité se soit référé à Goebbels pour qualifier ses propos [30 mars 1999] (p. 3088)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6551)

Son intervention (p. 6561)

Thèmes :

Donations et successions : droits de succession (p. 6562)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 6562)

Famille : politique familiale (p. 6561, 6562)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 6561, 6562)

**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

**Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6651) ;
[16 octobre 1998] (p. 6802)**

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son amendement n° 501 (suppression de la diminution de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) : rejeté (p. 6656)

Après l'article 14 (suite)

Son amendement n° 500 précédemment réservé soutenu par M. Germain Gengenwin (aménagement des barèmes applicables aux droits de mutation à titre gratuit entre frères et soeurs et entre deux personnes non parentes) : rejeté (p. 6807)

**Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de
solidarité**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [3 novembre 1998]
(p. 7938, 7965)**

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 7949) : rejetée au scrutin public (p. 8011)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 7949, 7951, 7984)

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 7984 à 7988, 7990, 7991, 8002, 8003)

Assemblée nationale : Président (p. 7987)

Assemblée nationale : recevabilité financière (p. 7990 à 7992)

Assemblée nationale : Règlement (p. 7991)

Bioéthique : procréation médicalement assistée (PMA) (p. 7975)

Conseil constitutionnel (p. 7992 à 7995, 7997, 8002)

Constitution : préambule (p. 7999, 8000)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : contentieux (p. 7974, 7975)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : cultes (p. 8002)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 7951, 7974, 7975, 7978, 7995, 7996, 7998 à 8004)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : droits de l'enfant (p. 7974, 8000)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 8000 à 8003)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fratreries (p. 7967, 7972 à 7974, 7993, 7994, 7999, 8000)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : mariage (p. 7957, 7958, 7965, 7999)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : obligations (p. 7979, 8000)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : propositions de loi (p. 7952, 7953, 8000)

Droits de l'homme et libertés publiques : atteintes à la vie privée (p. 7993, 7997, 7998, 8003)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 7996, 7997)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration universelle des droits de l'homme (p. 7997, 7999 à 8001)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 7951, 7969, 7970, 7992 à 7995, 8000)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 7951 à 7954, 7968, 7969, 7971, 7972, 7983)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : cultes (p. 7972)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 7951, 7956, 7968, 7975 à 7977)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : fichiers (p. 7997, 7998)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : mariage (p. 7965 à 7969, 8002)

Enfants (p. 7980, 8003)

Enfants : droits de l'enfant (p. 7976, 8001)

Etat (p. 7980 à 7983, 8000)

Etat : Conseil économique et social (p. 7984)

Etat : Gouvernement (p. 7949, 7950, 7984, 8002)

Etat : Premier ministre : déclarations (p. 7977, 7980, 7982)

Etrangers : immigration (p. 7974, 8004)

Famille (p. 7950, 7951, 8003)

Famille : concubinage (p. 7954, 7979, 7982, 7996)

Famille : divorce (p. 7995, 7996)

Famille : mariage (p. 7956 à 7958, 7977, 7978, 7980, 7981, 8000)

Famille : mariage : liberté (p. 7995)

Famille : mariage : maires (p. 7954, 7955)

Famille : politique familiale (p. 7974, 7980 à 7982, 8000)

Famille : polygamie (p. 7983)

Justice : Conseil d'Etat (p. 7975, 7984)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : traités et conventions (p. 7999)

Parlement : rôle : article 34 (p. 8002)

Partis et mouvements politiques : majorité (p. 7949, 7950, 7985 à 7987)

Politique générale (p. 7949)

Presse et livres : Le Monde (p. 7955)

Santé : sida (p. 7952)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 8451)

Son amendement n° 55 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8470)

Son amendement n° 56 (suppression des références au code civil) : rejeté (p. 8476)

Son amendement n° 60 (insertion du PACS dans le livre du code civil traitant des contrats, après le "compromis") : rejeté (p. 8490)

Son amendement n° 58 (insertion du PACS dans le livre du code civil traitant des contrats, après les "contrats aléatoires") : rejeté (p. 8490)

Son amendement n° 59 (insertion du PACS dans le livre du code civil traitant des contrats, après les "conventions relatives à l'exercice des droits indivis") : rejeté (p. 8490)

Son amendement n° 61 (insertion du PACS dans le livre troisième du code civil, après le "mariage et les régimes matrimoniaux") : rejeté (p. 8490)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 73 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8496)

Son amendement n° 74 (organisation par le seul mariage de la vie commune entre un homme et une femme, le PACS régissant les intérêts pécuniaires) : rejeté (p. 8503)

Son amendement n° 77 (conclusion du PACS entre un homme et une femme) : retiré (p. 8506)

Son amendement n° 75 (conclusion du PACS par des personnes capables) : retiré (p. 8512)

Son amendement n° 78 corrigé (conclusion du PACS par deux personnes) : retiré (p. 8514)

Son amendement n° 80 corrigé (PACS organisant la cohabitation) : rejeté (p. 8525)

Son amendement n° 81 corrigé (respect de l'ordre public et des bonnes mœurs) : rejeté (p. 8526)

Son amendement n° 82 (loi personnelle de chaque individu déterminant la capacité à conclure un PACS) : rejeté (p. 8539)

Son amendement n° 83 soutenu par M. Léonce Deprez (consentement nécessaire à la conclusion d'un PACS) : rejeté (p. 8541)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 85 (nullité absolue du PACS) : rejeté (p. 8546)

Son amendement n° 87 (nullité du PACS conclu par un mineur) : devenu sans objet (p. 8552)

Son amendement n° 88 (conclusion d'un PACS par un majeur en tutelle ou en curatelle avec l'accord du tuteur ou du curateur) : rejeté (p. 8553)

Son amendement n° 90 (conclusion du PACS entre Français) : rejeté (p. 8554)

Son amendement n° 86 soutenu par M. Dominique Dord (cohabitation d'une durée d'un an) : rejeté (p. 8555)

Après l'article 515-2 du code civil

Son amendement n° 91 (possibilité d'opposition des parents et, à défaut, des grands-parents à la conclusion d'un PACS par leurs enfants et descendants) : rejeté (p. 8560)

Son amendement n° 93 (possibilité d'opposition des enfants à la conclusion d'un PACS par l'un de leurs parents avec un tiers) : rejeté (p. 8561)

Son amendement n° 94 (possibilité d'opposition à la conclusion d'un PACS par le conjoint précédent ou le contractant d'un précédent PACS) : retiré (p. 8561)

Soutient l'amendement n° 95 de M. Jacques Myard (possibilité d'opposition du ministère public à la conclusion d'un PACS) : rejeté (p. 8561)

Son amendement n° 96 soutenu par M. Dominique Dord (possibilité d'opposition des créanciers à la conclusion d'un PACS par leurs débiteurs) : rejeté (p. 8562)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 97 soutenu par M. Dominique Dord (de suppression) (p. 8564) : rejeté (p. 8565)

Son amendement n° 98 (conclusion du PACS par acte écrit sous seing privé) : rejeté (p. 8566)

Son amendement n° 107 (modalités de publicité du PACS analogues à celles du mariage) : rejeté (p. 9769)

Son amendement n° 108 (affichage aux portes des préfectures et publication des projets de PACS dans un journal d'annonces légales) : rejeté (p. 9769)

Son amendement n° 109 (publication du PACS dans un journal d'annonces légales) : rejeté (p. 9769)

Après l'article 515-3 du code civil

Son amendement n° 113 (rattachement à une commune des personnes dépourvues de domicile fixe pour l'enregistrement du PACS) : retiré (p. 9774)

Son amendement n° 114 (certificats médicaux produits par les partenaires) : rejeté (p. 9775)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 663 de M. Charles de Courson (nouvelle rédaction du premier alinéa prévoyant l'obligation de fidélité, de secours et d'assistance) : rejeté (p. 9797)

Son amendement n° 117 soutenu par M. Dominique Dord (ajout de l'obligation de fidélité) (p. 9796) : rejeté (p. 9797)

Son amendement n° 116 (substitution du terme "se doivent" au terme "s'apportent" pour l'aide mutuelle et matérielle) : rejeté (p. 9797)

Son amendement n° 118 (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les partenaires) : rejeté (p. 9803)

Son amendement n° 24 (possibilité de contraindre les partenaires à remplir leurs obligations) : rejeté (p. 9806)

Son amendement n° 25 (atténuation de la solidarité entre les partenaires en matières de dettes) : rejeté (p. 9808)

Soutient l'amendement n° 497 de M. Pierre-Christophe Baguet (présomption de paternité pour les enfants conçus pendant le PACS) : rejeté (p. 9814)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 26 (de suppression) : rejeté (p. 9820)

Son amendement n° 28 (régime de la séparation des biens) : rejeté (p. 9822)

Son amendement n° 27 soutenu par M. Dominique Dord (régime de l'indivision pour les seuls biens acquis en commun) (p. 9821) : rejeté (p. 9823)

Son amendement n° 29 (suppression de la dernière phrase de l'article soumettant au régime de l'indivision les meubles meublants dont la date d'acquisition ne peut être établie) : rejeté (p. 9827)

Son amendement n° 31 (accord exprès du partenaire pour la cession des droits indivis durant l'indivision) : rejeté (p. 9828)

Son amendement n° 32 (dépôt et publication à la préfecture des actes d'acquisition stipulant que les biens ne sont pas soumis au régime de l'indivision) : rejeté (p. 9828)

Article 515-6 du code civil : régime des biens après dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 33 (de suppression) : rejeté (p. 9829)

Son amendement n° 34 (application des règles de l'attribution préférentielle sauf en présence d'enfants qui ne sont pas communs aux deux partenaires) : rejeté (p. 9830)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 39 soutenu par M. Dominique Dord (rupture du PACS régie par les articles 229 à

295 du code civil relatifs au divorce) (p. 9834) : rejeté (p. 9839)

Son sous-amendement n° 1117 (suppression de la référence à la résidence) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (signification de la rupture unilatérale qui prend effet après un délai de trois mois) : rejeté (p. 9843)

Son sous-amendement n° 1118 (vérification de la réalité du consentement par le greffe du tribunal d'instance) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9845)

Son sous-amendement n° 1119 (suppression de la rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9847)

Son sous-amendement n° 1115 (rupture unilatérale pour excès, sévices et injures graves ou renouvelés) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9848)

Son sous-amendement n° 1116 (rupture unilatérale pour faute) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9849)

Son sous-amendement n° 1120 (rupture unilatérale pour motifs graves, précis et concordants) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9849)

Son sous-amendement n° 1114 soutenu par M. Dominique Dord (signification au partenaire des motifs de la rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9850) : rejeté (p. 9851)

Son sous-amendement n° 1122 (signification de la rupture unilatérale quinze jours après un entretien avec le partenaire en présence d'un médiateur préfectoral) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9852)

Son sous-amendement n° 1124 (signification de la rupture unilatérale par lettre recommandée avec accusé de réception) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9853)

Soutient le sous-amendement n° 1126 de M. Dominique Dord (mariage d'un partenaire avec une tierce personne notifié par écrit au cocontractant trois mois avant le mariage) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9854)

Son sous-amendement n° 1125 (pas de rupture unilatérale si elle avait des conséquences matérielles ou morales d'une exceptionnelle dureté pour le partenaire abandonné) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9856)

Son sous-amendement n° 1127 (publicité de la dissolution du PACS dans les mêmes conditions que sa conclusion) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9857)

Son sous-amendement n° 1128 (transcription sur les registres de l'état civil de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9858)

Son sous-amendement n° 1121 (effets de la dissolution du PACS à partir de sa publication en marge de l'acte de naissance) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9858)

Son sous-amendement n° 1130 (homologation par le juge de la convention par laquelle les partenaires règlent les conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9862)

Son sous-amendement n° 1131 soutenu par M. Dominique Dord (conséquences patrimoniales et extra-patrimoniales de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9864)

Son sous-amendement n° 1129 (conséquences patrimoniales de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9864)

Son sous-amendement n° 1132 (compétence du tribunal de grande instance pour les conséquences de la dissolution du PACS en cas de désaccord entre les partenaires) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9869)

Son sous-amendement n° 1133 (compétence du tribunal d'instance pour les conséquences de la dissolution du PACS en cas de désaccord entre les partenaires) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9869)

Son sous-amendement n° 1138 (exercice de l'autorité parentale réglé par le juge selon les articles 286 à 295 du code civil lors de la dissolution du PACS pour les couples hétérosexuels) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9872)

Son sous-amendement n° 1136 (versement d'une pension alimentaire selon les articles 281 à 285 du code civil) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9873)

Son sous-amendement n° 1135 (versement d'une prestation compensatoire selon les articles 270 à 280-1 du code civil) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9873)

Son sous-amendement n° 1137 (mesures concernant la concession du bail ordonnées par le juge selon l'article 285-1 du code civil) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9874)

Son sous-amendement n° 1134 (en cas de désaccord entre les partenaires, prise en compte par le juge de la faute, de l'existence d'une société de fait et de l'enrichissement sans cause) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : vote réservé : devenu sans objet : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9877)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 120 (de suppression) : rejeté (p. 9923)

Son amendement n° 121 (suppression de l'imposition commune des revenus) : rejeté (p. 9935)

Son amendement n° 122 soutenu par M. Dominique Dord (délai de cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9938) : rejeté (p. 9940)

Soutient l'amendement n° 652 de M. Charles de Courson (solidarité du partenaire survivant en matière fiscale) : rejeté (p. 9944)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son amendement n° 124 (de suppression) : rejeté (p. 9954)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son intervention (p. 9968)

Article 5 (droit à congés)

Son amendement n° 132 (de suppression) : rejeté (p. 9976)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 685 de M. Charles de Courson (versement des allocations familiales au partenaire détenteur de l'autorité parentale) (p. 9980)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son amendement n° 133 (de suppression) : rejeté (p. 9989)

Son amendement n° 135 (PACS conclu depuis plus de deux ans) : rejeté (p. 9992)

Son amendement n° 136 (PACS conclu depuis plus d'un an) : rejeté (p. 9992)

Article 7 (prise en compte du pacte civil de solidarité dans l'examen d'une demande de naturalisation)

Son amendement n° 137 (de suppression) : adopté (p. 10001)

Après l'article 7

Son amendement n° 140 corrigé (vérification de la réalité de la vie commune par la préfecture avant l'attribution des droits conférés par les articles 6 et 7) : rejeté (p. 10001)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son amendement n° 141 (de suppression) : rejeté (p. 10178)

Son amendement n° 142 (bénéfice des dispositions de l'article réservé aux fonctionnaires séparés de leur partenaire hétérosexuel) : rejeté (p. 10180)

Son amendement n° 143 (PACS conclu depuis au moins trois ans) : rejeté (p. 10181)

Son amendement n° 144 (PACS conclu depuis au moins deux ans) : rejeté (p. 10181)

Article 9 (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son amendement n° 147 (de suppression) : rejeté (p. 10188)

Soutient l'amendement n° 657 de M. Charles de Courson (de suppression) : rejeté (p. 10188)

Soutient l'amendement n° 656 de M. Charles de Courson (vie commune depuis deux ans pour la

poursuite du contrat de location en cas d'abandon de domicile) : rejeté (p. 10189)

Son amendement n° 150 (conclusion du PACS portée à la connaissance du bailleur pour la poursuite du contrat de location en cas d'abandon de domicile) : retiré (p. 10189)

Son amendement n° 148 (PACS conclu depuis au moins trois ans) : rejeté (p. 10190)

Son amendement n° 149 (PACS conclu depuis au moins un an) : rejeté (p. 10190)

Après l'article 9

Son amendement n° 151 (interdiction de louer au partenaire un logement bénéficiant de l'amortissement Périissol) : rejeté (p. 10193)

Article 10 (dispositions applicables aux fratries)

Son intervention (p. 10194)

Après l'article 10

Son amendement n° 152 (production d'effets par le PACS trois ans après sa conclusion) : rejeté (p. 10213)

Son amendement n° 153 (perte des aides liées à l'isolement du fait de la conclusion du PACS) : retiré (p. 10213)

Article 12 (compensation des pertes éventuelles de recettes)

Son amendement n° 154 (de suppression) : retiré (p. 10218)

Son amendement n° 156 : devenu sans objet (p. 10219)

Son amendement n° 155 : devenu sans objet (p. 10219)

Article 1er (suite) (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 72 précédemment réservé (pacte des célibataires sacrifiés) : retiré (p. 10221)

Son amendement n° 67 précédemment réservé (sous-mariage) : retiré (p. 10224)

Son amendement n° 69 précédemment réservé (pacte de dépendance) : retiré (p. 10224)

Son amendement n° 64 précédemment réservé (statut de concubinage) : retiré (p. 10224)

Son amendement n° 63 précédemment réservé (contrat de communauté de vie) : retiré (p. 10224)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3057)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 3066)

Son intervention (p. 3077)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 3078)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 3077)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 3077, 3078)

Parlement : Sénat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3066)

Partis et mouvements politiques : opposition : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3066)

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Article 1er A (liberté de la vie personnelle)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (de suppression) (p. 3108)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission des affaires culturelles (de suppression) (p. 3108)

Article 1er B (définition du mariage)

Son intervention (p. 3110)

Article 1er C (définition du concubinage)

Son amendement n° 505 (de suppression) : adopté (p. 3114)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Son sous-amendement n° 506 (suppression des références au code civil) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) : rejeté (p. 3132)

Son sous-amendement n° 507 (insertion du PACS dans le livre troisième du code civil, au titre traitant des contrats aléatoires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3133)

Soutient le sous-amendement n° 499 de M. Charles de Courson (contrat civil de solidarité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3135)

Son sous-amendement n° 508 (contrat civil de solidarité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3135)

Son sous-amendement n° 509 (suppression du concubinage) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3142)

Son sous-amendement n° 510 (suppression de l'article 515-1 du code civil définissant le PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3142)

Soutient le sous-amendement n° 405 de M. Maurice Leroy (contrat conclu pour une durée minimale de deux ans) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3144)

Soutient le sous-amendement n° 411 de M. Maurice Leroy (contrat conclu devant notaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3145)

Soutient le sous-amendement n° 626 de M. Pierre-Christophe Baguet (contrat conclu devant notaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3145)

Son sous-amendement n° 513 (suppression des références au sexe des contractants) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3149)

Soutient le sous-amendement n° 410 de M. Maurice Leroy (conclusion du contrat par des personnes de sexe différent) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3149)

Son sous-amendement n° 511 (conclusion du contrat par des personnes de sexe différent) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3149)

Soutient le sous-amendement n° 625 de M. Pierre-Christophe Baguet (conclusion du contrat par des personnes de sexe différent) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3149)

Soutient le sous-amendement n° 407 de M. Maurice Leroy (vie sous le même toit depuis au moins cinq ans) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3150)

Soutient le sous-amendement n° 406 de M. Maurice Leroy (vie sous le même toit depuis au moins trois ans) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3150)

Son sous-amendement n° 514 (suppression de la référence à la vie commune et à son organisation) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3152)

Son sous-amendement n° 515 (cohabitation) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3153)

Son sous-amendement n° 517 (aptitude à conclure un PACS relevant de la loi personnelle) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3154)

Son sous-amendement n° 518 (non existence du PACS en l'absence de consentement) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3155)

Son sous-amendement n° 516 (prohibition de la dérogation aux lois relatives à l'ordre public et aux bonnes mœurs) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3155)

Son sous-amendement n° 520 (nullité absolue du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3161)

Son sous-amendement n° 519 (suppression de la nullité du PACS conclu entre parents, alliés et collatéraux) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3162)

Son sous-amendement n° 521 soutenu par M. Dominique Dord (cohabitation d'au moins un an pour la conclusion d'un PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3163)

Son sous-amendement n° 522 (nullité du PACS conclu entre deux personnes de même sexe dont l'une a la garde légale d'un mineur) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3165)

Soutient le sous-amendement n° 269 de M. Bernard Accoyer (nullité du PACS conclu entre deux

personnes de même sexe dont l'une a été autorisée à adopter un enfant) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3165)

Son sous-amendement n° 523 soutenu par M. Dominique Dord (action en nullité du PACS intentée par toute personne) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3168)

Son sous-amendement n° 549 soutenu par M. Dominique Dord (action en nullité du PACS intentée par le ministère public) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3168)

Son sous-amendement n° 551 soutenu par M. Dominique Dord (action en nullité du PACS intentée par les enfants des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3168)

Son sous-amendement n° 550 soutenu par M. Dominique Dord (action en nullité du PACS intentée par les parents des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3168) : rejeté (p. 3169)

Son sous-amendement n° 548 soutenu par M. Dominique Dord (action en nullité du PACS intentée par les ex-époux des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3169)

Son sous-amendement n° 552 soutenu par M. Dominique Dord (prescription trentenaire de l'action en nullité du PACS conclu en fraude de la loi) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3169)

Son sous-amendement n° 553 soutenu par M. Dominique Dord (prescription quinquennale de l'action en nullité du PACS conclu en fraude de la loi) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3169)

Son sous-amendement n° 554 soutenu par M. Dominique Dord (confirmation du PACS après la cessation du vice entraînant la nullité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3169)

Son sous-amendement n° 555 (suppression de l'article 515-3 relatif à la réception, à l'inscription et à la conservation du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3170)

Son sous-amendement n° 564 (conclusion du PACS par acte écrit sous seing privé) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3171)

Ses sous-amendements n°s 565, 566 et 567 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : devenus sans objet (p. 3174)

Son sous-amendement n° 568 (mention du PACS en marge de l'état civil des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3174)

Son sous-amendement n° 569 (publication du projet de PACS dans un journal départemental d'annonces légales et affichage aux portes du tribunal d'instance) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3175)

Son sous-amendement n° 571 (opposition des enfants majeurs à la conclusion d'un PACS par l'un de leurs

- parents avec un tiers) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3177)
- Son sous-amendement n° 572 (opposition des enfants capables d'exprimer leur volonté à la conclusion d'un PACS par l'un de leurs parents avec un tiers) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3177)
- Son sous-amendement n° 573 (opposition à la conclusion d'un PACS par le conjoint précédent ou par le cocontractant d'un précédent PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3177)
- Son sous-amendement n° 570 (opposition à la conclusion d'un PACS par les parents et à défaut par les grands-parents) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3177)
- Son sous-amendement n° 575 (opposition à la conclusion d'un PACS par les créanciers) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3177)
- Son sous-amendement n° 574 (opposition à la conclusion d'un PACS par le ministère public) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3177)
- Son sous-amendement n° 527 (publication du PACS à l'entrée du tribunal d'instance) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3180)
- Son sous-amendement n° 576 (publication du PACS dans un journal départemental d'annonces légales) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3180)
- Son sous-amendement n° 528 (examen médical dont les résultats ne sont pas communiqués à l'autre partenaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3181)
- Son sous-amendement n° 529 (devoir d'aide matérielle substitué à l'apport d'une aide mutuelle et matérielle) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3182)
- Son sous-amendement n° 531 soutenu par M. Dominique Dord (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3182)
- Son sous-amendement n° 532 (possibilité, dans les formes prévues au code de procédure civile, de contraindre le partenaire à remplir ses obligations) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3183)
- Son sous-amendement n° 535 (absence de solidarité entre les partenaires sauf cas prévus par la loi ou par la convention) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3184)
- Son sous-amendement n° 534 (caractère conjoint de toute dette des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3184)
- Son sous-amendement n° 533 (atténuation de la solidarité en matière de dettes) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3184)
- Soutient le sous-amendement n° 453 de M. Maurice Leroy (nullité des donations déguisées ou faites à des personnes interposées) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3187)
- Soutient le sous-amendement n° 452 de M. Maurice Leroy (révocabilité des donations faites entre partenaires pendant la durée du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3187)
- Soutient le sous-amendement n° 348 de M. Claude Goasguen (suppression de l'article 515-5 relatif au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3199)
- Son sous-amendement n° 536 (suppression de l'article 515-5 relatif au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3199)
- Soutient le sous-amendement n° 622 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression de l'article 515-5 relatif au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3199)
- Soutient le sous-amendement n° 287 de M. Dominique Dord (régime de l'indivision pour les seuls biens acquis en commun) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3200)
- Son sous-amendement n° 537 (régime de l'indivision pour les seuls biens acquis en commun) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3200)
- Son sous-amendement n° 538 (régime de la séparation des biens) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3200)
- Soutient le sous-amendement n° 286 de M. Claude Goasguen (communauté réduite aux acquêts à défaut de convention spéciale passée devant notaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3200)
- Intervient sur le sous-amendement n° 135 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article 515-5 relatif au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un PACS établissant une distinction entre les meubles meublants et les autres biens et instituant une présomption d'indivision par moitié) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3200)
- Ses sous-amendements n°s 539, 540, 541, 546, 547, 542, 543, 545 et 544 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : devenus sans objet (p. 3200)
- Son sous-amendement n° 556 (suppression de l'article 515-6 relatif au régime des biens après dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3200)
- Son sous-amendement n° 557 (application de l'article 515-6 relatif au régime des biens après dissolution du PACS au seul cas de dissolution par décès) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3200)
- Son sous-amendement n° 558 (application de l'article 515-6 relatif au régime des biens après dissolution du PACS sauf en présence d'enfants qui ne sont pas

communs aux deux partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3201)

Intervient sur le sous-amendement n° 283 du Gouvernement (application de l'article 515-6 relatif au régime des biens après dissolution du PACS aux éléments mobiliers nécessaires à l'exploitation agricole) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3201)

Son sous-amendement n° 559 (décision du juge en équité sur le conflit entre les bénéficiaires de l'attribution préférentielle prévue par l'article 515-6 relatif au régime des biens après dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3201)

Intervient sur le sous-amendement n° 345 de M. Claude Goasguen (suppression de l'article 515-7 relatif à la dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203)

Intervient sur le sous-amendement n° 624 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression de l'article 515-7 relatif à la dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203)

Intervient sur le sous-amendement n° 653 de M. Jacques Myard (suppression de l'article 515-7 relatif à la dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203)

Son sous-amendement n° 560 soutenu par M. Thierry Mariani (rupture du PACS régie par les articles 229 à 295 du code civil relatifs au divorce) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3203)

Son sous-amendement n° 561 soutenu par M. Thierry Mariani (déclaration conjointe mettant fin au PACS remise au greffe du tribunal) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 562 soutenu par M. Thierry Mariani (vérification de la réalité du consentement des deux partenaires de mettre fin au PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 563 soutenu par M. Thierry Mariani (suppression de la rupture unilatérale du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 578 soutenu par M. Thierry Mariani (rupture unilatérale du PACS pour excès, sévices et injures graves ou renouvelés) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 577 soutenu par M. Thierry Mariani (rupture unilatérale du PACS pour faute) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 618 soutenu par M. Thierry Mariani (rupture unilatérale du PACS pour motifs graves, précis et concordants) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 579 soutenu par M. Thierry Mariani (énumération des motifs de la rupture unilatérale du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 580 soutenu par M. Thierry Mariani (signification de la rupture unilatérale par lettre recommandée avec accusé de réception) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 581 soutenu par M. Thierry Mariani (pas de rupture unilatérale du PACS si elle a des conséquences d'une extrême gravité pour le contractant abandonné) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 583 soutenu par M. Thierry Mariani (règlement par le juge des conséquences extra-patrimoniales de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 584 soutenu par M. Thierry Mariani (prise en compte par le juge de la faute, de l'existence d'une société de fait et de l'enrichissement sans cause) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 582 soutenu par M. Thierry Mariani (publicité de la cessation du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 588 soutenu par M. Thierry Mariani (intervention du juge pour l'exercice de l'autorité parentale) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 585 soutenu par M. Thierry Mariani (prestation compensatoire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 586 soutenu par M. Thierry Mariani (pension alimentaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 587 soutenu par M. Thierry Mariani (concession du bail) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Après l'article 1er

Son amendement n° 590 (cessation du PACS conclu par un majeur sous tutelle ou sous curatelle) : retiré (p. 3210)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission des affaires culturelles (insertion dans le code civil d'un article 515-8 définissant le concubinage) (p. 3214)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (insertion dans le code civil d'un article 515-8 définissant le concubinage) (p. 3214)

Son sous-amendement n° 592 (suppression de l'insertion du concubinage dans le code civil) à l'amendement n° 6 de la commission : rejeté (p. 3213)

Son sous-amendement n° 591 (suppression des références au sexe des concubins) à l'amendement n° 6 de la commission : rejeté (p. 3214)

Son sous-amendement n° 589 (suppression du concubinage entre personnes de même sexe) à l'amendement n° 6 de la commission : rejeté (p. 3214)

Son amendement n° 594 (interdiction de l'adoption par les concubins et par les personnes liées par un PACS) : retiré (p. 3214)

Son amendement n° 596 (PACS ou concubinage ne pouvant créer des droits à l'adoption) : retiré (p. 3214)

Son amendement n° 593 (suppression de l'article 343-1 du code civil autorisant l'adoption par un célibataire) : retiré (p. 3214)

Son amendement n° 595 (interdiction de la procréation médicale assistée pour deux personnes de même sexe) : rejeté (p. 3214)

Son amendement n° 597 (interdiction de la procréation médicale assistée pour les partenaires d'un PACS et pour les concubins de même sexe) : rejeté (p. 3215)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Soutient le sous-amendement n° 402 de M. Maurice Leroy (imposition commune subordonnée à la preuve de la communauté de vie) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3218)

Soutient le sous-amendement n° 431 de M. Claude Goasguen (imposition commune à compter du cinquième anniversaire de l'enregistrement du PACS) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission : rejeté (p. 3219)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 480 de M. Charles de Courson (assimilation des partenaires à un couple pour le RMI) : rejeté (p. 3222)

Soutient l'amendement n° 481 de M. Charles de Courson (suppression de l'allocation de parent isolé) : rejeté (p. 3222)

Soutient l'amendement n° 477 de M. Charles de Courson (suppression de l'allocation de veuvage) : rejeté (p. 3222)

Soutient l'amendement n° 478 de M. Charles de Courson (suppression de l'allocation de soutien familial) : rejeté (p. 3222)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son sous-amendement n° 598 soutenu par M. Dominique Dord (taux et abattement applicables aux successions et aux donations après un délai de trois ans) à l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et suppression du délai de deux ans pour les successions) : rejeté (p. 3225)

Intervient sur le sous-amendement n° 277 du Gouvernement (abattement réduit de 300 000 à 250 000 F) à l'amendement n° 10 de la commission (p. 3227)

Son sous-amendement n° 599 (abattement réduit de 300 000 à 250 000 F) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3227)

Son sous-amendement n° 600 (suppression de la majoration à 375 000 F de l'abattement prévue à compter du 1^{er} janvier 2000) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3228)

Article 3 bis (relèvement et aménagement de l'abattement sur les droits de succession des frères et sœurs)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (de suppression) (p. 3230)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission des affaires culturelles (de suppression) (p. 3230)

Article 5 (droits à congés)

Intervient sur le sous-amendement n° 434 de M. Claude Goasguen (bénéfice des dispositions de l'article après un délai de cinq ans) à l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3234)

Intervient sur le sous-amendement n° 137 de M. Thierry Mariani (bénéfice des dispositions de l'article après un délai d'un an) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 3234)

Article 5 bis supprimé par le Sénat (interruption du droit à l'allocation de soutien familial)

Son amendement n° 601 (perte des aides liées à l'isolement) : rejeté (p. 3235)

Article 6 supprimé par le Sénat (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son sous-amendement n° 602 (PACS conclu depuis trois ans) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3239)

Soutient le sous-amendement n° 375 de M. Maurice Leroy (PACS conclu depuis deux ans) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3239)

Soutient le sous-amendement n° 374 de M. Maurice Leroy (PACS conclu depuis un an) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3239)

Son sous-amendement n° 603 soutenu par M. Dominique Dord (communauté de vie) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3242)

Article 8 supprimé par le Sénat (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son sous-amendement n° 605 soutenu par M. Claude Goasguen (fonctionnaire devant avoir au moins un enfant) à l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3244)

Son sous-amendement n° 604 soutenu par M. Thierry Mariani (PACS conclu depuis trois ans) à l'amendement n° 20 de la commission : rejeté (p. 3244)

Article 9 supprimé par le Sénat (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son sous-amendement n° 606 soutenu par M. Thierry Mariani (PACS conclu depuis trois ans pour la poursuite de la location au profit du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3246) : rejeté (p. 3247)

Son sous-amendement n° 607 soutenu par M. Thierry Mariani (PACS ayant été porté à la connaissance du bailleur pour la poursuite de la location au profit du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 3246) : rejeté (p. 3247)

Après l'article 9

Son amendement n° 608 (interdiction de louer au partenaire un logement bénéficiant de l'amortissement Périissol) : rejeté (p. 3248)

Soutient l'amendement n° 646 de M. Maurice Leroy (interdiction de la procréation médicale assistée pour les partenaires de même sexe) : rejeté (p. 3248)

Soutient l'amendement n° 647 de M. Maurice Leroy (interdiction de l'adoption pour les partenaires de même sexe) : rejeté (p. 3248)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 388 de M. Maurice Leroy (bilan de la loi par l'office parlementaire d'évaluation de la législation et nouvel examen dans les cinq ans) : rejeté (p. 3250)

Soutient l'amendement n° 389 de M. Maurice Leroy (bilan de la loi par l'office parlementaire d'évaluation de la législation dans les cinq ans) : rejeté (p. 3250)

Soutient l'amendement n° 503 de M. Charles de Courson (présomption de paternité) : rejeté (p. 3250)

Titre

Soutient l'amendement n° 187 de M. Thierry Mariani ("contrat d'union informelle") : rejeté (p. 3252)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5521)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 5526)

Son intervention (p. 5539)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 5526, 5539, 5540)

Famille (p. 5539, 5540)

Discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5550) ; [9 juin 1999] (p. 5613, 5659)

Article 1er (pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 5556)

Avant l'article 515-1 du code civil

Son amendement n° 237 (suppression des références au code civil) : rejeté (p. 5558)

Soutient l'amendement n° 80 de M. Henri Plagnol (insertion du contrat civil de solidarité et du concubinage dans le livre troisième du code civil relatif aux contrats) : rejeté (p. 5559)

Son amendement n° 239 (suppression de la référence au concubinage) : rejeté (p. 5561)

Son amendement n° 238 (contrat civil de solidarité) : rejeté (p. 5561)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 11 de M. Claude Goasguen (suppression des références au sexe des partenaires) : rejeté (p. 5568)

Son amendement n° 241 (suppression des références au sexe des partenaires) : rejeté (p. 5568)

Son amendement n° 240 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (PACS conclu par des partenaires de sexe différent) (p. 5567) : rejeté (p. 5568)

Son amendement n° 242 (suppression de la finalité d'organisation de la vie commune) : rejeté (p. 5569)

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Bernard Accoyer (interdiction de la procréation médicale assistée pour les partenaires de même sexe) (p. 5571)

Son amendement n° 243 (PACS ne pouvant déroger à l'ordre public et aux bonnes mœurs) : rejeté (p. 5573)

Son amendement n° 244 (aptitude à conclure un PACS relevant de la loi personnelle) : rejeté (p. 5573)

Son amendement n° 245 (non existence du PACS en l'absence de consentement) : rejeté (p. 5573)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 84 de M. Henri Plagnol (suppression des empêchements) : rejeté (p. 5574)

Son amendement n° 247 (nullité absolue du PACS) : rejeté (p. 5575)

Son amendement n° 246 (suppression de la nullité du PACS conclu entre parents, alliés et collatéraux) : rejeté (p. 5576)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Thierry Mariani (suppression de la nullité du PACS dont l'un des partenaires est marié) (p. 5576)

Son amendement n° 248 (nullité du PACS conclu entre deux personnes de même sexe dont l'une a la garde d'un mineur) : rejeté (p. 5580)

Son amendement n° 249 (action en nullité intentée par toute personne intéressée) : rejeté (p. 5581)

Son amendement n° 250 (prescription trentenaire de l'action en nullité du PACS conclu en fraude de la loi) : rejeté (p. 5581)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 85 de M. Henri Plagnol (de suppression) : rejeté (p. 5583)

Son amendement n° 251 (conclusion du PACS par acte écrit sous seing privé) : rejeté (p. 5584)

Son amendement n° 253 (convention fixant les modalités de la vie commune) : retiré (p. 5587)

Son amendement n° 254 (acte d'inventaire patrimonial des partenaires) : rejeté (p. 5587)

Son amendement n° 252 (présence des partenaires pour l'enregistrement du PACS) : rejeté (p. 5587)

Son amendement n° 255 (publication du projet de PACS dix jours avant son enregistrement dans un journal départemental d'annonces légales et aux portes du tribunal) : rejeté (p. 5590)

Son amendement n° 256 (opposition à la conclusion d'un PACS formée par des membres de la famille, le précédent conjoint ou partenaire) : rejeté (p. 5590)

Son amendement n° 257 (opposition à la conclusion du PACS formée par le ministère public) : rejeté (p. 5590)

Son amendement n° 258 (publication du PACS dans un journal départemental d'annonces légales) : rejeté (p. 5593)

Son amendement n° 279 (publication du PACS à l'entrée du tribunal) : rejeté (p. 5593)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 5615)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 5615)

Son amendement n° 280 (devoir d'aide matérielle) : rejeté (p. 5616)

Son amendement n° 281 (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle) : rejeté (p. 5617)

Son amendement n° 282 (absence de solidarité entre les partenaires sauf dans les cas prévus par la loi ou par la convention) : rejeté (p. 5618)

Son amendement n° 283 (atténuation de la solidarité à l'égard des dettes) : rejeté (p. 5619)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Thierry Mariani (renoncement à l'adoption par les partenaires de même sexe) (p. 5622)

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Thierry Mariani (présomption de paternité) (p. 5623)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 284 (régime de la séparation des biens) : rejeté (p. 5624)

Son amendement n° 285 (parts des partenaires réputées égales dans l'indivision) : rejeté (p. 5624)

Son amendement n° 286 (suppression de la dernière phrase de l'article soumettant au régime de l'indivision les meubles meublants dont la date d'acquisition ne peut être établie) : rejeté (p. 5624)

Son amendement n° 287 (accord exprès du partenaire pour la cession des droits indivis pendant la durée de l'indivision) : rejeté (p. 5625)

Son amendement n° 288 (dépôt et enregistrement au greffe du tribunal d'instance des actes d'acquisition stipulant que les biens ne sont pas soumis au régime de l'indivision) : rejeté (p. 5625)

Article 515-6 du code civil : régime des biens après dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 289 (application des règles de l'attribution préférentielle dans le seul cas de décès) : rejeté (p. 5627)

Son amendement n° 290 (application des règles de l'attribution préférentielle sauf en cas de présence d'enfants non communs aux deux partenaires) : rejeté (p. 5627)

Son amendement n° 291 (décision du juge en équité en cas de conflit entre les différents bénéficiaires de l'attribution préférentielle) : retiré (p. 5627)

Article 515-7 du code civil : causes de dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 292 (rupture du PACS régie par les articles 229 à 295 du code civil relatifs au divorce) : rejeté (p. 5629)

Son amendement n° 293 corrigé (suppression de la référence à la résidence pour la remise de la déclaration conjointe) : rejeté (p. 5630)

Son amendement n° 294 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (vérification de la réalité du consentement) : rejeté (p. 5631)

Son amendement n° 295 (suppression de la rupture unilatérale) : rejeté (p. 5631)

Son amendement n° 296 (rupture unilatérale pour des motifs graves, précis et concordants) : rejeté (p. 5633)

Son amendement n° 297 (rupture unilatérale pour faute) : rejeté (p. 5633)

Son amendement n° 298 (rupture unilatérale pour excès, sévices et injures graves ou renouvelés) : rejeté (p. 5633)

Son amendement n° 299 (motifs de la rupture unilatérale) : rejeté (p. 5635)

Son amendement n° 300 (signification de la rupture unilatérale par lettre recommandée avec accusé de réception) : rejeté (p. 5636)

Son amendement n° 301 (pas de rupture unilatérale si elle avait des conséquences d'une extrême gravité pour le partenaire) : rejeté (p. 5638)

Son amendement n° 302 soutenu par M. Charles de Courson (intervention du juge sur les conséquences extra-patrimoniales de la dissolution du PACS à défaut d'accord entre les partenaires) : rejeté (p. 5641)

Son amendement n° 303 soutenu par M. Charles de Courson (prise en compte par le juge de la faute, de l'existence d'une société de fait et de l'enrichissement sans cause en cas de désaccord entre les partenaires) (p. 5642) : rejeté (p. 5643)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Thierry Mariani (insertion dans le livre 1er du code civil d'un titre VI ter relatif au célibat et possibilité offerte aux célibataires de se regrouper par deux) (p. 5646)

Son amendement n° 304 (suppression de l'article 343-1 du code civil relatif à l'adoption par toute personne âgée de plus de vingt-huit ans) : rejeté (p. 5647)

Soutient l'amendement n° 103 de M. Henri Plagnol (non-application des dispositions relatives à l'adoption aux partenaires de même sexe d'un PACS) : rejeté (p. 5647)

Son amendement n° 305 (interdiction de l'adoption par deux personnes ayant conclu un PACS ou vivant en concubinage) : rejeté (p. 5648)

Soutient l'amendement n° 104 de M. Henri Plagnol (interdiction de la procréation médicalement assistée pour les partenaires de même sexe d'un PACS) : rejeté (p. 5648)

Son amendement n° 306 (interdiction de la procréation médicalement assistée pour deux personnes de même sexe) : rejeté (p. 5648)

Article 1er ter (définition du concubinage)

Son intervention (p. 5650)

Son amendement n° 309 (suppression de l'insertion du concubinage dans le code civil) : rejeté (p. 5651)

Son amendement n° 308 (union entre deux personnes) : rejeté (p. 5652)

Son amendement n° 307 (union entre deux personnes de sexe différent) : rejeté (p. 5652)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son intervention (p. 5662)

Soutient l'amendement n° 79 de M. Henri Plagnol (amélioration du régime fiscal de l'acquisition en commun de la résidence principale : "tontine") : rejeté (p. 5663)

Son amendement n° 310 (suppression des taux de 40 % et de 50 % pour les partenaires d'un PACS, réduction des taux des droits de mutation à titre gratuit en ligne collatérale et entre non parents et majoration de l'abattement entre frères et sœurs) : rejeté (p. 5663)

Soutient l'amendement n° 81 de M. Henri Plagnol (suppression des taux de 40 % et de 50 % pour les partenaires d'un PACS et réduction des taux des droits de mutation à titre gratuit en ligne collatérale et entre non parents) : rejeté (p. 5663)

Soutient l'amendement n° 109 de M. Henri Plagnol (PACS conclu depuis trois ans pour le bénéfice des taux de 40 % et de 50 % sauf pour les legs consentis par un testateur atteint d'une affection de longue

durée au sens des 3° et 4° de l'article L. 322-3 du code de la sécurité sociale) : rejeté (p. 5664)

Son amendement n° 319 soutenu par M. Thierry Mariani (abattement réduit de 300 000 à 250 000 F) (p. 5664) : rejeté (p. 5665)

Son amendement n° 320 (suppression de la majoration de l'abattement à 375 000 F prévue à compter du 1er janvier 2000) : rejeté (p. 5665)

Soutient l'amendement n° 111 de M. Henri Plagnol (application de l'abattement une fois par période de dix ans aux donations du chef du donateur) : rejeté (p. 5666)

Soutient l'amendement n° 110 de M. Henri Plagnol (PACS conclu depuis trois ans pour le bénéfice de l'abattement sauf pour les legs consentis par un testateur atteint d'une affection de longue durée au sens des 3° et 4° de l'article L. 322-3 du code de la sécurité sociale) : rejeté (p. 5666)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Soutient l'amendement n° 93 de M. Henri Plagnol (de suppression) : rejeté (p. 5667)

Article 4 bis (droits dérivés en matière d'assurance-maladie)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 5668)

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 5668)

Intervient sur l'amendement n° 217 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 5668)

Article 5 (droit à congés)

Soutient l'amendement n° 150 de M. Bernard Accoyer (extension du droit aux personnes isolées de l'un des membres de leur famille ou de leur entourage) : rejeté (p. 5671)

Après l'article 5 bis

Son amendement n° 311 (perte des aides liées à l'isolement) : rejeté (p. 5672)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son amendement n° 312 soutenu par M. Henri Plagnol (PACS conclu depuis trois ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5675)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son amendement n° 314 (bénéfice des dispositions de l'article pour les partenaires ayant au moins un enfant à charge) : rejeté (p. 5678)

Son amendement n° 313 (PACS conclu depuis trois ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5679)

Article 9 (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son amendement n° 315 (PACS conclu depuis trois ans pour la poursuite du contrat de location) : rejeté (p. 5680)

Son amendement n° 316 (PACS porté à la connaissance du bailleur pour la poursuite du contrat de location) : rejeté (p. 5680)

Après l'article 9

Son amendement n° 317 (interdiction de louer au partenaire un logement bénéficiant de l'amortissement Périissol) : retiré (p. 5681)

Article 11 (décrets d'application)

Soutient l'amendement n° 102 de M. Henri Plagnol (de suppression) : rejeté (p. 5681)

Son amendement n° 318 (délai de trois ans pour la production d'effets par le PACS) : rejeté (p. 5682)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9197)

Son intervention (p. 9205)

Thème :

Sports : dopage : généralités (p. 9206)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

DEUXIÈME LECTURE

Discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1462)

Son intervention (p. 1463)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 février 1999] (p. 897)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Intervient sur l'amendement n° 643 de M. Jean-Michel Marchand (souci de rééquilibrage du territoire) (p. 930)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 977)

Son intervention (p. 985)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 985)

Communes (p. 985)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 985, 986)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2768)

Son intervention (p. 2770)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4159)

Son intervention (p. 4177)

Thèmes :

Bioéthique : euthanasie (p. 4178)

Santé : fin de vie : famille (p. 4178)

Santé : soins palliatifs : bénévolat (p. 4178)

Santé : soins palliatifs : enseignement (p. 4178)

Santé : soins palliatifs : généralités (p. 4177)

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4185) ; [11 mai 1999] (p. 4337)

Article 1er (définition des soins palliatifs et accès à ces soins)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Roger-Gérard Schwartzberg (élargissement aux droits des malades) (p. 4340)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Roger-Gérard Schwartzberg (caractère relatif de la gravité de la maladie) (p. 4340)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (caractère relatif de la gravité de la maladie) (p. 4340)

Son amendement n° 36 (maladie évolutive ou terminale) : retiré (p. 4340)

Son amendement n° 37 (rédactionnel) : adopté (p. 4341)

Son amendement n° 38 (souffrance psychologique, sociale et spirituelle) : rejeté (p. 4341)

Son amendement n° 39 (élargissement de la définition) : rejeté (p. 4341)

Son amendement n° 40 (consentement libre et éclairé du malade) : rejeté (p. 4342)

Article 10 (congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie)

Son amendement n° 41 (élargissement des conditions d'accès au congé d'accompagnement) : rejeté (p. 4356)

Son amendement n° 42 (élargissement des conditions d'accès au congé d'accompagnement) : rejeté (p. 4356)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5310)

Thèmes :

Gens du voyage (p. 5310)

Gens du voyage : stationnement : communes (p. 5310)

Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 5310, 5311)

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son amendement n° 265 (schéma départemental constitué de schémas d'arrondissement) : rejeté (p. 5339)

Son amendement n° 263 (schémas d'arrondissement d'accueil des gens du voyage) : rejeté (p. 5350)

Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (délai de dix-huit mois pour l'approbation du schéma départemental à compter de la publication de la loi et non de son entrée en vigueur) (p. 5358)

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Patrice Martin-Lalande (délai de dix-huit mois pour l'approbation du schéma départemental à compter de la publication des décrets d'application de la loi) (p. 5358)

Son amendement n° 264 soutenu par M. Jean-Jacques Weber (prise en charge par l'Etat des rassemblements de plus de cinquante caravanes) (p. 6452) : retiré (p. 6454)

Après l'article 5

Son amendement n° 259 : non soutenu (p. 6467)

Son amendement n° 260 : non soutenu (p. 6467)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Son amendement n° 258 soutenu par M. Jean-Jacques Weber (expulsion d'un terrain n'appartenant pas au domaine public - réquisition de la force publique par le maire à la demande du titulaire du droit ou à l'initiative du maire en cas d'atteinte à la salubrité, à la sécurité ou à la tranquillité publiques) : retiré (p. 6482)

Après l'article 9

Son amendement n° 256 (expulsion des occupants irréguliers d'un bien à usage professionnel) : rejeté (p. 6490)

Son amendement n° 257 (durée minimale de séjour sur les aires d'accueil fixée à quarante-huit heures et durée maximale pouvant être déterminée par le maire) : rejeté (p. 6490)

Loïc BOUVARD

*Morbihan (4^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome XI : Comptes spéciaux du Trésor (n° 1114) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AFFAIRES ÉTRANGÈRES****Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)**

Son intervention (p. 7836)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 7836)

Politique extérieure : coopération économique (p. 7837)

ECONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8974)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 8980)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 8980)

Défense : Direction des chantiers navals (p. 8980, 8981)

Défense : GIAT-Industries (p. 8980, 8981)

Finances publiques : comptes spéciaux du Trésor (p. 8980)

Michel BOUVARD

*Savoie (3^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1999 [J.O. du 10 décembre 1998] (p. 18624)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1998 [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18977)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [J.O. du 7 avril 1999] (p. 5145)

Membre titulaire du conseil supérieur du service public ferroviaire [J.O. du 9 avril 1999] (p. 5279)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseaux de transport public de voyageurs [J.O. du 9 avril 1999] (p. 5281)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n°82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7844)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 28 : Equipement, transports et logement (tourisme) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1123 relative à la réhabilitation de l'immobilier touristique [14 octobre 1998]

Proposition de résolution n° 1276 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France [16 décembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Transports. Politique des transports. Perspectives [3 novembre 1998] (p. 7924)

Etrangers. Immigration. Ville de Modane [17 novembre 1998] (p. 9104)

Aménagement du territoire. Montagne. Perspectives [19 janvier 1999] (p. 37)

TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [3 mars 1999] (p. 1968)

Sécurité routière. Poids lourds. Circulation en montagne, transport combiné [30 mars 1999] (p. 3026)

Transports routiers. Transports de marchandises. Circulation transalpine [26 mai 1999] (p. 4927)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 585, posée le 25 janvier 1999. Communes. Equipements (J.O. Questions p. 365). Appelée le 26 janvier 1999. Chambres mortuaires, installation (p. 347)

n° 743, posée le 5 avril 1999. Environnement. Protection (J.O. Questions p. 1944). Appelée le 6 avril 1999. Motoneiges, utilisation, réglementation (p. 3274)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Rappelle que le groupe du Rassemblement pour la République fait bien partie de l'opposition et demande une suspension de séance [27 janvier 1999] (p. 505)

Comprend, compte tenu des contraintes des députés d'outre-mer, que la présidence ait accepté le dépôt en séance d'un sous-amendement reprenant le dispositif d'un amendement, mais regrette que cette possibilité lui ait été refusée au cours du débat [3 février 1999] (p. 887)

*DÉBATS***Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5875)

Son intervention (p. 5886)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 5887)

Agriculture : montagne (p. 5887)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Intervient sur le sous-amendement n° 845 de M. Félix Leyzour (rappel du principe de la préférence communautaire) à l'amendement n° 59 corrigé de la commission (définition de la politique agricole française en liaison avec la politique agricole commune) (p. 5909)

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (renforcement de la protection sociale) (p. 5911)

Son amendement n° 828 (rentabilité économique des exploitations) : réservé (p. 5916)

Son amendement n° 828 rectifié (rappel de l'objectif de rentabilité économique des exploitations agricoles) : rejeté (p. 5962)

Intervient sur l'amendement n° 828 rectifié de M. Michel Bouvard (rappel de l'objectif de rentabilité économique des exploitations agricoles) (p. 5962)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 858 (accord du propriétaire du fonds sur lequel est exercée l'activité agricole) : rejeté (p. 6007)

Intervient sur l'amendement n° 301 de M. François Guillaume (non intégration des services collectifs dans les contrats territoriaux d'exploitation) (p. 6015)

Intervient sur l'amendement n° 509 de M. François Sauvadet (non intégration des services collectifs dans les contrats territoriaux d'exploitation) (p. 6015)

Soutient l'amendement n° 55 de M. Patrick Ollier (aides compensatrices de handicap délivrées sans contractualisation) : rejeté (p. 6020)

Son amendement n° 282 (aides compensatrices de handicap délivrées sans contractualisation) : rejeté (p. 6020)

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Michel Bouvard (aides compensatrices de handicap délivrées sans contractualisation) (p. 6020)

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Christian Jacob (aides compensatrices de handicap délivrées sans contractualisation) (p. 6020)

Intervient sur l'amendement n° 468 corrigé de M. Christian Estrosi (aides compensatrices de handicap délivrées sans contractualisation) (p. 6020)

Intervient sur l'amendement n° 490 de M. Jean Briane (aides compensatrices de handicap délivrées sans contractualisation) (p. 6020)

Intervient sur l'amendement n° 760 de M. Jean Charroppin (aides compensatrices de handicap délivrées sans contractualisation) (p. 6020)

Intervient sur l'amendement n° 647 de M. Jean Proriol (aides compensatrices de handicap délivrées sans contractualisation) (p. 6020)

Soutient l'amendement n° 308 de M. Thierry Mariani (aides spécifiques pour les zones défavorisées et les zones de cultures méditerranéennes) : rejeté (p. 6022)

Soutient l'amendement n° 471 de M. Patrick Ollier (prise en compte des conditions climatiques et géographiques de chaque région) : rejeté (p. 6024)

Soutient l'amendement n° 467 de M. Christian Estrosi (prise en compte des conditions climatiques et géographiques de chaque région) : rejeté (p. 6024)

Soutient l'amendement n° 763 de M. Jean Charroppin (prise en compte des conditions climatiques et géographiques de chaque région) : rejeté (p. 6024)

Son amendement n° 857 (prise en compte des conditions climatiques et géographiques de chaque région) : rejeté (p. 6024)

Soutient l'amendement n° 762 de M. François Baroin (avis du comité économique et social de la région concernée) : rejeté (p. 6025)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Soutient le sous-amendement n° 543 de M. Christian Estrosi (prise en compte du handicap géographique) à l'amendement n° 86 de la commission (aménagement des aides) : rejeté (p. 6066)

Soutient le sous-amendement n° 761 de M. Jean Charroppin (prise en compte du handicap géographique) à l'amendement n° 86 de la commission : rejeté (p. 6066)

Son sous-amendement n° 860 (prise en compte du handicap géographique) à l'amendement n° 86 de la commission : rejeté (p. 6066)

Article 5 (reconnaissance d'un pouvoir d'avis aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture)

Son amendement n° 931 (compétences de la CDOA) : retiré (p. 6068)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Son amendement n° 859 (de suppression) : retiré (p. 6072)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (définition des activités agricoles) (p. 6082)

Intervient sur le sous-amendement n° 555 de M. Jean-Claude Chazal (caractère accessoire des activités de restauration) à l'amendement n° 89 de la commission (p. 6082)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Christian Jacob (inscription au registre des métiers) (p. 6093)

Intervient sur l'amendement n° 729 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (inscription au registre des métiers) (p. 6093)

Intervient sur l'amendement n° 752 de M. Jacques Barrot (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 838 de M. Félix Leyzour (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. François Lamy (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Christian Estrosi (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Pierre Micaut (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. Yves Nicolin (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 501 de M. Gérard Voisin (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 656 de M. Jean Proriot (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Article 12 (rapport sur l'assurance-récolte)

Son amendement n° 861 soutenu par M. Christian Jacob (contenu du rapport) : rejeté (p. 6108)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 574 de M. Jérôme Cahuzac (autorisation des associations entre producteurs de lait) (p. 6206)

Intervient sur l'amendement n° 385 corrigé de M. Jean-Claude Lemoine (autorisation des associations entre producteurs de lait) (p. 6206)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Intervient sur l'amendement n° 774 de M. Jean-Michel Marchand (association des organisations de consommateurs) (p. 6309)

Soutient l'amendement n° 915 de M. Jacques Pélissard (rôle d'organisations interprofessionnelles spécifiques pour des produits bénéficiant d'une même appellation d'origine contrôlée) : rejeté (p. 6310)

Son amendement n° 862 (non-application aux vins AOC) : retiré (p. 6312)

Son amendement n° 928 (consultation de l'organisation interprofessionnelle de portée générale) : rejeté (p. 6312)

Son amendement n° 930 (sous-sections spécifiques "à compétence nationale" au sein des organisations interprofessionnelles pour les produits portant la dénomination "montagne" à l'exception des vins d'appellation d'origine contrôlée) : devenu sans objet (p. 6316)

Intervient sur l'amendement n° 775 de M. Jean-Michel Marchand (représentation des associations agréées pour la protection de l'environnement au sein des interprofessions) (p. 6318)

Son amendement n° 865 (productions de qualité grâce à la procédure d'extension prévue pour les interprofessions) : rejeté (p. 6320)

Son amendement n° 866 (productions de qualité grâce à la procédure d'extension prévue pour les interprofessions) : rejeté (p. 6320)

Après l'article 33

Son amendement n° 867 (reconnaissance d'une base légale pour les syndicats de producteurs AOC) : retiré (p. 6321)

Article 34 (extension des accords interprofessionnels)

Soutient l'amendement n° 918 de M. Jacques Pélissard (accords de mise en œuvre de procédures de contrôle de qualité pour les syndicats de producteurs AOC) : retiré (p. 6321)

Son amendement n° 864 corrigé (accords de mise en œuvre de procédures de contrôle de qualité pour les syndicats de producteurs AOC) : retiré (p. 6321)

Son amendement n° 868 (extension des accords conclus dans le cadre d'une interprofession pour une durée déterminée et par l'autorité administrative compétente) : adopté après modifications (p. 6322)

Soutient l'amendement n° 917 de M. Jacques Pélissard (extension des accords conclus dans le cadre d'une interprofession pour une durée déterminée et par l'autorité administrative compétente) : adopté après modifications (p. 6322)

Article 40 (organisation de l'INAO, extension des compétences de l'INAO aux indications géographiques protégées)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Jacques Rebillard (liaison avec la Commission nationale des labels et des certifications) (p. 6353)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 181 de la commission (inscriptions devant figurer sur l'étiquette d'un produit bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée) (p. 6360)

Article 42 (appellation "montagne")

Son intervention (p. 6367)

Après l'article 50

Son amendement n° 283 corrigé soutenu par M. Christian Jacob (modalités d'attribution des biens de section) (p. 6420) : retiré (p. 6421)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6551)

Son intervention (p. 6557)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics (p. 6558)

Hôtellerie et restauration (p. 6558)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 6557)

Sports : activités physiques et sportives (p. 6558)

Tourisme et loisirs (p. 6558)

TVA : taux (p. 6557, 6558)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6651, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son amendement n° 197 soutenu par M. Philippe Auberger (suppression de la diminution de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) (p. 6655) : rejeté (p. 6656)

Son amendement n° 198 (relèvement de 11 000 à 16 000 F du plafond de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) : rejeté (p. 6657)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 318 de M. Patrice Martin-Lalande (non-imposition de la plus-value réalisée lors de la cession de matériels informatiques à un établissement d'enseignement) : rejeté (p. 6725)

Soutient l'amendement n° 317 de M. Patrice Martin-Lalande (application du régime de la provision des entreprises de presse aux agences de presse dont l'activité est principalement consacrée à l'information politique) : rejeté (p. 6725)

Soutient l'amendement n° 320 de M. Patrice Martin-Lalande (instauration d'un amortissement exceptionnel pour les investissements correspondant à la mise en œuvre de postes de télétravail) : rejeté (p. 6728)

Après l'article 6

Son amendement n° 203 (continuité du régime de TVA en cas de décès d'un exploitant agricole) : devenu sans objet (p. 6744)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe sur les opérations portant sur les devises étrangères) (p. 6751)

Intervient sur l'amendement n° 522 de M. Julien Dray (institution d'une taxation sur les transactions réalisées sur le marché des changes) (p. 6751)

Intervient sur l'amendement n° 168 corrigé de M. Yves Cochet (institution d'une taxe sur les opérations portant sur les devises étrangères) (p. 6751)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (application aux oeuvres d'art d'une évaluation forfaitaire égale à 3 % de l'ensemble des autres valeurs du patrimoine déclaré au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6776)

Article 18 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et mise en oeuvre d'un remboursement de TIPP aux transporteurs routiers)

Son intervention (p. 6821)

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Yves Cochet (augmentation de 15 centimes par litre et par an, sur une période de cinq ans, du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au gazole) (p. 6827)

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Maurice Adevah-Poeuf (remboursement aux exploitants de transports publics en commun de voyageurs de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel véhicule et de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour le gaz de pétrole liquéfié, dans une limite de 40 000 litres par an et par véhicule) (p. 6828)

Son amendement n° 482 (relèvement du plafond limitant la récupération partielle de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour les véhicules de plus de 12 tonnes) : rejeté (p. 6829)

Après l'article 18

Son amendement n° 209 (modification du régime fiscal de l'aquazole) : retiré (p. 6829)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (modification du régime fiscal de l'aquazole) (p. 6830)

Intervient sur le sous-amendement n° 531 de M. Didier Migaud (de précision) à l'amendement n° 23 de la commission (p. 6830)

Soutient l'amendement n° 461 de M. Gilles Carrez (abaissement progressif du taux normal de la TVA) : rejeté (p. 6836)

Soutient l'amendement n° 325 de M. Yves Fromion (fixation du taux normal de la TVA à 19,6 %) : rejeté (p. 6836)

Soutient l'amendement n° 462 de M. Gilles Carrez (fixation du taux normal de la TVA à 20 %) : rejeté (p. 6836)

Article 19 (application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux abonnements souscrits pour la fourniture de gaz et d'électricité)

Son intervention (p. 6836)

Après l'article 19

Soutient l'amendement n° 328 de M. Yves Fromion (application d'un taux de TVA de 15 % à la fourniture de repas à consommer sur place) : retiré (p. 6847)

Son amendement n° 440 (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) : rejeté (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 327 de M. Yves Fromion (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 93 corrigé de M. Yves Nicolin (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 362 de M. Alain Ferry (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 438 de M. Léonce Deprez (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Jean-Jacques Weber (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6853)

Son amendement n° 212 (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) : rejeté (p. 6853)

Son amendement n° 441 (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) : rejeté (p. 6853)

Soutient l'amendement n° 528 de M. François Sauvadet (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) : rejeté (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Laurent Dominati (application d'un taux de TVA de 15 % à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 6853)

Soutient l'amendement n° 322 de M. Patrice Martin-Lalande (application du taux réduit de la TVA aux services d'information accessibles par les réseaux de télécommunication) : rejeté (p. 6855)

Intervient sur l'amendement n° 170 corrigé de M. Yves Cochet (application du taux réduit de la TVA aux capteurs solaires et au bois de chauffage) (p. 6857)

Son amendement n° 227 (application du taux réduit de la TVA aux travaux effectués sur les bâtiments ayant un intérêt patrimonial reconnu) : rejeté (p. 6859)

Son amendement n° 442 (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) : rejeté (p. 6860)

Après l'article 22

Son amendement n° 217 (assujettissement à la TVA des prestations fournies par les parcs résidentiels de tourisme) : retiré (p. 6874)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Intervient sur le sous-amendement oral du Gouvernement (suppression de la mention des départements qui composent la région Ile-de-France) à l'amendement n° 34 de la commission (définition des limites territoriales de la région Ile-de-France) (p. 6891)

Après l'article 19

Soutient l'amendement n° 77 précédemment réservé de M. Philippe Auberger (baisse de la TVA sur les chocolats présentés en tablettes ou en bâtons) : rejeté (p. 6903)

Après l'article 28

Son amendement n° 224 (octroi d'avantages fiscaux aux sociétés qui organisent des congrès dans les départements d'outre-mer) : rejeté (p. 6905)

Son amendement n° 225 (octroi d'avantages fiscaux aux sociétés qui organisent des congrès dans les départements d'outre-mer) : rejeté (p. 6905)

Son amendement n° 226 (octroi d'avantages fiscaux aux sociétés qui organisent des congrès dans les départements d'outre-mer) : rejeté (p. 6905)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Son amendement n° 219 soutenu par M. Gilles Carrez (relèvement des fractions du taux d'évolution du PIB prises en compte pour l'indexation de l'enveloppe normée des dotations de l'Etat) : retiré (p. 6967)

Son amendement n° 218 soutenu par M. Gilles Carrez (application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle aux bourgs-centres bénéficiaires de la première fraction de la dotation de solidarité rurale) (p. 6970) : rejeté (p. 6971)

Après l'article 40

Son amendement n° 220 soutenu par M. Philippe Auberger (compensation des pertes de recettes subies par la ville de Modane en raison de l'application de la convention du 29 janvier 1951 relative aux gares internationales) : rejeté (p. 6976)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207)

Son intervention (p. 7227)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports : crédits (p. 7227, 7228)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 7228, 7230)

Transports aériens : Air France (p. 7229)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 7228)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 7228 à 7230)

Transports ferroviaires : TGV-Est (p. 7228)

Transports par eau : transports fluviaux (p. 7228)

Transports urbains : RATP (p. 7229)

Voirie (p. 7228)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : montagne (p. 8098)

TOURISME

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8577)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8577)

Thèmes avant la procédure des questions :

Tourisme et loisirs : établissements d'hébergement (p. 8579)

Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 8578)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme (p. 8577 à 8580)

Union européenne : fonds structurels (p. 8580)

Union européenne : fonds structurels (p. 8591)

TRAVAIL ET EMPLOI

Vote des crédits [10 novembre 1998] (p. 8727)

Article 81 (suppression de l'exonération de cotisations d'allocations familiales)

Son amendement n° 75 soutenu par M. Germain Gengenwin (de suppression) : rejeté (p. 8730)

**ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES
ADDITIONNELS NON RATTACHÉS**

[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)

Avant l'article 64

Intervient sur l'amendement n° 109 de la commission (prorogation des incitations fiscales à l'investissement outre-mer) (p. 9035)

Intervient sur le sous-amendement n° 235 du Gouvernement (suppression des B, C et D du paragraphe I et du paragraphe II) à l'amendement n° 109 de la commission (p. 9034)

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Henry Chabert (relèvement du plafond de loyer applicable dans les communes de plus de 100 000 habitants) (p. 9049)

Intervient sur l'amendement n° 119 de la commission (institution d'un avantage fiscal à l'investissement locatif dans les résidences de tourisme classées situées dans les zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire, dans les territoires ruraux de développement prioritaire ou dans les zones de revitalisation rurale) (p. 9054)

Après l'article 69

Intervient sur l'amendement n° 121 de la commission (crédit d'impôt pour l'acquisition ou la transformation d'un véhicule propre) (p. 9067)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Charles de Courson (prise en considération des essences) à l'amendement n° 238 du Gouvernement (faculté pour les conseils municipaux de supprimer l'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties dont bénéficient les terrains boisés) (p. 9070)

Soutient l'amendement n° 151 de M. Patrice Martin-Lalande (instauration d'un régime fiscal favorisant l'équipement des ménages en matériel informatique) : rejeté (p. 9073)

Intervient sur l'amendement n° 122 de la commission (rapport au Parlement sur les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 9075)

Après l'article 73

Son amendement n° 9 corrigé (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des investissements réalisés par les collectivités locales sur les cours d'eau domaniaux) : retiré (p. 9116)

Après l'article 74

Son amendement n° 185 (faculté pour les exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition de modifier la date de clôture de leur exercice) : rejeté (p. 9119)

Soutient l'amendement n° 11 de M. Patrice Martin-Lalande (assouplissement du seuil de 25 % de détention du capital retenu pour la définition des biens professionnels en matière d'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté (p. 9122)

Intervient sur l'amendement n° 107 corrigé de M. François Sauvadet (réduction du droit de consommation sur l'alcool en faveur des bouilleurs de cru) (p. 9129)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 166 de M. Gilles Carrez (rétablissement, sous la forme prévue avant l'intervention de la loi de finances pour 1997, de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités) : rejeté (p. 10615)

Article 4 bis A (déduction pour investissement outre-mer en cas de prise de participation dans des productions audiovisuelles et cinématographiques)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (de suppression) (p. 10620)

Article 21 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations de collecte et de tri sélectifs des ordures ménagères)

Soutient l'amendement n° 181 de M. Jacques Péliissard (nouvelle rédaction de l'article) : rejeté (p. 10648)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Soutient l'amendement n° 282 de M. Henry Chabert (lissage des bases pour la partie investissement de la réduction pour embauche et investissement) : rejeté (p. 10677)

Soutient l'amendement n° 283 de M. Henry Chabert (suppression progressive de la part de la réduction pour embauche et investissement correspondant aux embauches) : rejeté (p. 10677)

Soutient l'amendement n° 281 de M. Henry Chabert (suppression du dispositif prévoyant une nouvelle définition de la valeur ajoutée prise en compte pour le plafonnement de la taxe professionnelle et pour la cotisation minimale) : rejeté (p. 10678)

Après l'article 30

Reprend l'amendement n° 264 de M. Jean-Louis Idiart (non-application de la surtaxe de 50 % aux déchets transportés par le rail ou par la voie fluviale) (p. 10684) : rejeté (p. 10685)

Après l'article 74 quater

Son amendement n° 28 : non soutenu (p. 10759)

Article 85 supprimé par le Sénat (instauration de la taxe d'aéroport)

Son amendement n° 27 corrigé : devenu sans objet (p. 10763)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9329)

Article 3 (article L. 338 du code électoral - mode de scrutin des élections régionales)

Son intervention (p. 9335)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Soutient l'amendement n° 54 de M. Jacques Baumel (exercice en commun des compétences dont la délégation est explicitement prévue par les traités) : rejeté (p. 9554)

Après l'article unique

Soutient l'amendement n° 55 de M. Jacques Baumel (soumission au Parlement des projets d'acte ou de décision de l'Union européenne et vote de résolutions) : retiré (p. 9577)

Soutient l'amendement n° 56 de M. Jacques Baumel (contrôle du Conseil constitutionnel, saisi en application de l'article 61 de la Constitution, sur les actes communautaires comportant des dispositions législatives) : rejeté (p. 9583)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Article 2 et état B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Jean-Jacques Jégou (réduction des crédits du chapitre 43-20) (p. 10098)

Après l'article 11

Son amendement n° 34 (institution d'un avantage fiscal en faveur de l'investissement locatif dans les résidences de tourisme classées situées dans les zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire ou

dans les zones de revitalisation rurale) : retiré (p. 10109)

Intervient sur l'amendement n° 95 du Gouvernement (abaissement du taux de la déduction forfaitaire applicable aux logements bénéficiant de l'avantage fiscal à l'investissement dans les résidences de tourisme classées) (p. 10110)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Christian Cuvilliez (report de la suppression du commerce hors taxes dans les liaisons intracommunautaires) (p. 10115)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. André Capet (report de la suppression du commerce hors taxes dans les liaisons intracommunautaires) (p. 10115)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Jean-Louis Idiart (relèvement du seuil d'écêtement des établissements exceptionnels dans les communes où le taux de chômage dépasse de moitié la moyenne nationale) (p. 10119)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Didier Migaud (régime fiscal des frais professionnels des journalistes et assimilés) (p. 10121)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Article 11 bis (réduction d'impôt pour l'acquisition de logements neufs situés dans des résidences de tourisme dans les zones de revitalisation rurale et donnés en location pour neufs ans)

Son amendement n° 41 soutenu par M. Philippe Auberger (extension du champ d'application de l'article aux territoires ruraux de développement prioritaire) : devenu sans objet (p. 10976)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Article 5 (article L. 4-1 nouveau du code de la route : création d'un délit en cas de récidive de dépassement de la vitesse autorisée égal ou supérieur à 50 km/h)

Son intervention (p. 10427)

Son amendement n° 63 (délai d'un an pour la récidive à partir de la notification de la condamnation devenue définitive) : retiré (p. 10430)

Après l'article 8

Son amendement n° 60 (constatation par deux fonctionnaires des infractions relatives à l'obligation de stopper le véhicule) : rejeté (p. 10436)

Son amendement n° 62 (interdiction de la mention de vitesses supérieures à 130 km/h dans les publicités pour les automobiles) : rejeté (p. 10437)

Son amendement n° 61 (contrôle des véhicules transportant des matières dangereuses lors de leur circulation sur des voies comportant des tunnels de plus de 3 kilomètres) : rejeté (p. 10438)

Son amendement n° 59 (immatriculation des motoneiges) : adopté (p. 10438)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 79 rectifié du Gouvernement (répression accrue des infractions commises contre les agents des réseaux de transports publics de voyageurs) (p. 10440)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2477)

Après l'article 8

Son amendement n° 3 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (constatation par deux fonctionnaires des infractions relatives à l'obligation de stopper le véhicule) : rejeté (p. 2483)

Son amendement n° 4 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (interdiction de la mention de vitesses supérieures à 130 km/h dans les publicités pour les véhicules) : rejeté (p. 2483)

Son amendement n° 1 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (contrôle des véhicules transportant des matières dangereuses lors de leur circulation sur des voies comportant des tunnels de plus de 3 kilomètres) : rejeté (p. 2483)

Article 8 bis supprimé par le Sénat (immatriculation des motoneiges)

Son amendement n° 2 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (rétablissement de l'article) : rejeté (p. 2483)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 160)

Son intervention (p. 164)

Thèmes :

Aménagement du territoire : montagne (p. 164, 165)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 165)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 165)

Transports : transport combiné (p. 165)

Union européenne : fonds structurels (p. 165)

Voirie (p. 165)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 461 (de suppression) : rejeté (p. 195)

Son amendement n° 24 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 198)

Son amendement n° 829 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 198)

Son amendement n° 205 (consultation des collectivités territoriales) : devenu sans objet (p. 258)

Son amendement n° 204 soutenu par M. Patrick Ollier (transferts de compétences) : rejeté (p. 259)

Après l'article 1er

Son amendement n° 830 soutenu par M. Patrick Ollier (rapport au Parlement) (p. 269) : rejeté (p. 270)

Son amendement n° 831 soutenu par M. Patrick Ollier (analyse des effets prévisibles par le Commissariat général du Plan) : rejeté (p. 270)

Son amendement n° 832 soutenu par M. Patrick Ollier (saisine du Conseil national des impôts) : rejeté (p. 271)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 23 rectifié soutenu par M. Patrick Ollier (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire avec structuration des territoires ruraux et coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 291) : rejeté (p. 292)

Son amendement n° 834 soutenu par M. Patrick Ollier (mise en cohérence et complémentarités des politiques locales) : retiré (p. 294)

Son amendement n° 202 (mise en cohérence et complémentarités des politiques locales) : adopté (p. 294)

Son amendement n° 833 soutenu par M. Patrick Ollier (prise en compte de la dimension économique et souci de retrouver un rythme significatif de créations d'emplois) (p. 294) : rejeté (p. 295)

Son amendement n° 835 : non soutenu (p. 302)

Son amendement n° 838 soutenu par M. Patrick Ollier (régions marquées par une forte périphérie) : rejeté (p. 303)

Son amendement n° 201 : non soutenu (p. 314)

Son amendement n° 839 soutenu par M. Patrick Ollier (schéma des services publics locaux) (p. 314) : rejeté (p. 316)

Son amendement n° 207 soutenu par M. Patrick Ollier (débat au Parlement à l'issue de l'élaboration de l'ensemble des schémas de services collectifs) (p. 320) : rejeté (p. 321)

Article 3 (coordination)

Son amendement n° 620 (de suppression) : rejeté (p. 325)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son amendement n° 19 (territoires urbains, périurbains et ruraux aussi concernés par le développement harmonieux poursuivi par les schémas régionaux) : devenu sans objet (p. 388)

Soutient l'amendement n° 816 de M. Didier Quentin (ajout des chambres consulaires à la liste des organismes faisant partie de la conférence régionale d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 393)

Soutient l'amendement n° 815 de M. Didier Quentin (ajout des associations à la liste des organismes faisant partie de la conférence régionale d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 393)

Intervient sur l'amendement n° 705 de M. Yves Coussain (choix des associations "agrées" pour la protection de l'environnement) (p. 394)

Intervient sur l'amendement n° 627 rectifié de M. Jean-Michel Marchand (choix des associations "agrées" pour la protection de l'environnement) (p. 394)

Intervient sur l'amendement n° 530 de M. Jean-Claude Lenoir (association des départements et des communes intéressés à la préparation des contrats de plan) (p. 400)

Intervient sur l'amendement n° 562 de M. Éric Doligé (association des départements et des communes intéressés à la préparation des contrats de plan) (p. 400)

Son amendement n° 841 (association des départements et des communes intéressés à la préparation des contrats de plan) : rejeté (p. 400)

Intervient sur l'amendement n° 1034 de M. Patrick Ollier (association des départements et des communes intéressés à la préparation des contrats de plan) (p. 400)

Son amendement n° 209 (association des départements et des communes intéressés à la préparation des contrats de plan) : rejeté (p. 400)

Après l'article 5

Son amendement n° 31 (élaboration de schémas interrégionaux d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 403)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Patrick Ollier (élaboration de schémas interrégionaux d'aménagement du territoire) (p. 403)

Intervient sur l'amendement n° 655 de M. Jean Proriol (élaboration de schémas interrégionaux d'aménagement du territoire) (p. 403)

Intervient sur l'amendement n° 817 de M. Didier Quentin (élaboration de schémas interrégionaux d'aménagement du territoire) (p. 403)

Article 7 (article L. 425-1 du code général des collectivités territoriales : plan de la région)

Intervient sur l'amendement n° 1167 du Gouvernement (objectifs du plan de région) (p. 414)

Intervient sur le sous-amendement n° 1198 de la commission (introduction des groupements de communes) à l'amendement n° 1167 du Gouvernement (p. 414)

Son sous-amendement n° 1213 (introduction des établissements publics) à l'amendement n° 1167 du Gouvernement : adopté (p. 414)

Article 8 (article 9 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : suppression du groupement d'intérêt public d'observation et d'évaluation de l'aménagement du territoire)

Son amendement n° 462 corrigé (conventions interrégionales entre l'Etat et les régions concernées) : retiré (p. 418)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Son intervention (p. 427)

Reprend l'amendement n° 724 de M. Patrick Rimbert (coordination des schémas assurée par l'Etat) : adopté (p. 433)

Intervient sur l'amendement n° 596 de M. Jean-Claude Lenoir (de précision) (p. 433)

Son amendement n° 203 corrigé (de précision) : rejeté (p. 433)

Intervient sur l'amendement n° 197 de M. Henry Chabert (association de la population) (p. 435)

Reprend l'amendement n° 266 de la commission (schémas de services collectifs soumis au Parlement dans un projet de loi) : rejeté (p. 440)

Intervient sur l'amendement n° 266 de la commission (schémas de services collectifs soumis au Parlement dans un projet de loi) (p. 440)

Intervient sur l'amendement n° 533 de M. Jean-Claude Lenoir (régions et organismes consultés et débat au Parlement) (p. 440)

Son amendement n° 208 (régions et organismes consultés et débat au Parlement) : rejeté (p. 440)

Intervient sur l'amendement n° 1139 de M. Patrick Ollier (débat au Parlement) (p. 440)

Soutient l'amendement n° 455 de M. Michel Inchauspé (présence du département) : rejeté (p. 441)

Intervient sur l'amendement n° 769 de M. Germain Gengenwin (adoption des rapports par voie législative) (p. 442)

Intervient sur l'amendement n° 597 de M. Jean-Claude Lenoir (adoption des rapports par voie législative) (p. 442)

Intervient sur l'amendement n° 662 de M. Jean Proriol (adoption des rapports par voie législative) (p. 442)

Intervient sur l'amendement n° 470 de M. Georges Sarre (adoption des rapports par voie législative) (p. 442)

Son amendement n° 842 (étude d'impact tous les trois ans) : retiré (p. 464)

Soutient l'amendement n° 1035 de M. Patrick Ollier (étude d'impact tous les trois ans) : retiré (p. 464)

Son amendement n° 843 (débat au Parlement) : rejeté (p. 465)

Intervient sur l'amendement n° 1036 de M. Patrick Ollier (débat au Parlement) (p. 465)

Intervient sur l'amendement n° 723 rectifié de M. Patrick Rimbert (rapport au Parlement dans les trois ans) (p. 466)

Article 10 (article 11 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Son amendement n° 844 (prise en compte des priorités nationales et régionales en termes d'emplois) : adopté (p. 473)

Soutient l'amendement n° 1037 de M. Patrick Ollier (prise en compte des priorités nationales et régionales en termes d'emplois) : adopté (p. 473)

Son amendement n° 845 soutenu par M. Patrick Ollier (valorisation de la formation continue) : adopté (p. 473)

Son amendement n° 847 (liaison avec les politiques communautaires) : rejeté (p. 477)

Intervient sur l'amendement n° 1040 de M. Patrick Ollier (liaison avec les politiques communautaires) (p. 477)

Son amendement n° 846 soutenu par M. Patrick Ollier (étude d'impact et bilan tous les trois ans) : retiré (p. 477)

Son amendement n° 848 (débat au Parlement) : retiré (p. 478)

Soutient l'amendement n° 1041 de M. Patrick Ollier (débat au Parlement) : retiré (p. 478)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs culturels)

Son intervention (p. 479)

Son amendement n° 850 (coordination avec les projets communautaires) : rejeté (p. 490)

- Soutient l'amendement n° 1043 de M. Patrick Ollier (coordination avec les projets communautaires) : rejeté (p. 490)
- Son amendement n° 849 (étude d'impact et bilans) : retiré (p. 490)
- Son amendement n° 851 (débat au Parlement) : retiré (p. 490)
- Article 13 (article 16-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : modalités de mise en œuvre du schéma de services collectifs culturels)*
- Son amendement n° 206 : devenu sans objet (p. 491)
- Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)*
- Intervient sur l'amendement n° 1218 du Gouvernement (maintien des établissements de proximité et respect du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 504)
- Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Patrick Ollier (maintien des établissements de proximité) (p. 505)
- Son amendement n° 852 (maintien des établissements de proximité) : rejeté (p. 505)
- Son rappel au règlement (cf. supra) [27 janvier 1999] (p. 505)
- Intervient sur l'amendement n° 732 de M. Patrick Rimbart (mise en réseau des établissements de santé autour des hôpitaux publics) (p. 507)
- Intervient sur l'amendement n° 297 de la commission (prise en compte des dispositions des schémas régionaux d'organisation sanitaire) (p. 509)
- Son amendement n° 856 (prise en compte des dispositions des schémas régionaux d'organisation sanitaire) : adopté (p. 509)
- Intervient sur l'amendement n° 1049 de M. Patrick Ollier (prise en compte des dispositions des schémas régionaux d'organisation sanitaire) (p. 509)
- Son amendement n° 853 (coordination avec les projets de l'Union européenne) : rejeté (p. 509)
- Intervient sur l'amendement n° 1046 de M. Patrick Ollier (coordination avec les projets de l'Union européenne) (p. 509)
- Son amendement n° 854 (étude d'impact et bilan tous les trois ans) : rejeté (p. 509)
- Intervient sur l'amendement n° 1047 de M. Patrick Ollier (étude d'impact et bilan tous les trois ans) (p. 509)
- Son amendement n° 855 (débat au Parlement) : rejeté (p. 510)
- Intervient sur l'amendement n° 1048 de M. Patrick Ollier (débat au Parlement) (p. 510)
- Article 15 (article 18 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs de l'information et de la communication)*
- Intervient sur l'amendement n° 614 de M. Patrice Martin-Lalande (attribution d'une adresse électronique pour tous les Français) (p. 523)
- Son amendement n° 862 (transmission correcte entre téléphones mobiles) : rejeté (p. 526)
- Intervient sur l'amendement n° 1055 de M. Patrick Ollier (transmission correcte entre téléphones mobiles) (p. 526)
- Son amendement n° 858 (souci de promouvoir le développement économique) : rejeté (p. 526)
- Son amendement n° 860 (prise en compte des projets de l'Union européenne) : rejeté (p. 528)
- Intervient sur l'amendement n° 1053 de M. Patrick Ollier (prise en compte des projets de l'Union européenne) (p. 528)
- Son amendement n° 859 (étude d'impact tous les trois ans) : rejeté (p. 529)
- Son amendement n° 861 (débat au Parlement) : rejeté (p. 713)
- Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)*
- Son intervention (p. 726)
- Intervient sur l'amendement n° 457 de M. Michel Inchauspé (desserte des zones rurales les plus fragiles) (p. 741)
- Intervient sur l'amendement n° 981 de M. Maurice Leroy (desserte des zones rurales les plus fragiles) (p. 741)
- Intervient sur l'amendement n° 602 de M. Jean-Claude Lenoir (dessertes du territoire) (p. 741)
- Intervient sur l'amendement n° 1068 de M. Michel Inchauspé (dessertes du territoire) (p. 741)
- Son amendement n° 871 (dessertes du territoire) : rejeté (p. 741)
- Intervient sur l'amendement n° 1064 de M. Patrick Ollier (dessertes du territoire) (p. 741)
- Son amendement n° 863 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (cohérence entre les schémas nationaux et les réseaux routiers européens) : rejeté (p. 750)
- Son amendement n° 866 soutenu par M. Patrick Ollier (cohérence du schéma des ports maritimes avec les infrastructures européennes) (p. 756) : rejeté (p. 757)
- Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)*
- Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 775)
- Son amendement n° 200 soutenu par M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 770) : rejeté (p. 775)
- Intervient sur l'amendement n° 413 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 775)
- Intervient sur l'amendement n° 314 de la commission (politique de prévention des risques) (p. 781)
- Soutient l'amendement n° 821 de M. Didier Quentin (cas des territoires littoraux et des zones de montagne) : rejeté (p. 782)

Soutient l'amendement n° 904 de M. Bernard Accoyer (concertation organisée par la conférence régionale d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 785)

Son amendement n° 879 (prise en compte des coûts économiques) : rejeté (p. 786)

Soutient l'amendement n° 945 de M. Patrick Ollier (prise en compte des coûts économiques) : rejeté (p. 786)

Soutient l'amendement n° 880 de M. Henry Chabert (étude d'impact et bilan) : rejeté (p. 786)

Soutient l'amendement n° 946 de M. Patrick Ollier (étude d'impact et bilan) : rejeté (p. 786)

Après l'article 18

Son amendement n° 882 (contenu du schéma des services publics locaux) : rejeté (p. 787)

Soutient l'amendement n° 948 de M. Patrick Ollier (contenu du schéma des services publics locaux) : rejeté (p. 787)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Intervient sur l'amendement n° 607 de M. Jean-Claude Lenoir (reconnaissance des pays) (p. 801)

Intervient sur l'amendement n° 896 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (constitution de pays) (p. 801)

Son amendement n° 26 (constitution de pays) : rejeté (p. 802)

Soutient l'amendement n° 40 de M. Patrick Ollier (constitution de pays) : rejeté (p. 802)

Intervient sur l'amendement n° 368 de M. Jacques Blanc (constitution de pays) (p. 802)

Intervient sur l'amendement n° 430 de M. Henry Chabert (constitution de pays) (p. 802)

Intervient sur l'amendement n° 1099 de M. Jean Proriol (constitution de pays) (p. 802)

Son amendement n° 30 (organismes consultés) : retiré (p. 803)

Soutient l'amendement n° 36 de M. Patrick Ollier (organismes consultés) : retiré (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Henry Chabert (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 458 de M. Michel Inchauspé (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 498 de M. Jacques Barrot (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 982 de M. Maurice Leroy (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 1069 de M. Jean Proriol (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 74 corrigé de M. Léonce Deprez (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 777 de M. François Sauvadet (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 321 de la commission (avis de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale compétentes) (p. 803)

Son amendement n° 27 (délai pour formuler l'avis) : rejeté (p. 804)

Soutient l'amendement n° 38 de M. Patrick Ollier (délai pour formuler l'avis) : rejeté (p. 804)

Soutient l'amendement n° 428 de M. Henry Chabert (délai pour formuler l'avis) : rejeté (p. 804)

Intervient sur l'amendement n° 322 de la commission (superposition d'un pays et d'un parc naturel régional) (p. 806)

Son amendement n° 29 (superposition d'un pays et d'un parc naturel régional) : retiré (p. 806)

Intervient sur l'amendement n° 778 de M. François Sauvadet (superposition d'un pays et d'un parc naturel régional) (p. 806)

Son amendement n° 28 (avis favorable des conférences régionales et des commissions départementales de la coopération intercommunale) : retiré (p. 807)

Reprend l'amendement n° 697 de M. Jean-Pierre Balligand (incitations financières supplémentaires en dotation globale de fonctionnement) (p. 811) : rejeté (p. 812)

Son amendement n° 13 deuxième correction soutenu par M. Henry Chabert (élaboration de la charte de pays sans que la procédure d'arrêté de périmètre soit parvenue à son terme) : rejeté (p. 812)

Soutient l'amendement n° 1144 corrigé de M. Christian Estrosi (groupements de communes associées au projet) : rejeté (p. 813)

Intervient sur l'amendement n° 77 deuxième correction de M. Léonce Deprez (groupements de communes associées au projet) (p. 813)

Intervient sur l'amendement n° 326 corrigé de la commission (possibilité pour un pays de transgresser la limite régionale) (p. 814)

Son amendement n° 12 corrigé (possibilité pour un pays de transgresser la limite régionale) : adopté (p. 814)

Soutient l'amendement n° 42 de M. Patrick Ollier (possibilité pour un pays de transgresser la limite régionale) : adopté (p. 814)

Intervient sur l'amendement n° 432 de M. Henry Chabert (possibilité pour un pays de transgresser la limite régionale) (p. 814)

Soutient l'amendement n° 1102 de M. Jean Proriol (possibilité pour un pays de transgresser la limite régionale) : adopté (p. 814)

Son amendement n° 11 corrigé (rédactionnel) : rejeté (p. 815)

Soutient l'amendement n° 43 de M. Patrick Ollier (rédactionnel) : rejeté (p. 815)

Soutient l'amendement n° 433 de M. Henry Chabert (rédactionnel) : rejeté (p. 815)

Intervient sur l'amendement n° 734 de M. Jean-Pierre Balligand (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les

- régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) (p. 820)
- Soutient l'amendement n° 185 de M. Patrick Ollier (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : retiré (p. 820)
- Intervient sur l'amendement n° 330 rectifié de la commission (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) (p. 822)
- Intervient sur l'amendement n° 715 de M. Dominique Caillaud (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) (p. 822)
- Son amendement n° 10 corrigé (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : devenu sans objet (p. 822)
- Son amendement n° 1189 (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : devenu sans objet (p. 822)
- Son amendement n° 885 (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : devenu sans objet (p. 822)
- Soutient l'amendement n° 822 de M. Didier Quentin (champ des contrats de pays étendu aux projets privés) : retiré (p. 822)
- Son amendement n° 884 (superposition partielle entre un pays et un parc naturel régional et répartition des compétences) : retiré (p. 823)
- Soutient l'amendement n° 950 de M. Patrick Ollier (superposition partielle entre un pays et un parc naturel régional et répartition des compétences) : retiré (p. 823)
- Soutient l'amendement n° 906 de M. Bernard Accoyer (accompagnement particulier des territoires ruraux les plus en difficulté) : rejeté (p. 823)
- Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)*
- Intervient sur l'amendement n° 716 de M. Léonce Deprez (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 827)
- Intervient sur l'amendement n° 787 corrigé de M. Marc-Philippe Daubresse (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)
- Son amendement n° 886 (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) : rejeté (p. 829)
- Intervient sur l'amendement n° 1142 de M. Patrick Ollier (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)
- Intervient sur l'amendement n° 1091 de M. Jacques Péliissard (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)
- Soutient l'amendement n° 823 de M. Didier Quentin (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) : rejeté (p. 829)
- Soutient l'amendement n° 926 de M. Michel Meylan (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) : rejeté (p. 829)
- Son amendement n° 887 (avis conforme des conseils généraux intéressés) : rejeté (p. 830)
- Son amendement n° 888 (concertation avec les conseils généraux intéressés) : rejeté (p. 830)
- Soutient l'amendement n° 954 de M. Patrick Ollier (concertation avec les conseils généraux intéressés) : rejeté (p. 830)
- Soutient l'amendement n° 824 de M. Didier Quentin (prise en compte de la politique de gestion de l'espace agricole, conchylicole et forestier) : rejeté (p. 831)
- Intervient sur l'amendement n° 634 rectifié de M. Jean-Michel Marchand (de cohérence) (p. 831)
- Intervient sur l'amendement n° 480 de M. Jacques Barrot (concertation avec les départements et régions intéressés) (p. 832)
- Soutient l'amendement n° 568 de M. Éric Doligé (concertation avec les départements et régions intéressés) : rejeté (p. 832)
- Intervient sur l'amendement n° 549 de M. Jean-Claude Lenoir (concertation avec les départements et régions intéressés) (p. 832)
- Soutient l'amendement n° 569 de M. Éric Doligé (concertation avec les départements et régions intéressés) : rejeté (p. 832)
- Soutient l'amendement n° 931 de M. Gérard Saumade (concertation avec les départements et régions intéressés) : rejeté (p. 832)
- Soutient l'amendement n° 1000 de M. Yves Nicolin (concertation avec les départements et régions intéressés) : rejeté (p. 832)
- Intervient sur l'amendement n° 1001 de M. Yves Nicolin (concertation avec les départements et régions intéressés) (p. 832)
- Son amendement n° 889 (consultation des conseils généraux intéressés) : retiré (p. 834)
- Soutient l'amendement n° 995 de M. Patrick Ollier (consultation des conseils généraux intéressés) : retiré (p. 834)
- Intervient sur l'amendement n° 571 de M. Éric Doligé (consultation des conseils généraux intéressés) (p. 834)
- Intervient sur l'amendement n° 623 de M. Thierry Carcenac (consultation des conseils généraux intéressés) (p. 834)
- Intervient sur l'amendement n° 932 de M. Gérard Saumade (consultation des conseils généraux intéressés) (p. 834)
- Soutient l'amendement n° 567 de M. Éric Doligé (consultation des conseils généraux intéressés) : retiré (p. 835)
- Soutient l'amendement n° 907 de M. Bernard Accoyer (de suppression partielle) : rejeté (p. 835)
- Soutient l'amendement n° 994 de M. Gérard Voisin (engagement facultatif à se regrouper) : rejeté (p. 836)
- Intervient sur l'amendement n° 553 de M. Jean-Claude Lenoir (consultation des conseils généraux intéressés) (p. 837)

Intervient sur l'amendement n° 572 de M. Éric Doligé (consultation des conseils généraux intéressés) (p. 837)

Son amendement n° 890 (consultation des conseils généraux intéressés) : rejeté (p. 837)

Après l'article 20

Intervient sur le sous-amendement n° 1244 de M. Yves Nicolin (conseils généraux associés à la mise en place du volet "politique de la ville") à l'amendement n° 1168 du Gouvernement (contrats de ville conclus entre l'Etat, la région et le département, la commune ou le groupement de communes) (p. 838)

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. Félix Leyzour (élaboration de projets de développement par les départements) (p. 839)

Soutient l'amendement n° 45 de M. Patrick Ollier (élaboration de projets de développement par les départements) : rejeté (p. 839)

Intervient sur l'amendement n° 499 de M. Jacques Barrot (élaboration de projets de développement par les départements) (p. 839)

Intervient sur l'amendement n° 924 de M. Michel Meylan (élaboration de projets de développement par les départements) (p. 839)

Article 21 (article 24 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : parcs naturels régionaux)

Son amendement n° 7 (de suppression partielle) : rejeté (p. 841)

Soutient l'amendement n° 46 de M. Patrick Ollier (de suppression partielle) : rejeté (p. 841)

Soutient l'amendement n° 435 de M. Henry Chabert (de suppression partielle) : rejeté (p. 841)

Après l'article 22

Son amendement n° 3 corrigé (information du conseil national de l'aménagement du territoire sur l'attribution des crédits du fonds national d'aménagement et de développement du territoire) : adopté (p. 879)

Son amendement n° 5 (affectation des crédits en priorité aux projets de développement dans les zones rurales) : rejeté (p. 880)

Son amendement n° 4 (information du conseil national de l'aménagement du territoire sur l'attribution des crédits du fonds national d'aménagement et de développement du territoire) : adopté (p. 880)

Son amendement n° 6 (décisions d'attribution des crédits inscrits dans la section locale à gestion déconcentrée communiquées par le préfet de région aux présidents de conseils généraux et régionaux intéressés) : adopté après rectification (p. 880)

Son amendement n° 891 (cas des communes ou groupements de communes soumis à l'application de la loi sur la protection du littoral et à celle relative à la montagne) : rejeté (p. 880)

Article 25 (article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones prioritaires ultra-périphériques)

Son rappel au règlement (cf. supra) [3 février 1999] (p. 887)

Intervient sur l'amendement n° 342 de la commission (rapport au Parlement) (p. 891)

Après l'article 26

Son amendement n° 15 (élargissement des conditions de l'exonération temporaire d'impôt sur les bénéficiaires dans le cas de création d'entreprises dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 903)

Soutient l'amendement n° 60 de M. Patrick Ollier (élargissement des conditions de l'exonération temporaire d'impôt sur les bénéficiaires dans le cas de création d'entreprises dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 903)

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Christian Estrosi (élargissement des conditions de l'exonération temporaire d'impôt sur les bénéficiaires dans le cas de création d'entreprises dans les zones de revitalisation rurale) (p. 903)

Son amendement n° 16 (suppression des droits de mutation pour l'acquisition de fonds de commerces dans les communes situées dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 905)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Patrick Ollier (suppression des droits de mutation pour l'acquisition de fonds de commerces dans les communes situées dans les zones de revitalisation rurale) (p. 905)

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Christian Estrosi (suppression des droits de mutation pour l'acquisition de fonds de commerces dans les communes situées dans les zones de revitalisation rurale) (p. 905)

Intervient sur l'amendement n° 1014 de M. Jean Proriol (suppression des droits de mutation pour l'acquisition de fonds de commerces dans les communes situées dans les zones de revitalisation rurale) (p. 905)

Soutient l'amendement n° 235 de M. Christian Estrosi (suppression de la part salariale de la taxe professionnelle et réduction au titre des investissements réalisés par les entreprises existantes situées dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 906)

Son amendement n° 360 (suppression de la part salariale de la taxe professionnelle et réduction au titre des investissements réalisés par les entreprises existantes situées dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 906)

Son amendement n° 22 soutenu par M. Patrick Ollier (révision des modalités de fonctionnement de la prime à l'aménagement du territoire pour assurer une bonne efficacité des crédits dans les zones de revitalisation rurale) (p. 906) : rejeté (p. 907)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Patrick Ollier (révision des modalités de fonctionnement de la prime à l'aménagement du territoire pour assurer une bonne efficacité des crédits dans les zones de revitalisation rurale) (p. 907)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Christian Estrosi (révision des modalités de fonctionnement de la prime à l'aménagement du territoire pour assurer

une bonne efficacité des crédits dans les zones de revitalisation rurale) (p. 907)

Intervient sur l'amendement n° 1013 de M. Jean Proriol (révision des modalités de fonctionnement de la prime à l'aménagement du territoire pour assurer une bonne efficacité des crédits dans les zones de revitalisation rurale) (p. 907)

Article 28 (article 1er de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : objectifs du système de transports intérieurs)

Son intervention (p. 907)

Article 29 (article 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : politique des transports)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 910)

Intervient sur l'amendement n° 443 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 910)

Intervient sur l'amendement n° 343 de la commission (harmonisation des conditions de travail des salariés des différents modes de transport) (p. 910)

Intervient sur l'amendement n° 347 de la commission (desserte de tout le territoire) (p. 913)

Article 30 (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Intervient sur l'amendement n° 640 de M. Jean-Michel Marchand (coordination des politiques régionales) (p. 914)

Soutient l'amendement n° 217 de M. Patrick Ollier (prise en compte des orientations nationales) : rejeté (p. 915)

Soutient l'amendement n° 445 de M. Henry Chabert (prise en compte des orientations nationales) : rejeté (p. 915)

Soutient l'amendement n° 828 de M. Didier Quentin (cabotage par voie maritime) : rejeté (p. 916)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Soutient l'amendement n° 219 de M. Patrick Ollier (schémas de transport régionaux élaborés par l'Etat) : rejeté (p. 922)

Soutient l'amendement n° 447 de M. Henry Chabert (schémas de transport régionaux élaborés par l'Etat) : rejeté (p. 922)

Son amendement n° 894 (rôle du schéma directeur routier national) : rejeté (p. 927)

Soutient l'amendement n° 960 de M. Patrick Ollier (rôle du schéma directeur routier national) : rejeté (p. 927)

Son amendement n° 892 (rôle du schéma du réseau ferroviaire) : rejeté (p. 928)

Soutient l'amendement n° 958 de M. Patrick Ollier (rôle du schéma du réseau ferroviaire) : rejeté (p. 928)

Son amendement n° 893 (rôle du schéma du réseau des voies navigables) : rejeté (p. 929)

Soutient l'amendement n° 959 de M. Patrick Ollier (rôle du schéma du réseau des voies navigables) : rejeté (p. 929)

Intervient sur l'amendement n° 758 rectifié de M. Jean-Jacques Filleul (localisation des principales plates-formes multimodales de voyageurs et de marchandises) (p. 931)

Intervient sur l'amendement n° 1239 du Gouvernement (restriction d'accès dans les zones à environnement fragile) (p. 932)

Son amendement n° 199 (restriction d'accès dans les zones à environnement fragile) : retiré (p. 932)

Intervient sur l'amendement n° 760 de M. Jean Espilondo (accessibilité des ports maritimes) (p. 933)

Article 34 (article L. 111-1-1 du code de l'urbanisme : directives territoriales d'aménagement)

Soutient l'amendement n° 1131 corrigé de M. Lionnel Luca (consultation du conseil économique et social régional) : rejeté (p. 934)

Après l'article 36

Son amendement n° 20 (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) : rejeté (p. 941)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Michel Bouvard (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) (p. 941)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Patrick Ollier (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) (p. 941)

Intervient sur l'amendement n° 236 de M. Christian Estrosi (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) (p. 941)

Intervient sur l'amendement n° 762 de M. Jean-Louis Idiart (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) (p. 941)

Intervient sur l'amendement n° 921 de M. Michel Meylan (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) (p. 941)

Son amendement n° 516 rectifié (mesures spécifiques aux zones de montagne) : retiré (p. 944)

Son amendement n° 517 rectifié (mesures spécifiques aux zones de montagne) : retiré (p. 944)

Son amendement n° 518 rectifié (mesures spécifiques aux zones de montagne) : retiré (p. 944)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081)

Son intervention (p. 4094)

Thèmes :

- Aménagement du territoire : montagne (p. 4094, 4095)
- Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 4094)
- Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4094)
- Transports (p. 4095)
- Union européenne : fonds structurels (p. 4094, 4095)

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081) ; [6 mai 1999] (p. 4193, 4243)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (respect du principe de subsidiarité) (p. 4124)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (cas de consultation du CNADT) (p. 4125)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Son intervention (p. 4134)

Intervient sur le sous-amendement n° 127 de M. Yves Coussain (adoption des premiers schémas de services collectifs par voie législative) à l'amendement n° 24 de la commission (élaboration et mise en œuvre des schémas de services collectifs) (p. 4136)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs culturels)

Intervient sur le sous-amendement n° 131 de M. Yves Coussain (renforcement de la politique d'intégration) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission (contenu du schéma) (p. 4144)

Intervient sur le sous-amendement n° 219 rectifié du Gouvernement (renforcement de la politique d'intégration) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission (p. 4144)

Article 12 bis (article 21-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma directeur d'équipements et de services sportifs)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (de suppression) (p. 4145)

Article 16 supprimé par le Sénat (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Son intervention (p. 4200)

Après l'article 20

Son amendement n° 114 soutenu par M. Serge Poignant (accueil à titre accessoire dans les chambres mortuaires des établissements de santé des corps des personnes décédées hors de ces établissements) (p. 4224) : rejeté (p. 4225)

Article 30 supprimé par le Sénat (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Intervient sur le sous-amendement n° 234 du Gouvernement (référence au soutien apporté par le fonds d'intervention pour les transports terrestres et les voies navigables) à l'amendement n° 215 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4244)

Article 32 supprimé par le Sénat (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4247)

Article 33 bis (article L. 122-4 du code de la voirie routière : généralisation de la concession et du péage)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (de suppression) (p. 4251)

Article 37 supprimé par le Sénat (articles L. 161-2 et L.161-10-1 du code rural : affectation et aliénation des chemins ruraux)

Intervient sur le sous-amendement n° 233 de M. Jean-Michel Marchand (rédactionnel) à l'amendement n° 88 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 4258)

Article 44 (fonds communs de placement de proximité)

Intervient sur l'amendement n° 94 de la commission (de suppression) (p. 4262)

Après l'article 56

Soutient l'amendement n° 204 de M. Christian Paul (classement des communes du Morvan) : retiré (p. 4266)

Seconde délibération

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : présence des services publics sur le territoire et création des maisons des services publics)

Intervient sur l'amendement n° 5 du Gouvernement (non remboursement des charges et rémunérations) (p. 4273)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Félix Leyzour (concours public en complément de la participation des collectivités territoriales) (p. 4273)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 262 soutenu par M. Gilles Carrez (possibilité d'association des conseils généraux et régionaux au projet de la communauté) : rejeté (p. 1023)

Article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des communautés d'agglomération

Son amendement n° 263 soutenu par M. Gilles Carrez (suppression de la possibilité d'exercice de tout ou partie des compétences d'aide sociale) : rejeté (p. 1036)

Son amendement n° 264 soutenu par M. Gilles Carrez (initiative du département pour le transfert à la communauté de l'exercice de tout ou partie de ses compétences en matière d'action sociale et de santé) : rejeté (p. 1037)

Son amendement n° 265 : non soutenu (p. 1037)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 266 soutenu par M. Gilles Carrez (possibilité d'association des départements et des régions aux communautés urbaines) : adopté (p. 1098)

Article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 267 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (de coordination) (p. 1101) : rejeté (p. 1102)

Son amendement n° 268 soutenu par M. Éric Doligé (de coordination) : rejeté (p. 1103)

Son amendement n° 269 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (de coordination) (p. 1104) : rejeté (p. 1105)

Article 11 (article L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales - compétences des communautés de communes)

Son amendement n° 21 (de coordination) : rejeté (p. 1132)

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. Jean-Pierre Balligand (majorations de DGF pour les communautés de communes à taxe professionnelle unique et exerçant quatre des cinq compétences énumérées par l'amendement) (p. 1138)

Intervient sur le sous-amendement n° 607 du Gouvernement (communautés comptant au minimum 3 500 habitants) à l'amendement n° 515 de M. Jean-Pierre Balligand (p. 1138)

Intervient sur le sous-amendement n° 608 du Gouvernement (regroupement en une seule compétence de la collecte et du traitement des déchets) à l'amendement n° 515 de M. Jean-Pierre Balligand (p. 1138)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Gérard Gouzes (création d'une sixième compétence relative au traitement des déchets) à l'amendement n° 515 de M. Jean-Pierre Balligand (p. 1137)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Gérard Gouzes (exercice de cinq des six compétences énumérées par l'amendement) à l'amendement n° 515 de M. Jean-Pierre Balligand (p. 1137)

Après l'article 13

Son amendement n° 22 (schéma départemental d'harmonisation de la coopération intercommunale) : rejeté (p. 1139)

Après l'article 14

Son amendement n° 525 (syndicats mixtes composés de collectivités locales et d'établissements publics de coopération intercommunale) : retiré (p. 1140)

Article 17 (article L. 5111-3 du code général des collectivités territoriales - passage d'une forme d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre à une autre - principe)

Son amendement n° 23 (maintien de la même personne morale lors de la transformation en communautés de communes des syndicats de communes exerçant au moins les compétences obligatoires des communautés de communes) : rejeté (p. 1142)

Article 23 (articles L. 5211-12 à L. 5211-15 du code général des collectivités territoriales - conditions d'exercice des mandats des membres des conseils ou comités intercommunaux)

Son amendement n° 526 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (extension de l'indemnité de fonction aux présidents et vice-présidents des syndicats mixtes composés exclusivement de collectivités locales ou de collectivités locales et de leurs groupements) (p. 1179) : adopté après rectification (syndicats mixtes composés exclusivement de communes et de leurs groupements) (p. 1180)

Article 25 (articles L. 5211-26 et L. 5211-27 du code général des collectivités territoriales - dispositions financières)

Son amendement n° 37 deuxième correction (versement des dotations au nouvel établissement public de coopération intercommunale s'il dispose de la compétence tourisme) : adopté après rectification (p. 1188)

Article 26 (articles L. 5211-39 et L. 5211-40 du code général des collectivités territoriales - démocratisation et transparence)

Son amendement n° 270 (rapport sur l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale comportant les éléments d'information relatifs aux coopérations avec l'Etat, les départements et les régions) : retiré (p. 1190)

Article 28 (article L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales - commission départementale de la coopération intercommunale)

Son amendement n° 271 (information de la commission sur les politiques contractuelles engagées par l'État intéressant les établissements publics de coopération intercommunale, notamment ceux ayant signé des contrats de pays ou d'agglomération) : devenu sans objet (p. 1197)

Article 29 (article L. 5211-49 du code général des collectivités territoriales - information et participation des habitants)

Son amendement n° 272 (possibilité de siéger dans les comités consultatifs pour les conseillers généraux et régionaux) : retiré (p. 1199)

Soutient l'amendement n° 393 de M. Gilles Carrez (suppression de la création automatique d'une commission consultative compétente pour les services publics locaux dans les établissements publics de coopération intercommunale comprenant au moins une commune de 3 500 habitants ou plus) : rejeté (p. 1199)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 495 de M. Dominique Paillé (en cas de défusion, transformation des communes fusionnées-associées au titre de la "loi Marcellin" en établissement public de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique) (p. 1201)

Article 30 (article L. 5211-56 du code général des collectivités territoriales - dispositions diverses)

Son amendement n° 24 (obligation de budget annexe pour les seules prestations de service excédant annuellement 300 000 F effectuées par un établissement public de coopération intercommunale pour le compte d'une collectivité ou d'un autre établissement public de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1202)

Article 51 (article 1609 nonies C du code général des impôts - taxe professionnelle unique)

Son amendement n° 25 soutenu par M. Gilles Carrez (alignement de tous les établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique sur les communautés d'agglomération et les communautés urbaines ayant opté pour la taxe professionnelle unique pour la substitution de l'établissement public de coopération intercommunale aux communes membres et le recours à la fiscalité additionnelle) : rejeté (p. 1318)

Son amendement n° 27 soutenu par M. Gilles Carrez (perception de la taxe d'habitation et des taxes foncières par les communautés d'agglomération et les communautés urbaines à taxe professionnelle unique) (p. 1319) : rejeté (p. 1321)

Son amendement n° 26 soutenu par M. Gilles Carrez (de conséquence) : rejeté (p. 1322)

Article 56 (article 1648 A du code général des impôts - fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 29 soutenu par M. Gilles Carrez (de suppression) (p. 1351) : rejeté (p. 1353)

Son amendement n° 273 (maintien du dispositif actuel d'écrêtement du produit de taxe professionnelle) : rejeté (p. 1353)

Son amendement n° 274 soutenu par M. Gilles Carrez (interdiction de modification des autres dispositions de l'article 1648 A du code général des impôts avant la publication du rapport sur les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 1358)

Article 52 précédemment réservé (article 1636 B decies du code général des impôts - déliaison des taux)

Son amendement n° 28 : devenu sans objet (p. 1360)

Article 59 (articles 11 et 29 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 - dotation de solidarité des groupements)

Son amendement n° 30 (suppression du renvoi à un décret en Conseil d'Etat pour la répartition de la dotation de solidarité) : devenu sans objet (p. 1379)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Article L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 35 soutenu par M. Gilles Carrez (suppression de la déduction des transferts pour le calcul du coefficient d'intégration fiscale) : rejeté (p. 1392)

Après l'article 67

Son amendement n° 36 soutenu par M. Gilles Carrez (insertion dans le code général des collectivités territoriales d'un article L. 2334-7-2 relatif à la répartition de la dotation supplémentaire aux communes et groupements touristiques) : rejeté (p. 1399)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1593)

Son intervention (p. 1594)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : énergie électrique (p. 1594)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1594)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 1594)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1595)

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 1er (définition du service public de l'électricité)

Intervient sur l'amendement n° 166 de la commission (respect du droit à l'électricité pour tous) (p. 1610)

Intervient sur l'amendement n° 378 de la commission des finances (respect du droit à l'électricité pour tous) (p. 1610)

Article 2 (missions du service public de l'électricité)

Intervient sur l'amendement n° 173 de la commission (interconnexion avec les pays voisins) (p. 1613)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Franck Borotra (interconnexion avec les pays voisins) (p. 1613)

Son amendement n° 27 (charges de développement et d'exploitation pour les gestionnaires) : rejeté (p. 1616)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Claude Birraux (charges de développement et d'exploitation pour les gestionnaires) (p. 1616)

Intervient sur l'amendement n° 653 de M. Michel Meylan (charges de développement et d'exploitation pour les gestionnaires) (p. 1616)

Son amendement n° 24 (mêmes missions assumées par EDF et les régies locales) : rejeté (p. 1621)

Intervient sur l'amendement n° 657 de M. Michel Meylan (mêmes missions assumées par EDF et les régies locales) (p. 1621)

Intervient sur l'amendement n° 427 de M. Claude Birraux (mêmes missions assumées par EDF et les régies locales) (p. 1621)

Son amendement n° 25 (égalité des missions pour l'ensemble des opérateurs) : retiré (p. 1622)

Intervient sur l'amendement n° 428 de M. Claude Birraux (égalité des missions pour l'ensemble des opérateurs) (p. 1622)

Intervient sur l'amendement n° 439 de M. Jean Proriot (égalité des missions pour l'ensemble des opérateurs) (p. 1622)

Son amendement n° 26 corrigé (obligation pour les distributeurs non nationalisés de fournir de l'électricité à tout client éligible n'ayant pas trouvé de fournisseur dans des conditions économiques ou techniques raisonnables) : devenu sans objet (p. 1624)

Article 3 (mise en œuvre et contrôle des missions de service public)

Son amendement n° 36 (compétences de la conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire étendue aux réseaux publics de distribution) : adopté (p. 1628)

Intervient sur l'amendement n° 430 de M. Claude Birraux (compétences de la conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire étendue aux réseaux publics de distribution) (p. 1628)

Article 4 (tarifs et plafonds de prix)

Son amendement n° 35 soutenu par M. Claude Birraux (tarification prenant en compte les charges réelles afférentes aux réseaux locaux) (p. 1679) : rejeté (p. 1680)

Article 5 (mécanismes de compensation)

Son amendement n° 34 soutenu par M. Franck Borotra (prise en compte des charges de développement du réseau) (p. 1688) : rejeté (p. 1689)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF)

Son amendement n° 32 (conditions d'achat) : devenu sans objet (p. 1714)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)

Son amendement n° 33 soutenu par M. Claude Birraux (cas des distributeurs non nationalisés) : rejeté (p. 1719)

Article 18 (gestion des réseaux publics de distribution d'électricité)

Son amendement n° 28 soutenu par M. Claude Birraux (de précision) : rejeté (p. 1751)

Article 32 (relations avec les assemblées et rapport annuel d'activité)

Son amendement n° 30 soutenu par M. Franck Borotra (avis obligatoire des différents acteurs du secteur de l'électricité) : rejeté (p. 1784)

Son amendement n° 31 soutenu par M. Franck Borotra (de précision) : rejeté (p. 1784)

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82 283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2633)

Son intervention (p. 2646)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : contractuels : chèques vacances (p. 2647)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 2647)

Travail : chèques vacances : généralités (p. 2646, 2647)

Travail : chèques vacances : revenus (p. 2647)

Discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2651)

Article 1er (article 1er de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : champ d'application du dispositif)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (extension aux contractuels de la fonction publique) (p. 2654)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Jean-Michel Couve (extension sous conditions de ressources aux professions libérales) (p. 2659)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Léonce Deprez (extension sous conditions de ressources aux professions libérales) (p. 2659)

Article 4 quater (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : actualisation)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (rapport annuel) (p. 2665)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Article 6 (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des sociétés du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son sous-amendement n° 498 à l'amendement n° 87 de la commission (répartition des ressources) : devenu sans objet (p. 4767)

Après l'article 7

Son amendement n° 499 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (suppression du monopole de TDF) : rejeté (p. 4862)

Son amendement n° 500 soutenu par M. Laurent Dominati (suppression du monopole de TDF) : rejeté (p. 4862)

Après l'article 26

Son amendement n° 501 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (rapport gouvernemental sur les télévisions de proximité) (p. 5065) : devenu sans objet (p. 5066)

Proposition de résolution n° 1646 sur les propositions de directives relatives aux chemins de fer communautaires (COM (98) 0480 final/n° E 1163)

Avant la discussion de l'article unique [16 juin 1999] (p. 5915)

Son intervention (p. 5925)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 5925)

Déchets, pollutions et nuisances : pollution : transports routiers (p. 5927)

Politiques communautaires : directives : transports ferroviaires (p. 5926)

Politiques communautaires : services publics : subsidiarité (p. 5926)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 5926)

Transports : transport combiné (p. 5927)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 5925)

Transports routiers : transport de marchandises (p. 5925)

Discussion de l'article unique [16 juin 1999] (p. 5931)

Son amendement n° 2 (souci de protection de l'environnement, en particulier, dans les zones de montagne) : adopté (p. 5933)

Son amendement n° 3 (emprunts communautaires mobilisés prioritairement au financement des réseaux listés lors du Conseil d'Essen le 10 décembre 1994) : adopté après rectification (p. 5934)

Son amendement n° 4 (élaboration, dans les meilleurs délais, par le Gouvernement français et la Commission européenne du protocole transport de la convention alpine) : adopté (p. 5934)

Proposition de résolution n° 1526 sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne la possibilité d'appliquer à titre expérimental un taux de TVA réduit sur les services à forte intensité de main-d'œuvre (COM (99) 62 final/n° E 1236)

Avant la discussion de l'article unique [17 juin 1999] (p. 6192)

Son intervention (p. 6198)

Thèmes :

Assemblée nationale : propositions de résolution (p. 6198, 6199)

Bâtiment et travaux publics : bâtiment : TVA (p. 6200)

Hôtellerie et restauration : restaurants : TVA (p. 6200, 6201)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6199, 6200)

TVA : taux réduit (p. 6199)

TVA : taux réduit : aides à domicile (p. 6200)

TVA : taux réduit : secours en montagne (p. 6201)

Union européenne : directives (p. 6198, 6199)

Union européenne : droit communautaire (p. 6199)

Ses explications de vote (p. 6206)

Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 6207)

Jean-Pierre BRAINE*Oise (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Pierre BRANA*Gironde (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud pour la prévention, la recherche, la constatation et la répression des infractions douanières (n° 1424) [24 mars 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention établie sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, faite à Bruxelles le 26 juillet 1995 (n° 1565) [28 avril 1999]

Rapporteur du projet de loi rectifié autorisant la ratification du protocole établi sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne à la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, fait à Dublin le 27 septembre 1996 (n° 1566) [28 avril 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du protocole établi sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne concernant l'interprétation, à titre préjudiciel, par la Cour de justice des Communautés européennes de la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, fait à Bruxelles le 29 novembre 1996 (n° 1567) [28 avril 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention établie sur la base de l'article K. 3, paragraphe 2, point c, du traité sur l'Union européenne relative à la lutte contre la corruption

impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des Etats membres de l'Union européenne, faite à Bruxelles le 26 mai 1997 (n° 1568) [28 avril 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du deuxième protocole établi sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne à la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, fait à Bruxelles le 19 juin 1997 (n° 1569) [28 avril 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, faite à Paris le 17 décembre 1997 (n° 1564) [28 avril 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Guatemala sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 1650) [16 juin 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Honduras sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 1651) [16 juin 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Nicaragua sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 1652) [16 juin 1999]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome III : Affaires étrangères (coopération) (n° 1113) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 920), autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) [25 novembre 1998] (n° 1219)

Rapport d'information déposé au nom de la mission d'information de la commission de la défense nationale et des forces armées et de la commission des affaires étrangères, sur les opérations militaires menées par la France, d'autres pays et l'ONU au Rwanda entre 1990 et 1994 [15 décembre 1998] (n° 1271)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 782), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Moldavie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [1^{er} avril 1999] (n° 1521)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères :

sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1564), autorisant la ratification de la convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, faite à Paris le 17 décembre 1997 ;

sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1565), autorisant la ratification de la convention établie sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, faite à Bruxelles le 26 juillet 1995 ;

sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1566), autorisant la ratification du protocole établi sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne à la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, fait à Dublin le 27 septembre 1996 ;

sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1567), autorisant la ratification du protocole établi sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne concernant l'interprétation, à titre préjudiciel, par la Cour de justice des Communautés européennes de la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, fait à Bruxelles le 29 novembre 1996 ;

sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1568), autorisant la ratification de la convention établie sur la base de l'article K. 3, paragraphe 2, point c, du traité sur l'Union européenne relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des Etats membres de l'Union européenne, faite à Bruxelles le 26 mai 1997 ;

sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1569), autorisant la ratification du deuxième protocole établi sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne à la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, fait à Bruxelles le 19 juin 1997 [4 mai 1999] (n° 1574)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur les projets de loi, adoptés par le Sénat :

- (n° 1650) autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Guatemala sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements ;

- (n° 1651) autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Honduras sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements ;

- (n° 1652) autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Nicaragua sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [30 juin 1999] (n° 1753)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [13 octobre 1998] (p. 6468)

Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [16 février 1999] (p. 1439)

Politique extérieure. Kosovo. Plan de paix, application [15 juin 1999] (p. 5816)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Son intervention (p. 7835)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : crédits (p. 7835, 7836)

Relations internationales (p. 7836)

Traités et conventions : droit international : droits de l'homme et libertés publiques (p. 7836)

Union européenne (p. 7836)

COOPÉRATION

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7852)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 7859)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 7860)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 7860)

Politique extérieure : coopération économique (p. 7859)

Politique extérieure : coopération militaire (p. 7860)

Projet de loi n° 1564 autorisant la ratification de la convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, faite à Paris le 17 décembre 1997

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4573)

Son intervention (p. 4575)

Thèmes :

Commerce extérieur : exportations (p. 4575)
 Droit pénal : délinquance financière : coopération judiciaire (p. 4575, 4576)
 Organisations internationales : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (p. 4575, 4576)
 Politiques communautaires : budget : fraude (p. 4576)
 Politiques communautaires : commerce extra-communautaire : corruption (p. 4575)
 Politiques communautaires : fraude : fonctionnaires et agents publics (p. 4575, 4576)

Patrick BRAOUEZEC

*Seine-Saint-Denis (2^{ème} circonscription)
 Communiste
 Questeur de l'Assemblée nationale*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Questeur de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 687, posée le 15 mars 1999. Enseignement maternel et primaire. Etablissements (J.O. Questions p. 1464). Appelée le 16 mars 1999. Sécurité, crédits, utilisation (p. 2404)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Examen du fascicule [21 octobre 1998] (p. 7077)

Son intervention (p. 7088)

Thèmes avant la procédure des questions :

Culture : crédits (p. 7088)

Fonctionnaires et agents publics : vacataires : titularisation (p. 7089)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : politique de la ville : conseils interministériels (p. 7906)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8363)

Son intervention (p. 8379)

Thèmes :

Cultes (p. 8380)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : frateries (p. 8379)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : mairies (p. 8380)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 8380)

Etrangers : immigration (p. 8380)

Famille (p. 8379, 8380)

Parlement : rôle (p. 8380)

Discussion des articles [2 décembre 1998] (p. 9931)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Intervient sur l'amendement n° 471 de M. Jacques Masdeu-Arus (délai de dix ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9940)

Intervient sur l'amendement n° 122 de Mme Christine Boutin (délai de cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9940)

Intervient sur l'amendement n° 472 de M. Jacques Masdeu-Arus (délai de cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9940)

Intervient sur l'amendement n° 507 de M. Pierre-Christophe Baguet (délai de cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9940)

Intervient sur l'amendement n° 580 de M. Claude Goasguen (délai de cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9940)

Intervient sur l'amendement n° 766 de M. Patrice Martin-Lalande (délai de cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9940)

Intervient sur l'amendement n° 864 de M. Bernard Accoyer (délai de cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9940)

Intervient sur l'amendement n° 898 de M. Henri Plagnol (délai de cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9940)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Dominique Dord (délai de quatre ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9940)

Intervient sur l'amendement n° 635 de M. Renaud Dutreil (délai de quatre ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9940)

Intervient sur l'amendement n° 995 de M. Bernard Accoyer (délai de quatre ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9940)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son intervention (p. 9985)

Soutient l'amendement n° 8 de M. Alain Bocquet (liens personnels avec la France créés par la conclusion du PACS) : rejeté (p. 9989)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3057)

Son intervention (p. 3078)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3079)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : droits de l'enfant (p. 3079)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 3079)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fratries (p. 3078, 3079)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : communautarisme (p. 3079)

Etrangers : régularisations : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3079)

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Son sous-amendement n° 232 soutenu par M. Bernard Birsinger (enregistrement du PACS en mairie) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) (p. 3171) : rejeté (p. 3172)

Son sous-amendement n° 233 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3208)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son sous-amendement n° 237 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (abattement porté de 300 000 à 400 000 F) à l'amendement n° 10 de la

commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et suppression du délai de deux ans pour les successions) (p. 3226) : rejeté (p. 3227)

Son sous-amendement n° 238 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (abattement porté à 500 000 F à compter du 1^{er} janvier 2000) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3228)

Article 6 supprimé par le Sénat (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son sous-amendement n° 239 soutenu par M. Bernard Birsinger (PACS traduisant les liens personnels en France) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3240)

Son sous-amendement n° 240 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (application immédiate des dispositions de l'article aux étrangers partenaires d'un PACS justifiant d'une communauté de vie antérieure à la promulgation de la loi) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 3241) : rejeté (p. 3242)

Proposition de loi n° 1403 relative à l'enfance en danger et aux mineurs délinquants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2845)

Son intervention (p. 2856)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 2856, 2857)

Départements : Seine-Saint-Denis (p. 2857)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 2856)

Droit pénal : mineurs : police de la circulation (p. 2856)

Droit pénal : mineurs : responsabilité pénale (p. 2857, 2858)

Famille (p. 2858)

Police (p. 2857, 2858)

Politique sociale : exclusion (p. 2857)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 2858)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5297)

Thèmes :

- Gens du voyage (p. 5298)
 Gens du voyage : stationnement (p. 5297 à 5299)
 Gens du voyage : stationnement : communes (p. 5299)
 Gens du voyage : stationnement : dotations de l'Etat (p. 5299)
 Gens du voyage : stationnement : lois (p. 5299)

Jean-Pierre BRARD

*Seine-Saint-Denis (7^{ème} circonscription)
 Apparenté au groupe communiste*

S'apparente au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)
 Vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 octobre 1998] (p. 15040)
 Membre de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 18 décembre 1998] (p. 19168)
 Rapporteur de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19458)

DÉPÔTS

- Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur la fraude et l'évasion fiscales [6 octobre 1998] (n° 1105)
 Proposition de loi n° 1136 tendant à renforcer le contrôle de l'obligation scolaire [14 octobre 1998]
 Rapport déposé au nom de la commission d'enquête sur la situation financière, patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [10 juin 1999] (n° 1687)
 Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales [8 septembre 1999] (n° 1802)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 467, posée le 5 octobre 1998. Propriété. Meubles et immeubles (J.O. Questions p. 5339). Appelée le 6 octobre 1998. Biens confisqués aux juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, indemnisation (p. 5937)

n° 697, posée le 22 mars 1999. Logement. Logement social (J.O. Questions p. 1621). Appelée le 23 mars 1999. Immeubles de la Caisse des dépôts, vente, conséquences, Montreuil (p. 2693)

n° 890, posée le 21 juin 1999. Logement. Logement social (J.O. Questions p. 3709). Appelée le 22 juin 1999. Immeubles de la Caisse des dépôts, vente, conséquences, Montreuil (p. 6240)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1998] (p. 6507) ; [14 octobre 1998] (p. 6551, 6613)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 6528)

Son intervention (p. 6568)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 6636)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 6568)

Banques et établissements financiers : Crédit Lyonnais (p. 6568)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 6637)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 6568, 6569)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6528, 6529, 6637)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 6528)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 6529)

TVA : taux (p. 6528)

*PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER***Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)***Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)*

Son amendement n° 115 soutenu par M. Christian Cuvilliez (assujettissement des revenus financiers à une surtaxe progressive) (p. 6654) : retiré (p. 6655)

Après l'article 2 (suite)

Intervient sur l'amendement n° 456 de M. Gilles Carrez (relèvement du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 6710)

Son amendement n° 545 (instauration d'une réduction d'impôt en faveur des entreprises pour l'achat d'un véhicule non polluant ou la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) : rejeté (p. 6714)

Son amendement n° 306 corrigé (instauration d'une réduction d'impôt en faveur des personnes physiques pour l'achat d'un véhicule non polluant ou la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) : retiré (p. 6717)

Après l'article 4

Son amendement n° 542 (relèvement du taux du prélèvement libératoire applicable aux bons anonymes) : adopté (p. 6727)

Son amendement n° 87 (suppression des bons anonymes) : retiré (p. 6728)

Son amendement n° 83 (relèvement du taux du prélèvement libératoire applicable aux bons anonymes) : retiré (p. 6728)

Article 5 (extension du régime fiscal des micro-entreprises)

Son intervention (p. 6732, 6735)

Après l'article 6

Son amendement n° 120 (exonération de la taxe sur les salaires pour les hôpitaux) : retiré ; repris par M. Philippe Auberger : rejeté après rectification (p. 6743)

Son amendement n° 121 (majoration de l'abattement dont bénéficient les associations en matière de taxe sur les salaires lorsqu'elles embauchent des chômeurs de longue durée) : retiré (p. 6743)

Après l'article 7

Soutient l'amendement n° 168 corrigé de M. Yves Cochet (institution d'une taxe sur les opérations portant sur les devises étrangères) : retiré (p. 6751)

Article 8 (augmentation du barème de l'imposition de solidarité sur la fortune)

Son intervention (p. 6752)

Intervient sur l'amendement n° 254 de M. Gilbert Gantier (suppression du taux marginal de 1,8 %) (p. 6757)

Après l'article 8

Son amendement n° 127 (prise en compte des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté (p. 6770)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (application aux œuvres d'art d'une évaluation forfaitaire égale à 3 % de l'ensemble des autres valeurs du patrimoine déclaré au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6776)

Après l'article 14 (suite)

Son amendement n° 151 corrigé précédemment réservé soutenu par M. Christian Cuvilliez (relèvement de l'abattement existant avant le calcul des droits dus sur les mutations à titre gratuit) (p. 6810) : rejeté (p. 6811)

Son amendement n° 150 corrigé précédemment réservé soutenu par M. Christian Cuvilliez (relèvement de l'abattement dont bénéficie le conjoint survivant avant la perception des droits de mutation à titre gratuit) (p. 6810) : devenu sans objet (p. 6811)

Article 19 (application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux abonnements souscrits pour la fourniture de gaz et d'électricité)

Son amendement n° 131 (application du taux réduit de la TVA à une part, fixée par décret, de la consommation de gaz et d'électricité) : retiré (p. 6839)

Après l'article 19

Soutient l'amendement n° 170 corrigé de M. Yves Cochet (application du taux réduit de la TVA aux capteurs solaires et au bois de chauffage) : rejeté (p. 6857)

Article 20 (application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux appareillages destinés aux diabétiques et à certains handicapés)

Son amendement n° 137 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (application du taux réduit de la TVA aux lunettes et aux appareils auditifs) (p. 6863) : retiré (p. 6864)

Intervient sur l'amendement n° 523 de Mme Dominique Gillot (application du taux réduit de la TVA aux appareillages auditifs) (p. 6864)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Pierre Méhaignerie (application du taux réduit de la TVA aux appareils auditifs) (p. 6864)

Article 21 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations de collecte et de tri sélectifs des ordures ménagères)

Son amendement n° 430 corrigé (application du taux réduit de la TVA aux prestations de collecte, de tri et de valorisation, y compris par voie biologique, des matériaux contenus dans certains déchets) : retiré (p. 6866)

Soutient l'amendement n° 141 corrigé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux opérations de traitement portant sur des déchets ménagers ayant fait l'objet d'une collecte séparative et à l'ensemble des prestations des déchetteries) : retiré (p. 6866)

Soutient l'amendement n° 140 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA à l'ensemble des opérations de collecte des ordures ménagères) : retiré (p. 6866)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (assujettissement au taux réduit de la TVA des

travaux d'amélioration et d'entretien dans l'habitat) (p. 6871)

Article 23 (augmentation des taux de réduction de droits sur les donations)

Son amendement n° 149 (plafonnement de la mesure à 1 million de francs) : rejeté (p. 6874)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son intervention (p. 6886)

Son amendement n° 313 (assujettissement à la taxe des surfaces de stationnement) : rejeté (p. 6892)

Son amendement n° 314 (assujettissement à la taxe des surfaces de stationnement) : rejeté (p. 6892)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 26 précédemment réservé de la commission (baisse de la TVA sur certains produits de confiserie et de chocolaterie) (p. 6903)

Soutient l'amendement n° 134 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (baisse de la TVA sur certains produits de confiserie et de chocolaterie) : retiré (p. 6903)

Soutient l'amendement n° 532 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (baisse de la TVA sur certains produits de confiserie et de chocolaterie) : retiré (p. 6903)

Intervient sur l'amendement n° 77 précédemment réservé de M. Philippe Auberger (baisse de la TVA sur les chocolats présentés en tablettes ou en bâtons) (p. 6903)

Intervient sur l'amendement n° 301 précédemment réservé de M. Laurent Dominati (baisse de la TVA sur les tablettes de chocolat) (p. 6903)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Son intervention (p. 6909)

Son amendement n° 110 (affectation au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle des recettes induites par l'augmentation des taux de la cotisation minimale) : rejeté (p. 6925)

Son amendement n° 536 (mise en œuvre d'un dispositif de compensation pour les collectivités locales tenant compte de l'évolution des bases) : rejeté (p. 6927)

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (rapport d'étape) (p. 6929)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Yves Cochet (institution d'une taxe sur les engrais chimiques) (p. 6944)

Après l'article 35

Son amendement n° 315 corrigé (institution d'un mécanisme de dégrèvement d'office de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les bénéficiaires des minima sociaux) : retiré (p. 6957)

Son amendement n° 90 (institution d'un mécanisme de dégrèvement d'office de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les bénéficiaires des minima sociaux) : retiré (p. 6957)

Article 36 (prélèvement exceptionnel sur les caisses d'épargne)

Son intervention (p. 6958)

Après l'article 36

Son amendement n° 103 (majoration du droit de timbre applicable au permis de chasser) : rejeté (p. 6961)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Son amendement n° 308 (augmentation de la fraction de croissance prise en compte pour l'indexation du contrat de croissance et de solidarité) : retiré (p. 6967)

Son amendement n° 357 (maintien de la dotation de compensation de la taxe professionnelle pour les communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine au niveau du montant perçu au titre de 1998) : retiré (p. 6969)

Son amendement n° 311 : retiré (p. 6971)

Article 43 et état A (équilibre général du budget)

Intervient sur l'amendement n° 563 du Gouvernement (de conséquence des votes intervenus) (p. 6994)

Seconde délibération

Article 8 bis (application aux œuvres d'art d'une évaluation forfaitaire égale à 3 % de l'ensemble des autres valeurs du patrimoine déclaré au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Intervient sur l'amendement n° 8 du Gouvernement (de suppression) (p. 7025)

Article 19 (application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux abonnements souscrits pour la fourniture de gaz et d'électricité)

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (application du taux réduit aux seuls abonnements relatifs aux livraisons d'électricité et de gaz combustible) (p. 7025)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Son intervention (p. 7187)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : pollution automobile (p. 7188)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 7187, 7188)

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7257)

Procédure des questions :

Transports urbains : lignes (p. 7258)

**ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES
ADDITIONNELS NON RATTACHÉS**

**[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998]
(p. 9064, 9108)**

Avant l'article 64

Intervient sur l'amendement n° 109 de la commission (prorogation des incitations fiscales à l'investissement outre-mer) (p. 9035)

Intervient sur le sous-amendement n° 235 du Gouvernement (suppression des B, C et D du paragraphe I et du paragraphe II) à l'amendement n° 109 de la commission (p. 9034)

Intervient sur l'amendement n° 110 de la commission (extension de l'agrément prévu pour la déduction de l'investissement outre-mer des revenus ou des résultats imposables) (p. 9036)

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire)

Son intervention (p. 9046)

Soutient l'amendement n° 118 de la commission (maintien de l'amortissement en cas de démembrement du droit de propriété) : adopté après rectification (suppression du gage) et modifications (p. 9051)

Article 70 (gestion d'actifs hors de France dans des structures soumises à un régime fiscal privilégié constituées de personnes physiques)

Son intervention (p. 9075)

Après l'article 70

Soutient l'amendement n° 129 de la commission (obligation de déclaration par les personnes physiques des transferts financiers internationaux d'un montant de plus de 50 000 F) : adopté (p. 9080)

Son amendement n° 161 deuxième correction (création d'un fichier des associés, dirigeants et gérants de sociétés) : retiré (p. 9082)

Soutient l'amendement n° 131 de la commission (renforcement des contrôles en matière de TVA intracommunautaire) : adopté (p. 9082)

Son amendement n° 215 (renforcement de la coopération entre les agents de la direction générale des impôts et ceux des douanes) : adopté (p. 9083)

Son amendement n° 216 (communication entre la direction générale des impôts et la direction générale des douanes des documents recueillis dans le cadre de leurs missions respectives) : adopté (p. 9083)

Soutient l'amendement n° 132 de la commission (communication à l'administration fiscale des résultats des contrôles opérés en matière de cotisations sociales) : adopté (p. 9083)

Son amendement n° 160 corrigé (établissement d'une liste des personnes assujetties à l'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté (p. 9084)

Son amendement n° 159 corrigé (utilisation par les services fiscaux des numéros d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques) : adopté après modifications (p. 9085)

Soutient l'amendement n° 128 de la commission (renforcement de l'information du Parlement sur les résultats du contrôle fiscal) : retiré (p. 9086)

Intervient sur l'amendement n° 237 du Gouvernement (renforcement de l'information du Parlement sur les résultats du contrôle fiscal) (p. 9086)

Intervient sur l'amendement n° 133 de la commission (rapport au Parlement sur les modalités d'exercice du contrôle fiscal en matière d'impôts locaux) (p. 9086)

Après l'article 73

Son amendement n° 15 (majoration du taux de la taxe professionnelle pour les entreprises qui procèdent à des licenciements économiques injustifiés ou à des licenciements sans cause réelle ni sérieuse) : rejeté (p. 9119)

Après l'article 74

Soutient l'amendement n° 19 de M. Christian Cuvilliez (exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les immeubles appartenant aux partis politiques) : rejeté (p. 9123)

Soutient l'amendement n° 17 de M. Christian Cuvilliez (fixation des coefficients de majoration des valeurs cadastrales servant de base aux impôts directs locaux en 1999) : rejeté (p. 9123)

Soutient l'amendement n° 16 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe sur les prospectus distribués gratuitement) : rejeté (p. 9126)

Seconde délibération

Article 45 et état B (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 9172)

Intervient sur les amendements n°s 2 et 28 du Gouvernement (minoration des crédits) (p. 9172)

Intervient sur les amendements n°s 3 à 27 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 9172)

Intervient sur les amendements n°s 29 à 33 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 9172)

Article 46 et état C (mesures nouvelles - dépenses en capital des services civils)

Intervient sur les amendements n°s 34 à 50 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 9172)

Article 64 A (maintien à 20 000 F du montant de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et les pensionnés)

Intervient sur l'amendement n° 51 du Gouvernement (de suppression) (p. 9172)

Article 64 B (prorogation des incitations fiscales à l'investissement outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 52 du Gouvernement (application du dispositif jusqu'au 31 décembre 2002) (p. 9172)

Article 64 C (extension de l'agrément prévu pour la déduction de l'investissement outre-mer des revenus ou des résultats imposables)

Intervient sur l'amendement n° 53 du Gouvernement (agrément réservé aux investissements d'un montant supérieur à 2 millions de francs) (p. 9172)

Article 64 D (amélioration des incitations fiscales à l'investissement outre-mer pour les contribuables passibles de l'impôt sur les sociétés)

Intervient sur l'amendement n° 54 du Gouvernement (remise en cause de l'avantage fiscal en cas de cession de l'investissement avant l'expiration de sa durée normale d'utilisation) (p. 9172)

Article 64 E (élargissement du champ d'application du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer au secteur de la production audiovisuelle et cinématographique)

Intervient sur l'amendement n° 55 du Gouvernement (de suppression) (p. 9172)

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire)

Intervient sur l'amendement n° 56 du Gouvernement (suppression de l'avantage fiscal à l'investissement locatif dans les résidences de tourisme classées) (p. 9172)

Article 69 bis (crédit d'impôt pour l'acquisition ou la transformation d'un véhicule propre)

Intervient sur l'amendement n° 57 du Gouvernement (de suppression) (p. 9172)

Article 70 bis (obligation de déclaration par les personnes physiques des transferts financiers internationaux d'un montant de plus de 50 000 F)

Intervient sur l'amendement n° 58 du Gouvernement (de suppression) (p. 9172)

Article 43 et état A (pour coordination) (équilibre général du budget)

Intervient sur l'amendement n° 59 du Gouvernement (déficit porté à 237,329 milliards de francs) (p. 9172)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 4 bis A (déduction pour investissement outre-mer en cas de prise de participation dans des productions audiovisuelles et cinématographiques)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (de suppression) (p. 10620)

Article 21 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations de collecte et de tri sélectifs des ordures ménagères)

Son intervention (p. 10645)

Son amendement n° 196 (nouvelle rédaction de l'article) : retiré (p. 10648)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son intervention (p. 10655)

Article 27 précédemment réservé (suppression de la taxe régionale sur les cessions d'immeubles et unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels)

Son amendement n° 275 (non-application du droit de 4,80 % aux cessions d'actions de sociétés relevant de la législation sur les habitations à loyer modéré) : adopté (p. 10691)

Article 70 septies supprimé par le Sénat (utilisation par les administrations fiscales du numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques)

Son intervention (p. 10753)

Proposition de loi n° 1032 tendant à renforcer le contrôle de l'obligation scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10321)

Son intervention (p. 10324)

Thèmes :

Associations : sectes (p. 10324, 10325)

Enfants : droits de l'enfant (p. 10324, 10325)

Enseignement : obligation scolaire (p. 10324, 10325)

Justice : victimes : sectes (p. 10324, 10325)

Proposition de résolution n° 811 tendant à créer une commission d'enquête relative aux exigences pécuniaires, aux relations financières internationales, à la situation patrimoniale et fiscale des sectes

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10485)

Son intervention (p. 10487)

Thèmes :

Associations : sectes : commissions d'enquête (p. 10487, 10488)
 Associations : sectes : délinquance et criminalité (p. 10487)
 Associations : sectes : entreprises (p. 10488)
 Associations : sectes : financement (p. 10487, 10488)
 Associations : sectes : fraude et évasion fiscales (p. 10488)
 Associations : sectes : généralités (p. 10487, 10488)
 Associations : sectes : Gouvernement (p. 10487)
 Cultes : associations cultuelles (p. 10488)

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Raymond Forni (commission de quinze membres) (p. 10495)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10542)*Article unique*

Son amendement n° 19 (parité pour les élections au scrutin de liste) : retiré (p. 10553)

Projet de loi n° 1243 portant prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 décembre 1998] (p. 10572)

Son intervention (p. 10576)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 10576)
 Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 10576)

Discussion de l'article unique [16 décembre 1998] (p. 10580)

Son amendement n° 1 rectifié soutenu par M. Christian Cuvilliez (prorogation des mandats jusqu'au 1er novembre 1999) (p. 10580) : adopté (p. 10581)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1559)

Son intervention (p. 1579)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité (p. 1579)
 Secteur public : services publics : électricité (p. 1579)

Déclaration du Gouvernement n° 1397 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, sur l'avenir du secteur bancaire et financier**[17 février 1999] (p. 1511)**

Son intervention (p. 1533)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Association française des banques (AFB) (p. 1533)
 Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 1534)
 Banques et établissements financiers : Crédit foncier (p. 1533)
 Banques et établissements financiers : Crédit Lyonnais (p. 1534)
 Banques et établissements financiers : généralités (p. 1533, 1534)
 Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 1534)
 Banques et établissements financiers : secteur public (p. 1533, 1534)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2151)

Son intervention (p. 2181)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2181 à 2183)
 Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 2182)
 Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 2182)
 Banques et établissements financiers : secteur public (p. 2181, 2182)
 DOM (p. 2183)

Discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2196) ; [10 mars 1999] (p. 2237, 2255) ; [11 mars 1999] (p. 2303, 2356)*Article 1er (les missions des caisses d'épargne)*

Son amendement n° 266 (prise en compte du développement économique et régional et de la lutte

contre l'exclusion bancaire et financière): adopté après modifications (p. 2200)

Son amendement n° 267 (affirmation de la spécificité du livret A): devenu sans objet (p. 2200)

Article 2 (la définition du réseau des caisses d'épargne)

Intervient sur l'amendement n° 132 de M. Jean-Jacques Jégou (remplacement des groupements locaux d'épargne par des groupements régionaux d'épargne et de prévoyance) (p. 2204)

Article 3 (le statut des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 252 (respect du principe d'organisation et de fonctionnement démocratique inhérent au statut coopératif): rejeté (p. 2206)

Son amendement n° 253 (interdiction pour les banques à statut coopératif de lever des fonds sur les marchés financiers): retiré (p. 2206)

Article 5 (les organes dirigeants des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 254 (fixation à 17 du nombre des membres des conseils d'orientation et de surveillance): adopté (p. 2238)

Son amendement n° 268 (représentation des membres élus par l'assemblée générale des sociétaires au sein des conseils d'orientation et de surveillance): rejeté (p. 2240)

Son amendement n° 255 (représentation des membres élus par les collectivités territoriales au sein des conseils d'orientation et de surveillance): rejeté (p. 2240)

Son amendement n° 256 (représentation des salariés et des membres élus par les collectivités territoriales au sein des conseils d'orientation et de surveillance): rejeté (p. 2240)

Article 6 (l'affectation des résultats)

Son amendement n° 251 (suppression de la référence à l'intérêt servi aux parts sociales): rejeté (p. 2242)

Son amendement n° 269 (référence aux missions contenues dans l'article 1er du projet de loi): adopté (p. 2247)

Son amendement n° 270 (affectation au financement des projets d'économie locale et sociale d'une somme au moins égale au double du montant de l'intérêt servi aux parts sociales): devenu sans objet (p. 2247)

Son amendement n° 271: devenu sans objet (p. 2248)

Article 8 (l'objet et le statut des groupements locaux d'épargne)

Soutient l'amendement n° 260 de M. Jean Vila (renforcement du rôle et des compétences des groupements locaux d'épargne): adopté (p. 2257)

Son amendement n° 314 rectifié (fixation du niveau de la rémunération des parts sociales détenues par les sociétaires des groupements locaux d'épargne): adopté (p. 2257)

Article 9 (le sociétariat des groupements locaux d'épargne)

Son amendement n° 273 (relèvement du plafond de participation des collectivités territoriales au capital des groupements locaux d'épargne): adopté (p. 2259)

Son amendement n° 272 (participation des titulaires du livret A au capital des groupements locaux d'épargne): rejeté (p. 2262)

Article 10 (le statut de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 274 (relèvement du niveau de participation des caisses d'épargne au capital de la Caisse nationale): retiré (p. 2265)

Soutient l'amendement n° 261 de M. Jean Vila (rôle de la Caisse nationale): rejeté (p. 2268)

Son amendement n° 258 (interdiction pour la Caisse des dépôts et consignations et les actionnaires autres que les caisses d'épargne de détenir chacun plus de 25 % du capital de la Caisse nationale): retiré (p. 2269)

Article 11 (les missions de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 262 de M. Jean Vila (compétences de la Caisse nationale): rejeté (p. 2269)

Son amendement n° 275 (définition des produits offerts à la clientèle en concertation avec les organismes agréés de consommateurs et dans le respect des missions d'intérêt général définies à l'article 1^{er} du projet de loi): rejeté (p. 2270)

Son amendement n° 276 (limitation à 1 % du taux de commission des caisses d'épargne au titre de leur mission de collecte des fonds sur le livret A): retiré (p. 2271)

Son amendement n° 277 (affectation de l'intégralité des sommes déposées dans les caisses d'épargne des DOM-TOM au développement de leur économie locale): adopté après rectification (p. 2273)

Son amendement n° 257 (affectation de l'intégralité des sommes déposées dans les caisses d'épargne des DOM au développement de leur économie locale): retiré (p. 2273)

Article 15 (la Fédération nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 278 (définition par la Fédération nationale des orientations stratégiques du réseau): adopté (p. 2276)

Son amendement n° 247 (organisation de sessions d'information régulières à l'intention des épargnants sociétaires): rejeté (p. 2277)

Son amendement n° 245 (contribution de la Fédération nationale au réseau des établissements européens de même nature): adopté après rectification (p. 2278)

Article 17 (l'exercice du droit d'opposition)

Son amendement n° 248 soutenu par M. Roger Meï (exercice du droit d'opposition par les représentants à la commission paritaire nationale des organisations syndicales ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à la dernière élection professionnelle commune à l'ensemble des salariés): rejeté (p. 2279)

Article 24 (le fonds de mutualisation)

Soutient l'amendement n° 265 de M. Jean Vila (de suppression) : retiré (p. 2286)

Article 25 (la mise en place des groupements locaux d'épargne)

Son amendement n° 249 (relèvement du nombre minimal de sociétaires nécessaires à la constitution d'un groupement local d'épargne) : devenu sans objet (p. 2289)

Son amendement n° 250 (relèvement du nombre minimal de sociétaires nécessaires à la constitution d'un groupement local d'épargne) : devenu sans objet (p. 2289)

Article 29 (les dispositions transitoires relatives à la révision des accords collectifs)

Soutient l'amendement n° 306 de M. Jean Vila (de suppression) : rejeté (p. 2292)

Article 30 (les dispositions relatives aux dirigeants)

Son amendement n° 246 (suppression de la possibilité pour les membres des conseils d'orientation et de surveillance de percevoir une indemnité de fonction) : retiré (p. 2294)

Après l'article 51

Soutient l'amendement n° 307 de M. Alain Bocquet (instauration d'un mécanisme de garantie des dépôts) : adopté après rectification et modifications (p. 2338)

Article 69 (possibilité de résilier les contrats conclus pour la gestion et le recouvrement des prêts et ressources d'une société de crédit foncier)

Soutient l'amendement n° 264 de M. Jean Vila (accomplissement des opérations de gestion et recouvrement des prêts par les seuls établissements de crédit) : retiré (p. 2369)

Frédérique BREDIN

*Seine-Maritime (9^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8363)

Son intervention (p. 8390)

Thèmes :

Assemblée nationale : députés : opposition (p. 8390)
Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : droits de l'enfant (p. 8391)
Famille : mariage (p. 8391)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Son intervention (p. 2006)

Thèmes :

Elections et référendums : statut des élus (p. 2007)
Parlement : parlementaires : cumul des mandats (p. 2007)
Parlement : parlementaires : rôle (p. 2007)
Parlement : Sénat (p. 2006)
Politique générale : institutions : réforme (p. 2006, 2007)

Discussion des articles [3 mars 1999] (p. 2018) ; [4 mars 1999] (p. 2067)*Article 2 quater supprimé par le Sénat (missions confiées à un parlementaire)*

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2025)

Article 2 quinquies supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec la fonction de membre du bureau d'une chambre consulaire ou d'une chambre d'agriculture)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2027)

Article 2 decies supprimé par le Sénat (limitation pour les parlementaires de l'exercice de la profession d'avocat)

Intervient sur l'amendement n° 35 corrigé de M. Hervé Morin (interdiction faite à l'avocat élu député d'accomplir directement ou indirectement tout acte de sa profession) (p. 2029)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2029)

Ses explications de vote (p. 2071)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2072)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 1157 (Elections et référendums 827) relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et du projet de loi n° 1158 (Elections et référendums 828) relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et fonctions électives (Voir Elections et référendums 827)

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2073)

Article 1er A supprimé par le Sénat (conditions de l'éligibilité)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Hervé Morin (éligibilité entre 23 ans et moins de 72 ans révolus) (p. 2076)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement de l'article - éligibilité à 18 ans) (p. 2076)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Philippe Vuilque (rétablissement de l'article - éligibilité à 18 ans) (p. 2076)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Pierre Albertini (saisissabilité des indemnités de fonction des élus locaux) (p. 2083)

Article 3 quinquies supprimé par le Sénat (extension des dispositions relatives à la suspension du contrat de travail)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2085)

Article 3 sexies supprimé par le Sénat (revalorisation des indemnités des maires)

Intervient sur l'amendement n° 29 rectifié de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2088)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Pierre Albertini (suppression des droits à l'avancement et à la retraite des militaires pendant la durée de leur mandat) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires de l'Etat) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires des collectivités territoriales) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires des hôpitaux) (p. 2095)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 1999] (p. 2721)

Son intervention (p. 2738)

Thèmes :

Droit pénal : détention provisoire (p. 2739 à 2741)

Droit pénal : détention provisoire : lois (p. 2740)

Droit pénal : garde à vue (p. 2740)

Droit pénal : instruction : publicité (p. 2741)

Droit pénal : juge de la détention provisoire (p. 2741)

Droit pénal : présomption d'innocence : médias (p. 2741)

Justice : réforme (p. 2738)

Presse et livres : liberté de la presse (p. 2741)

Système pénitentiaire : établissements (p. 2740)

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Article 1er (article préliminaire du code de procédure pénale : principes fondamentaux de la procédure pénale)

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (nouvelle rédaction des paragraphes III et IV mettant l'accent sur les garanties bénéficiant à la personne poursuivie et instituant le double degré de juridiction) (p. 2792)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Patrick Devedjian (condamnation fondée sur des preuves loyalement obtenues) (p. 2792)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Édouard Balladur (suppression de la mise en examen, généralisation du statut de témoin assisté, ordonnance de mise en accusation soumise au tribunal de la liberté si elle prévoit des mesures de contrainte et susceptible d'appel devant la chambre d'accusation dans le cas contraire) (p. 2798)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (mention dans l'ordonnance de règlement des

diligences accomplies pour instruire à charge et à décharge) (p. 2806)

Avant l'article 2

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (rétention des personnes non suspectées le temps strictement nécessaire à leur audition) : adopté (p. 2808)

Intervient sur l'amendement n° 306 du Gouvernement (droit au silence de la personne placée en garde à vue) (p. 2810)

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Jacques Floch (emprisonnement individuel au titre de la détention provisoire) (p. 2812)

Article 2 (article 63-4 du code de procédure pénale : intervention de l'avocat dès le début de la garde à vue)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Pierre Albertini (pas d'interrogatoire avant l'arrivée de l'avocat sous réserve d'un délai de deux heures à compter de sa désignation) (p. 2818)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 84 de la commission (de coordination) (p. 2823)

Intervient sur l'amendement n° 254 de M. Jean-Pierre Michel (enregistrement sonore des interrogatoires des mineurs placés en garde à vue) (p. 2825)

Intervient sur l'amendement n° 168 de M. André Gerin (enregistrement sonore des interrogatoires des mineurs de dix à treize ans placés en garde à vue) (p. 2825)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. André Gerin (article 116 du code de procédure pénale - personne mise en examen informée par le juge d'instruction de son droit au silence, à faire des déclarations ou d'être interrogée) (p. 2828)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Philippe Houillon (article 116 du code de procédure pénale - personne mise en examen informée par le juge d'instruction de son droit au silence, à faire des déclarations ou d'être interrogée) (p. 2828)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Pierre Albertini (dénonciation anonyme ne pouvant être utilisée comme moyen de preuve) (p. 2836)

Avant l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (suppression de l'article 611-1 du code de l'organisation judiciaire prévoyant la présence d'un ou de plusieurs juges d'instruction dans chaque tribunal de grande instance) (p. 2879)

Article 10 (articles 137-1 à 137-5 du code de procédure pénale : institution du juge de la détention provisoire - rapports avec le juge d'instruction et le parquet)

Son intervention (p. 2883)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Patrick Devedjian (11° de l'article 138 du code de procédure pénale - cautionnement tenant compte des revenus, des charges et du patrimoine et pouvant être acquitté autrement qu'en espèces) (p. 2895)

Intervient sur l'amendement n° 266 deuxième rectification de M. Jacques Heuclin (11° de l'article 138 du code de procédure pénale - cautionnement tenant compte des revenus, des charges et du patrimoine et pouvant être acquitté autrement qu'en espèces ; article 142-2 relatif à la restitution du cautionnement) (p. 2895)

Article 16 (article 145-1 du code de procédure pénale : durée de la détention provisoire en matière correctionnelle)

Son intervention (p. 2902)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Jean-Pierre Michel (comparution immédiate - maintien du quantum d'un an de peine encourue pour la mise en détention provisoire dans le seul cas de flagrant délit) (p. 2909)

Article 19 (articles 149 et 149-2 du code de procédure pénale : indemnisation à raison d'une détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 109 de la commission (principe de l'indemnisation systématique sauf irresponsabilité pénale, prescription, amnistie ou auto-accusation) (p. 2918)

Son amendement n° 257 (expertise contradictoire à la demande de la personne intéressée pour l'évaluation du préjudice) : adopté (p. 2918)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 111 de la commission (enquête sur la situation matérielle, familiale ou sociale des prévenus incarcérés) (p. 2920)

Soutient l'amendement n° 112 de la commission (commission du suivi de la détention provisoire) : adopté (p. 2921)

Article 20 (articles 77-2 et 77-3 du code de procédure pénale : délai raisonnable en matière d'enquêtes de police judiciaire)

Soutient l'amendement n° 119 de la commission (suppression de la référence au bon déroulement de l'enquête justifiant une audience non publique et motivation de la décision du président du tribunal de grande instance sur la demande de publicité) : retiré (p. 2926)

Après l'article 21

Soutient l'amendement n° 121 de la commission (information des parties civiles) : adopté (p. 2931)

Article 22 (article 226-30-1 du code de procédure pénale : interdiction de publier l'image d'une personne portant des menottes ou de réaliser un sondage sur la culpabilité d'une personne mise en cause)

Son intervention (p. 2933)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Pierre Albertini (suppression de l'interdiction de publier l'image d'une personne portant des menottes) (p. 2938)

Intervient sur l'amendement n° 286 de Mme Nicole Catala (interdiction de la publication d'images portant gravement atteinte à la réputation ou à la dignité) (p. 2940)

Article 23 (article 13 de la loi du 29 juillet 1881 et article 6 de la loi du 29 juillet 1982 : droit de réponse exercé par le ministère public)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Patrick Devedjian (de suppression) (p. 2943)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Pierre Albertini (de suppression) (p. 2943)

Son sous-amendement n° 260 (délai d'un mois) à l'amendement n° 130 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article supprimant l'intervention du procureur mais maintenant les dispositions portant de huit jours à trois mois le délai du droit de réponse en matière audiovisuelle) : adopté (p. 2943)

Article 24 (article 64 de la loi du 29 juillet 1881 : arrêt de l'exécution provisoire d'une décision tendant à limiter la diffusion de l'information)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Patrick Devedjian (de précision) (p. 2944)

Article 25 (articles 11, 145, 177-1, 199, 199-1, 212-1 et 803 du code de procédure pénale : "fenêtres de publicité" dans la procédure pénale)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Patrick Devedjian (suppression du paragraphe I relatif aux communiqués du procureur) (p. 2946)

Soutient l'amendement n° 134 de la commission (article 145 du code de procédure pénale - suppression du critère du bon déroulement de l'information justifiant le caractère non public de l'audience pour le placement en détention provisoire) : adopté (p. 2948)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 145 de la commission (insertion d'un article 53-1 dans le code de procédure pénale et article 75 - information des victimes sur leurs droits dès le début de l'enquête) (p. 2953)

Après l'article 31

Soutient l'amendement n° 151 de la commission (article 40 du code de procédure pénale - motivation et notification par écrit de l'avis de classement sans suite) : adopté (p. 2956)

Explications de vote et vote [30 mars 1999] (p. 3027)

Ses explications de vote (p. 3032)

Vote pour du groupe socialiste (p. 3032)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4532)

Son intervention (p. 4551)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : publicité (p. 4552)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4551, 4552)

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 461) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852) ; [26 mai 1999] (p. 4974, 4987) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Renaud Muselier (notion de public "le plus large") (p. 4619)

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Christian Kert (modalités d'avertissement des émissions de nature à heurter certaines sensibilités) (p. 4621)

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Christian Kert (notions d'éthique télévisuelle et restrictions en matière de vulgarité) (p. 4622)

Article 3 (article 45 de la loi du 30 septembre 1986 : constitution et missions de la Société La Cinquième-Arte)

Son intervention (p. 4710)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Intervient sur l'amendement n° 553 de M. Noël Mamère (nomination des administrateurs) (p. 4736)

Intervient sur l'amendement n° 76 de la commission (nomination des administrateurs) (p. 4736)

Article 6 (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des sociétés du secteur public de la communication audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 264 de M. Christian Kert (instauration d'une commission consultative indépendante sur le financement des missions de service public) (p. 4770)

Intervient sur l'amendement n° 564 de M. Noël Mamère (instauration d'une commission consultative indépendante sur le financement des missions de service public) (p. 4770)

Intervient sur l'amendement n° 33 du Gouvernement (exonérations de la redevance et publicité) (p. 4778)

Article 8 (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 4863)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 391 de M. Laurent Dominati (institution d'une chaîne parlementaire) (p. 4866)

Article 9 (article 15 de la loi du 30 septembre 1986 : protection des mineurs vis-à-vis de programmes ou de messages susceptibles de nuire à leur épanouissement et respect de la dignité de la personne)

Son intervention (p. 4868)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Olivier de Chazeaux (avertissement acoustique et visuel des programmes visés) (p. 4871)

Son amendement n° 513 (avertissement acoustique et visuel des programmes visés) : adopté (p. 4871)

Après l'article 9

Son amendement n° 510 (équipement des téléviseurs d'une puce antiviolence) : rejeté (p. 4875)

Article 24 (article 33 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de radiodiffusion sonore et de télévision distribués par câble ou par satellite)

Son amendement n° 511 soutenu par M. Laurent Dominati (protection de l'enfance) : rejeté (p. 5025)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 517 de M. Patrice Martin-Lalande (taux de TVA applicables aux CD-Rom) (p. 5078)

Article 4 précédemment réservé (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Intervient sur le sous-amendement n° 450 de M. Renaud Muselier (rédactionnel) à l'amendement n° 79 de la commission (nomination des présidents des conseils d'administration) (p. 5080)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6295)

Son intervention (p. 6319)

Thèmes :

Droit pénal : détention provisoire : indemnisation (p. 6321)

Justice : indépendance (p. 6320)

Justice : magistrats : discipline (p. 6320, 6321)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 6319 à 6321)

Justice : réforme : Président de la République (p. 6319, 6321)

Jean-Paul BRET

*Rhône (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur de la proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur les conditions du cumul des missions de conception et de maîtrise d'œuvre par les architectes des bâtiments de France (n° 1326) [10 février 1999]

Rapporteur du projet de loi sur l'innovation et la recherche (n° 1410) [3 mars 1999]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants [22 octobre 1998]

Proposition de loi organique n° 1145 relative à l'inéligibilité du Médiateur des enfants [22 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1410), sur l'innovation et la recherche [27 mai 1999] (n° 1642)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Turquie. Droits de l'homme
[2 mars 1999] (p. 1861)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 648, posée le 1^{er} mars 1999. Santé. Soins et
maintien à domicile (J.O. Questions p. 11228).
Appelée le 2 mars 1999. Personnel, qualification
(p. 1832)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

CULTURE

Examen du fascicule [21 octobre 1998] (p. 7077)

Procédure des questions :

Culture : politique culturelle : Front national (p. 7102)

Culture : politique culturelle : politique de la ville
(p. 7107)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7139)

Son intervention (p. 7139)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire :
santé publique (p. 7139)

Enseignement : obligation scolaire (p. 7139)

**Proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur
des enfants**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [19 novembre 1998]
(9276)**

Son intervention (p. 9279)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête
(p. 9279)

Assemblée nationale : Président (p. 9280)

Enfants : droits de l'enfant (p. 9279, 9280)

Enfants : médiateur (p. 9279, 9280)

Famille (p. 9280)

Partis et mouvements politiques : opposition
(p. 9280)

Pays étrangers (p. 9279)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9285)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. José Rossi
(institution d'un délégué général à l'enfance auprès du
médiateur de la République) (p. 9287)

Article 1er (saisine du médiateur des enfants)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Serge Blisko
(faculté pour le médiateur des enfants d'informer les
parents de sa saisine par l'enfant mineur) (p. 9290)

Son amendement n° 14 (auto-saisine du médiateur des
enfants) : adopté (p. 9290)

Ses explications de vote (p. 9296)

Vote pour du groupe socialiste (p. 9296)

Projet de loi n° 1410 sur l'innovation et la recherche

Rapporteur de la commission des affaires culturelles,
familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [3 juin 1999]
(p. 5376)**

Son intervention (p. 5380)

Thèmes :

Entreprises : création (p. 5380, 5381)

Impôt sur le revenu : stock options (p. 5381)

Recherche : chercheurs : détachement (p. 5380, 5381)

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5411)

Ses interventions dans la discussion des
amendements et des sous-amendements

*Article 1er (articles 14, 18, 19, 19-1 nouveau et 25-1 à
25-4 nouveaux de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982
d'orientation et de programmation pour la recherche et
le développement technologique de la France :
valorisation de la diffusion des résultats de la
recherche par les organismes de recherche et
facilitation de la création d'entreprise par les
chercheurs)*

Son intervention (p. 5413)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission
(possibilités de recrutement de personnels contrac-
tuels) : adopté (p. 5415)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (rédac-
tionnel) : adopté (p. 5416)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (rédac-
tionnel) : adopté (p. 5417)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission
(suppression de la compétence du Conseil d'Etat en
matière de décrets sur les activités d'enseignement) :
adopté (p. 5417)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5418)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (conservation par les chercheurs des actions qu'ils détiennent déjà) : adopté (p. 5418)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5419)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5419)

Soutient l'amendement n° 95 de la commission (renforcement de la compétence de la commission de déontologie) : adopté (p. 5419)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5420)

Article 2 (articles 6, 20, 25, 42, 53 et 56 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur : création de services d'activités industrielles et commerciales au sein des établissements d'enseignement supérieur)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5421)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5421)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (information des conseils scientifiques d'universités) : adopté (p. 5421)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 5421)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (recours à l'arbitrage) : adopté (p. 5422)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5422)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5422)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (possibilité pour les sociétés innovantes de se constituer sous forme de sociétés par actions simplifiées) : adopté (p. 5425)

Article 3 (article 163 bis G du code général des impôts : assouplissement des conditions d'attribution des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (taux de taxation des plus-values de l'entreprise) : adopté (p. 5426)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (rétablissement du texte initial du projet de loi) : adopté (p. 5427)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (octroi du bénéfice des bons de souscription de parts de création d'entreprise aux dirigeants salariés des entreprises exclusivement) : adopté (p. 5428)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (fixation à 25 % de la part du capital de l'entreprise devant être

détenue par des personnes physiques) : adopté (p. 5428)

Article 3 bis (article 92 B decies du code général des impôts : élargissement des possibilités de report d'imposition des plus-values de cession de titres dont le produit est investi dans les fonds propres des PME)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5430)

Article 3 ter (garantie des risques de protection juridique des droits attachés aux brevets)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5431)

Article 3 quater (articles 208-1, 208-3, 208-8 et 339-5 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : modification du régime d'attribution des stock options)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5434)

Article 3 quinquies (article 163 bis C du code général des impôts : réduction du délai d'indisponibilité fiscale des stock options)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5434)

Article 3 sexies (article 200 A du code général des impôts : réduction du taux d'imposition des plus-values réalisées sur stock options)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5434)

Article 3 septies (article L. 242-1 du code de la sécurité sociale : exonération totale de cotisations sociales des plus-values réalisées sur stock options)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5435)

Article 3 nonies (article 22-1 de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 : investissement des fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI) dans des holdings)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5435)

Article 3 decies (relèvement du plafond de versement ouvrant droit à réduction d'impôt pour souscription au capital de sociétés non cotées)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5436)

Article 3 undecies (article 885-L bis nouveau du code général des impôts : réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune pour la souscription au capital de sociétés innovantes)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5436)

Article 3 duodecies (article L. 80 B du livre des procédures fiscales : réduction du délai de réponse de l'administration fiscale pour le bénéfice du crédit d'impôt-recherche)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5437)

Article 4 (article L. 351-12 du code du travail : extension du régime de droit commun d'indemnisation-chômage aux établissements d'enseignement supérieur et aux organismes de recherche)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5437)

Article 5 (article 4 de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public : extension de l'éméritat aux enseignants-chercheurs assimilés aux professeurs des universités)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5437)

Article 5 bis (article 244 quater B du code général des impôts : modification du régime fiscal du crédit d'impôt-recherche en faveur de l'emploi des jeunes docteurs)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (modalités de calcul de l'assiette du crédit d'impôt-recherche) : adopté (p. 5438)

Article 6 (article 17 de la loi de programme n° 85-1371 du 23 décembre 1985 sur l'enseignement technologique et professionnel et articles 14 bis, 14 ter et 18 bis nouveaux de la loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation : participation des lycées d'enseignement général et technologique, des lycées professionnels et de leurs enseignants à la diffusion de l'innovation technologique)

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5439)

Article 7 (rapport d'application de la loi)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (périodicité du rapport) : adopté (p. 5440)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (avis du Conseil national de l'enseignement supérieur) : adopté (p. 5441)

Victor BRIAL

*Wallis-et-Futuna (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 12 mars 1999] (p. 3725)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer. Wallis-et-Futuna : politique sociale. Personnes âgées et handicapés, allocations et ressources [31 mars 1999] (p. 3100)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 863, posée le 7 juin 1999. TOM et collectivités territoriales d'outre-mer. Wallis-et-Futuna : politique sociale (J.O. Questions p. 3356). Appelée le 8 juin 1999. Personnes âgées, handicapés, allocations et ressources (p. 5467)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7313)

Son intervention (p. 7350)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi (p. 7350)

Fonctionnaires et agents publics (p. 7350)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 7351)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Wallis-et-Futuna (p. 7350, 7351)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Wallis-et-Futuna : institutions (p. 7351)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)

Son intervention (p. 10862)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
Nouvelle-Calédonie : Wallis-et-Futuna (p. 10862)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
Wallis-et-Futuna : Etat (p. 10862, 10863)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
Wallis-et-Futuna : politique économique (p. 10862,
10863)

Projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5740)

Son intervention (p. 5754)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
Wallis-et-Futuna : droit du travail (p. 5755)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
Wallis-et-Futuna : logement social (p. 5755)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
Wallis-et-Futuna : santé publique (p. 5754, 5755)

Projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5740)

Discussion générale commune du projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1175 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998

portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1176 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer et du projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (voir DOM-TOM 1173)

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5763)*Article 1er (domaines d'intervention de l'habilitation)*

Son intervention (p. 5764)

Son amendement n° 2 (extension à la durée de la scolarité obligatoire dans les îles Wallis et Futuna) : adopté (p. 5765)

Son amendement n° 5 (extension à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles aux îles Wallis et Futuna) : adopté (p. 5765)

Philippe BRIAND

*Indre-et-Loire (5^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Enseignement : personnel. Enseignants. Rémunérations [24 mars 1999] (p. 2764)

Politique économique. Croissance. Prévisions [30 mars 1999] (p. 3024)

Impôts et taxes. Politique fiscale. Prélèvements obligatoires, taux [1^{er} juin 1999] (p. 5181)

Jean BRIANE

*Aveyron (1^{ère} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Impôts et taxes. Associations. Réglementation, application [10 février 1999] (p. 1161)

*DÉBATS***Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046) ; [12 octobre 1998] (p. 6380)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 490 soutenu par M. François Sauvadet (aides compensatrices de handicap délivrées sans contractualisation) (p. 6019) : rejeté (p. 6020)

Son amendement n° 491 (prise en compte des conditions climatiques et géographiques de chaque région) : rejeté (p. 6024)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son sous-amendement n° 492 soutenu par M. Germain Gengenwin (prise en compte du handicap géographique) à l'amendement n° 86 de la commission (aménagement des aides) (p. 6059) : rejeté (p. 6066)

Après l'article 50

Son amendement n° 493 soutenu par M. François Sauvadet (modalités d'attribution des biens de section) (p. 6420) : retiré (p. 6421)

Nicole BRICQ

*Seine-et-Marne (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur de la proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur Air France (n° 980) [1^{er} octobre 1998]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête portant sur les suites données aux rapports publics de la Cour des comptes (n° 1331) [31 mars 1999]

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 12 mai 1999] (p. 7074)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 12 mai 1999] (p. 7074)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 21 mai 1999] (p. 7594)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 21 mai 1999] (p. 7594)

Chargée d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et de M. le secrétaire d'Etat à l'industrie [J.O. du 10 juillet 1999]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur la proposition de résolution (n° 980) visant à créer une commission d'enquête sur Air-France [9 décembre 1998] (n° 1255)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Banques et établissements financiers. Crédit lyonnais. Privatisation [3 novembre 1998] (p. 7929)

Etablissements de santé. Hôpitaux. Restructuration, Ile-de-France [22 décembre 1998] (p. 11013)

Aménagement du territoire. Zones franches urbaines. Entreprises, aides de l'Etat [10 mars 1999] (p. 2223)

Banques et établissements financiers. Crédit lyonnais. Privatisation [29 juin 1999] (p. 6535)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1998] (p. 6507) ; [14 octobre 1998] (p. 6584)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 6544)

Son intervention (p. 6602)

Thèmes :

Emploi : allègement des charges sociales (p. 6603)

Finances publiques : dépenses (p. 6603)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6602)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6544, 6603)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6544)

Politique économique : conjoncture (p. 6602)

Politique économique : croissance (p. 6544, 6602, 6603)

Politiques communautaires : politiques internes (p. 6603)

TVA : taux (p. 6603)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6935)**

Article 18 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et mise en œuvre d'un remboursement de TIPP aux transporteurs routiers)

Son intervention (p. 6823)

Après l'article 18

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (modification du régime fiscal de l'aquazole) : adopté après rectification (suppression du gage) et modifications (p. 6830)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (augmentation du volume de gaz de pétrole liquéfié défiscalisé pour les taxis) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6830)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Soutient l'amendement n° 299 de M. Gilbert Gantier (exonération des locaux de stockage) : rejeté (p. 6893)

Article 30 (taxe générale sur les activités polluantes)

Son intervention (p. 6938)

Après l'article 30

Son amendement n° 524 (assujettissement des élevages hors sol à la taxe sur les installations classées) : retiré ; repris par M. Jean-Jacques Jégou : rejeté (p. 6947)

Après l'article 31

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (majoration de l'exonération de la taxe sur les véhicules des sociétés pour les véhicules fonctionnant en bicarburant) : adopté (p. 6948)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**ENSEIGNEMENT SCOLAIRE****Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7139)***Procédure des questions :*

Enseignement secondaire : personnel : non-enseignants : contrats emploi solidarité (p. 7155)

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS**Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7257)***Procédure des questions :*

Transports urbains : lignes (p. 7271)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)*Procédure des questions :*

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7909)

INTÉRIEUR**Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145)**

Son intervention (p. 8176)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : police (p. 8176, 8177)

Etat : Premier ministre : déclarations (p. 8176)

Gendarmerie : gendarmeries (p. 8177)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 8176, 8177)

Police : commissariats (p. 8177)

Police : effectifs (p. 8177)

Police : équipements (p. 8177)

Police : police de proximité (p. 8176)

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8645)*Procédure des questions :*

Défense : objecteurs de conscience (p. 8649)

Professions de santé : médecins spécialistes : femmes (p. 8653)

*ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS***[17 novembre 1998] (p. 9064)***Après l'article 69*

Intervient sur l'amendement n° 121 de la commission (crédit d'impôt pour l'acquisition ou la transformation d'un véhicule propre) (p. 9067)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 21 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations de collecte et de tri sélectifs des ordures ménagères)

Son intervention (p. 10644)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son intervention (p. 10654)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8399)

Son intervention (p. 8403)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 8405)

Famille (p. 8404)

Femmes (p. 8404)

Parlement : rôle (p. 8404, 8405)

Politique générale : libéralisme (p. 8405)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9459)

Son intervention (p. 9486)

Thèmes :

Etat : souveraineté (p. 9487)

Partis et mouvements politiques : RPR (p. 9487)

Union européenne : construction européenne (p. 9487)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 1999] (p. 749) ; [3 février 1999] (p. 897)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son amendement n° 735 (protection des espaces naturels des territoires situés en milieu périurbain) : adopté après rectification (p. 825)

Article 35 (article L. 141-1 du code de l'urbanisme : schéma directeur de la région Ile-de-France)

Intervient sur le sous-amendement n° 1251 du Gouvernement (objectif de limiter les nécessités de déplacements) à l'amendement n° 358 de la commission (de précision) (p. 937)

Son amendement n° 761 (mesures transitoires) : adopté après rectification (p. 937)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 41931)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : pays)

Intervient sur le sous-amendement n° 222 rectifié du Gouvernement (conditions de classement du périmètre d'un pays en "espace de reconquête paysagère") à l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4222)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 977)

Son intervention (p. 994)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 994)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 994)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 994)

Discussion des articles [11 février 1999] (p. 1347)

Article 57 (article L. 2531-13 du code général des collectivités territoriales - fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France)

Son intervention (p. 1364)

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2633)

Son intervention (p. 2649)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : contractuels (p. 2649)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : création d'emplois (p. 2649)

Travail : chèques vacances : petites et moyennes entreprises (p. 2649)

Proposition de loi n° 1350 portant création d'une nouvelle collectivité territoriale : le Haut-Conseil de l'agglomération parisienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3781)

Son intervention (p. 3799)

Thèmes :

Départements (p. 3800)

Elections et référendums : élections régionales : modes de scrutin (p. 3800)

Régions : Ile-de-France : compétences (p. 3799, 3800)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 3799, 3800)

Régions : Ile-de-France : environnement (p. 3799)

Régions : Ile-de-France : Etat (p. 3800)

Régions : Ile-de-France : transports (p. 3799, 3800)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 1999] (p. 4337)

Article 2 (prise en compte des soins palliatifs dans la carte sanitaire et le schéma d'organisation sanitaire)

Son intervention (p. 4342)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4445)

Article 1er (autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire)

Son intervention (p. 4390)

Proposition de loi n° 1513 relative à l'actionariat des salariés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4673)

Son intervention (p. 4679)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 4680)

Impôt sur le revenu : stock options (p. 4681)

Secteur public : privatisations (p. 4680)

Sociétés : actionnaires : salariés (p. 4679 4680)

Ses explications de vote (p. 4690)

Vote contre du groupe socialiste (p. 4690)

Projet de loi n° 1410 sur l'innovation et la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5376)

Son intervention (p. 5401)

Thèmes :

Entreprises : création (p. 5401)

Impôt sur le revenu : stock options (p. 5402)

Recherche : chercheurs (p. 5401, 5402)

Recherche : innovation (p. 5401, 5402)

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5411)

Article 3 (article 163 bis G du code général des impôts : assouplissement des conditions d'attribution des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Germain Gengenwin (extension des bons de souscription de parts de création d'entreprise aux entreprises du Second marché) (p. 5427)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6163)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : pollution : impôts et taxes (p. 6164)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 6164, 6165)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 6164)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 6164)

Politique économique : croissance (p. 6163)

Politiques communautaires : politiques internes : innovation (p. 6163, 6164)

Recherche : innovation (p. 6164)

François BROTTE

*Isère (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Accès aux services téléphoniques [10 février 1999] (p. 1166)

Postes. La Poste. Politiques communautaires, application [3 mars 1999] (p. 1966)

Bois et forêts. Politique forestière. Perspectives [5 mai 1999] (p. 4080)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6380)

Article 45 (prise en compte des fonctions économique, environnementale et sociale de l'espace agricole et forestier)

Son intervention (p. 6403)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8807)

Son intervention (p. 8793)

Thème avant la procédure des questions :

Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 8793, 8794)

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)

Son intervention (p. 8886)

Thèmes avant la procédure des questions :

Postes (p. 8887)

Télécommunications : France Télécom (p. 8887)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 130)

Son intervention (p. 141)

Thèmes :

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 141)

Secteur public : services publics (p. 141, 142)

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 255) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 971 de M. Maurice Leroy (schéma des services publics locaux) (p. 316)

Intervient sur l'amendement n° 522 de M. Jean-Claude Lenoir (schéma des services publics locaux) (p. 316)

Intervient sur l'amendement n° 558 de M. Éric Doligé (schéma des services publics locaux) (p. 316)

Intervient sur l'amendement n° 668 de M. Jean Proriol (schéma des services publics locaux) (p. 316)

Intervient sur l'amendement n° 839 de M. Michel Bouvard (schéma des services publics locaux) (p. 316)

Intervient sur l'amendement n° 1032 de M. Patrick Ollier (schéma des services publics locaux) (p. 316)

Soutient l'amendement n° 500 de M. Maurice Adevah-Poeuf (schéma de protection des espaces naturels) : rejeté (p. 317)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Intervient sur l'amendement n° 267 de la commission (adoption du schéma de services collectifs de l'information et de la communication après avis rendu public de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications) (p. 463)

Article 15 (article 18 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs de l'information et de la communication)

Son intervention (p. 511)

Son amendement n° 680 (prise en compte des évolutions technologiques et des obligations à la charge des opérateurs) : adopté après rectification (p. 521)

Intervient sur l'amendement n° 611 de M. Patrice Martin-Lalande (égal accès à tous) (p. 521)

Intervient sur l'amendement n° 613 de M. Patrice Martin-Lalande (tarification abordable pour tous) (p. 522)

Intervient sur l'amendement n° 614 de M. Patrice Martin-Lalande (attribution d'une adresse électronique pour tous les Français) (p. 523)

Intervient sur l'amendement n° 862 de M. Michel Bouvard (transmission correcte entre téléphones mobiles) (p. 526)

Intervient sur l'amendement n° 1055 de M. Patrick Ollier (transmission correcte entre téléphones mobiles) (p. 526)

Intervient sur l'amendement n° 615 de M. Patrice Martin-Lalande (téléprocédures administratives) (p. 528)

Après l'article 15

Son sous-amendement n° 1209 (cas du courrier accéléré ou non) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (objectifs du service universel postal) : adopté (p. 725)

Son sous-amendement n° 1210 (avis de la Commission supérieure du service public de la Poste et des télécommunications) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement : adopté après rectification (p. 725)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Intervient sur l'amendement n° 713 de M. François Sauvadet (dénomination du schéma) (p. 778)

Intervient sur l'amendement n° 1098 de M. Jean Proriol (dénomination du schéma) (p. 778)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Intervient sur l'amendement n° 322 de la commission (superposition d'un pays et d'un parc naturel régional) (p. 806)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Michel Bouvard (superposition d'un pays et d'un parc naturel régional) (p. 806)

Intervient sur l'amendement n° 778 de M. François Sauvadet (superposition d'un pays et d'un parc naturel régional) (p. 806)

Intervient sur le sous-amendement n° 1180 de M. Arnaud Montebourg (de précision) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) (p. 822)

Intervient sur le sous-amendement n° 1236 rectifié du Gouvernement (cas des pays organisés sous forme d'établissements publics de coopération intercommunale) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (p. 822)

Intervient sur le sous-amendement n° 1240 du Gouvernement (de suppression partielle) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (p. 822)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Intervient sur l'amendement n° 553 de M. Jean-Claude Lenoir (consultation des conseils généraux intéressés) (p. 837)

Intervient sur l'amendement n° 572 de M. Éric Doligé (consultation des conseils généraux intéressés) (p. 837)

Intervient sur l'amendement n° 890 de M. Michel Bouvard (consultation des conseils généraux intéressés) (p. 837)

Avant l'article 22

Soutient l'amendement n° 333 rectifié de la commission (création de commissions départementales de présence postale) : retiré (p. 860)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Intervient sur l'amendement n° 210 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 437 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 555 de M. Jean-Claude Lenoir (de suppression) (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 667 de M. Léonce Deprez (de suppression) (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 717 de M. Yves Coussain (de suppression) (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 974 de M. Maurice Leroy (de suppression) (p. 872)

Son amendement n° 335 (charges des entreprises dont l'Etat est majoritaire et assumant des missions de service public) : retiré (p. 873)

Son sous-amendement n° 1179 (cas des entreprises dont l'Etat est actionnaire majoritaire) à l'amendement n° 337 de la commission (mise en commun de moyens pour assurer l'accessibilité et la qualité des services publics) : devenu sans objet (p. 877)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Michel Bouvard (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) (p. 941)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Patrick Ollier (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) (p. 941)

Intervient sur l'amendement n° 236 de M. Christian Estrosi (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) (p. 941)

Intervient sur l'amendement n° 762 de M. Jean-Louis Idiart (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) (p. 941)

Intervient sur l'amendement n° 921 de M. Michel Meylan (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) (p. 941)

Soutient l'amendement n° 763 de M. Augustin Bonrepaux (rénovation de bâtiments existants au sein

de communes dotées d'un plan d'occupation des sols) : retiré (p. 942)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4193)

Article 15 (schéma de services collectifs de l'information et de la communication)

Son intervention (p. 4147)

Son amendement n° 230 (rédactionnel) : adopté (p. 4148)

Article 15 bis A (titre III du livre V de la première partie du code général des collectivités territoriales : réseaux de télécommunications créés par les collectivités locales)

Intervient sur l'amendement n° 168 de M. Félix Leyzour (de suppression) (p. 4152)

Son sous-amendement n° 196 (suppression de la disposition relative à l'interdiction des subventions) à l'amendement n° 40 rectifié de la commission (création d'infrastructures destinées à supporter des réseaux de télécommunication par les collectivités territoriales ou les établissements publics de coopération locale) : adopté (p. 4196)

Article 15 bis (loi d'orientation postale)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4200)

Intervient sur le sous-amendement n° 138 de M. Yves Coussain (suppression de la référence aux circonstances exceptionnelles) à l'amendement n° 42 de la commission (p. 4199)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : pays)

Son sous-amendement n° 197 (superposition des pays et des agglomérations) à l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : retiré (p. 4213)

Intervient sur le sous-amendement n° 199 rectifié de M. Jean Espilondo (meilleure représentation des élus) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4217)

Intervient sur le sous-amendement n° 201 de M. Jean Espilondo (conclusion d'un contrat particulier entre un pays et un syndicat mixte) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4221)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5830)

Son intervention (p. 5844)

Thèmes :

Coopération intercommunale (p. 5844)

Postes : La Poste (p. 5844)

Secteur public : services publics (p. 5844, 5845)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Jean-Marie Bockel (territoire présentant une continuité urbaine ne pouvant comporter plus d'une communauté d'agglomération sauf en région Ile-de-France) (p. 1025)

Article L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales : le conseil de la communauté d'agglomération

Intervient sur le sous-amendement n° 588 de M. Michel Vaxès (impossibilité pour une commune de détenir la moitié des sièges ou plus), rectifié (suppression des termes "ou plus") à l'amendement n° 59 rectifié de la commission (à défaut d'accord entre les communes, attribution d'un siège à chaque commune et répartition des sièges restants à la proportionnelle) (p. 1031)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1674)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF)

Son sous-amendement n° 758 (obligation d'achat étendue aux distributeurs non nationalisés) à l'amendement n° 205 de la commission (obligation d'achat réservée aux petits producteurs) : devenu sans objet (p. 1712)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5065)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 647 rectifié du Gouvernement (simplification de l'utilisation des décodeurs) (p. 5084)

Jacques BRUNHES

*Hauts-de-Seine (1^{ère} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 octobre 1998] (p. 16375)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17124)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, (n° 1179) relatif à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits [2 décembre 1998] (n° 1241)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Politique économique. Croissance, emploi [20 octobre 1998] (p. 7007)

Démographie. Recensements. Recensement de 1999, résultats, communes, accès [9 mars 1999] (p. 2137)

Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [13 avril 1999] (p. 3582)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 521, posée le 7 décembre 1998. Automobiles et cycles. ETG-Chausson (J.O. Questions p. 6603). Appelée le 8 décembre 1998. Emploi et activité, Gennevilliers (p. 10158)

n° 768, posée le 3 mai 1999. Police. Fonctionnement (J.O. Questions p. 2553). Appelée le 4 mai 1999. Effectifs de personnel, Hauts-de-Seine (p. 3929)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Estime que son vote n'a pas été pris en compte et demande qu'il soit procédé à une nouvelle mise aux voix [4 mars 1999] (p. 2079)

Indique qu'il quittera l'hémicycle si la séance devait se prolonger au-delà d'une heure du matin [2 juin 1999] (p. 5324)

Indique qu'il quittera l'hémicycle si la séance se prolongeait au-delà d'une heure du matin [2 juin 1999] (p. 5346)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6846)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son intervention (p. 6884)

Intervient sur l'amendement n° 265 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 6889)

Intervient sur l'amendement n° 420 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 6889)

Intervient sur l'amendement n° 463 de M. Gilles Carrez (de suppression) (p. 6889)

Soutient l'amendement n° 78 de M. Christian Cuvilliez (exonération des bureaux situés dans le port autonome de Paris) : devenu sans objet (p. 6891)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7257)

Procédure des questions :

Transports par eau : transports fluviaux (p. 7257)

Transports urbains : RATP (p. 7257)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : politique de la ville : communautarisme (p. 7907)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145)

Son intervention (p. 8161)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 8162)

Etat (p. 8162)

Etat : Premier ministre : déclarations (p. 8161, 8162)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : logement (p. 8163)

Police : commissariats (p. 8163)

Police : crédits (p. 8162, 8163)

Police : effectifs (p. 8162, 8163)

Politique générale (p. 8162)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

Explications de vote et vote [18 novembre 1998] (p. 9163)

Ses explications de vote (p. 9167)

Vote pour du groupe communiste (p. 9168)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9265, 9320)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 9269)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 9314)

Son intervention (p. 9320)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 9320, 9321)

Partis et mouvements politiques : Front national (p. 9314, 9320)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 9314)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9329)

Article 3 (article L. 338 du code électoral - mode de scrutin des élections régionales)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (seuil abaissé de 5 à 3 % des suffrages exprimés pour l'obtention de sièges) (p. 9340)

Article 4 (article L. 346 du code électoral - composition et conditions de présentation des listes)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (seuil ramené de 10 à 5 % de suffrages exprimés pour participer au second tour) : adopté (p. 9343)

Projet de loi n° 956 relatif à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10250)

Son intervention (p. 10523)

Thèmes :

Justice : aide à l'accès au droit (p. 10253, 10254)

Justice : magistrats (p. 10254)

Justice : maisons de justice et du droit (p. 10254)

Justice : réforme (p. 10254)

Parlement : Sénat (p. 10253, 10254)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)

Son intervention (p. 10844)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa : référendums (p. 10844)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : élections et référendums (p. 10845)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : Etat (p. 10844, 10845)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : politique économique (p. 10845)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : transferts de compétences (p. 10844)

Discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10864)

Article 23 (protection du marché du travail local)

Son intervention (p. 10876)

Article 23 précédemment réservé (protection du marché du travail local)

Intervient sur l'amendement n° 195 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article limitant l'accès à l'exercice d'une profession libérale et non son exercice) (p. 10941)

Ses explications de vote (p. 10942)

Vote pour du groupe communiste (p. 10942)

Projet de loi n° 1228 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)

Discussion générale commune du projet de loi n° 1228 relatif à la Nouvelle-Calédonie et du projet n° 1229 de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie (voir TOM et collectivités territoriales d'outre-mer 1229)

Discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10942)

Article 7 (articles L. 1522-1 à L. 1525-3 du code général des collectivités territoriales - régime des sociétés d'économie mixte)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (mise en conformité des sociétés d'économie mixte existantes aux dispositions de l'article au 1^{er} janvier 2000), rectifié (au 1^{er} janvier 2003) (p. 10944)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Son intervention (p. 2011)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats (p. 2012)

Elections et référendums : cumul des mandats : élus locaux (p. 2012)

Elections et référendums : élus : responsabilité pénale (p. 2013)

Elections et référendums : représentation proportionnelle (p. 2013)

Parlement : parlementaires : absentéisme (p. 2012)

Parlement : parlementaires : maires (p. 2012)

Parlement : parlementaires : recrutement (p. 2013)

Parlement : rôle (p. 2012, 2013)

Parlement : Sénat : cumul des mandats (p. 2013)

Politique générale : institutions : réforme (p. 2011, 2012)

Discussion des articles [3 mars 1999] (p. 2018) ; [4 mars 1999] (p. 2067)

Article 2 (interdiction du cumul d'un mandat de parlementaire avec une fonction exécutive locale ou plus d'un mandat local)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2023)

Article 2 quinquies supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec la fonction de membre du bureau d'une chambre consulaire ou d'une chambre d'agriculture)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2027)

Ses explications de vote (p. 2072)

Vote pour du groupe communiste (p. 2072)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 1157 (Elections et référendums 827) relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et du projet de loi n° 1158 (Elections et référendums 828) relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et fonctions électives (Voir Elections et référendums 827)

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2073)

Article 1er A supprimé par le Sénat (conditions de l'éligibilité)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Hervé Morin (éligibilité entre 23 ans et moins de 72 ans révolus) (p. 2076)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement de l'article - éligibilité à 18 ans) (p. 2076)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Philippe Vuilque (rétablissement de l'article - éligibilité à 18 ans) (p. 2076)

Article 2 bis supprimé par le Sénat (incompatibilité entre les mandats locaux et la fonction de membre du bureau d'un organisme consulaire)

Son rappel au règlement (cf. supra) [4 mars 1999] (p. 2079)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Pierre Albertini (saisissabilité des indemnités de fonction des élus locaux) (p. 2083)

Article 3 sexies supprimé par le Sénat (revalorisation des indemnités des maires)

Intervient sur l'amendement n° 29 rectifié de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2088)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Pierre Albertini (suppression des droits à l'avancement et à la retraite des militaires pendant la durée de leur mandat) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires de l'Etat) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires des collectivités territoriales) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires des hôpitaux) (p. 2095)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Pierre Albertini (création d'une commission chargée d'examiner les conditions d'exercice des fonctions et des mandats des élus locaux) (p. 2102)

Ses explications de vote (p. 2106)

Vote pour du groupe communiste (p. 2106)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son intervention (p. 5335)

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Lionnel Luca (obligation de stationner dans les aires prévues par le schéma départemental) (p. 5344)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Lionnel Luca (non prise en compte des aires d'accueil pour la définition de la carte scolaire) (p. 5345)

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 juin 1999] (p. 5346)

Déclaration du Gouvernement n° 1679 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la situation au Kosovo

[8 juin 1999] (p. 5477)

Son intervention (p. 5480)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 5480, 5481)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 5481, 5482)

Pays étrangers : Albanie (p. 5480)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 5480, 5482)

Pays étrangers : Russie : médiation (p. 5481)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 5481, 5482)

Projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5740)

Son intervention (p. 5754)

Thèmes :

DOM : institut d'émission des Dom (p. 5754)

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 5754)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6373)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 6291)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 6304)

Son intervention (p. 6307)

Thèmes :

Droit pénal : action publique : ministre (p. 6308)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 6308)

Droit pénal : politique pénale : ministre (p. 6308)

Justice : indépendance (p. 6292, 6307, 6308, 6388)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 6308)

Justice : magistrats : statuts (p. 6308)

Justice : réforme (p. 6307)

Justice : réforme : fonctionnaires et agents publics (p. 6308, 6309)

Justice : réforme : Président de la République (p. 6304)

Police : police judiciaire (p. 6308)

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6389)

Article 1er (articles 30 à 30-3 du code de procédure pénale - attributions du ministre de la justice)

Son intervention (p. 6392)

Article 5 (articles 48-1 à 48-5 du code de procédure pénale - recours contre les classements sans suite)

Son amendement n° 47 soutenu par M. Alain Clary (de précision) : adopté (p. 6428)

Explications de vote et vote [29 juin 1999] (p. 6539)

Ses explications de vote (p. 6542)

Vote pour du groupe communiste (p. 6542)

Proposition de résolution n° 1584 tendant à modifier les articles 50, 91 et 108 du règlement de l'Assemblée nationale

Avant la discussion des articles [29 juin 1999] (p. 6574)

Son intervention (p. 6578)

Thèmes :

Assemblée nationale : députés : liberté d'expression (p. 6578)

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 6578)

Parlement : prérogatives (p. 6578, 6579)

Vote pour du groupe communiste (p. 6578)

Marie-George BUFFET

Ministre de la jeunesse et des sports

DÉPÔT

Projet de loi n° 1821 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives [29 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Gaétan Gorce. Sports. Football. Clubs, financement [20 octobre 1998] (p. 7015)

M. Pierre Goldberg. Sports. Dopage. Lutte et prévention [3 février 1999] (p. 852)

M. Édouard Landrain. Sports. Football. Coupe du monde, bénéfiques, affectation [3 février 1999] (p. 857)

M. Robert Pandraud. Ordre public. Maintien. Violence dans les stades, Seine-Saint-Denis [6 avril 1999] (p. 3292)

M. Alain Néri. Sports. Dopage. Lutte et prévention [11 mai 1999] (p. 4303)

M. Georges Hage. Sports. Politiques communautaires. Perspectives [9 juin 1999] (p. 5612)

M. Jean-Jacques Weber. Tourisme et loisirs. Centres de vacances et de loisirs. animateurs, statut [22 juin 1999] (p. 6269)

M. Pierre Carassus. Sports. Dopage. Contrôle, Tour de France [30 juin 1999] (p. 6692)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean-Paul Bacquet. Sports. Développement. Coupons sports, paiement, date limite, Puy-de-Dôme [8 décembre 1998] (p. 10161)

M. Armand Jung. Jeunes. Office franco-allemand pour la jeunesse. Financement [19 janvier 1999] (p. 5)

M. Marc Laffineur. Tourisme et loisirs. Personnel. Animation, rémunérations, augmentation, conséquences [19 janvier 1999] (p. 7)

M. Bruno Bourg-Broc. Collectivités territoriales. Finances. Subventions aux clubs sportifs professionnels [9 février 1999] (p. 1053)

M. Jean-Luc Warsmann. Collectivités territoriales. Finances. Installations sportives, construction, aides de l'Etat [11 mai 1999] (p. 4279)

M. Jean-Claude Perez. Prestations familiales. Caisses. Action sociale, enfants, séjours dans des centres de vacances [8 juin 1999] (p. 5453)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8739)

Son intervention (p. 8755)

Ses réponses (p. 8759 à 8761)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : Fonds national de développement de la vie associative (FNDVA) (p. 8758)

Boissons et alcools : débits de boissons : stades (p. 8757)

Enseignement maternel et primaire : rythmes et vacances scolaires (p. 8758)

Jeunes : animateurs (p. 8756)

Jeunes : animateurs : conseillers d'éducation (p. 8756)

Sports : activités physiques et sportives : handicapés (p. 8758)

Sports : associations et clubs : bénévolat (p. 8757)

Sports : crédits (p. 8755)

Sports : dopage (p. 8759)

Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) : fédérations (p. 8756)

Sports : jeux olympiques (p. 8758)

Sports : stade de France (p. 8758)

Union européenne : Conseil : jeunes (p. 8756)

Réponses aux questions :

Education physique et sportive : sports scolaires et universitaires : Nice (p. 8761) (M. Lionnel Luca) (p. 8761)

Etat : Plan : sports (p. 8760) (M. Christian Estrosi) (p. 8759)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes : politique de la ville (p. 8759) (M. Lionnel Luca) (p. 8759)

Sports : installations sportives : TVA (p. 8760) (M. Alain Ferry) (p. 8760)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9172, 9197)

Son intervention (p. 9172)

Sa réponse (p. 9210)

Thèmes :

Drogue : trafic : sanctions (p. 9173)
 Sports : Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD) (p. 9174)
 Sports : dopage : généralités (p. 9172)
 Sports : dopage : prévention (p. 9173)
 Sports : fédérations (p. 9173)
 Sports : livret individuel médical et sportif (p. 9173)
 Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) : sports (p. 9174, 9210)

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210) ; [19 novembre 1998] (p. 9244)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (politique de prévention du dopage)

Soutient l'amendement n° 64 du Gouvernement (concours des fédérations sportives) : adopté (p. 9211)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 65 du Gouvernement (droit d'alerte en cas de suspicion de dopage) : adopté après modifications (p. 9219)

Soutient l'amendement n° 67 du Gouvernement (sanctions disciplinaires) : adopté après rectification et modifications (p. 9220)

Article 8 (conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Soutient l'amendement n° 68 du Gouvernement (élargissement des missions du Conseil) : adopté (p. 9223)

Soutient l'amendement n° 69 du Gouvernement (composition du Conseil) : adopté (p. 9224)

Soutient l'amendement n° 70 du Gouvernement (désignation d'un membre par le Comité consultatif national d'éthique) : adopté (p. 9224)

Article 9 (compétences du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Soutient l'amendement n° 71 rectifié du Gouvernement (création d'une cellule médicale) : adopté après modifications (p. 9225)

Soutient l'amendement n° 105 du Gouvernement (compétence en matière de santé des sportifs) : adopté (p. 9227)

Article 14 (exercice des contrôles anti-dopage)

Soutient l'amendement n° 72 rectifié du Gouvernement (laboratoires agréés) : adopté après modifications (p. 9231)

Article 15 (droit de perquisition)

Soutient le sous-amendement oral du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 16 de la commission (droit de visite des médecins et agents habilités) : rejeté (p. 9232)

Après l'article 16

Soutient l'amendement n° 73 du Gouvernement (échange d'informations) : adopté après modifications (p. 9234)

Seconde délibération

Article 9 (compétences du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (suppression du pouvoir de sanction) : adopté (p. 9255)

Son intervention à l'issue du vote (p. 9261)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 580)

Son intervention (p. 580)

Thèmes :

Sports : Comité international olympique (CIO) (p. 580)

Sports : Comité national olympique et sportif français (CNOSF) (p. 581)

Sports : fédérations (p. 581)

Sports : médecine du sport (p. 581)

Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) : dopage (p. 581)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 593)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 3 bis (déclaration nominale obligatoire des cas présumés de dopage)

Soutient l'amendement n° 36 du Gouvernement (élargissement du dispositif de suivi médical) : adopté (p. 598)

Après l'article 3 ter

Soutient le sous-amendement n° 37 du Gouvernement (respect du secret médical) à l'amendement n° 7 de la commission (saisine du conseil régional de l'Ordre des médecins) : adopté (p. 599)

Article 5 bis (veille sanitaire sur le dopage)

Soutient le sous-amendement n° 38 du Gouvernement (de simplification) à l'amendement n° 10 de la commission (transmission anonyme des données médicales) : adopté (p. 601)

Soutient le sous-amendement n° 39 du Gouvernement (de simplification) à l'amendement n° 10 de la commission : adopté (p. 601)

Article 17 (exercice des compétences disciplinaires par les fédérations agréées)

Soutient l'amendement n° 45 du Gouvernement (suivi thérapeutique) : devenu sans objet (p. 608)

Son intervention à l'issue du vote (p. 609)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [3 mars 1999] (p. 1979)

Son intervention (p. 1981)

Sa réponse (p. 1989)

Thèmes :

Sports : associations et clubs : bénévolat (p. 1989)

Sports : associations et clubs : crédits budgétaires (p. 1989)

Sports : Comité international olympique (CIO) : dopage (p. 1981)

Sports : Comité national olympique et sportif français (CNOSF) (p. 1981)

Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) : dopage (p. 1982, 1989)

Proposition de loi n° 1394 relative à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [18 mars 1999] (p. 2626)

Son intervention (p. 2627)

Sa réponse (p. 2632)

Thèmes :

Sports : arts martiaux : fédérations (p. 2627)

Sports : arts martiaux : généralités (p. 2627, 2632)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [3 juin 1999] (p. 5365)

Son intervention (p. 5365)

Sa réponse (p. 5368)

Thèmes :

Sports : arts martiaux : fédérations (p. 5365, 5368)

Sports : arts martiaux : titres et grades (p. 5365)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6059)

Son intervention (p. 6060)

Thèmes :

Jeunes : politique à l'égard des jeunes : sportifs professionnels (p. 6062)

Sports : associations et clubs : bourses de valeurs (p. 6061)

Sports : associations et clubs : multipropriété (p. 6061)

Sports : associations et clubs : sociétés anonymes (SA) (p. 6061)

Sports : associations et clubs : statut juridique (p. 6060)

Sports : associations et clubs : subventions (p. 6061, 6062)

Sports : sportifs : mineurs (p. 6062)

Discussion des articles [18 juin 1999] (p. 6212)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 44 du Gouvernement (de cohérence) : adopté (p. 6213)

Article 1er (sociétés sportives commerciales)

Soutient l'amendement n° 41 du Gouvernement (choix du régime juridique) : adopté (p. 6213)

Soutient l'amendement n° 42 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 6214)

Article 5 (interdiction d'être actionnaire de plusieurs sociétés sportives et de consentir un avantage financier à un concurrent)

Son intervention (p. 6218)

Article 9 (compensation des conséquences financières de la loi)

Soutient l'amendement n° 63 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 6227)

Michel BULLARD

*Polynésie Française (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7313)

Son intervention (p. 7342)

Thèmes avant la procédure des questions :

DOM-TOM : Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES) (p. 7342)

DOM-TOM : institutions (p. 7343, 7344)

Finances publiques (p. 7342, 7343)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 7342, 7343)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : communes (p. 7343)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : modes de scrutin (p. 7343)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)*Article 64 A (prorogation des incitations fiscales à l'investissement outre-mer)*

Soutient l'amendement n° 4 de M. Philippe Auberger (exclusion des exonérations fiscales accordées par les collectivités territoriales d'outre-mer du champ des subventions publiques visées par l'article 163 ter du code général des impôts et extension de ces dispositions aux entreprises bénéficiant de concessions de travaux publics) : rejeté (p. 10740)

Soutient l'amendement n° 5 de M. Philippe Auberger (exclusion des exonérations fiscales accordées par les collectivités territoriales d'outre-mer du champ des subventions publiques visées par l'article 217 undecies du code général des impôts et extension de ces dispositions aux entreprises bénéficiant de concessions de travaux publics) : rejeté (p. 10741)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)

Son intervention (p. 10861)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : catastrophes naturelles (p. 10862)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : institutions (p. 10861, 10862)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [1^{er} juin 1999] (p. 5204)*Article 62 (actif des sociétés de crédit foncier)*

Son amendement n° 95 : devenu sans objet (p. 5262)

Projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5740)

Son intervention (p. 5753)

Thèmes :

Commerce extérieur : douanes : Tom et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 5754)

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 5753)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : communes (p. 5754)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : droit du travail (p. 5754)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : justice (p. 5753, 5754)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : universités (p. 5754)

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5757)*Article 1er (ratification des ordonnances)*

Son amendement n° 1 (exclusion de la ratification du titre Ier de l'ordonnance n° 98-522 du 24 juin 1998 - droit du travail en Polynésie française) : rejeté (p. 5758)

Projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 juin 1999] (p. 5740)

Discussion générale commune du projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1175 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1176 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer et du projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (voir DOM-TOM 1173)

Discussion de l'article unique [10 juin 1999] (p. 5759)

Après l'article unique

Son amendement n° 24 (accroissement de la représentation du territoire au conseil d'administration de l'université de Polynésie française): adopté (p. 5759)

Son amendement n° 12 deuxième rectification (accroissement de la représentation du territoire au conseil des études et de la vie universitaire et au

conseil scientifique de l'université de Polynésie française): adopté (p. 5760)

Son amendement n° 6 (nouvelle rédaction de l'article 8 de l'ordonnance n° 98-728 du 20 août 1998 relatif au droit fixe de procédure applicable aux condamnés en matière pénale): adopté (p. 5760)

Projet de loi n° 1175 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 juin 1999] (p 5740)

Discussion générale commune du projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1175 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1176 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer et du projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (voir DOM-TOM 1173)

Discussion de l'article unique [10 juin 1999] (p. 5761)

Après l'article unique

Son amendement n° 2 (dispense de timbre pour les procès-verbaux des douanes en Polynésie française) : adopté (p. 5762)

Son amendement n° 5 (suppression de l'application en Polynésie française d'amendes prévues par le code des douanes) : adopté (p. 5762)

Son amendement n° 6 (extension du privilège sur les meubles à l'ensemble des impositions perçues au profit des communes, des établissements publics et des organismes chargés d'une mission de service public en Polynésie française) : adopté (p. 5762)

Yves BUR

*Bas-Rhin (4^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle [J.O. du 4 juin 1999] (p. 8274)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Contrats locaux de sécurité [6 octobre 1998] (p. 5955)

Union européenne. Commission. Démission, conséquences [16 mars 1999] (p. 2415)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 568, posée le 18 janvier 1999. Automobiles et cycles. Immatriculation (J.O. Questions p. 235). Appelée le 19 janvier 1999. Délais, Alsace (p. 13)

n° 692, posée le 15 mars 1999. Etablissements de santé. Personnel (J.O. Questions p. 1464). Appelée le 16 mars 1999. Durée du travail, réduction, application (p. 2390)

n° 799, posée le 10 mai 1999. Sécurité publique. Police et gendarmerie (J.O. Questions p. 2740). Appelée le 11 mai 1999. Restructuration, effectifs de personnel, Ostwald (p. 4296)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Déplore la limitation du temps de parole de l'opposition et demande une suspension de séance pour réunir son groupe [30 juin 1999] (p. 6673)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7399)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 7399) : rejetée (p. 7411)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations (p. 7401)

Professions de santé (p. 7404)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 7402)

Santé : références médicales opposables (RMO) (p. 7403)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 7400)

Sécurité sociale : cotisations : assiette (p. 7400)

Sécurité sociale : loi de financement : Parlement (p. 7400, 7405)

Sécurité sociale : prestations familiales (p. 7403)

Travail : réduction du temps de travail (p. 7404, 7405)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Avant l'article 2

Reprend l'amendement n° 423 de la commission (suppression des plans d'épargne retraite) (p. 7529) : rejeté au scrutin public (p. 7534)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Son intervention (p. 7536)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 425 rectifié du Gouvernement (aides à domicile) (p. 7566)

Article 4 (prorogation pendant trois ans et plafonnement du dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale pour l'embauche du "premier salarié")

Son intervention (p. 7568)

Article 9 (taxation des boissons dites "premix")

Son intervention (p. 7594)

Article 13 (rétablissement de l'universalité des allocations familiales)

Son intervention (p. 7611)

Article 15 (dépistage organisé des maladies aux conséquences mortelles évitables)

Son intervention (p. 7629)

Son amendement n° 324 (actions régionales et départementales) : rejeté (p. 7633)

Article 17 (extension du champ de la négociation conventionnelle avec les médecins)

Son amendement n° 328 (maintien du paiement à l'acte pour les soins curatifs) : rejeté (p. 7649)

Son amendement n° 327 (égalité d'accès au soins) : rejeté (p. 7651)

Article 19 (critères d'attribution de l'allocation de remplacement en cas de cessation d'activité des médecins et des aides à leur reconversion)

Son amendement n° 331 (évaluation du dispositif) : devenu sans objet (p. 7665)

Article 22 (dispositif transitoire relatif au respect de l'objectif des dépenses médicales pour 1998)

Son amendement n° 300 (de suppression) : rejeté (p. 7689)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 430 rectifié de M. Claude Evin (rapport sur l'état bucco-dentaire de la population) (p. 7693)

Son sous-amendement n° 442 (origine des prothèses dentaires) à l'amendement n° 430 rectifié de M. Claude Evin : rejeté (p. 7693)

Son sous-amendement n° 443 (tarif des pièces prothétiques) à l'amendement n° 430 rectifié de M. Claude Evin : rejeté (p. 7693)

Son sous-amendement n° 444 (date d'application) à l'amendement n° 430 rectifié de M. Claude Evin : rejeté (p. 7693)

Article 23 (création d'un droit de substitution au profit du pharmacien)

Son intervention (p. 7694)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques)

Son amendement n° 304 (prix pratiqués dans les autres pays de l'Union européenne) : retiré (p. 7716)

Son amendement n° 303 soutenu par M. Jean-Luc Prél (suppression des constats infra-annuels) : rejeté (p. 7717)

Article 27 (régulation des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux financées par l'assurance maladie)

Son intervention (p. 7730)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 346 (dépistage) : rejeté (p. 7777)

Son amendement n° 349 soutenu par M. Jean-Luc Prél (délégation de la prescription aux infirmiers) : retiré (p. 7778)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9629)

Article 17 supprimé par le Sénat (extension du champ de la négociation conventionnelle avec les médecins)

Son sous-amendement n° 128 soutenu par M. Jean-Luc Prél (paiement à l'acte) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9659) : rejeté (p. 9660)

Son sous-amendement n° 152 soutenu par M. Jean-Luc Prél (accès direct au spécialiste) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 9660)

Article 19 (critères d'attribution de l'allocation de remplacement en cas de cessation d'activité des médecins et des aides à leur reconversion)

Son amendement n° 118 : retiré (p. 9662)

Article 22 bis (rapport sur l'état de santé bucco-dentaire et obligation pour les chirurgiens-dentistes et les médecins faisant appel à des fournisseurs ou à des prestataires de services de fournir à leurs patients une facturation détaillée)

Son intervention (p. 9670)

Son amendement n° 140 (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9671)

Son amendement n° 141 (production d'un devis et d'une facture) : rejeté (p. 9671)

Son amendement n° 142 (date d'application) : rejeté (p. 9672)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 1998] (p. 9509)

Son intervention (p. 9511)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Jacques Guillet (p. 9530)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 9512, 9531)

Parlement : rôle : Union européenne (p. 9512)

Politiques communautaires : libre circulation des personnes (p. 9512)

Union européenne : constitution européenne (p. 9512)

Union européenne : Parlement européen (p. 9531)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : référendums (p. 9531)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 636)

Après l'article 4

Son amendement n° 78 : non soutenu (p. 643)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 1999] (p. 1094)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Son intervention (p. 1096)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Philippe de Villiers (p. 1907)

Thème :

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1907)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2544)

Son intervention (p. 2546)

Thèmes :

Politiques communautaires : budget (p. 2547)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2547)

Union européenne : élargissement (p. 2547)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3706, 3738)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3673)

Son intervention (p. 3713)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 3714)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3673, 3713)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3714)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : financement (p. 3715)

Assurance maladie maternité : généralités : mutuelles : mutualité sociale agricole (p. 3715)

Santé : accès aux soins (p. 3713)

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ; [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 1er (création d'une couverture maladie universelle et d'une protection complémentaire avec dispense d'avance de frais pour les plus démunis)

Son intervention (p. 3755)

Son sous-amendement n° 289 (de précision) à l'amendement n° 48 rectifié de la commission (de précision) : rejeté (p. 3759)

Son sous-amendement n° 292 (mise sous conditions) à l'amendement n° 48 rectifié de la commission : rejeté (p. 3759)

Son amendement n° 291 : devenu sans objet (p. 3759)

Article 3 (titre VIII du livre III, articles L. 380-1 à L. 380-4 nouveaux, du code de la sécurité sociale : critères d'affiliation au nouveau régime général et cotisation)

Son intervention (p. 3760)

Soutient l'amendement n° 326 de M. Charles de Courson (gestion par d'autres caisses que le régime général) : rejeté (p. 3763)

Son amendement n° 293 (fixation du plafond par la loi de financement de la sécurité sociale) : rejeté (p. 3764)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 328 de M. Charles de Courson (suppression des cotisations minimales forfaitaires pour les travailleurs indépendants et les exploitants agricoles) : rejeté (p. 3765)

Soutient l'amendement n° 327 de M. Charles de Courson (de coordination) : devenu sans objet (p. 3765)

Article 4 (article L. 161-2-1 nouveau du code de la sécurité sociale : immédiateté et automaticité du droit à l'accès aux soins)

Son amendement n° 295 (justification de l'identité et de la résidence) : rejeté (p. 3767)

Article 5 (articles L. 161-15-1 et L. 161-15-2 du code de la sécurité sociale : continuité du droit à l'accès aux soins)

Son amendement n° 297 (vérification par les caisses des régimes de base) : rejeté (p. 3770)

Article 6 (articles L. 161-2, L. 381-7, L. 381-12, L. 382-9, L. 615-8, L. 722-6 du code de la sécurité sociale et article 1106-12 du code rural : accès aux soins sans restrictions financières)

Soutient l'amendement n° 331 de M. Jacques Barrot (maintien d'une cotisation) : rejeté (p. 3770)

Soutient l'amendement n° 332 de M. Jacques Barrot (maintien d'une cotisation) : rejeté (p. 3771)

Soutient l'amendement n° 333 de M. Jacques Barrot (cotisation proportionnelle) : rejeté (p. 3771)

Article 10 (articles L. 161-15, L. 381-2 et L. 245-16 du code de la sécurité sociale : incidences financières de la mise en place de la couverture obligatoire sur la branche famille)

Son amendement n° 298 soutenu par M. Jean-Luc Préel (situation des conjoints survivants et des titulaires de l'allocation parent isolé) : retiré (p. 3774)

Article 12 (article L. 213-1 du code des assurances : modification de l'affectation de la cotisation due par les personnes assurant des véhicules terrestres à moteur)

Son amendement n° 398 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (de suppression) : rejeté (p. 3807)

Article 13 (article 38 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion : transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Son amendement n° 300 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (suppression de la participation des communes) (p. 3811) : rejeté (p. 3812)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Article L. 861-1 du code de la sécurité sociale : personnes ayant droit à la couverture complémentaire CMU

Son amendement n° 303 soutenu par M. Jean-Luc Préel (aide dégressive) : rejeté (p. 3837)

Article L. 861-3 du code de la sécurité sociale : étendue de la couverture complémentaire CMU

Son amendement n° 305 soutenu par M. Jean-Luc Préel (maintien d'une contribution minimum) : rejeté (p. 3842)

Son amendement n° 306 soutenu par M. Jean-Luc Préel (exclusion des prothèses dentaires et des appareillages médicaux) : rejeté (p. 3842)

Article L. 861-4 du code de la sécurité sociale : choix de l'organisme gestionnaire de la couverture complémentaire CMU par son bénéficiaire

Son amendement n° 307 soutenu par M. Jean-Luc Préel (de suppression) (p. 3853) : rejeté (p. 3854)

Son amendement n° 309 (adhésion à une mutuelle ou à un organisme semblable) : rejeté (p. 3856)

Son amendement n° 308 (maintien du monopole des mutuelles et assurances sur la couverture complémentaire) : rejeté (p. 3856)

Article L. 861-5 du code de la sécurité sociale : attribution de la couverture complémentaire CMU

Soutient l'amendement n° 336 de M. Jacques Barrot (instruction des dossiers de CMU par les mutuelles) : rejeté (p. 3858)

Son amendement n° 399 (vérification des conditions de ressources par les caisses d'allocations familiales) : rejeté (p. 3858)

Article L. 861-9 du code de la sécurité sociale : contrôle des ressources des demandeurs de la CMU

Son amendement n° 400 (de conséquence) : retiré (p. 3866)

Article 24 (article L. 162-9 du code de la sécurité sociale : tarifs pratiqués par les chirurgiens-dentistes conventionnés en faveur des bénéficiaires de la CMU)

Son intervention (p. 3875)

Intervient sur l'amendement n° 441 de la commission (extension du système du tiers payant aux chirurgiens-dentistes) (p. 3876)

Son amendement n° 311 (rapport au Parlement) : rejeté (p. 3876)

Article 25 (articles L. 861-10, L. 861-11, L. 861-12, L. 861-13, L. 861-14, L. 861-15, L. 861-16, L. 861-17 nouveaux du code de la sécurité sociale : création du fonds de financement de la protection complémentaire)

Son intervention (p. 3879)

Soutient l'amendement n° 345 de M. Jacques Barrot (présence de représentants des organismes complémentaires au sein du conseil d'administration) : rejeté (p. 3883)

Intervient sur l'amendement n° 79 rectifié de la commission (possibilité de création d'un fonds d'accompagnement à la protection complémentaire) (p. 3886)

Intervient sur le sous-amendement n° 438 de Mme Muguette Jacquaint (obligation de création d'un fonds d'accompagnement à la protection complémentaire) à l'amendement n° 79 rectifié de la commission (p. 3886)

Intervient sur le sous-amendement n° 439 de Mme Muguette Jacquaint (tarifs préférentiels dégressifs) à l'amendement n° 79 rectifié de la commission (p. 3886)

Son amendement n° 401 (assiette de la cotisation due par les organismes complémentaires) : rejeté (p. 3887)

Son amendement n° 312 (déduction modulable) : rejeté (p. 3889)

Son amendement n° 403 (de suppression du texte proposé pour l'article L. 861-15 du code de la sécurité sociale) : rejeté (p. 3890)

Avant l'article 30

Son amendement n° 314 (rapport au Parlement) : rejeté (p. 3891)

Article 30 (transfert de compétences des départements à l'Etat en matière d'aide médicale)

Soutient l'amendement n° 229 de M. Hervé Morin (de suppression) : rejeté (p. 3892)

Soutient l'amendement n° 232 de M. Hervé Morin (maintien des possibilités d'intervention de l'aide médicale vis à vis des personnes sans résidence stable) : rejeté (p. 3892)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Son intervention (p. 3978)

Son amendement n° 318 soutenu par M. Germain Gengenwin (de suppression) : rejeté (p. 3988)

Après l'article 37

Soutient le sous-amendement n° 471 de M. Jean-Pierre Foucher (participation des pharmacies) à l'amendement n° 25 de la commission (création d'établissements publics de santé interhospitaliers) : rejeté (p. 4001)

Soutient l'amendement n° 346 de M. Jacques Barrot (modifications au sein des caisses de travailleurs non salariés) : rejeté (p. 4006)

Son amendement n° 316 rectifié (instauration d'un objectif annuel ou pluriannuel d'évolution des dépenses) : adopté (p. 4008)

Son amendement n° 323 (réduction du temps de travail dans le secteur médico-social) : rejeté (p. 4021)

Intervient sur l'amendement n° 319 de M. Germain Gengenwin (retraités d'Alsace-Moselle) (p. 4022)

Après l'article 3

Son amendement n° 294 précédemment réservé (rapport au Parlement sur la généralisation du tiers-payant) : rejeté (p. 4023)

Article 38 (entrée en vigueur de la loi)

Soutient l'amendement n° 347 de M. Jacques Barrot (report de trois mois) : rejeté (p. 4025)

Ses explications de vote (p. 4026)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 4026)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5870)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 5872)

Son intervention (p. 5884)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 5872)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 5884)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : prestations (p. 5884)

Santé : accès aux soins (p. 5884)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 5885)

Discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5897) ; [16 juin 1999] (p. 5956, 5999)

Article 1er (création d'une couverture maladie universelle et d'une protection complémentaire avec dispense d'avance de frais pour les plus démunis)

Son amendement n° 215 (mise sous conditions) : rejeté (p. 5898)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 216 de M. Hervé Morin (code rural) : rejeté (p. 5900)

Son amendement n° 217 (suppression des cotisations minimales forfaitaires) : rejeté (p. 5900)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Son sous-amendement n° 234 (contribution minimale) à l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 5964)

Soutient le sous-amendement n° 232 de M. Jacques Barrot (définition d'un panier de soins) à l'amendement n° 22 de la commission : rejeté (p. 5965)

Son sous-amendement n° 235 (maintien de la répartition des compétences entre régime de base et régime complémentaire) à l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 5967)

Article 25 (articles L. 861-10, L. 861-11, L. 861-12, L. 861-13, L. 861-14, L. 861-15, L. 861-16, L. 861-17 du code de la sécurité sociale : création du fonds de financement de la protection complémentaire)

Son sous-amendement n° 238 (révision annuelle du montant du panier de soins) à l'amendement n° 39 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 5977)

Article 13 précédemment réservé (transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Son intervention (p. 5982)

Son amendement n° 220 (récupération des sommes consacrées à l'aide médicale) : rejeté (p. 5987)

Après l'article 31 bis

Son amendement n° 218 soutenu par M. Jean-Luc Prél (rapport sur les conséquences d'une généralisation du tiers payant) : rejeté (p. 6000)

Après l'article 37

Son amendement n° 226 (dérogation dans les institutions sanitaires et médico-sociales à la loi sur la réduction du temps de travail) : rejeté (p. 6019)

Soutient l'amendement n° 223 de M. Germain Gengenwin (régime local d'Alsace-Lorraine) : rejeté (p. 6020)

Après l'article 37 duotricies

Son amendement n° 225 (rapport au Parlement sur l'harmonisation des taux de remboursement) : rejeté (p. 6042)

Ses explications de vote (p. 6047)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 6047)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6665, 6703)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 6675)

Son intervention (p. 6707)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 6708) : rejetée (p. 6709)

Son rappel au règlement (cf. supra) [30 juin 1999] (p. 6673)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : bénéficiaires (p. 6707, 6708)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 6675, 6709)

Politique sociale : exclusion (p. 6709)

Santé : accès aux soins : égalité sociale (p. 6675, 6708)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6709)

Son amendement n° 10 (création d'une allocation personnalisée à la santé) : rejeté (p. 6723)

Son amendement n° 9 (Français de l'étranger) : rejeté (p. 6724)

Son amendement n° 16 (caisse des Français de l'étranger) : rejeté (p. 6724)

Son amendement n° 15 (régime agricole) : rejeté (p. 6724)

Son amendement n° 19 (modalités d'application du droit à l'accès aux soins) : rejeté (p. 6724)

Son amendement n° 23 (cotisation proportionnelle des travailleurs indépendants) : rejeté (p. 6724)

Son amendement n° 33 (forfait hospitalier) : rejeté (p. 6725)

Son amendement n° 36 (ressources du Fonds de solidarité vieillesse) : rejeté (p. 6725)

Son amendement n° 39 (ressources du Fonds national des prestations familiales) : rejeté (p. 6725)

Son amendement n° 71 (ressources des assurances maladie, maternité, invalidité et décès) : rejeté (p. 6725)

Son amendement n° 77 soutenu par M. Bernard Accoyer (recouvrement des cotisations ; huissier de justice) (p. 6726) : rejeté (p. 6727)

Son amendement n° 42 ("allocation personnalisée à la santé") : rejeté (p. 6727)

Son amendement n° 45 (montant de l'allocation personnalisée à la santé) : rejeté (p. 6727)

Son amendement n° 50 (droit à l'allocation personnalisée à la santé pour les RMIstes) : rejeté (p. 6727)

Son amendement n° 55 (détermination du panier de soins) : rejeté (p. 6729)

Son amendement n° 59 (choix de l'organisme servant les prestations) : rejeté (p. 6729)

Son amendement n° 63 (allocation provisoire) : rejeté (p. 6729)

Son amendement n° 64 (défiscalisation de l'allocation personnalisée à la santé) : rejeté (p. 6729)

Son amendement n° 89 (contribution du bénéficiaire) : rejeté (p. 6730)

Son amendement n° 66 (contrôle de la déclaration de ressources du demandeur) : rejeté (p. 6730)

Son amendement n° 90 (pénalités) : rejeté (p. 6730)

Son amendement n° 93 (obligation de négociations annuelles) : rejeté (p. 6730)

Son amendement n° 96 (accords collectifs et régime de prévoyance maladie) : rejeté (p. 6731)

Son amendement n° 99 (maintien du taux de la taxe au profit du Fonds de solidarité vieillesse) : rejeté (p. 6731)

Son amendement n° 101 (prolongation de la couverture) : rejeté (p. 6731)

Son amendement n° 100 (tarifs préférentiels) : rejeté (p. 6731)

Son amendement n° 24 (tarif des médecins conventionnés) : rejeté (p. 6731)

Son amendement n° 120 (création d'un Fonds pour la protection complémentaire maladie) : rejeté (p. 6731)

Son amendement n° 118 (dépenses du Fonds) : rejeté (p. 6732)

Son amendement n° 116 (assurances complémentaires régies par le code rural) : rejeté (p. 6732)

Son amendement n° 114 (crédit d'impôts pour les entreprises redevables de la taxe sur les conventions d'assurance) : rejeté (p. 6732)

Son amendement n° 121 (contribution due par les organismes de la protection complémentaire) : rejeté (p. 6732)

Son amendement n° 113 (défiscalisation de la contribution) : rejeté (p. 6733)

Son amendement n° 128 (compensation de l'excédent éventuel de dépenses) : rejeté (p. 6733)

Son amendement n° 129 (rapport au Parlement) : rejeté (p. 6733)

Son amendement n° 132 (soins palliatifs) : rejeté (p. 6733)

Son amendement n° 133 (définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie) : rejeté (p. 6733)

Son amendement n° 136 (informations nécessaires aux interventions urgentes) : rejeté (p. 6734)

Son amendement n° 141 (secret des informations portées sur la carte) : rejeté (p. 6734)

Son amendement n° 143 (informations nécessaires aux interventions urgentes) : rejeté (p. 6734)

Son amendement n° 146 (vérification des connaissances des aides opératoires) : rejeté (p. 6734)

Son amendement n° 148 (litiges en cours) : rejeté (p. 6734)

Son amendement n° 153 (évaluation des établissements de santé) : rejeté (p. 6736)

Son amendement n° 155 (objectifs du schéma d'organisation sanitaire) : rejeté (p. 6736)

Son amendement n° 159 (bassins de santé) : rejeté (p. 6736)

Son amendement n° 164 (établissements publics de santé interhospitaliers) : rejeté (p. 6736)

Son amendement n° 168 (tarification à la pathologie) : rejeté (p. 6737)

Son amendement n° 172 (formation médicale conventionnelle) : rejeté (p. 6737)

Son amendement n° 174 soutenu par M. Marcel Rogemont (médecins titulaires de diplômes extra-européens) : rejeté (p. 6737)

Son amendement n° 176 (pharmaciens titulaires de diplômes extra-européens) : rejeté (p. 6737)

Son amendement n° 103 (quota spécifique en Alsace-Moselle) : adopté (p. 6739)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4159)

Son intervention (p. 4173)

Thèmes :

Bioéthique : euthanasie (p. 4173)

Santé : soins palliatifs : accès aux soins (p. 4174)

Santé : soins palliatifs : enseignement (p. 4174)

Santé : soins palliatifs : généralités (p. 4173)

Travail : congé d'accompagnement (p. 4174)

Ses explications de vote (p. 4358)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 4358)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4370)

Son intervention (p. 4376)

Thèmes :

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement : bruit (p. 4378)

Propriété : immeubles : travaux (p. 4378)

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 4376, 4377)

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4388, 4445)

Article 1er (autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire)

Article L. 227-1 du code de l'aviation civile : création et composition de l'Autorité administrative indépendante

Son sous-amendement n° 116 (conditions d'indemnisation fixées par arrêté interministériel) à l'amendement n° 10 de la commission (indemnisation du président et des membres de l'Autorité indépendante) : adopté (p. 4395)

Article L. 227-4 du code de l'aviation civile : compétences de l'Autorité pour le contrôle du bruit au voisinage des neuf aéroports les plus importants

Son amendement n° 124 soutenu par M. Francis Delattre (corrélation entre la mesure du bruit et le suivi des trajectoires) (p. 4401) : retiré (p. 4402)

Son amendement n° 125 soutenu par M. Francis Delattre (participation des services de la navigation aérienne au contrôle des prescriptions fixées par l'Autorité) : rejeté (p. 4402)

Article 4 (article L. 147-3 du code de l'urbanisme : consultation de l'Autorité indépendante lors de l'établissement d'un plan d'exposition au bruit)

Son amendement n° 117 : non soutenu (p. 4454)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610)

Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son intervention (p. 4616)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son intervention (p. 5329)

Son amendement n° 239 soutenu par M. Jean-Jacques Weber (composition de la commission consultative - associations représentant les gens du voyage substituées à ces derniers) (p. 6449) : rejeté (p. 6450)

Article 7 (majoration de la population prise en compte au titre du calcul de la DGF)

Son amendement n° 245 : non soutenu (p. 6468)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Son amendement n° 243 (extension de la procédure d'expulsion aux cas de violation du droit de propriété nonobstant le non respect par la commune des obligations prévues au schéma départemental) : rejeté (p. 6484)

Son amendement n° 244 soutenu par M. Charles Cova (suppression des conditions relatives à la salubrité, à la sécurité et à la tranquillité publiques pour la saisine du président du tribunal de grande instance par le maire en cas d'occupation d'un terrain privé) (p. 6484) : rejeté (p. 6485)

Son amendement n° 242 (juge pouvant prescrire aux occupants de terrains privés ou appartenant au domaine privé de la commune de rejoindre, sous réserve de places disponibles, une aire d'accueil située dans la commune ou dans le département) : rejeté (p. 6486)

Son amendement n° 241 : devenu sans objet (p. 6488)

Après l'article 9

Son amendement n° 240 (rapport du Gouvernement au Parlement sur les revenus et charges des gens du voyage) : rejeté (p. 6491)

Vincent BURRONI

*Bouches-du-Rhône (12^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 novembre 1998] (p. 16673)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de

l'administration générale de la République [J.O. du 25 novembre 1998] (p. 17825)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 25 novembre 1998] (p. 17825)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 29 avril 1999] (p. 6431)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 29 avril 1999] (p. 6431)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Construction aéronautique. Aérospatiale et Matra, regroupement [28 octobre 1998] (p. 7515)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 580, posée le 25 janvier 1999. Aménagement du territoire. Contrats de plan Etat-régions (J.O. Questions p. 364). Appelée le 26 janvier 1999. Etang de Berre, réhabilitation, mise en œuvre, Provence Alpes Côte-d'Azur (PACA) (p. 349)

n° 718, posée le 29 mars 1999. Transports par eau. Société nationale Corse Méditerranée (J.O. Questions p. 1782). Suppléé par Mme Sylvie Andrieux. Appelée le 30 mars 1999. Aides de l'Etat (p. 3007)

n° 843, posée le 31 mai 1999. Industrie. Construction aéronautique (J.O. Questions p. 3203). Appelée le 1^{er} juin 1999. Eurocopter, emploi et activité (p. 5159)

Jean-Claude BURY

Membre du Conseil économique et social

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39)

Son intervention en qualité de rapporteur du Conseil économique et social (p. 51)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) (p. 51)

Aménagement du territoire : Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) (p. 53, 54)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 52)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 52)

Emploi (p. 54)

Secteur public : services publics (p. 53)

Union européenne : fonds structurels (p. 54)

Dominique BUSSEREAU

*Charente-Maritime (4^{ème} circonscription)
Démodatratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux polices municipales [J.O. du 5 mars 1999] (p. 3342)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseaux de transport public de voyageurs [J.O. du 9 avril 1999] (p. 5281)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics [17 février 1999]

Proposition de loi n° 1597 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics [12 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 468, posée le 5 octobre 1998. Agroalimentaire. Viticulture (J.O. Questions p. 5339). Appelée le 6 octobre 1998. Cognac, aides de l'Etat (p. 5944)

n° 590, posée le 1^{er} février 1999. Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire (J.O. Questions p. 511). Appelée le 2 février 1999. Comité de décentralisation, membres, désignation (p. 690)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207)

Son intervention (p. 7234)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports aériens : Air France (p. 7235)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 7234)

Transports ferroviaires : TGV-Est (p. 7234)

Transports par eau : transports fluviaux (p. 7234)

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 7234)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281)

Son intervention (p. 7300)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assemblée nationale : séances (p. 7300, 7301)

DOM : égalité sociale (p. 7301)

DOM : Guadeloupe (p. 7302)

DOM : Guyane (p. 7302)

DOM : La Réunion (p. 7302)

DOM : La Réunion : institutions (p. 7302)

DOM-TOM : institutions (p. 7301 à 7303)

Fonctionnaires et agents publics (p. 7301)

Politique économique (p. 7301)

Politique extérieure (p. 7301)

Transports aériens (p. 7302)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8115)

Son intervention (p. 8126)

Thèmes avant la procédure des questions :

Fonctionnaires et agents publics : primes (p. 8126)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8126)

Fonctionnaires et agents publics : hauts fonctionnaires (p. 8126)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 8126)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 8126)

Secteur public (p. 8126)

Vote des crédits [5 novembre 1998] (p. 8141)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission des lois (réduction des subventions à l'ENA de 16 millions de francs correspondant au coût de la double localisation de l'école) (p. 8140)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10379)

Son intervention (p. 10384)

Thèmes :

Constitution : article 34 (p. 10384, 10386)

Finances publiques : crédits budgétaires : sécurité routière (p. 10385)

Publicité : campagnes financées sur fonds publics : sécurité routière (p. 10385)

Sécurité routière : accidents : drogue (p. 10385, 10386)

Sécurité routière : accidents : justice (p. 10385)

Sécurité routière : alcoolémie : jeunes (p. 10385)

Sécurité routière : code de la route : enseignement (p. 10385)

Sécurité routière : contraventions : responsabilité (p. 10386)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 10386)

Sécurité routière : limitations de vitesse : police municipale (p. 10386, 10387)

Sécurité routière : permis de conduire : personnes âgées (p. 10386)

Sécurité routière : permis de conduire : véhicules électriques (p. 10386)

Sécurité routière : radars (p. 10386)
 Sécurité routière : statistiques (p. 10384, 10385)
 Voirie : routes : sécurité routière (p. 10387)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Lionnel Luca (enseignement des règles de la circulation au collège) (p. 10420)

Article 4 (article L. 21-1 du code de la route : responsabilité pécuniaire des propriétaires de véhicules)

Son intervention (p. 10422)

Son amendement n° 17 (de suppression) : rejeté (p. 10423)

Article 5 (article L. 4-1 nouveau du code de la route : création d'un délit en cas de récurrence de dépassement de la vitesse autorisée égal ou supérieur à 50 km/h)

Son intervention (p. 10425)

Article 7 (article L. 3-1 nouveau du code de la route : dépistage systématique des stupéfiants en cas d'accident mortel)

Son amendement n° 18 (répression de la conduite sous l'empire de stupéfiants) : rejeté (p. 10433)

Avant l'article 8

Son amendement n° 31 (création d'un permis de conduire "spécial véhicule électrique" délivrable à l'âge de dix-sept ans) : rejeté (p. 10435)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 79 rectifié du Gouvernement (répression accrue des infractions commises contre les agents des réseaux de transports publics de voyageurs) (p. 10440)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Jean-Claude Lemoine (équipement des véhicules de plus de 50 cm³ d'un dispositif "éthylotest anti-démarrage") (p. 10441)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Jean-Claude Lemoine (possibilité pour les tribunaux d'imposer l'installation d'un dispositif "éthylotest anti-démarrage" sur les véhicules des personnes poursuivies pour un taux d'alcoolémie supérieur à 0,8 g par litre de sang) (p. 10441)

Ses explications de vote (p. 10446)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 10446)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2461)

Son intervention (p. 2472)

Thèmes :

Etat : Gouvernement : sécurité routière (p. 2472)

Finances publiques : crédits budgétaires : sécurité routière (p. 2472)

Sécurité routière : contraventions : responsabilité (p. 2473)

Sécurité routière : limitations de vitesse : contrôle (p. 2472)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 2472)

Sécurité routière : limitations de vitesse : police municipale (p. 2472, 2473)

Sécurité routière : statistiques (p. 2472)

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2477)

Article 4 (responsabilité pécuniaire des propriétaires de véhicules)

Son amendement n° 22 soutenu par M. Patrick Delnatte (de suppression) : rejeté (p. 2480)

Avant l'article 8

Son amendement n° 21 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (création d'un permis de conduire "spécial véhicule électrique" délivrable à l'âge de dix-sept ans) : rejeté (p. 2482)

Après l'article 11

Son amendement n° 23 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (constatation des excès de vitesse par les agents de police municipale) : rejeté (p. 2483)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Procédure d'examen simplifiée [11 mai 1999] (p. 4322)

Son intervention (p. 4328)

Thèmes :

Constitution : article 34 : sécurité routière (p. 4328)

Finances publiques : crédits budgétaires : sécurité routière (p. 4328)

Sécurité routière : contraventions : responsabilité (p. 4328)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 4328)

Texte de la commission mixte paritaire [11 mai 1999] (p. 4335)

Article 4 (responsabilité pécuniaire des propriétaires de véhicules)

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4336)

Projet de loi n° 1186 relatif à l'organisation de certains services au transport aérien

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 décembre 1998] (p. 10368)

Son intervention (p. 10371)

Thèmes :

Transports aériens : Air France (p. 10371, 10372)

Transports aériens : Orly (p. 10372)

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 10371)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10377)

Article 1er (articles L. 213-3 et L. 251-2 du code de l'aviation civile : clarification des missions confiées aux exploitants d'aérodromes)

Soutient l'amendement n° 4 de M. Léonce Deprez (agrément des sociétés liées par un contrat de louage et assurant la sécurité dans les aéroports) : rejeté (p. 10378)

Soutient l'amendement n° 2 de M. Jean Proriol (agrément des sociétés liées par un contrat de louage et assurant la sécurité dans les aéroports) : rejeté (p. 10378)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 3 de M. Jean Proriol (taux identique sur tous les aéroports pour la taxe d'aéroport) : rejeté (p. 10379)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 609, 623)

Son intervention (p. 630)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : police (p. 630, 631)

Constitution : article 34 (p. 630)

Parlement : Sénat (p. 631)

Police : police municipale : armes (p. 631)

Police : police municipale : limitations de vitesse (p. 631)

Police : police municipale : personnels (p. 631)

Police : police municipale : Règlement (p. 631)

Police : police municipale : stations balnéaires (p. 631)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 636)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 28 (pouvoirs de police du maire en matière de tranquillité publique, de bruit et de nuisances) : rejeté (p. 636)

Article 1er (article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des agents de police municipale)

Son amendement n° 29 (liste des compétences de la police municipale) : rejeté (p. 638)

Son amendement n° 30 (constat des excès de vitesse) : retiré (p. 639)

Article 2 (article L. 2212-6 du code général des collectivités territoriales : élaboration d'un règlement de coordination)

Intervient sur le sous-amendement n° 55 de M. Jean-Jacques Weber (exercice des missions de la police municipale entre sept heures trente et trois heures en l'absence de convention ou de règlement) à l'amendement n° 50 de M. Jean-Jacques Weber (règlement édicté par le préfet et par le président de l'association départementale des maires) (p. 642)

Article 3 (article L. 2212-7 du code général des collectivités territoriales : institution d'une commission consultative des polices municipales)

Son amendement n° 31 (missions de la commission) : rejeté (p. 642)

Article 5 (article L. 2212-9 du code général des collectivités territoriales : mise en commun occasionnelle des services de police municipale)

Son amendement n° 32 rectifié (groupement intercommunal) : rejeté (p. 644)

Article 7 (article L. 512-51 du code des communes : armement des agents de police municipale)

Son intervention (p. 649)

Article 11 (abrogations)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (abrogation de l'article L. 412-49-1 du code des communes autorisant la délivrance d'agréments temporaires à des assistants de police municipale dans les communes touristiques et de l'article L. 441-3 du même code prévoyant les conditions de nomination et de révocation des agents de la police municipale en Alsace-Moselle) (p. 657)

Article 14 (article L. 78-6 du code de procédure pénale : procédure de relevé d'identité par les agents de police municipale)

Son amendement n° 34 (présentation immédiate à tout officier de police judiciaire territorialement compétent du contrevenant refusant ou se trouvant dans l'impossibilité de justifier son identité) : rejeté (p. 660)

Après l'article 14

Son amendement n° 33 (relevé par la police municipale de l'identité des personnes en état de flagrance ou trouvées sur les lieux d'un crime ou d'un délit) : rejeté (p. 660)

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (relevé d'identité par certains agents de l'exploitant d'un service de transports publics de voyageurs) (p. 661)

Article 16 bis (bonification du temps de service accompli pour la liquidation de la pension)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (de suppression) (p. 663)

Ses explications de vote (p. 665)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 665)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des communautés d'agglomération

Son amendement n° 365 soutenu par M. Francis Delattre (initiative du département pour le transfert à la communauté de l'exercice de tout ou partie de ses compétences en matière d'action sociale et de santé) : rejeté (p. 1037)

Article 21 (article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales - création des établissements publics de coopération intercommunale - fixation du périmètre)

Son amendement n° 382 soutenu par M. Francis Delattre (absence de délibération du conseil municipal valant rejet du périmètre proposé) : rejeté (p. 1146)

Article 24 (articles L. 5211-16 à L. 5211-20 du code général des collectivités territoriales - modifications statutaires)

Son amendement n° 385 soutenu par M. Francis Delattre (de coordination) : rejeté (p. 1187)

Article 26 (articles L. 5211-39 et L. 5211-40 du code général des collectivités territoriales - démocratisation et transparence)

Son amendement n° 386 soutenu par M. Francis Delattre (rapport sur l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale comportant les éléments d'information relatifs aux coopérations avec l'Etat, les départements et les régions) : retiré (p. 1190)

Article 29 (article L. 5211-49 du code général des collectivités territoriales - information et participation des habitants)

Son amendement n° 318 soutenu par M. Francis Delattre (possibilité de siéger dans les comités consultatifs pour les conseillers généraux et régionaux) (p. 1197) : retiré (p. 1199)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [11 février 1999] (p. 1266)

Son intervention (p. 1271)

Thèmes :

DOM-TOM : institutions (p. 1272)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie (p. 1271, 1272)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : élections et référendums (p. 1272)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : emploi (p. 1272)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : Etat (p. 1271)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : mines et carrières (p. 1272)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : politique économique (p. 1271)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : statuts particuliers (p. 1271)

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2603)

Son intervention (p. 2607)

Thèmes :

Secteur public : grève (p. 2608, 2609)

Secteur public : service minimum (p. 2608, 2609)

Transports : transports de voyageurs : grèves (p. 2608, 2609)

Transports aériens : contrôleurs aériens : obligations (p. 2609)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 2608, 2609)

Transports urbains : RATP (p. 2608, 2609)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 2609)

Projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [10 juin 1999]
(p. 5740)**

Son intervention (p. 5751)

Thèmes :

Elections et référendums : élections européennes :
Dom-Tom (p. 5751, 5752)

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 5751)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
Mayotte : institutions (p. 5751)

Proposition de résolution n° 1646 sur les propositions de directives relatives aux chemins de fer communautaires (COM (98) 0480 final/n° E 1163)

**Avant la discussion de l'article unique [16 juin 1999]
(p. 5915)**

Son intervention (p. 5920)

Thèmes :

Politiques communautaires : directives : transports
ferroviaires (p. 5920)

Transports : transport combiné (p. 5921)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 5920, 5921)

Transports ferroviaires : transport de marchandises
(p. 5921)

Travail : durée du travail : transports ferroviaires
(p. 5920)

Union européenne : élargissement (p. 5920)

C

Christian CABAL

*Loire (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7404)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 41 : Légion d'honneur - Ordre de la Libération (n° 1111) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET
TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7053)

Procédure des questions :

Recherche : Centre national d'études spatiales (CNES) : Ariane (p. 7065)

LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8837)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8839)

Thèmes avant la procédure des questions :

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur (p. 8839, 8840)

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur : enseignement (p. 8840)

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur : femmes (p. 8840)

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur : investissements (p. 8839)

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur : nomination (p. 8840)

Projet de loi n° 1243 portant prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 décembre 1998] (p. 10572)

Son intervention (p. 10574)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 10575)

Parlement : prérogatives (p. 10575, 10576)

Discussion de l'article unique [16 décembre 1998] (p. 10580)

Son amendement n° 4 (prorogation des mandats jusqu'au 1er août 2001) : retiré (p. 10580)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2151)

Son intervention (p. 2167)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : conditions de travail (p. 2168)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2167, 2168)

Banques et établissements financiers : généralités (p. 2168)

Discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2196) ; [10 mars 1999] (p. 2237, 2255)

Article 1er (les missions des caisses d'épargne)

Son intervention (p. 2196)

Article 2 (la définition du réseau des caisses d'épargne)

Son amendement n° 209 corrigé soutenu par M. Yves Deniaud (remplacement des groupements locaux d'épargne par des groupements régionaux d'épargne et de prévoyance) (p. 2202) : rejeté (p. 2204)

Article 3 (le statut des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 210 soutenu par M. Yves Deniaud (participation des sociétaires à l'assemblée générale) : retiré (p. 2206)

Article 4 (les sociétaires des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 211 (mise en place d'un organisme de souscription des caisses d'épargne et définition des sociétaires qui seront détenteurs des parts des caisses d'épargne) : devenu sans objet (p. 2207)

Article 5 (les organes dirigeants des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 212 corrigé (de conséquence) : devenu sans objet (p. 2238)

Article 6 (l'affectation des résultats)

Son amendement n° 213 soutenu par M. Yves Deniaud (relèvement de la proportion minimale des résultats disponibles devant être mis en réserve) : rejeté (p. 2244)

Avant l'article 8

Son amendement n° 214 (de conséquence) : retiré (p. 2255)

Article 8 (l'objet et le statut des groupements locaux d'épargne)

Son intervention (p. 2256)

Son amendement n° 215 (de conséquence) : retiré (p. 2256)

Son amendement n° 216 (de conséquence) : retiré (p. 2257)

Article 9 (le sociétariat des groupements locaux d'épargne)

Son intervention (p. 2257)

Son amendement n° 217 (de suppression) : retiré (p. 2258)

Article 10 (le statut de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son intervention (p. 2262)

Article 11 (les missions de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 218 (de conséquence) : retiré (p. 2270)

Article 18 (la protection des dénominations)

Son amendement n° 219 (de conséquence) : retiré (p. 2279)

Article 21 (les modalités de constitution du capital social des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 220 soutenu par M. Yves Deniaud (limitation du montant initial des parts sociales à 12 milliards de francs) (p. 2280) : rejeté (p. 2281)

Son amendement n° 221 (de conséquence) : retiré (p. 2282)

Son amendement n° 222 soutenu par M. Yves Deniaud (allongement de la période de constitution du capital initial) : rejeté (p. 2282)

Article 23 (les modalités de souscription des parts sociales par les salariés des caisses)

Son amendement n° 224 soutenu par M. Yves Deniaud (conditions et limites de la souscription) : retiré (p. 2284)

Son amendement n° 223 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (allongement de la période initiale de souscription) (p. 2284) : rejeté (p. 2285)

Son amendement n° 225 (de conséquence) : retiré (p. 2285)

Article 24 (le fonds de mutualisation)

Son amendement n° 226 corrigé soutenu par M. Yves Deniaud (allongement de la période pendant laquelle les caisses d'épargne sont appelées à effectuer les versements constitutifs du fonds de mutualisation) (p. 2286) : rejeté (p. 2287)

Article 25 (la mise en place des groupements locaux d'épargne)

Son amendement n° 227 (de suppression) : retiré (p. 2288)

Article 29 (les dispositions transitoires relatives à la révision des accords collectifs)

Son amendement n° 228 soutenu par M. Yves Deniaud (prise en compte par la commission arbitrale des droits des salariés en matière de retraite) : adopté (p. 2292)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juin 1999] (p. 5188)

Son intervention (p. 5200)

Thèmes :

Assemblée nationale : groupe communiste (p. 5200)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 5200, 5201)

Ses explications de vote (p. 5271)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 5271)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [17 juin 1999] (p. 6089)

Son intervention (p. 6094)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 6095)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : personnel (p. 6095)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 6094)

Banques et établissements financiers : sécurité financière (p. 6094, 6095)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 6095)

Marcel CABIDDU

*Pas-de-Calais (11^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Alain CACHEUX

*Nord (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome XI : Equipement, transports et logement (logement et urbanisme) (n° 1116) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement. Logement social. Financement [10 février 1999] (p. 1165)

Logement. Logement social. Financement [24 mars 1999] (p. 2760)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 665, posée le 8 mars 1999. Enseignement. Aide psychopédagogique (J.O. Questions p. 1293). Appelée le 9 mars 1999. RASED (p. 2127)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8017, 8039)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 8019)

Thèmes avant la procédure des questions :

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 8020)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 8019)

Logement : crédits (p. 8019)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 8019)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8019)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 8019)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 8019)

Projet de loi n° 1192 relatif à l'emploi des fonds de la participation des employeurs à l'effort de construction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10353)

Son intervention (p. 10364)

Thèmes :

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 10364)

Logement : HLM (p. 10365)

Logement : logement social (p. 10365)

Logement : Union d'économie sociale (p. 10364, 10365)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 10364, 10365)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 130)

Son intervention (p. 144)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 145)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 145)

Union européenne : fonds structurels (p. 145)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 977)

Son intervention (p. 986)

Thèmes :

Aménagement du territoire : villes : croissance (p. 986)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 986)

Coopération intercommunale : communautés urbaines (p. 987)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 986, 987)

Discussion des articles [9 février 1999] (p. 1094) ; [10 février 1999] (p. 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (participation de la communauté urbaine à l'élaboration, à la signature et à l'exécution du contrat de plan) (p. 1101)

Article 4 (article L. 5215-20 bis du code général des collectivités territoriales - cas des communautés urbaines existantes)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (adoption automatique du nouveau régime à défaut de délibérations contraires acquises à la majorité des deux tiers du conseil de la communauté et des deux tiers des conseils municipaux) : adopté (p. 1108)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Marc-Philippe Daubresse (majorités simples substituées à celles des deux tiers) à l'amendement n° 77 de la commission (p. 1108)

Son amendement n° 311 corrigé (adoption automatique du nouveau régime à défaut de délibérations contraires acquises à la majorité des deux tiers du conseil de la communauté et des deux tiers des conseils municipaux) : adopté (p. 1108)

Soutient l'amendement n° 80 de la commission (de précision) : adopté (p. 1109)

Son amendement n° 312 rectifié (de précision) : adopté (p. 1109)

Son amendement n° 314 soutenu par M. Gérard Gouzes (de conséquence) : adopté (p. 1109)

Après l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 517 de M. Marc-Philippe Daubresse (consultation des populations concernées sur les fusions de communes) (p. 1226)

Article 51 (article 1609 nonies C du code général des impôts - taxe professionnelle unique)

Intervient sur l'amendement n° 178 de la commission (perception de la taxe d'habitation et des taxes foncières par les communautés d'agglomération et les communautés urbaines à taxe professionnelle unique) (p. 1326)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 février 1999] (p. 1477)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 1494)

Son intervention (p. 1503)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1504, 1505)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1495, 1504)

Secteur public : services publics : électricité (p. 1495)

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 1er (définition du service public de l'électricité)

Son amendement n° 341 (organisation du service public) : adopté (p. 1611)

Article 2 (missions du service public de l'électricité)

Intervient sur l'amendement n° 176 de la commission (référence aux règlements de service des régies) (p. 1615)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Pierre Micaux (référence aux règlements de service des régies) (p. 1615)

Son amendement n° 356 (référence aux règlements de service des régies) : devenu sans objet (p. 1615)

Intervient sur l'amendement n° 655 de M. Michel Meylan (référence aux règlements de service des régies) (p. 1615)

Intervient sur l'amendement n° 178 de la commission (contenu de la mission de fourniture d'électricité) (p. 1616)

Son amendement n° 357 (contenu de la mission de fourniture d'électricité) : adopté (p. 1616)

Son amendement n° 351 (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) : devenu sans objet (p. 1618)

Son amendement n° 352 (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) : devenu sans objet (p. 1618)

Son amendement n° 361 (obligation pour les distributeurs non nationalisés de fournir de l'électricité à tout client éligible n'ayant pas trouvé de fournisseur dans des conditions économiques ou techniques raisonnables) : devenu sans objet (p. 1624)

Article 3 (mise en œuvre et contrôle des missions de service public)

Son amendement n° 353 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 1626)

Intervient sur l'amendement n° 144 de la commission (avis des commissions départementales pour améliorer le service public) (p. 1627)

Intervient sur l'amendement n° 45 corrigé de M. Jean Proriol (avis des commissions départementales pour améliorer le service public) (p. 1627)

Son amendement n° 363 (avis des commissions départementales pour améliorer le service public) : adopté (p. 1627)

Intervient sur l'amendement n° 146 de la commission (compétences de la conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire étendue à la formulation d'avis ou de propositions) (p. 1628)

Son amendement n° 364 (compétences de la conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire étendue à la formulation d'avis ou de propositions) : devenu sans objet (p. 1628)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Jean Proriol (compétences de la conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire étendue à la formulation d'avis ou de propositions) (p. 1628)

Article 4 (tarifs et plafonds de prix)

Intervient sur le sous-amendement n° 607 rectifié de M. Claude Billard (prise en compte des situations de

précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (tarifs de vente d'électricité aux usagers domestiques) (p. 1679)

Intervient sur le sous-amendement n° 748 de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (p. 1679)

Intervient sur le sous-amendement n° 608 de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (p. 1679)

Article 5 (mécanismes de compensation)

Son amendement n° 347 (prise en compte des surcoûts liés à la recherche et au développement) : retiré (p. 1682)

Son amendement n° 344 (exclusion des producteurs livrant hors du territoire national) : adopté (p. 1688)

Son amendement n° 354 (contenu des charges) : retiré (p. 1689)

Intervient sur l'amendement n° 161 de la commission (confirmation de la politique de la ville) (p. 1689)

Son amendement n° 338 (confirmation de la politique de la ville) : adopté (p. 1689)

Son amendement n° 337 (concertation avec Gaz de France) : retiré (p. 1690)

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements (PPI))

Intervient sur l'amendement n° 403 de M. Claude Birraux (respect des objectifs définis à l'article 1er) (p. 1694)

Son amendement n° 349 (respect des objectifs définis à l'article 1er) : retiré (p. 1694)

Intervient sur l'amendement n° 327 de M. Léonce Deprez (respect des objectifs définis à l'article 1er) (p. 1694)

Intervient sur l'amendement n° 542 de M. Jean Proriol (respect des objectifs définis à l'article 1er) (p. 1694)

Intervient sur l'amendement n° 674 de M. Jacques Péliissard (respect des objectifs définis à l'article 1er) (p. 1694)

Son amendement n° 339 (périodicité du rapport) : devenu sans objet (p. 1695)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF)

Intervient sur le sous-amendement n° 784 du Gouvernement (seuil de l'obligation d'achat fixé à 12 mégawatts) à l'amendement n° 205 de la commission (obligation d'achat réservée aux petits producteurs) (p. 1714)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)

Son amendement n° 367 (cas des distributeurs non nationalisés) : retiré (p. 1719)

Article 17 (rôle des collectivités territoriales en matière de distribution d'électricité)

Intervient sur l'amendement n° 235 de la commission (rôle de l'autorité concédante dans la formation des contrats de concession) (p. 1747)

Intervient sur l'amendement n° 50 corrigé de M. Pierre Micaux (rôle de l'autorité concédante dans la formation des contrats de concession) (p. 1747)

Son amendement n° 368 (rôle de l'autorité concédante dans la formation des contrats de concession) : devenu sans objet (p. 1747)

Son amendement n° 369 (de précision) : adopté (p. 1747)

Intervient sur l'amendement n° 237 de la commission (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) (p. 1748)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Pierre Micaux (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) (p. 1748)

Son amendement n° 370 (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) : devenu sans objet (p. 1748)

Son amendement n° 371 (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) : retiré (p. 1748)

Son amendement n° 372 (prise en considération des cas où la collectivité concédante finance une opération de maîtrise de la demande d'électricité) : adopté (p. 1749)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Intervient sur l'amendement n° 249 de la commission (de précision) (p. 1762)

Intervient sur le sous-amendement n° 624 de M. Claude Billard (seuils des volumes achetés) à l'amendement n° 249 de la commission (p. 1762)

Intervient sur le sous-amendement n° 625 de M. Claude Billard (seuils des volumes achetés) à l'amendement n° 249 de la commission (p. 1762)

Article 23 (droit d'accès au réseau)

Son amendement n° 345 soutenu par M. Christian Bataille (non approvisionnement de la société-mère d'un producteur et de ses filiales par le producteur) : adopté (p. 1764)

Article 24 (lignes directes)

Son amendement n° 346 (filiales de la société-mère du producteur exclues du dispositif) : adopté (p. 1766)

Son amendement n° 373 (respect des contraintes environnementales par les lignes privées) : adopté (p. 1768)

Article 32 (relations avec les assemblées et rapport annuel d'activité)

Son amendement n° 350 (audition des membres de la Commission de régulation de l'électricité par le Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) : adopté (p. 1782)

Article 43 (articles L. 713-1 et L. 713-2 du code du travail - développement de la négociation collective de branche)

Son intervention (p. 1805)

Article 44 (transparence comptable en matière de protection sociale)

Son amendement n° 336 soutenu par M. Claude Birraux (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 1808)

Explications de vote et vote [2 mars 1999] (p. 1864)

Ses explications de vote (p. 1869)

Vote pour du groupe socialiste (p. 1869)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2544)

Son intervention (p. 2552)

Thème :

Union européenne : fonds structurels (p. 2552, 2553)

Jérôme CAHUZAC

*Lot-et-Garonne (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur pour avis du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 (n° 1106) [22 octobre 1998]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale [J.O. du 20 novembre 1998] (p. 17562)

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

Rapporteur pour avis du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 (n° 1835) [15 juin 1999]

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'agriculture et de la [J.O. du 29 septembre 1999]

DÉPÔT

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 1106) de financement de la sécurité sociale pour 1999 [22 octobre 1998] (n° 1147)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Emploi. Chômage. Statistiques [5 mai 1999] (p. 4078)

*DÉBATS***Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des [8 octobre 1997] (p. 6118, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6380)

Après l'article 12

Son amendement n° 557 (insaisissabilité partielle des revenus provenant de l'activité agricole) : adopté (p. 6111)

Son amendement n° 556 (insaisissabilité du logement d'un agriculteur) : devenu sans objet (p. 6119)

Après l'article 17

Son amendement n° 574 (autorisation des associations entre producteurs de lait) : adopté (p. 6206)

Après l'article 44

Son sous-amendement n° 935 corrigé soutenu par M. Joseph Parrenin (délai de paiement pour les produits de conservation, les surgelés et les plats cuisinés) à l'amendement n° 486 du Gouvernement (contrôle des animaux dans les élevages par les vétérinaires inspecteurs) (p. 6402) : adopté (p. 6403)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Article 29 sexies (convention d'objectifs et de gestion. Institution d'un commissaire du Gouvernement auprès de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole)

Son amendement n° 248 rectifié soutenu par M. François Patriat (maintien de la forme syndicale pour les seules caisses d'assurance-maladie) : adopté (p. 3510)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER*

Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6846)

Après l'article 19

Son amendement n° 446 (application du taux réduit de la TVA aux véhicules pour handicapés paraplégiques) : adopté après rectification au scrutin public (p. 6862)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7361)

Son intervention (p. 7381)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations (p. 7382)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 7381)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 7381)

Risques professionnels : accidents du travail (p. 7382)

Sécurité sociale : déficit (p. 7381)

Sécurité sociale : prestations familiales (p. 7382)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 423 de la commission (suppression des plans d'épargne retraite) (p. 7530)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 13 corrigé de la commission des finances (exonération totale de cotisations patronales) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7567)

Article 4 (prorogation pendant trois ans et plafonnement du dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale pour l'embauche du "premier salarié")

Soutient l'amendement n° 12 de la commission des finances (exonération de charges pour première embauche) : rejeté (p. 7571)

Article 5 (possibilité de requalification en revenus professionnels des revenus tirés de la location-gérance d'un fonds de commerce par un travailleur indépendant et basculement dans le champ fiscal du recouvrement de contributions sociales sur certains types de revenus)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission des finances (définition des catégories de revenus concernés) : adopté (p. 7578)

Article 7 (suppression de la déductibilité des dépenses de recherche de l'assiette d'un prélèvement à la charge de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 7590)

Article 13 (rétablissement de l'universalité des allocations familiales)

Son intervention (p. 7614)

Article 18 (élargissement des missions des unions de médecins exerçant à titre libéral)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (cloisonnement des dépenses) (p. 7653)

Article 19 (critères d'attribution de l'allocation de remplacement en cas de cessation d'activité des médecins et des aides à leur reconversion)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (report de la mise en application du MICA) (p. 7664)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (report de la mise en application du MICA) (p. 7664)

Article 21 (clause de sauvegarde applicable aux dépenses médicales)

Son intervention (p. 7676)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission des finances (versement au fonds de régulation) : rejeté (p. 7685)

Article 22 (dispositif transitoire relatif au respect de l'objectif des dépenses médicales pour 1998)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission des finances (fixation des modalités par décret en Conseil d'Etat) : retiré (p. 7690)

Article 23 (création d'un droit de substitution au profit du pharmacien)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission des finances (mention manuscrite de la substitution) : retiré (p. 7703)

Son amendement n° 20 rectifié (plafonnement des remises et ristournes) : retiré (p. 7706)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques)

Son intervention (p. 7711)

Soutient l'amendement n° 17 rectifié de la commission des finances (publicité pour les médicaments remboursables) : adopté après deuxième rectification (p. 7717)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission des finances (dispositif anti cadeaux) : retiré (p. 7718)

Article 25 (institution d'une clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission des finances (clause de sauvegarde) : adopté (p. 7725)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission des finances (exonérations) : retiré (p. 7726)

Article 27 (régulation des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux financées par l'assurance maladie)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission des finances (rédactionnel) : adopté (p. 7733)

Après l'article 30

Soutient l'amendement n° 25 corrigé de la commission des finances (taux de récupération sur succession) : retiré (p. 7750)

Article 33 (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie)

Intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (information du Parlement) (p. 7759)

Après l'article 35

Soutient l'amendement n° 98 de la commission (excédents de trésorerie) : adopté (p. 7762)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission des finances (excédents de trésorerie) : devenu sans objet (p. 7762)

Article 36 (plafonnement des ressources non permanentes)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission des finances (déficit du Fonds gérant l'allocation temporaire d'invalidité des agents des collectivités locales) : retiré (p. 7762)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission des finances (externalisation des dépenses hospitalières) : retiré (p. 7784)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9629)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 décembre 1998] (p. 10055)

Son intervention (p. 10065)

Thème :

Professions de santé : médecins : préretraites (p. 10065)

Proposition de loi n° 1301 créant les plans de prévoyance retraite

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 539)

Son intervention (p. 542)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 542 à 544)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 543)

Politique économique : épargne (p. 543)

Retraites : généralités : retraites complémentaires (p. 543)

Retraites : généralités : système par capitalisation (p. 543, 544)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 543, 544)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 mai 1999] (p. 4987)

Article 18 (article 33-1 -anciennement 34-1- de la loi du 30 septembre 1986 : conventionnement des services de radiodiffusion sonore et de télévision distribués par satellite et par câble)

Son amendement n° 491 soutenu par M. Michel Françaix (référence aux titulaires de marchés publics ou délégations de services publics) : adopté après rectification (p. 4992)

Proposition de loi n° 1557 tendant à éviter la double imposition des bailleurs pour l'exercice 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5037)

Son intervention (p. 5043)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 5043)

Assemblée nationale : article 94 du règlement (p. 5044)

Baux : bailleurs : imposition (p. 5043, 5044)

Constitution : article 40 (p. 5043, 5044)

Enregistrement et timbre : droit de bail : taxe additionnelle au droit de bail (p. 5043)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 5043, 5044)

Dominique CAILLAUD

*Vendée (2^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance*

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES***AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA****Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8807)**

Procédure des questions :

Enseignement privé : enseignement agricole (p. 8807)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 255) ; [2 février 1999] (p. 749) ; [3 février 1999] (p. 897)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 911 soutenu par M. Yves Coussain (définition d'un système légal de références de coordonnées géographiques s'imposant aux différents partenaires) : retiré (p. 306)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Intervient sur l'amendement n° 734 de M. Jean-Pierre Balligand (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) (p. 820)

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Patrick Ollier (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) (p. 820)

Intervient sur l'amendement n° 330 rectifié de la commission (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) (p. 822)

Son amendement n° 715 (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : devenu sans objet (p. 822)

Intervient sur l'amendement n° 715 de M. Dominique Caillaud (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) (p. 822)

Après l'article 36

Son amendement n° 1231 (ensemble des travaux topographiques ou cartographiques rattachés à un système de référence) : adopté (p. 944)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081)

Son intervention (p. 4092)

Thèmes :

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 4092)

Coopération intercommunale : agglomérations nouvelles (p. 4091)

Postes : La Poste (p. 4092)

Secteur public : services publics (p. 4092)

Transports (p. 4092)

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4193)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : pays)

Son sous-amendement n° 143 soutenu par M. Germain Gengenwin (contrats particuliers en application des contrats de plan Etat-régions) à l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : rejeté (p. 4218)

Alain CALMAT

*Seine-Saint-Denis (12^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête portant sur le fonctionnement du service public hospitalier dans le département de La Réunion (n° 1372) [10 mars 1999]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 1372) de M. André Thien Ah Koon tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service hospitalier dans le département de la Réunion [24 mars 1999] (n° 1486)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Hépatite B. Vaccination, campagne, suspension [7 octobre 1998] (p. 6041)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7257)

Procédure des questions :

Sécurité routière : accidents : passages à niveau (p. 7262)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9197)

Son intervention (p. 9200)

Thèmes :

Sports : Comité international olympique (CIO) (p. 9201)

Sports : dopage : prévention (p. 9200)

Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) : sports (p. 9200)

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 67 du Gouvernement (sanctions disciplinaires) (p. 9220)

Intervient sur le sous-amendement n° 90 de la commission (cellule médicale du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage) à l'amendement n° 67 du Gouvernement (p. 9219)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 580)

Son intervention (p. 591)

Thèmes :

Sports : dopage : généralités (p. 592)

Sports : médecine du sport (p. 592)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [3 mars 1999] (p. 1979)

Son intervention (p. 1988)

Thème :

Sports : médecine du sport (p. 1988)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3987)

Article 32 (article L. 355-23 du code de la santé publique : réforme des consultations de dépistage anonyme et gratuit du VIH)

Son intervention (p. 3895)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 24 rectifié de la commission (activité libérale exercée par des praticiens hospitaliers au sein de l'hôpital public) (p. 4003)

Intervient sur le sous-amendement n° 429 de Mme Muguette Jacquaint (suppression de la mention relative à la tutelle d'un médecin) à l'amendement n° 16 de la commission (statut des praticiens adjoints contractuels) (p. 4014)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4370)

Son intervention (p. 4384)

Thèmes :

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement : bruit (p. 4385)

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 4385)

Jean-Christophe CAMBADÉLIS

*Paris (20^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

André CAPET

*Pas-de-Calais (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n°82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7844)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome XV : Equipement, transports et logement (transports maritimes et fluviaux) (n° 1116) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Commerce extérieur. Commerce hors taxes. Politiques communautaires, conséquences [7 octobre 1998] (p. 6042)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 7218)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 7219)

Transports par eau : ports maritimes (p. 7218, 7219)

Transports par eau : transports maritimes (p. 7219)

TOURISME

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8577)

Son intervention (p. 8581)

Thèmes avant la procédure des questions :

Tourisme et loisirs : offices de tourisme (p. 8582)

Tourisme et loisirs : tourisme associatif (p. 8582)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Après l'article 12

Son amendement n° 28 (report de la suppression du commerce hors taxes dans les liaisons intracommunautaires) : retiré (p. 10115)

Son amendement n° 93 (échelonnement de la suppression du commerce hors taxes dans les liaisons intracommunautaires) : retiré (p. 10115)

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2633)

Son intervention (p. 2645)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : contractuels : chèques vacances (p. 2646)

Politiques communautaires : Europe sociale : chèques vacances (p. 2646)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 2645)

Travail : chèques vacances : généralités (p. 2645)

Travail : chèques vacances : petites et moyennes entreprises (p. 2646)

Projet de loi n° 1688 portant approbation d'un avenant à la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche, signée le 14 mars 1986

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6635)

Son intervention (p. 6639)

Thèmes :

Régions : Nord-Pas-de-Calais (p. 6639)

Sociétés : actionnaires : dividendes (p. 6639)

Transports : transport de marchandises : liaison Transmanche (p. 6639)

Pierre CARASSUS

*Seine-et-Marne (3^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

Secrétaire de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19457)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n°82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7844)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Secteur public. Privatisations. Bilan et perspectives [25 novembre 1998] (p. 9494)

Emploi. Jeunes. Emplois d'été, création, aides de l'Etat [27 janvier 1999] (p. 455)

Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [11 mai 1999] (p. 4311)

Sports. Dopage. Contrôle, Tour de France [30 juin 1999] (p. 6692)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6553)

Son intervention (p. 6556)

Thèmes :

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 6557)

Travail : précarité (p. 6556)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 6557)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER***Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6846)**

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son amendement n° 361 : non soutenu (p. 6892)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Examen du fascicule [21 octobre 1998] (p. 7077)

Son intervention (p. 7090)

Thèmes avant la procédure des questions :

Culture : crédits (p. 7090)

Langue française : défense (p. 7091)

Proposition de loi n° 1069 visant à interdire l'achat par les établissements scolaires et les collectivités locales des fournitures fabriquées par des enfants dans les pays où les droits de l'enfant ne sont pas respectés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9298)

Son intervention (p. 9303)

Thèmes :

Assemblée nationale : Parlement des enfants : propositions de loi (p. 9304)

Enfants : travail : généralités (p. 9304)

Enfants : travail : labels (p. 9303)

Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) : enfants (p. 9304)

Proposition de résolution n° 775 tendant à la création d'une commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes industriels, de services et financiers, relatives à l'emploi et à l'aménagement du territoire

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10292)

Son intervention (p. 10299)

Thèmes :

Entreprises : délocalisations (p. 10299)

Impôt sur les sociétés (p. 10300)

Politique économique : investissement : aides (p. 10299)

Travail : plan social : licenciements (p. 10299)

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2603)

Son intervention (p. 2620)

Thèmes :

Secteur public : grève (p. 2620, 2621)

Travail : droit de grève (p. 2620, 2621)

Thierry CARCENAC
Tarn (2^{ème} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 11 : Economie, finances et industrie (charges communes) (n° 1111) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8974)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8974)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : finances locales (p. 8974, 8975)

Finances publiques : charges communes (p. 8974, 8975)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 8975)

Finances publiques : dépenses (p. 8974)

Finances publiques : dette publique (p. 8974, 8975)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 8974)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 8974)

Politique économique : consommation (p. 8974)

Politique économique : croissance (p. 8974)

Postes : La Poste (p. 8975)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 8975)

Vote des crédits [16 novembre 1998] (p. 9007)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 162 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 9007)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[16 novembre 1998] (p. 9022)

Article 64 (reconduction du crédit d'impôt recherche)

Son amendement n° 152 (maintien de la modulation territoriale pour le calcul des frais de fonctionnement) : adopté (p. 9041)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 janvier 1999] (p. 373) ; [2 février 1999] (p. 749)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son sous-amendement n° 1072 (allongement des délais d'association à l'élaboration des contrats de plan) à l'amendement n° 265 de la commission (association d'autres collectivités territoriales lorsque ces dernières cofinancent des programmes prévus dans les contrats de plan Etat-régions) : rejeté (p. 398)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 765 corrigé : non soutenu (p. 831)

Son amendement n° 623 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (consultation des conseils généraux intéressés) : retiré (p. 834)

Son amendement n° 622 corrigé : non soutenu (p. 834)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094) ; [10 février 1999] (p. 1167) ; [11 février 1999] (p. 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 549 (possibilité d'association des conseils généraux et régionaux au projet de la communauté) : rejeté (p. 1023)

Article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des communautés d'agglomération

Son amendement n° 550 : non soutenu (p. 1037)

Son amendement n° 551 : non soutenu (p. 1038)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 552 (possibilité d'association des départements et des régions aux communautés urbaines) : adopté (p. 1098)

Article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 571 (de coordination) : rejeté (p. 1103)

Son amendement n° 553 (de coordination) : rejeté (p. 1105)

Article 26 (articles L. 5211-39 et L. 5211-40 du code général des collectivités territoriales - démocratisation et transparence)

Son amendement n° 554 : non soutenu (p. 1191)

Article 28 (article L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales - commission départementale de la coopération intercommunale)

Son amendement n° 570 soutenu par M. Gérard Saumade (information de la commission sur les politiques contractuelles engagées par l'Etat intéressant les établissements publics de coopération intercommunale, notamment ceux ayant signé des contrats de pays ou d'agglomération) (p. 1196) : devenu sans objet (p. 1197)

Article 56 (article 1648 A du code général des impôts - fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 568 (application des dispositions de l'article différée jusqu'à la publication du rapport sur les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 1353)

Pierre CARDO

*Yvelines (7^{ème} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 février 1999] (p. 2996)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 26 février 1999] (p. 2996)

Rapporteur de la proposition de loi relative à l'enfance en danger et aux mineurs délinquants (n° 1403) [3 mars 1999]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1999] (p. 4917)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1999] (p. 4917)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1403 relative à l'enfance en danger et aux mineurs délinquants [17 février 1999]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 1403) relative à l'enfance en danger et aux mineurs délinquants [17 mars 1999] (n° 1472)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Allemagne. Divorce, droits de garde et de visite, enfants enlevés [1^{er} décembre 1998] (p. 9744)

Politique extérieure. Enfants. Divorce, enlèvement, lutte et prévention [31 mars 1999] (p. 3099)

Fonctionnaires et agents publics. Exercice de la profession. Protection juridique, conditions d'attribution [9 juin 1999] (p. 5611)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Procédure des questions :

Mines et carrières : carrières : pollution et nuisances (p. 7199)

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7257)

Procédure des questions :

Voirie : autoroutes (p. 7264)

Vote des crédits [22 octobre 1998] (p. 7273)

BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Après l'article 83

Intervient sur l'amendement n° 39 du Gouvernement (taxe d'aéroport au profit des exploitants de certains aérodromes) (p. 7275)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Son intervention (p. 7890)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : contrats de ville (p. 7890)

Aménagement du territoire : politique de la ville : grands projets urbains (p. 7890)

Aménagement du territoire : politique de la ville : police de proximité (p. 7891)

Aménagement du territoire : politique de la ville : simplifications administratives (p. 7891)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes : éducateurs spécialisés (p. 7890)

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8645)

Procédure des questions :

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 8647)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion : décrets (p. 8646)

Projet de loi n° 772 relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques

LECTURE DÉFINITIVE

Ses explications de vote [22 décembre 1998] (p. 11047)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2436)

Article 5 (création d'une agence de prévention et de surveillance des risques miniers)

Son intervention (p. 2444)

Proposition de loi n° 1403 relative à l'enfance en danger et aux mineurs délinquants

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2845)

Ses interventions (p. 2845, 2851, 2868)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 2845, 2846)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 2845 à 2847)

Droit pénal : mineurs : centres pénitentiaires (p. 2847)

Droit pénal : mineurs : détention provisoire (p. 2852)

Droit pénal : mineurs : police de la circulation (p. 2846, 2852, 2868)

Droit pénal : mineurs : prévention (p. 2847, 2868)

Droit pénal : mineurs : responsabilité pénale (p. 2868)

Enseignement (p. 2845)

Famille (p. 2845)

Ordre public : sécurité : collectivités locales (p. 2868)

Police (p. 2846)

Politique sociale : exclusion (p. 2846, 2851, 2852)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 2846, 2852)

Proposition de loi n° 1394 relative à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [3 juin 1999] (p. 5365)

Son intervention (p. 5366)

Thème :

Sports : arts martiaux : généralités (p. 5366)

Abstention du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 5366)

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [3 juin 1999] (p. 5369)

Son intervention (p. 5374)

Thème :

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 5374)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 5374)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6546)

Son intervention (p. 6548)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : chèques vacances (p. 6548)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 6548)

Travail : chèques vacances : conditions de ressources (p. 6548)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 6548)

Christophe CARESCHE

Paris (18^{ème} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux polices municipales [J.O. du 5 mars 1999] (p. 3342)

Vice-président de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 12 mai 1999] (p. 7079)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

Rapporteur de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 2 juin 1999] (p. 8150)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8399)

Son intervention (p. 8412)

Thème :

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 8412)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145)

Son intervention (p. 8174)

Thèmes avant la procédure des questions :

Départements : préfetures : police (p. 8175)

Droit pénal : délinquance et criminalité : zones urbaines sensibles (p. 8175)

Etat : Premier ministre : déclarations (p. 8175)

Gendarmerie : gendarmeries (p. 8175)

Ordre public (p. 8175)

Partis et mouvements politiques : majorité (p. 8174, 8175)

Police : commissariats (p. 8175)

Police : crédits (p. 8174)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 609, 623)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 616)

Son intervention (p. 629)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : police (p. 629, 630)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 629)

Etat (p. 616, 630)

Police : police nationale : secteur privé (p. 629, 630)

Système pénitentiaire : établissements : secteur privé (p. 630)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 636)

Article 5 ter (article L. 2512-16 du code général des collectivités territoriales : compétences des personnels du service des parcs et jardins et des inspecteurs du service de sécurité de la ville de Paris)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Jacky Darne (agrément par le procureur de la République des agents de la ville de Paris chargés de l'application du règlement des parcs et promenades et de celui des cimetières) (p. 648)

Son amendement n° 52 : devenu sans objet (p. 648)

Ses explications de vote (p. 666)

Vote pour du groupe socialiste (p. 666)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2768)

Son intervention (p. 2778)

Thèmes :

Droit pénal : présomption d'innocence (p. 2778)

Justice : réforme : Président de la République (p. 2779)

Partis et mouvements politiques : opposition : présomption d'innocence (p. 2778)

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (rétention des personnes non suspectées le temps strictement nécessaire à leur audition) (p. 2808)

Article 15 (articles 143-1 et 144 du code de procédure pénale : conditions autorisant le placement en détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 249 de M. Michel Hunault (nouvelle rédaction de l'article portant les quanta de peines à trois ans en cas de flagrant délit et à cinq ans dans les autres cas et limitant la détention provisoire à six mois si la peine encourue est inférieure à sept ans) (p. 2900)

Article 25 (articles 11, 145, 177-1, 199, 199-1, 212-1 et 803 du code de procédure pénale : "fenêtres de publicité" dans la procédure pénale)

Intervient sur l'amendement n° 133 de la commission (communiqués du procureur ne comportant aucune mention nominative sauf accord de l'intéressé) (p. 2948)

Proposition de résolution n° 1577 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité)

Ses explications de vote [19 mai 1999] (p. 4656)

Vote pour du groupe socialiste (p. 4656)

Roland CARRAZ

*Côte-d'Or (3^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome XII : Emploi et solidarité (ville et intégration) (n° 1112) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Immigration. Contrats de retour [24 novembre 1998] (p. 9421)

Télécommunications. France-Télécom. Fonctionnaires reclassés, carrière [2 février 1999] (p. 703)

Industrie. Construction aéronautique. Emploi et activité [9 mars 1999] (p. 2142)

Enseignement : personnel. Personnel de direction. Exercice de la profession [16 juin 1999] (p. 5944)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6551)

Son intervention (p. 6562)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses (p. 6563)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6563)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 6563)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 6563)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 6563)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6563)

Marchés financiers : généralités (p. 6562, 6563)

Politique économique : conjoncture (p. 6562)

Politique économique : croissance (p. 6562, 6564)

Politique économique : politique monétaire (p. 6563)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 6563)

TVA : taux (p. 6563)

Union européenne : construction européenne : politique économique (p. 6563, 6564)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 1998] (p. 6935)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Son amendement n° 95 : non soutenu (p. 6970)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 7887)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 7887)

Aménagement du territoire : politique de la ville : police de proximité (p. 7888)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 7888)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 7887)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145)

Son intervention (p. 8166)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 8167)

Etat : Premier ministre : déclarations (p. 8166)

Police : commissariats (p. 8167)

Police : crédits (p. 8167)

Police : crédits : investissements (p. 8167)

Police : effectifs (p. 8167)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 290)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 1136 corrigé : non soutenu (p. 309)

Article 26 (article 61 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones de revitalisation rurale)

Son amendement n° 679 : non soutenu (p. 902)

Explications de vote et vote [9 février 1999] (p. 1084)

Ses explications de vote (p. 1089)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 1090)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951)

Thème :

Impôts locaux : taxe professionnelle : dotations de l'Etat (p. 973)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3853)

Article 25 (articles L. 861-10, L. 861-11, L. 861-12, L. 861-13, L. 861-14, L. 861-15, L. 861-16, L. 861-17 nouveaux du code de la sécurité sociale : création du fonds de financement de la protection complémentaire)

Son amendement n° 283 corrigé : non soutenu (p. 3881)

Après l'article 8

Son amendement n° 410 précédemment réservé : non soutenu (p. 4023)

Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Philippe Douste-Blazy, M. Jean-Louis Debré, M. José Rossi et quatre-vingt-trois membres de l'Assemblée

[25 mai 1999] (p. 4819)

Son intervention (p. 4837)

Thèmes :

Etat : décentralisation (p. 4838 à 4841)

Etat : Premier ministre : déclarations (p. 4840)

Partis et mouvements politiques : opposition : Corse (p. 4838, 4839)

Régions : Corse : difficultés (p. 4839)

Régions : Corse : fonctionnaires et agents publics (p. 4838)

Régions : Corse : Gouvernement (p. 4840)

Régions : Corse : Gouvernement précédent (p. 4838, 4839)

Régions : Corse : population (p. 4839)

Régions : Corse : Président (p. 4839, 4840)

Vote contre du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 4841)

Projet de loi n° 1410 sur l'innovation et la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5411)

Article 1er (articles 14, 18, 19, 19-1 nouveau et 25-1 à 25-4 nouveaux de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France : valorisation de la diffusion des résultats de la

recherche par les organismes de recherche et facilitation de la création d'entreprise par les chercheurs)

Son amendement n° 74 : non soutenu (p. 5415)

Article 2 (articles 6, 20, 25, 42, 53 et 56 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur : création de services d'activités industrielles et commerciales au sein des établissements d'enseignement supérieur)

Son amendement n° 75 : non soutenu (p. 5421)

Antoine CARRÉ

*Loiret (1^{ère} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 609, posée le 8 février 1999. Consommation. Protection des consommateurs (J.O. Questions p. 673). Appelée le 9 février 1999. Produits alimentaires, transport, utilisation de bacs en plastique, réglementation (p. 1068)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8290)

Son intervention (p. 8259)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions (p. 8258)

Défense : crédits (p. 8257, 8258)

Défense : Direction des chantiers navals (p. 8259)

Défense : médecine militaire (p. 8259)

Défense : porte-avions (p. 8258)

Gendarmerie (p. 8258, 8259)

Relations internationales (p. 8258)

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765, 8807)

Procédure des questions :

Agriculture : agrobiologie (p. 8810)

Gilles CARREZ

*Val-de-Marne (5^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1998 [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18977)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale [J.O. du 20 mai 1999] (p. 7464)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 12 : Economie, finances et industrie (commerce extérieur) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur l'évaluation des postes d'expansion économique de Sao Paulo, Buenos Aires et Santiago du Chili [1^{er} juillet 1999] (n° 1774)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts et taxes. Politique fiscale. Perspectives [28 octobre 1998] (p. 7508)

Impôts et taxes. Politique fiscale. Perspectives [9 mars 1999] (p. 2143)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires. Durée d'assurance. Perspectives [11 mai 1999] (p. 4312)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 629, posée le 15 février 1999. Elections et référendums. Listes électorales (J.O. Questions p. 839). Appelée le 16 février 1999. Inscription automatique, jeunes (p. 1427)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1998] (p. 6507)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 6530) : rejetée (p. 6546)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 6542)

Assurances : assurance vie (p. 6536)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 6538 à 6540)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6538 à 6540)

Commerce et artisanat (p. 6531)

Commerce extérieur (p. 6530, 6531)

Emploi : chômage (p. 6531)

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 6542)

Enregistrement et timbre : droits de mutation à titre onéreux (p. 6536)

Etat : réforme (p. 6541)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6533, 6534, 6543)

Finances publiques : dépenses (p. 6540 à 6543)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6530, 6536, 6540, 6543)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6532, 6534, 6537)

Finances publiques : recettes (p. 6540)

Fonctionnaires et agents publics (p. 6540, 6541)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 6535, 6536)

Impôt sur le revenu : crédit d'impôt au titre des dépenses d'entretien afférentes à l'habitation principale (p. 6533)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 6535)

Impôts locaux : réduction pour embauche ou investissement (p. 6539)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 6537)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6537 à 6540)

Plus values : imposition (p. 6536)

Politique économique : conjoncture (p. 6530)

Politique économique : consommation (p. 6531, 6532)

Politique économique : croissance (p. 6530, 6531)

TVA : taux (p. 6532 à 6534)

Union européenne : euro (p. 6530)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 6639)

Son amendement n° 444 (application de l'allocation pour frais d'emploi aux artistes dramatiques, lyriques, cinématographiques ou chorégraphiques) : rejeté (p. 6665)

Après l'article 2

Son amendement n° 457 (non-assujettissement à l'impôt sur le revenu des indemnités de maternité) : rejeté (p. 6672)

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Charles de Courson (rétablissement du plafond de 28 000 F pour l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) (p. 6675)

Intervient sur l'amendement n° 487 de M. Jean-Jacques Jégou (rétablissement du plafond de 28 000 F pour l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) (p. 6675)

Après l'article 2 (suite)

Son amendement n° 456 (relèvement du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) : rejeté (p. 6710)

Article 14 (modification des règles de territorialité en matière de droits de mutation à titre gratuit)

Son intervention (p. 6788)

Article 16 (imposition des plus-values constatées et des plus-values en report d'imposition en cas de transfert du domicile hors de France)

Son intervention (p. 6814)

Son amendement n° 458 (de suppression) : rejeté (p. 6817)

Son amendement n° 460 (exonération des contribuables devant quitter le territoire national à la demande de leur employeur) : rejeté (p. 6817)

Son amendement n° 459 (suppression de l'obligation de constituer des garanties auprès d'un comptable du Trésor public) : rejeté (p. 6819)

Après l'article 18

Son amendement n° 461 soutenu par M. Michel Bouvard (abaissement progressif du taux normal de la TVA) (p. 6832) : rejeté (p. 6836)

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Marc Laffineur (fixation du taux normal de la TVA à 19,6 %) (p. 6836)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Yves Fromion (fixation du taux normal de la TVA à 19,6 %) (p. 6836)

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. François d'Aubert (fixation du taux normal de la TVA à 20 %) (p. 6836)

Son amendement n° 462 soutenu par M. Michel Bouvard (fixation du taux normal de la TVA à 20 %) (p. 6832) : rejeté (p. 6836)

Après l'article 19

Soutient l'amendement n° 319 de M. Patrice Martin-Lalande (application du taux réduit de la TVA aux CD-rom) : rejeté (p. 6855)

Soutient l'amendement n° 321 de M. Patrice Martin-Lalande (application du taux réduit de la TVA aux services de presse électroniques) : rejeté (p. 6855)

Soutient l'amendement n° 329 de M. Yves Fromion (application du taux réduit de la TVA aux prestations liées aux activités sportives et à l'utilisation des équipements sportifs) : rejeté (p. 6860)

Article 24 (moralisation des avantages liés à la transmission des patrimoines par le biais de l'assurance-vie)

Son intervention (p. 6878)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son intervention (p. 6885)

Son amendement n° 463 (de suppression) : rejeté (p. 6889)

Son amendement n° 464 (exonération des locaux de stockage) : devenu sans objet (p. 6891)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 194 rectifié de M. Christian Cuvilliez (non-assujettissement à la TVA des terrains acquis par des personnes physiques en vue de la construction d'immeubles affectés à leur usage privatif) (p. 6901)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Son intervention (p. 6907)

Intervient sur l'amendement n° 421 de M. Pierre Méhaignerie (de suppression) (p. 6915)

Son amendement n° 473 (nouvelle rédaction de l'article substituant à la compensation la technique du dégrèvement) : rejeté (p. 6920)

Son amendement n° 475 (nouvelle rédaction de l'article substituant à la compensation la technique du dégrèvement et limitant l'application de la réforme à l'année 1999) : rejeté (p. 6920)

Son amendement n° 474 (nouvelle rédaction de l'article limitant l'application de la réforme à l'année 1999) : rejeté (p. 6920)

Son amendement n° 472 (réduction de la fraction imposable des recettes des titulaires de bénéfices non commerciaux employant moins de cinq salariés) : rejeté (p. 6921)

Son amendement n° 469 (maintien de la réduction pour embauche et investissement au taux de 35 %) : rejeté (p. 6923)

Intervient sur l'amendement n° 353 de M. Gilbert Gantier (maintien de la déduction des loyers pour déterminer la valeur ajoutée servant à la mise en œuvre du plafonnement) (p. 6923)

Son amendement n° 470 (versement du produit de la cotisation minimale au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 6925)

Son amendement n° 471 (affectation de la majoration de la cotisation nationale de péréquation au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 6927)

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (rapport d'étape) (p. 6929)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Son intervention (p. 6964)

Son amendement n° 476 (indexation de l'enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités locales sur la moitié du taux de croissance du PIB) : rejeté (p. 6966)

Soutient l'amendement n° 219 de M. Michel Bouvard (relèvement des fractions du taux d'évolution du PIB prises en compte pour l'indexation de l'enveloppe normée des dotations de l'Etat) : retiré (p. 6967)

Son amendement n° 477 (suppression du dispositif de calcul de l'enveloppe normée des dotations de l'Etat sur la base du montant "recalé" de la dotation globale de fonctionnement) : rejeté (p. 6969)

Soutient l'amendement n° 218 de M. Michel Bouvard (application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle aux bourgs-centres bénéficiaires de la première fraction de la dotation de solidarité rurale) : rejeté (p. 6971)

Son amendement n° 478 (application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle aux communes dont les bases de taxe professionnelle par habitant sont inférieures à la moyenne de l'ensemble des communes appartenant au même groupe démographique) : rejeté (p. 6971)

Son amendement n° 479 (application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle aux communes dont les bases de taxe professionnelle par habitant sont inférieures à 80 % de la moyenne de l'ensemble des communes appartenant au même groupe démographique) : rejeté (p. 6971)

Article 27 précédemment réservé (suppression de la taxe régionale sur les cessions d'immeubles et

unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels

Son amendement n° 467 (non-application du régime des droits de mutation sur les cessions d'immeubles aux cessions de titres de sociétés par actions non cotées dont l'actif n'est pas constitué d'immeubles) : rejeté (p. 6974)

Son amendement n° 468 (référence à la notion de prépondérance immobilière) : rejeté (p. 6975)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8974)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8982)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : Comité de développement extérieur (CODEX) (p. 8983)

Commerce extérieur : Comité français des manifestations économiques à l'étranger (CFME) (p. 8983, 8984)

Commerce extérieur : excédent (p. 8982, 8983)

Commerce extérieur : exportations (p. 8982)

Commerce extérieur : exportations : petites et moyennes entreprises (p. 8983, 8984)

Commerce extérieur : généralités (p. 8983, 8984)

Commerce extérieur : importations (p. 8982)

Politique économique : conjoncture (p. 8982, 8983)

Politique économique : prévisions (p. 8982, 8983)

Politique extérieure : coopérants (p. 8983)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Après l'article 2

Son amendement n° 166 soutenu par M. Michel Bouvard (rétablissement, sous la forme prévue avant l'intervention de la loi de finances pour 1997, de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités) (p. 10614) : rejeté (p. 10615)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son intervention (p. 10653)

Intervient sur le sous-amendement n° 265 de M. Jean-Marie Le Guen (assujettissement à la taxe des aires de stationnement) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10664)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Son intervention (p. 10675)

Son amendement n° 213 : devenu sans objet (p. 10675)

Soutient l'amendement n° 180 de M. Jean-Yves Besselat (avancement de la date à laquelle les scissions ne sont pas prises en compte au regard de l'écrêtement des établissements de taille exceptionnelle) : rejeté (p. 10680)

Article 27 précédemment réservé (suppression de la taxe régionale sur les cessions d'immeubles et unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels)

Son amendement n° 212 (application aux immeubles acquis entre 1993 et 1995 du report du délai de revente imparti aux marchands de biens) : rejeté (p. 10690)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Son amendement n° 214 corrigé (indexation de l'enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités locales sur la moitié du taux de croissance du PIB) : rejeté (p. 10695)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [18 décembre 1998] (p. 10789)

Son intervention (p. 10790)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales (p. 10792, 10793)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10791)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 10791)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : traitement (p. 10791)

Impôt sur le revenu : abattements : pensions (p. 10791)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 10791)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 10792)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 10791)

Impôts et taxes : taxe sur les bureaux d'Ile-de-France (p. 10791)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 10792)

Politique économique : conjoncture (p. 10790)

Politique économique : croissance (p. 10790, 10791)

Politique économique : inflation (p. 10791)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 décembre 1998] (p. 9931)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Soutient le sous-amendement n° 1003 de M. Bernard Accoyer (preuve par plusieurs documents administratifs) à l'amendement n° 180 de M. Noël Mamère (bénéfice des dispositions de l'article aux partenaires prouvant par des documents justificatifs ou par deux témoins qu'ils vivent ensemble depuis trois ans) : rejeté (p. 9941)

Soutient le sous-amendement n° 1004 de M. Bernard Accoyer (suppression de la preuve apportée par des témoins) à l'amendement n° 180 de M. Noël Mamère : rejeté (p. 9941)

Soutient l'amendement n° 398 de M. Bernard Accoyer (conclusion d'un PACS en vue de diminuer l'impôt sur le revenu passible d'un an d'emprisonnement et de 300 000 F d'amende) : rejeté (p. 9945)

Soutient l'amendement n° 701 de M. Bernard Accoyer (délais de paiement de l'impôt sur le revenu et des impôts locaux pour les contribuables célibataires) : rejeté (p. 9946)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son intervention (p. 9952)

Projet de loi n° 33 portant règlement définitif du budget de 1995

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10009)

Son intervention (p. 10013)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10013)

Postes : La Poste (p. 10013)

Postes : La Poste : chèques postaux (p. 10013)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10016)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 10026) : rejetée (p. 10034)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Société française de production (SFP) (p. 10031)

Banques et établissements financiers : Société marseillaise de crédit (p. 10030, 10031)

Défense : crédits (p. 10028)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10028, 10032)

Finances publiques : dépenses (p. 10027, 10028, 10032)

Finances publiques : dette publique (p. 10028, 10029)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 10026, 10027, 10029)

Fonctionnaires et agents publics : traitement : effectifs (p. 10027, 10028)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 10029)

Impôt sur les sociétés : taux (p. 10026)

Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 10030)

Politique économique : conjoncture (p. 10026)

Politique économique : consommation (p. 10026, 10027)

Politique économique : croissance (p. 10026)

Politique économique : inflation (p. 10027)

Secteur public : entreprises publiques (p. 10032)

Secteur public : entreprises publiques : ouverture du capital (p. 10030)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 10026, 10029)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 10031, 10032)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 10031, 10032)

TVA : taux (p. 10032)

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Didier Migaud (régime fiscal des frais professionnels des journalistes et assimilés) (p. 10121)

Article 18 (augmentation de la quote-part de la France au FMI et allocation exceptionnelle de droits de tirages spéciaux)

Soutient l'amendement n° 9 corrigé de M. Philippe Auberger (rapport au Parlement récapitulatif des contributions de la France au financement du Fonds monétaire international) : retiré (p. 10134)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Yves Tavernier (compensation des pertes de recettes des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 10137)

Article 21 (octroi d'une garantie par l'Etat à l'occasion de la cession de la Société marseillaise de crédit)

Soutient l'amendement n° 62 de M. Gilbert Gantier (de suppression) : rejeté (p. 10139)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 75 du Gouvernement (remise des créances d'aide publique au développement en faveur des Etats d'Amérique centrale touchés par le cyclone Mitch) (p. 10141)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951)

Son intervention (p. 972)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : coopération intercommunale (p. 973)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 974)

Impôts locaux : taux : liberté (p. 974)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 972, 973)

Impôts locaux : valeur locative : réforme (p. 974)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 972, 973)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 235 soutenu par M. Dominique Perben (communauté pouvant ne pas être d'un seul tenant et comporter des enclaves) (p. 1016) : rejeté (p. 1017)

Son amendement n° 237 soutenu par M. Dominique Perben (suppression du seuil démographique lorsque la communauté d'agglomération comprend le chef-lieu du département) (p. 1019) : rejeté (p. 1020)

Soutient l'amendement n° 485 de M. Jacques Péliissard (seuil démographique ramené à 35 000 habitants lorsque la communauté comprend le chef-lieu du département) : rejeté (p. 1020)

Soutient l'amendement n° 38 de M. Éric Doligé (possibilité d'association des conseils généraux et régionaux au projet de la communauté) : rejeté (p. 1023)

Soutient l'amendement n° 262 de M. Michel Bouvard (possibilité d'association des conseils généraux et régionaux au projet de la communauté) : rejeté (p. 1023)

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Jean-Marie Bockel (territoire présentant une continuité urbaine ne pouvant comporter plus d'une communauté d'agglomération sauf en région Ile-de-France) (p. 1025)

Article L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales : le conseil de la communauté d'agglomération

Intervient sur le sous-amendement n° 588 de M. Michel Vaxès (impossibilité pour une commune de détenir la moitié des sièges ou plus), rectifié (suppression des termes "ou plus") à l'amendement n° 59 rectifié de la commission (à défaut d'accord entre les communes, attribution d'un siège à chaque commune et répartition des sièges restants à la proportionnelle) (p. 1031)

Article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des communautés d'agglomération

Soutient l'amendement n° 481 rectifié de M. Didier Quentin (assainissement et eau remplacés par assainissement des eaux usées et eau potable dans la liste des compétences optionnelles) : rejeté (p. 1034)

Son amendement n° 387 (possibilité de déléguer la compétence relative à l'assainissement et à l'eau) : retiré (p. 1034)

Son amendement n° 388 (possibilité de déléguer la compétence relative au traitement des déchets) : retiré (p. 1034)

Son amendement n° 236 (intérêt communautaire déterminé après avis des communes membres) : retiré (p. 1036)

Soutient l'amendement n° 263 de M. Michel Bouvard (suppression de la possibilité d'exercice de tout ou partie des compétences d'aide sociale) : rejeté (p. 1036)

Soutient l'amendement n° 264 de M. Michel Bouvard (initiative du département pour le transfert à la communauté de l'exercice de tout ou partie de ses compétences en matière d'action sociale et de santé) : rejeté (p. 1037)

Son amendement n° 238 (compétence de la communauté pour conclure les contrats d'agglomération prévus par la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire) : retiré (p. 1038)

Articles L. 5216-6 et 5216-7 du code général des collectivités territoriales : superposition et interférence

des périmètres entre les établissements publics de coopération intercommunale existants et la communauté d'agglomération

Soutient l'amendement n° 482 de M. Didier Quentin (représentation des communes par la communauté dans le syndicat) : rejeté (p. 1038)

Article 5216-9 du code général des collectivités territoriales : dissolution de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 389 (compétence liée du Conseil d'Etat pour prononcer la dissolution) : rejeté (p. 1040)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 54 de M. Jean Ueberschlag (extension aux départements d'Alsace-Moselle des dispositions de l'article L. 5223-3 du code général des collectivités territoriales autorisant la création de syndicat de communes gérant des biens indivis) : adopté (p. 1096)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales

Soutient l'amendement n° 266 de M. Michel Bouvard (possibilité d'association des départements et des régions aux communautés urbaines) : adopté (p. 1098)

Article 4 (article L. 5215-20 bis du code général des collectivités territoriales - cas des communautés urbaines existantes)

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (adoption automatique du nouveau régime à défaut de délibérations contraires acquises à la majorité des deux tiers du conseil de la communauté et des deux tiers des conseils municipaux) (p. 1108)

Intervient sur l'amendement n° 311 corrigé de M. Alain Cacheux (adoption automatique du nouveau régime à défaut de délibérations contraires acquises à la majorité des deux tiers du conseil de la communauté et des deux tiers des conseils municipaux) (p. 1108)

Article 9 (article L. 5214-1 du code général des collectivités territoriales - périmètre des communautés de communes)

Son amendement n° 390 soutenu par M. Léonce Deprez (de coordination) : rejeté (p. 1120)

Son amendement n° 239 (présence possible de communes enclavées si elles appartiennent à un autre établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) : rejeté (p. 1121)

Article 11 (article L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales - compétences des communautés de communes)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Gérard Gouzes (exercice de cinq des six compétences énumérées par l'amendement) à l'amendement n° 608 du Gouvernement (p. 1137)

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. Jean-Pierre Balligand (majorations de DGF pour les communautés de communes à taxe professionnelle unique et exerçant quatre des cinq compétences énumérées par l'amendement) (p. 1138)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Gérard Gouzes (création d'une sixième compétence relative au traitement des déchets) à l'amendement n° 608 du Gouvernement (regroupement en une seule compétence de la collecte et du traitement des déchets) (p. 1137)

Article 21 (article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales - création des établissements publics de coopération intercommunale - fixation du périmètre)

Son amendement n° 240 (compétence liée du préfet pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale en cas de réunion des conditions de majorité) : rejeté (p. 1147)

Son amendement n° 391 (renforcement des conditions de majorité pour la création d'une communauté d'agglomération) : rejeté (p. 1148)

Article 23 (articles L. 5211-12 à L. 5211-15 du code général des collectivités territoriales - conditions d'exercice des mandats des membres des conseils ou comités intercommunaux)

Intervient sur l'amendement n° 526 de M. Michel Bouvard (extension de l'indemnité de fonction aux présidents et vice-présidents des syndicats mixtes composés exclusivement de collectivités locales ou de collectivités locales et de leurs groupements) (p. 1180)

Article 26 (articles L. 5211-39 et L. 5211-40 du code général des collectivités territoriales - démocratisation et transparence)

Son amendement n° 392 (rapport et documents sur l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale adressés aux maires avant le 30 septembre de chaque année) : adopté (p. 1189)

Article 29 (article L. 5211-49 du code général des collectivités territoriales - information et participation des habitants)

Son amendement n° 393 soutenu par M. Michel Bouvard (suppression de la création automatique d'une commission consultative compétente pour les services publics locaux dans les établissements publics de coopération intercommunale comprenant au moins une commune de 3 500 habitants ou plus) : rejeté (p. 1199)

Article 51 (article 1609 nonies C du code général des impôts - taxe professionnelle unique)

Soutient l'amendement n° 559 de M. Bruno Bourg-Broc (caractère facultatif de la taxe professionnelle unique pour toutes les communautés de communes et pour les communautés urbaines existant à la date de la publication de la loi) : rejeté (p. 1318)

Soutient l'amendement n° 25 de M. Michel Bouvard (alignement de tous les établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique sur les communautés d'agglomération et les

- communautés urbaines ayant opté pour la taxe professionnelle unique pour la substitution de l'établissement public de coopération intercommunale aux communes membres et le recours à la fiscalité additionnelle) : rejeté (p. 1318)
- Soutient l'amendement n° 27 de M. Michel Bouvard (perception de la taxe d'habitation et des taxes foncières par les communautés d'agglomération et les communautés urbaines à taxe professionnelle unique) : rejeté (p. 1321)
- Son amendement n° 242 : devenu sans objet (p. 1321)
- Son amendement n° 243 (répartition du produit de la taxe additionnelle sur les taxes foncières et sur la taxe d'habitation en tenant compte du niveau des taux communaux) : rejeté (p. 1321)
- Soutient l'amendement n° 26 de M. Michel Bouvard (de conséquence) : rejeté (p. 1322)
- Intervient sur l'amendement n° 178 de la commission (perception de la taxe d'habitation et des taxes foncières par les communautés d'agglomération et les communautés urbaines à taxe professionnelle unique) (p. 1326)
- Soutient l'amendement n° 139 de la commission des finances (délai porté de un an à deux ans pour la prise de délibération modifiant la période de réduction des écarts de taux) : adopté (p. 1326)
- Intervient sur l'amendement n° 190 de la commission (de coordination) (p. 1330)
- Son amendement n° 244 (dotation de solidarité communautaire calculée en fonction de la population, du potentiel fiscal et des charges des communes membres) : adopté (p. 1331)
- Article 48 précédemment réservé (article 1609 ter A du code général des impôts - option des communautés urbaines existantes pour la taxe professionnelle unique)*
- Son amendement n° 394 soutenu par M. Robert Poujade (avis des communes membres) : rejeté (p. 1334)
- Article 50 précédemment réservé (article 1609 quinquies C du code général des impôts - régime fiscal des communautés de communes)*
- Son amendement n° 241 soutenu par M. Robert Poujade (suppression des conditions démographiques exigées, pour la perception de la taxe professionnelle de zone, des communautés de communes créées ou issues de la transformation d'un établissement public de coopération intercommunale depuis la date de publication de la loi) : rejeté (p. 1339)
- Article 56 (article 1648 A du code général des impôts - fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)*
- Soutient l'amendement n° 29 de M. Michel Bouvard (de suppression) : rejeté (p. 1353)
- Soutient l'amendement n° 46 de M. Éric Doligé (maintien du dispositif actuel d'écrêtement du produit de taxe professionnelle) : rejeté (p. 1353)
- Intervient sur l'amendement n° 540 rectifié de M. Pierre Méhaignerie (application aux seules communautés urbaines du prélèvement forfaitaire substitué, à compter de la date de publication de la loi, au mécanisme d'écrêtement du produit de la taxe professionnelle) (p. 1355)
- Soutient l'amendement n° 47 de M. Éric Doligé (interdiction de modification des autres dispositions de l'article 1648 A du code général des impôts avant la publication du rapport sur les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 1358)
- Soutient l'amendement n° 274 de M. Michel Bouvard (interdiction de modification des autres dispositions de l'article 1648 A du code général des impôts avant la publication du rapport sur les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 1358)
- Article 52 précédemment réservé (article 1636 B decies du code général des impôts - déliaison des taux)*
- Intervient sur l'amendement n° 629 de M. Michel Vaxès (non prise en compte des taux de la fiscalité sur les ménages inférieurs aux 3/4 de la moyenne nationale pour la mise en œuvre de la majoration spéciale de la taxe professionnelle des groupements à taxe professionnelle unique ne percevant pas de fiscalité additionnelle sur les ménages) (p. 1362)
- Article 57 (article L. 2531-13 du code général des collectivités territoriales - fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France)*
- Son amendement n° 245 (second prélèvement sur l'accroissement des bases de taxe professionnelle) : rejeté (p. 1371)
- Intervient sur l'amendement n° 625 rectifié du Gouvernement (montant du second prélèvement ne pouvant excéder celui de la contribution assise sur le potentiel fiscal pour les communes dont le revenu moyen par habitant est inférieur à 90 % du revenu moyen par habitant de la région) (p. 1372)
- Son amendement n° 246 (réduction du plafonnement du second prélèvement de 10 à 7 % des dépenses de fonctionnement) : rejeté (p. 1373)
- Son amendement n° 247 (durée de l'étalement du second plafonnement porté de trois à cinq ans) : retiré (p. 1373)
- Son amendement n° 248 (mention sur les avis d'imposition des prélèvements au titre du fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France) : rejeté (p. 1375)
- Article 58 (article L. 2531-14 du code général des collectivités territoriales - éligibilité au fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France)*
- Son amendement n° 395 (élargissement de la moitié aux 2/3 des communes éligibles) : rejeté (p. 1376)
- Son amendement n° 249 (majoration de la pondération du potentiel fiscal et minoration de celles du logement social et des aides au logement pour le calcul du montant de la dotation) : rejeté (p. 1376)
- Article 59 (articles 11 et 29 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 - dotation de solidarité des groupements)*
- Soutient l'amendement n° 578 de M. Jean-Claude Lemoine (répartition de la compensation de taxe

professionnelle perçue par la commune d'implantation au titre de la réduction des bases) : retiré (p. 1378)

Son amendement n° 250 soutenu par M. Robert Poujade (suppression du renvoi à un décret en Conseil d'Etat pour la répartition de la dotation de solidarité) : devenu sans objet (p. 1379)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Article L. 5211-28 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 251 (suppression du prélèvement éventuel sur la dotation de compensation de la taxe professionnelle prévu pour financer la dotation d'intercommunalité des communautés d'agglomération) : rejeté (p. 1387)

Article L. 5211-29 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 499 (alignement de la dotation des communautés de communes à taxe professionnelle unique sur celle des communautés d'agglomération) : rejeté (p. 1390)

Son amendement n° 500 (alignement progressif de la dotation des communautés de communes à taxe professionnelle unique sur celle des communautés d'agglomération) : rejeté (p. 1390)

Soutient l'amendement n° 562 de M. Didier Quentin (dotation par habitant des communautés de communes à taxe professionnelle unique fixée à 150 F) : rejeté (p. 1390)

Article L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 252 (potentiel fiscal des communautés d'agglomération constitué par la seule taxe professionnelle) : rejeté (p. 1391)

Soutient l'amendement n° 35 de M. Michel Bouvard (suppression de la déduction des transferts pour le calcul du coefficient d'intégration fiscale) : rejeté (p. 1392)

Soutient l'amendement n° 542 de M. Thierry Mariani (suppression de la prise en compte des subventions dans les dépenses de transfert venant minorer le coefficient d'intégration fiscale) : rejeté (p. 1393)

Soutient l'amendement n° 543 de M. Thierry Mariani (suppression de la prise en compte des participations dans les dépenses de transfert venant minorer le coefficient d'intégration fiscale) : rejeté (p. 1393)

Après l'article 67

Soutient l'amendement n° 36 de M. Michel Bouvard (insertion dans le code général des collectivités territoriales d'un article L. 2334-7-2 relatif à la répartition de la dotation supplémentaire aux communes et groupements touristiques) : rejeté (p. 1399)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [29 juin 1999] (p. 6587)

Son intervention (p. 6596)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : coopération intercommunale (p. 6596)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : coopération intercommunale (p. 6596, 6597)

Coopération intercommunale : organismes : déchets ménagers (p. 6596, 6597)

Impôts locaux : taux : coopération intercommunale (p. 6596)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 6596)

Parlement : commissions mixtes paritaires : coopération intercommunale (p. 6596)

Partis et mouvements politiques : opposition : coopération intercommunale (p. 6596)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 6596)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5897) ; [16 juin 1999] (p. 5956, 5999)

Article 13 précédemment réservé (transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Son intervention (p. 5984)

Intervient sur le sous-amendement n° 246 de M. Charles de Courson (périodes de référence) à l'amendement n° 214 du Gouvernement (calcul de la contribution nette des collectivités territoriales) (p. 5992)

Intervient sur le sous-amendement n° 245 de M. Charles de Courson (aide sociale légale) à l'amendement n° 214 du Gouvernement (p. 5992)

LECTURE DÉFINITIVE

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6709)

Son amendement n° 82 (sommes restant dues par les communes) : adopté (p. 6726)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6156)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 6159)

Finances publiques : dépenses (p. 6158)

Finances publiques : dette publique (p. 6158)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6156, 6157)

Finances publiques : recettes (p. 6156)

Fonctionnaires et agents publics (p. 6158)

Impôt sur les sociétés : taux (p. 6157)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6158)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 6159)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6159)

TVA : taux (p. 6157)

Projet de loi n° 1277 portant règlement définitif du budget 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6172)

Son intervention (p. 6176)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6177, 6178)

Finances publiques : dépenses (p. 6177, 6178)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6177, 6178)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6178)

Impôt sur les sociétés : taux (p. 6178)

Lois de règlement (p. 6177)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 6178)

Véronique CARRION-BASTOK

*Paris (21^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Cesse d'appartenir au conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale [J.O. du 22 mars 1999]

Patrice CARVALHO

*Oise (6^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Bois et forêts. Filière bois. Allumettes, SEITA, emploi et activité, Saintines [16 décembre 1998] (p. 10570)

Politique extérieure. Allemagne. Politique énergétique, révision, conséquences [20 janvier 1999] (p. 118)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 501, posée le 30 novembre 1998. Ministères et secrétariats d'Etat. Equipement et transports : services extérieurs (J.O. Questions p. 6455). Appelée le 1^{er} décembre 1998. Transports fluviaux, agents, durée du travail (p. 9730)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2049)

Son intervention (p. 2055)

Thèmes :

Impôts et taxes : revenus financiers (p. 2056)

Retraites : généralités : système par capitalisation : fonds de pension (p. 2056)

Retraites : régime général : annuités liquidables : taux plein (p. 2056)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 2055)

Vote pour du groupe communiste (p. 2056)

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [27 mai 1999] (p. 5060)

Son intervention (p. 5064)

Vote pour du groupe communiste (p. 5065)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8039)

Son intervention (p. 8045)

Thèmes avant la procédure des questions :

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés bâties (p. 8046)

Logement : politique du logement : zones rurales (p. 8046)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 8045, 8046)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8046)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 8045)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 8045)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8115)

Son intervention (p. 8123)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats emploi-jeunes : fonctionnaires et agents publics (p. 8123)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8123)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires (p. 8123)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 8124)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 8123)

Travail : droit du travail : fonctionnaires et agents publics (p. 8124)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Son intervention (p. 8204)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation de préparation à la retraite (p. 8204, 8205)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation de préparation à la retraite (p. 8205)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation différentielle (p. 8205)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : préretraites (p. 8205)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 8204)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 8204)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 623)

Son intervention (p. 623)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 623, 624)

Etat (p. 623, 624)

Ordre public : personnels (p. 623)

Parlement : Sénat (p. 624)

Police : police municipale : armes (p. 624)

Politique sociale : fracture sociale (p. 623)

Ses explications de vote (p. 666)

Vote pour du groupe communiste (p. 666)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5065)

Après l'article 26

Soutient l'amendement n° 140 de la commission des finances (rapport gouvernemental sur les télévisions de proximité) : adopté (p. 5065)

Soutient l'amendement n° 296 de M. Christian Cuvilliez (rapport gouvernemental sur les télévisions de proximité) : adopté (p. 5065)

Intervient sur l'amendement n° 501 de M. Michel Bouvard (rapport gouvernemental sur les télévisions de proximité) (p. 5066)

Ses explications de vote (p. 5093)

Vote pour du groupe communiste (p. 5094)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5096)

Son intervention (p. 5110)

Thèmes :

Administration : maisons des services publics (p. 5112)

Administration : rapports avec les administrés (p. 5110, 5111)

Etat : Médiateur de la République (p. 5112)

Finances publiques : fonds publics : contrôle (p. 5111)

Politique sociale : exclusion : services publics (p. 5111)

Secteur public : services publics : crédits (p. 5111)

Secteur public : services publics : rôle (p. 5110, 5111)

Urbanisme : opérations d'aménagement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 5111)

Discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5116)

Article 5 supprimé par le Sénat (consultation du public préalable à une opération de travaux publics)

Son amendement n° 54 (rétablissement de l'article dans le texte du projet de loi en substituant un débat public à la consultation de la population) : retiré (p. 5119)

Article 5 bis (consignation d'une somme d'argent par les associations de sauvegarde de l'environnement)

Son amendement n° 55 (de suppression) : adopté (p. 5120)

Article 8 (loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs : définition de la notion de documents administratifs et régime applicable à la communication de ces

documents - extension du champ de compétence de la commission d'accès aux documents administratifs)

Son amendement n° 56 (notification du refus de communication dans les deux mois suivant l'enregistrement de la demande) : rejeté (p. 5124)

Son amendement n° 57 corrigé (rétablissement du texte du projet de loi prévoyant, dans le rapport annuel de la commission d'accès aux documents administratifs, la mention des difficultés rencontrées par les personnes demandant communication de documents) : adopté (p. 5124)

Son amendement n° 58 (renvoi à la loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives pour la consultation des documents temporairement non communicables en application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978) : rejeté (p. 5126)

Article 9 (loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives : tri des informations nominatives dans le cadre de traitements informatisés en vue de leur conservation ou de leur destruction)

Son amendement n° 59 (accord de la commission nationale de l'informatique et des libertés) : rejeté (p. 5127)

Article 20 (décisions implicites d'acceptation)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (décision implicite d'acceptation pouvant faire l'objet d'une notification à la demande du bénéficiaire) : adopté après modifications (p. 5133)

Son amendement n° 60 (décision implicite d'acceptation pouvant faire l'objet d'une notification à la demande du bénéficiaire) : adopté après modifications (p. 5133)

Article 24 (les maisons des services publics)

Ses amendements n°s 61, 62 et 63 : devenus sans objet (p. 5138)

Après l'article 26

Son intervention (p. 5138)

Ses explications de vote (p. 5144)

Vote pour du groupe communiste (p. 5144)

Odette CASANOVA

*Var (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Jeunes. Association de jeunesse et d'éducation. Scouts d'Europe [15 décembre 1998] (p. 10477)

Avortement. Interruption volontaire de grossesse (IVG). Loi n° 75-17 du 17 janvier 1975, application, rapport Nisand [31 mars 1999] (p. 3103)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 544, posée le 14 décembre 1998. Impôts et taxes. Associations (J.O. Questions p. 6744). Appelée le 15 décembre 1998. Réglementation, application (p. 10467)

n° 707, posée le 22 mars 1999. Travail. Durée du travail (J.O. Questions p. 1622). Appelée le 23 mars 1999. Réduction, application, inspection du travail, contrôle (p. 2695)

Nicole CATALA

*Paris (11^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République
Vice-présidente de l'Assemblée nationale*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Vice-présidente de l'Assemblée nationale [J.O. du 11 février 1999] (p. 2208)

Cesse d'appartenir à la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 20 février 1999] (p. 2699)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-présidente

DÉBATS

Projet de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

DEUXIÈME LECTURE

Son intervention : explique le rythme particulièrement rapide et non conforme à la tradition parlementaire de la discussion en deuxième lecture de la proposition de loi relative au PACS en raison des obsèques de M. Michel Crépeau [1^{er} avril 1999] (p. 3252)

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Article 2 (création des contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 3445)

En qualité de Députée

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sports. Football. Supporters, dégradations, lutte et prévention [12 mai 1999] (p. 4416)

Travail. Durée du travail. Réduction, application [15 juin 1999] (p. 5819)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 595, posée le 1^{er} février 1999. Emploi. Politique de l'emploi (J.O. Questions p. 511). Appelée le 2 février 1999. Missions locales, aides de l'État, Paris (p. 679)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette de ne pas avoir pu soutenir l'amendement n° 56 [25 novembre 1998] (p. 9582)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7025, 7053)

Procédure des questions :

Enseignement supérieur : constructions universitaires : rénovation urbaine (p. 7066)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Procédure des questions :

Pays étrangers : Cambodge (p. 7847)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 1998] (p. 9509)

Son intervention (p. 9509)

Thèmes :

Etat : souveraineté (p. 9509)

Politiques communautaires : libre circulation des personnes (p. 9509, 9510)

Union européenne : accords de Schengen (p. 9509, 9510)

Union européenne : Commission (p. 9509)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : réfugiés (p. 9510)

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Soutient l'amendement n° 57 de M. Jacques Baumel (caractère inaliénable de la souveraineté nationale) : rejeté (p. 9542)

Soutient l'amendement n° 58 de M. Jacques Baumel (référendum pour la révision de la Constitution en application de l'article 54) : rejeté (p. 9549)

Son amendement n° 14 (exercice en commun des compétences dont la délégation est explicitement prévue par les traités) : rejeté (p. 9554)

Article unique (modification de l'article 88-2 de la Constitution)

Son intervention (p. 9559)

Soutient l'amendement n° 50 de M. Xavier Deniau (maintien des compétences du Conseil constitutionnel) : rejeté (p. 9569)

Après l'article unique

Son amendement n° 15 corrigé (soumission au Parlement des projets d'acte ou de décision de l'Union européenne et vote de résolutions) : retiré (p. 9577)

Son rappel au règlement (cf supra) [25 novembre 1998] (p. 9582)

Son amendement n° 13 soutenu par M. Jacques Myard (contrôle du Conseil constitutionnel, saisi en application de l'article 61 de la Constitution, sur les actes communautaires comportant des dispositions législatives) (p. 9581) : rejeté (p. 9583)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. René André (contrôle du Conseil constitutionnel, saisi par le Président de la République, le Premier ministre, le président de l'Assemblée nationale ou le président du Sénat, sur les projets et propositions d'actes soumis au Parlement en application de l'article 88-4 de la Constitution) (p. 9583)

Proposition de résolution n° 770 tendant à créer une commission d'enquête pour faire la lumière sur les agissements et l'objet du groupement de fait dit "Département Protection Sécurité"

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10274)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 10276) : rejetée (p. 10283)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 10277 à 10280)

Etrangers : immigration (p. 10277 à 10279)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 10276)

Partis et mouvements politiques : Front national : audiovisuel et communication (p. 10277, 10278)

Partis et mouvements politiques : Front national : croissance (p. 10277 à 10279)

Partis et mouvements politiques : Front national : Gouvernement (p. 10276, 10277)

Partis et mouvements politiques : Front national : Parti socialiste (p. 10277 à 10280)

Président de la République (p. 10278, 10279)

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10346)

Article 1er (assujettissement à la "contribution Delalande" des ruptures des contrats de travail de salariés de plus de cinquante ans ayant adhéré à une convention de conversion)

Son amendement n° 1 soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (de suppression) : rejeté (p. 10346)

Après l'article 1er

Son amendement n° 2 soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (dispense de versement dans le cas d'un

reclassement dans une autre entreprise) (p. 10347) : rejeté (p. 10348)

Son amendement n° 3 soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (dispense de versement dans le cas d'un reclassement dans une association) (p. 10347) : rejeté (p. 10348)

Son amendement n° 4 soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (dispense de versement dans le cas d'un plan de formation ou de reconversion) (p. 10347) : rejeté (p. 10348)

Son amendement n° 5 soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (dispense de versement dans le cas d'une reconversion dans un établissement d'enseignement) (p. 10347) : rejeté (p. 10348)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10533)

Thèmes :

Elections et référendums : femmes (p. 10533, 10534)

Elections et référendums : modes de scrutin : représentation proportionnelle (p. 10534)

Femmes : égalité professionnelle (p. 10534)

Femmes : parité : Conseil constitutionnel (p. 10534)

Femmes : parité : Constitution (p. 10534)

Partis et mouvements politiques : financement public : femmes (p. 10535)

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10542)

Article unique

Soutient l'amendement n° 10 de M. Jacques Myard (strict respect du principe d'égalité) : rejeté (p. 10549)

Soutient l'amendement n° 13 de M. Jacques Myard (prohibition de toute mesure discriminatoire) : rejeté (p. 10549)

Soutient l'amendement n° 12 de M. Jacques Myard (mise en œuvre par la loi des mesures tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions) : devenu sans objet (p. 10550)

Soutient l'amendement n° 11 de M. Jacques Myard (loi encourageant l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions) : devenu sans objet (p. 10550)

Son amendement n° 9 (mandats et fonctions politiques) : devenu sans objet (p. 10551)

Après l'article unique

Son amendement n° 8 (élections législatives au scrutin uninominal) : rejeté (p. 10553)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [3 mars 1999] (p. 1947)

Article unique (autorisation de ratification du traité d'Amsterdam)

Son intervention (p. 1948)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (réforme des institutions de l'Union européenne) (p. 1959)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2553)

Thèmes :

Politiques communautaires : budget (p. 2553)

Union européenne : élargissement (p. 2553, 2554)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 1999] (p. 2721) ; [24 mars 1999] (p. 2768)

Son intervention (p. 2750)

Thèmes :

Droit pénal : juge de la détention provisoire (p. 2751)

Droit pénal : présomption d'innocence : médias (p. 2751)

Droit pénal : procédure accusatoire (p. 2750)

Droit pénal : secret de l'instruction (p. 2751)

Droit pénal : témoins assistés (p. 2751)

Presse et livres : liberté de la presse (p. 2751)

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Article 1er (article préliminaire du code de procédure pénale : principes fondamentaux de la procédure pénale)

Son amendement n° 279 soutenu par M. Robert Pandraud (rédactionnel) (p. 2787) : rejeté (p. 2788)

Son amendement n° 280 : devenu sans objet (p. 2792)

Son amendement n° 305 rectifié : devenu sans objet (p. 2792)

Son amendement n° 281 : devenu sans objet (p. 2792)

Son amendement n° 282 : devenu sans objet (p. 2792)

Après l'article 1er

Son amendement n° 283 soutenu par M. Patrick Devedjian (concours loyal de toute personne aux investigations de la justice pénale) : rejeté (p. 2794)

Son amendement n° 284 soutenu par M. Patrick Devedjian (point de départ de la garde à vue notifié dans les conditions prévues à l'article 63-1 du code de procédure pénale) : rejeté (p. 2794)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 204 de M. Philippe Houillon (sanction de l'absence de jugement dans un délai raisonnable et prise en compte dans le prononcé de la peine) (p. 2932)

Article 22 (article 226-30-1 du code de procédure pénale : interdiction de publier l'image d'une personne portant des menottes ou de réaliser un sondage sur la culpabilité d'une personne mise en cause)

Son amendement n° 285 corrigé (ajout de l'atteinte à la dignité d'une personne mise en cause dans une procédure judiciaire) : adopté (p. 2936)

Son amendement n° 286 (interdiction de la publication d'images portant gravement atteinte à la réputation ou à la dignité) : rejeté (p. 2940)

Son amendement n° 287 rectifié (amende de 100 000 F pour la publication ou la diffusion de documents couverts par le secret de l'enquête ou de l'instruction) : retiré (p. 2941)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3034, 3057)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3041) : rejetée (p. 3050)

Thèmes :

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3042)

Assemblée nationale : propositions de loi : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3042)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : famille (p. 3044)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : Parlement (p. 3042)

Constitution : préambule : famille (p. 3043 à 3045)

Constitution : préambule : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3043, 3044)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 3044)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 3044, 3045)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fraude fiscale (p. 3046)

Droits de l'homme et libertés publiques : atteintes à la vie privée : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3046)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3045, 3046)

Enfants (p. 3043, 3044)

Etrangers : régularisations : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3046)

Famille : concubinage : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3045, 3046)

Famille : mariage : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3046)

Justice : Conseil d'Etat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3041)

Parlement : Sénat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3041)

Proposition de loi n° 1350 portant création d'une nouvelle collectivité territoriale : le Haut-Conseil de l'agglomération parisienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3781)

Son intervention (p. 3796)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration (p. 3797)

Collectivités territoriales : Paris (p. 3797)

Collectivités territoriales : Paris : arrondissements (p. 3796)

Régions : Ile-de-France : communes (p. 3797)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 3797)

Régions : Ile-de-France : Etat (p. 3796, 3797)

Ses explications de vote (p. 3801)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 3801)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6274)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 6283) : rejetée (p. 6292)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : justice (p. 6284, 6287)

Droit pénal : action publique : ministre (p. 6285, 6287)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 6287, 6288)

Droit pénal : politique pénale : ministre (p. 6283 à 6287)

Etat : Gouvernement : magistrats (p. 6286, 6287)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 6286)

Justice : parquet : histoire (p. 6286)

Justice : parquet : rôle (p. 6284 à 6286)

Justice : procureurs généraux (p. 6284, 6287)

Partis et mouvements politiques : majorité : parquet (p. 6283 à 6285)

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6401)

Article 1er (articles 30 à 30-3 du code de procédure pénale - attributions du ministre de la justice)

Son intervention (p. 6390)

Son amendement n° 58 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (de suppression) : rejeté (p. 6393)

Article 2 (articles 35 à 37 du code de procédure pénale - attributions du procureur général)

Son amendement n° 59 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (de suppression) : rejeté (p. 6414)

Laurent CATHALA

*Val-de-Marne (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 6 mai 1999] (p. 6831)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 mai 1999] (p. 6831)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés : délinquance et criminalité (p. 7914)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 juin 1999] (p. 6212)

Article 5 (interdiction d'être actionnaire de plusieurs sociétés sportives et de consentir un avantage financier à un concurrent)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Édouard Landrain (subventions réservées aux seules associations) (p. 6221)

Intervient sur l'amendement n° 43 du Gouvernement (conditions de versement des subventions) (p. 6221)

Jean-Yves CAULLET

*Yonne (2^{ème} circonscription)
Non inscrit
puis Socialiste*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 16 mars 1999] (p. 3829)

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 18 mars 1999] (p. 4026)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 19 mars 1999] (p. 4106)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

Jean-Charles CAVAILLÉ

*Morbihan (3^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Richard CAZENAVE

*Isère (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 18 décembre 1998] (p. 19168)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 795, posée le 10 mai 1999. Impôts locaux. Taxe professionnelle (J.O. Questions p. 2740). Appelée le 11 mai 1999. Réforme, conséquences, communes (p. 4285)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette que la parole n'ait pas été donnée à l'opposition pour répondre au Gouvernement [2 décembre 1998] (p. 9941)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****INTÉRIEUR****Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8181)**

Procédure des questions :

Etat civil : actes administratifs (p. 8190)

DÉFENSE**Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8290)**

Procédure des questions :

Défense : Direction des chantiers navals (p. 8309, 8310)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484) ; [1er décembre 1998] (p. 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son sous-amendement n° 1026 (nullité du certificat délivré à une personne déjà titulaire d'un tel document) à l'amendement n° 169 de M. Pierre Albertini (certificat de vie commune) : rejeté (p. 8473)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 198 de M. Christian Estrosi (conclusion du PACS entre plusieurs parents) : rejeté (p. 8509)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 390 de M. Bernard Accoyer (aide mutuelle et matérielle ne pouvant léser les enfants des partenaires) (p. 9800)

Intervient sur l'amendement n° 710 de M. Yves Fromion (aide mutuelle et matérielle compte tenu des obligations vis à vis des enfants des partenaires) (p. 9800)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 791 de M. Renaud Dutreil (interdiction de l'adoption aux partenaires de même sexe d'un PACS) : rejeté (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 813 de M. Alain Tourret (insertion dans le livre 1er du code civil d'un titre XIII relatif au concubinage qui se constate par la possession d'état stable et notoire du couple, que les concubins soient ou non de sexe différent) (p. 9908)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Intervient sur l'amendement n° 261 de M. Thierry Mariani (bénéfice des dispositions de l'article aux partenaires du PACS s'étant obligés à une communauté de vie) (p. 9937)

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. Thierry Mariani (bénéfice des dispositions de l'article aux partenaires du PACS s'engageant à se porter secours et à élever leurs enfants) (p. 9937)

Intervient sur l'amendement n° 262 de M. Thierry Mariani (bénéfice des dispositions de l'article aux partenaires du PACS s'engageant à se porter secours) (p. 9937)

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Thierry Mariani (bénéfice des dispositions de l'article aux partenaires du PACS s'engageant à élever leurs enfants) (p. 9937)

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 décembre 1998] (p. 9941)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Article 1er A (liberté de la vie personnelle)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (de suppression) (p. 3108)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission des affaires culturelles (de suppression) (p. 3108)

Article 1er B (définition du mariage)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (de suppression) (p. 3111)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission des affaires culturelles (de suppression) (p. 3111)

Article 1er C (définition du concubinage)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (de suppression) (p. 3114)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission des affaires culturelles (de suppression) (p. 3114)

Intervient sur l'amendement n° 505 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 3114)

Après l'article 1er C

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Thierry Mariani (insertion dans le code civil d'un titre relatif au célibat) (p. 3119)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Son sous-amendement n° 610 soutenu par M. Thierry Mariani (contrat conclu devant notaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) : rejeté (p. 3145)

Intervient sur le sous-amendement n° 51 de M. Thierry Mariani (vie sous le même toit depuis au moins cinq ans) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3150)

Intervient sur le sous-amendement n° 407 de M. Maurice Leroy (vie sous le même toit depuis au moins cinq ans) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3150)

Intervient sur le sous-amendement n° 52 de M. Thierry Mariani (vie sous le même toit depuis au moins trois ans) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3150)

Intervient sur le sous-amendement n° 406 de M. Maurice Leroy (vie sous le même toit depuis au moins trois ans) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3150)

Intervient sur le sous-amendement n° 53 de M. Thierry Mariani (vie sous le même toit) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3150)

Intervient sur le sous-amendement n° 429 de M. Dominique Dord (vie sous le même toit) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3150)

Intervient sur le sous-amendement n° 357 de M. Éric Doligé (vie sous le même toit) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3150)

Intervient sur le sous-amendement n° 325 de M. Dominique Dord (suppression de la référence à la vie commune et à son organisation) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3152)

Intervient sur le sous-amendement n° 514 de Mme Christine Boutin (suppression de la référence à la vie commune et à son organisation) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3152)

Intervient sur le sous-amendement n° 517 de Mme Christine Boutin (aptitude à conclure un PACS relevant de la loi personnelle) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3154)

Son sous-amendement n° 526 (réexamen du droit de garde pour les divorcés signataires d'un PACS avec une personne de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3155)

Son sous-amendement n° 611 (interdiction de la procréation médicale assistée pour les signataires de

même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3160)

Son sous-amendement n° 614 (interdiction de l'adoption pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3160)

Son sous-amendement n° 612 (nullité du PACS conclu entre deux personnes de même sexe dont l'une a été autorisée à adopter un enfant) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3165)

Soutient le sous-amendement n° 270 de M. Bernard Accoyer (nullité du PACS conclu par un étranger séjournant irrégulièrement en France) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3167)

Intervient sur le sous-amendement n° 571 de Mme Christine Boutin (opposition des enfants majeurs à la conclusion d'un PACS par l'un de leurs parents avec un tiers) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3177)

Intervient sur le sous-amendement n° 572 de Mme Christine Boutin (opposition des enfants capables d'exprimer leur volonté à la conclusion d'un PACS par l'un de leurs parents avec un tiers) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3177)

Intervient sur le sous-amendement n° 573 de Mme Christine Boutin (opposition à la conclusion d'un PACS par le conjoint précédent ou par le cocontractant d'un précédent PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3177)

Intervient sur le sous-amendement n° 570 de Mme Christine Boutin (opposition à la conclusion d'un PACS par les parents et à défaut par les grands-parents) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3177)

Intervient sur le sous-amendement n° 575 de Mme Christine Boutin (opposition à la conclusion d'un PACS par les créanciers) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3177)

Intervient sur le sous-amendement n° 574 de Mme Christine Boutin (opposition à la conclusion d'un PACS par le ministère public) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3177)

Son sous-amendement n° 613 soutenu par M. Thierry Mariani (énumération des motifs exacts de la rupture unilatérale du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Après l'article 1er

Son sous-amendement n° 615 soutenu par M. Patrick Delnatte (interdiction de l'adoption par les concubins de même sexe) à l'amendement n° 6 de la commission (insertion dans le code civil d'un article 515-8 définissant le concubinage) : rejeté (p. 3214)

Article 5 (droits à congés)

Son sous-amendement n° 616 soutenu par M. Thierry Mariani (bénéfice des dispositions de l'article pour les personnes isolées de l'un des membres de leur famille ou entourage) à l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3234)

Article 6 supprimé par le Sénat (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son sous-amendement n° 525 soutenu par M. Thierry Mariani (renoncement au regroupement familial du fait de la conclusion d'un PACS) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3242)

Article 8 supprimé par le Sénat (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son sous-amendement n° 617 (bénéfice des dispositions de l'article pour les personnes isolées de l'un des membres de leur famille ou entourage) à l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3245)

Article 11 (décrets d'application)

Son sous-amendement n° 524 soutenu par M. Thierry Mariani (rapport sur le fonctionnement et la charge de travail des tribunaux) à l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3249) : rejeté (p. 3250)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10537)

Thèmes :

Constitution : préambule : femmes (p. 10537)

Femmes : parité : Conseil constitutionnel (p. 10538)

Femmes : parité : Constitution (p. 10537, 10538)

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10542)

Article unique

Son amendement n° 5 (insertion de l'article unique à l'article 1er de la Constitution dans une nouvelle rédaction disposant que la loi détermine les conditions dans lesquelles est organisé l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électifs et fonctions) : retiré (p. 10545)

Son amendement n° 6 (insertion de l'article unique à l'article 4 de la Constitution dans une nouvelle rédaction disposant que la loi détermine les conditions dans lesquelles est organisé l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électifs et aux fonctions politiques) : rejeté (p. 10548)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Claude Goasguen (insertion de l'article unique à l'article 4 de la Constitution) (p. 10548)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 1891)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Philippe de Villiers (p. 1908)

Thèmes :

Union européenne : institutions communautaires (p. 1892)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1891, 1908)

Projet de loi constitutionnelle n° 1462 insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 avril 1999] (p. 3295)

Son intervention (p. 3311)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 3311, 3312)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : compétences (p. 3312)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Etat (p. 3312)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Etats-Unis (p. 3312)

Bernard CAZENEUVE

*Manche (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

Cesse d'appartenir à la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 juin 1999] (p. 9338)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome I: Affaires étrangères (affaires étrangères et coopération) (n° 1114) [8 octobre 1998]

Rapport d'information déposé au nom de la mission d'information de la commission de la défense nationale et des forces armées et de la commission des affaires étrangères, sur les opérations militaires menées par la France, d'autres pays et l'ONU au Rwanda entre 1990 et 1994 [15 décembre 1998] (n° 1271)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Allemagne. Politique énergétique, révision, conséquences [19 janvier 1999] (p. 31)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 857, posée le 7 juin 1999. Défense. Arsenaux (J.O. Questions p. 3355). Appelée le 8 juin 1999. Direction des constructions navales (DCN), écoles de formation technique, emploi et activité, Cherbourg (p. 5461)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 7820)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 7820)

Politique extérieure : coopération militaire (p. 7820, 7821)

Henry CHABERT

*Rhône (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 16 : Economie, finances et industrie (services financiers, monnaies et médailles) (n° 1111) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [19 janvier 1999] (p. 38)

Industrie. Textile et habillement. Perspectives [16 mars 1999] (p. 2414)

Logement. Logement social. Construction, réhabilitation, aides de l'Etat [16 juin 1999] (p. 5948)

Enseignement. Fonctionnement. Heures supplémentaires [29 juin 1999] (p. 6528)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 630, posée le 15 février 1999. Politique extérieure. Non appelée (J.O. Questions p. 839)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER***Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6683)**

Article 42 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 6700)

Thèmes :

Aménagement du territoire : fonds structurels (p. 6701)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6701)

Politiques communautaires : fraude (p. 6701) ; politique agricole commune (p. 6701)

Politiques communautaires : budget (p. 6700) ; dépenses (p. 6700)

Union européenne : contribution française (p. 6700, 6701)

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES***LOGEMENT****Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8039)**

Procédure des questions :

Urbanisme : établissements publics d'aménagement (p. 8052)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT**Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)**

Procédure des questions :

Entreprises : situation financière : créances (p. 8961)

Coopération intercommunale : schémas d'urbanisme commercial (p. 8961)

ECONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8974)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Ses interventions (p. 8976, 8990)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : généralités (p. 8990)

Commerce extérieur : postes d'expansion économique (p. 8990)

Consommation : Institut national de la consommation (INC) (p. 8977, 8890)

Etat : Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) (p. 8977, 8990)

Etat : Monnaies et médailles (p. 8977)

Finances publiques : crédits d'articles (p. 8976)

Finances publiques : dépenses (p. 8990)

Finances publiques : dette publique (p. 8990)

Finances publiques : fonds de concours (p. 8976)

Finances publiques : procédure budgétaire (p. 8976)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : crédits (p. 8976, 8977)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : fonctionnement (p. 8976, 8977)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8977)

Union européenne : euro (p. 8977)

**ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES
ADDITIONNELS NON RATTACHÉS**

[17 novembre 1998] (p. 9064)

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire)

Son amendement n° 225 soutenu par M. Serge Poignant (calcul du plafond de loyer en fonction de la surface utile du logement) : rejeté (p. 9048)

Son amendement n° 227 soutenu par M. Serge Poignant (relèvement du plafond de loyer applicable dans les communes de plus de 100 000 habitants) (p. 9048) : rejeté (p. 9049)

Son amendement n° 226 soutenu par M. Serge Poignant (calcul du plafond de loyer en fonction de la surface utile du logement) : retiré (p. 9050)

Son amendement n° 228 soutenu par M. Serge Poignant (relèvement du plafond de loyer applicable dans les communes de plus de 100 000 habitants) : retiré (p. 9050)

Son amendement n° 230 soutenu par M. Serge Poignant (maintien de l'amortissement tant que les conditions de loyer et de ressources demeurent remplies) : rejeté (p. 9050)

Après l'article 68

Son amendement n° 232 soutenu par M. Serge Poignant (relèvement de la limite d'imputation sur le revenu global du déficit foncier constaté par le bailleur qui accepte de conventionner son logement) : rejeté (p. 9055)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 282 soutenu par M. Michel Bouvard (lissage des bases pour la partie investissement de la réduction pour embauche et investissement) : rejeté (p. 10677)

Son amendement n° 283 soutenu par M. Michel Bouvard (suppression progressive de la part de la réduction pour embauche et investissement correspondant aux embauches) : rejeté (p. 10677)

Son amendement n° 281 soutenu par M. Michel Bouvard (suppression du dispositif prévoyant une nouvelle définition de la valeur ajoutée prise en compte pour le plafonnement de la taxe professionnelle et pour la cotisation minimale) : rejeté (p. 10678)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 130)

Son intervention (p. 154)

Thème :

Aménagement du territoire : villes (p. 154)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 375 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 198)

Son amendement n° 122 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 198)

Son amendement n° 123 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 198)

Son amendement n° 198 soutenu par M. Patrick Ollier (population associée à la définition de la politique d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 256)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 378 soutenu par M. Serge Poignant (de suppression) (p. 275) : rejeté (p. 285)

Son amendement n° 379 soutenu par M. Patrick Ollier (cohérence de la politique nationale avec l'aménagement au niveau européen) : rejeté (p. 293)

Son amendement n° 380 soutenu par M. Patrick Ollier (suppression du troisième alinéa relatif aux pôles de développement à vocation européenne) : rejeté (p. 295)

Son amendement n° 381 (projet commun de développement dans le cadre du pays) : devenu sans objet (p. 299)

Son amendement n° 128 : non soutenu (p. 302)

Son amendement n° 836 soutenu par M. Patrick Ollier (soutien aux zones agricoles) : retiré (p. 303)

Son amendement n° 837 (zones de reconversion maritimes) : retiré (p. 303)

Son amendement n° 383 soutenu par M. Patrick Ollier (référence au code de l'urbanisme) : adopté (p. 308)

Son amendement n° 384 (choix stratégiques définis dans un schéma national d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 309)

Son amendement n° 385 soutenu par M. Patrick Ollier (schéma national routier et autoroutier placé au sein des schémas de services collectifs) : rejeté (p. 311)

Son amendement n° 386 soutenu par M. Patrick Ollier (non intégration des espaces naturels et ruraux dans les schémas de services collectifs) (p. 311) : rejeté (p. 312)

Son amendement n° 840 soutenu par M. Patrick Ollier (schéma des services de justice) (p. 317) : rejeté (p. 318)

Son amendement n° 387 soutenu par M. Patrick Ollier (rapport tous les cinq ans) : retiré (p. 319)

Article 3 (coordination)

Son amendement n° 388 (de suppression) : rejeté (p. 325)

Son amendement n° 389 soutenu par M. Patrick Ollier (document unique de synthèse pour les schémas des services collectifs) (p. 327) : rejeté (p. 328)

Son amendement n° 390 soutenu par M. Patrick Ollier (document unique de synthèse pour les schémas des services collectifs et tenant compte des plans pluriannuels de modernisation des administrations) : rejeté (p. 328)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Son amendement n° 391 (assistance des services de l'Etat pour les études nécessaires à l'exercice de leur mission) : adopté (p. 381)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son amendement n° 393 (rôle des projets pour le développement économique et l'emploi) : retiré (p. 387)

Son amendement n° 399 (territoires urbains, périurbains et ruraux aussi concernés par le développement harmonieux poursuivi par les schémas régionaux) : devenu sans objet (p. 388)

Son amendement n° 395 (territoires urbains, périurbains et ruraux aussi concernés par le développement harmonieux poursuivi par les schémas régionaux) : devenu sans objet (p. 388)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Patrick Ollier (mise en valeur des sites, des paysages et du patrimoine grâce au schéma régional) (p. 388)

Son amendement n° 392 soutenu par M. Patrick Ollier (mise en valeur des sites, des paysages et du patrimoine grâce au schéma régional) : adopté (p. 388)

Intervient sur l'amendement n° 263 de la commission (référence à la mise en place d'instruments de "planification" afin de faciliter la programmation pluriannuelle) (p. 392)

Son amendement n° 144 (référence à la mise en place d'instruments de "planification" afin de faciliter la programmation pluriannuelle) : adopté (p. 392)

Intervient sur l'amendement n° 396 de M. Yves Deniaud (référence à la mise en place d'instruments de "planification" afin de faciliter la programmation pluriannuelle) (p. 392)

Son amendement n° 394 (évaluation et réexamen tous les cinq ans du schéma régional) : rejeté (p. 396)

Son amendement n° 145 (suppression de la référence à la coordination avec l'Union européenne) : rejeté (p. 396)

Soutient l'amendement n° 397 de M. Yves Deniaud (suppression de la référence à la coordination avec l'Union européenne) : rejeté (p. 396)

Son amendement n° 398 (maintien du schéma national porteur de cohérence du territoire) : rejeté (p. 399)

Article 6 (article 34 ter de la loi du 7 janvier 1983 : conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Son amendement n° 400 soutenu par M. Patrick Ollier (suppression de la création des formations spécialisées au sein de la conférence régionale) (p. 410) : rejeté (p. 411)

Article 7 (article L. 425-1 du code général des collectivités territoriales : plan de la région)

Son amendement n° 401 : non soutenu (p. 412)

Article 8 (article 9 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : suppression du groupement d'intérêt public d'observation et d'évaluation de l'aménagement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 149 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 417)

Son amendement n° 402 (de suppression) : rejeté (p. 417)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Son amendement n° 403 (de suppression) : rejeté (p. 430)

Son amendement n° 197 (association de la population) : rejeté (p. 435)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. Patrick Ollier (adoption des schémas de services collectifs au 30 juin 2000) (p. 443)

Son amendement n° 404 soutenu par M. Patrick Ollier (adoption des schémas de services collectifs au 30 juin 2000) : rejeté (p. 443)

Article 11 (article 12 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : articulation de la carte des formations supérieures et de la recherche et du schéma de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Son amendement n° 405 soutenu par M. Patrick Ollier (de suppression) : rejeté (p. 478)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs culturels)

Son amendement n° 406 soutenu par M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 480) : rejeté (p. 481)

Article 13 (article 16-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : modalités de mise en œuvre du schéma de services collectifs culturels)

Son amendement n° 407 (de suppression) : adopté (p. 491)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Intervient sur l'amendement n° 855 de M. Michel Bouvard (débat au Parlement) (p. 510)

Intervient sur l'amendement n° 1048 de M. Patrick Ollier (débat au Parlement) (p. 510)

Article 15 (article 18 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs de l'information et de la communication)

Son amendement n° 408 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (de suppression) : rejeté (p. 517)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Son amendement n° 409 soutenu par M. Yves Deniaud (de suppression) (p. 734) : rejeté (p. 736)

Son amendement n° 867 soutenu par M. Patrick Ollier (débat au Parlement) : rejeté (p. 751)

Son amendement n° 872 soutenu par M. Patrick Ollier (étude d'impact et bilan) : rejeté (p. 751)

Son amendement n° 865 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (cohérence du schéma ferroviaire avec les équipements européens) (p. 752) : rejeté (p. 753)

Son amendement n° 869 soutenu par M. Patrick Ollier (débat au Parlement) (p. 753) : rejeté (p. 754)

Son amendement n° 874 (étude d'impact et bilan) : rejeté (p. 754)

Son amendement n° 864 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (cohérence du schéma directeur des voies navigables avec les infrastructures navigables européennes) : rejeté (p. 755)

Son amendement n° 868 soutenu par M. Patrick Ollier (débat au Parlement) : rejeté (p. 756)

Son amendement n° 873 soutenu par M. Patrick Ollier (étude d'impact et bilan) : rejeté (p. 756)

Son amendement n° 870 soutenu par M. Patrick Ollier (débat au Parlement) : rejeté (p. 757)

Son amendement n° 875 soutenu par M. Patrick Ollier (étude d'impact et bilan) : rejeté (p. 757)

Article 17 (article 20 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'énergie)

Son amendement n° 410 soutenu par M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 758) : rejeté (p. 761)

Son amendement n° 411 soutenu par M. Patrick Ollier (orientations économiques en relation avec la politique énergétique de la France) : rejeté (p. 762)

Son amendement n° 412 soutenu par M. Patrick Ollier (échelon décisionnel compétent) : rejeté (p. 765)

Son amendement n° 876 soutenu par M. Patrick Ollier (cohérence avec la politique énergétique européenne) : rejeté (p. 766)

Son amendement n° 877 soutenu par M. Patrick Ollier (étude d'impact et bilan) : rejeté (p. 766)

Son amendement n° 878 soutenu par M. Patrick Ollier (débat au Parlement) : rejeté (p. 767)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Son amendement n° 413 soutenu par M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 770) : rejeté (p. 775)

Son amendement n° 181 soutenu par M. Patrick Ollier (mise en valeur des espaces naturels) : rejeté (p. 780)

Son amendement n° 182 (prévention des risques naturels sortie de la liste des mesures décrites par le schéma) : retiré (p. 780)

Son amendement n° 414 (emploi au sein des espaces protégés) : devenu sans objet (p. 782)

Son amendement n° 416 soutenu par M. Serge Poignant (concertation avec les acteurs locaux des territoires concernés) : rejeté (p. 783)

Son amendement n° 881 soutenu par M. Serge Poignant (débat au Parlement) : rejeté (p. 786)

Son amendement n° 880 soutenu par M. Michel Bouvard (étude d'impact et bilan) : rejeté (p. 786)

Après l'article 18

Son amendement n° 883 soutenu par M. Yves Deniaud (contenu des schémas des services de justice) : rejeté (p. 787)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son amendement n° 417 soutenu par M. Maurice Leroy (de suppression) (p. 796) : rejeté (p. 800)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Michel Bouvard (constitution de pays) (p. 802)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Patrick Ollier (constitution de pays) (p. 802)

Intervient sur l'amendement n° 368 de M. Jacques Blanc (constitution de pays) (p. 802)

Son amendement n° 430 (constitution de pays) : rejeté (p. 802)

Intervient sur l'amendement n° 1099 de M. Jean Proriol (constitution de pays) (p. 802)

Son amendement n° 426 (organismes consultés) : retiré (p. 803)

Son amendement n° 428 soutenu par M. Michel Bouvard (délai pour formuler l'avis) : rejeté (p. 804)

Son amendement n° 427 (superposition d'un pays et d'un parc naturel régional) : devenu sans objet (p. 806)

Son amendement n° 429 (avis favorable des conférences régionales et des commissions départementales de la coopération intercommunale) : retiré (p. 807)

Intervient sur l'amendement n° 1140 corrigé de M. Patrick Ollier (publication par le préfet des instances consultées) (p. 808)

Son amendement n° 418 (publication par le préfet des instances consultées) : retiré (p. 808)

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Patrick Ollier (publication par le préfet des instances consultées) (p. 808)

Son amendement n° 419 (publication par le préfet des instances consultées) : retiré (p. 808)

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Patrick Ollier (publication par le préfet des instances consultées) (p. 808)

Son amendement n° 420 (publication par le préfet des instances consultées) : retiré (p. 808)

Intervient sur l'amendement n° 189 de M. Patrick Ollier (publication par le préfet des instances consultées) (p. 808)

Son amendement n° 421 (publication par le préfet des instances consultées) : retiré (p. 808)

Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Patrick Ollier (publication par le préfet des instances consultées) (p. 808)

Son amendement n° 422 (publication par le préfet des instances consultées) : retiré (p. 808)

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Patrick Ollier (publication par le préfet des instances consultées) (p. 808)

Son amendement n° 423 (publication par le préfet des instances consultées) : retiré (p. 808)

Son amendement n° 424 (de suppression partielle) : rejeté (p. 808)

Soutient l'amendement n° 13 deuxième correction de M. Michel Bouvard (élaboration de la charte de pays sans que la procédure d'arrêté de périmètre soit parvenue à son terme) : rejeté (p. 812)

Soutient l'amendement n° 41 de M. Patrick Ollier (élaboration de la charte de pays sans que la procédure d'arrêté de périmètre soit parvenue à son terme) : rejeté (p. 812)

Son amendement n° 431 (élaboration de la charte de pays sans que la procédure d'arrêté de périmètre soit parvenue à son terme) : rejeté (p. 812)

Intervient sur l'amendement n° 648 de M. Jean Proriol (élaboration de la charte de pays sans que la procédure d'arrêté de périmètre soit parvenue à son terme) (p. 812)

Intervient sur l'amendement n° 326 corrigé de la commission (possibilité pour un pays de transgresser la limite régionale) (p. 814)

Intervient sur l'amendement n° 12 corrigé de M. Michel Bouvard (possibilité pour un pays de transgresser la limite régionale) (p. 814)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Patrick Ollier (possibilité pour un pays de transgresser la limite régionale) (p. 814)

Son amendement n° 432 (possibilité pour un pays de transgresser la limite régionale) : adopté (p. 814)

Intervient sur l'amendement n° 1102 de M. Jean Proriol (possibilité pour un pays de transgresser la limite régionale) (p. 814)

Son amendement n° 433 soutenu par M. Michel Bouvard (rédactionnel) : rejeté (p. 815)

Son amendement n° 425 soutenu par M. Serge Poignant (association des parlementaires et des conseillers généraux concernés) : rejeté (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 735 de Mme Nicole Bricq (protection des espaces naturels des territoires situés en milieu périurbain) (p. 825)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Intervient sur l'amendement n° 554 de M. Jean-Claude Lenoir (de suppression) (p. 826)

Intervient sur l'amendement n° 785 de M. François Sauvadet (de suppression) (p. 826)

Intervient sur l'amendement n° 991 de M. Gérard Voisin (de suppression) (p. 826)

Intervient sur l'amendement n° 716 de M. Léonce Deprez (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 827)

Intervient sur l'amendement n° 787 corrigé de M. Marc-Philippe Daubresse (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Intervient sur l'amendement n° 886 de M. Michel Bouvard (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Intervient sur l'amendement n° 1142 de M. Patrick Ollier (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Soutient l'amendement n° 1091 de M. Jacques Péliard (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) : rejeté (p. 829)

Intervient sur l'amendement n° 1091 de M. Jacques Péliard (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Intervient sur l'amendement n° 823 de M. Didier Quentin (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Intervient sur l'amendement n° 926 de M. Michel Meylan (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Soutient l'amendement n° 913 de M. Bruno Bourg-Broc (lien étroit avec la charte de pays correspondante) : rejeté (p. 831)

Soutient l'amendement n° 1075 de M. Jean Proriot (lien étroit avec la charte de pays correspondante) : rejeté (p. 831)

Intervient sur l'amendement n° 331 de la commission (création d'un conseil de développement composé des représentants des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs) (p. 833)

Soutient l'amendement n° 44 de M. Patrick Ollier (création d'un conseil de développement composé des représentants des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs) : devenu sans objet (p. 833)

Son amendement n° 434 (création d'un conseil de développement composé des représentants des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs) : devenu sans objet (p. 833)

Intervient sur l'amendement n° 925 de M. Michel Meylan (création d'un conseil de développement composé des représentants des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs) (p. 833)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 986 de M. Maurice Ligot (rôle des comités d'expansion et des agences de développement) (p. 840)

Article 21 (article 24 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : parcs naturels régionaux)

Soutient l'amendement n° 196 de M. Serge Poignant (rédactionnel) : rejeté (p. 840)

Son amendement n° 436 (rédactionnel) : rejeté (p. 840)

Son amendement n° 435 soutenu par M. Michel Bouvard (de suppression partielle) (p. 840) : rejeté (p. 841)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Son amendement n° 437 soutenu par M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 867) : rejeté (p. 872)

Après l'article 22

Son amendement n° 440 (information du conseil national de l'aménagement du territoire sur l'attribution des crédits du fonds national d'aménagement et de développement du territoire) : adopté (p. 879)

Son amendement n° 439 (information du conseil national de l'aménagement du territoire sur l'attribution des crédits du fonds national d'aménagement et de développement du territoire) : adopté (p. 880)

Son amendement n° 1008 (information du conseil national de l'aménagement du territoire sur l'attribution des crédits du fonds national

d'aménagement et de développement du territoire) : adopté (p. 880)

Son amendement n° 438 (décisions d'attribution des crédits inscrits dans la section locale à gestion déconcentrée communiquées par le préfet de région aux présidents de conseils généraux et régionaux intéressés) : adopté après rectification (p. 880)

Article 26 (article 61 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones de revitalisation rurale)

Son amendement n° 441 : non soutenu (p. 902)

Article 28 (article 1er de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : objectifs du système de transports intérieurs)

Son amendement n° 442 soutenu par M. Patrick Ollier (de suppression) : rejeté (p. 908)

Article 29 (article 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : politique des transports)

Son amendement n° 443 soutenu par M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 909) : rejeté (p. 910)

Son amendement n° 444 soutenu par M. Patrick Ollier (besoins en infrastructures nouvelles) (p. 911) : rejeté (p. 912)

Article 30 (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Son amendement n° 445 soutenu par M. Michel Bouvard (prise en compte des orientations nationales) : rejeté (p. 915)

Article 31 (article 14 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : coordination)

Son amendement n° 446 soutenu par M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 917) : rejeté (p. 918)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Son amendement n° 222 soutenu par M. Patrick Ollier (de précision) : adopté (p. 921)

Son amendement n° 447 soutenu par M. Michel Bouvard (schémas de transport régionaux élaborés par l'État) : rejeté (p. 922)

Son amendement n° 448 soutenu par M. Patrick Ollier (respect de la politique nationale des infrastructures) : rejeté (p. 923)

Son amendement n° 449 soutenu par M. Patrick Ollier (rédactionnel) : rejeté (p. 924)

Son amendement n° 451 soutenu par M. Patrick Ollier (suppression de la référence à la lutte contre l'effet de serre) (p. 924) : retiré (p. 925)

Son amendement n° 224 soutenu par M. Patrick Ollier (mutualisation des coûts) : rejeté (p. 925)

Son amendement n° 225 (restriction d'accès dans les zones à environnement fragile) : devenu sans objet (p. 932)

Article 35 (article L. 141-1 du code de l'urbanisme : schéma directeur de la région Ile-de-France)

Son amendement n° 453 soutenu par M. Patrick Ollier (de suppression) : rejeté (p. 936)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2544)

Son intervention (p. 2545)

Thèmes :

Politiques communautaires : budget (p. 2546)

Union européenne : élargissement (p. 2546)

Proposition de résolution n° 1409 sur :

- l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 - (COM (98) 164 final/E 1049) ;

- le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC (98) 698 final/E 1128)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Discussion générale commune des propositions de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM [98] 0158 final / n° E 1052), n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM [98] 131 final / n° E 1061) et n° 1409 sur l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM [98] 164 final / n° E 1049) et sur le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC [98] 698 final / n° E 1128) (Voir Agriculture 1248)

Ses explications de vote (p. 2596)

Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 2596)

Jean-Paul CHANTEGUET

*Indre (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions

restant en discussion du projet de loi relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17124)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 668, posée le 8 mars 1999. Gendarmerie. Délocalisations (J.O. Questions p. 1294). Appelée le 9 mars 1999. Centre administratif de la gendarmerie nationale, implantation au Blanc, maintien (p. 2131)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Son intervention (p. 7191)

Thèmes avant la procédure des questions :

Environnement : crédits (p. 7191)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 7191)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 130)

Son intervention (p. 149)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 150)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 149, 150)

Discussion des articles [2 février 1999] (p. 712)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Son intervention (p. 769)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son sous-amendement n° 1108 (rédactionnel) à l'amendement n° 322 de la commission (superposition d'un pays et d'un parc naturel régional) : adopté (p. 806)

Son amendement n° 733 (non reconnaissance d'un pays si son périmètre coïncide exactement avec celui d'un parc naturel régional) : adopté (p. 810)

Gérard CHARASSE

*Allier (4^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de moins de cinquante ans [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1794 visant à supprimer, dans les communications publiques invoquant la période de l'Etat français, les références à la ville de Vichy [8 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [21 octobre 1998] (p. 7113)

Politique extérieure. Congo. Situation politique, attitude de la France [3 mars 1999] (p. 1971)

Assurance maladie maternité : prestations. Frais de cure. Remboursement [4 mai 1999] (p. 3942)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6380)

Article 52 (architecture générale de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Son amendement n° 488 (création d'un corps d'inspecteurs de l'enseignement agricole) : retiré (p. 6426)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235)

Son intervention (p. 8265)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : hélicoptères (p. 8265)

Défense : loi de programmation militaire : professionnalisation (p. 8265)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 8265)

TOURISME

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8577)

Son intervention (p. 8589)

Thèmes avant la procédure des questions :

Tourisme et loisirs : stations thermales (p. 8589)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 8590)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11017)

Son intervention (p. 11026)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 11027)

Régions : budget (p. 11026, 11027)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Son intervention (p. 1922)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 1923)

Organisations internationales : Union de l'Europe occidentale (UEO) (p. 1923)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1923)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1922, 1923)

Hervé de CHARETTE

*Maine-et-Loire (6^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [11 mai 1999] (p. 4307)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES***CULTURE****Examen du fascicule [21 octobre 1998] (p. 7077)**

Son intervention (p. 7086)

Thèmes avant la procédure des questions :

Culture : crédits : décentralisation (p. 7086, 7087)

Enseignements artistiques : crédits (p. 7087)

Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 7087)

Patrimoine culturel : musées : Président de la République (p. 7088)

Patrimoine culturel : objets d'art : impôt de solidarité sur la fortune (p. 7087)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9427, 9459)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe de Villiers (p. 9455)

Son intervention (p. 9475)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 9476, 9477)

Constitution : révision (p. 9475)

Etat : souveraineté (p. 9477)

Parlement : rôle : Union européenne (p. 9476)

Union européenne : Conseil : majorité (p. 9475, 9476)

Union européenne : construction européenne (p. 9456)

Union européenne : institutions communautaires : réforme (p. 9475)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : généralités (p. 9475)

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)*Avant l'article unique*

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Pierre-André Wiltzer (solidarité et coopération entre les Etats et les peuples ayant le français en partage) (p. 9552)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Pierre-André Wiltzer (accords se référant à la solidarité et à la coopération francophones) (p. 9553)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Jacques Myard (reprise de compétences exercées en commun) (p. 9556)

Article unique (modification de l'article 88-2 de la Constitution)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. René André (loi pour passer à la majorité qualifiée) (p. 9569)

Après l'article unique

Soutient le sous-amendement n° 49 de M. Philippe Douste-Blazy (modalités d'adoption de résolutions communes à l'Assemblée nationale et au Sénat) à l'amendement n° 42 de M. René André (soumission

au Parlement des documents émanant d'institutions européennes et vote de résolutions) : rejeté (p. 9577)

Explications de vote et vote [1er décembre 1998] (p. 9760)

Ses explications de vote (p. 9761)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 9762)

Déclaration du Gouvernement n° 1542 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo

[27 avril 1999] (p. 3621)

Son intervention (p. 3630)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 3631)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3632)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3631 à 3633)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 3631)

Jean-Paul CHARIÉ

*Loiret (5^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome VII : Economie, finances et industrie (PME, commerce et artisanat) (n° 1116) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 8940)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives (p. 8941)

Chambres consulaires : chambres de métiers (p. 8940)

Entreprises : situation financière : créances (p. 8940, 8941)

Impôts et taxes : politique fiscale : commerce et artisanat (p. 8940)

Marchés publics (p. 8941)

Travail : durée du travail (p. 8941)

Vote des crédits [16 novembre 1998] (p. 8971)

Article 79 (montant maximum du droit fixe de la taxe pour frais de chambres de métiers)

Intervient sur l'amendement n° 33 rectifié de la commission (montant maximum du droit fixe de la taxe pour frais de chambres de métiers) (p. 8974)

Bernard CHARLES

*Lot (1^{ère} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale [J.O. du 20 novembre 1998] (p. 17562)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale [J.O. du 20 mai 1999] (p. 7464)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Mort. Euthanasie. Législation [7 octobre 1998] (p. 6039)

Santé. Protection. Sécurité sanitaire [30 juin 1999] (p. 6692)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 519, posée le 7 décembre 1998. Voirie. A 20 (J.O. Questions p. 6603). Appelée le 8 décembre 1998. Construction, tronçon Cahors-Nord Cahors-Sud (p. 10162)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235)

Son intervention (p. 8254)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : entreprises (p. 8255)

Défense : hélicoptères (p. 8255)

Défense : loi de programmation militaire : professionnalisation (p. 8254)

TOURISME

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8577)

Son intervention (p. 8591)

Thèmes avant la procédure des questions :

Tourisme et loisirs : établissements d'hébergement (p. 8592)

Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 8591)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme (p. 8591)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9197)

Son intervention (p. 9197)

Thèmes :

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 9197, 9198)

Sports : dopage : généralités (p. 9197)

Ses explications de vote (p. 9258)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 9258)

Proposition de loi organique n° 1151 modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [25 novembre 1998] (p. 9503)

Ses explications de vote (p. 9506)

Vote contre du groupe Radical, Citoyen et Vert [20 novembre 1998] (p. 9507)

Jean CHARROPPIN

*Jura (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Bois et forêts. Politique forestière. Perspectives [26 mai 1999] (p. 4928)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 760 (aides compensatrices de handicap délivrées sans contractualisation) : rejeté (p. 6020)

Son amendement n° 763 soutenu par M. Michel Bouvard (prise en compte des conditions climatiques et géographiques de chaque région) : rejeté (p. 6024)

Article 3 (création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 6046)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son sous-amendement n° 761 soutenu par M. Michel Bouvard (prise en compte du handicap géographique) à l'amendement n° 86 de la commission (aménagement des aides) (p. 6060) : rejeté (p. 6066)

Article 46 (document départemental de gestion de l'espace agricole et forestier)

Son amendement n° 444 corrigé soutenu par M. Christian Jacob (avis des maires concernés) : adopté (p. 6410)

Après l'article 50

Son amendement n° 766 corrigé soutenu par M. Christian Jacob (modalités d'attribution des biens de section) (p. 6420) : retiré (p. 6421)

Philippe CHAULET

*Guadeloupe (4^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 20 février 1999] (p. 2699)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 547, posée le 14 décembre 1998. DOM. Guadeloupe : transports routiers (J.O. Questions p. 6744). Appelée le 15 décembre 1998. Réglementation (p. 10465)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****OUTRE-MER****Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281, 7313)**

Son intervention (p. 7331)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 7332)

DOM : Guadeloupe (p. 7331, 7332)

DOM-TOM : institutions (p. 7332)

Emploi (p. 7331)

Etat (p. 7332)

Finances publiques (p. 7331, 7332)

Lois : lois d'orientation (p. 7332)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [3 février 1999] (p. 858, 897)**

Article 25 (article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones prioritaires ultra-périphériques)

Son amendement n° 474 soutenu par M. Patrick Ollier (cas des départements d'outre-mer) (p. 885) : rejeté (p. 886)

Après l'article 25

Son amendement n° 475 soutenu par M. Patrick Ollier (exonérations pour les entreprises situées dans les zones de revitalisation rurale des départements d'outre-mer) : rejeté (p. 899)

Son amendement n° 477 soutenu par M. Patrick Ollier (exonérations pour les entreprises situées dans les zones de revitalisation rurale des départements d'outre-mer) : rejeté (p. 899)

Son amendement n° 478 soutenu par M. Patrick Ollier (exonérations pour les entreprises situées dans les zones de revitalisation rurale des départements d'outre-mer) : rejeté (p. 899)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son amendement n° 57 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (statut et vocations de RFO) (p. 4666) : rejeté (p. 4667)

Guy-Michel CHAUVÉAU

*Sarthe (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur pour avis du projet de loi autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes (n° 1365) [27 janvier 1999]

DÉPÔT

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 1365), autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes [17 février 1999] (n° 1405)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Kosovo. Intervention militaire de l'OTAN, participation de la France [24 mars 1999] (p. 2759)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Son intervention (p. 8263)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits (p. 8263, 8264)

Défense : entreprises (p. 8264)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Son intervention (p. 1879)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 1880)

Organisations internationales : Union de l'Europe occidentale (UEO) (p. 1880, 1881)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1879)

Jean-Marc CHAVANNE

*Haute-Savoie (5^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Professions de santé. Professions paramédicales.
Revendications [18 mai 1999] (p. 4495)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 723, posée le 29 mars 1999. Voirie. Routes et autoroutes (J.O. Questions p. 1782). Appelée le 30 mars 1999. Désenclavement, Chablais (p. 3008)

Jean-Claude CHAZAL

*Lozère (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi n° 977 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son intervention (p. 5981)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Son sous-amendement n° 555 soutenu par M. François Patriat (caractère accessoire des activités de restauration) à l'amendement n° 89 de la commission (définition des activités agricoles) (p. 6079) : rejeté (p. 6082)

Article 42 (appellation "montagne")

Son intervention (p. 6367)

Après l'article 50

Son sous-amendement n° 983 (respect des droits des ayants droit non agriculteurs) à l'amendement n° 819

de M. Augustin Bonrepaux (modalités d'attribution des biens de section) : adopté (p. 6421)

Son sous-amendement n° 984 (constitution de réserves foncières en vue de faciliter de nouvelles installations) à l'amendement n° 819 de M. Augustin Bonrepaux : adopté (p. 6421)

Son sous-amendement n° 985 (rôle des commissions départementales d'orientation agricole pour trancher les litiges) à l'amendement n° 819 de M. Augustin Bonrepaux : retiré (p. 6421)

Son amendement n° 593 (modalités d'attribution des biens de section) : retiré (p. 6421)

NOUVELLE LECTURE**Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)**

Article 2 (création des contrats territoriaux d'exploitation)

Intervient sur le sous-amendement n° 282 de M. Joseph Parrenin (rédactionnel) à l'amendement n° 8 de la commission (contrats types arrêtés par le préfet) (p. 3449)

Olivier de CHAZEUX

*Hauts-de-Seine (5^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1488 relative à la responsabilité des hébergeurs de sites internet [24 mars 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Audiovisuel et communication. Télévision. Directive européenne, transposition [15 décembre 1998] (p. 10479)

Audiovisuel et communication. Secteur public. Projet de loi [31 mars 1999] (p. 3101)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)*Procédure des questions :*

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 8898)

Télécommunications : accès à Internet (p. 8902)

COMMUNICATION

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8909)*Procédure des questions :*

Audiovisuel et communication : secteur public : publicité (p. 8927)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 57 (article L. 2531-13 du code général des collectivités territoriales - fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France)

Son intervention (p. 1365)

Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Jacques Kossowski (de suppression) (p. 1371)

Intervient sur l'amendement n° 248 de M. Gilles Carrez (mention sur les avis d'imposition des prélèvements au titre du fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France) (p. 1375)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 mars 1999] (p. 2018) ; [4 mars 1999] (p. 2067)

Article 2 (interdiction du cumul d'un mandat de parlementaire avec une fonction exécutive locale ou plus d'un mandat local)

Son intervention (p. 2019)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501, 4532) ; [19 mai 1999] (p. 4596)

Son intervention (p. 4545)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 4608)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4547)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4545, 4546)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4608)

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 4546, 4547)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4546, 4547)

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852) ; [26 mai 1999] (p. 4974, 4987) ; [27 mai 1999] (p. 5065)*Avant l'article 1er*

Son amendement n° 175 (emploi du terme "service public") : rejeté (p. 4610)

Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son intervention (p. 4612)

Son amendement n° 176 (de simplification) : rejeté (p. 4619)

Son amendement n° 177 (précision sur les qualités primordiales demandées aux services) : rejeté (p. 4619)

Son amendement n° 178 (référence aux droits et principes définis par la Constitution) : adopté (p. 4621)

Son amendement n° 179 (suppression d'une redondance) : adopté (p. 4623)

Son amendement n° 180 (rédactionnel) : rejeté (p. 4623)

Son amendement n° 181 (suppression de la référence aux "échanges entre les différentes parties de la population") : rejeté (p. 4623)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Renaud Muselier (introduction de la notion "d'échanges au sein des familles") (p. 4624)

Son amendement n° 182 (introduction de la notion "d'échanges au sein des familles") : rejeté (p. 4624)

Son amendement n° 183 (de précision) : rejeté (p. 4628)

Après l'article 1er

Son amendement n° 174 (institution d'un "observatoire de la qualité") : rejeté (p. 4629)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son intervention (p. 4630)

Intervient sur l'amendement n° 308 de M. Christian Cuvilliez (refondation de la structure du groupe de télévision publique) (p. 4660)

Son amendement n° 184 (suppression de la référence au public le plus large) : rejeté (p. 4662)

Son amendement n° 363 (programmations régionales en matière culturelle et sportive) : rejeté (p. 4663)

Son amendement n° 185 (de cohérence) : rejeté (p. 4665)

Son amendement n° 497 (changement du nom de la chaîne "La Cinquième-Arte") : rejeté (p. 4665)

Soutient l'amendement n° 57 de M. Philippe Chaulet (statut et vocations de RFO) : rejeté (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 167 rectifié de Mme Huguette Bello (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Yves Cochet (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 544 de M. Noël Mamère (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Henry Jean-Baptiste (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Son amendement n° 496 (nouvelle restructuration du service public audiovisuel) : rejeté (p. 4701)

Son amendement n° 186 soutenu par M. Michel Herbillon (de simplification) : rejeté (p. 4704)

Soutient l'amendement n° 10 de M. Renaud Muselier (notion de pluralisme) : rejeté (p. 4704)

Soutient l'amendement n° 11 de M. Renaud Muselier (renvoi à un décret en Conseil d'Etat) : rejeté (p. 4705)

Soutient l'amendement n° 415 de M. Renaud Muselier (commercialisation par les chaînes des œuvres qu'elles pourraient produire) : rejeté (p. 4705)

Son amendement n° 360 (commercialisation par les chaînes des œuvres qu'elles pourraient produire) : rejeté (p. 4705)

Article 3 (article 45 de la loi du 30 septembre 1986 : constitution et missions de la Société La Cinquième-Arte)

Son intervention (p. 4708)

Son amendement n° 187 (changement d'appellation de "La Cinquième-Arte") : rejeté (p. 4711)

Son amendement n° 369 (ouverture de la chaîne aux DOM-TOM) : rejeté (p. 4713)

Après l'article 3

Son sous-amendement n° 377 (pluralité de la représentation) à l'amendement n° 72 de la commission (institution d'un conseil des téléspectateurs) : devenu sans objet (p. 4717)

Intervient sur le sous-amendement n° 642 de M. Rudy Salles (représentativité géographique) à l'amendement n° 639 rectifié du Gouvernement (instauration d'un Conseil représentatif des programmes) (p. 4718)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Son intervention (p. 4719)

Article 47 de la loi du 30 septembre 1986 : capital des sociétés publiques

Soutient l'amendement n° 12 de M. Renaud Muselier (référence au Conseil d'Etat) : rejeté (p. 4722)

Son amendement n° 201 (consultation du Conseil supérieur de l'Audiovisuel) : rejeté (p. 4722)

Son amendement n° 188 (convention collective pour les personnels) : rejeté (p. 4723)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Son amendement n° 422 (désignation des membres du conseil d'administration) : rejeté (p. 4723)

Intervient sur l'amendement n° 342 de M. Laurent Dominati (désignation des membres du conseil d'administration) (p. 4723)

Soutient l'amendement n° 13 de M. Renaud Muselier (réduction du nombre des membres du conseil d'administration) : rejeté (p. 4724)

Son amendement n° 190 (modification de la composition du conseil d'administration) : retiré (p. 4724)

Son amendement n° 191 (modification de la composition du conseil d'administration) : rejeté (p. 4724)

Son amendement n° 368 corrigé (modification de la composition du conseil d'administration) : rejeté (p. 4724)

Soutient l'amendement n° 14 de M. Renaud Muselier (modification de la composition du conseil d'administration) : rejeté (p. 4724)

Son amendement n° 189 (modification de la composition du conseil d'administration) : rejeté (p. 4725)

Son amendement n° 194 (mode de nomination du conseil d'administration) : rejeté (p. 4725)

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Pierre-Christophe Baguet (représentation des associations familiales) (p. 4726)

Intervient sur l'amendement n° 643 du Gouvernement (personnalités qualifiées nommées par le CSA) (p. 4728)

Son amendement n° 330 (restructuration de France 2, France 3 et La Cinquième-Arte) : retiré (p. 4730)

Son amendement n° 192 (rédactionnel) : rejeté (p. 4730)

Son amendement n° 193 (nouvelle dénomination de La Cinquième-Arte) : retiré (p. 4730)

Intervient sur l'amendement n° 549 de Mme Marie-Hélène Aubert (nomination des dirigeants de France 2, France 3 et La Cinquième-Arte) (p. 4731)

Intervient sur l'amendement n° 338 de M. Laurent Dominati (tâches et fonctions des directeurs généraux) (p. 4732)

Intervient sur l'amendement n° 339 corrigé de M. Laurent Dominati (nouvelle composition des conseils d'administration) (p. 4734)

Son amendement n° 196 (nouvelle composition des conseils d'administration) : rejeté (p. 4734)

Soutient l'amendement n° 16 de M. Renaud Muselier (réduction du nombre de représentants) : rejeté (p. 4735)

Son amendement n° 198 (rôle du Conseil des ministres) : rejeté (p. 4735)

Intervient sur l'amendement n° 240 de M. Christian Kert (nomination des administrateurs) (p. 4736)

Soutient l'amendement n° 17 de M. Renaud Muselier (nomination des administrateurs) : rejeté (p. 4736)

Son amendement n° 195 (nomination des administrateurs) : rejeté (p. 4736)

Article 47-2 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de RFO, Radio France et RFI

Son amendement n° 197 : non soutenu (p. 4743)

Son amendement n° 199 : non soutenu (p. 4743)

Soutient l'amendement n° 20 de M. Renaud Muselier (représentation des téléspectateurs) : rejeté (p. 4744)

Article 47-3 de la loi du 30 septembre 1986 : nomination des présidents de RFO, Radio France et RFI

Son amendement n° 367 (nomination des présidents de RFI, TV 5 et Canal France International) : rejeté (p. 4745)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Yves Cochet (nomination du président de RFI) (p. 4745)

Article 47-4 de la loi du 30 septembre 1986 : procédure de la nomination des présidents de chaînes par le CSA

Son amendement n° 331 (mandats des directeurs généraux de France 2, France 3 et La Cinquième-Arte) : retiré (p. 4745)

Son amendement n° 200 (contrôle du Parlement sur la holding) : rejeté (p. 4746)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (exclusivité commerciale de diffusion) (p. 4751)

Soutient le sous-amendement n° 353 de M. Georges Sarre (durée d'exclusivité et mise à disposition gratuite de programmes) à l'amendement n° 80 de la commission : rejeté (p. 4751)

Son sous-amendement n° 373 (durée d'exclusivité et mise à disposition gratuite de programmes) à l'amendement n° 80 de la commission : rejeté (p. 4751)

Intervient sur le sous-amendement n° 597 de M. Pierre-Christophe Baguet (durée d'exclusivité et mise à disposition gratuite de programmes) à l'amendement n° 80 de la commission (p. 4751)

Article 5 (article 49 de la loi du 30 septembre 1986 : Institut national de l'audiovisuel (INA))

Son amendement n° 329 (structure et missions de l'INA) : rejeté (p. 4753)

Son amendement n° 202 : devenu sans objet (p. 4755)

Intervient sur l'amendement n° 83 de la commission (avis consultatif du CSA) (p. 4755)

Article 6 (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des sociétés du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son intervention (p. 4756)

Son amendement n° 278 (nouvelle rédaction de l'article) : rejeté (p. 4760)

Son amendement n° 288 (contrats d'objectifs et de moyens : durée) : rejeté (p. 4760)

Son amendement n° 272 (contrats d'objectifs et de moyens : durée) : rejeté (p. 4761)

Son amendement n° 273 (extension aux filiales de France Télévision) : rejeté (p. 4761)

Son amendement n° 275 (avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel) : rejeté (p. 4762)

Son amendement n° 276 (rédactionnel) : rejeté (p. 4762)

Son amendement n° 268 (référence au montant prévisionnel de la loi de finances) : rejeté (p. 4763)

Son amendement n° 266 (de précision) : rejeté (p. 4763)

Son amendement n° 267 (rédactionnel) : rejeté (p. 4763)

Son amendement n° 269 (distinction entre les effets de la gestion commerciale et la mission de service public) : rejeté (p. 4764)

Son amendement n° 277 (référence aux dépenses de fonctionnement) : rejeté (p. 4764)

Son amendement n° 270 (nouvelles technologies et nouveaux services) : rejeté (p. 4764)

Son amendement n° 279 (information du CSA) : rejeté (p. 4765)

Soutient l'amendement n° 30 de M. Renaud Muselier (affectation directe des ressources aux trois sociétés) : rejeté (p. 4770)

Soutient l'amendement n° 27 de M. Renaud Muselier (souscriptions publiques) : rejeté (p. 4770)

Soutient le sous-amendement n° 419 de M. Renaud Muselier (conditions de remboursement de la redevance) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (exonérations de la redevance et publicité) : adopté (p. 4773)

Intervient sur le sous-amendement n° 460 de M. Laurent Dominati (déplacement des messages publicitaires aux tranches horaires creuses) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4775)

Son sous-amendement n° 374 (durée des messages publicitaires) à l'amendement n° 33 du Gouvernement : rejeté (p. 4775)

Soutient le sous-amendement n° 416 de M. Renaud Muselier (rédactionnel) à l'amendement n° 33 du Gouvernement : rejeté (p. 4776)

Soutient le sous-amendement n° 418 de M. Renaud Muselier (date d'entrée en vigueur) à l'amendement n° 33 du Gouvernement : retiré (p. 4776)

Son sous-amendement n° 372 (limitation de l'autopromotion) à l'amendement n° 33 du Gouvernement : rejeté (p. 4777)

Intervient sur le sous-amendement n° 559 de M. Noël Mamère (limitation de l'autopromotion) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4777)

Intervient sur le sous-amendement n° 605 de M. Laurent Dominati (limitation de l'autopromotion) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4777)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Christian Kert (institution d'une commission consultative du financement du secteur public) (p. 4865)

Intervient sur l'amendement n° 565 de M. Noël Mamère (institution d'une commission consultative du financement du secteur public) (p. 4865)

Article 7 (articles 18, 24, 26, 34-1, 46, 48, 48-2, 48-3, 48-9, 48-10, 51, 56, 62, 73 de la loi du 30 septembre 1986, article L. 4433-28 du code général des collectivités territoriales et annexe II de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 : coordination)

Son intervention (p. 4856)

Après l'article 7

Son amendement n° 328 précédemment réservé (suppression du monopole de TDF) : adopté (p. 4860)

Intervient sur l'amendement n° 463 de M. Laurent Dominati (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 143 corrigé précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Son amendement n° 361 précédemment réservé (suppression du monopole de TDF) : rejeté (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 502 précédemment réservé de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Son amendement n° 359 précédemment réservé (suppression du monopole de TDF en ce qui concerne le numérique) : rejeté (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 570 précédemment réservé de M. Noël Mamère (suppression du monopole de TDF en ce qui concerne le numérique) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 251 précédemment réservé de M. Christian Kert (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Soutient l'amendement n° 499 de M. Michel Bouvard (suppression du monopole de TDF) : rejeté (p. 4862)

Intervient sur l'amendement n° 462 de M. Laurent Dominati (suppression du monopole de TDF) (p. 4862)

Intervient sur l'amendement n° 500 de M. Michel Bouvard (suppression du monopole de TDF) (p. 4862)

Son amendement n° 384 (transparence tarifaire de TDF) : rejeté (p. 4863)

Article 9 (article 15 de la loi du 30 septembre 1986 : protection des mineurs vis-à-vis de programmes ou de messages susceptibles de nuire à leur épanouissement et respect de la dignité de la personne)

Son amendement n° 280 (de précision) : rejeté (p. 4870)

Son amendement n° 281 (avertissement acoustique et visuel des programmes visés) : rejeté (p. 4871)

Intervient sur l'amendement n° 513 de Mme Frédérique Bredin (avertissement acoustique et visuel des programmes visés) (p. 4871)

Article 10 (article 20-2 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : retransmission en clair des événements d'importance majeure)

Son amendement n° 291 (protection des événements se passant sur le territoire national ou non) : rejeté (p. 4876)

Intervient sur l'amendement n° 254 de M. Édouard Landrain (protection des événements se passant sur le territoire national) (p. 4876)

Article 12 (articles 43-2 à 43-6 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : critère d'établissement et régime

juridique applicable aux services de télévision diffusés en France)

Son amendement n° 382 (notion d'organisme de radiodiffusion télévisuelle) : rejeté (p. 4882)

Son amendement n° 381 (nouvelle rédaction de la transposition de la directive européenne) : rejeté (p. 4882)

Son amendement n° 383 (rédactionnel) : rejeté (p. 4882)

Après l'article 12

Son amendement n° 290 (extension du régime du câble au satellite) : rejeté (p. 4882)

Son amendement n° 371 corrigé (de conséquence) : rejeté (p. 4882)

Article 13 (article 27 de la loi du 30 septembre 1986 : réglementation du télé-achat et des services d'autopromotion)

Intervient sur l'amendement n° 100 de la commission (prévention de l'abus des autopromotions) (p. 4882)

Avant l'article 15

Son amendement n° 289 corrigé (obligations faites aux anciens membres du CSA) : rejeté (p. 4885)

Intervient sur l'amendement n° 349 de M. Laurent Dominati (obligations faites aux anciens membres du CSA) (p. 4885)

Article 15 (article 19 de la loi du 30 septembre 1986 : demande d'informations notamment financières formulées par le CSA à l'égard des opérateurs et de leurs actionnaires)

Intervient sur l'amendement n° 650 de la commission (de précision) (p. 4975)

Article 16 (article 29 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs des dossiers de candidature et critères retenus par le CSA pour les autorisations des fréquences radiophoniques)

Son intervention (p. 4977)

Intervient sur l'amendement n° 203 de M. Christian Kert (notion d'accès du public à l'information politique et générale) (p. 4979)

Intervient sur l'amendement n° 104 de la commission (critères d'attribution équilibrée des fréquences) (p. 5073)

Article 18 (article 33-1 -anciennement 34-1- de la loi du 30 septembre 1986 : conventionnement des services de radiodiffusion sonore et de télévision distribués par satellite et par câble)

Son amendement n° 378 (restriction aux seules chaînes nationales) : retiré (p. 4993)

Article 19 (article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 : intervention du Conseil de la concurrence et du CSA en matière de pratiques anticoncurrentielles et d'opérations de concentration dans le secteur de la communication audiovisuelle)

Son intervention (p. 4993)

Intervient sur l'amendement n° 106 de la commission (relations entre le Conseil de la concurrence et le CSA) (p. 4996)

Intervient sur l'amendement n° 577 de M. Noël Mamère (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) (p. 4997)

Son amendement n° 366 (acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) : rejeté (p. 4998)

Soutient l'amendement n° 407 de M. Renaud Muselier (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) : rejeté (p. 4998)

Intervient sur l'amendement n° 205 de M. Édouard Landrain (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) (p. 4998)

Avant l'article 20

Son amendement n° 324 (développement de la diffusion en numérique hertzien) : rejeté (p. 4999)

Son amendement n° 323 (attribution des capacités de diffusion en numérique hertzien) : rejeté (p. 4999)

Article 20 (article 27 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne terrestre)

Son amendement n° 271 (contribution par les diffuseurs au développement de la production) : rejeté (p. 5001)

Intervient sur l'amendement n° 107 de la commission (contribution à la recherche et à la formation en audiovisuel) (p. 5004)

Son amendement n° 365 (contribution à la prospective stratégique en audiovisuel) : rejeté (p. 5004)

Son amendement n° 370 (prévision d'obligations particulières) : rejeté (p. 5005)

Intervient sur l'amendement n° 507 de M. Christian Kert (prévision d'obligations particulières) (p. 5005)

Article 21 (article 28 de loi du 30 septembre 1986 : quotas d'œuvres musicales d'expression francophone)

Soutient le sous-amendement n° 665 de M. Pierre-Christophe Baguet (date d'effet) à l'amendement n° 477 de M. Laurent Dominati (publicité des programmes des chaînes locales) : rejeté (p. 5011)

Article 22 (article 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conditions de reconduction de l'autorisation des services de radiodiffusion et de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre hors appel à candidatures)

Son intervention (p. 5014)

Son amendement n° 282 corrigé (de correction) : adopté (p. 5015)

Intervient sur l'amendement n° 531 de M. Laurent Dominati (limites de renouvellement des autorisations) (p. 5019)

Son amendement n° 283 corrigé (limites de renouvellement des autorisations) : rejeté (p. 5019)

Intervient sur l'amendement n° 651 de la commission (limites de renouvellement des autorisations) (p. 5019)

Intervient sur l'amendement n° 424 de M. Arnaud Montebourg (limites de renouvellement des autorisations) (p. 5019)

Soutient l'amendement n° 408 de M. Renaud Muselier (mode d'examen des demandes) : rejeté (p. 5022)

Article 24 (article 33 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de radiodiffusion sonore et de télévision distribués par câble ou par satellite)

Son amendement n° 284 (proportion d'œuvres européennes) : rejeté (p. 5025)

Soutient l'amendement n° 409 de M. Renaud Muselier (proportion d'œuvres européennes) : rejeté (p. 5025)

Soutient l'amendement n° 410 de M. Renaud Muselier (proportion d'œuvres européennes) : rejeté (p. 5025)

Son amendement n° 285 (notion d'œuvres étrangères) : rejeté (p. 5025)

Article 25 (article 33-4 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : définition du distributeur de services)

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Christian Kert (contribution des distributeurs de service aux œuvres de langue française) (p. 5026)

Son amendement n° 364 (contribution des distributeurs de service aux œuvres de langue française) : rejeté (p. 5026)

Soutient l'amendement n° 411 de M. Renaud Muselier (contribution des distributeurs de service aux œuvres de langue française) : rejeté (p. 5026)

Intervient sur l'amendement n° 580 de M. Noël Mamère (contribution des distributeurs de service aux œuvres de langue française) (p. 5027)

Article 26 (article 34 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services par câble)

Son amendement n° 594 (de conséquence) : rejeté (p. 5027)

Son amendement n° 379 (égalité de traitement satellite-câble) : rejeté (p. 5028)

Soutient l'amendement n° 412 de M. Renaud Muselier (distribution par le câble) : rejeté (p. 5028)

Son amendement n° 380 (suppression de la référence à la qualité) : rejeté (p. 5029)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 140 de la commission des finances (rapport gouvernemental sur les télévisions de proximité) (p. 5065)

Intervient sur l'amendement n° 296 de M. Christian Cuvilliez (rapport gouvernemental sur les télévisions de proximité) (p. 5065)

Soutient l'amendement n° 501 de M. Michel Bouvard (rapport gouvernemental sur les télévisions de proximité) : devenu sans objet (p. 5066)

Article 27 (article 34-2 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services diffusés par satellite)

Soutient l'amendement n° 208 de M. Christian Kert (notions de modalités de commercialisation) : rejeté (p. 5066)

Soutient l'amendement n° 413 de M. Renaud Muselier (notions de modalités de commercialisation) : rejeté (p. 5066)

Son amendement n° 325 (notions de modalités de commercialisation) : rejeté (p. 5066)

Soutient l'amendement n° 207 de M. Christian Kert (de précision) : rejeté (p. 5066)

Son amendement n° 287 (de précision) : rejeté (p. 5066)

Soutient l'amendement n° 414 de M. Renaud Muselier (de précision) : rejeté (p. 5066)

Son amendement n° 286 (restriction des pouvoirs du CSA) : rejeté (p. 5067)

Après l'article 27

Soutient l'amendement n° 488 de M. Laurent Dominati (accès aux nouvelles technologies ; mise en place de conventions) : rejeté (p. 5068)

Intervient sur l'amendement n° 124 rectifié de la commission (contrats passés par les communes pour l'exploitation par des tiers d'un service local de télévision) (p. 5070)

Soutient l'amendement n° 487 de M. Laurent Dominati (contrats passés par les communes pour l'exploitation par des tiers d'un service local de télévision) : devenu sans objet (p. 5070)

Soutient l'amendement n° 475 de M. Michel Herbillon (exploitation du numérique) : rejeté (p. 5070)

Article 28 (articles 42, 42-1, 42-2 et 42-4 de la loi du 30 septembre 1986 : pouvoirs de sanction du CSA)

Soutient l'amendement n° 352 corrigé de M. Laurent Dominati (de cohérence) : rejeté (p. 5070)

Soutient l'amendement n° 395 de M. Laurent Dominati (saisine du CSA par pétition) : rejeté (p. 5071)

Intervient sur l'amendement n° 535 de M. Michel Françaix (actions engagées sans intervention du CSA) (p. 5072)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 568 précédemment réservé de M. Patrick Bloche (responsabilité des intermédiaires techniques) (p. 5077)

Son amendement n° 322 corrigé précédemment réservé : devenu sans objet (p. 5077)

Soutient l'amendement n° 515 de M. Patrice Martin-Lalande (responsabilité des intermédiaires techniques) : rejeté (p. 5077)

Intervient sur l'amendement n° 209 de M. Pierre Albertini (p. 5077)

Article 4 précédemment réservé (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Soutient le sous-amendement n° 450 de M. Renaud Muselier (rédactionnel) à l'amendement n° 79 de la commission (nomination des présidents des conseils d'administration) : rejeté (p. 5080)

Après l'article 10

Son sous-amendement n° 666 (de simplification) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (simplification de l'utilisation des décodeurs) : rejeté (p. 5084)

Son sous-amendement n° 667 (rédactionnel) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement : rejeté (p. 5084)

Soutient le sous-amendement n° 652 de M. Laurent Dominati (définition des exploitants de système d'accès sous condition) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement : adopté (p. 5084)

Soutient le sous-amendement n° 659 de M. Laurent Dominati (droits et devoirs des intermédiaires) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement : retiré (p. 5084)

Son sous-amendement n° 668 (de précision) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement : rejeté (p. 5084)

Son sous-amendement n° 669 (de simplification) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement : rejeté (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 662 de M. Christian Kert (obligations des exploitants) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Son sous-amendement n° 670 (de précision) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement : rejeté (p. 5084)

Son sous-amendement n° 655 (de simplification) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement : rejeté (p. 5084)

Son sous-amendement n° 671 (limites des droits de propriété intellectuelle) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement : rejeté (p. 5084)

Son sous-amendement n° 656 (de simplification) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement : rejeté (p. 5084)

Après l'article 29

Intervient sur le sous-amendement n° 672 du Gouvernement (suppression des dispositions concernant le numérique hertzien en faveur d'un régime général) à l'amendement n° 618 de la commission (encadrement des pouvoirs du CSA) (p. 5086)

Intervient sur le sous-amendement n° 673 du Gouvernement (de conséquence) à l'amendement n° 618 de la commission (p. 5086)

Après l'article 31

Soutient l'amendement n° 569 de M. Renaud Muselier (service minimum en cas de grève) : rejeté (p. 5090) ; repris par M. Olivier de Chazeaux : adopté après modifications (p. 5091)

Reprend l'amendement n° 131 de la commission (raccordements en matière de câbles et antennes) : adopté après modifications (p. 5091)

Intervient sur l'amendement n° 141 de la commission des finances (raccordements en matière de câbles et antennes) (p. 5091)

Intervient sur l'amendement n° 495 de M. Marcel Rogemont (raccordements en matière de câbles et antennes) (p. 5091)

Intervient sur l'amendement n° 452 de M. Laurent Dominati (raccordements en matière de câbles et antennes) (p. 5091)

Son amendement n° 385 (raccordements en matière de câbles et antennes) : retiré (p. 5091)

Après l'article 32

Soutient l'amendement n° 29 corrigé de M. Renaud Muselier (rapport annuel du CSA au Parlement) : rejeté (p. 5092)

Ses explications de vote (p. 5094)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 5094)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 juin 1999] (p. 6212)

Après l'article 7

Son amendement n° 23 corrigé (saisine du CSA en cas de projet d'acquisition d'un club sportif par une chaîne de télévision) : adopté (p. 6227)

Daniel CHEVALLIER

*Hautes-Alpes (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France (n° 1276) [20 janvier 1999]

Rapporteur pour avis du projet de loi sur l'innovation et la recherche (n° 1410) [5 mai 1999]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les dangers sanitaires des modes de production agricole et des processus de fabrication de l'industrie agroalimentaire (n° 1738) [30 juin 1999]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur la mise en culture d'organismes génétiquement modifiés, les infractions constatées en la matière et les dangers qu'elles font courir à la santé des populations (n° 1570) [30 juin 1999]

Rapporteur de la proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur les dysfonctionnements en matière de santé et de sécurité alimentaire révélés par l'affaire du poulet à la dioxine (n° 1681) [30 juin 1999]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sécurité de la filière alimentaire en France (n° 1691) [30 juin 1999]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome IX : Education nationale, recherche et technologie (recherche et technologie) (n° 1116) [8 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1294 tendant à la création d'une agence de sécurité sanitaire de l'environnement [22 décembre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution (n° 1276) de MM. Christian Estrosi, Michel Bouvard et Patrick Ollier tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France [10 mars 1999] (n° 1454)

Proposition de loi n° 1504 portant création d'une Agence française de sécurité sanitaire environnementale [31 mars 1999]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1410), sur l'innovation et la recherche [26 mai 1999] (n° 1619)

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur les propositions de résolution :

- (n° 1570) de M. André Aschieri tendant à créer une commission d'enquête sur la mise en culture d'organismes génétiquement modifiés, les infractions constatées en la matière et les dangers qu'elles font courir à la santé des populations ;

- (n° 1681) de MM. Jean-François Mattei et Pierre Lellouche visant à créer une commission d'enquête sur les dysfonctionnements en matière de santé et de sécurité alimentaire révélés par l'affaire du poulet à la dioxine ;

- (n° 1691) de M. Jean-Marc Ayrault tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sécurité de la filière alimentaire en France ;

- (n° 1738) de M. André Aschieri tendant à créer une commission d'enquête sur les dangers sanitaires des modes de production agricole et des processus de fabrication de l'industrie agroalimentaire [30 juin 1999] (n° 1772)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Consommation. Sécurité des produits. Agence de sécurité sanitaire des aliments, création [16 juin 1999] (p. 5942)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 875, posée le 14 juin 1999. Aménagement du territoire. Zones rurales (J.O. Questions p. 3529). Appelée le 15 juin 1999. Services publics, maintien (p. 5793)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7025, 7053)

Son intervention (p. 7033)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : technologie : enseignants (p. 7034)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants : doctorats (p. 7034)

Recherche : crédits (p. 7033)

Projet de loi n° 1410 sur l'innovation et la recherche

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5376)

Son intervention (p. 5382)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 5382)

Entreprises : création (p. 5382)

Recherche : chercheurs : détachement (p. 5382, 5383)

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5411)

Article 1er (articles 14, 18, 19, 19-1 nouveau et 25-1 à 25-4 nouveaux de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France : valorisation de la diffusion des résultats de la recherche par les organismes de recherche et facilitation de la création d'entreprise par les chercheurs)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission de la production (extension de l'article aux entreprises publiques ou majoritairement détenues par des capitaux publics) : adopté (p. 5415)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission de la production (de cohérence) : adopté (p. 5416)

Son amendement n° 5 (extension de l'article aux entreprises publiques ou majoritairement détenues par des capitaux publics) : adopté (p. 5418)

Son amendement n° 4 (extension de l'article aux entreprises publiques ou majoritairement détenues par des capitaux publics) : adopté (p. 5418)

Jean-Pierre CHEVÈNEMENT

Ministre de l'intérieur

DÉPÔT

Projet de loi n° 1809 modifiant le code général des collectivités territoriales et relatif à la prise en compte du recensement général de population de 1999 pour la répartition des dotations de l'Etat aux collectivités locales [22 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

M. Gabriel Montcharmont. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Givors [19 janvier 1999] (p. 32)

M. Dominique Baudis. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Quartiers sensibles, Toulouse [19 janvier 1999] (p. 30)

M. Henry Chabert. Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [19 janvier 1999] (p. 38)

M. Yves Fromion. Jeunes. Délinquance. Statistiques [19 janvier 1999] (p. 38)

M. Charles Miossec. Etrangers. Sans-papiers. Régularisation, statistiques [20 janvier 1999] (p. 122)

M. Jean-Jacques Jégou. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Perspectives [26 janvier 1999] (p. 368)

M. Rudy Salles. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Police, effectifs de personnel [26 janvier 1999] (p. 367)

Mme Jacqueline Mathieu-Obadia. Jeunes. Délinquance. Mineurs de moins de treize ans, circulation après minuit, interdiction [26 janvier 1999] (p. 365)

M. François d'Aubert. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Perspectives [27 janvier 1999] (p. 453)

M. Jean-Claude Abrioux. Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [3 février 1999] (p. 854)

M. Guy Hascoët. Ordre public. Manifestations. Manifestation d'agriculteurs, ministère de l'environnement, violences et dégradations [9 février 1999] (p. 1080)

M. André Gerin. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Violences urbaines, lutte et prévention [9 février 1999] (p. 1074)

M. Thierry Mariani. Etrangers. Sans-papiers. Reconduite aux frontières [16 février 1999] (p. 1441)

M. Jacques Godfrain. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Police, effectifs de personnel [16 février 1999] (p. 1441)

M. Marc-Philippe Daubresse. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Contrats locaux de sécurité [2 mars 1999] (p. 1857)

M. Roger Meï. Sécurité publique. Secours en montagne. Financement [3 mars 1999] (p. 1968)

M. Yves Cochet. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Manifeste de jeunes contre l'insécurité [9 mars 1999] (p. 2141)

M. Pierre Petit. DOM. Politique économique. Perspectives [16 mars 1999] (p. 2414)

M. Georges Sarre. Communes. Réglementation. Centres d'animation, gestion, Paris [17 mars 1999] (p. 2530)

M. Jean-François Mattei. Elections et référendums. Droit de vote. Pièces d'identité requises, Aubagne [24 mars 1999] (p. 2758)

M. René André. Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [28 avril 1999] (p. 3699)

M. Émile Vernaudeau. TOM et collectivités territoriales d'outre-mer. Polynésie : statut. Réforme, concertation [28 avril 1999] (p. 3702)

M. Alain Moyne-Bressand. Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [4 mai 1999] (p. 3944)

M. Pierre Lequiller. Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [5 mai 1999] (p. 4073)

M. François Fillon. Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [11 mai 1999] (p. 4305)

M. Laurent Dominati. Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [11 mai 1999] (p. 4308)

Mme Nicole Catala. Sports. Football. Supporters, dégradations, lutte et prévention [12 mai 1999] (p. 4416)

M. Christian Estrosi. Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [12 mai 1999] (p. 4415)

M. Marc-Philippe Daubresse. Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [18 mai 1999] (p. 4491)

M. Jacques Masdeu-Arus. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [19 mai 1999] (p. 4592)

M. Gilbert Meyer. Sécurité publique. Services départementaux d'incendie et de secours. Financement [19 mai 1999] (p. 4593)

M. Jean-Pierre Blazy. Police. Organisation. Police de proximité, mise en place [19 mai 1999] (p. 4588)

M. Philippe Houillon. Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [19 mai 1999] (p. 4586)

M. Michel Hunault. Ordre public. Maintien. Rave parties [25 mai 1999] (p. 4816)

M. Christian Paul. Collectivités territoriales. Corse. Assassinat du préfet, enquête, résultats [25 mai 1999] (p. 4812)

M. Pierre Cardo. Fonctionnaires et agents publics. Exercice de la profession. Protection juridique, conditions d'attribution [9 juin 1999] (p. 5611)

M. Christian Bergelin. Etrangers. Sans-papiers. Régularisation [16 juin 1999] (p. 5946)

M. Thierry Mariani. Etrangers. Aide au retour. Politique de codéveloppement, bilan et perspectives [22 juin 1999] (p. 6269)

M. Michel Terrot. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Violences urbaines, lutte et prévention, Strasbourg [29 juin 1999] (p. 6528)

M. Pierre Méhaignerie. Elections et référendums. Candidats. Incompatibilités, membres des chambres consulaires [29 juin 1999] (p. 6536)

M. Guy Teissier. Système pénitentiaire. Centres pénitentiaires. Sécurité [30 juin 1999] (p. 6700)

M. Marc-Philippe Daubresse. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Violences urbaines, lutte et prévention [30 juin 1999] (p. 6691)

M. Bernard Schreiner. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Violences urbaines, lutte et prévention [30 juin 1999] (p. 6695)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Michel Bouvard. Communes. Equipements. Chambres mortuaires, installation [26 janvier 1999] (p. 347)

M. Bertrand Kern. Fonction publique territoriale. Rémunérations. Protocole d'accord Durafour, application [2 février 1999] (p. 687)

M. Christian Estrosi. Sécurité publique. Police et gendarmerie. Restructuration, effectifs de personnel, Alpes-Maritimes [2 février 1999] (p. 688)

M. Thierry Mariani. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Police, effectifs de personnel, Orange [9 février 1999] (p. 1057)

M. Patrice Martin-Lalande. Communes. Informatique. Logiciels, traitement des dates, aides de l'État [9 mars 1999] (p. 2121)

M. Yves Bur. Sécurité publique. Police et gendarmerie. Restructuration, effectifs de personnel, Ostwald [11 mai 1999] (p. 4296)

Mme Jacqueline Mathieu-Obadia. Baux. Location. Presbytères, réglementation [11 mai 1999] (p. 4295)

M. Claude Goasguen. Sports. Football. Supporters, dégradations, lutte et prévention [18 mai 1999] (p. 4485)

M. Robert Lamy. Papiers d'identité. Carte nationale d'identité. Délivrance, délais [18 mai 1999] (p. 4485)

M. Jean-Michel Marchand. Police. Police judiciaire. Fichier, création, réglementation [18 mai 1999] (p. 4482)

M. Henri Plagnol. Police. Commissariats. Effectifs de personnel, locaux, Saint-Maur-des-Fossés [1^{er} juin 1999] (p. 5161)

M. Armand Jung. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Violences urbaines, lutte et prévention, Strasbourg [1^{er} juin 1999] (p. 5162)

M. Patrick Malavieille. Gendarmerie. Casernes. Implantation, La Grand Combe [1^{er} juin 1999] (p. 5160)

Mme Catherine Picard. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Police, effectifs de personnel, Vernon [22 juin 1999] (p. 6250)

M. Michel Grégoire. Mort. Chambres funéraires. Réglementation [29 juin 1999] (p. 6515)

M. Robert Lamy. Sécurité publique. Sapeurs-pompiers volontaires. Logement de fonction, réglementation [29 juin 1999] (p. 6518)

M. André Angot. Police. Commissariats. Effectifs de personnel, Quimper [29 juin 1999] (p. 6516)

M. Didier Boulaud. Police. Commissariats. Effectifs de personnel, Nevers [29 juin 1999] (p. 6514)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Jean-Antoine Léonetti : [28 janvier 1999] (p. 655)

M. Marc-Philippe Daubresse : [9 février 1999] (p. 1112)

DÉBATS

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 609, 623)

Son intervention (p. 609)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 614)

Sa réponse (p. 633)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : police (p. 635)

Collectivités territoriales : Paris : espaces verts (p. 611)

Collectivités territoriales : Paris : police (p. 635)

Communes : mairies : police (p. 609)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 634)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 634)

Droit pénal : délinquance et criminalité : transports (p. 611)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen : sécurité (p. 610)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 610)

Etat (p. 634, 635)

Etrangers : immigration : jeunes (p. 634)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 610)

Ordre public : personnels (p. 610, 614, 624)

Parlement : Sénat (p. 611)

Police : police de proximité (p. 635)

Police : police municipale (p. 610)

Police : police municipale : Alsace Lorraine (p. 635)

Police : police municipale : armes (p. 610, 635)

Police : police municipale : contrôle (p. 610, 611)

Police : police municipale : personnels (p. 610, 611, 635)

Police : police municipale : Règlement (p. 610)

Transports : convoyeurs de fonds (p. 635)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 636)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 2 (article L. 2212-6 du code général des collectivités territoriales : élaboration d'un règlement de coordination)

Soutient le sous-amendement n° 76 du Gouvernement (application du dispositif en cas de création d'une police municipale) à l'amendement n° 4 de la commission (à défaut de conclusion de la convention de coordination, possibilité pour le préfet d'édicter un règlement de coordination et exercice des missions de la police municipale entre six heures et vingt-trois heures en l'absence de convention ou de règlement) : adopté (p. 640)

Après l'article 14

Soutient l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (relevé d'identité par certains agents de l'exploitant d'un service de transports publics de voyageurs) : adopté (p. 661)

Article 18 (édiction du règlement de coordination à l'issue du délai de six mois à compter de la publication du règlement-type)

Soutient l'amendement n° 75 rectifié du Gouvernement (application des dispositions de l'article aux communes dont le conseil municipal porte l'effectif de la police municipale à cinq emplois avant la publication du décret approuvant la convention-type) : adopté (p. 664)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [18 mars 1999] (p. 2673)

Son intervention (p. 2674)

Thèmes :

Communes : gardes-champêtres : coopération intercommunale (p. 2675)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 2675)

Parlement : commissions mixtes paritaires : police municipale (p. 2674, 2675)

Police : police municipale : contrôle (p. 2675)

Police : police municipale : personnels (p. 2675)

Police : police municipale : police de proximité (p. 2675)

Police : police municipale : Règlement (p. 2675)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 951)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 1003)

Thèmes :

Aménagement du territoire : villes : croissance (p. 951, 952)

Aménagement du territoire : villes nouvelles (p. 1004)

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 952, 954, 1003, 1004)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : coopération intercommunale (p. 953, 1004, 1005)

Collectivités territoriales : libre administration : coopération intercommunale (p. 953, 954, 1004)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 952 à 954)

Coopération intercommunale : communautés de communes (p. 953)

Coopération intercommunale : communautés de villes (p. 951)

Coopération intercommunale : communautés urbaines (p. 952 à 954)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 954, 1004)

Impôts locaux : taux : liberté (p. 1005)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 952, 1005)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 953, 1005)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 11 (article L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales - compétences des communautés de communes)

Soutient le sous-amendement n° 607 du Gouvernement (communautés comptant au minimum 3 500 habitants) à l'amendement n° 515 de M. Jean-Pierre Balligand (majorations de DGF pour les communautés de communes à taxe professionnelle unique et exerçant quatre des cinq compétences énumérées par l'amendement) : adopté (p. 1138)

Soutient le sous-amendement n° 608 du Gouvernement (regroupement en une seule compétence de la collecte et du traitement des déchets) à l'amendement n° 515 de M. Jean-Pierre Balligand : adopté (p. 1138)

Article 34 (transformation des districts en communautés de communes ou en syndicats de communes)

Soutient l'amendement n° 590 du Gouvernement (délai pour la transformation porté de six mois à un an) : adopté (p. 1211)

Après l'article 41

Soutient le sous-amendement n° 613 du Gouvernement (respect des conditions démographiques relatives aux communautés d'agglomération) à l'amendement n° 157 troisième rectification de la commission (transformation des syndicats et des communautés d'agglomération nouvelle en communautés d'agglomération) : adopté (p. 1220)

Soutient le sous-amendement n° 616 du Gouvernement (décision prise à la majorité des deux tiers de l'assemblée délibérante lorsque l'établissement public de coopération intercommunale exerce déjà l'ensemble des compétences des communautés d'agglomération) à l'amendement n° 157 troisième rectification de la commission : adopté (p. 1220)

Soutient le sous-amendement n° 617 du Gouvernement (maintien des compétences exercées à titre facultatif par l'établissement public de coopération intercommunale) à l'amendement n° 157 troisième rectification de la commission : adopté (p. 1220)

Article 39 précédemment réservé (transformation des communautés de villes en communautés d'agglomération ou en communautés de communes)

Soutient l'amendement n° 591 du Gouvernement (délai pour la transformation porté de six mois à un an) : adopté (p. 1238)

Soutient l'amendement n° 619 du Gouvernement (délai de six ans pour la constitution en un seul établissement des communautés d'agglomération résultant de la transformation de communautés de villes avec les communautés d'agglomération ou les communautés urbaines qui viendraient à être créées sur un territoire présentant une continuité urbaine avec celui des communautés de villes transformées) : adopté (p. 1238)

Article 57 (article L. 2531-13 du code général des collectivités territoriales - fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France)

Son intervention (p. 1368)

Soutient l'amendement n° 625 rectifié du Gouvernement (montant du second prélèvement ne pouvant excéder celui de la contribution assise sur le potentiel fiscal pour les communes dont le revenu moyen par habitant est inférieur à 90 % du revenu moyen par habitant de la région) : adopté (p. 1372)

Soutient l'amendement n° 624 du Gouvernement (durée de l'étalement du second plafonnement porté de trois à cinq ans) : adopté (p. 1373)

Soutient l'amendement n° 626 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 1374)

Article 59 (articles 11 et 29 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 - dotation de solidarité des groupements)

Soutient l'amendement n° 620 deuxième correction du Gouvernement (établissements publics de coopération intercommunale auxquels adhèrent les communes substitués à celles-ci dans les syndicats intercommunaux ou les syndicats mixtes gérant une zone d'activités faisant l'objet d'une péréquation de la taxe professionnelle) : adopté (p. 1379)

Soutient l'amendement n° 621 deuxième correction du Gouvernement (établissements publics de coopération intercommunale auxquels adhèrent les communes substitués à celles-ci dans les syndicats intercommunaux ou les syndicats mixtes gérant une zone d'activités faisant l'objet d'une péréquation de la taxe foncière sur les propriétés bâties) : adopté (p. 1380)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Article L. 5211-28 du code général des collectivités territoriales

Article L. 5211-29 du code général des collectivités territoriales

Soutient l'amendement n° 627 du Gouvernement (garantie du montant de la dotation par habitant des syndicats et communautés d'agglomération nouvelle transformés en communautés d'agglomération) : adopté (p. 1390)

Article L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales

Soutient l'amendement n° 628 du Gouvernement (minoration du potentiel fiscal des syndicats ou communautés d'agglomération nouvelle transformés en communautés d'agglomération) : adopté (p. 1391)

Article 67 (articles L. 5211-32, L. 5211-33, L. 5211-38 et L. 5211-39 du code général des collectivités territoriales - garantie de la dotation des groupements)

Soutient l'amendement n° 592 rectifié du Gouvernement (de correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1397)

Son intervention à l'issue du vote (p. 1403)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [29 juin 1999] (p. 6587)

Son intervention (p. 6589)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 6589)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : coopération intercommunale (p. 6589)

Collectivités territoriales : libre administration : coopération intercommunale (p. 6589)

Communes (p. 6589)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 6590)

Coopération intercommunale : communautés de communes (p. 6590)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 6590)

Etat : décentralisation : rôle (p. 6589)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 6590)

Parlement : commissions mixtes paritaires : coopération intercommunale (p. 6589)

Texte de la commission mixte paritaire [29 juin 1999] (p. 6598)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (introduction d'un titre III : dispositions transitoires) : adopté (p. 6635)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (maintien en vigueur jusqu'au 1er janvier 2000 des délégations accordées à leurs collaborateurs par les présidents d'établissements publics de coopération intercommunale) : adopté (p. 6635)

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (maintien en vigueur jusqu'au 1er janvier 2000 de la commission de conciliation et avis de celle-ci pour le retrait des syndicats mixtes et des communautés de communes) : adopté (p. 6635)

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (maintien jusqu'en juillet 2001 du comité des finances locales dans sa composition actuelle) : adopté (p. 6635)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Son intervention (p. 1993)

Thèmes :

Assemblée nationale : députés : activités privées lucratives (p. 1994)

Elections et référendums : statut des élus (p. 1994)

Parlement : parlementaires : cumul des mandats (p. 1993, 1994)

Parlement : parlementaires : rôle (p. 1993, 1994)

Parlement : Sénat : cumul des mandats (p. 1993, 1994)

Politique générale : institutions : réforme (p. 1994)

Union européenne : Parlement européen : cumul des mandats (p. 1993, 1994)

Discussion des articles [3 mars 1999] (p. 2018) ; [4 mars 1999] (p. 2067)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 1157 (Elections et référendum 827) relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et du projet de loi n° 1158 (Elections et référendums 828) relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et fonctions électives (Voir Elections et référendums 827)

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2073)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Après l'article 13

Soutient l'amendement n° 97 du Gouvernement (revalorisation des indemnités des maires de Mayotte) : adopté (p. 2101)

Jean-François CHOSSY

*Loire (7^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 621, posée le 8 février 1999. Cours d'eau, étangs et lacs. Aménagement et protection (J.O. Questions p. 674). Appelée le 9 février 1999. Retenue du barrage de Grangent, vidange (p. 1064)

n° 781, posée le 3 mai 1999. Défense. GIAT-Industries (J.O. Questions p. 2554). Appelée le 4 mai 1999. Emploi et activité, Saint-Etienne (p. 3914)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605, 8645)

Procédure des questions :

Etablissements de santé : schéma d'organisation sanitaire : hôpitaux locaux (p. 8651)

Handicapés : autisme (p. 8651)

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765, 8807)

Procédure des questions :

Agriculture : installation (p. 8808)

Didier CHOUAT

*Côtes-d'Armor (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 6 novembre 1998] (p. 16819)

Rapporteur du projet de loi relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale (n° 1155) [2 décembre 1998]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale [J.O. du 20 mai 1999] (p. 7464)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi

de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 14 : Economie, finances et industrie (PME, commerce et artisanat) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 1155) relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale [27 janvier 1999] (n° 1355)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la réforme de la taxe pour frais de chambre de métiers [7 juillet 1999] (n° 1780)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Élevage. Porcs. Aides de l'Etat [20 janvier 1999] (p. 124)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8937)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives (p. 8939)

Commerce et artisanat : artisanat (p. 8937)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 8938)

Commerce et artisanat : métiers d'art (p. 8938)

Entreprises : financement (p. 8938)

Formation professionnelle (p. 8937, 8938)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dépenses afférentes à la résidence principale (p. 8939)

Impôts et taxes : politique fiscale : commerce et artisanat (p. 8939)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 8939)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8938)

Travail : durée du travail (p. 8939)

Vote des crédits [16 novembre 1998] (p. 8971)

Article 79 (montant maximum du droit fixe de la taxe pour frais de chambres de métiers)

Soutient l'amendement n° 33 rectifié de la commission (montant maximum du droit fixe de la taxe pour frais de chambres de métiers) : retiré (p. 8974)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 957)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : coopération intercommunale (p. 959)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : coopération intercommunale (p. 959)

Collectivités territoriales : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) : coopération intercommunale (p. 959)

Collectivités territoriales : libre administration : coopération intercommunale (p. 960)

Communes : dotation de développement rural (DDR) : coopération intercommunale (p. 959)

Coopération intercommunale (p. 957, 958)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 958, 959)

Coopération intercommunale : communautés de communes (p. 959)

Coopération intercommunale : organismes : déchets ménagers (p. 959)

Impôts locaux : taux : liberté (p. 958, 959)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 958, 959)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 9 (suppression des seuils démographiques pour les communautés de communes à taxe professionnelle unique se transformant en communautés d'agglomération) : retiré (p. 1022)

Son amendement n° 10 : devenu sans objet (p. 1022)

Article 51 (article 1609 nonies C du code général des impôts - taxe professionnelle unique)

Soutient l'amendement n° 138 de la commission des finances (perception de la taxe d'habitation et des taxes foncières par les établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique) : retiré (p. 1321)

Intervient sur l'amendement n° 178 de la commission (perception de la taxe d'habitation et des taxes foncières par les communautés d'agglomération et les communautés urbaines à taxe professionnelle unique) (p. 1326)

Soutient l'amendement n° 140 de la commission des finances (de conséquence) : adopté (p. 1329)

Article 50 précédemment réservé (article 1609 quinquies C du code général des impôts - régime fiscal des communautés de communes)

Soutient l'amendement n° 136 de la commission des finances (institution de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères) : adopté après rectification (p. 1338)

Soutient l'amendement n° 137 de la commission des finances (dotation de compensation attribuée aux communes au titre de la taxe professionnelle de zone) : devenu sans objet (p. 1340)

Article 56 (article 1648 A du code général des impôts - fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)

Soutient l'amendement n° 142 de la commission des finances (de suppression) : retiré (p. 1352)

Son sous-amendement n° 623 (de précision) à l'amendement n° 310 de M. Marc Dolez (réduction de l'assiette du prélèvement attribué au fonds de péréquation pour les établissements publics de coopération intercommunale résultant de la transformation d'un groupement de communes créé avant le 1er janvier 1991) : adopté (p. 1354)

Son amendement n° 446 rectifié (application du prélèvement forfaitaire, substitué au mécanisme d'écrêtement du produit de la taxe professionnelle, lorsque les établissements publics de coopération intercommunale se seront transformés en communautés d'agglomération ou en communautés urbaines) : adopté (p. 1357)

Son amendement n° 615 (possibilité d'indexer sur l'évolution des bases le prélèvement forfaitaire, substitué au mécanisme d'écrêtement du produit de la taxe professionnelle) : adopté après modifications (p. 1357)

Article 52 précédemment réservé (article 1636 B decies du code général des impôts - déliaison des taux)

Soutient l'amendement n° 141 de la commission des finances (suppression de la limitation de

l'augmentation du taux de la taxe professionnelle perçue par les établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique en cas de hausse de la fiscalité sur les ménages dans les communes membres) : adopté (p. 1360)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Article L. 5211-29 du code général des collectivités territoriales

Soutient l'amendement n° 516 de M. Jean-Pierre Balligand (fixation à 150 F de la dotation par habitant des communautés de communes à taxe professionnelle unique et exerçant des compétences étendues comptant plus de 3 500 habitants mais n'atteignant pas le seuil de 50 000 habitants leur permettant de se transformer en communautés d'agglomération) : adopté (p. 1390)

Article L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales

Soutient l'amendement n° 448 rectifié de M. Jean-Pierre Balligand (de conséquence) : adopté (p. 1390)

Soutient l'amendement n° 143 de la commission des finances (suppression de la déduction des transferts autres que les contingents versés au titre de l'aide sociale et des services d'incendie et de secours pour le calcul du coefficient d'intégration fiscale) : retiré (p. 1393)

Soutient l'amendement n° 622 de M. Augustin Bonrepaux (prise en compte des participations et subventions pour la minoration du coefficient d'intégration fiscale lorsqu'elles excèdent le produit fiscal de l'établissement public de coopération intercommunale) : adopté (p. 1394)

Son amendement n° 449 (prise en compte des participations pour la minoration du coefficient d'intégration fiscale à hauteur du pourcentage qu'elles représentent dans le produit fiscal de l'établissement public de coopération intercommunale) : retiré (p. 1394)

Article 67 (articles L. 5211-32, L. 5211-33, L. 5211-38 et L. 5211-39 du code général des collectivités territoriales - garantie de la dotation des groupements)

Soutient l'amendement n° 144 de la commission des finances (extension aux communautés d'agglomération de l'abattement de 50 % sur leur dotation au titre de l'année de leur création) : rejeté (p. 1397)

Alain CLAEYS

Vienne (1^{ère} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 18 : Education nationale, recherche et technologie (enseignement supérieur) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire des choix scientifiques et technologiques sur l'application de la loi n° 94-654 du 29 juillet 1994 relative au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain, à l'assistance médicale à la procréation et au diagnostic prénatal [18 février 1999] (n° 1407)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur l'accueil des étudiants étrangers en France : enjeu commercial ou priorité éducative ? [22 septembre 1999] (n° 1806)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7025, 7053)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7025)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : constructions universitaires (p. 7026)

Enseignement supérieur : crédits (p. 7026)

Enseignement supérieur : personnel : universités : enseignants vacataires (p. 7027)

Alain CLARY

*Gard (1^{ère} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 792, posée le 10 mai 1999. Fonction publique territoriale. Durée du travail (J.O. Questions p. 2740). Appelée le 11 mai 1999. Réduction, application (p. 4289)

DÉBATS**Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 8440)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 8440)

Famille (p. 8441)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145, 8181)

Son intervention (p. 8173)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8173)

Communes (p. 8173, 8174)

Coopération intercommunale (p. 8174)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 8173)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 8173)

Politique générale (p. 8173)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) (p. 8174)

TVA (p. 8173)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5711)

Son intervention (p. 5717)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 5718)

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 5718)

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 5718)

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5724)

Article 1er (article L. 1er bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre : reconnaissance par la République française d'un droit à réparation au titre de la guerre d'Algérie)

Soutient l'amendement n° 1 de M. Maxime Gremetz (introduction de la notion de "combat en Tunisie et au Maroc") : adopté (p. 5727)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 3 de M. Maxime Gremetz (inscription sur les stèles, plaques commémoratives et monuments aux morts de l'expression "combats de Tunisie, Maroc et guerre d'Algérie") : rejeté (p. 5728)

Ses explications de vote (p. 5732)

Vote pour du groupe communiste (p. 5732)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6389, 6401)

Article 5 (articles 48-1 à 48-5 du code de procédure pénale - recours contre les classements sans suite)

Soutient l'amendement n° 47 de M. Jacques Brunhes (de précision) : adopté (p. 6428)

Pascal CLÉMENT

*Loire (6^{ème} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 octobre 1998] (p. 16375)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Magistrats. Déplacement d'un magistrat de la Chancellerie [28 octobre 1998] (p. 7511)

Elections et référendums. Elections législatives. Modes de scrutin [10 mars 1999] (p. 2219)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 923, posée le 28 juin 1999. Enseignement maternel et primaire. Fonctionnement (J.O. Questions p. 3879). Suppléant de M. Yves Nicolin. Appelée le 29 juin 1999. Effectifs de personnel, enseignants, Saint-Georges-de-Baroille (p. 6509)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Son intervention (p. 8391)

Thèmes :

Famille (p. 8391, 8392)

Famille : politique familiale (p. 8392)

Discussion des articles [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (suite) (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 536 précédemment réservé (terme de contrat substitué à celui de pacte) : retiré (p. 10224)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Article 1er A (liberté de la vie personnelle)

Son intervention (p. 3106)

Article 1er B (définition du mariage)

Son intervention (p. 3109)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5550) ; [9 juin 1999] (p. 5613, 5659)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Soutient l'amendement n° 205 de M. Thierry Mariani (communauté de vie) : rejeté (p. 5660)

Soutient l'amendement n° 206 de M. Thierry Mariani (engagement à nourrir, à entretenir et à élever les enfants) : rejeté (p. 5660)

Soutient l'amendement n° 207 de M. Thierry Mariani (engagement à pourvoir à l'éducation des enfants et à préparer leur avenir) : rejeté (p. 5660)

Intervient sur l'amendement n° 155 corrigé de M. Bernard Accoyer (imposition commune à compter du cinquième - et non du troisième - anniversaire de l'enregistrement du PACS) (p. 5661)

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Patrick Delnatte (imposition commune à compter du cinquième - et non du troisième - anniversaire de l'enregistrement du PACS) (p. 5661)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Thierry Mariani (imposition commune à compter du cinquième - et non du troisième - anniversaire de l'enregistrement du PACS) (p. 5661)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son intervention (p. 5661)

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Thierry Mariani (communauté de vie pour le bénéfice des taux de 40 % et de 50 %) (p. 5664)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son intervention (p. 5666)

Soutient l'amendement n° 26 de M. Claude Goasguen (de suppression) : rejeté (p. 5667)

Article 4 bis (droits dérivés en matière d'assurance-maladie)

Soutient l'amendement n° 32 de M. Claude Goasguen (de suppression) : rejeté (p. 5668)

Article 5 (droit à congés)

Son intervention (p. 5670)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son intervention (p. 5673)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Intervient sur l'amendement n° 313 de Mme Christine Boutin (PACS conclu depuis trois ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 5679)

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. Thierry Mariani (PACS conclu depuis un an pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 5679)

Article 11 (décrets d'application)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Bernard Accoyer (rapport du Gouvernement au Parlement sur l'application de la loi et son coût) (p. 5683)

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Bernard Accoyer (rapport évaluant les conséquences de la loi sur le fonctionnement et la charge de travail des tribunaux) (p. 5683)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145, 8181)

Son intervention (p. 8158)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 8159)

Droit pénal : délinquance et criminalité : jeunes (p. 8159, 8160)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 8159)

Etat : Premier ministre : déclarations (p. 8159)

Gendarmerie : gendarmeries (p. 8159)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 8159)

Police : commissariats (p. 8159)

Police : effectifs (p. 8160)

Police : police de proximité (p. 8159)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9265, 9309, 9320)

Soutient la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 9309) : rejetée (p. 9315)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 9309, 9310)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 9310)

Elections et référendums : élections régionales : femmes (p. 9310)

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 9310 à 9312)

Etat : Gouvernement : projets de loi (p. 9310)

Partis et mouvements politiques : écologistes (p. 9312)

Partis et mouvements politiques : Front national (p. 9309)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 9311)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste (p. 9309)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste (p. 9312)

Régions : budget (p. 9310)

Régions : conseillers régionaux : départements (p. 9310)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9329)

Article 1er (article L. 336 du code électoral - durée du mandat des conseillers régionaux)

Son amendement n° 56 (de suppression) : rejeté (p. 9333)

Article 2 (article L. 337 du code électoral - effectifs des conseils régionaux)

Son amendement n° 57 (de suppression) : rejeté (p. 9334)

Article 3 (article L. 338 du code électoral - mode de scrutin des élections régionales)

Son amendement n° 58 soutenu par M. José Rossi (élections des conseillers régionaux au scrutin uninominal majoritaire à deux tours dans les départements) : retiré (p. 9338)

Son amendement n° 59 soutenu par M. José Rossi (scrutin de liste à un tour dans la région avec prime majoritaire de 50 %) : retiré (p. 9339)

Article 4 (article L. 346 du code électoral - composition et conditions de présentation des listes)

Son amendement n° 60 : non soutenu (p. 9343)

Article 15 (article L. 364 du code électoral - durée du mandat des conseillers à l'Assemblée de Corse)

Son amendement n° 71 (de suppression) : rejeté (p. 9345)

Article 16 (article L. 366 du code électoral - mode de scrutin pour l'élection de l'Assemblée de Corse)

Son amendement n° 72 : non soutenu (p. 9346)

Article 21 (article L. 4311-1 du code général des collectivités territoriales - modalités de vote du budget de la région)

Son amendement n° 77 (de suppression) : rejeté (p. 9350)

Article 22 (article L. 4311-1-1 du code général des collectivités territoriales - procédure particulière d'adoption des budgets régionaux)

Son amendement n° 78 (de suppression) : rejeté (p. 9353)

Article 22 bis (article L. 4133-4 du code général des collectivités territoriales - publicité des réunions de la commission permanente)

Son amendement n° 79 soutenu par M. José Rossi (de suppression) : rejeté (p. 9355)

Article 22 ter (article L. 4133-8 du code général des collectivités territoriales - composition du bureau)

Son amendement n° 80 soutenu par M. Renaud Donnedieu de Vabres (de suppression) : rejeté (p. 9355)

Article 22 quater (article L. 4231-3 du code général des collectivités territoriales - délégation des fonctions du président du conseil régional)

Son amendement n° 81 (de suppression) : adopté (p. 9356)

Article 24 (entrée en vigueur de la loi)

Son amendement n° 82 : non soutenu (p. 9356)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11017)

Son intervention (p. 11020)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 11020, 11021)

Partis et mouvements politiques : Front national : Parti socialiste (p. 11021)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste (p. 11020)

Régions : conseillers régionaux : départements (p. 11021)

Régions : Rhône-Alpes (p. 11020, 11021)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11029)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Jacques Blanc (en cas d'égalité de suffrages, attribution des sièges au titre de la prime majoritaire à la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée et non la moins élevée) (p. 11034)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (suppression de l'article 22 bis relatif à la publicité des débats en commission permanente) (p. 11040)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Jacques Blanc (suppression de l'article 22 bis relatif à la publicité des débats en commission permanente) (p. 11040)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6274, 6295) ; [23 juin 1999] (p. 6373)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 6290)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 6302)

Son intervention (p. 6313)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 6387)

Thèmes :

Assemblée nationale : question préalable : justice (p. 6303)

Droit pénal : action publique : ministre (p. 6291, 6315, 6388)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 6315)

Droit pénal : politique pénale : ministre (p. 6314)

Justice : indépendance (p. 6281, 6282, 6301)

Justice : magistrats : statuts (p. 6291, 6313, 6314)

Justice : parquet : rôle (p. 6314)

Justice : procureurs généraux (p. 6290)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 6314)

Police : police judiciaire (p. 6315)

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6389, 6401)

Article 1er (articles 30 à 30-3 du code de procédure pénale - attributions du ministre de la justice)

Son intervention (p. 6389)

Son sous-amendement n° 119 soutenu par M. Pierre Albertini (suppression de l'interdiction des instructions dans les affaires individuelles) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article substituant le terme directives à celui d'orientations générales de politique pénale, indiquant qu'elles sont transmises au parquet pour application et précisant le contenu du droit d'action du ministre) : rejeté (p. 6404)

Son sous-amendement n° 120 soutenu par M. Pierre Albertini (reprise des dispositions de l'article 36 du code de procédure pénale) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : rejeté (p. 6404)

Son amendement n° 33 : devenu sans objet (p. 6411)

Son amendement n° 34 : devenu sans objet (p. 6411)

Article 2 (articles 35 à 37 du code de procédure pénale - attributions du procureur général)

Son sous-amendement n° 121 (suppression du texte proposé pour l'article 37 du code de procédure pénale relatif aux relations entre les procureurs généraux et les procureurs) à l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : rejeté (p. 6417)

Son sous-amendement n° 123 (suppression du texte proposé pour l'article 37-2 du code de procédure pénale relatif à l'information du ministre par les procureurs généraux) à l'amendement n° 13 de la commission : rejeté (p. 6419)

Intervient sur le sous-amendement n° 78 de M. Jean-Luc Warsmann (suppression de l'information du ministre par les procureurs généraux sur les affaires qu'ils estiment devoir être portées à sa connaissance) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 6419)

Son sous-amendement n° 122 (suppression du droit pour le ministre d'être informé de toute affaire dont les parquets sont saisis) à l'amendement n° 13 de la commission : rejeté (p. 6419)

Son sous-amendement n° 124 (avis ou informations sur une affaire individuelle devant figurer au dossier) à l'amendement n° 13 de la commission : rejeté (p. 6420)

Son amendement n° 35 : devenu sans objet (p. 6420)

Son amendement n° 37 : devenu sans objet (p. 6420)

Son amendement n° 36 : devenu sans objet (p. 6420)

Son amendement n° 38 : devenu sans objet (p. 6420)

Article 5 (articles 48-1 à 48-5 du code de procédure pénale - recours contre les classements sans suite)

Son amendement n° 39 (suppression de la condition d'intérêt suffisant) : rejeté (p. 6427)

Article 7 (direction de la police judiciaire par le procureur de la République)

Son amendement n° 40 (suppression du septième alinéa de l'article relatif à l'information réciproque du procureur et des chefs des services de police et de gendarmerie sur les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs de l'action publique) : rejeté (p. 6430)

Explications de vote et vote [29 juin 1999] (p. 6539)

Ses explications de vote (p. 6544)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 6544)

Marie-Françoise CLERGEAU

*Loire-Atlantique (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 (n° 1835) [22 septembre 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi créant le Conseil national des communes "Compagnon de la Libération" (n° 11) [15 décembre 1998] (n° 1270)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1422), créant le Conseil national des communes "Compagnon de la Libération" [24 mars 1999] (n° 1485)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Afghanistan. Droits de l'homme [9 mars 1999] (p. 2139)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 512, posée le 30 novembre 1998. Transports par eau. Transports maritimes (J.O. Questions p. 6456). Appelée le 1^{er} décembre 1998. France Shipmanagement, délocalisation, conséquences, Nantes (p. 9732)

n° 663, posée le 8 mars 1999. Personnes âgées. Hospices (J.O. Questions p. 1293). Appelée le 9 mars 1999. Humanisation, Pays-de-la-Loire (p. 2116)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 448 du Gouvernement (allocation veuvage) (p. 7748)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Son intervention (p. 8420)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 8420)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 8420)

Famille (p. 8420, 8421)

Famille : politique familiale (p. 8420)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605, 8645)

Procédure des questions :

Avortement (p. 8654)

Famille : contraception (p. 8649)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665, 8710)

Procédure des questions :

Travail : réduction du temps de travail : inspection du travail (p. 8721)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)*Après l'article 22 ter*

Son amendement n° 262 (fixation à 40 000 F du montant des dépenses ouvrant droit à la réduction d'impôt accordée au titre des dépenses de grosses réparations) : retiré (p. 10651)

Son amendement n° 261 (fixation à 20 000 F du montant des dépenses ouvrant droit à la réduction d'impôt accordée au titre des dépenses de grosses réparations) : retiré (p. 10651)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [15 décembre 1998] (p. 10554)

Vote pour du groupe socialiste (p. 10554)

Projet de loi n° 11 créant le Conseil national des communes "Compagnon de la Libération"

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1998] (p. 10767)

Son intervention (p. 10768)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : résistants (p. 10769, 10770)

Anciens combattants et victimes de guerre : résistants (p. 10769, 10770)

Décorations, insignes et emblèmes : croix de la Libération (p. 10770)

Décorations, insignes et emblèmes : médaille de la résistance française (p. 10770)

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : communes (p. 10769, 10770)

Patrimoine culturel : musées : ordre de la Libération (p. 10770)

Discussion des articles [17 décembre 1998] (p. 10775)*Article 2 (missions du Conseil national des communes "Compagnon de la Libération")*

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (assistance aux Compagnons de la Libération, aux médaillés de la Résistance et à leurs veuves et enfants) : adopté (p. 10775)

Article 3 (composition du conseil d'administration du Conseil national des communes "Compagnon de la Libération")

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (renouvellement du délégué national) : adopté (p. 10776)

Article 10 (entrée en vigueur de la loi)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : adopté (p. 10776)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4425)

Suppléé par Mme Jacqueline Lazard

Proposition de loi n° 800 relative à l'assurance veuvage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 560)

Son intervention (p. 566)

Thèmes :

Donations et successions : successions : conjoints (p. 567)

Sécurité sociale : assurance personnelle : veufs et veuves (p. 566, 567)

Sécurité sociale : assurance vieillesse (p. 566, 567)

Sécurité sociale : protection sociale (p. 567)

Vote contre du groupe socialiste (p. 567)

Yves COCHET

*Val-d'Oise (7^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert
Vice-président de l'Assemblée nationale*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Secrétaire de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 23 octobre 1998] (p. 16039)

Rapporteur pour avis du projet de loi portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CÉE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997 (n° 1187) [25 novembre 1998]

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 5 juin 1999] (p. 8316)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 juin 1999] (p. 8316)

DÉPÔT

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 1187 et lettre rectificative n° 1541) modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication [11 mai 1999] (n° 1586)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

HOMMAGE DE BIENVENUE

A une délégation russe, conduite par M. Vladimir Petrovitch Loukine, président de la commission des affaires étrangères de la Douma d'Etat de la Fédération de Russie, et par M. Igor Victorovitch Ivanov, vice-président de la commission du règlement du Conseil de la Fédération [27 mai 1999] (p. 5055)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Jean-Luc Prél : indique que la présidence fait appel au président de la commission des finances pour juger de la recevabilité des amendements et fait observer qu'aucun amendement supprimant totalement un article n'est irrecevable [29 octobre 1998] (p. 7683)

M. Patrick Devedjian : indique que le règlement de l'Assemblée nationale ne peut s'imposer au-delà de la Constitution ; précise que la Constitution ne connaît que le droit d'amendement et estime donc conforme à la Constitution et au règlement l'application à des sous-amendements de l'article 44, alinéa 2, de la Constitution [2 décembre 1998] (p. 9959, 9960)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Article 21 (clause de sauvegarde applicable aux dépenses médicales)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Luc Prél (cf. supra) (p. 7683)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Patrick Devedjian (cf. supra) (p. 9958)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 242 de la commission (définition des territoires en difficulté) (p. 301)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2196) ; [10 mars 1999] (p. 2237, 2255) ; [11 mars 1999] (p. 2303, 2356)

Article 52 (crédit d'impôt)

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission (répartition du crédit d'impôt entre l'organe central et les établissements qui lui sont affiliés en proportion de la contribution sur les institutions financières supportée par chacun d'eux) (p. 2346)

En qualité de Député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Relations internationales. Commerce international. A.M.I., négociations [13 octobre 1998] (p. 6464)

Relations internationales. Commerce international. A.M.I., négociations [13 octobre 1998] (p. 6464)

Institutions sociales et médico-sociales. Personnel. Durée du travail, réduction, application [19 janvier 1999] (p. 34)

Institutions sociales et médico-sociales. Personnel. Durée du travail, réduction, application [19 janvier 1999] (p. 34)

Femmes. Egalité des sexes. Fonctions électives, projet de loi constitutionnelle [2 février 1999] (p. 704)

Femmes. Egalité des sexes. Fonctions électives, projet de loi constitutionnelle [2 février 1999] (p. 704)

Télécommunications. Internet. Sites, prestataires, responsabilité pénale [3 mars 1999] (p. 1971)

Télécommunications. Internet. Sites, prestataires, responsabilité pénale [3 mars 1999] (p. 1971)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Manifeste de jeunes contre l'insécurité [9 mars 1999] (p. 2141)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Manifeste de jeunes contre l'insécurité [9 mars 1999] (p. 2141)

Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), négociations [12 mai 1999] (p. 4418)

Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), négociations [12 mai 1999] (p. 4418)

Agroalimentaire. Produits. Organismes génétiquement modifiés, moratoire [26 mai 1999] (p. 4922)

Agroalimentaire. Produits. Organismes génétiquement modifiés, moratoire [26 mai 1999] (p. 4922)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 870, posée le 14 juin 1999. Transports par eau. Transports fluviaux (J.O. Questions p. 3529). Appelée le 15 juin 1999. Aménagement, canal Seine-Nord, calendrier (p. 5808)

n° 870, posée le 14 juin 1999. Transports par eau. Transports fluviaux (J.O. Questions p. 3529).

Appelée le 15 juin 1999. Aménagement, canal Seine-Nord, calendrier (p. 5808)

HOMMAGE DE BIENVENUE

A une délégation russe, conduite par M. Vladimir Petrovitch Loukine, président de la commission des affaires étrangères de la Douma d'Etat de la Fédération de Russie, et par M. Igor Victorovitch Ivanov, vice-président de la commission du règlement du Conseil de la Fédération [27 mai 1999] (p. 5055)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Souhaite que l'Assemblée progresse plus rapidement dans l'examen de la première partie du projet de loi de finances [16 octobre 1998] (p. 6768)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Luc Prél : indique que la présidence fait appel au président de la commission des finances pour juger de la recevabilité des amendements et fait observer qu'aucun amendement supprimant totalement un article n'est irrecevable [29 octobre 1998] (p. 7683)

Répond au rappel au règlement de M. Philippe Douste-Blazy : fait des propositions pour l'organisation du débat [2 décembre 1998] (p. 9917)

Répond au rappel au règlement de M. Patrick Devedjian : indique que le règlement de l'Assemblée nationale ne peut s'imposer au-delà de la Constitution ; précise que la Constitution ne connaît que le droit d'amendement et estime donc conforme à la Constitution et au règlement l'application à des sous-amendements de l'article 44, alinéa 2, de la Constitution [2 décembre 1998] (p. 9959, 9960)

Répond au rappel au règlement de M. Patrick Devedjian : confirme que l'article 44, alinéa 2, de la Constitution s'applique aussi bien aux sous-amendements qu'aux amendements [2 décembre 1998] (p. 9962)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1998] (p. 6484, 6507) ; [14 octobre 1998] (p. 6551, 6584, 6613)

Son intervention (p. 6552)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 6553)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6553)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 6553, 6554)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6553)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 6554)

Marchés financiers : généralités (p. 6552, 6553)

Politique économique : conjoncture (p. 6552)
 Politique économique : croissance (p. 6552, 6553)
 Politique sociale : exclusion (p. 6552, 6553)

**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

**Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ;
[15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre
1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998]
(p. 6900, 6935)**

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Soutient l'amendement n° 179 corrigé de M. Georges Sarre (remplacement du dispositif du quotient familial par une réduction d'impôt au titre de chaque enfant à charge) : rejeté (p. 6652)

Son amendement n° 164 (institution d'une tranche supplémentaire d'imposition au taux de 60 % pour les revenus supérieurs à 500 000 F) : retiré (p. 6654)

Article 42 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Christian Cuvilliez (réduction du prélèvement) (p. 6707)

Après l'article 2 (suite)

Son amendement n° 166 rectifié (instauration d'un crédit d'impôt en faveur des entreprises pour l'achat d'un véhicule non polluant ou la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) : rejeté (p. 6714)

Son amendement n° 165 rectifié (instauration d'un crédit d'impôt en faveur des personnes physiques pour l'achat d'un véhicule non polluant ou la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) : retiré (p. 6717)

Après l'article 7

Son amendement n° 168 corrigé soutenu par M. Jean-Pierre Brard (institution d'une taxe sur les opérations portant sur les devises étrangères) (p. 6747) : retiré (p. 6751)

Après l'article 8

Son rappel au règlement (cf. supra) [16 octobre 1998] (p. 6768)

Son amendement n° 167 deuxième correction (prise en compte des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté (p. 6770)

Article 18 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et mise en œuvre d'un remboursement de TIPP aux transporteurs routiers)

Son intervention (p. 6824)

Son amendement n° 169 (augmentation de 15 centimes par litre et par an, sur une période de cinq ans, du

taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au gazole) : rejeté (p. 6827)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (abaissement du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au gaz de pétrole liquéfié) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6827)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (abaissement du taux de la taxe intérieure de consommation applicable au gaz naturel véhicule) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6827)

Après l'article 19

Son amendement n° 170 corrigé soutenu par M. Jean-Pierre Brard (application du taux réduit de la TVA aux capteurs solaires et au bois de chauffage) (p. 6856) : rejeté (p. 6857)

Article 30 (taxe générale sur les activités polluantes)

Son intervention (p. 6937)

Son amendement n° 173 (élargissement de l'assiette de la taxe aux déchets industriels) : retiré (p. 6941)

Son amendement n° 171 (élargissement de l'assiette de la taxe aux aérodromes militaires) : retiré (p. 6942)

Son amendement n° 172 : retiré (p. 6942)

Son amendement n° 174 (majoration de la taxe sur les nuisances sonores) : rejeté (p. 6942)

Après l'article 30

Son amendement n° 176 (institution d'une taxe sur les engrais chimiques) : rejeté (p. 6944)

Son amendement n° 175 (institution d'une taxe sur "l'artificialisation des sols") : retiré (p. 6945)

Son amendement n° 246 (majoration des tarifs de la taxe sur les installations classées) : rejeté (p. 6945)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 488 du Gouvernement (institution d'une taxe de l'aviation civile et suppression de la taxe de sécurité et de sûreté et de la taxe de péréquation des transports aériens) (p. 6952)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

DÉFENSE

Vote des crédits [6 novembre 1998] (p. 8310)

Titre V

Son amendement n° 54 (réduction des crédits) : rejeté (p. 8317)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665, 8710)

Son intervention (p. 8688)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 8689)

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 8688)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 8689)

Travail : réduction du temps de travail (p. 8688)

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS
--

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)

Son intervention (p. 8881)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 8883, 8884)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 8883)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 8883)

Postes (p. 8884)

Recherche (p. 8884)

Télécommunications : France Télécom (p. 8884)

**ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES
ADDITIONNELS NON RATTACHÉS**

[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)

Après l'article 69

Son amendement n° 163 (faculté pour le Conseil régional d'exonérer les véhicules propres de la taxe proportionnelle sur les certificats d'immatriculation) : retiré (p. 9071)

Après l'article 73

Son amendement n° 164 (exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains situés dans les zones remplissant des fonctions écologiques d'utilité collective) : retiré (p. 9091)

Son amendement n° 166 (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des travaux hydrauliques réalisés par les collectivités locales sur des biens appartenant à des tiers) : retiré (p. 9116)

Son amendement n° 167 (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des travaux hydrauliques réalisés sur des dépendances du domaine public de l'Etat mises à la disposition des collectivités locales) : retiré (p. 9116)

Son amendement n° 168 (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses d'investissement des collectivités locales en matière de traitement des déchets) : retiré (p. 9117)

Explications de vote et vote [18 novembre 1998] (p. 9163)

Ses explications de vote (p. 9169)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 9170)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 9170)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 21 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations de collecte et de tri sélectifs des ordures ménagères)

Son amendement n° 203 : non soutenu (p. 10647)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999
--

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Article 21 (clause de sauvegarde applicable aux dépenses médicales)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Luc Prél (cf. supra) (p. 7683)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 8010)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 8010)

Famille : concubinage (p. 8010)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Philippe Douste-Blazy (cf. supra) (p. 9917)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Répond aux observations de M. Charles de Courson : indique que la Constitution ne fait jamais référence aux sous-amendements (p. 9957)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Patrick Devedjian (cf. supra) (p. 9958)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Patrick Devedjian (cf. supra) (p. 9961)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5499, 5521)

Son intervention (p. 5531)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : droits de l'enfant (p. 5532, 5533)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : solidarité (p. 5532)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : tribunaux d'instance (p. 5532)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5532)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : communautarisme (p. 5533)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : égalité (p. 5532)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 5533)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : groupes de pression (p. 5533)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : mariage (p. 5532)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5532)

Famille : concubinage (p. 5532)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10016)

Son intervention (p. 10045)

Thèmes :

Emploi : contrats emploi solidarité (p. 10046)

Emploi : politique de l'emploi (p. 10046)

Entreprises : allègement des charges (p. 10046)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10046)

Nationalité : naturalisation (p. 10047)

Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 10045, 10046)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10046)

Politique sociale : surendettement (p. 10047)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2225)

Son intervention (p. 2235)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 2235)

Femmes : égalité des sexes (p. 2235)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 242 de la commission (définition des territoires en difficulté) (p. 301)

Déclaration du Gouvernement n° 1397 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur l'avenir du secteur bancaire et financier

[17 février 1999] (p. 1511)

Son intervention (p. 1538)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Banque de France (p. 1538)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 1538)

Banques et établissements financiers : généralités (p. 1538)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 1538)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 1538)

Politique sociale : surendettement (p. 1538)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2151, 2177)

Son intervention (p. 2188)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2188, 2189)

Banques et établissements financiers : généralités (p. 2188)

Banques et établissements financiers : réglementation : exclusion (p. 2189)

Banques et établissements financiers : sécurité financière (p. 2189)

Environnement : protection (p. 2189)

Discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2196) ; [10 mars 1999] (p. 2237, 2255) ; [11 mars 1999] (p. 2303, 2356)

Article 1er (les missions des caisses d'épargne)

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Raymond Douyère (financement des projets contribuant à la protection de l'environnement et au développement durable du territoire) (p. 2201)

Son amendement n° 202 (financement des projets contribuant à la protection de l'environnement et au développement durable du territoire) : retiré (p. 2201)

Article 5 (les organes dirigeants des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 203 (création, au sein des conseils d'orientation et de surveillance, d'un quatrième collège représentatif des associations relevant de l'économie locale et sociale, de la protection de l'environnement et du développement durable du territoire) : retiré (p. 2239)

Article 6 (l'affectation des résultats)

Son amendement n° 204 (prise en compte de la protection de l'environnement et du développement durable du territoire) : rejeté (p. 2243)

Intervient sur l'amendement n° 168 de M. Raymond Douyère (fixation d'une proportion minimale en ce qui concerne le financement des projets d'économie locale et sociale) (p. 2247)

Son amendement n° 205 (prise en compte de la protection de l'environnement et du développement durable du territoire) : devenu sans objet (p. 2247)

Son amendement n° 206 corrigé (affectation au financement des projets d'économie locale et sociale d'une somme au moins égale au montant de l'intérêt servi aux parts sociales) : devenu sans objet (p. 2247)

Son sous-amendement n° 207 (prise en compte de la protection de l'environnement et du développement durable du territoire) à l'amendement n° 20 corrigé de la commission (respect des orientations fixées par la Fédération nationale des caisses d'épargne et de prévoyance en matière de choix des projets d'économie locale et sociale) : retiré (p. 2247)

Article 10 (le statut de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 208 (restauration d'une péréquation solidaire entre les caisses d'épargne) : retiré (p. 2266)

Article 15 (la Fédération nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 236 (prise en compte de la protection de l'environnement et du développement durable du territoire) : retiré (p. 2276)

Article 52 (crédit d'impôt)

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission (répartition du crédit d'impôt entre l'organe central et les établissements qui lui sont affiliés en proportion de la contribution sur les institutions financières supportée par chacun d'eux) (p. 2346)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5188)

Son intervention (p. 5192)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 5192, 5193)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : personnel (p. 5192)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [17 juin 1999] (p. 6089)

Son intervention (p. 6095)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 6096)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 6096)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 6096)

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)*Article 43 ter (mise en place d'une surveillance biologique du territoire)*

Soutient l'amendement n° 280 de M. Jean-Michel Marchand (moratoire de cinq ans pour les autorisations de commercialisation des OGM) : rejeté (p. 3541)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4370)

Son intervention (p. 4382)

Thèmes :

Lois : lois d'orientation : transports (p. 4383)

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 4382, 4383)

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4388, 4445)*Article 1er (autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire)**Article L. 227-1 du code de l'aviation civile : création et composition de l'Autorité administrative indépendante*

Son amendement n° 66 rectifié (prérogatives de l'Autorité indépendante) : rejeté (p. 4392)

Son sous-amendement n° 126 (composition de l'Autorité indépendante) à l'amendement n° 7 de la commission (composition de l'Autorité indépendante) : retiré (p. 4394)

Son sous-amendement n° 127 (composition de l'Autorité indépendante) à l'amendement n° 7 de la commission : retiré (p. 4394)

Son amendement n° 67 (composition de l'Autorité indépendante) : devenu sans objet (p. 4394)

Son amendement n° 69 (délai de nomination du successeur) : adopté (p. 4395)

Son amendement n° 70 (nouvelle réunion de l'Autorité dans les trois semaines dans le cas où elle n'aurait pas pu délibérer) : adopté après rectification (p. 4395)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Christian Estrosi (nouvelle réunion de l'Autorité dans un délai d'un mois, dans le cas où elle n'aurait pas pu délibérer) (p. 4395)

Article L. 227-2 du code de l'aviation civile : régime d'incompatibilité des membres de l'Autorité

Son amendement n° 72 (limitation des incompatibilités) : devenu sans objet (p. 4397)

Son amendement n° 73 (limitation des incompatibilités) : devenu sans objet (p. 4397)

Article L. 227-3 du code de l'aviation civile : compétences générales de l'Autorité

Son amendement n° 74 (pouvoir réglementaire de l'Autorité) : rejeté (p. 4398)

Son amendement n° 75 (de précision) : adopté (p. 4398)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (pouvoirs de l'Autorité) (p. 4398)

Son amendement n° 76 (pouvoirs de l'Autorité) : adopté (p. 4398)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Christian Estrosi (pouvoirs de l'Autorité) (p. 4398)

Son amendement n° 77 (pouvoirs de sanction) : rejeté (p. 4400)

Article L. 227-4 du code de l'aviation civile : compétences de l'Autorité pour le contrôle du bruit au voisinage des neuf aéroports les plus importants

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Christian Estrosi (moyens de mesure du bruit) (p. 4401)

Son amendement n° 79 (méthodes de mesure du bruit) : retiré (p. 4401)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (de précision) (p. 4402)

Son amendement n° 80 corrigé (de précision) : adopté (p. 4402)

Son amendement n° 81 (délai de mise en œuvre des travaux) : adopté (p. 4402)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (de précision) (p. 4402)

Son amendement n° 82 (de précision) : adopté (p. 4402)

Son amendement n° 83 (de précision) : adopté (p. 4403)

Son amendement n° 84 (champ de compétence de l'Autorité) : rejeté (p. 4404)

Son amendement n° 85 (champ de compétence de l'Autorité) : rejeté (p. 4404)

Intervient sur l'amendement n° 19 précédemment réservé de la commission (définitions des niveaux sonores admissibles) (p. 4405)

Son amendement n° 78 précédemment réservé (définitions des niveaux sonores admissibles) : retiré (p. 4405)

Intervient sur l'amendement n° 53 précédemment réservé de M. Christian Estrosi (définitions des niveaux sonores admissibles) (p. 4405)

Intervient sur l'amendement n° 131 du Gouvernement (définitions des niveaux sonores maximum) (p. 4405)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (pouvoir de contrôle) (p. 4406)

Son amendement n° 86 (pouvoir de contrôle) : devenu sans objet (p. 4406)

Son amendement n° 87 (pouvoir de contrôle) : devenu sans objet (p. 4406)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (pouvoir de saisine du ministre de l'environnement) (p. 4406)

Son amendement n° 88 (pouvoir de saisine du ministre de l'environnement) : devenu sans objet (p. 4406)

Son amendement n° 89 (mise en demeure de l'exploitant) : devenu sans objet (p. 4407)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (pouvoir de sanction) (p. 4408)

Article L. 227-5 du code de l'aviation civile : pouvoir d'investigation des agents de l'Autorité

Son amendement n° 90 (fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions) : devenu sans objet (p. 4445)

Article 2 (commissions consultatives de l'environnement)

Son amendement n° 91 (consultation des commissions de l'environnement) : devenu sans objet (p. 4448)

Son amendement n° 92 (rôle des commissions consultatives de l'environnement) : devenu sans objet (p. 4448)

Son amendement n° 93 (motivation des avis) : adopté (p. 4448)

Son amendement n° 94 rectifié (rapport annuel de la commission) : adopté (p. 4448)

Son amendement n° 95 rectifié (comité permanent créé au sein de la commission) : rejeté (p. 4449)

Son amendement n° 97 (réunions de la commission) : retiré (p. 4449)

Son amendement n° 98 (comité permanent) : adopté (p. 4449)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (dispositions transitoires) (p. 4451)

Son amendement n° 99 (dispositions transitoires) : adopté (p. 4451)

Intervient sur l'amendement n° 37 rectifié de la commission (composition des commissions consultatives de l'environnement) (p. 4451)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. André Godin (composition des commissions consultatives de l'environnement) (p. 4451)

Son amendement n° 100 (composition des commissions consultatives de l'environnement) : retiré (p. 4451)

Son amendement n° 101 rectifié (dispositions transitoires) : adopté (p. 4452)

Article 3 (article L. 227-9 nouveau du code de l'aviation civile : limitation des nuisances sonores liées au trafic d'hélicoptères)

Son amendement n° 102 (limitation de certains vols d'hélicoptères) : devenu sans objet (p. 4454)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6642)

Son intervention (p. 6646)

Thèmes :

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement : consultation (p. 6647)

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 6646, 6647)

Transports aériens : Roissy (p. 6646)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501, 4532) ; [19 mai 1999] (p. 4596)

Son intervention (p. 4509)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4510)

Audiovisuel et communication : publicité (p. 4509, 4510)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4509, 4510)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 4509, 4510)

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852) ; [26 mai 1999] (p. 4974, 4987) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Soutient l'amendement n° 132 de la commission des finances (notion de "missions de service public") : devenu sans objet (p. 4618)

Soutient l'amendement n° 133 de la commission des finances (introduction de la notion de "débat démocratique") : adopté (p. 4623)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (introduction des notions de "citoyenneté" et de "développement durable") (p. 4625)

Son amendement n° 147 (introduction de la notion de "développement durable") : retiré (p. 4625)

Soutient l'amendement n° 134 de la commission des finances (introduction de la notion de "diffusion des connaissances civiques") : adopté (p. 4625)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (introduction de la notion de "diffusion des connaissances sociales") (p. 4626)

Soutient l'amendement n° 135 de la commission des finances (introduction de la notion de "diffusion des connaissances sociales") : adopté (p. 4626)

Intervient sur l'amendement n° 306 de M. Christian Cuvilliez (introduction de la notion de "diffusion des connaissances sociales") (p. 4626)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Soutient l'amendement n° 545 de Mme Marie-Hélène Aubert (prévision sur le caractère "de référence" de la proposition de France 2) : rejeté (p. 4661)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Philippe Chaulet (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 167 rectifié de Mme Huguette Bello (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Son amendement n° 148 (statut et vocations de RFO) : retiré (p. 4667)

Soutient l'amendement n° 544 de M. Noël Mamère (statut et vocations de RFO) : retiré (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Henry Jean-Baptiste (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Son amendement n° 149 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 4698)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (institution d'un conseil des téléspectateurs) (p. 4717)

Intervient sur le sous-amendement n° 377 de M. Olivier de Chazeaux (pluralité de la représentation) à l'amendement n° 72 de la commission (p. 4717)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Article 47 de la loi du 30 septembre 1986 : capital des sociétés publiques

Son amendement n° 150 : devenu sans objet (p. 4722)

Son amendement n° 151 : devenu sans objet (p. 4722)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Intervient sur l'amendement n° 643 du Gouvernement (personnalités qualifiées nommées par le CSA) (p. 4728)

Son amendement n° 152 : devenu sans objet (p. 4730)

Son amendement n° 153 : devenu sans objet (p. 4731)

Son amendement n° 154 : devenu sans objet (p. 4733)

Article 47-2 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de RFO, Radio France et RFI

Son amendement n° 155 : devenu sans objet (p. 4743)

Article 47-3 de la loi du 30 septembre 1986 : nomination des présidents de RFO, Radio France et RFI

Son amendement

Son amendement n° 156 : devenu sans objet (p. 4744)

Intervient sur l'amendement n° 367 de M. Olivier de Chazeaux (nomination des présidents de RFI, TV 5 et Canal France International) (p. 4745)

Son amendement n° 157 (nomination du président de RFI) : retiré (p. 4745)

Article 47-4 de la loi du 30 septembre 1986 : procédure de la nomination des présidents de chaînes par le CSA

Soutient l'amendement n° 551 de M. Noël Mamère (mandats des directeurs généraux de France 2, France 3 et La Cinquième-Arte) : rejeté (p. 4746)

Soutient l'amendement n° 136 de la commission des finances (mandats des directeurs généraux de France 2, France 3 et La Cinquième-Arte) : rejeté (p. 4746)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 554 de M. Noël Mamère (représentation des associations de téléspectateurs) : retiré (p. 4746)

Soutient l'amendement n° 137 de la commission des finances (conférences nationales des programmes) : retiré (p. 4747)

Article 5 (article 49 de la loi du 30 septembre 1986 : Institut national de l'audiovisuel (INA))

Soutient l'amendement n° 556 corrigé de M. Noël Mamère (modalités de conservation) : rejeté (p. 4753)

Soutient l'amendement n° 557 de M. Noël Mamère (modalités de conservation) : rejeté (p. 4754)

Article 6 (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des sociétés du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son amendement n° 159 : devenu sans objet (p. 4761)

Intervient sur l'amendement n° 268 de M. Olivier de Chazeaux (référence au montant prévisionnel de la loi de finances) (p. 4763)

Son amendement n° 160 : devenu sans objet (p. 4764)

Son amendement n° 161 : devenu sans objet (p. 4765)

Son amendement n° 162 : non soutenu (p. 4766)

Intervient sur l'amendement n° 301 de M. Christian Cuvilliez (répartition des ressources) (p. 4768)

Intervient sur l'amendement n° 264 de M. Christian Kert (instauration d'une commission consultative indépendante sur le financement des missions de service public) (p. 4770)

Intervient sur l'amendement n° 564 de M. Noël Mamère (instauration d'une commission consultative indépendante sur le financement des missions de service public) (p. 4770)

Soutient l'amendement n° 138 rectifié de la commission des finances (répartition des ressources) : adopté après deuxième rectification (p. 4770)

Son amendement n° 163 : devenu sans objet (p. 4770)

Article 8 (dispositions transitoires)

Son amendement n° 164 : devenu sans objet (p. 4864)

Article 9 (article 15 de la loi du 30 septembre 1986 : protection des mineurs vis-à-vis de programmes ou de messages susceptibles de nuire à leur épanouissement et respect de la dignité de la personne)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Olivier de Chazeaux (avertissement acoustique et visuel des programmes visés) (p. 4871)

Intervient sur l'amendement n° 513 de Mme Frédérique Bredin (avertissement acoustique et visuel des programmes visés) (p. 4871)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 510 de Mme Frédérique Bredin (équipement des téléviseurs d'une puce antiviolence) (p. 4875)

Article 16 (article 29 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs des dossiers de candidature et critères retenus par le CSA pour les autorisations des fréquences radiophoniques)

Soutient l'amendement n° 139 de la commission des finances (fréquences réservées pour les associations de protection de l'environnement) : adopté (p. 4980)

Soutient l'amendement n° 572 de M. Noël Mamère (rédactionnel) : retiré (p. 4988)

Article 17 (article 30 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs du dossier de candidature et critères retenus par le CSA pour l'usage de fréquences en vue de l'exploitation de services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre)

Soutient l'amendement n° 573 de M. Noël Mamère (présentation des déclarations de candidature) : rejeté (p. 4990)

Après l'article 20

Soutient l'amendement n° 579 de M. Noël Mamère (encadrement des conditions de rédaction des décrets précisant les critères et obligations des productions) : retiré (p. 5006)

Article 22 (article 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conditions de reconduction de l'autorisation des services de radiodiffusion et de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre hors appel à candidatures)

Intervient sur l'amendement n° 532 de M. Laurent Dominati (auditions par le CSA des tiers et des intéressés) (p. 5022)

Article 25 (article 33-4 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : définition du distributeur de services)

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Christian Kert (contribution des distributeurs de service aux œuvres de langue française) (p. 5026)

Intervient sur l'amendement n° 364 de M. Olivier de Chazeaux (contribution des distributeurs de service aux œuvres de langue française) (p. 5026)

Intervient sur l'amendement n° 411 de M. Renaud Muselier (contribution des distributeurs de service aux œuvres de langue française) (p. 5026)

Soutient l'amendement n° 580 de M. Noël Mamère (contribution des distributeurs de service aux œuvres de langue française) : rejeté (p. 5027)

Article 26 (article 34 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services par câble)

Soutient l'amendement n° 583 de M. Noël Mamère (compétences des collectivités territoriales) : rejeté (p. 5027)

Soutient l'amendement n° 584 de M. Noël Mamère (canaux locaux d'accès public) : adopté (p. 5029)

Intervient sur l'amendement n° 494 rectifié de M. Marcel Rogemont (critères de présentation de la première proposition de services) (p. 5030)

Soutient l'amendement n° 582 de M. Noël Mamère (critères de présentation de la première proposition de services) : devenu sans objet (p. 5030)

Article 4 précédemment réservé (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Son amendement n° 158 (auditions préalables à la nomination des présidents des conseils d'administration) : retiré (p. 5079)

Déclaration du Gouvernement n° 1679 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo

[8 juin 1999] (p. 5477)

Son intervention (p. 5488)

Thèmes :

Etrangers : réfugiés : accueil par des particuliers (p. 5490)

Organisations internationales : Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) (p. 5489, 5490)

Organisations internationales : Cour pénale internationale (p. 5488)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 5489, 5490)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 5488 à 5490)

Pays étrangers : Albanie (p. 5489)

Pays étrangers : Bosnie (p. 5489)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 5489)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 5490)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6138)

Thèmes :

Agriculture (p. 6138)

Déchets, pollutions et nuisances : pollution : agroalimentaire (p. 6138)

Déchets, pollutions et nuisances : pollution automobile (p. 6138)

Défense : crédits (p. 6138)

Entreprises : contributions patronales (p. 6138)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6138)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 6138)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 6138)

Marchés financiers : généralités : impôts et taxes (p. 6139)

Politique économique : croissance (p. 6138)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 6139)

Services : sélection et fourniture de personnel (p. 6139)

Déclaration du Gouvernement n° 1733 présentée par M. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur sur l'organisation mondiale du commerce

[23 juin 1999] (p. 6331)

Son intervention (p. 6336)

Thèmes :

Agriculture (p. 6336, 6337)

Environnement (p. 6336, 6337)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 6336, 6337)

Politique économique : accord multilatéral sur l'investissement (AMI) (p. 6336)

Politique économique : mondialisation (p. 6336)

Jean CODOGNÈS

*Pyrénées-Orientales (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Tribunaux de commerce. Réforme [16 février 1999] (p. 1438)

Justice. Tribunaux de commerce. Réforme [15 juin 1999] (p. 5816)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 528, posée le 7 décembre 1998. Logement : aides et prêts. Prêt locatif aidé construction - démolition (PLA - CD) (J.O. Questions p. 6604). Appelée le 8 décembre 1998. Opérations de construction-démolition, financement (p. 10167)

n° 684, posée le 15 mars 1999. Enseignement : personnel. Vacataires (J.O. Questions p. 1464). Appelée le 16 mars 1999. Rémunérations, paiement, délais (p. 2395)

n° 772, posée le 3 mai 1999. Agriculture. Politique agricole commune (PAC) (J.O. Questions p. 2554). Appelée le 4 mai 1999. Oliviers, plantation, développement, Pyrénées-Orientales (p. 3910)

DÉBATS

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 30 (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Son intervention (p. 913)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 989)

Thèmes :

Coopération intercommunale (p. 989)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 989)

Discussion des articles [10 février 1999] (p. 1167, 1208)

Après l'article 46

Son amendement n° 599 soutenu par M. Gérard Gouzes (actions en justice des contribuables des établissements publics de coopération intercommunale) : adopté (p. 1231)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2557)

Thèmes :

Agroalimentaire : viticulture (p. 2557)

Aménagement du territoire : espace rural (p. 2557)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2557)

Pierre COHEN

*Haute-Garonne (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [J.O. du 18 février 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Politique de la ville. Délinquance, lutte et prévention [16 décembre 1998] (p. 10566)

Handicapés. Sourds et malentendants. Revendications [10 mars 1999] (p. 2224)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7025, 7053)

Son intervention (p. 7053)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : crédits : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 7054)

Recherche : recherche développement : technologie (p. 7053)

Recherche : recherche fondamentale : financement (p. 7053)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : contrats de ville : renouvellement (p. 7904)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles ; [20 janvier 1999] (p. 130, 160)

Son intervention (p. 151)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 151, 152)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 151)

Informatique (p. 151)

Discussion des articles ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749)

Article 10 (article 11 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Son intervention (p. 466)

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Patrick Ollier (objectifs du schéma de l'enseignement supérieur) (p. 468)

Soutient l'amendement n° 729 de Mme Martine Lignières-Cassou (essaimage à partir des instituts universitaires de technologie et les écoles d'ingénieur) : adopté (p. 471)

Son amendement n° 725 (valorisation de la recherche technologique et appliquée) : retiré (p. 471)

Intervient sur l'amendement n° 275 de la commission (valorisation de la recherche technologique et appliquée) (p. 471)

Soutient l'amendement n° 276 de la commission (implication de tous les niveaux locaux, régionaux et interrégionaux) : adopté (p. 473)

Son amendement n° 726 (diffusion de l'information, de la culture scientifique et technique) : adopté (p. 475)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Intervient sur l'amendement n° 554 de M. Jean-Claude Lenoir (de suppression) (p. 826)

Intervient sur l'amendement n° 785 de M. François Sauvadet (de suppression) (p. 826)

Intervient sur l'amendement n° 991 de M. Gérard Voisin (de suppression) (p. 826)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4370)

Son intervention (p. 4384)

Thème :

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 4384, 4385)

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4388, 4445)

Article 1er (autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire)

Article L. 227-4 du code de l'aviation civile : compétences de l'Autorité pour le contrôle du bruit au voisinage des neuf aéroports les plus importants

Son amendement n° 110 (champ de compétence de l'Autorité) : adopté (p. 4404)

Article L. 227-5 du code de l'aviation civile : pouvoir d'investigation des agents de l'Autorité

Son amendement n° 113 rectifié soutenu par Mme Yvette Benayoun-Nakache (études confiées aux associations de protection de l'environnement) : adopté (p. 4445)

Proposition de loi n° 1394 relative à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [3 juin 1999] (p. 5365)

Son intervention (p. 5368)

Thèmes :

Sports : arts martiaux : généralités (p. 5368)

Sports : arts martiaux : titres et grades (p. 5368)

Vote pour du groupe socialiste (p. 5368)

Projet de loi n° 1410 sur l'innovation et la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5376)

Son intervention (p. 5394)

Thèmes :

Enseignement technique et professionnel : diplômés : recrutement (p. 5395)

Entreprises : investissements : recherche (p. 5394, 5395)

Secteur public : établissements publics (p. 5395)

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5411)

Article 2 (articles 6, 20, 25, 42, 53 et 56 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur : création de services d'activités industrielles et commerciales au sein des établissements d'enseignement supérieur)

Son amendement n° 9 (assouplissement des conditions de recrutement et titularisation dans les universités) : adopté (p. 5423)

François COLCOMBET

*Allier (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Rapporteur du projet de loi relatif au référé devant les juridictions administratives (n° 1682) [16 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son intervention (p. 6132)

Son amendement n° 811 (renforcement des contrôles pour les ateliers hors sol produisant des effluents de lisier) : retiré (p. 6177)

Intervient sur l'amendement n° 787 de M. Jean-Michel Marchand (seuil de capacité de production des ateliers hors sol de capacité industrielle inscrit dans la loi) (p. 6178)

Après l'article 17

Son amendement n° 812 rectifié (autorisation des ateliers hors sol) : retiré (p. 6204)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son intervention (p. 3488)

Son amendement n° 163 (limitation des créations de porcheries sur caillebotis) : adopté (p. 3498)

Proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9285)

Article 3 (compétences du médiateur des enfants)

Son intervention (p. 9292)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10517)

Thèmes :

Femmes : égalité des sexes : histoire (p. 10517, 10518)

Langue française : usage : femmes (p. 10517)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)

Son intervention (p. 10851)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : histoire (p. 10852)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : justice (p. 10852, 10853)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : statuts (p. 10852)

Discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10864)

Après l'article 17

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (insertion d'un titre relatif à la justice) : adopté (p. 10869)

Soutient l'amendement n° 125 de la commission (assesseurs coutumiers complétant la juridiction de droit commun lorsqu'elle statue sur des affaires ne relevant pas du droit coutumier) : adopté (p. 10869)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (assesseurs coutumiers complétant la juridiction d'appel lorsqu'elle statue sur des affaires ne relevant pas du droit coutumier) : adopté (p. 10869)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (nomination des magistrats pour une durée de cinq ans) : adopté (p. 10869)

Article 40 (comité consultatif des mines)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (exclusion de toutes les délibérations relatives aux investissements directs étrangers) : adopté (p. 10889)

Ses explications de vote (p. 10942)

Vote pour du groupe socialiste (p. 10942)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5096)

Son intervention (p. 5115)

Thèmes :

Administration : accès aux documents administratifs (p. 5115)

Administration : rapports avec les administrés (p. 5115, 5116)

Etat : réforme (p. 5115)

Lois : codification (p. 5115, 5116)

Secteur public : services publics : rôle (p. 5115)

Urbanisme : opérations d'aménagement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 5116)

Discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5116)

Article 5 bis (consignation d'une somme d'argent par les associations de sauvegarde de l'environnement)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (de suppression) (p. 5120)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Patrice Carvalho (de suppression) (p. 5120)

Article 8 (loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs : définition de la notion de documents administratifs et régime applicable à la communication de ces documents - extension du champ de compétence de la commission d'accès aux documents administratifs)

Son amendement n° 66 (non communicabilité des actes des assemblées parlementaires) : adopté (p. 5122)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (procédure pour le reversement de prestations sociales indûment perçues) (p. 5135)

Après l'article 26

Son intervention (p. 5139)

Intervient sur l'amendement n° 49 du Gouvernement ("arrêt Berkani" - agents non titulaires de l'Etat) (p. 5141)

Ses explications de vote (p. 5144)

Vote pour du groupe socialiste (p. 5145)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6274, 6295) ; [23 juin 1999] (p. 6373)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 6288)

Thèmes :

Justice : magistrats : statuts (p. 6288, 6289)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 6289)

Monique COLLANGE

*Tarn (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Secrétaire de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 25 mars 1999] (p. 4491)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 27 mars 1999] (p. 4605)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israëlo-palestinien, attitude de la France [27 octobre 1998] (p. 7389)

Justice. Magistrats. Invitation au Gabon [9 décembre 1998] (p. 10240)

Risques professionnels. Accidents du travail. Lutte et prévention [17 mars 1999] (p. 2533)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Son intervention (p. 7839)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 7840)

Relations internationales (p. 7839, 7840)

Union européenne (p. 7840)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Après l'article 16

Son amendement n° 80 : non soutenu (p. 10133)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Son intervention (p. 1924)

Thèmes :

Politiques communautaires : politiques internes (p. 1925)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1925)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5499, 5521)

Son intervention (p. 5528)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : jeunes (p. 5528)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : personnes âgées (p. 5528)

Georges COLOMBIER

*Isère (7^{ème} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1558 tendant à la reconnaissance de l'état de guerre en Algérie [28 avril 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Croissance. Taux, évaluation [2 décembre 1998] (p. 9892)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Son intervention (p. 8208)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 8209)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : carte du combattant (p. 8209)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : préretraites (p. 8209)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant volontaire de la résistance (p. 8209)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 8208)

Pensions militaires d'invalidité : allocations aux grandes invalides (p. 8209)

Vote des crédits [6 novembre 1998] (p. 8229)*Après l'article 76*

Intervient sur l'amendement n° 55 rectifié du Gouvernement (bénéfice de la carte d'ancien combattant aux Français ayant passé un minimum de quinze mois sous les drapeaux en Algérie) (p. 8230)

Intervient sur l'amendement n° 56 rectifié du Gouvernement (suppression de l'obligation de bénéficiaire pendant six mois consécutifs de l'allocation différentielle pour prétendre à l'allocation de préparation à la retraite) (p. 8230)

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605, 8645)*Procédure des questions :*

Etablissements de santé : centres de moyen ou long séjour : personnes âgées (p. 8648)

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765, 8807)*Procédure des questions :*

Retraites : régime agricole : cotisations (p. 8815)

Vote des crédits [12 novembre 1998] (p. 8820)*Avant l'article 75*

Intervient sur l'amendement n° 104 du Gouvernement (revalorisation des retraites agricoles) (p. 8831)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210) ; [19 novembre 1998] (p. 9244)*Article 3 (contrôle médical préalable aux compétitions)*

Son intervention (p. 9215)

Son amendement n° 63 corrigé (de précision) : adopté (p. 9216)

Son amendement n° 62 (liste des épreuves ouvertes aux non-licenciés) : rejeté (p. 9216)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5711)

Son intervention (p. 5716)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 5717)

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 5716)

Défense : appelés : guerre d'Algérie (p. 5716)

Rapatriés : harkis (p. 5717)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 5717)

Ses explications de vote (p. 5732)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 5732)

François CORNUT-GENTILLE

<i>Haute-Marne (2^{me} circonscription) Rassemblement pour la République</i>
--

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Après l'article 46

Son amendement n° 279 ("loi Marcellin" - ratification obligatoire par les conseils municipaux des modalités de la fusion non prévues par la loi) : rejeté (p. 1229)

Son amendement n° 280 ("loi Marcellin" - conditions de fonctionnement de la mairie annexe fixées par décret) : rejeté (p. 1229)

Son amendement n° 281 ("loi Marcellin" - délégations consenties par le maire de la commune centre au maire délégué) : rejeté (p. 1229)

Son amendement n° 282 ("loi Marcellin" - exécution des lois et des règlements de police par le maire délégué) : rejeté (p. 1229)

Son amendement n° 283 ("loi Marcellin" - procédure de défusion) : rejeté (p. 1229)

Son amendement n° 284 ("loi Marcellin" - conseil consultatif de la commune associée) : rejeté (p. 1229)

Son amendement n° 285 ("loi Marcellin" - élection du maire délégué par le conseil consultatif de la commune associée) : rejeté (p. 1229)

Son amendement n° 286 ("loi Marcellin" - création de plein droit d'une section électorale sur le territoire de la commune associée) : rejeté (p. 1229)

Son amendement n° 287 ("loi Marcellin" - conseil consultatif dans chaque commune associée) : rejeté (p. 1229)

René COUANAU

*Ille-et-Vilaine (7^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Vice-président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Prime à l'aménagement du territoire (PAT). Zones bénéficiaires, délimitation [1^{er} juin 1999] (p. 5183)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7122, 7139)

Procédure des questions :

Enseignement : personnel : pédagogie : contrats emploi-jeunes (p. 7148)

Charles de COURSON

*Marne (5^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 14 novembre 1998] (p. 17205)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1998 [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18977)

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

Secrétaire de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 10 juin 1999] (p. 8523)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 42 : Prestations sociales agricoles (n° 1111) [8 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1796 portant diverses mesures d'urgence relatives à la chasse [8 septembre 1999]

Proposition de loi n° 1797 visant à améliorer la détection d'enfants maltraités [8 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Sécurité sociale. Contribution sociale généralisée (CSG) et contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS). Exonération, revenus patrimoniaux, personnes non imposables [27 octobre 1998] (p. 7394)

Chasse et pêche. Gardes-chasse. Réglementation [1^{er} décembre 1998] (p. 9752)

Impôts et taxes. Politique fiscale. Perspectives [24 mars 1999] (p. 2765)

Chasse et pêche. Chasse. Réglementation [9 juin 1999] (p. 5602)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Indique qu'aucun de ses propos ne porte atteinte aux femmes [1^{er} décembre 1998] (p. 9771)

Demande au Président de donner la parole au groupe UDF [1^{er} décembre 1998] (p. 9780)

Répond au rappel au règlement de M. Patrick Devedjian : déclare qu'il n'appartient pas au Gouvernement de définir les règles de fonctionnement du Parlement et émet des réserves sur la portée de la décision du Conseil constitutionnel citée par la Garde des sceaux [2 décembre 1998] (p. 9959, 9960)

*DÉBATS***Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Son intervention (p. 5883)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 5883)

Agroalimentaire : commercialisation (p. 5884)

Impôt sur le revenu : bénéfices agricoles (p. 5883)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 5883)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Intervient sur l'amendement n° 830 de M. Félix Leyzour (respect du pluralisme syndical) (p. 5973)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 575 de M. Joseph Parrenin (représentativité syndicale) (p. 5975)

Intervient sur l'amendement n° 577 de M. Germinal Peiro (rapport au Parlement sur l'évolution des retraites agricoles) (p. 5976)

Intervient sur le sous-amendement n° 936 de M. Félix Leyzour (effort significatif les premières années en faveur des retraites les plus faibles) à l'amendement n° 577 de M. Germinal Peiro (p. 5976)

Article 3 (création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Soutient l'amendement n° 517 de M. François Sauvadet (non prise en compte des aides communautaires) : rejeté (p. 6055)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Intervient sur l'amendement n° 787 de M. Jean-Michel Marchand (seuil de capacité de production des ateliers hors sol de capacité industrielle inscrit dans la loi) (p. 6178)

Intervient sur l'amendement n° 842 de M. Félix Leyzour (prise en compte des terres exploitées par un agriculteur dans un autre pays de l'Union européenne) (p. 6181)

Intervient sur l'amendement n° 376 de M. Christian Jacob (prise en compte des terres exploitées par un agriculteur dans un autre pays de l'Union européenne) (p. 6181)

Son amendement n° 874 (assouplissement du contrôle des structures décidé par le schéma directeur départemental) : rejeté (p. 6183)

Article L. 331-3 du code rural : critères d'examen des demandes

Intervient sur l'amendement n° 772 de M. Jean-Michel Marchand (respect des espaces naturels) (p. 6190)

Article 18 (création du statut de conjoint collaborateur)

Son intervention (p. 6209)

Article 22 (revalorisation des retraites)

Son intervention (p. 6213)

Intervient sur l'amendement n° 959 du Gouvernement (nouvelle revalorisation des retraites forfaitaires) (p. 6217)

Article 23 (prise en charge des frais de remplacement en cas de maternité)

Son intervention (p. 6217)

Article 24 (cotisations des nouveaux installés)

Son intervention (p. 6219)

Article 25 (institution d'un salaire différé au profit du conjoint survivant du chef d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 341 de M. Christian Jacob (extension aux conjoints divorcés du bénéfice de la créance du salaire différé) (p. 6454)

Article 27 (création du titre emploi simplifié agricole)

Son amendement n° 872 (accord entre la Mutualité sociale agricole et les syndicats patronaux représentatifs au plan national) : rejeté (p. 6225)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jacques Rebillard (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles et aux entreprises privées du secteur agricole employant moins de cinq salariés permanents) (p. 6228)

Intervient sur l'amendement n° 674 de M. Jean Prioriol (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de onze salariés) (p. 6228)

Intervient sur l'amendement n° 343 de M. Christian Jacob (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de onze salariés permanents) (p. 6228)

Intervient sur l'amendement n° 128 de la commission (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de cinq salariés permanents) (p. 6228)

Intervient sur l'amendement n° 569 de M. Joseph Parrenin (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de cinq salariés permanents) (p. 6228)

Article 34 (extension des accords interprofessionnels)

Intervient sur le sous-amendement n° 965 du Gouvernement (compétence non reconnue aux interprofessions pour le déclassement des produits non conformes aux critères de qualité) à l'amendement n° 152 de la commission (extension des accords conclus dans le cadre d'une interprofession pour une durée déterminée et par l'autorité administrative compétente) (p. 6322)

Après l'article 40

Intervient sur le sous-amendement n° 938 de M. François Sauvadet (non-application aux produits viticoles) à l'amendement n° 941 de la commission (création d'un logo "appellation d'origine contrôlée") (p. 6363)

Intervient sur l'amendement n° 180 rectifié de la commission (syndicats et associations de producteurs

de produits d'appellation d'origine contrôlée) (p. 6365)

Article 42 (appellation "montagne")

Son intervention (p. 6368)

Après l'article 43

Intervient sur le sous-amendement n° 967 du Gouvernement (caractère facultatif) à l'amendement n° 197 rectifié de la commission (lieu de mise en bouteille et de conditionnement des vins bénéficiant d'une appellation d'origine) (p. 6384)

Intervient sur l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement (contrôle et surveillance biologique du territoire) (p. 6392)

Intervient sur le sous-amendement n° 961 de M. Jean-Yves Le Déaut (rôle du comité de biovigilance) à l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement (p. 6392)

Après l'article 44

Intervient sur l'amendement n° 485 rectifié du Gouvernement (renforcement des dispositions législatives relatives à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes) (p. 6399)

Intervient sur le sous-amendement n° 950 de la commission (de précision) à l'amendement n° 485 rectifié du Gouvernement (p. 6399)

Intervient sur le sous-amendement n° 935 corrigé de M. Jérôme Cahuzac (délai de paiement pour les produits de conservation, les surgelés et les plats cuisinés) à l'amendement n° 486 du Gouvernement (contrôle des animaux dans les élevages par les vétérinaires inspecteurs) (p. 6403)

Intervient sur le sous-amendement n° 955 de M. Patrick Lemasle (cas des pâtes alimentaires contenant du blé tendre) à l'amendement n° 486 du Gouvernement (p. 6403)

Après l'article 45

Soutient l'amendement n° 639 rectifié de M. Léonce Deprez (petites carrières de marne du Nord - Pas-de-Calais) : adopté (p. 6409)

Article 47 (zones agricoles protégées)

Intervient sur l'amendement n° 203 de la commission (consultation de l'INAO lorsque des zones d'appellation d'origine contrôlée sont comprises dans le périmètre des zones agricoles protégées) (p. 6411)

Intervient sur l'amendement n° 205 de la commission (de précision) (p. 6412)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 472 rectifié de M. Jacques Rebillard (missions des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) (p. 6416)

Après l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 214 de la commission (développement des chemins de randonnée) (p. 6418)

Soutient l'amendement n° 700 de M. Jean Proriol (intitulé du chapitre III du livre V) : rejeté (p. 6418)

Intervient sur le sous-amendement n° 983 de M. Jean-Claude Chazal (respect des droits des ayants droit non agriculteurs) à l'amendement n° 819 de M. Augustin Bonrepaux (modalités d'attribution des biens de section) (p. 6421)

Intervient sur le sous-amendement n° 984 de M. Jean-Claude Chazal (constitution de réserves foncières en vue de faciliter de nouvelles installations) à l'amendement n° 819 de M. Augustin Bonrepaux (p. 6421)

Intervient sur le sous-amendement n° 985 de M. Jean-Claude Chazal (rôle des commissions départementales d'orientation agricole pour trancher les litiges) à l'amendement n° 819 de M. Augustin Bonrepaux (p. 6421)

Soutient l'amendement n° 753 de M. Jacques Barrot (modalités d'attribution des biens de section) : retiré (p. 6421)

Soutient l'amendement n° 703 de M. Jean Proriol (modalités d'attribution des biens de section) : retiré (p. 6421)

Article 53 (création des établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 217 rectifié de la commission (fusionnement des lycées d'enseignement général et technologiques agricoles et des lycées professionnels agricoles) (p. 6428)

Intervient sur le sous-amendement n° 979 du Gouvernement (harmonisation des régimes plutôt que fusionnement) à l'amendement n° 217 rectifié de la commission (p. 6428)

Article 54 (identification du directeur régional de l'agriculture et de la forêt comme autorité académique)

Intervient sur l'amendement n° 925 de M. Félix Leyzour (autorité académique de l'enseignement agricole) (p. 6429)

Article 63 (développement agricole)

Soutient l'amendement n° 412 de M. Christian Jacob (maintien de l'emploi dans l'espace rural) : adopté après modifications (p. 6436)

Article 64 (principes et missions de la recherche agronomique et vétérinaire)

Soutient l'amendement n° 413 de M. Christian Jacob (rappel du rôle des chambres d'agriculture) : rejeté (p. 6437)

Après l'article 64

Soutient l'amendement n° 707 de M. Jean Proriol (limite d'âge des présidents de centre régional de la propriété forestière) : rejeté (p. 6438)

Soutient l'amendement n° 541 de M. François Sauvadet (fiscalité des transmissions) : rejeté (p. 6440)

Intervient sur l'amendement n° 537 de M. François Sauvadet (déduction pour investissements étendue aux parts de coopératives assurant la transformation ou la commercialisation de matières premières) (p. 6444)

Soutient l'amendement n° 727 de M. Renaud Dutreil (déduction pour investissements étendue aux parts de coopératives assurant la transformation ou la commercialisation de matières premières) : rejeté (p. 6445)

Soutient l'amendement n° 539 de M. François Sauvadet (déduction pour investissements étendue aux parts de coopératives assurant la transformation ou la commercialisation de matières premières) : rejeté (p. 6445)

Soutient l'amendement n° 540 de M. François Sauvadet (création d'une réserve spéciale d'auto-financement) : rejeté (p. 6447)

Son amendement n° 875 (imposition des immeubles acquis par des groupements fonciers agricoles) : rejeté (p. 6448)

Son amendement n° 876 (régime fiscal des cessions de parts de groupements fonciers agricoles qui donnent l'ensemble de leurs immeubles en location par bail à long terme) : rejeté (p. 6449)

Son amendement n° 877 (imposition des acquisitions foncières) : rejeté (p. 6451)

Seconde délibération

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (mention dans le contrat territorial d'exploitation des mots : "orientations de la production de l'exploitation") (p. 6457)

Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (rétablissement de la notion d'action d'intérêt général) (p. 6457)

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (suppression de toute référence au propriétaire dans le contrat territorial d'exploitation) (p. 6457)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380, 3403)

Son intervention (p. 3414)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : bénéfices agricoles (p. 3414, 3415)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 3415)

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Article 1er bis (conditions de représentativité des organisations syndicales agricoles)

Intervient sur le sous-amendement n° 210 de M. Germain Gengenwin (conditions de représentativité) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (détermination des conditions de représentativité des organismes syndicaux d'exploitants agricoles par décret en Conseil d'Etat) (p. 3441)

Intervient sur le sous-amendement n° 226 de M. Félix Leyzour (représentation effective) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 3441)

Article 1er ter (rapport sur la revalorisation des retraites agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (revalorisation des retraites les plus faibles) (p. 3443)

Article 2 (création des contrats territoriaux d'exploitation)

Son sous-amendement n° 206 corrigé soutenu par M. Germain Gengenwin (décision du préfet après avis de la commission départementale) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3449) : rejeté (p. 3450)

Son sous-amendement n° 207 (rédactionnel) à l'amendement n° 8 de la commission : retiré (p. 3450)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (contrats types arrêtés par le préfet) (p. 3451)

Article 3 (création du fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 3451)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 3453)

Son sous-amendement n° 217 (non plafonnement des aides) à l'amendement n° 9 de la commission (modulation et plafonnement des aides sur la base des critères économiques de l'exploitation) : rejeté (p. 3458)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (objectifs prioritaires de l'aide financière et suppression de la notion "d'entreprise agricole" introduite par le Sénat) (p. 3460)

Article 5 (reconnaissance d'un pouvoir d'avis aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture (CDOA). Composition des CDOA)

Soutient l'amendement n° 173 de M. Jean Proriol (non représentation des consommateurs et des associations de protection de l'environnement) : rejeté (p. 3462)

Soutient l'amendement n° 221 de M. François Sauvadet (non représentation des consommateurs et des associations de protection de l'environnement) : rejeté (p. 3463)

Article 6 A (charges déductibles du bénéfice imposable en cas de transmission à un jeune agriculteur)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (de suppression) (p. 3464)

Article 6 B (exonération des plus-values en cas de transmission à titre gratuit d'exploitations agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (de suppression) (p. 3466)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Son amendement n° 222 (de suppression) : rejeté (p. 3468)

Article 7 quater (travaux de déneigement)

Son amendement n° 223 rectifié (détention du permis de conduire de catégorie B) : retiré (p. 3470)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son intervention (p. 3489)

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. François Patriat (définition de l'exploitation agricole) (p. 3491)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (suppression de l'avant-dernier alinéa introduit par le Sénat relatif à la préservation des exploitations familiales) (p. 3493)

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. François Patriat (contrôle des structures des sociétés et des associations) (p. 3493)

Soutient l'amendement n° 176 de M. Jean Proriol (seuils) : devenu sans objet (p. 3494)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (contrôle des transmissions dans le cadre familial) (p. 3495)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (seuil de superficie) (p. 3496)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (distance de cinq kilomètres) (p. 3497)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. François Colcombet (limitation des créations de porcheries sur caillebotis) (p. 3498)

Article 24 bis (exonération de cotisations sociales pour les jeunes agriculteurs)

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (de suppression) (p. 3503)

Son amendement n° 212 (abattement de l'assiette de la CSG) : devenu sans objet (p. 3503)

Article 27 bis supprimé par le Sénat (limitation des déplacements des salariés agricoles dans le cadre de travaux effectués pour des groupements d'employeurs)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (déplacements limités prévus au contrat) (p. 3504)

Article 29 ter supprimé par le Sénat (création de l'observatoire de l'emploi salarié en agriculture)

Intervient sur l'amendement n° 51 deuxième rectification de la commission (création d'un chapitre

VI intitulé "Dispositions relatives aux observatoires de l'emploi salarié en agriculture") (p. 3507)

Article 29 quinquies A (mise en place d'un conseil de surveillance auprès de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (de suppression) (p. 3509)

Article 29 quinquies supprimé par le Sénat (circonscription territoriale des organismes de la mutualité sociale agricole)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3510)

Article 29 sexies (convention d'objectifs et de gestion. Institution d'un commissaire du Gouvernement auprès de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole)

Intervient sur l'amendement n° 248 rectifié de M. Jérôme Cahuzac (maintien de la forme syndicale pour les seules caisses d'assurance-maladie) (p. 3510)

Après l'article 29 quaterdecies

Son amendement n° 220 (maintien de la forme syndicale pour les seules caisses d'assurance-maladie) : devenu sans objet (p. 3512)

Article 30 bis (déduction fiscale pour acquisition ou production de stocks à rotation lente ou pour souscription de parts sociales de sociétés coopératives agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 286 du Gouvernement (de suppression) (p. 3513)

Son amendement n° 213 (compensation de la déduction fiscale) : retiré (p. 3513)

Après l'article 30 bis

Soutient l'amendement n° 203 de M. François Sauvadet (compensation de la perte de recettes pour le BAPSA) : rejeté (p. 3514)

Son amendement n° 204 (compensation de la perte de recettes pour le BAPSA) : rejeté (p. 3515)

Son amendement n° 205 (compensation de la perte de recettes pour l'Etat) : rejeté (p. 3516)

Article 40 (organisation de l'INAO et réaménagement du régime des AOC)

Son amendement n° 201 soutenu par M. Germain Gengenwin (suppression du quatrième comité) : rejeté (p. 3524)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Germain Gengenwin (de précision) (p. 3527)

Son amendement n° 200 soutenu par M. Germain Gengenwin (conditions de demande d'enregistrement d'une attestation de spécificité fixées par décret en Conseil d'Etat) : retiré (p. 3528)

Article 40 ter (création du logo "appellation d'origine contrôlée")

Intervient sur l'amendement n° 91 de la commission (exclusion des vins du champ d'application du logo officiel AOC) (p. 3530)

Article 42 bis supprimé par le Sénat (création d'un fonds de valorisation et de communication)

Son sous-amendement n° 291 rectifié (financement du fonds) à l'amendement n° 97 de la commission : retiré (p. 3534)

Intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (création du fonds de valorisation et de communication) (p. 3535)

Article 43 ter (mise en place d'une surveillance biologique du territoire)

Son amendement n° 198 (informations relatives à la mise sur le marché des OGM et à leur dissémination) : devenu sans objet (p. 3539)

Son amendement n° 199 (renforcement de la protection des AOC) : adopté (p. 3539)

Article 44 bis (contrôle des élevages - suivi sanitaire des abattoirs - pouvoirs des agents de l'administration)

Soutient l'amendement n° 183 de M. Jean Prioriol (immatriculation des élevages par le préfet selon les modalités définies par décret) : adopté (p. 3547)

Article 45 bis A (règle d'éloignement des habitations par rapport aux bâtiments agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 125 de la commission (application de la règle d'éloignement en l'absence de plan d'occupation des sols) (p. 3555)

Article 45 bis (petites carrières de marne)

Intervient sur l'amendement n° 127 de la commission (application aux petites carrières d'arène granitique) (p. 3555)

Article 49 bis (missions des SAFER)

Intervient sur l'amendement n° 134 rectifié de la commission (missions et pouvoirs des SAFER) (p. 3560)

Intervient sur le sous-amendement n° 284 du Gouvernement (application à l'ensemble des sociétés civiles à objet agricole) à l'amendement n° 134 rectifié de la commission (p. 3560)

Article 54 (identification du directeur régional de l'agriculture et de la forêt comme autorité académique)

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Félix Leyzour (non séparation de l'autorité académique de l'enseignement agricole et de la direction régionale de l'agriculture et de la forêt) (p. 3564)

Article 59 (architecture générale de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles privés)

Intervient sur l'amendement n° 145 de la commission (année terminale de l'enseignement agricole privé fixée à Bac + 2) (p. 3567)

Article 65 (présentation d'un rapport sur l'adaptation de la fiscalité agricole et sur les charges comparées des différentes catégories d'actifs ruraux)

Son intervention (p. 3570)

Son sous-amendement n° 219 (reconnaissance de l'entreprise agricole) à l'amendement n° 150 de la commission (cotisations sociales et fiscalité des jeunes pour faciliter l'installation) : rejeté (p. 3571)

Intervient sur l'amendement n° 152 de la commission (étude des règles relatives à la gestion des droits à produire) (p. 3572)

Seconde délibération

Article 17 ter (transfert des droits à prime par l'intermédiaire de la réserve nationale, en l'absence de demandes dans le département d'origine)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) (p. 3573)

LECTURE DÉFINITIVE

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4945)

Son amendement n° 11 soutenu par M. Germain Gengenwin (imposition des transmissions) (p. 4965) : rejeté (p. 4966)

Son amendement n° 12 soutenu par M. Germain Gengenwin (fiscalité des transmissions) (p. 4965) : rejeté (p. 4966)

Son amendement n° 13 soutenu par M. Germain Gengenwin (exonérations des plus-values lors de la transmission à un jeune agriculteur) (p. 4965) : rejeté (p. 4966)

Son amendement n° 15 soutenu par M. Germain Gengenwin (cotisations sociales des jeunes agriculteurs bénéficiant des aides à l'installation) (p. 4967) : rejeté (p. 4968)

Son amendement n° 17 (statut de la mutualité sociale agricole) : adopté (p. 4968)

Son amendement n° 18 soutenu par M. François Sauvadet (renforcement de la surveillance des OGM) : rejeté (p. 4971)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son amendement n° 389 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux artistes dramatiques, lyriques,

cinématographiques ou chorégraphiques) (p. 6664) : rejeté (p. 6665)

Son amendement n° 393 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux modélistes et mannequins) (p. 6664) : rejeté (p. 6668)

Son amendement n° 394 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers à domicile) (p. 6664) : rejeté (p. 6668)

Son amendement n° 445 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi à certains ouvriers du bâtiment) (p. 6664) : rejeté (p. 6668)

Son amendement n° 396 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers scaphandriers) (p. 6664) : rejeté (p. 6668)

Son amendement n° 397 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi à certains ouvriers horlogers) (p. 6664) : rejeté (p. 6668)

Son amendement n° 398 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux bijoutiers et joaillers) (p. 6664) : rejeté (p. 6668)

Son amendement n° 399 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux carriers) (p. 6664) : rejeté (p. 6668)

Son amendement n° 395 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux voyageurs, représentants et placiers de commerce ou d'industrie) (p. 6664) : rejeté (p. 6668)

Son amendement n° 390 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi au personnel navigant de l'aviation civile) (p. 6664) : rejeté (p. 6668)

Son amendement n° 391 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux chauffeurs et receveurs convoyeurs de cars, conducteurs démonstrateurs et conducteurs convoyeurs des entreprises de construction d'automobiles, chauffeurs et convoyeurs de transports routiers ou d'entreprises de déménagements) (p. 6664) : rejeté (p. 6668)

Son amendement n° 392 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux inspecteurs d'assurances des branches vie, capitalisation et épargne) (p. 6664) : rejeté (p. 6668)

Son amendement n° 401 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux secrétaires des groupes parlementaires) (p. 6664) : rejeté (p. 6668)

Son amendement n° 402 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux agents en fonction dans les bureaux de poste des assemblées parlementaires) (p. 6664) : rejeté (p. 6668)

Son amendement n° 400 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux conservateurs des hypothèques) (p. 6664) : rejeté (p. 6668)

Après l'article 2

Son amendement n° 449 : non soutenu (p. 6673)

Son amendement n° 450 : non soutenu (p. 6673)

Son amendement n° 451 : non soutenu (p. 6673)

Son amendement n° 452 corrigé : non soutenu (p. 6674)

Son amendement n° 234 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (rétablissement du plafond de 28 000 F pour l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) (p. 6674) : rejeté (p. 6675)

Après l'article 6

Son amendement n° 504 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (continuité du régime de TVA en cas de décès d'un exploitant agricole) : devenu sans objet (p. 6744)

Après l'article 14 (suite)

Son amendement n° 507 corrigé précédemment réservé soutenu par M. Germain Gengenwin (exonération de la plus-value constatée lors de la transmission à titre gratuit d'une exploitation agricole, à la condition de ne pas céder celle-ci dans un délai de 10 ans) (p. 6804) : rejeté (p. 6805)

Son amendement n° 448 précédemment réservé soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (réduction des tarifs des droits de mutation à titre gratuit applicables aux couples hétérosexuels ayant ou ayant eu à charge au moins un enfant pendant 10 ans) : rejeté (p. 6808)

Article 18 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et mise en œuvre d'un remboursement de TIPP aux transporteurs routiers)

Son amendement n° 410 soutenu par M. Pierre Hériaud (diminution de la fiscalité applicable au supercarburant sans plomb et stabilisation de celle applicable au gazole) (p. 6826) : rejeté (p. 6827)

Son amendement n° 411 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (suppression du paragraphe IV relatif aux dispositions particulières pour les transporteurs routiers) : rejeté (p. 6828)

Article 22 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux subventionnés par l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Son amendement n° 415 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application du taux réduit de la TVA à l'ensemble des travaux réalisés dans les logements locatifs bénéficiant de l'aide personnalisée au logement) (p. 6866) : rejeté (p. 6867)

Après l'article 35

Son amendement n° 510 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (suppression de l'obligation de réintégration de la déduction pour investissement affectée à des éléments amortissables au fur et à mesure que l'amortissement est effectué) : rejeté (p. 6950)

Son amendement n° 511 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (création d'une réserve spéciale d'autofinancement pour les exploitations agricoles) : rejeté (p. 6950)

Son amendement n° 505 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application des droits réduits de 1 % aux cessions de parts réalisées par des groupements fonciers agricoles louant leurs terres par bail à long terme) : rejeté (p. 6955)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8115)

Son intervention (p. 8119)

Thèmes avant la procédure des questions :

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8119)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 8120)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 8120)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers (p. 8119, 8120)

Travail : réduction du temps de travail : fonctionnaires et agents publics (p. 8119)

TRAVAIL ET EMPLOI

Vote des crédits [10 novembre 1998] (p. 8727)

Article 81 (suppression de l'exonération de cotisations d'allocations familiales)

Son amendement n° 67 : devenu sans objet (p. 8731)

Son amendement n° 68 : devenu sans objet (p. 8731)

Son amendement n° 69 soutenu par M. Germain Gengenwin (maintien de l'abattement de cotisations familiales aux exploitants agricoles pour leurs salariés) : retiré (p. 8732)

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765, 8807)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8772)

Thèmes avant la procédure des questions :

Prestations familiales : allocations familiales : agriculture (p. 8774)

Retraites : régime agricole : cotisations (p. 8772, 8773)

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 8772 à 8774)

Retraites : régime agricole : mutualité sociale agricole (p. 8772 à 8774)

Sécurité sociale : prestations : agriculture (p. 8774)

Vote des crédits [12 novembre 1998] (p. 8820)*Avant l'article 75*

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (suppression, dans le code rural, des dispositions faisant référence aux dépenses de fonctionnement du BAPSA) : adopté (p. 8826)

Son amendement n° 102 (fiscalité des entreprises agricoles individuelles) : rejeté (p. 8829)

Intervient sur l'amendement n° 104 du Gouvernement (revalorisation des retraites agricoles) (p. 8831)

Son amendement n° 27 rectifié (montant de la contribution sociale de solidarité) : rejeté (p. 8832)

ECONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Vote des crédits [16 novembre 1998] (p. 9007)*Etat B, titre IV*

Intervient sur l'amendement n° 162 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 9007)

Après l'article 53

Intervient sur l'amendement n° 186 du Gouvernement (constitution d'un fonds d'intervention pour les aéroports et les transports aériens en remplacement du fonds de péréquation du transport aérien) (p. 9010)

**ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES
ADDITIONNELS NON RATTACHÉS**

[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)*Avant l'article 64*

Intervient sur l'amendement n° 108 de la commission (maintien à 20 000 F du montant de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et les pensionnés) (p. 9030)

Soutient l'amendement n° 181 de M. Marc Laffineur (institution d'un abattement exceptionnel de 5 % sur les revenus salariés ou assimilés perçus en 1999 et 2000) : devenu sans objet (p. 9030)

Article 64 (reconduction du crédit d'impôt recherche)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. Thierry Carcenac (maintien de la modulation territoriale pour le calcul des frais de fonctionnement) (p. 9041)

Intervient sur l'amendement n° 114 de la commission (de précision) (p. 9042)

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire)

Intervient sur l'amendement n° 119 de la commission (institution d'un avantage fiscal à l'investissement locatif dans les résidences de tourisme classées situées dans les zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire, dans les territoires ruraux de développement prioritaire ou dans les zones de revitalisation rurale) (p. 9054)

Après l'article 68

Intervient sur l'amendement n° 204 de M. Jean-Jacques Jégou (prorogation du dispositif d'investissement locatif dit "amortissement Périssol") (p. 9055)

Soutient l'amendement n° 176 de M. Gilbert Gantier (prorogation du dispositif d'investissement locatif dit "amortissement Périssol") : rejeté (p. 9055)

Après l'article 69

Intervient sur l'amendement n° 123 de la commission (modulation de l'exonération trentenaire de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour certains terrains forestiers) (p. 9069)

Intervient sur l'amendement n° 238 du Gouvernement (faculté pour les conseils municipaux de supprimer l'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties dont bénéficient les terrains boisés) (p. 9070)

Son sous-amendement oral (prise en considération des essences) à l'amendement n° 238 du Gouvernement : retiré (p. 9070)

Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Maurice Adevah-Poeuf (faculté pour le Conseil régional d'exonérer les véhicules propres de la taxe proportionnelle sur les certificats d'immatriculation) (p. 9071)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Yves Cochet (faculté pour le Conseil régional d'exonérer les véhicules propres de la taxe proportionnelle sur les certificats d'immatriculation) (p. 9071)

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Didier Migaud (faculté pour le Conseil régional d'exonérer les véhicules propres de la taxe proportionnelle sur les certificats d'immatriculation) (p. 9071)

Après l'article 73

Son amendement n° 194 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les immeubles appartenant à des syndicats mixtes ou à des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 9089) : retiré (p. 9090)

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. Yves Cochet (exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains situés dans les zones remplissant des fonctions écologiques d'utilité collective) (p. 9091)

Après l'article 74

Son amendement n° 4 (application du taux réduit de taxe de publicité foncière au groupement foncier agricole qui se substitue à un fermier dès lors qu'un bail à long terme est consenti) : rejeté (p. 9121)

Son amendement n° 195 (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA de certains investissements réalisés par les groupements de communes pour le compte d'une commune adhérente) : rejeté (p. 9122)

Son amendement n° 6 (application du taux réduit de taxe de publicité foncière au groupement foncier agricole qui achète des terres pour les louer par bail à long terme) : rejeté (p. 9124)

Son amendement n° 5 (date du prélèvement mensuel de l'impôt sur le revenu pour les retraités) : rejeté (p. 9126)

Son amendement n° 3 (levée des impositions locales par les services départementaux d'incendie et de secours) : rejeté (p. 9127)

Son amendement n° 197 (possibilité pour le préfet de subordonner le maintien du bénéfice du RMI à l'engagement par celui-ci des procédures tendant à établir et à recouvrer ses créances) : rejeté (p. 9130)

Seconde délibération

Article 45 et état B (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 9172)

Intervient sur les amendements n°s 2 et 28 du Gouvernement (minoration des crédits) (p. 9172)

Intervient sur les amendements n°s 3 à 27 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 9172)

Intervient sur les amendements n°s 29 à 33 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 9172)

Article 46 et état C (mesures nouvelles - dépenses en capital des services civils)

Intervient sur les amendements n°s 34 à 50 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 9172)

Article 64 A (maintien à 20 000 F du montant de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et les pensionnés)

Intervient sur l'amendement n° 51 du Gouvernement (de suppression) (p. 9172)

Article 64 B (prorogation des incitations fiscales à l'investissement outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 52 du Gouvernement (application du dispositif jusqu'au 31 décembre 2002) (p. 9172)

Article 64 C (extension de l'agrément prévu pour la déduction de l'investissement outre-mer des revenus ou des résultats imposables)

Intervient sur l'amendement n° 53 du Gouvernement (agrément réservé aux investissements d'un montant supérieur à 2 millions de francs) (p. 9172)

Article 64 D (amélioration des incitations fiscales à l'investissement outre-mer pour les contribuables passibles de l'impôt sur les sociétés)

Intervient sur l'amendement n° 54 du Gouvernement (remise en cause de l'avantage fiscal en cas de cession de l'investissement avant l'expiration de sa durée normale d'utilisation) (p. 9172)

Article 64 E (élargissement du champ d'application du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer au secteur de la production audiovisuelle et cinématographique)

Intervient sur l'amendement n° 55 du Gouvernement (de suppression) (p. 9172)

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire)

Intervient sur l'amendement n° 56 du Gouvernement (suppression de l'avantage fiscal à l'investissement locatif dans les résidences de tourisme classées) (p. 9172)

Article 69 bis (crédit d'impôt pour l'acquisition ou la transformation d'un véhicule propre)

Intervient sur l'amendement n° 57 du Gouvernement (de suppression) (p. 9172)

Article 70 bis (obligation de déclaration par les personnes physiques des transferts financiers internationaux d'un montant de plus de 50 000 F)

Intervient sur l'amendement n° 58 du Gouvernement (de suppression) (p. 9172)

Article 43 et état A (pour coordination) (équilibre général du budget)

Intervient sur l'amendement n° 59 du Gouvernement (déficit porté à 237,329 milliards de francs) (p. 9172)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (suppression progressive des déductions forfaitaires supplémentaires dont bénéficient certaines professions au titre de leurs frais professionnels) (p. 10614)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Gilles Carrez (rétablissement, sous la forme prévue avant l'intervention de la loi de finances pour 1997, de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités) (p. 10615)

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. José Rossi (fixation d'un plafond de 24 000 F pour l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) (p. 10615)

Article 2 ter (exonération de taxe sur les salaires pour les associations agréées d'aide à domicile)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (de suppression) (p. 10616)

Article 5 supprimé par le Sénat (extension du régime fiscal des micro-entreprises)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture sous réserve d'un assouplissement concernant l'irrévocabilité de l'option pour les contribuables relevant du régime des bénéfices non commerciaux) (p. 10626)

Intervient sur le sous-amendement n° 278 de M. Jean-Louis Dumont (application du "forfait" de 175 000 F aux entreprises du bâtiment) à l'amendement n° 36 de la commission (p. 10626)

Article 14 (modification des règles de territorialité en matière de droits de mutation à titre gratuit)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (exclusion des salariés ayant eu leur domicile fiscal en France du champ d'application de l'article) (p. 10631)

Article 14 ter (rétablissement des sanctions en cas de défaut de déclaration des successions en Corse)

Son intervention (p. 10636)

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (application du dispositif à compter du 1er janvier 2000) (p. 10638)

Son amendement n° 229 (application du dispositif à compter du 1er janvier 2000) : adopté (p. 10638)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son sous-amendement n° 230 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (exonération des locaux des hôtels, restaurants, cafés et discothèques) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10667) : rejeté (p. 10668)

Article 35 bis supprimé par le Sénat (création de la taxe de l'aviation civile)

Son sous-amendement n° 235 soutenu par M. Germain Gengenwin (suppression de la taxe applicable au fret) à l'amendement n° 8 rectifié du Gouvernement (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 10687)

Seconde délibération

Après l'article 73

Son amendement n° 234 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (prise en compte du taux de taxe professionnelle voté en 1997 si le taux voté en 1998 est nul pour le calcul de la compensation consécutive à la suppression de la part salariale de cette taxe) : rejeté (p. 10758)

Son amendement n° 228 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (remboursement de la CSG, de la CRDS et du prélèvement social aux contribuables dont le revenu imposable est inférieur au plafond d'attribution de l'allocation spéciale ou de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité) : rejeté (p. 10758)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7361, 7399, 7430) ; [28 octobre 1998] (p. 7470)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 7409)

Thèmes :

Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 7409)

Sécurité sociale : cotisations : assiette (p. 7410)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 7409)

Sécurité sociale : prestations familiales (p. 7409)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 121 corrigé de Mme Jacqueline Fraysse (modulation des cotisations en fonction de la politique salariale de l'entreprise) (p. 7522)

Intervient sur l'amendement n° 122 corrigé de Mme Jacqueline Fraysse (assurance contre le risque de non-paiement des sommes dues à la sécurité sociale) (p. 7524)

Son amendement n° 422 (remboursement de la CSG, du CRDS et des prélèvements sociaux sur les revenus de placement des ménages non imposables) : rejeté (p. 7526)

Intervient sur l'amendement n° 423 de la commission (suppression des plans d'épargne retraite) (p. 7532)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Intervient sur l'amendement n° 306 de M. Jean-Luc Prél (suppression du prélèvement en faveur du BAPSA) (p. 7542)

Son amendement n° 367 deuxième correction soutenu par M. Germain Gengenwin (pérennisation du financement du BAPSA par la C3S) : rejeté (p. 7550)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 309 de M. Jean-Luc Prél (création d'une caisse de retraite des fonctionnaires) (p. 7557)

Après l'article 3

Son sous-amendement n° 429 (contrats à durée indéterminée) à l'amendement n° 425 rectifié du Gouvernement (aides à domicile) : rejeté (p. 7565)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9610, 9629, 9678)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Son amendement n° 116 soutenu par M. Germain Gengenwin (financement du BAPSA) : rejeté (p. 9636)

Après l'article 2

Son amendement n° 114 soutenu par M. Germain Gengenwin (exonération de la CSG et de la CRDS) (p. 9638) : rejeté (p. 9639)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Son intervention (p. 8407)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : finances publiques (p. 8407)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : pensions de réversion (p. 8407, 8408)

Famille : mariage : impôt sur le revenu (p. 8407)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 688 (suppression des références au code civil) : rejeté (p. 8476)

Son amendement n° 689 (insertion du contrat civil de solidarité à la fin du livre du code civil traitant des contrats) : rejeté (p. 8490)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 737 de M. Jacques Kossowski (conclusion du PACS par plusieurs personnes physiques) (p. 8508)

Intervient sur l'amendement n° 845 de M. Henri Plagnol (conclusion du PACS par plusieurs personnes physiques) (p. 8508)

Intervient sur l'amendement n° 842 de M. Henri Plagnol (conclusion du PACS entre un homme et une femme) (p. 8508)

Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Christian Estrosi (conclusion du PACS entre plusieurs parents) (p. 8509)

Son amendement n° 691 (conclusion du PACS par deux personnes de sexe différent) : rejeté (p. 8518)

Son amendement n° 690 soutenu par M. Rudy Salles (PACS obligeant à une communauté de vie) : rejeté (p. 8524)

Intervient sur l'amendement n° 492 de M. Pierre-Christophe Baguet (prohibition de l'adoption et de la procréation médicalement assistée) (p. 8533)

Intervient sur l'amendement n° 675 de M. Claude Birraux (prohibition de l'adoption et de la procréation médicalement assistée) (p. 8533)

Intervient sur l'amendement n° 420 de M. Bernard Accoyer (prohibition de l'adoption pour les signataires de même sexe) (p. 8533)

Intervient sur l'amendement n° 534 de M. Jean-François Mattei (prohibition de l'adoption pour les signataires de même sexe) (p. 8533)

Intervient sur l'amendement n° 553 de M. Claude Goasguen (prohibition de l'adoption pour les signataires de même sexe) (p. 8533)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Ses amendements n°s 848, 849 et 850 : retirés (p. 8549)

Son amendement n° 659 (conditions d'âge fixées pour le mariage pour la conclusion du PACS et référence aux articles 145 à 160 du code civil relatifs aux qualités et conditions requises pour contracter mariage) : devenu sans objet (p. 8552)

Son amendement n° 660 (modalités d'opposition au PACS) : rejeté (p. 8559)

Son amendement n° 661 (modalités des demandes en nullité du PACS) : rejeté (p. 8560)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 662 (affichage en mairie et publication des PACS dans un journal d'annonces légales) : rejeté (p. 9769)

Intervient sur l'amendement n° 458 de M. Jacques Masdeu-Arus (inscription du PACS en marge de l'état civil des partenaires) (p. 9770)

Intervient sur l'amendement n° 833 de M. Éric Doligé (état descriptif des patrimoines des partenaires) (p. 9771)

Son rappel au règlement (cf. supra) [1^{er} décembre 1998] (p. 9771)

Intervient sur l'amendement n° 837 de M. Éric Doligé (nullité du PACS demandée par le ministère public ou par toute personne y ayant intérêt) (p. 9773)

Après l'article 515-3 du code civil

Son rappel au règlement (cf. supra) [1^{er} décembre 1998] (p. 9780)

Intervient sur l'amendement n° 725 de M. Yves Fromion (interdiction de l'adoption et de la procréation médicale assistée pour les partenaires de même sexe) (p. 9782)

Intervient sur l'amendement n° 461 de M. Jacques Masdeu-Arus (engagement écrit des partenaires de même sexe à ne pas adopter ni à avoir recours à la procréation médicale assistée) (p. 9782)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 663 soutenu par Mme Christine Boutin (nouvelle rédaction du premier alinéa prévoyant l'obligation de fidélité, de secours et d'assistance) (p. 9795) : rejeté (p. 9797)

Son amendement n° 664 : non soutenu (p. 9798)

Son amendement n° 668 (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les partenaires) : rejeté (p. 9803)

Son amendement n° 667 : non soutenu (p. 9803)

Son amendement n° 666 (détermination des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les signataires par un acte notarié) : rejeté (p. 9805)

Son amendement n° 665 (extension de la solidarité entre les partenaires en matières de dettes) : rejeté (p. 9809)

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Thierry Mariani (solidarité entre les partenaires pour les dettes contractées en vue de l'éducation des enfants) (p. 9811)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 693 : non soutenu (p. 9823)

Son amendement n° 672 (régime de l'indivision pour les immeubles et biens immobiliers corporels d'une certaine valeur dont la date d'acquisition ne peut être établie) : rejeté (p. 9827)

Son amendement n° 669 (contrats passés par l'un des partenaires pour l'entretien du ménage) : rejeté (p. 9828)

Son amendement n° 671 (interdiction de demande de partage judiciaire durant le PACS) : rejeté (p. 9829)

Son amendement n° 670 : non soutenu (p. 9829)

Après l'article 1er

Son amendement n° 786 soutenu par M. Henri Plagnol (impôt sur le revenu, de solidarité sur la fortune et droits de mutation à titre gratuit pour les couples hétérosexuels non mariés ayant ou ayant eu des enfants) (p. 9911) : rejeté (p. 9913)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 652 soutenu par Mme Christine Boutin (solidarité du partenaire survivant en matière fiscale) : rejeté (p. 9944)

Après l'article 2

Son amendement n° 676 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (imposition commune sur le revenu pour les couples hétérosexuels ayant ou ayant eu des enfants) (p. 9947) : rejeté (p. 9948)

Son amendement n° 677 soutenu par M. Henri Plagnol (application aux couples hétérosexuels non mariés, ayant ou ayant eu des enfants, de dispositions fiscales relatives aux couples mariés) (p. 9947) : rejeté (p. 9948)

Son amendement n° 678 soutenu par M. Henri Plagnol (avantage fiscal supérieur conféré aux couples mariés par rapport aux partenaires d'un PACS en matière d'impôt sur le revenu) : rejeté (p. 9949)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Ses observations : estime que l'article 44, alinéa 2, de la Constitution vise exclusivement les amendements et non les sous-amendements [2 décembre 1998] (p. 9957)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Patrick Devedjian (cf. supra) (p. 9958)

Après l'article 3

Son amendement n° 679 (taux de 40 et de 50 % sur les mutations à titre gratuit entre les personnes hétérosexuelles non mariées vivant en couple et ayant ou ayant eu des enfants et abattement de 250 000 F pour le survivant) : non soutenu ; repris par M. Thierry Mariani : rejeté (p. 9968)

Après l'article 4

Son amendement n° 680 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (imposition commune à l'ISF des personnes hétérosexuelles non mariées vivant en couple et ayant ou ayant eu des enfants) : rejeté (p. 9971)

Article 5 (droit à congés)

Son amendement n° 653 soutenu par M. Yves Fromion (suppression de la référence au troisième alinéa de l'article L. 226-1 du code du travail accordant un congé pour naissance ou adoption) : retiré (p. 9976)

Après l'article 5

Son amendement n° 681 rectifié soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (absence d'ouverture de droits en matière de pension de réversion au titre des régimes obligatoires) (p. 9977) : rejeté (p. 9978)

Son amendement n° 682 soutenu par M. Henri Plagnol (absence d'ouverture de droits en matière de pension de réversion au titre des régimes complémentaires et surcomplémentaires) (p. 9977) : rejeté (p. 9978)

Son amendement n° 683 soutenu par M. Henri Plagnol (suppression du versement de l'allocation de parent isolé aux signataires d'un PACS) (p. 9978) : rejeté (p. 9979)

Son amendement n° 684 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (assimilation des partenaires d'un PACS à un couple pour le RMI) (p. 9978) : rejeté (p. 9979)

Son amendement n° 685 (versement des allocations familiales au partenaire détenteur de l'autorité parentale) : rejeté (p. 9980)

Son amendement n° 686 soutenu par M. Édouard Landrain (suppression du versement de l'allocation de soutien familial aux signataires d'un PACS) (p. 9981) : devenu sans objet (p. 9982)

Son amendement n° 787 soutenu par M. Édouard Landrain (suppression du versement de l'allocation veuvage aux signataires d'un PACS) : devenu sans objet (p. 9982)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son amendement n° 654 (de suppression) : rejeté (p. 9989)

Article 7 (prise en compte du pacte civil de solidarité dans l'examen d'une demande de naturalisation)

Son amendement n° 655 soutenu par M. Yves Fromion (de suppression) (p. 10000) : adopté (p. 10001)

Article 9 (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son amendement n° 657 soutenu par Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 10187) : rejeté (p. 10188)

Son amendement n° 656 soutenu par Mme Christine Boutin (vie commune depuis deux ans pour la poursuite du contrat de location en cas d'abandon de domicile) : rejeté (p. 10189)

Après l'article 11

Son amendement n° 658 : non soutenu (p. 10215)

Article 1er (suite) (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 687 précédemment réservé (terme de contrat substitué à celui de pacte) : retiré (p. 10224)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Après l'article 1er C

Intervient sur l'amendement n° 183 de M. Thierry Mariani (insertion dans le code civil d'un titre relatif au "concupassage") (p. 3116)

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Thierry Mariani (insertion dans le code civil d'un titre relatif au célibat) (p. 3119)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 475 (taux de 40 % et de 50 % sur les mutations à titre gratuit entre les personnes hétérosexuelles non mariées vivant en couple et ayant ou ayant eu des enfants et abattement de 250 000 F pour le survivant) : rejeté (p. 3123)

Son amendement n° 474 (déclaration commune et solidarité en matière d'ISF pour les personnes hétérosexuelles non mariées vivant en couple et ayant ou ayant eu des enfants) : rejeté (p. 3123)

Son amendement n° 476 (application aux couples hétérosexuels, ayant ou ayant eu des enfants, de dispositions fiscales relatives aux couples mariés) : rejeté (p. 3123)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 3126)

Son sous-amendement n° 500 (suppression de la référence au livre premier du code civil) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3132)

Son sous-amendement n° 504 (insertion du contrat civil de solidarité dans le livre troisième du code civil relatif aux contrats) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3132)

Son sous-amendement n° 499 soutenu par Mme Christine Boutin (contrat civil de solidarité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3134) : rejeté (p. 3135)

Son sous-amendement n° 498 soutenu par M. Germain Gengenwin (obligation d'une communauté de vie) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3152) : rejeté (p. 3153)

Son sous-amendement n° 491 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3163)

Son sous-amendement n° 497 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3164)

Son sous-amendement n° 496 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3167)

Son sous-amendement n° 495 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3181)

Son sous-amendement n° 494 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3183)

Son sous-amendement n° 492 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3184)

Son sous-amendement n° 493 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3185)

Ses sous-amendements n° 490, 489, 488 et 487 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : devenus sans objet (p. 3200)

Son sous-amendement n° 486 corrigé soutenu par M. Thierry Mariani (déclaration conjointe de rupture du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 484 soutenu par M. Thierry Mariani (mention au registre du commerce de la déclaration écrite conjointe mettant fin au PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 485 soutenu par M. Thierry Mariani (responsabilité solidaire des partenaires après la dissolution du PACS jusqu'à l'extinction des dettes fiscales) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission des affaires culturelles (rétablissement de l'article avec modifications) (p. 3209)

Intervient sur l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) (p. 3209)

Intervient sur le sous-amendement n° 564 de Mme Christine Boutin (conclusion du PACS par acte écrit sous seing privé) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3171)

Intervient sur le sous-amendement n° 471 de M. Guy Hascoët (nouvelle rédaction de l'article 515-3 prévoyant l'enregistrement du PACS en mairie) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3171)

Soutient le sous-amendement n° 248 de M. Bernard Accoyer (substitution du domicile à la résidence commune) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3173)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son sous-amendement n° 501 soutenu par M. Germain Gengenwin (responsabilité du partenaire survivant en matière de dette fiscale) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3220)

Après l'article 2

Son amendement n° 482 soutenu par M. Germain Gengenwin (PACS n'ouvrant pas de droits en matière de pension de réversion au titre des régimes de base) (p. 3220) : rejeté (p. 3221)

Son amendement n° 483 soutenu par M. Germain Gengenwin (PACS n'ouvrant pas de droits en matière de pension de réversion au titre des régimes complémentaires ou surcomplémentaires) (p. 3220) : rejeté (p. 3221)

Son amendement n° 479 soutenu par M. Germain Gengenwin (versement des allocations familiales sur le compte du partenaire exerçant l'autorité parentale) : rejeté (p. 3221)

Son amendement n° 480 soutenu par Mme Christine Boutin (assimilation des partenaires à un couple pour le RMI) (p. 3221) : rejeté (p. 3222)

Son amendement n° 481 soutenu par Mme Christine Boutin (suppression de l'allocation de parent isolé) (p. 3221) : rejeté (p. 3222)

Son amendement n° 477 soutenu par Mme Christine Boutin (suppression de l'allocation de veuvage) (p. 3221) : rejeté (p. 3222)

Son amendement n° 478 soutenu par Mme Christine Boutin (suppression de l'allocation de soutien familial) (p. 3221) : rejeté (p. 3222)

Article 5 (droits à congés)

Son sous-amendement n° 502 à l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : non soutenu (p. 3233)

Après l'article 11

Son amendement n° 503 soutenu par Mme Christine Boutin (présomption de paternité) : rejeté (p. 3250)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5499, 5521)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5504) : rejetée (p. 5516)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5504, 5505)

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5505)

Assemblée nationale : propositions de loi : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5504)

Constitution : préambule : famille (p. 5509)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 5508, 5509)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 5510, 5511)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 5509, 5510)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : finances publiques (p. 5505, 5506)

Droits de l'homme et libertés publiques : atteintes à la vie privée : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5506, 5507)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5507, 5508)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 5510)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5506, 5507)

Etat : Gouvernement : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5504)

Famille : mariage : avantages fiscaux (p. 5508)

Famille : politique familiale : majorité (p. 5510)

Justice : Conseil d'Etat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5505)

Propriété : droit de propriété : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5506)

Retraites : généralités : pensions de réversion : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5506)

Discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5550) ; [9 juin 1999] (p. 5613, 5659)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 118 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (taux de 40 % et de 50 % sur les mutations à titre gratuit entre les personnes hétérosexuelles non mariées vivant en couple et ayant ou ayant eu des enfants et abattement de 250 000 F pour le survivant) (p. 5550) : rejeté (p. 5551)

Son amendement n° 119 (déclaration commune et solidarité en matière d'ISF pour les personnes hétérosexuelles non mariées vivant en couple et ayant ou ayant eu des enfants) : rejeté (p. 5551)

Son amendement n° 117 (application aux couples hétérosexuels, ayant ou ayant eu des enfants, de dispositions fiscales relatives aux couples mariés) : rejeté (p. 5553)

Son amendement n° 116 (absence d'ouverture de droit à pension de réversion) : rejeté (p. 5553)

Son amendement n° 120 (versement des allocations familiales sur le compte du partenaire détenteur de l'autorité parentale) : rejeté (p. 5554)

Article 1er (pacte civil de solidarité)

Avant l'article 515-1 du code civil

Son amendement n° 115 (insertion du contrat civil de solidarité dans le livre troisième du code civil relatif aux contrats) : rejeté (p. 5559)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Thierry Mariani (durée indéterminée du PACS) (p. 5563)

Article 515-6 du code civil : régime des biens après dissolution du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 5626)

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 5626)

Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 5626)

Article 515-7 du code civil : causes de dissolution du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 22 de M. Claude Goasguen (de suppression) : rejeté (p. 5629)

Intervient sur l'amendement n° 296 de Mme Christine Boutin (rupture unilatérale pour des motifs graves, précis et concordants) (p. 5633)

Intervient sur l'amendement n° 297 de Mme Christine Boutin (rupture unilatérale pour faute) (p. 5633)

Intervient sur l'amendement n° 298 de Mme Christine Boutin (rupture unilatérale pour excès, sévices et injures graves ou renouvelés) (p. 5633)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Bernard Accoyer (motifs exacts de la rupture unilatérale) (p. 5635)

Intervient sur l'amendement n° 299 de Mme Christine Boutin (motifs de la rupture unilatérale) (p. 5635)

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Bernard Accoyer (fin du PACS lorsque son caractère frauduleux a été démontré par les services fiscaux ou sociaux qui engagent les poursuites pour récupérer les sommes détournées) (p. 5639)

Soutient l'amendement n° 113 de M. Henri Plagnol (de coordination) : rejeté (p. 5639)

Soutient l'amendement n° 302 de Mme Christine Boutin (intervention du juge sur les conséquences extrapatrimoniales de la dissolution du PACS à défaut d'accord entre les partenaires) : rejeté (p. 5641)

Soutient l'amendement n° 303 de Mme Christine Boutin (prise en compte par le juge de la faute, de l'existence d'une société de fait et de l'enrichissement sans cause en cas de désaccord entre les partenaires) : rejeté (p. 5643)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 114 (partenaire survivant responsable de la dette fiscale) : rejeté (p. 5661)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 57 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (relèvement du montant de l'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable aux esters d'huile végétale incorporés au fioul domestique et au gazole) : retiré (p. 10088)

Article 11 (réforme du droit de bail et de la taxe additionnelle)

Son amendement n° 66 soutenu par M. Germain Gengenwin (non-application aux bénéficiaires agricoles des dispositions relatives au dépôt des déclarations de résultat) : rejeté (p. 10106)

Après l'article 11

Son amendement n° 54 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (institution d'une provision pour variation des prix des matières premières) : retiré (p. 10107)

Son amendement n° 53 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (suppression de la condition relative à l'attribution d'un avoir fiscal pour les titres pris en compte pour la détermination du seuil permettant d'éviter la taxation des écarts de valeur liquidative des OPCVM détenus par les sociétés) (p. 10110) : retiré (p. 10111)

Son amendement n° 51 soutenu par M. Germain Gengenwin (remboursement de la CSG, de la CRDS et du prélèvement social pesant sur les revenus du patrimoine des ménages ayant des revenus modestes) (p. 10111) : retiré (p. 10112)

Après l'article 14

Son amendement n° 50 soutenu par M. Germain Gengenwin (extension de la déduction pour investissement aux parts sociales de coopératives agricoles) : rejeté (p. 10117)

Son amendement n° 56 soutenu par M. Germain Gengenwin (institution de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères par une commune ou un établissement public de coopération intercommunale ayant délégué tout ou partie de la collecte et du traitement des ordures ménagères) : rejeté (p. 10118)

Son amendement n° 49 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (perception d'une fiscalité additionnelle aux impôts locaux par les services départementaux d'incendie et de secours) : rejeté (p. 10119)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Article 11 supprimé par le Sénat (réforme du droit de bail et de la taxe additionnelle)

Intervient sur le sous-amendement n° 33 de M. Christian Jacob (exonération de la contribution représentative du droit de bail pour les locations qui ont déjà supporté ce droit) à l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture sous réserve de la suppression des dispositions prévoyant une date spécifique de dépôt des déclarations de résultat des sociétés commerciales) (p. 10972)

Après l'article 11

Son amendement n° 36 (remboursement de la CSG, de la CRDS et du prélèvement social aux contribuables dont le revenu imposable est inférieur au plafond d'attribution de l'allocation spéciale ou de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité) : rejeté (p. 10975)

Article 11 bis (réduction d'impôt pour l'acquisition de logements neufs situés dans des résidences de tourisme dans les zones de revitalisation rurale et donnés en location pour neuf ans)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10976)

Article 15 bis A (vente de boissons alcoolisées dans les enceintes sportives)

Son intervention (p. 10981)

Article 15 bis supprimé par le Sénat (régime fiscal des frais professionnels des journalistes et assimilés)

Son intervention (p. 10989)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10990)

Article 15 ter (régime fiscal des allocations pour frais d'emploi dont le montant est fixé par voie législative ou réglementaire)

Son intervention (p. 10991)

Intervient sur l'amendement n° 44 du Gouvernement (suppression de la référence à la voie réglementaire) (p. 10992)

Après l'article 16 quinquies

Intervient sur l'amendement n° 34 du Gouvernement (suppression d'un gage à l'article 8 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999) (p. 10996)

Article 16 sedecies (déductibilité fiscale des provisions de gestion des sociétés d'assurance)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (de suppression) (p. 10997)

Article 17 bis (suppression de la ligne de reversements au budget général du compte n° 902-24)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (de suppression) (p. 10999)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 35 du Gouvernement (garantie de l'Etat pour les opérations menées par la Banque de France dans le cadre du plan de soutien international en faveur du Brésil) (p. 11002)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10542)

Article unique

Son amendement n° 15 (mesures dérogatoires au principe d'égalité pendant une période de dix ans pour organiser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions) : rejeté (p. 10549)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 22 (articles L. 5211-6 à L. 5211-11 et L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales - organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale)

Son amendement n° 301 soutenu par M. Marc-Philippe Daubresse (élection au suffrage universel des assemblées délibérantes des établissements publics de coopération intercommunale lorsque l'intégration fiscale dépasse 50%) (p. 1170) : rejeté (p. 1171)

Après l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 330 rectifié de M. Henri Nayrou (possibilité pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale de confier au département les opérations relatives aux déchets) (p. 1230)

Soutient l'amendement n° 329 corrigé de M. Gérard Voisin (élection des délégués des communes siégeant au conseil d'un établissement public de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1231)

Intervient sur l'amendement n° 512 de la commission (arrêté de création d'une communauté d'agglomération ou d'une communauté urbaine valant création d'un périmètre de transports urbains) (p. 1232)

Avant l'article 47

Son amendement n° 302 (impositions levées par les services départementaux d'incendie et de secours) : rejeté (p. 1237)

Après l'article 50

Son amendement n° 306 (perception de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères par les groupements de communes) : réservé jusqu'après l'examen de l'article 51 (p. 1240) : rejeté (p. 1341)

Son amendement n° 305 (perception de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères par les communautés ou syndicats d'agglomération nouvelle) : réservé jusqu'après l'examen de l'article 51 (p. 1240) : adopté après rectification (p. 1341)

Son amendement n° 304 (perception de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères par les communautés de villes) : réservé jusqu'après l'examen de l'article 51 (p. 1240) : rejeté (p. 1341)

Article 50 précédemment réservé (article 1609 quinquies C du code général des impôts - régime fiscal des communautés de communes)

Son amendement n° 303 soutenu par M. Germain Gengenwin (institution de la taxe ou de la redevance

d'enlèvement des ordures ménagères) : devenu sans objet (p. 1338)

Après l'article 50

Son amendement n° 306 précédemment réservé soutenu par M. Germain Gengenwin (perception de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères par les groupements de communes) : rejeté (p. 1341)

Son amendement n° 305 précédemment réservé soutenu par M. Germain Gengenwin (perception de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères par les communautés ou syndicats d'agglomération nouvelle) : adopté après rectification (p. 1341)

Son amendement n° 304 précédemment réservé soutenu par M. Germain Gengenwin (perception de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères par les communautés de villes) : rejeté (p. 1341)

Après l'article 56

Intervient sur l'amendement n° 563 de M. François Cuillandre (attribution par habitant au titre de l'article 1648 B bis du code général des impôts pour les communes ne percevant aucune des quatre taxes locales portée de huit à douze fois l'attribution moyenne nationale par habitant si elles sont membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 1359)

Article 52 précédemment réservé (article 1636 B decies du code général des impôts - déliaison des taux)

Intervient sur l'amendement n° 629 de M. Michel Vaxès (non prise en compte des taux de la fiscalité sur les ménages inférieurs aux 3/4 de la moyenne nationale pour la mise en œuvre de la majoration spéciale de la taxe professionnelle des groupements à taxe professionnelle unique ne percevant pas de fiscalité additionnelle sur les ménages) (p. 1362)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Article L. 5211-29 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 299 soutenu par M. Germain Gengenwin (suppression de l'avantage accordé aux communautés urbaines à taxe professionnelle unique par rapport aux autres communautés urbaines) : rejeté (p. 1388)

Article L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 330 soutenu par M. Germain Gengenwin (suppression des paragraphes III, IV et V de l'article modifiant le mode de calcul des coefficients d'intégration fiscale, évaluant les dépenses de transfert et appliquant progressivement le coefficient d'intégration fiscale des communautés de communes à taxe professionnelle unique) : rejeté (p. 1391)

Proposition de résolution n° 1409 sur :

- l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 - (COM (98) 164 final/E 1049) ;

- le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC (98) 698 final/E 1128)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Son amendement n° 6 soutenu par M. Léonce Deprez (harmonisation fiscale au niveau européen) : rejeté (p. 2594)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ; [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 3 (titre VIII du livre III, articles L. 380-1 à L. 380-4 nouveaux, du code de la sécurité sociale : critères d'affiliation au nouveau régime général et cotisation)

Son amendement n° 326 soutenu par M. Yves Bur (gestion par d'autres caisses que le régime général) : rejeté (p. 3763)

Après l'article 3

Son amendement n° 328 soutenu par M. Yves Bur (suppression des cotisations minimales forfaitaires pour les travailleurs indépendants et les exploitants agricoles) : rejeté (p. 3765)

Son amendement n° 327 soutenu par M. Yves Bur (de coordination) : devenu sans objet (p. 3765)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Article L. 861-3 du code de la sécurité sociale : étendue de la couverture complémentaire CMU

Son amendement n° 355 (maintien d'une contrepartie réduite) : rejeté (p. 3842)

Article 25 (articles L. 861-10, L. 861-11, L. 861-12, L. 861-13, L. 861-14, L. 861-15, L. 861-16, L. 861-17 nouveaux du code de la sécurité sociale : création du fonds de financement de la protection complémentaire)

Son amendement n° 354 : non soutenu (p. 3886)

Son amendement n° 353 (détermination du montant de la déduction) : rejeté (p. 3889)

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Claude Evin (suppression du recours à un intermédiaire) (p. 3953)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Son intervention (p. 3980)

Après l'article 37

Son amendement n° 329 soutenu par M. Germain Gengenwin (représentation des caisses de mutualité sociale agricole) : rejeté (p. 3991)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5897) ; [16 juin 1999] (p. 5956, 5999)

Article 13 précédemment réservé (transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Son sous-amendement n° 246 (périodes de référence) à l'amendement n° 214 du Gouvernement (calcul de la contribution nette des collectivités territoriales) : rejeté (p. 5992)

Son sous-amendement n° 245 (aide sociale légale) à l'amendement n° 214 du Gouvernement : rejeté (p. 5992)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son intervention (p. 5334)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget sur le débat d'orientation budgétaire**[17 juin 1999] (p. 6112)**

Son intervention (p. 6161)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6162)

Finances publiques : dépenses (p. 6161, 6162)
 Finances publiques : dette publique (p. 6162)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6161, 6162)
 Impôt sur les sociétés : taux (p. 6162)
 Politique sociale : généralités (p. 6161)
 Secteur public : privatisations : recettes (p. 6161)

Projet de loi n° 1277 portant règlement définitif du budget 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6172)

Son intervention (p. 6180)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses (p. 6180, 6181)
 Finances publiques : politique budgétaire (p. 6180, 6181)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6180, 6181)
 Secteur public : privatisations (p. 6180, 6181)

Discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6181)

Après l'article 11

Son amendement n° 1 rectifié (transmission, tous les six mois, aux commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat des communications de la Cour des comptes) : rejeté (p. 6189)
 Son amendement n° 2 (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la dotation globale de fonctionnement) : rejeté (p. 6191)
 Son amendement n° 4 (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs) : rejeté (p. 6191)
 Son amendement n° 9 (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la dotation élu local) : rejeté (p. 6191)
 Son amendement n° 3 (imputation en tant que dépense permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur du versement du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation) : rejeté (p. 6191)
 Son amendement n° 10 (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la dotation au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse) : rejeté (p. 6191)
 Son amendement n° 5 (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de

l'intérieur du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 6191)

Son amendement n° 6 (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la dotation de compensation de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 6191)

Son amendement n° 11 (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la compensation de la suppression de la part salariale de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 6191)

Son amendement n° 7 (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur du Fonds de compensation pour la TVA) : rejeté (p. 6191)

Son amendement n° 8 (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale) : rejeté (p. 6191)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 6181)

Alain COUSIN

*Manche (3^{ème} circonscription)
 Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : fonctionnaires civils et militaires. Politique à l'égard des retraités. Perspectives [22 décembre 1998] (p. 11009)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 810, posée le 17 mai 1999. Etablissements de santé. Carte sanitaire (J.O. Questions p. 2896). Appelée le 18 mai 1999. Maternités, Granville (p. 4473)

Yves COUSSAIN

*Cantal (1^{ère} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [J.O. du 7 avril 1999] (p. 5145)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 489, posée le 23 novembre 1998. Agriculture. Aides (J.O. Questions p. 6314). Appelée le 24 novembre 1998. Formalités administratives, simplification (p. 9404)

n° 834, posée le 24 mai 1999. Voirie. RN 122 (J.O. Questions p. 3018). Appelée le 25 mai 1999. Tunnel du Lioran, rénovation (p. 4791)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande une suspension de séance car les conditions d'examen des articles du projet de loi sur l'aménagement du territoire ont changé [2 février 1999] (p. 731)

*DÉBATS***Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Son intervention (p. 5870)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5870)

Agriculture : installation (p. 5870)

Agroalimentaire : labels (p. 5870)

Retraites : régime agricole (p. 5870)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 708 : non soutenu (p. 6028)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Son amendement n° 709 soutenu par M. François Sauvadet (droits ouverts par l'immatriculation) : retiré (p. 6091)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son amendement n° 710 soutenu par M. François Sauvadet (rôle d'organisations interprofessionnelles spécifiques pour des produits bénéficiant d'une même appellation d'origine contrôlée) (p. 6309) : retiré (p. 6310)

Article 53 (création des établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles)

Son amendement n° 711 soutenu par M. Christian Jacob (intégration du projet départemental agricole dans le projet d'établissement) : rejeté (p. 6428)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207, 7257)

Procédure des questions :

Voirie : routes (p. 7259)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70) ; [20 janvier 1999] (p. 130, 160)

Son intervention (p. 94)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 182)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 95, 96)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 182)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 96)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 95)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 182)

Voirie (p. 95)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 699 de M. Germain Gengenwin (date butoir du 1er janvier 2001 pour l'article 65 de la loi du 4 février 1995) : rejeté (p. 185)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 718 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 198)

Intervient sur l'amendement n° 492 de M. Jean Proriol (péréquation entre collectivités territoriales) (p. 258)

Soutient l'amendement n° 63 de M. Léonce Deprez (traduction des choix stratégiques dans le schéma national d'aménagement et de développement du territoire) : rejeté (p. 262)

Soutient l'amendement n° 64 de M. Léonce Deprez (schéma national d'aménagement du territoire constitué par les schémas régionaux) : rejeté (p. 269)

Intervient sur l'amendement n° 682 de M. Georges Sarre (schéma national d'aménagement du territoire constitué par les schémas régionaux) (p. 269)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son intervention (p. 274)

Soutient l'amendement n° 720 de M. François Sauvadet (maintien du schéma national d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 290)

Soutient l'amendement n° 967 de M. Maurice Leroy (de suppression partielle) : rejeté (p. 290)

Intervient sur l'amendement n° 912 de M. Bruno Bourg-Broc (complémentarité villes-campagnes) (p. 293)

Intervient sur l'amendement n° 937 de M. Jean Proriol (complémentarité villes-campagnes) (p. 293)

Intervient sur l'amendement n° 1133 de M. Didier Quentin (complémentarité villes-campagnes) (p. 293)

Soutient l'amendement n° 969 de M. Maurice Leroy (mise en cohérence et complémentarités des politiques locales) : adopté (p. 294)

Soutient l'amendement n° 977 de M. Maurice Leroy (services publics dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 302)

Soutient l'amendement n° 911 de M. Dominique Caillaud (définition d'un système légal de références de coordonnées géographiques s'imposant aux différents partenaires) : retiré (p. 306)

Son amendement n° 700 (schéma de développement des technologies de l'information et de la communication) : rejeté (p. 309)

Soutient l'amendement n° 701 de M. François Sauvadet (schéma de protection des espaces naturels) : rejeté (p. 317)

Soutient l'amendement n° 66 deuxième correction de M. Léonce Deprez (schéma des services de justice) : rejeté (p. 318)

Soutient l'amendement n° 67 corrigé de M. Léonce Deprez (schéma national) : rejeté (p. 319)

Intervient sur le sous-amendement n° 1193 de M. Félix Leyzour (présentation du projet de loi au plus tard deux ans avant l'échéance des contrats de plan Etat-régions) à l'amendement n° 1187 du Gouvernement (dépôt d'un projet de loi dans cinq ans permettant un réexamen des choix stratégiques) (p. 324)

Intervient sur le sous-amendement n° 1192 de M. Félix Leyzour (de précision) à l'amendement n° 1187 du Gouvernement (p. 324)

Après l'article 4

Son amendement n° 722 (augmentation du nombre des parlementaires au sein du conseil national) : rejeté (p. 382)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son amendement n° 766 (territoires urbains, périurbains et ruraux aussi concernés par le développement harmonieux poursuivi par les schémas régionaux) : devenu sans objet (p. 388)

Son amendement n° 705 (choix des associations "agrées" pour la protection de l'environnement) : adopté (p. 394)

Intervient sur l'amendement n° 627 rectifié de M. Jean-Michel Marchand (choix des associations "agrées" pour la protection de l'environnement) (p. 394)

Article 6 (article 34 ter de la loi du 7 janvier 1983 : conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Son amendement n° 706 soutenu par M. Germain Gengenwin (représentation des associations par une délégation des membres du conseil économique et social régional) (p. 408) : rejeté (p. 409)

Son amendement n° 707 (représentation des associations de protection de l'environnement

conditionnée à leur agrément préalable) : adopté (p. 410)

Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Patrick Ollier (suppression de la création des formations spécialisées au sein de la conférence régionale) (p. 411)

Intervient sur l'amendement n° 400 de M. Henry Chabert (suppression de la création des formations spécialisées au sein de la conférence régionale) (p. 411)

Soutient l'amendement n° 657 de M. Jean Proriol (mission purement consultative de la conférence régionale) : rejeté (p. 411)

Après l'article 8

Son sous-amendement n° 1185 (de suppression partielle) à l'amendement n° 269 de la commission (création d'une délégation parlementaire à l'aménagement du territoire et au développement durable du territoire dans chaque assemblée) : devenu sans objet (p. 421)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Son intervention (p. 427)

Intervient sur l'amendement n° 455 de M. Michel Inchauspé (présence du département) (p. 441)

Soutient l'amendement n° 978 de M. Maurice Leroy (présence du département) : rejeté (p. 441)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs culturels)

Son amendement n° 709 corrigé (objectifs du schéma des services culturels) : rejeté (p. 482)

Soutient l'amendement n° 770 de M. François Sauvadet (moyens des schémas de services culturels) : rejeté (p. 482)

Soutient l'amendement n° 708 de M. François Loos (développement des pôles artistiques et culturels à vocation régionale) : rejeté (p. 483)

Son amendement n° 710 (suppression de l'alinéa relatif à la politique d'intégration) : rejeté (p. 484)

Son amendement n° 711 (pratique des disciplines artistiques et culturelles étendue à tout le territoire) : rejeté (p. 484)

Soutient le sous-amendement n° 1105 de M. François Sauvadet (autres langues parlées sur le territoire national) à l'amendement n° 291 de la commission (promotion et diffusion de la langue française, sauvegarde et transmission des langues régionales) : devenu sans objet (p. 486)

Soutient l'amendement n° 771 de M. Germain Gengenwin (suppression de l'alinéa relatif au financement) : rejeté (p. 489)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Intervient sur le sous-amendement n° 1208 du Gouvernement (meilleure complémentarité) à

l'amendement n° 732 de M. Patrick Rimbart (mise en réseau des établissements de santé autour des hôpitaux publics) (p. 507)

Son amendement n° 772 (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) : adopté (p. 508)

Article 15 (article 18 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs de l'information et de la communication)

Son intervention (p. 513)

Son amendement n° 712 (notion de "développement des technologies de l'information et de la communication") : rejeté (p. 518)

Son sous-amendement n° 1199 (couverture du territoire à 85 % pour l'utilisation des téléphones mobiles) à l'amendement n° 301 de la commission (objectifs et organisation du schéma des télécommunications) : devenu sans objet (p. 518)

Son sous-amendement n° 1203 (péréquation tarifaire dans les secteurs géographiques où la téléphonie mobile est assurée par le système satellitaire) à l'amendement n° 301 de la commission : devenu sans objet (p. 518)

Intervient sur l'amendement n° 680 de M. François Brottes (prise en compte des évolutions technologiques et des obligations à la charge des opérateurs) (p. 521)

Intervient sur l'amendement n° 611 de M. Patrice Martin-Lalande (égal accès à tous) (p. 521)

Son amendement n° 773 (développement des centres de ressources multimédias) : rejeté (p. 528)

Intervient sur l'amendement n° 861 de M. Michel Bouvard (débat au Parlement) (p. 713)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 février 1999] (p. 731)

Son amendement n° 774 (desserte des agglomérations) : rejeté (p. 749)

Soutient l'amendement n° 537 de M. Jean-Claude Lenoir (création des plates-formes multimodales) : rejeté (p. 750)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son intervention (p. 793)

Son amendement n° 775 soutenu par M. Maurice Leroy (de suppression) (p. 796) : rejeté (p. 800)

Son amendement n° 776 (conditions pour constituer un pays) : rejeté (p. 802)

Intervient sur l'amendement n° 75 corrigé de M. Léonce Deprez (reconnaissance d'un pays à partir d'une structure intercommunale) (p. 802)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Michel Bouvard (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Patrick Ollier (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Henry Chabert (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 458 de M. Michel Inchauspé (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 498 de M. Jacques Barrot (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 982 de M. Maurice Leroy (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 1069 de M. Jean Proriol (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 777 de M. François Sauvadet (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 321 de la commission (avis de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale compétentes) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 322 de la commission (superposition d'un pays et d'un parc naturel régional) (p. 806)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Michel Bouvard (superposition d'un pays et d'un parc naturel régional) (p. 806)

Soutient l'amendement n° 778 de M. François Sauvadet (superposition d'un pays et d'un parc naturel régional) : retiré (p. 806)

Intervient sur l'amendement n° 1144 corrigé de M. Christian Estrosi (groupements de communes associées au projet) (p. 813)

Intervient sur l'amendement n° 77 deuxième correction de M. Léonce Deprez (groupements de communes associées au projet) (p. 813)

Soutient l'amendement n° 780 de M. François Sauvadet (groupements de communes associées au projet) : rejeté (p. 813)

Soutient l'amendement n° 782 de M. François Sauvadet (rédactionnel) : rejeté (p. 814)

Soutient l'amendement n° 783 de M. François Sauvadet (suppression du conseil de développement) : rejeté (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 1145 de M. Christian Estrosi (moindre formalisation du conseil de développement) (p. 816)

Soutient l'amendement n° 784 de M. François Sauvadet (moindre formalisation du conseil de développement) : rejeté (p. 816)

Soutient l'amendement n° 929 de M. Michel Meylan (moindre formalisation du conseil de développement) : rejeté (p. 816)

Soutient le sous-amendement n° 1186 de M. Germain Gengenwin (exécution et suivi du contrat par le groupement d'intérêt public de développement local ou le syndicat mixte) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (contrat cadre conclu entre l'Etat ou

les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : rejeté (p. 822)

Soutient le sous-amendement n° 1184 deuxième correction de Mme Marie-Thérèse Boisseau (exécution et suivi du contrat par le groupement d'intérêt public de développement local ou le syndicat mixte) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission : rejeté (p. 822)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Intervient sur l'amendement n° 554 de M. Jean-Claude Lenoir (de suppression) (p. 826)

Intervient sur l'amendement n° 785 de M. François Sauvadet (de suppression) (p. 826)

Intervient sur l'amendement n° 991 de M. Gérard Voisin (de suppression) (p. 826)

Soutient l'amendement n° 786 de M. Marc-Philippe Daubresse (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) : rejeté (p. 828)

Soutient l'amendement n° 787 corrigé de M. Marc-Philippe Daubresse (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) : rejeté (p. 829)

Soutient l'amendement n° 480 de M. Jacques Barrot (concertation avec les départements et régions intéressés) : rejeté (p. 832)

Soutient l'amendement n° 788 de M. Marc-Philippe Daubresse (rédactionnel) : rejeté (p. 835)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. Félix Leyzour (élaboration de projets de développement par les départements) (p. 839)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Patrick Ollier (élaboration de projets de développement par les départements) (p. 839)

Soutient l'amendement n° 499 de M. Jacques Barrot (élaboration de projets de développement par les départements) : rejeté (p. 839)

Soutient l'amendement n° 924 de M. Michel Meylan (élaboration de projets de développement par les départements) : rejeté (p. 839)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Son amendement n° 717 (de suppression) : rejeté (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 509 de M. Maurice Adevah-Poeuf (de suppression partielle) (p. 872)

Soutient l'amendement n° 975 de M. Maurice Leroy (de suppression partielle) : rejeté (p. 873)

Article 30 (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Soutient l'amendement n° 900 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (respect des compétences reconnues aux départements) : rejeté (p. 916)

Soutient l'amendement n° 791 de M. Marc-Philippe Daubresse (concours financiers du fonds d'intervention des transports terrestres et des voies navigables) : rejeté (p. 917)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Soutient l'amendement n° 792 de M. Marc-Philippe Daubresse (schémas intermodaux) : rejeté (p. 921)

Soutient l'amendement n° 797 de M. Marc-Philippe Daubresse (rédactionnel) : rejeté (p. 924)

Après l'article 36

Soutient l'amendement n° 985 de M. Maurice Leroy (garantie de progression de la dotation globale de fonctionnement minimum) : rejeté (p. 944)

Soutient l'amendement n° 1117 de M. Jean-Pierre Dupont (garantie de progression de la dotation globale de fonctionnement minimum) : rejeté (p. 944)

Explications de vote et vote [9 février 1999] (p. 1084)

Ses explications de vote (p. 1093)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 1094)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039, 4081)

Son intervention (p. 4085)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 4085)

Collectivités territoriales : compétences (p. 4085)

Collectivités territoriales : ressources : péréquation (p. 4085)

Télécommunications (p. 4085)

Union européenne : fonds structurels (p. 4086)

Voirie (p. 4085)

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081) ; [6 mai 1999] (p. 4193, 4243)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Intervient sur le sous-amendement n° 187 de M. Léonce Deprez (maintien du schéma national) à l'amendement n° 2 rectifié de la commission (rétablissement de la dénomination des "schémas de services collectifs") (p. 4118)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (suppression de la phrase relative à la prise en compte des prestations fournies par les bénévoles des associations) (p. 4118)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son sous-amendement n° 121 (maintien des équipements privés industriels et commerciaux dans les zones rurales en difficulté) à l'amendement n° 11 de la commission (objectifs des schémas régionaux) : retiré (p. 4127)

Son sous-amendement n° 122 soutenu par M. Germain Gengenwin (maintien des services publics dans les zones rurales en difficulté) à l'amendement n° 11 de la commission : adopté (p. 4127)

Son amendement n° 123 corrigé (désignation des associations) : devenu sans objet (p. 4129)

Son sous-amendement n° 124 (maintien de la participation de l'Etat au financement des contrats de plan Etat-régions) à l'amendement n° 14 de la commission (prise en compte des prestations fournies par les bénévoles des associations comme contrepartie d'autofinancement) : rejeté (p. 4130)

Article 6 (article 34 ter de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : Conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Son sous-amendement n° 125 soutenu par M. Germain Gengenwin (agrément des associations) à l'amendement n° 16 de la commission (suppression du collège consultatif) : rejeté (p. 4132)

Article 8 bis (délégations parlementaires à l'aménagement et au développement durable du territoire)

Son amendement n° 126 (évaluation et mise en œuvre de la politique d'aménagement du territoire par une seule instance) : rejeté (p. 4133)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Son sous-amendement n° 128 (associations agréées) à l'amendement n° 24 de la commission (élaboration et mise en œuvre des schémas de services collectifs) : devenu sans objet (p. 4136)

Son sous-amendement n° 127 (adoption des premiers schémas de services collectifs par voie législative) à l'amendement n° 24 de la commission : rejeté (p. 4136)

Article 10 (articles 11 et 12 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Son sous-amendement n° 129 (de précision) à l'amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4138)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs culturels)

Son sous-amendement n° 131 (renforcement de la politique d'intégration) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission (contenu du schéma) : rejeté (p. 4144)

Intervient sur le sous-amendement n° 219 rectifié du Gouvernement (renforcement de la politique d'intégration) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission (p. 4144)

Son sous-amendement n° 130 rectifié (renforcement de la politique d'intégration) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission : devenu sans objet (p. 4144)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Son sous-amendement n° 132 (avis des conseils régionaux et des comités régionaux de l'organisation sanitaire et sociale) à l'amendement n° 35 de la commission (articulation entre le schéma de services collectifs sanitaires et les schémas régionaux d'organisation sanitaire) : rejeté (p. 4147)

Article 15 (schéma de services collectifs de l'information et de la communication)

Son sous-amendement n° 133 (promotion des réseaux interactifs à haut débit) à l'amendement n° 38 corrigé de la commission (rédactionnel) : retiré (p. 4149)

Son amendement n° 134 (promotion des réseaux) : adopté après rectification (p. 4149)

Son amendement n° 135 (suppression de la référence à la couverture nationale par les opérateurs de téléphonie mobile) : devenu sans objet (p. 4149)

Article 15 bis (loi d'orientation postale)

Son sous-amendement n° 138 soutenu par M. Germain Gengenwin (suppression de la référence aux circonstances exceptionnelles) à l'amendement n° 42 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 4199)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son sous-amendement n° 144 soutenu par M. Germain Gengenwin (seuil des agglomérations) à l'amendement n° 50 de la commission (projets d'agglomération) (p. 4224) : rejeté (p. 4225)

Article 20 bis (conclusion des contrats des villes)

Son sous-amendement n° 145 soutenu par M. Germain Gengenwin (non conclusion des contrats de ville dans le cadre des agglomérations ou des pays) à l'amendement n° 51 de la commission (conclusion des contrats des villes) (p. 4225) : rejeté (p. 4226)

Article 34 ter (article L. 1511-2-1 du code général des collectivités territoriales : comités d'expansion et agences de développement économique)

Son sous-amendement n° 147 soutenu par M. Germain Gengenwin (de précision) à l'amendement n° 83 de la commission (rôle des comités de bassin d'emploi, des comités d'expansion et des agences de développement économique) : rejeté (p. 4254)

Explications de vote et vote [11 mai 1999] (p. 4313)

Ses explications de vote (p. 4317)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5830)

Son intervention (p. 5832)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 5833)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 5833)

Emploi (p. 5833)

Voirie (p. 5833)

Explications de vote et vote [16 juin 1999] (p. 5948)

Ses explications de vote (p. 5951)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 5951)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2521)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 2522)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2522)

Union européenne : fonds structurels (p. 2522)

Jean-Michel COUVE

*Var (4^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n°82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7844)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

TOURISME

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8577)

Son intervention (p. 8582)

Thèmes avant la procédure des questions :

Tourisme et loisirs : croisières (p. 8584)

Tourisme et loisirs : établissements d'hébergement (p. 8584)

Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 8583)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme (p. 8583)

Tourisme et loisirs : tourisme associatif (p. 8584)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 8583)

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2633)

Son intervention (p. 2640)

Thèmes :

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : création d'emplois (p. 2641)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 2640)

Travail : chèques vacances : petites et moyennes entreprises (p. 2641)

Travail : chèques vacances : revenus (p. 2641)

Discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2651)

Article 1er (article 1er de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : champ d'application du dispositif)

Son amendement n° 29 (extension aux retraités) : rejeté (p. 2655)

Son amendement n° 30 (extension aux agriculteurs) : rejeté (p. 2656)

Son amendement n° 31 (extension aux artisans et commerçants) : rejeté (p. 2657)

Son amendement n° 32 (extension sous conditions de ressources aux professions libérales) : rejeté (p. 2659)

Son amendement n° 33 (extension aux artistes non salariés) : retiré (p. 2659)

Son amendement n° 34 (extension aux journalistes non déclarés) : retiré (p. 2659)

Son sous-amendement n° 42 (extension à la Suisse) à l'amendement n° 3 de la commission (utilisation des chèques-vacances sur le territoire de l'Union européenne) : devenu sans objet (p. 2660)

Article 5 (article 6 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : délivrance de chèques-vacances par les organismes paritaires de gestion d'activités sociales)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (acquisition de chèques-vacances par les retraités) (p. 2666)

Intervient sur l'amendement n° 20 rectifié du Gouvernement (acquisition de chèques-vacances par les retraités) (p. 2666)

Ses explications de vote (p. 2668)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 2668)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6546)

Son intervention (p. 6549)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : chèques vacances (p. 6549)

Famille : politique familiale (p. 6549)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 6549)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [29 juin 1999] (p. 6550)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (cotutelle exercée sur l'Agence nationale pour les chèques-vacances par le ministère de l'économie et des finances et par le secrétariat d'Etat au tourisme) (p. 6553)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 6549)

Charles COVA

*Seine-et-Marne (7^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1815 modifiant les conditions d'acquisition de la nationalité française par les militaires étrangers servant dans l'armée française [22 septembre 1999]

Proposition de loi n° 1817 tendant à assouplir les conditions dans lesquelles peut être octroyé un report au titre de l'article L. 5 bis A du code du service national [22 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 699, posée le 22 mars 1999. Bourses d'études. Enseignement supérieur (J.O. Questions p. 1621). Appelée le 23 mars 1999. Conditions d'attribution (p. 2701)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Son intervention (p. 8269)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits (p. 8270)

Défense : Direction des chantiers navals (p. 8269)

Défense : marine (p. 8270)

Procédure des questions :

Défense : Direction des chantiers navals (p. 8304)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : calcul des pensions (p. 8299)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5311)

Thèmes :

Gens du voyage (p. 5311)

Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 5312)

Gens du voyage : stationnement : maires (p. 5312)

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son amendement n° 101 (révision du schéma départemental tous les trois ans et non tous les six ans) : rejeté (p. 6448)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Jean-Jacques Weber (composition de la commission consultative) (p. 6448)

Soutient l'amendement n° 253 de M. Lionnel Luca (dépôt d'une caution par les usagers des aires d'accueil) : rejeté (p. 6455)

Article 2 (obligations des communes)

Son amendement n° 47 (exonération de participation financière pour les communes membres de groupements de communes retenues pour la réalisation d'aires d'accueil) : rejeté (p. 6460)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Son intervention (p. 6479)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Bernard Schreiner (saisine directe de l'autorité administrative par le maire sans recours au juge pour l'expulsion en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) (p. 6482)

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Émile Blessig (saisine directe de l'autorité administrative par le maire sans recours au juge pour l'expulsion en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) (p. 6482)

Intervient sur l'amendement n° 251 de M. Philippe Martin (saisine directe de l'autorité administrative par le maire sans recours au juge pour l'expulsion en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) (p. 6482)

Soutient l'amendement n° 99 de M. Patrick Delnatte (suppression des conditions relatives à la salubrité, à la sécurité et à la tranquillité publiques pour la saisine du président du tribunal de grande instance par le maire en cas d'occupation d'un terrain privé) : rejeté (p. 6485)

Son amendement n° 104 (suppression des conditions relatives à la salubrité, à la sécurité et à la tranquillité publiques pour la saisine du président du tribunal de grande instance par le maire en cas d'occupation d'un terrain privé) : rejeté (p. 6485)

Soutient l'amendement n° 164 de M. Didier Quentin (suppression des conditions relatives à la salubrité, à la sécurité et à la tranquillité publiques pour la saisine du président du tribunal de grande instance par le

maire en cas d'occupation d'un terrain privé) : rejeté (p. 6485)

Soutient l'amendement n° 202 de M. Serge Poignant (suppression des conditions relatives à la salubrité, à la sécurité et à la tranquillité publiques pour la saisine du président du tribunal de grande instance par le maire en cas d'occupation d'un terrain privé) : rejeté (p. 6485)

Soutient l'amendement n° 244 de M. Yves Bur (suppression des conditions relatives à la salubrité, à la sécurité et à la tranquillité publiques pour la saisine du président du tribunal de grande instance par le maire en cas d'occupation d'un terrain privé) : rejeté (p. 6485)

Son amendement n° 37 (saisine du président du tribunal de grande instance par le maire si l'occupation du terrain privé ou appartenant au domaine privé de la commune porte atteinte à la salubrité, à la sécurité et à la tranquillité publiques) : rejeté (p. 6485)

Son amendement n° 38 (juge statuant dans le délai de quarante-huit heures et en dernier ressort) : rejeté (p. 6487)

Soutient l'amendement n° 248 de M. Philippe Martin (juge statuant dans le délai de quarante-huit heures et en dernier ressort) : rejeté (p. 6487)

Son amendement n° 40 : devenu sans objet (p. 6488)

Son amendement n° 39 : devenu sans objet (p. 6488)

Ses explications de vote (p. 6493)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 6494)

Projet de loi n° 1618 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6759)

Article 3 (modalités d'accès à la réserve)

Intervient sur le sous-amendement oral de la commission (affectation) à l'amendement n° 63 de M. Guy Teissier (affectation proche du lieu de résidence) (p. 6766)

Ses explications de vote (p. 6782)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 6782)

Abstention du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 6782)

Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 6782)

Projet de loi n° 677 portant réforme du code de justice militaire

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [30 juin 1999] (p. 6782)

Son intervention (p. 6785)

Thème :

Droit pénal : code de procédure pénale (p. 6785)

Discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6787)

Article 46 (article 698-2 du code de procédure pénale : mise en mouvement de l'action publique par la partie lésée - avis du ministre de la défense)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (de suppression) (p. 6792)

Ses explications de vote (p. 6792)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 6792)

Michel CRÉPEAU

*Charente-Maritime (1^{ère} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert
Président du groupe Radical, Citoyen et Vert*

Nommé président du groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

Décédé le 30 mars 1999 (voir indications préliminaires) [J.O. du 31 mars 1999] (p. 4825)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Famille. Divorce. Prestation compensatoire, réforme [3 novembre 1998] (p. 7923)

Communes. Maires. Responsabilité pénale [17 novembre 1998] (p. 9098)

Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [16 mars 1999] (p. 2419)

Banques et établissements financiers. Livrets d'épargne. Livret A, taux d'intérêt [23 mars 1999] (p. 2716)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1998] (p. 6484, 6507) ; [14 octobre 1998] (p. 6551, 6584, 6613)

Son intervention (p. 6591)

Thèmes :

- Finances publiques : politique budgétaire (p. 6593)
- Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 6593)
- Impôts et taxes : justice sociale (p. 6592)
- Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6591, 6592)
- Impôts et taxes : revenus du travail et du capital (p. 6592)
- Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6593, 6594)
- Marchés financiers : généralités (p. 6594)
- Politique économique : politique monétaire (p. 6594)
- Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 6592)
- TVA : taux (p. 6592, 6593)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE**

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7025, 7053)

Son intervention (p. 7044)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Bourses d'études : enseignement supérieur : aide sociale (p. 7044)
- Enseignement supérieur : crédits (p. 7044)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité opposée par M. Didier Julia (p. 10514)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1437)

Son intervention (p. 1451)

Thèmes :

- Constitution (p. 1451)
- Femmes : égalité des sexes : histoire (p. 1452)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 966)

Thèmes :

- Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 966)
- Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : coopération intercommunale (p. 967)
- Collectivités territoriales : libre administration : coopération intercommunale (p. 966)
- Coopération intercommunale : communautés de communes (p. 966, 967)
- Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 966)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des communautés d'agglomération

Son amendement n° 297 corrigé : non soutenu (p. 1032)

Articles L. 5216-6 et 5216-7 du code général des collectivités territoriales : superposition et interférence des périmètres entre les établissements publics de coopération intercommunale existants et la communauté d'agglomération

Son amendement n° 278 : non soutenu (p. 1039)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [2 mars 1999] (p. 1864)

Ses explications de vote (p. 1867)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 1867)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Son intervention (p. 2009)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats : élus locaux (p. 2009)

Fonctionnaires et agents publics : hauts fonctionnaires (p. 2010)

Parlement : parlementaires : maires (p. 2009)

Politique générale : institutions : réforme (p. 2009, 2010)

Union européenne : Parlement européen : cumul des mandats (p. 2009)

François CULLANDRE

*Finistère (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome VIII : Outre-mer (territoires d'outre-mer) (n° 1115) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 546, posée le 14 décembre 1998. Environnement. Parcs naturels nationaux (J.O. Questions p. 6744). Appelée le 15 décembre 1998. Création, conséquences, mer d'Iroise (p. 10460)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281, 7313)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, suppléé par M. Jérôme Lambert

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Après l'article 56

Son amendement n° 563 (attribution par habitant au titre de l'article 1648 B bis du code général des impôts pour les communes ne percevant aucune des quatre taxes locales portée de huit à douze fois l'attribution moyenne nationale par habitant si elles sont membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) : adopté (p. 1359)

Henri CUQ

*Yvelines (9^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République
Questeur de l'Assemblée nationale*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Questeur de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1291 visant à protéger les plaignants en matière de procédure civile [22 décembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 762, posée le 26 avril 1999. Enseignement. Zone d'éducation prioritaire (ZEP) (J.O. Questions p. 2414). Appelée le 27 avril 1999. Financement, Les Mureaux (p. 3596)

Christian CUVILLIEZ

*Seine-Maritime (11^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant du conseil national de l'information statistique [J.O. du 18 mai 1999] (p. 7340)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 19 : Education nationale, recherche et technologie (recherche) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1234 relative aux ventes hors taxes [1^{er} décembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports par eau. Trafic trans-Manche. Fusion des compagnies P&O et Stena Line [3 novembre 1998] (p. 7927)

Banques et établissements financiers. Politique bancaire. Perspectives [27 janvier 1999] (p. 460)

Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [2 juin 1999] (p. 5288)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 573, posée le 25 janvier 1999. Impôts et taxes. Associations (J.O. Questions p. 363). Appelée le 26 janvier 1999. Réglementation, application (p. 339)

n° 607, posée le 8 février 1999. Régions. Développement économique (J.O. Questions p. 673). Appelée le 9 février 1999. Haute-Normandie (p. 1049)

n° 891, posée le 21 juin 1999. Prestations familiales. Allocation parentale d'éducation (J.O. Questions p. 3709). Appelée le 22 juin 1999. Conditions d'attribution, élèves locales (p. 6252)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Rappelle que dans de très nombreuses villes les lycéens ont à nouveau manifesté et demande au ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie quelles mesures il entend prendre pour répondre positivement à leur attente [15 octobre 1998] (p. 6724)

Déplore que le groupe communiste n'ait pas pu s'exprimer sur l'amendement de la commission des finances prévoyant le rétablissement des sanctions en cas de défaut de déclaration des successions en Corse et précise qu'il ne votera pas cet amendement [16 octobre 1998] (p. 6795)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Article 2 (*barème de l'impôt sur le revenu*)

Son intervention (p. 6640)

Soutient l'amendement n° 115 de M. Jean-Pierre Brard (assujettissement des revenus financiers à une surtaxe progressive) : retiré (p. 6655)

Son amendement n° 114 soutenu par M. Daniel Feurtet (plafonnement des réductions d'impôt à 40 000 F par foyer, plus 2 000 F par personne à charge) (p. 6668) : retiré (p. 6669)

Son amendement n° 116 soutenu par M. Daniel Feurtet (suppression du dispositif de réduction du plafond de l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) : retiré (p. 6669)

Après l'article 2

Son amendement n° 117 (imposition commune pour les personnes vivant maritalement) : retiré (p. 6673)

Article 42 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son amendement n° 426 (réduction du prélèvement) : rejeté (p. 6707)

Après l'article 4

Son amendement n° 85 (suppression de l'avoir fiscal) : rejeté (p. 6727)

Après l'article 5

Son amendement n° 155 (relèvement du seuil d'imposition des associations à la taxe sur les salaires) : retiré ; repris par M. Philippe Auberger : rejeté (p. 6742)

Son amendement n° 119 corrigé (relèvement du plafond des CODEVI) : retiré (p. 6741)

Après l'article 6

Son amendement n° 122 (relèvement du taux d'imposition des plus-values à long terme) : rejeté (p. 6743)

Après l'article 7

Son amendement n° 124 (relèvement des seuils de la franchise et de la décote applicables en matière de taxe sur les salaires) : retiré (p. 6745)

Son amendement n° 123 (institution d'une taxe sur les opérations portant sur les devises étrangères) : retiré (p. 6751)

Après l'article 8

Son amendement n° 125 (prise en compte des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté (p. 6768)

Son amendement n° 128 (instauration d'une majoration de l'impôt de solidarité sur la fortune en cas d'évolution supérieure à 5 % de la part des actifs financiers dans l'actif net) : retiré (p. 6776)

Son amendement n° 126 (suppression du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune pour les contribuables dont le patrimoine imposable excède la limite de la tranche assujettie au taux de 0,5 %) : retiré (p. 6777)

Après l'article 14

Son rappel au règlement (cf. supra) [16 octobre 1998] (p. 6795)

Après l'article 14 (suite)

Son amendement n° 88 précédemment réservé (relèvement des abattements au titre des droits de mutation à titre gratuit sur la part du conjoint survivant et sur celle de chacun des ascendants ou enfants vivants ou représentés) : rejeté (p. 6809)

Soutient l'amendement n° 151 corrigé précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (relèvement de l'abattement existant avant le calcul des droits dus sur les mutations à titre gratuit) : rejeté (p. 6811)

Soutient l'amendement n° 150 corrigé précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (relèvement de l'abattement dont bénéficie le conjoint survivant avant la perception des droits de mutation à titre gratuit) : devenu sans objet (p. 6811)

Article 19 (application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux abonnements souscrits pour la fourniture de gaz et d'électricité)

Son amendement n° 132 (application du taux réduit de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'électricité, de gaz combustible et d'énergie calorifique) : devenu sans objet (p. 6839)

Son amendement n° 129 (application du taux réduit de la TVA, sous certaines conditions, à la fourniture d'électricité, de gaz et d'eau) : rejeté (p. 6840)

Après l'article 19

Son amendement n° 138 corrigé (application d'un taux de TVA de 1 % aux quotidiens d'opinion) : rejeté (p. 6840)

Son amendement n° 136 (application d'un taux de TVA de 5 % à un certain nombre de produits tels que l'eau et les boissons non alcoolisées, la plupart des produits destinés à l'alimentation humaine, les produits agricoles sans transformation, les produits pharmaceutiques et les livres scolaires) : rejeté (p. 6841)

Son amendement n° 139 corrigé soutenu par M. Daniel Feurtet (application du taux réduit de la TVA aux véhicules dont la consommation est inférieure à 4 litres pour 100 kilomètres) (p. 6855) : rejeté (p. 6856)

Son amendement n° 146 corrigé soutenu par M. Daniel Feurtet (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 6859) : rejeté (p. 6860)

Son amendement n° 148 corrigé soutenu par M. Daniel Feurtet (application du taux réduit de la TVA aux prestations obligatoires de service funéraire) : retiré (p. 6862)

Article 21 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations de collecte et de tri sélectifs des ordures ménagères)

Son amendement n° 141 corrigé soutenu par M. Jean-Pierre Brard (application du taux réduit de la TVA aux opérations de traitement portant sur des déchets ménagers ayant fait l'objet d'une collecte séparative et à l'ensemble des prestations des déchetteries) (p. 6865) : retiré (p. 6866)

Son amendement n° 140 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (application du taux réduit de la TVA à l'ensemble des opérations de collecte des ordures ménagères) (p. 6865) : retiré (p. 6866)

Après l'article 22

Son amendement n° 144 soutenu par M. Bernard Birsinger (relèvement du taux du prélèvement libératoire) : rejeté (p. 6868)

Après l'article 24

Son amendement n° 154 soutenu par M. Daniel Feurtet (doublement du plafond de l'impôt sur les opérations de bourse) (p. 6882) : rejeté (p. 6883)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son amendement n° 78 soutenu par M. Jacques Brunhes (exonération des bureaux situés dans le port autonome de Paris) (p. 6890) : devenu sans objet (p. 6891)

Son amendement n° 543 soutenu par M. Daniel Feurtet (exonération des locaux de stockage situés dans une zone portuaire) : retiré (p. 6892)

Après l'article 27

Son amendement n° 194 rectifié soutenu par M. Daniel Feurtet (non-assujettissement à la TVA des terrains acquis par des personnes physiques en vue de la construction d'immeubles affectés à leur usage privatif) (p. 6900) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6901)

Après l'article 19

Son amendement n° 134 précédemment réservé soutenu par M. Jean-Pierre Brard (baisse de la TVA sur certains produits de confiserie et de chocolaterie) (p. 6902) : retiré (p. 6903)

Son amendement n° 532 précédemment réservé soutenu par M. Jean-Pierre Brard (baisse de la TVA sur certains produits de confiserie et de chocolaterie) (p. 6902) : retiré (p. 6903)

Article 28 (réduction du taux de l'avoir fiscal)

Son amendement n° 84 soutenu par M. Daniel Feurtet (extension aux particuliers de la réduction de l'avoir fiscal prévue pour les entreprises) : rejeté (p. 6903)

Après l'article 28

Son amendement n° 193 soutenu par M. Daniel Feurtet (réintégration dans le bénéfice net total de la société-mère d'une fraction forfaitaire des charges afférentes aux produits de participation perçus par cette même société-mère) : adopté (p. 6904)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 111 soutenu par M. Daniel Feurtet (relèvement du taux de la cotisation minimale pour les entreprises ayant comme raison sociale la gestion de participations dans des sociétés industrielles ou commerciales) : retiré (p. 6925)

Son amendement n° 108 soutenu par M. Daniel Feurtet (institution d'une taxe additionnelle à la taxe professionnelle sur certains actifs financiers) : rejeté (p. 6930)

Son amendement n° 109 soutenu par M. Daniel Feurtet (institution d'une taxe additionnelle à la taxe

professionnelle sur certains actifs financiers) : rejeté (p. 6930)

Après l'article 29

Son amendement n° 98 soutenu par M. Daniel Feurtet (retour progressif de France Télécom dans le droit commun de la fiscalité locale) : rejeté (p. 6935)

Article 30 (taxe générale sur les activités polluantes)

Son amendement n° 100 soutenu par M. Daniel Feurtet (extension de la taxe au trafic privé d'aéronefs) : rejeté (p. 6942)

Après l'article 32

Son amendement n° 104 soutenu par M. Daniel Feurtet (suppression de la taxe sur les surloyers) : retiré (p. 6949)

Après l'article 35

Son amendement n° 91 soutenu par M. Daniel Feurtet (plafonnement de la taxe d'habitation pour les contribuables dont la cotisation d'impôt sur le revenu n'excède pas 18 000 F) (p. 6955) : retiré (p. 6956)

Son amendement n° 86 soutenu par M. Daniel Feurtet (accroissement du dégrèvement d'office de la taxe d'habitation dont bénéficient les contribuables ayant des revenus modestes) (p. 6955) : retiré (p. 6956)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Son amendement n° 106 soutenu par M. Daniel Feurtet (indexation de l'enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités locales sur la moitié du taux de croissance du PIB) : retiré (p. 6966)

Article 41 (majoration exceptionnelle de la dotation de solidarité urbaine (DSU))

Son amendement n° 195 corrigé soutenu par M. Daniel Feurtet (majoration supplémentaire de la dotation de solidarité urbaine) : retiré (p. 6977)

Explications de vote et vote [20 octobre 1998] (p. 7016)

Ses explications de vote (p. 7021)

Vote pour du groupe communiste (p. 7021)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE
--

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7025, 7053)

Son intervention (p. 7029)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : crédits (p. 7029)

Espace : Ariane (p. 7031)

Espace : politique spatiale : espace (p. 7029)
 Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 7030)
 Recherche : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) (p. 7030)

COMMUNICATION

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8909)

Son intervention (p. 8913)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : France 3 (p. 8914)
 Audiovisuel et communication : Institut national de l'audiovisuel (INA) (p. 8914)
 Audiovisuel et communication : Radio France internationale (RFI) (p. 8913, 8914)
 Audiovisuel et communication : secteur public : publicité (p. 8913)
 Audiovisuel et communication : Société française de production (SFP) (p. 8914)
 Presse et livres : Agence France Presse (AFP) : TGV (p. 8914)
 Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8913)

*ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES
 ADDITIONNELS NON RATTACHÉS*

[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)

Après l'article 73

Son amendement n° 18 (suppression de l'abattement de 16 % sur les bases d'imposition de la taxe professionnelle) : retiré (p. 9093)

Après l'article 74

Son amendement n° 19 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les immeubles appartenant aux partis politiques) : rejeté (p. 9123)

Son amendement n° 17 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (fixation des coefficients de majoration des valeurs cadastrales servant de base aux impôts directs locaux en 1999) : rejeté (p. 9123)

Son amendement n° 16 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (institution d'une taxe sur les prospectus distribués gratuitement) : rejeté (p. 9126)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10582)

Son intervention (p. 10591)

Thèmes :

Enseignement : crédits (p. 10593)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10592)

Impôt sur le revenu : abattements : pensions (p. 10593)

Impôt sur le revenu : abattements supplémentaires pour frais professionnels (p. 10593)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés bâties (p. 10593)

Parlement : Sénat (p. 10592)

Politique économique : conjoncture (p. 10591)

Politique économique : croissance (p. 10591, 10592)

Politique économique : investissement (p. 10592)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 10591, 10592)

Politique sociale : personnes défavorisées (p. 10592, 10593)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 10591)

Politiques communautaires : politique monétaire (p. 10591)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 10593)

TVA : taux (p. 10592)

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Après l'article 4

Son amendement n° 190 (institution d'un impôt sur les actifs financiers) : rejeté (p. 10617)

Après l'article 7

Son amendement n° 191 (non-application du taux majoré de la taxe sur les salaires à certaines associations) : rejeté (p. 10626)

Après l'article 12

Soutient l'amendement n° 192 de M. Daniel Feurtet (institution d'une allocation pour frais d'emploi de 50 000 F au profit des voyageurs et représentants de commerce) : retiré (p. 10630)

Article 14 ter (rétablissement des sanctions en cas de défaut de déclaration des successions en Corse)

Son intervention (p. 10635)

Après l'article 18

Soutient l'amendement n° 194 de M. Daniel Feurtet (relèvement de 0,6 % des droits sur les tabacs) : rejeté (p. 10642)

Après l'article 19

Soutient l'amendement n° 296 de M. Daniel Feurtet (application du taux réduit de la TVA au chocolat au lait) : rejeté (p. 10642)

Son amendement n° 195 (application du taux réduit de la TVA aux abonnements relatifs aux réseaux de chauffage urbain) : retiré (p. 10643)

Article 24 (moralisation des avantages liés à la transmission des patrimoines par le biais de l'assurance-vie)

Ses observations : fait part de l'indignation et de l'inquiétude du groupe communiste suite à l'annonce d'une frappe aérienne des Etats-Unis sur l'Irak [16 décembre 1998] (p. 10652)

Seconde délibération

Après l'article 64

Soutient l'amendement n° 297 de M. Daniel Feurtet (relèvement des droits de fabrication applicables aux boissons alcoolisées) : rejeté (p. 10745)

Article 70 septies supprimé par le Sénat (utilisation par les administrations fiscales du numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques)

Intervient sur l'amendement n° 152 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10756)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10016)

Son intervention (p. 10040)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 10042)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 10042)

Constitution : révision : article 88-4 (p. 10040)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10041)

Finances publiques : emprunts (p. 10041)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10040 à 10042)

Impôts et taxes : revenus du travail et du capital (p. 10041)

Marchés financiers : généralités (p. 10042)

Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 10041, 10042)

Politique économique : conjoncture (p. 10041, 10042)

Politique économique : politique monétaire (p. 10042)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 10042)

Retraites : généralités (p. 10041)

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Après l'article 12

Son amendement n° 10 (plafonnement du régime d'intégration fiscale permettant aux sociétés-mères de déduire de leurs bénéfices les déficits de leurs filiales) : rejeté (p. 10113)

Son amendement n° 15 (report de la suppression du commerce hors taxes dans les liaisons intracommunautaires) : retiré (p. 10115)

Son amendement n° 12 (augmentation du dégrèvement partiel de taxe d'habitation accordé à certains contribuables modestes) : rejeté (p. 10115)

Son amendement n° 14 (octroi aux allocataires de minima sociaux d'un dégrèvement d'office de la taxe d'habitation) : rejeté (p. 10116)

Son amendement n° 13 (octroi aux titulaires de l'allocation de solidarité spécifique d'un dégrèvement d'office de la taxe d'habitation) : rejeté (p. 10116)

Son amendement n° 30 (institution d'un remboursement de TVA sur les produits achetés dans un cadre humanitaire par des associations déclarées d'utilité publique) : rejeté (p. 10116)

Son amendement n° 17 (abaissement du taux de TVA applicable aux produits achetés dans un cadre humanitaire par des associations déclarées d'utilité publique) : rejeté (p. 10116)

Son amendement n° 11 (institution d'une taxe de 1 % sur les actifs financiers) : rejeté (p. 10116)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Didier Migaud (régime fiscal des frais professionnels des journalistes et assimilés) (p. 10121)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Didier Migaud (assujettissement à la TVA des villages de vacances classés) (p. 10125)

Son amendement n° 58 (exonération de redevables de la taxe d'habitation à faibles revenus du prélèvement sur fortes valeurs locatives) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10130)

Après l'article 21

Son amendement n° 18 (instauration d'un mécanisme de dégrèvement d'office de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des bénéficiaires des minima sociaux) : retiré (p. 10140)

Projet de loi n° 1243 portant prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [16 décembre 1998] (p. 10580)

Article unique

Soutient l'amendement n° 1 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (prorogation des mandats jusqu'au 1er novembre 1999) : adopté (p. 10581)

Proposition de loi n° 1301 créant les plans de prévoyance retraite

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 539)

Son intervention (p. 553)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 553 à 555)

Démographie : vieillissement de la population (p. 553, 554)

Emploi : chômage (p. 554, 555)

Entreprises : contributions patronales (p. 555)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 554)

Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 553)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 555)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 février 1999] (p. 1468, 1477) ; [17 février 1999] (p. 1559, 1593)

Son intervention (p. 1583)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité (p. 1584)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1583)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 1583, 1584)

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 2 (missions du service public de l'électricité)

Intervient sur l'amendement n° 184 de la commission (péréquation tarifaire limitée aux seuls usages de base non substituables de l'électricité) (p. 1620)

Article 4 (tarifs et plafonds de prix)

Intervient sur le sous-amendement n° 607 rectifié de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (tarifs de vente d'électricité aux usagers domestiques) (p. 1679)

Intervient sur le sous-amendement n° 607 rectifié de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (p. 1679)

Intervient sur le sous-amendement n° 748 de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (p. 1679)

Intervient sur le sous-amendement n° 608 de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (p. 1679)

Déclaration du Gouvernement n° 1397 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur l'avenir du secteur bancaire et financier

[17 février 1999] (p. 1511)

Son intervention (p. 1520)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 1520)

Banques et établissements financiers : Crédit Lyonnais (p. 1521)

Banques et établissements financiers : généralités (p. 1520)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 1520, 1521)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 1520, 1521)

DOM : institut d'émission des Dom (p. 1520)

Marchés financiers : généralités (p. 1521)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 1521)

Union européenne : Banque européenne d'investissement (BEI) (p. 1521)

Projet de loi n° 11 créant le Conseil national des communes "Compagnon de la Libération"

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4425)

Son intervention (p. 4427)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : résistants (p. 4427)

Décorations, insignes et emblèmes : médaille de la résistance française (p. 4427)

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : communes (p. 4427)

Vote pour du groupe communiste (p. 4427)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501, 4532) ; [19 mai 1999] (p. 4596)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 4521)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 4535)

Son intervention (p. 4547)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 4609)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 4548, 4549)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4535)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4548, 4549)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 4521)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 4547)

DOM : Radio France outre-mer (RFO) (p. 4609, 4610)

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852) ; [26 mai 1999] (p. 4974, 4987) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son intervention (p. 4615)

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (notion de "missions de service public") (p. 4618)

Son amendement n° 303 (notion de "missions de service public") : devenu sans objet (p. 4618)

Son amendement n° 304 (application aux productions audiovisuelles) : rejeté (p. 4619)

Intervient sur l'amendement n° 133 de la commission des finances (introduction de la notion de "débat démocratique") (p. 4623)

Son amendement n° 305 (introduction de la notion de "débat démocratique") : adopté (p. 4623)

Son amendement n° 306 (introduction de la notion de "diffusion des connaissances sociales") : adopté (p. 4626)

Son amendement n° 307 (dépôt d'un rapport annuel au Parlement sur l'application des dispositions de l'article 1er) : rejeté (p. 4628)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son intervention (p. 4632)

Son amendement n° 308 (refondation de la structure du groupe de télévision publique) : rejeté (p. 4660)

Son amendement n° 309 (de cohérence) : rejeté (p. 4660)

Son sous-amendement n° 319 (référence à une information nationale et aux horaires de grande écoute) à l'amendement n° 66 de la commission (promotion des langues et cultures régionales) : rejeté (p. 4663)

Son sous-amendement n° 321 (précision sur la nature des programmations régionales) à l'amendement n° 66 de la commission : rejeté (p. 4663)

Son sous-amendement n° 320 (précision sur la nature des programmations régionales) à l'amendement n° 66 de la commission : rejeté (p. 4663)

Son amendement n° 310 (introduction de la notion de programmation généraliste et diversifiée) : adopté (p. 4664)

Son amendement n° 311 corrigé (intégration de la SFP au groupe des télévisions publiques) : rejeté (p. 4665)

Son amendement n° 313 (activités de production) : rejeté (p. 4705)

Après l'article 2

Son amendement n° 315 (de cohérence) : retiré (p. 4706)

Intervient sur l'amendement n° 521 de M. Laurent Dominati (suppression des conventions collectives de France 2 et France 3) (p. 4708)

Article 3 (article 45 de la loi du 30 septembre 1986 : constitution et missions de la Société La Cinquième-Arte)

Son intervention (p. 4709)

Son amendement n° 316 (spécificités de "La Cinquième" et de "ARTE") : rejeté (p. 4711)

Son amendement n° 317 (aspect éducatif de "La Cinquième") : adopté (p. 4712)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Intervient sur l'amendement n° 549 de Mme Marie-Hélène Aubert (nomination des dirigeants de France 2, France 3 et La Cinquième-Arte) (p. 4731)

Son amendement n° 318 (tâches et fonctions des directeurs généraux) : rejeté (p. 4733)

Après l'article 4

Intervient sur le sous-amendement n° 596 de M. Christian Kert (conventions de reprise et de diffusion des programmes) à l'amendement n° 80 de la commission (exclusivité commerciale de diffusion) (p. 4750)

Intervient sur le sous-amendement n° 644 du Gouvernement (conventions de reprise et de diffusion des programmes) à l'amendement n° 80 de la commission (p. 4750)

Son sous-amendement n° 446 (conventions de reprise et de diffusion des programmes) à l'amendement n° 80 de la commission : devenu sans objet (p. 4750)

Article 5 (article 49 de la loi du 30 septembre 1986 : Institut national de l'audiovisuel (INA))

Son intervention (p. 4751)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Christian Kert (structure et missions de l'INA) (p. 4753)

Intervient sur l'amendement n° 329 de M. Olivier de Chazeaux (structure et missions de l'INA) (p. 4753)

Son sous-amendement n° 645 (de précision) à l'amendement n° 82 de la commission (missions de l'INA) : adopté (p. 4755)

Son sous-amendement n° 646 (missions d'enseignement) à l'amendement n° 82 de la commission : adopté (p. 4755)

Son amendement n° 358 (missions de l'INA) : retiré (p. 4755)

Article 6 (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des sociétés du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son amendement n° 298 (indicateurs qualitatifs d'évaluation) : retiré (p. 4761)

Son amendement n° 299 (application des missions de service public) : retiré (p. 4762)

Intervient sur l'amendement n° 269 de M. Olivier de Chazeaux (distinction entre les effets de la gestion commerciale et la mission de service public) (p. 4764)

Son amendement n° 601 (de précision) : rejeté (p. 4765)

Son amendement n° 300 (consultation des personnels) : rejeté (p. 4765)

Son amendement n° 301 (répartition des ressources) : retiré (p. 4768)

Intervient sur l'amendement n° 264 de M. Christian Kert (instauration d'une commission consultative indépendante sur le financement des missions de service public) (p. 4770)

Intervient sur l'amendement n° 564 de M. Noël Mamère (instauration d'une commission consultative indépendante sur le financement des missions de service public) (p. 4770)

Intervient sur l'amendement n° 138 rectifié de la commission des finances (répartition des ressources) (p. 4770)

Après l'article 6

Son amendement n° 302 (institution d'une commission consultative du financement du secteur public) : retiré (p. 4854)

Son amendement n° 297 (composition et missions de la commission consultative du financement du secteur public) : retiré (p. 4854)

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Christian Kert (institution d'une commission consultative du financement du secteur public) (p. 4865)

Intervient sur l'amendement n° 565 de M. Noël Mamère (institution d'une commission consultative du financement du secteur public) (p. 4865)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 328 précédemment réservé de M. Olivier de Chazeaux (suppression du monopole de TDF) (p. 4860)

Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Olivier de Chazeaux (transparence tarifaire de TDF) (p. 4863)

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (transparence tarifaire de TDF) (p. 4863)

Article 9 (article 15 de la loi du 30 septembre 1986 : protection des mineurs vis-à-vis de programmes ou de messages susceptibles de nuire à leur épanouissement et respect de la dignité de la personne)

Son intervention (p. 4867)

Article 21 (article 28 de loi du 30 septembre 1986 : quotas d'œuvres musicales d'expression francophone)

Son amendement n° 423 (proportion d'œuvres musicales d'expression française) : rejeté (p. 5009)

Intervient sur l'amendement n° 539 de M. Renaud Muselier (proportion d'œuvres musicales d'expression française) (p. 5009)

Intervient sur le sous-amendement n° 665 de M. Pierre-Christophe Baguet (date d'effet) à l'amendement n° 477 de M. Laurent Dominati (publicité des programmes des chaînes locales) (p. 5011)

Article 22 (article 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conditions de reconduction de l'autorisation des services de radiodiffusion et de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre hors appel à candidatures)

Son amendement n° 293 corrigé (suppression des reconductions automatiques des autorisations) : retiré (p. 5016)

Son amendement n° 294 corrigé (critères de contrevenance) : rejeté (p. 5020)

Après l'article 26

Son amendement n° 296 soutenu par M. Patrice Carvalho (rapport gouvernemental sur les télévisions de proximité) : adopté (p. 5065)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5188)

Son intervention (p. 5195)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 5195, 5196)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : personnel (p. 5196)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 5196)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 5195 à 5197)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 5196, 5197)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 5195)

Discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5204)

Article 1er (les missions des caisses d'épargne)

Son amendement n° 73 (de précision) : adopté (p. 5205)

Son amendement n° 72 (maintien de la spécificité du livret A) : adopté (p. 5205)

Son amendement n° 91 (maintien de la spécificité des caisses d'épargne) : adopté (p. 5205)

Article 8 (l'objet et le statut des sociétés locales d'épargne)

Son intervention (p. 5208)

Article 15 (la Fédération nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 75 (organisation de la formation des sociétaires) : adopté (p. 5212)

Après l'article 16

Son amendement n° 93 (conclusion des accords de branche à la majorité qualifiée) : vote réservé à la demande du Gouvernement jusqu'après l'examen de l'article 19 bis (p. 5213) : rejeté (p. 5220)

Après l'article 16

Son amendement n° 93 précédemment réservé (conclusion des accords de branche à la majorité qualifiée) : rejeté (p. 5220)

Article 17 supprimé par le Sénat, précédemment réservé (l'exercice du droit d'opposition)

Son sous-amendement n° 90 (garantie des droits sociaux acquis) à l'amendement n° 89 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve de l'introduction d'une disposition relative à la garantie des droits des salariés des caisses d'épargne en matière d'accès aux retraites complémentaires) : retiré (p. 5221)

Après l'article 34

Son amendement n° 94 (création d'un Haut Conseil du secteur financier public et semi-public) : adopté après modifications (p. 5234)

Ses explications de vote (p. 5272)

Vote pour du groupe communiste (p. 5272)

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [3 juin 1999] (p. 5369)

Son intervention (p. 5373)

Thèmes :

Politiques communautaires : Europe sociale : chèques vacances (p. 5373)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 5373)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 5373)

Vote pour du groupe communiste (p. 5374)

Projet de loi n° 1410 sur l'innovation et la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5376)

Son intervention (p. 5397)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : stock options (p. 5398)

Impôt sur les sociétés : champ d'application (p. 5398)

Recherche : innovation (p. 5397)

Recherche : recherche technologique (p. 5397)

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5411)

Article 3 quater (articles 208-1, 208-3, 208-8 et 339-5 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : modification du régime d'attribution des stock options)

Son intervention (p. 5432)

Article 4 (article L. 351-12 du code du travail : extension du régime de droit commun d'indemnisation-chômage aux établissements d'enseignement supérieur et aux organismes de recherche)

Son intervention (p. 5437)

Article 5 bis (article 244 quater B du code général des impôts : modification du régime fiscal du crédit d'impôt-recherche en faveur de l'emploi des jeunes docteurs)

Son intervention (p. 5437)

Article 7 (rapport d'application de la loi)

Son amendement n° 94 (bilan détaillé sur l'utilisation du crédit d'impôt-recherche) : adopté (p. 5441)

Ses explications de vote (p. 5445)

Abstention du groupe communiste (p. 5446)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6131)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 6132)

Emploi : chômage (p. 6131)

Finances publiques : dépenses (p. 6133)

Finances publiques : dette publique (p. 6133)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6132, 6133)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6132, 6133)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 6133)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6132, 6133)

Politique économique : conjoncture (p. 6131, 6132)

Politique économique : croissance (p. 6131 à 6133)

Politique économique : généralités (p. 6132, 6133)

Politique économique : politique monétaire (p. 6132, 6133)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 6133)

Travail : réduction du temps de travail (p. 6133)

TVA : taux (p. 6133)

Union européenne : euro (p. 6131)

D**Jean-Claude DANIEL***Haute-Marne (1^{ère} circonscription)
Apparté au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONSMembre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 12 février 1999] (p. 2287)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [J.O. du 7 avril 1999] (p. 5145)

Rapporteur de la proposition de résolution sur la préparation de la Conférence ministérielle de l'OMC à Seattle (n° E-1285) (n° 1825) [6 octobre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 496, posée le 23 novembre 1998. Anciens combattants et victimes de guerre. Victimes du STO (J.O. Questions p. 6315). Appelée le 24 novembre 1998. Titre de déporté du travail, création (p. 9406)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Rappelle que sur chaque amendement, ne peuvent être entendus, outre l'un des auteurs, que le Gouvernement, le président ou le rapporteur de la commission saisie au fond, le président ou le rapporteur de la commission saisie pour avis et un orateur d'opinion contraire [26 janvier 1999] (p. 438)

*DÉBATS***Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Son intervention (p. 5870)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5871)

Environnement : espace rural (p. 5871)

Discussion des articles; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003)*Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)*

Son intervention (p. 5981)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES***EQUIPEMENT ET TRANSPORTS****Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207, 7257)**

Son intervention (p. 7236)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 7236)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 7236)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT**Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)**

Son intervention (p. 8945)

Thèmes avant la procédure des questions :

Banques et établissements financiers : Banque du développement des petites et moyennes entreprises (BDPME) (p. 8946)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 8945)

Entreprises : financement (p. 8945)

Formation professionnelle (p. 8942)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dépenses afférentes à la résidence principale (p. 8945, 8946)

Impôts et taxes : politique fiscale : commerce et artisanat (p. 8945, 8946)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 8945)

Justice : tribunaux de commerce (p. 8946)

Travail : chèques vacances (p. 8946)

Travail : coût (p. 8945)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70) ; [20 janvier 1999] (p. 130, 160)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 81)

Son intervention (p. 134)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 135)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 82, 135)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 135)

Informatique (p. 134)

Secteur public : services publics (p. 135)

Union européenne : fonds structurels (p. 134)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Soutient le sous-amendement n° 1201 de Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont (association à la préparation et à l'exécution) à l'amendement n° 265 de la commission (association d'autres collectivités territoriales lorsque ces dernières cofinancent des programmes prévus dans les contrats de plan Etat-régions) : adopté (p. 397)

Soutient le sous-amendement n° 1202 de Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont (rédactionnel) à l'amendement n° 265 de la commission : adopté (p. 398)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Intervient sur l'amendement n° 724 de M. Patrick Rimbart (coordination des schémas assurée par l'Etat) (p. 432)

Son rappel au règlement (cf. supra) [26 janvier 1999] (p. 438)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs culturels)

Intervient sur l'amendement n° 920 de M. Bruno Bourg-Broc (maintien du niveau de connaissance et d'apprentissage de la langue française) (p. 487)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Son sous-amendement n° 1188 (de précision) à l'amendement n° 1169 du Gouvernement (mise en commun de moyens pour assurer l'accessibilité et la qualité des services publics) : adopté (p. 879)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039, 4081)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 4064)

Son intervention (p. 4093)

Thèmes :

Aménagement du territoire : généralités (p. 4064, 4065)

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 4093)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 4064)

Coopération intercommunale : agglomérations nouvelles (p. 4093)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 4093)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4093)

Union européenne : fonds structurels (p. 4093)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5830)

Son intervention (p. 5836)

Thèmes :

Agriculture (p. 5837)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 5837)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 5836, 5837)

Proposition de résolution n° 1646 sur les propositions de directives relatives aux chemins de fer communautaires (COM (98) 0480 final/n° E 1163)

Discussion de l'article unique [16 juin 1999] (p. 5931)

Article unique (politique de développement des chemins de fer communautaires)

Son intervention (p. 5932)

Déclaration du Gouvernement n° 1733 présentée par M. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur sur l'organisation mondiale du commerce

[23 juin 1999] (p. 6331)

Son intervention (p. 6356)

Thèmes :

Enfants : travail (p. 6357)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 6356, 6357)

Jacky DARNE

*Rhône (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux polices municipales [J.O. du 5 mars 1999] (p. 3342)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux polices municipales [J.O. du 17 mars 1999] (p. 3979)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale [J.O. du 20 mai 1999] (p. 7464)

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le

projet de loi, modifié par le Sénat (n° 960), relatif aux polices municipales [21 janvier 1999] (n° 1335)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 1406) relatif aux polices municipales [17 mars 1999] (n° 1470)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Tribunaux de commerce. Réforme [14 octobre 1998] (p. 6575)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 475, posée le 5 octobre 1998. Sécurité publique. Automobiles et cycles (J.O. Questions p. 5340). Appelée le 6 octobre 1998. Dégradations, fonds d'indemnisation, création (p. 5941)

n° 477, posée le 5 octobre 1998. Tourisme et loisirs. Guides (J.O. Questions p. 5341). Suppléant de M. Pierre Forgues. Appelée le 6 octobre 1998. Statut (p. 5942)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SERVICES GÉNÉRAUX - Secrétariat général de la Défense Nationale - Conseil économique et social - PLAN - BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7801)

Son intervention (p. 7806)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : Conseil économique et social (p. 7807)

Etat : Médiateur de la République (p. 7807)

Etat : Plan (p. 7807)

Etat : services du Premier ministre (p. 7806, 7807)

Fonctionnaires et agents publics (p. 7807)

Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) (p. 7806)

Presse et livres : Documentation française (p. 7807)

Presse et livres : journaux officiels (p. 7807)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 7807)

Télécommunications : Internet

Télécommunications : Internet : Gouvernement
(p. 7807)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET
DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8115)

Son intervention (p. 8127)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : réforme (p. 8127, 8128)

Fonctionnaires et agents publics : congé de fin
d'activité (p. 8127)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8127)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires :
collectivités territoriales (p. 8128)

Fonctionnaires et agents publics : primes (p. 8128)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145, 8181)

Rapporteur pour avis de la commission des lois
constitutionnelles, de la législation et de
l'administration générale de la République,
suppléant de M. René Dosière

Son intervention (p. 8151)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : compétences : politique
économique (p. 8152)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 8152,
8153)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8151,
8152)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 8152)

Coopération intercommunale (p. 8152, 8153)

Etat (p. 8152)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 8152)

**Projet de loi n° 1071 d'orientation pour
l'aménagement et le développement durable du
territoire et portant modification de la loi n° 95-115
du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement
et le développement du territoire**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

*Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4
février 1995 : maintien des services publics sur le
territoire)*

Intervient sur l'amendement n° 1169 du Gouvernement
(mise en commun de moyens pour assurer

l'accessibilité et la qualité des services publics)
(p. 879)

Intervient sur le sous-amendement n° 1188 de M. Jean-
Claude Daniel (de précision) à l'amendement n° 1169
du Gouvernement (p. 879)

Intervient sur l'amendement n° 1143 de M. Christian
Estrosi (mise en commun de moyens pour assurer
l'accessibilité et la qualité des services publics)
(p. 879)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

Rapporteur de la commission des lois
constitutionnelles, de la législation et de
l'administration générale de la République

DEUXIÈME LECTURE

**Avant la discussion des articles [28 janvier 1999]
(p. 609, 623)**

Son intervention (p. 611)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : police
(p. 612)

Communes : maires : police (p. 612, 613)

Coopération intercommunale (p. 612, 613)

Etat (p. 611, 612)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 612)

Parlement : Sénat (p. 612, 613)

Police : police municipale : armes (p. 612)

Police : police municipale : contrôle d'identité
(p. 613)

Police : police municipale : personnels (p. 612, 613)

Police : police municipale : Règlement (p. 612)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 636)

Ses interventions dans la discussion des
amendements et des sous-amendements

*Article 1er (article L. 2212-5 du code général des
collectivités territoriales : compétences des agents de
police municipale)*

Soutient l'amendement n° 3 de la commission
(rédactionnel) : adopté (p. 639)

*Article 2 (article L. 2212-6 du code général des
collectivités territoriales : élaboration d'un règlement
de coordination)*

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (à défaut
de conclusion de la convention de coordination,
possibilité pour le préfet d'édicter un règlement de
coordination et exercice des missions de la police
municipale entre six heures et vingt-trois heures en
l'absence de convention ou de règlement) : adopté
après modifications (p. 642)

Article 3 (article L. 2212-7 du code général des collectivités territoriales : institution d'une commission consultative des polices municipales)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (modalités de désignation des maires siégeant à la commission) : adopté (p. 642)

Article 4 (article L. 2212-8 du code général des collectivités territoriales : vérification des services de police municipale)

Soutient l'amendement n° 6 rectifié de la commission (suppression de la faculté donnée à la commission consultative de demander la vérification et transmission au ministre de l'intérieur des conclusions de la vérification) : adopté (p. 643)

Article 5 bis (article L. 2213-17 du code général des collectivités territoriales : suspension et révocation des gardes champêtres)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (de suppression) : adopté (p. 645)

Article 5 ter (article L. 2512-16 du code général des collectivités territoriales : compétences des personnels du service des parcs et jardins et des inspecteurs du service de sécurité de la ville de Paris)

Son amendement n° 43 (de suppression) : retiré (p. 647)

Son amendement n° 82 (agrément par le procureur de la République des agents de la ville de Paris chargés de l'application du règlement des parcs et promenades et de celui des cimetières) : adopté (p. 648)

Article 6 (article L. 412-49 du code des communes : principes généraux du statut des agents de police municipale)

Soutient l'amendement n° 8 corrigé de la commission (agrément des agents de la police municipale par le préfet) : adopté (p. 649)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (suppression de la possibilité d'agrément tacite) : adopté (p. 649)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (suspension de l'agrément par le préfet ou le procureur de la République) : adopté (p. 649)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 649)

Article 7 (article L. 512-51 du code des communes : armement des agents de police municipale)

Soutient l'amendement n° 12 rectifié de la commission (autorisation du port d'arme de quatrième ou de sixième catégorie par le préfet sur demande motivée du maire en cas d'existence d'une convention ou d'un règlement de coordination lorsque la nature des missions des agents de la police municipale et des circonstances particulières le justifient) : adopté (p. 652)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 652)

Article 8 (article L. 412-52 du code des communes : identification et équipement des agents de police municipale)

Son amendement n° 81 rectifié (caractères communs à toutes les polices municipales de l'identification et de l'équipement de leurs agents) : adopté (p. 654)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (décret simple substitué au décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 654)

Article 10 (article L. 441-1 du code des communes : application du projet de loi en Alsace-Moselle)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 656)

Article 11 (abrogations)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (abrogation de l'article L. 412-49-1 du code des communes autorisant la délivrance d'agrément temporaire à des assistants de police municipale dans les communes touristiques et de l'article L. 441-3 du même code prévoyant les conditions de nomination et de révocation des agents de la police municipale en Alsace-Moselle) : adopté (p. 657)

Article 12 (article L. 21-2 du code de procédure pénale : compétences judiciaires des agents de police municipale)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (de précision) : adopté (p. 657)

Article 14 (article L. 78-6 du code de procédure pénale : procédure de relevé d'identité par les agents de police municipale)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (de précision) : adopté (p. 660)

Article 16 bis (bonification du temps de service accompli pour la liquidation de la pension)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (de suppression) : adopté (p. 663)

Article 18 (édiction du règlement de coordination à l'issue du délai de six mois à compter de la publication du règlement-type)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (de précision) : adopté (p. 664)

Soutient l'amendement n° 24 rectifié de la commission (règlement édicté par le préfet à défaut de conclusion de la convention) : adopté (p. 664)

Soutient l'amendement n° 25 rectifié de la commission (rétablissement du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture limitant les compétences de la police municipale à défaut de convention ou de règlement) : adopté (p. 664)

Article 19 (report de l'uniformisation de l'identification des polices municipales)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (délai de douze mois pour l'uniformisation de l'identification des polices municipales) : adopté (p. 664)

Article 20 supprimé par le Sénat (nouvel agrément des agents de police municipale)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (agrément du préfet aux agents de police municipale) : adopté (p. 665)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [18 mars 1999] (p. 2673)

Suppléé par M. René Dosière

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 970)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 1006)

Thèmes :

Aménagement du territoire : villes : croissance (p. 970)

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 970, 971)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 970)

Communes (p. 970)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 971)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 971, 972)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 970)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Son intervention (p. 1013)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Jean-Marie Bockel (territoire présentant une continuité urbaine ne

pouvant comporter plus d'une communauté d'agglomération sauf en région Ile-de-France) (p. 1025)

Article L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales : le conseil de la communauté d'agglomération

Intervient sur l'amendement n° 59 rectifié de la commission (à défaut d'accord entre les communes, attribution d'un siège à chaque commune et répartition des sièges restants à la proportionnelle) (p. 1031)

Intervient sur le sous-amendement n° 588 de M. Michel Vaxès (impossibilité pour une commune de détenir la moitié des sièges ou plus), rectifié (suppression des termes "ou plus") à l'amendement n° 59 rectifié de la commission (p. 1031)

Intervient sur l'amendement n° 576 de M. Jean Espilondo (à défaut d'accord entre les communes, attribution d'un siège à chaque commune et répartition des sièges restants à la proportionnelle) (p. 1031)

Article 8 précédemment réservé (article L. 5215-10 du code général des collectivités territoriales - élection des délégués du conseil de la communauté urbaine)

Intervient sur l'amendement n° 609 de M. Gérard Gouzes (nouvelle rédaction de l'article organisant la désignation lors des élections municipales des délégués des communes de plus de 3 500 habitants au conseil des communautés urbaines) (p. 1129)

Article 35 (transformation des districts en communautés d'agglomération ou en communautés urbaines)

Son amendement n° 573 (possibilité de transformation en communautés d'agglomération des districts comptant plus de 500 000 habitants à taxe professionnelle unique) : adopté après rectification (p. 1211)

Article 51 (article 1609 nonies C du code général des impôts - taxe professionnelle unique)

Intervient sur l'amendement n° 178 de la commission (perception de la taxe d'habitation et des taxes foncières par les communautés d'agglomération et les communautés urbaines à taxe professionnelle unique) (p. 1326)

Intervient sur l'amendement n° 190 de la commission (de coordination) (p. 1330)

Soutient l'amendement n° 193 de la commission (caractère obligatoire de la dotation de solidarité communautaire pour les communautés urbaines à taxe professionnelle unique, répartition en priorité aux profit des communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine ou à la dotation de solidarité rurale selon le revenu et le potentiel fiscal et d'autres critères que déterminerait le conseil communautaire) : adopté (p. 1331)

Article 59 (articles 11 et 29 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 - dotation de solidarité des groupements)

Intervient sur l'amendement n° 211 de la commission (dotation de solidarité des communautés urbaines à fiscalité additionnelle) (p. 1380)

Ses explications de vote (p. 1402)

Vote pour du groupe socialiste (p. 1402)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [29 juin 1999] (p. 6587)

Son intervention (p. 6592)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 6592)

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 6593)

Collectivités territoriales : libre administration : coopération intercommunale (p. 6593)

Coopération intercommunale : organismes (p. 6592, 6593)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 6593)

Impôts locaux : taxe d'habitation : réforme (p. 6594)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 6593)

Parlement : rôle : coopération intercommunale (p. 6593)

Parlement : Sénat : coopération intercommunale (p. 6593)

Proposition de loi n° 1350 portant création d'une nouvelle collectivité territoriale : le Haut-Conseil de l'agglomération parisienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3781)

Son intervention (p. 3790)

Thèmes :

Régions : Ile-de-France : compétences (p. 3791, 3792)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 3791, 3792)

Régions : Ile-de-France : généralités (p. 3790, 3791)

Régions : Ile-de-France : statuts (p. 3791)

Régions : Ile-de-France : transports (p. 3792)

Camille DARSIÈRES

*Martinique (3^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 25 mars 1999] (p. 4491)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 27 mars 1999] (p. 4605)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 614, posée le 8 février 1999. DOM. Martinique : transports (J.O. Questions p. 674). Appelée le 9 février 1999. Fret aérien et maritime, coût, réglementation (p. 1059)

n° 805, posée le 17 mai 1999. Postes. La Poste (J.O. Questions p. 2895). Appelée le 18 mai 1999. Facteurs, recrutement, concours, égalité des candidats (p. 4477)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son intervention (p. 5985)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281, 7313)

Son intervention (p. 7340)

Thèmes avant la procédure des questions :

DOM : institutions (p. 7341, 7342)

DOM : Martinique (p. 7340 à 7342)

Emploi (p. 7340)

Finances publiques (p. 7340, 7341)

Logement (p. 7340, 7341)

Politique extérieure (p. 7341, 7342)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 25 (article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones prioritaires ultra-périphériques)

Son intervention (p. 884)

Intervient sur l'amendement n° 370 de M. Claude Hoarau (cas des départements d'outre-mer) (p. 887)

Son sous-amendement n° 1249 (de précision) à l'amendement n° 370 de M. Claude Hoarau : adopté (p. 887)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1999] (p. 1637)

Son intervention (p. 1654)

Thèmes :

DOM : Martinique (p. 1655)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : cultes (p. 1654)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : culture (p. 1654, 1655)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : histoire (p. 1654)

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1656)

Article 1er (la traite négrière et l'esclavage reconnus comme crime contre l'humanité)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Bernard Birsinger (reconnaissance par la République française de sa responsabilité envers les peuples et les

descendants des peuples victimes de l'esclavage et réparation du préjudice subi) (p. 1659)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son intervention (p. 4631)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Philippe Chaulet (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 167 rectifié de Mme Huguette Bello (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Yves Cochet (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 544 de M. Noël Mamère (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Henry Jean-Baptiste (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5763)

Article 1er (domaines d'intervention de l'habilitation)

Son amendement n° 3 soutenu par M. Daniel Marsin (extension à la législation relative aux transports intérieurs) : adopté (p. 5765)

Michel DASSEUX

*Dordogne (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur du projet de loi portant organisation de la réserve militaire et du service de défense (n° 1618) [10 février 1999]

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 11 mars 1999] (p. 3654)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 11 mars 1999] (p. 3654)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 20 mars 1999] (p. 4175)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 20 mars 1999] (p. 4175)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1618), portant organisation de la réserve militaire et du service de défense [23 juin 1999] (n° 1736)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Procédure des questions :

Défense : entreprises (p. 8303)

Proposition de loi n° 1394 relative à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [18 mars 1999] (p. 2626)

Son intervention (p. 2629)

Thème :

Sports : arts martiaux : titres et grades (p. 2629, 2630)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2630)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote (p. 5731)

Vote pour du groupe socialiste (p. 5732)

Projet de loi n° 1618 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

Rapporteur de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6740)

Son intervention (p. 6742)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : réservistes (p. 6743)

Défense : force multinationale : réservistes (p. 6743)

Défense : loi de programmation militaire (p. 6742)

Défense : professionnalisation (p. 6742, 673)

Défense : réserves (p. 6742, 6743)

Défense : service national (p. 6742)

Discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6759)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1 (principes généraux de la réserve)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (réserve ouverte aux femmes) : adopté (p. 6759)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6760)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (de précision) : adopté (p. 6760)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (de précision) : adopté (p. 6762)

Article 2 (conditions d'admission dans la réserve)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6763)

Article 3 (modalités d'accès à la réserve)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (de précision) : adopté (p. 6765)

Soutient le sous-amendement oral de la commission (affectation) à l'amendement n° 63 de M. Guy Teissier : retiré (p. 6766)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (objets de la préparation militaire) : adopté (p. 6766)

Article 4 (limites d'âge)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (conditions de report de la limite d'âge) : retiré (p. 6767)

Article 5 (attribution de la qualité de militaire aux réservistes de la réserve opérationnelle)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6767)

Article 6 (participation bénévole à des activités dans la réserve)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (activités destinées à renforcer le lien entre la Nation et son armée) : adopté (p. 6768)

Article 11 (prolongements éventuels des activités à accomplir au titre de l'engagement dans la réserve opérationnelle)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (réservistes chargés d'organiser les journées d'appel de préparation à la défense autorisés à prolonger leurs activités dans la réserve opérationnelle) : adopté (p. 6772)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (non fractionnement de la période d'encadrement) : adopté (p. 6772)

Article 18 A (définition de la réserve citoyenne)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6774)

Après l'article 26

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (institution d'un Conseil supérieur de la réserve militaire) : adopté (p. 6776)

Article 28 (champ d'application des obligations du service de défense)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (ressortissants de l'Union européenne assujettis aux obligations de service de défense) : adopté (p. 6777)

Après l'article 38

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (protection des étudiants ou stagiaires exerçant une activité au titre d'un engagement de service dans la réserve opérationnelle) : adopté (p. 6779)

Article 39 (modifications apportées au code du travail)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (conservation de l'emploi d'origine à l'issue d'une période d'activité dans la réserve opérationnelle) : adopté (p. 6779)

Marc-Philippe DAUBRESSE

*Nord (4^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale [J.O. du 20 mai 1999] (p. 7464)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ordre public. Maintien. Manifestations [20 octobre 1998] (p. 7009)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Contrats locaux de sécurité [2 mars 1999] (p. 1857)

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [18 mai 1999] (p. 4491)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Violences urbaines, lutte et prévention [30 juin 1999] (p. 6691)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette que la réserve, à la demande de la commission, de la discussion des articles 7 et 8 diffère le débat sur l'élection au suffrage universel des délégués des conseils des communautés urbaines [9 février 1999] (p. 1112)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207, 7257)

Son intervention (p. 7221)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports : crédits (p. 7221, 7222)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 7222)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 7222, 7223)

Transports par eau : transports fluviaux (p. 7221)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70) ; [20 janvier 1999] (p. 130, 160)

Son intervention (p. 145)

Thèmes :

Collectivités territoriales : péréquation (p. 145)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 146)

Transports : transport combiné (p. 146)

Discussion des articles [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 702 soutenu par M. Maurice Leroy (schéma des différentes infrastructures de transport) : rejeté (p. 310)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 786 soutenu par M. Yves Coussain (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 786) : rejeté (p. 828)

Son amendement n° 787 corrigé soutenu par M. Yves Coussain (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 828) : rejeté (p. 829)

Son amendement n° 788 soutenu par M. Yves Coussain (rédactionnel) : rejeté (p. 835)

Article 30 (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Son amendement n° 791 soutenu par M. Yves Coussain (concours financiers du fonds d'intervention des transports terrestres et des voies navigables) (p. 916) : rejeté (p. 917)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Son amendement n° 792 soutenu par M. Yves Coussain (schémas intermodaux) : rejeté (p. 921)

Son amendement n° 797 soutenu par M. Yves Coussain (rédactionnel) : rejeté (p. 924)

Son amendement n° 793 soutenu par M. Germain Gengenwin (schémas intermodaux de services de transport) : rejeté (p. 929)

Son amendement n° 794 soutenu par M. Germain Gengenwin (développement du mode maritime) (p. 931) : retiré (p. 932)

Article 33 (coordination)

Son amendement n° 795 soutenu par M. Germain Gengenwin (schémas intermodaux) : rejeté (p. 934)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081) ; [6 mai 1999] (p. 4193, 4243)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son sous-amendement n° 120 soutenu par M. Germain Gengenwin (redéfinition du schéma des services de transport) à l'amendement n° 4 de la commission (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 4122)

Article 29 supprimé par le Sénat (article 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : politique globale des transports)

Son sous-amendement n° 146 soutenu par M. Germain Gengenwin (transports multimodaux) à l'amendement n° 64 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 4236)

Article 32 supprimé par le Sénat (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Son sous-amendement n° 173 soutenu par M. Germain Gengenwin (rédactionnel) à l'amendement n° 67 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 4246)

Son sous-amendement n° 174 soutenu par M. Germain Gengenwin (rédactionnel) à l'amendement n° 67 de la commission : rejeté (p. 4246)

Son sous-amendement n° 176 soutenu par M. Germain Gengenwin (de précision) à l'amendement n° 67 de la commission (p. 4246) : rejeté (p. 4247)

Son sous-amendement n° 175 (rédactionnel) à l'amendement n° 67 de la commission : retiré (p. 4247)

Article 33 supprimé par le Sénat (coordination)

Son sous-amendement n° 177 soutenu par M. Germain Gengenwin (rédactionnel) à l'amendement n° 73 rectifié de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 4249)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 964)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 964, 965)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : coopération intercommunale (p. 965)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 964, 965)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 964, 965)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 965)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 473 soutenu par M. Léonce Deprez (communauté formant un ensemble d'au moins 100 000 habitants) : rejeté (p. 1015)

Son amendement n° 464 soutenu par M. Léonce Deprez (suppression de l'exigence d'une commune centre comptant plus de 15 000 habitants) (p. 1018) : rejeté (p. 1019)

Article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des communautés d'agglomération

Son amendement n° 465 soutenu par M. Léonce Deprez (équipements scolaires supprimés de la liste des compétences optionnelles) (p. 1034) : rejeté (p. 1035)

Son amendement n° 463 soutenu par M. Léonce Deprez (suppression de la possibilité d'exercice de tout ou partie des compétences d'aide sociale) : rejeté (p. 1036)

Son amendement n° 462 soutenu par M. Léonce Deprez (initiative du département pour le transfert à la communauté de l'exercice de tout ou partie de ses compétences en matière d'action sociale et de santé) : rejeté (p. 1037)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 470 (participation de la communauté urbaine à la contractualisation et à l'exécution du Plan de la Nation) : retiré (p. 1100)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (participation de la communauté urbaine à l'élaboration, à la signature et à l'exécution du contrat de plan) (p. 1101)

Son amendement n° 460 (de coordination) : rejeté (p. 1102)

Son amendement n° 461 (de coordination) : rejeté (p. 1102)

Article 4 (article L. 5215-20 bis du code général des collectivités territoriales - cas des communautés urbaines existantes)

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (adoption automatique du nouveau régime à défaut de délibérations contraires acquises à la majorité des deux tiers du conseil de la communauté et des deux tiers des conseils municipaux) (p. 1108)

Son sous-amendement oral (majorités simples substituées à celles des deux tiers) à l'amendement n° 77 de la commission : rejeté (p. 1108)

Intervient sur l'amendement n° 311 corrigé de M. Alain Cacheux (adoption automatique du nouveau régime à défaut de délibérations contraires acquises à la majorité des deux tiers du conseil de la communauté et des deux tiers des conseils municipaux) (p. 1108)

Article 8 (article L. 5215-10 du code général des collectivités territoriales - élection des délégués du conseil de la communauté urbaine)

Son rappel au règlement (cf. supra) [9 février 1999] (p. 1112)

Article 8 précédemment réservé (article L. 5215-10 du code général des collectivités territoriales - élection des délégués du conseil de la communauté urbaine)

Intervient sur l'amendement n° 609 de M. Gérard Gouzes (nouvelle rédaction de l'article organisant la désignation lors des élections municipales des délégués des communes de plus de 3 500 habitants au conseil des communautés urbaines) (p. 1129)

Son amendement n° 471 : devenu sans objet (p. 1129)

Article 7 précédemment réservé (articles L. 5215-6 et L. 5215-7 du code général des collectivités territoriales - nomination des délégués au sein du conseil de la communauté urbaine)

Son amendement n° 536 (nouvelle rédaction de l'article prévoyant l'élection du conseil de la communauté urbaine selon le mode de scrutin des élections régionales) : rejeté (p. 1130)

Son amendement n° 497 (nouvelle rédaction de l'article constituant le conseil de la communauté urbaine en deux collèges, l'un comprenant un délégué par commune, l'autre élu selon le mode de scrutin des élections régionales) : rejeté (p. 1130)

Son amendement n° 469 (effectif des conseils des communautés urbaines comptant plus de soixante-dix-sept communes égal au double du nombre des communes) : adopté (p. 1131)

Article 18 (article L. 5210-2 du code général des collectivités territoriales - interdiction faite à une commune d'appartenir à plusieurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre)

Son amendement n° 472 soutenu par M. Léonce Deprez (de suppression) : retiré (p. 1142)

Article 21 (article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales - création des établissements publics de coopération intercommunale - fixation du périmètre)

Son amendement n° 467 soutenu par M. Léonce Deprez (suppression du pouvoir d'initiative du préfet pour fixer le périmètre des établissements publics de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1144)

Article 22 (articles L. 5211-6 à L. 5211-11 et L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales - organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 1169)

Soutient l'amendement n° 301 de M. Charles de Courson (élection au suffrage universel des assemblées délibérantes des établissements publics de coopération intercommunale lorsque l'intégration fiscale dépasse 50%) : rejeté (p. 1171)

Soutient l'amendement n° 3 de M. Pierre Albertini (élection au suffrage universel direct des présidents des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre comptant plus de 200 000 habitants) : rejeté (p. 1177)

Article 24 (articles L. 5211-16 à L. 5211-20 du code général des collectivités territoriales - modifications statutaires)

Son amendement n° 468 (suppression de l'initiative du préfet pour l'extension du périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1185)

Article 28 (article L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales - commission départementale de la coopération intercommunale)

Son amendement n° 459 soutenu par M. Léonce Deprez (information de la commission sur les politiques contractuelles engagées par l'Etat intéressant les établissements publics de coopération intercommunale, notamment ceux ayant signé des contrats de pays ou d'agglomération) (p. 1196) : devenu sans objet (p. 1197)

Après l'article 46

Son amendement n° 517 (consultation des populations concernées sur les fusions de communes) : rejeté (p. 1226)

Intervient sur l'amendement n° 279 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - ratification obligatoire par les conseils municipaux des modalités de la fusion non prévues par la loi) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - conditions de fonctionnement de la mairie annexe fixées par décret) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - délégations consenties par le maire de la commune centre au maire délégué) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - exécution des lois et des règlements de police par le maire délégué) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 283 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - procédure de défusion) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 284 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - conseil consultatif de la commune associée) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 285 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - élection du maire délégué par le conseil consultatif de la commune associée) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 286 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - création de plein droit d'une section électorale sur le territoire de la commune associée) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 287 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - conseil consultatif dans chaque commune associée) (p. 1229)

Article 56 (article 1648 A du code général des impôts - fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 458 soutenu par M. Germain Gengenwin (maintien du dispositif actuel d'écarterement du produit de taxe professionnelle) : rejeté (p. 1353)

Article 67 (articles L. 5211-32, L. 5211-33, L. 5211-38 et L. 5211-39 du code général des collectivités territoriales - garantie de la dotation des groupements)

Son amendement n° 466 soutenu par M. Jean-Jacques Weber (garantie portée de 80 à 100 % de la dotation perçue l'année précédente) : rejeté (p. 1398)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [29 juin 1999] (p. 6587)

Son intervention (p. 6597)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : coopération intercommunale (p. 6598)

Collectivités territoriales : libre administration : coopération intercommunale (p. 6597, 6598)

Coopération intercommunale : fusions de communes (p. 6597, 6598)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 6597)

Départements (p. 6597)

Impôts locaux : taux : coopération intercommunale (p. 6598)

Parlement : commissions mixtes paritaires : coopération intercommunale (p. 6597)

Yves DAUGE

*Indre-et-Loire (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement [J.O. du 26 février 1999]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur la réforme de la coopération appliquée au Tchad et à la Centrafrique [16 juin 1999] (n° 1701)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le nouveau partenariat pour le développement des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.) [1^{er} juillet 1999] (n° 1776)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Organisations internationales. ONU. Cour pénale internationale, création, attitude de la France [9 décembre 1998] (p. 10239)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 476, posée le 5 octobre 1998. Sécurité publique. Services départementaux d'incendie et de secours (J.O. Questions p. 5340). Appelée le 6 octobre 1998. Financement (p. 5936)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

COOPÉRATION

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7852)

Son intervention (p. 7866)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 7866)

Politique extérieure : coopération culturelle (p. 7866, 7867)

Politique extérieure : coopération économique (p. 7866)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : contrats de ville (p. 7904)

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8017, 8039)

Son intervention (p. 8043)

Thèmes avant la procédure des questions :

Logement : crédits (p. 8043)

Logement : logements vacants (p. 8043)

Urbanisme : développement social urbain (DSU) (p. 8043)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057, 8067)

Procédure des questions :

Emploi : contrats emploi-jeunes : contrats de plan Etat-régions (p. 8094)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70) ; [20 janvier 1999] (p. 130, 160)

Son intervention (p. 143)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 143)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 143)

Martine DAVID

*Rhône (13^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7839)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7839)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Risques professionnels. Accidents du travail et maladies professionnelles. Réglementation [6 octobre 1998] (p. 5950)

Industrie. Electroménager. Seb, emploi et activité, Villefranche-sur-Saône et Saint-Priest [15 décembre 1998] (p. 10476)

Esotérisme. Sectes. Session de l'OSCE, attitude de la France [17 mars 1999] (p. 2532)

Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israëlo-palestinien, attitude de la France [18 mai 1999] (p. 4496)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7122, 7139)

Son intervention (p. 7140)

Thème avant la procédure des questions :

Enseignement : personnel : auxiliaires (p. 7140)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : anciens combattants et victimes de guerre : administration (p. 8223)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9172, 9197)

Son intervention (p. 9206)

Thème :

Sports : dopage : généralités (p. 9206, 9207)

Proposition de résolution n° 811 tendant à créer une commission d'enquête relative aux exigences pécuniaires, aux relations financières internationales, à la situation patrimoniale et fiscale des sectes

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Article unique (création de la commission d'enquête)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Raymond Forni (commission de quinze membres) (p. 10495)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ; [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Après l'article 34

Son amendement n° 5 (personnels aide-opérateur et aides instrumentistes) : retiré (p. 3960)

Son amendement n° 388 (personnels aide-opérateur et aides instrumentistes) : retiré (p. 3960)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (personnels aide-opérateur et aides instrumentistes) (p. 3964)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5711)

Son intervention (p. 5720)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 5720)

Défense : appelés : guerre d'Algérie (p. 5720)

Bernard DAVOINE

*Nord (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 773, posée le 3 mai 1999. Enregistrement et timbre. Droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail (J.O. Questions p. 2554). Appelée le 4 mai 1999. Réglementation (p. 3910)

Jean-Louis DEBRÉ

*Eure (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République
Président du groupe du Rassemblement pour la République*

Nommé président du groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1348 relative à la prévention et au contrôle de la prolifération de l'algue *Caulerpa taxifolia* (valh) C. Agardh [27 janvier 1999]

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics [17 février 1999]

Proposition de loi n° 1513 relative à l'actionnariat des salariés [31 mars 1999]

Proposition de loi n° 1557 tendant à éviter la double imposition des bailleurs pour l'exercice 1999 [28 avril 1999]

Proposition de loi n° 1560 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et de l'accompagnement [28 avril 1999]

Proposition de résolution n° 1577 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité) [5 mai 1999]

Proposition de loi n° 1817 tendant à assouplir les conditions dans lesquelles peut être octroyé un report au titre de l'article L. 5 bis A du code du service national [22 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Condamne les propos tenus par M. Vernaudeau à l'encontre de M. Gaston Flösse [23 octobre 1998] (p. 7337)

Condamne la décision du Président de l'Assemblée nationale de retirer la parole à M. Jean-Claude Lenoir en application de l'article 54, alinéa 6 du Règlement et émet des réserves sur le scrutin relatif à la question préalable défendue par M. Jean-Claude Lenoir [7 novembre 1998] (p. 8360)

Condamne la clôture de la discussion sur l'article intervenant après que la parole eut été retirée à M. Jean-Claude Lenoir sur la question préalable, estime que les droits de l'opposition ne sont pas respectés et met en cause le Président dans la détermination de l'ordre des intervenants sur l'article [8 novembre 1998] (p. 8456)

Condamne l'absence de position du rapporteur sur des amendements [8 novembre 1998] (p. 8533)

Reproche à la Présidence de ne pas donner la parole à l'opposition pour répondre au Gouvernement [8 novembre 1998] (p. 8545)

Répond au rappel au règlement de M. Patrick Devedjian : rappelle que le règlement de l'Assemblée nationale, avant sa mise en application, a été soumis au Conseil constitutionnel qui s'est prononcé sur sa conformité à la Constitution et relève, sur un plan plus général, que le Conseil statue sur le fond et non sur la procédure [2 décembre 1998] (p. 9959, 9960)

Répond au rappel au règlement de M. Patrick Devedjian : s'élève contre l'interprétation du Président de séance et considère que l'attitude du Gouvernement constitue une entorse au bon fonctionnement de l'Assemblée nationale [2 décembre 1998] (p. 9962)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Sa motion de renvoi en commission (p. 5892) soutenue par M. François Guillaume : rejetée (p. 5901)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380, 3403)

Sa motion de renvoi en commission (p. 3419) soutenue par M. Patrick Ollier : rejetée (p. 3430)

Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1998] (p. 6241, 6281)

Son intervention (p. 6282)

Thème :

Partis et mouvements politiques (p. 6282)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1998] (p. 6484, 6507) ; [14 octobre 1998] (p. 6551, 6584, 6613)

Sa question préalable (p. 6530) soutenue par M. Gilles Carrez : rejetée (p. 6546)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281, 7313)

Son rappel au règlement (cf. supra) [23 octobre 1998] (p. 7337)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145, 8181)

Son intervention (p. 8164)

Thème avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 8164)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7361, 7399, 7430) ; [28 octobre 1998] (p. 7470)

Sa question préalable (p. 7411) soutenue par M. Jean Bardet : rejetée (p. 7426)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Sa motion de renvoi en commission (p. 8422) soutenue par M. Patrick Devedjian : rejetée au scrutin public (p. 8442)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son rappel au règlement (cf. supra) [8 novembre 1998] (p. 8456)

Ses observations : estime que l'opposition est à nouveau victime d'une censure et que la réserve demandée par le Gouvernement n'est pas justifiée [8 novembre 1998] (p. 8490)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son rappel au règlement (cf. supra) [8 novembre 1998] (p. 8545)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Patrick Devedjian (cf. supra) (p. 9958)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Patrick Devedjian (cf. supra) (p. 9961)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3034, 3057)

Son exception d'irrecevabilité (p. 3041) soutenue par Mme Nicole Catala : rejetée (p. 3050)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5499, 5521)

Sa question préalable (p. 5521) soutenue par M. Patrick Delnatte : rejetée (p. 5527)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10016)

Sa question préalable (p. 10026) soutenue par M. Gilles Carrez : rejetée (p. 10034)

Proposition de résolution n° 770 tendant à créer une commission d'enquête pour faire la lumière sur les agissements et l'objet du groupement de fait dit "Département Protection Sécurité"

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10274)

Sa question préalable (p. 10276) soutenue par Mme Nicole Catala : rejetée (p. 10283)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70) ; [20 janvier 1999] (p. 130, 160)

Sa question préalable (p. 73) soutenue par M. Serge Poignant : rejetée (p. 84)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039, 4081)

Sa question préalable (p. 4049) soutenue par M. Patrick Ollier : rejetée (p. 4067)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 609, 623)

Sa question préalable (p. 613) soutenue par M. Christian Estrosi : rejetée (p. 617)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 avril 1999] (p. 3648, 3658) ; [28 avril 1999] (p. 3706, 3738)

Son exception d'irrecevabilité (p. 3663) soutenue par M. Bernard Accoyer : rejetée (p. 3675)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5862, 5870)

Sa question préalable (p. 5873) soutenue par M. Bernard Accoyer : rejetée (p. 5876)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6665, 6703)

Son exception d'irrecevabilité (p. 6666) soutenue par M. Bernard Accoyer : rejetée (p. 6679)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501, 4532) ; [19 mai 1999] (p. 4596)

Son exception d'irrecevabilité (p. 4512) soutenue par M. Renaud Muselier : rejetée (p. 4522)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6274, 6295) ; [23 juin 1999] (p. 6373)

Son exception d'irrecevabilité (p. 6283) soutenue par Mme Nicole Catala : rejetée (p. 6292)

Jean-Claude DECAGNY

*Nord (23^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de

l'administration générale de la République [J.O. du 17 février 1999] (p. 2527)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 17 février 1999] (p. 2527)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 675, posée le 8 mars 1999. Justice. Tribunaux de grande instance (J.O. Questions p. 1295). Appelée le 9 mars 1999. Maintien, Avesnes (p. 2119)

n° 728, posée le 29 mars 1999. Aménagement du territoire. Politiques communautaires (J.O. Questions p. 1783). Appelée le 30 mars 1999. Fonds structurels, réforme (p. 3009)

Philippe DECAUDIN

*Vienne (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1192 relatif à l'emploi des fonds de la participation des employeurs à l'effort de construction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10353)

Son intervention (p. 10363)

Thèmes :

Logement : HLM (p. 10364)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 10364)

Logement : aides et prêts : prêts d'accession sociale (PAS) (p. 10364)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 10364)

Bernard DEFLESSELLES

*Bouches-du-Rhône (9^{ème} circonscription)
Députés n'appartenant à aucun groupe
Démocratie libérale et indépendants*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 mars 1999] (p. 4746)

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 1^{er} avril 1999] (p. 4896)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 22 mai 1999] (p. 7656)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1795 visant à sanctionner plus sévèrement les auteurs de rejets polluants en mer [8 septembre 1999]

Proposition de loi n° 1811 relative à l'attribution automatique de la nationalité française aux légionnaires blessés au combat ou sur un théâtre d'opérations [22 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [30 mars 1999] (p. 3024)

Justice. Procédures. Ecoutes téléphoniques, législation, respect, Corse [18 mai 1999] (p. 4499)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 889, posée le 21 juin 1999. Commerce et artisanat. Centres commerciaux (J.O. Questions p. 3709). Appelée le 22 juin 1999. Implantation, Aubagne (p. 6246)

Jean-Pierre DEFONTAINE

*Pas-de-Calais (1^{ère} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome XII : Equipement, transports et logement (tourisme) (n° 1116) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

TOURISME

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8577)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 8580)

Thèmes avant la procédure des questions :

Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 8581)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme (p. 8580, 8581)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6059)

Son intervention (p. 6069)

Thèmes :

Sports : associations et clubs : statut juridique (p. 6070)

Sports : manifestations sportives : télévision (p. 6070)

Sports : sportifs : mineurs (p. 6070)

Discussion des articles [18 juin 1999] (p. 6212)

Article 6 (*interdiction des transactions relatives aux mineurs*)

Son amendement n° 59 (déroptions à l'interdiction) : rejeté (p. 6221)

Lucien DEGAUCHY

*Oise (5^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1506 tendant à permettre aux régions d'exonérer les contribuables du paiement de la taxe sur les permis de conduire [31 mars 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Agroalimentaire. Tabacs manufacturés. Seita, emploi et activité [17 novembre 1998] (p. 9105)

Justice. Tribunaux. Fonctionnement, effectifs de magistrats [7 avril 1999] (p. 3362)

Droit pénal. Agressions sexuelles. Lutte et prévention, fichier génétique, création [15 juin 1999] (p. 5820)

Arthur DEHAINE

*Oise (4^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1999 [J.O. du 10 décembre 1998] (p. 18624)

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Fonds de pensions, création [21 octobre 1998] (p. 7118)

Marcel DEHOUX

*Nord (24^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 25 mars 1999] (p. 4491)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 27 mars 1999] (p. 4605)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 822, posée le 24 mai 1999. Frontaliers. Impôt sur le revenu (J.O. Questions p. 3017). Appelée le 25 mai 1999. Assujettissement, Belgique (p. 4802)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)*Procédure des questions :*

Justice : carte judiciaire (p. 8862, 8863)

Jean-Pierre DELALANDE*Val-d'Oise (6^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à éviter la double imposition des bailleurs pour l'exercice 1999 (n° 1557) [11 mai 1999]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1557 tendant à éviter la double imposition des bailleurs pour l'exercice 1999 [28 avril 1999]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de loi (n° 1557) de MM. Jean-Pierre Delalande, Bernard Pons et Jean-Louis Debré tendant à éviter la double imposition des bailleurs pour l'exercice 1999 [18 mai 1999] (n° 1602)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665, 8710)

Son interruption (p. 8715)

Thème avant la procédure des questions :

Préretraites (p. 8715)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2196) ; [10 mars 1999] (p. 2237, 2255) ; [11 mars 1999] (p. 2303, 2356)*Après l'article 51*

Intervient sur l'amendement n° 164 précédemment réservé de M. Serge Poignant (souscription d'un contrat de réassurance par l'établissement de crédit qui apporte sa caution solidaire pour assurer la garantie de livraison prévue au K de l'article L. 231-2 du code de la construction et de l'habitation) (p. 2338)

Intervient sur l'amendement n° 165 précédemment réservé de M. Serge Poignant (création d'un fonds de garantie destiné à préserver les droits des maîtres d'ouvrage) (p. 2338)

Intervient sur l'amendement n° 173 précédemment réservé de M. Serge Poignant (indemnisation des personnes ayant subi un préjudice résultant de la liquidation judiciaire d'une entreprise de crédit ayant apporté sa caution solidaire pour assurer la garantie de livraison prévue à l'article L. 231-2 du code de la construction et de l'habitation) (p. 2338)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5204)*Article 51 bis (mécanisme de garantie des cautions)*

Son amendement n° 82 soutenu par M. Serge Poignant (adhésion de la caution solidaire à un fonds de garantie) : retiré (p. 5253)

Son amendement n° 81 soutenu par M. Serge Poignant (souscription par la caution solidaire d'un contrat de réassurance) (p. 5253) : retiré (p. 5254)

Proposition de loi n° 1557 tendant à éviter la double imposition des bailleurs pour l'exercice 1999

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5037)

Son intervention (p. 5037)

Son intervention (p. 5048)

Thèmes :

Administration : rapports avec les administrés (p. 5037 à 5039, 5048)

Assemblée nationale : article 94 du règlement (p. 5039)

Assemblée nationale : questions écrites (p. 5038)

Baux : bailleurs : imposition (p. 5037 à 5039, 5049)

Baux : bailleurs : impôt sur le revenu (p. 5037, 5038)

Baux : bailleurs : impôt sur les sociétés (p. 5037)

Conseil constitutionnel (p. 5038, 5049)

Constitution : article 40 (p. 5038)

Enregistrement et timbre : droit de bail : taxe additionnelle au droit de bail (p. 5037 à 5039)

Finances publiques : recettes (p. 5048)

Francis DELATTRE

*Val-d'Oise (4^{ème} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7404)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale [J.O. du 20 mai 1999] (p. 7464)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 22 :

Emploi et solidarité (rapatriés) (n° 1111) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Transports. Transports de voyageurs. Grève, service minimum [24 novembre 1998] (p. 9420)

Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Perspectives [2 mars 1999] (p. 1862)

Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Perspectives [23 juin 1999] (p. 6369)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette les modifications apportées à l'ordre du jour [11 février 1999] (p. 1308)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES***EQUIPEMENT ET TRANSPORTS****Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207, 7257)**

Son intervention (p. 7225)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports : crédits (p. 7226)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 7227)

Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) (p. 7227)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 7226)

Transports urbains : Eole (p. 7226)

Transports urbains : Météor (p. 7226)

Voirie (p. 7227)

INTÉRIEUR**Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145, 8181)**

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : ressources : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) (p. 8187)

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605, 8645)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8614)

Thèmes avant la procédure des questions :

Rapatriés : harkis (p. 8614, 8615)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 8614)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 8614)

Retraites : généralités : calcul des pensions : rapatriés (p. 8614)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10016)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 10021) : rejetée (p. 10026)

Thèmes :

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 10021)

Banques et établissements financiers : Société marseillaise de crédit (p. 10024)

Défense : crédits (p. 10023)

Défense : GIAT-Industries (p. 10023)

Emploi : politique de l'emploi (p. 10024)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10022, 10023)

Finances publiques : dépenses (p. 10022, 10023)

Finances publiques : dette publique (p. 10022)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10022 à 10024)

Gendarmerie : crédits (p. 10023)

Politique économique : croissance (p. 10022)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10024)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 967)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 1005)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 967, 968)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : coopération intercommunale (p. 969)

Collectivités territoriales : finances locales : réforme (p. 969)

Collectivités territoriales : libre administration : coopération intercommunale (p. 968, 969)

Coopération intercommunale (p. 967)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 968, 969)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 968, 969)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 968, 969)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Soutient l'amendement n° 584 de M. Franck Dhersin (suppression de l'exigence d'une commune centre comptant plus de 15 000 habitants) : rejeté (p. 1019)

Soutient l'amendement n° 586 de M. Gérard Voisin (suppression de l'exigence de continuité territoriale pour les districts et les communautés de plus de 50 000 habitants se transformant en communautés d'agglomération) : retiré (p. 1022)

Soutient l'amendement n° 322 de Mme Sylvia Bassot (suppression des seuils démographiques pour les communautés de villes se transformant en communautés d'agglomération) : retiré (p. 1022)

Son amendement n° 364 (possibilité d'association des conseils généraux et régionaux au projet de la communauté) : rejeté (p. 1023)

Article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des communautés d'agglomération

Soutient l'amendement n° 325 de M. Marc Laffineur (suppression de la possibilité d'exercice de tout ou partie des compétences d'aide sociale) : rejeté (p. 1036)

Soutient l'amendement n° 365 de M. Dominique Bussereau (initiative du département pour le transfert à la communauté de l'exercice de tout ou partie de ses compétences en matière d'action sociale et de santé) : rejeté (p. 1037)

Son amendement n° 366 (conventions entre les communautés et les conseils généraux ou régionaux) : rejeté (p. 1038)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales

Soutient l'amendement n° 324 de M. Marc Laffineur (de coordination) : rejeté (p. 1102)

Soutient l'amendement n° 368 de M. Gérard Voisin (de coordination) : rejeté (p. 1102)

Article 4 (article L. 5215-20 bis du code général des collectivités territoriales - cas des communautés urbaines existantes)

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (adoption automatique du nouveau régime à défaut de délibérations contraires acquises à la majorité des deux tiers du conseil de la communauté et des deux tiers des conseils municipaux) (p. 1108)

Intervient sur l'amendement n° 311 corrigé de M. Alain Cacheux (adoption automatique du nouveau régime à défaut de délibérations contraires acquises à la majorité des deux tiers du conseil de la communauté et des deux tiers des conseils municipaux) (p. 1108)

Article 5 (articles L. 5215-21, L. 5215-22 et L. 5215-23 du code général des collectivités territoriales - superposition et interférence entre les établissements publics de coopération intercommunale existants et la communauté urbaine)

Intervient sur l'amendement n° 86 rectifié de la commission (de précision) (p. 1112)

Article 10 (article L. 5214-7 du code général des collectivités territoriales - nombre et répartition des sièges au sein du conseil de la communauté de communes)

Soutient l'amendement n° 381 corrigé de M. Marc Laffineur (maximum de 40% des sièges pour une commune) : retiré (p. 1123)

Article 8 précédemment réservé (article L. 5215-10 du code général des collectivités territoriales - élection des délégués du conseil de la communauté urbaine)

Intervient sur l'amendement n° 609 de M. Gérard Gouzes (nouvelle rédaction de l'article organisant la désignation lors des élections municipales des délégués des communes de plus de 3 500 habitants au conseil des communautés urbaines) (p. 1129)

Article 11 (article L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales - compétences des communautés de communes)

Soutient l'amendement n° 353 de M. Gérard Voisin (de coordination) : rejeté (p. 1132)

Soutient l'amendement n° 357 de M. Gérard Voisin (de coordination) : rejeté (p. 1132)

Soutient l'amendement n° 358 de M. Gérard Voisin (de coordination) : rejeté (p. 1133)

Article 21 (article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales - création des établissements publics de coopération intercommunale - fixation du périmètre)

Soutient l'amendement n° 48 de M. Lionnel Luca (absence de délibération du conseil municipal valant rejet du périmètre proposé) : rejeté (p. 1146)

Soutient l'amendement n° 382 de M. Dominique Bussereau (absence de délibération du conseil municipal valant rejet du périmètre proposé) : rejeté (p. 1146)

Article 22 (articles L. 5211-6 à L. 5211-11 et L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales - organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale)

Intervient sur l'amendement n° 149 de Mme Marie-Hélène Aubert (élection des délégués au suffrage universel selon le mode de scrutin des élections régionales) (p. 1173)

Article 24 (articles L. 5211-16 à L. 5211-20 du code général des collectivités territoriales - modifications statutaires)

Soutient l'amendement n° 383 de M. Franck Dhersin (de coordination) : rejeté (p. 1184)

Soutient l'amendement n° 384 de M. Marc Laffineur (de coordination) : rejeté (p. 1186)

Soutient l'amendement n° 385 de M. Dominique Bussereau (de coordination) : rejeté (p. 1187)

Article 26 (articles L. 5211-39 et L. 5211-40 du code général des collectivités territoriales - démocratisation et transparence)

Soutient l'amendement n° 386 de M. Dominique Bussereau (rapport sur l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale comportant les éléments d'information relatifs aux coopérations avec l'Etat, les départements et les régions) : retiré (p. 1190)

Article 28 (article L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales - commission départementale de la coopération intercommunale)

Soutient l'amendement n° 317 de M. Marc Laffineur (information de la commission sur les politiques contractuelles engagées par l'Etat intéressant les établissements publics de coopération intercommunale, notamment ceux ayant signé des contrats de pays ou d'agglomération) : devenu sans objet (p. 1197)

Article 29 (article L. 5211-49 du code général des collectivités territoriales - information et participation des habitants)

Soutient l'amendement n° 318 de M. Dominique Bussereau (possibilité de siéger dans les comités consultatifs pour les conseillers généraux et régionaux) : retiré (p. 1199)

Article 51 (article 1609 nonies C du code général des impôts - taxe professionnelle unique)

Son amendement n° 338 (caractère facultatif de la taxe professionnelle unique pour les communautés d'agglomération sauf en région Ile-de-France) : rejeté (p. 1318)

Soutient l'amendement n° 340 de M. Marc Laffineur (caractère facultatif de la taxe professionnelle unique pour les communautés d'agglomération sauf en région Ile-de-France) : rejeté (p. 1318)

Son amendement n° 339 (caractère facultatif de la taxe professionnelle unique pour les communautés d'agglomération autres que celles de la région Ile-de-France) : rejeté (p. 1322)

Son amendement n° 342 (attribution de compensation réévaluée chaque année en fonction de l'évolution moyenne des bases communales de taxe professionnelle) : rejeté (p. 1328)

Son amendement n° 343 (attribution de compensation réévaluée chaque année en fonction de l'évolution moyenne des bases communales de taxe professionnelle) : rejeté (p. 1328)

Article 47 précédemment réservé (article 1609 bis du code général des impôts - régime fiscal des communautés urbaines)

Son amendement n° 333 (caractère facultatif de la taxe professionnelle unique pour les nouvelles communautés urbaines) : rejeté (p. 1333)

Soutient l'amendement n° 336 de M. Gérard Voisin (caractère facultatif de la taxe professionnelle unique) : rejeté (p. 1333)

Soutient l'amendement n° 337 de M. Jean-Claude Lenoir (fiscalité additionnelle sur les taxes foncières et sur la taxe d'habitation pour les nouvelles communautés urbaines) : rejeté (p. 1334)

Son amendement n° 334 (taxe professionnelle unique pour les nouvelles communautés urbaines d'Ile-de-France) : rejeté (p. 1334)

Son amendement n° 335 (taxe professionnelle unique pour les communautés urbaines existantes d'Ile-de-France) : rejeté (p. 1334)

Article 56 (article 1648 A du code général des impôts - fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)

Soutient l'amendement n° 348 de M. Gérard Voisin (application des dispositions de l'article différée jusqu'à la publication du rapport sur les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 1353)

Article 52 précédemment réservé (article 1636 B decies du code général des impôts - déliaison des taux)

Son amendement n° 347 (suppression de la limitation de l'augmentation du taux de la taxe professionnelle perçue par les établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique en cas de hausse de la fiscalité sur les ménages dans les communes membres) : adopté (p. 1360)

Article 57 (article L. 2531-13 du code général des collectivités territoriales - fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France)

Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Jacques Kossowski (de suppression) (p. 1371)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Article L. 5211-28 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 349 (extension de la dotation d'intercommunalité des communautés d'agglomération à tous les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et suppression du prélèvement sur la dotation globale de fonctionnement) : rejeté (p. 1385)

Soutient l'amendement n° 369 de M. Marc Laffineur (suppression de la limitation à 500 millions de francs du prélèvement sur les recettes de l'Etat finançant la dotation d'intercommunalité des communautés d'agglomération) : retiré (p. 1386)

Son amendement n° 370 (prélèvement sur les recettes de l'Etat finançant la dotation d'intercommunalité des communautés d'agglomération porté de 500 millions à un milliard de francs) : retiré (p. 1386)

Article L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 371 (potentiel fiscal prenant en compte le versement transport perçu par l'établissement public de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1392)

Son amendement n° 372 (de coordination) : rejeté (p. 1392)

Son amendement n° 374 (de coordination) : rejeté (p. 1392)

Son amendement n° 373 (prise en compte des seules dépenses de transfert réglées directement aux collectivités locales pour la minoration du coefficient d'intégration fiscale) : rejeté (p. 1393)

Article 67 (articles L. 5211-32, L. 5211-33, L. 5211-38 et L. 5211-39 du code général des collectivités territoriales - garantie de la dotation des groupements)

Son amendement n° 375 (majoration de la dotation des communautés de communes lorsqu'elles ont opté pour la taxe professionnelle unique et satisfont à des critères d'intégration fiscale) : retiré (p. 1397)

Soutient l'amendement n° 376 de M. Gérard Voisin (indexation de la dotation perçue par les groupements sur la dotation forfaitaire des communes étendue aux anciennes communautés urbaines, indexation au minimum sur cette dotation et coefficient d'intégration fiscale ramené du double de la moyenne de la catégorie à cette moyenne) : rejeté (p. 1398)

Soutient l'amendement n° 377 de M. Gérard Voisin (coefficient d'intégration fiscale ramené du double de la moyenne de la catégorie à 1,2 de cette moyenne pour l'indexation de la dotation perçue par les groupements sur la dotation forfaitaire des communes) : retiré (p. 1398)

Soutient l'amendement n° 378 de M. Gérard Voisin (indexation de la dotation perçue par les groupements

au minimum sur la dotation forfaitaire des communes lorsque leur coefficient d'intégration fiscale excède le double de la moyenne de celui de leur catégorie) : retiré (p. 1398)

Après l'article 67

Son amendement n° 380 (mention des conséquences de la taxe professionnelle unique sur les collectivités locales, les groupements intercommunaux et les entreprises dans le rapport sur les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle prévu à l'article 100 de la loi de finances pour 1999 et rapport quinquennal sur l'évolution des structures intercommunales) : retiré (p. 1399)

Titre

Son amendement n° 331 (projet de loi relatif aux initiatives intercommunales et à la libre administration des collectivités locales) : rejeté (p. 1401)

Ses explications de vote (p. 1401)

Abstention du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 1401)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [29 juin 1999] (p. 6587)

Son intervention (p. 6594)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration : coopération intercommunale (p. 6594)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 6594)

Partis et mouvements politiques : opposition : coopération intercommunale (p. 6594)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 6594)

Proposition de loi n° 1259 portant modification de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [11 février 1999] (p. 1308)

Son intervention (p. 1310)

Son rappel au règlement (cf. supra) [11 février 1999] (p. 1308)

Thèmes :

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires (p. 1311)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 1311)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4370)

Son intervention (p. 4379)

Thèmes :

Propriété : immeubles : garanties des vices cachés (p. 4381)

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 4379, 4380)

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4388, 4445)

Article 1er (autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire)

Article L. 227-1 du code de l'aviation civile : création et composition de l'Autorité administrative indépendante

Soutient l'amendement n° 56 de M. Christian Estrosi (délai de nomination du successeur) : adopté (p. 4395)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Yves Cochet (délai de nomination du successeur) (p. 4395)

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Yves Cochet (nouvelle réunion de l'Autorité dans les trois semaines dans le cas où elle n'aurait pas pu délibérer) (p. 4395)

Soutient l'amendement n° 57 de M. Christian Estrosi (nouvelle réunion de l'Autorité dans un délai d'un mois, dans le cas où elle n'aurait pas pu délibérer) : adopté (p. 4395)

Article L. 227-3 du code de l'aviation civile : compétences générales de l'Autorité

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (pouvoirs de l'Autorité) (p. 4398)

Soutient l'amendement n° 52 de M. Christian Estrosi (pouvoirs de l'Autorité) : devenu sans objet (p. 4398)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (pouvoirs de l'Autorité) (p. 4398)

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Yves Cochet (pouvoirs de l'Autorité) (p. 4398)

Soutient l'amendement n° 107 de M. Christian Estrosi (pouvoirs de l'Autorité) : devenu sans objet (p. 4398)

Soutient l'amendement n° 3 de M. Jean Bardet (unification des réglementations aéroportuaires) : rejeté (p. 4399)

Soutient l'amendement n° 2 de M. Jean Bardet (unification des réglementations aéroportuaires) : rejeté (p. 4399)

Soutient l'amendement n° 49 de M. Christian Estrosi (unification des réglementations aéroportuaires) : rejeté (p. 4399)

Article L. 227-4 du code de l'aviation civile : compétences de l'Autorité pour le contrôle du bruit au voisinage des neuf aérodromes les plus importants

Soutient l'amendement n° 124 de M. Yves Bur (corrélation entre la mesure du bruit et le suivi des trajectoires) : retiré (p. 4402)

Soutient l'amendement n° 125 de M. Yves Bur (participation des services de la navigation aérienne au contrôle des prescriptions fixées par l'Autorité) : rejeté (p. 4402)

Intervient sur l'amendement n° 19 précédemment réservé de la commission (définitions des niveaux sonores admissibles) (p. 4405)

Intervient sur l'amendement n° 78 précédemment réservé de M. Yves Cochet (définitions des niveaux sonores admissibles) (p. 4405)

Intervient sur l'amendement n° 53 précédemment réservé de M. Christian Estrosi (définitions des niveaux sonores admissibles) (p. 4405)

Intervient sur l'amendement n° 131 du Gouvernement (définitions des niveaux sonores maximum) (p. 4405)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (pouvoir de sanction) (p. 4408)

Après l'article L. 227-4 du code de l'aviation civile

Soutient l'amendement n° 5 de M. Jean Bardet (propositions de l'Autorité pour l'élaboration du schéma national aéroportuaire) : retiré (p. 4445)

Article 2 (commissions consultatives de l'environnement)

Son amendement n° 123 (comité permanent réservé aux neuf grands aéroports) : retiré (p. 4450)

Article 5 (article L. 147-7 du code de l'urbanisme : protection et information préalable des riverains potentiels des aérodromes)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (de suppression) (p. 4456)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 4456)

Son amendement n° 122 (information limitée aux premiers acquéreurs) : devenu sans objet (p. 4456)

Article 6 (article L. 147-8 du code de l'urbanisme : protection et information préalable des riverains potentiels des aérodromes les plus importants)

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (de suppression) (p. 4457)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 4457)

Son amendement n° 121 (information limitée aux premiers acquéreurs) : devenu sans objet (p. 4457)

Ses explications de vote (p. 4458)

Abstention du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 4458)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6642)

Son intervention (p. 6648)

Thèmes :

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 6648, 6649)

Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) (p. 6648)

Transports aériens : Roissy (p. 6648)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852) ; [26 mai 1999] (p. 4974, 4987) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Avant l'article 15

Son amendement n° 337 soutenu par M. Laurent Dominati (intérêts des entreprises dans les organes de communication) (p. 4886) : rejeté (p. 4887)

Patrick DELNATTE

*Nord (9^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale [J.O. du 20 novembre 1998] (p. 17562)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention entre les Etats Parties au Traité de l'Atlantique-Nord et les autres Etats participant au partenariat pour la paix sur le statut de leurs forces (ensemble un protocole additionnel) (n° 1426) [24 mars 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 320), autorisant la ratification de la convention européenne sur la reconnaissance de la personnalité juridique des organisations internationales non gouvernementales [25 novembre 1998] (n° 1222)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1426), autorisant la ratification de la convention entre les Etats Parties au Traité de l'Atlantique-Nord et les autres Etats participant au partenariat pour la paix sur le statut de leurs forces (ensembles un protocole additionnel) [4 mai 1999] (n° 1571)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [25 mai 1999] (p. 4817)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 565, posée le 18 janvier 1999. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes (J.O. Questions p. 235). Appelée le 19 janvier 1999. Contrats de plan Etat-régions, inscription, Nord-Pas-de-Calais (p. 12)

n° 724, posée le 29 mars 1999. Enseignement. Fonctionnement (J.O. Questions p. 1782). Appelée le 30 mars 1999. Effectifs de personnel, académie de Lille (p. 3012)

n° 892, posée le 21 juin 1999. Collectivités territoriales. Réglementation (J.O. Questions p. 3709). Appelée le 22 juin 1999. Coopération transfrontalière, Belgique (p. 6258)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Examen du fascicule [21 octobre 1998] (p. 7077)

Procédure des questions :

Régions : Nord-Pas-de-Calais : politique culturelle (p. 7101)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665, 8710)

Procédure des questions :

Entreprises : création (p. 8723)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion : associations (p. 8718)

ECONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8974)

Procédure des questions :

Enseignement supérieur : Ecole nationale des douanes (p. 9006)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 425 rectifié du Gouvernement (aides à domicile) (p. 7566)

Intervient sur le sous-amendement n° 429 de M. Charles de Courson (contrats à durée indéterminée) à l'amendement n° 425 rectifié du Gouvernement (p. 7565)

Son amendement n° 192 corrigé (exonération totale de cotisations patronales) : rejeté (p. 7567)

Article 4 (prorogation pendant trois ans et plafonnement du dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale pour l'embauche du "premier salarié")

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission des finances (exonération de charges pour première embauche) (p. 7571)

Soutient l'amendement n° 260 de M. Thierry Mariani (exonération de charges sur les bas salaires) : rejeté (p. 7571)

Intervient sur l'amendement n° 405 de M. François Goulard (exonération de charges) (p. 7571)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 8352)

Thème :

Assemblée nationale : Président (p. 8352)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Bernard Accoyer (conclusion du PACS par des personnes âgées d'au moins 21 ans) (p. 8512)

Intervient sur l'amendement n° 288 de M. Thierry Mariani (conclusion du PACS par des personnes âgées d'au moins 18 ans) (p. 8512)

Intervient sur l'amendement n° 843 de M. Henri Plagnol (conclusion du PACS par des personnes âgées d'au moins 21 ans) (p. 8512)

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Pierre Albertini (conclusion du PACS par des personnes majeures) (p. 8512)

Intervient sur l'amendement n° 289 de M. Thierry Mariani (conclusion du PACS par des personnes majeures) (p. 8512)

Soutient l'amendement n° 420 de M. Bernard Accoyer (prohibition de l'adoption pour les signataires de même sexe) : rejeté (p. 8533)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3034, 3057)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 3064)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 3064)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 3064)

Parlement : Sénat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3064)

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Son sous-amendement n° 255 (contrat rédigé par un avocat ou un notaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) : rejeté (p. 3145)

Son sous-amendement n° 254 (renoncement à l'adoption et à la procréation médicale assistée pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3160)

Soutient le sous-amendement n° 359 de M. Éric Doligé (nullité du PACS conclu par un étranger séjournant irrégulièrement en France) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3167)

Son sous-amendement n° 257 (nullité du PACS conclu par un étranger entré et séjournant irrégulièrement en France) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3167)

Son sous-amendement n° 256 (peine d'un an d'emprisonnement et 300 000 F d'amende sanctionnant la violation des empêchements énumérés à l'article 515-2) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3168)

Son sous-amendement n° 258 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : devenu sans objet (p. 3174)

Son sous-amendement n° 259 (consultation du registre des PACS par les tiers) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3178)

Son sous-amendement n° 260 (aide mutuelle et matérielle ne pouvant léser les enfants) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3183)

Son sous-amendement n° 262 soutenu par M. Thierry Mariani (entretien de conciliation lorsque les partenaires mettent fin au PACS d'un commun accord) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 261 soutenu par M. Thierry Mariani (possibilité de dommages et intérêts en cas de rupture sans commun accord du PACS si le partenaire se trouve dans une situation morale et matérielle difficile) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Après l'article 1er

Soutient le sous-amendement n° 615 de M. Richard Cazenave (interdiction de l'adoption par les concubins de même sexe) à l'amendement n° 6 de la commission (insertion dans le code civil d'un article 515-8 définissant le concubinage) : rejeté (p. 3214)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son sous-amendement n° 247 (imposition commune à compter du sixième anniversaire de l'enregistrement du PACS) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par

l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3219)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 480 de M. Charles de Courson (assimilation des partenaires à un couple pour le RMI) (p. 3222)

Intervient sur l'amendement n° 481 de M. Charles de Courson (suppression de l'allocation de parent isolé) (p. 3222)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5499, 5521)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5515)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 5521) : rejetée (p. 5527)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : contrats (p. 5523, 5524)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 5524)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 5522)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 5522, 5523)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : finances publiques (p. 5524)

Famille : concubinage (p. 5523)

Famille : couple : statuts (p. 5523)

Famille : politique familiale : majorité (p. 5524)

Parlement : Sénat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5521, 5522)

Partis et mouvements politiques : majorité : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5521, 5522)

Discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5550) ; [9 juin 1999] (p. 5613, 5659)

Article 1er (pacte civil de solidarité)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 181 soutenu par M. Thierry Mariani (PACS rédigé devant notaire) (p. 5563) : rejeté (p. 5564)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 183 soutenu par M. Bernard Accoyer (nullité du PACS conclu avec une personne entrée et séjournant illégalement sur le territoire) (p. 5577) : rejeté (p. 5578)

Son amendement n° 182 soutenu par M. Bernard Accoyer (peine d'un an de prison et 300 000 F d'amende pour les personnes concluant un PACS violant les empêchements de l'article) (p. 5580) : rejeté (p. 5581)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 185 soutenu par M. Thierry Mariani (registre consultable par les tiers) : rejeté (p. 5591)

Son amendement n° 184 soutenu par M. Thierry Mariani (production de son titre de séjour par le partenaire étranger) : rejeté (p. 5592)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 186 soutenu par M. Jacques Péliard (aide mutuelle et matérielle ne pouvant léser les enfants des partenaires) : rejeté (p. 5618)

Article 515-7 du code civil : causes de dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 187 (entretien de conciliation avant la remise de la déclaration conjointe) : rejeté (p. 5629)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Soutient l'amendement n° 155 corrigé de M. Bernard Accoyer (imposition commune à compter du cinquième - et non du troisième - anniversaire de l'enregistrement du PACS) : rejeté (p. 5661)

Son amendement n° 188 (imposition commune à compter du cinquième - et non du troisième - anniversaire de l'enregistrement du PACS) : rejeté (p. 5661)

Soutient l'amendement n° 208 de M. Thierry Mariani (imposition commune à compter du cinquième - et non du troisième - anniversaire de l'enregistrement du PACS) : rejeté (p. 5661)

Après l'article 11

Son amendement n° 189 (bilan de l'application de la loi présenté au Parlement par le Gouvernement) : rejeté (p. 5684)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210) ; [19 novembre 1998] (p. 9244)

Article 3 (contrôle médical préalable aux compétitions)

Son amendement n° 45 soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (attestation sur l'honneur) : rejeté (p. 9217)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 593)

Article 3 (contrôle médical préalable aux compétitions)

Son amendement n° 25 (attestation sur l'honneur) : rejeté (p. 598)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10379, 10395)

Son intervention (p. 10402)

Thèmes :

Sécurité routière : accidents : drogue (p. 10402, 10403)

Sécurité routière : accidents : secourisme (p. 10403)

Sécurité routière : ceintures de sécurité : transports scolaires (p. 10403)

Sécurité routière : contraventions : responsabilité (p. 10402)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Avant l'article 2

Son amendement n° 37 rectifié (initiation au secourisme pour les candidats au permis de conduire) : rejeté (p. 10414)

Article 7 (article L. 3-1 nouveau du code de la route : dépistage systématique des stupéfiants en cas d'accident mortel)

Soutient l'amendement n° 40 de M. Bernard Accoyer (répression de la conduite sous l'empire de stupéfiants) : rejeté (p. 10433)

Soutient l'amendement n° 38 de M. Bernard Accoyer (dépistage étendu à la conduite dangereuse et aux troubles du comportement) : rejeté (p. 10434)

Soutient l'amendement n° 39 de M. Bernard Accoyer (dépistage étendu aux conducteurs impliqués dans des accidents ayant causé des dommages corporels) : rejeté (p. 10434)

Après l'article 11

Son amendement n° 41 (contrôle de la sécurité des passagers des bus de transport scolaire) : rejeté (p. 10445)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2477)

Après l'article 1er

Son amendement n° 20 (initiation au secourisme pour les candidats au permis de conduire) : rejeté (p. 2479)

Article 4 (responsabilité pécuniaire des propriétaires de véhicules)

Soutient l'amendement n° 22 de M. Dominique Bussereau (de suppression) : rejeté (p. 2480)

Article 7 bis (sanction de la conduite sous l'empire de stupéfiants en cas d'accident corporel)

Son intervention (p. 2481)

Projet de loi n° 1186 relatif à l'organisation de certains services au transport aérien
--

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10377)

Article 1er (articles L. 213-3 et L. 251-2 du code de l'aviation civile : clarification des missions confiées aux exploitants d'aérodromes)

Son amendement n° 1 (agrément des sociétés liées par un contrat de louage et assurant la sécurité dans les aéroports) : rejeté (p. 10378)

Projet de loi n° 320 autorisant la ratification de la convention européenne sur la reconnaissance de la personnalité juridique des organisations internationales non gouvernementales
--

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [17 décembre 1998] (p. 10776)

Son intervention (p. 10778)

Son intervention (p. 10779)

Thèmes :

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 10778)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 10778)

Projet de loi n° 676 autorisant l'approbation du protocole additionnel à la charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [17 décembre 1998] (p. 10780)

Son intervention (p. 10784)

Thèmes :

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 10784)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 10784)

Projet de loi n° 1321 autorisant l'approbation du cinquième protocole (services financiers) annexé à l'accord général sur le commerce des services

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [28 janvier 1999] (p. 576)

Son intervention (p. 579)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : services financiers (p. 579)

Politiques communautaires : directives : services financiers (p. 579)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 609, 623)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 617)

Thème :

Police : police municipale (p. 617)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 636)

Article 3 (article L. 2212-7 du code général des collectivités territoriales : institution d'une commission consultative des polices municipales)

Son amendement n° 35 (suppression du caractère consultatif de la commission) : rejeté (p. 642)

Article 4 (article L. 2212-8 du code général des collectivités territoriales : vérification des services de police municipale)

Son amendement n° 36 (vérification décidée après avis conforme de la commission consultative des polices municipales) : rejeté (p. 643)

Son amendement n° 37 (de coordination) : rejeté (p. 643)

Article 7 (article L. 512-51 du code des communes : armement des agents de police municipale)

Son intervention (p. 650)

Article 8 (article L. 412-52 du code des communes : identification et équipement des agents de police municipale)

Son amendement n° 38 (tenue de couleur bleue comportant un signe distinctif) : rejeté (p. 653)

Article 14 (article L. 78-6 du code de procédure pénale : procédure de relevé d'identité par les agents de police municipale)

Son amendement n° 39 (relevé d'identité lors d'infractions flagrantes) : rejeté (p. 659)

Son amendement n° 40 (rétention du contrevenant par la police municipale) : rejeté (p. 660)

Article 16 (pension de réversion et rente viagère d'invalidité à taux plein aux ayants-cause)

Son amendement n° 41 (promotion posthume au grade supérieur) : rejeté (p. 663)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son intervention (p. 5331)

Son amendement n° 96 (schéma départemental définissant les conditions d'intervention de l'Etat en matière d'ordre public à l'occasion des rassemblements traditionnels ou occasionnels) : rejeté (p. 5349)

Article 2 (obligations des communes)

Son amendement n° 97 (exonération de l'obligation de réalisation des aires d'accueil pour les communes recevant les rassemblements traditionnels ou occasionnels) : rejeté (p. 6460)

Article 3 (pouvoir de substitution du représentant de l'Etat)

Son amendement n° 98 (responsabilité de l'Etat pour les litiges relatifs aux actes d'acquisition de terrains et aux travaux d'aménagement des aires d'accueil) : rejeté (p. 6463)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Son amendement n° 99 soutenu par M. Charles Cova (suppression des conditions relatives à la salubrité, à la sécurité et à la tranquillité publiques pour la saisine du président du tribunal de grande instance par le maire en cas d'occupation d'un terrain privé) (p. 6484) : rejeté (p. 6485)

Jean DELOBEL

*Nord (15^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de moins de cinquante ans [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Elevage. Porcs. Aides de l'Etat [3 novembre 1998] (p. 7928)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 860, posée le 7 juin 1999. Enseignement maternel et primaire. Fermetures de classes (J.O. Questions p. 3356). Appelée le 8 juin 1999. Enseignement privé, enseignement public, égalité de traitement (p. 5454)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4185) ; [11 mai 1999] (p. 4337)

Article 1er (définition des soins palliatifs et accès à ces soins)

Son intervention (p. 4187)

François DELUGA

*Gironde (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Jean-Marie DEMANGE

*Moselle (9^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. CSG, plafonnement de l'abattement fiscal, conséquences [25 novembre 1998] (p. 9496)

Michelle DEMESSINE

Secrétaire d'Etat au tourisme

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT
DE*

M. Léonce Deprez. Tourisme et loisirs. Politique du tourisme. Perspectives [1^{er} juin 1999] (p. 5188)

*RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT
DE*

M. Pierre Forgues. Tourisme et loisirs. Guides. Statut [6 octobre 1998] (p. 5942)

M. Yves Tavernier. Gendarmerie. Restructuration. Effectifs de personnel, Essonne [6 avril 1999] (p. 3278)

M. Bernard Grasset. Voirie. Routes et autoroutes. Aménagement, Charente-Maritime [6 avril 1999] (p. 3277)

M. François Goulard. Elevage. Volailles. Soutien du marché [6 avril 1999] (p. 3279)

M. Stéphane Alaize. Transports. Transports routiers et ferroviaires. Contrats de plan Etat-régions, Ardèche [29 juin 1999] (p. 6510)

Mme Anne-Marie Idrac. Voirie. A 86. Projet de tunnel, sécurité, tronçon ouest [29 juin 1999] (p. 6512)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TOURISME

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8577)

Son intervention (p. 8592)

Thèmes avant la procédure des questions :

Tourisme et loisirs : établissements d'hébergement (p. 8594, 8595)

Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 8593)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme (p. 8592 à 8597)

Tourisme et loisirs : tourisme associatif (p. 8594)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 8594)

Réponses aux questions :

Impôts locaux : taxe de séjour (p. 8598) (M. Marc Dumoulin) (p. 8598)

TVA : taux réduit (p. 8599, 8600) (M. Thierry Mariani) (p. 8598, 8600)

TVA : taux réduit (p. 8600) (M. François Goulard) (p. 8599)

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2633)

Son intervention (p. 2633)

Sa réponse (p. 2651)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : exonération (p. 2633)

Fonctionnaires et agents publics : contractuels : chèques vacances (p. 2650)

Politiques communautaires : Europe sociale : chèques vacances (p. 2635, 2650)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 2633, 2651)

Travail : chèques vacances : accords interprofessionnels (p. 2634)

Travail : chèques vacances : agriculteurs (p. 2650)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 2634, 2650)

Travail : chèques vacances : caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) (p. 2650)

Travail : chèques vacances : généralités (p. 2633, 2634)

Travail : chèques vacances : petites et moyennes entreprises (p. 2633)

Travail : chèques vacances : revenus (p. 2634, 2650)

Discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2651)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (article 1er de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : champ d'application du dispositif)

Soutient l'amendement n° 19 du Gouvernement (ouverture du droit aux titulaires d'un emploi-jeunes) : adopté après modifications (p. 2654)

Article 2 (article 2 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : plafond de revenus et exonérations fiscales)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission

Soutient le sous-amendement n° 21 du Gouvernement (actualisation des plafonds de revenus) à l'amendement n° 4 de la commission (retour au texte initial du projet de loi) : adopté (p. 2661)

Article 3 (article 2 bis nouveau de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : exonération de charges sociales pour les entreprises de moins de cinquante salariés)

Soutient le sous-amendement n° 22 du Gouvernement (montant de la contribution de l'employeur) à l'amendement n° 5 de la commission (retour au texte initial du projet de loi) : retiré (p. 2663)

Article 5 (article 6 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : délivrance de chèques-vacances par les organismes paritaires de gestion d'activités sociales)

Soutient l'amendement n° 20 rectifié du Gouvernement (acquisition de chèques-vacances par les retraités) : devenu sans objet (p. 2666)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [26 mai 1999] (p. 4893)

Son intervention (p. 4893)

Thèmes :

Politiques communautaires : Europe sociale : chèques vacances (p. 4893)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 4893)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 4893)

Travail : chèques vacances : conditions de ressources (p. 4893)

Discussion des articles [26 mai 1999] (p. 4900)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (article 1er de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : champ d'application du dispositif)

Soutient l'amendement n° 8 rectifié du Gouvernement (utilisation des chèques-vacances sur le territoire de l'Union européenne) : adopté (p. 4901)

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [3 juin 1999] (p. 5369)

Son intervention (p. 5369)

Thèmes :

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 5369)

Travail : chèques vacances : tutelle (p. 5370)

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5370)

Article 4 quater (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : actualisation)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (cotutelle exercée sur l'Agence nationale pour les chèques-vacances par le ministère de l'économie et des finances et par le secrétariat d'Etat au tourisme) : rejeté (p. 5376)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6546)

Son intervention (p. 6546)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [29 juin 1999] (p. 6550)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (cotutelle exercée sur l'Agence nationale pour les chèques-vacances par le ministère de l'économie et des finances et par le secrétariat d'Etat au tourisme) : adopté (p. 6553)

Son intervention à l'issue du vote (p. 6553)

Xavier DENIAU

*Loiret (4^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République
Apparté au groupe du Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

Cesse d'appartenir au groupe du Rassemblement pour la République [28 octobre 1998] (p. 16313)

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 28 octobre 1998] (p. 16313)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à la convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées approuvée par l'assemblée générale des Nations unies le 21 novembre 1947 (ensemble dix-sept annexes approuvées par les institutions spécialisées) (n° 1429) [24 mars 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Article unique (modification de l'article 88-2 de la Constitution)

Son amendement n° 50 soutenu par Mme Nicole Catala (maintien des compétences du Conseil constitutionnel) : rejeté (p. 9569)

Yves DENIAUD

*Orne (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7404)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Contrats de plan Etat-régions. Crédits, gestion [4 novembre 1998] (p. 8036)

Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Fonds de pensions, création [17 mars 1999] (p. 2528)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198)

Article 22 (revalorisation des retraites)

Intervient sur l'amendement n° 959 du Gouvernement (nouvelle revalorisation des retraites forfaitaires) (p. 6217)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1998] (p. 6484, 6507) ; [14 octobre 1998] (p. 6551, 6584, 6613)

Son intervention (p. 6566)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6566, 6567)

Finances publiques : dépenses (p. 6566, 6567)

Finances publiques : dette publique (p. 6567)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6567)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 6567, 6568)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207, 7257)

Procédure des questions :

Voirie : autoroutes (p. 7265)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057, 8067)

Son intervention (p. 8061)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 8061)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 8062)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 8062)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 8062)

Union européenne : fonds structurels (p. 8062)

Voirie (p. 8062)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Intervient sur l'amendement n° 370 de M. Jean-Luc Prél (de suppression) (p. 7540)

Projet de loi n° 1243 portant prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [16 décembre 1998] (p. 10580)

Article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (prorogation des mandats jusqu'au 1er novembre 1999) (p. 10581)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70) ; [20 janvier 1999] (p. 130, 160)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 82)

Son intervention (p. 138)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 138)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 139)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 138)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 138)

Union européenne : fonds structurels (p. 83, 139)

Voirie (p. 139)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 374 (de suppression) : rejeté (p. 195)

Son amendement n° 376 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 198)

Son amendement n° 377 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 198)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 1119 : non soutenu (p. 301)

Son amendement n° 382 : non soutenu (p. 302)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son amendement n° 396 soutenu par M. Christian Estrosi (référence à la mise en place d'instruments de "planification" afin de faciliter la programmation pluriannuelle) : adopté (p. 392)

Son amendement n° 397 soutenu par M. Henry Chabert (suppression de la référence à la coordination avec l'Union européenne) : rejeté (p. 396)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Son amendement n° 1120 soutenu par M. Christian Estrosi (présence du département) : rejeté (p. 441)

Article 10 (article 11 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Son amendement n° 1121 soutenu par M. Patrick Ollier (loi d'orientation d'ici un an pour promouvoir des formations d'enseignement supérieur dans les zones rurales les plus fragiles) : rejeté (p. 476)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 736)

Soutient l'amendement n° 409 de M. Henry Chabert (de suppression) : rejeté (p. 736)

Après l'article 18

Soutient l'amendement n° 883 de M. Henry Chabert (contenu des schémas des services de justice) : rejeté (p. 787)

Soutient l'amendement n° 949 de M. Patrick Ollier (contenu des schémas des services de justice) : rejeté (p. 787)

Article 23 (article 38-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Fonds de gestion des milieux naturels)

Soutient l'amendement n° 908 de M. Bernard Accoyer (mise en œuvre du fonds et modalités de répartition) : rejeté (p. 882)

Article 26 (article 61 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones de revitalisation rurale)

Son amendement n° 1123 corrigé (adoption d'une loi spécifique aux zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 902)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2151, 2177)

Son intervention (p. 2180)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2180, 2181)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : personnel (p. 2181)

Banques et établissements financiers : généralités (p. 2180)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 2181)

Retraites : généralités (p. 2181)

Discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2196) ; [10 mars 1999] (p. 2237, 2255)

Article 2 (la définition du réseau des caisses d'épargne)

Soutient l'amendement n° 209 corrigé de M. Christian Cabal (remplacement des groupements locaux d'épargne par des groupements régionaux d'épargne et de prévoyance) : rejeté (p. 2204)

Article 3 (le statut des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 210 de M. Christian Cabal (participation des sociétaires à l'assemblée générale) : retiré (p. 2206)

Article 6 (l'affectation des résultats)

Soutient l'amendement n° 213 de M. Christian Cabal (relèvement de la proportion minimale des résultats disponibles devant être mis en réserve) : rejeté (p. 2244)

Article 21 (les modalités de constitution du capital social des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 220 de M. Christian Cabal (limitation du montant initial des parts sociales à 12 milliards de francs) : rejeté (p. 2281)

Soutient l'amendement n° 222 de M. Christian Cabal (allongement de la période de constitution du capital initial) : rejeté (p. 2282)

Article 23 (les modalités de souscription des parts sociales par les salariés des caisses)

Soutient l'amendement n° 224 de M. Christian Cabal (conditions et limites de la souscription) : retiré (p. 2284)

Article 24 (le fonds de mutualisation)

Soutient l'amendement n° 226 corrigé de M. Christian Cabal (allongement de la période pendant laquelle les caisses d'épargne sont appelées à effectuer les versements constitutifs du fonds de mutualisation) : rejeté (p. 2287)

Article 29 (les dispositions transitoires relatives à la révision des accords collectifs)

Soutient l'amendement n° 228 de M. Christian Cabal (prise en compte par la commission arbitrale des droits des salariés en matière de retraite) : adopté (p. 2292)

Explications de vote et vote [17 mars 1999] (p. 2537)

Ses explications de vote (p. 2542)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 2542)

Jean-Jacques DENIS

*Meurthe-et-Moselle (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1503 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs [31 mars 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 563, posée le 18 janvier 1999. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : services extérieurs (J.O. Questions p. 234). Appelée le 16 février 1999. DGI, fonctionnement, effectifs de personnel (p. 1418)

n° 721, posée le 29 mars 1999. Politique extérieure. Congo (J.O. Questions p. 1782). Appelée le 30 mars 1999. Attitude de la France (p. 3011)

n° 791, posée le 10 mai 1999. Audiovisuel et communication. Télévision (J.O. Questions p. 2740). Suppléé par M. Jean-Louis Dumont. Appelée le 11 mai 1999. France 3 Lorraine, restructuration, conséquences (p. 4293)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son intervention (p. 9950)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 avril 1999] (p. 3648, 3658) ; [28 avril 1999] (p. 3706, 3738)

Son intervention (p. 3732)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3732)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3733)

Santé : accès aux soins (p. 3732)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4159)

Son intervention (p. 4169)

Thèmes :

Mort (p. 4170)

Santé : soins palliatifs : enseignement (p. 4170)

Santé : soins palliatifs : généralités (p. 4169)

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4185) ; [11 mai 1999] (p. 4337)

Article 1er (définition des soins palliatifs et accès à ces soins)

Son intervention (p. 4187)

Article 9 (statut des bénévoles et conditions d'intervention des associations)

Son intervention (p. 4350)

Article 10 (congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie)

Son intervention (p. 4353)

Article 11 (rapport sur le développement des soins palliatifs)

Son intervention (p. 4357)

Ses explications de vote (p. 4359)

Vote pour du groupe socialiste (p. 4359)

Monique DENISE

*Nord (14^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 31 octobre 1998] (p. 16481)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 31 octobre 1998] (p. 16481)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elevage. Politique agricole commune (PAC). Porcs [9 février 1999] (p. 1078)

Consommation. Sécurité des produits. Dioxine, contrôles sanitaires [9 juin 1999] (p. 5609)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2554)

Thèmes :

Agriculture : prix agricoles (p. 2554)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 2554)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2554)

Léonce DEPREZ

*Pas-de-Calais (4^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17124)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [J.O. du 7 avril 1999] (p. 5145)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n°82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7844)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1713 tendant à reconnaître le droit d'expression de l'opposition dans les publications des collectivités territoriales [16 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Fonction publique hospitalière. Durée du travail. Réglementation [4 novembre 1998] (p. 8038)

Tourisme et loisirs. Politique du tourisme. Perspectives [1^{er} juin 1999] (p. 5188)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 693, posée le 15 mars 1999. Transports routiers. Transports de voyageurs (J.O. Questions p. 1464). Appelée le 16 mars 1999. Réglementation (p. 2398)

DÉBATS**Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 53 soutenu par M. François Sauvadet (transformation des productions agricoles en produits énergétiques) (p. 5916) : adopté (p. 5917)

Article 3 (création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 517 de M. François Sauvadet (non prise en compte des aides communautaires) (p. 6055)

Intervient sur l'amendement n° 312 de M. Jean-Claude Lemoine (non prise en compte des aides communautaires) (p. 6055)

Après l'article 10

Son amendement n° 636 soutenu par M. Jacques Le Nay (saisine du tribunal par le bailleur en cas de refus de cession) : retiré (p. 6099)

Son amendement n° 637 soutenu par M. Jacques Le Nay (information du bailleur) : retiré (p. 6100)

Son amendement n° 635 soutenu par M. Jacques Le Nay (cessibilité du bail) (p. 6100) : retiré (p. 6101)

Son amendement n° 684 soutenu par M. François Sauvadet (suppression de l'article L. 416-3 du code rural) : rejeté (p. 6104)

Après l'article 11

Son amendement n° 638 : non soutenu (p. 6107)

Après l'article 12

Son amendement n° 504 soutenu par M. Germain Gengenwin (cas des baux en cours) : retiré (p. 6110)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son intervention (p. 6135)

Article L. 331-2 du code rural : opérations soumises à autorisation préalable

Son amendement n° 457 (pas d'autorisation préalable en cas de transmission entre parents et enfants) : rejeté (p. 6148)

Son amendement n° 458 (pas d'autorisation pour les petites structures) : rejeté (p. 6149)

Son amendement n° 459 (cumul provisoire dans le but de transmettre la seconde exploitation à un descendant) : rejeté (p. 6149)

Son amendement n° 462 (élargissement des seuils de référence) : rejeté (p. 6160)

Son amendement n° 460 (pas d'autorisation préalable pour les sociétés enregistrées depuis moins de deux ans) : rejeté (p. 6167)

Son amendement n° 461 (pas d'autorisation préalable pour les sociétés faisant moins de dix fois la surface de référence) : rejeté (p. 6167)

Intervient sur l'amendement n° 786 de M. Jean-Michel Marchand (autorisation pour les suppressions d'exploitation dont la superficie est comprise entre la moitié et deux tiers de fois de l'unité de référence) (p. 6169)

Après l'article 45

Son amendement n° 639 rectifié soutenu par M. Charles de Courson (petites carrières de marne du Nord - Pas-de-Calais) (p. 6408) : adopté (p. 6409)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Article 5 (extension du régime fiscal des micro-entreprises)

Son amendement n° 92 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (maintien du bénéfice du régime fiscal des micro-entreprises pendant la deuxième année suivant celle au cours de laquelle les seuils de chiffres d'affaires ont été dépassés) : rejeté (p. 6737)

Après l'article 19

Son amendement n° 438 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6847) : rejeté (p. 6853)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057, 8067)

Procédure des questions :

Secteur public : services publics (p. 8104)

TOURISME

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8577)

Son intervention (p. 8584)

Thèmes avant la procédure des questions :

Tourisme et loisirs : établissements d'hébergement (p. 8585, 8586)

Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 8586)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme (p. 8585)

Tourisme et loisirs : tourisme associatif (p. 8586)

TRAVAIL ET EMPLOI

Vote des crédits [10 novembre 1998] (p. 8727)

Article 81 (suppression de l'exonération de cotisations d'allocations familiales)

Son amendement n° 23 soutenu par M. Germain Gengenwin (exclusion du secteur agricole des mesures de suppression de l'exécution de cotisations d'allocations familiales) : rejeté (p. 8732)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)

Après l'article 74

Son amendement n° 28 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (relèvement du plafond applicable à la réduction d'impôt relative aux dépenses exposées par les adhérents des centres de gestion et des associations agréées) (p. 9119) : rejeté (p. 9120)

Son amendement n° 29 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (remboursement de la réduction d'impôt relative aux dépenses exposées par les adhérents des centres de gestion et des associations agréées pour les micro-entreprises ayant opté pour le régime du réel) (p. 9119) : rejeté (p. 9120)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Après l'article 19

Son amendement n° 286 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application d'un taux de TVA de 15 % à la fourniture de repas à consommer sur place) : rejeté (p. 10643)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 1 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (lissage des bases pour la partie investissement de la réduction pour embauche et investissement) : rejeté (p. 10677)

Son amendement n° 2 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (suppression progressive de la part de la réduction pour embauche et investissement correspondant aux embauches) : rejeté (p. 10677)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 492 de M. Pierre-Christophe Baguet (prohibition de l'adoption et de la procréation médicalement assistée) : rejeté au scrutin public (p. 8533)

Soutient l'amendement n° 493 de M. Pierre-Christophe Baguet (conservation de leur nom de famille par les signataires d'un PACS) : rejeté (p. 8539)

Soutient l'amendement n° 83 de Mme Christine Boutin (consentement nécessaire à la conclusion d'un PACS) : rejeté (p. 8541)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 847 de M. Henri Plagnol (conclusion du PACS entre parents) : rejeté (p. 8548)

Projet de loi n° 772 relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10301)

Son intervention (p. 10301)

Thème :

Animaux : animaux dangereux (p. 10301)

Discussion des articles [9 décembre 1998] (p. 10304)

Article 19 bis (validation des concours d'entrée dans les écoles vétérinaires pour 1998)

Intervient sur le sous-amendement n° 24 du Gouvernement (droits éventuels des candidats non admis) à l'amendement n° 19 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (conditions d'admission dans les écoles de vétérinaires) (p. 10312)

Intervient sur le sous-amendement n° 23 du Gouvernement (admission par tiers et sur trois ans des candidats admis et dont le nom ne figure pas sur l'arrêté du 13 août 1998) à l'amendement n° 19 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (p. 10312)

Projet de loi n° 1186 relatif à l'organisation de certains services au transport aérien

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10377)

Article 1er (articles L. 213-3 et L. 251-2 du code de l'aviation civile : clarification des missions confiées aux exploitants d'aérodromes)

Son amendement n° 4 soutenu par M. Dominique Bussereau (agrément des sociétés liées par un contrat de louage et assurant la sécurité dans les aéroports) (p. 10377) : rejeté (p. 10378)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70) ; [20 janvier 1999] (p. 130, 160)

Son intervention (p. 102)

Thèmes :

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 103)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 104)

Ordre public (p. 103)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 61 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 198)

Son amendement n° 62 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 198)

Son amendement n° 63 soutenu par M. Yves Coussain (traduction des choix stratégiques dans le schéma national d'aménagement et de développement du territoire) (p. 261) : rejeté (p. 262)

Son amendement n° 64 soutenu par M. Yves Coussain (schéma national d'aménagement du territoire constitué par les schémas régionaux) (p. 268) : rejeté (p. 269)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 66 deuxième correction soutenu par M. Yves Coussain (schéma des services de justice) (p. 317) : rejeté (p. 318)

Son amendement n° 67 corrigé soutenu par M. Yves Coussain (schéma national) : rejeté (p. 319)

Article 3 (coordination)

Son amendement n° 68 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression) : rejeté (p. 325)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son amendement n° 69 (développement harmonieux des agglomérations à partir des contrats de pays) : rejeté (p. 388)

Article 10 (article 11 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Intervient sur l'amendement n° 844 de M. Michel Bouvard (prise en compte des priorités nationales et régionales en termes d'emplois) (p. 473)

Intervient sur l'amendement n° 1037 de M. Patrick Ollier (prise en compte des priorités nationales et régionales en termes d'emplois) (p. 473)

Intervient sur l'amendement n° 847 de M. Michel Bouvard (liaison avec les politiques communautaires) (p. 477)

Intervient sur l'amendement n° 1040 de M. Patrick Ollier (liaison avec les politiques communautaires) (p. 477)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs culturels)

Intervient sur l'amendement n° 730 corrigé de M. Yvon Abiven (collectivités territoriales associées aux efforts de valorisation des langues régionales) (p. 488)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Son intervention (p. 491)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Son intervention (p. 727)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 775)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Michel Bouvard (de suppression) (p. 775)

Intervient sur l'amendement n° 413 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 775)

Son amendement n° 70 corrigé soutenu par M. Philippe Duron (de suppression partielle) : adopté (p. 782)

Son amendement n° 71 corrigé (de suppression partielle) : retiré (p. 782)

Son amendement n° 72 corrigé (de suppression partielle) : retiré (p. 782)

Son amendement n° 73 corrigé (de suppression partielle) : retiré (p. 785)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son intervention (p. 795)

Intervient sur l'amendement n° 776 de M. Yves Coussain (conditions pour constituer un pays) (p. 802)

Son amendement n° 75 corrigé (reconnaissance d'un pays à partir d'une structure intercommunale) : rejeté (p. 802)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Michel Bouvard (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Patrick Ollier (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Henry Chabert (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 458 de M. Michel Inchauspé (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 498 de M. Jacques Barrot (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 982 de M. Maurice Leroy (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 1069 de M. Jean Proriol (organismes consultés) (p. 803)

Son amendement n° 74 corrigé (organismes consultés) : retiré (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 777 de M. François Sauvadet (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 321 de la commission (avis de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale compétentes) (p. 803)

Son amendement n° 714 (création de pays à partir de structures intercommunales à vocation multiple) : rejeté (p. 810)

Intervient sur l'amendement n° 697 de M. Jean-Pierre Balligand (incitations financières supplémentaires en dotation globale de fonctionnement) (p. 811)

Intervient sur l'amendement n° 1144 corrigé de M. Christian Estrosi (groupements de communes associées au projet) (p. 813)

Son amendement n° 77 deuxième correction (groupements de communes associées au projet) : rejeté (p. 813)

Son amendement n° 76 corrigé (non association des départements à l'élaboration des chartes de pays) : rejeté (p. 813)

Son amendement n° 78 corrigé (adoption des chartes au niveau intercommunal) : rejeté (p. 815)

Son amendement n° 79 corrigé (constitution de syndicats mixtes réservée aux seules structures de coopération intercommunale à vocation multiple) : rejeté (p. 816)

Intervient sur le sous-amendement n° 1180 de M. Arnaud Montebourg (de précision) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) (p. 822)

Intervient sur le sous-amendement n° 1236 rectifié du Gouvernement (cas des pays organisés sous forme d'établissements publics de coopération intercommunale) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (p. 822)

Intervient sur le sous-amendement n° 1240 du Gouvernement (de suppression partielle) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (p. 822)

Son amendement n° 80 corrigé (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : devenu sans objet (p. 822)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 716 (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) : rejeté (p. 827)

Intervient sur l'amendement n° 787 corrigé de M. Marc-Philippe Daubresse (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Intervient sur l'amendement n° 886 de M. Michel Bouvard (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Intervient sur l'amendement n° 1142 de M. Patrick Ollier (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Intervient sur l'amendement n° 1091 de M. Jacques Péliissard (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Intervient sur l'amendement n° 823 de M. Didier Quentin (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Intervient sur l'amendement n° 926 de M. Michel Meylan (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Son intervention (p. 864)

Son amendement n° 667 (de suppression) : rejeté (p. 872)

Article 23 (article 38-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Fonds de gestion des milieux naturels)

Son amendement n° 81 (de suppression) : rejeté (p. 882)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039, 4081)

Son intervention (p. 4095)

Thèmes :

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 4096)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4096)

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081) ; [6 mai 1999] (p. 4193, 4243)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son sous-amendement n° 186 ("valorisation" de l'environnement) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 4116)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (définition et objectifs de la politique d'aménagement du territoire) (p. 4117)

Son sous-amendement n° 187 (maintien du schéma national) à l'amendement n° 2 rectifié de la commission (rétablissement de la dénomination des "schémas de services collectifs") : rejeté (p. 4118)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son sous-amendement n° 118 (introduction du schéma des services de justice) à l'amendement n° 4 de la commission (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire) : retiré (p. 4122)

Son sous-amendement n° 172 (introduction du schéma des services de sécurité) à l'amendement n° 4 de la commission : rejeté (p. 4122)

Son sous-amendement n° 119 (rétablissement du schéma national) à l'amendement n° 4 de la commission : rejeté (p. 4123)

Article 3 (coordination)

Son amendement n° 185 (de suppression) : rejeté (p. 4123)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 123 corrigé de M. Yves Coussain (désignation des associations) (p. 4129)

Article 6 (article 34 ter de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : Conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Intervient sur le sous-amendement n° 125 de M. Yves Coussain (agrément des associations) à l'amendement

n° 16 de la commission (suppression du collège consultatif) (p. 4132)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (élaboration et mise en œuvre des schémas de services collectifs) (p. 4136)

Article 15 bis A (titre III du livre V de la première partie du code général des collectivités territoriales : réseaux de télécommunications créés par les collectivités locales)

Intervient sur l'amendement n° 168 de M. Félix Leyzour (de suppression) (p. 4152)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : pays)

Son sous-amendement n° 184 rectifié (de précision) à l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : adopté (p. 4210)

Son sous-amendement n° 183 soutenu par M. Germain Gengenwin (de précision) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4210)

Son sous-amendement n° 179 soutenu par M. Germain Gengenwin (rôle des commissions départementales de coopération intercommunale) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4210) : rejeté (p. 4211)

Son sous-amendement n° 182 soutenu par M. Germain Gengenwin (de précision) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4211)

Son sous-amendement n° 181 (de précision) à l'amendement n° 49 de la commission : devenu sans objet (p. 4213)

Son sous-amendement n° 178 soutenu par M. Germain Gengenwin (concertation avec les départements ou régions intéressés) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4213) : rejeté (p. 4214)

Son sous-amendement n° 180 soutenu par M. Germain Gengenwin (de précision) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4215)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5830)

Son intervention (p. 5840)

Thèmes :

Coopération intercommunale (p. 5841)

Emploi (p. 5840)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 5840)

Secteur public : services publics (p. 5840)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5859)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (statut de la délégation parlementaire) (p. 5860)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 989)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 1005)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 989)

Communes (p. 989)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 990)

Coopération intercommunale : communautés de communes (p. 990)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Soutient l'amendement n° 261 de M. Hervé Morin (communauté constituée par au moins trois communes) : rejeté (p. 1014)

Soutient l'amendement n° 473 de M. Marc-Philippe Daubresse (communauté formant un ensemble d'au moins 100 000 habitants) : rejeté (p. 1015)

Soutient l'amendement n° 464 de M. Marc-Philippe Daubresse (suppression de l'exigence d'une commune centre comptant plus de 15 000 habitants) : rejeté (p. 1019)

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Gilles Carrez (suppression du seuil démographique lorsque la communauté d'agglomération comprend le chef-lieu du département) (p. 1020)

Intervient sur l'amendement n° 485 de M. Jacques Pélessard (seuil démographique ramené à 35 000 habitants lorsque la communauté comprend le chef-lieu du département) (p. 1020)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (introduction de la notion de solidarité entre les communes constituant la communauté) (p. 1022)

Soutient l'amendement n° 479 de M. Édouard Landrain (possibilité d'association des conseils généraux et régionaux au projet de la communauté) : rejeté (p. 1023)

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Jean-Marie Bockel (territoire présentant une continuité urbaine ne

pouvant comporter plus d'une communauté d'agglomération sauf en région Ile-de-France) (p. 1025)

Article L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales : le conseil de la communauté d'agglomération

Intervient sur le sous-amendement n° 588 de M. Michel Vaxès (impossibilité pour une commune de détenir la moitié des sièges ou plus), rectifié (suppression des termes "ou plus") à l'amendement n° 59 rectifié de la commission (à défaut d'accord entre les communes, attribution d'un siège à chaque commune et répartition des sièges restants à la proportionnelle) (p. 1031)

Article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des communautés d'agglomération

Soutient l'amendement n° 490 de M. Dominique Paillé (ajout de compétences liées à l'urbanisme et à la voirie) : rejeté (p. 1032)

Soutient l'amendement n° 491 de M. Dominique Paillé (voirie d'intérêt communautaire supprimée de la liste des compétences optionnelles) : devenu sans objet (p. 1033)

Soutient l'amendement n° 465 de M. Marc-Philippe Daubresse (équipements scolaires supprimés de la liste des compétences optionnelles) : rejeté (p. 1035)

Soutient l'amendement n° 463 de M. Marc-Philippe Daubresse (suppression de la possibilité d'exercice de tout ou partie des compétences d'aide sociale) : rejeté (p. 1036)

Soutient l'amendement n° 462 de M. Marc-Philippe Daubresse (initiative du département pour le transfert à la communauté de l'exercice de tout ou partie de ses compétences en matière d'action sociale et de santé) : rejeté (p. 1037)

Soutient l'amendement n° 522 de M. Jean-Jacques Weber (initiative du département pour le transfert à la communauté de l'exercice de tout ou partie de ses compétences en matière d'action sociale et de santé) : rejeté (p. 1037)

Soutient l'amendement n° 496 de M. Édouard Landrain (conventions entre les communautés et les conseils généraux ou régionaux) : rejeté (p. 1038)

Soutient l'amendement n° 521 de M. Jean-Jacques Weber (conventions entre les communautés et les conseils généraux ou régionaux) : rejeté (p. 1038)

Articles L. 5216-6 et 5216-7 du code général des collectivités territoriales : superposition et interférence des périmètres entre les établissements publics de coopération intercommunale existants et la communauté d'agglomération

Soutient l'amendement n° 1 de M. Pierre Albertini (représentation des communes par la communauté dans le syndicat) : rejeté (p. 1039)

Article 9 (article L. 5214-1 du code général des collectivités territoriales - périmètre des communautés de communes)

Soutient l'amendement n° 390 de M. Gilles Carrez (de coordination) : rejeté (p. 1120)

Article 11 (article L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales - compétences des communautés de communes)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Gérard Gouzes (exercice de cinq des six compétences énumérées par l'amendement) à l'amendement n° 608 du Gouvernement (p. 1137)

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. Jean-Pierre Balligand (majorations de DGF pour les communautés de communes à taxe professionnelle unique et exerçant quatre des cinq compétences énumérées par l'amendement) (p. 1138)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Gérard Gouzes (création d'une sixième compétence relative au traitement des déchets) à l'amendement n° 608 du Gouvernement (regroupement en une seule compétence de la collecte et du traitement des déchets) (p. 1137)

Article 18 (article L. 5210-2 du code général des collectivités territoriales - interdiction faite à une commune d'appartenir à plusieurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre)

Soutient l'amendement n° 472 de M. Marc-Philippe Daubresse (de suppression) : retiré (p. 1142)

Article 21 (article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales - création des établissements publics de coopération intercommunale - fixation du périmètre)

Soutient l'amendement n° 467 de M. Marc-Philippe Daubresse (suppression du pouvoir d'initiative du préfet pour fixer le périmètre des établissements publics de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1144)

Article 23 (articles L. 5211-12 à L. 5211-15 du code général des collectivités territoriales - conditions d'exercice des mandats des membres des conseils ou comités intercommunaux)

Intervient sur l'amendement n° 526 de M. Michel Bouvard (extension de l'indemnité de fonction aux présidents et vice-présidents des syndicats mixtes composés exclusivement de collectivités locales ou de collectivités locales et de leurs groupements) (p. 1180)

Article 24 (articles L. 5211-16 à L. 5211-20 du code général des collectivités territoriales - modifications statutaires)

Son intervention (p. 1182)

Intervient sur l'amendement n° 359 de M. Jean-Claude Lenoir (alignement des modalités d'extension du périmètre des communautés de communes sur celles prévues pour les communautés d'agglomération et les communautés urbaines lorsque le préfet a pris l'initiative de la modification) (p. 1186)

Article 26 (articles L. 5211-39 et L. 5211-40 du code général des collectivités territoriales - démocratisation et transparence)

Soutient l'amendement n° 534 de M. Édouard Landrain (rapport sur l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale comportant les éléments d'information relatifs aux coopérations avec l'Etat, les départements et les régions) : rejeté (p. 1191)

Soutient l'amendement n° 315 de M. Alain Ferry (budget de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre présenté au conseil municipal par les représentants de la commune au sein de la structure intercommunale) : retiré (p. 1192)

Soutient l'amendement n° 4 de M. Pierre Albertini (consultation des électeurs des communes membres d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) : rejeté (p. 1194)

Article 28 (article L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales - commission départementale de la coopération intercommunale)

Soutient l'amendement n° 459 de M. Marc-Philippe Daubresse (information de la commission sur les politiques contractuelles engagées par l'Etat intéressant les établissements publics de coopération intercommunale, notamment ceux ayant signé des contrats de pays ou d'agglomération) : devenu sans objet (p. 1197)

Article 29 (article L. 5211-49 du code général des collectivités territoriales - information et participation des habitants)

Son intervention (p. 1197)

Soutient l'amendement n° 480 de M. Édouard Landrain (possibilité de siéger dans les comités consultatifs pour les conseillers généraux et régionaux) : retiré (p. 1199)

Après l'article 46

Son amendement n° 11 (définition des pôles territoriaux de l'économie touristique : stations, villes de congrès et pays d'attrait rural intercommunal) : rejeté (p. 1235)

Son amendement n° 12 (catégories de stations et labels) : rejeté (p. 1235)

Son amendement n° 13 (label des villes de congrès) : rejeté (p. 1235)

Son amendement n° 14 (label des pays d'attrait rural intercommunal) : rejeté (p. 1235)

Son amendement n° 17 (de conséquence) : rejeté (p. 1235)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 février 1999] (p. 1468, 1477) ; [17 février 1999] (p. 1559, 1593)

Son intervention (p. 1580)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1580, 1581)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 1580)

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 1581)

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 2 (missions du service public de l'électricité)

Son amendement n° 1 : non soutenu (p. 1614)

Son amendement n° 2 : non soutenu (p. 1618)

Son amendement n° 3 soutenu par M. Christian Martin (missions des communes et de leurs groupements) : rejeté (p. 1621)

Article 3 (mise en œuvre et contrôle des missions de service public)

Son amendement n° 4 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 1626)

Son amendement n° 5 : non soutenu (p. 1626)

Son amendement n° 6 : non soutenu (p. 1629)

Article 4 (tarifs et plafonds de prix)

Intervient sur le sous-amendement n° 607 rectifié de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (tarifs de vente d'électricité aux usagers domestiques) (p. 1679)

Intervient sur le sous-amendement n° 748 de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (p. 1679)

Intervient sur le sous-amendement n° 608 de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (p. 1679)

Son amendement n° 326 soutenu par M. François Goulard (fixation des tarifs et des plafonds de prix par la commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1680)

Article 5 (mécanismes de compensation)

Son amendement n° 20 : non soutenu (p. 1688)

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements (PPI))

Son amendement n° 327 soutenu par M. François Goulard (respect des objectifs définis à l'article 1er) : rejeté (p. 1694)

Article 7 (autorisation d'exploiter)

Son amendement n° 328 soutenu par M. Franck Borotra (délivrance de l'autorisation d'exploiter sur proposition de la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1703)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF)

- Son amendement n° 21 : non soutenu (p. 1714)
 Son amendement n° 329 : non soutenu (p. 1714)
 Son amendement n° 726 : non soutenu (p. 1714)
 Son amendement n° 7 soutenu par M. Christian Martin (préavis d'un an avant la suspension) : rejeté (p. 1715)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)

- Son amendement n° 8 corrigé : non soutenu (p. 1718)

Article 13 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité (GRT))

- Son amendement n° 330 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) : rejeté (p. 1733)
 Son amendement n° 9 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) : rejeté (p. 1734)

Article 14 (missions du gestionnaire du réseau public de transport)

- Son amendement n° 10 (schéma de développement du réseau soumis à l'avis des conseils régionaux) : rejeté (p. 1740)

Article 15 (modalités d'action du gestionnaire du réseau public de transport)

- Son amendement n° 22 (priorité, dans les programmes d'appel, donnée aux installations utilisant des techniques performantes en termes d'efficacité énergétique) : rejeté (p. 1742)

Article 17 (rôle des collectivités territoriales en matière de distribution d'électricité)

- Son amendement n° 11 : non soutenu (p. 1749)

Article 18 (gestion des réseaux publics de distribution d'électricité)

- Son amendement n° 12 : non soutenu (p. 1751)

Article 22 (consommateurs éligibles)

- Son amendement n° 13 : non soutenu (p. 1757)
 Son amendement n° 331 (encadrement des achats complémentaires) : devenu sans objet (p. 1762)

Article 24 (lignes directes)

- Son amendement n° 14 soutenu par M. Franck Borotra (transfert à un opérateur de service public du droit d'une collectivité) : rejeté (p. 1767)

Article 25 (règles comptables applicables à l'EDF, aux distributeurs non nationalisés et à la Compagnie nationale du Rhône)

- Son amendement n° 332 (règles comptables) : devenu sans objet (p. 1770)

Article 30 (fonctionnement de la CRE)

- Son amendement n° 15 : non soutenu (p. 1780)

Article 32 (relations avec les assemblées et rapport annuel d'activité)

- Son amendement n° 16 : non soutenu (p. 1783)

Article 42 (aménagement du principe de spécialité d'EDF)

- Son amendement n° 333 (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)
 Son amendement n° 64 (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Article 46 (coûts échoués)

- Son amendement n° 334 (définition précise des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Article 48 (révision des contrats entre EDF et les producteurs d'électricité)

- Son amendement n° 335 : non soutenu (p. 1812)
 Son amendement n° 727 (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1815)
 Son amendement n° 728 (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1815)
 Son amendement n° 17 (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1815)
 Son amendement n° 18 (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1815)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2421)

- Son intervention (p. 2427)

Thèmes :

- Communes : finances (p. 2428)
 Eau : assainissement : collectivités territoriales (p. 2428)
 Environnement : paysages (p. 2428)
 Mines et carrières : code minier (p. 2428)
 Mines et carrières : pollution et nuisances : indemnisation (p. 2428)

Proposition de résolution n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final / n° E 1061)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)

Son intervention (p. 2581)

Son amendement n° 1 (révision de la politique de soutien à la pêche artisanale en vue de favoriser le financement d'une nouvelle génération de chalutiers) : retiré (p. 2586)

Proposition de résolution n° 1409 sur :

- l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 - (COM (98) 164 final/E 1049) ;

- le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC (98) 698 final/E 1128)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Discussion générale commune des propositions de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM [98] 0158 final / n° E 1052), n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM [98] 131 final / n° E 1061) et n° 1409 sur l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM [98] 164 final / n° E 1049) et sur le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC [98] 698 final / n° E 1128) (Voir Agriculture 1248)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Soutient l'amendement n° 6 de M. Charles de Courçon (harmonisation fiscale au niveau européen) : rejeté (p. 2594)

Ses explications de vote (p. 2596)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 2596)

Proposition de loi n° 1394 relative à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [18 mars 1999] (p. 2626)

Son intervention (p. 2630)

Thèmes :

Sports : arts martiaux : généralités (p. 2631)

Sports : Comité international olympique (CIO) (p. 2631)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 2631)

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2633)

Son intervention (p. 2636)

Thèmes :

Politiques communautaires : Europe sociale : chèques vacances (p. 2638)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme (p. 2636)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : création d'emplois (p. 2637)

Tourisme et loisirs : tourisme associatif (p. 2638)

Travail : chèques vacances : accords interprofessionnels (p. 2638)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 2637)

Discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2651)

Article 1er (article 1er de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : champ d'application du dispositif)

Intervient sur l'amendement n° 19 du Gouvernement (ouverture du droit aux titulaires d'un emploi-jeunes) (p. 2654)

Intervient sur le sous-amendement n° 43 de M. Maxime Gremetz (extension aux titulaires d'un contrat emploi-solidarité) à l'amendement n° 19 du Gouvernement (p. 2654)

Intervient sur le sous-amendement n° 36 de M. Gérard Terrier (extension aux titulaires d'un contrat emploi consolidé) à l'amendement n° 19 du Gouvernement (p. 2654)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (extension aux contractuels de la fonction publique) (p. 2654)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Jean-Michel Couve (extension aux retraités) (p. 2655)

Son amendement n° 25 (extension sous conditions de ressources aux retraités) : rejeté (p. 2655)

Son amendement n° 27 (extension sous conditions de ressources aux agriculteurs) : rejeté (p. 2656)

Son amendement n° 39 (extension sous conditions de ressources aux artisans et commerçants) : rejeté (p. 2657)

Son amendement n° 38 (extension sous conditions de ressources aux professions libérales) : rejeté (p. 2659)

Son amendement n° 37 (extension aux artistes indépendants) : retiré (p. 2659)

Son amendement n° 41 (extension aux journalistes non salariés) : retiré (p. 2659)

Son amendement n° 26 : retiré (p. 2659)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (utilisation des chèques-vacances sur le territoire de l'Union européenne) (p. 2660)

Intervient sur le sous-amendement n° 42 de M. Jean-Michel Couve (extension à la Suisse) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 2660)

Intervient sur le sous-amendement n° 18 de M. Jacques Blanc (réciprocité) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 2660)

Article 7 (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : missions de l'Agence nationale pour les chèques-vacances)

Son amendement n° 35 corrigé (ouverture au secteur privé) : devenu sans objet (p. 2666)

Son amendement n° 40 : devenu sans objet (p. 2666)

Ses explications de vote (p. 2667)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 2667)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [26 mai 1999] (p. 4893)

Son intervention (p. 4898)

Thèmes :

Politiques communautaires : Europe sociale : chèques vacances (p. 4898)

Tourisme et loisirs : tourisme social : création d'emplois (p. 4898)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 4828)

Discussion des articles [26 mai 1999] (p. 4900)

Article 4 quater (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : actualisation)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (tutelle du ministère chargé du tourisme) (p. 4905)

Article 7 (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : missions de l'Agence nationale pour les chèques-vacances)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (de suppression) (p. 4906)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Patrick Malavieille (information et publicité sur les chèques-vacances) (p. 4907)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 4899)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6546)

Son intervention (p. 6549)

Thèmes :

Politiques communautaires : Europe sociale : chèques vacances (p. 6550)

Tourisme et loisirs : tourisme social : création d'emplois (p. 6549)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 6550)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 6550)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Article 2 (article 63-4 du code de procédure pénale : intervention de l'avocat dès le début de la garde à vue)

Son intervention (p. 2814)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Patrick Devedjian (présence de l'avocat à tout moment de la garde à vue) (p. 2817)

Intervient sur le sous-amendement n° 252 de M. Jean-Pierre Michel (présence de l'avocat à l'issue de la dixième heure) à l'amendement n° 82 de la commission (présence de l'avocat au début de la garde à vue et à l'issue de la vingtième heure) (p. 2817)

Article 10 (articles 137-1 à 137-5 du code de procédure pénale : institution du juge de la détention provisoire - rapports avec le juge d'instruction et le parquet)

Son intervention (p. 2881)

Article 15 (articles 143-1 et 144 du code de procédure pénale : conditions autorisant le placement en détention provisoire)

Son intervention (p. 2899)

Article 22 (article 226-30-1 du code de procédure pénale : interdiction de publier l'image d'une personne portant des menottes ou de réaliser un sondage sur la culpabilité d'une personne mise en cause)

Son intervention (p. 2933)

Intervient sur l'amendement n° 128 de la commission (amende portée de 100 000 à 200 000 F) (p. 2939)

Article 23 (article 13 de la loi du 29 juillet 1881 et article 6 de la loi du 29 juillet 1982 : droit de réponse exercé par le ministère public)

Soutient l'amendement n° 69 de M. Pierre Albertini (de suppression) : rejeté (p. 2943)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501, 4532) ; [19 mai 1999] (p. 4596)

Son intervention (p. 4559)

Thème :

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4559, 4560)

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852) ; [26 mai 1999] (p. 4974, 4987) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Son amendement n° 421 soutenu par M. Rudy Salles (nomination du président de France Télévision) (p. 4729) : rejeté (p. 4730)

Proposition de loi n° 1513 relative à l'actionariat des salariés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4673)

Son intervention (p. 4684)

Thèmes :

Entreprises : intéressement et participation (p. 4684)

Secteur public : privatisations (p. 4684)

Sociétés : actionnaires : salariés (p. 4684)

Proposition de loi n° 923 tendant à organiser la lutte contre les termites

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [26 mai 1999] (p. 4907)

Son intervention (p. 4910)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : contrôle technique (p. 4910)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 4910)

Régions : Aquitaine (p. 4910)

Régions : Nord-Pas-de-Calais (p. 4910)

Régions : Poitou-Charentes (p. 4910)

Proposition de résolution n° 1646 sur les propositions de directives relatives aux chemins de fer communautaires (COM (98) 0480 final/n° E 1163)

Avant la discussion de l'article unique [16 juin 1999] (p. 5915)

Son intervention (p. 5922)

Thèmes :

Politiques communautaires : directives : transports ferroviaires (p. 5922, 5923)

Politiques communautaires : services publics : subsidiarité (p. 5922)

Transports : transport combiné (p. 5923)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 5922, 5923)

Transports routiers : transport de marchandises (p. 5922)

Projet de loi n° 1688 portant approbation d'un avenant à la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche, signée le 14 mars 1986

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6635)

Son intervention (p. 6640)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : grandes infrastructures : liaison Transmanche (p. 6641)

Régions : Nord-Pas-de-Calais (p. 6641)

Sociétés : actionnaires : dividendes (p. 6641)

Voirie : autoroutes (p. 6641)

Bernard DEROSIER

*Nord (2^{ème} circonscription)
Socialiste
Questeur de l'Assemblée nationale*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Questeur de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 juin 1999] (p. 9338)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 615, posée le 8 février 1999. Personnes âgées. Hospices (J.O. Questions p. 674). Appelée le 9 février 1999. Humanisation, Nord, Pas-de-Calais (p. 1055)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Fait observer à Madame Jacquaint que moins de 17% des personnels concernés sont en grève et donne des précisions sur les revendications exprimées et les réponses qu'y ont apportées les questeurs. [26 mai 1999] (p. 4932, 4933)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8115)

Son intervention (p. 8128)

Thèmes avant la procédure des questions :

Fonctionnaires et agents publics : mobilité : fonction publique territoriale (p. 8128)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : collectivités territoriales (p. 8128)

Travail : réduction du temps de travail : fonction publique territoriale (p. 8128, 8129)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145, 8181)

Son intervention (p. 8160)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : charges : Etat (p. 8160)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 8161)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8160, 8161)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 8161)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 8160, 8161)

Impôts locaux : valeur locative (p. 8161)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 8160)

Jacques DESALLANGRE

*Aisne (4^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17120)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17120)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 21 janvier 1999] (p. 1120)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 21 janvier 1999] (p. 1120)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Irak. Embargo, attitude de la France [10 février 1999] (p. 1157)

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [5 mai 1999] (p. 4071)

Energie et carburants. Essence plombée. Interdiction, conséquences [2 juin 1999] (p. 5283)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 554, posée le 18 janvier 1999. Banques et établissements financiers. Banque de France (J.O. Questions p. 233). Appelée le 9 février 1999. Succursales, fermeture (p. 1048)

n° 677, posée le 15 mars 1999. Ministères et secrétariats d'Etat. Equipement et transports : services extérieurs (J.O. Questions p. 1463). Appelée le 16 mars 1999. Directions départementales, implantation, Soissons (p. 2398)

n° 730, posée le 5 avril 1999. Risques professionnels. Maladies professionnelles (J.O. Questions p. 1943). Appelée le 6 avril 1999. Amiante, retraites, suivi médical (p. 3259)

n° 801, posée le 17 mai 1999. Logement : aides et prêts. Aide personnalisée au logement (APL) (J.O. Questions p. 2895). Appelée le 18 mai 1999. Calcul, chômeurs (p. 4467)

n° 852, posée le 7 juin 1999. Postes. La Poste (J.O. Questions p. 3355). Appelée le 8 juin 1999. Missions de service public, respect (p. 5462)

DÉBATS**Projet de loi n° 977 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078)***Article 6 (définition des activités agricoles)*

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (définition des activités agricoles) (p. 6082)

Son amendement n° 855 (limitation des activités accessoires) : devenu sans objet (p. 6082)

Son amendement n° 856 (limitation des activités accessoires) : devenu sans objet (p. 6082)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER****Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)***Après l'article 22*

Son amendement n° 157 : non soutenu (p. 6870)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 337 : non soutenu (p. 6921)

Son amendement n° 338 : non soutenu (p. 6921)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**EQUIPEMENT ET TRANSPORTS****Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207, 7257)**

Son intervention (p. 7233)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 7233)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 7233, 7234)

ANCIENS COMBATTANTS**Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)**

Son intervention (p. 8212)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation de préparation à la retraite (p. 8213)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 8212)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation différentielle (p. 8213)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 8212)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits : action sociale (p. 8213)

Projet de loi n° 33 portant règlement définitif du budget de 1995**DEUXIÈME LECTURE****Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10009)**

Son intervention (p. 10011)

Thèmes :

Postes : La Poste (p. 10011, 10012)

Postes : La Poste : chèques postaux (p. 10011, 10012)

Postes : La Poste : monopole (p. 10012, 10013)

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10015)

Article 15 (apurement du compte 427-9 "Ecart d'intégration des dépôts CCP de l'ex-budget annexe des PTT")

Son amendement n° 2 (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10015)

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10331)

Son intervention (p. 10339)

Thèmes :

Emploi : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 10340)

Retraites : généralités : montant des pensions : pouvoir d'achat (p. 10339)

Retraites : généralités : préretraites : politique de l'emploi (p. 10340)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 1999] (p. 712, 749)

Après l'article 15

Son sous-amendement n° 1229 soutenu par M. Georges Sarre (objectifs du service public postal) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (objectifs du service universel postal) (p. 715, 719) : rejeté (p. 725)

Son sous-amendement n° 1223 soutenu par M. Georges Sarre (efficacité économique et sociale) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 715, 719) : adopté (p. 725)

Son sous-amendement n° 1228 soutenu par M. Georges Sarre (objectifs du service public postal) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 715, 719) : rejeté (p. 725)

Son sous-amendement n° 1227 soutenu par M. Georges Sarre (objectifs du service public postal) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 715, 719) : rejeté (p. 725)

Son sous-amendement n° 1225 (rédactionnel) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement : rejeté (p. 725)

Son sous-amendement n° 1226 (de précision) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement : rejeté (p. 725)

Son sous-amendement n° 1224 corrigé (de précision) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement : rejeté (p. 725)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 février 1999] (p. 1468, 1477) ; [17 février 1999] (p. 1559, 1593)

Son intervention (p. 1574)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité (p. 1574, 1575)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1574)

Secteur public : services publics : électricité (p. 1575)

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 1er (définition du service public de l'électricité)

Son amendement n° 632 (critères de gestion) : devenu sans objet (p. 1610)

Article 2 (missions du service public de l'électricité)

Intervient sur l'amendement n° 600 de M. Claude Billard (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) (p. 1618)

Son amendement n° 633 (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) : devenu sans objet (p. 1618)

Intervient sur l'amendement n° 485 de M. François Goulard (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) (p. 1618)

Soutient l'amendement n° 634 de M. Georges Sarre (conditions des fournitures aux clients éligibles) : adopté (p. 1620)

Intervient sur l'amendement n° 137 rectifié de la commission (conditions des fournitures de secours aux clients éligibles) (p. 1623)

Son amendement n° 635 (conditions des fournitures de secours aux clients éligibles) : adopté après rectification (p. 1624)

Article 4 (tarifs et plafonds de prix)

Son amendement n° 636 (tarifs de secours) : adopté (p. 1676)

Soutient l'amendement n° 637 de M. Georges Sarre (prise en compte des coûts de développement) : rejeté (p. 1680)

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements (PPI))

Son intervention (p. 1690)

Intervient sur l'amendement n° 745 rectifié de la commission (présentation d'une loi d'orientation sur l'énergie à compter du 1er janvier 2003) (p. 1693)

Son amendement n° 638 (présentation d'une loi d'orientation sur l'énergie) : retiré (p. 1693)

Son sous-amendement n° 640 (de précision) à l'amendement n° 190 de la commission (périodicité du rapport) : adopté (p. 1695)

Son amendement n° 639 (non indemnisation des mesures de sauvegarde) : adopté (p. 1700)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)

Soutient l'amendement n° 641 de M. Georges Sarre (conditions de sûreté des installations) : adopté (p. 1719)

Soutient l'amendement n° 642 de M. Georges Sarre (non éligibilité des distributeurs non nationalisés) : rejeté (p. 1719)

Article 14 (missions du gestionnaire du réseau public de transport)

Soutient l'amendement n° 645 de M. Georges Sarre (respect des missions de service public) : adopté (p. 1738)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Son amendement n° 647 (non-éligibilité des collectivités locales) : rejeté (p. 1755)

Son amendement n° 648 (possibilité offerte aux producteurs d'acheter de l'électricité pour compléter leur offre et suppression du négoce d'électricité) : devenu sans objet (p. 1758)

Son amendement n° 649 (possibilité offerte aux producteurs d'acheter de l'électricité pour compléter leur offre et suppression du négoce d'électricité) : devenu sans objet (p. 1758)

Soutient l'amendement n° 650 de M. Georges Sarre (non-éligibilité des distributeurs non nationalisés) : rejeté (p. 1758)

Son amendement n° 651 (suppression du paragraphe instituant un marché de gros de l'électricité) : rejeté (p. 1761)

Son amendement n° 652 (encadrement des achats complémentaires) : devenu sans objet (p. 1762)

Article 12 précédemment réservé (possibilité offerte aux producteurs de compléter leur offre)

Son amendement n° 643 (de suppression) : adopté (p. 1763)

Son amendement n° 644 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 1763)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4159)

Son intervention (p. 4174)

Thèmes :

Associations : sectes (p. 4175)

Bioéthique : euthanasie (p. 4175)

Mort (p. 4174)

Santé : douleur (p. 4175)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5309)

Thèmes :

Gens du voyage (p. 5309)

Gens du voyage : stationnement : communes (p. 5309)

Gens du voyage : stationnement : coopération intercommunale (p. 5309)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5711)

Son intervention (p. 5722)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 5722)

Défense : appelés : guerre d'Algérie (p. 5722)

Claude DESBONS

*Gers (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Son intervention (p. 6071)

Article 13 (création de l'unité de référence)

Son intervention (p. 6121)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765, 8807)

Procédure des questions :

Elevage : porcins (p. 8809)

Michel DESTOT

*Isère (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 13 : Economie, finances et industrie (industrie) (n° 1111) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Entreprises. Création. Recherche, innovation, aides de l'Etat [16 février 1999] (p. 1438)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665, 8710)

Son intervention (p. 8689)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : jeunes (p. 8689)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes : permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO) (p. 8690)

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8867)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : exportations (p. 8867)

Energie et carburants : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 8869)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 8868)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 8868)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 8868)

Grandes écoles (p. 8869)

Recherche (p. 8869)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 245)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 245)

Energie et carburants : Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA) (p. 246)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 246)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 246)

Union européenne : directives : énergie électrique (p. 246)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 février 1999] (p. 1468, 1477) ; [17 février 1999] (p. 1559, 1593)

Son intervention (p. 1595)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : énergie électrique (p. 1596)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1595, 1596)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1595)

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements (PPI))

Son amendement n° 587 soutenu par M. Jean-Louis Dumont (objectifs en matière de cogénération) : rejeté (p. 1696)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF)

Son sous-amendement n° 591 soutenu par M. Guy Hascoët (fixation des conditions d'achat par la Commission de régulation) à l'amendement n° 205 de la commission (obligation d'achat réservée aux petits producteurs) : rejeté (p. 1714)

Son amendement n° 588 : non soutenu (p. 1714)

Son amendement n° 589 : non soutenu (p. 1715)

Article 13 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité (GRT))

Son sous-amendement n° 590 à l'amendement n° 382 de la commission des finances (modalités de nomination et de révocation du directeur du gestionnaire du réseau public de transport) : non soutenu (p. 1736)

Projet de loi n° 1410 sur l'innovation et la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5376)

Son intervention (p. 5399)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 5399)

Recherche : chercheurs (p. 5399)

Recherche : innovation (p. 5399, 5400)

Patrick DEVEDJIAN

*Hauts-de-Seine (13^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 35 : Justice (n° 1111) [8 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1137 tendant à la continuation du contrat de location [14 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Chômage. Statistiques [17 février 1999] (p. 1549)

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [4 mai 1999] (p. 3945)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Propose que l'Assemblée ne siège pas jusqu'à une heure avancée de la nuit et que la prochaine séance ait lieu le lendemain à neuf heures [1^{er} décembre 1998] (p. 9812)

Souhaite que le Président indique l'heure de levée de la séance [1^{er} décembre 1998] (p. 9824)

Conteste l'application de l'article 44, alinéa 2, de la Constitution à des sous-amendements et souligne que le règlement de l'Assemblée nationale fait une distinction entre amendements et sous-amendements [2 décembre 1998] (p. 9958)

Juge extrêmement grave l'attitude du Gouvernement qui prive l'opposition du droit de sous-amendement, lequel est reconnu par le règlement de l'Assemblée nationale [2 décembre 1998] (p. 9961)

Fait part de son opposition à l'application de l'article 44, alinéa 2, de la Constitution à des sous-amendements et indique que l'opposition saisira le Conseil constitutionnel [2 décembre 1998] (p. 9963)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846)

Après l'article 14 (suite)

Son amendement n° 187 précédemment réservé soutenu par M. Philippe Auberger (modification des barèmes des droits de mutation à titre gratuit applicables aux transmissions en ligne directe) (p. 6805) : rejeté (p. 6806)

Son amendement n° 188 précédemment réservé soutenu par M. Philippe Auberger (modification des barèmes des droits de mutation à titre gratuit applicables aux transmissions entre époux) : rejeté (p. 6806)

Son amendement n° 178 précédemment réservé soutenu par M. Philippe Auberger (aménagement des barèmes applicables aux droits de mutation à titre gratuit entre frères et sœurs et entre deux personnes non parentes) : rejeté (p. 6807)

Son amendement n° 189 précédemment réservé soutenu par M. Philippe Auberger (relèvement des abattements au titre des droits de mutation à titre gratuit sur la part du conjoint survivant et sur celle de chacun des ascendants ou enfants vivants ou représentés) (p. 6810) : rejeté (p. 6811)

Son amendement n° 177 rectifié précédemment réservé soutenu par M. Philippe Auberger (revalorisation en matière de droits de mutation à titre gratuit des abattements applicables aux frères et sœurs, aux parents et aux non parents) : retiré (p. 6811)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8841)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 8842)

Justice : carte judiciaire (p. 8842)

Justice : crédits (p. 8841)

Justice : jugements (p. 8841)

Justice : tribunaux : construction (p. 8842)

Justice : tribunaux : préfets (p. 8842)

Ministères et secrétariats d'Etat (p. 8842)

Ministères et secrétariats d'Etat : informatique (p. 8842)

Ministères et secrétariats d'Etat : statistiques (p. 8842)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 8422) : rejetée au scrutin public (p. 8442)

Thèmes :

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 8423, 8435)

Assemblée nationale : propositions de loi : Arménie (p. 8434)

Assemblée nationale : Règlement (p. 8435, 8436)

Conseil constitutionnel (p. 8426, 8427, 8435)

Donations et successions : tarif (p. 8427, 8434)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 8433)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 8431, 8432)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fiscalité (p. 8431, 8434)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : frateries (p. 8428)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : propositions de loi (p. 8427, 8428)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : relations internationales (p. 8434)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : tribunaux d'instance (p. 8428)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 8425, 8426)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 8427, 8429, 8430)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 8432, 8433)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : fichiers (p. 8429)

Enfants (p. 8430)

Etat : Gouvernement : projets de loi (p. 8434)

Famille : concubinage (p. 8426, 8428, 8429)

Famille : concubinage : Cour de cassation (p. 8430)

Famille : mariage (p. 8430, 8431)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 8424, 8433)

Partis et mouvements politiques : Front national (p. 8425)

Partis et mouvements politiques : majorité (p. 8425)

Partis et mouvements politiques : majorité : Front national (p. 8423, 8424)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 8424)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Intervient sur l'amendement n° 56 de Mme Christine Boutin (suppression des références au code civil) (p. 8476)

Intervient sur l'amendement n° 688 de M. Charles de Courson (suppression des références au code civil) (p. 8476)

Intervient sur l'amendement n° 743 de M. Henri Plagnol (suppression des références au code civil) (p. 8476)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 833 de M. Éric Doligé (état descriptif des patrimoines des partenaires) (p. 9771)

Intervient sur l'amendement n° 837 de M. Éric Doligé (nullité du PACS demandée par le ministère public ou par toute personne y ayant intérêt) (p. 9773)

Après l'article 515-3 du code civil

Intervient sur l'amendement n° 725 de M. Yves Fromion (interdiction de l'adoption et de la procréation médicale assistée pour les partenaires de même sexe) (p. 9782)

Intervient sur l'amendement n° 461 de M. Jacques Masdeu-Arus (engagement écrit des partenaires de même sexe à ne pas adopter ni à avoir recours à la procréation médicale assistée) (p. 9782)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Son rappel au règlement (cf. supra) [1^{er} décembre 1998] (p. 9812)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son rappel au règlement (cf. supra) [1^{er} décembre 1998] (p. 9824)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 décembre 1998] (p. 9958)

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 décembre 1998] (p. 9961)

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 décembre 1998] (p. 9963)

Article 9 (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Soutient l'amendement n° 883 de M. Éric Doligé (de suppression) : rejeté (p. 10188)

Explications de vote et vote [9 décembre 1998] (p. 10241)

Ses explications de vote (p. 10248)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 10249)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3034, 3057)

Son intervention (p. 3074)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fratries (p. 3074)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : égalité (p. 3074)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 3074)

Famille : concubinage (p. 3074, 3075)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : famille (p. 3075)

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Intervient sur le sous-amendement n° 254 de M. Patrick Delnatte (renoncement à l'adoption et à la procréation médicale assistée pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) (p. 3160)

Intervient sur le sous-amendement n° 267 de M. Bernard Accoyer (interdiction de la procréation médicale assistée pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3160)

Intervient sur le sous-amendement n° 611 de M. Richard Cazenave (interdiction de la procréation médicale assistée pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3160)

Intervient sur le sous-amendement n° 316 de M. Jean-François Mattei (interdiction de l'adoption pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3160)

Intervient sur le sous-amendement n° 614 de M. Richard Cazenave (interdiction de l'adoption pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3160)

Explications de vote et vote [7 avril 1999] (p. 3370)

Ses explications de vote (p. 3378)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 3379)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5499, 5521)

Son intervention (p. 5535)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : concubinage (p. 5535, 5536)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : mariage (p. 5535, 5536)

Famille : politique familiale : majorité (p. 5536)

Famille : polygamie : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5536)

Partis et mouvements politiques : majorité : communautarisme (p. 5537)

Explications de vote et vote [15 juin 1999] (p. 5824)

Ses explications de vote (p. 5829)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 5829)

Proposition de résolution n° 770 tendant à créer une commission d'enquête pour faire la lumière sur les agissements et l'objet du groupement de fait dit "Département Protection Sécurité"

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10274)

Son intervention (p. 10286)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 10286, 10287)

Droit pénal (p. 10286, 10287)

Partis et mouvements politiques : Front national : Parti socialiste (p. 10287)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 1999] (p. 2721) ; [24 mars 1999] (p. 2768)

Son intervention (p. 2742)

Thèmes :

Droit pénal : détention provisoire (p. 2743)

Droit pénal : juge de la détention provisoire (p. 2744)

Droit pénal : présomption d'innocence : Président de la République (p. 2742, 2745)

Droit pénal : témoins assistés (p. 2745)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen : présomption d'innocence (p. 2743)

Justice : carte judiciaire (p. 2744)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 2744)

Justice : réforme (p. 2746)

Partis et mouvements politiques : opposition : liberté (p. 2746)

Presse et livres : liberté de la presse (p. 2745)

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Article 1er (article préliminaire du code de procédure pénale : principes fondamentaux de la procédure pénale)

Son sous-amendement n° 229 (personnes se trouvant dans des situations identiques devant pouvoir - et non devant - être jugées selon les mêmes règles) à l'amendement n° 72 de la commission : adopté (p. 2790)

Son sous-amendement n° 230 (autorité judiciaire assurant l'information et la garantie des droits des victimes et non veillant à celles-ci) à l'amendement n° 72 de la commission : rejeté (p. 2790)

Son sous-amendement n° 231 (information sur les charges et assistance d'un avocat dès l'arrestation) à l'amendement n° 72 de la commission : rejeté (p. 2791)

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (nouvelle rédaction des paragraphes III et IV mettant l'accent sur les garanties bénéficiant à la personne

poursuivie et instituant le double degré de juridiction) (p. 2792)

Son amendement n° 232 (condamnation fondée sur des preuves loyalement obtenues) : adopté (p. 2792)

Son sous-amendement n° 233 (double degré de juridiction) à son amendement n° 232 : rejeté (p. 2792)

Son amendement n° 1 : devenu sans objet (p. 2792)

Son amendement n° 2 : devenu sans objet (p. 2792)

Son amendement n° 3 : devenu sans objet (p. 2792)

Son amendement n° 4 : devenu sans objet (p. 2792)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 283 de Mme Nicole Catala (concours loyal de toute personne aux investigations de la justice pénale) : rejeté (p. 2794)

Soutient l'amendement n° 284 de Mme Nicole Catala (point de départ de la garde à vue notifié dans les conditions prévues à l'article 63-1 du code de procédure pénale) : rejeté (p. 2794)

Soutient l'amendement n° 267 de M. Édouard Balladur (suppression de la mise en examen, généralisation du statut de témoin assisté, ordonnance de mise en accusation soumise au tribunal de la liberté si elle prévoit des mesures de contrainte et susceptible d'appel devant la chambre d'accusation dans le cas contraire) : rejeté (p. 2798)

Son amendement n° 5 soutenu par M. Philippe Houillon (motivation et possibilité d'appel de l'ordonnance de mise en examen) (p. 2803, 2804) : rejeté (p. 2804)

Son amendement n° 6 corrigé (article 81 du code de procédure pénale : principe de l'instruction à charge et à décharge) : adopté (p. 2805)

Avant l'article 2

Son sous-amendement n° 234 soutenu par M. Philippe Houillon (qualité de témoin conférée aux personnes non suspectées) à l'amendement n° 77 de la commission (rétention des personnes non suspectées le temps strictement nécessaire à leur audition) (p. 2807) : rejeté (p. 2808)

Son amendement n° 13 soutenu par M. Philippe Houillon (personne placée en garde à vue informée de l'existence et de la nature des indices faisant présumer qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction) : devenu sans objet (p. 2809)

Son amendement n° 7 soutenu par M. Philippe Houillon (droit au silence de la personne placée en garde à vue) (p. 2809) : retiré (p. 2810)

Article 2 (article 63-4 du code de procédure pénale : intervention de l'avocat dès le début de la garde à vue)

Son amendement n° 8 (présence de l'avocat à tout moment de la garde à vue) : rejeté (p. 2817)

Son amendement n° 9 rectifié (absence de l'avocat ne créant ni nullité ni obstacle à l'enquête si la personne placée en garde à vue a été mise en mesure d'y faire appel) : rejeté (p. 2818)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Pierre Albertini (pas d'interrogatoire avant l'arrivée de l'avocat sous réserve d'un délai de deux heures à compter de sa désignation) (p. 2818)

Son amendement n° 10 (avocat pouvant assister aux interrogatoires) : rejeté (p. 2819)

Son amendement n° 11 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 2819)

Son amendement n° 12 : devenu sans objet (p. 2820)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Pierre Albertini (enregistrement sonore des interrogatoires et des confrontations effectués lors de la garde à vue) (p. 2822)

Après l'article 2

Son amendement n° 235 (droit de s'entretenir - et non de demander à s'entretenir - avec un avocat) : rejeté (p. 2823)

Son amendement n° 236 (communication du dossier de procédure aux personnes mises en examen) : retiré (p. 2824)

Article 3 (articles 115 et 116 du code de procédure pénale : modalités de désignation de l'avocat par une personne détenue ou au cours de la première comparution)

Son amendement n° 14 (suppression du paragraphe I relatif à la désignation de l'avocat par la personne détenue) : retiré (p. 2825)

Article 6 (articles 101, 109 et 153 du code de procédure pénale : dispositions relatives au témoin)

Son amendement n° 15 rectifié (article 109 du code de procédure pénale - pas de témoignage contre soi-même) : rejeté (p. 2831)

Son amendement n° 16 (article 154 du code de procédure pénale - référence à l'article 63 pour l'audition de témoins sur commission rogatoire) : adopté (p. 2832)

Après l'article 8

Son amendement n° 17 (article 92 du code de procédure pénale - transport du juge d'instruction sans information du procureur) : rejeté (p. 2834)

Son amendement n° 18 (article 152 du code de procédure pénale - perquisition devant être visée par la commission rogatoire ou autorisée par le juge mandant) : rejeté (p. 2834)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Pierre Albertini (dénonciation anonyme ne pouvant être utilisée comme moyen de preuve) (p. 2836)

Article 9 (articles 442-1, 442 et 454 du code de procédure pénale : renforcement du caractère contradictoire de l'audience correctionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 165 rectifié de la commission (questions posées directement par le ministère public et les avocats des parties) (p. 2876)

Son amendement n° 19 (questions posées directement par le ministère public et les avocats des parties) : adopté (p. 2876)

Avant l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (suppression de l'article 611-1 du code de l'organisation judiciaire prévoyant la présence d'un ou de plusieurs juges d'instruction dans chaque tribunal de grande instance) (p. 2879)

Article 10 (articles 137-1 à 137-5 du code de procédure pénale : institution du juge de la détention provisoire - rapports avec le juge d'instruction et le parquet)

Soutient l'amendement n° 273 de M. Édouard Balladur (nouvelle rédaction de l'article instituant un tribunal des libertés ordonnant la mise en détention provisoire et le contrôle judiciaire sur saisine du procureur) : rejeté (p. 2887)

Son amendement n° 20 (saisine du juge de la détention par le procureur) : rejeté (p. 2889)

Son amendement n° 21 (suppression du contrôle judiciaire ordonné par le juge de la détention provisoire saisi d'une demande de mise en détention) : rejeté (p. 2891)

Son amendement n° 22 (juge de la détention provisoire statuant par ordonnance susceptible d'appel) : rejeté (p. 2891)

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Philippe Houillon (non motivation de l'ordonnance du juge de la détention provisoire n'ordonnant pas la détention ou le contrôle judiciaire) (p. 2893)

Son amendement n° 23 : devenu sans objet (p. 2893)

Après l'article 10

Son amendement n° 237 (11° de l'article 138 du code de procédure pénale - cautionnement tenant compte des revenus, des charges et du patrimoine et pouvant être acquitté autrement qu'en espèces) : rejeté (p. 2895)

Article 12 (article 146 du code de procédure pénale : prolongation de la détention provisoire en cas de requalification correctionnelle)

Son amendement n° 24 (de coordination - saisine du juge de la détention provisoire par le procureur) : rejeté (p. 2896)

Soutient l'amendement n° 274 de M. Édouard Balladur (de coordination - tribunal des libertés) : rejeté (p. 2896)

Article 13 (article 147 du code de procédure pénale : mise en liberté du prévenu à l'initiative du procureur)

Son amendement n° 25 (saisine du juge de la détention provisoire dans tous les cas) : rejeté (p. 2897)

Soutient l'amendement n° 275 de M. Édouard Balladur (de coordination - tribunal de la liberté) : rejeté (p. 2897)

Article 14 (article 148 du code de procédure pénale : demande de mise en liberté par le prévenu)

Son amendement n° 26 (de coordination - nouvelle rédaction de l'article 148 du code de procédure pénale) : rejeté (p. 2897)

Soutient l'amendement n° 276 de M. Édouard Balladur (de coordination - ordonnance de mise en accusation) : rejeté (p. 2898)

Après l'article 14

Soutient l'amendement n° 288 de M. Édouard Balladur (de conséquence - suppression de dispositions et d'articles du code de procédure pénale) : rejeté (p. 2898)

Soutient l'amendement n° 278 de M. Édouard Balladur (de coordination - modification des articles 179, 186 et 286 du code de procédure pénale) : rejeté (p. 2898)

Article 15 (articles 143-1 et 144 du code de procédure pénale : conditions autorisant le placement en détention provisoire)

Soutient l'amendement n° 249 de M. Michel Hunault (nouvelle rédaction de l'article portant les quantités de peines à trois ans en cas de flagrant délit et à cinq ans dans les autres cas et limitant la détention provisoire à six mois si la peine encourue est inférieure à sept ans) : rejeté (p. 2900)

Article 19 (articles 149 et 149-2 du code de procédure pénale : indemnisation à raison d'une détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 109 de la commission (principe de l'indemnisation systématique sauf irresponsabilité pénale, prescription, amnistie ou auto-accusation) (p. 2918)

Son amendement n° 32 : devenu sans objet (p. 2918)

Son amendement n° 33 corrigé (décisions de non-lieu, de relaxe, d'acquiescement et d'indemnisation communiquées aux magistrats ayant concouru à la mise en détention provisoire ou à son maintien) : rejeté (p. 2919)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 111 de la commission (enquête sur la situation matérielle, familiale ou sociale des prévenus incarcérés) (p. 2920)

Intervient sur l'amendement n° 112 de la commission (commission du suivi de la détention provisoire) (p. 2921)

Article 20 (articles 77-2 et 77-3 du code de procédure pénale : délai raisonnable en matière d'enquêtes de police judiciaire)

Soutient le sous-amendement n° 251 de M. Jean-Pierre Michel (suppression de la référence à l'ordre public justifiant une audience non publique) à l'amendement n° 119 de la commission (suppression de la référence au bon déroulement de l'enquête justifiant une audience non publique et motivation de la décision du président du tribunal de grande instance sur la demande de publicité) : devenu sans objet (p. 2926)

Article 22 (article 226-30-1 du code de procédure pénale : interdiction de publier l'image d'une personne)

portant des menottes ou de réaliser un sondage sur la culpabilité d'une personne mise en cause)

Son intervention (p. 2933)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Pierre Albertini (suppression de l'interdiction de publier l'image d'une personne portant des menottes) (p. 2938)

Intervient sur l'amendement n° 259 de Mme Martine Lignières-Cassou (p. 2940)

Intervient sur l'amendement n° 287 rectifié de Mme Nicole Catala (amende de 100 000 F pour la publication ou la diffusion de documents couverts par le secret de l'enquête ou de l'instruction) (p. 2941)

Article 23 (article 13 de la loi du 29 juillet 1881 et article 6 de la loi du 29 juillet 1982 : droit de réponse exercé par le ministère public)

Son amendement n° 27 (de suppression) : rejeté (p. 2943)

Article 24 (article 64 de la loi du 29 juillet 1881 : arrêt de l'exécution provisoire d'une décision tendant à limiter la diffusion de l'information)

Son amendement n° 28 (de précision) : adopté (p. 2944)

Article 25 (articles 11, 145, 177-1, 199, 199-1, 212-1 et 803 du code de procédure pénale : "fenêtres de publicité" dans la procédure pénale)

Son amendement n° 29 (suppression du paragraphe I relatif aux communiqués du procureur) : rejeté (p. 2946)

Intervient sur l'amendement n° 132 de la commission (communiqués du procureur ayant pour but d'éviter la propagation d'informations parcellaires ou inexactes ou de mettre fin à un trouble à l'ordre public) (p. 2948)

Son amendement n° 30 soutenu par M. Philippe Houillon (article 145 du code de procédure pénale - audience publique de droit à la demande de l'intéressé pour le placement en détention provisoire) : rejeté (p. 2948)

Son amendement n° 31 : devenu sans objet (p. 2948)

Article 26 (article 226-30-1 du code pénal : atteinte à la dignité de la victime d'un crime ou d'un délit)

Son amendement n° 44 : devenu sans objet (p. 2949)

Après l'article 27

Son amendement n° 34 (autorisation d'une caméra fixe lors des audiences de jugement) : rejeté (p. 2952)

Son amendement n° 36 (autorisation de l'enregistrement sonore des audiences de jugement) : rejeté (p. 2952)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 250 de M. Gérard Gouzes (article 138 du code de procédure pénale - suspension de l'activité professionnelle des avocats au titre du contrôle judiciaire décidée par le conseil de l'ordre) (p. 2957)

Article 33 (articles 83, 116, 122, 135, 136, 137, 138, 141-2, 144-1, 145, 145-1, 145-2, 185, 187-1 et 207 du code de procédure pénale : coordinations liées à la création d'un juge de la détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 156 de la commission (mandat d'arrêt décerné par le juge de la détention provisoire et non par le juge d'instruction) (p. 2961)

Seconde délibération

Article 26 (article 226-30-1 du code pénal : atteinte à la dignité de la victime d'un crime ou d'un délit)

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (rétablissement du texte du projet de loi) (p. 2965)

Explications de vote et vote [30 mars 1999] (p. 3027)

Ses explications de vote (p. 3033)

Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 3033)

Projet de loi n° 998 relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale

DEUXIÈME LECTURE

Ses explications de vote (p. 5694)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 5694)

Proposition de loi organique n° 1494 relative au statut de la magistrature

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juin 1999] (p. 5700)

Son intervention (p. 5701)

Thèmes :

Justice : magistrats : âge de la retraite (p. 5701)

Justice : magistrats : grille indiciaire (p. 5702)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 5701)

Proposition de loi n° 1235 modifiant la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5698)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 7 de M. Jacques Limouzy (validation des droits proportionnels perçus par les huissiers en application de l'article 10 du décret n° 96-1080 du 12 décembre 1996) : adopté après modifications (p. 5700)

Paul DHAILLE

*Seine-Maritime (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du sixième Protocole additionnel à l'Accord général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe (n° 1076) [1^{er} octobre 1998]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Cour européenne des Droits de l'Homme (n° 1075) [1^{er} octobre 1998]

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la charte sociale européenne (révisée) (ensemble une annexe) (n° 678) [13 octobre 1998]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives (n° 676) [13 octobre 1998]

Représentant titulaire de la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 30 juin 1999] (p. 9626)

Cesse d'appartenir au délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 30 juin 1999] (p. 9626)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi (n° 1075) autorisant la ratification de l'accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Cour européenne des Droits de l'Homme

- le projet de loi (n° 1076) autorisant la ratification du sixième protocole additionnel à l'Accord général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe [1^{er} octobre 1998] (n° 1103)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur les projets de loi, adoptés par le Sénat :

- n° 678 autorisant l'approbation de la charte sociale européenne (révisée) (ensemble une annexe) ;

- n° 676 autorisant l'approbation du protocole additionnel à la charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives [25 novembre 1998] (n° 1223)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1320), autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Géorgie [7 avril 1999] (n° 1533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Automobiles et cycles. Renault. Fusion avec Nissan, conséquences [6 avril 1999] (p. 3290)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 527, posée le 7 décembre 1998. Transports routiers. Transport de marchandises (J.O. Questions p. 6604). Appelée le 8 décembre 1998. Lettres de voitures transports de lots, édition, réglementation (p. 10163)

n° 581, posée le 25 janvier 1999. Transports par eau. Manutention portuaire (J.O. Questions p. 364). Appelée le 26 janvier 1999. Equipements, sécurité, Le Havre (p. 344)

DÉBATS

Projet de loi n° 676 autorisant l'approbation du protocole additionnel à la charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [17 décembre 1998] (p. 10780)

Son intervention (p. 10781)

Thèmes :

Handicapés (p. 10782)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 10781, 10782)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 10782)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 10781, 10782)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Son intervention (p. 1931)

Thème :

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1931, 1932)

Franck DHERSIN

*Nord (13^{ème} circonscription)
Députés n'appartenant à aucun groupe
Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 10 décembre 1998] (p. 18620)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 10 décembre 1998] (p. 18620)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

Secrétaire de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 2 juin 1999] (p. 8150)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elections et référendums. Elections législatives. Résultats, constatation, Bouches-du-Rhône [6 octobre 1998] (p. 5956)

Etat. Conseil constitutionnel. Fonctionnement [9 mars 1999] (p. 2143)

Travail. Durée du travail. Réduction, financement [2 juin 1999] (p. 5282)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 817, posée le 17 mai 1999. Commerce et artisanat. Petit commerce (J.O. Questions p. 2897). Appelée le 18 mai 1999. Concurrence, magasins d'usine (p. 4478)

n° 879, posée le 14 juin 1999. Enseignement maternel et primaire. Fermeture de classes (J.O. Questions p. 3530). Appelée le 15 juin 1999. Nord, Pas-de-Calais (p. 5806)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [27 mai 1999] (p. 5060)

Son intervention (p. 5062)

Thèmes :

Emploi : convention de conversion (p. 5062)

Entreprises : allègement des charges (p. 5063)

Prétraitements : allocation spéciale (p. 5062)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 5062)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 5063)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Examen du fascicule [21 octobre 1998] (p. 7077)

Procédure des questions :

Enseignements artistiques : crédits (p. 7101)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 584 soutenu par M. Francis Delattre (suppression de l'exigence d'une commune centre comptant plus de 15 000 habitants) (p. 1018) : rejeté (p. 1019)

Article 24 (articles L. 5211-16 à L. 5211-20 du code général des collectivités territoriales - modifications statutaires)

Son amendement n° 383 soutenu par M. Francis Delattre (de coordination) : rejeté (p. 1184)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2421)

Son intervention (p. 2432)

Thèmes :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 2433)

Mines et carrières : code minier (p. 2433)

Mines et carrières : pollution et nuisances : indemnisation (p. 2432, 2433)

Mines et carrières : titres miniers : responsabilité civile (p. 2432, 2433)

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [26 mai 1999] (p. 4893)

Son intervention (p. 4895)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : chèques vacances (p. 4895)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 4895)

Travail : chèques vacances : négociations (p. 4895)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 4896)

Proposition de loi n° 1069 visant à interdire l'achat par les établissements scolaires et les collectivités locales des fournitures fabriquées par des enfants dans les pays où les droits de l'enfant ne sont pas respectés

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [27 mai 1999] (p. 5055)

Son intervention (p. 5059)

Thèmes :

Assemblée nationale : Parlement des enfants : propositions de loi (p. 5059)

Enfants : droits de l'enfant (p. 5060)

Enfants : travail : généralités (p. 5059)

Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) : enfants (p. 5059)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 5060)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5096)

Son intervention (p. 5099)

Thèmes :

Administration : maisons des services publics (p. 5099, 5100)

Administration : rapports avec les administrés (p. 5099, 5100)

Constitution : article 34 (p. 5100)

Etat : Médiateur de la République (p. 5099)

Etat : réforme (p. 5099 à 5101)

Urbanisme : opérations d'aménagement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 5100)

Discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5116)

Après l'article 5 bis

Son amendement n° 65 (insertion d'un article L. 421-10 dans le code de l'urbanisme conditionnant le recours formé contre un permis de construire par les associations de défense de l'environnement à leur agrément en vertu de l'article L. 252-1 du code rural) : retiré (p. 5120)

Article 23 (articles 6, 6-1, 9 et 14 de la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un Médiateur de la République :

saisine des délégués et compétences du Médiateur de la République)

Son amendement n° 64 (saisine du Médiateur par les présidents de conseils régionaux ou généraux et par les maires) : rejeté (p. 5136)

Après l'article 26

Son intervention (p. 5139)

Ses explications de vote (p. 5145)

Abstention du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 5145)

Projet de loi n° 1688 portant approbation d'un avenant à la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche, signée le 14 mars 1986

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6635)

Son intervention (p. 6638)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : grandes infrastructures : liaison Transmanche (p. 6638)

Sociétés : actionnaires : dividendes (p. 6638, 6639)

Transports : transport de marchandises : liaison Transmanche (p. 6638)

Marc DOLEZ

*Nord (17^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1632 visant à déclarer les naissances et les décès des centres hospitaliers auprès de l'officier de l'état-civil de la commune de rattachement [26 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Avant l'article 2

Son amendement n° 36 rectifié : non soutenu (p. 10413)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 56 (article 1648 A du code général des impôts - fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 310 (réduction de l'assiette du prélèvement attribué au fonds de péréquation pour les établissements publics de coopération intercommunale résultant de la transformation d'un groupement de communes créé avant le 1er janvier 1991) : adopté après modifications (p. 1354)

Son amendement n° 309 (retour bénéficiant aux groupements à taxe professionnelle unique fixé de 2/3 à 3/4 du montant de l'écrêtement quelle que soit la date de création de l'établissement public de coopération intercommunale) : retiré (p. 1357)

Son amendement n° 308 (retour bénéficiant aux groupements à fiscalité additionnelle fixé de 2/3 à 3/4 du montant de l'écrêtement quelle que soit la date de création de l'établissement public de coopération intercommunale) : retiré (p. 1358)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2436)

Article 1er (indemnisation en présence de clauses minières valides)

Son intervention (p. 2440)

Article 6 (création d'un chapitre III du code minier consacré à l'arrêt des travaux miniers)

Son intervention (p. 2447)

Éric DOLIGÉ

*Loiret (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 18 décembre 1998] (p. 19168)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1511 tendant à permettre aux associations de lutte contre les sectes de se porter partie civile [31 mars 1999]

Proposition de loi n° 1814 tendant à instituer une peine complémentaire ou de substitution permettant, en cas d'infraction commise par un mineur, une saisie sur les allocations familiales perçues par le titulaire de l'autorité parentale [22 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : prestations. Frais médicaux et chirurgicaux. Remboursement, système du médecin généraliste référent [10 novembre 1998] (p. 8709)

Cours d'eau, étangs et lacs. Loire. Barrage de Chambonchard, construction [24 novembre 1998] (p. 9418)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 909, posée le 28 juin 1999. Énergie et carburants. Carburants (J.O. Questions p. 3877). Appelée le 29 juin 1999. Teneur en oxygène (p. 6519)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Émet des réserves sur le résultat du scrutin relatif aux amendements de suppression du texte proposé pour l'article 515-1 du code civil [8 novembre 1998] (p. 8496)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Après l'article 14 (suite)

Son amendement n° 240 corrigé précédemment réservé : non soutenu (p. 6807)

Son amendement n° 238 précédemment réservé : non soutenu (p. 6810)

Son amendement n° 239 corrigé précédemment réservé : non soutenu (p. 6810)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8115)

Procédure des questions :

Etat : décentralisation (p. 8135)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Procédure des questions :

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : durée d'assurance : Afrique du Nord (p. 8227)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Son intervention (p. 8414)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 8414, 8415)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 8414, 8415)

Partis et mouvements politiques : majorité (p. 8414)

Presse et livres : Le Monde (p. 8414)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 823 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8470)

Son amendement n° 825 (insertion du PACS à la fin du livre du code civil traitant des contrats) : rejeté (p. 8490)

Son amendement n° 826 (insertion du contrat de vie commune à la fin du livre du code civil traitant des contrats) : rejeté (p. 8490)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son rappel au règlement (cf. supra) [8 novembre 1998] (p. 8496)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 827 (nullité du PACS conclu par un mineur) : devenu sans objet (p. 8552)

Son amendement n° 828 soutenu par M. Thierry Mariani (peines prévues à l'article 433-20 du code pénal sanctionnant la contravention aux prohibitions énoncées par l'article) : rejeté (p. 8559)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 835 (publication du PACS et de ses modifications dans un journal répondant aux conditions légales) : rejeté (p. 9769)

Son amendement n° 833 (état descriptif des patrimoines des partenaires) : rejeté (p. 9771)

Son amendement n° 837 (nullité du PACS demandée par le ministère public ou par toute personne y ayant intérêt) : rejeté (p. 9773)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 838 soutenu par M. Bernard Accoyer (conclusion d'un PACS entre partenaires de même sexe n'ouvrant aucun droit à la procréation médicalement assistée) : rejeté (p. 9813)

Son amendement n° 836 soutenu par M. Bernard Accoyer (interdiction de l'adoption pour les partenaires de même sexe pendant cinq ans après la dissolution du PACS et interdiction de conclusion d'un PACS avant la majorité de l'enfant adopté) : rejeté (p. 9813)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Son sous-amendement n° 1101 soutenu par M. Yves Fromion (copie de l'acte de décès adressée par le notaire chargé de la succession au greffe du tribunal d'instance) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (signification de la rupture unilatérale qui

prend effet après un délai de trois mois) : rejeté (p. 9858)

Son sous-amendement n° 1113 (dissolution du PACS dans un délai de quatre mois à partir de la signification de la décision de rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : retiré (p. 9859)

Son sous-amendement n° 1100 soutenu par M. Thierry Mariani (conséquences de la dissolution du PACS réglées devant le tribunal de grande instance en cas de désaccord entre les partenaires) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9867) : rejeté (p. 9869)

Son sous-amendement n° 1112 à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : non soutenu (p. 9875)

Son sous-amendement n° 1099 soutenu par M. Bernard Accoyer (publication, à peine de nullité, de la conclusion du PACS et de ses modifications dans un journal répondant aux conditions légales) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9875) : rejeté (p. 9876)

Son sous-amendement n° 1102 soutenu par M. Thierry Mariani (date certaine conférée au PACS par sa publication dans un journal répondant aux conditions légales) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9876)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 874 (de suppression) : rejeté (p. 9923)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son amendement n° 875 (de suppression) : rejeté (p. 9954)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 878 (de suppression) : vote réservé à la demande du Gouvernement (p. 9970) : rejeté (p. 10001)

Article 5 (droit à congés)

Son amendement n° 879 (de suppression) : rejeté (p. 9976)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son amendement n° 880 (de suppression) : rejeté (p. 9989)

Son sous-amendement n° 1030 soutenu par M. Thierry Mariani (pas d'application immédiate) à l'amendement n° 10 rectifié de M. Alain Bocquet (application immédiate des dispositions de l'article aux étrangers contractants d'un PACS pouvant justifier d'une communauté de vie antérieure à la promulgation de la loi) : rejeté (p. 9997)

Son sous-amendement n° 1031 soutenu par M. Bernard Accoyer (communauté de vie de cinq ans) à

l'amendement n° 10 rectifié de M. Alain Bocquet (p. 9997) : rejeté (p. 9998)

Article 7 (prise en compte du pacte civil de solidarité dans l'examen d'une demande de naturalisation)

Son amendement n° 881 soutenu par M. Yves Fromion (de suppression) (p. 10000) : adopté (p. 10001)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son amendement n° 882 (de suppression) : rejeté (p. 10178)

Article 9 (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son amendement n° 883 soutenu par M. Patrick Devedjian (de suppression) (p. 10187) : rejeté (p. 10188)

Article 10 (dispositions applicables aux fratries)

Son amendement n° 884 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 10202)

Article 11 (décrets d'application)

Son amendement n° 885 soutenu par M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 10214) : rejeté (p. 10215)

Article 1er (suite) (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 824 précédemment réservé (contrat de vie commune) : retiré (p. 10224)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Son sous-amendement n° 358 soutenu par M. Thierry Mariani (contrat conclu devant notaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) : rejeté (p. 3145)

Son sous-amendement n° 357 (vie sous le même toit) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3150)

Son sous-amendement n° 360 soutenu par M. Thierry Mariani (nullité du PACS conclu par un majeur protégé) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3164)

Son sous-amendement n° 359 soutenu par M. Patrick Delnatte (nullité du PACS conclu par un étranger séjournant irrégulièrement en France) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3166) : rejeté (p. 3167)

Son sous-amendement n° 361 soutenu par M. Thierry Mariani (peines prévues à l'article 433-20 du code pénal sanctionnant la violation des empêchements

énumérés à l'article 515-2) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3167) : rejeté (p. 3168)

Son sous-amendement n° 362 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : devenu sans objet (p. 3174)

Son sous-amendement n° 364 soutenu par M. Bernard Accoyer (mention du PACS et de ses modifications dans un journal répondant aux conditions légales) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3177)

Son sous-amendement n° 365 (suppression du dernier alinéa de l'article 515-3 relatif à la conclusion du PACS à l'étranger) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3179)

Son sous-amendement n° 369 soutenu par M. Thierry Mariani (modalités de l'aide mutuelle et matérielle fixées selon un cahier des charges défini par décret en Conseil d'Etat) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3182)

Son sous-amendement n° 366 soutenu par M. Thierry Mariani (pacte rédigé devant notaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3183)

Son sous-amendement n° 368 soutenu par M. Bernard Accoyer (perte du droit de garde pour le partenaire concluant un PACS avec une personne de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3186)

Son sous-amendement n° 367 soutenu par M. Bernard Accoyer (interdiction de l'adoption pour la personne ayant conclu un PACS avec un partenaire de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3186) : rejeté (p. 3187)

Son sous-amendement n° 370 soutenu par M. Thierry Mariani (conclusion d'un PACS entre partenaires de même sexe n'ouvrant aucun droit à la procréation médicalement assistée) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3187)

Son sous-amendement n° 373 soutenu par M. Thierry Mariani (motivation de la rupture unilatérale du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 371 soutenu par M. Thierry Mariani (tribunal de grande instance pour les conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 372 soutenu par M. Thierry Mariani (conséquences de la cessation du PACS réglées par le juge pour les enfants nés des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Après l'article 1er

Son sous-amendement n° 649 corrigé (non cumul du concubinage et du PACS) à l'amendement n° 6 de la commission (insertion dans le code civil d'un article 515-8 définissant le concubinage) : rejeté (p. 3213)

Son sous-amendement n° 648 corrigé (non cumul du concubinage et du mariage) à l'amendement n° 6 de la commission : rejeté (p. 3214)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son amendement n° 427 soutenu par M. Thierry Mariani (réduction des taux des droits sur les mutations à titre gratuit entre les personnes non mariées ou non parentes en ligne directe) : rejeté (p. 3224)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 5 soutenu par M. Philippe Auberger (relèvement du montant de l'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable aux esters d'huile végétale incorporés au fioul domestique et au gazole) : retiré (p. 10088)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Après l'article 16 octodécies

Son amendement n° 22 (suppression du prélèvement pour frais d'assiette et de recouvrement sur le produit de la taxe forestière) : rejeté (p. 10998)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70)

Son intervention (p. 100)

Thèmes :

Ordre public (p. 101)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 101)

Voirie (p. 101)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 556 (consultation des collectivités territoriales) : devenu sans objet (p. 258)

Son amendement n° 557 (transferts de compétences) : rejeté (p. 259)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 558 soutenu par M. Jean Proriol (schéma des services publics locaux) (p. 314) : rejeté (p. 316)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 525 de M. Jean-Claude Lenoir (association du CNADT à la définition des procédures contractuelles entre l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises signataires, y compris celles relatives à la mise en œuvre des fonds européens) (p. 378)

Son amendement n° 559 (association du CNADT à la définition des procédures contractuelles entre l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises signataires, y compris celles relatives à la mise en œuvre des fonds européens) : rejeté (p. 378)

Intervient sur l'amendement n° 685 de Mme Martine Lignières-Cassou (association du CNADT à la définition des procédures contractuelles entre l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises signataires, y compris celles relatives à la mise en œuvre des fonds européens) (p. 378)

Intervient sur l'amendement n° 524 de M. Jean-Claude Lenoir (comité de suivi des procédures contractuelles) (p. 380)

Son amendement n° 560 (comité de suivi des procédures contractuelles) : rejeté (p. 380)

Son amendement n° 561 (assistance des services de l'Etat pour les études nécessaires à l'exercice de leur mission) : retiré (p. 381)

Intervient sur l'amendement n° 391 de M. Henry Chabert (assistance des services de l'Etat pour les études nécessaires à l'exercice de leur mission) (p. 381)

Intervient sur l'amendement n° 255 de la commission (assistance des services de l'Etat pour les études nécessaires à l'exercice de leur mission) (p. 381)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son sous-amendement n° 564 soutenu par M. Christian Estrosi (allongement des délais d'association à l'élaboration des contrats de plan) à l'amendement n° 265 de la commission (association d'autres collectivités territoriales lorsque ces dernières cofinancent des programmes prévus dans les contrats de plan Etat-régions) : rejeté (p. 398)

Son amendement n° 562 (association des départements et des communes intéressés à la préparation des contrats de plan) : rejeté (p. 400)

Son amendement n° 563 (instauration d'un comité des financeurs) : rejeté (p. 401)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 689 rectifié de M. Philippe Duron (création d'une délégation parlementaire à l'aménagement du territoire et au développement durable du territoire dans chaque assemblée) (p. 426)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Intervient sur l'amendement n° 724 de M. Patrick Rimbart (coordination des schémas assurée par l'Etat) (p. 432)

Intervient sur l'amendement n° 266 de la commission (schémas de services collectifs soumis au Parlement dans un projet de loi) (p. 436)

Intervient sur le sous-amendement n° 1104 de M. Germain Gengenwin (régions et organismes consultés) à l'amendement n° 266 de la commission (p. 440)

Son sous-amendement n° 565 (régions et organismes consultés) à l'amendement n° 266 de la commission : rejeté (p. 440)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son amendement n° 566 soutenu par M. Serge Poignant (association des régions concernées) : rejeté (p. 815)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 570 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (élaboration d'une charte de développement) : rejeté (p. 830)

Son amendement n° 568 soutenu par M. Michel Bouvard (concertation avec les départements et régions intéressés) (p. 831) : rejeté (p. 832)

Son amendement n° 569 soutenu par M. Michel Bouvard (concertation avec les départements et régions intéressés) : rejeté (p. 832)

Son amendement n° 571 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (consultation des conseils généraux intéressés) : retiré (p. 834)

Son amendement n° 567 soutenu par M. Michel Bouvard (consultation des conseils généraux intéressés) (p. 834) : retiré (p. 835)

Son amendement n° 572 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (consultation des conseils généraux intéressés) (p. 836) : rejeté (p. 837)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Intervient sur le sous-amendement n° 1206 deuxième correction de M. Christian Jacob (respect de la

concurrence loyale entre entreprises publiques et privées et pas de charges supplémentaires pour les collectivités locales) à l'amendement n° 1170 rectifié du Gouvernement (modalités d'évolution des services publics pour les organismes, établissements, entreprises publiques disposant d'un contrat de plan ou d'un contrat de services) (p. 874)

Intervient sur l'amendement n° 510 de M. Maurice Adevah-Poeuf (de suppression partielle) (p. 874)

Soutient l'amendement n° 998 de M. Gérard Voisin (de suppression partielle) : rejeté (p. 874)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 38 soutenu par M. Gilles Carrez (possibilité d'association des conseils généraux et régionaux au projet de la communauté) : rejeté (p. 1023)

Article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des communautés d'agglomération

Son amendement n° 39 : non soutenu (p. 1037)

Son amendement n° 40 : non soutenu (p. 1037)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 41 (possibilité d'association des départements et des régions aux communautés urbaines) : adopté (p. 1098)

Article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 42 (de coordination) : rejeté (p. 1103)

Soutient l'amendement n° 268 de M. Michel Bouvard (de coordination) : rejeté (p. 1103)

Son amendement n° 43 (de coordination) : rejeté (p. 1105)

Article 4 (article L. 5215-20 bis du code général des collectivités territoriales - cas des communautés urbaines existantes)

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (adoption automatique du nouveau régime à défaut de délibérations contraires acquises à la majorité des deux tiers du conseil de la communauté et des deux tiers des conseils municipaux) (p. 1108)

Intervient sur l'amendement n° 311 corrigé de M. Alain Cacheux (adoption automatique du nouveau régime à défaut de délibérations contraires acquises à la majorité des deux tiers du conseil de la communauté et des deux tiers des conseils municipaux) (p. 1108)

Article 8 précédemment réservé (article L. 5215-10 du code général des collectivités territoriales - élection des délégués du conseil de la communauté urbaine)

Intervient sur l'amendement n° 609 de M. Gérard Gouzes (nouvelle rédaction de l'article organisant la désignation lors des élections municipales des délégués des communes de plus de 3 500 habitants au conseil des communautés urbaines) (p. 1129)

Article 11 (article L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales - compétences des communautés de communes)

Soutient l'amendement n° 556 de M. Bruno Bourg-Broc (détermination à la majorité des deux tiers du conseil du caractère communautaire des compétences) : rejeté (p. 1132)

Article 21 (article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales - création des établissements publics de coopération intercommunale - fixation du périmètre)

Intervient sur l'amendement n° 428 de M. Michel Vaxès (consultation du département pour la fixation du périmètre des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 1145)

Article 22 (articles L. 5211-6 à L. 5211-11 et L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales - organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale)

Intervient sur l'amendement n° 112 de la commission (bénéfice de l'âge pour le candidat-délégué le plus jeune en cas d'égalité de suffrages) (p. 1175)

Article 26 (articles L. 5211-39 et L. 5211-40 du code général des collectivités territoriales - démocratisation et transparence)

Son amendement n° 44 (rapport sur l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale comportant les éléments d'information relatifs aux coopérations avec l'Etat, les départements et les régions) : retiré (p. 1190)

Article 28 (article L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales - commission départementale de la coopération intercommunale)

Son amendement n° 45 soutenu par M. Robert Poujade (information de la commission sur les politiques contractuelles engagées par l'Etat intéressant les

établissements publics de coopération intercommunale, notamment ceux ayant signé des contrats de pays ou d'agglomération) (p. 1196) : devenu sans objet (p. 1197)

Article 56 (article 1648 A du code général des impôts - fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 46 soutenu par M. Gilles Carrez (maintien du dispositif actuel d'écrêtement du produit de taxe professionnelle) : rejeté (p. 1353)

Son amendement n° 47 soutenu par M. Gilles Carrez (interdiction de modification des autres dispositions de l'article 1648 A du code général des impôts avant la publication du rapport sur les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 1358)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ; [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Après l'article 37

Son amendement n° 1 rectifié (instauration d'un objectif annuel ou pluriannuel d'évolution des dépenses) : adopté (p. 4008)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4388, 4445)

Article 2 (commissions consultatives de l'environnement)

Son amendement n° 120 : non soutenu (p. 4450)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son amendement n° 180 : non soutenu (p. 6446)

Article 6 (organisation des interventions sociales relatives aux gens du voyage)

Son amendement n° 181 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (majoration de la dotation globale de fonctionnement des départements) : rejeté (p. 6468)

Laurent DOMINATI

*Paris (1^{ère} circonscription)
Démodémocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1759 relative à la modernisation et à la régulation de la communication audiovisuelle [30 juin 1999]

Proposition de loi n° 1798 visant à modifier le titre Ier du livre V du code général des collectivités territoriales sur l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon [8 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Durée du travail. Réduction, application [19 janvier 1999] (p. 36)

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [11 mai 1999] (p. 4308)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 704, posée le 22 mars 1999. Enseignement. Zone d'éducation prioritaire (ZEP) (J.O. Questions p. 1622). Appelée le 23 mars 1999. Classement, Paris, 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e arrondissements (p. 2702)

n° 782, posée le 3 mai 1999. Drogue. Etablissements de soins (J.O. Questions p. 2555). Appelée le 4 mai 1999. Capacités d'accueil, Paris (p. 3926)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1998] (p. 6484, 6507) ; [14 octobre 1998] (p. 6551, 6584, 6613)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 6545)

Son intervention (p. 6554)

Thèmes :

Assurances : assurance vie (p. 6554)

Entreprises : Conseil national du patronat français (CNPF) (p. 6545)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6556)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6556, 6557)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6545, 6555 à 6557)

Finances publiques : recettes (p. 6555)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 6554)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6555)

Politique économique : conjoncture (p. 6545)

Politique économique : croissance (p. 6545, 6555, 6556)

TVA : taux (p. 6555 à 6557)

Union européenne : euro (p. 6555)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son amendement n° 249 soutenu par M. Gilbert Gantier (relèvement de 20 370 à 30 695 F du montant de l'abattement sur le revenu imposable accordé aux contribuables qui rattachent à leur foyer fiscal un enfant marié) : rejeté (p. 6659)

Après l'article 2 (suite)

Son amendement n° 304 soutenu par M. Gilbert Gantier (instauration d'une réduction d'impôt pour la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) (p. 6716) : rejeté (p. 6717)

Après l'article 14 (suite)

Son amendement n° 284 précédemment réservé soutenu par M. François d'Aubert (aménagement des barèmes applicables aux droits de mutation à titre gratuit entre frères et sœurs et entre deux personnes non parentes) : rejeté (p. 6807)

Son amendement n° 281 précédemment réservé soutenu par M. François d'Aubert (relèvement des abattements au titre des droits de mutation à titre gratuit sur la part du conjoint survivant et sur celle de chacun des

ascendants ou enfants vivants ou représentés)
(p. 6810) : rejeté (p. 6811)

Article 18 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et mise en œuvre d'un remboursement de TIPP aux transporteurs routiers)

Son amendement n° 292 corrigé soutenu par M. Gilbert Gantier (diminution de la fiscalité applicable au supercarburant sans plomb et stabilisation de celle applicable au gazole) : rejeté (p. 6827)

Après l'article 19

Son amendement n° 262 : non soutenu (p. 6847)

Son amendement n° 263 soutenu par M. Gilbert Gantier (application d'un taux de TVA de 15 % à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 6847) : rejeté (p. 6853)

Son amendement n° 286 (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de travaux d'entretien, de rénovation et de réhabilitation de logements) : vote réservé (p. 6858) : retiré (p. 6870)

Après l'article 22

Son amendement n° 286 précédemment réservé soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de travaux d'entretien, de rénovation et de réhabilitation de logements) : retiré (p. 6870)

Après l'article 26

Son amendement n° 303 : non soutenu (p. 6900)

Après l'article 19

Son amendement n° 301 précédemment réservé (baisse de la TVA sur les tablettes de chocolat) : rejeté (p. 6903)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145, 8181)

Procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : Paris
(p. 8187, 8188)

COMMUNICATION

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8909)

Son intervention (p. 8914)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : programmes
(p. 8915, 8916)

Audiovisuel et communication : secteur public : budget (p. 8915)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 286 de M. Léonce Deprez (application d'un taux de TVA de 15 % à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 10643)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de travaux d'entretien, de rénovation et de réhabilitation des logements) (p. 10650)

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Gilbert Gantier (application d'un taux de TVA de 14 % à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 10650)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son amendement n° 182 (de suppression) : rejeté (p. 10659)

Intervient sur le sous-amendement n° 265 de M. Jean-Marie Le Guen (assujettissement à la taxe des aires de stationnement) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10664)

Intervient sur le sous-amendement n° 249 corrigé de M. Pierre Lellouche (exonération des grandes surfaces de vente au détail) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (p. 10670)

Intervient sur le sous-amendement n° 289 corrigé de M. Pierre Lellouche (exonération des salles de cinéma) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (p. 10670)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 535 soutenu par M. Marc Laffineur (attestation civile de solidarité organisant la vie commune de plusieurs personnes) (p. 8500) : rejeté (p. 8503)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Son sous-amendement n° 327 soutenu par M. Dominique Dord (attestation civile de solidarité enregistrée devant notaire organisant la vie commune de plusieurs personnes quel que soit leur sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) : rejeté (p. 3143)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 609, 623)

Son intervention (p. 632)

Thèmes :

Collectivités territoriales : Paris : délinquance et criminalité (p. 633)

Collectivités territoriales : Paris : police (p. 633)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 633)

Ordre public : personnels : Paris (p. 633)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 636)

Article 1er (article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des agents de police municipale)

Son intervention (p. 637)

Après l'article 5 bis

Son amendement n° 47 (application à Paris des articles L. 2214-4 et L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales relatifs aux compétences des agents de la police municipale) : rejeté (p. 647)

Son amendement n° 45 (abrogation de l'article L. 2512-14 du code général des collectivités territoriales conférant au préfet les pouvoirs de police du maire) : rejeté (p. 647)

Son amendement n° 44 (abrogation, à l'exception de son article 1er, de l'arrêté des Consuls du 12 messidor an VIII déterminant les fonctions du préfet de police de Paris) : rejeté (p. 647)

Son amendement n° 46 (abrogation des deux premiers alinéas de l'article 9 de la loi du 31 décembre 1975, modifiés par la loi du 29 décembre 1986 fixant le régime particulier de Paris) : rejeté (p. 647)

Article 5 ter (article L. 2512-16 du code général des collectivités territoriales : compétences des personnels

du service des parcs et jardins et des inspecteurs du service de sécurité de la ville de Paris)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Jacky Darne (agrément par le procureur de la République des agents de la ville de Paris chargés de l'application du règlement des parcs et promenades et de celui des cimetières) (p. 648)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [18 mars 1999] (p. 2673)

Son intervention (p. 2676)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 2676, 2677)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 2676, 2677)

Ordre public : personnels : effectifs (p. 2676, 2677)

Police : police municipale : armes (p. 2676)

Police : police municipale : Règlement (p. 2676)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 2677)

Proposition de loi n° 1350 portant création d'une nouvelle collectivité territoriale : le Haut-Conseil de l'agglomération parisienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3781)

Son intervention (p. 3787)

Thèmes :

Collectivités territoriales : Paris (p. 3788 à 3790)

Collectivités territoriales : Paris : arrondissements (p. 3789)

Collectivités territoriales : Paris : compétences (p. 3789)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : collectivités territoriales (p. 3790)

Régions : Ile-de-France : compétences (p. 3789)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 3788)

Régions : Ile-de-France : Etat (p. 3788 à 3790)

Régions : Ile-de-France : transports (p. 3789)

Ses explications de vote (p. 3800)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 3801)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501, 4532) ; [19 mai 1999] (p. 4596)

Soutient la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 4522) : rejetée (p. 4536)

Thèmes :

- Audiovisuel et communication : câble (p. 4528)
- Audiovisuel et communication : cinéma (p. 4526, 4527)
- Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4523, 4524, 4527)
- Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4528)
- Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 4523 à 4528)
- Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4523 à 4527)
- Audiovisuel et communication : Télédiffusion de France (TDF) (p. 4528)
- Audiovisuel et communication : télévision (p. 4523 à 4528)
- Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'expression (p. 4522, 4525)

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852) ; [26 mai 1999] (p. 4974, 4987) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son intervention (p. 4616)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Renaud Muselier (de suppression) (p. 4618)

Son amendement n° 520 (de suppression) : rejeté (p. 4618)

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (notion de "missions de service public") (p. 4618)

Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Christian Cuvilliez (notion de "missions de service public") (p. 4618)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Olivier de Chazeaux (référence aux droits et principes définis par la Constitution) (p. 4621)

Intervient sur l'amendement n° 134 de la commission des finances (introduction de la notion de "diffusion des connaissances civiques") (p. 4625)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son amendement n° 401 (de coordination) : retiré (p. 4661)

Intervient sur l'amendement n° 428 de Mme Christiane Taubira-Delannon (promotion des langues et cultures régionales par RFO) (p. 4702)

Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (répartition des stations régionales de Radio-France) (p. 4704)

Après l'article 2

Son amendement n° 521 (suppression des conventions collectives de France 2 et France 3) : retiré (p. 4708)

Article 3 (article 45 de la loi du 30 septembre 1986 : constitution et missions de la Société La Cinquième-Arte)

Son intervention (p. 4710)

Intervient sur l'amendement n° 438 du Gouvernement (actions en direction des milieux scolaires) (p. 4713)

Son amendement n° 404 soutenu par M. Michel Herbillon (programmes de promotion en faveur du savoir) (p. 4713) : rejeté (p. 4714)

Son amendement n° 386 soutenu par M. Michel Herbillon (constitution d'une banque publique de programmes multimédia destinée aux établissements d'enseignement) (p. 4713) : rejeté (p. 4714)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Son amendement n° 342 soutenu par M. Michel Herbillon (désignation des membres du conseil d'administration) : rejeté (p. 4723)

Son amendement n° 387 soutenu par M. Michel Herbillon (réduction du nombre des membres du conseil d'administration) : rejeté (p. 4724)

Son amendement n° 388 (élection du Président de France Télévision par le Conseil d'administration) : rejeté (p. 4729)

Intervient sur l'amendement n° 421 de M. Léonce Deprez (nomination du président de France Télévision) (p. 4730)

Intervient sur l'amendement n° 549 de Mme Marie-Hélène Aubert (nomination des dirigeants de France 2, France 3 et La Cinquième-Arte) (p. 4731)

Son amendement n° 338 (tâches et fonctions des directeurs généraux) : rejeté (p. 4732)

Intervient sur l'amendement n° 318 de M. Christian Cuvilliez (tâches et fonctions des directeurs généraux) (p. 4733)

Son amendement n° 522 soutenu par M. Michel Herbillon (composition des conseils d'administration) : rejeté (p. 4733)

Intervient sur l'amendement n° 522 de M. Laurent Dominati (composition des conseils d'administration) (p. 4733)

Son amendement n° 339 corrigé (nouvelle composition des conseils d'administration) : rejeté (p. 4734)

Intervient sur l'amendement n° 196 de M. Olivier de Chazeaux (nouvelle composition des conseils d'administration) (p. 4734)

Intervient sur l'amendement n° 552 de M. Noël Mamère (nomination des administrateurs) (p. 4737)

Article 47-2 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de RFO, Radio France et RFI

Son amendement n° 389 : non soutenu (p. 4743)

Après l'article 4

Son amendement n° 355 : non soutenu (p. 4746)

Son amendement n° 454 : non soutenu (p. 4747)

Son sous-amendement n° 455 corrigé à l'amendement n° 80 de la commission (exclusivité commerciale de diffusion) : non soutenu (p. 4749)

Article 5 (article 49 de la loi du 30 septembre 1986 : Institut national de l'audiovisuel (INA))

Son amendement n° 457 : non soutenu (p. 4752)

Son amendement n° 456 : non soutenu (p. 4753)

Après l'article 5

Son amendement n° 458 (durée du mandat des membres du conseil d'administration de l'INA) : adopté (p. 4756)

Intervient sur l'amendement n° 84 de la commission (durée du mandat des membres du conseil d'administration de l'INA) (p. 4756)

Son amendement n° 459 (durée du mandat du président) : retiré (p. 4756)

Intervient sur l'amendement n° 609 de la commission (nomination du directeur général) (p. 4756)

Article 6 (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des sociétés du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son intervention (p. 4759)

Son amendement n° 523 (précision sur le financement des missions de service public) : rejeté (p. 4762)

Intervient sur l'amendement n° 269 de M. Olivier de Chazeaux (distinction entre les effets de la gestion commerciale et la mission de service public) (p. 4764)

Intervient sur l'amendement n° 86 de la commission (dépôt d'un rapport annuel) (p. 4766)

Son sous-amendement n° 340 à l'amendement n° 87 de la commission (répartition des ressources) : devenu sans objet (p. 4767)

Intervient sur l'amendement n° 264 de M. Christian Kert (instauration d'une commission consultative indépendante sur le financement des missions de service public) (p. 4770)

Intervient sur l'amendement n° 564 de M. Noël Mamère (instauration d'une commission consultative indépendante sur le financement des missions de service public) (p. 4770)

Son sous-amendement n° 602 (suppression du paragraphe V) à l'amendement n° 33 du Gouvernement : rejeté (p. 4774)

Son sous-amendement n° 460 (déplacement des messages publicitaires aux tranches horaires creuses) à l'amendement n° 33 du Gouvernement : rejeté (p. 4775)

Son sous-amendement n° 603 (durée des messages publicitaires) à l'amendement n° 33 du Gouvernement : rejeté (p. 4776)

Son sous-amendement n° 461 (suppression des messages publicitaires aux heures de grande écoute) à l'amendement n° 33 du Gouvernement : retiré (p. 4776)

Son sous-amendement n° 605 (limitation de l'autopromotion) à l'amendement n° 33 du Gouvernement : rejeté (p. 4777)

Intervient sur l'amendement n° 33 du Gouvernement (exonérations de la redevance et publicité) (p. 4778)

Intervient sur le sous-amendement n° 420 de M. Renaud Muselier (durée des messages publicitaires) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4776)

Intervient sur le sous-amendement n° 372 de M. Olivier de Chazeaux (limitation de l'autopromotion) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4777)

Intervient sur le sous-amendement n° 559 de M. Noël Mamère (limitation de l'autopromotion) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4777)

Son sous-amendement n° 604 (suppression du rapport du Gouvernement sur l'évolution publicitaire) à l'amendement n° 33 du Gouvernement : rejeté (p. 4778)

Intervient sur le sous-amendement n° 560 de M. Noël Mamère (rédaction de deux rapports par le Gouvernement sur l'évolution publicitaire) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4778)

Après l'article 6

Son amendement n° 341 : non soutenu (p. 4854)

Article 7 (articles 18, 24, 26, 34-1, 46, 48, 48-2, 48-3, 48-9, 48-10, 51, 56, 62, 73 de la loi du 30 septembre 1986, article L. 4433-28 du code général des collectivités territoriales et annexe II de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 : coordination)

Son amendement n° 356 : non soutenu (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 262 rectifié de M. Christian Kert (répartition de la programmation des émissions religieuses) (p. 4858)

Intervient sur l'amendement n° 571 de M. Noël Mamère (répartition de la programmation des émissions religieuses) (p. 4858)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 328 précédemment réservé de M. Olivier de Chazeaux (suppression du monopole de TDF) (p. 4860)

Son amendement n° 463 (suppression du monopole de TDF) : rejeté (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 143 corrigé précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 499 de M. Michel Bouvard (suppression du monopole de TDF) (p. 4862)

Son amendement n° 462 (suppression du monopole de TDF) : rejeté (p. 4862)

Soutient l'amendement n° 500 de M. Michel Bouvard (suppression du monopole de TDF) : rejeté (p. 4862)

Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Olivier de Chazeaux (transparence tarifaire de TDF) (p. 4863)

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (transparence tarifaire de TDF) (p. 4863)

Article 8 (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 4863)

Intervient sur l'amendement n° 34 du Gouvernement (entrée en vigueur) (p. 4865)

Après l'article 8

Son amendement n° 391 (institution d'une chaîne parlementaire) : rejeté (p. 4866)

Article 9 (article 15 de la loi du 30 septembre 1986 : protection des mineurs vis-à-vis de programmes ou de messages susceptibles de nuire à leur épanouissement et respect de la dignité de la personne)

Son amendement n° 334 (missions du CSA en matière de protection de l'enfance) : rejeté (p. 4869)

Son amendement n° 333 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (déontologie de l'information) : rejeté (p. 4872)

Après l'article 9

Son amendement n° 396 soutenu par M. Christian Kert (de coordination) : rejeté (p. 4873)

Article 10 (article 20-2 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : retransmission en clair des événements d'importance majeure)

Intervient sur l'amendement n° 99 de la commission (suppression de la soumission de la liste des événements majeurs au CSA) (p. 4877)

Son amendement n° 524 : devenu sans objet (p. 4877)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 647 rectifié du Gouvernement (simplification de l'utilisation des décodeurs) (p. 5084)

Avant l'article 15

Son amendement n° 392 (de précision) : rejeté (p. 4883)

Son amendement n° 347 (interdiction de cumul de certains emplois avec la fonction de membre du CSA) : rejeté (p. 4884)

Son amendement n° 348 (délai d'abstention de prise publique de position pour les membres du CSA) : rejeté (p. 4884)

Intervient sur l'amendement n° 289 corrigé de M. Olivier de Chazeaux (obligations faites aux anciens membres du CSA) (p. 4885)

Son amendement n° 349 (obligations faites aux anciens membres du CSA) : rejeté (p. 4885)

Son amendement n° 350 (champ de consultation du CSA) : rejeté (p. 4885)

Son amendement n° 351 (relevés des temps d'intervention des personnalités politiques) : rejeté (p. 4886)

Soutient l'amendement n° 337 de M. Francis Delattre (intérêts des entreprises dans les organes de communication) : rejeté (p. 4887)

Article 15 (article 19 de la loi du 30 septembre 1986 : demande d'informations notamment financières formulées par le CSA à l'égard des opérateurs et de leurs actionnaires)

Son amendement n° 525 : non soutenu (p. 4974)

Intervient sur l'amendement n° 650 de la commission (de précision) (p. 4975)

Intervient sur l'amendement n° 102 de la commission (durée des périodes d'investigations du CSA) (p. 4976)

Après l'article 15

Son amendement n° 343 (protection de la famille, de l'enfance et de l'adolescence) : rejeté (p. 4976)

Son amendement n° 345 (référence au développement technologique) : retiré (p. 4976)

Son amendement n° 344 (pouvoir de recommandation du CSA) : adopté après rectification (p. 4976)

Son amendement n° 346 (pouvoir de proposition du CSA) : rejeté (p. 4977)

Article 16 (article 29 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs des dossiers de candidature et critères retenus par le CSA pour les autorisations des fréquences radiophoniques)

Son amendement n° 464 (nouvelle rédaction de l'article) : rejeté (p. 4978)

Son amendement n° 526 (référence aux titulaires de marchés publics et délégations de service public) : retiré (p. 4979)

Intervient sur l'amendement n° 139 de la commission des finances (fréquences réservées pour les associations de protection de l'environnement) (p. 4980)

Son amendement n° 527 (critères de priorités d'attribution) : rejeté (p. 4988)

Son amendement n° 528 (critères de priorités d'attribution) : retiré (p. 4988)

Son amendement n° 529 (sort des fréquences non utilisées) : rejeté (p. 4989)

Après l'article 17

Son amendement n° 466 (transposition de la directive "Télévision sans frontières") : retiré (p. 4991)

Son amendement n° 465 (suppression des quotas de diffusion) : retiré (p. 4992)

Article 18 (article 33-1 -anciennement 34-1- de la loi du 30 septembre 1986 : conventionnement des services de radiodiffusion sonore et de télévision distribués par satellite et par câble)

Son amendement n° 530 (référence aux titulaires de marchés publics ou délégations de services publics) : retiré (p. 4992)

Après l'article 18

Son amendement n° 394 (saisine des autorités administratives ou judiciaires) : retiré (p. 4993)

Son amendement n° 467 (dispositions anti-monopole) : retiré (p. 4993)

Son amendement n° 468 (dispositions anti-monopole) : retiré (p. 4993)

Article 19 (article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 : intervention du Conseil de la concurrence et du CSA en matière de pratiques anticoncurrentielles et d'opérations de concentration dans le secteur de la communication audiovisuelle)

Son amendement n° 335 (octroi d'un délai d'un mois maximum pour les avis rendus par le CSA) : adopté (p. 4995)

Son amendement n° 336 (de conséquence) : adopté (p. 4995)

Reprend l'amendement n° 576 de M. Noël Mamère (conditions de saisine du Conseil de la concurrence par le CSA) : rejeté (p. 4998)

Article 20 (article 27 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne terrestre)

Son amendement n° 469 (conventions entre le CSA et les opérateurs) : rejeté (p. 5001)

Son amendement n° 470 (contribution par les diffuseurs au développement de la production) : rejeté (p. 5001)

Son amendement n° 471 (contribution par les diffuseurs au développement de la production) : retiré (p. 5002)

Intervient sur l'amendement n° 471 de M. Laurent Dominati (contribution par les diffuseurs au développement de la production) (p. 5002)

Son amendement n° 472 (durée des acquisitions de droit exclusif) : retiré (p. 5002)

Son amendement n° 473 : non soutenu (p. 5004)

Son amendement n° 474 : non soutenu (p. 5005)

Article 21 (article 28 de loi du 30 septembre 1986 : quotas d'œuvres musicales d'expression francophone)

Son amendement n° 476 (autorisation de diffusion de messages publicitaires lors des "décrochages" locaux de chaînes nationales) : rejeté (p. 5010)

Son amendement n° 477 (publicité des programmes des chaînes locales) : rejeté (p. 5011)

Article 22 (article 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conditions de reconduction de l'autorisation des services de radiodiffusion et de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre hors appel à candidatures)

Son intervention (p. 5013)

Son amendement n° 531 (limites de renouvellement des autorisations) : rejeté (p. 5019)

Intervient sur l'amendement n° 283 corrigé de M. Olivier de Chazeaux (limites de renouvellement des autorisations) (p. 5019)

Intervient sur l'amendement n° 651 de la commission (limites de renouvellement des autorisations) (p. 5019)

Intervient sur l'amendement n° 424 de M. Arnaud Montebourg (limites de renouvellement des autorisations) (p. 5019)

Son amendement n° 478 (pouvoirs d'estimation du CSA) : rejeté (p. 5020)

Son amendement n° 479 (pouvoirs d'estimation du CSA) : rejeté (p. 5020)

Son amendement n° 480 (pouvoirs d'estimation du CSA) : rejeté (p. 5020)

Son amendement n° 532 (auditions par le CSA des tiers et des intéressés) : rejeté (p. 5022)

Après l'article 22

Son amendement n° 481 (pouvoirs de désignation du CSA) : rejeté (p. 5023)

Son amendement n° 482 (critères de formulation des projets) : rejeté (p. 5023)

Son amendement n° 483 (pouvoirs de sanction du CSA) : rejeté (p. 5023)

Son amendement n° 484 (appels à candidatures) : rejeté (p. 5023)

Article 24 (article 33 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de radiodiffusion sonore et de télévision distribués par câble ou par satellite)

Son amendement n° 533 (régime de convention) : rejeté (p. 5024)

Son amendement n° 485 (de conséquence) : rejeté (p. 5025)

Soutient l'amendement n° 511 de Mme Frédérique Bredin (protection de l'enfance) : rejeté (p. 5025)

Article 26 (article 34 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services par câble)

Son amendement n° 540 : non soutenu (p. 5027)

Après l'article 27

Son amendement n° 488 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (accès aux nouvelles technologies ; mise en place de conventions) : rejeté (p. 5068)

Son amendement n° 487 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (contrats passés par les communes pour l'exploitation par des tiers d'un service local de télévision) (p. 5069) : devenu sans objet (p. 5070)

Article 28 (articles 42, 42-1, 42-2 et 42-4 de la loi du 30 septembre 1986 : pouvoirs de sanction du CSA)

Son amendement n° 352 corrigé soutenu par M. Olivier de Chazeaux (de cohérence) : rejeté (p. 5070)

Son amendement n° 395 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (saisine du CSA par pétition) : rejeté (p. 5071)

Son amendement n° 397 (suspension d'un programme pour une durée de quelques minutes) : devenu sans objet (p. 5072)

Son amendement n° 541 soutenu par M. Christian Kert (cas de retrait de l'autorisation) : rejeté (p. 5072)

Son amendement n° 399 : devenu sans objet (p. 5073)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 517 de M. Patrice Martin-Lalande (taux de TVA applicables aux CD-Rom) (p. 5078)

Soutient l'amendement n° 519 de M. Patrice Martin-Lalande (allègement fiscal pour les nouveaux services d'information) : rejeté (p. 5078)

Soutient l'amendement n° 518 de M. Patrice Martin-Lalande (taux réduit de TVA pour les produits français du numérique) : rejeté (p. 5078)

Article 29 (articles 78 et 78-2 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : sanctions pénales pour défaut de déclaration d'une offre de services distribués par satellite et pour défaut de conventionnement d'un service de radiodiffusion ou de télévision distribué par câble ou par satellite)

Son amendement n° 451 (cheminement des procès-verbaux) : retiré (p. 5079)

Article 4 précédemment réservé (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Intervient sur le sous-amendement n° 450 de M. Renaud Muselier (rédactionnel) à l'amendement n° 79 de la commission (nomination des présidents des conseils d'administration) (p. 5080)

Après l'article 10

Son amendement n° 591 précédemment réservé (réglementation en matière de "système d'accès sous condition") : retiré (p. 5082)

Intervient sur l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (simplification de l'utilisation des décodeurs) (p. 5084)

Son sous-amendement n° 652 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (définition des exploitants de système d'accès sous condition) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5083) : adopté (p. 5084)

Son sous-amendement n° 659 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (droits et devoirs des intermédiaires) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5083) : retiré (p. 5084)

Son sous-amendement n° 660 (procédés techniques utilisés) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement : retiré (p. 5084)

Son sous-amendement n° 653 rectifié (limites des droits de propriété intellectuelle) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement : retiré (p. 5084)

Son sous-amendement n° 654 (obligations comptables) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement : retiré (p. 5084)

Son sous-amendement n° 661 (mode de saisine du CSA) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement : retiré (p. 5084)

Après l'article 29

Intervient sur le sous-amendement n° 672 du Gouvernement (suppression des dispositions concernant le numérique hertzien en faveur d'un régime général) à l'amendement n° 618 de la commission (encadrement des pouvoirs du CSA) (p. 5086)

Intervient sur le sous-amendement n° 673 du Gouvernement (de conséquence) à l'amendement n° 618 de la commission (p. 5086)

Article 30 (articles 10, 12, 24, 33-1, 33-3, 43, 70 et 78-1 de la loi du 30 septembre 1986, articles 4 et 5 de la loi n° 96-299 du 10 avril 1996 relative aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information : coordination)

Son amendement n° 357 (de conséquence) : retiré

Après l'article 30

Son amendement n° 590 : devenu sans objet (p. 5089)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 131 de la commission (raccordements en matière de câbles et antennes) (p. 5091)

Intervient sur l'amendement n° 141 de la commission des finances (raccordements en matière de câbles et antennes) (p. 5091)

Intervient sur l'amendement n° 495 de M. Marcel Rogemont (raccordements en matière de câbles et antennes) (p. 5091)

Son amendement n° 452 (raccordements en matière de câbles et antennes) : retiré (p. 5091)

Intervient sur l'amendement n° 385 de M. Olivier de Chazeaux (raccordements en matière de câbles et antennes) (p. 5091)

Son amendement n° 600 (nouvelle rédaction des droits et des charges des exploitants) : retiré (p. 5092)

Ses explications de vote (p. 5092)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 5092)

Proposition de résolution n° 1577 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité)

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4640)

Son intervention (p. 4648)

Thèmes :

Parlement : rôle (p. 4648 à 4650)

Régions : Corse : Etat (p. 4648, 4649)

Régions : Corse : gendarmerie (p. 4649, 4650)

Régions : Corse : Gouvernement (p. 4649, 4650)

Régions : Corse : préfets (p. 4649)

Ses explications de vote (p. 4655)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 4656)

Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Philippe Douste-Blazy, M. Jean-Louis Debré, M. José Rossi et quatre-vingt-trois membres de l'Assemblée

[25 mai 1999] (p. 4819)

Son intervention (p. 4834)

Thèmes :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : ministre (p. 4835)

Parlement : prérogatives (p. 4837)

Régions : Corse : Etat (p. 4834, 4837)

Régions : Corse : fonctionnaires et agents publics (p. 4834, 4835)

Régions : Corse : gendarmerie (p. 4835 à 4837)

Régions : Corse : Gouvernement (p. 4835 à 4837)

Régions : Corse : préfets (p. 4834, 4835)

Régions : Corse : Premier ministre (p. 4835 à 4837)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 4837)

Jacques DONDOUX

Secrétaire d'Etat au commerce extérieur

DÉPÔT

Déclaration du Gouvernement n° 1733 présentée par M. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur sur l'organisation mondiale du commerce [23 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Yves Cochet. Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), négociations [12 mai 1999] (p. 4418)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Michel Hunault. Transports ferroviaires. Ligne Nantes-Bordeaux. Modernisation [23 mars 1999] (p. 2690)

M. Jean-Pierre Baeumler. Voirie. Ponts. Pont entre Fessenheim et Hartheim, groupement local de coopération transfrontalière, compétences [23 mars 1999] (p. 2692)

M. Jean-Pierre Brard. Logement. Logement social. Immeubles de la Caisse des dépôts, vente, conséquences, Montreuil [23 mars 1999] (p. 2693)

M. René André. Défense. Service national. Report d'incorporation [23 mars 1999] (p. 2699)

M. Jean-Antoine Léonetti. Etablissements de santé. Equilibre financier. Centre hospitalier d'Antibes-Juan-les-Pins [23 mars 1999] (p. 2697)

Mme Odette Casanova. Travail. Durée du travail. Réduction, application, inspection du travail, contrôle [23 mars 1999] (p. 2695)

M. Jean-Paul Bacquet. Transports ferroviaires. Gares. Fermeture, ligne Clermont-Ferrand Béziers [23 mars 1999] (p. 2691)

Mme Jacqueline Mathieu-Obadia. Police. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Nice [23 mars 1999] (p. 2700)

- M. Dominique Baert. Chômage : indemnisation. Allocation de solidarité. Conditions d'attribution [23 mars 1999] (p. 2696)
- M. Roger Franzoni. Travail. Durée du travail. Réduction, aides de l'Etat, zones franches, cumul avec l'abattement de cotisations de sécurité sociale, Corse [23 mars 1999] (p. 2694)
- M. Christian Cuvilliez. Prestations familiales. Allocation parentale d'éducation. Conditions d'attribution, élues locales [22 juin 1999] (p. 6252)
- M. Patrick Delnatte. Collectivités territoriales. Réglementation. Coopération transfrontalière, Belgique [22 juin 1999] (p. 6258)
- M. Thierry Mariani. Emploi. Entreprises d'insertion. Loi d'orientation contre les exclusions, conséquences [22 juin 1999] (p. 6251)
- M. Philippe Martin. Etablissements de santé. Services d'urgence. Maintien, Sézanne [22 juin 1999] (p. 6256)
- Mme Yvette Benayoun-Nakache. Etablissements de santé. Hôpitaux. Financement, fonctionnement, Midi-Pyrénées [22 juin 1999] (p. 6254)
- M. François Rochebloine. Santé. Protection. Cécité, éclipse solaire [22 juin 1999] (p. 6257)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8974)

Son intervention (p. 8998)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : Centre français du commerce extérieur (CFCE) (p. 8999)

Commerce extérieur : Comité français des manifestations économiques à l'étranger (CFME) (p. 8999)

Commerce extérieur : excédent (p. 8998)

Commerce extérieur : exportations : petites et moyennes entreprises (p. 8998 à 9000)

Commerce extérieur : généralités (p. 8998 à 9000)

Commerce extérieur : postes d'expansion économique (p. 8999)

Entreprises : investissements (p. 8998, 8999)

Politique économique : conjoncture (p. 8998)

Politique extérieure : coopérants (p. 9000)

Politique sociale : généralités (p. 8999)

Projet de loi n° 1321 autorisant l'approbation du cinquième protocole (services financiers) annexé à l'accord général sur le commerce des services

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [28 janvier 1999] (p. 576)

Son intervention (p. 576)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : services financiers (p. 576, 577)

Politiques communautaires : directives : services financiers (p. 576)

Déclaration du Gouvernement n° 1733 présentée par M. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur sur l'organisation mondiale du commerce

[23 juin 1999] (p. 6331)

Son intervention (p. 6331)

Sa réponse (p. 6357)

Thèmes :

Agriculture (p. 6332, 6333, 6335)

Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 6333 à 6335, 6358)

Audiovisuel et communication (p. 6333, 6335)

Commerce extérieur : exportations (p. 6331, 6333 à 6335)

Enfants : travail (p. 6335)

Environnement (p. 6335, 6357)

Industrie : textile et habillement (p. 6333)

Marchés publics (p. 6334)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 6331 à 6336, 6357, 6358)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 6332)

Politique économique : accord multilatéral sur l'investissement (AMI) (p. 6333)

Politique économique : mondialisation (p. 6331, 6333)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6333)

Services (p. 6332)

Travail : conditions de travail (p. 6359)

Union européenne : Commission : négociations (p. 6358)

Renaud DONNEDIEU de VABRES

*Indre-et-Loire (1^{ère} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 octobre 1998] (p. 16375)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Régions. Conseils régionaux. Mode de scrutin, réforme [17 novembre 1998] (p. 9102)

Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [6 avril 1999] (p. 3286)

Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [18 mai 1999] (p. 4492)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 73 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 8496)

Intervient sur l'amendement n° 277 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 8496)

Intervient sur l'amendement n° 444 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 8496)

Intervient sur l'amendement n° 744 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 8496)

Intervient sur l'amendement n° 808 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 8496)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 746 de M. Henri Plagnol (de suppression) : rejeté (p. 8565)

Intervient sur l'amendement n° 1032 de M. Alain Tourret (déclaration écrite déposée au tribunal d'instance) (p. 8569)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Intervient sur le sous-amendement n° 1092 de M. Henri Plagnol (date d'opposabilité aux tiers de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (signification de la rupture unilatérale qui prend effet après un délai de trois mois) (p. 9861)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 786 de M. Charles de Courson (impôt sur le revenu, de solidarité sur la fortune et droits de mutation à titre gratuit pour les couples hétérosexuels non mariés ayant ou ayant eu des enfants) (p. 9913)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9265, 9309, 9320)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 9267) : rejetée au scrutin public (p. 9270)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 9313)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences (p. 9268)
 Collectivités territoriales : décentralisation (p. 9269)
 Elections et référendums : élections régionales : femmes (p. 9269)
 Elections et référendums : modes de scrutin (p. 9268)
 Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 9268, 9269, 9313)
 Partis et mouvements politiques : opposition (p. 9267, 9313)
 Régions : budget (p. 9269, 9313)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9329)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 89 (participation au second tour des élections législatives réservée aux deux candidats arrivés en tête au premier tour) : rejeté (p. 9332)
 Son amendement n° 87 (participation au second tour des élections cantonales réservée aux deux candidats arrivés en tête au premier tour) : rejeté (p. 9332)
 Son amendement n° 88 (participation au second tour des élections municipales réservée aux deux listes arrivées en tête au premier tour) : rejeté (p. 9332)

Article 3 (article L. 338 du code électoral - mode de scrutin des élections régionales)

Son intervention (p. 9335)
 Soutient l'amendement n° 96 de M. François Bayrou (scrutin de liste à deux tours dans la région avec répartition de la moitié des sièges à la proportionnelle au premier tour, l'autre moitié étant attribuée à la liste arrivée en tête au second tour auquel ne participent, sans modification de leur composition, que les deux listes les mieux placées à l'issue du premier tour) : rejeté (p. 9339)
 Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (seuil abaissé de 5 à 3 % des suffrages exprimés pour l'obtention de sièges) (p. 9340)

Article 4 (article L. 346 du code électoral - composition et conditions de présentation des listes)

Son intervention (p. 9341)
 Son amendement n° 85 (participation au second tour des deux seules listes arrivées en tête au premier tour et suppression des fusions de listes) : rejeté (p. 9342)
 Son amendement n° 83 (seuil porté de 3 à 5 % des suffrages exprimés pour participer à une fusion de listes) : rejeté (p. 9343)
 Son amendement n° 86 (de coordination) : rejeté (p. 9343)

Article 15 (article L. 364 du code électoral - durée du mandat des conseillers à l'Assemblée de Corse)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. José Rossi (de suppression) (p. 9345)
 Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 9345)

Article 21 (article L. 4311-1 du code général des collectivités territoriales - modalités de vote du budget de la région)

Son intervention (p. 9347)
 Soutient l'amendement n° 90 corrigé de Mme Anne-Marie Idrac (suppression de la possibilité de recours au vote bloqué sur les délibérations budgétaires) : rejeté (p. 9350)
 Son sous-amendement oral (accord de la commission permanente pour la modification par le président du projet de budget initial) à l'amendement n° 4 de la commission (de coordination) : rejeté (p. 9351)

Article 22 (article L. 4311-1-1 du code général des collectivités territoriales - procédure particulière d'adoption des budgets régionaux)

Son intervention (p. 9352)
 Soutient l'amendement n° 92 de Mme Anne-Marie Idrac (suppression de la publicité de la liste des signataires de la motion de renvoi) : rejeté (p. 9354)

Article 22 ter (article L. 4133-8 du code général des collectivités territoriales - composition du bureau)

Soutient l'amendement n° 80 de M. Pascal Clément (de suppression) : rejeté (p. 9355)
 Soutient l'amendement n° 94 de Mme Anne-Marie Idrac (de suppression) : rejeté (p. 9355)

Article 24 (entrée en vigueur de la loi)

Son intervention (p. 9356)

Titre

Son amendement n° 84 (de coordination) : devenu sans objet (p. 9357)
 Ses explications de vote (p. 9358)
 Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 9358)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11017)

Son intervention (p. 11022)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 11022)
 Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 11022, 11023)
 Partis et mouvements politiques : extrême gauche (p. 11024)
 Régions : budget (p. 11023, 11024)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11029)

Son amendement n° 5 (seuil pour la participation à la répartition des sièges porté de 3 à 5 % des suffrages exprimés) : rejeté (p. 11034)

Soutient l'amendement n° 7 de M. Valéry Giscard d'Estaing (droit de participer au second tour pour les listes ayant obtenu 10 % et non 5 % des suffrages exprimés) : rejeté (p. 11035)

Son amendement n° 6 (droit de figurer sur une autre liste au second tour pour les candidats des listes ayant recueilli 5 % et non 3 % des suffrages exprimés au premier tour) : rejeté (p. 11036)

Son amendement n° 1 (suppression de l'article 21 relatif au vote du budget de la région) : rejeté (p. 11037)

Son amendement n° 2 (suppression de l'article 22 instituant une procédure particulière d'adoption des budgets régionaux) : rejeté (p. 11038)

Son amendement n° 3 (suppression de l'article 22 bis relatif à la publicité des débats en commission permanente) : rejeté (p. 11040)

Son amendement n° 4 (suppression de l'article 22 ter relatif à l'obligation de constituer un bureau) : rejeté (p. 11040)

Ses explications de vote (p. 11041)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 11041)

Proposition de résolution n° 770 tendant à créer une commission d'enquête pour faire la lumière sur les agissements et l'objet du groupement de fait dit "Département Protection Sécurité"

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10274)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 10281)

Son intervention (p. 10288)

Thèmes :

Assemblée nationale : rôle et missions (p. 10288)

Droit pénal (p. 10282, 10289, 10290)

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 10289, 10290)

Etrangers : immigration (p. 10289)

Partis et mouvements politiques : Front national : Parti socialiste (p. 10281)

Partis et mouvements politiques : Front national : Parti socialiste (p. 10289)

Partis et mouvements politiques : opposition

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 10282)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 février 1999] (p. 1167, 1208)

Article 26 (articles L. 5211-39 et L. 5211-40 du code général des collectivités territoriales - démocratisation et transparence)

Soutient l'amendement n° 520 de M. Jean-Jacques Weber (rapport sur l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale comportant les éléments d'information relatifs aux coopérations avec l'Etat, les départements et les régions) : rejeté (p. 1191)

Intervient sur l'amendement n° 504 de M. Hervé Morin (consultation des électeurs des communes membres d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 1194)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1656)

Article 1er (la traite négrière et l'esclavage reconnus comme crime contre l'humanité)

Son intervention (p. 1657)

Article 2 (développement de l'enseignement et de la recherche sur la traite négrière et l'esclavage)

Son intervention (p. 1660)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2073)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : "Projet de loi relatif à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives et à leurs conditions d'exercice") (p. 2102)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 1999] (p. 2721) ; [24 mars 1999] (p. 2768)

Son intervention (p. 2747)

Thèmes :

Droit pénal : secret de l'instruction (p. 2747)

Justice : crédits (p. 2747)

Justice : magistrats : rôle (p. 2747)

Dominique DORD

*Savoie (1^{ère} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1135 portant réforme des droits de succession entre frères et sœurs et entre personnes non parentes [14 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Famille. Pacte civil de solidarité (PACS). Inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale [13 octobre 1998] (p. 6471)

Travail. Durée du travail. Réduction, application [22 juin 1999] (p. 6267)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Souhaite que la séance soit levée à une heure normale [1^{er} décembre 1998] (p. 9824)

Regrette que l'ensemble des groupes de l'opposition n'ait pas pu s'exprimer avant la clôture de la discussion sur l'article 2 de la proposition de loi relative au PACS [2 décembre 1998] (p. 9916)

Répond au rappel au règlement de M. Philippe Douste-Blazy : juge inacceptables les propositions du Président de séance [2 décembre 1998] (p. 9917)

Répond au rappel au règlement de M. Patrick Devedjian : reproche au Président de séance de créer un précédent qui fera jurisprudence [2 décembre 1998] (p. 9963)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Son intervention (p. 8374)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 8375)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : immigration (p. 8375)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : pensions de réversion (p. 8375)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 8375)

Famille : concubinage (p. 8374, 8375)

Famille : mariage (p. 8374)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1^{er} décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Soutient l'amendement n° 633 de M. Renaud Dutreil (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Pierre Albertini (certificat de vie commune) (p. 8473)

Intervient sur le sous-amendement n° 1026 de M. Richard Cazenave (nullité du certificat délivré à une personne déjà titulaire d'un tel document) à l'amendement n° 169 de M. Pierre Albertini (p. 8473)

Intervient sur l'amendement n° 56 de Mme Christine Boutin (suppression des références au code civil) (p. 8476)

Intervient sur l'amendement n° 688 de M. Charles de Courson (suppression des références au code civil) (p. 8476)

Intervient sur l'amendement n° 743 de M. Henri Plagnol (suppression des références au code civil) (p. 8476)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 74 de Mme Christine Boutin (organisation par le seul mariage de la vie commune entre un homme et une femme, le PACS régissant les intérêts pécuniaires) (p. 8503)

Intervient sur l'amendement n° 535 de M. Laurent Dominati (attestation civile de solidarité organisant la vie commune de plusieurs personnes) (p. 8503)

Intervient sur l'amendement n° 807 de M. Claude Goasguen (attestation civile de solidarité organisant la vie commune de deux personnes) (p. 8503)

Soutient l'amendement n° 628 de M. Renaud Dutreil (conclusion du PACS par deux personnes de sexe différent) : rejeté (p. 8518)

Soutient l'amendement n° 620 de M. Renaud Dutreil (conclusion du PACS par deux personnes de même sexe) : rejeté (p. 8518)

Son amendement n° 79 corrigé (suppression de l'organisation de la vie commune) : rejeté (p. 8524)

Soutient l'amendement n° 621 de M. Renaud Dutreil (PACS formalisant la mise en commun des ressources) : rejeté (p. 8525)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 86 de Mme Christine Boutin (cohabitation d'une durée d'un an) : rejeté (p. 8555)

Son amendement n° 692 : non soutenu (p. 8555)

Soutient l'amendement n° 797 de M. Bernard Perrut (nullité du PACS conclu par une personne ayant adopté un enfant) : rejeté (p. 8557)

Son amendement n° 89 soutenu par M. François Goulard (nullité du PACS conclu entre personnes de même sexe dont l'une a la garde d'un mineur) : rejeté (p. 8557)

Après l'article 515-2 du code civil

Son amendement n° 92 (possibilité d'opposition des enfants majeurs à la conclusion d'un PACS par l'un de leurs parents avec un tiers) : rejeté (p. 8561)

Soutient l'amendement n° 96 de Mme Christine Boutin (possibilité d'opposition des créanciers à la conclusion d'un PACS par leurs débiteurs) : rejeté (p. 8562)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 97 de Mme Christine Boutin (de suppression) : rejeté (p. 8565)

Après l'article 515-3 du code civil

Son amendement n° 115 (certificats médicaux produits par les partenaires) : rejeté (p. 9775)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. Noël Mamère (nouvelle rédaction de l'article obligeant les partenaires à s'apporter mutuellement secours et assistance) (p. 9794)

Soutient l'amendement n° 117 de Mme Christine Boutin (ajout de l'obligation de fidélité) : rejeté (p. 9797)

Soutient l'amendement n° 622 de M. Renaud Dutreil (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les partenaires) : rejeté (p. 9803)

Soutient l'amendement n° 615 de M. Renaud Dutreil (établissement du PACS devant un notaire) : rejeté (p. 9805)

Soutient l'amendement n° 627 de M. Renaud Dutreil (suppression de la solidarité en matière de dettes) : rejeté (p. 9807)

Intervient sur l'amendement n° 614 de M. Renaud Dutreil (publicité des PACS conclus par des commerçants) (p. 9811)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 630 de M. Renaud Dutreil (de suppression) : rejeté (p. 9820)

Soutient l'amendement n° 27 de Mme Christine Boutin (régime de l'indivision pour les seuls biens acquis en commun) : rejeté (p. 9823)

Son rappel au règlement (cf. supra) [1^{er} décembre 1998] (p. 9824)

Intervient sur l'amendement n° 812 de M. Alain Tourret (régime de la séparation des biens) (p. 9826)

Soutient l'amendement n° 624 de M. Renaud Dutreil (suppression de la dernière phrase de l'article soumettant au régime de l'indivision les biens dont la date d'acquisition ne peut être établie) : rejeté (p. 9827)

Son amendement n° 30 (récompense à la dissolution du PACS au profit du partenaire ayant financé seul l'acquisition d'un bien) : rejeté (p. 9829)

Article 515-7 du code civil : causes de dissolution du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 631 de M. Renaud Dutreil (de suppression) : adopté (p. 9832)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 39 de Mme Christine Boutin (rupture du PACS régie par les articles 229 à 295 du code civil relatifs au divorce) : rejeté (p. 9839)

Soutient le sous-amendement n° 1147 de M. Claude Goasguen (dépôt de la déclaration conjointe au tribunal d'instance ayant reçu le PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (signification de la rupture unilatérale qui prend effet après un délai de trois mois) : rejeté (p. 9845)

Soutient le sous-amendement n° 1146 de M. François Goulard (inscription de la déclaration conjointe sur le registre recensant les PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9846)

Soutient le sous-amendement n° 1114 de Mme Christine Boutin (signification au partenaire des motifs de la rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9851)

Son sous-amendement n° 1123 (signification de la rupture unilatérale quinze jours après un entretien avec le partenaire en présence d'un médiateur familial) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9852)

Son sous-amendement n° 1126 soutenu par Mme Christine Boutin (mariage d'un partenaire avec une tierce personne notifié par écrit au cocontractant trois mois avant le mariage) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9853) : rejeté (p. 9854)

Soutient le sous-amendement n° 1142 de M. François Goulard (mariage d'un partenaire avec une tierce personne notifié par écrit au cocontractant un mois avant le mariage) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9857)

Soutient le sous-amendement n° 1143 de M. François Goulard (dissolution du PACS dans un délai de six mois à partir de la signification de la décision de rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9859)

Soutient le sous-amendement n° 1140 de M. François Goulard (suppression de l'alinéa relatif aux conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9861)

Soutient le sous-amendement n° 1131 de Mme Christine Boutin (conséquences patrimoniales et extra-patrimoniales de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9864)

Soutient le sous-amendement n° 1141 de M. François Goulard (suppression de l'intervention du juge) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9865)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 792 de M. Renaud Dutreil (interdiction de la procréation médicalement assistée aux partenaires de même sexe d'un PACS) : rejeté (p. 9906)

Reprend l'amendement n° 813 de M. Alain Turret (insertion dans le livre 1er du code civil d'un titre XIII relatif au concubinage qui se constate par la possession d'état stable et notoire du couple, que les concubins soient ou non de sexe différent) (p. 9907) : rejeté (p. 9910)

Intervient sur l'amendement n° 786 de M. Charles de Courson (impôt sur le revenu, de solidarité sur la fortune et droits de mutation à titre gratuit pour les couples hétérosexuels non mariés ayant ou ayant eu des enfants) (p. 9913)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 décembre 1998] (p. 9916)

Soutient l'amendement n° 538 de M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 9923)

Soutient l'amendement n° 579 de M. Claude Goasguen (de suppression) : rejeté (p. 9923)

Soutient l'amendement n° 636 de M. Renaud Dutreil (suppression de l'imposition commune des revenus) : rejeté (p. 9935)

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Thierry Mariani (preuve de la communauté de vie pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9936)

Soutient l'amendement n° 122 de Mme Christine Boutin (délai de cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 9940)

Son amendement n° 123 (délai de quatre ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 9940)

Soutient l'amendement n° 635 de M. Renaud Dutreil (délai de quatre ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 9940)

Intervient sur l'amendement n° 1150 de M. Jean-Pierre Michel (de coordination) (p. 9943)

Soutient l'amendement n° 637 de M. Renaud Dutreil (suppression du paragraphe III relatif aux règles d'imposition et d'assiette) : rejeté (p. 9944)

Intervient sur l'amendement n° 398 de M. Bernard Accoyer (conclusion d'un PACS en vue de diminuer l'impôt sur le revenu passible d'un an d'emprisonnement et de 300 000 F d'amende) (p. 9945)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Philippe Douste-Blazy (cf. supra) (p. 9917)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 798 de M. Bernard Perrut (extension aux frères et sœurs de la déductibilité des sommes versées aux enfants majeurs prévue par l'article 156 du code général des impôts) : rejeté (p. 9948)

Soutient l'amendement n° 799 de M. Bernard Perrut (extension aux frères et sœurs de la notion de personne à charge prévue par l'article 196 du code général des impôts) : rejeté (p. 9948)

Soutient l'amendement n° 532 de M. Jean-François Mattei (exonération des droits d'enregistrement pour l'attestation civile de solidarité) : rejeté (p. 9949)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son intervention (p. 9951)

Répond aux observations de M. Charles de Courson : s'élève contre l'utilisation de l'article 44, alinéa 2, de la Constitution (p. 9957)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Patrick Devedjian (cf. supra) (p. 9961)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son intervention (p. 9968)

Soutient l'amendement n° 540 de M. François Goulard (de suppression) : vote réservé à la demande du Gouvernement (p. 10001)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 697 rectifié du Gouvernement (qualité d'ayants droit en matière d'assurance maladie conférée au partenaire de l'assuré social lié par un PACS s'il ne peut bénéficier de cette qualité à un autre titre) (p. 9974)

Article 5 (droit à congés)

Soutient l'amendement n° 541 de M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 9976)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Soutient l'amendement n° 267 de M. Thierry Mariani (de suppression) : rejeté (p. 9989)

Soutient l'amendement n° 219 de M. Christian Estrosi (étranger entré de façon régulière) : rejeté (p. 9996)

Soutient l'amendement n° 327 de M. Thierry Mariani (étranger entré de façon régulière) : rejeté (p. 9996)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Soutient l'amendement n° 544 de M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 10178)

Son amendement n° 146 (bénéfice des dispositions de l'article réservé aux partenaires ayant la charge d'au moins un enfant) : rejeté (p. 10180)

Son amendement n° 145 (PACS conclu depuis au moins un an) : rejeté (p. 10181)

Article 9 (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son intervention (p. 10185)

Intervient sur l'amendement n° 147 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 10188)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 10188)

Intervient sur l'amendement n° 524 de M. Pierre-Christophe Baguet (de suppression) (p. 10188)

Soutient l'amendement n° 545 de M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 10188)

Intervient sur l'amendement n° 657 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 10188)

Intervient sur l'amendement n° 759 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 10188)

Intervient sur l'amendement n° 883 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 10188)

Intervient sur l'amendement n° 350 de M. Thierry Mariani (vie commune depuis deux ans pour la poursuite du contrat de location en cas d'abandon de domicile) (p. 10189)

Intervient sur l'amendement n° 656 de M. Charles de Courson (vie commune depuis deux ans pour la poursuite du contrat de location en cas d'abandon de domicile) (p. 10189)

Son amendement n° 999 (PACS conclu depuis au moins trois ans) : rejeté (p. 10190)

Soutient l'amendement n° 647 de M. Renaud Dutreil (suppression des dispositions relatives au droit de reprise) : rejeté (p. 10191)

Article 10 (dispositions applicables aux fratries)

Son intervention (p. 10195)

Soutient l'amendement n° 528 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression du terme solidarité qualifiant le PACS) : rejeté (p. 10207)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 809 de M. Claude Goasguen (contrôle du parlement sur les charges entraînées par la loi) : rejeté (p. 10217)

Soutient l'amendement n° 604 de M. Renaud Dutreil (rapport annuel sur le coût des PACS) : rejeté (p. 10217)

Article 1er (suite) (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 71 précédemment réservé (union de biens) : rejeté (p. 10224)

Son amendement n° 62 précédemment réservé (contrat de concubinat) : retiré (p. 10224)

Son amendement n° 70 précédemment réservé (terme de contrat substitué à celui de pacte) : retiré (p. 10224)

Son amendement n° 68 précédemment réservé (suppression du terme "civil") : retiré (p. 10224)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3034, 3057)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3049)

Soutient la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 3057) : rejetée (p. 3068)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 3058)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 3059, 3060)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fratries (p. 3059)

Droits de l'homme et libertés publiques : atteintes à la vie privée : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3058)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 3058 à 3060)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : groupes de pression (p. 3060)

Famille : concubinage (p. 3059)

Famille : vie commune (p. 3060, 3061)

Parlement : rôle : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3057, 3058)

Parlement : Sénat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3058)

Partis et mouvements politiques : majorité : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3058)

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Article 1er B (définition du mariage)

Son intervention (p. 3109)

Article 1er C (définition du concubinage)

Son intervention (p. 3111)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 475 de M. Charles de Courson (taux de 40 % et de 50 % sur les mutations à titre gratuit entre les personnes hétérosexuelles non mariées vivant en couple et ayant ou ayant eu des enfants et abattement de 250 000 F pour le survivant) (p. 3123)

Intervient sur l'amendement n° 474 de M. Charles de Courson (déclaration commune et solidarité en matière d'ISF pour les personnes hétérosexuelles non mariées vivant en couple et ayant ou ayant eu des enfants) (p. 3123)

Intervient sur l'amendement n° 476 de M. Charles de Courson (application aux couples hétérosexuels, ayant ou ayant eu des enfants, de dispositions fiscales relatives aux couples mariés) (p. 3123)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 3124)

Son sous-amendement n° 298 (contrat de concubinage) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : retiré (p. 3133)

Son sous-amendement n° 299 (contrat de vie en commun) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3133)

Son sous-amendement n° 301 (pacte de solidarité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3133)

Son sous-amendement n° 300 soutenu par M. Claude Goasguen (contrat civil de solidarité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3134) : rejeté (p. 3135)

Son sous-amendement n° 303 (pacte de solidarité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3141)

Son sous-amendement n° 429 (vie sous le même toit) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3150)

Son sous-amendement n° 325 soutenu par M. Claude Goasguen (suppression de la référence à la vie commune et à son organisation) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3150) : rejeté (p. 3152)

Son sous-amendement n° 314 (cohabitation) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3153)

Son sous-amendement n° 317 (non existence du PACS en l'absence de consentement) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3155)

Son sous-amendement n° 315 (prohibition de la dérogation aux lois relatives à l'ordre public et aux bonnes mœurs) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3155)

Son sous-amendement n° 320 (nullité absolue du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3161)

Son sous-amendement n° 322 (cohabitation d'au moins un an pour la conclusion d'un PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3163)

Son sous-amendement n° 321 (nullité du PACS conclu par un mineur) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3164)

Son sous-amendement n° 323 (nullité du PACS conclu entre deux personnes de même sexe dont l'une a la garde légale d'un mineur) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3165)

Son sous-amendement n° 297 (publicité du PACS dans les conditions de celle du mariage) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3180)

Son sous-amendement n° 296 (publication du PACS dans un journal départemental d'annonces légales) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3180)

Son sous-amendement n° 329 (examen médical dont les résultats sont communiqués à l'autre partenaire sur sa demande) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3181)

Son sous-amendement n° 443 (devoir de fidélité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3181)

Son sous-amendement n° 309 (devoir d'aide mutuelle et matérielle) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3182)

Son sous-amendement n° 304 (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3182)

Son sous-amendement n° 302 (pacte établi devant notaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3183)

Son sous-amendement n° 305 (atténuation de la solidarité en matière de dettes) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3184)

Son sous-amendement n° 307 (publicité du PACS dont l'un des partenaires est commerçant) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3185)

Son sous-amendement n° 287 soutenu par Mme Christine Boutin (régime de l'indivision pour les seuls biens acquis en commun) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3199) : rejeté (p. 3200)

Son sous-amendement n° 313 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : devenu sans objet (p. 3200)

Son sous-amendement n° 293 soutenu par M. Thierry Mariani (rupture du PACS régie par les articles 229 à 295 du code civil relatifs au divorce) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3203)

Son sous-amendement n° 341 soutenu par M. Thierry Mariani (remise par les partenaires ensemble de la déclaration conjointe mettant fin au PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 340 soutenu par M. Thierry Mariani (déclaration conjointe mettant fin au PACS remise également au greffe du tribunal ayant reçu l'acte initial) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 328 soutenu par M. Thierry Mariani (vérification de la réalité du consentement des deux partenaires de mettre fin au PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 343 soutenu par M. Thierry Mariani (inscription de la déclaration conjointe mettant fin au PACS sur le registre recensant les pactes civils de solidarité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 342 soutenu par M. Thierry Mariani (rupture unilatérale du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 428 soutenu par M. Thierry Mariani (signification de la rupture unilatérale par lettre recommandée avec accusé de réception) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 335 soutenu par M. Thierry Mariani (signification de la rupture unilatérale après entretien avec le partenaire en présence d'un médiateur familial) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 444 soutenu par M. Thierry Mariani (publicité de la rupture unilatérale du PACS dans des conditions analogues à celles de sa conclusion) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 334 soutenu par M. Thierry Mariani (pas de rupture unilatérale du PACS si elle a des conséquences d'une extrême gravité pour le contractant abandonné) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 445 soutenu par M. Thierry Mariani (mention de la rupture unilatérale du PACS sur les registres de l'état civil et en marge de l'acte de

naissance) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 446 soutenu par M. Thierry Mariani (signification du mariage trois mois avant sa date) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 333 soutenu par M. Thierry Mariani (signification du mariage un mois avant sa date) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 332 soutenu par M. Thierry Mariani (effets de la rupture à l'égard des tiers après sa publication en marge de l'acte de naissance) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 339 soutenu par M. Thierry Mariani (cessation du PACS six mois après la signification de la rupture unilatérale) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 338 soutenu par M. Thierry Mariani (suppression du dernier alinéa de l'article 515-7 relatif à la liquidation des droits et obligations résultant du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 337 soutenu par M. Thierry Mariani (liquidation de l'indivision par le juge qui ordonne toute mesure commandée par l'équité en cas de rupture unilatérale) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 290 soutenu par M. Thierry Mariani (intervention du juge pour l'exercice de l'autorité parentale) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 289 soutenu par M. Thierry Mariani (prestation compensatoire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 288 soutenu par M. Thierry Mariani (pension alimentaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 291 soutenu par M. Thierry Mariani (concession du bail) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission des affaires culturelles (rétablissement de l'article avec modifications) (p. 3209)

Intervient sur l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) (p. 3209)

Soutient le sous-amendement n° 350 de M. Claude Goasguen (suppression de l'article 515-1 du code civil définissant le PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3142)

Soutient le sous-amendement n° 327 de M. Laurent Dominati (attestation civile de solidarité enregistrée devant notaire organisant la vie commune de plusieurs personnes quel que soit leur sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3143)

Soutient le sous-amendement n° 326 de M. Claude Goasguen (attestation civile de solidarité enregistrée devant notaire organisant la vie commune de deux personnes quel que soit leur sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3143)

Intervient sur le sous-amendement n° 50 de M. Thierry Mariani (interdiction de la conclusion d'un PACS par un mineur émancipé) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3146)

Soutient le sous-amendement n° 408 de M. Maurice Leroy (résidence en France de façon stable et régulière) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3147)

Soutient le sous-amendement n° 430 de M. Claude Goasguen (suppression des références au sexe des contractants) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3149)

Soutient le sous-amendement n° 409 de M. Maurice Leroy (vie de couple) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3153)

Soutient le sous-amendement n° 412 de M. Maurice Leroy (conditions relatives à la cause pour la conclusion d'un PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3160)

Soutient le sous-amendement n° 344 de M. Claude Goasguen (suppression des empêchements à la conclusion d'un PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3161)

Soutient le sous-amendement n° 319 de M. Claude Goasguen (suppression de la référence à la nullité du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3161)

Soutient le sous-amendement n° 349 de M. Claude Goasguen (suppression de la nullité du PACS conclu entre parents, alliés et collatéraux) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3162)

Soutient le sous-amendement n° 413 de M. Maurice Leroy (rédactionnel) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3162)

Soutient le sous-amendement n° 521 de Mme Christine Boutin (cohabitation d'au moins un an pour la conclusion d'un PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3163)

Soutient le sous-amendement n° 324 de M. Bernard Perrut (nullité du PACS lorsque l'un des partenaires a été autorisé à adopter un enfant) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3165)

Soutient le sous-amendement n° 523 de Mme Christine Boutin (action en nullité du PACS intentée par toute personne) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3168)

Soutient le sous-amendement n° 549 de Mme Christine Boutin (action en nullité du PACS intentée par le ministère public) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3168)

Soutient le sous-amendement n° 551 de Mme Christine Boutin (action en nullité du PACS intentée par les enfants des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3168)

Soutient le sous-amendement n° 550 de Mme Christine Boutin (action en nullité du PACS intentée par les parents des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3169)

Soutient le sous-amendement n° 548 de Mme Christine Boutin (action en nullité du PACS intentée par les ex-époux des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3169)

Soutient le sous-amendement n° 552 de Mme Christine Boutin (prescription trentenaire de l'action en nullité du PACS conclu en fraude de la loi) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3169)

Soutient le sous-amendement n° 553 de Mme Christine Boutin (prescription quinquennale de l'action en nullité du PACS conclu en fraude de la loi) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3169)

Soutient le sous-amendement n° 554 de Mme Christine Boutin (confirmation du PACS après la cessation du vice entraînant la nullité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3169)

Soutient le sous-amendement n° 347 de M. Claude Goasguen (suppression de l'article 515-4 relatif aux obligations résultant du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3181)

Soutient le sous-amendement n° 621 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression de l'article 515-4 relatif aux obligations résultant du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3181)

Soutient le sous-amendement n° 531 de Mme Christine Boutin (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3182)

Soutient le sous-amendement n° 310 de M. Claude Goasguen (communauté de vie) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3183)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission des affaires culturelles (insertion dans le code civil d'un article 515-8 définissant le concubinage) (p. 3214)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (insertion dans le code civil d'un article 515-8 définissant le concubinage) (p. 3214)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son intervention (p. 3215)

Son sous-amendement n° 432 (suppression de l'imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3218)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 433 de M. Jean-François Mattei (acte de signature de l'attestation civile de

solidarité exonéré de droits d'enregistrement) : rejeté (p. 3220)

Intervient sur l'amendement n° 482 de M. Charles de Courson (PACS n'ouvrant pas de droits en matière de pension de réversion au titre des régimes de base) (p. 3221)

Intervient sur l'amendement n° 483 de M. Charles de Courson (PACS n'ouvrant pas de droits en matière de pension de réversion au titre des régimes complémentaires ou surcomplémentaires) (p. 3221)

Article 2 bis (déduction des avantages consentis aux collatéraux dans le besoin)

Son intervention (p. 3222)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (de suppression) (p. 3223)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission des affaires culturelles (de suppression) (p. 3223)

Article 2 ter (régime de l'abattement au titre des enfants majeurs et personnes à faibles ressources rattachées au foyer fiscal)

Son intervention (p. 3223)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son intervention (p. 3224)

Son sous-amendement n° 442 (majoration des taux) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3225)

Son sous-amendement n° 441 (bénéfice de l'abattement sur les successions et sur les donations après un délai de trois ans) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3228)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission des affaires culturelles (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et suppression du délai de deux ans pour les successions) (p. 3229)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et suppression du délai de deux ans pour les successions) (p. 3229)

Soutient le sous-amendement n° 598 de Mme Christine Boutin (taux et abattement applicables aux successions et aux donations après un délai de trois ans) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3225)

Soutient le sous-amendement n° 642 de M. Pierre-Christophe Baguet (bénéfice des taux de 40 % et de 50 % sur les successions après un délai de deux ans) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3225)

Soutient le sous-amendement n° 404 de M. Maurice Leroy (bénéfice des taux et de l'abattement applicables aux donations après un délai de cinq ans) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3226)

Intervient sur le sous-amendement n° 277 du Gouvernement (abattement réduit de 300 000 à 250 000 F) à l'amendement n° 10 de la commission (p. 3227)

Intervient sur le sous-amendement n° 278 du Gouvernement (suppression de la majoration à 375 000 F de l'abattement prévue à compter du 1er janvier 2000) à l'amendement n° 10 de la commission (p. 3228)

Intervient sur le sous-amendement n° 600 de Mme Christine Boutin (suppression de la majoration à 375 000 F de l'abattement prévue à compter du 1er janvier 2000) à l'amendement n° 10 de la commission (p. 3228)

Article 3 bis (relèvement et aménagement de l'abattement sur les droits de succession des frères et sœurs)

Son intervention (p. 3229)

Article 4 supprimé par le Sénat (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son intervention (p. 3230)

Article 4 bis A (assouplissement du régime des contrats d'acquisition en commun)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission des affaires culturelles (de suppression) (p. 3231)

Article 5 (droits à congés)

Son intervention (p. 3233)

Soutient le sous-amendement n° 434 de M. Claude Goasguen (bénéfice des dispositions de l'article après un délai de cinq ans) à l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3234)

Article 6 supprimé par le Sénat (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son intervention (p. 3235)

Soutient le sous-amendement n° 603 de Mme Christine Boutin (communauté de vie) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3242)

Article 8 supprimé par le Sénat (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son sous-amendement n° 437 (fonctionnaire devant avoir au moins un enfant) à l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3244)

Article 9 supprimé par le Sénat (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son intervention (p. 3246)

Article 10 (dispositions applicables aux fratries)

Son intervention (p. 3248)

Titre

Soutient l'amendement n° 188 de M. Thierry Mariani ("pacte des célibataires sacrifiés") : rejeté (p. 3252)

Explications de vote et vote [7 avril 1999] (p. 3370)

Ses explications de vote (p. 3376)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 3378)

François DOSÉ

*Meuse (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Sidérurgie. Usinor, emploi et activité [7 octobre 1998] (p. 6043)

Transports par eau. Transports fluviaux. Infrastructures, travaux, financement [25 mai 1999] (p. 4814)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 560, posée le 18 janvier 1999. Enseignement supérieur. DEUG (J.O. Questions p. 234). Suppléé par M. René Mangin. Appelée le 19 janvier 1999. Filières scientifiques, financement, Bar-le-Duc (p. 10)

n° 711, posée le 22 mars 1999. Chambres consulaires. Chambres de commerce et d'industrie (J.O. Questions p. 1623). Suppléé par . Appelée le 23 mars 1999. Financement, taxe professionnelle, réforme, conséquences (p. 2708)

DÉBATS

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10864)

Article 58 (bureau du congrès)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (élection du président au scrutin majoritaire) : adopté (p. 10897)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (élection des membres du bureau au scrutin de liste à la représentation proportionnelle) : adopté (p. 10897)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 247)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 247, 248)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 247)

René DOSIÈRE

*Aisne (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie (n° 1229) [15 octobre 1998]

Rapporteur du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière (n° 825) [28 octobre 1998]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 octobre 1998] (p. 16375)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 octobre 1998] (p. 16375)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 9 février 1999] (p. 2103)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 9 février 1999] (p. 2103)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux polices municipales [J.O. du 5 mars 1999] (p. 3342)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseaux de transport public de voyageurs [J.O. du 9 avril 1999] (p. 5281)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseaux de transport public de voyageurs [J.O. du 7 mai 1999] (p. 6903)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

Rapporteur du projet de loi modifiant le code général des collectivités territoriales et relatif à la prise en compte du recensement général de population de 1999 pour la répartition des dotations de l'Etat aux collectivités locales (n° 1809) [6 octobre 1999]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome IV : Intérieur (collectivités locales) (n° 1115) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 975) relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [28 octobre 1998] (n° 1152)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de

l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat, (n° 825) portant diverses mesures relatives à la sécurité routière [28 octobre 1998] (n° 1153)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1142), rejeté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [4 novembre 1998] (n° 1177)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur : par - le projet de loi organique (n° 1229) relatif à la Nouvelle-Calédonie

- le projet de loi (n° 1228) relatif à la Nouvelle-Calédonie

Tome I : exposé général, audition, discussion générale, examen des articles

Tome II : tableau comparatif, amendements non adoptés par la commission, annexes

[16 décembre 1998] [16 décembre 1998] (n° 1275)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République en vue de la lecture définitive du projet de loi (n° 1278) relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse [22 décembre 1998] (n° 1286)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie [9 février 1999] (n° 1373)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie [9 février 1999] (n° 1374)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 1385), portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseau de transport public de voyageurs [10 mars 1999] (n° 1452)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseau de transport public de voyageurs [6 mai 1999] (n° 1580)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer. Nouvelle-Calédonie : mines et carrières. Nickel, emploi et activité [17 février 1999] (p. 1555)

*DÉBATS***Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 8006)

Thèmes :

Cultes (p. 8006)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 8006)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145, 8181)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, suppléé par M. Jacky Darne

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Seconde délibération

Après l'article 74 quater

Son amendement n° 252 (relèvement de la dotation forfaitaire des communes qui bénéficient de la dotation de solidarité urbaine tout en contribuant à son financement) : adopté (p. 10759)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9265, 9309, 9320)

Son intervention (p. 9266)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 9266)

Parlement : Sénat (p. 9266)

Régions : budget (p. 9266, 9267)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9329)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 21 (article L. 4311-1 du code général des collectivités territoriales - modalités de vote du budget de la région)

Son intervention (p. 9349)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (de précision) : adopté (p. 9351)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (de coordination) : adopté (p. 9351)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (reprise d'amendements soutenus au cours de la discussion budgétaire) : adopté (p. 9351)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (de précision) : adopté (p. 9351)

Article 22 (article L. 4311-1-1 du code général des collectivités territoriales - procédure particulière d'adoption des budgets régionaux)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (de précision) : adopté (p. 9353)

Soutient l'amendement n° 8 rectifié de la commission (de précision) : adopté (p. 9353)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 9353)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 9353)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (déclaration de politique générale jointe à la motion de renvoi) : adopté (p. 9354)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (vote par scrutin secret sur la motion de renvoi) : adopté (p. 9354)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (de coordination) : adopté (p. 9354)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 9354)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (de coordination) : adopté (p. 9354)

Article 22 ter (article L. 4133-8 du code général des collectivités territoriales - composition du bureau)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (de précision) : adopté (p. 9355)

Article 22 quater (article L. 4231-3 du code général des collectivités territoriales - délégation des fonctions du président du conseil régional)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (de suppression) : adopté (p. 9356)

Article 24 (entrée en vigueur de la loi)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (nouvelle rédaction de l'article précisant ses dispositions) : adopté après modifications (p. 9357)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11017)

Son intervention (p. 11019)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 11019, 11020)

Parlement : Sénat (p. 11019)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 11019)

Régions : budget (p. 11020)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11029)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10379, 10395)

Son intervention (p. 10383)

Thèmes :

Etat : Gouvernement : sécurité routière (p. 10383)

Publicité : campagnes financées sur fonds publics : sécurité routière (p. 10384)

Sécurité routière : accidents : drogue (p. 10383)

Sécurité routière : auto-écoles (p. 10383)

Sécurité routière : contraventions : responsabilité (p. 10384)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 10384)

Sécurité routière : limitations de vitesse : poids lourds (p. 10383)

Sécurité routière : permis de conduire : jeunes (p. 10383, 10384)

Sécurité routière : statistiques (p. 10383)

Voirie : routes : sécurité routière (p. 10384)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (article L. 11-6 du code de la route : formation spécifique pour les conducteurs novices auteurs d'infractions)

Soutient l'amendement n° 82 de la commission (extension de la mesure aux titulaires du permis de conduire depuis plus de trente ans) : retiré (p. 10412)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (stage obligatoire au titre des infractions sanctionnées par le retrait de plus de quatre points du permis de conduire) : adopté (p. 10412)

Soutient l'amendement n° 2 rectifié de la commission (suppression de l'amende) : adopté (p. 10412)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 3 corrigé précédemment réservé de la commission (de coordination) : retiré (p. 10413)

Article 2 (articles L. 29 à L. 29-11 nouveaux du code de la route : enseignement de la conduite et de la sécurité routière)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10416)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10416)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10419)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (de précision) : adopté (p. 10419)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 10419)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10419)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (agrément des associations d'enseignement de la conduite et de la sécurité routière) : adopté après modifications (p. 10420)

Soutient l'amendement n° 83 de la commission (modalités d'application des dispositions de l'article 2 aux auto-écoles existantes) : adopté (p. 10420)

Article 4 (article L. 21-1 du code de la route : responsabilité pécuniaire des propriétaires de véhicules)

Soutient l'amendement n° 12 corrigé de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10423)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (suppression dans l'article L. 21-1 du code de la route

Article 9 (article 36 de la loi du 30 décembre 1982 : licence de transport intérieur ou licence communautaire pour le transport routier de personnes)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10439)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10439)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (contrôle de la sécurité des infrastructures routières) : adopté (p. 10444)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2461)

Son intervention (p. 2463)

Thèmes :

Sécurité routière : accidents : drogue (p. 2464)

Sécurité routière : auto-écoles (p. 2464)

Sécurité routière : code de la route : drogue (p. 2464)

Sécurité routière : limitations de vitesse (p. 2464)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 2464)

Sécurité routière : statistiques (p. 2463, 2464)

Voirie : routes : sécurité routière (p. 2464, 2465)

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2477)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 7 bis (sanction de la conduite sous l'empire de stupéfiants en cas d'accident corporel)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2482)

Article 15 supprimé par le Sénat (contrôle de la sécurité des infrastructures routières)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (contrôle de sécurité pour les infrastructures routières dont la réalisation a débuté plus de trois ans après la publication de la loi) : adopté (p. 2485)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Procédure d'examen simplifiée [11 mai 1999] (p. 4322)

Son intervention (p. 4325)

Thèmes :

Départements : présidents de conseil général : sécurité routière (p. 4325)

Etat : Gouvernement : sécurité routière (p. 4325)

Parlement : commissions mixtes paritaires : sécurité routière (p. 4325)

Sécurité routière : accidents : responsabilité (p. 4325)

Sécurité routière : code de la route : drogue (p. 4325)

Sécurité routière : vélos (p. 4325)

Voirie : routes : sécurité routière (p. 4325)

Texte de la commission mixte paritaire [11 mai 1999] (p. 4335)

Article 4 (responsabilité pécuniaire des propriétaires de véhicules)

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4336)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)

Son intervention (p. 10841)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 10842)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : contrôle (p. 10842)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 10842, 10843)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : justice (p. 10842)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : lois (p. 10842, 10843)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : statut des élus (p. 10844)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : statuts (p. 10842)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : transferts de compétences (p. 10842, 10843)

Discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10864)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (organisation géographique, administrative et coutumière de la Nouvelle-Calédonie)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (intégration de l'île de Beautemps-Beaupré dans la province des îles Loyauté) : adopté (p. 10864)

Article 2 (institutions de la Nouvelle-Calédonie - Haut-commissaire - représentation au Parlement et au Conseil économique et social de la République)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10865)

Article 4 (signes distinctifs)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (terme "identitaires" substitué à "distinctifs") : adopté (p. 10865)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10865)

Article 6 (champ d'application de la coutume)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (de précision) : adopté (p. 10866)

Article 9 (transmission du statut civil coutumier)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10866)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (de précision) : adopté (p. 10866)

Article 10 (octroi du statut civil coutumier à un mineur)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (de précision) : adopté (p. 10866)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (audition par le juge du mineur capable de discernement) : adopté (p. 10867)

Article 11 (octroi du statut civil coutumier aux jeunes majeurs)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (de précision) : adopté (p. 10867)

Article 12 (changement de statut civil)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10867)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10868)

Intervient sur l'amendement n° 146 rectifié du Gouvernement (de coordination) (p. 10868)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10868)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10868)

Article 13 (juridiction compétente)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10868)

Article 17 (les terres coutumières)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10869)

Article 19 (compétences de l'Etat)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (de précision) : adopté (p. 10871)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (suppression de la possibilité de transfert du contrôle budgétaire et soumission de celui du régime comptable et financier à une loi organique ultérieure) : adopté (p. 10872)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 10872)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (possibilité pour le congrès d'instituer des sanctions pour les infractions aux lois de pays et à ses règlements) : adopté après modifications (p. 10872)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10873)

Article 21 (compétences de la Nouvelle-Calédonie)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10874)

Soutient l'amendement n° 194 de la commission (compétence de la Nouvelle-Calédonie pour la réglementation des professions commerciales) : adopté (p. 10875)

Article 23 (protection du marché du travail local)

Soutient l'amendement n° 195 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : vote réservé (p. 10877)

Article 26 (transfert de compétences organisé par une loi organique ultérieure)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10878)

Article 29 (négociations relatives aux relations entre la Communauté européenne et la Nouvelle-Calédonie)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (de précision) : adopté (p. 10879)

Article 30 (appartenance de la Nouvelle-Calédonie à des organisations internationales)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (qualité d'observateur auprès d'organisations internationales) : adopté (p. 10879)

Article 35 (casinos, cercles, jeux de hasard et loteries)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (de précision) : adopté (p. 10880)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) : adopté après rectification (p. 10880)

Article 41 (conseil des mines et règles applicables à la prise de décision en matière minière)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (suppression du renvoi au décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 10890)

Article 43 (consistance du domaine de la Nouvelle-Calédonie)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (ajout des cours d'eau, lacs, eaux souterraines et sources) : adopté (p. 10891)

Article 46 (délégations de compétences en matière de réglementation, de gestion et de décisions individuelles)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (transfert des moyens nécessaires à l'exercice des compétences déléguées aux provinces par la Nouvelle-Calédonie) : adopté après modifications (p. 10891)

Article 47 (création du comité des finances locales)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (comité coprésidé par le Haut-commissaire et un président élu en son sein) : adopté (p. 10892)

Article 53 (conditions de création de syndicats mixtes)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10893)

Article 54 (modalités de compensation des charges correspondant aux compétences transférées à la Nouvelle-Calédonie et aux provinces)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'évaluation des charges transférées) : retiré (p. 10894)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (mention dans la loi de finances de chacune des dotations de compensation) : adopté (p. 10894)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (commission d'évaluation des charges de la Nouvelle-Calédonie) : adopté après modifications (p. 10894)

Article 59 (règles applicables au président du congrès)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (référence à l'article L.O. 135-1 du code électoral relatif à la déclaration patrimoniale des députés) : devenu sans objet (p. 10898)

Article 60 (régime des sessions)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10898)

Article 65 (délégation de pouvoir au président - rôle d'ordonnateur des dépenses)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10899)

Article 67 (démission d'un membre du congrès)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (de précision) : adopté (p. 10899)

Article 69 (information des membres du congrès sur les affaires en discussion)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (information sur les projets ou propositions de loi de pays) : adopté (p. 10899)

Article 71 (procès-verbal des séances)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (compte rendu des séances publié au Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 10900)

Article 73 (constitution et moyens de fonctionnement des groupes politiques)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (suppression de la précision relative à la non modification du régime indemnitaire des élus par le biais des moyens affectés aux groupes) : retiré (p. 10900)

Article 83 (consultation du congrès sur les projets de loi autorisant la ratification de certains traités ou accords et sur certaines propositions d'actes communautaires)

Soutient l'amendement n° 62 rectifié de la commission (avis rendus dans le délai d'un mois réduit à quinze jours en cas d'urgence et émission d'avis par la commission permanente en dehors des sessions) : adopté (p. 10902)

Article 84 (consultation du congrès sur les textes législatifs concernant la Nouvelle-Calédonie)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (suppression de la consultation du congrès sur les amendements ayant trait à la Nouvelle-Calédonie présentés sur des projets ou des propositions de loi qui ne lui ont pas été soumis) : adopté (p. 10902)

Article 86 (régime des délégations de service public)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (application des articles L. 1411-1 à L. 1411-3 du code général des collectivités territoriales relatifs aux délégations de service public) : adopté (p. 10903)

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (de précision) : adopté (p. 10903)

Article 91 (règlement intérieur du congrès)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (publication du règlement intérieur au Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 10904)

Article 92 (domaine des lois du pays)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (substitution du terme "identitaires" au mot "distinctifs") : adopté (p. 10904)

Soutient l'amendement n° 197 de la commission (ajout de l'approbation des conventions de résolution des conflits de lois) : retiré (p. 10904)

Article 93 (avis préalable du tribunal administratif sur les projets et propositions de loi du pays)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (avis du Conseil d'Etat) : adopté (p. 10905)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (propositions de loi du pays soumises pour avis avant leur première lecture et non dès leur inscription à l'ordre du jour) : adopté (p. 10905)

Après l'article 94

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (désignation d'un rapporteur sur les projets ou propositions de loi du pays et publication d'un rapport écrit avant leur discussion) : adopté (p. 10905)

Article 95 (nouvelle délibération)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (nouvelle délibération à la demande de onze membres du congrès) : adopté (p. 10906)

Article 102 (mode de scrutin pour l'élection des membres du gouvernement)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (suppression de l'obligation faite aux groupes politiques de compter des élus dans deux provinces pour présenter une liste de candidats) : adopté (p. 10907)

Article 104 (régime des incompatibilités et des options)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10908)

Soutient l'amendement n° 75 rectifié de la commission (ajout de la référence à l'article L.O. 146 du code électoral relatif à l'interdiction d'exercice de fonctions dirigeantes dans des entreprises bénéficiant d'aides publiques ou faisant appel public à l'épargne) : adopté (p. 10908)

Article 110 (récupération du siège au congrès ou à une assemblée de province)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (récupération de son siège par le membre de l'assemblée de province ayant suppléé l'élue au congrès après son entrée au gouvernement) : adopté (p. 10909)

Article 111 (démission du gouvernement)

Soutient l'amendement n° 78 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10909)

Soutient l'amendement n° 79 de la commission (expédition des affaires courantes) : adopté (p. 10909)

Article 112 (remplacement d'un membre du gouvernement)

Soutient l'amendement n° 80 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10909)

Article 113 (réunions du gouvernement)

Soutient l'amendement n° 81 de la commission (terme "réunions" substitué aux mot "séances") : adopté (p. 10910)

Soutient l'amendement n° 82 de la commission (Haut-commissaire entendu à sa demande) : adopté (p. 10910)

Article 114 (ordre du jour des réunions du gouvernement)

Soutient l'amendement n° 83 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10910)

Soutient l'amendement n° 84 de la commission (à la demande du Haut-commissaire, inscription de droit à l'ordre du jour de toute question relevant de la compétence de l'Etat) : adopté (p. 10910)

Article 115 (secret des réunions)

Soutient l'amendement n° 85 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10910)

Article 116 (indemnités - dotation de fonctionnement)

Soutient l'amendement n° 198 de la commission (plafonnement des indemnités) : adopté (p. 10911)

Article 117 (compétences attribuées au gouvernement)

Soutient l'amendement n° 86 de la commission (suppression de la détermination de la rémunération des groupes d'élus du congrès) : adopté (p. 10911)

Soutient l'amendement n° 87 de la commission (conclusion des conventions avec les délégués de service public) : adopté (p. 10912)

Article 121 (délégations aux membres du gouvernement)

Soutient l'amendement n° 199 de la commission (référence à l'article 126 autorisant le président à déléguer certaines de ses attributions à un ou plusieurs membres du gouvernement) : adopté (p. 10912)

Soutient l'amendement n° 88 de la commission (remplacement des membres du gouvernement avec l'accord de leurs groupes politiques) : adopté (p. 10912)

Soutient l'amendement n° 200 de la commission (recours devant le Conseil d'Etat contre les délibérations mettant fin aux fonctions de membres du gouvernement) : adopté (p. 10912)

Article 123 (pouvoir de nomination)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10913)

Article 126 (délégations du président du gouvernement)

Soutient l'amendement n° 201 de la commission (vote du congrès à la majorité des trois cinquièmes de ses membres) : adopté (p. 10913)

Article 128 (composition et mode de désignation du sénat coutumier)

Soutient l'amendement n° 90 de la commission (élection des membres du sénat coutumier obligatoire à partir de 2005) : retiré (p. 10914)

Article 130 (désignation du président)

Soutient l'amendement n° 91 de la commission (désignation du président pour une durée d'un an) : adopté (p. 10914)

Article 131 (représentation dans les organes extérieurs et désignation des membres de l'académie des langues kanak)

Soutient l'amendement n° 92 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 10915)

Article 133 (avis sur certaines lois du pays)

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (terme "identitaires" substitué au mot "distinctifs" qualifiant les signes de la Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 10915)

Article 134 (avis sur les délibérations intéressant l'identité kanak)

Soutient l'amendement n° 202 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10915)

Article 137 (indemnisation des membres du sénat coutumier)

Soutient l'amendement n° 95 rectifié de la commission (institution d'un plafond aux indemnités versées aux membres du sénat coutumier) : adopté (p. 10916)

Article 145 (mandat des membres du conseil économique et social et modalités de renouvellement)

Soutient l'amendement n° 96 de la commission (arrêté du gouvernement déterminant les indemnités versées aux membres du conseil en fonction de leur présence aux réunions) : adopté après modifications (p. 10917)

Article 146 (attributions)

Soutient l'amendement n° 184 de la commission (de précision) : adopté (p. 10917)

Article 147 (fonctionnement)

Soutient l'amendement n° 185 de la commission (vacations pour chaque jour de séance) : adopté (p. 10917)

Article 152 (élection du président et du bureau)

Soutient l'amendement n° 98 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10918)

Article 154 (régime indemnitaire)

Soutient l'amendement n° 186 de la commission (plafonnement de l'indemnité) : adopté (p. 10919)

Soutient l'amendement n° 100 de la commission (modalités de retenue de l'indemnité déterminées par le règlement intérieur) : adopté (p. 10919)

Article 161 (dissolution)

Soutient l'amendement n° 101 de la commission (suppression de la consultation des présidents des deux autres assemblées de province) : retiré (p. 10920)

Article 162 (attributions)

Soutient l'amendement n° 102 de la commission (publication au Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie des actes ressortissant à la compétence de la province) : adopté (p. 10920)

Article 166 (remplacement du bureau ou d'un vice-président)

Son intervention (p. 10921)

Article 167 (participation au fonctionnement des services de province)

Soutient l'amendement n° 104 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10921)

Article 168 (recours à des contractuels dans les assemblées de province)

Soutient l'amendement n° 105 de la commission (imputation des emplois de contractuels sur les crédits de rémunération) : adopté (p. 10922)

Article 174 (effectif des assemblées de province)

Soutient l'amendement n° 117 de la commission (réduction du nombre des membres des assemblées de province par une délibération intervenant un an avant l'expiration du mandat) : adopté (p. 10924)

Article 176 (organisation des élections)

Soutient l'amendement n° 118 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10924)

Article 177 (restriction du corps électoral pour les élections provinciales)

Soutient l'amendement n° 187 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10925)

Article 195 (contrôle de légalité)

Soutient l'amendement n° 123 de la commission (contrôle de légalité sur les conventions de délégations de service public) : adopté (p. 10931)

Soutient l'amendement n° 124 de la commission (de précision) : adopté (p. 10931)

Soutient l'amendement n° 106 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10931)

Article 197 (saisines pour avis du tribunal administratif ou du Conseil d'Etat)

Soutient l'amendement n° 107 de la commission (suppression de la demande d'avis au tribunal administratif) : adopté (p. 10932)

Après l'article 198

Soutient l'amendement n° 108 de la commission (rapport de la chambre territoriale des comptes au congrès sur la gestion de la Nouvelle-Calédonie, des provinces, des communes et de leurs établissements publics ainsi que sur les établissements, sociétés, groupements et organismes relevant de sa compétence) : adopté (p. 10933)

Soutient l'amendement n° 109 de la commission (rapport de la chambre territoriale des comptes sur chaque compte de gestion du territoire) : adopté après modifications (p. 10933)

Article 199 (contrôle des marchés publics et des délégations de service public)

Soutient l'amendement n° 110 corrigé de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10934)

Article 200 (budgets du territoire et des provinces)

Soutient l'amendement n° 111 de la commission (de précision) : adopté (p. 10934)

Article 207 (organisation des consultations sur l'accession à la pleine souveraineté - date de ces consultations)

Soutient l'amendement n° 188 de la commission (date de la première consultation fixée par le congrès avant la fin de l'avant dernière année du mandat débutant en 2014) : adopté (p. 10935)

Soutient l'amendement n° 189 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10935)

Article 208 (restriction du corps électoral)

Soutient l'amendement n° 190 de la commission (de précision) : adopté (p. 10936)

Article 209 (liste électorale - commission de contrôle - campagne à la radio et à la télévision)

Soutient l'amendement n° 191 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 10937)

Après l'article 213

Soutient l'amendement n° 193 de la commission (précisions relatives à l'application de l'accord minier du 1er février 1998 modifié par l'avenant du 4 juin 1998) : adopté (p. 10938)

Article 214 (modifications du code des juridictions financières)

Soutient l'amendement n° 113 de la commission (équilibre réel apprécié après déduction des subventions d'équipement) : adopté (p. 10939)

Soutient l'amendement n° 114 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10939)

Soutient l'amendement n° 115 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10939)

Article 23 précédemment réservé (protection du marché du travail local)

Soutient l'amendement n° 195 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article limitant l'accession à l'exercice d'une profession libérale et non son exercice) : adopté (p. 10941)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [11 février 1999] (p. 1266)

Son intervention (p. 1266)

Thèmes :

Parlement : commissions mixtes paritaires (p. 1266, 1267)

Parlement : Sénat (p. 1266, 1267)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : élections et référendums (p. 1267)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : emploi (p. 1267)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : Etat (p. 1267)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 1267, 1268)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : lois (p. 1267)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : politique économique (p. 1268)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : transferts de compétences (p. 1267)

Projet de loi n° 1228 relatif à la Nouvelle-Calédonie

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)

Discussion générale commune du projet de loi n° 1228 relatif à la Nouvelle-Calédonie et du projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie (voir TOM et collectivités territoriales d'outre-mer 1229)

Discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10942)

Article 3 (cadre de l'action de l'Etat pour le développement économique)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10943)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (schéma d'aménagement et de développement de la Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 10944)

Article 7 (articles L. 1522-1 à L. 1525-3 du code général des collectivités territoriales - régime des sociétés d'économie mixte)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (mise en conformité des sociétés d'économie mixte existantes aux dispositions de l'article au 1er janvier 2000), rectifié (au 1er janvier 2003) : adopté après rectification (p. 10944)

Article 11 (articles L. 2-2, L. 2-5 et L. 2-6 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel - fonctionnement du tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (suppression du dernier alinéa de l'article permettant de compléter le tribunal administratif pour l'exercice de sa fonction consultative) : adopté (p. 10945)

Article 22 (admission en Nouvelle-Calédonie)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10947)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, suppléant de M. Jacky Darne

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [18 mars 1999] (p. 2673)

Son intervention (p. 2673)

Son intervention (p. 2680)

Thèmes :

Communes : gardes-champêtres : coopération intercommunale (p. 2673)

Gendarmerie : gendarmes : femmes (p. 2674)

Parlement : commissions mixtes paritaires : police municipale (p. 2673, 2674)

Partis et mouvements politiques : opposition : police municipale (p. 2680)

Police : police municipale : armes (p. 2673)

Police : police municipale : contrôle (p. 2673)

Police : police municipale : coopération intercommunale (p. 2674)

Police : police municipale : personnels (p. 2673, 2674)

Police : police municipale : Règlement (p. 2673)

Police : police municipale : sécurité routière (p. 2674)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5116)

Avant l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Georges Tron (amende de 100 000 F pour l'atteinte à la confidentialité des observations non définitives présentées par les chambres régionales des comptes) (p. 5128)

Après l'article 13

Soutient l'amendement n° 25 deuxième correction de la commission (exercice par un contribuable des actions appartenant à un département) : adopté (p. 5130)

Soutient l'amendement n° 26 deuxième correction de la commission (exercice par un contribuable des actions appartenant à la région) : adopté (p. 5130)

Brigitte DOUAY

*Nord (18^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages [J.O. du 31 octobre 1998] (p. 16481)

Cesse d'appartenir au commission supérieure des sites, perspectives et paysages [J.O. du 11 mars 1999] (p. 3654)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Durée du travail. Réduction, application [28 octobre 1998] (p. 7513)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 540, posée le 14 décembre 1998. Justice. Tribunaux pour enfants (J.O. Questions p. 6743). Appelée le 2 février 1999. Création, Cambrai (p. 681)

Philippe DOUSTE-BLAZY

*Hautes-Pyrénées (2^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance
Président du groupe de l'Union pour la Démocratie
française-Alliance*

Nommé président du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1301 créant les plans de prévoyance retraite [22 décembre 1998]

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics [17 février 1999]

Proposition de loi n° 1513 relative à l'actionnariat des salariés [31 mars 1999]

Proposition de loi n° 1552 relative à la reconnaissance du droit d'usage de la langue des signes française et du braille [28 avril 1999]

Proposition de loi n° 1553 relative à l'obligation de mettre à la disposition des électeurs des bulletins de vote en braille [28 avril 1999]

Proposition de résolution n° 1577 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité) [5 mai 1999]

Proposition de résolution n° 1785 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les phénomènes de pollution atmosphérique urbaine pour la limitation de leurs conséquences sanitaires et l'élaboration d'une doctrine de gestion des risques [23 juillet 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Cour de justice de la République. Fonctionnement [9 mars 1999] (p. 2138)

Politique extérieure. Kosovo. Intervention militaire de l'OTAN, participation de la France [31 mars 1999] (p. 3099)

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [4 mai 1999] (p. 3937)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 622, posée le 8 février 1999. Grandes écoles. Classes préparatoires (J.O. Questions p. 675). Appelée le 9 février 1999. Perspectives (p. 1066)

n° 800, posée le 10 mai 1999. TVA. Assujettissement (J.O. Questions p. 2740). Appelée le 11 mai 1999. Avocats (p. 4288)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Condamne la décision du Président de l'Assemblée nationale de retirer la parole à M. Jean-Claude Lenoir en application de l'article 54, alinéa 6 du Règlement et l'estime contraire aux déclarations du Premier ministre sur le renforcement des pouvoirs du Parlement [7 novembre 1998] (p. 8361)

Condamne les qualificatifs appliqués par le Premier ministre à Mme Christine Boutin lors de la séance des questions au Gouvernement [2 décembre 1998] (p. 9897)

Regrette que l'ensemble des groupes de l'opposition n'ait pas pu s'exprimer avant la clôture de la discussion sur l'article 2 de la proposition de loi relative au PACS et demande la convocation du Bureau [2 décembre 1998] (p. 9917)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Son exception d'irrecevabilité (p. 5820) soutenue par M. François Sauvadet : rejetée (p. 5827)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380, 3403)

Sa question préalable (p. 3391) soutenue par M. François Sauvadet : rejetée (p. 3399)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [13 octobre 1998]
(p. 6484, 6507)**

Son exception d'irrecevabilité (p. 6513) soutenue par M. Jean-Jacques Jégou : rejetée (p. 6529)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [27 octobre 1998]
(p. 7361, 7399, 7430)**

Son exception d'irrecevabilité (p. 7399) soutenue par M. Yves Bur : rejetée (p. 7411)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [3 novembre 1998]
(p. 7938, 7965)**

Son exception d'irrecevabilité (p. 7949) soutenue par Mme Christine Boutin : rejetée au scrutin public (p. 8011)

Ses observations : condamne les pressions physiques exercées sur M. Arthur Paecht, président de séance [3 novembre 1998] (p. 7989)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Répond aux observations de M. Jean-Louis Debré : s'élève contre l'attitude du Gouvernement qui, selon lui, aurait pour but d'empêcher l'opposition de s'exprimer (p. 8490)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 décembre 1998] (p. 9917)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Intervient sur le sous-amendement n° 1009 de M. Bernard Accoyer (taux unique de 59 %) à l'amendement n° 696 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article portant à trois ans le délai pour le bénéfice de ses dispositions et limitant la suppression de condition de délai pour raison de santé aux seuls droits exigibles en cas de décès) (p. 9967)

Ses observations : déplore que l'on n'ait pas tenu compte de sa volonté de demander un scrutin public [2 décembre 1998] (p. 9967)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 10001)

Intervient sur l'amendement n° 401 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 10001)

Intervient sur l'amendement n° 479 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 10001)

Intervient sur l'amendement n° 511 de M. Pierre-Christophe Baguet (de suppression) (p. 10001)

Intervient sur l'amendement n° 540 de M. François Goulard (de suppression) (p. 10001)

Intervient sur l'amendement n° 641 de M. Renaud Dutreil (de suppression) (p. 10001)

Intervient sur l'amendement n° 754 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 10001)

Intervient sur l'amendement n° 802 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 10001)

Intervient sur l'amendement n° 878 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 10001)

DEUXIÈME LECTURE

**Avant la discussion des articles [30 mars 1999]
(p. 3034, 3057)**

Sa motion de renvoi en commission (p. 3081) soutenue par M. Henri Plagnol : rejetée (p. 3088)

NOUVELLE LECTURE

**Avant la discussion des articles [8 juin 1999]
(p. 5499, 5521)**

Son exception d'irrecevabilité (p. 5504) soutenue par M. Charles de Courson : rejetée (p. 5516)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

NOUVELLE LECTURE

**Avant la discussion des articles [19 novembre 1998]
(p. 9265, 9309, 9320)**

Son exception d'irrecevabilité (p. 9267) soutenue par M. Renaud Donnedieu de Vabres : rejetée au scrutin public (p. 9270)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion de l'article unique [25 novembre 1998]
(p. 9540)**

Après l'article unique

Son sous-amendement n° 49 soutenu par M. Hervé de Charette (modalités d'adoption de résolutions communes à l'Assemblée nationale et au Sénat) à l'amendement n° 42 de M. René André (soumission au Parlement des documents émanant d'institutions européennes et vote de résolutions) (p. 9573) : rejeté (p. 9577)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [20 janvier 1999]
(p. 130, 160)**

Sa motion de renvoi en commission (p. 172) soutenue par M. François Sauvadet : rejetée (p. 183)

NOUVELLE LECTURE

**Avant la discussion des articles [5 mai 1999]
(p. 4039, 4081)**

Son exception d'irrecevabilité (p. 4043) soutenue par M. François Sauvadet : rejetée (p. 4049)

Proposition de loi n° 1301 créant les plans de prévoyance retraite

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [28 janvier 1999]
(p. 539)**

Son intervention (p. 541)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 541, 542)

Démographie : vieillissement de la population (p. 541)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 541)

Retraites : généralités : retraites complémentaires (p. 541)

Retraites : généralités : système par capitalisation (p. 541, 542)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 541, 542)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [4 février 1999]
(p. 951, 977)**

Sa motion de renvoi en commission (p. 1000) soutenue par M. Jean-Jacques Weber : rejetée au scrutin public (p. 1006)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [28 avril 1999]
(p. 3706, 3738)**

Sa motion de renvoi en commission (p. 3741) soutenue par M. Jacques Barrot : rejetée (p. 3755)

NOUVELLE LECTURE

**Avant la discussion des articles [15 juin 1999]
(p. 5862, 5870)**

Sa motion de renvoi en commission (p. 5889) soutenue par M. Jean-Pierre Foucher : rejetée (p. 5897)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6665, 6703)

Sa motion de renvoi en commission (p. 6708) soutenue par M. Yves Bur : rejetée (p. 6709)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [19 mai 1999]
(p. 4596)**

Sa motion de renvoi en commission (p. 4598) soutenue par M. Rudy Salles : rejetée (p. 4610)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6059)

Sa motion de renvoi en commission (p. 6075) soutenue par M. Édouard Landrain : rejetée (p. 6085)

Proposition de résolution n° 1526 sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne la possibilité d'appliquer à titre expérimental un taux de TVA réduit sur les services à forte intensité de main-d'œuvre (COM (99) 62 final/n° E 1236)

Avant la discussion de l'article unique [17 juin 1999] (p. 6192)

Son intervention (p. 6202)

Thèmes :

Emploi : allègement des charges sociales (p. 6202)

Hôtellerie et restauration : restaurants : TVA (p. 6202, 6203)

TVA : harmonisation des taux (p. 6202)

TVA : taux réduit (p. 6203)

Union européenne : directives (p. 6203)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6274, 6295) ; [23 juin 1999] (p. 6373)

Sa question préalable (p. 6295) soutenue par M. Henri Plagnol : rejetée au scrutin public (p. 6304)

Raymond DOUYÈRE

*Sarthe (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière (n° 1244) [9 décembre 1998]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7404)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7844)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 9 : Culture et communication (culture) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 1244) relatif à l'épargne et à la sécurité financière par :

M. Raymond Douyère, tome I - de la réforme des caisses d'épargne

et M. Dominique Baert, tome II - du renforcement de la sécurité financière [3 mars 1999] (n° 1420)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière [26 mai 1999] (n° 1621)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, en nouvelle lecture, sur le projet de loi modifié par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 1600), relatif à l'épargne et à la sécurité financière : par Tome I : - De la réforme des caisses d'épargne (M. Raymond Douyère)

Tome II : - Du renforcement de la sécurité financière (M. Dominique Baert) [27 mai 1999] (n° 1638)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en vue de la lecture définitive, sur le projet de loi (n° 1689) relatif à l'épargne et à la sécurité financière : par Tome I : De la réforme des caisses d'épargne de M. Raymond Douyère

Tome II : Du renforcement de la sécurité financière de M. Dominique Baert [17 juin 1999] (n° 1719)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Relations internationales. Politique économique. Sommet de Davos [2 février 1999] (p. 708)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 494, posée le 23 novembre 1998. Prérétraites. Fonctionnaires et agents publics (J.O. Questions p. 6314). Appelée le 24 novembre 1998. Agents ne totalisant pas quinze annuités (p. 9407)

n° 738, posée le 5 avril 1999. Papiers d'identité. Carte nationale d'identité (J.O. Questions p. 1944). Appelée le 6 avril 1999. Délivrance, délais (p. 3269)

n° 827, posée le 24 mai 1999. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes (J.O. Questions p. 3018). Appelée le 25 mai 1999. Police, effectifs de personnel, Le Mans (p. 4797)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6551, 6584, 6613)**

Son intervention (p. 6605)

Thèmes :

Assurances : assurance vie (p. 6606)

Emploi : allègement des charges sociales (p. 6606)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6605)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6605, 6606)

Marchés financiers : généralités (p. 6605)

Politique économique : conjoncture (p. 6605)

Politique économique : croissance (p. 6605)

Politique économique : libéralisme (p. 6605)

Politiques communautaires : politiques internes (p. 6606)

TVA : taux (p. 6606)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)***Après l'article 14 (suite)*

Intervient sur l'amendement n° 507 corrigé précédemment réservé de M. Charles de Courson (exonération de la plus-value constatée lors de la transmission à titre gratuit d'une exploitation agricole, à la condition de ne pas céder celle-ci dans un délai de 10 ans) (p. 6805)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 329 de M. Yves Fromion (application du taux réduit de la TVA aux prestations liées aux activités sportives et à l'utilisation des équipements sportifs) (p. 6860)

Intervient sur l'amendement n° 290 corrigé de M. Marc Laffineur (application du taux réduit de la TVA aux prestations liées aux activités sportives et à l'utilisation des équipements sportifs) (p. 6860)

Intervient sur l'amendement n° 146 corrigé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 6860)

Intervient sur l'amendement n° 190 corrigé de M. Gérard Voisin (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 6860)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Pierre Méhaignerie (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 6860)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Jean-Jacques Weber (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 6860)

Intervient sur l'amendement n° 442 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 6860)

Article 24 (moralisation des avantages liés à la transmission des patrimoines par le biais de l'assurance-vie)

Intervient sur l'amendement n° 539 rectifié de M. Didier Migaud (nouvelle rédaction de l'article prévoyant un prélèvement de 20 % sur la part excédant 1 million de francs et instituant un prélèvement de 0, 20 % à la charge des entreprises d'assurance-vie assis sur le montant des primes ou cotisations émises par elles en 1998) (p. 6882)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 524 de Mme Nicole Bricq (assujettissement des élevages hors sol à la taxe sur les installations classées) (p. 6947)

Article 36 (prélèvement exceptionnel sur les caisses d'épargne)

Intervient sur l'amendement n° 60 rectifié de M. Philippe Auberger (de suppression) (p. 6960)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Marc Laffineur (de suppression) (p. 6960)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Gérard Grignon (rétablissement de la redevance appliquée aux gisements en mer dans la zone économique exclusive française autour de Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 6963)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**CULTURE****Examen du fascicule [21 octobre 1998] (p. 7077)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7077)

Thèmes avant la procédure des questions :

Archives et bibliothèques : Bibliothèque nationale de France (p. 7079)

Arts et spectacles : intermittents (p. 7078)

Arts et spectacles : théâtres (p. 7078)

Culture : crédits (p. 7077)

Fonctionnaires et agents publics : vacataires : titularisation (p. 7078)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION

Vote des crédits [5 novembre 1998] (p. 8141) et [13 novembre 1998] (p. 8951)

Après l'article 83

Intervient sur l'amendement n° 46 du Gouvernement (reconduction et extension du congé de fin d'activité) (p. 8141)

Déclaration du Gouvernement n° 1397 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur l'avenir du secteur bancaire et financier

[17 février 1999] (p. 1511)

Son intervention (p. 1524)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : généralités (p. 1524, 1525)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 1525)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 1524, 1525)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : impôts et taxes (p. 1525)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 1525)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 1525)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2151, 2177)

Son intervention (p. 2154)

Intervient sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 2162)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2154 à 2156, 2162)

Banques et établissements financiers : Crédit foncier (p. 2156)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 2155)

Discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2196) ; [10 mars 1999] (p. 2237, 2255) ; [11 mars 1999] (p. 2303, 2356)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (les missions des caisses d'épargne)

Son sous-amendement n° 312 (limitation de la mission des caisses d'épargne en matière de logement social à la collecte des fonds) à l'amendement n° 266 de M. Jean-Pierre Brard (prise en compte du développement économique et régional et de la lutte contre l'exclusion bancaire et financière) : adopté (p. 2200)

Son amendement n° 15 : devenu sans objet (p. 2200)

Son amendement n° 169 (financement des projets contribuant à la protection de l'environnement et au développement durable du territoire) : adopté (p. 2201)

Article 4 (les sociétaires des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (relèvement du plafond de voix qu'un groupement local d'épargne peut détenir en vertu des statuts de la caisse régionale d'épargne à laquelle il est affilié) : adopté (p. 2207)

Article 5 (les organes dirigeants des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (fixation à 17 du nombre des membres des conseils d'orientation et de surveillance) : adopté (p. 2238)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (représentation des salariés au sein des conseils d'orientation et de surveillance) : adopté (p. 2238)

Article 6 (l'affectation des résultats)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (participation des caisses d'épargne à des financements de projets d'économie locale et sociale en dehors de leur ressort territorial) : adopté (p. 2243)

Son amendement n° 168 (fixation d'une proportion minimale en ce qui concerne le financement des projets d'économie locale et sociale) : adopté après rectification (p. 2247)

Soutient l'amendement n° 20 corrigé de la commission (respect des orientations fixées par la Fédération nationale des caisses d'épargne et de prévoyance en

matière de choix des projets d'économie locale et sociale) : adopté (p. 2248)

Article 15 (la Fédération nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (représentation des caisses d'épargne au sein de la Fédération nationale) : adopté (p. 2275)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (participation de la Fédération nationale à la définition des orientations stratégiques du réseau) : adopté (p. 2275)

Son amendement n° 166 (de coordination) : retiré (p. 2276)

Article 19 (adaptation de la loi bancaire)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (de précision) : adopté (p. 2279)

Article 21 (les modalités de constitution du capital social des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (de précision) : adopté (p. 2282)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (dispositions transitoires) : adopté (p. 2282)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (modalités de souscription des collectivités territoriales au capital des groupements locaux d'épargne) : adopté (p. 2283)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (modalités de remboursement des parts sociales des groupements locaux d'épargne excédant la limite de 10 % du capital détenues par les collectivités territoriales) : adopté (p. 2283)

Article 23 (les modalités de souscription des parts sociales par les salariés des caisses)

Son amendement n° 167 (définition des salariés bénéficiaires des conditions préférentielles de souscription) : adopté (p. 2285)

Article 24 (le fonds de mutualisation)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (montant du versement semestriel au fonds de mutualisation) : adopté (p. 2287)

Article 25 (la mise en place des groupements locaux d'épargne)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2288)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2288)

Soutient l'amendement n° 31 corrigé de la commission (abaissement à 500 sociétaires personnes physiques ou 10 personnes morales du seuil nécessaire à la constitution d'un groupement local d'épargne) : adopté (p. 2288)

Après l'article 25

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (information des souscripteurs de parts sociales) : adopté (p. 2289)

Article 27 (la mise en place de la Fédération nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 2290)

Article 28 (les dispositions fiscales)

Son amendement n° 172 (neutralité fiscale des opérations relatives à la mise en œuvre de la réforme du régime de retraite des personnels des caisses d'épargne) : retiré (p. 2291)

Après l'article 28

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (exonération de charges sociales sur les sommes versées au titre de la réforme du régime de retraite des personnels des caisses d'épargne) : retiré (p. 2291)

Article 30 (les dispositions relatives aux dirigeants)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (remplacement de la notion d'indemnité de fonction par celle de défraiement) : adopté (p. 2294)

Explications de vote et vote [17 mars 1999] (p. 2537)

Son intervention (p. 2538)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5188)

Son intervention (p. 5190)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 5190, 5191)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : personnel (p. 5190)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 5191)

Parlement : Sénat (p. 5190)

Discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5204)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (les missions des caisses d'épargne)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (de précision) : adopté (p. 5205)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (maintien de la spécificité du livret A) : adopté (p. 5205)

Article 2 (la définition du réseau des caisses d'épargne)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve du

remplacement des groupements locaux d'épargne par les sociétés locales d'épargne) : adopté (p. 5205)

Article 4 (les sociétaires des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve du remplacement des groupements locaux d'épargne par les sociétés locales d'épargne) : adopté (p. 5206)

Article 5 (les organes dirigeants des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve du remplacement des groupements locaux d'épargne par les sociétés locales d'épargne) : adopté (p. 5206)

Article 6 (l'affectation des résultats)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (fixation du plancher des sommes affectées au financement des projets d'économie locale et sociale au tiers des sommes disponibles après la mise en réserve) : adopté (p. 5207)

Article 7 bis (la fixation des taux administrés)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5207)

Avant l'article 8

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement du chapitre III) : adopté (p. 5208)

Article 8 (l'objet et le statut des sociétés locales d'épargne)

Soutient l'amendement n° 87 corrigé de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve du remplacement des groupements locaux d'épargne par les sociétés locales d'épargne et de l'introduction de la possibilité d'offrir une première part sociale à un prix préférentiel) : adopté (p. 5209)

Article 9 supprimé par le Sénat (le sociétariat des sociétés locales d'épargne)

Soutient l'amendement n° 88 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve du remplacement des groupements locaux d'épargne par les sociétés locales d'épargne et de l'introduction de conditions relatives à la revente des parts sociales) : adopté (p. 5209)

Article 10 (le statut de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 12 rectifié de la commission (détenue par les caisses d'épargne de la majorité absolue du capital de la Caisse nationale) : adopté (p. 5210)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5211)

Article 11 (les missions de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve du remplacement des groupements locaux d'épargne par les sociétés locales d'épargne) : adopté (p. 5212)

Article 15 (la Fédération nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (organisation de la formation des sociétaires) : adopté (p. 5212)

Article 18 (la protection des dénominations)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve du remplacement des groupements locaux d'épargne par les sociétés locales d'épargne) : adopté (p. 5214)

Article 17 supprimé par le Sénat, précédemment réservé (l'exercice du droit d'opposition)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve de l'introduction d'une disposition relative à la garantie des droits des salariés des caisses d'épargne en matière d'accès aux retraites complémentaires) : adopté (p. 5221)

Article 21 (les modalités de constitution du capital social des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5225)

Son amendement n° 112 (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5225)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5225)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5225)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5225)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5226)

Après l'article 21

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (proportion minimale du capital de la Caisse nationale détenu par les caisses d'épargne pendant la période de mutualisation) : adopté (p. 5226)

Article 22 (la dévolution des fonds centraux)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5226)

Article 23 (les modalités de souscription des parts sociales par les salariés des caisses)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5227)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5227)

Soutient l'amendement n° 27 corrigé de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5227)

Article 24 (le fonds de mutualisation)

Soutient l'amendement n° 28 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 5228)

Son sous-amendement n° 118 (adaptation du rythme des versements au fonds de mutualisation) à l'amendement n° 28 rectifié de la commission : adopté (p. 5228)

Son sous-amendement n° 119 (adaptation du rythme des versements au fonds de mutualisation) à l'amendement n° 28 rectifié de la commission : adopté (p. 5228)

Son amendement n° 131 (fixation d'un plancher pour les versements au fonds de mutualisation) : adopté (p. 5228)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5228)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5228)

Article 25 supprimé par le Sénat (la mise en place des sociétés locales d'épargne)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 5229)

Son sous-amendement n° 110 (de conséquence) à l'amendement n° 31 de la commission : adopté (p. 5229)

Article 25 bis (l'information des souscripteurs de parts sociales)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5229)

Article 26 (la mise en place de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (délai d'installation de la Caisse nationale) : adopté (p. 5230)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5230)

Son amendement n° 111 (de précision) : adopté (p. 5230)

Article 30 (les dispositions relatives aux dirigeants)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5231)

Son intervention (p. 5231)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [17 juin 1999] (p. 6089)

Son intervention (p. 6090)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 6090)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 6090)

Parlement : Sénat (p. 6090)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [17 juin 1999] (p. 6098)

Intervient sur l'amendement n° 1 corrigé de M. Jean-Jacques Jégou (rétablissement de l'article 7 bis relatif à la fixation des taux administrés) (p. 6111)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement du texte initial du projet de loi en ce qui concerne la composition de la Fédération nationale des caisses d'épargne et de prévoyance) : adopté (p. 6111)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6166)

Thèmes :

Culture : crédits (p. 6166)

Entreprises : compétitivité (p. 6167)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 6167)

Impôts et taxes : fiscalité de l'épargne (p. 6167)

Impôts et taxes : politique fiscale : justice sociale (p. 6166)

Marchés financiers : généralités (p. 6167)

Julien DRAY

*Essonne (10^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**RAPPELS AU RÈGLEMENT**

Déclare qu'il défend depuis plusieurs années la baisse du taux de TVA applicable au secteur de la restauration et qu'il a combattu la hausse de deux points du taux normal de la TVA [17 juin 1999] (p. 6195)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6551, 6584, 6613)**

Son intervention (p. 6606)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6607, 6608)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6608)

Impôts et taxes : revenus du travail et du capital (p. 6608)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6608)

Marchés financiers : généralités (p. 6606 à 6609)

Politique économique : conjoncture (p. 6607)

Politique économique : croissance (p. 6607)

Politique économique : libéralisme (p. 6606, 6607)

Politique économique : mondialisation (p. 6606, 6607)

Politique économique : politique monétaire (p. 6607)

TVA : taux (p. 6608)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846)****Après l'article 7**

Son amendement n° 522 (institution d'une taxation sur les transactions réalisées sur le marché des changes) : retiré (p. 6751)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 440 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 327 de M. Yves Fromion (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 93 corrigé de M. Yves Nicolin (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 362 de M. Alain Ferry (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 438 de M. Léonce Deprez (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Jean-Jacques Weber (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Michel Bouvard (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 441 de M. Michel Bouvard (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 528 de M. François Sauvadet (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Laurent Dominati (application d'un taux de TVA de 15 % à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 6853)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Intervient sur le sous-amendement n° 557 de M. Christian Jacob (exonération des cantons ruraux) à l'amendement n° 34 de la commission (définition des limites territoriales de la région Ile-de-France) (p. 6891)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**ENSEIGNEMENT SCOLAIRE****Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7122, 7139)**

Procédure des questions :

Enseignement secondaire : cantines scolaires : sécurité (p. 7164)

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207, 7257)

Son intervention (p. 7237)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports ferroviaires : SNCF (p. 7237)

Transports urbains : RER (p. 7237, 7238)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 1998] (p. 9509)

Son intervention (p. 9515)

Thèmes :

Constitution : article 88-1 (p. 9515)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 9516)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 9515)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 9516)

Union européenne : Traité de Maastricht (p. 9515)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Son intervention (p. 1929)

Thèmes :

Politiques communautaires : politiques internes (p. 1930)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1929)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5724)

Article 1er (article L. 1er bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre : reconnaissance par la République française d'un droit à réparation au titre de la guerre d'Algérie)

Son intervention (p. 5724)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget sur le débat d'orientation budgétaire**[17 juin 1999] (p. 6112)**

Son intervention (p. 6165)

Thèmes :

Aménagement du territoire : banlieues : quartiers défavorisés (p. 6165)

Elections et référendums : élections européennes (p. 6165)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6165)

Marchés financiers : généralités : impôts et taxes (p. 6165)

Politique économique : croissance (p. 6165)

TVA : taux (p. 6165)

Proposition de résolution n° 1526 sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne la possibilité d'appliquer à titre expérimental un taux de TVA réduit sur les services à forte intensité de main-d'œuvre (COM (99) 62 final/n° E 1236)**Avant la discussion de l'article unique [17 juin 1999] (p. 6192)**

Son rappel au règlement (cf. supra) [17 juin 1999] (p. 6195)

Tony DREYFUS

*Paris (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1998 [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18977)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7404)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 32 : Intérieur (sécurité) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en conclusion des travaux d'une mission d'évaluation et de contrôle constituée le 3 février 1999

Annexes :

n° 1 - La politique autoroutière - Rapporteur spécial : M. Jean-Louis Idiart

n° 2 - La gestion des effectifs et des moyens de la police nationale - Rapporteur spécial : M. Tony Dreyfus

n° 3 - Les aides à l'emploi - Rapporteur spécial : M. Gérard Bapt

n° 4 - L'utilisation des crédits de la formation professionnelle - Rapporteur spécial : M. Jacques Barrot [7 juillet 1999] (n° 1781)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145, 8181)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8145)

Thèmes avant la procédure des questions :

Départements : préfetures : police (p. 8146)

Etat : Premier ministre : déclarations (p. 8145)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 8146)

Police : crédits (p. 8145, 8146)

Police : effectifs (p. 8145, 8146)

Guy DRUT

*Seine-et-Marne (5^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1167 relative à l'organisation d'une police intercommunale [4 novembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Rythmes et vacances scolaires. Aménagement [18 novembre 1998] (p. 9157)

DÉBATS

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210) ; [19 novembre 1998] (p. 9244)

Article 1er (politique de prévention du dopage)

Soutient l'amendement n° 86 de M. Renaud Muselier (Comité national olympique et sportif français) : rejeté (p. 9211)

Intervient sur l'amendement n° 64 du Gouvernement (concours des fédérations sportives) (p. 9211)

Après l'article 3

Reprend le sous-amendement n° 91 du Gouvernement (droit d'alerte en cas de suspicion de dopage) à l'amendement n° 65 du Gouvernement : adopté (p. 9218)

Article 4 (contribution des fédérations sportives à la politique de prévention du dopage)

Soutient le sous-amendement n° 85 de M. Renaud Muselier (caractère international de la liste) à l'amendement n° 7 de la commission (liste unique pour tous les sports) : rejeté (p. 9221)

Article 9 (compétences du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Soutient l'amendement n° 81 de M. Renaud Muselier (gestion des contrôles antidopages) : rejeté (p. 9225)

Soutient l'amendement n° 80 de M. Renaud Muselier (suppression des pouvoirs de sanction) : rejeté (p. 9226)

Article 11 (définition et prohibition du dopage)

Soutient l'amendement n° 82 de M. Renaud Muselier (substances et procédés de nature à nuire à la santé) : rejeté (p. 9228)

Article 14 (exercice des contrôles anti-dopage)

Intervient sur l'amendement n° 43 corrigé de M. Patrick Leroy (contestation du procès-verbal) (p. 9230)

Intervient sur l'amendement n° 54 rectifié de M. Alain Tourret (double examen) (p. 9231)

Intervient sur l'amendement n° 72 rectifié du Gouvernement (laboratoires agréés) (p. 9231)

Soutient l'amendement n° 84 de M. Renaud Muselier (tests capillaires et sanguins) : rejeté (p. 9231)

Article 17 (exercice des compétences disciplinaires par les fédérations agréées)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. André Aschieri (injonctions thérapeutiques) (p. 9245)

Article 20 (exercice par le comité national olympique et sportif français et les fédérations des droits reconnus à la partie civile)

Soutient l'amendement n° 83 de M. Renaud Muselier (restriction de la responsabilité) : rejeté (p. 9250)

Ses explications de vote (p. 9257)

Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 9258)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 636)

Avant l'article 12

Son amendement n° 2 soutenu par M. Thierry Mariani (coopération entre polices municipales) : rejeté (p. 657)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 juin 1999] (p. 6212)

Article 1er (sociétés sportives commerciales)

Son amendement n° 18 soutenu par M. Édouard Landrain (rédactionnel) : rejeté (p. 6213)

Son amendement n° 19 soutenu par M. Édouard Landrain (relations entre l'association sportive et la société commerciale) : rejeté (p. 6214)

Article 2 (mise en conformité des régimes juridiques des associations sportives)

Son amendement n° 20 (constitution de sociétés anonymes) : rejeté (p. 6215)

Article 3 (établissement de la convention entre l'association sportive et la société commerciale)

Son amendement n° 21 : devenu sans objet (p. 6217)

Son amendement n° 22 (exclusion des compétitions sportives) : rejeté (p. 6217)

Article 6 (interdiction des transactions relatives aux mineurs)

Son amendement n° 24 soutenu par M. Édouard Landrain (mineurs entre seize et dix-huit ans) (p. 6221) : rejeté (p. 6222)

Son amendement n° 25 (décret en Conseil d'Etat) : rejeté (p. 6222)

Article 7 (contrat d'engagement consécutif à une formation sportive)

Son amendement n° 26 soutenu par M. Édouard Landrain (modalité de l'engagement) (p. 6223) : rejeté (p. 6224)

Après l'article 9

Son amendement n° 27 soutenu par M. Édouard Landrain (exploitation de l'image des sportifs) : rejeté (p. 6228)

Jean-Michel DUBERNARD

*Rhône (3^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Vice-président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1560 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et de l'accompagnement [28 avril 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etablissements de santé. Personnel. Revendications [18 novembre 1998] (p. 9159)

Grandes écoles. Ecoles normales supérieures. Concours, réforme [3 mars 1999] (p. 1970)

Etablissements de santé. Etablissements publics. Personnel, revendications [9 mars 1999] (p. 2145)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 744, posée le 5 avril 1999. Associations. Non appelée (J.O. Questions p. 1944)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7361, 7399, 7430)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 7422)

Son intervention (p. 7446)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 7447)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 7422)

Professions de santé : médecins : étrangers (p. 7422)

Professions de santé : médecins : préretraites (p. 7447)

Professions de santé : médecins : sanctions (p. 7447)

Santé : Agence nationale d'accréditation et d'évaluation de la santé (ANAES) (p. 7447)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3706, 3738)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3672)

Son intervention (p. 3725)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3672)

Professions de santé : médecins : étrangers (p. 3725, 3726)

Professions de santé : médecins : hôpitaux (p. 3725)

Discussion des articles [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Après l'article 32

Son amendement n° 103 soutenu par M. Bernard Accoyer (prise en charge de l'aléa thérapeutique) : rejeté (p. 3896)

Après l'article 37

Son sous-amendement n° 269 soutenu par M. Bernard Accoyer (durée d'exercice portée à cinq ans) à l'amendement n° 16 de la commission (statut des praticiens adjoints contractuels) : rejeté (p. 4014)

Son sous-amendement n° 270 soutenu par M. Bernard Accoyer (situation des réfugiés et apatrides) à l'amendement n° 16 de la commission : rejeté (p. 4015)

Son sous-amendement n° 271 soutenu par M. Bernard Accoyer (avis de la conférence des doyens de facultés de médecine) à l'amendement n° 16 de la commission : rejeté (p. 4015)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5897) ; [16 juin 1999] (p. 5956, 5999)

Article 37 unviciés (article 3 de la loi n° 95-116 du 4 février 1995 et article L. 356 du code de la santé publique : médecins titulaires de diplômes extra-européens ou de nationalité extra-européenne)

Son amendement n° 169 soutenu par M. Bernard Accoyer (allongement de la durée d'exercice préalable) (p. 6030) : rejeté (p. 6031)

Son amendement n° 170 soutenu par M. Bernard Accoyer (réfugiés, apatrides et bénéficiaires du droit d'asile) : rejeté (p. 6031)

Son amendement n° 171 soutenu par M. Bernard Accoyer (avis des doyens de faculté) (p. 6031) : rejeté (p. 6032)

Son amendement n° 172 soutenu par M. Bernard Accoyer (validation par la loi de financement) : rejeté (p. 6032)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4159)

Son intervention (p. 4175)

Thèmes :

Bioéthique : euthanasie (p. 4176)

Santé : soins palliatifs : accès aux soins (p. 4175)

Santé : soins palliatifs : soins et maintien à domicile (p. 4175)

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4185) ; [11 mai 1999] (p. 4337)

Article 1er (définition des soins palliatifs et accès à ces soins)

Soutient l'amendement n° 10 de M. Renaud Muselier (élargissement de la définition) : rejeté (p. 4338)

Article 2 (prise en compte des soins palliatifs dans la carte sanitaire et le schéma d'organisation sanitaire)

Son intervention (p. 4342)

Article 3 (reconnaissance des soins palliatifs comme discipline hospitalière)

Son intervention (p. 4343)

Article 4 (modes de rémunération particuliers)

Son intervention (p. 4346)

Article 5 (prise en compte des soins palliatifs par le PMSI)

Son intervention (p. 4346)

Article 6 (élargissement à l'ensemble des établissements de santé publics et privés et des établissements médico-sociaux de la mission de délivrer des soins palliatifs)

Son intervention (p. 4347)

Article 8 (compétence de l'ANAES en matière de soins palliatifs)

Son intervention (p. 4349)

Article 9 (statut des bénévoles et conditions d'intervention des associations)

Son intervention (p. 4350)

Soutient l'amendement n° 24 de M. Renaud Muselier (dépenses de formation et de coordination des bénévoles) : rejeté (p. 4351)

Soutient l'amendement n° 25 de M. Renaud Muselier (prise en charge par l'assurance maladie des frais d'encadrement et de formation des bénévoles) : rejeté (p. 4352)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 27 de M. Renaud Muselier (financement de la formation du personnel soignant) : rejeté (p. 4352)

Soutient l'amendement n° 26 de M. Renaud Muselier (financement de la formation du personnel soignant) : rejeté (p. 4352)

Article 10 (congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie)

Son intervention (p. 4354)

Ses explications de vote (p. 4359)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 4359)

Projet de loi n° 1410 sur l'innovation et la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5376)

Son intervention (p. 5390)

Thèmes :

Entreprises : investissements : recherche (p. 5390, 5391)

Impôt sur les sociétés : régimes particuliers (p. 5390, 5391)

Recherche : chercheurs : détachement (p. 5390)

Recherche : chercheurs : mobilité (p. 5390, 5391)

Recherche : innovation (p. 5390)

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5411)

Article 1er (articles 14, 18, 19, 19-1 nouveau et 25-1 à 25-4 nouveaux de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France : valorisation de la diffusion des résultats de la recherche par les organismes de recherche et facilitation de la création d'entreprise par les chercheurs)

Son intervention (p. 5413)

Son amendement n° 82 (de précision) : adopté (p. 5416)

Soutient l'amendement n° 70 corrigé de M. Pierre Lasbordes (assouplissement de contraintes administratives en matière de délais) : retiré (p. 5416)

Soutient l'amendement n° 71 troisième correction de M. Pierre Lasbordes (possibilité de poursuite de travaux de recherche antérieurs) : rejeté (p. 5417)

Son amendement n° 83 (possibilité conférée aux chercheurs rejoignant leur corps d'origine de garder une participation dans le capital social de l'entreprise) : adopté (p. 5418)

Article 2 (articles 6, 20, 25, 42, 53 et 56 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur : création de services d'activités industrielles et commerciales au sein des établissements d'enseignement supérieur)

Son intervention (p. 5420)

Après l'article 2

Son sous-amendement n° 96 (abaissement à 50 000 F du niveau minimum de capital social) à l'amendement n° 46 de la commission (possibilité pour les sociétés innovantes de se constituer sous forme de sociétés par actions simplifiées) : rejeté (p. 5425)

Article 3 duodécies (article L. 80 B du livre des procédures fiscales : réduction du délai de réponse de l'administration fiscale pour le bénéfice du crédit d'impôt-recherche)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (de suppression) (p. 5437)

Ses explications de vote (p. 5444)

Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 5444)

Pierre DUCOUT

*Gironde (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17124)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [J.O. du 18 novembre 1998] (p. 17398)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Espace. Politique spatiale. Perspectives [18 mai 1999] (p. 4498)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Procédure des questions :

Défense : entreprises (p. 8308)

ECONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8974)

Son intervention (p. 8992)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : Monnaies et médailles (p. 8992, 8993)

Union européenne : euro (p. 8992)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son intervention (p. 189)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 1999] (p. 1094, 1120)*Après l'article 4*

Son sous-amendement n° 605 (procédure non applicable lorsqu'un syndicat mixte réunit la communauté et les communes susceptibles d'y être intégrées) à l'amendement n° 82 de la commission (extension du périmètre des communautés urbaines par une procédure dérogatoire) : retiré (p. 1111)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1559, 1593)

Son intervention (p. 1568)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : énergie électrique (p. 1570)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1569, 1570)

Environnement : protection (p. 1569)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1569, 1570)

Secteur public : services publics : électricité (p. 1570)

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1674, 1730)*Article 4 (tarifs et plafonds de prix)*

Intervient sur le sous-amendement n° 607 rectifié de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (tarifs de vente d'électricité aux usagers domestiques) (p. 1679)

Intervient sur le sous-amendement n° 748 de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (p. 1679)

Intervient sur le sous-amendement n° 608 de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (p. 1679)

Jean-Pierre DUFU

*Landes (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages [J.O. du 31 octobre 1998] (p. 16481)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n°82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7844)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 752, posée le 26 avril 1999. Assurance maladie maternité : prestations. Frais de cure (J.O. Questions p. 2413). Appelée le 27 avril 1999. Remboursement (p. 3604)

*DÉBATS***Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380)

Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier" et "produit pays")

Son intervention (p. 6346)

Intervient sur le sous-amendement n° 975 corrigé du Gouvernement (précision de la définition de chacun des signes d'identification de la qualité ou de l'origine des produits) à l'amendement n° 776 rectifié de M. Jean-Michel Marchand (codification des signes de qualité) (p. 6350)

Article 51 (principes et missions de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Son intervention (p. 6422)

Article 63 (développement agricole)

Intervient sur l'amendement n° 412 de M. Christian Jacob (maintien de l'emploi dans l'espace rural) (p. 6436)

Son sous-amendement oral (souci d'aménagement du territoire) à l'amendement n° 412 de M. Christian Jacob : adopté (p. 6436)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207, 7257)*Procédure des questions :*

Administration : services déconcentrés : effectifs (p. 7271)

TOURISME

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8577)

Son intervention (p. 8590)

Thèmes avant la procédure des questions :

Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 8590)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme (p. 8590)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 8590)

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2633)

Son intervention (p. 2639)

Thèmes :

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : création d'emplois (p. 2640)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 2639)

Travail : chèques vacances : petites et moyennes entreprises (p. 2639)

Discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2651)

Article 1er (article 1er de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : champ d'application du dispositif)

Intervient sur l'amendement n° 19 du Gouvernement (ouverture du droit aux titulaires d'un emploi-jeunes) (p. 2654)

Intervient sur le sous-amendement n° 43 de M. Maxime Gremetz (extension aux titulaires d'un contrat emploi-solidarité) à l'amendement n° 19 du Gouvernement (p. 2654)

Intervient sur le sous-amendement n° 36 de M. Gérard Terrier (extension aux titulaires d'un contrat emploi

consolidé) à l'amendement n° 19 du Gouvernement (p. 2654)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (extension aux contractuels de la fonction publique) (p. 2654)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Jean-Michel Couve (extension sous conditions de ressources aux professions libérales) (p. 2659)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Léonce Deprez (extension sous conditions de ressources aux professions libérales) (p. 2659)

Article 4 quater (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : actualisation)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (tutelle de l'Agence nationale pour les chèques-vacances) (p. 2664)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (rapport annuel) (p. 2665)

Article 5 (article 6 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : délivrance de chèques-vacances par les organismes paritaires de gestion d'activités sociales)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (acquisition de chèques-vacances par les retraités) (p. 2666)

Intervient sur l'amendement n° 20 rectifié du Gouvernement (acquisition de chèques-vacances par les retraités) (p. 2666)

Ses explications de vote (p. 2667)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2667)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [26 mai 1999] (p. 4893)

Son intervention (p. 4897)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : chèques vacances (p. 4897)

Politiques communautaires : Europe sociale : chèques vacances (p. 4898)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 4897)

Discussion des articles [26 mai 1999] (p. 4900)

Article 4 quater (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : actualisation)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (tutelle du ministère chargé du tourisme) (p. 4905)

Article 7 (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances :

missions de l'Agence nationale pour les chèques-vacances)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (de suppression) (p. 4906)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Patrick Malavieille (information et publicité sur les chèques-vacances) (p. 4907)

Vote pour du groupe socialiste (p. 4898)

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [3 juin 1999] (p. 5369)

Son intervention (p. 5371)

Thèmes :

Politiques communautaires : Europe sociale : chèques vacances (p. 5372)

Tourisme et loisirs : tourisme social : création d'emplois (p. 5372)

Travail : chèques vacances : tutelle (p. 5372)

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5370)

Article 4 quater (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : actualisation)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (cotutelle exercée sur l'Agence nationale pour les chèques-vacances par le ministère de l'économie et des finances et par le secrétariat d'Etat au tourisme) (p. 5376)

Vote pour du groupe socialiste (p. 5372)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6546)

Son intervention (p. 6548)

Thèmes :

Politiques communautaires : Europe sociale : chèques vacances (p. 6548)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 6548)

Travail : chèques vacances : tutelle (p. 6548)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [29 juin 1999] (p. 6550)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (cotutelle exercée sur l'Agence nationale pour les chèques-vacances par le ministère de l'économie et des finances et par le secrétariat d'Etat au tourisme) (p. 6553)

Vote pour du groupe socialiste (p. 6548)

Jean-Louis DUMONT

*Meuse (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité (n° 1253) [9 décembre 1998]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 26 : Equipement, transports et logement (logement) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 1253) relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité [10 février 1999] (n° 1383)

Proposition de loi n° 1709 relative aux sociétés coopératives de commerçants [16 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 524, posée le 7 décembre 1998. Logement. Logement social (J.O. Questions p. 6604). Appelée le 8 décembre 1998. Associations de logements d'urgence, statut (p. 10166)

n° 791, posée le 10 mai 1999. Audiovisuel et communication. Télévision (J.O. Questions p. 2740). Suppléant de M. Jean-Jacques Denis. Appelée le 11 mai 1999. France 3 Lorraine, restructuration, conséquences (p. 4293)

n° 788, posée le 10 mai 1999. Industrie. Récupération (J.O. Questions p. 2739). Suppléant de M. Jean-Louis Dumont. Appelée le 11 mai 1999. Société RVA, déchets d'aluminium, importations, autorisation, Sainte-Menehould (p. 4291)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8017, 8039)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8017)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enregistrement et timbre : droits de mutation à titre onéreux (p. 8017)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 8019)

Logement : crédits (p. 8018)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 8018)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8018)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 8018)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs intermédiaires (PLI) (p. 8018)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 8018)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 5 supprimé par le Sénat (extension du régime fiscal des micro-entreprises)

Son sous-amendement n° 278 (application du "forfait" de 175 000 F aux entreprises du bâtiment) à l'amendement n° 36 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture sous réserve d'un assouplissement concernant l'irrévocabilité de l'option pour les contribuables relevant du régime des bénéficiaires non commerciaux) : retiré (p. 10626)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son sous-amendement n° 215 (exonération des locaux des coopératives agricoles) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) : retiré (p. 10665)

Article 27 bis (exonération de TVA pour les achats de terrains à bâtir par des particuliers qui souhaitent y construire un immeuble affecté à leur usage privatif)

Son amendement n° 314 (assouplissement du dispositif d'option pour l'assujettissement à la TVA) : rejeté (p. 10673)

Article 27 précédemment réservé (suppression de la taxe régionale sur les cessions d'immeubles et unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels)

Son amendement n° 167 soutenu par M. Germain Gengenwin (non-application du droit de 4,80 % aux cessions d'actions de sociétés relevant de la législation sur les habitations à loyer modéré) : adopté (p. 10691)

Seconde délibération

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire)

Son intervention (p. 10749)

Ses explications de vote (p. 10763)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 20 de M. Jean-Pierre Kucheida (relèvement, pour l'année 1998, du montant de l'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable aux esters d'huile végétale incorporés au fioul domestique et au gazole) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10088)

Après l'article 16

Son amendement n° 72 (actualisation du tableau des valeurs de plancher hors œuvre permettant le calcul de l'assiette de la taxe locale d'équipement) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10130)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 février 1999] (p. 1468, 1477) ; [17 février 1999] (p. 1559, 1593)

Son intervention (p. 1484)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : énergie électrique (p. 1486)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1484)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1484)

Secteur public : services publics : électricité (p. 1486)

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (définition du service public de l'électricité)

Soutient l'amendement n° 378 de la commission des finances (respect du droit à l'électricité pour tous) : adopté (p. 1610)

Article 3 (mise en œuvre et contrôle des missions de service public)

Soutient l'amendement n° 379 de la commission des finances (création dans chaque région administrative d'un comité régional de la distribution d'électricité) : rejeté (p. 1630)

Article 5 (mécanismes de compensation)

Son amendement n° 699 (contrôle de la comptabilité par un organisme indépendant désigné par la Commission de régulation de l'électricité) : adopté après modifications (p. 1686)

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements (PPI))

Soutient l'amendement n° 587 de M. Michel Destot (objectifs en matière de cogénération) : rejeté (p. 1696)

Son amendement n° 700 (définition et autorisation des installations nouvelles de production) : adopté après modifications (p. 1700)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)

Soutient l'amendement n° 380 de la commission des finances (autorisation au profit des collectivités locales pour leurs propres services et établissements) : rejeté (p. 1717)

Soutient l'amendement n° 381 de la commission des finances (autorisation au profit des collectivités locales pour leurs propres services et établissements) : devenu sans objet (p. 1719)

Article 13 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité (GRT))

Soutient l'amendement n° 382 de la commission des finances (modalités de nomination et de révocation du directeur du gestionnaire du réseau public de transport) : rejeté (p. 1736)

Intervient sur l'amendement n° 216 de la commission (modalités de nomination et de révocation du directeur du gestionnaire du réseau public de transport) (p. 1736)

Soutient l'amendement n° 383 commission des finances (publicité des comptes assurée par la Commission de régulation) : adopté (p. 1737)

Soutient l'amendement n° 384 commission des finances (pouvoir d'engager des dépenses liées au fonctionnement du service gestionnaire du réseau public de transport) : adopté (p. 1737)

Article 14 (missions du gestionnaire du réseau public de transport)

Soutient l'amendement n° 385 de la commission des finances (périmètre d'intervention du gestionnaire du réseau public) : rejeté (p. 1738)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Son amendement n° 706 (éligibilité des entreprises de transport ferroviaire) : retiré (p. 1757)

Article 24 (lignes directes)

Son amendement n° 386 (respect des contraintes environnementales par les lignes privées) : devenu sans objet (p. 1768)

Avant l'article 28

Soutient l'amendement n° 387 de la commission des finances (rôle et compétences de la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1773)

Intervient sur l'amendement n° 289 rectifié de la commission (rôle et compétences de la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1776)

Article 28 (composition et statut de la Commission de régulation de l'électricité (CRE))

Son amendement n° 707 rectifié soutenu par M. Christian Bataille (rôle et composition de la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1776) : rejeté (p. 1777)

Intervient sur l'amendement n° 263 de la commission (composition de la commission) (p. 1777)

Son amendement n° 398 (composition de la commission) : devenu sans objet (p. 1777)

Article 31 (concertation de la CRE sur les projets de règlement)

Soutient l'amendement n° 388 de la commission des finances (association de la commission lors des négociations internationales dans le domaine de l'énergie) : adopté après rectification (p. 1781)

Article 32 (relations avec les assemblées et rapport annuel d'activité)

Soutient l'amendement n° 389 de la commission des finances (suggestions de la commission en vue d'améliorer les textes en vigueur) : rejeté (p. 1783)

Article 33 (pouvoirs d'enquête)

Soutient l'amendement n° 390 de la commission des finances (renforcement des pouvoirs d'investigation de la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1785)

Article 34 (respect du secret professionnel)

Soutient l'amendement n° 391 rectifié de la commission des finances (cessation d'office des fonctions) : retiré (p. 1787)

Article 35 (pouvoir réglementaire de la CRE)

Soutient l'amendement n° 392 de la commission des finances (rédactionnel) : adopté (p. 1788)

Article 36 (litiges d'accès aux réseaux et voies de recours)

Son amendement n° 710 (de précision) : adopté (p. 1791)

Son amendement n° 709 (de précision) : adopté (p. 1791)

Après l'article 36

Soutient l'amendement n° 393 de la commission des finances (conciliation) : rejeté (p. 1791)

Article 37 (relations entre le Conseil et la concurrence et la CRE)

Son amendement n° 711 (avis de la commission transmis au Conseil de la concurrence) : retiré (p. 1792)

Article 38 (pouvoir de sanction de la CRE)

Soutient l'amendement n° 394 de la commission des finances (étendue des pouvoirs de sanction) : adopté après modifications (p. 1793)

Article 41 (recherche et constatation des infractions à la loi)

Soutient l'amendement n° 395 de la commission des finances (constatation des infractions pénales par les agents de la commission) : retiré

Article 42 (aménagement du principe de spécialité d'EDF)

Son sous-amendement n° 712 soutenu par M. Christian Bataille (interventions d'EDF pour les clients non éligibles) à l'amendement n° 305 de la commission (missions d'EDF) (p. 1800) : adopté (p. 1802)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière
--

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2151, 2177)

Son intervention (p. 2185)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2185, 2186)

Banques et établissements financiers : fonds de garantie (p. 2186)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : coopératives (p. 2186)

Banques et établissements financiers : protection des épargnants (p. 2186)

Economie sociale : coopératives (p. 2185 à 2187)

Discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2237, 2255) ; [11 mars 1999] (p. 2303, 2356)*Article 5 (les organes dirigeants des caisses d'épargne et de prévoyance)*

Soutient l'amendement n° 284 de M. Gilbert Mitterrand (fixation à 17 du nombre des membres des conseils d'orientation et de surveillance) : adopté (p. 2238)

Article 6 (l'affectation des résultats)

Son intervention (p. 2240)

Son amendement n° 299 (suppression des dispositions relatives à la proportion minimale des résultats disponibles devant être mis en réserve) : retiré (p. 2244)

Article 37 (mise en réserve des résultats des banques mutualistes et coopératives)

Son amendement n° 300 (de suppression) : adopté (p. 2307)

Article 47 (fonds de garantie des dépôts)

Son amendement n° 302 rectifié (prise en compte de l'existence d'un système de garantie interne pour le calcul des cotisations des réseaux mutualistes) : retiré (p. 2323)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5204)*Avant l'article 18*

Soutient l'amendement n° 109 de M. Gérard Terrier (préservation de la spécificité des caisses d'épargne d'Alsace-Moselle) : retiré (p. 5213)

Article 37 (mise en réserve des résultats des banques mutualistes et coopératives)

Son intervention (p. 5235)

Laurence DUMONT

*Calvados (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre suppléante de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Automobiles et cycles. Renault Véhicules Industriels (RVI). Emploi et activité [28 octobre 1998] (p. 7515)

*DÉBATS***Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Son intervention (p. 8386)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 8385 à 8387)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 8386, 8387)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 8387)

Parlement : rôle (p. 8386, 8387)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 8386)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5315)

Thèmes :

Gens du voyage (p. 5315)

Gens du voyage : stationnement : dotations de l'Etat (p. 5316)

Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 5315, 5316)

Gens du voyage : stationnement : maires (p. 5315, 5316)

Marc DUMOULIN

*Haut-Rhin (2^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe du Rassemblement pour la République
Députés n'appartenant à aucun groupe*

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

Cesse d'appartenir au groupe du Rassemblement pour la République [17 décembre 1998] (p. 19077)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 17 décembre 1998] (p. 19077)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 18 décembre 1998] (p. 19168)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 26 février 1999] (p. 2996)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1290 modifiant l'article L. 71 du code électoral relatif au vote par procuration [22 décembre 1998]

Proposition de loi n° 1339 étendant aux associations et aux artisans la possibilité d'utiliser le chèque service [27 janvier 1999]

Proposition de loi n° 1489 tendant à limiter les recours abusifs exercés contre des déclarations d'utilité publique [24 mars 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 851, posée le 7 juin 1999. Aménagement du territoire. Politiques communautaires (J.O. Questions p. 3355). Appelée le 8 juin 1999. Fonds structurels, Haut-Rhin (p. 5455)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

TOURISME

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8577)

Procédure des questions :

Impôts locaux : taxe de séjour (p. 8598)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 1999] (p. 1094, 1120) [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 256 : non soutenu (p. 1097)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Article L. 5211-29 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 257 soutenu par M. Germain Gengenwin (alignement de la dotation des communautés de communes à taxe professionnelle unique sur celle des communautés d'agglomération) (p. 1389) : rejeté (p. 1390)

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2633)

Son intervention (p. 2648)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : exonération (p. 2648)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 2648)

Travail : chèques vacances : généralités (p. 2648)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5116)

Après l'article 5 bis

Son amendement n° 72 : non soutenu (p. 5120)

Dominique DUPILET

*Pas-de-Calais (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Rapporteur de la proposition de loi visant à la création d'un office des produits de la mer et de l'aquaculture et étendant à la collectivité territoriale de Mayotte les offices d'intervention prévus au livre VI du code rural (n° 1080) [1^{er} octobre 1998]

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur du projet de loi portant approbation d'un avenant à la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche, signée le 14 mars 1986 (n° 1688) [9 juin 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi (n° 1080) de MM. Jean-Marc Ayrault et Dominique Dupilet, visant à la création d'un office des produits de la mer et de l'aquaculture et étendant à la collectivité territoriale de Mayotte les offices d'intervention prévus au livre VI du code rural [1^{er} octobre 1998] (n° 1101)

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome II : Agriculture et pêche (pêche) (n° 1116) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1688), portant approbation d'un avenant à la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche, signée le 14 mars 1986 [17 juin 1999] (n° 1720)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1080 visant à la création d'un office des produits de la mer et de l'aquaculture et étendant à la collectivité territoriale de Mayotte les offices d'intervention prévus au livre VI du code rural

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [8 octobre 1998] (p. 6154)

Son intervention (p. 6154)

Thème :

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer (p. 6154)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765, 8807)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 8771)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs : produits de la mer (p. 8771, 8772)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 8771, 8772)

Projet de loi n° 1688 portant approbation d'un avenant à la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche, signée le 14 mars 1986

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6635)

Son intervention (p. 6637)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : prêts : Eurotunnel (p. 6637)

Bâtiment et travaux publics : grandes infrastructures : liaison Transmanche (p. 6637)

Sociétés : actionnaires : dividendes (p. 6638)

Traités et conventions : liaison Transmanche (p. 6637)

Jean-Pierre DUPONT

*Corrèze (3^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. Allocations, montant, établissements, capacités d'accueil [25 mai 1999] (p. 4818)

*DÉBATS***Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 février 1999] (p. 858, 897)*Après l'article 36*

Son amendement n° 1117 soutenu par M. Yves Coussain (garantie de progression de la dotation globale de fonctionnement minimum) : rejeté (p. 944)

Nicolas DUPONT-AIGNAN

*Essonne (8^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17124)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Drogue. Cannabis. Consommation, légalisation [25 novembre 1998] (p. 9497)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 631, posée le 15 février 1999. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports (J.O. Questions p. 840). Appelée le 16 février 1999. Bruits, lutte et prévention, Orly (p. 1413)

n° 831, posée le 24 mai 1999. Police. Fonctionnement (J.O. Questions p. 3018). Appelée le 25 mai 1999. Effectifs de personnel, Essonne (p. 4797)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7122, 7139)

Procédure des questions :

Enseignement secondaire : personnel : personnel de surveillance : contrats emploi-jeunes (p. 7152)

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Procédure des questions :

Transports aériens : bruit (p. 7200)

Projet de loi n° 772 relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10301)

Son intervention (p. 10303)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux (p. 10303)

Enseignement agricole : écoles vétérinaires : examens et concours (p. 10303)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [22 décembre 1998] (p. 11042)

Son intervention (p. 11043)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux (p. 11043)

Enseignement agricole : écoles vétérinaires : examens et concours (p. 11043)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [3 mars 1999] (p. 1947)

Article unique (autorisation de ratification du traité d'Amsterdam)

Son intervention (p. 1949)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4370)

Son intervention (p. 4381)

Thème :

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 4381, 4382)

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4388, 4445)

Article 2 (commissions consultatives de l'environnement)

Son amendement n° 1 (conditions de création du comité permanent) : devenu sans objet (p. 4450)

Jean-Paul DUPRÉ

*Aude (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Police et gendarmerie. Restructuration, effectifs de personnel [4 novembre 1998] (p. 8031)

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Aides compensatoires, répartition [12 mai 1999] (p. 4421)

DÉBATS

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mars 1999] (p. 2303, 2356)

Après l'article 53

Son amendement n° 287 soutenu par M. Dominique Baert (extension du champ de compétence de l'Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement au domaine du dialogue social) (p. 2347) : adopté après modifications (p. 2349)

Yves DURAND

*Nord (11^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur de la proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur les modalités de gestion des personnels enseignants de l'enseignement secondaire (n° 1140) [4 novembre 1998]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'étudier l'opportunité et l'application des conventions prévoyant l'organisation de cours d'enseignement de la langue et de la culture d'origine et les mesures susceptibles de mieux encadrer cet enseignement (n° 1325) [27 janvier 1999]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome V : Éducation nationale, recherche et technologie (enseignement scolaire) (n° 1112) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution de M. Claude Goasguen (n° 1140), visant à créer une commission d'enquête sur les modalités de gestion des personnels enseignants de l'enseignement secondaire [25 novembre 1998] (n° 1226)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 1325) de M. Thierry Mariani tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'étudier l'opportunité et l'application des conditions prévoyant l'organisation de cours d'enseignement de la langue et de la culture d'origine et les mesures susceptibles de mieux encadrer cet enseignement [10 février 1999] (n° 1379)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales et de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur l'enseignement scolaire en Guyane [18 mars 1999] (n° 1477)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales et de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur la gestion des personnels enseignants du second degré [7 avril 1999] (n° 1535)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [13 octobre 1998] (p. 6470)

Enseignement maternel et primaire. Politique de l'éducation. Perspectives [27 janvier 1999] (p. 458)

Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [9 mars 1999] (p. 2139)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7122, 7139)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 7125)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : pédagogie (p. 7125)

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 7126)

Enseignement : personnel : enseignants : carrière (p. 7125)

Enseignement : personnel : œuvres sociales (p. 7126)

Enseignement secondaire : collègue : sécurité (p. 7126)

Enseignement secondaire : lycées : contrats emploi-jeunes (p. 7125)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des [10 février 1999] (p. 1167, 1208)

Après l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 517 de M. Marc-Philippe Daubresse (consultation des populations concernées sur les fusions de communes) (p. 1226)

Jean-Paul DURIEUX

*Meurthe-et-Moselle (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Vice-président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions

restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n°82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7844)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n°82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [J.O. du 28 mai 1999] (p. 7897)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [1^{er} juin 1999] (p. 5178)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Son intervention (p. 8207)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation de préparation à la retraite (p. 8208)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 8208)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation différentielle (p. 8208)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : carte du combattant (p. 8208)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 8207, 8208)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 8208)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 8208)

Philippe DURON

*Calvados (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (n° 1071) [27 octobre 1998]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [J.O. du 7 avril 1999] (p. 5145)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [J.O. du 7 avril 1999] (p. 5145)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 1071), d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [22 décembre 1998] (n° 1288)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 1527) d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [7 avril 1999] (n° 1528)

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges, en nouvelle lecture, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1527 rectifié), d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [28 avril 1999] (n° 1562)

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges en vue de la lecture définitive du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [1^{er} juin 1999] (n° 1648)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Aménagement du territoire. Prime à l'aménagement du territoire (PAT). conditions d'attribution [6 avril 1999] (p. 3291)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ENSEIGNEMENT SCOLAIRE****Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7122, 7139)**

Son intervention (p. 7140)

Thème avant la procédure des questions :

Enseignement secondaire : lycées : éducation spécialisée (p. 7140)

ENVIRONNEMENT**Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)**

Son intervention (p. 7192)

Thèmes avant la procédure des questions :

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 7192)

Environnement : crédits (p. 7192)

Environnement : Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) (p. 7192)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057, 8067)**

Son intervention (p. 8074)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 8074)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8075)

Union européenne : fonds structurels (p. 8075)

Proposition de résolution n° 775 tendant à la création d'une commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes industriels, de services et financiers, relatives à l'emploi et à l'aménagement du territoire

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10292)

Son intervention (p. 10292)

Thèmes :

Entreprises : délocalisations (p. 10292)

Politique économique : investissement : aides (p. 10292)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 10292)

Travail : plan social : licenciements (p. 10292)

Union européenne : fonds structurels (p. 10292, 10293)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70) ; [20 janvier 1999] (p. 130, 160)

Son intervention (p. 47)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 63)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 79)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) (p. 48)

Aménagement du territoire : Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) (p. 49)

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 50, 51, 64)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 48, 49, 79)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 48, 79)

Secteur public : services publics (p. 48)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Soutient l'amendement n° 237 de la commission (objectifs de la loi) : adopté après modifications (p. 196)

Soutient l'amendement n° 238 de la commission (objectifs de la loi) : adopté après modifications (p. 198)

Soutient l'amendement n° 240 de la commission (de suppression partielle) : adopté (p. 255)

Soutient l'amendement n° 239 de la commission (égalité des chances entre les citoyens) : adopté (p. 258)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Soutient l'amendement n° 241 de la commission (complémentarité des agglomérations et des zones rurales) : adopté après rectification et modifications (p. 299)

Soutient l'amendement n° 242 de la commission (définition des territoires en difficulté) : adopté (p. 301)

Soutient l'amendement n° 243 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 302)

Soutient l'amendement n° 244 de la commission (soutien aux DOM-TOM) : adopté (p. 304)

Soutient l'amendement n° 248 de la commission (péréquation des ressources publiques) : adopté (p. 307)

Soutient l'amendement n° 250 de la commission (volet particulier des schémas de services collectifs pour les DOM-TOM) : adopté (p. 318)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Soutient l'amendement n° 251 de la commission (association du CNADT à la révision des schémas de services collectifs) : adopté (p. 377)

Soutient l'amendement n° 252 de la commission (rapport annuel au Parlement) : adopté (p. 378)

Soutient l'amendement n° 253 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 379)

Soutient l'amendement n° 254 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 380)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Soutient l'amendement n° 256 de la commission (charte régionale) : adopté (p. 385)

Soutient l'amendement n° 258 de la commission (référence à la notion de localisation des infrastructures dans les objectifs définis par les schémas régionaux) : adopté (p. 386)

Soutient l'amendement n° 259 de la commission (rôle des projets économiques porteurs d'investissements et d'emplois) : adopté (p. 387)

Soutient l'amendement n° 260 de la commission (territoires urbains, périurbains et ruraux aussi concernés par le développement harmonieux

poursuivi par les schémas régionaux) : adopté (p. 388)

Soutient l'amendement n° 1207 de la commission (prise en compte de la dimension interrégionale et transfrontière) : adopté (p. 390)

Soutient l'amendement n° 257 de la commission (cohérence des projets d'équipement avec les politiques de l'Etat et des collectivités territoriales dès lors que ces politiques ont une incidence sur l'aménagement et la cohésion du territoire régional) : adopté (p. 390)

Soutient l'amendement n° 262 de la commission (de précision) : adopté (p. 391)

Soutient l'amendement n° 264 de la commission (évaluation et réexamen au même rythme que celui fixé pour les schémas de services collectifs) : adopté (p. 396)

Soutient l'amendement n° 265 de la commission (association d'autres collectivités territoriales lorsque ces dernières cofinancent des programmes prévus dans les contrats de plan Etat-régions) : adopté après modifications (p. 398)

Article 7 (article L. 425-1 du code général des collectivités territoriales : plan de la région)

Soutient le sous-amendement n° 1198 de la commission (introduction des groupements de communes) à l'amendement n° 1167 du Gouvernement (objectifs du plan de région) : adopté (p. 414)

Article 8 (article 9 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : suppression du groupement d'intérêt public d'observation et d'évaluation de l'aménagement du territoire)

Son intervention (p. 415)

Après l'article 8

Soutient l'amendement n° 269 de la commission (création d'une délégation parlementaire à l'aménagement du territoire et au développement durable du territoire dans chaque assemblée) : retiré (p. 421)

Son amendement n° 689 rectifié soutenu par M. Patrick Rimbart (création d'une délégation parlementaire à l'aménagement du territoire et au développement durable du territoire dans chaque assemblée) (p. 420) : adopté (p. 426)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Soutient l'amendement n° 267 de la commission (adoption du schéma de services collectifs de l'information et de la communication après avis rendu public de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications) : adopté (p. 463)

Soutient l'amendement n° 268 de la commission (adoption du schéma de services collectifs sanitaires après avis rendu public de la section sanitaire du comité national de l'organisation sanitaire et sociale) : adopté (p. 463)

Article 10 (article 11 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Soutient l'amendement n° 271 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 469)

Soutient l'amendement n° 272 de la commission (offre de formation à un niveau régional ou interrégional) : adopté (p. 470)

Soutient l'amendement n° 273 de la commission (intégration du développement des services de l'enseignement supérieur et de la recherche dans les objectifs du schéma) : adopté (p. 470)

Soutient l'amendement n° 274 de la commission (coopération entre les sites étendue à la recherche) : adopté (p. 470)

Soutient l'amendement n° 275 de la commission (valorisation de la recherche technologique et appliquée) : adopté (p. 471)

Soutient l'amendement n° 277 de la commission (thèmes reconnus internationalement) : adopté (p. 474)

Soutient l'amendement n° 278 de la commission (double processus d'essaimage) : adopté (p. 474)

Soutient l'amendement n° 279 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 474)

Soutient l'amendement n° 280 de la commission (de précision) : adopté (p. 474)

Soutient l'amendement n° 281 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 474)

Soutient l'amendement n° 282 de la commission (accueil global des étudiants) : adopté (p. 475)

Soutient l'amendement n° 283 de la commission (rôle de la conférence régionale d'aménagement du territoire dans la répartition équilibrée des activités d'enseignement supérieur et de recherche) : adopté après modifications (p. 475)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs culturels)

Soutient l'amendement n° 284 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 482)

Soutient l'amendement n° 285 de la commission (développement de la création et accès à tous) : adopté (p. 482)

Soutient l'amendement n° 286 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 482)

Soutient l'amendement n° 287 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 483)

Soutient l'amendement n° 288 de la commission (transferts de fonds patrimoniaux entre musées) : rejeté (p. 483)

Soutient l'amendement n° 289 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 483)

Soutient l'amendement n° 290 de la commission (élargissement du champ de la politique d'intégration) : adopté (p. 485)

Soutient l'amendement n° 291 de la commission (promotion et diffusion de la langue française, sauvegarde et transmission des langues régionales) : adopté après modifications (p. 486)	Soutient l'amendement n° 309 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 766)
Soutient l'amendement n° 292 de la commission (modalités de mise en œuvre des schémas de services collectifs culturels) : adopté (p. 489)	<i>Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)</i>
<i>Article 13 (article 16-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : modalités de mise en œuvre du schéma de services collectifs culturels)</i>	Soutient l'amendement n° 310 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 779)
Soutient l'amendement n° 293 de la commission (de suppression) : adopté (p. 491)	Soutient l'amendement n° 311 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 779)
<i>Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)</i>	Soutient l'amendement n° 312 de la commission (gestion équilibrée conciliant activités productives et préservation des espaces naturels) : adopté (p. 780)
Soutient l'amendement n° 294 de la commission (maintien des établissements de proximité) : adopté (p. 505)	Soutient l'amendement n° 313 de la commission (prévention des risques naturels sortie de la liste des mesures décrites par le schéma) : adopté (p. 780)
Soutient l'amendement n° 295 de la commission (exigences de sécurité et d'efficacité) : adopté (p. 505)	Soutient l'amendement n° 314 de la commission (politique de prévention des risques) : adopté après rectification (p. 781)
Soutient l'amendement n° 296 de la commission (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) : adopté (p. 508)	Soutient l'amendement n° 315 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 781)
Soutient l'amendement n° 297 de la commission (prise en compte des dispositions des schémas régionaux d'organisation sanitaire) : adopté (p. 509)	Soutient l'amendement n° 316 de la commission (identification reposant sur les mesures de gestion) : adopté (p. 782)
<i>Article 15 (article 18 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs de l'information et de la communication)</i>	Soutient l'amendement n° 317 de la commission (de suppression partielle) : adopté (p. 782)
Son amendement n° 1221 (rédactionnel) : adopté (p. 527)	Soutient l'amendement n° 70 corrigé de M. Léonce Deprez (de suppression partielle) : adopté (p. 782)
Son amendement n° 1222 (de précision) : adopté après rectification (p. 527)	Soutient l'amendement n° 318 de la commission (reconquête écologique des territoires dégradés) : adopté (p. 782)
<i>Article 17 (article 20 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'énergie)</i>	Soutient l'amendement n° 319 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 783)
Soutient l'amendement n° 302 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 761)	Soutient l'amendement n° 320 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 785)
Soutient l'amendement n° 304 deuxième rectification de la commission (ressources locales d'énergies renouvelables et utilisation rationnelle de l'énergie) : adopté après correction (p. 761)	<i>Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)</i>
Soutient l'amendement n° 306 de la commission (suppression de la référence à la politique énergétique régionale) : adopté (p. 763)	Soutient l'amendement n° 321 de la commission (avis de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale compétentes) : adopté (p. 803)
Soutient l'amendement n° 305 de la commission (stockage du gaz naturel exclusivement) : adopté (p. 763)	Soutient l'amendement n° 322 de la commission (superposition d'un pays et d'un parc naturel régional) : adopté après modifications (p. 806)
Soutient l'amendement n° 307 de la commission (élargissement de la référence à l'emploi et conditions dans lesquelles l'Etat et les collectivités locales peuvent mener des actions de maîtrise de l'énergie) : adopté (p. 764)	Soutient l'amendement n° 323 de la commission (introduction de la notion de périmètre d'étude du pays) : adopté (p. 808)
Soutient l'amendement n° 308 de la commission (stockage du seul gaz naturel) : adopté (p. 764)	Soutient l'amendement n° 324 de la commission (modalités de la double appartenance d'une commune précisées par une convention entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale) : adopté après modifications (p. 809)
	Soutient l'amendement n° 325 de la commission (élaboration du périmètre en deux temps) : adopté (p. 813)

Soutient l'amendement n° 326 corrigé de la commission (possibilité pour un pays de transgresser la limite régionale) : adopté (p. 814)

Soutient l'amendement n° 328 de la commission (information du conseil de développement) : adopté (p. 817)

Soutient l'amendement n° 329 de la commission (conditions de l'adoption définitive du périmètre du pays) : adopté après modifications (p. 817)

Soutient l'amendement n° 330 rectifié de la commission (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : adopté après modifications (p. 822)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Soutient l'amendement n° 331 de la commission (création d'un conseil de développement composé des représentants des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs) : adopté après rectification (p. 833)

Soutient l'amendement n° 332 de la commission (contrat d'agglomération prenant en compte les orientations de la charte de pays afin d'éviter les risques d'une conception séparée du développement urbain et du développement rural) : adopté après rectification (p. 835)

Après l'article 22

Soutient l'amendement n° 338 de la commission (information du conseil national de l'aménagement du territoire sur l'attribution des crédits du fonds national d'aménagement et de développement du territoire) : adopté (p. 879)

Soutient l'amendement n° 339 de la commission (information du conseil national de l'aménagement du territoire sur l'attribution des crédits du fonds national d'aménagement et de développement du territoire) : adopté (p. 880)

Soutient l'amendement n° 340 de la commission (décisions d'attribution des crédits inscrits dans la section locale à gestion déconcentrée communiquées par le préfet de région aux présidents de conseils généraux et régionaux intéressés) : adopté après rectification (p. 880)

Article 23 (article 38-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Fonds de gestion des milieux naturels)

Soutient l'amendement n° 341 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 882)

Article 29 (article 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : politique des transports)

Soutient l'amendement n° 344 de la commission (besoins en infrastructures nouvelles) : adopté (p. 910)

Article 30 (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Soutient l'amendement n° 348 de la commission (aspect prospectif de l'analyse des besoins de déplacement) : adopté (p. 915)

Soutient l'amendement n° 349 de la commission (suppression de la référence aux zones urbaines) : adopté (p. 915)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Soutient l'amendement n° 351 de la commission (rédactionnel) : retiré (p. 924)

Soutient l'amendement n° 352 de la commission (cohérence à l'intérieur de chaque réseau de transport) : adopté (p. 924)

Soutient le sous-amendement n° 1190 de la commission (suppression de la référence à l'article 2 de la loi d'orientation des transports intérieurs) à l'amendement n° 754 de M. Jean-Jacques Filleul (mise en œuvre du droit au transport) : adopté (p. 924)

Soutient l'amendement n° 353 de la commission (intégration des schémas français dans les schémas européens) : rejeté (p. 926)

Soutient l'amendement n° 1018 de M. Jean Proriol (intégration des schémas français dans les schémas européens) : rejeté (p. 926)

Soutient l'amendement n° 354 rectifié de la commission (développement des possibilités offertes par les transports maritimes) : adopté (p. 930)

Soutient l'amendement n° 355 corrigé de la commission (égalité d'accès des usagers aux liaisons rapides) : adopté (p. 931)

Article 34 (article L. 111-1-1 du code de l'urbanisme : directives territoriales d'aménagement)

Soutient l'amendement n° 357 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 934)

Article 35 (article L. 141-1 du code de l'urbanisme : schéma directeur de la région Ile-de-France)

Soutient l'amendement n° 358 de la commission (de précision) : adopté (p. 937)

Après l'article 36

Soutient le sous-amendement n° 1191 de la commission (suppression de la vérification préalable du maire) à l'amendement n° 763 de M. Augustin Bonrepaux (rénovation de bâtiments existants au sein de communes dotées d'un plan d'occupation des sols) : retiré (p. 942)

Explications de vote et vote [9 février 1999] (p. 1084)

Son intervention (p. 1086)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039, 4081)

Son intervention (p. 4042)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 4062)

Thèmes :

Aménagement du territoire : généralités (p. 4042, 4043)

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 4042, 4043, 4064)

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 4063)

Coopération intercommunale : agglomérations nouvelles (p. 4043)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 4043)

Postes : La Poste (p. 4043)

Secteur public : services publics (p. 4042, 4043, 4063)

Télécommunications (p. 4043)

Transports (p. 4042)

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081) ; [6 mai 1999] (p. 4193, 4243)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Soutient l'amendement n°1 de la commission (définition et objectifs de la politique d'aménagement du territoire) : adopté après modifications (p. 4117)

Soutient l'amendement n° 2 rectifié de la commission (rétablissement de la dénomination des "schémas de services collectifs") : adopté (p. 4118)

Soutient l'amendement n°3 de la commission (suppression de la phrase relative à la prise en compte des prestations fournies par les bénévoles des associations) : adopté (p. 4118)

Soutient l'amendement n°116 de la commission (rétablissement de la dénomination des "schémas de services collectifs") : adopté (p. 4118)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire) : adopté après modifications (p. 4123)

Article 3 (coordination)

Soutient l'amendement n°5 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4123)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (respect du principe de subsidiarité) : adopté (p. 4124)

Soutient l'amendement n°7 corrigé de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4124)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (cas de consultation du CNADT) : adopté (p. 4125)

Soutient l'amendement n°9 de la commission (cas de consultation du CNADT) : adopté (p. 4125)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (débats du Conseil publics) : adopté (p. 4125)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Soutient l'amendement n°11 de la commission (objectifs des schémas régionaux) : adopté après modifications (p. 4127)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (désignation des associations) : adopté (p. 4129)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4129)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (prise en compte des prestations fournies par les bénévoles des associations comme contrepartie d'autofinancement) : adopté (p. 4130)

Article 5 bis (schémas interrégionaux d'aménagement et de développement du territoire)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (élaboration des schémas à l'initiative des seules régions et mise en œuvre par des conventions conclues entre régions) : adopté (p. 4131)

Article 6 (article 34 ter de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : Conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (suppression du collège consultatif) : adopté après modifications (p. 4132)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4132)

Article 8 bis (délégations parlementaires à l'aménagement et au développement durable du territoire)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (institution de suppléants et fin du mandat coïncidant avec le terme du mandat parlementaire) : adopté (p. 4133)

Soutient l'amendement n° 19 rectifié de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4133)

Soutient l'amendement n° 20 rectifié de la commission (dénomination des schémas de services collectifs et délai dans lequel les délégations parlementaires devront se prononcer sur les projets de décrets mettant en œuvre ces schémas) : adopté (p. 4133)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (autosaisine des délégations) : adopté (p. 4133)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (dispositions transitoires) : adopté (p. 4134)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (élaboration et mise en œuvre des schémas de services collectifs) : adopté après modifications (p. 4136)

Article 10 (articles 11 et 12 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : adopté après modifications (p. 4139)

Article 11 (article 12 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : articulation de la carte des formations supérieures et de la recherche et du schéma de services de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission : adopté (p. 4139)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs culturels)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (dénomination du schéma) : adopté (p. 4140)

Soutient l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission (contenu du schéma) : adopté après modifications (p. 4144)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4144)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4144)

Article 12 bis (article 21-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma directeur d'équipements et de services sportifs)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4145)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (rédactionnel) : rejeté (p. 4146)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4146)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (suppression de la référence au principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) : adopté (p. 4146)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (articulation entre le schéma de services collectifs sanitaires et les schémas régionaux d'organisation sanitaire) : adopté (p. 4147)

Article 15 (schéma de services collectifs de l'information et de la communication)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (intitulé du schéma) : adopté (p. 4148)

Soutient l'amendement n° 37 corrigé de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4148)

Soutient l'amendement n° 38 corrigé de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4149)

Soutient l'amendement n° 39 corrigé de la commission (suppression de la référence à la couverture nationale par les opérateurs de téléphonie mobile) : adopté (p. 4149)

Article 15 bis A (titre III du livre V de la première partie du code général des collectivités territoriales : réseaux de télécommunications créés par les collectivités locales)

Soutient l'amendement n° 40 rectifié de la commission (création d'infrastructures destinées à supporter des réseaux de télécommunication par les collectivités territoriales ou les établissements publics de coopération locale) : adopté après modifications (p. 4197)

Article 15 bis B (prorogation de l'application de la loi n° 96-299 du 10 avril 1996)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (abrogation de l'article 2 de la loi n° 96-299 du 10 avril 1996 relative aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information) : adopté (p. 4197)

Article 15 bis (loi d'orientation postale)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 4200)

Article 16 supprimé par le Sénat (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 4203)

Article 17 (article 20 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs de l'énergie)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (dénomination des services) : adopté (p. 4204)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4204)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (dénomination du schéma) : adopté (p. 4205)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4205)

Après l'article 18

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (article 21-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs du sport) : adopté (p. 4207)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : pays)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : adopté après modifications (p. 4223)

Soutient le sous-amendement n° 208 de M. Jean-Michel Marchand (référence aux recommandations inscrites dans les agendas 21 locaux) à l'amendement n° 49 de la commission : adopté (p. 4214)

Soutient le sous-amendement n° 199 rectifié de M. Jean Espilondo (meilleure représentation des élus) à l'amendement n° 49 de la commission : retiré (p. 4217)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (projets d'agglomération) : adopté après modifications (p. 4225)

Article 20 bis (conclusion des contrats des villes)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (conclusion des contrats des villes) : adopté (p. 4226)

Article 20 quater (coopération internationale des collectivités territoriales et de leurs groupements)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4226)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : présence des services publics sur le territoire et création des maisons des services publics)

Soutient l'amendement n° 214 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2427)

Soutient l'amendement n° 213 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4227)

Soutient l'amendement n° 53 rectifié de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4227)

Soutient l'amendement n° 153 de M. Jean Besson (non remise en cause des contrats d'objectifs et de progrès conclus entre La Poste et l'Etat) : adopté (p. 4228)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (accessibilité et proximité des services publics) : adopté après modifications (p. 4229)

Article 22 bis A (collectivité chef de file)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4230)

Article 23 (article 38-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Fonds de gestion des milieux naturels)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 4231)

Après l'article 23

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (rapport relatif à la mise en place de fonds régionaux pour l'emploi et le développement) : adopté (p. 4231)

Article 24 (article 39 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma directeur de la région d'Ile-de-France)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 4232)

Article 25 (article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones prioritaires ultra-périphériques)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4232)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4233)

Article 26 (article 61 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones de revitalisation rurale)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 4233)

Article 28 (article 1er de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : objectifs du système de transports intérieurs)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4234)

Après l'article 28

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (article 9 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : harmonisation des conditions de travail dans les transports) : adopté (p. 4235)

Article 29 supprimé par le Sénat (article 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : politique globale des transports)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 4237)

Article 30 supprimé par le Sénat (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Soutient l'amendement n° 215 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 4244)

Article 31 supprimé par le Sénat (article 14 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : coordination)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 4244)

Article 32 bis (coordination)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4247)

Article 32 ter (définition des schémas directeurs d'équipement)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4248)

Article 32 quater (contenu des schémas directeurs d'équipement)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4248)

Article 32 quinquies (coordination)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4249)

Article 33 supprimé par le Sénat (coordination)

Soutient l'amendement n° 73 rectifié de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 4249)

Article 33 bis (article L. 122-4 du code de la voirie routière : généralisation de la concession et du péage)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4251)

Article 34 ter (article L. 1511-2-1 du code général des collectivités territoriales : comités d'expansion et agences de développement économique)

Soutient l'amendement n° 83 de la commission (rôle des comités de bassin d'emploi, des comités d'expansion et des agences de développement économique) : adopté après modifications (p. 4254)

Article 35 (article L. 141-1 du code de l'urbanisme : schéma directeur de la région d'Ile-de-France)

Soutient l'amendement n° 84 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve d'une nouvelle rédaction du dernier alinéa) : adopté (p. 4255)

Article 35 bis (modification de l'intitulé de la section II du chapitre 1er du titre IV du livre 1er du code de l'urbanisme)

Soutient l'amendement n° 85 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4255)

Article 36 supprimé par le Sénat (dispositions relatives au Canal Rhin-Rhône)

Soutient l'amendement n° 87 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 4256)

Article 37 supprimé par le Sénat (articles L. 161-2 et L.161-10-1 du code rural : affectation et aliénation des chemins ruraux)

Soutient l'amendement n° 88 de la commission (rétablissement de l'article) : adopté après modifications (p. 4258)

Article 39 (nouvel intitulé du titre IV du livre II du code rural)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4258)

Article 41 (article L. 123-4 du code de l'urbanisme : modalités de révision des POS dans les communes dotées d'un schéma directeur)

Soutient l'amendement n° 91 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4259)

Article 42 (article L. 142-1 du code de l'urbanisme : extension des compétences des départements au titre de la protection des espaces naturels sensibles)

Soutient l'amendement n° 92 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4259)

Article 43 (article L. 142-10 du code de l'urbanisme : exonération de la condition d'ouverture au public de terrains acquis par les départements lorsque ceux-ci sont donnés à bail à un agriculteur)

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4260)

Article 44 (fonds communs de placement de proximité)

Soutient l'amendement n° 94 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4262)

Article 49 (accompagnement local à la création d'entreprise)

Soutient l'amendement n° 99 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4264)

Explications de vote et vote [11 mai 1999] (p. 4313)

Son intervention (p. 4313)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5830)

Son intervention (p. 5832)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) (p. 5832)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 5832)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 5832)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 5832)

Transports urbains (p. 5832)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5859)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (statut de la délégation parlementaire) : adopté (p. 5860)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (délai de constitution des délégations parlementaires) : adopté (p. 5860)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (procédure d'étude d'impact et de concertation en cas de suppression de services publics dans les zones urbaines sensibles et les zones de revitalisation rurale) : adopté (p. 5861)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (durée d'élaboration des plans urbains) : adopté (p. 5862)

Explications de vote et vote [16 juin 1999] (p. 5948)

Son intervention (p. 5950)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2544)

Thèmes :

Aménagement du territoire : espace rural (p. 2545)

Union européenne : fonds structurels (p. 2545)

René DUTIN

*Dordogne (3^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son intervention (p. 5905)

Après l'article 12

Son sous-amendement n° 850 soutenu par M. Félix Leyzour (cas de la liquidation judiciaire ou du redressement de l'exploitation agricole) à l'amendement n° 96 de la commission (insaisissabilité du logement d'un agriculteur) : adopté (p. 6118)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605, 8645)

Procédure des questions :

Personnes âgées : allocation dépendance (p. 8652)

Proposition de loi n° 923 tendant à organiser la lutte contre les termites

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [26 mai 1999] (p. 4907)

Son intervention (p. 4912)

Thèmes :

Propriété : immeubles : garanties des vices cachés (p. 4912)

Propriété : immeubles : protection (p. 4912)

Renaud DUTREIL

*Aisne (5^{ème} circonscription)
Démodratie libérale et indépendants
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

Cesse d'appartenir au groupe Démocratie libérale et indépendants [27 novembre 1998] (p. 17934)

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 27 novembre 1998] (p. 17934)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 novembre 1998] (p. 18010)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 17 février 1999] (p. 2527)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1206 tendant à faciliter la gestion des impayés [17 novembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Télécommunications. Téléphone. Tarifs, conséquences, Internet [15 décembre 1998] (p. 10481)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 867, posée le 7 juin 1999. Etablissements de santé. Non appelée (J.O. Questions p. 3356)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 720 (prise en compte de l'ensemble de la filière alimentaire) : retiré (p. 5914)

Son amendement n° 719 (concours à l'entretien des paysages) : devenu sans objet (p. 5961)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 721 : non soutenu (p. 6006)

Article 13 (création de l'unité de référence)

Son amendement n° 722 soutenu par M. Jean Proriol (fixation et calcul de l'unité de référence) (p. 6123) : devenu sans objet (p. 6125)

Article 14 (dispositions relatives à la politique d'installation)

Son amendement n° 723 (information du propriétaire lorsque l'exploitant doit prendre sa retraite) : rejeté (p. 6128)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son amendement n° 724 soutenu par M. François Sauvadet (élargissement des seuils de référence) (p. 6159) : rejeté (p. 6160)

Article 38 (modification de la composition du Conseil supérieur d'orientation)

Son amendement n° 725 soutenu par M. François Sauvadet (composition du Conseil supérieur d'orientation élargie aux représentants de la propriété agricole) (p. 6339) : rejeté (p. 6340)

Article 52 (architecture générale de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Son amendement n° 726 soutenu par M. François Sauvadet (missions de l'enseignement) : rejeté (p. 6425)

Après l'article 64

Son amendement n° 728 soutenu par M. François Sauvadet (déduction pour investissements étendue aux parts de coopératives assurant la transformation ou la commercialisation de matières premières) : rejeté (p. 6444)

Son amendement n° 727 soutenu par M. Charles de Courson (déduction pour investissements étendue aux parts de coopératives assurant la transformation ou la commercialisation de matières premières) : rejeté (p. 6445)

Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1998] (p. 6241, 6281)

Son intervention (p. 6283)

Thèmes :

Partis et mouvements politiques : majorité (p. 6284)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 6283)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ;

[2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 794 : réservé à la demande du Gouvernement jusqu'après l'examen de l'article 12 (p. 8449) : rejeté (p. 10219)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 633 soutenu par M. Dominique Dord (de suppression) (p. 8461) : rejeté au scrutin public (p. 8470)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 628 soutenu par M. Dominique Dord (conclusion du PACS par deux personnes de sexe différent) (p. 8516) : rejeté (p. 8518)

Son amendement n° 620 soutenu par M. Dominique Dord (conclusion du PACS par deux personnes de même sexe) (p. 8516) : rejeté (p. 8518)

Son amendement n° 621 soutenu par M. Dominique Dord (PACS formalisant la mise en commun des ressources) (p. 8524) : rejeté (p. 8525)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 612 (nullité du PACS conclu par un mineur non émancipé ou par un majeur protégé au sens de l'article 488 du code civil) : rejeté (p. 8553)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 622 soutenu par M. Dominique Dord (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les partenaires) (p. 9801) : rejeté (p. 9803)

Son amendement n° 615 soutenu par M. Dominique Dord (établissement du PACS devant un notaire) (p. 9804) : rejeté (p. 9805)

Son amendement n° 611 soutenu par Mme Bernadette Isaac-Sibille (modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les signataires ne devant pas être contrairement aux bonnes mœurs) (p. 9805) : rejeté (p. 9806)

Son amendement n° 627 soutenu par M. Dominique Dord (suppression de la solidarité en matière de dettes) : rejeté (p. 9807)

Son amendement n° 614 (publicité des PACS conclus par des commerçants) : rejeté (p. 9811)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 630 soutenu par M. Dominique Dord (de suppression) (p. 9817) : rejeté (p. 9820)

Son amendement n° 624 soutenu par M. Dominique Dord (suppression de la dernière phrase de l'article soumettant au régime de l'indivision les biens dont la

date d'acquisition ne peut être établie) : rejeté (p. 9827)

Article 515-6 du code civil : régime des biens après dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 629 (de suppression) : rejeté (p. 9829)

Article 515-7 du code civil : causes de dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 631 soutenu par M. Dominique Dord (de suppression) (p. 9831) : adopté (p. 9832)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 632 : non soutenu (p. 9832)

Après l'article 1er

Son amendement n° 791 soutenu par M. Richard Cazenave (interdiction de l'adoption aux partenaires de même sexe d'un PACS) (p. 9903) : rejeté (p. 9906)

Son amendement n° 792 soutenu par M. Dominique Dord (interdiction de la procréation médicalement assistée aux partenaires de même sexe d'un PACS) (p. 9904) : rejeté (p. 9906)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 636 soutenu par M. Dominique Dord (suppression de l'imposition commune des revenus) (p. 9934) : rejeté (p. 9935)

Son amendement n° 635 soutenu par M. Dominique Dord (délai de quatre ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9938) : rejeté (p. 9940)

Son amendement n° 637 soutenu par M. Dominique Dord (suppression du paragraphe III relatif aux règles d'imposition et d'assiette) : rejeté (p. 9944)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 641 (de suppression) : vote réservé à la demande du Gouvernement (p. 9970) : rejeté (p. 10001)

Article 5 (droit à congés)

Son amendement n° 642 (de suppression) : rejeté (p. 9976)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son amendement n° 643 (de suppression) : rejeté (p. 9989)

Article 7 (prise en compte du pacte civil de solidarité dans l'examen d'une demande de naturalisation)

Son amendement n° 644 soutenu par M. Yves Fromion (de suppression) (p. 10000) : adopté (p. 10001)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son amendement n° 645 (de suppression) : rejeté (p. 10178)

Article 9 (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son amendement n° 646 : non soutenu (p. 10188)

Son amendement n° 647 soutenu par M. Dominique Dord (suppression des dispositions relatives au droit de reprise) : rejeté (p. 10191)

Après l'article 11

Son amendement n° 604 soutenu par M. Dominique Dord (rapport annuel sur le coût des PACS) : rejeté (p. 10217)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 794 précédemment réservé (respect de la vie privée et familiale, du domicile et de la correspondance) : rejeté (p. 10219)

Article 1er (suite) (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 625 précédemment réservé (suppression du terme "civil") : retiré (p. 10224)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle
--

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Après l'article 37

Son sous-amendement n° 416 soutenu par M. Bernard Accoyer (exclusion des contractuels du quota d'autorisations) à l'amendement n° 16 de la commission (statut des praticiens adjoints contractuels) : adopté (p. 4016)

E**Charles EHRMANN***Alpes-Maritimes (1^{ère} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants*S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants
[J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)**NOMINATIONS**Membre de la commission des affaires étrangères [J.O.
du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de
l'avenant n° 5 à la convention du 28 février 1952 entre
la France et la Principauté de Monaco sur la sécurité
sociale (n° 1649) [24 mars 1999]Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation
d'un accord sous forme d'échange de lettres relatif à
l'application de l'article 7 modifié de la Convention de
voisinage entre la France et la Principauté de Monaco
du 18 mai 1963 (n° 1431) [24 mars 1999]Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation
d'un accord sous forme d'échange de lettres portant
aménagement du titre Ier de la convention de
voisinage entre la France et la Principauté de Monaco
du 18 mai 1963 (n° 1430) [24 mars 1999]**DÉPÔT**Rapport déposé au nom de la commission des affaires
étrangères sur les projets de loi, adoptés par le Sénat :

- (n° 1430) autorisant l'approbation d'un accord sous
forme d'échange de lettres portant aménagement du
titre Ier de la convention de voisinage entre la France
et la Principauté de Monaco du 18 mai 1963 ;
- (n° 1431) autorisant l'approbation d'un accord sous
forme d'échange de lettres relatif à l'application de
l'article 7 modifié de la convention de voisinage entre
la France et la Principauté de Monaco du 18 mai
1963 ;
- (n° 1649) autorisant l'approbation de l'avenant n° 5 à
la convention du 28 février 1952 entre la France et la
Principauté de Monaco sur la sécurité sociale
[30 juin 1999] (n° 1752)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**Enseignement maternel et primaire : personnel.
Directeurs d'école. Exercice de la profession,sanctions disciplinaires, Montluçon [25 mai 1999]
(p. 4815)**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES****AFFAIRES ÉTRANGÈRES****Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)***Procédure des questions :*Union européenne : institutions communautaires
(p. 7848)**AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE****Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057,
8067)***Procédure des questions :*Régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 8092,
8093)**JEUNESSE ET SPORTS****Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8739)**

Son intervention (p. 8744)

Thèmes avant la procédure des questions :

Communes : Nice : politique du sport (p. 8745)

Education physique et sportive : sports : animateurs
(p. 8744, 8745)

Sports : associations et clubs : bénévolat (p. 8345)

Sports : crédits (p. 8744)

Sports : Fonds national pour le développement du
sport (FNDS) (p. 8745)

Sports : installations sportives (p. 8745)

Sports : politique du sport : collectivités territoriales
(p. 8745)**Jean ESPILONDO***Pyrénées-Atlantiques (5^{ème} circonscription)
Socialiste*S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du
30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 décembre 1998] (p. 18238)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 décembre 1998] (p. 18238)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

Vice-président de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19457)

Rapporteur de la proposition de loi portant modification de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers (n° 1259) [21 janvier 1999]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 1259), portant modification de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers [3 février 1999] (n° 1362)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Allemagne. Sommet de Postdam [2 décembre 1998] (p. 9890)

Culture. Langues et cultures régionales. Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [12 mai 1999] (p. 4421)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 510, posée le 30 novembre 1998. Marchés publics. Défense (J.O. Questions p. 6456). Suppléant de Mme Martine Lignières-Cassou. Appelée le 1^{er} décembre 1998. Appels d'offres, entreprises candidates en règlement judiciaire, réglementation (p. 9729)

n° 705, posée le 22 mars 1999. Enseignement. Fonctionnement (J.O. Questions p. 1622). Suppléant de M. Jean Espilondo. Appelée le 23 mars 1999. Effectifs de personnel, classes bilingues, langues régionales, basque (p. 2703)

DÉBATS

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 130, 160)

Son intervention (p. 162)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 162, 163)

Aménagement du territoire : villes (p. 163)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 162)

Transports par eau : ports maritimes (p. 163)

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son amendement n° 6 : non soutenu (p. 392)

Article 30 (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Son amendement n° 744 (développement du transport maritime) : adopté (p. 916)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Son amendement n° 760 (accessibilité des ports maritimes) : adopté (p. 933)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081) ; [6 mai 1999] (p. 4193, 4243)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : pays)

Son sous-amendement n° 199 rectifié soutenu par M. Philippe Duron (meilleure représentation des élus) à l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4215) : retiré (p. 4217)

Intervient sur le sous-amendement n° 199 rectifié de M. Jean Espilondo (meilleure représentation des élus) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4217)

Soutient le sous-amendement n° 198 de M. Gaétan Gorce (représentation des communes par des personnalités qualifiées) à l'amendement n° 49 de la commission : retiré (p. 4220)

Son sous-amendement n° 200 (adhésion à un groupement d'intérêt public ou à un syndicat mixte des départements ou des régions concernés) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4220)

Son sous-amendement n° 201 (conclusion d'un contrat particulier entre un pays et un syndicat mixte) à l'amendement n° 49 de la commission : retiré (p. 4221)

Son sous-amendement n° 202 (groupements d'intérêt public autorisés à assurer une activité de maîtrise d'ouvrage) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4221)

Son sous-amendement n° 203 (contenu des conventions constitutives des groupements d'intérêt public) à l'amendement n° 49 de la commission : adopté (p. 4222)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 995)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration : coopération intercommunale (p. 995)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 995, 996)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales : le conseil de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 576 (à défaut d'accord entre les communes, attribution d'un siège à chaque commune et répartition des sièges restants à la proportionnelle) : retiré (p. 1031)

Article 22 (articles L. 5211-6 à L. 5211-11 et L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales - organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale)

Son amendement n° 575 (élection des délégués au scrutin de liste proportionnel par les conseils municipaux des communes de plus de 3 500 habitants lorsqu'elles élisent plus d'un délégué) : rejeté après rectification (listes pouvant comporter moins de candidats que de sièges à pourvoir) (p. 1175)

Proposition de loi n° 1259 portant modification de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [11 février 1999] (p. 1308)

Son intervention (p. 1309)

Christian ESTROSI

*Alpes-Maritimes (5^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 octobre 1998] (p. 16375)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [J.O. du 3 février 1999] (p. 1757)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux polices municipales [J.O. du 5 mars 1999] (p. 3342)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1276 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France [16 décembre 1998]

Proposition de loi n° 1508 imposant le port du casque aux enfants de moins de douze ans pour la pratique des sports d'hiver [31 mars 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Transports. Transports de voyageurs. Grève, service minimum [24 novembre 1998] (p. 9419)

Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [26 janvier 1999] (p. 366)

Police. Personnel. Revendications [7 avril 1999] (p. 3362)

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [12 mai 1999] (p. 4415)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 596, posée le 1^{er} février 1999. Sécurité publique. Police et gendarmerie (J.O. Questions p. 512). Appelée le 2 février 1999. Restructuration, effectifs de personnel, Alpes-Maritimes (p. 688)

FAIT PERSONNEL

Insiste pour que chaque ministre compétent vienne s'expliquer sur chaque schéma sectoriel prévu par le projet de loi sur l'aménagement du territoire [2 février 1999] (p. 741)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette les nombreuses modifications apportées à l'ordre du jour [9 décembre 1998] (p. 10276)

Regrette que M. le Secrétaire d'Etat à l'industrie ne soit pas resté pour la discussion des amendements sur le projet de loi sur l'aménagement du territoire et insiste pour que chaque ministre concerné vienne répondre aux amendements des députés de l'opposition [2 février 1999] (p. 725)

Se dit scandalisé de l'inscription à l'ordre du jour du vendredi 18 juin de la suite de la discussion de la proposition de loi relative à l'organisation d'activités physiques et sportives alors que le règlement dispose que l'Assemblée ne siège pas le vendredi et qu'en outre, le 18 juin est une date symbolique pour le mouvement gaulliste [17 juin 1999] (p. 6085)

*DÉBATS***Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 228 (prise en compte de l'ensemble de la filière alimentaire) : retiré (p. 5914)

Son amendement n° 227 (suppression de la référence à la production de services collectifs au profit de tous les usagers de l'espace rural) : rejeté (p. 5963)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 229 (développement de projets collectifs agricoles) : devenu sans objet (p. 6013)

Son amendement n° 230 (recentrage sur l'activité agricole) : rejeté (p. 6018)

Son amendement n° 468 corrigé (aides compensatrices de handicap délivrées sans contractualisation) : rejeté (p. 6020)

Son amendement n° 467 soutenu par M. Michel Bouvard (prise en compte des conditions climatiques et géographiques de chaque région) : rejeté (p. 6024)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son sous-amendement n° 543 soutenu par M. Michel Bouvard (prise en compte du handicap géographique) à l'amendement n° 86 de la commission (aménagement des aides) (p. 6060) : rejeté (p. 6066)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Son amendement n° 231 (limitation des activités accessoires) : devenu sans objet (p. 6082)

Son amendement n° 232 (limitation des activités accessoires) : devenu sans objet (p. 6082)

Son amendement n° 233 (définition des activités accessoires) : non soutenu (p. 6083)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Son amendement n° 234 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (inscription au registre des métiers) (p. 6092) : rejeté (p. 6094)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Article L. 331-1 du code rural : portée et objectifs du contrôle

Son amendement n° 235 soutenu par M. Christian Jacob (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluriactifs) (p. 6144) : rejeté (p. 6145)

Après l'article 50

Son amendement n° 469 corrigé soutenu par M. Christian Jacob (modalités d'attribution des biens de section) (p. 6420) : retiré (p. 6421)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Son intervention (p. 8393)

Thèmes :

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 8393)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 8394, 8395)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 8395)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : mariage (p. 8394)

Famille : mariage (p. 8394)

Famille : politique familiale (p. 8394)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 203 : non soutenu (p. 8458)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 198 soutenu par M. Richard Cazenave (conclusion du PACS entre plusieurs parents) (p. 8508) : rejeté (p. 8509)

Son amendement n° 189 soutenu par M. Thierry Mariani (conclusion du PACS par des personnes vivant ensemble de façon notoire depuis au moins deux ans) (p. 8512) : rejeté (p. 8513)

Son amendement n° 205 (conclusion du PACS par deux personnes de sexe différent) : non soutenu (p. 8514)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 206 soutenu par M. Thierry Mariani (conclusion du PACS entre alliés en ligne directe et entre collatéraux jusqu'au troisième degré) : rejeté (p. 8549)

Son amendement n° 202 soutenu par M. Thierry Mariani (nullité du PACS conclu par une personne séjournant illégalement sur le territoire national) : rejeté (p. 8555)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 458 de M. Jacques Masdeu-Arus (inscription du PACS en marge de l'état civil des partenaires) (p. 9770)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 213 (ajout de l'obligation de fidélité, de secours et d'assistance) : rejeté (p. 9797)

Son amendement n° 209 (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les partenaires) : rejeté (p. 9803)

Son amendement n° 208 (présomption de paternité pour les enfants conçus pendant le PACS) : rejeté (p. 9814)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 211 (de suppression) : rejeté (p. 9820)

Son amendement n° 190 (régime de la communauté de biens réduite aux acquêts) : retiré (p. 9825)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 39 de Mme Christine Boutin (rupture du PACS régie par les articles 229 à 295 du code civil relatifs au divorce) (p. 9839)

Intervient sur l'amendement n° 578 de M. Claude Goasguen (intervention du notaire en de dissolution du PACS par décès ou accord des partenaires et saisine du juge qui ordonne toute mesure commandée par l'équité en cas de dénonciation unilatérale) (p. 9839)

Intervient sur l'amendement n° 937 de M. Henri Plagnol (dissolution du PACS par consentement mutuel, rupture de la vie commune ou faute en application de la législation sur le divorce) (p. 9839)

Intervient sur l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (signification de la rupture unilatérale qui prend effet après un délai de trois mois) (p. 9877)

Intervient sur le sous-amendement n° 1072 de M. Thierry Mariani (signification au partenaire de façon argumentée et précise des motifs de la rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9851)

Intervient sur le sous-amendement n° 1108 de M. Bernard Accoyer (signification au partenaire des motifs exacts de la rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9851)

Intervient sur le sous-amendement n° 1114 de Mme Christine Boutin (signification au partenaire des motifs de la rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9851)

Intervient sur le sous-amendement n° 1103 de M. Thierry Mariani (signification au partenaire des motifs de la rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9851)

Après l'article 1er

Son amendement n° 188 (absence d'ouverture de droit à l'adoption ou à la procréation médicalement assistée par la conclusion d'un PACS entre personnes de même sexe) : rejeté (p. 9906)

Son amendement n° 186 (interdiction de l'adoption aux partenaires de même sexe d'un PACS) : rejeté (p. 9906)

Soutient l'amendement n° 270 de M. Thierry Mariani (absence d'ouverture de droit à l'adoption par la conclusion d'un PACS entre personnes de même sexe) : rejeté (p. 9906)

Son amendement n° 185 (interdiction de la procréation médicalement assistée aux partenaires de même sexe d'un PACS) : rejeté (p. 9906)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 215 (de suppression) : rejeté (p. 9923)

Intervient sur l'amendement n° 474 de M. Jacques Masdeu-Arus (suppression de l'imposition commune des revenus) (p. 9933)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son amendement n° 216 (de suppression) : rejeté (p. 9954)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 218 (de suppression) : vote réservé à la demande du Gouvernement (p. 9970) : rejeté (p. 10001)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son amendement n° 220 soutenu par M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 9986, 9988) : rejeté (p. 9989)

Son amendement n° 219 soutenu par M. Dominique Dord (étranger entré de façon régulière) (p. 9995) : rejeté (p. 9996)

Après l'article 6

Son amendement n° 224 (conclusion d'un PACS n'ouvrant aucun droit en matière de regroupement familial) : rejeté (p. 9999)

Article 7 (prise en compte du pacte civil de solidarité dans l'examen d'une demande de naturalisation)

Son amendement n° 221 soutenu par M. Yves Fromion (de suppression) (p. 10000) : adopté (p. 10001)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son amendement n° 225 soutenu par M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 10177) : rejeté (p. 10178)

Article 9 (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son amendement n° 227 soutenu par M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 10186) : rejeté (p. 10188)

Son amendement n° 226 soutenu par M. Thierry Mariani (extension du droit de reprise à la personne vivant avec le propriétaire et atteinte d'une maladie grave et incurable) : rejeté (p. 10191)

Après l'article 11

Son amendement n° 228 soutenu par M. Henri Plagnol (rapport parlementaire dans un délai de cinq ans après

évaluation de l'application de la loi par l'office parlementaire d'évaluation de la législation) (p. 10216) : rejeté (p. 10217)

Article 1er (suite) (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 204 précédemment réservé (contrat de vie en commun) : retiré (p. 10224)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Article 1er A (liberté de la vie personnelle)

Son intervention (p. 3107)

Article 1er B (définition du mariage)

Son intervention (p. 3110)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Soutient le sous-amendement n° 61 de M. Thierry Mariani (nullité du PACS conclu par un étranger entré irrégulièrement sur le territoire de l'espace Schengen) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) : rejeté (p. 3167)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057, 8067)

Procédure des questions :

Régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 8089, 8090)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8739)

Son intervention (p. 8748)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : Fonds national de développement de la vie associative (FNDVA) (p. 8749)

Boissons et alcools : débits de boissons : stades (p. 8750)

Enseignement maternel et primaire : rythmes et vacances scolaires (p. 8749)

Jeunes : animateurs : création d'emplois (p. 8749)

Sports : crédits (p. 8748)
 Sports : dopage (p. 8750)
 TVA : taux réduit : activités physiques et sportives
 (p. 8750)

Procédure des questions :

Etat : Plan : sports (p. 8759)

**Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé
 des sportifs et à la lutte contre le dopage**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [18 novembre 1998]
 (p. 9172, 9197)**

Son intervention (p. 9183)

Thèmes :

Sports : Conseil de prévention et de lutte contre le
 dopage (CPLD) (p. 9184, 9185)

Sports : dopage : généralités (p. 9183)

Sports : fédérations (p. 9184)

**Discussion des articles [18 novembre 1998]
 (p. 9210) ; [19 novembre 1998] (p. 9244)**

Article 3 (contrôle médical préalable aux compétitions)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Bruno Bourg-
 Broc (dispense de certificat pour les non-licenciés)
 (p. 9216)

*Article 9 (compétences du Conseil de prévention et de
 lutte contre le dopage)*

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Renaud
 Muselier (suppression des pouvoirs de sanction)
 (p. 9226)

DEUXIÈME LECTURE

**Avant la discussion des articles [28 janvier 1999]
 (p. 580)**

Son intervention (p. 590)

Thèmes :

Sports : compétitions : contrôle médical (p. 591)

Sports : dopage : généralités (p. 590, 591)

Union européenne : Conférence
 intergouvernementale (CIG) : dopage (p. 591)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 593)

Article 3 (contrôle médical préalable aux compétitions)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Patrick
 Delnatte (attestation sur l'honneur) (p. 598)

Soutient l'amendement n° 26 de M. Bernard Accoyer
 (attestation sur l'honneur) : rejeté (p. 598)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Aloyse
 Warhouver (attestation sur l'honneur) (p. 598)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

**Avant la discussion du texte de la commission mixte
 paritaire [3 mars 1999] (p. 1979)**

Son intervention (p. 1983)

Thèmes :

Sports : compétitions (p. 1984)

Sports : dopage : généralités (p. 1984)

**Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des
 conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée
 de Corse et au fonctionnement des conseils
 régionaux**

NOUVELLE LECTURE

**Avant la discussion des articles [19 novembre 1998]
 (p. 9265, 9309, 9320)**

Ses explications de vote sur la question préalable
 opposée par M. José Rossi (p. 9313)

Son intervention (p. 9329)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 9313)

Elections et référendums : modes de scrutin :
 élections régionales (p. 9313)

Partis et mouvements politiques : Front national :
 Parti socialiste (p. 9329)

Régions : budget (p. 9314, 9329)

Régions : conseillers régionaux : départements
 (p. 9313)

Régions : Rhône-Alpes (p. 9329)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9329)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 25 de M. Michel Hunault
 (inélégibilité des personnes condamnées pour crime
 ou délit) : rejeté (p. 9341)

*Article 4 (article L. 346 du code électoral - composition
 et conditions de présentation des listes)*

Son intervention (p. 9341)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission
 (seuil ramené de 10 à 5 % de suffrages exprimés pour
 participer au second tour) (p. 9343)

*Article 21 (article L. 4311-1 du code général des
 collectivités territoriales - modalités de vote du budget
 de la région)*

Son intervention (p. 9348)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. José Rossi (de suppression) (p. 9350)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 9350)

Article 22 (article L. 4311-1-1 du code général des collectivités territoriales - procédure particulière d'adoption des budgets régionaux)

Son intervention (p. 9352)

Ses explications de vote (p. 9358)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 9358)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70) ; [20 janvier 1999] (p. 130, 160)

Son intervention (p. 161)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 181)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) (p. 161)

Aménagement du territoire : villes (p. 162)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 162)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 181)

Secteur public : services publics (p. 161)

Transports par eau : Canal Rhin-Rhône (p. 161)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 1080 de M. Thierry Mariani (maintien des services publics existants dans les zones rurales) (p. 387)

Intervient sur l'amendement n° 528 de M. Jean-Claude Lenoir (mesures particulières pour les régions transfrontières) (p. 390)

Intervient sur l'amendement n° 652 de M. Jean Proriol (exclusion du champ de l'article 5 des régions qui ont déjà élaboré leur schéma régional d'aménagement du territoire) (p. 391)

Intervient sur l'amendement n° 653 de M. Jean Proriol (exclusion du champ de l'article 5 des régions qui ont déjà élaboré leur schéma régional d'aménagement du territoire) (p. 391)

Intervient sur l'amendement n° 263 de la commission (référence à la mise en place d'instruments de "planification" afin de faciliter la programmation pluriannuelle) (p. 392)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Henry Chabert (référence à la mise en place d'instruments de "planification" afin de faciliter la programmation pluriannuelle) (p. 392)

Soutient l'amendement n° 396 de M. Yves Deniaud (référence à la mise en place d'instruments de "planification" afin de faciliter la programmation pluriannuelle) : adopté (p. 392)

Soutient le sous-amendement n° 564 de M. Éric Doligé (allongement des délais d'association à l'élaboration des contrats de plan) à l'amendement n° 265 de la commission (association d'autres collectivités territoriales lorsque ces dernières cofinancent des programmes prévus dans les contrats de plan Etat-régions) : rejeté (p. 398)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Intervient sur l'amendement n° 266 de la commission (schémas de services collectifs soumis au Parlement dans un projet de loi) (p. 437, 438, 440)

Intervient sur le sous-amendement n° 1104 de M. Germain Gengenwin (régions et organismes consultés) à l'amendement n° 266 de la commission (p. 440)

Soutient l'amendement n° 1120 de M. Yves Deniaud (présence du département) : rejeté (p. 441)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs culturels)

Intervient sur l'amendement n° 920 de M. Bruno Bourg-Broc (maintien du niveau de connaissance et d'apprentissage de la langue française) (p. 487)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Son sous-amendement n° 1219 (suppression de la référence au respect du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) à l'amendement n° 1218 du Gouvernement (maintien des établissements de proximité et respect du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) : devenu sans objet (p. 504)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Patrick Ollier (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 852 de M. Michel Bouvard (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 1045 de M. Patrick Ollier (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 294 de la commission (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Intervient sur le sous-amendement n° 1217 de M. Alfred Recours (respect du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) à l'amendement n° 294 de la commission (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 502 de M. Maurice Adevah-Poeuf (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Article 15 (article 18 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs de l'information et de la communication)

Son intervention (p. 511)

Intervient sur l'amendement n° 862 de M. Michel Bouvard (transmission correcte entre téléphones mobiles) (p. 526)

Intervient sur l'amendement n° 1055 de M. Patrick Ollier (transmission correcte entre téléphones mobiles) (p. 526)

Intervient sur l'amendement n° 861 de M. Michel Bouvard (débat au Parlement) (p. 713)

Après l'article 15

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 février 1999] (p. 725)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Son intervention (p. 726)

Intervient sur l'amendement n° 457 de M. Michel Inchauspé (desserte des zones rurales les plus fragiles) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 981 de M. Maurice Leroy (desserte des zones rurales les plus fragiles) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 602 de M. Jean-Claude Lenoir (dessertes du territoire) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 1068 de M. Michel Inchauspé (dessertes du territoire) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 871 de M. Michel Bouvard (dessertes du territoire) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 1064 de M. Patrick Ollier (dessertes du territoire) (p. 741)

Article 17 (article 20 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'énergie)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 761)

Intervient sur l'amendement n° 410 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 761)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Son intervention (p. 768)

Soutient l'amendement n° 819 de M. Didier Quentin (prise en compte des acteurs gestionnaires de l'espace) : rejeté (p. 781)

Intervient sur l'amendement n° 904 de M. Bernard Accoyer (concertation organisée par la conférence régionale d'aménagement du territoire) (p. 785)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son intervention (p. 789)

Son amendement n° 1144 corrigé soutenu par M. Michel Bouvard (groupements de communes associées au projet) : rejeté (p. 813)

Son amendement n° 1145 soutenu par M. Serge Poignant (moindre formalisation du conseil de développement) : rejeté (p. 816)

Son amendement n° 1146 (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : devenu sans objet (p. 822)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Son intervention (p. 861)

Intervient sur l'amendement n° 210 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 872)

Soutient l'amendement n° 437 de M. Henry Chabert (de suppression) : rejeté (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 555 de M. Jean-Claude Lenoir (de suppression) (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 667 de M. Léonce Deprez (de suppression) (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 717 de M. Yves Coussain (de suppression) (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 974 de M. Maurice Leroy (de suppression) (p. 872)

Son amendement n° 1143 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (mise en commun de moyens pour assurer l'accessibilité et la qualité des services publics) (p. 877) : devenu sans objet (p. 879)

Article 26 (article 61 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones de revitalisation rurale)

Intervient sur l'amendement n° 459 de M. Michel Inchauspé (adoption d'une loi spécifique aux zones de revitalisation rurale) (p. 902)

Intervient sur l'amendement n° 983 de M. Maurice Leroy (adoption d'une loi spécifique aux zones de revitalisation rurale) (p. 902)

Intervient sur l'amendement n° 1115 corrigé de M. Patrick Ollier (adoption d'une loi spécifique aux zones de revitalisation rurale) (p. 902)

Intervient sur l'amendement n° 1123 corrigé de M. Yves Deniaud (adoption d'une loi spécifique aux zones de revitalisation rurale) (p. 902)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Michel Bouvard (élargissement des conditions de l'exonération temporaire d'impôt sur les bénéfices

dans le cas de création d'entreprises dans les zones de revitalisation rurale) (p. 903)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Patrick Ollier (élargissement des conditions de l'exonération temporaire d'impôt sur les bénéficiaires dans le cas de création d'entreprises dans les zones de revitalisation rurale) (p. 903)

Son amendement n° 233 (élargissement des conditions de l'exonération temporaire d'impôt sur les bénéficiaires dans le cas de création d'entreprises dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 903)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Michel Bouvard (suppression des droits de mutation pour l'acquisition de fonds de commerces dans les communes situées dans les zones de revitalisation rurale) (p. 905)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Patrick Ollier (suppression des droits de mutation pour l'acquisition de fonds de commerces dans les communes situées dans les zones de revitalisation rurale) (p. 905)

Son amendement n° 231 (suppression des droits de mutation pour l'acquisition de fonds de commerces dans les communes situées dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 905)

Intervient sur l'amendement n° 1014 de M. Jean Proriot (suppression des droits de mutation pour l'acquisition de fonds de commerces dans les communes situées dans les zones de revitalisation rurale) (p. 905)

Son amendement n° 235 soutenu par M. Michel Bouvard (suppression de la part salariale de la taxe professionnelle et réduction au titre des investissements réalisés par les entreprises existantes situées dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 906)

Son amendement n° 229 (révision des modalités de fonctionnement de la prime à l'aménagement du territoire pour assurer une bonne efficacité des crédits dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 907)

Après l'article 36

Son amendement n° 236 (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) : rejeté (p. 941)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 609, 623)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 613) : rejetée (p. 617)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : police (p. 615)

Communes : maires : police (p. 616)

Départements : Alpes-Maritimes : sécurité (p. 613)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 614, 615)

Droit pénal : délinquance et criminalité : transports (p. 615)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : ministre (p. 613)

Ordre public : personnels (p. 613, 614)

Police : police municipale (p. 615, 616)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [18 mars 1999] (p. 2673)

Son intervention (p. 2677)

Thèmes :

Communes : gardes-champêtres : coopération intercommunale (p. 2678)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 2677)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : ministre (p. 2677)

Parlement : commissions mixtes paritaires : police municipale (p. 2678)

Police : police municipale : armes (p. 2678)

Police : police municipale : personnels (p. 2678)

Police : police municipale : Règlement (p. 2678)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 2678)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 mars 1999] (p. 2018) ; [4 mars 1999] (p. 2067)

Article 2 quinquies supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec la fonction de membre du bureau d'une chambre consulaire ou d'une chambre d'agriculture)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2027)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2073)

Article 1er (limitation du cumul des mandats électoraux)

Son sous-amendement n° 93 soutenu par M. Georges Tron (non prise en compte du mandat de conseiller municipal d'une commune de moins de 3 500 habitants) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 2077)

Article 3 (incompatibilités applicables aux fonctions de maire et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale)

Son sous-amendement n° 92 soutenu par M. Georges Tron (limitation de l'incompatibilité aux maires des communes de plus de 3 500 habitants) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et non prise en compte de la qualité de membre de l'assemblée délibérante d'un établissement public de coopération intercommunale non doté d'une fiscalité propre) (p. 2081, 2082) : rejeté (p. 2082)

Article 4 (incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil général)

Son sous-amendement n° 94 soutenu par M. Georges Tron (incompatibilité avec le mandat de maire d'une commune de plus de 3 500 habitants) à l'amendement n° 30 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 2088)

Article 5 (incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil régional)

Son sous-amendement n° 95 soutenu par M. Georges Tron (de coordination) à l'amendement n° 32 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 2089)

Article 8 (incompatibilité entre les mandats électoraux et les fonctions électives)

Son sous-amendement n° 96 (de coordination) à l'amendement n° 34 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 2091)

Proposition de loi n° 1403 relative à l'enfance en danger et aux mineurs délinquants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2845)

Son intervention (p. 2866)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 2866)

Droit pénal : mineurs : police de la circulation (p. 2866)

Droit pénal : mineurs : responsabilité pénale (p. 2866)

Police (p. 2866)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 2866)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4388, 4445)

Article 1er (autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire)

Son intervention (p. 4391)

Article L. 227-1 du code de l'aviation civile : création et composition de l'Autorité administrative indépendante

Son amendement n° 106 (dénomination et prérogatives de l'Autorité indépendante) : devenu sans objet (p. 4393)

Son amendement n° 58 (dénomination et prérogatives de l'Autorité indépendante) : devenu sans objet (p. 4393)

Son amendement n° 56 soutenu par M. Francis Delattre (délai de nomination du successeur) : adopté (p. 4395)

Son amendement n° 57 soutenu par M. Francis Delattre (nouvelle réunion de l'Autorité dans un délai d'un mois, dans le cas où elle n'aurait pas pu délibérer) : adopté (p. 4395)

Article L. 227-3 du code de l'aviation civile : compétences générales de l'Autorité

Son amendement n° 52 soutenu par M. Francis Delattre (pouvoirs de l'Autorité) : devenu sans objet (p. 4398)

Son amendement n° 107 soutenu par M. Francis Delattre (pouvoirs de l'Autorité) : devenu sans objet (p. 4398)

Son amendement n° 49 soutenu par M. Francis Delattre (unification des réglementations aéroportuaires) : rejeté (p. 4399)

Article L. 227-4 du code de l'aviation civile : compétences de l'Autorité pour le contrôle du bruit au voisinage des neuf aéroports les plus importants

Son amendement n° 54 (dénomination de l'Autorité) : devenu sans objet (p. 4400)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (indicateurs de mesure du bruit et de la gêne sonore) (p. 4400)

Son amendement n° 60 (indicateurs de mesure du bruit et de la gêne sonore) : devenu sans objet (p. 4400)

Son amendement n° 59 (moyens de mesure du bruit) : rejeté (p. 4401)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Yves Cochet (méthodes de mesure du bruit) (p. 4401)

Son amendement n° 55 deuxième correction soutenu par M. Jacques Masdeu-Arus (champ de compétence de l'Autorité) (p. 4402) : rejeté (p. 4403)

Son amendement n° 53 précédemment réservé (définitions des niveaux sonores admissibles) : rejeté (p. 4405)

Article 5 (article L. 147-7 du code de l'urbanisme : protection et information préalable des riverains potentiels des aérodromes)

Son amendement n° 62 (de suppression) : adopté (p. 4456)

Article 6 (article L. 147-8 du code de l'urbanisme : protection et information préalable des riverains potentiels des aérodromes les plus importants)

Son amendement n° 61 (de suppression) : adopté (p. 4457)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son intervention (p. 5329)

Son amendement n° 235 soutenu par M. Georges Tron (interdiction d'implantation d'aires permanentes d'accueil dans les zones en situation économique ou sociale difficile) : rejeté (p. 5346)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5711)

Son intervention (p. 5721)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 5721)

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs (p. 5721)

Rapatriés : harkis (p. 5721)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 5721)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6059)

Son intervention (p. 6063)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 6083)

Thèmes :

Sports : associations et clubs : bourses de valeurs (p. 6064, 6083)

Sports : associations et clubs : subventions (p. 6064, 6083)

Sports : manifestations sportives : télévision (p. 6065)

Sports : politique du sport (p. 6064)

Sports : politique du sport : droit communautaire (p. 6065)

Sports : sportifs : mineurs (p. 6065)

Discussion des articles [18 juin 1999] (p. 6212)

Article 2 (mise en conformité des régimes juridiques des associations sportives)

Son amendement n° 28 soutenu par M. Édouard Landrain (de suppression) : rejeté (p. 6215)

Son amendement n° 29 (entrée en bourse des sociétés anonymes sportives professionnelles) : rejeté (p. 6216)

Article 4 (rétablissement des subventions publiques)

Son amendement n° 33 (relations entre actionnaires de sociétés exerçant dans le même domaine sportif) : rejeté (p. 6218)

Article 5 (interdiction d'être actionnaire de plusieurs sociétés sportives et de consentir un avantage financier à un concurrent)

Son sous-amendement n° 61 (rédactionnel) à l'amendement n° 43 du Gouvernement (conditions de versement des subventions) : rejeté (p. 6221)

Son sous-amendement n° 62 (contrôle de l'usage des subventions) à l'amendement n° 43 du Gouvernement : rejeté (p. 6221)

Son amendement n° 34 : devenu sans objet (p. 6221)

Article 6 (interdiction des transactions relatives aux mineurs)

Son amendement n° 30 (de suppression) : rejeté (p. 6221)

Son amendement n° 35 (de conséquence) : rejeté (p. 6222)

Son amendement n° 31 (activités artistiques) : rejeté (p. 6222)

Son amendement n° 36 (droit du travail) : rejeté (p. 6222)

Article 7 (contrat d'engagement consécutif à une formation sportive)

Son amendement n° 32 (durée maximale de cinq ans) : rejeté (p. 6224)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6274, 6295) ; [23 juin 1999] (p. 6373)

Son intervention (p. 6318)

Thèmes :

Droit pénal : action publique : ministre (p. 6318)

Justice : indépendance (p. 6318)

Justice : procureurs généraux (p. 6318)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 6318)

Police : police judiciaire (p. 6318)

Jean-Claude ÉTIENNE

*Marne (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Claude EVIN

*Loire-Atlantique (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale [J.O. du 20 novembre 1998] (p. 17562)

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 (n° 1835) [27 janvier 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1106) de financement de la sécurité sociale pour 1999 [22 octobre 1998] (n° 1148)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en nouvelle lecture, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 (n° 1106) [24 novembre 1998] (n° 1215)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en vue de la lecture définitive du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 (n° 1245) [3 décembre 1998] (n° 1246)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Répond au rappel au règlement de M. Bernard Accoyer : explique comment la procédure qu'il avait initialement prévue a été modifiée [29 octobre 1998] (p. 7691)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7361, 7399, 7430) ; [28 octobre 1998] (p. 7470)

Son intervention (p. 7375)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations (p. 7375)

Etablissements de santé : schéma d'organisation sanitaire (p. 7376)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 7376)

Politique sociale : généralités : négociations (p. 7375)

Risques professionnels : accidents du travail (p. 7376)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Article 7 (suppression de la déductibilité des dépenses de recherche de l'assiette d'un prélèvement à la charge de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 7589)

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 7593)

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. François Goulard (de suppression) (p. 7593)

Article 15 (dépistage organisé des maladies aux conséquences mortelles évitables)

Son intervention (p. 7630)

Soutient l'amendement n° 40 rectifié de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7632)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7632)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7632)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7632)

Intervient sur l'amendement n° 135 de M. Bernard Accoyer (bilan semestriel) (p. 7632)

Intervient sur l'amendement n° 324 de M. Yves Bur (actions régionales et départementales) (p. 7633)

Intervient sur l'amendement n° 323 de M. Jean-Pierre Foucher (médecine du travail) (p. 7634)

Intervient sur l'amendement n° 411 corrigé du Gouvernement (médecine du travail) (p. 7634)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Bernard Accoyer (carnet de santé) (p. 7636)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Jean-Luc Prél (délégation de gestion) (p. 7637)

Intervient sur l'amendement n° 132 de M. Jean-Luc Prél (sécurité anesthésique et périnatale) (p. 7637)

Article 16 (création d'un système national d'information interrégimes de l'assurance maladie et d'un conseil pour la transparence des statistiques de l'assurance maladie)

Intervient sur l'amendement n° 326 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 7639)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7640)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (avis de la CNIL) : adopté (p. 7640)

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Bernard Accoyer (financements des systèmes nationaux d'information interrégimes) (p. 7640)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Bernard Accoyer (hospitalisation) (p. 7641)

Intervient sur l'amendement n° 240 de M. François Goulard (soins de ville) (p. 7641)

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Bernard Accoyer (hospitalisation) (p. 7642)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (statistiques) : adopté (p. 7642)

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. François Goulard (statistiques) (p. 7642)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (rapport) : adopté (p. 7642)

Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Bernard Accoyer (composition du rapport) (p. 7642)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7643)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 7643)

Intervient sur l'amendement n° 242 de M. François Goulard (de conséquence) (p. 7643)

Article 17 (extension du champ de la négociation conventionnelle avec les médecins)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 7645)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (mise en place d'un tiers payant) : adopté (p. 7645)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (promotion des actions d'évaluation) : adopté après rectification (p. 7646)

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. François Goulard (liberté de négociation) (p. 7646)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Bernard Accoyer (évaluation par le conseil d'orientation des filières et réseaux de soins expérimentaux) (p. 7647)

Intervient sur l'amendement n° 328 de M. Yves Bur (maintien du paiement à l'acte pour les soins curatifs) (p. 7649)

Intervient sur l'amendement n° 329 de M. Jean-Luc Prél (caractère facultatif du recours au médecin référent) (p. 7649)

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. Bernard Accoyer (évaluation des expérimentations) (p. 7649)

Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Bernard Accoyer (modes de rémunération) (p. 7650)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Bernard Accoyer (paiement par carte bancaire) (p. 7651)

Intervient sur l'amendement n° 327 de M. Yves Bur (égalité d'accès au soins) (p. 7651)

Intervient sur l'amendement n° 438 du Gouvernement (entrée en vigueur de l'article) (p. 7652)

Article 18 (élargissement des missions des unions de médecins exerçant à titre libéral)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (cloisonnement des dépenses) : adopté (p. 7653)

Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Bernard Accoyer (sélection des médecins) (p. 7653)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (activité des médecins évaluateurs) : adopté (p. 7653)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (exploitation au niveau national des évaluations) : adopté (p. 7653)

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Bernard Accoyer (information des unions de médecins) (p. 7654)

Intervient sur l'amendement n° 330 de M. Jean-Luc Prél (expérimentation pendant un an) (p. 7654)

Article 19 (critères d'attribution de l'allocation de remplacement en cas de cessation d'activité des médecins et des aides à leur reconversion)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (report de la mise en application du MICA) : rejeté (p. 7664)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (report de la mise en application du MICA) : rejeté (p. 7664)

Soutient l'amendement n° 56 rectifié de la commission (évaluation du dispositif) : adopté (p. 7665)

Article 20 (création d'un fonds d'aide à la qualité des soins de ville)

Son intervention (p. 7666)

Intervient sur l'amendement n° 433 du Gouvernement (liaison avec des établissements de santé) (p. 7668)

Intervient sur l'amendement n° 295 de M. Jean-Luc Prél (financement du fonds) (p. 7669)

Soutient l'amendement n° 217 corrigé de la commission (déconcentration) : adopté (p. 7669)

Article 21 (clause de sauvegarde applicable aux dépenses médicales)

Son intervention (p. 7675)

Intervient sur l'amendement n° 297 de M. Jean-Luc Prél (de suppression) (p. 7682)

Intervient sur l'amendement n° 372 de M. François Goulard (de suppression) (p. 7682)

Intervient sur l'amendement n° 299 de M. Jean-Luc Prél (suppression des lettres clés flottantes) (p. 7683)

Intervient sur l'amendement n° 248 de M. François Goulard (suivi périodique des dépenses médicales) (p. 7683)

Intervient sur l'amendement n° 193 de M. Bernard Accoyer (suppression des mesures relatives à l'ajustement des tarifs) (p. 7684)

Intervient sur l'amendement n° 206 corrigé de M. François Goulard (suppression des mesures relatives à l'ajustement des tarifs) (p. 7684)

Intervient sur l'amendement n° 194 de M. Bernard Accoyer (dépenses remboursées) (p. 7684)

Intervient sur l'amendement n° 196 corrigé de M. Bernard Accoyer (dépenses remboursées) (p. 7684)

Intervient sur l'amendement n° 249 de M. François Goulard (montant prévisionnel des dépenses d'honoraires) (p. 7684)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (déclinaison par spécialités de l'objectif prévisionnel des dépenses médicales) : rejeté (p. 7685)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission des finances (versement au fonds de régulation) (p. 7685)

Intervient sur l'amendement n° 203 de M. Bernard Accoyer (exigibilité de la contribution) (p. 7685)

Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Bernard Accoyer (fonctionnement et utilisation du fonds de compensation) (p. 7685)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7685)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Bernard Accoyer (exonération de la contribution conventionnelle) (p. 7686)

Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Bernard Accoyer (individualisation du reversement) (p. 7686)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Bernard Accoyer (suppression de la lettre clé flottante) (p. 7686)

Intervient sur l'amendement n° 403 de M. Bernard Accoyer (contrats locaux d'objectif) (p. 7687)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7687)

Intervient sur l'amendement n° 421 du Gouvernement (de précision) (p. 7687)

Intervient sur l'amendement n° 402 de M. Bernard Accoyer (caractère négociable du reversement) (p. 7687)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7687)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7688)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Bernard Accoyer (explications préalables par les caisses) (p. 7688)

Intervient sur l'amendement n° 204 de M. Bernard Accoyer (prise en compte des situations particulières) (p. 7688)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Bernard Accoyer (médecins nouvellement installés) (p. 7688)

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Bernard Accoyer (suppression du mécanisme de pénalité) (p. 7689)

Article 22 (dispositif transitoire relatif au respect de l'objectif des dépenses médicales pour 1998)

Intervient sur l'amendement n° 300 de M. Yves Bur (de suppression) (p. 7689)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Jacques Barrot (suppression des sanctions) (p. 7689)

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Bernard Accoyer (honoraires remboursés) (p. 7689)

Intervient sur l'amendement n° 439 du Gouvernement (de cohérence) (p. 7690)

Après l'article 22

Son amendement n° 430 rectifié (rapport sur l'état bucco-dentaire de la population) : adopté (p. 7693)

Intervient sur le sous-amendement n° 442 de M. Yves Bur (origine des prothèses dentaires) à son amendement n° 430 rectifié (p. 7693)

Intervient sur le sous-amendement n° 443 de M. Yves Bur (tarif des pièces prothétiques) à son amendement n° 430 rectifié (p. 7693)

Intervient sur le sous-amendement n° 444 de M. Yves Bur (date d'application) à son amendement n° 430 rectifié (p. 7693)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Bernard Accoyer (cf. supra) (p. 7691)

Article 23 (création d'un droit de substitution au profit du pharmacien)

Son intervention (p. 7695)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission des finances (mention manuscrite de la substitution) (p. 7703)

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (mention manuscrite de la substitution) : retiré (p. 7703)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Jacques Barrot (mention du générique délivré) (p. 7703)

Soutient l'amendement n° 399 de la commission (reconnaissance de la qualité de générique) : retiré (p. 7704)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7704)

Intervient sur l'amendement n° 172 de M. Jacques Barrot (prise en charge d'un surcoût éventuel) (p. 7705)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (observations écrites du pharmacien) : adopté (p. 7705)

Soutient l'amendement n° 416 de la commission (caractère facultatif du recouvrement) : adopté (p. 7705)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (dispositif anti cadeaux) : adopté (p. 7706)

Intervient sur l'amendement n° 171 de M. Jacques Barrot (plafonnement des remises et ristournes) (p. 7707)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques)

Intervient sur l'amendement n° 302 de M. Jean-Luc Prél (de suppression) (p. 7715)

Intervient sur l'amendement n° 415 du Gouvernement (de précision) (p. 7715)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (prix pratiqués dans les autres pays de l'Union européenne) : retiré (p. 7716)

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. Jacques Barrot (objectifs pluriannuels) (p. 7716)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (de précision) : adopté (p. 7716)

Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Yves Bur (suppression des constats infra-annuels) (p. 7717)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. François Goulard (suppression des constats infra-annuels) (p. 7717)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7717)

Intervient sur l'amendement n° 17 rectifié de la commission des finances (publicité pour les médicaments remboursables) (p. 7717)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Bernard Accoyer (suppression de la taxe sur les ventes directes des laboratoires aux officines) (p. 7718)

Article 25 (institution d'une clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 7721)

Intervient sur l'amendement n° 209 de M. François Goulard (de suppression) (p. 7723)

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Jean-Pierre Foucher (de suppression) (p. 7723)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (élargissement de l'assiette) : adopté (p. 7724)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (clause de sauvegarde) : adopté (p. 7725)

Son amendement n° 76 (rédactionnel) : adopté (p. 7725)

Son amendement n° 75 rectifié (de précision) : adopté (p. 7725)

Intervient sur l'amendement n° 189 de M. Bernard Accoyer (exclusion des dépenses de promotion) (p. 7726)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7726)

Soutient l'amendement n° 78 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7726)

Soutient l'amendement n° 79 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7726)

Soutient l'amendement n° 81 de la commission (exonérations) : adopté (p. 7726)

Soutient l'amendement n° 80 de la commission (de précision) : adopté (p. 7726)

Soutient l'amendement n° 82 de la commission (de précision) : adopté (p. 7727)

Après l'article 26

Soutient l'amendement n° 85 rectifié de la commission (changement d'un lieu d'implantation) : adopté (p. 7727)

Soutient l'amendement n° 88 de la commission (praticiens exerçant une activité libérale à l'hôpital) : retiré (p. 7728)

Article 27 (régulation des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux financées par l'assurance maladie)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission des finances (rédactionnel) (p. 7733)

Soutient l'amendement n° 90 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 7733)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 7733)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 447 du Gouvernement (coordination des interventions des professionnels libéraux en établissement) (p. 7734)

Intervient sur le sous-amendement n° 449 de M. Bernard Accoyer (médecin de famille des personnes âgées) à l'amendement n° 447 du Gouvernement (p. 7734)

Intervient sur l'amendement n° 435 du Gouvernement (centres d'hygiène alimentaire et d'alcoologie) (p. 7735)

Article 31 (amélioration des conditions de prise en charge des maladies professionnelles)

Son amendement n° 450 (titre) : adopté (p. 7752)

Intervient sur l'amendement n° 281 du Gouvernement (réouverture de la prescription biennale) (p. 7753)

Intervient sur l'amendement n° 282 du Gouvernement (réouverture de la prescription biennale) (p. 7753)

Article 32 (fixation des objectifs de dépenses par branche)

Son intervention (p. 7754)

Article 33 (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie)

Son intervention (p. 7756)

Intervient sur l'amendement n° 336 de M. Jacques Barrot (vote du Parlement sur la répartition des enveloppes) (p. 7758)

Soutient l'amendement n° 97 de la commission (information du Parlement) : adopté après rectification (p. 7759)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. Bernard Accoyer (rapport de la Cour des comptes sur les mises à disposition d'agents publics) (p. 7764)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Bernard Accoyer (rapport de la Cour des comptes sur les transferts financiers vers les mutuelles) (p. 7764)

Intervient sur l'amendement n° 268 de M. Bernard Accoyer (date de remise des rapports) (p. 7764)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Intervient sur l'amendement n° 269 de M. Bernard Accoyer (mécanismes d'épargne privée) (p. 7773)

Intervient sur l'amendement n° 270 de M. Bernard Accoyer (harmonisation des régimes) (p. 7774)

Intervient sur l'amendement n° 340 de M. Jean-Luc Prél (expérimentation prévoyant une délégation de gestion du risque) (p. 7774)

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. François Goulard (mise en concurrence des caisses) (p. 7774)

Intervient sur l'amendement n° 285 de M. Bruno Bourg-Broc (rédactionnel) (p. 7775)

Intervient sur l'amendement n° 341 de M. Germain Gengenwin (rééquilibrage des aides aux familles avant le 1° mars 1999) (p. 7775)

Intervient sur l'amendement n° 286 de M. Bruno Bourg-Broc (maintien du niveau des charges patronales) (p. 7775)

Intervient sur l'amendement n° 339 de M. Jean-Luc Prél (moyens financiers des observatoires régionaux de la santé) (p. 7776)

Soutient l'amendement n° 100 de la commission (moyens financiers des observatoires régionaux de la santé) : adopté (p. 7776)

Intervient sur l'amendement n° 271 de M. Bernard Accoyer (rédactionnel) (p. 7776)

Soutient l'amendement n° 101 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7776)

Soutient l'amendement n° 102 de la commission (droit des malades) : adopté (p. 7776)

Intervient sur l'amendement n° 344 de M. Jean-Luc Prél (sécurité anesthésique et sécurité sur la périnatalité) (p. 7777)

Intervient sur l'amendement n° 345 de M. Jean-Luc Prél (infections nosocomiales) (p. 7777)

Intervient sur l'amendement n° 272 de M. Bernard Accoyer (rédactionnel) (p. 7777)

Intervient sur l'amendement n° 346 de M. Yves Bur (dépitage) (p. 7777)

Intervient sur l'amendement n° 413 de M. Alain Néri (lutte contre le dopage) (p. 7778)

Soutient l'amendement n° 383 de M. Philippe Nauche (protection de la santé des sportifs) : retiré (p. 7778)

Intervient sur l'amendement n° 412 rectifié de M. Alain Néri (protection de la santé des sportifs) (p. 7778)

Soutient l'amendement n° 104 de la commission (délégation de la prescription aux infirmiers) : retiré (p. 7779)

Intervient sur l'amendement n° 437 du Gouvernement (soins dentaires) (p. 7779)

Soutient l'amendement n° 106 de la commission (pénibilité de certaines professions hospitalières) : adopté (p. 7783)

Soutient l'amendement n° 107 de la commission (de précision) : adopté (p. 7783)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9610, 9629, 9678)

Article 1er (approbation du rapport annexé)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 9634)

Intervient sur le sous-amendement n° 60 de M. Jean-Luc Préel (délégation de la gestion du risque) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9619)

Intervient sur le sous-amendement n° 61 de M. Jean-Luc Préel (de précision) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9620)

Intervient sur le sous-amendement n° 63 de M. Jean-Luc Préel (conférences régionales de santé) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9621)

Intervient sur le sous-amendement n° 65 de M. Jean-Luc Préel (dépistage du cancer) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9621)

Intervient sur le sous-amendement n° 66 de M. Jean-Luc Préel (de précision) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9621)

Intervient sur le sous-amendement n° 67 de M. Jean-Luc Préel (création d'un service de médecine du travail au sein de l'éducation nationale) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9621)

Intervient sur le sous-amendement n° 68 de M. Jean-Luc Préel (formation continue) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9622)

Intervient sur le sous-amendement n° 50 de M. Jean-Luc Préel (création d'un ordre des infirmiers) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9622)

Intervient sur le sous-amendement n° 51 de M. Jean-Luc Préel (remboursement des nouveaux médicaments) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9623)

Intervient sur le sous-amendement n° 52 de M. Jean-Luc Préel (sanction collective) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9623)

Intervient sur le sous-amendement n° 53 de M. Jean-Luc Préel (renforcement des pouvoirs des conseils d'administration) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9623)

Intervient sur le sous-amendement n° 54 de M. Jean-Luc Préel (révision du statut de médecin hospitalier) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9630)

Intervient sur le sous-amendement n° 55 de M. Jean-Luc Préel (rédactionnel) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9630)

Intervient sur le sous-amendement n° 56 de M. Jean-Luc Préel (rédactionnel) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9630)

Intervient sur le sous-amendement n° 98 du Gouvernement (mécanisme de rendez-vous conventionnel infra annuel) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9630)

Intervient sur le sous-amendement n° 57 de M. Jean-Luc Préel (de cohérence) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9631)

Intervient sur le sous-amendement n° 58 de M. Jean-Luc Préel (mesures correctrices) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9631)

Intervient sur le sous-amendement n° 59 de M. Jean-Luc Préel (régionalisation par spécialité) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9632)

Intervient sur le sous-amendement n° 69 de M. Jean-Luc Préel (expérimentation de conventions régionales par spécialité) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9632)

Intervient sur le sous-amendement n° 48 de M. Jean-Luc Préel (compensation des exonérations de charge) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9632)

Intervient sur le sous-amendement n° 44 de M. Jean-Luc Préel (déplafonnement du quotient familial) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9632)

Intervient sur le sous-amendement n° 45 de M. Jean-Luc Préel (création d'une caisse des retraites des fonctionnaires) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9633)

Intervient sur le sous-amendement n° 49 de M. Jean-Luc Préel (renforcement de l'autonomie des branches) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9633)

Intervient sur le sous-amendement n° 46 de M. Jean-Luc Préel (création de fonds de pension) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9633)

Intervient sur le sous-amendement n° 125 de M. Jean-Luc Préel (prise en charge en établissement des personnes dépendantes) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9633)

Intervient sur le sous-amendement n° 70 de M. Jean-Luc Préel (déduction fiscale des primes d'assurance contre la dépendance) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9634)

Article 7 supprimé par le Sénat (suppression de la déductibilité des dépenses de recherche de l'assiette d'un prélèvement à la charge de l'industrie pharmaceutique)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9650)

Intervient sur le sous-amendement n° 85 de M. Bernard Accoyer (suppression d'une taxation rétroactive) à l'amendement n° 11 de la commission (p. 9650)

Article 16 (création d'un système national d'information interrégimes de l'assurance maladie et d'un conseil pour la transparence des statistiques de l'assurance maladie)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9657)

Intervient sur le sous-amendement n° 146 de M. François Goulard (représentation des assemblées parlementaires auprès du conseil) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 9657)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9657)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9657)

Article 17 supprimé par le Sénat (extension du champ de la négociation conventionnelle avec les médecins)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 9660)

Intervient sur le sous-amendement n° 147 de M. François Goulard (suppression de la notion de médecin référent) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 9659)

Intervient sur le sous-amendement n° 86 de M. Bernard Accoyer (évaluation du système de soins ambulatoires) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 9659)

Intervient sur le sous-amendement n° 128 de M. Yves Bur (paiement à l'acte) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 9660)

Intervient sur le sous-amendement n° 123 de M. Jean-Luc Prével (recours au médecin référent) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 9660)

Intervient sur le sous-amendement n° 152 de M. Yves Bur (accès direct au spécialiste) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 9660)

Intervient sur le sous-amendement n° 99 du Gouvernement (date d'application) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 9660)

Article 18 (élargissement des missions des unions de médecins exerçant à titre libéral)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9661)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9661)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Jacques Barrot (expérimentation de la période d'évaluation) (p. 9661)

Article 19 (critères d'attribution de l'allocation de remplacement en cas de cessation d'activité des médecins et des aides à leur reconversion)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9662)

Article 20 (création d'un fonds d'aide à la qualité des soins de ville)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9662)

Article 21 (clause de sauvegarde applicable aux dépenses médicales)

Soutient l'amendement n° 24 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 9668)

Intervient sur le sous-amendement n° 154 de M. Jean-Luc Prével (suppression de la lettre clé flottante) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission (p. 9666)

Intervient sur le sous-amendement n° 159 de M. François Goulard (suppression des mesures d'ajustement des tarifs) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission (p. 9666)

Intervient sur le sous-amendement n° 100 du Gouvernement (ajustement des tarifs et adaptation de la nomenclature) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission (p. 9667)

Intervient sur le sous-amendement n° 161 de M. François Goulard (modification des tarifs) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission (p. 9668)

Intervient sur le sous-amendement n° 162 de M. François Goulard (arrêté interministériel sur les tarifs) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission (p. 9668)

Article 22 supprimé par le Sénat (dispositif transitoire relatif au respect de l'objectif des dépenses médicales pour 1998)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 9670)

Article 22 bis (rapport sur l'état de santé bucco-dentaire et obligation pour les chirurgiens-dentistes et les médecins faisant appel à des fournisseurs ou à des prestataires de services de fournir à leurs patients une facturation détaillée)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9671)

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Yves Bur (production d'un devis et d'une facture) (p. 9671)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9672)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Bernard Accoyer (accord avec les professionnels de santé) (p. 9672)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9672)

Intervient sur l'amendement n° 142 de M. Yves Bur (date d'application) (p. 9672)

Article 23 (création d'un droit de substitution au profit du pharmacien)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 9675)

Intervient sur le sous-amendement n° 122 de M. Jacques Barrot (responsabilité de la substitution) à l'amendement n° 29 de la commission (p. 9674)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Jacques Barrot (p. 9675)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Jean-Luc Prél (fixation des prix en fonction des tarifs européens) (p. 9682)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Jacques Barrot (fixation des prix en fonction des tarifs européens) (p. 9683)

Intervient sur l'amendement n° 96 du Gouvernement (comité économique du médicament) (p. 9690)

Soutient le sous-amendement n° 165 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 96 du Gouvernement : adopté (p. 9689)

Soutient le sous-amendement n° 166 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 96 du Gouvernement : adopté (p. 9690)

Intervient sur le sous-amendement n° 164 de M. François Goulard (fréquence des réunions) à l'amendement n° 96 du Gouvernement (p. 9690)

Intervient sur l'amendement n° 97 du Gouvernement (rôle du comité) (p. 9691)

Article 25 (institution d'une clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 9696)

Intervient sur le sous-amendement n° 104 du Gouvernement (montant de la contribution) à l'amendement n° 31 de la commission (p. 9695)

Intervient sur le sous-amendement n° 106 du Gouvernement (de coordination) à l'amendement n° 31 de la commission (p. 9695)

Intervient sur le sous-amendement n° 105 du Gouvernement (de coordination) à l'amendement n° 31 de la commission (p. 9695)

Article 26 bis supprimé par le Sénat (pouvoirs des agences régionales de l'hospitalisation en cas de transfert d'une clinique privée)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 9696)

Article 27 (régulation des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux financées par l'assurance maladie)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation) : adopté (p. 9697)

Article 27 bis supprimé par le Sénat (exercice de la médecine dans les établissements sociaux et médico-sociaux)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 9697)

Article 29 bis (modification de régime de l'assurance veuvage)

Intervient sur l'amendement n° 94 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9699)

Intervient sur l'amendement n° 95 corrigé du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9699)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Germain Gengenwin (utilisation des excédents de la branche) (p. 9699)

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Germain Gengenwin (utilisation des excédents de la branche) (p. 9699)

Intervient sur l'amendement n° 145 du Gouvernement (préretraite pour les travailleurs de l'amiante) (p. 9702)

Article 33 précédemment réservé (fixation de l'objectif national de dépenses de l'assurance maladie)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (montant de l'ONDAM) : adopté après modifications (p. 9710)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9710)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Vote des crédits [9 novembre 1998] (p. 8655)

Après l'article 83

Intervient sur l'amendement n° 47 deuxième rectification du Gouvernement (pouvoir des préfets lors de la tarification des CAT et des CHRHS) (p. 8658)

Projet de loi n° 320 autorisant la ratification de la convention européenne sur la reconnaissance de la personnalité juridique des organisations internationales non gouvernementales

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [17 décembre 1998] (p. 10776)

Son intervention (p. 10779)

Thèmes :

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 10779)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 10779)

Projet de loi n° 676 autorisant l'approbation du protocole additionnel à la charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [17 décembre 1998] (p. 10780)

Son intervention (p. 10783)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 10783)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 10783)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Article 15 bis A (vente de boissons alcoolisées dans les enceintes sportives)

Son intervention (p. 10982)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ; [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Son amendement n° 325 (suppression du recours à un intermédiaire) : retiré (p. 3953)

Article 35 (articles L. 162-16-1 à L. 162-16-3 nouveaux, L. 161-34, L. 161-36 nouveau, L. 162-33 et L. 625 du code de la sécurité sociale : convention entre les pharmaciens d'officine et l'assurance maladie)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Bernard Accoyer (substitution par des médicaments génériques) (p. 3970)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Jean-Pierre Foucher (lutte contre le tabagisme) (p. 3973)

Article 36 (validation des conventions médicales nationales annulées par le Conseil d'Etat)

Son intervention (p. 3974)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Son intervention (p. 3979)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 268 de M. Bernard Accoyer (protection du titre de psychothérapeute) (p. 3992)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (création d'un groupement pour la modernisation du système d'information hospitalier) : adopté (p. 3994)

Son amendement n° 358 (révision des schémas régionaux d'organisation sanitaire) : adopté (p. 3995)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (engagements en cas de changement de lieu d'implantation) : adopté (p. 3997)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (constitution de syndicats interhospitaliers) : adopté (p. 3998)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (adhésion des établissements sociaux aux syndicats interhospitaliers) : adopté (p. 3998)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (régime juridique des syndicats interhospitaliers) : adopté (p. 3999)

Soutient l'amendement n° 26 corrigé de la commission (création de fédérations médicales interhospitalières) : adopté après modifications (p. 4000)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (création d'établissements publics de santé interhospitaliers) : adopté (p. 4001)

Soutient l'amendement n° 24 rectifié de la commission (activité libérale exercée par des praticiens hospitaliers au sein de l'hôpital public) : adopté (p. 4003)

Son amendement n° 480 rectifié (mise en place d'une formation professionnelle conventionnelle) : adopté (p. 4006)

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié de M. Éric Doligé (instauration d'un objectif annuel ou pluriannuel d'évolution des dépenses) (p. 4008)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5897) ; [16 juin 1999] (p. 5956, 5999)

Article 37 bis (article L. 710-8 nouveau du code de la santé publique : création d'un groupement d'intérêt public pour la modernisation du système d'information hospitalier)

Son amendement n° 229 soutenu par M. Marcel Rogemont (compétence des chambres régionales des comptes) : adopté (p. 6021)

F**Laurent FABIUS**

*Seine-Maritime (4^{ème} circonscription)
Socialiste
Président de l'Assemblée nationale
Président de l'Assemblée nationale*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Président de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14958)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 20 janvier 1999] (p. 1075)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 20 janvier 1999] (p. 1075)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants [22 octobre 1998]

Proposition de loi organique n° 1145 relative à l'inéligibilité du Médiateur des enfants [22 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [14 décembre 1998]

Proposition de résolution n° 1584 tendant à modifier les articles 50, 91 et 108 du règlement de l'Assemblée nationale [11 mai 1999]

Proposition de loi n° 1725 tendant à modifier la loi du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion [22 juin 1999]

Rapport prononcée par M. Laurent Fabius, Président de l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (n° 1758)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Président***COMMUNICATIONS DU PRÉSIDENT ET DES VICE-PRÉSIDENTS**

Exprime, à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le sida, la solidarité de l'Assemblée nationale à l'égard des malades et de leurs familles [1^{er} décembre 1998] (p. 9766)

Déplore vivement les incidents qui ont émaillé la séance du 9 novembre 1998 présidée par Monsieur Arthur Paecht. Il souligne l'estime générale dont il bénéficie et le respect qui lui est dû. Il rappelle enfin que la neutralité avec laquelle la présidence dirige les débats a sa contrepartie dans le fait que celle-ci ne puisse pas être prise à partie. [10 novembre 1998] (p. 8710)

COUR DES COMPTES

Accueille le premier président de la Cour des comptes et donne acte du dépôt du rapport de la Cour des comptes au titre de l'année 1998 [20 janvier 1999] (p. 127, 130)

ELOGES FUNÈBRES DE

De M. Michel Péricard [6 avril 1999] (p. 3293)

M. Michel Crépeau [2 juin 1999] (p. 5291)

FAIT PERSONNEL

M. Philippe Séguin : rappelle des déclarations de M. Philippe Séguin sur les prérogatives et le rôle du Président de l'Assemblée nationale et fait état d'un retrait de parole en application de l'article 54-6 du Règlement durant la présentation d'une exception d'irrecevabilité [7 novembre 1998] (p. 8354)

HOMMAGES

Aux victimes du naufrage de Catalogne [9 octobre 1998] (p. 6241)

A l'équipage de la mission spatiale STS-95 [20 janvier 1999] (p. 117)

A M. Michel Péricard, décédé le 2 février 1999 : observation d'une minute de silence [2 février 1999] (p. 702)

A M. Michel Crépeau, décédé le 30 mars 1999 : observation d'une minute de silence [30 mars 1999] (p. 3017)

HOMMAGES DE BIENVENUE

A une délégation de parlementaires finlandais [28 octobre 1998] (p. 7508)

A une délégation de parlementaires palestiniens [28 octobre 1998] (p. 7508)

A une délégation de parlementaires de la République démocratique populaire du Laos [17 novembre 1998] (p. 9100)

Aux présidents d'assemblées parlementaires d'Afrique [25 novembre 1998] (p. 9493)

A une délégation de parlementaires de la République socialiste du Viet-nam [9 décembre 1998] (p. 10234)

A une délégation de parlementaires du Royaume du Cambodge [19 janvier 1999] (p. 31)

A une délégation de parlementaires néerlandais [31 mars 1999] (p. 3103)

A une délégation de parlementaires d'Arménie [31 mars 1999] (p. 3103)

A une délégation de parlementaires du Gabon [6 avril 1999] (p. 3290)

A Madame Helle Degn, présidente de l'assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) [5 mai 1999] (p. 4071)

A une délégation de parlementaires du Burkina Faso [16 juin 1999] (p. 5940)

A une délégation du groupe d'amitié Québec-France, conduite par M. Normand Jutras, président délégué de la section québécoise de la commission interparlementaire France-Québec [18 mai 1999] (p. 4491)

A une délégation de parlementaires jordaniens [29 juin 1999] (p. 6531)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Jean-Louis Debré : rappelle les dispositions du règlement relatives à la clôture de la discussion (article 57) et au retrait de parole (article 54-6) et indique que la liste des orateurs est établie par le Secrétariat général [8 novembre 1998] (p. 8457)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Louis Debré (cf. supra) (p. 8456)

Proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (9276)

Son intervention (p. 9282)

En qualité de Député

COMMUNICATIONS DU PRÉSIDENT ET DES VICE-PRÉSIDENTS

Exprime, à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le sida, la solidarité de l'Assemblée nationale à l'égard des malades et de leurs familles [1^{er} décembre 1998] (p. 9766)

Déplore vivement les incidents qui ont émaillé la séance du 9 novembre 1998 présidée par Monsieur Arthur Paecht. Il souligne l'estime générale dont il bénéficie et le respect qui lui est dû. Il rappelle enfin que la neutralité avec laquelle la présidence dirige les débats a sa contrepartie dans le fait que celle-ci ne puisse pas être prise à partie. [10 novembre 1998] (p. 8710)

COUR DES COMPTES

Accueille le premier président de la Cour des comptes et donne acte du dépôt du rapport de la Cour des comptes au titre de l'année 1998 [20 janvier 1999] (p. 127, 130)

ELOGES FUNÈRES DE

De M. Michel Péricard [6 avril 1999] (p. 3293)

M. Michel Crépeau [2 juin 1999] (p. 5291)

FAIT PERSONNEL

M. Philippe Séguin : rappelle des déclarations de M. Philippe Séguin sur les prérogatives et le rôle du Président de l'Assemblée nationale et fait état d'un retrait de parole en application de l'article 54-6 du Règlement durant la présentation d'une exception d'irrecevabilité [7 novembre 1998] (p. 8354)

HOMMAGES

Aux victimes du naufrage de Catalogne [9 octobre 1998] (p. 6241)

A l'équipage de la mission spatiale STS-95 [20 janvier 1999] (p. 117)

A M. Michel Péricard, décédé le 2 février 1999 : observation d'une minute de silence [2 février 1999] (p. 702)

A M. Michel Crépeau, décédé le 30 mars 1999 : observation d'une minute de silence [30 mars 1999] (p. 3017)

HOMMAGES DE BIENVENUE

A une délégation de parlementaires finlandais [28 octobre 1998] (p. 7508)

A une délégation de parlementaires palestiniens [28 octobre 1998] (p. 7508)

A une délégation de parlementaires de la République démocratique populaire du Laos [17 novembre 1998] (p. 9100)

Aux présidents d'assemblées parlementaires d'Afrique [25 novembre 1998] (p. 9493)

A une délégation de parlementaires de la République socialiste du Viet-nam [9 décembre 1998] (p. 10234)

A une délégation de parlementaires du Royaume du Cambodge [19 janvier 1999] (p. 31)

A une délégation de parlementaires néerlandais [31 mars 1999] (p. 3103)

A une délégation de parlementaires d'Arménie [31 mars 1999] (p. 3103)

A une délégation de parlementaires du Gabon [6 avril 1999] (p. 3290)

A Madame Helle Degn, présidente de l'assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) [5 mai 1999] (p. 4071)

A une délégation de parlementaires du Burkina Faso [16 juin 1999] (p. 5940)

A une délégation du groupe d'amitié Québec-France, conduite par M. Normand Jutras, président délégué de la section québécoise de la commission interparlementaire France-Québec [18 mai 1999] (p. 4491)

A une délégation de parlementaires jordaniens [29 juin 1999] (p. 6531)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Louis Debré : rappelle les dispositions du règlement relatives à la clôture de la discussion (article 57) et au retrait de parole (article 54-6) et indique que la liste des orateurs est établie par le Secrétariat général [8 novembre 1998] (p. 8457)

M. Gilbert Gantier : reconnaît que la commission est maîtresse de l'ordre du jour et indique qu'il se rapprochera du président de la commission et de son rapporteur pour voir ce qu'il est possible de faire.. [22 décembre 1998] (p. 11017)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Intervention du Président : informe l'Assemblée de la non-application de l'article 40 de la Constitution à la proposition de loi et souhaite que l'Assemblée montre le maximum de dignité au cours de son examen [3 novembre 1998] (p. 7938)

Intervention du Président : rappelle la tradition selon laquelle la présidence ne doit pas être mise en cause, annonce la convocation du Bureau de l'Assemblée nationale, indique que Mme Boutin dépassera son temps de parole fixé à titre indicatif et exprime son estime à M. Arthur Paecht, président de séance [3 novembre 1998] (p. 7989, 7990)

Intervention du Président : rappelle M. Jean-Claude Lenoir à la question (p. 8334), refuse qu'il cède la parole à M. Louis Mexandeu (p. 8338, 8339), souhaite que le vote sur la question préalable

intervienne avant 13h (p. 8340), demande à M. Jean-Claude Lenoir de ramasser son propos (p. 8344), de conclure avant 12h45, estime que l'Assemblée est tout à fait éclairée, refuse la parole à M. José Rossi pour un rappel au règlement (p. 8347), fait référence à deux précédents (p. 8348, 8349), invite M. Jean-Claude Lenoir à achever son intervention et considère que l'Assemblée est suffisamment éclairée (p. 8351), fait application de l'article 54, alinéa 6, du règlement (p. 8352) [7 novembre 1998]

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Louis Debré (cf. supra) (p. 8456)

Proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (9276)

Son intervention (p. 9282)

Thèmes :

Assemblée nationale : Parlement des enfants (p. 9282)

Assemblée nationale : séances (p. 9276)

Allocution n° 1758 prononcée par M. Laurent Fabius, Président de l'Assemblée nationale

[30 juin 1999] (p. 6701)

Son intervention (p. 6701)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements (p. 6702)

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 6701)

Assemblée nationale : délégation parlementaire pour le droit des femmes (p. 6702)

Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle : finances publiques (p. 6702)

Assemblée nationale : Parlement des enfants (p. 6703)

Assemblée nationale : propositions de loi (p. 6702)

Assemblée nationale : séances (p. 6701)

Pays étrangers : Iran : Assemblée nationale (p. 6702)

Pays étrangers : Serbie : Kosovo : Assemblée nationale (p. 6702)

Pays étrangers : Turquie : Assemblée nationale (p. 6702)

Alain FABRE-PUJOL*Gard (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17124)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

Président de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19457)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 789, posée le 10 mai 1999. Associations. Association pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés (J.O. Questions p. 2739). Appelée le 11 mai 1999. Financement (p. 4283)

*DÉBATS***Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6380)

Article 64 (principes et missions de la recherche agronomique et vétérinaire)

Son intervention (p. 6436)

Proposition de résolution n° 775 tendant à la création d'une commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes industriels, de services et financiers, relatives à l'emploi et à l'aménagement du territoire**Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10292)**

Son intervention (p. 10293)

Thèmes :

Agroalimentaire : entreprises (p. 10294)

Entreprises : délocalisations (p. 10294)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 10294)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)**Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2562)**

Son intervention (p. 2567)

Albert FACON*Pas-de-Calais (14^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Logement : aides et prêts. Prêt d'accèsion à la propriété (PAP). Taux, renégociation [14 octobre 1998] (p. 6577)

Santé. Saturnisme. Lutte et prévention [10 février 1999] (p. 1164)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 717, posée le 29 mars 1999. Assurance maladie maternité : prestations. Frais médicaux et chirurgicaux (J.O. Questions p. 1781). Appelée le 30 mars 1999. Médecins libéraux, utilisation de plateaux techniques hospitaliers (p. 2997)

Jean FALALA

*Marne (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Nicole FEIDT

*Meurthe-et-Moselle (5^{ème} circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 octobre 1998] (p. 16375)

Rapporteur de la proposition de loi modifiant la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé (n° 1235) [2 décembre 1998]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Rapporteur de la proposition de loi organique relative au statut de la magistrature (n° 1494) [26 mai 1999]

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

Rapporteur du projet de loi portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques (n° 1692) [16 juin 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 1235) de M. Gérard Gouzes modifiant la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé [3 février 1999] (n° 1361)

Proposition de loi organique n° 1494 relative au statut de la magistrature [24 mars 1999]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique (n° 1494) relative au statut de la magistrature [2 juin 1999] (n° 1664)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7470)**

Son intervention (p. 7475)

Thème :

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 7475, 7476)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE****Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057, 8067)**

Procédure des questions :

Secteur public : services publics (p. 8093)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)*Procédure des questions :*

Défense : réserves (p. 8297)

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, suppléant de M. Jacques Floch

Son intervention (p. 8843)

Son intervention (p. 8851)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 8844, 8851, 8852)

Droit pénal : peines (p. 8852)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : justice (p. 8844)

Justice : carte judiciaire (p. 8844)

Justice : conciliation (p. 8843)

Justice : Conseil d'Etat (p. 8844)

Justice : crédits (p. 8843, 8851)

Justice : jugements (p. 8843, 8844)

Justice : parquet (p. 8843)

Justice : réforme (p. 8843)

Justice : tribunaux administratifs (p. 8844)

Justice : tribunaux d'instance : compétences (p. 8843)

Justice : tribunaux de commerce (p. 8843)

Système pénitentiaire : détenus (p. 8852)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité opposée par M. Didier Julia (p. 10514)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1437)

Son intervention (p. 1451)

Thèmes :

Constitution (p. 1451)

Femmes : égalité des sexes : histoire (p. 1452)

Proposition de loi n° 1403 relative à l'enfance en danger et aux mineurs délinquants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2845)

Son intervention (p. 2866)

Thèmes :

Droit pénal : mineurs : police de la circulation (p. 2867)

Droit pénal : mineurs : prévention (p. 2867)

Droit pénal : mineurs : responsabilité pénale (p. 2867)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 2867)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5096)

Son intervention (p. 5107)

Thèmes :

Administration : accès aux documents administratifs (p. 5107)

Administration : maisons des services publics (p. 5107, 5108)

Administration : rapports avec les administrés (p. 5107, 5108)

Administration : rapports avec les administrés : informatique (p. 5107)

Finances publiques : fonds publics : contrôle (p. 5107)

Urbanisme : opérations d'aménagement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 5107)

Proposition de loi organique n° 1494 relative au statut de la magistrature

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juin 1999] (p. 5700)

Son intervention (p. 5700)

Thèmes :

- Justice : jugements : délais (p. 5700)
 Justice : magistrats : grille indiciaire (p. 5700, 5701)
 Justice : magistrats : recrutement (p. 5700, 5701)

Proposition de loi n° 1235 modifiant la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 juin 1999] (p. 5696)

Son intervention (p. 5694)

Thèmes :

- Lois : validations législatives : personnel pénitentiaire (p. 5695)
 Professions judiciaires et juridiques : huissiers : droits de l'enfant (p. 5694)
 Professions libérales : exercice de la profession : entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée (EURL) (p. 5694)

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5698)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Jean-Michel FERRAND

*Vaucluse (3^{ème} circonscription)
 Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Sécurité sociale. Caisses. Fraudes, lutte et prévention [28 octobre 1998] (p. 7509)

Grandes écoles. Ecoles normales supérieures. Etudiants étrangers, accès [17 mars 1999] (p. 2527)

Alain FERRY

*Bas-Rhin (6^{ème} circonscription)
 Apparenté au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance*

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseaux de transport public de voyageurs [J.O. du 9 avril 1999] (p. 5281)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1268 tendant à modifier la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique et visant à assurer une représentation équilibrée des femmes en politique [14 décembre 1998]

Proposition de loi n° 1438 tendant à l'allègement de la taxe d'habitation des contribuables ayant à leur charge une personne handicapée [9 mars 1999]

Proposition de loi n° 1790 rétablissant la distillation en franchise des droits d'une partie de la production des récoltants d'eau de vie naturelle [8 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 605, posée le 1^{er} février 1999. Environnement. Carrières (J.O. Questions p. 513). Appelée le 2 février 1999. Aménagement en parc paysager, Saint-Nabor (p. 691)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)*Après l'article 19*

Son amendement n° 362 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6847) : rejeté (p. 6853)

Article 27 précédemment réservé (suppression de la taxe régionale sur les cessions d'immeubles et unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels)

Son amendement n° 485 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application de la taxation à 4,80 % à compter du 15 octobre 1998) : rejeté (p. 6975)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**EQUIPEMENT ET TRANSPORTS****Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207, 7257)***Procédure des questions :*

Transports aériens : déréglementation (p. 7270)

Voirie : routes (p. 7260)

JEUNESSE ET SPORTS**Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8739)***Procédure des questions :*

Sports : installations sportives : TVA (p. 8760)

Proposition de loi organique n° 1151 modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 1998] (p. 9363)**

Son intervention (p. 9382)

Thèmes :

Etat (p. 9382, 9383)

Politique générale : démocratie : rétroactivité des lois (p. 9383)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10379, 10395)**

Son intervention (p. 10398)

Thèmes :

Sécurité routière : accidents : drogue (p. 10400)

Sécurité routière : auto-écoles (p. 10399)

Sécurité routière : contraventions : responsabilité (p. 10399)

Sécurité routière : motos : délits (p. 10399)

Sécurité routière : permis de conduire : jeunes (p. 10399)

Sécurité routière : permis de conduire : personnes âgées (p. 10399)

Sécurité routière : statistiques (p. 10398)

Voirie : routes : sécurité routière (p. 10400)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)*Après l'article 6*

Son amendement n° 65 (détection et répression de la conduite automobile sous l'empire de stupéfiants) : rejeté (p. 10430)

Avant l'article 8

Soutient l'amendement n° 66 de M. Pierre Micau (examen médical tous les 5 ans pour les conducteurs âgés de plus de soixante-quinze ans) : rejeté (p. 10436)

DEUXIÈME LECTURE**Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2461)**

Son intervention (p. 2466)

Thèmes :

Sécurité routière : code de la route : drogue (p. 2467)

Sécurité routière : code de la route : jeunes (p. 2466)

Sécurité routière : code de la route : jeunes (p. 2467)

Sécurité routière : contraventions : responsabilité (p. 2466, 2467)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 2466)

Transports urbains : chauffeurs : agressions (p. 2466)

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2477)*Après les articles 6 et 7*

Son amendement n° 24 (détection et répression de la conduite automobile sous l'empire de stupéfiants) : rejeté (p. 2481)

Projet de loi n° 1186 relatif à l'organisation de certains services au transport aérien

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 décembre 1998] (p. 10368)

Son intervention (p. 10371)

Thème :

Transports aériens : sécurité (p. 10371)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70) ; [20 janvier 1999] (p. 130, 160)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 80)

Thèmes :

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 80)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 80)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 février 1999] (p. 1167)

Article 26 (articles L. 5211-39 et L. 5211-40 du code général des collectivités territoriales - démocratisation et transparence)

Son amendement n° 315 soutenu par M. Léonce Deprez (budget de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre présenté au conseil municipal par les représentants de la commune au sein de la structure intercommunale) (p. 1191) : retiré (p. 1192)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Son intervention (p. 2015)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences (p. 2015)

Elections et référendums : cumul des mandats : coopération intercommunale (p. 2015)

Elections et référendums : cumul des mandats : élus locaux (p. 2015)

Elections et référendums : cumul des mandats : indemnités (p. 2016)

Elections et référendums : élus : limite d'âge (p. 2016)

Elections et référendums : représentation proportionnelle (p. 2016)

Parlement : parlementaires : maires (p. 2015, 2016)

Parlement : parlementaires : recrutement (p. 2016)

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

LECTURE DÉFINITIVE

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4945)

Son amendement n° 7 (régime local d'assurance maladie complémentaire obligatoire des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) : adopté (p. 4969)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5711)

Son intervention (p. 5723)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 5723)

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 5723)

Daniel FEURTET

*Seine-Saint-Denis (4^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1999 [J.O. du 10 décembre 1998] (p. 18624)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1998 [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18977)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 30 avril 1999] (p. 6509)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7404)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 44 : Taxes parafiscales (n° 1111) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Commission. Démission, conséquences [16 mars 1999] (p. 2419)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 608, posée le 8 février 1999. Transports ferroviaires. SNCF (J.O. Questions p. 673). Appelée le 9 février 1999. Ligne de grande ceinture Nord, réouverture (p. 1055)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6551)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 6545)

Son intervention (p. 6551)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 6552)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6545, 6546)

Marchés financiers : généralités (p. 6551, 6552)

Politique économique : conjoncture (p. 6551)

Politique économique : croissance (p. 6545, 6546, 6551)

Politique économique : investissement (p. 6552)

Politique économique : politique monétaire (p. 6551)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Soutient l'amendement n° 114 de M. Christian Cuvilliez (plafonnement des réductions d'impôt à 40 000 F par foyer, plus 2 000 F par personne à charge) : retiré (p. 6669)

Soutient l'amendement n° 116 de M. Christian Cuvilliez (suppression du dispositif de réduction du plafond de l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) : retiré (p. 6669)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe sur les opérations portant sur les devises étrangères) (p. 6751)

Intervient sur l'amendement n° 522 de M. Julien Dray (institution d'une taxation sur les transactions réalisées sur le marché des changes) (p. 6751)

Intervient sur l'amendement n° 168 corrigé de M. Yves Cochet (institution d'une taxe sur les opérations portant sur les devises étrangères) (p. 6751)

Après l'article 19

Soutient l'amendement n° 139 corrigé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux véhicules dont la consommation est inférieure à 4 litres pour 100 kilomètres) : rejeté (p. 6856)

Soutient l'amendement n° 146 corrigé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) : rejeté (p. 6860)

Soutient l'amendement n° 148 corrigé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux prestations obligatoires de service funéraire) : retiré (p. 6862)

Après l'article 24

Soutient l'amendement n° 154 de M. Christian Cuvilliez (doublement du plafond de l'impôt sur les opérations de bourse) : rejeté (p. 6883)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Soutient l'amendement n° 543 de M. Christian Cuvilliez (exonération des locaux de stockage situés dans une zone portuaire) : retiré (p. 6892)

Après l'article 27

Soutient l'amendement n° 194 rectifié de M. Christian Cuvilliez (non-assujettissement à la TVA des terrains acquis par des personnes physiques en vue de la construction d'immeubles affectés à leur usage privé) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6901)

Après l'article 19

Soutient l'amendement n° 26 précédemment réservé de la commission (baisse de la TVA sur certains produits de confiserie et de chocolaterie) : retiré (p. 6903)

Article 28 (réduction du taux de l'impôt fiscal)

Soutient l'amendement n° 84 de M. Christian Cuvilliez (extension aux particuliers de la réduction de l'impôt fiscal prévue pour les entreprises) : rejeté (p. 6903)

Après l'article 28

Soutient l'amendement n° 193 de M. Christian Cuvilliez (réintégration dans le bénéfice net total de la société-mère d'une fraction forfaitaire des charges afférentes aux produits de participation perçus par cette même société-mère) : adopté (p. 6904)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Son intervention (p. 6908)

Soutient l'amendement n° 111 de M. Christian Cuvilliez (relèvement du taux de la cotisation minimale pour les entreprises ayant comme raison sociale la gestion de participations dans des sociétés industrielles ou commerciales) : retiré (p. 6925)

Soutient l'amendement n° 108 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe additionnelle à la taxe professionnelle sur certains actifs financiers) : rejeté (p. 6930)

Soutient l'amendement n° 109 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe additionnelle à la taxe professionnelle sur certains actifs financiers) : rejeté (p. 6930)

Après l'article 29

Soutient l'amendement n° 98 de M. Christian Cuvilliez (retour progressif de France Télécom dans le droit commun de la fiscalité locale) : rejeté (p. 6935)

Article 30 (taxe générale sur les activités polluantes)

Son intervention (p. 6937)

Soutient l'amendement n° 100 de M. Christian Cuvilliez (extension de la taxe au trafic privé d'aéronefs) : rejeté (p. 6942)

Après l'article 32

Soutient l'amendement n° 104 de M. Christian Cuvilliez (suppression de la taxe sur les surloyers) : retiré (p. 6949)

Après l'article 35

Soutient l'amendement n° 91 de M. Christian Cuvilliez (plafonnement de la taxe d'habitation pour les contribuables dont la cotisation d'impôt sur le revenu n'excède pas 18 000 F) : retiré (p. 6956)

Soutient l'amendement n° 86 de M. Christian Cuvilliez (accroissement du dégrèvement d'office de la taxe d'habitation dont bénéficient les contribuables ayant des revenus modestes) : retiré (p. 6956)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Soutient l'amendement n° 106 de M. Christian Cuvilliez (indexation de l'enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités locales sur la moitié du taux de croissance du PIB) : retiré (p. 6966)

Article 41 (majoration exceptionnelle de la dotation de solidarité urbaine (DSU))

Soutient l'amendement n° 195 corrigé de M. Christian Cuvilliez (majoration supplémentaire de la dotation de solidarité urbaine) : retiré (p. 6977)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8974)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8981)

Thèmes avant la procédure des questions :

Eau (p. 8982)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 8981, 8982)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 8981, 8982)

Industrie : centres techniques industriels (p. 8982)

Taxes parafiscales (p. 8981)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Après l'article 12

Son amendement n° 192 soutenu par M. Christian Cuvilliez (institution d'une allocation pour frais d'emploi de 50 000 F au profit des voyageurs et représentants de commerce) (p. 10629) : retiré (p. 10630)

Après l'article 18

Son amendement n° 194 soutenu par M. Christian Cuvilliez (relèvement de 0,6 % des droits sur les tabacs) : rejeté (p. 10642)

Après l'article 19

Son amendement n° 296 soutenu par M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA au chocolat au lait) : rejeté (p. 10642)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 199 (versement au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle du produit de la majoration du taux de la cotisation nationale de péréquation) : rejeté (p. 10679)

Après l'article 29

Son amendement n° 293 (modulation des bases de la taxe professionnelle en fonction du secteur d'activité de l'entreprise et de sa valeur ajoutée) : rejeté (p. 10680)

Son amendement n° 198 (versement au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle du produit de la majoration de la cotisation minimale) : rejeté (p. 10680)

Seconde délibération

Après l'article 64

Son amendement n° 297 soutenu par M. Christian Cuvilliez (relèvement des droits de fabrication applicables aux boissons alcoolisées) : rejeté (p. 10745)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [18 décembre 1998] (p. 10789)

Son intervention (p. 10793)

Thèmes :

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10793)

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 10793)

Parlement : Sénat (p. 10793)

Politique économique : croissance (p. 10793)

Politique sociale : généralités (p. 10793)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 10793)

Proposition de loi organique n° 1151 modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 1998] (p. 9363)

Son intervention (p. 9374)

Thèmes :

Lois : rétroactivité des lois (p. 9374)

Lois : validations législatives (p. 9374)

Parlement : rôle (p. 9374)

Politique générale : démocratie : rétroactivité des lois (p. 9374, 9375)

Explications de vote et vote [25 novembre 1998] (p. 9503)

Ses explications de vote (p. 9505)

Vote contre du groupe communiste (p. 9506)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10954)

Son intervention (p. 10958)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 10958, 10959)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10958, 10959)

Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 10959)

Politique économique : croissance (p. 10958)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 10958, 10959)

Politiques communautaires : politique monétaire (p. 10958, 10959)

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Article 11 bis (réduction d'impôt pour l'acquisition de logements neufs situés dans des résidences de tourisme dans les zones de revitalisation rurale et donnés en location pour neuf ans)

Son intervention (p. 10975)

Vote pour du groupe communiste (p. 10959)

Proposition de loi n° 1394 relative à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [18 mars 1999] (p. 2626)

Son intervention (p. 2628)

Thèmes :

Sports : arts martiaux : généralités (p. 2628)

Sports : arts martiaux : titres et grades (p. 2628)

Vote pour du groupe communiste (p. 2628)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [3 juin 1999] (p. 5365)

Son intervention (p. 5366)

Thème :

Sports : arts martiaux : titres et grades (p. 5366, 5367)

Vote pour du groupe communiste (p. 5367)

Proposition de loi n° 1513 relative à l'actionariat des salariés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4673)

Son intervention (p. 4677)

Thèmes :

Entreprises : intéressement et participation (p. 4677)

Impôt sur le revenu : stock options (p. 4677)

Impôt sur les sociétés : calcul (p. 4677)

Secteur public : ouverture du capital (p. 4677)

Sociétés : actionnaires : salariés (p. 4677, 4678)

Travail : licenciements (p. 4677)

Travail : plan social (p. 4677)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6152)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compensations financières (p. 6153)

Collectivités territoriales : dotation globale d'équipement (DGE) (p. 6154)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 6153)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6152 à 6154)

Collectivités territoriales : libre administration (p. 6154)

Coopération intercommunale (p. 6154)

Environnement : protection : collectivités territoriales (p. 6154)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 6153, 6154)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6153)

Postes : La Poste : impôts locaux (p. 6154)

Télécommunications : France Télécom : impôts locaux (p. 6154)

Jean-Jacques FILLEUL

*Indre-et-Loire (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Président de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Rapporteur du projet de loi relatif à l'organisation de certains services au transport aérien (n° 1186) [4 novembre 1998]

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [J.O. du 7 avril 1999] (p. 5145)

Membre titulaire du conseil supérieur du service public ferroviaire [J.O. du 9 avril 1999] (p. 5279)

Rapporteur de la proposition de résolution sur les propositions de directives relatives aux chemins de fer communautaires (COM (98) 0480 final/n° E 1163) (n° 1646) [2 juin 1999]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome XIV : Equipement, transports et logement (équipement et transports terrestres) (n° 1116) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1186), relatif à l'organisation de certains services au transport aérien [25 novembre 1998] (n° 1216)

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution (n° 1646) de M. Didier Boulaud, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur les propositions de directives aux chemins de fer communautaires (COM (98) 480 final/n° E 1163) [9 juin 1999] (n° 1683)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports aériens. Aéroport d'Orly. Trafic, limitation, conséquences [16 décembre 1998] (p. 10569)

Arts et spectacles. Intermittents. Statut [9 février 1999] (p. 1080)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 679, posée le 15 mars 1999. Institutions sociales et médico-sociales. Educateurs (J.O. Questions p. 1463). Appelée le 16 mars 1999. Durée du travail, nuits en chambre de veille, prise en compte (p. 2389)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207, 7257)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 7209)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sécurité routière (p. 7210)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 7210)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 7209, 7210)

Transports ferroviaires : TGV-Est (p. 7209)

Transports urbains : RATP (p. 7210)

Projet de loi n° 1186 relatif à l'organisation de certains services au transport aérien

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 décembre 1998] (p. 10368)

Son intervention (p. 10369)

Thèmes :

Finances publiques : budgets annexes : aviation civile (p. 10376)

Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (p. 10369)

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 10369 à 10371)

Transports aériens : sécurité (p. 10369 à 10371)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10377)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 130)

Son intervention (p. 137)

Thèmes :

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 137)

Régions : Ile-de-France (p. 138)

Transports : transport combiné (p. 137)

Discussion des articles [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 736)

Intervient sur l'amendement n° 409 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 736)

Article 28 (article 1er de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : objectifs du système de transports intérieurs)

Son amendement n° 741 (objectif de réduction de l'insécurité routière) : adopté (p. 909)

Soutient l'amendement n° 742 de M. Jean-Pierre Blazy (objectif de réduction des nuisances sonores) : adopté (p. 909)

Article 29 (article 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : politique des transports)

Soutient l'amendement n° 345 de la commission (tarification adaptée à l'intermodalité et information des usagers) : adopté (p. 911)

Article 30 (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Son amendement n° 745 (établissement de schémas de services de transport) : adopté (p. 915)

Son amendement n° 748 (coordination des actions pour les zones urbaines) : rejeté (p. 916)

Son amendement n° 746 (transport combiné pour les trajets de plus de 300 kilomètres) : retiré (p. 916)

Son amendement n° 747 (coordination assurée par le Conseil supérieur du service public ferroviaire) : retiré (p. 917)

Article 31 (article 14 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : coordination)

Son amendement n° 749 soutenu par M. Jacques Fleury (critères d'évaluation des grands projets d'infrastructure) : adopté après modifications (p. 918)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Son intervention (p. 919)

Son amendement n° 751 (définition des infrastructures de contournement ou de délestage) : adopté (p. 921)

Son amendement n° 752 (cohérence des schémas régionaux et des schémas nationaux de transport de voyageurs et de marchandises) : adopté (p. 923)

Intervient sur l'amendement n° 351 de la commission (rédactionnel) (p. 924)

Son amendement n° 754 (mise en oeuvre du droit au transport) : adopté après modifications (p. 924)

Son amendement n° 755 (cohérence à l'intérieur de chaque réseau de transport) : adopté (p. 925)

Son amendement n° 756 (de précision) : adopté (p. 926)

Son amendement n° 758 rectifié (localisation des principales plates-formes multimodales de voyageurs et de marchandises) : adopté (p. 931)

Son amendement n° 759 rectifié (desserte des territoires urbains cumulant les handicaps économiques et sociaux) : adopté (p. 931)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4193, 4243)

Article 29 supprimé par le Sénat (article 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : politique globale des transports)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4237)

Article 30 supprimé par le Sénat (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Intervient sur le sous-amendement n° 234 du Gouvernement (référence au soutien apporté par le fonds d'intervention pour les transports terrestres et les voies navigables) à l'amendement n° 215 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4244)

Article 32 supprimé par le Sénat (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 4247)

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2603)

Son intervention (p. 2619)

Thèmes :

Secteur public : grève (p. 2619, 2620)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 2620)

Transports urbains : RATP (p. 2620)

Travail : droit de grève (p. 2619, 2620)

Travail : droit de grève (p. 2620)

Travail : négociations (p. 2620)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5314)

Thèmes :

Gens du voyage : stationnement : Indre-et-Loire (p. 5314)

Gens du voyage : stationnement : lois (p. 5314)

Gens du voyage : stationnement : maires (p. 5314)

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Après l'article 3

Son amendement n° 224 (droit de préemption du maire sur les terrains non constructibles et agricoles déterminés par le plan d'occupation des sols dans les communes ayant souscrit aux obligations du schéma départemental) : retiré (p. 6464)

Proposition de résolution n° 1646 sur les propositions de directives relatives aux chemins de fer communautaires (COM (98) 0480 final/n° E 1163)

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

Avant la discussion de l'article unique [16 juin 1999] (p. 5915)

Son intervention (p. 5915)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 5916)

Déchets, pollutions et nuisances : pollution : transports routiers (p. 5915)

Politiques communautaires : directives : transports ferroviaires (p. 5915, 5916)

Transports : transport combiné (p. 5916)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 5915, 5916)

Transports par eau : transports maritimes (p. 5915)

Transports routiers : transport de marchandises (p. 5915)

Discussion de l'article unique [16 juin 1999] (p. 5931)

Article unique (politique de développement des chemins de fer communautaires)

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié de M. Gilbert Biessy (respect du principe de subsidiarité) (p. 5933)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Michel Bouvard (souci de protection de l'environnement, en particulier, dans les zones de montagne) (p. 5933)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Michel Bouvard (emprunts communautaires mobilisés prioritairement au financement des réseaux listés lors du Conseil d'Essen le 10 décembre 1994) (p. 5934)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Michel Bouvard (élaboration, dans les meilleurs délais, par le Gouvernement français et la Commission européenne du protocole transport de la convention alpine) (p. 5934)

François FILLON

*Sarthe (4^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [11 mai 1999] (p. 4305)

Défense. Politique de la défense. Perspectives [2 juin 1999] (p. 5279)

Jacques FLEURY

*Somme (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseaux

de transport public de voyageurs [J.O. du 9 avril 1999] (p. 5281)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Transports en commun [6 octobre 1998] (p. 5952)

Transports ferroviaires. Politiques communautaires. Libéralisation, conséquences [24 novembre 1998] (p. 9422)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207, 7257)

Son intervention (p. 7223)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 7223)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 7223, 7224)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 7224)

Transports routiers (p. 7224)

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8017, 8039)

Son intervention (p. 8044)

Thèmes avant la procédure des questions :

Logement : crédits (p. 8045)

Logement : logements vacants (p. 8045)

Logement : sociétés d'HLM : construction (p. 8044, 8045)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 8045)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Après l'article 3

Son amendement n° 51 (attribution aux auto-écoles des places à l'examen du permis de conduire en fonction du volume d'heures d'enseignement effectuées) : retiré ; repris par M. François Rochebloine : rejeté (p. 10422)

Article 5 (article L. 4-1 nouveau du code de la route : création d'un délit en cas de récidive de dépassement de la vitesse autorisée égal ou supérieur à 50 km/h)

Son intervention (p. 10425)

Après l'article 11

Son amendement n° 49 (équipement des véhicules neufs d'un système de limitation de vitesse à partir de 2002) : retiré (p. 10442)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 29 (article 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : politique des transports)

Soutient l'amendement n° 347 de la commission (desserte de tout le territoire) : adopté (p. 913)

Article 31 (article 14 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : coordination)

Soutient l'amendement n° 749 de M. Jean-Jacques Filleul (critères d'évaluation des grands projets d'infrastructure) : adopté après modifications (p. 918)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Son intervention (p. 1013)

Article L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales : le conseil de la communauté d'agglomération

Intervient sur le sous-amendement n° 588 de M. Michel Vaxès (impossibilité pour une commune de détenir la moitié des sièges ou plus), rectifié (suppression des termes "ou plus") à l'amendement n° 59 rectifié de la commission (à défaut d'accord entre les communes, attribution d'un siège à chaque commune et répartition des sièges restants à la proportionnelle) (p. 1031)

Jacques FLOCH

*Loire-Atlantique (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 octobre 1998] (p. 16375)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes (n° 1261) [21 janvier 1999]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseaux de transport public de voyageurs [J.O. du 9 avril 1999] (p. 5281)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale [J.O. du 20 mai 1999] (p. 7464)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi constitutionnelle (n° 1017), modifié par le Sénat, relatif au Conseil supérieur de la magistrature [1^{er} octobre 1998] (n° 1104)

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome V : Justice (administration centrale et services judiciaires) (n° 1115) [8 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord" [22 décembre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 1261 corrigé) de M. Laurent Fabius tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [3 février 1999] (n° 1363)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 1617), tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [16 juin 1999] (n° 1696)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8363, 8399)

Son intervention (p. 8376)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 8439)

Thèmes :

Assemblée nationale : motion de renvoi en commission (p. 8439)

Cultes (p. 8377)

Famille (p. 8377)

Famille : concubinage (p. 8376)

Famille : mariage (p. 8378)

Femmes (p. 8376)

Parlement : rôle (p. 8377)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Intervient sur l'amendement n° 55 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 272 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 419 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 441 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 488 de M. Pierre-Christophe Baguet (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 537 de M. François Goulard (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 549 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 633 de M. Renaud Dutreil (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 674 de M. Claude Birraux (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 734 de M. Jacques Kossowski (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 742 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 817 de M. François Vannson (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 820 de M. Jean-Claude Lemoine (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 823 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 8470)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Pierre Albertini (conclusion du PACS par des personnes majeures) (p. 8512)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Bernard Birsinger (conclusion du PACS par deux personnes de sexe différent ou de même sexe) (p. 8518)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 1032 de M. Alain Tourret (déclaration écrite déposée au tribunal d'instance) (p. 8569)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son intervention (p. 10177)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3034, 3057)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3049)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3088)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Son intervention (p. 8211)

Thème avant la procédure des questions :

guerre d'Algérie : Afrique du Nord (p. 8212)

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, suppléé par Mme Nicole Feidt

Proposition de résolution n° 811 tendant à créer une commission d'enquête relative aux exigences pécuniaires, aux relations financières internationales, à la situation patrimoniale et fiscale des sectes

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, suppléant de M. Raymond Forni

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10485)

Son intervention (p. 10485)

Thèmes :

Associations : sectes : commissions d'enquête (p. 10485, 10486)

Associations : sectes : entreprises (p. 10486)

Associations : sectes : fraude et évasion fiscales (p. 10486)

Associations : sectes : Gouvernement (p. 10486)

Associations : sectes : relations financières (p. 10486)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté de pensée (p. 10485)

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Article unique (création de la commission d'enquête)

Soutient l'amendement n° 1 de M. Raymond Forni (commission de quinze membres) : adopté (p. 10495)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité opposée par M. Didier Julia (p. 10514)

Thème :

Femmes : parité : Constitution (p. 10514)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1247)

Son intervention (p. 1247)

Thèmes :

Emploi : chômage : femmes (p. 1247)

Femmes : égalité des sexes (p. 1248)

Femmes : égalité professionnelle (p. 1247)

Femmes : politique à l'égard des femmes : organismes (p. 1247)

Femmes : politique à l'égard des femmes : Parlement (p. 1247, 1248)

Fonctionnaires et agents publics : personnel féminin (p. 1247)

Discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1258)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Son amendement n° 1 corrigé (représentation équilibrée des hommes et des femmes ainsi que des commissions permanentes et proportionnelle des groupes parlementaires) : adopté après rectification (p. 1260)

Son amendement n° 3 (rédactionnel) : adopté (p. 1261)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6559)

Son intervention (p. 6561)

Thèmes :

Femmes : parité (p. 6561)

Parlement : Sénat : délégation parlementaire pour le droit des femmes (p. 6561)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2768)

Son intervention (p. 2773)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : médias : responsabilité (p. 2774)

Droit pénal : présomption d'innocence : médias (p. 2773)

Droit pénal : secret de l'instruction (p. 2774)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen : présomption d'innocence (p. 2773)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 2774)

Justice : victimes (p. 2774, 2775)

Presse et livres : liberté de la presse (p. 2773)

Presse et livres : presse : indépendance (p. 2774)

Presse et livres : presse : pluralisme (p. 2774)

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Article 1er (article préliminaire du code de procédure pénale : principes fondamentaux de la procédure pénale)

Intervient sur le sous-amendement n° 231 de M. Patrick Devedjian (information sur les charges et assistance d'un avocat dès l'arrestation) à l'amendement n° 72 de la commission (nouvelle rédaction des paragraphes III et IV mettant l'accent sur les garanties bénéficiant à la personne poursuivie et instituant le double degré de juridiction) (p. 2791)

Avant l'article 2

Son amendement n° 256 (emprisonnement individuel au titre de la détention provisoire) : adopté après modifications (p. 2812)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Jean-Pierre Michel (comparution immédiate - maintien du quantum d'un an de peine encourue pour la mise en détention provisoire dans le seul cas de flagrant délit) (p. 2909)

Projet de loi n° 998 relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3332)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 55 rectifié du Gouvernement (exercice de missions de police judiciaire par des agents des douanes) (p. 3352)

Ses explications de vote (p. 3355)

Vote pour du groupe socialiste (p. 3355)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5711)

Son intervention (p. 5712)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 5713)

Défense : appelés : guerre d'Algérie (p. 5713)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 5713)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6274, 6295) ; [23 juin 1999] (p. 6373)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 6301)

Son intervention (p. 6374)

Thèmes :

Assemblée nationale : question préalable : justice (p. 6302)

Droit pénal : politique pénale : ministre (p. 6375)

Justice : indépendance (p. 6374, 6375)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 6375)

Justice : réforme (p. 6375)

Justice : réforme : Président de la République (p. 6302)

Justice : réforme : Président de la République (p. 6375)

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6389, 6401)

Article 5 (articles 48-1 à 48-5 du code de procédure pénale - recours contre les classements sans suite)

Soutient le sous-amendement n° 98 de Mme Christine Lazerges (suspension au seul bénéficiaire du ministère public) à l'amendement n° 19 rectifié de la commission (suspension de la prescription de l'action publique) : adopté (p. 6429)

Article 11 (coordinations)

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Jean-Luc Warsmann (insertion d'un article 720 bis dans le code de procédure pénale autorisant la visite à tout moment par les parlementaires des établissements pénitentiaires de leur département d'élection) (p. 6435)

Après l'article 11

Son amendement n° 41 deuxième rectification (entrée en vigueur des dispositions du chapitre Ier relatif à l'action publique en matière pénale après la promulgation de la loi organique fixant le statut de la magistrature prévue par le projet de loi constitutionnelle sur la réforme du conseil supérieur de la magistrature) : retiré (p. 6437)

Explications de vote et vote [29 juin 1999] (p. 6539)

Ses explications de vote (p. 6545)

Vote pour du groupe socialiste (p. 6545)

Pierre FORGUES

*Hautes-Pyrénées (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 20 : Emploi et solidarité (affaires sociales) (n° 1111) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 477, posée le 5 octobre 1998. Tourisme et loisirs. Guides (J.O. Questions p. 5341). Suppléé par M. Jacky Darne. Appelée le 6 octobre 1998. Statut (p. 5942)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605, 8645)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8605)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : fiscalité : aides à domicile (p. 8606)

Déchéances et incapacités : tutelle d'Etat (p. 8606)

Défense : objecteurs de conscience (p. 8606, 8607)

Emploi : jeunes (p. 8605)

Finances publiques : budget de l'Etat : relations entre le Parlement et le Gouvernement (p. 8606)

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 8605)

Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 8605)

Politique sociale : aide médicale gratuite (p. 8606)

Politique sociale : aide sociale (p. 8606)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 8605)

Prestations familiales : allocation de parent isolé (p. 8605)

Vote des crédits [9 novembre 1998] (p. 8655)

Article 83 (limitation à 60 ans de l'attribution de l'allocation aux adultes handicapés pour les allocataires relevant de l'article L. 821-2 du code de la sécurité sociale)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Jean-Jacques Weber (de suppression) (p. 8656)

Après l'article 83

Intervient sur l'amendement n° 47 deuxième rectification du Gouvernement (pouvoir des préfets lors de la tarification des CAT et des CHRS) (p. 8658)

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765, 8807)

Procédure des questions :

Agriculture : montagne : aides communautaires (p. 8814)

Aménagement du territoire : sociétés d'aménagement régional (SAR) : Midi-Pyrénées (p. 8814)

Vote des crédits [12 novembre 1998] (p. 8820)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8823)

Nicolas FORISSIER

Indre (2^{ème} circonscription)
 Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome V : Economie, finances et industrie (commerce extérieur) (n° 1116) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités.
Perspectives [16 décembre 1998] (p. 10565)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT****Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)**

Son intervention (p. 8950)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives (p. 8950)

Chambres consulaires : chambres de métiers (p. 8951)

Commerce et artisanat : artisanat (p. 8951)

Commerce et artisanat : petit commerce : zones rurales (p. 8950)

Commerce extérieur : Comité de développement extérieur (CODEX) (p. 8952)

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 8951)

Impôts et taxes : politique fiscale : commerce et artisanat (p. 8950, 8951)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 8951)

Vote des crédits [16 novembre 1998] (p. 8971)

Article 79 (montant maximum du droit fixe de la taxe pour frais de chambres de métiers)

Intervient sur l'amendement n° 33 rectifié de la commission (montant maximum du droit fixe de la taxe pour frais de chambres de métiers) (p. 8974)

ECONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8974)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 8986)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : Centre français du commerce extérieur (CFCE) (p. 8987, 8988)

Commerce extérieur : Comité de développement extérieur (CODEX) (p. 8987)

Commerce extérieur : Comité français des manifestations économiques à l'étranger (CFME) (p. 8987, 8988)

Commerce extérieur : excédent (p. 8986)

Commerce extérieur : exportations : petites et moyennes entreprises (p. 8986, 8987)

Commerce extérieur : généralités (p. 8986 à 8988)

Politique économique : conjoncture (p. 8986)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70) ; [20 janvier 1999] (p. 130, 160)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 80)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 81)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 80)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 81)

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**NOUVELLE LECTURE****Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)***Après l'article 9*

Son amendement n° 224 soutenu par M. Christian Jacob (épandage des boues d'épuration des zones urbaines) : rejeté (p. 3480)

Article 29 quaterdecies (présidence du comité d'entreprise d'un organisme de mutualité sociale agricole)

Son amendement n° 170 soutenu par M. Christian Jacob (de suppression) : rejeté (p. 3511)

Article 49 bis (missions des SAFER)

Son amendement n° 169 : non soutenu (p. 3560)

Article 65 (présentation d'un rapport sur l'adaptation de la fiscalité agricole et sur les charges comparées des différentes catégories d'actifs ruraux)

Son amendement n° 168 : non soutenu (p. 3571)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5897) ; [16 juin 1999] (p. 5956, 5999)

Après l'article 37 duodecies

Son amendement n° 101 : non soutenu (p. 6024)

Raymond FORNI

*Territoire-de-Belfort (1^{ère} circonscription)
Socialiste
Vice-président de l'Assemblée nationale*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête visant à évaluer le coût, pour les comptes sociaux et les finances publiques de la régularisation des étrangers liée à la circulaire du ministère de l'intérieur du 24 juin 1997 (n° 1037) [1^{er} octobre 1998]

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 29 octobre 1998] (p. 16368)

Cesse d'appartenir au délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'U.E.O. [J.O. du 6 novembre 1998] (p. 16819)

Rapporteur de la proposition de résolution visant à la création d'une commission d'enquête tendant à établir une analyse des phénomènes de la délinquance juvénile, un bilan de l'application de l'ordonnance de 1945 et à proposer des mesures de nature à répondre et corriger cette dérive dangereuse pour notre société (n° 1337) [11 février 1999]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité) (n° 1577) [12 mai 1999]

Rapporteur de la proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur les dysfonctionnements des services du Premier ministre en ce qui concerne le traitement du dossier corse (n° 1581) [12 mai 1999]

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à modifier les articles 50, 91 et 108 du règlement de l'Assemblée nationale (n° 1584) [26 mai 1999]

Président de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 2 juin 1999] (p. 8150)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 1037) de M. Jacques Kossowski tendant à créer une commission d'enquête visant à évaluer le coût, pour les comptes sociaux et les finances publiques, de la régularisation des étrangers liée à la circulaire du ministère de l'intérieur du 24 juin 1997 [28 octobre 1998] (n° 1154)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 1337) de M. Jacques Myard visant à la création d'une commission d'enquête tendant à établir une analyse des phénomènes de la délinquance juvénile, un bilan de l'application de l'ordonnance de 1945 et à proposer des mesures de nature à répondre et corriger cette dérive dangereuse pour notre société [17 mars 1999] (n° 1471)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 1577) de MM. Jean-Louis Debré, Philippe Douste-Blazy et José Rossi, tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité) [19 mai 1999] (n° 1604)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 1581) de M. François d'Aubert, visant à créer une commission d'enquête sur les dysfonctionnements des services du Premier ministre en ce qui concerne le traitement du dossier corse [19 mai 1999] (n° 1605)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 1584) de M. Laurent Fabius, tendant à modifier les articles 50, 91 et 108 du Règlement de l'Assemblée nationale [29 juin 1999] (n° 1744)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

HOMMAGES

A la mémoire du roi Hussein de Jordanie [9 février 1999] (p. 1074)

Aux victimes de l'avalanche de Chamonix [10 février 1999] (p. 1157)

HOMMAGE DE BIENVENUE

A une délégation parlementaire éthiopienne [2 mars 1999] (p. 1856)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Éric Doligé : estime que M. Eric Doligé met en cause la Présidence [8 novembre 1998] (p. 8496)

M. Henri Plagnol : communique les effectifs des députés de la majorité et de l'opposition et indique que cette dernière s'est exprimée trois fois plus longtemps que la majorité [8 novembre 1998] (p. 8498)

M. Bernard Accoyer : estime justifiée la demande de réserve des amendements de M. Bernard Accoyer formulée par le Gouvernement [8 novembre 1998] (p. 8504)

Mme Nicole Catala : indique que l'amendement n° 56 a été défendu par l'un de ses signataires et suggère à Mme Catala de lui demander la parole pour répondre au Gouvernement ou à la commission [25 novembre 1998] (p. 9582)

M. Jean-Luc Prél : fait observer que le calendrier des débats a été décidé en conférence des présidents et que ces problèmes sont inhérents à une fin d'année particulièrement chargée [26 novembre 1998] (p. 9595)

M. Édouard Landrain : fait observer que le Gouvernement n'a fait qu'utiliser les possibilités que lui offre le règlement et souhaite que l'opposition fasse preuve de bonne volonté lors de la discussion. [17 juin 1999] (p. 6212)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Répond aux observations de M. Jean-Louis Debré : rappelle que la réserve est de droit en vertu de l'article 95 du règlement (p. 8490)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Répond au rappel au règlement de M. Éric Doligé (cf. supra) (p. 8496)

Répond au rappel au règlement de M. Henri Plagnol (cf. supra) (p. 8497)

Répond au rappel au règlement de M. Bernard Accoyer (cf. supra) (p. 8504)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Intervient sur le sous-amendement n° 1094 de M. Henri Plagnol à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (signification de la rupture unilatérale qui prend effet après un délai de trois mois) (p. 9859)

Intervient sur le sous-amendement n° 1140 de M. François Goulard (suppression de l'alinéa relatif aux conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9861)

Article 12 (compensation des pertes éventuelles de recettes)

Son intervention (p. 10217)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Après l'article unique

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Nicole Catala (cf supra) (p. 9582)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9595)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Luc Prél (cf. supra) [26 novembre 1998] (p. 9595)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 janvier 1999] (p. 373)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 528 de M. Jean-Claude Lenoir (mesures particulières pour les régions transfrontières) (p. 390)

Message au Parlement n° 1412 de M. le Président de la République, lu par M. Raymond Forni, Vice-président de l'Assemblée nationale

[2 mars 1999] (p. 1855)

Thèmes :

- Politique économique : mondialisation (p. 1856)
- Politiques communautaires : aides communautaires (p. 1856)
- Politiques communautaires : coopération judiciaire : drogue (p. 1856)
- Politiques communautaires : Europe sociale : emploi (p. 1856)
- Politiques communautaires : immigration (p. 1856)
- Politiques communautaires : lutte contre le terrorisme (p. 1856)
- Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 1855)
- Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1856)
- Union européenne : élargissement (p. 1855)
- Union européenne : institutions communautaires : Conseil européen (p. 1855)
- Union européenne : institutions communautaires : euro (p. 1855)
- Union européenne : institutions communautaires : généralités (p. 1855)
- Union européenne : institutions communautaires : Parlement européen (p. 1855)
- Union européenne : institutions communautaires : subsidiarité (p. 1855)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 juin 1999] (p. 6212)

Répond au rappel au règlement de M. Édouard Landrain (cf. supra) [17 juin 1999] (p. 6212)

Article 7 (contrat d'engagement consécutif à une formation sportive)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Édouard Landrain (de précision) (p. 6225)

En qualité de Député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Cours d'assises. Réforme [21 octobre 1998] (p. 7120)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Intervention du président de séance : fait des propositions pour organiser la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8363, 8364)

Proposition de résolution n° 770 tendant à créer une commission d'enquête pour faire la lumière sur les agissements et l'objet du groupement de fait dit "Département Protection Sécurité"

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10274)

Son intervention (p. 10274)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 10280)

Thèmes :

- Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 10274, 10275, 10281)
- Assemblée nationale : question préalable (p. 10280)
- Partis et mouvements politiques : Front national (p. 10274, 10275)

Proposition de résolution n° 811 tendant à créer une commission d'enquête relative aux exigences pécuniaires, aux relations financières internationales, à la situation patrimoniale et fiscale des sectes

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, suppléé par M. Jacques Floch

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Article unique (création de la commission d'enquête)

Son amendement n° 1 soutenu par M. Jacques Floch (commission de quinze membres) : adopté (p. 10495)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ; [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Son intervention (p. 3979)

Proposition de résolution n° 1577 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité)

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4640)

Son intervention (p. 4640)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : recevabilité (p. 4641)

Partis et mouvements politiques : opposition : Corse (p. 4640)

Régions : Corse : gendarmerie (p. 4641)

Régions : Corse : Gouvernement (p. 4641)

Régions : Corse : police (p. 4641)

Régions : Corse : préfets (p. 4641)

Discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4653)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Pierre Lellouche (extension de la période d'investigation jusqu'au début de la septième législature) (p. 4655)

Proposition de résolution n° 1584 tendant à modifier les articles 50, 91 et 108 du règlement de l'Assemblée nationale

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Avant la discussion des articles [29 juin 1999] (p. 6574)

Son intervention (p. 6574)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements (p. 6582)

Assemblée nationale : députés : liberté d'expression (p. 6575, 6583)

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 6574 à 6576, 6583)

Assemblée nationale : ordre du jour : propositions de loi (p. 6574, 6575)

Assemblée nationale : questions écrites (p. 6583)

Assemblée nationale : questions orales (p. 6582, 6583)

Assemblée nationale : Règlement : opposition (p. 6582, 6584)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 6574, 6575)

Parlement : Sénat : Règlement (p. 6575)

Jean-Pierre FOUCHER

*Hauts-de-Seine (12^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Vice-président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale [J.O. du 20 novembre 1998] (p. 17562)

Membre de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 18 décembre 1998] (p. 19168)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n°82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7844)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome VII : Éducation

nationale, recherche et technologie (recherche) (n° 1112) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7025, 7053)

Son intervention (p. 7031)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : crédits (p. 7031)

Recherche : crédits : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 7032)

Recherche : crédits : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 7032)

Recherche : crédits : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 7032)

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605, 8645)

Son intervention (p. 8624)

Thèmes avant la procédure des questions :

Drogue : toxicomanie (p. 8625)

Santé : alcoolisme (p. 8625)

Santé : crédits (p. 8625)

Santé : prévention : suicide (p. 8625)

Santé : sida (p. 8625)

Santé : tabagisme (p. 8625)

Santé : veille sanitaire (p. 8624)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7430)

Son intervention (p. 7457)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 7486)

Thèmes :

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 7457, 7458)

Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 7457, 7458)

Retraites : généralités : système par capitalisation (p. 7486)

Sécurité sociale : prestations familiales (p. 7486)

Discussion des articles [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Article 7 (suppression de la déductibilité des dépenses de recherche de l'assiette d'un prélèvement à la charge de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 7589)

Article 15 (dépistage organisé des maladies aux conséquences mortelles évitables)

Son amendement n° 323 (médecine du travail) : retiré (p. 7634)

Article 23 (création d'un droit de substitution au profit du pharmacien)

Son intervention (p. 7694)

Article 25 (institution d'une clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique)

Son amendement n° 305 soutenu par M. Jean-Luc Prél (de suppression) : rejeté (p. 7723)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8484, 8525)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 845 de M. Henri Plagnol (conclusion du PACS par plusieurs personnes physiques) : rejeté (p. 8508)

Soutient l'amendement n° 675 de M. Claude Birraux (prohibition de l'adoption et de la procréation médicalement assistée) : rejeté au scrutin public (p. 8533)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3706)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 3684)

Son intervention (p. 3723)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3684)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : bénéficiaires (p. 3723)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3723)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : financement (p. 3723)

Professions de santé : pharmaciens (p. 3723, 3724)

Santé : tabagisme (p. 3724)

Discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 12 (article L. 213-1 du code des assurances : modification de l'affectation de la cotisation due par les personnes assurant des véhicules terrestres à moteur)

Soutient l'amendement n° 398 de M. Yves Bur (de suppression) : rejeté (p. 3807)

Article 13 (article 38 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion : transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Soutient l'amendement n° 300 de M. Yves Bur (suppression de la participation des communes) : rejeté (p. 3812)

Après l'article 19

Soutient l'amendement n° 301 de M. Germain Gengenwin (formation à l'accueil des bénéficiaires de la CMU) : rejeté (p. 3828)

Article 35 (articles L. 162-16-1 à L. 162-16-3 nouveaux, L. 161-34, L. 161-36 nouveau, L. 162-33 et L. 625 du code de la sécurité sociale : convention entre les pharmaciens d'officine et l'assurance maladie)

Son amendement n° 281 (formation continue) : rejeté (p. 3969)

Son amendement n° 280 (approbation de la convention) : rejeté (p. 3970)

Son amendement n° 279 (responsabilité des pharmaciens assistants) : rejeté (p. 3971)

Après l'article 35

Son amendement n° 282 (lutte contre le tabagisme) : rejeté (p. 3973)

Après l'article 37

Son sous-amendement n° 470 (de précision) à l'amendement n° 26 corrigé de la commission (création de fédérations médicales interhospitalières) : adopté (p. 4000)

Son sous-amendement n° 471 soutenu par M. Yves Bur (participation des pharmacies) à l'amendement n° 25 de la commission (création d'établissements publics de santé interhospitaliers) (p. 4000) : rejeté (p. 4001)

Son amendement n° 278 rectifié (intégration scolaire des jeunes handicapés) : rejeté (p. 4009)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5862, 5870)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 5876)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 5889) : rejetée (p. 5897)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 5890, 5892)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 5876)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : contributions (p. 5890)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : coût (p. 5890, 5891)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 5890)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : prestations (p. 5892)

Politique sociale : aide médicale gratuite (p. 5891)

Politique sociale : exclusion (p. 5889)

Santé : accès aux soins (p. 5889)

Jean-Louis FOUSSERET

*Doubs (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [J.O. du 3 février 1999] (p. 1757)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Impôts et taxes. Associations. Réglementation, application [9 février 1999] (p. 1079)

Télécommunications. Téléphone. Tarifs, conséquences, Internet [2 juin 1999] (p. 5283)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 769, posée le 3 mai 1999. Transports ferroviaires. TGV Rhin Rhône (J.O. Questions p. 2553). Appelée le 4 mai 1999. Desserte de Besançon (p. 3916)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7025, 7053)

Procédure des questions :

Recherche : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 7069)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7122, 7139)

Procédure des questions :

Enseignement secondaire : personnel : personnel de direction : carrière (p. 7156)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 février 1999] (p. 897)

Article 36 (Compagnie nationale du Rhône)

Son intervention (p. 938)

Michel FRANÇAIX

*Oise (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 804, posée le 17 mai 1999. Etablissements de santé. Carte sanitaire (J.O. Questions p. 2895). Appelée le 18 mai 1999. Maternités, Méru (p. 4469)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

COMMUNICATION

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8909)

Son intervention (p. 8919)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : secteur public : crédits (p. 8919)

Audiovisuel et communication : secteur public : publicité (p. 8919)

Presse et livres : presse nationale (p. 8920)

Presse et livres : presse régionale (p. 8920)
 Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8920)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501, 4532) ; [19 mai 1999] (p. 4596)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 4534)

Son intervention (p. 4542)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 4543, 4544)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4534)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4543, 4544)

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852) ; [26 mai 1999] (p. 4974, 4987) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son intervention (p. 4612)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Philippe Chaulet (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 167 rectifié de Mme Huguette Bello (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Yves Cochet (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 544 de M. Noël Mamère (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Henry Jean-Baptiste (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 168 de Mme Huguette Bello (conditions de diffusion outre-mer de France 2 et de La cinquième-Arte) (p. 4700)

Intervient sur l'amendement n° 428 de Mme Christiane Taubira-Delannon (promotion des langues et cultures régionales par RFO) (p. 4702)

Article 3 (article 45 de la loi du 30 septembre 1986 : constitution et missions de la Société La Cinquième-ARTE)

Son intervention (p. 4709)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Intervient sur l'amendement n° 643 du Gouvernement (personnalités qualifiées nommées par le CSA) (p. 4728)

Intervient sur l'amendement n° 388 de M. Laurent Dominati (élection du Président de France Télévision par le Conseil d'administration) (p. 4729)

Article 6 (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des sociétés du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son intervention (p. 4757)

Article 7 (articles 18, 24, 26, 34-1, 46, 48, 48-2, 48-3, 48-9, 48-10, 51, 56, 62, 73 de la loi du 30 septembre 1986, article L. 4433-28 du code général des collectivités territoriales et annexe II de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 : coordination)

Son intervention (p. 4856)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 328 précédemment réservé de M. Olivier de Chazeaux (suppression du monopole de TDF) (p. 4860)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 510 de Mme Frédérique Bredin (équipement des téléviseurs d'une puce antiviolence) (p. 4875)

Article 16 (article 29 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs des dossiers de candidature et critères retenus par le CSA pour les autorisations des fréquences radiophoniques)

Intervient sur l'amendement n° 104 de la commission (critères d'attribution équilibrée des fréquences) (p. 5073)

Article 17 (article 30 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs du dossier de candidature et critères retenus par le CSA pour l'usage de fréquences en vue de l'exploitation de services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre)

Intervient sur l'amendement n° 573 de M. Noël Mamère (présentation des déclarations de candidature) (p. 4990)

Article 18 (article 33-1 -anciennement 34-1- de la loi du 30 septembre 1986 : conventionnement des services

de radiodiffusion sonore et de télévision distribués par satellite et par câble)

Soutient l'amendement n° 491 de M. Jérôme Cahuzac (référence aux titulaires de marchés publics ou délégations de services publics) : adopté après rectification (p. 4992)

Avant l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 323 de M. Olivier de Chazeaux (attribution des capacités de diffusion en numérique hertzien) (p. 4999)

Article 21 (article 28 de loi du 30 septembre 1986 : quotas d'oeuvres musicales d'expression francophone)

Intervient sur l'amendement n° 476 de M. Laurent Dominati (autorisation de diffusion de messages publicitaires lors des "décrochages" locaux de chaînes nationales) (p. 5010)

Intervient sur l'amendement n° 477 de M. Laurent Dominati (publicité des programmes des chaînes locales) (p. 5011)

Article 22 (article 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conditions de reconduction de l'autorisation des services de radiodiffusion et de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre hors appel à candidatures)

Soutient l'amendement n° 111 de la commission (pouvoirs de l'autorité de régulation) : adopté (p. 5019)

Soutient l'amendement n° 112 de la commission (pouvoirs de l'autorité de régulation) : adopté (p. 5019)

Son amendement n° 492 soutenu par M. Arnaud Montebourg (auditions par le CSA des tiers et des intéressés) : retiré (p. 5021)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 140 de la commission des finances (rapport gouvernemental sur les télévisions de proximité) (p. 5065)

Intervient sur l'amendement n° 296 de M. Christian Cuvilliez (rapport gouvernemental sur les télévisions de proximité) (p. 5065)

Intervient sur l'amendement n° 501 de M. Michel Bouvard (rapport gouvernemental sur les télévisions de proximité) (p. 5066)

Article 27 (article 34-2 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services diffusés par satellite)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Christian Kert (notions de modalités de commercialisation) (p. 5066)

Intervient sur l'amendement n° 413 de M. Renaud Muselier (notions de modalités de commercialisation) (p. 5066)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Olivier de Chazeaux (notions de modalités de commercialisation) (p. 5066)

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Christian Kert (de précision) (p. 5066)

Intervient sur l'amendement n° 287 de M. Olivier de Chazeaux (de précision) (p. 5066)

Intervient sur l'amendement n° 414 de M. Renaud Muselier (de précision) (p. 5066)

Intervient sur l'amendement n° 585 de M. Noël Mamère (alignement du régime des bouquets satellitaires sur celui du câble) (p. 5067)

Intervient sur l'amendement n° 286 de M. Olivier de Chazeaux (restriction des pouvoirs du CSA) (p. 5067)

Soutient l'amendement n° 614 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 5067)

Soutient l'amendement n° 615 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 5067)

Intervient sur l'amendement n° 122 de la commission (pouvoirs d'opposition du CSA) (p. 5068)

Soutient l'amendement n° 123 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5068)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 488 de M. Laurent Dominati (accès aux nouvelles technologies ; mise en place de conventions) (p. 5068)

Intervient sur l'amendement n° 124 rectifié de la commission (contrats passés par les communes pour l'exploitation par des tiers d'un service local de télévision) (p. 5070)

Intervient sur l'amendement n° 475 de M. Michel Herbillon (exploitation du numérique) (p. 5070)

Article 28 (articles 42, 42-1, 42-2 et 42-4 de la loi du 30 septembre 1986 : pouvoirs de sanction du CSA)

Soutient l'amendement n° 125 de la commission (pouvoir de contrôle du Conseil d'Etat) : adopté (p. 5070)

Intervient sur l'amendement n° 352 corrigé de M. Laurent Dominati (de cohérence) (p. 5070)

Intervient sur l'amendement n° 588 de M. Noël Mamère (associations pouvant saisir le CSA) (p. 5071)

Son amendement n° 536 (associations pouvant saisir le CSA) : adopté (p. 5071)

Intervient sur l'amendement n° 395 de M. Laurent Dominati (saisine du CSA par pétition) (p. 5071)

Soutient l'amendement n° 126 de la commission (de correction) : adopté (p. 5071)

Soutient l'amendement n° 127 de la commission (suspension d'un programme pour une durée de quelques minutes) : adopté (p. 5072)

Son amendement n° 535 (actions engagées sans intervention du CSA) : retiré (p. 5072)

Intervient sur l'amendement n° 541 de M. Laurent Dominati (cas de retrait de l'autorisation) (p. 5072)

Intervient sur l'amendement n° 128 de la commission (suppression de la procédure d'instruction par le

Conseil d'Etat des décisions de sanction prononcées par le CSA) (p. 5073)

Article 16 précédemment réservé (article 29 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs des dossiers de candidature et critères retenus par le CSA pour les autorisations des fréquences téléphoniques)

Intervient sur l'amendement n° 104 de la commission (notion de "juste équilibre des paysages radiophoniques") (p. 5073)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 568 précédemment réservé de M. Patrick Bloche (responsabilité des intermédiaires techniques) (p. 5077)

Intervient sur l'amendement n° 322 corrigé précédemment réservé de M. Olivier de Chazeaux (p. 5077)

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. Patrice Martin-Lalande (responsabilité des intermédiaires techniques) (p. 5077)

Intervient sur l'amendement n° 209 de M. Pierre Albertini (p. 5077)

Intervient sur l'amendement n° 567 précédemment réservé de M. Patrick Bloche (suppression du système de la déclaration préalable pour les sites Internet et les services télématiques) (p. 5077)

Soutient l'amendement n° 616 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 5078)

Intervient sur l'amendement n° 517 de M. Patrice Martin-Lalande (taux de TVA applicables aux CD-Rom) (p. 5078)

Article 29 (articles 78 et 78-2 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : sanctions pénales pour défaut de déclaration d'une offre de services distribués par satellite et pour défaut de conventionnement d'un service de radiodiffusion ou de télévision distribué par câble ou par satellite)

Soutient l'amendement n° 617 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5079)

Article 4 précédemment réservé (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-ARTE)

Soutient l'amendement n° 79 de la commission (nomination des présidents des conseils d'administration) : adopté (p. 5080)

Intervient sur le sous-amendement n° 450 de M. Renaud Muselier (rédactionnel) à l'amendement n° 79 de la commission (p. 5080)

Après l'article 10

Intervient sur le sous-amendement n° 666 de M. Olivier de Chazeaux (de simplification) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (simplification de l'utilisation des décodeurs) (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 667 de M. Olivier de Chazeaux (rédactionnel) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 652 de M. Laurent Dominati (définition des exploitants de système d'accès sous condition) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 659 de M. Laurent Dominati (droits et devoirs des intermédiaires) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 668 de M. Olivier de Chazeaux (de précision) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 669 de M. Olivier de Chazeaux (de simplification) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 662 de M. Christian Kert (obligations des exploitants) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 670 de M. Olivier de Chazeaux (de précision) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 655 de M. Olivier de Chazeaux (de simplification) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 671 de M. Olivier de Chazeaux (limites des droits de propriété intellectuelle) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 656 de M. Olivier de Chazeaux (de simplification) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Après l'article 29

Soutient l'amendement n° 618 de la commission (encadrement des pouvoirs du CSA) : adopté après modifications (p. 5086)

Soutient l'amendement n° 129 de la commission (sanctions visant les fausses déclarations) : adopté (p. 5086)

Article 30 (articles 10, 12, 24, 33-1, 33-3, 43, 70 et 78-1 de la loi du 30 septembre 1986, articles 4 et 5 de la loi n° 96-299 du 10 avril 1996 relative aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information : coordination)

Soutient l'amendement n° 619 de la commission (précision sur l'utilisation en mode analogique de la voie hertzienne terrestre) : adopté (p. 5087)

Soutient l'amendement n° 620 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 5087)

Soutient l'amendement n° 621 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 5087)

Soutient l'amendement n° 622 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 5087)

Intervient sur l'amendement n° 257 de M. Christian Kert (développement des télévisions de proximité) (p. 5087)

Soutient l'amendement n° 623 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5087)

Soutient l'amendement n° 624 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5087)

Soutient l'amendement n° 625 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5087)

Reprend l'amendement n° 357 de M. Laurent Dominati (de conséquence) : adopté (p. 5088)

Intervient sur l'amendement n° 663 de M. Christian Kert (suppression de dispositions obsolètes sur la publication de sondages d'opinion) (p. 5088)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 593 de M. Noël Mamère (établissement d'un bilan de l'évolution des groupes audiovisuels) (p. 5088)

Intervient sur l'amendement n° 592 de M. Noël Mamère (récupération par les propriétaires et bailleurs de charges liées à l'audiovisuel) (p. 5089)

Intervient sur l'amendement n° 589 de M. Noël Mamère (de précision) (p. 5089)

Soutient l'amendement n° 130 de la commission : devenu sans objet (p. 5089)

Article 31 (dispositions transitoires)

Soutient l'amendement n° 626 de la commission (délai de déclaration des opérateurs de bouquets satellites) : adopté (p. 5089)

Après l'article 31

Soutient l'amendement n° 131 de la commission (raccordements en matière de câbles et antennes) : retiré

Intervient sur l'amendement n° 569 de M. Renaud Muselier (service minimum en cas de grève) (p. 5090)

Soutient l'amendement n° 141 de la commission des finances (raccordements en matière de câbles et antennes) : adopté après modifications (p. 5091)

Son sous-amendement n° 664 (traitement équitable du câble et du satellite) à l'amendement n° 141 de la commission des finances : adopté (p. 5091)

Intervient sur l'amendement n° 495 de M. Marcel Rogemont (raccordements en matière de câbles et antennes) (p. 5091)

Intervient sur l'amendement n° 452 de M. Laurent Dominati (raccordements en matière de câbles et antennes) (p. 5091)

Intervient sur l'amendement n° 385 de M. Olivier de Chazeaux (raccordements en matière de câbles et antennes) (p. 5091)

Après l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 29 corrigé de M. Renaud Muselier (rapport annuel du CSA au Parlement) (p. 5092)

Ses explications de vote (p. 5094)

Vote pour du groupe socialiste (p. 5095)

Roland FRANCISCI

*Corse-du-Sud (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurances. Sinistres. Attentats, garantie, Corse [28 avril 1999] (p. 3701)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6764)

Article 14 (modification des règles de territorialité en matière de droits de mutation à titre gratuit)

Son intervention (p. 6786)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057, 8067)*Procédure des questions :*

Régions : Corse (p. 8088, 8089)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)*Article 14 ter (rétablissement des sanctions en cas de défaut de déclaration des successions en Corse)*

Son intervention (p. 10631)

Son amendement n° 185 (de suppression) : rejeté (p. 10638)

Christian FRANQUEVILLE*Vosges (4^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 27 janvier 1999] (p. 1415)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 770, posée le 3 mai 1999. Déchets, pollutions et nuisances. Cours d'eau, étangs et lacs (J.O. Questions p. 2553). Appelée le 4 mai 1999. Lutte et prévention (p. 3909)

Roger FRANZONI*Haute-Corse (1^{ère} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseaux de transport public de voyageurs [J.O. du 9 avril 1999] (p. 5281)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 15 septembre 1999] (p. 13830)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 15 septembre 1999] (p. 13831)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 695, posée le 22 mars 1999. Travail. Durée du travail (J.O. Questions p. 1621). Appelée le 23 mars 1999. Réduction, aides de l'Etat, zones franches, cumul avec l'abattement de cotisations de sécurité sociale, Corse (p. 2694)

n° 836, posée le 31 mai 1999. Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral (J.O. Questions p. 3203). Appelée le 1^{er} juin 1999. Lutte et prévention, Méditerranée (p. 5151)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'ÉQUILIBRE FINANCIER***Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6764)***Article 14 (modification des règles de territorialité en matière de droits de mutation à titre gratuit)*

Son intervention (p. 6787)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)*Article 14 ter (rétablissement des sanctions en cas de défaut de déclaration des successions en Corse)*

Son amendement n° 273 (suppression du paragraphe II) : rejeté (p. 10640)

Article 14 quater (réactivation de la commission mixte créée par la loi du 13 mai 1991 portant statut de la collectivité territoriale de Corse)

Son amendement n° 274 (réduction à six mois du délai de présentation du rapport de la commission mixte au Parlement) : rejeté (p. 10641)

Proposition de résolution n° 1577 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité)

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4640)

Son intervention (p. 4645)

Thèmes :

Gouvernement (p. 4646)

Partis et mouvements politiques : opposition : Corse (p. 4645)

Régions : Corse : attentats (p. 4646)

Régions : Corse : population (p. 4645)

Régions : Corse : préfets (p. 4646)

Régions : Corse : Président (p. 4645)

Jacqueline FRAYSSE

*Hauts-de-Seine (4^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale [J.O. du 20 novembre 1998] (p. 17562)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Accès aux soins. Maîtrise des dépenses de santé, conséquences [16 décembre 1998] (p. 10571)

Industrie. Construction aéronautique. Restructuration, concertation [17 février 1999] (p. 1557)

Consommation. Sécurité des produits. Produits alimentaires [9 juin 1999] (p. 5607)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7361, 7399, 7430)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 7424)

Son intervention (p. 7435)

Thèmes :

Etablissements de santé : dotation globale de financement (p. 7437)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 7437)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 7437, 7438)

Retraites : généralités : système par répartition : financement (p. 7437)

Risques professionnels : accidents du travail (p. 7436)

Sécurité sociale : cotisations : assiette (p. 7436, 7438)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 7425)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Avant l'article 2

Son amendement n° 120 corrigé (taxation des placements financiers des entreprises) : rejeté (p. 7520)

Son amendement n° 121 corrigé (modulation des cotisations en fonction de la politique salariale de l'entreprise) : rejeté (p. 7522)

Son amendement n° 122 corrigé soutenu par Mme Muguette Jacquaint (assurance contre le risque de non-paiement des sommes dues à la sécurité sociale) (p. 7522) : rejeté (p. 7524)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Bernard Accoyer (carnet de santé) (p. 7636)

Article 21 (clause de sauvegarde applicable aux dépenses médicales)

Son intervention (p. 7674)

Article 23 (création d'un droit de substitution au profit du pharmacien)

Son intervention (p. 7695)

Article 27 (régulation des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux financées par l'assurance maladie)

Son amendement n° 125 (de suppression) : rejeté (p. 7733)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 118 (prélèvement sur les entreprises) : rejeté (p. 7791)

Intervient sur l'amendement n° 116 de la commission (stabilisation du financement) (p. 7791)

Intervient sur l'amendement n° 117 de la commission (date de dépôt du projet de loi) (p. 7791)

Explications de vote et vote [3 novembre 1998] (p. 7931)

Ses explications de vote (p. 7935)

Abstention du groupe communiste (p. 7936)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9595)

Son intervention (p. 9602)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 9602)

Etablissements de santé : hôpitaux locaux (p. 9602)

Famille : aide à domicile (p. 9603)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 9603)

Sécurité sociale : conventions avec les praticiens (p. 9603)

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9610, 9629, 9678)

Article 1er (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 9613)

Son amendement n° 74 (abrogation explicite de la loi sur les fonds de pension) : devenu sans objet (p. 9634)

Son amendement n° 75 (projet de loi sur les cotisations patronales) : devenu sans objet (p. 9634)

Article 3 bis supprimé par le Sénat (modification des conditions d'exonération de cotisations sociales patronales pour l'emploi d'une aide à domicile)

Son amendement n° 76 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (rétablissement des exonérations de charge) : retiré (p. 9642)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques)

Intervient sur le sous-amendement n° 164 de M. François Goulard (fréquence des réunions) à l'amendement n° 96 du Gouvernement (comité économique du médicament) (p. 9690)

Article 25 (institution d'une clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9696)

Explications de vote et vote [1er décembre 1998] (p. 9754)

Ses explications de vote (p. 9756)

Abstention du groupe communiste (p. 9757)

LECTURE DÉFINITIVE

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 décembre 1998] (p. 10085)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Jean-Luc Prél (suppression de la majoration pour enfants dans la prise en compte des ressources pour l'assurance veuvage) (p. 10084)

Ses explications de vote (p. 10084)

Abstention du groupe communiste (p. 10085)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1247)

Son intervention (p. 1252)

Thèmes :

Emploi : chômage : femmes (p. 1252)

Femmes : égalité des sexes : histoire (p. 1252)

Femmes : égalité professionnelle (p. 1252)

Femmes : parité (p. 1252)

Femmes : politique à l'égard des femmes : Parlement (p. 1252, 1253)

Discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1258)

Son amendement n° 2 (effectif des délégations porté de trente-six à quarante-cinq membres) : rejeté (p. 1261)

Ses explications de vote (p. 1262)

Vote pour du groupe communiste (p. 1262)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1730)

Article 43 (articles L. 713-1 et L. 713-2 du code du travail - développement de la négociation collective de branche)

Son intervention (p. 1804)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3706, 3738)

Son intervention (p. 3711)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3711)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3711)

Politique sociale : aide médicale gratuite (p. 3712)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 3712)

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ; [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 4 (article L. 161-2-1 nouveau du code de la sécurité sociale : immédiateté et automaticité du droit à l'accès aux soins)

Son intervention (p. 3766)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Article L. 861-5 du code de la sécurité sociale : attribution de la couverture complémentaire CMU

Soutient l'amendement n° 161 de Mme Muguette Jacquaint (formulaire de demande d'adhésion) : adopté (p. 3859)

Article L. 861-8 du code de la sécurité sociale : inscription auprès d'un organisme complémentaire

Soutient l'amendement n° 163 de Mme Muguette Jacquaint (date de prise d'effet pour l'ensemble des organismes complémentaires) : adopté (p. 3866)

Soutient l'amendement n° 165 de Mme Muguette Jacquaint (autorité compétente en matière de litige) : retiré (p. 3866)

Article 21 (articles 6-1 et 6-2 nouveaux et 9 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 : prolongation de la couverture des bénéficiaires de la CMU couverts par un organisme complémentaire)

Soutient l'amendement n° 166 de Mme Muguette Jacquaint (prolongation des droits auprès de la CNAM) : rejeté (p. 3870)

Article 25 (articles L. 861-10, L. 861-11, L. 861-12, L. 861-13, L. 861-14, L. 861-15, L. 861-16, L. 861-17 nouveaux du code de la sécurité sociale : création du fonds de financement de la protection complémentaire)

Son amendement n° 168 (taxation des revenus financiers des entreprises) : rejeté (p. 3886)

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Son intervention (p. 3898)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 378 de M. Alain Veyret (dérogations pour des équipements lourds) (p. 3996)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5897) ; [16 juin 1999] (p. 5956, 5999)

Article 3 (titre VIII du livre III, articles L. 380-1 à L. 380-4 nouveaux du code de la sécurité sociale : critères d'affiliation au nouveau régime général et cotisation)

Son intervention (p. 5899)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Son intervention (p. 5959)

Soutient l'amendement n° 100 de Mme Muguette Jacquaint (conditions tarifaires préférentielles) : rejeté (p. 5962)

Soutient le sous-amendement n° 97 de Mme Muguette Jacquaint (extension du tiers payant) à l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5965)

Article 21 (articles 6-1 et 6-2 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 : prolongation de la couverture des bénéficiaires de la CMU couverts par un organisme complémentaire)

Soutient le sous-amendement n° 98 de Mme Muguette Jacquaint (adhésion à un tarif préférentiel à une mutuelle) à l'amendement n° 33 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 5972)

Soutient le sous-amendement n° 99 de Mme Muguette Jacquaint (possibilité de résiliation du contrat passé avec une mutuelle) à l'amendement n° 33 de la commission : rejeté (p. 5972)

Article 25 (articles L. 861-10, L. 861-11, L. 861-12, L. 861-13, L. 861-14, L. 861-15, L. 861-16, L. 861-17 du

code de la sécurité sociale : création du fonds de financement de la protection complémentaire)

Son amendement n° 4 (cotisation sociale sur les revenus financiers) : rejeté (p. 5976)

Article 13 précédemment réservé (transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Son intervention (p. 5983)

Soutient l'amendement n° 2 de Mme Muguette Jacquaint (participation des communes) : retiré (p. 5987)

Soutient l'amendement n° 3 de Mme Muguette Jacquaint (création d'un fonds de solidarité pour l'action sociale) : rejeté (p. 5988)

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Son intervention (p. 6002)

Seconde délibération

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (modalités de paiement des professionnels de santé) (p. 6047)

Proposition de loi n° 1557 tendant à éviter la double imposition des bailleurs pour l'exercice 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5037)

Son intervention (p. 5041)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 5041)

Assemblée nationale : article 94 du règlement (p. 5042)

Baux : bailleurs : imposition (p. 5041, 5042)

Conseil constitutionnel (p. 5041)

Constitution : article 40 (p. 5042)

Enregistrement et timbre : droit de bail : taxe additionnelle au droit de bail (p. 5041, 5042)

Finances publiques : recettes (p. 5042)

Impôts et taxes : paiement (p. 5041)

Georges FRÊCHE

*Hérault (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés. Harkis [27 octobre 1998] (p. 7389)

Pierre FROGIER

*Nouvelle-Calédonie (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281, 7313)

Son intervention (p. 7347)

Thèmes avant la procédure des questions :

Finances publiques : budget de l'Etat (p. 7347)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 7347, 7348)

Logement (p. 7348)

Matières premières (p. 7347)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 7347)

Tourisme et loisirs (p. 7347)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)

Son intervention (p. 10857)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa : référendums (p. 10857)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : élections et référendums (p. 10858)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : emploi (p. 10858)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : histoire (p. 10858)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 10858)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : transferts de compétences (p. 10858)

Discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10864)

Article 18 (compétences de droit commun des provinces)

Son amendement n° 126 (nouvelle rédaction de l'article énumérant les compétences) : retiré (p. 10870)

Article 19 (compétences de l'Etat)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (référence à l'article 21, compétences de la Nouvelle-Calédonie, pour la collation et la délivrance des titres et diplômes) : adopté (p. 10873)

Article 21 (compétences de la Nouvelle-Calédonie)

Son amendement n° 127 (compétence pour l'attribution de diplômes au titre de la formation professionnelle) : rejeté (p. 10874)

Article 22 (transfert d'établissements publics à la Nouvelle-Calédonie)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (compensation des charges afférentes aux établissements publics transférés) : adopté (p. 10876)

Article 26 (transfert de compétences organisé par une loi organique ultérieure)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (suppression de la possibilité de transfert des compétences liées à la recherche) : adopté (p. 10878)

Article 48 (fonctionnement des fonds de péréquation destinés aux communes)

Son amendement n° 129 (caractère obligatoire de la contribution de l'Etat au fonds intercommunal de péréquation pour l'équipement) : rejeté (p. 10893)

Article 52 (conditions de création de sociétés d'économie mixte et de prise de participation au capital de sociétés privées gérant un service public ou d'intérêt général)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (extension des dispositions de l'article aux provinces) : adopté (p. 10893)

Article 79 (entrée en vigueur des dispositions fiscales)

Son amendement n° 130 (de précision) : adopté (p. 10901)

Article 102 (mode de scrutin pour l'élection des membres du gouvernement)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (participation à la présentation d'une seule liste de candidats par les membres du congrès) : adopté (p. 10907)

Article 166 (remplacement du bureau ou d'un vice-président)

Son intervention (p. 10920)

Article 168 (recours à des contractuels dans les assemblées de province)

Son amendement n° 131 (recours à des fonctionnaires de l'Etat) : adopté (p. 10922)

Article 193 (conventions de mise à disposition de services, d'agents et de biens)

Son amendement n° 132 (maintien du statut des agents de la Nouvelle-Calédonie mis à disposition de l'Etat) : adopté après modifications (p. 10929)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [11 février 1999] (p. 1266)

Son intervention (p. 1270)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie (p. 1270)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : élections et référendums (p. 1270)

Yves FROMION

*Cher (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 17 décembre 1998] (p. 19078)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 17 décembre 1998] (p. 19078)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

Vice-président de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 2 juin 1999] (p. 8150)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1763 relative à la chasse de nuit [30 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Jeunes. Délinquance. Statistiques [19 janvier 1999] (p. 38)

Santé. Politique de la santé. Classification des drogues [3 mars 1999] (p. 1969)

Gendarmerie. GPS. Création, Corse [18 mai 1999] (p. 4493)

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Oléagineux, réforme [22 juin 1999] (p. 6270)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 811, posée le 17 mai 1999. Aménagement du territoire. Politiques communautaires (J.O. Questions p. 2896). Appelée le 18 mai 1999. Fonds structurels, Cher (p. 4474)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

M. Jacques Godfrain : demande une suspension de séance [6 novembre 1998] (p. 8289)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6290)

Après l'article 30

Son amendement n° 795 (statut des sociétés coopératives agricoles) : rejeté (p. 6300)

Son amendement n° 808 (statut des sociétés coopératives agricoles) : rejeté (p. 6301)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Après l'article 18

Son amendement n° 325 soutenu par M. Michel Bouvard (fixation du taux normal de la TVA à 19,6 %) (p. 6831) : rejeté (p. 6836)

Article 19 (application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux abonnements souscrits pour la fourniture de gaz et d'électricité)

Son amendement n° 331 : non soutenu (p. 6839)

Après l'article 19

Son amendement n° 328 soutenu par M. Michel Bouvard (application d'un taux de TVA de 15 % à la fourniture de repas à consommer sur place) : retiré (p. 6847)

Son amendement n° 327 (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) : rejeté (p. 6853)

Son amendement n° 323 : non soutenu (p. 6859)

Son amendement n° 329 soutenu par M. Gilles Carrez (application du taux réduit de la TVA aux prestations liées aux activités sportives et à l'utilisation des équipements sportifs) (p. 6859) : rejeté (p. 6860)

Son amendement n° 330 (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de travaux d'entretien, de rénovation et de réhabilitation de logements) : vote réservé (p. 6858) : retiré (p. 6870)

Après l'article 22

Son amendement n° 330 précédemment réservé soutenu par M. Philippe Auberger (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de travaux d'entretien, de rénovation et de réhabilitation de logements) : retiré (p. 6870)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Son intervention (p. 8261)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armes nucléaires (p. 8262)

Défense : avions (p. 8262)

Défense : crédits (p. 8262)

Défense : GIAT-Industries (p. 8262)

Défense : loi de programmation militaire : professionnalisation (p. 8261)

Procédure des questions :

Défense : entreprises (p. 8295)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7548)

Après l'article 4

Son amendement n° 180 soutenu par M. Bernard Accoyer (zones franches) : rejeté (p. 7573)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 729 de M. Patrice Martin-Lalande (impossibilité d'être "pacsé" plus de trois fois) : rejeté (p. 8551)

Après l'article 515-2 du code civil

Son amendement n° 785 (possibilité de réexamen du droit de garde lorsqu'un parent conclut un PACS avec une personne de même sexe) : rejeté (p. 8560)

Après l'article 515-3 du code civil

Son amendement n° 725 (interdiction de l'adoption et de la procréation médicale assistée pour les partenaires de même sexe) : rejeté au scrutin public (p. 9782)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 710 (aide mutuelle et matérielle compte tenu des obligations vis à vis des enfants des partenaires) : rejeté (p. 9800)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Intervient sur le sous-amendement n° 1118 de Mme Christine Boutin (vérification de la réalité du consentement par le greffe du tribunal d'instance) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (signification de la rupture unilatérale qui prend effet après un délai de trois mois) (p. 9845)

Soutient le sous-amendement n° 1101 de M. Éric Doligé (copie de l'acte de décès adressée par le notaire chargé de la succession au greffe du tribunal d'instance) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9858)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 765 (de suppression) : rejeté (p. 9923)

Article 5 (droit à congés)

Soutient l'amendement n° 653 de M. Charles de Courson (suppression de la référence au troisième alinéa de l'article L. 226-1 du code du travail accordant un congé pour naissance ou adoption) : retiré (p. 9976)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Intervient sur l'amendement n° 133 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 9989)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 9989)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 9989)

Intervient sur l'amendement n° 403 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 9989)

Intervient sur l'amendement n° 481 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 9989)

Intervient sur l'amendement n° 517 de M. Pierre-Christophe Baguet (de suppression) (p. 9989)

Intervient sur l'amendement n° 542 de M. François Goulard (de suppression) (p. 9989)

Intervient sur l'amendement n° 643 de M. Renaud Dutreil (de suppression) (p. 9989)

Intervient sur l'amendement n° 654 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 9989)

Intervient sur l'amendement n° 738 de M. Jacques Kossowski (de suppression) (p. 9989)

Intervient sur l'amendement n° 756 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 9989)

Intervient sur l'amendement n° 773 de M. Patrice Martin-Lalande (de suppression) (p. 9989)

Intervient sur l'amendement n° 801 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 9989)

Intervient sur l'amendement n° 880 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 9989)

Son amendement n° 717 (PACS conclu avec un ressortissant français) : rejeté (p. 9990)

Soutient l'amendement n° 405 de M. Bernard Accoyer (PACS conclu depuis plus de cinq ans) : rejeté (p. 9992)

Soutient l'amendement n° 404 de M. Bernard Accoyer (PACS conclu par des partenaires de sexe opposé) : rejeté (p. 9992)

Soutient l'amendement n° 332 de M. Thierry Mariani (étranger vivant en France de façon régulière depuis au moins dix ans) : rejeté (p. 9996)

Son amendement n° 719 (PACS pour le renouvellement d'un titre de séjour) : rejeté (p. 9996)

Son amendement n° 772 (étranger entré régulièrement et partenaire ayant conservé la nationalité française) : rejeté (p. 9996)

Article 7 (prise en compte du pacte civil de solidarité dans l'examen d'une demande de naturalisation)

Soutient l'amendement n° 221 de M. Christian Estrosi (de suppression) : adopté (p. 10001)

Soutient l'amendement n° 334 de M. Thierry Mariani (de suppression) : adopté (p. 10001)

Soutient l'amendement n° 407 de M. Bernard Accoyer (de suppression) : adopté (p. 10001)

Soutient l'amendement n° 483 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) : adopté (p. 10001)

Soutient l'amendement n° 519 de M. Pierre-Christophe Baguet (de suppression) : adopté (p. 10001)

Soutient l'amendement n° 543 de M. François Goulard (de suppression) : adopté (p. 10001)

Soutient l'amendement n° 644 de M. Renaud Dutreil (de suppression) : adopté (p. 10001)

Soutient l'amendement n° 655 de M. Charles de Courson (de suppression) : adopté (p. 10001)

Soutient l'amendement n° 739 de M. Jacques Kossowski (de suppression) : adopté (p. 10001)

Soutient l'amendement n° 757 de M. Henri Plagnol (de suppression) : adopté (p. 10001)

Soutient l'amendement n° 775 de M. Patrice Martin-Lalande (de suppression) : adopté (p. 10001)

Soutient l'amendement n° 800 de M. Claude Goasguen (de suppression) : adopté (p. 10001)

Soutient l'amendement n° 881 de M. Éric Doligé (de suppression) : adopté (p. 10001)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son amendement n° 721 (non-application de l'article lorsque le motif de la séparation est le fait d'un des partenaires) : rejeté (p. 10182)

Son amendement n° 713 (de coordination) : rejeté (p. 10184)

Soutient l'amendement n° 779 de M. Patrice Martin-Lalande (de coordination) : rejeté (p. 10184)

Son amendement n° 722 (de coordination) : rejeté (p. 10184)

Article 10 (dispositions applicables aux fratries)

Son amendement n° 720 soutenu par M. Bernard Accoyer (bénéfice des dispositions de l'article réservé aux personnes de nationalité française) (p. 10211) : rejeté (p. 10212)

Son amendement n° 714 soutenu par M. Bernard Accoyer (application de l'article lorsque l'un d'eux est handicapé ou sous la tutelle de son parent) : rejeté (p. 10212)

Article 1er (suite) (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 782 précédemment réservé (terme d'union substitué à celui de solidarité) : retiré (p. 10224)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des [20 janvier 1999] (p. 130)

Son intervention (p. 152)

Thème :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 152)

Projet de loi n° 1618 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6740)

Son intervention (p. 6751)

Thème :

Défense : réserves (p. 6751, 6752)

Discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6759)

Article 1 (principes généraux de la réserve)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Guy Teissier (caractère "incontournable" des réserves) (p. 6760)

Son amendement n° 1 (de précision) : rejeté (p. 6760)

Son amendement n° 73 (association des réservistes à l'enseignement obligatoire de la défense) : rejeté (p. 6761)

Soutient l'amendement n° 76 de M. Bruno Bourg-Broc (association des réservistes à l'enseignement obligatoire de la défense) : rejeté (p. 6762)

Son amendement n° 2 (fixation par décret de la qualité de "partenaire de la défense") : rejeté (p. 6763)

Article 2 (conditions d'admission dans la réserve)

Son amendement n° 3 (admission des ressortissants de l'Union européenne) : rejeté (p. 6764)

Article 4 (limites d'âge)

Son amendement n° 4 (conditions de report de la limite d'âge) : retiré (p. 6767)

Son amendement n° 5 (conditions de report de la limite d'âge fixée par décret) : devenu sans objet (p. 6767)

Article 8 (possibilité d'avoir recours à des spécialistes)

Son amendement n° 6 (spécialistes volontaires) : adopté (p. 6769)

Article 9 (durée maximale des activités dans la réserve et droit d'absence du réserviste de son poste de travail)

Son amendement n° 7 (cas des personnes en formation) : adopté (p. 6770)

Article 13 (personnes soumises à l'obligation de disponibilité)

Son amendement n° 8 (de précision) : rejeté (p. 6773)

Article 14 (convocation des personnes soumises à l'obligation de disponibilité)

Son amendement n° 9 corrigé (de précision) : rejeté (p. 6773)

Article 20 (rémunération des réservistes de la réserve opérationnelle)

Soutient l'amendement n° 77 de M. Bruno Bourg-Broc (solde et accessoires attribués dans les mêmes conditions que pour les militaires "permanents") : rejeté (p. 6774)

Son amendement n° 13 (participation des entreprises pour le paiement des primes et avantages) : rejeté (p. 6775)

Article 28 (champ d'application des obligations du service de défense)

Son amendement n° 14 (ressortissants de l'Union européenne assujettis aux obligations de service de défense) : adopté (p. 6777)

Après l'article 38

Son amendement n° 15 (protection des étudiants ou stagiaires exerçant une activité au titre d'un engagement de service dans la réserve opérationnelle) : devenu sans objet (p. 6779)

Article 46 (modification du code du service national)

Son amendement n° 17 (disponibilité dans la réserve militaire des Français ayant accompli un volontariat dans les armées) : devenu sans objet (p. 6780)

Son amendement n° 16 (avantages accordés aux jeunes ayant suivi une préparation militaire) : rejeté (p. 6781)

Gérard FUCHS

*Seine-Maritime (10^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1999 [J.O. du 10 décembre 1998] (p. 18624)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

Cesse d'appartenir à la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de services et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 27 janvier 1999] (p. 1415)

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 8 mai 1999] (p. 6954)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1117 sur les recommandations de la Banque centrale européenne relatives aux réserves obligatoires, à la collecte d'informations statistiques et à ses pouvoirs en matière de sanctions :

- recommandation de la BCE pour un règlement (CE) du Conseil concernant l'application de réserves obligatoires par la BCE ;
- recommandation de la BCE pour un règlement (CE) du Conseil concernant la collecte d'informations statistiques par la BCE ;
- recommandation de la BCE pour un règlement (CE) du Conseil concernant les pouvoirs de la BCE en matière de sanctions (n° E 1145) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 2 : Affaires étrangères (affaires européennes) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 10 septembre au 18 octobre 1998 (n°s E 1146 à E 1157 et E 1160), les propositions d'actes communautaires n°s E 926, E 1075, E 1076, E 1137, E 1142 et E 1145 [22 octobre 1998] (n° 1149)

Proposition de loi n° 1267 visant à la ratification du Traité de Rome créant une Cour Pénale Internationale [14 décembre 1998]

Proposition de résolution n° 1409 sur :

- l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 - (COM (98) 164 final/E 1049) ;
- le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC (98) 698 final/E 1128) [18 février 1999]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le renouvellement du cadre financier de l'Union européenne pour 2000-2006 [18 février 1999] (n° 1408)

Proposition de résolution n° 1435 sur le programme de travail de la Commission pour 1999 (COM (98) 604 final/n° E 1186, COM (98) 609 final/n° E 1187, SEC (98) 1901 final/n° E 1188) [4 mars 1999]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le programme de travail de la Commission européenne pour 1999 [4 mars 1999] (n° 1434)

Proposition de résolution n° 1538 sur la proposition de directive du Conseil visant à garantir un minimum d'imposition effective des revenus de l'épargne sous

forme d'intérêts à l'intérieur de la Communauté (COM (98) 0295 final/n° E 1105) [8 avril 1999]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la mise en place d'un minimum d'imposition des revenus de l'épargne à l'intérieur de la Communauté (COM (98) 0295 final/n° E 1105) [8 avril 1999] (n° 1537)

Proposition de résolution n° 1676 sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 2000 (n° E 1253) [3 juin 1999]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 2000 (n° E 1253) [3 juin 1999] (n° 1675)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en application de l'article 145 du Règlement sur le fonctionnement et le renforcement des fonds nationaux et départementaux de péréquation de la taxe professionnelle [7 juillet 1999] (n° 1779)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [1^{er} juin 1999] (p. 5179)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1998] (p. 6484, 6507) ; [14 octobre 1998] (p. 6551, 6584, 6613)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 6526)

Son intervention (p. 6558)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6526)

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 6559)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6558, 6560)

Famille : politique familiale (p. 6526)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6560)

Finances publiques : dépenses (p. 6526, 6559)

Finances publiques : dette publique (p. 6560)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6526)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 6560)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6526, 6560)

Politique économique : consommation (p. 6559)
 Politique économique : croissance (p. 6526, 6559, 6560)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 6559)
 TVA : taux (p. 6559)

**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

**Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ;
[15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre
1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998]
(p. 6900, 6935)**

*Article 42 (évaluation du prélèvement opéré sur les
recettes de l'Etat au titre de la participation de la
France au budget des Communautés européennes)*

Son intervention (p. 6684)

Thèmes :

Aménagement du territoire : fonds structurels (p. 6685, 6686)

Politique économique : conjoncture (p. 6686) ;
généralités (p. 6686) ; politique monétaire (p. 6686)

Politiques communautaires : actions extérieures
(p. 6685) ; politiques internes (p. 6686)

Politiques communautaires : budget (p. 6684, 6685) ;
dépenses (p. 6685) ; recettes (p. 6685)

Recherche (p. 6685)

Union européenne : Banque centrale européenne
(p. 6686) ; construction européenne (p. 6686) ; euro
(p. 6685, 6686)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission
(assujettissement au taux réduit de la TVA des
travaux d'amélioration et d'entretien dans l'habitat)
(p. 6872)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Son intervention (p. 6909)

Après l'article 41

Intervient sur l'amendement n° 495 rectifié de
M. Didier Migaud (éligibilité au Fonds de
compensation pour la TVA de certains
investissements réalisés par les collectivités locales
sur des biens appartenant à l'Etat ou à des particuliers)
(p. 6977)

**ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES
ADDITIONNELS NON RATTACHÉS**

**[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998]
(p. 9064, 9108)**

Après l'article 69

Intervient sur l'amendement n° 121 de la commission
(crédit d'impôt pour l'acquisition ou la transformation
d'un véhicule propre) (p. 9067)

Soutient l'amendement n° 122 de la commission
(rapport au Parlement sur les fonds départementaux
de péréquation de la taxe professionnelle) : adopté
(p. 9075)

**Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de
solidarité**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 décembre 1998] (p. 9931)

*Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le
revenu et des impôts directs)*

Intervient sur l'amendement n° 474 de M. Jacques
Masdeu-Arus (suppression de l'imposition commune
des revenus) (p. 9933)

**Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant
l'article 88-2 de la Constitution**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [24 novembre 1998]
(p. 9459) ; [25 novembre 1998] (p. 9509)**

Ses explications de vote sur la question préalable
opposée par M. Alain Bocquet (p. 9463)

Son intervention (p. 9510)

Thèmes :

Constitution : article 88-1 (p. 9510, 9511)

Constitution : article 88-4 (p. 9511)

Parlement : rôle : Union européenne (p. 9511)

Partis et mouvements politiques : gauche : Union
européenne (p. 9511)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste
(p. 9463, 9464)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 9510)

Politiques communautaires : libre circulation des
personnes (p. 9510)

Union européenne : construction européenne
(p. 9463)

Union européenne : institutions communautaires :
réforme (p. 9510)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : sanctions
(p. 9510, 9511)

**Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour
1998**

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Charles de Courson (remboursement de la CSG, de la CRDS et du prélèvement social aux contribuables dont le revenu imposable est inférieur au plafond d'attribution de l'allocation spéciale ou de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité) (p. 10975)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Son intervention (p. 1932)

Intervient sur la motion d'ajournement intervention : M. Georges Sarre (p. 1936)

Thèmes :

Politiques communautaires : politiques internes (p. 1936, 1937)

Union européenne : institutions communautaires (p. 1933)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1937)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2503)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 2504)

Espace : politique spatiale (p. 2505)

Politiques communautaires : budget (p. 2505)

Union européenne : élargissement (p. 2504)

Proposition de résolution n° 1409 sur :

- l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 - (COM (98) 164 final/E 1049) ;

- le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC (98) 698 final/E 1128)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Discussion générale commune des propositions de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM [98] 0158 final / n° E 1052), n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM [98] 131 final / n° E 1061) et n° 1409 sur l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM [98] 164 final / n° E 1049) et sur le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC [98] 698 final / n° E 1128) (Voir Agriculture 1248)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Claude Lefort (association des parlements nationaux à une politique d'accroissement des ressources financières de l'Union en vue de favoriser l'emploi) (p. 2592)

Son amendement n° 4 (mobilisation des ressources financières de l'Union) : retiré (p. 2593)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Claude Lefort (maintien du principe du transfert systématique des montants non exécutés des crédits des fonds structurels) (p. 2593)

Son amendement n° 5 (adoption de grands programmes dans les domaines d'avenir) : adopté après modifications (p. 2594)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Charles de Courson (harmonisation fiscale au niveau européen) (p. 2594)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6155)

Thèmes :

Finances publiques : politique budgétaire : Union européenne (p. 6156)

Impôts locaux : taxe professionnelle : péréquation (p. 6156)

Politique économique : généralités (p. 6156)

Politiques communautaires : politiques internes :
innovation (p. 6156)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée
(CSG) (p. 6156)

Proposition de résolution n° 1526 sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne la possibilité d'appliquer à titre expérimental un taux de TVA réduit sur les services à forte intensité de main-d'oeuvre (COM (99) 62 final/n° E 1236)

**Avant la discussion de l'article unique [17 juin 1999]
(p. 6192)**

Son intervention (p. 6197)

Thèmes :

Associations : fiscalité (p. 6198)

Bâtiment et travaux publics : bâtiment : TVA
(p. 6198)

Impôts et taxes : politique fiscale : justice sociale
(p. 6198)

TVA : taux normal (p. 6197, 6198)

TVA : taux réduit (p. 6198)

TVA : taux réduit : aides à domicile (p. 6198)

G

Robert GAÏA

*Var (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Membre titulaire de la commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7402)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Surendettement. Revenus, insaisissabilité [2 décembre 1998] (p. 9888)

Traités et conventions. Convention sur les armes inhumaines. Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel, création [3 mars 1999] (p. 1965)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : Afrique du Nord (p. 8228)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Procédure des questions :

Défense : Direction des chantiers navals (p. 8307)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET
ARTISANAT

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)

Procédure des questions :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 8967)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5711)

Son intervention (p. 5722)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 5723)

Défense : appelés : guerre d'Algérie (p. 5723)

Rapatriés : harkis (p. 5723)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 5723)

Projet de loi n° 1618 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6740)

Son intervention (p. 6748)

Thèmes :

Défense : rendez-vous citoyen (p. 6748)

Défense : réserves (p. 6748)

Discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6759)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Guy Teissier (enseignement de l'organisation générale de la réserve) (p. 6765)

Son sous-amendement oral (de précision) à l'amendement n° 61 de M. Guy Teissier : adopté (p. 6765)

Article 4 (limites d'âge)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (conditions de report de la limite d'âge) (p. 6767)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Yves Fromion (conditions de report de la limite d'âge) (p. 6767)

Article 9 (durée maximale des activités dans la réserve et droit d'absence du réserviste de son poste de travail)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Yves Fromion (cas des personnes en formation) (p. 6770)

Son amendement n° 84 (entraînement porté à dix jours) : retiré (p. 6770)

Article 20 (rémunération des réservistes de la réserve opérationnelle)

Son amendement n° 57 (prime de fidélité égale pour tous les réservistes) : adopté (p. 6775)

Projet de loi n° 677 portant réforme du code de justice militaire

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [30 juin 1999] (p. 6782)

Son intervention (p. 6785)

Thèmes :

Défense : armée : droits de la défense (p. 6785, 6786)

Défense : armée : professionnalisation (p. 6785)

Défense : secret défense (p. 6785)

Droit pénal : code de procédure pénale (p. 6786)

Justice : justice militaire : juge d'instruction (p. 6785)

Claude GAILLARD

*Meurthe-et-Moselle (3^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux

industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

Secrétaire de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19457)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1164 tendant à préciser le statut des experts traducteurs-interprètes, traducteurs jurés et traducteurs agréés [4 novembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Télécommunications. Politiques communautaires. Regroupement d'entreprises [28 avril 1999] (p. 3702)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 760, posée le 26 avril 1999. Enseignement. Organisation (J.O. Questions p. 2414). Appelée le 27 avril 1999. Enfants malades (p. 3597)

n° 904, posée le 21 juin 1999. Ministères et secrétariats d'Etat. Industrie : France Télécom et La Poste (J.O. Questions p. 3710). Appelée le 22 juin 1999. Restauration collective (p. 6245)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)

Son intervention (p. 8878)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 8879)

Entreprises (p. 8879)

Industrie : textile et habillement (p. 8879)

Postes (p. 8879)

Télécommunications : France Télécom (p. 8880)

Proposition de résolution n° 775 tendant à la création d'une commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes industriels, de services et financiers, relatives à l'emploi et à l'aménagement du territoire

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10292)

Son intervention (p. 10296)

Thèmes :

Entreprises : sous-traitance (p. 10297)

Politique économique : investissement : aides (p. 10297)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 237)

Thèmes :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 238)

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 238)

Energie et carburants : gaz (p. 238)

Energie et carburants : pétrole (p. 239)

Pays étrangers : Allemagne (p. 237)

Transports (p. 238)

Union européenne : directives : énergie électrique (p. 239)

Déclaration du Gouvernement n° 1733 présentée par M. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur sur l'organisation mondiale du commerce

[23 juin 1999] (p. 6331)

Son intervention (p. 6337)

Thèmes :

Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 6339)

Audiovisuel et communication (p. 6339)

Enfants : travail (p. 6338)

Environnement (p. 6339)

Industrie : textile et habillement (p. 6340)

Marchés publics (p. 6340)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 6338 à 6340)

Politique économique : mondialisation (p. 6337, 6338, 6340)

Politiques communautaires : conventions de Lomé (p. 6338, 6339)

Robert GALLEY

*Aube (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire des choix scientifiques et technologiques, sur l'aval du cycle nucléaire - Tome II : les coûts de production de l'électricité [2 février 1999] (n° 1359)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts et taxes. Politique fiscale. Taxe générale sur les activités polluantes, création, conséquences [16 décembre 1998] (p. 10563)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 776, posée le 3 mai 1999. Enseignement supérieur. Universités (J.O. Questions p. 2554). Appelée le 4 mai 1999. Unité de formation et de recherche (UFR) de psychologie clinique, locaux, Paris VII (p. 3915)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)

Procédure des questions :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 8903)

Industrie : textile et habillement (p. 8899)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)

Après l'article 72

Soutient l'amendement n° 157 de M. Philippe Auberger (extension des compétences de la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires) : rejeté (p. 9088)

Après l'article 73

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. Yves Cochet (exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains situés dans les zones remplissant des fonctions écologiques d'utilité collective) (p. 9091)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 234)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 235)

Energie et carburants : charbon (p. 235)

Energie et carburants : énergie électrique (p. 234)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 234, 235)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1559)

Son intervention (p. 1570)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité (p. 1571)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1571, 1572)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1571)

Proposition de loi n° 1403 relative à l'enfance en danger et aux mineurs délinquants

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote (p. 2870)

Projet de loi n° 11 créant le Conseil national des communes "Compagnon de la Libération"

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4425)

Son intervention (p. 4427)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : résistants (p. 4427, 4428)

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : communes (p. 4428)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 4428)

Yann GALUT

*Cher (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

Cesse d'appartenir à la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de services et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 mars 1999] (p. 3901)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome VI : Défense (air) (n° 1114) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Construction aéronautique. Politiques communautaires, restructuration [16 juin 1999] (p. 5943)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8399)

Son intervention (p. 8412)

Thèmes :

Cultes (p. 8414)

Cultes (p. 8414)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fratries (p. 8414)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 8413, 8414)

Etrangers : immigration (p. 8414)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3034, 3057)

Son intervention (p. 3079)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : droits de l'enfant (p. 3080)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 3080)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : concubinage (p. 3079)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 3080)

Etrangers : régularisations : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3080)

Parlement : Sénat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3079)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5499, 5521)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5512)

Thèmes :

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5513)

Constitution : préambule : famille (p. 5513)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 5513)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : finances publiques (p. 5513)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 5513)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145, 8181)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 8188, 8189)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 8244)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de l'air (p. 8244)

Défense : avions (p. 8244, 8245)

Défense : porte-avions (p. 8245)

Procédure des questions :

Défense : GIAT-Industries (p. 8309)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 1998] (p. 9509)

Son intervention (p. 9518)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 9519)

Parlement : rôle : Union européenne (p. 9518, 9519)

Union européenne : Parlement européen (p. 9519)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1559)

Son intervention (p. 1566)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF)
(p. 1566)

Politiques communautaires : directives : électricité
(p. 1567)

Secteur public : services publics : électricité (p. 1567)

René GALY-DEJEAN

*Paris (13^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome II : Défense (dissuasion nucléaire) (n° 1114) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 8238)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armes nucléaires (p. 8238, 8239)

Energie et carburants : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 8239)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 8238)

Traités et conventions : négociation : armes nucléaires tactiques (p. 8238)

Gilbert GANTIER

*Paris (15^{ème} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1999 [J.O. du 10 décembre 1998] (p. 18624)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1998 [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18977)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de moins de cinquante ans [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 36 : Outre-mer (départements d'outre-mer) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Proposition de résolution n° 1493 visant à créer une commission d'enquête sur la Bibliothèque Nationale de France [24 mars 1999]

Proposition de loi n° 1626 visant à adapter le Plan d'épargne en actions (PEA) aux exigences de la monnaie unique [26 mai 1999]

Proposition de loi n° 1798 visant à modifier le titre Ier du livre V du code général des collectivités territoriales sur l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon [8 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Archives et bibliothèques. Bibliothèque nationale de France. Fonctionnement [17 mars 1999] (p. 2529)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 670, posée le 8 mars 1999. Impôts et taxes. Intérêt de retard (J.O. Questions p. 1294). Appelée le 9 mars 1999. Taux (p. 2130)

n° 853, posée le 7 juin 1999. Impôts et taxes. Recouvrement (J.O. Questions p. 3355). Appelée le 8 juin 1999. Coût (p. 5463)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande, eu égard à la longueur des débats, que le président de séance fasse application de l'article 54-6 du règlement [16 octobre 1998] (p. 6776)

Regrette que le délai de convocation de la commission des finances ; délai de 48 heures, n'aît pas été respecté.

Déplore qu'en conséquence son report ne puisse pas être demandé. [22 décembre 1998] (p. 11017)

Déplore les actes de vandalisme commis par les supporters de l'OM à Paris dans la nuit du 4 au 5 mai 1999 et demande au Gouvernement pourquoi la police n'est pas intervenue, quelles suites il entend donner aux interpellations et qui paiera pour les dégradations commises [5 mai 1999] (p. 4080)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10331)

Son intervention (p. 10338)

Thèmes :

Assemblée nationale : recevabilité financière (p. 10338)

Emploi : allègement des charges sociales (p. 10339)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 10338)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 10339)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2049)

Son intervention (p. 2054)

Thèmes :

Emploi : convention de conversion (p. 2055)

Emploi : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) : ressources (p. 2055)

Entreprises : allègement des charges (p. 2055)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 2054)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 2055)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6553)

Son intervention (p. 6557)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges (p. 6557)

Formation professionnelle : formation continue (p. 6557)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 6557)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 6557)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6551)

Son intervention (p. 6564)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6564, 6565)

Finances publiques : dépenses (p. 6565)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6564, 6565)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6565, 6566)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 6565)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 6565)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6566)

Impôts et taxes : taxe sur les bureaux d'Ile-de-France (p. 6565)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6565)

Politique économique : conjoncture (p. 6564)

Politique économique : croissance (p. 6564)

TVA : taux (p. 6565)

**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'EQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Article 1er (autorisation de percevoir les impôts existants)

Son intervention (p. 6638)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Soutient l'amendement n° 249 de M. Laurent Dominati (relèvement de 20 370 à 30 695 F du montant de l'abattement sur le revenu imposable accordé aux contribuables qui rattachent à leur foyer fiscal un enfant marié) : rejeté (p. 6659)

Intervient sur l'amendement n° 375 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression du paragraphe IV relatif à l'allocation pour frais d'emploi des journalistes) (p. 6662)

Intervient sur l'amendement n° 393 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux modélistes et mannequins) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 388 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi au personnel de création de l'industrie cinématographique) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 377 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi au personnel des casinos ou cercles) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 394 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers à domicile) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 445 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi à certains ouvriers du bâtiment) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 380 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers forestiers) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 381 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers d'imprimerie de journaux travaillant la nuit) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 385 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers mineurs) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 396 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers scaphandriers) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 397 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi à certains ouvriers horlogers) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 398 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux bijoutiers et joaillers) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 399 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux carriers) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux représentants en publicité) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 395 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux voyageurs, représentants et placiers de commerce ou d'industrie) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 390 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi au personnel navigant de l'aviation civile) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 391 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux chauffeurs et receveurs convoyeurs de cars, conducteurs démonstrateurs et conducteurs convoyeurs des entreprises de construction d'automobiles, chauffeurs et convoyeurs de transports routiers ou d'entreprises de déménagements) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 378 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux commis de société de bourse et commis du marché en banque) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 392 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux inspecteurs d'assurances des branches vie, capitalisation et épargne) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 383 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux bibliothécaires des gares et tenanciers de kiosques à journaux de province) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 382 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux internes des hôpitaux de Paris) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 379 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux fonctionnaires ou agents des assemblées parlementaires) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 387 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux fonctionnaires de l'administration des finances détachés auprès de la commission des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 401 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux secrétaires des groupes parlementaires) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 402 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux agents en fonction dans les bureaux de poste des assemblées parlementaires) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 386 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux fonctionnaires du Conseil économique et social) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 400 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux conservateurs des hypothèques) (p. 6668)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (maintien à 16 380 F de l'avantage maximum en impôt résultant de la demi-part additionnelle de quotient familial accordée aux invalides et anciens combattants) (p. 6679)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (maintien à 16 830 F de l'avantage maximum en impôt résultant de la demi-part additionnelle de quotient familial accordée aux veufs, célibataires ou divorcés ayant eu des enfants à charge, pour l'imposition des années antérieures à l'année du vingt-septième anniversaire de la naissance du dernier enfant) (p. 6679)

Après l'article 2 (suite)

Soutient l'amendement n° 304 de M. Laurent Dominati (instauration d'une réduction d'impôt pour la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) : rejeté (p. 6717)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 542 de M. Jean-Pierre Brard (relèvement du taux du prélèvement libératoire applicable aux bons anonymes) (p. 6727)

Article 5 (extension du régime fiscal des micro-entreprises)

Son amendement n° 344 (suppression de l'augmentation des seuils de chiffre d'affaires annuel en deçà desquels les entreprises peuvent prétendre au régime des micro-entreprises, en remplaçant le régime du forfait des bénéfices industriels et commerciaux par celui des bénéfices non commerciaux) : rejeté (p. 6736)

Son amendement n° 345 (suppression des taux forfaitaires d'abattement) : retiré (p. 6739)

Son amendement n° 346 (suppression de l'application de la franchise de TVA à toutes les entreprises concernées par le relèvement du seuil du régime des micro-entreprises) : rejeté (p. 6739)

Article 8 (augmentation du barème de l'imposition de solidarité sur la fortune)

Son intervention (p. 6753)

Son amendement n° 255 (actualisation des tranches du barème et suppression du taux marginal de 1,8 %) : rejeté (p. 6757)

Son amendement n° 254 (suppression du taux marginal de 1,8 %) : rejeté (p. 6757)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Christian Cuvilliez (prise en compte des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6768)

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Jean-Pierre Brard (prise en compte des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6770)

Intervient sur l'amendement n° 167 deuxième correction de M. Yves Cochet (prise en compte des

biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6770)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (application aux oeuvres d'art d'une évaluation forfaitaire égale à 3 % de l'ensemble des autres valeurs du patrimoine déclaré au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6776)

Son rappel au règlement (cf. supra) [16 octobre 1998] (p. 6776)

Article 9 (limitation de l'exonération d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des biens professionnels de l'activité de loueur en meublé)

Son amendement n° 340 (de suppression) : rejeté (p. 6778)

Article 10 (imposition à l'impôt de solidarité sur la fortune des biens ou droits dont la propriété est démembrée)

Son amendement n° 341 (de suppression) : rejeté (p. 6779)

Article 11 (aménagement des règles du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 342 (de suppression) : rejeté (p. 6779)

Son amendement n° 347 (élargissement de la base servant au plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté (p. 6779)

Son amendement n° 348 (élargissement de la base servant au plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté (p. 6780)

Son amendement n° 349 (élargissement de la base servant au plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté (p. 6780)

Intervient sur l'amendement n° 343 de M. Philippe Auberger (rétablissement du plafonnement intégral de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6781)

Intervient sur l'amendement n° 404 de M. Pierre Méhaignerie (rétablissement du plafonnement intégral de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6781)

Article 16 (imposition des plus-values constatées et des plus-values en report d'imposition en cas de transfert du domicile hors de France)

Son amendement n° 350 (suppression du paragraphe II) : rejeté (p. 6818)

Son amendement n° 351 (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de l'article) : rejeté (p. 6819)

Article 18 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et mise en oeuvre d'un remboursement de TIPP aux transporteurs routiers)

Soutient l'amendement n° 285 de M. Marc Laffineur (de suppression) : rejeté (p. 6826)

Soutient l'amendement n° 292 corrigé de M. Laurent Dominati (diminution de la fiscalité applicable au

supercarburant sans plomb et stabilisation de celle applicable au gazole) : rejeté (p. 6827)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 461 de M. Gilles Carrez (abaissement progressif du taux normal de la TVA) (p. 6836)

Soutient l'amendement n° 260 de M. Marc Laffineur (fixation du taux normal de la TVA à 19,6 %) : rejeté (p. 6836)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Yves Fromion (fixation du taux normal de la TVA à 19,6 %) (p. 6836)

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. François d'Aubert (fixation du taux normal de la TVA à 20 %) (p. 6836)

Intervient sur l'amendement n° 462 de M. Gilles Carrez (fixation du taux normal de la TVA à 20 %) (p. 6836)

Article 19 (application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux abonnements souscrits pour la fourniture de gaz et d'électricité)

Son amendement n° 288 (application du taux réduit de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'électricité, de gaz combustible et d'énergie calorifique) : devenu sans objet (p. 6839)

Après l'article 19

Soutient l'amendement n° 93 corrigé de M. Yves Nicolin (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) : rejeté (p. 6853)

Soutient l'amendement n° 263 de M. Laurent Dominati (application d'un taux de TVA de 15 % à la fourniture de repas à consommer sur place) : rejeté (p. 6853)

Son amendement n° 287 (application du taux réduit de la TVA aux véhicules électriques) : rejeté (p. 6856)

Soutient l'amendement n° 190 corrigé de M. Gérard Voisin (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) : rejeté (p. 6860)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son intervention (p. 6886)

Son amendement n° 265 (de suppression) : rejeté (p. 6889)

Soutient l'amendement n° 526 de M. Georges Sarre (suppression de l'extension de la taxe aux activités commerciales et de stockage) : rejeté (p. 6891)

Son amendement n° 364 (exonération de certains locaux de stockage) : devenu sans objet (p. 6891)

Son amendement n° 363 (exonération des locaux de stockage) : rejeté (p. 6892)

Son amendement n° 299 soutenu par Mme Nicole Bricq (exonération des locaux de stockage) (p. 6892) : rejeté (p. 6893)

Son amendement n° 365 (abaissement des taux applicables aux locaux de stockage et suppression de

la distinction entre deux tarifs selon la superficie des locaux) : rejeté (p. 6893)

Son amendement n° 366 (abaissement des taux applicables aux locaux de stockage et suppression de la distinction entre deux tarifs selon la superficie des locaux) : rejeté (p. 6893)

Article 28 (réduction du taux de l'avoir fiscal)

Son amendement n° 266 : non soutenu (p. 6903)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 274 (suppression des dispositions prévoyant l'extinction de la réduction pour embauche et investissement sur deux ans) : rejeté (p. 6921)

Soutient l'amendement n° 276 de M. Marc Laffineur (rétablissement du taux unique de 3,5 % pour le plafonnement en fonction de la valeur ajoutée) : rejeté (p. 6923)

Son amendement n° 353 (maintien de la déduction des loyers pour déterminer la valeur ajoutée servant à la mise en oeuvre du plafonnement) : rejeté (p. 6923)

Soutient l'amendement n° 272 de M. Marc Laffineur (suppression de l'augmentation progressive du taux de la cotisation minimale de taxe professionnelle) : rejeté (p. 6924)

Soutient l'amendement n° 273 de M. Marc Laffineur (rapport au Parlement) : rejeté (p. 6926)

Soutient l'amendement n° 275 de M. Marc Laffineur (suppression de l'augmentation progressive des taux de la cotisation de péréquation de taxe professionnelle) : rejeté (p. 6926)

Son amendement n° 352 (diminution de la progression des taux de la cotisation de péréquation de taxe professionnelle) : rejeté (p. 6926)

Son amendement n° 354 (réduction du plafond applicable au taux de la taxe professionnelle à une fois et demie le taux moyen constaté l'année précédente au niveau national pour chacun des différents niveaux des collectivités locales) : rejeté (p. 6926)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) (p. 6928)

Soutient l'amendement n° 355 de M. Marc Laffineur (mise en oeuvre d'un dispositif de compensation pour les collectivités locales tenant compte de l'évolution des bases) : rejeté (p. 6928)

Soutient l'amendement n° 356 de M. Marc Laffineur (indexation de la compensation versée aux collectivités locales sur le taux d'inflation et sur la totalité de la croissance du PIB) : rejeté (p. 6928)

Article 30 (taxe générale sur les activités polluantes)

Soutient l'amendement n° 271 de M. Marc Laffineur (de suppression) : rejeté (p. 6940)

Après l'article 32

Soutient l'amendement n° 555 de M. Marc Laffineur (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) : rejeté (p. 6948)

Soutient l'amendement n° 289 de M. Marc Laffineur (suppression des droits d'inscription aux examens et aux concours administratifs) : retiré (p. 6949)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 488 du Gouvernement (institution d'une taxe de l'aviation civile et suppression de la taxe de sécurité et de sûreté et de la taxe de péréquation des transports aériens) (p. 6952)

Article 36 (prélèvement exceptionnel sur les caisses d'épargne)

Soutient l'amendement n° 267 de M. Marc Laffineur (de suppression) : rejeté (p. 6960)

Soutient l'amendement n° 279 de M. Marc Laffineur (réduction du montant du prélèvement) : rejeté (p. 6961)

Soutient l'amendement n° 278 de M. Marc Laffineur (réduction du montant du prélèvement) : rejeté (p. 6961)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Soutient l'amendement n° 370 de M. Jean Proriol (relèvement des fractions du taux d'évolution du PIB prises en compte pour l'indexation de l'enveloppe normée des dotations de l'Etat) : retiré (p. 6967)

Soutient l'amendement n° 371 de M. Jean Proriol (application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle aux bourgs-centres bénéficiaires de la première fraction de la dotation de solidarité rurale) : rejeté (p. 6971)

Article 27 précédemment réservé (suppression de la taxe régionale sur les cessions d'immeubles et unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels)

Soutient l'amendement n° 369 de M. Jean Proriol (institution d'une dotation budgétaire au titre de la compensation des droits relatifs à la taxe additionnelle régionale mentionnée à l'article 1599 sexies du code général des impôts) : retiré (p. 6976)

Article 43 et état A (équilibre général du budget)

Soutient l'amendement n° 302 de M. François d'Aubert (de suppression) : rejeté (p. 6989)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281, 7313)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, suppléé par M. Philippe Auberger

ECONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8974)

Son intervention (p. 8991)

Thèmes avant la procédure des questions :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 8991, 8992)

Finances publiques : dépenses (p. 8991, 8992)

Finances publiques : dette publique (p. 8991, 8992)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)

Avant l'article 64

Son sous-amendement n° 233 (prorogation jusqu'au 31 décembre 2005 du mécanisme de déduction dont bénéficient les contribuables passibles de l'impôt sur le revenu) à l'amendement n° 109 de la commission (prorogation des incitations fiscales à l'investissement outre-mer) : retiré (p. 9035)

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire)

Son amendement n° 177 : non soutenu (p. 9047)

Son amendement n° 178 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (assouplissement des conditions de sous-location par une personne morale) (p. 9049) : rejeté (p. 9050)

Son amendement n° 179 : non soutenu (p. 9054)

Après l'article 68

Son amendement n° 176 soutenu par M. Charles de Courson (prorogation du dispositif d'investissement locatif dit "amortissement Périssol") : rejeté (p. 9055)

Son amendement n° 180 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (établissement d'un régime général d'exonération des plus-values à long terme sous condition de réemploi dans une PME nouvellement créée) : rejeté (p. 9056)

Son amendement n° 170 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (exonération des droits de mutation à titre gratuit lors de la première transmission d'un logement ayant bénéficié de l'amortissement en faveur des bailleurs privés) : rejeté (p. 9056)

Article 70 (gestion d'actifs hors de France dans des structures soumises à un régime fiscal privilégié constituées de personnes physiques)

Son amendement n° 172 (de suppression) : rejeté (p. 9078)

Après l'article 74

Son amendement n° 183 (abaissement du taux de l'impôt sur les sociétés pour les petites entreprises) : rejeté (p. 9121)

Son amendement n° 174 (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) : rejeté (p. 9121)

Son amendement n° 184 (suppression de la contribution temporaire sur l'impôt sur les sociétés) : rejeté (p. 9121)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 8 (augmentation du barème de l'imposition de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 220 : devenu sans objet (p. 10627)

Après l'article 22

Son amendement n° 225 (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de travaux d'entretien, de rénovation et de réhabilitation des logements) : rejeté (p. 10650)

Son amendement n° 224 (application d'un taux de TVA de 14 % à la fourniture de repas à consommer sur place) : rejeté (p. 10650)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son intervention (p. 10655)

Son sous-amendement n° 226 (exonération des locaux commerciaux à vocation hôtelière) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 10668)

Son sous-amendement n° 324 (exonération des plates-formes logistiques multimodales) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 10671)

Son sous-amendement n° 325 (taxation à un tarif réduit des plates-formes logistiques multimodales) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 10671)

Intervient sur l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10672)

Intervient sur le sous-amendement n° 205 de M. Didier Migaud (exonération des locaux de stockage des coopératives agricoles) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (p. 10667)

Son amendement n° 183 : devenu sans objet (p. 10672)

Son amendement n° 186 : devenu sans objet (p. 10672)

Son amendement n° 184 : devenu sans objet (p. 10672)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [18 décembre 1998] (p. 10789)

Son intervention (p. 10794)

Thèmes :

Assurances : assurance vie (p. 10794)

Finances publiques : dépenses (p. 10794)

Impôt sur le revenu : abattements : pensions (p. 10794)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 10794)

Impôts et taxes : fraude fiscale : contrôle (p. 10794)

Impôts et taxes : taxe sur les bureaux d'Ile-de-France (p. 10794)

Politique économique : croissance (p. 10794)

Proposition de loi organique n° 1151 modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [25 novembre 1998] (p. 9503)

Ses explications de vote (p. 9507)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 9507)

Projet de loi n° 33 portant règlement définitif du budget de 1995

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10009)

Son intervention (p. 10013)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10013)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10014)

Politique économique : prévisions (p. 10013)

Postes : La Poste : chèques postaux (p. 10013, 10014)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10016)

Son intervention (p. 10034)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Société marseillaise de crédit (p. 10035 à 10037)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10035)

Finances publiques : dépenses (p. 10035)
 Finances publiques : politique budgétaire (p. 10035)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 10035)
 Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 10034)
 Politique économique : croissance (p. 10035)
 Politique économique : généralités (p. 10037)
 Politique économique : inflation (p. 10035)
 Secteur public : nationalisations (p. 10036)

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Article 1er et état A (équilibre général)

Son amendement n° 61 soutenu par M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 10093)

Article 21 (octroi d'une garantie par l'Etat à l'occasion de la cession de la Société marseillaise de crédit)

Son amendement n° 62 soutenu par M. Gilles Carrez (de suppression) (p. 10137) : rejeté (p. 10139)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10954)

Son intervention (p. 10956)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales (p. 10957)
 Finances publiques : dette publique (p. 10956)
 Finances publiques : politique budgétaire (p. 10956)
 Finances publiques : recettes (p. 10956)
 Impôt sur le revenu : réforme (p. 10957)
 Politique économique : croissance (p. 10956)
 TVA : taux (p. 10956, 10957)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 10957)

Proposition de loi n° 1032 tendant à renforcer le contrôle de l'obligation scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10321)

Son intervention (p. 10328)

Thèmes :

Associations : sectes (p. 10328)
 Enfants : droits de l'enfant (p. 10328)
 Enseignement privé : politique de l'enseignement privé (p. 10328)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 10328)

Projet de loi n° 1243 portant prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 décembre 1998] (p. 10572)

Son intervention (p. 10577)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 10577, 10578)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 10577)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)

Son intervention (p. 10850)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 10851)

Constitution : révision : Nouvelle-Calédonie (p. 10850)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa (p. 10850, 10851)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa : emploi (p. 10851)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa : référendums (p. 10850)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : élections cantonales (p. 10851)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 10851)

Proposition de loi n° 1301 créant les plans de prévoyance retraite

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 539)

Son intervention (p. 551)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 551, 552)

Démographie : vieillissement de la population (p. 551)

Lois : application (p. 551)

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 551, 552)

Retraites : généralités : système par capitalisation (p. 551)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 551)

Déclaration du Gouvernement n° 1397 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur l'avenir du secteur bancaire et financier

[17 février 1999] (p. 1511)

Son intervention (p. 1532)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Crédit Lyonnais (p. 1532)

Banques et établissements financiers : généralités (p. 1532)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 1532)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 1532)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 1532)

Union européenne : euro (p. 1532)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1999] (p. 1637)

Son intervention (p. 1641)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité (p. 1641, 1642)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : histoire (p. 1641)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : information (p. 1642)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : organisations internationales (p. 1642)

Politique générale : libéralisme : esclavage (p. 1641)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2151, 2177)

Soutient la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 2159) : rejetée (p. 2162)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 2161)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2159 à 2161)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : personnel (p. 2160, 2161)

Banques et établissements financiers : Crédit Lyonnais (p. 2161)

Banques et établissements financiers : fonds de garantie (p. 2161)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 2159 à 2161)

Banques et établissements financiers : sécurité financière (p. 2161)

Discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2196) ; [10 mars 1999] (p. 2237, 2255) ; [11 mars 1999] (p. 2303, 2356)

Article 6 (l'affectation des résultats)

Son amendement n° 198 soutenu par M. Marc Laffineur (participation des caisses d'épargne à des financements de projets d'économie locale et sociale en dehors de leur ressort territorial) : adopté (p. 2243)

Article 7 (l'obligation de centralisation des fonds collectés sur le livret A)

Son amendement n° 174 soutenu par M. Jean Proriol (maintien en vigueur du régime de libre emploi des ressources spécifique aux caisses d'épargne d'Alsace-Moselle) (p. 2249) : rejeté (p. 2250)

Article 9 (le sociétariat des groupements locaux d'épargne)

Son amendement n° 175 : non soutenu (p. 2258)

Article 10 (le statut de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 176 soutenu par M. Jean Proriol (détention par plusieurs actionnaires de la fraction restante du capital de la Caisse nationale) (p. 2266) : rejeté (p. 2267)

Son amendement n° 177 soutenu par M. Jean Proriol (interdiction pour les actionnaires autres que les caisses d'épargne de détenir une part de capital égale ou supérieure à la minorité de blocage) : rejeté (p. 2267)

Son amendement n° 178 soutenu par M. Jean Proriol (suppression de l'agrément du ministre chargé de l'économie en ce qui concerne la nomination du président du directoire de la Caisse nationale) (p. 2268) : rejeté (p. 2269)

Article 15 (la Fédération nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 199 soutenu par M. Jean Proriol (représentation des caisses d'épargne au sein de la Fédération nationale) : retiré (p. 2275)

Son amendement n° 200 soutenu par M. Jean Proriol (participation de la Fédération nationale à la définition des orientations stratégiques du réseau) : retiré (p. 2275)

Son amendement n° 201 soutenu par M. Jean Proriol (présentation par la Fédération nationale des candidats représentant les caisses d'épargne au conseil de surveillance de la Caisse nationale) (p. 2276) : rejeté (p. 2277)

Article 21 (les modalités de constitution du capital social des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 181 soutenu par M. Jean Proriol (suppression de la définition de la composition du capital social) : rejeté (p. 2280)

Son amendement n° 184 soutenu par M. Jean Proriol (limitation du montant du capital social) : rejeté (p. 2281)

Son amendement n° 182 soutenu par M. Jean Proriol (restauration d'un droit de souscription préférentielle pour les souscripteurs initiaux de certificats coopératifs d'investissement) (p. 2281) : rejeté (p. 2282)

Son amendement n° 185 soutenu par M. Jean Proriol (allongement de la période de constitution du capital initial) : rejeté (p. 2282)

Son amendement n° 297 soutenu par M. Jean Proriol (suppression de l'annulation des certificats coopératifs d'investissement non souscrits) : rejeté (p. 2283)

Son amendement n° 298 soutenu par M. Jean Proriol (allègement des conséquences pour les caisses d'épargne d'un placement des parts sociales ou des certificats d'investissement inférieur au montant du capital initial qu'elles ont souscrit) : retiré (p. 2283)

Article 22 (la dévolution des fonds centraux)

Son amendement n° 186 soutenu par M. Jean Proriol (affectation partielle au fonds commun de garantie et de solidarité du réseau des sommes inscrites aux fonds centraux actuels) : rejeté (p. 2284)

Article 24 (le fonds de mutualisation)

Son amendement n° 187 soutenu par M. Jean Proriol (allongement de la période pendant laquelle les caisses d'épargne sont appelées à effectuer les versements constitutifs du fonds de mutualisation) (p. 2286) : rejeté (p. 2287)

Article 28 (les dispositions fiscales)

Son amendement n° 188 soutenu par M. Jean Proriol (exonération de charges sociales et d'impôt sur le revenu sur les sommes versées au titre de la réforme du régime de retraite des personnels des caisses d'épargne) (p. 2290) : retiré (p. 2291)

Article 30 (les dispositions relatives aux dirigeants)

Son amendement n° 190 soutenu par M. Jean Proriol (prolongation des mandats des membres du directoire et du conseil d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne) : rejeté (p. 2293)

Son amendement n° 189 soutenu par M. Jean Proriol (prolongation des mandats des membres du directoire et du conseil d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne) : rejeté (p. 2293)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [17 juin 1999] (p. 6089)

Son intervention (p. 6091)

Thèmes :

Assemblée nationale : groupe communiste (p. 6092)

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 6092)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 6091 à 6093)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 6092, 6093)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 6093)

Projet de loi n° 873 relatif aux enquêtes techniques sur les accidents et les incidents dans l'aviation civile

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 mars 1999] (p. 2454)

Son intervention (p. 2456)

Thèmes :

Politiques communautaires : directives : aviation civile (p. 2457)

Transports aériens : accidents : enquêtes publiques (p. 2457)

Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) (p. 2457)

Transports aériens : Air France (p. 2457)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 3123)

Proposition de loi n° 1557 tendant à éviter la double imposition des bailleurs pour l'exercice 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5037)

Son intervention (p. 5044)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 5044, 5046)

Baux : bailleurs : imposition (p. 5044 à 5046)

Conseil constitutionnel (p. 5045)

Enregistrement et timbre : droit de bail : taxe additionnelle au droit de bail (p. 5044 à 5046)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 5046)

Projet de loi n° 998 relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 juin 1999] (p. 5685)

Son intervention (p. 5687)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives aux poursuites (p. 5687)

Droit pénal : composition pénale (p. 5687)

Droit pénal : composition pénale : amendes (p. 5687)

Droit pénal : délinquance et criminalité : croissance (p. 5687)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 5687)

Parlement : Sénat : procédure pénale (p. 5687)

Sécurité routière : alcoolémie : composition pénale (p. 5687)

Abstention du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 5688)

Proposition de loi organique n° 1494 relative au statut de la magistrature

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juin 1999] (p. 5700)

Son intervention (p. 5702)

Thèmes :

Justice : jugements : délais (p. 5703)

Justice : magistrats : âge de la retraite (p. 5702, 5703)

Justice : magistrats : grille indiciaire (p. 5703)

Justice : réforme (p. 5703)

Proposition de loi n° 1235 modifiant la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 juin 1999] (p. 5696)

Son intervention (p. 5697)

Thèmes :

Professions judiciaires et juridiques : huissiers : droits de l'enfant (p. 5698)

Professions libérales : exercice de la profession : entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée (EURL) (p. 5698)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 5698)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6154)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 6154, 6155)

Emploi : jeunes (p. 6155)

Finances publiques : débat d'orientation budgétaire (p. 6154)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6155)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6155)

Politique économique : conjoncture (p. 6154, 6155)

Politique économique : généralités (p. 6155)

Travail : réduction du temps de travail (p. 6155)

Projet de loi n° 1277 portant règlement définitif du budget 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6172)

Son intervention (p. 6179)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6179, 6180)

Finances publiques : dépenses (p. 6180)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6179)

Finances publiques : recettes (p. 6180)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 6180)

Impôt sur les sociétés : taux (p. 6180)

Lois de règlement (p. 6179)

Politique économique : croissance (p. 6179)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 6180)

Proposition de résolution n° 1526 sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne la possibilité d'appliquer à titre expérimental un taux de TVA réduit sur les services à forte intensité de main-d'oeuvre (COM (99) 62 final/n° E 1236)

Avant la discussion de l'article unique [17 juin 1999] (p. 6192)

Son intervention (p. 6196)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : bâtiment : TVA (p. 6197)

Hôtellerie et restauration : restaurants : TVA (p. 6197)

Sports : installations sportives : TVA (p. 6197)

TVA : taux normal (p. 6196, 6197)

TVA : taux réduit (p. 6197)

Union européenne : directives (p. 6197)

Ses explications de vote (p. 6205)

Abstention du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 6205)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 juin 1999] (p. 6212)

Article 1er (sociétés sportives commerciales)

Soutient l'amendement n° 47 de M. François Goulard (participation de la société à des compétitions)

Soutient l'amendement n° 45 de M. François Goulard (relations entre l'association sportive et la société commerciale) : rejeté (p. 6214)

Soutient l'amendement n° 46 de M. François Goulard (entrée en vigueur de la convention) : rejeté (p. 6214)

Article 2 (mise en conformité des régimes juridiques des associations sportives)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Édouard Landrain (de suppression) (p. 6215)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 6215)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. François Goulard (de suppression) (p. 6215)

Après l'article 6

Soutient l'amendement n° 51 de M. François Goulard (taux de TVA applicable) : retiré (p. 6223)

Ses explications de vote (p. 6229)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 6229)

Roland GARRIGUES

*Tarn-et-Garonne (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Commerce et artisanat. Grande distribution. Autorisation d'ouverture [10 novembre 1998] (p. 8702)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son intervention (p. 5903)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 992)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : coopération intercommunale (p. 992)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 992)

Coopération intercommunale : organismes : déchets ménagers (p. 993)

Impôts locaux : taux : coopération intercommunale (p. 992, 993)

Henri de GASTINES

*Mayenne (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Jean-Yves GATEAUD

*Indre (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

Secrétaire de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 2 juin 1999] (p. 8150)

Claude GATIGNOL

*Manche (4^{ème} circonscription)
Démodatée libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Energie nucléaire. Perspectives [20 janvier 1999] (p. 119)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des [8 octobre 1997] (p. 6198)

Après l'article 17

Son amendement n° 791 soutenu par M. Jean Proriol (regroupement de plusieurs numéros de cadastre pour une seule parcelle) (p. 6199) : rejeté (p. 6200)

Son amendement n° 790 soutenu par M. Jean Proriol (regroupement de plusieurs numéros de cadastre pour une seule parcelle) (p. 6199) : rejeté (p. 6200)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)

Son intervention (p. 8880)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 8881)
 Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 8880)
 Recherche (p. 8880, 8881)
 Régions : Lorraine (p. 8881)

Procédure des questions :

Industrie : textile et habillement (p. 8900)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 241)

Thèmes :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 242)
 Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 242)
 Energie et carburants : gaz (p. 241)
 Energie et carburants : pétrole (p. 241)
 Union européenne : directives : énergie électrique (p. 242)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 février 1999] (p. 1468, 1477) ; [17 février 1999] (p. 1559, 1593)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1576)
 Entreprises : compétitivité (p. 1576)
 Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1576)

Proposition de loi n° 923 tendant à organiser la lutte contre les termites

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [26 mai 1999] (p. 4907)

Son intervention (p. 4911)

Thèmes :

Bois et forêts (p. 4911)
 Communes : maires : compétences (p. 4911)
 Propriété : immeubles : conditions de vente (p. 4911)

Régions : Aquitaine (p. 4911)

Régions : Poitou-Charentes (p. 4911)

Jean GAUBERT

*Côtes-d'Armor (2^{ème} circonscription)
 Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5825)

Thème :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 5825)

Discussion des articles [7 octobre 1998] (p. 6078)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 91 de la commission (définition de l'exploitant agricole) (p. 6096)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. François Colcombet (limitation des créations de porcheries sur caillebotis) (p. 3498)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

**Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765,
8807)**

Son intervention (p. 8795)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets :
agriculture (p. 8796)

Élevage : porcins (p. 8795, 8796)

Jean de GAULLE

*Paris (8^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la
République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie
générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998]
(p. 14918)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1303 tendant à la lutte contre la
délinquance des mineurs et à la prévention de la
violence juvénile [22 décembre 1998]

Proposition de loi n° 1769 visant à favoriser le
développement de l'emploi dans la restauration, par
l'extension à l'ensemble de ce secteur du taux réduit
de la TVA [30 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Proposition de loi n° 1403 relative à l'enfance en
danger et aux mineurs délinquants**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [25 mars 1999]
(p. 2845)**

Son intervention (p. 2854)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs
(p. 2854, 2855)

Droit pénal : mineurs : centres pénitentiaires (p. 2855)

Droit pénal : mineurs : police de la circulation
(p. 2855)

Droit pénal : mineurs : responsabilité pénale (p. 2855)

Famille (p. 2855, 2856)

Justice (p. 2855)

Police (p. 2855)

Prestations familiales : allocations familiales
(p. 2856)

Hervé GAYMARD

*Savoie (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la
République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie
générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998]
(p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Travail. Durée du travail. Réduction, conséquences,
salaires [13 octobre 1998] (p. 6466)

Travail. Durée du travail. Réduction, conséquences
[18 mai 1999] (p. 4494)

Impôts et taxes. Taxe générale sur les activités
polluantes. Création, conséquences [16 juin 1999]
(p. 5947)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 618, posée le 8 février 1999. Aménagement du
territoire. Politique d'aménagement du territoire (J.O.
Questions p. 674). Appelée le 9 février 1999. Services
publics, maintien, Albertville (p. 1062)

n° 777, posée le 3 mai 1999. Établissements de santé.
Hôpitaux (J.O. Questions p. 2554). Appelée le
4 mai 1999. Financement, fonctionnement, Savoie
(p. 3923)

n° 881, posée le 14 juin 1999. Élections et
référendums. Organisation (J.O. Questions p. 3530).
Appelée le 15 juin 1999. Perspectives (p. 5802)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1397 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur l'avenir du secteur bancaire et financier

[17 février 1999] (p. 1511)

Son intervention (p. 1521)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 1523)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 1523)

Banques et établissements financiers : Crédit foncier (p. 1523)

Banques et établissements financiers : Crédit Lyonnais (p. 1522, 1523)

Banques et établissements financiers : généralités (p. 1522)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 1522 à 1524)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : impôts et taxes (p. 1525)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 1522)

Marchés financiers : généralités (p. 1524)

Déclaration du Gouvernement n° 1733 présentée par M. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur sur l'organisation mondiale du commerce

[23 juin 1999] (p. 6331)

Son intervention (p. 6348)

Thèmes :

Agriculture (p. 6349)

Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 6348)

Audiovisuel et communication (p. 6348)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 6348 à 6350)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6349)

Travail : conditions de travail (p. 6350)

Union européenne : Commission : négociations (p. 6349)

Jean-Claude GAYSSOT

Ministre de l'équipement, des transports et du logement

DÉPÔT

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage [12 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jean Bardet. Transports urbains. Fonctionnement. Ile-de-France [6 octobre 1998] (p. 5952)

M. Yves Tavernier. Transports aériens. Aéroport d'Orly. Trafic, limitation, conséquences [20 octobre 1998] (p. 7010)

M. François Goulard. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Transports urbains, Ile-de-France [21 octobre 1998] (p. 7115)

M. Jacques Kossowski. Transports. Transports de voyageurs. Grève, service minimum [28 octobre 1998] (p. 7510)

M. Michel Bouvard. Transports. Politique des transports. Perspectives [3 novembre 1998] (p. 7924)

M. Jean-Jacques Jégou. Transports. Transports de voyageurs. Grève, Ile-de-France [3 novembre 1998] (p. 7921)

M. Christian Cuvilliez. Transports par eau. Trafic trans-Manche. Fusion des compagnies P&O et Stena Line [3 novembre 1998] (p. 7927)

M. Alain Marleix. Voirie. A 75. Travaux, délais [10 novembre 1998] (p. 8708)

M. Francis Delattre. Transports. Transports de voyageurs. Grève, service minimum [24 novembre 1998] (p. 9420)

M. Christian Estrosi. Transports. Transports de voyageurs. Grève, service minimum [24 novembre 1998] (p. 9419)

M. Jacques Fleury. Transports ferroviaires. Politiques communautaires. Libéralisation, conséquences [24 novembre 1998] (p. 9422)

Mme Dominique Gillot. Transports par eau. Voies navigables. Projet Seine-Nord [1^{er} décembre 1998] (p. 9746)

M. Jean-Pierre Michel. Voirie. Autoroutes. Liaisons Langres Territoire de Belfort [9 décembre 1998] (p. 10232)

M. Jean-Jacques Filleul. Transports aériens. Aéroport d'Orly. Trafic, limitation, conséquences [16 décembre 1998] (p. 10569)

M. André Lajoinie. Transports ferroviaires. Transport de marchandises. Développement [26 janvier 1999] (p. 371)

M. Roland Carraz. Industrie. Construction aéronautique. Emploi et activité [9 mars 1999] (p. 2142)

M. Gilbert Biessy. Transports ferroviaires. Transport de marchandises. Développement [31 mars 1999] (p. 3098)

- M. Lionnel Luca. Transports. Transports de voyageurs. Grève, service minimum [4 mai 1999] (p. 3946)
- Mme Françoise Imbert. Industrie. Construction aéronautique. Airbus, avions, gros porteurs, unités d'assemblage, implantation [18 mai 1999] (p. 4500)
- M. François Dosé. Transports par eau. Transports fluviaux. Infrastructures, travaux, financement [25 mai 1999] (p. 4814)
- M. Michel Bouvard. Transports routiers. Transports de marchandises. Circulation transalpine [26 mai 1999] (p. 4927)
- Mme Françoise de Panafieu. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Transports en commun [2 juin 1999] (p. 5280)
- M. Didier Boulaud. Transports ferroviaires. Transport de marchandises. Développement [22 juin 1999] (p. 6273)
- M. Gilbert Biessy. Transports ferroviaires. Transport de marchandises. Politiques communautaires [22 juin 1999] (p. 6266)
- M. Jean-Pierre Blazy. Transports aériens. Développement. Perspectives [30 juin 1999] (p. 6698)
- M. Patrick Ollier. Transports routiers. Transports de marchandises. Circulation transalpine [30 juin 1999] (p. 6694)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

- M. Alain Moyne-Bressand. Voirie. A 48. Construction, tronçon Ambérieu Grenoble [24 novembre 1998] (p. 9392)
- M. François Goulard. Transports par eau. Transports maritimes. Desserte des îles, politiques communautaires [24 novembre 1998] (p. 9393)
- M. Marius Masse. Voirie. Rocade L 2. Aménagement, Marseille [24 novembre 1998] (p. 9395)
- Mme Anne-Marie Idrac. Transports ferroviaires. SNCF. Ligne de grande ceinture Ouest, création, délais, Ile-de-France [24 novembre 1998] (p. 9394)
- M. Dominique Baudis. Industrie. Construction aéronautique. Crédits de la recherche civile, montant [8 décembre 1998] (p. 10164)
- M. Jacques Péliissard. Transports ferroviaires. TGV Rhin Rhône. Bresse, Jura, desserte [8 décembre 1998] (p. 10165)
- M. Paul Dhaille. Transports routiers. Transport de marchandises. Lettres de voitures transports de lots, édition, réglementation [8 décembre 1998] (p. 10163)
- M. Bernard Charles. Voirie. A 20. Construction, tronçon Cahors-Nord Cahors-Sud [8 décembre 1998] (p. 10162)
- Mme Odette Grzegrzulka. Transports par eau. Transports fluviaux. Aménagement, canal Seine Nord, calendrier [15 décembre 1998] (p. 10464)
- M. Michel Péricard. Transports ferroviaires. SNCF. Ligne de grande ceinture Ouest, création, délais, Ile-de-France [15 décembre 1998] (p. 10466)
- M. Philippe Chaullet. DOM. Guadeloupe : transports routiers. Réglementation [15 décembre 1998] (p. 10465)
- M. Louis Mermaz. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports. Bruits, lutte et prévention, Lyon-Satolas [26 janvier 1999] (p. 345)
- M. Paul Dhaille. Transports par eau. Manutention portuaire. Equipements, sécurité, Le Havre [26 janvier 1999] (p. 344)
- M. François Loos. Voirie. RN 62. Aménagement, contournement de Mertzwiller [26 janvier 1999] (p. 342)
- Mme Jacqueline Lazard. Audiovisuel et communication. Radio. Centre radiomaritime du Conquet, fermeture, conséquences [26 janvier 1999] (p. 343)
- M. Camille Darsières. DOM. Martinique : transports. Frêt aérien et maritime, coût, réglementation [9 février 1999] (p. 1059)
- M. Bernard Derosier. Personnes âgées. Hospices. Humanisation, Nord, Pas-de-Calais [9 février 1999] (p. 1055)
- M. Jean-Pierre Blazy. Transports aériens. Aéroport de Roissy. Zone aéroportuaire, développement [9 février 1999] (p. 1056)
- M. Daniel Feurtet. Transports ferroviaires. SNCF. Ligne de grande ceinture Nord, réouverture [9 février 1999] (p. 1055)
- M. Christian Kert. Presse et livres. Presse. Diffusion, gares SNCF [16 février 1999] (p. 1412)
- M. Henry Jean-Baptiste. TOM et collectivités territoriales d'outre-mer. Mayotte : transports aériens. Vol direct pour la France [16 février 1999] (p. 1411)
- M. Nicolas Dupont-Aignan. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports. Bruits, lutte et prévention, Orly [16 février 1999] (p. 1413)
- M. Bernard Madrelle. Voirie. RN 137. Aménagement, Gironde [16 février 1999] (p. 1414)
- M. Dominique Baudis. Industrie. Construction aéronautique. Avions ATR, exportations, COFACE, participation [2 mars 1999] (p. 1844)
- M. Jacques Rebillard. Transports ferroviaires. Tarifs réduits. Carte de travail, réglementation [2 mars 1999] (p. 1843)
- M. Robert Lamy. Transports ferroviaires. Gestion. Cession de terrains, Tarare [2 mars 1999] (p. 1844)
- Mme Chantal Robin-Rodrigo. Voirie. A 65. Liaison Langon Pau, construction [9 mars 1999] (p. 2125)
- M. Maurice Ligoit. Voirie. Routes et autoroutes. Désenclavement, Centre-Ouest [9 mars 1999] (p. 2123)
- Mme Marisol Touraine. Voirie. RN 143. Liaison Tours Loches, aménagement [9 mars 1999] (p. 2124)
- M. Hervé Morin. Transports ferroviaires. Développement. Normandie [16 mars 1999] (p. 2399)
- M. Jacques Desallangre. Ministères et secrétariats d'Etat. Equipement et transports : services extérieurs.

Directions départementales, implantation, Soissons [16 mars 1999] (p. 2398)

M. Léonce Deprez. Transports routiers. Transports de voyageurs. Réglementation [16 mars 1999] (p. 2398)

M. Claude Jacquot. Transports routiers. Transport de marchandises. Bois, réglementation [27 avril 1999] (p. 3608)

Mme Danielle Bousquet. Logement : aides et prêts. Aide personnalisée au logement (APL). Conditions d'attribution [27 avril 1999] (p. 3611)

M. Michel Meylan. Transports ferroviaires. Transport de marchandises. Combiné rail-route, massif alpin [27 avril 1999] (p. 3609)

M. Yves Coussain. Voirie. RN 122. Tunnel du Lioran, rénovation [25 mai 1999] (p. 4791)

M. Jean-Claude Lefort. Voirie. RN 19 et RN 305. Aménagement, Ivry-sur-Seine [25 mai 1999] (p. 4788)

M. Jean-Claude Viollet. Voirie. RN 10 et RN 141. Aménagement, Charente [25 mai 1999] (p. 4786)

M. Bernard Perrut. Voirie. A 6. Villefranche-sur-Saône, contournement [25 mai 1999] (p. 4785)

M. Jean-Claude Mignon. Voirie. A 6. Rénovation, liaison Le Coudray-Montceau Fleury-en-Bière [25 mai 1999] (p. 4789)

M. Patrick Ollier. Sécurité routière. Régulation du trafic. Circulation transalpine [8 juin 1999] (p. 5456)

M. François Vannson. Voirie. RN 66. Aménagement, Vosges [8 juin 1999] (p. 5458)

M. Jean-Antoine Léonetti. Transports ferroviaires. Gares. Rénovation, délais, Antibes [8 juin 1999] (p. 5459)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207, 7257)

Son intervention (p. 7239)

Thèmes avant la procédure des questions :

Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 7247)

Logement : crédits (p. 7241)

Sécurité routière (p. 7251, 7252)

Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 7242)

Transports : crédits (p. 7239)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 7240, 7243, 7245, 7252)

Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) (p. 7245, 7249)

Transports aériens : Air France (p. 7245, 7248)

Transports aériens : bruit (p. 7248)

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 7245, 7246)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 7239, 7242, 7243)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 7239, 7242, 7243)

Transports ferroviaires : TGV-Est (p. 7243)

Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 7249, 7250)

Transports par eau : ports maritimes (p. 7240, 7249, 7250)

Transports par eau : transports fluviaux (p. 7243, 7245)

Transports par eau : transports maritimes (p. 7249 à 7251)

Transports routiers (p. 7243, 7244)

Transports urbains : Eole (p. 7243)

Transports urbains : Météor (p. 7243)

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 7242, 7243)

Transports urbains : RATP (p. 7251)

Transports urbains : RER (p. 7243)

Urbanisme (p. 7242)

Voirie (p. 7252, 7253)

Réponses aux questions :

Administration : services déconcentrés : effectifs (p. 7266) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 7266)

Administration : services déconcentrés : effectifs (p. 7269) (M. Félix Leyzour) (p. 7269)

Administration : services déconcentrés : effectifs (p. 7271) (M. Jean-Pierre Dufau) (p. 7271)

DOM : Guadeloupe : transport de voyageurs (M. Ernest Moutoussamy) (p. 7258)

Industrie : construction navale (p. 7267, 7268) (M. Jean-Yves Besselat) (p. 7267)

Sécurité routière : accidents : passages à niveau (p. 7272) (M. Alain Calmat) (p. 7262)

Sécurité routière : circulation routière (p. 7261, 7262) (M. Jean-Pierre Baeumler) (p. 7261)

Transports aériens : déréglementation (p. 7270, 7271) (M. Alain Ferry) (p. 7270)

Transports par eau : ports maritimes (p. 7268) (M. Gilbert Biessy) (p. 7268)

Transports par eau : transports fluviaux (p. 7257) (M. Jacques Brunhes) (p. 7257)

Transports par eau : transports fluviaux : canaux (p. 7264) (M. Aloyse Warhouver) (p. 7264)

Transports routiers : transport de marchandises : pollution (p. 7272) (M. François Guillaume) (p. 7272)

Transports urbains : lignes (p. 7258) (M. Jean-Pierre Brard) (p. 7258)

Transports urbains : lignes (p. 7271, 7272) (Mme Nicole Bricq) (p. 7271)

Transports urbains : RATP (p. 7257) (M. Jacques Brunhes) (p. 7257)

Voirie : autoroutes (p. 7259, 7260) (M. François Rochebloine) (p. 7259)

Voirie : autoroutes (M. Jérôme Lambert) (p. 7262, 7263)

Voirie : autoroutes (p. 7264) (M. Pierre Cardo) (p. 7264)

Voirie : autoroutes (p. 7266) (M. Yves Deniaud) (p. 7265)

Voirie : autoroutes (p. 7266, 7267) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 7266)

Voirie : routes (p. 7259) (M. Yves Coussain) (p. 7259)

Voirie : routes (p. 7261) (M. Alain Ferry) (p. 7260)

Voirie : routes (p. 7262) (Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont) (p. 7262)

Voirie : routes (p. 7263) (M. Aloyse Warhouver) (p. 7263)

Voirie : routes (p. 7265) (M. Yves Nicolin) (p. 7265)

Voirie : routes (p. 7270) (M. François Rochebloine) (p. 7269)

Vote des crédits [22 octobre 1998] (p. 7273)

BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Après l'article 83

Soutient l'amendement n° 39 du Gouvernement (taxe d'aéroport au profit des exploitants de certains aérodromes) : adopté (p. 7275)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10379, 10395)

Son intervention (p. 10379)

Sa réponse (p. 10407)

Thèmes :

Constitution : article 34 (p. 10407, 10408)

Etat : Gouvernement : sécurité routière (p. 10380, 10381, 10407 à 10409)

Finances publiques : crédits budgétaires : sécurité routière (p. 10408)

Parlement : Sénat (p. 10379, 10407)

Sécurité routière : accidents : drogue (p. 10382, 10383, 10409)

Sécurité routière : accidents : médicaments (p. 10382)

Sécurité routière : auto-écoles (p. 10381, 10382, 10410, 10411)

Sécurité routière : circulation routière : droits de l'homme et libertés publiques (p. 10408)

Sécurité routière : code de la route : enseignement (p. 10380, 10381, 10407, 10408)

Sécurité routière : code de la route : formation continue (p. 10381, 10407)

Sécurité routière : contraventions : pays étrangers (p. 10382)

Sécurité routière : contraventions : responsabilité (p. 10382, 10409, 10410)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 10382, 10410, 10411)

Sécurité routière : limitations de vitesse : poids lourds (p. 10383)

Sécurité routière : permis à points (p. 10410)

Sécurité routière : permis de conduire : jeunes (p. 10381)

Sécurité routière : radars (p. 10410)

Sécurité routière : statistiques (p. 10379)

Sécurité routière : statistiques : jeunes (p. 10380)

Sécurité routière : véhicules à deux roues (p. 10380, 10381)

Sécurité routière : vélos (p. 10411)

Union européenne : règlements : sécurité routière (p. 10409)

Voirie : routes : sécurité routière (p. 10381, 10408)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 2 (articles L. 29 à L. 29-11 nouveaux du code de la route : enseignement de la conduite et de la sécurité routière)

Soutient le sous-amendement n° 87 du Gouvernement (suppression de la référence aux conditions d'aptitude physique) à l'amendement n° 69 de M. André Aschieri (conditions d'âge, d'ancienneté du permis de conduire, d'expérience professionnelle, de réactualisation des connaissances et d'aptitude physique pour gérer une auto-école) : adopté (p. 10418)

Après l'article 2

Soutient le sous-amendement n° 80 du Gouvernement (qualification des moniteurs des associations

d'insertion enseignant la conduite) à l'amendement n° 11 de la commission (agrément des associations d'enseignement de la conduite et de la sécurité routière) : adopté (p. 10420)

Soutient le sous-amendement n° 81 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 11 de la commission : adopté (p. 10420)

Article 4 (article L. 21-1 du code de la route : responsabilité pécuniaire des propriétaires de véhicules)

Soutient l'amendement n° 77 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 10424)

Soutient l'amendement n° 78 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 10424)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 79 rectifié du Gouvernement (répression accrue des infractions commises contre les agents des réseaux de transports publics de voyageurs) : adopté (p. 10440)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2461)

Son intervention (p. 2461)

Sa réponse (p. 2475)

Thèmes :

Etat : Gouvernement : sécurité routière (p. 2462)

Parlement : rôle : sécurité routière (p. 2462, 2463)

Sécurité routière : accidents : drogue (p. 2463)

Sécurité routière : accidents : secourisme (p. 2463, 2475)

Sécurité routière : auto-écoles (p. 2463)

Sécurité routière : circulation routière : coût (p. 2475)

Sécurité routière : code de la route : drogue (p. 2463, 2475)

Sécurité routière : code de la route : enseignement (p. 2461)

Sécurité routière : code de la route : jeunes (p. 2462, 2463)

Sécurité routière : contraventions : responsabilité (p. 2462, 2475)

Sécurité routière : limitations de vitesse : contrôle (p. 2462)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 2462, 2475)

Sécurité routière : statistiques (p. 2461, 2462)

Sécurité routière : statistiques : jeunes (p. 2461)

Sécurité routière : véhicules à deux roues (p. 2461)

Sécurité routière : vélos (p. 2475)

Voirie : routes : sécurité routière (p. 2475)

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2477)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Procédure d'examen simplifiée [11 mai 1999] (p. 4322)

Son intervention (p. 4326)

Sa réponse (p. 4332)

Thèmes :

Constitution : article 34 : sécurité routière (p. 4332)

Etat : Gouvernement : sécurité routière (p. 4326, 4327)

Parlement : commissions mixtes paritaires : sécurité routière (p. 4327, 4332, 4333)

Partis et mouvements politiques : opposition : sécurité routière (p. 4332, 4333)

Publicité : campagnes financées sur fonds publics : sécurité routière (p. 4326)

Risques professionnels : accidents de trajet : sécurité routière (p. 4326)

Sécurité routière : accidents : drogue (p. 4327, 4333, 4334)

Sécurité routière : code de la route : drogue (p. 4333, 4334)

Sécurité routière : contraventions : responsabilité (p. 4327)

Sécurité routière : limitations de vitesse : contrôle (p. 4326, 4334)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 4334)

Sécurité routière : vélos (p. 4327, 4334)

Voirie : routes : sécurité routière (p. 4326, 4327, 4333)

Texte de la commission mixte paritaire [11 mai 1999] (p. 4335)

Article 4 (responsabilité pécuniaire des propriétaires de véhicules)

Soutient l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) : adopté au scrutin public (p. 4336)

Projet de loi n° 1186 relatif à l'organisation de certains services au transport aérien

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 décembre 1998] (p. 10368)

Son intervention (p. 10368)

Sa réponse (p. 10375)

Thèmes :

Finances publiques : budgets annexes : aviation civile (p. 10375)

Transports aériens : aéroports (p. 10376)

Transports aériens : Air France (p. 10375)

Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (p. 10369, 10376)

Transports aériens : Orly (p. 10375)

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 10368, 10369, 10375, 10376)

Transports aériens : sécurité (p. 10369, 10376)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10377)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Projet de loi n° 873 relatif aux enquêtes techniques sur les accidents et les incidents dans l'aviation civile

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 mars 1999] (p. 2454)

Son intervention (p. 2454)

Sa réponse (p. 2458)

Thèmes :

Transports aériens : accidents : enquêtes publiques (p. 2454, 2459)

Transports aériens : Air France (p. 2459)

Transports aériens : déréglementation (p. 2454, 2459)

Transports aériens : sécurité (p. 2454, 2459)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4370)

Son intervention (p. 4370)

Sa réponse (p. 4386)

Thèmes :

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement : bruit (p. 4387)

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 4370, 4371, 4387, 4388)

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4388, 4445)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire)

Article L. 227-3 du code de l'aviation civile : compétences générales de l'Autorité

Soutient le sous-amendement n° 130 du Gouvernement (droit de saisine des associations de protection de l'environnement ayant une représentativité nationale) à l'amendement n° 14 de la commission (droit de saisine des associations de protection de l'environnement) : rejeté (p. 4397)

Soutient l'amendement n° 131 du Gouvernement (définitions des niveaux sonores maximum) : adopté (p. 4405)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6642)

Son intervention (p. 6642)

Sa réponse (p. 6649)

Thèmes :

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement : consultation (p. 6643, 6649)

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 6643, 6649)

Transports aériens : Air France (p. 6643)

Transports aériens : Orly (p. 6643, 6650)

Transports aériens : Roissy (p. 6650)

Urbanisme : permis de construire : plans d'exposition au bruit (p. 6643, 6649)

Discussion des articles [29 juin 1999] (p. 6650)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Proposition de résolution n° 1646 sur les propositions de directives relatives aux chemins de fer communautaires (COM (98) 0480 final/n° E 1163)

Avant la discussion de l'article unique [16 juin 1999] (p. 5915)

Sa réponse (p. 5928)

Thèmes :

Politiques communautaires : directives : transports ferroviaires (p. 5929 à 5931)

Transports : transport combiné (p. 5930)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 5929, 5930)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 5930)

Discussion de l'article unique [16 juin 1999] (p. 5931)

Article unique (politique de développement des chemins de fer communautaires)

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié de M. Gilbert Biessy (respect du principe de subsidiarité) (p. 5933)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Michel Bouvard (souci de protection de l'environnement, en particulier, dans les zones de montagne) (p. 5933)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Michel Bouvard (emprunts communautaires mobilisés prioritairement au financement des réseaux listés lors du Conseil d'Essen le 10 décembre 1994) (p. 5934)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Michel Bouvard (élaboration, dans les meilleurs délais, par le Gouvernement français et la Commission européenne du protocole transport de la convention alpine) (p. 5934)

Projet de loi n° 1688 portant approbation d'un avenant à la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche, signée le 14 mars 1986

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6635)

Son intervention (p. 6635)

Sa réponse (p. 6641)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : prêts : Eurotunnel (p. 6637, 6642)

Bâtiment et travaux publics : grandes infrastructures : coût (p. 6642)

Politiques communautaires : directives : transport de marchandises (p. 6636)

Sociétés : actionnaires : dividendes (p. 6642)

Transports : Eurotunnel : augmentations de capital (p. 6637, 6642)

Transports : Eurotunnel : situation financière (p. 6635, 6636)

Germain GENGENWIN

*Bas-Rhin (5^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 12 février 1999] (p. 2287)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de moins de cinquante ans [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1706 visant à favoriser le placement d'épargne en actions [16 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

TVA. Suppression. Terrains à bâtir, conséquences [18 novembre 1998] (p. 9159)

Formation professionnelle. Formation continue. Financement [19 mai 1999] (p. 4595)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 814, posée le 17 mai 1999. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers (J.O. Questions p. 2896). Appelée le 25 mai 1999. Traitement (p. 4792)

n° 914, posée le 28 juin 1999. Ministères et secrétariats d'Etat. Aménagement du territoire et environnement : équipements (J.O. Questions p. 3877, 3878). Appelée le 29 juin 1999. Parc automobile, utilisation du GPL (p. 6508)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2049)

Son intervention (p. 2056)

Thèmes :

Formation professionnelle : formation continue (p. 2057)

Préretraites : allocation spéciale (p. 2057)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 2056)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6553)

Son intervention (p. 6557)

Thèmes :

Emploi : chômage de longue durée (p. 6558)

Formation professionnelle : formation continue (p. 6559)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 6558)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 6559)

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5825)

Son intervention (p. 5849)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5850)

Agroalimentaire : labels (p. 5850)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 5825)

Commerce extérieur : exportations : agriculture (p. 5849)

Impôt sur le revenu : bénéficiaires agricoles (p. 5850)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5849)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5849)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Robert Lamy (suppression de la référence à la production de services collectifs au profit de tous les usagers de l'espace rural) (p. 5963)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Christian Jacob (suppression de la référence à la production de services collectifs au profit de tous les usagers de l'espace rural) (p. 5963)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Christian Estrosi (suppression de la référence à la production de services collectifs au profit de tous les usagers de l'espace rural) (p. 5963)

Intervient sur l'amendement n° 238 de M. Pierre Micaux (suppression de la référence à la production de services collectifs au profit de tous les usagers de l'espace rural) (p. 5963)

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Yves Nicolin (suppression de la référence à la production de services collectifs au profit de tous les usagers de l'espace rural) (p. 5963)

Intervient sur l'amendement n° 506 de M. François Sauvadet (suppression de la référence à la production de services collectifs au profit de tous les usagers de l'espace rural) (p. 5963)

Soutient le sous-amendement n° 505 de M. François Sauvadet (respect d'une concurrence équilibrée et loyale) à l'amendement n° 71 de la commission (poursuite d'actions d'intérêt général) : rejeté (p. 5964)

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. François Guillaume (acteurs habituels des services collectifs) (p. 5965)

Soutient l'amendement n° 508 de M. François Sauvadet (prise en compte des zones forestières) : rejeté (p. 5971)

Intervient sur l'amendement n° 732 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (organismes chargés de la mise en oeuvre de la politique agricole) (p. 5972)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 301 de M. François Guillaume (non intégration des services collectifs dans les contrats territoriaux d'exploitation) (p. 6015)

Soutient l'amendement n° 509 de M. François Sauvadet (non intégration des services collectifs dans les contrats territoriaux d'exploitation) : rejeté (p. 6015)

Soutient l'amendement n° 510 de M. François Sauvadet (recentrage sur l'activité agricole) : rejeté (p. 6018)

Soutient l'amendement n° 512 de M. François Sauvadet (respect des droits du propriétaire) : rejeté (p. 6020)

Soutient l'amendement n° 511 de M. François Sauvadet (accord du propriétaire) : rejeté (p. 6021)

Intervient sur l'amendement n° 513 de M. François Sauvadet (définition des contrats type par le préfet) (p. 6023)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 6057)

Soutient le sous-amendement n° 492 de M. Jean Briane (prise en compte du handicap géographique) à l'amendement n° 86 de la commission (aménagement des aides) : rejeté (p. 6066)

Article 5 (reconnaissance d'un pouvoir d'avis aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture)

Soutient l'amendement n° 518 de M. François Sauvadet (avis conforme des CDOA sur les projets de contrat - type d'exploitation) : rejeté (p. 6070)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Son intervention (p. 6072)

Soutient l'amendement n° 751 de M. Jacques Barrot (prise en compte des activités situées dans le prolongement de l'intervention dans le cycle biologique) : retiré (p. 6073)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (définition des activités agricoles) (p. 6082)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Soutient l'amendement n° 519 de M. François Sauvadet (exclusion des activités forestières et des cultures marines) : adopté (p. 6087)

Intervient sur l'amendement n° 610 de M. Maurice Adevah-Poeuf (création d'un registre de l'agriculture accessible au public) (p. 6088)

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission (création d'un registre de l'agriculture accessible au public) (p. 6088)

Intervient sur l'amendement n° 322 de M. François Guillaume (suppression des données relatives à la consistance de l'exploitation) (p. 6090)

Soutient l'amendement n° 729 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (inscription au registre des métiers) : retiré (p. 6093)

Intervient sur l'amendement n° 611 de M. Maurice Adevah-Poeuf (sanctions) (p. 6094)

Après l'article 12

Soutient l'amendement n° 504 de M. Léonce Deprez (cas des baux en cours) : retiré (p. 6110)

Article 13 (création de l'unité de référence)

Intervient sur le sous-amendement n° 743 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (moyenne par rapport aux exploitations du territoire concerné) à l'amendement n° 99 corrigé de la commission (moyenne de l'unité de référence) (p. 6124)

Article 14 (dispositions relatives à la politique d'installation)

Intervient sur l'amendement n° 100 de la commission (installation progressive des agriculteurs) (p. 6127)

Soutient l'amendement n° 332 de M. Christian Jacob (information du propriétaire lorsque l'exploitant doit prendre sa retraite) : rejeté (p. 6128)

Soutient l'amendement n° 453 de M. Pierre Micaux (information du propriétaire lorsque l'exploitant doit prendre sa retraite) : rejeté (p. 6128)

Article 15 (notification préalable des départs à la retraite)

Soutient l'amendement n° 454 corrigé de M. Pierre Micaux (information du propriétaire dix-huit mois avant le départ de l'agriculteur) : retiré (p. 6129)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Article L. 331-1 du code rural : portée et objectifs du contrôle

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Christian Estrosi (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluriactifs) (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Pierre Micaux (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Yves Nicolin (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 358 de M. Jean-Claude Mignon (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 500 de M. Gérard Voisin (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) (p. 6145)

Article L. 331-2 du code rural : opérations soumises à autorisation préalable

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. François Guillaume (déclaration obligatoire en cas de disparition d'un associé au sein d'un GAEC ou d'une EARL) (p. 6147)

Soutient l'amendement n° 522 de M. François Sauvadet (élargissement des seuils de référence) : rejeté (p. 6160)

Soutient le sous-amendement n° 957 de M. François Sauvadet (dispense d'autorisation lorsque les exploitants sont parents ou alliés) à l'amendement n° 496 de M. François Patriat (nouvelle autorisation en cas de diminution du nombre total des associés exploitants) : rejeté (p. 6163)

Intervient sur l'amendement n° 364 de M. Christian Jacob (suppression de l'autorisation provisoire) (p. 6166)

Intervient sur l'amendement n° 475 de M. Jacques Rebillard (autorisation pour les réductions de 30 % par un ou plusieurs retraits successifs) (p. 6169)

Intervient sur l'amendement n° 373 de M. Christian Jacob (agrandissements avec des terres situées à dix kilomètres) (p. 6174)

Intervient sur l'amendement n° 667 de M. Jean Proriol (agrandissements avec des terres situées à dix kilomètres) (p. 6174)

Intervient sur l'amendement n° 811 de M. François Colcombet (renforcement des contrôles pour les ateliers hors sol produisant des effluents de lisier) (p. 6177)

Intervient sur l'amendement n° 110 rectifié de la commission (prise en compte des landes dans le calcul des surfaces agricoles utiles) (p. 6181)

Intervient sur l'amendement n° 562 de M. Stéphane Alaize (prise en compte des landes dans le calcul des surfaces agricoles utiles) (p. 6181)

Intervient sur l'amendement n° 874 de M. Charles de Courson (assouplissement du contrôle des structures décidé par le schéma directeur départemental) (p. 6183)

Article L. 331-10 du code rural : poursuite de la mise en valeur du fonds

Soutient l'amendement n° 248 de M. Pierre Micaux (de suppression) : rejeté (p. 6192)

Article 18 (création du statut de conjoint collaborateur)
Son intervention (p. 6207)

Article 22 (revalorisation des retraites)
Son intervention (p. 6212)

Article 27 (création du titre emploi simplifié agricole)

Soutient le sous-amendement n° 525 de M. François Sauvadet (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de onze salariés permanents) à l'amendement n° 128 de la commission (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de cinq salariés permanents) : devenu sans objet (p. 6228)

Article 29 (création au niveau des départements de commissions paritaires d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en agriculture)
Son intervention (p. 6290)

Intervient sur l'amendement n° 886 corrigé de M. Félix Leyzour (allongement du temps de formation) (p. 6291)

Avant l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 134 rectifié de la commission (missions des organisations de producteurs) (p. 6300)

Après l'article 30

Soutient l'amendement n° 346 de M. Jean-Claude Lemoine (déduction fiscale en cas d'acquisition de parts sociales dans une coopérative agricole) : réservé à la demande du Gouvernement (p. 6451)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Soutient l'amendement n° 526 de M. François Sauvadet (règles de coordination entre l'interprofession spécifique et l'autorité administrative) : rejeté (p. 6313)

Intervient sur l'amendement n° 353 de M. François Guillaume (associations de consommateurs laissés à l'écart des interprofessions) (p. 6317)

Article 36 (rapport d'activité et comptes des interprofessions - bilan d'application des accords éendus)

Soutient l'amendement n° 465 de M. Jacques Le Nay (publication des comptes détaillés soit au Journal officiel soit dans un journal d'annonces légales) : retiré (p. 6331)

Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier" et "produit pays")

Son intervention (p. 6345)

Après l'article 40

Soutient le sous-amendement n° 938 de M. François Sauvadet (non-application aux produits viticoles) à l'amendement n° 941 de la commission (création d'un logo "appellation d'origine contrôlée") : adopté après rectification (p. 6363)

Après l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 480 rectifié du Gouvernement (création d'un fonds de valorisation et de communication) (p. 6374)

Soutient le sous-amendement n° 940 rectifié de M. François Sauvadet (exclusion des professionnels du vin) à l'amendement n° 480 rectifié du Gouvernement : retiré (p. 6374)

Article 43 (cotisations à l'INAO et aux organismes de contrôle agréés pour les produits autres que le vin)

Intervient sur l'amendement n° 481 du Gouvernement (calcul des cotisations) (p. 6381)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 197 rectifié de la commission (lieu de mise en bouteille et de conditionnement des vins bénéficiant d'une appellation d'origine) (p. 6384)

Intervient sur le sous-amendement n° 967 du Gouvernement (caractère facultatif) à l'amendement n° 197 rectifié de la commission (p. 6384)

Après l'article 47

Intervient sur l'amendement n° 824 de Mme Béatrice Marre (représentation des organisations professionnelles agricoles à la délimitation des zones de préemption) (p. 6413)

Après l'article 50

Intervient sur le sous-amendement n° 983 de M. Jean-Claude Chazal (respect des droits des ayants droit non agriculteurs) à l'amendement n° 819 de M. Augustin

Bonrepaux (modalités d'attribution des biens de section) (p. 6421)

Intervient sur le sous-amendement n° 984 de M. Jean-Claude Chazal (constitution de réserves foncières en vue de faciliter de nouvelles installations) à l'amendement n° 819 de M. Augustin Bonrepaux (p. 6421)

Intervient sur le sous-amendement n° 985 de M. Jean-Claude Chazal (rôle des commissions départementales d'orientation agricole pour trancher les litiges) à l'amendement n° 819 de M. Augustin Bonrepaux (p. 6421)

Après l'article 59

Soutient l'amendement n° 706 de M. Jean Proriot (alignement des missions de l'enseignement supérieur agricole privé sur celles du secteur public) : rejeté (p. 6434)

Après l'article 64

Soutient l'amendement n° 536 de M. François Sauvadet (déduction pour investissements étendue aux parts de coopératives assurant la transformation ou la commercialisation de matières premières) : rejeté (p. 6444)

Soutient l'amendement n° 537 de M. François Sauvadet (déduction pour investissements étendue aux parts de coopératives assurant la transformation ou la commercialisation de matières premières) : rejeté (p. 6444)

Soutient l'amendement n° 538 de M. François Sauvadet (déduction pour investissements étendue aux parts de coopératives assurant la transformation ou la commercialisation de matières premières) : rejeté (p. 6444)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380, 3403)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 3390)

Son intervention (p. 3410)

Thèmes :

Agriculture : associations syndicales (p. 3410)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 3410)

Agriculture : installation (p. 3410)

Agroalimentaire : labels (p. 3411)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3410)

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Article 1er bis (conditions de représentativité des organisations syndicales agricoles)

Son sous-amendement n° 210 (conditions de représentativité) à l'amendement n° 6 rectifié de la

commission (détermination des conditions de représentativité des organismes syndicaux d'exploitants agricoles par décret en Conseil d'Etat) : retiré (p. 3441)

Article 2 (création des contrats territoriaux d'exploitation)

Soutient le sous-amendement n° 206 corrigé de M. Charles de Courson (décision du préfet après avis de la commission départementale) à l'amendement n° 8 de la commission (contrats types arrêtés par le préfet) : rejeté (p. 3450)

Article 3 (création du fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 3452)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (interruption des aides en cas de non respect des clauses prévues par le contrat territorial d'exploitation) (p. 3460)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 3468)

Article 7 quater (travaux de déneigement)

Intervient sur l'amendement n° 223 rectifié de M. Charles de Courson (détention du permis de conduire de catégorie B) (p. 3470)

Article 15 bis (préretraite des agriculteurs)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (de suppression) (p. 3486)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son sous-amendement n° 218 (seuils) à l'amendement n° 29 de la commission (seuils) : rejeté (p. 3494)

Soutient l'amendement n° 187 de Mme Sylvia Bassot (qualité d'exploitant réservée aux seules personnes physiques) : rejeté (p. 3496)

Après l'article 17 bis

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Christian Jacob (transmission des droits à primes) (p. 3501)

Son amendement n° 215 (transmission des droits à primes) : adopté après modifications (p. 3501)

Intervient sur le sous-amendement n° 272 de M. François Sauvadet (transfert des droits par l'intermédiaire de la réserve nationale en l'absence de demandes dans le département d'origine) à son amendement n° 215 (p. 3501)

Article 27 bis supprimé par le Sénat (limitation des déplacements des salariés agricoles dans le cadre de travaux effectués pour des groupements d'employeurs)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (déplacements limités prévus au contrat) (p. 3504)

Article 40 (organisation de l'INAO et réaménagement du régime des AOC)

Soutient l'amendement n° 179 de M. Jean Proriol (suppression du quatrième comité) : rejeté (p. 3524)

Soutient l'amendement n° 201 de M. Charles de Courson (suppression du quatrième comité) : rejeté (p. 3524)

Son amendement n° 202 (de précision) : adopté (p. 3527)

Intervient sur l'amendement n° 86 de la commission (de codification) (p. 3528)

Soutient l'amendement n° 200 de M. Charles de Courson (conditions de demande d'enregistrement d'une attestation de spécificité fixées par décret en Conseil d'Etat) : retiré (p. 3528)

Article 42 bis supprimé par le Sénat (création d'un fonds de valorisation et de communication)

Intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (création du fonds de valorisation et de communication) (p. 3535)

Article 44 quinquies (rhino-trachéite infectieuse)

Soutient l'amendement n° 192 de M. Christian Jacob (nécessité d'un accord professionnel) : rejeté (p. 3553)

Son amendement n° 197 (nécessité d'un accord professionnel) : rejeté (p. 3553)

LECTURE DÉFINITIVE

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4945)

Soutient l'amendement n° 10 de M. François Sauvadet (formes des aides publiques) : rejeté (p. 4965)

Soutient l'amendement n° 11 de M. Charles de Courson (imposition des transmissions) : rejeté (p. 4966)

Soutient l'amendement n° 12 de M. Charles de Courson (fiscalité des transmissions) : rejeté (p. 4966)

Soutient l'amendement n° 13 de M. Charles de Courson (exonérations des plus-values lors de la transmission à un jeune agriculteur) : rejeté (p. 4966)

Soutient l'amendement n° 14 de M. François Sauvadet (exonérations des charges sociales du jeune salarié appelé à reprendre l'exploitation) : rejeté (p. 4967)

Soutient l'amendement n° 15 de M. Charles de Courson (cotisations sociales des jeunes agriculteurs bénéficiant des aides à l'installation) : rejeté (p. 4968)

Son amendement n° 16 (régime local d'assurance maladie complémentaire obligatoire des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) : adopté (p. 4969)

Soutient l'amendement n° 9 de M. Jean Proriol (personnes habilitées à l'identification des équidés) : rejeté (p. 4972)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Après l'article 2

Son amendement n° 538 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (extension du bénéfice de la déduction pour investissement à la souscription de parts sociales de coopératives agricoles, dans la limite des investissements nouveaux réalisés par celles-ci) (p. 6669) : rejeté (p. 6670)

Son amendement n° 229 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application d'un abattement de 8 000 F pour une personne seule et de 16 000 F pour un couple sur les produits de parts de fonds communs de placement solidaires ou caritatifs) (p. 6675) : rejeté (p. 6676)

Après l'article 2 (suite)

Son amendement n° 513 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (relèvement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre des frais de garde d'un jeune enfant) : rejeté (p. 6708)

Après l'article 14 (suite)

Soutient l'amendement n° 507 corrigé précédemment réservé de M. Charles de Courson (exonération de la plus-value constatée lors de la transmission à titre gratuit d'une exploitation agricole, à la condition de ne pas céder celle-ci dans un délai de 10 ans) : rejeté (p. 6805)

Soutient l'amendement n° 500 précédemment réservé de Mme Christine Boutin (aménagement des barèmes applicables aux droits de mutation à titre gratuit entre frères et soeurs et entre deux personnes non parentes) : rejeté (p. 6807)

Article 22 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux subventionnés par l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Son amendement n° 230 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application du taux réduit de la TVA aux travaux immobiliers portant sur l'ensemble des logements locatifs avec convention de réglementation des loyers) : rejeté (p. 6867)

Son amendement n° 231 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application du taux réduit de la TVA aux travaux immobiliers portant sur l'ensemble des logements locatifs avec convention de réglementation des loyers) : rejeté (p. 6867)

Son amendement n° 232 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application du taux réduit de la TVA aux travaux immobiliers portant sur l'ensemble des logements locatifs avec convention de réglementation des loyers) : rejeté (p. 6867)

Son amendement n° 233 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application du taux réduit de la TVA aux travaux immobiliers portant sur l'ensemble des logements locatifs avec convention de réglementation des loyers) : rejeté (p. 6867)

Article 24 (moralisation des avantages liés à la transmission des patrimoines par le biais de l'assurance-vie)

Son sous-amendement n° 558 soutenu par M. Philippe Auberger (suppression du prélèvement de 0,20 %) à l'amendement n° 539 rectifié de M. Didier Migaud (nouvelle rédaction de l'article prévoyant un prélèvement de 20 % sur la part excédant 1 million de francs et instituant un prélèvement de 0, 20 % à la charge des entreprises d'assurance-vie assis sur le montant des primes ou cotisations émises par elles en 1998) : rejeté (p. 6882)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 237 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (suppression des dispositions prévoyant une hausse du taux de la cotisation minimale de taxe professionnelle) : rejeté (p. 6924)

Son amendement n° 236 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (suppression de l'augmentation progressive des taux de la cotisation de péréquation de taxe professionnelle) : rejeté (p. 6926)

Après l'article 35

Son amendement n° 508 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (extension du bénéfice de la déduction pour investissement à la souscription de parts sociales de coopératives ou d'actions de sociétés assurant la transformation et la commercialisation de matières premières agricoles) : rejeté (p. 6950)

Son amendement n° 509 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (extension du bénéfice de la déduction pour investissement à la souscription de parts sociales de coopératives agricoles) : rejeté (p. 6950)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665, 8710)

Son intervention (p. 8684)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : allègement des charges sociales (p. 8685)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 8684)

Formation professionnelle : contrats de qualification (p. 8684)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 8684)

Travail : réduction du temps de travail (p. 8685)

Procédure des questions :

Formation professionnelle : centres de formation : financement (p. 8717)

Formation professionnelle : contrats de qualification : financement (p. 8716)

Vote des crédits [10 novembre 1998] (p. 8727)

Article 80 (recentrage de l'aide à l'embauche de l'indemnité compensatrice forfaitaire à l'apprentissage)

Son amendement n° 72 (de suppression) : rejeté (p. 8729)

Son amendement n° 20 (suppression de la condition de l'aide à l'embauche) : retiré (p. 8730)

Article 81 (suppression de l'exonération de cotisations d'allocations familiales)

Son amendement n° 71 (de suppression) : rejeté (p. 8730)

Soutient l'amendement n° 75 de M. Michel Bouvard (de suppression) : rejeté (p. 8730)

Soutient l'amendement n° 69 de M. Charles de Courson (maintien de l'abattement de cotisations familiales aux exploitants agricoles pour leurs salariés) : retiré (p. 8732)

Soutient l'amendement n° 23 de M. Léonce Deprez (exclusion du secteur agricole des mesures de suppression de l'exécution de cotisations d'allocations familiales) : rejeté (p. 8732)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)

Procédure des questions :

Chambres consulaires : chambres de métiers (p. 8968)

Travail : durée du travail (p. 8968)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)

Article 66 (prorogation de la période d'application des réductions d'impôt accordées au titre des souscriptions au capital de sociétés non cotées ou des souscriptions de parts de fonds communs de placement dans l'innovation)

Son amendement n° 97 (institution d'un dispositif de déduction des sommes investies dans le capital des petites et moyennes entreprises) : rejeté (p. 9044)

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire)

Son amendement n° 100 (réintégration des ascendants et des descendants dans le champ d'application du dispositif) : rejeté (p. 9048)

Son amendement n° 98 (relèvement de la limite d'imputation sur le revenu global du déficit foncier constaté par les bailleurs privés) : rejeté (p. 9054)

Après l'article 68

Son amendement n° 101 (amortissement dégressif des bâtiments à usage professionnel) : rejeté (p. 9055)

Après l'article 69

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Didier Migaud (faculté pour le Conseil régional d'exonérer les véhicules propres de la taxe proportionnelle sur les certificats d'immatriculation) (p. 9071)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son sous-amendement n° 232 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (exonération des locaux des coopératives agricoles) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) : devenu sans objet (p. 10667)

Article 35 bis supprimé par le Sénat (création de la taxe de l'aviation civile)

Soutient le sous-amendement n° 235 de M. Charles de Courson (suppression de la taxe applicable au frêt) à l'amendement n° 8 rectifié du Gouvernement (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 10687)

Article 27 précédemment réservé (suppression de la taxe régionale sur les cessions d'immeubles et unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels)

Son intervention (p. 10689)

Soutient l'amendement n° 167 de M. Jean-Louis Dumont (non-application du droit de 4,80 % aux cessions d'actions de sociétés relevant de la législation sur les habitations à loyer modéré) : adopté (p. 10691)

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Didier Migaud (modulation de la compensation versée aux régions au titre de la baisse des droits de mutation à titre onéreux) (p. 10692)

Seconde délibération

Article 64 AB (maintien à 20 000 F du montant de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et les pensionnés)

Son amendement n° 237 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (pérennisation au niveau fixé pour l'imposition

des revenus de l'année 1998 du montant de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et pensionnés) : retiré (p. 10739)

Article 85 supprimé par le Sénat (instauration de la taxe d'aéroport)

Son sous-amendement n° 236 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (suppression des tarifs différenciés) à l'amendement n° 9 rectifié du Gouvernement (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 10762)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7430)

Son intervention (p. 7462)

Thèmes :

Prestations familiales : allocation de garde d'enfant à domicile (p. 7462)

Retraites : généralités : système par répartition : financement (p. 7462)

Sécurité sociale : cotisations : assiette (p. 7462)

Travail : réduction du temps de travail (p. 7463)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Son intervention (p. 7537)

Son amendement n° 307 (suppression de l'affectation de l'excédent de la C3S au fonds de réserve des pensions) : rejeté (p. 7550)

Soutient l'amendement n° 367 deuxième correction de M. Charles de Courson (pérennisation du financement du BAPSA par la C3S) : rejeté (p. 7550)

Son amendement n° 308 (ressources du fonds) : rejeté (p. 7552)

Après l'article 3

Son amendement n° 313 corrigé (exonération totale de cotisations patronales) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7567)

Article 4 (prorogation pendant trois ans et plafonnement du dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale pour l'embauche du "premier salarié")

Son intervention (p. 7569)

Intervient sur l'amendement n° 369 de M. Bernard Accoyer (plafonnement de l'exonération de charges pour première embauche) (p. 7572)

Article 5 (possibilité de requalification en revenus professionnels des revenus tirés de la location-gérance d'un fonds de commerce par un travailleur indépendant et basculement dans le champ fiscal du recouvrement de contributions sociales sur certains types de revenus)

Son amendement n° 311 (restriction du champ d'application) : rejeté (p. 7578)

Article 9 (taxation des boissons dites "premix")

Son intervention (p. 7594)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 404 de M. Alfred Recours (lutte contre le tabagisme) (p. 7603)

Intervient sur l'amendement n° 417 du Gouvernement (financement du congé de fin d'activité) (p. 7608)

Article 16 (création d'un système national d'information interrégimes de l'assurance maladie et d'un conseil pour la transparence des statistiques de l'assurance maladie)

Son amendement n° 326 (de suppression) : rejeté (p. 7639)

Article 29 (revalorisation des retraites du régime général et des avantages alignés sur l'évolution prévisionnelle des prix)

Son intervention (p. 7743)

Son amendement n° 332 (avis du conseil d'administration de la CNAVTS) : retiré (p. 7745)

Article 31 (amélioration des conditions de prise en charge des maladies professionnelles)

Son intervention (p. 7751)

Article 36 (plafonnement des ressources non permanentes)

Son amendement n° 365 (suppression des possibilités d'emprunt de la CNRACL) : rejeté (p. 7762)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 337 (mécanismes d'épargne privée) : rejeté (p. 7773)

Son amendement n° 341 (rééquilibrage des aides aux familles avant le 1^{er} mars 1999) : rejeté (p. 7775)

Intervient sur l'amendement n° 353 de M. Jean-Luc Prél (lutte contre la surconsommation médicamenteuse) (p. 7782)

Son amendement n° 357 (maîtrise médicalisée des dépenses de santé) : rejeté (p. 7785)

Son amendement n° 358 (allocation de garde d'enfant à domicile) : rejeté (p. 7785)

Intervient sur l'amendement n° 322 de M. Jean-Luc Prél (sécurité anesthésique et sur la périnatalité) (p. 7792)

Intervient sur l'amendement n° 320 de M. Jean-Luc Prél (création d'une Union des caisses d'assurance maladie) (p. 7792)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9610, 9629, 9678)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Soutient l'amendement n° 116 de M. Charles de Courson (financement du BAPSA) : rejeté (p. 9636)

Son amendement n° 131 (gestion du fonds de réserve) : rejeté (p. 9637)

Son amendement n° 124 (gestion du fonds de réserve) : rejeté (p. 9637)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 114 de M. Charles de Courson (exonération de la CSG et de la CRDS) : rejeté (p. 9639)

Article 5 bis (versement de la contribution prévue à l'article 5 à l'ACOSS sans déduction)

Intervient sur l'amendement n° 90 du Gouvernement (de suppression) (p. 9647)

Article 11 quater supprimé par le Sénat (prélèvement sur le Fonds de compensation de congé de fin d'activité (FCCPA) et le Fonds pour l'emploi hospitalier (FEH) pour financer le congé de fin d'activité pour la fonction publique territoriale et hospitalière)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9654)

Article 13 bis (maintien à dix ans et à quinze ans des majorations des allocations familiales)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (de suppression) (p. 9556)

Après l'article 31

Son amendement n° 138 soutenu par M. Jean-Luc Prél (utilisation des excédents de la branche) : rejeté (p. 9699)

Son amendement n° 139 soutenu par M. Jean-Luc Prél (utilisation des excédents de la branche) : rejeté (p. 9699)

Article 36 (plafonnement des ressources non permanentes)

Son sous-amendement n° 156 soutenu par M. Jean-Luc Prél (suppression de la contribution de la CNRACL à l'amendement n° 40 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 9703)

LECTURE DÉFINITIVE

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 décembre 1998] (p. 10085)

Son amendement n° 1 (suppression du plafonnement de l'exonération de charges sociales) : rejeté (p. 10083)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 64 (institution d'un prélèvement libératoire optionnel sur les dividendes) : rejeté (p. 10087)

Son amendement n° 65 (relèvement du montant de l'abattement applicable aux dividendes) : rejeté (p. 10087)

Son amendement n° 4 (application de la réduction d'impôt au titre des frais de scolarité aux contribuables dont les enfants fréquentent un centre de formation d'apprentis) : rejeté (p. 10087)

Son amendement n° 55 (extension de la réduction d'impôt prévue à l'article 200 du code général des impôts aux dons faits par les particuliers aux associations intervenant pour la libération des victimes de l'esclavage) : rejeté (p. 10087)

Article 10 (modification de la répartition du produit de la redevance affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son intervention (p. 10102)

Article 11 (réforme du droit de bail et de la taxe additionnelle)

Soutient l'amendement n° 47 de M. Pierre Méhaignerie (relèvement du plafond en deçà duquel les revenus sont exonérés de contribution annuelle représentative du droit de bail) : rejeté (p. 10106)

Soutient l'amendement n° 66 de M. Charles de Courson (non-application aux bénéficiaires agricoles des dispositions relatives au dépôt des déclarations de résultat) : rejeté (p. 10106)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 51 de M. Charles de Courson (remboursement de la CSG, de la CRDS et du prélèvement social pesant sur les revenus du patrimoine des ménages ayant des revenus modestes) : retiré (p. 10112)

Après l'article 14

Soutient l'amendement n° 50 de M. Charles de Courson (extension de la déduction pour investissement aux parts sociales de coopératives agricoles) : rejeté (p. 10117)

Soutient l'amendement n° 56 de M. Charles de Courson (institution de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères par une commune ou un établissement public de coopération intercommunale ayant délégué tout ou partie de la collecte et du traitement des ordures ménagères) : rejeté (p. 10118)

Après l'article 16

Son amendement n° 46 (rétablissement de l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) : rejeté (p. 10124)

Son amendement n° 63 (doublement du plafond du plan d'épargne en actions) : rejeté (p. 10124)

Intervient sur l'amendement n° 77 rectifié du Gouvernement (relèvement des minima de perception du droit de consommation sur les tabacs) (p. 10129)

Son amendement n° 3 corrigé (exonération du prélèvement pour frais d'assiette et de recouvrement afférent à la CSG sur les revenus du patrimoine) : rejeté (p. 10132)

Article 19 (compensation aux régions de la perte de recettes relative à la suppression des droits de mutation à titre onéreux sur les immeubles à usage d'habitation entre le 1er septembre et le 31 décembre 1998)

Son intervention (p. 10135)

Son amendement n° 35 (détermination du montant de la compensation) : rejeté (p. 10135)

Projet de loi n° 1243 portant prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [16 décembre 1998] (p. 10580)

Article unique

Son amendement n° 5 (prorogation des mandats jusqu'au 1er décembre 1999) : retiré (p. 10581)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999]

(p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 699 soutenu par M. Yves Coussain (date butoir du 1er janvier 2001 pour l'article 65 de la loi du 4 février 1995) (p. 184) : rejeté (p. 185)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Soutient l'amendement n° 721 de M. Jean-Jacques Weber (suppression du paragraphe III prévoyant la création de la commission permanente) : rejeté (p. 379)

Intervient sur l'amendement n° 802 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (suppression du paragraphe III prévoyant la création de la commission permanente) (p. 379)

Article 6 (article 34 ter de la loi du 7 janvier 1983 : conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Soutient l'amendement n° 706 de M. Yves Coussain (représentation des associations par une délégation des membres du conseil économique et social régional) : rejeté (p. 409)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 689 rectifié de M. Philippe Duron (création d'une délégation parlementaire à l'aménagement du territoire et au développement durable du territoire dans chaque assemblée) (p. 426)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Intervient sur l'amendement n° 266 de la commission (schémas de services collectifs soumis au Parlement dans un projet de loi) (p. 436)

Son sous-amendement n° 1104 (régions et organismes consultés) à l'amendement n° 266 de la commission : rejeté (p. 440)

Soutient l'amendement n° 496 corrigé de M. Jacques Barrot (présence du département) : rejeté (p. 441)

Son amendement n° 769 (adoption des rapports par voie législative) : rejeté (p. 442)

Intervient sur l'amendement n° 597 de M. Jean-Claude Lenoir (adoption des rapports par voie législative) (p. 442)

Intervient sur l'amendement n° 662 de M. Jean Proriol (adoption des rapports par voie législative) (p. 442)

Intervient sur l'amendement n° 470 de M. Georges Sarre (adoption des rapports par voie législative) (p. 442)

Son amendement n° 768 soutenu par M. Jean Proriol (prise en compte des orientations des schémas de services collectifs par les contrats de plan Etat-régions) : rejeté (p. 462)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs culturels)

Son amendement n° 771 soutenu par M. Yves Coussain (suppression de l'alinéa relatif au financement) : rejeté (p. 489)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Intervient sur le sous-amendement n° 1208 du Gouvernement (meilleure complémentarité) à l'amendement n° 732 de M. Patrick Rimbart (mise en réseau des établissements de santé autour des hôpitaux publics) (p. 507)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son sous-amendement n° 1186 soutenu par M. Yves Coussain (exécution et suivi du contrat par le groupement d'intérêt public de développement local ou le syndicat mixte) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) (p. 820) : rejeté (p. 822)

Article 29 (article 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : politique des transports)

Intervient sur l'amendement n° 345 de la commission (tarification adaptée à l'intermodalité et information des usagers) (p. 911)

Article 30 (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Son intervention (p. 914)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Soutient l'amendement n° 793 de M. Marc-Philippe Daubresse (schémas intermodaux de services de transport) : rejeté (p. 929)

Soutient l'amendement n° 794 de M. Marc-Philippe Daubresse (développement du mode maritime) : retiré (p. 932)

Article 33 (coordination)

Soutient l'amendement n° 795 de M. Marc-Philippe Daubresse (schémas intermodaux) : rejeté (p. 934)

Article 34 (article L. 111-1-1 du code de l'urbanisme : directives territoriales d'aménagement)

Soutient l'amendement n° 902 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (consultation des populations) : rejeté (p. 934)

Article 36 (Compagnie nationale du Rhône)

Soutient l'amendement n° 910 de M. Renaud Muselier (de suppression) : rejeté (p. 939)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 647 rectifié de M. Jean-Michel Marchand (principes du schéma des services collectifs des espaces naturels et ruraux) (p. 940)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081) ; [6 mai 1999] (p. 4193, 4243)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Soutient le sous-amendement n° 120 de M. Marc-Philippe Daubresse (redéfinition du schéma des services de transport) à l'amendement n° 4 de la commission (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 4122)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (respect du principe de subsidiarité) (p. 4124)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur le sous-amendement n° 121 de M. Yves Coussain (maintien des équipements privés industriels et commerciaux dans les zones rurales en difficulté) à l'amendement n° 11 de la commission (objectifs des schémas régionaux) (p. 4127)

Soutient le sous-amendement n° 122 de M. Yves Coussain (maintien des services publics dans les zones rurales en difficulté) à l'amendement n° 11 de la commission : adopté (p. 4127)

Article 5 bis (schémas interrégionaux d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (élaboration des schémas à l'initiative des seules régions et mise en oeuvre par des conventions conclues entre régions) (p. 4131)

Article 6 (article 34 ter de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : Conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Soutient le sous-amendement n° 125 de M. Yves Coussain (agrément des associations) à l'amendement n° 16 de la commission (suppression du collège consultatif) : rejeté (p. 4132)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (élaboration et mise en oeuvre des schémas de services collectifs) (p. 4136)

Article 15 bis A (titre III du livre V de la première partie du code général des collectivités territoriales :

réseaux de télécommunications créés par les collectivités locales)

Soutient le sous-amendement n° 137 corrigé de M. Dominique Baudis (suppression des conditions restrictives) à l'amendement n° 40 rectifié de la commission (création d'infrastructures destinées à supporter des réseaux de télécommunication par les collectivités territoriales ou les établissements publics de coopération locale) : rejeté (p. 4196)

Article 15 bis (loi d'orientation postale)

Soutient le sous-amendement n° 138 de M. Yves Coussain (suppression de la référence aux circonstances exceptionnelles) à l'amendement n° 42 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 4199)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (article 21-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs du sport) (p. 4207)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : pays)

Soutient le sous-amendement n° 183 de M. Léonce Deprez (de précision) à l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : rejeté (p. 4210)

Soutient le sous-amendement n° 179 de M. Léonce Deprez (rôle des commissions départementales de coopération intercommunale) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4211)

Soutient le sous-amendement n° 182 de M. Léonce Deprez (de précision) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4211)

Soutient le sous-amendement n° 212 de M. Gérard Voisin (respect du périmètre des établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre) à l'amendement n° 49 de la commission : adopté après rectification (p. 4212)

Soutient le sous-amendement n° 211 de M. Gérard Voisin (respect du périmètre des établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre) à l'amendement n° 49 de la commission : retiré (p. 4212)

Soutient le sous-amendement n° 191 de M. François Sauvadet (compétences des groupements de communes) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4213)

Soutient le sous-amendement n° 178 de M. Léonce Deprez (concertation avec les départements ou régions intéressés) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4214)

Soutient le sous-amendement n° 192 de M. François Sauvadet (suppression de la référence aux orientations fondamentales de l'organisation spatiale) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4214)

Soutient le sous-amendement n° 193 de M. François Sauvadet (suppression du conseil de développement)

à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4214)

Soutient le sous-amendement n° 194 de M. François Sauvadet (caractère facultatif du conseil de développement) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4215)

Soutient le sous-amendement n° 180 de M. Léonce Deprez (de précision) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4215)

Soutient le sous-amendement n° 143 de M. Dominique Caillaud (contrats particuliers en application des contrats de plan Etat-régions) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4218)

Intervient sur le sous-amendement n° 198 de M. Gaétan Gorce (représentation des communes par des personnalités qualifiées) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4220)

Intervient sur le sous-amendement n° 222 rectifié du Gouvernement (conditions de classement du périmètre d'un pays en "espace de reconquête paysagère") à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4222)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Soutient le sous-amendement n° 144 de M. Yves Coussain (seuil des agglomérations) à l'amendement n° 50 de la commission (projets d'agglomération) : rejeté (p. 4225)

Article 20 bis (conclusion des contrats des villes)

Soutient le sous-amendement n° 145 de M. Yves Coussain (non conclusion des contrats de ville dans le cadre des agglomérations ou des pays) à l'amendement n° 51 de la commission (conclusion des contrats des villes) : rejeté (p. 4226)

Après l'article 26

Son amendement n° 140 (date d'application) : rejeté (p. 4233)

Article 29 supprimé par le Sénat (article 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : politique globale des transports)

Soutient le sous-amendement n° 146 de M. Marc-Philippe Daubresse (transports multimodaux) à l'amendement n° 64 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 4236)

Article 32 supprimé par le Sénat (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Soutient le sous-amendement n° 173 de M. Marc-Philippe Daubresse (rédactionnel) à l'amendement n° 67 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 4246)

Soutient le sous-amendement n° 174 de M. Marc-Philippe Daubresse (rédactionnel) à l'amendement n° 67 de la commission : rejeté (p. 4246)

Soutient le sous-amendement n° 176 de M. Marc-Philippe Daubresse (de précision) à l'amendement n° 67 de la commission : rejeté (p. 4247)

Article 33 supprimé par le Sénat (coordination)

Soutient le sous-amendement n° 177 de M. Marc-Philippe Daubresse (rédactionnel) à l'amendement n° 73 rectifié de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 4249)

Article 33 bis (article L. 122-4 du code de la voirie routière : généralisation de la concession et du péage)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (de suppression) (p. 4251)

Article 34 ter (article L. 1511-2-1 du code général des collectivités territoriales : comités d'expansion et agences de développement économique)

Soutient le sous-amendement n° 147 de M. Yves Coussain (de précision) à l'amendement n° 83 de la commission (rôle des comités de bassin d'emploi, des comités d'expansion et des agences de développement économique) : rejeté (p. 4254)

Article 36 supprimé par le Sénat (dispositions relatives au Canal Rhin-Rhône)

Intervient sur l'amendement n° 87 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4256)

Article 37 supprimé par le Sénat (articles L. 161-2 et L.161-10-1 du code rural : affectation et aliénation des chemins ruraux)

Intervient sur le sous-amendement n° 232 de M. Jean-Michel Marchand (large publicité de l'enquête) à l'amendement n° 88 de la commission (p. 4257)

Intervient sur le sous-amendement n° 233 de M. Jean-Michel Marchand (rédactionnel) à l'amendement n° 88 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 4258)

Article 44 (fonds communs de placement de proximité)

Intervient sur l'amendement n° 94 de la commission (de suppression) (p. 4262)

Seconde délibération

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : présence des services publics sur le territoire et création des maisons des services publics)

Intervient sur l'amendement n° 5 du Gouvernement (non remboursement des charges et rémunérations) (p. 4273)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 27 (article L. 5211-41 du code général des collectivités territoriales - transformation)

Son amendement n° 457 (avis des conseils municipaux) : rejeté (p. 1194)

Après l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 294 de M. Hervé Morin (communes, départements et régions ne pouvant financer que les projets de leurs domaines de compétences) (p. 1224)

Article 51 (article 1609 nonies C du code général des impôts - taxe professionnelle unique)

Son intervention (p. 1316)

Son amendement n° 450 : devenu sans objet (p. 1321)

Son amendement n° 451 : devenu sans objet (p. 1321)

Intervient sur l'amendement n° 452 de M. Jean-Jacques Weber (caractère obligatoire de la dotation de solidarité communautaire pour les établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique) (p. 1330)

Article 50 précédemment réservé (article 1609 quinquies C du code général des impôts - régime fiscal des communautés de communes)

Soutient l'amendement n° 303 de M. Charles de Courson (institution de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères) : devenu sans objet (p. 1338)

Intervient sur l'amendement n° 593 du Gouvernement (dotation de compensation attribuée aux communes au titre de la taxe professionnelle de zone) (p. 1340)

Intervient sur l'amendement n° 137 de la commission des finances (dotation de compensation attribuée aux communes au titre de la taxe professionnelle de zone) (p. 1340)

Après l'article 50

Soutient l'amendement n° 306 précédemment réservé de M. Charles de Courson (perception de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères par les groupements de communes) : rejeté (p. 1341)

Soutient l'amendement n° 305 précédemment réservé de M. Charles de Courson (perception de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères par les communautés ou syndicats d'agglomération nouvelle) : adopté après rectification (p. 1341)

Soutient l'amendement n° 304 précédemment réservé de M. Charles de Courson (perception de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères par les communautés de villes) : rejeté (p. 1341)

Après l'article 51

Son amendement n° 580 (rapport du Gouvernement au Parlement analysant les conséquences de la suppression de la part salariale de la taxe

professionnelle sur la taxe professionnelle unique) : retiré (p. 1342)

Article 56 (article 1648 A du code général des impôts - fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)

Soutient l'amendement n° 569 de M. Jean-Jacques Weber (application des dispositions de l'article différé jusqu'à la publication du rapport sur les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 1353)

Soutient l'amendement n° 458 de M. Marc-Philippe Daubresse (maintien du dispositif actuel d'écrêtement du produit de taxe professionnelle) : rejeté (p. 1353)

Son amendement n° 581 (suppression du prélèvement forfaitaire substitué, à compter de la date de publication de la loi, au mécanisme d'écrêtement du produit de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 1354)

Article 52 précédemment réservé (article 1636 B decies du code général des impôts - déliaison des taux)

Son amendement n° 453 (suppression de la limitation de l'augmentation du taux de la taxe professionnelle perçue par les établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique en cas de hausse de la fiscalité sur les ménages dans les communes membres) : retiré (p. 1360)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Son intervention (p. 1385)

Article L. 5211-28 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 455 (suppression du prélèvement éventuel sur la dotation de compensation de la taxe professionnelle prévu pour financer la dotation d'intercommunalité des communautés d'agglomération) : rejeté (p. 1387)

Article L. 5211-29 du code général des collectivités territoriales

Soutient l'amendement n° 299 de M. Charles de Courson (suppression de l'avantage accordé aux communautés urbaines à taxe professionnelle unique par rapport aux autres communautés urbaines) : rejeté (p. 1388)

Soutient l'amendement n° 475 de M. Rudy Salles (durée de dix ans pour la dotation d'intercommunalité des communautés d'agglomération) : rejeté (p. 1388)

Soutient l'amendement n° 257 de M. Marc Dumoulin (alignement de la dotation des communautés de communes à taxe professionnelle unique sur celle des communautés d'agglomération) : rejeté (p. 1390)

Article L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales

Soutient l'amendement n° 330 de M. Charles de Courson (suppression des paragraphes III, IV et V de l'article modifiant le mode de calcul des coefficients d'intégration fiscale, évaluant les dépenses de

transfert et appliquant progressivement le coefficient d'intégration fiscale des communautés de communes à taxe professionnelle unique) : rejeté (p. 1391)

Après l'article 66

Son amendement n° 538 (alignement de la dotation des communautés de communes sur celle des communautés d'agglomération lorsqu'elles ont opté pour la taxe professionnelle unique et satisfont aux mêmes critères d'intégration fiscale) : rejeté (p. 1395)

Article 68 (article 1648 B du code général des impôts - dotation de développement rural)

Son amendement n° 583 (maintien de la part communale de la dotation de développement rural) : rejeté (p. 1400)

Ses explications de vote (p. 1401)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 1401)

Proposition de résolution n° 1059 visant à créer une commission d'enquête sur la Mutuelle nationale des étudiants de France

Avant la discussion de l'article unique [4 mars 1999] (p. 2039)

Son intervention (p. 2043)

Thèmes :

Economie sociale : mutuelles (p. 2043)

Enseignement supérieur : étudiants : régime de rattachement (p. 2043)

Enseignement supérieur : oeuvres universitaires (p. 2043)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 2043)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2151, 2177)

Son intervention (p. 2183)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2183)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : Alsace-Moselle (p. 2183)

Banques et établissements financiers : fonds de garantie (p. 2184)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 2183)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : coopératives (p. 2184)

Banques et établissements financiers : sécurité financière (p. 2184)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 2183)

Discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2196) ; [10 mars 1999] (p. 2237, 2255) ; [11 mars 1999] (p. 2303, 2356)

Article 7 (l'obligation de centralisation des fonds collectés sur le livret A)

Son intervention (p. 2248)

Article 37 (mise en réserve des résultats des banques mutualistes et coopératives)

Son amendement n° 1 (de suppression) : adopté (p. 2307)

Article 47 (fonds de garantie des dépôts)

Son amendement n° 2 soutenu par M. Pierre Hériaud (prise en compte de l'existence d'un système de garantie interne pour le calcul des cotisations des réseaux mutualistes) (p. 2320) : retiré (p. 2323)

Article 52 (crédit d'impôt)

Son amendement n° 3 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (aménagement du crédit d'impôt) : rejeté (p. 2344)

Son amendement n° 4 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (de conséquence) : rejeté (p. 2344)

Son amendement n° 5 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (aménagement du crédit d'impôt) : rejeté (p. 2345)

Article 53 (mesures transitoires)

Son amendement n° 6 : non soutenu (p. 2346)

Après l'article 53

Son sous-amendement n° 326 (suppression de la référence à la négociation des accords collectifs) à l'amendement n° 287 de M. Jean-Paul Dupré (extension du champ de compétence de l'Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement au domaine du dialogue social) : non soutenu ; repris par M. Dominique Baert : adopté (p. 2349)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5204)

Article 37 (mise en réserve des résultats des banques mutualistes et coopératives)

Son intervention (p. 5235)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Soutient le sous-amendement n° 498 de M. Charles de Courson (obligation d'une communauté de vie) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) : rejeté (p. 3153)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission des affaires culturelles (insertion dans le code civil d'un article 515-8 définissant le concubinage) (p. 3214)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (insertion dans le code civil d'un article 515-8 définissant le concubinage) (p. 3214)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Soutient le sous-amendement n° 501 de M. Charles de Courson (responsabilité du partenaire survivant en matière de dette fiscale) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3220)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 482 de M. Charles de Courson (PACS n'ouvrant pas de droits en matière de pension de réversion au titre des régimes de base) : rejeté (p. 3221)

Soutient l'amendement n° 483 de M. Charles de Courson (PACS n'ouvrant pas de droits en matière de pension de réversion au titre des régimes complémentaires ou surcomplémentaires) : rejeté (p. 3221)

Soutient l'amendement n° 479 de M. Charles de Courson (versement des allocations familiales sur le compte du partenaire exerçant l'autorité parentale) : rejeté (p. 3221)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ; [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 1er (création d'une couverture maladie universelle et d'une protection complémentaire avec dispense d'avance de frais pour les plus démunis)

Son intervention (p. 3757)

Après l'article 19

Son amendement n° 301 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (formation à l'accueil des bénéficiaires de la CMU) (p. 3827) : rejeté (p. 3828)

Avant l'article 20

Son amendement n° 302 soutenu par M. Jacques Barrot (crédit d'impôt pour les ménages modestes ne bénéficiant pas de la CMU) (p. 3828) : rejeté (p. 3829)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Article L. 861-1 du code de la sécurité sociale : personnes ayant droit à la couverture complémentaire CMU

Son amendement n° 304 soutenu par M. Jean-Luc Préel (plafond déterminé par la loi de financement de la sécurité sociale) (p. 3837) : rejeté (p. 3838)

Article L. 861-5 du code de la sécurité sociale : attribution de la couverture complémentaire CMU

Son sous-amendement n° 324 soutenu par M. Jean-Luc Préel (caractère obligatoire de la cotisation d'adhésion) à l'amendement n° 64 de la commission (cotisation d'adhésion) (p. 3861) : devenu sans objet (p. 3862)

Article L. 861-7 du code de la sécurité sociale : prise en charge des prestations par les organismes complémentaires

Son amendement n° 310 soutenu par M. Jean-Luc Préel (plan de formation pour les personnels d'accueil) : rejeté (p. 3864)

Après l'article 34

Son amendement n° 315 (personnels aide-opérateur et aides instrumentistes) : retiré (p. 3960)

Article 35 (articles L. 162-16-1 à L. 162-16-3 nouveaux, L. 161-34, L. 161-36 nouveau, L. 162-33 et L. 625 du code de la sécurité sociale : convention entre les pharmaciens d'officine et l'assurance maladie)

Son intervention (p. 3968)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Soutient l'amendement n° 318 de M. Yves Bur (de suppression) : rejeté (p. 3988)

Après l'article 37

Soutient l'amendement n° 329 de M. Charles de Courson (représentation des caisses de mutualité sociale agricole) : rejeté (p. 3991)

Soutient l'amendement n° 330 de M. Jean-Jacques Weber (rapport annuel au Parlement) : rejeté (p. 4022)

Son amendement n° 319 (retraités d'Alsace-Moselle) : rejeté (p. 4022)

Avant l'article 38

Son amendement n° 321 rectifié (cotisation sur les redevances de la location-gérance) : rejeté (p. 4024)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5897) ; [16 juin 1999] (p. 5956, 5999)

Avant l'article 20

Son amendement n° 221 (crédit d'impôt) : rejeté (p. 5956)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Son amendement n° 233 soutenu par M. Jean-Luc Prél (cotisation forfaitaire) : rejeté (p. 5966)

Après l'article 37

Son amendement n° 121 soutenu par M. Jean-Luc Prél (participation de la médecine du travail à la prévention) : rejeté (p. 6017)

Son amendement n° 223 soutenu par M. Yves Bur (régime local d'Alsace-Lorraine) : rejeté (p. 6020)

Proposition de loi n° 1557 tendant à éviter la double imposition des bailleurs pour l'exercice 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5037)

Son intervention (p. 5042)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 5042)

Assemblée nationale : questions écrites (p. 5042)

Baux : bailleurs : imposition (p. 5042, 5043)

Baux : bailleurs : impôt sur le revenu (p. 5043)

Baux : bailleurs : impôt sur les sociétés (p. 5043)

Enregistrement et timbre : droit de bail : taxe additionnelle au droit de bail (p. 5042)

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5370)

Article 4 quater (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : actualisation)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (cotutelle exercée sur l'Agence nationale pour les chèques-vacances par le ministère de l'économie et des finances et par le secrétariat d'Etat au tourisme) (p. 5376)

Projet de loi n° 1410 sur l'innovation et la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5376)

Son intervention (p. 5398)

Thèmes :

Entreprises : création (p. 5398)

Impôt sur les sociétés : champ d'application (p. 5398, 5399)

Sociétés : sociétés par actions simplifiées (p. 5399)

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5411)

Après l'article 2

Son amendement n° 16 (possibilité pour les sociétés innovantes de se constituer sous forme de sociétés par actions simplifiées) : retiré (p. 5424)

Son amendement n° 17 (institution d'abattements de cotisations patronales pour les entreprises innovantes) : rejeté (p. 5425)

Article 3 (article 163 bis G du code général des impôts : assouplissement des conditions d'attribution des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise)

Intervient sur l'amendement n° 91 du Gouvernement (de précision) (p. 5426)

Son amendement n° 18 (extension des bons de souscription de parts de création d'entreprise aux entreprises du Second marché) : rejeté (p. 5427)

Son amendement n° 20 (obtention du bénéfice des bons de souscription de parts de création d'entreprise pour les sociétés de technologie étrangères) : rejeté (p. 5428)

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (octroi du bénéfice des bons de souscription de parts

de création d'entreprise aux dirigeants salariés des entreprises exclusivement) (p. 5428)

Son amendement n° 19 (pérennisation du dispositif) : rejeté (p. 5428)

Après l'article 3

Son amendement n° 23 (introduction d'un différé de perception de l'ISF jusqu'à réception des dividendes) : rejeté (p. 5429)

Article 3 bis (article 92 B decies du code général des impôts : élargissement des possibilités de report d'imposition des plus-values de cession de titres dont le produit est investi dans les fonds propres des PME)

Son intervention (p. 5430)

Son amendement n° 21 : devenu sans objet (p. 5430)

Article 3 quater (articles 208-1, 208-3, 208-8 et 339-5 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : modification du régime d'attribution des stock options)

Son intervention (p. 5432)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (de suppression) (p. 5434)

Article 3 septies (article L. 242-1 du code de la sécurité sociale : exonération totale de cotisations sociales des plus-values réalisées sur stock options)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (de suppression) (p. 5435)

Article 3 decies (relèvement du plafond de versement ouvrant droit à réduction d'impôt pour souscription au capital de sociétés non cotées)

Son intervention (p. 5436)

Son amendement n° 22 : devenu sans objet (p. 5436)

Article 3 duodecies (article L. 80 B du livre des procédures fiscales : réduction du délai de réponse de l'administration fiscale pour le bénéfice du crédit d'impôt-recherche)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (de suppression) (p. 5437)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Claude Birraux (non-application des 35 heures aux sociétés innovantes) (p. 5440)

Après l'article 7

Son amendement n° 25 (rapport au Parlement sur la réforme de la procédure de dépôt des brevets) : retiré (p. 5443)

Son amendement n° 27 (rapport au Parlement sur l'instauration d'un brevet européen) : retiré (p. 5443)

Son amendement n° 24 (rapport au Parlement sur la "fuite des cerveaux") : retiré (p. 5443)

Son amendement n° 26 (rapport au Parlement sur les conséquences des délocalisations d'entreprises) : retiré (p. 5443)

Proposition de résolution n° 1584 tendant à modifier les articles 50, 91 et 108 du règlement de l'Assemblée nationale

Ses explications de vote (p. 6586)

Catherine GÉNISSON

*Pas-de-Calais (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre suppléante de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Chargée d'une mission temporaire auprès de Mme la Ministre de l'emploi et de la solidarité et de Mme la Ministre auprès de la ministre de l'emploi et de la solidarité, aux droits des femmes et à la formation professionnelle et de Mme la Ministre de l'emploi et de la solidarité [J.O. du 22 décembre 1998]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n°82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7844)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 877, posée le 14 juin 1999. Emploi. Allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (J.O. Questions p. 3529). Appelée le 15 juin 1999. Conditions d'attribution (p. 5796)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7470)

Son intervention (p. 7471)

Thèmes :

Etablissements de santé : agences régionales de l'hospitalisation : Nord-Pas-de-Calais (p. 7471)

Etablissements de santé : services d'urgence (p. 7472)

Discussion des articles [30 octobre 1998] (p. 7743)*Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)*

Son amendement n° 382 soutenu par M. Philippe Nauche (pratiques paramédicales) : retiré (p. 7781)

Son amendement n° 381 soutenu par M. Philippe Nauche (instances professionnelles des professions paramédicales) : retiré (p. 7781)

Son amendement n° 380 soutenu par M. Philippe Nauche (professions paramédicales) : retiré (p. 7782)

Intervient sur l'amendement n° 106 de la commission (pénibilité de certaines professions hospitalières) (p. 7783)

Son amendement n° 377 (place des services de médecine non spécialisées à l'hôpital) : adopté (p. 7784)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****SOLIDARITÉ ET SANTÉ****Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605, 8645)**

Son intervention (p. 8623)

Thèmes avant la procédure des questions :

DOM-TOM : crédits : politique sociale (p. 8624)

Drogue : toxicomanie (p. 8623)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 8624)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 8623)

Santé : accès aux soins (p. 8623)

Santé : crédits (p. 8623)

Santé : prévention : suicide (p. 8624)

Santé : sida (p. 8623)

Santé : urgences (p. 8624)

Santé : veille sanitaire (p. 8624)

Proposition de loi n° 766 visant à étendre aux centres de soins infirmiers gérés par la Mutualité sociale agricole la subvention prévue à l'article L. 162-32 du code de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'adoption simplifiée [19 novembre 1998] (p. 9262)

Son intervention (p. 9264)

Thèmes :

Etablissements de santé : centres de santé (p. 9264)

Etablissements de santé : centres de soins infirmiers (p. 9264)

Santé : accès aux soins : soins et maintien à domicile (p. 9264)

Santé : politique de la santé : mutualité sociale agricole (p. 9264)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)*Avant l'article 2*

Intervient sur l'amendement n° 37 rectifié de M. Patrick Delnatte (initiation au secourisme pour les candidats au permis de conduire) (p. 10414)

Intervient sur l'amendement n° 71 rectifié de M. André Aschieri (initiation au secourisme pour les candidats au permis de conduire) (p. 10414)

Article 5 (article L. 4-1 nouveau du code de la route : création d'un délit en cas de récidive de dépassement de la vitesse autorisée égal ou supérieur à 50 km/h)

Son intervention (p. 10425)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3706)

Son intervention (p. 3729)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3729)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : bénéficiaires (p. 3729)

Assurance maladie maternité : généralités : mutuelles (p. 3729)

Professions de santé : chirurgiens dentistes (p. 3729)

Santé : accès aux soins (p. 3729)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4185) ; [11 mai 1999] (p. 4337)

Article 9 (statut des bénévoles et conditions d'intervention des associations)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Roger-Gérard Schwartzberg (rôle des bénévoles accompagnants) (p. 4351)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Roger-Gérard Schwartzberg (nouveau titre : "Proposition de loi visant à garantir le droit à l'accès aux soins palliatifs") (p. 4358)

André GERIN

*Rhône (14^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux polices municipales [J.O. du 5 mars 1999] (p. 3342)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome VI : Justice (services pénitentiaires et protection judiciaire de la jeunesse) (n° 1115) [8 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1393 relative aux peines encourues pour l'incendie de voitures [16 février 1999]

Proposition de loi constitutionnelle n° 1722 relative au référendum d'initiative populaire [17 juin 1999]

Proposition de loi n° 1726 relative au référendum d'initiative populaire [22 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Pharmacie. Fusion Rhône-Poulenc-Hoechst [2 décembre 1998] (p. 9886)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Violences urbaines, lutte et prévention [9 février 1999] (p. 1074)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Condamne la participation de la France à l'intervention au Kosovo alors qu'une déclaration du Gouvernement est prévue le 26 mars [24 mars 1999] (p. 2802)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 8844)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 8844, 8845)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 8845)

Droit pénal : récidive (p. 8845)

Jeunes (p. 8845)

Justice : réforme (p. 8844)

Système pénitentiaire : détenus (p. 8845)

Système pénitentiaire : insertion professionnelle et sociale (p. 8845)

Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire (p. 8845)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 1999] (p. 2721) ; [24 mars 1999] (p. 2768)

Son intervention (p. 2731)

Thèmes :

Droit pénal : corruption (p. 2731)

Droit pénal : détention provisoire (p. 2732)

Droit pénal : garde à vue (p. 2731)

Droit pénal : instruction : défense (p. 2731, 3732)

Droit pénal : instruction : partie civile (p. 2731)

Droit pénal : mise en examen (p. 2732)

Droit pénal : présomption d'innocence : médias (p. 2732)

Justice : crédits (p. 2731)

Justice : jugements : délais (p. 2732)

Justice : victimes (p. 2731)

Ordre public : sécurité (p. 2731)

Presse et livres : liberté de la presse (p. 2732)

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Avant l'article 2

Son amendement n° 167 soutenu par M. Jean Vila (personne placée en garde à vue informée des raisons de son arrestation et des accusations portées contre elle) : devenu sans objet (p. 2809)

Après l'article 2

Son amendement n° 168 soutenu par M. Pierre Goldberg (enregistrement sonore des interrogatoires des mineurs de dix à treize ans placés en garde à vue) (p. 2824) : devenu sans objet (p. 2825)

Après l'article 4

Son amendement n° 169 soutenu par M. Pierre Goldberg (article 116 du code de procédure pénale - personne mise en examen informée par le juge d'instruction de son droit au silence, à faire des déclarations ou d'être interrogée) : adopté (p. 2828)

Article 10 (articles 137-1 à 137-5 du code de procédure pénale : institution du juge de la détention provisoire - rapports avec le juge d'instruction et le parquet)

Son amendement n° 40 : non soutenu (p. 2888)

Article 15 (articles 143-1 et 144 du code de procédure pénale : conditions autorisant le placement en détention provisoire)

Son amendement n° 41 (suppression de la référence à l'ordre public) : adopté (p. 2902)

Article 16 (article 145-1 du code de procédure pénale : durée de la détention provisoire en matière correctionnelle)

Son amendement n° 42 : devenu sans objet (p. 2905)

Article 17 (article 145-2 du code de procédure pénale : durée de la détention provisoire en matière criminelle)

Son amendement n° 43 (durée de la détention provisoire limitée à deux ans) : rejeté (p. 2905)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Jean-Pierre Michel (comparution immédiate - maintien du quantum d'un an de peine encourue pour la mise en détention provisoire dans le seul cas de flagrant délit) (p. 2909)

Article 19 (articles 149 et 149-2 du code de procédure pénale : indemnisation à raison d'une détention provisoire)

Son amendement n° 174 (nouvelle rédaction de l'article prévoyant l'institution d'une commission dans le ressort de chacune des cours d'appel et d'une commission nationale près la Cour de cassation statuant en appel) : retiré (p. 2916)

Après l'article 27

Son amendement n° 175 soutenu par M. Alain Tourret (article 81 du code de procédure pénale - possibilité pour le juge d'instruction d'ordonner toute mesure permettant d'évaluer le préjudice subi) : rejeté (p. 2950)

Avant l'article 29

Son amendement n° 176 : non soutenu (p. 2954)

Après l'article 31

Son amendement n° 310 soutenu par M. Alain Tourret (insertion d'un article 15-2 dans le code de procédure pénale enjoignant à la police judiciaire de recevoir les plaintes) : adopté (p. 2955)

Son amendement n° 315 soutenu par M. Alain Tourret (insertion d'un article 393-1 dans le code de procédure pénale - victime avisée de la date de l'audience) : adopté (p. 2957)

Avant l'article 32

Son amendement n° 177 soutenu par M. Alain Tourret (article 622 du code de procédure pénale - demande de révision même en l'absence de faits nouveaux) : rejeté (p. 2959)

Article 33 (articles 83, 116, 122, 135, 136, 137, 138, 141-2, 144-1, 145, 145-1, 145-2, 185, 187-1 et 207 du code de procédure pénale : coordinations liées à la création d'un juge de la détention provisoire)

Son amendement n° 178 soutenu par M. Alain Tourret (rappel de la présomption d'innocence bénéficiant à la personne mise en examen) : rejeté (p. 2962)

Explications de vote et vote [30 mars 1999] (p. 3027)

Ses explications de vote (p. 3029)

Vote pour du groupe communiste (p. 3029)

Projet de loi n° 998 relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3332)

Article 1er (articles 41-2 et 41-3 du code de procédure pénale - composition pénale)

Son amendement n° 49 soutenu par M. Georges Hage (suppression de l'amende) (p. 3336) : rejeté (p. 3337)

Son amendement n° 50 soutenu par M. Georges Hage (possibilité de modification des mesures proposées) (p. 3338) : retiré (p. 3339)

Article 19 A (article 626 du code de procédure pénale - indemnisation des condamnés reconnus innocents)

Son amendement n° 52 soutenu par M. Georges Hage (réparation intégrale substituée à indemnisation) : rejeté (p. 3348)

Dominique GILLOT

*Socialiste
Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

Est nommée Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale. Décret du 28 juillet 1999 [J.O. du 29 juillet 1999] (p. 11304)

Cessation de son mandat de député le 29 août 1999 (voir indications préliminaires) [J.O. du 31 août 1999] (p. 13015)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement

de la sécurité sociale [J.O. du 20 novembre 1998] (p. 17562)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle [J.O. du 4 juin 1999] (p. 8274)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1106) de financement de la sécurité sociale pour 1999 [22 octobre 1998] (n° 1148)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en nouvelle lecture, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 (n° 1106) [24 novembre 1998] (n° 1215)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en vue de la lecture définitive du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 (n° 1245) [3 décembre 1998] (n° 1246)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports par eau. Voies navigables. Projet Seine-Nord [1^{er} décembre 1998] (p. 9746)

Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [2 février 1999] (p. 708)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 474, posée le 5 octobre 1998. Enseignement maternel et primaire : personnel. Directeurs d'école (J.O. Questions p. 5340). Appelée le 6 octobre 1998. Rémunérations, écoles spécialisées (p. 5927)

n° 603, posée le 1^{er} février 1999. Enseignement. Fonctionnement (J.O. Questions p. 512). Appelée le 2 février 1999. Effectifs de personnel, Val-d'Oise (p. 674)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) [16 octobre 1998] (p. 6846)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 6642)

Article 20 (application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux appareillages destinés aux diabétiques et à certains handicapés)

Son amendement n° 523 soutenu par M. Dominique Baert (application du taux réduit de la TVA aux appareillages auditifs) (p. 6863) : retiré (p. 6864)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605, 8645)

Son intervention (p. 8627)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 8627)

Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 8628)

Handicapés : commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) (p. 8627)

Handicapés : sourds (p. 8628)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 8627)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665, 8710)

Son intervention (p. 8690)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : ateliers protégés (p. 8691)

Handicapés : autisme (p. 8691)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 8690)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Après l'article 20

Son amendement n° 260 (application du taux réduit de la TVA aux appareillages auditifs) : adopté (p. 10644)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7361)

Son intervention (p. 7378)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 7378)

Logement : aides et prêts : allocations de logement (p. 7379)

Prestations familiales : allocation de garde d'enfant à domicile (p. 7380)

Prestations familiales : allocation de parent isolé (p. 7379)

Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire (p. 7379)

Prestations familiales : Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) (p. 7380)

Sécurité sociale : prestations familiales (p. 7378)

Travail : congé parental d'éducation (p. 7380)

Discussion des articles [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 13 (rétablissement de l'universalité des allocations familiales)

Son intervention (p. 7613)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Soutient l'amendement n° 109 de la commission (soutien des parents dans leur rôle éducatif) : adopté (p. 7785)

Soutient l'amendement n° 110 de la commission (conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale) : adopté (p. 7785)

Soutient l'amendement n° 392 de la commission (modulation de l'allocation de rentrée scolaire) : adopté (p. 7786)

Soutient l'amendement n° 111 de la commission (majorations pour âge) : adopté (p. 7786)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9610, 9629, 9678)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 13 bis (maintien à dix ans et à quinze ans des majorations des allocations familiales)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (de suppression) : adopté (p. 9656)

Proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9285)

Article 1er (saisine du médiateur des enfants)

Son intervention (p. 9287)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Après l'article 11

Son amendement n° 85 (équipement des bornes d'appel d'urgence des autoroutes permettant leur usage par les sourds et les malentendants) : retiré (p. 10446)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

DEUXIÈME LECTURE

Discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1462)

Son intervention (p. 1462)

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2225)

Son intervention (p. 2235)

Thèmes :

Femmes : parité : Constitution (p. 2235, 2236)

Parlement : Sénat : parité (p. 2235, 2236)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2802)

Avant l'article 9

Son amendement n° 263 (prévenu ou témoin sourd) : adopté (p. 2837)

Son amendement n° 264 (prévenu ou témoin sourd) : adopté (p. 2837)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610)

Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 627 du Gouvernement (facilités d'accès aux programmes pour les personnes sourdes et malentendantes) (p. 4627)

Son amendement n° 425 (facilités d'accès aux programmes pour les personnes sourdes et malentendantes) : devenu sans objet (p. 4627)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5499, 5521)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 5545)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 5547)

Famille : mariage (p. 5546, 5547)

Famille : politique familiale (p. 5546)

Partis et mouvements politiques : opposition : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5545, 5546)

Jean-Pierre GIRAN

*Var (3^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SERVICES GÉNÉRAUX - Secrétariat général de la Défense Nationale - Conseil économique et social - Plan - Budget ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7801)

Son intervention (p. 7807)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 7808)

Etat : Plan (p. 7807, 7808)

Politique économique : prévisions (p. 7808)

Politique extérieure (p. 7807)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 7808)

Michel GIRAUD

*Val-de-Marne (6^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Valéry GISCARD d'ESTAING

*Puy-de-Dôme (3^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Euro. Taux de conversion [25 novembre 1998] (p. 9493)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Comparant le mode de scrutin proposé pour les élections régionales aux apparentements de la IV^{ème} République, déplore le retour à un système qui a discrédité le régime parlementaire [19 novembre 1998] (p. 9315, 9316)

DÉBATS

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9265, 9309, 9320)

Son rappel au règlement (cf. supra) [19 novembre 1998] (p. 9315, 9316)

LECTURE DÉFINITIVE

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11029)

Son amendement n° 7 soutenu par M. Renaud Donnedieu de Vabres (droit de participer au second tour pour les listes ayant obtenu 10 % et non 5 % des suffrages exprimés) (p. 11034) : rejeté (p. 11035)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [3 mars 1999] (p. 1947)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (réforme des institutions de l'Union européenne) (p. 1959)

Déclaration du Gouvernement n° 1500 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo

[26 mars 1999] (p. 2969)

Son intervention (p. 2981)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 2982)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 2981)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 2981, 2982)

Politique extérieure : coopération militaire : force multinationale (p. 2981)

Jean GLAVANY

*Hautes-Pyrénées (3^{ème} circonscription)
Socialiste
Vice-président de l'Assemblée nationale
Ministre de l'agriculture et de la pêche*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

Est nommé Ministre de l'agriculture et de la pêche. Décret du 20 octobre 1998 [J.O. du 21 octobre 1998] (p. 15929)

Cessation de son mandat de député le 20 novembre 1998 (voir indications préliminaires) [J.O. du 22 novembre 1998] (p. 17684)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Philippe Vasseur. Agriculture. Politique agricole. Perspectives [27 octobre 1998] (p. 7395)

M. Jean Delobel. Elevage. Porcs. Aides de l'Etat [3 novembre 1998] (p. 7928)

M. Michel Suchod. Retraites : régime agricole. Montant des pensions. Perspectives [10 novembre 1998] (p. 8705)

M. Anicet Turinay. Politiques communautaires. Commerce extracommunautaire. Bananes, droits de douane, attitude des Etats-Unis [18 novembre 1998] (p. 9158)

M. Christian Paul. Commerce extérieur. Commerce intracommunautaire. Viandes bovines, importations britanniques, autorisation [24 novembre 1998] (p. 9423)

M. François Sauvadet. Commerce extérieur. Commerce intracommunautaire. Viandes bovines, importations britanniques, autorisation [24 novembre 1998] (p. 9425)

Mme Béatrice Marre. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [25 novembre 1998] (p. 9499)

M. Charles de Courson. Chasse et pêche. Gardes-chasse. Réglementation [1^{er} décembre 1998] (p. 9752)

M. Patrick Ollier. Agriculture. Indemnités spéciales de montagne. Montant [16 décembre 1998] (p. 10563)

Mme Geneviève Perrin-Gaillard. Agriculture. Maïs. Maïs transgénique, production, contrôle [22 décembre 1998] (p. 11012)

M. Didier Chouat. Elevage. Porcs. Aides de l'Etat [20 janvier 1999] (p. 124)

M. Alain Turret. Elevage. Bovins. Maladies du bétail, vache folle, lutte et prévention, Normandie [20 janvier 1999] (p. 117)

Mme Monique Denise. Elevage. Politique agricole commune (PAC). Porcs [9 février 1999] (p. 1078)

M. Jacques Pélassard. Animaux. Chiens. Races réputées dangereuses, loi n° 99-5 du 6 janvier 1999, décrets d'application, publication [9 février 1999] (p. 1083)

M. Michel Suchod. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [2 mars 1999] (p. 1858)

M. Gérard Saumade. Agroalimentaire. Politique agricole commune (PAC). Vin, réforme [17 mars 1999] (p. 2536)

M. Daniel Boisserie. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [17 mars 1999] (p. 2531)

M. Kofi Yamgnane. Elevage. Porcs. Aides de l'Etat [31 mars 1999] (p. 3105)

M. André Vallini. Consommation. Sécurité des produits. Fromages [31 mars 1999] (p. 3105)

M. Christian Paul. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [31 mars 1999] (p. 3104)

M. André Angot. Commerce extérieur. Commerce extracommunautaire. Viandes hormonées, importations, Etats-Unis [6 avril 1999] (p. 3293)

M. Charles Miossec. Elevage. Porcs. Aides de l'Etat [7 avril 1999] (p. 3361)

- M. René Leroux. Chasse et pêche. Pêche. Politiques communautaires [7 avril 1999] (p. 3366)
- M. François Brottes. Bois et forêts. Politique forestière. Perspectives [5 mai 1999] (p. 4080)
- M. Pierre Petit. DOM. Martinique : agriculture. Filière ananas, aides de l'Etat [12 mai 1999] (p. 4424)
- M. Jean-Paul Dupré. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Aides compensatoires, répartition [12 mai 1999] (p. 4421)
- M. Jean Charroppin. Bois et forêts. Politique forestière. Perspectives [26 mai 1999] (p. 4928)
- M. Yves Cochet. Agroalimentaire. Produits. Organismes génétiquement modifiés, moratoire [26 mai 1999] (p. 4922)
- M. Léon Vachet. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Fruits et légumes [1^{er} juin 1999] (p. 5187)
- M. André Aschieri. Consommation. Sécurité des produits. Produits alimentaires [1^{er} juin 1999] (p. 5186)
- M. Arnaud Montebourg. Agroalimentaire. Politiques communautaires. Appellations d'origine contrôlée (AOC), développement [2 juin 1999] (p. 5285)
- M. Philippe de Villiers. Consommation. Protection des consommateurs. Etiquetage informatif, organismes génétiquement modifiés [2 juin 1999] (p. 5289)
- M. François Sauvadet. Consommation. Sécurité des produits. Dioxine, contrôles sanitaires [9 juin 1999] (p. 5601)
- Mme Monique Denise. Consommation. Sécurité des produits. Dioxine, contrôles sanitaires [9 juin 1999] (p. 5609)
- M. Jean Rigal. Consommation. Sécurité des produits. Produits alimentaires [9 juin 1999] (p. 5603)
- M. Philippe Vuilque. Agroalimentaire. Aliments pour animaux. Sécurité des produits [16 juin 1999] (p. 5941)
- M. Yves Fromion. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Oléagineux, réforme [22 juin 1999] (p. 6270)
- M. Jean-Luc Warsmann. Animaux. Chiens. Races réputées dangereuses, loi n° 99-5 du 6 janvier 1999, décrets d'application, publication [30 juin 1999] (p. 6694)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

- Mme Nicole Ameline. Aquaculture et pêche professionnelle. Marins pêcheurs. Emploi et activité, Basse-Normandie [16 février 1999] (p. 1416)
- M. Henri Sicre. Agroalimentaire. Politique agricole commune (PAC). Vins doux naturels, organisation commune de marché [16 février 1999] (p. 1417)
- M. Bernard Madrelle. Agriculture. Asperges. Label rouge, conditions d'attribution, Blayais [16 mars 1999] (p. 2396)

- M. Gérard Voisin. Agroalimentaire. Vin. AOC, classement, Chenas et Beaujolais-villages [16 mars 1999] (p. 2397)
- M. Didier Quentin. Retraites : régime agricole. Montant des pensions. Perspectives [27 avril 1999] (p. 3607)
- M. Marcel Dehoux. Frontaliers. Impôt sur le revenu. Assujettissement, Belgique [25 mai 1999] (p. 4802)
- M. René André. Handicapés. Institut médico-éducatif (IME). Statut, Avranches [25 mai 1999] (p. 4804)
- M. Marc Reymann. Enseignement agricole. Ecoles vétérinaires. Accès [25 mai 1999] (p. 4803)
- M. Jean-Pierre Brard. Logement. Logement social. Immeubles de la Caisse des dépôts, vente, conséquences, Montreuil [22 juin 1999] (p. 6240)
- M. Jérôme Lambert. Elevage. Porcs. Maladies du bétail, brucellose, indemnisation [22 juin 1999] (p. 6238)
- M. Jean-Pierre Abelin. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Oléagineux, réforme [22 juin 1999] (p. 6239)
- Mme Françoise Imbert. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Aides, soja [29 juin 1999] (p. 6500)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765, 8807)

Ses interventions (p. 8777, 8796)

Ses réponses (p. 8807 à 8820)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 8798, 8799)

Agriculture : crédits (p. 8797, 8798)

Agriculture : montagne (p. 8801)

Agriculture : offices d'intervention (p. 8802)

Agriculture : primes (p. 8801)

Agroalimentaire : certification de qualité (p. 8800)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 8799)

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs : produits de la mer (p. 8803, 8804)

Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 8803)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets : agriculture (p. 8803)

DOM : La Réunion : agriculture (p. 8802)

Enseignement agricole (p. 8799)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8796)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8796, 8797)

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 8800, 8801)

Retraites : régime agricole : mutualité sociale agricole (p. 8798)

Union européenne : élargissement (p. 8796)

Réponses aux questions :

Agriculture : agrobiologie (p. 8811) (M. Antoine Carré) (p. 8810)

Agriculture : aides (p. 8820) (M. François Guillaume) (p. 8819)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation : montagne (p. 8810) (M. Paul Patriarche) (p. 8810)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation : montagne (p. 8812) (M. Philippe Martin) (p. 8812)

Agriculture : installation (p. 8808) (M. Jean-François Chossy) (p. 8808)

Agriculture : montagne : aides (p. 8817) (M. Jean Auclair) (p. 8817)

Agriculture : montagne : aides communautaires (p. 8815) (M. Pierre Forgues) (p. 8814)

Agriculture : primes (p. 8809) (M. Roger Lestas) (p. 8808)

Agroalimentaire : entreprises : aides (p. 8817, 8818) (M. Philippe Martin) (p. 8817)

Aménagement du territoire : sociétés d'aménagement régional (SAR) : Midi-Pyrénées (p. 8814) (M. Pierre Forgues) (p. 8814)

Aménagement du territoire : sociétés d'aménagement régional (SAR) : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 8818) (M. Christian Jacob) (p. 8818)

Aquaculture et pêche professionnelle : bateaux de pêche : Bretagne (p. 8813) (M. André Angot) (p. 8812)

Aquaculture et pêche professionnelle : bateaux de pêche : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 8812) (M. Paul Patriarche) (p. 8811)

Aquaculture et pêche professionnelle : ports de pêche (p. 8813) (M. Louis Guédon) (p. 8813)

Elevage : porcins (p. 8809) (M. Claude Desbons) (p. 8809)

Enseignement privé : enseignement agricole (p. 8807) (M. Dominique Caillaud) (p. 8807)

Politique économique : libéralisme : agriculture (p. 8819) (M. François Guillaume) (p. 8818)

Retraites : régime agricole : cotisations (p. 8815) (M. Georges Colombier) (p. 8815)

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 8816) (M. André Angot) (p. 8815)

Retraites : régime agricole : mutualité sociale agricole : cotisations (p. 8819) (M. Jean Auclair) (p. 8819)

Vote des crédits [12 novembre 1998] (p. 8820)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8821)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8823)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8825)

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8825)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8825)

Avant l'article 75

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (suppression, dans le code rural, des dispositions faisant référence aux dépenses de fonctionnement du BAPSA) (p. 8826)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Charles de Courson (fiscalité des entreprises agricoles individuelles) (p. 8829)

Soutient l'amendement n° 104 du Gouvernement (revalorisation des retraites agricoles) : adopté (p. 8831)

Intervient sur l'amendement n° 27 rectifié de M. Charles de Courson (montant de la contribution sociale de solidarité) (p. 8832)

Crédits inscrits au paragraphe II de l'article 50

Soutient l'amendement n° 103 du Gouvernement (augmentation de crédits pour financer la revalorisation des retraites agricoles) : adopté (p. 8832)

Proposition de loi n° 766 visant à étendre aux centres de soins infirmiers gérés par la Mutualité sociale agricole la subvention prévue à l'article L. 162-32 du code de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'adoption simplifiée [19 novembre 1998] (p. 9262)

Son intervention (p. 9263)

Thèmes :

Etablissements de santé : centres de soins infirmiers (p. 9263)

Santé : politique de la santé : mutualité sociale agricole (p. 9263)

Proposition de résolution n° 775 tendant à la création d'une commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes industriels, de services et financiers, relatives à l'emploi et à l'aménagement du territoire

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10292)

Sa réponse (p. 10300)

Thème :

Entreprises : délocalisations (p. 10300)

Projet de loi n° 772 relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10301)

Son intervention (p. 10301)

Discussion des articles [9 décembre 1998] (p. 10304)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 19 bis (validation des concours d'entrée dans les écoles vétérinaires pour 1998)

Soutient le sous-amendement n° 24 du Gouvernement (droits éventuels des candidats non admis) à l'amendement n° 19 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (conditions d'admission dans les écoles de vétérinaires) : adopté (p. 10312)

Soutient le sous-amendement n° 23 du Gouvernement (admission par tiers et sur trois ans des candidats admis et dont le nom ne figure pas sur l'arrêté du 13 août 1998) à l'amendement n° 19 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard : adopté (p. 10312)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [22 décembre 1998] (p. 11042)

Son intervention (p. 11042)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11044)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Sa réponse (p. 2558)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 2560)

Agriculture : céréales (p. 2559)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 2560)

Agroalimentaire : lait et produits laitiers (p. 2559)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 2559)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2559, 2560)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2562)

Son intervention (p. 2566)

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380, 3403)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 3387)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 3395)

Sa réponse (p. 3416)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 3426)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 3388, 3396, 3419)

Agriculture : associations syndicales (p. 3417, 3418)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 3388, 3418, 3427)

Agriculture : pollution (p. 3418)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 3396)

Commerce extérieur : exportations : agriculture (p. 3396)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3387, 3388, 3397)

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 2 (création des contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 3445)

Article 3 (création du fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 3452)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 3454)

Article 5 (reconnaissance d'un pouvoir d'avis aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture (CDOA). Composition des CDOA)

Soutient l'amendement n° 287 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 3461)

Article 30 bis (déduction fiscale pour acquisition ou production de stocks à rotation lente ou pour souscription de parts sociales de sociétés coopératives agricoles)

Soutient l'amendement n° 286 du Gouvernement (de suppression) : rejeté (p. 3513)

Article 40 (organisation de l'INAO et réaménagement du régime des AOC)

Soutient le sous-amendement n° 242 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 81 corrigé de la commission (dispositif d'agrément et de commissionnement des agents de l'INAO) : adopté (p. 3526)

Article 41 bis (utilisation de l'indication d'origine ou de provenance et des mentions géographiques)

Soutient l'amendement n° 289 du Gouvernement (conditions d'application des dispositions du présent article fixées par décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 3532)

Article 42 bis supprimé par le Sénat (création d'un fonds de valorisation et de communication)

Soutient le sous-amendement n° 283 du Gouvernement (financement du fonds) à l'amendement n° 97 de la commission (création du fonds de valorisation et de communication) : retiré (p. 3534)

Article 43 ter (mise en place d'une surveillance biologique du territoire)

Soutient le sous-amendement n° 290 du Gouvernement (modalités fixées par décret en Conseil d'Etat) à l'amendement n° 102 de la commission (obligations incombant au distributeur et à l'utilisateur des produits OGN et décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 3538)

Soutient le sous-amendement n° 246 du Gouvernement (obligation faite aux demandeurs de fournir la méthode d'analyse à mettre en oeuvre) à l'amendement n° 102 de la commission : adopté (p. 3538)

Article 44 ter (mesures relatives aux anabolisants)

Soutient l'amendement n° 243 du Gouvernement (restrictions imposées à l'usage des médicaments chez les animaux) : adopté (p. 3548)

Soutient l'amendement n° 244 du Gouvernement (mesures de police administrative sur des animaux pour lesquels les indications d'autorisation de mise

sur le marché d'un médicament n'ont pas été respectées lors de l'administration) : adopté (p. 3548)

Article 44 quater (mesures relatives au renforcement de la qualité sanitaire des denrées)

Soutient l'amendement n° 245 du Gouvernement (vétérinaires inspecteurs assistés par plusieurs corps d'agents vétérinaires) : adopté (p. 3552)

Article 47 (zones agricoles protégées)

Soutient le sous-amendement n° 288 du Gouvernement (simplification des procédures) à l'amendement n° 129 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3556)

Article 49 bis (missions des SAFER)

Soutient le sous-amendement n° 284 du Gouvernement (application à l'ensemble des sociétés civiles à objet agricole) à l'amendement n° 134 rectifié de la commission (missions et pouvoirs des SAFER) : adopté (p. 3560)

Article 52 (architecture générale de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Son intervention (p. 3563)

Article 53 (création des établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles)

Soutient le sous-amendement n° 285 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 143 de la commission (caractère des ateliers technologiques et des exploitations agricoles à vocation pédagogique) : adopté (p. 3564)

Article 59 (architecture générale de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles privés)

Son intervention (p. 3566)

Article 52 précédemment réservé (architecture générale de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Soutient l'amendement n° 271 du Gouvernement (respect de la parité entre enseignement public et enseignement privé) : adopté (p. 3567)

Seconde délibération

Article 17 ter (transfert des droits à prime par l'intermédiaire de la réserve nationale, en l'absence de demandes dans le département d'origine)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 3573)

Son intervention à l'issue du vote (p. 3575)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4933)

Sa réponse (p. 4943)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 4943, 4944)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4943 à 4945)

Impôt sur le revenu : bénéficiaires agricoles (p. 4945)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4944)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4945)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Son intervention à l'issue du vote (p. 4973)

En qualité de Député

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6327)

Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier" et "produit pays")

Son intervention (p. 6345)

Claude GOASGUEN

*Paris (14^{ème} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1140 visant à créer une commission d'enquête sur les modalités de gestion des personnels enseignants de l'enseignement secondaire [19 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1792 relative aux rentes viagères à titre onéreux [8 septembre 1999]

Proposition de loi n° 1798 visant à modifier le titre Ier du livre V du code général des collectivités territoriales sur l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon [8 septembre 1999]

Proposition de loi n° 1811 relative à l'attribution automatique de la nationalité française aux légionnaires blessés au combat ou sur un théâtre d'opérations [22 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 818, posée le 17 mai 1999. Sports. Football (J.O. Questions p. 2897). Appelée le 18 mai 1999. Supporters, dégradations, lutte et prévention (p. 4485)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7025, 7053)

Son intervention (p. 7040)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bourses d'études : enseignement supérieur : aide sociale (p. 7041)

Enseignement supérieur : crédits (p. 7040)

Enseignement supérieur : étudiants : grandes écoles (p. 7041)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7122, 7139)

Son intervention (p. 7135)

Thème avant la procédure des questions :

Enseignement : personnel : enseignants : carrière (p. 7135)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Son intervention (p. 8384)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 8384, 8385)

Justice : Conseil d'Etat (p. 8385)

Justice : Cour de cassation (p. 8385)

Pays étrangers : Suède (p. 8385)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 549 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 817 de M. François Vannson (de suppression) (p. 8470)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 808 soutenu par M. François Goulard (de suppression) (p. 8494) : rejeté au scrutin public (p. 8496)

Son amendement n° 807 (attestation civile de solidarité organisant la vie commune de deux personnes) : rejeté (p. 8503)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Bernard Accoyer (conclusion du PACS par des personnes âgées d'au moins 21 ans) (p. 8512)

Intervient sur l'amendement n° 288 de M. Thierry Mariani (conclusion du PACS par des personnes âgées d'au moins 18 ans) (p. 8512)

Intervient sur l'amendement n° 843 de M. Henri Plagnol (conclusion du PACS par des personnes âgées d'au moins 21 ans) (p. 8512)

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Pierre Albertini (conclusion du PACS par des personnes majeures) (p. 8512)

Intervient sur l'amendement n° 289 de M. Thierry Mariani (conclusion du PACS par des personnes majeures) (p. 8512)

Son amendement n° 805 (conclusion du PACS par deux personnes) : retiré (p. 8514)

Intervient sur l'amendement n° 492 de M. Pierre-Christophe Baguet (prohibition de l'adoption et de la procréation médicalement assistée) (p. 8533)

Intervient sur l'amendement n° 675 de M. Claude Birraux (prohibition de l'adoption et de la procréation médicalement assistée) (p. 8533)

Intervient sur l'amendement n° 420 de M. Bernard Accoyer (prohibition de l'adoption pour les signataires de même sexe) (p. 8533)

Intervient sur l'amendement n° 534 de M. Jean-François Mattei (prohibition de l'adoption pour les signataires de même sexe) (p. 8533)

Son amendement n° 553 (prohibition de l'adoption pour les signataires de même sexe) : rejeté au scrutin public (p. 8533)

Après l'article 515-1 du code civil

Son amendement n° 806 (conditions de conclusion d'un PACS par des mineurs) : rejeté (p. 8542)

Son amendement n° 555 (conditions de conclusion d'un PACS par des majeurs sous tutelle) : rejeté (p. 8542)

Son amendement n° 556 (conditions de conclusion d'un PACS par des majeurs sous curatelle) : rejeté (p. 8542)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 558 (de suppression) : rejeté (p. 8545)

Son amendement n° 560 (suppression de la référence à la nullité du PACS) : rejeté (p. 8545)

Son amendement n° 559 (conclusion du PACS entre parents) : rejeté (p. 8548)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 562 (de suppression) : rejeté (p. 8565)

Son amendement n° 563 (attestation civile de solidarité sous seing privé passée devant notaire et mention en marge de l'acte de naissance des partenaires) : rejeté (p. 8566)

Après l'article 515-3 du code civil

Intervient sur l'amendement n° 725 de M. Yves Fromion (interdiction de l'adoption et de la procréation médicale assistée pour les partenaires de même sexe) (p. 9782)

Intervient sur l'amendement n° 461 de M. Jacques Masdeu-Arus (engagement écrit des partenaires de même sexe à ne pas adopter ni à avoir recours à la procréation médicale assistée) (p. 9782)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 567 (de suppression) : rejeté (p. 9793)

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. Noël Mamère (nouvelle rédaction de l'article obligeant les partenaires à s'apporter mutuellement secours et assistance) (p. 9794)

Son amendement n° 803 (référence à la communauté de vie) : rejeté (p. 9798)

Intervient sur l'amendement n° 24 de Mme Christine Boutin (possibilité de contraindre les partenaires à remplir leurs obligations) (p. 9806)

Son amendement n° 568 (atténuation de la solidarité entre les partenaires en matières de dettes) : rejeté (p. 9809)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 570 (de suppression) : rejeté (p. 9820)

Son amendement n° 571 (régime de la communauté réduite aux acquêts à défaut de convention spéciale passée devant notaire) : rejeté (p. 9823)

Son amendement n° 572 (suppression de la dernière phrase de l'article soumettant au régime de l'indivision les meubles meublants dont la date d'acquisition ne peut être établie) : rejeté (p. 9827)

Son amendement n° 574 (parts des partenaires réputées égales sur les biens dont l'origine ou le financement ne sont pas établis par l'un ou l'autre) : rejeté (p. 9827)

Article 515-6 du code civil : régime des biens après dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 575 (de suppression) : rejeté (p. 9829)

Article 515-7 du code civil : causes de dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 576 (de suppression) : adopté (p. 9832)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 577 (de suppression) : rejeté (p. 9833)

Son amendement n° 578 (intervention du notaire en de dissolution du PACS par décès ou accord des partenaires et saisine du juge qui ordonne toute mesure commandée par l'équité en cas de dénonciation unilatérale) : rejeté (p. 9839)

Son sous-amendement n° 1144 (de précision) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (signification de la rupture unilatérale qui prend effet après un délai de trois mois) : rejeté (p. 9839)

Son sous-amendement n° 1145 (remise de la déclaration conjointe par les deux partenaires) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9840)

Son sous-amendement n° 1147 soutenu par M. Dominique Dord (dépôt de la déclaration conjointe au tribunal d'instance ayant reçu le PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9844) : rejeté (p. 9845)

Son sous-amendement n° 1148 (intervention du juge pour les conséquences de la dissolution du pacte à la suite d'une rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : vote réservé : devenu sans objet : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9877)

Après l'article 515-8 du code civil

Son amendement n° 561 : non soutenu (p. 9902)

Après l'article 1er

Répond aux observations de Mme Catherine Tasca : critique les conditions d'élaboration et d'examen en commission de la proposition de loi (p. 9909)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 579 soutenu par M. Dominique Dord (de suppression) (p. 9922) : rejeté (p. 9923)

Son amendement n° 580 (délai de cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 9940)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son amendement n° 581 (de suppression) : rejeté (p. 9954)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 588 (imposition commune après un délai de cinq ans à compter de la conclusion du PACS) : retiré (p. 9970)

Son amendement n° 802 (de suppression) : vote réservé à la demande du Gouvernement (p. 9970) : rejeté (p. 10001)

Article 5 (droit à congés)

Son intervention (p. 9974)

Son amendement n° 590 (de suppression) : rejeté (p. 9976)

Son amendement n° 589 (bénéfice des dispositions de l'article réservé aux partenaires d'un PACS conclu depuis au moins cinq ans) : retiré (p. 9977)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son intervention (p. 9983)

Soutient l'amendement n° 220 de M. Christian Estrosi (de suppression) : rejeté (p. 9989)

Son amendement n° 801 (de suppression) : rejeté (p. 9989)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Alain Bocquet (liens personnels avec la France créés par la conclusion du PACS) (p. 9989)

Soutient l'amendement n° 134 de M. Jacques Myard (PACS conclu depuis plus de trois ans) : rejeté (p. 9992)

Son amendement n° 593 (PACS pouvant constituer l'un des éléments d'appréciation de liens avec la France) : rejeté (p. 9993)

Son amendement n° 592 (étranger entré et séjournant régulièrement en France depuis au moins cinq ans) : rejeté (p. 9996)

Article 7 (prise en compte du pacte civil de solidarité dans l'examen d'une demande de naturalisation)

Son intervention (p. 9999)

Son amendement n° 800 soutenu par M. Yves Fromion (de suppression) (p. 10000) : adopté (p. 10001)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son amendement n° 596 (de suppression) : rejeté (p. 10178)

Son amendement n° 597 (PACS conclu depuis au moins cinq ans) : rejeté (p. 10181)

Soutient l'amendement n° 913 de M. Henri Plagnol (preuve d'une communauté de vie effective) : rejeté (p. 10182)

Article 9 (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son amendement n° 598 (PACS conclu depuis au moins cinq ans) : non soutenu (p. 10190)

Article 10 (dispositions applicables aux fratries)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Alain Bocquet (de suppression) (p. 10202)

Intervient sur l'amendement n° 485 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 10202)

Son amendement n° 599 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 10202)

Intervient sur l'amendement n° 760 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 10202)

Intervient sur l'amendement n° 884 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 10202)

Article 11 (décrets d'application)

Son amendement n° 600 : non soutenu (p. 10214)

Après l'article 11

Son amendement n° 809 soutenu par M. Dominique Dord (contrôle du parlement sur les charges entraînées par la loi) : rejeté (p. 10217)

Article 12 (compensation des pertes éventuelles de recettes)

Son amendement n° 601 (de suppression) : retiré (p. 10218)

Article 1er (suite) (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 550 précédemment réservé (terme de contrat substitué à celui de pacte) : retiré (p. 10224)

Explications de vote et vote [9 décembre 1998] (p. 10241)

Ses explications de vote (p. 10245)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 10247)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3034, 3057)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 3067)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3087)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3067)

Famille : concubinage (p. 3087)

Famille : couple : statuts (p. 3087)

Famille : mariage (p. 3067)

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Après l'article 1er C

Intervient sur l'amendement n° 183 de M. Thierry Mariani (insertion dans le code civil d'un titre relatif au "concubinage") (p. 3116)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Soutient le sous-amendement n° 300 de M. Dominique Dord (contrat civil de solidarité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) : rejeté (p. 3135)

Son sous-amendement n° 350 soutenu par M. Dominique Dord (suppression de l'article 515-1 du code civil définissant le PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3142)

Son sous-amendement n° 326 soutenu par M. Dominique Dord (attestation civile de solidarité enregistrée devant notaire organisant la vie commune de deux personnes quel que soit leur sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3143)

Son sous-amendement n° 430 soutenu par M. Dominique Dord (suppression des références au sexe des contractants) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3147) : rejeté (p. 3149)

Soutient le sous-amendement n° 325 de M. Dominique Dord (suppression de la référence à la vie commune et à son organisation) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3152)

Intervient sur le sous-amendement n° 498 de M. Charles de Courson (obligation d'une communauté de vie) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3153)

Intervient sur le sous-amendement n° 314 de M. Dominique Dord (cohabitation) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3153)

Intervient sur le sous-amendement n° 515 de Mme Christine Boutin (cohabitation) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3153)

Intervient sur le sous-amendement n° 409 de M. Maurice Leroy (vie de couple) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3153)

Intervient sur le sous-amendement n° 254 de M. Patrick Delnatte (renoncement à l'adoption et à la procréation médicale assistée pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3160)

Intervient sur le sous-amendement n° 267 de M. Bernard Accoyer (interdiction de la procréation médicale assistée pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3160)

Intervient sur le sous-amendement n° 611 de M. Richard Cazenave (interdiction de la procréation médicale assistée pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3160)

Soutient le sous-amendement n° 316 de M. Jean-François Mattei (interdiction de l'adoption pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3160)

Intervient sur le sous-amendement n° 614 de M. Richard Cazenave (interdiction de l'adoption pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3160)

Son sous-amendement n° 318 (conditions de conclusion d'un PACS par des mineurs) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3160)

Son sous-amendement n° 330 (conditions de conclusion d'un PACS par des majeurs en curatelle) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3160)

Son sous-amendement n° 331 (conditions de conclusion d'un PACS par des majeurs en tutelle) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3160)

Son sous-amendement n° 344 soutenu par M. Dominique Dord (suppression des empêchements à la conclusion d'un PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3161)

Son sous-amendement n° 319 soutenu par M. Dominique Dord (suppression de la référence à la nullité du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3161)

Son sous-amendement n° 349 soutenu par M. Dominique Dord (suppression de la nullité du PACS conclu entre parents, alliés et collatéraux) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3162)

Son sous-amendement n° 347 soutenu par M. Dominique Dord (suppression de l'article 515-4 relatif aux obligations résultant du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3181)

Son sous-amendement n° 310 soutenu par M. Dominique Dord (communauté de vie) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3183)

Son sous-amendement n° 306 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3184)

Son sous-amendement n° 348 soutenu par Mme Christine Boutin (suppression de l'article 515-5 relatif au régime des biens acquis postérieurement à

la conclusion d'un PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3198) : rejeté (p. 3199)

Son sous-amendement n° 286 soutenu par Mme Christine Boutin (communauté réduite aux acquêts à défaut de convention spéciale passée devant notaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3199) : rejeté (p. 3200)

Ses sous-amendements n°s 311 et 312 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : devenus sans objet (p. 3200)

Son sous-amendement n° 346 (suppression de l'article 515-6 relatif au régime des biens après dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3200)

Son sous-amendement n° 345 soutenu par M. Thierry Mariani (suppression de l'article 515-7 relatif à la dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3202) : rejeté (p. 3203)

Son sous-amendement n° 294 (intervention du notaire en cas de dissolution du PACS par décès ou accord des partenaires et, en cas de dénonciation unilatérale, saisine du juge qui ordonne toute mesure commandée par l'équité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3203)

Son sous-amendement n° 292 soutenu par M. Thierry Mariani (production de ses effets à l'égard des signataires du PACS déclaré nul s'il a été contracté de bonne foi) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son sous-amendement n° 431 soutenu par Mme Christine Boutin (imposition commune à compter du cinquième anniversaire de l'enregistrement du PACS) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3219)

Article 5 (droits à congés)

Son sous-amendement n° 434 soutenu par M. Dominique Dord (bénéfice des dispositions de l'article après un délai de cinq ans) à l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3233) : rejeté (p. 3234)

Article 6 supprimé par le Sénat (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son intervention (p. 3236)

Son sous-amendement n° 436 soutenu par M. Thierry Mariani (étranger entré et séjournant régulièrement en France depuis cinq ans) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 3238) : rejeté (p. 3239)

Son sous-amendement n° 435 (PACS pouvant constituer l'un des éléments d'appréciation des liens personnels en France) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3240)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission des affaires culturelles (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3242)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3242)

Article 8 supprimé par le Sénat (priorité de mutation des fonctionnaires)

Soutient le sous-amendement n° 605 de Mme Christine Boutin (fonctionnaire devant avoir au moins un enfant) à l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3244)

Son sous-amendement n° 438 (PACS conclu depuis cinq ans) à l'amendement n° 20 de la commission : rejeté (p. 3244)

Article 9 supprimé par le Sénat (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son sous-amendement n° 439 soutenu par M. Thierry Mariani (PACS conclu depuis cinq ans pour le bénéficiaire des dispositions de l'article) à l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3246) : rejeté (p. 3247)

Après l'article 11

Son amendement n° 440 (évaluation annuelle et vote des charges entraînées par la loi) : rejeté (p. 3250)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5499, 5521)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5513)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 5527)

Son intervention (p. 5529)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 5529)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : divorce (p. 5530, 5531)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 5529, 5530)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 5529, 5530)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : mariage (p. 5530)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : égalité (p. 5529)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 5531)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : groupes de pression (p. 5531)

Etrangers : régularisations : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5529, 5530)

Justice : Conseil d'Etat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5527)

Parlement : rôle : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5513, 5514, 5527)

Partis et mouvements politiques : majorité : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5527, 5529, 5531)

Partis et mouvements politiques : opposition : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5531)

Discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5550) ; [9 juin 1999] (p. 5613, 5659)

Article 1er (pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 5557)

Son amendement n° 6 (de suppression) : rejeté (p. 5558)

Avant l'article 515-1 du code civil

Son amendement n° 7 (contrat civil de solidarité) : rejeté (p. 5560)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 8 (de suppression) : rejeté (p. 5561)

Son amendement n° 9 (attestation civile de solidarité enregistrée devant notaire et délivrée à deux personnes physiques quel que soit leur sexe) : rejeté (p. 5562)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Bernard Accoyer (PACS conclu devant un professionnel du droit) (p. 5564)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Patrick Delnatte (PACS rédigé devant notaire) (p. 5564)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Thierry Mariani (PACS conclu devant notaire) (p. 5565)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Thierry Mariani (interdiction de la conclusion d'un PACS par un mineur émancipé) (p. 5565)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Thierry Mariani (résidence en France de façon stable et régulière) (p. 5566)

Son amendement n° 11 soutenu par Mme Christine Boutin (suppression des références au sexe des partenaires) (p. 5566) : rejeté (p. 5568)

Intervient sur l'amendement n° 241 de Mme Christine Boutin (suppression des références au sexe des partenaires) (p. 5568)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Thierry Mariani (PACS conclu par des partenaires de même sexe) (p. 5568)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Thierry Mariani (PACS conclu par des partenaires de sexe différent) (p. 5568)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Bernard Accoyer (PACS conclu par des partenaires de sexe différent) (p. 5568)

Intervient sur l'amendement n° 240 de Mme Christine Boutin (PACS conclu par des partenaires de sexe différent) (p. 5568)

Son amendement n° 10 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (organisation de la cohabitation substituée à celle de la vie commune) : rejeté (p. 5569)

Son amendement n° 12 (interdiction de l'adoption pour les partenaires de même sexe) : rejeté (p. 5570)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Bernard Accoyer (réexamen du droit de garde pour les divorcés signataires d'un PACS avec une personne de même sexe) (p. 5572)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 13 (suppression des empêchements) : rejeté (p. 5574)

Intervient sur l'amendement n° 247 de Mme Christine Boutin (nullité absolue du PACS) (p. 5575)

Son amendement n° 14 (suppression de la nullité du PACS conclu entre parents, alliés et collatéraux) : rejeté (p. 5576)

Intervient sur l'amendement n° 183 de M. Patrick Delnatte (nullité du PACS conclu avec une personne entrée et séjournant illégalement sur le territoire) (p. 5578)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Thierry Mariani (nullité du PACS conclu avec une personne entrée illégalement sur le territoire) (p. 5578)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Thierry Mariani (nullité du PACS conclu avec une personne entrée illégalement sur le territoire de l'espace Schengen) (p. 5578)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Thierry Mariani (nullité du PACS conclu avec une personne séjournant illégalement sur le territoire) (p. 5578)

Intervient sur l'amendement n° 171 de M. Bernard Accoyer (nullité du PACS conclu avec une personne séjournant illégalement sur le territoire) (p. 5578)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 15 (de suppression) : rejeté (p. 5583)

Son amendement n° 16 soutenu par M. Thierry Mariani (attestation civile de solidarité passée sous seing privé devant notaire et mentionnée en marge de l'acte de naissance) (p. 5583, 5584) : rejeté (p. 5584)

Son amendement n° 17 (signature devant notaire d'une convention précisant les modalités du PACS) : rejeté (p. 5586)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 18 (de suppression) : rejeté (p. 5615)

Son amendement n° 36 (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle) : rejeté (p. 5617)

Son amendement n° 19 (communauté de vie) : rejeté (p. 5618)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 20 (de suppression) : rejeté (p. 5623)

Son amendement n° 37 (régime de la communauté réduite aux acquêts) : rejeté (p. 5624)

Article 515-6 du code civil : régime des biens après dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 21 soutenu par M. Thierry Mariani (de suppression) : rejeté (p. 5626)

Article 515-7 du code civil : causes de dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 22 soutenu par M. Charles de Courson (de suppression) (p. 5628) : rejeté (p. 5629)

Son amendement n° 23 (intervention du notaire en cas de dissolution du PACS par décès ou accord des partenaires et saisine du juge qui ordonne toute mesure commandée par l'équité en cas de rupture unilatérale) : rejeté (p. 5629)

Intervient sur l'amendement n° 296 de Mme Christine Boutin (rupture unilatérale pour des motifs graves, précis et concordants) (p. 5633)

Intervient sur l'amendement n° 297 de Mme Christine Boutin (rupture unilatérale pour faute) (p. 5633)

Intervient sur l'amendement n° 298 de Mme Christine Boutin (rupture unilatérale pour excès, sévices et injures graves ou renouvelés) (p. 5633)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Bernard Accoyer (motifs exacts de la rupture unilatérale) (p. 5635)

Intervient sur l'amendement n° 299 de Mme Christine Boutin (motifs de la rupture unilatérale) (p. 5635)

Son amendement n° 40 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (publicité de la rupture unilatérale du PACS analogue à celle de sa conclusion) : rejeté (p. 5637)

Son amendement n° 38 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (pension alimentaire attribuée par le juge dans les conditions prévues aux articles 281 à 285 du code civil) (p. 5641) : rejeté (p. 5642)

Son amendement n° 39 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (prestation compensatoire attribuée par le juge dans les conditions prévues aux articles 270 à 280-1 du code civil) : rejeté (p. 5643)

Article 1er ter (définition du concubinage)

Son amendement n° 31 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (de suppression) : rejeté (p. 5651)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 24 soutenu par M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 5659) : rejeté (p. 5660)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son amendement n° 25 (de suppression) : rejeté (p. 5662)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 26 soutenu par M. Pascal Clément (de suppression) (p. 5666) : rejeté (p. 5667)

Article 4 bis (droits dérivés en matière d'assurance-maladie)

Son amendement n° 32 soutenu par M. Pascal Clément (de suppression) : rejeté (p. 5668)

Article 5 (droit à congés)

Son amendement n° 27 (de suppression) : rejeté (p. 5670)

Article 5 bis A (capital décès)

Son amendement n° 33 (de suppression) : devenu sans objet (p. 5671)

Article 5 ter (interruption du droit à l'allocation de veuvage)

Son amendement n° 34 (de suppression) : rejeté (p. 5672)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son amendement n° 28 (de suppression) : rejeté (p. 5674)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son amendement n° 29 (de suppression) : rejeté (p. 5678)

Article 11 (décrets d'application)

Son amendement n° 30 (de suppression) : rejeté (p. 5681)

Après l'article 11

Son amendement n° 35 (évaluation annuelle du coût de la loi par le ministre des finances et vote du Parlement) : rejeté (p. 5684)

Explications de vote et vote [15 juin 1999] (p. 5824)

Ses explications de vote (p. 5826)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 5826)

Projet de loi n° 956 relatif à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10250)

Son intervention (p. 10257)

Thèmes :

Justice : aide à l'accès au droit (p. 10257, 10258)

Justice : aide juridictionnelle (p. 10257)

Justice : aide juridique (p. 10258)

Justice : crédits (p. 10258)

Justice : réforme (p. 10257)

Parlement : Sénat (p. 10257)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10542)

Article unique

Son intervention (p. 10542)

Son amendement n° 17 (insertion de l'article unique à l'article 4 de la Constitution) : rejeté (p. 10548)

Son amendement n° 16 (mandats électoraux et fonctions électives) : adopté (p. 10551)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1462)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture qui prévoit que la loi détermine les conditions dans lesquelles est organisé l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives) (p. 1468)

Intervient sur le sous-amendement n° 3 de Mme Marie-Jo Zimmermann (loi "favorisant" l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 1468)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1247)

Son intervention (p. 1253)

Thèmes :

Etrangers : immigration : femmes (p. 1254)

Femmes : égalité des sexes : histoire (p. 1253)

Femmes : parité (p. 1254)

Femmes : politique à l'égard des femmes : Parlement (p. 1254)

Ses explications de vote (p. 1262)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 1262)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6559)

Son intervention (p. 6561)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation parlementaire pour le droit des femmes : moyens (p. 6562)

Assemblée nationale : délégation parlementaire pour le droit des femmes : Union européenne (p. 6562)

Femmes : égalité professionnelle (p. 6561, 6562)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 6562)

Proposition de résolution n° 1059 visant à créer une commission d'enquête sur la Mutuelle nationale des étudiants de France**Avant la discussion de l'article unique [4 mars 1999] (p. 2039)**

Son intervention (p. 2044)

Thèmes :

Economie sociale : mutuelles (p. 2045, 2046)

Enseignement supérieur : étudiants : régime de rattachement (p. 2044, 2045)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 2045)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 1999] (p. 2721) ; [24 mars 1999] (p. 2768)

Son intervention (p. 2749)

Thèmes :

Droit pénal : garde à vue (p. 2749)

Droit pénal : instruction : publicité (p. 2750)

Droit pénal : juge de la détention provisoire (p. 2749)

Droit pénal : mise en examen (p. 2750)

Droit pénal : témoins assistés (p. 2750)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen : présomption d'innocence (p. 2749)

Justice : réforme (p. 2749)

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Article 1er (article préliminaire du code de procédure pénale : principes fondamentaux de la procédure pénale)

Son intervention (p. 2785)

Après l'article 1er

Son amendement n° 179 soutenu par M. Philippe Houillon (motivation et possibilité d'appel de l'ordonnance de mise en examen) (p. 2803, 2804) : rejeté (p. 2804)

Son amendement n° 180 soutenu par M. Philippe Houillon (motivation de l'ordonnance de mise en examen) (p. 2803, 2804) : rejeté (p. 2804)

Son amendement n° 201 soutenu par M. Philippe Houillon ("juge de l'instruction et des libertés" et "chambre de l'instruction et des libertés" substitués respectivement au juge d'instruction et à la chambre d'accusation) : rejeté (p. 2806)

Après l'article 2

Son amendement n° 200 soutenu par M. Philippe Houillon (prolongation de la garde à vue après présentation de la personne au procureur) (p. 2822) : rejeté (p. 2823)

Article 4 (article 82-1 du code de procédure pénale : droit des parties de demander tout acte nécessaire à la manifestation de la vérité)

Son amendement n° 198 soutenu par M. Philippe Houillon (nouvelle rédaction de l'article visant à accélérer l'instruction en organisant un débat d'orientation) : rejeté (p. 2827)

Article 5 (articles 156, 164 et 167 du code de procédure pénale : renforcement du caractère contradictoire des expertises pénales)

Son amendement n° 197 soutenu par M. Philippe Houillon (nouvelle rédaction des paragraphes I et II conférant un caractère contradictoire à l'expertise pénale) : rejeté (p. 2830)

Après l'article 5

Son amendement n° 199 soutenu par M. Philippe Houillon (article 80 du code de procédure pénale - justification du réquisitoire pris contre personne dénommée par le détail des indices) : rejeté (p. 2830)

Article 12 (article 146 du code de procédure pénale : prolongation de la détention provisoire en cas de requalification correctionnelle)

Soutient l'amendement n° 190 de M. Philippe Houillon (de coordination - saisine du juge de la détention provisoire par le procureur) : rejeté (p. 2896)

Article 13 (article 147 du code de procédure pénale : mise en liberté du prévenu à l'initiative du procureur)

Soutient l'amendement n° 191 de M. Philippe Houillon (de coordination - nouvelle rédaction de l'article 147 du code de procédure pénale) : rejeté (p. 2897)

Article 14 (article 148 du code de procédure pénale : demande de mise en liberté par le prévenu)

Soutient l'amendement n° 192 de M. Philippe Houillon (de coordination - nouvelle rédaction de l'article 148 du code de procédure pénale) : rejeté (p. 2897)

Déclaration du Gouvernement n° 1500 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo

[26 mars 1999] (p. 2969)

Son intervention (p. 2971)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 2973)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2973, 2974)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 2973, 2974)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 2972, 2973)

Politique extérieure : coopération militaire : force multinationale (p. 2972)

Projet de loi n° 998 relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3332)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 43 soutenu par M. François Goulard (acceptation pénale substituée à la composition pénale) : rejeté (p. 3332)

Article 1er (articles 41-2 et 41-3 du code de procédure pénale - composition pénale)

Son amendement n° 44 soutenu par M. François Goulard (composition pénale proposée directement par le procureur) (p. 3333) : rejeté (p. 3334)

Article 3 (articles 398 et 398-2 du code de procédure pénale - compétence du juge unique en matière correctionnelle)

Son amendement n° 45 : non soutenu (p. 3342)

Article 7 (articles 60, 77-1 et 167 du code de procédure pénale - examens techniques et scientifiques)

Son amendement n° 46 soutenu par M. Thierry Mariani (communication systématique aux parties des conclusions des examens) : rejeté (p. 3344)

Son amendement n° 47 : devenu sans objet (p. 3344)

Article 16 (article 41-1 du code de procédure pénale - durée de conservation des scellés)

Son amendement n° 48 soutenu par M. Thierry Mariani (délai de réclamation d'un objet dont la restitution a été décidée porté de quarante-cinq jours à trois mois) : rejeté (p. 3346)

Proposition de loi n° 1513 relative à l'actionnariat des salariés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4673)

Son intervention (p. 4681)

Thèmes :

Entreprises : intéressement et participation (p. 4683)

Impôt sur le revenu : stock options (p. 4683)

Impôt sur les sociétés : champ d'application (p. 4683)

Politique économique : épargne (p. 4683)

Secteur public : privatisations (p. 4682)

Sociétés : actionnaires : salariés (p. 4681 à 4683)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6274, 6295) ; [23 juin 1999] (p. 6373)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 6379) : rejetée (p. 6388)

Thèmes :

Droit pénal : action publique : ministre (p. 6383, 6385)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 6384)

Droit pénal : politique pénale : ministre (p. 6382, 6384, 6385)

Etat : Gouvernement : magistrats (p. 6382, 6383)

Justice : indépendance (p. 6379, 6380, 6384)
 Justice : magistrats : responsabilité (p. 6383, 6384)
 Justice : magistrats : statuts (p. 6381 à 6383, 6385)
 Justice : parquet : rôle (p. 6380, 6381)
 Justice : procureurs généraux (p. 6380, 6382, 6383)
 Justice : réforme (p. 6380, 6385)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 6380 à 6382)
 Police : police judiciaire (p. 6383)

Jacques GODFRAIN

*Aveyron (3^{ème} circonscription)
 Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 21 janvier 1999] (p. 1120)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République togolaise (n° 1317) [17 février 1999]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1594 tendant à étendre le bénéfice des emplois-jeunes aux domaines de la coopération internationale et de l'aide humanitaire [12 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Police, effectifs de personnel [16 février 1999] (p. 1441)

Pharmacie et médicaments. Médicaments. Politique et réglementation [23 juin 1999] (p. 6368)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

est indigné par les propos tenus par le Premier ministre sur les événements tragiques survenus au sein de l'armée française durant l'année 1917 et demande à ce

dernier de venir s'expliquer devant la représentation nationale française [6 novembre 1998] (p. 8289)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

COOPÉRATION

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7852)

Son intervention (p. 7863)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : Royaume-Uni (p. 7863)

Politique extérieure : coopération culturelle (p. 7864)

Politique extérieure : coopération économique (p. 7863)

André GODIN

*Ain (1^{ère} circonscription)
 Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 472, posée le 5 octobre 1998. Politique sociale. Handicapés et personnes âgées (J.O. Questions p. 5340). Appelée le 6 octobre 1998. Accueil par des particuliers, réglementation (p. 5938)

DÉBATS

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4370)

Son intervention (p. 4381)

Thèmes :

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement : bruit (p. 4381)

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 4381)

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4388, 4445)*Article 1er (autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire)*

Article L. 227-4 du code de l'aviation civile : compétences de l'Autorité pour le contrôle du bruit au voisinage des neuf aéroports les plus importants

Son amendement n° 108 corrigé (corrélation entre la mesure du bruit et le suivi des trajectoires) : adopté (p. 4401)

Son amendement n° 109 (champ de compétence de l'Autorité) : adopté (p. 4403)

Son amendement n° 111 (pouvoir d'arbitrage) : adopté (p. 4405)

Son amendement n° 112 (de conséquence) : adopté (p. 4406)

Article 2 (commissions consultatives de l'environnement)

Intervient sur l'amendement n° 37 rectifié de la commission (composition des commissions consultatives de l'environnement) (p. 4451)

Son amendement n° 114 (composition des commissions consultatives de l'environnement) : adopté (p. 4451)

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Yves Cochet (composition des commissions consultatives de l'environnement) (p. 4451)

Article 3 (article L. 227-9 nouveau du code de l'aviation civile : limitation des nuisances sonores liées au trafic d'hélicoptères)

Son sous-amendement n° 132 (limitation de certains vols d'hélicoptères) à l'amendement n° 38 de la commission (limitation de certains vols d'hélicoptères) : adopté (p. 4454)

Après l'article 4

Son amendement n° 115 (création d'une quatrième zone dans les plans d'exposition au bruit : possibilité de petits lotissements) : retiré (p. 4455)

Ses explications de vote (p. 4458)

Vote pour du groupe socialiste (p. 4459)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6642)

Son intervention (p. 6648)

Thèmes :

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 6648)

Transports aériens : Roissy (p. 6648)

Pierre GOLDBERG

*Allier (2^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Sports. Dopage. Lutte et prévention [3 février 1999] (p. 852)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 539, posée le 14 décembre 1998. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 6743). Appelée le 15 décembre 1998. Effectifs de personnel, équipements, Montluçon (p. 10454)

n° 793, posée le 10 mai 1999. Industrie. Caoutchouc et plastiques (J.O. Questions p. 2740). Appelée le 11 mai 1999. Dunlop, emploi et activité, Montluçon (p. 4288)

*DÉBATS***Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son intervention (p. 5986)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

COOPÉRATION

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7852)

Son intervention (p. 7864)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 7866)

Politique extérieure : coopération économique (p. 7865)

Politique extérieure : Fonds d'aide et de coopération (FAC) (p. 7865)

Politique extérieure : zone franc (p. 7865)

Politiques communautaires : conventions de Lomé (p. 7865)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2802)

Article 2 (article 63-4 du code de procédure pénale : intervention de l'avocat dès le début de la garde à vue)

Son intervention (p. 2812)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 168 de M. André Gerin (enregistrement sonore des interrogatoires des mineurs de dix à treize ans placés en garde à vue) : devenu sans objet (p. 2825)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 169 de M. André Gerin (article 116 du code de procédure pénale - personne mise en examen informée par le juge d'instruction de son droit au silence, à faire des déclarations ou d'être interrogée) : adopté (p. 2828)

Gaétan GORCE

*Nièvre (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 6 novembre 1998] (p. 16819)

Rapporteur de la proposition de résolution sur la proposition de lignes directrices pour les politiques de l'emploi des Etats membres pour 1999 (COM (98) 574 final - n° E 1171) (n° 1184) [19 novembre 1998]

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 25 mars 1999] (p. 4491)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 27 mars 1999] (p. 4605)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de moins de cinquante ans [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de moins de cinquante ans [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

Rapporteur du projet de loi rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail (n° 1786) [30 juin 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution de M. Alain Barrau (n° 1184), sur la proposition de lignes directrices pour les politiques de l'emploi des Etats membres pour 1999 (COM (98) 574 final/E 1171) [25 novembre 1998] (n° 1227)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur l'application de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 d'orientation et d'incitation relative à la réduction du temps de travail [10 mars 1999] (n° 1457)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de plus de cinquante ans [12 mai 1999] (n° 1599)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur l'application de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 d'orientation et d'incitation relative à la réduction du temps de travail [22 juin 1999] (n° 1731)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Sécurité publique. Police et gendarmerie. Restructuration, effectifs de personnel [6 octobre 1998] (p. 5959)

Sports. Football. Clubs, financement [20 octobre 1998] (p. 7015)

Travail. Durée du travail. Réduction, attitude du MEDEF [16 mars 1999] (p. 2410)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665, 8710)

Son intervention (p. 8686)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones d'aménagement du territoire : entreprises d'insertion (p. 8687)

Travail : licenciement économique (p. 8686, 8687)

Travail : précarité (p. 8686)

Travail : travail temporaire (p. 8686)

Proposition de résolution n° 770 tendant à créer une commission d'enquête pour faire la lumière sur les agissements et l'objet du groupement de fait dit "Département Protection Sécurité"

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10274)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 10282)

Thèmes :

Partis et mouvements politiques : Front national (p. 10283)

Partis et mouvements politiques : Front national : Parti socialiste (p. 10282, 10283)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 10282, 10283)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Après l'article 11

Son amendement n° 86 soutenu par M. Jean-Pierre Baeumler (rapport annuel du préfet au président du conseil général sur la sécurité dans les transports scolaires) : rejeté (p. 10445)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081) ; [6 mai 1999] (p. 4193, 4243)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : pays)

Son sous-amendement n° 198 soutenu par M. Jean Espilondo (représentation des communes par des personnalités qualifiées) à l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4219) : retiré (p. 4220)

François GOULARD

*Morbihan (1^{ère} circonscription)
Démodratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

Rapporteur de la proposition de loi visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics (n° 1404) [3 mars 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 1404) visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics [10 mars 1999] (n° 1458)

Proposition de résolution n° 1493 visant à créer une commission d'enquête sur la Bibliothèque Nationale de France [24 mars 1999]

Proposition de loi n° 1549 tendant à la suppression de l'École nationale d'administration [28 avril 1999]

Proposition de loi n° 1554 relative à l'établissement d'une procédure judiciaire de fermeture des débits de boissons [28 avril 1999]

Proposition de loi n° 1629 tendant à modifier le principe d'incorporation des rivages de mer et des berges des fleuves au domaine public naturel [26 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Transports urbains, Ile-de-France [21 octobre 1998] (p. 7115)

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, médecins, sanctions [22 décembre 1998] (p. 11014)

Impôt sur le revenu. Politique fiscale. Perspectives [3 février 1999] (p. 848)

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [12 mai 1999] (p. 4417)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 487, posée le 23 novembre 1998. Transports par eau. Transports maritimes (J.O. Questions p. 6313). Appelée le 24 novembre 1998. Desserte des îles, politiques communautaires (p. 9393)

n° 733, posée le 5 avril 1999. Elevage. Volailles (J.O. Questions p. 1943). Appelée le 6 avril 1999. Soutien du marché (p. 3279)

n° 922, posée le 28 juin 1999. Energie et carburants. EDF (J.O. Questions p. 3878). Appelée le 29 juin 1999. Prise de participation dans l'entreprise Clemessy, légalité (p. 6521)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Insiste pour que l'Assemblée ne siège pas dimanche 11 octobre pour débattre de la proposition de loi sur le pacte civil de solidarité (PACS) [8 octobre 1998] (p. 6140)

Regrette de n'être pas plus informé sur la tenue ou non d'une séance sur le pacte civil de sécurité un dimanche après la réponse du président de séance M. d'Aubert [8 octobre 1998] (p. 6141)

Souhaite s'exprimer sur l'amendement qui vise à supprimer les plans d'épargne retraite qui vient d'être retiré à la suite de ce qu'il considère être une pantalonnade [28 octobre 1998] (p. 7529)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5833)

Son intervention (p. 5858)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5858)

Enseignement agricole (p. 5858)

Retraites : régime agricole (p. 5858)

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 651 du Gouvernement (fonctionnement des organismes de mutualité sociale agricole) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 652 du Gouvernement (circonscription des caisses fusionnées et des associations à but non lucratif) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 653 du Gouvernement (contrats pluriannuels de gestion) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 654 du Gouvernement (sanctions en cas d'irrégularité grave ou de mauvaise gestion) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 655 corrigé du Gouvernement (conventions entre les caisses de mutualité sociale agricole et des tiers) (p. 6296)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Soutient l'amendement n° 686 de M. Jean Proriol (conclusion d'accords professionnels) : adopté (p. 6307)

Soutient l'amendement n° 689 de M. Jean Proriol (de précision) : devenu sans objet (p. 6308)

Intervient sur l'amendement n° 774 de M. Jean-Michel Marchand (association des organisations de consommateurs) (p. 6309)

Soutient l'amendement n° 687 de M. Jean Proriol (organisation interprofessionnelle pour les produits issus de l'agriculture biologique) : rejeté (p. 6315)

Soutient l'amendement n° 352 corrigé de M. Christian Jacob (consultation obligatoire des interprofessions) : rejeté (p. 6317)

Soutient l'amendement n° 688 de M. Jean Proriol (consultation obligatoire des interprofessions) : rejeté (p. 6317)

Article 36 (rapport d'activité et comptes des interprofessions - bilan d'application des accords étendus)

Intervient sur l'amendement n° 155 de la commission (de codification) (p. 6331)

Article 37 (contrats de lutte contre les crises conjoncturelles)

Soutient l'amendement n° 691 de M. Jean Proriol (soumission des accords de crise aux interprofessions) : rejeté (p. 6334)

Soutient l'amendement n° 692 de M. Jean Proriol (homologation des contrats) : rejeté (p. 6336)

Intervient sur l'amendement n° 898 corrigé de M. Christian Jacob (coefficient multiplicateur entre le prix payé au producteur et le prix de vente au consommateur) (p. 6337)

Intervient sur l'amendement n° 162 rectifié de la commission (coefficient multiplicateur entre le prix payé au producteur et le prix de vente au consommateur) (p. 6337)

Avant l'article 40

Soutient l'amendement n° 676 de M. Jean Proriol (création de la Commission nationale des labels et des certifications des produits agricoles et alimentaires) : retiré (p. 6351)

Article 40 (organisation de l'INAO, extension des compétences de l'INAO aux indications géographiques protégées)

Soutient l'amendement n° 682 de M. Jean Proriol (liaison avec la Commission nationale des labels et des certifications) : rejeté (p. 6354)

Soutient l'amendement n° 714 de M. Jean-Luc Préal (liaison avec la Commission nationale des labels et des certifications) : rejeté (p. 6354)

Soutient l'amendement n° 29 de M. Jacques Rebillard (avis de la Commission nationale des labels et des certifications) : rejeté (p. 6355)

Soutient l'amendement n° 678 de M. Jean Proriol (avis de la Commission nationale des labels et des certifications) : rejeté (p. 6355)

Soutient l'amendement n° 30 de M. Jacques Rebillard (détermination du lien existant entre le produit et son origine géographique) : rejeté (p. 6355)

Soutient l'amendement n° 46 de M. Serge Poignant (détermination du lien existant entre le produit et son origine géographique) : rejeté (p. 6355)

Soutient l'amendement n° 680 de M. Jean Proriol (détermination du lien existant entre le produit et son origine géographique) : rejeté (p. 6355)

Soutient l'amendement n° 681 de M. Jean Proriol (de codification) : devenu sans objet (p. 6358)

Soutient l'amendement n° 677 de M. Jean Proriol (suppression de l'alinéa relatif au respect du cahier des charges) : rejeté (p. 6358)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 181 de la commission (inscriptions devant figurer sur l'étiquette d'un produit bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée) (p. 6360)

Intervient sur l'amendement n° 533 de M. François Patriat (information des consommateurs lors des campagnes publicitaires) (p. 6361)

Soutient l'amendement n° 927 de M. Jean Proriol (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles sont définis les labels ou les certifications d'origine) : rejeté (p. 6361)

Après l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 480 rectifié du Gouvernement (création d'un fonds de valorisation et de communication) (p. 6374)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement (contrôle et surveillance biologique du territoire) (p. 6392)

Intervient sur le sous-amendement n° 961 de M. Jean-Yves Le Déaut (rôle du comité de biovigilance) à l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement (p. 6392)

Après l'article 44

Intervient sur l'amendement n° 484 rectifié du Gouvernement (déclaration des élevages au préfet si la chair ou les produits des animaux sont livrés au public en vue de la consommation) (p. 6397)

Intervient sur l'amendement n° 486 du Gouvernement (contrôle des animaux dans les élevages par les vétérinaires inspecteurs) (p. 6403)

Article 45 (prise en compte des fonctions économique, environnementale et sociale de l'espace agricole et forestier)

Soutient l'amendement n° 697 de M. Jean Proriol (mise en valeur durable des potentialités et des caractéristiques de l'espace agricole et forestier) : rejeté (p. 6407)

Soutient l'amendement n° 403 de M. Christian Jacob (mise en valeur durable des potentialités et des caractéristiques de l'espace agricole et forestier) : rejeté (p. 6407)

Proposition de loi n° 1080 visant à la création d'un office des produits de la mer et de l'aquaculture et étendant à la collectivité territoriale de Mayotte les offices d'intervention prévus au livre VI du code rural

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [8 octobre 1998] (p. 6154)

Son intervention (p. 6156)

Thème :

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer (p. 6155)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

*PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'ÉQUILIBRE FINANCIER*

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6651)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 457 de M. Gilles Carrez (non-assujettissement à l'impôt sur le revenu des indemnités de maternité) (p. 6672)

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

TOURISME

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8577)

Procédure des questions :

TVA : taux réduit (p. 8599)

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605, 8645)

Son intervention (p. 8621)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etablissements de santé : agences régionales de l'hospitalisation (p. 8623)

Handicapés (p. 8622)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 8622)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665, 8710)

Son intervention (p. 8682)

Thèmes avant la procédure des questions :

Formation professionnelle : apprentissage (p. 8682)

Formation professionnelle : contrats de qualification (p. 8682)

Travail : réduction du temps de travail (p. 8683)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7361, 7399, 7430) ; [28 octobre 1998] (p. 7470)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 7411)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 7477) : rejetée (p. 7487)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 7479, 7480)

Famille : politique familiale (p. 7484)

Politique sociale (p. 7411)

Professions de santé : médecins : préretraites (p. 7483)

Professions de santé : médecins : sanctions (p. 7482)

Retraites : généralités : Fonds de solidarité vieillesse (p. 7479)

Retraites : généralités : système par répartition : financement (p. 7479)

Santé : accès aux soins (p. 7481)

Sécurité sociale : assurance personnelle : secteur privé (p. 7482, 7483)

Sécurité sociale : comptes (p. 7483)

Sécurité sociale : cotisations : assiette (p. 7478)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 7477)

Sécurité sociale : prestations en espèces : mutuelles (p. 7480, 7481)

Travail : réduction du temps de travail (p. 7478)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 423 de la commission (suppression des plans d'épargne retraite) (p. 7530)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Son intervention (p. 7537)

Son amendement n° 223 (définition des missions du FSV) : rejeté (p. 7551)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (nature législative des décisions concernant les recettes du fonds) (p. 7553)

Après l'article 2

Son amendement n° 229 (création d'un fonds de pension) : rejeté (p. 7555)

Intervient sur l'amendement n° 309 de M. Jean-Luc Prél (création d'une caisse de retraite des fonctionnaires) (p. 7557)

Article 3 (versement forfaitaire du FSV à la CNAVTS au titre des chômeurs des départements d'outre-mer non pris en compte pour les exercices 1994, 1995 et 1996)

Son intervention (p. 7557)

Son amendement n° 224 (de précision) : adopté (p. 7558)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 425 rectifié du Gouvernement (aides à domicile) (p. 7566)

Son amendement n° 225 deuxième correction (exonération totale de cotisations patronales) : rejeté (p. 7567)

Article 4 (prorogation pendant trois ans et plafonnement du dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale pour l'embauche du "premier salarié")

Son intervention (p. 7568)

Son amendement n° 405 (exonération de charges) : rejeté (p. 7571)

Son amendement n° 406 (exonération de charges) : rejeté (p. 7572)

Son amendement n° 407 (exonération de charges) : retiré (p. 7573)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 371 de M. Bernard Accoyer (baisse des charges sur les bas salaires) (p. 7575)

Article 5 (possibilité de requalification en revenus professionnels des revenus tirés de la location-gérance d'un fonds de commerce par un travailleur indépendant et basculement dans le champ fiscal du recouvrement de contributions sociales sur certains types de revenus)

Son intervention (p. 7575)

Soutient l'amendement n° 151 de M. Bernard Accoyer (restriction du champ d'application) : rejeté (p. 7578)

Son amendement n° 230 (restriction du champ d'application) : rejeté (p. 7578)

Article 6 (obligation pour les entreprises redevables de plus de 6 millions de francs de cotisations de régler les sommes dues par virement)

Son intervention (p. 7585)

Article 7 (suppression de la déductibilité des dépenses de recherche de l'assiette d'un prélèvement à la charge de l'industrie pharmaceutique)

Son amendement n° 231 (de suppression) : rejeté (p. 7593)

Article 10 (assujettissement des personnes qui acquittent la contribution sociale généralisée sur un revenu d'activité ou de remplacement à la cotisation d'assurance maladie sur les primes d'assurance automobile)

Son amendement n° 232 (non rétroactivité de la loi) : rejeté (p. 7600)

Article 11 (application dérogatoire d'une comptabilité de caisse pour la répartition, au titre de l'exercice 1998, de la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) ainsi que de la CSG et des droits sur les alcools affectés à l'assurance maladie)

Son amendement n° 233 (de suppression) : rejeté (p. 7601)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 408 du Gouvernement (collaborateurs occasionnels du service public) (p. 7606)

Intervient sur le sous-amendement n° 420 de M. Alfred Recours (de précision) à l'amendement n° 408 du Gouvernement (p. 7606)

Intervient sur le sous-amendement n° 432 de M. Alfred Recours (de précision) à l'amendement n° 408 du Gouvernement (p. 7606)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Bernard Accoyer (contrôle par la Cour des comptes) (p. 7609)

Article 14 (extension de l'allocation de rentrée scolaire aux familles d'un enfant)

Son amendement n° 235 (rédactionnel) : adopté (p. 7627)

Son amendement n° 236 (rédactionnel) : rejeté (p. 7627)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Bernard Accoyer (carnet de santé) (p. 7636)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Jean-Luc Préel (délégation de gestion) (p. 7637)

Article 16 (création d'un système national d'information interrégimes de l'assurance maladie et d'un conseil pour la transparence des statistiques de l'assurance maladie)

Son amendement n° 237 (de simplification) : rejeté (p. 7641)

Son amendement n° 238 (de simplification) : rejeté (p. 7641)

Son amendement n° 240 (soins de ville) : rejeté (p. 7641)

Son amendement n° 239 (de simplification) : rejeté (p. 7642)

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (statistiques) (p. 7642)

Son amendement n° 241 (statistiques) : adopté (p. 7642)

Son amendement n° 242 (de conséquence) : adopté (p. 7643)

Article 17 (extension du champ de la négociation conventionnelle avec les médecins)

Son amendement n° 243 (liberté de négociation) : rejeté (p. 7646)

Son amendement n° 244 (liberté de négociation) : retiré (p. 7651)

Intervient sur l'amendement n° 438 du Gouvernement (entrée en vigueur de l'article) (p. 7652)

Article 19 (critères d'attribution de l'allocation de remplacement en cas de cessation d'activité des médecins et des aides à leur reconversion)

Son intervention (p. 7656)

Son amendement n° 246 soutenu par M. Jean-Luc Prével (report de la mise en application du MICA) (p. 7663) : rejeté (p. 7664)

Article 20 (création d'un fonds d'aide à la qualité des soins de ville)

Son intervention (p. 7666)

Intervient sur l'amendement n° 433 du Gouvernement (liaison avec des établissements de santé) (p. 7668)

Article 21 (clause de sauvegarde applicable aux dépenses médicales)

Son intervention (p. 7673)

Son amendement n° 372 (de suppression) : rejeté (p. 7682)

Son amendement n° 248 (suivi périodique des dépenses médicales) : rejeté (p. 7683)

Son amendement n° 206 corrigé (suppression des mesures relatives à l'ajustement des tarifs) : rejeté (p. 7684)

Son amendement n° 249 (montant prévisionnel des dépenses d'honoraires) : rejeté (p. 7684)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques)

Son intervention (p. 7710)

Son amendement n° 208 (suppression des constats infra-annuels) : rejeté (p. 7717)

Article 25 (institution d'une clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 7720)

Son amendement n° 209 (de suppression) : rejeté (p. 7723)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 85 rectifié de la commission (changement d'un lieu d'implantation) (p. 7727)

Article 27 (régulation des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux financées par l'assurance maladie)

Son intervention (p. 7731)

Article 29 (revalorisation des retraites du régime général et des avantages alignés sur l'évolution prévisionnelle des prix)

Soutient l'amendement n° 419 de M. Denis Jacquat (prorogation d'un an) : rejeté (p. 7745)

Après l'article 30

Son amendement n° 426 corrigé (assurance veuvage) : devenu sans objet (p. 7749)

Article 31 (amélioration des conditions de prise en charge des maladies professionnelles)

Intervient sur l'amendement n° 281 du Gouvernement (réouverture de la prescription biennale) (p. 7753)

Intervient sur l'amendement n° 282 du Gouvernement (réouverture de la prescription biennale) (p. 7753)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 98 de la commission (excédents de trésorerie) (p. 7762)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. Bernard Accoyer (rapport de la Cour des comptes sur les mises à disposition d'agents publics) (p. 7764)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Bernard Accoyer (rapport de la Cour des comptes sur les transferts financiers vers les mutuelles) (p. 7764)

Intervient sur l'amendement n° 268 de M. Bernard Accoyer (date de remise des rapports) (p. 7764)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 219 (mise en concurrence des caisses) : rejeté (p. 7774)

Son amendement n° 220 (date de présentation du projet de loi) : rejeté (p. 7780)

Son amendement n° 221 (suppression des sanctions prévues) : rejeté (p. 7784)

Son amendement n° 222 (déplafonnement du quotient familial) : rejeté (p. 7786)

Intervient sur l'amendement n° 453 du Gouvernement (abrogation de la loi n° 97-277 du 25 mars 1997 instituant les plans d'épargne retraite) (p. 7787)

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Yves Nicolin (guichet unique pour les handicapés) (p. 7788)

Intervient sur l'amendement n° 118 de Mme Jacqueline Fraysse (prélèvement sur les entreprises) (p. 7791)

Intervient sur l'amendement n° 116 de la commission (stabilisation du financement) (p. 7791)

Intervient sur l'amendement n° 117 de la commission (date de dépôt du projet de loi) (p. 7791)

Intervient sur l'amendement n° 294 de M. Bruno Bourg-Broc (de simplification) (p. 7791)

Seconde délibération

Article 5 (possibilité de requalification en revenus professionnels des revenus tirés de la location-gérance d'un fonds de commerce par un travailleur indépendant et basculement dans le champ fiscal du recouvrement de contributions sociales sur certains types de revenus)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (retour au texte initial du projet de loi) (p. 7795)

Explications de vote et vote [3 novembre 1998] (p. 7931)

Ses explications de vote (p. 7933)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 7933)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9595)

Son intervention (p. 9607)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 9608)

Collectivités territoriales : action sociale : exonération (p. 9609)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : privatisations (p. 9608)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 9608)

Famille : politique familiale (p. 9609)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 9608)

Professions de santé : médecins : préretraites (p. 9609)

Retraites : généralités : paiement des pensions : réserves (p. 9608)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 9608)

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9610, 9629, 9678)

Article 1er (approbation du rapport annexé)

Intervient sur le sous-amendement n° 59 de M. Jean-Luc Préel (régionalisation par spécialité) à l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9632)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Son intervention (p. 9635)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 9636)

Après l'article 2

Son amendement n° 107 (création de fonds de pension) : rejeté (p. 9640)

Article 3 bis supprimé par le Sénat (modification des conditions d'exonération de cotisations sociales patronales pour l'emploi d'une aide à domicile)

Son intervention (p. 9640)

Intervient sur l'amendement n° 87 du Gouvernement (rétablissement des exonérations de charge) (p. 9644)

Article 3 quater (extension aux associations prestataires de services d'aide à domicile relevant du régime agricole de l'exonération totale de cotisations patronales prévue par le code de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 9644)

Article 4 (prorogation pendant trois ans et plafonnement du dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale pour l'embauche du "premier salarié")

Son intervention (p. 9645)

Article 5 bis (versement de la contribution prévue à l'article 5 à l'ACOSS sans déduction)

Son intervention (p. 9646)

Intervient sur l'amendement n° 90 du Gouvernement (de suppression) (p. 9647)

Article 7 supprimé par le Sénat (suppression de la déductibilité des dépenses de recherche de l'assiette d'un prélèvement à la charge de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 9648)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9650)

Article 9 (taxation des boissons dites "prémix")

Son intervention (p. 9650)

Article 11 ter (conditions d'affiliation au régime général des collaborateurs occasionnels du service public)

Son amendement n° 108 (automaticité de l'affiliation) : rejeté (p. 9653)

Intervient sur l'amendement n° 92 du Gouvernement (date d'annulation des créances) (p. 9653)

Article 12 A (compensation des exonérations de charges sociales prévues par la loi du 13 juin 1998 relative à la réduction du temps de travail)

Son intervention (p. 9654)

Article 13 bis (maintien à dix ans et à quinze ans des majorations des allocations familiales)

Son intervention (p. 9655)

Article 16 (création d'un système national d'information interrégimes de l'assurance maladie et d'un conseil pour la transparence des statistiques de l'assurance maladie)

Son sous-amendement n° 146 (représentation des assemblées parlementaires auprès du conseil) à l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 9657)

Article 17 supprimé par le Sénat (extension du champ de la négociation conventionnelle avec les médecins)

Son intervention (p. 9658)

Son sous-amendement n° 147 (suppression de la notion de médecin référent) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 9659)

Intervient sur le sous-amendement n° 99 du Gouvernement (date d'application) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 9660)

Article 19 (critères d'attribution de l'allocation de remplacement en cas de cessation d'activité des médecins et des aides à leur reconversion)

Son intervention (p. 9662)

Article 21 (clause de sauvegarde applicable aux dépenses médicales)

Son intervention (p. 9663)

Son sous-amendement n° 159 (suppression des mesures d'ajustement des tarifs) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 9666)

Son sous-amendement n° 163 (suivi des dépenses médicales) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission : devenu sans objet (p. 9667)

Son sous-amendement n° 160 (application des nouveaux tarifs) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission : devenu sans objet (p. 9667)

Son sous-amendement n° 161 (modification des tarifs) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission : rejeté (p. 9668)

Son sous-amendement n° 162 (arrêté interministériel sur les tarifs) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission : rejeté (p. 9668)

Article 22 bis (rapport sur l'état de santé bucco-dentaire et obligation pour les chirurgiens-dentistes et les médecins faisant appel à des fournisseurs ou à des prestataires de services de fournir à leurs patients une facturation détaillée)

Son intervention (p. 9670)

Soutient l'amendement n° 83 de M. Bernard Accoyer (accord avec les professionnels de santé) : rejeté (p. 9672)

Article 23 (création d'un droit de substitution au profit du pharmacien)

Son intervention (p. 9673)

Son amendement n° 109 (conditions de la substitution) : devenu sans objet (p. 9675)

Son amendement n° 110 (conditions de la substitution) : devenu sans objet (p. 9675)

Son amendement n° 111 (définition du médicament de référence) : devenu sans objet (p. 9675)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques)

Son intervention (p. 9681)

Son sous-amendement n° 164 (fréquence des réunions) à l'amendement n° 96 du Gouvernement (comité économique du médicament) : rejeté (p. 9690)

Son sous-amendement n° 157 (fréquence des constats) à l'amendement n° 30 de la commission (suivi des dépenses de médicaments) : devenu sans objet (p. 9691)

Son sous-amendement n° 158 (modification des prix) à l'amendement n° 30 de la commission : devenu sans objet (p. 9691)

Article 25 (institution d'une clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 9692)

Article 27 (régulation des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux financées par l'assurance maladie)

Son intervention (p. 9697)

Explications de vote et vote [1er décembre 1998] (p. 9754)

Ses explications de vote (p. 9758)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 9759)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 décembre 1998] (p. 10055)

Son intervention (p. 10057)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 10058)

Retraites : généralités : paiement des pensions : réserves (p. 10058)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 10058)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 décembre 1998] (p. 10085)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Jean-Luc Préel (suppression de la majoration pour enfants dans la

prise en compte des ressources pour l'assurance veuvage) (p. 10084)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 537 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Jacques Myard (insertion du PACS dans le code de la consommation) (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 689 de M. Charles de Courson (insertion du contrat civil de solidarité à la fin du livre du code civil traitant des contrats) (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 825 de M. Éric Doligé (insertion du PACS à la fin du livre du code civil traitant des contrats) (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 826 de M. Éric Doligé (insertion du contrat de vie commune à la fin du livre du code civil traitant des contrats) (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 841 de M. Henri Plagnol (insertion du PACS dans le livre du code civil traitant des contrats, avant les "conventions relatives à l'exercice des droits indivis") (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 60 de Mme Christine Boutin (insertion du PACS dans le livre du code civil traitant des contrats, après le "compromis") (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 58 de Mme Christine Boutin (insertion du PACS dans le livre du code civil traitant des contrats, après les "contrats aléatoires") (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 59 de Mme Christine Boutin (insertion du PACS dans le livre du code civil traitant des contrats, après les "conventions relatives à l'exercice des droits indivis") (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 276 rectifié de M. Thierry Mariani (insertion du PACS dans le livre du code civil traitant des contrats, après le "mariage et les régimes matrimoniaux") (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 489 de M. Pierre-Christophe Baguet (insertion du PACS dans le livre deuxième du code civil) (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 728 de M. Patrice Martin-Lalande (insertion du contrat civil de vie commune dans le livre troisième du code civil, après le "mariage et les régimes matrimoniaux") (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 727 de M. Patrice Martin-Lalande (insertion du PACS dans le livre troisième du code civil, après le "mariage et les régimes matrimoniaux") (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 61 de Mme Christine Boutin (insertion du PACS dans le livre troisième du code civil, après le "mariage et les régimes matrimoniaux") (p. 8490)

Intervient sur l'amendement n° 840 de M. Henri Plagnol (insertion du PACS dans le livre du code civil traitant des contrats, après le "mariage et les régimes matrimoniaux") (p. 8490)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 808 de M. Claude Goasguen (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8496)

Soutient l'amendement n° 534 de M. Jean-François Mattei (prohibition de l'adoption pour les signataires de même sexe) : rejeté (p. 8533)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jean-Yves Besselat (présomption de paternité du partenaire masculin pour l'enfant conçu pendant un PACS) (p. 8537)

Intervient sur l'amendement n° 278 de M. Thierry Mariani (présomption de paternité du partenaire masculin pour l'enfant conçu pendant un PACS) (p. 8537)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 292 de M. Thierry Mariani (conclusion du PACS entre parents) (p. 8548)

Intervient sur l'amendement n° 451 de M. Jacques Masdeu-Arus (conclusion du PACS entre parents) (p. 8548)

Intervient sur l'amendement n° 559 de M. Claude Goasguen (conclusion du PACS entre parents) (p. 8548)

Intervient sur l'amendement n° 847 de M. Henri Plagnol (conclusion du PACS entre parents) (p. 8548)

Intervient sur l'amendement n° 431 de M. Bernard Accoyer (délai de cinq ans entre la conclusion de deux PACS) (p. 8551)

Intervient sur l'amendement n° 729 de M. Patrice Martin-Lalande (impossibilité d'être "pacsé" plus de trois fois) (p. 8551)

Intervient sur l'amendement n° 90 de Mme Christine Boutin (conclusion du PACS entre Français) (p. 8554)

Soutient l'amendement n° 89 de M. Dominique Dord (nullité du PACS conclu entre personnes de même sexe dont l'une a la garde d'un mineur) : rejeté (p. 8557)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 1032 de M. Alain Tourret (déclaration écrite déposée au tribunal d'instance) (p. 8569)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 390 de M. Bernard Accoyer (aide mutuelle et matérielle ne pouvant léser les enfants des partenaires) (p. 9800)

Intervient sur l'amendement n° 710 de M. Yves Fromion (aide mutuelle et matérielle compte tenu des obligations vis à vis des enfants des partenaires) (p. 9800)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Thierry Mariani (détermination des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les signataires selon un cahier de charges défini par décret en Conseil d'Etat) (p. 9804)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Thierry Mariani (détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les signataires selon un modèle type faisant l'objet d'un décret en Conseil d'Etat) (p. 9804)

Intervient sur l'amendement n° 976 de M. Henri Plagnol (absence de solidarité entre partenaires sauf dans les cas prévus par la loi ou la convention) (p. 9808)

Intervient sur l'amendement n° 25 de Mme Christine Boutin (atténuation de la solidarité entre les partenaires en matières de dettes) (p. 9808)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Son sous-amendement n° 1139 (de précision) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (signification de la rupture unilatérale qui prend effet après un délai de trois mois) : rejeté (p. 9839)

Son sous-amendement n° 1146 soutenu par M. Dominique Dord (inscription de la déclaration conjointe sur le registre recensant les PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9846)

Son sous-amendement n° 1149 à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : devenu sans objet (p. 9847)

Son sous-amendement n° 1142 soutenu par M. Dominique Dord (mariage d'un partenaire avec une tierce personne notifié par écrit au cocontractant un mois avant le mariage) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9857)

Son sous-amendement n° 1143 soutenu par M. Dominique Dord (dissolution du PACS dans un délai de six mois à partir de la signification de la décision de rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9859)

Son sous-amendement n° 1140 soutenu par M. Dominique Dord (suppression de l'alinéa relatif aux conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9861)

Son sous-amendement n° 1141 soutenu par M. Dominique Dord (suppression de l'intervention du juge) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9865)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 538 soutenu par M. Dominique Dord (de suppression) (p. 9922) : rejeté (p. 9923)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son amendement n° 539 soutenu par M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 9953) : rejeté (p. 9954)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 540 soutenu par M. Dominique Dord (de suppression) (p. 9969) : vote réservé à la demande du Gouvernement (p. 9970) : rejeté (p. 10001)

Article 5 (droit à congés)

Son amendement n° 541 soutenu par M. Dominique Dord (de suppression) (p. 9975) : rejeté (p. 9976)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son amendement n° 542 (de suppression) : rejeté (p. 9989)

Article 7 (prise en compte du pacte civil de solidarité dans l'examen d'une demande de naturalisation)

Son amendement n° 543 soutenu par M. Yves Fromion (de suppression) (p. 10000) : adopté (p. 10001)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son amendement n° 544 soutenu par M. Dominique Dord (de suppression) (p. 10177) : rejeté (p. 10178)

Article 9 (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son amendement n° 545 soutenu par M. Dominique Dord (de suppression) (p. 10187, 10188) : rejeté (p. 10188)

Article 10 (dispositions applicables aux fratries)

Son amendement n° 546 : non soutenu (p. 10198)

Article 11 (décrets d'application)

Son amendement n° 547 : non soutenu (p. 10214)

Article 12 (compensation des pertes éventuelles de recettes)

Son amendement n° 548 (de suppression) : retiré (p. 10218)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5499, 5521)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 5541) : rejetée (p. 5550)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5542)

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5542, 5543)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 5544)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : droits de l'enfant (p. 5544)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 5544)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : mariage (p. 5543)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : tribunaux d'instance (p. 5543, 5544)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 5545)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : groupes de pression (p. 5543)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : mariage (p. 5543)

Etat : Gouvernement : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5542)

Etrangers : régularisations : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5544)

Famille : couple : statuts (p. 5544)

Famille : mariage (p. 5543, 5544)

Famille : politique familiale (p. 5545)

Famille : vie commune : droits de l'enfant (p. 5543)

Partis et mouvements politiques : opposition : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5542)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5542, 5543)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Article 1er et état A (équilibre général)

Soutient l'amendement n° 61 de M. Gilbert Gantier (de suppression) : rejeté (p. 10093)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11051)

Son intervention (p. 11051)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Société marseillaise de crédit (p. 11052)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 11052)

Finances publiques : recettes (p. 11052)

Impôt sur le revenu : abattements supplémentaires pour frais professionnels (p. 11052)

Sécurité sociale : loi de financement (p. 11052)

Proposition de résolution n° 775 tendant à la création d'une commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes industriels, de services et financiers, relatives à l'emploi et à l'aménagement du territoire

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10292)

Son intervention (p. 10298)

Thème :

Entreprises : sous-traitance (p. 10298)

Projet de loi n° 772 relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10301)

Son intervention (p. 10302)

Thème :

Animaux : animaux dangereux (p. 10302)

Discussion des articles [9 décembre 1998] (p. 10304)

Article 7 (mesures relatives à la mise en fourrière et aux communautés de chats errants)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (animaux gardés pendant huit jours ouvrés) (p. 10307)

Article 19 bis (validation des concours d'entrée dans les écoles vétérinaires pour 1998)

Intervient sur le sous-amendement n° 24 du Gouvernement (droits éventuels des candidats non admis) à l'amendement n° 19 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (conditions d'admission dans les écoles de vétérinaires) (p. 10312)

Intervient sur le sous-amendement n° 23 du Gouvernement (admission par tiers et sur trois ans des candidats admis et dont le nom ne figure pas sur l'arrêté du 13 août 1998) à l'amendement n° 19 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (p. 10312)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [22 décembre 1998] (p. 11042)

Son intervention (p. 11044)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux (p. 11044)

Enseignement agricole : écoles vétérinaires : examens et concours (p. 11044)

Projet de loi n° 1192 relatif à l'emploi des fonds de la participation des employeurs à l'effort de construction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10353)

Son intervention (p. 10362)

Thèmes :

Logement : Union d'économie sociale (p. 10363)

Logement : aides et prêts : participation patronale (p. 10362, 10363)

Logement : aides et prêts : prêts d'accession sociale (PAS) (p. 10363)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10525)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen : femmes (p. 10526)

Femmes : parité (p. 10525)

Femmes : parité : Constitution (p. 10526)

Lois (p. 10526)

Projet de loi n° 11 créant le Conseil national des communes "Compagnon de la Libération"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1998] (p. 10767)

Son intervention (p. 10773)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : résistants (p. 10773)

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : communes (p. 10773)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 10773)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4425)

Son intervention (p. 4428)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : résistants (p. 4428)

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : communes (p. 4428)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 4428)

Projet de loi n° 320 autorisant la ratification de la convention européenne sur la reconnaissance de la personnalité juridique des organisations internationales non gouvernementales

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [17 décembre 1998] (p. 10776)

Son intervention (p. 10778)

Thèmes :

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 10779)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 10779)

Projet de loi n° 676 autorisant l'approbation du protocole additionnel à la charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [17 décembre 1998] (p. 10780)

Son intervention (p. 10783)

Thèmes :

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 10783)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 10783)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 214)

Thèmes :

Energie et carburants : Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA) (p. 215)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 215)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 214, 215)

Union européenne : directives : énergie électrique (p. 215)

Projet de loi n° 1321 autorisant l'approbation du cinquième protocole (services financiers) annexé à l'accord général sur le commerce des services

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [28 janvier 1999] (p. 576)

Son intervention (p. 579)

Thème :

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : services financiers (p. 580)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 février 1999] (p. 1468, 1477) ; [17 février 1999] (p. 1559, 1593)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 1488) : rejetée (p. 1498)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité (p. 1494)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1490, 1492 à 1494)

Entreprises : compétitivité (p. 1493)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1488, 1489)

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 1er (définition du service public de l'électricité)

Son intervention (p. 1605)

Son amendement n° 477 (possibilité pour tout client de se raccorder à un réseau de distribution de l'électricité) : rejeté (p. 1606)

Son amendement n° 478 (indépendance énergétique et sécurité d'approvisionnement) : rejeté (p. 1607)

Son amendement n° 479 (utilisation optimale des ressources énergétiques) : rejeté (p. 1609)

Intervient sur l'amendement n° 165 corrigé de la commission (utilisation optimale des ressources énergétiques) (p. 1609)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Franck Borotra (utilisation optimale des ressources énergétiques) (p. 1609)

Intervient sur l'amendement n° 166 de la commission (respect du droit à l'électricité pour tous) (p. 1610)

Intervient sur l'amendement n° 378 de la commission des finances (respect du droit à l'électricité pour tous) (p. 1610)

Son amendement n° 480 (suppression de la référence à la défense et à la sécurité publique) : rejeté (p. 1610)

Son amendement n° 481 (critères de gestion) : devenu sans objet (p. 1610)

Son amendement n° 482 (critères de gestion) : devenu sans objet (p. 1610)

Article 2 (missions du service public de l'électricité)

Son amendement n° 483 (rédactionnel) : rejeté (p. 1602)

Son intervention (p. 1611)

Intervient sur l'amendement n° 171 de la commission (rédactionnel) (p. 1612)

Son amendement n° 484 (rédactionnel) : adopté (p. 1612)

Intervient sur l'amendement n° 600 de M. Claude Billard (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) (p. 1618)

Intervient sur l'amendement n° 633 de M. Jacques Desallangre (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) (p. 1618)

Son amendement n° 485 (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) : devenu sans objet (p. 1618)

Article 3 (mise en oeuvre et contrôle des missions de service public)

Son amendement n° 486 soutenu par M. Jean Proriol (de suppression partielle) : rejeté (p. 1625)

Son amendement n° 487 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 1626)

Article 4 (tarifs et plafonds de prix)

Son intervention (p. 1674)

Intervient sur le sous-amendement n° 607 rectifié de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (tarifs de vente d'électricité aux usagers domestiques) (p. 1679)

Intervient sur le sous-amendement n° 748 de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (p. 1679)

Intervient sur le sous-amendement n° 608 de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (p. 1679)

Soutient l'amendement n° 326 de M. Léonce Deprez (fixation des tarifs et des plafonds de prix par la commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1680)

Soutient l'amendement n° 543 de M. Jean Proriol (fixation des tarifs et des plafonds de prix par la commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1680)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Pierre Micaux (avis de l'autorité de régulation sur les tarifs de secours) (p. 1681)

Intervient sur l'amendement n° 401 de M. Claude Birraux (avis de l'autorité de régulation sur les tarifs de secours) (p. 1681)

Soutient l'amendement n° 442 de M. Jean Proriol (avis de l'autorité de régulation sur les tarifs de secours) : rejeté (p. 1681)

Soutient l'amendement n° 443 de M. Jean Proriol (concertation avec le gestionnaire du réseau) : rejeté (p. 1681)

Article 5 (mécanismes de compensation)

Son intervention (p. 1682)

Son amendement n° 488 (suppression de l'alinéa relatif aux surcoûts) : rejeté (p. 1683)

Intervient sur le sous-amendement n° 609 de M. Claude Billard (référence à la notion de coûts de production) à l'amendement n° 152 de la commission (de précision) (p. 1684)

Intervient sur le sous-amendement n° 764 du Gouvernement (souci d'esthétique et d'insertion dans l'environnement) à l'amendement n° 756 de M. Jean-Yves Le Déaut (surcoûts liés à la recherche et au développement) (p. 1685)

Son amendement n° 489 (contrôle de la comptabilité par un commissaire aux comptes) : rejeté (p. 1686)

Son amendement n° 490 (choix de l'établissement chargé de gérer le fonds par appel d'offres) : rejeté (p. 1686)

Son sous-amendement n° 729 (de précision) à l'amendement n° 157 rectifié de la commission (alimentation du fonds) : retiré (p. 1687)

Soutient l'amendement n° 445 de M. Jean Proriol (exclusion des producteurs ne livrant pas de clients finals) : retiré (p. 1687)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Michel Bouvard (prise en compte des charges de développement du réseau) (p. 1689)

Intervient sur l'amendement n° 432 de M. Claude Birraux (prise en compte des charges de développement du réseau) (p. 1689)

Soutient l'amendement n° 660 de M. Michel Meylan (prise en compte des charges de développement du réseau) : rejeté (p. 1689)

Intervient sur l'amendement n° 161 de la commission (confirmation de la politique de la ville) (p. 1689)

Intervient sur l'amendement n° 338 de M. Alain Cacheux (confirmation de la politique de la ville) (p. 1689)

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements (PPI))

Son intervention (p. 1690)

Son amendement n° 491 (de suppression) : rejeté (p. 1692)

Soutient l'amendement n° 537 de M. François d'Aubert (de suppression partielle) : rejeté (p. 1692)

Son amendement n° 492 (de suppression partielle) : rejeté (p. 1693)

Intervient sur l'amendement n° 403 de M. Claude Birraux (respect des objectifs définis à l'article 1er) (p. 1694)

Intervient sur l'amendement n° 349 de M. Alain Cacheux (respect des objectifs définis à l'article 1er) (p. 1694)

Soutient l'amendement n° 327 de M. Léonce Deprez (respect des objectifs définis à l'article 1er) : rejeté (p. 1694)

Soutient l'amendement n° 542 de M. Jean Proriol (respect des objectifs définis à l'article 1er) : rejeté (p. 1694)

Soutient l'amendement n° 674 de M. Jacques Péliard (respect des objectifs définis à l'article 1er) : rejeté (p. 1694)

Son amendement n° 475 (suppression de l'obligation de présenter un rapport) : rejeté (p. 1695)

Son amendement n° 493 (exploitation des nouvelles installations par les personnes autorisées après appel d'offres) : rejeté (p. 1696)

Intervient sur l'amendement n° 700 de M. Jean-Louis Dumont (définition et autorisation des installations nouvelles de production) (p. 1700)

Intervient sur le sous-amendement n° 761 du Gouvernement (publicité assurée par le ministère chargé de l'énergie) à l'amendement n° 700 de M. Jean-Louis Dumont (p. 1700)

Son amendement n° 531 (nouvelles installations sorties de la programmation pluriannuelle) : rejeté (p. 1700)

Article 7 (autorisation d'exploiter)

Son intervention (p. 1700)

Son amendement n° 494 (de suppression) : rejeté (p. 1701)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Pierre Micaux (conditions de délivrance de l'autorisation d'exploiter) (p. 1701)

Soutient l'amendement n° 448 de M. Jean Proriol (conditions de délivrance de l'autorisation d'exploiter) : rejeté (p. 1701)

Soutient l'amendement n° 538 de M. François d'Aubert (délivrance de l'autorisation d'exploiter par la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1702)

Soutient l'amendement n° 544 de M. Jean Proriol (délivrance de l'autorisation d'exploiter après avis de la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1703)

Intervient sur l'amendement n° 405 de M. Claude Birraux (délivrance de l'autorisation d'exploiter après avis de la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1703)

Intervient sur l'amendement n° 118 corrigé de M. Pierre Micaux (assouplissement des conditions d'autorisation pour les projets ayant obtenu un certificat de conformité) (p. 1704)

Intervient sur l'amendement n° 406 de M. Claude Birraux (assouplissement des conditions d'autorisation pour les projets ayant obtenu un certificat de conformité) (p. 1704)

Soutient l'amendement n° 449 de M. Jean Proriol (assouplissement des conditions d'autorisation pour les projets ayant obtenu un certificat de conformité) : rejeté (p. 1704)

Soutient l'amendement n° 450 de M. Jean Proriol (producteurs autorisés réputés autorisés à consommer pour leur propre usage) : rejeté (p. 1704)

Intervient sur l'amendement n° 196 de la commission (producteurs autorisés réputés autorisés à consommer pour leur propre usage) (p. 1704)

Soutient l'amendement n° 583 de M. Jean Proriol (producteurs autorisés réputés autorisés à consommer pour leur propre usage) : adopté (p. 1704)

Intervient sur l'amendement n° 615 de M. Claude Billard (mise en oeuvre du nucléaire uniquement par EDF) (p. 1706)

Article 8 (appels d'offres)

Son intervention (p. 1707)

Son amendement n° 495 (appel d'offres lancé par le gestionnaire du réseau public) : rejeté (p. 1707)

Son amendement n° 496 (suppression des conditions restrictives pour participer à un appel d'offres) : rejeté (p. 1707)

Son amendement n° 497 (limitation du rôle du ministre chargé de l'énergie) : rejeté (p. 1708)

Soutient l'amendement n° 539 de M. François d'Aubert (désignation des candidats retenus après décision de la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1708)

Son amendement n° 498 (suppression de l'alinéa relatif à la confidentialité) : rejeté (p. 1708)

Article 9 (critères d'attribution des autorisations et élaborations des conditions des appels d'offres)

Son amendement n° 499 (de suppression) : rejeté (p. 1710)

Soutient l'amendement n° 451 de M. Jean Proriol (prise en compte des besoins des clients éligibles par l'autorité compétente, indépendamment des éventuelles surcapacités du service public) : rejeté (p. 1710)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF)

Intervient sur le sous-amendement n° 784 du Gouvernement (seuil de l'obligation d'achat fixé à 12 mégawatts) à l'amendement n° 205 de la commission (obligation d'achat réservée aux petits producteurs) (p. 1714)

Son amendement n° 500 (conditions d'achat) : devenu sans objet (p. 1714)

Soutient l'amendement n° 541 de M. Jean Proriol (suppression du dernier alinéa de l'article relatif au décret en Conseil d'Etat) : rejeté (p. 1714)

Intervient sur l'amendement n° 206 de la commission (de précision) (p. 1714)

Soutient l'amendement n° 452 de M. Jean Proriol (cas des contrats en cours) : devenu sans objet (p. 1715)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)

Son amendement n° 532 (autorisations) : rejeté (p. 532)

Son intervention (p. 1716)

Son amendement n° 533 soutenu par M. Franck Borotra (puissance maximale des centrales hydroélectriques) : rejeté (p. 1717)

Article 13 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité (GRT))

Intervient sur l'amendement n° 409 de M. Claude Birraux (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 1734)

Intervient sur l'amendement n° 455 de M. Jean Proriol (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 1734)

Son amendement n° 501 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) : rejeté (p. 1734)

Intervient sur l'amendement n° 501 de M. François Goulard (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 1734)

Intervient sur l'amendement n° 456 de M. Jean Proriol (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 1734)

Son sous-amendement n° 730 soutenu par M. François Goulard (avis de la Commission de régulation de l'électricité pour la nomination du directeur) à l'amendement n° 216 de la commission (modalités de nomination et de révocation du directeur du gestionnaire du réseau public de transport) : rejeté (p. 1736)

Soutient le sous-amendement n° 730 de M. François Goulard (avis de la Commission de régulation de l'électricité pour la nomination du directeur) à l'amendement n° 216 de la commission : rejeté (p. 1736)

Soutient l'amendement n° 457 de M. Jean Proriol (conditions de nomination du directeur) : rejeté (p. 1736)

Soutient l'amendement n° 458 de M. Jean Proriol (suppression du dernier alinéa de l'article relatif au budget autonome et à la communication du budget et des comptes à la Commission de régulation) : rejeté (p. 1737)

Soutient l'amendement n° 459 de M. Jean Proriol (transformation, à l'issue d'une période transitoire de cinq ans, du gestionnaire du réseau public de transport en établissement public) : rejeté (p. 1738)

Article 14 (missions du gestionnaire du réseau public de transport)

Intervient sur l'amendement n° 385 de la commission des finances (périmètre d'intervention du gestionnaire du réseau public) (p. 1738)

Reprend l'amendement n° 757 de M. Jean-Yves Le Déaut (qualité d'opérateur de télécommunications accordée au gestionnaire du réseau) : rejeté (p. 1739)

Article 15 (modalités d'action du gestionnaire du réseau public de transport)

Son intervention (p. 1740)

Son amendement n° 502 (conclusion des contrats d'achat avec les seuls producteurs) : rejeté (p. 1743)

Article 16 (sanction du gestionnaire du réseau public de transport en cas de transmission d'informations confidentielles)

Son intervention (p. 1744)

Son amendement n° 503 (de suppression) : rejeté (p. 1745)

Article 17 (rôle des collectivités territoriales en matière de distribution d'électricité)

Son amendement n° 504 (de suppression partielle) : rejeté (p. 1750)

Article 18 (gestion des réseaux publics de distribution d'électricité)

Son amendement n° 505 (de suppression) : rejeté (p. 1750)

Article 20 (sanction des gestionnaires des réseaux publics de distribution en cas de transmission d'informations confidentielles)

Son amendement n° 506 (de suppression) : rejeté (p. 1752)

Article 21 (mesures de sauvegarde)

Son intervention (p. 1753)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Son intervention (p. 1754)

Son amendement n° 507 (de suppression partielle) : rejeté (p. 1755)

Son amendement n° 529 (détermination du site de consommation annuelle) : retiré (p. 1756)

Soutient l'amendement n° 460 de M. Jean Proriol (de cohérence) : rejeté (p. 1757)

Soutient l'amendement n° 461 de M. Jean Proriol (contrat de vente conclu par un client éligible de ses excédents conjoncturels achetés ou autoproduits) : rejeté (p. 1759)

Intervient sur l'amendement n° 626 de M. Claude Billard (durée du cadre contractuel) (p. 1760)

Intervient sur le sous-amendement n° 747 de la commission (durée de trois ans) à l'amendement n° 626 de M. Claude Billard (p. 1760)

Son amendement n° 508 (encadrement des achats complémentaires) : devenu sans objet (p. 1762)

Soutient l'amendement n° 669 de M. Michel Meylan (rédactionnel) : rejeté (p. 1762)

Après l'article 12

Soutient l'amendement n° 535 précédemment réservé de M. François d'Aubert (approvisionnement auprès d'un fournisseur de l'Union européenne) : rejeté (p. 1763)

Article 23 (droit d'accès au réseau)

Son intervention (p. 1763)

Son amendement n° 509 corrigé (de suppression partielle) : rejeté (p. 1764)

Article 24 (lignes directes)

Son intervention (p. 1766)

Son amendement n° 510 (élargissement des critères d'autorisation) : rejeté (p. 1767)

Article 25 (règles comptables applicables à l'EDF, aux distributeurs non nationalisés et à la Compagnie nationale du Rhône)

Son amendement n° 511 : non soutenu (p. 1769)

Son sous-amendement n° 581 soutenu par M. Franck Borotra (distinction comptable entre les consommateurs éligibles et les consommateurs non éligibles) à l'amendement n° 260 de la commission (de précision) (p. 1769) : rejeté (p. 1770)

Article 27 (droit d'accès à la comptabilité et aux informations financières)

Son amendement n° 512 (non accès des ministres aux informations d'ordre comptable) : rejeté (p. 1771)

Après l'article 27

Soutient l'amendement n° 464 de M. Jean Proriol (établissement d'un code de déontologie par les entreprises commercialisant de l'électricité en France) : retiré (p. 1772)

Avant l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 387 de la commission des finances (rôle et compétences de la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1774)

Article 28 (composition et statut de la Commission de régulation de l'électricité (CRE))

Son intervention (p. 1776)

Son amendement n° 513 (composition de la commission) : rejeté (p. 1777)

Son amendement n° 514 (qualité de la commission) : retiré (p. 1779)

Article 29 (commissaire du Gouvernement auprès de la CRE)

Son amendement n° 515 (de suppression) : rejeté (p. 1779)

Article 31 (concertation de la CRE sur les projets de règlement)

Soutient l'amendement n° 540 de M. François d'Aubert (rédactionnel) : retiré (p. 1780)

Article 32 (relations avec les assemblées et rapport annuel d'activité)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Michel Bouvard (avis obligatoire des différents acteurs du secteur de l'électricité) (p. 1784)

Intervient sur l'amendement n° 419 de M. Claude Birraux (avis obligatoire des différents acteurs du secteur de l'électricité) (p. 1784)

Soutient l'amendement n° 670 de M. Michel Meylan (avis obligatoire des différents acteurs du secteur de l'électricité) : rejeté (p. 1784)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Michel Bouvard (de précision) (p. 1784)

Soutient l'amendement n° 671 de M. Michel Meylan (de précision) : rejeté (p. 1784)

Article 33 (pouvoirs d'enquête)

Son intervention (p. 1785)

Son amendement n° 516 (enquêtes par la commission et non par le ministère chargé de l'énergie) : retiré (p. 1785)

Son amendement n° 517 (de suppression partielle) : rejeté (p. 1786)

Article 35 (pouvoir réglementaire de la CRE)

Son amendement n° 518 (de suppression partielle) : rejeté (p. 1789)

Article 38 (pouvoir de sanction de la CRE)

Son amendement n° 530 : non soutenu (p. 1792)

Article 39 (pouvoirs de sanction du ministre)

Son intervention (p. 1793)

Son amendement n° 519 (de suppression) : rejeté (p. 1793)

Soutient l'amendement n° 536 de M. François d'Aubert (de suppression) : rejeté (p. 1793)

Article 41 (recherche et constatation des infractions à la loi)

Reprend l'amendement n° 395 de la commission des finances (constatation des infractions pénales par les agents de la commission) : rejeté (p. 1795)

Article 42 (aménagement du principe de spécialité d'EDF)

Son intervention (p. 1796)

Son sous-amendement n° 586 (de suppression partielle) à l'amendement n° 305 de la commission (missions d'EDF) : rejeté (p. 1801)

Son sous-amendement n° 585 (de suppression partielle) à l'amendement n° 305 de la commission : rejeté (p. 1801)

Son sous-amendement n° 584 (de suppression partielle) à l'amendement n° 305 de la commission : rejeté (p. 1801)

Son amendement n° 520 (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Son amendement n° 521 (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Son amendement n° 522 (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Avant l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 423 de M. Claude Birraux (statut du personnel des unités de production et de distribution) (p. 1803)

Soutient l'amendement n° 534 de M. François d'Aubert (statut du personnel des unités de production et de distribution) : rejeté (p. 1803)

Article 43 (articles L. 713-1 et L. 713-2 du code du travail - développement de la négociation collective de branche)

Son intervention (p. 1803)

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Franck Borotra (de suppression) (p. 1806)

Intervient sur l'amendement n° 424 de M. Claude Birraux (de suppression) (p. 1806)

Soutient l'amendement n° 473 de M. Jean Proriol (de suppression) : rejeté (p. 1806)

Son amendement n° 523 (de suppression) : rejeté (p. 1806)

Article 44 (transparence comptable en matière de protection sociale)

Son amendement n° 524 : non soutenu (p. 1807)

Article 46 (coûts échoués)

Son amendement n° 525 : non soutenu (p. 1809)

Son amendement n° 476 (définition précise des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Son amendement n° 526 (définition précise des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Article 47 (révision des contrats entre EDF ou un distributeur non nationalisé et un client éligible)

Son sous-amendement n° 731 à l'amendement n° 316 de la commission (délai pour dénoncer le contrat porté à deux ans) : non soutenu (p. 1811)

Son amendement n° 527 (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1811)

Son amendement n° 528 (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1811)

Article 48 (révision des contrats entre EDF et les producteurs d'électricité)

Son sous-amendement n° 732 à l'amendement n° 318 de la commission (révision des contrats conclus entre EDF et les producteurs avant l'entrée en vigueur de la loi) : non soutenu (p. 1813)

Son sous-amendement n° 733 à l'amendement n° 318 de la commission : non soutenu (p. 1814)

Son sous-amendement n° 734 à l'amendement n° 318 de la commission : non soutenu (p. 1814)

Explications de vote et vote [2 mars 1999] (p. 1864)

Ses explications de vote (p. 1868)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 1868)

Déclaration du Gouvernement n° 1397 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur l'avenir du secteur bancaire et financier

[17 février 1999] (p. 1511)

Son intervention (p. 1536)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 1537)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 1537)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 1537)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Son intervention (p. 2007)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats : chambres consulaires (p. 2008)

Elections et référendums : représentation proportionnelle (p. 2008)

Parlement : parlementaires : cumul des mandats (p. 2007, 2008)

Parlement : Sénat (p. 2007 à 2009)

Discussion des articles [3 mars 1999] (p. 2018) ; [4 mars 1999] (p. 2067)

Article 2 (interdiction du cumul d'un mandat de parlementaire avec une fonction exécutive locale ou plus d'un mandat local)

Son sous-amendement n° 47 (cumul avec le mandat de maire) à l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 2022)

Son sous-amendement n° 48 (cumul avec le mandat de maire d'une commune de moins de 100 000 habitants) à l'amendement n° 11 de la commission : rejeté (p. 2023)

Son sous-amendement n° 49 (cumul avec la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre de moins de 20 000 habitants) à l'amendement n° 11 de la commission : rejeté (p. 2023)

Son sous-amendement n° 50 (non prise en compte dans les mandats de celui de maire d'une commune de moins de 3 500 habitants) à l'amendement n° 11 de la commission : rejeté (p. 2023)

Après l'article 2

Son amendement n° 37 (incompatibilité du mandat de député avec un emploi relevant de la catégorie A de la fonction publique) : rejeté (p. 2024)

Article 2 quinquies supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec la fonction de membre du bureau d'une chambre consulaire ou d'une chambre d'agriculture)

Son sous-amendement n° 46 (incompatibilité limitée à la présidence d'une chambre consulaire) à l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 2027)

Article 4 (incompatibilité constituée pendant le mandat parlementaire)

Son sous-amendement n° 51 (possibilité de démissionner du mandat acquis en dernier lieu) à l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 2030)

Ses explications de vote (p. 2072)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 2072)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 1157 relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux (Elections et référendums 828) et du projet de loi n° 1158 relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et fonctions électives (Voir Elections et référendums 827)

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2073)

Article 1er A supprimé par le Sénat (conditions de l'éligibilité)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Hervé Morin (éligibilité entre 23 ans et moins de 72 ans révolus) (p. 2076)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement de l'article - éligibilité à 18 ans) (p. 2076)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Philippe Vuilque (rétablissement de l'article - éligibilité à 18 ans) (p. 2076)

Article 1er (limitation du cumul des mandats électoraux)

Son sous-amendement n° 82 (non prise en compte du mandat de conseiller municipal d'une commune de moins de 3 500 habitants) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 2077)

Son sous-amendement n° 83 (à défaut d'option, libre choix du mandat dont démissionne l'élu en situation de cumul) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 2077)

Article 2 bis supprimé par le Sénat (incompatibilité entre les mandats locaux et la fonction de membre du bureau d'un organisme consulaire)

Son sous-amendement n° 90 (incompatibilité limitée aux chambres d'agriculture) à l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2079)

Son sous-amendement n° 91 (incompatibilité limitée aux chambres de commerce et des métiers) à l'amendement n° 20 de la commission : rejeté (p. 2079)

Article 3 sexies supprimé par le Sénat (revalorisation des indemnités des maires)

Intervient sur l'amendement n° 29 rectifié de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2088)

Article 4 (incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil général)

Son sous-amendement n° 84 (libre choix du mandat dont démissionne l'élu en situation de cumul) à l'amendement n° 30 rectifié de la commission

(rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 2088)

Article 5 (incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil régional)

Son sous-amendement n° 85 (de coordination) à l'amendement n° 32 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 2089)

Article 8 (incompatibilité entre les mandats électoraux et les fonctions électives)

Son sous-amendement n° 86 (de coordination) à l'amendement n° 34 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 2091)

Son sous-amendement n° 88 (suppression des incompatibilités relatives à des mandats locaux) à l'amendement n° 34 de la commission : rejeté (p. 2091)

Son sous-amendement n° 87 (suppression de l'incompatibilité avec le mandat de maire) à l'amendement n° 34 de la commission : rejeté (p. 2091)

Son sous-amendement n° 89 (de coordination) à l'amendement n° 34 de la commission : rejeté (p. 2091)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Pierre Albertini (suppression des droits à l'avancement et à la retraite des militaires pendant la durée de leur mandat) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires de l'Etat) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires des collectivités territoriales) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires des hôpitaux) (p. 2095)

Seconde délibération

Article 2 bis (incompatibilité entre les mandats locaux et la fonction de membre du bureau d'une chambre d'agriculture)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (extension aux chambres de commerce et de métiers) (p. 2103)

Ses explications de vote (p. 2103)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 2103)

Projet de loi n° 207 portant modification de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles

TROISIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 mars 1999] (p. 2146)

Son intervention (p. 2150)

Thèmes :

Arts et spectacles : entrepreneurs de spectacles (p. 2150)

Chômage : indemnisation : bénéficiaires : intermittents (p. 2150)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 2150)

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2603)

Son intervention (p. 2603)

Thèmes :

Secteur public : grève (p. 2604)

Secteur public : service minimum (p. 2603, 2604)

Transports : transports de voyageurs : grèves (p. 2604)

Transports urbains : RATP (p. 2604)

Travail : droit de grève (p. 2603, 2604)

Travail : négociations (p. 2603, 2604)

Projet de loi constitutionnelle n° 1462 insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 avril 1999] (p. 3295)

Son intervention (p. 3303)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : Cour pénale internationale (p. 3304)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 3303)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : compétences (p. 3304)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Etat (p. 3303)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : histoire (p. 3304)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3303)

Pays étrangers : Serbie : Kosovo : Cour pénale internationale (p. 3303)

Projet de loi n° 998 relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3318)

Son intervention (p. 3328)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives aux poursuites (p. 3329)

Droit pénal : composition pénale (p. 3329)

Droit pénal : délinquance et criminalité : croissance (p. 3328)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 3328, 3329)

Droit pénal : médiation pénale (p. 3329)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 3328)

Justice : juge unique : procédure pénale (p. 3329)

Discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3332)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 43 de M. Claude Goasguen (acceptation pénale substituée à la composition pénale) : rejeté (p. 3332)

Article 1er (articles 41-2 et 41-3 du code de procédure pénale - composition pénale)

Soutient l'amendement n° 44 de M. Claude Goasguen (composition pénale proposée directement par le procureur) : rejeté (p. 3334)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3706)

Son intervention (p. 3722)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités :
couverture complémentaire (p. 3722)

Assurance maladie maternité : généralités :
couverture maladie universelle (CMU) (p. 3722)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 3722, 3723)

Sécurité sociale : protection sociale : réforme
(p. 3722)

Discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Son intervention (p. 3834)

Article 27 (habilitation des caisses d'assurance maladie à la mise en place d'un fichier informatisé de données nominatives)

Son amendement n° 253 soutenu par M. Denis Jacquat (de suppression) : rejeté (p. 3891)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Son amendement n° 256 soutenu par M. Denis Jacquat (de suppression) : rejeté (p. 3988)

Après l'article 37

Son amendement n° 257 soutenu par M. Denis Jacquat (décret assurant l'égalité entre les différents intervenants de la protection sociale complémentaire) : rejeté (p. 4007)

Avant l'article 38

Son amendement n° 258 soutenu par M. Denis Jacquat (suppression du coût de recouvrement de certaines perceptions) : rejeté (p. 4024)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5862)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 5870) : rejetée (p. 5873)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités :
cotisations : recouvrement (p. 5871)

Assurance maladie maternité : généralités :
couverture complémentaire (p. 5870)

Assurance maladie maternité : généralités :
couverture maladie universelle (CMU) : concurrence
(p. 5871)

Assurance maladie maternité : généralités :
couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil
(p. 5871)

Santé : accès aux soins (p. 5871)

Sécurité sociale : carte Sésam-Vitale (p. 5872)

Discussion des articles [16 juin 1999] (p. 5999)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Jean-Luc Prél (création d'un ordre des infirmières et des infirmiers) (p. 6009)

Article 34 bis (vérification de compétences des aides opératoires)

Intervient sur l'amendement n° 244 du Gouvernement (titularisation après examen de certaines catégories d'aides-soignants) (p. 6012)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6665, 6703)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 6674)

Soutient la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 6680) : rejetée (p. 6685)

Son intervention (p. 6705)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 6680)

Assurance maladie maternité : généralités :
couverture maladie universelle (CMU) : concurrence
(p. 6675, 6683)

Assurance maladie maternité : généralités :
couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil
(p. 6681, 6682)

Assurance maladie maternité : généralités :
mutuelles (p. 6675, 6683)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 6682)

Politique sociale : aide médicale gratuite (p. 6681)

Professions de santé : assistants : statuts (p. 6705)

Santé : accès aux soins : égalité sociale (p. 6674, 6680, 6681)

Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance
maladie (p. 6684)

Sécurité sociale : cotisations : recouvrement (p. 6705)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 6682)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6709)

Son amendement n° 8 (création d'une allocation personnalisée à la santé) : rejeté (p. 6723)

Son amendement n° 7 (Français de l'étranger) : rejeté (p. 6724)

Son amendement n° 14 (caisse des Français de l'étranger) : rejeté (p. 6724)

Son amendement n° 13 (régime agricole) : rejeté (p. 6724)

Son amendement n° 18 (modalités d'application du droit à l'accès aux soins) : rejeté (p. 6724)

Son amendement n° 22 (cotisation proportionnelle des travailleurs indépendants) : rejeté (p. 6724)

Son amendement n° 32 (forfait hospitalier) : rejeté (p. 6725)

Son amendement n° 35 (ressources du Fonds de solidarité vieillesse) : rejeté (p. 6725)

Son amendement n° 38 (ressources du Fonds national des prestations familiales) : rejeté (p. 6725)

Son amendement n° 70 (ressources des assurances maladie, maternité, invalidité et décès) : rejeté (p. 6725)

Son amendement n° 78 soutenu par M. Bernard Accoyer (recouvrement des cotisations ; huissier de justice) (p. 6726) : rejeté (p. 6727)

Son amendement n° 41 ("allocation personnalisée à la santé") : rejeté (p. 6727)

Son amendement n° 44 (montant de l'allocation personnalisée à la santé) : rejeté (p. 6727)

Son amendement n° 49 (droit à l'allocation personnalisée à la santé pour les RMIstes) : rejeté (p. 6727)

Son amendement n° 54 soutenu par M. Bernard Accoyer (détermination du panier de soins) (p. 6728) : rejeté (p. 6729)

Son amendement n° 58 (choix de l'organisme servant les prestations) : rejeté (p. 6729)

Son amendement n° 87 (contribution du bénéficiaire) : rejeté (p. 6730)

Son amendement n° 67 (contrôle de la déclaration de ressources du demandeur) : rejeté (p. 6730)

Son amendement n° 88 (pénalités) : rejeté (p. 6730)

Son amendement n° 92 (obligation de négociations annuelles) : rejeté (p. 6730)

Son amendement n° 95 (accords collectifs et régime de prévoyance maladie) (p. 6731)

Son amendement n° 98 (maintien du taux de la taxe au profit du Fonds de solidarité vieillesse) : rejeté (p. 6731)

Son amendement n° 25 (tarif des médecins conventionnés) : rejeté (p. 6731)

Son amendement n° 119 (dépenses du Fonds) : rejeté (p. 6732)

Son amendement n° 117 (assurances complémentaires régies par le code rural) : rejeté (p. 6732)

Son amendement n° 115 (crédit d'impôts pour les entreprises redevables de la taxe sur les conventions d'assurance) : rejeté (p. 6732)

Son amendement n° 122 (contribution due par les organismes de la protection complémentaire) : rejeté (p. 6732)

Son amendement n° 112 (défiscalisation de la contribution) : rejeté (p. 6733)

Son amendement n° 130 (rapport au Parlement) : rejeté (p. 6733)

Son amendement n° 131 (soins palliatifs) : rejeté (p. 6733)

Son amendement n° 134 (définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie) : rejeté (p. 6733)

Son amendement n° 135 (informations nécessaires aux interventions urgentes) : rejeté (p. 6734)

Son amendement n° 142 (secret des informations portées sur la carte) : rejeté (p. 6734)

Son amendement n° 144 (informations nécessaires aux interventions urgentes) : rejeté (p. 6734)

Son amendement n° 145 (vérification des connaissances des aides opératoires) : rejeté (p. 6734)

Son amendement n° 150 (litiges en cours) : rejeté (p. 6734)

Son amendement n° 152 (évaluation des établissements de santé) : rejeté (p. 6736)

Son amendement n° 156 (objectifs du schéma d'organisation sanitaire) : rejeté (p. 6736)

Son amendement n° 157 (bassins de santé) : rejeté (p. 6736)

Son amendement n° 161 (transfert de cliniques privées) : rejeté (p. 6736)

Son amendement n° 163 (participation des pharmacies hospitalières) : rejeté (p. 6736)

Son amendement n° 166 (établissements publics de santé interhospitaliers) : rejeté (p. 6736)

Son amendement n° 170 (tarification à la pathologie) : rejeté (p. 6737)

Son amendement n° 173 (formation médicale conventionnelle) : rejeté (p. 6737)

Son amendement n° 177 (pharmaciens titulaires de diplômes extra-européens) : rejeté (p. 6737)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6059)

Son intervention (p. 6070)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 6084)

Thèmes :

Sports : associations et clubs : bourses de valeurs (p. 6071)

Sports : associations et clubs : subventions (p. 6072)

Sports : politique du sport : concurrence (p. 6071)

Discussion des articles [18 juin 1999] (p. 6212)

Article 1er (sociétés sportives commerciales)

Son amendement n° 47 soutenu par M. Gilbert Gantier (participation de la société à des compétitions) (p. 6214)

Son amendement n° 48 : devenu sans objet (p. 6213)

Son amendement n° 45 soutenu par M. Gilbert Gantier (relations entre l'association sportive et la société commerciale) : rejeté (p. 6214)

Son amendement n° 46 soutenu par M. Gilbert Gantier (entrée en vigueur de la convention) : rejeté (p. 6214)

Article 2 (mise en conformité des régimes juridiques des associations sportives)

Son amendement n° 49 soutenu par M. Édouard Landrain (de suppression) : rejeté (p. 6215)

Article 4 (rétablissement des subventions publiques)

Son amendement n° 50 (de suppression) : rejeté (p. 6218)

Après l'article 6

Son amendement n° 51 soutenu par M. Gilbert Gantier (taux de TVA applicable) (p. 6222) : retiré (p. 6223)

Article 7 (contrat d'engagement consécutif à une formation sportive)

Son amendement n° 52 (de suppression) : rejeté (p. 6223)

Proposition de résolution n° 1584 tendant à modifier les articles 50, 91 et 108 du règlement de l'Assemblée nationale

Avant la discussion des articles [29 juin 1999] (p. 6574)

Son intervention (p. 6579)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements (p. 6579, 6580)

Assemblée nationale : députés : liberté d'expression (p. 6580)

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 6579, 6580)

Assemblée nationale : ordre du jour : propositions de loi (p. 6579)

Assemblée nationale : questions orales (p. 6579)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 6580)

Parlement : prérogatives (p. 6579)

Ses explications de vote (p. 6585)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 6586)

Projet de loi n° 677 portant réforme du code de justice militaire

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [30 juin 1999] (p. 6782)

Son intervention (p. 6784)

Thèmes :

Défense : armée : droits de la défense (p. 6784)

Défense : secret défense (p. 6784)

Justice : justice militaire : juge d'instruction (p. 6784)

Alain GOURIOU

*Côtes-d'Armor (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 octobre 1997] (p. 6118)

Article 15 (notification préalable des départs à la retraite)

Son amendement n° 559 soutenu par M. François Patriat (délai de deux ans pour informer le préfet de l'intention de cesser l'exploitation agricole) : adopté (p. 6128)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE****Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7025, 7053)**

Son intervention (p. 7056)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : recherche industrielle : délocalisations (p. 7057)

Télécommunications : France Télécom : recherche industrielle (p. 7056)

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS**Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)**

Son intervention (p. 8888)

Thèmes avant la procédure des questions :

Entreprises (p. 8889)

Recherche (p. 8889)

Télécommunications : France Télécom (p. 8889)

Procédure des questions :

Télécommunications : France Télécom : taxe professionnelle (p. 8897)

Gérard GOUZES

*Lot-et-Garonne (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des

conseils régionaux [J.O. du 29 octobre 1998] (p. 16375)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 octobre 1998] (p. 16375)

Rapporteur du projet de loi relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale (n° 1155) [2 décembre 1998]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux polices municipales [J.O. du 5 mars 1999] (p. 3342)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale [J.O. du 20 mai 1999] (p. 7464)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale [J.O. du 5 juin 1999] (p. 8318)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1235 modifiant la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé [1^{er} décembre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1155) relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

Tome I : exposé général - audition - examen des articles

Tome II : tableau comparatif - amendements non adoptés par la commission - annexes [28 janvier 1999] (n° 1356)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale [22 juin 1999] (n° 1724)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Agroalimentaire. Tabacs manufacturés. Seïta, emploi et activité [20 janvier 1999] (p. 126)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Répond au rappel au règlement de M. Marc-Philippe Daubresse : [9 février 1999] (p. 1112)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1998] (p. 6078)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Intervient sur l'amendement n° 321 de M. Christian Jacob (notion de carte professionnelle) (p. 6086)

Intervient sur l'amendement n° 322 de M. François Guillaume (suppression des données relatives à la consistance de l'exploitation) (p. 6090)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Christian Jacob (inscription au registre des métiers) (p. 6093)

Intervient sur l'amendement n° 729 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (inscription au registre des métiers) (p. 6093)

Intervient sur l'amendement n° 752 de M. Jacques Barrot (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 838 de M. Félix Leyzour (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. François Lamy (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Christian Estrosi (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Pierre Micaux (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. Yves Nicolin (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 501 de M. Gérard Voisin (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 656 de M. Jean Proriol (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9459)

Son intervention (p. 9473)

Thèmes :

Constitution : article 88-1 (p. 9473)

Constitution : article 88-4 (p. 9474)

Etat : souveraineté (p. 9473, 9474)

Parlement : rôle : Union européenne (p. 9474)

Union européenne : Parlement européen (p. 9473)

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jacques Myard (caractère inaliénable de la souveraineté nationale et appartenance exclusive de celle-ci au peuple) (p. 9542)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Michel (création d'une septième commission permanente dans chacune des chambres du parlement) (p. 9548)

Article unique (modification de l'article 88-2 de la Constitution)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. René André (loi pour passer à la majorité qualifiée) (p. 9569)

Explications de vote et vote [1er décembre 1998] (p. 9760)

Ses explications de vote (p. 9763)

Vote pour du groupe socialiste (p. 9764)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 1999] (p. 749)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 373 : non soutenu (p. 828)

Son amendement n° 681 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (seuils de population) : rejeté (p. 836)

Son amendement n° 372 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (seuils de population) : rejeté (p. 836)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 954)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 1002)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 1002, 1003)
 Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 955, 1002)
 Collectivités territoriales : libre administration : coopération intercommunale (p. 957, 1003)
 Communes (p. 955)
 Coopération intercommunale (p. 955 à 957)
 Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 955, 956)
 Coopération intercommunale : communautés de communes (p. 956, 1002)
 Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 957)
 Impôts locaux : taux : liberté (p. 956)
 Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 956)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (introduction de la notion de solidarité entre les communes constituant la communauté) : adopté (p. 1022)

Article L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales : le conseil de la communauté d'agglomération

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (terme de notification substitué à celui de publication pour l'arrêté fixant le périmètre de la communauté) : adopté (p. 1026)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1027)

Soutient l'amendement n° 58 rectifié de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1027)

Soutient l'amendement n° 59 rectifié de la commission (à défaut d'accord entre les communes, attribution d'un siège à chaque commune et répartition des sièges restants à la proportionnelle) : retiré (p. 1031)

Son amendement n° 595 (attribution d'un siège à chaque commune, aucune d'entre elles ne pouvant détenir plus de la moitié des sièges) : adopté (p. 1031)

Article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des communautés d'agglomération

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1032)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1032)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (élargissement à la politique de l'environnement de la compétence optionnelle relative à la collecte et au traitement des déchets) : adopté (p. 1034)

Soutient l'amendement n° 63 deuxième correction de la commission (efficacité énergétique et maîtrise des consommations d'énergie ajoutées à la liste des compétences optionnelles) : adopté (p. 1035)

Soutient l'amendement n° 506 précédemment réservé de la commission (exercice d'au moins trois des cinq compétences optionnelles) : adopté (p. 1035)

Soutient l'amendement n° 507 de la commission (interdiction faite aux communes de contracter avec le département lorsque celui-ci a conclu une convention avec la communauté transférant à cette dernière tout ou partie des compétences du département en matière d'aide sociale) : retiré (p. 1037)

Articles L. 5216-6 et 5216-7 du code général des collectivités territoriales : superposition et interférence des périmètres entre les établissements publics de coopération intercommunale existants et la communauté d'agglomération

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1039)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (de cohérence rédactionnelle) : adopté (p. 1039)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1039)

Article 5216-9 du code général des collectivités territoriales : dissolution de la communauté d'agglomération

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (renforcement des majorités requises pour la dissolution) : adopté (p. 1041)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 69 deuxième rectification de la commission (extension du périmètre des communautés d'agglomération par une procédure dérogatoire) : réservé (p. 1142)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (de cohérence rédactionnelle) : adopté (p. 1098)

Article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales

Soutient l'amendement n° 72 rectifié de la commission (extension de la compétence de la communauté aux réseaux d'équipements et d'établissements culturels, socio-culturels, socio-éducatifs et sportifs) : adopté (p. 1100)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1100)

Soutient l'amendement n° 75 de la commission (de coordination) : rejeté (p. 1100)

Soutient l'amendement n° 146 de Mme Marie-Hélène Aubert (de coordination) : rejeté (p. 1100)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (participation de la communauté urbaine à l'élaboration, à la signature et à l'exécution du contrat de plan) : adopté (p. 1101)

Article 4 (article L. 5215-20 bis du code général des collectivités territoriales - cas des communautés urbaines existantes)

Soutient l'amendement n° 78 de la commission (de précision) : adopté (p. 1108)

Soutient l'amendement n° 81 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 1109)

Soutient l'amendement n° 314 de M. Alain Cacheux (de conséquence) : adopté (p. 1109)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 82 de la commission (extension du périmètre des communautés urbaines par une procédure dérogatoire) : adopté (p. 1111)

Article 5 (articles L. 5215-21, L. 5215-22 et L. 5215-23 du code général des collectivités territoriales - superposition et interférence entre les établissements publics de coopération intercommunale existants et la communauté urbaine)

Soutient l'amendement n° 83 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1111)

Soutient l'amendement n° 84 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1112)

Soutient l'amendement n° 85 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1112)

Soutient l'amendement n° 86 rectifié de la commission (de précision) : adopté après deuxième rectification (p. 1112)

Article 8 (article L. 5215-10 du code général des collectivités territoriales - élection des délégués du conseil de la communauté urbaine)

Répond au rappel au règlement de M. Marc-Philippe Daubresse (cf. supra) [9 février 1999] (p. 1112)

Après l'article 8

Soutient l'amendement n° 92 de la commission (renforcement des majorités requises pour la dissolution) : adopté (p. 1120)

Article 10 (article L. 5214-7 du code général des collectivités territoriales - nombre et répartition des

sièges au sein du conseil de la communauté de communes)

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1122)

Soutient l'amendement n° 94 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1123)

Soutient l'amendement n° 95 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 1123)

Son amendement n° 603 (de coordination) : adopté (p. 1124)

Article 8 précédemment réservé (article L. 5215-10 du code général des collectivités territoriales - élection des délégués du conseil de la communauté urbaine)

Son amendement n° 609 (nouvelle rédaction de l'article organisant la désignation lors des élections municipales des délégués des communes de plus de 3 500 habitants au conseil des communautés urbaines) : adopté (p. 1129)

Article 7 précédemment réservé (articles L. 5215-6 et L. 5215-7 du code général des collectivités territoriales - nomination des délégués au sein du conseil de la communauté urbaine)

Soutient l'amendement n° 88 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 1130)

Soutient l'amendement n° 91 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 1131)

Après l'article 10

Soutient l'amendement n° 597 de la commission (conditions d'exercice du mandat de membre du conseil des communautés de communes) : adopté (p. 1131)

Article 11 (article L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales - compétences des communautés de communes)

Soutient l'amendement n° 97 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1131)

Son sous-amendement oral (création d'une sixième compétence relative au traitement des déchets) à l'amendement n° 515 de M. Jean-Pierre Balligand (majorations de DGF pour les communautés de communes à taxe professionnelle unique et exerçant quatre des cinq compétences énumérées par l'amendement) : retiré (p. 1137)

Son sous-amendement oral (exercice de cinq des six compétences énumérées par l'amendement) à l'amendement n° 515 de M. Jean-Pierre Balligand : retiré (p. 1137)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 98 de la commission (de précision) : adopté (p. 1138)

Article 12 (article L. 5214-28 du code général des collectivités territoriales - dissolution de la communauté de communes)

Soutient l'amendement n° 99 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1138)

Soutient l'amendement n° 100 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1138)

Après l'article 13

Soutient l'amendement n° 101 de la commission (retrait d'un syndicat de communes d'une commune adhérait à une communauté de communes) : adopté (p. 1139)

Après l'article 14

Soutient l'amendement n° 102 de la commission (retrait d'un syndicat mixte d'une commune adhérait à une communauté de communes) : adopté (p. 1140)

Soutient l'amendement n° 103 de la commission (répartition des sièges au sein du comité syndical d'un syndicat mixte dit "ouvert" interdisant à un membre de détenir la majorité) : adopté (p. 1141)

Article 15 (articles L. 5212-33, L. 5721-7 et L. 5811-1 du code général des collectivités territoriales - dissolution des syndicats)

Soutient l'amendement n° 104 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1141)

Article 16 (articles L. 5721-4 et L. 5722-1 du code général des collectivités territoriales - règles applicables aux syndicats mixtes "ouverts" en matière budgétaire)

Soutient l'amendement n° 105 de la commission (de précision) : adopté (p. 1141)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 69 troisième rectification précédemment réservé de la commission (extension du périmètre des communautés d'agglomération par une procédure dérogatoire) : adopté (p. 1142)

Article 20 (articles L. 5211-1 à 5211-4 du code général des collectivités territoriales - règles générales)

Soutient l'amendement n° 106 de la commission (de coordination rédactionnelle) : adopté (p. 1143)

Article 21 (article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales - création des établissements publics de coopération intercommunale - fixation du périmètre)

Soutient l'amendement n° 107 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1149)

Soutient l'amendement n° 108 de la commission (de coordination rédactionnelle) : adopté (p. 1149)

Soutient l'amendement n° 109 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1149)

Article 22 (articles L. 5211-6 à L. 5211-11 et L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales - organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale)

Soutient l'amendement n° 110 de la commission (de précision) : adopté (p. 1170)

Soutient l'amendement n° 112 de la commission (bénéfice de l'âge pour le candidat-délégué le plus jeune en cas d'égalité de suffrages) : adopté (p. 1175)

Soutient l'amendement n° 113 de la commission (possibilité d'être délégué dans plusieurs établissements publics de coopération intercommunale) : adopté (p. 1177)

Soutient l'amendement n° 114 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1177)

Soutient l'amendement n° 116 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1177)

Soutient l'amendement n° 117 de la commission (association du bureau des établissements publics de coopération intercommunale aux décisions les plus importantes prises par le président) : adopté (p. 1178)

Soutient l'amendement n° 118 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1178)

Soutient l'amendement n° 119 de la commission (de précision) : adopté (p. 1178)

Soutient l'amendement n° 120 de la commission (majorité des membres présents ou représentés de l'assemblée délibérante substituée à la majorité absolue pour le prononcé du huis-clos) : adopté (p. 1178)

Article 23 (articles L. 5211-12 à L. 5211-15 du code général des collectivités territoriales - conditions d'exercice des mandats des membres des conseils ou comités intercommunaux)

Intervient sur l'amendement n° 121 de la commission (prise en compte des indemnités versées aux membres d'établissements publics de coopération intercommunale dans le plafonnement à une fois et demie le montant de l'indemnité parlementaire) (p. 1181)

Soutient l'amendement n° 122 de la commission (suppression du remboursement automatique des frais de déplacement lorsque l'intéressé ne perçoit pas d'indemnité) : adopté (p. 1181)

Article 24 (articles L. 5211-16 à L. 5211-20 du code général des collectivités territoriales - modifications statutaires)

Soutient l'amendement n° 123 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1186)

Soutient l'amendement n° 124 de la commission (réduction du tiers au quart des conseils municipaux de la minorité de blocage interdisant le retrait d'une commune) : adopté (p. 1187)

Article 25 (articles L. 5211-26 et L. 5211-27 du code général des collectivités territoriales - dispositions financières)

Soutient l'amendement n° 125 corrigé de la commission (de précision) : adopté (p. 1187)

Article 26 (articles L. 5211-39 et L. 5211-40 du code général des collectivités territoriales - démocratisation et transparence)

Soutient l'amendement n° 127 de la commission (possibilité pour le président de l'établissement public

de coopération intercommunale d'être entendu à sa demande par le conseil municipal de chaque commune membre) : adopté après modifications (p. 1189)

Soutient l'amendement n° 128 de la commission (consultation des maires par le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre à la demande du tiers et non de la majorité des maires) : adopté (p. 1192)

Article 27 (article L. 5211-41 du code général des collectivités territoriales - transformation)

Soutient l'amendement n° 130 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1194)

Soutient l'amendement n° 131 de la commission (de coordination rédactionnelle) : adopté (p. 1194)

Soutient l'amendement n° 132 de la commission (de coordination rédactionnelle) : adopté (p. 1195)

Soutient l'amendement n° 133 de la commission (extension du périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale) : adopté (p. 1195)

Article 28 (article L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales - commission départementale de la coopération intercommunale)

Soutient l'amendement n° 134 de la commission (compétences de la commission) : adopté (p. 1197)

Article 30 (article L. 5211-56 du code général des collectivités territoriales - dispositions diverses)

Soutient l'amendement n° 150 de la commission (de correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1202)

Après l'article 32

Soutient l'amendement n° 612 de la commission (possibilité d'extension des compétences des syndicats d'agglomération nouvelle et des communautés d'agglomération nouvelle) : adopté (p. 1209)

Soutient l'amendement n° 614 de la commission (introduction d'une précision relative aux services publics attachés aux équipements gérés par les communes et adhésion de communes) : adopté (p. 1209)

Article 35 (transformation des districts en communautés d'agglomération ou en communautés urbaines)

Soutient l'amendement n° 509 de la commission (possibilité pour les districts d'acquérir, pendant la période transitoire, les compétences autorisant leur transformation en communautés d'agglomération ou en communautés urbaines) : adopté (p. 1211)

Article 36 (dispositions transitoires applicables aux districts)

Soutient l'amendement n° 152 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1211)

Soutient l'amendement n° 153 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 1213)

Article 38 (coordination et abrogation)

Soutient l'amendement n° 154 de la commission (de correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1213)

Article 39 (transformation des communautés de villes en communautés d'agglomération ou en communautés de communes)

Soutient l'amendement n° 155 de la commission (possibilité pour les communautés de villes, d'acquérir, pendant la période transitoire, les compétences autorisant leur transformation en communautés d'agglomération ou en communautés de communes) : réservé (p. 1237)

Soutient l'amendement n° 156 de la commission (suppression des conditions démographiques pour la transformation des communautés de villes en communautés d'agglomération) : réservé (p. 1237)

Après l'article 41

Son amendement n° 604 (suppression des conditions démographiques pour la transformation des districts et des communautés de villes en communautés d'agglomération) : adopté (p. 1217)

Soutient l'amendement n° 157 troisième rectification de la commission (transformation des syndicats et des communautés d'agglomération nouvelle en communautés d'agglomération) : adopté après modifications (p. 1220)

Soutient l'amendement n° 510 de la commission (possibilité d'extension du périmètre des syndicats et des communautés d'agglomération nouvelle lors de leur transformation en communautés d'agglomération) : adopté (p. 1220)

Avant l'article 33

Soutient l'amendement n° 151 précédemment réservé de la commission (de conséquence) : adopté (p. 1220)

Article 2 précédemment réservé (articles L. 5814-1, L. 2333-67, L. 5212-33 et L. 5341-2 du code général des collectivités territoriales - application aux communes des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle - dispositions diverses)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (conditions de majorité pour l'exercice par la communauté d'agglomération des compétences relatives aux bâtiments affectés aux cultes dont les ministres sont salariés par l'Etat) : adopté (p. 1221)

Soutient l'amendement n° 508 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1221)

Soutient l'amendement n° 564 de M. Jacques Guyard (de coordination) : adopté (p. 1221)

Article 43 (article L. 1412-1 et L. 1412-2 du code général des collectivités territoriales - gestion directe des services publics)

Soutient l'amendement n° 158 de la commission (exploitation en régie d'un service public industriel et commercial par un syndicat mixte) : adopté (p. 1222)

Soutient l'amendement n° 159 de la commission (exploitation en régie d'un service public administratif par un syndicat mixte) : adopté (p. 1222)

Article 44 (transfert de personnels)

Soutient l'amendement n° 511 de la commission (de précision) : adopté après rectification (p. 1222)

Après l'article 46

Soutient l'amendement n° 160 rectifié de la commission (interdiction de l'érection en commune séparée d'une portion de territoire d'une commune) : adopté (p. 1224)

Soutient l'amendement n° 162 de la commission (augmentation de l'effectif des conseils municipaux des communes associées) : adopté (p. 1226)

Soutient l'amendement n° 163 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 1226)

Soutient l'amendement n° 598 de la commission (élection du maire-délégué des communes associées et participation des électeurs des communes associées à l'élection du conseil municipal de la commune centre) : adopté (p. 1229)

Soutient l'amendement n° 161 de la commission (facturation de l'utilisation des équipements collectifs d'une collectivité locale) : adopté (p. 1231)

Soutient l'amendement n° 599 de M. Jean Codognès (actions en justice des contribuables des établissements publics de coopération intercommunale) : adopté (p. 1231)

Soutient l'amendement n° 512 de la commission (arrêté de création d'une communauté d'agglomération ou d'une communauté urbaine valant création d'un périmètre de transports urbains) : adopté (p. 1232)

Article 51 (article 1609 nonies C du code général des impôts - taxe professionnelle unique)

Soutient l'amendement n° 513 de la commission (maintien du régime de la taxe professionnelle unique pour les syndicats et les communautés d'agglomération nouvelle transformés en communautés d'agglomération) : adopté (p. 1318)

Soutient l'amendement n° 176 de la commission (suppression d'une précision inutile) : adopté (p. 1318)

Soutient l'amendement n° 177 de la commission (de coordination rédactionnelle) : adopté (p. 1321)

Soutient l'amendement n° 178 de la commission (perception de la taxe d'habitation et des taxes foncières par les communautés d'agglomération et les communautés urbaines à taxe professionnelle unique) : adopté (p. 1326)

Soutient l'amendement n° 179 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1326)

Intervient sur l'amendement n° 139 de la commission des finances (délai porté de un an à deux ans pour la prise de délibération modifiant la période de réduction des écarts de taux) (p. 1326)

Soutient l'amendement n° 180 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1326)

Soutient l'amendement n° 181 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 1327)

Soutient l'amendement n° 182 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1327)

Soutient l'amendement n° 183 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1327)

Soutient l'amendement n° 184 de la commission (commission chargée d'évaluer les transferts de charges composée de conseillers municipaux, chaque conseil municipal y disposant d'au moins un représentant) : adopté (p. 1327)

Soutient l'amendement n° 185 de la commission (président et vice-président de la commission chargée d'évaluer les transferts de charges) : adopté (p. 1327)

Soutient l'amendement n° 186 de la commission (de coordination rédactionnelle) : adopté (p. 1328)

Soutient l'amendement n° 187 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1328)

Soutient l'amendement n° 514 de la commission (attribution de compensation pour les communes des syndicats et des communautés d'agglomération nouvelle transformés en communautés d'agglomération) : adopté (p. 1328)

Soutient l'amendement n° 188 troisième rectification de la commission (de coordination rédactionnelle) : adopté (p. 1329)

Soutient l'amendement n° 190 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1330)

Soutient l'amendement n° 191 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1330)

Soutient l'amendement n° 192 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1331)

Soutient l'amendement n° 194 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1332)

Soutient l'amendement n° 195 de la commission (gel de la dotation de solidarité communautaire des établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique autres que les communautés urbaines après leur transformation s'ils ont opté pour la fiscalité additionnelle sur les ménages) : adopté (p. 1332)

Soutient l'amendement n° 196 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1332)

Soutient l'amendement n° 197 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1332)

Article 6 précédemment réservé (article L. 5215-32 du code général des collectivités territoriales - dispositions financières)

Soutient l'amendement n° 164 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1332)

Soutient l'amendement n° 165 de la commission (perception par les communautés urbaines des taxes correspondant aux compétences transférées et du versement transport) : adopté (p. 1332)

Article 47 précédemment réservé (article 1609 bis du code général des impôts - régime fiscal des communautés urbaines)

Soutient l'amendement n° 166 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1333)

Article 48 précédemment réservé (article 1609 ter A du code général des impôts - option des communautés urbaines existantes pour la taxe professionnelle unique)

Soutient l'amendement n° 167 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1334)

Soutient l'amendement n° 168 de la commission (taxe professionnelle unique de droit sauf majorités qualifiées contraires) : adopté (p. 1335)

Article 49 précédemment réservé (articles 1609 quinquies, 1609 quinquies A et 1609 quinquies B du code général des impôts - régime fiscal des districts)

Soutient l'amendement n° 170 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1335)

Soutient l'amendement n° 171 rectifié de la commission (taxe professionnelle unique de droit sauf majorités qualifiées contraires dans les districts comptant plus de 500 000 habitants) : adopté (p. 1336)

Article 50 précédemment réservé (article 1609 quinquies C du code général des impôts - régime fiscal des communautés de communes)

Intervient sur l'amendement n° 136 de la commission des finances (institution de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères) (p. 1338)

Intervient sur l'amendement n° 137 de la commission des finances (dotation de compensation attribuée aux communes au titre de la taxe professionnelle de zone) (p. 1340)

Soutient l'amendement n° 172 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1340)

Soutient l'amendement n° 173 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1340)

Soutient l'amendement n° 174 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1340)

Soutient l'amendement n° 175 de la commission (taxe professionnelle unique de droit sauf majorités qualifiées contraires dans les communautés de communes comptant plus de 500 000 habitants) : adopté (p. 1341)

Article 53 (article 1639 A ter du code général des impôts - passage du régime de taxe professionnelle de zone au régime de taxe professionnelle unique)

Soutient l'amendement n° 201 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1347)

Article 54 (articles 1411, 1518, 1609 quater, 1609 nonies D, 1636 B sexies, 1636 B nonies, 1638 quater, 1639 A ter et 1648 A du code général des impôts - coordination)

Soutient l'amendement n° 202 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1348)

Soutient l'amendement n° 203 de la commission (de conséquence) : adopté après rectification (p. 1349)

Article 55 (articles L. 5211-27, L. 3333-1 et L. 5722-6 du code général des collectivités territoriales - perception de la taxe de séjour)

Soutient l'amendement n° 204 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1349)

Soutient l'amendement n° 205 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1349)

Article 56 (article 1648 A du code général des impôts - fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 611 (de coordination) : adopté (p. 1358)

Soutient l'amendement n° 207 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 1358)

Article 52 précédemment réservé (article 1636 B decies du code général des impôts - déliaison des taux)

Soutient l'amendement n° 198 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1360)

Soutient l'amendement n° 199 de la commission (suppression de la limitation de l'augmentation du taux de la taxe professionnelle perçue par les établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique en cas de hausse de la fiscalité sur les ménages dans les communes membres) : adopté (p. 1360)

Soutient l'amendement n° 200 de la commission (prise en compte des taux de la fiscalité additionnelle sur les ménages des établissements publics de coopération intercommunale pour la détermination du taux maximum de la taxe professionnelle unique) : adopté (p. 1362)

Article 57 (article L. 2531-13 du code général des collectivités territoriales - fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France)

Son intervention (p. 1364)

Soutient l'amendement n° 208 de la commission (de correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1371)

Soutient l'amendement n° 209 corrigé de la commission (de correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1372)

Article 59 (articles 11 et 29 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 - dotation de solidarité des groupements)

Soutient l'amendement n° 210 de la commission (suppression du renvoi à des décrets en Conseil d'Etat pour la fixation et la répartition de la dotation de solidarité) : adopté (p. 1379)

Soutient l'amendement n° 212 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1380)

Soutient l'amendement n° 213 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1380)

Article 61 (article L. 1211-2 du code général des collectivités territoriales - composition du comité des finances locales)

Soutient l'amendement n° 214 de la commission (de correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1382)

Soutient l'amendement n° 215 de la commission (de correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1382)

Article 63 (article L. 2334-5 du code général des collectivités territoriales - effort fiscal des communes membres de groupements)

Soutient l'amendement n° 216 de la commission (de correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1382)

Soutient l'amendement n° 217 de la commission (de correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1382)

Soutient l'amendement n° 218 de la commission (de correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1382)

Soutient l'amendement n° 219 de la commission (de correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1382)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Article L. 5211-29 du code général des collectivités territoriales

Soutient l'amendement n° 220 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1387)

Soutient l'amendement n° 221 de la commission (de coordination) : retiré (p. 1387)

Soutient l'amendement n° 222 de la commission (définition d'une troisième catégorie de communautés de communes pour l'attribution et la répartition de la dotation d'intercommunalité) : retiré (p. 1387)

Soutient l'amendement n° 223 de la commission (indexation de la dotation des communautés d'agglomération au minimum sur l'évolution prévisionnelle des prix hors tabac) : adopté après rectification (p. 1388)

Article L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales

Soutient l'amendement n° 225 de la commission (fiscalité additionnelle des groupements à taxe professionnelle unique) : adopté (p. 1390)

Soutient l'amendement n° 226 de la commission (fiscalité additionnelle des groupements à taxe professionnelle unique) : adopté (p. 1391)

Article 67 (articles L. 5211-32, L. 5211-33, L. 5211-38 et L. 5211-39 du code général des collectivités territoriales - garantie de la dotation des groupements)

Intervient sur l'amendement n° 144 de la commission des finances (extension aux communautés d'agglomération de l'abattement de 50 % sur leur dotation au titre de l'année de leur création) (p. 1397)

Article 68 (article 1648 B du code général des impôts - dotation de développement rural)

Soutient l'amendement n° 228 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1400)

Soutient l'amendement n° 229 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1400)

Soutient l'amendement n° 230 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1400)

Soutient l'amendement n° 231 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1400)

Soutient l'amendement n° 232 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1400)

Après l'article 68

Soutient l'amendement n° 233 de la commission (période d'harmonisation portée de cinq à douze ans) : adopté (p. 1400)

Titre

Soutient l'amendement n° 234 de la commission (projet de loi relatif au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale) : adopté (p. 1401)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [29 juin 1999] (p. 6587)

Son intervention (p. 6587)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 6589)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : coopération intercommunale (p. 6588)

Collectivités territoriales : libre administration : coopération intercommunale (p. 6588)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 6587)

Coopération intercommunale : communautés urbaines (p. 6588)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 6588)

Etat : décentralisation : rôle (p. 6588)

Fonction publique territoriale (p. 6588)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 6588)

Parlement : commissions mixtes paritaires : coopération intercommunale (p. 6587, 6588)

Parlement : Sénat : coopération intercommunale (p. 6587)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 6588)

Texte de la commission mixte paritaire [29 juin 1999] (p. 6598)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2768)

Son intervention (p. 2775)

Thèmes :

Droit pénal : détention provisoire (p. 2776)

Droit pénal : détention provisoire : lois (p. 2776)

Droit pénal : procédure inquisitoire (p. 2776)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen : présomption d'innocence (p. 2775)

Justice : jugements : délais (p. 2776)

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Article 1er (article préliminaire du code de procédure pénale : principes fondamentaux de la procédure pénale)

Son intervention (p. 2787)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Patrick Devedjian (condamnation fondée sur des preuves loyalement obtenues) (p. 2792)

Avant l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (suppression de l'article 611-1 du code de l'organisation judiciaire prévoyant la présence d'un ou de plusieurs juges d'instruction dans chaque tribunal de grande instance) (p. 2879)

Intervient sur l'amendement n° 96 de la commission (révision de la carte judiciaire dans les deux années suivant la publication de la loi) (p. 2880)

Intervient sur l'amendement n° 238 corrigé de M. Alain Tourret (révision de la carte judiciaire dans les deux années suivant la publication de la loi) (p. 2880)

Article 10 (articles 137-1 à 137-5 du code de procédure pénale : institution du juge de la détention provisoire - rapports avec le juge d'instruction et le parquet)

Son intervention (p. 2883)

Intervient sur l'amendement n° 239 de M. Alain Tourret (contrôle judiciaire ordonné par le juge de la détention provisoire) (p. 2891)

Intervient sur l'amendement n° 240 de M. Alain Tourret (contrôle judiciaire susceptible d'être ordonné si la personne mise en examen encourt une peine d'emprisonnement correctionnel) (p. 2891)

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Philippe Houillon (non motivation de l'ordonnance du juge de la détention provisoire n'ordonnant pas la détention ou le contrôle judiciaire) (p. 2893)

Article 15 (articles 143-1 et 144 du code de procédure pénale : conditions autorisant le placement en détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 249 de M. Michel Hunault (nouvelle rédaction de l'article portant les quanta de peines à trois ans en cas de flagrant délit et à cinq ans dans les autres cas et limitant la détention provisoire à six mois si la peine encourue est inférieure à sept ans) (p. 2900)

Après l'article 31

Son amendement n° 250 (article 138 du code de procédure pénale - suspension de l'activité professionnelle des avocats au titre du contrôle judiciaire décidée par le conseil de l'ordre) : adopté (p. 2957)

Intervient sur l'amendement n° 153 de la commission (suppression de l'article 583 du code de procédure pénale relatif à la mise en l'état avant l'examen d'un pourvoi en cassation) (p. 2958)

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Alain Tourret (suppression de l'article 583 du code de procédure pénale relatif à la mise en l'état avant l'examen d'un pourvoi en cassation) (p. 2958)

Projet de loi n° 998 relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3318)

Son intervention (p. 3327)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 3327)

Droit pénal : alternatives aux poursuites (p. 3328)

Droit pénal : composition pénale (p. 3327, 3328)

Droit pénal : composition pénale : drogue (p. 3327)

Droit pénal : délinquance et criminalité : croissance (p. 3327)

Droit pénal : médiation pénale (p. 3328)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 3327)

Justice : réforme (p. 3328)

Justice : victimes (p. 3327)

Police : police judiciaire : douanes (p. 3328)

Sécurité routière : alcoolémie : composition pénale (p. 3327)

Discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3332)

Article 1er (articles 41-2 et 41-3 du code de procédure pénale - composition pénale)

Son sous-amendement n° 61 (extension de la composition pénale à la conduite sous l'empire d'un

état alcoolique) à l'amendement n° 5 de la commission (extension de la composition pénale à la rébellion à agent et à l'usage de stupéfiants) : rejeté (p. 3336)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 55 rectifié du Gouvernement (exercice de missions de police judiciaire par des agents des douanes) (p. 3352)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 juin 1999] (p. 5685)

Son intervention (p. 5688)

Thèmes :

Droit pénal : composition pénale : drogue (p. 5688)

Professions judiciaires et juridiques : avocats : entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée (EURL) (p. 5689)

Sécurité routière : alcoolémie : composition pénale (p. 5689)

Vote pour du groupe socialiste (p. 5689)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3806)

Article 14 (articles L. 243-4, L. 652-3, L. 242-11, L. 136-5 du code de la sécurité sociale et L. 1143-2, L. 1143-5, L. 1143-7 du code rural : exécution des recouvrements forcés de cotisations dues par les non salariés non agricoles et les agriculteurs)

Son intervention (p. 3815)

Son amendement n° 33 soutenu par M. Gérard Gouzes (de suppression) (p. 3815) : rejeté (p. 3819)

Soutient l'amendement n° 33 de M. Gérard Gouzes (de suppression) : rejeté (p. 3819)

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 3819)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Denis Jacquat (de suppression) (p. 3819)

Son amendement n° 32 soutenu par M. Bernard Accoyer (suppression des majorations et pénalités de retard) (p. 3820) : rejeté (p. 3821)

Son amendement n° 35 (restriction de la procédure de notification à tiers détenteur) : rejeté (p. 3821)

Son amendement n° 29 (signification de l'opposition) : retiré (p. 3822)

Son amendement n° 31 (signification de l'opposition) : retiré (p. 3823)

Son amendement n° 28 (créances conditionnelles ou à terme) : retiré (p. 3823)

Son amendement n° 30 (signification de l'opposition) : retiré (p. 3823)

Son amendement n° 287 (dispositions relatives aux artisans, aux commerçants et aux agriculteurs) : retiré (p. 3824)

Son amendement n° 44 (saisie attribution à l'encontre des employeurs de main d'œuvre agricole et des personnes physiques non salariées agricoles) : retiré (p. 3824)

Après l'article 14

Son amendement n° 34 (recherche des adresses des organismes auprès desquels un compte est ouvert au nom du débiteur) : retiré (p. 3825)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5897)

Article 14 (exécution des recouvrements forcés de cotisations dues par les non salariés non agricoles et les agriculteurs)

Son amendement n° 195 (délais de paiement) : non soutenu ; repris par M. Bernard Accoyer : rejeté (p. 5907)

Son amendement n° 194 : non soutenu (p. 5905)

Son amendement n° 196 (notification de l'avis au débiteur) : rejeté (p. 5907)

Son amendement n° 197 (avis au débiteur) : rejeté (p. 5908)

Son amendement n° 198 (délai de validité de l'opposition) : rejeté (p. 5908)

Proposition de loi organique n° 1494 relative au statut de la magistrature

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juin 1999] (p. 5700)

Son intervention (p. 5703)

Thèmes :

Justice : jugements : délais (p. 5703)

Justice : magistrats : âge de la retraite (p. 5703)

Justice : magistrats : grille indiciaire (p. 5703)

Justice : magistrats : recrutement (p. 5703)

Vote pour du groupe socialiste (p. 5703)

Proposition de loi n° 1235 modifiant la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 juin 1999] (p. 5696)

Son intervention (p. 5696)

Thème :

Professions judiciaires et juridiques : huissiers : droits de l'enfant (p. 5696, 5697)

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5698)

Après l'article 2

Son amendement n° 9 (conseils de discipline des barreaux - quatrième alinéa de l'article 22 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971) : adopté (p. 5699)

Son amendement n° 10 (transaction en matière civile - deuxième alinéa de l'article 3 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991) : adopté (p. 5699)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6373)

Son intervention (p. 6373)

Thèmes :

Droit pénal : politique pénale : ministre (p. 6374)

Etat : Gouvernement : magistrats (p. 6374, 6375)

Justice : indépendance (p. 6373, 6374)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 6374)

Justice : magistrats : statuts (p. 6373)

Justice : procureurs généraux (p. 6374)

Justice : réforme : Président de la République (p. 6374)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 6374)

Joël GOYHENEIX

*Landes (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 25 mars 1999] (p. 4491)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 27 mars 1999] (p. 4605)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Durée du travail. Réduction, application, bilan [27 janvier 1999] (p. 457)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 826, posée le 24 mai 1999. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers (J.O. Questions p. 3017). Appelée le 25 mai 1999. Traitement, aides de l'Etat (p. 4793)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1998] (p. 6078)

Article 12 (rapport sur l'assurance-récolte)

Son intervention (p. 6108)

Bernard GRASSET

*Charente-Maritime (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Rapporteur de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19457)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome III : Défense (espace, communication et renseignement) (n° 1114) [8 octobre 1998]

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur les relations entre la Nation et son armée [10 février 1999] (n° 1384)

Rapport déposé au nom de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du Groupement de fait dit "Département Protection et Sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [26 mai 1999] (n° 1622)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Droits de l'homme et libertés publiques. Lutte contre le racisme. Écrit antisémite d'un haut magistrat [2 décembre 1998] (p. 9888)

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [28 avril 1999] (p. 3695)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 514, posée le 30 novembre 1998. Industrie. Machines et équipements (J.O. Questions p. 6457). Appelée le 1^{er} décembre 1998. Moteurs marins, Cummins Wartsila, emploi et activité (p. 9728)

n° 736, posée le 5 avril 1999. Voirie. Routes et autoroutes (J.O. Questions p. 1943). Appelée le 6 avril 1999. Aménagement, Charente-Maritime (p. 3277)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 8239)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits (p. 8240)

Espace (p. 8239, 8240)

Procédure des questions :

Défense : marine : Rochefort (p. 8298)

Proposition de résolution n° 770 tendant à créer une commission d'enquête pour faire la lumière sur les agissements et l'objet du groupement de fait dit "Département Protection Sécurité"

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10274)

Son intervention (p. 10290)

Thèmes :

Partis et mouvements politiques : Front national (p. 10291)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 10291)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)

Son intervention (p. 10860)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa (p. 10860)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accords de Matignon (p. 10860)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : Etat (p. 10860, 10861)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [11 février 1999] (p. 1266)

Son intervention (p. 1272)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie (p. 1272, 1273)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie (p. 1273)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : mines et carrières (p. 1273)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : politique économique (p. 1273)

Michel GRÉGOIRE

*Drôme (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politiques communautaires. Aides communautaires. Grands travaux d'infrastructures [30 juin 1999] (p. 6697)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 478, posée le 5 octobre 1998. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. EDF et GDF : politique à l'égard des retraités (J.O. Questions p. 5341). Appelée le 6 octobre 1998. Agents placés en inactivité et veuves (p. 5923)

n° 917, posée le 28 juin 1999. Mort. Chambres funéraires (J.O. Questions p. 3878). Appelée le 29 juin 1999. Réglementation (p. 6515)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5833)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 5842)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5843)

Agroalimentaire : labels (p. 5843)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5843)

Discussion des articles [8 octobre 1997] (p. 6158)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Soutient l'amendement n° 562 de M. Stéphane Alaize (prise en compte des landes dans le calcul des surfaces agricoles utiles) : rejeté (p. 6181)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380, 3403)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 3428)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 3429)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 3428)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057, 8067)

Son intervention (p. 8078)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 8079)

Coopération intercommunale (p. 8079)

Projet de loi n° 11 créant le Conseil national des communes "Compagnon de la Libération"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1998] (p. 10767)

Son intervention (p. 10773)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : résistants (p. 10773, 10774)

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : communes (p. 10773, 10774)

Vote pour du groupe socialiste (p. 10774)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6167)

Thèmes :

Aménagement du territoire : espace rural (p. 6167, 6168)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 6168)

Aménagement du territoire : pays (p. 6168)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 6168)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 6168)

Collectivités territoriales : finances locales : investissement (p. 6168)

Coopération intercommunale (p. 6168)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 6168)

Union européenne : fonds structurels (p. 6168)

Maxime GREMETZ

*Somme (1^{ère} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Vice-président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans (n° 1236) [3 décembre 1998]

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de moins de cinquante ans [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome II : Anciens combattants (n° 1112) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1236) de M. Alain Belviso tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans [8 décembre 1998] (n° 1251)

Proposition de loi n° 1392 relative à la reconnaissance de l'état de guerre en Algérie et aux combats en Tunisie et au Maroc [16 février 1999]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, rejetée par le Sénat (n° 1375), tendant à limiter les licenciements des salariés de plus de cinquante ans [3 mars 1999] (n° 1415)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, rejetée par le Sénat en deuxième lecture (n° 1588), tendant à limiter les licenciements des salariés de plus de cinquante ans [19 mai 1999] (n° 1608)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en vue de la lecture définitive, sur la proposition de loi (n° 1728) tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans [29 juin 1999] (n° 1745)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Durée du travail. Réduction, application [7 octobre 1998] (p. 6044)

Retraites : généralités. Age de la retraite. Assurés totalisant quarante annuités avant l'âge de soixante ans, retraite anticipée [25 novembre 1998] (p. 9498)

Retraites : généralités. Age de la retraite. Travailleurs en contact avec l'amiante, retraite anticipée [2 février 1999] (p. 707)

Travail. Contrats de travail. Précarisation, lutte et prévention [10 mars 1999] (p. 2218)

Emploi. Politique de l'emploi. Plans de licenciement, moratoire [7 avril 1999] (p. 3368)

Chasse et pêche. Oiseaux. Réglementation [26 mai 1999] (p. 4923)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 642, posée le 1^{er} mars 1999. Anciens combattants et victimes de guerre. Victimes du STO (J.O. Questions p. 1127). Appelée le 2 mars 1999. Dénomination (p. 1828)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'élève contre les actions militaires américaines contre l'Irak [17 décembre 1998] (p. 10767)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7361, 7399, 7430) ; [28 octobre 1998] (p. 7470)

Son intervention (p. 7456)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 7487)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 7456, 7457)

Retraites : généralités : système par répartition : financement (p. 7456)

Sécurité sociale : cotisations : assiette (p. 7487)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Avant l'article 2

Soutient l'amendement n° 423 de la commission (suppression des plans d'épargne retraite) : retiré

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Son intervention (p. 7536)

Intervient sur l'amendement n° 424 de la commission (compétences du comité de surveillance) (p. 7552)

Article 7 (suppression de la déductibilité des dépenses de recherche de l'assiette d'un prélèvement à la charge de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 7589)

Article 25 (institution d'une clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 7720)

Article 27 (régulation des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux financées par l'assurance maladie)

Son intervention (p. 7731)

Article 29 (revalorisation des retraites du régime général et des avantages alignés sur l'évolution prévisionnelle des prix)

Son intervention (p. 7736)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 8201)

Son intervention (p. 8214)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation de préparation à la retraite (p. 8203)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 8201, 8202, 8215, 8216)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation différentielle (p. 8203)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : carte du combattant (p. 8202)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : préretraites (p. 8202, 8203)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 8201)

Anciens combattants et victimes de guerre : rapport constant (p. 8201)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 8202, 8203)

Vote des crédits [6 novembre 1998] (p. 8229)

Après l'article 76

Intervient sur l'amendement n° 55 rectifié du Gouvernement (bénéfice de la carte d'ancien combattant aux Français ayant passé un minimum de quinze mois sous les drapeaux en Algérie) (p. 8230)

Intervient sur l'amendement n° 56 rectifié du Gouvernement (suppression de l'obligation de bénéficiaire pendant six mois consécutifs de l'allocation différentielle pour prétendre à l'allocation de préparation à la retraite) (p. 8230)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665, 8710)

Son intervention (p. 8679)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 8680)

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 8680)

Formation professionnelle : formation continue (p. 8680)

Travail : inspection du travail (p. 8679)

Travail : licenciements (p. 8680)

Vote des crédits [10 novembre 1998] (p. 8727)

Article 80 (recentrage de l'aide à l'embauche de l'indemnité compensatrice forfaitaire à l'apprentissage)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Serge Poignant (de suppression) (p. 8729)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Jean-Jacques Weber (de suppression) (p. 8729)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 8729)

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10331)

Son intervention (p. 10331)

Son intervention (p. 10345)

Thèmes :

Assemblée nationale : recevabilité financière (p. 10331)

Emploi : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 10332, 10333, 10345)

Emploi : convention de conversion (p. 10333)

Impôts et taxes : revenus financiers (p. 10332)

Préretraites : allocation spéciale (p. 10333)

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 10346)

Retraites : régime général : annuités liquidables : taux plein (p. 10332)

Travail : licenciements (p. 10331)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 10333)

Travail : négociations : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 10333)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10346)

Article 1er (assujettissement à la "contribution Delalande" des ruptures des contrats de travail de salariés de plus de cinquante ans ayant adhéré à une convention de conversion)

Intervient sur l'amendement n° 1 de Mme Nicole Catala (de suppression) (p. 10346)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 2 de Mme Nicole Catala (dispense de versement dans le cas d'un reclassement dans une autre entreprise) (p. 10348)

Intervient sur l'amendement n° 3 de Mme Nicole Catala (dispense de versement dans le cas d'un reclassement dans une association) (p. 10348)

Intervient sur l'amendement n° 4 de Mme Nicole Catala (dispense de versement dans le cas d'un plan de formation ou de reconversion) (p. 10348)

Intervient sur l'amendement n° 5 de Mme Nicole Catala (dispense de versement dans le cas d'une reconversion dans un établissement d'enseignement) (p. 10348)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2049)

Son intervention (p. 2051)

Son intervention (p. 2060)

Thèmes :

Emploi : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 2051, 2060)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 2052)

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2060)

Article 3 (date d'application des articles 1er et 2)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Bruno Bourg-Broc (effet rétroactif) (p. 2061)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Bruno Bourg-Broc (effet rétroactif) (p. 2061)

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [27 mai 1999] (p. 5060)

Suppléé par Mme Muguette Jacquaint

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6553)

Son intervention (p. 6554)

Thèmes :

Assemblée nationale : recevabilité financière (p. 6554)

Emploi : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 6554)

Emploi : chômage de longue durée (p. 6554)

Emploi : convention de conversion (p. 6554)

Préretraites : allocation spéciale (p. 6554)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 6554)

Travail : précarité (p. 6555)

Projet de loi n° 11 créant le Conseil national des communes "Compagnon de la Libération"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1998] (p. 10767)

Son intervention (p. 10771)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : résistants (p. 10772)

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : communes (p. 10772)

Vote pour du groupe communiste (p. 10772)

Proposition de résolution n° 1059 visant à créer une commission d'enquête sur la Mutuelle nationale des étudiants de France**Avant la discussion de l'article unique [4 mars 1999] (p. 2039)**

Son intervention (p. 2041)

Thèmes :

Economie sociale : mutuelles

Enseignement supérieur : oeuvres universitaires (p. 2042)

Enseignement supérieur : oeuvres universitaires : régime de rattachement (p. 2042)

Vote pour du groupe communiste (p. 2042)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2073)*Après l'article 9*

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Pierre Albertini (suppression des droits à l'avancement et à la retraite des militaires pendant la durée de leur mandat) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires de l'Etat) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires des collectivités territoriales) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires des hôpitaux) (p. 2095)

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2651)

Article 1er (article 1er de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : champ d'application du dispositif)

Son intervention (p. 2651)

Son sous-amendement n° 43 (extension aux titulaires d'un contrat emploi-solidarité) à l'amendement n° 19 du Gouvernement (ouverture du droit aux titulaires d'un emploi-jeunes) : rejeté au scrutin public (p. 2654)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (extension aux contractuels de la fonction publique) (p. 2654)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (utilisation des chèques-vacances sur le territoire de l'Union européenne) (p. 2660)

Intervient sur le sous-amendement n° 42 de M. Jean-Michel Couve (extension à la Suisse) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 2660)

Intervient sur le sous-amendement n° 18 de M. Jacques Blanc (réciprocité) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 2660)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 16 de M. Patrick Malavieille (utilisation possible dans un autre pays de l'Union européenne) : retiré (p. 2660)

Article 3 (article 2 bis nouveau de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : exonération de charges sociales pour les entreprises de moins de cinquante salariés)

Son intervention (p. 2661)

Intervient sur le sous-amendement n° 22 du Gouvernement (montant de la contribution de l'employeur) à l'amendement n° 5 de la commission (retour au texte initial du projet de loi) (p. 2663)

Article 4 quater (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : actualisation)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (rapport annuel) (p. 2665)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 14 rectifié de la commission (promotion et publicité pour les chèques-vacances) (p. 2667)

Soutient l'amendement n° 17 de M. Patrick Malavieille (promotion et publicité pour les chèques-vacances) : devenu sans objet (p. 2667)

Ses explications de vote (p. 2667)

Vote pour du groupe communiste (p. 2668)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 avril 1999] (p. 3648, 3658) ; [28 avril 1999] (p. 3706, 3738)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3673)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 3684)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3673, 3674)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : financement (p. 3685)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5897) ; [16 juin 1999] (p. 5956, 5999)

Article 20 bis supprimé par le Sénat (article L. 132-27 du code du travail : obligation de négociation annuelle sur la création d'un régime de prévoyance pour les entreprises qui en sont dépourvues)

Son amendement n° 30 (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5970)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5724)

Article 1er (article L. 1er bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre : reconnaissance par la République française d'un droit à réparation au titre de la guerre d'Algérie)

Son amendement n° 1 soutenu par M. Alain Clary (introduction de la notion de "combat en Tunisie et au Maroc") (p. 5726) : adopté (p. 5727)

Après l'article 1er

Son amendement n° 3 soutenu par M. Alain Clary (inscription sur les stèles, plaques commémoratives et monuments aux morts de l'expression "combats de Tunisie, Maroc et guerre d'Algérie") : rejeté (p. 5728)

Gérard GRIGNON

*Saint-Pierre-et-Miquelon (1^{ère} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 1998] (p. 6935)

Après l'article 36

Son amendement n° 96 (rétablissement de la redevance appliquée aux gisements en mer dans la zone économique exclusive française autour de Saint-Pierre-et-Miquelon) : adopté (p. 6963)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281, 7313)

Son intervention (p. 7320)

Thèmes avant la procédure des questions :

Chasse et pêche : pêche (p. 7321, 7322)

DOM-TOM : Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) (p. 7320)

DOM-TOM : généralités (p. 7320, 7321)

DOM-TOM : institutions (p. 7321, 7322)

Finances publiques : budget de l'Etat (p. 7320)

Lois : lois d'orientation (p. 7322)

Matières premières (p. 7321, 7322)

Politique extérieure (p. 7322)

Retraites : généralités (p. 7322)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 7320 à 7322)

Union européenne (p. 7321)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)

Son intervention (p. 10846)

Thèmes :

Constitution : révision : Nouvelle-Calédonie (p. 10846)

DOM-TOM : institutions (p. 10848)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 10848)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa : référendums (p. 10846)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accords de Matignon (p. 10846)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : Etat (p. 10847)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : indépendance (p. 10847)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 10847)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : lois (p. 10847)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : statuts (p. 10847)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : transferts de compétences (p. 10846, 10847)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 10848)

Ses explications de vote (p. 10942)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 10942)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755)

Article 1er (création d'une couverture maladie universelle et d'une protection complémentaire avec dispense d'avance de frais pour les plus démunis)

Son intervention (p. 3758)

Hubert GRIMAUT

*Maine-et-Loire (2^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1133 visant à améliorer les modalités de financement des clubs sportifs professionnels [14 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Chasse et pêche. Chasse. Réglementation [16 juin 1999] (p. 5940)

DÉBATS**Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998**

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Article 15 bis A (vente de boissons alcoolisées dans les enceintes sportives)

Son intervention (p. 10980)

Odette GRZEGRZULKA

*Aisne (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle [J.O. du 4 juin 1999] (p. 8274)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1504 portant création d'une Agence française de sécurité sanitaire environnementale [31 mars 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Assurance maladie maternité : généralités. Affiliation. Couverture maladie universelle, application [3 février 1999] (p. 850)

Emploi. Recrutement. Discriminations raciales, lutte et prévention [12 mai 1999] (p. 4420)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 541, posée le 14 décembre 1998. Transports par eau. Transports fluviaux (J.O. Questions p. 6743). Appelée le 15 décembre 1998. Aménagement, canal Seine Nord, calendrier (p. 10464)

n° 635, posée le 15 février 1999. Justice. Tribunaux de grande instance (J.O. Questions p. 840). Appelée le 16 février 1999. Fonctionnement, effectifs de personnel, Saint-Quentin (p. 1415)

n° 806, posée le 17 mai 1999. Enseignement technique et professionnel. Instituts Universitaires Professionnels (IUP) (J.O. Questions p. 2895). Appelée le 18 mai 1999. Institut supérieur des sciences et techniques (INSSET), transformation en école d'ingénieurs, Saint-Quentin (p. 4481)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****EMPLOI ET SOLIDARITÉ**

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : politique de la ville : culture (p. 7913)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 avril 1999] (p. 3648, 3658) ; [28 avril 1999] (p. 3706, 3738)

Son intervention (p. 3706)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3753)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 3706)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3753)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : bénéficiaires (p. 3707)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3707)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : Fonds d'action sociale (p. 3707)

Constitution : préambule : santé (p. 3706)

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ; [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Son intervention (p. 3832)

Article 36 (validation des conventions médicales nationales annulées par le Conseil d'Etat)

Son intervention (p. 3974)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5862, 5870)

Son intervention (p. 5883)

Thème :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 5883)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6665, 6703)

Son intervention (p. 6703)

Thème :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 6704)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852) ; [26 mai 1999] (p. 4974, 4987) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Article 5 (article 49 de la loi du 30 septembre 1986 : Institut national de l'audiovisuel (INA))

Son amendement n° 432 : non soutenu (p. 4753)

Son amendement n° 434 soutenu par M. Jean Le Garrec (modalités de conservation) : adopté (p. 4753)

Louis GUÉDON

*Vendée (3^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765, 8807)

Son intervention (p. 8789)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs : produits de la mer (p. 8789, 8790)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 8789)

Procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : ports de pêche (p. 8813)

Jean-Claude GUIBAL

*Alpes-Maritimes (4^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Grandes écoles. Ecoles normales supérieures. Accès, étudiants des pays membres de l'Union européenne [10 février 1999] (p. 1163)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Après l'article 11

Son amendement n° 141 soutenu par M. Bernard Accoyer (exercice d'une activité dans un Etat de l'Union européenne) : rejeté (p. 7606)

Proposition de loi n° 1557 tendant à éviter la double imposition des bailleurs pour l'exercice 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5037)

Son intervention (p. 5039)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 5039, 5041)

Assemblée nationale : questions écrites (p. 5040)

Baux : bailleurs : imposition (p. 5039 à 5041)

Baux : bailleurs : impôt sur les sociétés (p. 5040)

Conseil constitutionnel (p. 5039, 5040)

Enregistrement et timbre : droit de bail : taxe additionnelle au droit de bail (p. 5039, 5041)

Finances publiques : recettes (p. 5040, 5041)

Lucien GUICHON

*Ain (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Élisabeth GUIGOU

Garde des Sceaux, ministre de la justice

DÉPÔTS

Projet de loi constitutionnelle n° 1462 insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale [11 mars 1999]

Projet de loi constitutionnelle n° 1624 relatif à la Polynésie française et à la Nouvelle-Calédonie [26 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Dominique Dord. Famille. Pacte civil de solidarité (PACS). Inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale [13 octobre 1998] (p. 6471)

M. Jacky Darne. Justice. Tribunaux de commerce. Réforme [14 octobre 1998] (p. 6575)

M. Raymond Forni. Justice. Cours d'assises. Réforme [21 octobre 1998] (p. 7120)

M. Jean-Claude Mignon. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [21 octobre 1998] (p. 7117)

M. Jean-Claude Lefort. Droit pénal. Procédure pénale. Demande d'extradition du général Pinochet [27 octobre 1998] (p. 7397)

M. Pascal Clément. Justice. Magistrats. Déplacement d'un magistrat de la Chancellerie [28 octobre 1998] (p. 7511)

M. Pierre Méhaignerie. Justice. Magistrats. Déplacement d'un magistrat de la Chancellerie [28 octobre 1998] (p. 7516)

Mme Véronique Neiertz. Politique extérieure. Droits de l'homme. Arrestation d'Augusto Pinochet [3 novembre 1998] (p. 7927)

M. Michel Crépeau. Famille. Divorce. Prestation compensatoire, réforme [3 novembre 1998] (p. 7923)

Mme Yvette Roudy. Esotérisme. Sectes. Eglise de scientologie, dossier, disparition, palais de justice, Paris [10 novembre 1998] (p. 8704)

M. Bernard Grasset. Droits de l'homme et libertés publiques. Lutte contre le racisme. Ecrit antisémite d'un haut magistrat [2 décembre 1998] (p. 9888)

M. André Vallini. Justice. Fonctionnement. Réforme, calendrier [2 décembre 1998] (p. 9889)

Mme Monique Collange. Justice. Magistrats. Invitation au Gabon [9 décembre 1998] (p. 10240)

Mme Yvette Benayoun-Nakache. Esotérisme. Sectes. Enfants, scolarisation [9 décembre 1998] (p. 10239)

M. Dominique Baudis. Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [22 décembre 1998] (p. 11006)

M. Christian Estrosi. Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [26 janvier 1999] (p. 366)

Mme Muguette Jacquaint. Femmes. Egalité des sexes. Fonctions électives, projet de loi constitutionnelle [26 janvier 1999] (p. 370)

M. Jean-Luc Warsmann. Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [26 janvier 1999] (p. 364)

Mme Martine Lignières-Cassou. Femmes. Egalité des sexes. Fonctions électives, projet de loi constitutionnelle [27 janvier 1999] (p. 456)

M. Guy Teissier. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Perspectives [2 février 1999] (p. 711)

M. Pierre-Christophe Baguet. Famille. Politique familiale. Perspectives [2 février 1999] (p. 712)

M. Gérard Hamel. Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [2 février 1999] (p. 706)

M. Yves Cochet. Femmes. Egalité des sexes. Fonctions électives, projet de loi constitutionnelle [2 février 1999] (p. 704)

M. René André. Justice. Procédures. Ecoutes téléphoniques, législation, respect, Corse [3 février 1999] (p. 855)

M. Roland Blum. Elections et référendums. Elections législatives. Annulation, Aubagne [16 février 1999] (p. 1444)

M. Jean Codognès. Justice. Tribunaux de commerce. Réforme [16 février 1999] (p. 1438)

M. Dominique Paillé. Justice. Tribunaux de grande instance. Fermeture, Bressuire [17 février 1999] (p. 1556)

M. Jacques Myard. Justice. Procédures. Ecoutes téléphoniques, législation, respect, Corse [2 mars 1999] (p. 1859)

M. Guy Teissier. Elections et référendums. Elections législatives. Opérations de vote, fraudes, Aubagne [3 mars 1999] (p. 1963)

M. Philippe Douste-Blazy. Justice. Cour de justice de la République. Fonctionnement [9 mars 1999] (p. 2138)

M. Franck Dhersin. Etat. Conseil constitutionnel. Fonctionnement [9 mars 1999] (p. 2143)

M. Alain Vidalies. Organisations internationales. ONU. Cour pénale internationale, création, attitude de la France [10 mars 1999] (p. 2222)

M. Pierre Cardo. Politique extérieure. Enfants. Divorce, enlèvement, lutte et prévention [31 mars 1999] (p. 3099)

M. Lucien Degauchy. Justice. Tribunaux. Fonctionnement, effectifs de magistrats [7 avril 1999] (p. 3362)

M. Christian Estrosi. Police. Personnel. Revendications [7 avril 1999] (p. 3362)

M. François Huwart. Collectivités territoriales. Corse. Etat de droit, maintien [28 avril 1999] (p. 3703)

M. Bernard Grasset. Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [28 avril 1999] (p. 3695)

M. Christian Paul. Collectivités territoriales. Corse. Etat de droit, maintien [4 mai 1999] (p. 3939)

M. Édouard Landrain. Mer et littoral. Domaine public maritime. Construction de paillotes, réglementation, Corse [12 mai 1999] (p. 4422)

M. François Goulard. Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [12 mai 1999] (p. 4417)

M. Bernard Deflesselles. Justice. Procédures. Ecoutes téléphoniques, législation, respect, Corse [18 mai 1999] (p. 4499)

Mme Véronique Neiertz. Famille. Adoption. Adoption internationale, réglementation [9 juin 1999] (p. 5611)

M. Lucien Degauchy. Droit pénal. Agressions sexuelles. Lutte et prévention, fichier génétique, création [15 juin 1999] (p. 5820)

M. Jean Codognès. Justice. Tribunaux de commerce. Réforme [15 juin 1999] (p. 5816)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean-Pierre Brard. Propriété. Meubles et immeubles. Biens confisqués aux juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, indemnisation [6 octobre 1998] (p. 5937)

Mme Brigitte Douay. Justice. Tribunaux pour enfants. Création, Cambrai [2 février 1999] (p. 681)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Patrick Devedjian : fait observer que le Gouvernement est en droit, en vertu de l'article 44, alinéa 2, de la Constitution, de s'opposer à l'examen de sous-amendements déposés tardivement ; indique qu'un problème analogue s'est déjà posé au Sénat et que le Conseil constitutionnel, par une décision du 3 juin 1986, s'est déjà prononcé sur cette question et souligne que le Conseil ne s'interdit pas de porter une appréciation sur l'interprétation des règlements des assemblées parlementaires [2 décembre 1998] (p. 9959, 9960)

M. Robert Pandraud : indique que le ministère de la justice fait diligence et a toujours communiqué aux commissions d'enquête les informations qu'elles sollicitaient [24 mars 1999] (p. 2768)

DÉBATS

Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1998] (p. 6241, 6281)

Son intervention (p. 6249)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 6268)

Son intervention (p. 6284)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 6253, 6254)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : baux (p. 6250, 6251, 6253, 6268)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 6353, 6354)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 6254 à 6256)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : propositions de loi (p. 6252, 6253, 6284)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : successions (p. 6250, 6251)

Droit civil : pacte d'intérêt commun (p. 6252)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 6252, 6256, 6269)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 6249, 6250, 6268, 6269)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 6250, 6251, 6270)

Famille : concubinage (p. 6249, 6252)

Famille : mariage (p. 6254, 6269, 6270)

Justice : Cour de cassation (p. 6251, 6269)

Santé : sida (p. 6250)

Union européenne : Cour de justice (p. 6269)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Son intervention (p. 7944)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 8006)

Intervient sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 8352)

Thèmes :

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 8006)

Assemblée nationale : question préalable (p. 8352)

Bioéthique : procréation médicalement assistée (PMA) (p. 7946, 7947)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : contrats (p. 7945, 7946, 7948)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 7948)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : frateries (p. 7948)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : Gouvernement (p. 7944)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : lois (p. 7944, 7945)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : projets de loi (p. 7944)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 7945)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 7947)

Enfants (p. 7945 à 7947)

Famille (p. 7945, 7946)

Famille : concubinage (p. 7944, 7945, 7948)

Famille : mariage (p. 7945, 7946)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Avant l'article 1er

Son intervention (p. 8449)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Soutient l'amendement n° 696 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article portant à trois ans le délai pour le bénéfice de ses dispositions et limitant la suppression de condition de délai pour raison de santé aux seuls droits exigibles en cas de décès) : adopté après modifications (p. 9967)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 697 rectifié du Gouvernement (qualité d'ayants droit en matière d'assurance maladie conférée au partenaire de l'assuré

social lié par un PACS s'il ne peut bénéficier de cette qualité à un autre titre) : adopté (p. 9974)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 698 rectifié du Gouvernement (application de la loi aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte) : adopté (p. 10216)

Article 12 (compensation des pertes éventuelles de recettes)

Son intervention (p. 10218)

Soutient l'amendement n° 1174 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 10218)

Explications de vote et vote [9 décembre 1998] (p. 10241)

Son intervention (p. 10242)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3034, 3057)

Son intervention (p. 3034)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3047)

Intervient sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 3062)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3085)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3036, 3037)

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3047)

Assemblée nationale : propositions de loi : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3047)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : Parlement (p. 3047)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 3371)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 3034 à 3036 et 3047)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fratreries (p. 3371)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fraude fiscale (p. 3048)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : généralités (p. 3371)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : mariage (p. 3036)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : Tom et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 3047)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : tribunaux d'instance (p. 3035)

Droits de l'homme et libertés publiques : atteintes à la vie privée : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3048)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 3037)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : concubinage (p. 3036, 3037, 3371)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 3035)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 3034)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : groupes de pression (p. 3062)

Famille : concubinage (p. 3037)

Parlement : Sénat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3034, 3037)

Partis et mouvements politiques : opposition : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3062)

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1^{er} supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Soutient le sous-amendement n° 284 du Gouvernement (inversion des deuxième et troisième alinéas de l'article 515-3) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) : adopté (p. 3174)

Soutient le sous-amendement n° 135 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article 515-5 relatif au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un PACS établissant une distinction entre les meubles meublants et les autres biens et instituant une présomption d'indivision par moitié) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : adopté après rectification (p. 3200)

Soutient le sous-amendement n° 283 du Gouvernement (application de l'article 515-6 relatif au régime des biens après dissolution du PACS aux éléments mobiliers nécessaires à l'exploitation agricole) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : adopté (p. 3201)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Soutient le sous-amendement n° 277 du Gouvernement (abattement réduit de 300 000 à 250 000 F) à l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et suppression du délai de deux ans pour les successions) : rejeté (p. 3227)

Soutient le sous-amendement n° 278 du Gouvernement (suppression de la majoration à 375 000 F de l'abattement prévue à compter du 1^{er} janvier 2000) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3228)

Soutient le sous-amendement n° 279 du Gouvernement (suppression du gage) à l'amendement n° 10 de la commission : adopté (p. 3229)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 285 du Gouvernement (droit au capital décès) : adopté (p. 3235)

Explications de vote et vote [7 avril 1999] (p. 3370)

Son intervention (p. 3370)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5550) ; [9 juin 1999] (p. 5613, 5659)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8837)

Son intervention (p. 8840)

Thèmes avant la procédure des questions :

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur (p. 8840, 8841)

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur : enseignement (p. 8841)

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur : nomination (p. 8840)

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)

Son intervention (p. 8855)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit civil : procédure civile (p. 8857)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 8858)

Droit pénal : détention provisoire (p. 8857)

Droit pénal : médiation pénale (p. 8857)

Droit pénal : peines (p. 8857)

Droit pénal : présomption d'innocence (p. 8855)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : justice (p. 8855, 8856)

Justice : aide à l'accès au droit (p. 8855)

Justice : aide juridictionnelle (p. 8856)

Justice : carte judiciaire (p. 8857)

Justice : conciliation (p. 8857)

Justice : crédits (p. 8855)

Justice : frais de justice (p. 8857)

Justice : indépendance (p. 8855)

Justice : jugements (p. 8855, 8856)

Justice : magistrats : carrières (p. 8856)

Justice : réforme (p. 8855, 8860)

Justice : tribunaux (p. 8859)

Justice : tribunaux : construction (p. 8856)

Justice : tribunaux administratifs (p. 8857)

Justice : tribunaux d'instance : compétences (p. 8857)

Justice : tribunaux de commerce (p. 8859)

Justice : victimes (p. 8857)

Ministères et secrétariats d'Etat : administrations centrales (p. 8857, 8859)

Système pénitentiaire (p. 8858, 8859)

Système pénitentiaire : détenus (p. 8858, 8859)

Système pénitentiaire : détenus : famille (p. 8859)

Système pénitentiaire : établissements (p. 8859)

Système pénitentiaire : insertion professionnelle et sociale (p. 8859)

Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire (p. 8859)

Réponses aux questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 8862) (M. Jean-Pierre Balduyck) (p. 8862)

Justice : carte judiciaire (p. 8863) (M. Marcel Dehoux) (p. 8862, 8863)

Justice : jugements (p. 8862) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 8861, 8862)

Justice : tribunaux : Lons le Saunier (p. 8861) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 8861)

Régions : Alsace (p. 8860) (M. Émile Blessig) (p. 8860)

Système pénitentiaire : établissements : Fleury Mérogis (p. 8862) (M. René Rouquet) (p. 8862)

Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire (p. 8861) (M. Christian Kert) (p. 8860, 8861)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9427, 9459) ; [25 novembre 1998] (p. 9509)

Son intervention (p. 9428)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe de Villiers (p. 9450)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 9461)

Sa réponse (p. 9520)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 9430)

Constitution : préambule (p. 9451)

Constitution : révision (p. 9451)

Etat : souveraineté (p. 9450, 9451)

Parlement : rôle : Union européenne (p. 9429, 9430, 9520, 9521)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste (p. 9461)

Politiques communautaires : libre circulation des personnes (p. 9428)

Union européenne : accords de Schengen (p. 9428)

Union européenne : citoyenneté (p. 9461)

Union européenne : Conseil : majorité (p. 9428, 9429, 9462)

Union européenne : construction européenne (p. 9461, 9462, 9520, 9521)

Union européenne : construction européenne : droits de l'homme et libertés publiques (p. 9428)

Union européenne : Cour de justice (p. 9430)

Union européenne : Cour de justice (p. 9526)

Union européenne : droit communautaire (p. 9430, 9520, 9521)

Union européenne : institutions communautaires : police (p. 9451)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : Conseil constitutionnel (p. 9428 à 9430)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : référendums (p. 9462)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : transferts de compétences (p. 9428, 9429, 9451)

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. François Guillaume (primauté de la Constitution sur toute règle juridique) (p. 9540)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jacques Myard (caractère inaliénable de la souveraineté nationale et appartenance exclusive de celle-ci au peuple) (p. 9542)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Jacques Baumel (caractère inaliénable de la souveraineté nationale) (p. 9542)

Intervient sur l'amendement n° 48 rectifié de M. Jean-Claude Lefort (autorisation par référendum de la

ratification des traités modifiant substantiellement l'exercice de la souveraineté nationale) (p. 9544)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. François Guillaume (élargissement du champ du référendum à tout acte ou projet d'acte des Communautés ou de l'Union européenne et référendum d'initiative populaire) (p. 9545)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Jacques Myard (primauté de la loi sur tout traité, accord ou dispositions antérieures) (p. 9545)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Thierry Mariani (autorisation par référendum de la ratification ou de l'approbation des traités et accords aménageant les conditions essentielles d'exercice de la souveraineté nationale) (p. 9549)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Jacques Baumel (référendum pour la révision de la Constitution en application de l'article 54) (p. 9549)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Pierre Michel (primauté des traités et accords sur les seules lois antérieures) (p. 9550)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Jacques Myard (primauté des traités et accords sur les seules lois antérieures) (p. 9550)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Pierre-André Wiltzer (solidarité et coopération entre les Etats et les peuples ayant le français en partage) (p. 9552)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Pierre-André Wiltzer (accords se référant à la solidarité et à la coopération francophones) (p. 9553)

Intervient sur l'amendement n° 14 de Mme Nicole Catala (exercice en commun des compétences dont la délégation est explicitement prévue par les traités) (p. 9554)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Jacques Baumel (exercice en commun des compétences dont la délégation est explicitement prévue par les traités) (p. 9554)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Charles Millon (transferts de compétences dans le respect du principe de subsidiarité) (p. 9555)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Jacques Myard (reprise de compétences exercées en commun) (p. 9556)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. François Guillaume (application des règles générales des traités et accords internationaux aux Communautés européennes et à l'Union européenne) (p. 9556)

Article unique (modification de l'article 88-2 de la Constitution)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Jacques Myard (de suppression) (p. 9561)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. François Guillaume (délégations de compétences substituées aux transferts de compétences) (p. 9562)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. François Guillaume (détermination des règles relatives à la

circulation des personnes et non à leur libre circulation) (p. 9562)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. François Guillaume (suppression des domaines liés à la libre circulation des personnes) (p. 9562)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Lionnel Luca (définition préalable et précise des domaines liés à la libre circulation des personnes) (p. 9563)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. René André (loi pour passer à la majorité qualifiée) (p. 9569)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Lionnel Luca (définition de l'atteinte aux conditions essentielles de la souveraineté indépendamment du caractère régalien ou autre des domaines où intervient le transfert de compétences) (p. 9569)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Lionnel Luca (appréciation identique de l'atteinte aux conditions essentielles d'exercice de la souveraineté pour les engagements communautaires et les autres engagements internationaux) (p. 9569)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Xavier Deniau (maintien des compétences du Conseil constitutionnel) (p. 9569)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. François Guillaume (contrôle du Conseil constitutionnel, saisi en application de l'article 54 de la Constitution, sur les projets d'actes européens) (p. 9583)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Jacques Baumel (contrôle du Conseil constitutionnel, saisi en application de l'article 61 de la Constitution, sur les actes communautaires comportant des dispositions législatives) (p. 9583)

Intervient sur l'amendement n° 13 de Mme Nicole Catala (contrôle du Conseil constitutionnel, saisi en application de l'article 61 de la Constitution, sur les actes communautaires comportant des dispositions législatives) (p. 9583)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. René André (contrôle du Conseil constitutionnel, saisi par le Président de la République, le Premier ministre, le président de l'Assemblée nationale ou le président du Sénat, sur les projets et propositions d'actes soumis au Parlement en application de l'article 88-4 de la Constitution) (p. 9583)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (introduction de la référence à l'article 88-4 de la Constitution) (p. 9585)

Explications de vote et vote [1^{er} décembre 1998] (p. 9760)

Son intervention (p. 9760)

Projet de loi n° 956 relatif à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10250)

Son intervention (p. 10250)

Sa réponse (p. 10258)

Thèmes :

Droit pénal : médiation pénale (p. 10251, 10252)

Justice : aide à l'accès au droit (p. 10250 à 10252)

Justice : aide juridictionnelle (p. 10251)

Justice : conciliation (p. 10251)

Justice : crédits (p. 10251, 10252)

Justice : maisons de justice et du droit (p. 10251, 10252, 10259)

Justice : réforme (p. 10250, 10253)

Parlement : Sénat (p. 10251, 10252)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 10258)

Politique sociale : exclusion (p. 10250, 10251)

Professions judiciaires et juridiques : avocats (p. 10258)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10496)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : Conseil constitutionnel (p. 10500)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : femmes (p. 10496, 10500)

Elections et référendums : femmes (p. 10497)

Elections et référendums : femmes : majorité (p. 10497)

Elections et référendums : modes de scrutin : représentation proportionnelle (p. 10500)

Etat : Premier ministre : déclarations (p. 10496, 10499, 10500)

Femmes : égalité des sexes : Union européenne (p. 10500)

Femmes : égalité professionnelle (p. 10501)

Femmes : parité : Conseil constitutionnel (p. 10499)

Femmes : parité : Constitution (p. 10496, 10498, 10499)

Femmes : parité : histoire (p. 10496, 10498)

Langue française : usage : femmes (p. 10499)

Parlement : rôle : parité (p. 10500, 10501)

Partis et mouvements politiques : financement public : femmes (p. 10500)

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10542)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1437)

Son intervention (p. 1447)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : femmes (p. 1448 à 1450)

Elections et référendums : modes de scrutin : parité (p. 1447)

Femmes : égalité des sexes : pays étrangers (p. 1449)

Femmes : parité : partis et mouvements politiques (p. 1447)

Parlement : Sénat : parité (p. 1447)

Partis et mouvements politiques : financement public : parité (p. 1448)

Discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1462)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2225)

Son intervention (p. 2225)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 2226)

Femmes : parité : Gouvernement (p. 2225, 2226)

Femmes : parité : partis et mouvements politiques (p. 2225, 2226)

Parlement : Sénat : parité (p. 2225)

Partis et mouvements politiques : financement public : femmes (p. 2226)

Son intervention à l'issue du vote (p. 2236)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1999] (p. 1637)

Son intervention (p. 1638)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité (p. 1639, 1640)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : codification

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : histoire (p. 1639)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : information (p. 1640)

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1656)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 2 (développement de l'enseignement et de la recherche sur la traite négrière et l'esclavage)

Son intervention (p. 1659)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 1999] (p. 2721) ; [24 mars 1999] (p. 2768)

Son intervention (p. 2721)

Sa réponse (p. 2781)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : présomption d'innocence (p. 2723 à 2726)

Assemblée nationale : commissions : victimes (p. 2727)

Droit pénal : comparution immédiate (p. 2781)

Droit pénal : corruption : prescription (p. 2782)

Droit pénal : détention provisoire (p. 2724, 2781)

Droit pénal : détention provisoire : indemnisation (p. 2725)

Droit pénal : droits de la défense (p. 2723, 2724, 2781, 2782)

Droit pénal : enquêtes : délais (p. 2725)

Droit pénal : garde à vue (p. 2722, 2724, 2781)

Droit pénal : instruction (p. 2726)

Droit pénal : instruction : défense (p. 2724)

Droit pénal : instruction : partie civile (p. 2724)

Droit pénal : instruction : publicité (p. 2726)

Droit pénal : juge de la détention provisoire (p. 2727, 2782)

Droit pénal : mise en examen : indemnisation (p. 2725)

Droit pénal : présomption d'innocence (p. 2722, 2726)

Droit pénal : présomption d'innocence : médias (p. 2726)

Droit pénal : procédure accusatoire (p. 2722, 2723, 2783, 2784, 3028)

Droit pénal : procédure inquisitoire (p. 2722, 2783, 3028)

Droit pénal : secret de l'instruction (p. 2783)

Droit pénal : témoins assistés (p. 2724)

Justice : carte judiciaire (p. 2728, 2783)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : parquet (p. 2781)

Justice : indépendance (p. 2721)

Justice : juge d'instruction (p. 2723, 3028)

Justice : juge d'instruction (p. 2723, 3028)

Justice : jugements : délais (p. 2725)

Justice : magistrats : effectifs (p. 2727, 2781, 2783)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 2784, 3028)

Justice : réforme (p. 2721, 2784, 2785, 3027)

Justice : réforme : Président de la République (p. 2784)

Justice : tribunaux de commerce (p. 2782)

Justice : victimes (p. 2722, 2726, 2781, 3028)

Justice : victimes : indemnisation (p. 2727)

Justice : victimes : médias (p. 2727)

Justice : victimes : procédures (p. 2727)

Partis et mouvements politiques : opposition : droits de la défense (p. 2781)

Presse et livres : liberté de la presse (p. 2723, 2726, 2784)

Système pénitentiaire : établissements (p. 2782)

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Avant l'article 2

Soutient l'amendement n° 306 du Gouvernement (droit au silence de la personne placée en garde à vue) : adopté après rectification (p. 2810)

Article 16 (article 145-1 du code de procédure pénale : durée de la détention provisoire en matière correctionnelle)

Soutient le sous-amendement n° 307 du Gouvernement (suppression de la limitation à deux ans de la détention provisoire pour certains délits justifiant une peine supérieure à dix ans) à l'amendement n° 104 de

la commission (nouvelle rédaction de l'article limitant la détention provisoire à quatre mois si la peine encourue est inférieure à cinq ans et en l'absence de condamnation antérieure, à un an dans les autres cas et à deux ans pour certains délits justifiant une peine supérieure à dix ans et portant les délais d'un an et de deux ans à respectivement deux ans et trois ans en cas de délivrance d'une commission rogatoire internationale) : adopté (p. 2904)

Article 17 (article 145-2 du code de procédure pénale : durée de la détention provisoire en matière criminelle)

Soutient l'amendement n° 308 du Gouvernement (absence de limitation de la détention provisoire pour trafic de stupéfiants, terrorisme, proxénétisme, extorsion de fonds ou crime commis en bande organisée) : adopté après modifications (p. 2906)

Article 22 (article 226-30-1 du code de procédure pénale : interdiction de publier l'image d'une personne portant des menottes ou de réaliser un sondage sur la culpabilité d'une personne mise en cause)

Son intervention (p. 2935)

Après l'article 31

Soutient l'amendement n° 309 du Gouvernement (insertion d'un article 800-2 dans le code de procédure pénale - prise en charge par l'Etat des frais irrépétibles en cas de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement) : adopté (p. 2958)

Seconde délibération

Article 15 (articles 143-1 et 144 du code de procédure pénale : conditions autorisant le placement en détention provisoire)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (trouble à l'ordre public - rétablissement du texte du projet de loi) : adopté (p. 2964)

Article 25 (articles 11, 145, 177-1, 199, 199-1, 212-1 et 803 du code de procédure pénale : "fenêtres de publicité" dans la procédure pénale)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (informations nominatives figurant dans les communiqués du procureur - rétablissement du texte du projet de loi) : adopté (p. 2964)

Article 26 (article 226-30-1 du code pénal : atteinte à la dignité de la victime d'un crime ou d'un délit)

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (rétablissement du texte du projet de loi) : adopté (p. 2965)

Explications de vote et vote [30 mars 1999] (p. 3027)

Son intervention (p. 3027)

Proposition de loi n° 1403 relative à l'enfance en danger et aux mineurs délinquants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2845)

Ses interventions (p. 2847, 2868)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : droit pénal (p. 2849)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 2847, 2848)

Droit pénal : mineurs : centres pénitentiaires (p. 2851)

Droit pénal : mineurs : détention provisoire (p. 2848, 2849)

Droit pénal : mineurs : garde à vue (p. 2849)

Droit pénal : mineurs : Gouvernement (p. 2850, 2851)

Droit pénal : mineurs : police de la circulation (p. 2850)

Droit pénal : mineurs : responsabilité pénale (p. 2848, 2869)

Famille (p. 2849, 2869)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 2848, 2868)

Justice : juge des enfants (p. 2849, 2850)

Mort : suicide : jeunes (p. 2869)

Ordre public : sécurité : collectivités locales (p. 2868, 2869)

Politique sociale : exclusion (p. 2848)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 2849, 2850)

Projet de loi constitutionnelle n° 1462 insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 avril 1999] (p. 3295)

Son intervention (p. 3295)

Sa réponse (p. 3312)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : Cour pénale internationale (p. 3298, 3299)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 3295, 3296, 3299, 3300)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : compétences (p. 3296, 3312, 3313)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Etat (p. 3297, 3298)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : histoire (p. 3296)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : mise en examen (p. 3297)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3298, 3313)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : procédures (p. 3297, 3298)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : victimes (p. 3297)

Pays étrangers : Irak : Cour pénale internationale (p. 3313)

Pays étrangers : Serbie : Kosovo : Cour pénale internationale (p. 3300)

Projet de loi n° 998 relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3318)

Son intervention (p. 3318)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 3318 à 3320)

Droit pénal : alternatives aux poursuites (p. 3319)

Droit pénal : composition pénale (p. 3319)

Droit pénal : médiation pénale (p. 3318)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 3318, 3319)

Droit pénal : procédure pénale : réforme (p. 3319)

Droit pénal : procédure pénale : relations internationales (p. 3319)

Emploi : jeunes : justice (p. 3320)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : justice (p. 3320)

Justice : réforme (p. 3318)

Police : police judiciaire (p. 3320)

Police : police judiciaire : douanes (p. 3319, 3320)

Discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3332)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (articles 41-2 et 41-3 du code de procédure pénale - composition pénale)

Soutient l'amendement n° 53 du Gouvernement (possibilité de transmission par un officier de police judiciaire de la proposition de compensation pénale faite par le procureur) : adopté (p. 3338)

Soutient le sous-amendement n° 56 corrigé du Gouvernement (composition pouvant être proposée dans un tribunal ou dans une maison de justice et du droit) à l'amendement n° 10 de la commission (composition pénale devant être proposée dans un

tribunal ou dans une maison de justice et du droit) : adopté (p. 3338)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 57 du Gouvernement (extension de l'aide juridique à la composition pénale) : adopté (p. 3342)

Article 20 (article 803-1 nouveau du code de procédure pénale - généralisation des notifications aux avocats par télécopie)

Soutient l'amendement n° 54 du Gouvernement (récépissé émis par le télécopieur d'envoi substitué à l'avis de réception devant être retourné par l'avocat) : adopté (p. 3349)

Après l'article 20

Soutient l'amendement n° 60 du Gouvernement (recrutement d'emplois-jeunes par le ministère de la justice) : adopté (p. 3353)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6274, 6295) ; [23 juin 1999] (p. 6373)

Son intervention (p. 6274)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 6288)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 6299)

Sa réponse (p. 6376)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 6386)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 6275, 6539)

Droit pénal : action publique : ministre (p. 6278)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 6278, 6299, 6301)

Droit pénal : politique pénale : ministre (p. 6277 à 6280, 6288, 6300, 6376, 6377, 6540)

Droit pénal : politique pénale : Premier ministre (p. 6275, 6276)

Droit pénal : procédure pénale : élus (p. 6299, 6300)

Etat : Gouvernement : magistrats (p. 6377)

Etrangers : extradition : magistrats (p. 6300)

Justice : crédits (p. 6379)

Justice : indépendance (p. 6275 à 6281, 6299, 6376, 6540)

Justice : magistrats : discipline (p. 6280, 6281, 6378)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 6278, 6280, 6281, 6378, 6379, 6386, 6540)

Justice : magistrats : statuts (p. 6300, 6378)

Justice : parquet : rôle (p. 6276 à 6279)

Justice : procureurs généraux (p. 6278, 6386)

Justice : réforme (p. 6275, 6539, 6540)

Justice : réforme : Président de la République (p. 6299)

Justice : victimes (p. 6540)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 6276, 6277, 6288, 6300, 6376, 6377, 6386, 6540)

Police : police judiciaire (p. 6278, 6279, 6377)

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6389, 6401)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Explications de vote et vote [29 juin 1999] (p. 6539)

Son intervention (p. 6539)

François GUILLAUME

*Meurthe-et-Moselle (4^{ème} circonscription)
Apparté au groupe du Rassemblement pour la
République*

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14914)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Précise que trois amendements plafonnant le montant des aides accordées aux jeunes agriculteurs lors de la conclusion d'un contrat territorial d'exploitation ont été votés et par les députés de l'opposition et aussi par certains membres de la majorité après avis favorable du rapporteur [12 octobre 1998] (p. 6327)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 5892) : rejetée (p. 5901)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5893)

Commerce extérieur : exportations : agriculture (p. 5894)

Environnement : espace rural (p. 5895)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5894)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5893 à 5895)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 285 (de suppression) : rejeté (p. 5907)

Intervient sur le sous-amendement n° 845 de M. Félix Leyzour (rappel du principe de la préférence communautaire) à l'amendement n° 59 corrigé de la commission (définition de la politique agricole française en liaison avec la politique agricole commune) (p. 5909)

Intervient sur l'amendement n° 829 de M. Félix Leyzour (maintien des exploitations de type familial) (p. 5910)

Son amendement n° 296 corrigé (transformation des productions agricoles en produits énergétiques) : devenu sans objet (p. 5917)

Son amendement n° 291 (acteurs habituels des services collectifs) : rejeté (p. 5965)

Intervient sur l'amendement n° 547 de M. Alain Veyret (coexistence équilibrée entre le monde agricole et les autres activités) (p. 5969)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 300 (activité agricole respectueuse de l'environnement) : adopté (p. 6009)

Son amendement n° 301 (non intégration des services collectifs dans les contrats territoriaux d'exploitation) : rejeté (p. 6015)

Intervient sur l'amendement n° 301 de M. François Guillaume (non intégration des services collectifs dans les contrats territoriaux d'exploitation) (p. 6015)

Intervient sur l'amendement n° 509 de M. François Sauvadet (non intégration des services collectifs dans les contrats territoriaux d'exploitation) (p. 6015)

Article 3 (création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (non prise en compte des concours éventuels des régions dans les ressources du fonds) (p. 6051)

Intervient sur l'amendement n° 551 de M. Stéphane Alaïze (non prise en compte des concours éventuels des régions dans les ressources du fonds) (p. 6051)

Intervient sur l'amendement n° 517 de M. François Sauvadet (non prise en compte des aides communautaires) (p. 6055)

Intervient sur l'amendement n° 312 de M. Jean-Claude Lemoine (non prise en compte des aides communautaires) (p. 6055)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son amendement n° 314 (maintien des autres aides) : rejeté (p. 6067)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Son amendement n° 322 (suppression des données relatives à la consistance de l'exploitation) : rejeté (p. 6090)

Intervient sur l'amendement n° 463 de M. Jacques Le Nay (immatriculation des horticulteurs et des pépiniéristes) (p. 6092)

Après l'article 7

Intervient sur le sous-amendement n° 849 corrigé de M. Félix Leyzour (définition de l'exploitant agricole) à l'amendement n° 91 de la commission (définition de l'exploitant agricole) (p. 6096)

Article 9 (protection du preneur appliquant des méthodes culturelles favorables à l'environnement)

Son amendement n° 324 (gestion "en bon père de famille") : rejeté (p. 6098)

Article 10 (articulation entre la résiliation du bail et le contrôle des structures)

Son amendement n° 325 (rédactionnel) : rejeté (p. 6098)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 636 de M. Léonce Deprez (saisine du tribunal par le bailleur en cas de refus de cession) (p. 6099)

Intervient sur l'amendement n° 635 de M. Léonce Deprez (cessibilité du bail) (p. 6101)

Intervient sur l'amendement n° 94 de la commission (reprise d'une parcelle par le bailleur pour la construction d'une maison d'habitation) (p. 6104)

Intervient sur le sous-amendement n° 634 de M. Maurice Adevah-Poeuf (extension du droit de reprise pour les maisons d'habitation existantes) à l'amendement n° 94 de la commission (p. 6104)

Intervient sur le sous-amendement n° 755 corrigé de M. Jacques Barrot (application à tous les baux en cours) à l'amendement n° 94 de la commission (p. 6104)

Intervient sur l'amendement n° 659 de M. Jean Proriol (reprise d'une parcelle par le bailleur pour la construction d'une maison d'habitation) (p. 6104)

Article 12 (rapport sur l'assurance-récolte)

Son amendement n° 765 (indemnisation des calamités agricoles) : rejeté (p. 6110)

Article 13 (création de l'unité de référence)

Son amendement n° 330 soutenu par M. Christian Jacob (référence à la notion de productions) : rejeté (p. 6122)

Son amendement n° 329 soutenu par M. Christian Jacob (impossibilité de fonder des installations sur des ateliers hors sol) : rejeté (p. 6122)

Article 15 (notification préalable des départs à la retraite)

Son amendement n° 334 soutenu par M. François Sauvadet (interrogation des exploitants agricoles par les services administratifs un an avant l'âge de la retraite) : rejeté (p. 6128)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Intervient sur l'amendement n° 356 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 6144)

Article L. 331-1 du code rural : portée et objectifs du contrôle

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Christian Estrosi (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluriactifs) (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Pierre Micaux (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Yves Nicolin (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 358 de M. Jean-Claude Mignon (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 500 de M. Gérard Voisin (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) (p. 6145)

Article L. 331-2 du code rural : opérations soumises à autorisation préalable

Son amendement n° 366 (déclaration obligatoire en cas de disparition d'un associé au sein d'un GAEC ou d'une EARL) : rejeté (p. 6147)

Son amendement n° 361 (déclaration préalable à la préfecture) : rejeté (p. 6148)

Son amendement n° 363 soutenu par M. Christian Jacob (élargissement des seuils de référence) (p. 6159) : rejeté (p. 6160)

Intervient sur l'amendement n° 364 de M. Christian Jacob (suppression de l'autorisation provisoire) (p. 6166)

Intervient sur l'amendement n° 368 de M. Thierry Mariani (pas de contrôle lorsque les successions sont effectuées entre ascendants et descendants) (p. 6168)

Son amendement n° 370 (assouplissement des contrôles lors des installations, agrandissements ou réunions d'exploitation et lorsque l'un des membres ne remplit pas les conditions de capacité ou d'expérience professionnelle) : rejeté (p. 6170)

Son amendement n° 371 (suppression du franchissement du seuil de 50 % du capital social) : rejeté (p. 6171)

Soutient l'amendement n° 373 de M. Christian Jacob (agrandissements avec des terres situées à dix kilomètres) : rejeté (p. 6174)

Son amendement n° 374 (dispenses lors des transmissions familiales) : rejeté (p. 6175)

Intervient sur l'amendement n° 811 de M. François Colcombet (renforcement des contrôles pour les ateliers hors sol produisant des effluents de lisier) (p. 6177)

Intervient sur l'amendement n° 576 de M. François Patriat (transparence des vacances de superficies significatives) (p. 6178)

Son amendement n° 375 (suppression des nouvelles contraintes imposées aux SAFER) : rejeté (p. 6179)

Intervient sur l'amendement n° 842 de M. Félix Leyzour (prise en compte des terres exploitées par un agriculteur dans un autre pays de l'Union européenne) (p. 6181)

Intervient sur l'amendement n° 376 de M. Christian Jacob (prise en compte des terres exploitées par un agriculteur dans un autre pays de l'Union européenne) (p. 6181)

Article L. 331-3 du code rural : critères d'examen des demandes

Son amendement n° 377 (vérification avec les orientations du schéma départemental des structures) : rejeté (p. 6188)

Intervient sur l'amendement n° 772 de M. Jean-Michel Marchand (respect des espaces naturels) (p. 6190)

Article L. 331-5 du code rural : communication des informations nécessaires au contrôle des structures

Intervient sur l'amendement n° 844 de M. Félix Leyzour (contrôle des structures par la Mutualité sociale agricole) (p. 6191)

Article L. 331-6 du code rural : nullité du bail en cas d'exploitation irrégulière

Son amendement n° 347 (avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés avant toute publication) : rejeté (p. 6191)

Article L. 331-10 du code rural : poursuite de la mise en valeur du fonds

Intervient sur l'amendement n° 248 de M. Pierre Micaux (de suppression) (p. 6192)

Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Christian Jacob (libre choix du bailleur) (p. 6193)

Intervient sur l'amendement n° 116 de la commission (rédactionnel) (p. 6193)

Après l'article 17

Son amendement n° 335 (soumission aux prix du fermage des biens publics mis en location à titre précaire) : retiré (p. 6200)

Article 18 (création du statut de conjoint collaborateur)

Son intervention (p. 6208)

Article 27 (création du titre emploi simplifié agricole)

Intervient sur l'amendement n° 882 de M. Félix Leyzour (protection des salariés agricoles) (p. 6225)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 129 de la commission (interdiction faite aux groupements d'employeurs d'imposer de longs déplacements à leurs salariés) (p. 6228)

Article 28 (création au niveau des départements de comités d'oeuvres sociales et culturelles)

Son amendement n° 344 (de suppression) : rejeté (p. 6230)

Article 29 (création au niveau des départements de commissions paritaires d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en agriculture)

Son amendement n° 345 (de suppression) : rejeté (p. 6291)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 651 du Gouvernement (fonctionnement des organismes de mutualité sociale agricole) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 652 du Gouvernement (circonscription des caisses fusionnées et des associations à but non lucratif) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 653 du Gouvernement (contrats pluriannuels de gestion) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 654 du Gouvernement (sanctions en cas d'irrégularité grave ou de mauvaise gestion) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 655 corrigé du Gouvernement (conventions entre les caisses de mutualité sociale agricole et des tiers) (p. 6296)

Avant l'article 30

Son intervention (p. 6297)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son intervention (p. 6304)

Intervient sur l'amendement n° 349 de M. Christian Jacob (renforcement de la sécurité alimentaire) (p. 6307)

Intervient sur l'amendement n° 142 de la commission (de précision) (p. 6308)

Intervient sur l'amendement n° 689 de M. Jean Prioriol (de précision) (p. 6308)

Intervient sur l'amendement n° 773 de M. Jean-Michel Marchand (information des consommateurs) (p. 6308)

Intervient sur l'amendement n° 350 de M. Christian Jacob (organisation interprofessionnelle pour les produits issus de l'agriculture biologique) (p. 6315)

Intervient sur l'amendement n° 687 de M. Jean Prioriol (organisation interprofessionnelle pour les produits issus de l'agriculture biologique) (p. 6315)

Son amendement n° 353 (associations de consommateurs laissés à l'écart des interprofessions) : rejeté (p. 6317)

Article 34 (extension des accords interprofessionnels)

Son rappel au règlement (cf. supra) [12 octobre 1998] (p. 6327)

Article 37 (contrats de lutte contre les crises conjoncturelles)

Intervient sur l'amendement n° 528 rectifié de M. Didier Quentin (durée maximale des accords de crise) (p. 6333)

Intervient sur l'amendement n° 157 de la commission (durée maximale des accords de crise) (p. 6333)

Intervient sur l'amendement n° 158 de la commission (accords de crise réservés à la régulation de l'offre) (p. 6335)

Intervient sur l'amendement n° 24 rectifié de M. Jacques Rebillard (accords de crise réservés à la régulation de l'offre) (p. 6335)

Intervient sur l'amendement n° 582 de M. Joseph Parrenin (accords de crise réservés à la régulation de l'offre) (p. 6335)

Intervient sur l'amendement n° 529 rectifié de M. Didier Quentin (accords de crise réservés à la régulation de l'offre) (p. 6335)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Robert Lamy (accords de crise réservés à la régulation de l'offre) (p. 6335)

Article 38 (modification de la composition du Conseil supérieur d'orientation)

Son amendement n° 390 soutenu par M. Christian Jacob (non représentation des associations de consommateurs et des associations de protection de l'environnement au Conseil supérieur d'orientation) : rejeté (p. 6341)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 180 rectifié de la commission (syndicats et associations de producteurs

de produits d'appellation d'origine contrôlée)
(p. 6365)

Article 42 (appellation "montagne")

Intervient sur l'amendement n° 184 rectifié de la commission (de codification) (p. 6370)

Après l'article 42

Intervient sur le sous-amendement n° 939 de M. François Sauvadet (financement du fonds) à l'amendement n° 480 rectifié du Gouvernement (création d'un fonds de valorisation et de communication) (p. 6374)

Article 45 (prise en compte des fonctions économique, environnementale et sociale de l'espace agricole et forestier)

Son amendement n° 402 soutenu par M. Christian Jacob (de suppression) (p. 6405) : rejeté (p. 6406)

Article 47 (zones agricoles protégées)

Son amendement n° 404 soutenu par M. Christian Jacob (de suppression partielle) : rejeté (p. 6412)

Article 51 (principes et missions de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Son amendement n° 406 soutenu par M. Christian Jacob (formation aux métiers de la gestion de l'eau et de l'environnement) : adopté (p. 6424)

Son amendement n° 407 soutenu par M. Christian Jacob (suppression de la référence au caractère laïc de l'enseignement) : retiré (p. 6424)

Article 55 (principes, missions et architecture générale de l'enseignement supérieur agricole public)

Son amendement n° 409 soutenu par M. Christian Jacob (formation à la protection de l'eau) : adopté (p. 6430)

Article 59 (architecture générale de l'enseignement technique agricole privé)

Son amendement n° 411 soutenu par M. Christian Jacob (diplômes) : rejeté (p. 6433)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207, 7257)

Procédure des questions :

Transports routiers : transport de marchandises : pollution (p. 7272)

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765, 8807)

Procédure des questions :

Agriculture : aides (p. 8819)

Politique économique : libéralisme : agriculture (p. 8818)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Son amendement n° 41 (primauté de la Constitution sur toute règle juridique) : rejeté (p. 9540)

Son amendement n° 39 (élargissement du champ du référendum à tout acte ou projet d'acte des Communautés ou de l'Union européenne et référendum d'initiative populaire) : rejeté (p. 9545)

Son amendement n° 35 (application des règles générales des traités et accords internationaux aux Communautés européennes et à l'Union européenne) : rejeté (p. 9556)

Article unique (modification de l'article 88-2 de la Constitution)

Son amendement n° 18 (délégations de compétences substituées aux transferts de compétences) : rejeté (p. 9562)

Son amendement n° 32 (détermination des règles relatives à la circulation des personnes et non à leur libre circulation) : rejeté (p. 9562)

Son amendement n° 33 (suppression des domaines liés à la libre circulation des personnes) : rejeté (p. 9562)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Lionel Luca (définition préalable et précise des domaines liés à la libre circulation des personnes) (p. 9563)

Après l'article unique

Son amendement n° 34 (soumission au Parlement des documents émanant d'institutions européennes et vote de résolutions) : rejeté (p. 9577)

Son amendement n° 38 (approbation par le Parlement des projets ou propositions donnant à la Communauté européenne ou à l'Union européenne un pouvoir d'action non explicitement prévu par les traités) : rejeté (p. 9578)

Son amendement n° 36 (contrôle du Conseil constitutionnel, saisi en application de l'article 54 de la Constitution, sur les projets d'actes européens) : rejeté (p. 9583)

Son amendement n° 40 (clause de sauvegarde en matière d'harmonisation du marché intérieur et de libre circulation des personnes) : rejeté (p. 9585)

Son amendement n° 37 (absence d'effet contraignant des actes des Communautés européennes ou de l'Union européenne auxquels le Gouvernement s'est opposé) : rejeté (p. 9585)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 février 1999] (p. 1314)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Article L. 5211-29 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 567 : non soutenu (p. 1388)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF)

Son amendement n° 713 (conditions d'achat) : devenu sans objet (p. 1714)

Article 48 (révision des contrats entre EDF et les producteurs d'électricité)

Son intervention (p. 1812)

Intervient sur le sous-amendement n° 776 du Gouvernement (révision des contrats) à l'amendement n° 318 de la commission (révision des contrats conclus entre EDF et les producteurs avant l'entrée en vigueur de la loi) (p. 1814)

Son amendement n° 736 (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1815)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [3 mars 1999] (p. 1947)

Article unique (autorisation de ratification du traité d'Amsterdam)

Son intervention (p. 1951)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2436)

Article 1er (indemnisation en présence de clauses minières valides)

Son intervention (p. 2441)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2562)

Son intervention (p. 2564)

Proposition de résolution n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final / n° E 1061)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)

Son intervention (p. 2580)

Proposition de résolution n° 1409 sur :

- l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 - (COM (98) 164 final/E 1049) ;

- le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC (98) 698 final/E 1128)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Son intervention (p. 2590)

Jean-Jacques GUILLET

*Hauts-de-Seine (8^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1131 tendant à modifier l'article 17 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis [14 octobre 1998]

Proposition de résolution n° 1183 sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technique entre la Communauté européenne et l'Etat d'Israël (COM (98) 457 final - n° E 1147) [9 novembre 1998]

Proposition de loi n° 1343 relative au contrôle technique obligatoire des installations domestiques de gaz et d'électricité [27 janvier 1999]

Proposition de résolution n° 1788 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les risques sanitaires induits par la fabrication des farines animales [30 août 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Son intervention (p. 8418)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 8419)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : propositions de loi (p. 8419, 8420)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 1998] (p. 9509)

Sa motion de renvoi en commission (p. 9523) : rejetée au scrutin public (p. 9533)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 9525)

Etat : souveraineté (p. 9523 à 9525, 9527)

Etat : souveraineté : politique économique (p. 9524, 9525)

Politiques communautaires : directives (p. 9526)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 9527)

Union européenne : Commission (p. 9525 à 9527)

Union européenne : compromis de Luxembourg (p. 9525)

Union européenne : construction européenne (p. 9523, 9524, 9527, 9528)

Union européenne : droit communautaire (p. 9526)

Union européenne : subsidiarité (p. 9525, 9526)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : référendums (p. 9528, 9529)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : sanctions (p. 9526, 9527)

Union européenne : Traité de Maastricht : Premier ministre (p. 9524)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 17 (rôle des collectivités territoriales en matière de distribution d'électricité)

Son sous-amendement n° 595 (de précision) à l'amendement n° 237 de la commission (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) : rejeté (p. 1748)

Article 35 (pouvoir réglementaire de la CRE)

Son amendement n° 596 : non soutenu (p. 1788)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [3 mars 1999] (p. 1947)

Article unique (autorisation de ratification du traité d'Amsterdam)

Son intervention (p. 1951)

Paulette GUINCHARD-KUNSTLER*Doubs (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Chargée d'une mission temporaire auprès de Mme la Ministre de l'emploi et de la solidarité et de Mme la Ministre auprès de la ministre de l'emploi et de la solidarité, à la santé et à l'action sociale et de M. le Ministre auprès de la ministre de l'emploi et de la solidarité, à la santé et à l'action sociale et de Mme la Ministre de l'emploi et de la solidarité [J.O. du 19 janvier 1999]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de moins de cinquante ans [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 650, posée le 1^{er} mars 1999. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 1128). Appelée le 2 mars 1999. Effectifs de personnel, psychiatres (p. 1837)

n° 862, posée le 7 juin 1999. Institutions sociales et médico-sociales. Personnel (J.O. Questions p. 3356). Appelée le 8 juin 1999. Durée du travail, réduction, application (p. 5470)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES***ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET
TECHNOLOGIE**

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7025, 7053)

Procédure des questions :

Recherche : innovation : délocalisations (p. 7063)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7122, 7139)

Procédure des questions :

Enseignement secondaire : médecins scolaires : médecine scolaire et universitaire (p. 7162)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665, 8710)

Procédure des questions :

Travail : réduction du temps de travail : travail de nuit (p. 8724)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7470)

Son intervention (p. 7476)

Thèmes :

Personnes âgées : allocation dépendance (p. 7476, 7477)

Retraites : généralités : minimum vieillesse (p. 7476)

Discussion des articles [30 octobre 1998] (p. 7743)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 379 (politique gérontologique) : adopté (p. 7780)

Son amendement n° 378 (de cohérence) : adopté (p. 7787)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [3 février 1999] (p. 897)

Article 36 (Compagnie nationale du Rhône)

Son intervention (p. 937)

Jacques GUYARD

*Essonne (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif à l'emploi des fonds de la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1192) [25 novembre 1998]

Membre de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 18 décembre 1998] (p. 19168)

Président de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19457)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 17 : Education nationale, recherche et technologie (éducation nationale) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi, adopté par le Sénat, (n° 1192) relatif à l'emploi des fonds de la participation des employeurs à l'effort de construction [2 décembre 1998] (n° 1242)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales et de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur l'enseignement scolaire en Guyane [18 mars 1999] (n° 1477)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales et de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur la gestion des personnels enseignants du second degré [7 avril 1999] (n° 1535)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement : personnel. Enseignants. Conditions de travail, carrière [21 octobre 1998] (p. 7121)

Enseignement supérieur. Politique et réglementation. Perspectives [23 juin 1999] (p. 6363)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1998] (p. 6484, 6507) ; [14 octobre 1998] (p. 6551, 6584, 6613)

Son intervention (p. 6600)

Thèmes :

Aménagement du territoire : villes nouvelles (p. 6601)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6600, 6601)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6600, 6601)

Impôts locaux : valeur locative (p. 6601)

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7122, 7139)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7122)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bourses d'études (p. 7123)

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 7124)

Enseignement : pédagogie (p. 7123)

Enseignement : rythmes et vacances scolaires (p. 7124)

Enseignement : personnel : auxiliaires : surveillants (p. 7124)

Enseignement : personnel : chefs d'établissement (p. 7124)

Enseignement secondaire : lycées : contrats emploi-jeunes (p. 7122)

Enseignement secondaire : personnel (p. 7123)

Vote des crédits [20 octobre 1998] (p. 7167)

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Après l'article 79

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (intégration au service public de l'éducation nationale)

de l'Ecole nationale des métiers du bâtiment de Felletin (Creuse)) : adopté (p. 7168)

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8017, 8039)

Son intervention (p. 8020)

Thèmes avant la procédure des questions :

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 8021)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 8021)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs intermédiaires (PLI) (p. 8021)

Procédure des questions :

Urbanisme : établissements publics d'aménagement (p. 8050, 8051)

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)

Son intervention (p. 8885)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 8885)

Grandes écoles (p. 8885)

Postes (p. 8885)

Télécommunications : France Télécom (p. 8885)

Télécommunications : tarifs (p. 8885)

Procédure des questions :

Télécommunications : tarifs (p. 8897)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 27 bis (exonération de TVA pour les achats de terrains à bâtir par des particuliers qui souhaitent y construire un immeuble affecté à leur usage privatif)

Son amendement n° 263 : non soutenu (p. 10673)

Projet de loi n° 1192 relatif à l'emploi des fonds de la participation des employeurs à l'effort de construction

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10353)

Son intervention (p. 10356)

Thèmes :

Logement : HLM (p. 10356)

Logement : Union d'économie sociale (p. 10357)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 10357)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 10356)

Proposition de résolution n° 811 tendant à créer une commission d'enquête relative aux exigences pécuniaires, aux relations financières internationales, à la situation patrimoniale et fiscale des sectes

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10485)

Son intervention (p. 10492)

Thèmes :

Associations : sectes : commissions d'enquête (p. 10493)

Associations : sectes : contentieux (p. 10492)

Associations : sectes : entreprises (p. 10493)

Associations : sectes : exercice illégal de la médecine (p. 10493)

Associations : sectes : relations financières (p. 10493)

Associations : sectes : Union européenne (p. 10492)

Cultes : associations cultuelles (p. 10493)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté de pensée (p. 10492)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 février 1999] (p. 1208)

Après l'article 41

Son amendement n° 565 soutenu par M. Daniel Vachez (transformation des syndicats et des communautés d'agglomération nouvelle en communautés d'agglomération) : retiré (p. 1219)

Article 2 précédemment réservé (articles L. 5814-1, L. 2333-67, L. 5212-33 et L. 5341-2 du code général des collectivités territoriales - application aux communes des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle - dispositions diverses)

Son amendement n° 564 soutenu par M. Gérard Gouzes (de coordination) : adopté (p. 1221)

H**Georges HAGE**Nord (16^{ème} circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Vice-président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relative aux personnels scientifiques de l'Institut Max von Laue-Paul Langevin (n° 1319) [17 février 1999]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome IV : Affaires étrangères (relations culturelles, internationales et francophonie) (n° 1113) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1319), autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relative aux personnels scientifiques de l'Institut Max von Laue-Paul Langevin [16 juin 1999] (n° 1700)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Irak. Attitude de la France [22 décembre 1998] (p. 11010)

Risques professionnels. Maladies professionnelles et accidents du travail. Lutte et prévention [17 février 1999] (p. 1557)

Sports. Politiques communautaires. Perspectives [9 juin 1999] (p. 5612)

Travail. Conditions de travail. Harcèlement psychologique, lutte et prévention [30 juin 1999] (p. 6696)

*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*n° 502, posée le 30 novembre 1998. Entreprises. Institutions représentatives du personnel (J.O. Questions p. 6455). Appelée le 1^{er} décembre 1998. Réforme (p. 9717)*RAPPELS AU RÈGLEMENT*

Cite Sénèque à propos des horaires de séance de l'Assemblée [2 décembre 1998] (p. 9900)

*DÉBATS***Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1998] (p. 6241, 6281)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 6271)

Thèmes :

Constitution (p. 6271)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 6272, 6273)

Etat (p. 6273)

Famille (p. 6272)

Femmes : égalité des sexes (p. 6272)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 7823)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 7823)

Ministères et secrétariats d'Etat : crédits (p. 7824)

Politique extérieure : coopération culturelle (p. 7823, 7824)

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)

Son intervention (p. 8847)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit civil (p. 8847)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 8847, 8848)

Droit pénal : peine de mort (p. 8847)

Droit pénal : présomption d'innocence (p. 8847)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : justice (p. 8847)

Justice : aide juridictionnelle (p. 8847)

Justice : crédits (p. 8847)

Justice : erreurs judiciaires (p. 8847)

Justice : indépendance (p. 8847)

Justice : réforme (p. 8847)

Système pénitentiaire : administration pénitentiaire (p. 8847)

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)

Procédure des questions :

Industrie : haute couture (p. 8900)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7965)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 8008)

Thèmes :

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 8008)

Cultes (p. 8008, 8009)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9459)

Son intervention (p. 9477)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 9478)

Etat : souveraineté (p. 9477 à 9479)

Parlement : rôle : Union européenne (p. 9478)

Union européenne : institutions communautaires : réforme (p. 9478)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : référendums (p. 9478)

Projet de loi n° 956 relatif à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10250)

Son intervention (p. 10255)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 10255)

Justice : aide à l'accès au droit (p. 10255)

Justice : aide juridictionnelle (p. 10255)

Justice : maisons de justice et du droit (p. 10255)

Politique sociale : exclusion (p. 10255)

Proposition de loi n° 1205 relative à la validation législative d'actes pris après avis du comité technique paritaire du ministère des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10263)

Son intervention (p. 10265)

Thème :

Politique extérieure : coopération (p. 10265)

Projet de loi n° 1192 relatif à l'emploi des fonds de la participation des employeurs à l'effort de construction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10353)

Son intervention (p. 10357)

Thèmes :

Logement : HLM (p. 10357)

Logement : aides et prêts : participation patronale (p. 10357)

Projet de loi n° 207 portant modification de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles

TROISIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 mars 1999] (p. 2146)

Son intervention (p. 2149)

Thèmes :

Arts et spectacles : généralités (p. 2149)

Arts et spectacles : intermittents (p. 2149)

Arts et spectacles : spectacles : associations (p. 2149, 2150)

Vote pour du groupe communiste (p. 2149)

Projet de loi n° 998 relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3318)

Son intervention (p. 3324)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives aux poursuites (p. 3325)

Droit pénal : composition pénale (p. 3325)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 3324)

Droit pénal : emprisonnement (p. 3324)

Droit pénal : procédure pénale : réforme (p. 3325)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : justice (p. 3324, 3325)

Justice : juge unique : procédure pénale (p. 3325)

Justice : réforme (p. 3324)

Politique sociale : exclusion : délinquance et criminalité (p. 3324)

Discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3332)

Article 1er (articles 41-2 et 41-3 du code de procédure pénale - composition pénale)

Soutient l'amendement n° 49 de M. André Gerin (suppression de l'amende) : rejeté (p. 3337)

Soutient l'amendement n° 50 de M. André Gerin (possibilité de modification des mesures proposées) : retiré (p. 3339)

Article 19 A (article 626 du code de procédure pénale - indemnisation des condamnés reconnus innocents)

Soutient l'amendement n° 52 de M. André Gerin (réparation intégrale substituée à indemnisation) : rejeté (p. 3348)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 juin 1999] (p. 5685)

Son intervention (p. 5688)

Thèmes :

Droit pénal : composition pénale (p. 5688)

Emploi : jeunes : justice (p. 5688)

Justice : juge unique : procédure pénale (p. 5688)

Justice : réforme (p. 5688)

Parlement : Sénat : procédure pénale (p. 5688)

Sécurité routière : alcoolémie : composition pénale (p. 5688)

Vote pour du groupe communiste (p. 5688)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4159)

Son intervention (p. 4172)

Thèmes :

Santé : soins palliatifs : enseignement (p. 4172)

Santé : soins palliatifs : généralités (p. 4172)

Santé : soins palliatifs : soins et maintien à domicile (p. 4172)

Travail : congé d'accompagnement (p. 4172)

Proposition de loi organique n° 1494 relative au statut de la magistrature

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juin 1999] (p. 5700)

Son intervention (p. 5702)

Thèmes :

Justice : jugements : délais (p. 5702)

Justice : magistrats : âge de la retraite (p. 5702)

Justice : magistrats : recrutement (p. 5702)

Justice : réforme (p. 5702)

Projet de loi n° 1688 portant approbation d'un avenant à la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche, signée le 14 mars 1986

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6635)

Son intervention (p. 6640)

Thèmes :

Sociétés : actionnaires : dividendes (p. 6640)

Traités et conventions : liaison Transmanche (p. 6640)

Gérard HAMEL

*Eure-et-Loir (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Prestations familiales. Allocations familiales. Mise sous tutelle, enfants délinquants [14 octobre 1998] (p. 6580)

Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [2 février 1999] (p. 706)

DÉBATS

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5316)

Thèmes :

Gens du voyage (p. 5316, 5317)

Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 5316)

Gens du voyage : stationnement : maires (p. 5316)

Gens du voyage : stationnement : migrations (p. 5316)

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son amendement n° 113 (schéma national d'accueil des gens du voyage) : rejeté (p. 5338)

Son amendement n° 114 (répartition équilibrée des aires d'accueil dans une zone géographique donnée) : rejeté (p. 5340)

Son amendement n° 115 (schéma départemental prévoyant le type d'aire d'accueil en fonction des différentes catégories de population faisant partie des gens du voyage) : rejeté (p. 5341)

Son amendement n° 111 (obligations des gens du voyage en matière de scolarisation, d'alphabétisation et de respect de l'ordre public et de la salubrité publique précisées par le schéma départemental) : rejeté (p. 5349)

Son amendement n° 119 (schéma départemental approuvé après consultation de l'ensemble des communes du département) : rejeté (p. 5354)

Son amendement n° 118 (schéma départemental approuvé après consultation de l'ensemble des communes de l'arrondissement) : rejeté (p. 5354)

Son amendement n° 120 (schéma départemental approuvé après consultation de l'ensemble des communes du canton et de celles des cantons limitrophes) : rejeté (p. 5354)

Son amendement n° 117 (schéma départemental approuvé après consultation de l'ensemble des communes du canton) : rejeté (p. 5354)

Son amendement n° 116 : non soutenu (p. 6446)

Son amendement n° 121 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (consultation des commissions des départements limitrophes par la commission consultative) : rejeté (p. 6450)

Article 2 (obligations des communes)

Son amendement n° 122 : non soutenu (p. 6457)

Son amendement n° 133 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (fixation par la commission consultative du délai de réalisation des obligations des communes après l'approbation du schéma départemental) : rejeté (p. 6458)

Article 3 (pouvoir de substitution du représentant de l'Etat)

Son amendement n° 125 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (respect des obligations imposées par le schéma départemental aux communes ou aux établissements de coopération intercommunale) (p. 6462) : rejeté (p. 6463)

Article 6 (organisation des interventions sociales relatives aux gens du voyage)

Son amendement n° 129 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (fixation par la commission consultative d'une redevance au profit de la commune ayant réalisé l'aire d'accueil) : rejeté (p. 6467)

Article 7 (majoration de la population prise en compte au titre du calcul de la DGF)

Son amendement n° 72 : non soutenu (p. 6470)

Francis HAMMEL

*Somme (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Handicapés. Intégration en milieu scolaire. Perspectives [18 novembre 1998] (p. 9156)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 825, posée le 24 mai 1999. Assurance maladie maternité : généralités. Conventions avec les praticiens (J.O. Questions p. 3017). Appelée le 25 mai 1999. Psychomotriciens, nomenclature des actes (p. 4801)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7470)

Son intervention (p. 7474)

Thème :

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 7474, 7475)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665, 8710)

Procédure des questions :

Formation professionnelle : contrats de qualification : contrats de plan Etat-régions (p. 8726)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 8726)

Guy HASCOËT

*Nord (7^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1121 relative au pacte civil de solidarité [13 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1266 autorisant la ratification du traité de Rome du 17 juillet 1998 portant création de la Cour pénale Internationale [14 décembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Allemagne. Politique énergétique, révision, conséquences [20 octobre 1998] (p. 7012)

Aménagement du territoire. Contrats de plan Etat-régions. Négociation [4 novembre 1998] (p. 8038)

Ordre public. Manifestations. Manifestation d'agriculteurs, ministère de l'environnement, violences et dégradations [9 février 1999] (p. 1080)

Consommation. Sécurité des produits. Organismes génétiquement modifiés (OGM), politiques communautaires [16 juin 1999] (p. 5944)

Femmes. Politique à l'égard des femmes. Contraception, Interruption volontaire de grossesse (IVG) [23 juin 1999] (p. 6371)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 906, posée le 28 juin 1999. Industrie. Textile et habillement (J.O. Questions p. 3877). Appelée le 29 juin 1999. Peignage Amédée, emploi et activité, Roubaix (p. 6502)

DÉBATS

Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1998] (p. 6241, 6281)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 6275)

Son intervention (p. 6283)

Thèmes :

Assemblée nationale : députés : cultes (p. 6275, 6276)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 6276)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 6276)

Elections et référendums : cumul des mandats (p. 6283)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 6276)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Examen du fascicule [21 octobre 1998] (p. 7077)

Son intervention (p. 7091)

Thèmes avant la procédure des questions :

Culture : crédits (p. 7091)

Culture : politique culturelle : décentralisation (p. 7091)

Fonctionnaires et agents publics : vacataires : titularisation (p. 7092)

Patrimoine culturel : musées : Président de la République (p. 7092)

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Son intervention (p. 7188)

Thèmes avant la procédure des questions :

Eau : agences : assainissement (p. 7189)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 7189)

Environnement : crédits (p. 7189)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 7189)

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207, 7257)

Son intervention (p. 7224)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports ferroviaires : SNCF (p. 7224)

Transports par eau : transports fluviaux (p. 7225)

Transports routiers (p. 7225)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles 7 novembre 1998] (p. 8363, 8399)

Son intervention (p. 8382)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 8441)

Thèmes :

Assemblée nationale : motion de renvoi en commission (p. 8441)

Communes : maires : pétitions (p. 8383)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fraties (p. 8384)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : mairies (p. 8383, 8384)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 8382, 8383)

Enfants (p. 8384)

Famille : concubinage (p. 8382)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 8441)

Santé : sida : TGV (p. 8383)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Demande de clôture de la discussion : sur l'article 1er, en application de l'article 57 du règlement [8 novembre 1998] (p. 8455)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 708 de M. Bernard Accoyer (perte du droit de garde pour les divorcés signataires d'un PACS avec une personne du même sexe) (p. 8535)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 176 (déclaration écrite déposée en mairie) : rejeté (p. 8566)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. Noël Mamère (nouvelle rédaction de l'article obligeant les partenaires à s'apporter mutuellement secours et assistance) (p. 9794)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son intervention (p. 9914)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3034, 3057)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 3067)

Son intervention (p. 3070)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : cultes (p. 3070)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fratrices (p. 3070)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : tribunaux d'instance (p. 3070)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 3068)

Famille : mariage (p. 3067)

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Son sous-amendement n° 471 (nouvelle rédaction de l'article 515-3 prévoyant l'enregistrement du PACS en mairie) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) : rejeté (p. 3171)

Son sous-amendement n° 468 (enregistrement du PACS en mairie) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3172)

Ses sous-amendements n° 470 et 469 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : devenus sans objet (p. 3174)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son sous-amendement n° 472 (prise en compte de la vie commune antérieure à la conclusion du PACS) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission : non soutenu ; repris par M. Thierry Mariani : rejeté (p. 3220)

Son sous-amendement n° 473 à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : non soutenu (p. 3219)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9265, 9309, 9320)

Son intervention (p. 9326)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 9326)

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 9327)

Partis et mouvements politiques : écologistes : élections et référendums (p. 9326)

Régions : budget (p. 9326, 9327)

Régions : compétences (p. 9326)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9459)

Son intervention (p. 9480)

Thèmes :

Union européenne : construction européenne (p. 9480, 9481)

Union européenne : institutions communautaires : réforme (p. 9480)

Union européenne : Traité de Maastricht (p. 9480)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 212)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 212)

Energie et carburants : énergie électrique (p. 213)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 213)

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 213)

Secteur public : services publics (p. 213, 214)

Transports (p. 213)

Proposition de loi n° 1301 créant les plans de prévoyance retraite

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 539)

Son intervention (p. 552)

Thèmes :

Démographie (p. 552)

Formation professionnelle : congé de formation (p. 553)

Retraites : généralités : système par capitalisation (p. 552)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 553)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 1999] (p. 1120)

Article 22 (articles L. 5211-6 à L. 5211-11 et L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales - organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale)

Soutient l'amendement n° 149 de Mme Marie-Hélène Aubert (élection des délégués au suffrage universel selon le mode de scrutin des élections régionales) : rejeté (p. 1173)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1247)

Son intervention (p. 1255)

Thèmes :

Famille : contraception (p. 1255, 1256)

Femmes : mères célibataires (p. 1256)

Travail : précarité : femmes (p. 1255)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1593)

Son intervention (p. 1600)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : énergie électrique (p. 1601)

Environnement : protection (p. 1601)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1600)

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 1er (définition du service public de l'électricité)

Son intervention (p. 1604)

Son amendement n° 563 (utilisation de l'énergie la plus adaptée aux besoins) : adopté après rectification (p. 1609)

Article 2 (missions du service public de l'électricité)

Soutient l'amendement n° 564 de M. Jean-Michel Marchand (rôle des établissements publics régionaux) : rejeté (p. 1614)

Son amendement n° 565 (mise en oeuvre d'installations de production de proximité) : rejeté (p. 1616)

Soutient l'amendement n° 567 de M. Jean-Michel Marchand (mise en oeuvre des systèmes de production locale) : retiré (p. 1625)

Article 3 (mise en oeuvre et contrôle des missions de service public)

Soutient l'amendement n° 604 de M. Claude Billard (structure des commissions départementales

d'organisation et de modernisation des services publics) : rejeté (p. 1626)

Soutient l'amendement n° 570 de M. Jean-Michel Marchand (destinataires du rapport annuel des organismes de distribution) : retiré (p. 1626)

Intervient sur l'amendement n° 142 de la commission (destinataires du rapport annuel des organismes de distribution) (p. 1626)

Soutient l'amendement n° 571 de M. Jean-Michel Marchand (destinataires du rapport annuel des organismes de distribution) : retiré (p. 1626)

Soutient l'amendement n° 571 de M. Jean-Michel Marchand (constitution d'établissements publics régionaux de distribution) : retiré (p. 1630)

Article 4 (tarifs et plafonds de prix)

Intervient sur le sous-amendement n° 607 rectifié de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (tarifs de vente d'électricité aux usagers domestiques) (p. 1679)

Intervient sur le sous-amendement n° 748 de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (p. 1679)

Intervient sur le sous-amendement n° 608 de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (p. 1679)

Article 5 (mécanismes de compensation)

Son intervention (p. 1682)

Son amendement n° 572 (opérateurs concernés et montant des contributions) : devenu sans objet (p. 1687)

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements (PPI))

Son intervention (p. 1690)

Intervient sur le sous-amendement n° 640 de M. Jacques Desallangre (de précision) à l'amendement n° 190 de la commission (périodicité du rapport) (p. 1695)

Intervient sur le sous-amendement n° 751 de M. Jean-Yves Le Déaut (déclaration préalable pour les petites installations ne fonctionnant pas de manière permanente) à l'amendement n° 193 de la commission (déclaration préalable pour les petites installations) (p. 1698)

Intervient sur le sous-amendement n° 752 de M. Jean-Yves Le Déaut (déclaration préalable pour les petites installations de moins de 250 KW) à l'amendement n° 193 de la commission (p. 1698)

Article 8 (appels d'offres)

Son intervention (p. 1706)

Son amendement n° 573 (compétences de la Commission de régulation pour enclencher une diminution de la demande d'électricité) : retiré (p. 1709)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF)

Intervient sur le sous-amendement n° 617 de M. Claude Billard (maintien du seuil de 8 mégawatts) à l'amendement n° 205 de la commission (obligation d'achat réservée aux petits producteurs) (p. 1714)

Son sous-amendement n° 578 (seuil de 25 mégawatts) à l'amendement n° 205 de la commission : devenu sans objet (p. 1714)

Son sous-amendement n° 579 (fixation des conditions d'achat par la Commission de régulation) à l'amendement n° 205 de la commission : rejeté (p. 1714)

Soutient le sous-amendement n° 591 de M. Michel Destot (fixation des conditions d'achat par la Commission de régulation) à l'amendement n° 205 de la commission : rejeté (p. 1714)

Son amendement n° 574 (suspension par décret de l'obligation d'achat ramenée à cinq ans maximum) : rejeté (p. 1715)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)

Soutient l'amendement n° 552 de M. Jean-Michel Marchand (bénéfice de l'obligation d'achat étendu aux communes et à leurs groupements) : rejeté (p. 1718)

Article 17 (rôle des collectivités territoriales en matière de distribution d'électricité)

Son intervention (p. 1746)

Soutient l'amendement n° 554 de M. Jean-Michel Marchand (coordination de la gestion et des projets de développement des réseaux d'énergie assurée par les collectivités territoriales) : rejeté (p. 1749)

Article 18 (gestion des réseaux publics de distribution d'électricité)

Soutient l'amendement n° 555 de M. Jean-Michel Marchand (régie de distribution d'électricité créée par la collectivité concédante à l'échéance du contrat de concession avec EDF) : rejeté (p. 1751)

Soutient l'amendement n° 556 de M. Jean-Michel Marchand (consultation obligatoire des usagers au niveau local) : rejeté (p. 1751)

Article 20 (sanction des gestionnaires des réseaux publics de distribution en cas de transmission d'informations confidentielles)

Son amendement n° 557 (information des collectivités locales concédantes) : adopté (p. 1753)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Soutient l'amendement n° 558 de M. Jean-Michel Marchand (éligibilité des communes) : rejeté (p. 1757)

Article 23 (droit d'accès au réseau)

Son sous-amendement n° 597 (droit d'accès des structures dépendant directement d'elles) à

l'amendement n° 254 de la commission (droit d'accès des collectivités territoriales) : adopté (p. 1765)

Article 24 (lignes directes)

Son amendement n° 559 : non soutenu (p. 1768)

Article 27 (droit d'accès à la comptabilité et aux informations financières)

Soutient l'amendement n° 560 de M. Jean-Michel Marchand (droit d'accès à la comptabilité des collectivités concédantes) : rejeté (p. 1771)

Article 31 (concertation de la CRE sur les projets de règlement)

Soutient l'amendement n° 561 de M. Jean-Michel Marchand (avis de la commission sur la politique commerciale et publicitaire des opérateurs) : retiré (p. 1781)

Article 32 (relations avec les assemblées et rapport annuel d'activité)

Soutient l'amendement n° 562 de M. Jean-Michel Marchand (conseil consultatif créé auprès de la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1784)

Article 48 (révision des contrats entre EDF et les producteurs d'électricité)

Son intervention (p. 1812)

Son sous-amendement n° 575 (de suppression partielle) à l'amendement n° 318 de la commission (révision des contrats conclus entre EDF et les producteurs avant l'entrée en vigueur de la loi) : retiré (p. 1814)

Intervient sur le sous-amendement n° 776 du Gouvernement (révision des contrats) à l'amendement n° 318 de la commission (p. 1814)

Son sous-amendement n° 577 (rédactionnel) à l'amendement n° 318 de la commission : retiré (p. 1814)

Son sous-amendement n° 576 corrigé (rédactionnel) à l'amendement n° 318 de la commission : retiré (p. 1814)

Son sous-amendement n° 780 (reconduction des contrats) à l'amendement n° 318 de la commission : rejeté (p. 1815)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2768)

Son intervention (p. 2779)

Thèmes :

Droit pénal : comparution immédiate (p. 2779)

Droit pénal : droits de la défense (p. 2780)

Droit pénal : garde à vue (p. 2779)

Droit pénal : présomption d'innocence : médias (p. 2779)

Droit pénal : témoins assistés (p. 2779)

Discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Article 1er (article préliminaire du code de procédure pénale : principes fondamentaux de la procédure pénale)

Son intervention (p. 2785)

Son amendement n° 301 (suppression des procédures de convocation par procès-verbal et de comparution immédiate) : rejeté (p. 2794)

Avant l'article 2

Soutient l'amendement n° 291 de M. Jack Lang (personne placée en garde à vue informée des raisons de son arrestation et des accusations portées contre elle) : devenu sans objet (p. 2809)

Soutient l'amendement n° 292 de M. Jack Lang (droit de la personne placée en garde à vue de faire prévenir sans délai sa famille ou son employeur) : adopté (p. 2810)

Article 2 (article 63-4 du code de procédure pénale : intervention de l'avocat dès le début de la garde à vue)

Son intervention (p. 2812)

Son amendement n° 302 (présence de l'avocat dès le début de la garde à vue dans les affaires relevant de la criminalité organisée) : retiré (p. 2820)

Son amendement n° 303 (présence de l'avocat dès le début de la garde à vue dans les affaires relevant du terrorisme ou du trafic de stupéfiants) : retiré (p. 2820)

Article 5 (articles 156, 164 et 167 du code de procédure pénale : renforcement du caractère contradictoire des expertises pénales)

Son amendement n° 304 : non soutenu (p. 2830)

Explications de vote et vote [30 mars 1999] (p. 3027)

Ses explications de vote (p. 3031)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 3031)

Proposition de loi n° 1403 relative à l'enfance en danger et aux mineurs délinquants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2845)

Son intervention (p. 2853)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : jeux vidéo (p. 2854)

Droit pénal : mineurs : centres pénitentiaires (p. 2854)
 Droit pénal : mineurs : responsabilité pénale (p. 2853, 2854)
 Emploi : chômage : jeunes (p. 2853)
 Mort : suicide : jeunes (p. 2854)
 Politique sociale : exclusion (p. 2853, 2854)
 Prestations familiales : allocations familiales (p. 2854)

Projet de loi constitutionnelle n° 1462 insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 avril 1999] (p. 3295)

Son intervention (p. 3302)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 3302)
 Organisations internationales : Cour pénale internationale : compétences (p. 3302, 3303)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5116)

Article 5 bis (consignation d'une somme d'argent par les associations de sauvegarde de l'environnement)

Son amendement n° 42 : non soutenu (p. 5119)

Après l'article 8

Son amendement n° 43 : non soutenu (p. 5126)

Article 14 A (définition de la notion d'autorité administrative)

Son amendement n° 44 : devenu sans objet (p. 5130)

Son amendement n° 45 : devenu sans objet (p. 5130)

Son amendement n° 46 : devenu sans objet (p. 5130)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son amendement n° 168 (schéma départemental approuvé après concertation avec les communes concernées) : non soutenu ; repris par M. Jean-Luc Warsmann : devenu sans objet (p. 5354)

Son amendement n° 165 (communes participant à l'habitat des gens du voyage) : rejeté (p. 5335)

Son amendement n° 169 : non soutenu (p. 6449)

Son amendement n° 170 : non soutenu (p. 6452)

Après l'article 1er

Son amendement n° 171 : non soutenu (p. 6456)

Article 2 (obligations des communes)

Son amendement n° 172 : non soutenu (p. 6459)

Article 3 (pouvoir de substitution du représentant de l'Etat)

Son amendement n° 173 : non soutenu (p. 6463)

Article 5 (aide des organismes de sécurité sociale aux personnes gestionnaires d'aires d'accueil)

Son amendement n° 174 : non soutenu (p. 6467)

Article 8 (dispositions modifiant le code de l'urbanisme)

Son amendement n° 176 : non soutenu (p. 6472)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Son amendement n° 177 : non soutenu (p. 6490)

Après l'article 9

Son amendement n° 178 (hébergement des gens du voyage effectuant des travaux saisonniers) : devenu sans objet (p. 6491)

Titre

Son amendement n° 179 : non soutenu (p. 6492)

Proposition de résolution n° 1646 sur les propositions de directives relatives aux chemins de fer communautaires (COM (98) 0480 final/n° E 1163)

Avant la discussion de l'article unique [16 juin 1999] (p. 5915)

Son intervention (p. 5927)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 5928)

Politiques communautaires : directives : transports ferroviaires (p. 5928)

Transports : transport combiné (p. 5928)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 5928)

Transports routiers : transport de marchandises (p. 5928)

Union européenne : élargissement (p. 5928)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6373)

Son intervention (p. 6375)

Thèmes :

Droit pénal : plaintes : classement (p. 6376)

Droit pénal : politique pénale : ministre (p. 6376)

Justice : magistrats : statuts (p. 6376)

Justice : parquet : rôle (p. 6376)

Justice : réforme (p. 6375)

Justice : réforme : Président de la République (p. 6376)

Police : police judiciaire (p. 6376)

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6401)

Avant l'article 4

Son amendement n° 49 (poursuite des infractions lorsque la peine encourue est inférieure à cinq ans si les conditions de la médiation ou de la compensation pénales ne sont pas réunies et obligation de poursuivre lorsque la peine encourue est de cinq ans ou plus) : rejeté (p. 6423)

Après l'article 10

Son amendement n° 50 (constitution auprès de chaque tribunal de grande instance d'unités composées d'officiers et d'agents de police judiciaire) : rejeté (p. 6432)

Cécile HELLE

*Vaucluse (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Secrétaire d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [22 décembre 1998] (p. 11013)

Formation professionnelle. Réforme. Perspectives [30 mars 1999] (p. 3022)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 559, posée le 18 janvier 1999. Ministères et secrétariats d'Etat. Emploi et solidarité personnel (J.O. Questions p. 234). Appelée le 19 janvier 1999. Directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, coordonnateurs emploi-formation, statut (p. 19)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6380)

Après l'article 50

Son amendement n° 821 : non soutenu (p. 6418)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7025, 7053)

Son intervention (p. 7055)

Thème avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : étudiants : action sociale (p. 7055)

Procédure des questions :

Enseignement supérieur : crédits : contrats emploi-jeunes (p. 7068)

Projet de loi n° 1410 sur l'innovation et la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5376)

Son intervention (p. 5388)

Thèmes :

Entreprises : investissements : recherche (p. 5389, 5390)

Impôt sur les sociétés : régimes particuliers (p. 5389, 5390)

Recherche : chercheurs : mobilité (p. 5389, 5390)

Recherche : innovation (p. 5388, 5389)

Ses explications de vote (p. 5445)

Vote pour du groupe socialiste (p. 5445)

Pierre HELLIER

*Sarthe (1^{ère} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1124 relative au consentement du consommateur dans les contrats de vente et de crédit [14 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1630 visant à ramener à 0 gramme le taux d'alcoolémie pour les conducteurs néophytes, titulaires du permis de conduire depuis moins de 2 ans [26 mai 1999]

Proposition de loi n° 1631 tendant à modifier les conditions de remboursement de contributions représentatives du droit de bail [26 mai 1999]

Proposition de loi n° 1714 visant à prévenir les situations de surendettement [16 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, médecins, sanctions [25 novembre 1998] (p. 9500)

TVA. Politiques communautaires. Taux, activités à forte densité de main d'oeuvre, hôtellerie et restauration [16 juin 1999] (p. 5945)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 703, posée le 22 mars 1999. Enregistrement et timbre. Droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail (J.O. Questions p. 1622). Appelée le 23 mars 1999. Réglementation (p. 2710)

n° 846, posée le 31 mai 1999. Santé. Soins et maintien à domicile (J.O. Questions p. 3204). Appelée le 1^{er} juin 1999. Personnel, qualification (p. 5167)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660)

Article 9 (taxation des boissons dites "premix")

Son intervention (p. 7595)

Article 21 (clause de sauvegarde applicable aux dépenses médicales)

Son intervention (p. 7672)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3806) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 14 (articles L. 243-4, L. 652-3, L. 242-11, L. 136-5 du code de la sécurité sociale et L. 1143-2, L. 1143-5, L. 1143-7 du code rural : exécution des recouvrements forcés de cotisations dues par les non salariés non agricoles et les agriculteurs)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Gérard Gouzes (de suppression) (p. 3819)

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 3819)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Denis Jacquat (de suppression) (p. 3819)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Gérard Gouzes (signification de l'opposition) (p. 3822)

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Claude Evin (suppression du recours à un intermédiaire) (p. 3953)

Intervient sur l'amendement n° 180 de Mme Muguette Jacquaint (interdiction de copie des informations contenues sur la carte) (p. 3955)

Article 36 (validation des conventions médicales nationales annulées par le Conseil d'Etat)

Son intervention (p. 3974)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Son intervention (p. 3980)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

NOUVELLE LECTURE

Explications de vote et vote [11 mai 1999] (p. 4313)

Ses explications de vote (p. 4316)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 4317)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4185) ; [11 mai 1999] (p. 4337)

Article 1er (définition des soins palliatifs et accès à ces soins)

Son intervention (p. 4188)

Michel HERBILLON

*Val-de-Marne (8^{ème} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Perspectives [26 janvier 1999] (p. 369)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 640, posée le 15 février 1999. Enseignement supérieur. Architecture (J.O. Questions p. 841). Appelée le 16 février 1999. Ecoles, réforme, conséquences, Charenton-le-Pont (p. 1425)

n° 715, posée le 29 mars 1999. Santé. Politique de la santé (J.O. Questions p. 1781). Appelée le 30 mars 1999. Institut de veille sanitaire, implantation, Saint-Maurice (p. 2995)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Condamne les propos tenus par M. Roger Franzoni sur M. José Rossi [19 mai 1999] (p. 4648)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Examen du fascicule [21 octobre 1998] (p. 7077)

Son intervention (p. 7081)

Thèmes avant la procédure des questions :

Culture : crédits (p. 7082)

Culture : politique culturelle : décentralisation (p. 7082)

Enseignements artistiques : crédits (p. 7082)

Patrimoine culturel : conservation (p. 7082)

Patrimoine culturel : objets d'art : impôt de solidarité sur la fortune (p. 7082, 7083)

Patrimoine culturel : oeuvres d'art : TVA (p. 7083)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Procédure des questions :

Impôt sur le revenu : quotient familial : anciens combattants et victimes de guerre (p. 8225)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET
ARTISANAT

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)

Procédure des questions :

Travail : durée du travail (p. 8965)

Proposition de loi n° 1403 relative à l'enfance en danger et aux mineurs délinquants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2845)

Son intervention (p. 2864)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 2864)

Droit pénal : mineurs : responsabilité pénale (p. 2864, 2865)

Partis et mouvements politiques : majorité : délinquance et criminalité (p. 2865)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 2865)

Ses explications de vote (p. 2870)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501, 4532) ; [19 mai 1999] (p. 4596)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 4521)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 4535)

Son intervention (p. 4540)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 4609)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4541, 4542)

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 4540, 4541)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4521)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4535, 4540 à 4542)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4608, 4609)

DOM : Radio France outre-mer (RFO) (p. 4608)

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852) ; [26 mai 1999] (p. 4974, 4987) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (introduction des notions de "citoyenneté" et de "développement durable") (p. 4625)

Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Yves Cochet (introduction de la notion de "développement durable") (p. 4625)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son intervention (p. 4634)

Intervient sur l'amendement n° 168 de Mme Huguette Bello (conditions de diffusion outre-mer de France 2 et de La cinquième-Arte) (p. 4700)

Soutient l'amendement n° 186 de M. Olivier de Chazeaux (de simplification) : rejeté (p. 4704)

Article 3 (article 45 de la loi du 30 septembre 1986 : constitution et missions de la Société La Cinquième-ARTE)

Intervient sur l'amendement n° 230 de M. Christian Kert (maintien de la banque publique de programmes et de services) (p. 4714)

Soutient l'amendement n° 404 de M. Laurent Dominati (programmes de promotion en faveur du savoir) : rejeté (p. 4714)

Soutient l'amendement n° 386 de M. Laurent Dominati (constitution d'une banque publique de programmes multimédia destinée aux établissements d'enseignement) : rejeté (p. 4714)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (institution d'un conseil des téléspectateurs) (p. 4717)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Intervient sur l'amendement n° 422 de M. Olivier de Chazeaux (désignation des membres du conseil d'administration) (p. 4723)

Soutient l'amendement n° 342 de M. Laurent Dominati (désignation des membres du conseil d'administration) : rejeté (p. 4723)

Soutient l'amendement n° 387 de M. Laurent Dominati (réduction du nombre des membres du conseil d'administration) : rejeté (p. 4724)

Intervient sur l'amendement n° 643 du Gouvernement (personnalités qualifiées nommées par le CSA) (p. 4728)

Soutient l'amendement n° 522 de M. Laurent Dominati (composition des conseils d'administration) : rejeté (p. 4733)

Après l'article 27

Son amendement n° 475 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (exploitation du numérique) : rejeté (p. 5070)

Proposition de résolution n° 1577 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité)

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4640)

Son rappel au règlement (cf. supra) [19 mai 1999] (p. 4648)

Proposition de loi n° 1513 relative à l'actionnariat des salariés

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote (p. 4689)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 4689)

Pierre HÉRIAUD

*Loire-Atlantique (9^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir au commission centrale de classement des débits de tabac [J.O. du 19 décembre 1998] (p. 19239)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 38 : Premier ministre (Secrétariat général de la défense nationale) (n° 1111) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5833)

Son intervention (p. 5865)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 5865)

Agroalimentaire : commercialisation (p. 5865)

Agroalimentaire : labels (p. 5865)

Impôt sur le revenu : bénéfices agricoles (p. 5865)

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6327)

Après l'article 40

Soutient l'amendement n° 807 de M. Pierre Micaux (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles sont définis les labels ou les certifications d'origine) : rejeté (p. 6361)

Son amendement n° 926 (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles sont définis les labels ou les certifications d'origine) : rejeté (p. 6361)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6551)

Son intervention (p. 6569)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6570)

Emploi : allègement des charges sociales (p. 6569)

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 6569)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6569)

Finances publiques : dépenses (p. 6569)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6569, 6570)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6569)

Politique économique : croissance (p. 6569)

**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6802)

Article 18 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et mise en oeuvre d'un remboursement de TIPP aux transporteurs routiers)

Soutient l'amendement n° 410 de M. Charles de Courson (diminution de la fiscalité applicable au supercarburant sans plomb et stabilisation de celle applicable au gazole) : rejeté (p. 6827)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SERVICES GÉNÉRAUX - Secrétariat général de la Défense Nationale - Conseil économique et social - PLAN - BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7801)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7805)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : Institut des hautes études et de défense nationale (IHEDN) (p. 7806)

Défense : Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) (p. 7805, 7806)

ECONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8974)

Son intervention (p. 8988)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : exportations (p. 8989)

Commerce extérieur : généralités (p. 8989)

Finances publiques : charges communes (p. 8988, 8989)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 8989)

Finances publiques : dépenses (p. 8989, 8990)

Finances publiques : dette publique (p. 8988, 8989)

Politique économique : conjoncture (p. 8989)

Politique économique : croissance (p. 8988, 8989)

Politique économique : emprunts russes (p. 8989)

Procédure des questions :

Banques et établissements financiers : Banque de France (p. 9006)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 9006)

**ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES
ADDITIONNELS NON RATTACHÉS**

[17 novembre 1998] (p. 9064)

Après l'article 73

Soutient l'amendement n° 14 de M. Serge Poignant (conditions d'application de la réforme de la taxe professionnelle aux artisans) : rejeté (p. 9092)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 1998] (p. 7660)

Article 19 (critères d'attribution de l'allocation de remplacement en cas de cessation d'activité des médecins et des aides à leur reconversion)

Son amendement n° 181 (report de la mise en application du MICA) : rejeté (p. 7664)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mars 1999] (p. 2303)

Article 37 (mise en réserve des résultats des banques mutualistes et coopératives)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2307)

Article 47 (fonds de garantie des dépôts)

Soutient l'amendement n° 2 de M. Germain Gengenwin (prise en compte de l'existence d'un système de garantie interne pour le calcul des cotisations des réseaux mutualistes) : retiré (p. 2323)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6152)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics (p. 6152)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6152)

Finances publiques : dépenses (p. 6152)

Politique économique : conjoncture (p. 6152)

Politique économique : croissance (p. 6152)

Politique économique : investissement (p. 6152)

Guy HERMIER

*Bouches-du-Rhône (4^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Président de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19457)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1390 visant à modifier le titre Ier du livre V du code général des collectivités territoriales sur l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon [16 février 1999]

Proposition de loi n° 1487 tendant à réprimer la contestation de l'existence des génocides et notamment du génocide du peuple arménien [24 mars 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement secondaire. Réforme. Débat parlementaire, inscription à l'ordre du jour [13 octobre 1998] (p. 6467)

Emploi. Chômeurs. Revendications [9 décembre 1998] (p. 10232)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7122, 7139)

Son intervention (p. 7132)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : personnel : enseignants : effectifs (p. 7133)

Enseignement secondaire : lycées (p. 7134)

Proposition de résolution n° 770 tendant à créer une commission d'enquête pour faire la lumière sur les agissements et l'objet du groupement de fait dit "Département Protection Sécurité"

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10274)

Son intervention (p. 10287)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 10287, 10288)

Droit pénal (p. 10289)

Partis et mouvements politiques : Front national (p. 10289)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 10287)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Son intervention (p. 1926)

Thèmes :

Union européenne : euro (p. 1926)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1926)

Patrick HERR

*Seine-Maritime (1^{ère} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Edmond HERVÉ

*Ille-et-Vilaine (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 15 : Economie, finances et industrie (poste et télécommunications) (n° 1111) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8871)

Thèmes avant la procédure des questions :

Postes (p. 8873, 8874)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 8872)

Télécommunications : France Télécom (p. 8872, 8873)

Télécommunications : tarifs (p. 8873)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[17 novembre 1998] (p. 9108)

Après l'article 73

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Jean-Pierre Balligand (obligation d'adoption de la taxe professionnelle unique pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 100 000 habitants) (p. 9115)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Didier Migaud (obligation d'adoption de la taxe professionnelle unique pour les groupements de communes de plus de 100 000 habitants) (p. 9115)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Didier Migaud (prélèvement d'une fiscalité additionnelle par les groupements de communes à taxe professionnelle unique) (p. 9115)

Intervient sur l'amendement n° 149 de M. Didier Migaud (exclusion des groupements de communes à taxe professionnelle unique du champ d'application du dispositif de liaison à la baisse entre les taux des impôts sur les ménages et le taux de la taxe professionnelle) (p. 9115)

Jacques HEUCLIN

*Seine-et-Marne (9^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec

les milieux économiques et financiers [J.O. du 18 décembre 1998] (p. 19168)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Secrétaire de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 17 mars 1999] (p. 3975)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2876)

Après l'article 10

Son amendement n° 266 deuxième rectification (11° de l'article 138 du code de procédure pénale - cautionnement tenant compte des revenus, des charges et du patrimoine et pouvant être acquitté autrement qu'en espèces ; article 142-2 relatif à la restitution du cautionnement) : adopté (p. 2895)

Claude HOARAU

*La Réunion (5^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome XVI : Outre-mer (n° 1116) [8 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1302 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité [22 décembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

DOM. La Réunion : logement. Fonds de solidarité logement, crédits, répartition [16 mars 1999] (p. 2420)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281, 7313)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 7294)

Son intervention (p. 7329)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture (p. 7295, 7296)

Commerce extérieur (p. 7295, 7296)

Défense : service national (p. 7295)

DOM : La Réunion (p. 7329 à 7331)

DOM : La Réunion : agriculture (p. 7330)

DOM : La Réunion : audiovisuel et communication (p. 7331)

DOM : La Réunion : commerce extérieur (p. 7330, 7331)

DOM : La Réunion : informatique (p. 7331)

DOM : La Réunion : jeunes (p. 7330)

DOM : La Réunion : politique extérieure (p. 7330, 7331)

DOM : La Réunion : télécommunications (p. 7331)

DOM : La Réunion : transports (p. 7330, 7331)

DOM : La Réunion : Union européenne (p. 7330, 7331)

DOM-TOM : Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) (p. 7295)

DOM-TOM : Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES) (p. 7295)

DOM-TOM : généralités : Etat (p. 7296)

Emploi (p. 7294, 7295)

Finances publiques : budget de l'Etat (p. 7294)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 7330)

Logement (p. 7295)

Politique économique (p. 7296)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI)
(p. 7295)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665, 8710)

Son intervention (p. 8676)

Thème avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi : La Réunion (p. 8676, 8677)

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8807)

Son intervention (p. 8787)

Thème avant la procédure des questions :

DOM : La Réunion : agriculture (p. 8787)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES
ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)

Avant l'article 64

Intervient sur l'amendement n° 109 de la commission (prorogation des incitations fiscales à l'investissement outre-mer) (p. 9035)

Intervient sur le sous-amendement n° 235 du Gouvernement (suppression des B, C et D du paragraphe I et du paragraphe II) à l'amendement n° 109 de la commission (p. 9034)

Intervient sur le sous-amendement n° 190 de M. Henry Jean-Baptiste (agrément réservé aux investissements d'un montant supérieur à 3 millions de francs) à l'amendement n° 110 de la commission (extension de l'agrément prévu pour la déduction de l'investissement outre-mer des revenus ou des résultats imposables) (p. 9036)

Soutient l'amendement n° 208 de M. Gérard Saumade (élargissement du champ d'application du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer au secteur de la production audiovisuelle et cinématographique) : adopté (p. 9039)

Seconde délibération

Article 64 E (élargissement du champ d'application du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer au secteur de la production audiovisuelle et cinématographique)

Intervient sur l'amendement n° 55 du Gouvernement (de suppression) (p. 9172)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 4 bis A (déduction pour investissement outre-mer en cas de prise de participation dans des productions audiovisuelles et cinématographiques)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (de suppression) (p. 10620)

Article 4 bis A précédemment réservé (déduction pour investissement outre-mer en cas de prise de participation dans des productions audiovisuelles et cinématographiques)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (de suppression) (p. 10699)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son intervention (p. 272)

Article 6 (article 34 ter de la loi du 7 janvier 1983 : conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 688 de M. Michel Tamaya (représentation des comités de la culture, de l'éducation et de l'environnement dans les DOM) (p. 410)

Article 7 (article L. 425-1 du code général des collectivités territoriales : plan de la région)

Son amendement n° 1157 (dispositions spécifiques aux DOM) : retiré (p. 414)

Article 25 (article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones prioritaires ultra-périphériques)

Son amendement n° 370 (cas des départements d'outre-mer) : adopté après modifications (p. 887)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208)*Après l'article 9*

Son amendement n° 5 deuxième correction (exonération des conditions de continuité territoriale et d'absence d'enclave pour les communautés de communes des départements d'outre-mer se transformant en communautés d'agglomération) : adopté (p. 1122)

Article 21 (article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales - création des établissements publics de coopération intercommunale - fixation du périmètre)

Son amendement n° 7 corrigé (compétence liée du préfet pour la création et la fixation du périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale en cas d'unanimité des conseils municipaux) : rejeté (p. 1149)

Article 22 (articles L. 5211-6 à L. 5211-11 et L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales - organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale)

Son amendement n° 8 corrigé : non soutenu (p. 1171)

Son amendement n° 6 : non soutenu (p. 1178)

Après l'article 46

Son amendement n° 316 : non soutenu (p. 1224)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1656)

Article 1er (la traite négrière et l'esclavage reconnus comme crime contre l'humanité)

Son intervention (p. 1657)

Son amendement n° 8 (nouvelle rédaction de l'article faisant référence à toutes les populations victimes de l'esclavage) : retiré (p. 1658)

Article 4 (comité de personnalités qualifiées chargé de proposer des lieux et des actions de mémoire)

Son amendement n° 10 (comité comprenant des représentants d'associations défendant la mémoire des esclaves) : adopté (p. 1664)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2552)

Thèmes :

DOM : La Réunion (p. 2553)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 2552)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2552)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2562)

Son intervention (p. 2569)

Élie HOARAU

*La Réunion (4^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1302 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité [22 décembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Comores. Aide humanitaire [2 décembre 1998] (p. 9892)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281, 7313)

Son intervention (p. 7337)

Thèmes avant la procédure des questions :
Assemblée nationale : séances (p. 7337)
DOM : La Réunion : institutions (p. 7338)
Lois : lois d'orientation (p. 7337, 7338)
Politique sociale : exclusion (p. 7338)
Union européenne (p. 7338)

COOPÉRATION

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7852)

Son intervention (p. 7862)

Thème avant la procédure des questions :
Politiques communautaires : territoires d'outre-mer : aides (p. 7862)

François HOLLANDE

*Corrèze (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 215)

Thèmes :
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 217)
Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 216)
Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 216)
Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 216)
Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 216)

Environnement : protection (p. 216)

Transports (p. 216)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2516)

Thèmes :
Agriculture : aides (p. 2518)
Agroalimentaire : lait et produits laitiers (p. 2518)
Agroalimentaire : viticulture (p. 2518)
Environnement (p. 2517)
Politiques communautaires : budget (p. 2517, 2518)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2517)
Union européenne : élargissement (p. 2517)
Union européenne : fonds structurels (p. 2518, 2519)

Déclaration du Gouvernement n° 1542 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo

[27 avril 1999] (p. 3621)

Son intervention (p. 3624)

Thèmes :
Droits de l'homme et libertés publiques (p. 3624, 3625)
Organisations internationales : Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) (p. 3626)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3625)
Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3625, 3626)
Pays étrangers : Albanie (p. 3626)
Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 3624, 3625)
Pays étrangers : Russie : médiation (p. 3625)
Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3626)

Robert HONDE

*Alpes-de-Haute-Provence (2^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 1999] (p. 749)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son sous-amendement n° 1212 soutenu par M. François Huwart (consultation des conseils généraux et régionaux concernés) à l'amendement n° 329 de la commission (conditions de l'adoption définitive du périmètre du pays) : adopté (p. 817)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 239)

Thèmes :

Energie et carburants : charbon (p. 240)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 239 à 241)

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 240)

Energie et carburants : gaz (p. 240)

Energie et carburants : pétrole (p. 239)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 février 1999] (p. 1477)

Son intervention (p. 1500)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité (p. 1501)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1501)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1500)

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1730)

Article 42 (aménagement du principe de spécialité d'EDF)

Son amendement n° 548 (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Philippe HOUILLON

*Val-d'Oise (1^{ère} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

Secrétaire de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 10 juin 1999] (p. 8523)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [19 mai 1999] (p. 4586)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8399)

Son intervention (p. 8403)

Thèmes :

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 8403)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 8403)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 8403)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste (p. 8404)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999
--

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)

Son intervention (p. 8848)

Thèmes avant la procédure des questions :

Conseil constitutionnel (p. 8848)

Droit pénal : présomption d'innocence (p. 8848)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : justice (p. 8848)

Justice : carte judiciaire (p. 8848)

Justice : crédits (p. 8848)

Justice : jugements (p. 8848)

Justice : parquet (p. 8848)

Justice : réforme (p. 8848, 8849)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes
--

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 1999] (p. 2721)

Son intervention (p. 2736)

Thèmes :

Droit pénal : détention provisoire (p. 2736)

Droit pénal : garde à vue (p. 2736)

Droit pénal : instruction : défense (p. 2737)

Droit pénal : instruction : partie civile (p. 2737)

Droit pénal : instruction : publicité (p. 2737)

Droit pénal : juge de la détention provisoire (p. 2737)

Droit pénal : présomption d'innocence : médias (p. 2737)

Justice : jugements : délais (p. 2738)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 2738)

Justice : parquet : détention provisoire (p. 2737)

Presse et livres : liberté de la presse (p. 2738)

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)*Après l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Édouard Balladur (suppression de la mise en examen, généralisation du statut de témoin assisté, ordonnance de mise en accusation soumise au tribunal de la liberté si elle prévoit des mesures de contrainte et susceptible d'appel devant la chambre d'accusation dans le cas contraire) (p. 2798)

Soutient l'amendement n° 5 de M. Patrick Devedjian (motivation et possibilité d'appel de l'ordonnance de mise en examen) : rejeté (p. 2804)

Soutient l'amendement n° 179 de M. Claude Goasguen (motivation et possibilité d'appel de l'ordonnance de mise en examen) : rejeté (p. 2804)

Soutient l'amendement n° 180 de M. Claude Goasguen (motivation de l'ordonnance de mise en examen) : rejeté (p. 2804)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (mention dans l'ordonnance de règlement des diligences accomplies pour instruire à charge et à décharge) (p. 2806)

Soutient l'amendement n° 201 de M. Claude Goasguen ("juge de l'instruction et des libertés" et "chambre de l'instruction et des libertés" substitués respectivement au juge d'instruction et à la chambre d'accusation) : rejeté (p. 2806)

Avant l'article 2

Soutient le sous-amendement n° 234 de M. Patrick Devedjian (qualité de témoin conférée aux personnes non suspectées) à l'amendement n° 77 de la commission (rétention des personnes non suspectées le temps strictement nécessaire à leur audition) : rejeté (p. 2808)

Soutient l'amendement n° 13 de M. Patrick Devedjian (personne placée en garde à vue informée de l'existence et de la nature des indices faisant présumer qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction) : devenu sans objet (p. 2809)

Soutient l'amendement n° 7 de M. Patrick Devedjian (droit au silence de la personne placée en garde à vue) : retiré (p. 2810)

Article 2 (article 63-4 du code de procédure pénale : intervention de l'avocat dès le début de la garde à vue)

Son intervention (p. 2813)

Son amendement n° 181 (avocat pouvant assister aux interrogatoires) : rejeté (p. 2819)

Son amendement n° 195 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 2819)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 200 de M. Claude Goasguen (prolongation de la garde à vue après présentation de la personne au procureur) : rejeté (p. 2823)

Article 4 (article 82-1 du code de procédure pénale : droit des parties de demander tout acte nécessaire à la manifestation de la vérité)

Soutient l'amendement n° 198 de M. Claude Goasguen (nouvelle rédaction de l'article visant à accélérer l'instruction en organisant un débat d'orientation) : rejeté (p. 2827)

Son amendement n° 196 (demandes d'actes par lettre recommandée avec accusé de réception) : devenu sans objet (p. 2827)

Après l'article 4

Son amendement n° 182 (article 116 du code de procédure pénale - personne mise en examen informée par le juge d'instruction de son droit au silence, à faire des déclarations ou d'être interrogée) : devenu sans objet (p. 2828)

Son amendement n° 183 (interventions du procureur et des avocats au cours des interrogatoires, confrontations et auditions) : rejeté (p. 2829)

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Alain Turret (interventions du procureur et des avocats au cours des interrogatoires, confrontations et auditions) (p. 2829)

Article 5 (articles 156, 164 et 167 du code de procédure pénale : renforcement du caractère contradictoire des expertises pénales)

Soutient l'amendement n° 197 de M. Claude Goasguen (nouvelle rédaction des paragraphes I et II conférant un caractère contradictoire à l'expertise pénale) : rejeté (p. 2830)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 199 de M. Claude Goasguen (article 80 du code de procédure pénale - justification du réquisitoire pris contre personne dénommée par le détail des indices) : rejeté (p. 2830)

Son amendement n° 205 (article 81 du code de procédure pénale - information par le juge d'instruction de la victime d'une atteinte à la personne) : rejeté (p. 2830)

Son amendement n° 185 (article 152 du code de procédure pénale - information du juge d'instruction sur les perquisitions envisagées par les officiers de police judiciaire) : rejeté (p. 2831)

Article 7 (articles 113-1 à 113-8 du code de procédure pénale : dispositions relatives au témoin assisté)

Son amendement n° 184 (témoin assisté informé qu'il peut bénéficier des droits reconnus aux personnes mises en examen) : retiré (p. 2832)

Article 9 (articles 442-1, 442 et 454 du code de procédure pénale : renforcement du caractère contradictoire de l'audience correctionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 165 rectifié de la commission (questions posées directement par le ministère public et les avocats des parties) (p. 2876)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Patrick Devedjian (questions posées directement par le ministère public et les avocats des parties) (p. 2876)

Article 10 (articles 137-1 à 137-5 du code de procédure pénale : institution du juge de la détention provisoire - rapports avec le juge d'instruction et le parquet)

Son intervention (p. 2882)

Son amendement n° 186 (saisine du juge de la détention par le procureur) : rejeté (p. 2889)

Son amendement n° 187 (non motivation de l'ordonnance du juge de la détention provisoire n'ordonnant pas la détention ou le contrôle judiciaire) : rejeté (p. 2893)

Son amendement n° 188 (suppression de l'article 137-4 du code de procédure pénale relatif aux décisions du juge d'instruction susceptibles de ne pas être rendues par ordonnance) : rejeté (p. 2893)

Son amendement n° 189 : devenu sans objet (p. 2893)

Article 12 (article 146 du code de procédure pénale : prolongation de la détention provisoire en cas de requalification correctionnelle)

Son amendement n° 190 soutenu par M. Claude Goasguen (de coordination - saisine du juge de la détention provisoire par le procureur) (p. 2895) : rejeté (p. 2896)

Article 13 (article 147 du code de procédure pénale : mise en liberté du prévenu à l'initiative du procureur)

Son amendement n° 191 soutenu par M. Claude Goasguen (de coordination - nouvelle rédaction de l'article 147 du code de procédure pénale) (p. 2896) : rejeté (p. 2897)

Article 14 (article 148 du code de procédure pénale : demande de mise en liberté par le prévenu)

Son amendement n° 192 soutenu par M. Claude Goasguen (de coordination - nouvelle rédaction de l'article 148 du code de procédure pénale) : rejeté (p. 2897)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 122 de la commission (délai des commissions rogatoires et des expertises) (p. 2930)

Son amendement n° 204 (sanction de l'absence de jugement dans un délai raisonnable et prise en compte dans le prononcé de la peine) : rejeté (p. 2932)

Article 25 (articles 11, 145, 177-1, 199, 199-1, 212-1 et 803 du code de procédure pénale : "fenêtres de publicité" dans la procédure pénale)

Son intervention (p. 2945)

Son amendement n° 202 (suppression de l'article 11 du code de procédure pénale relatif au secret de l'instruction) : rejeté (p. 2946)

Son amendement n° 203 : retiré (p. 2946)

Soutient l'amendement n° 30 de M. Patrick Devedjian (article 145 du code de procédure pénale - audience publique de droit à la demande de l'intéressé pour le placement en détention provisoire) : rejeté (p. 2948)

Son amendement n° 193 (article 145 du code de procédure pénale - audience publique de droit à la demande de l'intéressé pour le placement en détention provisoire) : rejeté (p. 2948)

Soutient l'amendement n° 135 de la commission (ordonnance motivée statuant sur le caractère public de l'audience pour le placement en détention provisoire) : adopté (p. 2948)

Son amendement n° 194 : devenu sans objet (p. 2948)

Explications de vote et vote [30 mars 1999] (p. 3027)

Ses explications de vote (p. 3031)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 3032)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6295)

Son intervention (p. 6321)

Thèmes :

Justice : indépendance (p. 6321, 6322)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 6322)

Justice : procureurs généraux (p. 6322)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 6322)

Robert HUE

*Val-d'Oise (5^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Relations internationales. Commerce international. AMI, négociations [14 octobre 1998] (p. 6578)

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10520)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin : représentation proportionnelle (p. 10521)

Elections et référendums : statut des élus : femmes (p. 10521)

Femmes : parité (p. 10522)

Femmes : parité : Constitution (p. 10521)

Femmes : parité : Parti communiste (p. 10520, 10521)

Femmes : parité : politique économique (p. 10521, 10522)

Femmes : parité : politique sociale (p. 10521, 10522)

Politique générale : institutions : réforme (p. 10521)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 1885) : rejetée (p. 1892)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 1888)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 1888)

Politiques communautaires : politiques internes (p. 1886, 1887)

Union européenne : élargissement (p. 1887)

Union européenne : fonds structurels (p. 1888)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1885, 1886)

Déclaration du Gouvernement n° 1500 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo

[26 mars 1999] (p. 2969)

Son intervention (p. 2982)

Thèmes :

Organisations internationales : Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) (p. 2983, 2984)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2983, 2984)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 2983, 2984)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 2983)

Politique extérieure : coopération militaire : force multinationale (p. 2982, 2983)

Déclaration du Gouvernement n° 1542 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo

[27 avril 1999] (p. 3621)

Son intervention (p. 3628)

Thèmes :

Organisations internationales : Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) (p. 3630)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3629, 3630)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3628 à 3630)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 3628, 3629)

Pays étrangers : Russie : médiation (p. 3629)

Michel HUNAUT

*Loire-Atlantique (6^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département

protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

Vice-président de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 10 juin 1999] (p. 8523)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1168 rendant obligatoire l'aménagement de 5 % de logements adaptés aux handicapés dans toute nouvelle construction [4 novembre 1998]

Proposition de loi n° 1761 visant à établir la parité dans les scrutins municipaux [30 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ordre public. Maintien. Rave parties [25 mai 1999] (p. 4816)

Aménagement du territoire. Prime à l'aménagement du territoire (PAT). Conditions d'attribution [22 juin 1999] (p. 6271)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 534, posée le 7 décembre 1998. Handicapés. Maisons d'accueil spécialisées pour adultes handicapés (MAS) (J.O. Questions p. 6605). Appelée le 8 décembre 1998. Capacités d'accueil (p. 10148)

n° 597, posée le 1^{er} février 1999. Elevage. Chevaux de course (J.O. Questions p. 512). Appelée le 2 février 1999. Entraîneurs, statut social et fiscal (p. 684)

n° 688, posée le 15 mars 1999. Transports ferroviaires. Ligne Nantes-Bordeaux (J.O. Questions p. 1464). Appelée le 23 mars 1999. Modernisation (p. 2690)

n° 796, posée le 10 mai 1999. Handicapés. Etablissements (J.O. Questions p. 2740). Appelée le 11 mai 1999. Capacités d'accueil, contrats de plan Etat-régions, inscription (p. 4281)

n° 893, posée le 21 juin 1999. Aménagement du territoire. Financement (J.O. Questions p. 3709). Appelée le 22 juin 1999. Prime à l'aménagement du territoire (PAT), fonds structurels européens, Chateaubriant (p. 6247)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057, 8067)

Procédure des questions :

Régions : Bretagne : transports aériens (p. 8099)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665, 8710)

Procédure des questions :

Emploi : jeunes (p. 8718)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9329)

Après l'article 3

Son amendement n° 25 soutenu par M. Christian Estrosi (inélégibilité des personnes condamnées pour crime ou délit) : rejeté (p. 9341)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10542)

Article unique

Son amendement n° 7 : non soutenu (p. 10552)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 1999] (p. 749)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Intervient sur l'amendement n° 774 de M. Yves Coussain (desserte des agglomérations) (p. 749)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 1999] (p. 2721) ; [24 mars 1999] (p. 2768)

Son intervention (p. 2776)

Thèmes :

Droit pénal : corruption : prescription (p. 2777)

Droit pénal : détention provisoire (p. 2777)

Droit pénal : droits de la défense (p. 2777)

Droit pénal : garde à vue (p. 2777)

Droit pénal : mise en examen (p. 2777)

Droit pénal : secret de l'instruction (p. 2777)

Droit pénal : témoins assistés (p. 2777)

Justice : crédits (p. 2777)

Justice : victimes (p. 2777)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 2776)

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Article 15 (articles 143-1 et 144 du code de procédure pénale : conditions autorisant le placement en détention provisoire)

Son amendement n° 249 soutenu par M. Patrick Devedjian (nouvelle rédaction de l'article portant les quanta de peines à trois ans en cas de flagrant délit et à cinq ans dans les autres cas et limitant la détention provisoire à six mois si la peine encourue est inférieure à sept ans) : rejeté (p. 2900)

Projet de loi n° 1564 autorisant la ratification de la convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, faite à Paris le 17 décembre 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4573)

Son intervention (p. 4576)

Thèmes :

Commerce extérieur : exportations (p. 4575, 4576)

Droit pénal : délinquance financière : coopération judiciaire (p. 4575, 4576)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 4577)

Organisations internationales : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (p. 4576, 4577)

Politiques communautaires : commerce extra-communautaire : corruption (p. 4577)

Politiques communautaires : fraude : fonctionnaires et agents publics (p. 4577)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6389, 6401)

Article 11 (coordinations)

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Jean-Luc Warsmann (insertion d'un article 720 bis dans le code de procédure pénale autorisant la visite à tout moment par les parlementaires des établissements pénitentiaires de leur département d'élection) (p. 6435)

François HUWART

*Radical, Citoyen et Vert
Secrétaire d'Etat au commerce extérieur*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

Est nommé Secrétaire d'Etat au commerce extérieur. Décret du 28 juillet 1999 [J.O. du 29 juillet 1999] (p. 11304)

Cessation de son mandat de député le 29 août 1999 (voir indications préliminaires) [J.O. du 31 août 1999] (p. 13015)

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome VII : Défense (titre III et personnels de la défense) (n° 1114) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Collectivités territoriales. Corse. Etat de droit, maintien [28 avril 1999] (p. 3703)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8115)

Son intervention (p. 8120)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : réforme (p. 8121)

Fonctionnaires et agents publics : carrière (p. 8121)

Fonctionnaires et agents publics : droit de grève (p. 8122)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8121)

Fonctionnaires et agents publics : mobilité (p. 8121)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la fonction publique (p. 8121)

Secteur public : services publics (p. 8121)

Travail : réduction du temps de travail : fonctionnaires et agents publics (p. 8122)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 8245)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de terre (p. 8245)

Défense : crédits (p. 8245, 8246)

Défense : loi de programmation militaire : professionnalisation (p. 8245, 8246)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9459)

Son intervention (p. 9469)

Thèmes :

Etat : souveraineté (p. 9470)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 9470)

Union européenne : construction européenne (p. 9469, 9470)

Union européenne : subsidiarité (p. 9470)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : référendums (p. 9470)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 70)

Son intervention (p. 96)

Thèmes :

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 96)

Aménagement du territoire : villes (p. 97)

Environnement : protection (p. 97)

Secteur public : services publics (p. 96)

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [2 février 1999] (p. 749)

Article 3 (coordination)

Son amendement n° 671 (nécessité de l'existence du schéma national) : rejeté (p. 326)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son sous-amendement n° 1215 (rédactionnel) à l'amendement n° 322 de la commission (superposition d'un pays et d'un parc naturel régional) : adopté (p. 806)

Son amendement n° 672 (superposition d'un pays et d'un parc naturel régional) : devenu sans objet (p. 806)

Son amendement n° 673 (consultation des conseils généraux et régionaux concernés) : adopté (p. 807)

Intervient sur l'amendement n° 538 de M. Jean-Claude Lenoir (accord des conseils régionaux) (p. 807)

Intervient sur l'amendement n° 539 de M. Jean-Claude Lenoir (consultation des conseils régionaux) (p. 807)

Soutient le sous-amendement n° 1212 de M. Robert Honde (consultation des conseils généraux et régionaux concernés) à l'amendement n° 329 de la commission (conditions de l'adoption définitive du périmètre du pays) : adopté (p. 817)

Son intervention (p. 825)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039, 4081)

Son intervention (p. 4086)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 4086)

Collectivités territoriales : compétences (p. 4086)

Politiques communautaires : politiques internes : aménagement du territoire (p. 4086)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4086)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5830)

Son intervention (p. 5841)

Thèmes :

Coopération intercommunale (p. 5841)

Emploi (p. 5842)

Environnement (p. 5841)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 5841)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9459)

Son intervention (p. 9469)

Thèmes :

Etat : souveraineté (p. 9470)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 9470)

Union européenne : construction européenne (p. 9469, 9470)

Union européenne : subsidiarité (p. 9470)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : référendums (p. 9470)

Proposition de résolution n° 1577 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité)

Ses explications de vote (p. 4655)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 4655)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5096)

Son intervention (p. 5114)

Thèmes :

Administration : maisons des services publics (p. 5114, 5115)

Administration : rapports avec les administrés (p. 5114)

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 5114)

Etat : réforme (p. 5115)

Etat : réforme : fonctionnaires et agents publics (p. 5114)

Ses explications de vote (p. 5144)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 5144)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5711)

Son intervention (p. 5715)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 5715)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 5716)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6128)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6129)

Finances publiques : dépenses (p. 6129)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6128, 6129)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6128, 6129)

Impôts et taxes : revenus du travail et du capital (p. 6129)

Politique économique : conjoncture (p. 6128)

Politique économique : croissance (p. 6128)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 6128)

Politique sociale : généralités (p. 6129)

Union européenne : euro (p. 6129)

I**Jean-Louis IDIART***Haute-Garonne (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONSMembre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1999 [J.O. du 10 décembre 1998] (p. 18624)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1998 [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18977)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 30 : Equipement, transports et logement (transports terrestres) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en conclusion des travaux d'une mission d'évaluation et de contrôle constituée le 3 février 1999

Annexes :

n° 1 - La politique autoroutière - Rapporteur spécial : M. Jean-Louis Idiart

n° 2 - La gestion des effectifs et des moyens de la police nationale - Rapporteur spécial : M. Tony Dreyfus

n° 3 - Les aides à l'emploi - Rapporteur spécial : M. Gérard Bapt

n° 4 - L'utilisation des crédits de la formation professionnelle - Rapporteur spécial : M. Jacques Barrot [7 juillet 1999] (n° 1781)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 578, posée le 25 janvier 1999. Fonction publique territoriale. Filière sportive (J.O. Questions p. 364). Appelée le 26 janvier 1999. Educateurs des activités physiques et sportives, exercice de la profession, enseignement maternel et primaire (p. 336)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6584)

Son intervention (p. 6598)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 6600)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6600)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6600)

Enseignement : crédits (p. 6600)

Finances publiques : dépenses (p. 6599)

Finances publiques : dette publique (p. 6599)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6599, 6600)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6599)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 6600)

Impôt sur le revenu (p. 6600)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 6599)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6599)

Impôts locaux : valeur locative (p. 6600)

Logement : logement social (p. 6600)

Politique économique : conjoncture (p. 6598)

Politique économique : généralités (p. 6598, 6599)

Politique sociale : exclusion (p. 6600)

TVA (p. 6599)

*PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'ÉQUILIBRE FINANCIER***Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6724) ; [17 octobre 1998] (p. 6935)***Après l'article 7*

Intervient sur l'amendement n° 522 de M. Julien Dray (institution d'une taxation sur les transactions réalisées sur le marché des changes) (p. 6751)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Soutient l'amendement n° 497 de M. Michel Tamaya (application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle aux communes d'outre-mer bénéficiant de la quote-part réservée à l'outre-mer au sein de la dotation d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement) : retiré (p. 6970)

Soutient l'amendement n° 498 de M. Michel Tamaya (application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle aux communes d'outre-mer ayant conclu un contrat de ville et bénéficiant de la quote-part de la dotation d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement) : retiré (p. 6970)

Article 41 (majoration exceptionnelle de la dotation de solidarité urbaine (DSU))

Son amendement n° 499 (majoration supplémentaire de la dotation de solidarité urbaine) : retiré (p. 6977)

Explications de vote et vote [20 octobre 1998] (p. 7016)

Ses explications de vote (p. 7024)

Vote pour du groupe socialiste (p. 7024)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207, 7257)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7207)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports : crédits (p. 7207)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 7207)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 7208)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 7208)

Transports ferroviaires : TGV-Est (p. 7208)

Transports urbains : RATP (p. 7208)

Voirie (p. 7208, 7209)

ECONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8974)

Son intervention (p. 8990)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives (p. 8990, 8991)

Commerce extérieur : douanes (p. 8991)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : fonctionnement (p. 8990, 8991)

Politique économique : emprunts russes (p. 8991)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)

Après l'article 69

Soutient l'amendement n° 124 de la commission (taxe communale facultative sur les activités saisonnières à caractère commercial) : adopté (p. 9073)

Après l'article 70

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Jean-Pierre Brard (renforcement de la coopération entre les agents de la direction générale des impôts et ceux des douanes) (p. 9083)

Après l'article 71

Soutient l'amendement n° 155 de M. Kofi Yamgnane (représentation des élus locaux au sein de la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires) : retiré (p. 9087)

Seconde délibération

Article 45 et état B (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 9172)

Intervient sur les amendements n°s 2 et 28 du Gouvernement (minoration des crédits) (p. 9172)

Intervient sur les amendements n°s 3 à 27 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 9172)

Intervient sur les amendements n°s 29 à 33 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 9172)

Article 46 et état C (mesures nouvelles - dépenses en capital des services civils)

Intervient sur les amendements n°s 34 à 50 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 9172)

Article 64 A (maintien à 20 000 F du montant de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et les pensionnés)

Intervient sur l'amendement n° 51 du Gouvernement (de suppression) (p. 9172)

Article 64 B (prorogation des incitations fiscales à l'investissement outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 52 du Gouvernement (application du dispositif jusqu'au 31 décembre 2002) (p. 9172)

Article 64 C (extension de l'agrément prévu pour la déduction de l'investissement outre-mer des revenus ou des résultats imposables)

Intervient sur l'amendement n° 53 du Gouvernement (agrément réservé aux investissements d'un montant supérieur à 2 millions de francs) (p. 9172)

Article 64 D (amélioration des incitations fiscales à l'investissement outre-mer pour les contribuables passibles de l'impôt sur les sociétés)

Intervient sur l'amendement n° 54 du Gouvernement (remise en cause de l'avantage fiscal en cas de cession de l'investissement avant l'expiration de sa durée normale d'utilisation) (p. 9172)

Article 64 E (élargissement du champ d'application du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer au secteur de la production audiovisuelle et cinématographique)

Intervient sur l'amendement n° 55 du Gouvernement (de suppression) (p. 9172)

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire)

Intervient sur l'amendement n° 56 du Gouvernement (suppression de l'avantage fiscal à l'investissement locatif dans les résidences de tourisme classées) (p. 9172)

Article 69 bis (crédit d'impôt pour l'acquisition ou la transformation d'un véhicule propre)

Intervient sur l'amendement n° 57 du Gouvernement (de suppression) (p. 9172)

Article 70 bis (obligation de déclaration par les personnes physiques des transferts financiers internationaux d'un montant de plus de 50 000 F)

Intervient sur l'amendement n° 58 du Gouvernement (de suppression) (p. 9172)

Article 43 et état A (pour coordination) (équilibre général du budget)

Intervient sur l'amendement n° 59 du Gouvernement (déficit porté à 237,329 milliards de francs) (p. 9172)

Explications de vote et vote [18 novembre 1998] (p. 9163)

Ses explications de vote (p. 9170)

Vote pour du groupe socialiste (p. 9171)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10582)

Son intervention (p. 10595)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales (p. 10595)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10595)

Impôt sur le revenu : abattements : pensions (p. 10595)

Parlement : Sénat (p. 10595)

TVA : taux (p. 10595)

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Après l'article 30

Son amendement n° 264 (non-application de la surtaxe de 50 % aux déchets transportés par le rail ou par la voie fluviale) : retiré ; repris par M. Michel Bouvard : rejeté (p. 10685)

Vote pour du groupe socialiste (p. 10595)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [18 décembre 1998] (p. 10789)

Son intervention (p. 10794)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales (p. 10795)

Donations et successions : droits de succession : Corse (p. 10795)

Impôt sur le revenu : abattements : pensions (p. 10795)

Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 10795)

Impôts et taxes : taxe sur les bureaux d'Ile-de-France (p. 10795)

Politique économique : croissance (p. 10795)

TVA : taux (p. 10794, 10795)

Proposition de loi organique n° 1151 modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [25 novembre 1998] (p. 9503)

Ses explications de vote (p. 9507)

Vote contre du groupe socialiste (p. 9508)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10016)

Son intervention (p. 10037)

Thèmes :

Administration : rapports avec les administrés (p. 10038)

Banques et établissements financiers : Société marseillaise de crédit (p. 10038)

Enregistrement et timbre : droit de bail (p. 10038)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10037)

Finances publiques : dépenses (p. 10037)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10037)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 10037)

Politique économique : croissance (p. 10037)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 10037)

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)*Après l'article 14*

Son amendement n° 69 (relèvement du seuil d'écrêtement des établissements exceptionnels dans les communes où le taux de chômage dépasse de moitié la moyenne nationale) : retiré (p. 10119)

Après l'article 16

Soutient l'amendement n° 70 de M. Alain Veyret (majoration de la taxe sur les ouvrages hydroélectriques concédés) : retiré (p. 10127)

Soutient l'amendement n° 71 de M. Gérard Lindeperg (création d'une taxe spéciale d'équipement au profit de l'établissement public foncier de l'Ouest Rhône-Alpes) : adopté après modifications (p. 10130)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10954)

Son intervention (p. 10957)

Thèmes :

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10957)

Impôt sur le revenu : abattements supplémentaires pour frais professionnels (p. 10957)

Politique économique : croissance (p. 10957)

Politique sociale : personnes défavorisées (p. 10957)

TVA : taux (p. 10957)

Vote pour du groupe socialiste (p. 10957)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11051)

Son intervention (p. 11052)

Thème :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 11052)

Vote pour du groupe socialiste (p. 11052)

Projet de loi n° 1243 portant prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 décembre 1998] (p. 10572)

Son intervention (p. 10574)

Thème :

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 10574)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 290) ; [3 février 1999] (p. 897)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 807 de M. Didier Quentin (politiques spécifiques pour les façades maritimes et les zones de montagne) (p. 300)

Intervient sur l'amendement n° 242 de la commission (définition des territoires en difficulté) (p. 301)

Après l'article 36

Son amendement n° 762 (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) : rejeté (p. 941)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6136)

Thèmes :

Elections et référendums : élections européennes (p. 6136)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6137)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6137)

Finances publiques : procédure budgétaire (p. 6137, 6138)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6137)

Politique économique : généralités (p. 6137)

Politique économique : investissement (p. 6138)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 6138)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 6138)

TVA : taux (p. 6137, 6138)

Projet de loi n° 1277 portant règlement définitif du budget 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6172)

Son intervention (p. 6178)

Thèmes :

Assemblée nationale : dissolution (p. 6178, 6179)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6179)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6178, 6179)

Impôt sur les sociétés : taux (p. 6179)

Politique économique : croissance (p. 6179)

Politique économique : généralités (p. 6178, 6179)

Vote pour du groupe socialiste (p. 6179)

Anne-Marie IDRAC

*Yvelines (3^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 488, posée le 23 novembre 1998. Transports ferroviaires. SNCF (J.O. Questions p. 6313). Appelée le 24 novembre 1998. Ligne de grande ceinture Ouest, création, délais, Ile-de-France (p. 9394)

n° 913, posée le 28 juin 1999. Voirie. A 86 (J.O. Questions p. 3877). Appelée le 29 juin 1999. Projet de tunnel, sécurité, tronçon ouest (p. 6512)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Son intervention (p. 7184)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 7185)

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 7185)

Environnement : crédits (p. 7185)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 7184 à 7186)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son amendement n° 288 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 10658) : rejeté (p. 10659)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9320)

Son intervention (p. 9327)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 9327)

Collectivités territoriales : libre administration (p. 9328)

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 9327, 9328)

Partis et mouvements politiques : opposition : élections régionales (p. 9328)

Régions : budget (p. 9328)

Régions : présidents de conseil régional (p. 9328)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9329)

Article 21 (article L. 4311-1 du code général des collectivités territoriales - modalités de vote du budget de la région)

Son amendement n° 90 corrigé soutenu par M. Renaud Donnedieu de Vabres (suppression de la possibilité de recours au vote bloqué sur les délibérations budgétaires) : rejeté (p. 9350)

Article 22 (article L. 4311-1-1 du code général des collectivités territoriales - procédure particulière d'adoption des budgets régionaux)

Son amendement n° 91 (de suppression) : rejeté (p. 9353)

Son amendement n° 92 soutenu par M. Renaud Donnedieu de Vabres (suppression de la publicité de la liste des signataires de la motion de renvoi) (p. 9353) : rejeté (p. 9354)

Son amendement n° 93 : non soutenu (p. 9354)

Article 22 ter (article L. 4133-8 du code général des collectivités territoriales - composition du bureau)

Son amendement n° 94 soutenu par M. Renaud Donnedieu de Vabres (de suppression) : rejeté (p. 9355)

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2603)

Son intervention (p. 2614)

Thèmes :

Secteur public : grève (p. 2614, 2615)

Secteur public : service minimum (p. 2615)

Transports urbains : RATP (p. 2615)

Travail : droit de grève (p. 2614, 2615)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 2616)

Proposition de loi n° 1513 relative à l'actionnariat des salariés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4673)

Son intervention (p. 4678)

Thèmes :

Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 4679)

Sociétés : actionnaires : salariés (p. 4678, 4679)

Françoise IMBERT

*Haute-Garonne (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre suppléante du conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale [J.O. du 11 juin 1999] (p. 8567)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Construction aéronautique. Aérospatiale, fusion avec Matra [16 février 1999] (p. 1437)

Industrie. Construction aéronautique. Airbus, avions, gros porteurs, unités d'assemblage, implantation [18 mai 1999] (p. 4500)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 919, posée le 28 juin 1999. Agriculture. Politique agricole commune (PAC) (J.O. Questions p. 3878). Appelée le 29 juin 1999. Aides, soja (p. 6500)

Michel INCHAUSPÉ

*Pyrénées-Atlantiques (4^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à l'office parlementaire d'évaluation des politiques publiques [J.O. du 30 octobre 1998] (p. 16415)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7404)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1289 tendant à créer une région Adour-Pyrénées [22 décembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Application de l'article 40 de la Constitution [19 novembre 1998] (p. 9296)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207, 7257)

Son intervention (p. 7235)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports ferroviaires : SNCF (p. 7235)

Voirie (p. 7235, 7236)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9329)

Article 3 (article L. 338 du code électoral - mode de scrutin des élections régionales)

Son intervention (p. 9337)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 454 : non soutenu (p. 301)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Son amendement n° 455 soutenu par M. Michel Bouvard (présence du département) : rejeté (p. 441)

Article 10 (article 11 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Son amendement n° 456 soutenu par M. Patrick Ollier (loi d'orientation d'ici un an pour promouvoir des formations d'enseignement supérieur dans les zones rurales les plus fragiles) : rejeté (p. 476)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Son amendement n° 457 (desserte des zones rurales les plus fragiles) : rejeté (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 981 de M. Maurice Leroy (desserte des zones rurales les plus fragiles) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 602 de M. Jean-Claude Lenoir (dessertes du territoire) (p. 741)

Son amendement n° 1068 (dessertes du territoire) : rejeté (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 871 de M. Michel Bouvard (dessertes du territoire) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 1064 de M. Patrick Ollier (dessertes du territoire) (p. 741)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son amendement n° 458 (organismes consultés) : retiré (p. 803)

Article 26 (article 61 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones de revitalisation rurale)

Son amendement n° 459 soutenu par M. Patrick Ollier (adoption d'une loi spécifique aux zones de revitalisation rurale) (p. 900) : rejeté (p. 902)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 5 (mécanismes de compensation)

Son amendement n° 714 : non soutenu (p. 1683)

Son amendement n° 715 (opérateurs concernés et montant des contributions) : devenu sans objet (p. 1687)

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements (PPI))

Son amendement n° 716 : non soutenu (p. 1696)

Article 8 (appels d'offres)

Son amendement n° 717 soutenu par M. Franck Borotra (confidentialité et contrat d'achat par le gestionnaire des réseaux de transport ou de distribution) : rejeté (p. 1708)

Article 9 (critères d'attribution des autorisations et élaborations des conditions des appels d'offres)

Son amendement n° 718 soutenu par M. Claude Birraux (efficacité énergétique et protection de l'environnement) : rejeté (p. 1710)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF)

Son amendement n° 719 (conditions d'achat) : devenu sans objet (p. 1714)

Son amendement n° 720 : non soutenu (p. 1714)

Article 12 précédemment réservé (possibilité offerte aux producteurs de compléter leur offre)

Son amendement n° 721 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 1763)

Article 40 (dispositions pénales)

Son amendement n° 723 soutenu par M. Franck Borotra (non-application des dispositions du présent article aux petites installations) : rejeté (p. 1795)

Article 43 (articles L. 713-1 et L. 713-2 du code du travail - développement de la négociation collective de branche)

Son amendement n° 722 soutenu par M. Franck Borotra (statut des personnels des petits producteurs) : rejeté (p. 1807)

Article 48 (révision des contrats entre EDF et les producteurs d'électricité)

Son amendement n° 724 soutenu par M. Franck Borotra (secteur hydraulique) : rejeté (p. 1815)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2177)

Son intervention (p. 2184)

Thèmes :

Assurances : fonds de garantie (p. 2185)

Banques et établissements financiers : fonds de garantie (p. 2184, 2185)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : impôts et taxes (p. 2184, 2185)

Banques et établissements financiers : sécurité financière (p. 2184, 2185)

Bâtiment et travaux publics : construction (p. 2185)

Discussion des articles [11 mars 1999] (p. 2303, 2356)

Article 45 (intervention de la Commission bancaire en cas d'atteinte à la concurrence)

Son sous-amendement n° 318 (possibilité de non-application du dispositif en cas de provisionnement ex ante) à l'amendement n° 44 de la commission : retiré (p. 2312)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (instauration d'une sanction pour les établissements de crédit qui réalisent des opérations de crédit à des taux inférieurs à ceux du marché monétaire) : retiré (p. 2313)

Son sous-amendement n° 319 (possibilité de non-application du dispositif en cas de provisionnement ex ante) à l'amendement n° 280 de M. Jean-Pierre Balligand (prohibition des crédits dont les taux sont abusivement bas) : retiré (p. 2315)

Article 47 (fonds de garantie des dépôts)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Germain Gengenwin (prise en compte de l'existence d'un système de garantie interne pour le calcul des cotisations des réseaux mutualistes) (p. 2323)

Intervient sur l'amendement n° 302 rectifié de M. Jean-Louis Dumont (prise en compte de l'existence d'un système de garantie interne pour le calcul des cotisations des réseaux mutualistes) (p. 2323)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (calcul des cotisations en fonction des risques objectifs) (p. 2323)

Avant l'article 52

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Marc Laffineur (déductibilité fiscale de la part des cotisations non couverte par le crédit d'impôt institué par le projet de loi) (p. 2339)

Son amendement n° 128 (application au fonds de garantie des dépôts et au fonds de garantie des assurés du régime fiscal des organismes à but non lucratif) : retiré (p. 2340)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (application au fonds de garantie des dépôts et au fonds de garantie des assurés du régime fiscal des organismes à but non lucratif) (p. 2341)

Son amendement n° 124 corrigé (suppression de la contribution des institutions financières à compter du 1er janvier 2002) : rejeté (p. 2342)

Article 52 (crédit d'impôt)

Son amendement n° 129 (réduction de la contribution des institutions financières) : rejeté (p. 2344)

Son amendement n° 171 corrigé (relèvement progressif du taux du crédit d'impôt pour le rendre équivalent au montant total des versements au fonds de garantie) : rejeté (p. 2344)

Son amendement n° 130 (relèvement du taux du crédit d'impôt) : rejeté (p. 2345)

Après l'article 53

Intervient sur le sous-amendement n° 326 de M. Jean-Paul Dupré (extension du champ de compétence de l'Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement au domaine du dialogue social) à l'amendement n° 287 de M. Jean-Paul Dupré (p. 2348)

Intervient sur l'amendement n° 304 du Gouvernement (validation des visas apposés par la Commission des opérations de bourse sur les offres publiques d'acquisition de titres et sur les opérations d'achat par une société de ses propres titres) (p. 2350)

Article 56 (interventions de la Commission bancaire en cas de difficultés d'établissements de crédit ou d'entreprises d'investissement)

Son amendement n° 8 (subrogation du fonds de garantie dans le droit des bénéficiaires de son intervention) : rejeté (p. 2358)

Article 62 (actif des sociétés de crédit foncier)

Son amendement n° 9 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (éligibilité des créances sur les établissements publics) : adopté (p. 2362)

Son amendement n° 10 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (détenion de titres émis ou garantis par des personnes publiques) : retiré (p. 2363)

Son amendement n° 11 (fixation par décret des règles de détenion des obligations foncières par les organismes de placements collectifs en valeurs mobilières) : rejeté (p. 2364)

Article 64 (règles prudentielles applicables aux sociétés de crédit foncier)

Son amendement n° 12 (rachat par les sociétés de crédit foncier de leurs propres titres sans annulation) : retiré (p. 2367)

Article 66 (validité des contrats et des actes relatifs à l'objet des sociétés de crédit foncier)

Son amendement n° 13 (non-application de l'article 107 de la loi du 25 juillet 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises) : rejeté (p. 2369)

Article 71 (information des débiteurs)

Son amendement n° 127 corrigé (recouvrement des prêts par le cédant) : retiré (p. 2370)

Son amendement n° 14 (renvoi à l'article 69 du projet de loi) : retiré (p. 2370)

Après l'article 73

Son amendement n° 125 (exonération de droits d'enregistrement des cessions de créances à une société de crédit foncier) : retiré (p. 2372)

Après l'article 78

Son sous-amendement n° 320 (prise en compte des prêts immobiliers accordés avant l'entrée en vigueur de la présente loi) à l'amendement n° 279 de M. Dominique Baert (conditions de modification d'un prêt immobilier) : adopté (p. 2377)

Son amendement n° 126 (conditions de modification d'un prêt immobilier) : devenu sans objet (p. 2377)

Article 64 précédemment réservé (règles prudentielles applicables aux sociétés de crédit foncier)

Intervient sur l'amendement n° 242 de M. Jean-Jacques Jégou (rachat par les sociétés de crédit foncier de leurs propres actions sans annulation) (p. 2379)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5204)

Article 79 (renégociation de prêts)

Son sous-amendement n° 96 (de précision) à l'amendement n° 71 de la commission (indication des conditions et des modalités de variation du taux lorsque le prêt est à taux variable) : adopté (p. 5271)

Bernadette ISAAC-SIBILLE

*Rhône (1^{ère} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Rapporteur de la proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technique entre la Communauté européenne et l'Etat d'Israël (COM (98) 457 final - n° E 1147) (n° 1183) [25 novembre 1998]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan sur la liberté de circulation (n° 1197) [2 décembre 1998]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part (n° 1313) [17 février 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part (n° 1314) [17 février 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Azerbaïdjan, d'autre part (n° 1315) [17 février 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Ouzbékistan, d'autre part (n° 1316) [17 février 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) (n° 1655) [16 juin 1999]

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1183 sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technique entre la Communauté européenne et l'Etat d'Israël (COM (98) 457 final - n° E 1147) [9 novembre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères, sur la proposition de résolution de M. Jean-Jacques Guillet et Mme Bernadette Isaac-Sibille (n° 1183), sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technique entre la Communauté européenne et l'Etat d'Israël (COM (98) 457 final/n° E 1147) [2 décembre 1998] (n° 1239)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur les projets de loi, adoptés par le Sénat :

- (n° 1315) autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Azerbaïdjan, d'autre part ;

- (n° 1316) autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Ouzbékistan, d'autre part ;

- (n° 1314) autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part ;

- (n° 1313) autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Géorgie, d'autre part [7 avril 1999] (n° 1530)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1197), autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan sur la liberté de circulation [7 avril 1999] (n° 1534)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement privé. Etablissements sous contrat. Ouverture de classes, réglementation [29 juin 1999] (p. 6537)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 886, posée le 14 juin 1999. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion (J.O. Questions p. 3530). Appelée le 15 juin 1999. Chèque d'accompagnement personnalisé, mise en place (p. 5797)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7122, 7139)

Son intervention (p. 7126)

Thème avant la procédure des questions :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 7127)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8399)

Son intervention (p. 8400)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 8441)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 8441)

Enfants (p. 8400, 8401)

Famille : mariage (p. 8400)

Discussion des articles [1er décembre 1998] (p. 9792)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 611 de M. Renaud Dutreil (modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les signataires ne devant pas être contraires aux bonnes moeurs) : rejeté (p. 9806)

Proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (9276)

Son intervention (p. 9283)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 9283)

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 9283)

Assemblée nationale : Président (p. 9283)

Départements : présidents de conseil général : enfants (p. 9283)

Etat : Médiateur de la République (p. 9283)

Famille (p. 9283)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9285)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. José Rossi (institution d'un délégué général à l'enfance auprès du médiateur de la République) (p. 9287)

Article 1er (saisine du médiateur des enfants)

Son amendement n° 18 (institution d'un délégué général à l'enfance auprès du médiateur de la République) : rejeté (p. 9288)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Serge Blisko (faculté pour le médiateur de enfants d'informer les parents de sa saisine par l'enfant mineur) (p. 9290)

Article 2 (nomination et mandat du médiateur des enfants)

Son amendement n° 20 : devenu sans objet (p. 9291)

Son amendement n° 19 (de coordination) : devenu sans objet (p. 9291)

Article 3 (compétences du médiateur des enfants)

Son amendement n° 20 : devenu sans objet (p. 9292)

Son amendement n° 21 (suppression de l'information de l'autorité judiciaire par le médiateur des enfants) : rejeté (p. 9292)

Article 4 (promotion des droits de l'enfant par le médiateur des enfants et rapport d'activité)

Son amendement n° 22 : devenu sans objet (p. 9293)

Article 6 (transmission de réclamations au médiateur des enfants par le médiateur de la République)

Son amendement n° 24 : devenu sans objet (p. 9293)

Article 7 (délégués départementaux)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Serge Blisko (de suppression) (p. 9294)

Son amendement n° 25 : devenu sans objet (p. 9294)

Article 9 (inéligibilité du médiateur de la République et du médiateur des enfants aux élections cantonales sauf exercice du mandat de conseiller général antérieurement à leur nomination)

Son amendement n° 26 : devenu sans objet (p. 9295)

Article 10 (inéligibilité du médiateur de la République et du médiateur des enfants aux élections municipales sauf exercice du mandat de conseiller municipal antérieurement à leur nomination)

Son amendement n° 27 : devenu sans objet (p. 9295)

Article 11 (inéligibilité du médiateur de la République et du médiateur des enfants aux élections régionales sauf exercice du mandat de conseiller régional antérieurement à leur nomination)

Son amendement n° 28 : devenu sans objet (p. 9295)

Article 12 (dispositions relatives au médiateur de la République applicables au médiateur des enfants)

Son amendement n° 29 : devenu sans objet (p. 9295)

Titre

Son amendement n° 30 : devenu sans objet (p. 9295)

Ses explications de vote (p. 9295)

Proposition de loi organique n° 1145 relative à l'inéligibilité du Médiateur des enfants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 novembre 1998] (p. 9276)

Discussion générale commune de la proposition de loi organique n° 1145 relative à l'inéligibilité du Médiateur des enfants et de la proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants (voir Enfants 1144)

Discussion de l'article unique [19 novembre 1998] (p. 9296)

Son amendement n° 1 : devenu sans objet (p. 9296)

Son amendement n° 2 : devenu sans objet (p. 9296)

Projet de loi n° 1313 autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4439)

Son intervention (p. 4439)

Sa intervention de la rapporteure (p. 4443)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 4440)

Enfants : droits de l'enfant (p. 4440, 4443)

Politiques communautaires : coopération et développement (p. 4439, 4440)

J**Christian JACOB**

*Seine-et-Marne (4^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17124)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 12 février 1999] (p. 2287)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi n° 977 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 5841)

Son intervention (p. 5845)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 5899)

Thèmes :

Agriculture : exploitants : conjoints (p. 5846)

Agriculture : installation (p. 5845, 5846, 5900)

Agroalimentaire : labels (p. 5846)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 5847, 5900)

Commerce extérieur : exportations : agriculture (p. 5841)

Environnement : espace rural (p. 5900)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son intervention (p. 5906)

Intervient sur l'amendement n° 746 de M. François Sauvadet (prise en compte de la politique forestière) (p. 5908)

Son amendement n° 287 (revenus agricoles) : rejeté (p. 5910)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (agriculture respectant les spécificités des régions) (p. 5911)

Son amendement n° 288 (sécurité sanitaire) : rejeté (p. 5913)

Intervient sur l'amendement n° 288 de M. Christian Jacob (sécurité sanitaire) (p. 5913)

Son amendement n° 37 (prise en compte de l'ensemble de la filière alimentaire) : retiré (p. 5914)

Intervient sur le sous-amendement oral du Gouvernement (exportations en direction de l'Europe et des marchés solvables) à l'amendement n° 70 corrigé de la commission (renforcement des capacités exportatrices de l'agriculture française) (p. 5915)

Son amendement n° 289 (de précision) : devenu sans objet (p. 5916)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Léonce Deprez (transformation des productions agricoles en produits énergétiques) (p. 5917)

Son amendement n° 290 (de suppression partielle) : retiré (p. 5917)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Robert Lamy (suppression de la référence à l'entretien des paysages) (p. 5961)

Son amendement n° 38 (suppression de la référence à l'entretien des paysages) : rejeté (p. 5961)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Christian Jacob (suppression de la référence à l'entretien des paysages) (p. 5961)

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Pierre Micaux (suppression de la référence à l'entretien des paysages) (p. 5961)

Intervient sur l'amendement n° 502 de M. Gérard Voisin (suppression de la référence à l'entretien des paysages) (p. 5961)

Intervient sur l'amendement n° 642 de M. Jean Proriol (suppression de la référence à l'entretien des paysages) (p. 5961)

Son amendement n° 39 (suppression de la référence à la production de services collectifs au profit de tous les usagers de l'espace rural) : rejeté (p. 5963)

Son amendement n° 294 (modernisation de la fiscalité agricole) : rejeté (p. 5968)

Intervient sur l'amendement n° 294 de M. Christian Jacob (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Intervient sur l'amendement n° 292 de M. Thierry Mariani (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Intervient sur l'amendement n° 643 de M. Jean Proriol (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Intervient sur l'amendement n° 731 de M. Jean-Michel Marchand (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Avant l'article 2

Son amendement n° 298 (modification de l'intitulé du titre Ier) : rejeté (p. 5978)

Intervient sur l'amendement n° 298 de M. Christian Jacob (modification de l'intitulé du titre Ier) (p. 5978)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 299 (de suppression) : rejeté (p. 6005)

Intervient sur l'amendement n° 447 de M. Pierre Micaux (accord du propriétaire du fonds sur lequel est exercée l'activité agricole) (p. 6007)

Son amendement n° 303 (accord du propriétaire du fonds sur lequel est exercée l'activité agricole) : rejeté (p. 6007)

Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Christian Jacob (accord du propriétaire du fonds sur lequel est exercée l'activité agricole) (p. 6007)

Intervient sur l'amendement n° 747 de M. François Sauvadet (information du propriétaire du fonds sur lequel est exercée l'activité) (p. 6008)

Intervient sur l'amendement n° 735 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (recherche d'un niveau élevé de sécurité et de qualité des biens alimentaires et non alimentaires) (p. 6010)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Serge Poignant (développement de projets collectifs de production agricole) (p. 6013)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Robert Lamy (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6018)

Son amendement n° 40 corrigé (recentrage sur l'activité agricole) : rejeté (p. 6018)

Intervient sur l'amendement n° 40 corrigé de M. Christian Jacob (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6018)

Intervient sur l'amendement n° 230 de M. Christian Estrosi (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6018)

Intervient sur l'amendement n° 240 de M. Pierre Micaux (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6018)

Soutient l'amendement n° 302 de Mme Hélène Mignon (recentrage sur l'activité agricole) : rejeté (p. 6018)

Intervient sur l'amendement n° 503 de M. Gérard Voisin (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6018)

Intervient sur l'amendement n° 748 de M. François Sauvadet (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6018)

Intervient sur l'amendement n° 510 de M. François Sauvadet (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6018)

Son amendement n° 305 (aides compensatrices de handicap délivrées sans contractualisation) : rejeté (p. 6020)

Son amendement n° 304 (engagements de l'exploitant et du propriétaire du fonds) : adopté (p. 6020)

Soutient l'amendement n° 306 de M. Thierry Mariani (aides spécifiques pour les zones défavorisées et les zones de montagne) : rejeté (p. 6022)

Intervient sur l'amendement n° 513 de M. François Sauvadet (définition des contrats type par le préfet) (p. 6023)

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. François Sauvadet (respect du code forestier) (p. 6026)

Intervient sur l'amendement n° 648 de M. Jean Proriol (respect du code forestier) (p. 6027)

Article 3 (création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (non prise en compte des concours éventuels des régions dans les ressources du fonds) (p. 6051)

Intervient sur l'amendement n° 551 de M. Stéphane Alaïze (non prise en compte des concours éventuels des régions dans les ressources du fonds) (p. 6051)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 6057)

Intervient sur le sous-amendement n° 742 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (plafonnement des aides) à l'amendement n° 86 de la commission (aménagement des aides) (p. 6066)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Son amendement n° 317 (de suppression) : retiré (p. 6072)

Son amendement n° 318 (de suppression partielle) : rejeté (p. 6074)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Son intervention (p. 6084)

Son amendement n° 321 (notion de carte professionnelle) : rejeté (p. 6086)

Intervient sur l'amendement n° 610 de M. Maurice Adevah-Poeuf (création d'un registre de l'agriculture accessible au public) (p. 6088)

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission (création d'un registre de l'agriculture accessible au public) (p. 6088)

Intervient sur l'amendement n° 322 de M. François Guillaume (suppression des données relatives à la consistance de l'exploitation) (p. 6090)

Son amendement n° 42 soutenu par M. Serge Poignant (inscription au registre des métiers) (p. 6092) : retiré (p. 6093)

Article 8 (champ d'application du statut du fermage)

Son amendement n° 323 (de suppression) : rejeté (p. 6096)

Article 9 (protection du preneur appliquant des méthodes culturales favorables à l'environnement)

Intervient sur l'amendement n° 658 de M. Jean Proriol (épandage des boues des stations d'épuration) (p. 6097)

Article 10 (articulation entre la résiliation du bail et le contrôle des structures)

Son intervention (p. 6098)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 814 de M. Gérard Bapt (cas de résiliation de plein droit du bail) (p. 6099)

Son amendement n° 932 (conditions de renouvellement du bail) : rejeté (p. 6102)

Intervient sur l'amendement n° 94 de la commission (reprise d'une parcelle par le bailleur pour la construction d'une maison d'habitation) (p. 6104)

Intervient sur le sous-amendement n° 634 de M. Maurice Adevah-Poeuf (extension du droit de reprise pour les maisons d'habitation existantes) à l'amendement n° 94 de la commission (p. 6104)

Intervient sur le sous-amendement n° 755 corrigé de M. Jacques Barrot (application à tous les baux en cours) à l'amendement n° 94 de la commission (p. 6104)

Intervient sur l'amendement n° 659 de M. Jean Proriol (reprise d'une parcelle par le bailleur pour la construction d'une maison d'habitation) (p. 6104)

Article 11 (travaux de mise aux normes des exploitations en fermage)

Son amendement n° 851 (indemnité pour travaux imposés par l'autorité administrative) : rejeté (p. 6105)

Son amendement n° 852 (indemnité due au preneur sortant ayant effectué des travaux) : rejeté (p. 6105)

Après l'article 11

Son amendement n° 853 (fixation du loyer des bâtiments d'exploitation) : rejeté (p. 6106)

Son amendement n° 854 (indemnité pour travaux imposés) : rejeté (p. 6107)

Article 12 (rapport sur l'assurance-récolte)

Son intervention (p. 6108)

Soutient l'amendement n° 861 de M. Michel Bouvard (contenu du rapport) : rejeté (p. 6108)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 96 de la commission (insaisissabilité du logement d'un agriculteur) (p. 6119)

Intervient sur l'amendement n° 556 de M. Jérôme Cahuzac (insaisissabilité du logement d'un agriculteur) (p. 6119)

Soutient l'amendement n° 804 de M. Serge Poignant (rapport au Parlement sur la réforme de la fiscalité agricole) : rejeté (p. 6120)

Intervient sur l'amendement n° 660 de M. Jean Proriol (mesures destinées à favoriser la transmission des exploitations agricoles) (p. 6120)

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Pierre Micaux (mesures destinées à favoriser la transmission des exploitations agricoles) (p. 6121)

Article 13 (création de l'unité de référence)

Soutient l'amendement n° 330 de M. François Guillaume (référence à la notion de productions) : rejeté (p. 6122)

Soutient l'amendement n° 329 de M. François Guillaume (impossibilité de fonder des installations sur des ateliers hors sol) : rejeté (p. 6122)

Intervient sur le sous-amendement n° 743 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (moyenne par rapport aux exploitations du territoire concerné) à l'amendement n° 99 corrigé de la commission (moyenne de l'unité de référence) (p. 6124)

Intervient sur l'amendement n° 722 de M. Renaud Dutreil (fixation et calcul de l'unité de référence) (p. 6125)

Son amendement n° 767 corrigé (fixation et calcul de l'unité de référence) : devenu sans objet (p. 6125)

Article 14 (dispositions relatives à la politique d'installation)

Son amendement n° 331 (de suppression) : rejeté (p. 6126)

Intervient sur l'amendement n° 331 de M. Christian Jacob (de suppression) (p. 6126)

Intervient sur l'amendement n° 100 de la commission (installation progressive des agriculteurs) (p. 6127)

Son amendement n° 332 soutenu par M. Germain Gengenwin (information du propriétaire lorsque l'exploitant doit prendre sa retraite) (p. 6127) : rejeté (p. 6128)

Article 15 (notification préalable des départs à la retraite)

Son amendement n° 333 (de suppression) : rejeté (p. 6128)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son intervention (p. 6136)

Soutient l'amendement n° 356 de M. Thierry Mariani (de suppression) : rejeté (p. 6144)

Article L. 331-1 du code rural : portée et objectifs du contrôle

Soutient l'amendement n° 235 de M. Christian Estrosi (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluriactifs) : rejeté (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 106 de la commission (modification du statut des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) en vue d'y intégrer le principe de location et de location-vente) (p. 6146)

Article L. 331-2 du code rural : opérations soumises à autorisation préalable

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. François Guillaume (déclaration obligatoire en cas de disparition d'un associé au sein d'un GAEC ou d'une EARL) (p. 6147)

Intervient sur l'amendement n° 462 de M. Léonce Deprez (élargissement des seuils de référence) (p. 6160)

Intervient sur l'amendement n° 724 de M. Renaud Dutreil (élargissement des seuils de référence) (p. 6160)

Soutient l'amendement n° 363 de M. François Guillaume (élargissement des seuils de référence) : rejeté (p. 6160)

Son amendement n° 360 (élargissement des seuils de référence) : rejeté (p. 6160)

Intervient sur l'amendement n° 360 de M. Christian Jacob (élargissement des seuils de référence) (p. 6160)

Intervient sur l'amendement n° 522 de M. François Sauvadet (élargissement des seuils de référence) (p. 6160)

Intervient sur l'amendement n° 666 de M. Jean Proriol (élargissement des seuils de référence) (p. 6160)

Intervient sur l'amendement n° 474 de M. Jacques Rebillard (élargissement des seuils de référence) (p. 6160)

Intervient sur l'amendement n° 107 de la commission (élargissement des seuils de référence) (p. 6160)

Intervient sur l'amendement n° 785 de M. Jean-Michel Marchand (élargissement des seuils de référence) (p. 6160)

Son amendement n° 362 (de suppression partielle afin de garantir la sécurité juridique des membres d'une entreprise agricole) : rejeté (p. 6161)

Intervient sur l'amendement n° 476 de M. Jacques Rebillard (nouvelle autorisation en cas de diminution du nombre total des associés exploitants) (p. 6163)

Intervient sur l'amendement n° 496 de M. François Patriat (nouvelle autorisation en cas de diminution du nombre total des associés exploitants) (p. 6163)

Intervient sur le sous-amendement n° 957 de M. François Sauvadet (dispense d'autorisation lorsque les exploitants sont parents ou alliés) à l'amendement n° 496 de M. François Patriat (p. 6163)

Son amendement n° 364 (suppression de l'autorisation provisoire) : rejeté (p. 6166)

Intervient sur l'amendement n° 364 de M. Christian Jacob (suppression de l'autorisation provisoire) (p. 6166)

Soutient l'amendement n° 368 de M. Thierry Mariani (pas de contrôle lorsque les successions sont effectuées entre ascendants et descendants) : rejeté (p. 6168)

Intervient sur l'amendement n° 475 de M. Jacques Rebillard (autorisation pour les réductions de 30 % par un ou plusieurs retraits successifs) (p. 6169)

Son amendement n° 365 (suppression des contrôles pour les participations nouvelles dès lors que la personne a déjà la qualité d'exploitant agricole) : rejeté (p. 6171)

Son amendement n° 369 (suppression du dixième alinéa relatif à l'autorisation provisoire) : rejeté (p. 6173)

Son amendement n° 373 soutenu par M. François Guillaume (agrandissements avec des terres situées à dix kilomètres) (p. 6173) : rejeté (p. 6174)

Intervient sur l'amendement n° 375 de M. François Guillaume (suppression des nouvelles contraintes imposées aux SAFER) (p. 6179)

Son amendement n° 376 (prise en compte des terres exploitées par un agriculteur dans un autre pays de l'Union européenne) : rejeté (p. 6181)

Intervient sur l'amendement n° 110 rectifié de la commission (prise en compte des landes dans le calcul des surfaces agricoles utiles) (p. 6181)

Intervient sur l'amendement n° 562 de M. Stéphane Alaïze (prise en compte des landes dans le calcul des surfaces agricoles utiles) (p. 6181)

Après l'article L. 331-2 du code rural

Soutient l'amendement n° 792 de M. François Baroin (autorisation de droit pour les sociétés lorsque la superficie divisée par le nombre d'associés n'excède pas le seuil fixé) : rejeté (p. 6184)

Soutient l'amendement n° 793 de M. François Baroin (autorisation de droit pour les biens recueillis par succession ou donation) : rejeté (p. 6185)

Article L. 331-3 du code rural : critères d'examen des demandes

Intervient sur l'amendement n° 843 de M. Félix Leyzour (publicité dans les journaux locaux) (p. 6188)

Intervient sur l'amendement n° 771 de M. Jean-Michel Marchand (prise en compte des productions biologiques) (p. 6189)

Intervient sur l'amendement n° 772 de M. Jean-Michel Marchand (respect des espaces naturels) (p. 6190)

Article L. 331-7 du code rural : sanction administrative en cas de non-respect de la réglementation du contrôle des structures

Son amendement n° 378 (suppression des sanctions) : rejeté (p. 6191)

Son amendement n° 379 (suppression des sanctions) : rejeté (p. 6192)

Article L. 331-8 du code rural : contestation de la sanction

Son amendement n° 380 (suppression des pénalités) : rejeté (p. 6192)

Article L. 331-10 du code rural : poursuite de la mise en valeur du fonds

Son amendement n° 384 (libre choix du bailleur) : rejeté (p. 6193)

Après l'article 16

Soutient l'amendement n° 794 de M. François Baroin (création de sections spécialisées au sein des commissions départementales d'orientation agricole) : retiré (p. 6198)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 790 de M. Claude Gagnol (regroupement de plusieurs numéros de cadastre pour une seule parcelle) (p. 6200)

Intervient sur l'amendement n° 812 rectifié de M. François Colcombet (autorisation des ateliers hors sol) (p. 6204)

Intervient sur l'amendement n° 574 de M. Jérôme Cahuzac (autorisation des associations entre producteurs de lait) (p. 6206)

Intervient sur l'amendement n° 385 corrigé de M. Jean-Claude Lemoine (autorisation des associations entre producteurs de lait) (p. 6206)

Article 20 (retraite proportionnelle des conjoints collaborateurs)

Son amendement n° 337 (possibilité pour les conjoints de racheter des points à taux préférentiel) : rejeté (p. 6211)

Article 23 (prise en charge des frais de remplacement en cas de maternité)

Son intervention (p. 6217)

Article 25 (institution d'un salaire différé au profit du conjoint survivant du chef d'exploitation)

Son amendement n° 341 (extension aux conjoints divorcés du bénéfice de la créance du salaire différé) : vote réservé à la demande du Gouvernement (p. 6222) : devenu sans objet (p. 6454)

Intervient sur l'amendement n° 341 de M. Christian Jacob (extension aux conjoints divorcés du bénéfice de la créance du salaire différé) (p. 6454)

Article 26 (coordination)

Son amendement n° 342 : retiré (p. 6222)

Article 27 (création du titre emploi simplifié agricole)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jacques Rebillard (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles et aux entreprises privées du secteur agricole employant moins de cinq salariés permanents) (p. 6228)

Intervient sur l'amendement n° 674 de M. Jean Proriol (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de onze salariés) (p. 6228)

Son amendement n° 343 (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de onze salariés permanents) : rejeté (p. 6228)

Intervient sur l'amendement n° 343 de M. Christian Jacob (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de onze salariés permanents) (p. 6228)

Intervient sur l'amendement n° 128 de la commission (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de cinq salariés permanents) (p. 6228)

Intervient sur l'amendement n° 569 de M. Joseph Parrenin (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de cinq salariés permanents) (p. 6228)

Article 28 (création au niveau des départements de comités d'oeuvres sociales et culturelles)

Intervient sur l'amendement n° 344 de M. François Guillaume (de suppression) (p. 6230)

Intervient sur l'amendement n° 884 de M. Félix Leyzour (obligation de prévoir dans la création du comité des activités sociales et culturelles) (p. 6231)

Intervient sur l'amendement n° 885 de M. Félix Leyzour (de cohérence) (p. 6232)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 651 du Gouvernement (fonctionnement des organismes de mutualité sociale agricole) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 652 du Gouvernement (circonscription des caisses fusionnées et des associations à but non lucratif) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 653 du Gouvernement (contrats pluriannuels de gestion) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 654 du Gouvernement (sanctions en cas d'irrégularité grave ou de mauvaise gestion) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 655 corrigé du Gouvernement (conventions entre les caisses de mutualité sociale agricole et des tiers) (p. 6296)

Après l'article 32

Soutient l'amendement n° 348 de M. Jacques Masdeu-Arus (organisations de producteurs pour les maraîchers) : rejeté (p. 6303)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son amendement n° 354 (conclusion d'accords professionnels) : adopté (p. 6307)

Son amendement n° 355 (conclusion d'accords interprofessionnels) : adopté (p. 6307)

Son amendement n° 349 (renforcement de la sécurité alimentaire) : rejeté (p. 6307)

Intervient sur l'amendement n° 144 de la commission (gestion par une interprofession d'un ensemble de produits sous le signe indication géographique protégée - IGP) (p. 6312)

Soutient l'amendement n° 916 de M. Jacques Péliissard (règles de coordination entre l'interprofession spécifique et l'autorité administrative) : devenu sans objet (p. 6313)

Son amendement n° 350 (organisation interprofessionnelle pour les produits issus de l'agriculture biologique) : rejeté (p. 6315)

Son amendement n° 351 corrigé (sous-sections spécifiques "à compétence nationale" au sein des organisations interprofessionnelles pour les produits issus de l'agriculture biologique) : devenu sans objet (p. 6316)

Son amendement n° 352 corrigé soutenu par M. François Goulard (consultation obligatoire des interprofessions) : rejeté (p. 6317)

Article 35 (assiette des cotisations interprofessionnelles)

Intervient sur l'amendement n° 154 de la commission (de codification) (p. 6330)

Article 37 (contrats de lutte contre les crises conjoncturelles)

Son amendement n° 387 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 6332)

Son amendement n° 388 corrigé (soumission des accords de crise aux interprofessions) : rejeté (p. 6334)

Son amendement n° 898 corrigé (coefficient multiplicateur entre le prix payé au producteur et le prix de vente au consommateur) : rejeté (p. 6337)

Intervient sur l'amendement n° 898 corrigé de M. Christian Jacob (coefficient multiplicateur entre le prix payé au producteur et le prix de vente au consommateur) (p. 6337)

Intervient sur l'amendement n° 162 rectifié de la commission (coefficient multiplicateur entre le prix payé au producteur et le prix de vente au consommateur) (p. 6337)

Article 38 (modification de la composition du Conseil supérieur d'orientation)

Son amendement n° 389 (composition du Conseil supérieur d'orientation élargie aux représentants de la propriété agricole) : rejeté (p. 6340)

Soutient l'amendement n° 390 de M. François Guillaume (non représentation des associations de

consommateurs et des associations de protection de l'environnement au Conseil supérieur d'orientation) : rejeté (p. 6341)

Soutient l'amendement n° 10 de M. Robert Lamy (représentation des associations oeuvrant dans le domaine de l'environnement au sein du Conseil supérieur d'orientation) : retiré (p. 6342)

Après l'article 38

Son amendement n° 429 (création du Conseil supérieur des exportations alimentaires) : retiré (p. 6343)

Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier" et "produit pays")

Intervient sur le sous-amendement n° 975 corrigé du Gouvernement (précision de la définition de chacun des signes d'identification de la qualité ou de l'origine des produits) à l'amendement n° 776 rectifié de M. Jean-Michel Marchand (codification des signes de qualité) (p. 6350)

Article 40 (organisation de l'INAO, extension des compétences de l'INAO aux indications géographiques protégées)

Son amendement n° 393 corrigé (liaison avec la Commission nationale des labels et des certifications) : rejeté (p. 6354)

Son amendement n° 394 (suppression de l'alinéa relatif aux indications géographiques protégées) : rejeté (p. 6354)

Son amendement n° 395 (avis de la Commission nationale des labels et des certifications pour obtenir une indication géographique protégée) : rejeté (p. 6355)

Soutient l'amendement n° 47 de M. Serge Poignant (avis de la Commission nationale des labels et des certifications) : rejeté (p. 6355)

Son amendement n° 396 (contrôles par l'Institut national des appellations d'origine) : rejeté (p. 6356)

Son amendement n° 397 (suppression de l'alinéa relatif aux indications géographiques protégées) : rejeté (p. 6358)

Soutient l'amendement n° 49 de M. Serge Poignant (de codification) : devenu sans objet (p. 6358)

Son amendement n° 398 (de codification) : devenu sans objet (p. 6358)

Soutient l'amendement n° 51 de M. Serge Poignant (suppression de l'alinéa relatif au respect du cahier des charges) : rejeté (p. 6358)

Son amendement n° 399 (suppression de l'alinéa relatif au respect du cahier des charges) : rejeté (p. 6358)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 533 de M. François Patriat (information des consommateurs lors des campagnes publicitaires) (p. 6361)

Son amendement n° 914 (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles sont définis les labels ou les certifications d'origine) : rejeté (p. 6361)

Après l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 480 rectifié du Gouvernement (création d'un fonds de valorisation et de communication) (p. 6374)

Soutient le sous-amendement n° 974 de M. Serge Poignant (exclusion des professionnels du vin) à l'amendement n° 480 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 6374)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement (contrôle et surveillance biologique du territoire) (p. 6392)

Après l'article 44

Intervient sur l'amendement n° 484 rectifié du Gouvernement (déclaration des élevages au préfet si la chair ou les produits des animaux sont livrés au public en vue de la consommation) (p. 6397)

Intervient sur l'amendement n° 485 rectifié du Gouvernement (renforcement des dispositions législatives relatives à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes) (p. 6399)

Intervient sur le sous-amendement n° 950 de la commission (de précision) à l'amendement n° 485 rectifié du Gouvernement (p. 6399)

Soutient le sous-amendement n° 980 de M. Philippe Vasseur (décret en Conseil d'Etat pour fixer la liste des produits ou denrées pour lesquels la traçabilité doit être assurée) à l'amendement n° 486 du Gouvernement (contrôle des animaux dans les élevages par les vétérinaires inspecteurs) : adopté (p. 6401)

Intervient sur le sous-amendement n° 935 corrigé de M. Jérôme Cahuzac (délai de paiement pour les produits de conservation, les surgelés et les plats cuisinés) à l'amendement n° 486 du Gouvernement (p. 6403)

Article 45 (prise en compte des fonctions économique, environnementale et sociale de l'espace agricole et forestier)

Soutient l'amendement n° 402 de M. François Guillaume (de suppression) : rejeté (p. 6406)

Son amendement n° 403 soutenu par M. François Goulard (mise en valeur durable des potentialités et des caractéristiques de l'espace agricole et forestier) : rejeté (p. 6407)

Intervient sur l'amendement n° 258 de M. Pierre Micaux (coexistence entre les différentes activités du monde rural) (p. 6407)

Après l'article 45

Son amendement n° 417 corrigé (condition de distance pour l'implantation de nouveaux bâtiments d'habitation ou à usage professionnel) : rejeté (p. 6408)

Soutient l'amendement n° 11 de M. Robert Lamy (condition de distance pour l'implantation de

nouveaux bâtiments d'habitation ou à usage professionnel) : rejeté (p. 6408)

Intervient sur l'amendement n° 639 rectifié de M. Léonce Deprez (petites carrières de marne du Nord - Pas-de-Calais) (p. 6409)

Article 46 (document départemental de gestion de l'espace agricole et forestier)

Soutient l'amendement n° 444 corrigé de M. Jean Charroppin (avis des maires concernés) : adopté (p. 6410)

Article 47 (zones agricoles protégées)

Soutient l'amendement n° 404 de M. François Guillaume (de suppression partielle) : rejeté (p. 6412)

Article 48 (réduction des espaces agricoles et forestiers)

Son amendement n° 405 (application aux opérations d'aménagement dont l'enquête publique n'a pas encore été prescrite, dès lors qu'elles sont susceptibles d'entraîner une réduction des espaces agricoles ou forestiers) : rejeté (p. 6414)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 472 rectifié de M. Jacques Rebillard (missions des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) (p. 6416)

Après l'article 50

Soutient l'amendement n° 283 corrigé de M. Michel Bouvard (modalités d'attribution des biens de section) : retiré (p. 6421)

Son amendement n° 326 corrigé (modalités d'attribution des biens de section) : retiré (p. 6421)

Soutient l'amendement n° 469 corrigé de M. Christian Estrosi (modalités d'attribution des biens de section) : retiré (p. 6421)

Soutient l'amendement n° 766 corrigé de M. Jean Charroppin (modalités d'attribution des biens de section) : retiré (p. 6421)

Article 51 (principes et missions de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Intervient sur l'amendement n° 908 de M. Félix Leyzour (qualification de l'enseignement agricole) (p. 6424)

Soutient l'amendement n° 406 de M. François Guillaume (formation aux métiers de la gestion de l'eau et de l'environnement) : adopté (p. 6424)

Soutient l'amendement n° 407 de M. François Guillaume (suppression de la référence au caractère laïc de l'enseignement) : retiré (p. 6424)

Article 53 (création des établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles)

Son amendement n° 408 (vocation purement pédagogique des établissements publics d'enseignement) : retiré (p. 6427)

Intervient sur l'amendement n° 217 rectifié de la commission (fusionnement des lycées d'enseignement général et technologiques agricoles et des lycées professionnels agricoles) (p. 6428)

Intervient sur le sous-amendement n° 979 du Gouvernement (harmonisation des régimes plutôt que fusionnement) à l'amendement n° 217 rectifié de la commission (p. 6428)

Soutient l'amendement n° 711 de M. Yves Coussain (intégration du projet départemental agricole dans le projet d'établissement) : rejeté (p. 6428)

Article 54 (identification du directeur régional de l'agriculture et de la forêt comme autorité académique)

Intervient sur l'amendement n° 925 de M. Félix Leyzour (autorité académique de l'enseignement agricole) (p. 6429)

Article 55 (principes, missions et architecture générale de l'enseignement supérieur agricole public)

Soutient l'amendement n° 409 de M. François Guillaume (formation à la protection de l'eau) : adopté (p. 6430)

Son amendement n° 410 (évaluation de l'enseignement supérieur agricole) : rejeté (p. 6430)

Article 59 (architecture générale de l'enseignement technique agricole privé)

Soutient l'amendement n° 411 de M. François Guillaume (diplômes) : rejeté (p. 6433)

Article 63 (développement agricole)

Son amendement n° 412 soutenu par M. Charles de Courson (maintien de l'emploi dans l'espace rural) : adopté après modifications (p. 6436)

Article 64 (principes et missions de la recherche agronomique et vétérinaire)

Son amendement n° 413 soutenu par M. Charles de Courson (rappel du rôle des chambres d'agriculture) : rejeté (p. 6437)

Après l'article 64

Intervient sur l'amendement n° 541 de M. François Sauvadet (fiscalité des transmissions) (p. 6440)

Son amendement n° 428 (fiscalité agricole) : rejeté (p. 6441)

Son amendement n° 919 (régime fiscal des sociétés agricoles) : retiré (p. 6442)

Son amendement n° 904 (régime de la déduction pour investissements) : rejeté (p. 6442)

Son amendement n° 921 corrigé (déduction pour investissements étendue aux parts de coopératives assurant la transformation ou la commercialisation de matières premières) : rejeté (p. 6444)

Son amendement n° 895 (déduction pour investissements étendue aux parts de coopératives assurant la transformation ou la commercialisation de matières premières) : rejeté (p. 6444)

Son amendement n° 922 (déduction pour investissements étendue aux parts de coopératives assurant la transformation ou la commercialisation de matières premières) : rejeté (p. 6445)

Intervient sur l'amendement n° 540 de M. François Sauvadet (création d'une réserve spéciale d'auto-financement) (p. 6447)

Son amendement n° 894 (fiscalité des plus-values de cession) : rejeté (p. 6448)

Son amendement n° 907 (fiscalité des sociétés agricoles) : rejeté (p. 6448)

Son amendement n° 923 (fiscalité des cessions de gré à gré de parts de sociétés civiles agricoles) : rejeté (p. 6449)

Son amendement n° 903 (régime fiscal des groupements agricoles d'exploitation en commun) : rejeté (p. 6449)

Intervient sur l'amendement n° 903 de M. Christian Jacob (régime fiscal des groupements agricoles d'exploitation en commun) (p. 6449)

Intervient sur l'amendement n° 876 de M. Charles de Courson (régime fiscal des cessions de parts de groupements fonciers agricoles qui donnent l'ensemble de leurs immeubles en location par bail à long terme) (p. 6449)

Son amendement n° 924 (droits de mutation lorsque le donataire s'engage à exploiter personnellement les biens) : rejeté (p. 6450)

Son amendement n° 896 (imposition des acquisitions foncières) : rejeté (p. 6451)

Après l'article 30

Soutient l'amendement n° 346 précédemment réservé de M. Jean-Claude Lemoine (déduction fiscale lors de l'acquisition de parts sociales dans une coopérative agricole) : adopté (p. 6451)

Après l'article 64

Son amendement n° 906 (création d'un fonds agricole avec possibilité de nantissement) : rejeté (p. 6452)

Son amendement n° 900 (création d'un bail d'entreprise cessible) : rejeté (p. 6452)

Son amendement n° 443 (résiliation du bail sur une partie des terres pour permettre la construction d'une maison d'habitation) : retiré (p. 6452)

Son amendement n° 446 (contrats de location de biens agricoles en dehors du statut du fermage) : rejeté (p. 6453)

Soutient le sous-amendement n° 801 de M. François Baroin (étude des mécanismes les plus appropriés pour constituer une assurance-revenu) à l'amendement n° 226 de la commission (rapport au Parlement sur l'adaptation de la fiscalité agricole, des charges sociales et de la transmission) : retiré (p. 6453)

Son amendement n° 423 (présentation au Parlement des mesures d'harmonisation fiscale) : retiré (p. 6454)

Son amendement n° 424 (rapport au Parlement sur les conditions et les modalités d'harmonisation du régime fiscal et social des primes liées à l'adhésion à une assurance complémentaire de prévoyance) : rejeté (p. 6454)

Soutient l'amendement n° 430 de M. Thierry Mariani (rapport au Parlement sur les modalités d'un aménagement du régime d'imposition afin de distinguer les revenus de l'entreprise de ceux des personnes qui y travaillent) : rejeté (p. 6454)

Article 25 précédemment réservé (institution d'un salaire différé au profit du conjoint survivant du chef d'exploitation)

Son amendement n° 341 précédemment réservé (extension aux conjoints divorcés du bénéfice de la créance du salaire différé) : devenu sans objet (p. 6454)

Après l'article 25

Reprend l'amendement n° 623 précédemment réservé de M. Maurice Adevah-Poeuf (prestation compensatoire pour les conjoints divorcés) : rejeté (p. 6454)

Seconde délibération

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (mention dans le contrat territorial d'exploitation des mots : "orientations de la production de l'exploitation") (p. 6457)

Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (rétablissement de la notion d'action d'intérêt général) (p. 6457)

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (suppression de toute référence au propriétaire dans le contrat territorial d'exploitation) (p. 6457)

Ses explications de vote (p. 6477)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 6478)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380, 3403)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 3390)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 3398)

Son intervention (p. 3404)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 3398)

Agriculture : associations syndicales (p. 3404)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 3398)

Agriculture : installation (p. 3405, 3406)

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 3405)

Impôt sur le revenu : bénéficiaires agricoles (p. 3407)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3390)

Retraites : régime agricole : montant des pensions : préretraites (p. 3406)

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Article 1er bis (conditions de représentativité des organisations syndicales agricoles)

Intervient sur le sous-amendement n° 210 de M. Germain Gengenwin (conditions de représentativité) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (détermination des conditions de représentativité des organismes syndicaux d'exploitants agricoles par décret en Conseil d'Etat) (p. 3441)

Intervient sur le sous-amendement n° 226 de M. Félix Leyzour (représentation effective) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 3441)

Article 2 (création des contrats territoriaux d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (contrats types arrêtés par le préfet) (p. 3451)

Intervient sur le sous-amendement n° 227 de M. Félix Leyzour (de précision) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3448)

Intervient sur le sous-amendement n° 206 corrigé de M. Charles de Courson (décision du préfet après avis de la commission départementale) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3450)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Intervient sur le sous-amendement n° 217 de M. Charles de Courson (non plafonnement des aides) à l'amendement n° 9 de la commission (modulation et plafonnement des aides sur la base des critères économiques de l'exploitation) (p. 3458)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (objectifs prioritaires de l'aide financière et suppression de la notion "d'entreprise agricole" introduite par le Sénat) (p. 3460)

Article 5 (reconnaissance d'un pouvoir d'avis aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture (CDOA). Composition des CDOA)

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Jean Proriol (non représentation des consommateurs et des associations de protection de l'environnement) (p. 3462)

Intervient sur l'amendement n° 221 de M. François Sauvadet (non représentation des consommateurs et

des associations de protection de l'environnement) (p. 3463)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 224 de M. Nicolas Forissier (épandage des boues d'épuration des zones urbaines) : rejeté (p. 3480)

Article 12 (assurance-récolte)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (rapport au Parlement sur les conditions de mise en oeuvre d'un mécanisme d'assurance récolte) (p. 3482)

Article 14 (dispositions relatives à la politique d'installation)

Soutient l'amendement n° 190 de M. Jean Auclair (exonération des charges sociales relatives au jeune salarié amené à reprendre l'exploitation) : rejeté (p. 3484)

Article 15 bis (pré retraite des agriculteurs)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (de suppression) (p. 3486)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. François Patriat (définition de l'exploitation agricole) (p. 3491)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (portée et objectifs du contrôle des structures) (p. 3491)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (suppression de l'avant-dernier alinéa introduit par le Sénat relatif à la préservation des exploitations familiales) (p. 3493)

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. François Patriat (contrôle des structures des sociétés et des associations) (p. 3493)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (seuils) (p. 3494)

Intervient sur le sous-amendement n° 218 de M. Germain Gengenwin (seuils) à l'amendement n° 29 de la commission (p. 3494)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Jean Proriol (seuils) (p. 3494)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (contrôle des transmissions dans le cadre familial) (p. 3495)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. François Colcombet (limitation des créations de porcheries sur caillebotis) (p. 3498)

Après l'article 17 bis

Son amendement n° 191 (transmission des droits à primes) : adopté après modifications (p. 3501)

Soutient le sous-amendement n° 272 de M. François Sauvadet (transfert des droits par l'intermédiaire de la réserve nationale en l'absence de demandes dans le département d'origine) à l'amendement n° 215 de

M. Germain Gengenwin (transmission des droits à primes) : adopté (p. 3501)

Article 29 quaterdecies (présidence du comité d'entreprise d'un organisme de mutualité sociale agricole)

Soutient l'amendement n° 170 de M. Nicolas Forissier (de suppression) : rejeté (p. 3511)

Article 30 bis (déduction fiscale pour acquisition ou production de stocks à rotation lente ou pour souscription de parts sociales de sociétés coopératives agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 286 du Gouvernement (de suppression) (p. 3513)

Après l'article 30 bis

Intervient sur l'amendement n° 205 de M. Charles de Courson (compensation de la perte de recettes pour l'Etat) (p. 3516)

Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier", "montagne" et "produits pays")

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (critères d'accès aux indications géographiques protégées) (p. 3521)

Article 40 (organisation de l'INAO et réaménagement du régime des AOC)

Intervient sur l'amendement n° 73 de la commission (de précision) (p. 3525)

Intervient sur l'amendement n° 86 de la commission (de codification) (p. 3528)

Article 42 (appellation montagne)

Intervient sur l'amendement n° 96 de la commission (suppression de l'exigence du conditionnement en zone de montagne pour l'accès à la dénomination "montagne") (p. 3533)

Article 42 bis supprimé par le Sénat (création d'un fonds de valorisation et de communication)

Intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (création du fonds de valorisation et de communication) (p. 3535)

Article 44 quinquies (rhino-trachéite infectieuse)

Son amendement n° 192 soutenu par M. Germain Gengenwin (nécessité d'un accord professionnel) : rejeté (p. 3553)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1998] (p 6846)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son intervention (p. 6887)

Son sous-amendement n° 557 (exonération des cantons ruraux) à l'amendement n° 34 de la commission (définition des limites territoriales de la région Ile-de-France) : rejeté (p. 6891)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765, 8807)

Son intervention (p. 8784)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : crédits (p. 8784)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 8784)

Agriculture : installation (p. 8784, 8785)

Agriculture : offices d'intervention (p. 8784)

Enseignement agricole (p. 8784)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : sociétés d'aménagement régional (SAR) : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 8818)

Vote des crédits [12 novembre 1998] (p. 8820)

Etat B, titre IV

Son intervention (p. 8820)

Son amendement n° 105 (réduction des crédits) : rejeté (p. 8821)

Son amendement n° 77 (réduction des crédits) : rejeté (p. 8823)

Son amendement n° 78 (réduction des crédits) : rejeté (p. 8823)

Son amendement n° 106 (réduction des crédits) : rejeté (p. 8823)

Ses amendements n°s 79 à 95 (réduction des crédits) : rejetés (p. 8823, 8825)

Avant l'article 75

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Charles de Courson (fiscalité des entreprises agricoles individuelles) (p. 8829)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son sous-amendement n° 170 (exonération des cantons ruraux d'Ile-de-France) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) : rejeté (p. 10661)

Son sous-amendement n° 171 (exonération des locaux des exploitations agricoles et des coopératives) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement : retiré (p. 10665)

Son sous-amendement n° 172 (exonération des locaux des exploitations agricoles et des coopératives) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement : devenu sans objet (p. 10667)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Article 11 supprimé par le Sénat (réforme du droit de bail et de la taxe additionnelle)

Son sous-amendement n° 33 (exonération de la contribution représentative du droit de bail pour les locations qui ont déjà supporté ce droit) à l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture sous réserve de la suppression des dispositions prévoyant une date spécifique de dépôt des déclarations de résultat des sociétés commerciales) : rejeté (p. 10972)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 janvier 1999] (p. 408) ; [3 février 1999] (p. 858)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Intervient sur l'amendement n° 724 de M. Patrick Rimbart (coordination des schémas assurée par l'Etat) (p. 432)

Intervient sur l'amendement n° 631 rectifié de M. Jean-Michel Marchand (associations agréées associées à l'élaboration des schémas de services collectifs) (p. 434)

Intervient sur l'amendement n° 266 de la commission (schémas de services collectifs soumis au Parlement dans un projet de loi) (p. 437)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Son sous-amendement n° 1206 deuxième correction (respect de la concurrence loyale entre entreprises publiques et privées et pas de charges supplémentaires pour les collectivités locales) à l'amendement n° 1170 rectifié du Gouvernement (modalités d'évolution des services publics pour les organismes, établissements, entreprises publiques disposant d'un contrat de plan ou d'un contrat de services) : rejeté (p. 874)

Son sous-amendement n° 1200 (respect de la concurrence loyale entre entreprises publiques et privées et pas de charges supplémentaires pour les collectivités locales) à l'amendement n° 337 de la commission (mise en commun de moyens pour assurer l'accessibilité et la qualité des services publics) : devenu sans objet (p. 877)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2509)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 2510, 2511)

Agroalimentaire : lait et produits laitiers (p. 2510)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2510, 2511)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2562)

Son intervention (p. 2563)

Ses explications de vote (p. 2570)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 2570)

Mugette JACQUAINT

*Seine-Saint-Denis (3^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions

restant en discussion du projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle [J.O. du 4 juin 1999] (p. 8274)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Bangladesh. Droits des femmes [28 octobre 1998] (p. 7518)

Politique sociale. Personnes sans domicile fixe. Perspectives [24 novembre 1998] (p. 9426)

Femmes. Egalité des sexes. Fonctions électives, projet de loi constitutionnelle [26 janvier 1999] (p. 370)

Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire diplomatique et humanitaire [5 mai 1999] (p. 4072)

Prestations familiales. Allocation de rentrée scolaire. Montant [15 juin 1999] (p. 5818)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 912, posée le 28 juin 1999. Etablissements de santé. Centres de santé (J.O. Questions p. 3877). Appelée le 29 juin 1999. Réglementation (p. 6503)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Indique que, pour des questions d'emploi et de carrières, les agents de l'assemblée nationale se sont mis en grève à l'appel de deux organisations syndicales et souhaite, au nom des députés communistes, que des négociations s'engagent pour répondre aux revendications exprimées. [26 mai 1999] (p. 4932)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6846)

Article 20 (application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux appareillages destinés aux diabétiques et à certains handicapés)

Soutient l'amendement n° 137 de M. Jean-Pierre Brard (application du taux réduit de la TVA aux lunettes et aux appareils auditifs) : retiré (p. 6864)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665, 8710)

Son intervention (p. 8685)

Thèmes avant la procédure des questions :

Travail : précarité (p. 8685, 8686)

Travail : travail à temps partiel (p. 8685, 8686)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7430)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 7410)

Son intervention (p. 7448)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 7448)

Politique sociale (p. 7410)

Prestations familiales : Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) (p. 7448)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Avant l'article 2

Soutient l'amendement n° 122 corrigé de Mme Jacqueline Fraysse (assurance contre le risque de non-paiement des sommes dues à la sécurité sociale) : rejeté (p. 7524)

Article 4 (prorogation pendant trois ans et plafonnement du dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale pour l'embauche du "premier salarié")

Son intervention (p. 7568)

Article 13 (rétablissement de l'universalité des allocations familiales)

Son intervention (p. 7611)

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Bernard Accoyer (suspension sur décision de justice des allocations familiales) (p. 7624)

Article 14 (extension de l'allocation de rentrée scolaire aux familles d'un enfant)

Son intervention (p. 7625)

Article 15 (dépistage organisé des maladies aux conséquences mortelles évitables)

Son intervention (p. 7629)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques)

Son intervention (p. 7709)

Article 31 (amélioration des conditions de prise en charge des maladies professionnelles)

Son intervention (p. 7751)

Article 32 (fixation des objectifs de dépenses par branche)

Son intervention (p. 7754)

Article 33 (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie)

Son intervention (p. 7756)

Article 12 précédemment réservé (prévisions de recettes par catégories)

Son intervention (p. 7765)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 7772)

Intervient sur l'amendement n° 437 du Gouvernement (soins dentaires) (p. 7779)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9595)

Son intervention (p. 9609)

Thèmes :

Risques professionnels : accidents de trajet (p. 9609, 9610)

Risques professionnels : maladies professionnelles (p. 9609)

Travail : médecine du travail (p. 9610)

Travail : précarité (p. 9610)

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9610, 9629, 9678)

Article 1er (approbation du rapport annexé)

Intervient sur le sous-amendement n° 51 de M. Jean-Luc Prél (remboursement des nouveaux médicaments) à l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9623)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Son intervention (p. 9635)

Article 3 bis supprimé par le Sénat (modification des conditions d'exonération de cotisations sociales patronales pour l'emploi d'une aide à domicile)

Soutient l'amendement n° 76 de Mme Jacqueline Fraysse (rétablissement des exonérations de charge) : retiré (p. 9642)

Article 11 bis précédemment réservé (majoration des droits sur les tabacs)

Son intervention (p. 9704)

Article 33 précédemment réservé (fixation de l'objectif national de dépenses de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 9708)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [[8 décembre 1998] (p. 10176)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Soutient l'amendement n° 11 de M. Bernard Birsinger (bénéfice de l'article 62 de la loi du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique prévoyant le changement de corps pour les fonctionnaires d'Etat à défaut de possibilité de mutation) : rejeté (p. 10183)

Article 9 (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son intervention (p. 10186)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3034, 3057)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3050)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 3066)

Son intervention (p. 3073)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3088)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 3073)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : généralités (p. 3073)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 3050, 3066, 3073)

Etrangers : régularisations : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3074)

Famille : concubinage (p. 3050, 3073)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3073, 3074)

Discussion des articles [1er avril 1999] (p. 3197)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Soutient le sous-amendement n° 237 de M. Patrick Braouezec (abattement porté de 300 000 à 400 000 F) à l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et suppression du délai de deux ans pour les successions) : rejeté (p. 3227)

Soutient le sous-amendement n° 238 de M. Patrick Braouezec (abattement porté à 500 000 F à compter du 1er janvier 2000) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3228)

Article 6 supprimé par le Sénat (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Soutient le sous-amendement n° 240 de M. Patrick Braouezec (application immédiate des dispositions de l'article aux étrangers partenaires d'un PACS justifiant d'une communauté de vie antérieure à la promulgation de la loi) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3242)

Article 8 supprimé par le Sénat (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son sous-amendement n° 467 (bénéfice de l'article 62 de la loi du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique prévoyant le changement de corps pour les fonctionnaires d'Etat à défaut de possibilité de mutation) à l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3245)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5499, 5521)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5515)

Thème :

Partis et mouvements politiques : opposition : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5515, 5516)

Discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5550) ; [9 juin 1999] (p. 5613, 5659)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son intervention (p. 5673)

Soutient l'amendement n° 5 de M. Bernard Birsinger (bénéfice immédiat des dispositions de l'article pour les étrangers justifiant d'une communauté de vie antérieure à la promulgation de la loi) : rejeté (p. 5677)

Proposition de loi n° 1069 visant à interdire l'achat par les établissements scolaires et les collectivités locales des fournitures fabriquées par des enfants dans les pays où les droits de l'enfant ne sont pas respectés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9298)

Son intervention (p. 9301)

Thèmes :

Enfants : travail : généralités (p. 9302)

Enfants : travail : labels (p. 9302)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : enfants (p. 9302)

Traités et conventions : conférences internationales : travail (p. 9302)

Vote pour du groupe communiste (p. 9303)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [27 mai 1999] (p. 5055)

Son intervention (p. 5057)

Thèmes :

Enfants : droits de l'enfant (p. 5057)

Enfants : travail : généralités (p. 5057)

Vote pour du groupe communiste (p. 5058)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité opposée par M. Didier Julia (p. 10513)

Thèmes :

Femmes : égalité des sexes (p. 10513)

Femmes : politique à l'égard des femmes : Parti communiste (p. 10513, 10514)

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10542)

Article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (détermination par la loi des conditions dans lesquelles est organisé l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions) (p. 10550)

Son amendement n° 4 (détermination par la loi des conditions dans lesquelles est organisé l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions) : retiré (p. 10550)

Ses explications de vote (p. 10554)

Vote pour du groupe communiste (p. 10554)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1437)

Son intervention (p. 1456)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : femmes (p. 1456, 1457)

Femmes : égalité professionnelle (p. 1457, 1458)

Femmes : parité : élections européennes (p. 1457)

Femmes : parité : élections régionales (p. 1457)

Parlement : Sénat : parité (p. 1456)

Politique générale : institutions : réforme (p. 1457)

Proposition de loi n° 800 relative à l'assurance veuvage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 560)

Son intervention (p. 564)

Thèmes :

Retraites : généralités : pensions de réversion (p. 564, 565)

Sécurité sociale : assurance personnelle : veufs et veuves (p. 564, 565)

Sécurité sociale : cotisations (p. 565)

Sécurité sociale : protection sociale : cumul emploi retraite (p. 564)

Vote pour du groupe communiste (p. 565)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 984)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration : coopération intercommunale (p. 986)

Départements (p. 985)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 984)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 57 (article L. 2531-13 du code général des collectivités territoriales - fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France)

Soutient l'amendement n° 527 de M. Michel Vaxès (exonération du second prélèvement pour les communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine ou à la dotation du fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France) : retiré (p. 1374)

Après l'article 60

Soutient l'amendement n° 489 de M. Jean Vila (versement aux communes et à leurs établissements de coopération intercommunale des impôts locaux acquittés par France Télécom) : rejeté (p. 1381)

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2603)

Son intervention (p. 2616)

Thèmes :

Secteur public : grève (p. 2616, 2617)

Transports urbains : grèves (p. 2616, 2617)

Travail : droit de grève (p. 2616, 2617)

Vote contre du groupe communiste (p. 2617)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 avril 1999] (p. 3648, 3658) ; [28 avril 1999] (p. 3706, 3738)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3753)

Thème :

Politique sociale : exclusion (p. 3754)

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ; [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 1er (création d'une couverture maladie universelle et d'une protection complémentaire avec dispense d'avance de frais pour les plus démunis)

Son intervention (p. 3757)

Article 3 (titre VIII du livre III, articles L. 380-1 à L. 380-4 nouveaux, du code de la sécurité sociale : critères d'affiliation au nouveau régime général et cotisation)

Son intervention (p. 3761)

Article 4 (article L. 161-2-1 nouveau du code de la sécurité sociale : immédiateté et automaticité du droit à l'accès aux soins)

Son amendement n° 153 (rédactionnel) : rejeté (p. 3767)

Article 13 (article 38 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion : transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Son intervention (p. 3807)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Bernard Accoyer (réduction du prélèvement compensatoire sur les départements) (p. 3811)

Son amendement n° 154 (suppression de la participation des communes) : rejeté (p. 3812)

Son amendement n° 155 (création d'un fonds de solidarité pour l'action sociale) : rejeté (p. 3813)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 301 de M. Germain Gengenwin (formation à l'accueil des bénéficiaires de la CMU) (p. 3828)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Son intervention (p. 3833)

Après l'article L. 861-1 du code de la sécurité sociale

Son amendement n° 156 (dispositif de lissage de l'effet de seuil) : rejeté (p. 3840)

Article L. 861-3 du code de la sécurité sociale : étendue de la couverture complémentaire CMU

Son amendement n° 160 soutenu par M. Claude Billard (dispense de l'avance de frais) (p. 3844) : rejeté (p. 3845)

Article L. 861-5 du code de la sécurité sociale : attribution de la couverture complémentaire CMU

Son amendement n° 161 soutenu par Mme Jacqueline Fraysse (formulaire de demande d'adhésion) : adopté (p. 3859)

Son amendement n° 162 (délais de décision) : rejeté (p. 3860)

Article L. 861-6 du code de la sécurité sociale : prise en charge des prestations par les organismes d'assurance maladie

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (prise d'effet des droits) : adopté (p. 3862)

Son amendement n° 188 (agrément des associations) : retiré (p. 3863)

Article L. 861-8 du code de la sécurité sociale : inscription auprès d'un organisme complémentaire

Son amendement n° 163 soutenu par Mme Jacqueline Fraysse (date de prise d'effet pour l'ensemble des organismes complémentaires) (p. 3865) : adopté (p. 3866)

Son amendement n° 164 (interdiction de conditions annexes) : adopté (p. 3866)

Son amendement n° 165 soutenu par Mme Jacqueline Fraysse (autorité compétente en matière de litige) : retiré (p. 3866)

Après l'article 20

Son amendement n° 457 (obligation de négociations annuelles dans les entreprises dont la convention collective ne dispose pas d'un régime de prévoyance maladie) : adopté (p. 3868)

Son amendement n° 458 (obligation de négociations annuelles dans les entreprises dont la convention collective ne dispose pas d'un régime de prévoyance maladie) : adopté (p. 3868)

Article 21 (articles 6-1 et 6-2 nouveaux et 9 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 : prolongation de la couverture des bénéficiaires de la CMU couverts par un organisme complémentaire)

Son amendement n° 166 soutenu par Mme Jacqueline Fraysse (prolongation des droits auprès de la CNAM) : rejeté (p. 3870)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (remboursement des cotisations) : adopté (p. 3871)

Article 23 (article L. 165-1 nouveau du code de la sécurité sociale : accords entre les organismes d'assurance maladie, les organismes complémentaires et les distributeurs de dispositifs médicaux à usage individuel)

Soutient l'amendement n° 76 de la commission (qualité des soins) : adopté (p. 3875)

Son amendement n° 167 (qualité des soins) : rejeté (p. 3875)

Article 25 (articles L. 861-10, L. 861-11, L. 861-12, L. 861-13, L. 861-14, L. 861-15, L. 861-16, L. 861-17 nouveaux du code de la sécurité sociale : création du fonds de financement de la protection complémentaire)

Son sous-amendement n° 438 (obligation de création d'un fonds d'accompagnement à la protection complémentaire) à l'amendement n° 79 rectifié de la commission (possibilité de création d'un fonds d'accompagnement à la protection complémentaire) : rejeté (p. 3886)

Son sous-amendement n° 439 (tarifs préférentiels dégressifs) à l'amendement n° 79 rectifié de la commission : rejeté (p. 3886)

Son amendement n° 169 (taux modulable) : rejeté (p. 3887)

Article 30 (transfert de compétences des départements à l'Etat en matière d'aide médicale)

Son amendement n° 171 (aide médicale pour les étrangers) : retiré (p. 3893)

Son amendement n° 459 (aide médicale pour les étrangers sans papiers) : adopté (p. 3893)

Son amendement n° 172 : devenu sans objet (p. 3893)

Avant l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Bernard Accoyer (intitulé du titre IV) (p. 3894)

Son amendement n° 173 (intitulé du titre IV) : rejeté (p. 3894)

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Son sous-amendement n° 174 (coordonnées des praticiens consultés) à l'amendement n° 6 de la commission (nature des informations figurant sur la carte santé) : rejeté (p. 3950)

Son sous-amendement n° 175 (de simplification) à l'amendement n° 7 de la commission (de précision) : adopté (p. 3951)

Son amendement n° 176 (coordonnées des praticiens consultés) : rejeté (p. 3952)

Son amendement n° 177 (suppression du code secret) : rejeté (p. 3952)

Son amendement n° 178 (de cohérence) : rejeté (p. 3954)

Son amendement n° 179 (de cohérence) : retiré (p. 3955)

Son amendement n° 180 (interdiction de copie des informations contenues sur la carte) : rejeté (p. 3955)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (personnels aide-opérateur et aides instrumentistes) (p. 3964)

Son sous-amendement n° 420 (plan de formation) à l'amendement n° 12 de la commission : adopté après rectification (p. 3964)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Jean-Pierre Foucher (lutte contre le tabagisme) (p. 3973)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Son intervention (p. 3978)

Après l'article 37

Son sous-amendement n° 428 (reconnaissance des diplômes étrangers) à l'amendement n° 16 de la commission (statut des praticiens adjoints contractuels) : rejeté (p. 4014)

Son sous-amendement n° 429 (suppression de la mention relative à la tutelle d'un médecin) à l'amendement n° 16 de la commission : rejeté (p. 4014)

Son sous-amendement n° 430 (autorisation automatique) à l'amendement n° 16 de la commission : rejeté (p. 4014)

Son sous-amendement n° 431 (autorisation définitive) à l'amendement n° 16 de la commission : adopté (p. 4015)

Son sous-amendement n° 432 (recrutement des personnes ayant regagné le territoire national à la demande des autorités françaises) à l'amendement n° 16 de la commission : adopté (p. 4016)

Son sous-amendement n° 433 (suppression de l'avis de la commission) à l'amendement n° 16 de la commission : rejeté (p. 4016)

Son sous-amendement n° 434 (possibilité de se représenter après deux échecs) à l'amendement n° 16 de la commission : rejeté (p. 4016)

Son sous-amendement n° 435 (de cohérence) à l'amendement n° 16 de la commission : rejeté (p. 4017)

Son sous-amendement n° 436 (suppression de l'avis de la commission) à l'amendement n° 16 de la commission : rejeté (p. 4018)

Son sous-amendement n° 437 (dispense de vérification pour les apatrides, les réfugiés et les personnes ayant regagné le territoire national à la demande des autorités françaises) à l'amendement n° 16 de la commission : rejeté (p. 4018)

Ses explications de vote (p. 4028)

Vote pour du groupe communiste (p. 4028)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5862, 5870)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 5872)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 5876)

Son intervention (p. 5877)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 5897)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 5872, 5876)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 5877)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : Fonds d'action sociale (p. 5878)

Impôts et taxes : revenus financiers (p. 5878)

Discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5897) ; [16 juin 1999] (p. 5956, 5999)

Article 1er (création d'une couverture maladie universelle et d'une protection complémentaire avec dispense d'avance de frais pour les plus démunis)

Son intervention (p. 5897)

Son amendement n° 1 (étendue de la protection sociale) : rejeté (p. 5898)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Son amendement n° 100 soutenu par Mme Jacqueline Fraysse (conditions tarifaires préférentielles) : rejeté (p. 5962)

Son sous-amendement n° 97 soutenu par Mme Jacqueline Fraysse (extension du tiers payant) à l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 5965)

Article 21 (articles 6-1 et 6-2 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 : prolongation de la couverture des bénéficiaires de la CMU couverts par un organisme complémentaire)

Son sous-amendement n° 98 soutenu par Mme Jacqueline Fraysse (adhésion à un tarif préférentiel à une mutuelle) à l'amendement n° 33 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 5972)

Son sous-amendement n° 99 soutenu par Mme Jacqueline Fraysse (possibilité de résiliation du contrat passé avec une mutuelle) à l'amendement n° 33 de la commission : rejeté (p. 5972)

Article 13 précédemment réservé (transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Son amendement n° 2 soutenu par Mme Jacqueline Fraysse (participation des communes) : retiré (p. 5987)

Son amendement n° 3 soutenu par Mme Jacqueline Fraysse (création d'un fonds de solidarité pour l'action sociale) : rejeté (p. 5988)

Article 34 bis (vérification de compétences des aides opératoires)

Son intervention (p. 6010)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Son intervention (p. 6013)

Article 37 quinquies supprimé par le Sénat (article L. 712-9 du code de la santé publique : dérogation à la carte sanitaire en faveur d'activités ou d'équipements matériels lourds)

Son amendement n° 102 (autorisation d'équipements lourds hospitaliers) : rejeté (p. 6023)

Article 37 unviciés (article 3 de la loi n° 95-116 du 4 février 1995 et article L. 356 du code de la santé publique : médecins titulaires de diplômes extra-européens ou de nationalité extra-européenne)

Son sous-amendement n° 103 (durée ramenée à trois ans) à l'amendement n° 83 rectifié de la commission (extension aux personnes ayant exercé pendant six ans une fonction hospitalière) : rejeté (p. 6033)

Ses explications de vote (p. 6048)

Vote pour du groupe communiste (p. 6048)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6665, 6703)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 6674)

Son intervention (p. 6706)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 6674)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 6706)

Santé : accès aux soins : égalité sociale (p. 6706)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 1999] (p. 4337)

Article 10 (congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie)

Son amendement n° 3 soutenu par M. Roger Meï (durée et conditions d'accès au congé d'accompagnement) (p. 4353) : rejeté (p. 4356)

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, suppléante de M. Maxime Gremetz

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [27 mai 1999] (p. 5060)

Son intervention (p. 5061)

Thèmes :

Assemblée nationale : recevabilité financière (p. 5061)

Emploi : chômage de longue durée (p. 5061)

Emploi : convention de conversion (p. 5061)

Prétraitements : allocation spéciale (p. 5061)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 5061)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6559)

Son intervention (p. 6564)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 6564)

Femmes : parité (p. 6564)

Parlement : prérogatives : femmes (p. 6564)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : femmes (p. 6564, 6565)

Vote pour du groupe communiste (p. 6565)

Denis JACQUAT

*Moselle (2^{ème} circonscription)
Démodratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale [J.O. du 20 novembre 1998] (p. 17562)

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 (n° 1835) [27 janvier 1999]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [J.O. du 3 février 1999] (p. 1757)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n°82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7844)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle [J.O. du 4 juin 1999] (p. 8274)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1106) de financement de la sécurité sociale pour 1999 [22 octobre 1998] (n° 1148)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en nouvelle lecture, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 (n° 1106) [24 novembre 1998] (n° 1215)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en vue de la lecture définitive du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 (n° 1245) [3 décembre 1998] (n° 1246)

Proposition de loi n° 1445 instaurant au profit des élus des locataires siégeant au sein des Conseils d'administration des différents organismes HLM, un régime d'autorisation d'absences [9 mars 1999]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la prise en charge de la démence sénile en Europe [30 juin 1999] (n° 1749)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [6 avril 1999] (p. 3286)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7361, 7399, 7430) ; [28 octobre 1998] (p. 7470)

Son intervention (p. 7376)

Son intervention (p. 7438)

Thèmes :

Emploi : cumul emploi retraite (p. 7377)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés : préretraites (p. 7377)

Personnes âgées : allocation dépendance (p. 7377)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 7377)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 7377)

Retraites : généralités : pensions de réversion : veuves (p. 7377)

Sécurité sociale : loi de financement : Parlement (p. 7439)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Intervient sur l'amendement n° 370 de M. Jean-Luc Prél (de suppression) (p. 7540)

Intervient sur l'amendement n° 306 de M. Jean-Luc Prél (suppression du prélèvement en faveur du BAPSA) (p. 7542)

Intervient sur l'amendement n° 146 de M. Bernard Accoyer (affectation du prélèvement à la CADES) (p. 7549)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Bernard Accoyer (compensation de la dette contractée par l'Etat au titre des exonérations de cotisations sociales) (p. 7549)

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Germain Gengenwin (suppression de l'affectation de l'excédent de la C3S au fonds de réserve des pensions) (p. 7550)

Intervient sur l'amendement n° 367 deuxième correction de M. Charles de Courson (pérennisation du financement du BAPSA par la C3S) (p. 7550)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (de précision) : adopté (p. 7550)

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. François Goulard (définition des missions du FSV) (p. 7551)

Soutient l'amendement n° 424 de la commission (compétences du comité de surveillance) : adopté (p. 7552)

Son sous-amendement n° 428 (représentation des retraités) à l'amendement n° 424 de la commission : rejeté (p. 7552)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (conditions de l'équilibre financier du FSV) : adopté (p. 7552)

Intervient sur l'amendement n° 308 de M. Germain Gengenwin (ressources du fonds) (p. 7552)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Bernard Accoyer (compensation de la dette contractée par l'Etat au titre des exonérations de cotisations sociales) (p. 7553)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (de précision) : adopté (p. 7553)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (nature législative des décisions concernant les recettes du fonds) : adopté (p. 7553)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 425 rectifié du Gouvernement (aides à domicile) (p. 7566)

Article 9 (taxation des boissons dites "premix")

Son intervention (p. 7595)

Article 13 (rétablissement de l'universalité des allocations familiales)

Son intervention (p. 7612)

Article 19 (critères d'attribution de l'allocation de remplacement en cas de cessation d'activité des médecins et des aides à leur reconversion)

Son intervention (p. 7657)

Article 29 (revalorisation des retraites du régime général et des avantages alignés sur l'évolution prévisionnelle des prix)

Son amendement n° 419 soutenu par M. François Goulard (prorogation d'un an) : rejeté (p. 7745)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9610, 9629, 9678)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 9636)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Charles de Courson (financement du BAPSA) (p. 9636)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Germain Gengenwin (gestion du fonds de réserve) (p. 9637)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9637)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9637)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Germain Gengenwin (gestion du fonds de réserve) (p. 9637)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (ressources affectées au fonds de réserve) : adopté (p. 9638)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605, 8645)

Son intervention (p. 8617)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 8617)

Handicapés : commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) (p. 8617)

Institutions sociales et médico-sociales : centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS) (p. 8617)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 8617)

Prestations familiales : allocation de parent isolé (p. 8617)

Santé : politique de la santé : jeunes (p. 8617)

Procédure des questions :

Handicapés : enfants : éducation spécialisée (p. 8647)

TRAVAIL ET EMPLOI

Vote des crédits [10 novembre 1998] (p. 8727)

Article 80 (recentrage de l'aide à l'embauche de l'indemnité compensatrice forfaitaire à l'apprentissage)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Serge Poignant (de suppression) (p. 8729)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Jean-Jacques Weber (de suppression) (p. 8729)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 8729)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8739)

Son intervention (p. 8752)

Thème avant la procédure des questions :

Sports : associations et clubs : financement (p. 8752)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9172, 9197)

Son intervention (p. 9181)

Thème :

Sports : dopage : généralités (p. 9181)

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210) ; [19 novembre 1998] (p. 9244)

Article 2 (contrôle médical préalable à la délivrance des licences sportives)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (production du certificat médical) : adopté (p. 9213)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (formation des médecins diplômés de médecine sportive) (p. 9214)

Article 3 (contrôle médical préalable aux compétitions)

Son intervention (p. 9215)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-amendement n° 91 du Gouvernement (droit d'alerte en cas de suspicion de dopage) à l'amendement n° 65 du Gouvernement (p. 9218)

Intervient sur l'amendement n° 67 du Gouvernement (sanctions disciplinaires) (p. 9220)

Article 4 (contribution des fédérations sportives à la politique de prévention du dopage)

Intervient sur le sous-amendement n° 85 de M. Renaud Muselier (caractère international de la liste) à l'amendement n° 7 de la commission (liste unique pour tous les sports) (p. 9221)

Article 14 (exercice des contrôles anti-dopage)

Intervient sur l'amendement n° 43 corrigé de M. Patrick Leroy (contestation du procès-verbal) (p. 9230)

Intervient sur l'amendement n° 54 rectifié de M. Alain Tourret (double examen) (p. 9231)

Intervient sur l'amendement n° 72 rectifié du Gouvernement (laboratoires agréés) (p. 9231)

Article 17 (exercice des compétences disciplinaires par les fédérations agréées)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. André Aschieri (injonctions thérapeutiques) (p. 9245)

Article 18 (pouvoirs de sanction du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Patrick Leroy (caractère suspensif de la saisine) (p. 9247)

Reprend l'amendement n° 27 de la commission (sanction des pourvoyeurs) : rejeté (p. 9248)

Article 19 (sanctions pénales)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (caractère intentionnel de la prescription) (p. 9250)

Ses explications de vote (p. 9259)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 9259)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 580)

Son intervention (p. 585)

Thèmes :

Drogue : trafic : sanctions (p. 586)

Sports : dopage : généralités (p. 586)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 593)

Article 2 (contrôle médical préalable à la délivrance des licences sportives)

Son amendement n° 40 (contrôle médical systématique) : rejeté (p. 596)

Son amendement n° 41 (qualification en médecine sportive) : rejeté (p. 596)

Article 3 (contrôle médical préalable aux compétitions)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Patrick Delnatte (attestation sur l'honneur) (p. 598)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Bernard Accoyer (attestation sur l'honneur) (p. 598)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Aloyse Warhouver (attestation sur l'honneur) (p. 598)

Article 4 (contributions des fédérations sportives à la prévention du dopage)

Son amendement n° 42 (limitation du nombre de compétitions) : rejeté (p. 600)

Son amendement n° 43 (internationalisation de la liste des produits dopants) : rejeté (p. 600)

Article 14 (exercice des contrôles anti-dopage)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (agrément des laboratoires) (p. 604)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [3 mars 1999] (p. 1979)

Son intervention (p. 1987)

Thèmes :

Sports : compétitions (p. 1987)

Sports : Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD) (p. 1987)

Sports : dopage : prévention (p. 1987)

Sports : médecine du sport (p. 1987)

Sports : médecine du sport (p. 1987)

Proposition de loi n° 766 visant à étendre aux centres de soins infirmiers gérés par la Mutualité sociale agricole la subvention prévue à l'article L. 162-32 du code de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'adoption simplifiée [19 novembre 1998] (p. 9262)

Son intervention (p. 9263)

Thèmes :

Etablissements de santé : centres de santé (p. 9263, 9264)

Etablissements de santé : centres de soins infirmiers (p. 9264)

Santé : accès aux soins : soins et maintien à domicile (p. 9264)

Santé : politique de la santé : mutualité sociale agricole (p. 9263, 9264)

Proposition de loi n° 1394 relative à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [18 mars 1999] (p. 2626)

Son intervention (p. 2630)

Thème :

Sports : arts martiaux : titres et grades (p. 2630)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 2630)

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2633)

Son intervention (p. 2638)

Thèmes :

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 2639)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 2638)

Travail : chèques vacances : petites et moyennes entreprises (p. 2639)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3706)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3675)

Son intervention (p. 3716)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3754)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 3716)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3675, 3716)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3717, 3754)

Assurance maladie maternité : généralités : mutuelles (p. 3718)

Politique sociale : aide médicale gratuite (p. 3716)

Santé : accès aux soins (p. 3717, 3718)

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ; [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 1er (création d'une couverture maladie universelle et d'une protection complémentaire avec dispense d'avance de frais pour les plus démunis)

Son intervention (p. 3758)

Son amendement n° 233 (de suppression) : rejeté (p. 3759)

Article 2 (article L. 111-1, chapitre 1er du titre IV du livre VII et article L. 741-11 du code de la sécurité sociale : principe de l'affiliation et du rattachement aux nouveaux régimes obligatoires et suppression du régime de l'assurance personnelle)

Son intervention (p. 3760)

Article 3 (titre VIII du livre III, articles L. 380-1 à L. 380-4 nouveaux, du code de la sécurité sociale : critères d'affiliation au nouveau régime général et cotisation)

Son intervention (p. 3761)

Article 12 (article L. 213-1 du code des assurances : modification de l'affectation de la cotisation due par les personnes assurant des véhicules terrestres à moteur)

Soutient l'amendement n° 368 de M. Jean-François Mattei (de suppression) : rejeté (p. 3807)

Article 13 (article 38 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion : transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Son intervention (p. 3807)

Son amendement n° 234 (modulation de la diminution du transfert vers l'Etat) : rejeté (p. 3811)

Article 14 (articles L. 243-4, L. 652-3, L. 242-11, L. 136-5 du code de la sécurité sociale et L. 1143-2, L. 1143-5, L. 1143-7 du code rural : exécution des recouvrements forcés de cotisations dues par les non salariés non agricoles et les agriculteurs)

Son intervention (p. 3815)

Son amendement n° 235 (de suppression) : rejeté (p. 3819)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 301 de M. Germain Gengenwin (formation à l'accueil des bénéficiaires de la CMU) (p. 3828)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Son intervention (p. 3832)

Article L. 861-1 du code de la sécurité sociale : personnes ayant droit à la couverture complémentaire CMU

Son amendement n° 236 (aide financière) : rejeté (p. 3840)

Article L. 861-3 du code de la sécurité sociale : étendue de la couverture complémentaire CMU

Son amendement n° 238 (maintien d'une cotisation) : rejeté (p. 3842)

Article L. 861-4 du code de la sécurité sociale : choix de l'organisme gestionnaire de la couverture complémentaire CMU par son bénéficiaire

Son amendement n° 239 (adhésion à une mutuelle ou à un organisme semblable) : rejeté (p. 3856)

Article L. 861-5 du code de la sécurité sociale : attribution de la couverture complémentaire CMU

Son amendement n° 240 (de suppression) : rejeté (p. 3857)

Soutient l'amendement n° 370 de M. Jean-François Mattei (vérification des conditions de ressources par les caisses d'allocations familiales) : rejeté (p. 3858)

Soutient l'amendement n° 372 de M. Jean-François Mattei (aide à la constitution des dossiers par des associations) : rejeté (p. 3859)

Article L. 861-7 du code de la sécurité sociale : prise en charge des prestations par les organismes complémentaires

Son amendement n° 241 corrigé (de précision) : rejeté (p. 3864)

Article L. 861-8 du code de la sécurité sociale : inscription auprès d'un organisme complémentaire

Son amendement n° 242 (prise d'effet de la couverture) : rejeté (p. 3865)

Article L. 861-9 du code de la sécurité sociale : contrôle des ressources des demandeurs de la CMU

Soutient l'amendement n° 371 de M. Jean-François Mattei (de conséquence) : retiré (p. 3866)

Soutient l'amendement n° 369 corrigé de M. Jean-François Mattei (versement unique par les mutuelles ou les assurances) : rejeté (p. 3867)

Article 21 (articles 6-1 et 6-2 nouveaux et 9 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 : prolongation de la couverture des bénéficiaires de la CMU couverts par un organisme complémentaire)

Son intervention (p. 3869)

Son amendement n° 243 (prolongation) : rejeté (p. 3870)

Article 23 (article L. 165-1 nouveau du code de la sécurité sociale : accords entre les organismes d'assurance maladie, les organismes complémentaires et les distributeurs de dispositifs médicaux à usage individuel)

Son amendement n° 245 (de conséquence) : retiré (p. 3874)

Son amendement n° 246 (absence d'accord) : rejeté (p. 3875)

Article 25 (articles L. 861-10, L. 861-11, L. 861-12, L. 861-13, L. 861-14, L. 861-15, L. 861-16, L. 861-17 nouveaux du code de la sécurité sociale : création du fonds de financement de la protection complémentaire)

Son amendement n° 249 (suppression de la taxe sur le chiffre d'affaires des organismes complémentaires) : adopté (p. 3887)

Soutient l'amendement n° 364 de M. Jean-François Mattei (assiette de la cotisation due par les organismes complémentaires) : rejeté (p. 3887)

Son amendement n° 363 (crédit d'impôt pour les organismes complémentaires) : rejeté (p. 3888)

Son amendement n° 250 (recouvrement de la contribution) : rejeté (p. 3890)

Son amendement n° 251 (de suppression du texte proposé pour l'article L. 861-15 du code de la sécurité sociale) : rejeté (p. 3890)

Son amendement n° 252 (de suppression du texte proposé pour l'article L. 861-16 du code de la sécurité sociale) : rejeté (p. 3890)

Article 27 (habilitation des caisses d'assurance maladie à la mise en place d'un fichier informatisé de données nominatives)

Soutient l'amendement n° 253 de M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 3891)

Article 32 (article L. 355-23 du code de la santé publique : réforme des consultations de dépistage anonyme et gratuit du VIH)

Son intervention (p. 3895)

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Son intervention (p. 3897)

Intervient sur l'amendement n° 405 de M. Jean Le Garrec (objectifs de la carte de santé) (p. 3901)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (nature des informations figurant sur la carte santé) (p. 3950)

Intervient sur le sous-amendement n° 174 de Mme Muguette Jacquaint (coordonnées des praticiens consultés) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3950)

Intervient sur l'amendement n° 406 de M. Jean Le Garrec (sécurité des données médicales) (p. 3951)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Claude Evin (suppression du recours à un intermédiaire) (p. 3953)

Son amendement n° 254 (avis des professions de santé) : rejeté (p. 3954)

Son amendement n° 255 rectifié (sanctions pénales) : adopté (p. 3956)

Article 34 (articles L. 474-2, L. 474-3 et L. 447-1 nouveaux du code de la santé publique : statut des infirmiers de secteur psychiatrique)

Son intervention (p. 3956)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (personnels aide-opérateur et aides instrumentistes) (p. 3964)

Article 35 (articles L. 162-16-1 à L. 162-16-3 nouveaux, L. 161-34, L. 161-36 nouveau, L. 162-33 et L. 625 du code de la sécurité sociale : convention entre les pharmaciens d'officine et l'assurance maladie)

Son intervention (p. 3968)

Article 36 (validation des conventions médicales nationales annulées par le Conseil d'Etat)

Son intervention (p. 3974)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Son intervention (p. 3978)

Soutient l'amendement n° 256 de M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 3988)

Après l'article 37

Soutient l'amendement n° 257 de M. François Goulard (décret assurant l'égalité entre les différents intervenants de la protection sociale complémentaire) : rejeté (p. 4007)

Intervient sur le sous-amendement n° 269 de M. Jean-Michel Dubernard (durée d'exercice portée à cinq ans) à l'amendement n° 16 de la commission (statut des praticiens adjoints contractuels) (p. 4014)

Avant l'article 38

Soutient l'amendement n° 258 de M. François Goulard (suppression du coût de recouvrement de certaines perceptions) : rejeté (p. 4024)

Ses explications de vote (p. 4026)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 4026)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5862, 5870)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 5872)

Son intervention (p. 5878)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 5896)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 5879, 5896)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : bénéficiaires (p. 5880)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : contributions (p. 5879)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 5879)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : prestations (p. 5880)

Discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5897) ; [16 juin 1999] (p. 5956, 5999)

Article 1er (création d'une couverture maladie universelle et d'une protection complémentaire avec dispense d'avance de frais pour les plus démunis)

Son intervention (p. 5898)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Son intervention (p. 5959)

Article 20 bis supprimé par le Sénat (article L. 132-27 du code du travail : obligation de négociation annuelle sur la création d'un régime de prévoyance pour les entreprises qui en sont dépourvues)

Son intervention (p. 5970)

Claude JACQUOT

*Vosges (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 612, posée le 8 février 1999. Enseignement maternel et primaire. Ecoles (J.O. Questions p. 673). Appelée le 9 février 1999. Structures d'accueil, zones rurales (p. 1066)

n° 751, posée le 26 avril 1999. Transports routiers. Transport de marchandises (J.O. Questions p. 2413). Appelée le 27 avril 1999. Bois, réglementation (p. 3608)

Janine JAMBU

*Hauts-de-Seine (11^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Plans de licenciement, moratoire [22 décembre 1998] (p. 11010)

Politique extérieure. Turquie. Génocide arménien, reconnaissance, proposition de loi, inscription à l'ordre du jour [10 mars 1999] (p. 2217)

Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [18 mai 1999] (p. 4496)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8017, 8039)

Son intervention (p. 8026)

Thèmes avant la procédure des questions :

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 8026)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 8026)

Logement : sociétés d'HLM : construction (p. 8027)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 8027)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8026)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057, 8067)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, suppléant de M. Félix Leyzour

Son intervention (p. 8059)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 8059)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 8060)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 8059)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 8059)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2225)

Son intervention (p. 2227)

Thèmes :

Elections et référendums : femmes (p. 2227)

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 2228)

Femmes : égalité des sexes (p. 2227, 2228)

Partis et mouvements politiques : financement public : femmes (p. 2228)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 février 1999] (p. 1347)

Après l'article 51

Soutient l'amendement n° 442 de M. Jean Vila (lien entre les taux des impositions votées par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1342)

Après l'article 57

Soutient l'amendement n° 444 de M. Michel Vaxès (nouvelle rédaction de l'article L 2531-14 du code général des collectivités territoriales relatif aux communes attributaires du fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France) (p. 1375)

Projet de loi n° 1564 autorisant la ratification de la convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, faite à Paris le 17 décembre 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4573)

Son intervention (p. 4580)

Thèmes :

Politiques communautaires : commerce extra-communautaire : corruption (p. 4580)

Politiques communautaires : fraude : fonctionnaires et agents publics (p. 4580)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 4580)

Union européenne : institutions communautaires (p. 4580)

Maurice JANETTI

*Var (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

Décédé le 22 juillet 1999 (voir indications préliminaires) [J.O. du 24 juillet 1999] (p. 11023)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 mai 1999] (p. 6831)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 6 mai 1999] (p. 6831)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 809, posée le 17 mai 1999. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 2896). Appelée le 18 mai 1999. Effectifs de personnel, centre de formation des aides-soignants, maintien, centre hospitalier Jean-Marcel, Brignoles (p. 4471)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son intervention (p. 5982)

Serge JANQUIN

*Pas-de-Calais (10^{ème} circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome VIII : Emploi et solidarité (action sociale et lutte contre l'exclusion) (n° 1112) [8 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1172 relative à la cessation d'activité des salariés ayant acquis 160 trimestres de cotisation d'assurance vieillesse en contrepartie d'embauches [4 novembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE). Champ d'application [26 janvier 1999] (p. 364)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7622)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-amendement n° 429 de M. Charles de Courson (contrats à durée

indéterminée) à l'amendement n° 425 rectifié du Gouvernement (aides à domicile) (p. 7565)

Article 13 (rétablissement de l'universalité des allocations familiales)

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Bernard Accoyer (suspension sur décision de justice des allocations familiales) (p. 7624)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605, 8645)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 8607)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchéances et incapacités : tutelle d'Etat (p. 8608)

Emploi : jeunes (p. 8608)

Femmes : politique à l'égard des femmes (p. 8608)

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 8609)

Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 8609)

Handicapés : commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) (p. 8609)

Institutions sociales et médico-sociales : centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS) (p. 8608)

Personnes âgées : aide sociale (p. 8608)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 8608)

Politique sociale : personnes sans domicile fixe (p. 8608)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 8608)

Retraites : régime général : pensions de réversion (p. 8608)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2436)

Article 1er (indemnisation en présence de clauses minières valides)

Son intervention (p. 2440)

Jacky JAULNEAU

*Eure-et-Loir (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 31 août 1999]
(p. 13015)

Henry JEAN-BAPTISTE

*Mayotte (1^{ère} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie
française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998]
(p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles,
de la législation et de l'administration générale de la
République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Proposition de loi n°1628 tendant à organiser la
consultation de la population de Mayotte sur le choix
de son statut définitif dans la République [26 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 628, posée le 15 février 1999. Presse et livres.
Presse (J.O. Questions p. 839). Supplément de
M. Christian Kert. Appelée le 16 février 1999.
Diffusion, gares SNCF (p. 1412)

n° 627, posée le 15 février 1999. TOM et collectivités
territoriales d'outre-mer. Mayotte : transports aériens
(J.O. Questions p. 839). Supplément de M. Henry Jean-
Baptiste. Appelée le 16 février 1999. Vol direct pour
la France (p. 1411)

DÉBATS

**Proposition de loi n° 1080 visant à la création d'un
office des produits de la mer et de l'aquaculture et
étendant à la collectivité territoriale de Mayotte les
offices d'intervention prévus au livre VI du code
rural**

PREMIÈRE LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [8 octobre 1998]
(p. 6154)**

Son intervention (p. 6157)

Thème :

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la
mer (p. 6157)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

**Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281,
7313)**

Son intervention (p. 7303)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assemblée nationale : séances (p. 7303)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 7304,
7305)

Commerce extérieur (p. 7304)

Culture (p. 7306)

DOM-TOM : institutions (p. 7303 à 7305)

Elections et référendums : référendums (p. 7306)

Emploi (p. 7303)

Jeunes (p. 7305)

Lois : lois d'orientation (p. 7305)

Ministères et secrétariats d'Etat : secrétariat d'Etat à
l'outre-mer (p. 7305)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
Mayotte : institutions (p. 7305)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 7305)

Union européenne (p. 7304)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[16 novembre 1998] (p. 9022)

Avant l'article 64

Son sous-amendement n° 189 (prorogation jusqu'au 31 décembre 2005 du mécanisme de déduction dont bénéficient les contribuables passibles de l'impôt sur le revenu) à l'amendement n° 109 de la commission (prorogation des incitations fiscales à l'investissement outre-mer) : retiré (p. 9035)

Son sous-amendement n° 190 (agrément réservé aux investissements d'un montant supérieur à 3 millions de francs) à l'amendement n° 110 de la commission (extension de l'agrément prévu pour la déduction de l'investissement outre-mer des revenus ou des résultats imposables) : rejeté (p. 9036)

Son sous-amendement n° 229 (possibilité d'option en ce qui concerne la déduction de l'investissement du résultat de l'entreprise après réfaction du tiers) à l'amendement n° 111 de la commission (amélioration des incitations fiscales à l'investissement outre-mer pour les contribuables passibles de l'impôt sur les sociétés) : retiré (p. 9038)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [11 février 1999] (p. 1266)

Son intervention (p. 1273)

Thèmes :

DOM-TOM : institutions (p. 1275)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte (p. 1274, 1275)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie (p. 1273)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : Etat (p. 1274)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : indépendance nationale (p. 1274)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 1274)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : politique économique (p. 1274)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : transferts de compétences (p. 1274)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1999] (p. 1637)

Son intervention (p. 1647)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité (p. 1648)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : codification (p. 1647)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : coopération (p. 1647)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : Dom (p. 1647)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : histoire (p. 1647, 1648)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : information (p. 1647, 1648)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : Mayotte (p. 1647)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : organisations internationales (p. 1648)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2073)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 97 du Gouvernement (revalorisation des indemnités des maires de Mayotte) (p. 2101)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son amendement n° 220 soutenu par M. Rudy Salles (statut et vocations de RFO) (p. 4666) : rejeté (p. 4667)

Son amendement n° 222 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 4698)

Intervient sur l'amendement n° 168 de Mme Huguette Bello (conditions de diffusion outre-mer de France 2 et de La cinquième-Arte) (p. 4700)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la

société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Article 47 de la loi du 30 septembre 1986 : capital des sociétés publiques

Son amendement n° 232 : devenu sans objet (p. 4722)

Son amendement n° 233 : devenu sans objet (p. 4722)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Son amendement n° 234 : devenu sans objet (p. 4730)

Son amendement n° 235 : devenu sans objet (p. 4731)

Son amendement n° 236 : devenu sans objet (p. 4733)

Article 47-2 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de RFO, Radio France et RFI

Son amendement n° 237 : devenu sans objet (p. 4743)

Article 47-3 de la loi du 30 septembre 1986 : nomination des présidents de RFO, Radio France et RFI

Son amendement n° 238 : devenu sans objet (p. 4744)

Article 6 (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des sociétés du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son amendement n° 245 : devenu sans objet (p. 4761)

Son amendement n° 246 : devenu sans objet (p. 4764)

Son amendement n° 247 : devenu sans objet (p. 4765)

Son amendement n° 248 : non soutenu (p. 4766)

Projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [10 juin 1999] (p. 5759)

Après l'article unique

Son amendement n° 23 soutenu par M. François Rochebloine (harmonisation des dates des élections cantonales de Mayotte avec celles de métropole) (p. 5760) : adopté (p. 5761)

Jean-Jacques JÉGOU

*Val-de-Marne (4^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Cesse d'appartenir à la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 14 novembre 1998] (p. 17206)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1998 [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18977)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7404)

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Banques et établissements financiers. Crédit foncier de France. Perspectives [14 octobre 1998] (p. 6582)

Transports. Transports de voyageurs. Grève, Ile-de-France [3 novembre 1998] (p. 7921)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Perspectives [26 janvier 1999] (p. 368)

Banques et établissements financiers. Crédit lyonnais. Privatisation [9 février 1999] (p. 1076)

TVA. Taux. Collecte et traitement des déchets [2 mars 1999] (p. 1857)

Ministères et secrétariats d'Etat. Culture et communication : personnel. Gardiens de musées, grève [2 juin 1999] (p. 5287)

Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers.
Collecte et traitement [15 juin 1999] (p. 5823)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1998] (p. 6484, 6507) ; [14 octobre 1998] (p. 6551, 6584, 6613)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 6513) : rejetée (p. 6529)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 6636)

Thèmes :

- Assurances : assurance vie (p. 6520, 6636)
- Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 6517, 6518)
- Collectivités territoriales : finances locales (p. 6517, 6518, 6522, 6523)
- Emploi : allègement des charges sociales (p. 6518)
- Famille : politique familiale (p. 6518, 6519)
- Finances publiques : dépenses (p. 6514 à 6516, 6522)
- Finances publiques : dette publique (p. 6512)
- Finances publiques : politique budgétaire (p. 6513 à 6515)
- Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6515, 6518)
- Finances publiques : recettes (p. 6516)
- Fonctionnaires et agents publics (p. 6521, 6522)
- Impôt sur le revenu : abattements supplémentaires pour frais professionnels (p. 6520, 6636)
- Impôt sur le revenu : crédit d'impôt au titre des dépenses d'entretien afférentes à l'habitation principale (p. 6636)
- Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 6519)
- Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6518, 6519)
- Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 6520, 6521)
- Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6516 à 6518, 6636)
- Parlement : relations entre le Parlement et le Gouvernement (p. 6514, 6515)
- Politique économique : conjoncture (p. 6515)
- Politique économique : croissance (p. 6515)
- Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) (p. 6522)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 6522)

Union européenne : euro (p. 6516)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son amendement n° 418 (maintien de l'avantage fiscal procuré par le plafonnement du quotient familial pour les familles n'ayant qu'un seul enfant) : rejeté (p. 6657)

Soutient l'amendement n° 434 de M. Jean-Jacques Weber (suppression du plafond spécifique pour la demi-part supplémentaire de quotient familial dont bénéficient certains contribuables célibataires, divorcés ou veufs ayant eu au moins un enfant à charge) : rejeté (p. 6658)

Soutient l'amendement n° 435 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression du plafond spécifique pour la demi-part supplémentaire de quotient familial dont bénéficient certains contribuables célibataires, divorcés ou veufs ayant eu au moins un enfant à charge) : rejeté (p. 6658)

Son amendement n° 374 (suppression de la réduction de l'abattement sur le revenu imposable accordé aux contribuables qui rattachent à leur foyer fiscal un enfant marié) : rejeté (p. 6659)

Son amendement n° 375 (suppression du paragraphe IV relatif à l'allocation pour frais d'emploi des journalistes) : rejeté (p. 6662)

Son amendement n° 376 (application de l'allocation pour frais d'emploi aux artistes, musiciens, choristes, chefs d'orchestre et régisseurs de théâtre) : rejeté (p. 6663)

Soutient l'amendement n° 389 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux artistes dramatiques, lyriques, cinématographiques ou chorégraphiques) : rejeté (p. 6665)

Soutient l'amendement n° 393 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux modélistes et mannequins) : rejeté (p. 6668)

Son amendement n° 388 (application de l'allocation pour frais d'emploi au personnel de création de l'industrie cinématographique) : rejeté (p. 6668)

Son amendement n° 377 (application de l'allocation pour frais d'emploi au personnel des casinos ou cercles) : rejeté (p. 6668)

Soutient l'amendement n° 394 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers à domicile) : rejeté (p. 6668)

Soutient l'amendement n° 445 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais

d'emploi à certains ouvriers du bâtiment) : rejeté (p. 6668)

Son amendement n° 380 (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers forestiers) : rejeté (p. 6668)

Son amendement n° 381 (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers d'imprimerie de journaux travaillant la nuit) : rejeté (p. 6668)

Son amendement n° 385 (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers mineurs) : rejeté (p. 6668)

Soutient l'amendement n° 396 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers scaphandriers) : rejeté (p. 6668)

Soutient l'amendement n° 397 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi à certains ouvriers horlogers) : rejeté (p. 6668)

Soutient l'amendement n° 398 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux bijoutiers et joaillers) : rejeté (p. 6668)

Soutient l'amendement n° 399 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux carriers) : rejeté (p. 6668)

Son amendement n° 384 (application de l'allocation pour frais d'emploi aux représentants en publicité) : rejeté (p. 6668)

Soutient l'amendement n° 395 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux voyageurs, représentants et placiers de commerce ou d'industrie) : rejeté (p. 6668)

Soutient l'amendement n° 390 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi au personnel navigant de l'aviation civile) : rejeté (p. 6668)

Soutient l'amendement n° 391 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux chauffeurs et receveurs convoyeurs de cars, conducteurs démonstrateurs et conducteurs convoyeurs des entreprises de construction d'automobiles, chauffeurs et convoyeurs de transports routiers ou d'entreprises de déménagements) : rejeté (p. 6668)

Son amendement n° 378 (application de l'allocation pour frais d'emploi aux commis de société de bourse et commis du marché en banque) : rejeté (p. 6668)

Soutient l'amendement n° 392 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux inspecteurs d'assurances des branches vie, capitalisation et épargne) : rejeté (p. 6668)

Son amendement n° 383 (application de l'allocation pour frais d'emploi aux bibliothécaires des gares et tenanciers de kiosques à journaux de province) : rejeté (p. 6668)

Son amendement n° 382 (application de l'allocation pour frais d'emploi aux internes des hôpitaux de Paris) : rejeté (p. 6668)

Son amendement n° 379 (application de l'allocation pour frais d'emploi aux fonctionnaires ou agents des assemblées parlementaires) : rejeté (p. 6668)

Son amendement n° 387 (application de l'allocation pour frais d'emploi aux fonctionnaires de l'administration des finances détachés auprès de la commission des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat) : rejeté (p. 6668)

Soutient l'amendement n° 401 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux secrétaires des groupes parlementaires) : rejeté (p. 6668)

Soutient l'amendement n° 402 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux agents en fonction dans les bureaux de poste des assemblées parlementaires) : rejeté (p. 6668)

Son amendement n° 386 (application de l'allocation pour frais d'emploi aux fonctionnaires du Conseil économique et social) : rejeté (p. 6668)

Soutient l'amendement n° 400 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux conservateurs des hypothèques) : rejeté (p. 6668)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 538 de M. Germain Gengenwin (extension du bénéfice de la déduction pour investissement à la souscription de parts sociales de coopératives agricoles, dans la limite des investissements nouveaux réalisés par celles-ci) : rejeté (p. 6670)

Intervient sur l'amendement n° 457 de M. Gilles Carrez (non-assujettissement à l'impôt sur le revenu des indemnités de maternité) (p. 6672)

Soutient l'amendement n° 234 de M. Charles de Courson (rétablissement du plafond de 28 000 F pour l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) : rejeté (p. 6675)

Son amendement n° 487 soutenu par M. Philippe Auberger (rétablissement du plafond de 28 000 F pour l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) (p. 6674) : rejeté (p. 6675)

Soutient l'amendement n° 229 de M. Germain Gengenwin (application d'un abattement de 8 000 F pour une personne seule et de 16 000 F pour un couple sur les produits de parts de fonds communs de placement solidaires ou caritatifs) : rejeté (p. 6676)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (maintien à 16 380 F de l'avantage maximum en impôt résultant de la demi-part additionnelle de quotient familial accordée aux invalides et anciens combattants) (p. 6679)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (maintien à 16 830 F de l'avantage maximum en impôt résultant de la demi-part additionnelle de quotient familial accordée aux veufs, célibataires ou divorcés ayant eu des enfants à charge, pour l'imposition des années antérieures à l'année du vingt-septième anniversaire de la naissance du dernier enfant) (p. 6679)

Après l'article 2 (suite)

Soutient l'amendement n° 513 de M. Germain Gengenwin (relèvement du taux de la réduction

d'impôt accordée au titre des frais de garde d'un jeune enfant) : rejeté (p. 6708)

Intervient sur l'amendement n° 456 de M. Gilles Carrez (relèvement du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 6710)

Intervient sur l'amendement n° 545 de M. Jean-Pierre Brard (instauration d'une réduction d'impôt en faveur des entreprises pour l'achat d'un véhicule non polluant ou la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) (p. 6714)

Intervient sur l'amendement n° 166 rectifié de M. Yves Cochet (instauration d'un crédit d'impôt en faveur des entreprises pour l'achat d'un véhicule non polluant ou la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) (p. 6714)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 542 de M. Jean-Pierre Brard (relèvement du taux du prélèvement libératoire applicable aux bons anonymes) (p. 6727)

Article 5 (extension du régime fiscal des micro-entreprises)

Soutient l'amendement n° 92 de M. Léonce Deprez (maintien du bénéfice du régime fiscal des micro-entreprises pendant la deuxième année suivant celle au cours de laquelle les seuils de chiffres d'affaires ont été dépassés) : rejeté (p. 6737)

Son amendement n° 403 (appréciation des seuils de chiffres d'affaires au niveau de chaque entreprise et non par foyer fiscal) : retiré (p. 6738)

Après l'article 6

Soutient l'amendement n° 504 de M. Charles de Courson (continuité du régime de TVA en cas de décès d'un exploitant agricole) : devenu sans objet (p. 6744)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Christian Cuvilliez (prise en compte des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6768)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (application aux oeuvres d'art d'une évaluation forfaitaire égale à 3 % de l'ensemble des autres valeurs du patrimoine déclaré au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6776)

Article 9 (limitation de l'exonération d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des biens professionnels de l'activité de loueur en meublé)

Intervient sur l'amendement n° 340 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 6778)

Article 11 (aménagement des règles du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Soutient l'amendement n° 404 de M. Pierre Méhaignerie (rétablissement du plafonnement

intégral de l'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté (p. 6781)

Article 12 (modalités d'évaluation de la résidence principale en matière d'impôt de solidarité sur la fortune et de droits de mutation à titre gratuit)

Son amendement n° 405 (relèvement du taux de l'abattement applicable à la résidence principale en matière d'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté (p. 6783)

Son amendement n° 406 (relèvement du taux de l'abattement applicable à la résidence principale en matière de droits de mutation à titre gratuit) : rejeté (p. 6783)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 14 corrigé de la commission (rétablissement des sanctions en cas de défaut de déclaration des successions en Corse) (p. 6795)

Article 14 précédemment réservé (suite) (modification des règles de territorialité en matière de droits de mutation à titre gratuit)

Son amendement n° 419 (de suppression) : retiré (p. 6803)

Après l'article 14 (suite)

Soutient l'amendement n° 529 précédemment réservé de M. Maurice Leroy (réduction des tarifs des droits de mutation à titre gratuit applicables aux personnes liées depuis au moins deux ans par un certificat notarié de vie commune) : rejeté (p. 6808)

Soutient l'amendement n° 448 précédemment réservé de M. Charles de Courson (réduction des tarifs des droits de mutation à titre gratuit applicables aux couples hétérosexuels ayant ou ayant eu à charge au moins un enfant pendant 10 ans) : rejeté (p. 6808)

Soutient l'amendement n° 530 précédemment réservé de M. Maurice Leroy (institution d'un abattement sur la part passible des droits de mutation à titre gratuit au profit du concubin lié au donateur ou au défunt depuis au moins deux ans par un certificat notarié de vie commune) : rejeté (p. 6813)

Article 16 (imposition des plus-values constatées et des plus-values en report d'imposition en cas de transfert du domicile hors de France)

Son amendement n° 222 (de suppression) : rejeté (p. 6817)

Article 18 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et mise en oeuvre d'un remboursement de TIPP aux transporteurs routiers)

Soutient l'amendement n° 411 de M. Charles de Courson (suppression du paragraphe IV relatif aux dispositions particulières pour les transporteurs routiers) : rejeté (p. 6828)

Après l'article 19

Soutient l'amendement n° 362 de M. Alain Ferry (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) : rejeté (p. 6853)

Soutient l'amendement n° 438 de M. Léonce Deprez (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) : rejeté (p. 6853)

Soutient l'amendement n° 245 de M. Jean-Jacques Weber (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) : rejeté (p. 6853)

Soutient l'amendement n° 334 de M. Jacques Barrot (application du taux réduit de la TVA aux réseaux de distribution d'énergie calorifique représentatifs du combustible bois) : adopté (p. 6857)

Soutient l'amendement n° 235 de M. Pierre Méhaignerie (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) : rejeté (p. 6860)

Article 20 (application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux appareillages destinés aux diabétiques et à certains handicapés)

Intervient sur l'amendement n° 523 de Mme Dominique Gillot (application du taux réduit de la TVA aux appareillages auditifs) (p. 6864)

Soutient l'amendement n° 228 de M. Pierre Méhaignerie (application du taux réduit de la TVA aux appareils auditifs) : retiré (p. 6864)

Article 21 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations de collecte et de tri sélectifs des ordures ménagères)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (application du taux réduit de la TVA aux opérations de traitement portant sur des déchets ménagers ayant fait l'objet d'une collecte séparative) (p. 6866)

Article 22 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux subventionnés par l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Soutient l'amendement n° 415 de M. Charles de Courson (application du taux réduit de la TVA à l'ensemble des travaux réalisés dans les logements locatifs bénéficiant de l'aide personnalisée au logement) : rejeté (p. 6867)

Soutient l'amendement n° 230 de M. Germain Gengenwin (application du taux réduit de la TVA aux travaux immobiliers portant sur l'ensemble des logements locatifs avec convention de réglementation des loyers) : rejeté (p. 6867)

Soutient l'amendement n° 231 de M. Germain Gengenwin (application du taux réduit de la TVA aux travaux immobiliers portant sur l'ensemble des logements locatifs avec convention de réglementation des loyers) : rejeté (p. 6867)

Soutient l'amendement n° 232 de M. Germain Gengenwin (application du taux réduit de la TVA aux travaux immobiliers portant sur l'ensemble des logements locatifs avec convention de réglementation des loyers) : rejeté (p. 6867)

Soutient l'amendement n° 233 de M. Germain Gengenwin (application du taux réduit de la TVA aux

travaux immobiliers portant sur l'ensemble des logements locatifs avec convention de réglementation des loyers) : rejeté (p. 6867)

Soutient l'amendement n° 333 de M. Jacques Barrot (application du taux réduit de la TVA aux opérations de construction des logements-foyers mises en oeuvre entre le 1er octobre 1996 et le 2 juillet 1998) : retiré (p. 6868)

Après l'article 22

Soutient l'amendement n° 286 précédemment réservé de M. Laurent Dominati (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de travaux d'entretien, de rénovation et de réhabilitation de logements) : retiré (p. 6870)

Article 23 (augmentation des taux de réduction de droits sur les donations)

Soutient l'amendement n° 335 de M. Jacques Barrot (suppression jusqu'au 31 décembre 1999 de la limite d'âge pour bénéficier de l'abattement de 50 % sur les droits applicables aux donations) : retiré (p. 6875)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (suppression, pour la période allant du 7 octobre 1998 au 31 décembre 1999, de toute limite d'âge pour le bénéfice de l'abattement de 50 % sur les droits applicables aux donations) (p. 6876)

Après l'article 23

Son amendement n° 416 (relèvement de l'abattement applicable aux donations aux petits-enfants) : rejeté (p. 6877)

Article 24 (moralisation des avantages liés à la transmission des patrimoines par le biais de l'assurance-vie)

Son intervention (p. 6879)

Soutient l'amendement n° 185 de M. Jean-Jacques Weber (de suppression) : retiré (p. 6880)

Intervient sur l'amendement n° 539 rectifié de M. Didier Migaud (nouvelle rédaction de l'article prévoyant un prélèvement de 20 % sur la part excédant 1 million de francs et instituant un prélèvement de 0, 20 % à la charge des entreprises d'assurance-vie assis sur le montant des primes ou cotisations émises par elles en 1998) (p. 6882)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son amendement n° 420 (de suppression) : rejeté (p. 6889)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Soutient l'amendement n° 421 de M. Pierre Méhaignerie (de suppression) : rejeté (p. 6915)

Intervient sur l'amendement n° 472 de M. Gilles Carrez (réduction de la fraction imposable des recettes des titulaires de bénéfices non commerciaux employant moins de cinq salariés) (p. 6921)

Intervient sur l'amendement n° 469 de M. Gilles Carrez (maintien de la réduction pour embauche et investissement au taux de 35 %) (p. 6923)

Soutient l'amendement n° 237 de M. Germain Gengenwin (suppression des dispositions prévoyant une hausse du taux de la cotisation minimale de taxe professionnelle) : rejeté (p. 6924)

Soutient l'amendement n° 236 de M. Germain Gengenwin (suppression de l'augmentation progressive des taux de la cotisation de péréquation de taxe professionnelle) : rejeté (p. 6926)

Soutient l'amendement n° 417 de M. Pierre Méhaignerie (remplacement de la compensation prévue au titre des pertes de recettes nées de la réforme par un dégrèvement) : rejeté (p. 6928)

Article 30 (taxe générale sur les activités polluantes)

Son intervention (p. 6938)

Soutient l'amendement n° 422 de M. Pierre Méhaignerie (de suppression) : rejeté (p. 6940)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Yves Cochet (institution d'une taxe sur les engrais chimiques) (p. 6944)

Reprend l'amendement n° 524 de Mme Nicole Bricq (assujettissement des élevages hors sol à la taxe sur les installations classées) (p. 6946) : rejeté (p. 6947)

Après l'article 35

Soutient l'amendement n° 508 de M. Germain Gengenwin (extension du bénéfice de la déduction pour investissement à la souscription de parts sociales de coopératives ou d'actions de sociétés assurant la transformation et la commercialisation de matières premières agricoles) : rejeté (p. 6950)

Soutient l'amendement n° 509 de M. Germain Gengenwin (extension du bénéfice de la déduction pour investissement à la souscription de parts sociales de coopératives agricoles) : rejeté (p. 6950)

Soutient l'amendement n° 510 de M. Charles de Courson (suppression de l'obligation de réintégration de la déduction pour investissement affectée à des éléments amortissables au fur et à mesure que l'amortissement est effectué) : rejeté (p. 6950)

Soutient l'amendement n° 511 de M. Charles de Courson (création d'une réserve spéciale d'autofinancement pour les exploitations agricoles) : rejeté (p. 6950)

Soutient l'amendement n° 505 de M. Charles de Courson (application des droits réduits de 1 % aux cessions de parts réalisées par des groupements fonciers agricoles louant leurs terres par bail à long terme) : rejeté (p. 6955)

Soutient l'amendement n° 242 de M. Jean-Jacques Weber (institution d'un crédit d'impôt en faveur des personnes titulaires d'un contrat d'assurance destiné à garantir le versement d'un capital ou d'une rente viagère en cas de survenance d'un état de dépendance) : rejeté (p. 6958)

Article 36 (prélèvement exceptionnel sur les caisses d'épargne)

Son intervention (p. 6958)

Intervient sur l'amendement n° 60 rectifié de M. Philippe Auberger (de suppression) (p. 6960)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Marc Laffineur (de suppression) (p. 6960)

Après l'article 36

Soutient l'amendement n° 540 de M. Jean-Jacques Weber (institution d'une réduction d'impôt en faveur des personnes titulaires d'un contrat d'assurance destiné à garantir le versement d'un capital ou d'une rente viagère en cas de survenance d'un état de dépendance) : rejeté (p. 6961)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Gérard Grignon (rétablissement de la redevance appliquée aux gisements en mer dans la zone économique exclusive française autour de Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 6963)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Soutient l'amendement n° 413 de M. Pierre Méhaignerie (indexation de l'enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités locales sur la moitié du taux de croissance du PIB) : rejeté (p. 6966)

Article 27 précédemment réservé (suppression de la taxe régionale sur les cessions d'immeubles et unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels)

Soutient l'amendement n° 485 de M. Alain Ferry (application de la taxation à 4,80 % à compter du 15 octobre 1998) : rejeté (p. 6975)

Article 43 et état A (équilibre général du budget)

Soutient l'amendement n° 414 de M. Pierre Méhaignerie (réduction de 18,3 milliards de francs des dépenses du budget général) : rejeté (p. 6990)

Explications de vote et vote [20 octobre 1998] (p. 7016)

Ses explications de vote (p. 7022)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 7023)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT
--

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)

Son intervention (p. 8946)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives (p. 8948)

Commerce et artisanat : artisanat (p. 8947)
 Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 8947)
 Entreprises : financement (p. 8948)
 Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 8949)
 Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 8948)
 Travail : durée du travail (p. 8947)

**ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES
 ADDITIONNELS NON RATTACHÉS**

[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)

Avant l'article 64

Intervient sur l'amendement n° 108 de la commission (maintien à 20 000 F du montant de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et les pensionnés) (p. 9030)

Intervient sur l'amendement n° 109 de la commission (prorogation des incitations fiscales à l'investissement outre-mer) (p. 9035)

Intervient sur le sous-amendement n° 235 du Gouvernement (suppression des B, C et D du paragraphe I et du paragraphe II) à l'amendement n° 109 de la commission (p. 9034)

Article 66 (prorogation de la période d'application des réductions d'impôt accordées au titre des souscriptions au capital de sociétés non cotées ou des souscriptions de parts de fonds communs de placement dans l'innovation)

Soutient l'amendement n° 202 de M. Pierre Méhaignerie (pérennisation du dispositif de réduction d'impôt) : rejeté (p. 9044)

Article 67 (amélioration du dispositif de déduction du revenu global des pertes au capital de sociétés en cessation de paiement)

Soutient l'amendement n° 203 de M. Pierre Méhaignerie (relèvement des plafonds annuels de déduction) : rejeté (p. 9045)

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire)

Son amendement n° 207 (relèvement du taux et allongement de la durée de la déduction forfaitaire applicable aux revenus fonciers) : rejeté (p. 9047)

Son amendement n° 191 (déduction au titre de l'amortissement égale à 10 % des dépenses de reconstruction ou d'agrandissement pour les quatre premières années et à 2 % pour les vingt années suivantes) : rejeté (p. 9049)

Son amendement n° 206 (déduction au titre de l'amortissement égale à 10 % du prix d'acquisition pour les quatre premières années et à 2 % pour les vingt années suivantes) : rejeté (p. 9049)

Soutient l'amendement n° 178 de M. Gilbert Gantier (assouplissement des conditions de sous-location par une personne morale) : rejeté (p. 9050)

Après l'article 68

Son amendement n° 204 (prorogation du dispositif d'investissement locatif dit "amortissement Périissol") : rejeté (p. 9055)

Soutient l'amendement n° 180 de M. Gilbert Gantier (établissement d'un régime général d'exonération des plus-values à long terme sous condition de réemploi dans une PME nouvellement créée) : rejeté (p. 9056)

Soutient l'amendement n° 170 de M. Gilbert Gantier (exonération des droits de mutation à titre gratuit lors de la première transmission d'un logement ayant bénéficié de l'amortissement en faveur des bailleurs privés) : rejeté (p. 9056)

Après l'article 69

Intervient sur l'amendement n° 121 de la commission (crédit d'impôt pour l'acquisition ou la transformation d'un véhicule propre) (p. 9067)

Intervient sur l'amendement n° 122 de la commission (rapport au Parlement sur les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 9075)

Article 70 (gestion d'actifs hors de France dans des structures soumises à un régime fiscal privilégié constituées de personnes physiques)

Son amendement n° 192 (de suppression) : rejeté (p. 9078)

Son amendement n° 193 (sursis d'imposition jusqu'à la perception effective des revenus provenant d'organismes établis hors de France) : rejeté (p. 9079)

Après l'article 70

Intervient sur l'amendement n° 130 de la commission (réduction de 150 000 à 50 000 F du seuil d'application de l'obligation de paiement par chèque pour les particuliers non commerçants) (p. 9081)

Intervient sur l'amendement n° 160 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (établissement d'une liste des personnes assujetties à l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 9084)

Après l'article 73

Soutient l'amendement n° 194 de M. Charles de Courson (exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les immeubles appartenant à des syndicats mixtes ou à des établissements publics de coopération intercommunale) : retiré (p. 9090)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Christian Cuvilliez (suppression de l'abattement de 16 % sur les bases d'imposition de la taxe professionnelle) (p. 9093)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Jean-Pierre Brard (majoration du taux de la taxe professionnelle pour les entreprises qui procèdent à des licenciements économiques injustifiés ou à des licenciements sans cause réelle ni sérieuse) (p. 9119)

Après l'article 74

Soutient l'amendement n° 28 de M. Léonce Deprez (relèvement du plafond applicable à la réduction d'impôt relative aux dépenses exposées par les adhérents des centres de gestion et des associations agréées) : rejeté (p. 9120)

Soutient l'amendement n° 29 de M. Léonce Deprez (remboursement de la réduction d'impôt relative aux dépenses exposées par les adhérents des centres de gestion et des associations agréées pour les micro-entreprises ayant opté pour le régime du réel) : rejeté (p. 9120)

Son amendement n° 10 (possibilité d'imposition commune pour les couples vivant en concubinage) : rejeté (p. 9125)

Son amendement n° 1 (possibilité d'imposition commune pour les couples vivant en concubinage) : rejeté (p. 9125)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Charles de Courson (date du prélèvement mensuel de l'impôt sur le revenu pour les retraités) (p. 9126)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Après l'article 19

Soutient l'amendement n° 286 de M. Léonce Deprez (application d'un taux de TVA de 15 % à la fourniture de repas à consommer sur place) : rejeté (p. 10643)

Article 21 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations de collecte et de tri sélectifs des ordures ménagères)

Son intervention (p. 10645)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Jacques Péliissard (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10648)

Intervient sur l'amendement n° 196 de M. Jean-Pierre Brard (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10648)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Soutient l'amendement n° 288 de Mme Anne-Marie Idrac (de suppression) : rejeté (p. 10659)

Son sous-amendement n° 233 (relèvement du seuil de superficie applicable aux locaux commerciaux) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) : rejeté (p. 10665)

Soutient le sous-amendement n° 232 de M. Germain Gengenwin (exonération des locaux des coopératives agricoles) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement : devenu sans objet (p. 10667)

Soutient le sous-amendement n° 230 de M. Charles de Courson (exonération des locaux des hôtels, restaurants, cafés et discothèques) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 10668)

Son sous-amendement n° 231 (exonération des locaux appartenant à des centres de congrès et d'expositions)

à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 10668)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Soutient l'amendement n° 1 de M. Léonce Deprez (lissage des bases pour la partie investissement de la réduction pour embauche et investissement) : rejeté (p. 10677)

Soutient l'amendement n° 2 de M. Léonce Deprez (suppression progressive de la part de la réduction pour embauche et investissement correspondant aux embauches) : rejeté (p. 10677)

Article 40 bis (compensation intégrale des pertes de DCTP aux communes les moins favorisées)

Intervient sur l'amendement n° 211 de M. Didier Migaud (atténuation des pertes de dotation de compensation de la taxe professionnelle subies par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont une commune au moins est éligible soit à la dotation de solidarité urbaine soit à la fraction bourgs-centres de la dotation de solidarité rurale) (p. 10697)

Seconde délibération

Article 64 AB (maintien à 20 000 F du montant de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et les pensionnés)

Soutient l'amendement n° 237 de M. Germain Gengenwin (pérennisation au niveau fixé pour l'imposition des revenus de l'année 1998 du montant de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et pensionnés) : retiré (p. 10739)

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire)

Son amendement n° 238 (application du dispositif aux maisons d'accueil pour personnes âgées dépendantes) : retiré (p. 10750)

Après l'article 73

Soutient l'amendement n° 234 de M. Charles de Courson (prise en compte du taux de taxe professionnelle voté en 1997 si le taux voté en 1998 est nul pour le calcul de la compensation consécutive à la suppression de la part salariale de cette taxe) : rejeté (p. 10758)

Soutient l'amendement n° 228 de M. Charles de Courson (remboursement de la CSG, de la CRDS et du prélèvement social aux contribuables dont le revenu imposable est inférieur au plafond d'attribution de l'allocation spéciale ou de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité) : rejeté (p. 10758)

Après l'article 74 quater

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. René Dosière (relèvement de la dotation forfaitaire des communes qui bénéficient de la dotation de solidarité urbaine tout en contribuant à son financement) (p. 10759)

Article 85 supprimé par le Sénat (instauration de la taxe d'aéroport)

Soutient le sous-amendement n° 236 de M. Germain Gengenwin (suppression des tarifs différenciés) à l'amendement n° 9 rectifié du Gouvernement (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 10762)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [18 décembre 1998] (p. 10789)

Son intervention (p. 10795)

Thèmes :

Entreprises : investissements (p. 10795)

Etat : réforme (p. 10796)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10795, 10796)

Impôts et taxes : micro-entreprises (p. 10796)

Impôts et taxes : taxe sur les bureaux d'Ile-de-France (p. 10796)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 10796)

Parlement : Sénat (p. 10796)

Politique économique : croissance (p. 10795)

Projet de loi n° 33 portant règlement définitif du budget de 1995

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10009)

Son intervention (p. 10010)

Thèmes :

Politique économique : taux d'intérêt (p. 10011)

Postes : La Poste : chèques postaux (p. 10010, 10011)

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10015)

Article 15 (apurement du compte 427-9 "Ecart d'intégration des dépôts CCP de l'ex-budget annexe des PTT")

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10015)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jacques Desallangre (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10015)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10016)

Son intervention (p. 10042)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Société marseillaise de crédit (p. 10045)

Collectivités territoriales : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) (p. 10043)

Entreprises : allègement des charges (p. 10044)

Finances publiques : annulations de crédits (p. 10043)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10043 à 10045)

Finances publiques : dépenses (p. 10043 à 10045)

Finances publiques : recettes (p. 10043, 10044)

Fonctionnaires et agents publics : traitement : effectifs (p. 10044)

Impôt sur les sociétés : taux (p. 10044)

Politique économique : conjoncture (p. 10043)

Politique économique : croissance (p. 10043)

Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire (p. 10045)

Retraites : généralités : système par capitalisation (p. 10044)

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 57 de M. Charles de Courson (relèvement du montant de l'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable aux esters d'huile végétale incorporés au fioul domestique et au gazole) : retiré (p. 10088)

Article 1er et état A (équilibre général)

Son amendement n° 82 : devenu sans objet (p. 10095)

Article 2 et état B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures)

Son amendement n° 83 (réduction des crédits du chapitre 34-90) : rejeté (p. 10096)

Son amendement n° 87 (réduction des crédits du chapitre 37-01) : rejeté (p. 10097)

Son amendement n° 88 (réduction des crédits du chapitre 34-98) : rejeté (p. 10097)

Son amendement n° 89 (réduction des crédits du chapitre 34-01) : rejeté (p. 10097)

Son amendement n° 84 (réduction des crédits du chapitre 44-10) : rejeté (p. 10097)

Son amendement n° 85 (réduction des crédits du chapitre 43-20) : rejeté (p. 10098)

Son amendement n° 90 (réduction des crédits du chapitre 43-90) : rejeté (p. 10098)

Article 3 et état C (dépenses en capital des services civils - ouvertures)

Son amendement n° 91 corrigé (réduction des crédits du chapitre 65-23) : rejeté (p. 10101)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 54 de M. Charles de Courson (institution d'une provision pour variation des prix des matières premières) : retiré (p. 10107)

Soutient l'amendement n° 53 de M. Charles de Courson (suppression de la condition relative à l'attribution d'un avoir fiscal pour les titres pris en compte pour la détermination du seuil permettant d'éviter la taxation des écarts de valeur liquidative des OPCVM détenus par les sociétés) : retiré (p. 10111)

Après l'article 14

Soutient l'amendement n° 49 de M. Charles de Courson (perception d'une fiscalité additionnelle aux impôts locaux par les services départementaux d'incendie et de secours) : rejeté (p. 10119)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Didier Migaud (régime fiscal des frais professionnels des journalistes et assimilés) (p. 10121)

Article 16 (obligation de déposer selon un procédé informatique la déclaration des revenus de capitaux mobiliers)

Son amendement n° 48 (suppression du paragraphe II) : rejeté (p. 10122)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Germain Gengenwin (rétablissement de l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) (p. 10124)

Article 21 (octroi d'une garantie par l'Etat à l'occasion de la cession de la Société marseillaise de crédit)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 10139)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10954)

Son intervention (p. 10957)

Thèmes :

Collectivités territoriales : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) (p. 10957, 10958)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10958)

Finances publiques : dépenses (p. 10958)

Finances publiques : recettes (p. 10957)

Impôt sur le revenu : abattements supplémentaires pour frais professionnels (p. 10958)

Politique économique : croissance (p. 10958)

Politique économique : inflation (p. 10958)

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Article 15 bis supprimé par le Sénat (régime fiscal des frais professionnels des journalistes et assimilés)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10990)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 35 du Gouvernement (garantie de l'Etat pour les opérations menées par la Banque de France dans le cadre du plan de soutien international en faveur du Brésil) (p. 11002)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 10958)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11051)

Son intervention (p. 11052)

Thèmes :

Boissons et alcools : alcools : stades (p. 11052)

Politique économique : prévisions (p. 11052)

Union européenne : euro (p. 11053)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 11052)

Déclaration du Gouvernement n° 1397 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur l'avenir du secteur bancaire et financier

[17 février 1999] (p. 1511)

Son intervention (p. 1517)

Thèmes :

Assemblée nationale : groupe communiste (p. 1517)

Banques et établissements financiers : Banque de France (p. 1518)

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 1519, 1520)

Banques et établissements financiers : Crédit Lyonnais (p. 1518)

Banques et établissements financiers : généralités (p. 1519)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 1517, 1518)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : impôts et taxes (p. 1518)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 1517, 1518, 1520)

Marchés financiers : généralités (p. 1519)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 1518, 1519)

Postes : La Poste : activités bancaires (p. 1520)

Union européenne : euro (p. 1520)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2151, 2177)

Son intervention (p. 2171)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 2172)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2170 à 2173)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : personnel (p. 2171)

Banques et établissements financiers : Commission bancaire (p. 2172)

Banques et établissements financiers : Crédit foncier (p. 2172)

Banques et établissements financiers : fonds de garantie (p. 2172)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 2170)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 2172)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : coopératives (p. 2172)

Banques et établissements financiers : sécurité financière (p. 2172)

Discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2196) ; [10 mars 1999] (p. 2237, 2255) ; [11 mars 1999] (p. 2303, 2356)

Article 1er (les missions des caisses d'épargne)

Son amendement n° 131 (suppression de la référence à la mise en oeuvre des principes de solidarité et de lutte contre les exclusions) : retiré (p. 2199)

Article 2 (la définition du réseau des caisses d'épargne)

Son intervention (p. 2201)

Son amendement n° 132 (remplacement des groupements locaux d'épargne par des groupements

régionaux d'épargne et de prévoyance) : rejeté (p. 2204)

Article 3 (le statut des caisses d'épargne et de prévoyance)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Jean-Pierre Brard (respect du principe d'organisation et de fonctionnement démocratique inhérent au statut coopératif) (p. 2206)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Jean-Pierre Brard (interdiction pour les banques à statut coopératif de lever des fonds sur les marchés financiers) (p. 2206)

Article 4 (les sociétaires des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 133 (définition des sociétaires qui seront détenteurs des parts des caisses d'épargne) : devenu sans objet (p. 2207)

Après l'article 4

Son amendement n° 134 (participation des investisseurs institutionnels et des caisses d'épargne européennes au capital des caisses d'épargne) : retiré (p. 2208)

Article 5 (les organes dirigeants des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 135 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 2238)

Article 6 (l'affectation des résultats)

Intervient sur l'amendement n° 251 de M. Jean-Pierre Brard (suppression de la référence à l'intérêt servi aux parts sociales) (p. 2242)

Intervient sur l'amendement n° 168 de M. Raymond Douyère (fixation d'une proportion minimale en ce qui concerne le financement des projets d'économie locale et sociale) (p. 2247)

Intervient sur l'amendement n° 20 corrigé de la commission (respect des orientations fixées par la Fédération nationale des caisses d'épargne et de prévoyance en matière de choix des projets d'économie locale et sociale) (p. 2248)

Avant l'article 8

Son amendement n° 136 (de conséquence) : retiré (p. 2256)

Article 8 (l'objet et le statut des groupements locaux d'épargne)

Son amendement n° 137 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 2256)

Son amendement n° 138 (de conséquence) : retiré (p. 2257)

Son amendement n° 139 : devenu sans objet (p. 2257)

Son amendement n° 140 : devenu sans objet (p. 2257)

Article 9 (le sociétariat des groupements locaux d'épargne)

Son amendement n° 141 (de suppression) : rejeté (p. 2258)

Article 10 (le statut de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 237 (abaissement du niveau de participation des caisses d'épargne au capital de la Caisse nationale) : rejeté (p. 2266)

Son amendement n° 142 (suppression de l'agrément du ministre chargé de l'économie en ce qui concerne la nomination du président du directoire de la Caisse nationale) : rejeté (p. 2269)

Article 11 (les missions de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 143 (de conséquence) : retiré (p. 2270)

Article 15 (la Fédération nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 144 (participation de la Fédération nationale à la définition des orientations stratégiques du réseau) : retiré (p. 2275)

Article 18 (la protection des dénominations)

Son amendement n° 145 (de conséquence) : retiré (p. 2279)

Article 21 (les modalités de constitution du capital social des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 146 (de conséquence) : retiré (p. 2282)

Son amendement n° 147 (allongement de la période de constitution du capital initial) : rejeté (p. 2282)

Son amendement n° 148 (allègement des conséquences pour les caisses d'épargne d'un placement des parts sociales ou des certificats d'investissement inférieur au montant du capital initial qu'elles ont souscrit) : retiré (p. 2283)

Article 23 (les modalités de souscription des parts sociales par les salariés des caisses)

Soutient l'amendement n° 223 de M. Christian Cabal (allongement de la période initiale de souscription) : rejeté (p. 2285)

Son amendement n° 151 (allongement de la période initiale de souscription) : rejeté (p. 2285)

Son amendement n° 149 (de conséquence) : retiré (p. 2285)

Son amendement n° 150 : devenu sans objet (p. 2285)

Son amendement n° 152 (de conséquence) : retiré (p. 2285)

Article 24 (le fonds de mutualisation)

Son amendement n° 153 (allongement de la période pendant laquelle les caisses d'épargne sont appelées à effectuer les versements constitutifs du fonds de mutualisation) : rejeté (p. 2287)

Son amendement n° 154 (montant du versement semestriel au fonds de mutualisation) : rejeté (p. 2287)

Son amendement n° 239 : devenu sans objet (p. 2287)

Son amendement n° 238 (adaptation des versements au fonds de mutualisation en fonction des ventes des parts sociales) : rejeté (p. 2287)

Article 25 (la mise en place des groupements locaux d'épargne)

Son amendement n° 155 (de suppression) : retiré (p. 2288)

Son sous-amendement n° 323 (réduction du nombre minimal de personnes morales) à l'amendement n° 31 corrigé de la commission (abaissement à 500 sociétaires personnes physiques ou 10 personnes morales du seuil nécessaire à la constitution d'un groupement local d'épargne) : rejeté (p. 2288)

Article 26 (la mise en place de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 156 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 2290)

Article 30 (les dispositions relatives aux dirigeants)

Son amendement n° 157 (prolongation des mandats des membres du directoire et du conseil d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne) : rejeté (p. 2293)

Article 37 (mise en réserve des résultats des banques mutualistes et coopératives)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (de suppression) (p. 2307)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 2307)

Intervient sur l'amendement n° 300 de M. Jean-Louis Dumont (de suppression) (p. 2307)

Article 45 (intervention de la Commission bancaire en cas d'atteinte à la concurrence)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Jean-Pierre Balligand (prohibition des crédits dont les taux sont abusivement bas) (p. 2315)

Intervient sur le sous-amendement n° 319 de M. Michel Inchauspé (possibilité de non-application du dispositif en cas de provisionnement ex ante) à l'amendement n° 280 de M. Jean-Pierre Balligand (p. 2315)

Article 47 (fonds de garantie des dépôts)

Son amendement n° 158 (instauration d'un droit d'alerte en faveur du conseil de surveillance du fonds de garantie des dépôts) : retiré (p. 2319)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Germain Gengenwin (prise en compte de l'existence d'un système de garantie interne pour le calcul des cotisations des réseaux mutualistes) (p. 2323)

Intervient sur l'amendement n° 302 rectifié de M. Jean-Louis Dumont (prise en compte de l'existence d'un

système de garantie interne pour le calcul des cotisations des réseaux mutualistes) (p. 2323)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (calcul des cotisations en fonction des risques objectifs) (p. 2323)

Article 48 (consultation par la Commission bancaire)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (audition du président du directoire du fonds de garantie des dépôts) (p. 2324)

Avant l'article 52

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (application au fonds de garantie des dépôts et au fonds de garantie des assurés du régime fiscal des organismes à but non lucratif) (p. 2341)

Son amendement n° 160 (déductibilité du revenu imposable de la contribution des institutions financières) : rejeté (p. 2342)

Son amendement n° 159 (suppression de la contribution des institutions financières à compter du 1er janvier 2002) : rejeté (p. 2342)

Article 52 (crédit d'impôt)

Son amendement n° 161 (réduction de la contribution des institutions financières) : rejeté (p. 2344)

Soutient l'amendement n° 3 de M. Germain Gengenwin (aménagement du crédit d'impôt) : rejeté (p. 2344)

Soutient l'amendement n° 4 de M. Germain Gengenwin (de conséquence) : rejeté (p. 2344)

Soutient l'amendement n° 5 de M. Germain Gengenwin (aménagement du crédit d'impôt) : rejeté (p. 2345)

Après l'article 53

Intervient sur l'amendement n° 287 de M. Jean-Paul Dupré (extension du champ de compétence de l'Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement au domaine du dialogue social) (p. 2349)

Article 61 (statut et objet des sociétés de crédit foncier)

Intervient sur l'amendement n° 99 de la commission (application du privilège aux ressources autres que les obligations foncières) (p. 2360)

Article 62 (actif des sociétés de crédit foncier)

Soutient l'amendement n° 9 de M. Michel Inchauspé (éligibilité des créances sur les établissements publics) : adopté (p. 2362)

Son amendement n° 240 (éligibilité des créances sur les établissements publics) : adopté (p. 2362)

Son amendement n° 241 (détenion de titres émis ou garantis par des personnes publiques) : retiré (p. 2363)

Soutient l'amendement n° 10 de M. Michel Inchauspé (détenion de titres émis ou garantis par des personnes publiques) : retiré (p. 2363)

Article 64 (règles prudentielles applicables aux sociétés de crédit foncier)

Son amendement n° 242 (rachat par les sociétés de crédit foncier de leurs propres titres sans annulation) : vote réservé jusqu'après l'examen de l'amendement n° 311 portant article additionnel après l'article 53 lui-même réservé jusqu'après l'examen des amendements portant articles additionnels après l'article 78 (p. 2367) : retiré (p. 2379)

Article 65 (privilège reconnu à certains créanciers des sociétés de crédit foncier)

Son amendement n° 243 (paiement à leur échéance normale des intérêts résultant des contrats de prêts en cas de procédure collective) : adopté (p. 2368)

Article 66 (validité des contrats et des actes relatifs à l'objet des sociétés de crédit foncier)

Son amendement n° 244 corrigé (non-application de l'article 107 de la loi du 25 juillet 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises) : retiré (p. 2369)

Après l'article 73

Son amendement n° 162 (exonération de droits d'enregistrement des cessions de créances à une société de crédit foncier) : retiré (p. 2372)

Article 78 (adaptation du fonctionnement du marché hypothécaire)

Intervient sur l'amendement n° 123 de la commission (suppression de la référence à l'article 107 de la loi du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises) (p. 2376)

Après l'article 78

Intervient sur l'amendement n° 279 de M. Dominique Baert (conditions de modification d'un prêt immobilier) (p. 2377)

Son amendement n° 163 (conditions de modification d'un prêt immobilier) : devenu sans objet (p. 2377)

Article 64 précédemment réservé (règles prudentielles applicables aux sociétés de crédit foncier)

Son amendement n° 242 (rachat par les sociétés de crédit foncier de leurs propres actions sans annulation) : retiré (p. 2379)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5188)

Son intervention (p. 5193)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 5193 à 5195)

Banques et établissements financiers : Crédit agricole (p. 5195)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 5194)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : impôts et taxes (p. 5195)

Banques et établissements financiers : sécurité financière (p. 5194, 5195)

Parlement : Sénat (p. 5193, 5194)

Discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5204)

Article 4 (les sociétaires des caisses d'épargne et de prévoyance)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve du remplacement des groupements locaux d'épargne par les sociétés locales d'épargne) (p. 5206)

Son amendement n° 78 : devenu sans objet (p. 5206)

Article 6 (l'affectation des résultats)

Son amendement n° 79 (fixation du plancher des sommes affectées au financement des projets d'économie locale et sociale au tiers de l'intérêt servi aux parts sociales) : rejeté (p. 5207)

Article 8 (l'objet et le statut des sociétés locales d'épargne)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (application du régime fiscal des sociétés "mères-filles") : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5209)

Article 10 (le statut de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Marc Laffineur (détenion du capital restant de la Caisse nationale par plusieurs actionnaires) (p. 5211)

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Marc Laffineur (interdiction de détenion d'une part du capital restant de la Caisse nationale supérieure à la minorité de blocage) (p. 5211)

Article 21 (les modalités de constitution du capital social des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 92 (aménagement des modalités de constitution du capital social des caisses d'épargne) : rejeté (p. 5224)

Son amendement n° 80 (aménagement des modalités de constitution du capital social des caisses d'épargne) : rejeté (p. 5224)

Son intervention (p. 5232)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Christian Cuvilliez (création d'un Haut Conseil du secteur financier public et semi-public) (p. 5234)

Article 37 (mise en réserve des résultats des banques mutualistes et coopératives)

Son intervention (p. 5235)

Article 52 (crédit d'impôt)

Son amendement n° 83 (relèvement du taux du crédit d'impôt) : rejeté (p. 5256)

Article 53 quinquies A (compensation d'opérations sur instruments financiers)

Intervient sur l'amendement n° 54 rectifié de la commission (compensation généralisée entre professionnels) (p. 5258)

Article 64 bis (indemnité pour remboursement anticipé)

Son amendement n° 84 (de suppression) : rejeté (p. 5265)

Son amendement n° 85 (suppression du versement d'une indemnité en cas de vente du bien immobilier) : rejeté (p. 5266)

Son amendement n° 86 (suppression de versement d'une indemnité en cas de vente du bien immobilier) : adopté après modifications (p. 5267)

Ses explications de vote (p. 5271)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 5272)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [17 juin 1999] (p. 6089)

Son intervention (p. 6097)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 6097, 6098)

Banques et établissements financiers : Crédit foncier (p. 6097, 6098)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 6097)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : impôts et taxes (p. 6097)

Banques et établissements financiers : sécurité financière (p. 6097)

Logement : aides et prêts : prêts : remboursement (p. 6097)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [17 juin 1999] (p. 6098)

Son amendement n° 1 corrigé (rétablissement de l'article 7 bis relatif à la fixation des taux administrés) : rejeté (p. 6111)

Son amendement n° 2 (voix consultative du représentant de l'organisme professionnel ou de l'organe central au sein du comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement) : rejeté (p. 6111)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 6098)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6159)

Thèmes :

Entreprises : compétitivité (p. 6160)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6159, 6160)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6160)

Finances publiques : recettes (p. 6160)

Politique économique : généralités (p. 6160)

Projet de loi n° 1277 portant règlement définitif du budget 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6181)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié de M. Charles de Courson (transmission, tous les six mois, aux commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat des communications de la Cour des comptes) (p. 6189)

Lionel JOSPIN

Premier Ministre

DÉPÔTS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999 [7 octobre 1998]

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale [28 octobre 1998]

Projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer [4 novembre 1998]

Projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729

du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et l'adaptation du droit applicable outre-mer [4 novembre 1998]

Projet de loi n° 1175 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer [4 novembre 1998]

Projet de loi n° 1176 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer [4 novembre 1998]

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997 [10 novembre 1998]

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998 [18 novembre 1998]

Projet de loi n° 1228 relatif à la Nouvelle-Calédonie [25 novembre 1998]

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie [25 novembre 1998]

Projet de loi n° 1243 portant prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance [2 décembre 1998]

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière [2 décembre 1998]

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité [9 décembre 1998]

Projet de loi n° 1277 portant règlement définitif du budget 1997 [16 décembre 1998]

Projet de loi n° 1332 portant modification du code minier [20 janvier 1999]

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie [21 janvier 1999]

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes [3 février 1999]

Déclaration du Gouvernement n° 1397 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur l'avenir du secteur bancaire et financier [17 février 1999]

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle [3 mars 1999]

Projet de loi constitutionnelle n° 1462 insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale [11 mars 1999]

Déclaration du Gouvernement n° 1500 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo [26 mars 1999]

Lettre rectificative n° 1541 au projet de loi (n° 1187) portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997 [21 avril 1999]

Déclaration du Gouvernement n° 1542 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo [27 avril 1999]

Projet de loi n° 1575 relatif à l'archéologie préventive [5 mai 1999]

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage [12 mai 1999]

Projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer [26 mai 1999]

Projet de loi constitutionnelle n° 1624 relatif à la Polynésie française et à la Nouvelle-Calédonie [26 mai 1999]

Déclaration du Gouvernement n° 1679 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo [8 juin 1999]

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget sur le débat d'orientation budgétaire [17 juin 1999]

Déclaration du Gouvernement n° 1733 présentée par M. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur sur l'organisation mondiale du commerce [23 juin 1999]

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail [28 juillet 1999]

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000 [15 septembre 1999]

Projet de loi n° 1809 modifiant le code général des collectivités territoriales et relatif à la prise en compte du recensement général de population de 1999 pour la répartition des dotations de l'Etat aux collectivités locales [22 septembre 1999]

Projet de loi n° 1821 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives [29 septembre 1999]

Projet de loi n° 1822 portant règlement définitif du budget de 1998 [29 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jean-Marc Ayrault. Politique économique. Marchés financiers. Crises, lutte et prévention [6 octobre 1998] (p. 5951)

M. Didier Quentin. Parlement. Questions au Gouvernement. Réponses ministérielles, qualité [7 octobre 1998] (p. 6036)

M. Robert Hue. Relations internationales. Commerce international. AMI, négociations [14 octobre 1998] (p. 6578)

M. François Loncle. Union européenne. Conseil européen. Sommet de Pörtlach [27 octobre 1998] (p. 7390)

M. Pierre Lequiller. Etrangers. Sans-papiers. Régularisation [17 novembre 1998] (p. 9100)

M. Valéry Giscard d'Estaing. Union européenne. Euro. Taux de conversion [25 novembre 1998] (p. 9493)

M. Renaud Muselier. Audiovisuel et communication. Secteur public. Projet de loi [2 décembre 1998] (p. 9893)

M. Jean Espilondo. Politique extérieure. Allemagne. Sommet de Postdam [2 décembre 1998] (p. 9890)

M. José Rossi. Femmes. Egalité des sexes. Fonctions électives, projet de loi constitutionnelle [9 décembre 1998] (p. 10234)

M. Georges Sarre. Politique extérieure. Irak. Attitude de la France [22 décembre 1998] (p. 11007)

M. Pierre Lellouche. Industrie. Construction aéronautique. Groupements européens [20 janvier 1999] (p. 123)

M. Michel Herbillon. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Perspectives [26 janvier 1999] (p. 369)

M. Pierre Albertini. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Financement [2 février 1999] (p. 702)

M. Joseph Parrenin. Ordre public. Manifestations. Manifestation d'agriculteurs, ministère de l'environnement, violences et dégradations [9 février 1999] (p. 1077)

Mme Michèle Alliot-Marie. Femmes. Egalité professionnelle. Fonction publique de l'Etat [16 février 1999] (p. 1439)

M. Alain Barrau. Politiques communautaires. Bilan. Agenda 2000, négociations [2 mars 1999] (p. 1861)

M. Robert Gaïa. Traités et conventions. Convention sur les armes inhumaines. Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel, création [3 mars 1999] (p. 1965)

M. Pascal Clément. Elections et référendums. Elections législatives. Modes de scrutin [10 mars 1999] (p. 2219)

M. Jean-Marc Ayraut. Union européenne. Commission. Démission, conséquences [16 mars 1999] (p. 2411)

M. François Léotard. Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [23 mars 1999] (p. 2715)

M. André Lajoinie. Politique extérieure. Kosovo. Intervention militaire de l'OTAN, participation de la France [30 mars 1999] (p. 3017)

Mme Béatrice Marre. Union européenne. Conseil européen. Berlin, bilan [30 mars 1999] (p. 3021)

Mme Marie-Hélène Aubert. Politique extérieure. Kosovo. Intervention militaire de l'OTAN, participation de la France [31 mars 1999] (p. 3096)

M. Jean Pontier. Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [6 avril 1999] (p. 3287)

M. Renaud Donnedieu de Vabres. Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [6 avril 1999] (p. 3286)

M. Jack Lang. Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [6 avril 1999] (p. 3285)

M. Denis Jacquat. Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [6 avril 1999] (p. 3286)

M. René André. Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [6 avril 1999] (p. 3286)

M. Alain Bocquet. Politique extérieure. Kosovo. Intervention militaire de l'OTAN, attitude de la France [6 avril 1999] (p. 3287)

M. Jean-François Mattei. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [13 avril 1999] (p. 3584)

M. Georges Sarre. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [13 avril 1999] (p. 3581)

M. Pierre Lellouche. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [13 avril 1999] (p. 3581)

M. Jacques Brunhes. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [13 avril 1999] (p. 3582)

M. Jean-Marc Ayraut. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [13 avril 1999] (p. 3583)

M. François Léotard. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [13 avril 1999] (p. 3579)

M. José Rossi. Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [28 avril 1999] (p. 3693)

M. Patrick Devedjian. Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [4 mai 1999] (p. 3945)

M. Michel Vaxès. Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [4 mai 1999] (p. 3936)

M. Philippe Douste-Blazy. Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [4 mai 1999] (p. 3937)

Mme Muguette Jacquaint. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire diplomatique et humanitaire [5 mai 1999] (p. 4072)

M. Bernard Roman. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [11 mai 1999] (p. 4304)

M. Hervé de Charette. Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [11 mai 1999] (p. 4307)

Mme Martine David. Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israélo-palestinien, attitude de la France [18 mai 1999] (p. 4496)

M. Gérard Fuchs. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [1^{er} juin 1999] (p. 5179)

M. Jean-Yves Le Drian. Culture. Langues et cultures régionales. Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [23 juin 1999] (p. 6364)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1500 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo

[26 mars 1999] (p. 2969)

Son intervention (p. 2969)

Sa réponse (p. 2984)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 2970, 2986)

Organisations internationales : Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) (p. 2969, 2971, 2986)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2970, 2985, 2986)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 2970, 2971, 2985, 2986)

Pays étrangers : Albanie (p. 2971)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 2969 à 2971)

Politique extérieure : coopération militaire : force multinationale (p. 2969, 2971, 2985, 2986)

Déclaration du Gouvernement n° 1542 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo

[27 avril 1999] (p. 3621)

Son intervention (p. 3621)

Sa réponse (p. 3642)

Thèmes :

Défense : opérations extérieures : contrôle parlementaire (p. 3644, 3646, 3647)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 3621 à 3624, 3642, 3645)

Etrangers : réfugiés : accueil par des particuliers (p. 3623, 3643, 3645)

Organisations internationales : Cour pénale internationale (p. 3645, 3646)

Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 3623)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3621 à 3623, 3642, 3644, 3645)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3622 à 3624, 3643, 3647)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 3622)

Pays étrangers : Albanie (p. 3622, 3623)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 3621, 3642 à 3644)

Pays étrangers : Russie : médiation (p. 3642, 3646)

Politiques communautaires : aides communautaires (p. 3623)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3624, 3645, 3647)

Union européenne : élargissement (p. 3647)

Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Philippe Douste-Blazy, M. Jean-Louis Debré, M. José Rossi et quatre-vingt-trois membres de l'Assemblée

[25 mai 1999] (p. 4819)

Sa réponse (p. 4841)

Thèmes :

Audiovisuel et communication (p. 4846)

Etat : réforme (p. 4845)

Justice : réforme (p. 4845)

Organisations internationales : Cour pénale internationale (p. 4845)

Parlement : prérogatives (p. 4841)

Partis et mouvements politiques : opposition : Corse (p. 4845)

Politique économique (p. 4845)

Régions : Corse : délinquance et criminalité (p. 4844)

Régions : Corse : fonctionnaires et agents publics (p. 4842)

Régions : Corse : gendarmerie (p. 4842)

Régions : Corse : Gouvernement (p. 4841 à 4844)

Régions : Corse : préfets (p. 4841)

Régions : Corse : statuts (p. 4844)

Travail : droit du travail (p. 4846)

Déclaration du Gouvernement n° 1679 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo

[8 juin 1999] (p. 5477)

Son intervention (p. 5477)

Sa réponse (p. 5496)

Thèmes :

Défense : opérations extérieures : contrôle parlementaire (p. 5477, 5497)

Etrangers : réfugiés : accueil par des particuliers (p. 5478)

Organisations internationales : Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) (p. 5479)

Organisations internationales : Cour pénale internationale (p. 5499)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 5477, 5478, 5480, 5499)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 5477 à 5480, 5497, 5498)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 5498)

Organisations internationales : Union de l'Europe occidentale (UEO) (p. 5480)

Pays étrangers : Albanie (p. 5478, 5479)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 5477 à 5480, 5496 à 5499)

Pays étrangers : Russie : médiation (p. 5478, 5480, 5497)

Politiques communautaires : aides communautaires (p. 5498)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 5498)

Union européenne : Conseil européen (p. 5479)

Union européenne : élargissement (p. 5498)

Charles JOSSELIN

Ministre délégué à la coopération et à la francophonie

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

*RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT
DE*

- Mme Odette Trupin. Ministères et secrétariats d'Etat. Coopération : budget. Crédits, francophonie [13 octobre 1998] (p. 6472)
- Mme Muguette Jacquaint. Politique extérieure. Bangladesh. Droits des femmes [28 octobre 1998] (p. 7518)
- M. Louis Mermaz. Politique extérieure. Soudan. Aide alimentaire [18 novembre 1998] (p. 9156)
- M. Élie Hoarau. Politique extérieure. Comores. Aide humanitaire [2 décembre 1998] (p. 9892)
- M. Gérard Charasse. Politique extérieure. Congo. Situation politique, attitude de la France [3 mars 1999] (p. 1971)
- M. Bernard Deflesselles. Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [30 mars 1999] (p. 3024)
- M. Michel Voisin. Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [30 mars 1999] (p. 3019)
- M. Alain Madelin. Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [7 avril 1999] (p. 3363)
- M. Serge Blisko. Etrangers. Kosovars. Accueil en France [28 avril 1999] (p. 3696)
- M. Noël Mamère. Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [4 mai 1999] (p. 3943)
- Mme Yvette Benayoun-Nakache. Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [20 mai 1999] (p. 4930)
- M. Alfred Marie-Jeanne. DOM. Antilles-Guyane : politique extérieure. Association des Etats de la Caraïbe, attitude de la France [1^{er} juin 1999] (p. 5186)
- M. René Mangin. Politique extérieure. Yougoslavie et pays limitrophes. Aides à la reconstruction [23 juin 1999] (p. 6363)

*RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT
DE*

- M. Patrick Delnatte. Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel, académie de Lille [30 mars 1999] (p. 3012)
- M. Jean-Jacques Denis. Politique extérieure. Congo. Attitude de la France [30 mars 1999] (p. 3011)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

COOPÉRATION

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7852)

Son intervention (p. 7870)

Sa réponse (p. 7878)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits (p. 7870, 7871, 7877)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 7874)

Politique extérieure : coopération culturelle (p. 7873, 7876)

Politique extérieure : coopération économique (p. 7873, 7874)

Politique extérieure : coopération scientifique et technique (p. 7875)

Politique extérieure : Fonds d'aide et de coopération (FAC) (p. 7872)

Politique extérieure : zone franc (p. 7874)

Politiques communautaires : conventions de Lomé (p. 7872)

Politiques communautaires : territoires d'outre-mer : aides (p. 7875)

Réponses aux questions :

Politiques communautaires : aides communautaires (p. 7878) (M. Pierre Lequiller) (p. 7878)

Projet de loi n° 1564 autorisant la ratification de la convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, faite à Paris le 17 décembre 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4573)

Son intervention (p. 4573)

Sa réponse (p. 4581)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance financière : coopération judiciaire (p. 4574, 4575)

Organisations internationales : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (p. 4574, 4575)

Politiques communautaires : commerce extra-communautaire : corruption (p. 4574, 4575)

Politiques communautaires : conventions de Lomé (p. 4581)

Politiques communautaires : fraude : fonctionnaires et agents publics (p. 4574, 4575)

Union européenne : Cour de justice (p. 4574)

Didier JULIA

*Seine-et-Marne (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1389 relative aux conditions de versement de l'allocation de vétérance aux sapeurs-pompiers volontaires [16 février 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS*

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son exception d'irrecevabilité (p. 10505) : rejetée (p. 10515)

Thèmes :

Constitution (p. 10507)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 10506, 10508)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : femmes (p. 10507)

Elections et référendums : modes de scrutin : représentation proportionnelle (p. 10506)

Etat : Gouvernement : politique générale (p. 10508, 10509)

Femmes : égalité des sexes : Union européenne (p. 10508)

Femmes : parité : histoire (p. 10505)

Femmes : parité : partis et mouvements politiques (p. 10509, 10510)

Partis et mouvements politiques : financement public : femmes (p. 10509)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 10507)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1462)

Son intervention (p. 1464)

Armand JUNG

*Bas-Rhin (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseaux de transport public de voyageurs [J.O. du 9 avril 1999] (p. 5281)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 558, posée le 18 janvier 1999. Jeunes. Office franco-allemand pour la jeunesse (J.O. Questions p. 233). Appelée le 19 janvier 1999. Financement (p. 5)

n° 841, posée le 31 mai 1999. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes (J.O. Questions p. 3203). Appelée le 1^{er} juin 1999. Violences urbaines, lutte et prévention, Strasbourg (p. 5162)

DÉBATS

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10379, 10395)

Son intervention (p. 10404)

Thèmes :

Sécurité routière : cyclistes (p. 10404, 10405)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 10404)

Sécurité routière : piétons (p. 10404)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2461)

Son intervention (p. 2474)

Thèmes :

Sécurité routière : circulation routière : coût (p. 2474, 2475)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 2474)

Sécurité routière : statistiques (p. 2474)

Sécurité routière : vélos (p. 2474)

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2477)

Article 14 supprimé par le Sénat (marquage des véhicules à deux roues non motorisés)

Soutient l'amendement n° 18 corrigé de M. René Mangin (marquage des vélos à compter du 1er janvier 2000) : adopté (p. 2485)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mars 1999] (p. 2303)

Article 7 (l'obligation de centralisation des fonds collectés sur le livret A)

Son intervention (p. 2248)

Projet de loi n° 873 relatif aux enquêtes techniques sur les accidents et les incidents dans l'aviation civile

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 mars 1999] (p. 2454)

Son intervention (p. 2457)

Thème :

Transports aériens : accidents : enquêtes publiques (p. 2457, 2458)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4370)

Son intervention (p. 4386)

Thème :

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 4386)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6059)

Son intervention (p. 6074)

Thèmes :

Sports : associations et clubs : bourses de valeurs (p. 6075)

Sports : politique du sport : concurrence (p. 6074)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

LECTURE DÉFINITIVE

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6709)

Intervient sur l'amendement n° 30 du Gouvernement (quota spécifique en Alsace-Moselle) (p. 6739)

Alain JUPPÉ

*Gironde (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

K**Jean-Noël KERDRAON***Finistère (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONMembre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE***QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 858, posée le 7 juin 1999. Défense. Arsenaux (J.O. Questions p. 3355). Appelée le 8 juin 1999. Direction des constructions navales (DCN), emploi et activité, Brest (p. 5460)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)*Procédure des questions :*

Défense : Direction des chantiers navals (p. 8296)

Aimé KERGUERIS*Morbihan (2^{ème} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONSMembre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765, 8807)

Son intervention (p. 8782)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 8782, 8783)

Agriculture : crédits (p. 8782)

Agriculture : installation (p. 8782, 8783)

Agriculture : offices d'intervention (p. 8783)

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs : produits de la mer (p. 8783)

Enseignement agricole (p. 8782)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8782)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8782)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 8783)

Bertrand KERN*Seine-Saint-Denis (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur la gestion de la

Caisse Autonome de Retraite des Médecins Français (n° 1338) [10 mars 1999]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 1338) de M. Bernard Accoyer tendant à créer une commission d'enquête sur la gestion de la caisse autonome de retraite des médecins français [24 mars 1999] (n° 1484)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Formation professionnelle. Stages. Contrôle [2 juin 1999] (p. 5286)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 604, posée le 1^{er} février 1999. Fonction publique territoriale. Rémunérations (J.O. Questions p. 513). Appelée le 2 février 1999. Protocole d'accord Durafour, application (p. 687)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7361, 7399, 7430) ; [28 octobre 1998] (p. 7470)

Son intervention (p. 7461)

Thèmes :

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 7461, 7462)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 7461, 7462)

Christian KERT

*Bouches-du-Rhône (11^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de moins de cinquante ans [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur les techniques de prévision et de prévention des risques naturels en France [12 avril 1999] (n° 1540)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Audiovisuel et communication. Secteur public. Projet de loi [2 décembre 1998] (p. 9887)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 628, posée le 15 février 1999. Presse et livres. Presse (J.O. Questions p. 839). Suppléé par M. Henry Jean-Baptiste. Appelée le 16 février 1999. Diffusion, gares SNCF (p. 1412)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Déplore la façon hâchée et discontinuée dont se déroule le débat qui empêche l'opposition de travailler de façon normale et demande une suspension de séance pour que son groupe puisse prendre position sur l'amendement n° 647 [25 mai 1999] (p. 4880)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)

Procédure des questions :

Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire (p. 8860, 8861)

COMMUNICATION

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8909)

Son intervention (p. 8916)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : Arte : La Cinquième (p. 8916, 8917)

DOM-TOM : Radio France outre-mer (RFO) (p. 8918)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8917)

Procédure des questions :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : dopage (p. 8926)

Proposition de loi n° 1032 tendant à renforcer le contrôle de l'obligation scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10321)

Son intervention (p. 10327)

Thèmes :

Associations : sectes (p. 10327, 10328)

Enfants : droits de l'enfant (p. 10327, 10328)

Enseignement : enseignement par correspondance (p. 10327)

Enseignement : obligation scolaire (p. 10327)

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10331)

Son intervention (p. 10340)

Thèmes :

Formation professionnelle : formation continue (p. 10341)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 10340)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 10342)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Après l'article 16

Reprend l'amendement n° 28 de M. Gérard Bapt (confirmation de la suspension des poursuites et de la non-intégration des effacements et remises en bénéfices fiscaux pour les rapatriés pouvant bénéficier des dispositions de l'article 44 de la loi de finances rectificative du 30 décembre 1986) : rejeté (p. 10995)

Reprend l'amendement n° 25 de M. Gérard Bapt (aménagement du dispositif de suspension des poursuites à l'encontre des rapatriés réinstallés dans des professions non salariées) : adopté (p. 10995)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1559)

Son intervention (p. 1584)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1584, 1585)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1585)

Secteur public : services publics : électricité (p. 1585)

Projet de loi n° 207 portant modification de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles

TROISIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 mars 1999] (p. 2146)

Son intervention (p. 2150)

Thèmes :

Arts et spectacles : entrepreneurs de spectacles (p. 2150)

Arts et spectacles : entrepreneurs de spectacles : droit du travail (p. 2150)

Arts et spectacles : intermittents (p. 2150)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 2150)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501, 4532) ; [19 mai 1999] (p. 4596)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 4520)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 4535)

Son intervention (p. 4536)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4538, 4539)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4537, 4538)

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 4537)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4520, 4521)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4535 à 4537)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4536, 4537)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 4536 à 4538)

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852) ; [26 mai 1999] (p. 4974, 4987) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 213 (introduction de la notion de "support de communication audiovisuelle") : rejeté (p. 4610)

Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son amendement n° 215 (introduction de la notion de "dignité humaine") : rejeté (p. 4620)

Son amendement n° 217 (restrictions visant les scènes de violence et de pornographie) : rejeté (p. 4621)

Son amendement n° 219 (modalités d'avertissement des émissions de nature à heurter certaines sensibilités) : rejeté (p. 4621)

Son amendement n° 216 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (règles relatives à la reconstitution de faits vécus) : rejeté (p. 4621)

Son amendement n° 214 (notions d'éthique télévisuelle et restrictions en matière de vulgarité) : rejeté (p. 4622)

Son amendement n° 218 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (vocation des sociétés nationales de programme de télévision) (p. 4622) : rejeté (p. 4623)

Son amendement n° 250 (caractéristiques de l'offre diversifiée de programme) : rejeté (p. 4623)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son intervention (p. 4633)

Son amendement n° 228 (champ de responsabilités des directeurs généraux des chaînes en matière de programmes) : rejeté (p. 4660)

Son amendement n° 224 corrigé (mise en valeur des créations de production télévisuelles originales) : rejeté (p. 4662)

Son amendement n° 223 soutenu par M. Renaud Muselier (liberté de mise en place des grilles horaires) : adopté (p. 4664)

Son amendement n° 221 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 4698)

Son amendement n° 68 soutenu par M. Rudy Salles (gratuité des programmes de RFO pour France-Télévision) : adopté après modifications (p. 4702)

Son amendement n° 225 (patrimoine et création artistique dans le domaine musical) : rejeté (p. 4704)

Article 3 (article 45 de la loi du 30 septembre 1986 : constitution et missions de la Société La Cinquième-ARTE)

Son intervention (p. 4709)

Son amendement n° 229 soutenu par M. Rudy Salles (ouverture de la chaîne aux DOM-TOM) : rejeté (p. 4712)

Son amendement n° 230 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (maintien de la banque publique de programmes et de services) (p. 4713) : rejeté (p. 4714)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Article 47 de la loi du 30 septembre 1986 : capital des sociétés publiques

Son amendement n° 231 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (ouverture du capital de France Télévision) : rejeté (p. 4722)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Son amendement n° 242 soutenu par M. Rudy Salles (tâches et fonctions des directeurs généraux) : rejeté (p. 4734)

Son amendement n° 239 (nombre des membres du conseil d'administration porté à neuf) : rejeté (p. 4734)

Son amendement n° 240 soutenu par M. Rudy Salles (nomination des administrateurs) : rejeté (p. 4736)

Article 47-2 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de RFO, Radio France et RFI

Son amendement n° 509 soutenu par M. Rudy Salles (choix des administrateurs en fonction de leur compétence en matière audiovisuelle) : rejeté (p. 4743)

Après l'article 4

Son sous-amendement n° 596 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (conventions de reprise et de diffusion des programmes) à l'amendement n° 80 de la commission (exclusivité commerciale de diffusion) (p. 4749) : rejeté (p. 4750)

Article 5 (article 49 de la loi du 30 septembre 1986 : Institut national de l'audiovisuel (INA))

Son amendement n° 244 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (structure et missions de l'INA) (p. 4752) : rejeté (p. 4753)

Article 6 (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des sociétés du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son amendement n° 259 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (contrats d'objectifs entre l'Etat, France 2, France 3 et La Cinquième-Arte) : rejeté (p. 4761)

Son amendement n° 261 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (contrats d'objectifs et de moyens : durée) : rejeté (p. 4761)

Son amendement n° 260 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (examen préalable des projets par le conseil d'administration de France Télévision) : rejeté (p. 4765)

Son amendement n° 264 soutenu par M. Noël Mamère (instauration d'une commission consultative indépendante sur le financement des missions de service public) (p. 4767) : rejeté (p. 4770)

Son sous-amendement n° 258 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (ressources destinées à financer de nouveaux programmes) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (exonérations de la redevance et publicité) : rejeté (p. 4774)

Son sous-amendement n° 599 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (renvoi de l'encadrement des programmes au conseil d'administration) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4777) : adopté (p. 4778)

Après l'article 6

Son amendement n° 263 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (institution d'une commission consultative du financement du secteur public) (p. 4853) : rejeté (p. 4865)

Article 7 (articles 18, 24, 26, 34-1, 46, 48, 48-2, 48-3, 48-9, 48-10, 51, 56, 62, 73 de la loi du 30 septembre 1986, article L. 4433-28 du code général des collectivités territoriales et annexe II de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 : coordination)

Son amendement n° 252 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (de coordination) : rejeté (p. 4856)

Intervient sur l'amendement n° 436 rectifié de M. Patrick Bloche (déplacement de la programmation des émissions religieuses) (p. 4857)

Son amendement n° 262 rectifié (répartition de la programmation des émissions religieuses) : rejeté (p. 4858)

Intervient sur l'amendement n° 571 de M. Noël Mamère (répartition de la programmation des émissions religieuses) (p. 4858)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 463 de M. Laurent Dominati (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 143 corrigé précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 361 précédemment réservé de M. Olivier de Chazeaux (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 502 précédemment réservé de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 359 précédemment réservé de M. Olivier de Chazeaux (suppression du monopole de TDF en ce qui concerne le numérique) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 570 précédemment réservé de M. Noël Mamère (suppression du monopole de TDF en ce qui concerne le numérique) (p. 4861)

Son amendement n° 251 précédemment réservé (suppression du monopole de TDF) : rejeté (p. 4861)

Article 9 (article 15 de la loi du 30 septembre 1986 : protection des mineurs vis-à-vis de programmes ou de messages susceptibles de nuire à leur épanouissement et respect de la dignité de la personne)

Son intervention (p. 4868)

Son amendement n° 253 (protection des mineurs contre les programmes comportant des scènes de pornographie ou de violence gratuite) : rejeté (p. 4870)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 396 de M. Laurent Dominati (de coordination) : rejeté (p. 4873)

Après l'article 10

Son rappel au règlement (cf. supra) [25 mai 1999] (p. 4880)

Article 16 (article 29 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs des dossiers de candidature et critères retenus par le CSA pour les autorisations des fréquences radiophoniques)

Son amendement n° 203 (notion d'accès du public à l'information politique et générale) : rejeté (p. 4979)

Article 19 (article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 : intervention du Conseil de la concurrence et du CSA en matière de pratiques anticoncurrentielles et d'opérations de concentration dans le secteur de la communication audiovisuelle)

Son sous-amendement n° 211 (de précision) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (saisine du Conseil de la concurrence) : rejeté (p. 4995)

Son amendement n° 204 (de précision) : rejeté (p. 4995)

Intervient sur l'amendement n° 577 de M. Noël Mamère (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) (p. 4997)

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. Olivier de Chazeaux (acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) (p. 4998)

Intervient sur l'amendement n° 407 de M. Renaud Muselier (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) (p. 4998)

Soutient l'amendement n° 205 de M. Édouard Landrain (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) : rejeté (p. 4998)

Article 20 (article 27 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne terrestre)

Son amendement n° 507 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (prévision d'obligations particulières) (p. 5004) : rejeté (p. 5005)

Article 21 (article 28 de loi du 30 septembre 1986 : quotas d'œuvres musicales d'expression francophone)

Intervient sur l'amendement n° 423 de M. Christian Cuvilliez (proportion d'œuvres musicales d'expression française) (p. 5009)

Intervient sur l'amendement n° 539 de M. Renaud Muselier (proportion d'œuvres musicales d'expression française) (p. 5009)

Article 25 (article 33-4 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : définition du distributeur de services)

Son amendement n° 206 (contribution des distributeurs de service aux œuvres de langue française) : rejeté (p. 5026)

Intervient sur l'amendement n° 364 de M. Olivier de Chazeaux (contribution des distributeurs de service aux œuvres de langue française) (p. 5026)

Intervient sur l'amendement n° 411 de M. Renaud Muselier (contribution des distributeurs de service aux œuvres de langue française) (p. 5026)

Intervient sur l'amendement n° 580 de M. Noël Mamère (contribution des distributeurs de service aux œuvres de langue française) (p. 5027)

Article 26 (article 34 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services par câble)

Soutient l'amendement n° 119 de la commission (réseaux de diffusion micro-ondes sur le territoire de la Polynésie française) : adopté (p. 5027)

Soutient l'amendement n° 120 de la commission (critères d'intérêt public) : adopté (p. 5029)

Article 27 (article 34-2 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services diffusés par satellite)

Son amendement n° 208 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (notions de modalités de commercialisation) : rejeté (p. 5066)

Son amendement n° 207 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (de précision) : rejeté (p. 5066)

Soutient l'amendement n° 122 de la commission (pouvoirs d'opposition du CSA) : adopté (p. 5068)

Article 28 (articles 42, 42-1, 42-2 et 42-4 de la loi du 30 septembre 1986 : pouvoirs de sanction du CSA)

Soutient l'amendement n° 541 de M. Laurent Dominati (cas de retrait de l'autorisation) : rejeté (p. 5072)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 568 précédemment réservé de M. Patrick Bloche (responsabilité des intermédiaires techniques) (p. 5077)

Intervient sur l'amendement n° 322 corrigé précédemment réservé de M. Olivier de Chazeaux (p. 5077)

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. Patrice Martin-Lalande (responsabilité des intermédiaires techniques) (p. 5077)

Soutient l'amendement n° 209 de M. Pierre Albertini : devenu sans objet (p. 5077)

Soutient l'amendement n° 517 de M. Patrice Martin-Lalande (taux de TVA applicables aux CD-Rom) : rejeté (p. 5078)

Article 4 précédemment réservé (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-ARTE)

Intervient sur le sous-amendement n° 450 de M. Renaud Muselier (rédactionnel) à l'amendement n° 79 de la commission (nomination des présidents des conseils d'administration) (p. 5080)

Après l'article 10

Intervient sur le sous-amendement n° 666 de M. Olivier de Chazeaux (de simplification) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (simplification de l'utilisation des décodeurs) (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 667 de M. Olivier de Chazeaux (rédactionnel) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 652 de M. Laurent Dominati (définition des exploitants de système d'accès sous condition) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 659 de M. Laurent Dominati (droits et devoirs des intermédiaires) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 668 de M. Olivier de Chazeaux (de précision) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 669 de M. Olivier de Chazeaux (de simplification) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Son sous-amendement n° 662 (obligations des exploitants) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement : rejeté (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 670 de M. Olivier de Chazeaux (de précision) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 655 de M. Olivier de Chazeaux (de simplification) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Après l'article 29

Intervient sur le sous-amendement n° 672 du Gouvernement (suppression des dispositions concernant le numérique hertzien en faveur d'un régime général) à l'amendement n° 618 de la commission (encadrement des pouvoirs du CSA) (p. 5086)

Intervient sur le sous-amendement n° 673 du Gouvernement (de conséquence) à l'amendement n° 618 de la commission (p. 5086)

Article 30 (articles 10, 12, 24, 33-1, 33-3, 43, 70 et 78-1 de la loi du 30 septembre 1986, articles 4 et 5 de la loi n° 96-299 du 10 avril 1996 relative aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information : coordination)

Son amendement n° 257 (développement des télévisions de proximité) : rejeté (p. 5087)

Son amendement n° 663 (suppression de dispositions obsolètes sur la publication de sondages d'opinion) : rejeté (p. 5088)

Après l'article 30

Son amendement n° 210 : devenu sans objet (p. 5089)

Ses explications de vote (p. 5092)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 5093)

Jacques KOSSOWSKI

*Hauts-de-Seine (3^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe du Rassemblement pour la République*

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur de la proposition de loi relative à l'actionnariat des salariés (n° 1513) [5 mai 1999]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1347 tendant à ramener l'âge de la majorité pénale à seize ans et modifiant l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945, relative à l'enfance délinquante [27 janvier 1999]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 1513) de M. Edouard Balladur relative à l'actionnariat des salariés [12 mai 1999] (n° 1591)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports. Transports de voyageurs. Grève, service minimum [28 octobre 1998] (p. 7510)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 566, posée le 18 janvier 1999. Communes. Personnel (J.O. Questions p. 235). Appelée le 19 janvier 1999. Associations locales assurant une mission de service public, statut (p. 16)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8399)

Son intervention (p. 8405)

Thèmes :

Communes : maires (p. 8406)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 8405)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 8406)

Enfants (p. 8406)

Famille : politique familiale (p. 8405, 8406)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 734 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8470)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 737 (conclusion du PACS par plusieurs personnes physiques) : rejeté (p. 8508)

Son amendement n° 735 (conclusion du PACS par deux personnes de sexe différent) : rejeté (p. 8518)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son amendement n° 738 (de suppression) : rejeté (p. 9989)

Article 7 (prise en compte du pacte civil de solidarité dans l'examen d'une demande de naturalisation)

Son amendement n° 739 soutenu par M. Yves Fromion (de suppression) (p. 10000) : adopté (p. 10001)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 57 (article L. 2531-13 du code général des collectivités territoriales - fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France)

Son intervention (p. 1366)

Son amendement n° 276 (de suppression) : rejeté (p. 1371)

Proposition de loi n° 1513 relative à l'actionnariat des salariés

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4673)

Son intervention (p. 4673)

Son intervention (p. 4687)

Thèmes :

Entreprises : intéressement et participation (p. 4673, 4674)

Impôt sur le revenu : stock options (p. 4673, 4688)

Secteur public : privatisations (p. 4673, 4674)

Sociétés : actionnaires : salariés (p. 4673, 4674, 4687, 4688)

Bernard KOUCHNER

Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale

Est nommé Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale. Décret du 17 novembre 1998 [J.O. du 18 novembre 1998] (p. 17360)

Fin de ses fonctions au Gouvernement (voir indications préliminaires) [8 juillet 1999] (p. 10102)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

M. Alain Calmat. Santé. Hépatite B. Vaccination, campagne, suspension [7 octobre 1998] (p. 6041)

M. Bernard Charles. Mort. Euthanasie. Législation [7 octobre 1998] (p. 6039)

M. Bernard Accoyer. Santé. Hépatite B. Vaccination, campagne, suspension [7 octobre 1998] (p. 6037)

M. Maurice Adevah-Poeuf. Etablissements de santé. Carte sanitaire. Maternités [13 octobre 1998] (p. 6469)

M. Jean Rigal. Etablissements de santé. Sécurité sanitaire. Perspectives [13 octobre 1998] (p. 6465)

M. Léonce Deprez. Fonction publique hospitalière. Durée du travail. Réglementation [4 novembre 1998] (p. 8038)

M. Jean-Claude Lemoine. Assurance maladie maternité : généralités. Conventions avec les praticiens. Médecins spécialistes [17 novembre 1998] (p. 9105)

M. Jean Proriot. Etablissements de santé. Carte sanitaire. Maternités, Brioude [18 novembre 1998] (p. 9160)

M. Jean-Michel Dubernard. Etablissements de santé. Personnel. Revendications [18 novembre 1998] (p. 9159)

M. Francis Hammel. Handicapés. Intégration en milieu scolaire. Perspectives [18 novembre 1998] (p. 9156)

M. Nicolas Dupont-Aignan. Drogue. Cannabis. Consommation, légalisation [25 novembre 1998] (p. 9497)

Mme Odette Trupin. Fonction publique hospitalière. Praticiens hospitaliers. Statut [25 novembre 1998] (p. 9501)

M. Patrick Malavieille. Santé. Sida. Lutte et prévention [1^{er} décembre 1998] (p. 9747)

M. Jean-Michel Marchand. Politique sociale. RMI. Extension aux jeunes [1^{er} décembre 1998] (p. 9751)

M. Rudy Salles. Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés. Harkis [1^{er} décembre 1998] (p. 9751)

M. Jean-Marc Nudant. Drogue. Cannabis. Consommation, légalisation [1^{er} décembre 1998] (p. 9749)

M. Philippe Nauche. Santé. Sida. Lutte et prévention [1^{er} décembre 1998] (p. 9745)

M. Jacques Masdeu-Arus. Professions de santé. Infirmiers libéraux. Exercice de la profession, établissements d'accueil pour personnes âgées [1^{er} décembre 1998] (p. 9750)

M. Jean Auclair. Santé. Alcoolisme. Loi n° 91-32 du 10 janvier 1991, application, conséquences, associations [15 décembre 1998] (p. 10479)

Mme Jacqueline Fraysse. Santé. Accès aux soins. Maîtrise des dépenses de santé, conséquences [16 décembre 1998] (p. 10571)

Mme Huguette Bello. DOM. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion, minima sociaux [16 décembre 1998] (p. 10566)

M. Jean-Luc Prél. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, médecins, sanctions [22 décembre 1998] (p. 11016)

Mme Nicole Bricq. Etablissements de santé. Hôpitaux. Restructuration, Ile-de-France [22 décembre 1998] (p. 11013)

M. Jean-Paul Bacquet. Enseignement supérieur. Professions de santé. Etudiants en chirurgie dentaire, statut [27 janvier 1999] (p. 459)

M. Philippe Nauche. Santé. Politique de la santé. Etats généraux, bilan et perspectives [10 février 1999] (p. 1166)

M. Albert Facon. Santé. Saturnisme. Lutte et prévention [10 février 1999] (p. 1164)

M. Roger-Gérard Schwartzberg. Santé. Maladies. Soins palliatifs, euthanasie [17 février 1999] (p. 1552)

M. Yves Fromion. Santé. Politique de la santé. Classification des drogues [3 mars 1999] (p. 1969)

M. Jean-Michel Dubernard. Etablissements de santé. Etablissements publics. Personnel, revendications [9 mars 1999] (p. 2145)

M. André Angot. Commerce extérieur. Commerce intracommunautaire. Viande bovine, importations britanniques, autorisation [9 mars 1999] (p. 2144)

M. Victor Brial. TOM et collectivités territoriales d'outre-mer. Wallis-et-Futuna : politique sociale. Personnes âgées et handicapés, allocations et ressources [31 mars 1999] (p. 3100)

Mme Yvette Benayoun-Nakache. Bioéthique. Génétique. Réglementation [7 avril 1999] (p. 3367)

M. Gérard Charasse. Assurance maladie maternité : prestations. Frais de cure. Remboursement [4 mai 1999] (p. 3942)

M. François Liberti. Assurance maladie maternité : prestations. Frais de cure. Remboursement [11 mai 1999] (p. 4311)

Mme Huguette Bello. DOM. Politique sociale. Revenu minimum d'insertion (RMI), montant [18 mai 1999] (p. 4492)

M. Jean-Luc Prél. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [25 mai 1999] (p. 4811)

M. Jean-Pierre Dupont. Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. Allocations, montant, établissements, capacités d'accueil [25 mai 1999] (p. 4818)

Mme Danielle Bousquet. Enseignement supérieur. Professions de santé. Programmes, médecins, gynécologie médicale, maintien [25 mai 1999] (p. 4814)

M. Philippe Nauche. Etablissements de santé. Services d'urgence. Réforme [26 mai 1999] (p. 4931)

M. Patrick Leroy. Etablissements de santé. Services d'urgence. Effectifs de personnel, médecins urgentistes [1^{er} juin 1999] (p. 5185)

M. Jean-François Mattei. Consommation. Sécurité des produits. Produits alimentaires [1^{er} juin 1999] (p. 5184)

M. Alfred Recours. Sécurité sociale. Equilibre financier. Bilan et perspectives [1^{er} juin 1999] (p. 5180)

Mme Jacqueline Fraysse. Consommation. Sécurité des produits. Produits alimentaires [9 juin 1999] (p. 5607)

Mme Christine Boutin. Santé. Soins et maintien à domicile. Perspectives [15 juin 1999] (p. 5822)

M. Bernard Outin. Etablissements de santé. Carte sanitaire. Rhône Alpes [16 juin 1999] (p. 5939)

M. François Patriat. Santé. Politique de la santé. Classification des drogues [16 juin 1999] (p. 5941)

M. Jean-Luc Prél. Personnes âgées. Dépendance. Etablissements d'accueil, financement [22 juin 1999] (p. 6268)

M. Bernard Charles. Santé. Protection. Sécurité sanitaire [30 juin 1999] (p. 6692)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont. Postes. La Poste. Restructuration, conséquences, Haute-Vienne [24 novembre 1998] (p. 9403)

M. Jean Pontier. Professions sociales. Aides à domicile. Financement [24 novembre 1998] (p. 9400)

- M. Michel Vaxès. Justice. Conseils de prud'hommes. Fonctionnement, Martigues [24 novembre 1998] (p. 9399)
- Mme Geneviève Perrin-Gaillard. Mort. Suicide. Lutte et prévention [24 novembre 1998] (p. 9402)
- M. Bernard Accoyer. Assurance maladie maternité : généralités. Conventions avec les praticiens. Radiologues, nomenclature des actes [1^{er} décembre 1998] (p. 9720)
- M. Jean-Claude Perez. Emploi. Chômage. Lutte et prévention, bassin d'emploi de Carcassonne [1^{er} décembre 1998] (p. 9722)
- Mme Véronique Neiertz. Enseignement supérieur. Professions de santé. Programmes, médecins, gynécologie médicale, maintien [1^{er} décembre 1998] (p. 9724)
- M. Georges Hage. Entreprises. Institutions représentatives du personnel. Réforme [1^{er} décembre 1998] (p. 9717)
- M. Marcel Rogemont. Handicapés. Autistes. Structures d'accueil, création, Ille-et-Vilaine [1^{er} décembre 1998] (p. 9721)
- M. Michel Hunault. Handicapés. Maisons d'accueil spécialisées pour adultes handicapés (MAS). Capacités d'accueil [8 décembre 1998] (p. 10148)
- M. Gérard Revol. Enseignement supérieur. Professions de santé. Médecins, internat, réglementation [8 décembre 1998] (p. 10150)
- M. Pierre Bourguignon. Etablissements de santé. Hôpitaux. Effectifs de personnel, équipements, Bois-Petit, Sotteville-les-Rouen [8 décembre 1998] (p. 10149)
- M. Jean-Pierre Michel. Etablissements de santé. Centres de moyens et long séjour. Programme de médicalisation du système d'information [15 décembre 1998] (p. 10453)
- M. Robert Lamy. Etablissements de santé. Hôpitaux. Equilibre financier, Tarare [15 décembre 1998] (p. 10457)
- M. François Vannson. Etablissements de santé. Services d'urgence. Maintien, Gérardmer [15 décembre 1998] (p. 10456)
- Mme Marie-Thérèse Boisseau. Etablissements de santé. Equipements. Scanner, installation, Fougères [15 décembre 1998] (p. 10458)
- M. Pierre Goldberg. Etablissements de santé. Hôpitaux. Effectifs de personnel, équipements, Montluçon [15 décembre 1998] (p. 10454)
- M. Didier Quentin. Contributions indirectes. Accises. Pineau des Charentes [19 janvier 1999] (p. 22)
- M. Dominique Baert. Retraites : généralités. Retraites complémentaires. Périodes de chômage, cotisations, prise en charge [19 janvier 1999] (p. 18)
- M. Jean-Marie Aubron. Sécurité sociale. Régime local d'Alsace-Moselle. Bénéficiaires [19 janvier 1999] (p. 20)
- M. André Berthol. Assurance maladie maternité : prestations. Conditions d'attribution. Ressortissants de l'Union européenne [19 janvier 1999] (p. 21)
- Mme Cécile Helle. Ministères et secrétariats d'Etat. Emploi et solidarité personnel. Directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, coordonnateurs emploi-formation, statut [19 janvier 1999] (p. 19)
- M. Jean-Marie Bockel. Industrie. Machines et équipements. Cummins Wartsila et Texunion, emploi et activité, Mulhouse [2 février 1999] (p. 675)
- M. Michel Suchod. Etablissements de santé. Personnel. Aides opératoires, qualification, attachés des hôpitaux, carrière [2 février 1999] (p. 677)
- Mme Nicole Catala. Emploi. Politique de l'emploi. Missions locales, aides de l'Etat, Paris [2 février 1999] (p. 679)
- M. Jacques Bascou. Sécurité sociale. Contribution sociale de solidarité des sociétés. Exonération, coopératives viticoles [2 février 1999] (p. 678)
- M. André Aschieri. Etablissements de santé. Hôpitaux. Capacités d'accueil, agglomération de Cannes, Grasse, Antibes [16 février 1999] (p. 1423)
- M. Patrick Malavieille. Sécurité sociale. Travailleurs de la mine. Centres de soins, financement [16 février 1999] (p. 1422)
- M. Philippe Vuilque. Etablissements de santé. Hôpitaux psychiatriques. Gites thérapeutiques, agrément [16 février 1999] (p. 1425)
- M. François Sauvadet. Etablissements de santé. Hôpitaux. Effectifs de personnel, praticiens, Côte-d'Or [2 mars 1999] (p. 1841)
- Mme Paulette Guinchard-Kunstler. Etablissements de santé. Hôpitaux. Effectifs de personnel, psychiatres [2 mars 1999] (p. 1837)
- M. Jean-Paul Bret. Santé. Soins et maintien à domicile. Personnel, qualification [2 mars 1999] (p. 1832)
- M. Michel Meylan. Décorations, insignes et emblèmes. Médaille d'honneur du travail. Conditions d'attribution [2 mars 1999] (p. 1831)
- M. Damien Alary. Handicapés. Etablissements. Foyers à double tarification, statut, financement [2 mars 1999] (p. 1836)
- M. Bernard Schreiner. Industrie. Textile et habillement. Cotisations sociales, réduction, remboursement [2 mars 1999] (p. 1834)
- Mme Michèle Rivasi. Sang et organes humains. Organes humains. Moelle osseuse, centre de prélèvement de l'hôpital de Valence, statut [2 mars 1999] (p. 1838)
- M. Maurice Leroy. Etablissements de santé. Hôpitaux. Services de chirurgie, fermeture, Vendôme [2 mars 1999] (p. 1839)
- Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont. Handicapés. Etablissements. Fonctionnement, Bellac [2 mars 1999] (p. 1835)
- M. Jean-Jacques Filleul. Institutions sociales et médico-sociales. Educateurs. Durée du travail, nuits en

- chambre de veille, prise en compte [16 mars 1999] (p. 2389)
- M. Yves Bur. Etablissements de santé. Personnel. Durée du travail, réduction, application [16 mars 1999] (p. 2390)
- M. Louis Mermaz. Etablissements de santé. Carte sanitaire. Rhône-Alpes [16 mars 1999] (p. 2391)
- Mme Geneviève Perrin-Gaillard. Handicapés. Centre d'aide par le travail public (CAT). Fonctionnement, durée du travail [16 mars 1999] (p. 2388)
- M. Pierre Morange. Préretraites. Professions de santé. Médecins [30 mars 1999] (p. 2999)
- M. Émile Blessig. Eau. Qualité. Contrôle, Laboratoire d'étude des matériaux, agrément, Saverne [30 mars 1999] (p. 3000)
- M. Michel Herbillon. Santé. Politique de la santé. Institut de veille sanitaire, implantation, Saint-Maurice [30 mars 1999] (p. 2995)
- M. Dominique Paillé. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, ordonnances sécurisées, coût [30 mars 1999] (p. 2996)
- M. Albert Facon. Assurance maladie maternité : prestations. Frais médicaux et chirurgicaux. Médecins libéraux, utilisation de plateaux techniques hospitaliers [30 mars 1999] (p. 2997)
- M. Michel Lefait. Emploi. Allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE). Conditions d'attribution [6 avril 1999] (p. 3260)
- M. Édouard Landrain. Etablissements de santé. Etablissements publics. Plateaux techniques, médecins libéraux, accès [6 avril 1999] (p. 3262)
- M. Bernard Perrut. Etablissements de santé. Services d'urgence. Restructuration, Villefranche-sur-Saône [6 avril 1999] (p. 3265)
- M. Félix Leyzour. Handicapés. Instituts médico-éducatifs (IME). Effectifs de personnel, Côtes-d'Armor [6 avril 1999] (p. 3264)
- M. Jean-Michel Marchand. Pharmacie et médicaments. Plantes médicinales. Commercialisation, politiques communautaires [6 avril 1999] (p. 3261)
- M. Jacques Desallangre. Risques professionnels. Maladies professionnelles. Amiante, retraites, suivi médical [6 avril 1999] (p. 3259)
- M. Gérard Saumade. Santé. Politique de la santé. Classification des drogues [4 mai 1999] (p. 3928)
- M. Jacques Brunhes. Police. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Hauts-de-Seine [4 mai 1999] (p. 3929)
- M. Jean-Pierre Michel. Système pénitentiaire. Détenus. Minima sociaux, attribution [4 mai 1999] (p. 3921)
- M. Jean-Pierre Kucheida. Emploi. Contrats emploi solidarité. Réglementation [4 mai 1999] (p. 3918)
- M. Hervé Gaymard. Etablissements de santé. Hôpitaux. Financement, fonctionnement, Savoie [4 mai 1999] (p. 3923)
- Mme Marie-Thérèse Boisseau. Etablissements de santé. Hôpitaux. Médecins étrangers, prescription de substances vénéneuses [4 mai 1999] (p. 3925)
- M. Laurent Dominati. Drogue. Etablissements de soins. Capacités d'accueil, Paris [4 mai 1999] (p. 3926)
- M. Yves Nicolin. Chômage : indemnisation. ASSEDIC. Régionalisation, conséquences, Roanne [4 mai 1999] (p. 3920)
- M. Bernard Schreiner. Professions sociales. Aides à domicile. Financement [4 mai 1999] (p. 3922)
- M. Michel Françaix. Etablissements de santé. Carte sanitaire. Maternités, Méru [18 mai 1999] (p. 4469)
- M. Maurice Janetti. Etablissements de santé. Hôpitaux. Effectifs de personnel, centre de formation des aides-soignants, maintien, centre hospitalier Jean-Marcel, Brignoles [18 mai 1999] (p. 4471)
- M. Alain Cousin. Etablissements de santé. Carte sanitaire. Maternités, Granville [18 mai 1999] (p. 4473)
- M. Maurice Ligoit. Industrie. Textile et habillement. Aides de l'Etat [18 mai 1999] (p. 4468)
- M. Jacques Desallangre. Logement : aides et prêts. Aide personnalisée au logement (APL). Calcul, chômeurs [18 mai 1999] (p. 4467)
- Mme Odette Trupin. Santé. Dyslexie et dysphasie. Lutte et prévention [25 mai 1999] (p. 4798)
- Mme Chantal Robin-Rodrigo. Professions de santé. Chirurgiens. Qualification, chirurgie plastique, réparatrice et esthétique [25 mai 1999] (p. 4802)
- M. Francis Hammel. Assurance maladie maternité : généralités. Conventions avec les praticiens. Psychomotriciens, nomenclature des actes [25 mai 1999] (p. 4801)
- M. René Leroux. Etablissements de santé. Carte sanitaire. Loire-Atlantique [25 mai 1999] (p. 4800)
- M. Alain Marleix. Agroalimentaire. Lait et produits laitiers. Pasteurisation, politiques communautaires [1^{er} juin 1999] (p. 5166)
- M. Pierre Hellier. Santé. Soins et maintien à domicile. Personnel, qualification [1^{er} juin 1999] (p. 5167)
- M. Jean-Pierre Baeumler. Sécurité sociale. Régime local d'Alsace-Moselle. Bénéficiaires [29 juin 1999] (p. 6501)
- M. Gérard Revol. Etablissements de santé. Carte sanitaire. Maternités, Bagnols-sur-Cèze [29 juin 1999] (p. 6506)
- Mme Muguette Jacquaint. Etablissements de santé. Centres de santé. Réglementation [29 juin 1999] (p. 6503)
- M. Jean Pontier. Assurance maladie maternité : généralités. Conventions avec les praticiens. Psychomotriciens, nomenclature des actes [29 juin 1999] (p. 6505)
- M. Guy Hascoët. Industrie. Textile et habillement. Peignage Amédée, emploi et activité, Roubaix [29 juin 1999] (p. 6502)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7361, 7399, 7430) ; [28 octobre 1998] (p. 7470)

Son intervention (p. 7369)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 7418)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 7481)

Sa réponse (p. 7495)

Thèmes :

Démographie : mortalité : enfants (p. 7495)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 7500, 7501)

Etablissements de santé : schéma d'organisation sanitaire (p. 7371, 7498)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 7420)

Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 7499, 7500)

Professions de santé : médecins : étrangers (p. 7421)

Professions de santé : médecins : préretraites (p. 7420)

Santé : cancer (p. 7370, 7419, 7499)

Santé : hépatite C (p. 7371, 7419)

Santé : médecine préventive (p. 7369, 7502)

Santé : politique de la santé : jeunes (p. 7371, 7372)

Santé : références médicales opposables (RMO) (p. 7371)

Santé : sida (p. 7420)

Santé : soins palliatifs (p. 7372, 7499)

Santé : tabagisme (p. 7370)

Santé : veille sanitaire (p. 7371)

Sécurité sociale : prestations en espèces : mutuelles (p. 7481, 7496)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 7 (suppression de la déductibilité des dépenses de recherche de l'assiette d'un prélèvement à la charge de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 7590)

Article 9 (taxation des boissons dites "premix")

Son intervention (p. 7595)

Soutient l'amendement n° 431 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 7597)

Article 15 (dépistage organisé des maladies aux conséquences mortelles évitables)

Son intervention (p. 7631)

Soutient l'amendement n° 411 corrigé du Gouvernement (médecine du travail) : adopté après rectification (p. 7634)

Article 17 (extension du champ de la négociation conventionnelle avec les médecins)

Soutient l'amendement n° 438 du Gouvernement (entrée en vigueur de l'article) : adopté (p. 7652)

Article 19 (critères d'attribution de l'allocation de remplacement en cas de cessation d'activité des médecins et des aides à leur reconversion)

Son intervention (p. 7655)

Article 20 (création d'un fonds d'aide à la qualité des soins de ville)

Son intervention (p. 7667)

Soutient l'amendement n° 433 du Gouvernement (liaison avec des établissements de santé) : adopté (p. 7668)

Article 23 (création d'un droit de substitution au profit du pharmacien)

Son intervention (p. 7702)

Article 25 (institution d'une clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 7722)

Article 31 (amélioration des conditions de prise en charge des maladies professionnelles)

Soutient l'amendement n° 281 du Gouvernement (réouverture de la prescription biennale) : adopté (p. 7753)

Soutient l'amendement n° 282 du Gouvernement (réouverture de la prescription biennale) : adopté (p. 7753)

Article 32 (fixation des objectifs de dépenses par branche)

Soutient l'amendement n° 452 du Gouvernement (de cohérence) : adopté (p. 7754)

Explications de vote et vote [3 novembre 1998] (p. 7931)

Son intervention (p. 7933)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9595)

Son intervention (p. 9596)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : conventions avec les praticiens (p. 9597)

Etablissements de santé : laboratoires d'analyse (p. 9597)

Etablissements de santé : service public hospitalier (p. 9596)

Produits dangereux : amiante (p. 9597, 9598)

Retraites : généralités : paiement des pensions : réserves (p. 9597)

Santé : politique de la santé : TGV (p. 9596)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 9596)

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9629)

Article 1er (approbation du rapport annexé)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9634)

Intervient sur le sous-amendement n° 61 de M. Jean-Luc Prél (de précision) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9620)

Intervient sur le sous-amendement n° 63 de M. Jean-Luc Prél (conférences régionales de santé) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9621)

Intervient sur le sous-amendement n° 65 de M. Jean-Luc Prél (dépistage du cancer) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9621)

Intervient sur le sous-amendement n° 66 de M. Jean-Luc Prél (de précision) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9621)

Intervient sur le sous-amendement n° 67 de M. Jean-Luc Prél (création d'un service de médecine du travail au sein de l'éducation nationale) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9621)

Intervient sur le sous-amendement n° 68 de M. Jean-Luc Prél (formation continue) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9622)

Intervient sur le sous-amendement n° 50 de M. Jean-Luc Prél (création d'un ordre des infirmiers) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9622)

Intervient sur le sous-amendement n° 51 de M. Jean-Luc Prél (remboursement des nouveaux médicaments) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9623)

Intervient sur le sous-amendement n° 52 de M. Jean-Luc Prél (sanction collective) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9623)

Intervient sur le sous-amendement n° 53 de M. Jean-Luc Prél (renforcement des pouvoirs des conseils d'administration) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9623)

Intervient sur le sous-amendement n° 54 de M. Jean-Luc Prél (révision du statut de médecin hospitalier) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9630)

Intervient sur le sous-amendement n° 55 de M. Jean-Luc Prél (rédactionnel) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9630)

Intervient sur le sous-amendement n° 56 de M. Jean-Luc Prél (rédactionnel) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9630)

Soutient le sous-amendement n° 98 du Gouvernement (mécanisme de rendez-vous conventionnel infra annuel) à l'amendement n° 1 de la commission : adopté (p. 9630)

Intervient sur le sous-amendement n° 57 de M. Jean-Luc Prél (de cohérence) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9631)

Intervient sur le sous-amendement n° 58 de M. Jean-Luc Prél (mesures correctrices) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9631)

Intervient sur le sous-amendement n° 69 de M. Jean-Luc Prél (expérimentation de conventions régionales par spécialité) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9632)

Intervient sur le sous-amendement n° 48 de M. Jean-Luc Prél (compensation des exonérations de charge) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9632)

Intervient sur le sous-amendement n° 44 de M. Jean-Luc Prél (déplafonnement du quotient familial) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9632)

Intervient sur le sous-amendement n° 45 de M. Jean-Luc Prél (création d'une caisse des retraites des fonctionnaires) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9633)

Intervient sur le sous-amendement n° 49 de M. Jean-Luc Prél (renforcement de l'autonomie des branches) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9633)

Intervient sur le sous-amendement n° 125 de M. Jean-Luc Prél (prise en charge en établissement des personnes dépendantes) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9633)

Intervient sur le sous-amendement n° 70 de M. Jean-Luc Prél (déduction fiscale des primes d'assurance contre la dépendance) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 9634)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Charles de Courson (financement du BAPSA) (p. 9636)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Germain Gengenwin (gestion du fonds de réserve) (p. 9637)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9637)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9637)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Germain Gengenwin (gestion du fonds de réserve) (p. 9637)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (ressources affectées au fonds de réserve) (p. 9638)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9638)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Charles de Courson (exonération de la CSG et de la CRDS) (p. 9639)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. François Goulard (création de fonds de pension) (p. 9640)

Article 3 bis supprimé par le Sénat (modification des conditions d'exonération de cotisations sociales patronales pour l'emploi d'une aide à domicile)

Soutient l'amendement n° 87 du Gouvernement (rétablissement des exonérations de charge) : adopté après modifications (p. 9644)

Intervient sur le sous-amendement n° 143 corrigé de M. Jean Le Garrec (exonération des cotisations vieillesse de la CNRACL) à l'amendement n° 87 du Gouvernement (p. 9644)

Article 3 ter (exonération totale des cotisations sociales patronales pour les aides à domicile employées par des associations prestataires de services aux personnes)

Soutient l'amendement n° 88 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 9644)

Article 3 quater (extension aux associations prestataires de services d'aide à domicile relevant du régime agricole de l'exonération totale de cotisations patronales prévue par le code de la sécurité sociale)

Soutient l'amendement n° 89 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 9645)

Article 4 (prorogation pendant trois ans et plafonnement du dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale pour l'embauche du "premier salarié")

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9645)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9645)

Article 7 supprimé par le Sénat (suppression de la déductibilité des dépenses de recherche de l'assiette d'un prélèvement à la charge de l'industrie pharmaceutique)

Intervient sur le sous-amendement n° 85 de M. Bernard Accoyer (suppression d'une taxation rétroactive) à l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement

de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9650)

Article 11 ter (conditions d'affiliation au régime général des collaborateurs occasionnels du service public)

Son intervention (p. 9651)

Soutient l'amendement n° 92 du Gouvernement (date d'annulation des créances) : rejeté (p. 9653)

Article 11 quater supprimé par le Sénat (prélèvement sur le Fonds de compensation de congé de fin d'activité (FCCPA) et le Fonds pour l'emploi hospitalier (FEH) pour financer le congé de fin d'activité pour la fonction publique territoriale et hospitalière)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9654)

Avant l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Jean-Luc Prél (mesures de sécurité anesthésique et sur la périnatalité) (p. 9656)

Article 16 (création d'un système national d'information interrégimes de l'assurance maladie et d'un conseil pour la transparence des statistiques de l'assurance maladie)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9657)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9657)

Article 17 supprimé par le Sénat (extension du champ de la négociation conventionnelle avec les médecins)

Intervient sur le sous-amendement n° 128 de M. Yves Bur (paiement à l'acte) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9660)

Article 21 (clause de sauvegarde applicable aux dépenses médicales)

Intervient sur le sous-amendement n° 161 de M. François Goulard (modification des tarifs) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9668)

Intervient sur le sous-amendement n° 162 de M. François Goulard (arrêté interministériel sur les tarifs) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission (p. 9668)

Article 22 bis (rapport sur l'état de santé bucco-dentaire et obligation pour les chirurgiens-dentistes et les médecins faisant appel à des fournisseurs ou à des prestataires de services de fournir à leurs patients une facturation détaillée)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9671)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Yves Bur (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9671)

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Yves Bur (production d'un devis et d'une facture) (p. 9671)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9672)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Bernard Accoyer (accord avec les professionnels de santé) (p. 9672)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9672)

Intervient sur l'amendement n° 142 de M. Yves Bur (date d'application) (p. 9672)

Article 23 (création d'un droit de substitution au profit du pharmacien)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9675)

Intervient sur le sous-amendement n° 122 de M. Jacques Barrot (responsabilité de la substitution) à l'amendement n° 29 de la commission (p. 9674)

Soutient le sous-amendement n° 121 du Gouvernement (plafonnement du surcoût) à l'amendement n° 29 de la commission : adopté (p. 9675)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Jean-Luc Prél (fixation des prix en fonction des tarifs européens) (p. 9682)

Article 25 (institution d'une clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 9692)

Article 26 bis supprimé par le Sénat (pouvoirs des agences régionales de l'hospitalisation en cas de transfert d'une clinique privée)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 9696)

Article 27 (régulation des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux financées par l'assurance maladie)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation) (p. 9697)

Article 27 bis supprimé par le Sénat (exercice de la médecine dans les établissements sociaux et médico-sociaux)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 9697)

Article 29 bis (modification de régime de l'assurance veuvage)

Soutient l'amendement n° 93 corrigé du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9699)

Soutient l'amendement n° 94 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9699)

Soutient l'amendement n° 95 corrigé du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9699)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Germain Gengenwin (utilisation des excédents de la branche) (p. 9699)

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Germain Gengenwin (utilisation des excédents de la branche) (p. 9699)

Article 34 supprimé par le Sénat (ratification du décret portant relèvement du plafond de trésorerie applicable au régime général)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 9702)

Article 35 bis supprimé par le Sénat (gestion des excédents de trésorerie)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 9702)

Article 11 bis précédemment réservé (majoration des droits sur les tabacs)

Son intervention (p. 9704)

Soutient l'amendement n° 91 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 9706)

Article 12 précédemment réservé (prévisions de recettes par catégories)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (prévisions de recettes) (p. 9707)

Soutient le sous-amendement n° 167 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 14 de la commission : adopté (p. 9707)

Article 32 précédemment réservé (fixation des objectifs de dépenses par branche)

Intervient sur l'amendement n° 35 rectifié de la commission (objectifs de dépenses par branche) (p. 9708)

Soutient le sous-amendement n° 168 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 35 rectifié de la commission : adopté (p. 9708)

Article 33 précédemment réservé (fixation de l'objectif national de dépenses de l'assurance maladie)

Soutient le sous-amendement n° 169 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 36 de la commission (montant de l'ONDAM) : adopté (p. 9709)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9710)

Explications de vote et vote [1er décembre 1998] (p. 9754)

Son intervention (p. 9754)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 décembre 1998] (p. 10055)

Son intervention (p. 10055)

Sa réponse (p. 10065)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 10056)

Prestations familiales : allocations familiales : bénéficiaires (p. 10056)

Professions de santé : médecins : préretraites (p. 10065)

Retraites : généralités : paiement des pensions : réserves (p. 10055)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 10055)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 10055)

Risques professionnels : maladies professionnelles (p. 10056)

Sécurité sociale : paritarisme (p. 10056)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 décembre 1998] (p. 10085)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Germain Gengenwin (suppression du plafonnement de l'exonération de charges sociales) (p. 10083)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Luc Prével (suppression des sanctions collectives à l'égard des médecins) (p. 10084)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Luc Prével (suppression des sanctions collectives à l'égard des médecins) (p. 10084)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Jean-Luc Prével (suppression de la majoration pour enfants dans la prise en compte des ressources pour l'assurance veuvage) (p. 10084)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605, 8645)

Son intervention (p. 8630)

Ses réponses (p. 8645 à 8655)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchéances et incapacités : tutelle d'Etat (p. 8636)

Défense : objecteurs de conscience (p. 8636)

DOM-TOM : crédits : politique sociale (p. 8641)

Drogue : toxicomanie (p. 8639)

Emploi : jeunes (p. 8631)

Etrangers : intégration (p. 8637)

Femmes : politique à l'égard des femmes (p. 8638)

Finances publiques : budget de l'Etat : relations entre le Parlement et le Gouvernement (p. 8630)

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 8636)

Handicapés : crédits (p. 8635)

Handicapés : emplois réservés (p. 8634)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 8633, 8634, 8635)

Handicapés : sourds (p. 8634,)

Institutions sociales et médico-sociales : centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS) (p. 8631)

Logement : aides et prêts : allocations de logement (p. 8631)

Médecines parallèles (p. 8640)

Personnes âgées : allocation dépendance (p. 8636)

Politique sociale : centres d'action sociale : urgences (p. 8632)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 8631, 8638)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 8633)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 8637)

Santé : accès aux soins (p. 8632)

Santé : alcoolisme (p. 8639)

Santé : crédits (p. 8630)

Santé : crédits (p. 8638)

Santé : prévention (p. 8632, 8633)

Santé : prévention : suicide (p. 8639)

Santé : tabagisme (p. 8640)

Santé : veille sanitaire (p. 8641)

Sécurité sociale : agences régionales pour l'hospitalisation (p. 8640)

Réponses aux questions :

Avortement (p. 8654) (Mme Marie-Françoise Clergeau) (p. 8654)

Défense : objecteurs de conscience (p. 8649) (Mme Nicole Bricq) (p. 8649)

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 8647) (M. Pierre Cardo) (p. 8647)

Etablissements de santé : centres de moyen ou long séjour : personnes âgées (p. 8648) (M. Georges Colombier) (p. 8648)

Etablissements de santé : schéma d'organisation sanitaire : hôpitaux locaux (p. 8652) (M. Jean-François Chossy) (p. 8651)

Famille : contraception (p. 8649) (Mme Marie-Françoise Clergeau) (p. 8649)

Handicapés : autisme (p. 8651) (M. Jean-François Chossy) (p. 8651)

Handicapés : enfants : éducation spécialisée (p. 8647) (M. Denis Jacquat) (p. 8647)

Personnes âgées : allocation dépendance (p. 8652) (M. René Dufin) (p. 8652)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion : décrets (p. 8646) (M. Pierre Cardo) (p. 8646)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion : décrets (p. 8653) (M. Jean Vila) (p. 8652)

Professions de santé : médecins spécialistes : femmes (p. 8653) (Mme Nicole Bricq) (p. 8653)

Professions sociales : éducateurs spécialisés : équivalence des diplômes (p. 8646) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 8645)

Rapatriés : harkis (p. 8650) (Mme Hélène Mignon) (p. 8650)

Santé : alcoolisme (p. 8654) (Mme Hélène Mignon) (p. 8654)

Santé : tabagisme : cures (p. 8645) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 8645)

Vote des crédits [9 novembre 1998] (p. 8655)

Article 83 (limitation à 60 ans de l'attribution de l'allocation aux adultes handicapés pour les allocataires relevant de l'article L. 821-2 du code de la sécurité sociale)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Jean-Jacques Weber (de suppression) (p. 8656)

Après l'article 83

Soutient l'amendement n° 47 deuxième rectification du Gouvernement (pouvoir des préfets lors de la tarification des CAT et des CHRS) : adopté (p. 8658)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9172, 9197)

Son intervention (p. 9174)

Thèmes :

Professions de santé : secret médical (p. 9176)

Sports : dopage : généralités (p. 9175, 9176)

Sports : médecine du sport (p. 9176)

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210) ; [19 novembre 1998] (p. 9244)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 67 du Gouvernement (sanctions disciplinaires) (p. 9220)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 593)

Article 1er bis A (antenne médicale)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (direction de l'antenne par un médecin) (p. 593)

Article 1er quater supprimé par le Sénat (charte de bonne conduite des partenaires officiels des événements sportifs et des sportifs)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 595)

Soutient le sous-amendement n° 44 du Gouvernement (établissements pharmaceutiques) à l'amendement n° 3 de la commission : adopté après rectification (p. 595)

Article 2 (contrôle médical préalable à la délivrance des licences sportives)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Denis Jacquat (contrôle médical systématique) (p. 596)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Denis Jacquat (qualification en médecine sportive) (p. 596)

Article 3 ter supprimé par le Sénat (sanction disciplinaire du défaut de déclaration nominale des présomptions de dopage)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 599)

Projet de loi n° 320 autorisant la ratification de la convention européenne sur la reconnaissance de la personnalité juridique des organisations internationales non gouvernementales

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [17 décembre 1998] (p. 10776)

Son intervention (p. 10776)

Thèmes :

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 10777)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 10777)

Son intervention à l'issue du vote (p. 10779)

Projet de loi n° 676 autorisant l'approbation du protocole additionnel à la charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [17 décembre 1998] (p. 10780)

Son intervention (p. 10780)

Thèmes :

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 10780)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 10781, 10782)

Proposition de loi n° 800 relative à l'assurance veuvage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 560)

Son intervention (p. 569)

Thèmes :

Retraites : généralités : majorations des pensions (p. 569)

Retraites : généralités : pensions de réversion (p. 569, 570)

Sécurité sociale : assurance personnelle : veufs et veuves (p. 569, 570)

Sécurité sociale : cotisations (p. 569)

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2049)

Son intervention (p. 2049)

Sa réponse (p. 2060)

Thèmes :

Emploi : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 2050, 2060)

Emploi : convention de conversion (p. 2050)

Prétraitements : allocation spéciale (p. 2050)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 2050)

Travail : licenciements : prévention (p. 2050)

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2060)

Article 3 (date d'application des articles 1er et 2)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Bruno Bourg-Broc (effet rétroactif) (p. 2061)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Bruno Bourg-Broc (effet rétroactif) (p. 2061)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 avril 1999] (p. 3648)

Son intervention (p. 3655)

Thèmes :

Professions de santé : infirmiers : psychiatres (p. 3655)

Professions de santé : pharmaciens (p. 3655)

Professions de santé : secret médical (p. 3655)

Santé : hépatite C (p. 3655)

Santé : politique de la santé : informatique (p. 3655)

Santé : sida (p. 3655)

Discussion des articles [4 mai 1999] (p. 3948)

Article 13 (article 38 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion : transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Intervient sur l'amendement n° 155 de Mme Muguette Jacquaint (création d'un fonds de solidarité pour l'action sociale) (p. 3813)

Avant l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 350 de M. Bernard Accoyer (crédit d'impôt pour les ménages modestes ne bénéficiant pas de la CMU) (p. 3829)

Article 34 (articles L. 474-2, L. 474-3 et L. 447-1 nouveaux du code de la santé publique : statut des infirmiers de secteur psychiatrique)

Son intervention (p. 3957)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (personnels aide-opérateur et aides instrumentistes) (p. 3964)

Intervient sur le sous-amendement n° 414 de M. Lionnel Luca (durée d'exercice) à l'amendement n° 12 de la commission (p. 3964)

Intervient sur le sous-amendement n° 420 de Mme Muguette Jacquaint (plan de formation) à l'amendement n° 12 de la commission (p. 3964)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Bernard Accoyer (création d'un ordre des infirmiers et des infirmières) (p. 3967)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Jean-Luc Prél (création d'un ordre des infirmiers et des infirmières) (p. 3967)

Article 35 (articles L. 162-16-1 à L. 162-16-3 nouveaux, L. 161-34, L. 161-36 nouveau, L. 162-33 et L. 625 du code de la sécurité sociale : convention entre les pharmaciens d'officine et l'assurance maladie)

Son intervention (p. 3968)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Jean-Pierre Foucher (formation continue) (p. 3969)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Bernard Accoyer (substitution par des médicaments génériques) (p. 3970)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Jean-Pierre Foucher (approbation de la convention) (p. 3970)

Intervient sur l'amendement n° 279 de M. Jean-Pierre Foucher (responsabilité des pharmaciens assistants) (p. 3971)

Intervient sur l'amendement n° 27 de Mme Jacqueline Mathieu-Obadia (révision des quotas requis pour l'ouverture d'une officine) (p. 3972)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Jean-Pierre Foucher (lutte contre le tabagisme) (p. 3973)

Article 36 (validation des conventions médicales nationales annulées par le Conseil d'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 3976)

Intervient sur l'amendement n° 217 de M. Jean-Luc Prél (de suppression) (p. 3976)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Son intervention (p. 3981)

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 3988)

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Jean-Luc Prél (de suppression) (p. 3988)

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. François Goulard (de suppression) (p. 3988)

Intervient sur l'amendement n° 318 de M. Yves Bur (de suppression) (p. 3988)

Soutient l'amendement n° 456 du Gouvernement (traitement des données personnelles de santé) : adopté (p. 3989)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Bernard Accoyer (mention des produits allergènes) (p. 3990)

Intervient sur l'amendement n° 329 de M. Charles de Courson (représentation des caisses de mutualité sociale agricole) (p. 3991)

Intervient sur l'amendement n° 412 de M. Jean-Luc Prél (médecine préventive) (p. 3991)

Intervient sur l'amendement n° 268 de M. Bernard Accoyer (protection du titre de psychothérapeute) (p. 3992)

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Jean-Luc Prél (maladie d'Alzheimer) (p. 3993)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (création d'un groupement pour la modernisation du système d'information hospitalier) (p. 3994)

Intervient sur l'amendement n° 358 de M. Claude Evin (révision des schémas régionaux d'organisation sanitaire) (p. 3995)

Intervient sur l'amendement n° 381 de M. Alain Veyret (prise en compte de la notion de bassin de santé) (p. 3995)

Intervient sur l'amendement n° 378 de M. Alain Veyret (dérogations pour des équipements lourds) (p. 3996)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (engagements en cas de changement de lieu d'implantation) (p. 3997)

Intervient sur l'amendement n° 380 de M. Alain Veyret (de cohérence) (p. 3997)

Intervient sur l'amendement n° 379 de M. Alain Veyret (de cohérence) (p. 3997)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (constitution de syndicats interhospitaliers) (p. 3998)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (adhésion des établissements sociaux aux syndicats interhospitaliers) (p. 3998)

- Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (régime juridique des syndicats interhospitaliers) (p. 3999)
- Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Alain Veyret (développement des groupements de coopération sanitaire) (p. 3999)
- Intervient sur l'amendement n° 26 corrigé de la commission (création de fédérations médicales interhospitalières) (p. 4000)
- Intervient sur le sous-amendement n° 469 de M. Bernard Accoyer (de précision) à l'amendement n° 26 corrigé de la commission (p. 4000)
- Intervient sur le sous-amendement n° 470 de M. Jean-Pierre Foucher (de précision) à l'amendement n° 26 corrigé de la commission (p. 4000)
- Intervient sur le sous-amendement n° 468 de M. Bernard Accoyer (élargissement du dispositif) à l'amendement n° 26 corrigé de la commission (p. 4000)
- Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (création d'établissements publics de santé interhospitaliers) (p. 4001)
- Intervient sur le sous-amendement n° 471 de M. Jean-Pierre Foucher (participation des pharmacies) à l'amendement n° 25 de la commission (p. 4001)
- Intervient sur l'amendement n° 24 rectifié de la commission (activité libérale exercée par des praticiens hospitaliers au sein de l'hôpital public) (p. 4003)
- Intervient sur le sous-amendement n° 474 de M. Bernard Accoyer (calcul du volume d'activité en fonction des lettres clés facturées) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission (p. 4003)
- Intervient sur le sous-amendement n° 475 de M. Bernard Accoyer (prise en compte des conditions pratiques et des horaires d'ouverture) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission (p. 4003)
- Soutient l'amendement n° 445 du Gouvernement (expérimentation de nouveaux modes de financement des établissements hospitaliers) : adopté (p. 4004)
- Intervient sur le sous-amendement n° 479 de M. Bernard Accoyer (acceptation préalable par la CNAM dans le cas des établissements privés) à l'amendement n° 445 du Gouvernement (p. 4004)
- Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Jean-Luc Prél (création d'une Union nationale des caisses d'assurance maladie) (p. 4005)
- Intervient sur l'amendement n° 480 rectifié de M. Claude Evin (mise en place d'une formation professionnelle conventionnelle) (p. 4006)
- Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Bernard Accoyer (litiges en cours) (p. 4006)
- Intervient sur l'amendement n° 346 de M. Jacques Barrot (modifications au sein des caisses de travailleurs non salariés) (p. 4006)
- Intervient sur l'amendement n° 257 de M. François Goulard (décret assurant l'égalité entre les différents intervenants de la protection sociale complémentaire) (p. 4007)
- Soutient l'amendement n° 446 du Gouvernement (fonctions hospitalières des étudiants en chirurgie dentaire) : adopté (p. 4007)
- Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié de M. Éric Doligé (instauration d'un objectif annuel ou pluriannuel d'évolution des dépenses) (p. 4008)
- Intervient sur l'amendement n° 316 rectifié de M. Yves Bur (instauration d'un objectif annuel ou pluriannuel d'évolution des dépenses) (p. 4008)
- Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (œuvres sociales dans les hôpitaux) (p. 4009)
- Intervient sur l'amendement n° 278 rectifié de M. Jean-Pierre Foucher (intégration scolaire des jeunes handicapés) (p. 4009)
- Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (statut des praticiens adjoints contractuels) (p. 4018)
- Intervient sur le sous-amendement n° 482 de M. Jean-Luc Prél (praticiens membres de l'Union européenne) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4013)
- Intervient sur le sous-amendement n° 428 de Mme Muguette Jacquaint (reconnaissance des diplômes étrangers) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4014)
- Intervient sur le sous-amendement n° 269 de M. Jean-Michel Dubernard (durée d'exercice portée à cinq ans) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4014)
- Intervient sur le sous-amendement n° 429 de Mme Muguette Jacquaint (suppression de la mention relative à la tutelle d'un médecin) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4014)
- Intervient sur le sous-amendement n° 430 de Mme Muguette Jacquaint (autorisation automatique) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4014)
- Intervient sur le sous-amendement n° 483 de M. Jean-Luc Prél (situation des réfugiés et apatrides) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4015)
- Intervient sur le sous-amendement n° 270 de M. Jean-Michel Dubernard (situation des réfugiés et apatrides) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4015)
- Intervient sur le sous-amendement n° 462 de M. Alfred Recours (de précision) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4015)
- Intervient sur le sous-amendement n° 271 de M. Jean-Michel Dubernard (avis de la conférence des doyens de facultés de médecine) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4015)
- Intervient sur le sous-amendement n° 431 de Mme Muguette Jacquaint (autorisation définitive) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4015)
- Intervient sur le sous-amendement n° 463 de M. Alfred Recours (rédactionnel) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4016)
- Intervient sur le sous-amendement n° 432 de Mme Muguette Jacquaint (recrutement des personnes ayant regagné le territoire national à la demande des autorités françaises) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4016)

Intervient sur le sous-amendement n° 433 de Mme Muguette Jacquaint (suppression de l'avis de la commission) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4016)

Intervient sur le sous-amendement n° 416 de M. Renaud Dutreil (exclusion des contractuels du quota d'autorisations) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4016)

Intervient sur le sous-amendement n° 434 de Mme Muguette Jacquaint (possibilité de se représenter après deux échecs) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4016)

Intervient sur le sous-amendement n° 464 de M. Alfred Recours (inscription sur une liste d'aptitude) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4016)

Intervient sur le sous-amendement n° 435 de Mme Muguette Jacquaint (de cohérence) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4017)

Intervient sur le sous-amendement n° 472 de M. Bernard Accoyer (concours d'accès) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4017)

Intervient sur le sous-amendement n° 473 de M. Bernard Accoyer (fixation du nombre de places par la loi de financement de la sécurité sociale) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4017)

Intervient sur le sous-amendement n° 436 de Mme Muguette Jacquaint (suppression de l'avis de la commission) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4018)

Intervient sur le sous-amendement n° 437 de Mme Muguette Jacquaint (dispense de vérification pour les apatrides, les réfugiés et les personnes ayant regagné le territoire national à la demande des autorités françaises) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4018)

Intervient sur le sous-amendement n° 481 de M. Alfred Recours (condition d'ancienneté à la date de candidature) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4018)

Intervient sur le sous-amendement n° 465 de M. Alfred Recours (autorisations temporaires) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4018)

Intervient sur l'amendement n° 461 de M. Alfred Recours (statut des pharmaciens titulaires de diplômes étrangers) (p. 4020)

Soutient le sous-amendement n° 484 du Gouvernement (de cohérence) à l'amendement n° 461 de M. Alfred Recours : adopté (p. 4020)

Intervient sur le sous-amendement n° 478 de M. Bernard Accoyer (fixation du nombre de places par la loi de financement de la sécurité sociale) à l'amendement n° 461 de M. Alfred Recours (p. 4020)

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Jean-Luc Prél (révision du statut de praticien hospitalier) (p. 4020)

Intervient sur l'amendement n° 320 de M. Jean-Luc Prél (amélioration de la sécurité anesthésique) (p. 4020)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Jean-Luc Prél (participation de la médecine du travail dans les programmes de prévention) (p. 4020)

Intervient sur l'amendement n° 330 de M. Jean-Jacques Weber (rapport annuel au Parlement) (p. 4022)

Intervient sur l'amendement n° 319 de M. Germain Gengenwin (retraités d'Alsace-Moselle) (p. 4022)

Intervient sur l'amendement n° 322 de M. Jean-Luc Prél (rapport au Parlement sur la création d'un ordre des infirmiers) (p. 4022)

Intervient sur l'amendement n° 317 de M. Jean-Luc Prél (rapport au Parlement sur la création d'un statut du conjoint collaborateur médical) (p. 4023)

Intervient sur l'amendement n° 89 rectifié de la commission (prohibition des tests génétiques pour l'accès à la CMU) (p. 4023)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 294 précédemment réservé de M. Yves Bur (rapport au Parlement sur la généralisation du tiers-payant) (p. 4023)

Avant l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 321 rectifié de M. Germain Gengenwin (cotisation sur les redevances de la location-gérance) (p. 4024)

Intervient sur l'amendement n° 258 de M. François Goulard (suppression du coût de recouvrement de certaines perceptions) (p. 4024)

Intervient sur l'amendement n° 375 rectifié de M. Alain Veyret (rapport au Parlement sur les indemnités journalières) (p. 4024)

Article 38 (entrée en vigueur de la loi)

Intervient sur l'amendement n° 347 de M. Jacques Barrot (report de trois mois) (p. 4025)

Intervient sur l'amendement n° 357 de M. Jean-Claude Boulard (de précision) (p. 4025)

Intervient sur l'amendement n° 349 de M. Jacques Barrot (rapport d'évaluation au Parlement) (p. 4025)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Bernard Accoyer (nouveau titre : "Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire et social dont la création d'une couverture maladie universelle") (p. 4026)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 1999] (p. 5999)

Article 31 bis (rapport sur l'évaluation et le contrôle de la loi)

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (rapport au Parlement) (p. 6000)

Intervient sur le sous-amendement n° 154 de M. Bernard Accoyer (rapport sur les conséquences sur les finances publiques) à l'amendement n° 46 de la commission (p. 6000)

Après l'article 31 bis

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Yves Bur (rapport sur les conséquences d'une généralisation du tiers payant) (p. 6000)

Avant l'article 32 A

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Bernard Accoyer (intitulé du titre IV) (p. 6001)

Article 32 A (article L. 712-10 du code de la santé publique : constitution des soins palliatifs en discipline)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (de suppression) (p. 6001)

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Son intervention (p. 6003)

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 6005)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Bernard Accoyer (rapport sur le coût de la carte sésame Vitale) (p. 6005)

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (contenu de la carte) (p. 6005)

Intervient sur le sous-amendement n° 158 de M. Bernard Accoyer (photographie) à l'amendement n° 51 de la commission (p. 6005)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Alfred Recours (rédactionnel) (p. 6005)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (interventions urgentes) (p. 6005)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (rédactionnel) (p. 6006)

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6006)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6006)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (accord explicite du patient) (p. 6006)

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Alfred Recours (rédactionnel) (p. 6006)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (de coordination) (p. 6006)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Jean-Luc Prél (création d'un ordre des infirmières et des infirmiers) (p. 6009)

Article 34 bis (vérification de compétences des aides opératoires)

Soutient l'amendement n° 244 du Gouvernement (titularisation après examen de certaines catégories d'aides-soignants) : rejeté au scrutin public (p. 6012)

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (prolongation des délais) (p. 6012)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (prolongation des délais) (p. 6012)

Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (maintien dans l'établissement) (p. 6012)

Article 36 bis (article L. 162-34 du code de la sécurité sociale : contentieux du déconventionnement des médecins)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (de suppression) (p. 6013)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Jean-Luc Prél (de suppression) (p. 6015)

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 6015)

Intervient sur le sous-amendement n° 160 rectifié de M. Bernard Accoyer (assouplissement des mesures de vérification) à l'amendement n° 62 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6016)

Intervient sur le sous-amendement n° 161 rectifié de M. Bernard Accoyer (motivation des décisions de rejet) à l'amendement n° 62 rectifié de la commission (p. 6016)

Intervient sur le sous-amendement n° 162 rectifié de M. Bernard Accoyer (décisions au cas par cas) à l'amendement n° 62 rectifié de la commission (p. 6016)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Bernard Accoyer (sécurité alimentaire) (p. 6017)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Germain Gengenwin (participation de la médecine du travail à la prévention) (p. 6017)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Jean-Luc Prél (participation de la médecine du travail à la prévention) (p. 6017)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Bernard Accoyer (usage du titre de psychologue) (p. 6017)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Jean-Luc Prél (recrutement occasionnel sur contrat de praticiens hospitaliers) (p. 6018)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Jean-Luc Prél (création d'une Union nationale des caisses d'assurance maladie) (p. 6019)

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Yves Bur (dérogation dans les institutions sanitaires et médico-sociales à la loi sur la réduction du temps de travail) (p. 6019)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Jean-Luc Prél (statut du praticien hospitalier) (p. 6020)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Jean-Luc Prél (sécurité anesthésique) (p. 6020)

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Germain Gengenwin (régime local d'Alsace-Lorraine) (p. 6020)

Article 37 bis A (formation continue des médecins sur les démences séniles)

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (de suppression) (p. 6020)

Après l'article 37 bis A

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Jean-Luc Prél (maladie d'Alzheimer) (p. 6021)

Article 37 bis (article L. 710-8 nouveau du code de la santé publique : création d'un groupement d'intérêt public pour la modernisation du système d'information hospitalier)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Claude Evin (compétence des chambres régionales des comptes) (p. 6021)

Article 37 ter (articles L. 712-1 et L. 712-3 du code de la santé publique : objectifs respectifs des schémas d'organisation sanitaire et de la carte sanitaire)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6022)

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6023)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6023)

Article 37 quater supprimé par le Sénat (article L. 712-2 du code de la santé publique : prise en compte des bassins de santé dans les zones sanitaires)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (bassins de santé) (p. 6023)

Article 37 quinquies supprimé par le Sénat (article L. 712-9 du code de la santé publique : dérogation à la carte sanitaire en faveur d'activités ou d'équipements matériels lourds)

Intervient sur l'amendement n° 102 de Mme Muguette Jacquaint (autorisation d'équipements lourds hospitaliers) (p. 6023)

Article 37 sexies supprimé par le Sénat (article L. 712-12-1 du code de la santé publique : transfert de clinique privée)

Intervient sur l'amendement n° 68 de la commission (transfert de cliniques privées) (p. 6024)

Article 37 decies (article L. 713-15 du code de la santé publique : adhésion des établissements sociaux aux syndicats interhospitaliers)

Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6024)

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6024)

Article 37 quaterdecies A (article L. 595-1 du code de la santé publique : participation des pharmacies hospitalières aux fédérations médicales interhospitalières)

Intervient sur l'amendement n° 71 de la commission (de suppression) (p. 6024)

Article 37 quaterdecies B (validation de cotisations perçues par la MSA)

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (de suppression) (p. 6025)

Après l'article 37 quaterdecies B

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Marcel Rogemont (régime de retraite de l'ANPE) (p. 6026)

Article 37 quaterdecies supprimé par le Sénat (articles L. 714-1, L. 714-2, L. 714-4, L. 714-16 et L. 714-18 du code de la santé publique : création des établissements publics de santé interhospitaliers)

Intervient sur l'amendement n° 73 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6026)

Article 37 quindecies (articles L. 714-3-1 et L. 714-3-2 du code de la santé publique : honoraires des praticiens exerçant une activité libérale)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (honoraires des praticiens exerçant une activité libérale à l'hôpital) (p. 6027)

Intervient sur le sous-amendement n° 166 de M. Bernard Accoyer (lettres clés facturées) à l'amendement n° 74 de la commission (p. 6027)

Intervient sur le sous-amendement n° 167 de M. Bernard Accoyer (perception des honoraires) à l'amendement n° 74 de la commission (p. 6027)

Article 37 sexdecies (article L. 716-2 du code de la santé publique : expérimentation en matière de tarification à la pathologie dans les établissements de santé)

Intervient sur l'amendement n° 75 de la commission (tarification à la pathologie) (p. 6028)

Intervient sur le sous-amendement n° 168 de M. Bernard Accoyer (objectif national de dépenses de l'hospitalisation privée) à l'amendement n° 75 de la commission (p. 6028)

Article 37 septdecies supprimé par le Sénat (articles L. 162-5 et L. 162-5-12 nouveau du code de la sécurité sociale : formation médicale conventionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 76 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6029)

Article 37 unvicies (article 3 de la loi n° 95-116 du 4 février 1995 et article L. 356 du code de la santé publique : médecins titulaires de diplômes extra-européens ou de nationalité extra-européenne)

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Jean-Michel Dubernard (allongement de la durée d'exercice préalable) (p. 6031)

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (préparation des diplômes) (p. 6031)

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Jean-Michel Dubernard (réfugiés, apatrides et bénéficiaires du droit d'asile) (p. 6031)

Intervient sur l'amendement n° 171 de M. Jean-Michel Dubernard (avis des doyens de faculté) (p. 6032)

Intervient sur l'amendement n° 78 de la commission (rédactionnel) (p. 6032)

Intervient sur l'amendement n° 201 de M. Alfred Recours (rédactionnel) (p. 6032)

Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (rédactionnel) (p. 6032)

Intervient sur l'amendement n° 172 de M. Jean-Michel Dubernard (validation par la loi de financement) (p. 6032)

Intervient sur l'amendement n° 81 rectifié de la commission (saisine pour avis de la commission) (p. 6032)

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (rédactionnel) (p. 6033)

Intervient sur l'amendement n° 202 rectifié de M. Alfred Recours (réfugiés, apatrides et bénéficiaires du droit d'asile) (p. 6033)

Intervient sur l'amendement n° 203 de M. Alfred Recours (rédactionnel) (p. 6033)

Intervient sur l'amendement n° 83 rectifié de la commission (extension aux personnes ayant exercé pendant six ans une fonction hospitalière) (p. 6033)

Intervient sur le sous-amendement n° 103 de Mme Muguette Jacquaint (durée ramenée à trois ans) à l'amendement n° 83 rectifié de la commission (p. 6033)

Intervient sur l'amendement n° 204 rectifié de M. Alfred Recours (institution d'une commission de recours) (p. 6034)

Intervient sur l'amendement n° 85 de la commission (p. 6035)

Article 37 duovicies (article 4 de la loi n° 95-116 du 4 février 1995 et article L. 514-1 du code de la santé publique : pharmaciens titulaires de diplômes extra-européens ou de nationalité extra-européenne)

Intervient sur l'amendement n° 87 de la commission (alignement de la situation des pharmaciens contractuels sur celle des médecins contractuels) (p. 6035)

Intervient sur l'amendement n° 88 de la commission (alignement de la situation des pharmaciens contractuels sur celle des médecins contractuels) (p. 6035)

Intervient sur l'amendement n° 205 rectifié de M. Alfred Recours (date butoir) (p. 6036)

Article 37 tervicies (interdiction de la prise en compte des résultats des études génétiques pour la décision d'attribuer une protection complémentaire)

Intervient sur l'amendement n° 89 rectifié de la commission (définition du champ de l'interdiction des tests génétiques) (p. 6036)

Article 37 sexvicies (articles L. 570, L. 571, L. 571-1, L. 572 et L. 573 du code de la santé publique, article 30 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 et article 26 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 : création, transfert et regroupement d'officines de pharmacie)

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission (rédactionnel) (p. 6038)

Intervient sur l'amendement n° 91 de la commission (relèvement du seuil des quotas) (p. 6040)

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Jean-Pierre Baumler (régime spécial d'Alsace-Moselle) (p. 6040)

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. André Schneider (régime spécial d'Alsace-Moselle) (p. 6040)

Intervient sur l'amendement n° 92 de la commission (rédactionnel) (p. 6041)

Intervient sur l'amendement n° 230 de M. Alfred Recours (création d'officine en milieu rural) (p. 6041)

Intervient sur l'amendement n° 93 de la commission (rapport au Parlement) (p. 6041)

Article 37 tricies (article L. 794-6-1 nouveau du code de la santé publique : création de comités d'experts au sein de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments)

Intervient sur l'amendement n° 94 corrigé de la commission (nomination des experts) (p. 6042)

Article 37 duotricies (rapport au Parlement sur les comités consultatifs de protection des personnes dans la recherche biomédicale)

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (de suppression) (p. 6042)

Après l'article 37 duotricies

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Jean-Luc Préel (rapport au Parlement sur la création d'un ordre des infirmiers) (p. 6042)

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Yves Bur (rapport au Parlement sur l'harmonisation des taux de remboursement) (p. 6042)

Article 38 (entrée en vigueur de la loi)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6044)

Intervient sur l'amendement n° 206 de la commission (aide médicale de l'Etat) (p. 6044)

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 6044)

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 6044)

Soutient l'amendement n° 240 du Gouvernement (maintien de droits) : adopté (p. 6044)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. Bernard Accoyer (nouveau titre : "Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire et social, dont la création d'une couverture maladie universelle") (p. 6045)

Seconde délibération

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (modalités de paiement des professionnels de santé) : adopté (p. 6047)

Son intervention à l'issue du vote (p. 6049)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4159)

Son intervention (p. 4162)

Sa réponse (p. 4182)

Thèmes :

Bioéthique : euthanasie (p. 4183)

Mort (p. 4162, 4163)

Santé : accès aux soins : soins palliatifs (p. 4163)

Santé : fin de vie (p. 4163)

Santé : soins palliatifs : bénévolat (p. 4164)

Santé : soins palliatifs : enseignement (p. 4182)

Santé : soins palliatifs : généralités (p. 4162, 4184)

Discussion des articles [11 mai 1999] (p. 4337)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 2 (prise en compte des soins palliatifs dans la carte sanitaire et le schéma d'organisation sanitaire)

Soutient l'amendement n° 31 du Gouvernement (référence aux schémas régionaux d'organisation sanitaire) : adopté (p. 4343)

Article 3 (reconnaissance des soins palliatifs comme discipline hospitalière)

Soutient l'amendement n° 32 du Gouvernement (dispositions particulières) : adopté (p. 4344)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 33 du Gouvernement (organisation de la délivrance de soins palliatifs) : adopté (p. 4345)

Article 4 (modes de rémunération particuliers)

Soutient l'amendement n° 34 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 4346)

Article 6 (élargissement à l'ensemble des établissements de santé publics et privés et des établissements médico-sociaux de la mission de délivrer des soins palliatifs)

Soutient l'amendement n° 35 du Gouvernement (prise en compte des établissements privés) : adopté (p. 4348)

Article 10 (congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie)

Soutient l'amendement n° 29 du Gouvernement (décret d'application) : adopté (p. 4356)

Article 12 (compensation des dépenses nouvelles résultant de l'application de la loi)

Soutient l'amendement n° 44 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 4357)

Titre

Son intervention (p. 4360)

Jean-Pierre KUCHEIDA

*Pas-de-Calais (12^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 8 : Anciens combattants (n° 1111) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 774, posée le 3 mai 1999. Emploi. Contrats emploi solidarité (J.O. Questions p. 2554). Appelée le 4 mai 1999. Réglementation (p. 3918)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8199)

Son intervention (p. 8214, 8216)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 8200, 8216)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : carte du combattant (p. 8199)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 8199)

Anciens combattants et victimes de guerre : rapport constant (p. 8199)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 8200)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 8200)

Impôt sur le revenu : quotient familial : anciens combattants et victimes de guerre (p. 8200)

Vote des crédits [6 novembre 1998] (p. 8229)

Après l'article 76

Intervient sur l'amendement n° 55 rectifié du Gouvernement (bénéfice de la carte d'ancien combattant aux Français ayant passé un minimum de quinze mois sous les drapeaux en Algérie) (p. 8230)

Intervient sur l'amendement n° 56 rectifié du Gouvernement (suppression de l'obligation de bénéficier pendant six mois consécutifs de l'allocation différentielle pour prétendre à l'allocation de préparation à la retraite) (p. 8230)

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)

Son intervention (p. 8889)

Thème avant la procédure des questions :

Régions : Nord-Pas-de-Calais (p. 8890)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 20 soutenu par M. Jean-Louis Dumont (relèvement, pour l'année 1998, du montant de l'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable aux esters d'huile végétale incorporés au fioul domestique et au gazole) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10088)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1559)

Son intervention (p. 1581)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1582)

Environnement : protection (p. 1581)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1582)

Secteur public : services publics : électricité (p. 1581)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [16 mars 1999]
(p. 2421)**

Son intervention (p. 2425)

Thèmes :

Eau : assainissement : collectivités territoriales
(p. 2427)

Environnement : paysages (p. 2426)

Mines et carrières : code minier (p. 2425)

Mines et carrières : pollution et nuisances :
indemnisation (p. 2426)

Mines et carrières : titres miniers : responsabilité
civile (p. 2426, 2427)

Ses explications de vote (p. 2449)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2449)

L**André LABARRÈRE***Pyrénées-Atlantiques (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONMembre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)**Conchita LACUEY***Gironde (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Minima sociaux, revalorisation [15 décembre 1998] (p. 10475)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES****TRAVAIL ET EMPLOI****Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665, 8710)***Procédure des questions :*

Prestations familiales : allocations familiales : allocation aux mères de famille (p. 8724)

**PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET
ARTISANAT****Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)***Procédure des questions :*

Commerce et artisanat : artisanat (p. 8966)

Marc LAFFINEUR*Maine-et-Loire (7^{ème} circonscription)
Démodratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONSMembre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1999 [J.O. du 10 décembre 1998] (p. 18624)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7404)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Donations et successions. Actif de la succession. Contrats d'assurance vie [14 octobre 1998] (p. 6575)

Impôt sur les sociétés. Politique fiscale. Perspectives [26 mai 1999] (p. 4924)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 570, posée le 18 janvier 1999. Tourisme et loisirs. Personnel (J.O. Questions p. 235). Appelée le 19 janvier 1999. Animation, rémunérations, augmentation, conséquences (p. 7)

n° 847, posée le 31 mai 1999. Aménagement du territoire. Prime d'aménagement du territoire (PAT)

(J.O. Questions p. 3204). Appelée le 1^{er} juin 1999.
Conditions d'attribution, Maine-et-Loire (p. 5154)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 5842)

Son intervention (p. 5862)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5842)

Agriculture : installation (p. 5863)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 5863)

Environnement : espace rural (p. 5863)

Retraites : régime agricole (p. 5863)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6613)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 6628) : rejetée (p. 6637)

Thèmes :

Assurances : assurance vie (p. 6632)

Assurances : fonds de pension (p. 6633)

Emploi : chômage (p. 6630)

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 6632)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6630)

Etat : réforme (p. 6632)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6630)

Finances publiques : dépenses (p. 6629, 6630, 6632)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6628 à 6633)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6631, 6632)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 6632)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 6631)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 6631)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 6632)

Impôts et taxes : taxe sur les bureaux d'Ile-de-France (p. 6631)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6631)

Marchés financiers : généralités (p. 6629)

Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 6628)

Politique économique : conjoncture (p. 6628 à 6630)

Politique économique : croissance (p. 6629)

Politique économique : politique monétaire (p. 6628)

Secteur public : privatisations (p. 6633)

Travail : réduction du temps de travail (p. 6630, 6631)

TVA : taux (p. 6632)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 6643)

Soutient l'amendement n° 186 de M. Yves Nicolin (suppression de la diminution de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) : rejeté (p. 6656)

Soutient l'amendement n° 248 de M. François d'Aubert (suppression de la diminution de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) : rejeté (p. 6656)

Soutient l'amendement n° 251 de M. François d'Aubert (relèvement de 11 000 à 15 000 F du plafond de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) : rejeté (p. 6657)

Son amendement n° 252 (relèvement de 11 000 à 14 000 F du plafond de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) : rejeté (p. 6657)

Soutient l'amendement n° 250 de M. François d'Aubert (suppression de la réduction de l'abattement sur le revenu imposable accordé aux contribuables qui rattachent à leur foyer fiscal un enfant marié) : rejeté (p. 6659)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Christian Cuvilliez (plafonnement des réductions d'impôt à 40 000 F par foyer, plus 2 000 F par personne à charge) (p. 6669)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 431 de M. Bernard Perrut (prise en charge d'un frère ou d'une soeur par un contribuable) : rejeté (p. 6674)

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Charles de Courson (rétablissement du plafond de 28 000 F pour l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) (p. 6675)

Intervient sur l'amendement n° 487 de M. Jean-Jacques Jégou (rétablissement du plafond de 28 000 F pour l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) (p. 6675)

Son amendement n° 300 corrigé (maintien de l'avantage fiscal procuré par le plafonnement de la demi-part additionnelle de quotient familial dont bénéficient les invalides, les anciens combattants et les contribuables célibataires, divorcés ou veufs ayant eu au moins un enfant à charge) : retiré (p. 6679)

Article 42 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Christian Cuvilliez (réduction du prélèvement) (p. 6707)

Après l'article 2 (suite)

Intervient sur l'amendement n° 545 de M. Jean-Pierre Brard (instauration d'une réduction d'impôt en faveur des entreprises pour l'achat d'un véhicule non polluant ou la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) (p. 6714)

Intervient sur l'amendement n° 166 rectifié de M. Yves Cochet (instauration d'un crédit d'impôt en faveur des entreprises pour l'achat d'un véhicule non polluant ou la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) (p. 6714)

Son amendement n° 305 (instauration d'une réduction d'impôt pour l'achat d'un véhicule non polluant) : rejeté (p. 6717)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 191 de M. Gérard Voisin (application aux personnes de moins de 70 ans atteintes de démence sénile ou de la maladie d'Alzheimer de la réduction d'impôt accordée au titre des frais d'hébergement dans un établissement de long séjour ou en section de cure médicale) : rejeté (p. 6719)

Soutient l'amendement n° 192 de M. Gérard Voisin (application aux personnes de moins de 70 ans atteintes de démence sénile ou de la maladie d'Alzheimer du plafond spécifique accordé aux invalides au titre de la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile) : rejeté (p. 6719)

Article 5 (extension du régime fiscal des micro-entreprises)

Soutient l'amendement n° 367 de M. Michel Meylan (application du seuil de 175 000 F aux entreprises du bâtiment) : rejeté (p. 6737)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Christian Cuvilliez (relèvement du seuil d'imposition des associations à la taxe sur les salaires) (p. 6742)

Article 14 (modification des règles de territorialité en matière de droits de mutation à titre gratuit)

Son intervention (p. 6788)

Après l'article 14 (suite)

Son amendement n° 282 précédemment réservé : non soutenu (p. 6805)

Son amendement n° 283 précédemment réservé soutenu par M. François d'Aubert (modification des barèmes des droits de mutation à titre gratuit applicables aux transmissions entre époux) : rejeté (p. 6806)

Son amendement n° 316 précédemment réservé soutenu par M. François d'Aubert (revalorisation en matière de droits de mutation à titre gratuit des abattements applicables aux frères et soeurs et aux non parents) : retiré (p. 6812)

Article 18 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et mise en oeuvre d'un remboursement de TIPP aux transporteurs routiers)

Son amendement n° 285 soutenu par M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 6825) : rejeté (p. 6826)

Après l'article 18

Son amendement n° 260 soutenu par M. Gilbert Gantier (fixation du taux normal de la TVA à 19,6 %) (p. 6831) : rejeté (p. 6836)

Après l'article 19

Son amendement n° 290 corrigé soutenu par M. François d'Aubert (application du taux réduit de la TVA aux prestations liées aux activités sportives et à l'utilisation des équipements sportifs) (p. 6859) : rejeté (p. 6860)

Après l'article 26

Son amendement n° 277 : non soutenu (p. 6900)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 276 soutenu par M. Gilbert Gantier (rétablissement du taux unique de 3,5 % pour le plafonnement en fonction de la valeur ajoutée) : rejeté (p. 6923)

Son amendement n° 272 soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression de l'augmentation progressive du taux de la cotisation minimale de taxe professionnelle) : rejeté (p. 6924)

Son amendement n° 273 soutenu par M. Gilbert Gantier (rapport au Parlement) (p. 6925) : rejeté (p. 6926)

Son amendement n° 275 soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression de l'augmentation progressive des taux de la cotisation de péréquation de taxe professionnelle) : rejeté (p. 6926)

Son amendement n° 355 soutenu par M. Gilbert Gantier (mise en oeuvre d'un dispositif de compensation pour les collectivités locales tenant compte de l'évolution des bases) : rejeté (p. 6928)

Son amendement n° 356 soutenu par M. Gilbert Gantier (indexation de la compensation versée aux collectivités locales sur le taux d'inflation et sur la totalité de la croissance du PIB) : rejeté (p. 6928)

Article 30 (taxe générale sur les activités polluantes)

Son amendement n° 271 soutenu par M. Gilbert Gantier (de suppression) : rejeté (p. 6940)

Après l'article 32

Son amendement n° 555 soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) : rejeté (p. 6948)

Son amendement n° 289 soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression des droits d'inscription aux examens et aux concours administratifs) : retiré (p. 6949)

Article 36 (prélèvement exceptionnel sur les caisses d'épargne)

Son amendement n° 267 soutenu par M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 6959) : rejeté (p. 6960)

Son amendement n° 279 soutenu par M. Gilbert Gantier (réduction du montant du prélèvement) (p. 6960) : rejeté (p. 6961)

Son amendement n° 278 soutenu par M. Gilbert Gantier (réduction du montant du prélèvement) : rejeté (p. 6961)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Son intervention (p. 7179)

Thèmes avant la procédure des questions :

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 7179, 7180)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 7179, 7180)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)

Avant l'article 64

Son amendement n° 181 soutenu par M. Charles de Courson (institution d'un abattement exceptionnel de 5 % sur les revenus salariés ou assimilés perçus en 1999 et 2000) (p. 9029) : devenu sans objet (p. 9030)

Son amendement n° 182 (barème de l'impôt sur le revenu) : rejeté (p. 9036)

Après l'article 73

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Jean-Pierre Balligand (obligation d'adoption de la taxe professionnelle unique pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 100 000 habitants) (p. 9115)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Didier Migaud (obligation d'adoption de la taxe

professionnelle unique pour les groupements de communes de plus de 100 000 habitants) (p. 9115)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Didier Migaud (prélèvement d'une fiscalité additionnelle par les groupements de communes à taxe professionnelle unique) (p. 9115)

Intervient sur l'amendement n° 149 de M. Didier Migaud (exclusion des groupements de communes à taxe professionnelle unique du champ d'application du dispositif de liaison à la baisse entre les taux des impôts sur les ménages et le taux de la taxe professionnelle) (p. 9115)

Soutient l'amendement n° 13 corrigé de M. Michel Meylan (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des investissements réalisés par les collectivités locales sur les cours d'eau domaniaux) : retiré (p. 9117)

Après l'article 74

Son amendement n° 173 (fixation des coefficients de majoration des valeurs cadastrales servant de base aux impôts directs locaux en 1999) : devenu sans objet (p. 9123)

Son amendement n° 8 (rapport au Parlement sur les possibilités de transfert aux collectivités locales de certains impôts et en particulier de la taxe intérieure sur les produits pétroliers) : rejeté (p. 9129)

Explications de vote et vote [18 novembre 1998] (p. 9163)

Ses explications de vote (p. 9170)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 9170)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7361, 7399, 7430) ; [28 octobre 1998] (p. 7470)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 7425)

Son intervention (p. 7443)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : caisses : concurrence (p. 7443)

Assurances : fonds de pension (p. 7444)

Professions de santé : médecins : sanctions (p. 7425)

Professions de santé : médecins : sanctions (p. 7443)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 7444)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Son intervention (p. 8409)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 8410)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 8409, 8410)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 8410)

Famille : concubinage (p. 8409, 8410)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 535 de M. Laurent Dominati (attestation civile de solidarité organisant la vie commune de plusieurs personnes) : rejeté (p. 8503)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 585 : non soutenu (p. 1015)

Article L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales : le conseil de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 379 : devenu sans objet (p. 1031)

Article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des communautés d'agglomération

Son amendement n° 325 soutenu par M. Francis Delattre (suppression de la possibilité d'exercice de tout ou partie des compétences d'aide sociale) : rejeté (p. 1036)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 367 (possibilité d'association des départements et des régions aux communautés urbaines) : devenu sans objet (p. 1098)

Article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 324 soutenu par M. Francis Delattre (de coordination) (p. 1101) : rejeté (p. 1102)

Article 10 (article L. 5214-7 du code général des collectivités territoriales - nombre et répartition des sièges au sein du conseil de la communauté de communes)

Son amendement n° 381 corrigé soutenu par M. Francis Delattre (maximum de 40% des sièges pour une commune) : retiré (p. 1123)

Article 24 (articles L. 5211-16 à L. 5211-20 du code général des collectivités territoriales - modifications statutaires)

Son amendement n° 384 soutenu par M. Francis Delattre (de coordination) : rejeté (p. 1186)

Article 28 (article L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales - commission départementale de la coopération intercommunale)

Son amendement n° 317 soutenu par M. Francis Delattre (information de la commission sur les politiques contractuelles engagées par l'Etat intéressant les établissements publics de coopération intercommunale, notamment ceux ayant signé des contrats de pays ou d'agglomération) (p. 1196) : devenu sans objet (p. 1197)

Article 51 (article 1609 nonies C du code général des impôts - taxe professionnelle unique)

Son amendement n° 340 soutenu par M. Francis Delattre (caractère facultatif de la taxe professionnelle unique pour les communautés d'agglomération sauf en région Ile-de-France) (p. 1317) : rejeté (p. 1318)

Son amendement n° 346 : non soutenu (p. 1327)

Son amendement n° 341 : non soutenu (p. 1328)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Article L. 5211-28 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 369 soutenu par M. Francis Delattre (suppression de la limitation à 500 millions de francs du prélèvement sur les recettes de l'Etat finançant la dotation d'intercommunalité des communautés d'agglomération) : retiré (p. 1386)

Déclaration du Gouvernement n° 1397 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur l'avenir du secteur bancaire et financier

[17 février 1999] (p. 1511)

Son intervention (p. 1525)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : généralités (p. 1525, 1526)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 1526, 1527)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : impôts et taxes (p. 1526, 1527)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 1526)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 1526)

Union européenne : euro (p. 1525)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2151, 2177)

Son intervention (p. 2163)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2163 à 2165)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : personnel (p. 2164)

Banques et établissements financiers : fonds de garantie (p. 2164)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : impôts et taxes (p. 2164, 2165)

Banques et établissements financiers : sécurité financière (p. 2164)

Discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2196) ; [10 mars 1999] (p. 2237, 2255) ; [11 mars 1999] (p. 2303, 2356)

Article 6 (l'affectation des résultats)

Soutient l'amendement n° 198 de M. Gilbert Gantier (participation des caisses d'épargne à des financements de projets d'économie locale et sociale en dehors de leur ressort territorial) : adopté (p. 2243)

Article 17 (l'exercice du droit d'opposition)

Son amendement n° 179 soutenu par M. Jean Proriol (de suppression) (p. 2278) : rejeté (p. 2279)

Article 43 (création d'un collège des autorités de contrôle des entreprises du secteur financier)

Son amendement n° 191 (soumission des membres du collège au secret professionnel) : retiré (p. 2310)

Article 47 (fonds de garantie des dépôts)

Son amendement n° 192 (conditions restrictives à l'intervention préventive du fonds de garantie des dépôts) : retiré (p. 2318)

Son amendement n° 193 (instauration d'un droit d'alerte en faveur du conseil de surveillance du fonds de garantie des dépôts) : retiré (p. 2319)

Avant l'article 52

Son amendement n° 195 (déductibilité fiscale de la part des cotisations non couverte par le crédit d'impôt institué par le projet de loi) : rejeté (p. 2339)

Son amendement n° 194 (application au fonds de garantie des dépôts et au fonds de garantie des assurés du régime fiscal des organismes à but non lucratif) : retiré (p. 2340)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (application au fonds de garantie des dépôts et au fonds de garantie des assurés du régime fiscal des organismes à but non lucratif) (p. 2341)

Son amendement n° 196 corrigé (déductibilité du revenu imposable de la contribution des institutions financières et suppression de cette contribution à compter du 1er janvier 2003) : rejeté (p. 2342)

Article 52 (crédit d'impôt)

Son amendement n° 197 (aménagement du crédit d'impôt) : rejeté (p. 2344)

Après l'article 53

Intervient sur l'amendement n° 287 de M. Jean-Paul Dupré (extension du champ de compétence de l'Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement au domaine du dialogue social) (p. 2349)

Explications de vote et vote [17 mars 1999] (p. 2537)

Ses explications de vote (p. 2540)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 2541)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5188)

Son intervention (p. 5197)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 5197, 5198)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 5198)

Parlement : Sénat (p. 5197)

Discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5204)

Article 10 (le statut de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 98 (détenion du capital restant de la Caisse nationale par plusieurs actionnaires) : rejeté (p. 5211)

Son amendement n° 99 (interdiction de détenion d'une part du capital restant de la Caisse nationale supérieure à la minorité de blocage) : rejeté (p. 5211)

Article 21 (les modalités de constitution du capital social des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 126 : devenu sans objet (p. 5225)

Son amendement n° 125 : devenu sans objet (p. 5225)

Son amendement n° 124 : devenu sans objet (p. 5225)

Article 30 (les dispositions relatives aux dirigeants)

Son amendement n° 102 : non soutenu (p. 5231)

Article 47 (fonds de garantie des dépôts)

Son amendement n° 97 (conditions préalables à l'intervention du fonds de garantie) : rejeté (p. 5246)

Son amendement n° 101 (droit d'alerte du Conseil de surveillance du fonds de garantie auprès de la Commission bancaire) : rejeté (p. 5246)

Après l'article 50

Son amendement n° 103 précédemment réservé (souscription par la caution solidaire d'un contrat de réassurance) : retiré (p. 5255)

Son amendement n° 104 précédemment réservé (adhésion de la caution solidaire à un fonds de garantie) : retiré (p. 5255)

Avant l'article 52

Son amendement n° 105 (déductibilité fiscale des cotisations au fonds de garantie non couvertes par le crédit d'impôt) : rejeté (p. 5255)

Son amendement n° 106 (application au fonds de garantie du régime fiscal des organismes à but non lucratif) : rejeté (p. 5255)

Article 52 (crédit d'impôt)

Son amendement n° 107 (adaptation du dispositif du crédit d'impôt aux banques mutualistes) : rejeté (p. 5256)

Son amendement n° 108 (suppression de la contribution des institutions financières) : rejeté (p. 5257)

Article 64 bis (indemnité pour remboursement anticipé)

Son amendement n° 127 (de suppression) : rejeté (p. 5265)

Son amendement n° 128 (suppression du versement d'une indemnité en cas de cessation forcée d'activité de l'emprunteur) : retiré (p. 5267)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2548)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 2549)

Aménagement du territoire : espace rural (p. 2549)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2549)

Union européenne : fonds structurels (p. 2549)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 1999] (p. 3948)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (personnels aide-opérateur et aides instrumentistes) (p. 3964)

Jacques LAFLEUR

*Nouvelle-Calédonie (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1228 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10942)

Article 7 (articles L. 1522-1 à L. 1525-3 du code général des collectivités territoriales - régime des sociétés d'économie mixte)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (mise en conformité des sociétés d'économie mixte existantes aux dispositions de l'article au 1er janvier 2000), rectifié (au 1er janvier 2003) (p. 10944)

André LAJOINIE

*Allier (3^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Président de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 12 février 1999] (p. 2287)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 5 mars 1999] (p. 3342)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1512 relative aux licenciements pour motif économique [31 mars 1999]

Proposition de loi n° 1760 visant à la contribution des compagnies d'assurance à l'investissement et au financement des services départementaux d'incendie et de secours [30 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Transports ferroviaires. Transport de marchandises. Développement [26 janvier 1999] (p. 371)

Politique extérieure. Kosovo. Intervention militaire de l'OTAN, participation de la France [30 mars 1999] (p. 3017)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Répond au rappel au règlement de M. Yves Coussain : regrette la multiplication des rappels au règlement [2 février 1999] (p. 733)

*DÉBATS***Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803)

Son intervention en qualité de président de la commission de la production (p. 5818)

Thèmes :

Agriculture : exploitants : conjoints (p. 5819)

Agriculture : installation (p. 5819)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 5818)

Environnement : espace rural (p. 5818)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5819)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5819)

Retraites : régime agricole (p. 5819)

Discussion des articles [7 octobre 1998] (p. 6046) ; [12 octobre 1998] (p. 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 3 (création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 6048)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement (contrôle et surveillance biologique du territoire) (p. 6392)

Intervient sur le sous-amendement n° 960 de M. Jean-Yves Le Déaut (définition de l'objectif de biovigilance) à l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement (p. 6391)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 777 précédemment réservé de M. Jean-Michel Marchand (non-utilisation des organismes génétiquement modifiés et de leurs dérivés pour la production d'un produit agricole ou alimentaire bénéficiant d'un des trois signes justifiant la qualité) (p. 6394)

Son intervention (p. 6476)

Proposition de résolution n° 775 tendant à la création d'une commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes industriels, de services et financiers, relatives à l'emploi et à l'aménagement du territoire

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10292)

Son intervention en qualité de président de la commission de la production (p. 10293)

Thèmes :

Entreprises : délocalisations (p. 10293)

Politique économique : investissement : aides (p. 10293)

Travail : plan social : licenciements (p. 10293)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70) ; [20 janvier 1999] (p. 130, 160)

Son intervention en qualité de président de la commission de la production (p. 54)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 180)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 55)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 54)

Emploi (p. 55)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 55)

Discussion des articles [26 janvier 1999] (p. 408) ; [2 février 1999] (p. 712, 749)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 689 rectifié de M. Philippe Duron (création d'une délégation parlementaire à l'aménagement du territoire et au développement durable du territoire dans chaque assemblée) (p. 426)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Yves Coussain (cf. supra) (p. 731)

Explications de vote et vote [9 février 1999] (p. 1084)

l'intervention du Président de la commission de la production (p. 1088)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039, 4081)

Son intervention en qualité de président de la commission de la production (p. 4067)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention en qualité de président de la commission de la production (p. 224)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 226)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 224, 225)

Energie et carburants : Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA) (p. 226)

Energie et carburants : énergie électrique (p. 225)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 225, 226)

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 225)

Transports (p. 225)

Union européenne : directives : énergie électrique (p. 226)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 février 1999] (p. 1477)

Son intervention en qualité de président de la commission de la production (p. 1487)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1487)

Entreprises : compétitivité (p. 1487)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1487, 1488)

Secteur public : services publics : électricité (p. 1487)

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1674)

Article 7 (autorisation d'exploiter)

Intervient sur l'amendement n° 615 de M. Claude Billard (mise en oeuvre du nucléaire uniquement par EDF) (p. 1706)

Christiane LAMBERT

Rapporteur du Conseil économique et social

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Son intervention du rapporteur du conseil économique et social (p. 5814)

Thèmes :

- Agriculture : exploitants : conjoints (p. 5816)
- Agriculture : installation (p. 5815, 5816)
- Agriculture : salariés agricoles (p. 5815, 5817)
- Agroalimentaire : labels (p. 5817)
- Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 5817)
- Aménagement du territoire : zones rurales (p. 5815)
- Environnement : espace rural (p. 5814, 5816, 5817)
- Impôt sur le revenu : bénéfices agricoles (p. 5817)
- Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5815)

Jérôme LAMBERT

*Charente (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur du projet de loi portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et l'adaptation du droit applicable outre-mer (n° 1174) [2 décembre 1998]

Membre de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 18 décembre 1998] (p. 19168)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale [J.O. du 20 mai 1999] (p. 7464)

Rapporteur du projet de loi portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (n° 1623) [26 mai 1999]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome VII : Outre-mer (départements d'outre-mer) (n° 1115) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les projets de loi :

1. (n° 1174) portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et l'adaptation du droit applicable outre-mer
2. (n° 1623) portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer [2 juin 1999] (n° 1666)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Electricité et gaz. Tarifs [4 mai 1999] (p. 3941)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 899, posée le 21 juin 1999. Elevage. Porcs (J.O. Questions p. 3710). Appelée le 22 juin 1999. Maladies du bétail, brucellose, indemnisation (p. 6238)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207, 7257)

Procédure des questions :

Voirie : autoroutes (p. 7262, 7263)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281, 7313)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 7290)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, suppléant de M. François Cuillandre

Son intervention (p. 7293)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assemblée nationale : séances (p. 7290)

Collectivités territoriales : subventions (p. 7294)

Défense : service national (p. 7291, 7294)

DOM-TOM : Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) (p. 7291)

DOM-TOM : Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES) (p. 7294)

DOM-TOM : institutions (p. 7293)

Emploi (p. 7290)

Finances publiques : budget de l'Etat (p. 7290, 7291, 7293, 7294)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 7291)

Logement (p. 7291)

Ministères et secrétariats d'Etat : secrétariat d'Etat à l'outre-mer (p. 7290, 7291)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [18 mars 1999] (p. 2673)

Son intervention (p. 2880)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : Gouvernement (p. 2680)

Parlement : commissions mixtes paritaires : police municipale (p. 2680)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2680)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Article 1er (article préliminaire du code de procédure pénale : principes fondamentaux de la procédure pénale)

Son intervention (p. 2786)

Article 2 (article 63-4 du code de procédure pénale : intervention de l'avocat dès le début de la garde à vue)

Son intervention (p. 2814)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Pierre Albertini (enregistrement sonore des interrogatoires et des confrontations effectués lors de la garde à vue) (p. 2822)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 111 de la commission (enquête sur la situation matérielle, familiale ou sociale des prévenus incarcérés) (p. 2920)

Projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5740)

Son intervention (p. 5743)

Thèmes :

- DOM : agences départementales d'insertion (p. 5746)
- DOM : Guyane : état civil (p. 5743, 5744)
- DOM : institut d'émission des Dom (p. 5746)
- Droit civil : code civil : Tom et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 5745, 5746)
- Droit pénal : code pénal : Tom et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 5744)
- Elections et référendums : législation : Tom et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 5745)
- Etrangers : droit d'asile : Tom et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 5746)
- Justice : magistrats : Tom et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 5744, 5745)
- Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 5743)
- Professions de santé : ordre professionnel : Dom-Tom (p. 5745)
- Professions judiciaires et juridiques : commissaires priseurs : Dom (p. 5746)
- Professions libérales : géomètres experts : Dom-Tom (p. 5746)
- Santé : santé publique : Tom et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 5746)
- TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : état civil (p. 5745)
- TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : jeux et paris (p. 5744)
- TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : communes (p. 5746)
- TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : courses (p. 5744)
- TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : universités (p. 5744)
- TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : code rural (p. 5746)
- TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : justice (p. 5744)

Projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 juin 1999] (p. 5740)

Discussion générale commune du projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1175 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1176 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer et du projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (voir DOM-TOM 1173)

Discussion de l'article unique [10 juin 1999] (p. 5759)

Article unique

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (ratification tenant compte des amendements qu'adopterait l'Assemblée) : adopté (p. 5759)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Michel Buillard (accroissement de la représentation du territoire au conseil d'administration de l'université de Polynésie française) (p. 5759)

Intervient sur l'amendement n° 12 deuxième rectification de M. Michel Buillard (accroissement de la représentation du territoire au conseil des études et de la vie universitaire et au conseil scientifique de l'université de Polynésie française) (p. 5760)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Michel Buillard (nouvelle rédaction de l'article 8 de l'ordonnance n° 98-728 du 20 août 1998 relatif au droit fixe de

procédure applicable aux condamnés en matière pénale) (p. 5760)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Henry Jean-Baptiste (harmonisation des dates des élections cantonales de Mayotte avec celles de métropole) (p. 5761)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (correction d'une erreur de référence): adopté (p. 5761)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rédactionnel): adopté (p. 5761)

Projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5740)

Discussion générale commune du projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1175 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1176 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer et du projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (voir DOM-TOM 1173)

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5763)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (domaines d'intervention de l'habilitation)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (extension à la médecine du travail): adopté (p. 5764)

François LAMY

*Essonne (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative pour 1998 (n° 1210) [24 novembre 1998]

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Rapporteur pour avis du projet de loi portant règlement définitif du budget 1997 (n° 1277) [2 juin 1999]

DÉPÔTS

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances rectificative pour 1998 (n° 1210) [26 novembre 1998] (n° 1230)

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 1277), portant règlement définitif du budget de 1997 [9 juin 1999] (n° 1685)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Intégration. Perspectives [21 octobre 1998] (p. 7120)

Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [2 février 1999] (p. 710)

Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [17 mars 1999] (p. 2528)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1998] (p. 6078)*Article 7 (registre de l'agriculture)*

Son amendement n° 7 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (inscription au registre des métiers) (p. 6092) : rejeté (p. 6094)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Son intervention (p. 8271)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits (p. 8271)

Défense : loi de programmation militaire : professionnalisation (p. 8271)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10016)

Son intervention (p. 10019)

Thèmes :

Défense : crédits (p. 10019, 10020)

Défense : généralités (p. 10020)

Défense : GIAT-Industries (p. 10020)

Finances publiques : annulations de crédits (p. 10019)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [[21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 1086 (de suppression) : rejeté (p. 285)

Article 15 (article 18 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs de l'information et de la communication)

Son amendement n° 1089 : non soutenu (p. 517)

Article 24 (article 39 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : objectifs du schéma directeur de la région Ile-de-France)

Son amendement n° 1090 (de suppression) : rejeté (p. 883)

Projet de loi n° 1277 portant règlement définitif du budget 1997

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6172)

Son intervention (p. 6175)

Thèmes :

Défense : crédits (p. 6175, 6176)

Défense : crédits : actions extérieures (p. 6176)

Défense : loi de programmation militaire (p. 6175)

Robert LAMY

*Rhône (8^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome XIV : Prestations sociales agricoles (n° 1112) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 548, posée le 14 décembre 1998. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 6744). Appelée le 15 décembre 1998. Equilibre financier, Tarare (p. 10457)

n° 652, posée le 1^{er} mars 1999. Transports ferroviaires. Gestion (J.O. Questions p. 1128). Appelée le 2 mars 1999. Cession de terrains, Tarare (p. 1844)

n° 812, posée le 17 mai 1999. Papiers d'identité. Carte nationale d'identité (J.O. Questions p. 2896). Appelée le 18 mai 1999. Délivrance, délais (p. 4485)

n° 910, posée le 28 juin 1999. Sécurité publique. Sapeurs-pompiers volontaires (J.O. Questions p. 3877). Appelée le 29 juin 1999. Logement de fonction, réglementation (p. 6518)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 1 : non soutenu (p. 5913)

Son amendement n° 2 (suppression de la référence à l'entretien des paysages) : rejeté (p. 5961)

Son amendement n° 3 (suppression de la référence à la production de services collectifs au profit de tous les usagers de l'espace rural) : rejeté (p. 5963)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son intervention (p. 5988)

Son amendement n° 5 (développement de projets collectifs agricoles) : devenu sans objet (p. 6013)

Son amendement n° 4 (recentrage sur l'activité agricole) : rejeté (p. 6018)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Son amendement n° 6 (limitation des activités accessoires) : devenu sans objet (p. 6082)

Article 37 (contrats de lutte contre les crises conjoncturelles)

Son amendement n° 8 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 6332)

Son amendement n° 9 (accords de crise réservés à la régulation de l'offre) : devenu sans objet (p. 6335)

Article 38 (modification de la composition du Conseil supérieur d'orientation)

Son amendement n° 10 soutenu par M. Christian Jacob (représentation des associations oeuvrant dans le domaine de l'environnement au sein du Conseil supérieur d'orientation) : retiré (p. 6342)

Après l'article 45

Son amendement n° 11 soutenu par M. Christian Jacob (condition de distance pour l'implantation de nouveaux bâtiments d'habitation ou à usage professionnel) : rejeté (p. 6408)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765, 8807)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 8775)

Thèmes avant la procédure des questions :

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 8775, 8776)

Retraites : régime agricole : mutualité sociale agricole (p. 8775, 8776)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [27 janvier 1999] (p. 500)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 1085 soutenu par M. Patrick Ollier (non intégration des espaces naturels et ruraux dans les schémas de services collectifs) (p. 311) : rejeté (p. 312)

Article 3 (coordination)

Son amendement n° 1087 (de suppression) : rejeté (p. 325)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Son amendement n° 1088 : non soutenu (p. 508)

Édouard LANDRAIN

*Loire-Atlantique (5^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [J.O. du 3 février 1999] (p. 1757)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1133 visant à améliorer les modalités de financement des clubs sportifs professionnels [14 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1263 tendant à autoriser les associations sportives non professionnelles à vendre certaines boissons dans l'enceinte de la compétition [14 décembre 1998]

Proposition de loi n° 1264 tendant à autoriser un centre hospitalier à recruter des praticiens par contrat [14 décembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sports. Fonds national de développement du sport (FNDS). Crédits, montant [10 novembre 1998] (p. 8701)

Sports. Football. Coupe du monde, bénéfiques, affectation [3 février 1999] (p. 857)

Santé. Politique de la santé. Régionalisation [10 mars 1999] (p. 2219)

Mer et littoral. Domaine public maritime. Construction de paillotes, réglementation, Corse [12 mai 1999] (p. 4422)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 746, posée le 5 avril 1999. Etablissements de santé. Etablissements publics (J.O. Questions p. 1945). Appelée le 6 avril 1999. Plateaux techniques, médecins libéraux, accès (p. 3262)

n° 868, posée le 7 juin 1999. Télécommunications. Téléphone (J.O. Questions p. 3357). Appelée le 8 juin 1999. Portables, antennes relais, installation, conséquences, santé (p. 5469)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

M. Christian Estrosi : déplore le dépôt tardif de cette proposition et le travail "à la sauvette" de l'Assemblée sur ce texte. [17 juin 1999]

Tient à faire part du mécontentement de l'opposition toute entière à l'égard des conditions de travail qui prévalent en fin de session [17 juin 1999] (p. 6212)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057, 8067)

Procédure des questions :

Transports aériens : aéroports (p. 8105)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8739)

Son intervention (p. 8750)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : Fonds national de développement de la vie associative (FNDVA) (p. 8751)

Boissons et alcools : débits de boissons : stades (p. 8751)

Education physique et sportive : sports : animateurs (p. 8751)

Enseignement maternel et primaire : rythmes et vacances scolaires (p. 8752)

Sports : activités physiques et sportives : jeunes (p. 8752)

Sports : crédits (p. 8750)

Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 8750)

Sports : médecine du sport (p. 8753)

Sports : stade de France (p. 8751)

Tourisme et loisirs : centres de vacances (p. 8751)

TVA : taux réduit (p. 8751)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 843 de M. Henri Plagnol (conclusion du PACS par des personnes âgées d'au moins 21 ans) : rejeté (p. 8512)

Après l'article 515-1 du code civil

Soutient l'amendement n° 844 de M. Henri Plagnol (conditions de conclusion d'un PACS par des majeurs sous tutelle ou curatelle) : rejeté (p. 8542)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Christian Estrosi (absence d'ouverture de droit à l'adoption ou à la procréation médicalement assistée par la conclusion d'un PACS entre personnes de même sexe) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 422 de M. Bernard Accoyer (interdiction de l'adoption à la personne engagée dans un PACS avec une personne de même sexe) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Christian Estrosi (interdiction de l'adoption aux partenaires de même sexe d'un PACS) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 791 de M. Renaud Dutreil (interdiction de l'adoption aux partenaires de même sexe d'un PACS) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 270 de M. Thierry Mariani (absence d'ouverture de droit à l'adoption par la conclusion d'un PACS entre personnes de même sexe) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 792 de M. Renaud Dutreil (interdiction de la procréation médicalement assistée aux partenaires de même sexe d'un PACS) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Christian Estrosi (interdiction de la procréation médicalement assistée aux partenaires de même sexe d'un PACS) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 269 de M. Thierry Mariani (absence d'ouverture de droit à la procréation médicalement assistée par la conclusion d'un PACS entre personnes de même sexe) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 257 de M. Thierry Mariani (mention de l'acte de reconnaissance d'un

enfant naturel en marge de l'acte de naissance des parents) (p. 9906)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Reprend l'amendement n° 180 de M. Noël Mamère (bénéfice des dispositions de l'article aux partenaires prouvant par des documents justificatifs ou par deux témoins qu'ils vivent ensemble depuis trois ans) (p. 9940) : rejeté (p. 9941)

Soutient l'amendement n° 900 corrigé de M. Henri Plagnol (preuve d'une vie de couple effective pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 9942)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 686 de M. Charles de Courson (suppression du versement de l'allocation de soutien familial aux signataires d'un PACS) : devenu sans objet (p. 9982)

Soutient l'amendement n° 787 de M. Charles de Courson (suppression du versement de l'allocation veuvage aux signataires d'un PACS) : devenu sans objet (p. 9982)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9172, 9197)

Son intervention (p. 9188)

Thèmes :

Sports : dopage : généralités (p. 9188)

Sports : livret individuel médical et sportif (p. 9190)

Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) : sports (p. 9189)

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210) ; [19 novembre 1998] (p. 9244)

Après l'article 1er

Son amendement n° 35 deuxième rectification (participation de l'audiovisuel public à la lutte contre le dopage) : adopté (p. 9212)

Son amendement n° 36 rectifié (participation des "sponsors" à la lutte contre le dopage) : adopté (p. 9212)

Article 2 (contrôle médical préalable à la délivrance des licences sportives)

Son amendement n° 37 rectifié (formation des médecins habilités à délivrer le certificat) : rejeté (p. 9213)

Article 4 (contribution des fédérations sportives à la politique de prévention du dopage)

Son amendement n° 39 (harmonisation européenne et internationale) : rejeté (p. 9220)

Intervient sur le sous-amendement n° 85 de M. Renaud Muselier (caractère international de la liste) à l'amendement n° 7 de la commission (liste unique pour tous les sports) (p. 9221)

Son amendement n° 40 (prise en charge des contrôles) : rejeté (p. 9221)

Article 17 (exercice des compétences disciplinaires par les fédérations agréées)

Son amendement n° 41 (modalités de prélèvement) : retiré (p. 9234)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Alain Tourret (sursis à exécution) (p. 9246)

Article 18 (pouvoirs de sanction du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (sanction des pourvoyeurs) (p. 9247)

Article 24 (article 49-1-A de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 : déclaration préalable à l'organisation d'une manifestation publique à l'autorité administrative et pouvoir de cette dernière d'interdire la manifestation)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (sports de combat ne relevant pas d'une fédération) (p. 9253)

Ses explications de vote (p. 9257)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 9257)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [3 mars 1999] (p. 1979)

Son intervention (p. 1985)

Thèmes :

Sports : Comité international olympique (CIO) : dopage (p. 1985)

Sports : Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD) (p. 1985)

Sports : dopage : sanctions pénales (p. 1986)

Sports : dopage : secret médical (p. 1985)

Sports : livret individuel médical et sportif (p. 1985)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Article 2 (articles L. 29 à L. 29-11 nouveaux du code de la route : enseignement de la conduite et de la sécurité routière)

Son amendement n° 32 soutenu par M. Pierre Micaux (garantie financière produite par les gérants d'écoles) (p. 10417) : rejeté (p. 10418)

Article 4 (article L. 21-1 du code de la route : responsabilité pécuniaire des propriétaires de véhicules)

Son amendement n° 33 soutenu par M. Jean-Antoine Léonetti (de suppression) (p. 10422) : rejeté (p. 10423)

Article 5 (article L. 4-1 nouveau du code de la route : création d'un délit en cas de récidive de dépassement de la vitesse autorisée égal ou supérieur à 50 km/h)

Son amendement n° 34 soutenu par M. Jean-Antoine Léonetti (critère du grand excès de vitesse ramené en agglomération à un dépassement de 40 km/h) : rejeté (p. 10429)

Article 7 (article L. 3-1 nouveau du code de la route : dépistage systématique des stupéfiants en cas d'accident mortel)

Son amendement n° 35 soutenu par M. Jean-Antoine Léonetti (dépistage étendu aux conducteurs impliqués dans des accidents ayant entraîné une hospitalisation) : rejeté (p. 10434)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Article 15 bis A (vente de boissons alcoolisées dans les enceintes sportives)

Son intervention (p. 10979)

Son amendement n° 29 (dérogation à l'interdiction de vendre des boissons alcoolisées dans les enceintes sportives) : rejeté (p. 10986)

Son amendement n° 30 (dérogation à l'interdiction de vendre des boissons alcoolisées dans les enceintes sportives) : rejeté (p. 10986)

Son amendement n° 31 (augmentation du nombre de dérogations annuelles) : rejeté (p. 10988)

Son amendement n° 32 (augmentation du nombre de dérogations annuelles) : adopté (p. 10988)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 479 soutenu par M. Léonce Deprez (possibilité d'association des conseils généraux et régionaux au projet de la communauté) : rejeté (p. 1023)

Article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des communautés d'agglomération

Son amendement n° 496 soutenu par M. Léonce Deprez (conventions entre les communautés et les conseils généraux ou régionaux) : rejeté (p. 1038)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 537 (de coordination) : rejeté (p. 1104)

Article 26 (articles L. 5211-39 et L. 5211-40 du code général des collectivités territoriales - démocratisation et transparence)

Son amendement n° 534 soutenu par M. Léonce Deprez (rapport sur l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale comportant les éléments d'information relatifs aux coopérations avec l'Etat, les départements et les régions) (p. 1190) : rejeté (p. 1191)

Article 29 (article L. 5211-49 du code général des collectivités territoriales - information et participation des habitants)

Son amendement n° 480 soutenu par M. Léonce Deprez (possibilité de siéger dans les comités consultatifs pour les conseillers généraux et régionaux) (p. 1198) : retiré (p. 1199)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 1999] (p. 3987)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 24 rectifié de la commission (activité libérale exercée par des praticiens hospitaliers au sein de l'hôpital public) (p. 4003)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (statut des praticiens adjoints contractuels) (p. 4018)

Intervient sur l'amendement n° 323 de M. Yves Bur (réduction du temps de travail dans le secteur médico-social) (p. 4021)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5897) ; [16 juin 1999] (p. 5956, 5999)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Jean-Luc Prél (création d'un ordre des infirmières et des infirmiers) (p. 6009)

Article 34 bis (vérification de compétences des aides opératoires)

Son intervention (p. 6010)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Jean-Luc Prél (recrutement occasionnel sur contrat de praticiens hospitaliers) (p. 6018)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4532)

Son intervention

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4563)

Audiovisuel et communication : programmes : sports (p. 4563)

Culture : langues régionales : télévision (p. 4562, 4563)

Discussion des articles [25 mai 1999] (p. 4852) ; [26 mai 1999] (p. 4974, 4987)

Après l'article 8

Son amendement n° 256 (promotion de la lutte contre le dopage) : rejeté (p. 4867)

Article 10 (article 20-2 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : retransmission en clair des événements d'importance majeure)

Son intervention (p. 4876)

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. Olivier de Chazeaux (protection des événements se passant sur le territoire national ou non) (p. 4876)

Son amendement n° 254 (protection des événements se passant sur le territoire national) : rejeté (p. 4876)

Son amendement n° 255 (précisions sur la diffusion des différés) : rejeté (p. 4877)

Intervient sur l'amendement n° 99 de la commission (suppression de la soumission de la liste des événements majeurs au CSA) (p. 4877)

Article 19 (article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 : intervention du Conseil de la concurrence et du CSA en matière de pratiques anticoncurrentielles et d'opérations de concentration dans le secteur de la communication audiovisuelle)

Son amendement n° 205 soutenu par M. Christian Kert (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) (p. 4997) : rejeté (p. 4998)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6059)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 6075) : rejetée (p. 6085)

Thèmes :

Sports : associations et clubs : bourses de valeurs (p. 6076, 6079)

Sports : associations et clubs : droit communautaire (p. 6076, 6080, 6081)

Sports : associations et clubs : multipropriété (p. 6080)

Sports : associations et clubs : sociétés anonymes (SA) (p. 6076, 6078)

Sports : associations et clubs : subventions (p. 6076, 6080, 6081)

Sports : manifestations sportives : débits de boissons (p. 6077, 6078)

Sports : manifestations sportives : TVA (p. 6077)

Sports : sportifs : contrats de travail (p. 6082)

Sports : sportifs : libre circulation des personnes (p. 6081)

Sports : sportifs : mineurs (p. 6081)

Discussion des articles [18 juin 1999] (p. 6212)

Son rappel au règlement (cf. supra) [17 juin 1999] (p. 6212)

Article 1er (sociétés sportives commerciales)

Soutient l'amendement n° 18 de M. Guy Drut (rédactionnel) : rejeté (p. 6213)

Soutient l'amendement n° 19 de M. Guy Drut (relations entre l'association sportive et la société commerciale) : rejeté (p. 6214)

Article 2 (mise en conformité des régimes juridiques des associations sportives)

Son amendement n° 9 (de suppression) : rejeté (p. 6215)

Soutient l'amendement n° 28 de M. Christian Estrosi (de suppression) : rejeté (p. 6215)

Soutient l'amendement n° 49 de M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 6215)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Christian Estrosi (entrée en bourse des sociétés anonymes sportives professionnelles) (p. 6216)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Patrick Leroy (interdiction de la cotation en bourse des titres des SASP) (p. 6216)

Après l'article 2

Son amendement n° 4 (admission sous conditions sur le marché boursier) : rejeté (p. 6216)

Son amendement n° 3 (admission sous conditions sur le marché boursier) : rejeté (p. 6216)

Son amendement n° 2 (admission sous conditions sur le marché boursier) : rejeté (p. 6217)

Son amendement n° 7 (propriété des installations sportives) : rejeté (p. 6217)

Article 5 (interdiction d'être actionnaire de plusieurs sociétés sportives et de consentir un avantage financier à un concurrent)

Son amendement n° 8 (subventions réservées aux seules associations) : rejeté (p. 6221)

Article 6 (interdiction des transactions relatives aux mineurs)

Soutient l'amendement n° 24 de M. Guy Drut (mineurs entre seize et dix-huit ans) : rejeté (p. 6222)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. François Goulard (taux de TVA applicable) (p. 6223)

Article 7 (contrat d'engagement consécutif à une formation sportive)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Georges Sarre (modalité de l'engagement) (p. 6224)

Soutient l'amendement n° 26 de M. Guy Drut (modalité de l'engagement) : rejeté (p. 6224)

Son sous-amendement n° 60 (rupture anticipée du contrat) à l'amendement n° 26 de M. Guy Drut : rejeté (p. 6224)

Son amendement n° 1 (de précision) : rejeté (p. 6225)

Après l'article 7

Son amendement n° 12 (application par les autres pays de la communauté européenne) : retiré (p. 6226)

Son amendement n° 15 (saisine du conseil de la concurrence en cas de projet d'acquisition d'un club sportif par une chaîne de télévision) : rejeté (p. 6227)

Intervient sur l'amendement n° 23 corrigé de M. Olivier de Chazeaux (saisine du CSA en cas de projet d'acquisition d'un club sportif par une chaîne de télévision) (p. 6227)

Article 9 (compensation des conséquences financières de la loi)

Son amendement n° 14 : devenu sans objet (p. 6227)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 27 de M. Guy Drut (exploitation de l'image des sportifs) : rejeté (p. 6228)

Son amendement n° 16 (présence d'un minimum de nationaux au sein des équipes) : rejeté (p. 6229)

Son amendement n° 17 (prise en compte de la spécificité sportive par la législation communautaire) : rejeté (p. 6229)

Ses explications de vote (p. 6229)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 6229)

Claude LANFRANCA

*Haute-Vienne (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 876, posée le 14 juin 1999. Etablissements de santé. Etablissements privés (J.O. Questions p. 3529). Appelée le 15 juin 1999. Equilibre financier (p. 5795)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Procédure des questions :

Défense : entreprises (p. 8306)

Jack LANG

*Loir-et-Cher (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [6 avril 1999] (p. 3285)

DÉBATS

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Son intervention du président de la commission des affaires étrangères (p. 1881)

Thèmes :

Union européenne : institutions communautaires (p. 1882)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1881)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Article 1er (article préliminaire du code de procédure pénale : principes fondamentaux de la procédure pénale)

Son sous-amendement n° 290 soutenu par M. Jean-Pierre Michel (mesures de contrainte ne devant en aucun cas porter atteinte à la dignité) à l'amendement n° 72 de la commission (nouvelle rédaction des paragraphes III et IV mettant l'accent sur les garanties bénéficiant à la personne poursuivie et instituant le double degré de juridiction) : adopté (p. 2791)

Avant l'article 2

Son amendement n° 291 soutenu par M. Guy Hascoët (personne placée en garde à vue informée des raisons de son arrestation et des accusations portées contre elle) : devenu sans objet (p. 2809)

Son amendement n° 292 soutenu par M. Guy Hascoët (droit de la personne placée en garde à vue de faire prévenir sans délai sa famille ou son employeur) : adopté (p. 2810)

Article 2 (article 63-4 du code de procédure pénale : intervention de l'avocat dès le début de la garde à vue)

Son amendement n° 293 rectifié soutenu par M. Jean-Pierre Michel (présence de l'avocat tout au long de la garde à vue et suppression des restrictions à son intervention en matière de proxénétisme et de délinquance organisée) : rejeté (p. 2815)

Article 15 (articles 143-1 et 144 du code de procédure pénale : conditions autorisant le placement en détention provisoire)

Son amendement n° 294 : non soutenu (p. 2901)

Son amendement n° 295 : non soutenu (p. 2902)

Article 16 (article 145-1 du code de procédure pénale : durée de la détention provisoire en matière correctionnelle)

Son amendement n° 296 : devenu sans objet (p. 2905)

Article 17 (article 145-2 du code de procédure pénale : durée de la détention provisoire en matière criminelle)

Son amendement n° 297 : non soutenu (p. 2905)

Article 21 (articles 89-1, 116, 175-1, 186-1, 207 et 207-1 du code de procédure pénale : délai raisonnable de l'information)

Son amendement n° 298 : non soutenu (p. 2929)

Déclaration du Gouvernement n° 1542 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo

[27 avril 1999] (p. 3621)

Son intervention du président de la commission des affaires étrangères (p. 3641)

Thèmes :

Défense : opérations extérieures : contrôle parlementaire (p. 3641)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3641)

Pays étrangers : Albanie (p. 3641)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 3641, 3642)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3641, 3642)

Déclaration du Gouvernement n° 1679 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo

[8 juin 1999] (p. 5477)

Son intervention du président de la commission des affaires étrangères (p. 5493)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 5493)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 5493)

Pays étrangers : Russie : médiation (p. 5493)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 5493)

Pierre LASBORDES

*Essonne (5^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Recherche. Physique nucléaire. Programme de recherche Soleil [3 novembre 1998] (p. 7924)

Recherche. CNRS. Réforme [16 décembre 1998] (p. 10564)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7025, 7053)

Son intervention (p. 7036)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bourses d'études : enseignement supérieur (p. 7036)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants : création d'emplois (p. 7037)

Recherche : crédits (p. 7037)

Recherche : crédits : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 7038)

Recherche : recherche développement : enseignement et recherche (p. 7037)nciens combattants

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : préretraites (p. 8227)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 4 (participation financière de l'Etat à l'aménagement des aires d'accueil)

Son intervention (p. 6464)

Article 7 (majoration de la population prise en compte au titre du calcul de la DGF)

Son amendement n° 139 (majoration de la dotation globale de fonctionnement des communes ayant satisfait aux obligations de l'article 28 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990) : rejeté (p. 6471)

Projet de loi n° 1410 sur l'innovation et la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5376)

Son intervention (p. 5395)

Thèmes :

Impôt sur les sociétés : champ d'application (p. 5396)

Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 5395)

Recherche : chercheurs

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5411)

Article 1er (articles 14, 18, 19, 19-1 nouveau et 25-1 à 25-4 nouveaux de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France : valorisation de la diffusion des résultats de la recherche par les organismes de recherche et facilitation de la création d'entreprise par les chercheurs)

Son amendement n° 70 corrigé soutenu par M. Jean-Michel Dubernard (assouplissement de contraintes administratives en matière de délais) : retiré (p. 5416)

Son amendement n° 71 troisième correction soutenu par M. Jean-Michel Dubernard (possibilité de poursuite de travaux de recherche antérieurs) : rejeté (p. 5417)

Jean LAUNAY

*Lot (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers. Traitement, tri sélectif [7 octobre 1998] (p. 6040)

Etrangers. Kosovars. Accueil en France [5 mai 1999] (p. 4079)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 856, posée le 7 juin 1999. Marchés publics. Réglementation (J.O. Questions p. 3355). Appelée le 8 juin 1999. Entreprises candidates en redressement judiciaire (p. 5466)

*DÉBATS***Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 octobre 1997] (p. 6118)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son intervention (p. 6132)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057, 8067)

Procédure des questions :

Union européenne : fonds structurels (p. 8095)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 février 1999] (p. 897)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Son intervention (p. 920)

Jacqueline LAZARD

*Finistère (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Professions sociales. Aides à domicile. Financement [2 mars 1999] (p. 1863)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 579, posée le 25 janvier 1999. Audiovisuel et communication. Radio (J.O. Questions p. 364). Appelée le 26 janvier 1999. Centre radiomaritime du Conquet, fermeture, conséquences (p. 343)

*DÉBATS***Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 octobre 1997] (p. 6198)

Article 18 (création du statut de conjoint collaborateur)

Son intervention (p. 6206)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7122, 7139)

Procédure des questions :

Bourses d'études : enseignement secondaire (p. 7164)

Projet de loi n° 11 créant le Conseil national des communes "Compagnon de la Libération"

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, suppléante de Mme Marie-Françoise Clergeau

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1998] (p. 10767)

Son intervention (p. 10772)

Thème :

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : communes (p. 10772)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4425)

Son intervention (p. 4426)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : résistants (p. 4426, 4427)

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : communes (p. 4426, 4427)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1247)

Son intervention (p. 1256)

Thèmes :

Femmes : parité (p. 1256, 1257)

Femmes : politique à l'égard des femmes : organismes (p. 1256)

Femmes : politique à l'égard des femmes : Parlement (p. 1256, 1257)

Thierry LAZARO

*Nord (6^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Procédure des questions :

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 7201)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2421)

Son intervention (p. 2430)

Thèmes :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 2431)

Eau : assainissement : collectivités territoriales (p. 2431)

Mines et carrières : pollution et nuisances : indemnisation (p. 2430, 2431)

Mines et carrières : titres miniers : responsabilité civile (p. 2431)

Ses explications de vote (p. 2449)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 2449)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2551)

Thèmes :

DOM-TOM (p. 2551)

Union européenne : fonds structurels (p. 2551)

Christine LAZERGES

*Hérault (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Rapporteur du projet de loi renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes (n° 1079) [8 octobre 1998]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale [J.O. du 20 mai 1999] (p. 7464)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1079) renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes [12 mars 1999] (n° 1468)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1998] (p. 6078)

Après l'article 10

Son amendement n° 809 (cessibilité du bail) : retiré (p. 6101)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Jacques Myard (compromis de Luxembourg) (p. 9584)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 1999] (p. 2721) ; [24 mars 1999] (p. 2768)

Son intervention (p. 2728)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : présomption d'innocence (p. 2729)

Assemblée nationale : commissions : victimes (p. 2730)

Droit pénal : détention provisoire (p. 2730, 3029)

Droit pénal : détention provisoire : indemnisation (p. 2730)

Droit pénal : garde à vue (p. 2729, 3029)

Droit pénal : instruction : défense (p. 2730)

Droit pénal : instruction : partie civile (p. 2730)

Droit pénal : instruction : publicité (p. 3029)

Droit pénal : juge de la détention provisoire (p. 3029)

Droit pénal : mise en examen (p. 2730)

Droit pénal : procédure pénale (p. 2729)

Droit pénal : témoins assistés (p. 2729, 3029)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen : présomption d'innocence (p. 2728)

Justice : carte judiciaire (p. 3029)

Justice : jugements : délais (p. 3029)

Justice : réforme (p. 2728)

Justice : victimes (p. 2728 à 2730, 3029)

Justice : victimes : indemnisation (p. 2730)

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (article préliminaire du code de procédure pénale : principes fondamentaux de la procédure pénale)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (nouvelle rédaction des paragraphes III et IV mettant l'accent sur les garanties bénéficiant à la personne poursuivie et instituant le double degré de juridiction) : adopté après modifications (p. 2792)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (article 81 du code de procédure pénale : principe de l'instruction à charge et à décharge) : adopté (p. 2805)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (mention dans l'ordonnance de règlement des diligences accomplies pour instruire à charge et à décharge) : adopté (p. 2806)

Avant l'article 2

Soutient l'amendement n° 75 corrigé de la commission (de coordination) : adopté (p. 2806)

Soutient l'amendement n° 76 de la commission (visite des locaux de garde à vue par le procureur) : adopté (p. 2807)

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (rétention des personnes non suspectées le temps strictement nécessaire à leur audition) (p. 2808)

Soutient l'amendement n° 78 de la commission (placement en garde à vue des seuls suspects et information immédiate du procureur ou du juge d'instruction) : adopté (p. 2808)

Soutient l'amendement n° 79 rectifié de la commission (personne placée en garde à vue informée de la nature de l'infraction et de son droit à interroger le procureur de la suite donnée ou susceptible d'être donnée à la procédure) : adopté (p. 2809)

Soutient l'amendement n° 80 de la commission (droit au silence de la personne placée en garde à vue) : retiré (p. 2810)

Soutient le sous-amendement n° 318 de la commission (délai de trois ans) à l'amendement n° 256 de M. Jacques Floch (emprisonnement individuel au titre de la détention provisoire) : adopté (p. 2812)

Article 2 (article 63-4 du code de procédure pénale : intervention de l'avocat dès le début de la garde à vue)

Soutient l'amendement n° 82 de la commission (présence de l'avocat au début de la garde à vue et à l'issue de la vingtième heure) : adopté (p. 2817)

Soutient le sous-amendement n° 252 de M. Jean-Pierre Michel (présence de l'avocat à l'issue de la dixième heure) à l'amendement n° 82 de la commission : rejeté (p. 2817)

Soutient l'amendement n° 83 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2819)

Soutient l'amendement n° 166 de la commission (présence de l'avocat à compter de la douzième heure suivant la prolongation de la garde à vue) : adopté (p. 2820)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 84 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2823)

Article 3 (articles 115 et 116 du code de procédure pénale : modalités de désignation de l'avocat par une personne détenue ou au cours de la première comparution)

Soutient l'amendement n° 85 de la commission (de précision) : adopté (p. 2825)

Soutient l'amendement n° 86 de la commission (de précision) : adopté (p. 2825)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 87 de la commission (article 80-1 du code de procédure pénale : mise en examen devant être fondée sur des indices précis) : adopté (p. 2826)

Article 4 (article 82-1 du code de procédure pénale : droit des parties de demander tout acte nécessaire à la manifestation de la vérité)

Soutient l'amendement n° 88 de la commission (demandes d'actes formulées conformément aux dispositions du dixième alinéa de l'article 81 du code de procédure pénale) : adopté (p. 2827)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 311 de la commission (appel de la décision du juge d'instruction rejetant la prescription de l'action publique) : adopté (p. 2827)

Soutient l'amendement n° 312 de la commission (interventions du procureur et des avocats au cours des interrogatoires, confrontations et auditions et possibilité pour le juge d'instruction de s'opposer aux questions susceptibles de nuire au bon déroulement de l'information ou à la dignité de la personne) : adopté (p. 2829)

Article 5 (articles 156, 164 et 167 du code de procédure pénale : renforcement du caractère contradictoire des expertises pénales)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (notification par lettre recommandée aux parties de l'intégralité du rapport à la demande de leurs avocats) : adopté (p. 2830)

Article 7 (articles 113-1 à 113-8 du code de procédure pénale : dispositions relatives au témoin assisté)

Soutient l'amendement n° 90 de la commission (communication de son adresse par le témoin assisté) : adopté (p. 2833)

Soutient l'amendement n° 91 de la commission (contenu de la lettre recommandée informant une personne de sa qualité de témoin assisté) : adopté (p. 2833)

Avant l'article 9

Soutient l'amendement n° 92 de la commission (questions posées directement par le ministère public et les avocats des parties en matière criminelle) : adopté (p. 2837)

Article 9 (articles 442-1, 442 et 454 du code de procédure pénale : renforcement du caractère contradictoire de l'audience correctionnelle)

Soutient l'amendement n° 165 rectifié de la commission (questions posées directement par le ministère public et les avocats des parties) : adopté (p. 2876)

Avant l'article 10

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (création d'une section A1 : dispositions générales) : adopté (p. 2877)

Soutient l'amendement n° 94 de la commission (nouvelle rédaction de l'article 137 du code de procédure pénale - conditions de recours au contrôle judiciaire ou à la détention provisoire) : adopté (p. 2878)

Soutient l'amendement n° 95 de la commission (suppression de l'article 611-1 du code de l'organisation judiciaire prévoyant la présence d'un ou de plusieurs juges d'instruction dans chaque tribunal de grande instance) : adopté (p. 2879)

Article 10 (articles 137-1 à 137-5 du code de procédure pénale : institution du juge de la détention provisoire - rapports avec le juge d'instruction et le parquet)

Son intervention (p. 2884)

Soutient l'amendement n° 97 de la commission (suppression de la référence à l'article 50 du code de procédure pénale pour le remplacement du juge de la détention) : adopté (p. 2888)

Soutient l'amendement n° 98 de la commission (de précision) : adopté (p. 2889)

Soutient l'amendement n° 99 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2892)

Article 12 (article 146 du code de procédure pénale : prolongation de la détention provisoire en cas de requalification correctionnelle)

Soutient l'amendement n° 100 de la commission (délai ramené de cinq à trois jours pour la décision du juge de la détention provisoire) : adopté (p. 2896)

Article 14 (article 148 du code de procédure pénale : demande de mise en liberté par le prévenu)

Soutient l'amendement n° 101 de la commission (correction d'une erreur formelle) : adopté (p. 2897)

Article 15 (articles 143-1 et 144 du code de procédure pénale : conditions autorisant le placement en détention provisoire)

Soutient l'amendement n° 102 de la commission (référence à l'article 137 du code de procédure pénale pour souligner le caractère exceptionnel de la détention provisoire) : adopté (p. 2901)

Article 16 (article 145-1 du code de procédure pénale : durée de la détention provisoire en matière correctionnelle)

Soutient l'amendement n° 104 de la commission (nouvelle rédaction de l'article limitant la détention provisoire à quatre mois si la peine encourue est inférieure à cinq ans et en l'absence de condamnation antérieure, à un an dans les autres cas et à deux ans pour certains délits justifiant une peine supérieure à dix ans et portant les délais d'un an et de deux ans à respectivement deux ans et trois ans en cas de délivrance d'une commission rogatoire internationale) : adopté après modifications (p. 2904)

Article 17 (article 145-2 du code de procédure pénale : durée de la détention provisoire en matière criminelle)

Soutient l'amendement n° 105 de la commission (suppression de l'absence de limitation de la détention provisoire pour les crimes justifiant une peine supérieure à trente ans et majoration des limitations d'un an en cas de délivrance d'une commission rogatoire internationale) : adopté (p. 2905)

Son amendement n° 319 (absence de limitation de la détention provisoire en cas de commission de plusieurs crimes contre la personne, l'Etat, la Nation ou la paix publique) : adopté (p. 2906)

Article 18 (article 141-3 du code de procédure pénale : prolongation de la détention provisoire en cas de révocation du contrôle judiciaire)

Soutient l'amendement n° 107 de la commission (durée totale des détentions provisoires limitée à quatre mois au lieu de six lorsque la peine encourue est inférieure à deux ans) : adopté (p. 2906)

Soutient l'amendement n° 108 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2906)

Article 19 (articles 149 et 149-2 du code de procédure pénale : indemnisation à raison d'une détention provisoire)

Soutient l'amendement n° 109 de la commission (principe de l'indemnisation systématique sauf irresponsabilité pénale, prescription, amnistie ou auto-accusation) : adopté (p. 2918)

Soutient l'amendement n° 314 de la commission (personne intéressée entendue personnellement ou par l'intermédiaire de son conseil) : adopté (p. 2918)

Après l'article 19

Soutient l'amendement n° 111 de la commission (enquête sur la situation matérielle, familiale ou sociale des prévenus incarcérés) : rejeté (p. 2920)

Avant l'article 20

Soutient l'amendement n° 113 de la commission (délai des enquêtes préliminaires menées sur instruction du procureur et compte rendu tous les quatre mois pour celles déclenchées d'office) : retiré (p. 2922)

Article 20 (articles 77-2 et 77-3 du code de procédure pénale : délai raisonnable en matière d'enquêtes de police judiciaire)

Soutient l'amendement n° 114 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2923)

Soutient l'amendement n° 115 de la commission (réduction de huit à six mois du délai au-delà duquel la personne ayant fait l'objet d'une garde à vue non suivie d'une procédure peut saisir le procureur) : adopté (p. 2923)

Soutient l'amendement n° 116 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2923)

Soutient l'amendement n° 117 de la commission (procédure alternative aux poursuites proposée par le procureur) : adopté (p. 2923)

Soutient l'amendement n° 118 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2923)

Soutient l'amendement n° 320 de la commission (demande motivée d'audience publique par la personne intéressée) : adopté (p. 2926)

Article 21 (articles 89-1, 116, 175-1, 186-1, 207 et 207-1 du code de procédure pénale : délai raisonnable de l'information)

Soutient l'amendement n° 120 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article limitant la durée de l'instruction à deux ans en matière délictuelle et à trois ans en matière criminelle) : rejeté (p. 2929)

Après l'article 21

Soutient l'amendement n° 123 de la commission (institution de délais d'audiencement correctionnel limitant la détention à six mois à compter de la date de l'ordonnance de renvoi) : adopté (p. 2931)

Soutient l'amendement n° 124 de la commission (institution de délais d'audiencement criminel limitant la détention à deux ans à compter de la date à laquelle l'arrêt de mise en accusation est devenu définitif) : adopté après rectification (p. 2932)

Soutient l'amendement n° 125 de la commission (commission d'audiencement) : adopté (p. 2932)

Article 22 (article 226-30-1 du code de procédure pénale : interdiction de publier l'image d'une personne portant des menottes ou de réaliser un sondage sur la culpabilité d'une personne mise en cause)

Soutient l'amendement n° 126 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 2936)

Soutient l'amendement n° 127 rectifié de la commission (ajout de l'atteinte à la dignité d'une personne mise en cause dans une procédure judiciaire) : adopté (p. 2936)

Soutient l'amendement n° 128 de la commission (amende portée de 100 000 à 200 000 F) : rejeté (p. 2939)

Après l'article 22

Soutient l'amendement n° 129 de la commission (article 803 du code de procédure pénale - précautions pour éviter qu'une personne menottée soit photographiée ou filmée) : adopté (p. 2941)

Article 23 (article 13 de la loi du 29 juillet 1881 et article 6 de la loi du 29 juillet 1982 : droit de réponse exercé par le ministère public)

Soutient l'amendement n° 130 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article supprimant l'intervention du procureur mais maintenant les dispositions portant de huit jours à trois mois le délai du droit de réponse en matière audiovisuelle) : adopté après modifications (p. 2943)

Article 25 (articles 11, 145, 177-1, 199, 199-1, 212-1 et 803 du code de procédure pénale : "fenêtres de publicité" dans la procédure pénale)

Soutient l'amendement n° 132 de la commission (communiqués du procureur ayant pour but d'éviter la propagation d'informations parcellaires ou inexacts ou de mettre fin à un trouble à l'ordre public) : adopté (p. 2948)

Soutient l'amendement n° 133 de la commission (communiqués du procureur ne comportant aucune mention nominative sauf accord de l'intéressé) : adopté (p. 2948)

Soutient l'amendement n° 137 de la commission (de précision) : adopté (p. 2948)

Soutient l'amendement n° 136 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2949)

Soutient l'amendement n° 138 de la commission (maintien du deuxième alinéa de l'article 199-1 du code de procédure pénale autorisant la partie civile à demander que l'audience d'un appel de non-lieu soit publique) : adopté (p. 2949)

Soutient l'amendement n° 139 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 2949)

Article 27 (article 227-24-1 du code pénal : interdiction de publier l'identité d'un mineur victime d'une infraction)

Soutient l'amendement n° 142 de la commission (sanction de la diffusion d'une image permettant d'identifier le mineur) : adopté (p. 2950)

Après l'article 27

Soutient l'amendement n° 143 de la commission (article 81 du code de procédure pénale - possibilité pour le juge d'instruction d'ordonner, avec l'accord de la victime, toute mesure permettant d'évaluer le préjudice subi) : rejeté (p. 2950)

Soutient l'amendement n° 141 rectifié de la commission (insertion d'un article 227-24-2 dans le code pénal - sanction de la publication de l'image d'un mineur en cas de fugue ou de suicide) : adopté après deuxième rectification (p. 2951)

Après l'article 28

Soutient l'amendement n° 145 de la commission (insertion d'un article 53-1 dans le code de procédure pénale et article 75 - information des victimes sur leurs droits dès le début de l'enquête) : adopté (p. 2953)

Avant l'article 29

Soutient l'amendement n° 146 de la commission (article 81 du code de procédure pénale - information des victimes par le juge d'instruction de leur droit de se porter partie civile) : adopté (p. 2954)

Article 30 (article 464 du code de procédure pénale : renvoi de la décision sur l'action civile à une audience ultérieure)

Soutient l'amendement n° 147 de la commission (renvoi de droit à la demande des parties civiles) : adopté (p. 2955)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 151 de la commission (article 40 du code de procédure pénale - motivation et notification par écrit de l'avis de classement sans suite) (p. 2956)

Intervient sur l'amendement n° 153 de la commission (suppression de l'article 583 du code de procédure pénale relatif à la mise en l'état avant l'examen d'un pourvoi en cassation) (p. 2958)

Soutient l'amendement n° 148 de la commission (insertion d'un chapitre regroupant les dispositions relatives à l'indemnisation des victimes) : adopté (p. 2958)

Soutient l'amendement n° 149 de la commission (insertion d'un article 375-3 dans le code de procédure pénale et article 464 - information relative à la saisine de la commission d'indemnisation des victimes) : adopté (p. 2959)

Soutient l'amendement n° 317 de la commission (article 706-5 du code de procédure pénale - délai d'un an pour saisir la commission d'indemnisation à compter de l'information de la victime sur son droit de saisine) : adopté (p. 2959)

Soutient l'amendement n° 150 de la commission (articles 721-1 du code de procédure pénale et article 729 - prise en compte de l'effort d'indemnisation des victimes pour l'octroi de réductions de peines supplémentaires ou de libérations conditionnelles) : adopté (p. 2959)

Article 32 (articles 104, 105, 152 et 183 du code de procédure pénale : coordinations liées à la réforme du statut de témoin assisté)

Soutient l'amendement n° 154 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 2960)

Soutient l'amendement n° 155 de la commission (de coordination rédactionnelle) : adopté (p. 2960)

Article 33 (articles 83, 116, 122, 135, 136, 137, 138, 141-2, 144-1, 145, 145-1, 145-2, 185, 187-1 et 207 du code de procédure pénale : coordinations liées à la création d'un juge de la détention provisoire)

Soutient l'amendement n° 156 de la commission (mandat d'arrêt décerné par le juge de la détention provisoire et non par le juge d'instruction) : rejeté (p. 2961)

Soutient l'amendement n° 157 de la commission (suppression de la référence à la prise à partie) : adopté (p. 2961)

Soutient l'amendement n° 159 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 2962)

Soutient l'amendement n° 160 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2962)

Soutient l'amendement n° 162 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 2962)

Soutient l'amendement n° 161 de la commission (décision du juge de la détention provisoire et non du juge d'instruction sur le maintien en détention de la personne renvoyée devant le tribunal correctionnel) : rejeté (p. 2969)

Article 34 (article 145 du code de procédure pénale : coordination liée aux conditions de mise en détention provisoire)

Soutient l'amendement n° 163 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2962)

Article 40 (application dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte)

Soutient l'amendement n° 164 de la commission (application en Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 2963)

Explications de vote et vote [30 mars 1999] (p. 3027)

Son intervention (p. 3028)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6295)

Son intervention (p. 6322)

Thèmes :

Droit pénal : politique pénale : ministre (p. 6322)

Justice : indépendance (p. 6322)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 6322)

Justice : parquet : rôle (p. 6322)

Justice : réforme (p. 6322, 6323)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 6322)

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6389, 6401)

Article 5 (articles 48-1 à 48-5 du code de procédure pénale - recours contre les classements sans suite)

Son sous-amendement n° 98 soutenu par M. Jacques Floch (suspension au seul bénéficiaire du ministère public) à l'amendement n° 19 rectifié de la commission (suspension de la prescription de l'action publique) : adopté (p. 6429)

Marylise LEBRANCHU

*Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises,
au commerce et à l'artisanat*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

*RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT
DE*

M. Roland Garrigues. Commerce et artisanat. Grande distribution. Autorisation d'ouverture [10 novembre 1998] (p. 8702)

M. François Patriat. Entreprises. Délais de paiement. Paiement interentreprises, PME (Petites et moyennes entreprises) [17 novembre 1998] (p. 9107)

M. Dominique Baert. Entreprises. Petites et moyennes entreprises (PME). Micro-entreprises, formalités administratives, simplification [25 novembre 1998] (p. 9502)

M. Patrick Rimbert. Entreprises. Délais de paiement. Paiement interentreprises, PME (Petites et moyennes entreprises) [1^{er} décembre 1998] (p. 9753)

Mme Martine Aurillac. Audiovisuel et communication. Jeux vidéo. Images de violence, lutte et prévention [20 janvier 1999] (p. 121)

Mme Véronique Neiertz. Banques et établissements financiers. Banque de France. Traitement du surendettement, effectifs de personnel [3 février 1999] (p. 849)

M. Jean-Claude Lemoine. Professions libérales. Revendications. Perspectives [9 février 1999] (p. 1082)

M. Michel Vergnier. Commerce et artisanat. Artisanat. Promotion [17 mars 1999] (p. 2533)

M. Pierre Lellouche. Consommation. Sécurité des produits. Dioxine, contrôles sanitaires [9 juin 1999] (p. 5605)

M. André Angot. Agroalimentaire. Aliments pour animaux. Farines contaminées, conséquences, éleveurs [9 juin 1999] (p. 5603)

M. Guy Hascoët. Consommation. Sécurité des produits. Organismes génétiquement modifiés (OGM), politiques communautaires [16 juin 1999] (p. 5944)

M. Daniel Chevallier. Consommation. Sécurité des produits. Agence de sécurité sanitaire des aliments, création [16 juin 1999] (p. 5942)

*RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT
DE*

M. Gilbert Gantier. Impôts et taxes. Intérêt de retard. Taux [9 mars 1999] (p. 2130)

M. Jacques Rebillard. Institutions sociales et médico-sociales. Personnel. Durée du travail, réduction, application [15 juin 1999] (p. 5794)

M. Alain Néri. Sang et organes humains. Etablissements de transfusion sanguine. Restructuration, Auvergne, Rhône-Alpes [15 juin 1999] (p. 5799)

M. Claude Lanfranca. Etablissements de santé. Etablissements privés. Equilibre financier [15 juin 1999] (p. 5795)

Mme Catherine Génisson. Emploi. Allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE). Conditions d'attribution [15 juin 1999] (p. 5796)

M. René Leroux. Personnes âgées. Dépendance. Etablissements d'accueil, Loire-Atlantique [15 juin 1999] (p. 5800)

M. Alain Moyne-Bressand. Etablissements de santé. Services d'urgence. Maintien, Pont-de-Beauvoisin [15 juin 1999] (p. 5801)

Mme Bernadette Isaac-Sibille. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Chèque d'accompagnement personnalisé, mise en place [15 juin 1999] (p. 5797)

M. Hervé Morin. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fusion, Equemauville, Pont-Audemer [15 juin 1999] (p. 5798)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET
ARTISANAT

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)

Son intervention (p. 8955)

Ses réponses (p. 8960 à 8971)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives (p. 8954, 8955, 8959)

Chambres consulaires : chambres de métiers (p. 8953, 8957)

Commerce et artisanat : artisanat (p. 8959)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 8957 à 8959)

Commerce et artisanat : petit commerce : zones rurales (p. 8960)

Entreprises : financement (p. 8957)

Entreprises : situation financière : créances (p. 8956, 8960)

Entreprises : transmission (p. 8957)

Formation professionnelle (p. 8958)

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 8955)

Impôts et taxes : politique fiscale : commerce et artisanat (p. 8953 à 8955)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 8953, 8954, 8958)

Marchés publics (p. 8956)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8958)

Travail : durée du travail (p. 8953, 8956, 8958, 8959)

Réponses aux questions :

Administration : simplifications administratives (p. 8969) (M. Roger Lestas) (p. 8968, 8969)

Chambres consulaires : chambres de métiers (p. 8968) (M. Germain Gengenwin) (p. 8968)

Commerce et artisanat : artisanat (p. 8966, 8967) (Mme Conchita Lacuey) (p. 8966)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 8967) (M. Robert Gaïa) (p. 8967)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 8971) (M. Pierre Micaux) (p. 8970, 8971)

Entreprises : financement : création (p. 8970) (M. Christian Martin) (p. 8969)

Entreprises : situation financière : créances (p. 8962) (M. Henry Chabert) (p. 8961)

Travail : durée du travail (p. 8965, 8966) (M. Michel Herbillon) (p. 8965)

Travail : durée du travail (p. 8968) (M. Germain Gengenwin) (p. 8968)

Coopération intercommunale : schémas d'urbanisme commercial (p. 8961) (M. Henry Chabert) (p. 8961)

Vote des crédits [16 novembre 1998] (p. 8971)

Article 79 (montant maximum du droit fixe de la taxe pour frais de chambres de métiers)

Intervient sur l'amendement n° 33 rectifié de la commission (montant maximum du droit fixe de la taxe pour frais de chambres de métiers) (p. 8974)

ECONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8974)

Son intervention (p. 9000)

Thème avant la procédure des questions :

Consommation : Institut national de la consommation (INC) (p. 9000, 9001)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mars 1999] (p. 2303)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Après l'article 53

Soutient l'amendement n° 305 du Gouvernement (renforcement de la protection des consommateurs en ce qui concerne les virements transfrontaliers) : adopté (p. 2350)

Soutient l'amendement n° 304 du Gouvernement (validation des visas apposés par la Commission des opérations de bourse sur les offres publiques d'acquisition de titres et sur les opérations d'achat par une société de ses propres titres) : adopté (p. 2350)

Gilbert LE BRIS

*Finistère (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur de la proposition de résolution sur le programme de travail de la Commission pour 1999 (COM (98) 604 final/n° E 1186, COM (98) 609 final/n° E 1187, SEC (98) 1901 final/n° E 1188) (n° 1435) [24 mars 1999]

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution de M. Gérard Fuchs (n° 1435) sur le programme de travail de la Commission pour 1999 (COM (98) 604 final/n° E 1186, COM (98) final/n° E 1187, SEC (98) 1901 final/n° E 1188) [1^{er} avril 1999] (n° 1523)

Jean-Yves LE DÉAUT

*Meurthe-et-Moselle (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Cesse d'appartenir à l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 23 octobre 1998] (p. 16097)

Vice-président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 23 octobre 1998] (p. 16097)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 20 janvier 1999] (p. 1075)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 20 janvier 1999] (p. 1075)

Rapporteur du projet de loi portant modification du code minier (n° 1332) [10 février 1999]

Rapporteur de la proposition de loi relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation (n° 1358) [10 février 1999]

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [J.O. du 18 février 1999]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 1358), relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation [3 mars 1999] (n° 1418)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi n° 977 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6380) ;

Après l'article 43

Son sous-amendement n° 960 (définition de l'objectif de biovigilance) à l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement : adopté (p. 6391)

Intervient sur l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement (contrôle et surveillance biologique du territoire) (p. 6392)

Son sous-amendement n° 961 (rôle du comité de biovigilance) à l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement : adopté (p. 6392)

Son sous-amendement n° 962 rectifié (rôle du comité de biovigilance) à l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement : adopté (p. 6392)

Son sous-amendement n° 963 rectifié (traçabilité et création d'un registre de modification des organismes) à l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement : adopté (p. 6392)

Son sous-amendement n° 964 rectifié (avis du comité de biovigilance) à l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement : adopté (p. 6392)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 777 précédemment réservé de M. Jean-Michel Marchand (non-utilisation des organismes génétiquement modifiés et de leurs dérivés pour la production d'un produit agricole ou alimentaire bénéficiant d'un des trois signes justifiant la qualité) (p. 6394)

Après l'article 44

Intervient sur le sous-amendement n° 980 de M. Philippe Vasseur (décret en Conseil d'Etat pour fixer la liste des produits ou denrées pour lesquels la traçabilité doit être assurée) à l'amendement n° 486 du Gouvernement (contrôle des animaux dans les élevages par les vétérinaires inspecteurs) (p. 6401)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE****Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7025, 7053)**

Son intervention (p. 7054)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : crédits : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 7054)

Recherche : recherche industrielle : financement (p. 7055)

Procédure des questions :

Enseignement supérieur : constructions universitaires : amiante (p. 7065)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention du vice-président de l'office d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (p. 226)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 228)

Energie et carburants : charbon (p. 227)

Energie et carburants : économies d'énergie (p. 227)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 228)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 227, 228)

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 227)

Energie et carburants : pétrole (p. 226)

Pays étrangers : Allemagne (p. 227)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1593)

Son intervention (p. 1597)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité (p. 1597)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1598, 1599)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 1598, 1599)

Environnement : protection (p. 1599)

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 5 (mécanismes de compensation)

Son amendement n° 756 (surcoûts liés à la recherche et au développement) : adopté après modifications (p. 1685)

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements (PPI))

Son sous-amendement n° 751 (déclaration préalable pour les petites installations ne fonctionnant pas de manière permanente) à l'amendement n° 193 de la commission (déclaration préalable pour les petites installations) : adopté (p. 1698)

Son sous-amendement n° 752 (déclaration préalable pour les petites installations de moins de 250 KW) à

l'amendement n° 193 de la commission : rejeté (p. 1698)

Article 14 (missions du gestionnaire du réseau public de transport)

Son amendement n° 757 (qualité d'opérateur de télécommunications accordée au gestionnaire du réseau) : non soutenu ; repris par M. François Goulard : rejeté (p. 1739)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2421)

Son intervention (p. 2423)

Thèmes :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 2425)

Communes : finances (p. 2424, 2425)

Eau : assainissement : collectivités territoriales (p. 2424)

Mines et carrières : code minier (p. 2423)

Mines et carrières : pollution et nuisances : indemnisation (p. 2423 à 2425)

Mines et carrières : titres miniers : responsabilité civile (p. 2423, 2424)

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2436)

Article 1er (indemnisation en présence de clauses minières valides)

Son intervention (p. 2443)

Projet de loi n° 1410 sur l'innovation et la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5376)

Son intervention du vice-président de l'office d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (p. 5383)

Thèmes :

Enseignement supérieur : doctorats : emploi (p. 5383)

Propriété intellectuelle : brevets (p. 5383, 5384)

Recherche : innovation (p. 5381)
 Recherche : recherche développement (p. 5383)
 Secteur public : établissements publics (p. 5384)

Claudine LEDOUX

*Ardennes (1^{ère} circonscription)
 Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur de la proposition de loi instituant un Médiateur des enfants (n° 1144) [28 octobre 1998]

Rapporteur de la proposition de loi organique relative à l'inéligibilité du Médiateur des enfants (n° 1145) [28 octobre 1998]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur :

1. la proposition de loi (n° 1144) de MM. Laurent Fabius et Jean-Paul Bret, instituant un Médiateur des enfants

2. la proposition de loi organique (n° 1145) de MM. Laurent Fabius et Jean-Paul Bret, relative à l'inéligibilité du Médiateur des enfants [12 novembre 1998] (n° 1190)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1461), relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations [19 mai 1999] (n° 1613)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8115)

Son intervention (p. 8124)

Thèmes avant la procédure des questions :

État : réforme (p. 8125)

Fonctionnaires et agents publics : congé de fin d'activité (p. 8125)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8125)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires (p. 8125)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 8124)

Ministères et secrétariats d'État : ministère de la fonction publique : action sociale (p. 8124, 8125)

Travail : chèques vacances : fonctionnaires et agents publics (p. 8124)

Travail : réduction du temps de travail : fonctionnaires et agents publics (p. 8125)

Proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (9276)

Son intervention (p. 9276)

Thèmes :

Administration (p. 9277, 9278)

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 9276, 9278)

Assemblée nationale : Président (p. 9276)

Enfants : droits de l'enfant (p. 9276, 9277)

Enfants : droits de l'enfant : citoyenneté (p. 9277)

Enfants : mauvais traitements (p. 9276)

Enfants : médiateur (p. 9276, 9277)

État : Médiateur de la République (p. 9277)

Lois (p. 9276)

Pays étrangers (p. 9278)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9285)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 8 (saisine directe du médiateur des enfants et non interruption des délais de recours)

Son amendement n° 17 (rédactionnel) : adopté (p. 9294)

Après l'article 8

Son intervention (p. 9295)

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2603)

Son intervention (p. 2617)

Thèmes :

Secteur public : grève (p. 2617, 2618)

Secteur public : service minimum (p. 2618)

Travail : droit de grève (p. 2617)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5096)

Son intervention (p. 5097)

Thèmes :

Administration : accès aux documents administratifs (p. 5098)

Administration : maisons des services publics (p. 5098, 5099)

Administration : rapports avec les administrés (p. 5098)

Administration : rapports avec les administrés : étrangers (p. 5098)

Etat : Médiateur de la République (p. 5098)

Etat : réforme (p. 5097, 5098)

Etat : réforme : fonctionnaires et agents publics (p. 5098)

Finances publiques : fonds publics : contrôle (p. 5098)

Lois : codification (p. 5098)

Sécurité sociale : prestations : remboursement (p. 5098)

Urbanisme : opérations d'aménagement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 5098)

Urbanisme : opérations d'aménagement : population (p. 5098)

Discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5116)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er supprimé par le Sénat (définition des autorités administratives)

Soutient l'amendement n° 1 corrigé de la commission (rétablissement de l'article dans le texte du projet de loi) : adopté (p. 5116)

Avant l'article 2

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement du chapitre 1er) : adopté (p. 5117)

Article 2 supprimé par le Sénat (obligation d'organiser un accès simple aux règles de droit)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (autorités administratives tenues d'organiser un accès simple aux règles de droit) : adopté (p. 5117)

Article 3 supprimé par le Sénat (codification des textes législatifs)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (principe de la codification à droit constant et rapport annuel du Gouvernement au Parlement) : adopté (p. 5118)

Article 4 (personnalisation des relations entre les agents des autorités administratives et les citoyens)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (nouvelle rédaction de l'article rétablissant le texte du projet de loi) : adopté (p. 5118)

Article 5 bis (consignation d'une somme d'argent par les associations de sauvegarde de l'environnement)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5120)

Article 6 (loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés : modifications de la loi du 6 janvier 1978 - accès des tiers aux données dites nominatives)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (correction d'une erreur grammaticale) : adopté (p. 5120)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (correction d'une erreur grammaticale) : adopté (p. 5121)

Article 8 (loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs : définition de la notion de documents administratifs et régime applicable à la communication de ces

documents - extension du champ de compétence de la commission d'accès aux documents administratifs)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (communicabilité des documents émanant des établissements publics ou organismes chargés de la gestion d'un service public et non d'une mission de service public) : adopté (p. 5122)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (communicabilité des documents pouvant être obtenus par un traitement automatisé d'usage courant et non sans un traitement informatique spécial) : adopté (p. 5122)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement de l'obligation faite aux administrations de communiquer les documents n'émanant pas d'elles) : adopté (p. 5123)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement du texte du projet de loi distinguant les documents inachevés des documents préparatoires, ces derniers devenant communicables une fois la décision prise) : adopté (p. 5123)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (de précision) : adopté (p. 5123)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (exclusion des documents judiciaires de la compétence de la commission d'accès aux documents administratifs) : adopté (p. 5124)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement du texte du projet de loi prévoyant, dans le rapport annuel de la commission d'accès aux documents administratifs, la mention des difficultés rencontrées par les personnes demandant communication de documents) : adopté (p. 5124)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (introduction de la référence à l'article 2 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 permettant à la commission d'accès aux documents administratifs de refuser les communications de nature à porter atteinte aux intérêts de l'Etat ou à des intérêts privés et à ne pas donner suite aux demandes abusives) : adopté (p. 5124)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (extension de la compétence de la commission d'accès aux documents administratifs à tous les documents budgétaires communicables en vertu du code général des collectivités territoriales) : adopté (p. 5125)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (extension de la compétence de la commission d'accès aux documents administratifs aux tableaux rectificatifs des listes électorales et aux listes d'émargement des bureaux de vote) : adopté (p. 5125)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (extension de la compétence de la commission d'accès aux documents administratifs aux listes des assujettis à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés) : adopté (p. 5125)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (renvoi à la loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives pour la consultation des documents temporairement non communicables en application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978) : adopté (p. 5126)

Après l'article 8

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (nouvelle rédaction de l'article L 140-9 du code des juridictions financières - non communicabilité des rapports de vérification et des avis des comités départementaux et régionaux d'examen des comptes des organismes de sécurité sociale) : adopté (p. 5126)

Article 9 (loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives : tri des informations nominatives dans le cadre de traitements informatisés en vue de leur conservation ou de leur destruction)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 5126)

Article 10 (mise à disposition des comptes des associations subventionnées)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (nouvelle rédaction de l'article rétablissant la mise à disposition des comptes des autorités administratives ainsi que des organismes recevant des fonds publics) : adopté (p. 5128)

Article 11 (article L. 1117-7 du code des juridictions financières : contrôle de la Cour des comptes sur les organismes habilités à recevoir des taxes parafiscales, ou à percevoir des versements libératoires d'une obligation légale de faire)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (suppression de la référence à l'exercice d'une mission de service public) : adopté (p. 5129)

Article 14 A (définition de la notion d'autorité administrative)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5130)

Article 14 (établissement de la date d'envoi d'un courrier à une autorité administrative par le cachet de la poste ou par l'usage d'un procédé télématique ou informatique permettant d'établir la date d'envoi)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (satisfaction de l'obligation de délai par l'envoi postal ou par l'usage du procédé télématique ou informatique) : adopté (p. 5131)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (présence personnelle du demandeur requise en application d'une disposition particulière) : adopté (p. 5131)

Article 16 A (identification de l'auteur d'une décision)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5131)

Article 17 (accusé de réception)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (de précision - indications devant figurer sur l'accusé de réception) : adopté (p. 5132)

Article 20 (décisions implicites d'acceptation)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (rétablissement du texte du projet de loi prévoyant des décisions implicites d'acceptation des demandes présentant un caractère financier) : adopté (p. 5133)

Article 21 (retrait des décisions implicites d'acceptation)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5134)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (suppression de la possibilité de retrait sans condition de délai à la demande d'un tiers) : adopté (p. 5134)

Article 22 (observations de l'intéressé préalables à la décision)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (extension de la procédure contradictoire aux décisions défavorables motivées ou non) : adopté (p. 5134)

Après l'article 22

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (procédure pour le reversement de prestations sociales indûment perçues) : adopté (p. 5135)

Article 24 (les maisons des services publics)

Soutient l'amendement n° 38 corrigé de la commission (nouvelle rédaction de l'article apportant des précisions sur les agents affectés dans les maisons des services publics, prévoyant l'accès des personnes éprouvant des difficultés à se déplacer et la mobilité géographique des services publics) : adopté (p. 5137)

Article 25 (les maisons des services publics sous forme de groupements d'intérêt public)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (détachement des fonctionnaires affectés) : adopté après modifications (p. 5138)

Article 26 (conventions conclues avec une personne morale de droit public)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (correction d'une erreur de référence) : adopté (p. 5138)

Après l'article 26

Article 27 (application de certaines dispositions en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte)

Soutient l'amendement n° 40 corrigé de la commission (Nouvelle-Calédonie et territoires d'outre-mer - de coordination) : adopté (p. 5143)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5143)

Soutient l'amendement n° 41 corrigé de la commission (de coordination) : adopté (p. 5143)

Jean-Yves LE DRIAN

*Morbihan (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome V : Défense (marine) (n° 1114) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Culture. Langues et cultures régionales. Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [23 juin 1999] (p. 6364)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 803, posée le 17 mai 1999. Défense. Armement (J.O. Questions p. 2895). Appelée le 1^{er} juin 1999. Frégate Horizon, construction (p. 5157)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 8242)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : Direction des chantiers navals (p. 8243, 8244)

Défense : marine (p. 8243)

Michel LEFAIT*Pas-de-Calais (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 31 octobre 1998] (p. 16481)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 31 octobre 1998] (p. 16481)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 526, posée le 7 décembre 1998. Industrie. Textile et habillement (J.O. Questions p. 6604). Appelée le 8 décembre 1998. Emploi et activité, Pas-de-Calais (p. 10159)

n° 735, posée le 5 avril 1999. Emploi. Allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (J.O. Questions p. 1943). Appelée le 6 avril 1999. Conditions d'attribution (p. 3260)

Jean-Claude LEFORT*Val-de-Marne (10^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Etats-Unis du Mexique, d'autre part (n° 1194) [2 décembre 1998]

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la

délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

Vice-président de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 10 juin 1999] (p. 8523)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les relations économiques entre l'Union européenne et les Etats-Unis (rapport préliminaire) [23 octobre 1998] (n° 1150)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les relations économiques entre l'Union européenne et les Etats-Unis [11 février 1999] (n° 1386)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1194), autorisant la ratification de l'accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Etats-Unis du Mexique, d'autre part [4 mai 1999] (n° 1573)

Proposition de loi n° 1716 tendant à la création d'un Office parlementaire d'évaluation des relations économiques internationales [16 juin 1999]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur la réforme de la coopération appliquée au Tchad et à la Centrafrique [16 juin 1999] (n° 1701)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Droit pénal. Procédure pénale. Demande d'extradition du général Pinochet [27 octobre 1998] (p. 7397)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 829, posée le 24 mai 1999. Voirie. RN 19 et RN 305 (J.O. Questions p. 3018). Appelée le 25 mai 1999. Aménagement, Ivry-sur-Seine (p. 4788)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Fait part de son mécontentement quant à l'organisation des débats et regrette le faible temps de parole des députés communistes pour la discussion du budget de la coopération [2 novembre 1998] (p. 7877)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**

*PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'ÉQUILIBRE FINANCIER*

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6683)

Article 42 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 6701)

Thèmes :

Politique économique : accord multilatéral sur l'investissement (AMI) (p. 6701, 6703) ; généralités (p. 6701 à 6703)

Politiques communautaires : fraude (p. 6702) ; pacte de stabilité (p. 6703)

Union européenne : contribution française (p. 6702)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Son intervention (p. 7830)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : crédits (p. 7831)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 7831)

Relations internationales (p. 7830)

Union européenne (p. 7831 à 7833)

COOPÉRATION

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7852)

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 novembre 1998] (p. 7877)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Intervient sur l'amendement n° 56 de Mme Christine Boutin (suppression des références au code civil) (p. 8476)

Intervient sur l'amendement n° 688 de M. Charles de Courson (suppression des références au code civil) (p. 8476)

Intervient sur l'amendement n° 743 de M. Henri Plagnol (suppression des références au code civil) (p. 8476)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9427) ; [25 novembre 1998] (p. 9509)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe de Villiers (p. 9456)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Jacques Guillet (p. 9531)

Thème :

Union européenne : construction européenne (p. 9456)

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Son amendement n° 48 rectifié (autorisation par référendum de la ratification des traités modifiant substantiellement l'exercice de la souveraineté nationale) : rejeté au scrutin public (p. 9544)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Michel (création d'une septième commission permanente dans chacune des chambres du parlement) (p. 9548)

Article unique (modification de l'article 88-2 de la Constitution)

Son intervention (p. 9560)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. René André (loi pour passer à la majorité qualifiée) (p. 9569)

Explications de vote et vote [1er décembre 1998] (p. 9760)

Ses explications de vote (p. 9765)

Vote contre du groupe communiste (p. 9766)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Son intervention (p. 1916)

Thèmes :

Union européenne : institutions communautaires (p. 1918)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1917)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2521)

Thème :

Politiques communautaires : budget (p. 2521)

Proposition de résolution n° 1409 sur :

- l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 - (COM (98) 164 final/E 1049) ;

- le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC (98) 698 final/E 1128)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Discussion générale commune des propositions de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM [98] 0158 final / n° E 1052), n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM [98] 131 final / n° E 1061) et n° 1409 sur l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM [98] 164 final / n° E 1049) et sur le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC [98] 698 final / n° E 1128) (Voir Agriculture 1248)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Son amendement n° 3 (association des parlements nationaux à une politique d'accroissement des ressources financières de l'Union en vue de favoriser l'emploi) : retiré (p. 2592)

Son amendement n° 1 (maintien du principe du transfert systématique des montants non exécutés des crédits des fonds structurels) : rejeté (p. 2593)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Gérard Fuchs (adoption de grands programmes dans les domaines d'avenir) (p. 2594)

Son sous-amendement n° 2 rectifié (objectif de favoriser l'emploi) à l'amendement n° 5 de M. Gérard Fuchs : adopté (p. 2594)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4243)

Article 32 supprimé par le Sénat (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Soutient le sous-amendement n° 210 de M. Félix Leyzour (complémentarité entre les modes de transport et réalisation d'infrastructures nouvelles) à l'amendement n° 67 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 4246)

Projet de loi n° 1304 autorisant l'approbation de l'Accord de coopération entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République italienne, le Royaume d'Espagne, la République portugaise, la République hellénique, la République d'Autriche, le Royaume de Danemark, la République de Finlande, le Royaume de Suède, parties contractantes à l'Accord et à la Convention de Schengen, et la République d'Islande et le Royaume de Norvège, relatif à la suppression des contrôles de personnes aux frontières communes (ensemble une annexe)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4431)

Son intervention (p. 4434)

Thèmes :

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour (p. 4435)

Politiques communautaires : coopération judiciaire : droit pénal (p. 4434, 4435)

Union européenne : accords de Schengen (p. 4435)

Projet de loi n° 1277 portant règlement définitif du budget 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6172)

Son intervention (p. 6176)

Thèmes :

Finances publiques : crédits budgétaires (p. 6176)

Finances publiques : dépenses (p. 6177)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6176, 6177)

Finances publiques : procédure budgétaire (p. 6176)

Lois de règlement (p. 6176)

Parlement : rôle (p. 6176)

Politique économique : croissance (p. 6177)

Vote pour du groupe communiste (p. 6177)

Proposition de résolution n° 1526 sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne la possibilité d'appliquer à titre expérimental un taux de TVA réduit sur les services à forte intensité de main-d'oeuvre (COM (99) 62 final/n° E 1236)

Avant la discussion de l'article unique [17 juin 1999] (p. 6192)

Son intervention (p. 6201)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : bâtiment : TVA (p. 6201)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6201)

Hôtellerie et restauration : restaurants : TVA (p. 6202)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6202)

Politique économique : généralités (p. 6201)

TVA : taux réduit (p. 6201, 6202)

Union européenne : directives (p. 6201, 6202)

Union européenne : droit communautaire (p. 6201)

Vote pour du groupe communiste (p. 6202)

Déclaration du Gouvernement n° 1733 présentée par M. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, sur l'organisation mondiale du commerce

[23 juin 1999] (p. 6331)

Son intervention (p. 6340)

Thèmes :

Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 6341)

Audiovisuel et communication (p. 6342)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 6340 à 6343)

Politique économique : accord multilatéral sur l'investissement (AMI) (p. 6342)

Politique économique : mondialisation (p. 6340, 6341, 6345)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6341)

Union européenne : Commission : négociations (p. 6340, 6342, 6343)

Jean LE GARREC

*Nord (12^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale [J.O. du 20 novembre 1998] (p. 17562)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale [J.O. du 20 novembre 1998] (p. 17562)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [J.O. du 3 février 1999] (p. 1757)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [J.O. du 4 février 1999] (p. 1832)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de moins de cinquante ans [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de moins de cinquante ans [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle [J.O. du 4 juin 1999] (p. 8274)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8471)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1516 rectifié relative à la création d'un Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC) [31 mars 1999]

Proposition de loi n° 1727 instaurant une journée nationale à la mémoire des victimes des crimes

racistes et antisémites de l'Etat français et d'hommage aux Justes de France [22 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Loi n° 98-657 du 29 juillet 1998, décrets d'application, publication [9 décembre 1998] (p. 10241)

Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Perspectives [4 mai 1999] (p. 3940)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Répond au rappel au règlement de M. François Goulard : demande à M. Goulard de retirer le terme de pantalonnade [28 octobre 1998] (p. 7530)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Luc Prél : estime qu'il ne faut pas dramatiser la situation mais convient que l'organisation des débats sur le financement de la sécurité sociale n'est pas à la hauteur des enjeux et annonce la création d'un groupe de travail pour l'amélioration de cette organisation [26 novembre 1998] (p. 9595)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7361, 7399, 7430)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 7382)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 7406)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 7502)

Thèmes :

Etablissements de santé : schéma d'organisation sanitaire (p. 7383)

Famille : politique familiale (p. 7406, 7407)

Justice : Cour des comptes : sécurité sociale (p. 7383)

Professions de santé (p. 7384, 7385)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 7383, 7407)

Risques professionnels : accidentés du travail (p. 7384)

Santé : références médicales opposables (RMO) (p. 7406)

Sécurité sociale : cotisations : assiette (p. 7384)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 121 corrigé de Mme Jacqueline Fraysse (modulation des cotisations en fonction de la politique salariale de l'entreprise) (p. 7522)

Intervient sur l'amendement n° 423 de la commission (suppression des plans d'épargne retraite) (p. 7527, 7529)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Goulard (cf. supra) (p. 7529)

Article 3 (versement forfaitaire du FSV à la CNAVTS au titre des chômeurs des départements d'outre-mer non pris en compte pour les exercices 1994, 1995 et 1996)

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. François Goulard (de précision) (p. 7558)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (exonération totale de cotisations patronales) (p. 7567)

Intervient sur l'amendement n° 225 deuxième correction de M. François Goulard (exonération totale de cotisations patronales) (p. 7567)

Intervient sur l'amendement n° 192 corrigé de M. Patrick Delnatte (exonération totale de cotisations patronales) (p. 7567)

Intervient sur l'amendement n° 13 corrigé de la commission des finances (exonération totale de cotisations patronales) (p. 7567)

Intervient sur l'amendement n° 313 corrigé de M. Germain Gengenwin (exonération totale de cotisations patronales) (p. 7567)

Article 4 (prorogation pendant trois ans et plafonnement du dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale pour l'embauche du "premier salarié")

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission des finances (exonération de charges pour première embauche) (p. 7570)

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Thierry Mariani (exonération de charges sur les bas salaires) (p. 7571)

Intervient sur l'amendement n° 405 de M. François Goulard (exonération de charges) (p. 7571)

Article 16 (création d'un système national d'information interrégimes de l'assurance maladie et d'un conseil pour la transparence des statistiques de l'assurance maladie)

Intervient sur l'amendement n° 326 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 7639)

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. François Goulard (de simplification) (p. 7641)

Intervient sur l'amendement n° 238 de M. François Goulard (de simplification) (p. 7641)

Intervient sur l'amendement n° 239 de M. François Goulard (de simplification) (p. 7642)

Article 21 (clause de sauvegarde applicable aux dépenses médicales)

Son intervention (p. 7676)

Article 25 (institution d'une clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (clause de sauvegarde) (p. 7725)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission des finances (clause de sauvegarde) (p. 7725)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 88 de la commission (praticiens exerçant une activité libérale à l'hôpital) (p. 7728)

Article 27 (régulation des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux financées par l'assurance maladie)

Son intervention (p. 7731)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. Bernard Accoyer (rapport de la Cour des comptes sur les mises à disposition d'agents publics) (p. 7764)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Bernard Accoyer (rapport de la Cour des comptes sur les transferts financiers vers les mutuelles) (p. 7764)

Intervient sur l'amendement n° 268 de M. Bernard Accoyer (date de remise des rapports) (p. 7764)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Intervient sur l'amendement n° 434 du Gouvernement (prise en charge de la surdité) (p. 7779)

Intervient sur l'amendement n° 379 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (politique gérontologique) (p. 7780)

Intervient sur l'amendement n° 287 de M. Bruno Bourg-Broc (rédactionnel) (p. 7780)

Intervient sur l'amendement n° 350 de M. Jean-Luc Préel (date de présentation du projet de loi) (p. 7780)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. François Goulard (date de présentation du projet de loi) (p. 7780)

Intervient sur l'amendement n° 273 de M. Bernard Accoyer (dépenses ambulatoires de santé) (p. 7780)

Intervient sur l'amendement n° 274 de M. Bernard Accoyer (rédactionnel) (p. 7780)

Soutient l'amendement n° 105 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7781)

Soutient l'amendement n° 389 de la commission (pratiques paramédicales) : adopté (p. 7781)

Intervient sur l'amendement n° 381 de Mme Catherine Génisson (instances professionnelles des professions paramédicales) (p. 7781)

Soutient l'amendement n° 390 de la commission (instances professionnelles des professions paramédicales) : adopté (p. 7782)

Soutient l'amendement n° 391 de la commission (professions paramédicales) : adopté (p. 7782)

Intervient sur l'amendement n° 380 de Mme Catherine Génisson (professions paramédicales) (p. 7782)

Intervient sur l'amendement n° 376 de M. Bernard Accoyer (conditions de travail de certaines spécialités) (p. 7782)

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Bernard Accoyer (de cohérence) (p. 7782)

Intervient sur l'amendement n° 353 de M. Jean-Luc Préel (lutte contre la surconsommation médicamenteuse) (p. 7782)

Intervient sur l'amendement n° 386 de M. Bernard Accoyer (automédication) (p. 7783)

Intervient sur l'amendement n° 352 de M. Jean-Luc Préel (déremboursement) (p. 7783)

Intervient sur l'amendement n° 377 de Mme Catherine Génisson (place des services de médecine non spécialisées à l'hôpital) (p. 7784)

Soutient l'amendement n° 108 de la commission (externalisation des dépenses hospitalières) : adopté (p. 7784)

Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Bernard Accoyer (maîtrise médicalisée des dépenses de santé) (p. 7784)

Intervient sur l'amendement n° 221 de M. François Goulard (suppression des sanctions prévues) (p. 7784)

Intervient sur l'amendement n° 355 de M. Jean-Luc Préel (maîtrise des dépenses de santé médicamenteuses) (p. 7784)

Intervient sur l'amendement n° 356 de M. Jean-Luc Préel (suppression des lettres-clés flottantes) (p. 7785)

Intervient sur l'amendement n° 357 de M. Germain Gengenwin (maîtrise médicalisée des dépenses de santé) (p. 7785)

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. Bruno Bourg-Broc (universalité des allocations familiales) (p. 7785)

Intervient sur l'amendement n° 277 de M. Bernard Accoyer (de précision) (p. 7786)

Intervient sur l'amendement n° 375 de M. Bernard Accoyer ( galit  d'accès aux régimes complémentaires de retraite par capitalisation) (p. 7786)

Intervient sur l'amendement n° 359 de M. Jean-Luc Préel (gestion de la caisse par les partenaires sociaux) (p. 7786)

Intervient sur l'amendement n° 453 du Gouvernement (abrogation de la loi n° 97-277 du 25 mars 1997 instituant les plans d'épargne retraite) (p. 7787)

Intervient sur l'amendement n° 361 de M. Jean-Luc Prél (clarification de la tarification de la prestation spécifique dépendance) (p. 7787)

Intervient sur l'amendement n° 378 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (de cohérence) (p. 7787)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Jean-Luc Prél (égalité d'accès à l'aide ménagère) (p. 7788)

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Yves Nicolin (guichet unique pour les handicapés) (p. 7788)

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Jean-Luc Prél (création d'une caisse des retraites des fonctionnaires) (p. 7788)

Soutient l'amendement n° 114 de la commission (de simplification) : adopté (p. 7789)

Intervient sur l'amendement n° 118 de Mme Jacqueline Fraysse (prélèvement sur les entreprises) (p. 7791)

Soutient l'amendement n° 116 de la commission (stabilisation du financement) : adopté (p. 7791)

Soutient l'amendement n° 117 de la commission (date de dépôt du projet de loi) : adopté (p. 7791)

Intervient sur l'amendement n° 294 de M. Bruno Bourg-Broc (de simplification) (p. 7791)

Intervient sur l'amendement n° 322 de M. Jean-Luc Prél (sécurité anesthésique et sur la périnatalité) (p. 7792)

Intervient sur l'amendement n° 320 de M. Jean-Luc Prél (création d'une Union des caisses d'assurance maladie) (p. 7792)

Seconde délibération

Article 5 (possibilité de requalification en revenus professionnels des revenus tirés de la location-gérance d'un fonds de commerce par un travailleur indépendant et basculement dans le champ fiscal du recouvrement de contributions sociales sur certains types de revenus)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (retour au texte initial du projet de loi) (p. 7795)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9595)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 9598)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Luc Prél (cf. supra) [26 novembre 1998] (p. 9595)

Thèmes :

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 9599)

Produits dangereux : amiante (p. 9598)

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9610, 9629, 9678)

Article 3 bis supprimé par le Sénat (modification des conditions d'exonération de cotisations sociales patronales pour l'emploi d'une aide à domicile)

Son sous-amendement n° 143 corrigé (exonération des cotisations vieillesse de la CNRACL) à l'amendement n° 87 du Gouvernement (rétablissement des exonérations de charge) : adopté (p. 9644)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques)

Intervient sur l'amendement n° 96 du Gouvernement (comité économique du médicament) (p. 9690)

Intervient sur le sous-amendement n° 165 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 96 du Gouvernement (p. 9689)

Intervient sur le sous-amendement n° 166 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 96 du Gouvernement (p. 9690)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 145 du Gouvernement (préretraite pour les travailleurs de l'amiante) (p. 9702)

LECTURE DÉFINITIVE

Son intervention à l'issue du vote (p. 10085)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 8672)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 8674)

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 8673)

Entreprises : charges : cotisations sociales (p. 8674)

Travail : réduction du temps de travail (p. 8673)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9172, 9197)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 9178)

Thèmes :

Santé : santé publique (p. 9179)

Sports : Comité international olympique (CIO) (p. 9179)

Sports : dopage : prévention (p. 9179)

Sports : médecine du sport (p. 9179)

Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) : sports (p. 9179)

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210) ; [19 novembre 1998] (p. 9244)

Article 4 (contribution des fédérations sportives à la politique de prévention du dopage)

Intervient sur le sous-amendement n° 85 de M. Renaud Muselier (caractère international de la liste) à l'amendement n° 7 de la commission (liste unique pour tous les sports) (p. 9221)

Article 9 (compétences du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Son sous-amendement n° 76 soutenu par M. Alain Néri (mise en demeure préalable) à l'amendement n° 15 de la commission (dispositif de sanctions) : adopté (p. 9226)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (consultation pour les projets de loi relatifs au sport) (p. 9227)

Article 17 (exercice des compétences disciplinaires par les fédérations agréées)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Jean-Claude Beauchaud (de cohérence) (p. 9236)

Article 18 (pouvoirs de sanction du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (sanction des pourvoyeurs) (p. 9248)

Seconde délibération

Article 9 (compétences du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (pouvoir d'injonction à l'égard des fédérations) : adopté (p. 9255)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (suppression du pouvoir de sanction) (p. 9255)

Son intervention (p. 9256)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 580)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 583)

Thème :

Sports : dopage : généralités (p. 584)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 593)

Article 1er quater supprimé par le Sénat (charte de bonne conduite des partenaires officiels des événements sportifs et des sportifs)

Intervient sur le sous-amendement n° 44 du Gouvernement (établissements pharmaceutiques) à l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 595)

Article 2 (contrôle médical préalable à la délivrance des licences sportives)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Denis Jacquat (contrôle médical systématique) (p. 596)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Denis Jacquat (qualification en médecine sportive) (p. 596)

Article 15 (droit de perquisition)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (fouille des véhicules) (p. 606)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [3 mars 1999] (p. 1979)

Son intervention (p. 1988)

Thème :

Sports : dopage : généralités (p. 1988, 1989)

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10331)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 10344)

Thèmes :

Formation professionnelle : formation continue (p. 10345)

Préretraites : allocation spéciale (p. 10344)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 10344)

Travail : négociations : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 10345)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2049)

Son intervention (p. 2059)

Thèmes :

Emploi : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 2059)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 2059)

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2060)*Article 3 (date d'application des articles 1er et 2)*

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Bruno Bourg-Broc (effet rétroactif) (p. 2061)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Bruno Bourg-Broc (effet rétroactif) (p. 2061)

Proposition de loi n° 1032 tendant à renforcer le contrôle de l'obligation scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10321)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 10328)

Thèmes :

Associations : sectes (p. 10329)

Communes : maires : prérogatives (p. 10329)

Enfants : droits de l'enfant (p. 10329)

Proposition de résolution n° 1059 visant à créer une commission d'enquête sur la Mutuelle nationale des étudiants de France**Avant la discussion de l'article unique [4 mars 1999] (p. 2039)**

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 2048)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 2048, 2049)

Economie sociale : mutuelles (p. 2048, 2049)

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2603)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 2604)

Thèmes :

Secteur public : grève (p. 2604, 2605)

Secteur public : service minimum (p. 2604, 2605)

Transports : transports de voyageurs : grèves (p. 2604, 2605)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 2605)

Transports urbains : RATP (p. 2605)

Travail : droit de grève (p. 2604, 2605)

Proposition de loi n° 1394 relative à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [18 mars 1999] (p. 2626)

Son intervention (p. 2631)

Thème :

Sports : arts martiaux : généralités (p. 2631, 2632)

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2651)

Article 1er (article 1er de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : champ d'application du dispositif)

Intervient sur l'amendement n° 19 du Gouvernement (ouverture du droit aux titulaires d'un emploi-jeunes) (p. 2654)

Intervient sur le sous-amendement n° 43 de M. Maxime Gremetz (extension aux titulaires d'un contrat emploi-solidarité) à l'amendement n° 19 du Gouvernement (p. 2654)

Intervient sur le sous-amendement n° 36 de M. Gérard Terrier (extension aux titulaires d'un contrat emploi consolidé) à l'amendement n° 19 du Gouvernement (p. 2654)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Jean-Michel Couve (extension aux retraités) (p. 2655)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Léonce Deprez (extension sous conditions de ressources aux retraités) (p. 2655)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Jean-Michel Couve (extension sous conditions de ressources aux professions libérales) (p. 2659)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Léonce Deprez (extension sous conditions de ressources aux professions libérales) (p. 2659)

Article 5 (article 6 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : délivrance de chèques-vacances par les organismes paritaires de gestion d'activités sociales)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (acquisition de chèques-vacances par les retraités) (p. 2666)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [26 mai 1999] (p. 4893)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 4899)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : chèques vacances (p. 4899)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 4899)

Discussion des articles [26 mai 1999] (p. 4900)

Article 4 quater (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : actualisation)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (tutelle du ministère chargé du tourisme) (p. 4905)

LECTURE DÉFINITIVE

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [29 juin 1999] (p. 6550)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (cotutelle exercée sur l'Agence nationale pour les chèques-vacances par le ministère de l'économie et des finances et par le secrétariat d'Etat au tourisme) (p. 6553)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 avril 1999] (p. 3648, 3658) ; [28 avril 1999] (p. 3706, 3738)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 3662)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3751)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 3752)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3662)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3663)

Assurance maladie maternité : généralités : mutuelles (p. 3752)

Communes : centres communaux d'action sociale (CCAS) (p. 3662)

Etablissements de santé : schéma d'organisation sanitaire (p. 3751)

Politique sociale : exclusion (p. 3662)

Santé : accès aux soins (p. 3662)

Santé : prévention (p. 3662, 3751)

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ; [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 3 (titre VIII du livre III, articles L. 380-1 à L. 380-4 nouveaux, du code de la sécurité sociale : critères d'affiliation au nouveau régime général et cotisation)

Son intervention (p. 3762)

Article 14 (articles L. 243-4, L. 652-3, L. 242-11, L. 136-5 du code de la sécurité sociale et L. 1143-2, L. 1143-5, L. 1143-7 du code rural : exécution des recouvrements forcés de cotisations dues par les non salariés non agricoles et les agriculteurs)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Gérard Gouzes (de suppression) (p. 3819)

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 3819)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Denis Jacquat (de suppression) (p. 3819)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Article L. 861-3 du code de la sécurité sociale : étendue de la couverture complémentaire CMU

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3842)

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Son amendement n° 405 soutenu par M. Alfred Recours (objectifs de la carte de santé) : adopté (p. 3901)

Son amendement n° 406 soutenu par M. Marcel Rogemont (sécurité des données médicales) (p. 3950) : adopté (p. 3951)

Son amendement n° 407 soutenu par M. Philippe Nauche (usage de la carte de professionnel de santé) : adopté (p. 3955)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Jean-Luc Prél (embauche temporaire de praticiens) (p. 3998)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (constitution de syndicats interhospitaliers) (p. 3998)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (adhésion des établissements sociaux aux syndicats interhospitaliers) (p. 3998)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (régime juridique des syndicats interhospitaliers) (p. 3999)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 1999] (p. 5999)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Jean-Luc Prél (création d'une Union nationale des caisses d'assurance maladie) (p. 6019)

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Yves Bur (dérogation dans les institutions sanitaires et médico-sociales à la loi sur la réduction du temps de travail) (p. 6019)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Jean-Luc Prél (statut du praticien hospitalier) (p. 6020)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Jean-Luc Prél (sécurité anesthésique) (p. 6020)

Après l'article 37 quaterdecies B

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Marcel Rogemont (régime de retraite de l'ANPE) (p. 6026)

Article 37 unvicies (article 3 de la loi n° 95-116 du 4 février 1995 et article L. 356 du code de la santé publique : médecins titulaires de diplômes extra-européens ou de nationalité extra-européenne)

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Jean-Michel Dubernard (allongement de la durée d'exercice préalable) (p. 6031)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (préparation des diplômes) : adopté (p. 6031)

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Jean-Michel Dubernard (réfugiés, apatrides et bénéficiaires du droit d'asile) (p. 6031)

Intervient sur l'amendement n° 171 de M. Jean-Michel Dubernard (avis des doyens de faculté) (p. 6032)

Soutient l'amendement n° 78 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6032)

Soutient l'amendement n° 201 de M. Alfred Recours (rédactionnel) : adopté (p. 6032)

Article 37 tertricies (articles L. 122-1, L. 123-1, L. 123-3, L. 153-1, L. 381-12, L. 381-13, L. 381-15-1, L. 381-16, L. 381-17, L. 721-2, L. 721-8-1, L. 721-9 et L. 721-15-1 du code de la sécurité sociale : organisation de la caisse d'assurance vieillesse, invalidité et maladie des cultes)

Son intervention (p. 6044)

Son intervention à l'issue du vote (p. 6049)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4159)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 4164)

Thèmes :

Mort (p. 4162)

Santé : douleur (p. 4162)

Santé : soins palliatifs : enseignement (p. 4161)

Santé : soins palliatifs : généralités (p. 4161, 4181, 4182)

Travail : congé d'accompagnement (p. 4162)

Discussion des articles [11 mai 1999] (p. 4337)

Article 1er (définition des soins palliatifs et accès à ces soins)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Roger-Gérard Schwartzberg (élargissement aux droits des malades) (p. 4340)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 4510)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 4511, 4512)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4511)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4511)

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 4510, 4511)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4510, 4511)

Discussion des [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Intervient sur l'amendement n° 168 de Mme Huguette Bello (conditions de diffusion outre-mer de France 2 et de La Cinquième-Arte) (p. 4700)

Intervient sur l'amendement n° 427 rectifié de M. Léo Andy (conditions de diffusion outre-mer de France 2 et de La Cinquième-Arte ; rôle et impact de RFO) (p. 4700)

Article 5 (article 49 de la loi du 30 septembre 1986 : Institut national de l'audiovisuel (INA))

Soutient l'amendement n° 434 de Mme Odette Grzegorzulka (modalités de conservation) : adopté (p. 4753)

Article 19 (article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 : intervention du Conseil de la concurrence et du CSA en matière de pratiques anticoncurrentielles et d'opérations de concentration dans le secteur de la communication audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 577 de M. Noël Mamère (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) (p. 4997)

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. Olivier de Chazeaux (acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) (p. 4998)

Intervient sur l'amendement n° 407 de M. Renaud Muselier (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) (p. 4998)

Intervient sur l'amendement n° 205 de M. Édouard Landrain (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) (p. 4998)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5711)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 5712)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 5712)

Défense : appelés : guerre d'Algérie

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5724)

Article 1er (article L. 1er bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre : reconnaissance par la République française d'un droit à réparation au titre de la guerre d'Algérie)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Maxime Gremetz (introduction de la notion de "combat en Tunisie et au Maroc") (p. 5727)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Maxime Gremetz (inscription sur les stèles, plaques commémoratives et monuments aux morts de l'expression "combats de Tunisie, Maroc et guerre d'Algérie") (p. 5728)

Jean-Marie LE GUEN

Paris (9^{ème} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Représentant suppléant de la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'U.E.O. [J.O. du 6 novembre 1998] (p. 16820)

Rapporteur du projet de loi rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (n° 1175) [26 mai 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 10 : Culture et communication (communication) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1559 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon [28 avril 1999]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 1175 rectifié) portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer [9 juin 1999] (n° 1686)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8399)

Son intervention (p. 8401)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : propositions de loi (p. 8401)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 8402)

Famille (p. 8402)

Famille : mariage (p. 8401, 8402)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 8401)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

COMMUNICATION

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8909)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8909)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : Arte (p. 8911)

Audiovisuel et communication : France 2 (p. 8910)

Audiovisuel et communication : France 3 (p. 8910)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 8909)

Audiovisuel et communication : Institut national de l'audiovisuel (INA) (p. 8911)

Audiovisuel et communication : La Cinquième (p. 8911)

Audiovisuel et communication : Radio France internationale (RFI) (p. 8911)

Audiovisuel et communication : secteur public : budget (p. 8909, 8910)

Presse et livres : presse nationale (p. 8911)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8909, 8910)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son sous-amendement n° 265 (assujettissement à la taxe des aires de stationnement) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) : retiré (p. 10664)

Son sous-amendement n° 266 à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement : devenu sans objet (p. 10665)

Son sous-amendement n° 267 à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement : devenu sans objet (p. 10671)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3738)

Son intervention (p. 3739)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 3740)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3740)

Assurance maladie maternité : généralités : mutuelles (p. 3740)

Proposition de loi n° 1350 portant création d'une nouvelle collectivité territoriale : le Haut-Conseil de l'agglomération parisienne

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote (p. 3800)

Vote contre du groupe socialiste (p. 3800)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501, 4532)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 4520)

Son intervention (p. 4563)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4520)

Audiovisuel et communication : France 2 (p. 4564)

Audiovisuel et communication : publicité (p. 4520)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4520)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4563, 4564)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 4520)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 4563)

Discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852)

Article 6 (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des sociétés du secteur public de la communication audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 301 de M. Christian Cuvilliez (répartition des ressources) (p. 4768)

Son amendement n° 144 (répartition des ressources) : retiré (p. 4768)

Soutient le sous-amendement n° 142 corrigé de la commission des finances (ressources destinées à financer de nouveaux programmes) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (exonérations de la redevance et publicité) : adopté (p. 4774)

Intervient sur l'amendement n° 264 de M. Christian Kert (instauration d'une commission consultative indépendante sur le financement des missions de service public) (p. 4770)

Intervient sur l'amendement n° 564 de M. Noël Mamère (instauration d'une commission consultative indépendante sur le financement des missions de service public) (p. 4770)

Intervient sur l'amendement n° 138 rectifié de la commission des finances (répartition des ressources) (p. 4770)

Son sous-amendement n° 145 (ressources destinées à financer de nouveaux programmes) à l'amendement n° 33 du Gouvernement : adopté (p. 4774)

Après l'article 7

Son amendement n° 143 corrigé précédemment réservé (suppression du monopole de TDF) : rejeté (p. 4861)

Projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5740)

Son intervention (p. 5747)

Thèmes :

Commerce extérieur : douanes : Tom et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 5747)

DOM : octroi de mer (p. 5747)

Impôts et taxes : procédure fiscale : Polynésie française (p. 5747)

Marchés financiers : généralités : Tom et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 5747)

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 5747)

Projet de loi n° 1175 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 juin 1999] (p. 5740)

Discussion générale commune du projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures

législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1175 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1176 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer et du projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (voir DOM-TOM 1173)

**Discussion de l'article unique [10 juin 1999]
(p. 5761)**

Article unique

Soutient l'amendement n° 8 de la commission des finances (ratification tenant compte des amendements qu'adopterait l'Assemblée) : adopté (p. 5761)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Michel Buillard (dispense de timbre pour les procès-verbaux des douanes en Polynésie française) (p. 5762)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Michel Buillard (suppression de l'application en Polynésie française d'amendes prévues par le code des douanes) (p. 5762)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Michel Buillard (extension du privilège sur les meubles à l'ensemble des impositions perçues au profit des communes, des établissements publics et des organismes chargés d'une mission de service public en Polynésie française) (p. 5762)

Pierre LELLOUCHE

*Paris (4^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Cesse d'appartenir à la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 2 mars 1999] (p. 3154)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1348 relative à la prévention et au contrôle de la prolifération de l'algue *Caulerpa taxifolia* (valh) C. Agardh [27 janvier 1999]

Proposition de résolution n° 1681 visant à créer une commission d'enquête sur les dysfonctionnements en matière de santé et de sécurité alimentaire révélés par l'affaire du poulet à la dioxine [8 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Construction aéronautique. Groupements européens [14 octobre 1998] (p. 6579)

Défense. Armement et équipements. Bogue de l'an 2000, conséquences [2 décembre 1998] (p. 9896)

Industrie. Construction aéronautique. Groupements européens [20 janvier 1999] (p. 123)

Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [13 avril 1999] (p. 3581)

Consommation. Sécurité des produits. Dioxine, contrôles sanitaires [9 juin 1999] (p. 5605)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 725, posée le 29 mars 1999. Professions judiciaires et juridiques. Commissaires-priseurs (J.O. Questions p. 1782). Appelée le 30 mars 1999. Rémunérations (p. 3001)

DÉBATS

Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [9 octobre 1998]
(p. 6241, 6281)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 6275)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 6275)

Partis et mouvements politiques : majorité (p. 6275)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6584)

Son intervention (p. 6603)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses (p. 6604)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6603, 6604)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6604)

Impôts et taxes : taxe sur les bureaux d'Ile-de-France (p. 6605)

Politique économique : conjoncture (p. 6604)

Politique économique : croissance (p. 6604)

Union européenne : euro (p. 6604)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6764)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (application aux oeuvres d'art d'une évaluation forfaitaire égale à 3 % de l'ensemble des autres valeurs du patrimoine déclaré au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6776)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son intervention (p. 10656)

Son amendement n° 240 (de suppression) : rejeté (p. 10659)

Son sous-amendement n° 250 (relèvement du seuil de superficie applicable aux locaux commerciaux et aux locaux de stockage) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) : rejeté (p. 10666)

Son sous-amendement n° 247 corrigé (exonération des hôtels) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 10668)

Son sous-amendement n° 246 corrigé (exonération des parkings) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 10670)

Son sous-amendement n° 249 corrigé (exonération des grandes surfaces de vente au détail) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 10670)

Son sous-amendement n° 289 corrigé (exonération des salles de cinéma) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 10670)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8399)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 8439)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 8439)

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 8439)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 8439)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 793 : réservé à la demande du Gouvernement jusqu'après l'examen de l'article 12 (p. 8449) : rejeté (p. 10219)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Intervient sur l'amendement n° 55 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 272 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 419 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 441 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 488 de M. Pierre-Christophe Baguet (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 537 de M. François Goulard (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 549 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 633 de M. Renaud Dutreil (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 674 de M. Claude Birraux (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 734 de M. Jacques Kossowski (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 742 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 817 de M. François Vannson (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 820 de M. Jean-Claude Lemoine (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 823 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 8470)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 74 de Mme Christine Boutin (organisation par le seul mariage de la vie commune entre un homme et une femme, le PACS régissant les intérêts pécuniaires) (p. 8503)

Intervient sur l'amendement n° 535 de M. Laurent Dominati (attestation civile de solidarité organisant la vie commune de plusieurs personnes) (p. 8503)

Intervient sur l'amendement n° 807 de M. Claude Goasguen (attestation civile de solidarité organisant la vie commune de deux personnes) (p. 8503)

Intervient sur l'amendement n° 492 de M. Pierre-Christophe Baguet (prohibition de l'adoption et de la procréation médicalement assistée) (p. 8533)

Intervient sur l'amendement n° 675 de M. Claude Birraux (prohibition de l'adoption et de la procréation médicalement assistée) (p. 8533)

Intervient sur l'amendement n° 420 de M. Bernard Accoyer (prohibition de l'adoption pour les signataires de même sexe) (p. 8533)

Intervient sur l'amendement n° 534 de M. Jean-François Mattei (prohibition de l'adoption pour les signataires de même sexe) (p. 8533)

Intervient sur l'amendement n° 553 de M. Claude Goasguen (prohibition de l'adoption pour les signataires de même sexe) (p. 8533)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Guy Hascoët (déclaration écrite déposée en mairie) (p. 8566)

Article 10 (dispositions applicables aux fratries)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Alain Bocquet (de suppression) (p. 10202)

Intervient sur l'amendement n° 485 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 10202)

Intervient sur l'amendement n° 599 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 10202)

Intervient sur l'amendement n° 760 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 10202)

Intervient sur l'amendement n° 884 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 10202)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 793 précédemment réservé (Nation assurant à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement) : rejeté (p. 10219)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9427, 9459)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe de Villiers (p. 9454)

Son intervention (p. 9483)

Thèmes :

Constitution : article 88-1 (p. 9454)

Constitution : article 88-4 (p. 9483)

Etat : souveraineté (p. 9454)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 9454)

Union européenne : Conseil : majorité (p. 9483, 9484)

Union européenne : droit communautaire (p. 9483)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : généralités (p. 9454, 9455)

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Article unique (modification de l'article 88-2 de la Constitution)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. René André (loi pour passer à la majorité qualifiée) (p. 9569)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (soumission au Parlement des projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne comportant des dispositions législatives et vote de résolutions) (p. 9577)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10542)

Article unique

Son intervention (p. 10542)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Claude Goasguen (insertion de l'article unique à l'article 4 de la Constitution) (p. 10548)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1559)

Son intervention (p. 1586)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1587)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 1587)

Secteur public : services publics : électricité (p. 1587)

Proposition de résolution n° 1577 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité)

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4640)

Son intervention (p. 4642)

Thèmes :

Régions : Corse : gendarmerie (p. 4642 à 4644)

Régions : Corse : Gouvernement (p. 4642 à 4644)

Régions : Corse : Gouvernement précédent (p. 4644)

Régions : Corse : ministère de l'intérieur (p. 4642)

Régions : Corse : préfets (p. 4642 à 4644)

Discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4653)

Son amendement n° 1 (extension de la période d'investigation jusqu'au début de la septième législature) : rejeté (p. 4655)

Ses explications de vote (p. 4655)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 4655)

Patrick LEMASLE

*Haute-Garonne (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6380)

Après l'article 44

Son sous-amendement n° 955 soutenu par M. François Patriat (cas des pâtes alimentaires contenant du blé tendre) à l'amendement n° 486 du Gouvernement (contrôle des animaux dans les élevages par les vétérinaires inspecteurs) : adopté (p. 6403)

Georges LEMOINE

*Eure-et-Loir (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome X : Défense (gendarmerie) (n° 1114) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité sociale. Equilibre financier. Bilan et perspectives [26 mai 1999] (p. 4928)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5875)*Thèmes :*

Agriculture : aides (p. 5877)

Agriculture : exploitants : conjoints (p. 5876)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5876, 5877)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5876, 5877)

Retraites : régime agricole (p. 5876)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901)*Article 1er (objectifs de la politique agricole)*

Son amendement n° 286 (objectifs de la politique agricole française) : rejeté (p. 5907)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 8240)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits (p. 8241)

Gendarmerie (p. 8241)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 130)

Son intervention (p. 150)

Thèmes :

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 150, 151)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 151)

Environnement : protection (p. 150)

Discussion des articles [26 janvier 1999] (p. 408)*Article 6 (article 34 ter de la loi du 7 janvier 1983 : conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)*

Soutient l'amendement n° 656 de M. Jean Proriol (représentation des "diverses activités associatives") : rejeté (p. 409)

Jean-Claude LEMOINE*Manche (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONSMembre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

Cesse d'appartenir à la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de services et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 21 janvier 1999] (p. 1120)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseaux de transport public de voyageurs [J.O. du 9 avril 1999] (p. 5281)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1717 tendant à autoriser la chasse du gibier d'eau de nuit dans certains départements [16 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Assurance maladie maternité : généralités. Conventions avec les praticiens. Médecins spécialistes [17 novembre 1998] (p. 9105)

Professions libérales. Revendications. Perspectives
[9 février 1999] (p. 1082)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [5 octobre 1998]
(p. 5875)**

Son intervention (p. 5876)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Intervient sur l'amendement n° 733 de M. Jean-Michel Marchand (débat annuel au Parlement) (p. 5973)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 447 de M. Pierre Micaux (accord du propriétaire du fonds sur lequel est exercée l'activité agricole) (p. 6007)

Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Christian Jacob (accord du propriétaire du fonds sur lequel est exercée l'activité agricole) (p. 6007)

Intervient sur l'amendement n° 858 de M. Michel Bouvard (accord du propriétaire du fonds sur lequel est exercée l'activité agricole) (p. 6007)

Soutient l'amendement n° 309 de M. Thierry Mariani (aides spécifiques pour les zones défavorisées) : rejeté (p. 6022)

Intervient sur l'amendement n° 16 corrigé de M. Jacques Rebillard (avis des présidents des conseils régionaux et généraux) (p. 6024)

Intervient sur le sous-amendement n° 741 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (respect de la politique d'aménagement du territoire) à l'amendement n° 80 rectifié de la commission (prise en compte des orientations définies par le ministre de l'agriculture après avis du conseil supérieur d'orientation et de coordination agricole et alimentaire) (p. 6028)

Intervient sur le sous-amendement n° 937 de M. François Sauvadet (rapport au Parlement) à l'amendement n° 80 rectifié de la commission (p. 6028)

Article 3 (création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Son amendement n° 312 soutenu par M. Patrick Ollier (non prise en compte des aides communautaires) (p. 6051) : rejeté (p. 6055)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Intervient sur le sous-amendement n° 742 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (plafonnement des aides) à l'amendement n° 86 de la commission (aménagement des aides) (p. 6066)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Soutient l'amendement n° 320 de M. Jean-Claude Mignon (définition des activités accessoires) : retiré (p. 6083)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Intervient sur l'amendement n° 463 de M. Jacques Le Nay (immatriculation des horticulteurs et des pépiniéristes) (p. 6092)

Soutient l'amendement n° 7 de M. François Lamy (inscription au registre des métiers) : rejeté (p. 6094)

Soutient l'amendement n° 234 de M. Christian Estrosi (inscription au registre des métiers) : rejeté (p. 6094)

Article 14 (dispositions relatives à la politique d'installation)

Intervient sur l'amendement n° 332 de M. Christian Jacob (information du propriétaire lorsque l'exploitant doit prendre sa retraite) (p. 6128)

Intervient sur l'amendement n° 453 de M. Pierre Micaux (information du propriétaire lorsque l'exploitant doit prendre sa retraite) (p. 6128)

Intervient sur l'amendement n° 723 de M. Renaud Dutreil (information du propriétaire lorsque l'exploitant doit prendre sa retraite) (p. 6128)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Article L. 331-1 du code rural : portée et objectifs du contrôle

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Christian Estrosi (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluriactifs) (p. 6145)

Soutient l'amendement n° 247 de M. Pierre Micaux (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluriactifs) : rejeté (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Yves Nicolin (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluriactifs) (p. 6145)

Soutient l'amendement n° 358 de M. Jean-Claude Mignon (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluriactifs) : rejeté (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 500 de M. Gérard Voisin (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluriactifs) (p. 6145)

Soutient l'amendement n° 359 de M. Thierry Mariani (de suppression partielle afin de garantir la sécurité

juridique des membres d'une entreprise agricole) : rejeté (p. 6161)

Après l'article 17

Son amendement n° 385 corrigé (autorisation des associations entre producteurs de lait) : devenu sans objet (p. 6206)

Son amendement n° 386 corrigé : devenu sans objet (p. 6206)

Après l'article 30

Son amendement n° 346 soutenu par M. Germain Gengenwin (déduction fiscale en cas d'acquisition de parts sociales dans une coopérative agricole) (p. 6301) : réservé à la demande du Gouvernement (p. 6301) : adopté (p. 6451)

Article 38 (modification de la composition du Conseil supérieur d'orientation)

Son amendement n° 391 : non soutenu (p. 6341)

Après l'article 30

Son amendement n° 346 précédemment réservé soutenu par M. Christian Jacob (déduction fiscale lors de l'acquisition de parts sociales dans une coopérative agricole) : adopté (p. 6451)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 820 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8470)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10379, 10395)

Son intervention (p. 10395)

Thèmes :

Constitution : article 34 (p. 10395)

Finances publiques : crédits budgétaires : sécurité routière (p. 10395)

Sécurité routière : accidents : drogue (p. 10396, 10397)

Sécurité routière : auto-écoles (p. 10395)

Sécurité routière : code de la route : enseignement (p. 10395)

Sécurité routière : contraventions : responsabilité (p. 10396)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 10396)

Sécurité routière : permis de conduire : jeunes (p. 10395)

Sécurité routière : statistiques (p. 10395)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Article 1er (article L. 11-6 du code de la route : formation spécifique pour les conducteurs novices auteurs d'infractions)

Son intervention (p. 10411)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 37 rectifié de M. Patrick Delnatte (initiation au secourisme pour les candidats au permis de conduire) (p. 10414)

Intervient sur l'amendement n° 71 rectifié de M. André Aschieri (initiation au secourisme pour les candidats au permis de conduire) (p. 10414)

Article 2 (articles L. 29 à L. 29-11 nouveaux du code de la route : enseignement de la conduite et de la sécurité routière)

Son intervention (p. 10416)

Soutient l'amendement n° 42 de M. Lionnel Luca (expérience professionnelle d'au moins deux ans pour gérer une auto-école) : rejeté (p. 10417)

Soutient l'amendement n° 43 de M. Lionnel Luca (contrôle des conditions d'exploitation des auto-écoles et de leurs activités d'enseignement) : rejeté (p. 10419)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 44 de M. Lionnel Luca (enseignement des règles de la circulation au collège) : rejeté (p. 10420)

Article 4 (article L. 21-1 du code de la route : responsabilité pécuniaire des propriétaires de véhicules)

Son intervention (p. 10422)

Son amendement n° 20 (de suppression) : rejeté (p. 10423)

Article 5 (article L. 4-1 nouveau du code de la route : création d'un délit en cas de récidive de dépassement de la vitesse autorisée égal ou supérieur à 50 km/h)

Son intervention (p. 10424)

Son amendement n° 21 (de suppression) : rejeté (p. 10429)

Son amendement n° 22 rectifié (critère du dépassement de 50 % de la vitesse autorisée, suppression de la peine de prison et possibilité d'interdire la circulation du véhicule pendant trois mois) : rejeté (p. 10429)

Après l'article 6

Soutient l'amendement n° 46 de M. Lionnel Luca (stage de sensibilisation pour les auteurs d'infraction ayant entraîné la perte d'au moins cinq points) : rejeté (p. 10430)

Article 7 (article L. 3-1 nouveau du code de la route : dépistage systématique des stupéfiants en cas d'accident mortel)

Son intervention (p. 10432)

Avant l'article 8

Son amendement n° 25 (examen médical tous les 5 ans pour les conducteurs âgés de plus de soixante-dix ans) : rejeté (p. 10436)

Après l'article 11

Son amendement n° 26 (équipement des véhicules de plus de 50 cm³ d'un dispositif "éthylotest anti-démarrage") : rejeté (p. 10441)

Son amendement n° 24 (possibilité pour les tribunaux d'imposer l'installation d'un dispositif "éthylotest anti-démarrage" sur les véhicules des personnes poursuivies pour un taux d'alcoolémie supérieur à 0,8 g par litre de sang) : rejeté (p. 10441)

Son amendement n° 27 (fonctionnement permanent des feux de croisement) : rejeté (p. 10442)

Son amendement n° 23 (signalisation des voitures) : rejeté (p. 10443)

Son amendement n° 29 (implantation des panneaux prescrivant de s'arrêter ou de céder le passage) : retiré (p. 10444)

Ses explications de vote (p. 10446)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 10446)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2461)

Son intervention (p. 2469)

Thèmes :

Assemblée nationale : séances : sécurité routière (p. 2471)

Etat : Gouvernement : sécurité routière (p. 2469)

Publicité : campagnes financées sur fonds publics : sécurité routière (p. 2471)

Sécurité routière : accidents : drogue (p. 2471)

Sécurité routière : auto-écoles (p. 2469)

Sécurité routière : code de la route : drogue (p. 2471)

Sécurité routière : code de la route : formation continue (p. 2469, 2470)

Sécurité routière : contraventions : responsabilité (p. 2470)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 2470, 2471)

Sécurité routière : statistiques (p. 2469)

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2477)

Article 2 (enseignement de la conduite et de la sécurité routière)

Son intervention (p. 2479)

Article 4 (responsabilité pécuniaire des propriétaires de véhicules)

Son intervention (p. 2479)

Son amendement n° 5 (de suppression) : rejeté (p. 2480)

Après les articles 6 et 7

Son amendement n° 8 (détection de la conduite automobile sous l'empire de stupéfiants) : rejeté (p. 2481)

Article 7 bis (sanction de la conduite sous l'empire de stupéfiants en cas d'accident corporel)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (de suppression) (p. 2482)

Avant l'article 8

Soutient l'amendement n° 21 de M. Dominique Bussereau (création d'un permis de conduire "spécial véhicule électrique" délivrable à l'âge de dix-sept ans) : rejeté (p. 2482)

Après l'article 8

Soutient l'amendement n° 3 de M. Michel Bouvard (constatation par deux fonctionnaires des infractions relatives à l'obligation de stopper le véhicule) : rejeté (p. 2483)

Soutient l'amendement n° 4 de M. Michel Bouvard (interdiction de la mention de vitesses supérieures à 130 km/h dans les publicités pour les véhicules) : rejeté (p. 2483)

Soutient l'amendement n° 1 de M. Michel Bouvard (contrôle des véhicules transportant des matières dangereuses lors de leur circulation sur des voies comportant des tunnels de plus de 3 kilomètres) : rejeté (p. 2483)

Article 8 bis supprimé par le Sénat (immatriculation des motoneiges)

Son intervention (p. 2483)

Soutient l'amendement n° 2 de M. Michel Bouvard (rétablissement de l'article) : rejeté (p. 2483)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 23 de M. Dominique Bussereau (constatation des excès de vitesse par les agents de police municipale) : rejeté (p. 2483)

Article 14 supprimé par le Sénat (marquage des véhicules à deux roues non motorisés)

Son intervention (p. 2484)

Article 15 supprimé par le Sénat (contrôle de la sécurité des infrastructures routières)

Son intervention (p. 2485)

Après l'article 15

Son amendement n° 12 corrigé (équipement des véhicules de plus de 50 cm³ d'un dispositif "éthylotest anti-démarrage") : rejeté (p. 2486)

Son amendement n° 10 corrigé (possibilité pour les tribunaux d'imposer l'installation d'un dispositif "éthylotest anti-démarrage" sur les véhicules des personnes poursuivies pour un taux d'alcoolémie supérieur à 0,8 g par litre de sang) : rejeté (p. 2486)

Son amendement n° 9 corrigé (examen médical tous les cinq ans pour les conducteurs âgés de plus de soixante-dix ans) : rejeté (p. 2486)

Son amendement n° 15 (implantation des panneaux prescrivant de s'arrêter ou de céder le passage) : rejeté (p. 2487)

Son amendement n° 13 (fonctionnement permanent des feux de croisement) : rejeté (p. 2487)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Procédure d'examen simplifiée [11 mai 1999] (p. 4322)

Son intervention (p. 4329)

Thèmes :

Sécurité routière : code de la route : drogue (p. 4329, 4330)

Sécurité routière : contraventions : responsabilité (p. 4329)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 4329)

Ses explications de vote (p. 4337)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 4330, 4337)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749)

Article 10 (article 11 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Soutient l'amendement n° 918 de M. Bruno Bourg-Broc (répartition efficiente des services d'enseignement et de recherche) : rejeté (p. 469)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Soutient l'amendement n° 863 de M. Michel Bouvard (cohérence entre les schémas nationaux et les réseaux routiers européens) : rejeté (p. 750)

Soutient l'amendement n° 1056 de M. Patrick Ollier (cohérence entre les schémas nationaux et les réseaux routiers européens) : rejeté (p. 750)

Soutient l'amendement n° 865 de M. Henry Chabert (cohérence du schéma ferroviaire avec les équipements européens) : rejeté (p. 753)

Soutient l'amendement n° 1058 de M. Patrick Ollier (cohérence du schéma ferroviaire avec les équipements européens) : rejeté (p. 753)

Soutient l'amendement n° 864 de M. Henry Chabert (cohérence du schéma directeur des voies navigables avec les infrastructures navigables européennes) : rejeté (p. 755)

Soutient l'amendement n° 1057 de M. Patrick Ollier (cohérence du schéma directeur des voies navigables avec les infrastructures navigables européennes) : rejeté (p. 755)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales

Soutient l'amendement n° 267 de M. Michel Bouvard (de coordination) : rejeté (p. 1102)

Soutient l'amendement n° 269 de M. Michel Bouvard (de coordination) : rejeté (p. 1105)

Article 50 précédemment réservé (article 1609 quinquies C du code général des impôts - régime fiscal des communautés de communes)

Son amendement n° 484 soutenu par M. Robert Pujade (extension de la perception de la taxe professionnelle de zone aux syndicats intercommunaux et aux syndicats mixtes) : rejeté (p. 1338)

Son amendement n° 483 soutenu par M. Robert Pujade (extension de la perception de la taxe professionnelle de zone à d'autres établissements publics de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1339)

Article 59 (articles 11 et 29 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 - dotation de solidarité des groupements)

Son amendement n° 577 soutenu par M. René André (taxe professionnelle dans les zones d'activités créées ou gérées par un groupement de communes ou un syndicat mixte) : retiré (p. 1378)

Son amendement n° 578 soutenu par M. Gilles Carrez (répartition de la compensation de taxe professionnelle perçue par la commune d'implantation au titre de la réduction des bases) : retiré (p. 1378)

Projet de loi n° 873 relatif aux enquêtes techniques sur les accidents et les incidents dans l'aviation civile

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 mars 1999] (p. 2454)

Son intervention (p. 2458)

Thèmes :

Transports aériens : bruit (p. 2458)

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 2458)

Transports aériens : sécurité (p. 2458)

Jacques LE NAY

*Morbihan (6^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enregistrement et timbre. Droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail. Réglementation [9 mars 1999] (p. 2138)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5833)

Son intervention (p. 5856)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5857)

Agriculture : installation (p. 5857)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5857)

Retraites : régime agricole (p. 5857)

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Soutient l'amendement n° 513 de M. François Sauvadet (définition des contrats type par le préfet) : rejeté (p. 6023)

Soutient l'amendement n° 514 de M. François Sauvadet (objectif d'efficacité économique) : retiré (p. 6023)

Soutient le sous-amendement n° 937 de M. François Sauvadet (rapport au Parlement) à l'amendement n° 80 rectifié de la commission (prise en compte des orientations définies par le ministre de l'agriculture après avis du conseil supérieur d'orientation et de coordination agricole et alimentaire) : rejeté (p. 6028)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Son intervention (p. 6084)

Son amendement n° 463 (immatriculation des horticulteurs et des pépiniéristes) : rejeté (p. 6092)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 91 de la commission (définition de l'exploitant agricole) (p. 6096)

Après l'article 10

Soutient l'amendement n° 636 de M. Léonce Deprez (saisine du tribunal par le bailleur en cas de refus de cession) : retiré (p. 6099)

Soutient l'amendement n° 637 de M. Léonce Deprez (information du bailleur) : retiré (p. 6100)

Soutient l'amendement n° 635 de M. Léonce Deprez (cessibilité du bail) : retiré (p. 6101)

Soutient le sous-amendement n° 755 corrigé de M. Jacques Barrot (application à tous les baux en cours) à l'amendement n° 94 de la commission (reprise d'une parcelle par le bailleur pour la construction d'une maison d'habitation) : rejeté (p. 6104)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son amendement n° 464 soutenu par M. François Sauvadet (dispositif des interprofessions étendu aux horticulteurs et aux pépiniéristes) : rejeté (p. 6306)

Article 36 (rapport d'activité et comptes des interprofessions - bilan d'application des accords étendus)

Son amendement n° 465 soutenu par M. Germain Gengenwin (publication des comptes détaillés soit au Journal officiel soit dans un journal d'annonces légales) : retiré (p. 6331)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Procédure des questions :

Défense : Direction des chantiers navals (p. 8293)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 février 1999] (p. 858)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Son intervention (p. 864)

Guy LENGAGNE

*Pas-de-Calais (5^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 15 décembre 1998] (p. 18858)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 15 décembre 1998] (p. 18859)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Hong Kong (n° 1305) [17 février 1999]

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'équipement, des transports et du logement [J.O. du 8 avril 1999]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 juin 1999] (p. 8316)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 5 juin 1999] (p. 8316)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 27 : Equipement, transports et logement (mer) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1305), autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Hong Kong [1^{er} avril 1999] (n° 1522)

Proposition de loi n° 1556 tendant à autoriser les courtiers interprètes et conducteurs de navires à faire des opérations de commerce [28 avril 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7215)

Thèmes avant la procédure des questions :

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : marins (p. 7216)

Transports par eau : ports maritimes (p. 7217)

Transports par eau : transports maritimes (p. 7216)

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8039)

Son intervention (p. 8042)

Thèmes avant la procédure des questions :

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 8043)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 8042)

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765)

Son intervention (p. 8791)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agroalimentaire : produits : exportations (p. 8791)

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs : produits de la mer (p. 8791)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [29 juin 1999] (p. 6587)

Son intervention (p. 6590)

Thèmes :

Coopération intercommunale : communautés urbaines (p. 6590)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 6591)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 6591)

Jean-Claude LENOIR

*Orne (2^{ème} circonscription)
Démodatée libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du

territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [J.O. du 7 avril 1999] (p. 5145)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Union européenne. Commission. Démission, conséquences [16 mars 1999] (p. 2417)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 530, posée le 7 décembre 1998. Logement. Maisons individuelles (J.O. Questions p. 6604). Appelée le 8 décembre 1998. Construction, garantie d'achèvement, réglementation (p. 10156)

FAIT PERSONNEL

Indique que le PACS ne figure ni dans les propositions du Parti socialiste, ni dans la déclaration de politique générale du Premier ministre, ni dans les engagements électoraux des députés de la majorité [7 novembre 1998] (p. 8442)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Indique que la conférence des Présidents lui avait accordé cinq heures pour défendre la question préalable opposée au PACS, qu'il n'a été saisi d'aucune demande tendant à réduire la durée de son intervention, qu'il s'était engagé à ne pas dépasser son temps de parole et que des journalistes auraient été expulsés des tribunes [7 novembre 1998] (p. 8362)

Condamne l'attitude d'un commissaire du Gouvernement à l'égard de Mme Christine Boutin [8 juin 1999] (p. 5528)

*DÉBATS***Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Son intervention (p. 5867)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5867)

Agriculture : installation (p. 5867, 5868)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8325)

Soutient la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 8325) : rejetée (p. 8353)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 8331 à 8335)

Assemblée nationale : députés : programmes (p. 8339, 8340)

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 8334, 8335)

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité : majorité (p. 8334)

Assemblée nationale : propositions de loi : Gouvernement (p. 8332 à 8334)

Assemblée nationale : question préalable (p. 8325, 8326)

Assemblée nationale : Règlement (p. 8334, 8335)

Constitution : préambule (p. 8336)

Cultes (p. 8328, 8332, 8342)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : contentieux (p. 8337)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 8336, 8337)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fratreries (p. 8350)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : lois (p. 8347)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 8346, 8347, 8350)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 8337)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : mariage (p. 8329, 8346, 8350)

Enfants (p. 8337)

Etat : Gouvernement : projets de loi (p. 8330, 8331, 8335)

Etat : Premier ministre : déclarations (p. 8339)

Famille : concubinage (p. 8328, 8336 à 8338, 8341 à 8345)

Famille : mariage (p. 8350)

Justice : Conseil d'Etat (p. 8332)

Partis et mouvements politiques : majorité (p. 8327, 8328, 8330, 8333)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste (p. 8339)

Pays étrangers : Pays-Bas (p. 8344)

Politique générale : libéralisme (p. 8329)

Santé : sida (p. 8338, 8346)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5499, 5521)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 5549)

Son rappel au règlement (cf. supra) [8 juin 1999] (p. 5528)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 5549)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5549, 5550)

Discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5550) ; [9 juin 1999] (p. 5613, 5659)*Article 1er (pacte civil de solidarité)**Article 515-7 du code civil : causes de dissolution du pacte civil de solidarité*

Soutient l'amendement n° 40 de M. Claude Goasguen (publicité de la rupture unilatérale du PACS analogue à celle de sa conclusion) : rejeté (p. 5637)

Soutient l'amendement n° 38 de M. Claude Goasguen (pension alimentaire attribuée par le juge dans les conditions prévues aux articles 281 à 285 du code civil) : rejeté (p. 5642)

Soutient l'amendement n° 39 de M. Claude Goasguen (prestation compensatoire attribuée par le juge dans les conditions prévues aux articles 270 à 280-1 du code civil) : rejeté (p. 5643)

Article 1er bis (majeurs sous tutelle)

Son intervention (p. 5649)

Article 1er ter (définition du concubinage)

Soutient l'amendement n° 31 de M. Claude Goasguen (de suppression) : rejeté (p. 5651)

Soutient l'amendement n° 157 de M. Bernard Accoyer (de suppression) : rejeté (p. 5651)

Soutient l'amendement n° 200 de M. Thierry Mariani (de suppression) : rejeté (p. 5651)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE****Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057)**

Son intervention (p. 8062)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 8063)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 8063)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 8063)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 8063)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 70)

Son intervention (p. 85)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 86)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 86)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 699 de M. Germain Gengenwin (date butoir du 1er janvier 2001 pour l'article 65 de la loi du 4 février 1995) (p. 185)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son sous-amendement n° 573 (objectifs de la loi) à l'amendement n° 237 de la commission (objectifs de la loi) : rejeté (p. 196)

Son sous-amendement n° 574 (objectifs de la loi) à l'amendement n° 237 de la commission : adopté (p. 196)

Son sous-amendement n° 576 (objectifs de la loi) à l'amendement n° 237 de la commission : adopté (p. 196)

Son sous-amendement n° 575 (objectifs de la loi) à l'amendement n° 237 de la commission : rejeté (p. 196)

Son sous-amendement n° 1150 (objectifs de la loi) à l'amendement n° 238 de la commission (objectifs de la loi) : rejeté (p. 197)

Son sous-amendement n° 1151 (objectifs de la loi) à l'amendement n° 238 de la commission : adopté (p. 198)

Son sous-amendement n° 1152 (objectifs de la loi) à l'amendement n° 238 de la commission : rejeté (p. 198)

Son sous-amendement n° 1153 (objectifs de la loi) à l'amendement n° 238 de la commission : rejeté (p. 198)

Intervient sur l'amendement n° 511 de M. Félix Leyzour (rapport au Parlement) (p. 257)

Intervient sur l'amendement n° 239 de la commission (égalité des chances entre les citoyens) (p. 258)

Son amendement n° 578 (consultation des collectivités territoriales) : devenu sans objet (p. 258)

Son amendement n° 577 (consultation des collectivités territoriales) : devenu sans objet (p. 258)

Son amendement n° 519 (consultation des collectivités territoriales) : devenu sans objet (p. 258)

Son amendement n° 520 (transferts de compétences) : rejeté (p. 259)

Intervient sur l'amendement n° 1078 de M. Thierry Mariani (prise en compte de la forte dimension rurale de la France) (p. 268)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 966 de M. Maurice Leroy (de suppression) (p. 283)

Intervient sur l'amendement n° 378 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 487 de M. Jean Proriol (de suppression) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 495 de M. Jacques Barrot (de suppression) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 1086 de M. François Lamy (de suppression) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 1132 de M. Lionnel Luca (de suppression) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 1138 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 23 rectifié de M. Michel Bouvard (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire avec structuration des territoires ruraux et coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 292)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Patrick Ollier (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire) (p. 292)

Intervient sur l'amendement n° 928 de M. Michel Meylan (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire) (p. 292)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Michel Bouvard (mise en cohérence et complémentarités des politiques locales) (p. 294)

Intervient sur l'amendement n° 512 de M. Félix Leyzour (mise en cohérence et complémentarités des politiques locales) (p. 294)

- Son amendement n° 521 (mise en cohérence et complémentarités des politiques locales) : adopté (p. 294)
- Intervient sur l'amendement n° 969 de M. Maurice Leroy (mise en cohérence et complémentarités des politiques locales) (p. 294)
- Soutient l'amendement n° 486 de M. Jean Proriol (renforcement des pôles régionaux et interrégionaux) : rejeté après rectification (p. 296)
- Son amendement n° 580 (renforcement des pôles régionaux et interrégionaux) : retiré (p. 296)
- Son amendement n° 581 deuxième rectification (rôle des pays pour rendre complémentaires les territoires ruraux et urbains) : rejeté (p. 297)
- Son amendement n° 582 (rôle des pays pour rendre complémentaires les territoires ruraux et urbains) : rejeté (p. 297)
- Son amendement n° 583 deuxième rectification (ressources suffisantes pour assurer la structuration des territoires dans le cadre de la coopération intercommunale) : rejeté (p. 300)
- Intervient sur l'amendement n° 242 de la commission (définition des territoires en difficulté) (p. 301)
- Intervient sur l'amendement n° 977 de M. Maurice Leroy (services publics dans les zones de revitalisation rurale) (p. 302)
- Intervient sur l'amendement n° 1111 de M. Patrick Ollier (services publics dans les zones de revitalisation rurale) (p. 302)
- Son amendement n° 584 (services publics dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 302)
- Soutient l'amendement n° 935 de M. Michel Meylan (services publics dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 302)
- Intervient sur l'amendement n° 245 de la commission (nécessité d'interventions différenciées) (p. 304)
- Son amendement n° 1155 (nécessité d'interventions différenciées) : devenu sans objet (p. 304)
- Son amendement n° 585 (cohérence avec la politique européenne) : adopté après rectification (p. 305)
- Son amendement n° 586 (soutien différencié tenant compte des zonages en vigueur) : adopté (p. 307)
- Son amendement n° 587 (choix stratégiques définis dans un schéma national d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 309)
- Son amendement n° 588 (schéma des différentes infrastructures de transport) : retiré (p. 310)
- Son amendement n° 589 (schéma de protection des espaces naturels) : rejeté (p. 313)
- Son amendement n° 522 (schéma des services publics locaux) : rejeté (p. 316)
- Son amendement n° 590 (schémas des services collectifs présentés au Parlement et évaluation tous les cinq ans) : rejeté (p. 320)
- Son amendement n° 523 (schémas des services collectifs présentés au Parlement pour avis) : rejeté (p. 320)
- Soutient l'amendement n° 1084 de M. Thierry Mariani (schémas des services collectifs présentés au Parlement pour avis) : rejeté (p. 320)
- Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Michel Bouvard (débat au Parlement à l'issue de l'élaboration de l'ensemble des schémas de services collectifs) (p. 321)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1193 de M. Félix Leyzour (présentation du projet de loi au plus tard deux ans avant l'échéance des contrats de plan Etat-régions) à l'amendement n° 1187 du Gouvernement (dépôt d'un projet de loi dans cinq ans permettant un réexamen des choix stratégiques) (p. 324)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1192 de M. Félix Leyzour (de précision) à l'amendement n° 1187 du Gouvernement (p. 324)
- Son sous-amendement n° 1205 (projet de loi soumis au Parlement avant le 1er juin 1999) à l'amendement n° 1187 du Gouvernement : rejeté (p. 324)
- Article 3 (coordination)*
- Son amendement n° 591 (document unique de synthèse pour les schémas des services collectifs) : rejeté (p. 328)
- Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)*
- Son amendement n° 525 soutenu par M. Jean Proriol (association du CNADT à la définition des procédures contractuelles entre l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises signataires, y compris celles relatives à la mise en oeuvre des fonds européens) (p. 377) : rejeté (p. 378)
- Son amendement n° 526 soutenu par M. Jean Proriol (réexamen tous les trois ans des politiques d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 379)
- Son amendement n° 593 soutenu par M. Jean Proriol (réexamen tous les cinq ans des politiques d'aménagement du territoire) : retiré (p. 379)
- Son amendement n° 527 soutenu par M. Jean Proriol (réexamen tous les six ans des politiques d'aménagement du territoire) : retiré (p. 379)
- Son amendement n° 524 soutenu par M. Jean Proriol (comité de suivi des procédures contractuelles) : rejeté (p. 380)
- Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)*
- Son amendement n° 529 (territoires urbains, périurbains et ruraux aussi concernés par le développement harmonieux poursuivi par les schémas régionaux) : devenu sans objet (p. 388)
- Son amendement n° 528 soutenu par M. Jean Proriol (mesures particulières pour les régions transfrontières) (p. 388) : devenu sans objet (p. 390)

Son sous-amendement n° 594 (évaluation et réexamen tous les cinq ans du schéma régional) à l'amendement n° 264 de la commission (évaluation et réexamen au même rythme que celui fixé pour les schémas de services collectifs) : devenu sans objet (p. 395)

Son amendement n° 530 (association des départements et des communes intéressés à la préparation des contrats de plan) : rejeté (p. 400)

Son amendement n° 531 soutenu par M. Jean Proriol (instauration d'un comité des financeurs) (p. 400) : rejeté (p. 401)

Article 7 (article L. 425-1 du code général des collectivités territoriales : plan de la région)

Son amendement n° 595 : non soutenu (p. 412)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Son amendement n° 596 soutenu par M. Jean Proriol (de précision) : rejeté (p. 433)

Son amendement n° 532 (de précision) : rejeté (p. 433)

Son amendement n° 533 soutenu par M. Jean Proriol (régions et organismes consultés et débat au Parlement) (p. 435, 439) : rejeté (p. 440)

Son amendement n° 597 soutenu par M. Jean Proriol (adoption des rapports par voie législative) (p. 441) : rejeté (p. 442)

Article 10 (article 11 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Son amendement n° 598 soutenu par M. Jean Proriol (développement de la recherche) (p. 468) : retiré (p. 469)

Son sous-amendement n° 599 soutenu par M. Jean Proriol (meilleure articulation entre recherche publique et recherche privée) à l'amendement n° 283 de la commission (rôle de la conférence régionale d'aménagement du territoire dans la répartition équilibrée des activités d'enseignement supérieur et de recherche) : adopté (p. 475)

Son sous-amendement n° 600 soutenu par M. Jean Proriol (synergies avec le monde économique) à l'amendement n° 283 de la commission : adopté (p. 475)

Son sous-amendement n° 601 soutenu par M. Jean Proriol (échanges de savoir-faire et de connaissances) à l'amendement n° 283 de la commission : rejeté (p. 475)

Son amendement n° 534 (association des politiques de formation professionnelles engagées par les régions au schéma de services collectifs de l'enseignement supérieur) : devenu sans objet (p. 475)

Article 13 (article 16-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : modalités de mise en oeuvre du schéma de services collectifs culturels)

Son amendement n° 535 (de suppression) : adopté (p. 491)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Son amendement n° 536 soutenu par M. Jean Proriol (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) : adopté (p. 508)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (objectifs du service universel postal) (p. 725)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Intervient sur l'amendement n° 457 de M. Michel Inchauspé (desserte des zones rurales les plus fragiles) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 981 de M. Maurice Leroy (desserte des zones rurales les plus fragiles) (p. 741)

Son amendement n° 602 (dessertes du territoire) : rejeté (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 1068 de M. Michel Inchauspé (dessertes du territoire) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 871 de M. Michel Bouvard (dessertes du territoire) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 1064 de M. Patrick Ollier (dessertes du territoire) (p. 741)

Son amendement n° 537 soutenu par M. Yves Coussain (création des plates-formes multimodales) : rejeté (p. 750)

Intervient sur l'amendement n° 870 de M. Henry Chabert (débat au Parlement) (p. 757)

Intervient sur l'amendement n° 1063 de M. Patrick Ollier (débat au Parlement) (p. 757)

Article 17 (article 20 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'énergie)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 761)

Intervient sur l'amendement n° 410 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 761)

Soutient l'amendement n° 1094 de M. Jean Proriol (association des entreprises publiques aux actions menées par les collectivités locales dans le domaine de l'énergie) : rejeté (p. 764)

Soutient l'amendement n° 1095 de M. Jean Proriol (coordination avec la politique européenne) : rejeté (p. 764)

Soutient l'amendement n° 1096 de M. Jean Proriol (contrôle de la mise en oeuvre des objectifs fixés par le schéma) : rejeté (p. 764)

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. Patrick Ollier (échelon décisionnel compétent) (p. 765)

Intervient sur l'amendement n° 412 de M. Henry Chabert (échelon décisionnel compétent) (p. 765)

Intervient sur l'amendement n° 878 de M. Henry Chabert (débat au Parlement) (p. 767)

Intervient sur l'amendement n° 944 de M. Patrick Ollier (débat au Parlement) (p. 767)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son intervention (p. 794)

Son amendement n° 607 (reconnaissance des pays) : rejeté (p. 801)

Intervient sur l'amendement n° 896 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (constitution de pays) (p. 801)

Soutient l'amendement n° 368 de M. Jacques Blanc (constitution de pays) : rejeté (p. 802)

Intervient sur l'amendement n° 430 de M. Henry Chabert (constitution de pays) (p. 802)

Intervient sur l'amendement n° 1099 de M. Jean Proriol (constitution de pays) (p. 802)

Son amendement n° 542 (consultation des départements et des régions concernés) : rejeté (p. 802)

Son amendement n° 543 (conditions de la consultation fixées par décret) : rejeté (p. 804)

Son sous-amendement n° 606 corrigé (définitions des missions du pays et du parc régional et convention entre ces deux parties) à l'amendement n° 322 de la commission (superposition d'un pays et d'un parc naturel régional) : rejeté (p. 806)

Intervient sur l'amendement n° 673 de M. François Huwart (consultation des conseils généraux et régionaux concernés) (p. 807)

Son amendement n° 538 (accord des conseils régionaux) : devenu sans objet (p. 807)

Son amendement n° 539 (consultation des conseils régionaux) : devenu sans objet (p. 807)

Son sous-amendement n° 1175 (modification du périmètre du pays à l'initiative des communes ou de leur groupement) à l'amendement n° 324 de la commission (modalités de la double appartenance d'une commune précisées par une convention entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale) : adopté (p. 809)

Son amendement n° 603 (convention entre le pays et les établissements publics afin d'établir les conditions dans lesquelles le pays concourt à l'aménagement du territoire) : retiré (p. 810)

Son sous-amendement n° 1176 (de précision) à l'amendement n° 697 de M. Jean-Pierre Balligand (incitations financières supplémentaires en dotation globale de fonctionnement) : retiré (p. 812)

Son sous-amendement n° 1177 (de précision) à l'amendement n° 697 de M. Jean-Pierre Balligand : rejeté (p. 812)

Intervient sur l'amendement n° 13 deuxième correction de M. Michel Bouvard (élaboration de la charte de pays sans que la procédure d'arrêté de périmètre soit parvenue à son terme) (p. 812)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Patrick Ollier (élaboration de la charte de pays sans que la procédure d'arrêté de périmètre soit parvenue à son terme) (p. 812)

Intervient sur l'amendement n° 431 de M. Henry Chabert (élaboration de la charte de pays sans que la procédure d'arrêté de périmètre soit parvenue à son terme) (p. 812)

Soutient l'amendement n° 648 de M. Jean Proriol (élaboration de la charte de pays sans que la procédure d'arrêté de périmètre soit parvenue à son terme) : rejeté (p. 812)

Soutient l'amendement n° 367 de M. Jacques Blanc (rédactionnel) : rejeté (p. 813)

Son amendement n° 544 (association des régions concernées) : rejeté (p. 815)

Soutient l'amendement n° 930 de M. Michel Meylan (moindre formalisation du conseil de développement) : rejeté (p. 817)

Son amendement n° 605 (représentation du pays par le syndicat mixte) : rejeté (p. 817)

Intervient sur l'amendement n° 329 de la commission (conditions de l'adoption définitive du périmètre du pays) (p. 817)

Son amendement n° 604 (conditions de l'adoption définitive du périmètre du pays) : devenu sans objet (p. 817)

Soutient l'amendement n° 990 de M. Gérard Voisin (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays) : rejeté (p. 818)

Soutient l'amendement n° 650 de M. Jean Proriol (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays) : rejeté (p. 818)

Soutient le sous-amendement n° 1232 de Mme Sylvia Bassot (application du dispositif aux communautés d'agglomérations) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : devenu sans objet (p. 822)

Son sous-amendement n° 1181 corrigé (conclusion d'accords particuliers en application des contrats de plan Etat-régions) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission : devenu sans objet (p. 822)

Son amendement n° 545 (coordination de l'action de l'Etat au niveau départemental et régional et dans le cadre du pays) : rejeté (p. 823)

Soutient l'amendement n° 898 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (complémentarité entre l'Etat et les collectivités territoriales dans une optique de meilleurs services rendus aux pays) : rejeté (p. 823)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 554 (de suppression) : rejeté (p. 826)

Soutient l'amendement n° 785 de M. François Sauvadet (de suppression) : rejeté (p. 826)

Soutient l'amendement n° 991 de M. Gérard Voisin (de suppression) : rejeté (p. 826)

Son amendement n° 546 (référence à la notion d'agglomération) : rejeté (p. 827)

Soutient l'amendement n° 996 de M. Gérard Voisin (référence à la notion d'agglomération) : rejeté (p. 827)

Son amendement n° 547 (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) : rejeté (p. 828)

Soutient l'amendement n° 927 de M. Michel Meylan (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) : rejeté (p. 828)

Soutient l'amendement n° 995 de M. Gérard Voisin (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) : rejeté (p. 828)

Intervient sur l'amendement n° 787 corrigé de M. Marc-Philippe Daubresse (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Intervient sur l'amendement n° 886 de M. Michel Bouvard (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Soutient l'amendement n° 1142 de M. Patrick Ollier (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) : rejeté (p. 829)

Intervient sur l'amendement n° 1091 de M. Jacques Péliissard (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Intervient sur l'amendement n° 823 de M. Didier Quentin (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Intervient sur l'amendement n° 926 de M. Michel Meylan (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Son amendement n° 548 (élaboration d'une charte de développement) : rejeté (p. 830)

Soutient l'amendement n° 570 de M. Éric Doligé (élaboration d'une charte de développement) : rejeté (p. 830)

Soutient l'amendement n° 992 de M. Gérard Voisin (élaboration d'une charte de développement) : rejeté (p. 830)

Son amendement n° 549 (concertation avec les départements et régions intéressés) : rejeté (p. 832)

Soutient l'amendement n° 1001 de M. Yves Nicolin (concertation avec les départements et régions intéressés) : rejeté (p. 832)

Soutient l'amendement n° 925 de M. Michel Meylan (création d'un conseil de développement composé des représentants des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs) : devenu sans objet (p. 833)

Son amendement n° 550 (conclusion d'un contrat particulier entre l'État et les communes composant une agglomération) : rejeté (p. 833)

Soutient l'amendement n° 997 de M. Gérard Voisin (conclusion d'un contrat particulier entre l'État et les communes composant une agglomération) : rejeté (p. 833)

Intervient sur l'amendement n° 889 de M. Michel Bouvard (consultation des conseils généraux intéressés) (p. 834)

Intervient sur l'amendement n° 995 de M. Patrick Ollier (consultation des conseils généraux intéressés) (p. 834)

Son amendement n° 551 (consultation des conseils généraux intéressés) : retiré (p. 834)

Soutient l'amendement n° 571 de M. Éric Doligé (consultation des conseils généraux intéressés) : retiré (p. 834)

Soutient l'amendement n° 623 de M. Thierry Carcenac (consultation des conseils généraux intéressés) : retiré (p. 834)

Soutient l'amendement n° 932 de M. Gérard Saumade (consultation des conseils généraux intéressés) : retiré (p. 834)

Soutient l'amendement n° 1003 de M. Yves Nicolin (consultation des conseils généraux intéressés) : retiré (p. 834)

Son amendement n° 552 (de suppression partielle) : rejeté (p. 835)

Soutient l'amendement n° 993 de M. Gérard Voisin (de suppression partielle) : rejeté (p. 835)

Soutient l'amendement n° 681 de M. Gérard Gouzes (seuils de population) : rejeté (p. 836)

Soutient l'amendement n° 372 de M. Gérard Gouzes (seuils de population) : rejeté (p. 836)

Soutient l'amendement n° 1141 de M. Patrick Ollier (seuils de population) : rejeté (p. 836)

Son amendement n° 553 (consultation des conseils généraux intéressés) : rejeté (p. 837)

Soutient l'amendement n° 572 de M. Éric Doligé (consultation des conseils généraux intéressés) : rejeté (p. 837)

Intervient sur l'amendement n° 890 de M. Michel Bouvard (consultation des conseils généraux intéressés) (p. 837)

Après l'article 20

Soutient le sous-amendement n° 1244 de M. Yves Nicolin (conseils généraux associés à la mise en place du volet "politique de la ville") à l'amendement n° 1168 du Gouvernement (contrats de ville conclus entre l'État, la région et le département, la commune ou le groupement de communes) : adopté après rectification (p. 838)

Soutient l'amendement n° 986 de M. Maurice Ligot (rôle des comités d'expansion et des agences de développement) : rejeté (p. 840)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Son amendement n° 555 (de suppression) : rejeté (p. 872)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 4101) : rejetée (p. 4108)

Thèmes :

Aménagement du territoire : généralités (p. 4101)
 Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 4103)
 Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 4106)
 Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 4105)
 Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 4105)
 Collectivités territoriales : ressources : péréquation (p. 4106)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 4101)
 Logement : logement social (p. 4106)
 Politiques communautaires : politiques internes : aménagement du territoire (p. 4102)
 Postes : La Poste (p. 4104)
 Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4106)
 Secteur public : services publics (p. 4104, 4106)
 Union européenne : fonds structurels (p. 4106)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5830)

Son intervention (p. 5834)

Thèmes :

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 5835, 5836)
 Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 5835)
 Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 5835)
 Coopération intercommunale (p. 5835)
 Postes : La Poste (p. 5835)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5859)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (statut de la délégation parlementaire) (p. 5860)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (procédure d'étude d'impact et de concertation en cas de suppression de services publics dans les zones urbaines sensibles et les zones de revitalisation rurale) (p. 5861)

Explications de vote et vote [16 juin 1999] (p. 5948)

Ses explications de vote (p. 5952)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 5952)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 24 (articles L. 5211-16 à L. 5211-20 du code général des collectivités territoriales - modifications statutaires)

Son amendement n° 359 soutenu par M. Hervé Morin (alignement des modalités d'extension du périmètre des communautés de communes sur celles prévues pour les communautés d'agglomération et les communautés urbaines lorsque le préfet a pris l'initiative de la modification) (p. 1185, 1186) : rejeté (p. 1186)

Article 39 (transformation des communautés de villes en communautés d'agglomération ou en communautés de communes)

Intervient sur l'amendement n° 156 de la commission (suppression des conditions démographiques pour la transformation des communautés de villes en communautés d'agglomération) (p. 1237)

Après l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Hervé Morin (création d'une région Normandie) (p. 1233)

Après l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 306 de M. Charles de Courson (perception de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères par les groupements de communes) (p. 1341)

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Charles de Courson (perception de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères par les communautés ou syndicats d'agglomération nouvelle) (p. 1341)

Intervient sur l'amendement n° 304 de M. Charles de Courson (perception de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères par les communautés de villes) (p. 1341)

Article 51 (article 1609 nonies C du code général des impôts - taxe professionnelle unique)

Son amendement n° 345 : devenu sans objet (p. 1321)

Son amendement n° 344 : devenu sans objet (p. 1326)

Article 47 précédemment réservé (article 1609 bis du code général des impôts - régime fiscal des communautés urbaines)

Son amendement n° 337 soutenu par M. Francis Delattre (fiscalité additionnelle sur les taxes foncières

et sur la taxe d'habitation pour les nouvelles communautés urbaines) : rejeté (p. 1334)

Jean-Antoine LÉONETTI

*Alpes-Maritimes (7^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux polices municipales [J.O. du 5 mars 1999] (p. 3342)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome III : Intérieur (sécurité civile) (n° 1115) [8 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1233 tendant à renforcer la protection des mineurs face aux nouvelles technologies de l'information [1^{er} décembre 1998]

Proposition de loi n° 1555 tendant à améliorer les conditions d'insertion sociale et professionnelle des allocataires du RMI [28 avril 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enfants. Enfance en danger. Lutte et prévention [13 octobre 1998] (p. 6463)

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [3 mars 1999] (p. 1972)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 569, posée le 18 janvier 1999. Justice. Tribunaux de commerce (J.O. Questions p. 235). Appelée le 19 janvier 1999. Locaux, Antibes (p. 10)

n° 702, posée le 22 mars 1999. Etablissements de santé. Equilibre financier (J.O. Questions p. 1621). Appelée le 23 mars 1999. Centre hospitalier d'Antibes-Juan-les-Pins (p. 2697)

n° 869, posée le 7 juin 1999. Transports ferroviaires. Gares (J.O. Questions p. 3357). Appelée le 8 juin 1999. Rénovation, délais, Antibes (p. 5459)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette qu'aucun amendement de l'opposition n'ait été adopté [28 janvier 1999] (p. 655)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [27 mai 1999] (p. 5060)

Son intervention (p. 5063)

Thèmes :

Emploi : convention de conversion (p. 5063)

Préretraites : allocation spéciale (p. 5063)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 5063)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 5064)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des [7 novembre 1998] (p. 8363)

Son intervention (p. 8388)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 8389)

Assemblée nationale : députés : majorité (p. 8389)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : Gouvernement (p. 8389)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 8388, 8389)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 8389)

Elections et référendums : référendums : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 8389, 8390)

Santé : sida (p. 8389)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8181)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 8148)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurances (p. 8149)

Collectivités territoriales (p. 8148, 8149)

Etat (p. 8149)

Sécurité publique (p. 8148, 8149)

Sécurité publique : incendies : Cour des comptes (p. 8148)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers (p. 8148, 8149)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9197)

Son intervention (p. 9204)

Thème :

Sports : dopage : généralités (p. 9204)

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210)

Article 2 (contrôle médical préalable à la délivrance des licences sportives)

Son amendement n° 61 (adjonction d'un compte-rendu d'examen) : rejeté (p. 9214)

Son amendement n° 60 (durée de validité du certificat) : retiré (p. 9214)

Article 7 (livret individuel des sportifs de haut niveau)

Son amendement n° 58 (délivrance à tous les sportifs licenciés) : rejeté (p. 9222)

Son amendement n° 59 (caractère strictement médical du livret) : adopté (p. 9223)

Avant l'article 8

Son amendement n° 87 (intitulé de la section 1 du titre II) : rejeté (p. 9223)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 580)

Son intervention (p. 592)

Thèmes :

Professions de santé : médecins : déontologie (p. 592)

Sports : dopage : généralités (p. 592)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 593)

Article 15 (droit de perquisition)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (fouille des véhicules) (p. 606)

Projet de loi n° 956 relatif à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10250)

Son intervention (p. 10254)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 10255)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 10255)

Justice : aide à l'accès au droit (p. 10255)

Justice : aide juridictionnelle (p. 10254)

Justice : conciliation (p. 10254, 10255)

Justice : réforme (p. 10254)

Président de la République (p. 10254)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10379, 10395)

Son intervention (p. 10406)

Thèmes :

Sécurité routière : accidents : drogue (p. 10406)

Sécurité routière : accidents : médicaments (p. 10406)

Sécurité routière : code de la route : enseignement (p. 10406)

Sécurité routière : contraventions : responsabilité (p. 10406)

Sécurité routière : limitations de vitesse : police municipale (p. 10406)

Sécurité routière : véhicules à deux roues : immatriculation (p. 10406)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Article 4 (article L. 21-1 du code de la route : responsabilité pécuniaire des propriétaires de véhicules)

Soutient l'amendement n° 33 de M. Édouard Landrain (de suppression) : rejeté (p. 10423)

Article 5 (article L. 4-1 nouveau du code de la route : création d'un délit en cas de récidive de dépassement de la vitesse autorisée égal ou supérieur à 50 km/h)

Son intervention (p. 10426)

Soutient l'amendement n° 34 de M. Édouard Landrain (critère du grand excès de vitesse ramené en agglomération à un dépassement de 40 km/h) : rejeté (p. 10429)

Article 7 (article L. 3-1 nouveau du code de la route : dépistage systématique des stupéfiants en cas d'accident mortel)

Soutient l'amendement n° 35 de M. Édouard Landrain (dépistage étendu aux conducteurs impliqués dans des accidents ayant entraîné une hospitalisation) : rejeté (p. 10434)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Michel Bouvard (interdiction de la mention de vitesses supérieures à 130 km/h dans les publicités pour les automobiles) (p. 10437)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 79 rectifié du Gouvernement (répression accrue des infractions commises contre les agents des réseaux de transports publics de voyageurs) (p. 10440)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Jacques Fleury (équipement des véhicules neufs d'un système de limitation de vitesse à partir de 2002) (p. 10442)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 609, 623)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 616)

Son intervention (p. 627)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : police (p. 628)

Communes : maires : police (p. 616, 627, 628)

Départements : Alpes-Maritimes : sécurité (p. 628)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 628)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 628)

Ordre public : personnels (p. 628)

Parlement : Sénat (p. 627)

Police : police de proximité (p. 627 à 629)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 636)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 61 (extension à titre expérimental des pouvoirs du maire dans la lutte contre la délinquance) : rejeté (p. 636)

Article 1er (article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des agents de police municipale)

Son amendement n° 62 (compétence pour toute infraction au code de la route) : rejeté (p. 638)

Son amendement n° 63 (participation au respect de l'ordre public avec les forces de police et de gendarmerie) : devenu sans objet (p. 639)

Article 2 (article L. 2212-6 du code général des collectivités territoriales : élaboration d'un règlement de coordination)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Jean-Jacques Weber (règlement édicté par le préfet et par le président de l'association départementale des maires) (p. 641)

Son amendement n° 64 : devenu sans objet (p. 642)

Article 7 (article L. 512-51 du code des communes : armement des agents de police municipale)

Son amendement n° 65 (nouvelle rédaction de l'article autorisant l'armement en l'absence de convention de coordination, supprimant des conditions requises pour le port d'arme et la détermination par décret des armes autorisées) : rejeté (p. 651)

Son amendement n° 67 (autorisation du port d'arme par le préfet sur demande motivée du maire) : rejeté (p. 652)

Son amendement n° 66 (autorisation du port d'arme pour les missions d'ilotage ou après vingt heures) : rejeté (p. 652)

Après l'article 7

Son amendement n° 68 (utilisation par la police municipale des moyens techniques adaptés pour la constatation des infractions au code de la route) : rejeté (p. 653)

Article 8 (article L. 412-52 du code des communes : identification et équipement des agents de police municipale)

Son amendement n° 69 (identification et équipement déterminés par le maire selon des directives générales fixées par la commission consultative des polices municipales) : rejeté (p. 653)

Son amendement n° 70 (mention "police municipale" sur les vêtements et sur les véhicules) : rejeté (p. 654)

Son amendement n° 71 (possibilité pour les agents de la police municipale de ne pas porter l'uniforme)

lorsqu'ils effectuent des missions de prévention à condition qu'ils demeurent identifiables) : rejeté (p. 654)

Son rappel au règlement (cf. supra) [28 janvier 1999] (p. 655)

Article 14 (article L. 78-6 du code de procédure pénale : procédure de relevé d'identité par les agents de police municipale)

Son amendement n° 72 soutenu par M. Jean-Jacques Weber (habilitation des agents de police municipale à inviter les contrevenants à justifier leur identité) : rejeté (p. 659)

Article 18 (édiction du règlement de coordination à l'issue du délai de six mois à compter de la publication du règlement-type)

Son amendement n° 73 (délai de deux ans) : rejeté (p. 663)

Article 19 (report de l'uniformisation de l'identification des polices municipales)

Son amendement n° 74 (délai de deux ans pour l'uniformisation de l'identification des polices municipales) : devenu sans objet (p. 665)

Ses explications de vote (p. 665)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 666)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [18 mars 1999] (p. 2673)

Son intervention (p. 2678)

Thèmes :

Communes : maires : police municipale (p. 2679, 2680)

Droit pénal : délinquance et criminalité : Gouvernement (p. 2678, 2679)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : ministre (p. 2679)

Police : police municipale : armes (p. 2679, 2680)

Police : police municipale : personnels (p. 2679, 2680)

Police : police municipale : Règlement (p. 2679)

Police : police municipale : sécurité routière (p. 2679)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 2680)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Son amendement n° 374 : non soutenu (p. 1756)

Article 32 (relations avec les assemblées et rapport annuel d'activité)

Son amendement n° 375 soutenu par M. Claude Birraux (consultation par la Commission de régulation de l'électricité des données fournies par l'observatoire de la diversification) : adopté après modifications (p. 1784)

Article 42 (aménagement du principe de spécialité d'EDF)

Son amendement n° 377 (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Son amendement n° 376 (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Proposition de loi n° 1403 relative à l'enfance en danger et aux mineurs délinquants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2845)

Son intervention (p. 2858)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 2859)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 2858, 2859)

Droit pénal : mineurs : centres pénitentiaires (p. 2860)

Droit pénal : mineurs : police de la circulation (p. 2860)

Droit pénal : mineurs : responsabilité pénale (p. 2859 à 2861)

Famille (p. 2859, 2860)

Partis et mouvements politiques : majorité : délinquance et criminalité (p. 2859)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 2859, 2860)

Ses explications de vote (p. 2870)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 1999] (p. 3987)

Avant l'article 38

Son amendement n° 47 rectifié : non soutenu (p. 4024)

Proposition de loi n° 1069 visant à interdire l'achat par les établissements scolaires et les collectivités locales des fournitures fabriquées par des enfants dans les pays où les droits de l'enfant ne sont pas respectés

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [27 mai 1999] (p. 5055)

Son intervention (p. 5056)

Thèmes :

Enfants : travail : concurrence (p. 5057)

Enfants : travail : généralités (p. 5056)

Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) : enfants (p. 5056)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 5057)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5096)

Son intervention (p. 5112)

Thèmes :

Administration : maisons des services publics (p. 5113)

Administration : rapports avec les administrés (p. 5112)

Administration : rapports avec les administrés : prérogatives (p. 5113)

Administration : réponse : communes (p. 5113)

Etat : réforme (p. 5112)

Etat : réforme : fonctionnaires et agents publics (p. 5113)

Lois : codification (p. 5112)

Urbanisme : opérations d'aménagement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 5113)

Urbanisme : opérations d'aménagement : population (p. 5113)

Discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5116)

Article 24 (les maisons des services publics)

Intervient sur l'amendement n° 38 corrigé de la commission (nouvelle rédaction de l'article apportant

des précisions sur les agents affectés dans les maisons des services publics, prévoyant l'accès des personnes éprouvant des difficultés à se déplacer et la mobilité géographique des services publics) (p. 5137)

Après l'article 26

Son intervention (p. 5139)

Intervient sur l'amendement n° 49 du Gouvernement ("arrêt Berkani" - agents non titulaires de l'Etat) (p. 5141)

Avant l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 71 du Gouvernement (médecins du travail des collectivités territoriales et de leurs établissements publics) (p. 5143)

Ses explications de vote (p. 5144)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 5144)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5313)

Thèmes :

Gens du voyage (p. 5313)

Gens du voyage : stationnement : Antibes (p. 5313)

Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 5313)

Gens du voyage : stationnement : maires (p. 5313)

François LÉOTARD

*Var (5^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [23 mars 1999] (p. 2715)

Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [13 avril 1999] (p. 3579)

Louis LE PENSEC

Ministre de l'agriculture et de la pêche

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Marie-Hélène Aubert. Agriculture. Semences. Lindane, interdiction, conséquences [6 octobre 1998] (p. 5943)

M. Dominique Bussereau. Agroalimentaire. Viticulture. Cognac, aides de l'Etat [6 octobre 1998] (p. 5944)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Son intervention (p. 5803)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5826)

Intervient sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 5840)

Sa réponse (p. 5888)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5840, 5841, 5892)

Agriculture : exploitations agricoles (p. 5804, 5806)

Agriculture : installation (p. 5890)

Agriculture : revenu agricole (p. 5805, 5808)

Agriculture : salariés agricoles (p. 5807)

Agroalimentaire : commercialisation (p. 5804, 5805, 5810)

Agroalimentaire : labels (p. 5808, 5809, 5827)

Bois et forêts (p. 5810)

Commerce extérieur : exportations : agriculture (p. 5803, 5804)

DOM-TOM (p. 5890)

Elevage (p. 5805)

Environnement : espace rural (p. 5805, 5807, 5888)

Impôt sur le revenu : bénéfices agricoles (p. 5840, 5891)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5805, 5806, 5889)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5805, 5808, 5827, 5841, 5888)

Recherche (p. 5809)

Retraites : régime agricole (p. 5891)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Soutient le sous-amendement oral du Gouvernement (exportations en direction de l'Europe et des marchés solvables) à l'amendement n° 70 corrigé de la commission (renforcement des capacités exportatrices de l'agriculture française) : adopté (p. 5915)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son intervention (p. 6004)

Soutient le sous-amendement n° 953 du Gouvernement (suppression des mots : "de transformation et de commercialisation") à l'amendement n° 78 corrigé de la commission (projets individuels ou collectifs de production, de transformation et de commercialisation) : devenu sans objet (p. 6013)

Article 3 (création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 6047)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Soutient le sous-amendement n° 869 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 89 de la commission (définition des activités agricoles) : adopté (p. 6082)

Soutient le sous-amendement n° 870 du Gouvernement (caractère accessoire de certains travaux réalisés avec le matériel sur le site de l'exploitation) à l'amendement n° 89 de la commission : rejeté (p. 6082)

Soutient le sous-amendement n° 871 du Gouvernement (caractère accessoire des activités de restauration) à l'amendement n° 89 de la commission : adopté (p. 6082)

Soutient le sous-amendement n° 956 du Gouvernement (respect des règles d'hygiène et de sécurité) à l'amendement n° 89 de la commission : adopté (p. 6082)

Article 13 (création de l'unité de référence)

Son intervention (p. 6122)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son intervention (p. 6139)

Article 18 (création du statut de conjoint collaborateur)

Son intervention (p. 6209)

Après l'article 18

Soutient l'amendement n° 958 du Gouvernement (mêmes dispositions pour les conjoints collaborateurs d'une exploitation ou d'une entreprise de culture marine) : adopté (p. 6210)

Article 22 (revalorisation des retraites)

Son intervention (p. 6214)

Soutient l'amendement n° 959 du Gouvernement (nouvelle revalorisation des retraites forfaitaires) : vote réservé (p. 6217) : adopté (p. 3218)

Article 23 (prise en charge des frais de remplacement en cas de maternité)

Son intervention (p. 6218)

Article 25 (institution d'un salaire différé au profit du conjoint survivant du chef d'exploitation)

Soutient le sous-amendement oral du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 126 de la commission (créance de salaire différé au profit du conjoint survivant) : adopté (p. 6221)

Article 29 (création au niveau des départements de commissions paritaires d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en agriculture)

Son intervention (p. 6291)

Après l'article 29

Soutient l'amendement n° 651 du Gouvernement (fonctionnement des organismes de mutualité sociale agricole) : adopté (p. 6296)

Soutient l'amendement n° 652 du Gouvernement (circonscription des caisses fusionnées et des associations à but non lucratif) : adopté (p. 6296)

Soutient l'amendement n° 653 du Gouvernement (contrats pluriannuels de gestion) : adopté (p. 6296)

Soutient l'amendement n° 654 du Gouvernement (sanctions en cas d'irrégularité grave ou de mauvaise gestion) : adopté (p. 6296)

Soutient l'amendement n° 655 corrigé du Gouvernement (conventions entre les caisses de mutualité sociale agricole et des tiers) : adopté (p. 6296)

Avant l'article 30

Son intervention (p. 6298)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son intervention (p. 6305)

Soutient le sous-amendement n° 968 du Gouvernement (sous-sections spécifiques "à compétence nationale" au sein des organisations interprofessionnelles pour les produits portant la dénomination "montagne") à l'amendement n° 822 de M. André Vauchez (organisations interprofessionnelles pour les produits issus de l'agriculture biologique) : devenu sans objet (p. 6316)

Article 34 (extension des accords interprofessionnels)

Soutient le sous-amendement n° 965 du Gouvernement (compétence non reconnue aux interprofessions pour le déclassement des produits non conformes aux critères de qualité) à l'amendement n° 152 de la commission (extension des accords conclus dans le cadre d'une interprofession pour une durée déterminée et par l'autorité administrative compétente) : adopté (p. 6322)

Après l'article 38

Soutient le sous-amendement n° 966 du Gouvernement (création du Conseil supérieur des exportations agricoles et alimentaires) à l'amendement n° 694 de M. Jean Proriol (création du Conseil supérieur des exportations alimentaires) : adopté (p. 6343)

Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier" et "produit pays")

Son intervention (p. 6346 à 6347)

Soutient le sous-amendement n° 975 corrigé du Gouvernement (précision de la définition de chacun des signes d'identification de la qualité ou de l'origine des produits) à l'amendement n° 776 rectifié de M. Jean-Michel Marchand (codification des signes de qualité) : adopté après rectification (p. 6350)

Article 40 (organisation de l'INAO, extension des compétences de l'INAO aux indications géographiques protégées)

Soutient l'amendement n° 976 du Gouvernement (cahier des charges à respecter pour bénéficier d'une indication géographique protégée) : adopté (p. 6355)

Après l'article 40

Soutient l'amendement n° 478 du Gouvernement (création d'un logo "appellation d'origine contrôlée) : retiré (p. 6362)

Après l'article 41

Soutient l'amendement n° 479 du Gouvernement (encadrement des utilisations d'indications de provenance dans les dénominations de vente) : adopté après modifications (p. 6367)

Article 42 (appellation "montagne")

Son intervention (p. 6369)

Après l'article 42

Soutient l'amendement n° 480 rectifié du Gouvernement (création d'un fonds de valorisation et de communication) : adopté après modifications (p. 6374)

Article 43 (cotisations à l'INAO et aux organismes de contrôle agréés pour les produits autres que le vin)

Soutient l'amendement n° 481 du Gouvernement (calcul des cotisations) : adopté (p. 6381)

Soutient l'amendement n° 482 du Gouvernement (de conséquence) : adopté (p. 6382)

Après l'article 43

Soutient le sous-amendement n° 967 du Gouvernement (caractère facultatif) à l'amendement n° 197 rectifié de la commission (lieu de mise en bouteille et de conditionnement des vins bénéficiant d'une appellation d'origine) : adopté (p. 6384)

Soutient l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement (contrôle et surveillance biologique du territoire) : adopté après modifications (p. 6392)

Après l'article 44

Soutient l'amendement n° 484 rectifié du Gouvernement (déclaration des élevages au préfet si la chair ou les produits des animaux sont livrés au public en vue de la consommation) : adopté (p. 6397)

Soutient l'amendement n° 485 rectifié du Gouvernement (renforcement des dispositions législatives relatives à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes) : adopté après modifications (p. 6399)

Soutient l'amendement n° 486 du Gouvernement (contrôle des animaux dans les élevages par les vétérinaires inspecteurs) : adopté après modifications (p. 6403)

Article 51 (principes et missions de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Son intervention (p. 6423)

Article 53 (création des établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles)

Soutient le sous-amendement n° 979 du Gouvernement (harmonisation des régimes plutôt que fusionnement) à l'amendement n° 217 rectifié de la commission (fusionnement des lycées d'enseignement général et technologiques agricoles et des lycées professionnels agricoles) : adopté (p. 6428)

Article 58 (principes et missions de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles privés)

Soutient l'amendement n° 981 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 6432)

Après l'article 62

Soutient l'amendement n° 982 du Gouvernement (rôle de l'inspection de l'enseignement agricole) : adopté (p. 6435)

Seconde délibération

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (mention dans le contrat territorial d'exploitation des mots : "orientations de la production de l'exploitation") : adopté (p. 6457)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (rétablissement de la notion d'action d'intérêt général) : adopté (p. 6457)

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (suppression de toute référence au propriétaire dans le contrat territorial d'exploitation) : adopté (p. 6457)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (intégrité des interprofessions régionales de vins AOC uniquement lorsqu'il existe une interprofession de portée générale pour les vins en question) : adopté (p. 6458)

Son intervention (p. 6473)

Proposition de loi n° 1080 visant à la création d'un office des produits de la mer et de l'aquaculture et étendant à la collectivité territoriale de Mayotte les offices d'intervention prévus au livre VI du code rural

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [8 octobre 1998] (p. 6154)

Son intervention (p. 6155)

Thème :

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer (p. 6155)

Arnaud LEPERCQ

*Vienne (3^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs.
Traitement [9 décembre 1998] (p. 10238)

*DÉBATS***Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [5 octobre 1998]
(p. 5833)**

Son intervention (p. 5856)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 5856)

Agriculture : revenu agricole (p. 5856)

Pierre LEQUILLER

*Yvelines (4^{ème} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants
[J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O.
du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la délégation
de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur
le nouveau cadre communautaire des "accords
verticaux" (COM (98) 0546 final/n° E 1166)
[8 avril 1999] (n° 1539)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Etrangers. Sans-papiers. Régularisation
[17 novembre 1998] (p. 9100)

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel,
gendarmerie [5 mai 1999] (p. 4073)

Politique extérieure. Kosovo. Plan de paix, application
[15 juin 1999] (p. 5815)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'ÉQUILIBRE FINANCIER***Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6683)**

*Article 42 (évaluation du prélèvement opéré sur les
recettes de l'Etat au titre de la participation de la
France au budget des Communautés européennes)*

Son intervention (p. 6697)

Thèmes :

Politiques communautaires : fraude (p. 6698) ;
politique agricole commune (p. 6698)

Politiques communautaires : budget (p. 6697, 6698) ;
recettes (p. 6698)

Union européenne : construction européenne (p. 6699) ;
contribution française (p. 6697, 6698) ; élargissement
(p. 6698) ; euro (p. 6699) ; institutions commu-
nautaires (p. 6699)

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7139)

Procédure des questions :

Enseignement secondaire : personnel : non-
enseignants : contrats emploi-jeunes (p. 7158)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Son intervention (p. 7825)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : crédits (p. 7825)

Organisations internationales : Organisation des
Nations unies (ONU) (p. 7826)

Organisations internationales : Organisation du traité
de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 7826)

Politique extérieure : coopération culturelle (p. 7826)

Politique extérieure : coopération économique
(p. 7826)

Relations internationales (p. 7826)

Traités et conventions : droit international : droits de
l'homme et libertés publiques (p. 7826)

Union européenne (p. 7826)

COOPÉRATION

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7852)

Son intervention (p. 7867)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères (p. 7867)

Politique extérieure : coopération culturelle (p. 7867, 7868)

Politique extérieure : coopération militaire (p. 7867)

Procédure des questions :

Politiques communautaires : aides communautaires (p. 7878)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Intervient sur l'amendement n° 55 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 272 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 419 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 441 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 488 de M. Pierre-Christophe Bague (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 537 de M. François Goulard (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 549 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 633 de M. Renaud Dutreil (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 674 de M. Claude Birraux (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 734 de M. Jacques Kossowski (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 742 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 817 de M. François Vannson (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 820 de M. Jean-Claude Lemoine (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 823 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 8470)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9459)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 9464)

Thème :

Union européenne : construction européenne : mondialisation (p. 9465)

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Son amendement n° 45 (séance mensuelle du Parlement consacrée aux questions des députés et des sénateurs sur les politiques mises en œuvre par les institutions européennes) : retiré ; repris par M. Robert Pandraud : rejeté (p. 9548)

Article unique (modification de l'article 88-2 de la Constitution)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. René André (loi pour passer à la majorité qualifiée) (p. 9569)

Proposition de loi n° 1205 relative à la validation législative d'actes pris après avis du comité technique paritaire du ministère des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10263)

Son intervention (p. 10266)

Thème :

Politique extérieure : coopération (p. 10266)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 1892)

Son intervention (p. 1908)

Intervient sur la motion d'ajournement intervention :
M. Georges Sarre (p. 1938)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 1892)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 1909)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1909)

Union européenne : accords de Schengen (p. 1909, 1938)

Union européenne : élargissement (p. 1909)

Union européenne : euro (p. 1938)

Union européenne : institutions communautaires (p. 1910)

Union européenne : subsidiarité (p. 1910)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1909, 1910, 1938)

Discussion de l'article unique [3 mars 1999] (p. 1947)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (réforme des institutions de l'Union européenne) (p. 1959)

Ses explications de vote (p. 1974)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 1975)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2523)

Thème :

Politiques communautaires : budget (p. 2523, 2524)

Projet de loi n° 1304 autorisant l'approbation de l'Accord de coopération entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République italienne, le Royaume d'Espagne, la République portugaise, la République hellénique, la République d'Autriche, le Royaume de Danemark, la République de Finlande, le Royaume de Suède, parties contractantes à l'Accord et à la Convention de Schengen, et la République d'Islande et le Royaume de Norvège, relatif à la suppression des contrôles de personnes aux frontières communes (ensemble une annexe)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4431)

Son intervention (p. 4435)

Thèmes :

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour (p. 4435)

Politiques communautaires : coopération judiciaire : droit pénal (p. 4435, 4436)

Union européenne : accords de Schengen (p. 4435, 4436)

Projet de loi n° 1313 autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4439)

Son intervention (p. 4441)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 4442)

Politiques communautaires : actions extérieures : coopération et développement (p. 4442)

Bruno LE ROUX

*Seine-Saint-Denis (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux polices municipales [J.O. du 5 mars 1999] (p. 3342)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8363)

Son intervention (p. 8392)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : mariage (p. 8393)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 8392, 8393)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 8392)

Elections et référendums : référendums (p. 8393)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 8393)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8181)

Son intervention (p. 8181)

Thèmes avant la procédure des questions :

Armes (p. 8183)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 8182, 8183)

Droit pénal : délinquance et criminalité : zones urbaines sensibles (p. 8182)

Etat : Premier ministre : déclarations (p. 8181)

Fonctionnaires et agents publics : primes (p. 8182)

Gendarmerie : gendarmeries (p. 8181, 8182)

Ordre public : personnels : déontologie (p. 8183)

Police : commissaires (p. 8182)

Police : commissariats (p. 8181, 8182)

Police : effectifs (p. 8182)

Proposition de loi n° 1403 relative à l'enfance en danger et aux mineurs délinquants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2845)

Son intervention (p. 2861)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 2861, 2862)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 2861)

Droit pénal : mineurs : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2863)

Droit pénal : mineurs : prévention (p. 2862, 2863)

Droit pénal : mineurs : responsabilité pénale (p. 2861, 2862)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 2863)

Ordre public : sécurité : collectivités locales (p. 2863)

Ordre public : sécurité : Gouvernement (p. 2862, 2863)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 2864)

René LEROUX

*Loire-Atlantique (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Chasse et pêche. Pêche. Politiques communautaires [7 avril 1999] (p. 3366)

Banques et établissements financiers. Crédit lyonnais. Perspectives [2 juin 1999] (p. 5284)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 821, posée le 24 mai 1999. Etablissements de santé. Carte sanitaire (J.O. Questions p. 3017). Appelée le 25 mai 1999. Loire-Atlantique (p. 4800)

n° 878, posée le 14 juin 1999. Personnes âgées. Dépendance (J.O. Questions p. 3530). Appelée le 15 juin 1999. Etablissements d'accueil, Loire-Atlantique (p. 5800)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6327)

Avant l'article 39

Son sous-amendement n° 826 (bénéfice de la politique de qualité et d'origine pour les produits de la pêche) à l'amendement n° 164 rectifié de la commission (inscription dans la loi des objectifs de la politique conduite dans le domaine de la qualité et de l'origine des produits agricoles ou alimentaires): adopté (p. 6344)

Son sous-amendement n° 827 (bénéfice de la politique de qualité et d'origine pour les produits de la pêche) à l'amendement n° 164 rectifié de la commission: adopté (p. 6344)

Article 40 (organisation de l'INAO, extension des compétences de l'INAO aux indications géographiques protégées)

Son intervention (p. 6352)

Proposition de loi n° 1080 visant à la création d'un office des produits de la mer et de l'aquaculture et étendant à la collectivité territoriale de Mayotte les offices d'intervention prévus au livre VI du code rural

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [8 octobre 1998] (p. 6154)

Son intervention (p. 6156)

Thème :

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer (p. 6155, 6156)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765)

Son intervention (p. 8786)

Thème avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs : produits de la mer (p. 8786)

Proposition de résolution n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final / n° E 1061)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)

Son intervention (p. 2580)

Son amendement n° 4 (révision de la politique de soutien à la pêche artisanale en vue de favoriser le financement d'une nouvelle génération de chalutiers) : adopté après rectification (p. 2586)

Maurice LEROY

*Loir-et-Cher (3^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1550 visant à globaliser la prise en compte des frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail au titre des frais professionnels réels [28 avril 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [20 octobre 1998] (p. 7008)

Audiovisuel et communication. Secteur public. Projet de loi [24 novembre 1998] (p. 9425)

Travail. Conditions de travail. Secteur public, secteur privé, disparités [16 février 1999] (p. 1443)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 469, posée le 5 octobre 1998. Police. Restructuration (J.O. Questions p. 5339). Appelée le 6 octobre 1998. Commissariats, maintien, perspectives, Vendôme (p. 5934)

n° 657, posée le 1^{er} mars 1999. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 1129). Appelée le 2 mars 1999. Services de chirurgie, fermeture, Vendôme (p. 1839)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6802)

Après l'article 14 (suite)

Son amendement n° 529 précédemment réservé soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (réduction des tarifs des droits de mutation à titre gratuit applicables aux personnes liées depuis au moins deux ans par un certificat notarié de vie commune) : rejeté (p. 6808)

Son amendement n° 530 précédemment réservé soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (institution d'un abattement sur la part passible des droits de mutation à titre gratuit au profit du concubin lié au donateur ou au défunt depuis au moins deux ans par un certificat notarié de vie commune) (p. 6812) : rejeté (p. 6813)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Son intervention (p. 7896)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : politique de la ville : simplifications administratives (p. 7897)

Aménagement du territoire : politique de la ville : sous-préfets (p. 7897)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7897)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8325)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 8353)

Thème :

Assemblée nationale : Président (p. 8353)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Soutient l'amendement n° 674 de M. Claude Birraux (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8470)

Soutient l'amendement n° 841 de M. Henri Plagnol (insertion du PACS dans le livre du code civil traitant des contrats, avant les "conventions relatives à l'exercice des droits indivis") : rejeté (p. 8490)

Soutient l'amendement n° 840 de M. Henri Plagnol (insertion du PACS dans le livre du code civil traitant des contrats, après le "mariage et les régimes matrimoniaux") : rejeté (p. 8490)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3034, 3057)

Son intervention (p. 3069)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3087)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 3070)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : mariage (p. 3070)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : communautarisme (p. 3069)

Famille : concubinage (p. 3069)

Famille : mariage (p. 3069)

Parlement : Sénat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3069)

Partis et mouvements politiques : majorité : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3069)

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Son sous-amendement n° 405 soutenu par Mme Christine Boutin (contrat conclu pour une durée minimale de deux ans) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) : rejeté (p. 3144)

Son sous-amendement n° 411 soutenu par Mme Christine Boutin (contrat conclu devant notaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3145)

Son sous-amendement n° 408 soutenu par M. Dominique Dord (résidence en France de façon stable et régulière) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3146) : rejeté (p. 3147)

Son sous-amendement n° 410 soutenu par Mme Christine Boutin (conclusion du contrat par des personnes de sexe différent) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3148) : rejeté (p. 3149)

Son sous-amendement n° 407 soutenu par Mme Christine Boutin (vie sous le même toit depuis au moins cinq ans) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3149) : rejeté (p. 3150)

Son sous-amendement n° 406 soutenu par Mme Christine Boutin (vie sous le même toit depuis au moins trois ans) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3149) : rejeté (p. 3150)

Son sous-amendement n° 409 soutenu par M. Dominique Dord (vie de couple) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3152) : rejeté (p. 3153)

Son sous-amendement n° 412 soutenu par M. Dominique Dord (conditions relatives à la cause pour la conclusion d'un PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3160)

Son sous-amendement n° 413 soutenu par M. Dominique Dord (rédactionnel) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3162)

Son sous-amendement n° 414 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3168)

Son sous-amendement n° 415 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3168)

Son sous-amendement n° 416 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3168)

Son sous-amendement n° 417 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3168)

Son sous-amendement n° 418 soutenu par M. Henri Plagnol (prescription trentenaire de l'action en nullité du PACS conclu en fraude de la loi) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3169)

Son sous-amendement n° 419 soutenu par M. Henri Plagnol (prescription quinquennale de l'action en nullité du PACS conclu en fraude de la loi) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3169)

Son sous-amendement n° 420 soutenu par M. Henri Plagnol (prescription d'un an de l'action en nullité du PACS conclu en fraude de la loi) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3169)

Son sous-amendement n° 421 soutenu par M. Henri Plagnol (confirmation du PACS après la cessation du vice entraînant la nullité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3169)

Son sous-amendement n° 426 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : devenu sans objet (p. 3174)

Son sous-amendement n° 423 soutenu par M. Thierry Mariani (mention du PACS dans un journal départemental d'annonces légales) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3175)

Son sous-amendement n° 422 (mention du PACS dans un journal départemental d'annonces légales substituée à l'inscription sur le registre du lieu de résidence prévu pour les PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3177)

Son sous-amendement n° 424 (suppression du dernier alinéa de l'article 515-3 relatif à la conclusion du PACS à l'étranger) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3179)

Son sous-amendement n° 425 (examen médical dont les résultats sont communiqués à l'autre partenaire sur sa demande) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3180)

Son sous-amendement n° 449 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3181)

Son sous-amendement n° 451 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3183)

Son sous-amendement n° 450 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3184)

Son sous-amendement n° 448 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3186)

Son sous-amendement n° 447 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : non soutenu (p. 3187)

Son sous-amendement n° 453 soutenu par Mme Christine Boutin (nullité des donations déguisées ou faites à des personnes interposées) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3187)

Son sous-amendement n° 452 soutenu par Mme Christine Boutin (révocabilité des donations faites entre partenaires pendant la durée du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3187)

Ses sous-amendements n°s 455, 454, 461, 460, 459, 456, 458 et 457 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : devenus sans objet (p. 3200)

Son sous-amendement n° 398 soutenu par M. Thierry Mariani (remise par les partenaires en personne et ensemble de la déclaration conjointe mettant fin au PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 394 soutenu par M. Thierry Mariani (motivation de la déclaration conjointe mettant fin au PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 395 soutenu par M. Thierry Mariani (déclaration conjointe mettant fin au PACS remise au greffe du tribunal ayant reçu l'acte initial) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 390 soutenu par M. Thierry Mariani (déclaration conjointe mettant fin au PACS remise au greffe du tribunal de la résidence commune) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 399 soutenu par M. Thierry Mariani (récépissé de la déclaration conjointe de rupture) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 397 soutenu par M. Thierry Mariani (signification de la rupture unilatérale par acte extra-judiciaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 396 soutenu par M. Thierry Mariani (signification de la rupture unilatérale par

lettre recommandée avec accusé de réception) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 401 soutenu par M. Thierry Mariani (conditions de la déclaration d'absence) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 393 soutenu par M. Thierry Mariani (juge du contrat pour les conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 392 soutenu par M. Thierry Mariani (pension alimentaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 400 soutenu par M. Thierry Mariani (publicité de l'acte par lequel les partenaires déterminent les conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Son sous-amendement n° 391 soutenu par M. Thierry Mariani (conséquences de la cessation du PACS réglées par le juge pour les enfants nés des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203) : rejeté (p. 3208)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son sous-amendement n° 402 soutenu par Mme Christine Boutin (imposition commune subordonnée à la preuve de la communauté de vie) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3218)

Son sous-amendement n° 403 soutenu par M. Thierry Mariani (imposition commune à compter du cinquième anniversaire de l'enregistrement du PACS) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission : rejeté (p. 3219)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son sous-amendement n° 404 soutenu par M. Dominique Dord (bénéfice des taux et de l'abattement applicables aux donations après un délai de cinq ans) à l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et suppression du délai de deux ans pour les successions) (p. 3225) : rejeté (p. 3226)

Article 6 supprimé par le Sénat (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son sous-amendement n° 375 soutenu par Mme Christine Boutin (PACS conclu depuis deux ans) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3239)

Son sous-amendement n° 374 soutenu par Mme Christine Boutin (PACS conclu depuis un an) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3239)

Son sous-amendement n° 376 à l'amendement n° 19 de la commission : non soutenu (p. 3240)

Son sous-amendement n° 377 à l'amendement n° 19 de la commission : non soutenu (p. 3241)

Article 8 supprimé par le Sénat (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son sous-amendement n° 378 (vie commune) à l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3244)

Article 9 supprimé par le Sénat (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son sous-amendement n° 381 soutenu par M. Thierry Mariani (PACS conclu depuis deux ans pour la poursuite de la location au profit du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3246) : rejeté (p. 3247)

Son sous-amendement n° 382 soutenu par M. Thierry Mariani (PACS conclu depuis un an pour la poursuite de la location au profit du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 3246) : rejeté (p. 3247)

Son sous-amendement n° 380 soutenu par M. Thierry Mariani (vie commune pour la poursuite de la location au profit du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 3246) : rejeté (p. 3247)

Son sous-amendement n° 387 soutenu par M. Thierry Mariani (PACS conclu depuis deux ans pour le droit de reprise du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 3246) : rejeté (p. 3247)

Son sous-amendement n° 386 soutenu par M. Thierry Mariani (PACS conclu depuis un an pour le droit de reprise du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 3246) : rejeté (p. 3247)

Son sous-amendement n° 379 soutenu par M. Thierry Mariani (vie commune pour le droit de reprise du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 3246) : rejeté (p. 3248)

Son sous-amendement n° 384 soutenu par M. Thierry Mariani (PACS conclu depuis deux ans pour le droit de reprise des ascendants ou descendants du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 3246) : rejeté (p. 3248)

Son sous-amendement n° 385 soutenu par M. Thierry Mariani (PACS conclu depuis un an pour le droit de reprise des ascendants ou descendants du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 3246) : rejeté (p. 3248)

Son sous-amendement n° 383 soutenu par M. Thierry Mariani (vie commune pour le droit de reprise des ascendants ou descendants du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 3246) : rejeté (p. 3248)

Après l'article 9

Son amendement n° 646 soutenu par Mme Christine Boutin (interdiction de la procréation médicale

assistée pour les partenaires de même sexe) : rejeté (p. 3248)

Son amendement n° 647 soutenu par Mme Christine Boutin (interdiction de l'adoption pour les partenaires de même sexe) : rejeté (p. 3248)

Après l'article 11

Son amendement n° 388 soutenu par Mme Christine Boutin (bilan de la loi par l'office parlementaire d'évaluation de la législation et nouvel examen dans les cinq ans) : rejeté (p. 3250)

Son amendement n° 389 soutenu par Mme Christine Boutin (bilan de la loi par l'office parlementaire d'évaluation de la législation dans les cinq ans) : rejeté (p. 3250)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5499, 5521)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5514)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5514)

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5514)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : finances publiques (p. 5514)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 67)

Thème :

Aménagement du territoire : villes (p. 68)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son intervention (p. 187)

Son amendement n° 961 (de suppression) : rejeté (p. 195)

Son amendement n° 962 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 198)

Son amendement n° 963 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 255)

Intervient sur l'amendement n° 239 de la commission (égalité des chances entre les citoyens) (p. 258)

Son amendement n° 964 (consultation des collectivités territoriales) : devenu sans objet (p. 258)

Son amendement n° 965 (implantation des administrations et des services publics par l'Etat) : rejeté (p. 263)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son intervention (p. 272)

Son amendement n° 966 (de suppression) : rejeté (p. 283)

Son amendement n° 967 soutenu par M. Yves Coussain (de suppression partielle) : rejeté (p. 290)

Son amendement n° 969 soutenu par M. Yves Coussain (mise en cohérence et complémentarités des politiques locales) : adopté (p. 294)

Son amendement n° 968 soutenu par M. Patrick Ollier (suppression du troisième alinéa relatif aux pôles de développement à vocation européenne) : rejeté (p. 295)

Son amendement n° 977 soutenu par M. Yves Coussain (services publics dans les zones de revitalisation rurale) (p. 301) : rejeté (p. 302)

Son amendement n° 970 (rôle structurant des services publics) : devenu sans objet (p. 306)

Soutient l'amendement n° 702 de M. Marc-Philippe Daubresse (schéma des différentes infrastructures de transport) : rejeté (p. 310)

Son amendement n° 971 (schéma des services publics locaux) : rejeté (p. 316)

Son amendement n° 972 (rapport au Parlement à l'issue de l'élaboration de l'ensemble des schémas de services collectifs) : rejeté (p. 321)

Article 3 (coordination)

Son amendement n° 973 (de suppression) : rejeté (p. 325)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 142 de M. Patrick Ollier (évaluation et réexamen tous les cinq ans du schéma régional) (p. 396)

Intervient sur l'amendement n° 394 de M. Henry Chabert (évaluation et réexamen tous les cinq ans du schéma régional) (p. 396)

Intervient sur l'amendement n° 264 de la commission (évaluation et réexamen au même rythme que celui fixé pour les schémas de services collectifs) (p. 396)

Intervient sur l'amendement n° 265 de la commission (association d'autres collectivités territoriales lorsque ces dernières cofinancent des programmes prévus dans les contrats de plan Etat-régions) (p. 398)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Son amendement n° 978 soutenu par M. Yves Coussain (présence du département) : rejeté (p. 441)

Article 10 (article 11 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Son amendement n° 979 soutenu par M. Patrick Ollier (loi d'orientation d'ici un an pour promouvoir des formations d'enseignement supérieur dans les zones rurales les plus fragiles) : rejeté (p. 476)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (objectifs du service universel postal) (p. 725)

Intervient sur le sous-amendement n° 1229 de M. Jacques Desallangre (objectifs du service public postal) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 725)

Intervient sur le sous-amendement n° 1223 de M. Jacques Desallangre (efficacité économique et sociale) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 725)

Intervient sur le sous-amendement n° 1228 de M. Jacques Desallangre (objectifs du service public postal) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 725)

Intervient sur le sous-amendement n° 1227 de M. Jacques Desallangre (objectifs du service public postal) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 725)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Son intervention (p. 726)

Intervient sur l'amendement n° 457 de M. Michel Inchauspé (desserte des zones rurales les plus fragiles) (p. 741)

Son amendement n° 981 (desserte des zones rurales les plus fragiles) : rejeté (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 1068 de M. Michel Inchauspé (dessertes du territoire) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 871 de M. Michel Bouvard (dessertes du territoire) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 1064 de M. Patrick Ollier (dessertes du territoire) (p. 741)

Article 17 (article 20 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'énergie)

Son intervention (p. 758)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Son intervention (p. 767)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son intervention (p. 788)

Soutient l'amendement n° 184 de M. Patrick Ollier (de suppression) : rejeté (p. 800)

Soutient l'amendement n° 417 de M. Henry Chabert (de suppression) : rejeté (p. 800)

Soutient l'amendement n° 775 de M. Yves Coussain (de suppression) : rejeté (p. 800)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Michel Bouvard (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Patrick Ollier (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Henry Chabert (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 458 de M. Michel Inchauspé (organismes consultés) (p. 803)

Soutient l'amendement n° 498 de M. Jacques Barrot (organismes consultés) : retiré (p. 803)

Son amendement n° 982 (organismes consultés) : retiré (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 1069 de M. Jean Proriol (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 74 corrigé de M. Léonce Deprez (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 777 de M. François Sauvadet (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 321 de la commission (avis de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale compétentes) (p. 803)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Son intervention (p. 860)

Intervient sur l'amendement n° 210 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 437 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 555 de M. Jean-Claude Lenoir (de suppression) (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 667 de M. Léonce Deprez (de suppression) (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 717 de M. Yves Coussain (de suppression) (p. 872)

Son amendement n° 974 (de suppression) : rejeté (p. 872)

Son amendement n° 975 soutenu par M. Yves Coussain (de suppression partielle) (p. 872) : rejeté (p. 873)

Son amendement n° 976 (mise en commun de moyens pour assurer l'accessibilité et la qualité des services publics) : devenu sans objet (p. 879)

Article 26 (article 61 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones de revitalisation rurale)

Son amendement n° 983 soutenu par M. Patrick Ollier (adoption d'une loi spécifique aux zones de revitalisation rurale) (p. 900) : rejeté (p. 902)

Après l'article 36

Son amendement n° 985 soutenu par M. Yves Coussain (garantie de progression de la dotation globale de fonctionnement minimum) : rejeté (p. 944)

Patrick LEROY

*Nord (19^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à renforcer le contrôle de l'obligation scolaire (n° 1032) [3 décembre 1998]

Rapporteur de la proposition de loi tendant à renforcer le contrôle de l'obligation scolaire (n° 1136) [3 décembre 1998]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [J.O. du 3 février 1999] (p. 1757)

Rapporteur de la proposition de loi relative à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux (n° 1394) [3 mars 1999]

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur :

- la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 1032), tendant à renforcer le contrôle de l'obligation scolaire ;

- la proposition de loi (n° 1136) de M. Jean-Pierre Brard, tendant à renforcer le contrôle de l'obligation scolaire [8 décembre 1998] (n° 1250)

Proposition de loi n° 1394 relative à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux [16 février 1999]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 1394) relative à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux [11 mars 1999] (n° 1459)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 1610), relative à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux [2 juin 1999] (n° 1668)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Risques professionnels. Maladies professionnelles. Amiante, victimes, revendications [25 novembre 1998] (p. 9497)

Etablissements de santé. Services d'urgence. Effectifs de personnel, médecins urgentistes [1^{er} juin 1999] (p. 5185)

Travail. Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC). Augmentation [29 juin 1999] (p. 6538)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 750, posée le 26 avril 1999. Retraites : généralités. Age de la retraite (J.O. Questions p. 2413). Appelée le 27 avril 1999. Travailleurs en contact avec l'amiante, retraite anticipée (p. 3601)

n° 828, posée le 24 mai 1999. Secteur public. Services publics (J.O. Questions p. 3018). Appelée le 25 mai 1999. Développement, Nord (p. 4794)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7025)

Son intervention (p. 7042)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : crédits (p. 7042)

Enseignement supérieur : personnel : non-enseignants : contrats emploi-jeunes (p. 7042)

Recherche : crédits : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 7043)

Recherche : crédits : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 7043)

Recherche : recherche fondamentale : crédits (p. 7043)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8739)

Son intervention (p. 8747)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sports : crédits (p. 8747)

Sports : dopage (p. 8748)

Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 8748)

Sports : médecine du sport (p. 8748)

Sports : politique du sport : création d'emplois (p. 8748)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9172)

Son intervention (p. 9185)

Thèmes :

Sports : dopage : généralités (p. 9186)

Sports : médecine du sport (p. 9187)

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210) ; [19 novembre 1998] (p. 9244)

Article 1er (politique de prévention du dopage)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (protection de la santé des sportifs) : adopté (p. 9211)

Article 4 (contribution des fédérations sportives à la politique de prévention du dopage)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (formations des cadres professionnels et bénévoles) : adopté (p. 9221)

Article 13 (personnes habilitées à procéder aux enquêtes et contrôles)

Son amendement n° 42 (confidentialité des résultats) : rejeté (p. 9229)

Article 14 (exercice des contrôles anti-dopage)

Son amendement n° 43 corrigé (contestation du procès-verbal) : rejeté (p. 9230)

Article 18 (pouvoirs de sanction du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Son amendement n° 44 (caractère suspensif de la saisine) : adopté (p. 9247)

Seconde délibération

Article 9 (compétences du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (pouvoir d'injonction à l'égard des fédérations) (p. 9255)

Ses explications de vote (p. 9260)

Vote pour du groupe communiste (p. 9260)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 580)

Son intervention (p. 586)

Thèmes :

Sports : compétitions : contrôle médical (p. 587)

Sports : médecine du sport (p. 587)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 593)

Article 14 (exercice des contrôles anti-dopage)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (agrément des laboratoires) (p. 604)

Article 17 (exercice des compétences disciplinaires par les fédérations agréées)

Son amendement n° 30 (suivi thérapeutique) : devenu sans objet (p. 608)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [3 mars 1999] (p. 1979)

Son intervention (p. 1984)

Thèmes :

Sports : Comité international olympique (CIO) : dopage (p. 1985)

Sports : dopage : généralités (p. 1984)

Sports : médecine du sport (p. 1985)

Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) : dopage (p. 1985)

Proposition de loi n° 1032 tendant à renforcer le contrôle de l'obligation scolaire

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10321)

Son intervention (p. 10321)

Thèmes :

Associations : sectes : enseignement (p. 10321)

Enfants : droits de l'enfant (p. 10321)

Enseignement : obligation scolaire (p. 10321, 10322)

Enseignement privé : directeurs d'école : responsabilité (p. 10322)

Proposition de loi n° 1394 relative à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [18 mars 1999] (p. 2626)

Son intervention (p. 2626)

Thèmes :

Sports : arts martiaux : fédérations (p. 2626, 2627)

Sports : arts martiaux : généralités (p. 2626)

Sports : arts martiaux : titres et grades (p. 2626)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [3 juin 1999] (p. 5365)

Son intervention (p. 5365)

Thèmes :

Sports : arts martiaux : fédérations (p. 5365, 5366)

Sports : arts martiaux : titres et grades (p. 5365)

Projet de loi n° 1410 sur l'innovation et la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5376)

Son intervention (p. 5391)

Thèmes :

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 5392)

Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 5391)

Recherche : chercheurs (p. 5391, 5392)

Recherche : innovation (p. 5392)

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5411)

Article 1er (articles 14, 18, 19, 19-1 nouveau et 25-1 à 25-4 nouveaux de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France : valorisation de la diffusion des résultats de la recherche par les organismes de recherche et facilitation de la création d'entreprise par les chercheurs)

Son amendement n° 72 (intervention du conseil d'administration) : adopté (p. 5414)

Son amendement n° 78 (protection du service public et des programmes de recherche déjà en cours) : rejeté (p. 5414)

Son amendement n° 79 (conventions entre secteur public et entreprises : intervention du conseil d'administration) : rejeté (p. 5415)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (renforcement de la compétence de la commission de déontologie) : adopté (p. 5417)

Article 2 (articles 6, 20, 25, 42, 53 et 56 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur : création de services d'activités industrielles et commerciales au sein des établissements d'enseignement supérieur)

Son intervention (p. 5420)

Son amendement n° 76 (conventions entre secteur public et entreprises) : rejeté (p. 5421)

Son amendement n° 73 (approbation des conventions entre entreprises et établissements publics d'enseignement supérieur par les conseils d'administration de ces derniers) : adopté (p. 5422)

Son amendement n° 81 (contrôle des nouvelles activités des établissements publics d'enseignement supérieur) : rejeté (p. 5422)

Article 3 quater (articles 208-1, 208-3, 208-8 et 339-5 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : modification du régime d'attribution des stock options)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (de suppression) (p. 5434)

Après l'article 5 bis

Son amendement n° 77 (expertise annuelle du crédit d'impôt-recherche) : retiré (p. 5439)

Article 6 (article 17 de la loi de programme n° 85-1371 du 23 décembre 1985 sur l'enseignement technologique et professionnel et articles 14 bis, 14 ter et 18 bis nouveaux de la loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation : participation des lycées d'enseignement général et technologique, des lycées professionnels et de leurs enseignants à la diffusion de l'innovation technologique)

Son amendement n° 80 (protection des programmes de recherche déjà en cours dans les établissements

publics ou des orientations scientifiques déjà décidées par lesdits établissements) : retiré (p. 5439)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6059)

Son intervention (p. 6065)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 6082)

Thèmes :

Sports : associations et clubs : bourses de valeurs (p. 6066, 6067)

Sports : associations et clubs : droit communautaire (p. 6066)

Sports : associations et clubs : multipropriété (p. 6066)

Sports : associations et clubs : sociétés anonymes (SA) (p. 6066, 6067, 6083)

Sports : manifestations sportives : télévision (p. 6066)

Discussion des articles [18 juin 1999] (p. 6212)

Article 2 (mise en conformité des régimes juridiques des associations sportives)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Christian Estrosi (entrée en bourse des sociétés anonymes sportives professionnelles) (p. 6216)

Son amendement n° 5 (interdiction de la cotation en bourse des titres des SASP) : adopté (p. 6216)

Article 5 (interdiction d'être actionnaire de plusieurs sociétés sportives et de consentir un avantage financier à un concurrent)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Édouard Landrain (subventions réservées aux seules associations) (p. 6221)

Article 7 (contrat d'engagement consécutif à une formation sportive)

Son amendement n° 6 rectifié (durée minimale de l'engagement) : rejeté (p. 6224)

Ses explications de vote (p. 6230)

Vote pour du groupe communiste (p. 6230)

Roger LESTAS

*Mayenne (3^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 532, posée le 7 décembre 1998. Fonction publique territoriale. Filière sociale (J.O. Questions p. 6605). Appelée le 8 décembre 1998. Agents spécialisés des écoles maternelles, suppressions d'emplois, financement (p. 10155)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Soutient l'amendement n° 447 de M. Pierre Micaux (accord du propriétaire du fonds sur lequel est exercée l'activité agricole) : rejeté (p. 6007)

Soutient l'amendement n° 239 de M. Pierre Micaux (développement de projets collectifs agricoles) : devenu sans objet (p. 6013)

Soutient l'amendement n° 240 de M. Pierre Micaux (recentrage sur l'activité agricole) : rejeté (p. 6018)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Soutient l'amendement n° 244 de M. Pierre Micaux (inscription au registre des métiers) : retiré (p. 6094)

Article 11 (travaux de mise aux normes des exploitations en fermage)

Soutient l'amendement n° 448 de M. Pierre Micaux (indemnité pour travaux imposés par l'autorité administrative) : rejeté (p. 6105)

Soutient l'amendement n° 449 de M. Pierre Micaux (indemnité due au preneur sortant ayant effectué des travaux) : rejeté (p. 6105)

Son amendement n° 521 (indemnité due au preneur sortant ayant effectué des travaux) : rejeté (p. 6105)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 451 de M. Pierre Micaut (conditions de renouvellement du bail) : rejeté (p. 6106)

Soutient l'amendement n° 452 de M. Pierre Micaut (conditions de renouvellement du bail) : rejeté (p. 6107)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 3398)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 3398)

Agriculture : installation (p. 3398)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8807)

Procédure des questions :

Agriculture : primes (p. 8808)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)

Procédure des questions :

Administration : simplifications administratives (p. 8968, 8969)

Raymonde LE TEXIER

*Val-d'Oise (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur de la proposition de loi visant à interdire l'achat par les établissements scolaires et les collectivités locales des fournitures fabriquées par des enfants dans les pays où les droits de l'enfant ne sont pas respectés (n° 1069) [4 novembre 1998]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 novembre 1998] (p. 16673)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 novembre 1998] (p. 16673)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 25 novembre 1998] (p. 17825)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 25 novembre 1998] (p. 17825)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 18 mars 1999] (p. 4028)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 18 mars 1999] (p. 4028)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 20 mars 1999] (p. 4175)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 20 mars 1999] (p. 4175)

Rapporteur du projet de loi relatif à l'accueil des gens du voyage (n° 1598) [12 mai 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de Mme Raymonde Le Texier (n° 1069) visant à interdire l'achat par les établissements scolaires et les collectivités locales des fournitures fabriquées par des enfants dans les pays où les droits de l'enfant ne sont pas respectés [17 novembre 1998] (n° 1201)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 1449), visant à inciter au respect des droits de l'enfant dans le monde, notamment lors de l'achat des fournitures scolaires [18 mars 1999] (n° 1478)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1598) relatif à l'accueil des gens du voyage [26 mai 1999] (n° 1620)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1069 visant à interdire l'achat par les établissements scolaires et les collectivités locales des fournitures fabriquées par des enfants dans les pays où les droits de l'enfant ne sont pas respectés

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9298)

Son intervention (p. 9298)

Thèmes :

Assemblée nationale : Parlement des enfants : propositions de loi (p. 9298)

Enfants : travail : généralités (p. 9298)

Enfants : travail : labels (p. 9299)

Enseignement : éducation civique (p. 9299)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : enfants (p. 9298)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : concurrence (p. 9299)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9308)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (indication par les fournisseurs de matériel scolaire de la provenance des produits vendus)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (de précision rédactionnelle) : adopté (p. 9308)

Article 2 (vérification par les écoles que les fournitures scolaires ne proviennent pas de pays où les enfants travaillent)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (de précision rédactionnelle) : adopté (p. 9309)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [27 mai 1999] (p. 5055)

Son intervention (p. 5055)

Thèmes :

Assemblée nationale : Parlement des enfants : propositions de loi (p. 5055)

Enfants : travail : esclavage (p. 5056)

Enfants : travail : généralités (p. 5056)

Enfants : travail : labels (p. 5056)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5296)

Thèmes :

Gens du voyage : stationnement : dotations de l'Etat (p. 5297)

Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 5297)

Gens du voyage : stationnement : lois (p. 5296)

Gens du voyage : stationnement : maires (p. 5296, 5297)

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (suppression de la référence à la circulation des gens du voyage sur le territoire français) : adopté (p. 5336)

Soutient l'amendement n° 78 rectifié de la commission (mention par le schéma départemental des obligations incombant à chacune des communes de plus de 5 000 habitants) : retiré (p. 5341)

Soutient l'amendement n° 79 de la commission (schéma départemental approuvé après consultation de la commission consultative prévue au paragraphe IV) : adopté (p. 5354)

Soutient l'amendement n° 80 de la commission (délai de dix-huit mois pour l'approbation du schéma départemental à compter de la publication de la loi et non de son entrée en vigueur) : adopté (p. 5358)

Soutient l'amendement n° 81 de la commission (composition de la commission consultative) : adopté (p. 6448)

Soutient le sous-amendement n° 292 de la commission (médiateur extérieur à la commission) à l'amendement n° 107 de M. Patrice Martin-Lalande (bilan annuel d'application du schéma départemental établi par la commission consultative et possibilité de désignation d'un médiateur en son sein) : adopté (p. 6451)

Soutient l'amendement n° 82 de la commission (extension à l'ensemble des régions de la procédure de coordination prévue pour la région Ile-de-France) : adopté (p. 6452)

Article 2 (obligations des communes)

Soutient l'amendement n° 84 de la commission (délai de deux ans suivant la publication et non l'approbation du schéma départemental pour sa mise en œuvre par les communes de plus de 5 000 habitants) : adopté (p. 6458)

Soutient l'amendement n° 85 rectifié de la commission (transfert de la compétence à un établissement de coopération intercommunale ou passation d'une convention intercommunale n'exonérant pas les communes de plus de 5 000 habitants de réaliser une aire d'accueil sur leur territoire) : adopté (p. 6458)

Article 3 (pouvoir de substitution du représentant de l'Etat)

Soutient l'amendement n° 86 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 6462)

Soutient l'amendement n° 87 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6463)

Article 5 (aide des organismes de sécurité sociale aux personnes gestionnaires d'aires d'accueil)

Soutient l'amendement n° 88 rectifié de la commission (de précision) : adopté (p. 6467)

Article 8 (dispositions modifiant le code de l'urbanisme)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (insertion dans le code de l'urbanisme des besoins des gens du voyage en matière d'habitat) : adopté (p. 6472)

Soutient l'amendement n° 90 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6473)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Soutient l'amendement n° 91 de la commission (extension de la compétence du juge civil aux terrains relevant du domaine public) : adopté (p. 6483)

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 6488)

Titre

Soutient l'amendement n° 95 de la commission (nouveau titre : "Projet de loi relatif à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage") : adopté après rectification (p. 6492)

Alain LE VERN

*Seine-Maritime (12^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Félix LEYZOUR

*Côtes-d'Armor (4^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [J.O. du 7 avril 1999] (p. 5145)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome III : Aménagement du territoire et environnement (aménagement du territoire) (n° 1116) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Chômage : indemnisation. Jeunes. Allocation de recherche d'emploi, création [3 février 1999] (p. 852)

Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [16 mars 1999] (p. 2418)

Impôt de solidarité sur la fortune. Politique fiscale. Perspectives [23 juin 1999] (p. 6370)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 732, posée le 5 avril 1999. Handicapés. Instituts médico-éducatifs (IME) (J.O. Questions p. 1943). Appelée le 6 avril 1999. Effectifs de personnel, Côtes-d'Armor (p. 3264)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole
--

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5826)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 5842)

Son intervention (p. 5847)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 5900)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5848)

Agriculture : exploitants : conjoints (p. 5848)

Agriculture : exploitations agricoles (p. 5826, 5848)

Agriculture : revenu agricole (p. 5848)

Agriculture : salariés agricoles (p. 5849)

Environnement : espace rural (p. 5826, 5848)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5847)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5847, 5849, 5900)

Retraites : régime agricole (p. 5848)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son sous-amendement n° 845 (rappel du principe de la préférence communautaire) à l'amendement n° 59 corrigé de la commission (définition de la politique agricole française en liaison avec la politique agricole commune) : adopté après rectification (p. 5909)

Son amendement n° 829 (maintien des exploitations de type familial) : adopté (p. 5910)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (respect des politiques agricoles des pays en voie de développement) : adopté (p. 5914)

Son amendement n° 830 (respect du pluralisme syndical) : retiré (p. 5973)

Intervient sur l'amendement n° 830 de M. Félix Leyzour (respect du pluralisme syndical) (p. 5973)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 575 de M. Joseph Parrenin (représentativité syndicale) (p. 5975)

Son sous-amendement n° 936 (effort significatif les premières années en faveur des retraites les plus

faibles) à l'amendement n° 577 de M. Germinal Peiro (rapport au Parlement sur l'évolution des retraites agricoles) : adopté (p. 5976)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 832 (développement de productions de qualité) : retiré (p. 6010)

Son amendement n° 833 (prise en compte des projets à caractère particulier présentés par les agriculteurs) : adopté (p. 6025)

Son sous-amendement n° 846 (respect du cahier des charges défini au plan local et des projets particuliers des agriculteurs) à l'amendement n° 80 rectifié de la commission (prise en compte des orientations définies par le ministre de l'agriculture après avis du conseil supérieur d'orientation et de coordination agricole et alimentaire) : retiré (p. 6027)

Article 3 (création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 517 de M. François Sauvadet (non prise en compte des aides communautaires) (p. 6055)

Intervient sur l'amendement n° 312 de M. Jean-Claude Lemoine (non prise en compte des aides communautaires) (p. 6055)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son sous-amendement n° 847 (aides dégressives) à l'amendement n° 86 de la commission : retiré (p. 6064)

Intervient sur le sous-amendement n° 742 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (plafonnement des aides) à l'amendement n° 86 de la commission (aménagement des aides) (p. 6066)

Article 5 (reconnaissance d'un pouvoir d'avis aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture)

Son amendement n° 836 (multifonctionnalité de la politique agricole et composition de la CDOA) : retiré (p. 6069)

Son amendement n° 848 (cas des contrats à caractère particulier) : retiré (p. 6071)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (définition des activités agricoles) (p. 6082)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Christian Jacob (inscription au registre des métiers) (p. 6093)

Intervient sur l'amendement n° 729 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (inscription au registre des métiers) (p. 6093)

Intervient sur l'amendement n° 752 de M. Jacques Barrot (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Son amendement n° 838 (inscription au registre des métiers) : rejeté après rectification (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 838 de M. Félix Leyzour (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. François Lamy (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Christian Estrosi (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Pierre Micaux (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. Yves Nicolin (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 501 de M. Gérard Voisin (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Intervient sur l'amendement n° 656 de M. Jean Proriol (inscription au registre des métiers) (p. 6094)

Après l'article 7

Son sous-amendement n° 849 corrigé (définition de l'exploitant agricole) à l'amendement n° 91 de la commission (définition de l'exploitant agricole) : retiré (p. 6096)

Son amendement n° 837 rectifié (définition de l'exploitant agricole) : retiré (p. 6096)

Après l'article 10

Son amendement n° 839 (cessibilité du bail) : rejeté (p. 6101)

Après l'article 12

Soutient l'amendement n° 96 de la commission (insaisissabilité du logement d'un agriculteur) : adopté après modifications (p. 6119)

Soutient le sous-amendement n° 850 de M. René Dutin (cas de la liquidation judiciaire ou du redressement de l'exploitation agricole) à l'amendement n° 96 de la commission : adopté (p. 6118)

Article 13 (création de l'unité de référence)

Son amendement n° 840 (précision relative au calcul de l'unité de référence) : retiré (p. 6123)

Intervient sur le sous-amendement n° 743 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (moyenne par rapport aux exploitations du territoire concerné) à l'amendement n° 99 corrigé de la commission (moyenne de l'unité de référence) (p. 6124)

Article 14 (dispositions relatives à la politique d'installation)

Intervient sur l'amendement n° 331 de M. Christian Jacob (de suppression) (p. 6126)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Intervient sur l'amendement n° 356 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 6144)

Article L. 331-1 du code rural : portée et objectifs du contrôle

Son amendement n° 841 (prise en compte des agriculteurs engagés dans une démarche d'installation progressive) : adopté (p. 6144)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Christian Estrosi (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluriactifs) (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Pierre Micaux (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Yves Nicolin (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 358 de M. Jean-Claude Mignon (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 500 de M. Gérard Voisin (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 106 de la commission (modification du statut des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) en vue d'y intégrer le principe de location et de location-vente) (p. 6146)

Son amendement n° 842 (prise en compte des terres exploitées par un agriculteur dans un autre pays de l'Union européenne) : rejeté (p. 6181)

Article L. 331-3 du code rural : critères d'examen des demandes

Son amendement n° 843 (publicité dans les journaux locaux) : retiré (p. 6188)

Intervient sur l'amendement n° 843 de M. Félix Leyzour (publicité dans les journaux locaux) (p. 6188)

Article L. 331-5 du code rural : communication des informations nécessaires au contrôle des structures

Son amendement n° 844 (contrôle des structures par la Mutualité sociale agricole) : rejeté (p. 6191)

Avant l'article 18

Son amendement n° 878 (statut des retraites agricoles) : retiré (p. 6206)

Article 27 (création du titre emploi simplifié agricole)

Son amendement n° 882 (protection des salariés agricoles) : rejeté (p. 6225)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jacques Rebillard (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles et aux entreprises privées du secteur agricole employant moins de cinq salariés permanents) (p. 6228)

Intervient sur l'amendement n° 674 de M. Jean Proriol (extension du titre emploi simplifié agricole aux

coopératives agricoles employant moins de onze salariés) (p. 6228)

Intervient sur l'amendement n° 343 de M. Christian Jacob (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de onze salariés permanents) (p. 6228)

Intervient sur l'amendement n° 128 de la commission (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de cinq salariés permanents) (p. 6228)

Intervient sur l'amendement n° 569 de M. Joseph Parrenin (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de cinq salariés permanents) (p. 6228)

Article 28 (création au niveau des départements de comités d'oeuvres sociales et culturelles)

Son amendement n° 884 (obligation de prévoir dans la création du comité des activités sociales et culturelles) : adopté (p. 6231)

Son sous-amendement n° 893 (de précision) à l'amendement n° 132 deuxième rectification de la commission (de précision) : adopté (p. 6231)

Son amendement n° 885 (de cohérence) : rejeté (p. 6232)

Article 29 (création au niveau des départements de commissions paritaires d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en agriculture)

Son amendement n° 886 corrigé (allongement du temps de formation) : rejeté (p. 6291)

Son amendement n° 887 (cinq jours de formation dispensée par l'organisation syndicale) : retiré (p. 6292)

Son amendement n° 888 (prise en charge des frais de formation) : retiré (p. 6292)

Après l'article 29

Son amendement n° 883 (création au niveau départemental d'un observatoire de l'emploi salarié) : adopté (p. 6297)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son amendement n° 890 (possibilité pour les associations de consommateurs d'être associées aux travaux des interprofessions) : adopté après rectification (p. 6318)

Article 35 (assiette des cotisations interprofessionnelles)

Intervient sur l'amendement n° 154 de la commission (de codification) (p. 6330)

Article 37 (contrats de lutte contre les crises conjoncturelles)

Soutient l'amendement n° 162 rectifié de la commission (coefficient multiplicateur entre le prix payé au producteur et le prix de vente au consommateur) : rejeté (p. 6337)

Son amendement n° 891 (affichage des prix payés au producteur) : adopté (p. 6338)

Article 38 (modification de la composition du Conseil supérieur d'orientation)

Son amendement n° 892 (représentation des salariés au Conseil supérieur d'orientation) : rejeté (p. 6341)

Article 51 (principes et missions de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Son amendement n° 908 (qualification de l'enseignement agricole) : adopté (p. 6424)

Article 52 (architecture générale de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Son amendement n° 909 (programmes arrêtés par le ministre de l'agriculture ou par le ministre chargé de l'éducation nationale) : adopté (p. 6425)

Article 53 (création des établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles)

Son sous-amendement n° 913 (de précision) à l'amendement n° 218 de la commission (vocation purement pédagogique des établissements publics d'enseignement) : retiré (p. 6427)

Intervient sur l'amendement n° 217 rectifié de la commission (fusionnement des lycées d'enseignement général et technologiques agricoles et des lycées professionnels agricoles) (p. 6428)

Intervient sur le sous-amendement n° 979 du Gouvernement (harmonisation des régimes plutôt que fusionnement) à l'amendement n° 217 rectifié de la commission (p. 6428)

Son amendement n° 910 corrigé (fusionnement des lycées d'enseignement général et technologiques agricoles et des lycées professionnels agricoles) : retiré (p. 6428)

Article 54 (identification du directeur régional de l'agriculture et de la forêt comme autorité académique)

Son amendement n° 925 (autorité académique de l'enseignement agricole) : adopté (p. 6429)

Ses explications de vote (p. 6478)

Vote pour du groupe communiste (p. 6479)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380, 3403)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 3399)

Son intervention (p. 3403)

Thèmes :

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3403)

Union européenne : fonds structurels (p. 3403)

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Article 1er bis (conditions de représentativité des organisations syndicales agricoles)

Son sous-amendement n° 226 (représentation effective) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (détermination des conditions de représentativité des organismes syndicaux d'exploitants agricoles par décret en Conseil d'Etat) : retiré (p. 3441)

Article 2 (création des contrats territoriaux d'exploitation)

Son sous-amendement n° 227 (de précision) à l'amendement n° 8 de la commission (contrats types arrêtés par le préfet) : rejeté (p. 3448)

Son sous-amendement n° 228 (prise en compte des aspects sociaux) à l'amendement n° 8 de la commission : adopté (p. 3448)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (objectifs prioritaires de l'aide financière et suppression de la notion "d'entreprise agricole" introduite par le Sénat) (p. 3460)

Article 5 (reconnaissance d'un pouvoir d'avis aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture (CDOA). Composition des CDOA)

Son amendement n° 229 (avis de la commission sur les projets de contrats proposés par les agriculteurs) : rejeté après rectification (p. 3463)

Article 6 supprimé par le Sénat (définition des activités agricoles)

Son amendement n° 231 (rétablissement de l'article) : rejeté (p. 3467)

Article 7 bis (définition de l'exploitant agricole)

Son amendement n° 230 (définition de la qualité d'exploitant agricole) : devenu sans objet (p. 3468)

Article 12 ter supprimé par le Sénat (insaisissabilité du logement d'un agriculteur)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (insaisissabilité de l'habitation principale) : retiré (p. 3483)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son amendement n° 232 (autorisation préalable en cas d'attribution d'un bien préempté par la société d'aménagement foncier et d'établissement rural) : retiré (p. 3498)

Son amendement n° 233 (seuil) : retiré (p. 3498)

Son amendement n° 234 (publicité des opérations soumises à autorisation) : rejeté (p. 3499)

Son amendement n° 235 (publicité des opérations soumises à autorisation) : rejeté (p. 3499)

Article 28 (création au niveau des départements de comités d'activités sociales et culturelles)

Intervient sur l'amendement n° 276 rectifié du Gouvernement (rédactionnel) (p. 3506)

Son amendement n° 236 (égalité de traitement dans tous les départements) : devenu sans objet (p. 3506)

Son amendement n° 237 (égalité de traitement dans tous les départements) : devenu sans objet (p. 3506)

Article 29 (création de comités d'hygiène et de sécurité en agriculture)

Son amendement n° 238 (autorisation d'absence de huit heures par mois) : rejeté (p. 3507)

Son amendement n° 239 (ressources du fonds national de prévention) : rejeté (p. 3507)

Article 54 (identification du directeur régional de l'agriculture et de la forêt comme autorité académique)

Son amendement n° 241 (non séparation de l'autorité académique de l'enseignement agricole et de la direction régionale de l'agriculture et de la forêt) : rejeté (p. 3564)

Ses explications de vote (p. 3574)

Vote pour du groupe communiste (p. 3574)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4933)

Son intervention (p. 4941)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4941)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4942)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4941, 4942)

Proposition de loi n° 1080 visant à la création d'un office des produits de la mer et de l'aquaculture et étendant à la collectivité territoriale de Mayotte les offices d'intervention prévus au livre VI du code rural

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote (p. 6158)

Vote pour du groupe communiste (p. 6158)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7257)

Procédure des questions :

Administration : services déconcentrés : effectifs (p. 7269)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057, 8067)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, suppléé par Mme Janine Jambu

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765)

Son intervention (p. 8776)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 8777)

Enseignement agricole (p. 8777)

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 8777)

Retraites : régime agricole : mutualité sociale agricole (p. 8777)

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)

Son intervention (p. 8886)

Thèmes avant la procédure des questions :

Postes (p. 8886)

Télécommunications : France Télécom (p. 8886)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70) ; [20 janvier 1999] (p. 130, 160)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 67)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 83)

Son intervention (p. 92)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 183)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 94)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 84)

Environnement : protection (p. 93)

Secteur public : services publics (p. 84, 93)

Union européenne : fonds structurels (p. 93)

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 511 (rapport au Parlement) : adopté après rectification (p. 257)

Intervient sur l'amendement n° 489 de M. Jean Proriol (choix stratégiques pour les sept prochaines années) (p. 261)

Intervient sur l'amendement n° 488 de M. Jean Proriol (suppression de la dernière phrase du dernier alinéa de l'article 1er prévoyant la compatibilité entre les schémas régionaux d'aménagement du territoire et les schémas de services collectifs) (p. 264)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 966 de M. Maurice Leroy (de suppression) (p. 283)

Intervient sur l'amendement n° 378 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 487 de M. Jean Proriol (de suppression) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 495 de M. Jacques Barrot (de suppression) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 1086 de M. François Lamy (de suppression) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 1132 de M. Lionnel Luca (de suppression) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 1138 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Patrick Ollier (cohérence de la politique nationale avec l'aménagement au niveau européen) (p. 293)

Intervient sur l'amendement n° 379 de M. Henry Chabert (cohérence de la politique nationale avec l'aménagement au niveau européen) (p. 293)

Son amendement n° 512 (mise en cohérence et complémentarités des politiques locales) : adopté (p. 294)

Intervient sur l'amendement n° 244 de la commission (soutien aux DOM-TOM) (p. 304)

Soutient l'amendement n° 245 de la commission (nécessité d'interventions différenciées) : adopté (p. 304)

Son amendement n° 513 (rôle structurant des services publics) : adopté après rectification (p. 306)

Soutient l'amendement n° 247 de la commission (aides en faveur de l'emploi) : adopté (p. 306)

Son sous-amendement n° 1193 (présentation du projet de loi au plus tard deux ans avant l'échéance des contrats de plan Etat-régions) à l'amendement n° 1187 du Gouvernement (dépôt d'un projet de loi dans cinq ans permettant un réexamen des choix stratégiques) : adopté (p. 324)

Son sous-amendement n° 1192 (de précision) à l'amendement n° 1187 du Gouvernement : adopté (p. 324)

Intervient sur le sous-amendement n° 1192 de M. Félix Leyzour (de précision) à l'amendement n° 1187 du Gouvernement (p. 324)

Article 7 (article L. 425-1 du code général des collectivités territoriales : plan de la région)

Intervient sur l'amendement n° 1167 du Gouvernement (objectifs du plan de région) (p. 414)

Intervient sur le sous-amendement n° 1198 de la commission (introduction des groupements de communes) à l'amendement n° 1167 du Gouvernement (p. 414)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 689 rectifié de M. Philippe Duron (création d'une délégation parlementaire à l'aménagement du territoire et au développement durable du territoire dans chaque assemblée) (p. 426)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Intervient sur l'amendement n° 266 de la commission (schémas de services collectifs soumis au Parlement dans un projet de loi) (p. 437)

Intervient sur le sous-amendement n° 1104 de M. Germain Gengenwin (régions et organismes consultés) à l'amendement n° 266 de la commission (p. 440)

Article 10 (article 11 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Intervient sur l'amendement n° 598 de M. Jean-Claude Lenoir (développement de la recherche) (p. 469)

Intervient sur l'amendement n° 270 de la commission (développement de la recherche) (p. 469)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs culturels)

Intervient sur le sous-amendement n° 1092 de M. Patrick Rimbart (langues minoritaires) à l'amendement n° 291 de la commission (promotion et diffusion de la langue française, sauvegarde et transmission des langues régionales) (p. 486)

Intervient sur le sous-amendement n° 1105 de M. François Sauvadet (autres langues parlées sur le territoire national) à l'amendement n° 291 de la commission (p. 486)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Intervient sur l'amendement n° 1218 du Gouvernement (maintien des établissements de proximité et respect du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 504)

Intervient sur le sous-amendement n° 1208 du Gouvernement (meilleure complémentarité) à l'amendement n° 732 de M. Patrick Rimbart (mise en réseau des établissements de santé autour des hôpitaux publics) (p. 507)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Patrick Ollier (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 852 de M. Michel Bouvard (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 1045 de M. Patrick Ollier (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Intervient sur le sous-amendement n° 1217 de M. Alfred Recours (respect du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) à l'amendement n° 294 de la commission (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 502 de M. Maurice Adevah-Poeuf (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (objectifs du service universel postal) (p. 725)

Intervient sur le sous-amendement n° 1228 de M. Jacques Desallangre (objectifs du service public postal) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 725)

Intervient sur le sous-amendement n° 1227 de M. Jacques Desallangre (objectifs du service public postal) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 725)

Intervient sur le sous-amendement n° 1235 de M. Gérard Saumade (prise en compte des cas de force majeure) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 725)

Article 17 (article 20 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'énergie)

Soutient l'amendement n° 303 de la commission (définition de la politique énergétique de la France) : adopté (p. 762)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 800)

Intervient sur l'amendement n° 417 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 800)

Intervient sur l'amendement n° 775 de M. Yves Coussain (de suppression) (p. 800)

Intervient sur le sous-amendement n° 1180 de M. Arnaud Montebourg (de précision) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) (p. 822)

Intervient sur le sous-amendement n° 1236 rectifié du Gouvernement (cas des pays organisés sous forme d'établissements publics de coopération intercommunale) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (p. 822)

Intervient sur le sous-amendement n° 1240 du Gouvernement (de suppression partielle) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (p. 822)

Son intervention (p. 825)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 514 (échancier des réductions d'écart de taux de taxe professionnelle sur l'agglomération) : rejeté (p. 836)

Après l'article 20

Son amendement n° 515 (élaboration de projets de développement par les départements) : rejeté (p. 839)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Patrick Ollier (élaboration de projets de développement par les départements) (p. 839)

Article 25 (article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones prioritaires ultra-périphériques)

Soutient l'amendement n° 342 de la commission (rapport au Parlement) : adopté (p. 891)

Article 29 (article 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : politique des transports)

Soutient l'amendement n° 343 de la commission (harmonisation des conditions de travail des salariés des différents modes de transport) : retiré (p. 910)

Intervient sur l'amendement n° 347 de la commission (desserte de tout le territoire) (p. 913)

Article 31 (article 14 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : coordination)

Son sous-amendement n° 1250 (de précision) à l'amendement n° 749 de M. Jean-Jacques Filleul

(critères d'évaluation des grands projets d'infrastructure) : adopté (p. 918)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Patrick Ollier (suppression de la référence à la lutte contre l'effet de serre) (p. 925)

Intervient sur l'amendement n° 451 de M. Henry Chabert (suppression de la référence à la lutte contre l'effet de serre) (p. 925)

Après l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 644 de M. Jean-Michel Marchand (renforcement des compétences de la région en matière de définition des politiques de transport) (p. 933)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 647 rectifié de M. Jean-Michel Marchand (principes du schéma des services collectifs des espaces naturels et ruraux) (p. 940)

Explications de vote et vote [9 février 1999] (p. 1084)

Ses explications de vote (p. 1092)

Vote pour du groupe communiste (p. 1093)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039, 4081)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 4048)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 4066)

Son intervention (p. 4083)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 4108)

Thèmes :

Aménagement du territoire : généralités (p. 4048, 4066, 4084)

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 4084)

Collectivités territoriales : compétences : départements (p. 4084)

Politiques communautaires : politiques internes : aménagement du territoire (p. 4084)

Postes : La Poste (p. 4084)

Télécommunications (p. 4084)

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081) ; [6 mai 1999] (p. 4193, 4243)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son sous-amendement n° 161 (conditions favorables au développement "créées" par la politique d'aménagement du territoire) à l'amendement n° 1 de la commission (définition et objectifs de la politique d'aménagement du territoire) : retiré (p. 4117)

Intervient sur le sous-amendement n° 226 du Gouvernement (respect du principe de subsidiarité) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 4117)

Son amendement n° 160 (respect du principe de subsidiarité) : devenu sans objet (p. 4117)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son sous-amendement n° 162 (renforcement des complémentarités des politiques locales) à l'amendement n° 4 de la commission (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire) : retiré (p. 4121)

Son sous-amendement n° 163 (respect du principe de subsidiarité) à l'amendement n° 4 de la commission : retiré (p. 4121)

Article 10 (articles 11 et 12 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Son sous-amendement n° 164 (répartition géographique des chercheurs) à l'amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : adopté après rectification (p. 4139)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs culturels)

Son sous-amendement n° 165 (de précision) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission (contenu du schéma) : adopté (p. 4140)

Son sous-amendement n° 166 (importance des initiatives locales) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission : retiré (p. 4141)

Intervient sur le sous-amendement n° 131 de M. Yves Coussain (renforcement de la politique d'intégration) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission (p. 4144)

Intervient sur le sous-amendement n° 219 rectifié du Gouvernement (renforcement de la politique d'intégration) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission (p. 4144)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (suppression de la référence au principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 4146)

Son amendement n° 167 (suppression de la référence au principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) : retiré (p. 4146)

Article 15 bis A (titre III du livre V de la première partie du code général des collectivités territoriales : réseaux de télécommunications créés par les collectivités locales)

Son amendement n° 168 (de suppression) : rejeté (p. 4152)

Intervient sur l'amendement n° 40 rectifié de la commission (création d'infrastructures destinées à supporter des réseaux de télécommunication par les collectivités territoriales ou les établissements publics de coopération locale) (p. 4197)

Intervient sur le sous-amendement n° 149 de M. Jean Besson (non restriction de l'offre) à l'amendement n° 40 rectifié de la commission (p. 4196)

Intervient sur le sous-amendement n° 137 corrigé de M. Dominique Baudis (suppression des conditions restrictives) à l'amendement n° 40 rectifié de la commission (p. 4196)

Intervient sur le sous-amendement n° 148 de M. Jean Besson (conciliation assurée par l'Autorité de régulation des télécommunications) à l'amendement n° 40 rectifié de la commission (p. 4196)

Intervient sur le sous-amendement n° 196 de M. François Brottes (suppression de la disposition relative à l'interdiction des subventions) à l'amendement n° 40 rectifié de la commission (p. 4196)

Article 15 bis (loi d'orientation postale)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4200)

Intervient sur le sous-amendement n° 138 de M. Yves Coussain (suppression de la référence aux circonstances exceptionnelles) à l'amendement n° 42 de la commission (p. 4199)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (article 21-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs du sport) (p. 4207)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : pays)

Intervient sur le sous-amendement n° 199 rectifié de M. Jean Espilondo (meilleure représentation des élus) à l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4217)

Son sous-amendement n° 169 (prise en compte des besoins des populations pour l'organisation des services techniques) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4218)

Intervient sur le sous-amendement n° 198 de M. Gaétan Gorce (représentation des communes par des personnalités qualifiées) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4220)

Intervient sur le sous-amendement n° 200 de M. Jean Espilondo (adhésion à un groupement d'intérêt public ou à un syndicat mixte des départements ou des régions concernés) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4220)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : présence des services publics sur le territoire et création des maisons des services publics)

Son sous-amendement n° 170 (maintien des emplois publics) à l'amendement n° 54 de la commission (accessibilité et proximité des services publics) : rejeté (p. 4229)

Son sous-amendement n° 171 (avis de la commission départementale d'organisation et de modernisation des services publics) à l'amendement n° 54 de la commission : adopté (p. 4229)

Article 22 bis A (collectivité chef de file)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (de suppression) (p. 4230)

Son amendement n° 154 (de suppression) : adopté (p. 4230)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (rapport relatif à la mise en place de fonds régionaux pour l'emploi et le développement) (p. 4231)

Article 24 (article 39 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma directeur de la région d'Ile-de-France)

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4232)

Son amendement n° 155 (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 4232)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (article 9 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : harmonisation des conditions de travail dans les transports) (p. 4235)

Son amendement n° 156 (article 9 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : harmonisation des conditions de travail dans les transports) : adopté (p. 4235)

Article 29 supprimé par le Sénat (article 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : politique globale des transports)

Son sous-amendement n° 157 (modernisation des infrastructures) à l'amendement n° 64 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : retiré (p. 4237)

Son sous-amendement n° 158 (réalisation d'infrastructures nouvelles) à l'amendement n° 64 de la commission : retiré (p. 4237)

Article 32 supprimé par le Sénat (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Son sous-amendement n° 210 soutenu par M. Jean-Claude Lefort (complémentarité entre les modes de transport et réalisation d'infrastructures nouvelles) à l'amendement n° 67 de la commission (rétablissement

de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 4246)

Son sous-amendement n° 159 corrigé (consultation des régions et des départements intéressés) à l'amendement n° 67 de la commission : adopté (p. 4246)

Article 37 supprimé par le Sénat (articles L. 161-2 et L.161-10-1 du code rural : affectation et aliénation des chemins ruraux)

Intervient sur le sous-amendement n° 232 de M. Jean-Michel Marchand (large publicité de l'enquête) à l'amendement n° 88 de la commission (p. 4257)

Intervient sur le sous-amendement n° 233 de M. Jean-Michel Marchand (rédactionnel) à l'amendement n° 88 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 4258)

Seconde délibération

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : présence des services publics sur le territoire et création des maisons des services publics)

Intervient sur l'amendement n° 5 du Gouvernement (non remboursement des charges et rémunérations) (p. 4273)

Son amendement n° 6 (concours public en complément de la participation des collectivités territoriales) : adopté (p. 4273)

Explications de vote et vote [11 mai 1999] (p. 4313)

Ses explications de vote (p. 4315)

Vote pour du groupe communiste (p. 4316)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5830)

Son intervention (p. 5839)

Thèmes :

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 5840)

Emploi (p. 5840)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 5840)

Secteur public : services publics (p. 5840)

Transports urbains (p. 5840)

Explications de vote et vote [16 juin 1999] (p. 5948)

Ses explications de vote (p. 5955)

Vote pour du groupe communiste (p. 5955)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2511)

Thèmes :

Agriculture : céréales (p. 2511)

Agriculture : prix agricoles (p. 2512)

DOM-TOM (p. 2512)

Elevage : bovins (p. 2511)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 2511)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2511, 2512)

Union européenne : élargissement (p. 2512)

Union européenne : fonds structurels (p. 2512)

Ses explications de vote (p. 2571)

Vote pour du groupe communiste (p. 2571)

Proposition de résolution n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final / n° E 1061)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)

Discussion générale commune des propositions de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM [98] 0158 final / n° E 1052), n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM [98] 131 final / n° E 1061) et n° 1409 sur l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM [98] 164 final / n° E 1049) et sur le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC [98] n° 698 final / n° E 1128) (Voir Agriculture 1248)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)

Son amendement n° 2 (création de nouvelles ressources financières pour mettre l'accent sur l'emploi) : retiré (p. 2584)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6642)

Son intervention (p. 6645)

Thèmes :

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement : consultation (p. 6646)

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 6645, 6646)

Urbanisme : permis de construire : plans d'exposition au bruit (p. 6646)

François LIBERTI

*Hérault (7^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1299 relative aux actions propres à enrayer l'extension de l'algue tropicale *Caulerpa Taxifolia* en Méditerranée [22 décembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : prestations. Frais de cure. Remboursement [11 mai 1999] (p. 4311)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 556, posée le 18 janvier 1999. Recherche. Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) (J.O. Questions p. 233). Appelée le 19 janvier 1999. Equipements, renouvellement (p. 8)

n° 661, posée le 8 mars 1999. Retraites : généralités. Retraites complémentaires (J.O. Questions p. 1293). Appelée le 9 mars 1999. Calcul des pensions, français rapatriés d'Algérie (p. 2115)

n° 749, posée le 26 avril 1999. Famille. Divorce (J.O. Questions p. 2413). Appelée le 27 avril 1999. Prestation compensatoire, révision (p. 3595)

n° 855, posée le 7 juin 1999. TVA. Politiques communautaires (J.O. Questions p. 3355). Appelée le 8 juin 1999. Taux, activités à forte densité de main d'oeuvre, hôtellerie et restauration (p. 5465)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765)

Son intervention (p. 8785)

Thème avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : marins
pêcheurs : produits de la mer (p. 8785, 8786)

Michel LIEBGOTT

*Moselle (10^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du
30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des
échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 740, posée le 5 avril 1999. Mines et carrières. Mines
(J.O. Questions p. 1944). Appelée le 6 avril 1999.
Fermeture, conséquences, Lorraine (p. 3266)

DÉBATS

**Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité
en matière de dommages consécutifs à l'exploitation
minière et à la prévention des risques miniers après
la fin de l'exploitation**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2436)

*Article 1er (indemnisation en présence de clauses
minières valides)*

Son intervention (p. 2437)

Martine LIGNIÈRES-CASSOU

*Pyrénées-Atlantiques (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du
30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et
des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998]
(p. 14918)

Secrétaire de la commission de la défense nationale et
des forces armées [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Femmes. Egalité des sexes. Fonctions électives, projet
de loi constitutionnelle [27 janvier 1999] (p. 456)

Energie et carburants. Elf. Emploi et activité, Aquitaine
[28 avril 1999] (p. 3697)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 510, posée le 30 novembre 1998. Marchés publics.
Défense (J.O. Questions p. 6456). Suppléée par
M. Jean Espilondo. Appelée le 1^{er} décembre 1998.
Appels d'offres, entreprises candidates en règlement
judiciaire, réglementation (p. 9729)

n° 562, posée le 18 janvier 1999. Energie et carburants.
Elf (J.O. Questions p. 234). Suppléée par . Appelée le
26 janvier 1999. Emploi et activité, Aquitaine
(p. 341)

n° 786, posée le 10 mai 1999. Retraites : généralités.
Retraites complémentaires (J.O. Questions p. 2739).
Suppléée par Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont.
Appelée le 11 mai 1999. Périodes de chômage,
cotisations, prise en charge (p. 4284)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [5 octobre 1998]
(p. 5833)**

Son intervention (p. 5863)

Thème :

Agriculture : exploitants : conjoints (p. 5863)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET
TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7053)

Procédure des questions :

Enseignement supérieur : personnel : enseignants vacataires (p. 7064)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665, 8710)

Procédure des questions :

Emploi : contrats initiative-emploi (p. 8725)

Projet de loi n° 1186 relatif à l'organisation de certains services au transport aérien

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 décembre 1998] (p. 10368)

Son intervention (p. 10372)

Thèmes :

Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (p. 10373)

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 10372, 10373)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10537)

Thèmes :

Elections et référendums : femmes (p. 10537)

Etat : Gouvernement : parité (p. 10537)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 130)

Son intervention (p. 156)

Thèmes :

Aménagement du territoire : villes (p. 157)

Transports : transport combiné (p. 157)

Discussion des articles [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 525 de M. Jean-Claude Lenoir (association du CNADT à la définition des procédures contractuelles entre l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises signataires, y compris celles relatives à la mise en oeuvre des fonds européens) (p. 378)

Intervient sur l'amendement n° 559 de M. Éric Doligé (association du CNADT à la définition des procédures contractuelles entre l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises signataires, y compris celles relatives à la mise en oeuvre des fonds européens) (p. 378)

Son amendement n° 685 (association du CNADT à la définition des procédures contractuelles entre l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises signataires, y compris celles relatives à la mise en oeuvre des fonds européens) : retiré (p. 378)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son sous-amendement n° 1071 (cas des départements) à l'amendement n° 265 de la commission (association d'autres collectivités territoriales lorsque ces dernières cofinancent des programmes prévus dans les contrats de plan Etat-régions) : retiré (p. 398)

Article 6 (article 34 ter de la loi du 7 janvier 1983 : conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Soutient l'amendement n° 688 de M. Michel Tamaya (représentation des comités de la culture, de l'éducation et de l'environnement dans les DOM) : rejeté (p. 410)

Article 10 (article 11 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Son amendement n° 729 soutenu par M. Pierre Cohen (essaimage à partir des instituts universitaires de technologie et les écoles d'ingénieur) (p. 470) : adopté (p. 471)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 738 : non soutenu (p. 828)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1247)

Son intervention (p. 1249)

Thèmes :

Avortement (p. 1250)

Droit civil : code civil : famille (p. 1250)

Famille : contraception (p. 1250)

Femmes : égalité professionnelle (p. 1250)

Femmes : parité (p. 1250)

Femmes : politique à l'égard des femmes : Parlement (p. 1249, 1250)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6559)

Son intervention (p. 6562)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation parlementaire pour le droit des femmes : moyens (p. 6563)

Assemblée nationale : délégation parlementaire pour le droit des femmes : Union européenne (p. 6562)

Avortement (p. 6563)

Famille : politique familiale (p. 6563)

Femmes : égalité professionnelle (p. 6563)

Femmes : parité (p. 6562, 6563)

Vote pour du groupe socialiste (p. 6563)

Proposition de résolution n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final / n° E 1061)**Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)**

Son intervention (p. 2581)

Son amendement n° 5 (maintien d'une action en faveur des femmes dans l'Union européenne, continuateur du programme "NOW") : adopté (p. 2582)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Après l'article 10

Son amendement n° 258 : non soutenu (p. 2895)

Article 22 (article 226-30-1 du code de procédure pénale : interdiction de publier l'image d'une personne

portant des menottes ou de réaliser un sondage sur la culpabilité d'une personne mise en cause)

Son amendement n° 259 : non soutenu (p. 2940)

Article 26 (article 226-30-1 du code pénal : atteinte à la dignité de la victime d'un crime ou d'un délit)

Son amendement n° 261 : devenu sans objet (p. 2949)

Article 27 (article 227-24-1 du code pénal : interdiction de publier l'identité d'un mineur victime d'une infraction)

Son amendement n° 262 : devenu sans objet (p. 2950)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5319)

Thème :

Gens du voyage (p. 5319)

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son amendement n° 227 (schéma départemental prévoyant les terrains communaux de sédentarisation) : rejeté (p. 5339)

Maurice LIGOT

*Maine-et-Loire (5^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 676, posée le 8 mars 1999. Voirie. Routes et autoroutes (J.O. Questions p. 1295). Appelée le

9 mars 1999. Désenclavement, Centre-Ouest (p. 2123)

n° 815, posée le 17 mai 1999. Industrie. Textile et habillement (J.O. Questions p. 2896). Appelée le 18 mai 1999. Aides de l'Etat (p. 4468)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6683)

Article 42 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 6694)

Thèmes :

Aménagement du territoire : fonds structurels (p. 6695)

Pays étrangers : Allemagne (p. 6694, 6695)

Politiques communautaires : budget (p. 6695, 6696) ; dépenses (p. 6695)

Union européenne : contribution française (p. 6695, 6696)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Son intervention (p. 8068)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 8068, 8069)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 8068)

Coopération intercommunale (p. 8068)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8068)

Voirie (p. 8068, 8069)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8115)

Procédure des questions :

Etat : réforme (p. 8134)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9459)

Son intervention (p. 9479)

Thèmes :

Parlement : rôle : Union européenne (p. 9479, 9480)

Union européenne : institutions communautaires : réforme (p. 9479)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : référendums (p. 9479)

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Après l'article unique

Son amendement n° 53 (soumission au Parlement des rapports d'information de la Commission et des projets d'actes communautaires et vote de résolutions sur tout document issu des institutions européennes) : rejeté (p. 9577)

Projet de loi n° 11 créant le Conseil national des communes "Compagnon de la Libération"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1998] (p. 10767)

Son intervention (p. 10774)

Thème :

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : communes (p. 10774)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 10774)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4425)

Son intervention (p. 4428)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : résistants (p. 4428, 4429)

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : communes (p. 4429)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 4429)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 130)

Son intervention (p. 139)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 140)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 140)

Voirie (p. 140)

Discussion des articles [2 février 1999] (p. 749)

Après l'article 20

Son amendement n° 986 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (rôle des comités d'expansion et des agences de développement) (p. 839) : rejeté (p. 840)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Son intervention (p. 1884)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 1885)

Organisations internationales : Union de l'Europe occidentale (UEO) (p. 1884)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1884)

Union européenne : élargissement (p. 1884)

Union européenne : institutions communautaires (p. 1884)

Union européenne : subsidiarité (p. 1885)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1885)

Ses explications de vote (p. 1977)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 1978)

Jacques LIMOUZY

*Tarn (3^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande des précisions sur l'organisation du débat prévu le 26 mars 1999 sur l'intervention au Kosovo [25 mars 1999] (p. 2877)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 770 tendant à créer une commission d'enquête pour faire la lumière sur les agissements et l'objet du groupement de fait dit "Département Protection Sécurité"

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10274)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 10283)

Thème :

Partis et mouvements politiques : Front national : Parti socialiste (p. 10283)

Proposition de loi n° 1235 modifiant la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5698)

Après l'article 2

Son amendement n° 7 soutenu par M. Patrick Devedjian (validation des droits proportionnels perçus par les huissiers en application de l'article 10 du décret n° 96-1080 du 12 décembre 1996) : adopté après modifications (p. 5700)

Gérard LINDEPERG

*Loire (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la Ministre auprès de la ministre de l'emploi et de la solidarité, aux droits des femmes et à la formation professionnelle [J.O. du 20 mars 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 739, posée le 5 avril 1999. Ministères et secrétariats d'Etat. Education nationale et recherche : services extérieurs (J.O. Questions p. 1944). Suppléé par Mme Odette Trupin. Appelée le 6 avril 1999. Centres académiques de formation continue, statut (p. 3267)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8399)

Son intervention (p. 8418)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 8418, 8419)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 8418)

Famille : mariage (p. 8418)

Partis et mouvements politiques : opposition : avortement (p. 8418)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8290)

Procédure des questions :

Défense : GIAT-Industries (p. 8305)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665)

Son intervention (p. 8680)

Thèmes avant la procédure des questions :

Formation professionnelle : contrats de qualification (p. 8681)

Formation professionnelle : formation continue (p. 8681)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 8681, 8682)

Vote des crédits [10 novembre 1998] (p. 8727)

Article 80 (recentrage de l'aide à l'embauche de l'indemnité compensatrice forfaitaire à l'apprentissage)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Serge Poignant (de suppression) (p. 8729)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Jean-Jacques Weber (de suppression) (p. 8729)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 8729)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Après l'article 16

Son amendement n° 71 soutenu par M. Jean-Louis Idiart (création d'une taxe spéciale d'équipement au profit de l'établissement public foncier de l'Ouest Rhône-Alpes) : adopté après modifications (p. 10130)

François LONCLE

*Eure (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur de la proposition de loi relative à la validation législative d'actes pris après avis du comité technique paritaire du ministère des affaires étrangères (n° 1205) [18 novembre 1998]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du cinquième protocole (services financiers) annexé à l'accord général sur le commerce des services (n° 1321) [22 décembre 1998]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion du Royaume de Danemark à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes (n° 1311) [3 février 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République de Finlande à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes (n° 1310) [3 février 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de coopération entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République italienne, le Royaume d'Espagne, la République portugaise, la République hellénique, la République d'Autriche, le Royaume de Danemark, la République de Finlande, le Royaume de Suède, parties contractantes à l'Accord et à la Convention de Schengen, et la République d'Islande et le Royaume de Norvège, relatif à la suppression des contrôles de personnes aux frontières communes (ensemble une annexe) (n° 1304) [3 février 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion du Royaume de Suède à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes (n° 1309) [3 février 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République slovaque pour la prévention, la recherche et la poursuite des fraudes douanières (n° 1425) [24 mars 1999]

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la

délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement macédonien sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 1654) [16 juin 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière (n° 1660) [16 juin 1999]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement par la commission des affaires étrangères sur la mission effectuée en Algérie par une délégation de la commission [21 octobre 1998] (n° 1141)

Proposition de loi n° 1205 relative à la validation législative d'actes pris après avis du comité technique paritaire du ministère des affaires étrangères [17 novembre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur la proposition de loi (n° 1205) de M. François Loncle, relative à la validation législative d'actes pris après avis du comité technique paritaire du ministère des affaires étrangères [25 novembre 1998] (n° 1218)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'intégration de l'acquis de Schengen dans l'Union européenne [10 décembre 1998] (n° 1257)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1321), autorisant l'approbation du cinquième protocole (services financiers) annexé à l'accord général sur le commerce des services [20 janvier 1999] (n° 1327)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur les projets de loi, adoptés par le Sénat :

- (n° 1304) autorisant l'approbation de l'Accord de coopération entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République italienne, le Royaume d'Espagne, la République portugaise, la République hellénique, la République d'Autriche, le Royaume de Danemark, la République de Finlande, le Royaume de Suède, Parties contractantes à l'Accord et à la Convention de Schengen, et la République d'Islande et le Royaume de Norvège, relatif à la suppression des contrôles de personnes aux frontières communes (ensemble une annexe),
- (n° 1309) autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion du Royaume de Suède à la convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes,

- (n° 1310) autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République de Finlande à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes,
- (n° 1311) autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion du Royaume de Danemark à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes [17 mars 1999] (n° 1474)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le bilan et les perspectives des accords de Schengen [17 mars 1999] (n° 1476)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 773) autorisant la ratification d'un accord entre la République française et la République italienne relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière (ensemble une annexe) [1^{er} avril 1999] (n° 1519)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 17 mars au 3 mai 1999 (n°s E 1229, E 1231, E 1232, E 1235, E 1241, E 1243 à E 1245), et sur les propositions d'actes communautaires n°s E 1042, E 1144, E 1158, E 1189, E 1198, E 1204, E 1219, E 1224, E 1225 rectifié et E 1227 [6 mai 1999] (n° 1582)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1660), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière [30 juin 1999] (n° 1757)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Conseil européen. Sommet de Pörschach [27 octobre 1998] (p. 7390)

Politique extérieure. Irak. Attitude de la France [22 décembre 1998] (p. 11011)

Politique extérieure. Turquie. Procès d'Öcalan, droits de l'homme, respect [30 juin 1999] (p. 6699)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Son intervention (p. 7827)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : crédits (p. 7828)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 7827, 7828)

Relations internationales (p. 7828)

Union européenne (p. 7828)

Vote des crédits [2 novembre 1998] (p. 7851)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jacques Myard (rétablissement de crédits supprimés) (p. 7852)

COOPÉRATION

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7852)

Son intervention (p. 7868)

Thème avant la procédure des questions :

Politique extérieure : coopération culturelle (p. 7868, 7869)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Article unique (modification de l'article 88-2 de la Constitution)

Son intervention (p. 9558)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Didier Migaud (régime fiscal des frais professionnels des journalistes et assimilés) (p. 10121)

Proposition de loi n° 1205 relative à la validation législative d'actes pris après avis du comité technique paritaire du ministère des affaires étrangères

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998]
(p. 10263)**

Son intervention (p. 10264)

Son intervention (p. 10266)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : comités techniques paritaires (p. 10264)

Fonctionnaires et agents publics : droit syndical (p. 10264)

Politique extérieure : coopération (p. 10264, 10266)

Projet de loi n° 1321 autorisant l'approbation du cinquième protocole (services financiers) annexé à l'accord général sur le commerce des services

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [28 janvier 1999]
(p. 576)**

Son intervention (p. 577)

Thèmes :

Assurances (p. 578)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : services financiers (p. 577)

Politiques communautaires : directives : services financiers (p. 577, 578)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999]
(p. 1872)**

Son intervention (p. 1911)

Thèmes :

Politiques communautaires : politiques internes (p. 1912)

Union européenne : élargissement (p. 1911)

Union européenne : institutions communautaires (p. 1911)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1911)

**Discussion de l'article unique [3 mars 1999]
(p. 1947)**

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (réforme des institutions de l'Union européenne) (p. 1959)

Projet de loi n° 1304 autorisant l'approbation de l'Accord de coopération entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République italienne, le Royaume d'Espagne, la République portugaise, la République hellénique, la République d'Autriche, le Royaume de Danemark, la République de Finlande, le Royaume de Suède, parties contractantes à l'Accord et à la Convention de Schengen, et la République d'Islande et le Royaume de Norvège, relatif à la suppression des contrôles de personnes aux frontières communes (ensemble une annexe)

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999]
(p. 4431)**

Son intervention (p. 4433)

Thèmes :

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour (p. 4434)

Politiques communautaires : coopération judiciaire : droit pénal (p. 4434, 4435)

Union européenne : accords de Schengen (p. 4433)

Projet de loi n° 1564 autorisant la ratification de la convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, faite à Paris le 17 décembre 1997

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999]
(p. 4573)**

Son intervention (p. 4577)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance financière : coopération judiciaire (p. 4579)

Organisations internationales : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (p. 4578)

Politiques communautaires : commerce extra-communautaire : corruption (p. 4577)

Politiques communautaires : fraude : fonctionnaires et agents publics (p. 4577, 4578)

François LOOS

*Bas-Rhin (8^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1555 tendant à améliorer les conditions d'insertion sociale et professionnelle des allocataires du RMI [28 avril 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire. Concertation [7 avril 1999] (p. 3367)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 576, posée le 25 janvier 1999. Voirie. RN 62 (J.O. Questions p. 363). Appelée le 26 janvier 1999. Aménagement, contournement de Mertzwiller (p. 342)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6584)

Son intervention (p. 6601)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 6601)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6601, 6602)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6601)

Politique économique : conjoncture (p. 6601)

Politique économique : consommation (p. 6602)

Politique économique : croissance (p. 6601)

Politiques communautaires : politiques internes (p. 6602)

TVA : taux (p. 6602)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6651)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Soutient l'amendement n° 373 de M. Pierre Méhaignerie (suppression de la diminution de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) : rejeté (p. 6656)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 290) ; [27 janvier 1999] (p. 461)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 703 (rôle structurant des services publics) : devenu sans objet (p. 306)

Son amendement n° 704 (rôle structurant des services publics) : devenu sans objet (p. 306)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs culturels)

Son amendement n° 708 soutenu par M. Yves Coussain (développement des pôles artistiques et culturels à vocation régionale) : rejeté (p. 483)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2177)

Son intervention (p. 2187)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 2187)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2187)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : Alsace-Moselle (p. 2187)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 2187)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755)

Article 8 (article L. 380-3 nouveau du code de la sécurité sociale : dispositions applicables aux personnes qui, bien que résidant ou séjournant en France ne sont pas concernées par le régime)

Son amendement n° 274 (dispositions applicables aux travailleurs frontaliers) : adopté (p. 3772)

Son amendement n° 273 (régime complémentaire des frontaliers) : retiré (p. 3772)

Son amendement n° 272 (dispositions applicables aux retraités des organisations internationales) : rejeté (p. 3773)

Projet de loi n° 1410 sur l'innovation et la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5376)

Son intervention (p. 5400)

Thèmes :

Entreprises : création (p. 5400)

Recherche : chercheurs (p. 5400, 5401)

Recherche : innovation (p. 5400, 5401)

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5411)

Article 3 quater (articles 208-1, 208-3, 208-8 et 339-5 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : modification du régime d'attribution des stock options)

Son intervention (p. 5432)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (de suppression) (p. 5434)

Lionnel LUCA

*Alpes-Maritimes (6^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République
Députés n'appartenant à aucun groupe*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

Cesse d'appartenir au groupe du du Rassemblement pour la République [29 juin 1999] (p. 9561)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 29 juin 1999] (p. 9561)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 juin 1999] (p. 9626)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1810 visant à donner la nationalité française par le sang versé pour la patrie [22 septembre 1999]

Proposition de loi n° 1816 visant à améliorer la lisibilité de la feuille d'imposition locale [22 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [2 décembre 1998] (p. 9895)

Fonctionnaires et agents publics. Durée du travail. Rapport, publication [3 février 1999] (p. 853)

Transports. Transports de voyageurs. Grève, service minimum [4 mai 1999] (p. 3946)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 598, posée le 1^{er} février 1999. Déchets, pollutions et nuisances. Décharges (J.O. Questions p. 512). Appelée le 2 février 1999. Fermeture, Jas-de-Madame, Villeneuve-Loubet (p. 689)

n° 882, posée le 14 juin 1999. Enseignement. Fonctionnement (J.O. Questions p. 3530). Appelée le 15 juin 1999. Effectifs de personnel, Alpes-Maritimes (p. 5805)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Se félicite que le Président ait décidé de lever la séance à une heure du matin [2 juin 1999] (p. 5347)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION****Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8115)**

Son intervention (p. 8122)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 8123)

Collectivités territoriales : dotations de l'État (p. 8123)

État : réforme (p. 8122, 8123)

Finances publiques : comptabilité publique (p. 8122)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8122)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 8122)

Procédure des questions :

Fonctionnaires et agents publics (p. 8136)

Vote des crédits [5 novembre 1998] (p. 8141)

État B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission des lois (réduction des subventions à l'ENA de 16 millions de francs correspondant au coût de la double localisation de l'école) (p. 8140)

JEUNESSE ET SPORTS**Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8739)**

Procédure des questions :

Éducation physique et sportive : sports scolaires et universitaires : Nice (p. 8761)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes : politique de la ville (p. 8759)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Article unique (modification de l'article 88-2 de la Constitution)

Son intervention (p. 9559)

Son amendement n° 9 (définition préalable et précise des domaines liés à la libre circulation des personnes) : rejeté (p. 9563)

Son amendement n° 7 (définition de l'atteinte aux conditions essentielles de la souveraineté indépendamment du caractère régalien ou autre des domaines où intervient le transfert de compétences) : rejeté (p. 9569)

Son amendement n° 8 (appréciation identique de l'atteinte aux conditions essentielles d'exercice de la souveraineté pour les engagements communautaires et les autres engagements internationaux) : rejeté (p. 9569)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Article 2 (articles L. 29 à L. 29-11 nouveaux du code de la route : enseignement de la conduite et de la sécurité routière)

Son amendement n° 42 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (expérience professionnelle d'au moins deux ans pour gérer une auto-école) : rejeté (p. 10417)

Son amendement n° 43 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (contrôle des conditions d'exploitation des auto-écoles et de leurs activités d'enseignement) : rejeté (p. 10419)

Après l'article 2

Son amendement n° 44 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (enseignement des règles de la circulation au collège) : rejeté (p. 10420)

Après l'article 6

Son amendement n° 46 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (stage de sensibilisation pour les auteurs d'infraction ayant entraîné la perte d'au moins cinq points) : rejeté (p. 10430)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10542)

Article unique

Son amendement n° 2 (prohibition des quotas) : rejeté (p. 10552)

Son amendement n° 3 (prohibition des discriminations positives) : rejeté (p. 10552)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10864)

Article 18 (compétences de droit commun des provinces)

Son amendement n° 162 (compétence de droit commun de la Nouvelle-Calédonie) : rejeté (p. 10871)

Article 21 (compétences de la Nouvelle-Calédonie)

Son amendement n° 163 (exclusion des matières régaliennes) : rejeté (p. 10874)

Son amendement n° 164 (compétence de la Nouvelle-Calédonie pour la zone maritime et le domaine public maritime) : rejeté (p. 10874)

Son amendement n° 166 (compétence exclusive de la Nouvelle-Calédonie pour l'adaptation des programmes de l'enseignement primaire, caractère officiel de la langue française et enseignement facultatif des langues vernaculaires) : rejeté (p. 10875)

Après l'article 21

Son amendement n° 165 (non appartenance politique exigée de hauts fonctionnaires) : rejeté (p. 10875)

Article 27 (pouvoirs du Gouvernement dans les domaines de compétence de l'Etat)

Son amendement n° 168 (exclusion des compétences régaliennes) : rejeté (p. 10878)

Son amendement n° 169 (contrôle du Conseil constitutionnel en application de l'article 54 de la Constitution) : rejeté (p. 10878)

Article 38 (schéma de mise en valeur des richesses minières)

Son amendement n° 170 (intervention de l'Etat dans la prise des décisions individuelles en matière minière) : adopté (p. 10881)

Article 102 (mode de scrutin pour l'élection des membres du gouvernement)

Son amendement n° 176 : non soutenu (p. 10907)

Article 121 (délégations aux membres du gouvernement)

Son amendement n° 178 : non soutenu (p. 10912)

Article 177 (restriction du corps électoral pour les élections provinciales)

Son amendement n° 181 : non soutenu (p. 10925)

Son amendement n° 180 : non soutenu (p. 10925)

Article 178 (établissement de la liste électorale spéciale à l'élection du congrès et des assemblées de province)

Son amendement n° 182 : non soutenu (p. 10926)

Son amendement n° 183 : non soutenu (p. 10926)

Article 23 précédemment réservé (protection du marché du travail local)

Son amendement n° 167 : devenu sans objet (p. 10941)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373) ; [3 février 1999] (p. 897)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 1127 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 255)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 1132 (de suppression) : rejeté (p. 285)

Son amendement n° 1126 soutenu par M. Patrick Ollier (rapport unique) (p. 318) : rejeté (p. 319)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Son amendement n° 1128 : non soutenu (p. 378)

Son amendement n° 1129 : non soutenu (p. 378)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son amendement n° 1130 : non soutenu (p. 390)

Article 34 (article L. 111-1-1 du code de l'urbanisme : directives territoriales d'aménagement)

Son amendement n° 1131 corrigé soutenu par M. Michel Bouvard (consultation du conseil économique et social régional) : rejeté (p. 934)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 1999] (p. 1120)

Article 21 (article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales - création des établissements publics de coopération intercommunale - fixation du périmètre)

Son amendement n° 48 soutenu par M. Francis Delattre (absence de délibération du conseil municipal valant rejet du périmètre proposé) : rejeté (p. 1146)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [3 mars 1999] (p. 1947)

Article unique (autorisation de ratification du traité d'Amsterdam)

Son intervention (p. 1949)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 1999] (p. 3948)

Après l'article 34

Son sous-amendement n° 414 soutenu par M. Bernard Accoyer (durée d'exercice) à l'amendement n° 12 de la commission (personnels aide-opérateur et aides instrumentistes) (p. 3962) : rejeté (p. 3964)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5307)

Thèmes :

Gens du voyage (p. 5308)

Gens du voyage : stationnement : dotations de l'Etat (p. 5308)

Gens du voyage : stationnement : maires (p. 5307, 5308)

Gens du voyage : stationnement : migrations (p. 5308)

Gens du voyage : stationnement : préfets (p. 5308, 5309)

Gens du voyage : stationnement : projets de loi (p. 5307 à 5309)

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son amendement n° 151 (recensement de la population des gens du voyage) : rejeté (p. 5337)

Son amendement n° 148 (définition des gens du voyage) : rejeté (p. 5338)

Soutient l'amendement n° 203 de M. Thierry Mariani (schéma départemental élaboré en fonction des données démographiques) : rejeté (p. 5338)

Son amendement n° 155 (obligation de stationner dans les aires prévues par le schéma départemental) : rejeté après rectification (p. 5344)

Son amendement n° 150 (non prise en compte des aires d'accueil pour la définition de la carte scolaire) : rejeté (p. 5345)

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 juin 1999] (p. 5347)

Son amendement n° 142 (aires d'accueil dans les zones rurales) : rejeté (p. 5350)

Son amendement n° 76 corrigé (schéma départemental approuvé après avis du conseil municipal des communes concernées) : adopté (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Patrice Martin-Lalande (schéma départemental approuvé en concertation avec les communes) (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Patrice Martin-Lalande (schéma départemental approuvé après consultation des communes) (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Gérard Hamel (schéma départemental approuvé après consultation de l'ensemble des communes du département) (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Gérard Hamel (schéma départemental approuvé après consultation de l'ensemble des communes de l'arrondissement) (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Gérard Hamel (schéma départemental approuvé après consultation de l'ensemble des communes du canton et de celles des cantons limitrophes) (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Gérard Hamel (schéma départemental approuvé après consultation de l'ensemble des communes du canton) (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Bernard Schreiner (schéma départemental approuvé après

consultation des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 5355)

Son amendement n° 144 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (composition de la commission consultative) (p. 6449) : rejeté (p. 6450)

Son amendement n° 73 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (composition de la commission consultative) (p. 6449) : rejeté (p. 6450)

Son amendement n° 149 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (commission consultative évaluant chaque année l'application de la présente loi et du schéma départemental et associée à la révision et à l'élaboration de ce dernier) : devenu sans objet (p. 6451)

Son amendement n° 253 soutenu par M. Charles Cova (dépôt d'une caution par les usagers des aires d'accueil) (p. 6454, 6455) : rejeté (p. 6455)

Article 2 (obligations des communes)

Son amendement n° 152 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (prohibition des activités professionnelles bruyantes ou de stockage sur les aires d'accueil et enlèvement régulier des ordures ménagères et des huiles à moteur usagées) : rejeté (p. 6459)

Son amendement n° 145 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (prohibition des caravanes et des habitations mobiles dans les zones dangereuses) (p. 6460) : rejeté (p. 6461)

Son amendement n° 154 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (présence d'un gardien assermenté sur les terrains familiaux accueillant plus de dix caravanes) : rejeté (p. 6461)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Son amendement n° 75 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (saisine du président du tribunal de grande instance par le maire lorsque le stationnement sur un terrain privé viole les règles d'urbanisme) : rejeté (p. 6485)

Son amendement n° 136 (obligation du préfet de faire exécuter la décision judiciaire) : rejeté (p. 6487)

Son amendement n° 146 : devenu sans objet (p. 6488)

Son amendement n° 49 : non soutenu (p. 6490)

Son amendement n° 74 : non soutenu (p. 6490)

M**Alain MADELIN***Ille-et-Vilaine (4^{ème} circonscription)
Démodratie libérale et indépendants*S'inscrit au groupe Démokratie libérale et indépendants
[J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)**NOMINATION**Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)**DÉPÔTS**

Proposition de résolution n° 1140 visant à créer une commission d'enquête sur les modalités de gestion des personnels enseignants de l'enseignement secondaire [19 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1265 autorisant la ratification du traité de Rome du 17 juillet 1998 portant création de la Cour pénale Internationale [14 décembre 1998]

Proposition de loi n° 1447 relative à la liberté de communication sur l'Internet [9 mars 1999]

Proposition de loi constitutionnelle n° 1741 relative à la charte des langues régionales ou minoritaires [24 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Organisations internationales. ONU. Cour pénale internationale, création, attitude de la France [10 novembre 1998] (p. 8706)

Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [7 avril 1999] (p. 3363)

DÉBATS**Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9459)**

Son intervention (p. 9470)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 9472)

Etat : souveraineté (p. 9471, 9473)

Parlement : rôle : Union européenne (p. 9472)

Politiques communautaires : libre circulation des personnes (p. 9470)

Politiques communautaires : politique économique (p. 9472)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 9471)

Union européenne : Commission (p. 9471)

Union européenne : construction européenne (p. 9472, 9473)

Union européenne : construction européenne : droits de l'homme et libertés publiques (p. 9472, 9473)

Union européenne : euro (p. 9472)

Union européenne : institutions communautaires : réforme (p. 9471)

Union européenne : subsidiarité (p. 9471)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5065)***Après l'article 28*

Son amendement n° 332 précédemment réservé : non soutenu (p. 5076)

Bernard MADRELLE*Gironde (11^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONMembre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)**DÉPÔT**

Proposition de loi n° 1768 portant modification des articles L. 224-4 et L. 228-5 du code rural concernant les chasses de nuit [30 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 638, posée le 15 février 1999. Voirie. RN 137 (J.O. Questions p. 840). Appelée le 16 février 1999. Aménagement, Gironde (p. 1414)

n° 682, posée le 15 mars 1999. Agriculture. Asperges (J.O. Questions p. 1463). Appelée le 16 mars 1999. Label rouge, conditions d'attribution, Blayais (p. 2396)

Patrick MALAVIEILLE

*Gard (4^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n°82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7844)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome IX : Emploi et solidarité (formation professionnelle) (n° 1112) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Montant des pensions. Perspectives [6 octobre 1998] (p. 5958)

Santé. Sida. Lutte et prévention [1^{er} décembre 1998] (p. 9747)

Industrie. Matériel électrique et électronique. Alcatel, emploi et activité [17 mars 1999] (p. 2535)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 624, posée le 15 février 1999. Sécurité sociale. Travailleurs de la mine (J.O. Questions p. 839). Appelée le 16 février 1999. Centres de soins, financement (p. 1422)

n° 838, posée le 31 mai 1999. Gendarmerie. Casernes (J.O. Questions p. 3203). Appelée le 1^{er} juin 1999. Implantation, La Grand Combe (p. 5160)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8325)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 8352)

Thème :

Assemblée nationale : question préalable (p. 8352)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 8671)

Thèmes avant la procédure des questions :

Formation professionnelle : apprentissage (p. 8672)

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 8672)

Formation professionnelle : contrats d'insertion professionnelle (p. 8672)

Formation professionnelle : contrats de qualification (p. 8672)

Vote des crédits [10 novembre 1998] (p. 8727)

Article 80 (recentrage de l'aide à l'embauche de l'indemnité compensatrice forfaitaire à l'apprentissage)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Serge Poignant (de suppression) (p. 8729)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Jean-Jacques Weber (de suppression) (p. 8729)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 8729)

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2633)

Son intervention (p. 2642)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : exonération (p. 2643)

Politiques communautaires : Europe sociale : chèques vacances (p. 2643)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 2642)

Travail : chèques vacances : petites et moyennes entreprises (p. 2643)

Discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2651)

Après l'article 1er

Son amendement n° 16 soutenu par M. Maxime Gremetz (utilisation possible dans un autre pays de l'Union européenne) : retiré (p. 2660)

Après l'article 7

Son amendement n° 17 soutenu par M. Maxime Gremetz (promotion et publicité pour les chèques-vacances) : devenu sans objet (p. 2667)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [26 mai 1999] (p. 4893)

Son intervention (p. 4896)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : chèques vacances (p. 4896)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 4896)

Travail : chèques vacances : conditions de ressources (p. 4896)

Travail : chèques vacances : publicité (p. 4896)

Discussion des articles [26 mai 1999] (p. 4900)

Article 1er (article 1er de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : champ d'application du dispositif)

Son amendement n° 9 (accès aux chèques-vacances pour les emplois-jeunes et les titulaires d'un contrats emploi-solidarité) : retiré (p. 4901)

Son amendement n° 10 corrigé (utilisation des chèques-vacances sur le territoire de l'Union européenne) : retiré (p. 4901)

Après l'article 7

Son amendement n° 11 (information et publicité sur les chèques-vacances) : retiré (p. 4907)

Vote pour du groupe communiste (p. 4896)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6546)

Son intervention (p. 6547)

Thème :

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 6547, 6548)

Vote pour du groupe communiste (p. 6548)

Noël MAMÈRE

*Gironde (3^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1341 visant à étendre la règle du plafonnement de l'aide publique aux établissements privés d'enseignement technologiques et professionnels [27 janvier 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [7 octobre 1998] (p. 6040)

Traités et conventions. Convention sur les armes inhumaines. Protocole sur les mines antipersonnel, application [10 novembre 1998] (p. 8706)

Sécurité routière. Poids lourds. Circulation en montagne, limitation [30 mars 1999] (p. 3023)

Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [4 mai 1999] (p. 3943)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 503, posée le 30 novembre 1998. Patrimoine culturel. Musées (J.O. Questions p. 6455). Appelée le 1^{er} décembre 1998. Oeuvres d'art confisquées pendant la Seconde Guerre mondiale, indemnisation (p. 9738)

*DÉBATS***Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1^{er} décembre 1998] (p. 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900) ; [8 décembre 1998] (p. 10176)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 177 (nouvelle rédaction de l'article obligeant les partenaires à s'apporter mutuellement secours et assistance) : rejeté (p. 9794)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 180 (bénéfice des dispositions de l'article aux partenaires prouvant par des documents justificatifs ou par deux témoins qu'ils vivent ensemble depuis trois ans) : non soutenu ; repris par M. Édouard Landrain : rejeté (p. 9941)

Son amendement n° 179 : non soutenu (p. 9939)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son amendement n° 181 : non soutenu (p. 9989)

Article 10 (dispositions applicables aux fratries)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Alain Bocquet (de suppression) (p. 10202)

Intervient sur l'amendement n° 485 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 10202)

Intervient sur l'amendement n° 599 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 10202)

Intervient sur l'amendement n° 760 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 10202)

Intervient sur l'amendement n° 884 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 10202)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501, 4532)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 4521)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 4536)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 4522)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4521, 4522)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4536)

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852) ; [26 mai 1999] (p. 4974, 4987) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son intervention (p. 4613)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (introduction des notions de "citoyenneté" et de "développement durable") (p. 4625)

Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Yves Cochet (introduction de la notion de "développement durable") (p. 4625)

Son amendement n° 543 (vocation de pôle industriel du nouvel holding) : rejeté (p. 4628)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son intervention (p. 4631)

Son amendement n° 544 soutenu par M. Yves Cochet (statut et vocations de RFO) (p. 4666) : retiré (p. 4667)

Soutient l'amendement n° 428 de Mme Christiane Taubira-Delannon (promotion des langues et cultures régionales par RFO) : adopté (p. 4702)

Article 3 (article 45 de la loi du 30 septembre 1986 : constitution et missions de la Société La Cinquième-ARTE)

Son amendement n° 546 (clarification des missions des deux chaînes) : rejeté (p. 4712)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-amendement n° 642 de M. Rudy Salles (représentativité géographique) à l'amendement n° 639 rectifié du Gouvernement (instauration d'un Conseil représentatif des programmes) (p. 4718)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Son intervention (p. 4719)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Son amendement n° 547 (personnalités qualifiées nommées par le CSA) : retiré (p. 4726)

Intervient sur l'amendement n° 643 du Gouvernement (personnalités qualifiées nommées par le CSA) (p. 4728)

Son amendement n° 548 : devenu sans objet (p. 4730)

Soutient l'amendement n° 549 de Mme Marie-Hélène Aubert (nomination des dirigeants de France 2, France 3 et La Cinquième-Arte) : rejeté après rectification (p. 4731)

Intervient sur l'amendement n° 318 de M. Christian Cuvilliez (tâches et fonctions des directeurs généraux) (p. 4733)

Son amendement n° 550 : devenu sans objet (p. 4733)

Son amendement n° 553 (nomination des administrateurs) : rejeté (p. 4736)

Intervient sur l'amendement n° 76 de la commission (nomination des administrateurs) (p. 4736)

Son amendement n° 552 (nomination des administrateurs) : adopté (p. 4737)

Article 47-4 de la loi du 30 septembre 1986 : procédure de la nomination des présidents de chaînes par le CSA

Son amendement n° 551 soutenu par M. Yves Cochet (mandats des directeurs généraux de France 2, France 3 et La Cinquième-Arte) : rejeté (p. 4746)

Après l'article 4

Son amendement n° 554 soutenu par M. Yves Cochet (représentation des associations de téléspectateurs) : retiré (p. 4746)

Article 5 (article 49 de la loi du 30 septembre 1986 : Institut national de l'audiovisuel (INA))

Son amendement n° 556 corrigé soutenu par M. Yves Cochet (modalités de conservation) : rejeté (p. 4753)

Son amendement n° 557 soutenu par M. Yves Cochet (modalités de conservation) : rejeté (p. 4754)

Son amendement n° 555 : non soutenu (p. 4755)

Article 6 (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des sociétés du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son intervention (p. 4757)

Intervient sur l'amendement n° 301 de M. Christian Cuvilliez (répartition des ressources) (p. 4768)

Soutient l'amendement n° 264 de M. Christian Kert (instauration d'une commission consultative indépendante sur le financement des missions de service public) : rejeté (p. 4770)

Son amendement n° 564 (instauration d'une commission consultative indépendante sur le financement des missions de service public) : rejeté (p. 4770)

Intervient sur l'amendement n° 138 rectifié de la commission des finances (répartition des ressources) (p. 4770)

Son sous-amendement n° 561 corrigé (date d'entrée en vigueur) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (exonérations de la redevance et publicité) : retiré (p. 4776)

Intervient sur le sous-amendement n° 418 de M. Renaud Muselier (date d'entrée en vigueur) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4776)

Intervient sur le sous-amendement n° 372 de M. Olivier de Chazeaux (limitation de l'autopromotion) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4777)

Son sous-amendement n° 559 (limitation de l'autopromotion) à l'amendement n° 33 du Gouvernement : rejeté (p. 4777)

Intervient sur le sous-amendement n° 605 de M. Laurent Dominati (limitation de l'autopromotion) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4777)

Son sous-amendement n° 558 corrigé (renvoi de l'encadrement des programmes au conseil d'administration) à l'amendement n° 33 du Gouvernement : adopté (p. 4778)

Intervient sur le sous-amendement n° 599 de M. Christian Kert (renvoi de l'encadrement des programmes au conseil d'administration) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4778)

Son sous-amendement n° 560 (rédaction de deux rapports par le Gouvernement sur l'évolution publicitaire) à l'amendement n° 33 du Gouvernement : rejeté (p. 4778)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 302 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une commission consultative du financement du secteur public) (p. 4854)

Intervient sur l'amendement n° 297 de M. Christian Cuvilliez (composition et missions de la commission consultative du financement du secteur public) (p. 4854)

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Christian Kert (institution d'une commission consultative du financement du secteur public) (p. 4865)

Son amendement n° 565 (institution d'une commission consultative du financement du secteur public) : rejeté (p. 4865)

Article 7 (articles 18, 24, 26, 34-1, 46, 48, 48-2, 48-3, 48-9, 48-10, 51, 56, 62, 73 de la loi du 30 septembre 1986, article L. 4433-28 du code général des collectivités territoriales et annexe II de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 : coordination)

Intervient sur l'amendement n° 262 rectifié de M. Christian Kert (répartition de la programmation des émissions religieuses) (p. 4858)

Son amendement n° 571 (répartition de la programmation des émissions religieuses) : rejeté (p. 4858)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 328 précédemment réservé de M. Olivier de Chazeaux (suppression du monopole de TDF) (p. 4860)

Intervient sur l'amendement n° 463 de M. Laurent Dominati (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 143 corrigé précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 361 précédemment réservé de M. Olivier de Chazeaux (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 502 précédemment réservé de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 359 précédemment réservé de M. Olivier de Chazeaux (suppression du monopole de TDF en ce qui concerne le numérique) (p. 4861)

Son amendement n° 570 précédemment réservé (suppression du monopole de TDF en ce qui concerne le numérique) : rejeté (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 251 précédemment réservé de M. Christian Kert (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Article 8 (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 4863)

Article 16 (article 29 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs des dossiers de candidature et critères retenus par le CSA pour les autorisations des fréquences radiophoniques)

Son amendement n° 572 soutenu par M. Yves Cochet (rédactionnel) : retiré (p. 4988)

Article 17 (article 30 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs du dossier de candidature et critères retenus par le CSA pour l'usage de fréquences en vue de l'exploitation de services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre)

Son amendement n° 573 soutenu par M. Yves Cochet (présentation des déclarations de candidature) (p. 4989) : rejeté (p. 4990)

Article 19 (article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 : intervention du Conseil de la concurrence et du CSA en matière de pratiques anticoncurrentielles et d'opérations de concentration dans le secteur de la communication audiovisuelle)

Son amendement n° 576 (conditions de saisine du Conseil de la concurrence par le CSA) : retiré ; repris par M. Laurent Dominati : rejeté (p. 4998)

Son amendement n° 577 (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) : rejeté (p. 4997)

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. Olivier de Chazeaux (acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) (p. 4998)

Intervient sur l'amendement n° 407 de M. Renaud Muselier (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) (p. 4998)

Intervient sur l'amendement n° 205 de M. Édouard Landrain (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) (p. 4998)

Après l'article 20

Son amendement n° 579 soutenu par M. Yves Cochet (encadrement des conditions de rédaction des décrets précisant les critères et obligations des productions) : retiré (p. 5006)

Article 22 (article 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conditions de reconduction de l'autorisation des services de radiodiffusion et de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre hors appel à candidatures)

Son intervention (p. 5014)

Intervient sur l'amendement n° 531 de M. Laurent Dominati (limites de renouvellement des autorisations) (p. 5019)

Intervient sur l'amendement n° 283 corrigé de M. Olivier de Chazeaux (limites de renouvellement des autorisations) (p. 5019)

Intervient sur l'amendement n° 651 de la commission (limites de renouvellement des autorisations) (p. 5019)

Intervient sur l'amendement n° 424 de M. Arnaud Montebourg (limites de renouvellement des autorisations) (p. 5019)

Article 25 (article 33-4 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : définition du distributeur de services)

Son amendement n° 580 soutenu par M. Yves Cochet (contribution des distributeurs de service aux œuvres de langue française) (p. 5026) : rejeté (p. 5027)

Article 26 (article 34 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services par câble)

Son amendement n° 583 soutenu par M. Yves Cochet (compétences des collectivités territoriales) : rejeté (p. 5027)

Son amendement n° 584 soutenu par M. Yves Cochet (canaux locaux d'accès public) (p. 5028) : adopté (p. 5029)

Son amendement n° 582 soutenu par M. Yves Cochet (critères de présentation de la première proposition de services) (p. 5029) : devenu sans objet (p. 5030)

Article 27 (article 34-2 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services diffusés par satellite)

Son amendement n° 585 (alignement du régime des bouquets satellitaires sur celui du câble) : retiré (p. 5067)

Après l'article 27

Son amendement n° 575 rectifié (contrats passés par les communes pour l'exploitation par des tiers d'un service local de télévision) : devenu sans objet (p. 5070)

Son amendement n° 586 (contrats passés par les communes pour l'exploitation par des tiers d'un service local de télévision) : devenu sans objet (p. 5070)

Son amendement n° 587 (contrats passés par les collectivités territoriales pour l'exploitation par des tiers d'un service local de télévision) : devenu sans objet (p. 5070)

Article 28 (articles 42, 42-1, 42-2 et 42-4 de la loi du 30 septembre 1986 : pouvoirs de sanction du CSA)

Son amendement n° 588 (associations pouvant saisir le CSA) : rejeté (p. 5071)

Après l'article 30

Son amendement n° 593 (établissement d'un bilan de l'évolution des groupes audiovisuels) : rejeté (p. 5088)

Son amendement n° 592 (récupération par les propriétaires et bailleurs de charges liées à l'audiovisuel) : rejeté (p. 5089)

Son amendement n° 589 (de précision) : rejeté (p. 5089)

René MANGIN

*Meurthe-et-Moselle (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseaux de transport public de voyageurs [J.O. du 9 avril 1999] (p. 5281)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Namibie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) (n° 1653) [16 juin 1999]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur les projets de loi, adoptés par le Sénat :

- n° 785 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Namibie sur la coopération culturelle, scientifique et technique ;
- n° 921 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Namibie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [25 novembre 1998] (n° 1221)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [3 novembre 1998] (p. 7931)

Télécommunications. Téléphone. Tarifs, conséquences, Internet [20 janvier 1999] (p. 126)

Politique extérieure. Yougoslavie et pays limitrophes. Aides à la reconstruction [23 juin 1999] (p. 6363)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 560, posée le 18 janvier 1999. Enseignement supérieur. DEUG (J.O. Questions p. 234). Suppléant de M. François Dosé. Appelée le 19 janvier 1999. Filières scientifiques, financement, Bar-le-Duc (p. 10)

n° 666, posée le 8 mars 1999. Impôts locaux. Non appelée (J.O. Questions p. 1294). Suppléant de M. René Mangin

n° 840, posée le 31 mai 1999. Ministères et secrétariats d'Etat. Anciens combattants : structures administratives (J.O. Questions p. 3203). Suppléant de M. René Mangin. Appelée le 5 octobre 1999. Réforme, conséquences (p. 6838)

DÉBATS

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Article 5 (article L. 4-1 nouveau du code de la route : création d'un délit en cas de récidive de dépassement de la vitesse autorisée égal ou supérieur à 50 km/h)

Son intervention (p. 10427)

Article 7 (article L. 3-1 nouveau du code de la route : dépistage systématique des stupéfiants en cas d'accident mortel)

Son intervention (p. 10432)

Après l'article 11

Son amendement n° 56 (immatriculation de tous les véhicules à deux roues) : retiré (p. 10443)

Son amendement n° 55 (marquage des bicyclettes) : adopté (p. 10443)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2477)

Article 13 supprimé par le Sénat (formation à la conduite d'un quadricycle léger à moteur)

Son amendement n° 19 corrigé soutenu par M. Jean-Pierre Baeumler (rétablissement de l'article) : retiré (p. 2484)

Article 14 supprimé par le Sénat (marquage des véhicules à deux roues non motorisés)

Son amendement n° 18 corrigé soutenu par M. Armand Jung (marquage des vélos à compter du 1er janvier 2000) (p. 2484, 2485) : adopté (p. 2485)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 février 1999] (p. 1167)

Article 23 (articles L. 5211-12 à L. 5211-15 du code général des collectivités territoriales - conditions d'exercice des mandats des membres des conseils ou comités intercommunaux)

Soutient l'amendement n° 121 de la commission (prise en compte des indemnités versées aux membres d'établissements publics de coopération intercommunale dans le plafonnement à une fois et demie le montant de l'indemnité parlementaire) : adopté (p. 1181)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2436)

Article 1er (indemnisation en présence de clauses minières valides)

Son intervention (p. 2439)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2544)

Son intervention (p. 2557)

Thème :

Union européenne : fonds structurels (p. 2557, 2558)

Jean-Michel MARCHAND

*Maine-et-Loire (4^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [J.O. du 7 avril 1999] (p. 5145)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. RMI. Extension aux jeunes [1^{er} décembre 1998] (p. 9751)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 731, posée le 5 avril 1999. Pharmacie et médicaments. Plantes médicinales (J.O. Questions p. 1943). Appelée le 6 avril 1999. Commercialisation, politiques communautaires (p. 3261)

n° 802, posée le 17 mai 1999. Police. Police judiciaire (J.O. Questions p. 2895). Appelée le 18 mai 1999. Fichier, création, réglementation (p. 4482)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son intervention (p. 5901)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (agriculture respectant les spécificités des régions) (p. 5911)

Son amendement n° 730 (conditions d'élevage et de transport des animaux) : retiré (p. 5912)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jacques Rebillard (renforcement de l'organisation économique des producteurs et des filières) (p. 5916)

Son amendement n° 731 soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5966 et 5968) : rejeté (p. 5968)

Son amendement n° 732 corrigé (organismes chargés de la mise en oeuvre de la politique agricole) : rejeté (p. 5972)

Son amendement n° 733 soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (débat annuel au Parlement) : adopté (p. 5973)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 735 corrigé soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (recherche d'un niveau élevé de sécurité et de qualité des biens alimentaires et non alimentaires) : rejeté (p. 6010)

Son amendement n° 734 corrigé soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (préservation des ressources naturelles) (p. 6010, 6011) : rejeté (p. 6011)

Son amendement n° 736 corrigé soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (prise en compte des caractéristiques propres à chaque région agricole) : rejeté (p. 6023)

Son sous-amendement n° 741 corrigé soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (respect de la politique d'aménagement du territoire) à l'amendement n° 80 rectifié de la commission (prise en compte des orientations définies par le ministre de l'agriculture après avis du conseil supérieur d'orientation et de coordination agricole et alimentaire) (p. 6027) : adopté (p. 6028)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son sous-amendement n° 742 corrigé soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (plafonnement des aides) à l'amendement n° 86 de la commission (aménagement des aides) (p. 6059) : adopté (p. 6066)

Article 5 (reconnaissance d'un pouvoir d'avis aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture)

Son amendement n° 739 soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (composition des commissions départementales d'orientation agricole) : retiré (p. 6068)

Article 13 (création de l'unité de référence)

Son sous-amendement n° 743 corrigé (moyenne par rapport aux exploitations du territoire concerné) à l'amendement n° 99 corrigé de la commission (moyenne de l'unité de référence) : rejeté (p. 6124)

Intervient sur le sous-amendement n° 743 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (moyenne par rapport aux exploitations du territoire concerné) à l'amendement n° 99 corrigé de la commission (p. 6124)

Article 15 (notification préalable des départs à la retraite)

Son sous-amendement n° 744 (information obligatoire) à l'amendement n° 103 de la commission (information du public) : rejeté (p. 6129)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son intervention (p. 6136)

Article L. 331-1 du code rural : portée et objectifs du contrôle

Son amendement n° 740 (contrôle des structures afin de permettre la poursuite d'une activité agricole bénéficiant de la certification du mode de production biologique) : retiré (p. 6144)

Son sous-amendement n° 745 (de précision) à l'amendement n° 105 de la commission (installation progressive) : devenu sans objet (p. 6145)

Son amendement n° 785 (élargissement des seuils de référence) : rejeté (p. 6160)

Son amendement n° 786 (autorisation pour les suppressions d'exploitation dont la superficie est comprise entre la moitié et deux tiers de fois de l'unité de référence) : rejeté (p. 6169)

Intervient sur l'amendement n° 811 de M. François Colcombet (renforcement des contrôles pour les ateliers hors sol produisant des effluents de lisier) (p. 6177)

Son amendement n° 787 (seuil de capacité de production des ateliers hors sol de capacité industrielle inscrit dans la loi) : retiré (p. 6178)

Après l'article L. 331-2 du code rural

Son amendement n° 770 (publicité des demandes d'autorisation et des décisions du préfet pour les opérations prévues par les SAFER) : retiré (p. 6186)

Son amendement n° 769 (publicité des demandes d'autorisation et des décisions du préfet pour les opérations prévues par les SAFER) : retiré (p. 6186)

Article L. 331-3 du code rural : critères d'examen des demandes

Son amendement n° 771 (prise en compte des productions biologiques) : adopté (p. 6189)

Son amendement n° 772 (respect des espaces naturels) : rejeté (p. 6190)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 812 rectifié de M. François Colcombet (autorisation des ateliers hors sol) (p. 6204)

Article 22 (revalorisation des retraites)

Son intervention (p. 6213)

Article 27 (création du titre emploi simplifié agricole)

Soutient l'amendement n° 18 de M. Jacques Rebillard (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles et aux entreprises privées du secteur agricole employant moins de cinq salariés permanents) : rejeté (p. 6228)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son amendement n° 773 soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (information des consommateurs) : rejeté (p. 6308)

Son amendement n° 774 soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (association des organisations de consommateurs) : rejeté (p. 6309)

Son amendement n° 775 soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (représentation des associations agréées pour la protection de l'environnement au sein des interprofessions) : rejeté (p. 6318)

Avant l'article 39

Son sous-amendement n° 784 soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (contribution à la valorisation des modes de production respectueux de l'environnement) à l'amendement n° 164 rectifié de la commission (inscription dans la loi des objectifs de la politique conduite dans le domaine de la qualité et de l'origine des produits agricoles ou alimentaires) : rejeté (p. 6344)

Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier" et "produit pays")

Son amendement n° 776 rectifié (codification des signes de qualité) : adopté après modifications (p. 6350)

Article 40 (organisation de l'INAO, extension des compétences de l'INAO aux indications géographiques protégées)

Son amendement n° 778 (modalités de retrait d'un agrément) : retiré (p. 6356)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 180 rectifié de la commission (syndicats et associations de producteurs de produits d'appellation d'origine contrôlée) (p. 6365)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement (contrôle et surveillance biologique du territoire) (p. 6392)

Après l'article 39

Son amendement n° 777 précédemment réservé (non-utilisation des organismes génétiquement modifiés et de leurs dérivés pour la production d'un produit agricole ou alimentaire bénéficiant d'un des trois signes justifiant la qualité) : rejeté (p. 6394)

Article 47 (zones agricoles protégées)

Son amendement n° 779 (classement des terres bénéficiant d'un mode de production biologique) : rejeté (p. 6411)

Article 49 (droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural)

Son amendement n° 780 (encouragement des valorisations de terres par le mode de production biologique) : rejeté (p. 6415)

Après l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 214 de la commission (développement des chemins de randonnée) (p. 6418)

Article 52 (architecture générale de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Son amendement n° 781 (information complète sur le mode de production biologique) : rejeté (p. 6426)

Article 53 (création des établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 217 rectifié de la commission (fusionnement des lycées d'enseignement général et technologiques agricoles et des lycées professionnels agricoles) (p. 6428)

Intervient sur le sous-amendement n° 979 du Gouvernement (harmonisation des régimes plutôt que fusionnement) à l'amendement n° 217 rectifié de la commission (p. 6428)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Article 1er bis (conditions de représentativité des organisations syndicales agricoles)

Son sous-amendement n° 279 à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (détermination des conditions de représentativité des organismes syndicaux d'exploitants agricoles par décret en Conseil d'Etat) : non soutenu (p. 3441)

Article 2 (création des contrats territoriaux d'exploitation)

Son sous-amendement n° 278 à l'amendement n° 8 de la commission (contrats types arrêtés par le préfet) : non soutenu (p. 3448)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son sous-amendement n° 277 à l'amendement n° 29 de la commission (seuils) : non soutenu (p. 3494)

Article 43 ter (mise en place d'une surveillance biologique du territoire)

Son amendement n° 280 soutenu par M. Yves Cochet (moratoire de cinq ans pour les autorisations de commercialisation des OGM) (p. 3540, 3541) : rejeté (p. 3541)

Article 64 (recherche agronomique et vétérinaire)

Son sous-amendement n° 281 corrigé à l'amendement n° 149 de la commission (rédactionnel) : non soutenu (p. 3569)

Proposition de loi n° 1080 visant à la création d'un office des produits de la mer et de l'aquaculture et étendant à la collectivité territoriale de Mayotte les offices d'intervention prévus au livre VI du code rural

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [8 octobre 1998] (p. 6154)

Son intervention (p. 6155)

Thème :

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer (p. 6154, 6155)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7122)

Son intervention (p. 7127)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement secondaire : personnel : agents et ouvriers (p. 7127)

Professions sociales : éducateurs spécialisés (p. 7128)

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765)

Son intervention (p. 8794)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 8794)

Agriculture : installation (p. 8794)

Agriculture : primes (p. 8794)

Agriculture : sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) (p. 8795)

Agroalimentaire : certification de qualité (p. 8794, 8795)

Enseignement agricole (p. 8794)

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 8795)

Proposition de résolution n° 775 tendant à la création d'une commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes industriels, de services et financiers, relatives à l'emploi et à l'aménagement du territoire

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10292)

Son intervention (p. 10297)

Thèmes :

Entreprises : sous-traitance (p. 10297, 10298)

Politique économique : accord multilatéral sur l'investissement (AMI) (p. 10297)

Politique économique : investissement : aides
(p. 10298)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 68)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 83)

Son intervention (p. 104)

Thèmes :

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 104, 105)

Environnement : protection (p. 69)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 104)

Secteur public : services publics (p. 83, 105)

Union européenne : fonds structurels (p. 104)

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 897)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Intervient sur le sous-amendement n° 1193 de M. Félix Leyzour (présentation du projet de loi au plus tard deux ans avant l'échéance des contrats de plan Etat-régions) à l'amendement n° 1187 du Gouvernement (dépôt d'un projet de loi dans cinq ans permettant un réexamen des choix stratégiques) (p. 324)

Intervient sur le sous-amendement n° 1192 de M. Félix Leyzour (de précision) à l'amendement n° 1187 du Gouvernement (p. 324)

Après l'article 2

Son amendement n° 625 (application du principe de précaution) : rejeté (p. 324)

Son amendement n° 626 (principe de participation) : retiré (p. 325)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 705 de M. Yves Coussain (choix des associations "agrées" pour la protection de l'environnement) (p. 394)

Son amendement n° 627 rectifié (choix des associations "agrées" pour la protection de l'environnement) : adopté après deuxième rectification (p. 394)

Intervient sur l'amendement n° 627 rectifié de M. Jean-Michel Marchand (choix des associations "agrées" pour la protection de l'environnement) (p. 394)

Son amendement n° 628 (compatibilité des schémas directeurs et des schémas de secteur avec le schéma régional d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 395)

Article 6 (article 34 ter de la loi du 7 janvier 1983 : conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Son amendement n° 629 rectifié (représentation des associations de protection de l'environnement conditionnée à leur agrément préalable) : retiré (p. 409)

Intervient sur l'amendement n° 707 de M. Yves Coussain (représentation des associations de protection de l'environnement conditionnée à leur agrément préalable) (p. 410)

Après l'article 8

Son amendement n° 630 (création d'une délégation parlementaire à l'aménagement du territoire et au développement durable du territoire dans chaque assemblée) : retiré (p. 421)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Son amendement n° 631 rectifié (associations agréées associées à l'élaboration des schémas de services collectifs) : adopté après deuxième rectification (p. 434)

Intervient sur l'amendement n° 266 de la commission (schémas de services collectifs soumis au Parlement dans un projet de loi) (p. 439)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Son intervention (p. 730)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 800)

Intervient sur l'amendement n° 417 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 800)

Intervient sur l'amendement n° 775 de M. Yves Coussain (de suppression) (p. 800)

Soutient l'amendement n° 632 rectifié de Mme Marie-Hélène Aubert (référence aux "Actions 21" adoptées à Rio de Janeiro en 1992) : adopté (p. 814)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 634 rectifié (de cohérence) : adopté (p. 831)

Son amendement n° 635 (agglomérations constituées en syndicat mixte lors de la contractualisation) : adopté (p. 833)

Intervient sur l'amendement n° 635 de M. Jean-Michel Marchand (agglomérations constituées en syndicat mixte lors de la contractualisation) (p. 833)

Son amendement n° 636 (assemblées des agglomérations élues au suffrage universel direct) : retiré (p. 837)

Après l'article 20

Son amendement n° 638 (coopération transfrontalière) : adopté (p. 840)

Article 30 (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Son amendement n° 640 (coordination des politiques régionales) : rejeté (p. 914)

Article 31 (article 14 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : coordination)

Son amendement n° 641 (critères d'évaluation des grands projets d'infrastructure) : retiré (p. 919)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Son amendement n° 642 (compatibilité des plans de déplacements urbains et des plans départementaux de transport routier non urbains avec le schéma régional des transports) : retiré (p. 923)

Son amendement n° 643 soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (souci de rééquilibrage du territoire) (p. 929) : rejeté (p. 930)

Après l'article 32

Son amendement n° 644 (renforcement des compétences de la région en matière de définition des politiques de transport) : rejeté (p. 933)

Son amendement n° 645 (renforcement des compétences de la région en matière de définition des politiques de transport) : retiré (p. 933)

Article 34 (article L. 111-1-1 du code de l'urbanisme : directives territoriales d'aménagement)

Son amendement n° 646 (compatibilité des schémas directeurs et des schémas de secteur avec le schéma régional d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 935)

Après l'article 36

Son amendement n° 647 rectifié (principes du schéma des services collectifs des espaces naturels et ruraux) : adopté (p. 940)

Soutient l'amendement n° 675 de M. Jean Pontier (autorisation de constructions ou d'installations par l'autorité compétente en matière d'occupation des sols lorsque l'intérêt de la commune le justifie) : rejeté (p. 942)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039, 4081)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 4048)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 4067)

Son intervention (p. 4091)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 4108)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 4091)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 4091)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 4067)

Collectivités territoriales : compétences (p. 4091)

Coopération intercommunale : agglomérations nouvelles (p. 4091)

Emploi (p. 4048)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 4091)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 4091)

Environnement : protection (p. 4091)

Secteur public : services publics (p. 4091)

Télécommunications (p. 4091)

Transports (p. 4091)

Union européenne : fonds structurels (p. 4091)

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081) ; [6 mai 1999] (p. 4193, 4243)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son sous-amendement n° 207 (reconnaissance des parcs naturels régionaux) à l'amendement n° 4 de la commission (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 4121)

Article 10 (articles 11 et 12 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Son sous-amendement n° 227 (de précision) à l'amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4138)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs culturels)

Intervient sur le sous-amendement n° 219 rectifié du Gouvernement (renforcement de la politique

d'intégration) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission (contenu du schéma) (p. 4144)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (article 21-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs du sport) (p. 4207)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : pays)

Son sous-amendement n° 208 soutenu par M. Philippe Duron (référence aux recommandations inscrites dans les agendas 21 locaux) à l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : adopté (p. 4214)

Intervient sur le sous-amendement n° 199 rectifié de M. Jean Espilondo (meilleure représentation des élus) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4217)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son sous-amendement n° 209 (référence aux recommandations inscrites dans les agendas 21 locaux) à l'amendement n° 50 de la commission (projets d'agglomération) : adopté (p. 4224)

Article 34 ter (article L. 1511-2-1 du code général des collectivités territoriales : comités d'expansion et agences de développement économique)

Intervient sur le sous-amendement n° 216 de M. Serge Poinant (rédactionnel) à l'amendement n° 83 de la commission (rôle des comités de bassin d'emploi, des comités d'expansion et des agences de développement économique) (p. 4254)

Intervient sur le sous-amendement n° 235 de M. Christian Bataille (rédactionnel) à l'amendement n° 83 de la commission (p. 4254)

Article 37 supprimé par le Sénat (articles L. 161-2 et L.161-10-1 du code rural : affectation et aliénation des chemins ruraux)

Son sous-amendement n° 232 (large publicité de l'enquête) à l'amendement n° 88 de la commission : retiré (p. 4257)

Son sous-amendement n° 233 (rédactionnel) à l'amendement n° 88 de la commission (rétablissement de l'article) : adopté (p. 4258)

Explications de vote et vote [11 mai 1999] (p. 4313)

Ses explications de vote (p. 4318)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 4318)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5830)

Son intervention (p. 5833)

Thèmes :

Emploi (p. 5833)

Environnement (p. 5834)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 5834)

Régions : coopération interrégionale (p. 5834)

Secteur public : services publics (p. 5834)

Transports : transport combiné (p. 5834)

Explications de vote et vote [16 juin 1999] (p. 5948)

Ses explications de vote (p. 5951)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 5952)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 977)

Son intervention (p. 986)

Thèmes :

Coopération intercommunale : organismes : déchets ménagers (p. 986)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 986)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 2 (missions du service public de l'électricité)

Son amendement n° 564 soutenu par M. Guy Hascoët (rôle des établissements publics régionaux) : rejeté (p. 1614)

Son amendement n° 566 (usage rationnel de l'électricité) : retiré (p. 1617)

Son amendement n° 567 soutenu par M. Guy Hascoët (mise en oeuvre des systèmes de production locale) (p. 1624) : retiré (p. 1625)

Article 3 (mise en oeuvre et contrôle des missions de service public)

Son amendement n° 568 (responsabilité du ministère de l'environnement) : rejeté (p. 1625)

Son amendement n° 569 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 1626)

Son amendement n° 570 soutenu par M. Guy Hascoët (destinataires du rapport annuel des organismes de distribution) : retiré (p. 1626)

Son amendement n° 571 soutenu par M. Guy Hascoët (destinataires du rapport annuel des organismes de distribution) : retiré (p. 1626)

Son amendement n° 571 soutenu par M. Guy Hascoët (constitution d'établissements publics régionaux de distribution) (p. 1629) : retiré (p. 1630)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)

Son amendement n° 552 soutenu par M. Guy Hascoët (bénéfice de l'obligation d'achat étendu aux communes et à leurs groupements) : rejeté (p. 1718)

Article 14 (missions du gestionnaire du réseau public de transport)

Son amendement n° 553 (schéma de développement du réseau soumis à l'avis des conseils régionaux) : rejeté (p. 1740)

Article 17 (rôle des collectivités territoriales en matière de distribution d'électricité)

Son amendement n° 554 soutenu par M. Guy Hascoët (coordination de la gestion et des projets de développement des réseaux d'énergie assurée par les collectivités territoriales) : rejeté (p. 1749)

Article 18 (gestion des réseaux publics de distribution d'électricité)

Son amendement n° 555 soutenu par M. Guy Hascoët (régie de distribution d'électricité créée par la collectivité concédante à l'échéance du contrat de concession avec EDF) : rejeté (p. 1751)

Son amendement n° 556 soutenu par M. Guy Hascoët (consultation obligatoire des usagers au niveau local) : rejeté (p. 1751)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Son amendement n° 558 soutenu par M. Guy Hascoët (éligibilité des communes) : rejeté (p. 1757)

Article 27 (droit d'accès à la comptabilité et aux informations financières)

Son amendement n° 560 soutenu par M. Guy Hascoët (droit d'accès à la comptabilité des collectivités concédantes) : rejeté (p. 1771)

Article 31 (concertation de la CRE sur les projets de règlement)

Son amendement n° 561 soutenu par M. Guy Hascoët (avis de la commission sur la politique commerciale et publicitaire des opérateurs) : retiré (p. 1781)

Article 32 (relations avec les assemblées et rapport annuel d'activité)

Son amendement n° 562 soutenu par M. Guy Hascoët (conseil consultatif créé auprès de la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1784)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2421)

Son intervention (p. 2434)

Thèmes :

Eau : assainissement : collectivités territoriales (p. 2434)

Mines et carrières : pollution et nuisances : indemnisation (p. 2434)

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2436)

Article 5 (création d'une agence de prévention et de surveillance des risques miniers)

Son amendement n° 17 (représentation des associations de personnes et des communes sinistrées au sein du conseil d'administration) : retiré (p. 2446)

Après l'article 6

Son amendement n° 15 (dotation de solidarité au profit des communes minières) : retiré (p. 2448)

Ses explications de vote (p. 2449)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 2449)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2547)

Thèmes :

Élevage : bovins (p. 2548)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2547)

Union européenne : fonds structurels (p. 2548)

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2603)

Son intervention (p. 2613)

Thèmes :

Secteur public : grève (p. 2613, 2614)
 Secteur public : service minimum (p. 2614)
 Travail : droit de grève (p. 2613, 2614)

Jean-Pierre MARCHÉ

*Deux-Sèvres (2^{ème} circonscription)
 Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Daniel MARCOVITCH

*Paris (19^{ème} circonscription)
 Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur du projet de loi relatif à l'emploi des fonds de la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1192) [4 novembre 1998]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseaux de transport public de voyageurs [J.O. du 9 avril 1999] (p. 5281)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1192), relatif à l'emploi des fonds de la participation des employeurs à l'effort de construction [25 novembre 1998] (n° 1217)

Proposition de loi n° 1791 relative aux congés pour vente par lots aux locataires dans les ensembles immobiliers d'habitation [8 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Accès à une fourniture minimale d'eau et d'énergie et aux services téléphoniques [19 mai 1999] (p. 4589)

Politique extérieure. Iran. Droits de l'homme, communauté juive [22 juin 1999] (p. 6271)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 915, posée le 28 juin 1999. Baux. Baux d'habitation (J.O. Questions p. 3878). Appelée le 29 juin 1999. Résiliation, congé donné en vue de la vente, réglementation (p. 6513)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Son intervention (p. 7186)

Thèmes avant la procédure des questions :

Eau : agences : assainissement (p. 7186, 7187)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 7187)

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8039)

Son intervention (p. 8040)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics (p. 8040)

Copropriété : syndics (p. 8041)

Logement : crédits (p. 8040)

Logement : habitat insalubre (p. 8041)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8040)

Procédure des questions :

Eau : distribution (p. 8055)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9792)

*Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)**Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité*

Intervient sur l'amendement n° 90 de Mme Christine Boutin (conclusion du PACS entre Français) (p. 8554)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 666 de M. Charles de Courson (détermination des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les signataires par un acte notarié) (p. 9805)

Intervient sur l'amendement n° 417 de M. Bernard Accoyer (rédaction du PACS devant un notaire) (p. 9805)

Intervient sur l'amendement n° 615 de M. Renaud Dutreil (établissement du PACS devant un notaire) (p. 9805)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10379, 10395)

Son intervention (p. 10401)

Thèmes :

Etat : Gouvernement : sécurité routière (p. 10401)

Sécurité routière : auto-écoles (p. 10401, 10402)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)*Avant l'article 2*

Intervient sur l'amendement n° 37 rectifié de M. Patrick Delnatte (initiation au secourisme pour les candidats au permis de conduire) (p. 10414)

Intervient sur l'amendement n° 71 rectifié de M. André Aschieri (initiation au secourisme pour les candidats au permis de conduire) (p. 10414)

Article 2 (articles L. 29 à L. 29-11 nouveaux du code de la route : enseignement de la conduite et de la sécurité routière)

Son amendement n° 54 rectifié (garantie d'exécution du contrat passé entre l'auto-école et le candidat au permis de conduire) : retiré (p. 10417)

Son amendement n° 53 (gestion d'auto-école prohibée pour les personnes interdites d'exercice d'une activité commerciale ou artisanale) : adopté (p. 10417)

Son amendement n° 58 : devenu sans objet (p. 10417)

Son amendement n° 52 (contrôle des activités d'enseignement des auto-écoles) : adopté (p. 10419)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2477)*Article 2 (enseignement de la conduite et de la sécurité routière)*

Son intervention (p. 2479)

Projet de loi n° 1192 relatif à l'emploi des fonds de la participation des employeurs à l'effort de construction

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10353)

Son intervention (p. 10354)

Thèmes :

Logement : Union d'économie sociale (p. 10354, 10355)

Logement : aides et prêts : participation patronale (p. 10354, 10355)

Logement : aides et prêts : prêts d'accession sociale (PAS) (p. 10356)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 10355)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité
--

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1593)

Son intervention (p. 1599)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité (p. 1599)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1599)

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 1600)

Secteur public : services publics : électricité (p. 1599)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire
--

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081)

Article 15 bis A (titre III du livre V de la première partie du code général des collectivités territoriales : réseaux de télécommunications créés par les collectivités locales)

Son intervention (p. 4150)

Thierry MARIANI

*Vaucluse (4^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Vice-président de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19457)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1134 visant à faciliter la recherche des héritiers dans le cadre du règlement des successions [14 octobre 1998]

Proposition de résolution n° 1325 tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'étudier l'opportunité et l'application des conventions prévoyant l'organisation de cours d'enseignement de la langue et de la culture d'origine et les mesures susceptibles de mieux encadrer cet enseignement [28 décembre 1998]

Proposition de loi n° 1636 visant à conférer de plein droit la nationalité française aux étrangers ayant été blessés au cours d'un engagement opérationnel dans les armées françaises [26 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Etrangers. Sans-papiers. Expulsion [13 octobre 1998] (p. 6467)

Etrangers. Sans-papiers. Reconduite aux frontières [16 février 1999] (p. 1441)

Etrangers. Aide au retour. Politique de codéveloppement, bilan et perspectives [22 juin 1999] (p. 6269)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 480, posée le 5 octobre 1998. Industrie. Papier et carton (J.O. Questions p. 5341). Appelée le 6 octobre 1998. Morel-Barneron, emploi et activité, Valréas (p. 5924)

n° 619, posée le 8 février 1999. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes (J.O. Questions p. 674). Appelée le 9 février 1999. Police, effectifs de personnel, Orange (p. 1057)

n° 894, posée le 21 juin 1999. Emploi. Entreprises d'insertion (J.O. Questions p. 3709). Appelée le 22 juin 1999. Loi d'orientation contre les exclusions, conséquences (p. 6251)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande si l'ordre du jour sera modifié en raison des obsèques de M. Michel Crépeau [31 mars 1999] (p. 3133)

DÉBATS**Projet de loi n° 977 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5833)**

Son intervention (p. 5863)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5864)

Agriculture : installation (p. 5864)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 5864)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5864)

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158) ; [12 octobre 1998] (p. 6380)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 292 soutenu par M. Jean Proriol (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5966) : rejeté (p. 5968)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 306 soutenu par M. Christian Jacob (aides spécifiques pour les zones défavorisées et les zones de montagne) (p. 6021) : rejeté (p. 6022)

Son amendement n° 307 (aides spécifiques pour les zones défavorisées et les zones de cultures méditerranéennes) : rejeté (p. 6022)

Son amendement n° 308 soutenu par M. Michel Bouvard (aides spécifiques pour les zones défavorisées et les zones de cultures méditerranéennes) : rejeté (p. 6022)

Son amendement n° 309 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (aides spécifiques pour les zones défavorisées) : rejeté (p. 6022)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son amendement n° 315 : non soutenu (p. 6066)

Après l'article 12

Son sous-amendement n° 327 (cas des exploitations sous forme sociétaire) à l'amendement n° 96 de la commission (insaisissabilité du logement d'un agriculteur) : rejeté (p. 6118)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son intervention (p. 6138)

Son amendement n° 356 soutenu par M. Christian Jacob (de suppression) (p. 6142) : rejeté (p. 6144)

Son amendement n° 359 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (de suppression partielle afin de garantir la sécurité juridique des membres d'une entreprise agricole) (p. 6160) : rejeté (p. 6161)

Son amendement n° 367 (dispense d'autorisation lorsque les exploitants sont parents ou alliés) : devenu sans objet (p. 6164)

Son amendement n° 368 soutenu par M. Christian Jacob (pas de contrôle lorsque les successions sont effectuées entre ascendants et descendants) (p. 6167) : rejeté (p. 6168)

Son amendement n° 357 (suppression de la limite de cinq kilomètres en zones de montagne) : rejeté (p. 6174)

Après l'article 64

Son amendement n° 430 soutenu par M. Christian Jacob (rapport au Parlement sur les modalités d'un aménagement du régime d'imposition afin de distinguer les revenus de l'entreprise de ceux des personnes qui y travaillent) : rejeté (p. 6454)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7430)

Son intervention (p. 7453)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 7455)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 7455, 7556)

Retraites : généralités : système par répartition : financement (p. 7454)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7548) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Article 4 (prorogation pendant trois ans et plafonnement du dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale pour l'embauche du "premier salarié")

Son amendement n° 260 soutenu par M. Patrick Delnatte (exonération de charges sur les bas salaires) : rejeté (p. 7571)

Son amendement n° 259 soutenu par M. Bernard Accoyer (exonération de charges) : rejeté (p. 7573)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques)

Son intervention (p. 7710)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 258 : non soutenu (p. 7786)

Son amendement n° 263 : non soutenu (p. 7786)

Son amendement n° 262 : non soutenu (p. 7786)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9595)

Son intervention (p. 9599)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 9600)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 9601)

Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 9601)

Professions de santé : médecins : préretraites (p. 9601)

Retraites : généralités : montant des pensions : fiscalité (p. 9600)

Retraites : généralités : paiement des pensions : réserves (p. 9599)

Retraites : généralités : système par capitalisation (p. 9600)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 9600)

Sécurité sociale : conventions avec les praticiens (p. 9600)

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9610, 9629, 9678)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Son amendement n° 81 (de suppression) : rejeté (p. 9636)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Charles de Courson (financement du BAPSA) (p. 9636)

Article 7 supprimé par le Sénat (suppression de la déductibilité des dépenses de recherche de l'assiette d'un prélèvement à la charge de l'industrie pharmaceutique)

Soutient le sous-amendement n° 85 de M. Bernard Accoyer (suppression d'une taxation rétroactive) à l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 9650)

Article 11 quater supprimé par le Sénat (prélèvement sur le Fonds de compensation de congé de fin d'activité (FCCPA) et le Fonds pour l'emploi hospitalier (FEH) pour financer le congé de fin d'activité pour la fonction publique territoriale et hospitalière)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9654)

Article 13 bis (maintien à dix ans et à quinze ans des majorations des allocations familiales)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (de suppression) (p. 9556)

Article 17 supprimé par le Sénat (extension du champ de la négociation conventionnelle avec les médecins)

Soutient le sous-amendement n° 86 de M. Bernard Accoyer (évaluation du système de soins ambulatoires) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 9659)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques)

Son intervention (p. 9682)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8363)

Son intervention (p. 8387)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 8388)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 8388)

Etrangers : immigration (p. 8387, 8388)

Famille : concubinage (p. 8387)

Famille : politique familiale (p. 8387)

Parlement : rôle (p. 8387)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 8454)

Son amendement n° 272 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8470)

Son amendement n° 276 rectifié (insertion du PACS dans le livre du code civil traitant des contrats, après le "mariage et les régimes matrimoniaux") : rejeté (p. 8490)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 277 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8496)

Son amendement n° 286 (PACS ne pouvant déroger à l'ordre public ou aux bonnes moeurs) : rejeté (p. 8504)

Son amendement n° 285 (conclusion du PACS en présence d'un notaire) : rejeté (p. 8506)

Son amendement n° 279 (conclusion du PACS dans le respect des conditions de validité des conventions) : rejeté (p. 8506)

Son amendement n° 288 (conclusion du PACS par des personnes âgées d'au moins 18 ans) : rejeté (p. 8512)

Son amendement n° 289 soutenu par M. Pierre Albertini (conclusion du PACS par des personnes majeures) (p. 8511) : adopté (p. 8512)

Soutient l'amendement n° 189 de M. Christian Estrosi (conclusion du PACS par des personnes vivant ensemble de façon notoire depuis au moins deux ans) : rejeté (p. 8513)

Son amendement n° 283 (conclusion du PACS par des personnes vivant ensemble de façon notoire depuis au moins deux ans) : rejeté (p. 8513)

Son amendement n° 284 (conclusion du PACS par des personnes vivant ensemble de façon notoire depuis au moins un an) : rejeté (p. 8513)

Son amendement n° 280 (conclusion du PACS par des personnes vivant effectivement sous le même toit) : rejeté (p. 8513)

Son amendement n° 281 (conclusion du PACS par deux personnes de sexe différent) : rejeté (p. 8518)

Son amendement n° 282 (conclusion du PACS par deux personnes de même sexe) : rejeté (p. 8518)

Intervient sur l'amendement n° 424 de M. Bernard Accoyer (conclusion du PACS dans le but de bénéficier d'avantages fiscaux et sociaux au détriment des couples mariés, des veuves et des veufs, des célibataires et des concubins de sexe différent) (p. 8525)

Son amendement n° 278 (présomption de paternité du partenaire masculin pour l'enfant conçu pendant un PACS) : rejeté (p. 8537)

Son amendement n° 287 (délai de 300 jours après la dissolution d'un PACS pour en conclure un nouveau) : rejeté (p. 8538)

Son amendement n° 290 (nullité du PACS conclu par un étranger en situation irrégulière) : rejeté (p. 8541)

Répond aux observations de M. Renaud Donnedieu de Vabres : s'élève contre les conditions de convocation de la commission des lois (p. 8504)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 291 (de suppression) : rejeté (p. 8545)

Son amendement n° 292 (conclusion du PACS entre parents) : rejeté (p. 8548)

Soutient l'amendement n° 206 de M. Christian Estrosi (conclusion du PACS entre alliés en ligne directe et entre collatéraux jusqu'au troisième degré) : rejeté (p. 8549)

Son amendement n° 294 (nullité du PACS conclu par un mineur) : devenu sans objet (p. 8552)

Son amendement n° 293 (nullité du PACS conclu par un mineur émancipé) : devenu sans objet (p. 8552)

Son amendement n° 296 (nullité du PACS conclu par un mineur non émancipé ou par un majeur protégé au sens de l'article 488 du code civil) : rejeté (p. 8553)

Son amendement n° 295 (nullité du PACS conclu par un majeur protégé au sens de l'article 488 du code civil) : rejeté (p. 8553)

Son amendement n° 301 (nullité du PACS conclu par un étranger entré en France de façon irrégulière) : rejeté (p. 8555)

Soutient l'amendement n° 202 de M. Christian Estrosi (nullité du PACS conclu par une personne séjournant illégalement sur le territoire national) : rejeté (p. 8555)

Son amendement n° 300 (nullité du PACS conclu par une personne séjournant illégalement sur le territoire national) : rejeté (p. 8555)

Son amendement n° 297 (nullité du PACS lorsque le consentement a été donné par erreur) : rejeté (p. 8559)

Son amendement n° 298 (nullité du PACS lorsque le consentement a été surpris par dol) : rejeté (p. 8559)

Son amendement n° 299 (nullité du PACS lorsque le consentement a été extorqué par violence) : rejeté (p. 8559)

Soutient l'amendement n° 828 de M. Éric Doligé (peines prévues à l'article 433-20 du code pénal sanctionnant la contravention aux prohibitions énoncées par l'article) : rejeté (p. 8559)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 302 (de suppression) : rejeté (p. 8565)

Intervient sur l'amendement n° 1032 de M. Alain Tourret (déclaration écrite déposée au tribunal d'instance) (p. 8569)

Intervient sur l'amendement n° 107 de Mme Christine Boutin (modalités de publicité du PACS analogues à celles du mariage) (p. 9769)

Intervient sur l'amendement n° 662 de M. Charles de Courson (affichage en mairie et publication des PACS dans un journal d'annonces légales) (p. 9769)

Intervient sur l'amendement n° 108 de Mme Christine Boutin (affichage aux portes des préfectures et publication des projets de PACS dans un journal d'annonces légales) (p. 9769)

Intervient sur l'amendement n° 835 de M. Éric Doligé (publication du PACS et de ses modifications dans un journal répondant aux conditions légales) (p. 9769)

Intervient sur l'amendement n° 109 de Mme Christine Boutin (publication du PACS dans un journal d'annonces légales) (p. 9769)

Son amendement n° 313 (nullité du PACS demandée par toute personne y ayant intérêt dans le délai de deux mois suivant sa connaissance) : rejeté (p. 9773)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 234 (nouvelle rédaction du premier alinéa prévoyant l'obligation de secours et d'assistance) : rejeté (p. 9797)

Son amendement n° 229 (détermination des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les signataires selon un cahier de charges défini par décret en Conseil d'Etat) : rejeté (p. 9804)

Son amendement n° 232 (détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les signataires selon un modèle type faisant l'objet d'un décret en Conseil d'Etat) : rejeté (p. 9804)

Son amendement n° 233 (solidarité entre les partenaires pour les dettes contractées en vue de l'éducation de enfants) : rejeté (p. 9811)

Son amendement n° 231 (engagement automatique des partenaires de même sexe à ne pas recourir à la procréation médicalement assistée) : rejeté (p. 9813)

Son amendement n° 230 (engagement automatique des partenaires de même sexe à ne pas adopter) : rejeté (p. 9813)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

- Son amendement n° 235 (de suppression) : rejeté (p. 9820)
- Son amendement n° 237 (régime de la communauté de biens réduite aux acquêts) : retiré (p. 9825)
- Son amendement n° 236 (suppression de la dernière phrase de l'article soumettant au régime de l'indivision les biens dont la date d'acquisition ne peut être établie) : rejeté (p. 9827)
- Article 515-7 du code civil : causes de dissolution du pacte civil de solidarité*
- Son amendement n° 238 (de suppression) : adopté (p. 9832)
- Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité*
- Son amendement n° 241 (de suppression) : rejeté (p. 9833)
- Intervient sur l'amendement n° 39 de Mme Christine Boutin (rupture du PACS régie par les articles 229 à 295 du code civil relatifs au divorce) (p. 9839)
- Intervient sur l'amendement n° 578 de M. Claude Goasguen (intervention du notaire en de dissolution du PACS par décès ou accord des partenaires et saisine du juge qui ordonne toute mesure commandée par l'équité en cas de dénonciation unilatérale) (p. 9839)
- Intervient sur l'amendement n° 937 de M. Henri Plagnol (dissolution du PACS par consentement mutuel, rupture de la vie commune ou faute en application de la législation sur le divorce) (p. 9839)
- Son sous-amendement n° 1056 (motivation de la déclaration conjointe) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9840)
- Son sous-amendement n° 1097 (déclaration conjointe rédigée devant notaire) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9842)
- Son sous-amendement n° 1096 (déclaration conjointe rédigée sous seing privé) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9842)
- Son sous-amendement n° 1098 (résidence commune) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9844)
- Son sous-amendement n° 1059 (répudiation) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9847)
- Son sous-amendement n° 1072 (signification au partenaire de façon argumentée et précise des motifs de la rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9851)
- Son sous-amendement n° 1103 (signification au partenaire des motifs de la rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9851)
- Son sous-amendement n° 1079 (signification de l'ensemble des faits rendant intolérable le maintien de la vie commune) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9852)
- Son sous-amendement n° 1074 (rupture unilatérale ne pouvant intervenir avant un délai d'un an après la conclusion du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9854)
- Son sous-amendement n° 1075 (pas de rupture unilatérale si elle avait des conséquences matérielles ou morales d'une exceptionnelle dureté pour le partenaire ou pour les enfants) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9856)
- Son sous-amendement n° 1058 (pas de rupture unilatérale si elle avait des conséquences matérielles ou morales d'une exceptionnelle dureté pour les enfants) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9856)
- Son sous-amendement n° 1081 (dissolution du PACS dans un délai de cinq mois à partir de la signification de la décision de rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : retiré (p. 9859)
- Son sous-amendement n° 1076 (détermination par les partenaires devant notaire des conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9863)
- Son sous-amendement n° 1077 (détermination par les partenaires sous seing privé des conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9863)
- Son sous-amendement n° 1073 (compétence du juge du contrat pour les conséquences de la dissolution du PACS en cas de désaccord entre les partenaires) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9869)
- Son sous-amendement n° 1071 (attribution de dommages et intérêts en cas de faute lorsque les partenaires sont en désaccord sur les conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9870)
- Son sous-amendement n° 1057 (attribution de dommages et intérêts au partenaire lésé par la dissolution du PACS lorsque les partenaires sont en désaccord sur les conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9871)
- Son sous-amendement n° 1080 (règlement par le juge aux affaires familiales des conséquences de la dissolution du PACS pour les enfants nés de l'union des partenaires) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9871)
- Son sous-amendement n° 1078 (versement d'une pension alimentaire selon les articles 281 à 285 du code civil) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9873)
- Intervient sur l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (signification de la rupture unilatérale qui prend effet après un délai de trois mois) (p. 9877)
- Soutient le sous-amendement n° 1100 de M. Éric Doligé (conséquences de la dissolution du PACS réglées devant le tribunal de grande instance en cas de désaccord entre les partenaires) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9869)
- Soutient le sous-amendement n° 1102 de M. Éric Doligé (date certaine conférée au PACS par sa publication dans un journal répondant aux conditions

légales) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9876)

Après l'article 1er

Son amendement n° 271 : non soutenu (p. 9903)

Son amendement n° 270 soutenu par M. Christian Estrosi (absence d'ouverture de droit à l'adoption par la conclusion d'un PACS entre personnes de même sexe) (p. 9904) : rejeté (p. 9906)

Son amendement n° 269 (absence d'ouverture de droit à la procréation médicalement assistée par la conclusion d'un PACS entre personnes de même sexe) : devenu sans objet (p. 9906)

Son amendement n° 257 soutenu par M. Bernard Accoyer (mention de l'acte de reconnaissance d'un enfant naturel en marge de l'acte de naissance des parents) : rejeté (p. 9906)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 258 (de suppression) : rejeté (p. 9923)

Son amendement n° 263 soutenu par M. Bernard Accoyer (preuve de la communauté de vie pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9935) : rejeté (p. 9936)

Son amendement n° 261 (bénéfice des dispositions de l'article aux partenaires du PACS s'étant obligés à une communauté de vie) : rejeté (p. 9937)

Son amendement n° 259 (bénéfice des dispositions de l'article aux partenaires du PACS s'engageant à se porter secours et à élever leurs enfants) : rejeté (p. 9937)

Son amendement n° 262 (bénéfice des dispositions de l'article aux partenaires du PACS s'engageant à se porter secours) : rejeté (p. 9937)

Son amendement n° 260 (bénéfice des dispositions de l'article aux partenaires du PACS s'engageant à élever leurs enfants) : rejeté (p. 9937)

Soutient l'amendement n° 471 de M. Jacques Masdeu-Arus (délai de dix ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 9940)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son amendement n° 264 (de suppression) : rejeté (p. 9954)

Soutient l'amendement n° 539 de M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 9954)

Intervient sur le sous-amendement n° 1009 de M. Bernard Accoyer (taux unique de 59 %) à l'amendement n° 696 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article portant à trois ans le délai pour le bénéfice de ses dispositions et limitant la suppression de condition de délai pour raison de santé aux seuls droits exigibles en cas de décès) (p. 9967)

Après l'article 3

Reprend l'amendement n° 679 de M. Charles de Courson (taux de 40 et de 50 % sur les mutations à titre gratuit entre les personnes hétérosexuelles non mariées vivant en couple et ayant ou ayant eu des enfants et abattement de 250 000 F pour le survivant) : rejeté (p. 9968)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son intervention (p. 9968)

Après l'article 4

Son sous-amendement n° 1047 (bénéficiaire de la disposition devant être de nationalité française) à l'amendement n° 697 rectifié du Gouvernement (qualité d'ayant droit en matière d'assurance maladie conférée au partenaire de l'assuré social lié par un PACS s'il ne peut bénéficier de cette qualité à un autre titre) : rejeté (p. 9974)

Son sous-amendement n° 1048 (PACS conclu sur le territoire français) à l'amendement n° 697 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 9974)

Son sous-amendement n° 1049 (PACS conclu depuis au moins trois ans) à l'amendement n° 697 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 9974)

Son sous-amendement n° 1050 (PACS conclu depuis au moins deux ans) à l'amendement n° 697 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 9974)

Son sous-amendement n° 1051 (possession d'une carte de résident en cours de validité par le bénéficiaire de la disposition s'il est étranger) à l'amendement n° 697 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 9974)

Son sous-amendement n° 1052 (possession d'un titre de séjour longue durée par le bénéficiaire de la disposition s'il est étranger) à l'amendement n° 697 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 9974)

Son sous-amendement n° 1053 (PACS conclu depuis au moins trois ans si le bénéficiaire de la disposition est étranger) à l'amendement n° 697 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 9974)

Son sous-amendement n° 1054 (PACS conclu depuis au moins deux ans si le bénéficiaire de la disposition est étranger) à l'amendement n° 697 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 9974)

Son sous-amendement n° 1055 (séjour régulier du bénéficiaire de la disposition s'il est étranger) à l'amendement n° 697 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 9974)

Article 5 (droit à congés)

Son amendement n° 266 (de suppression) : rejeté (p. 9976)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 683 de M. Charles de Courson (suppression du versement de l'allocation de parent isolé aux signataires d'un PACS) (p. 9979)

Intervient sur l'amendement n° 684 de M. Charles de Courson (assimilation des partenaires d'un PACS à un couple pour le RMI) (p. 9979)

Intervient sur l'amendement n° 1012 de M. Patrick Bloche (suppression du versement de l'allocation de soutien familial aux signataires d'un PACS) (p. 9982)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son intervention (p. 9984)

Son amendement n° 267 soutenu par M. Dominique Dord (de suppression) (p. 9986) : rejeté (p. 9989)

Son amendement n° 322 (PACS ayant été conclu sur le territoire national) : rejeté (p. 9990)

Son amendement n° 329 (PACS conclu avec un ressortissant français) : rejeté (p. 9990)

Son amendement n° 323 (PACS appliqué de manière ininterrompue depuis plus de cinq ans) : rejeté (p. 9992)

Son amendement n° 324 (PACS appliqué de manière ininterrompue depuis plus de trois ans) : rejeté (p. 9992)

Son amendement n° 325 (PACS appliqué de manière ininterrompue depuis plus de deux ans) : rejeté (p. 9992)

Son amendement n° 326 (PACS ne constituant pas l'un des éléments d'appréciation de liens avec la France) : rejeté (p. 9993)

Son amendement n° 321 (PACS pouvant constituer l'un des éléments d'appréciation de liens avec la France pour les étrangers vivant en France et n'ayant jamais fait l'objet d'une condamnation par un tribunal français) : rejeté (p. 9993)

Son amendement n° 268 (étranger vivant en France de façon ininterrompue et régulière depuis au moins dix ans) : rejeté (p. 9995)

Son amendement n° 332 soutenu par M. Yves Fromion (étranger vivant en France de façon régulière depuis au moins dix ans) (p. 9994) : rejeté (p. 9996)

Son amendement n° 320 (étranger vivant en France de façon ininterrompue et régulière depuis au moins huit ans) : rejeté (p. 9996)

Son amendement n° 330 soutenu par M. Henri Plagnol (étranger vivant en France de façon régulière depuis au moins huit ans) (p. 9994) : rejeté (p. 9996)

Son amendement n° 319 (étranger vivant en France de façon ininterrompue et régulière depuis au moins six ans) : rejeté (p. 9996)

Son amendement n° 331 (étranger vivant en France de façon régulière depuis au moins six ans) : rejeté (p. 9996)

Son amendement n° 328 (étranger entré de façon régulière et disposant d'un titre de séjour valable) : rejeté (p. 9996)

Son amendement n° 327 soutenu par M. Dominique Dord (étranger entré de façon régulière) (p. 9995) : rejeté (p. 9996)

Soutient l'amendement n° 482 de M. Jacques Masdeu-Arus (PACS ne pouvant être conclu par une personne en situation irrégulière) : rejeté (p. 9996)

Soutient le sous-amendement n° 1030 de M. Éric Doligé (pas d'application immédiate) à l'amendement n° 10 rectifié de M. Alain Bocquet (application immédiate des dispositions de l'article aux étrangers contractants d'un PACS pouvant justifier d'une communauté de vie antérieure à la promulgation de la loi) : rejeté (p. 9997)

Après l'article 6

Son amendement n° 333 (conclusion d'un PACS n'ouvrant aucun droit en matière de regroupement familial) : rejeté (p. 9999)

Article 7 (prise en compte du pacte civil de solidarité dans l'examen d'une demande de naturalisation)

Son intervention (p. 9999)

Son amendement n° 334 soutenu par M. Yves Fromion (de suppression) (p. 10000) : adopté (p. 10001)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son intervention (p. 10176)

Soutient l'amendement n° 777 de M. Patrice Martin-Lalande (priorité donnée aux couples mariés) : rejeté (p. 10179)

Son amendement n° 347 (PACS conclu depuis au moins un an) : rejeté (p. 10181)

Son amendement n° 344 (preuve de l'effectivité de la communauté de vie) : rejeté (p. 10182)

Son amendement n° 348 (de coordination) : rejeté (p. 10183)

Son amendement n° 345 (de coordination) : rejeté (p. 10183)

Son amendement n° 349 (de coordination) : rejeté (p. 10184)

Son amendement n° 346 (de coordination) : rejeté (p. 10184)

Article 9 (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Soutient l'amendement n° 227 de M. Christian Estrosi (de suppression) : rejeté (p. 10188)

Son amendement n° 350 (vie commune depuis deux ans pour la poursuite du contrat de location en cas d'abandon de domicile) : rejeté (p. 10189)

Son amendement n° 351 (poursuite du bail au profit du partenaire vivant depuis au moins deux ans avec le locataire décédé) : rejeté (p. 10191)

Son amendement n° 352 (suppression du droit de reprise conféré au partenaire) : rejeté (p. 10191)

Soutient l'amendement n° 226 de M. Christian Estrosi (extension du droit de reprise à la personne vivant avec le propriétaire et atteinte d'une maladie grave et incurable) : rejeté (p. 10191)

Son amendement n° 353 (suppression du droit de reprise conféré aux enfants du partenaire) : rejeté (p. 10192)

Article 10 (dispositions applicables aux fratries)

Soutient l'amendement n° 485 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 10202)

Son amendement n° 369 (extension des dispositions de l'article aux membres d'une même fratrie) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 378 (extension des dispositions de l'article aux collatéraux au troisième degré) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 379 (extension des dispositions de l'article à deux collatéraux au troisième degré) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 377 (extension des dispositions de l'article aux collatéraux au deuxième degré) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 380 (extension des dispositions de l'article à deux collatéraux au deuxième degré) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 376 (extension des dispositions de l'article à un parent isolé et à ses enfants) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 372 (extension des dispositions de l'article à une tante et à sa nièce) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 371 (extension des dispositions de l'article à une tante et à son neveu) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 374 (extension des dispositions de l'article à un oncle et à sa nièce) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 375 (extension des dispositions de l'article à un parent isolé et à l'un de ses enfants) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 373 (extension des dispositions de l'article à un oncle et à son neveu) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 362 (extension des dispositions de l'article à un frère et à quatre soeurs) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 367 (extension des dispositions de l'article à deux frères et à trois soeurs) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 368 (extension des dispositions de l'article à trois frères et à deux soeurs) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 365 (extension des dispositions de l'article à quatre frères et à une soeur) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 359 (extension des dispositions de l'article à cinq soeurs) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 356 (extension des dispositions de l'article à cinq frères) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 360 (extension des dispositions de l'article à un frère et à deux soeurs) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 363 (extension des dispositions de l'article à deux frères et à une soeur) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 357 (extension des dispositions de l'article à trois soeurs) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 354 (extension des dispositions de l'article à trois frères) : rejeté (p. 10211)

Son amendement n° 370 (extension des dispositions de l'article aux demi-frères et aux demi-soeurs) : retiré (p. 10212)

Article 11 (décrets d'application)

Intervient sur l'amendement n° 761 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 10215)

Intervient sur l'amendement n° 885 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 10215)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 698 rectifié du Gouvernement (application de la loi aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte) (p. 10216)

Article 12 (compensation des pertes éventuelles de recettes)

Intervient sur l'amendement n° 1174 du Gouvernement (de suppression) (p. 10218)

Article 1er (suite) (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 275 précédemment réservé (contrat d'union à libre répudiation) : rejeté (p. 10224)

Intervient sur l'amendement n° 71 précédemment réservé de M. Dominique Dord (union de biens) (p. 10224)

Son amendement n° 274 précédemment réservé (contrat de vie en commun) : retiré (p. 10224)

Son amendement n° 273 précédemment réservé (terme de contrat substitué à celui de pacte) : retiré (p. 10224)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3034, 3057)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3048)

Thèmes :

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3048)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 3049)

Droits de l'homme et libertés publiques : atteintes à la vie privée : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3048)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3048)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 3048)

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Article 1er A (liberté de la vie personnelle)

Son intervention (p. 3107)

Article 1er B (définition du mariage)

Son intervention (p. 3109)

Article 1er C (définition du concubinage)

Son intervention (p. 3111)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (de suppression) (p. 3114)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission des affaires culturelles (de suppression) (p. 3114)

Intervient sur l'amendement n° 505 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 3114)

Après l'article 1er C

Son amendement n° 183 (insertion dans le code civil d'un titre relatif au "concubinage") : rejeté (p. 3116)

Son amendement n° 156 (insertion dans le code civil d'un titre relatif au célibat) : rejeté (p. 3119)

Son amendement n° 181 (rapport du Gouvernement au Parlement sur la situation des célibataires) : rejeté (p. 3120)

Son amendement n° 182 (rapport du Gouvernement au Parlement sur les évolutions législatives et réglementaires en faveur des célibataires) : rejeté (p. 3120)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 3124)

Son rappel au règlement (cf. supra) [31 mars 1999] (p. 3133)

Son sous-amendement n° 48 (contrat à durée indéterminée) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3144)

Son sous-amendement n° 49 (contrat conclu pour une durée minimale de deux ans) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3144)

Son sous-amendement n° 58 (contrat conclu devant notaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3145)

Son sous-amendement n° 54 (contrat conclu par au moins deux personnes) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3146)

Son sous-amendement n° 50 (interdiction de la conclusion d'un PACS par un mineur émancipé) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3146)

Son sous-amendement n° 47 (résidence en France de façon stable et régulière) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3147)

Son sous-amendement n° 57 (conclusion du contrat par des personnes de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3149)

Son sous-amendement n° 56 (conclusion du contrat par des personnes de sexe différent) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3149)

Son sous-amendement n° 51 (vie sous le même toit depuis au moins cinq ans) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3150)

Son sous-amendement n° 52 (vie sous le même toit depuis au moins trois ans) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3150)

Son sous-amendement n° 53 (vie sous le même toit) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3150)

Son sous-amendement n° 55 (vie de couple) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : retiré (p. 3153)

Son sous-amendement n° 189 (contrat contresigné par un témoin de chacun des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3153)

Son sous-amendement n° 63 (suppression des empêchements à la conclusion d'un PACS et financement par une majoration des droits sur le tabac et de l'ISF) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3161)

Son sous-amendement n° 64 (suppression de la nullité du PACS conclu entre parents, alliés et collatéraux et financement par une majoration des droits sur le tabac et de l'ISF) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3162)

Son sous-amendement n° 65 (conclusion du PACS par une personne mariée et financement par une majoration des droits sur le tabac et de l'ISF) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3162)

Son sous-amendement n° 66 (conclusion du PACS par une personne déjà liée par un PACS et financement par une majoration des droits sur le tabac et de l'ISF) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3162)

Son sous-amendement n° 191 (délai de trois cents jours entre la conclusion de deux PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3163)

Son sous-amendement n° 190 (nullité du PACS conclu par un concubin vivant avec une personne autre que le cocontractant) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3164)

Son sous-amendement n° 59 (nullité du PACS conclu par un mineur émancipé) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3164)

Son sous-amendement n° 60 (nullité du PACS conclu par un étranger entré en France de façon irrégulière) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3167)

Son sous-amendement n° 61 soutenu par M. Christian Estrosi (nullité du PACS conclu par un étranger entré irrégulièrement sur le territoire de l'espace Schengen) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3166) : rejeté (p. 3167)

Son sous-amendement n° 62 (nullité du PACS conclu par un étranger séjournant irrégulièrement en France)

- à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3167)
- Son sous-amendement n° 81 (suppression de l'article 515-3 relatif à la réception, à l'inscription et à la conservation du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3170)
- Son sous-amendement n° 78 (enregistrement du PACS en mairie) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3172)
- Son sous-amendement n° 192 (conclusion du PACS dix jours après la publication dans un journal départemental d'annonces légales de l'intention de le conclure) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3173)
- Son sous-amendement n° 193 (inventaire des biens annexé) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3173)
- Ses sous-amendements n°s 194, 195, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 196, 197, 198, 199 et 79 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : devenus sans objet (p. 3174)
- Son sous-amendement n° 75 (information de la préfecture par le greffier si un partenaire est un étranger en situation irrégulière) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3174)
- Son sous-amendement n° 73 (vérification à la préfecture par le greffier de la régularité du séjour du partenaire étranger) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3174)
- Son sous-amendement n° 200 (mention du PACS en marge de l'état civil des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3175)
- Son sous-amendement n° 76 (panneau municipal mentionnant les PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3175)
- Son sous-amendement n° 77 (mention du PACS dans un journal départemental d'annonces légales) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3175)
- Son sous-amendement n° 74 (mention du PACS dans un journal départemental d'annonces légales substituée à l'inscription sur le registre du lieu de résidence prévu pour les PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3177)
- Son sous-amendement n° 201 (PACS opposable aux tiers dans un délai de onze jours suivant son inscription sur le registre du lieu de résidence) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3178)
- Son sous-amendement n° 202 (PACS opposable aux tiers dans un délai de dix jours suivant son inscription sur le registre du lieu de résidence) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3179)
- Son sous-amendement n° 203 (PACS opposable aux tiers dans un délai de neuf jours suivant son inscription sur le registre du lieu de résidence) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3179)
- Son sous-amendement n° 204 (motivation de la modification du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3179)
- Son sous-amendement n° 80 (suppression du dernier alinéa de l'article 515-3 relatif à la conclusion du PACS à l'étranger) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3179)
- Son sous-amendement n° 205 (suppression de la référence au partenaire de nationalité française dans le dernier alinéa de l'article 515-3) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3179)
- Son sous-amendement n° 206 (apport de l'aide mutuelle et matérielle tout au long de la vie des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3182)
- Son sous-amendement n° 87 (secours et assistance substitués à l'aide mutuelle et matérielle) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3182)
- Son sous-amendement n° 82 (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3182)
- Son sous-amendement n° 83 (solidarité en matière de dettes contractées pour l'éducation des enfants) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3184)
- Son sous-amendement n° 84 (cahier des charges établi par décret et définissant les dettes faisant l'objet de la solidarité entre les partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3184)
- Son sous-amendement n° 209 (contribution des partenaires aux charges de leur ménage selon leurs facultés respectives) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3185)
- Son sous-amendement n° 211 (devoir de secours tout au long de la vie) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3185)
- Son sous-amendement n° 213 (devoir de secours pendant une période de dix ans après la dissolution du PACS du fait de la volonté) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3185)
- Son sous-amendement n° 214 (devoir de secours pendant une période de cinq ans après la dissolution du PACS du fait de la volonté) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3185)
- Son sous-amendement n° 212 (obligation de résidence sous le même toit) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3185)
- Son sous-amendement n° 208 (obligation de nourrir, entretenir et élever les enfants) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3186)
- Son sous-amendement n° 210 (obligation d'éduquer les enfants et de préparer leur avenir) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3186)
- Son sous-amendement n° 207 (présomption de paternité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3186)

- Son sous-amendement n° 86 (interdiction de l'adoption pour les partenaires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3187)
- Son sous-amendement n° 85 (engagement automatique des partenaires de même sexe à ne pas recourir à la procréation médicalement assistée) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3187)
- Ses sous-amendements n°s 89, 91, 90 et 88 à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : devenus sans objet (p. 3200)
- Son sous-amendement n° 92 (suppression de l'article 515-6 relatif au régime des biens après dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3200)
- Son sous-amendement n° 97 (motivation de la déclaration conjointe mettant fin au PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 98 (déclaration conjointe mettant fin au PACS remise au greffe du tribunal ayant reçu l'acte initial) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 99 (déclaration conjointe mettant fin au PACS remise au greffe du tribunal de la résidence commune) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 136 (rédactionnel sur la rupture unilatérale du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 101 (répudiation) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 102 (abandon du partenaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 103 (écoconduite du partenaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 104 (renvoi du partenaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 105 (débaras du partenaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 106 (congédiement du partenaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 215 (signification de la rupture unilatérale par huissier) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 216 (interdiction de la rupture unilatérale dans le délai d'un an suivant la conclusion du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 217 (interdiction de la rupture unilatérale dans le délai de six mois suivant la conclusion du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 218 (pas de dommages et intérêts au profit de l'autre partie en cas de rupture unilatérale intervenant dans le délai de six mois suivant la conclusion du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 219 (pas de dommages et intérêts au profit de l'autre partie en cas de rupture unilatérale intervenant dans le délai de trois mois suivant la conclusion du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 220 (pas de dommages et intérêts au profit de l'autre partie en cas de rupture unilatérale intervenant dans le délai d'un mois suivant la conclusion du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 221 (argumentation claire et précise de la rupture unilatérale du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 222 (motivation de la rupture unilatérale du PACS par un ensemble de faits rendant impossible le maintien de la vie commune) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 223 (motivation de la rupture unilatérale du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 664 (signification du mariage le jour de la publication des bans) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 224 (signification du mariage dix jours au plus après sa célébration) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 225 (cessation du PACS six mois après la signification de la rupture unilatérale) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 227 (maintien de la seule obligation d'aide mutuelle et matérielle entre la signification de la rupture unilatérale et la cessation du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 226 (prorogation par le juge du délai de trois mois entre la signification de la rupture unilatérale et la cessation du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 96 (juge du contrat pour les conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 95 (pension alimentaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 100 (conséquences de la cessation du PACS réglées par le juge pour les enfants nés des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 93 (possibilité pour le juge d'interdire la résiliation du PACS si la rupture a des conséquences particulièrement graves pour l'un des

- partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 94 (possibilité pour le juge d'interdire la résiliation du PACS si la rupture a des conséquences particulièrement graves pour l'un des partenaires ou des enfants) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission des affaires culturelles (rétablissement de l'article avec modifications) (p. 3209)
- Intervient sur l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) (p. 3209)
- Intervient sur le sous-amendement n° 499 de M. Charles de Courson (contrat civil de solidarité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3135)
- Intervient sur le sous-amendement n° 300 de M. Dominique Dord (contrat civil de solidarité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3135)
- Intervient sur le sous-amendement n° 508 de Mme Christine Boutin (contrat civil de solidarité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3135)
- Soutient le sous-amendement n° 650 de M. Jacques Myard (suppression de l'article 515-1 du code civil définissant le PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3142)
- Soutient le sous-amendement n° 264 de M. Bernard Accoyer (contrat conclu devant notaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3145)
- Soutient le sous-amendement n° 358 de M. Éric Doligé (contrat conclu devant notaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3145)
- Soutient le sous-amendement n° 610 de M. Richard Cazenave (contrat conclu devant notaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3145)
- Soutient le sous-amendement n° 265 de M. Bernard Accoyer (conclusion du contrat par des personnes de sexe différent) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3149)
- Soutient le sous-amendement n° 266 de M. Bernard Accoyer (réexamen du droit de garde pour les divorcés signataires d'un PACS avec une personne de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3155)
- Soutient le sous-amendement n° 267 de M. Bernard Accoyer (interdiction de la procréation médicale assistée pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3160)
- Soutient le sous-amendement n° 619 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression des empêchements à la conclusion d'un PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3161)
- Soutient le sous-amendement n° 268 de M. Bernard Accoyer (délai de cinq ans entre la conclusion de deux PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3163)
- Soutient le sous-amendement n° 360 de M. Éric Doligé (nullité du PACS conclu par un majeur protégé) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3164)
- Soutient le sous-amendement n° 271 de M. Bernard Accoyer (opposition formée par le procureur à l'enregistrement du PACS violant les empêchements énumérés à l'article 515-2) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3167)
- Soutient le sous-amendement n° 361 de M. Éric Doligé (peines prévues à l'article 433-20 du code pénal sanctionnant la violation des empêchements énumérés à l'article 515-2) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3168)
- Soutient le sous-amendement n° 620 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression de l'article 515-3 relatif à la réception, à l'inscription et à la conservation du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3170)
- Soutient le sous-amendement n° 651 de M. Jacques Myard (suppression de l'article 515-3 relatif à la réception, à l'inscription et à la conservation du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3170)
- Intervient sur le sous-amendement n° 468 de M. Guy Hascoët (enregistrement du PACS en mairie) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3172)
- Intervient sur le sous-amendement n° 232 de M. Patrick Braouezec (enregistrement du PACS en mairie) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3172)
- Intervient sur le sous-amendement n° 284 du Gouvernement (inversion des deuxième et troisième alinéas de l'article 515-3) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3174)
- Soutient le sous-amendement n° 423 de M. Maurice Leroy (mention du PACS dans un journal départemental d'annonces légales) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3175)
- Soutient le sous-amendement n° 369 de M. Éric Doligé (modalités de l'aide mutuelle et matérielle fixées selon un cahier des charges défini par décret en Conseil d'Etat) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3182)
- Soutient le sous-amendement n° 366 de M. Éric Doligé (pacte rédigé devant notaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3183)
- Intervient sur le sous-amendement n° 368 de M. Éric Doligé (perte du droit de garde pour le partenaire concluant un PACS avec une personne de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3186)
- Soutient le sous-amendement n° 370 de M. Éric Doligé (conclusion d'un PACS entre partenaires de même sexe n'ouvrant aucun droit à la procréation médicalement assistée) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3187)
- Soutient le sous-amendement n° 345 de M. Claude Goasguen (suppression de l'article 515-7 relatif à la dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3203)

- Soutient le sous-amendement n° 624 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression de l'article 515-7 relatif à la dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3203)
- Soutient le sous-amendement n° 653 de M. Jacques Myard (suppression de l'article 515-7 relatif à la dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3203)
- Soutient le sous-amendement n° 293 de M. Dominique Dord (rupture du PACS régie par les articles 229 à 295 du code civil relatifs au divorce) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3203)
- Soutient le sous-amendement n° 560 de Mme Christine Boutin (rupture du PACS régie par les articles 229 à 295 du code civil relatifs au divorce) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3203)
- Soutient le sous-amendement n° 637 de M. Pierre-Christophe Baguet (rupture du PACS par le mariage d'un des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3203)
- Intervient sur le sous-amendement n° 294 de M. Claude Goasguen (intervention du notaire en cas de dissolution du PACS par décès ou accord des partenaires et, en cas de dénonciation unilatérale, saisine du juge qui ordonne toute mesure commandée par l'équité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3203)
- Soutient le sous-amendement n° 262 de M. Patrick Delnatte (entretien de conciliation lorsque les partenaires mettent fin au PACS d'un commun accord) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 251 de M. Bernard Accoyer (répudiation) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 398 de M. Maurice Leroy (remise par les partenaires en personne et ensemble de la déclaration conjointe mettant fin au PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 341 de M. Dominique Dord (remise par les partenaires ensemble de la déclaration conjointe mettant fin au PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 486 corrigé de M. Charles de Courson (déclaration conjointe de rupture du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 394 de M. Maurice Leroy (motivation de la déclaration conjointe mettant fin au PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 561 de Mme Christine Boutin (déclaration conjointe mettant fin au PACS remise au greffe du tribunal) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 395 de M. Maurice Leroy (déclaration conjointe mettant fin au PACS remise au greffe du tribunal ayant reçu l'acte initial) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 640 de M. Pierre-Christophe Baguet (déclaration conjointe mettant fin au PACS remise au greffe du tribunal ayant reçu l'acte initial) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 390 de M. Maurice Leroy (déclaration conjointe mettant fin au PACS remise au greffe du tribunal de la résidence commune) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 641 de M. Pierre-Christophe Baguet (déclaration conjointe mettant fin au PACS remise au greffe du tribunal de la résidence commune) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 340 de M. Dominique Dord (déclaration conjointe mettant fin au PACS remise également au greffe du tribunal ayant reçu l'acte initial) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 399 de M. Maurice Leroy (récépissé de la déclaration conjointe de rupture) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 328 de M. Dominique Dord (vérification de la réalité du consentement des deux partenaires de mettre fin au PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 562 de Mme Christine Boutin (vérification de la réalité du consentement des deux partenaires de mettre fin au PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 343 de M. Dominique Dord (inscription de la déclaration conjointe mettant fin au PACS sur le registre recensant les pactes civils de solidarité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 563 de Mme Christine Boutin (suppression de la rupture unilatérale du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 342 de M. Dominique Dord (rupture unilatérale du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 578 de Mme Christine Boutin (rupture unilatérale du PACS pour excès, sévices et injures graves ou renouvelés) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 577 de Mme Christine Boutin (rupture unilatérale du PACS pour faute) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 618 de Mme Christine Boutin (rupture unilatérale du PACS pour motifs graves, précis et concordants) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 252 de M. Bernard Accoyer (énumération des motifs exacts de la rupture

- unilatérale du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 613 de M. Richard Cazenave (énumération des motifs exacts de la rupture unilatérale du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 579 de Mme Christine Boutin (énumération des motifs de la rupture unilatérale du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 373 de M. Éric Doligé (motivation de la rupture unilatérale du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 636 de M. Pierre-Christophe Baguet (préavis de trois mois pour la rupture unilatérale) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 397 de M. Maurice Leroy (signification de la rupture unilatérale par acte extra-judiciaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 428 de M. Dominique Dord (signification de la rupture unilatérale par lettre recommandée avec accusé de réception) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 396 de M. Maurice Leroy (signification de la rupture unilatérale par lettre recommandée avec accusé de réception) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 580 de Mme Christine Boutin (signification de la rupture unilatérale par lettre recommandée avec accusé de réception) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 335 de M. Dominique Dord (signification de la rupture unilatérale après entretien avec le partenaire en présence d'un médiateur familial) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 444 de M. Dominique Dord (publicité de la rupture unilatérale du PACS dans des conditions analogues à celles de sa conclusion) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 334 de M. Dominique Dord (pas de rupture unilatérale du PACS si elle a des conséquences d'une extrême gravité pour le contractant abandonné) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 581 de Mme Christine Boutin (pas de rupture unilatérale du PACS si elle a des conséquences d'une extrême gravité pour le contractant abandonné) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 445 de M. Dominique Dord (mention de la rupture unilatérale du PACS sur les registres de l'état civil et en marge de l'acte de naissance) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 401 de M. Maurice Leroy (conditions de la déclaration d'absence) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 446 de M. Dominique Dord (signification du mariage trois mois avant sa date) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 333 de M. Dominique Dord (signification du mariage un mois avant sa date) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 261 de M. Patrick Delnatte (possibilité de dommages et intérêts en cas de rupture sans commun accord du PACS si le partenaire se trouve dans une situation morale et matérielle difficile) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 332 de M. Dominique Dord (effets de la rupture à l'égard des tiers après sa publication en marge de l'acte de naissance) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 253 corrigé de M. Bernard Accoyer (cessation du PACS dont le caractère frauduleux a été démontré par les services sociaux ou l'administration fiscale qui doivent engager les procédures pour la récupération des sommes détournées) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 295 de M. Bernard Accoyer (mention de la cessation du PACS sur les actes de naissance) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 639 de M. Pierre-Christophe Baguet (possibilité pour le juge d'interdire la résiliation du PACS si la rupture a des conséquences particulièrement graves pour l'un des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 638 de M. Pierre-Christophe Baguet (affichage des significations mettant fin aux PACS sur un panneau du tribunal) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 339 de M. Dominique Dord (cessation du PACS six mois après la signification de la rupture unilatérale) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 338 de M. Dominique Dord (suppression du dernier alinéa de l'article 515-7 relatif à la liquidation des droits et obligations résultant du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 337 de M. Dominique Dord (liquidation de l'indivision par le juge qui ordonne toute mesure commandée par l'équité en cas de rupture unilatérale) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 371 de M. Éric Doligé (tribunal de grande instance pour les conséquences de

- la dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 393 de M. Maurice Leroy (juge du contrat pour les conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 583 de Mme Christine Boutin (règlement par le juge des conséquences extra-patrimoniales de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 392 de M. Maurice Leroy (pension alimentaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 584 de Mme Christine Boutin (prise en compte par le juge de la faute, de l'existence d'une société de fait et de l'enrichissement sans cause) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 400 de M. Maurice Leroy (publicité de l'acte par lequel les partenaires déterminent les conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 582 de Mme Christine Boutin (publicité de la cessation du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 484 de M. Charles de Courson (mention au registre du commerce de la déclaration écrite conjointe mettant fin au PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 372 de M. Éric Doligé (conséquences de la cessation du PACS réglées par le juge pour les enfants nés des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 391 de M. Maurice Leroy (conséquences de la cessation du PACS réglées par le juge pour les enfants nés des partenaires) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 290 de M. Dominique Dord (intervention du juge pour l'exercice de l'autorité parentale) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 588 de Mme Christine Boutin (intervention du juge pour l'exercice de l'autorité parentale) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 289 de M. Dominique Dord (prestation compensatoire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 585 de Mme Christine Boutin (prestation compensatoire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 288 de M. Dominique Dord (pension alimentaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 586 de Mme Christine Boutin (pension alimentaire) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 291 de M. Dominique Dord (concession du bail) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 587 de Mme Christine Boutin (concession du bail) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 485 de M. Charles de Courson (responsabilité solidaire des partenaires après la dissolution du PACS jusqu'à l'extinction des dettes fiscales) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Soutient le sous-amendement n° 292 de M. Claude Goasguen (production de ses effets à l'égard des signataires du PACS déclaré nul s'il a été contracté de bonne foi) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3208)
- Son sous-amendement n° 228 (demande d'annulation du PACS par le procureur dans les deux mois suivant son enregistrement) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3209)
- Son sous-amendement n° 229 (demande d'annulation du PACS par les ascendants, descendants et collatéraux des partenaires dans les deux mois suivant leur connaissance de sa conclusion) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3209)
- Son sous-amendement n° 230 (demande d'annulation du PACS par les ascendants et descendants des partenaires dans les deux mois suivant leur connaissance de sa conclusion) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3209)
- Son sous-amendement n° 231 (demande d'annulation du PACS par toute personne y ayant intérêt dans les deux mois suivant sa connaissance de sa conclusion) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3209)
- Après l'article 1er*
- Son sous-amendement n° 656 (motivation de la rupture du PACS par le tuteur ou le juge des tutelles) à l'amendement n° 5 rectifié de la commission (cessation du PACS durant lequel un des partenaires est placé sous tutelle) : rejeté (p. 3210)
- Son sous-amendement n° 657 (motivation de la rupture du PACS par le partenaire du majeur sous tutelle) à l'amendement n° 5 rectifié de la commission : rejeté (p. 3210)
- Son sous-amendement n° 663 (cause réelle et sérieuse de la rupture vérifiée par le tuteur) à l'amendement n° 5 rectifié de la commission : rejeté (p. 3211)
- Son sous-amendement n° 658 (complément d'information demandé par le tuteur sur les motifs de la rupture) à l'amendement n° 5 rectifié de la commission : rejeté (p. 3211)
- Son sous-amendement n° 662 (appréciation des motifs de la rupture par le juge des tutelles) à l'amendement n° 5 rectifié de la commission : rejeté (p. 3211)

Son sous-amendement n° 661 (appréciation des motifs de la rupture par le juge des tutelles) à l'amendement n° 5 rectifié de la commission : rejeté (p. 3211)

Son sous-amendement n° 659 (acte signifiant la rupture entériné par le tuteur et par le juge des tutelles dans le délai de quatre mois) à l'amendement n° 5 rectifié de la commission : rejeté (p. 3211)

Son sous-amendement n° 660 (délai de quatre mois pendant lequel le juge des tutelles peut demander des compléments d'information sur les motifs de la rupture) à l'amendement n° 5 rectifié de la commission : rejeté (p. 3211)

Son sous-amendement n° 112 (non cumul du concubinage et du PACS) à l'amendement n° 6 de la commission : rejeté (p. 3213)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission des affaires culturelles (insertion dans le code civil d'un article 515-8 définissant le concubinage) (p. 3214)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (insertion dans le code civil d'un article 515-8 définissant le concubinage) (p. 3214)

Son sous-amendement n° 111 (non cumul du concubinage et du mariage) à l'amendement n° 6 de la commission : rejeté (p. 3214)

Son sous-amendement n° 110 (suppression des références au sexe des concubins) à l'amendement n° 6 de la commission : rejeté (p. 3214)

Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Bernard Accoyer (nouvelle rédaction de l'article 343-1 du code civil autorisant l'adoption par un célibataire, précisant qu'elle ne peut-être demandée par une personne ayant conclu un PACS avec un partenaire de même sexe) (p. 3214)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son intervention (p. 3215)

Son sous-amendement n° 113 (imposition commune subordonnée à la preuve de la communauté de vie) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3218)

Son sous-amendement n° 114 (imposition commune subordonnée à l'engagement de secours et d'assistance) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission : rejeté (p. 3218)

Son sous-amendement n° 115 (imposition commune subordonnée à l'engagement de contribuer de la vie commune) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission : rejeté (p. 3218)

Son sous-amendement n° 116 (imposition commune subordonnée à l'engagement de nourrir, entretenir et élever les enfants) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission : rejeté (p. 3218)

Son sous-amendement n° 117 (imposition commune subordonnée à l'engagement de pourvoir à l'éducation des enfants et de préparer leur avenir) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission : rejeté (p. 3218)

Soutient le sous-amendement n° 241 de M. Bernard Accoyer (imposition commune à compter de la

cinquième année suivant la déclaration du PACS) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission : rejeté (p. 3219)

Son sous-amendement n° 118 (imposition commune à compter du cinquième anniversaire de l'enregistrement du PACS) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission : rejeté (p. 3219)

Soutient le sous-amendement n° 403 de M. Maurice Leroy (imposition commune à compter du cinquième anniversaire de l'enregistrement du PACS) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission : rejeté (p. 3219)

Reprend le sous-amendement n° 472 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (p. 3219) : rejeté (p. 3220)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 480 de M. Charles de Courson (assimilation des partenaires à un couple pour le RMI) (p. 3222)

Article 2 bis (déduction des avantages consentis aux collatéraux dans le besoin)

Son intervention (p. 3222)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son intervention (p. 3224)

Soutient l'amendement n° 427 de M. Éric Doligé (réduction des taux des droits sur les mutations à titre gratuit entre les personnes non mariées ou non parentes en ligne directe) : rejeté (p. 3224)

Son sous-amendement n° 123 (bénéfice des taux de 40 % et de 50 % sur les successions après un délai de deux ans) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3226)

Son sous-amendement n° 124 (bénéfice des taux de 40 % et de 50 % sur les successions après un délai de deux ans) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3226)

Son sous-amendement n° 125 (bénéfice des taux de 40 % et de 50 % sur les donations après un délai de trois ans) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3226)

Son sous-amendement n° 126 (preuve de la communauté de vie pour le bénéfice des taux de 40 % et de 50 % sur les donations) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3226)

Son sous-amendement n° 127 (bénéfice des taux de 40 % et de 50 % sur les successions après un délai d'un an) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3226)

Son sous-amendement n° 133 (abattement réduit de 300 000 à 200 000 F) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3227)

Son sous-amendement n° 134 corrigé (abattement de 250 000 F au 1er janvier 2000) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3228)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission des affaires culturelles (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et suppression du délai de deux ans pour les successions) (p. 3229)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et suppression du délai de deux ans pour les successions) (p. 3229)

Soutient le sous-amendement n° 352 de M. Bernard Accoyer (bénéfice des taux de 40 % et de 50 % sur les donations après un délai de dix ans pour les partenaires de même sexe) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3226)

Intervient sur le sous-amendement n° 277 du Gouvernement (abattement réduit de 300 000 à 250 000 F) à l'amendement n° 10 de la commission (p. 3227)

Son sous-amendement n° 132 (bénéfice de l'abattement sur les successions et sur les donations après un délai de deux ans) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3229)

Son sous-amendement n° 128 (bénéfice de l'abattement sur les successions et sur les donations après un délai de deux ans) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3229)

Son sous-amendement n° 129 (bénéfice de l'abattement sur les donations après un délai de trois ans) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3229)

Son sous-amendement n° 130 (preuve de la communauté de vie pour le bénéfice de l'abattement sur les donations) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3229)

Son sous-amendement n° 131 (bénéfice de l'abattement sur les successions après un délai d'un an) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 3229)

Article 4 supprimé par le Sénat (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son intervention (p. 3230)

Article 4 bis supprimé par le Sénat (droits dérivés en matière d'assurance-maladie)

Son sous-amendement n° 109 (bénéfice des dispositions de l'article pour la personne de nationalité française) à l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3232)

Son sous-amendement n° 119 (bénéfice des dispositions de l'article pour la personne résidant en France de façon stable et régulière depuis deux ans) à l'amendement n° 15 de la commission : rejeté (p. 3232)

Son sous-amendement n° 107 (bénéfice des dispositions de l'article après un délai de deux ans) à l'amendement n° 15 de la commission : rejeté (p. 3232)

Son sous-amendement n° 108 (bénéfice des dispositions de l'article après un délai d'un an) à l'amendement n° 15 de la commission : rejeté (p. 3232)

Son sous-amendement n° 121 (bénéfice des dispositions de l'article si le PACS a été conclu en France et depuis un an) à l'amendement n° 15 de la commission : rejeté (p. 3232)

Son sous-amendement n° 122 (bénéfice des dispositions de l'article sous réserve de la communauté de vie depuis un an sur le territoire national) à l'amendement n° 15 de la commission : rejeté (p. 3233)

Son sous-amendement n° 120 (bénéfice des dispositions de l'article aux étrangers titulaires d'une carte de résident en cours de validité) à l'amendement n° 15 de la commission : rejeté (p. 3233)

Article 5 (droits à congés)

Son intervention (p. 3233)

Son sous-amendement n° 137 (bénéfice des dispositions de l'article après un délai d'un an) à l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3234)

Soutient le sous-amendement n° 244 de M. Bernard Accoyer (bénéfice des dispositions de l'article pour les personnes isolées de l'un des membres de leur famille ou entourage) à l'amendement n° 16 de la commission : rejeté (p. 3234)

Soutient le sous-amendement n° 616 de M. Richard Cazenave (bénéfice des dispositions de l'article pour les personnes isolées de l'un des membres de leur famille ou entourage) à l'amendement n° 16 de la commission : rejeté (p. 3234)

Article 5 bis supprimé par le Sénat (interruption du droit à l'allocation de soutien familial)

Son intervention (p. 3235)

Article 6 supprimé par le Sénat (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son intervention (p. 3237)

Son sous-amendement n° 140 (PACS conclu sur le territoire national et avec une personne de nationalité française) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3239)

Son sous-amendement n° 141 (PACS conclu sur le territoire national) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3239)

Son sous-amendement n° 139 (PACS conclu avec une personne de nationalité française) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3239)

Soutient le sous-amendement n° 436 de M. Claude Goasguen (étranger entré et séjournant régulièrement en France depuis cinq ans) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3239)

Son sous-amendement n° 138 (PACS conclu depuis cinq ans) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3239)

Soutient le sous-amendement n° 245 de M. Bernard Accoyer (PACS conclu depuis cinq ans) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3239)

Son sous-amendement n° 152 (PACS ne constituant pas l'un des éléments d'appréciation des liens personnels en France) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3240)

Son sous-amendement n° 151 (PACS pouvant constituer l'un des éléments d'appréciation des liens personnels en France) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3240)

Son sous-amendement n° 142 (étranger entré de façon régulière en France) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3240)

Son sous-amendement n° 143 (étranger entré de façon régulière en France et bénéficiant d'un titre de séjour valable) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3240)

Son sous-amendement n° 144 (étranger entré de façon régulière sur le territoire de l'espace Schengen) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3240)

Son sous-amendement n° 145 (étranger n'ayant jamais été condamné par un tribunal français) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3241)

Son sous-amendement n° 146 (étranger n'ayant jamais fait l'objet d'une mesure d'éloignement du territoire) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3241)

Son sous-amendement n° 147 (étranger ayant constamment disposé d'un titre de séjour valable) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3241)

Son sous-amendement n° 148 (vie commune effective depuis cinq ans) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3241)

Son sous-amendement n° 149 (étranger disposant de revenus stables et réguliers) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3241)

Son sous-amendement n° 150 (étranger disposant d'une assurance maladie en France) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3241)

Son sous-amendement n° 153 (étranger disposant d'un titre de séjour d'au moins un an) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3241)

Soutient le sous-amendement n° 354 de M. Bernard Accoyer (communauté de vie) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3242)

Soutient le sous-amendement n° 353 de M. Bernard Accoyer (renoncement au regroupement familial du fait de la conclusion d'un PACS) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3242)

Soutient le sous-amendement n° 525 de M. Richard Cazenave (renoncement au regroupement familial du

fait de la conclusion d'un PACS) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 3242)

Après l'article 6

Son amendement n° 154 (PACS ne donnant aucun droit au regroupement familial) : rejeté (p. 3243)

Article 8 supprimé par le Sénat (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son sous-amendement n° 157 (vie commune) à l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3244)

Soutient le sous-amendement n° 604 de Mme Christine Boutin (PACS conclu depuis trois ans) à l'amendement n° 20 de la commission : rejeté (p. 3244)

Son sous-amendement n° 160 (PACS conclu depuis un an) à l'amendement n° 20 de la commission : rejeté (p. 3244)

Son sous-amendement n° 161 (de coordination) à l'amendement n° 20 de la commission : rejeté (p. 3245)

Son sous-amendement n° 158 (de coordination) à l'amendement n° 20 de la commission : rejeté (p. 3245)

Son sous-amendement n° 162 (de coordination) à l'amendement n° 20 de la commission : rejeté (p. 3245)

Son sous-amendement n° 159 (de coordination) à l'amendement n° 20 de la commission : rejeté (p. 3245)

Article 9 supprimé par le Sénat (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son sous-amendement n° 163 (suppression de la poursuite de la location au profit du partenaire en cas d'abandon du domicile par le titulaire du contrat) à l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3246)

Soutient le sous-amendement n° 439 de M. Claude Goasguen (PACS conclu depuis cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3247)

Soutient le sous-amendement n° 606 de Mme Christine Boutin (PACS conclu depuis trois ans pour la poursuite de la location au profit du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3247)

Soutient le sous-amendement n° 381 de M. Maurice Leroy (PACS conclu depuis deux ans pour la poursuite de la location au profit du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3247)

Soutient le sous-amendement n° 382 de M. Maurice Leroy (PACS conclu depuis un an pour la poursuite de la location au profit du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3247)

Son sous-amendement n° 164 (PACS conclu depuis un an pour la poursuite de la location au profit du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3247)

Soutient le sous-amendement n° 607 de Mme Christine Boutin (PACS ayant été porté à la connaissance du bailleur pour la poursuite de la location au profit du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3247)

Son sous-amendement n° 165 (vie commune depuis un an pour la poursuite de la location au profit du partenaire en cas d'abandon de domicile par le titulaire du contrat) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3247)

Soutient le sous-amendement n° 380 de M. Maurice Leroy (vie commune pour la poursuite de la location au profit du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3247)

Son sous-amendement n° 166 (suppression de la poursuite de la location au profit du partenaire en cas de décès du titulaire du contrat) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3247)

Son sous-amendement n° 167 (PACS conclu depuis un an pour la poursuite de la location au profit du partenaire en cas de décès du titulaire du contrat) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3247)

Son sous-amendement n° 168 (vie commune depuis un an pour la poursuite de la location au profit du partenaire en cas de décès du titulaire du contrat) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3247)

Son sous-amendement n° 169 (suppression du droit de reprise du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3247)

Soutient le sous-amendement n° 387 de M. Maurice Leroy (PACS conclu depuis deux ans pour le droit de reprise du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3247)

Soutient le sous-amendement n° 386 de M. Maurice Leroy (PACS conclu depuis un an pour le droit de reprise du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3247)

Son sous-amendement n° 170 (PACS conclu depuis un an pour le droit de reprise du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3247)

Soutient le sous-amendement n° 379 de M. Maurice Leroy (vie commune pour le droit de reprise du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3248)

Son sous-amendement n° 171 (suppression du droit de reprise pour les ascendants ou descendants du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3248)

Soutient le sous-amendement n° 384 de M. Maurice Leroy (PACS conclu depuis deux ans pour le droit de reprise des ascendants ou descendants du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3248)

Soutient le sous-amendement n° 385 de M. Maurice Leroy (PACS conclu depuis un an pour le droit de reprise des ascendants ou descendants du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3248)

Son sous-amendement n° 172 (PACS conclu depuis un an pour le droit de reprise des ascendants ou descendants du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3248)

Soutient le sous-amendement n° 383 de M. Maurice Leroy (vie commune pour le droit de reprise des ascendants ou descendants du partenaire) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 3248)

Article 11 (décrets d'application)

Son sous-amendement n° 174 (consultation des associations familiales) à l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3249)

Son sous-amendement n° 175 (consultation du Conseil économique et social) à l'amendement n° 22 de la commission : rejeté (p. 3249)

Son sous-amendement n° 176 (consultation du conseil supérieur du notariat) à l'amendement n° 22 de la commission : rejeté (p. 3249)

Son sous-amendement n° 177 (consultation des associations de célibataires) à l'amendement n° 22 de la commission : rejeté (p. 3249)

Son sous-amendement n° 178 (consultation de la conférence des bâtonniers) à l'amendement n° 22 de la commission : rejeté (p. 3249)

Son sous-amendement n° 179 (consultation des organisations de greffiers) à l'amendement n° 22 de la commission : rejeté (p. 3249)

Son sous-amendement n° 180 (consultation du Conseil supérieur de la magistrature) à l'amendement n° 22 de la commission : rejeté (p. 3249)

Son sous-amendement n° 173 (avis conforme de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur le décret intéressant des informations nominatives) à l'amendement n° 22 de la commission : rejeté (p. 3249)

Soutient le sous-amendement n° 243 de M. Bernard Accoyer (rapport sur le PACS) à l'amendement n° 22 de la commission : rejeté (p. 3249)

Soutient le sous-amendement n° 356 de M. Bernard Accoyer (rapport sur le fonctionnement et la charge de travail des tribunaux) à l'amendement n° 22 de la commission : rejeté (p. 3250)

Soutient le sous-amendement n° 524 de M. Richard Cazenave (rapport sur le fonctionnement et la charge de travail des tribunaux) à l'amendement n° 22 de la commission : rejeté (p. 3250)

Titre

Son amendement n° 184 ("contrat d'union à libre répudiation") : rejeté (p. 3252)

Son amendement n° 185 ("contrat de sous-mariage") : rejeté (p. 3252)

Son amendement n° 186 ("contrat civil de solidarité") : rejeté (p. 3252)

Son amendement n° 187 soutenu par Mme Christine Boutin ("contrat d'union informelle") (p. 3251) : rejeté (p. 3252)

Son amendement n° 188 soutenu par M. Dominique Dord ("pacte des célibataires sacrifiés") : rejeté (p. 3252)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5550) ; [9 juin 1999] (p. 5613, 5659)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Charles de Courson (taux de 40 % et de 50 % sur les mutations à titre gratuit entre les personnes hétérosexuelles non mariées vivant en couple et ayant ou ayant eu des enfants et abattement de 250 000 F pour le survivant) (p. 5551)

Son sous-amendement n° 323 (compte personnel) à l'amendement n° 120 de M. Charles de Courson (versement des allocations familiales sur le compte du partenaire détenteur de l'autorité parentale) : rejeté (p. 5554)

Article 1er (pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 5555)

Son amendement n° 41 (de suppression) : rejeté (p. 5558)

Avant l'article 515-1 du code civil

Son amendement n° 42 (insertion du contrat civil de solidarité dans le livre troisième du code civil relatif aux contrats) : rejeté (p. 5559)

Soutient l'amendement n° 177 de M. Bernard Accoyer (pacte d'accès à des avantages accordés en dehors du célibat et du mariage) : rejeté (p. 5560)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 54 (durée indéterminée du PACS) : rejeté (p. 5563)

Soutient l'amendement n° 181 de M. Patrick Delnatte (PACS rédigé devant notaire) : rejeté (p. 5564)

Son amendement n° 46 (PACS conclu devant notaire) : rejeté (p. 5565)

Son amendement n° 48 (interdiction de la conclusion d'un PACS par un mineur émancipé) : rejeté (p. 5565)

Son amendement n° 51 (conclusion du PACS par plus de deux personnes) : rejeté (p. 5565)

Son amendement n° 55 (résidence en France de façon stable et régulière) : rejeté (p. 5566)

Son amendement n° 47 (PACS conclu par des partenaires de même sexe) : devenu sans objet (p. 5568)

Son amendement n° 49 (PACS conclu par des partenaires de sexe différent) : rejeté (p. 5568)

Son amendement n° 52 (vie sous le même toit) : rejeté (p. 5569)

Son amendement n° 53 (vie sous le même toit depuis un an) : rejeté (p. 5569)

Son amendement n° 50 (organisation de la vie de couple substituée à celle de la vie commune) : rejeté (p. 5569)

Son amendement n° 56 (PACS contresigné par le témoin de chacun des partenaires) : rejeté (p. 5572)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 57 (suppression des empêchements) : rejeté (p. 5574)

Son amendement n° 58 (suppression de la nullité du PACS conclu entre parents, alliés et collatéraux) : rejeté (p. 5576)

Son amendement n° 59 (suppression de la nullité du PACS dont l'un des partenaires est marié) : rejeté (p. 5576)

Son amendement n° 60 (suppression de la nullité du PACS dont l'un des partenaires est lié par un pacte civil de solidarité) : rejeté (p. 5577)

Son amendement n° 62 (nullité du PACS conclu avec une personne entrée illégalement sur le territoire) : rejeté (p. 5578)

Son amendement n° 63 (nullité du PACS conclu avec une personne entrée illégalement sur le territoire de l'espace Schengen) : rejeté (p. 5578)

Son amendement n° 61 (nullité du PACS conclu avec une personne séjournant illégalement sur le territoire) : rejeté (p. 5578)

Soutient l'amendement n° 171 de M. Bernard Accoyer (nullité du PACS conclu avec une personne séjournant illégalement sur le territoire) : rejeté (p. 5578)

Son amendement n° 64 (nullité du PACS conclu par un mineur émancipé) : rejeté (p. 5578)

Son amendement n° 65 (nullité du PACS conclu par un concubin vivant avec une personne autre que le cocontractant) : rejeté (p. 5579)

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Bernard Accoyer (opposition du procureur de la République à l'enregistrement d'un PACS violant les empêchements de l'article) (p. 5581)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Patrick Delnatte (peine d'un an de prison et 300 000 F d'amende pour les personnes concluant un PACS violant les empêchements de l'article) (p. 5581)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

- Son amendement n° 66 (de suppression) : rejeté (p. 5583)
- Soutient l'amendement n° 16 de M. Claude Goasguen (attestation civile de solidarité passée sous seing privé devant notaire et mentionnée en marge de l'acte de naissance) : rejeté (p. 5584)
- Son amendement n° 69 (déclaration du PACS en mairie) : rejeté (p. 5585)
- Son amendement n° 73 (publication de l'intention de conclure le PACS dans un journal d'annonces légales) : rejeté (p. 5585)
- Son amendement n° 76 (inventaire des biens annexé à la déclaration) : rejeté (p. 5585)
- Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Bernard Accoyer (taxe d'enregistrement du PACS) (p. 5586)
- Son amendement n° 68 (production des pièces d'état civil établissant la nationalité des partenaires) : rejeté (p. 5587)
- Son amendement n° 321 (non inscription de la déclaration par le greffier si la convention contient des dispositions contraires à l'ordre public ou aux bonnes moeurs) : rejeté (p. 5588)
- Son amendement n° 322 (non inscription de la déclaration par le greffier si la convention contient des dispositions manifestement défavorables à l'un des partenaires) : rejeté (p. 5588)
- Son amendement n° 77 (caractère public du registre recensant les déclarations) : rejeté (p. 5589)
- Son amendement n° 78 (registre recensant les déclarations consultable par toute personne y ayant intérêt) : rejeté (p. 5589)
- Son amendement n° 72 (information de la préfecture par le greffier du caractère irrégulier de la situation de l'étranger) : rejeté (p. 5589)
- Son amendement n° 193 (vérification auprès de la préfecture par le greffier de la régularité du séjour de l'étranger) : rejeté (p. 5589)
- Son amendement n° 75 (mention du PACS en marge de l'état civil) : rejeté (p. 5589)
- Son amendement n° 70 (publication de la déclaration dans un journal départemental d'annonces légales) : rejeté (p. 5590)
- Son amendement n° 71 (publication de la déclaration sur un panneau municipal) : rejeté (p. 5590)
- Son amendement n° 194 (date certaine et opposabilité aux tiers conférées par la publication de la mention de la déclaration dans un journal départemental d'annonces légales) : rejeté (p. 5591)
- Soutient l'amendement n° 185 de M. Patrick Delnatte (registre consultable par les tiers) : rejeté (p. 5591)
- Son amendement n° 67 (suppression du dernier alinéa de l'article relatif à la conclusion du PACS à l'étranger) : rejeté (p. 5592)
- Son amendement n° 74 (conclusion d'un PACS à l'étranger par les seuls ressortissants français) : rejeté (p. 5592)
- Soutient l'amendement n° 184 de M. Patrick Delnatte (production de son titre de séjour par le partenaire étranger) : rejeté (p. 5592)
- Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité*
- Son amendement n° 125 (secours et assistance) : rejeté (p. 5616)
- Son amendement n° 130 (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle) : rejeté (p. 5617)
- Son amendement n° 129 (solidarité à l'égard des dettes contractées pour l'éducation des enfants) : rejeté (p. 5619)
- Son amendement n° 128 (solidarité à l'égard des dettes conforme à un cahier des charges défini par décret) : rejeté (p. 5619)
- Son amendement n° 134 (devoir de secours pendant une période minimale de dix ans) : rejeté (p. 5620)
- Son amendement n° 133 (contribution aux charges du ménage) : rejeté (p. 5620)
- Son amendement n° 135 (résidence sous le même toit) : retiré (p. 5620)
- Son amendement n° 131 (obligation des partenaires de nourrir, entretenir et élever les enfants) : rejeté (p. 5620)
- Son amendement n° 132 (obligation des partenaires d'éduquer et préparer l'avenir des enfants) : rejeté (p. 5621)
- Son amendement n° 126 (renoncement à l'adoption par les partenaires de même sexe) : rejeté (p. 5622)
- Son amendement n° 127 (renoncement à la procréation médicalement assistée par les partenaires de même sexe) : rejeté (p. 5622)
- Son amendement n° 136 (présomption de paternité) : rejeté (p. 5623)
- Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité*
- Son amendement n° 137 (de suppression) : rejeté (p. 5623)
- Article 515-6 du code civil : régime des biens après dissolution du pacte civil de solidarité*
- Soutient l'amendement n° 21 de M. Claude Goasguen (de suppression) : rejeté (p. 5626)
- Soutient l'amendement n° 88 de M. Henri Plagnol (de suppression) : rejeté (p. 5626)
- Son amendement n° 138 (de suppression) : rejeté (p. 5626)
- Article 515-7 du code civil : causes de dissolution du pacte civil de solidarité*
- Son amendement n° 139 (de suppression) : rejeté (p. 5629)

Son amendement n° 141 (motivation de la déclaration conjointe) : rejeté (p. 5630)

Son amendement n° 140 (remise de la déclaration conjointe au tribunal ayant reçu la déclaration initiale) : rejeté (p. 5631)

Son amendement n° 142 (répudiation) : rejeté (p. 5632)

Soutient l'amendement n° 163 de M. Bernard Accoyer (motifs exacts de la rupture unilatérale) : rejeté (p. 5635)

Son amendement n° 190 corrigé (signification de la rupture unilatérale par voie d'huissier) : rejeté (p. 5636)

Son amendement n° 192 (maintien pendant un an du devoir d'aide mutuelle et matérielle en cas de rupture unilatérale) : rejeté (p. 5637)

Son amendement n° 191 (signification du mariage le jour de la publication des bans) : rejeté (p. 5638)

Soutient l'amendement n° 161 de M. Bernard Accoyer (fin du PACS lorsque son caractère frauduleux a été démontré par les services fiscaux ou sociaux qui engagent les poursuites pour récupérer les sommes détournées) : rejeté (p. 5639)

Son amendement n° 148 (cessation du PACS six mois après la signification de la rupture unilatérale) : rejeté (p. 5641)

Son amendement n° 147 (maintien de la seule obligation d'aide mutuelle et matérielle entre la signification de la rupture unilatérale et la cessation du PACS) : rejeté (p. 5641)

Son amendement n° 149 (prolongation par le juge du délai entre la signification de la rupture unilatérale et la cessation du PACS) : rejeté (p. 5641)

Son amendement n° 144 (de précision) : rejeté (p. 5641)

Son amendement n° 145 (pension alimentaire attribuée par le juge) : rejeté (p. 5641)

Intervient sur l'amendement n° 303 de Mme Christine Boutin (prise en compte par le juge de la faute, de l'existence d'une société de fait et de l'enrichissement sans cause en cas de désaccord entre les partenaires) (p. 5643)

Son amendement n° 143 (règlement par le juge aux affaires familiales des conséquences de la dissolution du PACS pour les enfants nés de l'union des partenaires) : rejeté (p. 5643)

Son amendement n° 146 (non résiliation du PACS ordonnée par le juge si la rupture entraînait un préjudice d'une exceptionnelle dureté pour un des partenaires ou des enfants) : rejeté (p. 5643)

Son amendement n° 43 (demande d'annulation d'un PACS dans les deux mois suivant la connaissance de sa conclusion par toute personne justifiant d'un intérêt à agir) : rejeté (p. 5644)

Son amendement n° 44 (demande d'annulation d'un PACS par le procureur dans les deux mois suivant son enregistrement) : rejeté (p. 5644)

Son amendement n° 45 (demande d'annulation d'un PACS dans les deux mois suivant la connaissance de

sa conclusion par les parents des partenaires) : rejeté (p. 5644)

Après l'article 1er

Son amendement n° 199 (insertion dans le livre Ier du code civil d'un titre VI ter relatif au choix d'un des statuts du nouveau droit de la famille) : rejeté (p. 5645)

Son amendement n° 198 (insertion dans le livre Ier du code civil d'un titre VI ter relatif au célibat et possibilité offerte aux célibataires de se regrouper par deux) : rejeté (p. 5646)

Son amendement n° 197 (insertion dans le livre Ier du code civil d'un titre VI ter relatif au "concupescence") : rejeté (p. 5647)

Son amendement n° 195 (rapport du Gouvernement au Parlement sur les mesures à prendre en faveur des célibataires) : rejeté (p. 5649)

Son amendement n° 196 (rapport du Gouvernement au Parlement sur la situation des célibataires) : rejeté (p. 5649)

Article 1er bis (majeurs sous tutelle)

Son intervention (p. 5649)

Article 1er ter (définition du concubinage)

Son intervention (p. 5650)

Son amendement n° 200 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (de suppression) : rejeté (p. 5651)

Son amendement n° 204 (union entre deux personnes non mariées et n'étant pas liées par un PACS) : rejeté (p. 5652)

Son amendement n° 202 (union entre deux personnes non mariées de même sexe ou de sexe différent) : rejeté (p. 5652)

Son amendement n° 203 (union entre deux personnes de même sexe ou de sexe différent et n'étant pas liées par un PACS) : rejeté (p. 5652)

Son amendement n° 201 (union entre deux personnes) : rejeté (p. 5652)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Soutient l'amendement n° 24 de M. Claude Goasguen (de suppression) : rejeté (p. 5660)

Soutient l'amendement n° 91 de M. Henri Plagnol (de suppression) : rejeté (p. 5660)

Soutient l'amendement n° 156 de M. Bernard Accoyer (de suppression) : rejeté (p. 5660)

Son amendement n° 205 soutenu par M. Pascal Clément (communauté de vie) : rejeté (p. 5660)

Son amendement n° 206 soutenu par M. Pascal Clément (engagement à nourrir, à entretenir et à élever les enfants) : rejeté (p. 5660)

Son amendement n° 207 soutenu par M. Pascal Clément (engagement à pourvoir à l'éducation des enfants et à préparer leur avenir) : rejeté (p. 5660)

Son amendement n° 208 soutenu par M. Patrick Delnatte (imposition commune à compter du cinquième - et non du troisième - anniversaire de l'enregistrement du PACS) (p. 5660) : rejeté (p. 5661)

Soutient l'amendement n° 154 de M. Bernard Accoyer (délais de paiement pour les contribuables isolés justifiant de difficultés à acquitter leur impôt sur le revenu) : rejeté (p. 5661)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son amendement n° 215 (extension aux successions de la condition de délai applicable aux donations pour le bénéfice des taux de 40 % et de 50 %) : rejeté (p. 5664)

Son amendement n° 213 (communauté de vie pour le bénéfice des taux de 40 % et de 50 %) : rejeté (p. 5664)

Son amendement n° 209 (PACS conclu depuis un an pour le bénéfice des taux de 40 % et de 50 % sur les successions) : rejeté (p. 5664)

Son amendement n° 211 (abattement réduit de 300 000 à 200 000 F) : rejeté (p. 5665)

Soutient l'amendement n° 319 de Mme Christine Boutin (abattement réduit de 300 000 à 250 000 F) : rejeté (p. 5665)

Son amendement n° 212 (abattement de 250 000 F au 1er janvier 2000) : rejeté (p. 5665)

Son amendement n° 216 (extension aux successions de la condition de délai pour le bénéfice de l'abattement) : rejeté (p. 5666)

Son amendement n° 214 (communauté de vie pour le bénéfice de l'abattement) : rejeté (p. 5666)

Son amendement n° 210 (PACS conclu depuis un an pour le bénéfice de l'abattement sur les successions) : rejeté (p. 5666)

Article 4 bis (droits dérivés en matière d'assurance-maladie)

Son intervention (p. 5667)

Son amendement n° 217 (de suppression) : rejeté (p. 5668)

Son amendement n° 219 (partenaire de nationalité française pour le bénéfice des droits) : rejeté (p. 5668)

Son amendement n° 220 (partenaire résidant en France de façon stable et régulière depuis deux ans pour le bénéfice des droits) : rejeté (p. 5669)

Son amendement n° 218 (PACS conclu depuis deux ans pour le bénéfice des droits) : rejeté (p. 5669)

Son amendement n° 222 (communauté de vie depuis un an pour le bénéfice des droits) : rejeté (p. 5669)

Son amendement n° 221 (carte de résident en cours de validité pour le bénéfice des droits) : rejeté (p. 5669)

Article 5 (droit à congés)

Son intervention (p. 5669)

Son amendement n° 223 (PACS conclu depuis un an pour le bénéfice du droit) : rejeté après rectification (p. 5670)

Article 5 bis A (capital décès)

Son intervention (p. 5671)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son intervention (p. 5672)

Son amendement n° 224 (de suppression) : rejeté (p. 5674)

Son amendement n° 260 (PACS conclu sur le territoire national pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5674)

Son amendement n° 225 (PACS conclu depuis cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5675)

Son amendement n° 227 (PACS conclu sur le territoire national avec une personne de nationalité française pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5675)

Son amendement n° 226 (PACS conclu avec une personne de nationalité française pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5675)

Son amendement n° 261 (PACS ne constituant pas l'un des éléments d'appréciation des liens personnels avec la France) : rejeté (p. 5676)

Son amendement n° 259 (PACS pouvant constituer l'un des éléments d'appréciation des liens personnels avec la France) : rejeté (p. 5676)

Son amendement n° 229 (étranger entré de façon régulière sur le territoire et bénéficiant d'un titre de séjour valable pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5677)

Son amendement n° 230 (étranger entré de façon régulière sur le territoire de l'espace Schengen pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5677)

Son amendement n° 228 (étranger entré de façon régulière sur le territoire pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5677)

Son amendement n° 233 (étranger devant avoir constamment bénéficié d'un titre de séjour valable pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5677)

Son amendement n° 231 (étranger n'ayant jamais été condamné par un tribunal français pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5677)

Son amendement n° 232 (étranger n'ayant jamais fait l'objet d'une mesure d'éloignement du territoire pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5677)

Son amendement n° 234 (étranger pouvant prouver une communauté de vie de cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5677)

Son amendement n° 235 (étranger disposant de revenus stables et réguliers pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5677)

Son amendement n° 236 (étranger disposant d'une assurance maladie en France pour le bénéfice des dispositions de l'article) : retiré (p. 5677)

Son amendement n° 262 (étranger disposant d'un titre de séjour d'une durée d'un an pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5677)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Bernard Birsinger (bénéfice immédiat des dispositions de l'article pour les étrangers justifiant d'une communauté de vie antérieure à la promulgation de la loi) (p. 5677)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son amendement n° 266 (PACS conclu depuis un an pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5679)

Son amendement n° 263 (vie commune pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5679)

Son amendement n° 267 (de coordination) : rejeté (p. 5679)

Son amendement n° 264 (de coordination) : rejeté (p. 5679)

Son amendement n° 268 (de coordination) : rejeté (p. 5679)

Son amendement n° 265 (de coordination) : rejeté (p. 5680)

Article 9 (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son amendement n° 271 (vie commune depuis un an pour la poursuite du contrat de location en cas d'abandon du domicile par le partenaire) : rejeté (p. 5680)

Son amendement n° 269 (PACS conclu depuis un an pour la poursuite du contrat de location en cas d'abandon du domicile par le partenaire) : rejeté (p. 5680)

Son amendement n° 272 (vie commune depuis un an pour la poursuite du contrat de location en cas de décès du partenaire) : rejeté (p. 5681)

Son amendement n° 270 (PACS conclu depuis un an pour la poursuite du contrat de location en cas de décès du partenaire) : rejeté (p. 5681)

Son amendement n° 273 (PACS conclu depuis un an pour l'exercice du droit de reprise par le partenaire) : rejeté (p. 5681)

Son amendement n° 274 (PACS conclu depuis un an pour l'exercice du droit de reprise par les ascendants ou descendants du partenaire) : rejeté (p. 5681)

Article 11 (décrets d'application)

Son amendement n° 275 (décrets pris après consultation des associations familiales) : rejeté (p. 5682)

Son amendement n° 276 (décrets pris après consultation du Conseil économique et social) : rejeté (p. 5682)

Son amendement n° 277 (décrets pris après consultation du Conseil supérieur du notariat) : rejeté (p. 5682)

Son amendement n° 278 (décrets pris après consultation des associations de célibataires) : rejeté (p. 5682)

Soutient l'amendement n° 121 de M. Bernard Accoyer (rapport du Gouvernement au Parlement sur l'application de la loi et son coût) : rejeté (p. 5683)

Soutient l'amendement n° 122 de M. Bernard Accoyer (rapport évaluant les conséquences de la loi sur le fonctionnement et la charge de travail des tribunaux) : rejeté (p. 5683)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8181)

Son intervention (p. 8163)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : Etats-Unis (p. 8165, 8166)

Droit pénal : délinquance et criminalité : jeunes (p. 8165)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 8163 à 8165)

Droit pénal : délinquance et criminalité : zones urbaines sensibles (p. 8166)

Etat : Premier ministre : déclarations (p. 8163, 8166)

Etrangers : expulsion (p. 8165)

Etrangers : immigration : majorité (p. 8164, 8165)

Police : crédits (p. 8165, 8166)

Police : effectifs (p. 8165, 8166)

TOURISME

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8577)

Procédure des questions :

TVA : taux réduit (p. 8598, 8600)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Son amendement n° 6 (autorisation par référendum de la ratification ou de l'approbation des traités et accords aménageant les conditions essentielles

d'exercice de la souveraineté nationale) : rejeté (p. 9549)

Article unique (modification de l'article 88-2 de la Constitution)

Son intervention (p. 9557)

Projet de loi n° 956 relatif à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10250)

Son intervention (p. 10255)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 10256)

Justice : aide à l'accès au droit (p. 10256)

Justice : aide juridictionnelle (p. 10256)

Justice : conciliation (p. 10256)

Justice : contentieux : croissance (p. 10255, 10256)

Justice : réforme (p. 10255)

Proposition de loi n° 1205 relative à la validation législative d'actes pris après avis du comité technique paritaire du ministère des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10263)

Son intervention (p. 10266)

Thème :

Fonctionnaires et agents publics : comités techniques paritaires (p. 10266)

Proposition de résolution n° 811 tendant à créer une commission d'enquête relative aux exigences pécuniaires, aux relations financières internationales, à la situation patrimoniale et fiscale des sectes

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10485)

Son intervention (p. 10493)

Thèmes :

Associations (p. 10493, 10494)

Associations : sectes : entreprises (p. 10494)

Associations : sectes : financement (p. 10494)

Associations : sectes : fraude et évasion fiscales (p. 10494)

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Article unique (création de la commission d'enquête)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Raymond Forni (commission de quinze membres) (p. 10495)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 130)

Son intervention (p. 155)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 155)

Secteur public : services publics (p. 156)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255) ; [26 janvier 1999] (p. 373) ; [27 janvier 1999] (p. 500) ; [3 février 1999] (p. 858)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 1083 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 198)

Son amendement n° 1078 soutenu par M. Patrick Ollier (prise en compte de la forte dimension rurale de la France) (p. 264) : rejeté (p. 268)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 1082 : non soutenu (p. 304)

Son amendement n° 1084 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (schémas des services collectifs présentés au Parlement pour avis) (p. 319) : rejeté (p. 320)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son amendement n° 1080 (maintien des services publics existants dans les zones rurales) : rejeté (p. 387)

Son amendement n° 1081 (territoires urbains, périurbains et ruraux aussi concernés par le

développement harmonieux poursuivi par les schémas régionaux) : devenu sans objet (p. 388)

Article 15 (article 18 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs de l'information et de la communication)

Son sous-amendement n° 1214 (émission des mandats postaux sans avoir à effectuer un déplacement de plus de trente minutes) à l'amendement n° 301 de la commission (objectifs et organisation du schéma des télécommunications) : devenu sans objet (p. 518)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Son intervention (p. 861)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 636)

Article 7 (article L. 512-51 du code des communes : armement des agents de police municipale)

Son intervention (p. 650)

Avant l'article 12

Soutient l'amendement n° 2 de M. Guy Drut (coopération entre polices municipales) : rejeté (p. 657)

Article 12 bis (article 62-1 du code de procédure pénale : domiciliation des personnes participant à la procédure)

Son intervention (p. 658)

Article 14 (article L. 78-6 du code de procédure pénale : procédure de relevé d'identité par les agents de police municipale)

Son intervention (p. 658)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Dominique Bussereau (présentation immédiate à tout officier de police judiciaire territorialement compétent du contrevenant refusant ou se trouvant dans l'impossibilité de justifier son identité) (p. 660)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 février 1999] (p. 1167) ; [11 février 1999] (p. 1347)

Article 26 (articles L. 5211-39 et L. 5211-40 du code général des collectivités territoriales - démocratisation et transparence)

Son amendement n° 541 corrigé : non soutenu (p. 1191)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Article L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 542 soutenu par M. Gilles Carrez (suppression de la prise en compte des subventions dans les dépenses de transfert venant minorer le coefficient d'intégration fiscale) : rejeté (p. 1393)

Son amendement n° 543 soutenu par M. Gilles Carrez (suppression de la prise en compte des participations dans les dépenses de transfert venant minorer le coefficient d'intégration fiscale) : rejeté (p. 1393)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [3 mars 1999] (p. 1947)

Article unique (autorisation de ratification du traité d'Amsterdam)

Son intervention (p. 1953)

Projet de loi n° 998 relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3318)

Son intervention (p. 3325)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives aux poursuites (p. 3325)

Droit pénal : composition pénale (p. 3325)

Droit pénal : composition pénale : drogue (p. 3325, 3326)

Droit pénal : composition pénale : fichiers (p. 3326)

Droit pénal : infractions : action publique (p. 3326, 3327)

Droit pénal : infractions : enquêtes (p. 3326, 3327)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 3325)

Discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3332)

Article 1er (articles 41-2 et 41-3 du code de procédure pénale - composition pénale)

Intervient sur le sous-amendement n° 61 de M. Gérard Gouzes (extension de la composition pénale à la conduite sous l'empire d'un état alcoolique) à l'amendement n° 5 de la commission (extension de la composition pénale à la rébellion à agent et à l'usage de stupéfiants) (p. 3336)

Après l'article 1er

Son amendement n° 1 rectifié (ajout d'un alinéa à l'article 40 du code de procédure pénal posant le principe de nullité des vérifications ou poursuites engagées sur l'unique fondement de dénonciations anonymes) : rejeté (p. 3341)

Article 7 (articles 60, 77-1 et 167 du code de procédure pénale - examens techniques et scientifiques)

Soutient l'amendement n° 46 de M. Claude Goasguen (communication systématique aux parties des conclusions des examens) : rejeté (p. 3344)

Article 16 (article 41-1 du code de procédure pénale - durée de conservation des scellés)

Soutient l'amendement n° 48 de M. Claude Goasguen (délai de réclamation d'un objet dont la restitution a été décidée porté de quarante-cinq jours à trois mois) : rejeté (p. 3346)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 60 du Gouvernement (recrutement d'emplois-jeunes par le ministère de la justice) (p. 3353)

Article 21 (articles 694, 695 et 696 nouveaux du code de procédure pénale - entraide judiciaire internationale)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 694 nouveau du code de procédure pénale) (p. 3354)

Ses explications de vote (p. 3356)

Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 3356)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 juin 1999] (p. 5685)

Son intervention (p. 5689)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives aux poursuites (p. 5689)

Droit pénal : composition pénale (p. 5689)

Droit pénal : composition pénale : drogue (p. 5689)

Droit pénal : composition pénale : fichiers (p. 5689, 5690)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 5689)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755)

Article 3 (titre VIII du livre III, articles L. 380-1 à L. 380-4 nouveaux, du code de la sécurité sociale : critères d'affiliation au nouveau régime général et cotisation)

Son amendement n° 36 soutenu par M. Bernard Accoyer (condition de nationalité) : rejeté (p. 3762)

Son amendement n° 37 soutenu par M. Bernard Accoyer (condition d'ancienneté de résidence) (p. 3762) : rejeté (p. 3763)

Son amendement n° 38 (condition de nationalité et d'ancienneté de résidence) : rejeté (p. 3763)

Son amendement n° 39 soutenu par M. Bernard Accoyer (condition d'entrée régulière pour les étrangers) (p. 3762) : rejeté (p. 3763)

Son amendement n° 40 soutenu par M. Bernard Accoyer (condition d'entrée régulière dans l'espace Schengen pour les étrangers) (p. 3762) : rejeté (p. 3763)

Son amendement n° 41 soutenu par M. Bernard Accoyer (modalités de contribution) : rejeté (p. 3764)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6665, 6703)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 6676)

Thème :

Santé : accès aux soins : égalité sociale (p. 6676)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son amendement n° 203 soutenu par M. Lionnel Luca (schéma départemental élaboré en fonction des données démographiques) : rejeté (p. 5338)

Son amendement n° 204 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (schéma départemental approuvé après avis des communes concernées) (p. 5352) : devenu sans objet (p. 5354)

Article 2 (obligations des communes)

Son amendement n° 206 : devenu sans objet (p. 6458)

Article 3 (pouvoir de substitution du représentant de l'Etat)

Son amendement n° 207 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (de suppression) : rejeté (p. 6462)

Proposition de loi n° 1235 modifiant la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 juin 1999] (p. 5696)

Son intervention (p. 5697)

Thèmes :

Professions judiciaires et juridiques : huissiers : droits de l'enfant (p. 5697)

Professions libérales : exercice de la profession : entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée (EURL) (p. 5697)

Proposition de résolution n° 1584 tendant à modifier les articles 50, 91 et 108 du règlement de l'Assemblée nationale

Avant la discussion des articles [29 juin 1999] (p. 6574)

Son intervention (p. 6576)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements (p. 6577, 6578)

Assemblée nationale : députés : liberté d'expression (p. 6577, 6578)

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 6577, 6578)

Assemblée nationale : ordre du jour : propositions de loi (p. 6576, 6577)

Assemblée nationale : questions écrites (p. 6577)

Assemblée nationale : questions orales (p. 6577)

Assemblée nationale : séances (p. 6576)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 6577)

Ses explications de vote (p. 6586)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 6586)

Projet de loi n° 1618 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6740)

Son intervention (p. 6749)

Thèmes :

Défense : loi de programmation militaire (p. 6749)

Défense : professionnalisation (p. 6749)

Défense : réserves (p. 6749, 6750)

Gendarmerie (p. 6750)

Alfred MARIE-JEANNE

*Martinique (4^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1170 modifiant la loi n° 51-46 du 11 janvier 1951 relative à l'enseignement des langues et dialectes locaux [4 novembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

DOM. Martinique : politique économique. Difficultés des entreprises, lutte et prévention [6 octobre 1998] (p. 5958)

DOM. Institut d'émission des DOM. Statut [15 décembre 1998] (p. 10484)

DOM. Martinique : grandes écoles. Concours d'entrée, déroulement [19 janvier 1999] (p. 35)

DOM. Antilles-Guyane : politique extérieure. Association des Etats de la Caraïbe, attitude de la France [1^{er} juin 1999] (p. 5186)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281)

Son intervention (p. 7298)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assemblée nationale : séances (p. 7298)

Commerce extérieur (p. 7298)

Conseil constitutionnel (p. 7298, 7299)

DOM-TOM : institutions (p. 7298, 7299)

Finances publiques (p. 7298)

Politique économique (p. 7298)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1999] (p. 1637)

Son intervention (p. 1649)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité (p. 1649)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : codification (p. 1649)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : histoire (p. 1649)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : information (p. 1650)

Politique extérieure : coopération (p. 1650)

Politique extérieure : coopération : dette publique (p. 1650)

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1656)

Article 1er (la traite négrière et l'esclavage reconnus comme crime contre l'humanité)

Son amendement n° 1 rectifié : retiré (p. 1658)

Article 2 (développement de l'enseignement et de la recherche sur la traite négrière et l'esclavage)

Son amendement n° 2 (documents mis à la disposition des départements d'outre-mer et établissement d'un fonds documentaire) : rejeté (p. 1662)

Article 3 (reconnaissance internationale de la traite négrière et de l'esclavage comme crime contre

l'humanité et instauration d'une journée commémorative)

Son amendement n° 3 (maintien des journées commémoratives dans chacun des départements d'outre-mer) : adopté (p. 1662)

Son amendement n° 4 (action du Gouvernement pour l'élaboration d'une ou de plusieurs conventions internationales) : rejeté (p. 1663)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4697)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son amendement n° 170 rectifié : non soutenu (p. 4701)

Son amendement n° 171 : non soutenu (p. 4702)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6389, 6401)

Article 1er (articles 30 à 30-3 du code de procédure pénale - attributions du ministre de la justice)

Son amendement n° 55 : devenu sans objet (p. 6411)

Gilberte MARIN-MOSKOVITZ

*Territoire-de-Belfort (2^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à favoriser le développement des soins palliatifs (n° 1503) [7 avril 1999]

Rapporteur de la proposition de loi visant à garantir le droit à l'accès aux soins palliatifs (n° 1514) [7 avril 1999]

Rapporteur de la proposition de loi tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie (n° 1515) [7 avril 1999]

Rapporteur de la proposition de loi tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et de l'accompagnement (n° 1560) [7 avril 1999]

Rapporteur de la proposition de loi tendant à créer un congé d'accompagnement des personnes en fin de vie (n° 1353) [7 avril 1999]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie [31 mars 1999]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi :

1. (n° 1515) de Mme Gilberte Marin-Moskovitz tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie ;
2. (n° 1503 rectifiée) de M. Jean-Jacques Denis tendant à favoriser le développement des soins palliatifs ;
3. (n° 1353) de M. Bernard Perrut tendant à créer un congé d'accompagnement des personnes en fin de vie ;
4. (n° 1514) de M. Roger-Gérard Schwartzberg visant à garantir le droit à l'accès aux soins palliatifs ;
5. (n° 1560) de M. Jean-Louis Debré tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et de l'accompagnement [29 avril 1999] (n° 1563)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Matériel électrique et électronique. Alstom, fusion avec ABB, emploi et activité [24 mars 1999] (p. 2765)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Procédure des questions :

Urbanisme : développement social urbain (DSU) : famille (p. 7911)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10531)

Thèmes :

Femmes : parité : Conseil constitutionnel (p. 10531)

Femmes : parité : Constitution (p. 10532)

Femmes : parité : histoire (p. 10531)

Femmes : parité : propositions de loi (p. 10531, 10532)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4159)

Son intervention (p. 4159)

Thèmes :

Bioéthique : euthanasie (p. 4161)

Santé : douleur (p. 4159)

Santé : soins palliatifs : enseignement (p. 4160)

Santé : soins palliatifs : généralités (p. 4159)

Santé : soins palliatifs : soins et maintien à domicile (p. 4159)

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4185) ; [11 mai 1999] (p. 4337)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (définition des soins palliatifs et accès à ces soins)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (caractère relatif de la gravité de la maladie) : adopté (p. 4340)

Soutient l'amendement n° 15 corrigé de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4341)

Après l'article 10

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (dispositif spécifique pour les fonctionnaires) : adopté (p. 4357)

Jean-Paul MARIOT

*Haute-Saône (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Représentant suppléant de la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'U.E.O. [J.O. du 30 juin 1999] (p. 9626)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1313 autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4439)

Son intervention (p. 4441)

Thème :

Politiques communautaires : actions extérieures : coopération et développement (p. 4442)

Alain MARLEIX

*Cantal (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 12 février 1999] (p. 2287)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Voirie. A 75. Travaux, délais [10 novembre 1998] (p. 8708)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 505, posée le 30 novembre 1998. Elevage. Porcs (J.O. Questions p. 6455). Appelée le 1^{er} décembre 1998. Aides de l'Etat (p. 9733)

n° 620, posée le 8 février 1999. Aménagement du territoire. Politiques communautaires (J.O. Questions p. 674). Appelée le 9 février 1999. Fonds structurels, Massif central (p. 1063)

n° 849, posée le 31 mai 1999. Agroalimentaire. Lait et produits laitiers (J.O. Questions p. 3204). Appelée le 1^{er} juin 1999. Pasteurisation, politiques communautaires (p. 5166)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5875)

Son intervention (p. 5877)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 5877)

Agriculture : montagne (p. 5878)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5877)

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6380)

Après l'article 50

Soutient l'amendement n° 56 corrigé de M. Patrick Ollier (modalités d'attribution des biens de section) : retiré (p. 6421)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4933)

Son intervention (p. 4935)

Thèmes :

- Agriculture : conjoints (p. 4935)
- Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4935)
- Agriculture : installation (p. 4935)
- Agriculture : opération groupée d'aménagement foncier (OGAF) (p. 4935)
- Agroalimentaire : labels (p. 4935)
- Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 4935)
- Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4936)
- Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4935)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495)

Son intervention (p. 2519)

Thèmes :

- DOM-TOM (p. 2520)
- Politiques communautaires : budget (p. 2519)
- Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2519, 2520)
- Union européenne : fonds structurels (p. 2520)

Franck MARLIN

*Essonne (2^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe du Rassemblement pour la République*

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Béatrice MARRE

*Oise (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1999 [J.O. du 10 décembre 1998] (p. 18624)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 12 février 1999] (p. 2287)

Chargée d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'agriculture et de la pêche et de M. le Ministre de l'agriculture et de la pêche [J.O. du 29 septembre 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 4 : Agriculture et pêche (agriculture) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052) [3 décembre 1998]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052) [3 décembre 1998] (n° 1247)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [25 novembre 1998] (p. 9499)

Union européenne. Conseil européen. Berlin, bilan [30 mars 1999] (p. 3021)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5833)

Son intervention (p. 5854)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5855)

Commerce extérieur : exportations : agriculture (p. 5855)

Environnement : espace rural (p. 5855)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5855, 5856)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5854, 5855)

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 6003) ; [8 octobre 1997] (p. 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6380)

Article 3 (création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 6028)

Article 18 (création du statut de conjoint collaborateur)

Son intervention (p. 6207)

Article 45 (prise en compte des fonctions économique, environnementale et sociale de l'espace agricole et forestier)

Son intervention (p. 6404)

Après l'article 47

Son amendement n° 824 (représentation des organisations professionnelles agricoles à la délimitation des zones de préemption) : adopté après rectification (p. 6413)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380, 3403)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 3397)

Son intervention (p. 3413)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 3414)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 3414)

Commerce extérieur : exportations : agriculture (p. 3397)

Impôt sur le revenu : bénéficiaires agricoles (p. 3414)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 3397, 3414)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3397, 3414)

Union européenne : élargissement (p. 3414)

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 3452)

Intervient sur le sous-amendement n° 217 de M. Charles de Courson (non plafonnement des aides) à l'amendement n° 9 de la commission (modulation et plafonnement des aides sur la base des critères économiques de l'exploitation) (p. 3458)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son intervention (p. 3488)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (suppression de l'avant-dernier alinéa introduit par le Sénat relatif à la préservation des exploitations familiales) (p. 3493)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (seuils) (p. 3494)

Intervient sur le sous-amendement n° 218 de M. Germain Gengenwin (seuils) à l'amendement n° 29 de la commission (p. 3494)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Jean Priol (seuils) (p. 3494)

Après l'article 43 sexies

Soutient l'amendement n° 154 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (identification des animaux) : adopté après modifications (p. 3545)

Article 44 quater A (mesures relatives aux médicaments homéopathiques vétérinaires)

Soutient l'amendement n° 156 corrigé de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (de précision) : adopté (p. 3549)

Soutient l'amendement n° 165 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (règles applicables même si les animaux ne sont pas destinés à l'alimentation humaine) : adopté (p. 3549)

Soutient l'amendement n° 171 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (de précision) : adopté (p. 3549)

Article 65 (présentation d'un rapport sur l'adaptation de la fiscalité agricole et sur les charges comparées des différentes catégories d'actifs ruraux)

Intervient sur le sous-amendement n° 219 de M. Charles de Courson (reconnaissance de l'entreprise agricole) à l'amendement n° 150 de la commission (cotisations sociales et fiscalité des jeunes pour faciliter l'installation) (p. 3571)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4933)

Son intervention (p. 4942)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4942)

Impôt sur le revenu : bénéfiques agricoles (p. 4942)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4942)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4942, 4943)
 Santé : santé publique : veille sanitaire (p. 4943)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605)

Son intervention (p. 8626)

Thème avant la procédure des questions :

Femmes : politique à l'égard des femmes (p. 8626, 8627)

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8765)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 8766)

Agriculture : crédits (p. 8765)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 8765, 8766)

Agriculture : installation (p. 8766)

Agriculture : offices d'intervention (p. 8767)

Agroalimentaire : certification de qualité (p. 8767)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 8766)

Enseignement agricole (p. 8765)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8767)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8766, 8767)

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 8765)

Vote des crédits [12 novembre 1998] (p. 8820)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8821)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8823)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8825)

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8825)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8825)

Avant l'article 75

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Charles de Courson (fiscalité des entreprises agricoles individuelles) (p. 8829)

Intervient sur l'amendement n° 104 du Gouvernement (revalorisation des retraites agricoles) (p. 8831)

Intervient sur l'amendement n° 27 rectifié de M. Charles de Courson (montant de la contribution sociale de solidarité) (p. 8832)

Crédits inscrits au paragraphe II de l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 103 du Gouvernement (augmentation de crédits pour financer la revalorisation des retraites agricoles) (p. 8832)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 1998] (p. 9509)

Son intervention (p. 9518)

Thème :

Union européenne : Traité d'Amsterdam : femmes (p. 9518)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10535)

Thèmes :

Elections et référendums : femmes (p. 10535)

Femmes : parité : Union européenne (p. 10535)

Parlement : rôle : parité (p. 10535)

Partis et mouvements politiques : financement public : femmes (p. 10535)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [26 janvier 1999] (p. 373) ; [2 février 1999] (p. 749)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son intervention (p. 191)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Son intervention (p. 374)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Son intervention (p. 769)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1247)

Son intervention (p. 1257)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 1257)

Femmes : parité (p. 1257)

Femmes : politique à l'égard des femmes : Parlement (p. 1257)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 1890)

Son intervention (p. 1930)

Thèmes :

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1891)

Union européenne : accords de Schengen (p. 1891)

Union européenne : institutions communautaires (p. 1891, 1930)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1890, 1891, 1931)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495)

Son intervention (p. 2497)

Thèmes :

Agriculture : céréales (p. 2499)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 2499)

Agriculture : primes (p. 2498)

Agroalimentaire : lait et produits laitiers (p. 2498, 2499)

Agroalimentaire : viticulture (p. 2498)

Elevage : bovins (p. 2498)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 2497)

Politiques communautaires : budget (p. 2497)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2497 à 2499)

Déclaration du Gouvernement n° 1733 présentée par M. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur sur l'organisation mondiale du commerce

[23 juin 1999] (p. 6331)

Son intervention (p. 6346)

Thèmes :

Agriculture (p. 6347)

Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 6347)

Enfants : travail (p. 6347)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 6346, 6347)

Politique économique : mondialisation (p. 6346, 6347)

Union européenne : Commission : négociations (p. 6347)

Jean MARSAUDON

*Essonne (7^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1509 tendant à permettre aux titulaires d'un contrat de travail de droit public à durée déterminée de solliciter un report d'incorporation au service national [31 mars 1999]

Proposition de loi n° 1510 tendant à renforcer la protection de l'environnement dans les espaces périurbains [31 mars 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi n° 1186 relatif à l'organisation de certains services au transport aérien****PREMIÈRE LECTURE****Procédure d'examen simplifiée [10 décembre 1998] (p. 10368)**

Son intervention (p. 10373)

Thèmes :

Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (p. 10373)

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 10373)

Transports aériens : sécurité (p. 10373)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4370)**

Son intervention (p. 4373)

Thèmes :

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement : bruit (p. 4374)

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 4374)

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4388, 4445)

Article 1er (autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire)

Article L. 227-1 du code de l'aviation civile : création et composition de l'Autorité administrative indépendante

Son amendement n° 47 (dénomination et prérogatives de l'Autorité indépendante) : devenu sans objet (p. 4393)

Article L. 227-2 du code de l'aviation civile : régime d'incompatibilité des membres de l'Autorité

Son amendement n° 48 (limitation des incompatibilités) : devenu sans objet (p. 4397)

Son amendement n° 50 (limitation des incompatibilités) : devenu sans objet (p. 4397)

Article L. 227-4 du code de l'aviation civile : compétences de l'Autorité pour le contrôle du bruit au voisinage des neuf aéroports les plus importants

Son amendement n° 51 soutenu par M. Jacques Myard (souci d'harmonisation européenne) : rejeté (p. 4401)

DEUXIÈME LECTURE**Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6642)**

Son intervention (p. 6646)

Thèmes :

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement : consultation (p. 6647)

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 6647)

Urbanisme : permis de construire : plans d'exposition au bruit (p. 6647)

Projet de loi n° 1688 portant approbation d'un avenant à la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche, signée le 14 mars 1986**PREMIÈRE LECTURE****Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6635)**

Son intervention (p. 6639)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : grandes infrastructures : sécurité des usagers (p. 6640)

Sociétés : actionnaires : dividendes (p. 6640)

Daniel MARSIN

*Guadeloupe (1^{ère} circonscription)
Appartenu au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur du projet de loi rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (n° 1173) [27 mai 1999]

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7839)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7839)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 11 juin 1999] (p. 8566)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 11 juin 1999] (p. 8566)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1173 rectifié) portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-973 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer [3 juin 1999] (n° 1673)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281, 7313)

Son intervention (p. 7333)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture (p. 7334)

Assemblée nationale : séances (p. 7333)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 7334)

Culture (p. 7335)

Défense : service national (p. 7334)

DOM : Guadeloupe (p. 7333 à 7335)

DOM-TOM : institutions (p. 7333, 7335)

Emploi (p. 7333 à 7335)

Finances publiques : budget de l'Etat (p. 7333, 7334)

Industrie (p. 7334)

Logement (p. 7334)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1999] (p. 1637)

Son intervention (p. 1652)

Thèmes :

DOM : Guadeloupe (p. 1653, 1654)

Droit pénal : crimes contre l'humanité (p. 1653)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : histoire (p. 1653)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : information (p. 1653)

Proposition de résolution n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final / n° E 1061)**Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)**

Son intervention (p. 2578)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4532)

Son intervention (p. 4565)

Thème :

DOM-TOM : Radio France outre-mer (RFO) (p. 4565)

Discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4697)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Intervient sur l'amendement n° 168 de Mme Huguette Bello (conditions de diffusion outre-mer de France 2 et de La cinquième-Arte) (p. 4700)

Soutient l'amendement n° 427 rectifié de M. Léo Andy (conditions de diffusion outre-mer de France 2 et de La cinquième-Arte ; rôle et impact de RFO) : retiré (p. 4700)

Projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5740)

Son intervention (p. 5742)

Thèmes :

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 5742, 5743)

Sécurité sociale : protection sociale : Dom-Tom (p. 5742)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : sang et organes humains (p. 5742)

Travail : droit du travail : Dom-Tom (p. 5742, 5743)

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5757)

Article 1er (ratification des ordonnances)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (ratification tenant compte des amendements qu'adopterait l'Assemblée) : adopté (p. 5758)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Michel Buillard (exclusion de la ratification du titre Ier de l'ordonnance n° 98-522 du 24 juin 1998 - droit du travail en Polynésie française) (p. 5758)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 4 du Gouvernement (rectification de l'ordonnance n° 98-522 du 24 juin 1998 - article L. 141-4 du code du travail applicable à Mayotte) (p. 5758)

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (rectification de l'ordonnance n° 98-522 du 24 juin 1998 - article 20 de l'ordonnance n° 85-1181 du 13 novembre 1985) (p. 5758)

Intervient sur l'amendement n° 5 du Gouvernement (rectification de l'ordonnance n° 98-522 du 24 juin 1998 - articles 31 et 32 de l'ordonnance n° 85-1181 du 13 novembre 1985) (p. 5758)

Projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5740)

Discussion générale commune du projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1175 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1176 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par

ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer et du projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (voir DOM-TOM 1173)

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5763)

Article 1er (domaines d'intervention de l'habilitation)

Soutient l'amendement n° 3 de M. Camille Darsières (extension à la législation relative aux transports intérieurs) : adopté (p. 5765)

Christian MARTIN

*Maine-et-Loire (3^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 845, posée le 31 mai 1999. Politique extérieure. Maroc (J.O. Questions p. 3204). Appelée le 1^{er} juin 1999. Sahara occidental, attitude de la France (p. 5170)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8039)

Procédure des questions :

Logement : logements-foyers (p. 8054)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8054)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)

Procédure des questions :

Entreprises : financement : création (p. 8969)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1559)

Son intervention (p. 1573)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : énergie électrique (p. 1573, 1574)

Energie et carburants : électricité (p. 1573)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1573)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1573)

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 2 (missions du service public de l'électricité)

Son sous-amendement n° 749 (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) à l'amendement n° 181 de la commission (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) : devenu sans objet (p. 1618)

Soutient l'amendement n° 3 de M. Léonce Deprez (missions des communes et de leurs groupements) : rejeté (p. 1621)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF)

Soutient l'amendement n° 7 de M. Léonce Deprez (préavis d'un an avant la suspension) : rejeté (p. 1715)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)

Soutient l'amendement n° 48 corrigé de M. Jean Proriol (autorisation au profit des collectivités locales pour leurs propres services et établissements) : rejeté (p. 1717)

Intervient sur l'amendement n° 209 de la commission (rédactionnel) (p. 1717)

Soutient l'amendement n° 49 de M. Pierre Micaux (cas des distributeurs non nationalisés) : rejeté (p. 1719)

Article 35 (pouvoir réglementaire de la CRE)

Son amendement n° 551 soutenu par M. Claude Birraux (références aux contrats de concession plutôt qu'aux dispositions législatives) : rejeté (p. 1788)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 1999] (p. 4337)

Article 1er (définition des soins palliatifs et accès à ces soins)

Intervient sur l'amendement n° 36 de Mme Christine Boutin (maladie évolutive ou terminale) (p. 4340)

Projet de loi n° 1564 autorisant la ratification de la convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, faite à Paris le 17 décembre 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4573)

Son intervention (p. 4580)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance financière : coopération judiciaire (p. 4580)

Organisations internationales : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (p. 4580)

Politiques communautaires : commerce extra-communautaire : corruption (p. 4580)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6642)

Son intervention (p. 6645)

Philippe MARTIN

*Marne (6^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [19 mai 1999] (p. 4594)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 506, posée le 30 novembre 1998. Voirie. RN 51 (J.O. Questions p. 6455). Appelée le 1^{er} décembre 1998. Aménagement, tronçon Epernay Reims (p. 9731)

n° 895, posée le 21 juin 1999. Etablissements de santé. Services d'urgence (J.O. Questions p. 3709). Appelée le 22 juin 1999. Maintien, Sézanne (p. 6256)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6327)

Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier" et "produit pays")

Son intervention (p. 6345)

Intervient sur le sous-amendement n° 975 corrigé du Gouvernement (précision de la définition de chacun des signes d'identification de la qualité ou de l'origine des produits) à l'amendement n° 776 rectifié de M. Jean-Michel Marchand (codification des signes de qualité) (p. 6350)

Article 40 (organisation de l'INAO, extension des compétences de l'INAO aux indications géographiques protégées)

Son intervention (p. 6351)

Intervient sur l'amendement n° 171 de la commission (codification de l'Institut national des appellations d'origine au sein du code rural) (p. 6353)

Intervient sur l'amendement n° 174 rectifié de la commission (rôle de l'INAO) (p. 6357)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 181 de la commission (inscriptions devant figurer sur l'étiquette d'un produit

bénéficiaire d'une appellation d'origine contrôlée) (p. 6360)

Intervient sur l'amendement n° 533 de M. François Patriat (information des consommateurs lors des campagnes publicitaires) (p. 6361)

Intervient sur l'amendement n° 478 du Gouvernement (création d'un logo "appellation d'origine contrôlée") (p. 6362)

Intervient sur l'amendement n° 941 de la commission (création d'un logo "appellation d'origine contrôlée") (p. 6363)

Intervient sur l'amendement n° 180 rectifié de la commission (syndicats et associations de producteurs de produits d'appellation d'origine contrôlée) (p. 6365)

Après l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 480 rectifié du Gouvernement (création d'un fonds de valorisation et de communication) (p. 6374)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438)

Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier", "montagne" et "produits pays")

Son intervention (p. 3520)

Article 40 ter (création du logo "appellation d'origine contrôlée")

Intervient sur l'amendement n° 91 de la commission (exclusion des vins du champ d'application du logo officiel AOC) (p. 3530)

Article 43 ter (mise en place d'une surveillance biologique du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Charles de Courson (renforcement de la protection des AOC) (p. 3539)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765, 8807)

Son intervention (p. 8792)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : installation (p. 8792)

Agroalimentaire : certification de qualité (p. 8792)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8793)

Prestations familiales : allocations familiales : agriculture (p. 8792)

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 8792)

Retraites : régime agricole : mutualité sociale agricole (p. 8793)

Procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation : montagne (p. 8812)

Agroalimentaire : entreprises : aides (p. 8817)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son intervention (p. 5333)

Son amendement n° 234 (schéma départemental prévoyant le type d'aires d'accueil en fonction des différentes catégories de population faisant partie des gens du voyage) : rejeté (p. 5341)

Son amendement n° 252 (schéma départemental élaboré par le préfet, le président du conseil général, les maires et les présidents de groupements de communes de plus de 5 000 habitants) : rejeté (p. 5352)

Son amendement n° 231 : non soutenu (p. 6446)

Son amendement n° 250 (réunion annuelle de la commission consultative pour prendre connaissance du bilan de l'action menée au titre de la présente loi et de l'application effective du schéma départemental) : devenu sans objet (p. 6451)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Son amendement n° 251 (saisine directe de l'autorité administrative par le maire sans recours au juge pour l'expulsion en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) : rejeté (p. 6482)

Son amendement n° 233 : non soutenu (p. 6486)

Son amendement n° 248 soutenu par M. Charles Cova (juge statuant dans le délai de quarante-huit heures et en dernier ressort) : rejeté (p. 6487)

Son amendement n° 232 : devenu sans objet (p. 6488)

Son amendement n° 247 : devenu sans objet (p. 6488)

Patrice MARTIN-LALANDE

*Loir-et-Cher (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome III : Culture et communication (culture) (n° 1112) [8 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1763 relative à la chasse de nuit [30 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 671, posée le 8 mars 1999. Communes. Informatique (J.O. Questions p. 1294). Appelée le 9 mars 1999. Logiciels, traitement des dates, aides de l'Etat (p. 2121)

n° 763, posée le 26 avril 1999. Aménagement du territoire. Zonage (J.O. Questions p. 2414). Appelée le 27 avril 1999. Loir-et-Cher (p. 3612)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER*

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6846)

Après l'article 4

Son amendement n° 318 soutenu par M. Michel Bouvard (non-imposition de la plus-value réalisée lors de la cession de matériels informatiques à un établissement d'enseignement) (p. 6724) : rejeté (p. 6725)

Son amendement n° 317 soutenu par M. Michel Bouvard (application du régime de la provision des

entreprises de presse aux agences de presse dont l'activité est principalement consacrée à l'information politique) : rejeté (p. 6725)

Son amendement n° 320 soutenu par M. Michel Bouvard (instauration d'un amortissement exceptionnel pour les investissements correspondant à la mise en oeuvre de postes de télétravail) (p. 6727) : rejeté (p. 6728)

Après l'article 19

Son amendement n° 319 soutenu par M. Gilles Carrez (application du taux réduit de la TVA aux CD-rom) : rejeté (p. 6855)

Son amendement n° 322 soutenu par M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA aux services d'information accessibles par les réseaux de télécommunication) : rejeté (p. 6855)

Son amendement n° 321 soutenu par M. Gilles Carrez (application du taux réduit de la TVA aux services de presse électroniques) : rejeté (p. 6855)

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES***CULTURE****Examen du fascicule [21 octobre 1998] (p. 7077)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 7079)

Thèmes avant la procédure des questions :

Culture : crédits (p. 7079)

Culture : politique culturelle (p. 7081)

Patrimoine culturel : conservation : nouvelles technologies (p. 7081)

Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 7080)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)**

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale : entreprises (p. 8099)

DÉFENSE**Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8290)**

Procédure des questions :

Défense : GIAT-Industries (p. 8294, 8295)

COMMUNICATION**Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8909)**

Procédure des questions :

Arts et spectacles : musique : nouvelles technologies (p. 8928)

**ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES
ADDITIONNELS NON RATTACHÉS**

17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)

Après l'article 69

Son amendement n° 151 soutenu par M. Michel Bouvard (instauration d'un régime fiscal favorisant l'équipement des ménages en matériel informatique) : rejeté (p. 9073)

Après l'article 74

Son amendement n° 11 soutenu par M. Michel Bouvard (assouplissement du seuil de 25 % de détention du capital retenu pour la définition des biens professionnels en matière d'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté (p. 9122)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8484, 8525) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 728 (insertion du contrat civil de vie commune dans le livre troisième du code civil, après le "mariage et les régimes matrimoniaux") : rejeté (p. 8490)

Son amendement n° 727 (insertion du PACS dans le livre troisième du code civil, après le "mariage et les régimes matrimoniaux") : rejeté (p. 8490)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 729 soutenu par M. Yves Fromion (impossibilité d'être "pacsé" plus de trois fois) (p. 8550) : rejeté (p. 8551)

Après l'article 515-8 du code civil

Son amendement n° 723 (intervention du tribunal de grande instance sur les conséquences de la dissolution du PACS et possibilité de prestation compensatoire) : rejeté (p. 9902)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 766 (délai de cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 9940)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son amendement n° 773 (de suppression) : rejeté (p. 9989)

Article 7 (prise en compte du pacte civil de solidarité dans l'examen d'une demande de naturalisation)

Son amendement n° 775 soutenu par M. Yves Fromion (de suppression) (p. 10000) : adopté (p. 10001)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son amendement n° 777 soutenu par M. Thierry Mariani (priorité donnée aux couples mariés) : rejeté (p. 10179)

Son amendement n° 778 (de coordination) : rejeté (p. 10183)

Son amendement n° 779 soutenu par M. Yves Fromion (de coordination) : rejeté (p. 10184)

Article 12 (compensation des pertes éventuelles de recettes)

Son amendement n° 780 : devenu sans objet (p. 10219)

Article 1er (suite) (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 726 précédemment réservé (contrat civil de vie commune) : retiré (p. 10224)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 130)

Son intervention (p. 144)

Thème :

Informatique (p. 144)

Discussion des articles [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 500)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 810 de M. Didier Quentin (présidence assurée par le ministre de l'économie en cas d'absence du Premier ministre) (p. 376)

Article 15 (article 18 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs de l'information et de la communication)

Son intervention (p. 514)

Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 517)

Soutient l'amendement n° 408 de M. Henry Chabert (de suppression) : rejeté (p. 517)

Intervient sur l'amendement n° 680 de M. François Brottes (prise en compte des évolutions technologiques et des obligations à la charge des opérateurs) (p. 521)

Son amendement n° 611 (égal accès à tous) : devenu sans objet (p. 521)

Intervient sur le sous-amendement n° 1220 de M. Patrick Ollier (de précision) à son amendement n° 611 (p. 521)

Son amendement n° 613 (tarification abordable pour tous) : rejeté (p. 522)

Son amendement n° 614 (attribution d'une adresse électronique pour tous les Français) : rejeté (p. 523)

Son amendement n° 612 (mise en place d'un observatoire de l'internet) : rejeté (p. 527)

Son amendement n° 615 (téléprocédures administratives) : adopté (p. 528)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Son intervention (p. 862)

Intervient sur l'amendement n° 1169 du Gouvernement (mise en commun de moyens pour assurer l'accessibilité et la qualité des services publics) (p. 879)

Intervient sur le sous-amendement n° 1188 de M. Jean-Claude Daniel (de précision) à l'amendement n° 1169 du Gouvernement (p. 879)

Soutient l'amendement n° 1143 de M. Christian Estrosi (mise en commun de moyens pour assurer l'accessibilité et la qualité des services publics) : devenu sans objet (p. 879)

Article 25 (article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones prioritaires ultra-périphériques)

Son intervention (p. 884)

Son amendement n° 1196 (cumul des exonérations de charges bénéficiant aux entreprises avec celles prévues pour la mise en place de la réduction du temps de travail) : rejeté (p. 890)

Son amendement n° 1195 (cumul des exonérations de charges bénéficiant aux entreprises avec celles prévues pour la mise en place de la réduction du temps de travail) : rejeté (p. 890)

Article 26 (article 61 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones de revitalisation rurale)

Son amendement n° 1197 soutenu par M. Patrick Ollier (exonérations de charges accordées aux entreprises situées dans les zones de revitalisation rurale cumulables avec celles prévues pour la mise en place de la réduction du temps de travail) : rejeté (p. 902)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des [9 février 1999] (p. 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 21 (article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales - création des établissements publics de coopération intercommunale - fixation du périmètre)

Son amendement n° 528 soutenu par M. Jacques Péliissard (suppression de l'approbation implicite du périmètre par défaut de délibération du conseil municipal et inscription d'office, à la demande du préfet, de la délibération à l'ordre du jour de la prochaine séance du conseil) : rejeté (p. 1146)

Article 23 (articles L. 5211-12 à L. 5211-15 du code général des collectivités territoriales - conditions d'exercice des mandats des membres des conseils ou comités intercommunaux)

Soutient l'amendement n° 526 de M. Michel Bouvard (extension de l'indemnité de fonction aux présidents et vice-présidents des syndicats mixtes composés exclusivement de collectivités locales ou de collectivités locales et de leurs groupements) : adopté après rectification (p. 1180)

Article 24 (articles L. 5211-16 à L. 5211-20 du code général des collectivités territoriales - modifications statutaires)

Son amendement n° 529 (de coordination) : rejeté (p. 1184)

Article 50 précédemment réservé (article 1609 quinquies C du code général des impôts - régime fiscal des communautés de communes)

Son amendement n° 530 soutenu par M. Robert Poujade (suppression des conditions démographiques exigées, pour la perception de la taxe professionnelle de zone, des communautés de communes créées ou issues de la transformation d'un établissement public de coopération intercommunale depuis la date de publication de la loi) : rejeté (p. 1339)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Article L. 5211-29 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 531 : non soutenu (p. 1387)

Son amendement n° 532 : non soutenu (p. 1390)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1559)

Son intervention (p. 1578)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1578, 1579)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1578)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4532)

Son intervention (p. 4556)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4556, 4557)

Télécommunications : Internet : musique (p. 4557)

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son amendement n° 516 : non soutenu (p. 4626)

Après l'article 28

Son amendement n° 515 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (responsabilité des intermédiaires techniques) (p. 5074) : rejeté (p. 5077)

Son amendement n° 517 soutenu par M. Christian Kert (taux de TVA applicables aux CD-Rom) : rejeté (p. 5078)

Son amendement n° 519 soutenu par M. Laurent Dominati (allègement fiscal pour les nouveaux services d'information) : rejeté (p. 5078)

Son amendement n° 518 soutenu par M. Laurent Dominati (taux réduit de TVA pour les produits français du numérique) : rejeté (p. 5078)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5318)

Thèmes :

Gens du voyage (p. 5318)

Gens du voyage : stationnement : dotations de l'Etat (p. 5318)

Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 5318, 5319)

Gens du voyage : stationnement : préfets (p. 5318)

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son intervention (p. 5332)

Son amendement n° 279 (schéma départemental élaboré en fonction du suivi des enfants) : rejeté (p. 5338)

Son amendement n° 288 (réalisation des aires d'accueil après enquête publique) : rejeté (p. 5340)

Son amendement n° 278 (possibilité pour le maire de limiter à quarante-huit heures la durée de stationnement sur un terrain de passage) : rejeté (p. 5346)

Son amendement n° 109 (schéma national d'accueil pour les grandes migrations des gens du voyage) : rejeté (p. 5346)

Son amendement n° 110 : devenu sans objet (p. 5346)

Son amendement n° 287 (définition après enquête publique des aires accueillant les rassemblements traditionnels ou occasionnels) : rejeté (p. 5348)

Soutient l'amendement n° 204 de M. Thierry Mariani (schéma départemental approuvé après avis des communes concernées) : devenu sans objet (p. 5354)

Son amendement n° 280 (schéma départemental approuvé en concertation avec les communes) : devenu sans objet (p. 5354)

Son amendement n° 281 (schéma départemental approuvé après consultation des communes) : devenu sans objet (p. 5354)

Son amendement n° 282 (délai de dix-huit mois pour l'approbation du schéma départemental à compter de la publication des décrets d'application de la loi) : rejeté (p. 5358)

Soutient l'amendement n° 144 de M. Lionnel Luca (composition de la commission consultative) : rejeté (p. 6450)

Soutient l'amendement n° 73 de M. Lionnel Luca (composition de la commission consultative) : rejeté (p. 6450)

Soutient l'amendement n° 141 de Mme Chantal Robin-Rodrigo (composition de la commission consultative - associations intervenant auprès des gens du voyage) : rejeté (p. 6450)

Son amendement n° 286 (composition de la commission consultative - associations intervenant auprès des gens du voyage) : rejeté (p. 6450)

Soutient l'amendement n° 121 de M. Gérard Hamel (consultation des commissions des départements limitrophes par la commission consultative) : rejeté (p. 6450)

Son amendement n° 107 (bilan annuel d'application du schéma départemental établi par la commission consultative et possibilité de désignation d'un médiateur en son sein) : adopté après modifications (p. 6451)

Soutient l'amendement n° 149 de M. Lionnel Luca (commission consultative évaluant chaque année l'application de la présente loi et du schéma départemental et associée à la révision et à l'élaboration de ce dernier) : devenu sans objet (p. 6451)

Intervient sur l'amendement n° 250 de M. Philippe Martin (réunion annuelle de la commission consultative pour prendre connaissance du bilan de l'action menée au titre de la présente loi et de l'application effective du schéma départemental) (p. 6451)

Soutient l'amendement n° 14 de M. Bernard Schreiner (possibilité pour les maires et les présidents des groupements de communes des communes concernées d'assister aux réunions de la commission consultative) : rejeté (p. 6452)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Lionnel Luca (dépôt d'une caution par les usagers des aires d'accueil) (p. 6455)

Article 2 (obligations des communes)

Son amendement n° 108 (précision relative au respect du délai de deux ans suivant l'approbation du schéma départemental pour sa mise en œuvre par les communes de plus de 5 000 habitants via un établissement public de coopération intercommunale ou des conventions intercommunales) : retiré (p. 6457)

Soutient l'amendement n° 133 de M. Gérard Hamel (fixation par la commission consultative du délai de réalisation des obligations des communes après l'approbation du schéma départemental) : rejeté (p. 6458)

Soutient l'amendement n° 156 de M. Didier Quentin (délai de deux ans suivant la publication et non l'approbation du schéma départemental pour sa mise en œuvre par les communes de plus de 5 000 habitants) : adopté (p. 6458)

Intervient sur l'amendement n° 85 rectifié de la commission (transfert de la compétence à un établissement de coopération intercommunale ou passation d'une convention intercommunale

n'exonérant pas les communes de plus de 5 000 habitants de réaliser une aire d'accueil sur leur territoire) (p. 6458)

Son amendement n° 283 : devenu sans objet (p. 6458)

Soutient l'amendement n° 152 de M. Lionnel Luca (prohibition des activités professionnelles bruyantes ou de stockage sur les aires d'accueil et enlèvement régulier des ordures ménagères et des huiles à moteur usagées) : rejeté (p. 6459)

Soutient l'amendement n° 145 de M. Lionnel Luca (prohibition des caravanes et des habitations mobiles dans les zones dangereuses) : rejeté (p. 6461)

Soutient l'amendement n° 154 de M. Lionnel Luca (présence d'un gardien assermenté sur les terrains familiaux accueillant plus de dix caravanes) : rejeté (p. 6461)

Article 3 (pouvoir de substitution du représentant de l'Etat)

Soutient l'amendement n° 207 de M. Thierry Mariani (de suppression) : rejeté (p. 6462)

Son amendement n° 290 (de suppression) : rejeté (p. 6462)

Soutient l'amendement n° 125 de M. Gérard Hamel (respect des obligations imposées par le schéma départemental aux communes ou aux établissements de coopération intercommunale) : rejeté (p. 6463)

Article 4 (participation financière de l'Etat à l'aménagement des aires d'accueil)

Soutient l'amendement n° 9 de M. Bernard Schreiner (financement des travaux réalisés et non pas engagés) : rejeté (p. 6466)

Soutient l'amendement n° 212 de M. Émile Blessig (financement des travaux réalisés et non pas engagés) : rejeté (p. 6466)

Soutient l'amendement n° 11 de M. Bernard Schreiner (subventions complémentaires accordées aux communes et groupements de communes de plus de 5 000 habitants par la région, le département et les caisses d'allocations familiales) : rejeté (p. 6466)

Soutient l'amendement n° 214 de M. Émile Blessig (subventions complémentaires accordées aux communes et groupements de communes de plus de 5 000 habitants par la région, le département et les caisses d'allocations familiales) : rejeté (p. 6466)

Article 5 (aide des organismes de sécurité sociale aux personnes gestionnaires d'aires d'accueil)

Soutient l'amendement n° 160 de M. Didier Quentin (suppression du financement par les organismes de sécurité sociale) : rejeté (p. 6467)

Article 6 (organisation des interventions sociales relatives aux gens du voyage)

Soutient l'amendement n° 13 de M. Bernard Schreiner (conventions passées entre les gestionnaires des aires d'accueil et le département révisables tous les six ans) : rejeté (p. 6467)

Soutient l'amendement n° 217 de M. Émile Blessig (conventions passées entre les gestionnaires des aires d'accueil et le département révisables tous les six ans) : rejeté (p. 6467)

Soutient l'amendement n° 129 de M. Gérard Hamel (fixation par la commission consultative d'une redevance au profit de la commune ayant réalisé l'aire d'accueil) : rejeté (p. 6467)

Soutient l'amendement n° 181 de M. Éric Doligé (majoration de la dotation globale de fonctionnement des départements) : rejeté (p. 6468)

Article 7 (majoration de la population prise en compte au titre du calcul de la DGF)

Reprend l'amendement n° 225 de M. Daniel Vachez (majoration de trois habitants et non d'un habitant par place de caravane) : rejeté (p. 6470)

Son amendement n° 274 : non soutenu (p. 6471)

Article 8 (dispositions modifiant le code de l'urbanisme)

Soutient l'amendement n° 161 de M. Didier Quentin (suppression des paragraphes I et II de l'article relatifs à l'insertion de l'accueil des gens du voyage dans le code de l'urbanisme) : rejeté (p. 6471)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Son intervention (p. 6478)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Bernard Schreiner (saisine directe de l'autorité administrative par le maire sans recours au juge pour l'expulsion en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) (p. 6482)

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Émile Blessig (saisine directe de l'autorité administrative par le maire sans recours au juge pour l'expulsion en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) (p. 6482)

Intervient sur l'amendement n° 251 de M. Philippe Martin (saisine directe de l'autorité administrative par le maire sans recours au juge pour l'expulsion en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) (p. 6482)

Son amendement n° 275 (expulsion ordonnée par le préfet à la demande des maires des communes ayant satisfait aux obligations de l'article 28 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990) : retiré (p. 6482)

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Patrice Martin-Lalande (expulsion ordonnée par le préfet à la demande des maires des communes ayant satisfait aux obligations de l'article 28 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990) (p. 6482)

Son amendement n° 272 (mise en œuvre de la procédure sans identification formelle des contrevenants) : rejeté (p. 6484)

Son amendement n° 276 (immobilisation ou mise en fourrière des véhicules tractant les caravanes dans l'attente de la décision du juge) : rejeté (p. 6484)

Soutient l'amendement n° 75 de M. Lionnel Luca (saisine du président du tribunal de grande instance par le maire lorsque le stationnement sur un terrain privé viole les règles d'urbanisme) : rejeté (p. 6485)

Son amendement n° 285 (juge prescrivait et non pouvant prescrire aux occupants de terrains privés ou appartenant au domaine privé de la commune de rejoindre l'aire d'accueil ou de quitter le territoire communal) : rejeté (p. 6485)

Son amendement n° 268 soutenu par M. Jean-Jacques Weber (juge statuant dans le délai de vingt-quatre heures) (p. 6486) : rejeté (p. 6487)

Son amendement n° 269 (juge statuant dans le délai de quarante-huit heures) : rejeté (p. 6487)

Son amendement n° 273 (possibilité d'exécution immédiate de la décision du juge) : retiré (p. 6488)

Son amendement n° 289 : devenu sans objet (p. 6488)

Son amendement n° 270 : devenu sans objet (p. 6488)

Son amendement n° 271 : devenu sans objet (p. 6488)

Son amendement n° 277 : devenu sans objet (p. 6488)

Jacques MASDEU-ARUS

*Yvelines (12^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1712 relative à la création de centres de rééducation pour les mineurs délinquants récidivistes et à la suppression des allocations familiales aux parents d'enfants délinquants ou ne respectant pas l'obligation d'assiduité scolaire [16 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Professions de santé. Infirmiers libéraux. Exercice de la profession, établissements d'accueil pour personnes âgées [1^{er} décembre 1998] (p. 9750)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [19 mai 1999] (p. 4592)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 883, posée le 14 juin 1999. Sécurité routière. Permis de conduire (J.O. Questions p. 3530). Appelée le 15 juin 1999. Examen, nombre de places offertes (p. 5809)

*DÉBATS***Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) [12 octobre 1998] (p. 6290)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son intervention (p. 5903)

Après l'article 32

Son amendement n° 348 soutenu par M. Christian Jacob (organisations de producteurs pour les maraîchers) : rejeté (p. 6303)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8399)

Son intervention (p. 8416)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 8417, 8418)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : droits de l'enfant (p. 8416, 8417)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : finances publiques (p. 8416, 8417)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fratreries (p. 8417)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 8417)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 8417)

Etrangers : intégration (p. 8418)

Famille (p. 8417)

Parlement : rôle (p. 8418)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 441 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8470)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 444 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8496)

Son amendement n° 445 (conclusion du PACS par deux personnes) : retiré (p. 8514)

Son amendement n° 447 (adresse commune de résidence principale depuis dix ans pour conclure un PACS) : rejeté (p. 8540)

Son amendement n° 448 (adresse commune de résidence principale depuis cinq ans pour conclure un PACS) : rejeté (p. 8540)

Son amendement n° 449 (adresse commune de résidence principale depuis deux ans pour conclure un PACS) : rejeté (p. 8540)

Son amendement n° 446 (adresse commune de résidence principale pour conclure un PACS) : rejeté (p. 8540)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 450 (de suppression) : rejeté (p. 8545)

Son amendement n° 451 (conclusion du PACS entre parents) : rejeté (p. 8548)

Son amendement n° 452 (conclusion du PACS entre ascendant et descendant en ligne directe) : rejeté (p. 8549)

Son amendement n° 453 (conclusion du PACS entre alliés en ligne directe et entre collatéraux jusqu'au troisième degré) : rejeté (p. 8549)

Son amendement n° 454 (conclusion du PACS entre alliés en ligne directe) : rejeté (p. 8549)

Son amendement n° 455 (conclusion du PACS entre collatéraux jusqu'au troisième degré) : rejeté (p. 8549)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 456 (de suppression) : rejeté (p. 8565)

Son amendement n° 457 : non soutenu (p. 9768)

Son amendement n° 458 (inscription du PACS en marge de l'état civil des partenaires) : rejeté (p. 9770)

Après l'article 515-3 du code civil

Son amendement n° 461 (engagement écrit des partenaires de même sexe à ne pas adopter ni à avoir recours à la procréation médicale assistée) : rejeté (p. 9782)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 462 (ajout de l'obligation de fidélité, de secours et d'assistance) : non soutenu (p. 9796)

Son amendement n° 463 : non soutenu (p. 9814)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 464 soutenu par M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 9816) : rejeté (p. 9820)

Article 515-6 du code civil : régime des biens après dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 465 (de suppression) : rejeté (p. 9829)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 467 (de suppression) : non soutenu (p. 9832)

Après l'article 1er

Son amendement n° 480 : non soutenu (p. 9903)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 470 (de suppression) : rejeté (p. 9923)

Son amendement n° 474 soutenu par M. Bernard Accoyer (suppression de l'imposition commune des revenus) (p. 9932) : rejeté (p. 9933)

Son amendement n° 471 soutenu par M. Thierry Mariani (délai de dix ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9937) : rejeté (p. 9940)

Son amendement n° 472 (délai de cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 9940)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son amendement n° 473 (de suppression) : rejeté (p. 9954)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 479 (de suppression) : vote réservé à la demande du Gouvernement (p. 9970) : rejeté (p. 10001)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son amendement n° 481 (de suppression) : rejeté (p. 9989)

Son amendement n° 482 soutenu par M. Thierry Mariani (PACS ne pouvant être conclu par une personne en situation irrégulière) : rejeté (p. 9996)

Article 7 (prise en compte du pacte civil de solidarité dans l'examen d'une demande de naturalisation)

Son amendement n° 483 soutenu par M. Yves Fromion (de suppression) (p. 10000) : adopté (p. 10001)

Article 10 (dispositions applicables aux fratries)

Son amendement n° 485 soutenu par M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 10197) : rejeté au scrutin public (p. 10202)

Article 1er (suite) (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 443 précédemment réservé (contrat de vie commune) : retiré (p. 10224)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 636)

Article 1er (article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des agents de police municipale)

Son intervention (p. 636)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4445)

Article 1er (autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire)

Article L. 227-4 du code de l'aviation civile : compétences de l'Autorité pour le contrôle du bruit au voisinage des neuf aéroports les plus importants

Soutient l'amendement n° 55 deuxième correction de M. Christian Estrosi (champ de compétence de l'Autorité) : rejeté (p. 4403)

Marius MASSE

*Bouches-du-Rhône (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 31 octobre 1998] (p. 16481)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 31 octobre 1998] (p. 16481)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 497, posée le 23 novembre 1998. Voirie. Rocade L 2 (J.O. Questions p. 6315). Appelée le 24 novembre 1998. Aménagement, Marseille (p. 9395)

Jean-Pierre MASSERET

Secrétaire d'Etat des anciens combattants

Est nommé Secrétaire d'Etat à la défense chargé des anciens combattants. Décret du 23 mars 1999 [J.O. du 24 mars 1999] (p. 4399)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. François Rochebloine. Anciens combattants et victimes de guerre. Défense des intérêts moraux. Anciens combattants d'Afrique du Nord [27 octobre 1998] (p. 7394)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Dominique Gillot. Enseignement maternel et primaire : personnel. Directeurs d'école. Rémunérations, écoles spécialisées [6 octobre 1998] (p. 5927)

M. Bernard Roman. Enseignement supérieur. Instituts Universitaires de Formation des Maîtres (IUFM). Locaux, rénovation, aides de l'Etat [6 octobre 1998] (p. 5926)

M. Yves Coussain. Agriculture. Aides. Formalités administratives, simplification [24 novembre 1998] (p. 9404)

M. René André. Elevage. Lait. Quotas de production [24 novembre 1998] (p. 9405)

M. Jean-Claude Daniel. Anciens combattants et victimes de guerre. Victimes du STO. Titre de déporté du travail, création [24 novembre 1998] (p. 9406)

M. Bernard Roman. Sécurité publique. Services départementaux d'incendie et de secours. Présidents et vice-présidents, indemnité de fonction [1^{er} décembre 1998] (p. 9736)

M. Noël Mamère. Patrimoine culturel. Musées. Oeuvres d'art confisquées pendant la Seconde Guerre

mondiale, indemnisation [1^{er} décembre 1998] (p. 9738)

M. Michel Voisin. Associations. Anciens maquis de l'Ain et du Haut-Jura. Mise en liquidation judiciaire [1^{er} décembre 1998] (p. 9735)

M. Marc Reymann. Papiers d'identité. Passeport. Renouvellement, coût, conséquences, bi-nationaux [1^{er} décembre 1998] (p. 9737)

M. Maxime Gremetz. Anciens combattants et victimes de guerre. Victimes du STO. Dénomination [2 mars 1999] (p. 1828)

M. Charles Miossec. Défense. Arsenaux. Direction des constructions navales (DCN), emploi et activité, Brest [2 mars 1999] (p. 1829)

M. Georges Sarre. Sports. Football. Arrêt Bosman, conséquences, Stade de France, exploitation [23 mars 1999] (p. 2707)

M. Charles Cova. Bourses d'études. Enseignement supérieur. Conditions d'attribution [23 mars 1999] (p. 2701)

M. Jean-Pierre Abelin. Collectivités territoriales. Elus locaux. Responsabilité pénale [23 mars 1999] (p. 2706)

M. Laurent Dominati. Enseignement. Zone d'éducation prioritaire (ZEP). Classement, Paris, 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e arrondissements [23 mars 1999] (p. 2702)

M. Jean Espilondo. Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel, classes bilingues, langues régionales, basque [23 mars 1999] (p. 2703)

M. Alain Néri. Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Puy-de-Dôme [23 mars 1999] (p. 2704)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Ses interventions (p. 8216, 8222)

Ses réponses (p. 8223 à 8229)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 8218)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 8216)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant volontaire de la résistance (p. 8218, 8219)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits : action sociale (p. 8217)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 8216)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 8217)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 8217)

Pensions militaires d'invalidité : allocations aux grandes invalides (p. 8219)

guerre d'Algérie : Afrique du Nord (p. 8220)

Réponses aux questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : préretraites (p. 8224) (M. Georges Sarre) (p. 8224)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : préretraites (p. 8228) (M. Pierre Lasbordes) (p. 8227)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : Royaume-Uni (p. 8222) (M. Jean-Jacques Weber) (p. 8222)

Anciens combattants et victimes de guerre : anciens combattants et victimes de guerre : administration (p. 8223) (Mme Martine David) (p. 8223)

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : Afrique du Nord (p. 8228) (M. Robert Gaïa) (p. 8228)

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : contrats emploi-jeunes (p. 8229) (M. Jean-Claude Beauchaud) (p. 8228)

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : Marseille (p. 8227) (M. Guy Teissier) (p. 8226)

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : Union européenne (p. 8225) (Mme Nicole Ameline) (p. 8225)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 8223) (Mme Véronique Neiertz) (p. 8223)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations : politique à l'égard des jeunes (p. 8224) (Mme Annette Peulvast-Bergeal) (p. 8224)

Impôt sur le revenu : quotient familial : anciens combattants et victimes de guerre (p. 8226) (M. Michel Herbillon) (p. 8225)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : durée d'assurance : Afrique du Nord (p. 8227) (M. Éric Doligé) (p. 8227)

Vote des crédits [6 novembre 1998] (p. 8229)

Après l'article 76

Soutient l'amendement n° 55 rectifié du Gouvernement (bénéfice de la carte d'ancien combattant aux Français ayant passé un minimum de quinze mois sous les drapeaux en Algérie) : adopté (p. 8230)

Soutient l'amendement n° 56 rectifié du Gouvernement (suppression de l'obligation de bénéficier pendant six mois consécutifs de l'allocation différentielle pour

prétendre à l'allocation de préparation à la retraite) : adopté (p. 8230)

Projet de loi n° 11 créant le Conseil national des communes "Compagnon de la Libération"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1998] (p. 10767)

Son intervention (p. 10767)

Sa réponse (p. 10775)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : résistants (p. 10768, 10775)

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : résistants (p. 10775)

Anciens combattants et victimes de guerre : résistants (p. 10768)

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : communes (p. 10767, 10768)

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : communes (p. 10775)

Discussion des articles [17 décembre 1998] (p. 10775)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4425)

Son intervention (p. 4426)

Thème :

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : communes (p. 4426)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5711)

Son intervention (p. 5712)

Sa réponse (p. 5724)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 5712)

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs (p. 5724)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 5712)

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5724)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Projet de loi n° 1618 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6759)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 46 (modification du code du service national)

Soutient l'amendement n° 83 du Gouvernement (âge limite de la préparation militaire porté à trente ans) : adopté (p. 6781)

Jacqueline MATHIEU-OBADIA

*Alpes-Maritimes (2^{ème} circonscription)
Députés n'appartenant à aucun groupe
Rassemblement pour la République*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 1^{er} décembre 1998] (p. 18140)

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 décembre 1998] (p. 18184)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 17 décembre 1998] (p. 19078)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle [J.O. du 4 juin 1999] (p. 8274)

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1762 tendant à mettre fin à la limite territoriale de compétence des huissiers de justice auprès des tribunaux d'instance [30 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Sans-papiers. Régularisation [1^{er} décembre 1998] (p. 9749)

Jeunes. Délinquance. Mineurs de moins de treize ans, circulation après minuit, interdiction [26 janvier 1999] (p. 365)

Enseignement secondaire. Baccalauréat. Epreuves d'histoire géographique [23 juin 1999] (p. 6367)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 700, posée le 22 mars 1999. Police. Fonctionnement (J.O. Questions p. 1621). Appelée le 23 mars 1999. Effectifs de personnel, Nice (p. 2700)

n° 797, posée le 10 mai 1999. Baux. Location (J.O. Questions p. 2740). Appelée le 11 mai 1999. Presbytères, réglementation (p. 4295)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [27 mai 1999] (p. 5060)

Son intervention (p. 5062)

Thèmes :

Emploi : convention de conversion (p. 5062)

Formation professionnelle : formation continue (p. 5062)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 5062)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 5062)

Proposition de loi n° 1259 portant modification de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [11 février 1999] (p. 1308)

Son intervention (p. 1312)

Thèmes :

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires (p. 1312, 1313)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 1313)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3706)

Son intervention (p. 3720)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : bénéficiaires (p. 3720)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3721)

Professions de santé : chirurgiens dentistes : étudiants (p. 3721)

Discussion des articles [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 35 (articles L. 162-16-1 à L. 162-16-3 nouveaux, L. 161-34, L. 161-36 nouveau, L. 162-33 et L. 625 du code de la sécurité sociale : convention entre les pharmaciens d'officine et l'assurance maladie)

Son amendement n° 27 (révision des quotas requis pour l'ouverture d'une officine) : rejeté (p. 3972)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 446 du Gouvernement (fonctions hospitalières des étudiants en chirurgie dentaire) (p. 4007)

Intervient sur le sous-amendement n° 271 de M. Jean-Michel Dubernard (avis de la conférence des doyens de facultés de médecine) à l'amendement n° 16 de la commission (statut des praticiens adjoints contractuels) (p. 4015)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 1999] (p. 5999)

Article 37 sexvicies (articles L. 570, L. 571, L. 571-1, L. 572 et L. 573 du code de la santé publique, article 30 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 et article 26 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 : création, transfert et regroupement d'officines de pharmacie)

Son amendement n° 192 : non soutenu (p. 6039)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 mai 1999] (p. 4987) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Article 21 (article 28 de loi du 30 septembre 1986 : quotas d'œuvres musicales d'expression francophone)

Intervient sur l'amendement n° 423 de M. Christian Cuvilliez (proportion d'œuvres musicales d'expression française) (p. 5009)

Soutient l'amendement n° 539 de M. Renaud Muselier (proportion d'œuvres musicales d'expression française) : rejeté (p. 5009)

Didier MATHUS

*Saône-et-Loire (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur du projet de loi portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997 (n°1187) [1^{er} octobre 1998]

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Cesse d'appartenir au conseil d'administration de la fondation du patrimoine [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17120)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome IV : Culture et

communication (communication) (n° 1112)
[8 octobre 1998]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les évolutions actuelles du paysage audiovisuel américain [4 novembre 1998] (n° 1161)

Rapport déposé au nom de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes, sur les comptes de l'Assemblée nationale de l'exercice 1997 [7 décembre 1998] (n° 1249)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1187) et la lettre rectificative (n° 1541) modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication [5 mai 1999] (n° 1578)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Audiovisuel et communication. Canal Plus. Fusion avec le groupe Murdoch, conséquences, exception culturelle [3 mars 1999] (p. 1967)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

COMMUNICATION

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8909)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 8911)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : Arte (p. 8911)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 8912)

Audiovisuel et communication : France 2 (p. 8912)

Audiovisuel et communication : La Cinquième (p. 8911)

Presse et livres : presse régionale (p. 8911)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8912)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2436)

Article 1er (indemnisation en présence de clauses minières valides)

Son intervention (p. 2438)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501, 4532) ; [19 mai 1999] (p. 4596)

Son intervention (p. 4505)

Intervient sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 4534)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 4607)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4505, 4507, 4508)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4505, 4506, 4508)

Audiovisuel et communication : programmes (p. 4507)

Audiovisuel et communication : publicité (p. 4506)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4506, 4534, 4607)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 4505 à 4507)

Marchés publics : contrats : audiovisuel et communication (p. 4505)

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852) ; [26 mai 1999] (p. 4974, 4987) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (notion de "missions de service public") : adopté (p. 4618)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (introduction des notions de "citoyenneté" et de "développement durable") : adopté (p. 4625)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (introduction de la notion de "diffusion des connaissances sociales") : adopté (p. 4626)

Soutient l'amendement n° 62 rectifié de la commission (intégration de l'éducation à l'audiovisuel et aux médias dans les missions de service public) : adopté (p. 4626)

Soutient l'amendement n° 64 rectifié de la commission (garanties d'honnêteté, d'indépendance et de pluralisme des informations) : adopté (p. 4627)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (missions de l'INA) : adopté (p. 4628)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (introduction de la notion de "pôle industriel") : adopté (p. 4661)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (promotion des langues et cultures régionales) : rejeté (p. 4663)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (promotion de la langue française par RFO) : adopté (p. 4702)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (répartition des stations régionales de Radio-France) : adopté (p. 4704)

Article 3 (article 45 de la loi du 30 septembre 1986 : constitution et missions de la Société La Cinquième-ARTE)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (clarification des missions des deux chaînes) : retiré (p. 4712)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (aspect éducatif de "La Cinquième") : adopté (p. 4712)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (institution d'un conseil des téléspectateurs) : retiré (p. 4717)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (représentation des téléspectateurs) : retiré (p. 4728)

Soutient l'amendement n° 75 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4731)

Soutient l'amendement n° 76 de la commission (nomination des administrateurs) : adopté (p. 4736)

Article 47-3 de la loi du 30 septembre 1986 : nomination des présidents de RFO, Radio France et RFI

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (nomination du président de RFI) : rejeté (p. 4746)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 80 de la commission (exclusivité commerciale de diffusion) : adopté après modifications (p. 4751)

Article 5 (article 49 de la loi du 30 septembre 1986 : Institut national de l'audiovisuel (INA))

Soutient l'amendement n° 81 de la commission (renvoi à un décret pour la définition de la notion d'extrait d'œuvre audiovisuelle) : adopté (p. 4753)

Soutient l'amendement n° 82 de la commission (missions de l'INA) : adopté après modifications (p. 4755)

Soutient l'amendement n° 83 de la commission (avis consultatif du CSA) : rejeté (p. 4755)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 84 de la commission (durée du mandat des membres du conseil d'administration de l'INA) : devenu sans objet (p. 4756)

Soutient l'amendement n° 609 de la commission (nomination du directeur général) : adopté (p. 4756)

Article 6 (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des sociétés du secteur public de la communication audiovisuelle)

Soutient l'amendement n° 274 de la commission (rédactionnel) : rejeté (p. 4762)

Soutient l'amendement n° 85 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4763)

Soutient l'amendement n° 86 de la commission (dépôt d'un rapport annuel) : adopté (p. 4766)

Soutient l'amendement n° 87 de la commission (répartition des ressources) : retiré (p. 4767)

Soutient l'amendement n° 88 de la commission (affectation de la totalité des ressources) : adopté (p. 4770)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (de précision) : adopté (p. 4770)

Soutient le sous-amendement n° 90 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (exonérations de la redevance et publicité) : adopté (p. 4775)

Article 7 (articles 18, 24, 26, 34-1, 46, 48, 48-2, 48-3, 48-9, 48-10, 51, 56, 62, 73 de la loi du 30 septembre 1986, article L. 4433-28 du code général des collectivités territoriales et annexe II de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 : coordination)

Soutient l'amendement n° 91 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4856)

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (de coordination) : adopté (p. 4858)

Soutient l'amendement n° 94 de la commission (de coordination) : adopté (p. 4858)

Son amendement n° 638 (de coordination) : adopté (p. 4858)

Après l'article 7

Soutient l'amendement n° 95 de la commission (transparence tarifaire de TDF) : adopté (p. 4863)

Article 8 (dispositions transitoires)

Soutient l'amendement n° 96 de la commission (de coordination) : adopté (p. 4864)

Article 9 (article 15 de la loi du 30 septembre 1986 : protection des mineurs vis-à-vis de programmes ou de messages susceptibles de nuire à leur épanouissement et respect de la dignité de la personne)

Soutient l'amendement n° 98 de la commission (suppression de la référence à la discrimination) : adopté (p. 4872)

Article 10 (article 20-2 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : retransmission en clair des événements d'importance majeure)

Soutient l'amendement n° 99 de la commission (suppression de la soumission de la liste des événements majeurs au CSA) : adopté (p. 4877)

Article 13 (article 27 de la loi du 30 septembre 1986 : réglementation du télé-achat et des services d'autopromotion)

Soutient l'amendement n° 100 de la commission (prévention de l'abus des autopromotions) : adopté (p. 4882)

Soutient l'amendement n° 610 de la commission (de coordination) : adopté (p. 4883)

Article 15 (article 19 de la loi du 30 septembre 1986 : demande d'informations notamment financières formulées par le CSA à l'égard des opérateurs et de leurs actionnaires)

Soutient l'amendement n° 650 de la commission (de précision) : adopté (p. 4975)

Soutient l'amendement n° 102 de la commission (durée des périodes d'investigations du CSA) : adopté (p. 4976)

Article 16 (article 29 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs des dossiers de candidature et critères retenus par le CSA pour les autorisations des fréquences radiophoniques)

Soutient l'amendement n° 103 de la commission (fréquences réservées pour les radios à mission sociale de proximité) : retiré (p. 4979)

Intervient sur l'amendement n° 139 de la commission des finances (fréquences réservées pour les associations de protection de l'environnement) (p. 4980)

Intervient sur l'amendement n° 104 de la commission (critères d'attribution équilibrée des fréquences) (p. 5073)

Article 19 (article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 : intervention du Conseil de la concurrence et du CSA en matière de pratiques anticoncurrentielles et d'opérations de concentration dans le secteur de la communication audiovisuelle)

Soutient l'amendement n° 105 rectifié de la commission (saisine du Conseil de la concurrence) : adopté après modifications (p. 4995)

Article 20 (article 27 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne terrestre)

Soutient l'amendement n° 107 de la commission (contribution à la recherche et à la formation en audiovisuel) : adopté (p. 5004)

Après l'article 20

Soutient l'amendement n° 611 de la commission (encadrement des conditions de rédaction des décrets précisant les critères et obligations des productions) : adopté (p. 5006)

Article 21 (article 28 de loi du 30 septembre 1986 : quotas d'oeuvres musicales d'expression francophone)

Soutient l'amendement n° 108 de la commission (critères "environnementaux") : retiré (p. 5009)

Article 22 (article 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conditions de reconduction de l'autorisation des services de radiodiffusion et de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre hors appel à candidatures)

Soutient l'amendement n° 110 de la commission (de correction) : adopté (p. 5015)

Soutient l'amendement n° 651 de la commission (limites de renouvellement des autorisations) : adopté (p. 5019)

Soutient l'amendement n° 113 de la commission (pouvoirs d'estimation du CSA) : adopté (p. 5021)

Article 23 (coordination)

Soutient l'amendement n° 114 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5024)

Article 24 (article 33 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de radiodiffusion sonore et de télévision distribués par câble ou par satellite)

Soutient l'amendement n° 115 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5024)

Soutient l'amendement n° 116 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5024)

Soutient l'amendement n° 117 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5025)

Après l'article 24

Soutient l'amendement n° 118 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5026)

Article 26 (article 34 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services par câble)

Soutient l'amendement n° 612 de la commission (productions indépendantes) : adopté (p. 5028)

Soutient l'amendement n° 613 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 5028)

Soutient l'amendement n° 121 de la commission (délai d'étude des modifications de plan de service) : adopté (p. 5030)

Article 28 (articles 42, 42-1, 42-2 et 42-4 de la loi du 30 septembre 1986 : pouvoirs de sanction du CSA)

Soutient l'amendement n° 128 de la commission (suppression de la procédure d'instruction par le Conseil d'Etat des décisions de sanction prononcées par le CSA) : adopté (p. 5073)

Jean-François MATTEI

*Bouches-du-Rhône (2^{ème} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 1681 visant à créer une commission d'enquête sur les dysfonctionnements en matière de santé et de sécurité alimentaire révélés par l'affaire du poulet à la dioxine [8 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elections et référendums. Droit de vote. Pièces d'identité requises, Aubagne [24 mars 1999] (p. 2758)

Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [13 avril 1999] (p. 3584)

Consommation. Sécurité des produits. Produits alimentaires [1^{er} juin 1999] (p. 5184)

DÉBATS

Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1998] (p. 6241, 6281)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 6256) : adoptée (p. 6281)

Thèmes :

Constitution : préambule (p. 6261, 6265)

Cultes (p. 6260)

Droit civil : successions (p. 6258)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 6261)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : obligations (p. 6261)

Droit civil : pacte d'intérêt commun (p. 6258, 6259)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 6259, 6263, 6264)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 6257, 6258, 6260, 6262, 6263)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 6258, 6259, 6262, 6263 à 6265)

Enfants : droits de l'enfant (p. 6265)

Etat (p. 6258, 6262, 6265)

Famille : concubinage (p. 6257, 6258)

Famille : concubinage (p. 6258)

Famille : politique familiale (p. 6262 à 6264)

Femmes (p. 6257)

Justice : Cour de cassation (p. 6258)

Lois (p. 6260, 6264)

Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme (p. 6263)

Parlement : rôle (p. 6256)

Pays étrangers : Pays-Bas : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 6263, 6264)

Santé : sida (p. 6257, 6259)

Union européenne : Cour de justice : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 6263)

Union européenne : Parlement européen : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 6263, 6264)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7399)

Son intervention (p. 7426)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 7486)

Thèmes :

Sécurité sociale : assurance personnelle : secteur privé (p. 7427)

Sécurité sociale : conventions avec les praticiens : secteur privé (p. 7428)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 7426)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8325)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 8353)

Thème :

Assemblée nationale : Président (p. 8353)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8525) ; [2 décembre 1998] (p. 9931)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 534 soutenu par M. François Goulard (prohibition de l'adoption pour les signataires de même sexe) (p. 8526) : rejeté (p. 8533)

Après l'article 2

Son amendement n° 532 soutenu par M. Dominique Dord (exonération des droits d'enregistrement pour l'attestation civile de solidarité) : rejeté (p. 9949)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3034, 3057)

Son intervention (p. 3071)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3071)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : mariage (p. 3072)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 3072)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : égalité (p. 3071)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 3072)

Etat : Gouvernement : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3071)

Famille : vie commune (p. 3072)

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Son sous-amendement n° 316 soutenu par M. Claude Goasguen (interdiction de l'adoption pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) (p. 3156) : rejeté (p. 3160)

Après l'article 2

Son amendement n° 433 soutenu par M. Dominique Dord (acte de signature de l'attestation civile de solidarité exonéré de droits d'enregistrement) : rejeté (p. 3220)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9197)

Son intervention (p. 9198)

Thèmes :

Drogue : toxicomanie (p. 9199)

Sports : dopage : généralités (p. 9198)

Sports : médecine du sport (p. 9199)

Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) : sports (p. 9199)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 avril 1999] (p. 3658)

Soutient la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 3675) : rejetée (p. 3686)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : assurance personnelle (p. 3676)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 3677)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : bénéficiaires (p. 3678)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3679, 3680)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : Etats-Unis (p. 3680)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : financement (p. 3678)

Assurance maladie maternité : généralités : mutuelles (p. 3681)

Assurance maladie maternité : prestations : ticket modérateur (p. 3676, 3677)

Constitution : préambule : santé (p. 3676)

Santé : politique de la santé (p. 3682, 3683)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 3677)

Sécurité sociale : protection sociale : politique contractuelle (p. 3682)

Sécurité sociale : protection sociale : réforme (p. 3681)

Sécurité sociale : régime de rattachement : régime de solidarité (p. 3677)

Discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3806, 3853)

Article 12 (article L. 213-1 du code des assurances : modification de l'affectation de la cotisation due par les personnes assurant des véhicules terrestres à moteur)

Son amendement n° 368 soutenu par M. Denis Jacquat (de suppression) (p. 3806) : rejeté (p. 3807)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Article L. 861-5 du code de la sécurité sociale : attribution de la couverture complémentaire CMU

Son amendement n° 370 soutenu par M. Denis Jacquat (vérification des conditions de ressources par les caisses d'allocations familiales) (p. 3857) : rejeté (p. 3858)

Son amendement n° 372 soutenu par M. Denis Jacquat (aide à la constitution des dossiers par des associations) : rejeté (p. 3859)

Article L. 861-9 du code de la sécurité sociale : contrôle des ressources des demandeurs de la CMU

Son amendement n° 371 soutenu par M. Denis Jacquat (de conséquence) : retiré (p. 3866)

Son amendement n° 369 corrigé soutenu par M. Denis Jacquat (versement unique par les mutuelles ou les assurances) : rejeté (p. 3867)

Article 25 (articles L. 861-10, L. 861-11, L. 861-12, L. 861-13, L. 861-14, L. 861-15, L. 861-16, L. 861-17 nouveaux du code de la sécurité sociale : création du fonds de financement de la protection complémentaire)

Son amendement n° 364 soutenu par M. Denis Jacquat (assiette de la cotisation due par les organismes complémentaires) : rejeté (p. 3887)

Son amendement n° 366 (de suppression du texte proposé pour l'article L. 861-15 du code de la sécurité sociale) : rejeté (p. 3890)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4159)

Son intervention (p. 4165)

Thèmes :

Bioéthique : euthanasie (p. 4167, 4168)

Mort (p. 4166)

Santé : fin de vie (p. 4166)

Santé : fin de vie : famille (p. 4167)

Santé : soins palliatifs : accès aux soins (p. 4166)

Santé : soins palliatifs : enseignement (p. 4167)

Projet de loi n° 1410 sur l'innovation et la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5376)

Son intervention (p. 5386)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 5386, 5387)

Entreprises : investissements : recherche (p. 5386, 5387)

Impôt sur le revenu : stock options (p. 5388)

Impôt sur les sociétés : régimes particuliers (p. 5387, 5388)

Recherche : chercheurs : mobilité (p. 5387, 5388)

Recherche : chercheurs : qualité (p. 5386)

Recherche : innovation (p. 5386, 5387)

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5411)

Article 1er (articles 14, 18, 19, 19-1 nouveau et 25-1 à 25-4 nouveaux de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France :

valorisation de la diffusion des résultats de la recherche par les organismes de recherche et facilitation de la création d'entreprise par les chercheurs)

Son amendement n° 84 (accès des entreprises innovantes aux outils de communication): retiré (p. 5415)

Son amendement n° 85 (assouplissement de contraintes administratives en matière de délais): adopté (p. 5416)

Soutient l'amendement n° 1 de M. Jean Proriol (conservation par les chercheurs des actions qu'ils détiennent déjà): adopté (p. 5418)

Son amendement n° 87 (rédactionnel): adopté (p. 5419)

Article 3 ter (garantie des risques de protection juridique des droits attachés aux brevets)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (de suppression) (p. 5431)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 10 corrigé du Gouvernement (maintien du statut militaire des élèves de l'École polytechnique) (p. 5441)

Ses explications de vote (p. 5444)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 5445)

Gilbert MAURER

*Moselle (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 561, posée le 18 janvier 1999. Sécurité sociale. Régime local d'Alsace-Moselle (J.O. Questions p. 234). Suppléant de M. Jean-Marie Aubron. Appelée le 19 janvier 1999. Bénéficiaires (p. 20)

Pierre MÉHAIGNERIE

*Ille-et-Vilaine (5^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1999 [J.O. du 10 décembre 1998] (p. 18624)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Croissance. Taux, évaluation [6 octobre 1998] (p. 5955)

Justice. Magistrats. Déplacement d'un magistrat de la Chancellerie [28 octobre 1998] (p. 7516)

Energie et carburants. EDF. Durée du travail, réduction, financement [20 janvier 1999] (p. 120)

Energie et carburants. EDF. Durée du travail, réduction, financement [27 janvier 1999] (p. 459)

Entreprises. Charges. Allègement [16 février 1999] (p. 1442)

Travail. Durée du travail. Réduction, perspectives [30 mars 1999] (p. 3019)

Transports ferroviaires. SNCF. Durée du travail, réduction, application [5 mai 1999] (p. 4075)

Entreprises. Petites et moyennes entreprises (PME). Création d'emplois, politique et réglementation [25 mai 1999] (p. 4810)

Elections et référendums. Candidats. Incompatibilités, membres des chambres consulaires [29 juin 1999] (p. 6536)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son intervention (p. 5979)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1998] (p. 6484, 6507) ; [14 octobre 1998] (p. 6551, 6584, 6613)

Son intervention (p. 6589)

Thèmes :

Administration (p. 6590)

Emploi : allègement des charges sociales (p. 6590, 6591)

Etat : réforme (p. 6590, 6591)

Finances publiques : dépenses (p. 6590, 6591)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6589 à 6591)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6590)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6590, 6591)

Politique économique : conjoncture (p. 6589)

Politique économique : croissance (p. 6589, 6591)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 6590)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son amendement n° 373 soutenu par M. François Loos (suppression de la diminution de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) (p. 6655) : rejeté (p. 6656)

Article 11 (aménagement des règles du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 404 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (rétablissement du plafonnement intégral de l'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté (p. 6781)

Après l'article 19

Son amendement n° 235 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 6859) : rejeté (p. 6860)

Article 20 (application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux appareillages destinés aux diabétiques et à certains handicapés)

Son amendement n° 228 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application du taux réduit de la TVA aux appareils auditifs) (p. 6863) : retiré (p. 6864)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 421 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 6912) : rejeté (p. 6915)

Son amendement n° 417 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (remplacement de la compensation prévue au titre des pertes de recettes nées de la réforme par un dégrèvement) : rejeté (p. 6928)

Article 30 (taxe générale sur les activités polluantes)

Son amendement n° 422 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 6938) : rejeté (p. 6940)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Son amendement n° 413 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (indexation de l'enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités locales sur la moitié du taux de croissance du PIB) : rejeté (p. 6966)

Article 43 et état A (équilibre général du budget)

Son amendement n° 414 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (réduction de 18,3 milliards de francs des dépenses du budget général) : rejeté (p. 6990)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)

Article 66 (prorogation de la période d'application des réductions d'impôt accordées au titre des souscriptions au capital de sociétés non cotées ou des souscriptions de parts de fonds communs de placement dans l'innovation)

Son amendement n° 202 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (pérennisation du dispositif de réduction d'impôt) : rejeté (p. 9044)

Article 67 (amélioration du dispositif de déduction du revenu global des pertes au capital de sociétés en cessation de paiement)

Son amendement n° 203 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (relèvement des plafonds annuels de déduction) : rejeté (p. 9045)

Après l'article 73

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Jean-Pierre Balligand (obligation d'adoption de la taxe professionnelle unique pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 100 000 habitants) (p. 9115)

Explications de vote et vote [18 novembre 1998] (p. 9163)

Ses explications de vote (p. 9168)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 9169)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10582)

Son intervention (p. 10586)

Son interruption (p. 10598)

Thèmes :

Emploi : allègement des charges sociales (p. 10586, 10587)

Finances publiques : dépenses (p. 10586, 10587)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10586)

Impôt sur le revenu : abattements : pensions (p. 10586)

Impôts et taxes : micro-entreprises (p. 10586)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 10586)

Logement : politique du logement : TVA (p. 10586, 10598)

Politique économique : croissance (p. 10586)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 10587)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Article 11 (réforme du droit de bail et de la taxe additionnelle)

Son amendement n° 47 soutenu par M. Germain Gengenwin (relèvement du plafond en deçà duquel les revenus sont exonérés de contribution annuelle représentative du droit de bail) : rejeté (p. 10106)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 698 soutenu par M. François Sauvadet (phase d'expérimentation dans une zone géographique donnée et pendant une période limitée) : rejeté (p. 184)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 117 soutenu par M. François Sauvadet (politique d'aménagement précédée d'une phase d'expérimentation dans des zones géographiques données pendant une période limitée) (p. 4113) : rejeté (p. 4114)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 977)

Son intervention (p. 978)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 978)

Impôts locaux : taux : liberté (p. 979)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 979)

Discussion des articles [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 22 (articles L. 5211-6 à L. 5211-11 et L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales - organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale)

Intervient sur l'amendement n° 149 de Mme Marie-Hélène Aubert (élection des délégués au suffrage universel selon le mode de scrutin des élections régionales) (p. 1173)

Article 51 (article 1609 nonies C du code général des impôts - taxe professionnelle unique)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Michel Bouvard (perception de la taxe d'habitation et des taxes foncières par les communautés d'agglomération et les communautés urbaines à taxe professionnelle unique) (p. 1321)

Intervient sur l'amendement n° 138 de la commission des finances (perception de la taxe d'habitation et des taxes foncières par les établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique) (p. 1321)

Intervient sur l'amendement n° 177 de la commission (de coordination rédactionnelle) (p. 1321)

Article 56 (article 1648 A du code général des impôts - fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)

Son intervention (p. 1350)

Intervient sur l'amendement n° 142 de la commission des finances (de suppression) (p. 1352)

Son amendement n° 540 rectifié (application aux seules communautés urbaines du prélèvement forfaitaire

substitué, à compter de la date de publication de la loi, au mécanisme d'écrêtement du produit de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 1355)

Son amendement n° 539 (application du prélèvement forfaitaire substitué, à compter de la date de publication de la loi, au mécanisme d'écrêtement du produit de la taxe professionnelle lorsque plus de la moitié des salariés de chaque établissement donnant lieu à écrêtement réside dans le périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1356)

Son sous-amendement n° 618 (de précision) à l'amendement n° 615 de M. Didier Chouat (possibilité d'indexer sur l'évolution des bases le prélèvement forfaitaire, substitué au mécanisme d'écrêtement du produit de la taxe professionnelle) : adopté (p. 1357)

Son sous-amendement n° 630 (indexation sur l'évolution des bases et des taux) à l'amendement n° 615 de M. Didier Chouat : adopté (p. 1357)

Article 52 précédemment réservé (article 1636 B decies du code général des impôts - déliaison des taux)

Intervient sur l'amendement n° 629 de M. Michel Vaxès (non prise en compte des taux de la fiscalité sur les ménages inférieurs aux 3/4 de la moyenne nationale pour la mise en oeuvre de la majoration spéciale de la taxe professionnelle des groupements à taxe professionnelle unique ne percevant pas de fiscalité additionnelle sur les ménages) (p. 1362)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [17 mars 1999] (p. 2537)

Ses explications de vote (p. 2544)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 2544)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3738)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3752)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : contributions (p. 3752, 3753)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3752, 3753)

Sécurité sociale : carte : santé (p. 3752)

Discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3806)

Article 13 (article 38 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion : transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Son amendement n° 299 corrigé soutenu par M. Jean-Luc Prél (modulation de la diminution du transfert vers l'Etat) (p. 3808) : rejeté (p. 3811)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 1999] (p. 5956)

Article 13 précédemment réservé (transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Son intervention (p. 5984)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6130)

Thèmes :

Emploi : jeunes (p. 6131)

Etat : réforme (p. 6131)

Finances publiques : dépenses (p. 6130, 6131)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6130, 6131)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6130)

Politique économique : croissance (p. 6130)

Travail : réduction du temps de travail (p. 6131)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6274)00000000000000000000000000000000

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 6290)

Thèmes :

Justice : magistrats : statuts (p. 6290)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 6290)

Parlement : rôle : code pénal (p. 6290)

Roger MEÏ

*Bouches-du-Rhône (10^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages [J.O. du 31 octobre 1998] (p. 16481)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1162 relative au travail temporaire [4 novembre 1998]

Proposition de loi n° 1163 relative à la négociation obligatoire sur les salaires [4 novembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Archives et bibliothèques. Prêts de livres. Gratuité, directive européenne [1^{er} décembre 1998] (p. 9748)

Sécurité publique. Secours en montagne. Financement [3 mars 1999] (p. 1968)

Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Perspectives [12 mai 1999] (p. 4423)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 713, posée le 29 mars 1999. Emploi. Contrats emploi solidarité (J.O. Questions p. 1781). Appelée le 30 mars 1999. Réglementation (p. 2993)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)

Son intervention (p. 8881)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 8882)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 8882, 8883)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 8881)

Industrie : construction navale (p. 8882)

Recherche (p. 8881)

Procédure des questions :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 8901)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 236)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 236)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 236)

Energie et carburants : charbon (p. 237)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 236)

Energie et carburants : gaz (p. 237)

Energie et carburants : pétrole (p. 237)

Secteur public : services publics (p. 237)

Union européenne : directives : énergie électrique (p. 237)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2255)

Article 17 (l'exercice du droit d'opposition)

Soutient l'amendement n° 248 de M. Jean-Pierre Brard (exercice du droit d'opposition par les représentants à la commission paritaire nationale des organisations syndicales ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à la dernière élection professionnelle commune à l'ensemble des salariés) : rejeté (p. 2279)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2421)

Son intervention (p. 2428)

Thèmes :

Communes : finances (p. 2430)

Eau : assainissement : collectivités territoriales (p. 2429)

Mines et carrières : code minier (p. 2429)

Mines et carrières : pollution et nuisances : indemnisation (p. 2429, 2430)

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2436)

Article 1er (indemnisation en présence de clauses minières valides)

Son intervention (p. 2441)

Son amendement n° 20 (délimitation du périmètre et indemnisation des commerçants et des professions libérales) : retiré (p. 2443)

Article 5 (création d'une agence de prévention et de surveillance des risques miniers)

Son amendement n° 4 (représentation des associations de personnes et des communes sinistrées au sein du conseil d'administration) : retiré (p. 2446)

Article 6 (création d'un chapitre III du code minier consacré à l'arrêt des travaux miniers)

Son amendement n° 21 (indemnisation fixée par le juge à défaut d'accord amiable) : retiré (p. 2448)

Après l'article 6

Son amendement n° 7 (dotation de solidarité au profit des communes minières) : retiré (p. 2448)

Son amendement n° 18 (rapport au Parlement) : retiré (p. 2448)

Ses explications de vote (p. 2449)

Vote pour du groupe communiste (p. 2449)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 1999] (p. 4337)

Article 10 (congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie)

Son intervention (p. 4353)

Soutient l'amendement n° 3 de Mme Muguette Jacquaint (durée et conditions d'accès au congé d'accompagnement) : rejeté (p. 4356)

Ses explications de vote (p. 4359)

Vote pour du groupe communiste (p. 4360)

Guy MENUT

*Var (6^{ème} circonscription)
Députés n'appartenant à aucun groupe
Députés n'appartenant à aucun groupe
Socialiste*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 24 juillet 1999] (p. 11023)

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 31 juillet 1999] (p. 11531)

Louis MERMAZ

*Isère (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome II : Intérieur (police) (n° 1115) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 998), relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale [20 janvier 1999] (n° 1328)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 1589), renforçant l'efficacité de la procédure pénale [19 mai 1999] (n° 1607)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Soudan. Aide alimentaire [18 novembre 1998] (p. 9156)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 582, posée le 25 janvier 1999. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports (J.O. Questions p. 364). Appelée le 26 janvier 1999. Bruits, lutte et prévention, Lyon-Satolas (p. 345)

n° 634, posée le 15 février 1999. Enseignement secondaire. Fonctionnement (J.O. Questions p. 840). Appelée le 16 février 1999. Effectifs de personnel, Isère (p. 1429)

n° 681, posée le 15 mars 1999. Etablissements de santé. Carte sanitaire (J.O. Questions p. 1463). Appelée le 16 mars 1999. Rhône-Alpes (p. 2391)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Souhaite connaître l'interprétation de l'article 35 de la Constitution donnée par le Président de la République et le Premier ministre à propos de l'engagement de troupes françaises au Kosovo [24 mars 1999] (p. 2767)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 8146)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 8147)

Etrangers : immigration (p. 8148)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 8147)

Police : crédits (p. 8147)

Police : effectifs (p. 8147)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1999] (p. 1637)

Son intervention (p. 1640)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : histoire (p. 1640, 1641)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : immigration (p. 1641)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : information (p. 1641)

Enfants : travail (p. 1641)

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1656)

Article 1er (la traite négrière et l'esclavage reconnus comme crime contre l'humanité)

Son amendement n° 16 rectifié (nouvelle rédaction de l'article faisant référence à toutes les populations victimes de l'esclavage) : adopté (p. 1658)

Article 2 (développement de l'enseignement et de la recherche sur la traite négrière et l'esclavage)

Son intervention (p. 1660)

Article 3 (reconnaissance internationale de la traite négrière et de l'esclavage comme crime contre l'humanité et instauration d'une journée commémorative)

Son amendement n° 17 (de coordination) : adopté (p. 1662)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Bernard Birsinger (institution dans l'hexagone d'une journée commémorant l'abolition de l'esclavage et réalisation par le service public de l'audiovisuel d'émissions sur la traite et l'esclavage), rectifié (suppression des émissions) (p. 1664)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Anicet Turinay (date du 27 avril pour la commémoration de l'esclavage en métropole) (p. 1664)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 1999] (p. 2721)

Son intervention (p. 2748)

Thèmes :

Droit pénal : comparution immédiate (p. 2749)

Droit pénal : délinquance et criminalité : réinsertion professionnelle et sociale (p. 2749)

Droit pénal : détention provisoire (p. 2748)

Droit pénal : détention provisoire : indemnisation (p. 2749)

Droit pénal : détention provisoire : lois (p. 2748)

Droit pénal : garde à vue (p. 2748)

Droit pénal : juge de la détention provisoire (p. 2749)

Justice : jugements : délais (p. 2749)

Justice : victimes (p. 2749)

Presse et livres : liberté de la presse (p. 2749)

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 236 de M. Patrick Devedjian (communication du dossier de procédure aux personnes mises en examen) (p. 2824)

Intervient sur l'amendement n° 254 de M. Jean-Pierre Michel (enregistrement sonore des interrogatoires des mineurs placés en garde à vue) (p. 2825)

Intervient sur l'amendement n° 168 de M. André Gerin (enregistrement sonore des interrogatoires des mineurs de dix à treize ans placés en garde à vue) (p. 2825)

Article 15 (articles 143-1 et 144 du code de procédure pénale : conditions autorisant le placement en détention provisoire)

Son intervention (p. 2900)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. André Gerin (suppression de la référence à l'ordre public) (p. 2902)

Article 20 (articles 77-2 et 77-3 du code de procédure pénale : délai raisonnable en matière d'enquêtes de police judiciaire)

Intervient sur l'amendement n° 119 de la commission (suppression de la référence au bon déroulement de l'enquête justifiant une audience non publique et motivation de la décision du président du tribunal de grande instance sur la demande de publicité) (p. 2926)

Intervient sur le sous-amendement n° 251 de M. Jean-Pierre Michel (suppression de la référence à l'ordre public justifiant une audience non publique) à l'amendement n° 119 de la commission (p. 2926)

Article 21 (articles 89-1, 116, 175-1, 186-1, 207 et 207-1 du code de procédure pénale : délai raisonnable de l'information)

Intervient sur l'amendement n° 120 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article limitant la durée de l'instruction à deux ans en matière délictuelle et à trois ans en matière criminelle) (p. 2929)

Projet de loi constitutionnelle n° 1462 insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 avril 1999] (p. 3295)

Son intervention (p. 3304)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : Cour pénale internationale (p. 3305)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : compétences (p. 3305, 3306)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Etat (p. 3305)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Etats-Unis (p. 3306)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : histoire (p. 3305)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : mise en examen (p. 3305)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3305)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : victimes (p. 3305)

Pays étrangers : Irak : Cour pénale internationale (p. 3305)

Projet de loi n° 998 relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3318)

Son intervention (p. 3321)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 3321, 3322)

Droit pénal : alternatives aux poursuites (p. 3321)

Droit pénal : composition pénale (p. 3321, 3322)

Droit pénal : médiation pénale (p. 3321)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 3321)

Droit pénal : procédure pénale : réforme (p. 3321, 3322)

Droit pénal : procédure pénale : relations internationales (p. 3322)

Justice : victimes (p. 3321)

Politique sociale : exclusion : délinquance et criminalité (p. 3321)

Discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3332)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (articles 41-2 et 41-3 du code de procédure pénale - composition pénale)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement de l'article 41-1 du code de procédure pénale relatif aux alternatives aux poursuites et médiation pénale organisée par un médiateur extérieur à l'appareil judiciaire) : adopté (p. 3333)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (composition pénale devant intervenir avant la mise en mouvement de l'action publique) : adopté (p. 3333)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (composition pénale pouvant être proposée par l'intermédiaire d'une personne habilitée) : adopté (p. 3334)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (extension de la composition pénale à la rébellion à agent et à l'usage de stupéfiants) : adopté (p. 3336)

Intervient sur le sous-amendement n° 61 de M. Gérard Gouzes (extension de la composition pénale à la conduite sous l'empire d'un état alcoolique) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3336)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. André Gerin (suppression de l'amende) (p. 3337)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (réduction du montant maximum de l'amende de 50 000 F à 10 000 F) : adopté (p. 3337)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (de précision) : adopté (p. 3337)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (paiement échelonné de l'amende dans le délai d'un an au lieu de six mois) : adopté (p. 3337)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel - obligation de réparer le préjudice) : adopté (p. 3337)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (composition pénale devant être proposée dans un tribunal ou dans une maison de justice et du droit) : adopté après modifications (p. 3338)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (transmission à l'auteur des faits du procès-verbal de la séance au cours de laquelle il a donné son accord à la composition pénale) : adopté (p. 3338)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (décision du président du tribunal portée à la connaissance de l'auteur des faits et, le cas échéant, à celle de la victime) : adopté (p. 3339)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (prescription de l'action publique suspendue jusqu'à l'expiration des délais prévus pour l'exécution de la composition pénale) : adopté (p. 3339)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (de coordination - amende de composition en matière contraventionnelle ne pouvant excéder la moitié du montant maximum de l'amende encourue) : adopté (p. 3339)

Article 2 supprimé par le Sénat (article 41 du code de procédure pénale - coordination)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (de coordination avec le rétablissement de l'article 41-1 du code de procédure pénale) : adopté (p. 3341)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (de coordination - ajout de l'exécution de la composition pénale aux causes d'extinction de l'action publique énumérées à l'article 6 du code de procédure pénale) : adopté (p. 3342)

Article 3 (articles 398 et 398-2 du code de procédure pénale - compétence du juge unique en matière correctionnelle)

Soutient l'amendement n° 18 rectifié de la commission (rétablissement du paragraphe II de l'article relatif au renvoi de l'affaire à la formation collégiale) : adopté (p. 3342)

Article 5 (articles 529 et 529-6 du code de procédure pénale - procédure de l'amende forfaitaire)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3343)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3343)

Article 7 (articles 60, 77-1 et 167 du code de procédure pénale - examens techniques et scientifiques)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (de précision) : adopté (p. 3344)

Article 9 (article 80 du code de procédure pénale - faits nouveaux au cours de l'instruction)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (de coordination avec le rétablissement de l'article 41-1 du code de procédure pénale) : adopté (p. 3345)

Article 12 (article 385 du code de procédure pénale - constat des nullités de procédure par le tribunal correctionnel)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 3345)

Article 15 (articles 583 et 583-1 nouveau du code de procédure pénale - recevabilité du pourvoi en cassation)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (recevabilité du pourvoi en cassation portant sur la légalité de la décision déniait le bénéfice de l'article 411 du code de procédure pénale) : adopté (p. 3345)

Article 16 (article 41-1 du code de procédure pénale - durée de conservation des scellés)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (délai à l'issue duquel les objets non restitués deviennent propriété de l'Etat porté de six mois à un an) : retiré (p. 3346)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (délai de réclamation d'un objet dont la restitution a été décidée porté de quarante-cinq jours à deux mois) : adopté (p. 3346)

Après l'article 16

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (article 56 du code de procédure pénale - conservation des

espèces ou valeurs saisies au cours de l'enquête) : adopté (p. 3346)

Article 17 (articles 99-1 et 706-30-1 nouveaux du code de procédure pénale - destruction ou aliénation des biens meubles saisis)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3347)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3347)

Article 19 A (article 626 du code de procédure pénale - indemnisation des condamnés reconnus innocents)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (réparation du préjudice matériel et moral) : adopté (p. 3348)

Article 19 B (article 149 du code de procédure pénale - indemnisation à raison d'une détention provisoire)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3348)

Article 19 supprimé par le Sénat (article 667-1 nouveau du code de procédure pénale - renvoi d'une juridiction à une autre à l'initiative du premier président de la cour d'appel)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction du projet initial) : adopté (p. 3349)

Article 21 (articles 694, 695 et 696 nouveaux du code de procédure pénale - entraide judiciaire internationale)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 694 nouveau du code de procédure pénale) : adopté (p. 3354)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3354)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 696 nouveau du code de procédure pénale) : adopté (p. 3354)

Soutient l'amendement n° 36 rectifié de la commission (insertion d'un article 696-1 relatif aux cas urgents) : adopté (p. 3354)

Soutient l'amendement n° 37 rectifié de la commission (traitement des demandes de nature à porter atteinte à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de la Nation) : adopté après deuxième rectification (p. 3355)

Article 22 (application dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (application en Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 3355)

Titre

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (nouveau titre : "Projet de loi renforçant l'efficacité de la procédure pénale") : adopté (p. 3355)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 juin 1999] (p. 5685)

Son intervention (p. 5686)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives aux poursuites (p. 5686)

Droit pénal : composition pénale (p. 5686, 5687)

Droit pénal : composition pénale : amendes (p. 5686)

Droit pénal : procédure pénale : réforme (p. 5686)

Parlement : Sénat : procédure pénale (p. 5686)

Sécurité routière : alcoolémie : composition pénale (p. 5686)

Discussion des articles [9 juin 1999] (p. 5690)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (articles 41-1 à 41-3 du code de procédure pénale - alternatives aux poursuites et composition pénale)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la possibilité de composition pénale pour le délit de conduite sous l'empire d'un état alcoolique) : retiré (p. 5691)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6295)

Son intervention (p. 6323)

Thèmes :

Droit pénal : action publique : ministre (p. 6323)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 6323)

Droit pénal : politique pénale : ministre (p. 6323)

Justice : indépendance (p. 6323)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 6323, 6324)

Justice : procureurs généraux (p. 6323)

Justice : réforme (p. 6323, 6324)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 6323)

Roland METZINGER

*Moselle (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 611, posée le 8 février 1999. Déchets, pollutions et nuisances. Automobiles et cycles (J.O. Questions p. 673). Appelée le 9 février 1999. Résidus de broyage, sites pollués, réhabilitation (p. 1060)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2436)

Article 1er (indemnisation en présence de clauses minières valides)

Son intervention (p. 2438)

Article 5 (création d'une agence de prévention et de surveillance des risques miniers)

Son intervention (p. 2444)

Article 6 (création d'un chapitre III du code minier consacré à l'arrêt des travaux miniers)

Son intervention (p. 2447)

Louis MEXANDEAU

*Calvados (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 5 : Agriculture et pêche (pêche) (n° 1111) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Droits de l'homme. Arrestation d'Augusto Pinochet [20 octobre 1998] (p. 7009)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8769)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs : produits de la mer (p. 8769, 8770)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 8770)

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 3385)

Thèmes :

Agroalimentaire : lait et produits laitiers : contrôle sanitaire (p. 3385)

Santé : santé publique : sécurité sanitaire (p. 3385)

Gilbert MEYER

*Haut-Rhin (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1707 élargissant à certaines catégories de retraités les dispositions particulières du code de la sécurité sociale applicable aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle [16 juin 1999]

Proposition de loi n° 1770 portant sur la participation des délégués de classe au conseil d'école [30 juin 1999]

Proposition de loi n° 1818 instituant une contribution financière des compagnies d'assurance au fonctionnement et à l'équipement des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) [22 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Logement. Logement social. Construction [4 novembre 1998] (p. 8035)

Enregistrement et timbre. Droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail. Réglementation [30 mars 1999] (p. 3025)

Sécurité publique. Services départementaux d'incendie et de secours. Financement [19 mai 1999] (p. 4593)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 492, posée le 23 novembre 1998. Enseignement maternel et primaire. Elèves (J.O. Questions p. 6314). Appelée le 24 novembre 1998. Fonds social, création (p. 9411)

n° 632, posée le 15 février 1999. Défense. Réservistes (J.O. Questions p. 840). Appelée le 16 février 1999. Perspectives (p. 1420)

n° 764, posée le 26 avril 1999. Eau. Réseaux (J.O. Questions p. 2415). Appelée le 27 avril 1999. Plomb, utilisation, interdiction, contrôle, dispense, Alsace-Moselle (p. 3606)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6551)

Son intervention (p. 6571)

Thèmes :

Assurances : assurance vie (p. 6572)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6571, 6572)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 6572)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6572)

Politique économique : croissance (p. 6571)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7053)*Procédure des questions :*

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle : apprentissage (p. 7069)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)*Procédure des questions :*

Logement : HLM : subventions de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 7908)

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8017)

Son intervention (p. 8021)

Thèmes avant la procédure des questions :

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 8021, 8022)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 8021)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8022)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 8022)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 8022)

Michel MEYLAN

*Haute-Savoie (3^{ème} circonscription)
 Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants
 [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et
 des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998]
 (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur les
 agissements, l'organisation, le fonctionnement, les
 objectifs du groupement de fait dit "département
 protection sécurité" et les soutiens dont il
 bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense
 nationale et des forces armées sur le projet de loi de
 finances pour 1999 (n° 1078) tome IX : Défense
 (services communs) (n° 1114) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Sécurité publique. Avalanches. Vallée de Chamonix
 [10 février 1999] (p. 1160)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 508, posée le 30 novembre 1998. Impôts et taxes.
 Associations (J.O. Questions p. 6456). Appelée le
 1^{er} décembre 1998. Réglementation, application
 (p. 9726)

n° 644, posée le 1^{er} mars 1999. Décorations, insignes
 et emblèmes. Médaille d'honneur du travail (J.O.
 Questions p. 1127). Appelée le 2 mars 1999.
 Conditions d'attribution (p. 1831)

n° 758, posée le 26 avril 1999. Transports ferroviaires.
 Transport de marchandises (J.O. Questions p. 2414).
 Appelée le 27 avril 1999. Combiné rail-route, massif
 alpin (p. 3609)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
 L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6724)

*Article 5 (extension du régime fiscal des micro-
 entreprises)*

Son amendement n° 367 soutenu par M. Marc Laffineur
 (application du seuil de 175 000 F aux entreprises du
 bâtiment) (p. 6736) : rejeté (p. 6737)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
 DISPOSITIONS SPÉCIALES****EMPLOI ET SOLIDARITÉ**

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Procédure des questions :

Urbanisme : développement social urbain (DSU)
 (p. 7903)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Son intervention (p. 8213)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique
 du Nord : allocation de remplacement pour l'emploi
 (ARPE) (p. 8213)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique
 du Nord : carte du combattant (p. 8213)

Anciens combattants et victimes de guerre :
 Indochine (p. 8214)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves
 (p. 8214)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235)

Rapporteur pour avis de la commission de la
 défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 8247)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions (p. 8247, 8248)

Défense : médecine militaire (p. 8248)

Energie et carburants : pétrole : armée de terre
 (p. 8248)

TOURISME

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8577)

Son intervention (p. 8587)

Thèmes avant la procédure des questions :

Tourisme et loisirs : établissements d'hébergement (p. 8587)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme (p. 8587, 8588)

**ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES
ADDITIONNELS NON RATTACHÉS**

[17 novembre 1998] (p. 9108)

Après l'article 73

Son amendement n° 13 corrigé soutenu par M. Marc Laffineur (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des investissements réalisés par les collectivités locales sur les cours d'eau domaniaux) (p. 9116) : retiré (p. 9117)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 130)

Son intervention (p. 148)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 148, 149)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 149)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 149)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [2 février 1999] (p. 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son intervention (p. 187)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 928 soutenu par M. Patrick Ollier (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire) (p. 291) : rejeté (p. 292)

Son amendement n° 935 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (services publics dans les zones de revitalisation rurale) (p. 301) : rejeté (p. 302)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son amendement n° 929 soutenu par M. Yves Coussain (moindre formalisation du conseil de développement) : rejeté (p. 816)

Son amendement n° 930 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (moindre formalisation du conseil de développement) (p. 816) : rejeté (p. 817)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 927 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) : rejeté (p. 828)

Son amendement n° 926 soutenu par M. Michel Bouvard (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) : rejeté (p. 829)

Son amendement n° 925 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (création d'un conseil de développement composé des représentants des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs) : devenu sans objet (p. 833)

Après l'article 20

Son amendement n° 924 soutenu par M. Yves Coussain (élaboration de projets de développement par les départements) : rejeté (p. 839)

Article 23 (article 38-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Fonds de gestion des milieux naturels)

Son amendement n° 922 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 882)

Après l'article 36

Son amendement n° 921 (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) : rejeté (p. 941)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 244)

Thèmes :

Energie et carburants : économies d'énergie (p. 244)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 244, 245)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 244)

Transports (p. 244)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 février 1999] (p. 1468, 1477) ; [17 février 1999] (p. 1559, 1593)

Son intervention (p. 1582)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : énergie électrique (p. 1582, 1583)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1583)

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 2 (missions du service public de l'électricité)

Son amendement n° 655 soutenu par M. Jean Proriol (référence aux règlements de service des régies) : devenu sans objet (p. 1615)

Son amendement n° 653 soutenu par M. Jean Proriol (charges de développement et d'exploitation pour les gestionnaires) : rejeté (p. 1616)

Son amendement n° 657 soutenu par M. Jean Proriol (mêmes missions assumées par EDF et les régies locales) : rejeté (p. 1621)

Son amendement n° 656 soutenu par M. Jean Proriol (référence aux règlements de services des régies) : devenu sans objet (p. 1621)

Son amendement n° 665 : non soutenu (p. 1622)

Son amendement n° 666 soutenu par M. Jean Proriol (fournitures de secours incluses dans le champ des cahiers des charges de concession ou les règlements de service des régies) : rejeté (p. 1622)

Son amendement n° 659 (obligation pour les distributeurs non nationalisés de fournir de l'électricité à tout client éligible n'ayant pas trouvé de fournisseur dans des conditions économiques ou techniques raisonnables) : devenu sans objet (p. 1624)

Son amendement n° 658 (obligation pour les distributeurs non nationalisés de fournir de l'électricité à tout client éligible n'ayant pas trouvé de fournisseur dans des conditions économiques ou techniques raisonnables) : devenu sans objet (p. 1624)

Article 4 (tarifs et plafonds de prix)

Son amendement n° 654 soutenu par M. Claude Birraux (tarification prenant en compte les charges réelles afférentes aux réseaux locaux) (p. 1679) : rejeté (p. 1680)

Article 5 (mécanismes de compensation)

Son amendement n° 660 soutenu par M. François Goulard (prise en compte des charges de développement du réseau) (p. 1688) : rejeté (p. 1689)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF)

Son amendement n° 661 (conditions d'achat) : devenu sans objet (p. 1714)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)

Son amendement n° 662 soutenu par M. Franck Borotra (cas des distributeurs non nationalisés) : rejeté (p. 1719)

Article 18 (gestion des réseaux publics de distribution d'électricité)

Son amendement n° 663 soutenu par M. Claude Birraux (de précision) : rejeté (p. 1751)

Article 20 (sanction des gestionnaires des réseaux publics de distribution en cas de transmission d'informations confidentielles)

Son amendement n° 668 : non soutenu (p. 1752)

Son amendement n° 667 : non soutenu (p. 1753)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Son amendement n° 669 soutenu par M. François Goulard (rédactionnel) : rejeté (p. 1762)

Article 32 (relations avec les assemblées et rapport annuel d'activité)

Son amendement n° 670 soutenu par M. François Goulard (avis obligatoire des différents acteurs du secteur de l'électricité) : rejeté (p. 1784)

Son amendement n° 671 soutenu par M. François Goulard (de précision) : rejeté (p. 1784)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5302)

Thèmes :

Gens du voyage (p. 5302, 5304, 5305)

Gens du voyage : stationnement : communes (p. 5303, 5304)

Gens du voyage : stationnement : coopération intercommunale (p. 5302)

Gens du voyage : stationnement : dotations de l'Etat (p. 5303, 5304)

Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 5304)

Gens du voyage : stationnement : lois (p. 5302, 5303)

Gens du voyage : stationnement : maires (p. 5302 à 5304)

Gens du voyage : stationnement : préfets (p. 5302, 5303)

Discussion des articles [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son amendement n° 194 : non soutenu (p. 6446)

Article 2 (obligations des communes)

Son amendement n° 195 : non soutenu (p. 6460)

Article 6 (organisation des interventions sociales relatives aux gens du voyage)

Son amendement n° 193 (majoration de la dotation globale de fonctionnement des départements) : rejeté (p. 6468)

Article 7 (majoration de la population prise en compte au titre du calcul de la DGF)

Son amendement n° 196 : non soutenu (p. 6471)

Pierre MICAUX

*Aube (1^{ère} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17124)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1764 relative à la procédure de passation des marchés publics et à la modification de l'article 279 du code des marchés publics [30 juin 1999]

Proposition de loi n° 1765 relative à l'exonération d'impôt sur les plus-values des cessions de parts ou d'actions réinvesties dans la création d'entreprises [30 juin 1999]

Proposition de loi n° 1766 relative à la création d'entreprises à partenaires variables caractérisées par la libre négociation entre apporteurs de compétences et de capitaux [30 juin 1999]

Proposition de loi n° 1767 relative à la participation financière des salariés aux résultats de l'entreprise [30 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 759, posée le 26 avril 1999. Aménagement du territoire. Prime d'aménagement du territoire (PAT) (J.O. Questions p. 2414). Appelée le 27 avril 1999. Conditions d'attribution, Aube (p. 3614)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 236 (prise en compte de l'ensemble de la filière alimentaire) : retiré (p. 5914)

Son amendement n° 237 (suppression de la référence à l'entretien des paysages) : rejeté (p. 5961)

Son amendement n° 238 (suppression de la référence à la production de services collectifs au profit de tous les usagers de l'espace rural) : rejeté (p. 5963)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 447 soutenu par M. Roger Lestas (accord du propriétaire du fonds sur lequel est exercée l'activité agricole) (p. 6006) : rejeté (p. 6007)

Son amendement n° 239 soutenu par M. Roger Lestas (développement de projets collectifs agricoles) (p. 6012) : devenu sans objet (p. 6013)

Son amendement n° 240 soutenu par M. Roger Lestas (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6017) : rejeté (p. 6018)

Son amendement n° 241 (respect des droits du propriétaire) : rejeté (p. 6020)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Son amendement n° 242 (limitation des activités accessoires) : devenu sans objet (p. 6082)

Son amendement n° 243 (limitation des activités accessoires) : devenu sans objet (p. 6082)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Son amendement n° 244 soutenu par M. Roger Lestas (inscription au registre des métiers) (p. 6092) : retiré (p. 6094)

Après l'article 7

Son amendement n° 245 : non soutenu (p. 6096)

Article 11 (travaux de mise aux normes des exploitations en fermage)

Son amendement n° 448 soutenu par M. Roger Lestas (indemnité pour travaux imposés par l'autorité administrative) : rejeté (p. 6105)

Son amendement n° 449 soutenu par M. Roger Lestas (indemnité due au preneur sortant ayant effectué des travaux) : rejeté (p. 6105)

Après l'article 11

Son amendement n° 451 soutenu par M. Roger Lestas (conditions de renouvellement du bail) : rejeté (p. 6106)

Son amendement n° 452 soutenu par M. Roger Lestas (conditions de renouvellement du bail) : rejeté (p. 6107)

Après l'article 12

Son amendement n° 246 soutenu par M. François Sauvadet (mesures destinées à favoriser la transmission des exploitations agricoles) (p. 6120) : rejeté (p. 6121)

Article 14 (dispositions relatives à la politique d'installation)

Son amendement n° 453 soutenu par M. Germain Gengenwin (information du propriétaire lorsque l'exploitant doit prendre sa retraite) (p. 6127) : rejeté (p. 6128)

Article 15 (notification préalable des départs à la retraite)

Son amendement n° 454 corrigé soutenu par M. Germain Gengenwin (information du propriétaire dix-huit mois avant le départ de l'agriculteur) : retiré (p. 6129)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Article L. 331-1 du code rural : portée et objectifs du contrôle

Son amendement n° 247 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) (p. 6144) : rejeté (p. 6145)

Article L. 331-10 du code rural : poursuite de la mise en valeur du fonds

Son amendement n° 248 soutenu par M. Germain Gengenwin (de suppression) : rejeté (p. 6192)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son amendement n° 250 soutenu par M. François Sauvadet (juste rémunération des producteurs grâce à la restriction temporaire de l'accès de nouveaux opérateurs) : devenu sans objet (p. 6319)

Article 37 (contrats de lutte contre les crises conjoncturelles)

Son amendement n° 251 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 6332)

Article 38 (modification de la composition du Conseil supérieur d'orientation)

Son amendement n° 455 soutenu par M. François Sauvadet (composition du Conseil supérieur d'orientation élargie aux représentants de la propriété agricole) (p. 6339) : rejeté (p. 6340)

Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier" et "produit pays")

Son amendement n° 253 (objectifs de la politique de qualité et d'identification) : devenu sans objet (p. 6350)

Article 40 (organisation de l'INAO, extension des compétences de l'INAO aux indications géographiques protégées)

Son amendement n° 255 soutenu par M. François Sauvadet (liaison avec la Commission nationale des labels et des certifications) (p. 6353) : rejeté (p. 6354)

Après l'article 40

Son amendement n° 807 soutenu par M. Pierre Hériaud (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles sont définis les labels ou les certifications d'origine) : rejeté (p. 6361)

Article 45 (prise en compte des fonctions économique, environnementale et sociale de l'espace agricole et forestier)

Son amendement n° 256 soutenu par M. François Sauvadet (de suppression) (p. 6405) : rejeté (p. 6406)

Son amendement n° 257 soutenu par M. François Sauvadet (mise en valeur et protection de l'espace rural par l'agriculture) : rejeté (p. 6406)

Son amendement n° 258 soutenu par M. François Sauvadet (coexistence entre les différentes activités du monde rural) : rejeté (p. 6407)

Article 46 (document départemental de gestion de l'espace agricole et forestier)

Son amendement n° 259 soutenu par M. François Sauvadet (suppression de l'alinéa relatif aux documents de gestion de l'espace rural) : rejeté (p. 6410)

Article 49 (droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural)

Son amendement n° 456 soutenu par M. François Sauvadet (de précision) : rejeté (p. 6414)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438)

Article 5 (reconnaissance d'un pouvoir d'avis aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture (CDOA). Composition des CDOA)

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Jean Proriol (non représentation des consommateurs et des

associations de protection de l'environnement (p. 3462)

Intervient sur l'amendement n° 221 de M. François Sauvadet (non représentation des consommateurs et des associations de protection de l'environnement) (p. 3463)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Procédure des questions :

Eau : assainissement : agences (p. 7202)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8115)

Son intervention (p. 8126)

Thèmes avant la procédure des questions :

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 8127)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8127)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)

Procédure des questions :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 8970, 8971)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Article 2 (articles L. 29 à L. 29-11 nouveaux du code de la route : enseignement de la conduite et de la sécurité routière)

Soutient l'amendement n° 32 de M. Édouard Landrain (garantie financière produite par les gérants d'auto-écoles) : rejeté (p. 10418)

Article 5 (article L. 4-1 nouveau du code de la route : création d'un délit en cas de récidive de dépassement de la vitesse autorisée égal ou supérieur à 50 km/h)

Son intervention (p. 10426)

Son amendement n° 64 (critère du grand excès de vitesse ramené en agglomération à un dépassement de 30 km/h) : rejeté (p. 10429)

Avant l'article 8

Son amendement n° 66 soutenu par M. Alain Ferry (examen médical tous les 5 ans pour les conducteurs âgés de plus de soixante-quinze ans) (p. 10435) : rejeté (p. 10436)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1559)

Son intervention (p. 1565)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité (p. 1565)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1566)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 1565)

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 1er (définition du service public de l'électricité)

Son amendement n° 549 (participation à la lutte contre les exclusions) : adopté (p. 1610)

Article 2 (missions du service public de l'électricité)

Son amendement n° 37 (respect de l'environnement) : adopté (p. 1613)

Intervient sur l'amendement n° 176 de la commission (référence aux règlements de service des régies) (p. 1615)

Son amendement n° 38 (référence aux règlements de service des régies) : devenu sans objet (p. 1615)

Intervient sur l'amendement n° 356 de M. Alain Cacheux (référence aux règlements de service des régies) (p. 1615)

Intervient sur l'amendement n° 655 de M. Michel Meylan (référence aux règlements de service des régies) (p. 1615)

Intervient sur l'amendement n° 135 de la commission (référence aux règlements de services des régies) (p. 1621)

Son amendement n° 40 (référence aux règlements de services des régies) : devenu sans objet (p. 1621)

Intervient sur l'amendement n° 656 de M. Michel Meylan (référence aux règlements de services des régies) (p. 1621)

Article 4 (tarifs et plafonds de prix)

Son amendement n° 115 (tarification séparant les coûts du transport de ceux de la distribution) : rejeté (p. 1679)

Son amendement n° 116 (avis de l'autorité de régulation sur les tarifs de secours) : rejeté (p. 1681)

Intervient sur l'amendement n° 401 de M. Claude Birraux (avis de l'autorité de régulation sur les tarifs de secours) (p. 1681)

Intervient sur l'amendement n° 442 de M. Jean Proriol (avis de l'autorité de régulation sur les tarifs de secours) (p. 1681)

Article 7 (autorisation d'exploiter)

Son amendement n° 117 (conditions de délivrance de l'autorisation d'exploiter) : rejeté (p. 1701)

Intervient sur l'amendement n° 448 de M. Jean Proriol (conditions de délivrance de l'autorisation d'exploiter) (p. 1701)

Son amendement n° 118 corrigé (assouplissement des conditions d'autorisation pour les projets ayant obtenu un certificat de conformité) : rejeté (p. 1704)

Intervient sur l'amendement n° 406 de M. Claude Birraux (assouplissement des conditions d'autorisation pour les projets ayant obtenu un certificat de conformité) (p. 1704)

Intervient sur l'amendement n° 449 de M. Jean Proriol (assouplissement des conditions d'autorisation pour les projets ayant obtenu un certificat de conformité) (p. 1704)

Article 9 (critères d'attribution des autorisations et élaborations des conditions des appels d'offres)

Son amendement n° 119 (prise en compte des besoins des clients éligibles par l'autorité compétente, indépendamment des éventuelles surcapacités du service public) : rejeté (p. 1710)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF)

Son amendement n° 120 : non soutenu (p. 1714)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)

Son amendement n° 49 soutenu par M. Christian Martin (cas des distributeurs non nationalisés) : rejeté (p. 1719)

Article 13 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité (GRT))

Son intervention (p. 1730)

Son amendement n° 121 (cahier des charges de concession soumis à l'avis de la Commission de régulation de l'électricité) : adopté (p. 1734)

Son amendement n° 122 (avis préalable de la Commission de régulation) : rejeté (p. 1737)

Article 17 (rôle des collectivités territoriales en matière de distribution d'électricité)

Son intervention (p. 1746)

Intervient sur l'amendement n° 235 de la commission (rôle de l'autorité concédante dans la formation des contrats de concession) (p. 1747)

Son amendement n° 50 corrigé (rôle de l'autorité concédante dans la formation des contrats de concession) : adopté (p. 1747)

Son amendement n° 53 (de précision) : devenu sans objet (p. 1747)

Son amendement n° 52 (de précision) : devenu sans objet (p. 1747)

Son amendement n° 123 (maîtrise d'ouvrage assurée par les collectivités locales) : adopté (p. 1747)

Intervient sur l'amendement n° 237 de la commission (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) (p. 1748)

Son amendement n° 54 (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) : devenu sans objet (p. 1748)

Intervient sur l'amendement n° 370 de M. Alain Cacheux (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) (p. 1748)

Son amendement n° 55 (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) : rejeté (p. 1748)

Son amendement n° 550 (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) : rejeté (p. 1749)

Son amendement n° 396 (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) : rejeté (p. 1749)

Son amendement n° 56 (prise en considération des cas où la collectivité concédante finance une opération de maîtrise de la demande d'électricité) : adopté (p. 1749)

Article 18 (gestion des réseaux publics de distribution d'électricité)

Son amendement n° 58 (contenu des cahiers des charges de concession) : rejeté (p. 1750)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Son amendement n° 124 (encadrement des achats complémentaires) : devenu sans objet (p. 1762)

Son amendement n° 125 (encadrement des achats complémentaires) : rejeté (p. 1762)

Article 23 (droit d'accès au réseau)

Son amendement n° 59 (affectation de l'autoconsommation des services locaux) : retiré (p. 1764)

Article 24 (lignes directes)

Son amendement n° 60 soutenu par M. Claude Birraux (bénéficiaires des lignes directes) : rejeté (p. 1766)

Son amendement n° 61 : non soutenu (p. 1768)

Article 25 (règles comptables applicables à l'EDF, aux distributeurs non nationalisés et à la Compagnie nationale du Rhône)

Son amendement n° 126 (règles comptables) : devenu sans objet (p. 1770)

Article 27 (droit d'accès à la comptabilité et aux informations financières)

Son amendement n° 127 : non soutenu (p. 1770)

Article 35 (pouvoir réglementaire de la CRE)

Son amendement n° 62 soutenu par M. Claude Birraux (références aux compétences des collectivités locales concédantes) : rejeté (p. 1788)

Article 43 (articles L. 713-1 et L. 713-2 du code du travail - développement de la négociation collective de branche)

Son amendement n° 128 : non soutenu (p. 1807)

Article 44 (transparence comptable en matière de protection sociale)

Son amendement n° 129 soutenu par M. Claude Birraux (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 1808)

Son amendement n° 63 soutenu par M. Claude Birraux (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 1808)

Article 46 (coûts échoués)

Son amendement n° 134 soutenu par M. Claude Birraux (financement spécifique des coûts ultérieurs au 19 février 1999) : rejeté (p. 1810)

Son amendement n° 130 (définition précise des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Article 47 (révision des contrats entre EDF ou un distributeur non nationalisé et un client éligible)

Son amendement n° 131 (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1811)

Son amendement n° 132 : non soutenu (p. 1811)

Article 48 (révision des contrats entre EDF et les producteurs d'électricité)

Son amendement n° 133 (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1815)

Jean MICHEL

*Puy-de-Dôme (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome VIII : Défense (crédits d'équipement) (n° 1114) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1413), portant réforme du code de justice militaire et du code de procédure pénale [22 juin 1999] (n° 1732)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Répond au rappel au règlement de M. Patrick Devedjian : souligne que, l'année dernière, M. Pierre Mazeaud, Président de séance, a fait application de l'article 44, alinéa 2, de la Constitution à un sous-amendement déposé tardivement et que le ministre de l'intérieur interrogé à ce sujet avait alors déclaré que : "la Constitution, reprise par l'article 100 du règlement, donne la possibilité au Gouvernement de s'opposer à la discussion d'amendements ou de sous-amendements qui n'ont pas été débattus par la commission" [2 décembre 1998] (p. 9963)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 8246)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions (p. 8247)

Défense : crédits (p. 8246)

Défense : hélicoptères (p. 8247)

Défense : loi de programmation militaire :
professionnalisation (p. 8246)

Espace (p. 8247)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 décembre 1998] (p. 9931)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Patrick Devedjian (cf. supra) (p. 9961)

Projet de loi n° 677 portant réforme du code de justice militaire

Rapporteur de la commission de la défense nationale et des forces armées

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [30 juin 1999] (p. 6782)

Son intervention (p. 6783)

Thèmes :

Droit pénal : code de procédure pénale (p. 6784)

Justice : justice militaire : juge d'instruction (p. 6784)

Discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6787)

Article 2 (article 2 du code de justice militaire : droit applicable devant le tribunal aux armées de Paris)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (équivalences fonctionnelles entre les juridictions de droit commun et le tribunal aux armées de Paris) : adopté (p. 6787)

Article 3 (article 4 du code de justice militaire : organisation du tribunal aux armées et cour d'appel compétente)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (institution, hors du territoire de la République, de chambres détachées au tribunal aux armées de Paris, uniquement pour le jugement des contraventions et des délits) : adopté (p. 6787)

Article 5 (article 6 du code de justice militaire : composition du tribunal aux armées)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (composition des formations de jugement du tribunal aux armées) : adopté (p. 6788)

Article 27 bis (article 205 du code de justice militaire : composition du tribunal aux armées pour le jugement des crimes)

Soutient l'amendement n° 4 rectifié de la commission (de conséquence) : adopté (p. 6790)

Article 46 (article 698-2 du code de procédure pénale : mise en mouvement de l'action publique par la partie lésée - avis du ministre de la défense)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (de suppression) : adopté (p. 6792)

Jean-Pierre MICHEL

*Haute-Saône (2^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité (n° 1118) [14 octobre 1998]

Rapporteur de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité (n° 1119) [14 octobre 1998]

Rapporteur de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité (n° 1120) [14 octobre 1998]

Rapporteur de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité (n° 1121) [14 octobre 1998]

Rapporteur de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité (n° 1122) [14 octobre 1998]

Rapporteur de la proposition de loi portant création d'une nouvelle collectivité territoriale : le Haut-Conseil de l'agglomération parisienne (n° 1350) [17 février 1999]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7404)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1118 relative au pacte civil de solidarité [13 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi :

1° (n° 1118) de M. Jean-Pierre Michel, relative au pacte civil de solidarité

2° (n° 1119) de M. Jean-Marc Ayrault et plusieurs de ses collègues, relative au pacte civil de solidarité

3° (n° 1120) de M. Alain Bocquet et les membres du groupe communiste, relative au pacte civil de solidarité

4° (n° 1121) de M. Guy Hascoët, relative au pacte civil de solidarité

5° (n° 1122) de M. Alain Tourret, relative au pacte civil de solidarité [14 octobre 1998] (n° 1138)

Proposition de loi n° 1443 tendant à réprimer le fait de chasser sous l'emprise d'un état d'imprégnation alcoolique [9 mars 1999]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi modifiée par le Sénat (n° 1479), relative au mariage, au concubinage et aux liens de solidarité [24 mars 1999] (n° 1482)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Georges Sarre (n° 1350) portant création d'une nouvelle collectivité territoriale : le Haut Conseil de l'agglomération parisienne [7 avril 1999] (n° 1529)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [18 mai 1999] (n° 1601)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, rejetée par le Sénat en deuxième lecture (n° 1587), relative au pacte civil de solidarité [27 mai 1999] (n° 1639)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Voirie. Autoroutes. Liaisons Langres Territoire de Belfort [9 décembre 1998] (p. 10232)

Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Haute-Saône [27 janvier 1999] (p. 455)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 537, posée le 14 décembre 1998. Etablissements de santé. Centres de moyens et long séjour (J.O. Questions p. 6743). Appelée le 15 décembre 1998.

Programme de médicalisation du système d'information (p. 10453)

n° 626, posée le 15 février 1999. Retraites : fonctionnaires civils et militaires. Annuités liquidables (J.O. Questions p. 839). Appelée le 16 février 1999. Fonctionnaires ayant accompli les obligations du service national en qualité d'objecteurs de conscience (p. 1420)

n° 766, posée le 3 mai 1999. Système pénitentiaire. Détenus (J.O. Questions p. 2553). Appelée le 4 mai 1999. Minima sociaux, attribution (p. 3921)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Louis Debré : indique qu'il a donné l'avis de la commission [8 novembre 1998] (p. 8533)

Répond au rappel au règlement de M. Patrick Devedjian : observe que l'amendement du Gouvernement a été repoussé par la commission des lois et qu'il arrive que des sous-amendements soient déposés en commission [2 décembre 1998] (p. 9960)

Condamne la participation de la France à l'intervention au Kosovo et demande une réunion de la conférence des présidents pour savoir si la déclaration du Gouvernement prévue le 26 mars est maintenue [24 mars 1999] (p. 2802)

DÉBATS

Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1998] (p. 6241)

Son intervention (p. 6241)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 6265)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 6242)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 6242)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 6267)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : propositions de loi (p. 6242)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 6242)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 6241, 6242, 6268)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 6242, 6266 à 6268)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 6267, 6268)
 Famille : mariage (p. 6243, 6266, 6267)
 Famille : politique familiale (p. 6268)
 Justice : Cour de cassation (p. 6266)
 Parlement : rôle (p. 6241, 6242)
 Partis et mouvements politiques : opposition (p. 6265)
 Politique générale : libéralisme (p. 6266)
 Santé : sida (p. 6242)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Son intervention (p. 7938)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 8004)

Intervient sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 8352)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 8436)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 8004)
 Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 7938)
 Assemblée nationale : question préalable (p. 8352)
 Assemblée nationale : recevabilité (p. 8005)
 Assemblée nationale : Règlement (p. 8005)
 Conseil constitutionnel (p. 8005, 8437)
 Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 7939, 8005, 8438)
 Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 8005)
 Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : droits de l'enfant (p. 7939)
 Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fratreries (p. 7939)
 Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : population (p. 7940)
 Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : propositions de loi (p. 7939, 8437)
 Droits de l'homme et libertés publiques : atteintes à la vie privée (p. 8005, 8006)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 8005)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 8437)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté (p. 7939)

Etat : Conseil économique et social (p. 8005)

Famille : mariage (p. 7939)

Justice : Conseil d'Etat (p. 8004)

Justice : Cour de cassation : concubinage (p. 8437, 8438)

Parlement : rôle : article 34 (p. 8006)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 8436 à 8438)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 1046 soutenu par M. Patrick Bloche (signification de la rupture unilatérale qui prend effet après un délai de trois mois) (p. 9836) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9877)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 1150 soutenu par M. Patrick Bloche (de coordination) (p. 9942) : adopté (p. 9943)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son sous-amendement n° 1151 soutenu par M. Patrick Bloche (bénéfice des dispositions de l'article après un délai de deux ans à compter de la conclusion du PACS) à l'amendement n° 696 du Gouvernement (p. 9964) (nouvelle rédaction de l'article portant à trois ans le délai pour le bénéfice de ses dispositions et limitant la suppression de condition de délai pour raison de santé aux seuls droits exigibles en cas de décès) : adopté (p. 9967)

Son sous-amendement n° 1155 soutenu par M. Patrick Bloche (de coordination) à l'amendement n° 696 du Gouvernement (p. 9965) : adopté (p. 9967)

Son sous-amendement n° 1152 soutenu par M. Patrick Bloche (abattement de 300 000 F et de 375 000 F au 1er janvier 2000) à l'amendement n° 696 du Gouvernement (p. 9965) : adopté (p. 9967)

Son sous-amendement n° 1156 soutenu par M. Patrick Bloche (de coordination) à l'amendement n° 696 du Gouvernement (p. 9965) : adopté (p. 9967)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son intervention (p. 9969)

Article 5 (droit à congés)

Soutient l'amendement n° 1172 de la commission (substitution du quatrième alinéa au troisième alinéa dans la référence à l'article L. 226- 1 du code du travail afin d'accorder un congé pour le décès du partenaire ou d'un enfant) : adopté (p. 9977)

Article 12 (compensation des pertes éventuelles de recettes)

Son intervention (p. 10218)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3034, 3057)

Son intervention (p. 3038)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3047)

Intervient sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 3063)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3086)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3038, 3039, 3063, 3086)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 3372)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 3039)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 3039, 3047)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fratreries (p. 3372)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : mariage (p. 3039)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : Tom et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 3047)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : concubinage (p. 3038, 3372)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 3038)

Famille : concubinage : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3047)

Parlement : Sénat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3038, 3064, 3372)

Partis et mouvements politiques : opposition : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3062)

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er B (définition du mariage)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3111)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission des affaires culturelles (de suppression) : adopté (p. 3111)

Article 1er C (définition du concubinage)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3114)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Soutient l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) : adopté après modifications (p. 3209)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 5 rectifié de la commission (cessation du PACS durant lequel un des partenaires est placé sous tutelle) (p. 3209) : adopté (p. 3211)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (insertion dans le code civil d'un article 515-8 définissant le concubinage) : adopté (p. 3214)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Soutient l'amendement n° 7 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3216) : adopté (p. 3220)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission des affaires culturelles (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et suppression du délai de deux ans pour les successions) : adopté après modifications (p. 3229)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et suppression du délai de deux ans pour les successions) : adopté après modifications (p. 3229)

Article 5 (droits à congés)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3234)

Article 6 supprimé par le Sénat (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission des affaires culturelles (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3237) : adopté (p. 3242)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3237) : adopté (p. 3242)

Article 8 supprimé par le Sénat (priorité de mutation des fonctionnaires)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3244) : adopté après modifications (p. 3246)

Article 9 supprimé par le Sénat (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3246) : adopté (p. 3248)

Article 11 (décrets d'application)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission des affaires culturelles (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3249) : adopté (p. 3250)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3249) : adopté (p. 3250)

Titre

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement du titre adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : "proposition de loi relative au pacte civil de solidarité") : adopté (p. 3252)

Explications de vote et vote [7 avril 1999] (p. 3370)

Son intervention (p. 3372)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5499, 5521)

Son intervention (p. 5501)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5511)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 5525)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 5545)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5511)

Constitution : préambule : famille (p. 5512)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 5512)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : finances publiques (p. 5511, 5512)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : indivisions (p. 5512)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration universelle des droits de l'homme : bloc de constitutionnalité (p. 5512)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 5501)

Famille : couple : statuts (p. 5501, 5502)

Parlement : Sénat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5501)

Discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5550) ; [9 juin 1999] (p. 5613, 5659)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)

Son intervention (p. 8852)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : peines (p. 8853)

Droit pénal : présomption d'innocence (p. 8853)

Justice : réforme (p. 8852, 8853)

Système pénitentiaire (p. 8853)

Système pénitentiaire : détenus (p. 8853)

Système pénitentiaire : détenus : famille (p. 8853)

Système pénitentiaire : insertion professionnelle et sociale (p. 8853)

Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire (p. 8853)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 1998] (p. 9509)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Jacques Guillet (p. 9531)

Thème :

Union européenne : Traité d'Amsterdam : référendums (p. 9531)

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Son amendement n° 1 soutenu par M. Georges Sarre (création d'une septième commission permanente dans chacune des chambres du parlement) (p. 9545) : rejeté (p. 9548)

Son amendement n° 2 soutenu par M. Georges Sarre (primauté des traités et accords sur les seules lois antérieures) (p. 9549) : rejeté (p. 9550)

Après l'article unique

Son amendement n° 3 soutenu par M. Georges Sarre (renégociation du traité sur l'Union européenne à l'initiative du Parlement et contrôle parlementaire sur la construction européenne) (p. 9578) : rejeté au scrutin public (p. 9580)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2768)

Son intervention (p. 2771)

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Article 1er (article préliminaire du code de procédure pénale : principes fondamentaux de la procédure pénale)

Soutient le sous-amendement n° 290 de M. Jack Lang (mesures de contrainte ne devant en aucun cas porter atteinte à la dignité) à l'amendement n° 72 de la commission (nouvelle rédaction des paragraphes III et IV mettant l'accent sur les garanties bénéficiant à la personne poursuivie et instituant le double degré de juridiction) : adopté (p. 2791)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 306 du Gouvernement (droit au silence de la personne placée en garde à vue) (p. 2810)

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Jacques Floch (emprisonnement individuel au titre de la détention provisoire) (p. 2812)

Article 2 (article 63-4 du code de procédure pénale : intervention de l'avocat dès le début de la garde à vue)

Soutient l'amendement n° 293 rectifié de M. Jack Lang (présence de l'avocat tout au long de la garde à vue et suppression des restrictions à son intervention en matière de proxénétisme et de délinquance organisée) : rejeté (p. 2815)

Son sous-amendement n° 252 soutenu par Mme Christine Lazerges (présence de l'avocat à

l'issue de la dixième heure) à l'amendement n° 82 de la commission (présence de l'avocat au début de la garde à vue et à l'issue de la vingtième heure) (p. 2816) : rejeté (p. 2817)

Après l'article 2

Son amendement n° 254 (enregistrement sonore des interrogatoires des mineurs placés en garde à vue) : adopté (p. 2825)

Après l'article 18

Son amendement n° 255 soutenu par M. Pierre Albertini (comparution immédiate - maintien du quantum d'un an de peine encourue pour la mise en détention provisoire dans le seul cas de flagrant délit) (p. 2906, 2908) : rejeté (p. 2909)

Article 20 (articles 77-2 et 77-3 du code de procédure pénale : délai raisonnable en matière d'enquêtes de police judiciaire)

Son sous-amendement n° 251 soutenu par M. Patrick Devedjian (suppression de la référence à l'ordre public justifiant une audience non publique) à l'amendement n° 119 de la commission (suppression de la référence au bon déroulement de l'enquête justifiant une audience non publique et motivation de la décision du président du tribunal de grande instance sur la demande de publicité) (p. 2924) : devenu sans objet (p. 2926)

Article 25 (articles 11, 145, 177-1, 199, 199-1, 212-1 et 803 du code de procédure pénale : "fenêtres de publicité" dans la procédure pénale)

Son amendement n° 253 : non soutenu (p. 2948)

Proposition de loi n° 1350 portant création d'une nouvelle collectivité territoriale : le Haut-Conseil de l'agglomération parisienne

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3781)

Son intervention (p. 3781)

Thèmes :

Collectivités territoriales : Paris (p. 3781)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 3781, 3782)

Régions : Ile-de-France : généralités (p. 3781)

Régions : Ile-de-France : statuts (p. 3781)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6389, 6401)

Article 1er (articles 30 à 30-3 du code de procédure pénale - attributions du ministre de la justice)

Son sous-amendement n° 30 soutenu par M. Georges Sarre (magistrats du parquet tenus d'appliquer les directives et de rendre compte) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article substituant le terme directives à celui d'orientations générales de politique pénale, indiquant qu'elles sont transmises au parquet pour application et précisant le contenu du droit d'action du ministre) (p. 6402) : rejeté (p. 6403)

Son sous-amendement n° 31 soutenu par M. Georges Sarre (intervention du ministre dans les affaires individuelles sauf pour enjoindre de ne pas poursuivre) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 6404) : rejeté (p. 6405)

Son sous-amendement n° 32 (possibilité pour le ministre d'interjeter appel de toute décision juridictionnelle en cas d'inaction du ministère public) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : rejeté (p. 6406)

Didier MIGAUD

*Isère (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1999 [J.O. du 10 décembre 1998] (p. 18624)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1999 [J.O. du 11 décembre 1998] (p. 18686)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances

rectificative pour 1998 [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18977)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1998 [J.O. du 17 décembre 1998] (p. 19081)

Rapporteur de la proposition de résolution sur :

- l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 - (COM (98) 164 final/E 1049) ;

- le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC (98) 698 final/E 1128) (n° 1409) [3 mars 1999]

Rapporteur de la proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne la possibilité d'appliquer à titre expérimental un taux de TVA réduit sur les services à forte intensité de main-d'oeuvre (COM (99) 62 final/n° E 1236) (n° 1526) [11 mai 1999]

Rapporteur de la proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil visant à garantir un minimum d'imposition effective des revenus de l'épargne sous forme d'intérêts à l'intérieur de la Communauté (COM (98) 0295 final/n° E 1105) (n° 1538) [18 mai 1999]

Rapporteur de la proposition de résolution sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 2000 (n° E 1253) (n° 1676) [15 juin 1999]

DÉPÔTS

Rapport général déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1998 (n° 230)

Tome I - Rapport général

Volume 1 Agir pour plus de croissance et plus de justice

Volume 2 Equilibre budgétaire : de nouvelles marges pour soutenir la croissance et l'emploi

Tome II - Examen de la première partie du projet de loi de finances

Conditions générales de l'équilibre financier

Tome III - Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances

Moyens des services et dispositions spéciales (n° 305) [9 janvier 1997]

Rapport général déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078)

Tome I - Rapport général

Volume 1- Les objectifs : conforter la croissance et l'emploi, approfondir la solidarité, alléger les prélèvements

Volume 2 - Une dynamique nouvelle pour l'équilibre budgétaire

Tome II - Examen de la première partie du projet de loi de finances : conditions générales de l'équilibre financier

Volume 1- Examen en commission

Volume 2 - Tableau comparatif

Tome III - Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances

Moyens des services et dispositions spéciales (n° 1111) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances rectificatives pour 1998 (n° 1210)

Tome I : Exposé général et examen des articles

Tome II : Annexes : Observations sur les mouvements de crédits intéressant les différents ministères [25 novembre 1998] (n° 1224)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1159), portant règlement définitif du budget de 1995 [25 novembre 1998] (n° 1225)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) [10 décembre 1998] (n° 1256)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, en nouvelle lecture sur le projet de loi de finances pour 1999, modifié par le Sénat (n° 1252) [15 décembre 1998] (n° 1269)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1998 (n° 1210) [16 décembre 1998] (n° 1274)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, en nouvelle lecture, sur le projet de loi de finances rectificatives pour 1998 modifié par le Sénat (n° 1272) [17 décembre 1998] (n° 1282)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en vue de la lecture définitive du projet de loi de finances pour 1999 (n° 1283) [18 décembre 1998] (n° 1284)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en vue de la lecture définitive du projet de loi de finances rectificative pour 1998 (n° 1322) [22 décembre 1998] (n° 1323)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution (n° 1409) de M. Gérard Fuchs, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur :

- l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM (98) 164 final/n° E 1049),

- le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC (98) 698 final/n° E 1128) [10 mars 1999] (n° 1453)

Proposition de résolution n° 1526 sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne la possibilité d'appliquer à titre expérimental un taux de TVA réduit sur les services à forte intensité de main-d'oeuvre (COM (99) 62 final/n° E 1236) [6 avril 1999]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution n° 1526 de M. Didier Migaud, sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne la possibilité d'appliquer à titre expérimental un taux de TVA réduit sur les services à forte intensité de main-d'oeuvre (COM (99) 62 final/n° E 1236) [11 mai 1999] (n° 1585)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 1277) portant règlement définitif du budget de 1997 [18 mai 1999] (n° 1603)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan préalable au débat d'orientation budgétaire pour 2000 [16 juin 1999] (n° 1695)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution (n° 1676) de M. Gérard Fuchs, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 2000 (n° E 1253) [30 juin 1999] (n° 1750)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en conclusion des travaux d'une mission d'évaluation et de contrôle constituée le 3 février 1999

Annexes :

n° 1 - La politique autoroutière - Rapporteur spécial : M. Jean-Louis Idiart

n° 2 - La gestion des effectifs et des moyens de la police nationale - Rapporteur spécial : M. Tony Dreyfus

n° 3 - Les aides à l'emploi - Rapporteur spécial : M. Gérard Bapt

n° 4 - L'utilisation des crédits de la formation professionnelle - Rapporteur spécial : M. Jacques Barrot [7 juillet 1999] (n° 1781)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur l'application des dispositions fiscales contenues dans les lois de finances et dans les lois n° 96-314 du 12 avril 1996 et n° 98-546 du 2 juillet 1998 [7 juillet 1999] (n° 1783)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur la proposition de résolution (n° 1538) de M. Gérard Fuchs, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur la proposition de directive du Conseil visant à garantir un minimum d'imposition effective des

revenus de l'épargne sous forme d'intérêts à l'intérieur de la Communauté - COM (98) final / E 1105 [22 septembre 1999] (n° 1808)

Rapport général déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805)

Tome I - Rapport général

Volume 1 - Pour une croissance solidaire plus forte, une gestion dynamique et maîtrisée

Volume 2 - Développer l'emploi, réduire les inégalités, alléger l'impôt : un budget volontaire

Tome II - Examen de la première partie du projet de loi de finances : conditions générales de l'équilibre financier

Volume 1 - Examen en commission

Volume 2 - Tableau comparatif

Tome III - Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances

Moyens des services et dispositions spéciales (n° 1861) [14 octobre 1999]

Rapport général déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585)

Rapport général n° 2624 (11 octobre 2000)

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan : M. Didier Migaud

Tome I - Rapport général

Volume 1 - Une croissance maintenue, au service de l'emploi et de la justice sociale

Volume 2 - La poursuite du redressement des finances publiques permet d'alléger substantiellement les impôts et de financer les dépenses prioritaires

Tome II - Examen de la première partie du projet de loi de finances - Conditions générales de l'équilibre financier

Volume 1 - Examen des articles

Volume 2 - Tableau comparatif

Tome III - Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances - Moyens des services et dispositions spéciales (n° 2624) [11 octobre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts et taxes. Associations. Réglementation, application [17 février 1999] (p. 1553)

Politique économique. Croissance. Prévisions [19 mai 1999] (p. 4587)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6290) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son sous-amendement n° 969 soutenu par M. François Patriat (sous-sections spécifiques "à compétence nationale" au sein des organisations interprofessionnelles pour les produits "montagne") à l'amendement n° 822 de M. André Vauchez (organisations interprofessionnelles pour les produits issus de l'agriculture biologique) : adopté (p. 6316)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1998] (p. 6507) ; [14 octobre 1998] (p. 6551, 6613)

Son intervention (p. 6507)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 6525)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 6544)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 6633)

Thèmes :

Assurances : assurance vie (p. 6510, 6511)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6511)

Commerce extérieur (p. 6507)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6508)

Enseignement : crédits (p. 6508)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6508, 6509)

Finances publiques : dépenses (p. 6508, 6509, 6525)

Finances publiques : dette publique (p. 6509)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6511)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6509, 6510)

Finances publiques : recettes (p. 6508, 6525)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 6510)

Impôt sur le revenu : crédit d'impôt au titre des dépenses d'entretien afférentes à l'habitation principale (p. 6510)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 6508)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 6510)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6511)

Justice : crédits (p. 6508)

Marchés financiers : généralités (p. 6507)

Parlement : relations entre le Parlement et le Gouvernement (p. 6508)

Politique économique : conjoncture (p. 6507)

Politique économique : consommation (p. 6507)

Politique économique : croissance (p. 6507, 6508, 6511)

Politique économique : investissement (p. 6507)

TVA : taux (p. 6510)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (maintien à 16 380 F de l'avantage maximum en impôt résultant de la demi-part additionnelle de quotient familial accordée aux invalides et anciens combattants) : adopté (p. 6679)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (maintien à 16 830 F de l'avantage maximum en impôt résultant de la demi-part additionnelle de quotient familial accordée aux veufs, célibataires ou divorcés ayant eu des enfants à charge, pour l'imposition des années antérieures à l'année du vingt-septième anniversaire de la naissance du dernier enfant) : adopté (p. 6679)

Article 42 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 6683)

Thèmes :

Aménagement du territoire : fonds structurels (p. 6683)

Politiques communautaires : actions extérieures (p. 6683) ; fraude (p. 6684) ; politiques internes (p. 6683, 6684)

Politiques communautaires : budget (p. 6683, 6684) ; dépenses (p. 6684)

Union européenne : contribution française (p. 6684) ; euro (p. 6683)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Christian Cuvilliez (réduction du prélèvement) (p. 6707)

Après l'article 2 (suite)

Article 5 (extension du régime fiscal des micro-entreprises)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (de précision) : adopté (p. 6737)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (correction d'une erreur de référence) : adopté (p. 6737)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (correction d'une erreur de référence) : adopté (p. 6738)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6739)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6739)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (nouveau cas d'évaluation d'office lorsqu'il a été constaté l'emploi de travailleurs dissimulés relevant de la catégorie des bénéficiaires industriels et commerciaux) : adopté (p. 6740)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (nouveau cas d'évaluation d'office lorsqu'il a été constaté l'emploi de travailleurs dissimulés relevant de la catégorie des bénéficiaires non commerciaux) : adopté (p. 6740)

Article 6 (aménagement du régime simplifié d'imposition en matière de taxe sur la valeur ajoutée)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6743)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6743)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (continuité du régime de TVA en cas de décès d'un exploitant agricole) (p. 6744)

Après l'article 8

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (application aux oeuvres d'art d'une évaluation forfaitaire égale à 3 % de l'ensemble des autres valeurs du patrimoine déclaré au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune) : adopté au scrutin public (p. 6776)

Article 11 (aménagement des règles du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 534 rectifié (rédactionnel) : adopté (p. 6780)

Son amendement n° 535 (de précision) : adopté (p. 6782)

Après l'article 14

Soutient l'amendement n° 14 corrigé de la commission (rétablissement des sanctions en cas de défaut de déclaration des successions en Corse) : adopté au scrutin public (p. 6795)

Soutient l'amendement n° 33 deuxième correction précédemment réservé de la commission (relèvement

de l'abattement dont bénéficie le conjoint survivant avant la perception des droits de mutation à titre gratuit) : adopté après rectification (suppression du gage) et modifications (p. 6811)

Article 15 (régime des titres ou droits de personnes morales ou organismes, détenant directement ou par personne interposée, des immeubles ou droits immobiliers sis en France)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (de précision) : adopté (p. 6813)

Article 16 (imposition des plus-values constatées et des plus-values en report d'imposition en cas de transfert du domicile hors de France)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6818)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6819)

Après l'article 16

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (sursis d'imposition des plus-values professionnelles à long terme en cas de défaut de paiement) : retiré (p. 6820)

Article 18 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et mise en oeuvre d'un remboursement de TIPP aux transporteurs routiers)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (abaissement du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au gaz de pétrole liquéfié) (p. 6827)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (abaissement du taux de la taxe intérieure de consommation applicable au gaz naturel véhicule) (p. 6827)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6828)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6829)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (modification du régime fiscal de l'aquazole) (p. 6830)

Son sous-amendement n° 531 (de précision) à l'amendement n° 23 de la commission : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6830)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (augmentation du volume de gaz de pétrole liquéfié défiscalisé pour les taxis) (p. 6830)

Article 19 (application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux abonnements souscrits pour la fourniture de gaz et d'électricité)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (application du taux réduit de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'électricité, de gaz combustible et d'énergie calorifique) : adopté (p. 6839)

Article 21 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations de collecte et de tri sélectifs des ordures ménagères)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (application du taux réduit de la TVA aux opérations de traitement portant sur des déchets ménagers ayant fait l'objet d'une collecte séparative) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6866)

Article 22 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux subventionnés par l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (de précision) : adopté (p. 6867)

opérations de construction des logements-foyers mises en oeuvre entre le 1er octobre 1996 et le 2 juillet 1998) (p. 6868)

Après l'article 22

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (majoration du crédit d'impôt pour les dépenses d'entretien) : retiré (p. 6871)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (assujettissement à la TVA des prestations fournies par les parcs résidentiels de tourisme) : retiré (p. 6871)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (assujettissement au taux réduit de la TVA des travaux d'amélioration et d'entretien dans l'habitat) : rejeté (p. 6869)

Son amendement n° 546 (majoration du crédit d'impôt pour les dépenses d'entretien) : adopté après modifications (suppression du gage) (p. 6873)

Son amendement n° 554 (assujettissement à la TVA des prestations fournies par les villages résidentiels de tourisme) : adopté après modifications (suppression du gage) (p. 6874)

Article 23 (augmentation des taux de réduction de droits sur les donations)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (suppression, pour la période allant du 7 octobre 1998 au 31 décembre 1999, de toute limite d'âge pour le bénéfice de l'abattement de 50 % sur les droits applicables aux donations) : adopté (p. 6876)

Article 24 (moralisation des avantages liés à la transmission des patrimoines par le biais de l'assurance-vie)

Son amendement n° 539 rectifié (nouvelle rédaction de l'article prévoyant un prélèvement de 20 % sur la part excédant 1 million de francs et instituant un prélèvement de 0, 20 % à la charge des entreprises d'assurance-vie assis sur le montant des primes ou cotisations émises par elles en 1998) : adopté (p. 6882)

Article 25 (réduction de l'écart entre les minima de perception du droit de consommation sur les tabacs)

Son amendement n° 490 (prorogation d'un an du délai au terme duquel le minimum de perception applicable

aux cigarettes brunes sera aligné sur celui applicable aux cigarettes blondes) : adopté après rectification (suppression du gage)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (définition des limites territoriales de la région Ile-de-France) : adopté (p. 6891)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (définition du champ d'application de la taxe) : adopté (p. 6891)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (taxation à un tarif réduit des locaux à usage de bureaux dont sont propriétaires les organismes sans but lucratif à caractère sportif) : adopté (p. 6892)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 26 précédemment réservé de la commission (baisse de la TVA sur certains produits de confiserie et de chocolaterie) (p. 6903)

Après l'article 28

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (assimilation à des apports des droits d'adhésion perçus par les sociétés d'assurance mutuelles) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6904)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6923)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6928)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6928)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6929)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (rapport d'étape) : adopté (p. 6929)

Article 30 (taxe générale sur les activités polluantes)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (de précision) : adopté (p. 6941)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (de précision) : adopté (p. 6943)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6943)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6943)

Article 31 (amortissement exceptionnel des véhicules fonctionnant en bicarburation et des accumulateurs nécessaires à leur fonctionnement)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article prorogeant la validité du régime d'amortissement exceptionnel jusqu'au 1er janvier 2003) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6947)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (majoration de l'exonération de la taxe sur les véhicules des sociétés pour les véhicules fonctionnant en bicarburation) (p. 6948)

Article 32 (suppression de diverses taxes)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (avancement au 1er octobre 1998 de la date d'application de la suppression de la taxe sur les briquets et allumettes) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6948)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (relèvement des fractions du taux d'évolution du PIB prises en compte pour l'indexation de l'enveloppe normée des dotations de l'Etat) : retiré (p. 6967)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6969)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (réduction de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle pour les collectivités locales les moins favorisées) : adopté (p. 6969)

Soutient l'amendement n° 55 rectifié de la commission (suppression de la diminution de la dotation de compensation de la taxe professionnelle pour les communes figurant dans la première catégorie des communes de plus de 10 000 habitants éligibles à la dotation de solidarité urbaine) : retiré (p. 6970)

Soutient l'amendement n° 56 rectifié de la commission (accentuation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle pour les communes les mieux dotées en bases de taxe professionnelle et application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation aux bourgs-centres situés en zone de revitalisation rurale) : retiré (p. 6970)

Article 27 précédemment réservé (suppression de la taxe régionale sur les cessions d'immeubles et unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels)

Son amendement n° 491 (rédactionnel) : adopté (p. 6974)

Son amendement n° 492 (rédactionnel) : adopté (p. 6974)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (maintien du régime applicable aux marchands de biens pour les cessions d'immeubles professionnels réalisées entre le 1er janvier et le 30 juin 1999) : adopté après modifications (suppression du gage) (p. 6974)

Son amendement n° 493 (rédactionnel) : adopté (p. 6974)

Son amendement n° 494 (rédactionnel) : adopté (p. 6975)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (institution d'une dotation budgétaire au titre de la compensation des droits relatifs à la taxe

additionnelle régionale mentionnée à l'article 1599 sexies du code général des impôts) : retiré (p. 6976)

Après l'article 41

Son amendement n° 495 rectifié (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA de certains investissements réalisés par les collectivités locales sur des biens appartenant à l'Etat ou à des particuliers) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6977)

Intervient sur l'amendement n° 7 du Gouvernement (de suppression) (p. 7025)

Explications de vote et vote [20 octobre 1998] (p. 7016)

Son intervention (p. 7017)

**ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES
ADDITIONNELS NON RATTACHÉS**

[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Avant l'article 64

Soutient l'amendement n° 108 de la commission (maintien à 20 000 F du montant de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et les pensionnés) : adopté (p. 9030)

Soutient l'amendement n° 109 de la commission (prorogation des incitations fiscales à l'investissement outre-mer) : adopté (p. 9035)

Soutient l'amendement n° 110 de la commission (extension de l'agrément prévu pour la déduction de l'investissement outre-mer des revenus ou des résultats imposables) : adopté (p. 9036)

Soutient l'amendement n° 111 de la commission (amélioration des incitations fiscales à l'investissement outre-mer pour les contribuables passibles de l'impôt sur les sociétés) : adopté (p. 9038)

Article 64 (reconduction du crédit d'impôt recherche)

Soutient l'amendement n° 112 de la commission (suppression de la condition d'agrément pour les dépenses réalisées au titre d'opérations confiées à des organismes de recherche publics ou à des universités) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 9042)

Soutient l'amendement n° 113 de la commission (suppression de l'abrogation du paragraphe IV bis de l'article 244 quater b du code général des impôts) : adopté (p. 9042)

Soutient l'amendement n° 114 de la commission (de précision) : adopté (p. 9042)

Soutient l'amendement n° 115 de la commission (de précision) : adopté (p. 9042)

Article 65 (reconduction du crédit d'impôt pour dépenses de formation)

Soutient l'amendement n° 117 de la commission (nouvelle rédaction de l'article maintenant la base légale du calcul du crédit d'impôt pour les dépenses exposées en 1998 et supprimant le droit d'option au titre de l'année de création de l'entreprise) : adopté (p. 9043)

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire)

Son sous-amendement n° 209 (de précision) à l'amendement n° 118 de la commission : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 9051)

Son sous-amendement n° 210 (de précision) à l'amendement n° 118 de la commission : adopté (p. 9051)

Son amendement n° 212 (de coordination) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 9051)

Soutient l'amendement n° 119 de la commission (institution d'un avantage fiscal à l'investissement locatif dans les résidences de tourisme classées situées dans les zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire, dans les territoires ruraux de développement prioritaire ou dans les zones de revitalisation rurale) : adopté après modifications (p. 9054)

Son sous-amendement n° 211 (de coordination) à l'amendement n° 119 de la commission : adopté (p. 9054)

Soutient l'amendement n° 120 de la commission (rapport au Parlement) : adopté (p. 9054)

Après l'article 69

Soutient l'amendement n° 121 de la commission (crédit d'impôt pour l'acquisition ou la transformation d'un véhicule propre) : adopté (p. 9067)

Son amendement n° 213 (faculté pour le Conseil régional d'exonérer les véhicules propres de la taxe proportionnelle sur les certificats d'immatriculation) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 9071)

Intervient sur l'amendement n° 124 de la commission (taxe communale facultative sur les activités saisonnières à caractère commercial) (p. 9073)

Intervient sur l'amendement n° 122 de la commission (rapport au Parlement sur les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 9075)

Article 70 (gestion d'actifs hors de France dans des structures soumises à un régime fiscal privilégié constituées de personnes physiques)

Soutient l'amendement n° 125 de la commission (de précision) : adopté (p. 9078)

Soutient l'amendement n° 126 de la commission (de précision) : adopté (p. 9078)

Soutient l'amendement n° 127 de la commission (suppression d'un cumul d'impositions) : adopté (p. 9078)

Après l'article 70

Intervient sur l'amendement n° 129 de la commission (obligation de déclaration par les personnes physiques des transferts financiers internationaux d'un montant de plus de 50 000 F) (p. 9080)

Soutient l'amendement n° 130 de la commission (réduction de 150 000 à 50 000 F du seuil d'application de l'obligation de paiement par chèque pour les particuliers non commerçants) : adopté après modifications (p. 9081)

Son sous-amendement n° 214 (maintien du montant de l'amende) à l'amendement n° 130 de la commission : adopté (p. 9081)

Intervient sur l'amendement n° 128 de la commission (renforcement de l'information du Parlement sur les résultats du contrôle fiscal) (p. 9086)

Soutient l'amendement n° 133 de la commission (rapport au Parlement sur les modalités d'exercice du contrôle fiscal en matière d'impôts locaux) : adopté (p. 9086)

Après l'article 72

Soutient l'amendement n° 134 de la commission (paiement de la TVA pour les acquisitions intracommunautaires de véhicules neufs) : adopté après rectification (p. 9088)

Après l'article 73

Son amendement n° 150 (obligation d'adoption de la taxe professionnelle unique pour les groupements de communes de plus de 100 000 habitants) : retiré (p. 9115)

Son amendement n° 148 (prélèvement d'une fiscalité additionnelle par les groupements de communes à taxe professionnelle unique) : retiré (p. 9115)

Son amendement n° 149 (exclusion des groupements de communes à taxe professionnelle unique du champ d'application du dispositif de liaison à la baisse entre les taux des impôts sur les ménages et le taux de la taxe professionnelle) : retiré (p. 9115)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Yves Cochet (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des travaux hydrauliques réalisés par les collectivités locales sur des biens appartenant à des tiers) (p. 9116)

Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Yves Cochet (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des travaux hydrauliques réalisés sur des dépendances du domaine public de l'Etat mises à la disposition des collectivités locales) (p. 9116)

Article 74 (prorogation de la majoration exceptionnelle des cotisations additionnelles aux contrats d'assurance prélevées au profit du Fonds national de garantie des calamités agricoles)

Soutient l'amendement n° 135 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : adopté (p. 9119)

Après l'article 74

Soutient l'amendement n° 136 de la commission (fixation des coefficients de majoration des valeurs

cadastrales servant de base aux impôts directs locaux en 1999) : adopté (p. 9123)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10582)

Son intervention (p. 10584)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales (p. 10585)

Finances publiques : dépenses (p. 10584, 10585)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10585)

Impôt sur le revenu : abattements : pensions (p. 10585)

Logement : épargne logement (p. 10584)

Parlement : Sénat (p. 10584 à 10586)

Politique économique : conjoncture (p. 10585)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 10585)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10584)

Prestations familiales : allocation de parent isolé (p. 10584)

TVA : taux (p. 10585)

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10613)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10613)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (suppression progressive des déductions forfaitaires supplémentaires dont bénéficient certaines professions au titre de leurs frais professionnels) : adopté (p. 10614)

Article 2 bis supprimé par le Sénat (réduction d'impôt au bénéfice de certains titulaires de demi-parts additionnelles de quotient familial)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture sous réserve d'une rectification rédactionnelle) : adopté (p. 10616)

Article 2 ter (exonération de taxe sur les salaires pour les associations agréées d'aide à domicile)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10616)

Article 3 bis (institution d'une réduction d'impôt pour les dons à certaines organisations humanitaires)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10616)

Article 4 bis A (déduction pour investissement outre-mer en cas de prise de participation dans des productions audiovisuelles et cinématographiques)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (de suppression) : réservé (p. 10620)

Article 5 supprimé par le Sénat (extension du régime fiscal des micro-entreprises)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture sous réserve d'un assouplissement concernant l'irrévocabilité de l'option pour les contribuables relevant du régime des bénéficiaires non commerciaux) : adopté après modifications et rectification (suppression du gage) (p. 10626)

Son sous-amendement n° 204 (rapport au Parlement) à l'amendement n° 36 de la commission : adopté (p. 10626)

Article 8 (augmentation du barème de l'imposition de solidarité sur la fortune)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10627)

Article 9 supprimé par le Sénat (limitation de l'exonération d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des biens professionnels de l'activité de loueur en meublé)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10627)

Article 10 supprimé par le Sénat (imposition à l'impôt de solidarité sur la fortune des biens ou droits dont la propriété est démembrée)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 10629)

Son sous-amendement n° 206 (de coordination) à l'amendement n° 39 de la commission : adopté (p. 10629)

Son sous-amendement n° 209 (institution d'un abattement de 50 % sur la valeur imposable du droit réservé par le donateur) à l'amendement n° 39 de la commission : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10629)

Son sous-amendement n° 210 (application du dispositif aux démembrements de propriété réalisés à compter du 1er janvier 1999) à l'amendement n° 39 de la commission : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10629)

Article 11 (aménagement des règles du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10629)

Article 13 (renforcement des obligations déclaratives relatives aux dettes déduites de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10630)

Article 14 (modification des règles de territorialité en matière de droits de mutation à titre gratuit)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (exclusion des salariés ayant eu leur domicile fiscal en France du champ d'application de l'article) : adopté (p. 10631)

Article 14 ter (rétablissement des sanctions en cas de défaut de déclaration des successions en Corse)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (application du dispositif à compter du 1er janvier 2000) : adopté (p. 10638)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (application du dispositif à compter du 1er janvier 2000) : adopté (p. 10640)

Article 14 quater (réactivation de la commission mixte créée par la loi du 13 mai 1991 portant statut de la collectivité territoriale de Corse)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (réduction à neuf mois du délai de présentation du rapport de la commission mixte au Parlement) : adopté (p. 10641)

Article 16 (imposition des plus-values constatées et des plus-values en report d'imposition en cas de transfert du domicile hors de France)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10642)

Article 18 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et mise en oeuvre d'un remboursement de TIPP aux transporteurs routiers)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10642)

Article 21 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations de collecte et de tri sélectifs des ordures ménagères)

Son intervention (p. 10645)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10648)

Article 22 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux subventionnés par l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Soutient l'amendement n° 251 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture sous réserve de modifications rédactionnelles) : retiré (p. 10649)

Article 22 quater (application du taux réduit de la TVA aux travaux relatifs à certains casernements de gendarmerie)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10651)

Article 22 quinquies (application du taux réduit de la TVA sur le droit d'utilisation de certaines installations sportives)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10651)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son sous-amendement n° 205 (exonération des locaux de stockage des coopératives agricoles) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) : adopté (p. 10667)

Article 28 supprimé par le Sénat (réduction du taux de l'avoir fiscal)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10673)

Article 28 ter supprimé par le Sénat (réintégration d'une quote-part des frais et charges afférente aux dividendes perçus par les sociétés mères)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10674)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10675)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10675)

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10676)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10676)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10676)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10677)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10677)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10678)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10678)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10679)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10680)

Article 29 bis (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les bénéficiaires de certaines prestations sociales)

Soutient l'amendement n° 75 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10681)

Article 29 ter (exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les salines et marais salants exploités à titre individuel)

Soutient l'amendement n° 76 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10681)

Article 30 supprimé par le Sénat (taxe générale sur les activités polluantes)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 10684)

applicable au frêt) à l'amendement n° 8 rectifié du Gouvernement (p. 10687)

Article 36 (prélèvement exceptionnel sur les caisses d'épargne)

Soutient l'amendement n° 78 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10688)

Article 36 bis (inclusion de la zone économique exclusive de Saint-Pierre-et-Miquelon dans le champ d'application de la redevance sur les concessions de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux)

Soutient l'amendement n° 79 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : adopté (p. 10689)

Article 27 précédemment réservé (suppression de la taxe régionale sur les cessions d'immeubles et unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10690)

Son amendement n° 253 (de coordination) : adopté (p. 10690)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10690)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10691)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10691)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (de précision) : retiré (p. 10691)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (de coordination) : retiré (p. 10691)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (de coordination) : retiré (p. 10691)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10691)

Son amendement n° 207 (modulation de la compensation versée aux régions au titre de la baisse des droits de mutation à titre onéreux) : adopté (p. 10692)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Son amendement n° 208 (fraction de croissance prise en compte pour l'indexation de l'enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités locales) : adopté (p. 10696)

Soutient l'amendement n° 81 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10696)

Article 40 bis (compensation intégrale des pertes de DCTP aux communes les moins favorisées)

Son amendement n° 211 (atténuation des pertes de dotation de compensation de la taxe professionnelle subies par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont une commune au moins est éligible soit à la dotation de solidarité urbaine soit à la fraction bourgs-centres de la dotation de solidarité rurale) : adopté (p. 10697)

Article 41 bis (élargissement des critères d'éligibilité au FCTVA)

Soutient l'amendement n° 83 de la commission (maintien de l'obligation de conclure une convention pour rendre éligibles au Fonds de compensation pour la TVA les travaux exécutés sur le domaine public de l'Etat qui présentent un caractère d'urgence) : adopté (p. 10698)

Article 4 bis A précédemment réservé (déduction pour investissement outre-mer en cas de prise de participation dans des productions audiovisuelles et cinématographiques)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10699)

Article 43 et état A (équilibre général du budget)

Soutient l'amendement n° 165 de la commission (de conséquence des décisions prises par la commission des finances) : retiré (p. 10717)

Article 45 et état B (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils)

Soutient les amendements n° 84 à 94 de la commission

Soutient les amendements n° 95 à 103 de la commission

)

Soutient les amendements n° 105 à 114 de la commission

Soutient l'amendement n° 115 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10730)

Article 46 et état C (mesures nouvelles - dépenses en capital des services civils)

Soutient les amendements n° 116 corrigé à 118 corrigé de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 10733)

Article 52 (modification des recettes du compte d'affectation spéciale n° 902-22 "Fonds pour l'aménagement de l'Île-de-France")

Soutient l'amendement n° 120 de la commission (de coordination) : adopté (p. 10733)

Article 64 AA (rétablissement de l'exonération d'impôt sur le revenu pour les prestations maternité)

Soutient l'amendement n° 121 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10738)

Article 64 AB (maintien à 20 000 F du montant de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et les pensionnés)

Soutient l'amendement n° 122 de la commission (pérennisation au niveau fixé pour l'imposition des revenus de l'année 1998 du montant de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et pensionnés) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10739)

Article 64 AC (réduction progressive du barème de l'impôt sur le revenu)

Soutient l'amendement n° 123 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10740)

Article 64 AE (rapport de la Cour des comptes sur l'évolution des impôts affectés à des établissements publics et organismes divers)

Soutient l'amendement n° 124 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10740)

Article 64 B (extension de l'agrément prévu pour la déduction de l'investissement outre-mer des revenus ou des résultats imposables)

Soutient l'amendement n° 127 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 10742)

Article 64 (reconduction du crédit d'impôt recherche)

Soutient l'amendement n° 129 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10744)

Soutient les amendements n°s 130 et 131 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 10744)

Article 64 bis A (taux d'imposition des plus-values sur options de souscription ou d'achat d'actions)

Soutient l'amendement n° 132 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10745)

Article 65 bis (éligibilité au crédit d'impôt formation des dépenses de formation des chefs d'entreprises)

Soutient l'amendement n° 133 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10745)

Article 66 (prorogation de la période d'application des réductions d'impôt accordées au titre des souscriptions au capital de sociétés non cotées ou des souscriptions de parts de fonds communs de placement dans l'innovation)

Soutient l'amendement n° 134 de la commission (suppression des paragraphes I bis et IV) : adopté (p. 10746)

Soutient l'amendement n° 135 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10746)

Soutient l'amendement n° 136 de la commission (suppression des paragraphes II bis et VI) : adopté (p. 10746)

Soutient l'amendement n° 137 de la commission (suppression des paragraphes II ter et VII) : adopté (p. 10746)

Article 67 bis (droits d'enregistrement applicables aux cessions de parts sociales des sociétés à responsabilité limitée)

Soutient l'amendement n° 138 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10747)

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire)

Soutient les amendements n°s 139, 140 et 141 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 10749)

Soutient les amendements n°s 142 à 146 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 10750)

Article 69 (reconduction de mesures d'amortissement exceptionnel prévues en faveur de matériels destinés à

améliorer la qualité de la vie ou à économiser l'énergie)

Soutient l'amendement n° 147 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10751)

Article 69 bis A (biens amortissables constituant une charge)

Soutient l'amendement n° 148 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10751)

Article 69 quater supprimé par le Sénat (taxe communale facultative sur les activités saisonnières à caractère commercial)

Soutient l'amendement n° 149 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10751)

Article 69 sexies (taxe professionnelle de France Télécom)

Soutient l'amendement n° 150 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10752)

Article 70 supprimé par le Sénat (gestion d'actifs hors de France dans des structures soumises à un régime fiscal privilégié constituées par des personnes physiques)

Soutient l'amendement n° 151 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10753)

Article 70 septies supprimé par le Sénat (utilisation par les administrations fiscales du numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques)

Soutient l'amendement n° 152 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10756)

Article 70 decies (modification du taux de l'intérêt de retard)

Soutient l'amendement n° 153 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10756)

Article 72 bis A (application du taux réduit de la TVA sur certains produits de chocolat)

Soutient l'amendement n° 154 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10757)

Article 72 bis B (application du taux réduit de la TVA à certaines opérations de collecte, de tri et de traitement des déchets ménagers)

Soutient l'amendement n° 155 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10757)

Article 74 (prorogation de la majoration exceptionnelle des cotisations additionnelles aux contrats d'assurance prélevées au profit du Fonds national de garantie des calamités agricoles)

Soutient les amendements n^{os} 156 et 157 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 10758, 10759)

Article 75 AA (mise en oeuvre des crédits délégués à l'Agence française de développement)

Soutient l'amendement n^o 158 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10759)

Article 79 bis (prorogation du congé de fin d'activité des fonctionnaires)

Soutient les amendements n^{os} 159 et 160 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 10760)

Article 80 supprimé par le Sénat (recentrage de l'aide à l'embauche de l'indemnité compensatrice forfaitaire à l'apprentissage)

Soutient l'amendement n^o 161 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10761)

Article 81 (suppression de l'exonération de cotisations d'allocations familiales)

Soutient l'amendement n^o 162 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : adopté (p. 10761)

Article 83 supprimé par le Sénat (limitation à 60 ans de l'attribution de l'allocation aux adultes handicapés pour les allocataires relevant de l'article L. 821-2 du code de la sécurité sociale)

Soutient l'amendement n^o 163 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10761)

Article 83 bis (régulation des dépenses des établissements sociaux et médico-sociaux financés par les départements)

Soutient l'amendement n^o 164 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10761)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [18 décembre 1998] (p. 10789)

Son intervention (p. 10790)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : crédit d'impôt au titre des dépenses d'entretien afférentes à l'habitation principale (p. 10790)

TVA : taux (p. 10790)

Proposition de loi organique n^o 1151 modifiant l'ordonnance n^o 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 1998] (p. 9363)

Son intervention (p. 9379)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : rétroactivité des lois (p. 9380)

Etat (p. 9381, 9382)

Impôt sur le revenu : déduction des investissements en parts de copropriété de navires neufs (p. 9381)

Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 9382)

Parlement : rôle (p. 9381)

Politique générale : démocratie : rétroactivité des lois (p. 9381)

Projet de loi n^o 33 portant règlement définitif du budget de 1995

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10009)

Son intervention (p. 10009)

Thème :

Postes : La Poste : chèques postaux (p. 10009, 10010)

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10015)

Article 15 (apurement du compte 427-9 "Ecart d'intégration des dépôts CCP de l'ex-budget annexe des PTT")

Soutient l'amendement n^o 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10015)

Projet de loi de finances rectificative n^o 1210 pour 1998

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10016)

Son intervention (p. 10017)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 10025)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 10033)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Société marseillaise de crédit (p. 10019, 10025, 10034)

Finances publiques : annulations de crédits (p. 10018)

Finances publiques : crédits budgétaires (p. 10018)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10018, 10019, 10033)

Finances publiques : dépenses (p. 10017, 10018)

Finances publiques : dette publique (p. 10034)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10033)

Finances publiques : recettes (p. 10018)

Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 10019)

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 10 (modification de la répartition du produit de la redevance affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (affectation à France 2, RFO et France 3 de l'excédent de redevance) : adopté (p. 10102)

Article 11 (réforme du droit de bail et de la taxe additionnelle)

Son amendement n° 23 rectifié (rédactionnel) : adopté (p. 10106)

Son amendement n° 24 (rédactionnel) : adopté (p. 10106)

Après l'article 11

Son amendement n° 76 deuxième rectification (institution d'un avantage fiscal en faveur de l'investissement locatif dans les résidences de tourisme classées situées dans les zones de revitalisation rurale) : adopté après troisième rectification (suppression du gage) (p. 10110)

Article 14 (validation législative des impositions établies en matière d'impôts directs locaux)

Son amendement n° 25 (de précision) : adopté (p. 10117)

Après l'article 14

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des immeubles appartenant aux établissements publics de coopération intercommunale, aux syndicats mixtes et aux ententes interdépartementales) : adopté après modifications et rectification (suppression du gage) (p. 10118)

Son sous-amendement n° 26 (de précision) à l'amendement n° 7 de la commission : adopté (p. 10118)

Après l'article 15

Son amendement n° 60 (régime fiscal des frais professionnels des journalistes et assimilés) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10121)

Après l'article 16

Son amendement n° 31 (assujettissement à la TVA des villages de vacances classés) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10125)

Article 17 (modification des recettes susceptibles d'alimenter le compte d'affectation spéciale n° 902-24 "Compte d'affectation des produits de cession de titres, parts et droits de sociétés")

Son amendement n° 27 (rédactionnel) : adopté (p. 10133)

Article 18 (augmentation de la quote-part de la France au FMI et allocation exceptionnelle de droits de tirages spéciaux)

Son amendement n° 32 (rapport au Parlement sur l'activité du Fonds monétaire international) : adopté après modifications (p. 10134)

Article 19 (compensation aux régions de la perte de recettes relative à la suppression des droits de mutation à titre onéreux sur les immeubles à usage d'habitation entre le 1er septembre et le 31 décembre 1998)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (de précision) : adopté (p. 10135)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10954)

Son intervention (p. 10955)

Thèmes :

Assurances : assurance vie (p. 10955)

Assurances : compagnies : provisions (p. 10955)

Boissons et alcools : alcools : stades (p. 10955)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10955)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10955)

Impôt sur le revenu : abattements supplémentaires pour frais professionnels (p. 10955)

Parlement : Sénat (p. 10955)

Politique économique : croissance (p. 10955)

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er et état A (équilibre général)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10965)

Article 2 et état B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures)

Soutient les amendements n°s 2, 3, 4, et 5 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) : adoptés (p. 10966)

Article 3 et état C (dépenses en capital des services civils - ouvertures)

Soutient l'amendement n° 6 corrigé de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10969)

Article 11 supprimé par le Sénat (réforme du droit de bail et de la taxe additionnelle)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture sous réserve de la suppression des dispositions prévoyant une date spécifique de dépôt des déclarations de résultat des sociétés commerciales) : adopté (p. 10972)

Article 11 bis (réduction d'impôt pour l'acquisition de logements neufs situés dans des résidences de tourisme dans les zones de revitalisation rurale et donnés en location pour neuf ans)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10976)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10976)

Son amendement n° 39 (de précision) : adopté (p. 10976)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10976)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 10977)

Son sous-amendement n° 40 (de précision) à l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10977)

Article 11 ter supprimé par le Sénat (réduction du taux de la déduction forfaitaire applicable aux revenus fonciers pour la location de logements ayant ouvert droit à la réduction d'impôt pour les résidences de tourisme classées)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10977)

Article 11 quater (exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit pour les immeubles entrant dans le champ du nouveau régime de conventionnement en faveur des logements locatifs anciens)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10977)

Article 12 bis (prorogation du délai de transformation, par avenants, des contrats d'assurance-vie classiques en contrats multisupports)

Soutient l'amendement n° 14 rectifié de la commission (prorogation du délai limitée à 6 mois) : adopté (p. 10978)

Article 15 bis supprimé par le Sénat (régime fiscal des frais professionnels des journalistes et assimilés)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10990)

Article 16 decies (exonération de la taxe de publicité foncière pour les acquisitions et cessions d'immeubles réalisées par les SAFER)

Soutient l'amendement n° 42 de M. Augustin Bonrepaux (exonération des acquisitions d'immeubles réalisées par les SAFER) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10996)

Article 16 quindécies supprimé par le Sénat (maintien du prélèvement pour frais de recouvrement sur le produit de la CSG sur les revenus du patrimoine)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement de l'article) : adopté (p. 10996)

Article 16 sedecies (déductibilité fiscale des provisions de gestion des sociétés d'assurance)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (de suppression) : retiré (p. 10997)

Article 16 septemdecies (modalités d'application de l'article 209 OA du code général des impôts)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10998)

Article 17 bis (suppression de la ligne de reversements au budget général du compte n° 902-24)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (de suppression) : adopté (p. 10999)

Article 19 bis (compensation des pertes de recettes des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10999)

Son amendement n° 38 (rédactionnel) : adopté (p. 10999)

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11051)

Son intervention (p. 11051)

Thème :

Parlement : Sénat (p. 11051)

Déclaration du Gouvernement n° 1397 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur l'avenir du secteur bancaire et financier

[17 février 1999] (p. 1511)

Son intervention du rapporteur général (p. 1530)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Commission bancaire (p. 1531)

Banques et établissements financiers : généralités (p. 1530, 1531)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 1530, 1531)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 1531)

Banques et établissements financiers : Société marseillaise de crédit (p. 1531)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mars 1999] (p. 2303)

Après l'article 53

Intervient sur l'amendement n° 311 de M. Gérard Bapt (aménagement du dispositif de suspension des poursuites engagées à l'encontre des rapatriés réinstallés en situation de surendettement) (p. 2351)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2502)

Thèmes :

Politiques communautaires : budget (p. 2502, 2503)

Union européenne : élargissement (p. 2503)

Union européenne : fonds structurels (p. 2502)

Proposition de résolution n° 1409 sur :

- l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 - (COM (98) 164 final/E 1049) ;

- le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC (98) 698 final/E 1128)

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Discussion générale commune des propositions de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM [98] 0158 final / n° E 1052), n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM [98] 131 final / n° E 1061) et n° 1409 sur l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM [98] 164 final / n° E 1049) et sur le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC [98] 698 final / n° E 1128) (Voir Agriculture 1248)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Claude Lefort (association des parlements nationaux à une politique d'accroissement des ressources financières de l'Union en vue de favoriser l'emploi) (p. 2592)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Claude Lefort (maintien du principe du transfert systématique des montants non exécutés des crédits des fonds structurels) (p. 2593)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Gérard Fuchs (adoption de grands programmes dans les domaines d'avenir) (p. 2594)

Intervient sur le sous-amendement n° 2 rectifié de M. Jean-Claude Lefort (objectif de favoriser l'emploi à l'amendement n° 5 de M. Gérard Fuchs) (p. 2594)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Charles de Courson (harmonisation fiscale au niveau européen) (p. 2594)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention du rapporteur général (p. 6119)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 6122)

Finances publiques : débat d'orientation budgétaire (p. 6119, 6120)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6121)
 Finances publiques : dépenses (p. 6120, 6121)
 Finances publiques : politique budgétaire (p. 6120, 6121)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6121, 6122)
 Finances publiques : recettes (p. 6120)
 Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6122)
 Parlement : rôle (p. 6120)
 Politique économique : croissance (p. 6120)
 Sécurité sociale : comptes (p. 6121)
 TVA : taux (p. 6122)

Projet de loi n° 1277 portant règlement définitif du budget 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6172)

Son intervention (p. 6173)

Thèmes :

Finances publiques : crédits d'articles (p. 6174)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6175)
 Finances publiques : dépenses (p. 6174)
 Finances publiques : fonds de concours (p. 6174)
 Finances publiques : politique budgétaire (p. 6174)
 Finances publiques : procédure budgétaire (p. 6174)
 Finances publiques : recettes (p. 6174, 6175)
 Justice : Cour des comptes (p. 6174)
 Lois de règlement (p. 6173, 6174)
 Politique économique : croissance (p. 6174)

Discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6181)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Proposition de résolution n° 1526 sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne la possibilité d'appliquer à titre expérimental un taux de TVA réduit sur les services à forte intensité de main-d'oeuvre (COM (99) 62 final/n° E 1236)

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Avant la discussion de l'article unique [17 juin 1999] (p. 6192)

Son intervention (p. 6192)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : bâtiment : TVA (p. 6194)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6192)
 Hôtellerie et restauration : restaurants : TVA (p. 6193, 6194)
 TVA : taux normal (p. 6192, 6193)
 TVA : taux réduit (p. 6192 à 6194)
 TVA : taux réduit : aides à domicile (p. 6193)
 Union européenne : directives (p. 6192, 6193)
 Union européenne : droit communautaire (p. 6193)

Hélène MIGNON

*Haute-Garonne (6^{ème} circonscription)
 Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de moins de cinquante ans [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

Membre titulaire du conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale [J.O. du 11 juin 1999] (p. 8567)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Quartiers sensibles, Toulouse [15 décembre 1998] (p. 10475)

Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés. Harkis [20 janvier 1999] (p. 125)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 6003)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 302 soutenu par M. Christian Jacob (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6017, 6018) : rejeté (p. 6018)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7430)

Son intervention (p. 7458)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 7458, 7459)

Prestations familiales : allocation de garde d'enfant à domicile (p. 7458)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585)

Article 3 (versement forfaitaire du FSV à la CNAVTS au titre des chômeurs des départements d'outre-mer non pris en compte pour les exercices 1994, 1995 et 1996)

Son intervention (p. 7558)

Article 9 (taxation des boissons dites "premix")

Intervient sur l'amendement n° 396 de la commission (montant de la taxation) (p. 7597)

Article 13 (rétablissement de l'universalité des allocations familiales)

Son intervention (p. 7612)

Article 14 (extension de l'allocation de rentrée scolaire aux familles d'un enfant)

Son intervention (p. 7625)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 décembre 1998] (p. 10055)

Son intervention (p. 10059)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 10059)

Prestations familiales : allocations familiales : bénéficiaires (p. 10059)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 10059)

Retraites : généralités : paiement des pensions : réserves (p. 10059)

Santé : politique de la santé (p. 10059)

Vote pour du groupe socialiste (p. 10060)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Son intervention (p. 7894)

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8645)

Procédure des questions :

Rapatriés : harkis (p. 8650)

Santé : alcoolisme (p. 8654)

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10331)

Son intervention (p. 10342)

Thèmes :

Emploi : convention de conversion (p. 10342)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 10342)

Travail : négociations : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 10342)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2049)

Son intervention (p. 2053)

Thèmes :

Emploi : convention de conversion (p. 2053)

Prétraitements : allocation spéciale (p. 2053, 2054)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 2053)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2054)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4185) ; [11 mai 1999] (p. 4337)

Article 4 (modes de rémunération particuliers)

Son intervention (p. 4345)

Jean-Claude MIGNON

*Seine-et-Marne (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [21 octobre 1998] (p. 7117)

Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [15 décembre 1998] (p. 10478)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 481, posée le 5 octobre 1998. Environnement. Parcs naturels régionaux (J.O. Questions p. 5341). Appelée le 6 octobre 1998. Gâtinais, perspectives (p. 5930)

n° 745, posée le 5 avril 1999. Environnement. Parcs naturels régionaux (J.O. Questions p. 1944). Appelée le 6 avril 1999. Gâtinais, perspectives (p. 3276)

n° 778, posée le 3 mai 1999. Sécurité publique. Police et gendarmerie (J.O. Questions p. 2554). Appelée le 4 mai 1999. Restructuration, délais, Perthes-en-Gâtinais (p. 3913)

n° 832, posée le 24 mai 1999. Voirie. A 6 (J.O. Questions p. 3018). Appelée le 25 mai 1999. Rénovation, liaison Le Coudray-Montceau Fleury-en-Bière (p. 4789)

n° 884, posée le 14 juin 1999. Justice. Maisons de justice (J.O. Questions p. 3530). Appelée le 15 juin 1999. Fonctionnement, financement, Savigny-le-Temple (p. 5804)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1998] (p. 6078) ; [8 octobre 1998] (p. 6118)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Son amendement n° 319 (limitation des activités accessoires) : devenu sans objet (p. 6082)

Son amendement n° 320 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (définition des activités accessoires) (p. 6082) : retiré (p. 6083)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Article L. 331-1 du code rural : portée et objectifs du contrôle

Son amendement n° 358 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) (p. 6144) : rejeté (p. 6145)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : contrats de ville (p. 7895)

Aménagement du territoire : politique de la ville : crédits (p. 7894)

Aménagement du territoire : politique de la ville : grands projets urbains (p. 7895)

Aménagement du territoire : politique de la ville : simplifications administratives (p. 7895)

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés : délinquance et criminalité (p. 7896)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7895, 7896)

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 7895)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 7895)

Charles MILLON

*Ain (3^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance
Députés n'appartenant à aucun groupe*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Son amendement n° 4 (transferts de compétences dans le respect du principe de subsidiarité) : rejeté (p. 9555)

Article unique (modification de l'article 88-2 de la Constitution)

Son intervention (p. 9556)

Après l'article unique

Son amendement n° 5 (vote de résolutions lors de l'examen de tout projet de loi autorisant la ratification de textes modifiant les traités relatifs aux Communautés européennes ou à l'Union européenne) : rejeté (p. 9578)

Charles MIOSSEC

*Finistère (5^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Etrangers. Sans-papiers. Régularisation, statistiques [20 janvier 1999] (p. 122)

Elevage. Porcs. Aides de l'Etat [7 avril 1999] (p. 3361)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 653, posée le 1^{er} mars 1999. Défense. Arsenaux (J.O. Questions p. 1128). Appelée le 2 mars 1999. Direction des constructions navales (DCN), emploi et activité, Brest (p. 1829)

n° 813, posée le 17 mai 1999. Défense. Arsenaux (J.O. Questions p. 2896). Appelée le 18 mai 1999. Restructuration, plan d'accompagnement, Brest (p. 4479)

n° 864, posée le 7 juin 1999. Etablissements de santé. Etablissements privés (J.O. Questions p. 3356). Appelée le 8 juin 1999. Durée du travail, réduction, aides de l'Etat (p. 5471)

Gilbert MITTERRAND

*Gironde (10^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 23 : Emploi et solidarité (santé) (n° 1111) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6584)

Son intervention (p. 6609)

Thèmes :

Agriculture : exploitations agricoles (p. 6610)

Agriculture : installation (p. 6610)

Agriculture : politique agricole (p. 6610)

Impôts et taxes : politique fiscale : agriculture (p. 6610)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6724)

Après l'article 6

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (continuité du régime de TVA en cas de décès d'un exploitant agricole) : adopté (p. 6744)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8609)

Thèmes avant la procédure des questions :

Avortement (p. 8612)

Etablissements de santé : hôpitaux : investissement (p. 8611)

Santé : accès aux soins (p. 8610)

Santé : cancer (p. 8610)

Santé : prévention (p. 8610)

Santé : santé publique : crédits (p. 8610, 8611)

Santé : veille sanitaire (p. 8610)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2237)

Article 5 (les organes dirigeants des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son amendement n° 284 soutenu par M. Jean-Louis Dumont (fixation à 17 du nombre des membres des conseils d'orientation et de surveillance) : adopté (p. 2238)

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Après l'article 32 bis

Son amendement n° 1 soutenu par M. Joseph Parrenin (extension des compétences de l'OFIMER à la pêche professionnelle en eau douce) : adopté (p. 3517)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 1999] (p. 6446)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 94 rectifié de la commission (hébergement des gens du voyage effectuant des travaux saisonniers) : adopté (p. 6491)

Son amendement n° 228 rectifié (hébergement des gens du voyage effectuant des travaux saisonniers) : adopté (p. 6491)

Yvon MONTANÉ

*Gers (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1296 visant à la réglementation de la fabrication des vins de liqueur d'Armagnac [22 décembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 873, posée le 14 juin 1999. Agriculture. Calamités agricoles (J.O. Questions p. 3529). Appelée le 15 juin 1999. Tornade, indemnisation, viticulture, Sud-Ouest (p. 5803)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 octobre 1997] (p. 6198)

Article 23 (prise en charge des frais de remplacement en cas de maternité)

Son intervention (p. 6218)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 février 1999] (p. 1559)

Son intervention (p. 1576)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : énergie électrique (p. 1577, 1578)

Energie et carburants : électricité (p. 1577)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1576, 1577)

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)

Son intervention (p. 1716)

Article 17 (rôle des collectivités territoriales en matière de distribution d'électricité)

Son intervention (p. 1746)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2177)

Son intervention (p. 2187)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2187, 2188)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 2188)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : coopératives (p. 2188)

Banques et établissements financiers : sécurité financière (p. 2188)

Gabriel MONTCHARMONT

*Rhône (11^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome VIII : Economie, finances et industrie (poste et télécommunications) (n° 1116) [8 octobre 1998]

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur l'application de la loi de réglementation des télécommunications [23 juin 1999] (n° 1735)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Givors [19 janvier 1999] (p. 32)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960)*Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)*

Son intervention (p. 5986)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 8874)

Thèmes avant la procédure des questions :

Postes (p. 8874, 8875)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 8874)

Télécommunications : France Télécom (p. 8875)

Arnaud MONTEBOURG*Saône-et-Loire (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONSMembre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 octobre 1998] (p. 16375)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département

protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

Rapporteur de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 10 juin 1999] (p. 8523)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Agroalimentaire. Politiques communautaires. Appellations d'origine contrôlée (AOC), développement [2 juin 1999] (p. 5285)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 500, posée le 23 novembre 1998. Défense. Service national (J.O. Questions p. 6315). Appelée le 24 novembre 1998. Report d'incorporation, contentieux (p. 9396)

n° 807, posée le 17 mai 1999. Politique extérieure. Djibouti (J.O. Questions p. 2895). Appelée le 1^{er} juin 1999. Election présidentielle, attitude de la France (p. 5158)*RAPPELS AU RÈGLEMENT*

Répond au rappel au règlement de M. Pierre Albertini : regrette le manque d'humour de MM. Albertini et Deprez [25 mars 1999] (p. 2942)

*DÉBATS***Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 1999] (p. 749)*Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)*

Son intervention (p. 790)

Son sous-amendement n° 1180 (de précision) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre): retiré (p. 822)

Intervient sur le sous-amendement n° 1236 rectifié du Gouvernement (cas des pays organisés sous forme d'établissements publics de coopération

intercommunale) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (p. 822)

Intervient sur le sous-amendement n° 1240 du Gouvernement (de suppression partielle) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (p. 822)

Son amendement n° 736 (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : devenu sans objet (p. 822)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2768)

Son intervention (p. 2769)

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Article 1er (article préliminaire du code de procédure pénale : principes fondamentaux de la procédure pénale)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Patrick Devedjian (condamnation fondée sur des preuves loyalement obtenues) (p. 2792)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (mention dans l'ordonnance de règlement des diligences accomplies pour instruire à charge et à décharge) (p. 2806)

Article 2 (article 63-4 du code de procédure pénale : intervention de l'avocat dès le début de la garde à vue)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Patrick Devedjian (présence de l'avocat à tout moment de la garde à vue) (p. 2817)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Philippe Houillon (avocat pouvant assister aux interrogatoires) (p. 2819)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Patrick Devedjian (avocat pouvant assister aux interrogatoires) (p. 2819)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 312 de la commission (interventions du procureur et des avocats au cours des interrogatoires, confrontations et auditions et possibilité pour le juge d'instruction de s'opposer aux questions susceptibles de nuire au bon déroulement de l'information ou à la dignité de la personne) (p. 2829)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Patrick Devedjian (article 152 du code de procédure pénale -

perquisition devant être visée par la commission rogatoire ou autorisée par le juge mandant) (p. 2834)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Pierre Albertini (dénonciation anonyme ne pouvant être utilisée comme moyen de preuve) (p. 2836)

Article 10 (articles 137-1 à 137-5 du code de procédure pénale : institution du juge de la détention provisoire - rapports avec le juge d'instruction et le parquet)

Son intervention (p. 2883)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Jean-Pierre Michel (comparution immédiate - maintien du quantum d'un an de peine encourue pour la mise en détention provisoire dans le seul cas de flagrant délit) (p. 2909)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 113 de la commission (délai des enquêtes préliminaires menées sur instruction du procureur et compte rendu tous les quatre mois pour celles déclenchées d'office) (p. 2922)

Article 20 (articles 77-2 et 77-3 du code de procédure pénale : délai raisonnable en matière d'enquêtes de police judiciaire)

Intervient sur l'amendement n° 119 de la commission (suppression de la référence au bon déroulement de l'enquête justifiant une audience non publique et motivation de la décision du président du tribunal de grande instance sur la demande de publicité) (p. 2926)

Article 21 (articles 89-1, 116, 175-1, 186-1, 207 et 207-1 du code de procédure pénale : délai raisonnable de l'information)

Intervient sur l'amendement n° 120 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article limitant la durée de l'instruction à deux ans en matière délictuelle et à trois ans en matière criminelle) (p. 2929)

Article 22 (article 226-30-1 du code de procédure pénale : interdiction de publier l'image d'une personne portant des menottes ou de réaliser un sondage sur la culpabilité d'une personne mise en cause)

Son intervention (p. 2935)

Intervient sur l'amendement n° 287 rectifié de Mme Nicole Catala (amende de 100 000 F pour la publication ou la diffusion de documents couverts par le secret de l'enquête ou de l'instruction) (p. 2941)

Article 23 (article 13 de la loi du 29 juillet 1881 et article 6 de la loi du 29 juillet 1982 : droit de réponse exercé par le ministère public)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Pierre Albertini (cf. supra) (p. 2942)

Article 24 (article 64 de la loi du 29 juillet 1881 : arrêt de l'exécution provisoire d'une décision tendant à limiter la diffusion de l'information)

Son intervention (p. 2943)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 151 de la commission (article 40 du code de procédure pénale - motivation et notification par écrit de l'avis de classement sans suite) (p. 2956)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 mai 1999] (p. 4987)

Article 22 (article 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conditions de reconduction de l'autorisation des services de radiodiffusion et de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre hors appel à candidatures)

Son intervention (p. 5012)

Intervient sur l'amendement n° 531 de M. Laurent Dominati (limites de renouvellement des autorisations) (p. 5019)

Intervient sur l'amendement n° 283 corrigé de M. Olivier de Chazeaux (limites de renouvellement des autorisations) (p. 5019)

Intervient sur l'amendement n° 651 de la commission (limites de renouvellement des autorisations) (p. 5019)

Son amendement n° 424 (limites de renouvellement des autorisations) : devenu sans objet (p. 5019)

Soutient l'amendement n° 492 de M. Michel Françaix (auditions par le CSA des tiers et des intéressés) : retiré (p. 5021)

Intervient sur l'amendement n° 532 de M. Laurent Dominati (auditions par le CSA des tiers et des intéressés) (p. 5022)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6274, 6295) ; [23 juin 1999] (p. 6373)

Son intervention (p. 6316)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 6387)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 6387)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 6317)

Droit pénal : politique pénale : ministre (p. 6317)

Etat : Gouvernement : magistrats (p. 6316, 6317, 6387)

Justice : indépendance (p. 6316, 6317, 6387)

Justice : magistrats : statuts (p. 6317)

Justice : réforme : Président de la République (p. 6317, 6387)

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6389, 6401)

Article 1er (articles 30 à 30-3 du code de procédure pénale - attributions du ministre de la justice)

Intervient sur le sous-amendement n° 105 de M. Jean-Luc Warsmann (information du Parlement sur les conditions de mise en œuvre des directives par une déclaration suivie d'un débat) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article substituant le terme directives à celui d'orientations générales de politique pénale, indiquant qu'elles sont transmises au parquet pour application et précisant le contenu du droit d'action du ministre) (p. 6407)

Intervient sur le sous-amendement n° 52 rectifié de M. Alain Tourret (représentation du ministre de la justice pour la mise en mouvement de l'action publique par un avocat désigné par arrêté ministériel et choisi pour trois ans parmi les bâtonniers ou anciens bâtonniers de chaque ressort de cour d'appel) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 6411)

Article 2 (articles 35 à 37 du code de procédure pénale - attributions du procureur général)

Intervient sur le sous-amendement n° 72 de M. Jean-Luc Warsmann (droit pour le ministre d'être informé de toute affaire dont les parquets sont saisis) à l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 6420)

Article 4 (article 40-1 du code de procédure pénale - motivation des décisions de classement sans suite)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (obligation de motiver le classement même en l'absence d'identification d'une personne susceptible d'être mise en cause) (p. 6424)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Alain Tourret (suppression de la référence aux considérations de fait et de droit motivant le classement) (p. 6424)

Article 5 (articles 48-1 à 48-5 du code de procédure pénale - recours contre les classements sans suite)

Son intervention (p. 6426)

Soutient l'amendement n° 16 rectifié de la commission (extension des dispositions de l'article aux classements sans suite relatifs à des faits nouveaux apparus au cours d'une information judiciaire) : adopté (p. 6427)

Soutient l'amendement n° 18 rectifié de la commission (réduction de 100 000 F à 10 000 F du montant maximum de l'amende encourue pour saisine abusive de la commission de recours) : adopté (p. 6428)

Soutient l'amendement n° 19 rectifié de la commission (suspension de la prescription de l'action publique) : adopté après modifications (p. 6429)

Article 8 (articles 75-1 et 75-2 du code de procédure pénale - contrôle du procureur de la République sur les enquêtes préliminaires)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (prorogation par le procureur du délai imparti aux officiers de police judiciaire) (p. 6431)

Article 11 (coordinations)

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Jean-Luc Warsmann (insertion d'un article 720 bis dans le code de procédure pénale autorisant la visite à tout moment par les parlementaires des établissements pénitentiaires de leur département d'élection) (p. 6435)

Pierre MORANGE

*Yvelines (6^{ème} circonscription)
Députés n'appartenant à aucun groupe
Rassemblement pour la République*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 4 février 1999] (p. 1827)

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 12 février 1999] (p. 2281)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 13 février 1999] (p. 2346)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Famille. Politique familiale. Perspectives [10 mars 1999] (p. 2221)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 726, posée le 29 mars 1999. Préretraites. Professions de santé (J.O. Questions p. 1783). Appelée le 30 mars 1999. Médecins (p. 2999)

DÉBATS

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [26 mai 1999] (p. 4893)

Son intervention (p. 4896)

Thèmes :

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 4896, 4897)

Travail : chèques vacances : conditions de ressources (p. 4897)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 4897)

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [3 juin 1999] (p. 5369)

Son intervention (p. 5370)

Thèmes :

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 5371)

Travail : chèques vacances : conditions de ressources (p. 5371)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 5371)

Proposition de loi n° 1394 relative à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [3 juin 1999] (p. 5365)

Son intervention (p. 5367)

Thèmes :

Sports : arts martiaux : fédérations (p. 5367)

Sports : arts martiaux : titres et grades (p. 5367)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 5367)

Louise MOREAU

*Alpes-Maritimes (8^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil (n° 1195) [2 décembre 1998]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil (n° 1196) [2 décembre 1998]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome V : Economie, finances et industrie (commerce extérieur) (n° 1113) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur les projets de loi, adoptés par le Sénat :

- (n° 1195) autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil ;
- (n° 1196) autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil [30 juin 1999] (n° 1754)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8974)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 8984)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : excédent (p. 8984, 8985)

Commerce extérieur : exportations (p. 8985)

Commerce extérieur : exportations : petites et moyennes entreprises (p. 8985)

Commerce extérieur : généralités (p. 8985)

Commerce extérieur : postes d'expansion économique (p. 8985)

Pays étrangers : Allemagne (p. 8984, 8985)

Pays étrangers : Autriche (p. 8986)

Pays étrangers : Espagne (p. 8986)

Pays étrangers : Italie (p. 8986)

Politique économique : conjoncture (p. 8984, 8985)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Seconde délibération

Article 75 AA (mise en oeuvre des crédits délégués à l'Agence française de développement)

Son amendement n° 3 : non soutenu (p. 10759)

Hervé MORIN

Eure (3^{ème} circonscription)
Députés n'appartenant à aucun groupe
Union pour la démocratie française-Alliance

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 1^{er} décembre 1998] (p. 18140)

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 11 février 1999] (p. 2208)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 11 février 1999] (p. 2208)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1715 tendant à la réunification de la Normandie [16 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 592, posée le 1^{er} février 1999. Voirie. A 28 (J.O. Questions p. 511). Appelée le 2 février 1999. Liaison Alençon Rouen, construction (p. 693)

n° 694, posée le 15 mars 1999. Transports ferroviaires. Développement (J.O. Questions p. 1465). Appelée le 16 mars 1999. Normandie (p. 2399)

n° 887, posée le 14 juin 1999. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 3531). Appelée le 15 juin 1999. Fusion, Equemauville, Pont-Audemer (p. 5798)

DÉBATS

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 261 soutenu par M. Léonce Deprez (communauté constituée par au moins trois communes) : rejeté (p. 1014)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 502 (communauté urbaine constituée d'au moins trois communes) : rejeté (p. 1097)

Article 9 (article L. 5214-1 du code général des collectivités territoriales - périmètre des communautés de communes)

Son amendement n° 503 deuxième correction (de coordination) : rejeté (p. 1121)

Article 21 (article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales - création des établissements publics de coopération intercommunale - fixation du périmètre)

Son amendement n° 258 (suppression du II du texte proposé pour l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales relatif à la création des établissements publics de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1147)

Article 22 (articles L. 5211-6 à L. 5211-11 et L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales - organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale)

Intervient sur l'amendement n° 112 de la commission (bénéfice de l'âge pour le candidat-délégué le plus jeune en cas d'égalité de suffrages) (p. 1175)

Article 23 (articles L. 5211-12 à L. 5211-15 du code général des collectivités territoriales - conditions d'exercice des mandats des membres des conseils ou comités intercommunaux)

Intervient sur l'amendement n° 526 de M. Michel Bouvard (extension de l'indemnité de fonction aux présidents et vice-présidents des syndicats mixtes composés exclusivement de collectivités locales ou de collectivités locales et de leurs groupements) (p. 1180)

Intervient sur l'amendement n° 121 de la commission (prise en compte des indemnités versées aux membres d'établissements publics de coopération intercommunale dans le plafonnement à une fois et demie le montant de l'indemnité parlementaire) (p. 1181)

Article 24 (articles L. 5211-16 à L. 5211-20 du code général des collectivités territoriales - modifications statutaires)

Soutient l'amendement n° 359 de M. Jean-Claude Lenoir (alignement des modalités d'extension du périmètre des communautés de communes sur celles prévues pour les communautés d'agglomération et les communautés urbaines lorsque le préfet a pris l'initiative de la modification) : rejeté (p. 1186)

Article 26 (articles L. 5211-39 et L. 5211-40 du code général des collectivités territoriales - démocratisation et transparence)

Son amendement n° 504 (consultation des électeurs des communes membres d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) : rejeté (p. 1194)

Après l'article 46

Son amendement n° 292 (conventions organisant la mise en oeuvre de certaines compétences d'une collectivité territoriale par une autre collectivité) : rejeté (p. 1224)

Son amendement n° 294 (communes, départements et régions ne pouvant financer que les projets de leurs domaines de compétences) : rejeté (p. 1224)

Son amendement n° 293 (crédits d'heures pour les présidents d'établissements publics de coopération intercommunale) : retiré (p. 1229)

Son amendement n° 53 (pouvoirs de police du maire de Paris) : retiré (p. 1231)

Son amendement n° 295 (exercice de compétences différentes d'une région à l'autre) : retiré (p. 1231)

Son amendement n° 50 (création d'une région Normandie) : rejeté (p. 1233)

Son amendement n° 290 (répartition des missions entre les administrations centrales de l'Etat, ses services à compétence nationale et ses services déconcentrés) : rejeté (p. 1235)

Son amendement n° 291 (compétences du préfet de région) : rejeté (p. 1236)

Article 51 (article 1609 nonies C du code général des impôts - taxe professionnelle unique)

Intervient sur l'amendement n° 178 de la commission (perception de la taxe d'habitation et des taxes foncières par les communautés d'agglomération et les communautés urbaines à taxe professionnelle unique) (p. 1326)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 mars 1999] (p. 2018) ; [4 mars 1999] (p. 2067)

Après l'article 2

Son amendement n° 29 soutenu par M. Pierre Albertini (incompatibilité du mandat de député avec ceux d'adjoint au maire d'une commune de plus de 100 000 habitants, de maire d'une commune de plus de 10 000 habitants et de président de conseil général ou régional) : rejeté (p. 2023)

Son amendement n° 30 soutenu par M. Pierre Albertini (incompatibilité du mandat de député avec un emploi dans la fonction publique à compter de la réélection du parlementaire) (p. 2023) : rejeté (p. 2024)

Son amendement n° 34 soutenu par M. Pierre Albertini (incompatibilité du mandat de député avec un emploi dans la fonction publique sauf pour les ministres des cultes dans les départements d'Alsace-Moselle) (p. 2023) : rejeté (p. 2024)

Article 2 decies supprimé par le Sénat (limitation pour les parlementaires de l'exercice de la profession d'avocat)

Son amendement n° 35 corrigé soutenu par M. Pierre Albertini (interdiction faite à l'avocat élu député d'accomplir directement ou indirectement tout acte de sa profession) (p. 2028) : rejeté (p. 2029)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2073)

Article 1er A supprimé par le Sénat (conditions de l'éligibilité)

Son amendement n° 40 (éligibilité entre 23 ans et moins de 72 ans révolus) : retiré (p. 2076)

Article 1er (limitation du cumul des mandats électoraux)

Son amendement n° 41 : devenu sans objet (p. 2077)

Après l'article 1er

Son amendement n° 42 (incompatibilité des mandats de conseiller général et de conseiller régional) : rejeté (p. 2078)

Article 3 sexies supprimé par le Sénat (revalorisation des indemnités des maires)

Intervient sur l'amendement n° 29 rectifié de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2088)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ; [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 1er (création d'une couverture maladie universelle et d'une protection complémentaire avec dispense d'avance de frais pour les plus démunis)

Son amendement n° 230 : non soutenu (p. 3758)

Article 16 (articles L. 381-4 et 381-12 du code de la sécurité sociale : maintien des régimes actuellement applicables aux étudiants et aux ministres des cultes)

Son amendement n° 228 (maintien des mécanismes d'affiliation au régime étudiant) : rejeté (p. 3826)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Article L. 861-3 du code de la sécurité sociale : étendue de la couverture complémentaire CMU

Son amendement n° 231 (maintien d'une cotisation de 50 F) : rejeté (p. 3842)

Article 30 (transfert de compétences des départements à l'Etat en matière d'aide médicale)

Son amendement n° 229 soutenu par M. Yves Bur (de suppression) : rejeté (p. 3892)

Son amendement n° 232 soutenu par M. Yves Bur (maintien des possibilités d'intervention de l'aide médicale vis à vis des personnes sans résidence stable) : rejeté (p. 3892)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5897)

Après l'article 3

Son amendement n° 216 soutenu par M. Yves Bur
(code rural) : rejeté (p. 5900)

Jean-Marie MORISSET

*Deux-Sèvres (3^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie
française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998]
(p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des
échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission de la production et des
échanges [J.O. du 20 janvier 1999] (p. 8951)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [5 octobre 1998]
(p. 5833)**

Son intervention (p. 5861)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5861)

Agroalimentaire : commercialisation (p. 5861)

Agroalimentaire : labels (p. 5861)

Politiques communautaires : politique agricole
commune (p. 5861, 5862)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8017)

Son intervention (p. 8023)

Thèmes avant la procédure des questions :

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de
l'habitat (ANAH) (p. 8024)

Logement : opérations programmées d'amélioration
de l'habitat (OPAH) (p. 8024)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8023)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA)
(p. 8023)

Projet de loi n° 1192 relatif à l'emploi des fonds de la participation des employeurs à l'effort de construction

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [10 décembre 1998]
(p. 10353)**

Son intervention (p. 10360)

Thèmes :

Logement : Union d'économie sociale (p. 10360,
10361)

Logement : aides et prêts : participation patronale
(p. 10360, 10361)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA)
(p. 10361)

Pierre MOSCOVICI

Ministre délégué chargé des affaires européennes

DÉPÔT

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité
d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union
européenne, les traités instituant les Communautés
européennes et certains actes connexes
[3 février 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jacques Brunhes. Union européenne. Politique
économique. Croissance, emploi [20 octobre 1998]
(p. 7007)

M. Jacques Rebillard. Aménagement du territoire.
Politiques communautaires. Fonds structurels,
utilisation [27 octobre 1998] (p. 7398)

M. André Vallini. Elections et référendums. Elections
européennes. Ressortissants européens, droit de vote
[18 novembre 1998] (p. 9157)

- M. François Asensi. Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [10 janvier 1999] (p. 29)
- M. Arthur Paecht. Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [19 janvier 1999] (p. 30)
- M. Paul Quilès. Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [19 janvier 1999] (p. 33)
- M. Robert Pandraud. Union européenne. Commission. Démission, conséquences [16 mars 1999] (p. 2413)
- M. Yves Bur. Union européenne. Commission. Démission, conséquences [16 mars 1999] (p. 2415)
- M. Jean-Claude Lenoir. Union européenne. Commission. Démission, conséquences [16 mars 1999] (p. 2417)
- M. Philippe Douste-Blazy. Politique extérieure. Kosovo. Intervention militaire de l'OTAN, participation de la France [31 mars 1999] (p. 3099)
- M. Jean Launay. Etrangers. Kosovars. Accueil en France [5 mai 1999] (p. 4079)
- M. Pierre Carassus. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [11 mai 1999] (p. 4311)
- M. Jean-Claude Sandrier. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [11 mai 1999] (p. 4310)
- M. Jean Espilondo. Culture. Langues et cultures régionales. Charte européenne des langues régionales ou minoritaires [12 mai 1999] (p. 4421)
- M. Jacques Barrot. Aménagement du territoire. Prime d'aménagement du territoire (PAT). Conditions d'attribution [26 mai 1999] (p. 4926)
- M. Alain Barrau. Union européenne. Institutions communautaires. Réforme [9 juin 1999] (p. 5608)
- Mme Marie-Thérèse Boisseau. Politique extérieure. Yougoslavie et pays limitrophes. Aides à la reconstruction [23 juin 1999] (p. 6369)
- M. Gérard Bapt. Politique extérieure. Moyen-Orient. Conflit israélo-libanais [29 juin 1999] (p. 6535)
- M. Michel Grégoire. Politiques communautaires. Aides communautaires. Grands travaux d'infrastructures [30 juin 1999] (p. 6697)
- M. François Loncle. Politique extérieure. Turquie. Procès d'Öcalan, droits de l'homme, respect [30 juin 1999] (p. 6699)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

- M. Michel Suchod. Agriculture. SAFER. Financement [9 mars 1999] (p. 2113)
- M. Daniel Boisserie. Elevage. Porcs. Bâtiments d'élevage, installation, réglementation [9 mars 1999] (p. 2114)
- M. Christian Martin. Politique extérieure. Maroc. Sahara occidental, attitude de la France [1^{er} juin 1999] (p. 5170)
- M. Bruno Bourg-Broc. Famille. Adoption. Adoption internationale, réglementation [1^{er} juin 1999] (p. 5168)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1998] (p. 6683)

Article 42 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 6690, 6703)

Thèmes :

Allemagne (p. 6690, 6693, 6703, 6704)

Aménagement du territoire : fonds structurels (p. 6691, 6693)

Constitution : révision (p. 6692)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6694, 6705)

Parlement : rôle (p. 6690)

Politique économique : accord multilatéral sur l'investissement (AMI) (p. 6705) ; croissance (p. 6705) ; généralités (p. 6694, 6705) ; politique monétaire (p. 6692)

Politiques communautaires : actions extérieures (p. 6692) ; Europe sociale (p. 6694) ; fraude (p. 6705) ; pacte de stabilité (p. 6706) ; politique agricole commune (p. 6691, 6693, 6704) ; politiques internes (p. 6691, 6692)

Politiques communautaires : budget (p. 6690 à 6693) ; dépenses (p. 6690, 6691, 6704)

Recherche (p. 6691, 6692)

TVA : taux (p. 6706)

Union européenne : construction européenne (p. 6694) ; contribution française (p. 6691, 6693, 6703) ; élargissement (p. 6692, 6693, 6703) ; euro (p. 6693, 6694) ; institutions communautaires (p. 6694) ; Traité d'Amsterdam (p. 6692)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Christian Cuvilliez (réduction du prélèvement) (p. 6707)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9427) ; [25 novembre 1998] (p. 9509)

Son intervention (p. 9431)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe de Villiers (p. 9452)

Sa réponse (p. 9521)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Jacques Guillet (p. 9531)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 9434)

Constitution : révision (p. 9452)

Etrangers : immigration : Traité d'Amsterdam (p. 9432)

Parlement : rôle : Union européenne (p. 9434)

Parlement : rôle : Union européenne (p. 9522)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 9432)

Politiques communautaires : libre circulation des personnes (p. 9432, 9433)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 9431)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 9432)

Union européenne : accords de Schengen (p. 9432, 9452)

Union européenne : Commission (p. 9433, 9452)

Union européenne : compromis de Luxembourg (p. 9453, 9532)

Union européenne : Conseil : majorité (p. 9432, 9433, 9453, 9522)

Union européenne : constitution européenne (p. 9532)

Union européenne : construction européenne (p. 9523)

Union européenne : construction européenne : droits de l'homme et libertés publiques (p. 9432)

Union européenne : euro (p. 9431, 9432, 9452)

Union européenne : institutions communautaires : réforme (p. 9433)

Union européenne : Parlement européen (p. 9434)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : référendums (p. 9522, 9523, 9532)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : réfugiés (p. 9453)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : sanctions (p. 9453)

Union européenne : Traité de Maastricht (p. 9431)

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Michel (création d'une septième commission permanente dans chacune des chambres du parlement) (p. 9548)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Pierre Lequiller (séance mensuelle du Parlement consacrée aux questions des députés et des sénateurs sur les politiques mises en œuvre par les institutions européennes) (p. 9548)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. René André (soumission au Parlement des documents émanant d'institutions européennes et vote de résolutions) (p. 9577)

Intervient sur le sous-amendement n° 49 de M. Philippe Douste-Blazy (modalités d'adoption de résolutions communes à l'Assemblée nationale et au Sénat) à l'amendement n° 42 de M. René André (p. 9577)

Intervient sur l'amendement n° 15 corrigé de Mme Nicole Catala (soumission au Parlement des projets d'acte ou de décision de l'Union européenne et vote de résolutions) (p. 9577)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Jacques Baumel (soumission au Parlement des projets d'acte ou de décision de l'Union européenne et vote de résolutions) (p. 9577)

Intervient sur l'amendement n° 46 de Mme Nicole Ameline (soumission au Parlement des propositions d'actes communautaires et des projets d'actes relevant des titres V et VI du traité sur l'Union européenne et vote de résolutions sur tout document issu des institutions européennes) (p. 9577)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Maurice Ligot (soumission au Parlement des rapports d'information de la Commission et des projets d'actes communautaires et vote de résolutions sur tout document issu des institutions européennes) (p. 9577)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. François Guillaume (soumission au Parlement des documents émanant d'institutions européennes et vote de résolutions) (p. 9577)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (soumission au Parlement des projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne comportant des dispositions législatives et vote de résolutions) (p. 9577)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Jacques Myard (respect par le Gouvernement des résolutions communes des chambres du Parlement) (p. 9577)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Charles Millon (vote de résolutions lors de l'examen de tout projet de loi autorisant la ratification de textes modifiant les traités relatifs aux Communautés européennes ou à l'Union européenne) (p. 9578)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. François Guillaume (approbation par le Parlement des projets ou propositions donnant à la Communauté européenne ou à l'Union européenne un pouvoir d'action non explicitement prévu par les traités) (p. 9578)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Michel (renégociation du traité sur l'Union européenne à l'initiative du Parlement et contrôle parlementaire sur la construction européenne) (p. 9580)

Intervient sur l'amendement n° 47 de Mme Nicole Ameline (création d'une commission permanente pour l'Union européenne dans chacune des chambres du Parlement) (p. 9581)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Jacques Myard (compromis de Luxembourg) (p. 9584)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. François Guillaume (clause de sauvegarde en matière d'harmonisation du marché intérieur et de libre circulation des personnes) (p. 9585)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. François Guillaume (absence d'effet contraignant des actes des Communautés européennes ou de l'Union européenne auxquels le Gouvernement s'est opposé) (p. 9585)

Explications de vote et vote [1er décembre 1998] (p. 9760)

Son intervention (p. 9761)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Son intervention (p. 1874)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 1888)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Philippe de Villiers (p. 1905)

Intervient sur la motion d'ajournement intervention : M. Georges Sarre (p. 1945)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 1876, 1889, 1906, 1907)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 1875, 1945)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1875, 1945)

Politiques communautaires : politiques internes (p. 1889, 1890)

Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) (p. 1874)

Union européenne : élargissement (p. 1876, 1890)

Union européenne : euro (p. 1875)

Union européenne : institutions communautaires (p. 1876, 1946)

Union européenne : subsidiarité (p. 1906)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1874, 1875, 1906, 1907, 1945 à 1947)

Discussion de l'article unique [3 mars 1999] (p. 1947)

Après l'article unique

Soutient l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (réforme des institutions de l'Union européenne) : adopté (p. 1959)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM [98] 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2505)

Sa réponse (p. 2560)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 2506)

Agriculture : montagne (p. 2561)

DOM-TOM (p. 2561)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 2561)

Politiques communautaires : budget (p. 2506, 2561, 2562)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2505 à 2508, 2561)

Union européenne : élargissement (p. 2506)

Union européenne : euro (p. 2506)

Union européenne : fonds structurels (p. 2506, 2508, 2560 à 2562)

Proposition de résolution n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM [98] 131 final / n° E 1061)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)

Discussion générale commune des propositions de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM [98] 0158 final / n° E 1052), n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM [98] 131 final / n° E 1061) et n° 1409 sur l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM [98] 164 final / n° E 1049) et sur le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC [98] n° 698 final / n° E 1128) (Voir Agriculture 1248)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Proposition de résolution n° 1409 sur :

- l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 - (COM (98) 164 final/E 1049) ;

- le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC (98) 698 final/E 1128)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Discussion générale commune des propositions de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM [98] 0158 final / n° E 1052), n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM [98] 131 final / n° E 1061) et n° 1409 sur l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM [98] 164 final / n° E 1049) et sur le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC [98] 698 final / n° E 1128) (Voir Agriculture 1248)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Son intervention (p. 2591)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Projet de loi n° 1304 autorisant l'approbation de l'Accord de coopération entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République italienne, le Royaume d'Espagne, la République portugaise, la République hellénique, la République d'Autriche, le Royaume de Danemark, la République de Finlande, le Royaume de Suède, parties contractantes à l'Accord et à la Convention de Schengen, et la République d'Islande et le Royaume de Norvège, relatif à la suppression des contrôles de personnes aux frontières communes (ensemble une annexe)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4431)

Son intervention (p. 4431)

Thèmes :

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour (p. 4432, 4433)

Politiques communautaires : coopération judiciaire : droit pénal (p. 4432)

Union européenne : accords de Schengen (p. 4432)

Projet de loi n° 1313 autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4439)

Son intervention (p. 4442)

Thème :

Politiques communautaires : actions extérieures : coopération et développement (p. 4442, 4443)

Ernest MOUTOUSSAMY

*Guadeloupe (2^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe communiste*

S'apparente au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

DOM. Guadeloupe : énergie et carburants. Pétrole, conflit Shell [17 novembre 1998] (p. 9100)

*DÉBATS***Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5875)

Son intervention (p. 5886)

Thèmes :

DOM-TOM (p. 5886)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5886)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7139)*Procédure des questions :*

Enseignement secondaire : personnel : affectation : indemnités (p. 7154)

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7257)*Procédure des questions :*

DOM : Guadeloupe : transport de voyageurs (p. 7258)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7313)

Son intervention (p. 7318)

Thèmes avant la procédure des questions :

Culture (p. 7319)

DOM : Guadeloupe (p. 7318, 7319)

DOM : institutions (p. 7319, 7320)

Emploi (p. 7318)

Etat (p. 7319)

Finances publiques : budget de l'Etat (p. 7318)

Lois : lois d'orientation (p. 7318)

Union européenne (p. 7318)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)

Son intervention (p. 10855)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa (p. 10855, 10856)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : histoire (p. 10855)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 130)

Son intervention (p. 131)

Thèmes :

DOM : Guadeloupe (p. 131, 132)

DOM-TOM : crédits (p. 132)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie**[21 janvier 1999] (p. 207)**

Son intervention (p. 246)

Thèmes :

DOM : Guadeloupe : énergie électrique (p. 246, 247)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 246)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1999] (p. 1637)

Son intervention (p. 1646)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité (p. 1647)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : cultes (p. 1646)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : histoire (p. 1646)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : Sénégal (p. 1646)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3706)

Son intervention (p. 3721)

Thèmes :

Assurance maladie maternité ; généralités :
couverture maladie universelle (CMU) : Dom-Tom
(p. 3721)

Santé : accès aux soins : Dom-Tom (p. 3721)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [18 mai 1999]
(p. 4532)**

Son intervention (p. 4560)

Thème :

DOM-TOM : Radio France outre-mer (RFO)
(p. 4560)

Discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4697)

*Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 :
missions spécifiques de la société France Télévision et
des sociétés nationales de programme)*

Intervient sur l'amendement n° 168 de Mme Huguette
Bello (conditions de diffusion outre-mer de France 2
et de La cinquième-Arte) (p. 4700)

Intervient sur l'amendement n° 427 rectifié de M. Léo
Andy (conditions de diffusion outre-mer de France 2
et de La cinquième-Arte ; rôle et impact de RFO)
(p. 4700)

Intervient sur l'amendement n° 428 de Mme Christiane
Taubira-Delannon (promotion des langues et cultures
régionales par RFO) (p. 4702)

Son amendement n° 312 (définition de la mission de
RFO) : retiré (p. 4702)

Son amendement n° 314 (institution d'une formule de
coopération entre RFO et France-Télévision) : retiré
(p. 4705)

**Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée
par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de
l'économie, des finances et de l'industrie et
M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget
sur le débat d'orientation budgétaire**

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6160)

Thèmes :

DOM : Guadeloupe (p. 6160, 6161)

DOM-TOM : généralités (p. 6160, 6161)

Emploi : chômage (p. 6160)

Alain MOYNE-BRESSAND

*Isère (6^{ème} circonscription)
Démodatrise libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratise libérale et indépendants
[J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et
des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998]
(p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel,
gendarmerie [4 mai 1999] (p. 3944)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 486, posée le 23 novembre 1998. Voirie. A 48 (J.O.
Questions p. 6313). Appelée le 24 novembre 1998.
Construction, tronçon Ambérieu Grenoble (p. 9392)

n° 880, posée le 14 juin 1999. Etablissements de santé.
Services d'urgence (J.O. Questions p. 3530). Appelée
le 15 juin 1999. Maintien, Pont-de-Beauvoisin
(p. 5801)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET
ARTISANAT

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)

Son intervention (p. 8943)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives
(p. 8944)

Banques et établissements financiers : Banque du
développement des petites et moyennes entreprises
(BDPME) (p. 8944)

Impôts et taxes : politique fiscale : commerce et
artisanat (p. 8943, 8944)

Travail : coût (p. 8944)

Renaud MUSELIER

*Bouches-du-Rhône (5^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [J.O. du 3 février 1999] (p. 1757)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n°82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7844)

DÉPÔTS

Proposition de loi organique n° 1202 tendant à modifier l'article L. O. 142 du code électoral et visant à rendre incompatible le mandat de député avec l'appartenance à la fonction publique [17 novembre 1998]

Proposition de loi n° 1232 relative à la création d'une prestation parentale d'assistance [1^{er} décembre 1998]

Proposition de loi n° 1549 tendant à la suppression de l'École nationale d'administration [28 avril 1999]

Proposition de loi n° 1560 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et de l'accompagnement [28 avril 1999]

Proposition de loi n° 1561 tendant à améliorer les conditions de prise en charge du "syndrome d'enfermement" ou "locked-in-syndrom" [28 avril 1999]

Proposition de loi n° 1800 tendant à accorder la nationalité française aux légionnaires blessés au feu [8 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Audiovisuel et communication. Secteur public. Projet de loi [2 décembre 1998] (p. 9893)

DÉBATS**Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9197)

Son intervention (p. 9201)

Thème :

Sports : dopage : généralités (p. 9101, 9102)

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210) ; [19 novembre 1998] (p. 9244)

Article 1er (politique de prévention du dopage)

Son amendement n° 86 soutenu par M. Guy Drut (Comité national olympique et sportif français) : rejeté (p. 9211)

Après l'article 3

Son sous-amendement n° 88 (caractère intentionnel de la faute) à l'amendement n° 67 du Gouvernement (sanctions disciplinaires) : rejeté (p. 9219)

Article 4 (contribution des fédérations sportives à la politique de prévention du dopage)

Son sous-amendement n° 85 soutenu par M. Guy Drut (caractère international de la liste) à l'amendement n° 7 de la commission (liste unique pour tous les sports) (p. 9220) : rejeté (p. 9221)

Article 9 (compétences du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Son amendement n° 81 soutenu par M. Guy Drut (gestion des contrôles antidopages) (p. 9224) : rejeté (p. 9225)

Son amendement n° 80 soutenu par M. Guy Drut (suppression des pouvoirs de sanction) (p. 9225) : rejeté (p. 9226)

Article 11 (définition et prohibition du dopage)

Son amendement n° 82 soutenu par M. Guy Drut (substances et procédés de nature à nuire à la santé) : rejeté (p. 9228)

Article 14 (exercice des contrôles anti-dopage)

Son amendement n° 84 soutenu par M. Guy Drut (tests capillaires et sanguins) : rejeté (p. 9231)

Article 20 (exercice par le comité national olympique et sportif français et les fédérations des droits reconnus à la partie civile)

Son amendement n° 83 soutenu par M. Guy Drut (restriction de la responsabilité) : rejeté (p. 9250)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

COMMUNICATION

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8909)*Procédure des questions :*

Audiovisuel et communication : secteur public : budget de l'Etat (p. 8929)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 février 1999] (p. 897)*Article 36 (Compagnie nationale du Rhône)*

Son amendement n° 910 soutenu par M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 938) : rejeté (p. 939)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4159)

Son intervention (p. 4170)

Thèmes :

Bioéthique : euthanasie (p. 4170)

Santé : soins palliatifs : généralités (p. 4171)

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4185) ; [11 mai 1999] (p. 4337)*Article 1er (définition des soins palliatifs et accès à ces soins)*

Son intervention (p. 4186)

Son amendement n° 10 soutenu par M. Jean-Michel Dubernard (élargissement de la définition) : rejeté (p. 4338)

Article 9 (statut des bénévoles et conditions d'intervention des associations)

Son amendement n° 24 soutenu par M. Jean-Michel Dubernard (dépenses de formation et de coordination des bénévoles) : rejeté (p. 4351)

Son amendement n° 25 soutenu par M. Jean-Michel Dubernard (prise en charge par l'assurance maladie des frais d'encadrement et de formation des bénévoles) (p. 4351) : rejeté (p. 4352)

Après l'article 9

Son amendement n° 27 soutenu par M. Jean-Michel Dubernard (financement de la formation du personnel soignant) : rejeté (p. 4352)

Son amendement n° 26 soutenu par M. Jean-Michel Dubernard (financement de la formation du personnel soignant) : rejeté (p. 4352)

Article 10 (congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie)

Son amendement n° 28 soutenu par M. Bernard Perrut (durée et conditions d'accès au congé d'accompagnement) (p. 4353) : rejeté (p. 4356)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501, 4532)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 4512) : rejetée (p. 4522)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 4534)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : câble (p. 4516)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4518)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4514 à 4517)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4535)

Audiovisuel et communication : programmes (p. 4534)

Audiovisuel et communication : publicité (p. 4514, 4515)

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 4515 à 4517)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4514 à 4518)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 4514 à 4518)

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852) ; [26 mai 1999] (p. 4974, 4987) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son intervention (p. 4612)

Son amendement n° 1 (de suppression) : rejeté (p. 4618)

Intervient sur l'amendement n° 520 de M. Laurent Dominati (de suppression) (p. 4618)

Son amendement n° 3 (notion de public "le plus large") : rejeté (p. 4619)

Son amendement n° 2 (rédactionnel) : rejeté (p. 4620)

Son amendement n° 4 (introduction de la notion de "droits de l'homme") : rejeté (p. 4620)

Son amendement n° 5 (introduction de la notion de "principes généraux du droit") : rejeté (p. 4620)

Son amendement n° 6 (introduction de la notion "d'échanges au sein des familles") : rejeté (p. 4624)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Olivier de Chazeaux (introduction de la notion "d'échanges au sein des familles") (p. 4624)

Intervient sur l'amendement n° 627 du Gouvernement (facilités d'accès aux programmes pour les personnes sourdes et malentendantes) (p. 4627)

Intervient sur l'amendement n° 425 de Mme Dominique Gillot (facilités d'accès aux programmes pour les personnes sourdes et malentendantes) (p. 4627)

Après l'article 1er

Son amendement n° 32 (institution d'un "observatoire de la qualité") : rejeté (p. 4629)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Olivier de Chazeaux (institution d'un "observatoire de la qualité") (p. 4629)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son intervention (p. 4631)

Son amendement n° 7 (référence au pluralisme de pensée et d'opinion) : rejeté (p. 4662)

Son amendement n° 8 corrigé (mise en valeur du pluralisme des émissions) : rejeté (p. 4664)

Son amendement n° 9 (liberté de mise en place des grilles horaires) : adopté (p. 4664)

Soutient l'amendement n° 223 de M. Christian Kert (liberté de mise en place des grilles horaires) : adopté (p. 4664)

Son amendement n° 10 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (notion de pluralisme) : rejeté (p. 4704)

Son amendement n° 11 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (renvoi à un décret en Conseil d'Etat) : rejeté (p. 4705)

Son amendement n° 415 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (commercialisation par les chaînes des œuvres qu'elles pourraient produire) : rejeté (p. 4705)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Article 47 de la loi du 30 septembre 1986 : capital des sociétés publiques

Son amendement n° 12 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (référence au Conseil d'Etat) : rejeté (p. 4722)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Son amendement n° 13 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (réduction du nombre des membres du conseil d'administration) : rejeté (p. 4724)

Son amendement n° 14 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (modification de la composition du conseil d'administration) (p. 7424) : rejeté (p. 4724)

Son amendement n° 16 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (réduction du nombre de représentants) : rejeté (p. 4735)

Son amendement n° 17 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (nomination des administrateurs) : rejeté (p. 4736)

Article 47-2 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de RFO, Radio France et RFI

Son amendement n° 18 : non soutenu (p. 4743)

Son amendement n° 19 : non soutenu (p. 4743)

Son amendement n° 20 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (représentation des téléspectateurs) : rejeté (p. 4744)

Article 6 (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des sociétés du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son amendement n° 30 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (affectation directe des ressources aux trois sociétés) : rejeté (p. 4770)

Son amendement n° 27 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (souscriptions publiques) : rejeté (p. 4770)

Son sous-amendement n° 419 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (conditions de remboursement de la redevance) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (exonérations de la redevance et publicité) : adopté (p. 4773)

Intervient sur le sous-amendement n° 603 de M. Laurent Dominati (durée des messages publicitaires) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4776)

Son sous-amendement n° 420 (durée des messages publicitaires) à l'amendement n° 33 du Gouvernement : rejeté (p. 4776)

Son sous-amendement n° 416 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (rédactionnel) à l'amendement n° 33 du Gouvernement : rejeté (p. 4776)

Son sous-amendement n° 418 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (date d'entrée en vigueur) à l'amendement n° 33 du Gouvernement : retiré (p. 4776)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Olivier de Chazeaux (transparence tarifaire de TDF) (p. 4863)

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (transparence tarifaire de TDF) (p. 4863)

Après l'article 8

Son amendement n° 449 (institution d'un observatoire de la qualité des programmes audiovisuels) : rejeté (p. 4867)

Article 19 (article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 : intervention du Conseil de la concurrence et du CSA en matière de pratiques anticoncurrentielles et d'opérations de concentration dans le secteur de la communication audiovisuelle)

Son amendement n° 407 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) (p. 4997) : rejeté (p. 4998)

Article 21 (article 28 de loi du 30 septembre 1986 : quotas d'œuvres musicales d'expression francophone)

Son amendement n° 539 soutenu par Mme Jacqueline Mathieu-Obadia (proportion d'œuvres musicales d'expression française) (p. 5007) : rejeté (p. 5009)

Article 22 (article 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conditions de reconduction de l'autorisation des services de radiodiffusion et de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre hors appel à candidatures)

Son amendement n° 408 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (mode d'examen des demandes) : rejeté (p. 5022)

Article 24 (article 33 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de radiodiffusion sonore et de télévision distribués par câble ou par satellite)

Son amendement n° 409 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (proportion d'œuvres européennes) : rejeté (p. 5025)

Son amendement n° 410 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (proportion d'œuvres européennes) : rejeté (p. 5025)

Article 25 (article 33-4 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : définition du distributeur de services)

Son amendement n° 411 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (contribution des distributeurs de service aux œuvres de langue française) : rejeté (p. 5026)

Article 26 (article 34 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services par câble)

Son amendement n° 412 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (distribution par le câble) : rejeté (p. 5028)

Article 27 (article 34-2 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services diffusés par satellite)

Son amendement n° 413 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (notions de modalités de commercialisation) : rejeté (p. 5066)

Son amendement n° 414 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (de précision) : rejeté (p. 5066)

Article 4 précédemment réservé (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-ARTE)

Son sous-amendement n° 450 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (rédactionnel) à l'amendement n° 79 de la commission (nomination des présidents des conseils d'administration) (p. 5079) : rejeté (p. 5080)

Après l'article 31

Son amendement n° 569 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (service minimum en cas de grève) : rejeté (p. 5090)

Après l'article 32

Son amendement n° 29 corrigé soutenu par M. Olivier de Chazeaux (rapport annuel du CSA au Parlement) : rejeté (p. 5092)

Jacques MYARD

Yvelines (5^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 18 décembre 1998] (p. 19168)

Vice-président de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19457)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1109 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et

des droits voisins dans la société de l'information (COM (97) 628 final/E 1011) [8 octobre 1998]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'harmonisation européenne de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information [8 octobre 1998] (n° 1108)

Proposition de loi n° 1129 déterminant les conditions de pavage du drapeau français [14 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1135 portant réforme des droits de succession entre frères et sœurs et entre personnes non parentes [14 octobre 1998]

Proposition de résolution n° 1337 visant à la création d'une commission d'enquête tendant à établir une analyse des phénomènes de la délinquance juvénile, un bilan de l'application de l'ordonnance de 1945 et à proposer des mesures de nature à répondre et corriger cette dérive dangereuse pour notre société [29 janvier 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [6 octobre 1998] (p. 5953)

Justice. Procédures. Ecoutes téléphoniques, législation, respect, Corse [2 mars 1999] (p. 1859)

Enseignement secondaire. Baccalauréat. Epreuves, jurys, fonctionnement [29 juin 1999] (p. 6529)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Défend le corps des diplomates [25 novembre 1998] (p. 9548)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Son intervention (p. 7837)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : crédits (p. 7837)

Politique extérieure : coopération économique (p. 7838)

Relations internationales (p. 7838)

Union européenne (p. 7838)

Vote des crédits [2 novembre 1998] (p. 7851)

Etat B, titre IV

Son amendement n° 48 (rétablissement de crédits supprimés) : rejeté (p. 7852)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 novembre 1998] (p. 8399)

Son intervention (p. 8412)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : droits de l'enfant (p. 8413)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 8412)

Famille (p. 8412)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8484, 8525) ; [2 décembre 1998] (p. 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 57 (insertion du PACS dans le code de la consommation) : rejeté (p. 8490)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 76 (conclusion du PACS par deux personnes de sexe différent) : rejeté (p. 8518)

Après l'article 515-2 du code civil

Son amendement n° 95 soutenu par Mme Christine Boutin (possibilité d'opposition du ministère public à la conclusion d'un PACS) : rejeté (p. 8561)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son amendement n° 134 soutenu par M. Claude Goasguen (PACS conclu depuis plus de trois ans) (p. 9991) : rejeté (p. 9992)

Article 1er (suite) (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 65 précédemment réservé (contrat de partenariat) : retiré (p. 10224)

Son amendement n° 66 précédemment réservé (contrat de vie en commun) : retiré (p. 10224)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Article 1er C (définition du concubinage)

Son amendement n° 462 : non soutenu (p. 3112)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Son sous-amendement n° 650 soutenu par M. Thierry Mariani (suppression de l'article 515-1 du code civil définissant le PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) : rejeté (p. 3142)

Son sous-amendement n° 651 soutenu par M. Thierry Mariani (suppression de l'article 515-3 relatif à la réception, à l'inscription et à la conservation du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3170)

Son sous-amendement n° 652 (suppression de l'article 515-6 relatif au régime des biens après dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3200)

Son sous-amendement n° 653 soutenu par M. Thierry Mariani (suppression de l'article 515-7 relatif à la dissolution du PACS) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3202) : rejeté (p. 3203)

Article 4 bis supprimé par le Sénat (droits dérivés en matière d'assurance-maladie)

Son sous-amendement n° 654 (bénéfice des dispositions de l'article après un délai d'un an) à l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3232)

Article 6 supprimé par le Sénat (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son sous-amendement n° 655 (PACS conclu depuis quatre ans) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3239)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution
--

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 1998] (p. 9509)

Son intervention (p. 9514)

Thèmes :

Etat : souveraineté (p. 9514)

Union européenne : Commission (p. 9514)

Union européenne : Cour de justice (p. 9514)

Union européenne : subsidiarité (p. 9514)

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)*Avant l'article unique*

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. François Guillaume (primauté de la Constitution sur toute règle juridique) (p. 9540)

Son amendement n° 10 (caractère inaliénable de la souveraineté nationale et appartenance exclusive de celle-ci au peuple) : rejeté (p. 9542)

Intervient sur l'amendement n° 48 rectifié de M. Jean-Claude Lefort (autorisation par référendum de la ratification des traités modifiant substantiellement l'exercice de la souveraineté nationale) (p. 9544)

Son amendement n° 11 (primauté de la loi sur tout traité, accord ou dispositions antérieures) : rejeté (p. 9545)

Son rappel au règlement (cf supra) [25 novembre 1998] (p. 9548)

Son amendement n° 12 (primauté des traités et accords sur les seules lois antérieures) : rejeté (p. 9550)

Intervient sur l'amendement n° 14 de Mme Nicole Catala (exercice en commun des compétences dont la délégation est explicitement prévue par les traités) (p. 9554)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Jacques Baumel (exercice en commun des compétences dont la délégation est explicitement prévue par les traités) (p. 9554)

Son amendement n° 16 (reprise de compétences exercées en commun) : rejeté (p. 9556)

Article unique (modification de l'article 88-2 de la Constitution)

Son amendement n° 23 (de suppression) : rejeté (p. 9561)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Lionel Luca (définition préalable et précise des domaines liés à la libre circulation des personnes) (p. 9563)

Après l'article unique

Son amendement n° 17 (respect par le Gouvernement des résolutions communes des chambres du Parlement) : rejeté (p. 9577)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Michel (renégociation du traité sur l'Union européenne à l'initiative du Parlement et contrôle parlementaire sur la construction européenne) (p. 9580)

Soutient l'amendement n° 13 de Mme Nicole Catala (contrôle du Conseil constitutionnel, saisi en application de l'article 61 de la Constitution, sur les actes communautaires comportant des dispositions législatives) : rejeté (p. 9583)

Son amendement n° 24 (compromis de Luxembourg) : rejeté (p. 9584)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes
--

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion de l'article unique [15 décembre 1998]
(p. 10542)**

Article unique

Son amendement n° 10 soutenu par Mme Nicole Catala (strict respect du principe d'égalité) : rejeté (p. 10549)

Son amendement n° 13 soutenu par Mme Nicole Catala (prohibition de toute mesure discriminatoire) : rejeté (p. 10549)

Son amendement n° 12 soutenu par Mme Nicole Catala (mise en œuvre par la loi des mesures tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions) (p. 1050) : devenu sans objet (p. 10550)

Son amendement n° 11 soutenu par Mme Nicole Catala (loi encourageant l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions) (p. 1050) : devenu sans objet (p. 10550)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion de l'article unique [3 mars 1999]
(p. 1947)**

Article unique (autorisation de ratification du traité d'Amsterdam)

Son intervention (p. 1947)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (réforme des institutions de l'Union européenne) (p. 1959)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [24 mars 1999]
(p. 2768)**

Son intervention (p. 2780)

Thèmes :

Droit pénal : délits (p. 2780)

Droit pénal : instruction : défense (p. 2780)

Droit pénal : instruction : publicité (p. 2780)

Justice : jugements : délais (p. 2780)

Justice : magistrats : effectifs (p. 2780)

Justice : magistrats : neutralité (p. 2780)

Presse et livres : liberté de la presse (p. 2780)

Proposition de loi n° 1403 relative à l'enfance en danger et aux mineurs délinquants

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [25 mars 1999]
(p. 2845)**

Son intervention (p. 2867)

Thèmes :

Droit pénal : mineurs : centres pénitentiaires (p. 2868)

Droit pénal : mineurs : responsabilité pénale (p. 2868)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 2868)

Projet de loi constitutionnelle n° 1462 insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [6 avril 1999] (p. 3313)

Son intervention (p. 3313)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4388, 4445)

Article 1er (autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire)

Article L. 227-4 du code de l'aviation civile : compétences de l'Autorité pour le contrôle du bruit au voisinage des neuf aérodromes les plus importants

Soutient l'amendement n° 51 de M. Jean Marsaudon (souci d'harmonisation européenne) : rejeté (p. 4401)

Article 2 (commissions consultatives de l'environnement)

Son intervention (p. 4447)

Son amendement n° 64 deuxième correction (consultation des communes concernées) : retiré (p. 4453)

Article 4 (article L. 147-3 du code de l'urbanisme : consultation de l'Autorité indépendante lors de l'établissement d'un plan d'exposition au bruit)

Son amendement n° 65 (consultation des communes concernées et de l'Autorité) : retiré (p. 4454)

Ses explications de vote (p. 4458)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 4458)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son intervention (p. 5332)

Intervient sur l'amendement n° 288 de M. Patrice Martin-Lalande (réalisation des aires d'accueil après enquête publique) (p. 5340)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5724)

Article 1er (article L. 1er bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre : reconnaissance par la République française d'un droit à réparation au titre de la guerre d'Algérie)

Son intervention (p. 5726)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Maxime Gremetz (introduction de la notion de "combat en Tunisie et au Maroc") (p. 5727)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Maxime Gremetz (inscription sur les stèles, plaques commémoratives et monuments aux morts de l'expression "combats de Tunisie, Maroc et guerre d'Algérie") (p. 5728)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6274, 6295) ; [23 juin 1999] (p. 6373)

Son intervention (p. 6324)

Thèmes :

Justice : parquet : rôle (p. 6324)

Justice : procureurs généraux (p. 6324)

N

Henri NALLET

*Yonne (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

Prolongation de mission temporaire le 14 mars 1999 (voir indications préliminaires) [J.O. du 16 mars 1999] (p. 3899)

NOMINATIONS

Rapporteur du projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 88-2 de la Constitution (n° 1072) [23 septembre 1998]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 10 septembre au 18 octobre 1998 (n°s E 1146 à E 1157 et E 1160), les propositions d'actes communautaires n°s E 926, E 1075, E 1076, E 1137, E 1142 et E 1145 [22 octobre 1998] (n° 1149)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la mise en oeuvre de l'article 88-4 de la Constitution et les modifications susceptibles de lui être apportées [12 novembre 1998] (n° 1189)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi constitutionnelle (n° 1072), modifiant l'article 88-2 de la Constitution [18 novembre 1998] (n° 1212)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 19 octobre au 12 novembre 1998 (N°s E 1161 à E 1166, E 1168 à E 1171, E 1173 et E 1174), et sur les propositions d'actes communautaires n°s E 869, E 926, E 1036, E 1068, E 1133, E 1158 et E 1159 [19 novembre 1998] (n° 1214)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 12

novembre au 11 décembre 1998 (n°s E 1172, E 1175 à E 1178, E 1180, E 1181, E 1183 et E 1185), et sur la proposition d'acte communautaire n° E 1067 [17 décembre 1998] (n° 1279)

Proposition de résolution n° 1467 sur le projet de statut des député(e)s au Parlement européen (document n° E 1209) [11 mars 1999]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le projet de statut des député(e)s au Parlement européen (document n° E 1209) [11 mars 1999] (n° 1466)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9427)

Son intervention (p. 9434)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 9437)

Union européenne : Conseil : majorité (p. 9436, 9437)

Union européenne : construction européenne : Conseil constitutionnel (p. 9437 à 9437)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : Conseil constitutionnel (p. 9435 à 9437)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : référendums (p. 9435)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : transferts de compétences (p. 9435)

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. François Guillaume (primauté de la Constitution sur toute règle juridique) (p. 9540)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jacques Myard (caractère inaliénable de la souveraineté nationale et appartenance exclusive de celle-ci au peuple) (p. 9542)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Jacques Baumel (caractère inaliénable de la souveraineté nationale) (p. 9542)

Intervient sur l'amendement n° 48 rectifié de M. Jean-Claude Lefort (autorisation par référendum de la ratification des traités modifiant substantiellement l'exercice de la souveraineté nationale) (p. 9544)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. François Guillaume (élargissement du champ du référendum à tout acte ou projet d'acte des Communautés ou de l'Union européenne et référendum d'initiative populaire) (p. 9545)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Jacques Myard (primauté de la loi sur tout traité, accord ou dispositions antérieures) (p. 9545)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Michel (création d'une septième commission permanente dans chacune des chambres du parlement) (p. 9548)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Pierre Lequiller (séance mensuelle du Parlement consacrée aux questions des députés et des sénateurs sur les politiques mises en œuvre par les institutions européennes) (p. 9548)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Thierry Mariani (autorisation par référendum de la ratification ou de l'approbation des traités et accords aménageant les conditions essentielles d'exercice de la souveraineté nationale) (p. 9549)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Jacques Baumel (référendum pour la révision de la Constitution en application de l'article 54) (p. 9549)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Pierre Michel (primauté des traités et accords sur les seules lois antérieures) (p. 9550)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Jacques Myard (primauté des traités et accords sur les seules lois antérieures) (p. 9550)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Pierre-André Wiltzer (solidarité et coopération entre les Etats et les peuples ayant le français en partage) (p. 9552)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Pierre-André Wiltzer (accords se référant à la solidarité et à la coopération francophones) (p. 9553)

Intervient sur l'amendement n° 14 de Mme Nicole Catala (exercice en commun des compétences dont la délégation est explicitement prévue par les traités) (p. 9554)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Jacques Baumel (exercice en commun des compétences dont la délégation est explicitement prévue par les traités) (p. 9554)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Charles Millon (transferts de compétences dans le respect du principe de subsidiarité) (p. 9555)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Jacques Myard (reprise de compétences exercées en commun) (p. 9556)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. François Guillaume (application des règles générales des traités et accords internationaux aux Communautés européennes et à l'Union européenne) (p. 9556)

Article unique (modification de l'article 88-2 de la Constitution)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Jacques Myard (de suppression) (p. 9561)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. François Guillaume (délégations de compétences substituées aux transferts de compétences) (p. 9562)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. François Guillaume (détermination des règles relatives à la circulation des personnes et non à leur libre circulation) (p. 9562)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. François Guillaume (suppression des domaines liés à la libre circulation des personnes) (p. 9562)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Lionnel Luca (définition préalable et précise des domaines liés à la libre circulation des personnes) (p. 9563)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. René André (loi pour passer à la majorité qualifiée) (p. 9569)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Lionnel Luca (définition de l'atteinte aux conditions essentielles de la souveraineté indépendamment du caractère régalien ou autre des domaines où intervient le transfert de compétences) (p. 9569)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Lionnel Luca (appréciation identique de l'atteinte aux conditions essentielles d'exercice de la souveraineté pour les engagements communautaires et les autres engagements internationaux) (p. 9569)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Xavier Deniau (maintien des compétences du Conseil constitutionnel) (p. 9569)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. René André (soumission au Parlement des documents émanant d'institutions européennes et vote de résolutions) (p. 9577)

Intervient sur le sous-amendement n° 49 de M. Philippe Douste-Blazy (modalités d'adoption de résolutions communes à l'Assemblée nationale et au Sénat) à l'amendement n° 42 de M. René André (p. 9577)

Intervient sur l'amendement n° 15 corrigé de Mme Nicole Catala (soumission au Parlement des projets d'acte ou de décision de l'Union européenne et vote de résolutions) (p. 9577)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Jacques Baumel (soumission au Parlement des projets d'acte ou de décision de l'Union européenne et vote de résolutions) (p. 9577)

Intervient sur l'amendement n° 46 de Mme Nicole Ameline (soumission au Parlement des propositions d'actes communautaires et des projets d'actes relevant des titres V et VI du traité sur l'Union européenne et vote de résolutions sur tout document issu des institutions européennes) (p. 9577)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Maurice Ligot (soumission au Parlement des rapports d'information de la Commission et des projets d'actes)

communautaires et vote de résolutions sur tout document issu des institutions européennes) (p. 9577)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. François Guillaume (soumission au Parlement des documents émanant d'institutions européennes et vote de résolutions) (p. 9577)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (soumission au Parlement des projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne comportant des dispositions législatives et vote de résolutions) : adopté (p. 9577)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Jacques Myard (respect par le Gouvernement des résolutions communes des chambres du Parlement) (p. 9577)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Charles Millon (vote de résolutions lors de l'examen de tout projet de loi autorisant la ratification de textes modifiant les traités relatifs aux Communautés européennes ou à l'Union européenne) (p. 9578)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. François Guillaume (approbation par le Parlement des projets ou propositions donnant à la Communauté européenne ou à l'Union européenne un pouvoir d'action non explicitement prévu par les traités) (p. 9578)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Michel (renégociation du traité sur l'Union européenne à l'initiative du Parlement et contrôle parlementaire sur la construction européenne) (p. 9580)

Intervient sur l'amendement n° 47 de Mme Nicole Ameline (création d'une commission permanente pour l'Union européenne dans chacune des chambres du Parlement) (p. 9581)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. François Guillaume (contrôle du Conseil constitutionnel, saisi en application de l'article 54 de la Constitution, sur les projets d'actes européens) (p. 9583)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Jacques Baumel (contrôle du Conseil constitutionnel, saisi en application de l'article 61 de la Constitution, sur les actes communautaires comportant des dispositions législatives) (p. 9583)

Intervient sur l'amendement n° 13 de Mme Nicole Catala (contrôle du Conseil constitutionnel, saisi en application de l'article 61 de la Constitution, sur les actes communautaires comportant des dispositions législatives) (p. 9583)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. René André (contrôle du Conseil constitutionnel, saisi par le Président de la République, le Premier ministre, le président de l'Assemblée nationale ou le président du Sénat, sur les projets et propositions d'actes soumis au Parlement en application de l'article 88-4 de la Constitution) (p. 9583)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. François Guillaume (clause de sauvegarde en matière d'harmonisation du marché intérieur et de libre circulation des personnes) (p. 9585)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. François Guillaume (absence d'effet contraignant des actes des

Communautés européennes ou de l'Union européenne auxquels le Gouvernement s'est opposé) (p. 9585)

Titre

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (introduction de la référence à l'article 88-4 de la Constitution) : adopté (p. 9585)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [3 mars 1999] (p. 1975)

Vote pour du groupe socialiste (p. 1976)

Philippe NAUCHE

*Corrèze (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Rapporteur de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 17 mars 1999] (p. 3975)

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la Ministre de l'emploi et de la solidarité et de M. le Ministre auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité, à la santé et de Mme la Ministre de l'emploi et de la solidarité [J.O. du 29 septembre 1999]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [6 juillet 1999] (n° 1778)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Sida. Lutte et prévention [1^{er} décembre 1998] (p. 9745)

Santé. Politique de la santé. Etats généraux, bilan et perspectives [10 février 1999] (p. 1166)

Etablissements de santé. Services d'urgence. Réforme [26 mai 1999] (p. 4931)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7430)

Son intervention (p. 7463)

Thèmes :

Santé : Agence nationale d'accréditation et d'évaluation de la santé (ANAES) (p. 7463)

Santé : médecine préventive (p. 7463)

Discussion des articles [30 octobre 1998] (p. 7743)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 383 soutenu par M. Claude Evin (protection de la santé des sportifs) : retiré (p. 7778)

Intervient sur l'amendement n° 389 de la commission (pratiques paramédicales) (p. 7781)

Soutient l'amendement n° 382 de Mme Catherine Génisson (pratiques paramédicales) : retiré (p. 7781)

Soutient l'amendement n° 381 de Mme Catherine Génisson (instances professionnelles des professions paramédicales) : retiré (p. 7781)

Intervient sur l'amendement n° 390 de la commission (instances professionnelles des professions paramédicales) (p. 7782)

Soutient l'amendement n° 380 de Mme Catherine Génisson (professions paramédicales) : retiré (p. 7782)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605)

Son intervention (p. 8628)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etablissements de santé : agences régionales de l'hospitalisation (p. 8629)

Santé : prévention : agences régionales de l'hospitalisation (p. 8628)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9197)

Son intervention (p. 9207)

Thème :

Sports : médecine du sport (p. 9207)

Proposition de résolution n° 1059 visant à créer une commission d'enquête sur la Mutuelle nationale des étudiants de France

Avant la discussion de l'article unique [4 mars 1999] (p. 2039)

Son intervention (p. 2045)

Thèmes :

Economie sociale : mutuelles (p. 2046)

Enseignement supérieur : étudiants : régime de rattachement (p. 2046)

Enseignement supérieur : oeuvres universitaires (p. 2046)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2046)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 1999] (p. 3948)

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Soutient l'amendement n° 407 de M. Jean Le Garrec (usage de la carte de professionnel de santé) : adopté (p. 3955)

Bernard NAYRAL

*Hérault (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Henri NAYROU

*Ariège (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [J.O. du 3 février 1999] (p. 1757)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 787, posée le 10 mai 1999. Enseignement secondaire. Fonctionnement (J.O. Questions p. 2739). Appelée le 11 mai 1999. Effectifs de personnel, personnel d'intendance et d'administration, gestion des emplois jeunes (p. 4294)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 1998] (p. 6380) ;

Article 44 (identification des équidés)

Son intervention (p. 6394)

Après l'article 50

Soutient l'amendement n° 825 de M. Augustin Bonrepaux (prorogation de la durée d'une association foncière pastorale autorisée ou agricole autorisée) : adopté (p. 6417)

Soutient l'amendement n° 819 de M. Augustin Bonrepaux (modalités d'attribution des biens de section) : adopté après modifications (p. 6421)

Intervient sur le sous-amendement n° 983 de M. Jean-Claude Chazal (respect des droits des ayants droit non agriculteurs) à l'amendement n° 819 de M. Augustin Bonrepaux (p. 6421)

Intervient sur le sous-amendement n° 984 de M. Jean-Claude Chazal (constitution de réserves foncières en vue de faciliter de nouvelles installations) à l'amendement n° 819 de M. Augustin Bonrepaux (p. 6421)

Intervient sur le sous-amendement n° 985 de M. Jean-Claude Chazal (rôle des commissions départementales d'orientation agricole pour trancher les litiges) à l'amendement n° 819 de M. Augustin Bonrepaux (p. 6421)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Son intervention (p. 8072)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 8072)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 8072, 8073)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8739)

Son intervention (p. 8754)

Thème avant la procédure des questions :

Sports : crédits (p. 8755)

COMMUNICATION

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8909)

Son intervention (p. 8921)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : journalistes : impôt sur le revenu (p. 8921)

Audiovisuel et communication : radio : associations (p. 8921)

Presse et livres : presse nationale (p. 8921)

Presse et livres : presse régionale (p. 8921)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9197)

Son intervention (p. 9202)

Thèmes :

Sports : Comité international olympique (CIO) (p. 9203)

Sports : dopage : généralités (p. 9203)

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210) ; [19 novembre 1998] (p. 9244)

Article 15 (droit de perquisition)

Son sous-amendement n° 77 (autorisation par le procureur de la République) à l'amendement n° 19 de la commission (visite des véhicules des sportifs et des soigneurs) : adopté (p. 9233)

Article 24 (article 49-1-A de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 : déclaration préalable à l'organisation d'une manifestation publique à l'autorité administrative et pouvoir de cette dernière d'interdire la manifestation)

Son amendement n° 74 (manifestations sportives ou publiques ne relevant pas d'une fédération) : retiré (p. 9253)

Soutient le sous-amendement n° 97 de M. Alain Néri (élargissement à toute compétition sportive) à l'amendement n° 34 de la commission (sports de combat ne relevant pas d'une fédération) : adopté (p. 9253)

Son amendement n° 99 (agrément administratif en cas de diffusion audiovisuelle) : adopté (p. 9253)

Seconde délibération

Article 9 (compétences du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (pouvoir d'injonction à l'égard des fédérations) (p. 9255)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 580)

Son intervention (p. 589)

Thème :

Sports : dopage : généralités (p. 589, 590)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Article 15 bis supprimé par le Sénat (régime fiscal des frais professionnels des journalistes et assimilés)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10990)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 130)

Son intervention (p. 154)

Thèmes :

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 155)

Informatique (p. 155)

Discussion des articles [21 janvier 1999] (p. 290) ; [27 janvier 1999] (p. 500) ; [3 février 1999] (p. 897)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Soutient le sous-amendement n° 1154 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (coopération intercommunale) à l'amendement n° 241 de la commission (complémentarité des agglomérations et des zones rurales) : adopté (p. 299)

Article 15 (article 18 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs de l'information et de la communication)

Son intervention (p. 513)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Son amendement n° 750 rectifié (égalité d'accès des usagers aux liaisons rapides) : adopté (p. 931)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081) ; [6 mai 1999] (p. 4193, 4243)

Article 12 bis (article 21-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma directeur d'équipements et de services sportifs)

Son intervention (p. 4144)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (article 21-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs du sport) (p. 4207)

Seconde délibération

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : présence des services publics sur le territoire et création des maisons des services publics)

Intervient sur l'amendement n° 5 du Gouvernement (non remboursement des charges et rémunérations) (p. 4273)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 février 1999] (p. 1208) ;

Après l'article 46

Son amendement n° 330 rectifié (possibilité pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale de confier au département les opérations relatives aux déchets) : adopté (p. 1230)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4532)

Son intervention (p. 4564)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : programmes : sports (p. 4564, 4565)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4564)

Discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4697) ; [25 mai 1999] (p. 4852)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Son intervention (p. 4720)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Édouard Landrain (promotion de la lutte contre le dopage) (p. 4867)

Article 10 (article 20-2 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : retransmission en clair des événements d'importance majeure)

Son intervention (p. 4875)

Son amendement n° 489 (précisions sur la diffusion des différés) : retiré (p. 4877)

Son amendement n° 146 deuxième rectification (émission d'un message de sensibilisation à la lutte contre le dopage) : adopté (p. 4877)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 595 de M. Jean-Claude Beauchaud (limites au monopole de retransmission d'un événement sportif) (p. 4878)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6059)

Son intervention (p. 6062)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 6084)

Thèmes :

Sports : associations et clubs : bourses de valeurs (p. 6063)

Sports : associations et clubs : multipropriété (p. 6063)

Sports : associations et clubs : sociétés anonymes (SA) (p. 6063)

Sports : associations et clubs : subventions (p. 6063)

Discussion des articles [18 juin 1999] (p. 6212)

Article 2 (mise en conformité des régimes juridiques des associations sportives)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Édouard Landrain (de suppression) (p. 6215)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 6215)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. François Goulard (de suppression) (p. 6215)

Article 5 (interdiction d'être actionnaire de plusieurs sociétés sportives et de consentir un avantage financier à un concurrent)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Édouard Landrain (subventions réservées aux seules associations) (p. 6221)

Intervient sur l'amendement n° 43 du Gouvernement (conditions de versement des subventions) (p. 6221)

Après l'article 7

Son amendement n° 58 corrigé (gestion des droits sportifs télévisés) : adopté (p. 6225)

Son amendement n° 57 (contrôle de la sincérité des compétitions) : retiré (p. 6226)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Édouard Landrain (saisine du conseil de la concurrence en cas de projet d'acquisition d'un club sportif par une chaîne de télévision) (p. 6227)

Intervient sur l'amendement n° 23 corrigé de M. Olivier de Chazeaux (saisine du CSA en cas de projet d'acquisition d'un club sportif par une chaîne de télévision) (p. 6227)

Ses explications de vote (p. 6230)

Vote pour du groupe socialiste (p. 6230)

Véronique NEIERTZ

*Seine-Saint-Denis (9^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 février 1999] (p. 1696)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 février 1999] (p. 1696)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative

au pacte civil de solidarité [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Droits de l'homme. Arrestation d'Augusto Pinochet [3 novembre 1998] (p. 7927)

Banques et établissements financiers. Banque de France. Traitement du surendettement, effectifs de personnel [3 février 1999] (p. 849)

Famille. Adoption. Adoption internationale, réglementation [9 juin 1999] (p. 5611)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 511, posée le 30 novembre 1998. Enseignement supérieur. Professions de santé (J.O. Questions p. 6456). Appelée le 1^{er} décembre 1998. Programmes, médecins, gynécologie médicale, maintien (p. 9724)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 8223)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9792)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 492 de M. Pierre-Christophe Baguet (prohibition de l'adoption et de la procréation médicalement assistée) (p. 8533)

Intervient sur l'amendement n° 675 de M. Claude Birraux (prohibition de l'adoption et de la procréation médicalement assistée) (p. 8533)

Intervient sur l'amendement n° 420 de M. Bernard Accoyer (prohibition de l'adoption pour les signataires de même sexe) (p. 8533)

Intervient sur l'amendement n° 534 de M. Jean-François Mattei (prohibition de l'adoption pour les signataires de même sexe) (p. 8533)

Intervient sur l'amendement n° 553 de M. Claude Goasguen (prohibition de l'adoption pour les signataires de même sexe) (p. 8533)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 28 de Mme Christine Boutin (régime de la séparation des biens) (p. 9822)

Intervient sur l'amendement n° 984 de M. Henri Plagnol (régime de la séparation des biens à défaut de stipulations contraires de l'acte d'acquisition) (p. 9822)

Intervient sur l'amendement n° 977 de M. Henri Plagnol (régime de la communauté universelle à défaut de stipulations contraires de l'acte d'acquisition) (p. 9822)

Intervient sur l'amendement n° 571 de M. Claude Goasguen (régime de la communauté réduite aux acquêts à défaut de convention spéciale passée devant notaire) (p. 9823)

Intervient sur l'amendement n° 978 de M. Henri Plagnol (régime des meubles et de la communauté d'acquêts à défaut de stipulations contraires de l'acte d'acquisition) (p. 9823)

Intervient sur l'amendement n° 27 de Mme Christine Boutin (régime de l'indivision pour les seuls biens acquis en commun) (p. 9823)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3057)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 3064)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : concubinage (p. 3065)

Parlement : Sénat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3065)

Partis et mouvements politiques : opposition : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3065)

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3141)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Intervient sur le sous-amendement n° 254 de M. Patrick Delnatte (renoncement à l'adoption et à la procréation médicale assistée pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) (p. 3160)

Intervient sur le sous-amendement n° 267 de M. Bernard Accoyer (interdiction de la procréation médicale assistée pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3160)

Intervient sur le sous-amendement n° 611 de M. Richard Cazenave (interdiction de la procréation médicale assistée pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3160)

Intervient sur le sous-amendement n° 316 de M. Jean-François Mattei (interdiction de l'adoption pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3160)

Intervient sur le sous-amendement n° 614 de M. Richard Cazenave (interdiction de l'adoption pour les signataires de même sexe) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3160)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5521)

Son interruption (p. 5536)

Thème :

Assemblée nationale : députés : femmes (p. 5537)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2876)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Jean-Pierre Michel (comparution immédiate - maintien du quantum d'un an de peine encourue pour la mise en détention provisoire dans le seul cas de flagrant délit) (p. 2909)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4185)

Article 1er (définition des soins palliatifs et accès à ces soins)

Son intervention (p. 4186)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6389, 6401)

Après l'article 1er

Son amendement n° 48 rectifié (nouvelle rédaction de l'article 620 du code de procédure pénale fixant à la cour de cassation un délai de six mois pour statuer sur pourvoi dans l'intérêt de la loi) : adopté (p. 6413)

Alain NÉRI

*Puy-de-Dôme (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [J.O. du 3 février 1999] (p. 1757)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [J.O. du 4 février 1999] (p. 1832)

Rapporteur de la proposition de loi relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord" (n° 1293) [27 mai 1999]

Rapporteur de la proposition de loi relative à la reconnaissance de l'état de guerre en Algérie et aux combats en Tunisie et au Maroc (n° 1392) [27 mai 1999]

Rapporteur de la proposition de loi tendant à la reconnaissance de l'état de guerre en Algérie (n° 1558) [27 mai 1999]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome XIII : Jeunesse et sports (n° 1112) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 910) relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [10 novembre 1998] (n° 1188)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat (n° 1324), relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [20 janvier 1999] (n° 1330)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [3 février 1999] (n° 1364)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la loi relative à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [26 mars 1999] (n° 1499)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi :

- (n° 1293) de M. Jacques Floch, relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord",
- (n° 1392) de M. Maxime Gremetz relative à la reconnaissance de l'état de guerre en Algérie et aux combats en Tunisie et au Maroc,
- (n° 1558) de M. Georges Colombier rendant à la reconnaissance de l'état de guerre en Algérie [2 juin 1999] (n° 1672)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sports. Dopage. Lutte et prévention [11 mai 1999] (p. 4303)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 706, posée le 22 mars 1999. Enseignement. Fonctionnement (J.O. Questions p. 1622). Appelée le 23 mars 1999. Effectifs de personnel, Puy-de-Dôme (p. 2704)

n° 872, posée le 14 juin 1999. Sang et organes humains. Etablissements de transfusion sanguine (J.O. Questions p. 3529). Appelée le 15 juin 1999. Restructuration, Auvergne, Rhône-Alpes (p. 5799)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 1998] (p. 6935)*Après l'article 42*

Son amendement n° 332 : non soutenu (p. 6978)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES****ANCIENS COMBATTANTS****Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)**

Son intervention (p. 8214, 8221)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation de préparation à la retraite (p. 8215)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 8215)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 8215)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 8214, 8215)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 8215)

JEUNESSE ET SPORTS**Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8739)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 8742)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : animateurs : création d'emplois (p. 8744)

Sports : crédits (p. 8742, 8943)

Sports : dopage (p. 8743)

Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 8742, 8743)

Sports : jeunes : exclusion (p. 8743)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [30 octobre 1998] (p. 7743)***Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)*

Son amendement n° 413 (lutte contre le dopage) : adopté (p. 7778)

Son amendement n° 412 rectifié (protection de la santé des sportifs) : adopté (p. 7778)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9172)**

Son intervention (p. 9176)

Thèmes :

Sports : Comité international olympique (CIO) (p. 9178)

Sports : Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD) (p. 9177)

Sports : dopage : généralités (p. 9176)

Sports : dopage : sanctions (p. 9177)

Sports : fédérations (p. 9177)

Sports : sportifs : présomption d'innocence (p. 9177)

Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) : sports (p. 9178)

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210) ; [19 novembre 1998] (p. 9244)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 2 (contrôle médical préalable à la délivrance des licences sportives)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (examen approfondi) : adopté (p. 9213)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (formation des médecins diplômés de médecine sportive) : adopté (p. 9214)

Article 3 (contrôle médical préalable aux compétitions)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (durée de validité du certificat) : adopté (p. 9217)

Après l'article 3

Soutient le sous-amendement n° 91 de la commission (responsabilité du médecin) à l'amendement n° 65 du Gouvernement (droit d'alerte en cas de suspicion de dopage) : retiré

Soutient le sous-amendement n° 90 de la commission (cellule médicale du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage) à l'amendement n° 67 du Gouvernement (sanctions disciplinaires) : adopté (p. 9219)

Article 4 (contribution des fédérations sportives à la politique de prévention du dopage)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (liste unique pour tous les sports) : adopté (p. 9221)

Article 5 (prescription de produits dopants)

Son amendement n° 101 (rédactionnel) : adopté (p. 9222)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 9222)

Article 7 (livret individuel des sportifs de haut niveau)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (cas des sportifs mineurs) : adopté (p. 9222)

Article 8 (conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (prestation de serment) : adopté (p. 9224)

Article 9 (compétences du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (procès-verbaux d'analyses) : adopté (p. 9225)

Soutient le sous-amendement n° 92 de la commission (rôle de la cellule médicale) à l'amendement n° 71 rectifié du Gouvernement (création d'une cellule médicale) : adopté (p. 9225)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (renforcement des pouvoirs) : rejeté (p. 9226)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (dispositif de sanctions) : adopté après modifications (p. 9226)

Soutient le sous-amendement n° 76 de M. Jean Le Garrec (mise en demeure préalable) à l'amendement n° 15 de la commission : adopté (p. 9226)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (consultation pour les projets de loi relatifs au sport) : retiré (p. 9227)

Article 14 (exercice des contrôles anti-dopage)

Soutient le sous-amendement n° 93 rectifié de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 72 rectifié du Gouvernement (laboratoires agréés) : adopté (p. 9231)

Soutient le sous-amendement n° 94 de la commission (laboratoires d'examen) à l'amendement n° 72 rectifié du Gouvernement : adopté (p. 9231)

Soutient le sous-amendement n° 95 de la commission (laboratoires d'examen) à l'amendement n° 72 rectifié du Gouvernement : adopté (p. 9231)

Article 15 (droit de perquisition)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (droit de visite des médecins et agents habilités) : adopté (p. 9232)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (contrôles inopinés) : adopté (p. 9232)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (pouvoirs du procureur de la République) : adopté (p. 9232)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (visite des véhicules des sportifs et des soigneurs) : adopté après modifications (p. 9233)

Article 16 (saisies)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (de simplification) : adopté (p. 9233)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 9234)

Après l'article 16

Soutient le sous-amendement n° 96 de la commission (référence à la loi "informatique et libertés") à l'amendement n° 73 du Gouvernement (échange d'information) : adopté (p. 9234)

Article 17 (exercice des compétences disciplinaires par les fédérations agréées)

Son amendement n° 104 (rédactionnel) : adopté (p. 9234)

Soutient l'amendement n° 100 de la commission (respect des droits de la défense) : adopté (p. 9235)

Son amendement n° 102 (rédactionnel) : adopté (p. 9235)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (respect de la présomption d'innocence) : adopté (p. 9235)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (durée des procédures disciplinaires) : adopté (p. 9235)

Son amendement n° 103 (rédactionnel) : adopté (p. 9244)

Article 18 (pouvoirs de sanction du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (sanction des pourvoyeurs) : retiré

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (saisine d'office) : adopté (p. 9246)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 9247)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (raccourcissement du délai) : adopté (p. 9247)

Article 19 (sanctions pénales)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (caractère intentionnel de la prescription) : retiré (p. 9250)

Article 21 (modalités d'application)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 9250)

Article 22 (articles 1 à 5, 6, 8, 10, 11 et 14 à 16 de la loi n° 89-432 du 28 juin 1989 : restriction du champ d'application de la loi du 28 juin 1989 à la lutte contre le dopage des animaux)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (droit de visite des agents habilités) : adopté (p. 9251)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (pénalités) : adopté (p. 9251)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (pénalités) : adopté (p. 9251)

Article 23 (abrogation du second alinéa de l'article 35 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (livret sportif) : adopté (p. 9252)

Article 24 (article 49-1-A de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 : déclaration préalable à l'organisation d'une manifestation publique à l'autorité administrative et pouvoir de cette dernière d'interdire la manifestation)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (sports de combat ne relevant pas d'une fédération) : adopté après rectification et modifications (p. 9253)

Son sous-amendement n° 97 soutenu par M. Henri Nayrou (élargissement à toute compétition sportive) à l'amendement n° 34 de la commission : adopté (p. 9253)

Son intervention (p. 9255)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 580)

Son intervention (p. 582)

Thèmes :

Sports : Comité international olympique (CIO) : dopage (p. 583)

Sports : Comité national olympique et sportif français (CNOSF) (p. 583)

Sports : Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD) (p. 583)

Sports : dopage : généralités (p. 582)

Sports : dopage : secret médical (p. 583)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 593)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er bis A (antenne médicale)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 593)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (direction de l'antenne par un médecin) : adopté (p. 593)

Article 1er ter supprimé par le Sénat (introduction dans le cahier des charges des services publics de radiodiffusion sonore et de télévision de dispositions

relatives à la promotion de la protection de la santé des sportifs et de la lutte contre le dopage)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 594)

Article 1er quater supprimé par le Sénat (charte de bonne conduite des partenaires officiels des événements sportifs et des sportifs)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 595)

Article 3 (contrôle médical préalable aux compétitions)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (copie certifiée conforme) : adopté (p. 598)

Article 3 ter supprimé par le Sénat (sanction disciplinaire du défaut de déclaration nominale des présomptions de dopage)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 599)

Après l'article 3 ter

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (saisine du conseil régional de l'Ordre des médecins) : adopté après modifications (p. 599)

Article 4 (contributions des fédérations sportives à la prévention du dopage)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (généralisation de la liste des produits dopants) : adopté (p. 600)

Article 4 bis (consultation par un patient utilisant ou ayant utilisé des produits dopants)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (de suppression) : adopté (p. 600)

Article 5 bis (veille sanitaire sur le dopage)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (transmission anonyme des données médicales) : adopté après modifications (p. 601)

Article 7 (livret individuel des sportifs de haut niveau)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (de précision) : adopté (p. 601)

Article 8 (Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 602)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (prestation de serment) : adopté après rectification (p. 602)

Article 9 (compétence du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (de coordination) : adopté (p. 603)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (pouvoir d'injonction du Conseil à l'égard des fédérations) : adopté (p. 603)

Article 14 (exercice des contrôles anti-dopage)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (prélèvement) : adopté (p. 603)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (agrément des laboratoires) : adopté (p. 604)

Article 15 (droit de perquisition)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (fouille des véhicules) : rejeté (p. 606)

Article 17 (exercice des compétences disciplinaires par les fédérations agréées)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (de précision) : adopté (p. 607)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (raccourcissement des délais) : adopté (p. 607)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (injonction thérapeutique) : adopté (p. 608)

Article 18 (pouvoirs de sanctions du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (limitation des pouvoirs disciplinaires) : adopté (p. 608)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 608)

Article 23 (abrogation du second alinéa de l'article 35 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 608)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [3 mars 1999] (p. 1979)

Son intervention (p. 1979)

Thèmes :

Sports : Comité international olympique (CIO) : dopage (p. 1980)

Sports : Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD) (p. 1980)

Sports : dopage : prévention (p. 1980)

Sports : dopage : sanctions pénales (p. 1980)

Sports : dopage : secret médical (p. 1980)

Sports : fédérations (p. 1980)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Article 15 bis A (vente de boissons alcoolisées dans les enceintes sportives)

Son intervention (p. 10978)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (augmentation du nombre de dérogations annuelles) (p. 10988)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1656)

Article 2 (développement de l'enseignement et de la recherche sur la traite négrière et l'esclavage)

Son intervention (p. 1660)

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2603)

Son intervention (p. 2621)

Thèmes :

Secteur public : grève (p. 2621)

Travail : droit de grève (p. 2621, 2622)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5711)

Son intervention (p. 5711)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 5711)

Défense : appelés : guerre d'Algérie (p. 5711)

Rapatriés : harkis (p. 5711)

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5724)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 2 (article L. 243 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre : droit à pension des militaires autochtones au titre de la guerre d'Algérie)

Son amendement n° 6 (de cohérence) : adopté (p. 5729)

Article 3 (article L. 253 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre : qualité du combattant et attribution de la carte du combattant au titre de la guerre d'Algérie)

Son amendement n° 7 (de coordination) : adopté (p. 5829)

Article 4 (article L. 401 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre : accès aux emplois réservés pour les membres des forces supplétives françaises au titre de la guerre d'Algérie)

Son amendement n° 8 (de cohérence) : adopté après rectification (p. 5730)

Article 5 (article 8 de la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 : droit à la rente mutualiste au titre de la guerre d'Algérie)

Son amendement n° 9 (rédactionnel) : adopté après rectification (p. 5730)

Titre

Son amendement n° 5 (rédactionnel) : adopté (p. 5730)

Son amendement n° 10 (de conséquence) : adopté (p. 5731)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 1999] (p. 5999)

Article 37 ter (articles L. 712-1 et L. 712-3 du code de la santé publique : objectifs respectifs des schémas d'organisation sanitaire et de la carte sanitaire)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6022)

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6023)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6023)

Article 37 sexvicies (articles L. 570, L. 571, L. 571-1, L. 572 et L. 573 du code de la santé publique, article 30 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 et article 26 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 : création, transfert et regroupement d'officines de pharmacie)

Intervient sur l'amendement n° 91 de la commission (relèvement du seuil des quotas) (p. 6040)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6059)

Son intervention (p. 6072)

Thèmes :

Sports : associations et clubs : subventions (p. 6072)

Sports : sportifs : mineurs (p. 6073)

Yves NICOLIN

*Loire (5^{ème} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1395 visant à allonger la durée du congé d'adoption [16 février 1999]

Proposition de loi n° 1396 tendant à autoriser l'imputation des moins-values immobilières [16 février 1999]

Proposition de loi n° 1439 tendant à assurer une meilleure rémunération de l'épargne des ménages modestes [9 mars 1999]

Proposition de loi n° 1440 relative aux personnes handicapées hébergées par des familles d'accueil [9 mars 1999]

Proposition de loi n° 1441 visant à instaurer l'obligation de faire certifier chaque année les budgets des collectivités territoriales [9 mars 1999]

Proposition de loi n° 1442 instituant la règle de la majorité simple des tantièmes pour les décisions des assemblées générales des copropriétés [9 mars 1999]

Proposition de loi n° 1444 tendant à reporter la date de valorisation de l'entreprise pour le calcul des droits de succession [9 mars 1999]

Proposition de loi n° 1491 tendant à modifier l'article 104 du code des marchés publics [24 mars 1999]

Proposition de loi n° 1492 relative au recrutement des salariés à domicile [24 mars 1999]

Proposition de loi n° 1505 visant à instaurer un article L. 86-2 au code des pensions civiles et militaires limitant le cumul entre pension civile ou militaire et rémunération d'activité publique pour certaines catégories de titulaires [31 mars 1999]

Proposition de loi n° 1595 tendant à réformer le régime fiscal applicable aux sociétés civiles agricoles relevant du régime forfaitaire [12 mai 1999]

Proposition de loi n° 1596 modifiant le régime de report d'imposition des plus-values en cas d'apport en société d'une entreprise individuelle [12 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Ordre public. Maintien. Manifestations [20 octobre 1998] (p. 7012)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 574, posée le 25 janvier 1999. Défense. GIAT-Industries (J.O. Questions p. 363). Appelée le 26 janvier 1999. Emploi et activité, Roanne (p. 353)

n° 783, posée le 3 mai 1999. Chômage : indemnisation. ASSEDIC (J.O. Questions p. 2555). Appelée le 4 mai 1999. Régionalisation, conséquences, Roanne (p. 3920)

n° 923, posée le 28 juin 1999. Enseignement maternel et primaire. Fonctionnement (J.O. Questions p. 3879). Suppléé par M. Pascal Clément. Appelée le 29 juin 1999. Effectifs de personnel, enseignants, Saint-Georges-de-Baroille (p. 6509)

*DÉBATS***Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118) ; [12 octobre 1998] (p. 6380)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 260 (suppression de la référence à la production de services collectifs au profit de tous les usagers de l'espace rural) : rejeté (p. 5963)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 261 : non soutenu (p. 6012)

Son amendement n° 262 : non soutenu (p. 6017)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Son amendement n° 263 (limitation des activités accessoires) : devenu sans objet (p. 6082)

Son amendement n° 264 (limitation des activités accessoires) : devenu sans objet (p. 6082)

Son amendement n° 265 soutenu par M. Jean Priol (définition des activités accessoires) : retiré (p. 6083)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Son amendement n° 266 (inscription au registre des métiers) : rejeté (p. 6094)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Article L. 331-1 du code rural : portée et objectifs du contrôle

Son amendement n° 267 soutenu par M. Paul Patriarche (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) (p. 6144) : rejeté (p. 6145)

Article 52 (architecture générale de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Son amendement n° 789 soutenu par M. François Sauvadet (création d'un corps d'inspecteurs de l'enseignement agricole) : retiré (p. 6426)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER*

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [16 octobre 1998] (p. 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6935)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son amendement n° 186 soutenu par M. Marc Laffineur (suppression de la diminution de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) (p. 6655) : rejeté (p. 6656)

Après l'article 19

Son amendement n° 93 corrigé soutenu par M. Gilbert Gantier (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6847) : rejeté (p. 6853)

Après l'article 36

Son amendement n° 443 : non soutenu (p. 6961)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7257)

Procédure des questions :

Voirie : routes (p. 7265)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8290)

Procédure des questions :

Communes : Marseille : sécurité publique (p. 8290)

Défense : GIAT-Industries (p. 8291, 8292)

Vote des crédits [6 novembre 1998] (p. 8310)

Titre V

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Yves Cochet (réduction des crédits) (p. 8317)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 octobre 1998] (p. 7743)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 255 (guichet unique pour les handicapés) : rejeté (p. 7788)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 janvier 1999] (p. 373) ; [2 février 1999] (p. 749)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son sous-amendement n° 1004 (allongement des délais d'association à l'élaboration des contrats de plan) à l'amendement n° 265 de la commission (association d'autres collectivités territoriales lorsque ces dernières cofinancent des programmes prévus dans les contrats de plan Etat-régions) : rejeté (p. 398)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son amendement n° 540 (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : devenu sans objet (p. 822)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 1000 soutenu par M. Michel Bouvard (concertation avec les départements et régions intéressés) : rejeté (p. 832)

Son amendement n° 1001 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (concertation avec les départements et régions intéressés) : rejeté (p. 832)

Son amendement n° 1003 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (consultation des conseils généraux intéressés) : retiré (p. 834)

Après l'article 20

Son sous-amendement n° 1244 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (conseils généraux associés à la mise en place du volet "politique de la ville") à l'amendement n° 1168 du Gouvernement (contrats de ville conclus entre l'Etat, la région et le département, la commune ou le groupement de communes) : adopté après rectification (p. 838)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Son intervention (p. 2013)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences (p. 2014)

Elections et référendums : cumul des mandats (p. 2013)

Elections et référendums : cumul des mandats : coopération intercommunale (p. 2014)

Elections et référendums : statut des élus (p. 2013, 2014)

Parlement : parlementaires : cumul des mandats (p. 2014)

Discussion des articles [3 mars 1999] (p. 2018) ; [4 mars 1999] (p. 2067)

Article 2 (interdiction du cumul d'un mandat de parlementaire avec une fonction exécutive locale ou plus d'un mandat local)

Son amendement n° 1 : devenu sans objet (p. 2023)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 1157 relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux (Elections et référendums 828) et du projet de loi n° 1158 relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et fonctions électives (Voir Elections et référendums 827)

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2073)

Article 4 (incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil général)

Son amendement n° 1 : devenu sans objet (p. 2089)

Article 5 (incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil régional)

Son amendement n° 2 : devenu sans objet (p. 2089)

Article 8 (incompatibilité entre les mandats électoraux et les fonctions électives)

Son amendement n° 3 : devenu sans objet (p. 2091)

Jean-Marc NUDANT

*Côte-d'Or (2^{ème} circonscription)
Députés n'appartenant à aucun groupe
Rassemblement pour la République*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 1^{er} décembre 1998] (p. 18140)

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 décembre 1998] (p. 18184)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 17 décembre 1998] (p. 19078)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Drogue. Cannabis. Consommation, légalisation
[1^{er} décembre 1998] (p. 9749)

DÉBATS

Proposition de loi n° 923 tendant à organiser la lutte contre les termites

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [26 mai 1999] (p. 4907)

Son intervention (p. 4912)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : contrôle technique (p. 4912)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dépenses afférentes à la résidence principale (p. 4913)

Propriété : immeubles : conditions de vente (p. 4912)

Propriété : immeubles : garanties des vices cachés (p. 4912)

Jean-Paul NUNZI

*Tarn-et-Garonne (2^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

O

Patrick OLLIER

*Hautes-Alpes (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République
Vice-président de l'Assemblée nationale*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [J.O. du 7 avril 1999] (p. 5145)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome XVII : Premier ministre (Plan) (n° 1116) [8 octobre 1998]

Proposition de résolution n° 1276 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France [16 décembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Vice-président***HOMMAGE DE BIENVENUE**

A une délégation de parlementaires de l'Etat d'Israël [26 novembre 1998] (p. 9629)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. François Sauvadet : [8 octobre 1998] (p. 6158)

M. Maxime Gremetz : considère l'intervention de Monsieur Gremetz comme ne relevant pas d'un rappel au règlement [17 décembre 1998] (p. 10767)

Mme Yvette Roudy : rappelle le caractère individuel du droit d'amendement [31 mars 1999] (p. 3130)

DÉBATS**Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Répond au rappel au règlement de M. François Sauvadet (cf. supra) [8 octobre 1998] (p. 6158)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 122 corrigé de Mme Jacqueline Fraysse (assurance contre le risque de non-paiement des sommes dues à la sécurité sociale) (p. 7524)

Proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9285)

Article 1er (saisine du médiateur des enfants)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Bernard Birsinger (saisine par des associations) (p. 9291)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Yvette Roudy (cf. supra) (p. 3130)

Projet de loi n° 1618 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6759)

Article 9 (durée maximale des activités dans la réserve et droit d'absence du réserviste de son poste de travail)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Guy Teissier (entraînement porté à dix jours) (p. 6770)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Jean-Claude Sandrier (entraînement porté à dix jours) (p. 6770)

En qualité de Député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Indemnités spéciales de montagne. Montant [16 décembre 1998] (p. 10563)

Transports routiers. Transports de marchandises. Circulation transalpine [30 juin 1999] (p. 6694)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 865, posée le 7 juin 1999. Sécurité routière. Régulation du trafic (J.O. Questions p. 3356). Appelée le 8 juin 1999. Circulation transalpine (p. 5456)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Déplore le non respect de l'article 84, alinéa 3, du règlement disposant que les propositions repoussées par l'Assemblée ne peuvent être reproduites avant un délai d'un an [8 novembre 1998] (p. 8495)

Reproche au Gouvernement d'accélérer ou de retarder les débats selon son humeur et ce à des fins "tactiques" de gain ou de perte de temps [19 novembre 1998] (p. 9261)

Souhaite que la séance soit levée et que le débat reprenne à neuf heures [1^{er} décembre 1998] (p. 9823)

Rappelle que les séances doivent s'arrêter à une heure du matin [21 janvier 1999] (p. 305)

Insiste pour que les députés de l'opposition puissent s'exprimer de manière satisfaisante sur le projet de loi d'aménagement du territoire [27 janvier 1999] (p. 488)

Demande au Gouvernement de répondre aux questions des députés et en particulier sur les amendements déposés sur le projet de loi d'orientation pour l'aménagement du territoire [27 janvier 1999] (p. 510)

Insiste pour que chaque ministre concerné vienne répondre aux questions posées par les députés de l'opposition lors de l'examen du projet de loi sur l'aménagement du territoire [2 février 1999] (p. 728)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5825)

Son intervention (p. 5875)

Thèmes :

Agriculture : montagne (p. 5875, 5876)

Agroalimentaire : labels (p. 5875)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5826)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Robert Lamy (suppression de la référence à l'entretien des paysages) (p. 5961)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Christian Jacob (suppression de la référence à l'entretien des paysages) (p. 5961)

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Pierre Micaux (suppression de la référence à l'entretien des paysages) (p. 5961)

Intervient sur l'amendement n° 502 de M. Gérard Voisin (suppression de la référence à l'entretien des paysages) (p. 5961)

Intervient sur l'amendement n° 642 de M. Jean Proriol (suppression de la référence à l'entretien des paysages) (p. 5961)

Intervient sur l'amendement n° 828 rectifié de M. Michel Bouvard (rappel de l'objectif de rentabilité économique des exploitations agricoles) (p. 5962)

Intervient sur l'amendement n° 294 de M. Christian Jacob (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Intervient sur l'amendement n° 292 de M. Thierry Mariani (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Intervient sur l'amendement n° 643 de M. Jean Proriol (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Intervient sur l'amendement n° 731 de M. Jean-Michel Marchand (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 55 soutenu par M. Michel Bouvard (aides compensatrices de handicap délivrées sans contractualisation) (p. 6019, 6020) : rejeté (p. 6020)

Son amendement n° 471 soutenu par M. Michel Bouvard (prise en compte des conditions climatiques et géographiques de chaque région) : rejeté (p. 6024)

Article 3 (création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Soutient l'amendement n° 312 de M. Jean-Claude Lemoine (non prise en compte des aides communautaires) : rejeté (p. 6055)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son sous-amendement n° 542 (prise en compte du handicap géographique) à l'amendement n° 86 de la commission (aménagement des aides) : rejeté (p. 6066)

Article 5 (reconnaissance d'un pouvoir d'avis aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture)

Intervient sur l'amendement n° 518 de M. François Sauvadet (avis conforme des CDOA sur les projets de contrat -type d'exploitation) (p. 6070)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 318 de M. Christian Jacob (de suppression partielle) (p. 6074)

Article 14 (dispositions relatives à la politique d'installation)

Son sous-amendement n° 601 soutenu par M. Jean Auclair (installation en zone de montagne) à l'amendement n° 100 de la commission (installation progressive des agriculteurs) (p. 6126) : rejeté (p. 6127)

Son sous-amendement n° 602 soutenu par M. Jean Auclair (installation en zone de montagne) à l'amendement n° 100 de la commission : retiré (p. 6127)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 197 rectifié de la commission (lieu de mise en bouteille et de conditionnement des vins bénéficiant d'une appellation d'origine) (p. 6384)

Intervient sur le sous-amendement n° 967 du Gouvernement (caractère facultatif) à l'amendement n° 197 rectifié de la commission (p. 6384)

Intervient sur l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement (contrôle et surveillance biologique du territoire) (p. 6392)

Intervient sur le sous-amendement n° 960 de M. Jean-Yves Le Déaut (définition de l'objectif de biovigilance) à l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement (p. 6391)

Après l'article 50

Son amendement n° 56 corrigé soutenu par M. Alain Marleix (modalités d'attribution des biens de section) (p. 6420) : retiré (p. 6421)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380, 3403)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 3419) : rejetée (p. 3430)

Thèmes :

Agriculture : associations syndicales (p. 3424)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 3421 à 3424)

Agriculture : installation (p. 3423, 3425)

Agriculture : montagne (p. 3420, 3421, 3425)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 3422, 3423)

Impôt sur le revenu : bénéfices agricoles (p. 3423, 3424)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3426)

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (objectifs prioritaires de l'aide financière et suppression de la notion "d'entreprise agricole" introduite par le Sénat) (p. 3460)

Article 6 B (exonération des plus-values en cas de transmission à titre gratuit d'exploitations agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (de suppression) (p. 3466)

Article 6 supprimé par le Sénat (définition des activités agricoles)

Soutient l'amendement n° 250 de M. Didier Quentin (rétablissement de l'article) : rejeté (p. 3467)

Article 7 quater (travaux de déneigement)

Intervient sur l'amendement n° 223 rectifié de M. Charles de Courson (détension du permis de conduire de catégorie B) (p. 3470)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Procédure des questions :

Élevage : loups (p. 7200)

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SERVICES GÉNÉRAUX - SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE - CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL - PLAN - BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7801)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 7803)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire (p. 7803, 7804)

Etat : Plan (p. 7803 à 7805)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 7804, 7805)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9792) ; [8 décembre 1998] (p. 10176)*Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)**Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité*

Son rappel au règlement (cf. supra) [8 novembre 1998] (p. 8495)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son rappel au règlement (cf. supra) [1^{er} décembre 1998] (p. 9823)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Intervient sur l'amendement n° 777 de M. Patrice Martin-Lalande (priorité donnée aux couples mariés) (p. 10179)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire
--

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 70)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 66)

Son intervention (p. 89)

Thèmes :

Agriculture (p. 91)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 66, 67, 91)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 91)

Secteur public : services publics (p. 91)

Union européenne : fonds structurels (p. 92)

Voirie (p. 90)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 698 de M. Pierre Méhaignerie (phase d'expérimentation dans une zone géographique donnée et pendant une période limitée) (p. 184)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son intervention (p. 192)

Son amendement n° 121 (de suppression) : rejeté (p. 195)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 195)

Intervient sur l'amendement n° 374 de M. Yves Deniaud (de suppression) (p. 195)

Intervient sur l'amendement n° 461 de M. Michel Bouvard (de suppression) (p. 195)

Intervient sur l'amendement n° 796 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression) (p. 195)

Intervient sur l'amendement n° 961 de M. Maurice Leroy (de suppression) (p. 195)

Intervient sur l'amendement n° 238 de la commission (objectifs de la loi) (p. 198)

Son amendement n° 32 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 198)

Son amendement n° 1022 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 198)

Soutient l'amendement n° 198 de M. Henry Chabert (population associée à la définition de la politique d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 511 de M. Félix Leyzour (rapport au Parlement) (p. 257)

Intervient sur l'amendement n° 492 de M. Jean Proriol (péréquation entre collectivités territoriales) (p. 258)

Soutient l'amendement n° 204 de M. Michel Bouvard (transferts de compétences) : rejeté (p. 259)

Intervient sur l'amendement n° 520 de M. Jean-Claude Lenoir (transferts de compétences) (p. 259)

Intervient sur l'amendement n° 557 de M. Éric Doligé (transferts de compétences) (p. 259)

Intervient sur l'amendement n° 489 de M. Jean Proriol (choix stratégiques pour les sept prochaines années) (p. 261)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Léonce Deprez (traduction des choix stratégiques dans le schéma national d'aménagement et de développement du territoire) (p. 262)

Intervient sur l'amendement n° 965 de M. Maurice Leroy (implantation des administrations et des services publics par l'Etat) (p. 263)

Soutient l'amendement n° 1078 de M. Thierry Mariani (prise en compte de la forte dimension rurale de la France) : rejeté (p. 268)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 830 de M. Michel Bouvard (rapport au Parlement) : rejeté (p. 270)

Son amendement n° 1023 (rapport au Parlement) : rejeté (p. 270)

Soutient l'amendement n° 831 de M. Michel Bouvard (analyse des effets prévisibles par le Commissariat général du Plan) : rejeté (p. 270)

Son amendement n° 1024 (analyse des effets prévisibles par le Commissariat général du Plan) : rejeté (p. 270)

Soutient l'amendement n° 832 de M. Michel Bouvard (saisine du Conseil national des impôts) : rejeté (p. 271)

Son amendement n° 1025 (saisine du Conseil national des impôts) : rejeté (p. 271)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son intervention (p. 273)

Son amendement n° 1138 (de suppression) : rejeté (p. 285)

Soutient l'amendement n° 23 rectifié de M. Michel Bouvard (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire avec structuration des territoires ruraux et coopération intercommunale à fiscalité propre) : rejeté (p. 292)

Son amendement n° 33 (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 292)

Soutient l'amendement n° 928 de M. Michel Meylan (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 292)

Soutient l'amendement n° 912 de M. Bruno Bourg-Broc (complémentarité villes-campagnes) : rejeté (p. 293)

Soutient l'amendement n° 937 de M. Jean Proriol (complémentarité villes-campagnes) : rejeté (p. 293)

Soutient l'amendement n° 1133 de M. Didier Quentin (complémentarité villes-campagnes) : rejeté (p. 293)

Son amendement n° 125 (cohérence de la politique nationale avec l'aménagement au niveau européen) : rejeté (p. 293)

Soutient l'amendement n° 379 de M. Henry Chabert (cohérence de la politique nationale avec l'aménagement au niveau européen) : rejeté (p. 293)

Soutient l'amendement n° 834 de M. Michel Bouvard (mise en cohérence et complémentarités des politiques locales) : retiré (p. 294)

Son amendement n° 1027 (mise en cohérence et complémentarités des politiques locales) : retiré (p. 294)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Michel Bouvard (mise en cohérence et complémentarités des politiques locales) (p. 294)

Intervient sur l'amendement n° 512 de M. Félix Leyzour (mise en cohérence et complémentarités des politiques locales) (p. 294)

Intervient sur l'amendement n° 521 de M. Jean-Claude Lenoir (mise en cohérence et complémentarités des politiques locales) (p. 294)

Intervient sur l'amendement n° 969 de M. Maurice Leroy (mise en cohérence et complémentarités des politiques locales) (p. 294)

Soutient l'amendement n° 833 de M. Michel Bouvard (prise en compte de la dimension économique et souci de retrouver un rythme significatif de créations d'emplois) : rejeté (p. 295)

Son amendement n° 1026 (prise en compte de la dimension économique et souci de retrouver un rythme significatif de créations d'emplois) : rejeté (p. 295)

Son amendement n° 126 (suppression du troisième alinéa relatif aux pôles de développement à vocation européenne) : rejeté (p. 295)

Soutient l'amendement n° 380 de M. Henry Chabert (suppression du troisième alinéa relatif aux pôles de développement à vocation européenne) : rejeté (p. 295)

Soutient l'amendement n° 968 de M. Maurice Leroy (suppression du troisième alinéa relatif aux pôles de développement à vocation européenne) : rejeté (p. 295)

Intervient sur le sous-amendement n° 1154 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (coopération intercommunale) à l'amendement n° 241 de la commission (complémentarité des agglomérations et des zones rurales) (p. 299)

Son amendement n° 127 (projet commun de développement dans le cadre du pays) : devenu sans objet (p. 299)

- Soutient l'amendement n° 807 de M. Didier Quentin (politiques spécifiques pour les façades maritimes et les zones de montagne) : rejeté (p. 300)
- Intervient sur l'amendement n° 806 de M. Didier Quentin (prise en compte de certaines zones littorales) (p. 301)
- Intervient sur l'amendement n° 977 de M. Maurice Leroy (services publics dans les zones de revitalisation rurale) (p. 302)
- Son amendement n° 1111 (services publics dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 302)
- Intervient sur l'amendement n° 584 de M. Jean-Claude Lenoir (services publics dans les zones de revitalisation rurale) (p. 302)
- Intervient sur l'amendement n° 935 de M. Michel Meylan (services publics dans les zones de revitalisation rurale) (p. 302)
- Soutient l'amendement n° 836 de M. Henry Chabert (soutien aux zones agricoles) : retiré (p. 303)
- Soutient l'amendement n° 1029 de M. André Angot (soutien aux zones agricoles) : retiré (p. 303)
- Soutient l'amendement n° 838 de M. Michel Bouvard (régions marquées par une forte périphérie) : rejeté (p. 303)
- Soutient l'amendement n° 1031 de M. André Angot (régions marquées par une forte périphérie) : rejeté (p. 303)
- Son rappel au règlement (cf. supra) [21 janvier 1999] (p. 305)
- Intervient sur l'amendement n° 911 de M. Dominique Caillaud (définition d'un système légal de références de coordonnées géographiques s'imposant aux différents partenaires) (p. 306)
- Intervient sur l'amendement n° 248 de la commission (péréquation des ressources publiques) (p. 307)
- Son amendement n° 129 (péréquation des ressources publiques) : devenu sans objet (p. 307)
- Intervient sur l'amendement n° 481 de M. Jean Proriot (péréquation des ressources publiques) (p. 307)
- Son amendement n° 130 (fiscalité dérogatoire pour les zones à fort handicap) : rejeté (p. 308)
- Soutient l'amendement n° 249 de la commission (référence au code de l'urbanisme) : adopté (p. 308)
- Son amendement n° 131 (référence au code de l'urbanisme) : adopté (p. 308)
- Soutient l'amendement n° 383 de M. Henry Chabert (référence au code de l'urbanisme) : adopté (p. 308)
- Intervient sur l'amendement n° 587 de M. Jean-Claude Lenoir (choix stratégiques définis dans un schéma national d'aménagement du territoire) (p. 309)
- Soutient l'amendement n° 808 de M. Didier Quentin (schéma des différentes infrastructures de transport) : rejeté (p. 310)
- Son amendement n° 133 (schéma national routier et autoroutier placé au sein des schémas de services collectifs) : rejeté (p. 311)
- Soutient l'amendement n° 385 de M. Henry Chabert (schéma national routier et autoroutier placé au sein des schémas de services collectifs) : rejeté (p. 311)
- Son amendement n° 134 (non intégration des espaces naturels et ruraux dans les schémas de services collectifs) : rejeté (p. 312)
- Soutient l'amendement n° 386 de M. Henry Chabert (non intégration des espaces naturels et ruraux dans les schémas de services collectifs) : rejeté (p. 312)
- Soutient l'amendement n° 1085 de M. Robert Lamy (non intégration des espaces naturels et ruraux dans les schémas de services collectifs) : rejeté (p. 312)
- Soutient l'amendement n° 839 de M. Michel Bouvard (schéma des services publics locaux) : rejeté (p. 316)
- Son amendement n° 1032 (schéma des services publics locaux) : rejeté (p. 316)
- Soutient l'amendement n° 840 de M. Henry Chabert (schéma des services de justice) : rejeté (p. 318)
- Son amendement n° 1033 (schéma des services de justice) : rejeté (p. 318)
- Intervient sur l'amendement n° 250 de la commission (volet particulier des schémas de services collectifs pour les DOM-TOM) (p. 318)
- Soutient l'amendement n° 1126 de M. Lionnel Luca (rapport unique) : rejeté (p. 319)
- Son amendement n° 135 (rapport tous les cinq ans) : retiré (p. 319)
- Soutient l'amendement n° 387 de M. Henry Chabert (rapport tous les cinq ans) : retiré (p. 319)
- Soutient l'amendement n° 809 de M. Didier Quentin (schémas des services collectifs présentés au Parlement et évaluation tous les cinq ans) : rejeté (p. 320)
- Soutient l'amendement n° 207 de M. Michel Bouvard (débat au Parlement à l'issue de l'élaboration de l'ensemble des schémas de services collectifs) : rejeté (p. 321)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1193 de M. Félix Leyzour (présentation du projet de loi au plus tard deux ans avant l'échéance des contrats de plan Etat-régions) à l'amendement n° 1187 du Gouvernement (dépôt d'un projet de loi dans cinq ans permettant un réexamen des choix stratégiques) (p. 324)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1192 de M. Félix Leyzour (de précision) à l'amendement n° 1187 du Gouvernement (p. 324)
- Après l'article 2*
- Intervient sur l'amendement n° 625 de M. Jean-Michel Marchand (application du principe de précaution) (p. 324)
- Article 3 (coordination)*
- Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Léonce Deprez (de suppression) (p. 325)
- Son amendement n° 136 (de suppression) : rejeté (p. 325)

Intervient sur l'amendement n° 388 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 325)

Intervient sur l'amendement n° 620 de M. Michel Bouvard (de suppression) (p. 325)

Intervient sur l'amendement n° 670 de M. Jean Proriol (de suppression) (p. 325)

Intervient sur l'amendement n° 800 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression) (p. 325)

Intervient sur l'amendement n° 973 de M. Maurice Leroy (de suppression) (p. 325)

Intervient sur l'amendement n° 671 de M. François Huwart (nécessité de l'existence du schéma national) (p. 326)

Intervient sur l'amendement n° 684 de M. Georges Sarre (nécessité de l'existence du schéma national) (p. 326)

Intervient sur l'amendement n° 591 de M. Jean-Claude Lenoir (document unique de synthèse pour les schémas des services collectifs) (p. 328)

Son amendement n° 137 (document unique de synthèse pour les schémas des services collectifs) : rejeté (p. 328)

Soutient l'amendement n° 389 de M. Henry Chabert (document unique de synthèse pour les schémas des services collectifs) : rejeté (p. 328)

Son amendement n° 138 (document unique de synthèse pour les schémas des services collectifs et tenant compte des plans pluriannuels de modernisation des administrations) : rejeté (p. 328)

Soutient l'amendement n° 390 de M. Henry Chabert (document unique de synthèse pour les schémas des services collectifs et tenant compte des plans pluriannuels de modernisation des administrations) : rejeté (p. 328)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 801 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression) (p. 376)

Intervient sur l'amendement n° 812 de M. Didier Quentin (consultation sur la gestion annuelle du FNADT) (p. 377)

Intervient sur l'amendement n° 525 de M. Jean-Claude Lenoir (association du CNADT à la définition des procédures contractuelles entre l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises signataires, y compris celles relatives à la mise en oeuvre des fonds européens) (p. 378)

Intervient sur l'amendement n° 559 de M. Éric Doligé (association du CNADT à la définition des procédures contractuelles entre l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises signataires, y compris celles relatives à la mise en oeuvre des fonds européens) (p. 378)

Intervient sur l'amendement n° 685 de Mme Martine Lignières-Cassou (association du CNADT à la définition des procédures contractuelles entre l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises

signataires, y compris celles relatives à la mise en oeuvre des fonds européens) (p. 378)

Intervient sur l'amendement n° 561 de M. Éric Doligé (assistance des services de l'Etat pour les études nécessaires à l'exercice de leur mission) (p. 381)

Son amendement n° 139 (assistance des services de l'Etat pour les études nécessaires à l'exercice de leur mission) : adopté (p. 381)

Intervient sur l'amendement n° 255 de la commission (assistance des services de l'Etat pour les études nécessaires à l'exercice de leur mission) (p. 381)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Soutient l'amendement n° 1135 de M. Didier Quentin (missions des schémas régionaux) : rejeté (p. 385)

Intervient sur l'amendement n° 1080 de M. Thierry Mariani (maintien des services publics existants dans les zones rurales) (p. 387)

Son amendement n° 141 (rôle des projets pour le développement économique et l'emploi) : retiré (p. 387)

Son amendement n° 34 (territoires urbains, périurbains et ruraux aussi concernés par le développement harmonieux poursuivi par les schémas régionaux) : devenu sans objet (p. 388)

Son amendement n° 143 (territoires urbains, périurbains et ruraux aussi concernés par le développement harmonieux poursuivi par les schémas régionaux) : devenu sans objet (p. 388)

Soutient l'amendement n° 261 de la commission (mise en valeur des sites, des paysages et du patrimoine grâce au schéma régional) : adopté (p. 388)

Son amendement n° 140 (mise en valeur des sites, des paysages et du patrimoine grâce au schéma régional) : adopté (p. 388)

Soutient l'amendement n° 392 de M. Henry Chabert (mise en valeur des sites, des paysages et du patrimoine grâce au schéma régional) : adopté (p. 388)

Intervient sur l'amendement n° 528 de M. Jean-Claude Lenoir (mesures particulières pour les régions transfrontières) (p. 390)

Soutient l'amendement n° 263 de la commission (référence à la mise en place d'instruments de "planification" afin de faciliter la programmation pluriannuelle) : adopté (p. 392)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Henry Chabert (référence à la mise en place d'instruments de "planification" afin de faciliter la programmation pluriannuelle) (p. 392)

Intervient sur l'amendement n° 396 de M. Yves Deniaud (référence à la mise en place d'instruments de "planification" afin de faciliter la programmation pluriannuelle) (p. 392)

Soutient l'amendement n° 814 de M. Didier Quentin (élaboration en association avec l'Etat) : rejeté (p. 392)

Son amendement n° 142 (évaluation et réexamen tous les cinq ans du schéma régional) : rejeté (p. 396)

Intervient sur le sous-amendement n° 1071 de Mme Martine Lignières-Cassou (cas des départements) à l'amendement n° 265 de la commission (association d'autres collectivités territoriales lorsque ces dernières cofinancent des programmes prévus dans les contrats de plan Etat-régions) (p. 398)

Son amendement n° 146 (maintien du schéma national porteur de cohérence du territoire) : rejeté (p. 399)

Son amendement n° 1034 (association des départements et des communes intéressés à la préparation des contrats de plan) : rejeté (p. 400)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Michel Bouvard (élaboration de schémas interrégionaux d'aménagement du territoire) (p. 403)

Son amendement n° 35 (élaboration de schémas interrégionaux d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 403)

Intervient sur l'amendement n° 655 de M. Jean Proriol (élaboration de schémas interrégionaux d'aménagement du territoire) (p. 403)

Intervient sur l'amendement n° 817 de M. Didier Quentin (élaboration de schémas interrégionaux d'aménagement du territoire) (p. 403)

Article 6 (article 34 ter de la loi du 7 janvier 1983 : conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 656 de M. Jean Proriol (représentation des "diverses activités associatives") (p. 409)

Soutient l'amendement n° 818 de M. Didier Quentin (représentation des "diverses activités associatives") : rejeté (p. 409)

Son amendement n° 147 (suppression de la création des formations spécialisées au sein de la conférence régionale) : rejeté (p. 411)

Soutient l'amendement n° 400 de M. Henry Chabert (suppression de la création des formations spécialisées au sein de la conférence régionale) : rejeté (p. 411)

Article 7 (article L. 425-1 du code général des collectivités territoriales : plan de la région)

Son amendement n° 148 (de suppression) : retiré (p. 413)

Intervient sur l'amendement n° 1167 du Gouvernement (objectifs du plan de région) (p. 414)

Intervient sur le sous-amendement n° 1198 de la commission (introduction des groupements de communes) à l'amendement n° 1167 du Gouvernement (p. 414)

Article 8 (article 9 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : suppression du groupement d'intérêt public

d'observation et d'évaluation de l'aménagement du territoire)

Son amendement n° 149 (de suppression) : rejeté (p. 417)

Intervient sur l'amendement n° 402 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 417)

Son amendement n° 150 (création d'une commission spéciale du Conseil national d'aménagement et de développement du territoire chargée de recueillir des informations nationales et européennes) : rejeté (p. 417)

Intervient sur l'amendement n° 462 corrigé de M. Michel Bouvard (conventions interrégionales entre l'Etat et les régions concernées) (p. 418)

Intervient sur l'amendement n° 690 de M. Augustin Bonrepaux (conventions interrégionales entre l'Etat et les régions concernées) (p. 418)

Intervient sur l'amendement n° 940 corrigé de M. Jean Proriol (conventions interrégionales entre l'Etat et les régions concernées) (p. 418)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 689 rectifié de M. Philippe Duron (création d'une délégation parlementaire à l'aménagement du territoire et au développement durable du territoire dans chaque assemblée) (p. 426)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Son amendement n° 151 (de suppression) : rejeté (p. 430)

Son amendement n° 154 (orientations du schéma national précisées par des schémas sectoriels) : rejeté (p. 431)

Son amendement n° 153 (orientations du schéma national précisées par des schémas sectoriels) : rejeté (p. 431)

Intervient sur l'amendement n° 724 de M. Patrick Rimbert (coordination des schémas assurée par l'Etat) (p. 431)

Intervient sur l'amendement n° 266 de la commission (schémas de services collectifs soumis au Parlement dans un projet de loi) (p. 439)

Intervient sur l'amendement n° 533 de M. Jean-Claude Lenoir (régions et organismes consultés et débat au Parlement) (p. 440)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Michel Bouvard (régions et organismes consultés et débat au Parlement) (p. 440)

Son amendement n° 1139 (débat au Parlement) : rejeté (p. 440)

Son amendement n° 1112 (présence du département) : rejeté (p. 441)

Son amendement n° 152 (adoption des schémas de services collectifs au 30 juin 2000) : rejeté (p. 443)

Soutient l'amendement n° 404 de M. Henry Chabert (adoption des schémas de services collectifs au 30 juin 2000) : rejeté (p. 443)

Intervient sur l'amendement n° 660 de M. Jean Proriol (date d'adoption des schémas de services collectifs fixée au plus tôt au 31 décembre 1999) (p. 462)

Intervient sur l'amendement n° 267 de la commission (adoption du schéma de services collectifs de l'information et de la communication après avis rendu public de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications) (p. 463)

Son amendement n° 1035 soutenu par M. Michel Bouvard (étude d'impact tous les trois ans) (p. 463) : retiré (p. 464)

Intervient sur l'amendement n° 843 de M. Michel Bouvard (débat au Parlement) (p. 465)

Son amendement n° 1036 (débat au Parlement) : rejeté (p. 465)

Reprend l'amendement n° 723 rectifié de M. Patrick Rimbart (rapport au Parlement dans les trois ans) : rejeté (p. 466)

Article 10 (article 11 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Son amendement n° 155 (objectifs du schéma de l'enseignement supérieur) : rejeté (p. 468)

Soutient l'amendement n° 919 de M. Bruno Bourg-Broc (liaison entre les formations et le monde économique) : rejeté (p. 470)

Son amendement n° 1037 soutenu par M. Michel Bouvard (prise en compte des priorités nationales et régionales en termes d'emplois) (p. 471) : adopté (p. 473)

Soutient l'amendement n° 845 de M. Michel Bouvard (valorisation de la formation continue) : adopté (p. 473)

Son amendement n° 1038 (valorisation de la formation continue) : adopté (p. 473)

Son amendement n° 156 (transferts de matière grise en direction de la province) : retiré (p. 476)

Soutient l'amendement n° 456 de M. Michel Inchauspé (loi d'orientation d'ici un an pour promouvoir des formations d'enseignement supérieur dans les zones rurales les plus fragiles) : rejeté (p. 476)

Soutient l'amendement n° 979 de M. Maurice Leroy (loi d'orientation d'ici un an pour promouvoir des formations d'enseignement supérieur dans les zones rurales les plus fragiles) : rejeté (p. 476)

Soutient l'amendement n° 1073 de M. Jean Proriol (loi d'orientation d'ici un an pour promouvoir des formations d'enseignement supérieur dans les zones rurales les plus fragiles) : rejeté (p. 476)

Son amendement n° 1113 (loi d'orientation d'ici un an pour promouvoir des formations d'enseignement supérieur dans les zones rurales les plus fragiles) : rejeté (p. 476)

Soutient l'amendement n° 1121 de M. Yves Deniaud (loi d'orientation d'ici un an pour promouvoir des

formations d'enseignement supérieur dans les zones rurales les plus fragiles) : rejeté (p. 476)

Intervient sur l'amendement n° 847 de M. Michel Bouvard (liaison avec les politiques communautaires) (p. 477)

Son amendement n° 1040 (liaison avec les politiques communautaires) : rejeté (p. 477)

Soutient l'amendement n° 846 de M. Michel Bouvard (étude d'impact et bilan tous les trois ans) : retiré (p. 477)

Son amendement n° 1039 (étude d'impact et bilan tous les trois ans) : retiré (p. 477)

Son amendement n° 1041 soutenu par M. Michel Bouvard (débat au Parlement) : retiré (p. 478)

Article 11 (article 12 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : articulation de la carte des formations supérieures et de la recherche et du schéma de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Son amendement n° 157 (de suppression) : rejeté (p. 478)

Soutient l'amendement n° 405 de M. Henry Chabert (de suppression) : rejeté (p. 478)

Son amendement n° 158 (laboratoires privés incités à choisir une localisation conforme aux orientations du schéma national d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 478)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs culturels)

Son amendement n° 160 (objectifs du schéma des services culturels) : retiré (p. 480)

Son amendement n° 159 (de suppression) : rejeté (p. 481)

Soutient l'amendement n° 406 de M. Henry Chabert (de suppression) : rejeté (p. 481)

Son amendement n° 162 corrigé (développement de la production culturelle) : rejeté (p. 483)

Intervient sur l'amendement n° 290 de la commission (élargissement du champ de la politique d'intégration) (p. 485)

Intervient sur le sous-amendement n° 1092 de M. Patrick Rimbart (langues minoritaires) à l'amendement n° 291 de la commission (promotion et diffusion de la langue française, sauvegarde et transmission des langues régionales) (p. 486)

Intervient sur le sous-amendement n° 1105 de M. François Sauvadet (autres langues parlées sur le territoire national) à l'amendement n° 291 de la commission (p. 486)

Soutient l'amendement n° 920 de M. Bruno Bourg-Broc (maintien du niveau de connaissance et d'apprentissage de la langue française) : rejeté (p. 487)

Son amendement n° 161 corrigé (pratique des disciplines culturelles chez les jeunes) : rejeté (p. 488)

Son rappel au règlement (cf. supra) [27 janvier 1999] (p. 488)

Son amendement n° 163 corrigé (prise en compte des schémas de services collectifs culturels par les contrats de plan Etat-régions) : rejeté (p. 489)

Son amendement n° 1043 soutenu par M. Michel Bouvard (coordination avec les projets communautaires) (p. 489) : rejeté (p. 490)

Son amendement n° 1042 (étude d'impact et bilans) : retiré (p. 490)

Son amendement n° 1044 (débat au Parlement) : retiré (p. 490)

Article 13 (article 16-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : modalités de mise en oeuvre du schéma de services collectifs culturels)

Son amendement n° 164 (de suppression) : adopté (p. 491)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Intervient sur l'amendement n° 1218 du Gouvernement (maintien des établissements de proximité et respect du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 504)

Intervient sur le sous-amendement n° 1208 du Gouvernement (meilleure complémentarité) à l'amendement n° 732 de M. Patrick Rimbart (mise en réseau des établissements de santé autour des hôpitaux publics) (p. 507)

Son amendement n° 166 (maintien des établissements de proximité) : rejeté (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 852 de M. Michel Bouvard (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Son amendement n° 1045 (maintien des établissements de proximité) : retiré (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 294 de la commission (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Intervient sur le sous-amendement n° 1217 de M. Alfred Recours (respect du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) à l'amendement n° 294 de la commission (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 502 de M. Maurice Adevah-Poeuf (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 296 de la commission (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)

Son amendement n° 165 (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) : adopté (p. 508)

Intervient sur l'amendement n° 503 de M. Maurice Adevah-Poeuf (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)

Intervient sur l'amendement n° 536 de M. Jean-Claude Lenoir (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)

Intervient sur l'amendement n° 772 de M. Yves Coussain (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)

Intervient sur l'amendement n° 297 de la commission (prise en compte des dispositions des schémas régionaux d'organisation sanitaire) (p. 509)

Intervient sur l'amendement n° 856 de M. Michel Bouvard (prise en compte des dispositions des schémas régionaux d'organisation sanitaire) (p. 509)

Son amendement n° 1049 (prise en compte des dispositions des schémas régionaux d'organisation sanitaire) : adopté (p. 509)

Intervient sur l'amendement n° 853 de M. Michel Bouvard (coordination avec les projets de l'Union européenne) (p. 509)

Son amendement n° 1046 (coordination avec les projets de l'Union européenne) : rejeté (p. 509)

Intervient sur l'amendement n° 854 de M. Michel Bouvard (étude d'impact et bilan tous les trois ans) (p. 509)

Son amendement n° 1047 (étude d'impact et bilan tous les trois ans) : rejeté (p. 509)

Intervient sur l'amendement n° 855 de M. Michel Bouvard (débat au Parlement) (p. 510)

Son amendement n° 1048 (débat au Parlement) : rejeté (p. 510)

Son rappel au règlement (cf. supra) [27 janvier 1999] (p. 510)

Article 15 (article 18 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs de l'information et de la communication)

Son intervention (p. 515)

Son amendement n° 167 (de suppression) : rejeté (p. 517)

Intervient sur l'amendement n° 408 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 517)

Son amendement n° 168 (objectifs et organisation du schéma des télécommunications) : rejeté (p. 517)

Intervient sur l'amendement n° 680 de M. François Brottes (prise en compte des évolutions technologiques et des obligations à la charge des opérateurs) (p. 521)

Intervient sur l'amendement n° 611 de M. Patrice Martin-Lalande (égal accès à tous) (p. 521)

Son sous-amendement n° 1220 (de précision) à l'amendement n° 611 de M. Patrice Martin-Lalande : devenu sans objet (p. 521)

Intervient sur l'amendement n° 862 de M. Michel Bouvard (transmission correcte entre téléphones mobiles) (p. 526)

Son amendement n° 1055 (transmission correcte entre téléphones mobiles) : rejeté (p. 526)

Intervient sur l'amendement n° 858 de M. Michel Bouvard (souci de promouvoir le développement économique) (p. 526)

Son amendement n° 1051 (souci de promouvoir le développement économique) : retiré (p. 526)

Intervient sur l'amendement n° 612 de M. Patrice Martin-Lalande (mise en place d'un observatoire de l'internet) (p. 527)

Intervient sur l'amendement n° 1222 de M. Philippe Duron (de précision) (p. 527)

Son amendement n° 169 (couverture totale du territoire) : rejeté (p. 528)

Intervient sur l'amendement n° 860 de M. Michel Bouvard (prise en compte des projets de l'Union européenne) (p. 528)

Son amendement n° 1053 (prise en compte des projets de l'Union européenne) : rejeté (p. 528)

Son amendement n° 1052 (étude d'impact tous les trois ans) : rejeté (p. 529)

Son amendement n° 1054 (débat au Parlement) : retiré (p. 530)

Intervient sur l'amendement n° 861 de M. Michel Bouvard (débat au Parlement) (p. 713)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (objectifs du service universel postal) (p. 725)

Intervient sur le sous-amendement n° 1229 de M. Jacques Desallangre (objectifs du service public postal) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 725)

Intervient sur le sous-amendement n° 1223 de M. Jacques Desallangre (efficacité économique et sociale) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 725)

Intervient sur le sous-amendement n° 1228 de M. Jacques Desallangre (objectifs du service public postal) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 725)

Intervient sur le sous-amendement n° 1227 de M. Jacques Desallangre (objectifs du service public postal) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 725)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 février 1999] (p. 728)

Son amendement n° 170 (de suppression) : rejeté (p. 736)

Intervient sur l'amendement n° 409 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 736)

Intervient sur l'amendement n° 457 de M. Michel Inchauspé (desserte des zones rurales les plus fragiles) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 981 de M. Maurice Leroy (desserte des zones rurales les plus fragiles) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 602 de M. Jean-Claude Lenoir (dessertes du territoire) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 1068 de M. Michel Inchauspé (dessertes du territoire) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 871 de M. Michel Bouvard (dessertes du territoire) (p. 741)

Son amendement n° 1064 (dessertes du territoire) : rejeté (p. 741)

Son amendement n° 171 (objectifs du schéma directeur routier national) : rejeté (p. 750)

Son amendement n° 1056 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (cohérence entre les schémas nationaux et les réseaux routiers européens) : rejeté (p. 750)

Soutient l'amendement n° 867 de M. Henry Chabert (débat au Parlement) : rejeté (p. 751)

Son amendement n° 1060 (débat au Parlement) : rejeté (p. 751)

Soutient l'amendement n° 872 de M. Henry Chabert (étude d'impact et bilan) : rejeté (p. 751)

Son amendement n° 1065 (étude d'impact et bilan) : rejeté (p. 751)

Son amendement n° 173 (objectifs du schéma ferroviaire) : rejeté (p. 752)

Son amendement n° 1058 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (cohérence du schéma ferroviaire avec les équipements européens) (p. 752) : rejeté (p. 753)

Soutient l'amendement n° 869 de M. Henry Chabert (débat au Parlement) : rejeté (p. 754)

Son amendement n° 1062 (débat au Parlement) : rejeté (p. 754)

Son amendement n° 1067 (étude d'impact et bilan) : rejeté (p. 754)

Son amendement n° 172 (objectifs du schéma directeur des voies navigables) : rejeté (p. 755)

Son amendement n° 1057 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (cohérence du schéma directeur des voies navigables avec les infrastructures navigables européennes) : rejeté (p. 755)

Soutient l'amendement n° 868 de M. Henry Chabert (débat au Parlement) : rejeté (p. 756)

Son amendement n° 1061 (débat au Parlement) : rejeté (p. 756)

Soutient l'amendement n° 873 de M. Henry Chabert (étude d'impact et bilan) : rejeté (p. 756)

Son amendement n° 1066 (étude d'impact et bilan) : rejeté (p. 756)

Son amendement n° 174 (contenu du schéma des ports maritimes) : rejeté (p. 756)

Soutient l'amendement n° 866 de M. Michel Bouvard (cohérence du schéma des ports maritimes avec les infrastructures européennes) : rejeté (p. 757)

Son amendement n° 1059 (cohérence du schéma des ports maritimes avec les infrastructures européennes) : rejeté (p. 757)

Soutient l'amendement n° 870 de M. Henry Chabert (débat au Parlement) : rejeté (p. 757)

Son amendement n° 1063 (débat au Parlement) : rejeté (p. 757)

Soutient l'amendement n° 875 de M. Henry Chabert (étude d'impact et bilan) : rejeté (p. 757)

Son amendement n° 941 (étude d'impact et bilan) : rejeté (p. 757)

Article 17 (article 20 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'énergie)

Son amendement n° 175 (de suppression) : rejeté (p. 761)

Soutient l'amendement n° 410 de M. Henry Chabert (de suppression) : rejeté (p. 761)

Intervient sur l'amendement n° 303 de la commission (définition de la politique énergétique de la France) (p. 762)

Son amendement n° 176 (orientations économiques en relation avec la politique énergétique de la France) : rejeté (p. 762)

Soutient l'amendement n° 411 de M. Henry Chabert (orientations économiques en relation avec la politique énergétique de la France) : rejeté (p. 762)

Son amendement n° 177 (échelon décisionnel compétent) : rejeté (p. 765)

Soutient l'amendement n° 412 de M. Henry Chabert (échelon décisionnel compétent) : rejeté (p. 765)

Soutient l'amendement n° 876 de M. Henry Chabert (cohérence avec la politique énergétique européenne) : rejeté (p. 766)

Son amendement n° 942 (cohérence avec la politique énergétique européenne) : rejeté (p. 766)

Soutient l'amendement n° 877 de M. Henry Chabert (étude d'impact et bilan) : rejeté (p. 766)

Son amendement n° 943 (étude d'impact et bilan) : rejeté (p. 766)

Soutient l'amendement n° 878 de M. Henry Chabert (débat au Parlement) : rejeté (p. 767)

Son amendement n° 944 (débat au Parlement) : rejeté (p. 767)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Son amendement n° 178 (de suppression) : rejeté (p. 775)

Soutient l'amendement n° 200 de M. Michel Bouvard (de suppression) : rejeté (p. 775)

Soutient l'amendement n° 413 de M. Henry Chabert (de suppression) : rejeté (p. 775)

Intervient sur l'amendement n° 713 de M. François Sauvadet (dénomination du schéma) (p. 778)

Intervient sur l'amendement n° 1098 de M. Jean Proriol (dénomination du schéma) (p. 778)

Soutient l'amendement n° 181 de M. Henry Chabert (mise en valeur des espaces naturels) : rejeté (p. 780)

Intervient sur l'amendement n° 313 de la commission (prévention des risques naturels sortie de la liste des mesures décrites par le schéma) (p. 780)

Son amendement n° 179 (emploi au sein des espaces protégés) : devenu sans objet (p. 782)

Son amendement n° 945 soutenu par M. Michel Bouvard (prise en compte des coûts économiques) (p. 785) : rejeté (p. 786)

Son amendement n° 947 soutenu par M. Serge Poignant (débat au Parlement) : rejeté (p. 786)

Son amendement n° 946 soutenu par M. Michel Bouvard (étude d'impact et bilan) : rejeté (p. 786)

Après l'article 18

Son amendement n° 948 soutenu par M. Michel Bouvard (contenu du schéma des services publics locaux) : rejeté (p. 787)

Son amendement n° 949 soutenu par M. Yves Deniaud (contenu des schémas des services de justice) : rejeté (p. 787)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son amendement n° 184 soutenu par M. Maurice Leroy (de suppression) (p. 796) : rejeté (p. 800)

Son amendement n° 40 soutenu par M. Michel Bouvard (constitution de pays) : rejeté (p. 802)

Son amendement n° 36 soutenu par M. Michel Bouvard (organismes consultés) : retiré (p. 803)

Son amendement n° 38 soutenu par M. Michel Bouvard (délai pour formuler l'avis) : rejeté (p. 804)

Son amendement n° 37 (superposition d'un pays et d'un parc naturel régional) : devenu sans objet (p. 806)

Son amendement n° 39 (avis favorable des conférences régionales et des commissions départementales de la coopération intercommunale) : retiré (p. 807)

Son amendement n° 1140 corrigé (publication par le préfet des instances consultées) : retiré (p. 808)

Son amendement n° 187 (publication par le préfet des instances consultées) : retiré (p. 808)

Son amendement n° 188 (publication par le préfet des instances consultées) : retiré (p. 808)

Son amendement n° 189 (publication par le préfet des instances consultées) : retiré (p. 808)

Son amendement n° 190 (publication par le préfet des instances consultées) : retiré (p. 808)

Son amendement n° 191 (publication par le préfet des instances consultées) : retiré (p. 808)

Son amendement n° 41 soutenu par M. Henry Chabert (élaboration de la charte de pays sans que la procédure d'arrêté de périmètre soit parvenue à son terme) : rejeté (p. 812)

Son amendement n° 42 soutenu par M. Michel Bouvard (possibilité pour un pays de transgresser la limite régionale) : adopté (p. 814)

Son amendement n° 43 soutenu par M. Michel Bouvard (rédactionnel) : rejeté (p. 815)

Son amendement n° 185 soutenu par M. Michel Bouvard (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : retiré (p. 820)

Son amendement n° 951 (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : devenu sans objet (p. 822)

Son amendement n° 950 soutenu par M. Michel Bouvard (superposition partielle entre un pays et un parc naturel régional et répartition des compétences) : retiré (p. 823)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 1142 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) : rejeté (p. 829)

Son amendement n° 953 (avis conforme des conseils généraux intéressés) : rejeté (p. 830)

Son amendement n° 954 soutenu par M. Michel Bouvard (concertation avec les conseils généraux intéressés) : rejeté (p. 830)

Son amendement n° 44 soutenu par M. Henry Chabert (création d'un conseil de développement composé des représentants des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs) (p. 832) : devenu sans objet (p. 833)

Son amendement n° 995 soutenu par M. Michel Bouvard (consultation des conseils généraux intéressés) : retiré (p. 834)

Son amendement n° 1141 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (seuils de population) : rejeté (p. 836)

Son amendement n° 956 (consultation des conseils généraux intéressés) : rejeté (p. 837)

Après l'article 20

Son amendement n° 45 soutenu par M. Michel Bouvard (élaboration de projets de développement par les départements) : rejeté (p. 839)

Article 21 (article 24 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : parcs naturels régionaux)

Son amendement n° 46 soutenu par M. Michel Bouvard (de suppression partielle) (p. 840) : rejeté (p. 841)

Avant l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 333 rectifié de la commission (création de commissions départementales de présence postale) (p. 860)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Son amendement n° 210 (de suppression) : rejeté (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 437 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 555 de M. Jean-Claude Lenoir (de suppression) (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 667 de M. Léonce Deprez (de suppression) (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 717 de M. Yves Coussain (de suppression) (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 974 de M. Maurice Leroy (de suppression) (p. 872)

Reprend l'amendement n° 509 de M. Maurice Adevah-Poeuf (de suppression partielle) (p. 872) : rejeté (p. 873)

Après l'article 22

Son amendement n° 59 (information du conseil national de l'aménagement du territoire sur l'attribution des crédits du fonds national d'aménagement et de développement du territoire) : adopté (p. 879)

Son amendement n° 57 (affectation des crédits en priorité aux projets de développement dans les zones rurales) : rejeté (p. 880)

Son amendement n° 58 (information du conseil national de l'aménagement du territoire sur l'attribution des crédits du fonds national d'aménagement et de développement du territoire) : adopté (p. 880)

Son amendement n° 56 (décisions d'attribution des crédits inscrits dans la section locale à gestion déconcentrée communiquées par le préfet de région aux présidents de conseils généraux et régionaux intéressés) : adopté après rectification (p. 880)

Son amendement n° 957 (cas des communes ou groupements de communes soumis à l'application de la loi sur la protection du littoral et à celle relative à la montagne) : rejeté (p. 880)

Article 25 (article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones prioritaires ultra-périphériques)

Soutient l'amendement n° 827 de M. Didier Quentin (nécessité de politiques différenciées) : rejeté (p. 885)

Soutient l'amendement n° 474 de M. Philippe Chaulet (cas des départements d'outre-mer) : rejeté (p. 886)

Son amendement n° 211 (cas des départements d'outre-mer) : rejeté (p. 886)

Soutient l'amendement n° 83 de M. Anicet Turinay (cas des départements d'outre-mer) : rejeté (p. 886)

Intervient sur l'amendement n° 370 de M. Claude Hoarau (cas des départements d'outre-mer) (p. 887)

Intervient sur l'amendement n° 1196 de M. Patrice Martin-Lalande (cumul des exonérations de charges bénéficiant aux entreprises avec celles prévues pour la mise en place de la réduction du temps de travail) (p. 890)

Intervient sur l'amendement n° 1195 de M. Patrice Martin-Lalande (cumul des exonérations de charges bénéficiant aux entreprises avec celles prévues pour la mise en place de la réduction du temps de travail) (p. 890)

Soutient l'amendement n° 212 corrigé de M. Anicet Turinay (dispositions spécifiques pour les zones ultra-périphériques) : rejeté (p. 890)

Intervient sur l'amendement n° 342 de la commission (rapport au Parlement) (p. 891)

Après l'article 25

Soutient l'amendement n° 475 de M. Philippe Chaulet (exonérations pour les entreprises situées dans les zones de revitalisation rurale des départements d'outre-mer) : rejeté (p. 899)

Soutient l'amendement n° 477 de M. Philippe Chaulet (exonérations pour les entreprises situées dans les zones de revitalisation rurale des départements d'outre-mer) : rejeté (p. 899)

Soutient l'amendement n° 478 de M. Philippe Chaulet (exonérations pour les entreprises situées dans les zones de revitalisation rurale des départements d'outre-mer) : rejeté (p. 899)

Article 26 (article 61 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones de revitalisation rurale)

Soutient l'amendement n° 459 de M. Michel Inchauspé (adoption d'une loi spécifique aux zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 902)

Soutient l'amendement n° 983 de M. Maurice Leroy (adoption d'une loi spécifique aux zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 902)

Son amendement n° 1115 corrigé (adoption d'une loi spécifique aux zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 902)

Intervient sur l'amendement n° 1123 corrigé de M. Yves Deniaud (adoption d'une loi spécifique aux zones de revitalisation rurale) (p. 902)

Son amendement n° 213 : non soutenu (p. 902)

Soutient l'amendement n° 1197 de M. Patrice Martin-Lalande (exonérations de charges accordées aux entreprises situées dans les zones de revitalisation rurale cumulables avec celles prévues pour la mise en place de la réduction du temps de travail) : rejeté (p. 902)

Après l'article 26

Son amendement n° 60 soutenu par M. Michel Bouvard (élargissement des conditions de l'exonération temporaire d'impôt sur les bénéfices dans le cas de création d'entreprises dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 903)

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Christian Estrosi (élargissement des conditions de l'exonération

temporaire d'impôt sur les bénéfices dans le cas de création d'entreprises dans les zones de revitalisation rurale) (p. 903)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Michel Bouvard (suppression des droits de mutation pour l'acquisition de fonds de commerces dans les communes situées dans les zones de revitalisation rurale) (p. 905)

Son amendement n° 51 (suppression des droits de mutation pour l'acquisition de fonds de commerces dans les communes situées dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 905)

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Christian Estrosi (suppression des droits de mutation pour l'acquisition de fonds de commerces dans les communes situées dans les zones de revitalisation rurale) (p. 905)

Intervient sur l'amendement n° 1014 de M. Jean Proriol (suppression des droits de mutation pour l'acquisition de fonds de commerces dans les communes situées dans les zones de revitalisation rurale) (p. 905)

Soutient l'amendement n° 22 de M. Michel Bouvard (révision des modalités de fonctionnement de la prime à l'aménagement du territoire pour assurer une bonne efficacité des crédits dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 907)

Son amendement n° 53 (révision des modalités de fonctionnement de la prime à l'aménagement du territoire pour assurer une bonne efficacité des crédits dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 907)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Christian Estrosi (révision des modalités de fonctionnement de la prime à l'aménagement du territoire pour assurer une bonne efficacité des crédits dans les zones de revitalisation rurale) (p. 907)

Intervient sur l'amendement n° 1013 de M. Jean Proriol (révision des modalités de fonctionnement de la prime à l'aménagement du territoire pour assurer une bonne efficacité des crédits dans les zones de revitalisation rurale) (p. 907)

Article 28 (article 1er de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : objectifs du système de transports intérieurs)

Son amendement n° 214 (de suppression) : rejeté (p. 908)

Soutient l'amendement n° 442 de M. Henry Chabert (de suppression) : rejeté (p. 908)

Article 29 (article 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : politique des transports)

Son amendement n° 215 (de suppression) : rejeté (p. 910)

Soutient l'amendement n° 443 de M. Henry Chabert (de suppression) : rejeté (p. 910)

Son amendement n° 216 (besoins en infrastructures nouvelles) : rejeté (p. 912)

Soutient l'amendement n° 444 de M. Henry Chabert (besoins en infrastructures nouvelles) : rejeté (p. 912)

Article 30 (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Son amendement n° 217 soutenu par M. Michel Bouvard (prise en compte des orientations nationales) : rejeté (p. 915)

Article 31 (article 14 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : coordination)

Son amendement n° 218 (de suppression) : rejeté (p. 918)

Soutient l'amendement n° 446 de M. Henry Chabert (de suppression) : rejeté (p. 918)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Son intervention (p. 920)

Soutient l'amendement n° 350 de la commission (de précision) : adopté (p. 921)

Soutient l'amendement n° 222 de M. Henry Chabert (de précision) : adopté (p. 921)

Son amendement n° 219 soutenu par M. Michel Bouvard (schémas de transport régionaux élaborés par l'Etat) : rejeté (p. 922)

Son amendement n° 220 (respect de la politique nationale des infrastructures) : rejeté (p. 923)

Soutient l'amendement n° 448 de M. Henry Chabert (respect de la politique nationale des infrastructures) : rejeté (p. 923)

Son amendement n° 221 (rédactionnel) : rejeté (p. 924)

Soutient l'amendement n° 449 de M. Henry Chabert (rédactionnel) : rejeté (p. 924)

Son amendement n° 223 (suppression de la référence à la lutte contre l'effet de serre) : retiré (p. 925)

Soutient l'amendement n° 451 de M. Henry Chabert (suppression de la référence à la lutte contre l'effet de serre) : retiré (p. 925)

Soutient l'amendement n° 224 de M. Henry Chabert (mutualisation des coûts) : rejeté (p. 925)

Son amendement n° 960 soutenu par M. Michel Bouvard (rôle du schéma directeur routier national) (p. 926) : rejeté (p. 927)

Son amendement n° 958 soutenu par M. Michel Bouvard (rôle du schéma du réseau ferroviaire) (p. 927) : rejeté (p. 928)

Intervient sur l'amendement n° 893 de M. Michel Bouvard (rôle du schéma du réseau des voies navigables) (p. 929)

Son amendement n° 959 soutenu par M. Michel Bouvard (rôle du schéma du réseau des voies navigables) (p. 928) : rejeté (p. 929)

Article 34 (article L. 111-1-1 du code de l'urbanisme : directives territoriales d'aménagement)

Soutient l'amendement n° 901 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (consultation du conseil économique et social régional) : adopté (p. 934)

Après l'article 34

Soutient l'amendement n° 1148 de M. Étienne Pinte (emplacements réservés et droit de propriété) : rejeté (p. 936)

Soutient l'amendement n° 1149 de M. Étienne Pinte (emplacements réservés et droit de propriété) : rejeté (p. 936)

Article 35 (article L. 141-1 du code de l'urbanisme : schéma directeur de la région Ile-de-France)

Son amendement n° 226 (de suppression) : rejeté (p. 936)

Soutient l'amendement n° 453 de M. Henry Chabert (de suppression) : rejeté (p. 936)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Michel Bouvard (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) (p. 941)

Son amendement n° 55 (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) : rejeté (p. 941)

Intervient sur l'amendement n° 236 de M. Christian Estrosi (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) (p. 941)

Intervient sur l'amendement n° 762 de M. Jean-Louis Idiart (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) (p. 941)

Intervient sur l'amendement n° 921 de M. Michel Meylan (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) (p. 941)

Intervient sur l'amendement n° 516 rectifié de M. Michel Bouvard (mesures spécifiques aux zones de montagne) (p. 944)

Intervient sur l'amendement n° 517 rectifié de M. Michel Bouvard (mesures spécifiques aux zones de montagne) (p. 944)

Intervient sur l'amendement n° 518 rectifié de M. Michel Bouvard (mesures spécifiques aux zones de montagne) (p. 944)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039, 4081)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 4049) : rejetée (p. 4067)

Thèmes :

Aménagement du territoire : généralités (p. 4049 à 4059)

Aménagement du territoire : montagne (p. 4049)

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 4057)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 4052, 4054 à 4056)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 4051, 4057)

Collectivités territoriales : compétences (p. 4058)

Collectivités territoriales : ressources : péréquation (p. 4052, 4053, 4055, 4058)

Politiques communautaires : politiques internes : aménagement du territoire (p. 4055)

Secteur public : services publics (p. 4053, 4056)

Union européenne : fonds structurels (p. 4058)

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081) ; [6 mai 1999] (p. 4193, 4243)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 123 corrigé de M. Yves Coussain (désignation des associations) (p. 4129)

Article 10 (articles 11 et 12 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Son amendement n° 109 soutenu par M. Serge Poignant (équilibre géographique entre la région parisienne et les autres régions) : retiré (p. 4139)

Article 15 (schéma de services collectifs de l'information et de la communication)

Son amendement n° 111 soutenu par M. Serge Poignant (objet du schéma) : rejeté (p. 4148)

Article 16 supprimé par le Sénat (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Son intervention (p. 4202)

Article 17 (article 20 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs de l'énergie)

Son amendement n° 112 (rédactionnel) : retiré (p. 4204)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Soutient l'amendement n° 113 de M. Serge Poignant (rôle de la conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire) : adopté (p. 4206)

Après l'article 22

Son amendement n° 115 soutenu par M. Serge Poignant (assouplissement des règles d'application des lois "littoral" et "montagne") (p. 4229) : rejeté (p. 4230)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5830)

Son intervention (p. 5837)

Thèmes :

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 5839)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 5838)

Coopération intercommunale (p. 5839)

Secteur public : services publics (p. 5837)

Explications de vote et vote [16 juin 1999] (p. 5948)

Ses explications de vote (p. 5954)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 5955)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2554)

Thèmes :

Agriculture : montagne (p. 2555)

Aménagement du territoire : espace rural (p. 2555)

Union européenne : fonds structurels (p. 2555)

Proposition de loi n° 1394 relative à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [18 mars 1999] (p. 2626)

Son intervention (p. 2628)

Thèmes :

Sports : arts martiaux : fédérations (p. 2629)

Sports : arts martiaux : titres et grades (p. 2628)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 2629)

Bernard OUTIN

*Loire (4^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement secondaire. Fonctionnement. Perspectives [20 octobre 1998] (p. 7007)

Etrangers. Sans-papiers. Régularisation [4 novembre 1998] (p. 8034)

Sécurité sociale. Cotisations. Assiette, réforme [19 mai 1999] (p. 4591)

Etablissements de santé. Carte sanitaire. Rhône Alpes [16 juin 1999] (p. 5939)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Son intervention (p. 8266)

Thème avant la procédure des questions :

Défense : GIAT-Industries (p. 8266)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8739)

Son intervention (p. 8754)

Thèmes avant la procédure des questions :

Jeunes : animateurs : création d'emplois (p. 8754)

Politique extérieure : aide humanitaire : jeunes (p. 8754)

Sports : crédits (p. 8754)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11017)

Son intervention (p. 11022)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 11022)

Elections et référendums : représentation proportionnelle (p. 11022)

P**Arthur PAECHT**

*Var (7^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance
Vice-président de l'Assemblée nationale*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à la création d'une délégation parlementaire pour les affaires de renseignement (n° 1497) [9 juin 1999]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1446 relative à la prise en compte des droits à reconstitution de carrière de certains fonctionnaires du ministère de la défense [9 mars 1999]

Proposition de loi n° 1548 relative à la recherche, la neutralisation, l'enlèvement et la destruction des explosifs, munitions, matériels et engins de guerre [28 avril 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

En qualité de Député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [19 janvier 1999] (p. 30)

DÉBATS**Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Intervention du président de séance : fait état des injures qui lui ont été adressées et suspend la séance pour accéder à la demande d'entretien formulée par le Président de l'Assemblée [3 novembre 1998] (p. 7988)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DÉFENSE**

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Son intervention (p. 8259)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits (p. 8259, 8260)

Défense : loi de programmation militaire : professionnalisation (p. 8259)

Défense : marine (p. 8260)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 8261)

Organisations internationales : Union de l'Europe occidentale (UEO) (p. 8261)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 janvier 1999] (p. 408)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Intervient sur l'amendement n° 724 de M. Patrick Rimbart (coordination des schémas assurée par l'Etat) (p. 431)

Dominique PAILLÉ

*Deux-Sèvres (4^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1156 tendant à créer une commission d'enquête sur le fonctionnement du groupement mutualiste éligible aux règles fixées par le code de la Mutualité [29 octobre 1998]

Proposition de résolution n° 1331 tendant à la création d'une commission d'enquête portant sur les suites données aux rapports publics de la Cour des comptes [20 janvier 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Parlement. Ordre du jour. Fixation [13 octobre 1998] (p. 6463)

Politique extérieure. Aide au développement. Pays d'Amérique centrale frappés par l'ouragan Mitch [10 novembre 1998] (p. 8701)

Justice. Tribunaux de grande instance. Fermeture, Bressuire [17 février 1999] (p. 1556)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 577, posée le 25 janvier 1999. Union européenne. Elargissement (J.O. Questions p. 363). Appelée le 26 janvier 1999. Chypre, attitude de la France (p. 355)

n° 729, posée le 29 mars 1999. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier (J.O. Questions p. 1783). Appelée le 30 mars 1999. Maîtrise des dépenses de santé, ordonnances sécurisées, coût (p. 2996)

DÉBATS

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 977)

Son intervention (p. 991)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 991)

Communes (p. 991)

Coopération intercommunale : fusions de communes (p. 992)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 992)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [10 février 1999] (p. 1167)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des communautés d'agglomération

Son amendement n° 490 soutenu par M. Léonce Deprez (ajout de compétences liées à l'urbanisme et à la voirie) : rejeté (p. 1032)

Son amendement n° 491 soutenu par M. Léonce Deprez (voirie d'intérêt communautaire supprimée de la liste des compétences optionnelles) : devenu sans objet (p. 1033)

Article 22 (articles L. 5211-6 à L. 5211-11 et L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales - organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale)

Son amendement n° 492 (élection au suffrage universel des assemblées délibérantes des établissements publics de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1170)

Son amendement n° 493 corrigé (élection des délégués au sein des conseils municipaux des communes membres) : rejeté (p. 1171)

Intervient sur l'amendement n° 112 de la commission (bénéfice de l'âge pour le candidat-délégué le plus jeune en cas d'égalité de suffrages) (p. 1175)

Son amendement n° 494 (élection des conseillers des syndicats communautaires au sein des conseils municipaux) : rejeté (p. 1178)

Après l'article 29

Son amendement n° 495 (en cas de défusion, transformation des communes fusionnées-associées au titre de la "loi Marcellin" en établissement public de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique) : rejeté (p. 1201)

Projet de loi constitutionnelle n° 1462 insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 avril 1999] (p. 3295)

Son intervention (p. 3309)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 3309)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : compétences (p. 3310)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Etat (p. 3310)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : histoire (p. 3309)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : mise en examen (p. 3309, 3310)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3309, 3310)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : procédures (p. 3310)

Michel PAJON

*Seine-Saint-Denis (13^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Politique de la ville. Délinquance, lutte et prévention [26 janvier 1999] (p. 362)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Son intervention (p. 7891)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : politique de la ville : crédits (p. 7891, 7892)

Aménagement du territoire : politique de la ville : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 7892)

Aménagement du territoire : politique de la ville : police de proximité (p. 7892)

Aménagement du territoire : politique de la ville : police de proximité (p. 7892)

Aménagement du territoire : politique de la ville : simplifications administratives (p. 7892)

Françoise de PANAFIEU

*Paris (17^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Durée du travail. Réduction, campagne de publicité, coût [6 octobre 1998] (p. 5954)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Transports en commun [2 juin 1999] (p. 5280)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 586, posée le 25 janvier 1999. Enseignement secondaire. Lycées (J.O. Questions p. 365). Appelée le 26 janvier 1999. Fermeture, lycée Stéphane-Mallarmé, Paris, XVII^{ème} arrondissement (p. 336)

n° 672, posée le 8 mars 1999. Enseignement maternel et primaire. Fermetures de classes (J.O. Questions p. 1294). Appelée le 9 mars 1999. Paris 17e arrondissement (p. 2128)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7122, 7139)

Procédure des questions :

Enseignement secondaire : programmes (p. 7150)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10542)

Article unique

Son intervention (p. 10542)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 636)

Article 5 ter (article L. 2512-16 du code général des collectivités territoriales : compétences des personnels du service des parcs et jardins et des inspecteurs du service de sécurité de la ville de Paris)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Jacky Darne (agrément par le procureur de la République des agents de la ville de Paris chargés de l'application du règlement des parcs et promenades et de celui des cimetières) (p. 648)

Proposition de loi n° 1350 portant création d'une nouvelle collectivité territoriale : le Haut-Conseil de l'agglomération parisienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3781)

Son intervention (p. 3785)

Thèmes :

Régions : Ile-de-France : compétences (p. 3786)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 3786)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 3786)

Régions : Ile-de-France : environnement (p. 3785)

Régions : Ile-de-France : Etat (p. 3786)

Régions : Ile-de-France : statuts (p. 3785)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4532)

Son intervention (p. 4560)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4560)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4581)

Audiovisuel et communication : programmes (p. 4581, 4582)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4580, 4581)

Robert PANDRAUD

*Seine-Saint-Denis (8^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs

conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Durée du travail. Réduction, campagne de publicité, coût [13 octobre 1998] (p. 6465)

Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [2 février 1999] (p. 705)

Union européenne. Commission. Démission, conséquences [16 mars 1999] (p. 2413)

Ordre public. Maintien. Violence dans les stades, Seine-Saint-Denis [6 avril 1999] (p. 3292)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Application de l'article 40 de la Constitution [19 novembre 1998] (p. 9297)

Regrette l'attitude de la présidence durant l'intervention de M. Gilbert Gantier et estime ne pas devoir se repentir de l'esclavage [18 février 1999] (p. 1643)

Regrette que le ministère de la justice tarde à communiquer des informations à la commission d'enquête sur le régime social étudiant et que le rapport de l'IGAS ne soit pas achevé [24 mars 1999] (p. 2768)

S'enquiert de l'organisation du débat du 26 mars 1999 relatif à l'intervention au Kosovo [25 mars 1999] (p. 2869)

Demande au Gouvernement, suite à l'adoption de la proposition de loi relative à l'expression "guerre d'Algérie", que les textes votés par l'Assemblée nationale soient suivis d'effets [10 juin 1999] (p. 5733)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 décembre 1998] (p. 10176)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Intervient sur l'amendement n° 141 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 10178)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 151 de Mme Christine Boutin (interdiction de louer au partenaire un logement bénéficiant de l'amortissement Périissol) (p. 10193)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9329)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 20 (conseils régionaux du continent constitués par les suppléants des députés) : rejeté (p. 9333)

Article 2 (article L. 337 du code électoral - effectifs des conseils régionaux)

Son amendement n° 21 (réduction de moitié du nombre des conseillers régionaux) : rejeté (p. 9334)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 48 rectifié de M. Jean-Claude Lefort (autorisation par référendum de la ratification des traités modifiant substantiellement l'exercice de la souveraineté nationale) (p. 9544)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Michel (création d'une septième commission permanente dans chacune des chambres du parlement) (p. 9548)

Reprend l'amendement n° 45 de M. Pierre Lequiller (séance mensuelle du Parlement consacrée aux questions des députés et des sénateurs sur les politiques mises en œuvre par les institutions européennes) : rejeté (p. 9548)

Article unique (modification de l'article 88-2 de la Constitution)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. René André (loi pour passer à la majorité qualifiée) (p. 9569)

Projet de loi n° 1192 relatif à l'emploi des fonds de la participation des employeurs à l'effort de construction

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [10 décembre 1998]
(p. 10353)**

Son intervention (p. 10358)

Thèmes :

Logement : HLM (p. 10359)

Logement : aides et prêts : participation patronale (p. 10358)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 10358)

Logement : aides et prêts : prêts d'accession sociale (PAS) (p. 10359)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 10359)

Projet de loi n° 1186 relatif à l'organisation de certains services au transport aérien

PREMIÈRE LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [10 décembre 1998]
(p. 10368)**

Son intervention (p. 10374)

Thème :

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 10374, 10375)

**Discussion des articles [10 décembre 1998]
(p. 10377)**

Article 1er (articles L. 213-3 et L. 251-2 du code de l'aviation civile : clarification des missions confiées aux exploitants d'aérodromes)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Léonce Deprez (agrément des sociétés liées par un contrat de louage et assurant la sécurité dans les aéroports) (p. 10378)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jean Proriol (agrément des sociétés liées par un contrat de louage et assurant la sécurité dans les aéroports) (p. 10378)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Patrick Delnatte (agrément des sociétés liées par un contrat de louage et assurant la sécurité dans les aéroports) (p. 10378)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

DEUXIÈME LECTURE

**Discussion de l'article unique [16 février 1999]
(p. 1462)**

Son intervention (p. 1466)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [18 février 1999]
(p. 1637)**

Son rappel au règlement (cf. supra) [18 février 1999] (p. 1643)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion de l'article unique [3 mars 1999]
(p. 1947)**

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (réforme des institutions de l'Union européenne) (p. 1959)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2073)

Article 1er A supprimé par le Sénat (conditions de l'éligibilité)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Hervé Morin (éligibilité entre 23 ans et moins de 72 ans révolus) (p. 2076)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement de l'article - éligibilité à 18 ans) (p. 2076)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Philippe Vuilque (rétablissement de l'article - éligibilité à 18 ans) (p. 2076)

Article 1er (limitation du cumul des mandats électoraux)

Intervient sur le sous-amendement n° 82 de M. François Goulard (non prise en compte du mandat de conseiller municipal d'une commune de moins de 3 500 habitants) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2077)

Intervient sur le sous-amendement n° 93 de M. Christian Estrosi (non prise en compte du mandat de conseiller municipal d'une commune de moins de

3 500 habitants) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 2077)

Intervient sur le sous-amendement n° 83 de M. François Goulard (à défaut d'option, libre choix du mandat dont démissionne l'élu en situation de cumul) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 2077)

Article 3 (incompatibilités applicables aux fonctions de maire et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale)

Intervient sur le sous-amendement n° 92 de M. Christian Estrosi (limitation de l'incompatibilité aux maires des communes de plus de 3 500 habitants) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et non prise en compte de la qualité de membre de l'assemblée délibérante d'un établissement public de coopération intercommunale non doté d'une fiscalité propre) (p. 2082)

Article 8 (incompatibilité entre les mandats électoraux et les fonctions électives)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2091)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Pierre Albertini (suppression des droits à l'avancement et à la retraite des militaires pendant la durée de leur mandat) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires de l'Etat) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires des collectivités territoriales) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires des hôpitaux) (p. 2095)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785)

Article 1er (article préliminaire du code de procédure pénale : principes fondamentaux de la procédure pénale)

Soutient l'amendement n° 279 de Mme Nicole Catala (rédactionnel) : rejeté (p. 2788)

Projet de loi n° 1304 autorisant l'approbation de l'Accord de coopération entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République italienne, le Royaume d'Espagne, la République portugaise, la République hellénique, la République d'Autriche, le Royaume de Danemark, la République de Finlande, le Royaume de Suède, parties contractantes à l'Accord et à la Convention de Schengen, et la République d'Islande et le Royaume de Norvège, relatif à la suppression des contrôles de personnes aux frontières communes (ensemble une annexe)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4431)

Son intervention (p. 4437)

Thèmes :

Politiques communautaires : coopération judiciaire : droit pénal (p. 4437)

Union européenne : accords de Schengen (p. 4437)

Florence PARLY

Secrétaire d'Etat au budget

DÉPÔT

Projet de loi n° 2704 de finances rectificative pour 2000

Joseph PARRENIN

*Doubs (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17124)

Rapporteur de la proposition de résolution sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM

(98) 0158 final/n° E 1052) (n° 1248)
[22 décembre 1998]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 12 février 1999] (p. 2287)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 20 mai 1999] (p. 7460)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution (n° 1248) de Mme Béatrice Marre, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052) [10 février 1999] (n° 1381)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ordre public. Manifestations. Manifestation d'agriculteurs, ministère de l'environnement, violences et dégradations [9 février 1999] (p. 1077)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Son intervention (p. 5843)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 5897)

Thèmes :

Agriculture : montagne (p. 5897)

Agroalimentaire : labels (p. 5845)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 5844)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5897)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. François Guillaume (acteurs habituels des services collectifs) (p. 5965)

Intervient sur l'amendement n° 830 de M. Félix Leyzour (respect du pluralisme syndical) (p. 5973)

Après l'article 1er

Son amendement n° 575 soutenu par M. François Patriat (représentativité syndicale) (p. 5973) : adopté (p. 5975)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 550 : non soutenu (p. 6015)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Intervient sur l'amendement n° 610 de M. Maurice Adevah-Poeuf (création d'un registre de l'agriculture accessible au public) (p. 6088)

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission (création d'un registre de l'agriculture accessible au public) (p. 6088)

Intervient sur l'amendement n° 322 de M. François Guillaume (suppression des données relatives à la consistance de l'exploitation) (p. 6090)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (insaisissabilité partielle des revenus provenant de l'activité agricole) (p. 6111)

Intervient sur l'amendement n° 557 de M. Jérôme Cahuzac (insaisissabilité partielle des revenus provenant de l'activité agricole) (p. 6111)

Article 13 (création de l'unité de référence)

Intervient sur l'amendement n° 722 de M. Renaud Dutreil (fixation et calcul de l'unité de référence) (p. 6125)

Article 14 (dispositions relatives à la politique d'installation)

Intervient sur l'amendement n° 331 de M. Christian Jacob (de suppression) (p. 6126)

Son amendement n° 558 (installation progressive des agriculteurs) : retiré (p. 6126)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Intervient sur l'amendement n° 356 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 6144)

Article L. 331-1 du code rural : portée et objectifs du contrôle

Son amendement n° 560 (installation progressive) : devenu sans objet (p. 6145)

Article L. 331-2 du code rural : opérations soumises à autorisation préalable

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. François Guillaume (déclaration obligatoire en cas de disparition d'un associé au sein d'un GAEC ou d'une EARL) (p. 6147)

Intervient sur l'amendement n° 476 de M. Jacques Rebillard (nouvelle autorisation en cas de diminution du nombre total des associés exploitants) (p. 6163)

Intervient sur l'amendement n° 496 de M. François Patriat (nouvelle autorisation en cas de diminution du nombre total des associés exploitants) (p. 6163)

Intervient sur le sous-amendement n° 957 de M. François Sauvadet (dispense d'autorisation lorsque les exploitants sont parents ou alliés) à l'amendement n° 496 de M. François Patriat (p. 6163)

Son amendement n° 561 (abaissement à un tiers de l'unité de référence du déclenchement des contrôles) : adopté (p. 6168)

Intervient sur l'amendement n° 369 de M. Christian Jacob (suppression du dixième alinéa relatif à l'autorisation provisoire) (p. 6173)

Intervient sur l'amendement n° 357 de M. Thierry Mariani (suppression de la limite de cinq kilomètres en zones de montagne) (p. 6174)

Intervient sur l'amendement n° 374 de M. François Guillaume (dispenses lors des transmissions familiales) (p. 6175)

Article L. 331-3 du code rural : critères d'examen des demandes

Son amendement n° 563 (de précision) : retiré (p. 6188)

Son amendement n° 564 (autorisations conditionnelles ou temporaires) : retiré (p. 6190)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 812 rectifié de M. François Colcombet (autorisation des ateliers hors sol) (p. 6204)

Article 22 (revalorisation des retraites)

Intervient sur l'amendement n° 959 du Gouvernement (nouvelle revalorisation des retraites forfaitaires) (p. 6217)

Article 27 (création du titre emploi simplifié agricole)

Son amendement n° 569 (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de cinq salariés permanents) : adopté (p. 6228)

Article 28 (création au niveau des départements de comités d'oeuvres sociales et culturelles)

Intervient sur l'amendement n° 344 de M. François Guillaume (de suppression) (p. 6230)

Après l'article 29

Son amendement n° 571 soutenu par M. François Patriat (conclusion d'accords en matière de co-investissement et de capital temps dans le secteur agricole) : adopté (p. 6296)

Article 32 (conseil supérieur d'orientation de la coopération agricole)

Son amendement n° 578 soutenu par M. François Patriat (aménagement du territoire et "entretien") : rejeté (p. 6302)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son amendement n° 580 (organisations interprofessionnelles pour les produits "montagne") : retiré (p. 6315)

Son amendement n° 581 (juste rémunération des producteurs grâce à la restriction temporaire de l'accès de nouveaux opérateurs) : retiré (p. 6319)

Article 37 (contrats de lutte contre les crises conjoncturelles)

Son amendement n° 582 (accords de crise réservés à la régulation de l'offre) : adopté (p. 6335)

Son amendement n° 583 (homologation des contrats) : retiré (p. 6335)

Avant l'article 39

Son amendement n° 584 (inscription dans la loi des objectifs de la politique conduite dans le domaine de la qualité et de l'origine des produits agricoles ou alimentaires) : retiré (p. 6344)

Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier" et "produit pays")

Intervient sur le sous-amendement n° 975 corrigé du Gouvernement (précision de la définition de chacun des signes d'identification de la qualité ou de l'origine des produits) à l'amendement n° 776 rectifié de M. Jean-Michel Marchand (codification des signes de qualité) (p. 6350)

Article 40 (organisation de l'INAO, extension des compétences de l'INAO aux indications géographiques protégées)

Son amendement n° 586 (rôle de l'INAO) : retiré (p. 6356)

Intervient sur l'amendement n° 174 rectifié de la commission (rôle de l'INAO) (p. 6357)

Intervient sur l'amendement n° 397 de M. Christian Jacob (suppression de l'alinéa relatif aux indications géographiques protégées) (p. 6358)

Après l'article 40

Son amendement n° 587 soutenu par M. François Patriat (syndicats et associations de producteurs de produits d'appellation d'origine contrôlée) : retiré (p. 6364)

Article 42 (appellation "montagne")

Soutient l'amendement n° 818 de M. Augustin Bonrepaux (conditionnement des produits en montagne) : rejeté (p. 6370)

Après l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 480 rectifié du Gouvernement (création d'un fonds de valorisation et de communication) (p. 6374)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement (contrôle et surveillance biologique du territoire) (p. 6392)

Après l'article 44

Soutient le sous-amendement n° 935 corrigé de M. Jérôme Cahuzac (délai de paiement pour les produits de conservation, les surgelés et les plats cuisinés) à l'amendement n° 486 du Gouvernement (contrôle des animaux dans les élevages par les vétérinaires inspecteurs) : adopté (p. 6403)

Article 47 (zones agricoles protégées)

Son amendement n° 589 (de précision) : retiré (p. 6412)

Article 48 (réduction des espaces agricoles et forestiers)

Son amendement n° 590 (avis de l'INAO pour les documents d'urbanisme prévoyant une réduction des espaces agricoles des zones d'appellation d'origine contrôlée) : retiré (p. 6413)

Après l'article 49

Son amendement n° 592 (durée de priorité du droit de préemption des SAFER portée à cinq ans) : retiré (p. 6416)

Article 51 (principes et missions de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Son amendement n° 594 (missions de l'enseignement agricole et de la formation agricole) : retiré (p. 6424)

Article 53 (création des établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles)

Son amendement n° 595 (fusionnement des lycées d'enseignement général et technologiques agricoles et des lycées professionnels agricoles) : retiré (p. 6427)

Article 61 (coordination)

Son amendement n° 596 (dynamisation du projet régional de l'enseignement agricole) : retiré (p. 6434)

Après l'article 62

Son amendement n° 597 (rôle de l'inspection de l'enseignement agricole) : devenu sans objet (p. 6435)

Son amendement n° 598 (création d'un institut national de formation et de recherche de l'enseignement agricole) : retiré (p. 6435)

Après l'article 64

Intervient sur l'amendement n° 428 de M. Christian Jacob (fiscalité agricole) (p. 6441)

Après l'article 64

Son amendement n° 600 (rapport au Parlement sur l'adaptation de la fiscalité agricole) : retiré (p. 6453)

Seconde délibération

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (mention dans le contrat territorial d'exploitation des mots : "orientations de la production de l'exploitation") (p. 6457)

Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (rétablissement de la notion d'action d'intérêt général) (p. 6457)

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (suppression de toute référence au propriétaire dans le contrat territorial d'exploitation) (p. 6457)

Ses explications de vote (p. 6476)

Vote pour du groupe socialiste (p. 6477)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380, 3403)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 3389)

Son intervention (p. 3408)

Thèmes :

Agriculture : montagne (p. 3409)

Agroalimentaire : labels (p. 3390)

Agroalimentaire : lait et produits laitiers : contrôle sanitaire (p. 3390)

Enseignement agricole (p. 3389)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 3409)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3409)

Santé : santé publique : sécurité sanitaire (p. 3390)

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Article 1er ter (rapport sur la revalorisation des retraites agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (revalorisation des retraites les plus faibles) (p. 3443)

Article 2 (création des contrats territoriaux d'exploitation)

Son sous-amendement n° 282 soutenu par M. François Patriat (rédactionnel) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3448) : adopté (p. 3449)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (contrats types arrêtés par le préfet) (p. 3451)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (objectifs prioritaires de l'aide financière et suppression de la notion "d'entreprise agricole" introduite par le Sénat) (p. 3460)

Article 15 bis (préretraite des agriculteurs)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (de suppression) (p. 3486)

Après l'article 17 bis

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Christian Jacob (transmission des droits à primes) (p. 3501)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Germain Gengenwin (transmission des droits à primes) (p. 3501)

Intervient sur le sous-amendement n° 272 de M. François Sauvadet (transfert des droits par l'intermédiaire de la réserve nationale en l'absence de demandes dans le département d'origine) à l'amendement n° 215 de M. Germain Gengenwin (p. 3501)

Après l'article 32 bis

Soutient l'amendement n° 1 de M. Gilbert Mitterrand (extension des compétences de l'OFIMER à la pêche professionnelle en eau douce) : adopté (p. 3517)

Article 45 bis A (règle d'éloignement des habitations par rapport aux bâtiments agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 125 de la commission (application de la règle d'éloignement en l'absence de plan d'occupation des sols) (p. 3555)

Ses explications de vote (p. 3574)

Vote pour du groupe socialiste (p. 3574)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4933)

Son intervention (p. 4936)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4936)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 4936)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4936)

Santé : santé publique : veille sanitaire (p. 4936)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4945)

Son amendement n° 21 (de cohérence) : adopté (p. 4965)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Charles de Courson (cotisations sociales des jeunes agriculteurs bénéficiant des aides à l'installation) (p. 4968)

Son amendement n° 20 (situation fiscale des entraîneurs publics de chevaux de course) : retiré (p. 4973)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765)

Son intervention (p. 8779)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 8779)

Agriculture : crédits (p. 8779)

Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 8780)

Enseignement agricole (p. 8780)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8780)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495)

Son intervention (p. 2495)

Thèmes :

Agriculture : aides : oléagineux (p. 2496, 2497)

Agriculture : céréales (p. 2496)

Agriculture : primes (p. 2496)

Agriculture : prix agricoles (p. 2496)

Agroalimentaire : lait et produits laitiers (p. 2497)

Agroalimentaire : viticulture (p. 2496)

Elevage : bovins (p. 2496, 2497)

Environnement (p. 2496)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 2496)

Politiques communautaires : budget (p. 2495)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2495 à 2497)

Union européenne : fonds structurels (p. 2496)

Déclaration du Gouvernement n° 1733 présentée par M. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur sur l'organisation mondiale du commerce

[23 juin 1999] (p. 6331)

Son intervention (p. 6355)

Thèmes :

Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 6355)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 6355)

Paul PATRIARCHE

*Haute-Corse (2^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe Démocratie libérale et indépendants*

S'apparente au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Perspectives [4 novembre 1998] (p. 8031)

Enseignement secondaire. Baccalauréat. Epreuves, jurys, fonctionnement [29 juin 1999] (p. 6531)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 538, posée le 14 décembre 1998. Energie et carburants. EDF (J.O. Questions p. 6743). Appelée le 15 décembre 1998. Politique énergétique, Corse (p. 10468)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 1998] (p. 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046) ; [8 octobre 1997] (p. 6118)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 269 (souscription d'un contrat territorial d'exploitation avec la collectivité territoriale de Corse) : rejeté (p. 6016)

Son amendement n° 12 (aides spécifiques pour les zones défavorisées et les zones de montagne) : rejeté (p. 6022)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son amendement n° 271 (interruption de l'aide) : retiré (p. 6066)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Article L. 331-1 du code rural : portée et objectifs du contrôle

Soutient l'amendement n° 267 de M. Yves Nicolin (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) : rejeté (p. 6145)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 1998] (p. 6764)

Article 14 (modification des règles de territorialité en matière de droits de mutation à titre gratuit)

Son intervention (p. 6785)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8067)

Procédure des questions :

Eau : assainissement : Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) (p. 8101)

Union européenne : fonds structurels (p. 8102)

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8807)

Procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation : montagne (p. 8810)

Aquaculture et pêche professionnelle : bateaux de pêche : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 8811)

NOUVELLE LECTURE

**Discussion des articles [16 décembre 1998]
(p. 10612)**

Article 14 ter (rétablissement des sanctions en cas de défaut de déclaration des successions en Corse)

Son intervention (p. 10635)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [20 janvier 1999]
(p. 130)**

Son intervention (p. 136)

Thèmes :

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 136)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 136)

Secteur public : services publics (p. 136)

Discussion des articles [3 février 1999] (p. 858)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Son intervention (p. 863)

NOUVELLE LECTURE

**Avant la discussion des articles [5 mai 1999]
(p. 4039, 4081)**

Son intervention (p. 4089)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 4089)

Collectivités territoriales : ressources : péréquation (p. 4090)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 4090)

Postes : La Poste (p. 4090)

François PATRIAT

*Côte-d'Or (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 12 février 1999] (p. 2287)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 5 mars 1999] (p. 3342)

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement [J.O. du 27 juillet 1999]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome I : Agriculture et pêche (agriculture) (n° 1116) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges, en nouvelle lecture, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1360), d'orientation agricole [24 mars 1999] (n° 1481)

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges en vue de la lecture définitive du projet de loi d'orientation agricole (n° 977) [20 mai 1999] (n° 1614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Entreprises. Délais de paiement. Paiement interentreprises, PME (Petites et moyennes entreprises) [17 novembre 1998] (p. 9107)

Santé. Politique de la santé. Classification des drogues [16 juin 1999] (p. 5941)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [5 octobre 1998]
(p. 5803, 5833)**

Son intervention (p. 5810)

Intervient sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 5839)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 5896)

Thèmes :

Agriculture : exploitations agricoles (p. 5814)

Agriculture : revenu agricole (p. 5811, 5814)

Agriculture : salariés agricoles (p. 5812)

Agroalimentaire : labels (p. 5840)

Impôt sur le revenu : bénéfices agricoles (p. 5840)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5811, 5840, 5897)

Retraites : régime agricole (p. 5814)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (participation à l'aménagement du territoire) : adopté (p. 5908)

Soutient l'amendement n° 59 corrigé de la commission (définition de la politique agricole française en liaison avec la politique agricole commune) : adopté après modifications (p. 5909)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (installation des jeunes agriculteurs) : adopté (p. 5910)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (agriculture respectant les spécificités des régions) : adopté (p. 5911)

Soutient l'amendement n° 62 corrigé de la commission (amélioration des revenus des agriculteurs) : adopté (p. 5911)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (renforcement de la protection sociale) : adopté après rectification (p. 5911)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (revalorisation des retraites agricoles) : adopté (p. 5912)

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (qualité des biens non alimentaires) : adopté (p. 5913)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (prise en compte de l'ensemble de la filière alimentaire) : retiré (p. 5914)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (respect des politiques agricoles des pays en voie de développement) (p. 5914)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (renforcement de l'organisation économique des

marchés, des producteurs et des filières) : adopté après rectification (p. 5915)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (respect des agricultures des pays en voie de développement) : adopté (p. 5915)

Soutient l'amendement n° 70 corrigé de la commission (renforcement des capacités exportatrices de l'agriculture française) : adopté après modifications (p. 5915)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (poursuite d'actions d'intérêt général) : adopté (p. 5964)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (politique de qualité et d'identification) : adopté (p. 5965)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (développement de la formation et de la recherche agricole) : adopté (p. 5965)

Soutient l'amendement n° 74 rectifié de la commission (prise en compte des zones humides) : retiré (p. 5969)

Soutient l'amendement n° 75 rectifié de la commission (références légales) : adopté (p. 5973)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 575 de M. Joseph Parrenin (représentativité syndicale) : adopté (p. 5975)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (préservation de l'emploi dans l'agriculture) : adopté (p. 6010)

Soutient l'amendement n° 549 de M. Maurice Adevah-Poeuf (préservation de l'emploi dans l'agriculture) : adopté (p. 6010)

Soutient l'amendement n° 78 corrigé de la commission (projets individuels ou collectifs de production, de transformation et de commercialisation) : devenu sans objet (p. 6013)

Soutient l'amendement n° 79 deuxième rectification de la commission (développement d'un projet économique global) : adopté (p. 6015)

Soutient l'amendement n° 80 rectifié de la commission (prise en compte des orientations définies par le ministre de l'agriculture après avis du conseil supérieur d'orientation et de coordination agricole et alimentaire) : adopté après modifications (p. 6028)

Article 3 (création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Soutient l'amendement n° 82 de la commission (non prise en compte des concours éventuels des régions dans les ressources du fonds) : adopté (p. 6051)

Soutient l'amendement n° 551 de M. Stéphane Alaize (non prise en compte des concours éventuels des régions dans les ressources du fonds) : adopté (p. 6051)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Soutient l'amendement n° 86 de la commission (aménagement des aides) : adopté après modifications (p. 6066)

Soutient l'amendement n° 83 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6066)

Soutient l'amendement n° 84 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6066)

Soutient l'amendement n° 85 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6067)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (définition des activités agricoles) : adopté après modifications (p. 6082)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (définition des activités agricoles) (p. 6082)

Soutient le sous-amendement n° 555 de M. Jean-Claude Chazal (caractère accessoire des activités de restauration) à l'amendement n° 89 de la commission : rejeté (p. 6082)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Soutient l'amendement n° 90 de la commission (création d'un registre de l'agriculture accessible au public) : adopté (p. 6088)

Après l'article 7

Soutient l'amendement n° 91 de la commission (définition de l'exploitant agricole) : adopté (p. 6096)

Article 10 (articulation entre la résiliation du bail et le contrôle des structures)

Soutient l'amendement n° 92 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6098)

Après l'article 10

Soutient l'amendement n° 93 rectifié de la commission (mise à disposition des biens loués au profit d'une société) : adopté (p. 6102)

Soutient l'amendement n° 94 de la commission (reprise d'une parcelle par le bailleur pour la construction d'une maison d'habitation) : adopté après modifications (p. 6104)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 494 de la commission (date d'application des articles 8 à 11 aux baux en cours) : adopté (p. 6106)

Article 12 (rapport sur l'assurance-récolte)

Soutient l'amendement n° 95 de la commission (rapport dans un délai de six mois) : adopté (p. 6109)

Après l'article 12

Soutient l'amendement n° 97 de la commission (insaisissabilité partielle des revenus provenant de l'activité agricole) : adopté (p. 6111)

Intervient sur l'amendement n° 96 de la commission (insaisissabilité du logement d'un agriculteur) (p. 6119)

Article 13 (création de l'unité de référence)

Soutient l'amendement n° 98 de la commission (précision relative au calcul de l'unité de référence) : adopté (p. 6123)

Soutient l'amendement n° 99 corrigé de la commission (moyenne de l'unité de référence) : adopté (p. 6124)

Article 14 (dispositions relatives à la politique d'installation)

Soutient l'amendement n° 100 de la commission (installation progressive des agriculteurs) : adopté (p. 6127)

Soutient l'amendement n° 101 de la commission (modification du projet agricole départemental) : adopté (p. 6127)

Article 15 (notification préalable des départs à la retraite)

Soutient l'amendement n° 102 de la commission (délai de deux ans pour informer le préfet de l'intention de cesser l'exploitation agricole) : adopté (p. 6128)

Soutient l'amendement n° 559 de M. Alain Gouriou (délai de deux ans pour informer le préfet de l'intention de cesser l'exploitation agricole) : adopté (p. 6128)

Soutient l'amendement n° 103 de la commission (information du public) : adopté (p. 6129)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Soutient l'amendement n° 104 de la commission (de précision) : adopté (p. 6144)

Article L. 331-1 du code rural : portée et objectifs du contrôle

Soutient l'amendement n° 106 de la commission (modification du statut des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) en vue d'y intégrer le principe de location et de location-vente) : retiré (p. 6146)

Article L. 331-2 du code rural : opérations soumises à autorisation préalable

Soutient l'amendement n° 107 de la commission (élargissement des seuils de référence) : adopté (p. 6160)

Son amendement n° 496 (nouvelle autorisation en cas de diminution du nombre total des associés exploitants) : adopté (p. 6163)

Soutient l'amendement n° 108 corrigé de la commission (abaissement à un tiers de l'unité de référence du déclenchement des contrôles) : adopté (p. 6168)

Son amendement n° 497 (autorisation pour les réductions de 30 % par un ou plusieurs retraits successifs) : retiré (p. 6169)

Son amendement n° 498 (assouplissement des contrôles lors des installations, agrandissements ou réunions d'exploitation et lorsque l'un des membres ne remplit pas les conditions de capacité ou d'expérience professionnelle) : adopté (p. 6170)

Son amendement n° 788 (contrôle des pluriactifs servant de prête-noms à d'autres agriculteurs) : adopté (p. 6170)

Son amendement n° 499 (rédactionnel) : adopté (p. 6171)

Soutient l'amendement n° 109 corrigé de la commission (renforcement des contrôles pour les ateliers hors sol produisant des effluents de lisier) : adopté (p. 6177)

Son amendement n° 576 (transparence des vacances de superficies significatives) : retiré (p. 6178)

Soutient l'amendement n° 110 rectifié de la commission (prise en compte des landes dans le calcul des surfaces agricoles utiles) : rejeté (p. 6181)

Soutient l'amendement n° 111 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6181)

Article L. 331-3 du code rural : critères d'examen des demandes

Soutient l'amendement n° 112 de la commission (de précision) : adopté (p. 6188)

Soutient l'amendement n° 113 de la commission (autorisations conditionnelles ou temporaires) : adopté (p. 6190)

Après l'article L. 331-3 du code rural

Soutient l'amendement n° 566 de M. Christian Paul (publication de l'avis de la commission départementale d'orientation agricole dans la commune concernée) : rejeté (p. 6190)

Article L. 331-7 du code rural : sanction administrative en cas de non-respect de la réglementation du contrôle des structures

Soutient l'amendement n° 114 de la commission (rectification d'une erreur de référence) : adopté (p. 6192)

Soutient l'amendement n° 115 de la commission (reconduction annuelle de la sanction pécuniaire) : rejeté (p. 6192)

Article L. 331-10 du code rural : poursuite de la mise en valeur du fonds

Soutient l'amendement n° 116 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6193)

Soutient l'amendement n° 117 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6194)

Article 17 (révision du schéma directeur départemental des structures)

Soutient l'amendement n° 118 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6198)

Soutient l'amendement n° 119 de la commission (de précision) : adopté (p. 6199)

Avant l'article 18

Soutient l'amendement n° 121 de la commission (statut des retraites agricoles) : adopté (p. 6206)

Article 18 (création du statut de conjoint collaborateur)

Soutient l'amendement n° 120 rectifié de la commission (mandat du conjoint pour l'accomplissement des actes administratifs et nécessité de l'accord de la société d'exploitation pour la qualité de collaborateur reconnue au conjoint) : adopté (p. 6210)

Article 20 (retraite proportionnelle des conjoints collaborateurs)

Soutient l'amendement n° 122 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6211)

Article 21 (paiement par le chef d'exploitation de la cotisation d'assurance vieillesse du conjoint collaborateur)

Soutient l'amendement n° 123 de la commission (correction d'une erreur de référence) : adopté (p. 6211)

Article 22 (revalorisation des retraites)

Son amendement n° 805 (rédactionnel) : adopté (p. 6215)

Soutient l'amendement n° 124 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6215)

Article 25 (institution d'un salaire différé au profit du conjoint survivant du chef d'exploitation)

Soutient l'amendement n° 127 de la commission (créance de salaire différé au profit du conjoint survivant) : adopté (p. 6220)

Soutient l'amendement n° 126 de la commission (créance de salaire différé au profit du conjoint survivant) : adopté après modifications (p. 6221)

Article 27 (création du titre emploi simplifié agricole)

Soutient l'amendement n° 128 de la commission (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de cinq salariés permanents) : adopté (p. 6228)

Après l'article 27

Soutient l'amendement n° 129 de la commission (interdiction faite aux groupements d'employeurs d'imposer de longs déplacements à leurs salariés) : adopté (p. 6228)

Article 28 (création au niveau des départements de comités d'oeuvres sociales et culturelles)

Soutient l'amendement n° 130 corrigé de la commission (de cohérence) : adopté (p. 6231)

Soutient l'amendement n° 131 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6231)

Soutient l'amendement n° 132 deuxième rectification de la commission (de précision) : adopté après modifications (p. 6231)

Après l'article 29

Soutient l'amendement n° 571 de M. Joseph Parrenin (conclusion d'accords en matière de co-investissement et de capital temps dans le secteur agricole) : adopté (p. 6296)

Avant l'article 30

Soutient l'amendement n° 134 rectifié de la commission (missions des organisations de producteurs) : adopté (p. 6300)

Article 31 (comptes consolidés des sociétés coopératives agricoles)

Soutient l'amendement n° 135 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6302)

Soutient l'amendement n° 136 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6302)

Soutient l'amendement n° 137 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6302)

Article 32 (conseil supérieur d'orientation de la coopération agricole)

Soutient l'amendement n° 578 de M. Joseph Parrenin (aménagement du territoire et "entretien") : rejeté (p. 6302)

Soutient l'amendement n° 138 rectifié de la commission (rôle du conseil) : adopté (p. 6302)

Soutient l'amendement n° 139 de la commission (de précision) : adopté (p. 6302)

Après l'article 32

Soutient l'amendement n° 140 corrigé de la commission (création d'offices d'intervention) : adopté (p. 6303)

Soutient l'amendement n° 579 de M. Stéphane Alaize (création d'offices d'intervention) : adopté (p. 6303)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Soutient l'amendement n° 141 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6306)

Soutient l'amendement n° 142 de la commission (de précision) : adopté (p. 6308)

Soutient l'amendement n° 143 de la commission (exclusion des AOC des interprofessions spécifiques) : adopté (p. 6310)

Soutient l'amendement n° 144 de la commission (gestion par une interprofession d'un ensemble de produits sous le signe indication géographique protégée - IGP) : adopté (p. 6312)

Soutient l'amendement n° 145 rectifié de la commission (règles de coordination entre l'interprofession spécifique et l'autorité administrative) : adopté (p. 6313)

Soutient l'amendement n° 146 de la commission (organisations interprofessionnelles pour les produits "montagne") : retiré (p. 6315)

Soutient le sous-amendement n° 942 de la commission (sous-sections spécifiques "à compétence nationale"

au sein des organisations interprofessionnelles pour les produits issus de l'agriculture biologique) à l'amendement n° 822 de M. André Vauchez (organisations interprofessionnelles pour les produits issus de l'agriculture biologique) : adopté (p. 6316)

Soutient le sous-amendement n° 969 de M. Didier Migaud (sous-sections spécifiques "à compétence nationale" au sein des organisations interprofessionnelles pour les produits "montagne") à l'amendement n° 822 de M. André Vauchez : adopté (p. 6316)

Soutient l'amendement n° 147 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6319)

Soutient l'amendement n° 148 de la commission (juste rémunération des producteurs grâce à la restriction temporaire de l'accès de nouveaux opérateurs) : adopté (p. 6319)

Soutient l'amendement n° 149 rectifié de la commission (de précision) : adopté (p. 6319)

Soutient l'amendement n° 150 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6320)

Soutient l'amendement n° 151 de la commission (notification des accords au ministre de l'agriculture, au ministre de l'économie et au Conseil de la concurrence) : adopté (p. 6320)

Article 34 (extension des accords interprofessionnels)

Soutient l'amendement n° 152 de la commission (extension des accords conclus dans le cadre d'une interprofession pour une durée déterminée et par l'autorité administrative compétente) : adopté après modifications (p. 6322)

Soutient l'amendement n° 153 de la commission (de codification) : adopté (p. 6322)

Article 35 (assiette des cotisations interprofessionnelles)

Soutient l'amendement n° 154 de la commission (de codification) : adopté (p. 6330)

Article 36 (rapport d'activité et comptes des interprofessions - bilan d'application des accords étendus)

Soutient l'amendement n° 155 de la commission (de codification) : adopté (p. 6331)

Article 37 (contrats de lutte contre les crises conjoncturelles)

Soutient l'amendement n° 156 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6332)

Soutient l'amendement n° 157 de la commission (durée maximale des accords de crise) : adopté (p. 6333)

Soutient l'amendement n° 158 de la commission (accords de crise réservés à la régulation de l'offre) : adopté (p. 6335)

Soutient l'amendement n° 159 de la commission (homologation des contrats) : rejeté (p. 6336)

Soutient l'amendement n° 160 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6336)

Soutient l'amendement n° 161 de la commission (notification des contrats au ministre de l'agriculture) : adopté (p. 6336)

Intervient sur l'amendement n° 162 rectifié de la commission (coefficient multiplicateur entre le prix payé au producteur et le prix de vente au consommateur) (p. 6337)

Article 38 (modification de la composition du Conseil supérieur d'orientation)

Soutient l'amendement n° 163 rectifié de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6339)

Avant l'article 39

Soutient l'amendement n° 164 rectifié de la commission (inscription dans la loi des objectifs de la politique conduite dans le domaine de la qualité et de l'origine des produits agricoles ou alimentaires) : adopté après modifications (p. 6344)

Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier" et "produit pays")

Soutient l'amendement n° 165 de la commission (codification des signes de qualité) : retiré (p. 6348)

Avant l'article 40

Soutient l'amendement n° 182 de la commission (création de la Commission nationale des labels et des certifications des produits agricoles et alimentaires) : adopté (p. 6351)

Article 40 (organisation de l'INAO, extension des compétences de l'INAO aux indications géographiques protégées)

Soutient l'amendement n° 171 de la commission (codification de l'Institut national des appellations d'origine au sein du code rural) : adopté (p. 6353)

Soutient l'amendement n° 172 de la commission (de codification) : adopté (p. 6354)

Son amendement n° 532 (consultation des syndicats intéressés) : adopté (p. 6354)

Soutient l'amendement n° 173 de la commission (de codification) : adopté (p. 6354)

Soutient l'amendement n° 174 rectifié de la commission (rôle de l'INAO) : rejeté (p. 6357)

Soutient l'amendement n° 175 de la commission (de codification) : adopté (p. 6358)

Soutient l'amendement n° 176 de la commission (de codification) : adopté (p. 6358)

Soutient l'amendement n° 177 de la commission (de codification) : adopté (p. 6358)

Soutient l'amendement n° 178 de la commission (de codification) : adopté (p. 6359)

Soutient l'amendement n° 179 de la commission (de codification) : adopté (p. 6359)

Après l'article 40

Soutient l'amendement n° 181 de la commission (inscriptions devant figurer sur l'étiquette d'un produit bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée) : adopté après rectification (p. 6360)

Son amendement n° 533 (information des consommateurs lors des campagnes publicitaires) : retiré (p. 6361)

Soutient l'amendement n° 941 de la commission (création d'un logo "appellation d'origine contrôlée") : adopté après modifications (p. 6363)

Soutient l'amendement n° 587 de M. Joseph Parrenin (syndicats et associations de producteurs de produits d'appellation d'origine contrôlée) : retiré (p. 6364)

Soutient l'amendement n° 180 rectifié de la commission (syndicats et associations de producteurs de produits d'appellation d'origine contrôlée) : adopté après deuxième rectification (p. 6365)

Article 41 (présentation trompeuse d'une appellation d'origine contrôlée et poursuite des infractions)

Soutient l'amendement n° 183 rectifié de la commission (de codification) : adopté (p. 6365)

Après l'article 41

Soutient le sous-amendement n° 943 corrigé de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 479 du Gouvernement (encadrement des utilisations d'indications de provenance dans les dénominations de vente) : adopté (p. 6366)

Soutient le sous-amendement n° 944 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 479 du Gouvernement : adopté (p. 6366)

Soutient le sous-amendement n° 945 de la commission (présentation des documents justifiant l'utilisation d'une indication d'origine ou de provenance aux agents effectuant un contrôle) à l'amendement n° 479 du Gouvernement : adopté (p. 6366)

Soutient le sous-amendement n° 946 de la commission (suppression de la référence à l'article L. 214-1 du code de la consommation) à l'amendement n° 479 du Gouvernement : adopté (p. 6366)

Soutient le sous-amendement n° 947 de la commission (correction d'une erreur de forme) à l'amendement n° 479 du Gouvernement : adopté (p. 6366)

Soutient le sous-amendement n° 948 de la commission (de précision) à l'amendement n° 479 du Gouvernement : adopté après rectification (p. 6367)

Soutient le sous-amendement n° 949 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 479 du Gouvernement : adopté (p. 6367)

Article 42 (appellation "montagne")

Soutient l'amendement n° 184 rectifié de la commission (de codification) : adopté (p. 6370)

Soutient l'amendement n° 185 rectifié de la commission (de codification) : adopté (p. 6370)

Soutient l'amendement n° 186 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6371)

Article 43 (cotisations à l'INAO et aux organismes de contrôle agréés pour les produits autres que le vin)

Son amendement n° 534 (cotisations au profit des organismes habilités à contrôler les agréments) : adopté (p. 6380)

Son amendement n° 535 (date d'application) : adopté (p. 6381)

Soutient l'amendement n° 191 de la commission (de codification) : adopté (p. 6381)

Soutient l'amendement n° 196 de la commission (date d'entrée en vigueur) : adopté (p. 6382)

Après l'article 43

Soutient l'amendement n° 197 rectifié de la commission (lieu de mise en bouteille et de conditionnement des vins bénéficiant d'une appellation d'origine) : adopté après modifications (p. 6384)

Article 44 (identification des équidés)

Soutient l'amendement n° 198 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6395)

Soutient l'amendement n° 199 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6395)

Après l'article 44

Soutient le sous-amendement n° 950 de la commission (de précision) à l'amendement n° 485 rectifié du Gouvernement (renforcement des dispositions législatives relatives à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes) : adopté (p. 6399)

Soutient le sous-amendement n° 970 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (mandat sanitaire des vétérinaires) à l'amendement n° 486 du Gouvernement (contrôle des animaux dans les élevages par les vétérinaires inspecteurs) : adopté (p. 6401)

Soutient le sous-amendement n° 951 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 486 du Gouvernement : adopté (p. 6401)

Soutient le sous-amendement n° 952 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 486 du Gouvernement : adopté (p. 6402)

Soutient le sous-amendement n° 955 de M. Patrick Lemasle (cas des pâtes alimentaires contenant du blé tendre) à l'amendement n° 486 du Gouvernement : adopté (p. 6403)

Article 45 (prise en compte des fonctions économique, environnementale et sociale de l'espace agricole et forestier)

Soutient l'amendement n° 200 rectifié de la commission (notion de développement durable) : adopté après deuxième rectification (p. 6406)

Soutient l'amendement n° 201 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6407)

Article 46 (document départemental de gestion de l'espace agricole et forestier)

Soutient l'amendement n° 202 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6410)

Article 47 (zones agricoles protégées)

Soutient l'amendement n° 203 de la commission (consultation de l'INAO lorsque des zones d'appellation d'origine contrôlée sont comprises dans le périmètre des zones agricoles protégées) : adopté (p. 6411)

Soutient l'amendement n° 204 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6411)

Soutient l'amendement n° 205 de la commission (de précision) : rejeté (p. 6412)

Soutient l'amendement n° 206 de la commission (de suppression partielle) : rejeté (p. 6412)

Soutient l'amendement n° 207 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6412)

Soutient l'amendement n° 208 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6412)

Article 48 (réduction des espaces agricoles et forestiers)

Soutient l'amendement n° 209 de la commission (avis de l'INAO pour les documents d'urbanisme prévoyant une réduction des espaces agricoles des zones d'appellation d'origine contrôlée) : adopté (p. 6413)

Soutient l'amendement n° 210 rectifié de la commission (avis des organismes consultés dans un délai de deux mois) : adopté (p. 6414)

Article 49 (droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural)

Soutient l'amendement n° 211 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6414)

Après l'article 49

Soutient l'amendement n° 212 de la commission (durée de priorité du droit de préemption des SAFER portée à cinq ans) : rejeté (p. 6416)

Article 50 (attribution des droits reconnus à la partie civile aux chambres d'agriculture et centres régionaux de la propriété forestière)

Soutient l'amendement n° 633 de M. Maurice Adevah-Poeuf (droits aussi exercés par les parcs naturels régionaux) : adopté (p. 6416)

Après l'article 50

Soutient l'amendement n° 214 de la commission (développement des chemins de randonnée) : rejeté (p. 6418)

Soutient l'amendement n° 213 de la commission (modalités d'attribution des biens de section) : retiré (p. 6421)

Article 51 (principes et missions de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Soutient l'amendement n° 215 corrigé de la commission (missions de l'enseignement agricole et de la formation agricole) : adopté (p. 6424)

Article 52 (architecture générale de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Soutient l'amendement n° 216 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6425)

Article 53 (création des établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles)

Soutient l'amendement n° 218 de la commission (vocation purement pédagogique des établissements publics d'enseignement) : adopté (p. 6427)

Soutient l'amendement n° 217 rectifié de la commission (fusionnement des lycées d'enseignement général et technologiques agricoles et des lycées professionnels agricoles) : adopté après modifications (p. 6428)

Article 55 (principes, missions et architecture générale de l'enseignement supérieur agricole public)

Soutient l'amendement n° 219 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6430)

Soutient l'amendement n° 220 corrigé de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6431)

Article 58 (principes et missions de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles privés)

Soutient l'amendement n° 221 de la commission (missions de l'enseignement supérieur privé) : adopté (p. 6432)

Article 59 (architecture générale de l'enseignement technique agricole privé)

Soutient l'amendement n° 222 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6433)

Article 61 (coordination)

Soutient l'amendement n° 223 de la commission (dynamisation du projet régional de l'enseignement agricole) : adopté (p. 6434)

Article 63 (développement agricole)

Soutient l'amendement n° 225 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6436)

Article 64 (principes et missions de la recherche agronomique et vétérinaire)

Son amendement n° 806 (rédactionnel) : adopté (p. 6438)

Après l'article 64

Son amendement n° 573 (déduction pour investissements étendue aux parts de coopératives assurant la transformation ou la commercialisation de matières premières) : rejeté (p. 6444)

Après l'article 64

Soutient l'amendement n° 226 de la commission (rapport au Parlement sur l'adaptation de la fiscalité agricole, des charges sociales et de la transmission) : adopté (p. 6453)

Son intervention (p. 6475)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380, 3403)

Son intervention (p. 3380)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 3388)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 3427)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 3381)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 3380, 3381, 3428)

Agriculture : installation (p. 3380)

Agriculture : montagne (p. 3380)

Agriculture : revenu agricole (p. 3381)

Agroalimentaire : commercialisation (p. 3389)

Agroalimentaire : labels (p. 3381, 3388)

Commerce extérieur : exportations : agriculture (p. 3388, 3389)

Impôt sur le revenu : bénéfices agricoles (p. 3427)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3380, 3381, 3389)

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3439)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (place de la politique forestière dans la politique rurale) : adopté après modifications (p. 3439)

Article 1er bis (conditions de représentativité des organisations syndicales agricoles)

Soutient l'amendement n° 6 rectifié de la commission (détermination des conditions de représentativité des organismes syndicaux d'exploitants agricoles par décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 3442)

Article 1er ter (rapport sur la revalorisation des retraites agricoles)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (revalorisation des retraites les plus faibles) : adopté (p. 3443)

Article 2 (création des contrats territoriaux d'exploitation)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (contrats types arrêtés par le préfet) : adopté après modifications (p. 3451)

Soutient le sous-amendement n° 282 de M. Joseph Parrenin (rédactionnel) à l'amendement n° 8 de la commission : adopté (p. 3449)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (modulation et plafonnement des aides sur la base des critères économiques de l'exploitation) : adopté (p. 3458)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (objectifs prioritaires de l'aide financière et suppression de la notion "d'entreprise agricole" introduite par le Sénat) : adopté (p. 3460)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (interruption des aides en cas de non respect des clauses prévues par le contrat territorial d'exploitation) : adopté (p. 3460)

Article 5 (reconnaissance d'un pouvoir d'avis aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture (CDOA). Composition des CDOA)

Son amendement n° 254 (représentation des filières de production importantes) : retiré (p. 3464)

Avant l'article 6 A

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement de l'intitulé initial du titre II) : adopté (p. 3464)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (rétablissement de l'intitulé initial du projet de loi pour le chapitre Ier du titre II) : adopté (p. 3464)

Article 6 A (charges déductibles du bénéfice imposable en cas de transmission à un jeune agriculteur)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3464)

Article 6 B (exonération des plus-values en cas de transmission à titre gratuit d'exploitations agricoles)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3466)

Article 6 C (régime fiscal des stocks et de la déduction pour investissement des exploitations soumises à l'impôt sur les sociétés)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3466)

Article 6 D (exonération des plus-values réalisées en cas de transmission d'exploitation à un jeune agriculteur)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3467)

Article 7 bis (définition de l'exploitant agricole)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3468)

Article 7 ter (définition de l'exploitation agricole)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3469)

Article 10 quater (renouvellement du bail pour le preneur ayant des enfants à charge)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3481)

Article 12 (assurance-récolte)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rapport au Parlement sur les conditions de mise en oeuvre d'un mécanisme d'assurance récolte) : adopté (p. 3482)

Article 12 bis supprimé par le Sénat (insaisissabilité partielle des revenus provenant de l'activité agricole)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (cessibilité et saisissabilité partielle des revenus provenant de l'activité agricole) : rejeté (p. 3482)

Article 14 (dispositions relatives à la politique d'installation)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (installation progressive) : adopté (p. 3483)

Article 15 (notification préalable des départs à la retraite)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (suppression du paragraphe III relatif à l'information du bailleur) : adopté (p. 3484)

Article 15 bis (préretraite des agriculteurs)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3486)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son amendement n° 255 (définition de l'exploitation agricole) : adopté (p. 3491)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (portée et objectifs du contrôle des structures) : adopté (p. 3491)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (suppression de l'avant-dernier alinéa introduit par le Sénat relatif à la préservation des exploitations familiales) : adopté (p. 3493)

Son amendement n° 256 (contrôle des structures des sociétés et des associations) : adopté (p. 3493)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (seuils) : adopté (p. 3494)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (durée maximale de l'autorisation provisoire ramenée à deux ans) : adopté (p. 3495)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (contrôle des transmissions dans le cadre familial) : adopté (p. 3495)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (seuil de superficie) : adopté (p. 3496)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (rétablissement du délai de deux ans pour se mettre en conformité avec la réglementation relative au contrôle des structures) : adopté (p. 3496)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3496)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (distance de cinq kilomètres) : adopté (p. 3497)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (non exonération des contrôles lors des transmissions familiales) : adopté (p. 3499)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3499)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3499)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (prise en compte de l'agriculture biologique) : adopté (p. 3499)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (suppression de l'avis de la CNIL) : adopté (p. 3499)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (délai d'un an pour régulariser la situation) : adopté (p. 3500)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (sanction de 6 000 F) : adopté (p. 3500)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (contestation de la sanction) : adopté (p. 3500)

Article 24 (cotisations sociales pour les nouveaux installés)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (régime particulier de cotisations sociales agricoles dans le cas d'une société formée entre les conjoints) : adopté (p. 3503)

Article 24 bis (exonération de cotisations sociales pour les jeunes agriculteurs)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3503)

Article 27 bis supprimé par le Sénat (limitation des déplacements des salariés agricoles dans le cadre de travaux effectués pour des groupements d'employeurs)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (déplacements limités prévus au contrat) : adopté (p. 3504)

Article 27 ter (rapport sur le développement de l'emploi en commun entre collectivités locales et employeurs du secteur privé)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (rapport au Parlement dans un délai de dix-huit mois) : adopté (p. 3505)

Article 29 (création de comités d'hygiène et de sécurité en agriculture)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (de précision) : adopté (p. 3506)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3507)

Article 29 ter supprimé par le Sénat (création de l'observatoire de l'emploi salarié en agriculture)

Soutient l'amendement n° 51 deuxième rectification de la commission (création d'un chapitre VI intitulé "Dispositions relatives aux observatoires de l'emploi salarié en agriculture") : adopté (p. 3507)

Article 29 quinquies A (mise en place d'un conseil de surveillance auprès de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3509)

Article 29 quinquies supprimé par le Sénat (circonscription territoriale des organismes de la mutualité sociale agricole)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3510)

Article 29 sexies (convention d'objectifs et de gestion. Institution d'un commissaire du Gouvernement auprès de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (rétablissement du commissaire du Gouvernement auprès de la caisse centrale de la MSA) : adopté (p. 3510)

Soutient l'amendement n° 248 rectifié de M. Jérôme Cahuzac (maintien de la forme syndicale pour les seules caisses d'assurance-maladie) : adopté (p. 3510)

Article 30 bis (déduction fiscale pour acquisition ou production de stocks à rotation lente ou pour souscription de parts sociales de sociétés coopératives agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 286 du Gouvernement (de suppression) (p. 3513)

Article 31 bis (retrait d'agrément des sociétés coopératives agricoles)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3516)

Article 32 (Conseil supérieur d'orientation de la coopération agricole)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (consultation facultative du Conseil supérieur d'orientation de la coopération agricole) : adopté (p. 3516)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (compétences des interprofessions) : adopté (p. 3518)	géographiques protégées sous la responsabilité de l'INAO) : adopté (p. 3525)
Soutient l'amendement n° 59 de la commission (missions des interprofessions) : adopté (p. 3518)	Soutient l'amendement n° 76 rectifié de la commission (délimitation de l'aire géographique) : adopté (p. 3526)
Soutient l'amendement n° 60 de la commission (correction d'une erreur de codification) : adopté (p. 3519)	Soutient l'amendement n° 77 de la commission (de précision) : adopté (p. 3526)
Soutient l'amendement n° 61 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3519)	Soutient l'amendement n° 78 de la commission (consultation de l'INAO) : adopté (p. 3526)
<i>Article 38 quater (rapport sur l'intégration du commerce et de la production)</i>	Soutient l'amendement n° 79 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3526)
Soutient l'amendement n° 62 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3520)	Soutient l'amendement n° 80 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3526)
<i>Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier", "montagne" et "produits pays")</i>	Soutient l'amendement n° 81 corrigé de la commission (dispositif d'agrément et de commissionnement des agents de l'INAO) : adopté après modifications (p. 3526)
Soutient l'amendement n° 63 de la commission (critères d'accès aux indications géographiques protégées) : adopté (p. 3521)	Soutient l'amendement n° 82 corrigé de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3527)
Soutient l'amendement n° 64 de la commission (de précision) : adopté (p. 3521)	Soutient l'amendement n° 83 corrigé de la commission (contrôle des conditions de production d'une indication géographique protégée par les agents de l'INAO) : adopté (p. 3527)
<i>Article 40 B (reconnaissance des AOC)</i>	Soutient l'amendement n° 84 de la commission (de précision) : adopté (p. 3527)
Soutient l'amendement n° 65 de la commission (pouvoirs d'appréciation de l'INAO) : adopté (p. 3521)	Soutient l'amendement n° 85 de la commission (de précision) : retiré (p. 3527)
Soutient l'amendement n° 66 de la commission (procédure de reconnaissance des AOC) : adopté (p. 3522)	Soutient l'amendement n° 86 de la commission (de codification) : adopté (p. 3528)
<i>Article 40 C (définition des AOC et dispositions transitoires)</i>	Son amendement n° 258 (conditions de demande d'enregistrement d'une indication géographique protégée) : adopté (p. 3529)
Soutient l'amendement n° 67 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3522)	Soutient l'amendement n° 88 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3529)
Soutient l'amendement n° 68 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3522)	<i>Article 40 bis A (ventes directes sur le marché local)</i>
Soutient l'amendement n° 69 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3522)	Soutient l'amendement n° 89 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3529)
<i>Article 40 (organisation de l'INAO et réaménagement du régime des AOC)</i>	<i>Article 40 bis supprimé par le Sénat (étiquetage des produits bénéficiant d'une AOC)</i>
Soutient l'amendement n° 70 de la commission (CNCL sortie du quatrième comité de l'INAO) : adopté (p. 3524)	Soutient l'amendement n° 90 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3529)
Soutient l'amendement n° 71 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3524)	<i>Article 40 ter (création du logo "appellation d'origine contrôlée")</i>
Soutient l'amendement n° 72 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3524)	Soutient l'amendement n° 91 de la commission (exclusion des vins du champ d'application du logo officiel AOC) : adopté (p. 3530)
Soutient l'amendement n° 73 de la commission (de précision) : adopté (p. 3525)	<i>Article 40 quater (statut des syndicats de producteurs de produits d'AOC)</i>
Soutient l'amendement n° 74 de la commission (de précision) : adopté (p. 3525)	Soutient l'amendement n° 92 de la commission (reconnaissance d'organismes de défense et de gestion dans tous les secteurs où il existe des AOC) : adopté (p. 3531)
Son amendement n° 257 (de coordination) : adopté (p. 3525)	
Soutient l'amendement n° 75 rectifié de la commission (contrôle des conditions de production des indications	

Article 41 bis (utilisation de l'indication d'origine ou de provenance et des mentions géographiques)

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (maintien de l'interdiction d'accès des AOC viticoles aux appellations protégées) : adopté (p. 3532)

Soutient l'amendement n° 94 de la commission (suppression de la dérogation concernant les produits de la montagne) : adopté (p. 3532)

Son amendement n° 259 (mise en oeuvre de la dérogation sans recourir à un décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 3532)

Son amendement n° 260 (de coordination) : adopté (p. 3532)

Article 42 (appellation montagne)

Soutient l'amendement n° 95 de la commission (provenance des matières premières des produits bénéficiant de l'appellation "montagne") : adopté (p. 3533)

Soutient l'amendement n° 96 de la commission (suppression de l'exigence du conditionnement en zone de montagne pour l'accès à la dénomination "montagne") : adopté (p. 3533)

Article 42 bis supprimé par le Sénat (création d'un fonds de valorisation et de communication)

Soutient l'amendement n° 97 de la commission (création du fonds de valorisation et de communication) : adopté (p. 3535)

Article 43 bis supprimé par le Sénat (mise en bouteille des vins d'AOC)

Soutient l'amendement n° 98 de la commission (conditionnement effectué dans la région d'origine) : adopté (p. 3536)

Article 43 ter (mise en place d'une surveillance biologique du territoire)

Soutient l'amendement n° 100 de la commission (composition du comité de biovigilance) : adopté (p. 3538)

Soutient l'amendement n° 101 de la commission (obligation d'informer les services en cas de constatation d'une anomalie ou d'effets indésirables liés aux OGM) : adopté (p. 3538)

Soutient l'amendement n° 102 de la commission (obligations incombant au distributeur et à l'utilisateur des produits OGN et décret en Conseil d'Etat) : adopté après modifications (p. 3538)

Soutient l'amendement n° 103 de la commission (mesures sur la collecte des données ou informations relatives à la mise sur le marché des OGM et à leur dissémination) : adopté (p. 3539)

Soutient l'amendement n° 104 de la commission (rapport annuel au Parlement sur la surveillance biologique du territoire) : adopté (p. 3541)

Article 43 quater (protection des végétaux)

Son amendement n° 261 (rédactionnel) : adopté (p. 3543)

Son amendement n° 262 (rédactionnel) : adopté (p. 3543)

Après l'article 43 sexies

Soutient le sous-amendement n° 273 de la commission (de précision) à l'amendement n° 154 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (identification des animaux) : adopté (p. 3545)

Article 44 (identification des équidés)

Soutient l'amendement n° 105 de la commission (de codification) : adopté (p. 3545)

Soutient l'amendement n° 106 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3545)

Article 44 bis (contrôle des élevages - suivi sanitaire des abattoirs - pouvoirs des agents de l'administration)

Soutient l'amendement n° 107 de la commission (immatriculation des élevages par le préfet selon les modalités définies par décret) : retiré (p. 3547)

Soutient l'amendement n° 108 de la commission (rétablissement des règles relatives à la tenue du registre d'élevage) : adopté (p. 3547)

Soutient l'amendement n° 109 de la commission (éléments d'intervention de tout vétérinaire inscrits dans le registre) : adopté (p. 3547)

Soutient l'amendement n° 110 de la commission (non indemnisation des frais occasionnés) : adopté (p. 3547)

Soutient l'amendement n° 111 de la commission (non indemnisation des frais occasionnés) : adopté (p. 3547)

Article 44 ter (mesures relatives aux anabolisants)

Soutient l'amendement n° 113 de la commission (non indemnisation des frais occasionnés) : adopté (p. 3548)

Article 44 quater B (procédure de traçabilité)

Soutient l'amendement n° 114 de la commission (rédactionnel) : retiré (p. 3550)

Son amendement n° 267 soutenu par M. François Patriat (de cohérence) : adopté (p. 3550)

Soutient l'amendement n° 267 de M. François Patriat (de cohérence) : adopté (p. 3550)

Article 44 quater (mesures relatives au renforcement de la qualité sanitaire des denrées)

Soutient l'amendement n° 115 de la commission (non constatation des infractions par les vétérinaires) : adopté (p. 3552)

Son amendement n° 264 (rédactionnel) : adopté (p. 3552)

Son amendement n° 265 (rédactionnel) : adopté (p. 3552)

Son amendement n° 266 (traçabilité) : adopté (p. 3552)

Soutient l'amendement n° 116 de la commission (vétérinaires inspecteurs assistés par plusieurs corps d'agents vétérinaires) : retiré (p. 3552)

Soutient l'amendement n° 119 rectifié de la commission (liste des animaux et des produits soumis à contrôle dans les postes d'inspection frontaliers fixée par le ministre de l'agriculture) : adopté (p. 3552)

Son amendement n° 263 (rédactionnel) : adopté (p. 3553)

Soutient l'amendement n° 122 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3553)

Article 44 sexies (réactifs vétérinaires)

Son amendement n° 268 (de codification) : adopté (p. 3554)

Article 45 (prise en compte des fonctions économique, environnementale et sociale de l'espace agricole et forestier)

Soutient l'amendement n° 123 de la commission (notion de développement durable) : adopté (p. 3554)

Soutient l'amendement n° 124 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3554)

Article 45 bis A (règle d'éloignement des habitations par rapport aux bâtiments agricoles)

Soutient l'amendement n° 125 de la commission (application de la règle d'éloignement en l'absence de plan d'occupation des sols) : retiré (p. 3555)

Article 45 bis B (règles applicables aux installations classées soumises à autorisation)

Soutient l'amendement n° 126 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3555)

Article 45 bis (petites carrières de marne)

Soutient l'amendement n° 127 de la commission (application aux petites carrières d'arène granitique) : adopté (p. 3555)

Article 47 (zones agricoles protégées)

Soutient l'amendement n° 128 de la commission (création de zones agricoles protégées y compris lorsqu'il existe des documents d'urbanisme) : adopté (p. 3556)

Soutient l'amendement n° 129 de la commission (de coordination) : adopté après modifications (p. 3556)

Article 47 bis A (dérogation en faveur des constructions et installations agricoles ou forestières implantées à l'écart des zones habitées du littoral)

Soutient l'amendement n° 130 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3556)

Soutient l'amendement n° 131 de la commission (interdiction des constructions de nature à porter atteinte à l'environnement ou aux paysages) : adopté (p. 3557)

Article 48 (réduction des espaces agricoles et forestiers)

Soutient l'amendement n° 132 de la commission (de précision) : adopté (p. 3557)

Article 49 bis A (suspension et prolongation du délai de détention des biens acquis par les SAFER)

Soutient l'amendement n° 133 de la commission (définition du champ d'intervention des SAFER) : adopté (p. 3558)

Article 49 bis (missions des SAFER)

Soutient l'amendement n° 134 rectifié de la commission (missions et pouvoirs des SAFER) : adopté après modifications (p. 3560)

Soutient l'amendement n° 135 de la commission (de précision) : adopté (p. 3560)

Soutient l'amendement n° 136 de la commission (de précision) : adopté (p. 3560)

Article 50 bis A (action des personnes publiques et des organisations professionnelles représentatives en matière de protection de la nature)

Soutient l'amendement n° 137 de la commission (de précision) : adopté (p. 3561)

Article 50 bis (associations foncières pastorales et agricoles)

Soutient l'amendement n° 138 de la commission (rétablissement du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3561)

Soutient l'amendement n° 139 de la commission (rétablissement du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3561)

Article 50 quater (constatation de notoriété en cas d'usucapion pour des petites parcelles)

Soutient l'amendement n° 140 rectifié de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3561)

Son amendement n° 269 rectifié (fixation de l'usucapion en euros) : adopté (p. 3561)

Article 50 sexies (rapport sur l'organisation en ordre professionnel de la profession d'expert agricole et foncier et d'expert forestier)

Soutient l'amendement n° 141 de la commission (de suppression) : adopté (p. 3562)

Article 51 (principes et missions de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Soutient l'amendement n° 142 de la commission (insertion des jeunes et des adultes par l'enseignement et la formation agricoles publics) : adopté (p. 3562)

Article 53 (création des établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles)

Soutient l'amendement n° 143 de la commission (caractère des ateliers technologiques et des

exploitations agricoles à vocation pédagogique) : adopté après modifications (p. 3564)

Article 57 (création de groupements d'intérêt public par les établissements publics d'enseignement supérieur agricole)

Soutient l'amendement n° 144 de la commission (groupements d'intérêt public) : adopté (p. 3565)

Article 59 (architecture générale de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles privés)

Soutient l'amendement n° 145 de la commission (année terminale de l'enseignement agricole privé fixée à Bac + 2) : adopté (p. 3567)

Soutient l'amendement n° 146 de la commission (de précision) : adopté (p. 3567)

Article 61 (coordination)

Soutient l'amendement n° 147 de la commission (consultation obligatoire du conseil régional de l'enseignement agricole sur le projet régional) : adopté (p. 3568)

Article 64 (recherche agronomique et vétérinaire)

Soutient l'amendement n° 148 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3569)

Soutient l'amendement n° 149 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3569)

Article 65 (présentation d'un rapport sur l'adaptation de la fiscalité agricole et sur les charges comparées des différentes catégories d'actifs ruraux)

Soutient l'amendement n° 150 de la commission (cotisations sociales et fiscalité des jeunes pour faciliter l'installation) : adopté (p. 3571)

Soutient l'amendement n° 151 de la commission (suppression de la référence à l'instauration d'une concurrence loyale entre les différentes professions du milieu rural) : adopté (p. 3571)

Soutient l'amendement n° 152 de la commission (étude des règles relatives à la gestion des droits à produire) : adopté (p. 3572)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4933)

Son intervention (p. 4933)

Thèmes :

Agriculture : conjoints (p. 4934)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4934)

Agriculture : installation (p. 4934)

Agroalimentaire : viticulture (p. 4934)

Retraites : régime agricole (p. 4934)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4945)

Ses interventions dans la discussion des amendements et des sous-amendements

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (financement des OGAF à Mayotte et en Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 4963)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (composition des commissions départementales d'orientation de l'agriculture) : adopté (p. 4965)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (fixation par décret de la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture) : adopté (p. 4965)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (statut de la mutualité sociale agricole) : adopté (p. 4968)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (régime local d'assurance maladie complémentaire obligatoire des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) : adopté (p. 4969)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (création de groupements d'intérêt public par les établissements publics d'enseignement supérieur agricole) : adopté (p. 4972)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 8767)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 8768)

Agriculture : crédits (p. 8767)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 8768)

Agroalimentaire : certification de qualité (p. 8768)

Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 8768)

Enseignement agricole (p. 8768)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8768)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8768)

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 8768)

Vote des crédits [12 novembre 1998] (p. 8820)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8823)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2544)

Son intervention (p. 2550)

Thèmes :

Agriculture : aides : oléagineux (p. 2550)

Agriculture : prix agricoles (p. 2550)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 2550)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2550)

Christian PAUL

*Nièvre (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur de la proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information (COM (97) 628 final/E 1011) (n° 1109) [28 octobre 1998]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 octobre 1998] (p. 16375)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le

projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome I : Fonction publique, réforme de l'Etat et décentralisation (fonction publique) (n° 1115) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1109) de M. Jacques Myard, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information (COM (97) 628 final/E 1011) [17 février 1999] (n° 1401)

Proposition de loi n° 1793 portant création du congé parental de présence [8 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Commerce extérieur. Commerce intracommunautaire. Viandes bovines, importations britanniques, autorisation [24 novembre 1998] (p. 9423)

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [31 mars 1999] (p. 3104)

Collectivités territoriales. Corse. Etat de droit, maintien [4 mai 1999] (p. 3939)

Collectivités territoriales. Corse. Assassinat du préfet, enquête, résultats [25 mai 1999] (p. 4812)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 902, posée le 21 juin 1999. TVA. Assujettissement (J.O. Questions p. 3710). Appelée le 22 juin 1999. Groupements de producteurs (p. 6243)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son intervention (p. 5982)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Après l'article L. 331-3 du code rural

Son amendement n° 565 : non soutenu (p. 6190)

Son amendement n° 566 soutenu par M. François Patriat (publication de l'avis de la commission

départementale d'orientation agricole dans la commune concernée) : rejeté (p. 6190)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET
DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8115)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 8117)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : réforme (p. 8118)

Fonctionnaires et agents publics (p. 8117)

Fonctionnaires et agents publics : congé de fin d'activité (p. 8118)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8118)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires (p. 8118)

Fonctionnaires et agents publics : notation (p. 8119)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 8118)

Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) (p. 8119)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la fonction publique (p. 8117, 8118)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la fonction publique : action sociale (p. 8118)

Retraites : généralités : système par capitalisation : fonctionnaires et agents publics (p. 8119)

Travail : réduction du temps de travail : fonctionnaires et agents publics (p. 8118)

Procédure des questions :

Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) (p. 8137)

Vote des crédits [5 novembre 1998] (p. 8141) et [13 novembre 1998] (p. 8951)

Etat B, titre III

Soutient l'amendement n° 42 de la commission des lois (réduction des subventions à l'ENA de 16 millions de francs correspondant au coût de la double localisation de l'école) : adopté (p. 8140)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 14 ter (rétablissement des sanctions en cas de défaut de déclaration des successions en Corse)

Son intervention (p. 10632)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9265, 9309, 9320)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 9269)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 9315)

Son intervention (p. 9321)

Thèmes :

Elections et référendums : abstentionnisme (p. 9322)

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 9315, 9322, 9323)

Parlement : Sénat (p. 9322)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 9269)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 9322)

Partis et mouvements politiques : opposition : élections régionales (p. 9323, 9324)

Partis et mouvements politiques : opposition : Front national (p. 9323, 9324)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9329)

Article 24 (entrée en vigueur de la loi)

Son sous-amendement n° 101 (possibilité d'application de la procédure particulière d'adoption de délibérations budgétaires prévue par l'article 22 aux régions dont la procédure budgétaire est en cours à la date de promulgation de la loi) à l'amendement n° 18 de la commission (nouvelle rédaction de l'article précisant ses dispositions) : adopté (p. 9357)

Ses explications de vote (p. 9358)

Vote pour du groupe socialiste (p. 9358)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11017)

Son intervention (p. 11024)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 11025)

Elections et référendums : élections régionales : femmes (p. 11024)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 11024, 11025)

Régions : Bourgogne (p. 11024)

Régions : Languedoc-Roussillon (p. 11024)

Régions : Rhône-Alpes (p. 11024)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11029)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (suppression de l'article 22 bis relatif à la publicité des débats en commission permanente) (p. 11040)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Jacques Blanc (suppression de l'article 22 bis relatif à la publicité des débats en commission permanente) (p. 11040)

Ses explications de vote (p. 11041)

Vote pour du groupe socialiste (p. 11041)

Projet de loi n° 772 relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10301)

Thème :

Enseignement agricole : écoles vétérinaires : examens et concours (p. 10303)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10529)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats (p. 10529)

Politique générale : démocratie : femmes (p. 10529)

Politique générale : institutions : réforme (p. 10529)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Son intervention (p. 2016)

Thèmes :

Parlement : parlementaires : cumul des mandats (p. 2016)

Parlement : rôle (p. 2016)

Parlement : Sénat (p. 2016, 2017)

Politique générale : institutions : réforme (p. 2016)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081) ; [6 mai 1999] (p. 4193, 4243)

Après l'article 56

Son amendement n° 204 soutenu par M. Michel Bouvard (classement des communes du Morvan) : retiré (p. 4266)

Proposition de résolution n° 1577 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité)

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4640)

Son intervention (p. 4650)

Thèmes :

Parlement : rôle (p. 4650)

Partis et mouvements politiques : opposition : Corse (p. 4650, 4651)

Régions : Corse : gendarmerie (p. 4650, 4651)

Régions : Corse : Gouvernement (p. 4652)

Régions : Corse : Gouvernement précédent (p. 4651, 4652)

Régions : Corse : Parlement (p. 4650)

Régions : Corse : police (p. 4651)

Régions : Corse : Président (p. 4652)

Daniel PAUL

*Seine-Maritime (8^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

Rapporteur de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19457)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1635 tendant à préciser les activités commerciales des courtiers, interprètes et conducteurs de navires [26 mai 1999]

Rapport déposé au nom de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de services et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [2 juin 1999] (n° 1667)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Construction navale. Emploi et activité, Le Havre [21 octobre 1998] (p. 7114)

Retraites : généralités. Montant des pensions. Indexation sur les salaires [10 février 1999] (p. 1159)

Défense. Arsenal. Direction des constructions navales (DCN), emploi et activité [19 mai 1999] (p. 4590)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 816, posée le 17 mai 1999. Transports par eau. Ports (J.O. Questions p. 2896). Appelée le 18 mai 1999. Officiers de port détachés, rémunérations (p. 4476)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207, 7257)

Son intervention (p. 7230)

Thèmes avant la procédure des questions :

Industrie : construction navale (p. 7230)

Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 7231)

Transports par eau : ports maritimes (p. 7231)

Transports par eau : transports maritimes (p. 7231)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057, 8067)

Son intervention (p. 8069)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 8069)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 8070)

Coopération intercommunale (p. 8070)

Transports par eau : ports maritimes (p. 8070, 8071)

Union européenne : fonds structurels (p. 8069)

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)

Son intervention (p. 8887)

Thème avant la procédure des questions :

Industrie : construction navale (p. 8887, 8888)

Proposition de résolution n° 775 tendant à la création d'une commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes industriels, de services et financiers, relatives à l'emploi et à l'aménagement du territoire

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10292)

Son intervention (p. 10295)

Thèmes :

Entreprises : délocalisations (p. 10295)

Politique économique : investissement : aides (p. 10296)

Travail : plan social : licenciements (p. 10296)

Projet de loi n° 772 relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10301)

Son intervention (p. 10303)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501, 4532) ; [19 mai 1999] (p. 4596)

Son intervention (p. 4554)

Thème :

Audiovisuel et communication : télévision (p. 4554, 4555)

Vincent PEILLON

*Somme (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

Président de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 10 juin 1999] (p. 8523)

Germinal PEIRO

*Dordogne (4^{ème} circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 12 février 1999] (p. 2287)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Personnes sans domicile fixe. Perspectives [24 novembre 1998] (p. 9422)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Son intervention (p. 5860)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 5860)

Retraites : régime agricole (p. 5860, 5861)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 544 (revalorisation des retraites agricoles) : adopté (p. 5912)

Après l'article 1er

Son amendement n° 577 (rapport au Parlement sur l'évolution des retraites agricoles) : adopté après modifications (p. 5976)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765, 8807)

Son intervention (p. 8790)

Thème avant la procédure des questions :

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 8790, 8791)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501, 4532) ; [19 mai 1999] (p. 4596)

Son intervention (p. 4565)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4566)

Audiovisuel et communication : télévision : départements (p. 4565, 4566)

Jacques PÉLISSARD

*Jura (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1812 tendant à modifier l'article L. 211-1 du Code des assurances afin d'exonérer les personnes handicapées du paiement de l'assurance des véhicules terrestres à moteur pour les fauteuils roulants électriques [22 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Automobiles et cycles. Sécurité. Utilisation du GPL [2 février 1999] (p. 706)

Animaux. Chiens. Races réputées dangereuses, loi n° 99-5 du 6 janvier 1999, décrets d'application, publication [9 février 1999] (p. 1083)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 482, posée le 5 octobre 1998. Gendarmerie. Non appelée (J.O. Questions p. 5341)

n° 535, posée le 7 décembre 1998. Transports ferroviaires. TGV Rhin Rhône (J.O. Questions p. 6605). Appelée le 8 décembre 1998. Bresse, Jura, desserte (p. 10165)

n° 673, posée le 8 mars 1999. Justice. Tribunaux (J.O. Questions p. 1294). Appelée le 9 mars 1999. Locaux, Lons-le-Saunier (p. 2118)

DÉBATS**Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son amendement n° 915 soutenu par M. Michel Bouvard (rôle d'organisations interprofessionnelles spécifiques pour des produits bénéficiant d'une même appellation d'origine contrôlée) : rejeté (p. 6310)

Son amendement n° 916 soutenu par M. Christian Jacob (règles de coordination entre l'interprofession spécifique et l'autorité administrative) : devenu sans objet (p. 6313)

Son amendement n° 796 (productions de qualité grâce à la procédure d'extension prévue pour les interprofessions) : rejeté (p. 6320)

Article 34 (extension des accords interprofessionnels)

Son amendement n° 918 soutenu par M. Michel Bouvard (accords de mise en oeuvre de procédures de contrôle de qualité pour les syndicats de producteurs AOC) : retiré (p. 6321)

Son amendement n° 917 soutenu par M. Michel Bouvard (extension des accords conclus dans le cadre d'une interprofession pour une durée déterminée et par l'autorité administrative compétente) : adopté après modifications (p. 6322)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Son intervention (p. 7182)

Thèmes avant la procédure des questions :

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 7182, 7183)

Environnement : crédits (p. 7182)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 7182, 7183)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 21 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations de collecte et de tri sélectifs des ordures ménagères)

Son amendement n° 181 soutenu par M. Michel Bouvard (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10647) : rejeté (p. 10648)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Son intervention (p. 8421)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 8422)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 8422)

Etrangers : immigration (p. 8422)

Famille : politique familiale (p. 8421, 8422)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5550) ; [9 juin 1999] (p. 5613, 5659)

Article 1er (pacte civil de solidarité)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Claude Goasguen (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle) (p. 5617)

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Thierry Mariani (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle) (p. 5617)

Intervient sur l'amendement n° 281 de Mme Christine Boutin (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle) (p. 5617)

Soutient l'amendement n° 186 de M. Patrick Delnatte (aide mutuelle et matérielle ne pouvant léser les enfants des partenaires) : rejeté (p. 5618)

Article 515-7 du code civil : causes de dissolution du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 294 de Mme Christine Boutin (vérification de la réalité du consentement) (p. 5631)

Soutient l'amendement n° 164 de M. Bernard Accoyer (répudiation) : rejeté (p. 5632)

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Thierry Mariani (signification du mariage le jour de la publication des bans) (p. 5638)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son intervention (p. 793)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 1091 soutenu par M. Henry Chabert (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) : rejeté (p. 829)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 987)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : zones rurales (p. 987, 988)

Collectivités territoriales : libre administration : coopération intercommunale (p. 988)

Communes (p. 987)

Coopération intercommunale (p. 987)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 988)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 988)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 486 soutenu par M. Robert Pujade (communauté pouvant comporter des enclaves) (p. 1016) : rejeté (p. 1017)

Son amendement n° 485 soutenu par M. Gilles Carrez (seuil démographique ramené à 35 000 habitants lorsque la communauté comprend le chef-lieu du département) (p. 1019) : rejeté (p. 1020)

Article 21 (article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales - création des établissements publics de coopération intercommunale - fixation du périmètre)

Soutient l'amendement n° 528 de M. Patrice Martin-Lalande (suppression de l'approbation implicite du périmètre par défaut de délibération du conseil municipal et inscription d'office, à la demande du préfet, de la délibération à l'ordre du jour de la prochaine séance du conseil) : rejeté (p. 1146)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 4 (tarifs et plafonds de prix)

Son amendement n° 673 : non soutenu (p. 1680)

Article 5 (mécanismes de compensation)

Son amendement n° 682 : non soutenu (p. 1683)

Son amendement n° 683 (opérateurs concernés et montant des contributions) : devenu sans objet (p. 1687)

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements (PPI))

Son amendement n° 674 soutenu par M. François Goulard (respect des objectifs définis à l'article 1er) : rejeté (p. 1694)

Son amendement n° 684 : non soutenu (p. 1696)

Article 7 (autorisation d'exploiter)

Son amendement n° 676 : non soutenu (p. 1703)

Article 8 (appels d'offres)

Son amendement n° 685 soutenu par M. Claude Birraux (confidentialité et contrat d'achat par le gestionnaire des réseaux de transport ou de distribution) : rejeté (p. 1708)

Article 9 (critères d'attribution des autorisations et élaborations des conditions des appels d'offres)

Son amendement n° 686 soutenu par M. Claude Birraux (efficacité énergétique et protection de l'environnement) : rejeté (p. 1710)

Son amendement n° 687 : non soutenu (p. 1710)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF)

Son amendement n° 688 (conditions d'achat) : devenu sans objet (p. 1714)

Son amendement n° 675 : non soutenu (p. 1714)

Article 13 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité (GRT))

Son amendement n° 677 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) : rejeté (p. 1733)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Son amendement n° 691 (possibilité offerte aux producteurs d'acheter de l'électricité pour compléter leur offre et suppression du négoce d'électricité) : devenu sans objet (p. 1758)

Son amendement n° 678 (encadrement des achats complémentaires) : devenu sans objet (p. 1762)

Article 12 précédemment réservé (possibilité offerte aux producteurs de compléter leur offre)

Son amendement n° 690 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 1763)

Article 25 (règles comptables applicables à l'EDF, aux distributeurs non nationalisés et à la Compagnie nationale du Rhône)

Son amendement n° 679 (règles comptables) : devenu sans objet (p. 1770)

Article 40 (dispositions pénales)

Son amendement n° 692 : non soutenu (p. 1795)

Article 42 (aménagement du principe de spécialité d'EDF)

Son amendement n° 680 (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Article 43 (articles L. 713-1 et L. 713-2 du code du travail - développement de la négociation collective de branche)

Son amendement n° 693 : non soutenu (p. 1807)

Article 46 (coûts échoués)

Son amendement n° 696 : non soutenu (p. 1810)

Son amendement n° 694 (évaluation, financement et recouvrement des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Article 48 (révision des contrats entre EDF et les producteurs d'électricité)

Son amendement n° 681 : non soutenu (p. 1812)

Son amendement n° 695 : non soutenu (p. 1815)

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2603)

Son intervention (p. 2618)

Thèmes :

Secteur public : grève (p. 2619)

Secteur public : service minimum (p. 2618)

Transports ferroviaires : transport de voyageurs (p. 2619)

Travail : droit de grève (p. 2618, 2619)

Dominique PERBEN

*Saône-et-Loire (5^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale [J.O. du 20 mai 1999] (p. 7464)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1705 relative au serment républicain [16 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Politique énergétique. Perspectives [27 octobre 1998] (p. 7392)

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [5 mai 1999] (p. 4076)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281, 7313)

Son intervention (p. 7306)

Thèmes avant la procédure des questions :

DOM-TOM : Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) (p. 7307)

DOM-TOM : Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES) (p. 7307)

DOM-TOM : institutions (p. 7307, 7308)

Emploi (p. 7306)

Etat (p. 7308)

Fonctionnaires et agents publics (p. 7308)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 7306, 7307)

Politique extérieure (p. 7308)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 7307)

TVA (p. 7308)

Union européenne (p. 7308)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)

Son intervention (p. 10853)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 10854)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa (p. 10853, 10854)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa : référendums (p. 10854)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accords de Matignon (p. 10854)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : élections et référendums (p. 10855)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : emploi (p. 10855)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 10854, 10855)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : lois (p. 10854)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : politique économique (p. 10854)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : transferts de compétences (p. 10854)

Discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10864)

Article 177 (restriction du corps électoral pour les élections provinciales)

Son amendement n° 2 (qualité d'électeur pour les inscrits sur les listes électorales à la date des élections du 9 juillet 1995) : rejeté (p. 10925)

Après l'article 198

Intervient sur l'amendement n° 108 de la commission (rapport de la chambre territoriale des comptes au congrès sur la gestion de la Nouvelle-Calédonie, des provinces, des communes et de leurs établissements publics ainsi que sur les établissements, sociétés,

groupements et organismes relevant de sa compétence) (p. 10933)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [11 février 1999] (p. 1266)

Son intervention (p. 1275)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : Etat (p. 1275, 1276)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : indépendance nationale (p. 1276)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : politique économique (p. 1276)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 960)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 960, 961)

Collectivités territoriales : libre administration : coopération intercommunale (p. 961)

Coopération intercommunale (p. 960, 961)

Coopération intercommunale : communautés de communes (p. 961)

Coopération intercommunale : communautés urbaines (p. 961)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 961)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 961)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 961, 962)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Soutient l'amendement n° 235 de M. Gilles Carrez (communauté pouvant ne pas être d'un seul tenant et comporter des enclaves) : rejeté (p. 1017)

Soutient l'amendement n° 237 de M. Gilles Carrez (suppression du seuil démographique lorsque la communauté d'agglomération comprend le chef-lieu du département) : rejeté (p. 1020)

Article L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales : le conseil de la communauté d'agglomération

Intervient sur l'amendement n° 59 rectifié de la commission (à défaut d'accord entre les communes, attribution d'un siège à chaque commune et répartition des sièges restants à la proportionnelle) (p. 1031)

Intervient sur l'amendement n° 576 de M. Jean Espilondo (à défaut d'accord entre les communes, attribution d'un siège à chaque commune et répartition des sièges restants à la proportionnelle) (p. 1031)

Article 22 (articles L. 5211-6 à L. 5211-11 et L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales - organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale)

Intervient sur l'amendement n° 575 de M. Jean Espilondo (élection des délégués au scrutin de liste proportionnel par les conseils municipaux des communes de plus de 3 500 habitants lorsqu'elles élisent plus d'un délégué) (p. 1175)

Après l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 279 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - ratification obligatoire par les conseils municipaux des modalités de la fusion non prévues par la loi) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - conditions de fonctionnement de la mairie annexe fixées par décret) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - délégations consenties par le maire de la commune centre au maire délégué) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - exécution des lois et des règlements de police par le maire délégué) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 283 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - procédure de défusion) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 284 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - conseil consultatif de la commune associée) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 285 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - élection du maire délégué par le conseil consultatif de la commune associée) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 286 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - création de plein

droit d'une section électorale sur le territoire de la commune associée) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 287 de M. François Cornut-Gentille ("loi Marcellin" - conseil consultatif dans chaque commune associée) (p. 1229)

Intervient sur l'amendement n° 512 de la commission (arrêté de création d'une communauté d'agglomération ou d'une communauté urbaine valant création d'un périmètre de transports urbains) (p. 1232)

Article 51 (article 1609 nonies C du code général des impôts - taxe professionnelle unique)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Gilles Carrez (dotation de solidarité communautaire calculée en fonction de la population, du potentiel fiscal et des charges des communes membres) (p. 1331)

Article 50 précédemment réservé (article 1609 quinquies C du code général des impôts - régime fiscal des communautés de communes)

Intervient sur l'amendement n° 136 de la commission des finances (institution de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères) (p. 1338)

Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Charles de Courson (institution de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères) (p. 1338)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [29 juin 1999] (p. 6587)

Son intervention (p. 6591)

Thèmes :

Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 6591, 6592)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 6592)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 6591)

Parlement : commissions mixtes paritaires : coopération intercommunale (p. 6591)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 6592)

Jean-Claude PEREZ

*Aude (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 513, posée le 30 novembre 1998. Emploi. Chômage (J.O. Questions p. 6457). Appelée le 1^{er} décembre 1998. Lutte et prévention, bassin d'emploi de Carcassonne (p. 9722)

n° 716, posée le 29 mars 1999. Formation professionnelle. Apprentissage (J.O. Questions p. 1781). Appelée le 30 mars 1999. Centres de formation, personnel, statut (p. 2994)

n° 859, posée le 7 juin 1999. Prestations familiales. Caisses (J.O. Questions p. 3355). Appelée le 8 juin 1999. Action sociale, enfants, séjours dans des centres de vacances (p. 5453)

Michel PÉRICARD

*Yvelines (6^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République
Vice-président de l'Assemblée nationale*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

Décédé le 2 février 1999 (voir indications préliminaires) [J.O. du 4 février 1999] (p. 1827)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Membre titulaire de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages [J.O. du 31 octobre 1998] (p. 16481)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Audiovisuel et communication. Secteur public. Projet de loi [10 novembre 1998] (p. 8707)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 549, posée le 14 décembre 1998. Transports ferroviaires. SNCF (J.O. Questions p. 6745). Appelée le 15 décembre 1998. Ligne de grande ceinture Ouest, création, délais, Ile-de-France (p. 10466)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette que le Gouvernement ait reporté le débat sur le projet de réforme de l'audiovisuel alors que la conférence des présidents l'avait organisé le matin même [1^{er} décembre 1998] (p. 9782)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

COMMUNICATION

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8909)

Son intervention (p. 8918)

Thèmes avant la procédure des questions :

Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 8919)

Presse et livres : presse nationale (p. 8918)

Presse et livres : presse régionale (p. 8918)

Jean-Pierre PERNOT

*Val-d'Oise (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 31 août 1999] (p. 13015)

Marie-Françoise PÉROL-DUMONT

*Haute-Vienne (3^{ème} circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Rapporteur de la proposition de résolution sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final / n° E 1061) (n° 1281) [20 janvier 1999]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [J.O. du 7 avril 1999] (p. 5145)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution (n° 1281) de M. Alain Barrau, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final/n° E 1061) [9 mars 1999] (n° 1450)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement supérieur. Instituts Universitaires de Formation des Maîtres (IUFM). Concours, nombre de postes offerts [1^{er} décembre 1998] (p. 9745)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 498, posée le 23 novembre 1998. Postes. La Poste (J.O. Questions p. 6315). Appelée le 24 novembre 1998. Restructuration, conséquences, Haute-Vienne (p. 9403)

n° 647, posée le 1^{er} mars 1999. Handicapés. Etablissements (J.O. Questions p. 1127). Appelée le 2 mars 1999. Fonctionnement, Bellac (p. 1835)

n° 786, posée le 10 mai 1999. Retraites : généralités. Retraites complémentaires (J.O. Questions p. 2739). Suppléante de Mme Martine Lignières-Cassou. Appelée le 11 mai 1999. Périodes de chômage, cotisations, prise en charge (p. 4284)

n° 785, posée le 10 mai 1999. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 2739). Suppléante de Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont. Appelée le 11 mai 1999. Effectifs de personnel, hôpital intercommunal du Haut-Limousin (p. 4282)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207, 7257)

Procédure des questions :

Voirie : routes (p. 7262)

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8017, 8039)

Procédure des questions :

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 8050)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057, 8067)

Son intervention (p. 8067)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 8067)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 8067)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 8067)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70) ; [20 janvier 1999] (p. 130, 160)

Son intervention (p. 106)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 107)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 106, 107)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son sous-amendement n° 1201 soutenu par M. Jean-Claude Daniel (association à la préparation et à l'exécution à l'amendement n° 265 de la commission (association d'autres collectivités territoriales lorsque ces dernières cofinancent des programmes prévus dans les contrats de plan Etat-régions) : adopté (p. 397)

Son sous-amendement n° 1202 soutenu par M. Jean-Claude Daniel (rédactionnel) à l'amendement n° 265 de la commission : adopté (p. 398)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039, 4081)

Son intervention (p. 4088)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : départements (p. 4089)

Coopération intercommunale : agglomérations nouvelles (p. 4089)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5830)

Son intervention (p. 5842)

Thèmes :

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 5842, 5843)

Coopération intercommunale (p. 5842)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2499)

Thèmes :

DOM-TOM (p. 2499, 2500)

Politiques communautaires : budget (p. 2499)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2500)

Union européenne : fonds structurels (p. 2500)

Proposition de résolution n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final / n° E 1061)

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)

Discussion générale commune des propositions de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM [98] 0158 final / n° E 1052), n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM [98] 131 final / n° E 1061) et n° 1409 sur l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM [98] 164 final / n° E 1049) et sur le projet d'accord interinstitutionnel sur la

discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC [98] n° 698 final / n° E 1128) (Voir Agriculture 1248)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)

Intervient sur l'amendement n° 5 de Mme Martine Lignières-Cassou (maintien d'une action en faveur des femmes dans l'Union européenne, continuatrice du programme "NOW") (p. 2582)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Félix Leyzour (création de nouvelles ressources financières pour mettre l'accent sur l'emploi) (p. 2584)

Intervient sur l'amendement n° 3 de Mme Huguette Bello (traitement spécifique et prioritaire en faveur des régions ultrapériphériques) (p. 2585)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Léonce Deprez (révision de la politique de soutien à la pêche artisanale en vue de favoriser le financement d'une nouvelle génération de chalutiers) (p. 2586)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. René Leroux (révision de la politique de soutien à la pêche artisanale en vue de favoriser le financement d'une nouvelle génération de chalutiers) (p. 2586)

Geneviève PERRIN-GAILLARD

*Deux-Sèvres (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Secrétaire de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19457)

Rapporteur du projet de loi relatif à la partie législative du livre VII (nouveau) du code rural (n° 820) [27 janvier 1999]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 25 mars 1999] (p. 4491)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 27 mars 1999] (p. 4605)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome VI : Éducation nationale, recherche et technologie (enseignement supérieur) (n° 1112) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 820), relatif à la partie législative du livre VII (nouveau) du code rural [10 février 1999] (n° 1382)

Proposition de loi n° 1517 modifiant l'article premier, alinéa 3, de la loi d'orientation du 10 juillet 1989 sur l'éducation, en faveur des élèves malades ou accidentés [31 mars 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Déchets, pollutions et nuisances. Pollution atmosphérique. Effet de serre, lutte et prévention, sommet de Buenos-Aires [17 novembre 1998] (p. 9107)

Agriculture. Maïs. Maïs transgénique, production, contrôle [22 décembre 1998] (p. 11012)

Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [19 mai 1999] (p. 4587)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 495, posée le 23 novembre 1998. Mort. Suicide (J.O. Questions p. 6314). Appelée le 24 novembre 1998. Lutte et prévention (p. 9402)

n° 678, posée le 15 mars 1999. Handicapés. Centre d'aide par le travail public (CAT) (J.O. Questions p. 1463). Appelée le 16 mars 1999. Fonctionnement, durée du travail (p. 2388)

*DÉBATS***Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 546 (prise en compte des zones humides) : adopté (p. 5969)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son intervention (p. 5983)

Après l'article 44

Son sous-amendement n° 970 soutenu par M. François Patriat (mandat sanitaire des vétérinaires) à l'amendement n° 486 du Gouvernement (contrôle des animaux dans les élevages par les vétérinaires inspecteurs) : adopté (p. 6401)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Après l'article 43 sexies

Son amendement n° 154 soutenu par Mme Béatrice Marre (identification des animaux) : adopté après modifications (p. 3545)

Article 44 ter (mesures relatives aux anabolisants)

Son amendement n° 155 : non soutenu (p. 3548)

Article 44 quater A (mesures relatives aux médicaments homéopathiques vétérinaires)

Son amendement n° 156 corrigé soutenu par Mme Béatrice Marre (de précision) : adopté (p. 3549)

Son amendement n° 157 : non soutenu (p. 3549)

Son amendement n° 165 soutenu par Mme Béatrice Marre (règles applicables même si les animaux ne sont pas destinés à l'alimentation humaine) : adopté (p. 3549)

Son amendement n° 166 : non soutenu (p. 3549)

Son amendement n° 171 soutenu par Mme Béatrice Marre (de précision) : adopté (p. 3549)

Après l'article 64 bis

Son amendement n° 249 : non soutenu (p. 3569)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7025, 7053)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 7027)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bourses d'études : enseignement supérieur : bourses d'études

Enseignement supérieur : crédits (p. 7027)

Enseignement supérieur : crédits : étudiants (p. 7027)

Enseignement supérieur : personnel : universités (p. 7028)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7122, 7139)

Procédure des questions :

Enseignement secondaire : personnel : enseignants : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 7163)

Proposition de loi n° 1069 visant à interdire l'achat par les établissements scolaires et les collectivités locales des fournitures fabriquées par des enfants dans les pays où les droits de l'enfant ne sont pas respectés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9298)

Son intervention (p. 9306)

Thèmes :

Assemblée nationale : Parlement des enfants : propositions de loi (p. 9306)

Enfants : travail : généralités (p. 9306)

Enfants : travail : labels (p. 9307)

Enseignement : éducation civique (p. 9307)

Proposition de résolution n° 770 tendant à créer une commission d'enquête pour faire la lumière sur les agissements et l'objet du groupement de fait dit "Département Protection Sécurité"

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10274)

Son intervention (p. 10286)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 10286)

Assemblée nationale : rôle et missions (p. 10286)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2

février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 23 (article 38-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Fonds de gestion des milieux naturels)

Son intervention (p. 881)

Projet de loi n° 772 relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1998] (p. 10304)

Article 19 bis (validation des concours d'entrée dans les écoles vétérinaires pour 1998)

Son amendement n° 19 (conditions d'admission dans les écoles de vétérinaires) : adopté après modifications (p. 10312)

Bernard PERRUT

*Rhône (9^{ème} circonscription)
Démodratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 18 décembre 1998] (p. 19168)

Secrétaire de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19458)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1125 visant à améliorer le régime fiscal des contribuables qui ont à charge un frère ou une sœur [14 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1353 tendant à créer un congé d'accompagnement des personnes en fin de vie [27 janvier 1999]

Proposition de loi n° 1711 tendant à développer et à améliorer l'accueil de personnes âgées ou handicapées

adultes par des particuliers, à leur domicile, à titre onéreux [16 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 571, posée le 18 janvier 1999. Police. Commissariats (J.O. Questions p. 235). Appelée le 19 janvier 1999. Effectifs de personnel, Villefranche-sur-Saône (p. 14)

n° 734, posée le 5 avril 1999. Etablissements de santé. Services d'urgence (J.O. Questions p. 1943). Appelée le 6 avril 1999. Restructuration, Villefranche-sur-Saône (p. 3265)

n° 820, posée le 24 mai 1999. Voirie. A 6 (J.O. Questions p. 3017). Appelée le 25 mai 1999. Villefranche-sur-Saône, contournement (p. 4785)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son intervention (p. 5987)

Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1998] (p. 6241, 6281)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 6275)

Thème :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 6275)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Après l'article 2

Son amendement n° 431 soutenu par M. Marc Laffineur (prise en charge d'un frère ou d'une soeur par un contribuable) (p. 6673) : rejeté (p. 6674)

Son amendement n° 455 corrigé : non soutenu (p. 6674)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7122, 7139)

Procédure des questions :

Enseignement secondaire : personnel : médecins scolaires : infirmières (p. 7157)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665, 8710)

Son intervention (p. 8687)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : chômage de longue durée (p. 8687)

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 8687)

Entreprises : création (p. 8688)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 8688)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 8688)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7361, 7399, 7430) ; [28 octobre 1998] (p. 7470)

Son intervention (p. 7451)

Thèmes :

Handicapés : politique à l'égard des handicapés : préretraites (p. 7452)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 7452)

Retraites : généralités : système par répartition : financement (p. 7452)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 7451, 7452)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 8440)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 8440)

Famille : concubinage (p. 8440)

Parlement : rôle (p. 8440)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 797 soutenu par M. Dominique Dord (nullité du PACS conclu par une personne ayant adopté un enfant) (p. 8556) : rejeté (p. 8557)

Après l'article 2

Son amendement n° 798 soutenu par M. Dominique Dord (extension aux frères et soeurs de la déductibilité des sommes versées aux enfants majeurs prévue par l'article 156 du code général des impôts) : rejeté (p. 9948)

Son amendement n° 799 soutenu par M. Dominique Dord (extension aux frères et soeurs de la notion de personne à charge prévue par l'article 196 du code général des impôts) : rejeté (p. 9948)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 3125)

Son sous-amendement n° 324 soutenu par M. Dominique Dord (nullité du PACS lorsque l'un des partenaires a été autorisé à adopter un enfant) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) : rejeté (p. 3165)

Proposition de résolution n° 811 tendant à créer une commission d'enquête relative aux exigences pécuniaires, aux relations financières internationales, à la situation patrimoniale et fiscale des sectes

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10485)

Son intervention (p. 10491)

Thèmes :

Associations : sectes : commissions d'enquête (p. 10491)

Associations : sectes : délinquance et criminalité (p. 10491)

Associations : sectes : entreprises (p. 10492)

Associations : sectes : financement (p. 10492)

Associations : sectes : généralités (p. 10491, 10492)

Associations : sectes : Gouvernement (p. 10491)

Associations : sectes : Union européenne (p. 10492)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70) ; [20 janvier 1999] (p. 130, 160)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 64)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 64)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 64)

Proposition de loi n° 800 relative à l'assurance veuvage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 560)

Son intervention (p. 565)

Thèmes :

Retraites : généralités : pensions de réversion (p. 565, 566)

Sécurité sociale : assurance personnelle : veufs et veuves (p. 565, 566)

Sécurité sociale : assurance vieillesse (p. 566)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 566)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4185) ; [11 mai 1999] (p. 4337)

Article 1er (définition des soins palliatifs et accès à ces soins)

Son intervention (p. 4185)

Article 2 (prise en compte des soins palliatifs dans la carte sanitaire et le schéma d'organisation sanitaire)

Son intervention (p. 4342)

Article 4 (modes de rémunération particuliers)

Son intervention (p. 4346)

Article 6 (élargissement à l'ensemble des établissements de santé publics et privés et des établissements médico-sociaux de la mission de délivrer des soins palliatifs)

Son intervention (p. 4347)

Article 9 (statut des bénévoles et conditions d'intervention des associations)

Son intervention (p. 4349)

Article 10 (congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie)

Son intervention (p. 4352)

Soutient l'amendement n° 28 de M. Renaud Muselier (durée et conditions d'accès au congé d'accompagnement) : rejeté (p. 4356)

Ses explications de vote (p. 4358)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 4358)

Nicole PÉRY

Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle

Est nommée Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle. Décret du 17 novembre 1998 [J.O. du 18 novembre 1998] (p. 17360)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Marie-Hélène Aubert. Femmes. Politique à l'égard des femmes. Secrétariat d'Etat aux droits des femmes, compétences [18 novembre 1998] (p. 9162)

Mme Cécile Helle. Formation professionnelle. Réforme. Perspectives [30 mars 1999] (p. 3022)

M. Jean Ueberschlag. Formation professionnelle. Réforme. Perspectives [31 mars 1999] (p. 3102)

M. Germain Gengenwin. Formation professionnelle. Formation continue. Financement [19 mai 1999] (p. 4595)

M. Bertrand Kern. Formation professionnelle. Stages. Contrôle [2 juin 1999] (p. 5286)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. François Rochebloine. Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Salariés placés en congé de longue durée, Creusot-Loire-Industries [6 octobre 1998] (p. 5939)

M. Jacky Darne. Sécurité publique. Automobiles et cycles. Dégradations, fonds d'indemnisation, création [6 octobre 1998] (p. 5941)

M. André Godin. Politique sociale. Handicapés et personnes âgées. Accueil par des particuliers, réglementation [6 octobre 1998] (p. 5938)

M. François Liberti. Retraites : généralités. Retraites complémentaires. Calcul des pensions, français rapatriés d'Algérie [9 mars 1999] (p. 2115)

M. Bernard Seux. Etablissements de santé. Personnel. Médecins anesthésistes, revendications [9 mars 1999] (p. 2116)

M. François d'Aubert. Santé. Aide médicale urgente. Défibrillateurs semi-automatiques, utilisation, personnel, qualification [9 mars 1999] (p. 2117)

M. Jean-Claude Decagny. Justice. Tribunaux de grande instance. Maintien, Avesnes [9 mars 1999] (p. 2119)

M. Jacques Pélissard. Justice. Tribunaux. Locaux, Lons-le-Saunier [9 mars 1999] (p. 2118)

Mme Marie-Françoise Clergeau. Personnes âgées. Hospices. Humanisation, Pays-de-la-Loire [9 mars 1999] (p. 2116)

M. Roger Meï. Emploi. Contrats emploi solidarité. Réglementation [30 mars 1999] (p. 2993)

M. Jean-Claude Perez. Formation professionnelle. Apprentissage. Centres de formation, personnel, statut [30 mars 1999] (p. 2994)

M. Henri Sicre. Institutions sociales et médico-sociales. Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS). Agrément, conditions d'attribution, Céret [27 avril 1999] (p. 3599)

M. Alain Rodet. Produits dangereux. Radon. Exposition, lutte et prévention, réglementation [27 avril 1999] (p. 3605)

M. Jean Rigal. Personnes âgées. Dépendance. Prestation spécifique [27 avril 1999] (p. 3602)

M. Patrick Leroy. Retraites : généralités. Age de la retraite. Travailleurs en contact avec l'amiante, retraite anticipée [27 avril 1999] (p. 3601)

M. Gilbert Meyer. Eau. Réseaux. Plomb, utilisation, interdiction, contrôle, dispense, Alsace-Moselle [27 avril 1999] (p. 3606)

Mme Marie-Thérèse Boisseau. Handicapés. Emploi. Obligation d'emploi, suppression, cristallerie [27 avril 1999] (p. 3600)

M. Christian Bataille. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Collectivités locales : caisses. CNRACL (caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales), équilibre financier [27 avril 1999] (p. 3599)

M. Jean-Pierre Dufau. Assurance maladie maternité : prestations. Frais de cure. Remboursement [27 avril 1999] (p. 3604)

M. Michel Hunault. Handicapés. Etablissements. Capacités d'accueil, contrats de plan Etat-régions, inscription [11 mai 1999] (p. 4281)

M. Bernard Seux. Assurance maladie maternité : généralités. Conventions avec les praticiens. Chirugiens-dentistes, nomenclature des actes [11 mai 1999] (p. 4280)

Mme Martine Lignières-Cassou. Retraites : généralités. Retraites complémentaires. Périodes de chômage, cotisations, prise en charge [11 mai 1999] (p. 4284)

Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont. Etablissements de santé. Hôpitaux. Effectifs de personnel, hôpital intercommunal du Haut-Limousin [11 mai 1999] (p. 4282)

M. Alain Fabre-Pujol. Associations. Association pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés. Financement [11 mai 1999] (p. 4283)

M. Édouard Landrain. Télécommunications. Téléphone. Portables, antennes relais, installation, conséquences, santé [8 juin 1999] (p. 5469)

M. Charles Miossec. Etablissements de santé. Etablissements privés. Durée du travail, réduction, aides de l'Etat [8 juin 1999] (p. 5471)

Mme Paulette Guinchard-Kunstler. Institutions sociales et médico-sociales. Personnel. Durée du travail, réduction, application [8 juin 1999] (p. 5470)

M. Jean Vila. Santé. Hépatite C. Ribavirine, distribution [8 juin 1999] (p. 5468)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665, 8710)

Son intervention (p. 8691)

Ses réponses (p. 8717 à 8726)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : illettrisme (p. 8693)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 8691, 8692)

Formation professionnelle : congé de formation (p. 8694)

Formation professionnelle : contrats de qualification (p. 8691, 8692)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 8691)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 8693)

Réponses aux questions :

Formation professionnelle : apprentissage : financement (p. 8719) (M. Jean Ueberschlag) (p. 8719)

Formation professionnelle : apprentissage : régions (p. 8723) (Mme Odette Trupin) (p. 8723)

Formation professionnelle : centres de formation : financement (p. 8717) (M. Germain Gengenwin) (p. 8717)

Formation professionnelle : contrats de qualification : contrats de plan Etat-régions (p. 8726) (M. Francis Hammel) (p. 8726)

Formation professionnelle : contrats de qualification : financement (p. 8717) (M. Germain Gengenwin) (p. 8716)

Formation professionnelle : promotion sociale (p. 8720) (Mme Odette Trupin) (p. 8720)

Vote des crédits [10 novembre 1998] (p. 8727)

Article 80 (recentrage de l'aide à l'embauche de l'indemnité compensatrice forfaitaire à l'apprentissage)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Serge Poignant (de suppression) (p. 8729)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Jean-Jacques Weber (de suppression) (p. 8729)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 8729)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (maintien pendant un an de la prime) (p. 8730)

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10346)

Article 1er (assujettissement à la "contribution Delalande" des ruptures des contrats de travail de salariés de plus de cinquante ans ayant adhéré à une convention de conversion)

Intervient sur l'amendement n° 1 de Mme Nicole Catala (de suppression) (p. 10346)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 2 de Mme Nicole Catala (dispense de versement dans le cas d'un reclassement dans une autre entreprise) (p. 10348)

Intervient sur l'amendement n° 3 de Mme Nicole Catala (dispense de versement dans le cas d'un reclassement dans une association) (p. 10348)

Intervient sur l'amendement n° 4 de Mme Nicole Catala (dispense de versement dans le cas d'un plan de formation ou de reconversion) (p. 10348)

Intervient sur l'amendement n° 5 de Mme Nicole Catala (dispense de versement dans le cas d'une reconversion dans un établissement d'enseignement) (p. 10348)

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [27 mai 1999] (p. 5060)

Son intervention (p. 5060)

Thème :

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 5060)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6553)

Son intervention (p. 6553)

Thèmes :

Formation professionnelle : formation continue (p. 6554)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 6553)

Travail : réduction du temps de travail (p. 6554)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10501)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : femmes (p. 10501, 10502)

Elections et référendums : modes de scrutin : représentation proportionnelle (p. 10502)

Femmes : égalité des sexes : traités et conventions (p. 10502)

Femmes : égalité professionnelle (p. 10502, 10503)

Femmes : parité : Constitution (p. 10502)

Partis et mouvements politiques : financement public : femmes (p. 10502)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1437)

Sa réponse (p. 1461)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 1461, 1462)

Femmes : parité (p. 1461)

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2225)

Sa réponse (p. 2236)

Thèmes :

Femmes : égalité des sexes (p. 2236)

Partis et mouvements politiques : financement public : femmes (p. 2236)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1247)

Son intervention (p. 1248)

Thèmes :

Avortement (p. 1249)

Famille : contraception (p. 1249)

Femmes : égalité des sexes (p. 1248)

Femmes : égalité des sexes : formation professionnelle (p. 1248)

Femmes : égalité professionnelle (p. 1249)

Femmes : politique à l'égard des femmes : organismes (p. 1249)

Femmes : politique à l'égard des femmes : Parlement (p. 1248, 1249)

Discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1258)

Intervient sur l'amendement n° 1 corrigé de M. Jacques Floch (représentation équilibrée des hommes et des femmes ainsi que des commissions permanentes et proportionnelle des groupes parlementaires) (p. 1260)

Intervient sur l'amendement n° 2 de Mme Jacqueline Fraysse (effectif des délégations porté de trente-six à quarante-cinq membres) (p. 1261)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jacques Floch (rédactionnel) (p. 1261)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6559)

Son intervention (p. 6559)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation parlementaire pour le droit des femmes : Union européenne (p. 6559, 6560)

Avortement (p. 6561)

Droit pénal : outrages : femmes (p. 6560)

Famille : contraception : campagnes financées sur fonds publics (p. 6560)

Femmes : égalité des sexes : associations (p. 6560)

Femmes : égalité des sexes : syndicats (p. 6560)

Femmes : égalité professionnelle (p. 6560)

Femmes : parité (p. 6559, 6560)

Pierre PETIT

*Martinique (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

DOM. Politique économique. Perspectives [16 mars 1999] (p. 2414)

DOM. Martinique : agriculture. Filière ananas, aides de l'Etat [12 mai 1999] (p. 4424)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281, 7313)

Son intervention (p. 7322)

Thèmes avant la procédure des questions :

DOM : Martinique (p. 7323)

DOM-TOM : Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs de l'outre-mer (ANT) (p. 7323)

DOM-TOM : institutions (p. 7323, 7324)

Finances publiques : budget de l'Etat (p. 7322, 7323)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 7323)

Logement (p. 7323)

Annette PEULVAST-BERGEAL

*Yvelines (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les phénomènes de pollution atmosphérique urbaine pour la limitation de leurs conséquences sanitaires et l'élaboration d'une doctrine de gestion des risques (n° 1785) [6 octobre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 602, posée le 1^{er} février 1999. Enseignement. Non appelée (J.O. Questions p. 512)

n° 755, posée le 26 avril 1999. Environnement. Parcs naturels régionaux (J.O. Questions p. 2414). Appelée le 27 avril 1999. Zone d'exploitation spéciale, création, Vexin (p. 3615)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Son intervention (p. 7180)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 7180, 7181)

Environnement : crédits (p. 7180)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 7180, 7181)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)*Procédure des questions :*

Urbanisme : grands projets urbains : commerce et artisanat (p. 7905)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)*Procédure des questions :*

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations : politique à l'égard des jeunes (p. 8224)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 982)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : coopération intercommunale (p. 983)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 982, 983)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 983)

Projet de loi constitutionnelle n° 1462 insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 avril 1999] (p. 3295)

Son intervention (p. 3310)

Thèmes :

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Etat (p. 3311)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : histoire (p. 3311)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3311)

Projet de loi n° 998 relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3318)

Son intervention (p. 3331)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives aux poursuites (p. 3331)

Droit pénal : délinquance et criminalité : croissance (p. 3331)

Droit pénal : peines de travail d'intérêt général (p. 3331)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 3331)

Justice : réforme (p. 3332)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5724)*Article 1er (article L. 1er bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre : reconnaissance par la République française d'un droit à réparation au titre de la guerre d'Algérie)*

Son intervention (p. 5725)

Catherine PICARD

*Eure (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 18 décembre 1998] (p. 19168)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1295 relative à la lutte contre les sectes et ouvrant à certaines associations le droit de se porter partie civile [22 décembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**

n° 896, posée le 21 juin 1999. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes (J.O. Questions p. 3710). Appelée le 22 juin 1999. Police, effectifs de personnel, Vernon (p. 6250)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****JEUNESSE ET SPORTS****Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8739)**

Son intervention (p. 8745)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : Fonds national de développement de la vie associative (FNDVA) (p. 8747)

Education physique et sportive : sports scolaires et universitaires : enseignants (p. 8746, 8747)

Sports : activités physiques et sportives : handicapés (p. 8747)

Sports : associations et clubs : bénévolat (p. 8747)

Sports : dopage (p. 8747)

Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 8747)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9172, 9197)**

Son intervention (p. 9208)

Thème :

Sports : dopage : généralités (p. 9208)

Proposition de loi n° 1032 tendant à renforcer le contrôle de l'obligation scolaire**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10321)**

Son intervention (p. 10326)

Thèmes :

Associations : sectes (p. 10326, 10327)

Enfants : droits de l'enfant (p. 10326, 10327)

Enseignement : enseignement par correspondance (p. 10327)

Enseignement : obligation scolaire (p. 10326, 10327)

Vote pour du groupe socialiste (p. 10327)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)**

Après l'article 28

Son amendement n° 265 (insertion d'un article 2-17 dans le code de procédure pénale - droits reconnus à la partie civile conférés aux associations de lutte contre les sectes) : adopté (p. 2953)

Christian PIERRET*Secrétaire d'Etat à l'industrie***DÉPÔTS**

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité [9 décembre 1998]

Projet de loi n° 1332 portant modification du code minier [20 janvier 1999]

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie [21 janvier 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement***RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

M. Jean-Bernard Raimond. Politique extérieure. Allemagne. Politique énergétique, révision, conséquences [20 octobre 1998] (p. 7013)

M. Daniel Paul. Industrie. Construction navale. Emploi et activité, Le Havre [21 octobre 1998] (p. 7114)

M. Jean-Yves Besselat. Industrie. Construction navale. Chantiers et ateliers du Havre, emploi et activité [27 octobre 1998] (p. 7391)

Mme Michèle Rivasi. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs. Déchets étrangers, traitement et stockage [28 octobre 1998] (p. 7514)

Mme Laurence Dumont. Automobiles et cycles. Renault Véhicules Industriels (RVI). Emploi et activité [28 octobre 1998] (p. 7515)

M. Alain Belviso. Industrie. Construction navale. Restructuration, La Ciotat [17 novembre 1998] (p. 9099)

M. Jean-Yves Besselat. Industrie. Construction navale. Chantiers et ateliers du Havre, emploi et activité [24 novembre 1998] (p. 9417)

M. André Gerin. Industrie. Pharmacie. Fusion Rhône-Poulenc-Hoechst [2 décembre 1998] (p. 9886)

M. Renaud Dutreil. Télécommunications. Téléphone. Tarifs, conséquences, Internet [15 décembre 1998] (p. 10481)

Mme Martine David. Industrie. Electroménager. Seb, emploi et activité, Villefranche-sur-Saône et Saint-Priest [15 décembre 1998] (p. 10476)

M. Bernard Cazeneuve. Politique extérieure. Allemagne. Politique énergétique, révision, conséquences [19 janvier 1999] (p. 31)

M. Patrice Carvalho. Politique extérieure. Allemagne. Politique énergétique, révision, conséquences [20 janvier 1999] (p. 118)

M. Éric Besson. Energie et carburants. Energie nucléaire. Emploi et activité [26 janvier 1999] (p. 363)

M. Roland Carraz. Télécommunications. France-Télécom. Fonctionnaires reclassés, carrière [2 février 1999] (p. 703)

M. François Brottes. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Accès aux services téléphoniques [10 février 1999] (p. 1166)

M. Maurice Leroy. Travail. Conditions de travail. Secteur public, secteur privé, disparités [16 février 1999] (p. 1443)

M. Bernard Birsinger. Industrie. Pharmacie. Aventis, emploi et activité, Romainville [16 février 1999] (p. 1445)

M. Claude Billard. Ministères et secrétariats d'Etat. Industrie : France Télécom et La Poste. Restauration collective [2 mars 1999] (p. 1860)

M. François Brottes. Postes. La Poste. Politiques communautaires, application [3 mars 1999] (p. 1966)

M. Émile Blessig. Politique extérieure. Coopération scientifique et technique. Sûreté nucléaire, pays de l'ex-URSS [17 mars 1999] (p. 2534)

M. Patrick Malavieille. Industrie. Matériel électrique et électronique. Alcatel, emploi et activité [17 mars 1999] (p. 2535)

M. Charles de Courson. Impôts et taxes. Politique fiscale. Perspectives [24 mars 1999] (p. 2765)

Mme Gilberte Marin-Moskovitz. Industrie. Matériel électrique et électronique. Alstom, fusion avec ABB, emploi et activité [24 mars 1999] (p. 2765)

M. Léo Andy. DOM. Guadeloupe : postes. La Poste, grève, personnel, revendications [24 mars 1999] (p. 2760)

M. Philippe Auberger. Impôts et taxes. Politique fiscale. Perspectives [24 mars 1999] (p. 2762)

M. Paul Dhaille. Automobiles et cycles. Renault. Fusion avec Nissan, conséquences [6 avril 1999] (p. 3290)

M. Bernard Birsinger. Télécommunications. France Télécom. Personnel, revendications [7 avril 1999] (p. 3369)

M. Jean Vila. Energie et carburants. Elf. Emploi et activité, Aquitaine [28 avril 1999] (p. 3698)

M. Claude Gaillard. Télécommunications. Politiques communautaires. Regroupement d'entreprises [28 avril 1999] (p. 3702)

Mme Martine Lignières-Cassou. Energie et carburants. Elf. Emploi et activité, Aquitaine [28 avril 1999] (p. 3697)

M. Jérôme Lambert. Energie et carburants. Electricité et gaz. Tarifs [4 mai 1999] (p. 3941)

M. Gérard Saumade. Industrie. Chimie. Laboratoires pharmaceutiques, regroupement [18 mai 1999] (p. 4493)

M. Daniel Paul. Défense. Arsenaux. Direction des constructions navales (DCN), emploi et activité [19 mai 1999] (p. 4590)

M. Jacques Desallangre. Energie et carburants. Essence plombée. Interdiction, conséquences [2 juin 1999] (p. 5283)

M. Jean-Louis Fousseret. Télécommunications. Téléphone. Tarifs, conséquences, Internet [2 juin 1999] (p. 5283)

M. François Vannson. Industrie. Textile et habillement. Aides de l'Etat [15 juin 1999] (p. 5821)

M. Bernard Birsinger. Industrie. Travail des métaux. ELM-Leblanc, délocalisation, Bobigny, Drancy [15 juin 1999] (p. 5819)

Mme Michèle Rivasi. Energie et carburants. Energies renouvelables. Développement [22 juin 1999] (p. 6272)

M. Jean-Pierre Balduyck. Industrie. Textile et habillement. Aides de l'Etat [29 juin 1999] (p. 6533)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Michel Grégoire. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. EDF et GDF : politique à l'égard des retraités. Agents placés en inactivité et veuves [6 octobre 1998] (p. 5923)

M. Thierry Mariani. Industrie. Papier et carton. Morel-Barneron, emploi et activité, Valréas [6 octobre 1998] (p. 5924)

M. Jacques Desallangre. Banques et établissements financiers. Banque de France. Succursales, fermeture [9 février 1999] (p. 1048)

Mme Martine Lignières-Cassou. Energie et carburants. Elf. Emploi et activité, Aquitaine [26 janvier 1999] (p. 341)

M. Christian Cuvilliez. Impôts et taxes. Associations. Réglementation, application [26 janvier 1999] (p. 339)

Mme Yvette Roudy. Industrie. Machines et équipements. Moulinex, emploi et activité, Falaise [9 février 1999] (p. 1051)

M. Christian Cuvilliez. Régions. Développement économique. Haute-Normandie [9 février 1999] (p. 1049)

M. Marc Reymann. Industrie. Textile et habillement. Cotisations sociales, réduction, remboursement [9 février 1999] (p. 1053)

M. Michel Sainte-Marie. Enseignement. Programmes. Portugais [2 mars 1999] (p. 1848)

Mme Odette Trupin. Enseignement. Programmes. Grec ancien et moderne [2 mars 1999] (p. 1847)

M. François Vannson. Energie et carburants. GDF. Desserte, extension, loi n° 98-546 du 2 juillet 1998, article 50, décret d'application, publication [2 mars 1999] (p. 1849)

Mme Sylvie Andrieux. Energie et carburants. Elf. Projet Girassol [30 mars 1999] (p. 3004)

M. Marcel Rogemont. TVA. Suppression. Terrains à bâtir, application [30 mars 1999] (p. 3005)

M. Gérard Revol. Energie et carburants. Energie nucléaire. Personnel, durée du travail, réduction, application [30 mars 1999] (p. 3002)

M. Pierre Lellouche. Professions judiciaires et juridiques. Commissaires-priseurs. Rémunérations [30 mars 1999] (p. 3001)

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Postes. La Poste. Lauréats de concours, affectation [30 mars 1999] (p. 3003)

M. Michel Liebgott. Mines et carrières. Mines. Fermeture, conséquences, Lorraine [6 avril 1999] (p. 3266)

M. Franck Dhersin. Commerce et artisanat. Petit commerce. Concurrence, magasins d'usine [18 mai 1999] (p. 4478)

Mme Odette Grzegorzulka. Enseignement technique et professionnel. Instituts Universitaires Professionnels (IUP). Institut supérieur des sciences et techniques (INSSET), transformation en école d'ingénieurs, Saint-Quentin [18 mai 1999] (p. 4481)

M. Camille Darsières. Postes. La Poste. Facteurs, recrutement, concours, égalité des candidats [18 mai 1999] (p. 4477)

M. Daniel Boisserie. Emploi. Allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE). Conditions d'attribution, anciens combattants d'Afrique du Nord [18 mai 1999] (p. 4480)

M. Charles Miossec. Défense. Arsenaux. Restructuration, plan d'accompagnement, Brest [18 mai 1999] (p. 4479)

M. Daniel Paul. Transports par eau. Ports. Officiers de port détachés, rémunérations [18 mai 1999] (p. 4476)

M. François Liberti. TVA. Politiques communautaires. Taux, activités à forte densité de main d'oeuvre, hôtellerie et restauration [8 juin 1999] (p. 5465)

M. Gilbert Gantier. Impôts et taxes. Recouvrement. Coût [8 juin 1999] (p. 5463)

M. Jean Launay. Marchés publics. Réglementation. Entreprises candidates en redressement judiciaire [8 juin 1999] (p. 5466)

M. Jacques Desallangre. Postes. La Poste. Missions de service public, respect [8 juin 1999] (p. 5462)

M. Jean-Pierre Balduyck. Industrie. Textile et habillement. Concurrence étrangère, politiques communautaires [15 juin 1999] (p. 5791)

M. Daniel Chevallier. Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [15 juin 1999] (p. 5793)

M. François Goulard. Energie et carburants. EDF. Prise de participation dans l'entreprise Clemessy, légalité [29 juin 1999] (p. 6521)

M. Éric Doligé. Energie et carburants. Carburants. Teneur en oxygène [29 juin 1999] (p. 6519)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8867)

Son intervention (p. 8890)

Ses réponses (p. 8897 à 8904)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 8896)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 8892)

Entreprises (p. 8891, 8892)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 8895)

Grandes écoles (p. 8891)

Industrie : construction navale (p. 8893, 8894)

Industrie : textile et habillement (p. 8893)

Postes (p. 8896)

Recherche (p. 8891 à 8893)

Régions : Lorraine (p. 8894)

Régions : Nord-Pas-de-Calais (p. 8894)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 8895)

Télécommunications : France Télécom (p. 8895, 8896)

Réponses aux questions :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 8901) (M. Roger Mei) (p. 8901)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 8904) (M. Robert Galley) (p. 8903)

Industrie : textile et habillement (p. 8899) (M. Robert Galley) (p. 8899)

Industrie : textile et habillement (p. 8900) (M. Claude Gatignol) (p. 8900)

Postes : La Poste : zones rurales (p. 8902) (M. Franck Borotra) (p. 8901, 8902)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 8898) (M. Olivier de Chazeaux) (p. 8898)

Télécommunications : France Télécom : taxe professionnelle (p. 8897) (M. Alain Gouriou) (p. 8897)

Télécommunications : tarifs (p. 8897) (M. Jacques Guyard) (p. 8897)

Télécommunications : accès à Internet (p. 8903) (M. Olivier de Chazeaux) (p. 8902)

Industrie : haute couture (p. 8901) (M. Georges Hage) (p. 8900)

Proposition de loi organique n° 1151 modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 1998] (p. 9363)

Sa réponse (p. 9383)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : rétroactivité des lois (p. 9384, 9385)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 9384)

Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 9384, 9385)

Lois : rétroactivité des lois (p. 9383, 9384)

Parlement : rôle (p. 9384)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)*Après l'article 15*

Soutient l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (objectifs du service universel postal) : adopté après modifications (p. 725)

Intervient sur le sous-amendement n° 1229 de M. Jacques Desallangre (objectifs du service public postal) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 725)

Intervient sur le sous-amendement n° 1223 de M. Jacques Desallangre (efficacité économique et sociale) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 725)

Intervient sur le sous-amendement n° 1228 de M. Jacques Desallangre (objectifs du service public postal) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 725)

Intervient sur le sous-amendement n° 1227 de M. Jacques Desallangre (objectifs du service public

postal) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 725)

Intervient sur le sous-amendement n° 1209 de M. François Brottes (cas du courrier accéléré ou non) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 725)

Intervient sur le sous-amendement n° 1210 de M. François Brottes (avis de la Commission supérieure du service public de la Poste et des télécommunications) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 725)

Intervient sur le sous-amendement n° 1234 de la commission (circonstances exceptionnelles) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 725)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 207)

Sa réponse (p. 249)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 211, 212, 250, 251)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 211, 249)

DOM : Guadeloupe : énergie électrique (p. 250)

Energie et carburants : charbon (p. 210, 251)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 208, 210)

Energie et carburants : énergie électrique (p. 209, 249, 251)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 209 à 211, 252)

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 209, 250)

Energie et carburants : gaz (p. 210, 251)

Energie et carburants : géothermie (p. 250)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 209)

Environnement : protection (p. 208, 209, 211)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 210, 249)

Pays étrangers : Allemagne (p. 250)

Secteur public : services publics (p. 207, 208, 250)

Transports (p. 209)

Union européenne : directives : énergie électrique (p. 208, 250)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 février 1999] (p. 1468, 1477) ; [17 février 1999] (p. 1559, 1593)

Son intervention (p. 1468)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 1496)

Sa réponse (p. 1602)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : énergie électrique (p. 1471, 1603)

Energie et carburants : électricité (p. 1468 à 1473, 1603)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1471 à 1473, 1496, 1602 à 1604)

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 1604)

Entreprises : compétitivité (p. 1470)

Environnement : protection (p. 1470, 1471, 1602)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 1469, 1497)

Secteur public : services publics : électricité (p. 1468 à 1473, 1496, 1602)

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 1er (définition du service public de l'électricité)

Intervient sur l'amendement n° 477 de M. François Goulard (possibilité pour tout client de se raccorder à un réseau de distribution de l'électricité) (p. 1606)

Intervient sur l'amendement n° 163 de la commission (de précision) (p. 1606)

Intervient sur l'amendement n° 478 de M. François Goulard (indépendance énergétique et sécurité d'approvisionnement) (p. 1607)

Intervient sur l'amendement n° 164 de la commission (contribution à la qualité de l'air et à la lutte contre l'effet de serre) (p. 1607)

Intervient sur l'amendement n° 599 de M. Claude Billard (relance ou prolongation de l'exploitation d'un certain nombre de ressources) (p. 1607)

Intervient sur l'amendement n° 479 de M. François Goulard (utilisation optimale des ressources énergétiques) (p. 1609)

Intervient sur l'amendement n° 165 corrigé de la commission (utilisation optimale des ressources énergétiques) (p. 1609)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Franck Borotra (utilisation optimale des ressources énergétiques) (p. 1609)

Intervient sur l'amendement n° 563 de M. Guy Hascoët (utilisation de l'énergie la plus adaptée aux besoins) (p. 1609)

Intervient sur l'amendement n° 166 de la commission (respect du droit à l'électricité pour tous) (p. 1610)

Intervient sur l'amendement n° 378 de la commission des finances (respect du droit à l'électricité pour tous) (p. 1610)

Intervient sur l'amendement n° 549 de M. Pierre Micaux (participation à la lutte contre les exclusions) (p. 1610)

Intervient sur l'amendement n° 480 de M. François Goulard (suppression de la référence à la défense et à la sécurité publique) (p. 1610)

Intervient sur l'amendement n° 167 de la commission (critères de gestion) (p. 1610)

Intervient sur l'amendement n° 341 de M. Alain Cacheux (organisation du service public) (p. 1611)

Article 2 (missions du service public de l'électricité)

Intervient sur l'amendement n° 483 de M. François Goulard (rédactionnel) (p. 1602)

Intervient sur l'amendement n° 168 de la commission (rédactionnel) (p. 1612)

Intervient sur l'amendement n° 169 de la commission (rédactionnel) (p. 1612)

Intervient sur l'amendement n° 171 de la commission (rédactionnel) (p. 1612)

Intervient sur l'amendement n° 484 de M. François Goulard (rédactionnel) (p. 1612)

Intervient sur l'amendement n° 172 de la commission (respect de l'environnement) (p. 1613)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Pierre Micaux (respect de l'environnement) (p. 1613)

Intervient sur l'amendement n° 173 de la commission (interconnexion avec les pays voisins) (p. 1613)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Franck Borotra (interconnexion avec les pays voisins) (p. 1613)

Intervient sur l'amendement n° 441 de M. Jean Proriol (sûreté de fonctionnement des réseaux de transport et de distribution) (p. 1613)

Intervient sur l'amendement n° 400 de M. Claude Birraux (gestionnaire chargé du transport et de la distribution) (p. 1614)

Intervient sur l'amendement n° 564 de M. Jean-Michel Marchand (rôle des établissements publics régionaux) (p. 1614)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Franck Borotra (gestionnaire chargé du transport) (p. 1614)

Intervient sur l'amendement n° 174 de la commission (rôle des collectivités concédantes) (p. 1615)

Intervient sur l'amendement n° 175 de la commission (de coordination) (p. 1615)

Intervient sur l'amendement n° 176 de la commission (référence aux règlements de service des régies) (p. 1615)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Pierre Micaux (référence aux règlements de service des régies) (p. 1615)

Intervient sur l'amendement n° 356 de M. Alain Cacheux (référence aux règlements de service des régies) (p. 1615)

Intervient sur l'amendement n° 655 de M. Michel Meylan (référence aux règlements de service des régies) (p. 1615)

Intervient sur l'amendement n° 177 de la commission (financement total des charges résultant de la mission de service public) (p. 1615)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Michel Bouvard (charges de développement et d'exploitation pour les gestionnaires) (p. 1616)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Claude Birraux (charges de développement et d'exploitation pour les gestionnaires) (p. 1616)

Intervient sur l'amendement n° 653 de M. Michel Meylan (charges de développement et d'exploitation pour les gestionnaires) (p. 1616)

Intervient sur l'amendement n° 178 de la commission (contenu de la mission de fourniture d'électricité) (p. 1616)

Intervient sur l'amendement n° 565 de M. Guy Hascoët (mise en oeuvre d'installations de production de proximité) (p. 1616)

Intervient sur l'amendement n° 566 de M. Jean-Michel Marchand (usage rationnel de l'électricité) (p. 1617)

Intervient sur l'amendement n° 179 de la commission (rédactionnel) (p. 1617)

Intervient sur l'amendement n° 600 de M. Claude Billard (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) (p. 1618)

Intervient sur l'amendement n° 633 de M. Jacques Desallangre (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) (p. 1618)

Intervient sur l'amendement n° 485 de M. François Goulard (dispositifs en faveur des personnes en situation de précarité) (p. 1618)

Intervient sur l'amendement n° 183 de la commission (conditions de fourniture aux clients non éligibles et référence aux installations de proximité) (p. 1619)

Intervient sur l'amendement n° 184 de la commission (péréquation tarifaire limitée aux seuls usages de base non substituables de l'électricité) (p. 1620)

Intervient sur l'amendement n° 601 de M. Claude Billard (modalités des aides aux personnes en situation de précarité définies par décret) (p. 1620)

Soutient le sous-amendement n° 754 du Gouvernement (prise en compte des situations particulières et pour une durée adaptée) à l'amendement n° 601 de M. Claude Billard : adopté (p. 1620)

Intervient sur l'amendement n° 602 de M. Claude Billard (conditions des fournitures de secours) (p. 1620)

Intervient sur l'amendement n° 185 de la commission (rédactionnel) (p. 1620)

Intervient sur l'amendement n° 634 de M. Georges Sarre (conditions des fournitures aux clients éligibles) (p. 1620)

Intervient sur l'amendement n° 186 de la commission (rédactionnel) (p. 1621)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Léonce Deprez (missions des communes et de leurs groupements) (p. 1621)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Michel Bouvard (mêmes missions assumées par EDF et les régies locales) (p. 1621)

Intervient sur l'amendement n° 657 de M. Michel Meylan (mêmes missions assumées par EDF et les régies locales) (p. 1621)

Intervient sur l'amendement n° 427 de M. Claude Birraux (mêmes missions assumées par EDF et les régies locales) (p. 1621)

Intervient sur l'amendement n° 135 de la commission (référence aux règlements de services des régies) (p. 1621)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Pierre Micau (référence aux règlements de services des régies) (p. 1621)

Intervient sur l'amendement n° 656 de M. Michel Meylan (référence aux règlements de services des régies) (p. 1621)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Michel Bouvard (égalité des missions pour l'ensemble des opérateurs) (p. 1622)

Intervient sur l'amendement n° 428 de M. Claude Birraux (égalité des missions pour l'ensemble des opérateurs) (p. 1622)

Intervient sur l'amendement n° 439 de M. Jean Proriol (égalité des missions pour l'ensemble des opérateurs) (p. 1622)

Intervient sur l'amendement n° 666 de M. Michel Meylan (fournitures de secours incluses dans le champ des cahiers des charges de concession ou les règlements de service des régies) (p. 1622)

Intervient sur l'amendement n° 136 de la commission (conditions des fournitures de secours aux clients éligibles) (p. 1623)

Intervient sur l'amendement n° 137 rectifié de la commission (conditions des fournitures de secours aux clients éligibles) (p. 1623)

Intervient sur l'amendement n° 138 de la commission (conditions des fournitures de secours aux clients éligibles) (p. 1623)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Jean Proriol (conditions des fournitures de secours aux clients éligibles) (p. 1623)

Intervient sur l'amendement n° 635 de M. Jacques Desallangre (conditions des fournitures de secours aux clients éligibles) (p. 1624)

Intervient sur l'amendement n° 139 de la commission (obligation pour les distributeurs non nationalisés de fournir de l'électricité à tout client éligible n'ayant pas

trouvé de fournisseur dans des conditions économiques ou techniques raisonnables) (p. 1624)

Intervient sur le sous-amendement n° 603 rectifié de M. Claude Billard (prise en compte de la faible utilisation des installations de production mobilisées pour cette fourniture) à l'amendement n° 139 de la commission (p. 1624)

Intervient sur l'amendement n° 567 de M. Jean-Michel Marchand (mise en oeuvre des systèmes de production locale) (p. 1625)

Article 3 (mise en oeuvre et contrôle des missions de service public)

Intervient sur l'amendement n° 486 de M. François Goulard (de suppression partielle) (p. 1625)

Intervient sur l'amendement n° 568 de M. Jean-Michel Marchand (responsabilité du ministère de l'environnement) (p. 1625)

Intervient sur l'amendement n° 140 de la commission (missions des autorités concédantes) (p. 1626)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Jean Proriol (missions des autorités concédantes) (p. 1626)

Intervient sur l'amendement n° 141 de la commission (de conséquence) (p. 1626)

Intervient sur l'amendement n° 604 de M. Claude Billard (structure des commissions départementales d'organisation et de modernisation des services publics) (p. 1626)

Intervient sur l'amendement n° 570 de M. Jean-Michel Marchand (destinataires du rapport annuel des organismes de distribution) (p. 1626)

Intervient sur l'amendement n° 142 de la commission (destinataires du rapport annuel des organismes de distribution) (p. 1626)

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Franck Borotra (destinataires du rapport annuel des organismes de distribution) (p. 1627)

Intervient sur l'amendement n° 143 de la commission (de coordination) (p. 1627)

Intervient sur l'amendement n° 746 de la commission (rédactionnel) (p. 1627)

Intervient sur l'amendement n° 605 de M. Claude Billard (rédactionnel) (p. 1627)

Intervient sur l'amendement n° 144 de la commission (avis des commissions départementales pour améliorer le service public) (p. 1627)

Intervient sur l'amendement n° 45 corrigé de M. Jean Proriol (avis des commissions départementales pour améliorer le service public) (p. 1627)

Intervient sur l'amendement n° 145 de la commission (compétences de la conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire étendue aux réseaux publics de distribution) (p. 1628)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Michel Bouvard (compétences de la conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire étendue aux réseaux publics de distribution) (p. 1628)

Intervient sur l'amendement n° 430 de M. Claude Birraux (compétences de la conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire étendue aux réseaux publics de distribution) (p. 1628)

Intervient sur l'amendement n° 146 de la commission (compétences de la conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire étendue à la formulation d'avis ou de propositions) (p. 1628)

Intervient sur l'amendement n° 364 de M. Alain Cacheux (compétences de la conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire étendue à la formulation d'avis ou de propositions) (p. 1628)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Jean Proriol (compétences de la conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire étendue à la formulation d'avis ou de propositions) (p. 1628)

Intervient sur l'amendement n° 606 de M. Claude Billard (création d'un observatoire national du service public de l'électricité) (p. 1629)

Soutient le sous-amendement n° 755 du Gouvernement (rôle en matière de tarification) à l'amendement n° 606 de M. Claude Billard : adopté (p. 1629)

Intervient sur l'amendement n° 147 de la commission (création dans chaque région d'un observatoire du service public de l'électricité) (p. 1629)

Intervient sur l'amendement n° 379 de la commission des finances (création dans chaque région administrative d'un comité régional de la distribution d'électricité) (p. 1630)

Article 4 (tarifs et plafonds de prix)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Franck Borotra (règles de tarification) (p. 1675)

Intervient sur l'amendement n° 148 de la commission (rédactionnel) (p. 1675)

Intervient sur l'amendement n° 636 de M. Jacques Desallangre (tarifs de secours) (p. 1676)

Intervient sur l'amendement n° 149 de la commission (rédactionnel) (p. 1676)

Soutient l'amendement n° 759 du Gouvernement (tarifs de vente d'électricité aux clients non éligibles) : adopté (p. 1676)

Intervient sur l'amendement n° 150 de la commission (tarifs de vente d'électricité aux clients non éligibles) (p. 1676)

Intervient sur le sous-amendement n° 607 rectifié de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (tarifs de vente d'électricité aux usagers domestiques) (p. 1679)

Intervient sur le sous-amendement n° 748 de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (p. 1679)

Intervient sur le sous-amendement n° 608 de M. Claude Billard (prise en compte des situations de précarité) à l'amendement n° 151 de la commission (p. 1679)

Intervient sur le sous-amendement n° 760 de M. Christian Bataille (suppression du décret fixant le seuil inférieur de consommation) à l'amendement n° 151 de la commission (p. 1679)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Pierre Micaux (tarification séparant les coûts du transport de ceux de la distribution) (p. 1679)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Michel Bouvard (tarification prenant en compte les charges réelles afférentes aux réseaux locaux) (p. 1680)

Intervient sur l'amendement n° 431 de M. Claude Birraux (tarification prenant en compte les charges réelles afférentes aux réseaux locaux) (p. 1680)

Intervient sur l'amendement n° 654 de M. Michel Meylan (tarification prenant en compte les charges réelles afférentes aux réseaux locaux) (p. 1680)

Intervient sur l'amendement n° 637 de M. Georges Sarre (prise en compte des coûts de développement) (p. 1680)

Intervient sur l'amendement n° 326 de M. Léonce Deprez (fixation des tarifs et des plafonds de prix par la commission de régulation de l'électricité) (p. 1680)

Intervient sur l'amendement n° 543 de M. Jean Proriol (fixation des tarifs et des plafonds de prix par la commission de régulation de l'électricité) (p. 1680)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Franck Borotra (fixation des tarifs et des plafonds de prix par la commission de régulation de l'électricité et les ministères concernés) (p. 1680)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Pierre Micaux (avis de l'autorité de régulation sur les tarifs de secours) (p. 1681)

Intervient sur l'amendement n° 401 de M. Claude Birraux (avis de l'autorité de régulation sur les tarifs de secours) (p. 1681)

Intervient sur l'amendement n° 442 de M. Jean Proriol (avis de l'autorité de régulation sur les tarifs de secours) (p. 1681)

Intervient sur l'amendement n° 443 de M. Jean Proriol (concertation avec le gestionnaire du réseau) (p. 1681)

Article 5 (mécanismes de compensation)

Intervient sur l'amendement n° 347 de M. Alain Cacheux (prise en compte des surcoûts liés à la recherche et au développement) (p. 1682)

Intervient sur l'amendement n° 488 de M. François Goulard (suppression de l'alinéa relatif aux surcoûts) (p. 1683)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Franck Borotra (calcul des surcoûts de production) (p. 1683)

Intervient sur le sous-amendement n° 609 de M. Claude Billard (référence à la notion de coûts de production) à l'amendement n° 152 de la commission (de précision) (p. 1684)

Intervient sur l'amendement n° 737 de M. Claude Billard (calcul des surcoûts) (p. 1684)

Intervient sur l'amendement n° 153 de la commission (de précision) (p. 1684)

Intervient sur l'amendement n° 756 de M. Jean-Yves Le Déaut (surcoûts liés à la recherche et au développement) (p. 1685)

Soutient le sous-amendement n° 764 du Gouvernement (souci d'esthétique et d'insertion dans l'environnement) à l'amendement n° 756 de M. Jean-Yves Le Déaut : adopté (p. 1685)

Intervient sur l'amendement n° 75 rectifié de M. Franck Borotra (évaluation des charges par l'autorité de régulation) (p. 1685)

Intervient sur l'amendement n° 154 de la commission (rédactionnel) (p. 1685)

Intervient sur l'amendement n° 489 de M. François Goulard (contrôle de la comptabilité par un commissaire aux comptes) (p. 1686)

Intervient sur l'amendement n° 699 de M. Jean-Louis Dumont (contrôle de la comptabilité par un organisme indépendant désigné par la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1686)

Intervient sur le sous-amendement n° 750 de M. Christian Bataille (organisme "agrée" par la Commission de régulation de l'électricité) à l'amendement n° 699 de M. Jean-Louis Dumont (p. 1686)

Intervient sur l'amendement n° 155 de la commission (intitulé du fonds chargé de la compensation des charges) (p. 1686)

Intervient sur l'amendement n° 490 de M. François Goulard (choix de l'établissement chargé de gérer le fonds par appel d'offres) (p. 1686)

Intervient sur l'amendement n° 156 de la commission (imputation des frais de gestion exposés par la Caisse) (p. 1686)

Intervient sur l'amendement n° 157 rectifié de la commission (alimentation du fonds) (p. 1687)

Intervient sur le sous-amendement n° 610 de M. Claude Billard (de précision) à l'amendement n° 157 rectifié de la commission (p. 1687)

Intervient sur le sous-amendement n° 611 de M. Claude Billard (suppression du seuil d'exonération) à l'amendement n° 157 rectifié de la commission (p. 1687)

Intervient sur le sous-amendement n° 402 de M. Claude Birraux (fixation du seuil par décret) à l'amendement n° 157 rectifié de la commission (p. 1687)

Intervient sur l'amendement n° 344 de M. Alain Cacheux (exclusion des producteurs livrant hors du territoire national) (p. 1688)

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Franck Borotra (exonération des autoproducteurs) (p. 1688)

Intervient sur l'amendement n° 158 de la commission (montant des contributions nettes proposé par la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1688)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Michel Bouvard (prise en compte des charges de développement du réseau) (p. 1689)

Intervient sur l'amendement n° 432 de M. Claude Birraux (prise en compte des charges de développement du réseau) (p. 1689)

Intervient sur l'amendement n° 660 de M. Michel Meylan (prise en compte des charges de développement du réseau) (p. 1689)

Intervient sur l'amendement n° 159 de la commission (rédactionnel) (p. 1689)

Intervient sur l'amendement n° 160 de la commission (de coordination) (p. 1689)

Intervient sur l'amendement n° 161 de la commission (confirmation de la politique de la ville) (p. 1689)

Intervient sur l'amendement n° 338 de M. Alain Cacheux (confirmation de la politique de la ville) (p. 1689)

Intervient sur l'amendement n° 337 de M. Alain Cacheux (concertation avec Gaz de France) (p. 1690)

Intervient sur l'amendement n° 162 de la commission (rédactionnel) (p. 1690)

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements (PPI))

Intervient sur l'amendement n° 491 de M. François Goulard (de suppression) (p. 1692)

Intervient sur l'amendement n° 537 de M. François d'Aubert (de suppression partielle) (p. 1692)

Intervient sur l'amendement n° 745 rectifié de la commission (présentation d'une loi d'orientation sur l'énergie à compter du 1er janvier 2003) (p. 1693)

Soutient le sous-amendement n° 779 du Gouvernement (présentation d'une loi d'orientation sur l'énergie à compter du 1er janvier 2003 et exposant les lignes directrices) à l'amendement n° 745 rectifié de la commission : adopté (p. 1693)

Intervient sur l'amendement n° 638 de M. Jacques Desallangre (présentation d'une loi d'orientation sur l'énergie) (p. 1693)

Intervient sur l'amendement n° 188 de la commission (rédactionnel) (p. 1693)

Intervient sur l'amendement n° 492 de M. François Goulard (de suppression partielle) (p. 1693)

Intervient sur l'amendement n° 403 de M. Claude Birraux (respect des objectifs définis à l'article 1er) (p. 1694)

Intervient sur l'amendement n° 349 de M. Alain Cacheux (respect des objectifs définis à l'article 1er) (p. 1694)

Intervient sur l'amendement n° 327 de M. Léonce Deprez (respect des objectifs définis à l'article 1er) (p. 1694)

Intervient sur l'amendement n° 542 de M. Jean Proriol (respect des objectifs définis à l'article 1er) (p. 1694)

Intervient sur l'amendement n° 674 de M. Jacques Péliard (respect des objectifs définis à l'article 1er) (p. 1694)

Intervient sur l'amendement n° 189 de la commission (planification souple) (p. 1695)

- Intervient sur le sous-amendement n° 612 corrigé de M. Claude Billard (programmation souple) à l'amendement n° 189 de la commission (p. 1695)
- Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Franck Borotra (programmation souple) (p. 1695)
- Soutient l'amendement n° 762 du Gouvernement (programmation souple tenant compte de la nécessité de renouveler le parc de production existant) : retiré (p. 1695)
- Intervient sur l'amendement n° 475 de M. François Goulard (suppression de l'obligation de présenter un rapport) (p. 1695)
- Intervient sur l'amendement n° 190 de la commission (périodicité du rapport) (p. 1695)
- Intervient sur le sous-amendement n° 640 de M. Jacques Desallangre (de précision) à l'amendement n° 190 de la commission (p. 1695)
- Intervient sur l'amendement n° 587 de M. Michel Destot (objectifs en matière de cogénération) (p. 1696)
- Intervient sur l'amendement n° 191 de la commission (coordination avec le schéma des services collectifs de l'énergie) (p. 1696)
- Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Franck Borotra (contenu du bilan) (p. 1696)
- Intervient sur l'amendement n° 192 de la commission (rédactionnel) (p. 1696)
- Intervient sur l'amendement n° 493 de M. François Goulard (exploitation des nouvelles installations par les personnes autorisées après appel d'offres) (p. 1696)
- Intervient sur l'amendement n° 193 de la commission (déclaration préalable pour les petites installations) (p. 1698)
- Intervient sur le sous-amendement n° 751 de M. Jean-Yves Le Déaut (déclaration préalable pour les petites installations ne fonctionnant pas de manière permanente) à l'amendement n° 193 de la commission (p. 1698)
- Intervient sur le sous-amendement n° 752 de M. Jean-Yves Le Déaut (déclaration préalable pour les petites installations de moins de 250 KW) à l'amendement n° 193 de la commission (p. 1698)
- Intervient sur l'amendement n° 614 de M. Claude Billard (transfert des usines de la Compagnie nationale du Rhône à EDF) (p. 1699)
- Intervient sur l'amendement n° 194 de la commission (nouvelle autorisation d'exploitation en cas d'augmentation de puissance d'au moins 10 %) (p. 1699)
- Intervient sur l'amendement n° 613 de M. Claude Billard (définition et autorisation des installations d'auto-production) (p. 1699)
- Intervient sur l'amendement n° 700 de M. Jean-Louis Dumont (définition et autorisation des installations nouvelles de production) (p. 1700)
- Soutient le sous-amendement n° 761 du Gouvernement (publicité assurée par le ministère chargé de l'énergie)
- à l'amendement n° 700 de M. Jean-Louis Dumont : adopté (p. 1700)
- Intervient sur l'amendement n° 531 de M. François Goulard (nouvelles installations sorties de la programmation pluriannuelle) (p. 1700)
- Intervient sur l'amendement n° 639 de M. Jacques Desallangre (non indemnisation des mesures de sauvegarde) (p. 1700)
- Article 7 (autorisation d'exploiter)*
- Intervient sur l'amendement n° 494 de M. François Goulard (de suppression) (p. 1701)
- Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Pierre Micaux (conditions de délivrance de l'autorisation d'exploiter) (p. 1701)
- Intervient sur l'amendement n° 448 de M. Jean Priol (conditions de délivrance de l'autorisation d'exploiter) (p. 1701)
- Intervient sur l'amendement n° 538 de M. François d'Aubert (délivrance de l'autorisation d'exploiter par la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1702)
- Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Franck Borotra (délivrance de l'autorisation d'exploiter après instruction de la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1703)
- Intervient sur l'amendement n° 544 de M. Jean Priol (délivrance de l'autorisation d'exploiter après avis de la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1703)
- Intervient sur l'amendement n° 405 de M. Claude Birraux (délivrance de l'autorisation d'exploiter après avis de la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1703)
- Intervient sur l'amendement n° 195 de la commission (autorisation nominative et incessible) (p. 1703)
- Intervient sur l'amendement n° 328 de M. Léonce Deprez (délivrance de l'autorisation d'exploiter sur proposition de la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1703)
- Intervient sur l'amendement n° 118 corrigé de M. Pierre Micaux (assouplissement des conditions d'autorisation pour les projets ayant obtenu un certificat de conformité) (p. 1704)
- Intervient sur l'amendement n° 406 de M. Claude Birraux (assouplissement des conditions d'autorisation pour les projets ayant obtenu un certificat de conformité) (p. 1704)
- Intervient sur l'amendement n° 449 de M. Jean Priol (assouplissement des conditions d'autorisation pour les projets ayant obtenu un certificat de conformité) (p. 1704)
- Intervient sur l'amendement n° 450 de M. Jean Priol (producteurs autorisés réputés autorisés à consommer pour leur propre usage) (p. 1704)
- Intervient sur l'amendement n° 196 de la commission (producteurs autorisés réputés autorisés à consommer pour leur propre usage) (p. 1704)
- Intervient sur l'amendement n° 583 de M. Jean Priol (producteurs autorisés réputés autorisés à consommer pour leur propre usage) (p. 1704)

Intervient sur l'amendement n° 615 de M. Claude Billard (mise en oeuvre du nucléaire uniquement par EDF) (p. 1706)

Article 8 (appels d'offres)

Intervient sur l'amendement n° 495 de M. François Goulard (appel d'offres lancé par le gestionnaire du réseau public) (p. 1707)

Intervient sur l'amendement n° 197 de la commission (de précision) (p. 1707)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Franck Borotra (appel d'offres lancé par le ministre chargé de l'énergie après avis de la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1707)

Intervient sur l'amendement n° 198 de la commission (cahier des charges détaillé) (p. 1707)

Intervient sur l'amendement n° 496 de M. François Goulard (suppression des conditions restrictives pour participer à un appel d'offres) (p. 1707)

Intervient sur l'amendement n° 199 de la commission (rédactionnel) (p. 1708)

Intervient sur l'amendement n° 497 de M. François Goulard (limitation du rôle du ministre chargé de l'énergie) (p. 1708)

Intervient sur l'amendement n° 539 de M. François d'Aubert (désignation des candidats retenus après décision de la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1708)

Intervient sur l'amendement n° 685 de M. Jacques Péliissard (confidentialité et contrat d'achat par le gestionnaire des réseaux de transport ou de distribution) (p. 1708)

Intervient sur l'amendement n° 717 de M. Michel Inchauspé (confidentialité et contrat d'achat par le gestionnaire des réseaux de transport ou de distribution) (p. 1708)

Intervient sur l'amendement n° 498 de M. François Goulard (suppression de l'alinéa relatif à la confidentialité) (p. 1708)

Intervient sur l'amendement n° 200 de la commission (de précision) (p. 1708)

Intervient sur l'amendement n° 201 de la commission (de précision) (p. 1708)

Intervient sur l'amendement n° 202 de la commission (de précision) (p. 1709)

Soutient le sous-amendement n° 763 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 202 de la commission : adopté (p. 1709)

Intervient sur l'amendement n° 573 de M. Guy Hascoët (compétences de la Commission de régulation pour enclencher une diminution de la demande d'électricité) (p. 1709)

Article 9 (critères d'attribution des autorisations et élaborations des conditions des appels d'offres)

Intervient sur l'amendement n° 499 de M. François Goulard (de suppression) (p. 1710)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Pierre Micaux (prise en compte des besoins des clients éligibles par l'autorité compétente, indépendamment des éventuelles surcapacités du service public) (p. 1710)

Intervient sur l'amendement n° 203 de la commission (rédactionnel) (p. 1710)

Intervient sur l'amendement n° 451 de M. Jean Proriol (prise en compte des besoins des clients éligibles par l'autorité compétente, indépendamment des éventuelles surcapacités du service public) (p. 1710)

Intervient sur l'amendement n° 204 de la commission (liste des critères d'attribution des autorisations) (p. 1710)

Intervient sur l'amendement n° 718 de M. Michel Inchauspé (efficacité énergétique et protection de l'environnement) (p. 1710)

Intervient sur l'amendement n° 686 de M. Jacques Péliissard (efficacité énergétique et protection de l'environnement) (p. 1710)

Intervient sur l'amendement n° 616 de M. Claude Billard (respect de la législation sociale en vigueur) (p. 1711)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Franck Borotra (conditions d'achat distinctes selon les types d'installation) (p. 1712)

Intervient sur le sous-amendement n° 434 de M. Claude Birraux (obligation d'achat étendue aux distributeurs non nationalisés) à l'amendement n° 205 de la commission (obligation d'achat réservée aux petits producteurs) (p. 1712)

Intervient sur le sous-amendement n° 758 de M. François Brottes (obligation d'achat étendue aux distributeurs non nationalisés) à l'amendement n° 205 de la commission (p. 1712)

Intervient sur le sous-amendement n° 617 de M. Claude Billard (maintien du seuil de 8 mégawatts) à l'amendement n° 205 de la commission (p. 1714)

Intervient sur le sous-amendement n° 578 de M. Guy Hascoët (seuil de 25 mégawatts) à l'amendement n° 205 de la commission (p. 1714)

Soutient le sous-amendement n° 784 du Gouvernement (seuil de l'obligation d'achat fixé à 12 mégawatts) à l'amendement n° 205 de la commission : adopté (p. 1714)

Intervient sur le sous-amendement n° 579 de M. Guy Hascoët (fixation des conditions d'achat par la Commission de régulation) à l'amendement n° 205 de la commission (p. 1714)

Intervient sur le sous-amendement n° 591 de M. Michel Destot (fixation des conditions d'achat par la Commission de régulation) à l'amendement n° 205 de la commission (p. 1714)

Intervient sur l'amendement n° 541 de M. Jean Proriol (suppression du dernier alinéa de l'article relatif au décret en Conseil d'Etat) (p. 1714)

Intervient sur l'amendement n° 206 de la commission (de précision) (p. 1714)

Intervient sur l'amendement n° 452 de M. Jean Proriol (cas des contrats en cours) (p. 1715)

Intervient sur l'amendement n° 207 de la commission (rédactionnel) (p. 1715)

Intervient sur l'amendement n° 574 de M. Guy Hascoët (suspension par décret de l'obligation d'achat ramenée à cinq ans maximum) (p. 1715)

Intervient sur l'amendement n° 697 de M. Claude Birraux (rédactionnel) (p. 1715)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Léonce Deprez (préavis d'un an avant la suspension) (p. 1715)

Intervient sur l'amendement n° 618 de M. Claude Billard (tarifs d'achat) (p. 1715)

Soutient le sous-amendement n° 783 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 618 de M. Claude Billard : adopté (p. 1715)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)

Intervient sur l'amendement n° 532 de M. François Goulard (autorisations) (p. 532)

Intervient sur l'amendement n° 48 corrigé de M. Jean Proriol (autorisation au profit des collectivités locales pour leurs propres services et établissements) (p. 1717)

Intervient sur l'amendement n° 380 de la commission des finances (autorisation au profit des collectivités locales pour leurs propres services et établissements) (p. 1717)

Intervient sur l'amendement n° 208 de la commission (rédactionnel) (p. 1717)

Intervient sur l'amendement n° 533 de M. François Goulard (puissance maximale des centrales hydroélectriques) (p. 1717)

Intervient sur l'amendement n° 209 de la commission (rédactionnel) (p. 1717)

Intervient sur l'amendement n° 210 de la commission (exploitation des installations de cogénération par les collectivités locales) (p. 1718)

Intervient sur l'amendement n° 211 de la commission (rédactionnel) (p. 1718)

Intervient sur l'amendement n° 212 de la commission (encadrement des conditions de production) (p. 1718)

Intervient sur l'amendement n° 213 corrigé de la commission (rédactionnel) (p. 1718)

Intervient sur l'amendement n° 552 de M. Jean-Michel Marchand (bénéfice de l'obligation d'achat étendu aux communes et à leurs groupements) (p. 1718)

Intervient sur l'amendement n° 641 de M. Georges Sarre (conditions de sûreté des installations) (p. 1719)

Intervient sur l'amendement n° 642 de M. Georges Sarre (non éligibilité des distributeurs non nationalisés) (p. 1719)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Michel Bouvard (cas des distributeurs non nationalisés) (p. 1719)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Pierre Micau (cas des distributeurs non nationalisés) (p. 1719)

Intervient sur l'amendement n° 435 de M. Claude Birraux (cas des distributeurs non nationalisés) (p. 1719)

Intervient sur l'amendement n° 453 de M. Jean Proriol (cas des distributeurs non nationalisés) (p. 1719)

Intervient sur l'amendement n° 662 de M. Michel Meylan (cas des distributeurs non nationalisés) (p. 1719)

Intervient sur l'amendement n° 214 de la commission (cas des distributeurs non nationalisés) (p. 1719)

Article 13 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité (GRT))

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Franck Borotra (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 1733)

Intervient sur l'amendement n° 330 de M. Léonce Deprez (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 1733)

Intervient sur l'amendement n° 677 de M. Jacques Péliard (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 1733)

Intervient sur l'amendement n° 409 de M. Claude Birraux (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 1734)

Intervient sur l'amendement n° 455 de M. Jean Proriol (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 1734)

Intervient sur l'amendement n° 501 de M. François Goulard (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 1734)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Pierre Micau (cahier des charges de concession soumis à l'avis de la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1734)

Intervient sur l'amendement n° 456 de M. Jean Proriol (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 1734)

Intervient sur l'amendement n° 382 de la commission des finances (modalités de nomination et de révocation du directeur du gestionnaire du réseau public de transport) (p. 1736)

Intervient sur l'amendement n° 216 de la commission (modalités de nomination et de révocation du directeur du gestionnaire du réseau public de transport) (p. 1736)

Intervient sur le sous-amendement n° 730 de M. François Goulard (avis de la Commission de régulation de l'électricité pour la nomination du directeur) à l'amendement n° 216 de la commission (p. 1736)

Intervient sur le sous-amendement n° 413 de M. Claude Birraux (directeur nommé par la Commission après

avis du président d'EDF) à l'amendement n° 216 de la commission (p. 1736)

Intervient sur l'amendement n° 411 de M. Claude Birraux (directeur nommé par le ministre chargé de l'énergie sur proposition de la Commission et après avis du président d' EDF) (p. 1736)

Intervient sur l'amendement n° 412 de M. Claude Birraux (conditions de nomination du directeur) (p. 1736)

Intervient sur l'amendement n° 457 de M. Jean Proriol (conditions de nomination du directeur) (p. 1736)

Intervient sur l'amendement n° 217 de la commission (non cumul de fonctions) (p. 1737)

Intervient sur l'amendement n° 218 de la commission (consultation du directeur préalablement à toute décision touchant la carrière de ses agents qui, en outre, ne peuvent recevoir d'instructions que de lui ou d'un agent placé sous son autorité) (p. 1737)

Intervient sur l'amendement n° 458 de M. Jean Proriol (suppression du dernier alinéa de l'article relatif au budget autonome et à la communication du budget et des comptes à la Commission de régulation) (p. 1737)

Intervient sur l'amendement n° 414 de M. Claude Birraux (suppression de l'autonomie budgétaire et communication du budget et des comptes à la Commission) (p. 1737)

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Pierre Micaux (avis préalable de la Commission de régulation) (p. 1737)

Intervient sur l'amendement n° 383 commission des finances (publicité des comptes assurée par la Commission de régulation) (p. 1737)

Intervient sur l'amendement n° 384 commission des finances (pouvoir d'engager des dépenses liées au fonctionnement du service gestionnaire du réseau public de transport) (p. 1737)

Intervient sur l'amendement n° 459 de M. Jean Proriol (transformation, à l'issue d'une période transitoire de cinq ans, du gestionnaire du réseau public de transport en établissement public) (p. 1738)

Article 14 (missions du gestionnaire du réseau public de transport)

Intervient sur l'amendement n° 645 de M. Georges Sarre (respect des missions de service public) (p. 1738)

Intervient sur l'amendement n° 385 de la commission des finances (périmètre d'intervention du gestionnaire du réseau public) (p. 1738)

Intervient sur l'amendement n° 219 de la commission (définition du périmètre d'intervention du gestionnaire du réseau public) (p. 1739)

Intervient sur l'amendement n° 220 de la commission (rédactionnel) (p. 1739)

Intervient sur l'amendement n° 757 de M. Jean-Yves Le Déaut (qualité d'opérateur de télécommunications accordée au gestionnaire du réseau) (p. 1739)

Intervient sur l'amendement n° 221 de la commission (de précision) (p. 1739)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Léonce Deprez (schéma de développement du réseau soumis à l'avis des conseils régionaux) (p. 1740)

Intervient sur l'amendement n° 553 de M. Jean-Michel Marchand (schéma de développement du réseau soumis à l'avis des conseils régionaux) (p. 1740)

Intervient sur l'amendement n° 222 de la commission (prise en compte des schémas de services régionaux de l'énergie) (p. 1740)

Article 15 (modalités d'action du gestionnaire du réseau public de transport)

Intervient sur l'amendement n° 223 de la commission (de précision) (p. 1741)

Intervient sur l'amendement n° 224 de la commission (définition des programmes d'appel) (p. 1741)

Intervient sur l'amendement n° 225 de la commission (rédactionnel) (p. 1741)

Intervient sur l'amendement n° 226 de la commission (de précision) (p. 1741)

Intervient sur l'amendement n° 744 de la commission (suppression de certains fournisseurs de la liste des distributeurs établissant les programmes d'approvisionnement) (p. 1741)

Intervient sur l'amendement n° 619 de M. Claude Billard (suppression de certains fournisseurs de la liste des distributeurs établissant les programmes d'approvisionnement) (p. 1741)

Soutient l'amendement n° 766 du Gouvernement (suppression de certains fournisseurs de la liste des distributeurs établissant les programmes d'approvisionnement) : retiré (p. 1741)

Intervient sur l'amendement n° 227 de la commission (de précision) (p. 1742)

Intervient sur l'amendement n° 229 de la commission (de précision) (p. 1742)

Soutient l'amendement n° 765 du Gouvernement (rédactionnel) : retiré (p. 1742)

Intervient sur l'amendement n° 620 de M. Claude Billard (obligations de service public prises en compte par les modifications des programmes d'appel) (p. 1742)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Léonce Deprez (priorité, dans les programmes d'appel, donnée aux installations utilisant des techniques performantes en termes d'efficacité énergétique) (p. 1742)

Intervient sur l'amendement n° 621 de M. Claude Billard (conclusion des contrats d'achat avec les seuls producteurs) (p. 1742)

Intervient sur l'amendement n° 502 de M. François Goulard (conclusion des contrats d'achat avec les seuls producteurs) (p. 1743)

Intervient sur l'amendement n° 230 de la commission (de précision) (p. 1743)

Intervient sur l'amendement n° 231 de la commission (rédactionnel) (p. 1743)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Franck Borotra (mise en place d'une fonction de gestionnaire de marché) (p. 1744)

Article 16 (sanction du gestionnaire du réseau public de transport en cas de transmission d'informations confidentielles)

Son intervention (p. 1744)

Intervient sur l'amendement n° 503 de M. François Goulard (de suppression) (p. 1745)

Intervient sur l'amendement n° 232 de la commission (de précision) (p. 1745)

Intervient sur l'amendement n° 622 de M. Claude Billard (personnes concernées par les sanctions) (p. 1745)

Intervient sur l'amendement n° 233 de la commission (personnes concernées par les sanctions) (p. 1745)

Intervient sur l'amendement n° 234 de la commission (personnes concernées par les exceptions à l'interdiction de transmission d'informations confidentielles) (p. 1745)

Article 17 (rôle des collectivités territoriales en matière de distribution d'électricité)

Intervient sur l'amendement n° 235 de la commission (rôle de l'autorité concédante dans la formation des contrats de concession) (p. 1747)

Intervient sur l'amendement n° 50 corrigé de M. Pierre Micaux (rôle de l'autorité concédante dans la formation des contrats de concession) (p. 1747)

Intervient sur l'amendement n° 368 de M. Alain Cacheux (rôle de l'autorité concédante dans la formation des contrats de concession) (p. 1747)

Intervient sur l'amendement n° 236 corrigé de la commission (de précision) (p. 1747)

Intervient sur l'amendement n° 369 de M. Alain Cacheux (de précision) (p. 1747)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Pierre Micaux (maîtrise d'ouvrage assurée par les collectivités locales) (p. 1747)

Intervient sur l'amendement n° 237 de la commission (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) (p. 1748)

Intervient sur le sous-amendement n° 595 de M. Jean-Jacques Guillet (de précision) à l'amendement n° 237 de la commission (p. 1748)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Pierre Micaux (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) (p. 1748)

Intervient sur l'amendement n° 370 de M. Alain Cacheux (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) (p. 1748)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Pierre Micaux (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) (p. 1748)

Intervient sur l'amendement n° 238 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles les collectivités concédantes peuvent

faire prendre en charge par leur concessionnaire les opérations de maîtrise de la demande d'électricité) (p. 1748)

Intervient sur l'amendement n° 550 de M. Pierre Micaux (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) (p. 1749)

Intervient sur l'amendement n° 396 de M. Pierre Micaux (initiative des autorités concédantes dans la rédaction des contrats de concession) (p. 1749)

Intervient sur l'amendement n° 554 de M. Jean-Michel Marchand (coordination de la gestion et des projets de développement des réseaux d'énergie assurée par les collectivités territoriales) (p. 1749)

Intervient sur l'amendement n° 239 de la commission (prise en considération des cas où la collectivité concédante finance une opération de maîtrise de la demande d'électricité) (p. 1749)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Pierre Micaux (prise en considération des cas où la collectivité concédante finance une opération de maîtrise de la demande d'électricité) (p. 1749)

Intervient sur l'amendement n° 372 de M. Alain Cacheux (prise en considération des cas où la collectivité concédante finance une opération de maîtrise de la demande d'électricité) (p. 1749)

Soutient l'amendement n° 767 du Gouvernement (prise en charge d'actions tendant à maîtriser la demande d'énergie par les collectivités territoriales) : adopté (p. 1749)

Intervient sur l'amendement n° 240 de la commission (prise en considération des cas où la collectivité concédante finance une opération de maîtrise de la demande d'électricité dans les logements sociaux en zone urbaine) (p. 1750)

Intervient sur l'amendement n° 504 de M. François Goulard (de suppression partielle) (p. 1750)

Article 18 (gestion des réseaux publics de distribution d'électricité)

Intervient sur l'amendement n° 505 de M. François Goulard (de suppression) (p. 1750)

Intervient sur l'amendement n° 241 de la commission (rédactionnel) (p. 1750)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Pierre Micaux (contenu des cahiers des charges de concession) (p. 1750)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Michel Bouvard (de précision) (p. 1751)

Intervient sur l'amendement n° 436 de M. Claude Birraux (de précision) (p. 1751)

Intervient sur l'amendement n° 663 de M. Michel Meylan (de précision) (p. 1751)

Intervient sur l'amendement n° 555 de M. Jean-Michel Marchand (régie de distribution d'électricité créée par la collectivité concédante à l'échéance du contrat de concession avec EDF) (p. 1751)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Franck Borotra (décret soumis à l'avis préalable de la Commission de régulation) (p. 1751)

Intervient sur l'amendement n° 556 de M. Jean-Michel Marchand (consultation obligatoire des usagers au niveau local) (p. 1751)

Article 19 (missions des gestionnaires des réseaux publics de distribution d'électricité)

Intervient sur l'amendement n° 242 de la commission (rédactionnel) (p. 1752)

Intervient sur l'amendement n° 243 de la commission (rédactionnel) (p. 1752)

Article 20 (sanction des gestionnaires des réseaux publics de distribution en cas de transmission d'informations confidentielles)

Intervient sur l'amendement n° 506 de M. François Goulard (de suppression) (p. 1752)

Intervient sur l'amendement n° 244 de la commission (rédactionnel) (p. 1752)

Intervient sur l'amendement n° 623 de M. Claude Billard (rédactionnel) (p. 1752)

Intervient sur l'amendement n° 245 de la commission (exceptions à l'obligation de confidentialité) (p. 1753)

Intervient sur l'amendement n° 557 de M. Guy Hascoët (information des collectivités locales concédantes) (p. 1753)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Intervient sur l'amendement n° 507 de M. François Goulard (de suppression partielle) (p. 1755)

Intervient sur l'amendement n° 647 de M. Jacques Desallangre (non-éligibilité des collectivités locales) (p. 1755)

Intervient sur l'amendement n° 246 de la commission (rédactionnel) (p. 1755)

Intervient sur l'amendement n° 87 rectifié de M. Franck Borotra (définition des clients éligibles) (p. 1756)

Intervient sur l'amendement n° 706 de M. Jean-Louis Dumont (éligibilité des entreprises de transport ferroviaire) (p. 1757)

Intervient sur l'amendement n° 558 de M. Jean-Michel Marchand (éligibilité des communes) (p. 1757)

Intervient sur l'amendement n° 416 de M. Claude Birraux (éligibilité des entreprises à établissements multiples) (p. 1757)

Intervient sur l'amendement n° 460 de M. Jean Proriol (de cohérence) (p. 1757)

Intervient sur l'amendement n° 247 de la commission (possibilité offerte aux producteurs d'acheter de l'électricité pour compléter leur offre et suppression du négoce d'électricité) (p. 1758)

Intervient sur l'amendement n° 650 de M. Georges Sarre (non-éligibilité des distributeurs non nationalisés) (p. 1758)

Intervient sur l'amendement n° 417 de M. Claude Birraux (maintien du lien contractuel entre la régie et son client éligible) (p. 1759)

Intervient sur l'amendement n° 248 de la commission (éligibilité des réseaux de transports collectifs urbains) (p. 1759)

Intervient sur l'amendement n° 461 de M. Jean Proriol (contrat de vente conclu par un client éligible de ses excédents conjoncturels achetés ou autoproduits) (p. 1759)

Intervient sur l'amendement n° 626 de M. Claude Billard (durée du cadre contractuel) (p. 1760)

Intervient sur le sous-amendement n° 747 de la commission (durée de trois ans) à l'amendement n° 626 de M. Claude Billard (p. 1760)

Intervient sur l'amendement n° 651 de M. Jacques Desallangre (suppression du paragraphe instituant un marché de gros de l'électricité) (p. 1761)

Intervient sur l'amendement n° 249 de la commission (de précision) (p. 1762)

Intervient sur le sous-amendement n° 624 de M. Claude Billard (seuils des volumes achetés) à l'amendement n° 249 de la commission (p. 1762)

Intervient sur le sous-amendement n° 625 de M. Claude Billard (seuils des volumes achetés) à l'amendement n° 249 de la commission (p. 1762)

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Pierre Micaux (encadrement des achats complémentaires) (p. 1762)

Intervient sur l'amendement n° 250 de la commission (de précision) (p. 1762)

Intervient sur l'amendement n° 669 de M. Michel Meylan (rédactionnel) (p. 1762)

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Franck Borotra (listes des clients éligibles et des producteurs qui achètent pour revendre à des clients éligibles publiée par la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1763)

Soutient le sous-amendement n° 768 du Gouvernement (publication assurée par le ministre chargé de l'énergie) à l'amendement n° 89 de M. Franck Borotra : adopté (p. 1763)

Article 12 précédemment réservé (possibilité offerte aux producteurs de compléter leur offre)

Intervient sur l'amendement n° 215 de la commission (de suppression) (p. 1763)

Intervient sur l'amendement n° 643 de M. Jacques Desallangre (de suppression) (p. 1763)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 535 précédemment réservé de M. François d'Aubert (approvisionnement auprès d'un fournisseur de l'Union européenne) (p. 1763)

Article 23 (droit d'accès au réseau)

Intervient sur l'amendement n° 251 de la commission (non approvisionnement de la société-mère d'un producteur et de ses filiales par le producteur) (p. 1764)

Intervient sur l'amendement n° 345 de M. Alain Cacheux (non approvisionnement de la société-mère d'un producteur et de ses filiales par le producteur) (p. 1764)

Intervient sur l'amendement n° 252 de la commission (de conséquence) (p. 1764)

Intervient sur l'amendement n° 509 corrigé de M. François Goulard (de suppression partielle) (p. 1764)

Intervient sur l'amendement n° 253 de la commission (rédactionnel) (p. 1765)

Intervient sur l'amendement n° 90 corrigé de M. Franck Borotra (de précision) (p. 1765)

Intervient sur l'amendement n° 91 de M. Franck Borotra (définition des critères de refus) (p. 1765)

Intervient sur l'amendement n° 254 de la commission (droit d'accès des collectivités territoriales) (p. 1765)

Intervient sur le sous-amendement n° 597 de M. Guy Hascoët (droit d'accès des structures dépendant directement d'elles) à l'amendement n° 254 de la commission (p. 1765)

Article 24 (lignes directes)

Intervient sur l'amendement n° 257 de la commission (prise en compte des prescriptions environnementales applicables dans la zone concernée) (p. 1067)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Pierre Micaut (bénéficiaires des lignes directes) (p. 1766)

Intervient sur l'amendement n° 255 de la commission (filiales de la société-mère du producteur exclues du dispositif) (p. 1766)

Intervient sur l'amendement n° 346 de M. Alain Cacheux (filiales de la société-mère du producteur exclues du dispositif) (p. 1766)

Intervient sur l'amendement n° 256 de la commission (possibilité de construire une ligne directe sur des terrains pour lesquels le demandeur bénéficie d'une permission de voirie) (p. 1766)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Léonce Deprez (transfert à un opérateur de service public du droit d'une collectivité) (p. 1767)

Intervient sur l'amendement n° 510 de M. François Goulard (élargissement des critères d'autorisation) (p. 1767)

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Franck Borotra (avis de la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1767)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Franck Borotra (motivation et justification des refus) (p. 1767)

Intervient sur l'amendement n° 258 de la commission (respect des contraintes environnementales par les lignes privées) (p. 1768)

Intervient sur l'amendement n° 373 de M. Alain Cacheux (respect des contraintes environnementales par les lignes privées) (p. 1768)

Intervient sur l'amendement n° 386 de M. Jean-Louis Dumont (respect des contraintes environnementales par les lignes privées) (p. 1768)

Intervient sur l'amendement n° 259 de la commission (absence de réponse du gestionnaire de réseaux à la demande de construction d'une ligne directe emportant autorisation) (p. 1768)

Article 25 (règles comptables applicables à l'EDF, aux distributeurs non nationalisés et à la Compagnie nationale du Rhône)

Intervient sur l'amendement n° 260 de la commission (de précision) (p. 1770)

Intervient sur le sous-amendement n° 581 de M. François Goulard (distinction comptable entre les consommateurs éligibles et les consommateurs non éligibles) à l'amendement n° 260 de la commission (p. 1770)

Soutient le sous-amendement n° 769 rectifié du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 260 de la commission : adopté (p. 1770)

Article 26 (obligations comptables des autres sociétés)

Intervient sur l'amendement n° 627 de M. Claude Billard (obligations de séparation comptable) (p. 1771)

Article 27 (droit d'accès à la comptabilité et aux informations financières)

Intervient sur l'amendement n° 512 de M. François Goulard (non accès des ministres aux informations d'ordre comptable) (p. 1771)

Intervient sur l'amendement n° 560 de M. Jean-Michel Marchand (droit d'accès à la comptabilité des collectivités concédantes) (p. 1771)

Intervient sur l'amendement n° 261 de la commission (droit d'accès à la comptabilité des entreprises fournissant de l'électricité) (p. 1772)

Intervient sur l'amendement n° 262 de la commission (accès des ministres et de la Commission de régulation de l'électricité aux informations sociales des entreprises) (p. 1772)

Avant l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 387 de la commission des finances (rôle et compétences de la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1773, 1774)

Intervient sur l'amendement n° 289 rectifié de la commission (rôle et compétences de la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1776)

Article 28 (composition et statut de la Commission de régulation de l'électricité (CRE))

Intervient sur l'amendement n° 707 rectifié de M. Jean-Louis Dumont (rôle et composition de la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1777)

Intervient sur l'amendement n° 263 de la commission (composition de la commission) (p. 1777)

Intervient sur l'amendement n° 398 de M. Jean-Louis Dumont (composition de la commission) (p. 1777)

Intervient sur l'amendement n° 513 de M. François Goulard (composition de la commission) (p. 1777)

Intervient sur l'amendement n° 742 de la commission (de coordination) (p. 1777)

Intervient sur l'amendement n° 264 de la commission (cas de démission d'office pour incompatibilité) (p. 1777)

Intervient sur l'amendement n° 265 de la commission (rédactionnel) (p. 1778)

Intervient sur l'amendement n° 266 de la commission (cas de démission d'office pour incompatibilité) (p. 1778)

Intervient sur l'amendement n° 267 de la commission (de précision) (p. 1778)

Intervient sur l'amendement n° 268 de la commission (de précision) (p. 1778)

Intervient sur l'amendement n° 269 de la commission (incompatibilités) (p. 1778)

Intervient sur l'amendement n° 270 de la commission (incompatibilités) (p. 1779)

Intervient sur l'amendement n° 271 de la commission (incompatibilités) (p. 1779)

Article 29 (commissaire du Gouvernement auprès de la CRE)

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. François Goulard (de suppression) (p. 1779)

Intervient sur l'amendement n° 272 de la commission (rôle du commissaire du Gouvernement) (p. 1779)

Article 30 (fonctionnement de la CRE)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Franck Borotra (rôle de l'Observatoire de la diversification d'EDF et de GDF) (p. 1780)

Intervient sur l'amendement n° 273 de la commission (renforcement de l'indépendance de la commission) (p. 1780)

Intervient sur l'amendement n° 274 de la commission (inscription des crédits de la commission au budget général de l'Etat) (p. 1780)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Franck Borotra (inscription des crédits de la commission au budget général de l'Etat) (p. 1780)

Soutient le sous-amendement oral du Gouvernement (inscription des crédits de la commission au budget du ministère chargé de l'énergie) à l'amendement n° 97 de M. Franck Borotra : rejeté (p. 1780)

Article 31 (concertation de la CRE sur les projets de règlement)

Intervient sur l'amendement n° 388 de la commission des finances (association de la commission lors des négociations internationales dans le domaine de l'énergie) (p. 1781)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Franck Borotra (avis de la commission sur la politique tarifaire d'EDF) (p. 1781)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Franck Borotra (mise en place d'un observatoire de la concurrence et des prix de l'électricité) (p. 1781)

Article 32 (relations avec les assemblées et rapport annuel d'activité)

Intervient sur l'amendement n° 275 de la commission (de précision) (p. 1782)

Intervient sur l'amendement n° 276 de la commission (audition des membres de la Commission de régulation de l'électricité par le Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) (p. 1782)

Intervient sur l'amendement n° 350 de M. Alain Cacheux (audition des membres de la Commission de régulation de l'électricité par le Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) (p. 1782)

Intervient sur l'amendement n° 628 de M. Claude Billard (de précision) (p. 1782)

Intervient sur l'amendement n° 277 de la commission (consultation de la Commission de régulation de l'électricité par les commissions compétentes du Parlement, du Conseil économique et social et du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) (p. 1782)

Intervient sur l'amendement n° 278 de la commission (rédactionnel) (p. 1782)

Intervient sur l'amendement n° 279 de la commission (destinataires du rapport) (p. 1783)

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Franck Borotra (destinataires du rapport) (p. 1783)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Franck Borotra (suggestions de la commission en vue d'améliorer les textes en vigueur) (p. 1783)

Intervient sur l'amendement n° 389 de la commission des finances (suggestions de la commission en vue d'améliorer les textes en vigueur) (p. 1783)

Intervient sur l'amendement n° 562 de M. Jean-Michel Marchand (conseil consultatif créé auprès de la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1784)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Michel Bouvard (avis obligatoire des différents acteurs du secteur de l'électricité) (p. 1784)

Intervient sur l'amendement n° 419 de M. Claude Birraux (avis obligatoire des différents acteurs du secteur de l'électricité) (p. 1784)

Intervient sur l'amendement n° 670 de M. Michel Meylan (avis obligatoire des différents acteurs du secteur de l'électricité) (p. 1784)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Michel Bouvard (de précision) (p. 1784)

Intervient sur l'amendement n° 671 de M. Michel Meylan (de précision) (p. 1784)

Intervient sur l'amendement n° 375 de M. Jean-Antoine Léonetti (consultation par la Commission de régulation de l'électricité des données fournies par l'observatoire de la diversification) (p. 1784)

Intervient sur le sous-amendement n° 740 de la commission (de précision) à l'amendement n° 375 de M. Jean-Antoine Léonetti (p. 1784)

Intervient sur le sous-amendement n° 741 de la commission (de coordination) à l'amendement n° 375 de M. Jean-Antoine Léonetti (p. 1784)

Article 33 (pouvoirs d'enquête)

Intervient sur l'amendement n° 390 de la commission des finances (renforcement des pouvoirs d'investigation de la Commission de régulation de l'électricité) (p. 1785)

Soutient le sous-amendement n° 770 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 390 de la commission des finances : retiré (p. 1785)

Intervient sur l'amendement n° 280 de la commission (attributions du ministre chargé de l'économie) (p. 1786)

Intervient sur l'amendement n° 517 de M. François Goulard (de suppression partielle) (p. 1786)

Intervient sur l'amendement n° 281 de la commission (enquêteurs habilités par les deux ministres) (p. 1786)

Intervient sur l'amendement n° 282 de la commission (pouvoirs des fonctionnaires et agents habilités) (p. 1786)

Intervient sur l'amendement n° 283 corrigé de la commission (de précision) (p. 1786)

Intervient sur l'amendement n° 284 de la commission (rédactionnel) (p. 1786)

Intervient sur l'amendement n° 285 de la commission (rédactionnel) (p. 1786)

Intervient sur l'amendement n° 286 de la commission (de précision) (p. 1786)

Article 34 (respect du secret professionnel)

Intervient sur l'amendement n° 287 de la commission (de cohérence) (p. 1787)

Intervient sur l'amendement n° 391 rectifié de la commission des finances (cessation d'office des fonctions) (p. 1787)

Intervient sur l'amendement n° 288 de la commission (de précision) (p. 1787)

Article 35 (pouvoir réglementaire de la CRE)

Intervient sur l'amendement n° 551 de M. Christian Martin (références aux contrats de concession plutôt qu'aux dispositions législatives) (p. 1788)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Pierre Micaut (références aux compétences des collectivités locales concédantes) (p. 1788)

Intervient sur l'amendement n° 629 de M. Claude Billard (propositions de la commission uniquement en matière de règlements) (p. 1788)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Franck Borotra (propositions de la commission uniquement en matière de règlements) (p. 1788)

Intervient sur l'amendement n° 392 de la commission des finances (rédactionnel) (p. 1788)

Intervient sur l'amendement n° 290 de la commission (de coordination) (p. 1788)

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Franck Borotra (pouvoir réglementaire de la commission étendu aux procédures de choix des installations nouvelles) (p. 1789)

Intervient sur l'amendement n° 518 de M. François Goulard (de suppression partielle) (p. 1789)

Intervient sur l'amendement n° 291 de la commission (rédactionnel) (p. 1789)

Intervient sur l'amendement n° 104 rectifié de M. Franck Borotra (édiction des règles concernant le contrôle de la réglementation des tarifs des services publics appliqués aux clients non éligibles) (p. 1789)

Intervient sur l'amendement n° 292 de la commission (homologation des décisions de la commission) (p. 1789)

Intervient sur l'amendement n° 630 de M. Claude Billard (suites réglementaires) (p. 1790)

Article 36 (litiges d'accès aux réseaux et voies de recours)

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Franck Borotra (différends dont la commission peut être saisie) (p. 1790)

Intervient sur l'amendement n° 293 de la commission (délai porté à six mois) (p. 1790)

Soutient le sous-amendement n° 771 du Gouvernement (délai porté à un an) à l'amendement n° 293 de la commission : adopté (p. 1790)

Intervient sur l'amendement n° 710 de M. Jean-Louis Dumont (de précision) (p. 1791)

Intervient sur l'amendement n° 709 de M. Jean-Louis Dumont (de précision) (p. 1791)

Intervient sur l'amendement n° 294 de la commission (délai de deux mois) (p. 1791)

Intervient sur l'amendement n° 295 de la commission (délai de quinze jours) (p. 1791)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 393 de la commission des finances (conciliation) (p. 1791)

Article 37 (relations entre le Conseil et la concurrence et la CRE)

Intervient sur l'amendement n° 711 de M. Jean-Louis Dumont (avis de la commission transmis au Conseil de la concurrence) (p. 1792)

Article 38 (pouvoir de sanction de la CRE)

Intervient sur l'amendement n° 743 de la commission (de coordination) (p. 1792)

Intervient sur l'amendement n° 296 de la commission (rédactionnel) (p. 1793)

Intervient sur l'amendement n° 394 de la commission des finances (étendue des pouvoirs de sanction) (p. 1793)

Intervient sur le sous-amendement n° 739 de la commission (de précision) à l'amendement n° 394 de la commission des finances (p. 1793)

Soutient le sous-amendement n° 786 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 394 de la commission des finances : adopté (p. 1793)

Article 39 (pouvoirs de sanction du ministre)

Intervient sur l'amendement n° 519 de M. François Goulard (de suppression) (p. 1793)

Intervient sur l'amendement n° 536 de M. François d'Aubert (de suppression) (p. 1793)

Intervient sur l'amendement n° 297 de la commission (de coordination) (p. 1794)

Intervient sur l'amendement n° 298 de la commission (de précision) (p. 1794)

Article 40 (dispositions pénales)

Intervient sur l'amendement n° 299 de la commission (de précision) (p. 1794)

Intervient sur l'amendement n° 300 de la commission (montant maximum de l'amende) (p. 1794)

Intervient sur l'amendement n° 301 de la commission (de coordination) (p. 1795)

Intervient sur l'amendement n° 302 de la commission (rédactionnel) (p. 1795)

Intervient sur l'amendement n° 303 de la commission (de précision) (p. 1795)

Intervient sur l'amendement n° 723 de M. Michel Inchauspé (non-application des dispositions du présent article aux petites installations) (p. 1795)

Article 41 (recherche et constatation des infractions à la loi)

Intervient sur l'amendement n° 395 de la commission des finances (constatation des infractions pénales par les agents de la commission) (p. 1795)

Intervient sur l'amendement n° 304 de la commission (de coordination) (p. 1796)

Article 42 (aménagement du principe de spécialité d'EDF)

Son intervention (p. 1797)

Intervient sur l'amendement n° 305 de la commission (missions d'EDF) (p. 1802)

Intervient sur le sous-amendement n° 781 de M. Claude Billard (rédactionnel) à l'amendement n° 305 de la commission (p. 1802)

Soutient le sous-amendement n° 787 du Gouvernement (intervention d'EDF comme conducteur d'opérations en tant que partenaire des collectivités territoriales) à l'amendement n° 305 de la commission : adopté (p. 1802)

Soutient le sous-amendement n° 788 du Gouvernement (prise en compte par l'observatoire des activités destinées aux clients finals éligibles ou non éligibles) à l'amendement n° 305 de la commission : adopté (p. 1802)

Intervient sur l'amendement n° 107 rectifié de M. Franck Borotra (objet d'EDF) (p. 1802)

Après l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 422 de M. Claude Birraux (offre globale proposée par les distributeurs non nationalisés aux clients éligibles situés dans leur zone de desserte) (p. 1802)

Avant l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 423 de M. Claude Birraux (statut du personnel des unités de production et de distribution) (p. 1803)

Intervient sur l'amendement n° 534 de M. François d'Aubert (statut du personnel des unités de production et de distribution) (p. 1803)

Article 43 (articles L. 713-1 et L. 713-2 du code du travail - développement de la négociation collective de branche)

Son intervention (p. 1805)

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Franck Borotra (de suppression) (p. 1806)

Intervient sur l'amendement n° 424 de M. Claude Birraux (de suppression) (p. 1806)

Intervient sur l'amendement n° 473 de M. Jean Proriol (de suppression) (p. 1806)

Intervient sur l'amendement n° 523 de M. François Goulard (de suppression) (p. 1806)

Intervient sur l'amendement n° 631 de M. Claude Billard (statut des salariés) (p. 1807)

Intervient sur l'amendement n° 306 de la commission (rédactionnel) (p. 1807)

Intervient sur l'amendement n° 307 de la commission (de précision) (p. 1807)

Intervient sur l'amendement n° 722 de M. Michel Inchauspé (statut des personnels des petits producteurs) (p. 1807)

Article 44 (transparence comptable en matière de protection sociale)

Soutient l'amendement n° 772 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 1808)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Pierre Micaux (rédactionnel) (p. 1808)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Pierre Micaux (rédactionnel) (p. 1808)

Intervient sur l'amendement n° 336 de M. Alain Cacheux (rédactionnel) (p. 1808)

Article 45 (collecte et publication des informations statistiques)

Intervient sur l'amendement n° 310 de la commission (rédactionnel) (p. 1808)

Soutient le sous-amendement n° 773 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 311 rectifié de la commission (rédactionnel) : rejeté (p. 1809)

Soutient le sous-amendement n° 774 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 311 rectifié de la commission : adopté (p. 1809)

Intervient sur l'amendement n° 312 de la commission (de précision) (p. 1809)

Article 46 (coûts échoués)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Pierre Micaux (financement spécifique des coûts ultérieurs au 19 février 1999) (p. 1810)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Franck Borotra (définition précise des charges) (p. 1811)

Intervient sur l'amendement n° 313 de la commission (définition précise des charges) (p. 1811)

Intervient sur l'amendement n° 314 de la commission (évaluation, financement et recouvrement des charges) (p. 1811)

Intervient sur l'amendement n° 315 de la commission (de précision) (p. 1811)

Article 47 (révision des contrats entre EDF ou un distributeur non nationalisé et un client éligible)

Intervient sur l'amendement n° 316 de la commission (délai pour dénoncer le contrat porté à deux ans) (p. 1811)

Intervient sur l'amendement n° 317 de la commission (rédactionnel) (p. 1811)

Article 48 (révision des contrats entre EDF et les producteurs d'électricité)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Franck Borotra (révision des contrats conclus entre EDF et les producteurs avant l'entrée en vigueur de la loi) (p. 1815)

Intervient sur l'amendement n° 318 de la commission (révision des contrats conclus entre EDF et les producteurs avant l'entrée en vigueur de la loi) (p. 1815)

Soutient le sous-amendement n° 775 du Gouvernement (délai d'un an) à l'amendement n° 318 de la commission : adopté (p. 1813)

Intervient sur le sous-amendement n° 782 de M. Claude Billard (délai d'un an) à l'amendement n° 318 de la commission (p. 1813)

Soutient le sous-amendement n° 776 du Gouvernement (révision des contrats) à l'amendement n° 318 de la commission : adopté (p. 1814)

Soutient le sous-amendement n° 777 du Gouvernement (financements des surcoûts induits par la révision des contrats) à l'amendement n° 318 de la commission : adopté (p. 1814)

Intervient sur le sous-amendement n° 780 de M. Guy Hascoët (reconduction des contrats) à l'amendement n° 318 de la commission (p. 1815)

Intervient sur l'amendement n° 724 de M. Michel Inchauspé (secteur hydraulique) (p. 1815)

Article 49 (révision des contrats de concession et des règlements de service des régies)

Intervient sur l'amendement n° 319 de la commission (de cohérence) (p. 1815)

Article 50 (adaptation de certaines dispositions de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946)

Intervient sur l'amendement n° 321 de la commission (rédactionnel) (p. 1816)

Intervient sur l'amendement n° 322 de la commission (de précision) (p. 1816)

Intervient sur l'amendement n° 753 de la commission (rédactionnel) (p. 1816)

Intervient sur l'amendement n° 323 de la commission (rédactionnel) (p. 1816)

Soutient le sous-amendement n° 778 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 323 de la commission : adopté

Intervient sur l'amendement n° 324 de la commission (représentation au Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) (p. 1816)

Article 51 (abrogation de dispositions législatives et réglementaires)

Intervient sur l'amendement n° 592 de M. Claude Billard (suppression du paragraphe I) (p. 1817)

Intervient sur l'amendement n° 593 de M. Claude Billard (suppression du paragraphe II) (p. 1817)

Intervient sur l'amendement n° 594 de M. Claude Billard (suppression du paragraphe III) (p. 1817)

Intervient sur l'amendement n° 325 de la commission (rédactionnel) (p. 1817)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 438 de M. Jean Proriol (titre du projet de loi) (p. 1818)

Seconde délibération

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (simplifications administratives pour les petites installations) : adopté (p. 1818)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté après rectification (p. 1819)

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (de précision) : adopté après rectification (p. 1820)

Article 33 (pouvoirs d'enquête)

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (pouvoirs d'investigation de la Commission de régulation de l'électricité) : adopté (p. 1820)

Explications de vote et vote [2 mars 1999] (p. 1864)

Son intervention (p. 1864)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2421)

Son intervention (p. 2421)

Sa réponse (p. 2434)

Thèmes :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 2435)

Communes : finances (p. 2435)

Eau : assainissement : collectivités territoriales (p. 2436)

Mines et carrières : code minier (p. 2421)

Mines et carrières : pollution et nuisances : indemnisation (p. 2421 à 2423, 2435)

Mines et carrières : titres miniers : responsabilité civile (p. 2422, 2435)

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2436)

Article 1er (indemnisation en présence de clauses minières valides)

Son intervention (p. 2442)

Article 5 (création d'une agence de prévention et de surveillance des risques miniers)

Son intervention (p. 2445)

Son intervention à l'issue du vote (p. 2449)

Proposition de loi n° 1513 relative à l'actionariat des salariés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 1999] (p. 4673)

Son intervention (p. 4684)

Thèmes :

Entreprises : intéressement et participation (p. 4684)

Recherche : innovation (p. 4685)

Secteur public : ouverture du capital (p. 4686)

Sociétés : actionnaires : salariés (p. 4686, 4687)

Travail : négociations : actions (p. 4687)

Étienne PINTE

*Yvelines (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 918), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) [25 novembre 1998] (n° 1220)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Sécurité sociale. Cotisations. Exonération, aides à domicile [25 novembre 1998] (p. 9495)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

*PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'ÉQUILIBRE FINANCIER*

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Article 19 (application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux abonnements souscrits pour la fourniture de gaz et d'électricité)

Son amendement n° 358 (application du taux réduit de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons

d'électricité, de gaz combustible et d'énergie calorifique) : devenu sans objet (p. 6839)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Après l'article 34

Son amendement n° 1148 soutenu par M. Patrick Ollier (emplacements réservés et droit de propriété) (p. 935) : rejeté (p. 936)

Son amendement n° 1149 soutenu par M. Patrick Ollier (emplacements réservés et droit de propriété) (p. 935) : rejeté (p. 936)

Henri PLAGNOL

*Val-de-Marne (1^{ère} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Fonds de pension, création [3 novembre 1998] (p. 7922)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 844, posée le 31 mai 1999. Police. Commissariats (J.O. Questions p. 3203). Appelée le 1^{er} juin 1999. Effectifs de personnel, locaux, Saint-Maur-des-Fossés (p. 5161)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Condamne la clôture de la discussion sur l'article intervenant après que la parole eut été retirée à M. Jean-Claude Lenoir sur la question préalable et estime que l'opposition est victime d'une censure [8 novembre 1998] (p. 8455)

Estime que le Gouvernement veut faire siéger l'Assemblée "jusqu'à l'épuisement" afin que le vote puisse intervenir mardi 10 novembre en présence des députés de la majorité [8 novembre 1998] (p. 8497)

Souhaite que la séance soit levée avant deux heures du matin [1^{er} décembre 1998] (p. 9824)

Regrette que l'opposition ne soit pas autorisée à répondre à la commission et au Gouvernement [1^{er} décembre 1998] (p. 9844)

Estime que les droits de l'opposition ont été violés par la présidence [1^{er} décembre 1998] (p. 9862)

Indique que la séance ne pourra être levée après sept heures du matin [1^{er} décembre 1998] (p. 9871)

Estime que Mme Christine Boutin a été mise en cause de façon insultante et demande une suspension de séance [1^{er} décembre 1998] (p. 9875)

Estime avoir été mis en cause par la ministre de la justice et condamne l'attitude du Gouvernement à propos de la discussion de la proposition de loi relative au PACS [2 décembre 1998] (p. 9899)

Répond au rappel au règlement de M. Philippe Douste-Blazy : estime que les propositions du Président de séance ne sont pas acceptables [2 décembre 1998] (p. 9917)

DÉBATS

Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1998] (p. 6241, 6281)

Son intervention (p. 6282)

Thèmes :

Famille (p. 6283)

Partis et mouvements politiques : majorité (p. 6283)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 6282)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Après l'article 2

Son amendement n° 454 corrigé : non soutenu (p. 6674)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Examen du fascicule [21 octobre 1998] (p. 7077)

Procédure des questions :

Ventes et échanges : commissaires priseurs : impôt de solidarité sur la fortune (p. 7104)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 8010)

Son intervention (p. 8369)

Thèmes :

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 8010)

Assemblée nationale : Président : motions de procédure (p. 8369)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 8370, 8371)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 8372)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 8010)

Etat : Premier ministre : déclarations (p. 8369, 8370)

Famille (p. 8369, 8371)

Famille : mariage : enfants (p. 8371, 8372)

Famille : politique familiale (p. 8010)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 8450)

Son rappel au règlement (cf. supra) [8 novembre 1998] (p. 8455)

Son amendement n° 742 soutenu par M. Pierre Albertini (de suppression) (p. 8463) : rejeté au scrutin public (p. 8470)

Son amendement n° 743 soutenu par M. Pierre-André Wiltzer (suppression des références au code civil) (p. 8474) : rejeté (p. 8476)

Son amendement n° 841 soutenu par M. Maurice Leroy (insertion du PACS dans le livre du code civil traitant des contrats, avant les "conventions relatives à l'exercice des droits indivis") (p. 8484) : rejeté (p. 8490)

Son amendement n° 840 soutenu par M. Maurice Leroy (insertion du PACS dans le livre du code civil traitant des contrats, après le "mariage et les régimes matrimoniaux") (p. 8488) : rejeté (p. 8490)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 744 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression) (p. 8493) : rejeté au scrutin public (p. 8496)

Son rappel au règlement (cf. supra) [8 novembre 1998] (p. 8497)

Intervient sur l'amendement n° 737 de M. Jacques Kossowski (conclusion du PACS par plusieurs personnes physiques) (p. 8508)

Son amendement n° 845 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (conclusion du PACS par plusieurs personnes physiques) (p. 8506) : rejeté (p. 8508)

Son amendement n° 842 soutenu par M. Jean-Louis Bernard (conclusion du PACS entre un homme et une femme) (p. 8506) : rejeté (p. 8508)

Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Christian Estrosi (conclusion du PACS entre plusieurs parents) (p. 8509)

Son amendement n° 843 soutenu par M. Édouard Landrain (conclusion du PACS par des personnes âgées d'au moins 21 ans) (p. 8510) : rejeté (p. 8512)

Après l'article 515-1 du code civil

Son amendement n° 844 soutenu par M. Édouard Landrain (conditions de conclusion d'un PACS par des majeurs sous tutelle ou curatelle) : rejeté (p. 8542)

Son amendement n° 846 (conditions relatives à la cause pour la conclusion d'un PACS) : rejeté (p. 8543)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 847 soutenu par M. Léonce Deprez (conclusion du PACS entre parents) (p. 8547) : rejeté (p. 8548)

Après l'article 515-2 du code civil

Son amendement n° 948 (prescription de trente ans pour l'action en nullité contre le PACS conclu en fraude de la loi) : rejeté (p. 8563)

Son amendement n° 949 (prescription de cinq ans pour l'action en nullité contre le PACS conclu en fraude de la loi) : rejeté (p. 8563)

Son amendement n° 950 (action en nullité contre le PACS conclu en fraude à la loi dans l'année de sa conclusion) : rejeté (p. 8563)

Son amendement n° 853 (action en nullité contre un PACS intentée par toute personne y ayant intérêt) : rejeté (p. 8563)

Son amendement n° 947 (action en nullité contre un PACS intentée par les parents des personnes souhaitant le conclure) : rejeté (p. 8563)

Son amendement n° 854 (action en nullité contre un PACS intentée par l'ex-époux d'une des personnes souhaitant le conclure) : rejeté (p. 8563)

Son amendement n° 886 (action en nullité contre un PACS intentée par le ministère public) : rejeté (p. 8563)

Son amendement n° 851 (formes de l'opposition à la conclusion d'un PACS, délais de jugement et possibilité de dommages et intérêts) : rejeté (p. 8563)

Son amendement n° 852 (opposition à la conclusion d'un PACS par tous moyens) : rejeté (p. 8564)

Son amendement n° 951 (possibilité de confirmation du PACS après cessation du vice) : rejeté (p. 8564)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 746 soutenu par M. Renaud Donnedieu de Vabres (de suppression) : rejeté (p. 8565)

Son amendement n° 952 (déclaration écrite effectuée chez un notaire) : rejeté (p. 8566)

Intervient sur l'amendement n° 1032 de M. Alain Tourret (déclaration écrite déposée au tribunal d'instance) (p. 8569)

Intervient sur l'amendement n° 837 de M. Éric Doligé (nullité du PACS demandée par le ministère public ou par toute personne y ayant intérêt) (p. 9773)

Après l'article 515-3 du code civil

Son amendement n° 966 (intervention du procureur de la République pour la nullité du PACS conclu à l'étranger) : rejeté (p. 9774)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Dominique Dord (certificats médicaux produits par les partenaires) (p. 9775)

Intervient sur l'amendement n° 114 de Mme Christine Boutin (certificats médicaux produits par les partenaires) (p. 9775)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 747 soutenu par M. Pierre Albertini (de suppression) (p. 9792) : rejeté (p. 9793)

Son amendement n° 970 soutenu par M. Pierre Albertini (nouvelle rédaction renvoyant aux articles 212, 214 et 215 du code civil relatifs respectivement au devoir de secours et d'assistance entre époux, à leur contribution aux charges du mariage et à la communauté de vie) (p. 9793) : rejeté (p. 9794)

Son amendement n° 971 (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les partenaires) : rejeté (p. 9803)

Son amendement n° 972 (disparition de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les partenaires avec la dissolution du PACS) : rejeté (p. 9807)

Son amendement n° 976 (absence de solidarité entre partenaires sauf dans les cas prévus par la loi ou la convention) : rejeté (p. 9808)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Christian Estrosi (présomption de paternité pour les enfants conçus pendant le PACS) (p. 9814)

Intervient sur l'amendement n° 497 de M. Pierre-Christophe Baguet (présomption de paternité pour les enfants conçus pendant le PACS) (p. 9814)

Après l'article 515-4 du code civil

Son amendement n° 973 (possibilité de révocation des donations faites entre partenaires pendant la durée du PACS) : rejeté (p. 9815)

Son amendement n° 974 (nullité des donations déguisées ou faites à des personnes interposées) : rejeté (p. 9815)

Son amendement n° 975 (donations réputées faites à des personnes interposées) : rejeté (p. 9815)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 26 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 9820)

Intervient sur l'amendement n° 211 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 9820)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 9820)

Intervient sur l'amendement n° 464 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 9820)

Intervient sur l'amendement n° 570 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 9820)

Intervient sur l'amendement n° 630 de M. Renaud Dutreil (de suppression) (p. 9820)

Son amendement n° 748 soutenu par M. Pierre Albertini (de suppression) (p. 9818) : rejeté (p. 9820)

Son amendement n° 984 (régime de la séparation des biens à défaut de stipulations contraires de l'acte d'acquisition) : rejeté (p. 9822)

Son amendement n° 977 (régime de la communauté universelle à défaut de stipulations contraires de l'acte d'acquisition) : rejeté (p. 9822)

Son amendement n° 978 (régime des meubles et de la communauté d'acquêts à défaut de stipulations contraires de l'acte d'acquisition) : rejeté (p. 9823)

Son amendement n° 979 (régime de l'indivision à défaut de contrat conclu entre les partenaires ou à défaut de stipulations contraires de l'acte d'acquisition) : rejeté (p. 9823)

Son amendement n° 986 (régime de l'indivision à défaut de stipulations contraires de l'acte d'acquisition ou de convention contraire ultérieure des deux parties) : rejeté (p. 9823)

Son rappel au règlement (cf. supra) [1^{er} décembre 1998] (p. 9824)

Intervient sur l'amendement n° 812 de M. Alain Tourret (régime de la séparation des biens) (p. 9826)

Son amendement n° 980 (parts des partenaires réputées égales dans l'indivision) : rejeté (p. 9826)

Son amendement n° 985 (suppression de la dernière phrase de l'article soumettant au régime de l'indivision les biens dont la date d'acquisition ne peut être établie) : rejeté (p. 9827)

Son amendement n° 983 (régime de l'indivision pour les biens acquis à titre gratuit postérieurement à la conclusion du PACS sauf stipulation par la libéralité d'appartenance à l'un seulement des partenaires) : rejeté (p. 9828)

Son amendement n° 987 (dispositions relatives à l'emploi ou au réemploi à l'égard du partenaire) : rejeté (p. 9828)

Son amendement n° 982 (possibilité de demander le partage sauf jugement ou convention le différant et sous réserve des dispositions relatives à l'incessibilité) : rejeté (p. 9829)

Son amendement n° 981 (possibilité de demander le partage) : rejeté (p. 9829)

Article 515-6 du code civil : régime des biens après dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 749 (de suppression) : rejeté (p. 9829)

Son amendement n° 988 (application des règles de l'attribution préférentielle dans le seul cas de décès) : rejeté (p. 9830)

Son amendement n° 989 (intervention du juge en cas de conflit entre les différents bénéficiaires de l'attribution préférentielle) : rejeté (p. 9830)

Article 515-7 du code civil : causes de dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 750 (de suppression) : adopté (p. 9832)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 751 (de suppression) : rejeté (p. 9833)

Son amendement n° 937 (dissolution du PACS par consentement mutuel, rupture de la vie commune ou faute en application de la législation sur le divorce) : rejeté (p. 9839)

Son sous-amendement n° 1084 (remise de la déclaration conjointe par les deux partenaires en personne et ensemble) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (signification de la rupture unilatérale qui prend effet après un délai de trois mois) : rejeté (p. 9840)

Son sous-amendement n° 1089 (déclaration conjointe par acte notarié) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9842)

Son sous-amendement n° 1090 (déclaration conjointe rédigée sous seing privé) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9842)

Son rappel au règlement (cf. supra) [1^{er} décembre 1998] (p. 9844)

Son sous-amendement n° 1085 (récépissé de la déclaration conjointe délivrée par le greffier du tribunal d'instance) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9846)

Son sous-amendement n° 1065 (rupture unilatérale pour excès, sévices et injures graves ou renouvelés) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9848)

Son sous-amendement n° 1066 (rupture unilatérale pour faute) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9849)

Intervient sur le sous-amendement n° 1072 de M. Thierry Mariani (signification au partenaire de façon argumentée et précise des motifs de la rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9851)

Intervient sur le sous-amendement n° 1108 de M. Bernard Accoyer (signification au partenaire des motifs exacts de la rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9851)

Intervient sur le sous-amendement n° 1114 de Mme Christine Boutin (signification au partenaire des motifs de la rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9851)

Intervient sur le sous-amendement n° 1103 de M. Thierry Mariani (signification au partenaire des motifs de la rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9851)

Son sous-amendement n° 1082 (signification de la rupture unilatérale par lettre recommandée avec accusé de réception) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9853)

Son sous-amendement n° 1083 (signification de la rupture unilatérale par acte extra-judiciaire) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9853)

Intervient sur le sous-amendement n° 1104 de M. Bernard Accoyer (conséquences de la rupture du PACS entre partenaires de même sexe ne pouvant porter préjudice aux enfants nés antérieurement à la conclusion du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9855)

- Son sous-amendement n° 1069 (intégration au PACS des dispositions du code civil relatives à l'absence de longue durée dans le mariage) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté après rectification (p. 9857)
- Son sous-amendement n° 1093 à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : devenu sans objet (p. 9858)
- Son sous-amendement n° 1095 (dissolution du PACS dans un délai, fixé par décret, courant à partir de la signification de la décision de rupture unilatérale) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9859)
- Son sous-amendement n° 1094 à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : devenu sans objet (p. 9859)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1094 de M. Henri Plagnol à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9859)
- Son sous-amendement n° 1092 (date d'opposabilité aux tiers de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9861)
- Son sous-amendement n° 1064 (homologation par le juge de la convention par laquelle les partenaires règlent les conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9862)
- Son rappel au règlement (cf. supra) [1^{er} décembre 1998] (p. 9862)
- Son sous-amendement n° 1062 (conséquences patrimoniales et extra-patrimoniales de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9864)
- Son sous-amendement n° 1063 (conséquences patrimoniales de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9864)
- Son sous-amendement n° 1068 (conséquences de la dissolution du PACS à l'égard des enfants) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9865)
- Son sous-amendement n° 1087 (homologation par le juge aux affaires familiales de la convention par laquelle les partenaires règlent les conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté au scrutin public (p. 9866)
- Son sous-amendement n° 1086 (conséquences de la dissolution du PACS réglées par le juge aux affaires familiales, conformément aux dispositions sur le divorce aux torts partagés, en cas de désaccord entre les partenaires) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9869)
- Son sous-amendement n° 1091 (conséquences de la dissolution du PACS réglées par le juge aux affaires familiales en cas de désaccord entre les partenaires) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9869)
- Son sous-amendement n° 1061 (compétence du tribunal de grande instance pour les conséquences de la dissolution du PACS en cas de désaccord entre les partenaires) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : rejeté (p. 9869)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1071 de M. Thierry Mariani (attribution de dommages et intérêts en cas de faute lorsque les partenaires sont en désaccord sur les conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9870)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1080 de M. Thierry Mariani (règlement par le juge aux affaires familiales des conséquences de la dissolution du PACS pour les enfants nés de l'union des partenaires) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9871)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1111 de M. Bernard Accoyer (règlement par le juge des conséquences de la dissolution du PACS pour les enfants nés de l'union des partenaires) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9871)
- Son rappel au règlement (cf. supra) [1^{er} décembre 1998] (p. 9871)
- Son rappel au règlement (cf. supra) [1^{er} décembre 1998] (p. 9875)
- Son sous-amendement n° 1088 (homologation par le juge de la convention par laquelle les partenaires règlent les conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : vote réservé : devenu sans objet : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9877)
- Son sous-amendement n° 1060 (en cas de désaccord entre les partenaires, prise en compte par le juge de la faute, de l'existence d'une société de fait et de l'enrichissement sans cause) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : vote réservé : devenu sans objet : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9877)
- Son sous-amendement n° 1067 (publicité de l'acte par lequel les partenaires déterminent les conséquences de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : vote réservé : devenu sans objet : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9877)
- Son sous-amendement n° 1070 (application de la loi française en cas de contentieux lorsque l'un des partenaires est de nationalité étrangère) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel : vote réservé : devenu sans objet : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9877)
- Après l'article 1er*
- Intervient sur l'amendement n° 813 de M. Alain Tourret (insertion dans le livre 1er du code civil d'un titre XIII relatif au concubinage qui se constate par la possession d'état stable et notoire du couple, que les concubins soient ou non de sexe différent) (p. 9909)
- Soutient l'amendement n° 786 de M. Charles de Courson (impôt sur le revenu, de solidarité sur la fortune et droits de mutation à titre gratuit pour les couples hétérosexuels non mariés ayant ou ayant eu des enfants) : rejeté (p. 9913)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son intervention (p. 9913)

Son amendement n° 752 (de suppression) : rejeté (p. 9923)

Son amendement n° 898 soutenu par M. Pierre Albertini (délai de cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9938) : rejeté (p. 9940)

Son amendement n° 899 soutenu par M. Pierre Albertini (preuve d'une vie commune effective pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 9942)

Son amendement n° 900 corrigé soutenu par M. Édouard Landrain (preuve d'une vie de couple effective pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 9942)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Philippe Douste-Blazy (cf. supra) (p. 9917)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 677 de M. Charles de Courson (application aux couples hétérosexuels non mariés, ayant ou ayant eu des enfants, de dispositions fiscales relatives aux couples mariés) : rejeté (p. 9948)

Soutient l'amendement n° 678 de M. Charles de Courson (avantage fiscal supérieur conféré aux couples mariés par rapport aux partenaires d'un PACS en matière d'impôt sur le revenu) : rejeté (p. 9949)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son intervention (p. 9950)

Son amendement n° 753 (de suppression) : rejeté (p. 9954)

Son amendement n° 903 (réduction de 60 à 50 % du tarif des droits de mutation à titre gratuit entre frères et soeurs) : rejeté (p. 9967)

Répond aux observations de M. Charles de Courson : juge inadmissible le procédé utilisé par le Gouvernement (p. 9957)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 754 (de suppression) : vote réservé à la demande du Gouvernement (p. 9970) : rejeté (p. 10001)

Article 5 (droit à congés)

Son amendement n° 755 (de suppression) : rejeté (p. 9976)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 682 de M. Charles de Courson (absence d'ouverture de droits en matière de pension de réversion au titre des régimes complémentaires et surcomplémentaires) : rejeté (p. 9978)

Soutient l'amendement n° 683 de M. Charles de Courson (suppression du versement de l'allocation de parent isolé aux signataires d'un PACS) : rejeté (p. 9979)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son intervention (p. 9982)

Son amendement n° 756 (de suppression) : rejeté (p. 9989)

Intervient sur l'amendement n° 405 de M. Bernard Accoyer (PACS conclu depuis plus de cinq ans) (p. 9992)

Intervient sur l'amendement n° 323 de M. Thierry Mariani (PACS appliqué de manière ininterrompue depuis plus de cinq ans) (p. 9992)

Intervient sur l'amendement n° 324 de M. Thierry Mariani (PACS appliqué de manière ininterrompue depuis plus de trois ans) (p. 9992)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Jacques Myard (PACS conclu depuis plus de trois ans) (p. 9992)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Thierry Mariani (PACS appliqué de manière ininterrompue depuis plus de deux ans) (p. 9992)

Intervient sur l'amendement n° 135 de Mme Christine Boutin (PACS conclu depuis plus de deux ans) (p. 9992)

Son amendement n° 908 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (PACS conclu depuis deux ans) (p. 9991) : rejeté (p. 9992)

Intervient sur l'amendement n° 136 de Mme Christine Boutin (PACS conclu depuis plus d'un an) (p. 9992)

Son amendement n° 907 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (PACS conclu depuis un an) : rejeté (p. 9992)

Soutient l'amendement n° 330 de M. Thierry Mariani (étranger vivant en France de façon régulière depuis au moins huit ans) : rejeté (p. 9996)

Son amendement n° 909 (étranger entré régulièrement) : retiré (p. 9996)

Son amendement n° 910 (application des dispositions de l'article sous réserve de réciprocité de la part des signataires de l'accord de Schengen) : rejeté (p. 9998)

Article 7 (prise en compte du pacte civil de solidarité dans l'examen d'une demande de naturalisation)

Son intervention (p. 9999)

Son amendement n° 757 soutenu par M. Yves Fromion (de suppression) (p. 10000) : adopté (p. 10001)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son intervention (p. 10176)

Son amendement n° 758 (de suppression) : rejeté (p. 10178)

Son amendement n° 913 soutenu par M. Claude Goasguen (preuve d'une communauté de vie effective) : rejeté (p. 10182)

Article 9 (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son intervention (p. 10184)

Son amendement n° 759 (de suppression) : rejeté (p. 10188)

Intervient sur l'amendement n° 148 de Mme Christine Boutin (PACS conclu depuis au moins trois ans) (p. 10190)

Intervient sur l'amendement n° 999 de M. Dominique Dord (PACS conclu depuis au moins trois ans) (p. 10190)

Son amendement n° 916 (PACS conclu depuis trois ans) : rejeté (p. 10190)

Son amendement n° 915 (PACS conclu depuis deux ans) : rejeté (p. 10190)

Intervient sur l'amendement n° 149 de Mme Christine Boutin (PACS conclu depuis au moins un an) (p. 10190)

Son amendement n° 914 (PACS conclu depuis un an) : rejeté (p. 10190)

Son amendement n° 917 (preuve d'une vie de couple effective) : rejeté (p. 10191)

Son amendement n° 921 (de coordination) : rejeté (p. 10192)

Son amendement n° 920 (de coordination) : rejeté (p. 10192)

Son amendement n° 919 (de coordination) : rejeté (p. 10192)

Son amendement n° 918 (de coordination) : rejeté (p. 10192)

Son amendement n° 924 (de coordination) : rejeté (p. 10192)

Son amendement n° 923 (de coordination) : rejeté (p. 10192)

Son amendement n° 922 (de coordination) : rejeté (p. 10192)

Son amendement n° 925 (de coordination) : rejeté (p. 10192)

Article 10 (dispositions applicables aux fratries)

Son intervention (p. 10193)

Son amendement n° 760 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 10202)

Après l'article 10

Son amendement n° 871 (extension de la notion de personne à charge à toute personne hébergée gratuitement par le contribuable et dont il supporte la charge) : rejeté (p. 10213)

Son amendement n° 870 (extension de la notion de personne à charge aux frères et soeurs vivant sous le

toit du contribuable et dont il assure exclusivement la charge) : rejeté (p. 10213)

Article 11 (décrets d'application)

Son amendement n° 761 (de suppression) : rejeté (p. 10215)

Après l'article 11

Son amendement n° 928 (nouvel examen de la loi par le Parlement dans un délai de cinq ans après évaluation de son application par l'office parlementaire d'évaluation de la législation) : rejeté (p. 10216)

Soutient l'amendement n° 228 de M. Christian Estrosi (rapport parlementaire dans un délai de cinq ans après évaluation de l'application de la loi par l'office parlementaire d'évaluation de la législation) : rejeté (p. 10217)

Son amendement n° 927 (rapport parlementaire dans un délai de cinq ans après évaluation de l'application de la loi par l'office parlementaire d'évaluation de la législation) : rejeté (p. 10217)

Article 12 (compensation des pertes éventuelles de recettes)

Son amendement n° 762 (de suppression) : retiré (p. 10218)

Explications de vote et vote [9 décembre 1998] (p. 10241)

Ses explications de vote (p. 10244)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 10245)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3034, 3057)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3050)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3081) : rejetée (p. 3088)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3081, 3082)

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3050)

Constitution : préambule : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3050)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 3084)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 3050)

Droits de l'homme et libertés publiques : atteintes à la vie privée : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3050)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 3084, 3085)

Famille : concubinage (p. 3082, 3083, 3085)
 Famille : concubinage : enfants (p. 3083, 3084)
 Famille : couple : statuts (p. 3084, 3085)
 Famille : mariage : enfants (p. 3085)
 Parlement : Sénat : pacte civil de solidarité (PACS)
 (p. 3082, 3083)

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Intervient sur le sous-amendement n° 517 de Mme Christine Boutin (aptitude à conclure un PACS relevant de la loi personnelle) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) (p. 3154)

Soutient le sous-amendement n° 418 de M. Maurice Leroy (prescription trentenaire de l'action en nullité du PACS conclu en fraude de la loi) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3169)

Soutient le sous-amendement n° 419 de M. Maurice Leroy (prescription quinquennale de l'action en nullité du PACS conclu en fraude de la loi) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3169)

Soutient le sous-amendement n° 420 de M. Maurice Leroy (prescription d'un an de l'action en nullité du PACS conclu en fraude de la loi) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3169)

Soutient le sous-amendement n° 421 de M. Maurice Leroy (confirmation du PACS après la cessation du vice entraînant la nullité) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission : rejeté (p. 3169)

Explications de vote et vote [7 avril 1999] (p. 3370)

Ses explications de vote (p. 3375)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 3375)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5499, 5521)

Son intervention (p. 5533)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : contrats (p. 5533)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 5533)

Droits de l'homme et libertés publiques : atteintes à la vie privée : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5533)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : communautarisme (p. 5533)

Discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5550) ; [9 juin 1999] (p. 5613, 5659)

Article 1er (pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 82 (de suppression) : rejeté (p. 5558)

Avant l'article 515-1 du code civil

Son amendement n° 80 soutenu par Mme Christine Boutin (insertion du contrat civil de solidarité et du concubinage dans le livre troisième du code civil relatif aux contrats) : rejeté (p. 5559)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 83 (de suppression) : rejeté (p. 5561)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 84 soutenu par Mme Christine Boutin (suppression des empêchements) : rejeté (p. 5574)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 85 soutenu par Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 5582) : rejeté (p. 5583)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 86 (de suppression) : rejeté (p. 5615)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Son amendement n° 87 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (de suppression) : rejeté (p. 5623)

Son amendement n° 107 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (régime de la séparation des biens pour les meubles meublants à défaut du choix initial de l'indivision) : rejeté (p. 5624)

Son amendement n° 108 (régime de la séparation des biens pour les biens autres que les meubles meublants si l'acte d'acquisition ou de souscription n'en dispose pas autrement) : rejeté (p. 5625)

Article 515-6 du code civil : régime des biens après dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 88 soutenu par M. Thierry Mariani (de suppression) : rejeté (p. 5626)

Article 515-7 du code civil : causes de dissolution du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 89 (de suppression) : rejeté (p. 5629)

Son amendement n° 112 (suppression de la rupture unilatérale) : rejeté (p. 5631)

Son amendement n° 113 soutenu par M. Charles de Courson (de coordination) : rejeté (p. 5639)

Après l'article 1er

Son amendement n° 103 soutenu par Mme Christine Boutin (non-application des dispositions relatives à l'adoption aux partenaires de même sexe d'un PACS) : rejeté (p. 5647)

Son amendement n° 104 soutenu par Mme Christine Boutin (interdiction de la procréation médicalement assistée pour les partenaires de même sexe d'un PACS) : rejeté (p. 5648)

Article 1er bis (majeurs sous tutelle)

Son amendement n° 90 (de suppression) : retiré (p. 5650)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 91 soutenu par M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 5659) : rejeté (p. 5660)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son amendement n° 92 (de suppression) : rejeté (p. 5662)

Son amendement n° 79 soutenu par Mme Christine Boutin (amélioration du régime fiscal de l'acquisition en commun de la résidence principale : "tontine") : rejeté (p. 5663)

Son amendement n° 81 soutenu par Mme Christine Boutin (suppression des taux de 40 % et de 50 % pour les partenaires d'un PACS et réduction des taux des droits de mutation à titre gratuit en ligne collatérale et entre non parents) : rejeté (p. 5663)

Son amendement n° 109 soutenu par Mme Christine Boutin (PACS conclu depuis trois ans pour le bénéfice des taux de 40 % et de 50 % sauf pour les legs consentis par un testateur atteint d'une affection de longue durée au sens des 3° et 4° de l'article L. 322-3 du code de la sécurité sociale) (p. 5663) : rejeté (p. 5664)

Son amendement n° 111 soutenu par Mme Christine Boutin (application de l'abattement une fois par période de dix ans aux donations du chef du donateur) (p. 5665) : rejeté (p. 5666)

Son amendement n° 110 soutenu par Mme Christine Boutin (PACS conclu depuis trois ans pour le bénéfice de l'abattement sauf pour les legs consentis par un testateur atteint d'une affection de longue durée au sens des 3° et 4° de l'article L. 322-3 du code de la sécurité sociale) (p. 5665) : rejeté (p. 5666)

Article 4 (imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 93 soutenu par Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 5666) : rejeté (p. 5667)

Article 4 bis (droits dérivés en matière d'assurance-maladie)

Son amendement n° 94 (de suppression) : rejeté (p. 5668)

Article 5 (droit à congés)

Son amendement n° 96 (de suppression) : rejeté (p. 5670)

Article 5 bis A (capital décès)

Son amendement n° 95 (de suppression) : devenu sans objet (p. 5671)

Article 5 bis (interruption du droit à l'allocation de soutien familial)

Son amendement n° 97 (de suppression) : devenu sans objet (p. 5671)

Article 5 ter (interruption du droit à l'allocation de veuvage)

Son amendement n° 98 (de suppression) : rejeté (p. 5672)

Article 6 (prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour)

Son amendement n° 99 (de suppression) : rejeté (p. 5674)

Soutient l'amendement n° 312 de Mme Christine Boutin (PACS conclu depuis trois ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) : rejeté (p. 5675)

Article 8 (priorité de mutation des fonctionnaires)

Son amendement n° 100 (de suppression) : rejeté (p. 5678)

Article 9 (continuation du contrat de location et droit de reprise pour habiter)

Son amendement n° 101 (de suppression) : rejeté (p. 5680)

Article 11 (décrets d'application)

Son amendement n° 102 soutenu par Mme Christine Boutin (de suppression) : rejeté (p. 5681)

Après l'article 11

Son amendement n° 105 (bilan de la loi par l'office parlementaire d'évaluation de la législation et nouvel examen dans les cinq ans) : rejeté (p. 5684)

Son amendement n° 106 (bilan de la loi par l'office parlementaire d'évaluation de la législation et rapport parlementaire dans les cinq ans) : rejeté (p. 5684)

Explications de vote et vote [15 juin 1999] (p. 5824)

Ses explications de vote (p. 5828)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 5828)

<p>Proposition de loi organique n° 1151 modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances</p>

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 1998] (p. 9363)

Son intervention (p. 9375)

Thèmes :

Etat (p. 9376, 9377)

Finances publiques : annualité budgétaire (p. 9376)

Finances publiques : prélèvements obligatoires : réductions d'impôt (p. 9377)

Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 9377)

Lois : rétroactivité des lois (p. 9375, 9376)

Politique générale : démocratie : rétroactivité des lois (p. 9376)

Explications de vote et vote [25 novembre 1998] (p. 9503)

Ses explications de vote (p. 9506)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 9506)

Proposition de loi n° 1301 créant les plans de prévoyance retraite

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 539)

Son intervention (p. 555)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 555, 556)

Marchés financiers : généralités (p. 556)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 556)

Retraites : généralités : système par capitalisation (p. 555, 556)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 556)

Proposition de loi n° 1350 portant création d'une nouvelle collectivité territoriale : le Haut-Conseil de l'agglomération parisienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3781)

Son intervention (p. 3792)

Thèmes :

Départements (p. 3793)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : collectivités territoriales (p. 3793)

Régions : Ile-de-France : communes (p. 3794)

Régions : Ile-de-France : compétences (p. 3792 à 3794)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 3793, 3794)

Régions : Ile-de-France : Etat (p. 3793)

Régions : Ile-de-France : généralités (p. 3792)

Régions : Ile-de-France : statuts (p. 3792)

Régions : Ile-de-France : transports (p. 3792, 3793)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501, 4532) ; [19 mai 1999] (p. 4596)

Son intervention (p. 4555)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : câble (p. 4556)

Audiovisuel et communication : télévision

Proposition de loi n° 1513 relative à l'actionnariat des salariés

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote (p. 4689)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 4690)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6274, 6295) ; [23 juin 1999] (p. 6373)

Soutient la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 6295) : rejetée au scrutin public (p. 6304)

Thèmes :

Droit pénal : action publique : ministre (p. 6297)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 6296)

Droit pénal : politique pénale : ministre (p. 6295, 6297)

Droit pénal : procédure pénale : élus (p. 6296)

Etat : Gouvernement : magistrats (p. 6295, 6297 à 6299)

Etrangers : extradition : magistrats (p. 6298)

Justice : contentieux : délais (p. 6296)

Justice : indépendance (p. 6296, 6298)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 6299)

Justice : parquet : histoire (p. 6295)

Justice : parquet : rôle (p. 6295 à 6298)

Justice : procureurs généraux (p. 6295, 6297 à 6299)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 6297, 6298)

Serge POIGNANT

*Loire-Atlantique (10^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 23 octobre 1998] (p. 16097)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 12 février 1999] (p. 2287)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [J.O. du 7 avril 1999] (p. 5145)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, sur les nouvelles techniques de recyclage et de valorisation des déchets ménagers et des déchets industriels banals [14 juin 1999] (n° 1693)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [22 décembre 1998] (p. 11008)

Enregistrement et timbre. Droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail. Réglementation [10 mars 1999] (p. 2220)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 689, posée le 15 mars 1999. Fonction publique territoriale. Indemnités (J.O. Questions p. 1464). Appelée le 16 mars 1999. Réglementation (p. 2404)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Son intervention (p. 5879)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 5879)

Agroalimentaire : labels (p. 5880)

Commerce extérieur : exportations : agriculture (p. 5880)

Impôt sur le revenu : bénéficiaires agricoles (p. 5880)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 36 (développement de projets collectifs de production agricole) : adopté (p. 6013)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Serge Poignant (développement de projets collectifs de production agricole) (p. 6013)

Intervient sur l'amendement n° 78 corrigé de la commission (projets individuels ou collectifs de production, de transformation et de commercialisation) (p. 6013)

Intervient sur l'amendement n° 301 de M. François Guillaume (non intégration des services collectifs dans les contrats territoriaux d'exploitation) (p. 6015)

Intervient sur l'amendement n° 509 de M. François Sauvadet (non intégration des services collectifs dans les contrats territoriaux d'exploitation) (p. 6015)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (définition des activités agricoles) (p. 6082)

Son amendement n° 41 (limitation des activités accessoires) : devenu sans objet (p. 6082)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Soutient l'amendement n° 42 de M. Christian Jacob (inscription au registre des métiers) : retiré (p. 6093)

Après l'article 12

Son amendement n° 804 soutenu par M. Christian Jacob (rapport au Parlement sur la réforme de la fiscalité agricole) : rejeté (p. 6120)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son amendement n° 44 : non soutenu (p. 6319)

Article 40 (organisation de l'INAO, extension des compétences de l'INAO aux indications géographiques protégées)

Son amendement n° 48 soutenu par M. Didier Quentin (liaison avec la Commission nationale des labels et des certifications) (p. 6353) : rejeté (p. 6354)

Son amendement n° 47 soutenu par M. Christian Jacob (avis de la Commission nationale des labels et des certifications) : rejeté (p. 6355)

Son amendement n° 46 soutenu par M. François Goulard (détermination du lien existant entre le produit et son origine géographique) : rejeté (p. 6355)

Son amendement n° 50 (contrôles par l'Institut national des appellations d'origine) : rejeté (p. 6356)

Son amendement n° 49 soutenu par M. Christian Jacob (de codification) : devenu sans objet (p. 6358)

Son amendement n° 51 soutenu par M. Christian Jacob (suppression de l'alinéa relatif au respect du cahier des charges) : rejeté (p. 6358)

Après l'article 42

Son sous-amendement n° 974 soutenu par M. Christian Jacob (exclusion des professionnels du vin) à l'amendement n° 480 rectifié du Gouvernement (création d'un fonds de valorisation et de communication) (p. 6373) : rejeté (p. 6374)

Article 46 (document départemental de gestion de l'espace agricole et forestier)

Son amendement n° 52 soutenu par M. François Sauvadet (suppression de l'alinéa relatif aux documents de gestion de l'espace rural) : rejeté (p. 6410)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)*Article 2 (création des contrats territoriaux d'exploitation)*

Son intervention (p. 3444)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (contrats types arrêtés par le préfet) (p. 3451)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057, 8067)*Procédure des questions :*

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 8088)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 8088)

TRAVAIL ET EMPLOI

Vote des crédits [10 novembre 1998] (p. 8727)*Article 80 (recentrage de l'aide à l'embauche de l'indemnité compensatrice forfaitaire à l'apprentissage)*

Son amendement n° 32 (de suppression) : rejeté (p. 8729)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)

Son intervention (p. 8941)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives (p. 8943)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 8942)

Entreprises : financement (p. 8942)

Formation professionnelle (p. 8942)

Impôts et taxes : politique fiscale : commerce et artisanat (p. 8942)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 8942, 8943)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8942, 8943)

Travail : coût (p. 8942)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS**[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)**

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire)

Soutient l'amendement n° 225 de M. Henry Chabert (calcul du plafond de loyer en fonction de la surface utile du logement) : rejeté (p. 9048)

Soutient l'amendement n° 227 de M. Henry Chabert (relèvement du plafond de loyer applicable dans les communes de plus de 100 000 habitants) : rejeté (p. 9049)

Soutient l'amendement n° 226 de M. Henry Chabert (calcul du plafond de loyer en fonction de la surface utile du logement) : retiré (p. 9050)

Soutient l'amendement n° 228 de M. Henry Chabert (relèvement du plafond de loyer applicable dans les communes de plus de 100 000 habitants) : retiré (p. 9050)

Soutient l'amendement n° 230 de M. Henry Chabert (maintien de l'amortissement tant que les conditions de loyer et de ressources demeurent remplies) : rejeté (p. 9050)

Après l'article 68

Soutient l'amendement n° 232 de M. Henry Chabert (relèvement de la limite d'imputation sur le revenu global du déficit foncier constaté par le bailleur qui accepte de conventionner son logement) : rejeté (p. 9055)

Après l'article 73

Son amendement n° 14 soutenu par M. Pierre Hériaud (conditions d'application de la réforme de la taxe professionnelle aux artisans) : rejeté (p. 9092)

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Jean-Pierre Balligand (obligation d'adoption de la taxe professionnelle unique pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 100 000 habitants) (p. 9115)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Didier Migaud (obligation d'adoption de la taxe professionnelle unique pour les groupements de communes de plus de 100 000 habitants) (p. 9115)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Didier Migaud (prélèvement d'une fiscalité additionnelle par les groupements de communes à taxe professionnelle unique) (p. 9115)

Intervient sur l'amendement n° 149 de M. Didier Migaud (exclusion des groupements de communes à taxe professionnelle unique du champ d'application du dispositif de liaison à la baisse entre les taux des impôts sur les ménages et le taux de la taxe professionnelle) (p. 9115)

Après l'article 74

Son amendement n° 31 (rétablissement de l'exonération de taxe locale d'équipement pour les serres maraîchères) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 9123)

Son amendement n° 30 : devenu sans objet (p. 9124)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Article 15 bis A (vente de boissons alcoolisées dans les enceintes sportives)

Son intervention (p. 10983)

Intervient sur le sous-amendement n° 43 de M. François Rochebloine (dérogations supplémentaires dans les communes de moins de 20 000 habitants) à l'amendement n° 15 de la commission (augmentation du nombre de dérogations annuelles) (p. 10988)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70) ; [20 janvier 1999] (p. 130, 160)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 73) : rejetée (p. 84)

Thèmes :

Agriculture (p. 75)

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) (p. 77)

Aménagement du territoire : Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) (p. 73)

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 76)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 74, 75)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 74, 76, 77)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 74, 77)

Emploi (p. 77)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 76, 77)

Secteur public : services publics (p. 77)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 73)

Union européenne : fonds structurels (p. 74, 75, 77)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2

février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 511 de M. Félix Leyzour (rapport au Parlement) (p. 257)

Intervient sur l'amendement n° 488 de M. Jean Proriot (suppression de la dernière phrase du dernier alinéa de l'article 1er prévoyant la compatibilité entre les schémas régionaux d'aménagement du territoire et les schémas de services collectifs) (p. 264)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Léonce Deprez (schéma national d'aménagement du territoire constitué par les schémas régionaux) (p. 269)

Intervient sur l'amendement n° 682 de M. Georges Sarre (schéma national d'aménagement du territoire constitué par les schémas régionaux) (p. 269)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Soutient l'amendement n° 378 de M. Henry Chabert (de suppression) : rejeté (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 938 de M. Jean Proriot (chances de développement données à l'ensemble du territoire) (p. 297)

Intervient sur le sous-amendement n° 1154 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (coopération intercommunale) à l'amendement n° 241 de la commission (complémentarité des agglomérations et des zones rurales) (p. 299)

Intervient sur l'amendement n° 242 de la commission (définition des territoires en difficulté) (p. 301)

Soutient l'amendement n° 806 de M. Didier Quentin (prise en compte de certaines zones littorales) : adopté (p. 301)

Son amendement n° 132 (choix stratégiques définis dans un schéma national d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 309)

Article 17 (article 20 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'énergie)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 761)

Intervient sur l'amendement n° 410 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 761)

Intervient sur l'amendement n° 303 de la commission (définition de la politique énergétique de la France) (p. 762)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Son amendement n° 183 (concertation avec les acteurs locaux des territoires concernés) : rejeté (p. 783)

Soutient l'amendement n° 416 de M. Henry Chabert (concertation avec les acteurs locaux des territoires concernés) : rejeté (p. 783)

Soutient l'amendement n° 881 de M. Henry Chabert (débat au Parlement) : rejeté (p. 786)

Soutient l'amendement n° 947 de M. Patrick Ollier (débat au Parlement) : rejeté (p. 786)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son intervention (p. 796)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 800)

Intervient sur l'amendement n° 417 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 800)

Intervient sur l'amendement n° 775 de M. Yves Coussain (de suppression) (p. 800)

Intervient sur l'amendement n° 324 de la commission (modalités de la double appartenance d'une commune précisées par une convention entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale) (p. 809)

Intervient sur l'amendement n° 989 de M. Gérard Voisin (modalités de la double appartenance d'une commune précisées par une convention entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale) (p. 809)

Intervient sur l'amendement n° 544 de M. Jean-Claude Lenoir (association des régions concernées) (p. 815)

Soutient l'amendement n° 566 de M. Éric Doligé (association des régions concernées) : rejeté (p. 815)

Soutient l'amendement n° 1145 de M. Christian Estrosi (moindre formalisation du conseil de développement) : rejeté (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 784 de M. François Sauvadet (moindre formalisation du conseil de développement) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 929 de M. Michel Meylan (moindre formalisation du conseil de développement) (p. 816)

Son amendement n° 194 (association des parlementaires et des conseillers généraux concernés) : rejeté (p. 816)

Soutient l'amendement n° 425 de M. Henry Chabert (association des parlementaires et des conseillers généraux concernés) : rejeté (p. 816)

Son amendement n° 195 (impossibilité pour le pays d'être organisé à travers une structure qui voudrait tirer ses ressources financières d'une fiscalité propre) : rejeté (p. 818)

Article 21 (article 24 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : parcs naturels régionaux)

Son amendement n° 196 soutenu par M. Henry Chabert (rédactionnel) : rejeté (p. 840)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Intervient sur l'amendement n° 1169 du Gouvernement (mise en commun de moyens pour assurer l'accessibilité et la qualité des services publics) (p. 879)

Intervient sur le sous-amendement n° 1188 de M. Jean-Claude Daniel (de précision) à l'amendement n° 1169 du Gouvernement (p. 879)

Intervient sur l'amendement n° 1143 de M. Christian Estrosi (mise en commun de moyens pour assurer l'accessibilité et la qualité des services publics) (p. 879)

Article 23 (article 38-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Fonds de gestion des milieux naturels)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Léonce Deprez (de suppression) (p. 882)

Explications de vote et vote [9 février 1999] (p. 1084)

Ses explications de vote (p. 1091)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 1092)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039, 4081)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 4048)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 4066)

Son intervention (p. 4086)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 4108)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 4087)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 4087)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 4048, 4066)

Coopération intercommunale : agglomérations nouvelles (p. 4087, 4088)

Postes : La Poste (p. 4048)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4108)

Secteur public : services publics (p. 4087)

Voirie (p. 4087)

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081) ; [6 mai 1999] (p. 4193, 4243)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (définition et objectifs de la politique d'aménagement du territoire) (p. 4117)

Intervient sur l'amendement n° 2 rectifié de la commission (rétablissement de la dénomination des "schémas de services collectifs") (p. 4118)

Article 6 (article 34 ter de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : Conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Intervient sur le sous-amendement n° 125 de M. Yves Coussain (agrément des associations) à l'amendement n° 16 de la commission (suppression du collège consultatif) (p. 4132)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (élaboration et mise en oeuvre des schémas de services collectifs) (p. 4136)

Son sous-amendement n° 108 (consultation pour avis des délégués parlementaires) à l'amendement n° 24 de la commission : rejeté (p. 4136)

Son sous-amendement n° 107 (consultation pour avis des délégués parlementaires) à l'amendement n° 24 de la commission : rejeté (p. 4136)

Son sous-amendement n° 106 (allongement du délai de mise en place des premiers schémas de services collectifs) à l'amendement n° 24 de la commission : rejeté (p. 4137)

Article 10 (articles 11 et 12 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Soutient l'amendement n° 109 de M. Patrick Ollier (équilibre géographique entre la région parisienne et les autres régions) : retiré (p. 4139)

Article 15 (schéma de services collectifs de l'information et de la communication)

Soutient l'amendement n° 111 de M. Patrick Ollier (objet du schéma) : rejeté (p. 4148)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Son amendement n° 113 soutenu par M. Patrick Ollier (rôle de la conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire) : adopté (p. 4206)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : pays)

Intervient sur le sous-amendement n° 212 de M. Gérard Voisin (respect du périmètre des établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre) à l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4212)

Après l'article 20

Soutient l'amendement n° 114 de M. Michel Bouvard (accueil à titre accessoire dans les chambres mortuaires des établissements de santé des corps des personnes décédées hors de ces établissements) : rejeté (p. 4225)

Après l'article 22

Soutient l'amendement n° 115 de M. Patrick Ollier (assouplissement des règles d'application des lois "littoral" et "montagne") : rejeté (p. 4230)

Article 29 supprimé par le Sénat (article 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : politique globale des transports)

Intervient sur le sous-amendement n° 157 de M. Félix Leyzour (modernisation des infrastructures) à l'amendement n° 64 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4237)

Intervient sur le sous-amendement n° 158 de M. Félix Leyzour (réalisation d'infrastructures nouvelles) à l'amendement n° 64 de la commission (p. 4237)

Article 34 ter (article L. 1511-2-1 du code général des collectivités territoriales : comités d'expansion et agences de développement économique)

Son sous-amendement n° 216 (rédactionnel) à l'amendement n° 83 de la commission (rôle des comités de bassin d'emploi, des comités d'expansion et des agences de développement économique) : adopté (p. 4254)

Article 44 (fonds communs de placement de proximité)

Intervient sur l'amendement n° 94 de la commission (de suppression) (p. 4262)

Explications de vote et vote [11 mai 1999] (p. 4313)

Ses explications de vote (p. 4317)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 4317)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5830)

Son intervention (p. 5843)

Thèmes :

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 5843)

Union européenne : fonds structurels (p. 5844)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2196) ; [10 mars 1999] (p. 2237, 2255) ; [11 mars 1999] (p. 2303, 2356)

Après l'article 51

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Alain Bocquet (instauration d'un mécanisme de garantie des dépôts) (p. 2338)

Son amendement n° 164 précédemment réservé (souscription d'un contrat de réassurance par l'établissement de crédit qui apporte sa caution solidaire pour assurer la garantie de livraison prévue au K de l'article L. 231-2 du code de la construction et de l'habitation) : devenu sans objet (p. 2338)

Son amendement n° 165 précédemment réservé (création d'un fonds de garantie destiné à préserver les droits des maîtres d'ouvrage) : devenu sans objet (p. 2338)

Son amendement n° 173 précédemment réservé (indemnisation des personnes ayant subi un préjudice résultant de la liquidation judiciaire d'une entreprise de crédit ayant apporté sa caution solidaire pour assurer la garantie de livraison prévue à l'article L. 231-2 du code de la construction et de l'habitation) : devenu sans objet (p. 2338)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5204)

Article 51 bis (mécanisme de garantie des cautions)

Soutient l'amendement n° 82 de M. Jean-Pierre Delalande (adhésion de la caution solidaire à un fonds de garantie) : retiré (p. 5253)

Soutient l'amendement n° 81 de M. Jean-Pierre Delalande (souscription par la caution solidaire d'un contrat de réassurance) : retiré (p. 5254)

Son sous-amendement oral (application du dispositif à compter du 1er janvier 1995) à l'amendement n° 51 deuxième correction de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve de l'application à titre rétroactif du mécanisme de garantie des cautions) : rejeté (p. 5254)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Jean-Jacques Weber (respect des règles de stationnement par les gens du voyage) (p. 5328)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Son amendement n° 201 (extension de la compétence du juge civil aux terrains relevant du domaine public) : devenu sans objet (p. 6483)

Son amendement n° 202 soutenu par M. Charles Cova (suppression des conditions relatives à la salubrité, à la sécurité et à la tranquillité publiques pour la saisine du président du tribunal de grande instance par le maire en cas d'occupation d'un terrain privé) (p. 6484) : rejeté (p. 6485)

Son amendement n° 254 : non soutenu (p. 6490)

Bernard PONS

*Paris (16^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1557 tendant à éviter la double imposition des bailleurs pour l'exercice 1999 [28 avril 1999]

Jean PONTIER

*Ardèche (2^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle [J.O. du 4 juin 1999] (p. 8274)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE). Champ d'application [15 décembre 1998] (p. 10483)

Emploi. Entreprises d'insertion. Statut [10 mars 1999] (p. 2216)

Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [6 avril 1999] (p. 3287)

Retraites : généralités. Retraites complémentaires. Périodes de chômage, cotisations, prise en charge [26 mai 1999] (p. 4922)

Emploi. Emplois jeunes. Frais de déplacement, indemnisation [22 juin 1999] (p. 6265)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 484, posée le 23 novembre 1998. Professions sociales. Aides à domicile (J.O. Questions p. 6313). Appelée le 24 novembre 1998. Financement (p. 9400)

n° 888, posée le 21 juin 1999. TVA. Taux (J.O. Questions p. 3709). Appelée le 22 juin 1999. Associations syndicales autorisées, fourniture d'eau, irrigation (p. 6244)

n° 907, posée le 28 juin 1999. Assurance maladie maternité : généralités. Conventions avec les praticiens (J.O. Questions p. 3877). Appelée le 29 juin 1999. Psychomotriciens, nomenclature des actes (p. 6505)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)

Son intervention (p. 8845)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 8846)

Enfants : mauvais traitements (p. 8846)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : justice (p. 8845, 8846)

Justice : crédits (p. 8845)

Proposition de résolution n° 811 tendant à créer une commission d'enquête relative aux exigences pécuniaires, aux relations financières internationales, à la situation patrimoniale et fiscale des sectes

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10485)

Son intervention (p. 10490)

Thèmes :

Associations : sectes : commissions d'enquête (p. 10490, 10491)

Associations : sectes : généralités (p. 10490)

Cultes : associations cultuelles (p. 10490)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Après l'article 36

Son amendement n° 675 soutenu par M. Jean-Michel Marchand (autorisations de constructions ou d'installations par l'autorité compétente en matière d'occupation des sols lorsque l'intérêt de la commune le justifie) (p. 941) : rejeté (p. 942)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5862, 5870)

Son intervention (p. 5880)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 5881)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 5881)

Politique sociale : aide médicale gratuite (p. 5880)

Déclaration du Gouvernement n° 1733 présentée par M. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur sur l'organisation mondiale du commerce

[23 juin 1999] (p. 6331)

Son intervention (p. 6355)

Thèmes :

Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 6356)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 6356)

Politique économique : mondialisation (p. 6356)

Politiques communautaires : conventions de Lomé (p. 6356)

Robert POUJADE

*Côte-d'Or (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux polices municipales [J.O. du 5 mars 1999] (p. 3342)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7122, 7139)

Procédure des questions :

Enseignement secondaire : personnel : professeurs agrégés : classes préparatoires (p. 7160)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 609, 623)

Son intervention (p. 624)

Thèmes :

Etat (p. 624)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 625)

Parlement : Sénat (p. 625)

Police : police de proximité (p. 624)

Police : police municipale : contrôle d'identité (p. 624)

Police : police municipale : personnels (p. 624, 625)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 636)

Article 2 (article L. 2212-6 du code général des collectivités territoriales : élaboration d'un règlement de coordination)

Son intervention (p. 639)

Son amendement n° 79 (protocole de coordination) : rejeté (p. 640)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (à défaut de conclusion de la convention de coordination, possibilité pour le préfet d'édicter un règlement de coordination et exercice des missions de la police municipale entre six heures et vingt-trois heures en l'absence de convention ou de règlement) (p. 642)

Article 6 (article L. 412-49 du code des communes : principes généraux du statut des agents de police municipale)

Intervient sur l'amendement n° 8 corrigé de la commission (agrément des agents de la police municipale par le préfet) (p. 649)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (suspension de l'agrément par le préfet ou le procureur de la République) (p. 649)

Article 7 (article L. 512-51 du code des communes : armement des agents de police municipale)

Son intervention (p. 650)

Article 8 (article L. 412-52 du code des communes : identification et équipement des agents de police municipale)

Son intervention (p. 653)

Ses explications de vote (p. 665)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 665)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 983)

Thèmes :

Aménagement du territoire : villes : croissance (p. 983, 984)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 984)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 984)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Soutient l'amendement n° 486 de M. Jacques Péliissard (communauté pouvant comporter des enclaves) : rejeté (p. 1017)

Article 28 (article L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales - commission départementale de la coopération intercommunale)

Soutient l'amendement n° 45 de M. Éric Doligé (information de la commission sur les politiques contractuelles engagées par l'Etat intéressant les établissements publics de coopération intercommunale, notamment ceux ayant signé des contrats de pays ou d'agglomération) : devenu sans objet (p. 1197)

Soutient l'amendement n° 557 de M. Bruno Bourg-Broc (schéma de la coopération intercommunale élaboré par la commission) : rejeté (p. 1197)

Article 48 précédemment réservé (article 1609 ter A du code général des impôts - option des communautés urbaines existantes pour la taxe professionnelle unique)

Soutient l'amendement n° 394 de M. Gilles Carrez (avis des communes membres) : rejeté (p. 1334)

Article 50 précédemment réservé (article 1609 quinquies C du code général des impôts - régime fiscal des communautés de communes)

Soutient l'amendement n° 484 de M. Jean-Claude Lemoine (extension de la perception de la taxe professionnelle de zone aux syndicats)

intercommunaux et aux syndicats mixtes) : rejeté (p. 1338)

Soutient l'amendement n° 530 de M. Patrice Martin-Lalande (suppression des conditions démographiques exigées, pour la perception de la taxe professionnelle de zone, des communautés de communes créées ou issues de la transformation d'un établissement public de coopération intercommunale depuis la date de publication de la loi) : rejeté (p. 1339)

Soutient l'amendement n° 241 de M. Gilles Carrez (suppression des conditions démographiques exigées, pour la perception de la taxe professionnelle de zone, des communautés de communes créées ou issues de la transformation d'un établissement public de coopération intercommunale depuis la date de publication de la loi) : rejeté (p. 1339)

Soutient l'amendement n° 483 de M. Jean-Claude Lemoine (extension de la perception de la taxe professionnelle de zone à d'autres établissements publics de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1339)

Article 59 (articles 11 et 29 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 - dotation de solidarité des groupements)

Soutient l'amendement n° 250 de M. Gilles Carrez (suppression du renvoi à un décret en Conseil d'Etat pour la répartition de la dotation de solidarité) : devenu sans objet (p. 1379)

Jean-Luc PRÉEL

*Vendée (1^{ère} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale [J.O. du 20 novembre 1998] (p. 17562)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, médecins, sanctions [22 décembre 1998] (p. 11016)

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, CNAM, propositions [16 mars 1999] (p. 2416)

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [25 mai 1999] (p. 4811)

Personnes âgées. Dépendance. Etablissements d'accueil, financement [22 juin 1999] (p. 6268)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'étonne que certains de ses amendements aient été déclarés irrecevables et d'autres non et élève une vive protestation [29 octobre 1998] (p. 7683)

Élève une vive protestation auprès du Président de l'Assemblée nationale et du Gouvernement sur la manière dont est organisé le débat en nouvelle lecture du projet de loi de financement de la sécurité sociale. Il déplore notamment que le rapport n'ait pas été disponible dès 9 heures et que le numéro des amendements ne lui ait pas été communiqué [26 novembre 1998] (p. 9595)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son amendement n° 712 soutenu par M. François Sauvadet (juste rémunération des producteurs grâce à la restriction temporaire de l'accès de nouveaux opérateurs) : devenu sans objet (p. 6319)

Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier" et "produit pays")

Son amendement n° 713 (objectifs de la politique de qualité et d'identification) : devenu sans objet (p. 6350)

Article 40 (organisation de l'INAO, extension des compétences de l'INAO aux indications géographiques protégées)

Son amendement n° 714 soutenu par M. François Goulard (liaison avec la Commission nationale des labels et des certifications) (p. 6353) : rejeté (p. 6354)

Son amendement n° 715 soutenu par M. François Sauvadet (avis de la Commission nationale des labels et des certifications pour obtenir une indication géographique protégée) : rejeté (p. 6355)

Son amendement n° 716 (contrôles par l'Institut national des appellations d'origine) : rejeté (p. 6356)

Son amendement n° 717 soutenu par M. François Sauvadet (de codification) : devenu sans objet (p. 6358)

Son amendement n° 718 soutenu par M. François Sauvadet (suppression de l'alinéa relatif au respect du cahier des charges) : rejeté (p. 6358)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7361, 7399, 7430) ; [28 octobre 1998] (p. 7470)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 7423)

Son intervention (p. 7438)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 7441)

Famille : politique familiale (p. 7440)

Professions de santé : médecins : sanctions (p. 7441)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 7440)

Santé : médecine préventive (p. 7440)

Sécurité sociale : conventions avec les praticiens (p. 7440)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 7440)

Sécurité sociale : loi de financement : Parlement (p. 7438, 7439)

Sécurité sociale : prestations familiales (p. 7423)

Travail : réduction du temps de travail (p. 7423)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Son intervention (p. 7535)

Son amendement n° 370 (de suppression) : rejeté (p. 7540)

Son amendement n° 306 (suppression du prélèvement en faveur du BAPSA) : rejeté (p. 7542)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Bernard Accoyer (compensation de la dette contractée par l'Etat au titre des exonérations de cotisations sociales) (p. 7553)

Après l'article 2

Son amendement n° 309 (création d'une caisse de retraite des fonctionnaires) : rejeté (p. 7557)

Article 4 (prorogation pendant trois ans et plafonnement du dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale pour l'embauche du "premier salarié")

Son intervention (p. 7567)

Article 5 (possibilité de requalification en revenus professionnels des revenus tirés de la location-gérance d'un fonds de commerce par un travailleur indépendant et basculement dans le champ fiscal du recouvrement de contributions sociales sur certains types de revenus)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. Bernard Accoyer (veuves et ayant droits des travailleurs indépendants) (p. 7579)

Article 7 (suppression de la déductibilité des dépenses de recherche de l'assiette d'un prélèvement à la charge de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 7587)

Article 9 (taxation des boissons dites "premix")

Son intervention (p. 7594)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 404 de M. Alfred Recours (lutte contre le tabagisme) (p. 7603)

Article 13 (rétablissement de l'universalité des allocations familiales)

Son intervention (p. 7610)

Article 14 (extension de l'allocation de rentrée scolaire aux familles d'un enfant)

Son intervention (p. 7625)

Son amendement n° 317 (date d'entrée en vigueur) : rejeté (p. 7627)

Après l'article 14

Soutient l'amendement n° 280 de M. François Sauvadet (récupération de l'aide sociale contre le donataire) : rejeté (p. 7627)

Article 15 (dépistage organisé des maladies aux conséquences mortelles évitables)

Son intervention (p. 7628)

Intervient sur l'amendement n° 324 de M. Yves Bur (actions régionales et départementales) (p. 7633)

Après l'article 15

Son amendement n° 325 (délégation de gestion) : rejeté (p. 7637)

Son amendement n° 132 (sécurité anesthésique et périnatale) : rejeté (p. 7637)

Article 16 (création d'un système national d'information interrégimes de l'assurance maladie et d'un conseil pour la transparence des statistiques de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 7638)

Article 17 (extension du champ de la négociation conventionnelle avec les médecins)

Son intervention (p. 7644)

Son amendement n° 329 (caractère facultatif du recours au médecin référent) : rejeté (p. 7649)

Article 18 (élargissement des missions des unions de médecins exerçant à titre libéral)

Son intervention (p. 7652)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Jacques Barrot (expérimentation pendant un an) (p. 7654)

Son amendement n° 330 (expérimentation pendant un an) : rejeté (p. 7654)

Article 19 (critères d'attribution de l'allocation de remplacement en cas de cessation d'activité des médecins et des aides à leur reconversion)

Soutient l'amendement n° 246 de M. François Goulard (report de la mise en application du MICA) : rejeté (p. 7664)

Intervient sur l'amendement n° 56 rectifié de la commission (évaluation du dispositif) (p. 7665)

Article 20 (création d'un fonds d'aide à la qualité des soins de ville)

Son intervention (p. 7665)

Son amendement n° 295 (financement du fonds) : rejeté (p. 7669)

Article 21 (clause de sauvegarde applicable aux dépenses médicales)

Son intervention (p. 7671)

Son amendement n° 297 (de suppression) : rejeté (p. 7682)

Son amendement n° 299 (suppression des lettres clés flottantes) : rejeté (p. 7683)

Son rappel au règlement (cf. supra) [29 octobre 1998] (p. 7683)

Article 22 (dispositif transitoire relatif au respect de l'objectif des dépenses médicales pour 1998)

Soutient l'amendement n° 175 de M. Jacques Barrot (suppression des sanctions) : rejeté (p. 7689)

Article 23 (création d'un droit de substitution au profit du pharmacien)

Son sous-amendement n° 436 (de précision) à l'amendement n° 171 de M. Jacques Barrot (plafonnement des remises et ristournes) : retiré (p. 7707)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques)

Son intervention (p. 7708)

Son amendement n° 302 (de suppression) : rejeté (p. 7715)

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (prix pratiqués dans les autres pays de l'Union européenne) (p. 7716)

Intervient sur l'amendement n° 304 de M. Yves Bur (prix pratiqués dans les autres pays de l'Union européenne) (p. 7716)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Jacques Barrot (prix pratiqués dans les autres pays de l'Union européenne) (p. 7716)

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. Jacques Barrot (objectifs pluriannuels) (p. 7716)

Soutient l'amendement n° 303 de M. Yves Bur (suppression des constats infra-annuels) : rejeté (p. 7717)

Article 25 (institution d'une clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique)

Soutient l'amendement n° 305 de M. Jean-Pierre Foucher (de suppression) : rejeté (p. 7723)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (clause de sauvegarde) (p. 7725)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission des finances (clause de sauvegarde) (p. 7725)

Article 27 (régulation des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux financées par l'assurance maladie)

Son intervention (p. 7729)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 435 du Gouvernement (centres d'hygiène alimentaire et d'alcoologie) (p. 7735)

Article 29 (revalorisation des retraites du régime général et des avantages alignés sur l'évolution prévisionnelle des prix)

Son intervention (p. 7737)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 448 du Gouvernement (allocation veuvage) (p. 7748)

Après l'article 30

Son amendement n° 318 (assurance veuvage) : devenu sans objet (p. 7749)

Son amendement n° 319 (détermination des limites du cumul) : rejeté (p. 7749)

Article 32 (fixation des objectifs de dépenses par branche)

Son intervention (p. 7753)

Article 33 (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie)

Son intervention (p. 7754)

Intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (information du Parlement) (p. 7759)

Article 34 (ratification du relèvement du plafond des ressources non permanentes applicables au régime général)

Son intervention (p. 7759)

Article 12 précédemment réservé (prévisions de recettes par catégories)

Son intervention (p. 7764)

Son amendement n° 314 (de suppression) : retiré (p. 7765)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 7770)

Son amendement n° 131 (expérimentation prévoyant une délégation de gestion du risque) : retiré (p. 7774)

Son amendement n° 340 (expérimentation prévoyant une délégation de gestion du risque) : rejeté (p. 7774)

Intervient sur l'amendement n° 99 corrigé de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 7775)

Son amendement n° 342 (correction d'une erreur matérielle) : devenu sans objet (p. 7775)

Son amendement n° 339 (moyens financiers des observatoires régionaux de la santé) : retiré (p. 7776)

Son amendement n° 348 (rédactionnel) : retiré (p. 7776)

Son amendement n° 344 (sécurité anesthésique et sécurité sur la périnatalité) : rejeté (p. 7777)

Son amendement n° 345 (infections nosocomiales) : adopté (p. 7777)

Soutient l'amendement n° 349 de M. Yves Bur (délégation de la prescription aux infirmiers) : retiré (p. 7778)

Son amendement n° 350 (date de présentation du projet de loi) : rejeté (p. 7780)

Son amendement n° 353 (lutte contre la surconsommation médicamenteuse) : rejeté (p. 7782)

Son amendement n° 352 (déremboursement) : rejeté (p. 7783)

Son amendement n° 354 (de précision) : retiré (p. 7783)

Son amendement n° 355 (maîtrise des dépenses de santé médicamenteuses) : rejeté (p. 7784)

Son amendement n° 356 (suppression des lettres-clés flottantes) : rejeté (p. 7785)

Son amendement n° 359 (gestion de la caisse par les partenaires sociaux) : rejeté (p. 7786)

Intervient sur l'amendement n° 453 du Gouvernement (abrogation de la loi n° 97-277 du 25 mars 1997 instituant les plans d'épargne retraite) (p. 7787)

Son amendement n° 361 (clarification de la tarification de la prestation spécifique dépendance) : rejeté (p. 7787)

Son amendement n° 129 (égalité d'accès à l'aide ménagère) : rejeté (p. 7788)

Son amendement n° 128 (création d'une caisse des retraites des fonctionnaires) : rejeté (p. 7788)

Son amendement n° 363 (de simplification) : devenu sans objet (p. 7789)

Son amendement n° 364 (de simplification) : retiré (p. 7789)

Son amendement n° 362 (de simplification) : rejeté (p. 7789)

Son amendement n° 322 (sécurité anesthésique et sur la périnatalité) : rejeté (p. 7792)

Son amendement n° 320 (création d'une Union des caisses d'assurance maladie) : rejeté (p. 7792)

Explications de vote et vote [3 novembre 1998] (p. 7931)

Ses explications de vote (p. 7936)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 7937)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9595)

Son intervention (p. 9603)

Son rappel au règlement (cf. supra) [26 novembre 1998] (p. 9595)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 9604)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 9605)

Famille : politique familiale (p. 9604)

Retraites : généralités : paiement des pensions : réserves (p. 9604)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) (p. 9604)

Santé : médecine préventive (p. 9605)

Sécurité sociale : conventions avec les praticiens (p. 9605)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 9603)

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9610, 9629, 9678)

Article 1er (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 9612)

Son sous-amendement n° 60 (délégation de la gestion du risque) à l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 9619)

Son sous-amendement n° 61 (de précision) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9620)

Son sous-amendement n° 63 (conférences régionales de santé) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9621)

Son sous-amendement n° 65 (dépistage du cancer) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9621)

Son sous-amendement n° 66 (de précision) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9621)

Son sous-amendement n° 67 (création d'un service de médecine du travail au sein de l'éducation nationale) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9621)

Son sous-amendement n° 68 (formation continue) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9622)

Son sous-amendement n° 50 (création d'un ordre des infirmiers) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9622)

Son sous-amendement n° 51 (remboursement des nouveaux médicaments) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9623)

Son sous-amendement n° 52 (sanction collective) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9623)

Son sous-amendement n° 53 (renforcement des pouvoirs des conseils d'administration) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9623)

Son sous-amendement n° 54 (révision du statut de médecin hospitalier) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9630)

Son sous-amendement n° 55 (rédactionnel) à l'amendement n° 1 de la commission : adopté (p. 9630)

Son sous-amendement n° 56 (rédactionnel) à l'amendement n° 1 de la commission : adopté (p. 9630)

Son sous-amendement n° 57 (de cohérence) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9631)

Son sous-amendement n° 58 (mesures correctrices) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9631)

Son sous-amendement n° 59 (régionalisation par spécialité) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9632)

Son sous-amendement n° 69 (expérimentation de conventions régionales par spécialité) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9632)

Son sous-amendement n° 48 (compensation des exonérations de charge) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9632)

Son sous-amendement n° 44 (déplafonnement du quotient familial) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9632)

Son sous-amendement n° 45 (création d'une caisse des retraites des fonctionnaires) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9633)

Son sous-amendement n° 49 (renforcement de l'autonomie des branches) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9633)

Son sous-amendement n° 46 (création de fonds de pension) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9633)

Son sous-amendement n° 125 (prise en charge en établissement des personnes dépendantes) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9633)

Son sous-amendement n° 70 (déduction fiscale des primes d'assurance contre la dépendance) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 9634)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Son intervention (p. 9634)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9637)

Article 3 bis supprimé par le Sénat (modification des conditions d'exonération de cotisations sociales patronales pour l'emploi d'une aide à domicile)

Son intervention (p. 9640)

Article 3 ter (exonération totale des cotisations sociales patronales pour les aides à domicile employées par des associations prestataires de services aux personnes)

Intervient sur l'amendement n° 88 du Gouvernement (de suppression) (p. 9644)

Article 4 (prorogation pendant trois ans et plafonnement du dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale pour l'embauche du "premier salarié")

Son intervention (p. 9645)

Article 5 bis (versement de la contribution prévue à l'article 5 à l'ACOSS sans déduction)

Son intervention (p. 9646)

Article 7 supprimé par le Sénat (suppression de la déductibilité des dépenses de recherche de l'assiette d'un prélèvement à la charge de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 9648)

Article 9 (taxation des boissons dites "prémix")

Son intervention (p. 9650)

Article 11 ter (conditions d'affiliation au régime général des collaborateurs occasionnels du service public)

Son intervention (p. 9651)

Article 12 A (compensation des exonérations de charges sociales prévues par la loi du 13 juin 1998 relative à la réduction du temps de travail)

Son intervention (p. 9654)

Article 13 bis (maintien à dix ans et à quinze ans des majorations des allocations familiales)

Son intervention (p. 9655)

Avant l'article 15

Son amendement n° 136 (mesures de sécurité anesthésique et sur la périnatalité) : rejeté (p. 9656)

Article 17 supprimé par le Sénat (extension du champ de la négociation conventionnelle avec les médecins)

Son intervention (p. 9657)

Soutient le sous-amendement n° 128 de M. Yves Bur (paiement à l'acte) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 9660)

Son sous-amendement n° 123 (recours au médecin référent) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 9660)

Soutient le sous-amendement n° 152 de M. Yves Bur (accès direct au spécialiste) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 9660)

Article 18 (élargissement des missions des unions de médecins exerçant à titre libéral)

Son intervention (p. 9661)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Jacques Barrot (expérimentation de la période d'évaluation) (p. 9661)

Article 21 (clause de sauvegarde applicable aux dépenses médicales)

Son intervention (p. 9663)

Son sous-amendement n° 154 (suppression de la lettre clé flottante) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 9666)

Article 22 supprimé par le Sénat (dispositif transitoire relatif au respect de l'objectif des dépenses médicales pour 1998)

Son intervention (p. 9668)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9670)

Intervient sur le sous-amendement n° 103 du Gouvernement (somme mise à la charge de chaque médecin) à l'amendement n° 25 de la commission (p. 9670)

Intervient sur le sous-amendement n° 102 du Gouvernement (date d'application) à l'amendement n° 25 de la commission (p. 9670)

Article 24 (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques)

Son intervention (p. 9681)

Son amendement n° 129 (fixation des prix en fonction des tarifs européens) : rejeté (p. 9682)

Soutient l'amendement n° 119 de M. Jacques Barrot (fixation des prix en fonction des tarifs européens) : rejeté (p. 9683)

Intervient sur l'amendement n° 97 du Gouvernement (rôle du comité) (p. 9691)

Article 25 (institution d'une clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique)

Son intervention (p. 9691)

Article 27 (régulation des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux financées par l'assurance maladie)

Son intervention (p. 9696)

Article 27 bis supprimé par le Sénat (exercice de la médecine dans les établissements sociaux et médico-sociaux)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 9697)

Article 29 bis (modification de régime de l'assurance veuvage)

Intervient sur l'amendement n° 94 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9699)

Intervient sur l'amendement n° 95 corrigé du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9699)

Après l'article 31

Soutient l'amendement n° 138 de M. Germain Gengenwin (utilisation des excédents de la branche) : rejeté (p. 9699)

Soutient l'amendement n° 139 de M. Germain Gengenwin (utilisation des excédents de la branche) : rejeté (p. 9699)

Article 34 supprimé par le Sénat (ratification du décret portant relèvement du plafond de trésorerie applicable au régime général)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 9702)

Article 36 (plafonnement des ressources non permanentes)

Son intervention (p. 9703)

Soutient le sous-amendement n° 156 de M. Germain Gengenwin (suppression de la contribution de la CNRACL) à l'amendement n° 40 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 9703)

Article 11 bis précédemment réservé (majoration des droits sur les tabacs)

Son intervention (p. 9706)

Intervient sur l'amendement n° 91 du Gouvernement (de suppression) (p. 9706)

Article 12 précédemment réservé (prévisions de recettes par catégories)

Son intervention (p. 9706)

Article 32 précédemment réservé (fixation des objectifs de dépenses par branche)

Son intervention (p. 9707)

Article 33 précédemment réservé (fixation de l'objectif national de dépenses de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 9708)

Explications de vote et vote [1er décembre 1998] (p. 9754)

Ses explications de vote (p. 9757)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 9758)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 décembre 1998] (p. 10055)

Son intervention (p. 10060)

Thèmes :

Etablissements de santé : agences régionales de l'hospitalisation (p. 10060)

Famille : allocation de veuvage (p. 10060)

Personnes âgées : allocation dépendance (p. 10061)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 10062)

Prestations familiales : allocations familiales : bénéficiaires (p. 10060)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 10061)

Santé : santé publique : budget (p. 10061)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 10060)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 décembre 1998] (p. 10085)

Son amendement n° 3 (suppression des sanctions collectives à l'égard des médecins) : rejeté (p. 10084)

Son amendement n° 2 (suppression des sanctions collectives à l'égard des médecins) : rejeté (p. 10084)

Son amendement n° 4 (suppression de la majoration pour enfants dans la prise en compte des ressources pour l'assurance veuvage) : rejeté (p. 10084)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 10062)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605, 8645)

Son intervention (p. 8618)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etablissements de santé : services de long séjour (p. 8620)

Professions sociales : aides ménagères (p. 8620)

Santé : alcoolisme (p. 8619)

Santé : politique de la santé : infirmières (p. 8619)

Santé : prévention (p. 8619)

Santé : tabagisme (p. 8619)

Vote des crédits [9 novembre 1998] (p. 8655)

Article 83 (limitation à 60 ans de l'attribution de l'allocation aux adultes handicapés pour les allocataires relevant de l'article L. 821-2 du code de la sécurité sociale)

Soutient l'amendement n° 51 de M. Jean-Jacques Weber (de suppression) : rejeté (p. 8656)

Après l'article 83

Intervient sur l'amendement n° 47 deuxième rectification du Gouvernement (pouvoir des préfets lors de la tarification des CAT et des CHRS) (p. 8658)

Proposition de loi n° 800 relative à l'assurance veuvage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 560)

Son intervention (p. 562)

Thèmes :

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 563)

Retraites : généralités : pensions de réversion (p. 563)

Sécurité sociale : assurance personnelle : veufs et veuves (p. 562 à 564)

Sécurité sociale : cotisations (p. 563, 564)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 564)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 avril 1999] (p. 3648, 3658) ; [28 avril 1999] (p. 3706, 3738)

Son intervention (p. 3727)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 3728)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3728)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3728)

Santé : prévention (p. 3728)

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ; [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 1er (création d'une couverture maladie universelle et d'une protection complémentaire avec dispense d'avance de frais pour les plus démunis)

Son intervention (p. 3755)

Son amendement n° 189 : devenu sans objet (p. 3759)

Article 2 (article L. 111-1, chapitre 1er du titre IV du livre VII et article L. 741-11 du code de la sécurité sociale : principe de l'affiliation et du rattachement aux nouveaux régimes obligatoires et suppression du régime de l'assurance personnelle)

Son intervention (p. 3760)

Article 4 (article L. 161-2-1 nouveau du code de la sécurité sociale : immédiateté et automaticité du droit à l'accès aux soins)

Son intervention (p. 3765)

Son amendement n° 190 (possibilité pour les mutuelles de fournir une couverture intégrale) : rejeté (p. 3769)

Article 10 (articles L. 161-15, L. 381-2 et L. 245-16 du code de la sécurité sociale : incidences financières de la mise en place de la couverture obligatoire sur la branche famille)

Son amendement n° 191 (situation des conjoints survivants et des titulaires de l'allocation parent isolé) : retiré (p. 3774)

Soutient l'amendement n° 298 de M. Yves Bur (situation des conjoints survivants et des titulaires de l'allocation parent isolé) : retiré (p. 3774)

Article 13 (article 38 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion : transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Soutient l'amendement n° 299 corrigé de M. Pierre Méhaignerie (modulation de la diminution du transfert vers l'Etat) : rejeté (p. 3811)

Article 14 (articles L. 243-4, L. 652-3, L. 242-11, L. 136-5 du code de la sécurité sociale et L. 1143-2, L. 1143-5, L. 1143-7 du code rural : exécution des recouvrements forcés de cotisations dues par les non salariés non agricoles et les agriculteurs)

Son amendement n° 192 (suppression de la procédure de notification à tiers détenteur) : rejeté (p. 3821)

Article 16 (articles L. 381-4 et 381-12 du code de la sécurité sociale : maintien des régimes actuellement applicables aux étudiants et aux ministres des cultes)

Son intervention (p. 3825)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Son intervention (p. 3830)

Article L. 861-1 du code de la sécurité sociale : personnes ayant droit à la couverture complémentaire CMU

Soutient l'amendement n° 303 de M. Yves Bur (aide dégressive) : rejeté (p. 3837)

Soutient l'amendement n° 304 de M. Germain Gengenwin (plafond déterminé par la loi de financement de la sécurité sociale) : rejeté (p. 3838)

Son amendement n° 194 (aide financière) : rejeté (p. 3840)

Article L. 861-2 du code de la sécurité sociale : appréciation des ressources des demandeurs de la couverture complémentaire et, pour les bénéficiaires de la couverture de base sur critère de résidence, exonération des cotisations

Son amendement n° 195 (aide en fonction des revenus) : rejeté (p. 3841)

Article L. 861-3 du code de la sécurité sociale : étendue de la couverture complémentaire CMU

Soutient l'amendement n° 305 de M. Yves Bur (maintien d'une contribution minimum) : rejeté (p. 3842)

Son amendement n° 196 (aide financière) : rejeté (p. 3842)

Soutient l'amendement n° 306 de M. Yves Bur (exclusion des prothèses dentaires et des appareillages médicaux) : rejeté (p. 3842)

Article L. 861-4 du code de la sécurité sociale : choix de l'organisme gestionnaire de la couverture complémentaire CMU par son bénéficiaire

Soutient l'amendement n° 307 de M. Yves Bur (de suppression) : rejeté (p. 3854)

Son amendement n° 197 (aide au financement de la couverture complémentaire) : rejeté (p. 3855)

Son amendement n° 198 (aide au financement de la couverture complémentaire) : rejeté (p. 3855)

Article L. 861-5 du code de la sécurité sociale : attribution de la couverture complémentaire CMU

Son amendement n° 199 (de suppression) : rejeté (p. 3857)

Soutient le sous-amendement n° 324 de M. Germain Gengenwin (caractère obligatoire de la cotisation d'adhésion) à l'amendement n° 64 de la commission (cotisation d'adhésion) : devenu sans objet (p. 3862)

Article L. 861-7 du code de la sécurité sociale : prise en charge des prestations par les organismes complémentaires

Son amendement n° 200 (égalité d'accès pour les mutuelles et les caisses primaires dans la gestion de la couverture complémentaire) : rejeté (p. 3863)

Soutient l'amendement n° 310 de M. Germain Gengenwin (plan de formation pour les personnels d'accueil) : rejeté (p. 3864)

Article L. 861-8 du code de la sécurité sociale : inscription auprès d'un organisme complémentaire

Son amendement n° 201 (prise d'effet de la couverture) : rejeté (p. 3865)

Article 21 (articles 6-1 et 6-2 nouveaux et 9 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 : prolongation de la couverture des bénéficiaires de la CMU couverts par un organisme complémentaire)

Son amendement n° 202 (prolongation) : rejeté (p. 3870)

Article 22 (article L. 162-5-2 du code de la sécurité sociale : tarifs pratiqués par les médecins conventionnés en faveur des bénéficiaires de la CMU)

Son amendement n° 203 (de suppression) : retiré (p. 3871)

Article 23 (article L. 165-1 nouveau du code de la sécurité sociale : accords entre les organismes d'assurance maladie, les organismes complémentaires et les distributeurs de dispositifs médicaux à usage individuel)

Son intervention (p. 3872)

Son amendement n° 204 (de suppression) : rejeté (p. 3874)

Article 24 (article L. 162-9 du code de la sécurité sociale : tarifs pratiqués par les chirurgiens-dentistes conventionnés en faveur des bénéficiaires de la CMU)

Son amendement n° 205 (de suppression) : rejeté (p. 3876)

Article 25 (articles L. 861-10, L. 861-11, L. 861-12, L. 861-13, L. 861-14, L. 861-15, L. 861-16, L. 861-17 nouveaux du code de la sécurité sociale : création du fonds de financement de la protection complémentaire)

Son intervention (p. 3878)

Intervient sur l'amendement n° 79 rectifié de la commission (possibilité de création d'un fonds d'accompagnement à la protection complémentaire) (p. 3886)

Intervient sur le sous-amendement n° 438 de Mme Muguette Jacquaint (obligation de création d'un fonds d'accompagnement à la protection complémentaire) à l'amendement n° 79 rectifié de la commission (p. 3886)

Intervient sur le sous-amendement n° 439 de Mme Muguette Jacquaint (tarifs préférentiels dégressifs) à l'amendement n° 79 rectifié de la commission (p. 3886)

Son amendement n° 209 (suppression de la taxe sur le chiffre d'affaires des organismes complémentaires) : adopté (p. 3887)

Son amendement n° 210 (recouvrement de la contribution) : rejeté (p. 3890)

Son amendement n° 211 (de suppression du texte proposé pour l'article L. 861-15 du code de la sécurité sociale) : rejeté (p. 3890)

Son amendement n° 212 (de suppression du texte proposé pour l'article L. 861-16 du code de la sécurité sociale) : rejeté (p. 3890)

Son amendement n° 213 (contrôle des dépenses) : rejeté (p. 3890)

Son amendement n° 214 (contrôle des organismes de gestion) : rejeté (p. 3890)

Son amendement n° 215 (de suppression du texte proposé pour l'article L. 861-17 du code de la sécurité sociale) : rejeté (p. 3891)

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Son intervention (p. 3898)

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Bernard Accoyer (photo de l'assuré) (p. 3950)

Intervient sur l'amendement n° 406 de M. Jean Le Garrec (sécurité des données médicales) (p. 3951)

Après l'article 34

Son amendement n° 216 (création d'un ordre des infirmiers et des infirmières) : rejeté (p. 3967)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Jean-Pierre Foucher (lutte contre le tabagisme) (p. 3973)

Article 36 (validation des conventions médicales nationales annulées par le Conseil d'Etat)

Son intervention (p. 3973)

Son amendement n° 217 (de suppression) : rejeté (p. 3976)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Son intervention (p. 3977)

Son amendement n° 218 (de suppression) : rejeté (p. 3988)

Intervient sur l'amendement n° 456 du Gouvernement (traitement des données personnelles de santé) (p. 3989)

Après l'article 37

Son amendement n° 412 (médecine préventive) : rejeté (p. 3991)

Son amendement n° 224 (maladie d'Alzheimer) : rejeté (p. 3993)

Intervient sur l'amendement n° 358 de M. Claude Evin (révision des schémas régionaux d'organisation sanitaire) (p. 3995)

Son amendement n° 222 (embauche temporaire de praticiens) : rejeté (p. 3998)

Son amendement n° 225 (création d'une Union nationale des caisses d'assurance maladie) : rejeté (p. 4005)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (œuvres sociales dans les hôpitaux) (p. 4009)

Son sous-amendement n° 482 (praticiens membres de l'Union européenne) à l'amendement n° 16 de la commission (statut des praticiens adjoints contractuels) : rejeté (p. 4013)

Son sous-amendement n° 483 (situation des réfugiés et apatrides) à l'amendement n° 16 de la commission : rejeté (p. 4015)

Son amendement n° 219 (révision du statut de praticien hospitalier) : rejeté (p. 4020)

Son amendement n° 320 (amélioration de la sécurité anesthésique) : rejeté (p. 4020)

Son amendement n° 227 (participation de la médecine du travail dans les programmes de prévention) : rejeté (p. 4020)

Son amendement n° 322 (rapport au Parlement sur la création d'un ordre des infirmiers) : rejeté (p. 4022)

Son amendement n° 317 (rapport au Parlement sur la création d'un statut du conjoint collaborateur médical) : rejeté (p. 4023)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5862, 5870)

Son intervention (p. 5886)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 5895)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : concurrence (p. 5887)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : étudiants (p. 5896)

Santé : accès aux soins (p. 5886)

Santé : prévention (p. 5896)

Discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5897) ; [16 juin 1999] (p. 5956, 5999)

Article 1er (création d'une couverture maladie universelle et d'une protection complémentaire avec dispense d'avance de frais pour les plus démunis)

Son intervention (p. 5897)

Son amendement n° 124 (aide financière) : rejeté (p. 5898)

Article 4 (article L. 161-2-1 nouveau du code de la sécurité sociale : immédiateté et automaticité du droit à l'accès aux soins)

Son amendement n° 131 (participation des mutuelles) : rejeté (p. 5901)

Article 10 (articles L. 161-15, L. 381-2 et L. 245-16 du code de la sécurité sociale : incidences financières de la mise en place de la couverture obligatoire sur la branche famille)

Son intervention (p. 5902)

Son amendement n° 106 (subvention versée par l'Etat au Fonds national des prestations familiales) : rejeté (p. 5902)

Article 14 (exécution des recouvrements forcés de cotisations dues par les non salariés non agricoles et les agriculteurs)

Son amendement n° 107 (suppression de l'avis à tiers détenteur) : rejeté (p. 5906)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Son intervention (p. 5958)

Son amendement n° 110 : devenu sans objet (p. 5962)

Son sous-amendement n° 118 (aide financière pour la couverture complémentaire) à l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 5963)

Son sous-amendement n° 119 (aide financière pour la couverture complémentaire) à l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 5964)

Soutient l'amendement n° 233 de M. Germain Gengenwin (cotisation forfaitaire) : rejeté (p. 5966)

Son amendement n° 108 (égalité entre mutuelles et caisses primaires) : devenu sans objet (p. 5967)

Son amendement n° 125 (égalité entre mutuelles et caisses primaires) : devenu sans objet (p. 5967)

Son amendement n° 132 (de suppression du texte proposé pour l'article L. 861-5 du code de la sécurité sociale) : rejeté (p. 5967)

Son amendement n° 133 (égalité entre mutuelles et caisses primaires) : devenu sans objet (p. 5969)

Son amendement n° 109 (conséquence du choix d'une mutuelle) : devenu sans objet (p. 5969)

Article 21 (articles 6-1 et 6-2 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 : prolongation de la couverture des bénéficiaires de la CMU couverts par un organisme complémentaire)

Son intervention (p. 5971)

Son sous-amendement n° 134 (égalité entre les caisses primaires et les mutuelles) à l'amendement n° 33 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 5972)

Article 22 supprimé par le Sénat (article L. 162-5-2 du code de la sécurité sociale : tarifs pratiqués par les médecins conventionnés en faveur des bénéficiaires de la CMU)

Son intervention (p. 5973)

Article 25 (articles L. 861-10, L. 861-11, L. 861-12, L. 861-13, L. 861-14, L. 861-15, L. 861-16, L. 861-17 du code de la sécurité sociale : création du fonds de financement de la protection complémentaire)

Son intervention (p. 5975)

Son amendement n° 111 (suppression de la taxe sur les mutuelles) : rejeté (p. 5976)

Son amendement n° 126 (suppression de la taxe sur les mutuelles) : rejeté (p. 5977)

Son amendement n° 127 (suppression de la taxe sur les mutuelles) : rejeté (p. 5978)

Son amendement n° 112 (suppression de la taxe sur les mutuelles) : rejeté (p. 5978)

Son amendement n° 138 (contrôle des dépenses) : rejeté (p. 5979)

Son amendement n° 139 (rédactionnel) : rejeté (p. 5979)

Son amendement n° 140 (de cohérence) : rejeté (p. 5980)

Avant l'article 30

Son amendement n° 222 (rapport sur la vaccination) : rejeté (p. 5980)

Article 31 bis (rapport sur l'évaluation et le contrôle de la loi)

Soutient le sous-amendement n° 154 de M. Bernard Accoyer (rapport sur les conséquences sur les finances publiques) à l'amendement n° 46 de la commission (rapport au Parlement) : rejeté (p. 6000)

Après l'article 31 bis

Soutient l'amendement n° 218 de M. Yves Bur (rapport sur les conséquences d'une généralisation du tiers payant) : rejeté (p. 6000)

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Son intervention (p. 6003)

Après l'article 34

Son amendement n° 122 (création d'un ordre des infirmières et des infirmiers) : rejeté (p. 6009)

Article 34 bis (vérification de compétences des aides opératoires)

Son intervention (p. 6009)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Son amendement n° 113 (de suppression) : rejeté (p. 6015)

Après l'article 37

Soutient l'amendement n° 121 de M. Germain Gengenwin (participation de la médecine du travail à la prévention) : rejeté (p. 6017)

Son amendement n° 115 (participation de la médecine du travail à la prévention) : rejeté (p. 6017)

Son amendement n° 117 (recrutement occasionnel sur contrat de praticiens hospitaliers) : rejeté (p. 6018)

Son amendement n° 123 (création d'une Union nationale des caisses d'assurance maladie) : rejeté (p. 6019)

Son amendement n° 120 (statut du praticien hospitalier) : rejeté (p. 6020)

Son amendement n° 116 (sécurité anesthésique) : rejeté (p. 6020)

Après l'article 37 bis A

Son amendement n° 114 (maladie d'Alzheimer) : rejeté (p. 6021)

Article 37 ter (articles L. 712-1 et L. 712-3 du code de la santé publique : objectifs respectifs des schémas d'organisation sanitaire et de la carte sanitaire)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6022)

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6023)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6023)

Après l'article 37 duotricies

Son amendement n° 130 soutenu par M. Bernard Accoyer (rapport au Parlement sur la création d'un ordre des infirmiers) : rejeté (p. 6042)

Jean PRORIOI

*Haute-Loire (2^{ème} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etablissements de santé. Carte sanitaire. Maternités, Brioude [18 novembre 1998] (p. 9160)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

M. François Goulard : demande une suspension de séance au nom du groupe Démocratie libérale [8 octobre 1998] (p. 6140)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Son intervention (p. 5852)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 5898)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5853, 5898)

Agriculture : montagne (p. 5853)

Agroalimentaire : commercialisation (p. 5854)

Agroalimentaire : labels (p. 5853, 5854)

Bois et forêts (p. 5853)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5853)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5852, 5853)

Retraites : régime agricole (p. 5853)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 640 (installation des jeunes agriculteurs) : adopté (p. 5910)

Intervient sur l'amendement n° 829 de M. Félix Leyzour (maintien des exploitations de type familial) (p. 5910)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (revalorisation des retraites agricoles) (p. 5912)

Intervient sur l'amendement n° 544 de M. Germinal Peiro (revalorisation des retraites agricoles) (p. 5912)

Son amendement n° 641 (renforcement de l'organisation économique des marchés, des producteurs et des filières) : adopté après rectification (p. 5915)

Son amendement n° 642 (suppression de la référence à l'entretien des paysages) : rejeté (p. 5961)

Intervient sur l'amendement n° 71 de la commission (poursuite d'actions d'intérêt général) (p. 5964)

Soutient l'amendement n° 292 de M. Thierry Mariani (modernisation de la fiscalité agricole) : rejeté (p. 5968)

Son amendement n° 643 (modernisation de la fiscalité agricole) : rejeté (p. 5968)

Son amendement n° 645 (prise en compte des zones forestières) : rejeté (p. 5971)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 646 (projet économique) : rejeté (p. 6009)

Son amendement n° 647 (aides compensatrices de handicap délivrées sans contractualisation) : rejeté (p. 6020)

Son amendement n° 649 (prise en compte des conditions climatiques et géographiques de chaque région) : rejeté (p. 6024)

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. François Sauvadet (respect du code forestier) (p. 6026)

Son amendement n° 648 (respect du code forestier) : rejeté (p. 6027)

Intervient sur l'amendement n° 648 de M. Jean Proriot (respect du code forestier) (p. 6027)

Article 3 (création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 6046)

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (non prise en compte des concours éventuels des régions dans les ressources du fonds) (p. 6051)

Intervient sur l'amendement n° 551 de M. Stéphane Alaïze (non prise en compte des concours éventuels des régions dans les ressources du fonds) (p. 6051)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (définition des activités agricoles) (p. 6082)

Soutient l'amendement n° 265 de M. Yves Nicolin (définition des activités accessoires) : retiré (p. 6083)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Son amendement n° 657 (exclusion des activités forestières et des cultures marines) : adopté (p. 6087)

Son amendement n° 656 (inscription au registre des métiers) : rejeté (p. 6094)

Article 9 (protection du preneur appliquant des méthodes culturales favorables à l'environnement)

Son amendement n° 658 (épandage des boues des stations d'épuration) : rejeté (p. 6097)

Après l'article 10

Son amendement n° 659 (reprise d'une parcelle par le bailleur pour la construction d'une maison d'habitation) : devenu sans objet (p. 6104)

Après l'article 12

Son amendement n° 660 (mesures destinées à favoriser la transmission des exploitations agricoles) : rejeté (p. 6120)

Son amendement n° 663 (fiscalité des transmissions) : réservé à la demande du Gouvernement (p. 6119) :rejeté (p. 6448)

Son amendement n° 662 (fiscalité des transmissions) : réservé à la demande du Gouvernement (p. 6119) :rejeté (p. 6450)

Article 13 (création de l'unité de référence)

Soutient l'amendement n° 722 de M. Renaud Dutreil (fixation et calcul de l'unité de référence) : devenu sans objet (p. 6125)

Son amendement n° 664 (fixation et calcul de l'unité de référence) : devenu sans objet (p. 6125)

Article 14 (dispositions relatives à la politique d'installation)

Son amendement n° 665 (contenu du rapport : établissement d'un bilan global de l'application de la réglementation relative au contrôle des structures) : rejeté (p. 6127)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son amendement n° 666 (élargissement des seuils de référence) : rejeté (p. 6160)

Son amendement n° 667 (agrandissements avec des terres situées à dix kilomètres) : rejeté (p. 6174)

Son amendement n° 668 (contrôle renforcé des associations de producteurs de lait) : retiré (p. 6182)

Article L. 331-3 du code rural : critères d'examen des demandes

Intervient sur l'amendement n° 843 de M. Félix Leyzour (publicité dans les journaux locaux) (p. 6188)

Après l'article 17

Soutient l'amendement n° 791 de M. Claude Gatignol (regroupement de plusieurs numéros de cadastre pour une seule parcelle) : rejeté (p. 6200)

Soutient l'amendement n° 790 de M. Claude Gatignol (regroupement de plusieurs numéros de cadastre pour une seule parcelle) : rejeté (p. 6200)

Article 18 (création du statut de conjoint collaborateur)

Son intervention (p. 6208)

Article 23 (prise en charge des frais de remplacement en cas de maternité)

Son intervention (p. 6217)

Article 24 (cotisations des nouveaux installés)

Son amendement n° 670 (cotisations dues lorsque l'entreprise est transformée en société par des conjoints) : rejeté (p. 6219)

Après l'article 24

Son amendement n° 671 (réaménagement des cotisations des jeunes agriculteurs) : rejeté (p. 6220)

Article 25 (institution d'un salaire différé au profit du conjoint survivant du chef d'exploitation)

Son amendement n° 672 (créance de salaire différé au profit du conjoint survivant) : retiré (p. 6221)

Article 27 (création du titre emploi simplifié agricole)

Son amendement n° 674 (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de onze salariés) : rejeté (p. 6228)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son amendement n° 686 soutenu par M. François Goulard (conclusion d'accords professionnels) (p. 6306) : adopté (p. 6307)

Son amendement n° 685 (conclusion d'accords interprofessionnels) : adopté (p. 6307)

Son amendement n° 689 soutenu par M. François Goulard (de précision) (p. 6307) : devenu sans objet (p. 6308)

Son amendement n° 687 soutenu par M. François Goulard (organisation interprofessionnelle pour les

produits issus de l'agriculture biologique) (p. 6313) : rejeté (p. 6315)

Son amendement n° 688 soutenu par M. François Goulard (consultation obligatoire des interprofessions) : rejeté (p. 6317)

Article 37 (contrats de lutte contre les crises conjoncturelles)

Son amendement n° 690 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 6332)

Son amendement n° 691 soutenu par M. François Goulard (soumission des accords de crise aux interprofessions) : rejeté (p. 6334)

Son amendement n° 692 soutenu par M. François Goulard (homologation des contrats) (p. 6335) : rejeté (p. 6336)

Article 38 (modification de la composition du Conseil supérieur d'orientation)

Son amendement n° 693 soutenu par M. François Sauvadet (compte rendu établi chaque année par le Conseil supérieur d'orientation portant sur la mise en oeuvre des principales politiques en faveur de l'agriculture) : retiré (p. 6342)

Après l'article 38

Son amendement n° 694 soutenu par M. François Sauvadet (création du Conseil supérieur des exportations alimentaires) : adopté après modifications (p. 6343)

Avant l'article 40

Son amendement n° 676 soutenu par M. François Goulard (création de la Commission nationale des labels et des certifications des produits agricoles et alimentaires) : retiré (p. 6351)

Article 40 (organisation de l'INAO, extension des compétences de l'INAO aux indications géographiques protégées)

Son amendement n° 682 soutenu par M. François Goulard (liaison avec la Commission nationale des labels et des certifications) (p. 6353) : rejeté (p. 6354)

Son amendement n° 678 soutenu par M. François Goulard (avis de la Commission nationale des labels et des certifications) : rejeté (p. 6355)

Son amendement n° 680 soutenu par M. François Goulard (détermination du lien existant entre le produit et son origine géographique) : rejeté (p. 6355)

Son amendement n° 679 soutenu par M. François Sauvadet (contrôles par l'Institut national des appellations d'origine) (p. 6355) : rejeté (p. 6356)

Son amendement n° 681 soutenu par M. François Goulard (de codification) : devenu sans objet (p. 6358)

Son amendement n° 677 soutenu par M. François Goulard (suppression de l'alinéa relatif au respect du cahier des charges) : rejeté (p. 6358)

Après l'article 40

Son amendement n° 927 soutenu par M. François Goulard (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles sont définis les labels ou les certifications d'origine) : rejeté (p. 6361)

Article 45 (prise en compte des fonctions économique, environnementale et sociale de l'espace agricole et forestier)

Son amendement n° 697 soutenu par M. François Goulard (mise en valeur durable des potentialités et des caractéristiques de l'espace agricole et forestier) : rejeté (p. 6407)

Article 47 (zones agricoles protégées)

Son amendement n° 698 soutenu par M. François Sauvadet (de précision) : retiré (p. 6412)

Après l'article 50

Son amendement n° 700 soutenu par M. Charles de Courson (intitulé du chapitre III du livre V) : rejeté (p. 6418)

Son amendement n° 701 soutenu par M. François Sauvadet (modalités d'attribution des biens de section) (p. 6420) : retiré (p. 6421)

Son amendement n° 702 soutenu par M. François Sauvadet (modalités d'attribution des biens de section) (p. 6420) : retiré (p. 6421)

Son amendement n° 703 soutenu par M. Charles de Courson (modalités d'attribution des biens de section) : retiré (p. 6421)

Son amendement n° 699 soutenu par M. François Sauvadet (décret en Conseil d'Etat pour fixer les règles générales et les prescriptions techniques applicables aux installations classées soumises à autorisation) : rejeté (p. 6422)

Après l'article 57

Son amendement n° 704 soutenu par M. François Sauvadet (application de la présente loi à l'enseignement supérieur privé) : rejeté (p. 6431)

Après l'article 59

Son amendement n° 706 soutenu par M. Germain Gengenwin (alignement des missions de l'enseignement supérieur agricole privé sur celles du secteur public) : rejeté (p. 6434)

Après l'article 64

Son amendement n° 707 soutenu par M. Charles de Courson (limite d'âge des présidents de centre régional de la propriété forestière) : rejeté (p. 6438)

Son amendement n° 663 précédemment réservé soutenu par M. François Sauvadet (fiscalité des plus-values de cession) : rejeté (p. 6448)

Son amendement n° 662 précédemment réservé soutenu par M. François Sauvadet (fiscalité des transmissions) : rejeté (p. 6450)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380, 3403)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 3390)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 3399)

Son intervention (p. 3407)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 3390, 3399, 3408)

Agriculture : montagne (p. 3408)

Agriculture : pollution (p. 3399)

Enseignement agricole (p. 3390, 3408)

Impôt sur le revenu : bénéficiaires agricoles (p. 3408)

Retraites : régime agricole : montant des pensions : préretraites (p. 3408)

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Article 2 (création des contrats territoriaux d'exploitation)

Son amendement n° 172 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 3451)

Article 5 (reconnaissance d'un pouvoir d'avis aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture (CDOA). Composition des CDOA)

Son amendement n° 173 soutenu par M. Charles de Courson (non représentation des consommateurs et des associations de protection de l'environnement) (p. 3461) : rejeté (p. 3462)

Soutient l'amendement n° 186 de Mme Sylvia Bassot (avis de la commission sur les projets de contrats proposés par les agriculteurs) : rejeté (p. 3463)

Article 7 bis (définition de l'exploitant agricole)

Son amendement n° 174 (clarification de la situation du travailleur exploitant) : devenu sans objet (p. 3468)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son amendement n° 176 soutenu par M. Charles de Courson (seuils) : devenu sans objet (p. 3494)

Son amendement n° 177 (seuil de superficie) : adopté (p. 3496)

Son amendement n° 175 (autorisation préalable en cas d'acquisition d'un bien par la société d'aménagement foncier et d'établissement rural) : retiré (p. 3498)

Son amendement n° 178 (seuil de déclenchement) : devenu sans objet (p. 3499)

Article 40 (organisation de l'INAO et réaménagement du régime des AOC)

Son amendement n° 179 soutenu par M. Germain Gengenwin (suppression du quatrième comité) : rejeté (p. 3524)

Son amendement n° 180 : non soutenu (p. 3524)

Son amendement n° 181 : non soutenu (p. 3525)

Article 40 ter (création du logo "appellation d'origine contrôlée")

Son amendement n° 182 : non soutenu (p. 3530)

Article 44 bis (contrôle des élevages - suivi sanitaire des abattoirs - pouvoirs des agents de l'administration)

Son amendement n° 183 soutenu par M. Charles de Courson (immatriculation des élevages par le préfet selon les modalités définies par décret) (p. 3546) : adopté (p. 3547)

Article 44 quater (mesures relatives au renforcement de la qualité sanitaire des denrées)

Son amendement n° 184 : non soutenu (p. 3551)

Article 65 (présentation d'un rapport sur l'adaptation de la fiscalité agricole et sur les charges comparées des différentes catégories d'actifs ruraux)

Son amendement n° 185 : non soutenu (p. 3571)

LECTURE DÉFINITIVE

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4945)

Son amendement n° 8 soutenu par M. François Sauvadet (étiquetage d'un produit bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée laitière) (p. 4969) : retiré (p. 4970)

Son amendement n° 9 soutenu par M. Germain Gengenwin (personnes habilitées à l'identification des équidés) : rejeté (p. 4972)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER*

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Après l'article 19

Son amendement n° 483 (application du taux réduit de la TVA aux réseaux de distribution d'énergie calorifique représentatifs du combustible bois) : devenu sans objet (p. 6857)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Son amendement n° 370 soutenu par M. Gilbert Gantier (relèvement des fractions du taux d'évolution du PIB prises en compte pour l'indexation de l'enveloppe normée des dotations de l'Etat) : retiré (p. 6967)

Son amendement n° 371 soutenu par M. Gilbert Gantier (application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle aux bourgs-centres bénéficiaires de la première fraction de la dotation de solidarité rurale) (p. 6970) : rejeté (p. 6971)

Article 27 précédemment réservé (suppression de la taxe régionale sur les cessions d'immeubles et unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels)

Son amendement n° 369 soutenu par M. Gilbert Gantier (institution d'une dotation budgétaire au titre de la compensation des droits relatifs à la taxe additionnelle régionale mentionnée à l'article 1599 sexies du code général des impôts) : retiré (p. 6976)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8017, 8039)

Son intervention (p. 8024)

Thèmes avant la procédure des questions :

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 8025)

Logement : opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) (p. 8025)

Logement : sociétés d'HLM : construction (p. 8025)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8025)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057, 8067)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : pays (p. 8100)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8091)

TRAVAIL ET EMPLOI

Vote des crédits [10 novembre 1998] (p. 8727)

Article 81 (suppression de l'exonération de cotisations d'allocations familiales)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (maintien de l'abattement de cotisations d'allocations familiales) (p. 8731)

Son amendement n° 21 : devenu sans objet (p. 8731)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (de cohérence) (p. 8732)

Intervient sur l'amendement n° 38 rectifié de la commission (de cohérence) (p. 8732)

Projet de loi n° 1186 relatif à l'organisation de certains services au transport aérien

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10377)

Article 1er (articles L. 213-3 et L. 251-2 du code de l'aviation civile : clarification des missions confiées aux exploitants d'aérodromes)

Son amendement n° 2 soutenu par M. Dominique Bussereau (agrément des sociétés liées par un contrat de louage et assurant la sécurité dans les aéroports) (p. 10377) : rejeté (p. 10378)

Après l'article 2

Son amendement n° 3 soutenu par M. Dominique Bussereau (taux identique sur tous les aéroports pour la taxe d'aéroport) (p. 10378) : rejeté (p. 10379)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70) ; [20 janvier 1999] (p. 130, 160)

Son intervention (p. 142)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 180)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 142, 143)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 142, 180)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 142)

Secteur public : services publics (p. 181)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 494 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 198)

Son amendement n° 493 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 198)

Son amendement n° 490 (consultation des collectivités territoriales) : devenu sans objet (p. 258)

Son amendement n° 492 (péréquation entre collectivités territoriales) : rejeté (p. 258)

Son amendement n° 491 (transferts de compétences) : rejeté (p. 259)

Son amendement n° 489 (choix stratégiques pour les sept prochaines années) : rejeté (p. 261)

Soutient l'amendement n° 934 de M. Jacques Blanc (cadre de référence "indicatif" pour les collectivités territoriales) : rejeté (p. 263)

Son amendement n° 488 (suppression de la dernière phrase du dernier alinéa de l'article 1er prévoyant la compatibilité entre les schémas régionaux d'aménagement du territoire et les schémas de services collectifs) : rejeté (p. 264)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 487 (de suppression) : rejeté (p. 285)

Son amendement n° 937 soutenu par M. Patrick Ollier (complémentarité villes-campagnes) (p. 292) : rejeté (p. 293)

Son amendement n° 486 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (renforcement des pôles régionaux et interrégionaux) : rejeté après rectification (p. 296)

Son amendement n° 938 (chances de développement données à l'ensemble du territoire) : rejeté (p. 297)

Son amendement n° 485 (territoires souffrant d'une trop forte spécialisation) : rejeté (p. 300)

Son amendement n° 482 (rôle structurant des services publics) : devenu sans objet (p. 306)

Son amendement n° 484 (rôle structurant des services publics) : devenu sans objet (p. 306)

Son amendement n° 483 (soutien différencié tenant compte des zonages en vigueur) : retiré (p. 307)

Son amendement n° 481 (péréquation des ressources publiques) : devenu sans objet (p. 307)

Son amendement n° 669 (schéma du développement économique) : rejeté (p. 313)

Soutient l'amendement n° 558 de M. Éric Doligé (schéma des services publics locaux) : rejeté (p. 316)

Son amendement n° 668 (schéma des services publics locaux) : rejeté (p. 316)

Article 3 (coordination)

Son amendement n° 670 (de suppression) : rejeté (p. 325)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Soutient l'amendement n° 525 de M. Jean-Claude Lenoir (association du CNADT à la définition des

procédures contractuelles entre l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises signataires, y compris celles relatives à la mise en oeuvre des fonds européens) : rejeté (p. 378)

Intervient sur l'amendement n° 559 de M. Éric Doligé (association du CNADT à la définition des procédures contractuelles entre l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises signataires, y compris celles relatives à la mise en oeuvre des fonds européens) (p. 378)

Intervient sur l'amendement n° 685 de Mme Martine Lignières-Cassou (association du CNADT à la définition des procédures contractuelles entre l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises signataires, y compris celles relatives à la mise en oeuvre des fonds européens) (p. 378)

Soutient l'amendement n° 526 de M. Jean-Claude Lenoir (réexamen tous les trois ans des politiques d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 379)

Soutient l'amendement n° 593 de M. Jean-Claude Lenoir (réexamen tous les cinq ans des politiques d'aménagement du territoire) : retiré (p. 379)

Soutient l'amendement n° 527 de M. Jean-Claude Lenoir (réexamen tous les six ans des politiques d'aménagement du territoire) : retiré (p. 379)

Soutient l'amendement n° 524 de M. Jean-Claude Lenoir (comité de suivi des procédures contractuelles) : rejeté (p. 380)

Intervient sur l'amendement n° 560 de M. Éric Doligé (comité de suivi des procédures contractuelles) (p. 380)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son amendement n° 939 (territoires urbains, périurbains et ruraux aussi concernés par le développement harmonieux poursuivi par les schémas régionaux) : devenu sans objet (p. 388)

Son amendement n° 651 (territoires urbains, périurbains et ruraux aussi concernés par le développement harmonieux poursuivi par les schémas régionaux) : devenu sans objet (p. 388)

Soutient l'amendement n° 528 de M. Jean-Claude Lenoir (mesures particulières pour les régions transfrontières) : devenu sans objet (p. 390)

Son amendement n° 652 (exclusion du champ de l'article 5 des régions qui ont déjà élaboré leur schéma régional d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 391)

Son amendement n° 653 (exclusion du champ de l'article 5 des régions qui ont déjà élaboré leur schéma régional d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 391)

Son amendement n° 654 (organismes faisant partie de la conférence régionale d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 393)

Soutient l'amendement n° 531 de M. Jean-Claude Lenoir (instauration d'un comité des financeurs) : rejeté (p. 401)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Michel Bouvard (élaboration de schémas interrégionaux d'aménagement du territoire) (p. 403)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Patrick Ollier (élaboration de schémas interrégionaux d'aménagement du territoire) (p. 403)

Son amendement n° 655 (élaboration de schémas interrégionaux d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 403)

Intervient sur l'amendement n° 817 de M. Didier Quentin (élaboration de schémas interrégionaux d'aménagement du territoire) (p. 403)

Article 6 (article 34 ter de la loi du 7 janvier 1983 : conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Son amendement n° 656 soutenu par M. Georges Lemoine (représentation des "diverses activités associatives") : rejeté (p. 409)

Son amendement n° 657 soutenu par M. Yves Coussain (mission purement consultative de la conférence régionale) : rejeté (p. 411)

Article 7 (article L. 425-1 du code général des collectivités territoriales : plan de la région)

Son amendement n° 658 : non soutenu (p. 412)

Article 8 (article 9 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : suppression du groupement d'intérêt public d'observation et d'évaluation de l'aménagement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 462 corrigé de M. Michel Bouvard (conventions interrégionales entre l'Etat et les régions concernées) (p. 418)

Intervient sur l'amendement n° 690 de M. Augustin Bonrepaux (conventions interrégionales entre l'Etat et les régions concernées) (p. 418)

Son amendement n° 940 corrigé (conventions interrégionales entre l'Etat et les régions concernées) : retiré (p. 418)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 689 rectifié de M. Philippe Duron (création d'une délégation parlementaire à l'aménagement du territoire et au développement durable du territoire dans chaque assemblée) (p. 426)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Soutient l'amendement n° 596 de M. Jean-Claude Lenoir (de précision) : rejeté (p. 433)

Intervient sur l'amendement n° 203 corrigé de M. Michel Bouvard (de précision) (p. 433)

Intervient sur l'amendement n° 532 de M. Jean-Claude Lenoir (de précision) (p. 433)

Son amendement n° 659 (chambres consulaires associées à l'élaboration des schémas de services collectifs) : retiré (p. 434)

Intervient sur l'amendement n° 266 de la commission (schémas de services collectifs soumis au Parlement dans un projet de loi) (p. 438)

Soutient l'amendement n° 533 de M. Jean-Claude Lenoir (régions et organismes consultés et débat au Parlement) : rejeté (p. 440)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Michel Bouvard (régions et organismes consultés et débat au Parlement) (p. 440)

Intervient sur l'amendement n° 1139 de M. Patrick Ollier (débat au Parlement) (p. 440)

Intervient sur l'amendement n° 769 de M. Germain Gengenwin (adoption des rapports par voie législative) (p. 442)

Soutient l'amendement n° 597 de M. Jean-Claude Lenoir (adoption des rapports par voie législative) : rejeté (p. 442)

Son amendement n° 662 (adoption des rapports par voie législative) : rejeté (p. 442)

Intervient sur l'amendement n° 470 de M. Georges Sarre (adoption des rapports par voie législative) (p. 442)

Son amendement n° 661 (période transitoire) : rejeté (p. 462)

Son amendement n° 660 (date d'adoption des schémas de services collectifs fixée au plus tôt au 31 décembre 1999) : rejeté (p. 462)

Soutient l'amendement n° 768 de M. Germain Gengenwin (prise en compte des orientations des schémas de services collectifs par les contrats de plan Etat-régions) : rejeté (p. 462)

Article 10 (article 11 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Soutient l'amendement n° 598 de M. Jean-Claude Lenoir (développement de la recherche) : retiré (p. 469)

Intervient sur l'amendement n° 270 de la commission (développement de la recherche) (p. 469)

Son amendement n° 663 (définition d'une stratégie d'ensemble pour le secteur de la recherche) : rejeté (p. 470)

Intervient sur l'amendement n° 274 de la commission (coopération entre les sites étendue à la recherche) (p. 470)

Son amendement n° 664 (coopération entre les sites étendue à la recherche) : adopté (p. 470)

Son amendement n° 665 (échanges de connaissances avec le monde économique) : rejeté (p. 470)

Intervient sur l'amendement n° 729 de Mme Martine Lignières-Cassou (essaimage à partir des instituts universitaires de technologie et les écoles d'ingénieur) (p. 471)

Soutient le sous-amendement n° 599 de M. Jean-Claude Lenoir (meilleure articulation entre recherche publique et recherche privée) à l'amendement n° 283 de la commission (rôle de la conférence régionale

d'aménagement du territoire dans la répartition équilibrée des activités d'enseignement supérieur et de recherche) : adopté (p. 475)

Soutient le sous-amendement n° 600 de M. Jean-Claude Lenoir (synergies avec le monde économique) à l'amendement n° 283 de la commission : adopté (p. 475)

Soutient le sous-amendement n° 601 de M. Jean-Claude Lenoir (échanges de savoir-faire et de connaissances) à l'amendement n° 283 de la commission : rejeté (p. 475)

Son amendement n° 666 (association des politiques de formation professionnelles engagées par les régions au schéma de services collectifs de l'enseignement supérieur) : devenu sans objet (p. 475)

Son amendement n° 1073 soutenu par M. Patrick Ollier (loi d'orientation d'ici un an pour promouvoir des formations d'enseignement supérieur dans les zones rurales les plus fragiles) : rejeté (p. 476)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs culturels)

Son amendement n° 1020 (développement de la production culturelle) : rejeté (p. 483)

Son amendement n° 1021 (pratique des disciplines culturelles dans les établissements scolaires) : retiré (p. 488)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Intervient sur le sous-amendement n° 1208 du Gouvernement (meilleure complémentarité) à l'amendement n° 732 de M. Patrick Rimbart (mise en réseau des établissements de santé autour des hôpitaux publics) (p. 507)

Intervient sur l'amendement n° 296 de la commission (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)

Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Patrick Ollier (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)

Intervient sur l'amendement n° 503 de M. Maurice Adevah-Poeuf (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)

Soutient l'amendement n° 536 de M. Jean-Claude Lenoir (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) : adopté (p. 508)

Intervient sur l'amendement n° 772 de M. Yves Coussain (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Son intervention (p. 729)

Intervient sur l'amendement n° 457 de M. Michel Inchauspé (desserte des zones rurales les plus fragiles) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 981 de M. Maurice Leroy (desserte des zones rurales les plus fragiles) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 602 de M. Jean-Claude Lenoir (dessertes du territoire) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 1068 de M. Michel Inchauspé (dessertes du territoire) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 871 de M. Michel Bouvard (dessertes du territoire) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 1064 de M. Patrick Ollier (dessertes du territoire) (p. 741)

Article 17 (article 20 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'énergie)

Son amendement n° 1094 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (association des entreprises publiques aux actions menées par les collectivités locales dans le domaine de l'énergie) (p. 763) : rejeté (p. 764)

Son amendement n° 1095 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (coordination avec la politique européenne) : rejeté (p. 764)

Son amendement n° 1096 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (contrôle de la mise en oeuvre des objectifs fixés par le schéma) : rejeté (p. 764)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Intervient sur l'amendement n° 713 de M. François Sauvadet (dénomination du schéma) (p. 778)

Son amendement n° 1098 (dénomination du schéma) : rejeté après rectification (p. 778)

Soutient l'amendement n° 365 de M. Jacques Blanc (limitation du schéma aux seuls espaces naturels protégés) : rejeté (p. 779)

Son amendement n° 1097 (reconquête écologique des territoires dégradés) : devenu sans objet (p. 782)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Michel Bouvard (constitution de pays) (p. 802)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Patrick Ollier (constitution de pays) (p. 802)

Intervient sur l'amendement n° 368 de M. Jacques Blanc (constitution de pays) (p. 802)

Intervient sur l'amendement n° 430 de M. Henry Chabert (constitution de pays) (p. 802)

Son amendement n° 1099 (constitution de pays) : rejeté (p. 802)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Michel Bouvard (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Patrick Ollier (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Henry Chabert (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 458 de M. Michel Inchauspé (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 498 de M. Jacques Barrot (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 982 de M. Maurice Leroy (organismes consultés) (p. 803)

Son amendement n° 1069 (organismes consultés) : retiré (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 74 corrigé de M. Léonce Deprez (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 777 de M. François Sauvadet (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 321 de la commission (avis de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale compétentes) (p. 803)

Son amendement n° 1100 corrigé (superposition d'un pays et d'un parc naturel régional) : devenu sans objet (p. 806)

Son amendement n° 648 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (élaboration de la charte de pays sans que la procédure d'arrêté de périmètre soit parvenue à son terme) : rejeté (p. 812)

Son amendement n° 1102 soutenu par M. Michel Bouvard (possibilité pour un pays de transgresser la limite régionale) : adopté (p. 814)

Son amendement n° 650 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays) : rejeté (p. 818)

Son amendement n° 649 (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : devenu sans objet (p. 822)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 1075 soutenu par M. Henry Chabert (lien étroit avec la charte de pays correspondante) (p. 830) : rejeté (p. 831)

Après l'article 22

Son amendement n° 1005 (information du conseil national de l'aménagement du territoire sur l'attribution des crédits du fonds national d'aménagement et de développement du territoire) : devenu sans objet (p. 879)

Son amendement n° 1007 (affectation des crédits en priorité aux projets de développement dans les zones rurales) : rejeté (p. 880)

Son amendement n° 1006 (décisions d'attribution des crédits inscrits dans la section locale à gestion déconcentrée communiquées par le préfet de région aux présidents de conseils généraux et régionaux intéressés) : devenu sans objet (p. 880)

Après l'article 26

Son amendement n° 1014 (suppression des droits de mutation pour l'acquisition de fonds de commerces dans les communes situées dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 905)

Son amendement n° 1016 (suppression de la part salariale de la taxe professionnelle et réduction au titre des investissements réalisés par les entreprises existantes situées dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 906)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Michel Bouvard (révision des modalités de fonctionnement de la prime à l'aménagement du territoire pour assurer une bonne efficacité des crédits dans les zones de revitalisation rurale) (p. 907)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Patrick Ollier (révision des modalités de fonctionnement de la prime à l'aménagement du territoire pour assurer une bonne efficacité des crédits dans les zones de revitalisation rurale) (p. 907)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Christian Estrosi (révision des modalités de fonctionnement de la prime à l'aménagement du territoire pour assurer une bonne efficacité des crédits dans les zones de revitalisation rurale) (p. 907)

Son amendement n° 1013 (révision des modalités de fonctionnement de la prime à l'aménagement du territoire pour assurer une bonne efficacité des crédits dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 907)

Article 28 (article 1er de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : objectifs du système de transports intérieurs)

Soutient l'amendement n° 914 de M. Bruno Bourg-Broc (développement des offres de transport) : rejeté (p. 908)

Son amendement n° 1076 (développement des offres de transport) : rejeté (p. 908)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Son amendement n° 1018 soutenu par M. Philippe Duron (intégration des schémas français dans les schémas européens) : rejeté (p. 926)

Son amendement n° 1077 (égalité d'accès des usagers aux liaisons rapides) : devenu sans objet (p. 930)

Explications de vote et vote [9 février 1999] (p. 1084)

Ses explications de vote (p. 1090)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 1091)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039, 4081)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 4048)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 4065)

Son intervention (p. 4082)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 4107)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 4083)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 4065)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 4083)

Collectivités territoriales : ressources : péréquation (p. 4083)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 4082)

Postes : La Poste (p. 4083)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4048)

Secteur public : services publics (p. 4066)

Transports (p. 4083)

Union européenne : fonds structurels (p. 4048, 4065)

Voirie (p. 4083)

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081) ; [6 mai 1999] (p. 4193, 4243)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : pays)

Intervient sur le sous-amendement n° 199 rectifié de M. Jean Espilondo (meilleure représentation des élus) à l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4217)

Intervient sur le sous-amendement n° 200 de M. Jean Espilondo (adhésion à un groupement d'intérêt public ou à un syndicat mixte des départements ou des régions concernés) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4220)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Michel Bouvard (accueil à titre accessoire dans les chambres mortuaires des établissements de santé des corps des personnes décédées hors de ces établissements) (p. 4225)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 février 1999] (p. 1468, 1477) ; [17 février 1999] (p. 1559, 1593)

Son intervention (p. 1567)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : énergie électrique (p. 1568)

Energie et carburants : électricité (p. 1567, 1568)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1568)

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 2 (missions du service public de l'électricité)

Son amendement n° 441 (sûreté de fonctionnement des réseaux de transport et de distribution) : rejeté (p. 1613)

Intervient sur l'amendement n° 176 de la commission (référence aux règlements de service des régions) (p. 1615)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Pierre Micaux (référence aux règlements de service des régions) (p. 1615)

Intervient sur l'amendement n° 356 de M. Alain Cacheux (référence aux règlements de service des régions) (p. 1615)

Soutient l'amendement n° 655 de M. Michel Meylan (référence aux règlements de service des régions) : devenu sans objet (p. 1615)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Michel Bouvard (charges de développement et d'exploitation pour les gestionnaires) (p. 1616)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Claude Birraux (charges de développement et d'exploitation pour les gestionnaires) (p. 1616)

Soutient l'amendement n° 653 de M. Michel Meylan (charges de développement et d'exploitation pour les gestionnaires) : rejeté (p. 1616)

Intervient sur l'amendement n° 178 de la commission (contenu de la mission de fourniture d'électricité) (p. 1616)

Son amendement n° 39 (contenu de la mission de fourniture d'électricité) : adopté (p. 1616)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Michel Bouvard (mêmes missions assumées par EDF et les régions locales) (p. 1621)

Soutient l'amendement n° 657 de M. Michel Meylan (mêmes missions assumées par EDF et les régions locales) : rejeté (p. 1621)

Intervient sur l'amendement n° 427 de M. Claude Birraux (mêmes missions assumées par EDF et les régions locales) (p. 1621)

Intervient sur l'amendement n° 135 de la commission (référence aux règlements de services des régions) (p. 1621)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Pierre Micaux (référence aux règlements de services des régions) (p. 1621)

Soutient l'amendement n° 656 de M. Michel Meylan (référence aux règlements de services des régions) : devenu sans objet (p. 1621)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Michel Bouvard (égalité des missions pour l'ensemble des opérateurs) (p. 1622)

Intervient sur l'amendement n° 428 de M. Claude Birraux (égalité des missions pour l'ensemble des opérateurs) (p. 1622)

Son amendement n° 439 (égalité des missions pour l'ensemble des opérateurs) : retiré (p. 1622)

Soutient l'amendement n° 666 de M. Michel Meylan (fournitures de secours incluses dans le champ des cahiers des charges de concession ou les règlements de service des régions) : rejeté (p. 1622)

Intervient sur l'amendement n° 138 de la commission (conditions des fournitures de secours aux clients éligibles) (p. 1623)

Son amendement n° 41 (conditions des fournitures de secours aux clients éligibles) : retiré (p. 1623)

Son amendement n° 440 (obligation pour les distributeurs non nationalisés de fournir de l'électricité à tout client éligible n'ayant pas trouvé de fournisseur dans des conditions économiques ou techniques raisonnables) : devenu sans objet (p. 1624)

Son amendement n° 42 (obligation pour les distributeurs non nationalisés de fournir de l'électricité à tout client éligible n'ayant pas trouvé de fournisseur dans des conditions économiques ou techniques raisonnables) : devenu sans objet (p. 1624)

Article 3 (mise en oeuvre et contrôle des missions de service public)

Soutient l'amendement n° 486 de M. François Goulard (de suppression partielle) : rejeté (p. 1625)

Intervient sur l'amendement n° 140 de la commission (missions des autorités concédantes) (p. 1626)

Son amendement n° 43 (missions des autorités concédantes) : adopté (p. 1626)

Son amendement n° 44 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 1626)

Intervient sur l'amendement n° 144 de la commission (avis des commissions départementales pour améliorer le service public) (p. 1627)

Son amendement n° 45 corrigé (avis des commissions départementales pour améliorer le service public) : adopté (p. 1627)

Intervient sur l'amendement n° 146 de la commission (compétences de la conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire étendue à la formulation d'avis ou de propositions) (p. 1628)

Intervient sur l'amendement n° 364 de M. Alain Cacheux (compétences de la conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire étendue à la formulation d'avis ou de propositions) (p. 1628)

Son amendement n° 46 (compétences de la conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire étendue à la formulation d'avis ou de propositions) : devenu sans objet (p. 1628)

Intervient sur l'amendement n° 606 de M. Claude Billard (création d'un observatoire national du service public de l'électricité) (p. 1629)

Intervient sur l'amendement n° 147 de la commission (création dans chaque région d'un observatoire du service public de l'électricité) (p. 1629)

Article 4 (tarifs et plafonds de prix)

Son amendement n° 543 soutenu par M. François Goulard (fixation des tarifs et des plafonds de prix par la commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1680)

Son amendement n° 442 soutenu par M. François Goulard (avis de l'autorité de régulation sur les tarifs de secours) (p. 1680) : rejeté (p. 1681)

Son amendement n° 443 soutenu par M. François Goulard (concertation avec le gestionnaire du réseau) : rejeté (p. 1681)

Article 5 (mécanismes de compensation)

Son amendement n° 444 (opérateurs concernés et montant des contributions) : devenu sans objet (p. 1687)

Son amendement n° 445 soutenu par M. François Goulard (exclusion des producteurs ne livrant pas de clients finals) : retiré (p. 1687)

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements (PPI))

Son amendement n° 542 soutenu par M. François Goulard (respect des objectifs définis à l'article 1er) : rejeté (p. 1694)

Son amendement n° 446 (nouvelle autorisation d'exploitation en cas d'augmentation de puissance) : devenu sans objet (p. 1699)

Son amendement n° 447 (nouvelle autorisation d'exploitation en cas d'augmentation de puissance) : devenu sans objet (p. 1699)

Article 7 (autorisation d'exploiter)

Son amendement n° 448 soutenu par M. François Goulard (conditions de délivrance de l'autorisation d'exploiter) : rejeté (p. 1701)

Son amendement n° 544 soutenu par M. François Goulard (délivrance de l'autorisation d'exploiter après avis de la Commission de régulation de l'électricité) : rejeté (p. 1703)

Son amendement n° 449 soutenu par M. François Goulard (assouplissement des conditions d'autorisation pour les projets ayant obtenu un certificat de conformité) : rejeté (p. 1704)

Son amendement n° 450 soutenu par M. François Goulard (producteurs autorisés réputés autorisés à consommer pour leur propre usage) : rejeté (p. 1704)

Son amendement n° 583 soutenu par M. François Goulard (producteurs autorisés réputés autorisés à consommer pour leur propre usage) : adopté (p. 1704)

Article 9 (critères d'attribution des autorisations et élaborations des conditions des appels d'offres)

Son amendement n° 451 soutenu par M. François Goulard (prise en compte des besoins des clients éligibles par l'autorité compétente, indépendamment des éventuelles surcapacités du service public) : rejeté (p. 1710)

Article 10 (obligation d'achat d'électricité incombant à EDF)

Son amendement n° 541 soutenu par M. François Goulard (suppression du dernier alinéa de l'article relatif au décret en Conseil d'Etat) : rejeté (p. 1714)

Son amendement n° 452 soutenu par M. François Goulard (cas des contrats en cours) (p. 1714) : devenu sans objet (p. 1715)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)

Son amendement n° 48 corrigé soutenu par M. Christian Martin (autorisation au profit des collectivités locales pour leurs propres services et établissements) : rejeté (p. 1717)

Son amendement n° 47 (rédactionnel) : adopté (p. 1717)

Son amendement n° 453 soutenu par M. Franck Borotra (cas des distributeurs non nationalisés) : rejeté (p. 1719)

Article 13 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité (GRT))

Son amendement n° 455 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) : rejeté (p. 1734)

Son amendement n° 456 (statut du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) : devenu sans objet (p. 1734)

Son amendement n° 457 soutenu par M. François Goulard (conditions de nomination du directeur) : rejeté (p. 1736)

Son amendement n° 458 soutenu par M. François Goulard (suppression du dernier alinéa de l'article relatif au budget autonome et à la communication du budget et des comptes à la Commission de régulation) : rejeté (p. 1737)

Son amendement n° 459 soutenu par M. François Goulard (transformation, à l'issue d'une période transitoire de cinq ans, du gestionnaire du réseau public de transport en établissement public) (p. 1737) : rejeté (p. 1738)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Son amendement n° 460 soutenu par M. François Goulard (de cohérence) : rejeté (p. 1757)

Son amendement n° 461 soutenu par M. François Goulard (contrat de vente conclu par un client éligible de ses excédents conjoncturels achetés ou autoproduits) : rejeté (p. 1759)

Son amendement n° 462 (encadrement des achats complémentaires) : devenu sans objet (p. 1762)

Son amendement n° 545 (encadrement des achats complémentaires) : devenu sans objet (p. 1762)

Article 12 précédemment réservé (possibilité offerte aux producteurs de compléter leur offre)

Son amendement n° 454 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 1763)

Avant l'article 25

Son amendement n° 463 : non soutenu (p. 1768)

Article 25 (règles comptables applicables à l'EDF, aux distributeurs non nationalisés et à la Compagnie nationale du Rhône)

Son amendement n° 546 (règles comptables) : devenu sans objet (p. 1770)

Après l'article 27

Son amendement n° 464 soutenu par M. François Goulard (établissement d'un code de déontologie par les entreprises commercialisant de l'électricité en France) : retiré (p. 1772)

Article 42 (aménagement du principe de spécialité d'EDF)

Son amendement n° 547 (objet d'EDF) : devenu sans objet (p. 1802)

Article 43 (articles L. 713-1 et L. 713-2 du code du travail - développement de la négociation collective de branche)

Son amendement n° 473 soutenu par M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 1806)

Article 46 (coûts échoués)

Son amendement n° 598 : non soutenu (p. 1810)

Son amendement n° 465 (définition précise des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Son amendement n° 466 (évaluation, financement et recouvrement des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Son amendement n° 474 (évaluation, financement et recouvrement des charges) : devenu sans objet (p. 1811)

Article 47 (révision des contrats entre EDF ou un distributeur non nationalisé et un client éligible)

Son amendement n° 467 (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1811)

Son amendement n° 468 : non soutenu (p. 1811)

Article 48 (révision des contrats entre EDF et les producteurs d'électricité)

Son amendement n° 469 (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1815)

Son amendement n° 470 (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1815)

Son amendement n° 471 (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1815)

Son amendement n° 472 (révision de contrats) : devenu sans objet (p. 1815)

Titre

Son amendement n° 438 soutenu par M. Claude Birraux (titre du projet de loi) (p. 1817) : rejeté (p. 1818)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2151, 2177)

Son intervention (p. 2177)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 2178)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2177, 2178)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : personnel (p. 2178)

Discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2196) ; [10 mars 1999] (p. 2237, 2255) ; [11 mars 1999] (p. 2303, 2356)

Article 7 (l'obligation de centralisation des fonds collectés sur le livret A)

Soutient l'amendement n° 174 de M. Gilbert Gantier (maintien en vigueur du régime de libre emploi des ressources spécifique aux caisses d'épargne d'Alsace-Moselle) : rejeté (p. 2250)

Article 10 (le statut de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 176 de M. Gilbert Gantier (détenion par plusieurs actionnaires de la fraction restante du capital de la Caisse nationale) : rejeté (p. 2267)

Soutient l'amendement n° 177 de M. Gilbert Gantier (interdiction pour les actionnaires autres que les caisses d'épargne de détenir une part de capital égale ou supérieure à la minorité de blocage) : rejeté (p. 2267)

Soutient l'amendement n° 178 de M. Gilbert Gantier (suppression de l'agrément du ministre chargé de l'économie en ce qui concerne la nomination du président du directoire de la Caisse nationale) : rejeté (p. 2269)

Article 15 (la Fédération nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 199 de M. Gilbert Gantier (représentation des caisses d'épargne au sein de la Fédération nationale) : retiré (p. 2275)

Soutient l'amendement n° 200 de M. Gilbert Gantier (participation de la Fédération nationale à la

définition des orientations stratégiques du réseau) : retiré (p. 2275)

Soutient l'amendement n° 201 de M. Gilbert Gantier (présentation par la Fédération nationale des candidats représentant les caisses d'épargne au conseil de surveillance de la Caisse nationale) : rejeté (p. 2277)

Article 17 (l'exercice du droit d'opposition)

Soutient l'amendement n° 179 de M. Marc Laffineur (de suppression) : rejeté (p. 2279)

Article 21 (les modalités de constitution du capital social des caisses d'épargne et de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 181 de M. Gilbert Gantier (suppression de la définition de la composition du capital social) : rejeté (p. 2280)

Soutient l'amendement n° 184 de M. Gilbert Gantier (limitation du montant du capital social) : rejeté (p. 2281)

Soutient l'amendement n° 182 de M. Gilbert Gantier (restauration d'un droit de souscription préférentielle pour les souscripteurs initiaux de certificats coopératifs d'investissement) : rejeté (p. 2282)

Son amendement n° 183 : devenu sans objet (p. 2282)

Soutient l'amendement n° 185 de M. Gilbert Gantier (allongement de la période de constitution du capital initial) : rejeté (p. 2282)

Soutient l'amendement n° 297 de M. Gilbert Gantier (suppression de l'annulation des certificats coopératifs d'investissement non souscrits) : rejeté (p. 2283)

Soutient l'amendement n° 298 de M. Gilbert Gantier (allègement des conséquences pour les caisses d'épargne d'un placement des parts sociales ou des certificats d'investissement inférieur au montant du capital initial qu'elles ont souscrit) : retiré (p. 2283)

Article 22 (la dévolution des fonds centraux)

Soutient l'amendement n° 186 de M. Gilbert Gantier (affectation partielle au fonds commun de garantie et de solidarité du réseau des sommes inscrites aux fonds centraux actuels) : rejeté (p. 2284)

Article 24 (le fonds de mutualisation)

Soutient l'amendement n° 187 de M. Gilbert Gantier (allongement de la période pendant laquelle les caisses d'épargne sont appelées à effectuer les versements constitutifs du fonds de mutualisation) : rejeté (p. 2287)

Article 28 (les dispositions fiscales)

Soutient l'amendement n° 188 de M. Gilbert Gantier (exonération de charges sociales et d'impôt sur le revenu sur les sommes versées au titre de la réforme du régime de retraite des personnels des caisses d'épargne) : retiré (p. 2291)

Article 30 (les dispositions relatives aux dirigeants)

Soutient l'amendement n° 190 de M. Gilbert Gantier (prolongation des mandats des membres du directoire

et du conseil d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne) : rejeté (p. 2293)

Soutient l'amendement n° 189 de M. Gilbert Gantier (prolongation des mandats des membres du directoire et du conseil d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne) : rejeté (p. 2293)

Projet de loi n° 1410 sur l'innovation et la recherche

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5411)

Article 1er (articles 14, 18, 19, 19-1 nouveau et 25-1 à 25-4 nouveaux de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France : valorisation de la diffusion des résultats de la recherche par les organismes de recherche et facilitation de la création d'entreprise par les chercheurs)

Son amendement n° 1 soutenu par M. Jean-François Mattei (conservation par les chercheurs des actions qu'ils détiennent déjà) : adopté (p. 5418)

Son amendement n° 3 : retiré (p. 5418)

Son amendement n° 2 : retiré (p. 5418)

Proposition de résolution n° 1646 sur les propositions de directives relatives aux chemins de fer communautaires (COM (98) 0480 final/n° E 1163)

Ses explications de vote (p. 5934)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 5934)

Q

Didier QUENTIN

*Charente-Maritime (5^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de droit (représentant de la commission des lois) de l'office parlementaire d'évaluation des politiques publiques [J.O. du 30 octobre 1998] (p. 16415)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1558 tendant à la reconnaissance de l'état de guerre en Algérie [28 avril 1999]

Proposition de loi n° 1763 relative à la chasse de nuit [30 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Parlement. Questions au Gouvernement. Réponses ministérielles, qualité [7 octobre 1998] (p. 6036)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 507, posée le 30 novembre 1998. Enregistrement et timbre. Droits de mutation (J.O. Questions p. 6456). Appelée le 1^{er} décembre 1998. Taxe additionnelle, fonds collectés, répartition, communes (p. 9725)

n° 567, posée le 18 janvier 1999. Contributions indirectes. Accises (J.O. Questions p. 235). Appelée le 19 janvier 1999. Pineau des Charentes (p. 22)

n° 690, posée le 15 mars 1999. Chasse et pêche. Redevance cynégétique (J.O. Questions p. 1464). Appelée le 16 mars 1999. Montant, conséquences (p. 2387)

n° 765, posée le 26 avril 1999. Retraites : régime agricole. Montant des pensions (J.O. Questions p. 2415). Appelée le 27 avril 1999. Perspectives (p. 3607)

n° 850, posée le 31 mai 1999. Agriculture. Politique agricole commune (PAC) (J.O. Questions p. 3204). Appelée le 1^{er} juin 1999. Oléagineux, réforme (p. 5165)

DÉBATS**Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son intervention (p. 6133)

Article 37 (contrats de lutte contre les crises conjoncturelles)

Son intervention (p. 6332)

Son amendement n° 527 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 6332)

Son amendement n° 528 rectifié (durée maximale des accords de crise) : rejeté (p. 6333)

Son amendement n° 529 rectifié (accords de crise réservés à la régulation de l'offre) : devenu sans objet (p. 6335)

Article 40 (organisation de l'INAO, extension des compétences de l'INAO aux indications géographiques protégées)

Soutient l'amendement n° 48 de M. Serge Poignant (liaison avec la Commission nationale des labels et des certifications) : rejeté (p. 6354)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Article 6 supprimé par le Sénat (définition des activités agricoles)

Son amendement n° 250 soutenu par M. Patrick Ollier (rétablissement de l'article) : rejeté (p. 3467)

Article 65 (présentation d'un rapport sur l'adaptation de la fiscalité agricole et sur les charges comparées des différentes catégories d'actifs ruraux)

Son amendement n° 253 : non soutenu (p. 3571)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1998] (p. 6484, 6507) ; [14 octobre 1998] (p. 6551, 6584, 6613)

Son intervention (p. 6614)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 6614, 6615)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 6614, 6615)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8017, 8039)

Procédure des questions :

Logement : HLM : loyers (p. 8052)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Son intervention (p. 8210)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 8210)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : carte du combattant (p. 8210)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 8210)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 8210)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 8211)

Impôt sur le revenu : quotient familial : anciens combattants d'Afrique du Nord (p. 8211)

Pensions militaires d'invalidité : allocations aux grandes invalides (p. 8211)

Rapatriés : harkis (p. 8211)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Procédure des questions :

Défense : marine : Rochefort (p. 8301)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 8007)

Thèmes :

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 8007)

Constitution : préambule (p. 8007)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 8007)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : atteintes à la vie privée (p. 8007)

Famille : politique familiale (p. 8007)

Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme (p. 8007)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9459)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 9462)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 9463)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 9463)

Union européenne : Conseil : majorité (p. 9463)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : généralités (p. 9462, 9463)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Article 7 (article L. 3-1 nouveau du code de la route : dépistage systématique des stupéfiants en cas d'accident mortel)

Son intervention (p. 10431)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70) ; [20 janvier 1999] (p. 130, 160)

Son intervention (p. 163)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 163)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 163)

Transports par eau : ports maritimes (p. 164)

Union européenne : fonds structurels (p. 163)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 804 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 198)

Son amendement n° 805 (objectifs de la loi) : devenu sans objet (p. 198)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 1133 soutenu par M. Patrick Ollier (complémentarité villes-campagnes) (p. 292) : rejeté (p. 293)

Son amendement n° 1134 (projet commun de développement dans le cadre du pays) : devenu sans objet (p. 299)

Son amendement n° 807 soutenu par M. Patrick Ollier (politiques spécifiques pour les façades maritimes et les zones de montagne) (p. 299) : rejeté (p. 300)

Son amendement n° 806 soutenu par M. Serge Poignant (prise en compte de certaines zones littorales) : adopté (p. 301)

Son amendement n° 808 soutenu par M. Patrick Ollier (schéma des différentes infrastructures de transport) : rejeté (p. 310)

Son amendement n° 809 soutenu par M. Patrick Ollier (schémas des services collectifs présentés au Parlement et évaluation tous les cinq ans) (p. 319) : rejeté (p. 320)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Son amendement n° 810 (présidence assurée par le ministre de l'économie en cas d'absence du Premier ministre) : rejeté (p. 376)

Son amendement n° 811 (pluralité de la représentation du monde associatif) : rejeté (p. 376)

Son amendement n° 812 (consultation sur la gestion annuelle du FNADT) : rejeté (p. 377)

Son amendement n° 813 (création d'un conseil national du littoral) : rejeté (p. 382)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son amendement n° 1135 soutenu par M. Patrick Ollier (missions des schémas régionaux) : rejeté (p. 385)

Son amendement n° 814 soutenu par M. Patrick Ollier (élaboration en association avec l'Etat) : rejeté (p. 392)

Son amendement n° 816 soutenu par M. Michel Bouvard (ajout des chambres consulaires à la liste des organismes faisant partie de la conférence régionale d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 393)

Son amendement n° 815 soutenu par M. Michel Bouvard (ajout des associations à la liste des organismes faisant partie de la conférence régionale d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 393)

Après l'article 5

Son amendement n° 817 (élaboration de schémas interrégionaux d'aménagement du territoire) : adopté (p. 403)

Article 6 (article 34 ter de la loi du 7 janvier 1983 : conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Son amendement n° 818 soutenu par M. Patrick Ollier (représentation des "diverses activités associatives") : rejeté (p. 409)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Son amendement n° 820 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 779)

Son amendement n° 819 soutenu par M. Christian Estrosi (prise en compte des acteurs gestionnaires de l'espace) : rejeté (p. 781)

Son amendement n° 821 soutenu par M. Michel Bouvard (cas des territoires littoraux et des zones de montagne) : rejeté (p. 782)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son amendement n° 822 soutenu par M. Michel Bouvard (champ des contrats de pays étendu aux projets privés) : retiré (p. 822)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 823 soutenu par M. Michel Bouvard (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) : rejeté (p. 829)

Son amendement n° 824 soutenu par M. Michel Bouvard (prise en compte de la politique de gestion de l'espace agricole, conchyicole et forestier) : rejeté (p. 831)

Article 23 (article 38-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Fonds de gestion des milieux naturels)

Son amendement n° 825 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 882)

Son amendement n° 826 (mise en oeuvre du fonds et modalités de répartition) : rejeté (p. 882)

Article 25 (article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones prioritaires ultra-périphériques)

Son amendement n° 827 soutenu par M. Patrick Ollier (nécessité de politiques différenciées) : rejeté (p. 885)

Article 30 (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Son amendement n° 828 soutenu par M. Michel Bouvard (cabotage par voie maritime) : rejeté (p. 916)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Son amendement n° 1137 (égalité d'accès des usagers aux liaisons rapides) : devenu sans objet (p. 930)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des communautés d'agglomération

Son amendement n° 481 rectifié soutenu par M. Gilles Carrez (assainissement et eau remplacés par assainissement des eaux usées et eau potable dans la liste des compétences optionnelles) (p. 1033) : rejeté (p. 1034)

Son amendement n° 589 : devenu sans objet (p. 1034)

Articles L. 5216-6 et 5216-7 du code général des collectivités territoriales : superposition et interférence des périmètres entre les établissements publics de coopération intercommunale existants et la communauté d'agglomération

Son amendement n° 482 soutenu par M. Gilles Carrez (représentation des communes par la communauté dans le syndicat) : rejeté (p. 1038)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Article L. 5211-29 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 562 soutenu par M. Gilles Carrez (dotation par habitant des communautés de communes à taxe professionnelle unique fixée à 150 F) (p. 1389) : rejeté (p. 1390)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 2 (obligations des communes)

Son amendement n° 156 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (délai de deux ans suivant la publication et non l'approbation du schéma départemental pour sa mise en oeuvre par les communes de plus de 5 000 habitants) : adopté (p. 6458)

Son amendement n° 157 : devenu sans objet (p. 6458)

Article 5 (aide des organismes de sécurité sociale aux personnes gestionnaires d'aires d'accueil)

Son amendement n° 160 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (suppression du financement par les organismes de sécurité sociale) (p. 6466) : rejeté (p. 6467)

Article 8 (dispositions modifiant le code de l'urbanisme)

Son amendement n° 161 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (suppression des paragraphes I et II de l'article relatifs à l'insertion de l'accueil des gens du voyage dans le code de l'urbanisme) : rejeté (p. 6471)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Son amendement n° 162 (extension des dispositions de l'article aux communes ne possédant pas d'aires d'accueil) : rejeté (p. 6480)

Son amendement n° 163 (extension de la compétence du juge civil aux terrains relevant du domaine public) : devenu sans objet (p. 6483)

Son amendement n° 164 soutenu par M. Charles Cova (suppression des conditions relatives à la salubrité, à

la sécurité et à la tranquillité publiques pour la saisine du président du tribunal de grande instance par le maire en cas d'occupation d'un terrain privé (p. 6484) : rejeté (p. 6485)

Déclaration du Gouvernement n° 1679 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo

[8 juin 1999] (p. 5477)

Son intervention (p. 5486)

Thèmes :

Organisations internationales : Cour pénale internationale (p. 5487)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 5488)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 5486)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 5486, 5487)

Pays étrangers : Russie : médiation (p. 5486)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 5488)

Union européenne : Conseil européen (p. 5488)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5711)

Son intervention (p. 5714)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant : guerre d'Algérie (p. 5714)

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 5714)

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie : âge de la retraite (p. 5715)

Défense : appelés : guerre d'Algérie (p. 5714)

Rapatriés : harkis (p. 5715)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 5715)

Ses explications de vote (p. 5732)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6389, 6401)

Après l'article 11

Son amendement n° 1 : non soutenu (p. 6435)

Son amendement n° 2 : non soutenu (p. 6435)

Jean-Jack QUEYRANNE

Secrétaire d'Etat à l'outre-mer

DÉPÔTS

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale [28 octobre 1998]

Projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer [4 novembre 1998]

Projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer [4 novembre 1998]

Projet de loi n° 1175 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer [4 novembre 1998]

Projet de loi n° 1176 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer [4 novembre 1998]

Projet de loi n° 1228 relatif à la Nouvelle-Calédonie [25 novembre 1998]

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie [25 novembre 1998]

Projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer [26 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jacques Fleury. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Transports en commun [6 octobre 1998] (p. 5952)

M. Gaétan Gorce. Sécurité publique. Police et gendarmerie. Restructuration, effectifs de personnel [6 octobre 1998] (p. 5959)

M. Franck Dhersin. Elections et référendums. Elections législatives. Résultats, constatation, Bouches-du-Rhône [6 octobre 1998] (p. 5956)

M. Jacques Myard. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [6 octobre 1998] (p. 5953)

M. Yves Bur. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Contrats locaux de sécurité [6 octobre 1998] (p. 5955)

M. José Rossi. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Perspectives [7 octobre 1998] (p. 6038)

M. Thierry Mariani. Etrangers. Sans-papiers. Expulsion [13 octobre 1998] (p. 6467)

Mme Martine Aurillac. Ordre public. Maintien. Manifestations, victimes, indemnisation [20 octobre 1998] (p. 7015)

M. Marc-Philippe Daubresse. Ordre public. Maintien. Manifestations [20 octobre 1998] (p. 7009)

M. Yves Nicolin. Ordre public. Maintien. Manifestations [20 octobre 1998] (p. 7012)

M. Jean-Paul Dupré. Sécurité publique. Police et gendarmerie. Restructuration, effectifs de personnel [4 novembre 1998] (p. 8031)

M. Bernard Outin. Etrangers. Sans-papiers. Régularisation [4 novembre 1998] (p. 8034)

Mme Catherine Tasca. TOM et collectivités territoriales d'outre-mer. Nouvelle-Calédonie : Etat. Gouvernement, référendum, perspectives [10 novembre 1998] (p. 8703)

M. Michel Crépeau. Communes. Maires. Responsabilité pénale [17 novembre 1998] (p. 9098)

M. Ernest Moutoussamy. DOM. Guadeloupe : énergie et carburants. Pétrole, conflit Shell [17 novembre 1998] (p. 9100)

M. Renaud Donnedieu de Vabres. Régions. Conseils régionaux. Mode de scrutin, réforme [17 novembre 1998] (p. 9102)

M. Pierre Albertini. Communes. Maires. Responsabilité pénale [17 novembre 1998] (p. 9103)

M. Michel Bouvard. Etrangers. Immigration. Ville de Modane [17 novembre 1998] (p. 9104)

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Aménagement du territoire. Politique de la ville. Délinquance, lutte et prévention [2 décembre 1998] (p. 9891)

M. Jean-Claude Mignon. Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [15 décembre 1998] (p. 10478)

Mme Hélène Mignon. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Quartiers sensibles, Toulouse [15 décembre 1998] (p. 10475)

Mme Odette Casanova. Jeunes. Association de jeunesse et d'éducation. Scouts d'Europe [15 décembre 1998] (p. 10477)

M. Jean-Luc Warsmann. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [22 décembre 1998] (p. 11009)

M. Michel Meylan. Sécurité publique. Avalanches. Vallée de Chamonix [10 février 1999] (p. 1160)

M. René Dosière. TOM et collectivités territoriales d'outre-mer. Nouvelle-Calédonie : mines et carrières. Nickel, emploi et activité [17 février 1999] (p. 1555)

Mme Huguette Bello. DOM. La Réunion : enseignement secondaire. Baccalauréat, organisation [29 juin 1999] (p. 6532)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Michel Lefait. Industrie. Textile et habillement. Emploi et activité, Pas-de-Calais [8 décembre 1998] (p. 10159)

Mme Sylvia Bassot. Coopération intercommunale. Communautés de villes. Transformation en communautés d'agglomération [8 décembre 1998] (p. 10160)

M. Jacques Brunhes. Automobiles et cycles. ETG-Chausson. Emploi et activité, Gennevilliers [8 décembre 1998] (p. 10158)

M. Jean-Pierre Baeumler. Politique extérieure. Coopérants. Volontariat, réglementation [15 décembre 1998] (p. 10461)

M. Pierre-Christophe Baguet. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Riverains du Parc des Princes, Paris [15 décembre 1998] (p. 10463)

M. Patrick Delnatte. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Contrats de plan Etat-régions, inscription, Nord-Pas-de-Calais [19 janvier 1999] (p. 12)

M. Jacques Kossowski. Communes. Personnel. Associations locales assurant une mission de service public, statut [19 janvier 1999] (p. 16)

M. Yves Bur. Automobiles et cycles. Immatriculation. Délais, Alsace [19 janvier 1999] (p. 13)

M. Bernard Perrut. Police. Commissariats. Effectifs de personnel, Villefranche-sur-Saône [19 janvier 1999] (p. 14)

M. Michel Herbillon. Enseignement supérieur. Architecture. Ecoles, réforme, conséquences, Charenton-le-Pont [16 février 1999] (p. 1425)

M. Gilles Carrez. Elections et référendums. Listes électorales. Inscription automatique, jeunes [16 février 1999] (p. 1427)

M. André Angot. Aménagement du territoire. Prime d'aménagement du territoire (PAT). Zones bénéficiaires, Sud-Finistère [6 avril 1999] (p. 3272)

M. Michel Bouvard. Environnement. Protection. Motoneiges, utilisation, réglementation [6 avril 1999] (p. 3274)

M. Jean-Claude Mignon. Environnement. Parcs naturels régionaux. Gâtinais, perspectives [6 avril 1999] (p. 3276)

M. François Rochebloine. Sécurité publique. Sapeurs-pompiers professionnels. Revendications [6 avril 1999] (p. 3270)

M. Raymond Douyère. Papiers d'identité. Carte nationale d'identité. Délivrance, délais [6 avril 1999] (p. 3269)

M. Victor Brial. TOM et collectivités territoriales d'outre-mer. Wallis-et-Futuna : politique sociale. Personnes âgées, handicapés, allocations et ressources [8 juin 1999] (p. 5467)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281, 7313)

Son intervention (p. 7281)

Son intervention (p. 7351)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture (p. 7352)

Assemblée nationale : séances : Dom-Tom (p. 7281)

Chasse et pêche : pêche (p. 7353)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 7287, 7353)

Communes : subventions (p. 7283)

Constitution (p. 7286, 7287)

Contributions indirectes : tabac (p. 7285)

Culture (p. 7285, 7288, 7354)

Défense : service national (p. 7282, 7352)

DOM : égalité sociale (p. 7284, 7285, 7353)

DOM : Guadeloupe (p. 7353)

DOM-TOM : Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) (p. 7283, 7352)

DOM-TOM : Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES) (p. 7283, 7352)

DOM-TOM : généralités : relations internationales (p. 7288)

DOM-TOM : institutions (p. 7284, 7287, 7288, 7351, 7352, 7354)

Droits de l'homme et libertés publiques : racisme (p. 7288)

Emploi (p. 7281, 7282, 7285, 7352)

Enseignement (p. 7282, 7285)

Entreprises (p. 7285)

Environnement (p. 7283)

Etat : décentralisation (p. 7286)

Etat : Premier ministre : déclarations (p. 7288)

Etrangers : immigration (p. 7286)

Finances publiques : budget de l'Etat (p. 7281)

Fonction publique de l'Etat (p. 7287)

Fonction publique territoriale (p. 7353)

Formation professionnelle (p. 7282, 7285)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 7352)

Logement (p. 7282, 7285, 7352)

Lois : lois d'orientation (p. 7353, 7354)

Ministères et secrétariats d'Etat : secrétariat d'Etat à l'outre-mer : administrations centrales (p. 7283)

Ordre public (p. 7285, 7286)

Pharmacie et médicaments (p. 7285)

Politique économique (p. 7352)

Santé (p. 7283)

Sécurité publique : cyclones : Guadeloupe (p. 7286)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : matières premières (p. 7351)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : communes (p. 7353)

Union européenne (p. 7284, 7286)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145, 8181)

Ses interventions (p. 8153, 8183)

Son interruption (p. 8164)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : déconcentration (p. 8156)

Armes (p. 8154)

Collectivités territoriales : charges : normes (p. 8158)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8157, 8158, 8186)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 8158)

Coopération intercommunale (p. 8186)

Départements : préfetures : police (p. 8154, 8186)

Droit pénal : délinquance et criminalité : jeunes (p. 8184, 8185)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 8164, 8184, 8185)

Etat (p. 8156, 8157)

Etat : fonctionnaires et agents publics (p. 8156, 8157)

Fonctionnaires et agents publics : primes (p. 8155)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 8186)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : action sociale (p. 8157)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : administrations centrales (p. 8156)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : informatique (p. 8157)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : logement (p. 8157)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : relations internationales (p. 8156)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 8153 à 8155, 8185)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 8185)

Police : commissariats (p. 8154, 8157)

Police : commissariats (p. 8185)

Police : commissariats : réforme (p. 8184)

Police : crédits (p. 8153, 8155, 8183)

Police : crédits : investissements (p. 8184)

Police : effectifs (p. 8153, 8155, 8186)

Police : effectifs : Alpes-Maritimes (p. 8185)

Police : équipements : télécommunications (p. 8155)

Police : îlotage (p. 8185, 8186)

Police : police municipale (p. 8154)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) (p. 8158)

Sécurité publique (p. 8155, 8156)

Sécurité publique : cyclones (p. 8155, 8156)

Sécurité publique : incendies (p. 8156, 8186)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers (p. 8155)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 8186, 8187)

Réponses aux questions :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 8189) (M. Yann Galut) (p. 8188, 8189)

Collectivités territoriales : ressources : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) (p. 8187) (M. Francis Delattre) (p. 8187)

Communes : Boulogne-Billancourt : police (p. 8192) (M. Pierre-Christophe Baguet) (p. 8191, 8192)

Droit pénal : délinquance et criminalité : Paris (p. 8188) (M. Laurent Dominati) (p. 8187, 8188)

Droit pénal : délinquance et criminalité : Paris (p. 8189, 8190) (Mme Martine Aurillac) (p. 8189)

Droit pénal : délinquance et criminalité : Strasbourg (p. 8191) (M. Marc Reymann) (p. 8191)

Etat civil : actes administratifs (p. 8190) (M. Richard Cazenave) (p. 8190)

Gendarmerie : gendarmeries : Ardennes (p. 8191) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 8190, 8191)

Police : commissariats : Ardennes (p. 8191) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 8190, 8191)

Sécurité publique : financement (p. 8192) (M. Bernard Schreiner) (p. 8192)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9265, 9309, 9320)

Son intervention (p. 9265)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 9265, 9266)

Régions : budget (p. 9265, 9266)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9329)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (participation au second tour des élections législatives réservée aux deux candidats arrivés en tête au premier tour) (p. 9332)

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (participation au second tour des élections cantonales réservée aux deux candidats arrivés en tête au premier tour) (p. 9332)

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (participation au second tour

- des élections municipales réservée aux deux listes arrivées en tête au premier tour) (p. 9332)
- Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Robert Pandraud (conseils régionaux du continent constitués par les suppléants des députés) (p. 9333)
- Article 1er (article L. 336 du code électoral - durée du mandat des conseillers régionaux)*
- Intervient sur l'amendement n° 27 de M. José Rossi (de suppression) (p. 9333)
- Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 9333)
- Article 2 (article L. 337 du code électoral - effectifs des conseils régionaux)*
- Intervient sur l'amendement n° 28 de M. José Rossi (de suppression) (p. 9334)
- Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 9334)
- Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Robert Pandraud (réduction de moitié du nombre des conseillers régionaux) (p. 9334)
- Article 3 (article L. 338 du code électoral - mode de scrutin des élections régionales)*
- Son intervention (p. 9338)
- Intervient sur l'amendement n° 29 de M. José Rossi (de suppression) (p. 9338)
- Intervient sur l'amendement n° 96 de M. François Bayrou (scrutin de liste à deux tours dans la région avec répartition de la moitié des sièges à la proportionnelle au premier tour, l'autre moitié étant attribuée à la liste arrivée en tête au second tour auquel ne participent, sans modification de leur composition, que les deux listes les mieux placées à l'issue du premier tour) (p. 9339)
- Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (seuil abaissé de 5 à 3 % des suffrages exprimés pour l'obtention de sièges) (p. 9340)
- Après l'article 3*
- Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Michel Hunault (inélégibilité des personnes condamnées pour crime ou délit) (p. 9341)
- Article 4 (article L. 346 du code électoral - composition et conditions de présentation des listes)*
- Intervient sur l'amendement n° 31 rectifié de M. José Rossi (participation au second tour des deux seules listes arrivées en tête au premier tour et possibilité de fusion avec des listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés) (p. 9342)
- Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (participation au second tour des deux seules listes arrivées en tête au premier tour et suppression des fusions de listes) (p. 9342)
- Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (seuil ramené de 10 à 5 % de suffrages exprimés pour participer au second tour) (p. 9343)
- Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (seuil porté de 3 à 5 % des suffrages exprimés pour participer à une fusion de listes) (p. 9343)
- Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (de coordination) (p. 9343)
- Article 15 (article L. 364 du code électoral - durée du mandat des conseillers à l'Assemblée de Corse)*
- Intervient sur l'amendement n° 42 de M. José Rossi (de suppression) (p. 9345)
- Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 9345)
- Article 16 (article L. 366 du code électoral - mode de scrutin pour l'élection de l'Assemblée de Corse)*
- Intervient sur l'amendement n° 100 rectifié de M. José Rossi (maintien du seuil de 5 % des suffrages exprimés pour l'obtention de sièges) (p. 9346)
- Article 21 (article L. 4311-1 du code général des collectivités territoriales - modalités de vote du budget de la région)*
- Intervient sur l'amendement n° 90 corrigé de Mme Anne-Marie Idrac (suppression de la possibilité de recours au vote bloqué sur les délibérations budgétaires) (p. 9350)
- Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (de précision) (p. 9351)
- Soutient l'amendement n° 102 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 9351)
- Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (de coordination) (p. 9351)
- Intervient sur le sous-amendement oral de M. Renaud Donnedieu de Vabres (accord de la commission permanente pour la modification par le président du projet de budget initial) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 9351)
- Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (reprise d'amendements soutenus au cours de la discussion budgétaire) (p. 9351)
- Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (de précision) (p. 9351)
- Article 22 (article L. 4311-1 du code général des collectivités territoriales - procédure particulière d'adoption des budgets régionaux)*
- Intervient sur l'amendement n° 50 de M. José Rossi (de suppression) (p. 9353)
- Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 9353)
- Intervient sur l'amendement n° 91 de Mme Anne-Marie Idrac (de suppression) (p. 9353)
- Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (de précision) (p. 9353)
- Intervient sur l'amendement n° 8 rectifié de la commission (de précision) (p. 9353)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) (p. 9353)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) (p. 9353)

Intervient sur l'amendement n° 92 de Mme Anne-Marie Idrac (suppression de la publicité de la liste des signataires de la motion de renvoi) (p. 9354)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (déclaration de politique générale jointe à la motion de renvoi) (p. 9354)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (vote par scrutin secret sur la motion de renvoi) (p. 9354)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (de coordination) (p. 9354)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) (p. 9354)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (de coordination) (p. 9354)

Article 22 bis (article L. 4133-4 du code général des collectivités territoriales - publicité des réunions de la commission permanente)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. José Rossi (de suppression) (p. 9355)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 9355)

Article 22 ter (article L. 4133-8 du code général des collectivités territoriales - composition du bureau)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 9355)

Intervient sur l'amendement n° 94 de Mme Anne-Marie Idrac (de suppression) (p. 9355)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (de précision) (p. 9355)

Article 22 quater (article L. 4231-3 du code général des collectivités territoriales - délégation des fonctions du président du conseil régional)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (de suppression) (p. 9356)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 9356)

Article 24 (entrée en vigueur de la loi)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (nouvelle rédaction de l'article précisant ses dispositions) (p. 9357)

Intervient sur le sous-amendement n° 99 de M. José Rossi (exclusion de la collectivité territoriale de Corse du dispositif de vote bloqué sur les délibérations budgétaires prévu par l'article 21) à l'amendement n° 18 de la commission (p. 9357)

Intervient sur le sous-amendement n° 101 de M. Christian Paul (possibilité d'application de la procédure particulière d'adoption de délibérations budgétaires prévue par l'article 22 aux régions dont la

procédure budgétaire est en cours à la date de promulgation de la loi) à l'amendement n° 18 de la commission (p. 9357)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11017)

Son intervention (p. 11018)

Sa réponse (p. 11028)

Thèmes :

Elections et référendums : élections régionales : femmes (p. 11018)

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 11018, 11019, 11029)

Parlement : Sénat : Royaume-Uni (p. 11018)

Partis et mouvements politiques : Front national : Président de la République (p. 11028)

Régions : Languedoc-Roussillon (p. 11029)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11029)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jacques Blanc (suppression de l'article 1er ramenant de six à cinq ans la durée du mandat des conseillers régionaux) (p. 11033)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Jacques Blanc (en cas d'égalité de suffrages, attribution des sièges au titre de la prime majoritaire à la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée et non la moins élevée) (p. 11034)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (seuil pour la participation à la répartition des sièges porté de 3 à 5 % des suffrages exprimés) (p. 11034)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jacques Blanc (seuil pour la participation à la répartition des sièges porté de 3 à 5 % des suffrages exprimés) (p. 11034)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Jacques Blanc (en cas de moyennes de suffrages identiques, attribution du dernier siège au candidat le plus âgé et non le moins âgé) (p. 11034)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Valéry Giscard d'Estaing (droit de participer au second tour pour les listes ayant obtenu 10 % et non 5 % des suffrages exprimés) (p. 11035)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Jacques Blanc (droit de participer au second tour pour les listes ayant obtenu 10 % et non 5 % des suffrages exprimés) (p. 11035)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (droit de figurer sur une autre liste au second tour pour les candidats des listes ayant recueilli 5 % et non 3 % des suffrages exprimés au premier tour) (p. 11036)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jacques Blanc (droit de figurer sur une autre liste au second tour

pour les candidats des listes ayant recueilli 5 % et non 3 % des suffrages exprimés au premier tour) (p. 11036)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Jacques Blanc (de coordination) (p. 11036)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (suppression de l'article 21 relatif au vote du budget de la région) (p. 11037)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (suppression de l'article 22 instituant une procédure particulière d'adoption des budgets régionaux) (p. 11038)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jacques Blanc (suppression de l'article 22 instituant une procédure particulière d'adoption des budgets régionaux) (p. 11038)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (suppression de l'article 22 bis relatif à la publicité des débats en commission permanente) (p. 11040)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Jacques Blanc (suppression de l'article 22 bis relatif à la publicité des débats en commission permanente) (p. 11040)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (suppression de l'article 22 ter relatif à l'obligation de constituer un bureau) (p. 11040)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Jacques Blanc (suppression de l'article 22 ter relatif à l'obligation de constituer un bureau) (p. 11040)

Proposition de résolution n° 770 tendant à créer une commission d'enquête pour faire la lumière sur les agissements et l'objet du groupement de fait dit "Département Protection Sécurité"

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10274)

Son intervention (p. 10275)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 10275, 10276)

Partis et mouvements politiques : Front national (p. 10275)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)

Son intervention (p. 10838)

Sa réponse (p. 10863)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 10838)

Constitution : article 75 (p. 10839)

Constitution : article 77 (p. 10839)

Constitution : révision : Nouvelle-Calédonie (p. 10838)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa : référendums (p. 10838)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accords de Matignon (p. 10838, 10839)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : élections et référendums (p. 10840, 10841)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : Etat (p. 10841)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 10840, 10841)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : statuts (p. 10839)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : transferts de compétences (p. 10839, 10840)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : catastrophes naturelles (p. 10863)

Discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10864)

Article 1er (organisation géographique, administrative et coutumière de la Nouvelle-Calédonie)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (intégration de l'île de Beautemps-Beaupré dans la province des îles Loyauté) (p. 10864)

Article 2 (institutions de la Nouvelle-Calédonie - Haut-commissaire - représentation au Parlement et au Conseil économique et social de la République)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) (p. 10865)

Article 4 (signes distinctifs)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (terme "identitaires" substitué à "distinctifs") (p. 10865)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) (p. 10865)

Article 6 (champ d'application de la coutume)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (de précision) (p. 10866)

Article 9 (transmission du statut civil coutumier)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) (p. 10866)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (de précision) (p. 10866)

Article 10 (octroi du statut civil coutumier à un mineur)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (de précision) (p. 10866)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (audition par le juge du mineur capable de discernement) (p. 10867)

Soutient l'amendement n° 145 du Gouvernement (audition du mineur écartée par une décision spécialement motivée) : adopté (p. 10867)

Article 11 (octroi du statut civil coutumier aux jeunes majeurs)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (de précision) (p. 10867)

Article 12 (changement de statut civil)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (de coordination) (p. 10867)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (de coordination) (p. 10868)

Soutient l'amendement n° 146 rectifié du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 10868)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) (p. 10868)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (de coordination) (p. 10868)

Article 13 (juridiction compétente)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) (p. 10868)

Article 17 (les terres coutumières)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) (p. 10869)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (insertion d'un titre relatif à la justice) (p. 10869)

Intervient sur l'amendement n° 125 de la commission (assesseurs coutumiers complétant la juridiction de droit commun lorsqu'elle statue sur des affaires ne relevant pas du droit coutumier) (p. 10869)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (assesseurs coutumiers complétant la juridiction d'appel lorsqu'elle statue sur des affaires ne relevant pas du droit coutumier) (p. 10869)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (nomination des magistrats pour une durée de cinq ans) (p. 10869)

Article 18 (compétences de droit commun des provinces)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Pierre Frogier (nouvelle rédaction de l'article énumérant les compétences) (p. 10870)

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Lionnel Luca (compétence de droit commun de la Nouvelle-Calédonie) (p. 10871)

Article 19 (compétences de l'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (de précision) (p. 10871)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (suppression de la possibilité de transfert du contrôle budgétaire et soumission de celui du régime comptable et financier à une loi organique ultérieure) (p. 10872)

Soutient le sous-amendement n° 148 du Gouvernement (réintégration du contrôle budgétaire dans les compétences susceptibles d'être transférées) à l'amendement n° 23 de la commission : rejeté (p. 10872)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (de conséquence) (p. 10872)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (possibilité pour le congrès d'instituer des sanctions pour les infractions aux lois de pays et à ses règlements) (p. 10872)

Soutient le sous-amendement n° 147 du Gouvernement (ajout d'une référence) à l'amendement n° 25 de la commission : adopté (p. 10872)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (référence à l'article 21, compétences de la Nouvelle-Calédonie, pour la collation et la délivrance des titres et diplômes) (p. 10873)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (de coordination) (p. 10873)

Article 21 (compétences de la Nouvelle-Calédonie)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Lionnel Luca (exclusion des matières régaliennes) (p. 10874)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (rédactionnel) (p. 10874)

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Pierre Frogier (compétence pour l'attribution de diplômes au titre de la formation professionnelle) (p. 10874)

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. Lionnel Luca (compétence de la Nouvelle-Calédonie pour la zone maritime et le domaine public maritime) (p. 10874)

Intervient sur l'amendement n° 194 de la commission (compétence de la Nouvelle-Calédonie pour la réglementation des professions commerciales) (p. 10875)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Lionnel Luca (compétence exclusive de la Nouvelle-Calédonie pour l'adaptation des programmes de l'enseignement primaire, caractère officiel de la langue française et enseignement facultatif des langues vernaculaires) (p. 10875)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Lionnel Luca (non appartenance politique exigée de hauts fonctionnaires) (p. 10875)

Article 22 (transfert d'établissements publics à la Nouvelle-Calédonie)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (compensation des charges afférentes aux établissements publics transférés) (p. 10876)

Article 23 (protection du marché du travail local)

Intervient sur l'amendement n° 195 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10877)

Soutient le sous-amendement n° 152 corrigé du Gouvernement (restriction à l'accession et non à l'exercice de professions libérales) (p. 10876) à l'amendement n° 195 de la commission : vote réservé (p. 10877)

Soutient le sous-amendement n° 153 du Gouvernement (suppression de la référence aux engagements internationaux de la République et de la prise en compte de la répartition géographique des professions libérales) à l'amendement n° 195 de la commission : vote réservé (p. 10877)

Article 26 (transfert de compétences organisé par une loi organique ultérieure)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (de coordination) (p. 10878)

Soutient le sous-amendement n° 149 du Gouvernement (réintégration du contrôle budgétaire dans les compétences transférables) à l'amendement n° 31 de la commission : rejeté (p. 10878)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (suppression de la possibilité de transfert des compétences liées à la recherche) (p. 10878)

Article 27 (pouvoirs du Gouvernement dans les domaines de compétence de l'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 168 de M. Lionnel Luca (exclusion des compétences régaliennes) (p. 10878)

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Lionnel Luca (contrôle du Conseil constitutionnel en application de l'article 54 de la Constitution) (p. 10878)

Article 29 (négociations relatives aux relations entre la Communauté européenne et la Nouvelle-Calédonie)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (de précision) (p. 10879)

Article 30 (appartenance de la Nouvelle-Calédonie à des organisations internationales)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (qualité d'observateur auprès d'organisations internationales) (p. 10879)

Article 35 (casinos, cercles, jeux de hasard et loteries)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (de précision) (p. 10880)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) (p. 10880)

Article 38 (schéma de mise en valeur des richesses minières)

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Lionnel Luca (intervention de l'Etat dans la prise des décisions individuelles en matière minière) (p. 10881)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (établissement du schéma de mise en valeur des richesses minières avant 2004) (p. 10881)

Article 40 (comité consultatif des mines)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (exclusion de toutes les délibérations relatives aux investissements directs étrangers) (p. 10889)

Article 41 (conseil des mines et règles applicables à la prise de décision en matière minière)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (de précision) (p. 10890)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (de précision) (p. 10890)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (de précision) (p. 10890)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (suppression du renvoi au décret en Conseil d'Etat) (p. 10890)

Article 43 (consistance du domaine de la Nouvelle-Calédonie)

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (ajout des cours d'eau, lacs, eaux souterraines et sources) (p. 10891)

Article 46 (délégations de compétences en matière de réglementation, de gestion et de décisions individuelles)

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (transfert des moyens nécessaires à l'exercice des compétences déléguées aux provinces par la Nouvelle-Calédonie) (p. 10891)

Soutient le sous-amendement n° 150 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 44 de la commission : adopté (p. 10891)

Article 47 (création du comité des finances locales)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (comité coprésidé par le Haut-commissaire et un président élu en son sein) (p. 10892)

Article 48 (fonctionnement des fonds de péréquation destinés aux communes)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Pierre Frogier (caractère obligatoire de la contribution de l'Etat au fonds intercommunal de péréquation pour l'équipement) (p. 10893)

Article 52 (conditions de création de sociétés d'économie mixte et de prise de participation au capital de sociétés privées gérant un service public ou d'intérêt général)

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (extension des dispositions de l'article aux provinces) (p. 10893)

Article 53 (conditions de création de syndicats mixtes)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) (p. 10893)

Article 54 (modalités de compensation des charges correspondant aux compétences transférées à la Nouvelle-Calédonie et aux provinces)

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'évaluation des charges transférées) (p. 10894)

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (mention dans la loi de finances de chacune des dotations de compensation) (p. 10894)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (commission d'évaluation des charges de la Nouvelle-Calédonie) (p. 10894)

Soutient le sous-amendement n° 140 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 50 de la commission : adopté (p. 10894)

Soutient le sous-amendement n° 141 du Gouvernement (suppression du décret en Conseil d'Etat) à l'amendement n° 50 de la commission : adopté (p. 10894)

Après l'article 56

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (situation des agents de l'Etat en fonctions dans un service transféré) : adopté (p. 10896)

Soutient l'amendement n° 154 du Gouvernement (situation des agents titulaires de la Nouvelle-Calédonie collaborateurs de l'Etat) : adopté (p. 10896)

Article 58 (bureau du congrès)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (élection du président au scrutin majoritaire) (p. 10897)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (élection des membres du bureau au scrutin de liste à la représentation proportionnelle) (p. 10897)

Article 59 (règles applicables au président du congrès)

Soutient l'amendement n° 136 du Gouvernement (incompatibilité avec la présidence d'une assemblée de province et dépôt d'une déclaration patrimoniale) : adopté (p. 10898)

Article 60 (régime des sessions)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (rédactionnel) (p. 10898)

Article 65 (délégation de pouvoir au président - rôle d'ordonnateur des dépenses)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (rédactionnel) (p. 10899)

Article 67 (démission d'un membre du congrès)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (de précision) (p. 10899)

Article 69 (information des membres du congrès sur les affaires en discussion)

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (information sur les projets ou propositions de loi de pays) (p. 10899)

Article 71 (procès-verbal des séances)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (compte rendu des séances publié au Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie) (p. 10900)

Article 73 (constitution et moyens de fonctionnement des groupes politiques)

Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (suppression de la précision relative à la non modification du régime indemnitaire des élus par le biais des moyens affectés aux groupes) (p. 10900)

Soutient l'amendement n° 155 du Gouvernement (possibilité d'affecter aux groupes des collaborateurs non membres des services du congrès) : adopté (p. 10900)

Article 79 (entrée en vigueur des dispositions fiscales)

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Pierre Frogier (de précision) (p. 10901)

Article 83 (consultation du congrès sur les projets de loi autorisant la ratification de certains traités ou accords et sur certaines propositions d'actes communautaires)

Intervient sur l'amendement n° 62 rectifié de la commission (avis rendus dans le délai d'un mois réduit à quinze jours en cas d'urgence et émission d'avis par la commission permanente en dehors des sessions) (p. 10902)

Article 84 (consultation du congrès sur les textes législatifs concernant la Nouvelle-Calédonie)

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (suppression de la consultation du congrès sur les amendements ayant trait à la Nouvelle-Calédonie présentés sur des projets ou des propositions de loi qui ne lui ont pas été soumis) (p. 10902)

Article 86 (régime des délégations de service public)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (application des articles L. 1411-1 à L. 1411-3 du code général des collectivités territoriales relatifs aux délégations de service public) (p. 10903)

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (de précision) (p. 10903)

Article 91 (règlement intérieur du congrès)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (publication du règlement intérieur au Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie) (p. 10904)

Article 92 (domaine des lois du pays)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (substitution du terme "identitaires" au mot "distinctifs") (p. 10904)

Intervient sur l'amendement n° 197 de la commission (ajout de l'approbation des conventions de résolution des conflits de lois) (p. 10904)

Article 93 (avis préalable du tribunal administratif sur les projets et propositions de loi du pays)

Intervient sur l'amendement n° 68 de la commission (avis du Conseil d'Etat) (p. 10905)

Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (propositions de loi du pays soumises pour avis avant leur première lecture et non dès leur inscription à l'ordre du jour) (p. 10905)

Après l'article 94

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (désignation d'un rapporteur sur les projets ou propositions de loi du pays et publication d'un rapport écrit avant leur discussion) (p. 10905)

Article 95 (nouvelle délibération)

Intervient sur l'amendement n° 71 de la commission (nouvelle délibération à la demande de onze membres du congrès) (p. 10906)

Article 102 (mode de scrutin pour l'élection des membres du gouvernement)

Intervient sur l'amendement n° 73 de la commission (suppression de l'obligation faite aux groupes politiques de compter des élus dans deux provinces pour présenter une liste de candidats) (p. 10907)

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (participation à la présentation d'une seule liste de candidats par les membres du congrès) (p. 10907)

Article 104 (régime des incompatibilités et des options)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (rédactionnel) (p. 10908)

Intervient sur l'amendement n° 75 rectifié de la commission (ajout de la référence à l'article L.O. 146 du code électoral relatif à l'interdiction d'exercice de fonctions dirigeantes dans des entreprises bénéficiant d'aides publiques ou faisant appel public à l'épargne) (p. 10908)

Article 106 (déclaration de situation patrimoniale des membres du gouvernement)

Soutient l'amendement n° 135 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 10908)

Article 110 (récupération du siège au congrès ou à une assemblée de province)

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (récupération de son siège par le membre de l'assemblée de province ayant suppléé l'élu au congrès après son entrée au gouvernement) (p. 10909)

Article 111 (démission du gouvernement)

Intervient sur l'amendement n° 78 de la commission (rédactionnel) (p. 10909)

Intervient sur l'amendement n° 79 de la commission (expédition des affaires courantes) (p. 10909)

Article 112 (remplacement d'un membre du gouvernement)

Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (de coordination) (p. 10909)

Article 113 (réunions du gouvernement)

Intervient sur l'amendement n° 81 de la commission (terme "réunions" substitué aux mot "séances") (p. 10910)

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (Haut-commissaire entendu à sa demande) (p. 10910)

Article 114 (ordre du jour des réunions du gouvernement)

Intervient sur l'amendement n° 83 de la commission (de coordination) (p. 10910)

Intervient sur l'amendement n° 84 de la commission (à la demande du Haut-commissaire, inscription de droit à l'ordre du jour de toute question relevant de la compétence de l'Etat) (p. 10910)

Article 115 (secret des réunions)

Intervient sur l'amendement n° 85 de la commission (de coordination) (p. 10910)

Article 116 (indemnités - dotation de fonctionnement)

Intervient sur l'amendement n° 198 de la commission (plafonnement des indemnités) (p. 10911)

Article 117 (compétences attribuées au gouvernement)

Intervient sur l'amendement n° 86 de la commission (suppression de la détermination de la rémunération des groupes d'élus du congrès) (p. 10911)

Intervient sur l'amendement n° 87 de la commission (conclusion des conventions avec les délégués de service public) (p. 10912)

Article 121 (délégations aux membres du gouvernement)

Intervient sur l'amendement n° 199 de la commission (référence à l'article 126 autorisant le président à déléguer certaines de ses attributions à un ou plusieurs membres du gouvernement) (p. 10912)

Intervient sur l'amendement n° 88 de la commission (remplacement des membres du gouvernement avec l'accord de leurs groupes politiques) (p. 10912)

Intervient sur l'amendement n° 200 de la commission (recours devant le Conseil d'Etat contre les délibérations mettant fin aux fonctions de membres du gouvernement) (p. 10912)

Article 123 (pouvoir de nomination)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (rédactionnel) (p. 10913)

Article 126 (délégations du président du gouvernement)

Intervient sur l'amendement n° 201 de la commission (vote du congrès à la majorité des trois cinquièmes de ses membres) (p. 10913)

Article 128 (composition et mode de désignation du sénat coutumier)

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission (élection des membres du sénat coutumier obligatoire à partir de 2005) (p. 10914)

Article 130 (désignation du président)

Intervient sur l'amendement n° 91 de la commission (désignation du président pour une durée d'un an) (p. 10914)

Article 131 (représentation dans les organes extérieurs et désignation des membres de l'académie des langues kanak)

Intervient sur l'amendement n° 92 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 10915)

Article 133 (avis sur certaines lois du pays)

Intervient sur l'amendement n° 93 de la commission (terme "identitaires" substitué au mot "distinctifs" qualifiant les signes de la Nouvelle-Calédonie) (p. 10915)

Article 134 (avis sur les délibérations intéressant l'identité kanak)

Intervient sur l'amendement n° 202 de la commission (rédactionnel) (p. 10915)

Article 137 (indemnisation des membres du sénat coutumier)

Intervient sur l'amendement n° 95 rectifié de la commission (institution d'un plafond aux indemnités versées aux membres du sénat coutumier) (p. 10916)

Article 145 (mandat des membres du conseil économique et social et modalités de renouvellement)

Intervient sur l'amendement n° 96 de la commission (arrêté du gouvernement déterminant les indemnités versées aux membres du conseil en fonction de leur présence aux réunions) (p. 10917)

Soutient le sous-amendement n° 134 du Gouvernement (délibération du congrès substituée à l'arrêté) à l'amendement n° 96 de la commission : adopté (p. 10917)

Article 146 (attributions)

Intervient sur l'amendement n° 184 de la commission (de précision) (p. 10917)

Article 147 (fonctionnement)

Intervient sur l'amendement n° 185 de la commission (vacations pour chaque jour de séance) (p. 10917)

Article 152 (élection du président et du bureau)

Intervient sur l'amendement n° 98 de la commission (rédactionnel) (p. 10918)

Soutient l'amendement n° 133 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 10918)

Article 154 (régime indemnitaire)

Intervient sur l'amendement n° 186 de la commission (plafonnement de l'indemnité) (p. 10919)

Intervient sur l'amendement n° 100 de la commission (modalités de retenue de l'indemnité déterminées par le règlement intérieur) (p. 10919)

Article 161 (dissolution)

Intervient sur l'amendement n° 101 de la commission (suppression de la consultation des présidents des deux autres assemblées de province) (p. 10920)

Article 162 (attributions)

Intervient sur l'amendement n° 102 de la commission (publication au Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie des actes ressortissant à la compétence de la province) (p. 10920)

Article 166 (remplacement du bureau ou d'un vice-président)

Son intervention (p. 10921)

Article 167 (participation au fonctionnement des services de province)

Intervient sur l'amendement n° 104 de la commission (rédactionnel) (p. 10921)

Article 168 (recours à des contractuels dans les assemblées de province)

Intervient sur l'amendement n° 105 de la commission (imputation des emplois de contractuels sur les crédits de rémunération) (p. 10922)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Pierre Frogier (recours à des fonctionnaires de l'Etat) (p. 10922)

Article 169 (ressources de la province)

Soutient l'amendement n° 156 du Gouvernement (dotation globale de construction et d'équipement des collèges versée par l'Etat) : adopté (p. 10922)

Article 170 (fixation du montant des dotations versées aux provinces)

Soutient l'amendement n° 157 du Gouvernement (fixation et évolution de la dotation globale de construction et d'équipement des collèges) : adopté (p. 10923)

Article 174 (effectif des assemblées de province)

Intervient sur l'amendement n° 117 de la commission (réduction du nombre des membres des assemblées de province par une délibération intervenant un an avant l'expiration du mandat) (p. 10924)

Article 176 (organisation des élections)

Intervient sur l'amendement n° 118 de la commission (rédactionnel) (p. 10924)

Article 177 (restriction du corps électoral pour les élections provinciales)

Intervient sur l'amendement n° 187 de la commission (rédactionnel) (p. 10925)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Dominique Perben (qualité d'électeur pour les inscrits sur les listes électorales à la date des élections du 9 juillet 1995) (p. 10925)

Article 178 (établissement de la liste électorale spéciale à l'élection du congrès et des assemblées de province)

Soutient l'amendement n° 137 du Gouvernement (application de dispositions du chapitre II du titre Ier du livre Ier du code électoral) : adopté (p. 10926)

Article 184 (inéligibilités)

Soutient l'amendement n° 159 du Gouvernement (référence à la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 pour la déclaration patrimoniale) : adopté (p. 10927)

Soutient l'amendement n° 138 du Gouvernement (inéligibilité pour dépassement du plafond des dépenses électorales et en application de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises) : adopté (p. 10927)

Article 190 (conditions d'application des dispositions du code électoral)

Soutient l'amendement n° 142 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 10929)

Article 193 (conventions de mise à disposition de services, d'agents et de biens)

Intervient sur l'amendement n° 132 de M. Pierre Frogier (maintien du statut des agents de la Nouvelle-Calédonie mis à disposition de l'Etat) (p. 10929)

Soutient le sous-amendement n° 204 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 132 de M. Pierre Frogier : adopté (p. 10929)

Article 195 (contrôle de légalité)

Intervient sur l'amendement n° 123 de la commission (contrôle de légalité sur les conventions de délégations de service public) (p. 10931)

Intervient sur l'amendement n° 124 de la commission (de précision) (p. 10931)

Intervient sur l'amendement n° 106 de la commission (rédactionnel) (p. 10931)

Article 197 (saisines pour avis du tribunal administratif ou du Conseil d'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 107 de la commission (suppression de la demande d'avis au tribunal administratif) (p. 10932)

Après l'article 198

Intervient sur l'amendement n° 108 de la commission (rapport de la chambre territoriale des comptes au congrès sur la gestion de la Nouvelle-Calédonie, des provinces, des communes et de leurs établissements

publics ainsi que sur les établissements, sociétés, groupements et organismes relevant de sa compétence) (p. 10933)

Intervient sur l'amendement n° 109 de la commission (rapport de la chambre territoriale des comptes sur chaque compte de gestion du territoire) (p. 10933)

Soutient le sous-amendement n° 144 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 109 de la commission : adopté (p. 10933)

Article 199 (contrôle des marchés publics et des délégations de service public)

Intervient sur l'amendement n° 110 corrigé de la commission (rédactionnel) (p. 10934)

Article 200 (budgets du territoire et des provinces)

Intervient sur l'amendement n° 111 de la commission (de précision) (p. 10934)

Article 202 (aides provinciales aux entreprises)

Soutient l'amendement n° 158 du Gouvernement (convention avec des établissements financiers) : adopté (p. 10934)

Article 207 (organisation des consultations sur l'accession à la pleine souveraineté - date de ces consultations)

Intervient sur l'amendement n° 188 de la commission (date de la première consultation fixée par le congrès avant la fin de l'avant dernière année du mandat débutant en 2014) (p. 10935)

Intervient sur l'amendement n° 189 de la commission (de coordination) (p. 10935)

Article 208 (restriction du corps électoral)

Intervient sur l'amendement n° 190 de la commission (de précision) (p. 10936)

Soutient l'amendement n° 143 du Gouvernement (appréciation de la durée de vingt ans de domicile continu en Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 10936)

Article 209 (liste électorale - commission de contrôle - campagne à la radio et à la télévision)

Intervient sur l'amendement n° 191 de la commission (de cohérence) (p. 10937)

Après l'article 213

Intervient sur l'amendement n° 193 de la commission (précisions relatives à l'application de l'accord minier du 1er février 1998 modifié par l'avenant du 4 juin 1998) (p. 10938)

Article 214 (modifications du code des juridictions financières)

Intervient sur l'amendement n° 113 de la commission (équilibre réel apprécié après déduction des subventions d'équipement) (p. 10939)

Intervient sur l'amendement n° 114 de la commission (rédactionnel) (p. 10939)

Intervient sur l'amendement n° 115 de la commission (rédactionnel) (p. 10939)

Article 220 (abrogations)

Soutient l'amendement n° 205 du Gouvernement (abrogation de l'article 139 de la loi du 22 janvier 1998 relatif aux sociétés d'économie mixte locales) : adopté (p. 10940)

Article 23 précédemment réservé (protection du marché du travail local)

Intervient sur l'amendement n° 195 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article limitant l'accession à l'exercice d'une profession libérale et non son exercice) (p. 10941)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [11 février 1999] (p. 1266)

Son intervention (p. 1268)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie (p. 1268)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : élections et référendums (p. 1269)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : emploi (p. 1268, 1269)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : Etat (p. 1269)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 1267, 1268)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : lois (p. 1269)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : mines et carrières (p. 1269, 1270)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : politique économique (p. 1269)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : statuts particuliers (p. 1268)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : transferts de compétences (p. 1268)

Projet de loi n° 1228 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)

Discussion générale commune du projet de loi n° 1228 relatif à la Nouvelle-Calédonie et du projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie (voir TOM et collectivités territoriales d'outre-mer 1229)

Discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10942)

Article 3 (cadre de l'action de l'Etat pour le développement économique)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) (p. 10943)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (schéma d'aménagement et de développement de la Nouvelle-Calédonie) (p. 10944)

Article 7 (articles L. 1522-1 à L. 1525-3 du code général des collectivités territoriales - régime des sociétés d'économie mixte)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (mise en conformité des sociétés d'économie mixte existantes aux dispositions de l'article au 1er janvier 2000), rectifié (au 1er janvier 2003) (p. 10944)

Article 11 (articles L. 2-2, L. 2-5 et L. 2-6 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel - fonctionnement du tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (suppression du dernier alinéa de l'article permettant de compléter le tribunal administratif pour l'exercice de sa fonction consultative) (p. 10945)

Article 22 (admission en Nouvelle-Calédonie)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) (p. 10947)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 51 (article 1609 nonies C du code général des impôts - taxe professionnelle unique)

Intervient sur l'amendement n° 559 de M. Bruno Bourg-Broc (caractère facultatif de la taxe professionnelle unique pour toutes les communautés de communes et pour les communautés urbaines existant à la date de la publication de la loi) (p. 1318)

Intervient sur l'amendement n° 338 de M. Francis Delattre (caractère facultatif de la taxe professionnelle unique pour les communautés d'agglomération sauf en région Ile-de-France) (p. 1318)

Intervient sur l'amendement n° 340 de M. Marc Laffineur (caractère facultatif de la taxe professionnelle unique pour les communautés d'agglomération sauf en région Ile-de-France) (p. 1318)

Intervient sur l'amendement n° 513 de la commission (maintien du régime de la taxe professionnelle unique

- pour les syndicats et les communautés d'agglomération nouvelle transformés en communautés d'agglomération) (p. 1318)
- Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Michel Bouvard (alignement de tous les établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique sur les communautés d'agglomération et les communautés urbaines ayant opté pour la taxe professionnelle unique pour la substitution de l'établissement public de coopération intercommunale aux communes membres et le recours à la fiscalité additionnelle) (p. 1318)
- Intervient sur l'amendement n° 176 de la commission (suppression d'une précision inutile) (p. 1318)
- Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Michel Bouvard (perception de la taxe d'habitation et des taxes foncières par les communautés d'agglomération et les communautés urbaines à taxe professionnelle unique) (p. 1321)
- Intervient sur l'amendement n° 138 de la commission des finances (perception de la taxe d'habitation et des taxes foncières par les établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique) (p. 1321)
- Intervient sur l'amendement n° 177 de la commission (de coordination rédactionnelle) (p. 1321)
- Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Gilles Carrez (répartition du produit de la taxe additionnelle sur les taxes foncières et sur la taxe d'habitation en tenant compte du niveau des taux communaux) (p. 1321)
- Intervient sur l'amendement n° 339 de M. Francis Delattre (caractère facultatif de la taxe professionnelle unique pour les communautés d'agglomération autres que celles de la région Ile-de-France) (p. 1322)
- Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Michel Bouvard (de conséquence) (p. 1322)
- Intervient sur l'amendement n° 178 de la commission (perception de la taxe d'habitation et des taxes foncières par les communautés d'agglomération et les communautés urbaines à taxe professionnelle unique) (p. 1326)
- Intervient sur l'amendement n° 179 de la commission (de coordination) (p. 1326)
- Intervient sur l'amendement n° 139 de la commission des finances (délai porté de un an à deux ans pour la prise de délibération modifiant la période de réduction des écarts de taux) (p. 1326)
- Intervient sur l'amendement n° 180 de la commission (de coordination) (p. 1326)
- Intervient sur l'amendement n° 181 rectifié de la commission (de coordination) (p. 1327)
- Intervient sur l'amendement n° 182 de la commission (de coordination) (p. 1327)
- Intervient sur l'amendement n° 183 de la commission (de coordination) (p. 1327)
- Intervient sur l'amendement n° 184 de la commission (commission chargée d'évaluer les transferts de charges composée de conseillers municipaux, chaque conseil municipal y disposant d'au moins un représentant) (p. 1327)
- Intervient sur l'amendement n° 185 de la commission (président et vice-président de la commission chargée d'évaluer les transferts de charges) (p. 1327)
- Intervient sur l'amendement n° 342 de M. Francis Delattre (attribution de compensation réévaluée chaque année en fonction de l'évolution moyenne des bases communales de taxe professionnelle) (p. 1328)
- Intervient sur l'amendement n° 343 de M. Francis Delattre (attribution de compensation réévaluée chaque année en fonction de l'évolution moyenne des bases communales de taxe professionnelle) (p. 1328)
- Intervient sur l'amendement n° 186 de la commission (de coordination rédactionnelle) (p. 1328)
- Intervient sur l'amendement n° 187 de la commission (rédactionnel) (p. 1328)
- Intervient sur l'amendement n° 514 de la commission (attribution de compensation pour les communes des syndicats et des communautés d'agglomération nouvelle transformés en communautés d'agglomération) (p. 1328)
- Intervient sur l'amendement n° 188 troisième rectification de la commission (de coordination rédactionnelle) (p. 1329)
- Intervient sur l'amendement n° 140 de la commission des finances (de conséquence) (p. 1329)
- Intervient sur l'amendement n° 190 de la commission (de coordination) (p. 1330)
- Intervient sur l'amendement n° 191 de la commission (de coordination) (p. 1330)
- Intervient sur l'amendement n° 452 de M. Jean-Jacques Weber (caractère obligatoire de la dotation de solidarité communautaire pour les établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique) (p. 1330)
- Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Gilles Carrez (dotation de solidarité communautaire calculée en fonction de la population, du potentiel fiscal et des charges des communes membres) (p. 1331)
- Intervient sur l'amendement n° 192 de la commission (de coordination) (p. 1331)
- Intervient sur l'amendement n° 193 de la commission (caractère obligatoire de la dotation de solidarité communautaire pour les communautés urbaines à taxe professionnelle unique, répartition en priorité aux profit des communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine ou à la dotation de solidarité rurale selon le revenu et le potentiel fiscal et d'autres critères que déterminerait le conseil communautaire) (p. 1331)
- Intervient sur l'amendement n° 194 de la commission (de coordination) (p. 1332)
- Intervient sur l'amendement n° 195 de la commission (gel de la dotation de solidarité communautaire des établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique autres que les communautés urbaines après leur transformation s'ils ont opté pour la fiscalité additionnelle sur les ménages) (p. 1332)

Intervient sur l'amendement n° 196 de la commission (de coordination) (p. 1332)

Intervient sur l'amendement n° 197 de la commission (de coordination) (p. 1332)

Article 6 précédemment réservé (article L. 5215-32 du code général des collectivités territoriales - dispositions financières)

Intervient sur l'amendement n° 164 de la commission (de coordination) (p. 1332)

Intervient sur l'amendement n° 165 de la commission (perception par les communautés urbaines des taxes correspondant aux compétences transférées et du versement transport) (p. 1332)

Article 47 précédemment réservé (article 1609 bis du code général des impôts - régime fiscal des communautés urbaines)

Intervient sur l'amendement n° 441 de M. Michel Vaxès (avis conforme des communes pour le passage à la taxe professionnelle unique) (p. 1333)

Intervient sur l'amendement n° 333 de M. Francis Delattre (caractère facultatif de la taxe professionnelle unique pour les nouvelles communautés urbaines) (p. 1333)

Intervient sur l'amendement n° 336 de M. Gérard Voisin (caractère facultatif de la taxe professionnelle unique) (p. 1333)

Intervient sur l'amendement n° 166 de la commission (de coordination) (p. 1333)

Intervient sur l'amendement n° 337 de M. Jean-Claude Lenoir (fiscalité additionnelle sur les taxes foncières et sur la taxe d'habitation pour les nouvelles communautés urbaines) (p. 1334)

Intervient sur l'amendement n° 334 de M. Francis Delattre (taxe professionnelle unique pour les nouvelles communautés urbaines d'Ile-de-France) (p. 1334)

Intervient sur l'amendement n° 335 de M. Francis Delattre (taxe professionnelle unique pour les communautés urbaines existantes d'Ile-de-France) (p. 1334)

Article 48 précédemment réservé (article 1609 ter A du code général des impôts - option des communautés urbaines existantes pour la taxe professionnelle unique)

Intervient sur l'amendement n° 394 de M. Gilles Carrez (avis des communes membres) (p. 1334)

Intervient sur l'amendement n° 167 de la commission (de coordination) (p. 1334)

Intervient sur l'amendement n° 168 de la commission (taxe professionnelle unique de droit sauf majorités qualifiées contraires) (p. 1335)

Article 49 précédemment réservé (articles 1609 quinquies, 1609 quinquies A et 1609 quinquies B du code général des impôts - régime fiscal des districts)

Intervient sur l'amendement n° 170 de la commission (de coordination) (p. 1335)

Intervient sur l'amendement n° 171 rectifié de la commission (taxe professionnelle unique de droit sauf majorités qualifiées contraires dans les districts comptant plus de 500 000 habitants) (p. 1336)

Article 50 précédemment réservé (article 1609 quinquies C du code général des impôts - régime fiscal des communautés de communes)

Intervient sur l'amendement n° 136 de la commission des finances (institution de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères) (p. 1338)

Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Charles de Courson (institution de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères) (p. 1338)

Intervient sur l'amendement n° 484 de M. Jean-Claude Lemoine (extension de la perception de la taxe professionnelle de zone aux syndicats intercommunaux et aux syndicats mixtes) (p. 1338)

Intervient sur l'amendement n° 530 de M. Patrice Martin-Lalande (suppression des conditions démographiques exigées, pour la perception de la taxe professionnelle de zone, des communautés de communes créées ou issues de la transformation d'un établissement public de coopération intercommunale depuis la date de publication de la loi) (p. 1339)

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Gilles Carrez (suppression des conditions démographiques exigées, pour la perception de la taxe professionnelle de zone, des communautés de communes créées ou issues de la transformation d'un établissement public de coopération intercommunale depuis la date de publication de la loi) (p. 1339)

Intervient sur l'amendement n° 483 de M. Jean-Claude Lemoine (extension de la perception de la taxe professionnelle de zone à d'autres établissements publics de coopération intercommunale) (p. 1339)

Soutient l'amendement n° 593 du Gouvernement (dotation de compensation attribuée aux communes au titre de la taxe professionnelle de zone) : adopté (p. 1340)

Intervient sur l'amendement n° 137 de la commission des finances (dotation de compensation attribuée aux communes au titre de la taxe professionnelle de zone) (p. 1340)

Intervient sur l'amendement n° 172 de la commission (de coordination) (p. 1340)

Intervient sur l'amendement n° 173 de la commission (de coordination) (p. 1340)

Intervient sur l'amendement n° 174 de la commission (rédactionnel) (p. 1340)

Intervient sur l'amendement n° 175 de la commission (taxe professionnelle unique de droit sauf majorités qualifiées contraires dans les communautés de communes comptant plus de 500 000 habitants) (p. 1341)

Après l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 306 précédemment réservé de M. Charles de Courson (perception de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures

ménagères par les groupements de communes) (p. 1341)

Intervient sur l'amendement n° 305 précédemment réservé de M. Charles de Courson (perception de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères par les communautés ou syndicats d'agglomération nouvelle) (p. 1341)

Intervient sur l'amendement n° 304 précédemment réservé de M. Charles de Courson (perception de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères par les communautés de villes) (p. 1341)

Après l'article 51

Intervient sur l'amendement n° 442 de M. Jean Vila (lien entre les taux des impositions votées par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale) (p. 1342)

Intervient sur l'amendement n° 580 de M. Germain Gengenwin (rapport du Gouvernement au Parlement analysant les conséquences de la suppression de la part salariale de la taxe professionnelle sur la taxe professionnelle unique) (p. 1342)

Proposition de loi n° 1259 portant modification de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [11 février 1999] (p. 1308)

Son intervention (p. 1309)

Thèmes :

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires (p. 1309, 1313)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 1309)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1999] (p. 1637)

Sa réponse (p. 1655)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité (p. 1656)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : histoire (p. 1655, 1656)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : information (p. 1655)

Enfants : travail (p. 1656)

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1656)

Article 3 (reconnaissance internationale de la traite négrière et de l'esclavage comme crime contre l'humanité et instauration d'une journée commémorative)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Louis Mermaz (de coordination) (p. 1662)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Alfred Marie-Jeanne (maintien des journées commémoratives dans chacun des départements d'outre-mer) (p. 1662)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Alfred Marie-Jeanne (action du Gouvernement pour l'élaboration d'une ou de plusieurs conventions internationales) (p. 1663)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Bernard Birsinger (institution dans l'hexagone d'une journée commémorant l'abolition de l'esclavage et réalisation par le service public de l'audiovisuel d'émissions sur la traite et l'esclavage), rectifié (suppression des émissions) (p. 1664)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Anicet Turinay (date du 27 avril pour la commémoration de l'esclavage en métropole) (p. 1664)

Article 4 (comité de personnalités qualifiées chargé de proposer des lieux et des actions de mémoire)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Bernard Birsinger (détermination du préjudice subi du fait de l'esclavage et examen de ses conditions de réparation) (p. 1664)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Claude Hoarau (comité comprenant des représentants d'associations défendant la mémoire des esclaves) (p. 1664)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Bernard Birsinger (mémorial érigé dans un lieu où a sévi l'esclavage) (p. 1665)

Projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5740)

Son intervention (p. 5740)

Sa réponse (p. 5755)

Thèmes :

DOM : agences départementales d'insertion (p. 5741, 5742, 5756)

DOM : Guyane : état civil (p. 5757)

DOM : institut d'émission des Dom (p. 5742)

Elections et référendums : élections européennes : Dom-Tom (p. 5757)

Etat : domaine privé : Guyane (p. 5740, 5741, 5757)

Etrangers : droit d'asile : Tom et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 5741, 5755)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : La Réunion (p. 5756)

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 5740, 5755, 5756)

Professions de santé : ordre professionnel : Dom-Tom (p. 5755)

Professions libérales : géomètres experts : Dom-Tom (p. 5755, 5756)

Sécurité sociale : protection sociale : Dom-Tom (p. 5741)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : état civil (p. 5741)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : sang et organes humains (p. 5741)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : universités (p. 5741)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : communes (p. 5741)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : justice (p. 5757)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : universités (p. 5741)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Wallis-et-Futuna : santé publique (p. 5741, 5742)

Travail : coût : Dom-Tom (p. 5756)

Travail : droit du travail : Dom-Tom (p. 5741)

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5757)

Article 1er (ratification des ordonnances)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (ratification tenant compte des amendements qu'adopterait l'Assemblée) (p. 5758)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Michel Buillard (exclusion de la ratification du titre Ier de l'ordonnance n° 98-522 du 24 juin 1998 - droit du travail en Polynésie française) (p. 5758)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (rectification de l'ordonnance n° 98-522 du 24 juin 1998 - article L. 141-4 du code du travail applicable à Mayotte) : adopté (p. 5758)

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (rectification de l'ordonnance n° 98-522 du 24 juin 1998 - article 20 de l'ordonnance n° 85-1181 du 13 novembre 1985) : adopté (p. 5758)

Soutient l'amendement n° 5 du Gouvernement (rectification de l'ordonnance n° 98-522 du 24 juin 1998 - articles 31 et 32 de l'ordonnance n° 85-1181 du 13 novembre 1985) : adopté (p. 5758)

Projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 juin 1999] (p. 5740)

Discussion générale commune du projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1175 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1176 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer et du projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (voir DOM-TOM 1173)

Discussion de l'article unique [10 juin 1999] (p. 5759)

Article unique

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (ratification tenant compte des amendements qu'adopterait l'Assemblée) (p. 5759)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Michel Buillard (accroissement de la représentation du territoire au conseil d'administration de l'université de Polynésie française) (p. 5759)

Intervient sur l'amendement n° 12 deuxième rectification de M. Michel Buillard (accroissement de la représentation du territoire au conseil études et de la vie universitaire et au conseil scientifique de l'université de Polynésie française) (p. 5760)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Michel Buillard (nouvelle rédaction de l'article 8 de l'ordonnance n° 98-728 du 20 août 1998 relatif au droit fixe de procédure applicable aux condamnés en matière pénale) (p. 5760)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Henry Jean-Baptiste (harmonisation des dates des élections cantonales de Mayotte avec celles de métropole) (p. 5761)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (correction d'une erreur de référence) (p. 5761)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) (p. 5761)

Projet de loi n° 1175 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 juin 1999] (p. 5740)

Discussion générale commune du projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1175 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises

en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1176 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer et du projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (voir DOM-TOM 1173)

Discussion de l'article unique [10 juin 1999] (p. 5761)*Article unique*

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission des finances (ratification tenant compte des amendements qu'adopterait l'Assemblée) (p. 5761)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Michel Buillard (dispense de timbre pour les procès-verbaux des douanes en Polynésie française) (p. 5762)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Michel Buillard (suppression de l'application en Polynésie française d'amendes prévues par le code des douanes) (p. 5762)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Michel Buillard (extension du privilège sur les meubles à l'ensemble des impositions perçues au profit des communes, des établissements publics et des organismes chargés d'une mission de service public en Polynésie française) (p. 5762)

Projet de loi n° 1176 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 juin 1999] (p. 5740)

Discussion générale commune du projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1174

portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1175 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1176 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer et du projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (voir DOM-TOM 1173)

Discussion de l'article unique [10 juin 1999] (p. 5763)

Article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (ratification tenant compte des amendements qu'adopterait l'Assemblée) (p. 5763)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (abrogation de l'article 2 de l'ordonnance n° 98-520 du 24 juin 1998) (p. 5763)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (rectification d'erreurs matérielles à l'article 1er de l'ordonnance n° 98-521 du 24 juin 1998) (p. 5763)

Projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5740)

Discussion générale commune du projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1174

portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1175 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1176 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer et du projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (voir DOM-TOM 1173)

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5763)

Article 1er (domaines d'intervention de l'habilitation)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (extension à la médecine du travail) (p. 5764)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Victor Brial (extension à la durée de la scolarité obligatoire dans les îles Wallis et Futuna) (p. 5765)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Victor Brial (extension à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles aux îles Wallis et Futuna) (p. 5765)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Camille Darsières (extension à la législation relative aux transports intérieurs) (p. 5765)

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (extension au droit électoral) : adopté (p. 5765)

Paul QUILÈS

*Tarn (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur les négociations relatives au concept stratégique de l'OTAN et leurs conséquences sur la politique de défense et de sécurité [24 mars 1999] (n° 1495)

Proposition de loi n° 1497 tendant à la création d'une délégation parlementaire pour les affaires de renseignement [25 mars 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [19 janvier 1999] (p. 33)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

M. Jacques Godfrain : fait observer qu'il est normal que les mutins de 1917 réintègrent la mémoire collective de la France [6 novembre 1998] (p. 8290)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 8250)

Vote des crédits [6 novembre 1998] (p. 8310)

Titre V

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Yves Cochet (réduction des crédits) (p. 8317)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 1882)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 1883)

Organisations internationales : Union de l'Europe occidentale (UEO) (p. 1882, 1883)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1882, 1883)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1882, 1883)

Déclaration du Gouvernement n° 1542 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo

[27 avril 1999] (p. 3621)

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 3639)

Thèmes :

Défense : opérations extérieures : contrôle parlementaire (p. 3639)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3640)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3639, 3640)

Organisations internationales : Union de l'Europe occidentale (UEO) (p. 3640)

Pays étrangers : Albanie (p. 3640)

Pays étrangers : Russie : médiation (p. 3640)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3639, 3640)

Déclaration du Gouvernement n° 1679 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo

[8 juin 1999] (p. 5477)

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 5494)

Thèmes :

Défense : opérations extérieures : contrôle parlementaire (p. 5496)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 5495)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 5494, 5495)

Pays étrangers : Russie : médiation (p. 5495)

R

Jean-Bernard RAIMOND

*Bouches-du-Rhône (14^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Vice-président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome VI : Défense (n° 1113) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Allemagne. Politique énergétique, révision, conséquences [20 octobre 1998] (p. 7013)

Grandes écoles. Classes préparatoires. Professeurs, rémunérations [27 janvier 1999] (p. 452)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Son intervention (p. 7833)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 7833)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 7833)

Union européenne (p. 7833, 7834)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 8248)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions (p. 8249)

Défense : crédits (p. 8248, 8249)

Défense : hélicoptères (p. 8249)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 8249)

Organisations internationales : Union de l'Europe occidentale (UEO) (p. 8249)

Relations internationales (p. 8249, 8250)

Traités et conventions : négociation : armes nucléaires tactiques (p. 8249)

Déclaration du Gouvernement n° 1500 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo

[26 mars 1999] (p. 2969)

Son intervention (p. 2976)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 2978)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2977, 2978)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 2976, 2977)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 2977, 2978)

Pays étrangers : Russie (p. 2977, 2978)

Politique extérieure : coopération militaire : force multinationale (p. 2978)

Jacques REBILLARD

*Saône-et-Loire (2^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 12 février 1999] (p. 2287)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Politiques communautaires. Fonds structurels, utilisation [27 octobre 1998] (p. 7398)

Travail. Durée du travail. Réduction, aides de l'Etat, conditions d'attribution [15 juin 1999] (p. 5821)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 555, posée le 18 janvier 1999. Transports routiers. Transports scolaires (J.O. Questions p. 233). Appelée le 19 janvier 1998. Personnel, temps partiel, durée du travail, réduction, conséquences (p. 17)

n° 641, posée le 1^{er} mars 1999. Transports ferroviaires. Tarifs réduits (J.O. Questions p. 1127). Appelée le 2 mars 1999. Carte de travail, réglementation (p. 1843)

n° 871, posée le 14 juin 1999. Institutions sociales et médico-sociales. Personnel (J.O. Questions p. 3529). Appelée le 15 juin 1999. Durée du travail, réduction, application (p. 5794)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Son intervention (p. 5865)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 5897)

Thèmes :

Agriculture : exploitants : conjoints (p. 5866)

Agriculture : installation (p. 5898)

Agriculture : salariés agricoles (p. 5866)

Agroalimentaire : labels (p. 5866)

Enseignement agricole (p. 5867)

Environnement : espace rural (p. 5866)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158,

6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 13 (renforcement de l'organisation économique des producteurs et des filières) : devenu sans objet (p. 5916)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 14 (projet économique global) : retiré (p. 6009)

Son amendement n° 15 (objectif socio-économique et environnemental) : devenu sans objet (p. 6009)

Son amendement n° 17 (aspect économique du contrat territorial d'exploitation) : retiré (p. 6015)

Son amendement n° 16 corrigé (avis des présidents des conseils régionaux et généraux) : retiré (p. 6024)

Intervient sur l'amendement n° 833 de M. Félix Leyzour (prise en compte des projets à caractère particulier présentés par les agriculteurs) (p. 6025)

Article 5 (reconnaissance d'un pouvoir d'avis aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture)

Son amendement n° 473 soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (cas des contrats à caractère particulier) : rejeté (p. 6071)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son amendement n° 474 soutenu par M. Alain Tourret (élargissement des seuils de référence) (p. 6159) : rejeté (p. 6160)

Son amendement n° 476 soutenu par M. Alain Tourret (nouvelle autorisation en cas de diminution du nombre total des associés exploitants) (p. 6161) : adopté (p. 6163)

Son amendement n° 475 soutenu par M. Alain Tourret (autorisation pour les réductions de 30 % par un ou plusieurs retraits successifs) : rejeté (p. 6169)

Son amendement n° 477 soutenu par M. Alain Tourret (assouplissement des contrôles lors des installations, agrandissements ou réunions d'exploitation et lorsque l'un des membres ne remplit pas les conditions de capacité ou d'expérience professionnelle) : retiré (p. 6170)

Article 27 (création du titre emploi simplifié agricole)

Son amendement n° 18 soutenu par M. Jean-Michel Marchand (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles et aux entreprises privées du secteur agricole employant moins de cinq salariés permanents) (p. 6226) : rejeté (p. 6228)

Avant l'article 30

Son amendement n° 19 (missions des organisations de producteurs) : devenu sans objet (p. 6300)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son amendement n° 22 : non soutenu (p. 6306)

Son amendement n° 21 corrigé : non soutenu (p. 6319)

Article 37 (contrats de lutte contre les crises conjoncturelles)

Son amendement n° 23 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 6332)

Son amendement n° 24 rectifié (accords de crise réservés à la régulation de l'offre) : adopté (p. 6335)

Son amendement n° 25 (homologation des contrats) : non soutenu (p. 6335)

Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier" et "produit pays")

Son amendement n° 26 (objectifs de la politique de qualité et d'identification) : devenu sans objet (p. 6350)

Avant l'article 40

Son amendement n° 34 (création de la Commission nationale des labels et des certifications des produits agricoles et alimentaires) : retiré (p. 6351)

Article 40 (organisation de l'INAO, extension des compétences de l'INAO aux indications géographiques protégées)

Son amendement n° 28 (liaison avec la Commission nationale des labels et des certifications) : retiré (p. 6353)

Son amendement n° 29 soutenu par M. François Goulard (avis de la Commission nationale des labels et des certifications) : rejeté (p. 6355)

Son amendement n° 30 soutenu par M. François Goulard (détermination du lien existant entre le produit et son origine géographique) : rejeté (p. 6355)

Son amendement n° 31 (contrôles par l'Institut national des appellations d'origine) : rejeté (p. 6356)

Son amendement n° 32 (de codification) : devenu sans objet (p. 6358)

Son amendement n° 33 (suppression de l'alinéa relatif au respect du cahier des charges) : rejeté (p. 6358)

Après l'article 41

Son sous-amendement n° 954 (articulation de la filière biologique avec les instances privées ou publiques intervenant dans ce domaine) à l'amendement n° 479 du Gouvernement (encadrement des utilisations d'indications de provenance dans les dénominations de vente) : adopté (p. 6367)

Après l'article 49

Son amendement n° 472 rectifié (missions des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) : adopté (p. 6416)

Article 64 (principes et missions de la recherche agronomique et vétérinaire)

Son amendement n° 35 rectifié (mission de recherche fondamentale) : adopté (p. 6437)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380, 3403)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 3399)

Son intervention (p. 3406)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 3407)

Agriculture : conjoints (p. 3407)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 3399)

Agriculture : pollution (p. 3407)

Agroalimentaire : labels (p. 3407)

Commerce extérieur : exportations : agriculture (p. 3399)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 3399)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 3407)

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Article 43 ter (mise en place d'une surveillance biologique du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Charles de Courson (renforcement de la protection des AOC) (p. 3539)

Ses explications de vote (p. 3574)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 3574)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4933)

Son intervention (p. 4938)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 4939)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4938)

Agroalimentaire : labels (p. 4939)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4939)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4939)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765, 8807)

Son intervention (p. 8780)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 8780, 8781)

Agriculture : installation (p. 8780)

Agriculture : opération groupée d'aménagement foncier (OGAF) (p. 8780)

Agriculture : sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) (p. 8781)

Enseignement agricole (p. 8781)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8781, 8782)

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 8781)

Retraites : régime agricole : mutualité sociale agricole (p. 8780)

Proposition de loi n° 766 visant à étendre aux centres de soins infirmiers gérés par la Mutualité sociale agricole la subvention prévue à l'article L. 162-32 du code de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'adoption simplifiée [19 novembre 1998] (p. 9262)

Son intervention (p. 9263)

Thèmes :

Etablissements de santé : centres de soins infirmiers (p. 9263)

Santé : accès aux soins : soins et maintien à domicile (p. 9263)

Santé : politique de la santé : mutualité sociale agricole (p. 9263)

Projet de loi n° 772 relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10301)

Son intervention (p. 10302)

Thème :

Enseignement agricole : écoles vétérinaires : examens et concours (p. 10302, 10303)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Son amendement n° 1216 (rôle des SAFER) : adopté (p. 784)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)**Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)**

Son intervention (p. 2514)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 2515)

Agriculture : prix agricoles (p. 2514, 2515)

Environnement (p. 2515)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2514)

Union européenne : fonds structurels (p. 2515)

Proposition de résolution n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final / n° E 1061)**Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)**

Discussion générale commune des propositions de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM [98] 0158 final / n° E 1052), n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM [98] 131 final / n° E 1061) et n° 1409 sur l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM [98] 164 final / n° E 1049) et sur le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC [98] n° 698 final / n° E 1128) (Voir Agriculture 1248)

Ses explications de vote (p. 2587)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 2587)

Alfred RECOURS

*Eure (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Rapporteur de la proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur la Mutuelle nationale des étudiants de France (n° 1059) [1^{er} octobre 1998]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la Mutuelle Nationale des Etudiants de France et ses filiales (n° 1100) [1^{er} octobre 1998]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale [J.O. du 20 novembre 1998] (p. 17562)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale [J.O. du 20 novembre 1998] (p. 17562)

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 (n° 1835) [27 janvier 1999]

Rapporteur du projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle (n° 1419) [10 mars 1999]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de moins de cinquante ans [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la Ministre de l'emploi et de la solidarité et de M. le Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et de Mme la Ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, au budget et de M. le Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et de Mme la Ministre auprès de la ministre de l'emploi et de la solidarité, à la santé et à l'action sociale et de M. le Ministre auprès de la ministre de l'emploi et de la solidarité, à la santé et à l'action sociale et de M. le Ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, au budget et de Mme la Ministre de l'emploi et de la solidarité et

de M. le Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [J.O. du 16 mai 1999]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n°82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7844)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle [J.O. du 4 juin 1999] (p. 8274)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1106) de financement de la sécurité sociale pour 1999 [22 octobre 1998] (n° 1148)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de résolution :

- (n° 1059) de M. Claude Goasguen visant à créer une commission d'enquête sur la Mutuelle nationale des étudiants de France

- (n° 1100) de M. André Angot tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la Mutuelle nationale des étudiants de France et ses filiales [5 novembre 1998] (n° 1181)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 (n° 1106) [19 novembre 1998] (n° 1213)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en nouvelle lecture, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 (n° 1106) [24 novembre 1998] (n° 1215)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en vue de la lecture définitive du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 (n° 1245) [3 décembre 1998] (n° 1246)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1419) portant création d'une couverture maladie universelle

Tome I : Titres préliminaires, premier, II, III et IV de M. Jean-Claude Boulard

Tome II : Titre V - modernisation sanitaire et sociale - de M. Alfred Recours [31 mars 1999] (n° 1518)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, en nouvelle lecture, portant création d'une couverture maladie universelle

Tome I : titres préliminaire, premier, II, III, III bis et V de M. Jean-Claude Boulard

Tome II : titre IV - modernisation sanitaire et sociale de M. Alfred Recours [9 juin 1999] (n° 1684)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en vue de la lecture définitive du projet de loi, portant diverses dispositions d'ordre sanitaire et social

- Titres préliminaire, Premier, II, III, III bis et V de M. Jean-Claude Boulard

- Titre IV : modernisation sanitaire et sociale de M. Alfred Recours [30 juin 1999] (n° 1748)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité sociale. Equilibre financier. Bilan et perspectives [1^{er} juin 1999] (p. 5180)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7361, 7399, 7430) ; [28 octobre 1998] (p. 7470)

Son intervention (p. 7373)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 7484)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 7374)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 7374)

Retraites : généralités (p. 7373, 7374)

Risques professionnels : accidents du travail (p. 7373)

Sécurité sociale : cotisations : assiette (p. 7373)

Sécurité sociale : déficit (p. 7373)

Sécurité sociale : prestations familiales (p. 7373)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 120 corrigé de Mme Jacqueline Fraysse (taxation des placements financiers des entreprises) (p. 7520)

Intervient sur l'amendement n° 121 corrigé de Mme Jacqueline Fraysse (modulation des cotisations en fonction de la politique salariale de l'entreprise) (p. 7522)

Intervient sur l'amendement n° 122 corrigé de Mme Jacqueline Fraysse (assurance contre le risque de non-paiement des sommes dues à la sécurité sociale) (p. 7524)

Intervient sur l'amendement n° 422 de M. Charles de Courson (remboursement de la CSG, du CRDS et des prélèvements sociaux sur les revenus de placement des ménages non imposables) (p. 7526)

Intervient sur l'amendement n° 423 de la commission (suppression des plans d'épargne retraite) (p. 7526, 7533)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Son intervention (p. 7538)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Bernard Accoyer (compensation de la dette contractée par l'Etat au titre des exonération de cotisations sociales) (p. 7553)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 394 de la commission (assujettissement des fonctionnaires internationaux de nationalité française) : adopté (p. 7554)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. François Goulard (création d'un fonds de pension) (p. 7555)

Intervient sur l'amendement n° 309 de M. Jean-Luc Prél (création d'une caisse de retraite des fonctionnaires) (p. 7557)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 425 rectifié du Gouvernement (aides à domicile) (p. 7566)

Intervient sur le sous-amendement n° 429 de M. Charles de Courson (contrats à durée indéterminée) à l'amendement n° 425 rectifié du Gouvernement (p. 7565)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (exonération totale de cotisations patronales) : rejeté (p. 7567)

Article 4 (prorogation pendant trois ans et plafonnement du dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale pour l'embauche du "premier salarié")

Intervient sur l'amendement n° 369 de M. Bernard Accoyer (plafonnement de l'exonération de charges pour première embauche) (p. 7572)

Intervient sur l'amendement n° 406 de M. François Goulard (exonération de charges) (p. 7572)

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. Thierry Mariani (exonération de charges) (p. 7573)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Yves Fromion (zones franches) (p. 7573)

Intervient sur l'amendement n° 371 de M. Bernard Accoyer (baisse des charges sur les bas salaires) (p. 7575)

Article 5 (possibilité de requalification en revenus professionnels des revenus tirés de la location-gérance d'un fonds de commerce par un travailleur indépendant et basculement dans le champ fiscal du recouvrement de contributions sociales sur certains types de revenus)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 7577)

Intervient sur l'amendement n° 284 de M. Bruno Bourg-Broc (de suppression) (p. 7577)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Bernard Accoyer (restriction du champ d'application) (p. 7578)

Intervient sur l'amendement n° 311 de M. Germain Gengenwin (restriction du champ d'application) (p. 7578)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (affectation de la contribution) : adopté (p. 7579)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. Bernard Accoyer (veuves et ayant droits des travailleurs indépendants) (p. 7579)

Article 6 (obligation pour les entreprises redevables de plus de 6 millions de francs de cotisations de régler les sommes dues par virement)

Intervient sur l'amendement n° 153 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 7586)

Article 9 (taxation des boissons dites "premix")

Soutient l'amendement n° 395 de la commission (taux maximum d'alcool permis) : adopté (p. 7597)

Intervient sur l'amendement n° 431 du Gouvernement (de précision) (p. 7597)

Soutient l'amendement n° 396 de la commission (montant de la taxation) : adopté (p. 7597)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (vente sur catalogue) : adopté (p. 7597)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (affectation de la taxe) : adopté (p. 7598)

Article 10 (assujettissement des personnes qui acquittent la contribution sociale généralisée sur un revenu d'activité ou de remplacement à la cotisation d'assurance maladie sur les primes d'assurance automobile)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 7599)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7599)

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Bernard Accoyer (non rétroactivité de la loi) (p. 7600)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. François Goulard (non rétroactivité de la loi) (p. 7600)

Article 11 (application dérogatoire d'une comptabilité de caisse pour la répartition, au titre de l'exercice 1998, de la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) ainsi que de la CSG et des droits sur les alcools affectés à l'assurance maladie)

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. François Goulard (de suppression) (p. 7601)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (extension pour l'exercice 1999) : adopté (p. 7601)

Après l'article 11

Son amendement n° 404 (lutte contre le tabagisme) : adopté (p. 7603)

Intervient sur l'amendement n° 408 du Gouvernement (collaborateurs occasionnels du service public) (p. 7606)

Son sous-amendement n° 420 (de précision) à l'amendement n° 408 du Gouvernement : adopté (p. 7606)

Son sous-amendement n° 432 (de précision) à l'amendement n° 408 du Gouvernement : adopté (p. 7606)

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Jean-Claude Guibal (exercice d'une activité dans un Etat de l'Union européenne) (p. 7606)

Intervient sur l'amendement n° 417 du Gouvernement (financement du congé de fin d'activité) (p. 7608)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Bernard Accoyer (contrôle par la Cour des comptes) (p. 7609)

Article 19 (critères d'attribution de l'allocation de remplacement en cas de cessation d'activité des médecins et des aides à leur reconversion)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Pierre Hériaud (report de la mise en application du MICA) (p. 7664)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (report de la mise en application du MICA) (p. 7664)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (report de la mise en application du MICA) (p. 7664)

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. François Goulard (report de la mise en application du MICA) (p. 7664)

Article 20 (création d'un fonds d'aide à la qualité des soins de ville)

Intervient sur l'amendement n° 168 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 7668)

Article 29 (revalorisation des retraites du régime général et des avantages alignés sur l'évolution prévisionnelle des prix)

Intervient sur l'amendement n° 419 de M. Denis Jacquat (prorogation d'un an) (p. 7745)

Soutient l'amendement n° 92 de la commission (avis du conseil d'administration de la CNAVTS) : rejeté (p. 7745)

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (de précision) : rejeté (p. 7746)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 448 du Gouvernement (allocation veuvage) (p. 7748)

Article 30 (prorogation des dispositions limitant le cumul emploi-retraite)

Soutient l'amendement n° 94 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7749)

Soutient l'amendement n° 95 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7749)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 319 de M. Jean-Luc Prél (détermination des limites du cumul) (p. 7749)

Intervient sur l'amendement n° 96 de la commission (seuil de non-récupération sur succession) (p. 7750)

Intervient sur l'amendement n° 278 de M. Jean-Jacques Weber (rapport) (p. 7750)

Article 32 (fixation des objectifs de dépenses par branche)

Intervient sur l'amendement n° 452 du Gouvernement (de cohérence) (p. 7754)

Avant l'article 36

Son amendement n° 414 (de simplification) : adopté (p. 7762)

Article 36 (plafonnement des ressources non permanentes)

Intervient sur l'amendement n° 365 de M. Germain Gengenwin (suppression des possibilités d'emprunt de la CNRACL) (p. 7762)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. Bernard Accoyer (rapport de la Cour des comptes sur les mises à disposition d'agents publics) (p. 7764)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Bernard Accoyer (rapport de la Cour des comptes sur les transferts financiers vers les mutuelles) (p. 7764)

Intervient sur l'amendement n° 268 de M. Bernard Accoyer (date de remise des rapports) (p. 7764)

Article 12 précédemment réservé (prévisions de recettes par catégories)

Intervient sur l'amendement n° 451 rectifié du Gouvernement (modification des prévisions de recettes) (p. 7766)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Intervient sur l'amendement n° 337 de M. Germain Gengenwin (mécanismes d'épargne privée) (p. 7773)

Intervient sur l'amendement n° 269 de M. Bernard Accoyer (mécanismes d'épargne privée) (p. 7773)

Soutient l'amendement n° 99 corrigé de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 7775)

Intervient sur l'amendement n° 342 de M. Jean-Luc Prél (correction d'une erreur matérielle) (p. 7775)

Intervient sur l'amendement n° 413 de M. Alain Néri (lutte contre le dopage) (p. 7778)

Soutient l'amendement n° 115 de la commission (de simplification) : adopté (p. 7789)

Intervient sur l'amendement n° 362 de M. Jean-Luc Prél (de simplification) (p. 7789)

Intervient sur l'amendement n° 118 de Mme Jacqueline Fraysse (prélèvement sur les entreprises) (p. 7791)

Explications de vote et vote [3 novembre 1998] (p. 7931)

Ses explications de vote (p. 7934)

Vote pour du groupe socialiste (p. 7934)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9610, 9629, 9678)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Charles de Courson (exonération de la CSG et de la CRDS) (p. 9639)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. François Goulard (création de fonds de pension) (p. 9640)

Article 3 bis supprimé par le Sénat (modification des conditions d'exonération de cotisations sociales patronales pour l'emploi d'une aide à domicile)

Intervient sur l'amendement n° 87 du Gouvernement (rétablissement des exonérations de charge) (p. 9644)

Intervient sur le sous-amendement n° 143 corrigé de M. Jean Le Garrec (exonération des cotisations vieillesse de la CNRACL) à l'amendement n° 87 du Gouvernement (p. 9644)

Article 3 ter (exonération totale des cotisations sociales patronales pour les aides à domicile employées par des associations prestataires de services aux personnes)

Intervient sur l'amendement n° 88 du Gouvernement (de suppression) (p. 9644)

Article 3 quater (extension aux associations prestataires de services d'aide à domicile relevant du régime agricole de l'exonération totale de cotisations patronales prévue par le code de la sécurité sociale)

Intervient sur l'amendement n° 89 du Gouvernement (de suppression) (p. 9645)

Article 4 (prorogation pendant trois ans et plafonnement du dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale pour l'embauche du "premier salarié")

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9645)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9645)

Article 5 bis (versement de la contribution prévue à l'article 5 à l'ACOSS sans déduction)

Son intervention (p. 9646)

Article 6 (paiement obligatoire par virement des cotisations, contributions et taxes)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (modalités de paiement) : adopté (p. 9648)

Article 11 ter (conditions d'affiliation au régime général des collaborateurs occasionnels du service public)

Son intervention (p. 9651)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. François Goulard (automaticité de l'affiliation) (p. 9653)

Intervient sur l'amendement n° 92 du Gouvernement (date d'annulation des créances) (p. 9653)

Article 11 quater supprimé par le Sénat (prélèvement sur le Fonds de compensation de congé de fin d'activité (FCCPA) et le Fonds pour l'emploi hospitalier (FEH) pour financer le congé de fin d'activité pour la fonction publique territoriale et hospitalière)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9654)

Article 12 A (compensation des exonérations de charges sociales prévues par la loi du 13 juin 1998 relative à la réduction du temps de travail)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (de suppression) : adopté (p. 9655)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 145 du Gouvernement (préretaire pour les travailleurs de l'amiante) (p. 9702)

Article 34 supprimé par le Sénat (ratification du décret portant relèvement du plafond de trésorerie applicable au régime général)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 9702)

Article 35 bis supprimé par le Sénat (gestion des excédents de trésorerie)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 9702)

Article 36 (plafonnement des ressources non permanentes)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 9703)

Article 11 bis précédemment réservé (majoration des droits sur les tabacs)

Son intervention (p. 9703)

Article 12 précédemment réservé (prévisions de recettes par catégories)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (prévisions de recettes) : adopté après modifications (p. 9707)

Article 32 précédemment réservé (fixation des objectifs de dépenses par branche)

Soutient l'amendement n° 35 rectifié de la commission (objectifs de dépenses par branche) : adopté après modifications (p. 9708)

Intervient sur le sous-amendement n° 168 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 35 rectifié de la commission (p. 9708)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 décembre 1998] (p. 10055)

Son intervention (p. 10057)

Thèmes :

Contributions indirectes : tabac (p. 10057)

Etablissements de santé : schéma d'organisation sanitaire : budget (p. 10057)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 10057)

Retraites : généralités : paiement des pensions : réserves (p. 10057)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 décembre 1998] (p. 10085)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Germain Gengenwin (suppression du plafonnement de l'exonération de charges sociales) (p. 10083)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Luc Préel (suppression des sanctions collectives à l'égard des médecins) (p. 10084)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Luc Préel (suppression des sanctions collectives à l'égard des médecins) (p. 10084)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Jean-Luc Préel (suppression de la majoration pour enfants dans la

prise en compte des ressources pour l'assurance veuvage) (p. 10084)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Répond aux observations de M. Charles de Courson : souligne qu'il n'est pas question de sous-amendements dans le texte de la Constitution et qu'un sous-amendement n'est jamais qu'un amendement à un amendement (p. 9957)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Intervient sur l'amendement n° 1218 du Gouvernement (maintien des établissements de proximité et respect du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 504)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Patrick Ollier (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 852 de M. Michel Bouvard (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 1045 de M. Patrick Ollier (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Son sous-amendement n° 1217 (respect du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) à l'amendement n° 294 de la commission (maintien des établissements de proximité) : retiré (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 502 de M. Maurice Adevah-Poeuf (maintien des établissements de proximité) (p. 505)

Proposition de résolution n° 1059 visant à créer une commission d'enquête sur la Mutuelle nationale des étudiants de France

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Avant la discussion de l'article unique [4 mars 1999] (p. 2039)

Son intervention (p. 2039)

Son intervention (p. 2048)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 2040, 2048)

Economie sociale : mutuelles (p. 2039, 2040)

Enseignement supérieur : étudiants : régime de rattachement (p. 2039)

Enseignement supérieur : oeuvres universitaires (p. 2039)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 avril 1999] (p. 3648, 3658) ; [28 avril 1999] (p. 3706, 3738)

Son intervention (p. 3661)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3674)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3661, 3674, 3675)

Santé : sida (p. 3661)

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ; [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 25 (articles L. 861-10, L. 861-11, L. 861-12, L. 861-13, L. 861-14, L. 861-15, L. 861-16, L. 861-17 nouveaux du code de la sécurité sociale : création du fonds de financement de la protection complémentaire)

Son intervention (p. 3880)

Avant l'article 32

Soutient l'amendement n° 102 de M. Bernard Accoyer (intitulé du titre IV) : rejeté (p. 3894)

Intervient sur l'amendement n° 173 de Mme Muguette Jacquaint (intitulé du titre IV) (p. 3894)

Après l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Jean-Michel Dubernard (prise en charge de l'aléa thérapeutique) (p. 3896)

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Soutient l'amendement n° 405 de M. Jean Le Garrec (objectifs de la carte de santé) : adopté (p. 3901)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Bernard Accoyer (rapport au Parlement) (p. 3902)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (nature des informations figurant sur la carte santé) : adopté (p. 3950)

Intervient sur le sous-amendement n° 174 de Mme Muguette Jacquaint (coordonnées des praticiens consultés) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3950)

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Bernard Accoyer (photo de l'assuré) (p. 3950)

Intervient sur l'amendement n° 406 de M. Jean Le Garrec (sécurité des données médicales) (p. 3951)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (de précision) : adopté après modifications (p. 3951)

Intervient sur le sous-amendement n° 175 de Mme Muguette Jacquaint (de simplification) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3951)

Intervient sur l'amendement n° 176 de Mme Muguette Jacquaint (coordonnées des praticiens consultés) (p. 3952)

Intervient sur l'amendement n° 425 de M. André Aschieri (coordonnées des praticiens consultés) (p. 3952)

Intervient sur l'amendement n° 177 de Mme Muguette Jacquaint (suppression du code secret) (p. 3952)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Claude Evin (suppression du recours à un intermédiaire) (p. 3953)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (motivation et publicité des avis de la CNIL) : adopté (p. 3953)

Intervient sur l'amendement n° 254 de M. Denis Jacquat (avis des professions de santé) (p. 3954)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. André Aschieri (de cohérence) (p. 3954)

Intervient sur l'amendement n° 178 de Mme Muguette Jacquaint (de cohérence) (p. 3954)

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Bernard Accoyer (antécédents médicaux et prescriptions antérieures) (p. 3954)

Intervient sur l'amendement n° 407 de M. Jean Le Garrec (usage de la carte de professionnel de santé) (p. 3955)

Intervient sur l'amendement n° 180 de Mme Muguette Jacquaint (interdiction de copie des informations contenues sur la carte) (p. 3955)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (date d'entrée en vigueur du volet relatif à la santé) : adopté (p. 3955)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3955)

Intervient sur l'amendement n° 255 rectifié de M. Denis Jacquat (sanctions pénales) (p. 3956)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3956)

Article 34 (articles L. 474-2, L. 474-3 et L. 447-1 nouveaux du code de la santé publique : statut des infirmiers de secteur psychiatrique)

Son intervention (p. 3957)

Après l'article 34

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (personnels aide-opérateur et aides instrumentistes) : adopté après modifications (p. 3964)

Intervient sur le sous-amendement n° 414 de M. Lionnel Luca (durée d'exercice) à l'amendement n° 12 de la commission (p. 3964)

Intervient sur le sous-amendement n° 420 de Mme Muguette Jacquaint (plan de formation) à l'amendement n° 12 de la commission (p. 3964)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Bernard Accoyer (création d'un ordre des infirmiers et des infirmières) (p. 3967)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Jean-Luc Prél (création d'un ordre des infirmiers et des infirmières) (p. 3967)

Article 35 (articles L. 162-16-1 à L. 162-16-3 nouveaux, L. 161-34, L. 161-36 nouveau, L. 162-33 et L. 625 du code de la sécurité sociale : convention entre les pharmaciens d'officine et l'assurance maladie)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Jean-Pierre Foucher (formation continue) (p. 3969)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Bernard Accoyer (substitution par des médicaments génériques) (p. 3970)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Jean-Pierre Foucher (approbation de la convention) (p. 3970)

Intervient sur l'amendement n° 279 de M. Jean-Pierre Foucher (responsabilité des pharmaciens assistants) (p. 3971)

Intervient sur l'amendement n° 27 de Mme Jacqueline Mathieu-Obadia (révision des quotas requis pour l'ouverture d'une officine) (p. 3972)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Jean-Pierre Foucher (lutte contre le tabagisme) (p. 3973)

Article 36 (validation des conventions médicales nationales annulées par le Conseil d'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 3976)

Intervient sur l'amendement n° 217 de M. Jean-Luc Prél (de suppression) (p. 3976)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Son intervention (p. 3980)

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 3988)

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Jean-Luc Prél (de suppression) (p. 3988)

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. François Goulard (de suppression) (p. 3988)

Intervient sur l'amendement n° 318 de M. Yves Bur (de suppression) (p. 3988)

Intervient sur l'amendement n° 456 du Gouvernement (traitement des données personnelles de santé) (p. 3989)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Bernard Accoyer (mention des produits allergènes) (p. 3990)

Intervient sur l'amendement n° 329 de M. Charles de Courson (représentation des caisses de mutualité sociale agricole) (p. 3991)

Intervient sur l'amendement n° 412 de M. Jean-Luc Prél (médecine préventive) (p. 3991)

Intervient sur l'amendement n° 268 de M. Bernard Accoyer (protection du titre de psychologue) (p. 3992)

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Jean-Luc Prél (maladie d'Alzheimer) (p. 3993)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (création d'un groupement pour la modernisation du système d'information hospitalier) (p. 3994)

Intervient sur l'amendement n° 358 de M. Claude Evin (révision des schémas régionaux d'organisation sanitaire) (p. 3995)

Intervient sur l'amendement n° 381 de M. Alain Veyret (prise en compte de la notion de bassin de santé) (p. 3995)

Intervient sur l'amendement n° 377 de M. Alain Veyret (dérogations pour des équipements lourds) (p. 3996)

Intervient sur l'amendement n° 378 de M. Alain Veyret (dérogations pour des équipements lourds) (p. 3996)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (engagements en cas de changement de lieu d'implantation) (p. 3997)

Intervient sur l'amendement n° 380 de M. Alain Veyret (de cohérence) (p. 3997)

Intervient sur l'amendement n° 379 de M. Alain Veyret (de cohérence) (p. 3997)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Alain Veyret (développement des groupements de coopération sanitaire) (p. 3999)

Intervient sur l'amendement n° 26 corrigé de la commission (création de fédérations médicales interhospitalières) (p. 4000)

Intervient sur le sous-amendement n° 469 de M. Bernard Accoyer (de précision) à l'amendement n° 26 corrigé de la commission (p. 4000)

Intervient sur le sous-amendement n° 470 de M. Jean-Pierre Foucher (de précision) à l'amendement n° 26 corrigé de la commission (p. 4000)

Intervient sur le sous-amendement n° 468 de M. Bernard Accoyer (élargissement du dispositif) à l'amendement n° 26 corrigé de la commission (p. 4000)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (création d'établissements publics de santé interhospitaliers) (p. 4001)

Intervient sur le sous-amendement n° 471 de M. Jean-Pierre Foucher (participation des pharmacies) à l'amendement n° 25 de la commission (p. 4001)

Intervient sur l'amendement n° 24 rectifié de la commission (activité libérale exercée par des praticiens hospitaliers au sein de l'hôpital public) (p. 4003)

Intervient sur le sous-amendement n° 474 de M. Bernard Accoyer (calcul du volume d'activité en fonction des lettres clés facturées) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission (p. 4003)

Intervient sur le sous-amendement n° 475 de M. Bernard Accoyer (prise en compte des conditions pratiques et des horaires d'ouverture) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission (p. 4003)

Intervient sur l'amendement n° 445 du Gouvernement (expérimentation de nouveaux modes de financement des établissements hospitaliers) (p. 4004)

Intervient sur le sous-amendement n° 479 de M. Bernard Accoyer (acceptation préalable par la CNAM dans le cas des établissements privés) à l'amendement n° 445 du Gouvernement (p. 4004)

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Jean-Luc Prél (création d'une Union nationale des caisses d'assurance maladie) (p. 4005)

Intervient sur l'amendement n° 480 rectifié de M. Claude Evin (mise en place d'une formation professionnelle conventionnelle) (p. 4006)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Bernard Accoyer (litiges en cours) (p. 4006)

Intervient sur l'amendement n° 346 de M. Jacques Barrot (modifications au sein des caisses de travailleurs non salariés) (p. 4006)

Intervient sur l'amendement n° 257 de M. François Goulard (décret assurant l'égalité entre les différents intervenants de la protection sociale complémentaire) (p. 4007)

Intervient sur l'amendement n° 446 du Gouvernement (fonctions hospitalières des étudiants en chirurgie dentaire) (p. 4007)

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié de M. Éric Doligé (instauration d'un objectif annuel ou pluriannuel d'évolution des dépenses) (p. 4008)

Intervient sur l'amendement n° 316 rectifié de M. Yves Bur (instauration d'un objectif annuel ou pluriannuel d'évolution des dépenses) (p. 4008)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (œuvres sociales dans les hôpitaux) : adopté (p. 4009)

Intervient sur l'amendement n° 278 rectifié de M. Jean-Pierre Foucher (intégration scolaire des jeunes handicapés) (p. 4009)

Son sous-amendement n° 462 (de précision) à l'amendement n° 16 de la commission : adopté (p. 4015)

Son sous-amendement n° 463 (rédactionnel) à l'amendement n° 16 de la commission : adopté (p. 4016)

Son sous-amendement n° 464 (inscription sur une liste d'aptitude) à l'amendement n° 16 de la commission : adopté (p. 4016)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (statut des praticiens adjoints contractuels) (p. 4018)

Intervient sur le sous-amendement n° 482 de M. Jean-Luc Préel (praticiens membres de l'Union européenne) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4013)

Intervient sur le sous-amendement n° 428 de Mme Muguette Jacquaint (reconnaissance des diplômes étrangers) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4014)

Intervient sur le sous-amendement n° 269 de M. Jean-Michel Dubernard (durée d'exercice portée à cinq ans) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4014)

Intervient sur le sous-amendement n° 429 de Mme Muguette Jacquaint (suppression de la mention relative à la tutelle d'un médecin) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4014)

Intervient sur le sous-amendement n° 430 de Mme Muguette Jacquaint (autorisation automatique) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4014)

Intervient sur le sous-amendement n° 483 de M. Jean-Luc Préel (situation des réfugiés et apatrides) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4015)

Intervient sur le sous-amendement n° 270 de M. Jean-Michel Dubernard (situation des réfugiés et apatrides) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4015)

Intervient sur le sous-amendement n° 271 de M. Jean-Michel Dubernard (avis de la conférence des doyens de facultés de médecine) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4015)

Intervient sur le sous-amendement n° 431 de Mme Muguette Jacquaint (autorisation définitive) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4015)

Intervient sur le sous-amendement n° 432 de Mme Muguette Jacquaint (recrutement des personnes ayant regagné le territoire national à la demande des autorités françaises) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4016)

Intervient sur le sous-amendement n° 433 de Mme Muguette Jacquaint (suppression de l'avis de la commission) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4016)

Intervient sur le sous-amendement n° 416 de M. Renaud Dutreil (exclusion des contractuels du quota d'autorisations) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4016)

Intervient sur le sous-amendement n° 434 de Mme Muguette Jacquaint (possibilité de se représenter après deux échecs) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4016)

Intervient sur le sous-amendement n° 435 de Mme Muguette Jacquaint (de cohérence) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4017)

Intervient sur le sous-amendement n° 472 de M. Bernard Accoyer (concours d'accès) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4017)

Intervient sur le sous-amendement n° 473 de M. Bernard Accoyer (fixation du nombre de places par la loi de financement de la sécurité sociale) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4017)

Intervient sur le sous-amendement n° 436 de Mme Muguette Jacquaint (suppression de l'avis de la commission) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4018)

Intervient sur le sous-amendement n° 437 de Mme Muguette Jacquaint (dispense de vérification pour les apatrides, les réfugiés et les personnes ayant regagné le territoire national à la demande des autorités françaises) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4018)

Son sous-amendement n° 481 (condition d'ancienneté à la date de candidature) à l'amendement n° 16 de la commission : adopté (p. 4018)

Son sous-amendement n° 465 (autorisations temporaires) à l'amendement n° 16 de la commission : adopté (p. 4018)

Son amendement n° 461 (statut des pharmaciens titulaires de diplômes étrangers) : adopté après modifications (p. 4020)

Intervient sur le sous-amendement n° 478 de M. Bernard Accoyer (fixation du nombre de places par la loi de financement de la sécurité sociale) à son amendement n° 461 (p. 4020)

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Jean-Luc Préel (révision du statut de praticien hospitalier) (p. 4020)

Intervient sur l'amendement n° 320 de M. Jean-Luc Préel (amélioration de la sécurité anesthésique) (p. 4020)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Jean-Luc Préel (participation de la médecine du travail dans les programmes de prévention) (p. 4020)

Intervient sur l'amendement n° 323 de M. Yves Bur (réduction du temps de travail dans le secteur médico-social) (p. 4021)

Intervient sur l'amendement n° 330 de M. Jean-Jacques Weber (rapport annuel au Parlement) (p. 4022)

Intervient sur l'amendement n° 319 de M. Germain Gengenwin (retraités d'Alsace-Moselle) (p. 4022)

Intervient sur l'amendement n° 322 de M. Jean-Luc Prél (rapport au Parlement sur la création d'un ordre des infirmiers) (p. 4022)

Intervient sur l'amendement n° 317 de M. Jean-Luc Prél (rapport au Parlement sur la création d'un statut du conjoint collaborateur médical) (p. 4023)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5897) ; [16 juin 1999] (p. 5956, 5999)

Article 31 bis (rapport sur l'évaluation et le contrôle de la loi)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (rapport au Parlement) : adopté (p. 6000)

Intervient sur le sous-amendement n° 154 de M. Bernard Accoyer (rapport sur les conséquences sur les finances publiques) à l'amendement n° 46 de la commission (p. 6000)

Après l'article 31 bis

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Yves Bur (rapport sur les conséquences d'une généralisation du tiers payant) (p. 6000)

Avant l'article 32 A

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Bernard Accoyer (intitulé du titre IV) (p. 6001)

Article 32 A (article L. 712-10 du code de la santé publique : constitution des soins palliatifs en discipline)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (de suppression) : adopté (p. 6001)

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Son intervention (p. 6003)

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 6005)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Bernard Accoyer (rapport sur le coût de la carte sésame Vitale) (p. 6005)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (contenu de la carte) : adopté (p. 6005)

Intervient sur le sous-amendement n° 158 de M. Bernard Accoyer (photographie) à l'amendement n° 51 de la commission (p. 6005)

Son amendement n° 228 (rédactionnel) : adopté (p. 6005)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (interventions urgentes) : adopté (p. 6005)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6006)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6006)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6006)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (accord explicite du patient) : adopté (p. 6006)

Son amendement n° 241 (rédactionnel) : adopté (p. 6006)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6006)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Jean-Luc Prél (création d'un ordre des infirmières et des infirmiers) (p. 6009)

Article 34 bis (vérification de compétences des aides opératoires)

Intervient sur l'amendement n° 244 du Gouvernement (titularisation après examen de certaines catégories d'aides-soignants) (p. 6012)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (prolongation des délais) : adopté (p. 6012)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (prolongation des délais) : adopté (p. 6012)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (maintien dans l'établissement) : adopté (p. 6012)

Article 36 bis (article L. 162-34 du code de la sécurité sociale : contentieux du déconventionnement des médecins)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (de suppression) : adopté (p. 6013)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Jean-Luc Prél (de suppression) (p. 6015)

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 6015)

Intervient sur l'amendement n° 62 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6016)

Intervient sur le sous-amendement n° 160 rectifié de M. Bernard Accoyer (assouplissement des mesures de vérification) à l'amendement n° 62 rectifié de la commission (p. 6016)

Intervient sur le sous-amendement n° 161 rectifié de M. Bernard Accoyer (motivation des décisions de rejet) à l'amendement n° 62 rectifié de la commission (p. 6016)

Intervient sur le sous-amendement n° 162 rectifié de M. Bernard Accoyer (décisions au cas par cas) à l'amendement n° 62 rectifié de la commission (p. 6016)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Bernard Accoyer (sécurité alimentaire) (p. 6017)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Germain Gengenwin (participation de la médecine du travail à la prévention) (p. 6017)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Jean-Luc Préel (participation de la médecine du travail à la prévention) (p. 6017)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Bernard Accoyer (usage du titre de psychothérapeute) (p. 6017)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Jean-Luc Préel (recrutement occasionnel sur contrat de praticiens hospitaliers) (p. 6018)

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Germain Gengenwin (régime local d'Alsace-Lorraine) (p. 6020)

Article 37 bis A (formation continue des médecins sur les démences séniles)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (de suppression) : adopté (p. 6020)

Après l'article 37 bis A

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Jean-Luc Préel (maladie d'Alzheimer) (p. 6021)

Article 37 bis (article L. 710-8 nouveau du code de la santé publique : création d'un groupement d'intérêt public pour la modernisation du système d'information hospitalier)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Claude Evin (compétence des chambres régionales des comptes) (p. 6021)

Article 37 ter (articles L. 712-1 et L. 712-3 du code de la santé publique : objectifs respectifs des schémas d'organisation sanitaire et de la carte sanitaire)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6022)

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6023)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6023)

Article 37 quater supprimé par le Sénat (article L. 712-2 du code de la santé publique : prise en compte des bassins de santé dans les zones sanitaires)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (bassins de santé) : adopté (p. 6023)

Article 37 quinquies supprimé par le Sénat (article L. 712-9 du code de la santé publique : dérogation à la carte sanitaire en faveur d'activités ou d'équipements matériels lourds)

Intervient sur l'amendement n° 102 de Mme Muguette Jacquaint (autorisation d'équipements lourds hospitaliers) (p. 6023)

Article 37 sexies supprimé par le Sénat (article L. 712-12-1 du code de la santé publique : transfert de clinique privée)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (transfert de cliniques privées) : adopté (p. 6024)

Article 37 decies (article L. 713-15 du code de la santé publique : adhésion des établissements sociaux aux syndicats interhospitaliers)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6024)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6024)

Article 37 quaterdecies A (article L. 595-1 du code de la santé publique : participation des pharmacies hospitalières aux fédérations médicales interhospitalières)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (de suppression) : adopté (p. 6024)

Article 37 quaterdecies B (validation de cotisations perçues par la MSA)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (de suppression) : rejeté (p. 6025)

Après l'article 37 quaterdecies B

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Marcel Rogemont (régime de retraite de l'ANPE) (p. 6026)

Article 37 quaterdecies supprimé par le Sénat (articles L. 714-1, L. 714-2, L. 714-4, L. 714-16 et L. 714-18 du code de la santé publique : création des établissements publics de santé interhospitaliers)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6026)

Article 37 quindecies (articles L. 714-3-1 et L. 714-3-2 du code de la santé publique : honoraires des praticiens exerçant une activité libérale)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (honoraires des praticiens exerçant une activité libérale à l'hôpital) : adopté (p. 6027)

Intervient sur le sous-amendement n° 166 de M. Bernard Accoyer (lettres clés facturées) à l'amendement n° 74 de la commission (p. 6027)

Intervient sur le sous-amendement n° 167 de M. Bernard Accoyer (perception des honoraires) à l'amendement n° 74 de la commission (p. 6027)

Article 37 sexdecies (article L. 716-2 du code de la santé publique : expérimentation en matière de

tarification à la pathologie dans les établissements de santé)

Soutient l'amendement n° 75 de la commission (tarification à la pathologie) : adopté (p. 6028)

Intervient sur le sous-amendement n° 168 de M. Bernard Accoyer (objectif national de dépenses de l'hospitalisation privée) à l'amendement n° 75 de la commission (p. 6028)

Article 37 septdecies supprimé par le Sénat (articles L. 162-5 et L. 162-5-12 nouveau du code de la sécurité sociale : formation médicale conventionnelle)

Soutient l'amendement n° 76 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6029)

Article 37 unvicies (article 3 de la loi n° 95-116 du 4 février 1995 et article L. 356 du code de la santé publique : médecins titulaires de diplômes extra-européens ou de nationalité extra-européenne)

Son amendement n° 201 soutenu par M. Jean Le Garrec (rédactionnel) : adopté (p. 6032)

Soutient l'amendement n° 80 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6032)

Intervient sur l'amendement n° 172 de M. Jean-Michel Dubernard (validation par la loi de financement) (p. 6032)

Soutient l'amendement n° 82 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6033)

Son amendement n° 202 rectifié soutenu par Mme Yvette Benayoun-Nakache (réfugiés, apatrides et bénéficiaires du droit d'asile) : adopté (p. 6033)

Intervient sur l'amendement n° 202 rectifié de M. Alfred Recours (réfugiés, apatrides et bénéficiaires du droit d'asile) (p. 6033)

Son amendement n° 203 (rédactionnel) : adopté (p. 6033)

Soutient l'amendement n° 83 rectifié de la commission (extension aux personnes ayant exercé pendant six ans une fonction hospitalière) : adopté (p. 6033)

Intervient sur le sous-amendement n° 103 de Mme Muguette Jacquaint (durée ramenée à trois ans) à l'amendement n° 83 rectifié de la commission (p. 6033)

Son amendement n° 204 rectifié soutenu par M. Marcel Rogemont (institution d'une commission de recours) (p. 6033) : adopté (p. 6034)

Intervient sur l'amendement n° 204 rectifié de M. Alfred Recours (institution d'une commission de recours) (p. 6034)

Intervient sur l'amendement n° 85 de la commission (p. 6035)

Article 37 duovicies (article 4 de la loi n° 95-116 du 4 février 1995 et article L. 514-1 du code de la santé publique : pharmaciens titulaires de diplômes extra-européens ou de nationalité extra-européenne)

Soutient l'amendement n° 87 de la commission (alignement de la situation des pharmaciens contractuels sur celle des médecins contractuels) : adopté (p. 6035)

Intervient sur l'amendement n° 88 de la commission (alignement de la situation des pharmaciens contractuels sur celle des médecins contractuels) (p. 6035)

Son amendement n° 205 rectifié (date butoir) : adopté (p. 6036)

Article 37 tervicies (interdiction de la prise en compte des résultats des études génétiques pour la décision d'attribuer une protection complémentaire)

Soutient l'amendement n° 89 rectifié de la commission (définition du champ de l'interdiction des tests génétiques) : adopté (p. 6036)

Article 37 sexvicies (articles L. 570, L. 571, L. 571-1, L. 572 et L. 573 du code de la santé publique, article 30 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 et article 26 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 : création, transfert et regroupement d'officines de pharmacie)

Soutient l'amendement n° 90 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6038)

Soutient l'amendement n° 91 de la commission (relèvement du seuil des quotas) : adopté (p. 6040)

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Jean-Pierre Baumler (régime spécial d'Alsace-Moselle) (p. 6040)

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. André Schneider (régime spécial d'Alsace-Moselle) (p. 6040)

Soutient l'amendement n° 92 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6041)

Son amendement n° 230 (création d'officine en milieu rural) : adopté (p. 6041)

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (rapport au Parlement) : adopté (p. 6041)

Article 37 tricies (article L. 794-6-1 nouveau du code de la santé publique : création de comités d'experts au sein de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments)

Soutient l'amendement n° 94 corrigé de la commission (nomination des experts) : adopté (p. 6042)

Article 37 duotricies (rapport au Parlement sur les comités consultatifs de protection des personnes dans la recherche biomédicale)

Soutient l'amendement n° 95 de la commission (de suppression) : adopté (p. 6042)

Après l'article 37 duotricies

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Jean-Luc Prél (rapport au Parlement sur la création d'un ordre des infirmiers) (p. 6042)

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Yves Bur (rapport au Parlement sur l'harmonisation des taux de remboursement) (p. 6042)

Article 37 tertricies (articles L. 122-1, L. 123-1, L. 123-3, L. 153-1, L. 381-12, L. 381-13, L. 381-15-1, L. 381-16, L. 381-17, L. 721-2, L. 721-8-1, L. 721-9 et L. 721-15-1 du code de la sécurité sociale : organisation de la caisse d'assurance vieillesse, invalidité et maladie des cultes)

Son intervention (p. 6043)

Article 38 (entrée en vigueur de la loi)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 6044)

Soutient l'amendement n° 206 de la commission (aide médicale de l'Etat) : adopté (p. 6044)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (Saint-Pierre-et-Miquelon) : adopté (p. 6044)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (Saint-Pierre-et-Miquelon) : adopté (p. 6044)

Intervient sur l'amendement n° 240 du Gouvernement (maintien de droits) (p. 6044)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. Bernard Accoyer (nouveau titre : "Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire et social, dont la création d'une couverture maladie universelle") (p. 6045)

Seconde délibération

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (modalités de paiement des professionnels de santé) (p. 6047)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6665, 6703)

Son intervention (p. 6665)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : décrets (p. 6666)

Professions de santé : pharmaciens (p. 6665)

Jean-Luc REITZER

*Haut-Rhin (3^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1130 relative à la déductibilité fiscale des frais réels de transports des engins motorisés [14 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1203 tendant à prendre en compte le temps du service national dans le calcul de la retraite [17 novembre 1998]

Proposition de loi n° 1346 relative au statut du bénévolat associatif [27 janvier 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 911, posée le 28 juin 1999. Industrie. Chimie (J.O. Questions p. 3877). Appelée le 29 juin 1999. Production de chlore, électrolyse à mercure, interdiction, conséquences (p. 6507)

Gérard REVOL

*Gard (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 mars 1999] (p. 3901)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Commerce extérieur. Importations. Enfants, travail, lutte et prévention [15 juin 1999] (p. 5823)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 523, posée le 7 décembre 1998. Enseignement supérieur. Professions de santé (J.O. Questions p. 6603). Appelée le 8 décembre 1998. Médecins, internat, réglementation (p. 10150)

n° 719, posée le 29 mars 1999. Energie et carburants. Energie nucléaire (J.O. Questions p. 1782). Appelée le 30 mars 1999. Personnel, durée du travail, réduction, application (p. 3002)

n° 921, posée le 28 juin 1999. Etablissements de santé. Carte sanitaire (J.O. Questions p. 3878). Appelée le 29 juin 1999. Maternités, Bagnols-sur-Cèze (p. 6506)

Marc REYMANN

*Bas-Rhin (2^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification d'une convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif (n° 1193) [25 novembre 1998]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la création de l'Université franco-allemande (n° 1423) [24 mars 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières (ensemble une déclaration) (n° 1662) [16 juin 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1193), autorisant la ratification d'une convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif [1^{er} avril 1999] (n° 1520)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n°

1423), autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la création de l'Université franco-allemande [28 avril 1999] (n° 1545)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1662), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières (ensemble une déclaration) [30 juin 1999] (n° 1756)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**

n° 517, posée le 30 novembre 1998. Papiers d'identité. Passeport (J.O. Questions p. 6457). Appelée le 1^{er} décembre 1998. Renouvellement, coût, conséquences, bi-nationaux (p. 9737)

n° 623, posée le 8 février 1999. Industrie. Textile et habillement (J.O. Questions p. 675). Appelée le 9 février 1999. Cotisations sociales, réduction, remboursement (p. 1053)

n° 835, posée le 24 mai 1999. Enseignement agricole. Ecoles vétérinaires (J.O. Questions p. 3018). Appelée le 25 mai 1999. Accès (p. 4803)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AFFAIRES ÉTRANGÈRES****Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)**

Son intervention (p. 7828)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : crédits (p. 7829)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 7829)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 7830)

Relations internationales (p. 7830)

INTÉRIEUR**Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145, 8181)**

Procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : Strasbourg (p. 8191)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 1999] (p. 2721) ; [24 mars 1999] (p. 2768)

Son intervention (p. 2775)

Thèmes :

Droit pénal : comparution immédiate (p. 2775)

Droit pénal : détention provisoire (p. 2775)

Droit pénal : détention provisoire : indemnisation (p. 2775)

Droit pénal : garde à vue (p. 2775)

Droit pénal : juge de la détention provisoire (p. 2775)

Justice : jugements : délais (p. 2775)

Justice : victimes (p. 2775)

Presse et livres : liberté de la presse (p. 2775)

Marie-Line REYNAUD

*Charente (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à organiser la lutte contre les termites (n° 923) [10 mars 1999]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi, adoptée avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 923), tendant à protéger les acquéreurs et propriétaires d'immeubles contre les termites et autres insectes xylophages [19 mai 1999] (n° 1606)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 923 tendant à organiser la lutte contre les termites

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [26 mai 1999] (p. 4907)

Son intervention (p. 4907)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : contrôle technique (p. 4909)

Communes : maires : compétences (p. 4909)

Départements : préfets : arrêtés (p. 4910)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dépenses afférentes à la résidence principale (p. 4909)

Outre-mer : Guadeloupe (p. 4907)

Outre-mer : La Réunion (p. 4907)

Propriété : immeubles : conditions de vente (p. 4909)

Propriété : immeubles : garanties des vices cachés (p. 4909)

Propriété : immeubles : protection (p. 4907)

Régions : Aquitaine (p. 4908)

Régions : Poitou-Charentes (p. 4908)

Alain RICHARD

Ministre de la défense

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Pierre Lellouche. Industrie. Construction aéronautique. Groupements européens [14 octobre 1998] (p. 6579)

M. Vincent Burroni. Industrie. Construction aéronautique. Aérospatiale et Matra, regroupement [28 octobre 1998] (p. 7515)

M. François Lamy. Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [2 février 1999] (p. 710)

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Défense. GIAT-Industries. Emploi et activité [3 février 1999] (p. 856)

- M. Alain Bocquet. Politique extérieure. Kosovo. Intervention militaire de l'OTAN, participation de la France [24 mars 1999] (p. 2761)
- M. Guy-Michel Chauveau. Politique extérieure. Kosovo. Intervention militaire de l'OTAN, participation de la France [24 mars 1999] (p. 2759)
- M. Jean-Michel Boucheron. Politique extérieure. Kosovo. Intervention militaire de l'OTAN, participation de la France [30 mars 1999] (p. 3020)
- M. Dominique Perben. Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [5 mai 1999] (p. 4076)
- M. Jacques Desallangre. Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [5 mai 1999] (p. 4071)
- M. Jean-Luc Warsmann. Gendarmerie. GPS. Création, Corse [11 mai 1999] (p. 4306)
- M. Yves Fromion. Gendarmerie. GPS. Création, Corse [18 mai 1999] (p. 4493)
- M. François Fillon. Défense. Politique de la défense. Perspectives [2 juin 1999] (p. 5279)
- M. Yann Galut. Industrie. Construction aéronautique. Politiques communautaires, restructuration [16 juin 1999] (p. 5943)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

- M. Arnaud Montebourg. Défense. Service national. Report d'incorporation, contentieux [24 novembre 1998] (p. 9396)
- M. Philippe Auberger. Gendarmerie. Restructuration. Effectifs de personnel [24 novembre 1998] (p. 9397)
- Mme Chantal Robin-Rodrigo. Industrie. Construction aéronautique. SOCAT, emploi et activité, Tarbes [26 janvier 1999] (p. 354)
- M. Jean Ueberschlag. Défense. Service national. Report d'incorporation, demandes, procédure [26 janvier 1999] (p. 351)
- M. Jean Auclair. Défense. Service national. Report d'incorporation [26 janvier 1999] (p. 350)
- M. Dominique Paillé. Union européenne. Elargissement. Chypre, attitude de la France [26 janvier 1999] (p. 355)
- M. Yves Nicolin. Défense. GIAT-Industries. Emploi et activité, Roanne [26 janvier 1999] (p. 353)
- M. Michel Hunault. Elevage. Chevaux de course. Entraîneurs, statut social et fiscal [2 février 1999] (p. 684)
- M. François Rochebloine. Défense. GIAT-Industries. Emploi et activité [2 février 1999] (p. 682)
- M. Jean-Paul Chanteguet. Gendarmerie. Délocalisations. Centre administratif de la gendarmerie nationale, implantation au Blanc, maintien [9 mars 1999] (p. 2131)
- M. Jean-Louis Fousseret. Transports ferroviaires. TGV Rhin Rhône. Desserte de Besançon [4 mai 1999] (p. 3916)

- M. Robert Galley. Enseignement supérieur. Universités. Unité de formation et de recherche (UFR) de psychologie clinique, locaux, Paris VII [4 mai 1999] (p. 3915)
- M. Jean-François Chossy. Défense. GIAT-Industries. Emploi et activité, Saint-Etienne [4 mai 1999] (p. 3914)
- M. Alain Veyret. Transports ferroviaires. TGV. Ligne Bordeaux Toulouse, construction [4 mai 1999] (p. 3917)
- M. Jean-Claude Mignon. Sécurité publique. Police et gendarmerie. Restructuration, délais, Perthes-en-Gâtinais [4 mai 1999] (p. 3913)
- M. Arnaud Montebourg. Politique extérieure. Djibouti. Election présidentielle, attitude de la France [1^{er} juin 1999] (p. 5158)
- M. Jean-Yves Le Drian. Défense. Armement. Frégate Horizon, construction [1^{er} juin 1999] (p. 5157)
- M. Raymond Douyère. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Police, effectifs de personnel, Le Mans [25 mai 1999] (p. 4797)
- M. André Schneider. Défense. Service national. Report d'incorporation [25 mai 1999] (p. 4796)
- M. Nicolas Dupont-Aignan. Police. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Essonne [25 mai 1999] (p. 4797)
- M. Vincent Burroni. Industrie. Construction aéronautique. Eurocopter, emploi et activité [1^{er} juin 1999] (p. 5159)
- M. Jean-Noël Kerdraon. Défense. Arsenaux. Direction des constructions navales (DCN), emploi et activité, Brest [8 juin 1999] (p. 5460)
- M. Bernard Cazeneuve. Défense. Arsenaux. Direction des constructions navales (DCN), écoles de formation technique, emploi et activité, Cherbourg [8 juin 1999] (p. 5461)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

- M. Jacques Godfrain : regrette le détournement de procédure sur un sujet qui mérite beaucoup plus de méditation [6 novembre 1998] (p. 8289, 8290)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Ses interventions (p. 8259, 8266 et 8273)

Ses réponses (p. 8291 à 8310)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de terre (p. 8277)
 Défense : armes nucléaires (p. 8280)
 Défense : avions (p. 8281)
 Défense : crédits (p. 8276, 8277, 8280)
 Défense : Direction des chantiers navals (p. 8278, 8284)
 Défense : entreprises (p. 8281 à 8283)
 Défense : GIAT-Industries (p. 8283)
 Défense : hélicoptères (p. 8281)
 Défense : loi de programmation militaire : professionnalisation (p. 8273, 8279)
 Défense : médecine militaire (p. 8278, 8279)
 Défense : missiles (p. 8282)
 Défense : porte-avions (p. 8280, 8281)
 Défense : réserves (p. 8279)
 Espace (p. 8281)
 Gendarmerie (p. 8278, 8280)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 8274, 8275)
 Organisations internationales : Union de l'Europe occidentale (UEO) (p. 8274, 8275)
 Recherche (p. 8282)
 Relations internationales (p. 8275, 8276)

Réponses aux questions :

Communes : Marseille : sécurité publique (p. 8290) (M. Yves Nicolin) (p. 8290)
 Défense : Direction des chantiers navals (p. 8293) (M. Jacques Le Nay) (p. 8293)
 Défense : Direction des chantiers navals (p. 8297) (M. Jean-Noël Kerdraon) (p. 8296)
 Défense : Direction des chantiers navals (p. 8304) (M. Jean-Claude Viollet) (p. 8303, 8304)
 Défense : Direction des chantiers navals (p. 8305) (M. Charles Cova) (p. 8304)
 Défense : Direction des chantiers navals (p. 8307) (M. Robert Gaïa) (p. 8307)
 Défense : Direction des chantiers navals (p. 8310) (M. Richard Cazenave) (p. 8309, 8310)
 Défense : entreprises (p. 8296) (M. Yves Fromion) (p. 8295)
 Défense : entreprises (p. 8303) (M. Michel Dasseux) (p. 8303)
 Défense : entreprises (p. 8306, 8307) (M. Claude Lanfranca) (p. 8306)
 Défense : entreprises (p. 8308) (M. Pierre Ducout) (p. 8308)
 Défense : GIAT-Industries (p. 8292) (M. Yves Nicolin) (p. 8291, 8292)

Défense : GIAT-Industries (p. 8292, 8293) (M. François Rochebloine) (p. 8292)

Défense : GIAT-Industries (p. 8295) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 8294, 8295)

Défense : GIAT-Industries (p. 8306) (M. Gérard Lindeperg) (p. 8305)

Défense : GIAT-Industries (p. 8309) (M. Yann Galut) (p. 8309)

Défense : marine : Rochefort (p. 8298, 8299) (M. Bernard Grasset) (p. 8298)

Défense : marine : Rochefort (p. 8301, 8302) (M. Didier Quentin) (p. 8301)

Défense : réserves (p. 8298) (Mme Nicole Feidt) (p. 8297)

Défense : service national (p. 8300) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 8300)

Gendarmerie : crédits : Yonne (p. 8294) (M. Philippe Auberger) (p. 8293, 8294)

Gendarmerie : gendarmerie mobile (p. 8302) (M. André Vauchez) (p. 8302)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : calcul des pensions (p. 8299) (M. Charles Cova) (p. 8299)

Vote des crédits [6 novembre 1998] (p. 8310)

Article 47 (mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires des services militaires)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Michel Voisin (réduction des crédits) (p. 8311)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Michel Voisin (réduction des crédits) (p. 8311)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Michel Voisin (réduction des crédits) (p. 8312)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Michel Voisin (réduction des crédits) (p. 8312)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Michel Voisin (réduction des crédits destinés à la direction générale à l'armement) (p. 8312)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Michel Voisin (réduction des crédits) (p. 8313)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Michel Voisin (réduction des crédits ouverts au titre des opérations intéressant divers organismes internationaux et Etats étrangers) (p. 8313)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Michel Voisin (réduction des crédits relatifs aux frais de déplacement) (p. 8314)

Titre V

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Yves Cochet (réduction des crédits) (p. 8317)

Projet de loi n° 1618 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6740)

Son intervention (p. 6740)

Son interruption (p. 6751)

Sa réponse (p. 6752)

Thèmes :

Défense : loi de programmation militaire (p. 6741, 6752)

Défense : médecine militaire (p. 6742)

Défense : professionnalisation (p. 6740, 6742)

Défense : réserves (p. 6741, 6752)

Défense : service national (p. 6740, 6741)

Gendarmerie (p. 6741, 6742)

Projet de loi n° 677 portant réforme du code de justice militaire

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [30 juin 1999] (p. 6782)

Son intervention (p. 6782)

Thèmes :

Défense : armée : droits de la défense (p. 6783)

Défense : secret défense (p. 6783)

Droit pénal : code de procédure pénale (p. 6783)

Droit pénal : détention provisoire (p. 6783)

Justice : justice militaire : juge d'instruction (p. 6783)

Discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6787)

Article 2 (article 2 du code de justice militaire : droit applicable devant le tribunal aux armées de Paris)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (équivalences fonctionnelles entre les juridictions de droit commun et le tribunal aux armées de Paris) (p. 6787)

Article 3 (article 4 du code de justice militaire : organisation du tribunal aux armées et cour d'appel compétente)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (institution, hors du territoire de la République, de chambres détachées au tribunal aux armées de Paris, uniquement pour le jugement des contraventions et des délits) (p. 6787)

Article 5 (article 6 du code de justice militaire : composition du tribunal aux armées)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (composition des formations de jugement du tribunal aux armées) (p. 6788)

Article 27 bis (article 205 du code de justice militaire : composition du tribunal aux armées pour le jugement des crimes)

Intervient sur l'amendement n° 4 rectifié de la commission (de conséquence) (p. 6790)

Article 46 (article 698-2 du code de procédure pénale : mise en mouvement de l'action publique par la partie lésée - avis du ministre de la défense)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (de suppression) (p. 6792)

Jean RIGAL

*Aveyron (2^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 15 décembre 1998] (p. 18859)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 15 décembre 1998] (p. 18858)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etablissements de santé. Sécurité sanitaire. Perspectives [13 octobre 1998] (p. 6465)

Consommation. Sécurité des produits. Produits alimentaires [9 juin 1999] (p. 5603)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 748, posée le 26 avril 1999. Personnes âgées. Dépendance (J.O. Questions p. 2413). Appelée le 27 avril 1999. Prestation spécifique (p. 3602)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

**Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057,
8067)**

Son intervention (p. 8063)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 8064)

Aménagement du territoire : villes (p. 8064)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 8064)

Union européenne : fonds structurels (p. 8064)

**Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité
en matière de dommages consécutifs à l'exploitation
minière et à la prévention des risques miniers après
la fin de l'exploitation**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [16 mars 1999]
(p. 2421)**

Son intervention (p. 2431)

Thèmes :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 2432)

Mines et carrières : pollution et nuisances : indemnisation (p. 2432)

Mines et carrières : titres miniers : responsabilité civile (p. 2432)

**Proposition de résolution n° 1646 sur les
propositions de directives relatives aux chemins de
fer communautaires (COM (98) 0480 final/n° E
1163)****Avant la discussion de l'article unique [16 juin 1999]
(p. 5915)**

Son intervention (p. 5921)

Thème :

Politiques communautaires : directives : transports ferroviaires (p. 5921, 5922)

Jean RIGAUD

*Rhône (5^{ème} circonscription)
Démodatré libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocraté libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Patrick RIMBERT

*Loire-Atlantique (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [J.O. du 7 avril 1999] (p. 5145)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [J.O. du 7 avril 1999] (p. 5145)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Entreprises. Délais de paiement. Paiement interentreprises, PME (Petites et moyennes entreprises) [1^{er} décembre 1998] (p. 9753)

Politique extérieure. Algérie. Relations bilatérales, développement [22 juin 1999] (p. 6273)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Son intervention (p. 7897)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : contrats de ville (p. 7898)

Aménagement du territoire : politique de la ville : simplifications administratives (p. 7898)

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 7898)

Logement : HLM (p. 7898)

Union européenne : Fonds social européen (FSE) : politique de la ville (p. 7898)

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8017, 8039)

Son intervention (p. 8044)

Thèmes avant la procédure des questions :

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8044)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 8044)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 8044)

Procédure des questions :

Logement : Union d'économie sociale (p. 8056)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)

Son intervention (p. 8952)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives (p. 8952)

Formation professionnelle (p. 8952)

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 8953)

Impôts et taxes : politique fiscale : commerce et artisanat (p. 8952)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 8952)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70) ; [20 janvier 1999] (p. 130, 160)

Son intervention (p. 87)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 181)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 87, 88)

Aménagement du territoire : villes (p. 182)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 87)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 489 de M. Jean Proriol (choix stratégiques pour les sept prochaines années) (p. 261)

Après l'article 8

Soutient l'amendement n° 689 rectifié de M. Philippe Duron (création d'une délégation parlementaire à l'aménagement du territoire et au développement durable du territoire dans chaque assemblée) : adopté (p. 426)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Son amendement n° 723 rectifié (rapport au Parlement dans les trois ans) : retiré ; repris par M. Patrick Ollier : rejeté (p. 466)

Son amendement n° 724 (coordination des schémas assurée par l'Etat) : retiré (p. 432) ; repris par M. Michel Bouvard : adopté (p. 433)

Intervient sur l'amendement n° 266 de la commission (schémas de services collectifs soumis au Parlement dans un projet de loi) (p. 437)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs culturels)

Son sous-amendement n° 1092 soutenu par M. Yvon Abiven (langues minoritaires) à l'amendement n° 291 de la commission (promotion et diffusion de la langue française, sauvegarde et transmission des langues régionales) (p. 485) : adopté (p. 486)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Intervient sur l'amendement n° 1218 du Gouvernement (maintien des établissements de proximité et respect du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 504)

Son amendement n° 732 (mise en réseau des établissements de santé autour des hôpitaux publics) : adopté après modifications (p. 507)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Intervient sur l'amendement n° 554 de M. Jean-Claude Lenoir (de suppression) (p. 826)

Intervient sur l'amendement n° 785 de M. François Sauvadet (de suppression) (p. 826)

Intervient sur l'amendement n° 991 de M. Gérard Voisin (de suppression) (p. 826)

Après l'article 21

Son amendement n° 739 (maintien du fonctionnement des services publics en milieu rural) : rejeté (p. 858)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Son intervention (p. 865)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039, 4081)

Son intervention (p. 4081)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 4107)

Thèmes :

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 4082)

Collectivités territoriales : compétences : départements (p. 4082)

Coopération intercommunale : agglomérations nouvelles (p. 4081)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4081)

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081) ; [6 mai 1999] (p. 4193, 4243)

Article 6 (article 34 ter de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : Conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Son sous-amendement n° 195 (représentation de l'agglomération la plus importante de chaque département) à l'amendement n° 16 de la commission (suppression du collège consultatif) : adopté (p. 4132)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs culturels)

Intervient sur le sous-amendement n° 131 de M. Yves Coussain (renforcement de la politique d'intégration) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission (contenu du schéma) (p. 4144)

Intervient sur le sous-amendement n° 219 rectifié du Gouvernement (renforcement de la politique d'intégration) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission (p. 4144)

Article 34 ter (article L. 1511-2-1 du code général des collectivités territoriales : comités d'expansion et agences de développement économique)

Intervient sur le sous-amendement n° 216 de M. Serge Poignant (rédactionnel) à l'amendement n° 83 de la commission (rôle des comités de bassin d'emploi, des comités d'expansion et des agences de développement économique) (p. 4254)

Soutient le sous-amendement n° 235 de M. Christian Bataille (rédactionnel) à l'amendement n° 83 de la commission : adopté (p. 4254)

Article 44 (fonds communs de placement de proximité)

Intervient sur l'amendement n° 94 de la commission (de suppression) (p. 4262)

Seconde délibération

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : présence des services publics sur le territoire et création des maisons des services publics)

Intervient sur l'amendement n° 5 du Gouvernement (non remboursement des charges et rémunérations) (p. 4273)

Explications de vote et vote [11 mai 1999] (p. 4313)

Ses explications de vote (p. 4317)

Vote pour du groupe socialiste (p. 4318)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2556)

Thèmes :

Aménagement du territoire : espace rural (p. 2556)

Union européenne : euro (p. 2556)

Union européenne : fonds structurels (p. 2556)

Michèle RIVASI

*Drôme (1^{ère} circonscription)
Apparentée au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 25 mars 1999] (p. 4491)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 27 mars 1999] (p. 4605)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1349 relative à la prévention et au contrôle de la prolifération de l'algue *Caulerpa taxifolia* (valh) C. Agardh [27 janvier 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs. Déchets étrangers, traitement et stockage [28 octobre 1998] (p. 7514)

Energie et carburants. Energies renouvelables. Développement [22 juin 1999] (p. 6272)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 651, posée le 1^{er} mars 1999. Sang et organes humains. Organes humains (J.O. Questions p. 1128). Appelée le 2 mars 1999. Moelle osseuse, centre de prélèvement de l'hôpital de Valence, statut (p. 1838)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 248)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 248)

Energie et carburants : économies d'énergie (p. 249)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 248)

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 248)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 février 1999] (p. 1468, 1477) ; [17 février 1999] (p. 1559, 1593)

Son intervention (p. 1596)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité (p. 1597)

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 1597)

Jean ROATTA

*Bouches-du-Rhône (3^{ème} circonscription)
Démoderatie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Gilles de ROBIEN

*Somme (2^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Chantal ROBIN-RODRIGO

*Hautes-Pyrénées (3^{ème} circonscription)
Députés n'appartenant à aucun groupe
Radical, Citoyen et Vert*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 22 novembre 1998] (p. 17684)

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 2 décembre 1998] (p. 18184)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 24 novembre 1998] (p. 17746)

Membre de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 18 décembre 1998] (p. 19168)

Secrétaire de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19458)

Chargée d'une mission temporaire auprès de Mme la Ministre de l'emploi et de la solidarité et de M. le Ministre auprès de la ministre de l'emploi et de la solidarité, délégué à la ville et de Mme la Ministre de l'emploi et de la solidarité [J.O. du 6 mars 1999]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 juin 1999] (p. 8316)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 juin 1999] (p. 8316)

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Politique de la ville. Délinquance, lutte et prévention [2 décembre 1998] (p. 9891)

Défense. GIAT-Industries. Emploi et activité [3 février 1999] (p. 856)

Eau. Politique de l'eau. Perspectives [7 avril 1999] (p. 3364)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 588, posée le 25 janvier 1999. Industrie. Construction aéronautique (J.O. Questions p. 365). Appelée le 26 janvier 1999. SOCAT, emploi et activité, Tarbes (p. 354)

n° 660, posée le 8 mars 1999. Voirie. A 65 (J.O. Questions p. 1293). Appelée le 9 mars 1999. Liaison Langon Pau, construction (p. 2125)

n° 714, posée le 29 mars 1999. Postes. La Poste (J.O. Questions p. 1781). Appelée le 30 mars 1999. Lauréats de concours, affectation (p. 3003)

n° 819, posée le 24 mai 1999. Professions de santé. Chirurgiens (J.O. Questions p. 3017). Appelée le 25 mai 1999. Qualification, chirurgie plastique, réparatrice et esthétique (p. 4802)

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10524)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats : femmes (p. 10525)

Elections et référendums : femmes (p. 10524, 10525)

Femmes : égalité des sexes : partis et mouvements politiques (p. 10525)

Femmes : parité : Constitution (p. 10525)

Parlement : rôle : parité (p. 10525)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1247)

Son intervention (p. 1251)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 1251, 1252)

Femmes : parité (p. 1252)

Femmes : politique à l'égard des femmes : Parlement (p. 1252)

Déclaration du Gouvernement n° 1397 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur l'avenir du secteur bancaire et financier

[17 février 1999] (p. 1511)

Son intervention (p. 1535)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 1535)

Banques et établissements financiers : généralités (p. 1535)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 1535)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 1535)

Emploi : politique de l'emploi (p. 1535)

Impôts et taxes : revenus du travail et du capital (p. 1535)

Logement : aides et prêts : prêts d'accèsion à la propriété (PAP) (p. 1535)

Politique économique : croissance (p. 1535)

Union européenne : euro (p. 1535)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2151, 2177)

Son intervention (p. 2162)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2162, 2163)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 2162)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 2163)

Banques et établissements financiers : sécurité financière (p. 2163)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 2163)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5301)

Thèmes :

Gens du voyage : stationnement : communes (p. 5301, 5302)

Gens du voyage : stationnement : dotations de l'Etat (p. 5301, 5302)

Gens du voyage : stationnement : lois (p. 5301)

Gens du voyage : stationnement : préfets (p. 5301)

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son amendement n° 141 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (composition de la commission consultative - associations intervenant auprès des gens du voyage) (p. 6449) : rejeté (p. 6450)

François ROCHEBLOINE

Loire (3^{ème} circonscription)

Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur de la proposition de loi relative à l'assurance veuvage (n° 800) [20 janvier 1999]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [J.O. du 3 février 1999] (p. 1757)

Membre titulaire de la commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7402)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1133 visant à améliorer les modalités de financement des clubs sportifs professionnels [14 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1263 tendant à autoriser les associations sportives non professionnelles à vendre certaines boissons dans l'enceinte de la compétition [14 décembre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 800) de M. François Rochebloine relative à l'assurance veuvage [20 janvier 1999] (n° 1329)

Proposition de loi n° 1558 tendant à la reconnaissance de l'état de guerre en Algérie [28 avril 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Anciens combattants et victimes de guerre. Défense des intérêts moraux. Anciens combattants d'Afrique du Nord [27 octobre 1998] (p. 7394)

Politique extérieure. Turquie. Génocide arménien, reconnaissance, proposition de loi, inscription à l'ordre du jour [16 décembre 1998] (p. 10570)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 470, posée le 5 octobre 1998. Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraites (J.O. Questions p. 5339). Appelée le 6 octobre 1998. Salariés placés en congé de longue durée, Creusot-Loire-Industries (p. 5939)

n° 606, posée le 1^{er} février 1999. Défense. GIAT-Industries (J.O. Questions p. 513). Appelée le 2 février 1999. Emploi et activité (p. 682)

n° 747, posée le 5 avril 1999. Sécurité publique. Sapeurs-pompiers professionnels (J.O. Questions p. 1945). Appelée le 6 avril 1999. Revendications (p. 3270)

n° 905, posée le 21 juin 1999. Santé. Protection (J.O. Questions p. 3710). Appelée le 22 juin 1999. Cécité, éclipse solaire (p. 6257)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7025, 7053)

Procédure des questions :

Enseignement supérieur : personnel : professeurs : heures supplémentaires (p. 7067)

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207, 7257)

Procédure des questions :

Voirie : autoroutes (p. 7259)

Voirie : routes (p. 7269)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Son intervention (p. 8205)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : allocation de préparation à la retraite (p. 8205, 8206)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : carte du combattant (p. 8206)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : préretraites (p. 8206)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 8205)

Anciens combattants et victimes de guerre : rapport constant (p. 8206)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 8206)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Procédure des questions :

Défense : GIAT-Industries (p. 8292)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10379, 10395)

Son intervention (p. 10403)

Thèmes :

Sécurité routière : accidents : drogue (p. 10403)

Sécurité routière : alcoolémie : jeunes (p. 10403)

Sécurité routière : limitations de vitesse (p. 10403)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 10404)

Sécurité routière : permis de conduire : personnes âgées (p. 10404)

Sécurité routière : signalisation (p. 10403)

Sécurité routière : voiturettes : permis de conduire (p. 10404)

Voirie : routes : sécurité routière (p. 10404)

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10411)

Article 1er (article L. 11-6 du code de la route : formation spécifique pour les conducteurs novices auteurs d'infractions)

Son intervention (p. 10411)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 37 rectifié de M. Patrick Delnatte (initiation au secourisme pour les candidats au permis de conduire) (p. 10414)

Intervient sur l'amendement n° 71 rectifié de M. André Aschieri (initiation au secourisme pour les candidats au permis de conduire) (p. 10414)

Après l'article 3

Reprend l'amendement n° 51 de M. Jacques Fleury (attribution aux auto-écoles des places à l'examen du permis de conduire en fonction du volume d'heures d'enseignement effectuées) (p. 10421) : rejeté (p. 10422)

Article 5 (article L. 4-1 nouveau du code de la route : création d'un délit en cas de récidive de dépassement de la vitesse autorisée égal ou supérieur à 50 km/h)

Son intervention (p. 10427)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. François d'Aubert (de suppression) (p. 10429)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Jean-Claude Lemoine (de suppression) (p. 10429)

Avant l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Jean-Claude Lemoine (examen médical tous les 5 ans pour les conducteurs âgés de plus de soixante-dix ans) (p. 10436)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Pierre Micaux (examen médical tous les 5 ans pour les conducteurs âgés de plus de soixante-quinze ans) (p. 10436)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 85 de Mme Dominique Gillot (équipement des bornes d'appel d'urgence des autoroutes permettant leur usage par les sourds et les malentendants) (p. 10446)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Procédure d'examen simplifiée [11 mai 1999] (p. 4322)

Son intervention (p. 4331)

Thèmes :

Sécurité routière : alcoolémie : discothèques (p. 4332)

Sécurité routière : contraventions : responsabilité (p. 4331, 4332)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 4331)

Sécurité routière : vélos (p. 4332)

Voirie : routes : sécurité routière (p. 4332)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 4332)

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10346)

Article 1er (assujettissement à la "contribution Delalande" des ruptures des contrats de travail de salariés de plus de cinquante ans ayant adhéré à une convention de conversion)

Son intervention (p. 10346)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Article 15 bis A (vente de boissons alcoolisées dans les enceintes sportives)

Son intervention (p. 10980)

Son sous-amendement n° 43 (dérogations supplémentaires dans les communes de moins de 20 000 habitants) à l'amendement n° 15 de la commission (augmentation du nombre de dérogations annuelles) : rejeté (p. 10988)

Proposition de loi n° 800 relative à l'assurance veuvage

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 560)

Son intervention (p. 560)

Son intervention (p. 570)

Thèmes :

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 561)

Retraites : généralités : pensions de réversion (p. 560, 562)

Sécurité sociale : assurance personnelle : veufs et veuves (p. 560 à 564, 570, 571)

Sécurité sociale : assurance vieillesse (p. 561, 562, 570, 571)

Projet de loi n° 1321 autorisant l'approbation du cinquième protocole (services financiers) annexé à l'accord général sur le commerce des services

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [28 janvier 1999] (p. 576)

Son intervention (p. 579)

Thème :

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : services financiers (p. 579)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 580)

Son intervention (p. 588)

Thèmes :

Professions de santé : secret médical (p. 588)

Sports : Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD) (p. 589)

Sports : dopage : généralités (p. 589)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 593)

Après l'article 17

Son amendement n° 29 (extinction des procédures disciplinaires) : retiré (p. 608)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5711)

Son intervention (p. 5718)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 5718)

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs (p. 5720)

Défense : appelés : guerre d'Algérie (p. 5719)

Défense : armée : rôle et missions (p. 5719)

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5724)

Article 1er (article L. 1er bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre : reconnaissance par la République française d'un droit à réparation au titre de la guerre d'Algérie)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Maxime Gremetz (introduction de la notion de "combat en Tunisie et au Maroc") (p. 5727)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Maxime Gremetz (inscription sur les stèles, plaques commémoratives et monuments aux morts de l'expression "combats de Tunisie, Maroc et guerre d'Algérie") (p. 5728)

Article 4 (article L. 401 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre : accès aux emplois réservés pour les membres des forces suppléatives françaises au titre de la guerre d'Algérie)

Son intervention (p. 5730)

Ses explications de vote (p. 5732)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 5733)

Projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5740)

Son intervention (p. 5749)

Thèmes :

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 5749)

Politiques communautaires : développement des régions : Dom-Tom (p. 5750)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : justice (p. 5749, 5750)

Travail : coût : Dom-Tom (p. 5750)

Projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 juin 1999] (p. 5740)

Discussion générale commune du projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1174 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1175 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, du projet de loi n° 1176 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer et du projet de loi n° 1623 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (voir DOM-TOM 1173)

Discussion de l'article unique [10 juin 1999] (p. 5759)

Après l'article unique

Soutient l'amendement n° 23 de M. Henry Jean-Baptiste (harmonisation des dates des élections cantonales de Mayotte avec celles de métropole) : adopté (p. 5761)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6059)

Son intervention (p. 6067)

Thèmes :

Jeunes : politique à l'égard des jeunes : sportifs professionnels (p. 6068)

Sports : associations et clubs : bourses de valeurs (p. 6068)

Sports : associations et clubs : droit communautaire (p. 6068, 6069)

Sports : associations et clubs : sociétés anonymes (SA) (p. 6067)

Sports : manifestations sportives : TVA (p. 6068)

Alain RODET

*Haute-Vienne (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Rapporteur du projet de loi portant prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1243) [2 décembre 1998]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7404)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 6 : Aménagement du territoire et environnement (aménagement du territoire) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 1243) portant prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance [9 décembre 1998] (n° 1254)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 613, posée le 8 février 1999. Industrie. Travail des métaux (J.O. Questions p. 673). Appelée le 9 février 1999. Péchiney, emploi et activité, Le Palais-sur-Vienne (p. 1061)

n° 756, posée le 26 avril 1999. Produits dangereux. Radon (J.O. Questions p. 2414). Appelée le

27 avril 1999. Exposition, lutte et prévention, réglementation (p. 3605)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057, 8067)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8057)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 8057, 8058)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 8057, 8058)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 8058)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 8058)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 8058)

Projet de loi n° 1243 portant prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 décembre 1998] (p. 10572)

Son intervention (p. 10573)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 10573, 10574)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 10573)

Discussion de l'article unique [16 décembre 1998] (p. 10580)

Article unique

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Germain Gengenwin (prorogation des mandats jusqu'au 1er décembre 1999) (p. 10581)

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (prorogation des mandats jusqu'au 1er novembre 1999) (p. 10581)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Aloyse Warhouver (mise en conformité des statuts des caisses d'épargne) (p. 10581)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Aloyse Warhouver (limitation des restructurations des caisses d'épargne) (p. 10582)

Déclaration du Gouvernement n° 1397 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur l'avenir du secteur bancaire et financier

[17 février 1999] (p. 1511)

Son intervention (p. 1536)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 1536)

Banques et établissements financiers : Crédit foncier (p. 1536)

Banques et établissements financiers : généralités (p. 1536)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 1536)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 1536)

Banques et établissements financiers : Société générale (p. 1536)

Union européenne : euro (p. 1536)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2151, 2177)

Son intervention (p. 2179)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 2179)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2179, 2180)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : personnel (p. 2179)

Banques et établissements financiers : Crédit foncier (p. 2179)

Banques et établissements financiers : épargne populaire (p. 2180)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 2180)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 2179, 2180)

Logement : logement social (p. 2180)

Marcel ROGEMONT

*Ille-et-Vilaine (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur de la proposition de loi visant à étendre aux centres de soins infirmiers gérés par la Mutualité sociale agricole la subvention prévue à l'article L. 162-32 du code de la sécurité sociale (n° 766) [4 novembre 1998]

Membre titulaire du conseil d'administration de la Fondation du patrimoine [J.O. du 2 décembre 1998] (p. 18185)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le fonctionnement du groupement mutualiste éligible aux règles fixées par le code de la Mutualité (n° 1156) [3 décembre 1998]

Rapporteur du projet de loi relatif à l'archéologie préventive (n° 1575) [27 mai 1999]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle [J.O. du 4 juin 1999] (p. 8274)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, (n° 766) visant à étendre aux centres de soins infirmiers gérés par la Mutualité sociale agricole la subvention prévue à l'article L. 162-32 du code de la sécurité sociale [17 novembre 1998] (n° 1200)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de résolution (n° 1156) de M. Dominique Paillé tendant à créer une commission d'enquête sur le fonctionnement du groupement mutualiste éligible

aux règles fixées par le code de la mutualité [16 décembre 1998] (n° 1273)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Affiliation. Couverture maladie universelle, application [5 mai 1999] (p. 4079)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 509, posée le 30 novembre 1998. Handicapés. Autistes (J.O. Questions p. 6456). Appelée le 1^{er} décembre 1998. Structures d'accueil, création, Ille-et-Vilaine (p. 9721)

n° 720, posée le 29 mars 1999. TVA. Suppression (J.O. Questions p. 1782). Appelée le 30 mars 1999. Terrains à bâtir, application (p. 3005)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Son intervention (p. 5884)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 5885)

Agriculture : salariés agricoles (p. 5884)

Retraites : régime agricole (p. 5885)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Examen du fascicule [21 octobre 1998] (p. 7077)

Son intervention (p. 7084)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : intermittents (p. 7085)

Culture : crédits (p. 7084)

Culture : langues régionales (p. 7086)

Fonctionnaires et agents publics : vacataires (p. 7085)

Patrimoine culturel : archéologie (p. 7086)

Proposition de loi n° 766 visant à étendre aux centres de soins infirmiers gérés par la Mutualité sociale agricole la subvention prévue à l'article L. 162-32 du code de la sécurité sociale

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'adoption simplifiée [19 novembre 1998] (p. 9262)

Son intervention (p. 9262)

Thèmes :

Etablissements de santé : centres de santé (p. 9262)

Etablissements de santé : centres de soins infirmiers (p. 9262, 9263)

Santé : accès aux soins : soins et maintien à domicile (p. 9262, 9263)

Santé : politique de la santé : mutualité sociale agricole (p. 9262)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 56 (article 1648 A du code général des impôts - fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)

Son intervention (p. 1351)

Intervient sur l'amendement n° 540 rectifié de M. Pierre Méhaignerie (application aux seules communautés urbaines du prélèvement forfaitaire substitué, à compter de la date de publication de la loi, au mécanisme d'écrêtement du produit de la taxe professionnelle) (p. 1355)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 avril 1999] (p. 3648, 3658) ; [28 avril 1999] (p. 3706, 3738)

Son intervention (p. 3718)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3718)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3719)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : Fonds d'action sociale (p. 3719)

Politique sociale : aide médicale gratuite (p. 3720)

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ; [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 1er (création d'une couverture maladie universelle et d'une protection complémentaire avec dispense d'avance de frais pour les plus démunis)

Son intervention (p. 3757)

Article 13 (article 38 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion : transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Son intervention (p. 3808)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Son intervention (p. 3833)

Article 21 (articles 6-1 et 6-2 nouveaux et 9 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 : prolongation de la couverture des bénéficiaires de la CMU couverts par un organisme complémentaire)

Son intervention (p. 3869)

Article 33 (articles L. 161-31 et L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale : définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie)

Son intervention (p. 3898)

Soutient l'amendement n° 406 de M. Jean Le Garrec (sécurité des données médicales) : adopté (p. 3951)

Article 34 (articles L. 474-2, L. 474-3 et L. 447-1 nouveaux du code de la santé publique : statut des infirmiers de secteur psychiatrique)

Son intervention (p. 3956)

Article 37 (traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention)

Son intervention (p. 3978)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (statut des praticiens adjoints contractuels) (p. 4018)

Son amendement n° 460 : retiré (p. 4021)

Ses explications de vote (p. 4028)

Vote pour du groupe socialiste (p. 4028)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5862, 5870)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 5872)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 5876)

Son intervention (p. 5887)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 5896)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 5872, 5876)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : généralités (p. 5896)

Professions de santé : chirurgiens dentistes : étudiants (p. 5888)

Professions de santé : médecins : étrangers (p. 5888)

Santé : sida (p. 5888)

Discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5897) ; [16 juin 1999] (p. 5956, 5999)

Article 13 précédemment réservé (transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Son intervention (p. 5983)

Intervient sur le sous-amendement n° 246 de M. Charles de Courson (périodes de référence) à l'amendement n° 214 du Gouvernement (calcul de la contribution nette des collectivités territoriales) (p. 5992)

Intervient sur le sous-amendement n° 245 de M. Charles de Courson (aide sociale légale) à l'amendement n° 214 du Gouvernement (p. 5992)

Article 34 bis (vérification de compétences des aides opératoires)

Intervient sur l'amendement n° 244 du Gouvernement (titularisation après examen de certaines catégories d'aides-soignants) (p. 6012)

Article 37 bis (article L. 710-8 nouveau du code de la santé publique : création d'un groupement d'intérêt public pour la modernisation du système d'information hospitalier)

Soutient l'amendement n° 229 de M. Claude Evin (compétence des chambres régionales des comptes) : adopté (p. 6021)

Après l'article 37 quaterdecies B

Son amendement n° 207 (régime de retraite de l'ANPE) : retiré (p. 6026)

Article 37 unicies (article 3 de la loi n° 95-116 du 4 février 1995 et article L. 356 du code de la santé publique : médecins titulaires de diplômes extra-européens ou de nationalité extra-européenne)

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (préparation des diplômes) (p. 6031)

Soutient l'amendement n° 81 rectifié de la commission (saisine pour avis de la commission) : adopté (p. 6032)

Soutient l'amendement n° 204 rectifié de M. Alfred Recours (institution d'une commission de recours) : adopté (p. 6034)

Intervient sur l'amendement n° 85 de la commission (p. 6035)

Ses explications de vote (p. 6048)

Vote pour du groupe socialiste (p. 6048)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6665, 6703)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 6677)

Son intervention (p. 6707)

Thèmes :

Santé : accès aux soins : égalité sociale (p. 6677)

Santé : accès aux soins : égalité sociale (p. 6707, 6708)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6709)

Soutient l'amendement n° 174 de M. Yves Bur (médecins titulaires de diplômes extra-européens) : rejeté (p. 6737)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852) ; [26 mai 1999] (p. 4974, 4987) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Pierre-Christophe Baguet (représentation des associations familiales) (p. 4726)

Article 26 (article 34 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services par câble)

Son amendement n° 494 rectifié (critères de présentation de la première proposition de services) : adopté (p. 5030)

Intervient sur l'amendement n° 582 de M. Noël Mamère (critères de présentation de la première proposition de services) (p. 5030)

Après l'article 27

Soutient l'amendement n° 124 rectifié de la commission (contrats passés par les communes pour l'exploitation par des tiers d'un service local de télévision) : adopté (p. 5070)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 131 de la commission (raccordements en matière de câbles et antennes) (p. 5091)

Intervient sur l'amendement n° 141 de la commission des finances (raccordements en matière de câbles et antennes) (p. 5091)

Son amendement n° 495 (raccordements en matière de câbles et antennes) : retiré après rectification (p. 5091)

Intervient sur l'amendement n° 452 de M. Laurent Dominati (raccordements en matière de câbles et antennes) (p. 5091)

Intervient sur l'amendement n° 385 de M. Olivier de Chazeaux (raccordements en matière de câbles et antennes) (p. 5091)

Bernard ROMAN

*Nord (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux polices municipales [J.O. du 5 mars 1999] (p. 3342)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale [J.O. du 20 mai 1999] (p. 7464)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur :

I - le projet de loi organique, modifié par le Sénat (n° 1157), relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux ;

II - le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1158), relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et fonctions électives [17 février 1999] (n° 1400)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Presse et livres. Presse régionale. Concentration [4 novembre 1998] (p. 8033)

Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [11 mai 1999] (p. 4304)

Politique économique. Croissance. Bilan et perspectives [15 juin 1999] (p. 5817)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 473, posée le 5 octobre 1998. Enseignement supérieur. Instituts Universitaires de Formation des Maîtres (IUFM) (J.O. Questions p. 5340). Appelée le 6 octobre 1998. Locaux, rénovation, aides de l'Etat (p. 5926)

n° 515, posée le 30 novembre 1998. Sécurité publique. Services départementaux d'incendie et de secours (J.O. Questions p. 6457). Appelée le 1^{er} décembre 1998. Présidents et vice-présidents, indemnité de fonction (p. 9736)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Répond au rappel au règlement de M. Jacques Brunhes : indique qu'il demandera une seconde délibération [4 mars 1999] (p. 2079)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 8352)

Thème :

Assemblée nationale : question préalable (p. 8352)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 8452)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10538)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats (p. 10538)

Elections et référendums : modes de scrutin : femmes (p. 10538, 10539)

Elections et référendums : modes de scrutin : représentation proportionnelle (p. 10538)

Politique générale : démocratie : femmes (p. 10538, 10539)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 996)

Thèmes :

Aménagement du territoire : villes : croissance (p. 996)

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 996)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : coopération intercommunale (p. 996)

Communes (p. 996)

Coopération intercommunale : communautés urbaines (p. 996)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 997)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Gilles Carrez (communauté pouvant ne pas être d'un seul tenant et comporter des enclaves) (p. 1017)

Soutient l'amendement n° 307 de M. Jean-Marie Bockel (territoire présentant une continuité urbaine ne pouvant comporter plus d'une communauté d'agglomération sauf en région Ile-de-France) : adopté (p. 1025)

Article L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales : le conseil de la communauté d'agglomération

Intervient sur le sous-amendement n° 588 de M. Michel Vaxès (impossibilité pour une commune de détenir la moitié des sièges ou plus), rectifié (suppression des termes "ou plus") à l'amendement n° 59 rectifié de la commission (à défaut d'accord entre les communes, attribution d'un siège à chaque commune et répartition des sièges restants à la proportionnelle) (p. 1031)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales

Intervient sur l'amendement n° 72 rectifié de la commission (extension de la compétence de la communauté aux réseaux d'équipements et d'établissements culturels, socio-culturels, socio-éducatifs et sportifs) (p. 1100)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (participation de la communauté urbaine à l'élaboration, à la signature et à l'exécution du contrat de plan) (p. 1101)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Michel Bouvard (de coordination) (p. 1102)

Intervient sur l'amendement n° 324 de M. Marc Laffineur (de coordination) (p. 1102)

Intervient sur l'amendement n° 460 de M. Marc-Philippe Daubresse (de coordination) (p. 1102)

Intervient sur l'amendement n° 368 de M. Gérard Voisin (de coordination) (p. 1102)

Intervient sur l'amendement n° 461 de M. Marc-Philippe Daubresse (de coordination) (p. 1102)

Soutient l'amendement n° 76 de la commission (de coordination) : retiré (p. 1104)

Article 4 (article L. 5215-20 bis du code général des collectivités territoriales - cas des communautés urbaines existantes)

Soutient l'amendement n° 79 de la commission (participation de la communauté à l'élaboration et à l'exécution du contrat de plan, plan de communauté et aménagement du territoire) : adopté (p. 1109)

Article 8 précédemment réservé (article L. 5215-10 du code général des collectivités territoriales - élection des délégués du conseil de la communauté urbaine)

Intervient sur l'amendement n° 609 de M. Gérard Gouzes (nouvelle rédaction de l'article organisant la désignation lors des élections municipales des délégués des communes de plus de 3 500 habitants au conseil des communautés urbaines) (p. 1129)

Article 64 (article L. 1615-6 du code général des collectivités territoriales - fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée)

Son amendement n° 596 (extension aux communautés urbaines à taxe professionnelle unique du versement de l'attribution du fonds l'année suivant l'investissement) : retiré (p. 1383)

Son amendement n° 582 (extension aux districts se transformant en communautés urbaines à taxe professionnelle unique des dispositions du paragraphe III de l'article instituant l'attribution progressive des versements du fonds l'année suivant l'investissement) : retiré (p. 1383)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Son intervention (p. 1994)

Son intervention (p. 2017)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences (p. 1995)

Elections et référendums : cumul des mandats (p. 1995)

Elections et référendums : cumul des mandats : coopération intercommunale (p. 1995)

Elections et référendums : cumul des mandats : femmes (p. 1995)

Elections et référendums : cumul des mandats : jeunes (p. 1995)

Elections et référendums : cumul des mandats : Parti socialiste (p. 1996)

Elections et référendums : élus : responsabilité pénale (p. 2017)

Elections et référendums : statut des élus (p. 1995, 2017)

Parlement : parlementaires : maires

Parlement : Sénat : cumul des mandats (p. 1994)

Politique générale : institutions : réforme (p. 1994 à 1996)

Discussion des articles [3 mars 1999] (p. 2018) ; [4 mars 1999] (p. 2067)

Article 1er (incompatibilité entre un mandat parlementaire national et européen)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2019)

Article 1er bis supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec la qualité de membre du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2019)

Article 1er ter supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec la fonction de juge des tribunaux de commerce)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2019)

Article 2 (interdiction du cumul d'un mandat de parlementaire avec une fonction exécutive locale ou plus d'un mandat local)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2023)

Intervient sur le sous-amendement n° 47 de M. François Goulard (cumul avec le mandat de maire) à l'amendement n° 11 de la commission (p. 2022)

Intervient sur le sous-amendement n° 48 de M. François Goulard (cumul avec le mandat de maire d'une commune de moins de 100 000 habitants) à l'amendement n° 11 de la commission (p. 2023)

Intervient sur le sous-amendement n° 49 de M. François Goulard (cumul avec la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre de moins de 20 000 habitants) à l'amendement n° 11 de la commission (p. 2023)

Intervient sur le sous-amendement n° 50 de M. François Goulard (non prise en compte dans les mandats de celui de maire d'une commune de moins de 3 500 habitants) à l'amendement n° 11 de la commission (p. 2023)

Intervient sur l'amendement n° 6 corrigé de M. Pierre Albertini (cumul avec la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 2023)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Hervé Morin (incompatibilité du mandat de député avec ceux d'adjoint au maire d'une commune de plus de 100 000 habitants, de maire d'une commune de plus de 10 000 habitants et de président de conseil général ou régional) (p. 2023)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. François Goulard (incompatibilité du mandat de député avec un emploi relevant de la catégorie A de la fonction publique) (p. 2024)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Hervé Morin (incompatibilité du mandat de député avec un emploi dans la fonction publique à compter de la réélection du parlementaire) (p. 2024)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Hervé Morin (incompatibilité du mandat de député avec un emploi dans la fonction publique sauf pour les ministres des cultes dans les départements d'Alsace-Moselle) (p. 2024)

Article 2 bis supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec les fonctions de membre de cabinet du Président de la République ou d'un cabinet ministériel)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2024)

Article 2 ter supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec la qualité de membre du directoire de la Banque centrale européenne et de membre de la Commission européenne)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2025)

Article 2 quater supprimé par le Sénat (missions confiées à un parlementaire)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2025)

Article 2 quinquies supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec la fonction de membre du bureau d'une chambre consulaire ou d'une chambre d'agriculture)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2027)

Intervient sur le sous-amendement n° 46 de M. François Goulard (incompatibilité limitée à la présidence d'une chambre consulaire) à l'amendement n° 15 de la commission (p. 2027)

Intervient sur le sous-amendement n° 52 de M. Pierre Albertini (incompatibilité limitée à la présidence d'une chambre consulaire) à l'amendement n° 15 de la commission (p. 2027)

Article 2 sexies supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec des fonctions de dirigeant dans certaines sociétés)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2027)

Article 2 septies supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec des fonctions de dirigeant dans certaines sociétés)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2028)

Article 2 octies supprimé par le Sénat (interdiction faite à un parlementaire d'exercer une fonction de direction ou de conseil dans une société énumérée à l'article L.O. 146)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2028)

Article 2 décies supprimé par le Sénat (limitation pour les parlementaires de l'exercice de la profession d'avocat)

Intervient sur l'amendement n° 35 corrigé de M. Hervé Morin (interdiction faite à l'avocat élu député d'accomplir directement ou indirectement tout acte de sa profession) (p. 2029)

Article 3 (incompatibilité constituée le jour de l'élection parlementaire)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture pour le paragraphe II) : adopté (p. 2029)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture pour le paragraphe III) : adopté (p. 2029)

Article 4 (incompatibilité constituée pendant le mandat parlementaire)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2030)

Intervient sur le sous-amendement n° 51 de M. François Goulard (possibilité de démissionner du mandat acquis en dernier lieu) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 2030)

Article 4 bis supprimé par le Sénat (âge d'éligibilité des sénateurs)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2032)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Philippe Vuilque (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2032)

Après l'article 4 bis

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (éligibilité à 18 ans dans toutes les assemblées des territoires d'outre-mer) : adopté (p. 2032)

Article 6 (incompatibilités applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2067)

Article 7 (incompatibilités applicables à Mayotte)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2067)

Article 8 (assimilation du mandat de conseiller territorial de la Polynésie française au mandat de conseiller général)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2068)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2068)

Après l'article 8

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2068)

Article 8 bis (assimilation des fonctions de président du gouvernement et de membre du gouvernement de la Polynésie française à celles de président du conseil général)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2068)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2068)

Article 8 ter (assimilation du mandat de membre de l'assemblée territoriale des îles de Wallis-et-Futuna au mandat de conseiller général)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2069)

Après l'article 8 ter

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (harmonisation des incompatibilités applicables aux élus de l'assemblée territoriale de Wallis-et-Futuna) : adopté (p. 2069)

Article 8 quater (assimilation du mandat de membre d'une assemblée de province de Nouvelle-Calédonie au mandat de conseiller général)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2069)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 32 rectifié de M. Pierre Albertini (incompatibilité de la qualité de membre du

Conseil économique et social avec le mandat de député ou de représentant au Parlement européen) (p. 2070)

Article 10 (dispositions transitoires)

Soutient l'amendement n° 27 rectifié de la commission (entrée en vigueur de la loi à la date du prochain renouvellement général de l'Assemblée nationale) : adopté (p. 2070)

Titre

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture - "Projet de loi organique relatif à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions et à leurs conditions d'exercice") : adopté (p. 2070)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 1157 relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux (Elections et référendums 828) et du projet de loi n° 1158 relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et fonctions électives (Voir Elections et référendums 827)

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2073)

Article 1er A supprimé par le Sénat (conditions de l'éligibilité)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Hervé Morin (éligibilité entre 23 ans et moins de 72 ans révolus) (p. 2076)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Philippe Vuilque (rétablissement de l'article - éligibilité à 18 ans) (p. 2076)

Article 1er (limitation du cumul des mandats électoraux)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2077)

Intervient sur le sous-amendement n° 82 de M. François Goulard (non prise en compte du mandat de conseiller municipal d'une commune de moins de 3 500 habitants) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 2077)

Intervient sur le sous-amendement n° 93 de M. Christian Estrosi (non prise en compte du mandat de conseiller municipal d'une commune de moins de

3 500 habitants) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 2077)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Hervé Morin (incompatibilité des mandats de conseiller général et de conseiller régional) (p. 2078)

Article 2 bis supprimé par le Sénat (incompatibilité entre les mandats locaux et la fonction de membre du bureau d'un organisme consulaire)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modifications (p. 2079)

Intervient sur le sous-amendement n° 98 corrigé de M. Pierre Albertini (incompatibilité limitée à la présidence d'un organisme consulaire) à l'amendement n° 20 de la commission (p. 2079)

Intervient sur le sous-amendement n° 90 de M. François Goulard (incompatibilité limitée aux chambres d'agriculture) à l'amendement n° 20 de la commission (p. 2079)

Intervient sur le sous-amendement n° 91 de M. François Goulard (incompatibilité limitée aux chambres de commerce et des métiers) à l'amendement n° 20 de la commission (p. 2079)

Répond au rappel au règlement de M. Jacques Brunhes (cf. supra) [4 mars 1999] (p. 2079)

Article 2 quater supprimé par le Sénat (inéligibilité applicable à certaines fonctions)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2080)

Article 2 quinquies supprimé par le Sénat (éligibilité des conseillers régionaux)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2080)

Article 3 (incompatibilités applicables aux fonctions de maire et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale)

Soutient l'amendement n° 24 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et non prise en compte de la qualité de membre de l'assemblée délibérante d'un établissement public de coopération intercommunale non doté d'une fiscalité propre) : adopté (p. 2082)

Intervient sur le sous-amendement n° 92 de M. Christian Estrosi (limitation de l'incompatibilité aux maires des communes de plus de 3 500 habitants) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission (p. 2082)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Pierre Albertini (saisissabilité des indemnités de fonction des élus locaux) (p. 2083)

Article 3 bis supprimé par le Sénat (interdiction faite à un maire démissionnaire pour cause d'incompatibilité de bénéficiaire d'une délégation)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2084)

Article 3 ter supprimé par le Sénat (extension des dispositions relatives au crédit d'heures)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2084)

Article 3 quater supprimé par le Sénat (extension des dispositions relatives au crédit d'heures)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2084)

Article 3 quinquies supprimé par le Sénat (extension des dispositions relatives à la suspension du contrat de travail)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2085)

Article 3 sexes supprimé par le Sénat (revalorisation des indemnités des maires)

Soutient l'amendement n° 29 rectifié de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2088)

Article 4 (incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil général)

Soutient l'amendement n° 30 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2088)

Intervient sur le sous-amendement n° 94 de M. Christian Estrosi (incompatibilité avec le mandat de maire d'une commune de plus de 3 500 habitants) à l'amendement n° 30 rectifié de la commission (p. 2088)

Intervient sur le sous-amendement n° 84 de M. François Goulard (libre choix du mandat dont démissionne l'élu en situation de cumul) à l'amendement n° 30 rectifié de la commission (p. 2088)

Article 4 bis supprimé par le Sénat (interdiction faite à un président du conseil général démissionnaire pour cause d'incompatibilité de bénéficiaire d'une délégation)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par

l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2089)

Article 5 (incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil régional)

Soutient l'amendement n° 32 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2089)

Article 5 bis supprimé par le Sénat (interdiction faite à un président du conseil régional démissionnaire pour cause d'incompatibilité de bénéficiaire d'une délégation)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2090)

Avant l'article 7

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (éligibilité à 18 ans des ressortissants de l'Union européenne se présentant en France aux élections européennes) : adopté (p. 2090)

Article 8 (incompatibilité entre les mandats électoraux et les fonctions électives)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2091)

Intervient sur le sous-amendement n° 86 de M. François Goulard (de coordination) à l'amendement n° 34 de la commission (p. 2091)

Intervient sur le sous-amendement n° 88 de M. François Goulard (suppression des incompatibilités relatives à des mandats locaux) à l'amendement n° 34 de la commission (p. 2091)

Intervient sur le sous-amendement n° 87 de M. François Goulard (suppression de l'incompatibilité avec le mandat de maire) à l'amendement n° 34 de la commission (p. 2091)

Intervient sur le sous-amendement n° 96 de M. Christian Estrosi (de coordination) à l'amendement n° 34 de la commission (p. 2091)

Intervient sur le sous-amendement n° 89 de M. François Goulard (de coordination) à l'amendement n° 34 de la commission (p. 2091)

Article 9 (incompatibilités applicables au remplaçant)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2091)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Pierre Albertini (suppression des droits à l'avancement et à la retraite des militaires pendant la durée de leur mandat) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires de l'Etat) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires des collectivités territoriales) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires des hôpitaux) (p. 2095)

Article 11 (incompatibilités applicables aux maires de la Polynésie française)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2095)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (prise en compte du mandat de maire d'une commune de moins de 3 500 habitants) : adopté (p. 2095)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2095)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2096)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (de précision) : adopté (p. 2096)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (application à la Polynésie française des dispositions relatives au crédit d'heures des conseillers municipaux et à la non attribution de délégation à un maire démissionnaire pour cause de cumul) : adopté (p. 2096)

Article 11 bis (incompatibilités applicables aux maires de la Nouvelle-Calédonie)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (d'harmonisation rédactionnelle) : adopté (p. 2097)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2097)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2097)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2097)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2097)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2097)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2097)

Article 12 (incompatibilités applicables dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2098)

Soutient l'amendement n° 38 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 2098)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2098)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2098)

Soutient l'amendement n° 75 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2098)

Soutient l'amendement n° 76 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2098)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2098)

Soutient l'amendement n° 78 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2098)

Soutient l'amendement n° 79 de la commission (de coordination) : adopté (p. 2099)

Après l'article 12

Soutient l'amendement n° 80 rectifié de la commission (application à Saint-Pierre-et-Miquelon des dispositions relatives au crédit d'heures des conseillers municipaux et à la non attribution de délégation à un maire démissionnaire pour cause de cumul) : adopté (p. 2099)

Après l'article 13

Soutient l'amendement n° 81 de la commission (application à Mayotte des dispositions adoptées sur le régime électoral des maires et le statut de l'élu) : adopté (p. 2100)

Intervient sur l'amendement n° 97 du Gouvernement (revalorisation des indemnités des maires de Mayotte) (p. 2101)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Pierre Albertini (création d'une commission chargée d'examiner les conditions d'exercice des fonctions et des mandats des élus locaux) (p. 2102)

Titre

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : "projet de loi relatif à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives et à leurs conditions d'exercice") : adopté (p. 2102)

Seconde délibération

Article 2 bis (incompatibilité entre les mandats locaux et la fonction de membre du bureau d'une chambre d'agriculture)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (extension aux chambres de commerce et de métiers) : adopté (p. 2103)

Yves ROME

*Oise (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Gilbert ROSEAU

*Hérault (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 décembre 1998] (p. 18238)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 décembre 1998] (p. 18238)

José ROSSI

*Corse-du-Sud (1^{ère} circonscription)
Démodatée libérale et indépendants
Président du groupe Démocratée libérale et indépendants*

Nommé président du groupe Démocratée libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

S'inscrit au groupe Démocratée libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 26 février 1999] (p. 2996)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 février 1999] (p. 2996)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1999] (p. 4917)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1999] (p. 4917)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1140 visant à créer une commission d'enquête sur les modalités de gestion des personnels enseignants de l'enseignement secondaire [19 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1298 relative à la représentativité des organisations syndicales en Corse [22 décembre 1998]

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics [17 février 1999]

Proposition de loi n° 1513 relative à l'actionnariat des salariés [31 mars 1999]

Proposition de résolution n° 1577 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité) [5 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Perspectives [7 octobre 1998] (p. 6038)

Femmes. Egalité des sexes. Fonctions électives, projet de loi constitutionnelle [9 décembre 1998] (p. 10234)

Travail. Durée du travail. Réduction, application, bilan [17 février 1999] (p. 1551)

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [28 avril 1999] (p. 3693)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Condamne les décisions du Président Fabius de retirer la parole à M. Jean-Claude Lenoire application de l'article 54, alinéa 6 du Règlement et son refus de lui donner la parole pour un rappel au Règlement [7 novembre 1998] (p. 8359)

Condamne la clôture de la discussion sur l'article intervenant après que la parole eut été retirée à M. Jean-Claude Lenoire sur la question préalable et estime que les droits de l'opposition et du Parlement ne sont pas respectés [8 novembre 1998] (p. 8456)

Condamne les qualificatifs appliqués par le Premier ministre à Mme Christine Boutin lors de la séance des questions au Gouvernement [2 décembre 1998] (p. 9897)

S'indigne et élève au nom du groupe Démocratie libérale et Indépendants les plus vives protestations sur les propos tenus par le ministre de l'intérieur lors de sa réponse à la question de M. Moyne-Bressan sur

la Corse et notamment sa phrase : "Je vous ferai, Monsieur le député, rentrer vos propos dans la gorge" [4 mai 1999] (p. 3948)

S'indigne d'être mis personnellement en cause à chaque fois que le dossier douloureux de l'incendie d'une paillote est évoqué ; rappelle que Mme la Garde des sceaux a déclaré que l'autorisation de reconstruire la paillote avait été donnée par le préfet de Corse ; souhaite qu'il soit pris acte du fait qu'à aucun moment il n'est intervenu pour demander que la paillote soit reconstruite [12 mai 1999] (p. 4425)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Sa question préalable (p. 5833) soutenue par M. Philippe Vasseur : rejetée (p. 5843)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380, 3403)

Son exception d'irrecevabilité (p. 3381) soutenue par M. Philippe Vasseur : rejetée (p. 3390)

Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1998] (p. 6241, 6281)

Son exception d'irrecevabilité (p. 6256) soutenue par M. Jean-François Mattei : adoptée (p. 6281)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1998] (p. 6484, 6507) ; [14 octobre 1998] (p. 6551, 6584, 6613)

Sa motion de renvoi en commission (p. 6628) soutenue par M. Marc Laffineur : rejetée (p. 6637)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre

1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Article 14 (modification des règles de territorialité en matière de droits de mutation à titre gratuit)

Son intervention (p. 6783)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 14 corrigé de la commission (rétablissement des sanctions en cas de défaut de déclaration des successions en Corse) (p. 6795)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son amendement n° 218 (revalorisation du plafond du quotient familial) : rejeté (p. 10613)

Après l'article 2

Son amendement n° 219 (fixation d'un plafond de 24 000 F pour l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) : rejeté (p. 10615)

Après l'article 14

Son amendement n° 222 (fixation du taux normal de la TVA à 20 %) : rejeté (p. 10631)

Article 14 ter (rétablissement des sanctions en cas de défaut de déclaration des successions en Corse)

Son intervention (p. 10633)

Son amendement n° 227 (suppression du paragraphe II) : rejeté (p. 10640)

Article 14 quater (réactivation de la commission mixte créée par la loi du 13 mai 1991 portant statut de la collectivité territoriale de Corse)

Son amendement n° 221 (réduction à six mois du délai de présentation du rapport de la commission mixte au Parlement) : rejeté (p. 10641)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7361, 7399, 7430) ; [28 octobre 1998] (p. 7470)

Sa motion de renvoi en commission (p. 7477) soutenue par M. François Goulard : rejetée (p. 7487)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Sa question préalable (p. 8325) soutenue par M. Jean-Claude Lenoir : rejetée (p. 8353)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son rappel au règlement (cf. supra) [8 novembre 1998] (p. 8456)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3034, 3057)

Sa question préalable (p. 3057) soutenue par M. Dominique Dord : rejetée (p. 3068)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5499, 5521)

Sa motion de renvoi en commission (p. 5541) soutenue par M. François Goulard : rejetée (p. 5550)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9265, 9309, 9320)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 9269)

Sa question préalable (p. 9309) soutenue par M. Pascal Clément : rejetée (p. 9315)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 9314)

Son intervention (p. 9324)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 9314, 9325)

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 9270, 9324 à 9326)

Etat : Nation (p. 9324)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste (p. 9269)

Régions : budget (p. 9270, 9315, 9325, 9326)

Régions : compétences (p. 9314)

Régions : conseillers régionaux : durée des mandats (p. 9325)

Régions : présidents de conseil régional (p. 9314, 9325)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9329)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 26 (réforme de l'institution régionale et élection du président de la région au suffrage universel direct) : retiré (p. 9331)

Article 1er (article L. 336 du code électoral - durée du mandat des conseillers régionaux)

Son amendement n° 27 (de suppression) : rejeté (p. 9333)

Article 2 (article L. 337 du code électoral - effectifs des conseils régionaux)

Son amendement n° 28 (de suppression) : rejeté (p. 9334)

Article 3 (article L. 338 du code électoral - mode de scrutin des élections régionales)

Son amendement n° 29 (de suppression) : rejeté (p. 9338)

Soutient l'amendement n° 58 de M. Pascal Clément (élections des conseillers régionaux au scrutin uninominal majoritaire à deux tours dans les départements) : retiré (p. 9338)

Soutient l'amendement n° 59 de M. Pascal Clément (scrutin de liste à un tour dans la région avec prime majoritaire de 50 %) : retiré (p. 9339)

Article 4 (article L. 346 du code électoral - composition et conditions de présentation des listes)

Son amendement n° 31 rectifié (participation au second tour des deux seules listes arrivées en tête au premier tour et possibilité de fusion avec des listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés) : rejeté (p. 9342)

Article 15 (article L. 364 du code électoral - durée du mandat des conseillers à l'Assemblée de Corse)

Son amendement n° 42 (de suppression) : rejeté (p. 9345)

Article 16 (article L. 366 du code électoral - mode de scrutin pour l'élection de l'Assemblée de Corse)

Son amendement n° 100 rectifié (maintien du seuil de 5 % des suffrages exprimés pour l'obtention de sièges) : adopté (p. 9346)

Article 21 (article L. 4311-1 du code général des collectivités territoriales - modalités de vote du budget de la région)

Son intervention (p. 9348)

Son amendement n° 48 (de suppression) : rejeté (p. 9350)

Article 22 (article L. 4311-1-1 du code général des collectivités territoriales - procédure particulière d'adoption des budgets régionaux)

Son amendement n° 50 (de suppression) : rejeté (p. 9353)

Article 22 bis (article L. 4133-4 du code général des collectivités territoriales - publicité des réunions de la commission permanente)

Son amendement n° 51 (de suppression) : rejeté (p. 9355)

Soutient l'amendement n° 79 de M. Pascal Clément (de suppression) : rejeté (p. 9355)

Article 22 ter (article L. 4133-8 du code général des collectivités territoriales - composition du bureau)

Son sous-amendement n° 98 (suppression de la référence aux membres de la commission permanente) à l'amendement n° 16 de la commission (de précision) : retiré (p. 9355)

Article 24 (entrée en vigueur de la loi)

Son sous-amendement n° 99 (exclusion de la collectivité territoriale de Corse du dispositif de vote bloqué sur les délibérations budgétaires prévu par l'article 21) à l'amendement n° 18 de la commission (nouvelle rédaction de l'article précisant ses dispositions) : adopté (p. 9357)

Ses explications de vote (p. 9358)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 9358, 9359)

Proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (9276)

Son intervention (p. 9284)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 9284)

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 9285)

Enfants : droits de l'enfant (p. 9284)

Enfants : médiateur (p. 9284, 9285)
 Etat : Médiateur de la République (p. 9284, 9285)
 Pays étrangers (p. 9284)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9285)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 31 (institution d'un délégué général à l'enfance auprès du médiateur de la République) : rejeté (p. 9287)

Article 1er (saisine du médiateur des enfants)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Bernard Birsinger (saisine par des associations) (p. 9291)

Après l'article 2

Son amendement n° 32 (immunité du médiateur des enfants) : rejeté (p. 9292)

Article 7 (délégués départementaux)

Son amendement n° 34 : devenu sans objet (p. 9294)

Après l'article 8

Son amendement n° 33 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (concours des ministres et des autorités publiques à l'action du médiateur des enfants) (p. 9294) : rejeté (p. 9295)

Ses explications de vote (p. 9296)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 9296)

Proposition de loi n° 1069 visant à interdire l'achat par les établissements scolaires et les collectivités locales des fournitures fabriquées par des enfants dans les pays où les droits de l'enfant ne sont pas respectés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9298)

Son intervention (p. 9305)

Thèmes :

Assemblée nationale : Parlement des enfants : propositions de loi (p. 9306)

Enfants : travail : généralités (p. 9305)

Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) : enfants (p. 9305)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9308)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 3 (enseignement spécifique des droits de l'enfant en cours d'éducation civique) : rejeté (p. 9308)

Abstention du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 9306)

Proposition de loi organique n° 1151 modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 1998] (p. 9363)

Son intervention (p. 9377)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : rétroactivité des lois (p. 9379)

Etat (p. 9378, 9379)

Justice : Conseil d'Etat : rétroactivité des lois (p. 9379)

Lois : rétroactivité des lois : Gouvernement (p. 9377 à 9379)

Lois : rétroactivité des lois : pays étrangers (p. 9378)

Union européenne : Cour de justice : rétroactivité des lois (p. 9379)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10016)

Son exception d'irrecevabilité (p. 10021) soutenue par M. Francis Delattre : rejetée (p. 10026)

Proposition de résolution n° 770 tendant à créer une commission d'enquête pour faire la lumière sur les agissements et l'objet du groupement de fait dit "Département Protection Sécurité"

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10274)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 10281)

Son intervention (p. 10284)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 10281, 10284, 10285)

Assemblée nationale : rôle et missions (p. 10286)

Droit pénal (p. 10281, 10284, 10285)

Partis et mouvements politiques : Front national : Gouvernement (p. 10285)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 10285)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70) ; [20 janvier 1999] (p. 130, 160)

Son exception d'irrecevabilité (p. 56) soutenue par M. Philippe Vasseur : rejetée (p. 69)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039, 4081)

Sa motion de renvoi en commission (p. 4101) soutenue par M. Jean-Claude Lenoir : rejetée (p. 4108)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 février 1999] (p. 1468, 1477) ; [17 février 1999] (p. 1559, 1593)

Son exception d'irrecevabilité (p. 1488) soutenue par M. François Goulard : rejetée (p. 1498)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2151, 2177)

Sa question préalable (p. 2159) soutenue par M. Gilbert Gantier : rejetée (p. 2162)

Déclaration du Gouvernement n° 1542 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo

[27 avril 1999] (p. 3621)

Son intervention (p. 3636)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 3636)

Etrangers : réfugiés : accueil par des particuliers (p. 3637)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3637)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3636 à 3638)

Pays étrangers : Albanie (p. 3638)

Pays étrangers : Bosnie (p. 3636, 3638)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 3636, 3637)

Politiques communautaires : aides communautaires (p. 3637, 3638)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 avril 1999] (p. 3648, 3658) ; [28 avril 1999] (p. 3706, 3738)

Sa question préalable (p. 3675) soutenue par M. Jean-François Mattei : rejetée (p. 3686)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5862, 5870)

Son exception d'irrecevabilité (p. 5870) soutenue par M. François Goulard : rejetée (p. 5873)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6665, 6703)

Sa question préalable (p. 6680) soutenue par M. François Goulard : rejetée (p. 6685)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501, 4532) ; [19 mai 1999] (p. 4596)

Sa question préalable (p. 4522) soutenue par M. Laurent Dominati : rejetée (p. 4536)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6274, 6295) ; [23 juin 1999] (p. 6373)

Sa motion de renvoi en commission (p. 6379) soutenue par M. Claude Goasguen : rejetée (p. 6388)

Yvette ROUDY

*Calvados (3^{ème} circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Représentante titulaire de la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 6 novembre 1998] (p. 16819)

Cesse d'appartenir au délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 6 novembre 1998] (p. 16820)

Membre de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 18 décembre 1998] (p. 19168)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Esotérisme. Sectes. Eglise de scientologie, dossier, disparition, palais de justice, Paris [10 novembre 1998] (p. 8704)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 610, posée le 8 février 1999. Industrie. Machines et équipements (J.O. Questions p. 673). Appelée le 9 février 1999. Moulinex, emploi et activité, Falaise (p. 1051)

n° 861, posée le 7 juin 1999. Consommation. Non appelée (J.O. Questions p. 3356)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Estime que Mme Christine Boutin ne peut déposer d'amendements au nom du groupe "Oser la famille", celui-ci n'étant pas enregistré à l'Assemblée nationale [31 mars 1999] (p. 3130)

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10532)

Thèmes :

Femmes : parité : Conseil constitutionnel (p. 10533)

Femmes : parité : Constitution (p. 10532)

Femmes : parité : histoire (p. 10532, 10533)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1437)

Son intervention (p. 1460)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : femmes (p. 1460)

Femmes : égalité des sexes : lois (p. 1460)

Parlement : Sénat : parité (p. 1460)

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2225)

Son intervention (p. 2234)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 2234)

Femmes : parité : cultes (p. 2234)

Femmes : parité : histoire (p. 2234)

Femmes : politique à l'égard des femmes : ministères et secrétariats d'État (p. 2235)

Partis et mouvements politiques : financement public : femmes (p. 2234)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1258)

Son intervention (p. 1259)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Son rappel au règlement (cf. supra) [31 mars 1999] (p. 3130)

Jean ROUGER

*Charente-Maritime (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre titulaire de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages [J.O. du 26 mars 1999] (p. 4554)

Rapporteur de la proposition de loi rectifiée relative à la création d'un Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC) (n° 1516) [29 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2603)

Son intervention (p. 2610)

Thèmes :

Secteur public : grève (p. 2610, 2611)

Secteur public : service minimum (p. 2611)

Transports aériens : Air France (p. 2610, 2611)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 2611)

Transports urbains : RATP (p. 2610)

Travail : droit de grève (p. 2610, 2611)

Vote contre du groupe socialiste (p. 2611)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4159)

Son intervention (p. 4181)

Thèmes :

Santé : soins palliatifs : accès aux soins (p. 4181)

Santé : soins palliatifs : bénévolat (p. 4181)

Santé : soins palliatifs : enseignement (p. 4181)

René ROUQUET

*Val-de-Marne (9^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Secrétaire de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers. Traitement, Ile-de-France [9 mars 1999] (p. 2141)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)*Procédure des questions :*

Système pénitentiaire : établissements : Fleury Mérogis (p. 8862)

Ségolène ROYAL

Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement**RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE*

Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont. Enseignement supérieur. Instituts Universitaires de Formation des Maîtres (IUFM). Concours, nombre de postes offerts [1^{er} décembre 1998] (p. 9745)

M. Georges Tron. Enseignement. Zone d'Education Prioritaire (ZEP). Classement, Epinay-sous-Sénart [9 décembre 1998] (p. 10237)

M. Bernard Birsinger. Enseignement. Médecine scolaire et universitaire. Effectifs de personnel, infirmières, Parlement des enfants, proposition de loi, inscription à l'ordre du jour [9 décembre 1998] (p. 10233)

M. Jean-Pierre Baeumler. Enseignement secondaire. Collèges. Réforme [16 décembre 1998] (p. 10568)

M. Christian Bataille. Enseignement maternel et primaire. Fermetures de classes. Perspectives [26 janvier 1999] (p. 363)

M. Jean-Pierre Michel. Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Haute-Saône [27 janvier 1999] (p. 455)

M. Charles Ehrmann. Enseignement maternel et primaire : personnel. Directeurs d'école. Exercice de la profession, sanctions disciplinaires, Montluçon [25 mai 1999] (p. 4815)

M. Jean-Pierre Baeumler. Enseignement secondaire. Collèges. Réforme [25 mai 1999] (p. 4813)

Mme Bernadette Isaac-Sibille. Enseignement privé. Etablissements sous contrat. Ouverture de classes, réglementation [29 juin 1999] (p. 6537)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Gilbert Meyer. Enseignement maternel et primaire. Elèves. Fonds social, création [24 novembre 1998] (p. 9411)

Mme Danielle Bousquet. Grandes écoles. Classes préparatoires. Professeurs, rémunérations [24 novembre 1998] (p. 9412)

M. Christian Bataille. Enseignement. Zone d'éducation prioritaire (ZEP). Maintien, Nord [15 décembre 1998] (p. 10459)

Mme Françoise de Panafieu. Enseignement secondaire. Lycées. Fermeture, lycée Stéphane-Mallarmé, Paris, XVII^{ème} arrondissement [26 janvier 1999] (p. 336)

M. Jean-Louis Idiart. Fonction publique territoriale. Filière sportive. Educateurs des activités physiques et sportives, exercice de la profession, enseignement maternel et primaire [26 janvier 1999] (p. 336)

Mme Yvette Benayoun-Nakache. Retraites : fonctionnaires civils et militaires. Montant des pensions. Péréquation catégorielle, enseignement technique et professionnel [26 janvier 1999] (p. 335)

Mme Dominique Gillot. Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Val-d'Oise [2 février 1999] (p. 674)

M. Philippe Douste-Blazy. Grandes écoles. Classes préparatoires. Perspectives [9 février 1999] (p. 1066)

M. Claude Jacquot. Enseignement maternel et primaire. Ecoles. Structures d'accueil, zones rurales [9 février 1999] (p. 1066)

M. Antoine Carré. Consommation. Protection des consommateurs. Produits alimentaires, transport, utilisation de bacs en plastique, réglementation [9 février 1999] (p. 1068)

M. Serge Blisko. Enseignement secondaire. Fonctionnement. Dotation horaire, Paris [16 février 1999] (p. 1431)

M. Louis Mermaz. Enseignement secondaire. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Isère [16 février 1999] (p. 1429)

M. André Vauchez. Enseignement. Etablissements. Visites et sorties, sécurité [16 mars 1999] (p. 2394)

M. Jean Codognès. Enseignement : personnel. Vacataires. Rémunérations, paiement, délais [16 mars 1999] (p. 2395)

M. Christian Bourquin. Enseignement. Rythmes et vacances scolaires. Montpellier et Toulouse [16 mars 1999] (p. 2393)

M. Gérard Lindeperg. Ministères et secrétariats d'Etat. Education nationale et recherche : services extérieurs. Centres académiques de formation continue, statut [6 avril 1999] (p. 3267)

M. Yvon Abiven. Enseignement privé. Ecoles bilingues Diwan. Financement [6 avril 1999] (p. 3268)

M. Henri Cuq. Enseignement. Zone d'éducation prioritaire (ZEP). Financement, Les Mureaux [27 avril 1999] (p. 3596)

M. Claude Gaillard. Enseignement. Organisation. Enfants malades [27 avril 1999] (p. 3597)

M. François Liberti. Famille. Divorce. Prestation compensatoire, révision [27 avril 1999] (p. 3595)

M. Yves Nicolin. Enseignement maternel et primaire. Fonctionnement. Effectifs de personnel, enseignants, Saint-Georges-de-Baroille [29 juin 1999] (p. 6509)

M. Germain Gengenwin. Ministères et secrétariats d'Etat. Aménagement du territoire et environnement : équipements. Parc automobile, utilisation du GPL [29 juin 1999] (p. 6508)

M. Jean-Luc Reitzer. Industrie. Chimie. Production de chlore, électrolyse à mercure, interdiction, conséquences [29 juin 1999] (p. 6507)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7122, 7139)

Son intervention (p. 7144)

Ses réponses (p. 7152 à 7165)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 7145)

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 7144)

Enseignement secondaire : collège : sécurité (p. 7146)

Fonctionnaires et agents publics : carrière : enseignement : personnel

Réponses aux questions :

Bourses d'études : enseignement secondaire (p. 7164) (Mme Jacqueline Lazard) (p. 7164)

Enseignement : médecine scolaire et universitaire : infirmières (p. 7154) (M. Bernard Birsinger) (p. 7153)

Enseignement maternel et primaire : pédagogie (p. 7163) (M. Éric Besson) (p. 7162)

Enseignement privé : enseignants : carrière (p. 7152) (Mme Martine Aurillac) (p. 7152)

Enseignement secondaire : cantines scolaires : sécurité (p. 7165) (M. Julien Dray) (p. 7164)

Enseignement secondaire : médecins scolaires : médecine scolaire et universitaire (p. 7162) (Mme Paulette Guinchard-Kunstler) (p. 7162)

Enseignement secondaire : personnel : affectation : indemnités (p. 7155) (M. Ernest Moutoussamy) (p. 7154)

Enseignement secondaire : personnel : enseignants : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 7163) (Mme Geneviève Perrin-Gaillard) (p. 7163)

Enseignement secondaire : personnel : médecins scolaires : infirmières (p. 7158) (M. Bernard Perrut) (p. 7157)

Enseignement secondaire : personnel : personnel de direction : carrière (p. 7157) (M. Jean-Louis Fousseret) (p. 7156)

Enseignement secondaire : personnel : personnel de surveillance : contrats emploi-jeunes (p. 7153) (M. Nicolas Dupont-Aignan) (p. 7152)

Vote des crédits [20 octobre 1998] (p. 7167)

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Après l'article 79

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (intégration au service public de l'éducation nationale de l'École nationale des métiers du bâtiment de Felletin (Creuse)) (p. 7168)

Proposition de loi n° 1069 visant à interdire l'achat par les établissements scolaires et les collectivités locales des fournitures fabriquées par des enfants dans les pays où les droits de l'enfant ne sont pas respectés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9298)

Son intervention (p. 9299)

Thèmes :

Assemblée nationale : Parlement des enfants : propositions de loi (p. 9299)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration universelle des droits de l'homme : enfants (p. 9300)

Enfants : travail : généralités (p. 9300)

Enseignement : éducation civique (p. 9300)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9308)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. José Rossi (enseignement spécifique des droits de l'enfant en cours d'éducation civique) (p. 9308)

Article 1er (indication par les fournisseurs de matériel scolaire de la provenance des produits vendus)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (de précision rédactionnelle) (p. 9308)

Article 2 (vérification par les écoles que les fournitures scolaires ne proviennent pas de pays où les enfants travaillent)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (de précision rédactionnelle) (p. 9309)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [27 mai 1999] (p. 5055)

Son intervention (p. 5055)

Thèmes :

Assemblée nationale : Parlement des enfants : propositions de loi (p. 5055)

Enfants : droits de l'enfant (p. 5055)

Enfants : travail : généralités (p. 5055)

Proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (9276)

Son intervention (p. 9278)

Thèmes :

Administration (p. 9278)

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 9278)

Enfants : droits de l'enfant (p. 9278, 9279)

Enfants : médiateur (p. 9278)

Etat : Médiateur de la République (p. 9278)

Justice : Conseil d'Etat (p. 9278)

Justice : Cour de cassation (p. 9278)

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9285)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. José Rossi (institution d'un délégué général à l'enfance auprès du médiateur de la République) (p. 9287)

Article 1er (saisine du médiateur des enfants)

Intervient sur l'amendement n° 18 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (institution d'un délégué général à l'enfance auprès du médiateur de la République) (p. 9288)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Bernard Birsinger (saisine collective du médiateur des enfants) (p. 9289)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Serge Blisko (faculté pour le médiateur de enfants d'informer les parents de sa saisine par l'enfant mineur) (p. 9290)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Bernard Birsinger (auto-saisine du médiateur des enfants) (p. 9290)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jean-Paul Bret (auto-saisine du médiateur des enfants) (p. 9290)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Bernard Birsinger (saisine par des associations) (p. 9291)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. José Rossi (immunité du médiateur des enfants) (p. 9292)

Article 3 (compétences du médiateur des enfants)

Intervient sur l'amendement n° 21 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (suppression de l'information de l'autorité judiciaire par le médiateur des enfants) (p. 9292)

Article 4 (promotion des droits de l'enfant par le médiateur des enfants et rapport d'activité)

Intervient sur l'amendement n° 11 rectifié de M. Bernard Birsinger (présentation du rapport à l'occasion de la journée nationale des droits de l'enfant) (p. 9293)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Bernard Birsinger (consultation du médiateur des enfants par le Gouvernement avant la remise à l'ONU du rapport relatif à l'application de la convention des Nations unies sur les droits de l'enfant) (p. 9293)

Article 7 (délégués départementaux)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Serge Blisko (de suppression) (p. 9294)

Article 8 (saisine directe du médiateur des enfants et non interruption des délais de recours)

Intervient sur l'amendement n° 17 de Mme Claudine Ledoux (rédactionnel) (p. 9294)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. José Rossi (concours des ministres et des autorités publiques à l'action du médiateur des enfants) (p. 9295)

Proposition de loi n° 1032 tendant à renforcer le contrôle de l'obligation scolaire

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [10 décembre 1998]
(p. 10321)**

Son intervention (p. 10322)

Thèmes :

Associations : sectes (p. 10322 à 10324)

Communes : maires (p. 10329)

Communes : maires : enquêtes (p. 10323)

Enfants : droits de l'enfant (p. 10322 à 10324)

Enseignement : enseignement par correspondance
(p. 10323, 10324)

Enseignement : obligation scolaire (p. 10322 à
10324)

Enseignement : programmes (p. 10322, 10323)

Enseignement privé : directeurs d'école :
responsabilité (p. 10324)

S

Michel SAINTE-MARIE

*Gironde (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 645, posée le 1^{er} mars 1999. Enseignement. Programmes (J.O. Questions p. 1127). Appelée le 2 mars 1999. Portugais (p. 1848)

Rudy SALLES

*Alpes-Maritimes (3^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 18 décembre 1998] (p. 19168)

Vice-président de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19457)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1237 tendant à autoriser le croisement des fichiers informatiques des organismes publics [1^{er} décembre 1998]

Proposition de loi n° 1819 tendant à renforcer la protection des biens mobiliers dont la conservation présente un intérêt historique ou artistique [22 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés. Harkis [1^{er} décembre 1998] (p. 9751)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Police, effectifs de personnel [26 janvier 1999] (p. 367)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Critique l'organisation de la discussion du projet de loi relatif à la communication audiovisuelle [19 mai 1999] (p. 4658)

Demande une suspension de séance pour que le groupe UDF puisse examiner le problème de transparence posé par la nomination des présidents des sociétés de télévision par le CSA [20 mai 1999] (p. 4728)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES***INTÉRIEUR****Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145, 8181)**

Son intervention (p. 8168)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 8168)

Etrangers : immigration (p. 8169, 8170)

Gendarmerie : gendarmeries (p. 8169)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 8169)

Police : commissariats (p. 8169)

Police : crédits (p. 8168)

Police : effectifs (p. 8169)

Police : effectifs : Alpes-Maritimes (p. 8169)

Sécurité publique : incendies (p. 8170)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Soutient l'amendement n° 690 de M. Charles de Courson (PACS obligeant à une communauté de vie) : rejeté (p. 8524)

Proposition de résolution n° 811 tendant à créer une commission d'enquête relative aux exigences pécuniaires, aux relations financières internationales, à la situation patrimoniale et fiscale des sectes

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10485)

Son intervention (p. 10488)

Thèmes :

Associations (p. 10488, 10489)

Associations : sectes : commissions d'enquête (p. 10488 à 10490)

Associations : sectes : délinquance et criminalité (p. 10489)

Associations : sectes : financement (p. 10489)

Associations : sectes : fraude et évasion fiscales (p. 10489)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté de pensée (p. 10489)

Justice : Conseil d'Etat (p. 10489)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 993)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : coopération intercommunale (p. 993)

Collectivités territoriales : libre administration : coopération intercommunale (p. 993)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 993)

Etat : réforme (p. 993)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 587 : non soutenu (p. 1015)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Article L. 5211-29 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 475 soutenu par M. Germain Gengenwin (durée de dix ans pour la dotation d'intercommunalité des communautés d'agglomération) : rejeté (p. 1388)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501, 4532) ; [19 mai 1999] (p. 4596)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 4598) : rejetée (p. 4610)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : audiovisuel : Radio France (p. 4603)

Audiovisuel et communication : Canal plus (p. 4604)

Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 4601)

Audiovisuel et communication : France 3 (p. 4603)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 4599)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4602)

Audiovisuel et communication : publicité (p. 4600)

Audiovisuel et communication : radio (p. 4599, 4604)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4598 à 4595)

Audiovisuel et communication : Télédiffusion de France (TDF) (p. 4602)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 4599 à 4603)

DOM-TOM : Radio France outre-mer (RFO) (p. 4600)

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852) ; [26 mai 1999] (p. 4974, 4987) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son intervention (p. 4616)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Renaud Muselier (notion de public "le plus large") (p. 4619)

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Christian Kert (notions d'éthique télévisuelle et restrictions en matière de vulgarité) (p. 4622)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (introduction des notions de "citoyenneté" et de "développement durable") (p. 4625)

Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Yves Cochet (introduction de la notion de "développement durable") (p. 4625)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (référence à la "diversité régionale et locale" en France) : adopté (p. 4625)

Intervient sur l'amendement n° 627 du Gouvernement (facilités d'accès aux programmes pour les personnes sourdes et malentendantes) (p. 4627)

Intervient sur l'amendement n° 425 de Mme Dominique Gillot (facilités d'accès aux programmes pour les personnes sourdes et malentendantes) (p. 4627)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son intervention (p. 4634)

Son rappel au règlement (cf. supra) [19 mai 1999] (p. 4658)

Son amendement n° 226 (diffusion des programmes de RFO sur les antennes nationales) : rejeté (p. 4664)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Philippe Chaulet (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 167 rectifié de Mme Huguette Bello (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Yves Cochet (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 544 de M. Noël Mamère (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Soutient l'amendement n° 220 de M. Henry Jean-Baptiste (statut et vocations de RFO) : rejeté (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Henry Jean-Baptiste (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (promotion de la langue française par RFO) (p. 4702)

Soutient l'amendement n° 68 de M. Christian Kert (gratuité des programmes de RFO pour France-Télévision) : adopté après modifications (p. 4702)

Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (répartition des stations régionales de Radio-France) (p. 4704)

Son amendement n° 227 (rôle de RFI à l'étranger) : rejeté (p. 4704)

Article 3 (article 45 de la loi du 30 septembre 1986 : constitution et missions de la Société La Cinquième-ARTE)

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Olivier de Chazeaux (changement d'appellation de "La Cinquième-Arte") (p. 4711)

Soutient l'amendement n° 229 de M. Christian Kert (ouverture de la chaîne aux DOM-TOM) : rejeté (p. 4712)

Soutient l'amendement n° 431 de M. Michel Tamaya (ouverture de la chaîne aux DOM-TOM) : rejeté (p. 4712)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (institution d'un conseil des téléspectateurs) (p. 4717)

Intervient sur le sous-amendement n° 377 de M. Olivier de Chazeaux (pluralité de la représentation) à l'amendement n° 72 de la commission (p. 4717)

Son sous-amendement n° 642 (représentativité géographique) à l'amendement n° 639 rectifié du Gouvernement (instauration d'un Conseil représentatif des programmes) : rejeté (p. 4718)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Son intervention (p. 4721)

Article 47 de la loi du 30 septembre 1986 : capital des sociétés publiques

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Christian Kert (ouverture du capital de France Télévision) (p. 4722)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Pierre-Christophe Baguet (représentation des associations familiales) (p. 4726)

Son rappel au règlement (cf. supra) [20 mai 1999] (p. 4728)

Intervient sur l'amendement n° 388 de M. Laurent Dominati (élection du Président de France Télévision par le Conseil d'administration) (p. 4729)

Soutient l'amendement n° 503 de M. Pierre-Christophe Baguet (nomination du président de France Télévision) : rejeté (p. 4729)

Soutient l'amendement n° 421 de M. Léonce Deprez (nomination du président de France Télévision) : rejeté (p. 4730)

Soutient l'amendement n° 506 de M. Pierre-Christophe Baguet (nomination du président délégué de RFO) : rejeté (p. 4730)

Soutient l'amendement n° 242 de M. Christian Kert (tâches et fonctions des directeurs généraux) : rejeté (p. 4734)

Intervient sur l'amendement n° 553 de M. Noël Mamère (nomination des administrateurs) (p. 4736)

Intervient sur l'amendement n° 76 de la commission (nomination des administrateurs) (p. 4736)

Soutient l'amendement n° 240 de M. Christian Kert (nomination des administrateurs) : rejeté (p. 4736)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Renaud Muselier (nomination des administrateurs) (p. 4736)

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Olivier de Chazeaux (nomination des administrateurs) (p. 4736)

Article 47-2 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de RFO, Radio France et RFI

Soutient l'amendement n° 508 de M. Pierre-Christophe Baguet (choix des administrateurs en fonction de leur compétence en matière audiovisuelle) : rejeté (p. 4743)

Soutient l'amendement n° 509 de M. Christian Kert (choix des administrateurs en fonction de leur compétence en matière audiovisuelle) : rejeté (p. 4743)

Soutient l'amendement n° 243 de M. Pierre-Christophe Baguet (représentation des associations familiales) : rejeté (p. 4744)

Intervient sur l'amendement n° 448 de M. Michel Tamaya (représentation croisée entre RFO et France Télévision) (p. 4744)

Après l'article 4

Intervient sur le sous-amendement n° 596 de M. Christian Kert (conventions de reprise et de diffusion des programmes) à l'amendement n° 80 de la commission (exclusivité commerciale de diffusion) (p. 4750)

Intervient sur le sous-amendement n° 644 du Gouvernement (conventions de reprise et de diffusion des programmes) à l'amendement n° 80 de la commission (p. 4750)

Intervient sur le sous-amendement n° 446 de M. Christian Cuvilliez (conventions de reprise et de diffusion des programmes) à l'amendement n° 80 de la commission (p. 4750)

Proposition de résolution n° 1577 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité)

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4640)

Son intervention (p. 4652)

Thèmes :

Régions : Corse : gendarmerie (p. 4652, 4653)

Régions : Corse : Parlement (p. 4653)

Régions : Corse : police (p. 4652, 4653)

Régions : Corse : préfets (p. 4652, 4653)

Ses explications de vote (p. 4656)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 4656)

Proposition de résolution n° 1584 tendant à modifier les articles 50, 91 et 108 du règlement de l'Assemblée nationale

Avant la discussion des articles [29 juin 1999] (p. 6574)

Son intervention (p. 6580)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 6580)

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 6581)

Assemblée nationale : ordre du jour : propositions de loi (p. 6580, 6581)

Assemblée nationale : questions orales (p. 6580)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 6581)

Parlement : prérogatives (p. 6580)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 6582)

Jean-Claude SANDRIER

*Cher (2^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome IV : Défense (forces terrestres) (n° 1114) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Retraites : généralités. Age de la retraite. Perspectives [2 mars 1999] (p. 1859)

Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [11 mai 1999] (p. 4310)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 466, posée le 5 octobre 1998. Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire (J.O. Questions p. 5339). Appelée le 6 octobre 1998. Cher (p. 5928)

n° 885, posée le 14 juin 1999. Aménagement du territoire. Politiques communautaires (J.O. Questions p. 3530). Appelée le 15 juin 1999. Fonds structurels, Cher (p. 5790)

DÉBATS**Projet de loi n° 977 d'orientation agricole****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 3 (création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 6029)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DÉFENSE**

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Son intervention (p. 8241)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de terre (p. 8242)

Défense : crédits (p. 8242)

Défense : Direction des chantiers navals (p. 8242)

Défense : GIAT-Industries (p. 8242)

Défense : loi de programmation militaire : professionnalisation (p. 8242)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [16 février 1999] (p. 1468, 1477) ; [17 février 1999] (p. 1559, 1593)

Son intervention (p. 1572)

Thème :

Secteur public : services publics : électricité (p. 1572)

Projet de loi n° 1618 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6740)

Son intervention (p. 6744)

Thèmes :

Défense : force multinationale : réservistes (p. 6744)

Défense : professionnalisation (p. 6744)

Défense : rendez-vous citoyen (p. 6744, 6745)

Défense : réserves (p. 6744, 6745)

Discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6759)

Article 7 (durée et objet de l'engagement dans la réserve opérationnelle)

Son amendement n° 80 (renforcement du lien armée-Nation) : retiré (p. 6768)

Article 9 (durée maximale des activités dans la réserve et droit d'absence du réserviste de son poste de travail)

Son amendement n° 81 (entraînement porté à dix jours) : rejeté (p. 6770)

André SANTINI

*Hauts-de-Seine (10^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) tome X : Emploi et solidarité (ville et intégration) (n° 1116) [8 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1708 tendant à instituer comme jour de congé supplémentaire pour les personnels des secteurs privé et public le vendredi 31 décembre 1999 [16 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES***EMPLOI ET SOLIDARITÉ**

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 7888)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : politique de la ville : crédits (p. 7889, 7890)

Aménagement du territoire : politique de la ville : simplifications administratives (p. 7889)

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés : développement économique (p. 7889)

Nicolas SARKOZY

*Hauts-de-Seine (6^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Proposition de loi organique n° 1151 modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances [26 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Proposition de loi organique n° 1151 modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 1998] (p. 9363)

Son intervention (p. 9365)

Thèmes :

Emploi : emplois familiaux : avantages fiscaux (p. 9367, 9368)

Etat (p. 9365 à 9367)

Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 9367)

Lois : rétroactivité des lois (p. 9366)

Lois : validations législatives (p. 9366)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : hauts fonctionnaires (p. 9365, 9366)

Partis et mouvements politiques : majorité (p. 9365)

Partis et mouvements politiques : majorité : rétroactivité des lois (p. 9368)

Sécurité sociale : cotisations : rétroactivité des lois (p. 9366, 9367)

Explications de vote et vote [25 novembre 1998] (p. 9503)

Ses explications de vote (p. 9504)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 9504)

Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Philippe Douste-Blazy, M. Jean-Louis Debré, M. José Rossi et quatre-vingt-trois membres de l'Assemblée

[25 mai 1999] (p. 4819)

Son intervention (p. 4826)

Thèmes :

Etat : Premier ministre : déclarations (p. 4826, 4827)

Parlement : prérogatives (p. 4826)

Régions : Corse : Etat (p. 4829)

Régions : Corse : gendarmerie (p. 4829)

Régions : Corse : préfets (p. 4827, 4828)

Régions : Corse : Premier ministre (p. 4827 à 4830)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 4830)

Joël SARLOT

*Vendée (5^{ème} circonscription)
Démodatrise libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratise libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Georges SARRE

*Paris (6^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17120)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17120)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17124)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [J.O. du 18 novembre 1998] (p. 17398)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 21 janvier 1999] (p. 1120)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 21 janvier 1999] (p. 1120)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs (n° 1432) [24 mars 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 772) relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [17 novembre 1998] (n° 1199)

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges en nouvelle lecture sur le projet de loi (n° 1185), modifié par le Sénat en deuxième lecture, relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [17 novembre 1998] (n° 1207)

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges en vue de la lecture définitive du projet de loi (n° 1285) relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [22 décembre 1998] (n° 1287)

Proposition de loi n° 1340 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon [27 janvier 1999]

Proposition de loi n° 1350 portant création d'une nouvelle collectivité territoriale : le Haut-Conseil de l'agglomération parisienne [27 janvier 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Politique monétaire. Perspectives [14 octobre 1998] (p. 6581)

Politique extérieure. Aide au développement. Pays d'Amérique centrale frappés par l'ouragan Mitch [4 novembre 1998] (p. 8037)

Politique extérieure. Irak. Attitude de la France [22 décembre 1998] (p. 11007)

Fonctionnaires et agents publics. Durée du travail. Réduction, application [10 février 1999] (p. 1158)

Communes. Réglementation. Centres d'animation, gestion, Paris [17 mars 1999] (p. 2530)

Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [13 avril 1999] (p. 3581)

Enseignement supérieur. Universités. Investissements immobiliers, répartition [22 juin 1999] (p. 6265)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 594, posée le 1^{er} février 1999. Transports ferroviaires. Réseau ferré de France (RFF) (J.O. Questions p. 511). Appelée le 2 février 1999. Ligne de petite ceinture, exploitation, Paris (p. 693)

n° 696, posée le 22 mars 1999. Sports. Football (J.O. Questions p. 1621). Appelée le 23 mars 1999. Arrêt Bosman, conséquences, Stade de France, exploitation (p. 2707)

DÉBATS

Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1998] (p. 6241, 6281)

Son intervention (p. 6282)

Thème :

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 6282)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son amendement n° 179 corrigé soutenu par M. Yves Cochet (remplacement du dispositif du quotient familial par une réduction d'impôt au titre de chaque enfant à charge) (p. 6651) : rejeté (p. 6652)

Article 42 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 6694)

Thèmes :

Aménagement du territoire : fonds structurels (p. 6697)

Pays étrangers : Allemagne (p. 6696)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6696, 6697)

Politiques communautaires : budget (p. 6696, 6697)

Union européenne : contribution française (p. 6696, 6697) ; élargissement (p. 6696, 6697)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son amendement n° 526 soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression de l'extension de la taxe aux activités commerciales et de stockage) (p. 6890) : rejeté (p. 6891)

Son amendement n° 527 : non soutenu (p. 6892)

Article 28 (réduction du taux de l'impôt fiscal)

Son amendement n° 516 : non soutenu (p. 6903)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 524 de Mme Nicole Bricq (assujettissement des élevages hors sol à la taxe sur les installations classées) (p. 6946)

Après l'article 35

Son amendement n° 180 (institution d'une taxe sur les recettes de publicité des services de télévision diffusés par voie hertzienne) : retiré (p. 6955)

Son amendement n° 181 rectifié (institution d'une taxe sur les recettes de publicité des services de télévision diffusés par voie hertzienne) : retiré (p. 6955)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Son amendement n° 184 (augmentation de la fraction de croissance prise en compte pour l'indexation du contrat de croissance et de solidarité) : retiré (p. 6967)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Son intervention (p. 7184)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : pollution automobile (p. 7184)

Eau : nappes phréatiques (p. 7184)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 7184)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : préretraites (p. 8224)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire)

Son amendement n° 26 : non soutenu (p. 9049)

Après l'article 73

Son amendement n° 7 : non soutenu (p. 9091)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7361, 7399, 7430) ; [28 octobre 1998] (p. 7470)

Son intervention (p. 7442)

Thèmes :

- Personnes âgées : allocation dépendance (p. 7442)
- Professions de santé : médecins : sanctions (p. 7442)
- Retraites : généralités : minimum vieillesse (p. 7442)
- Retraites : généralités : système par répartition (p. 7442)
- Santé : références médicales opposables (RMO) (p. 7442)
- Sécurité sociale : conventions avec les praticiens (p. 7443)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Article 23 (création d'un droit de substitution au profit du pharmacien)

Son amendement n° 4 : non soutenu (p. 7703)

Son amendement n° 5 : non soutenu (p. 7703)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 3 corrigé : non soutenu (p. 7776)

Son amendement n° 1 : non soutenu (p. 7784)

Son amendement n° 2 : non soutenu (p. 7785)

Explications de vote et vote [3 novembre 1998] (p. 7931)

Ses explications de vote (p. 7937)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 7938)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Son intervention (p. 8372)

Thèmes :

- Démographie (p. 8373)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 8374)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 8372 à 8374)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 8373, 8374)

Famille (p. 8373)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3034, 3057)

Son intervention (p. 3078)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3078)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 3078)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : communautarisme (p. 3078)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : concubinage (p. 3078)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 3078)

Famille : concubinage (p. 3078)

Famille : politique familiale (p. 3078)

NOUVELLE LECTURE

Explications de vote et vote [15 juin 1999] (p. 5824)

Ses explications de vote (p. 5827)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 5827)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9459)

Son intervention (p. 9485)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 9485)

Etat : souveraineté (p. 9485, 9486)

Union européenne : subsidiarité (p. 9486)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : référendums (p. 9486)

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Soutient l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Michel (création d'une septième commission permanente dans chacune des chambres du parlement) : rejeté (p. 9548)

Soutient l'amendement n° 2 de M. Jean-Pierre Michel (primauté des traités et accords sur les seules lois antérieures) : rejeté (p. 9550)

Après l'article unique

Soutient l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Michel (renégociation du traité sur l'Union européenne à l'initiative du Parlement et contrôle parlementaire sur la construction européenne) : rejeté au scrutin public (p. 9580)

Explications de vote et vote [1er décembre 1998] (p. 9760)

Ses explications de vote (p. 9762)

Projet de loi n° 772 relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10301)

Son intervention (p. 10301)

Discussion des articles [9 décembre 1998] (p. 10304)

Article 1er (mesures visant à prévenir le danger susceptible d'être présenté par un animal)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (délai de garde de huit jours ouvrés pour un animal présumé dangereux) : adopté (p. 10304)

Article 2 (mesures applicables aux chiens potentiellement dangereux)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (classement en deux catégories des chiens présumés dangereux) : adopté (p. 10305)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (classement en deux catégories des chiens présumés dangereux) : adopté (p. 10305)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (personnes habilitées à identifier le chien) : adopté (p. 10305)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (pièces jointes au récépissé) : adopté (p. 10305)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (interdiction d'achat, de cession et d'importation de chiens de la première catégorie) : adopté (p. 10305)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (interdiction des chiens de la première catégorie dans les transports en commun et les lieux publics) : adopté (p. 10306)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (interdiction des chiens de la première catégorie décidée par le règlement de copropriété ou le contrat de location) : retiré (p. 10306)

Après l'article 2

Son amendement n° 20 rectifié (possibilité pour les sociétés HLM et les offices HLM d'interdire aux locataires de posséder des chiens de la première catégorie) : adopté (p. 10306)

Article 7 (mesures relatives à la mise en fourrière et aux communautés de chats errants)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (identification du chien par son collier) : adopté (p. 10306)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (animaux gardés pendant huit jours ouvrés) : adopté (p. 10307)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (animaux gardés pendant huit jours ouvrés) : adopté (p. 10307)

Article 8 bis (dépôt au Parlement d'un rapport par le Gouvernement)

Son amendement n° 16 (rédactionnel) : adopté (p. 10307)

Article 10 (terminologie - gestion des fourrières et refuges ; élevages de chiens et chats ; activités commerciales concernant les chiens et chats et autres animaux de compagnie d'espèce domestique - détention de plus de neuf chiens)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (animaux sevrés) : adopté (p. 10308)

Article 13 (cessions et publication d'offres de cession d'animaux de compagnie - protection des races de chiens et chats)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (cession à titre onéreux des chiens et chats âgés de plus de huit semaines) : adopté (p. 10308)

Article 15 (sanctions des infractions à l'article 276-3 et pour mauvais traitements envers animaux dans des établissements professionnels - amende forfaitaire)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (sanctions à l'encontre de tout détenteur de plus de neuf chiens "sevrés" ne disposant pas d'installations conformes) : adopté (p. 10308)

Article 19 bis (validation des concours d'entrée dans les écoles vétérinaires pour 1998)

Intervient sur l'amendement n° 19 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (conditions d'admission dans les écoles de vétérinaires) (p. 10312)

Intervient sur le sous-amendement n° 24 du Gouvernement (droits éventuels des candidats non admis) à l'amendement n° 19 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (p. 10312)

Intervient sur le sous-amendement n° 23 du Gouvernement (admission par tiers et sur trois ans des candidats admis et dont le nom ne figure pas sur l'arrêté du 13 août 1998) à l'amendement n° 19 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (p. 10312)

Son amendement n° 21 (conditions d'admission dans les écoles de vétérinaires) : adopté après modifications (p. 10312)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [22 décembre 1998] (p. 11042)

Son intervention (p. 11042)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux (p. 11042, 11043)

Animaux : animaux domestiques (p. 11042)

Enseignement agricole : écoles vétérinaires : examens et concours (p. 11043)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11044)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (candidats ayant vocation à être admis et dont le nom ne figure pas sur l'arrêté du 13 août 1998) : adopté (p. 11047)

Projet de loi n° 825 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10379, 10395)

Son intervention (p. 10400)

Thèmes :

Sécurité routière : auto-écoles (p. 10401)

Sécurité routière : limitations de vitesse : délits (p. 10401)

Sécurité routière : permis à points (p. 10400, 10401)

Sécurité routière : radars (p. 10400, 10401)

Sécurité routière : statistiques (p. 10400)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2461)

Son intervention (p. 2465)

Thèmes :

Finances publiques : crédits budgétaires : sécurité routière (p. 2466)

Sécurité routière : accidents : secourisme (p. 2465)

Sécurité routière : code de la route : jeunes (p. 2465)

Sécurité routière : limitations de vitesse : contrôle (p. 2466)

Sécurité routière : permis à points (p. 2465, 2466)

Sécurité routière : permis de conduire : jeunes (p. 2465)

Sécurité routière : statistiques : jeunes (p. 2465)

Projet de loi n° 1192 relatif à l'emploi des fonds de la participation des employeurs à l'effort de construction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 1998] (p. 10353)

Son intervention (p. 10362)

Thèmes :

Logement : logement social (p. 10362)

Logement : Union d'économie sociale (p. 10362)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70) ; [20 janvier 1999] (p. 130, 160)

Son intervention (p. 84)

Thèmes :

Secteur public : services publics (p. 84, 85)

Union européenne : fonds structurels (p. 84)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son intervention (p. 186)

Son amendement n° 469 : non soutenu (p. 259)

Son amendement n° 682 (schéma national d'aménagement du territoire constitué par les schémas régionaux) : rejeté (p. 269)

Article 3 (coordination)

Son amendement n° 684 (nécessité de l'existence du schéma national) : rejeté (p. 326)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Son intervention (p. 426)

Intervient sur l'amendement n° 769 de M. Germain Gengenwin (adoption des rapports par voie législative) (p. 442)

Intervient sur l'amendement n° 597 de M. Jean-Claude Lenoir (adoption des rapports par voie législative) (p. 442)

Intervient sur l'amendement n° 662 de M. Jean Proriot (adoption des rapports par voie législative) (p. 442)

Son amendement n° 470 (adoption des rapports par voie législative) : rejeté (p. 442)

Article 15 (article 18 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs de l'information et de la communication)

Son amendement n° 471 corrigé (rédactionnel) : retiré (p. 518)

Après l'article 15

Soutient le sous-amendement n° 1229 de M. Jacques Desallangre (objectifs du service public postal) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (objectifs du service universel postal) : rejeté (p. 725)

Soutient le sous-amendement n° 1223 de M. Jacques Desallangre (efficacité économique et sociale) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement : adopté (p. 725)

Soutient le sous-amendement n° 1228 de M. Jacques Desallangre (objectifs du service public postal) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement : rejeté (p. 725)

Soutient le sous-amendement n° 1227 de M. Jacques Desallangre (objectifs du service public postal) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement : rejeté (p. 725)

Son sous-amendement n° 1233 soutenu par M. Jean Besson (prise en compte de la directive européenne) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (p. 721) : rejeté (p. 725)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son amendement n° 472 : non soutenu (p. 803)

Déclaration du Gouvernement n° 1334 présentée par M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, sur l'énergie

[21 janvier 1999] (p. 207)

Son intervention (p. 229)

Thèmes :

Energie et carburants : charbon (p. 230)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 229)

Pays étrangers : Allemagne (p. 229)

Secteur public : services publics (p. 230)

Proposition de loi n° 1301 créant les plans de prévoyance retraite

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 539)

Son intervention (p. 548)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 548, 549)

Démographie (p. 548)

Emploi : chômage (p. 548)

Marchés financiers : généralités (p. 548, 549)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 609, 623)

Son intervention (p. 626)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : police (p. 626)

Collectivités territoriales : Paris : espaces verts (p. 627)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 626)

Droit pénal : délinquance et criminalité : transports (p. 627)

Etat (p. 626, 627)

Ordre public : personnels (p. 626)

Parlement : Sénat (p. 627)

Police : police de proximité (p. 626)

Police : police municipale : personnels (p. 627)

Police : police municipale : Règlement (p. 627)

Transports : convoyeurs de fonds (p. 626)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 636)

Article 5 ter (article L. 2512-16 du code général des collectivités territoriales : compétences des personnels du service des parcs et jardins et des inspecteurs du service de sécurité de la ville de Paris)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Jacky Darne (agrément par le procureur de la République des agents de la ville de Paris chargés de l'application du

règlement des parcs et promenades et de celui des cimetières) (p. 648)

Son amendement n° 80 rectifié : devenu sans objet (p. 648)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 février 1999] (p. 1604) ; [18 février 1999] (p. 1674, 1730)

Article 1er (définition du service public de l'électricité)

Son intervention (p. 1605)

Article 2 (missions du service public de l'électricité)

Son amendement n° 634 soutenu par M. Jacques Desallangre (conditions des fournitures aux clients éligibles) : adopté (p. 1620)

Article 4 (tarifs et plafonds de prix)

Son amendement n° 637 soutenu par M. Jacques Desallangre (prise en compte des coûts de développement) : rejeté (p. 1680)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)

Son amendement n° 641 soutenu par M. Jacques Desallangre (conditions de sûreté des installations) (p. 1718) : adopté (p. 1719)

Son amendement n° 642 soutenu par M. Jacques Desallangre (non éligibilité des distributeurs non nationalisés) : rejeté (p. 1719)

Article 14 (missions du gestionnaire du réseau public de transport)

Son amendement n° 645 soutenu par M. Jacques Desallangre (respect des missions de service public) : adopté (p. 1738)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Son amendement n° 650 soutenu par M. Jacques Desallangre (non éligibilité des distributeurs non nationalisés) : rejeté (p. 1758)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1999] (p. 1637)

Son intervention (p. 1643)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : citoyenneté (p. 1643)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : histoire (p. 1643)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Sa motion d'ajournement (p. 1933) : rejetée (p. 1939)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 1935)

Politiques communautaires : budget (p. 1935)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1935)

Politiques communautaires : politiques internes (p. 1936)

Union européenne : accords de Schengen (p. 1934)

Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) (p. 1933)

Union européenne : euro (p. 1934, 1936)

Union européenne : institutions communautaires (p. 1935)

Union européenne : subsidiarité (p. 1935)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1933, 1934)

Discussion de l'article unique [3 mars 1999] (p. 1947)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (réforme des institutions de l'Union européenne) (p. 1959)

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2049)

Son intervention (p. 2058)

Thèmes :

Emploi : allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (p. 2058)

Emploi : chômage de longue durée (p. 2058)

Emploi : convention de conversion (p. 2058)

Prétraitements : allocation spéciale (p. 2058)

Travail : licenciements : contributions patronales (p. 2058)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 avril 1999] (p. 3648, 3658) ; [28 avril 1999] (p. 3706, 3738)

Son intervention (p. 3715)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 3715)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3715)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : Fonds d'action sociale (p. 3716)

Politique sociale : aide médicale gratuite (p. 3715)

Professions de santé : médecins : étrangers (p. 3716)

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ; [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Après l'article 5

Son amendement n° 361 : non soutenu (p. 3770)

Proposition de loi n° 1350 portant création d'une nouvelle collectivité territoriale : le Haut-Conseil de l'agglomération parisienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3781)

Son intervention (p. 3794)

Son interruption (p. 3797)

Thèmes :

Collectivités territoriales : Paris (p. 3797)

Régions : Ile-de-France : communautarisme (p. 3795)

Régions : Ile-de-France : communes (p. 3796)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 3794, 3795)

Régions : Ile-de-France : délinquance et criminalité (p. 3795)

Régions : Ile-de-France : environnement (p. 3794, 3795)

Régions : Ile-de-France : généralités (p. 3794)

Régions : Ile-de-France : statuts (p. 3795, 3796)

Régions : Ile-de-France : transports (p. 3795)

Ses explications de vote (p. 3801)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 3801)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501, 4532) ; [19 mai 1999] (p. 4596)

Son intervention (p. 4550)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 4550)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 4551)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4550, 4551)

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852) ; [26 mai 1999] (p. 4974, 4987) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 35 (modification du mode de désignation des membres et du président du CSA) : rejeté (p. 4611)

Son amendement n° 36 (publication au Journal officiel des compte rendus des séances du CSA) : retiré (p. 4611)

Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son intervention (p. 4614)

Son amendement n° 37 : non soutenu (p. 4627)

Son amendement n° 38 : non soutenu (p. 4627)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son sous-amendement n° 173 à l'amendement n° 66 de la commission (promotion des langues et cultures régionales) : non soutenu (p. 4663)

Son amendement n° 39 : non soutenu (p. 4666)

Après l'article 2

Son amendement n° 40 (création d'un comité de médiation des programmes) : retiré (p. 4708)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Article 47 de la loi du 30 septembre 1986 : capital des sociétés publiques

Son amendement n° 41 rectifié : non soutenu (p. 4722)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Son amendement n° 56 : non soutenu (p. 4723)

Son amendement n° 52 : non soutenu (p. 4732)

Après l'article 4

Son amendement n° 42 : non soutenu (p. 4746)

Son sous-amendement n° 354 rectifié à l'amendement n° 80 de la commission (exclusivité commerciale de diffusion) : non soutenu (p. 4749)

Son sous-amendement n° 353 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (durée d'exclusivité et mise à disposition gratuite de programmes) à l'amendement n° 80 de la commission (p. 4750) : rejeté (p. 4751)

Article 5 (article 49 de la loi du 30 septembre 1986 : Institut national de l'audiovisuel (INA))

Son amendement n° 43 : non soutenu (p. 4753)

Article 6 (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des sociétés du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son amendement n° 44 : non soutenu (p. 4764)

Son amendement n° 53 : non soutenu (p. 4765)

Son sous-amendement n° 54 à l'amendement n° 33 du Gouvernement (exonérations de la redevance et publicité) : non soutenu (p. 4776)

Son sous-amendement n° 46 à l'amendement n° 33 du Gouvernement : non soutenu (p. 4777)

Article 21 (article 28 de loi du 30 septembre 1986 : quotas d'oeuvres musicales d'expression francophone)

Son amendement n° 49 corrigé : non soutenu (p. 5006)

Article 24 (article 33 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de radiodiffusion sonore et de télévision distribués par câble ou par satellite)

Son amendement n° 51 : non soutenu (p. 5024)

Son amendement n° 50 : non soutenu (p. 5024)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote (p. 5731)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 5731)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6059)

Son intervention (p. 6073)

Thèmes :

Sports : associations et clubs : bourses de valeurs (p. 6074)

Sports : associations et clubs : sociétés anonymes (SA) (p. 6073)

Sports : associations et clubs : subventions (p. 6074)

Discussion des articles [18 juin 1999] (p. 6212)

Article 1er (sociétés sportives commerciales)

Son amendement n° 39 : devenu sans objet (p. 6213)

Son amendement n° 38 (participation de l'association à la constitution du capital de la société) : rejeté (p. 6214)

Article 5 (interdiction d'être actionnaire de plusieurs sociétés sportives et de consentir un avantage financier à un concurrent)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Édouard Landrain (subventions réservées aux seules associations) (p. 6221)

Intervient sur l'amendement n° 43 du Gouvernement (conditions de versement des subventions) (p. 6221)

Son amendement n° 40 : devenu sans objet (p. 6221)

Article 7 (contrat d'engagement consécutif à une formation sportive)

Son amendement n° 37 (modalité de l'engagement) : rejeté (p. 6224)

Ses explications de vote (p. 6230)

Abstention du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 6230)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6151)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 6151)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6151)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 6151)

Impôt sur le revenu : stock options (p. 6152)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 6151)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 6152)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 6151)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6151, 6152)

Marchés financiers : généralités : impôts et taxes (p. 6152)

Politique économique : croissance (p. 6151)

Sociétés : parts sociales : rachat (p. 6152)

TVA : taux (p. 6151)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6274, 6295) ; [23 juin 1999] (p. 6373)

Son intervention (p. 6310)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : compétences (p. 6311)

Droit pénal : action publique : ministre (p. 6312)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 6312)

Droit pénal : politique pénale : ministre (p. 6312)

Etat : Gouvernement : magistrats (p. 6312)

Justice : contentieux : croissance (p. 6311)

Justice : contentieux : délais (p. 6311)

Justice : indépendance (p. 6311, 6312)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 6312)

Justice : magistrats : statuts (p. 6311, 6312)

Justice : parquet : rôle (p. 6311 à 6313)

Justice : procureurs généraux (p. 6312)

Justice : réforme : citoyenneté (p. 6313)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 6311, 6312)

Parlement : prérogatives (p. 6311)

Police : police judiciaire (p. 6313)

Politique générale : institutions : citoyenneté (p. 6311)

Union européenne : construction européenne : citoyenneté (p. 6311)

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6389, 6401)

Article 1er (articles 30 à 30-3 du code de procédure pénale - attributions du ministre de la justice)

Soutient le sous-amendement n° 30 de M. Jean-Pierre Michel (magistrats du parquet tenus d'appliquer les directives et de rendre compte) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article substituant le terme directives à celui d'orientations générales de politique pénale, indiquant qu'elles sont transmises au parquet pour application et précisant le contenu du droit d'action du ministre) : rejeté (p. 6403)

Soutient le sous-amendement n° 31 de M. Jean-Pierre Michel (intervention du ministre dans les affaires individuelles sauf pour enjoindre de ne pas poursuivre) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : rejeté (p. 6405)

Odile SAUGUES

*Puy-de-Dôme (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 25 septembre 1999] (p. 14335)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 25 septembre 1999] (p. 14335)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Accès au logement, loi n° 98-657 du 29 juillet 1998, décrets d'application, publication [2 février 1999] (p. 709)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207, 7257)

Son intervention (p. 7238)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports : crédits (p. 7238)

Transports routiers (p. 7239)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : services publics locaux : accès (p. 7911)

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8017, 8039)

Procédure des questions :

Logement : logement social : financement (p. 8049)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665, 8710)

Procédure des questions :

Préretraites : allocation spéciale (p. 8720)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1247)

Son intervention (p. 1254)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 1255)

Femmes : politique à l'égard des femmes : Parlement (p. 1254, 1255)

Travail : précarité : femmes (p. 1255)

Proposition de résolution n° 1646 sur les propositions de directives relatives aux chemins de fer communautaires (COM (98) 0480 final/n° E 1163)

Avant la discussion de l'article unique [16 juin 1999] (p. 5915)

Son intervention (p. 5923)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 5924)

Politiques communautaires : directives : transports ferroviaires (p. 5923, 5924)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 5924)

Gérard SAUMADE

*Hérault (4^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 33 : Intérieur (collectivités locales) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée et l'éligibilité des travaux des collectivités locales [7 juillet 1999] (n° 1782)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agroalimentaire. Politique agricole commune (PAC).
Vin, réforme [17 mars 1999] (p. 2536)

Industrie. Chimie. Laboratoires pharmaceutiques,
regroupement [18 mai 1999] (p. 4493)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 483, posée le 23 novembre 1998. Chasse et pêche.
Accidents de chasse (J.O. Questions p. 6313).
Appelée le 24 novembre 1998. Lutte et prévention
(p. 9408)

n° 767, posée le 3 mai 1999. Santé. Politique de la
santé (J.O. Questions p. 2553). Appelée le
4 mai 1999. Classification des drogues (p. 3928)

n° 837, posée le 31 mai 1999. Aménagement du
territoire. Prime à l'aménagement du territoire (PAT)
(J.O. Questions p. 3203). Appelée le 1^{er} juin 1999.
Conditions d'attribution, Hérault (p. 5153)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Intervient sur l'amendement n° 294 de M. Christian Jacob (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Intervient sur l'amendement n° 292 de M. Thierry Mariani (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Intervient sur l'amendement n° 643 de M. Jean Proriol (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Intervient sur l'amendement n° 731 de M. Jean-Michel Marchand (modernisation de la fiscalité agricole) (p. 5968)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son intervention (p. 5988)

Après l'article 45

Intervient sur l'amendement n° 639 rectifié de M. Léonce Deprez (petites carrières de marne du Nord - Pas-de-Calais) (p. 6409)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, suppléant de M. Michel Suchod

Son intervention (p. 7175)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : installations classées (p. 7177)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 7175 à 7177)

Environnement : crédits (p. 7175)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 7175 à 7177)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145, 8181)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8149)

Son interruption du rapporteur spécial (p. 8168)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 8149, 8150)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8149, 8150)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 8168)

Etat (p. 8151)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 8150)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 8149 à 8151)

Impôts locaux : valeur locative (p. 8149)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)

Avant l'article 64

Son amendement n° 208 soutenu par M. Claude Hoarau (élargissement du champ d'application du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer au secteur de la production audiovisuelle et cinématographique) (p. 9038) : adopté (p. 9039)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son sous-amendement n° 1070 (allongement des délais d'association à l'élaboration des contrats de plan) à l'amendement n° 265 de la commission (association d'autres collectivités territoriales lorsque ces dernières cofinancent des programmes prévus dans les contrats de plan Etat-régions) : rejeté (p. 398)

Après l'article 15

Son sous-amendement n° 1235 (prise en compte des cas de force majeure) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (objectifs du service universel postal) : rejeté (p. 725)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 931 soutenu par M. Michel Bouvard (concertation avec les départements et régions intéressés) : rejeté (p. 832)

Son amendement n° 932 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (consultation des conseils généraux intéressés) : retiré (p. 834)

Son amendement n° 933 corrigé : non soutenu (p. 834)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 979)

Thèmes :

Aménagement du territoire : villes : croissance (p. 980)

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 979, 980)

Coopération intercommunale (p. 979)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 980)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 980)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 11 (article L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales - compétences des communautés de communes)

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. Jean-Pierre Balligand (majorations de DGF pour les communautés de communes à taxe professionnelle unique et exerçant quatre des cinq compétences énumérées par l'amendement) (p. 1138)

Intervient sur le sous-amendement n° 607 du Gouvernement (communautés comptant au minimum 3 500 habitants) à l'amendement n° 515 de M. Jean-Pierre Balligand (p. 1138)

Intervient sur l'amendement n° 608 du Gouvernement (regroupement en une seule compétence de la collecte et du traitement des déchets) (p. 1138)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Gérard Gouzes (création d'une sixième compétence relative au traitement des déchets) à l'amendement n° 608 du Gouvernement (p. 1137)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Gérard Gouzes (exercice de cinq des six compétences énumérées par l'amendement) à l'amendement n° 608 du Gouvernement (p. 1137)

Article 28 (article L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales - commission départementale de la coopération intercommunale)

Soutient l'amendement n° 570 de M. Thierry Carcenac (information de la commission sur les politiques contractuelles engagées par l'Etat intéressant les établissements publics de coopération intercommunale, notamment ceux ayant signé des contrats de pays ou d'agglomération) : devenu sans objet (p. 1197)

Après l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 512 de la commission (arrêté de création d'une communauté d'agglomération ou d'une communauté urbaine valant création d'un périmètre de transports urbains) (p. 1232)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2196) ; [10 mars 1999] (p. 2237, 2255) ; [11 mars 1999] (p. 2303, 2356)

Après l'article 51

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Alain Bocquet (instauration d'un mécanisme de garantie des dépôts) (p. 2338)

Christian SAUTTER

Secrétaire d'Etat au budget

DÉPÔTS

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998 [18 novembre 1998]

Projet de loi n° 1277 portant règlement définitif du budget 1997 [16 décembre 1998]

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget sur le débat d'orientation budgétaire [17 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Alfred Marie-Jeanne. DOM. Martinique : politique économique. Difficultés des entreprises, lutte et prévention [6 octobre 1998] (p. 5958)

M. Alain Belviso. Politique économique. Croissance. Taux, évaluation [6 octobre 1998] (p. 5957)

M. Pierre Méhaignerie. Politique économique. Croissance. Taux, évaluation [6 octobre 1998] (p. 5955)

M. André Capet. Commerce extérieur. Commerce hors taxes. Politiques communautaires, conséquences [7 octobre 1998] (p. 6042)

M. Yves Cochet. Relations internationales. Commerce international. A.M.I., négociations [13 octobre 1998] (p. 6464)

M. Albert Facon. Logement : aides et prêts. Prêt d'accession à la propriété (PAP). Taux, renégociation [14 octobre 1998] (p. 6577)

M. Marc Laffineur. Donations et successions. Actif de la succession. Contrats d'assurance vie [14 octobre 1998] (p. 6575)

M. Christian Bourquin. Retraites : régime agricole. Montant des pensions. Perspectives [20 octobre 1998] (p. 7011)

M. Édouard Landrain. Sports. Fonds national de développement du sport (FNDS). Crédits, montant [10 novembre 1998] (p. 8701)

M. Germain Gengenwin. TVA. Suppression. Terrains à bâtir, conséquences [18 novembre 1998] (p. 9159)

M. Patrice Carvalho. Bois et forêts. Filière bois. Allumettes, SEITA, emploi et activité, Saintines [16 décembre 1998] (p. 10570)

M. Gérard Gouzes. Agroalimentaire. Tabacs manufacturés. Seïta, emploi et activité [20 janvier 1999] (p. 126)

M. Christian Cuvilliez. Banques et établissements financiers. Politique bancaire. Perspectives [27 janvier 1999] (p. 460)

M. Jean-Louis Fousseret. Impôts et taxes. Associations. Réglementation, application [9 février 1999] (p. 1079)

M. Jean Briane. Impôts et taxes. Associations. Réglementation, application [10 février 1999] (p. 1161)

M. Didier Migaud. Impôts et taxes. Associations. Réglementation, application [17 février 1999] (p. 1553)

M. Jean-Jacques Jégou. TVA. Taux. Collecte et traitement des déchets [2 mars 1999] (p. 1857)

M. Michel Bouvard. TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [3 mars 1999] (p. 1968)

M. Augustin Bonrepaux. Impôts et taxes. Fraude fiscale. Lutte et prévention [9 mars 1999] (p. 2140)

M. Jacques Le Nay. Enregistrement et timbre. Droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail. Réglementation [9 mars 1999] (p. 2138)

M. Serge Poignant. Enregistrement et timbre. Droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail. Réglementation [10 mars 1999] (p. 2220)

M. Philippe Briand. Politique économique. Croissance. Prévisions [30 mars 1999] (p. 3024)

M. Gilbert Meyer. Enregistrement et timbre. Droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail. Réglementation [30 mars 1999] (p. 3025)

M. Roland Francisci. Assurances. Sinistres. Attentats, garantie, Corse [28 avril 1999] (p. 3701)

M. Patrick Delnatte. Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [25 mai 1999] (p. 4817)

M. Pierre Méhaignerie. Entreprises. Petites et moyennes entreprises (PME). Création d'emplois, politique et réglementation [25 mai 1999] (p. 4810)

M. Pierre Hellier. TVA. Politiques communautaires. Taux, activités à forte densité de main d'oeuvre, hôtellerie et restauration [16 juin 1999] (p. 5945)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Martine Lignières-Cassou. Marchés publics. Défense. Appels d'offres, entreprises candidates en règlement judiciaire, réglementation [1^{er} décembre 1998] (p. 9729)

M. Didier Quentin. Enregistrement et timbre. Droits de mutation. Taxe additionnelle, fonds collectés, répartition, communes [1^{er} décembre 1998] (p. 9725)

M. Bernard Grasset. Industrie. Machines et équipements. Moteurs marins, Cummins Wartsila, emploi et activité [1^{er} décembre 1998] (p. 9728)

M. Claude Birraux. Frontaliers. Sécurité sociale. CRDS [1^{er} décembre 1998] (p. 9727)

M. Michel Meylan. Impôts et taxes. Associations. Réglementation, application [1^{er} décembre 1998] (p. 9726)

M. François Sauvadet. Energie et carburants. Energie nucléaire. Centrales nucléaires, construction [15 décembre 1998] (p. 10470)

Mme Odette Casanova. Impôts et taxes. Associations. Réglementation, application [15 décembre 1998] (p. 10467)

M. Christian Bourquin. Impôts et taxes. Taxe d'apprentissage, taxe professionnelle et TVA. Groupements d'employeurs, assujettissement, disparités [15 décembre 1998] (p. 10468)

M. Paul Patriarche. Energie et carburants. EDF. Politique énergétique, Corse [15 décembre 1998] (p. 10468)

M. Jean-Jacques Denis. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : services extérieurs. DGI, fonctionnement, effectifs de personnel [16 février 1999] (p. 1418)

M. François Dosé. Chambres consulaires. Chambres de commerce et d'industrie. Financement, taxe professionnelle, réforme, conséquences [23 mars 1999] (p. 2708)

M. Pierre Hellier. Enregistrement et timbre. Droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail. Réglementation [23 mars 1999] (p. 2710)

M. Bernard Davoine. Enregistrement et timbre. Droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail. Réglementation [4 mai 1999] (p. 3910)

M. Christian Franqueville. Déchets, pollutions et nuisances. Cours d'eau, étangs et lacs. Lutte et prévention [4 mai 1999] (p. 3909)

M. Jean-Claude Bois. TVA. Politiques communautaires. Taux, activités à forte densité de main d'œuvre, hôtellerie et restauration [4 mai 1999] (p. 3912)

M. Jean Codognès. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Oliviers, plantation, développement, Pyrénées-Orientales [4 mai 1999] (p. 3910)

M. Richard Cazenave. Impôts locaux. Taxe professionnelle. Réforme, conséquences, communes [11 mai 1999] (p. 4285)

M. Pierre Goldberg. Industrie. Caoutchouc et plastiques. Dunlop, emploi et activité, Montluçon [11 mai 1999] (p. 4288)

M. Philippe Douste-Blazy. TVA. Assujettissement. Avocats [11 mai 1999] (p. 4288)

Mme Marie-Hélène Aubert. Impôts et taxes. Politique fiscale. Taxes écologiques, création, agriculture [11 mai 1999] (p. 4286)

M. Christian Paul. TVA. Assujettissement. Groupements de producteurs [22 juin 1999] (p. 6243)

M. Bernard Deflesselles. Commerce et artisanat. Centres commerciaux. Implantation, Aubagne [22 juin 1999] (p. 6246)

M. Jean-Pierre Blazy. TVA. Taux. Abonnements aux réseaux de chaleur [22 juin 1999] (p. 6242)

M. Jean-Marie Aubron. Enseignement technique et professionnel. Zone d'éducation prioritaire (ZEP). Classement, lycée professionnel Jean-Macé, Fameck [22 juin 1999] (p. 6241)

M. Jean Pontier. TVA. Taux. Associations syndicales autorisées, fourniture d'eau, irrigation [22 juin 1999] (p. 6244)

M. Claude Gaillard. Ministères et secrétariats d'Etat. Industrie : France Télécom et La Poste. Restauration collective [22 juin 1999] (p. 6245)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1998] (p. 6484, 6507) ; [14 octobre 1998] (p. 6551, 6584, 6613)

Son intervention (p. 6495)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 6543)

Sa réponse (p. 6626)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 6499)

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 6500)

Assurances : assurance vie (p. 6498)

Audiovisuel et communication : audiovisuel : secteur public (p. 6501)

Bâtiment et travaux publics (p. 6498)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 6497)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 6497)

Culture : crédits (p. 6501)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6496, 6498)

Enregistrement et timbre : droits de mutation à titre onéreux (p. 6498)

Enseignement : crédits (p. 6500)

Entreprises : Conseil national du patronat français (CNPF) (p. 6544)

Entreprises : création (p. 6499)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 6499, 6544)

Entreprises : transmission (p. 6498)

Environnement : crédits (p. 6501)

Finances publiques : dépenses (p. 6495, 6500)

Finances publiques : dette publique (p. 6495)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6495, 6496, 6500, 6501, 6544)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6543, 6626)

Finances publiques : procédure budgétaire (p. 6496)

Finances publiques : recettes (p. 6495, 6496, 6627)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 6496, 6498)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 6544, 6627)

Impôts et taxes : avoir fiscal (p. 6498)

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 6499)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 6499, 6501, 6626)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 6498)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6499, 6500)

Impôts et taxes : politique fiscale : agriculture (p. 6628)

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 6496)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 6496, 6499)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6496 à 6498, 6627, 6628)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réduction pour embauche ou investissement (p. 6497)

Impôts locaux : valeur locative (p. 6496, 6498, 6500)

Justice : crédits (p. 6500)

Logement : crédits (p. 6500)

Marchés financiers : généralités (p. 6626)

Ordre public (p. 6501)

Politique économique : conjoncture (p. 6543)

Politique économique : consommation (p. 6544)

Politique économique : croissance (p. 6543, 6627)

Politique sociale : exclusion (p. 6500)

Santé : crédits (p. 6500)

TVA (p. 6496, 6498, 6499, 6544, 6627)

Union européenne : euro (p. 6627)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre

1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Intervient sur l'amendement n° 179 corrigé de M. Georges Sarre (remplacement du dispositif du quotient familial par une réduction d'impôt au titre de chaque enfant à charge) (p. 6652)

Intervient sur l'amendement n° 61 rectifié de M. Philippe Auberger (abaissement de l'ensemble des tranches du barème) (p. 6653)

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. Yves Cochet (institution d'une tranche supplémentaire d'imposition au taux de 60 % pour les revenus supérieurs à 500 000 F) (p. 6654)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Jean-Pierre Brard (assujettissement des revenus financiers à une surtaxe progressive) (p. 6655)

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Yves Nicolin (suppression de la diminution de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) (p. 6656)

Intervient sur l'amendement n° 197 de M. Michel Bouvard (suppression de la diminution de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) (p. 6656)

Intervient sur l'amendement n° 248 de M. François d'Aubert (suppression de la diminution de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) (p. 6656)

Intervient sur l'amendement n° 373 de M. Pierre Méhaignerie (suppression de la diminution de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) (p. 6656)

Intervient sur l'amendement n° 501 de Mme Christine Boutin (suppression de la diminution de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) (p. 6656)

Intervient sur l'amendement n° 62 rectifié de M. Philippe Auberger (relèvement de 11 000 à 16 000 F du plafond de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) (p. 6657)

Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Michel Bouvard (relèvement de 11 000 à 16 000 F du plafond de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) (p. 6657)

Intervient sur l'amendement n° 251 de M. François d'Aubert (relèvement de 11 000 à 15 000 F du plafond de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) (p. 6657)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Marc Laffineur (relèvement de 11 000 à 14 000 F du plafond de l'avantage maximal en impôt résultant du quotient familial) (p. 6657)

Intervient sur l'amendement n° 418 de M. Jean-Jacques Jégou (maintien de l'avantage fiscal procuré par le plafonnement du quotient familial pour les familles n'ayant qu'un seul enfant) (p. 6657)

Intervient sur l'amendement n° 434 de M. Jean-Jacques Weber (suppression du plafond spécifique pour la demi-part supplémentaire de quotient familial dont

- bénéficient certains contribuables célibataires, divorcés ou veufs ayant eu au moins un enfant à charge) (p. 6658)
- Intervient sur l'amendement n° 435 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression du plafond spécifique pour la demi-part supplémentaire de quotient familial dont bénéficient certains contribuables célibataires, divorcés ou veufs ayant eu au moins un enfant à charge) (p. 6658)
- Intervient sur l'amendement n° 63 rectifié de M. Philippe Auberger (intégration progressive au barème de la décote) (p. 6658)
- Intervient sur l'amendement n° 250 de M. François d'Aubert (suppression de la réduction de l'abattement sur le revenu imposable accordé aux contribuables qui rattachent à leur foyer fiscal un enfant marié) (p. 6659)
- Intervient sur l'amendement n° 374 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression de la réduction de l'abattement sur le revenu imposable accordé aux contribuables qui rattachent à leur foyer fiscal un enfant marié) (p. 6659)
- Intervient sur l'amendement n° 249 de M. Laurent Dominati (relèvement de 20 370 à 30 695 F du montant de l'abattement sur le revenu imposable accordé aux contribuables qui rattachent à leur foyer fiscal un enfant marié) (p. 6659)
- Intervient sur l'amendement n° 375 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression du paragraphe IV relatif à l'allocation pour frais d'emploi des journalistes) (p. 6662)
- Intervient sur l'amendement n° 376 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux artistes, musiciens, choristes, chefs d'orchestre et régisseurs de théâtre) (p. 6663)
- Intervient sur l'amendement n° 389 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux artistes dramatiques, lyriques, cinématographiques ou chorégraphiques) (p. 6665)
- Intervient sur l'amendement n° 444 de M. Gilles Carrez (application de l'allocation pour frais d'emploi aux artistes dramatiques, lyriques, cinématographiques ou chorégraphiques) (p. 6665)
- Intervient sur l'amendement n° 393 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux modélistes et mannequins) (p. 6668)
- Intervient sur l'amendement n° 388 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi au personnel de création de l'industrie cinématographique) (p. 6668)
- Intervient sur l'amendement n° 377 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi au personnel des casinos ou cercles) (p. 6668)
- Intervient sur l'amendement n° 394 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers à domicile) (p. 6668)
- Intervient sur l'amendement n° 445 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi à certains ouvriers du bâtiment) (p. 6668)
- Intervient sur l'amendement n° 380 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers forestiers) (p. 6668)
- Intervient sur l'amendement n° 381 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers d'imprimerie de journaux travaillant la nuit) (p. 6668)
- Intervient sur l'amendement n° 385 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers mineurs) (p. 6668)
- Intervient sur l'amendement n° 396 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux ouvriers scaphandriers) (p. 6668)
- Intervient sur l'amendement n° 397 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi à certains ouvriers horlogers) (p. 6668)
- Intervient sur l'amendement n° 398 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux bijoutiers et joaillers) (p. 6668)
- Intervient sur l'amendement n° 399 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux carriers) (p. 6668)
- Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux représentants en publicité) (p. 6668)
- Intervient sur l'amendement n° 395 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux voyageurs, représentants et placiers de commerce ou d'industrie) (p. 6668)
- Intervient sur l'amendement n° 390 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi au personnel navigant de l'aviation civile) (p. 6668)
- Intervient sur l'amendement n° 391 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux chauffeurs et receveurs convoyeurs de cars, conducteurs démonstrateurs et conducteurs convoyeurs des entreprises de construction d'automobiles, chauffeurs et convoyeurs de transports routiers ou d'entreprises de déménagements) (p. 6668)
- Intervient sur l'amendement n° 378 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux commis de société de bourse et commis du marché en banque) (p. 6668)
- Intervient sur l'amendement n° 392 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux inspecteurs d'assurances des branches vie, capitalisation et épargne) (p. 6668)
- Intervient sur l'amendement n° 383 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux bibliothécaires des gares et tenanciers de kiosques à journaux de province) (p. 6668)
- Intervient sur l'amendement n° 382 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux internes des hôpitaux de Paris) (p. 6668)
- Intervient sur l'amendement n° 379 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux fonctionnaires ou agents des assemblées parlementaires) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 387 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux fonctionnaires de l'administration des finances détachés auprès de la commission des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 401 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux secrétaires des groupes parlementaires) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 402 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux agents en fonction dans les bureaux de poste des assemblées parlementaires) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 386 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'allocation pour frais d'emploi aux fonctionnaires du Conseil économique et social) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 400 de M. Charles de Courson (application de l'allocation pour frais d'emploi aux conservateurs des hypothèques) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Philippe Auberger (relèvement de 30 000 à 50 000 F du montant de la rémunération considérée comme une allocation pour frais d'emploi) (p. 6668)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Christian Cuvilliez (plafonnement des réductions d'impôt à 40 000 F par foyer, plus 2 000 F par personne à charge) (p. 6669)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Christian Cuvilliez (suppression du dispositif de réduction du plafond de l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) (p. 6669)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 538 de M. Germain Gengenwin (extension du bénéfice de la déduction pour investissement à la souscription de parts sociales de coopératives agricoles, dans la limite des investissements nouveaux réalisés par celles-ci) (p. 6670)

Intervient sur l'amendement n° 457 de M. Gilles Carrez (non-assujettissement à l'impôt sur le revenu des indemnités de maternité) (p. 6672)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Christian Cuvilliez (imposition commune pour les personnes vivant maritalement) (p. 6673)

Intervient sur l'amendement n° 431 de M. Bernard Perrut (prise en charge d'un frère ou d'une soeur par un contribuable) (p. 6674)

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Charles de Courson (rétablissement du plafond de 28 000 F pour l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) (p. 6675)

Intervient sur l'amendement n° 487 de M. Jean-Jacques Jégou (rétablissement du plafond de 28 000 F pour l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) (p. 6675)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Germain Gengenwin (application d'un abattement de 8 000 F pour une personne seule et de 16 000 F pour un

couple sur les produits de parts de fonds communs de placement solidaires ou caritatifs) (p. 6676)

Intervient sur l'amendement n° 300 corrigé de M. Marc Laffineur (maintien de l'avantage fiscal procuré par le plafonnement de la demi-part additionnelle de quotient familial dont bénéficient les invalides, les anciens combattants et les contribuables célibataires, divorcés ou veufs ayant eu au moins un enfant à charge) (p. 6679)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (maintien à 16 380 F de l'avantage maximum en impôt résultant de la demi-part additionnelle de quotient familial accordée aux invalides et anciens combattants) (p. 6679)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (maintien à 16 830 F de l'avantage maximum en impôt résultant de la demi-part additionnelle de quotient familial accordée aux veufs, célibataires ou divorcés ayant eu des enfants à charge, pour l'imposition des années antérieures à l'année du vingt-septième anniversaire de la naissance du dernier enfant) (p. 6679)

Après l'article 2 (suite)

Intervient sur l'amendement n° 513 de M. Germain Gengenwin (relèvement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre des frais de garde d'un jeune enfant) (p. 6708)

Intervient sur l'amendement n° 456 de M. Gilles Carrez (relèvement du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 6710)

Intervient sur l'amendement n° 545 de M. Jean-Pierre Brard (instauration d'une réduction d'impôt en faveur des entreprises pour l'achat d'un véhicule non polluant ou la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) (p. 6714)

Intervient sur l'amendement n° 166 rectifié de M. Yves Cochet (instauration d'un crédit d'impôt en faveur des entreprises pour l'achat d'un véhicule non polluant ou la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) (p. 6714)

Intervient sur l'amendement n° 306 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (instauration d'une réduction d'impôt en faveur des personnes physiques pour l'achat d'un véhicule non polluant ou la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) (p. 6717)

Intervient sur l'amendement n° 165 rectifié de M. Yves Cochet (instauration d'un crédit d'impôt en faveur des personnes physiques pour l'achat d'un véhicule non polluant ou la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) (p. 6717)

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Marc Laffineur (instauration d'une réduction d'impôt pour l'achat d'un véhicule non polluant) (p. 6717)

Intervient sur l'amendement n° 304 de M. Laurent Dominati (instauration d'une réduction d'impôt pour la transformation d'un véhicule en vue de le rendre plus propre) (p. 6717)

Intervient sur l'amendement n° 295 de M. François d'Aubert (application du régime fiscal des dons aux

cotisations versées par les membres d'associations) (p. 6718)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Gérard Voisin (application aux personnes de moins de 70 ans atteintes de démence sénile ou de la maladie d'Alzheimer de la réduction d'impôt accordée au titre des frais d'hébergement dans un établissement de long séjour ou en section de cure médicale) (p. 6719)

Intervient sur l'amendement n° 192 de M. Gérard Voisin (application aux personnes de moins de 70 ans atteintes de démence sénile ou de la maladie d'Alzheimer du plafond spécifique accordé aux invalides au titre de la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 6719)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 318 de M. Patrice Martin-Lalande (non-imposition de la plus-value réalisée lors de la cession de matériels informatiques à un établissement d'enseignement) (p. 6725)

Intervient sur l'amendement n° 317 de M. Patrice Martin-Lalande (application du régime de la provision des entreprises de presse aux agences de presse dont l'activité est principalement consacrée à l'information politique) (p. 6725)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Philippe Auberger (limitation du report d'imposition des plus-values de cession de droits sociaux réalisées par les créateurs d'entreprises en cas de remploi au capital d'une PME au seul cas de transmission à titre onéreux) (p. 6725)

Intervient sur l'amendement n° 542 de M. Jean-Pierre Brard (relèvement du taux du prélèvement libératoire applicable aux bons anonymes) (p. 6727)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Christian Cuvilliez (suppression de l'avoir fiscal) (p. 6727)

Intervient sur l'amendement n° 320 de M. Patrice Martin-Lalande (instauration d'un amortissement exceptionnel pour les investissements correspondant à la mise en oeuvre de postes de télétravail) (p. 6728)

Article 6 (aménagement du régime simplifié d'imposition en matière de taxe sur la valeur ajoutée)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) (p. 6743)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) (p. 6743)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Christian Cuvilliez (relèvement du taux d'imposition des plus-values à long terme) (p. 6743)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Jean-Pierre Brard (exonération de la taxe sur les salaires pour les hôpitaux) (p. 6743)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Jean-Pierre Brard (majoration de l'abattement dont bénéficient les associations en matière de taxe sur les salaires

lorsqu'elles embauchent des chômeurs de longue durée) (p. 6743)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (continuité du régime de TVA en cas de décès d'un exploitant agricole) (p. 6744)

Intervient sur l'amendement n° 203 de M. Michel Bouvard (continuité du régime de TVA en cas de décès d'un exploitant agricole) (p. 6744)

Intervient sur l'amendement n° 504 de M. Charles de Courson (continuité du régime de TVA en cas de décès d'un exploitant agricole) (p. 6744)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Christian Cuvilliez (prise en compte des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6768)

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Jean-Pierre Brard (prise en compte des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6770)

Intervient sur l'amendement n° 167 deuxième correction de M. Yves Cochet (prise en compte des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6770)

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Christian Cuvilliez (instauration d'une majoration de l'impôt de solidarité sur la fortune en cas d'évolution supérieure à 5 % de la part des actifs financiers dans l'actif net) (p. 6776)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Christian Cuvilliez (suppression du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune pour les contribuables dont le patrimoine imposable excède la limite de la tranche assujettie au taux de 0,5 %) (p. 6777)

Article 9 (limitation de l'exonération d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des biens professionnels de l'activité de loueur en meublé)

Intervient sur l'amendement n° 340 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 6778)

Article 10 (imposition à l'impôt de solidarité sur la fortune des biens ou droits dont la propriété est démembrée)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Philippe Auberger (de suppression) (p. 6779)

Intervient sur l'amendement n° 341 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 6779)

Article 11 (aménagement des règles du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Intervient sur l'amendement n° 342 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 6779)

Intervient sur l'amendement n° 347 de M. Gilbert Gantier (élargissement de la base servant au plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6779)

Intervient sur l'amendement n° 534 rectifié de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 6780)

Intervient sur l'amendement n° 348 de M. Gilbert Gantier (élargissement de la base servant au plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6780)

Intervient sur l'amendement n° 349 de M. Gilbert Gantier (élargissement de la base servant au plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6780)

Intervient sur l'amendement n° 343 de M. Philippe Auberger (rétablissement du plafonnement intégral de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6781)

Intervient sur l'amendement n° 404 de M. Pierre Méhaignerie (rétablissement du plafonnement intégral de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6781)

Intervient sur l'amendement n° 535 de M. Didier Migaud (de précision) (p. 6782)

Article 12 (modalités d'évaluation de la résidence principale en matière d'impôt de solidarité sur la fortune et de droits de mutation à titre gratuit)

Intervient sur l'amendement n° 405 de M. Jean-Jacques Jégou (relèvement du taux de l'abattement applicable à la résidence principale en matière d'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6783)

Intervient sur l'amendement n° 406 de M. Jean-Jacques Jégou (relèvement du taux de l'abattement applicable à la résidence principale en matière de droits de mutation à titre gratuit) (p. 6783)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 14 corrigé de la commission (rétablissement des sanctions en cas de défaut de déclaration des successions en Corse) (p. 6795)

Article 14 précédemment réservé (suite) (modification des règles de territorialité en matière de droits de mutation à titre gratuit)

Intervient sur l'amendement n° 419 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 6803)

Après l'article 14 (suite)

Intervient sur l'amendement n° 507 corrigé précédemment réservé de M. Charles de Courson (exonération de la plus-value constatée lors de la transmission à titre gratuit d'une exploitation agricole, à la condition de ne pas céder celle-ci dans un délai de 10 ans) (p. 6805)

Intervient sur l'amendement n° 187 précédemment réservé de M. Patrick Devedjian (modification des barèmes des droits de mutation à titre gratuit applicables aux transmissions en ligne directe) (p. 6806)

Intervient sur l'amendement n° 188 précédemment réservé de M. Patrick Devedjian (modification des barèmes des droits de mutation à titre gratuit applicables aux transmissions entre époux) (p. 6806)

Intervient sur l'amendement n° 283 précédemment réservé de M. Marc Laffineur (modification des

barèmes des droits de mutation à titre gratuit applicables aux transmissions entre époux) (p. 6806)

Intervient sur l'amendement n° 500 précédemment réservé de Mme Christine Boutin (aménagement des barèmes applicables aux droits de mutation à titre gratuit entre frères et soeurs et entre deux personnes non parentes) (p. 6807)

Intervient sur l'amendement n° 284 précédemment réservé de M. Laurent Dominati (aménagement des barèmes applicables aux droits de mutation à titre gratuit entre frères et soeurs et entre deux personnes non parentes) (p. 6807)

Intervient sur l'amendement n° 178 précédemment réservé de M. Patrick Devedjian (aménagement des barèmes applicables aux droits de mutation à titre gratuit entre frères et soeurs et entre deux personnes non parentes) (p. 6807)

Intervient sur l'amendement n° 529 précédemment réservé de M. Maurice Leroy (réduction des tarifs des droits de mutation à titre gratuit applicables aux personnes liées depuis au moins deux ans par un certificat notarié de vie commune) (p. 6808)

Intervient sur l'amendement n° 448 précédemment réservé de M. Charles de Courson (réduction des tarifs des droits de mutation à titre gratuit applicables aux couples hétérosexuels ayant ou ayant eu à charge au moins un enfant pendant 10 ans) (p. 6808)

Intervient sur l'amendement n° 88 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (relèvement des abattements au titre des droits de mutation à titre gratuit sur la part du conjoint survivant et sur celle de chacun des ascendants ou enfants vivants ou représentés) (p. 6809)

Intervient sur l'amendement n° 189 précédemment réservé de M. Patrick Devedjian (relèvement des abattements au titre des droits de mutation à titre gratuit sur la part du conjoint survivant et sur celle de chacun des ascendants ou enfants vivants ou représentés) (p. 6811)

Intervient sur l'amendement n° 281 précédemment réservé de M. Laurent Dominati (relèvement des abattements au titre des droits de mutation à titre gratuit sur la part du conjoint survivant et sur celle de chacun des ascendants ou enfants vivants ou représentés) (p. 6811)

Intervient sur l'amendement n° 151 corrigé précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (relèvement de l'abattement existant avant le calcul des droits dus sur les mutations à titre gratuit) (p. 6811)

Intervient sur l'amendement n° 33 deuxième correction précédemment réservé de la commission (relèvement de l'abattement dont bénéficie le conjoint survivant avant la perception des droits de mutation à titre gratuit) (p. 6811)

Soutient le sous-amendement n° 556 du Gouvernement (relèvement limité à 400 000 F) à l'amendement n° 33 deuxième correction précédemment réservé de la commission : adopté (p. 6811)

Intervient sur l'amendement n° 150 corrigé précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (relèvement de l'abattement dont bénéficie le conjoint

survivant avant la perception des droits de mutation à titre gratuit) (p. 6811)

Intervient sur l'amendement n° 530 précédemment réservé de M. Maurice Leroy (institution d'un abattement sur la part passible des droits de mutation à titre gratuit au profit du concubin lié au donateur ou au défunt depuis au moins deux ans par un certificat notarié de vie commune) (p. 6813)

Article 15 (régime des titres ou droits de personnes morales ou organismes, détenant directement ou par personne interposée, des immeubles ou droits immobiliers sis en France)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (de précision) (p. 6813)

Article 16 (imposition des plus-values constatées et des plus-values en report d'imposition en cas de transfert du domicile hors de France)

Son intervention (p. 6815)

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 6817)

Intervient sur l'amendement n° 458 de M. Gilles Carrez (de suppression) (p. 6817)

Intervient sur l'amendement n° 460 de M. Gilles Carrez (exonération des contribuables devant quitter le territoire national à la demande de leur employeur) (p. 6817)

Intervient sur l'amendement n° 350 de M. Gilbert Gantier (suppression du paragraphe II) (p. 6818)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) (p. 6818)

Intervient sur l'amendement n° 459 de M. Gilles Carrez (suppression de l'obligation de constituer des garanties auprès d'un comptable du Trésor public) (p. 6819)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) (p. 6819)

Intervient sur l'amendement n° 351 de M. Gilbert Gantier (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de l'article) (p. 6819)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (sursis d'imposition des plus-values professionnelles à long terme en cas de défaut de paiement) (p. 6820)

Intervient sur l'amendement n° 520 de M. Gérard Bapt (non-application de l'abattement prévu à l'article 150 M du code général des impôts aux plus-values immobilières réalisées lors de la cession de terrains à bâtir) (p. 6821)

Article 18 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et mise en oeuvre d'un remboursement de TIPP aux transporteurs routiers)

Son intervention (p. 6825)

Intervient sur l'amendement n° 285 de M. Marc Laffineur (de suppression) (p. 6826)

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Yves Cochet (augmentation de 15 centimes par litre et par an, sur une période de cinq ans, du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au gazole) (p. 6827)

Intervient sur l'amendement n° 410 de M. Charles de Courson (diminution de la fiscalité applicable au supercarburant sans plomb et stabilisation de celle applicable au gazole) (p. 6827)

Intervient sur l'amendement n° 292 corrigé de M. Laurent Dominati (diminution de la fiscalité applicable au supercarburant sans plomb et stabilisation de celle applicable au gazole) (p. 6827)

Article 19 (application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux abonnements souscrits pour la fourniture de gaz et d'électricité)

Intervient sur l'amendement n° 70 rectifié de M. Philippe Auberger (application du taux réduit de la TVA aux abonnements et aux livraisons d'électricité et de gaz combustible) (p. 6838)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (application du taux réduit de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'électricité, de gaz combustible et d'énergie calorifique) (p. 6839)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Jean-Pierre Brard (application du taux réduit de la TVA à une part, fixée par décret, de la consommation de gaz et d'électricité) (p. 6839)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA, sous certaines conditions, à la fourniture d'électricité, de gaz et d'eau) (p. 6840)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Jean-Jacques Weber (non-assujettissement à la TVA des prestations fournies par les syndicats de copropriétaires aux résidences avec services aux retraités) (p. 6840)

Intervient sur l'amendement n° 138 corrigé de M. Christian Cuvilliez (application d'un taux de TVA de 1 % aux quotidiens d'opinion) (p. 6840)

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Christian Cuvilliez (application d'un taux de TVA de 5 % à un certain nombre de produits tels que l'eau et les boissons non alcoolisées, la plupart des produits destinés à l'alimentation humaine, les produits agricoles sans transformation, les produits pharmaceutiques et les livres scolaires) (p. 6841)

Intervient sur l'amendement n° 440 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 327 de M. Yves Fromion (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 93 corrigé de M. Yves Nicolin (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 362 de M. Alain Ferry (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 438 de M. Léonce Deprez (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Jean-Jacques Weber (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Michel Bouvard (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 441 de M. Michel Bouvard (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 528 de M. François Sauvadet (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Laurent Dominati (application d'un taux de TVA de 15 % à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 159 corrigé de M. Maurice Adevah-Poeuf (non-application du taux réduit de la TVA aux ventes à emporter réalisées dans les établissements dont la surface d'accueil pour la consommation sur place est supérieure à 10 mètres carrés) (p. 6855)

Intervient sur l'amendement n° 319 de M. Patrice Martin-Lalande (application du taux réduit de la TVA aux CD-rom) (p. 6855)

Intervient sur l'amendement n° 322 de M. Patrice Martin-Lalande (application du taux réduit de la TVA aux services d'information accessibles par les réseaux de télécommunication) (p. 6855)

Intervient sur l'amendement n° 321 de M. Patrice Martin-Lalande (application du taux réduit de la TVA aux services de presse électroniques) (p. 6855)

Intervient sur l'amendement n° 139 corrigé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux véhicules dont la consommation est inférieure à 4 litres pour 100 kilomètres) (p. 6856)

Intervient sur l'amendement n° 287 de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA aux véhicules électriques) (p. 6856)

Intervient sur l'amendement n° 170 corrigé de M. Yves Cochet (application du taux réduit de la TVA aux capteurs solaires et au bois de chauffage) (p. 6857)

Intervient sur l'amendement n° 334 de M. Jacques Barrot (application du taux réduit de la TVA aux réseaux de distribution d'énergie calorifique représentatifs du combustible bois) (p. 6857)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA aux travaux effectués sur les bâtiments ayant un intérêt patrimonial reconnu) (p. 6859)

Intervient sur l'amendement n° 329 de M. Yves Fromion (application du taux réduit de la TVA aux

prestations liées aux activités sportives et à l'utilisation des équipements sportifs) (p. 6860)

Intervient sur l'amendement n° 290 corrigé de M. Marc Laffineur (application du taux réduit de la TVA aux prestations liées aux activités sportives et à l'utilisation des équipements sportifs) (p. 6860)

Intervient sur l'amendement n° 146 corrigé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 6860)

Intervient sur l'amendement n° 190 corrigé de M. Gérard Voisin (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 6860)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Pierre Méhaignerie (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 6860)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Jean-Jacques Weber (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 6860)

Intervient sur l'amendement n° 442 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 6860)

Intervient sur l'amendement n° 446 de M. Jérôme Cahuzac (application du taux réduit de la TVA aux véhicules pour handicapés paraplégiques) (p. 6862)

Intervient sur l'amendement n° 148 corrigé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux prestations obligatoires de service funéraire) (p. 6862)

Article 20 (application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux appareillages destinés aux diabétiques et à certains handicapés)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Jean-Pierre Brard (application du taux réduit de la TVA aux lunettes et aux appareils auditifs) (p. 6864)

Intervient sur l'amendement n° 523 de Mme Dominique Gillot (application du taux réduit de la TVA aux appareillages auditifs) (p. 6864)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Pierre Méhaignerie (application du taux réduit de la TVA aux appareils auditifs) (p. 6864)

Article 21 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations de collecte et de tri sélectifs des ordures ménagères)

Intervient sur l'amendement n° 430 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (application du taux réduit de la TVA aux prestations de collecte, de tri et de valorisation, y compris par voie biologique, des matériaux contenus dans certains déchets) (p. 6866)

Intervient sur l'amendement n° 141 corrigé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux opérations de traitement portant sur des déchets ménagers ayant fait l'objet d'une collecte séparative et à l'ensemble des prestations des déchetteries) (p. 6866)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (application du taux réduit de la TVA aux opérations

de traitement portant sur des déchets ménagers ayant fait l'objet d'une collecte séparative) (p. 6866)

Article 22 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux subventionnés par l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Intervient sur l'amendement n° 415 de M. Charles de Courson (application du taux réduit de la TVA à l'ensemble des travaux réalisés dans les logements locatifs bénéficiant de l'aide personnalisée au logement) (p. 6867)

Intervient sur l'amendement n° 230 de M. Germain Gengenwin (application du taux réduit de la TVA aux travaux immobiliers portant sur l'ensemble des logements locatifs avec convention de réglementation des loyers) (p. 6867)

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Germain Gengenwin (application du taux réduit de la TVA aux travaux immobiliers portant sur l'ensemble des logements locatifs avec convention de réglementation des loyers) (p. 6867)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Germain Gengenwin (application du taux réduit de la TVA aux travaux immobiliers portant sur l'ensemble des logements locatifs avec convention de réglementation des loyers) (p. 6867)

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Germain Gengenwin (application du taux réduit de la TVA aux travaux immobiliers portant sur l'ensemble des logements locatifs avec convention de réglementation des loyers) (p. 6867)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (de précision) (p. 6867)

Intervient sur l'amendement n° 333 de M. Jacques Barrot (application du taux réduit de la TVA aux opérations de construction des logements-foyers mises en oeuvre entre le 1er octobre 1996 et le 2 juillet 1998) (p. 6868)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Christian Cuvilliez (relèvement du taux du prélèvement libératoire) (p. 6868)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (assujettissement au taux réduit de la TVA des travaux d'amélioration et d'entretien dans l'habitat) (p. 6870)

Intervient sur l'amendement n° 546 de M. Didier Migaud (majoration du crédit d'impôt pour les dépenses d'entretien) (p. 6873)

Intervient sur l'amendement n° 554 de M. Didier Migaud (assujettissement à la TVA des prestations fournies par les villages résidentiels de tourisme) (p. 6874)

Article 23 (augmentation des taux de réduction de droits sur les donations)

Intervient sur l'amendement n° 149 de M. Jean-Pierre Brard (plafonnement de la mesure à 1 million de francs) (p. 6874)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (suppression, pour la période allant du 7 octobre 1998 au 31 décembre 1999, de toute limite d'âge pour le bénéfice de l'abattement de 50 % sur les droits applicables aux donations) (p. 6876)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 416 de M. Jean-Jacques Jégou (relèvement de l'abattement applicable aux donations aux petits-enfants) (p. 6877)

Article 24 (moralisation des avantages liés à la transmission des patrimoines par le biais de l'assurance-vie)

Son intervention (p. 6879)

Intervient sur l'amendement n° 539 rectifié de M. Didier Migaud (nouvelle rédaction de l'article prévoyant un prélèvement de 20 % sur la part excédant 1 million de francs et instituant un prélèvement de 0,20 % à la charge des entreprises d'assurance-vie assis sur le montant des primes ou cotisations émises par elles en 1998) (p. 6882)

Intervient sur le sous-amendement n° 558 de M. Germain Gengenwin (suppression du prélèvement de 0,20 %) à l'amendement n° 539 rectifié de M. Didier Migaud (p. 6882)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Christian Cuvilliez (doublement du plafond de l'impôt sur les opérations de bourse) (p. 6883)

Article 25 (réduction de l'écart entre les minima de perception du droit de consommation sur les tabacs)

Intervient sur l'amendement n° 490 de M. Didier Migaud (prorogation d'un an du délai au terme duquel le minimum de perception applicable aux cigarettes brunes sera aligné sur celui applicable aux cigarettes blondes)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Son intervention (p. 6887)

Intervient sur l'amendement n° 265 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 6889)

Intervient sur l'amendement n° 420 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 6889)

Intervient sur l'amendement n° 463 de M. Gilles Carrez (de suppression) (p. 6889)

Intervient sur l'amendement n° 526 de M. Georges Sarre (suppression de l'extension de la taxe aux activités commerciales et de stockage) (p. 6891)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (définition des limites territoriales de la région Ile-de-France) (p. 6891)

Intervient sur le sous-amendement n° 557 de M. Christian Jacob (exonération des cantons ruraux) à l'amendement n° 34 de la commission (p. 6891)

Soutient le sous-amendement oral du Gouvernement (suppression de la mention des départements qui

composent la région Ile-de-France) à l'amendement n° 34 de la commission : retiré (p. 6891)

Intervient sur l'amendement n° 464 de M. Gilles Carrez (exonération des locaux de stockage) (p. 6891)

Intervient sur l'amendement n° 364 de M. Gilbert Gantier (exonération de certains locaux de stockage) (p. 6891)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Christian Cuvilliez (exonération des bureaux situés dans le port autonome de Paris) (p. 6891)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (définition du champ d'application de la taxe) (p. 6891)

Intervient sur l'amendement n° 313 de M. Jean-Pierre Brard (assujettissement à la taxe des surfaces de stationnement) (p. 6892)

Intervient sur l'amendement n° 363 de M. Gilbert Gantier (exonération des locaux de stockage) (p. 6892)

Intervient sur l'amendement n° 314 de M. Jean-Pierre Brard (assujettissement à la taxe des surfaces de stationnement) (p. 6892)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (taxation à un tarif réduit des locaux à usage de bureaux dont sont propriétaires les organismes sans but lucratif à caractère sportif) (p. 6892)

Intervient sur l'amendement n° 299 de M. Gilbert Gantier (exonération des locaux de stockage) (p. 6893)

Intervient sur l'amendement n° 365 de M. Gilbert Gantier (abaissement des taux applicables aux locaux de stockage et suppression de la distinction entre deux tarifs selon la superficie des locaux) (p. 6893)

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. Gilbert Gantier (abaissement des taux applicables aux locaux de stockage et suppression de la distinction entre deux tarifs selon la superficie des locaux) (p. 6893)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 194 rectifié de M. Christian Cuvilliez (non-assujettissement à la TVA des terrains acquis par des personnes physiques en vue de la construction d'immeubles affectés à leur usage privatif) (p. 6901)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 26 précédemment réservé de la commission (baisse de la TVA sur certains produits de confiserie et de chocolaterie) (p. 6903)

Intervient sur l'amendement n° 134 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (baisse de la TVA sur certains produits de confiserie et de chocolaterie) (p. 6903)

Intervient sur l'amendement n° 532 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (baisse de la TVA sur certains produits de confiserie et de chocolaterie) (p. 6903)

Intervient sur l'amendement n° 77 précédemment réservé de M. Philippe Auberger (baisse de la TVA sur les chocolats présentés en tablettes ou en bâtons) (p. 6903)

Intervient sur l'amendement n° 301 précédemment réservé de M. Laurent Dominati (baisse de la TVA sur les tablettes de chocolat) (p. 6903)

Article 28 (réduction du taux de l'impôt fiscal)

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Christian Cuvilliez (extension aux particuliers de la réduction de l'impôt fiscal prévue pour les entreprises) (p. 6903)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (assimilation à des apports des droits d'adhésion perçus par les sociétés d'assurance mutuelles) (p. 6904)

Intervient sur l'amendement n° 193 de M. Christian Cuvilliez (réintégration dans le bénéfice net total de la société-mère d'une fraction forfaitaire des charges afférentes aux produits de participation perçus par cette même société-mère) (p. 6904)

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Michel Bouvard (octroi d'avantages fiscaux aux sociétés qui organisent des congrès dans les départements d'outre-mer) (p. 6905)

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Michel Bouvard (octroi d'avantages fiscaux aux sociétés qui organisent des congrès dans les départements d'outre-mer) (p. 6905)

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Michel Bouvard (octroi d'avantages fiscaux aux sociétés qui organisent des congrès dans les départements d'outre-mer) (p. 6905)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Son intervention (p. 6910)

Intervient sur l'amendement n° 421 de M. Pierre Méhaignerie (de suppression) (p. 6915)

Intervient sur l'amendement n° 473 de M. Gilles Carrez (nouvelle rédaction de l'article substituant à la compensation la technique du dégrèvement) (p. 6920)

Intervient sur l'amendement n° 475 de M. Gilles Carrez (nouvelle rédaction de l'article substituant à la compensation la technique du dégrèvement et limitant l'application de la réforme à l'année 1999) (p. 6920)

Intervient sur l'amendement n° 474 de M. Gilles Carrez (nouvelle rédaction de l'article limitant l'application de la réforme à l'année 1999) (p. 6920)

Intervient sur l'amendement n° 472 de M. Gilles Carrez (réduction de la fraction imposable des recettes des titulaires de bénéfices non commerciaux employant moins de cinq salariés) (p. 6921)

Intervient sur l'amendement n° 274 de M. Gilbert Gantier (suppression des dispositions prévoyant l'extinction de la réduction pour embauche et investissement sur deux ans) (p. 6921)

Intervient sur l'amendement n° 469 de M. Gilles Carrez (maintien de la réduction pour embauche et investissement au taux de 35 %) (p. 6923)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (rédactionnel) (p. 6923)

Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Marc Laffineur (rétablissement du taux unique de 3,5 % pour le plafonnement en fonction de la valeur ajoutée) (p. 6923)

Intervient sur l'amendement n° 353 de M. Gilbert Gantier (maintien de la déduction des loyers pour déterminer la valeur ajoutée servant à la mise en oeuvre du plafonnement) (p. 6923)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Philippe Auberger (de précision) (p. 6924)

Intervient sur l'amendement n° 272 de M. Marc Laffineur (suppression de l'augmentation progressive du taux de la cotisation minimale de taxe professionnelle) (p. 6924)

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Germain Gengenwin (suppression des dispositions prévoyant une hausse du taux de la cotisation minimale de taxe professionnelle) (p. 6924)

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Jean-Pierre Brard (affectation au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle des recettes induites par l'augmentation des taux de la cotisation minimale) (p. 6925)

Intervient sur l'amendement n° 470 de M. Gilles Carrez (versement du produit de la cotisation minimale au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 6925)

Intervient sur l'amendement n° 273 de M. Marc Laffineur (rapport au Parlement) (p. 6926)

Intervient sur l'amendement n° 236 de M. Germain Gengenwin (suppression de l'augmentation progressive des taux de la cotisation de péréquation de taxe professionnelle) (p. 6926)

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Marc Laffineur (suppression de l'augmentation progressive des taux de la cotisation de péréquation de taxe professionnelle) (p. 6926)

Intervient sur l'amendement n° 352 de M. Gilbert Gantier (diminution de la progression des taux de la cotisation de péréquation de taxe professionnelle) (p. 6926)

Intervient sur l'amendement n° 354 de M. Gilbert Gantier (réduction du plafond applicable au taux de la taxe professionnelle à une fois et demie le taux moyen constaté l'année précédente au niveau national pour chacun des différents niveaux des collectivités locales) (p. 6926)

Intervient sur l'amendement n° 471 de M. Gilles Carrez (affectation de la majoration de la cotisation nationale de péréquation au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 6927)

Intervient sur l'amendement n° 536 de M. Jean-Pierre Brard (mise en oeuvre d'un dispositif de compensation pour les collectivités locales tenant compte de l'évolution des bases) (p. 6927)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (rédactionnel) (p. 6928)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) (p. 6928)

Intervient sur l'amendement n° 355 de M. Marc Laffineur (mise en oeuvre d'un dispositif de compensation pour les collectivités locales tenant compte de l'évolution des bases) (p. 6928)

Intervient sur l'amendement n° 356 de M. Marc Laffineur (indexation de la compensation versée aux collectivités locales sur le taux d'inflation et sur la totalité de la croissance du PIB) (p. 6928)

Intervient sur l'amendement n° 417 de M. Pierre Méhaignerie (remplacement de la compensation prévue au titre des pertes de recettes nées de la réforme par un dégrèvement) (p. 6928)

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (rédactionnel) (p. 6929)

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (rapport d'étape) (p. 6929)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe additionnelle à la taxe professionnelle sur certains actifs financiers) (p. 6930)

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe additionnelle à la taxe professionnelle sur certains actifs financiers) (p. 6930)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Christian Cuvilliez (retour progressif de France Télécom dans le droit commun de la fiscalité locale) (p. 6935)

Article 30 (taxe générale sur les activités polluantes)

Son intervention (p. 6939)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Philippe Auberger (de suppression) (p. 6940)

Intervient sur l'amendement n° 271 de M. Marc Laffineur (de suppression) (p. 6940)

Intervient sur l'amendement n° 422 de M. Pierre Méhaignerie (de suppression) (p. 6940)

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Yves Cochet (élargissement de l'assiette de la taxe aux déchets industriels) (p. 6941)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (de précision) (p. 6941)

Intervient sur l'amendement n° 171 de M. Yves Cochet (élargissement de l'assiette de la taxe aux aérodromes militaires) (p. 6942)

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Christian Cuvilliez (extension de la taxe au trafic privé d'aéronefs) (p. 6942)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Yves Cochet (majoration de la taxe sur les nuisances sonores) (p. 6942)

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (de précision) (p. 6943)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) (p. 6943)

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (rédactionnel) (p. 6943)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Yves Cochet (institution d'une taxe sur les engrais chimiques) (p. 6944)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Yves Cochet (institution d'une taxe sur "l'artificialisation des sols") (p. 6945)

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Yves Cochet (majoration des tarifs de la taxe sur les installations classées) (p. 6945)

Intervient sur l'amendement n° 524 de Mme Nicole Bricq (assujettissement des élevages hors sol à la taxe sur les installations classées) (p. 6946)

Article 31 (amortissement exceptionnel des véhicules fonctionnant en bicarburant et des accumulateurs nécessaires à leur fonctionnement)

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article prorogeant la validité du régime d'amortissement exceptionnel jusqu'au 1er janvier 2003) (p. 6947)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (majoration de l'exonération de la taxe sur les véhicules des sociétés pour les véhicules fonctionnant en bicarburant) (p. 6948)

Article 32 (suppression de diverses taxes)

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (avancement au 1er octobre 1998 de la date d'application de la suppression de la taxe sur les briquets et allumettes) (p. 6948)

Après l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 555 de M. Marc Laffineur (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) (p. 6948)

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Christian Cuvilliez (suppression de la taxe sur les surloyers) (p. 6949)

Intervient sur l'amendement n° 289 de M. Marc Laffineur (suppression des droits d'inscription aux examens et aux concours administratifs) (p. 6949)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 508 de M. Germain Gengenwin (extension du bénéfice de la déduction pour investissement à la souscription de parts sociales de coopératives ou d'actions de sociétés assurant la transformation et la commercialisation de matières premières agricoles) (p. 6950)

Intervient sur l'amendement n° 509 de M. Germain Gengenwin (extension du bénéfice de la déduction pour investissement à la souscription de parts sociales de coopératives agricoles) (p. 6950)

Intervient sur l'amendement n° 510 de M. Charles de Courson (suppression de l'obligation de réintégration de la déduction pour investissement affectée à des éléments amortissables au fur et à mesure que l'amortissement est effectué) (p. 6950)

Intervient sur l'amendement n° 511 de M. Charles de Courson (création d'une réserve spéciale d'autofinancement pour les exploitations agricoles) (p. 6950)

Soutient l'amendement n° 488 du Gouvernement (institution d'une taxe de l'aviation civile et suppression de la taxe de sécurité et de sûreté et de la taxe de péréquation des transports aériens) : adopté (p. 6952)

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Georges Sarre (institution d'une taxe sur les recettes de publicité des services de télévision diffusés par voie hertzienne) (p. 6955)

Intervient sur l'amendement n° 181 rectifié de M. Georges Sarre (institution d'une taxe sur les recettes de publicité des services de télévision diffusés par voie hertzienne) (p. 6955)

Intervient sur l'amendement n° 505 de M. Charles de Courson (application des droits réduits de 1 % aux cessions de parts réalisées par des groupements fonciers agricoles louant leurs terres par bail à long terme) (p. 6955)

Intervient sur l'amendement n° 91 de M. Christian Cuvilliez (plafonnement de la taxe d'habitation pour les contribuables dont la cotisation d'impôt sur le revenu n'excède pas 18 000 F) (p. 6956)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Christian Cuvilliez (accroissement du dégrèvement d'office de la taxe d'habitation dont bénéficient les contribuables ayant des revenus modestes) (p. 6956)

Intervient sur l'amendement n° 315 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (institution d'un mécanisme de dégrèvement d'office de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les bénéficiaires des minima sociaux) (p. 6957)

Intervient sur l'amendement n° 242 de M. Jean-Jacques Weber (institution d'un crédit d'impôt en faveur des personnes titulaires d'un contrat d'assurance destiné à garantir le versement d'un capital ou d'une rente viagère en cas de survenance d'un état de dépendance) (p. 6958)

Article 36 (prélèvement exceptionnel sur les caisses d'épargne)

Intervient sur l'amendement n° 60 rectifié de M. Philippe Auberger (de suppression) (p. 6960)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Marc Laffineur (de suppression) (p. 6960)

Intervient sur l'amendement n° 279 de M. Marc Laffineur (réduction du montant du prélèvement) (p. 6961)

Intervient sur l'amendement n° 278 de M. Marc Laffineur (réduction du montant du prélèvement) (p. 6961)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 540 de M. Jean-Jacques Weber (institution d'une réduction d'impôt en faveur des personnes titulaires d'un contrat d'assurance destiné à garantir le versement d'un capital ou d'une rente viagère en cas de survenance d'un état de dépendance) (p. 6961)

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Jean-Pierre Brard (majoration du droit de timbre applicable au permis de chasser) (p. 6961)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Gérard Grignon (rétablissement de la redevance appliquée aux gisements en mer dans la zone économique exclusive française autour de Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 6963)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Son intervention (p. 6965)

Intervient sur l'amendement n° 413 de M. Pierre Méhaignerie (indexation de l'enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités locales sur la moitié du taux de croissance du PIB) (p. 6966)

Intervient sur l'amendement n° 476 de M. Gilles Carrez (indexation de l'enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités locales sur la moitié du taux de croissance du PIB) (p. 6966)

Soutient l'amendement n° 560 du Gouvernement (relèvement de la fraction d'évolution du PIB prise en compte, au titre de l'année 1999, pour l'indexation de l'enveloppe normée des dotations de l'Etat) : adopté (p. 6967)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (rédactionnel) (p. 6969)

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (réduction de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle pour les collectivités locales les moins favorisées) (p. 6969)

Intervient sur l'amendement n° 497 de M. Michel Tamaya (application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle aux communes d'outre-mer bénéficiant de la quote-part réservée à l'outre-mer au sein de la dotation d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement) (p. 6970)

Intervient sur l'amendement n° 498 de M. Michel Tamaya (application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle aux communes d'outre-mer ayant conclu un contrat de ville et bénéficiant de la quote-part de la dotation d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement) (p. 6970)

Soutient l'amendement n° 561 du Gouvernement (application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle aux bourgs-centres bénéficiaires de la première fraction de la dotation de solidarité rurale) : adopté (p. 6971)

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Michel Bouvard (application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle aux bourgs-centres bénéficiaires de la première fraction de la dotation de solidarité rurale) (p. 6971)

Intervient sur l'amendement n° 371 de M. Jean Proriol (application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle aux bourgs-centres bénéficiaires de la première fraction de la dotation de solidarité rurale) (p. 6971)

Intervient sur l'amendement n° 478 de M. Gilles Carrez (application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle aux communes dont les bases de taxe professionnelle par habitant sont inférieures à la moyenne de l'ensemble des communes appartenant au même groupe démographique) (p. 6971)

Intervient sur l'amendement n° 479 de M. Gilles Carrez (application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle aux communes dont les bases de taxe professionnelle par habitant sont inférieures à 80 % de la moyenne de l'ensemble des communes appartenant au même groupe démographique) (p. 6971)

Article 27 précédemment réservé (suppression de la taxe régionale sur les cessions d'immeubles et unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels)

Intervient sur l'amendement n° 491 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 6974)

Intervient sur l'amendement n° 492 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 6974)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (maintien du régime applicable aux marchands de biens pour les cessions d'immeubles professionnels réalisées entre le 1er janvier et le 30 juin 1999) (p. 6974)

Intervient sur l'amendement n° 493 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 6974)

Intervient sur l'amendement n° 467 de M. Gilles Carrez (non-application du régime des droits de mutation sur les cessions d'immeubles aux cessions de titres de sociétés par actions non cotées dont l'actif n'est pas constitué d'immeubles) (p. 6974)

Intervient sur l'amendement n° 494 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 6975)

Intervient sur l'amendement n° 485 de M. Alain Ferry (application de la taxation à 4,80 % à compter du 15 octobre 1998) (p. 6975)

Intervient sur l'amendement n° 468 de M. Gilles Carrez (référence à la notion de prépondérance immobilière) (p. 6975)

Soutient l'amendement n° 559 du Gouvernement (modulation de la compensation versée à chaque région en fonction du niveau des recettes de taxe additionnelle régionale) : adopté (p. 6976)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Michel Bouvard (compensation des pertes de recettes subies par la ville de Modane en raison de l'application de la convention du 29 janvier 1951 relative aux gares internationales) (p. 6976)

Soutient l'amendement n° 562 du Gouvernement (création, au sein du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle, d'une deuxième part permettant de compenser pour les communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine et pour les bourgs-centres les pertes de dotation de compensation de la taxe professionnelle subies en 1999) : adopté (p. 6976)

Après l'article 41

Intervient sur l'amendement n° 495 rectifié de M. Didier Migaud (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA de certains investissements réalisés par les collectivités locales sur des biens appartenant à l'Etat ou à des particuliers) (p. 6977)

Article 43 et état A (équilibre général du budget)

Intervient sur l'amendement n° 302 de M. François d'Aubert (de suppression) (p. 6989)

Intervient sur l'amendement n° 414 de M. Pierre Méhaignerie (réduction de 18,3 milliards de francs des dépenses du budget général) (p. 6990)

Soutient l'amendement n° 563 du Gouvernement (de conséquence des votes intervenus) : adopté (p. 6994)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SERVICES GÉNÉRAUX - Secrétariat général de la Défense Nationale - Conseil économique et social - PLAN - BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7801)

Son intervention (p. 7808)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : délocalisations (p. 7810)

Défense : Institut des hautes études et de défense nationale (IHEDN) (p. 7810)

Défense : Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) (p. 7810)

Etat : Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) (p. 7811)

Etat : Conseil économique et social (p. 7810, 7811)

Etat : Gouvernement : communication (p. 7809)

Etat : Gouvernement : télécommunications (p. 7809)

Etat : Plan (p. 7809, 7811)

Etat : services du Premier ministre (p. 7808, 7809)

Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) (p. 7808)

Politique économique : prévisions (p. 7811)

Presse et livres : journaux officiels (p. 7812)

Recherche (p. 7811)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 7811, 7812)

Relations internationales : Institut français des relations internationales (IFRI) (p. 7809)

Retraites : généralités (p. 7811)

ECONOMIE ET FINANCES

CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8974)

Son intervention (p. 8993)

Sa réponse (p. 9006, 9007)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurances : Groupe des assurances nationales (GAN) (p. 8996)

Banques et établissements financiers : Crédit foncier (p. 8997)

Banques et établissements financiers : Crédit Lyonnais (p. 8996)

Défense : Direction des chantiers navals (p. 8997)

Défense : GIAT-Industries (p. 8997)

Démographie : recensements (p. 8994, 8995)

Eau : agences (p. 8997)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 8995)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 8997)

Etat : Monnaies et médailles (p. 8995, 8996)

Finances publiques : charges communes (p. 8993)

Finances publiques : comptes spéciaux du Trésor (p. 8996)

Finances publiques : dette publique (p. 8993, 8994)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 8994)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 8997)

Industrie : centres techniques industriels (p. 8998)

Logement : crédits (p. 8996)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : fonctionnement (p. 8994, 8995)

Politique économique : emprunts russes (p. 8997)

Secteur public : entreprises publiques : dotations en capital (p. 8996)

Secteur public : entreprises publiques : ouverture du capital (p. 8996)

Taxes parafiscales (p. 8997)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8995)

Union européenne : euro (p. 8996)

Réponses aux questions :

Banques et établissements financiers : Banque de France (p. 9006) (M. Pierre Hériaud) (p. 9006)

Enseignement supérieur : Ecole nationale des douanes (p. 9007) (M. Patrick Delnatte) (p. 9006)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 9006) (M. Pierre Hériaud) (p. 9006)

Vote des crédits [16 novembre 1998] (p. 9007)

Etat B, titre IV

Soutient l'amendement n° 162 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 9007)

Article 52 (modification des recettes du compte d'affectation spéciale n° 902-22 "Fonds pour l'aménagement de l'Ile-de-France" [FARIF])

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Dominique Baert (rédactionnel) (p. 9009)

Après l'article 53

Soutient l'amendement n° 186 du Gouvernement (constitution d'un fonds d'intervention pour les aéroports et les transports aériens en remplacement du fonds de péréquation du transport aérien) : adopté (p. 9010)

Article 55 (comptes d'affectation spéciale - opérations définitives - mesures nouvelles)

Soutient l'amendement n° 187 du Gouvernement (de conséquence) : adopté (p. 9011)

**ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES
ADDITIONNELS NON RATTACHÉS**

[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)

Article 62 et état H (reports de crédits)

Soutient l'amendement n° 188 du Gouvernement (inscription du chapitre 34-98 "Moyens de fonctionnement des services centraux" du budget des anciens combattants) : adopté (p. 9028)

Avant l'article 64

Intervient sur l'amendement n° 108 de la commission (maintien à 20 000 F du montant de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et les pensionnés) (p. 9030)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Marc Laffineur (institution d'un abattement exceptionnel de

5 % sur les revenus salariés ou assimilés perçus en 1999 et 2000) (p. 9030)

Intervient sur l'amendement n° 109 de la commission (prorogation des incitations fiscales à l'investissement outre-mer) (p. 9035)

Soutient le sous-amendement n° 235 du Gouvernement (suppression des B, C et D du paragraphe I et du paragraphe II) à l'amendement n° 109 de la commission : rejeté (p. 9034)

Intervient sur le sous-amendement n° 189 de M. Henry Jean-Baptiste (prorogation jusqu'au 31 décembre 2005 du mécanisme de déduction dont bénéficient les contribuables passibles de l'impôt sur le revenu) à l'amendement n° 109 de la commission (p. 9035)

Intervient sur l'amendement n° 110 de la commission (extension de l'agrément prévu pour la déduction de l'investissement outre-mer des revenus ou des résultats imposables) (p. 9036)

Intervient sur le sous-amendement n° 190 de M. Henry Jean-Baptiste (agrément réservé aux investissements d'un montant supérieur à 3 millions de francs) à l'amendement n° 110 de la commission (p. 9036)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Marc Laffineur (barème de l'impôt sur le revenu) (p. 9036)

Intervient sur l'amendement n° 111 de la commission (amélioration des incitations fiscales à l'investissement outre-mer pour les contribuables passibles de l'impôt sur les sociétés) (p. 9038)

Soutient le sous-amendement n° 236 du Gouvernement (suppression du C du paragraphe I et du paragraphe IV) à l'amendement n° 111 de la commission : rejeté (p. 9038)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Gérard Saumade (élargissement du champ d'application du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer au secteur de la production audiovisuelle et cinématographique) (p. 9039)

Article 64 (reconduction du crédit d'impôt recherche)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. Thierry Carcenac (maintien de la modulation territoriale pour le calcul des frais de fonctionnement) (p. 9041)

Intervient sur l'amendement n° 112 de la commission (suppression de la condition d'agrément pour les dépenses réalisées au titre d'opérations confiées à des organismes de recherche publics ou à des universités) (p. 9042)

Intervient sur l'amendement n° 113 de la commission (suppression de l'abrogation du paragraphe IV bis de l'article 244 quater b du code général des impôts) (p. 9042)

Intervient sur l'amendement n° 114 de la commission (de précision) (p. 9042)

Intervient sur l'amendement n° 115 de la commission (de précision) (p. 9042)

Après l'article 64

Intervient sur l'amendement n° 116 de la commission (éligibilité au crédit d'impôt recherche des opérations

confiées à des stylistes extérieurs à l'entreprise) (p. 9043)

Article 65 (reconduction du crédit d'impôt pour dépenses de formation)

Intervient sur l'amendement n° 117 de la commission (nouvelle rédaction de l'article maintenant la base légale du calcul du crédit d'impôt pour les dépenses exposées en 1998 et supprimant le droit d'option au titre de l'année de création de l'entreprise) (p. 9043)

Article 66 (prorogation de la période d'application des réductions d'impôt accordées au titre des souscriptions au capital de sociétés non cotées ou des souscriptions de parts de fonds communs de placement dans l'innovation)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Germain Gengenwin (institution d'un dispositif de déduction des sommes investies dans le capital des petites et moyennes entreprises) (p. 9044)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Pierre Méhaignerie (pérennisation du dispositif de réduction d'impôt) (p. 9044)

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Philippe Auberger (doublement des plafonds de la réduction d'impôt pour les souscriptions au capital des sociétés non cotées) (p. 9045)

Article 67 (amélioration du dispositif de déduction du revenu global des pertes au capital de sociétés en cessation de paiement)

Intervient sur l'amendement n° 203 de M. Pierre Méhaignerie (relèvement des plafonds annuels de déduction) (p. 9045)

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire)

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Jean-Jacques Jégou (relèvement du taux et allongement de la durée de la déduction forfaitaire applicable aux revenus fonciers) (p. 9047)

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Germain Gengenwin (réintégration des ascendants et des descendants dans le champ d'application du dispositif) (p. 9048)

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Henry Chabert (calcul du plafond de loyer en fonction de la surface utile du logement) (p. 9048)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Henry Chabert (relèvement du plafond de loyer applicable dans les communes de plus de 100 000 habitants) (p. 9049)

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Jean-Jacques Jégou (déduction au titre de l'amortissement égale à 10 % des dépenses de reconstruction ou d'agrandissement pour les quatre premières années et à 2 % pour les vingt années suivantes) (p. 9049)

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Jean-Jacques Jégou (déduction au titre de l'amortissement égale à 10 % du prix d'acquisition pour les quatre premières

années et à 2 % pour les vingt années suivantes) (p. 9049)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Gilbert Gantier (assouplissement des conditions de sous-location par une personne morale) (p. 9050)

Intervient sur l'amendement n° 230 de M. Henry Chabert (maintien de l'amortissement tant que les conditions de loyer et de ressources demeurent remplies) (p. 9050)

Intervient sur l'amendement n° 118 de la commission (maintien de l'amortissement en cas de démembrement du droit de propriété) (p. 9051)

Intervient sur le sous-amendement n° 209 de M. Didier Migaud (de précision) à l'amendement n° 118 de la commission (p. 9051)

Intervient sur le sous-amendement n° 210 de M. Didier Migaud (de précision) à l'amendement n° 118 de la commission (p. 9051)

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Didier Migaud (de coordination) (p. 9051)

Intervient sur l'amendement n° 119 de la commission (institution d'un avantage fiscal à l'investissement locatif dans les résidences de tourisme classées situées dans les zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire, dans les territoires ruraux de développement prioritaire ou dans les zones de revitalisation rurale) (p. 9054)

Intervient sur le sous-amendement n° 211 de M. Didier Migaud (de coordination) à l'amendement n° 119 de la commission (p. 9054)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Germain Gengenwin (relèvement de la limite d'imputation sur le revenu global du déficit foncier constaté par les bailleurs privés) (p. 9054)

Intervient sur l'amendement n° 120 de la commission (rapport au Parlement) (p. 9054)

Après l'article 68

Intervient sur l'amendement n° 204 de M. Jean-Jacques Jégou (prorogation du dispositif d'investissement locatif dit "amortissement Périssol") (p. 9055)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Henry Chabert (relèvement de la limite d'imputation sur le revenu global du déficit foncier constaté par le bailleur qui accepte de conventionner son logement) (p. 9055)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Germain Gengenwin (amortissement dégressif des bâtiments à usage professionnel) (p. 9055)

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Gilbert Gantier (établissement d'un régime général d'exonération des plus-values à long terme sous condition de réemploi dans une PME nouvellement créée) (p. 9056)

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Gilbert Gantier (exonération des droits de mutation à titre gratuit lors de la première transmission d'un logement ayant bénéficié de l'amortissement en faveur des bailleurs privés) (p. 9056)

Après l'article 69

Intervient sur l'amendement n° 121 de la commission (crédit d'impôt pour l'acquisition ou la transformation d'un véhicule propre) (p. 9067)

Intervient sur l'amendement n° 123 de la commission (modulation de l'exonération trentenaire de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour certains terrains forestiers) (p. 9069)

Soutient l'amendement n° 238 du Gouvernement (faculté pour les conseils municipaux de supprimer l'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties dont bénéficient les terrains boisés) : adopté (p. 9070)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Charles de Courson (prise en considération des essences) à l'amendement n° 238 du Gouvernement (p. 9070)

Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Maurice Adevah-Poeuf (faculté pour le Conseil régional d'exonérer les véhicules propres de la taxe proportionnelle sur les certificats d'immatriculation) (p. 9071)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Yves Cochet (faculté pour le Conseil régional d'exonérer les véhicules propres de la taxe proportionnelle sur les certificats d'immatriculation) (p. 9071)

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Didier Migaud (faculté pour le Conseil régional d'exonérer les véhicules propres de la taxe proportionnelle sur les certificats d'immatriculation) (p. 9071)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Gérard Bapt (modification de la répartition du prélèvement sur les bases d'imposition des établissements de traitement des ordures ménagères) (p. 9072)

Intervient sur l'amendement n° 124 de la commission (taxe communale facultative sur les activités saisonnières à caractère commercial) (p. 9073)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Patrice Martin-Lalande (instauration d'un régime fiscal favorisant l'équipement des ménages en matériel informatique) (p. 9073)

Intervient sur l'amendement n° 122 de la commission (rapport au Parlement sur les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 9075)

Article 70 (gestion d'actifs hors de France dans des structures soumises à un régime fiscal privilégié constituées de personnes physiques)

Son intervention (p. 9076)

Intervient sur l'amendement n° 172 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 9078)

Intervient sur l'amendement n° 192 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 9078)

Intervient sur l'amendement n° 125 de la commission (de précision) (p. 9078)

Intervient sur l'amendement n° 126 de la commission (de précision) (p. 9078)

Intervient sur l'amendement n° 127 de la commission (suppression d'un cumul d'impositions) (p. 9078)

Intervient sur l'amendement n° 193 de M. Jean-Jacques Jégou (sursis d'imposition jusqu'à la perception effective des revenus provenant d'organismes établis hors de France) (p. 9079)

Après l'article 70

Intervient sur l'amendement n° 129 de la commission (obligation de déclaration par les personnes physiques des transferts financiers internationaux d'un montant de plus de 50 000 F) (p. 9080)

Intervient sur l'amendement n° 130 de la commission (réduction de 150 000 à 50 000 F du seuil d'application de l'obligation de paiement par chèque pour les particuliers non commerçants) (p. 9081)

Intervient sur le sous-amendement n° 214 de M. Didier Migaud (maintien du montant de l'amende) à l'amendement n° 130 de la commission (p. 9081)

Intervient sur l'amendement n° 161 deuxième correction de M. Jean-Pierre Brard (création d'un fichier des associés, dirigeants et gérants de sociétés) (p. 9082)

Intervient sur l'amendement n° 131 de la commission (renforcement des contrôles en matière de TVA intracommunautaire) (p. 9082)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Jean-Pierre Brard (renforcement de la coopération entre les agents de la direction générale des impôts et ceux des douanes) (p. 9083)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Jean-Pierre Brard (communication entre la direction générale des impôts et la direction générale des douanes des documents recueillis dans le cadre de leurs missions respectives) (p. 9083)

Intervient sur l'amendement n° 132 de la commission (communication à l'administration fiscale des résultats des contrôles opérés en matière de cotisations sociales) (p. 9083)

Intervient sur l'amendement n° 160 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (établissement d'une liste des personnes assujetties à l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 9084)

Intervient sur l'amendement n° 159 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (utilisation par les services fiscaux des numéros d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques) (p. 9085)

Soutient le sous-amendement n° 239 du Gouvernement (information des organismes sociaux) à l'amendement n° 159 corrigé de M. Jean-Pierre Brard : adopté (p. 9085)

Soutient l'amendement n° 237 du Gouvernement (renforcement de l'information du Parlement sur les résultats du contrôle fiscal) : adopté (p. 9086)

Intervient sur l'amendement n° 133 de la commission (rapport au Parlement sur les modalités d'exercice du contrôle fiscal en matière d'impôts locaux) (p. 9086)

Après l'article 71

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Kofi Yamgnane (représentation des élus locaux au sein de

la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires) (p. 9087)

Après l'article 72

Intervient sur l'amendement n° 134 de la commission (paiement de la TVA pour les acquisitions intracommunautaires de véhicules neufs) (p. 9088)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Philippe Auberger (extension des compétences de la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires) (p. 9088)

Après l'article 73

Intervient sur l'amendement n° 147 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (assouplissement des conditions d'adoption du régime de la taxe professionnelle unique par les communautés urbaines)

Intervient sur l'amendement n° 146 de M. Augustin Bonrepaux (assouplissement des conditions d'adoption du régime de la taxe professionnelle unique par les districts)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Augustin Bonrepaux (assouplissement des conditions d'adoption du régime de la taxe professionnelle unique par les communautés de communes)

Intervient sur l'amendement n° 194 de M. Charles de Courson (exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les immeubles appartenant à des syndicats mixtes ou à des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 9090)

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. Yves Cochet (exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains situés dans les zones remplissant des fonctions écologiques d'utilité collective) (p. 9091)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Serge Poignant (conditions d'application de la réforme de la taxe professionnelle aux artisans) (p. 9092)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Christian Cuvilliez (suppression de l'abattement de 16 % sur les bases d'imposition de la taxe professionnelle) (p. 9093)

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Jean-Pierre Balligand (obligation d'adoption de la taxe professionnelle unique pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 100 000 habitants) (p. 9115)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Didier Migaud (obligation d'adoption de la taxe professionnelle unique pour les groupements de communes de plus de 100 000 habitants) (p. 9115)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Didier Migaud (prélèvement d'une fiscalité additionnelle par les groupements de communes à taxe professionnelle unique) (p. 9115)

Intervient sur l'amendement n° 149 de M. Didier Migaud (exclusion des groupements de communes à taxe professionnelle unique du champ d'application du dispositif de liaison à la baisse entre les taux des

impôts sur les ménages et le taux de la taxe professionnelle) (p. 9115)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Yves Cochet (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des travaux hydrauliques réalisés par les collectivités locales sur des biens appartenant à des tiers) (p. 9116)

Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Yves Cochet (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des travaux hydrauliques réalisés sur des dépendances du domaine public de l'Etat mises à la disposition des collectivités locales) (p. 9116)

Intervient sur l'amendement n° 168 de M. Yves Cochet (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses d'investissement des collectivités locales en matière de traitement des déchets) (p. 9117)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Jean-Pierre Brard (majoration du taux de la taxe professionnelle pour les entreprises qui procèdent à des licenciements économiques injustifiés ou à des licenciements sans cause réelle ni sérieuse) (p. 9119)

Article 74 (prorogation de la majoration exceptionnelle des cotisations additionnelles aux contrats d'assurance prélevées au profit du Fonds national de garantie des calamités agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 135 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 9119)

Après l'article 74

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Michel Bouvard (faculté pour les exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition de modifier la date de clôture de leur exercice) (p. 9119)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Léonce Deprez (relèvement du plafond applicable à la réduction d'impôt relative aux dépenses exposées par les adhérents des centres de gestion et des associations agréées) (p. 9120)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Léonce Deprez (remboursement de la réduction d'impôt relative aux dépenses exposées par les adhérents des centres de gestion et des associations agréées pour les micro-entreprises ayant opté pour le régime du réel) (p. 9120)

Intervient sur l'amendement n° 183 de M. Gilbert Gantier (abaissement du taux de l'impôt sur les sociétés pour les petites entreprises) (p. 9121)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Gilbert Gantier (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) (p. 9121)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Gilbert Gantier (suppression de la contribution temporaire sur l'impôt sur les sociétés) (p. 9121)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Charles de Courson (application du taux réduit de taxe de publicité foncière au groupement foncier agricole qui se substitue à un fermier dès lors qu'un bail à long terme est consenti) (p. 9121)

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Charles de Courson (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA de certains investissements réalisés par les

- groupements de communes pour le compte d'une commune adhérente) (p. 9122)
- Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Patrice Martin-Lalande (assouplissement du seuil de 25 % de détention du capital retenu pour la définition des biens professionnels en matière d'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 9122)
- Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Christian Cuvilliez (exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les immeubles appartenant aux partis politiques) (p. 9123)
- Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Christian Cuvilliez (fixation des coefficients de majoration des valeurs cadastrales servant de base aux impôts directs locaux en 1999) (p. 9123)
- Intervient sur l'amendement n° 136 de la commission (fixation des coefficients de majoration des valeurs cadastrales servant de base aux impôts directs locaux en 1999) (p. 9123)
- Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Marc Laffineur (fixation des coefficients de majoration des valeurs cadastrales servant de base aux impôts directs locaux en 1999) (p. 9123)
- Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Serge Poignant (rétablissement de l'exonération de taxe locale d'équipement pour les serres maraîchères) (p. 9123)
- Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Charles de Courson (application du taux réduit de taxe de publicité foncière au groupement foncier agricole qui achète des terres pour les louer par bail à long terme) (p. 9124)
- Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jean-Jacques Jégou (possibilité d'imposition commune pour les couples vivant en concubinage) (p. 9125)
- Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Jacques Jégou (possibilité d'imposition commune pour les couples vivant en concubinage) (p. 9125)
- Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Charles de Courson (date du prélèvement mensuel de l'impôt sur le revenu pour les retraités) (p. 9126)
- Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe sur les prospectus distribués gratuitement) (p. 9126)
- Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Charles de Courson (levée des impositions locales par les services départementaux d'incendie et de secours) (p. 9127)
- Intervient sur l'amendement n° 107 corrigé de M. François Sauvadet (réduction du droit de consommation sur l'alcool en faveur des bouilleurs de cru) (p. 9129)
- Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Marc Laffineur (rapport au Parlement sur les possibilités de transfert aux collectivités locales de certains impôts et en particulier de la taxe intérieure sur les produits pétroliers) (p. 9129)
- Intervient sur l'amendement n° 197 de M. Charles de Courson (possibilité pour le préfet de subordonner le maintien du bénéfice du RMI à l'engagement par celui-ci des procédures tendant à établir et à recouvrer ses créances) (p. 9130)
- Seconde délibération*
- Article 45 et état B (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils)*
- Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (majoration des crédits) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)
- Soutient les amendements n° 2 et 28 du Gouvernement (minoration des crédits) : vote réservé : adoptés au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)
- Soutient les amendements n° 3 à 27 du Gouvernement (majoration des crédits) : vote réservé : adoptés au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)
- Soutient les amendements n° 29 à 33 du Gouvernement (majoration des crédits) : vote réservé : adoptés au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)
- Article 46 et état C (mesures nouvelles - dépenses en capital des services civils)*
- Soutient les amendements n° 34 à 50 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) : vote réservé : adoptés au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)
- Article 64 A (maintien à 20 000 F du montant de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et les pensionnés)*
- Soutient l'amendement n° 51 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)
- Article 64 B (prorogation des incitations fiscales à l'investissement outre-mer)*
- Soutient l'amendement n° 52 du Gouvernement (application du dispositif jusqu'au 31 décembre 2002) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)
- Article 64 C (extension de l'agrément prévu pour la déduction de l'investissement outre-mer des revenus ou des résultats imposables)*
- Soutient l'amendement n° 53 du Gouvernement (agrément réservé aux investissements d'un montant supérieur à 2 millions de francs) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)
- Article 64 D (amélioration des incitations fiscales à l'investissement outre-mer pour les contribuables passibles de l'impôt sur les sociétés)*
- Soutient l'amendement n° 54 du Gouvernement (remise en cause de l'avantage fiscal en cas de cession de

l'investissement avant l'expiration de sa durée normale d'utilisation) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Article 64 E (élargissement du champ d'application du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer au secteur de la production audiovisuelle et cinématographique)

Soutient l'amendement n° 55 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire)

Soutient l'amendement n° 56 du Gouvernement (suppression de l'avantage fiscal à l'investissement locatif dans les résidences de tourisme classées) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Article 69 bis (crédit d'impôt pour l'acquisition ou la transformation d'un véhicule propre)

Soutient l'amendement n° 57 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Article 70 bis (obligation de déclaration par les personnes physiques des transferts financiers internationaux d'un montant de plus de 50 000 F)

Soutient l'amendement n° 58 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

Article 43 et état A (pour coordination) (équilibre général du budget)

Soutient l'amendement n° 59 du Gouvernement (déficit porté à 237,329 milliards de francs) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9172)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10582)

Son intervention (p. 10582)

Sa réponse (p. 10597)

Thèmes :

Administration : Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 10599)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 10582, 10583)

Collectivités territoriales : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) (p. 10583)

DOM : institut d'émission des Dom (p. 10600)

Donations et successions : droits de succession : Corse (p. 10583)

Emploi : création d'emplois (p. 10597)

Enseignement secondaire : personnel (p. 10582)

Finances publiques : crédits budgétaires (p. 10582, 10583)

Finances publiques : dépenses (p. 10597, 10599)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10599, 10600)

Impôt sur le revenu : abattements : pensions (p. 10583, 10598)

Impôt sur le revenu : abattements supplémentaires pour frais professionnels (p. 10599)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 10583)

Impôts et taxes : fraude fiscale : contrôle (p. 10582, 10598, 10599)

Impôts et taxes : micro-entreprises (p. 10598)

Impôts et taxes : taxe sur les bureaux d'Ile-de-France (p. 10583)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 10600)

Logement : politique du logement : TVA (p. 10598)

Parlement : Sénat (p. 10582, 10583, 10597, 10599)

Politique économique : conjoncture (p. 10597)

Politique économique : consommation (p. 10597)

Politique économique : inflation (p. 10598)

Politique économique : investissement (p. 10597)

Politique sociale : personnes défavorisées (p. 10599)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 10599)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 10599)

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 10584)

TVA : taux (p. 10597)

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. José Rossi (revalorisation du plafond du quotient familial) (p. 10613)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10613)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10613)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (suppression progressive des déductions forfaitaires supplémentaires dont bénéficient certaines

professions au titre de leurs frais professionnels)
(p. 10614)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Gilles Carrez (rétablissement, sous la forme prévue avant l'intervention de la loi de finances pour 1997, de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités) (p. 10615)

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. José Rossi (fixation d'un plafond de 24 000 F pour l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) (p. 10615)

Article 2 bis supprimé par le Sénat (réduction d'impôt au bénéfice de certains titulaires de demi-parts additionnelles de quotient familial)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture sous réserve d'une rectification rédactionnelle) (p. 10616)

Article 2 ter (exonération de taxe sur les salaires pour les associations agréées d'aide à domicile)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (de suppression) (p. 10616)

Article 3 bis (institution d'une réduction d'impôt pour les dons à certaines organisations humanitaires)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (de suppression) (p. 10616)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Christian Cuvilliez (institution d'un impôt sur les actifs financiers) (p. 10617)

Article 4 bis A (déduction pour investissement outre-mer en cas de prise de participation dans des productions audiovisuelles et cinématographiques)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (de suppression) (p. 10620)

Article 5 supprimé par le Sénat (extension du régime fiscal des micro-entreprises)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture sous réserve d'un assouplissement concernant l'irrévocabilité de l'option pour les contribuables relevant du régime des bénéfices non commerciaux) (p. 10626)

Intervient sur le sous-amendement n° 278 de M. Jean-Louis Dumont (application du "forfait" de 175 000 F aux entreprises du bâtiment) à l'amendement n° 36 de la commission (p. 10626)

Soutient le sous-amendement n° 254 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 36 de la commission : adopté (p. 10626)

Intervient sur le sous-amendement n° 204 de M. Didier Migaud (rapport au Parlement) à l'amendement n° 36 de la commission (p. 10626)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Christian Cuvilliez (non-application du taux majoré de la taxe sur les salaires à certaines associations) (p. 10626)

Article 8 (augmentation du barème de l'imposition de solidarité sur la fortune)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10627)

Article 9 supprimé par le Sénat (limitation de l'exonération d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des biens professionnels de l'activité de loueur en meublé)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10627)

Article 10 supprimé par le Sénat (imposition à l'impôt de solidarité sur la fortune des biens ou droits dont la propriété est démembrée)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10629)

Intervient sur le sous-amendement n° 206 de M. Didier Migaud (de coordination) à l'amendement n° 39 de la commission (p. 10629)

Intervient sur le sous-amendement n° 209 de M. Didier Migaud (institution d'un abattement de 50 % sur la valeur imposable du droit réservé par le donateur) à l'amendement n° 39 de la commission (p. 10629)

Intervient sur le sous-amendement n° 210 de M. Didier Migaud (application du dispositif aux démembrements de propriété réalisés à compter du 1er janvier 1999) à l'amendement n° 39 de la commission (p. 10629)

Article 11 (aménagement des règles du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10629)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 192 de M. Daniel Feurtet (institution d'une allocation pour frais d'emploi de 50 000 F au profit des voyageurs et représentants de commerce) (p. 10630)

Article 13 (renforcement des obligations déclaratives relatives aux dettes déduites de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10630)

Article 14 (modification des règles de territorialité en matière de droits de mutation à titre gratuit)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (exclusion des salariés ayant eu leur domicile fiscal

en France du champ d'application de l'article)
(p. 10631)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. José Rossi
(fixation du taux normal de la TVA à 20 %)
(p. 10631)

Article 14 ter (rétablissement des sanctions en cas de défaut de déclaration des successions en Corse)

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Roland
Francisci (de suppression) (p. 10638)

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission
(application du dispositif à compter du 1er janvier
2000) (p. 10640)

Article 14 quater (réactivation de la commission mixte créée par la loi du 13 mai 1991 portant statut de la collectivité territoriale de Corse)

Intervient sur l'amendement n° 221 de M. José Rossi
(réduction à six mois du délai de présentation du
rapport de la commission mixte au Parlement)
(p. 10641)

Intervient sur l'amendement n° 274 de M. Roger
Franzoni (réduction à six mois du délai de
présentation du rapport de la commission mixte au
Parlement) (p. 10641)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission
(réduction à neuf mois du délai de présentation du
rapport de la commission mixte au Parlement)
(p. 10641)

Article 16 (imposition des plus-values constatées et des plus-values en report d'imposition en cas de transfert du domicile hors de France)

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission
(rétablissement du texte adopté par l'Assemblée
nationale en première lecture) (p. 10642)

Article 18 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et mise en oeuvre d'un remboursement de TIPP aux transporteurs routiers)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission
(rétablissement du texte adopté par l'Assemblée
nationale en première lecture) (p. 10642)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 194 de M. Daniel
Feurtet (relèvement de 0,6 % des droits sur les tabacs)
(p. 10642)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 296 de M. Daniel
Feurtet (application du taux réduit de la TVA au
chocolat au lait) (p. 10642)

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Christian
Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux
abonnements relatifs aux réseaux de chauffage
urbain) (p. 10643)

Intervient sur l'amendement n° 286 de M. Léonce
Deprez (application d'un taux de TVA de 15 % à la
fourniture de repas à consommer sur place)
(p. 10643)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 260 de Mme Dominique
Gillot (application du taux réduit de la TVA aux
appareillages auditifs) (p. 10644)

Article 21 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations de collecte et de tri sélectifs des ordures ménagères)

Son intervention (p. 10646)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Jacques
Pélissard (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10648)

Intervient sur l'amendement n° 196 de M. Jean-Pierre
Brard (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10648)

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission
(rétablissement du texte adopté par l'Assemblée
nationale en première lecture) (p. 10648)

Article 22 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux subventionnés par l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Soutient l'amendement n° 173 rectifié du
Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article):
adopté (p. 10649)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Gilbert
Gantier (application du taux réduit de la TVA à la
fourniture de travaux d'entretien, de rénovation et de
réhabilitation des logements) (p. 10650)

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Gilbert
Gantier (application d'un taux de TVA de 14 % à la
fourniture de repas à consommer sur place)
(p. 10650)

Après l'article 22 ter

Intervient sur l'amendement n° 262 de Mme Marie-
Françoise Clergeau (fixation à 40 000 F du montant
des dépenses ouvrant droit à la réduction d'impôt
accordée au titre des dépenses de grosses réparations)
(p. 10651)

Intervient sur l'amendement n° 261 de Mme Marie-
Françoise Clergeau (fixation à 20 000 F du montant
des dépenses ouvrant droit à la réduction d'impôt
accordée au titre des dépenses de grosses réparations)
(p. 10651)

Article 22 quater (application du taux réduit de la TVA aux travaux relatifs à certains casernements de gendarmerie)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (de
suppression) (p. 10651)

Article 22 quinquies (application du taux réduit de la TVA sur le droit d'utilisation de certaines installations sportives)

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (de suppression) (p. 10651)

Article 25 (pour coordination) (réduction de l'écart entre les minima de perception du droit de consommation sur les tabacs)

Soutient l'amendement n° 188 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 10652)

Article 26 (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Laurent Dominati (de suppression) (p. 10659)

Intervient sur l'amendement n° 240 de M. Pierre Lellouche (de suppression) (p. 10659)

Intervient sur l'amendement n° 288 de Mme Anne-Marie Idrac (de suppression) (p. 10659)

Soutient l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) : adopté après modifications (p. 10672)

Intervient sur le sous-amendement n° 170 de M. Christian Jacob (exonération des cantons ruraux d'Ile-de-France) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (p. 10661)

Intervient sur le sous-amendement n° 265 de M. Jean-Marie Le Guen (assujettissement à la taxe des aires de stationnement) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (p. 10664)

Intervient sur le sous-amendement n° 171 de M. Christian Jacob (exonération des locaux des exploitations agricoles et des coopératives) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (p. 10665)

Intervient sur le sous-amendement n° 215 de M. Jean-Louis Dumont (exonération des locaux des coopératives agricoles) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (p. 10665)

Intervient sur le sous-amendement n° 233 de M. Jean-Jacques Jégou (relèvement du seuil de superficie applicable aux locaux commerciaux) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (p. 10665)

Intervient sur le sous-amendement n° 250 de M. Pierre Lellouche (relèvement du seuil de superficie applicable aux locaux commerciaux et aux locaux de stockage) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (p. 10666)

Intervient sur le sous-amendement n° 205 de M. Didier Migaud (exonération des locaux de stockage des coopératives agricoles) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (p. 10667)

Intervient sur le sous-amendement n° 172 de M. Christian Jacob (exonération des locaux des exploitations agricoles et des coopératives) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (p. 10667)

Intervient sur le sous-amendement n° 232 de M. Germain Gengenwin (exonération des locaux des coopératives agricoles) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (p. 10667)

Intervient sur le sous-amendement n° 226 de M. Gilbert Gantier (exonération des locaux commerciaux à vocation hôtelière) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (p. 10668)

Intervient sur le sous-amendement n° 231 de M. Jean-Jacques Jégou (exonération des locaux appartenant à des centres de congrès et d'expositions) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (p. 10668)

Intervient sur le sous-amendement n° 246 corrigé de M. Pierre Lellouche (exonération des parkings) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (p. 10670)

Intervient sur le sous-amendement n° 249 corrigé de M. Pierre Lellouche (exonération des grandes surfaces de vente au détail) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (p. 10670)

Intervient sur le sous-amendement n° 289 corrigé de M. Pierre Lellouche (exonération des salles de cinéma) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (p. 10670)

Intervient sur le sous-amendement n° 324 de M. Gilbert Gantier (exonération des plates-formes logistiques multimodales) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (p. 10671)

Intervient sur le sous-amendement n° 325 de M. Gilbert Gantier (taxation à un tarif réduit des plates-formes logistiques multimodales) à l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (p. 10671)

Article 27 bis (exonération de TVA pour les achats de terrains à bâtir par des particuliers qui souhaitent y construire un immeuble affecté à leur usage privatif)

Intervient sur l'amendement n° 314 de M. Jean-Louis Dumont (assouplissement du dispositif d'option pour l'assujettissement à la TVA) (p. 10673)

Soutient l'amendement n° 174 du Gouvernement (suppression du gage) : adopté (p. 10673)

Article 28 supprimé par le Sénat (réduction du taux de l'avoir fiscal)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10673)

Article 28 ter supprimé par le Sénat (réintégration d'une quote-part des frais et charges afférente aux dividendes perçus par les sociétés mères)

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10674)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10675)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10675)

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10676)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (de coordination) (p. 10676)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10676)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Léonce Deprez (lissage des bases pour la partie investissement de la réduction pour embauche et investissement) (p. 10677)

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Henry Chabert (lissage des bases pour la partie investissement de la réduction pour embauche et investissement) (p. 10677)

Intervient sur l'amendement n° 68 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10677)

Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10677)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Léonce Deprez (suppression progressive de la part de la réduction pour embauche et investissement correspondant aux embauches) (p. 10677)

Intervient sur l'amendement n° 283 de M. Henry Chabert (suppression progressive de la part de la réduction pour embauche et investissement correspondant aux embauches) (p. 10677)

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10678)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Henry Chabert (suppression du dispositif prévoyant une nouvelle définition de la valeur ajoutée prise en compte pour le plafonnement de la taxe professionnelle et pour la cotisation minimale) (p. 10678)

Soutient l'amendement n° 175 du Gouvernement (prise en compte de l'année d'imposition comme période de référence pour la détermination de la valeur ajoutée et du chiffre d'affaires pour le calcul de la cotisation minimale) : adopté (p. 10678)

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10678)

Soutient l'amendement n° 176 corrigé du Gouvernement (modalités de paiement) : adopté (p. 10679)

Soutient l'amendement n° 187 du Gouvernement (délai de reprise par l'administration) : adopté (p. 10679)

Intervient sur l'amendement n° 73 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10679)

Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Daniel Feurtet (versement au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle du produit de la majoration du taux de la cotisation nationale de péréquation) (p. 10679)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10680)

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Jean-Yves Besselat (avancement de la date à laquelle les scissions ne sont pas prises en compte au regard de l'écrêtement des établissements de taille exceptionnelle) (p. 10680)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 293 de M. Daniel Feurtet (modulation des bases de la taxe professionnelle en fonction du secteur d'activité de l'entreprise et de sa valeur ajoutée) (p. 10680)

Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Daniel Feurtet (versement au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle du produit de la majoration de la cotisation minimale) (p. 10680)

Article 29 bis (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les bénéficiaires de certaines prestations sociales)

Intervient sur l'amendement n° 75 de la commission (de suppression) (p. 10681)

Article 29 ter (exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les salines et marais salants exploités à titre individuel)

Intervient sur l'amendement n° 76 de la commission (de suppression) (p. 10681)

Article 30 supprimé par le Sénat (taxe générale sur les activités polluantes)

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10684)

Soutient le sous-amendement n° 178 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 77 de la commission : adopté (p. 10684)

Soutient le sous-amendement n° 179 corrigé du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 77 de la commission : adopté (p. 10684)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 264 de M. Jean-Louis Idiart (non-application de la surtaxe de 50 % aux déchets transportés par le rail ou par la voie fluviale) (p. 10684)

Article 35 bis supprimé par le Sénat (création de la taxe de l'aviation civile)

Soutient l'amendement n° 8 rectifié du Gouvernement (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10687)

Intervient sur le sous-amendement n° 235 de M. Charles de Courson (suppression de la taxe applicable au fret) à l'amendement n° 8 rectifié du Gouvernement (p. 10687)

Après l'article 35 bis

Intervient sur l'amendement n° 201 de M. Maurice Adevah-Poeuf (imputation au titre du crédit d'impôt-recherche des honoraires versés à des cabinets de style) (p. 10688)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Maurice Adevah-Poeuf (plafonnement de l'imputation au titre du crédit d'impôt-recherche des honoraires versés par les entreprises du secteur du textile, de l'habillement et du cuir) (p. 10688)

Article 36 (prélèvement exceptionnel sur les caisses d'épargne)

Intervient sur l'amendement n° 78 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10688)

Article 36 bis (inclusion de la zone économique exclusive de Saint-Pierre-et-Miquelon dans le champ d'application de la redevance sur les concessions de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux)

Intervient sur l'amendement n° 79 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10689)

Article 27 précédemment réservé (suppression de la taxe régionale sur les cessions d'immeubles et unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10690)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Didier Migaud (de coordination) (p. 10690)

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10690)

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Gilles Carrez (application aux immeubles acquis entre 1993 et 1995 du report du délai de revente imparti aux marchands de biens) (p. 10690)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10691)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10691)

Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10691)

Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Jean-Louis Dumont (non-application du droit de 4,80 % aux cessions d'actions de sociétés relevant de la législation sur les habitations à loyer modéré) (p. 10691)

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Jean-Pierre Brard (non-application du droit de 4,80 % aux cessions d'actions de sociétés relevant de la législation sur les habitations à loyer modéré) (p. 10691)

Soutient l'amendement n° 315 du Gouvernement (modulation de la compensation versée aux régions

au titre de la baisse des droits de mutation à titre onéreux) : rejeté (p. 10692)

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Didier Migaud (modulation de la compensation versée aux régions au titre de la baisse des droits de mutation à titre onéreux) (p. 10692)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Intervient sur l'amendement n° 214 corrigé de M. Gilles Carrez (indexation de l'enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités locales sur la moitié du taux de croissance du PIB) (p. 10695)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Didier Migaud (fraction de croissance prise en compte pour l'indexation de l'enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités locales) (p. 10696)

Soutient l'amendement n° 259 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 10696)

Intervient sur l'amendement n° 81 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10696)

Article 40 bis (compensation intégrale des pertes de DCTP aux communes les moins favorisées)

Soutient l'amendement n° 256 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 10697)

Soutient l'amendement n° 257 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 10697)

Soutient l'amendement n° 258 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 10697)

Intervient sur l'amendement n° 211 de M. Didier Migaud (atténuation des pertes de dotation de compensation de la taxe professionnelle subies par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont une commune au moins est éligible soit à la dotation de solidarité urbaine soit à la fraction bourgs-centres de la dotation de solidarité rurale) (p. 10697)

Soutient l'amendement n° 316 du Gouvernement (compensation des pertes de dotation de compensation de la taxe professionnelle subies par les communes non bourgs-centres éligibles à la dotation de solidarité rurale) : rejeté (p. 10697)

Article 41 bis (élargissement des critères d'éligibilité au FCTVA)

Intervient sur l'amendement n° 83 de la commission (maintien de l'obligation de conclure une convention pour rendre éligibles au Fonds de compensation pour la TVA les travaux exécutés sur le domaine public de l'Etat qui présentent un caractère d'urgence) (p. 10698)

Article 41 ter (éligibilité au FCTVA des travaux réalisés par certains syndicats mixtes)

Soutient l'amendement n° 284 du Gouvernement (suppression du gage) : adopté (p. 10698)

Article 41 quater (éligibilité au FCTVA des travaux de réhabilitation réalisés sur des biens de section)

Soutient l'amendement n° 285 du Gouvernement (suppression du gage) : adopté (p. 10698)

Article 4 bis A précédemment réservé (déduction pour investissement outre-mer en cas de prise de participation dans des productions audiovisuelles et cinématographiques)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (de suppression) (p. 10699)

Article 43 et état A (équilibre général du budget)

Soutient l'amendement n° 327 du Gouvernement (de conséquence des votes intervenus) : adopté (p. 10717)

Seconde délibération

Article 20 bis (application du taux réduit de la TVA aux appareils auditifs)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé : adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 10725)

Article 27 (suppression de la taxe régionale sur les cessions d'immeubles et unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : vote réservé : adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 10725)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : vote réservé : adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 10725)

Article 40 bis (compensation intégrale des pertes de DCTP aux communes les moins favorisées)

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (compensation des pertes de dotation de compensation de la taxe professionnelle subies par les communes éligibles à la seconde fraction de la dotation de solidarité rurale) : vote réservé : adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 10725)

Article 43 et état A (équilibre général du budget)

Soutient l'amendement n° 5 du Gouvernement (déficit fixé à 236,556 milliards de francs) : vote réservé : adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 10725)

Article 45 et état B (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils)

Intervient sur les amendements n°s 84 à 87 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10727)

Soutient l'amendement n° 323 rectifié du Gouvernement (minoration des crédits) : adopté (p. 10727)

Intervient sur l'amendement n° 88 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10727)

Soutient l'amendement n° 10 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 10727)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10727)

Soutient l'amendement n° 11 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 10727)

Intervient sur les amendements n°s 90 à 92 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10727)

Soutient l'amendement n° 312 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 10727)

Intervient sur les amendements n°s 93 et 94 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10728)

Soutient l'amendement n° 313 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 10728)

Soutient l'amendement n° 255 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 10728)

Intervient sur les amendements n°s 95 à 100 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10728)

Soutient les amendements n°s 12 et 25 du Gouvernement (majoration des crédits) : adoptés (p. 10728)

Intervient sur l'amendement n° 101 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10728)

Soutient l'amendement n° 13 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 10728)

Intervient sur l'amendement n° 102 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10728)

Soutient l'amendement n° 14 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 10728)

Intervient sur l'amendement n° 103 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10728)

Soutient les amendements n°s 326, 317 rectifié et 24 du Gouvernement (majoration des crédits) : adoptés (p. 10729)

Intervient sur les amendements n°s 105 à 107 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10729)

Soutient l'amendement n° 15 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 10729)

Intervient sur l'amendement n° 108 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10729)

Soutient l'amendement n° 16 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 10729)

Intervient sur l'amendement n° 109 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10729)

Soutient les amendements n° 17 et 26 du Gouvernement (majoration des crédits) : adoptés (p. 10729)

Intervient sur les amendements n° 110 à 112 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10729)

Soutient l'amendement n° 18 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 10729)

Intervient sur les amendements n° 113 et 114 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10729)

Soutient l'amendement n° 19 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 10730)

Intervient sur l'amendement n° 115 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10730)

Article 46 et état C (mesures nouvelles - dépenses en capital des services civils)

Intervient sur l'amendement n° 116 corrigé de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10733)

Soutient l'amendement n° 21 corrigé du Gouvernement (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) : adopté (p. 10733)

Intervient sur les amendements n° 117 corrigé, 118 corrigé et 119 corrigé de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10733)

Soutient l'amendement n° 22 corrigé du Gouvernement (réduction des autorisations de programme et majoration des crédits de paiement) : adopté (p. 10733)

Soutient l'amendement n° 189 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) : adopté (p. 10733)

Article 52 (modification des recettes du compte d'affectation spéciale n° 902-22 "Fonds pour l'aménagement de l'Île-de-France")

Intervient sur l'amendement n° 120 de la commission (de coordination) (p. 10733)

Article 53 bis supprimé par le Sénat (création du Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien)

Soutient l'amendement n° 7 rectifié du Gouvernement (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10734)

Article 55 (comptes d'affectation spéciale - opérations définitives - mesures nouvelles)

Soutient l'amendement n° 23 du Gouvernement (rétablissement des crédits des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale) : adopté (p. 10734)

Article 62 et état H (pour coordination) (reports de crédits)

Soutient l'amendement n° 20 du Gouvernement (inscription de quatre nouveaux chapitres à l'état H) : adopté (p. 10738)

Article 64 AA (rétablissement de l'exonération d'impôt sur le revenu pour les prestations maternité)

Intervient sur l'amendement n° 121 de la commission (de suppression) (p. 10738)

Article 64 AB (maintien à 20 000 F du montant de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et les pensionnés)

Intervient sur l'amendement n° 122 de la commission (pérennisation au niveau fixé pour l'imposition des revenus de l'année 1998 du montant de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités et pensionnés) (p. 10739)

Article 64 AC (réduction progressive du barème de l'impôt sur le revenu)

Intervient sur l'amendement n° 123 de la commission (de suppression) (p. 10740)

Article 64 AE (rapport de la Cour des comptes sur l'évolution des impôts affectés à des établissements publics et organismes divers)

Intervient sur l'amendement n° 124 de la commission (de suppression) (p. 10740)

Article 64 A (prorogation des incitations fiscales à l'investissement outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Philippe Auberger (exclusion des exonérations fiscales accordées par les collectivités territoriales d'outre-mer du champ des subventions publiques visées par l'article 163 ter viciés du code général des impôts et extension de ces dispositions aux entreprises bénéficiant de concessions de travaux publics) (p. 10740)

Soutient l'amendement n° 307 du Gouvernement (droit à déduction réservé aux investissements neufs réalisés au plus tard le 31 décembre 2002) : adopté (p. 10741)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Philippe Auberger (exclusion des exonérations fiscales accordées par les collectivités territoriales d'outre-mer du champ des subventions publiques visées par l'article 217 undecies du code général des impôts et extension de ces dispositions aux entreprises bénéficiant de concessions de travaux publics) (p. 10741)

Soutient l'amendement n° 308 du Gouvernement (application du dispositif jusqu'en 2002) : adopté (p. 10741)

Soutient l'amendement n° 309 du Gouvernement (droit à déduction réservé aux investissements neufs) : adopté (p. 10741)

Soutient l'amendement n° 310 du Gouvernement (application du dispositif jusqu'en 2002) : adopté (p. 10741)

Soutient l'amendement n° 322 du Gouvernement (suppression du gage) : adopté (p. 10741)

Article 64 B (extension de l'agrément prévu pour la déduction de l'investissement outre-mer des revenus ou des résultats imposables)

Soutient l'amendement n° 301 du Gouvernement (définition du champ d'application de la procédure d'agrément préalable) : adopté (p. 10742)

Soutient l'amendement n° 302 du Gouvernement (définition du champ d'application de la procédure d'agrément préalable) : adopté (p. 10742)

Intervient sur l'amendement n° 127 de la commission (rédactionnel) (p. 10742)

Soutient l'amendement n° 303 du Gouvernement (définition du champ d'application de la procédure d'agrément préalable) : adopté (p. 10742)

Article 64 C (amélioration des incitations fiscales à l'investissement outre-mer pour les contribuables passibles de l'impôt sur les sociétés)

Soutient l'amendement n° 304 du Gouvernement (définition du champ d'application de la procédure d'agrément préalable) : adopté (p. 10743)

Soutient l'amendement n° 311 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 10743)

Soutient l'amendement n° 305 du Gouvernement (définition du champ d'application de la procédure d'agrément préalable) : adopté (p. 10743)

Article 64 (reconduction du crédit d'impôt recherche)

Intervient sur l'amendement n° 129 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10744)

Soutient l'amendement n° 306 du Gouvernement (limitation de l'avantage consenti aux entreprises du secteur du textile, de l'habillement et du cuir) : adopté (p. 10744)

Soutient l'amendement n° 177 du Gouvernement (suppression du gage) : adopté (p. 10744)

Intervient sur les amendements n°s 130 et 131 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10744)

Après l'article 64

Intervient sur l'amendement n° 297 de M. Daniel Feurtet (relèvement des droits de fabrication applicables aux boissons alcoolisées) (p. 10745)

Article 64 bis A (taux d'imposition des plus-values sur options de souscription ou d'achat d'actions)

Intervient sur l'amendement n° 132 de la commission (de suppression) (p. 10745)

Article 65 bis (éligibilité au crédit d'impôt formation des dépenses de formation des chefs d'entreprises)

Intervient sur l'amendement n° 133 de la commission (de suppression) (p. 10745)

Article 66 (prorogation de la période d'application des réductions d'impôt accordées au titre des souscriptions au capital de sociétés non cotées ou des souscriptions de parts de fonds communs de placement dans l'innovation)

Intervient sur l'amendement n° 134 de la commission (suppression des paragraphes I bis et IV) (p. 10746)

Intervient sur l'amendement n° 135 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10746)

Intervient sur l'amendement n° 136 de la commission (suppression des paragraphes II bis et VI) (p. 10746)

Intervient sur l'amendement n° 137 de la commission (suppression des paragraphes II ter et VII) (p. 10746)

Article 67 bis (droits d'enregistrement applicables aux cessions de parts sociales des sociétés à responsabilité limitée)

Intervient sur l'amendement n° 138 de la commission (de suppression) (p. 10747)

Article 68 (avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire)

Intervient sur les amendements n°s 139, 140 et 141 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10749)

Intervient sur l'amendement n° 238 de M. Jean-Jacques Jégou (application du dispositif aux maisons d'accueil pour personnes âgées dépendantes) (p. 10750)

Intervient sur les amendements n°s 142 à 146 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10750)

Article 69 (reconduction de mesures d'amortissement exceptionnel prévues en faveur de matériels destinés à améliorer la qualité de la vie ou à économiser l'énergie)

Intervient sur l'amendement n° 147 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10751)

Article 69 bis A (biens amortissables constituant une charge)

Intervient sur l'amendement n° 148 de la commission (de suppression) (p. 10751)

Article 69 quater supprimé par le Sénat (taxe communale facultative sur les activités saisonnières à caractère commercial)

Intervient sur l'amendement n° 149 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10751)

Article 69 sexies (taxe professionnelle de France Télécom)

Intervient sur l'amendement n° 150 de la commission (de suppression) (p. 10752)

Article 70 supprimé par le Sénat (gestion d'actifs hors de France dans des structures soumises à un régime fiscal privilégié constituées par des personnes physiques)

Intervient sur l'amendement n° 151 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10753)

Article 70 septies supprimé par le Sénat (utilisation par les administrations fiscales du numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques)

Intervient sur l'amendement n° 152 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10756)

Article 70 decies (modification du taux de l'intérêt de retard)

Intervient sur l'amendement n° 153 de la commission (de suppression) (p. 10756)

Article 72 bis A (application du taux réduit de la TVA sur certains produits de chocolat)

Intervient sur l'amendement n° 154 de la commission (de suppression) (p. 10757)

Article 72 bis B (application du taux réduit de la TVA à certaines opérations de collecte, de tri et de traitement des déchets ménagers)

Intervient sur l'amendement n° 155 de la commission (de suppression) (p. 10757)

Article 72 bis C (éligibilité de certains grands établissements publics de coopération intercommunale à la dotation globale d'équipement)

Soutient l'amendement n° 318 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 10757)

Après l'article 73

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Charles de Courson (prise en compte du taux de taxe professionnelle voté en 1997 si le taux voté en 1998 est nul pour le calcul de la compensation consécutive à la suppression de la part salariale de cette taxe) (p. 10758)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Charles de Courson (remboursement de la CSG, de la CRDS et du prélèvement social aux contribuables dont le revenu imposable est inférieur au plafond d'attribution de l'allocation spéciale ou de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité) (p. 10758)

Article 74 (prorogation de la majoration exceptionnelle des cotisations additionnelles aux contrats d'assurance prélevées au profit du Fonds national de garantie des calamités agricoles)

Intervient sur les amendements n°s 156 et 157 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10758, 10759)

Après l'article 74 quater

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. René Dosière (relèvement de la dotation forfaitaire des communes qui bénéficient de la dotation de solidarité urbaine tout en contribuant à son financement) (p. 10759)

Article 75 AA (mise en oeuvre des crédits délégués à l'Agence française de développement)

Intervient sur l'amendement n° 158 de la commission (de suppression) (p. 10759)

Article 79 bis (prorogation du congé de fin d'activité des fonctionnaires)

Intervient sur les amendements n°s 159 et 160 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10760)

Après l'article 79 bis

Soutient l'amendement n° 319 deuxième rectification du Gouvernement (majoration de la dotation de l'Etat au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) : adopté (p. 10760)

Article 80 supprimé par le Sénat (recentrage de l'aide à l'embauche de l'indemnité compensatrice forfaitaire à l'apprentissage)

Intervient sur l'amendement n° 161 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10761)

Article 81 (suppression de l'exonération de cotisations d'allocations familiales)

Intervient sur l'amendement n° 162 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10761)

Article 83 supprimé par le Sénat (limitation à 60 ans de l'attribution de l'allocation aux adultes handicapés pour les allocataires relevant de l'article L. 821-2 du code de la sécurité sociale)

Intervient sur l'amendement n° 163 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10761)

Article 83 bis (régulation des dépenses des établissements sociaux et médico-sociaux financés par les départements)

Intervient sur l'amendement n° 164 de la commission (de suppression) (p. 10761)

Article 85 supprimé par le Sénat (instauration de la taxe d'aéroport)

Soutient l'amendement n° 9 rectifié du Gouvernement (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10762)

Intervient sur le sous-amendement n° 236 de M. Germain Gengenwin (suppression des tarifs différenciés) à l'amendement n° 9 rectifié du Gouvernement (p. 10762)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [18 décembre 1998] (p. 10789)

Son intervention (p. 10789)

Thèmes :

Administration : Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 10790)

Donations et successions : droits de succession : Corse (p. 10789, 10790)

Impôt sur le revenu : abattements : pensions (p. 10789)

Impôts et taxes : fraude fiscale : contrôle (p. 10790)

Impôts et taxes : taxe sur les bureaux d'Ile-de-France (p. 10790)

Impôts locaux : taxe professionnelle : finances locales (p. 10789)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Intervient sur l'amendement n° 171 de M. Pierre Albertini (imposition commune sur le revenu pour les titulaires du certificat de vie commune) (p. 9932)

Intervient sur l'amendement n° 474 de M. Jacques Masdeu-Arus (suppression de l'imposition commune des revenus) (p. 9933)

Intervient sur l'amendement n° 121 de Mme Christine Boutin (suppression de l'imposition commune des revenus) (p. 9935)

Intervient sur l'amendement n° 636 de M. Renaud Dutreil (suppression de l'imposition commune des revenus) (p. 9935)

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Thierry Mariani (preuve de la communauté de vie pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9936)

Intervient sur l'amendement n° 261 de M. Thierry Mariani (bénéfice des dispositions de l'article aux partenaires du PACS s'étant obligés à une communauté de vie) (p. 9937)

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. Thierry Mariani (bénéfice des dispositions de l'article aux

partenaires du PACS s'engageant à se porter secours et à élever leurs enfants) (p. 9937)

Intervient sur l'amendement n° 262 de M. Thierry Mariani (bénéfice des dispositions de l'article aux partenaires du PACS s'engageant à se porter secours) (p. 9937)

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Thierry Mariani (bénéfice des dispositions de l'article aux partenaires du PACS s'engageant à élever leurs enfants) (p. 9937)

Intervient sur l'amendement n° 471 de M. Jacques Masdeu-Arus (délai de dix ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9940)

Intervient sur l'amendement n° 122 de Mme Christine Boutin (délai de cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9940)

Intervient sur l'amendement n° 472 de M. Jacques Masdeu-Arus (délai de cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9940)

Intervient sur l'amendement n° 507 de M. Pierre-Christophe Baguet (délai de cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9940)

Intervient sur l'amendement n° 580 de M. Claude Goasguen (délai de cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9940)

Intervient sur l'amendement n° 766 de M. Patrice Martin-Lalande (délai de cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9940)

Intervient sur l'amendement n° 864 de M. Bernard Accoyer (délai de cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9940)

Intervient sur l'amendement n° 898 de M. Henri Plagnol (délai de cinq ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9940)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Dominique Dord (délai de quatre ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9940)

Intervient sur l'amendement n° 635 de M. Renaud Dutreil (délai de quatre ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9940)

Intervient sur l'amendement n° 995 de M. Bernard Accoyer (délai de quatre ans pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9940)

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Noël Mamère (bénéfice des dispositions de l'article aux partenaires prouvant par des documents justificatifs ou par deux témoins qu'ils vivent ensemble depuis trois ans) (p. 9941)

Intervient sur le sous-amendement n° 1003 de M. Bernard Accoyer (preuve par plusieurs documents administratifs) à l'amendement n° 180 de M. Noël Mamère (p. 9941)

Intervient sur le sous-amendement n° 1004 de M. Bernard Accoyer (suppression de la preuve apportée par des témoins) à l'amendement n° 180 de M. Noël Mamère (p. 9941)

Intervient sur l'amendement n° 899 de M. Henri Plagnol (preuve d'une vie commune effective pour le bénéfice des dispositions de l'article) (p. 9942)

Intervient sur l'amendement n° 900 corrigé de M. Henri Plagnol (preuve d'une vie de couple effective pour le bénéficiaire des dispositions de l'article) (p. 9942)

Intervient sur l'amendement n° 1150 de M. Jean-Pierre Michel (de coordination) (p. 9943)

Intervient sur l'amendement n° 652 de M. Charles de Courson (solidarité du partenaire survivant en matière fiscale) (p. 9944)

Intervient sur l'amendement n° 637 de M. Renaud Dutreil (suppression du paragraphe III relatif aux règles d'imposition et d'assiette) (p. 9944)

Intervient sur l'amendement n° 414 de M. Bernard Accoyer (plafonnement à 10 000 F du bénéfice de l'imposition commune) (p. 9945)

Intervient sur l'amendement n° 398 de M. Bernard Accoyer (conclusion d'un PACS en vue de diminuer l'impôt sur le revenu passible d'un an d'emprisonnement et de 300 000 F d'amende) (p. 9945)

Intervient sur l'amendement n° 438 de M. Bernard Accoyer (obligation de contrôle des contribuables partenaires d'un PACS faite aux services fiscaux) (p. 9946)

Intervient sur l'amendement n° 701 de M. Bernard Accoyer (délais de paiement de l'impôt sur le revenu et des impôts locaux pour les contribuables célibataires) (p. 9946)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 676 de M. Charles de Courson (imposition commune sur le revenu pour les couples hétérosexuels ayant ou ayant eu des enfants) (p. 9948)

Intervient sur l'amendement n° 677 de M. Charles de Courson (application aux couples hétérosexuels non mariés, ayant ou ayant eu des enfants, de dispositions fiscales relatives aux couples mariés) (p. 9948)

Intervient sur l'amendement n° 798 de M. Bernard Perrut (extension aux frères et sœurs de la déductibilité des sommes versées aux enfants majeurs prévue par l'article 156 du code général des impôts) (p. 9948)

Intervient sur l'amendement n° 799 de M. Bernard Perrut (extension aux frères et sœurs de la notion de personne à charge prévue par l'article 196 du code général des impôts) (p. 9948)

Intervient sur l'amendement n° 678 de M. Charles de Courson (avantage fiscal supérieur conféré aux couples mariés par rapport aux partenaires d'un PACS en matière d'impôt sur le revenu) (p. 9949)

Intervient sur l'amendement n° 532 de M. Jean-François Mattei (exonération des droits d'enregistrement pour l'attestation civile de solidarité) (p. 9949)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Intervient sur l'amendement n° 124 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 9954)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 9954)

Intervient sur l'amendement n° 264 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 9954)

Intervient sur l'amendement n° 400 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 9954)

Intervient sur l'amendement n° 473 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 9954)

Intervient sur l'amendement n° 508 de M. Pierre-Christophe Baguet (de suppression) (p. 9954)

Intervient sur l'amendement n° 539 de M. François Goulard (de suppression) (p. 9954)

Intervient sur l'amendement n° 581 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 9954)

Intervient sur l'amendement n° 753 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 9954)

Intervient sur l'amendement n° 819 de M. François Vannson (de suppression) (p. 9954)

Intervient sur l'amendement n° 875 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 9954)

Projet de loi n° 33 portant règlement définitif du budget de 1995

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10009)

Son intervention (p. 10009)

Sa réponse (p. 10014)

Thèmes :

Politique économique : taux d'intérêt (p. 10014)

Postes : La Poste (p. 10015)

Postes : La Poste : chèques postaux (p. 10009, 10014, 10015)

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10015)

Article 15 (apurement du compte 427-9 "Ecart d'intégration des dépôts CCP de l'ex-budget annexe des PTT")

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10015)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jacques Desallangre (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10015)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10016)

Ses interventions (p. 10016, 10020)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 10024)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 10032)

Sa réponse (p. 10048)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 10048)

Banques et établissements financiers (p. 10048, 10049)

Banques et établissements financiers : Société marseillaise de crédit (p. 10025, 10033, 10049)

Chômage : indemnisation (p. 10016)

Défense : crédits (p. 10021, 10048)

Défense : généralités (p. 10020, 10021)

Défense : GIAT-Industries (p. 10017, 10025)

Finances publiques : annulations de crédits (p. 10017, 10048)

Finances publiques : comptes spéciaux du Trésor (p. 10017)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10016, 10017, 10025, 10048)

Finances publiques : dépenses (p. 10016, 10017, 10032, 10033)

Finances publiques : dette publique (p. 10033)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 10033)

Finances publiques : recettes (p. 10016, 10017, 10032, 10049)

Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 10048)

Politique économique : conjoncture (p. 10032)

Politique économique : croissance (p. 10016, 10017, 10032, 10048)

Politique économique : inflation (p. 10033)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 10048)

Politique sociale : généralités (p. 10016)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10016, 10025)

Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire (p. 10016)

Secteur public : nationalisations (p. 10049)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 10033)

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Germain Gengenwin (institution d'un prélèvement libératoire optionnel sur les dividendes) (p. 10087)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Germain Gengenwin (relèvement du montant de l'abattement applicable aux dividendes) (p. 10087)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Germain Gengenwin (application de la réduction d'impôt au titre des frais de scolarité aux contribuables dont les enfants fréquentent un centre de formation d'apprentis) (p. 10087)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Germain Gengenwin (extension de la réduction d'impôt prévue à l'article 200 du code général des impôts aux dons faits par les particuliers aux associations intervenant pour la libération des victimes de l'esclavage) (p. 10087)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Éric Doligé (relèvement du montant de l'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable aux esters d'huile végétale incorporés au fioul domestique et au gazole) (p. 10088)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Charles de Courson (relèvement du montant de l'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable aux esters d'huile végétale incorporés au fioul domestique et au gazole) (p. 10088)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Jean-Pierre Kucheida (relèvement, pour l'année 1998, du montant de l'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable aux esters d'huile végétale incorporés au fioul domestique et au gazole) (p. 10088)

Article 1er et état A (équilibre général)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 10093)

Soutient l'amendement n° 36 rectifié du Gouvernement (correction d'une erreur matérielle et coordination) : adopté (p. 10095)

Article 2 et état B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Jean-Jacques Jégou (réduction des crédits du chapitre 34-90) (p. 10096)

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Jean-Jacques Jégou (réduction des crédits du chapitre 37-01) (p. 10097)

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Jean-Jacques Jégou (réduction des crédits du chapitre 34-98) (p. 10097)

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Jean-Jacques Jégou (réduction des crédits du chapitre 34-01) (p. 10097)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Jean-Jacques Jégou (réduction des crédits du chapitre 43-20) (p. 10098)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Jean-Jacques Jégou (réduction des crédits du chapitre 43-90) (p. 10098)

Article 3 et état C (dépenses en capital des services civils - ouvertures)

Intervient sur l'amendement n° 91 corrigé de M. Jean-Jacques Jégou (réduction des crédits du chapitre 65-23) (p. 10101)

Article 6 (comptes d'affectation spéciale - ouvertures)

Soutient l'amendement n° 37 du Gouvernement (correction d'une erreur matérielle): adopté (p. 10101)

Article 10 (modification de la répartition du produit de la redevance affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (affectation à France 2, RFO et France 3 de l'excédent de redevance) (p. 10102)

Article 11 (réforme du droit de bail et de la taxe additionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Pierre Méhaignerie (relèvement du plafond en deçà duquel les revenus sont exonérés de contribution annuelle représentative du droit de bail) (p. 10106)

Intervient sur l'amendement n° 23 rectifié de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 10106)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 10106)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Charles de Courson (non-application aux bénéfices agricoles des dispositions relatives au dépôt des déclarations de résultat) (p. 10106)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Charles de Courson (institution d'une provision pour variation des prix des matières premières) (p. 10107)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Michel Bouvard (institution d'un avantage fiscal en faveur de l'investissement locatif dans les résidences de tourisme classées situées dans les zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire ou dans les zones de revitalisation rurale) (p. 10109)

Intervient sur l'amendement n° 76 deuxième rectification de M. Didier Migaud (institution d'un avantage fiscal en faveur de l'investissement locatif dans les résidences de tourisme classées situées dans les zones de revitalisation rurale) (p. 10110)

Soutient l'amendement n° 95 du Gouvernement (abaissement du taux de la déduction forfaitaire applicable aux logements bénéficiant de l'avantage fiscal à l'investissement dans les résidences de tourisme classées): adopté (p. 10110)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Charles de Courson (suppression de la condition relative à l'attribution d'un avoir fiscal pour les titres pris en compte pour la détermination du seuil permettant

d'éviter la taxation des écarts de valeur liquidative des OPCVM détenus par les sociétés) (p. 10111)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Charles de Courson (remboursement de la CSG, de la CRDS et du prélèvement social pesant sur les revenus du patrimoine des ménages ayant des revenus modestes) (p. 10112)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Christian Cuvilliez (plafonnement du régime d'intégration fiscale permettant aux sociétés-mères de déduire de leurs bénéfices les déficits de leurs filiales) (p. 10113)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Christian Cuvilliez (report de la suppression du commerce hors taxes dans les liaisons intracommunautaires) (p. 10115)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. André Capet (report de la suppression du commerce hors taxes dans les liaisons intracommunautaires) (p. 10115)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Christian Cuvilliez (augmentation du dégrèvement partiel de taxe d'habitation accordé à certains contribuables modestes) (p. 10115)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Christian Cuvilliez (octroi aux allocataires de minima sociaux d'un dégrèvement d'office de la taxe d'habitation) (p. 10116)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Christian Cuvilliez (octroi aux titulaires de l'allocation de solidarité spécifique d'un dégrèvement d'office de la taxe d'habitation) (p. 10116)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Christian Cuvilliez (institution d'un remboursement de TVA sur les produits achetés dans un cadre humanitaire par des associations déclarées d'utilité publique) (p. 10116)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Christian Cuvilliez (abaissement du taux de TVA applicable aux produits achetés dans un cadre humanitaire par des associations déclarées d'utilité publique) (p. 10116)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe de 1 % sur les actifs financiers) (p. 10116)

Article 14 (validation législative des impositions établies en matière d'impôts directs locaux)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Didier Migaud (de précision) (p. 10117)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Charles de Courson (extension de la déduction pour investissement aux parts sociales de coopératives agricoles) (p. 10117)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des immeubles appartenant aux établissements publics de coopération

intercommunale, aux syndicats mixtes et aux ententes interdépartementales) (p. 10118)

Intervient sur le sous-amendement n° 26 de M. Didier Migaud (de précision) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 10118)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Charles de Courson (institution de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères par une commune ou un établissement public de coopération intercommunale ayant délégué tout ou partie de la collecte et du traitement des ordures ménagères) (p. 10118)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Jean-Louis Idiart (relèvement du seuil d'écrêtement des établissements exceptionnels dans les communes où le taux de chômage dépasse de moitié la moyenne nationale) (p. 10119)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Charles de Courson (perception d'une fiscalité additionnelle aux impôts locaux par les services départementaux d'incendie et de secours) (p. 10119)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Didier Migaud (régime fiscal des frais professionnels des journalistes et assimilés) (p. 10121)

Article 16 (obligation de déposer selon un procédé informatique la déclaration des revenus de capitaux mobiliers)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression du paragraphe II) (p. 10122)

Après l'article 16

Soutient l'amendement n° 45 du Gouvernement (mise en conformité des modalités de fixation des taux de la redevance pour contrôle vétérinaire avec le droit communautaire) : adopté (p. 10123)

Soutient l'amendement n° 44 du Gouvernement (réintégration dans le code général des impôts des modifications terminologiques résultant de l'adoption de la loi du 2 juillet 1996 de modernisation des activités financières) : adopté après rectification (p. 10123)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Germain Gengenwin (rétablissement de l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) (p. 10124)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Germain Gengenwin (doublement du plafond du plan d'épargne en actions) (p. 10124)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Dominique Baert (simplification du régime fiscal de la part des bénéficiaires des sociétés civiles de moyens revenant à des titulaires de bénéficiaires non commerciaux) (p. 10125)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Didier Migaud (assujettissement à la TVA des villages de vacances classés) (p. 10125)

Soutient l'amendement n° 41 du Gouvernement (extension de la redevance sanitaire de découpage au gibier sauvage) : adopté (p. 10127)

Soutient l'amendement n° 42 du Gouvernement (instauration de deux redevances sanitaires destinées à couvrir les frais de contrôle des produits de la pêche ou de l'aquaculture) : adopté (p. 10127)

Soutient l'amendement n° 43 du Gouvernement (instauration d'une redevance sanitaire pour le contrôle de certaines substances et de leurs résidus) : adopté (p. 10127)

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Alain Veyret (majoration de la taxe sur les ouvrages hydroélectriques concédés) (p. 10127)

Soutient l'amendement n° 77 rectifié du Gouvernement (relèvement des minima de perception du droit de consommation sur les tabacs) : adopté (p. 10129)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Augustin Bonrepaux (exonération de la taxe de publicité foncière pour les acquisitions et cessions d'immeubles réalisées par les SAFER) (p. 10129)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Jean-Louis Dumont (actualisation du tableau des valeurs de plancher hors oeuvre permettant le calcul de l'assiette de la taxe locale d'équipement) (p. 10130)

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Gérard Lindeperg (création d'une taxe spéciale d'équipement au profit de l'établissement public foncier de l'Ouest Rhône-Alpes) (p. 10130)

Soutient le sous-amendement oral du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 71 de M. Gérard Lindeperg : adopté (p. 10130)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Christian Cuvilliez (exonération de redevables de la taxe d'habitation à faibles revenus du prélèvement sur fortes valeurs locatives) (p. 10130)

Soutient l'amendement n° 40 du Gouvernement (fixation d'un plafond pour les taxes spéciales d'équipement perçues au profit des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone des cinquante pas géométriques en Guadeloupe et en Martinique) : adopté (p. 10131)

Intervient sur l'amendement n° 3 corrigé de M. Germain Gengenwin (exonération du prélèvement pour frais d'assiette et de recouvrement afférent à la CSG sur les revenus du patrimoine) (p. 10132)

Soutient l'amendement n° 92 du Gouvernement (maintien du prélèvement pour frais d'assiette et de recouvrement sur le produit de la CSG sur les revenus du patrimoine) : adopté (p. 10132)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Dominique Baert (régime fiscal des sociétés de capital risque) (p. 10133)

Article 17 (modification des recettes susceptibles d'alimenter le compte d'affectation spéciale n° 902-24 "Compte d'affectation des produits de cession de titres, parts et droits de sociétés")

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 10133)

Article 18 (augmentation de la quote-part de la France au FMI et allocation exceptionnelle de droits de tirages spéciaux)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Didier Migaud (rapport au Parlement sur l'activité du Fonds monétaire international) (p. 10134)

Intervient sur le sous-amendement n° 94 de M. Yves Tavernier (prise en considération de l'activité de la Banque mondiale) à l'amendement n° 32 de M. Didier Migaud (p. 10134)

Article 19 (compensation aux régions de la perte de recettes relative à la suppression des droits de mutation à titre onéreux sur les immeubles à usage d'habitation entre le 1er septembre et le 31 décembre 1998)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Germain Gengenwin (détermination du montant de la compensation) (p. 10135)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (de précision) (p. 10135)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Yves Tavernier (compensation des pertes de recettes des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 10137)

Article 21 (octroi d'une garantie par l'Etat à l'occasion de la cession de la Société marseillaise de crédit)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 10139)

Après l'article 21

Soutient l'amendement n° 39 rectifié du Gouvernement (validation des taxes d'urbanisme) : adopté (p. 10139)

Soutient l'amendement n° 38 du Gouvernement (extension des conditions préférentielles accordées aux anciens agents de la direction générale des télécommunications souscrivant des actions France Télécom dans le cadre d'une offre à prime ferme aux offres à prix ouvert) : adopté (p. 10140)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Christian Cuvilliez (instauration d'un mécanisme de dégrèvement d'office de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des bénéficiaires des minima sociaux) (p. 10140)

Soutient l'amendement n° 59 du Gouvernement (transfert de la propriété de divers barrages de l'Etat au département du Haut-Rhin) : adopté (p. 10140)

Soutient l'amendement n° 75 du Gouvernement (remise des créances d'aide publique au développement en faveur des Etats d'Amérique centrale touchés par le cyclone Mitch) : adopté (p. 10141)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10954)

Son intervention (p. 10954)

Sa réponse (p. 10961)

Thèmes :

Collectivités territoriales : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) (p. 10962)

Départements : Haut-Rhin : emploi (p. 10962, 10963)

Finances publiques : crédits budgétaires (p. 10954)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10954)

Finances publiques : dette publique (p. 10692)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10954)

Finances publiques : recettes (p. 10961)

Impôt sur le revenu : abattements supplémentaires pour frais professionnels (p. 10962)

Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 10962)

Politique économique : conjoncture (p. 10961)

Politique économique : croissance (p. 10961)

Politique économique : politique monétaire (p. 10962)

Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire (p. 10962)

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Article 1er et état A (équilibre général)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10965)

Article 2 et état B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures)

Intervient sur les amendements n°s 2, 3, 4, et 5 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10966)

Article 3 et état C (dépenses en capital des services civils - ouvertures)

Intervient sur l'amendement n° 6 corrigé de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10969)

Article 11 supprimé par le Sénat (réforme du droit de bail et de la taxe additionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture sous réserve de la suppression des dispositions prévoyant une date spécifique de dépôt des déclarations de résultat des sociétés commerciales) (p. 10972)

Intervient sur le sous-amendement n° 33 de M. Christian Jacob (exonération de la contribution représentative du droit de bail pour les locations qui ont déjà supporté ce droit) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 10972)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Charles de Courson (remboursement de la CSG, de la CRDS et

du prélèvement social aux contribuables dont le revenu imposable est inférieur au plafond d'attribution de l'allocation spéciale ou de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité) (p. 10975)

Article 11 bis (réduction d'impôt pour l'acquisition de logements neufs situés dans des résidences de tourisme dans les zones de revitalisation rurale et donnés en location pour neuf ans)

Son intervention (p. 10975)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10976)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Michel Bouvard (extension du champ d'application de l'article aux territoires ruraux de développement prioritaire) (p. 10976)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10976)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Didier Migaud (de précision) (p. 10976)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10976)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10977)

Intervient sur le sous-amendement n° 40 de M. Didier Migaud (de précision) à l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10977)

Article 11 ter supprimé par le Sénat (réduction du taux de la déduction forfaitaire applicable aux revenus fonciers pour la location de logements ayant ouvert droit à la réduction d'impôt pour les résidences de tourisme classées)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10977)

Article 11 quater (exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit pour les immeubles entrant dans le champ du nouveau régime de conventionnement en faveur des logements locatifs anciens)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (de suppression) (p. 10977)

Article 12 bis (prorogation du délai de transformation, par avenants, des contrats d'assurance-vie classiques en contrats multisupports)

Intervient sur l'amendement n° 14 rectifié de la commission (prorogation du délai limitée à 6 mois) (p. 10978)

Article 15 bis A (vente de boissons alcoolisées dans les enceintes sportives)

Son intervention (p. 10984)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Édouard Landrain (dérogation à l'interdiction de vendre des boissons alcoolisées dans les enceintes sportives) (p. 10986)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Édouard Landrain (dérogation à l'interdiction de vendre des boissons alcoolisées dans les enceintes sportives) (p. 10986)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Édouard Landrain (augmentation du nombre de dérogations annuelles) (p. 10988)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (augmentation du nombre de dérogations annuelles) (p. 10988)

Intervient sur le sous-amendement n° 43 de M. François Rochebloine (dérogations supplémentaires dans les communes de moins de 20 000 habitants) à l'amendement n° 15 de la commission (p. 10988)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Édouard Landrain (augmentation du nombre de dérogations annuelles) (p. 10988)

Article 15 bis supprimé par le Sénat (régime fiscal des frais professionnels des journalistes et assimilés)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10990)

Article 15 ter (régime fiscal des allocations pour frais d'emploi dont le montant est fixé par voie législative ou réglementaire)

Son intervention (p. 10991)

Soutient l'amendement n° 44 du Gouvernement (suppression de la référence à la voie réglementaire) : adopté (p. 10992)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Gérard Bapt (confirmation de la suspension des poursuites et de la non-intégration des effacements et remises en bénéfices fiscaux pour les rapatriés pouvant bénéficier des dispositions de l'article 44 de la loi de finances rectificative du 30 décembre 1986) (p. 10994)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Gérard Bapt (aménagement du dispositif de suspension des poursuites à l'encontre des rapatriés réinstallés dans des professions non salariées) (p. 10994)

Article 16 decies (exonération de la taxe de publicité foncière pour les acquisitions et cessions d'immeubles réalisées par les SAFER)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Augustin Bonrepaux (exonération des acquisitions d'immeubles réalisées par les SAFER) (p. 10996)

Article 16 quindecies supprimé par le Sénat (maintien du prélèvement pour frais de recouvrement sur le produit de la CSG sur les revenus du patrimoine)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 10996)

Après l'article 16 quindécies

Soutient l'amendement n° 34 du Gouvernement (suppression d'un gage à l'article 8 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999) : adopté (p. 10996)

Article 16 sedecies (déductibilité fiscale des provisions de gestion des sociétés d'assurance)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (de suppression) (p. 10997)

Article 16 septemdecies (modalités d'application de l'article 209 OA du code général des impôts)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (de suppression) (p. 10998)

Après l'article 16 octodécies

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Éric Doligé (suppression du prélèvement pour frais d'assiette et de recouvrement sur le produit de la taxe forestière) (p. 10998)

Article 17 bis (suppression de la ligne de versements au budget général du compte n° 902-24)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (de suppression) (p. 10999)

Article 19 bis (compensation des pertes de recettes des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10999)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 10999)

Après l'article 26

Soutient l'amendement n° 35 du Gouvernement (garantie de l'Etat pour les opérations menées par la Banque de France dans le cadre du plan de soutien international en faveur du Brésil) : adopté (p. 11002)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11051)

Son intervention (p. 11051)

Thème :

Parlement : Sénat (p. 11051)

Projet de loi n° 998 relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3332)

Après l'article 20

Soutient l'amendement n° 55 rectifié du Gouvernement (exercice de missions de police judiciaire par des agents des douanes) : adopté après deuxième rectification (p. 3352)

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Nicolas Forissier (épandage des boues d'épuration des zones urbaines) (p. 3480)

Article 10 quater (renouvellement du bail pour le preneur ayant des enfants à charge)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (de suppression) (p. 3481)

Article 12 (assurance-récolte)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (rapport au Parlement sur les conditions de mise en oeuvre d'un mécanisme d'assurance récolte) (p. 3482)

Article 12 bis supprimé par le Sénat (insaisissabilité partielle des revenus provenant de l'activité agricole)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (cessibilité et saisissabilité partielle des revenus provenant de l'activité agricole) (p. 3482)

Article 12 ter supprimé par le Sénat (insaisissabilité du logement d'un agriculteur)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (insaisissabilité de l'habitation principale) (p. 3483)

Article 14 (dispositions relatives à la politique d'installation)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (installation progressive) (p. 3483)

Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Jean Auclair (exonération des charges sociales relatives au jeune salarié amené à reprendre l'exploitation) (p. 3484)

Article 15 (notification préalable des départs à la retraite)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (suppression du paragraphe III relatif à l'information du bailleur) (p. 3484)

Article 15 bis (préretaire des agriculteurs)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (de suppression) (p. 3486)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. François Patriat (définition de l'exploitation agricole) (p. 3491)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (portée et objectifs du contrôle des structures) (p. 3491)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (suppression de l'avant-dernier alinéa introduit par le Sénat relatif à la préservation des exploitations familiales) (p. 3493)

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. François Patriat (contrôle des structures des sociétés et des associations) (p. 3493)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (seuils) (p. 3494)

Intervient sur le sous-amendement n° 218 de M. Germain Gengenwin (seuils) à l'amendement n° 29 de la commission (p. 3494)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Jean Proriol (seuils) (p. 3494)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (durée maximale de l'autorisation provisoire ramenée à deux ans) (p. 3495)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (contrôle des transmissions dans le cadre familial) (p. 3495)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (seuil de superficie) (p. 3496)

Intervient sur l'amendement n° 187 de Mme Sylvia Bassot (qualité d'exploitant réservée aux seules personnes physiques) (p. 3496)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (rétablissement du délai de deux ans pour se mettre en conformité avec la réglementation relative au contrôle des structures) (p. 3496)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (rédactionnel) (p. 3496)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (distance de cinq kilomètres) (p. 3497)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. François Colcombet (limitation des créations de porcheries sur caillebotis) (p. 3498)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (non exonération des contrôles lors des transmissions familiales) (p. 3499)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (rédactionnel) (p. 3499)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (de conséquence) (p. 3499)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (prise en compte de l'agriculture biologique) (p. 3499)

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Félix Leyzour (publicité des opérations soumises à autorisation) (p. 3499)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (suppression de l'avis de la CNIL) (p. 3499)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Félix Leyzour (publicité des opérations soumises à autorisation) (p. 3499)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (délai d'un an pour régulariser la situation) (p. 3500)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (sanction de 6 000 F) (p. 3500)

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (contestation de la sanction) (p. 3500)

Après l'article 17 bis

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Christian Jacob (transmission des droits à primes) (p. 3501)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Germain Gengenwin (transmission des droits à primes) (p. 3501)

Intervient sur le sous-amendement n° 272 de M. François Sauvadet (transfert des droits par l'intermédiaire de la réserve nationale en l'absence de demandes dans le département d'origine) à l'amendement n° 215 de M. Germain Gengenwin (p. 3501)

Article 18 (création du statut de conjoint collaborateur)

Soutient l'amendement n° 275 du Gouvernement (titulaires du nouveau statut non soumis à un seuil spécifique relatif à la superficie de l'exploitation) : adopté (p. 3502)

Article 24 (cotisations sociales pour les nouveaux installés)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (régime particulier de cotisations sociales agricoles dans le cas d'une société formée entre les conjoints) (p. 3503)

Article 24 bis (exonération de cotisations sociales pour les jeunes agriculteurs)

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (de suppression) (p. 3503)

Article 27 bis supprimé par le Sénat (limitation des déplacements des salariés agricoles dans le cadre de travaux effectués pour des groupements d'employeurs)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (déplacements limités prévus au contrat) (p. 3504)

Article 27 ter (rapport sur le développement de l'emploi en commun entre collectivités locales et employeurs du secteur privé)

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (rapport au Parlement dans un délai de dix-huit mois) (p. 3505)

Article 28 (création au niveau des départements de comités d'activités sociales et culturelles)

Soutient l'amendement n° 276 rectifié du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 3506)

Article 29 (création de comités d'hygiène et de sécurité en agriculture)

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (de précision) (p. 3506)

Intervient sur l'amendement n° 238 de M. Félix Leyzour (autorisation d'absence de huit heures par mois) (p. 3507)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (rédactionnel) (p. 3507)

Intervient sur l'amendement n° 239 de M. Félix Leyzour (ressources du fonds national de prévention) (p. 3507)

Article 29 ter supprimé par le Sénat (création de l'observatoire de l'emploi salarié en agriculture)

Intervient sur l'amendement n° 51 deuxième rectification de la commission (création d'un chapitre VI intitulé "Dispositions relatives aux observatoires de l'emploi salarié en agriculture") (p. 3507)

Proposition de loi n° 1557 tendant à éviter la double imposition des bailleurs pour l'exercice 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5037)

Son intervention (p. 5046)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 5046, 5047)

Assemblée nationale : article 94 du règlement (p. 5048)

Assemblée nationale : questions écrites (p. 5048)

Baux : bailleurs : imposition (p. 5046 à 5048)

Conseil constitutionnel (p. 5048)

Enregistrement et timbre : droit de bail : taxe additionnelle au droit de bail (p. 5046 à 5048)

Finances publiques : recettes (p. 5048)

Impôt sur le revenu : déclarations (p. 5046, 5047)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 5047)

Vote sur le passage à la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5049)

Son intervention (p. 5049)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6118)

Son interruption (p. 6157)

Sa réponse (p. 6168)

Thèmes :

Aménagement du territoire : banlieues : quartiers défavorisés (p. 6172)

Aménagement du territoire : espace rural (p. 6172)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6169, 6170)

Culture : crédits (p. 6119, 6172)

Déchets, pollutions et nuisances : pollution : impôts et taxes (p. 6172)

DOM-TOM : généralités (p. 6171)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6119, 6169)

Enseignement : crédits (p. 6119)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 6170)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6118, 6169)

Finances publiques : dépenses (p. 6118, 6119)

Finances publiques : dette publique (p. 6119)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6118, 6119, 6170)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6171)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 6119)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 6170)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 6172)

Impôt sur les sociétés : taux (p. 6170)

Impôts et taxes : fiscalité de l'épargne (p. 6172)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 6171, 6172)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6171)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 6169)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6169, 6170)

Justice : crédits (p. 6119)

Parlement : rôle (p. 6118, 6119)

Politique économique : croissance (p. 6169)

Politique économique : investissement (p. 6169 à 6171)

Politique économique : politique monétaire : euro (p. 6118)

Politiques communautaires : politiques internes : emploi (p. 6169)

Politiques communautaires : politiques internes : innovation (p. 6170)

Recherche : innovation (p. 6169, 6171)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 6171)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 6170)

Travail : réduction du temps de travail (p. 6171)

TVA : taux (p. 6157, 6169, 6170, 6172)

Voirie : routes : crédits (p. 6169)

Projet de loi n° 1277 portant règlement définitif du budget 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6172)

Son intervention (p. 6172)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6172)

Finances publiques : dépenses (p. 6173)

Finances publiques : gestions de fait (p. 6173)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6172)

Finances publiques : recettes (p. 6172, 6173)

Lois de finances rectificatives (p. 6172)

Lois de règlement (p. 6173)

Discussion des articles [17 juin 1999] (p. 6181)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié de M. Charles de Courson (transmission, tous les six mois, aux commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat des communications de la Cour des comptes) (p. 6189)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Charles de Courson (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la dotation globale de fonctionnement) (p. 6191)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Charles de Courson (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs) (p. 6191)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Charles de Courson (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la dotation élu local) (p. 6191)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Charles de Courson (imputation en tant que dépense permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur du versement du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation) (p. 6191)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Charles de Courson (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la dotation au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse) (p. 6191)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Charles de Courson (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 6191)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Charles de Courson (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la dotation de compensation de la taxe professionnelle) (p. 6191)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Charles de Courson (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle) (p. 6191)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Charles de Courson (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur du Fonds de compensation pour la TVA) (p. 6191)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Charles de Courson (imputation en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale) (p. 6191)

Proposition de résolution n° 1526 sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne la possibilité d'appliquer à titre expérimental un taux de TVA réduit sur les services à forte intensité de main-d'oeuvre (COM (99) 62 final/n° E 1236)

Avant la discussion de l'article unique [17 juin 1999] (p. 6192)

Son intervention (p. 6203)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : bâtiment : TVA (p. 6204)

Emploi : allègement des charges sociales (p. 6204)

Hôtellerie et restauration : restaurants : TVA (p. 6203, 6204)

Impôt sur le revenu : crédit d'impôt au titre des dépenses d'entretien afférentes à l'habitation principale (p. 6204)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6203)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6204)

TVA : taux normal (p. 6203)

TVA : taux réduit (p. 6203)

Union européenne : directives (p. 6203, 6204)

François SAUVADET

*Côte-d'Or (4^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 12 février 1999] (p. 2287)

Secrétaire de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 12 mai 1999] (p. 7079)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1169 tendant à exonérer les établissements d'enseignement de la redevance audiovisuelle [4 novembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Commerce extérieur. Commerce intracommunautaire. Viandes bovines, importations britanniques, autorisation [24 novembre 1998] (p. 9425)

Consommation. Sécurité des produits. Dioxine, contrôles sanitaires [9 juin 1999] (p. 5601)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 553, posée le 14 décembre 1998. Énergie et carburants. Énergie nucléaire (J.O. Questions p. 6745). Appelée le 15 décembre 1998. Centrales nucléaires, construction (p. 10470)

n° 658, posée le 1^{er} mars 1999. Établissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 1129). Appelée le 2 mars 1999. Effectifs de personnel, praticiens, Côte-d'Or (p. 1841)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette de n'être pas plus informé sur la tenue ou non d'une séance sur le pacte civil de sécurité un dimanche après la réponse du président de séance M. d'Aubert et souhaite poursuivre sérieusement l'examen des articles du projet de loi d'orientation agricole [8 octobre 1998] (p. 6141)

Regrette les conditions d'examen du projet d'orientation agricole [8 octobre 1998] (p. 6158)

Déplore les conditions d'examen du projet de loi d'orientation agricole [8 octobre 1998] (p. 6168)

Demande au Gouvernement de répondre aux questions posées par les députés de l'opposition lors de l'examen du projet de loi sur l'aménagement du territoire [27 janvier 1999] (p. 511)

Insiste pour que le Gouvernement réponde aux questions posées par les députés de l'opposition lors de l'examen du projet de loi sur l'aménagement du territoire [2 février 1999] (p. 713)

Demande que chacun puisse s'exprimer lors de l'examen des articles du projet de loi sur l'aménagement du territoire [2 février 1999] (p. 730)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5820) : rejetée (p. 5827)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 5842)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 5899)

Thèmes :

Agriculture : exploitations agricoles (p. 5822, 5824)

Agriculture : installation (p. 5822, 5823, 5899)

Agroalimentaire : commercialisation (p. 5820, 5822, 5824)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 5822)

Commerce extérieur : exportations : agriculture (p. 5821, 5899)

Enseignement agricole (p. 5824)

Environnement : espace rural (p. 5821, 5823)

Impôt sur le revenu : bénéfiques agricoles (p. 5823)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5820, 5821)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5820, 5821, 5823, 5842)

Recherche (p. 5824)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 746 (prise en compte de la politique forestière) : rejeté (p. 5908)

Intervient sur le sous-amendement n° 845 de M. Félix Leyzour (rappel du principe de la préférence communautaire) à l'amendement n° 59 corrigé de la commission (définition de la politique agricole

- française en liaison avec la politique agricole commune) (p. 5909)
- Intervient sur l'amendement n° 62 corrigé de la commission (amélioration des revenus des agriculteurs) (p. 5911)
- Son amendement n° 507 (prise en compte de l'ensemble de la filière alimentaire) : adopté (p. 5914)
- Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (respect des agricultures des pays en voie de développement) (p. 5915)
- Intervient sur le sous-amendement oral du Gouvernement (exportations en direction de l'Europe et des marchés solvables) à l'amendement n° 70 corrigé de la commission (renforcement des capacités exportatrices de l'agriculture française) (p. 5915)
- Soutient l'amendement n° 53 de M. Léonce Deprez (transformation des productions agricoles en produits énergétiques) : adopté (p. 5917)
- Son amendement n° 506 (suppression de la référence à la production de services collectifs au profit de tous les usagers de l'espace rural) : rejeté (p. 5963)
- Son sous-amendement n° 505 soutenu par M. Germain Gengenwin (respect d'une concurrence équilibrée et loyale) à l'amendement n° 71 de la commission (poursuite d'actions d'intérêt général) : rejeté (p. 5964)
- Son amendement n° 508 soutenu par M. Germain Gengenwin (prise en compte des zones forestières) (p. 5970) : rejeté (p. 5971)
- Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)*
- Son amendement n° 747 (information du propriétaire du fonds sur lequel est exercée l'activité) : rejeté (p. 6008)
- Intervient sur l'amendement n° 646 de M. Jean Proriol (projet économique) (p. 6009)
- Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jacques Rebillard (projet économique global) (p. 6009)
- Intervient sur l'amendement n° 78 corrigé de la commission (projets individuels ou collectifs de production, de transformation et de commercialisation) (p. 6013)
- Son sous-amendement n° 516 (respect d'une concurrence équilibrée et loyale) à l'amendement n° 78 corrigé de la commission : devenu sans objet (p. 6013)
- Intervient sur l'amendement n° 301 de M. François Guillaume (non intégration des services collectifs dans les contrats territoriaux d'exploitation) (p. 6015)
- Son amendement n° 509 soutenu par M. Germain Gengenwin (non intégration des services collectifs dans les contrats territoriaux d'exploitation) (p. 6013, 6015) : rejeté (p. 6015)
- Intervient sur l'amendement n° 509 de M. François Sauvadet (non intégration des services collectifs dans les contrats territoriaux d'exploitation) (p. 6015)
- Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Robert Lamy (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6018)
- Intervient sur l'amendement n° 40 corrigé de M. Christian Jacob (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6018)
- Intervient sur l'amendement n° 230 de M. Christian Estrosi (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6018)
- Intervient sur l'amendement n° 240 de M. Pierre Micaux (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6018)
- Intervient sur l'amendement n° 302 de Mme Hélène Mignon (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6018)
- Intervient sur l'amendement n° 503 de M. Gérard Voisin (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6018)
- Son amendement n° 748 (recentrage sur l'activité agricole) : rejeté (p. 6018)
- Intervient sur l'amendement n° 748 de M. François Sauvadet (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6018)
- Son amendement n° 510 soutenu par M. Germain Gengenwin (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6017) : rejeté (p. 6018)
- Intervient sur l'amendement n° 510 de M. François Sauvadet (recentrage sur l'activité agricole) (p. 6018)
- Soutient l'amendement n° 490 de M. Jean Briane (aides compensatrices de handicap délivrées sans contractualisation) : rejeté (p. 6020)
- Son amendement n° 512 soutenu par M. Germain Gengenwin (respect des droits du propriétaire) : rejeté (p. 6020)
- Son amendement n° 511 soutenu par M. Germain Gengenwin (accord du propriétaire) : rejeté (p. 6021)
- Son amendement n° 513 soutenu par M. Jacques Le Nay (définition des contrats type par le préfet) (p. 6022) : rejeté (p. 6023)
- Son amendement n° 514 soutenu par M. Jacques Le Nay (objectif d'efficacité économique) : retiré (p. 6023)
- Son amendement n° 515 (respect du code forestier) : rejeté (p. 6026)
- Intervient sur l'amendement n° 515 de M. François Sauvadet (respect du code forestier) (p. 6026)
- Intervient sur l'amendement n° 648 de M. Jean Proriol (respect du code forestier) (p. 6027)
- Soutient l'amendement n° 750 de M. Jacques Barrot (possibilité de contrats dérogatoires) : rejeté (p. 6027)
- Intervient sur le sous-amendement n° 741 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (respect de la politique d'aménagement du territoire) à l'amendement n° 80 rectifié de la commission (prise en compte des orientations définies par le ministre de l'agriculture après avis du conseil supérieur d'orientation et de coordination agricole et alimentaire) (p. 6028)
- Son sous-amendement n° 937 soutenu par M. Jacques Le Nay (rapport au Parlement) à l'amendement n° 80 rectifié de la commission (p. 6027) : rejeté (p. 6028)
- Intervient sur le sous-amendement n° 937 de M. François Sauvadet (rapport au Parlement) à l'amendement n° 80 rectifié de la commission (p. 6028)

Article 3 (création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 6029)

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (non prise en compte des concours éventuels des régions dans les ressources du fonds) (p. 6051)

Intervient sur l'amendement n° 551 de M. Stéphane Alaïze (non prise en compte des concours éventuels des régions dans les ressources du fonds) (p. 6051)

Son amendement n° 517 soutenu par M. Charles de Courson (non prise en compte des aides communautaires) (p. 6051) : rejeté (p. 6055)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 6057)

Intervient sur le sous-amendement n° 742 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (plafonnement des aides) à l'amendement n° 86 de la commission (aménagement des aides) (p. 6066)

Article 5 (reconnaissance d'un pouvoir d'avis aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture)

Son intervention (p. 6067)

Son amendement n° 518 soutenu par M. Germain Gengenwin (avis conforme des CDOA sur les projets de contrat -type d'exploitation) (p. 6069) : rejeté (p. 6070)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 751 de M. Jacques Barrot (prise en compte des activités situées dans le prolongement de l'intervention dans le cycle biologique) (p. 6073)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (définition des activités agricoles) (p. 6082)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Son intervention (p. 6085)

Son amendement n° 519 soutenu par M. Germain Gengenwin (exclusion des activités forestières et des cultures marines) : adopté (p. 6087)

Intervient sur l'amendement n° 519 de M. François Sauvadet (exclusion des activités forestières et des cultures marines) (p. 6087)

Intervient sur l'amendement n° 657 de M. Jean Proriol (exclusion des activités forestières et des cultures marines) (p. 6087)

Intervient sur l'amendement n° 322 de M. François Guillaume (suppression des données relatives à la consistance de l'exploitation) (p. 6090)

Soutient l'amendement n° 709 de M. Yves Coussain (droits ouverts par l'immatriculation) : retiré (p. 6091)

Intervient sur l'amendement n° 463 de M. Jacques Le Nay (immatriculation des horticulteurs et des pépiniéristes) (p. 6092)

Soutient l'amendement n° 752 de M. Jacques Barrot (inscription au registre des métiers) : retiré (p. 6094)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 94 de la commission (reprise d'une parcelle par le bailleur pour la construction d'une maison d'habitation) (p. 6104)

Intervient sur le sous-amendement n° 634 de M. Maurice Adevah-Poeuf (extension du droit de reprise pour les maisons d'habitation existantes) à l'amendement n° 94 de la commission (p. 6104)

Intervient sur le sous-amendement n° 755 corrigé de M. Jacques Barrot (application à tous les baux en cours) à l'amendement n° 94 de la commission (p. 6104)

Intervient sur l'amendement n° 659 de M. Jean Proriol (reprise d'une parcelle par le bailleur pour la construction d'une maison d'habitation) (p. 6104)

Soutient l'amendement n° 684 de M. Léonce Deprez (suppression de l'article L. 416-3 du code rural) : rejeté (p. 6104)

Article 12 (rapport sur l'assurance-récolte)

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (rapport dans un délai de six mois) (p. 6109)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (insaisissabilité partielle des revenus provenant de l'activité agricole) (p. 6111)

Intervient sur l'amendement n° 557 de M. Jérôme Cahuzac (insaisissabilité partielle des revenus provenant de l'activité agricole) (p. 6111)

Soutient l'amendement n° 246 de M. Pierre Micaux (mesures destinées à favoriser la transmission des exploitations agricoles) : rejeté (p. 6121)

Article 13 (création de l'unité de référence)

Son intervention (p. 6121)

Intervient sur l'amendement n° 722 de M. Renaud Dutreil (fixation et calcul de l'unité de référence) (p. 6125)

Article 14 (dispositions relatives à la politique d'installation)

Intervient sur l'amendement n° 331 de M. Christian Jacob (de suppression) (p. 6126)

Son sous-amendement oral (candidats non originaires du milieu agricole) à l'amendement n° 100 de la commission : rejeté (p. 6126)

Intervient sur l'amendement n° 100 de la commission (installation progressive des agriculteurs) (p. 6127)

Article 15 (notification préalable des départs à la retraite)

Soutient l'amendement n° 334 de M. François Guillaume (interrogation des exploitants agricoles par les services administratifs un an avant l'âge de la retraite) : rejeté (p. 6128)

Intervient sur l'amendement n° 103 de la commission (information du public) (p. 6129)

Intervient sur le sous-amendement n° 744 de M. Jean-Michel Marchand (information obligatoire) à l'amendement n° 103 de la commission (p. 6129)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Son intervention (p. 6137)

Intervient sur l'amendement n° 356 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 6144)

Article L. 331-1 du code rural : portée et objectifs du contrôle

Intervient sur l'amendement n° 106 de la commission (modification du statut des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) en vue d'y intégrer le principe de location et de location-vente) (p. 6146)

Article L. 331-2 du code rural : opérations soumises à autorisation préalable

Intervient sur l'amendement n° 361 de M. François Guillaume (déclaration préalable à la préfecture) (p. 6148)

Son rappel au règlement (cf. supra) [8 octobre 1998] (p. 6158)

Intervient sur l'amendement n° 462 de M. Léonce Deprez (élargissement des seuils de référence) (p. 6160)

Soutient l'amendement n° 724 de M. Renaud Dutreil (élargissement des seuils de référence) : rejeté (p. 6160)

Intervient sur l'amendement n° 724 de M. Renaud Dutreil (élargissement des seuils de référence) (p. 6160)

Intervient sur l'amendement n° 363 de M. François Guillaume (élargissement des seuils de référence) (p. 6160)

Intervient sur l'amendement n° 360 de M. Christian Jacob (élargissement des seuils de référence) (p. 6160)

Son amendement n° 522 soutenu par M. Germain Gengenwin (élargissement des seuils de référence) (p. 6159) : rejeté (p. 6160)

Intervient sur l'amendement n° 522 de M. François Sauvadet (élargissement des seuils de référence) (p. 6160)

Intervient sur l'amendement n° 666 de M. Jean Proriol (élargissement des seuils de référence) (p. 6160)

Intervient sur l'amendement n° 474 de M. Jacques Rebillard (élargissement des seuils de référence) (p. 6160)

Intervient sur l'amendement n° 107 de la commission (élargissement des seuils de référence) (p. 6160)

Intervient sur l'amendement n° 785 de M. Jean-Michel Marchand (élargissement des seuils de référence) (p. 6160)

Son sous-amendement n° 957 soutenu par M. Germain Gengenwin (dispense d'autorisation lorsque les exploitants sont parents ou alliés) à l'amendement n° 496 de M. François Patriat (nouvelle autorisation en cas de diminution du nombre total des associés exploitants) (p. 6161) : rejeté (p. 6163)

Intervient sur le sous-amendement n° 957 de M. François Sauvadet (dispense d'autorisation lorsque les exploitants sont parents ou alliés) à l'amendement n° 496 de M. François Patriat (p. 6163)

Son amendement n° 523 (dispense d'autorisation lorsque les exploitants sont parents ou alliés) : devenu sans objet (p. 6164)

Son amendement n° 524 (dispense d'autorisation lorsque les exploitants sont parents ou alliés) : devenu sans objet (p. 6164)

Intervient sur l'amendement n° 368 de M. Thierry Mariani (pas de contrôle lorsque les successions sont effectuées entre ascendants et descendants) (p. 6168)

Son rappel au règlement (cf. supra) [8 octobre 1998] (p. 6168)

Intervient sur l'amendement n° 811 de M. François Colcombet (renforcement des contrôles pour les ateliers hors sol produisant des effluents de lisier) (p. 6177)

Intervient sur l'amendement n° 842 de M. Félix Leyzour (prise en compte des terres exploitées par un agriculteur dans un autre pays de l'Union européenne) (p. 6181)

Intervient sur l'amendement n° 376 de M. Christian Jacob (prise en compte des terres exploitées par un agriculteur dans un autre pays de l'Union européenne) (p. 6181)

Après l'article L. 331-2 du code rural

Intervient sur l'amendement n° 793 de M. François Baroin (autorisation de droit pour les biens recueillis par succession ou donation) (p. 6185)

Article L. 331-3 du code rural : critères d'examen des demandes

Intervient sur l'amendement n° 843 de M. Félix Leyzour (publicité dans les journaux locaux) (p. 6188)

Article L. 331-7 du code rural : sanction administrative en cas de non-respect de la réglementation du contrôle des structures

Intervient sur l'amendement n° 378 de M. Christian Jacob (suppression des sanctions) (p. 6191)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 812 rectifié de M. François Colcombet (autorisation des ateliers hors sol) (p. 6204)

Article 22 (revalorisation des retraites)

Son intervention (p. 6213)

Article 27 (création du titre emploi simplifié agricole)

Intervient sur l'amendement n° 882 de M. Félix Leyzour (protection des salariés agricoles) (p. 6225)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jacques Rebillard (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles et aux entreprises privées du secteur agricole employant moins de cinq salariés permanents) (p. 6228)

Intervient sur l'amendement n° 674 de M. Jean Proriol (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de onze salariés) (p. 6228)

Intervient sur l'amendement n° 343 de M. Christian Jacob (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de onze salariés permanents) (p. 6228)

Intervient sur l'amendement n° 128 de la commission (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de cinq salariés permanents) (p. 6228)

Son sous-amendement n° 525 soutenu par M. Germain Gengenwin (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de onze salariés permanents) à l'amendement n° 128 de la commission (p. 6226) : devenu sans objet (p. 6228)

Intervient sur l'amendement n° 569 de M. Joseph Parrenin (extension du titre emploi simplifié agricole aux coopératives agricoles employant moins de cinq salariés permanents) (p. 6228)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 651 du Gouvernement (fonctionnement des organismes de mutualité sociale agricole) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 652 du Gouvernement (circonscription des caisses fusionnées et des associations à but non lucratif) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 653 du Gouvernement (contrats pluriannuels de gestion) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 654 du Gouvernement (sanctions en cas d'irrégularité grave ou de mauvaise gestion) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 655 corrigé du Gouvernement (conventions entre les caisses de mutualité sociale agricole et des tiers) (p. 6296)

Intervient sur l'amendement n° 883 de M. Félix Leyzour (création au niveau départemental d'un observatoire de l'emploi salarié) (p. 6297)

Avant l'article 30

Son intervention (p. 6298)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Soutient l'amendement n° 464 de M. Jacques Le Nay (dispositif des interprofessions étendu aux horticulteurs et aux pépiniéristes) : rejeté (p. 6306)

Soutient l'amendement n° 710 de M. Yves Coussain (rôle d'organisations interprofessionnelles spécifiques

pour des produits bénéficiant d'une même appellation d'origine contrôlée) : retiré (p. 6310)

Intervient sur l'amendement n° 144 de la commission (gestion par une interprofession d'un ensemble de produits sous le signe indication géographique protégée - IGP) (p. 6312)

Son amendement n° 526 soutenu par M. Germain Gengenwin (règles de coordination entre l'interprofession spécifique et l'autorité administrative) : rejeté (p. 6313)

Soutient l'amendement n° 250 de M. Pierre Micaux (juste rémunération des producteurs grâce à la restriction temporaire de l'accès de nouveaux opérateurs) : devenu sans objet (p. 6319)

Soutient l'amendement n° 712 de M. Jean-Luc Prél (juste rémunération des producteurs grâce à la restriction temporaire de l'accès de nouveaux opérateurs) : devenu sans objet (p. 6319)

Article 35 (assiette des cotisations interprofessionnelles)

Intervient sur l'amendement n° 154 de la commission (de codification) (p. 6330)

Article 38 (modification de la composition du Conseil supérieur d'orientation)

Soutient l'amendement n° 455 de M. Pierre Micaux (composition du Conseil supérieur d'orientation élargie aux représentants de la propriété agricole) : rejeté (p. 6340)

Son amendement n° 530 (composition du Conseil supérieur d'orientation élargie aux représentants de la propriété agricole) : rejeté (p. 6340)

Soutient l'amendement n° 725 de M. Renaud Dutreil (composition du Conseil supérieur d'orientation élargie aux représentants de la propriété agricole) : rejeté (p. 6340)

Soutient l'amendement n° 693 de M. Jean Proriol (compte rendu établi chaque année par le Conseil supérieur d'orientation portant sur la mise en oeuvre des principales politiques en faveur de l'agriculture) : retiré (p. 6342)

Après l'article 38

Soutient l'amendement n° 694 de M. Jean Proriol (création du Conseil supérieur des exportations alimentaires) : adopté après modifications (p. 6343)

Article 39 (signes d'identification et emploi des termes "fermier" et "produit pays")

Intervient sur le sous-amendement n° 975 corrigé du Gouvernement (précision de la définition de chacun des signes d'identification de la qualité ou de l'origine des produits) à l'amendement n° 776 rectifié de M. Jean-Michel Marchand (codification des signes de qualité) (p. 6350)

Article 40 (organisation de l'INAO, extension des compétences de l'INAO aux indications géographiques protégées)

Soutient l'amendement n° 255 de M. Pierre Micaux (liaison avec la Commission nationale des labels et des certifications) : rejeté (p. 6354)

Soutient l'amendement n° 715 de M. Jean-Luc Préel (avis de la Commission nationale des labels et des certifications pour obtenir une indication géographique protégée) : rejeté (p. 6355)

Soutient l'amendement n° 679 de M. Jean Proriol (contrôles par l'Institut national des appellations d'origine) : rejeté (p. 6356)

Intervient sur l'amendement n° 174 rectifié de la commission (rôle de l'INAO) (p. 6357)

Soutient l'amendement n° 717 de M. Jean-Luc Préel (de codification) : devenu sans objet (p. 6358)

Soutient l'amendement n° 718 de M. Jean-Luc Préel (suppression de l'alinéa relatif au respect du cahier des charges) : rejeté (p. 6358)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 181 de la commission (inscriptions devant figurer sur l'étiquette d'un produit bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée) (p. 6360)

Son sous-amendement n° 938 soutenu par M. Germain Gengenwin (non-application aux produits viticoles) à l'amendement n° 941 de la commission (création d'un logo "appellation d'origine contrôlée") (p. 6362) : adopté après rectification (p. 6363)

Article 42 (appellation "montagne")

Son intervention (p. 6369)

Après l'article 42

Son sous-amendement n° 940 rectifié soutenu par M. Germain Gengenwin (exclusion des professionnels du vin) à l'amendement n° 480 rectifié du Gouvernement (création d'un fonds de valorisation et de communication) (p. 6373) : retiré (p. 6374)

Son sous-amendement n° 939 (financement du fonds) à l'amendement n° 480 rectifié du Gouvernement : adopté (p. 6374)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 483 rectifié du Gouvernement (contrôle et surveillance biologique du territoire) (p. 6392)

Après l'article 44

Intervient sur l'amendement n° 484 rectifié du Gouvernement (déclaration des élevages au préfet si la chair ou les produits des animaux sont livrés au public en vue de la consommation) (p. 6397)

Article 45 (prise en compte des fonctions économique, environnementale et sociale de l'espace agricole et forestier)

Soutient l'amendement n° 256 de M. Pierre Micaux (de suppression) : rejeté (p. 6406)

Soutient l'amendement n° 257 de M. Pierre Micaux (mise en valeur et protection de l'espace rural par l'agriculture) : rejeté (p. 6406)

Soutient l'amendement n° 258 de M. Pierre Micaux (coexistence entre les différentes activités du monde rural) : rejeté (p. 6407)

Article 46 (document départemental de gestion de l'espace agricole et forestier)

Soutient l'amendement n° 52 de M. Serge Poignant (suppression de l'alinéa relatif aux documents de gestion de l'espace rural) : rejeté (p. 6410)

Soutient l'amendement n° 259 de M. Pierre Micaux (suppression de l'alinéa relatif aux documents de gestion de l'espace rural) : rejeté (p. 6410)

Article 47 (zones agricoles protégées)

Soutient l'amendement n° 698 de M. Jean Proriol (de précision) : retiré (p. 6412)

Article 49 (droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural)

Soutient l'amendement n° 456 de M. Pierre Micaux (de précision) : rejeté (p. 6414)

Après l'article 50

Soutient l'amendement n° 493 de M. Jean Briane (modalités d'attribution des biens de section) : retiré (p. 6421)

Soutient l'amendement n° 701 de M. Jean Proriol (modalités d'attribution des biens de section) : retiré (p. 6421)

Soutient l'amendement n° 702 de M. Jean Proriol (modalités d'attribution des biens de section) : retiré (p. 6421)

Soutient l'amendement n° 699 de M. Jean Proriol (décret en Conseil d'Etat pour fixer les règles générales et les prescriptions techniques applicables aux installations classées soumises à autorisation) : rejeté (p. 6422)

Article 52 (architecture générale de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics)

Soutient l'amendement n° 726 de M. Renaud Dutreil (missions de l'enseignement) : rejeté (p. 6425)

Soutient l'amendement n° 789 de M. Yves Nicolin (création d'un corps d'inspecteurs de l'enseignement agricole) : retiré (p. 6426)

Article 53 (création des établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles)

Intervient sur le sous-amendement n° 979 du Gouvernement (harmonisation des régimes plutôt que fusionnement) à l'amendement n° 217 rectifié de la commission (fusionnement des lycées d'enseignement général et technologiques agricoles et des lycées professionnels agricoles) (p. 6428)

Après l'article 57

Soutient l'amendement n° 704 de M. Jean Proriol (application de la présente loi à l'enseignement supérieur privé) : rejeté (p. 6431)

Article 59 (architecture générale de l'enseignement technique agricole privé)

Soutient l'amendement n° 754 de M. Jacques Barrot (maintien de l'équilibre entre les enseignements publics et privés) : retiré (p. 6433)

Après l'article 64

Son amendement n° 541 soutenu par M. Charles de Courson (fiscalité des transmissions) (p. 6439) : rejeté (p. 6440)

Son amendement n° 536 soutenu par M. Germain Gengenwin (déduction pour investissements étendue aux parts de coopératives assurant la transformation ou la commercialisation de matières premières) (p. 6443) : rejeté (p. 6444)

Son amendement n° 537 soutenu par M. Germain Gengenwin (déduction pour investissements étendue aux parts de coopératives assurant la transformation ou la commercialisation de matières premières) (p. 6443) : rejeté (p. 6444)

Soutient l'amendement n° 728 de M. Renaud Dutreil (déduction pour investissements étendue aux parts de coopératives assurant la transformation ou la commercialisation de matières premières) : rejeté (p. 6444)

Son amendement n° 538 soutenu par M. Germain Gengenwin (déduction pour investissements étendue aux parts de coopératives assurant la transformation ou la commercialisation de matières premières) (p. 6443) : rejeté (p. 6444)

Son amendement n° 539 soutenu par M. Charles de Courson (déduction pour investissements étendue aux parts de coopératives assurant la transformation ou la commercialisation de matières premières) : rejeté (p. 6445)

Son amendement n° 540 soutenu par M. Charles de Courson (création d'une réserve spéciale d'auto-financement) (p. 6445) : rejeté (p. 6447)

Soutient l'amendement n° 663 précédemment réservé de M. Jean Proriol (fiscalité des plus-values de cession) : rejeté (p. 6448)

Soutient l'amendement n° 662 précédemment réservé de M. Jean Proriol (fiscalité des transmissions) : rejeté (p. 6450)

Seconde délibération

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (mention dans le contrat territorial d'exploitation des mots : "orientations de la production de l'exploitation") (p. 6457)

Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (rétablissement de la notion d'action d'intérêt général) (p. 6457)

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (suppression de toute référence au propriétaire dans le contrat territorial d'exploitation) (p. 6457)

Ses explications de vote (p. 6479)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 6480)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380, 3403)

Soutient la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 3391) : rejetée (p. 3399)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 3429)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 3391 à 3393, 3429)

Agriculture : installation (p. 3391, 3393, 3394)

Agriculture : montagne (p. 3394)

Agriculture : pollution (p. 3392, 3395)

Agroalimentaire : commercialisation (p. 3393)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 3393)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 3392, 3393, 3395)

Enseignement agricole (p. 3394)

Impôt sur le revenu : bénéfices agricoles (p. 3391)

Impôt sur le revenu : bénéfices agricoles (p. 3429)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 3391, 3392)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3391, 3392, 3394)

Santé : santé publique : sécurité sanitaire (p. 3393)

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son intervention (p. 3438)

Son sous-amendement n° 211 (de précision) à l'amendement n° 5 de la commission (place de la politique forestière dans la politique rurale) : adopté (p. 3439)

Article 1er bis (conditions de représentativité des organisations syndicales agricoles)

Son intervention (p. 3440)

Article 1er ter (rapport sur la revalorisation des retraites agricoles)

Son intervention (p. 3442)

Article 2 (création des contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 3444)

Intervient sur le sous-amendement n° 206 corrigé de M. Charles de Courson (décision du préfet après avis de la commission départementale) à l'amendement n° 8 de la commission (contrats types arrêtés par le préfet) (p. 3450)

Article 3 (création du fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 3451)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 3453)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (objectifs prioritaires de l'aide financière et suppression de la notion "d'entreprise agricole" introduite par le Sénat) (p. 3460)

Article 5 (reconnaissance d'un pouvoir d'avis aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture (CDOA). Composition des CDOA)

Son intervention (p. 3461)

Son amendement n° 221 soutenu par M. Charles de Courson (non représentation des consommateurs et des associations de protection de l'environnement) (p. 3461) : rejeté (p. 3463)

Après l'article 17 bis

Son sous-amendement n° 272 soutenu par M. Christian Jacob (transfert des droits par l'intermédiaire de la réserve nationale en l'absence de demandes dans le département d'origine) à l'amendement n° 215 de M. Germain Gengenwin (transmission des droits à primes) (p. 3500) : adopté (p. 3501)

Après l'article 30 bis

Son amendement n° 203 soutenu par M. Charles de Courson (compensation de la perte de recettes pour le BAPSA) (p. 3513) : rejeté (p. 3514)

Article 59 (architecture générale de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles privés)

Son intervention (p. 3566)

Ses explications de vote (p. 3573)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 3573)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4933)

Son intervention (p. 4939)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 4940)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4940, 4941)

Agriculture : installation (p. 4941)

Enseignement agricole (p. 4941)

Impôt sur le revenu : bénéficiaires agricoles (p. 4941)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4939)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4940)

Santé : santé publique : veille sanitaire (p. 4940)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4945)

Son amendement n° 10 soutenu par M. Germain Gengenwin (formes des aides publiques) (p. 4964) : rejeté (p. 4965)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. François Sauvadet (formes des aides publiques) (p. 4965)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (composition des commissions départementales d'orientation de l'agriculture) (p. 4965)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Charles de Courson (imposition des transmissions) (p. 4966)

Son amendement n° 14 soutenu par M. Germain Gengenwin (exonérations des charges sociales du jeune salarié appelé à reprendre l'exploitation) : rejeté (p. 4967)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. François Sauvadet (exonérations des charges sociales du jeune salarié appelé à reprendre l'exploitation) (p. 4967)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Charles de Courson (cotisations sociales des jeunes agriculteurs bénéficiant des aides à l'installation) (p. 4968)

Soutient l'amendement n° 8 de M. Jean Proriot (étiquetage d'un produit bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée laitière) : retiré (p. 4970)

Soutient l'amendement n° 18 de M. Charles de Courson (renforcement de la surveillance des OGM) : rejeté (p. 4971)

Son amendement n° 22 (rapport au Parlement sur l'organisation de la profession d'expert agricole et foncier et d'expert forestier) : retiré (p. 4972)

Son amendement n° 19 (année terminale de l'enseignement agricole privé) : rejeté (p. 4973)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER*

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Après l'article 19

Son amendement n° 528 soutenu par M. Michel Bouvard (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) (p. 6847) : rejeté (p. 6853)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057, 8067)

Procédure des questions :

Eau : agences (p. 8105, 8106)

AGRICULTURE ET PÊCHE - BAPSA

Examen du fascicule [12 novembre 1998] (p. 8765, 8807)

Son intervention (p. 8777)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 8778)

Agriculture : installation (p. 8778)

Agriculture : opération groupée d'aménagement foncier (OGAF) (p. 8778)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 8778)

Enseignement agricole (p. 8779)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8779)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8779)

Vote des crédits [12 novembre 1998] (p. 8820)

Avant l'article 75

Intervient sur l'amendement n° 104 du Gouvernement (revalorisation des retraites agricoles) (p. 8831)

**ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES
ADDITIONNELS NON RATTACHÉS**

[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)

Après l'article 74

Son amendement n° 107 corrigé soutenu par M. François Vannson (réduction du droit de consommation sur l'alcool en faveur des bouilleurs de cru) (p. 9128) : rejeté (p. 9129)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Après l'article 14

Son amendement n° 280 soutenu par M. Jean-Luc Prél (récupération de l'aide sociale contre le donataire) : rejeté (p. 7627)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9459)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 9465)

Thèmes :

Parlement : rôle : Union européenne (p. 9465)

Union européenne : construction européenne : mondialisation (p. 9465, 9466)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70) ; [20 janvier 1999] (p. 130, 160)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 172) : rejetée (p. 183)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 177)

Aménagement du territoire : Fonds national de développement des entreprises (p. 174)

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 173, 175)

Aménagement du territoire : villes (p. 174)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 173, 174)

Environnement : protection (p. 176)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 172)

Régions : Ile-de-France (p. 176)

Secteur public : services publics (p. 177, 178)

Transports : transport combiné (p. 178)

Transports par eau : Canal Rhin-Rhône (p. 175, 178)

Union européenne : fonds structurels (p. 179)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 698 de M. Pierre Méhaignerie (phase d'expérimentation dans une zone géographique donnée et pendant une période limitée) : rejeté (p. 184)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son amendement n° 719 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression) (p. 276) : rejeté (p. 285)

Son amendement n° 720 soutenu par M. Yves Coussain (maintien du schéma national d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 290)

Son amendement n° 701 soutenu par M. Yves Coussain (schéma de protection des espaces naturels) : rejeté (p. 317)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 801 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression) (p. 376)

Intervient sur l'amendement n° 524 de M. Jean-Claude Lenoir (comité de suivi des procédures contractuelles) (p. 380)

Intervient sur l'amendement n° 560 de M. Éric Doligé (comité de suivi des procédures contractuelles) (p. 380)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Son intervention (p. 384)

Intervient sur l'amendement n° 652 de M. Jean Proriol (exclusion du champ de l'article 5 des régions qui ont déjà élaboré leur schéma régional d'aménagement du territoire) (p. 391)

Intervient sur l'amendement n° 653 de M. Jean Proriol (exclusion du champ de l'article 5 des régions qui ont déjà élaboré leur schéma régional d'aménagement du territoire) (p. 391)

Intervient sur l'amendement n° 142 de M. Patrick Ollier (évaluation et réexamen tous les cinq ans du schéma régional) (p. 396)

Intervient sur l'amendement n° 394 de M. Henry Chabert (évaluation et réexamen tous les cinq ans du schéma régional) (p. 396)

Intervient sur l'amendement n° 264 de la commission (évaluation et réexamen au même rythme que celui fixé pour les schémas de services collectifs) (p. 396)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs culturels)

Son amendement n° 770 soutenu par M. Yves Coussain (moyens des schémas de services culturels) : rejeté (p. 482)

Intervient sur l'amendement n° 710 de M. Yves Coussain (suppression de l'alinéa relatif à la politique d'intégration) (p. 484)

Intervient sur l'amendement n° 711 de M. Yves Coussain (pratique des disciplines artistiques et culturelles étendue à tout le territoire) (p. 484)

Son sous-amendement n° 1105 soutenu par M. Yves Coussain (autres langues parlées sur le territoire national) à l'amendement n° 291 de la commission (promotion et diffusion de la langue française, sauvegarde et transmission des langues régionales) (p. 1105) : devenu sans objet (p. 486)

Intervient sur le sous-amendement n° 1105 de M. François Sauvadet (autres langues parlées sur le territoire national) à l'amendement n° 291 de la commission (p. 486)

Intervient sur l'amendement n° 920 de M. Bruno Bourg-Broc (maintien du niveau de connaissance et d'apprentissage de la langue française) (p. 487)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Son intervention (p. 491)

Intervient sur l'amendement n° 1218 du Gouvernement (maintien des établissements de proximité et respect du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 504)

Intervient sur l'amendement n° 296 de la commission (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)

Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Patrick Ollier (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)

Intervient sur l'amendement n° 503 de M. Maurice Adevah-Poeuf (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)

Intervient sur l'amendement n° 536 de M. Jean-Claude Lenoir (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)

Intervient sur l'amendement n° 297 de la commission (prise en compte des dispositions des schémas régionaux d'organisation sanitaire) (p. 509)

Intervient sur l'amendement n° 856 de M. Michel Bouvard (prise en compte des dispositions des schémas régionaux d'organisation sanitaire) (p. 509)

Intervient sur l'amendement n° 1049 de M. Patrick Ollier (prise en compte des dispositions des schémas régionaux d'organisation sanitaire) (p. 509)

Intervient sur l'amendement n° 855 de M. Michel Bouvard (débat au Parlement) (p. 510)

Intervient sur l'amendement n° 1048 de M. Patrick Ollier (débat au Parlement) (p. 510)

Son rappel au règlement (cf. supra) [27 janvier 1999] (p. 511)

Article 15 (article 18 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs de l'information et de la communication)

Son intervention (p. 515)

Intervient sur l'amendement n° 862 de M. Michel Bouvard (transmission correcte entre téléphones mobiles) (p. 526)

Intervient sur l'amendement n° 1055 de M. Patrick Ollier (transmission correcte entre téléphones mobiles) (p. 526)

Intervient sur l'amendement n° 861 de M. Michel Bouvard (débat au Parlement) (p. 713)

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 février 1999] (p. 713)

Après l'article 15

Intervient sur le sous-amendement n° 1233 de M. Georges Sarre (prise en compte de la directive européenne) à l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (objectifs du service universel postal) (p. 725)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 février 1999] (p. 730)

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 736)

Intervient sur l'amendement n° 409 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 736)

Intervient sur l'amendement n° 869 de M. Henry Chabert (débat au Parlement) (p. 754)

Intervient sur l'amendement n° 1062 de M. Patrick Ollier (débat au Parlement) (p. 754)

Intervient sur l'amendement n° 864 de M. Henry Chabert (cohérence du schéma directeur des voies navigables avec les infrastructures navigables européennes) (p. 755)

Intervient sur l'amendement n° 1057 de M. Patrick Ollier (cohérence du schéma directeur des voies navigables avec les infrastructures navigables européennes) (p. 755)

Article 17 (article 20 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'énergie)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 761)

Intervient sur l'amendement n° 410 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 761)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Son amendement n° 713 (dénomination du schéma) : rejeté (p. 778)

Intervient sur l'amendement n° 1098 de M. Jean Proriol (dénomination du schéma) (p. 778)

Intervient sur l'amendement n° 365 de M. Jacques Blanc (limitation du schéma aux seuls espaces naturels protégés) (p. 779)

Soutient l'amendement n° 497 de M. Jacques Barrot (limitation du schéma aux seuls espaces naturels protégés) : rejeté (p. 779)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son intervention (p. 793)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Michel Bouvard (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Patrick Ollier (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Henry Chabert (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 458 de M. Michel Inchauspé (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 498 de M. Jacques Barrot (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 982 de M. Maurice Leroy (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 1069 de M. Jean Proriol (organismes consultés) (p. 803)

Son amendement n° 777 (organismes consultés) : retiré (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 321 de la commission (avis de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale compétentes) (p. 803)

Son amendement n° 778 soutenu par M. Yves Coussain (superposition d'un pays et d'un parc naturel régional) (p. 805) : retiré (p. 806)

Son amendement n° 779 (modalités de la double appartenance d'une commune précisées par une convention entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale) : devenu sans objet (p. 809)

Son amendement n° 780 soutenu par M. Yves Coussain (groupements de communes associées au projet) : rejeté (p. 813)

Son amendement n° 782 soutenu par M. Yves Coussain (rédactionnel) : rejeté (p. 814)

Son amendement n° 783 soutenu par M. Yves Coussain (suppression du conseil de développement) : rejeté (p. 816)

Son amendement n° 784 soutenu par M. Yves Coussain (moindre formalisation du conseil de développement) : rejeté (p. 816)

Son amendement n° 781 (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : devenu sans objet (p. 822)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 785 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (de suppression) (p. 825) : rejeté (p. 826)

Avant l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 333 rectifié de la commission (création de commissions départementales de présence postale) (p. 860)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Son intervention (p. 863)

Intervient sur l'amendement n° 1170 rectifié du Gouvernement (modalités d'évolution des services publics pour les organismes, établissements, entreprises publiques disposant d'un contrat de plan ou d'un contrat de services) (p. 874)

Intervient sur l'amendement n° 1169 du Gouvernement (mise en commun de moyens pour assurer l'accessibilité et la qualité des services publics) (p. 879)

Intervient sur le sous-amendement n° 1188 de M. Jean-Claude Daniel (de précision) à l'amendement n° 1169 du Gouvernement (p. 879)

Intervient sur l'amendement n° 1143 de M. Christian Estrosi (mise en commun de moyens pour assurer l'accessibilité et la qualité des services publics) (p. 879)

Article 23 (article 38-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Fonds de gestion des milieux naturels)

Son intervention (p. 881)

Article 29 (article 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : politique des transports)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Patrick Ollier (besoins en infrastructures nouvelles) (p. 912)

Intervient sur l'amendement n° 444 de M. Henry Chabert (besoins en infrastructures nouvelles) (p. 912)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039, 4081)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 4043) : rejetée (p. 4049)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 4065)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 4107)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) (p. 4045)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 4044)

Aménagement du territoire : généralités (p. 4043 à 4045, 4065)

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 4044)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 4044)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 4046)

Collectivités territoriales : ressources : péréquation (p. 4046)

Postes : La Poste (p. 4044)

Régions : contrats de plan Etat-régions

Secteur public : services publics (p. 4045)

Télécommunications (p. 4044)

Transports (p. 4046)

Union européenne : fonds structurels (p. 4044, 4045, 4065, 4107)

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081) ; [6 mai 1999] (p. 4193, 4243)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 117 de M. Pierre Méhaignerie (politique d'aménagement précédée d'une phase d'expérimentation dans des zones géographiques données pendant une période limitée) : rejeté (p. 4114)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Intervient sur le sous-amendement n° 186 de M. Léonce Deprez ("valorisation" de l'environnement) à l'amendement n° 1 de la commission (définition et objectifs de la politique d'aménagement du territoire) (p. 4116)

Intervient sur l'amendement n° 2 rectifié de la commission (rétablissement de la dénomination des "schémas de services collectifs") (p. 4118)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique

d'aménagement et de développement durable du territoire)

Intervient sur le sous-amendement n° 172 de M. Léonce Deprez (introduction du schéma des services de sécurité) à l'amendement n° 4 de la commission (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire) (p. 4122)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 123 corrigé de M. Yves Coussain (désignation des associations) (p. 4129)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs culturels)

Son sous-amendement n° 188 (moyens financiers de l'Etat) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission (contenu du schéma) : rejeté (p. 4140)

Intervient sur le sous-amendement n° 131 de M. Yves Coussain (renforcement de la politique d'intégration) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission (p. 4144)

Intervient sur le sous-amendement n° 219 rectifié du Gouvernement (renforcement de la politique d'intégration) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission (p. 4144)

Son sous-amendement n° 190 rectifié (suppression de la référence aux langues minoritaires) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission : rejeté (p. 4144)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : pays)

Son sous-amendement n° 191 soutenu par M. Germain Gengenwin (compétences des groupements de communes) à l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : rejeté (p. 4213)

Son sous-amendement n° 192 soutenu par M. Germain Gengenwin (suppression de la référence aux orientations fondamentales de l'organisation spatiale) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4214)

Son sous-amendement n° 193 soutenu par M. Germain Gengenwin (suppression du conseil de développement) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4214)

Son sous-amendement n° 194 soutenu par M. Germain Gengenwin (caractère facultatif du conseil de développement) à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4215)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2512)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 2513)

Agriculture : prix agricoles (p. 2514)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 2514)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2513, 2514)

Union européenne : fonds structurels (p. 2513)

Discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2562)

Son intervention (p. 2569)

Proposition de résolution n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM (98) 131 final / n° E 1061)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2577)

Discussion générale commune des propositions de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM [98] 0158 final / n° E 1052), n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM [98] 131 final / n° E 1061) et n° 1409 sur l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM [98] 164 final / n° E 1049) et sur le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC [98] n° 698 final / n° E 1128) (Voir Agriculture 1248)

Ses explications de vote (p. 2588)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 2588)

Proposition de résolution n° 1409 sur :

- l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 - (COM (98) 164 final/E 1049) ;

- le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC (98) 698 final/E 1128)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Discussion générale commune des propositions de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM [98] 0158 final / n° E 1052), n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM [98] 131 final / n° E 1061) et n° 1409 sur l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM [98] 164 final / n° E 1049) et sur le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC [98] 698 final / n° E 1128) (Voir Agriculture 1248)

**Discussion de l'article unique [17 mars 1999]
(p. 2588)**

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Charles de Courson (harmonisation fiscale au niveau européen) (p. 2594)

André SCHNEIDER

*Bas-Rhin (3^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Perspectives [20 octobre 1998] (p. 7014)

Enseignement. Établissements. Violence, lutte et prévention [27 janvier 1999] (p. 452)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 493, posée le 23 novembre 1998. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes (J.O. Questions p. 6314). Appelée le 24 novembre 1998. Strasbourg (p. 9410)

n° 833, posée le 24 mai 1999. Défense. Service national (J.O. Questions p. 3018). Appelée le 25 mai 1999. Report d'incorporation (p. 4796)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7122, 7139)

Procédure des questions :

Enseignement secondaire : personnel : personnel de direction : responsabilité (p. 7159)

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8017, 8039)

Procédure des questions :

Logement : HLM : bailleurs (p. 8051)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 8056)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Article 9 (taxation des boissons dites "premix")

Son amendement n° 10 (taux maximum d'alcool permis) : devenu sans objet (p. 7597)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 1999] (p. 5897) ; [16 juin 1999] (p. 5956, 5999)

Article 37 sexvicies (articles L. 570, L. 571, L. 571-1, L. 572 et L. 573 du code de la santé publique, article 30 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 et article 26 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 : création, transfert et regroupement d'officines de pharmacie)

Son amendement n° 141 (régime spécial d'Alsace-Moselle) : adopté (p. 6040)

Bernard SCHREINER

*Bas-Rhin (9^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 17 décembre 1998] (p. 19078)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 17 décembre 1998] (p. 19078)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) sur l'activité de cette Assemblée au cours de sa 44ème session ordinaire (mai 1998-décembre 1998) [8 juin 1999] (n° 1678)

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au cours de sa session ordinaire de 1998 [16 juin 1999] (n° 1703)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Fonctionnement. Heures supplémentaires [2 mars 1999] (p. 1863)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Violences urbaines, lutte et prévention [30 juin 1999] (p. 6695)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 654, posée le 1^{er} mars 1999. Industrie. Textile et habillement (J.O. Questions p. 1128). Appelée le 2 mars 1999. Cotisations sociales, réduction, remboursement (p. 1834)

n° 779, posée le 3 mai 1999. Professions sociales. Aides à domicile (J.O. Questions p. 2554). Appelée le 4 mai 1999. Financement (p. 3922)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Son intervention (p. 5885)

Thème :

Agriculture : aides (p. 5885, 5886)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Procédure des questions :

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 7846)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145, 8181)

Procédure des questions :

Sécurité publique : financement (p. 8192)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10612)

Article 10 supprimé par le Sénat (imposition à l'impôt de solidarité sur la fortune des biens ou droits dont la propriété est démembrée)

Son sous-amendement n° 271 à l'amendement n° 39 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : non soutenu (p. 10628)

Son amendement n° 270 : non soutenu (p. 10628)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2196) ; [10 mars 1999] (p. 2237, 2255) ; [11 mars 1999] (p. 2303, 2356)

Article 7 (l'obligation de centralisation des fonds collectés sur le livret A)

Son intervention (p. 2248)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5314)

Thèmes :

Gens du voyage (p. 5314, 5315)

Gens du voyage : stationnement : dotations de l'Etat (p. 5315)

Gens du voyage : stationnement : maires (p. 5314, 5315)

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son amendement n° 2 (réalisation des aires d'accueil dans les communes ou les groupements de communes de plus de 5 000 habitants) : rejeté (p. 5340)

Son amendement n° 1 soutenu par M. Émile Blessig (schéma départemental fixant le montant du droit de stationnement) : rejeté (p. 5341)

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Lionnel Luca (obligation de stationner dans les aires prévues par le schéma départemental) (p. 5344)

Son amendement n° 3 (fixation par arrêté du maire des dates de début et de fin des rassemblements traditionnels ou occasionnels) : rejeté (p. 5348)

Son amendement n° 4 (fixation par arrêté du maire du droit de stationnement lors des rassemblements traditionnels ou occasionnels) : rejeté (p. 5348)

Son amendement n° 5 (schéma départemental élaboré par le préfet, le président du conseil général, les maires et les présidents de groupements de communes de plus de 5 000 habitants) : rejeté (p. 5352)

Son amendement n° 137 (schéma départemental approuvé après consultation des établissements publics de coopération intercommunale) : rejeté (p. 5355)

Son amendement n° 6 (schéma départemental approuvé par le préfet, le président du conseil général et les maires ou groupements de communes concernés) : retiré (p. 5356)

Son amendement n° 14 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (possibilité pour les maires et les présidents des groupements de communes des communes concernées d'assister aux réunions de la commission consultative) : rejeté (p. 6452)

Article 4 (participation financière de l'Etat à l'aménagement des aires d'accueil)

Son amendement n° 9 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (financement des travaux réalisés et non pas engagés) : rejeté (p. 6466)

Son amendement n° 11 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (subventions complémentaires accordées aux communes et groupements de communes de plus de 5 000 habitants par la région, le département et les caisses d'allocations familiales) : rejeté (p. 6466)

Article 6 (organisation des interventions sociales relatives aux gens du voyage)

Son amendement n° 13 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (conventions passées entre les gestionnaires des aires d'accueil et le département révisables tous les six ans) : rejeté (p. 6467)

Article 7 (majoration de la population prise en compte au titre du calcul de la DGF)

Son amendement n° 15 : non soutenu (p. 6471)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Son amendement n° 19 soutenu par M. Jean-Jacques Weber (saisine directe de l'autorité administrative par le maire sans recours au juge pour l'expulsion en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) (p. 6480) : rejeté (p. 6482)

Son amendement n° 138 (arrêté d'expulsion délivré par l'autorité administrative à la demande du maire en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) : rejeté (p. 6484)

Son amendement n° 18 (astreinte obligatoirement prononcée par le juge lorsqu'il prescrit aux occupants de terrains privés ou appartenant au domaine privé de la commune de rejoindre l'aire d'accueil ou de quitter le territoire communal) : rejeté (p. 6486)

Son amendement n° 17 soutenu par M. Jean-Jacques Weber (possibilité d'exécution immédiate de la décision du juge) : rejeté (p. 6487)

Son amendement n° 16 : devenu sans objet (p. 6488)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

LECTURE DÉFINITIVE

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6709)

Son amendement n° 102 (quota spécifique en Alsace-Moselle) : adopté (p. 6739)

Roger-Gérard SCHWARTZENBERG

*Val-de-Marne (3^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert
Président du groupe Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

Nommé président du groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 8 avril 1999] (p. 5218)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Vice-président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1469 tendant à créer une commission d'enquête sur l'état des droits des malades en fin de vie en France [16 mars 1999]

Proposition de loi n° 1514 visant à garantir le droit à l'accès aux soins palliatifs [31 mars 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Maladies. Soins palliatifs, euthanasie [17 février 1999] (p. 1552)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Son intervention (p. 7834)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 7835)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 7835)

Politique extérieure : coopération économique (p. 7835)

Union européenne (p. 7834)

Déclaration du Gouvernement n° 1542 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre sur la situation au Kosovo

[27 avril 1999] (p. 3621)

Son intervention (p. 3633)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 3633, 3634)

Organisations internationales : Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) (p. 3634)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3634, 3635)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3634)

Pays étrangers : Albanie (p. 3635)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 3633 à 3635)

Pays étrangers : Russie : médiation (p. 3635)

Politiques communautaires : aides communautaires (p. 3635)

Proposition de loi n° 1350 portant création d'une nouvelle collectivité territoriale : le Haut-Conseil de l'agglomération parisienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3781)

Son intervention (p. 3784)

Thèmes :

Collectivités territoriales : Paris (p. 3784, 3785)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 3785)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4159)

Son intervention (p. 4164)

Thèmes :

Santé : accès aux soins : enseignement (p. 4164)

Santé : accès aux soins : soins palliatifs (p. 4164)

Santé : fin de vie (p. 4164)

Santé : soins palliatifs : généralités (p. 4164)

Travail : congé d'accompagnement (p. 4165)

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4185) ; [11 mai 1999] (p. 4337)

Article 1er (définition des soins palliatifs et accès à ces soins)

Son amendement n° 19 (élargissement aux droits des malades) : rejeté (p. 4340)

Son amendement n° 20 (caractère relatif de la gravité de la maladie) : retiré (p. 4340)

Intervient sur l'amendement n° 36 de Mme Christine Boutin (maladie évolutive ou terminale) (p. 4340)

Après l'article 3

Son amendement n° 21 (répartition de la dotation budgétaire affectée aux soins palliatifs) : rejeté (p. 4345)

Article 6 (élargissement à l'ensemble des établissements de santé publics et privés et des établissements médico-sociaux de la mission de délivrer des soins palliatifs)

Son amendement n° 22 (formation initiale et continue des professionnels de santé) : adopté (p. 4348)

Son amendement n° 16 (nombre de lits) : rejeté (p. 4349)

Article 9 (statut des bénévoles et conditions d'intervention des associations)

Son amendement n° 17 (rôle des bénévoles accompagnants) : adopté (p. 4351)

Titre

Son amendement n° 18 (nouveau titre : "Proposition de loi visant à garantir le droit à l'accès aux soins palliatifs") : adopté après rectification (p. 4358)

Ses explications de vote (p. 4359)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 4359)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4370)

Son intervention (p. 4378)

Thèmes :

Communes : recettes (p. 4379)

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 4378)

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4388, 4445)

Article 1er (autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire)

Article L. 227-1 du code de l'aviation civile : création et composition de l'Autorité administrative indépendante

Intervient sur l'amendement n° 66 rectifié de M. Yves Cochet (prérogatives de l'Autorité indépendante) (p. 4392)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501, 4532) ; [19 mai 1999] (p. 4596)

Son intervention (p. 4538)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4539)

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 4539)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4539)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle : exonération (p. 4539, 4540)

Philippe SÉGUIN

*Vosges (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

FAIT PERSONNEL

Conteste avoir interrompu le défenseur d'une question préalable avant l'expiration de son temps de parole [7 novembre 1998] (p. 8353, 8354)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Estime que le Gouvernement et le rapporteur tentent de différer le vote sur l'exception d'irrecevabilité [9 octobre 1998] (p. 6271)

DÉBATS

Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1998] (p. 6241, 6281)

Son rappel au règlement (cf. supra) [9 octobre 1998] (p. 6271)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Son intervention (p. 7824)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : crédits (p. 7825)

Union européenne (p. 7824)

Bernard SEUX

*Pas-de-Calais (9^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 664, posée le 8 mars 1999. Etablissements de santé. Personnel (J.O. Questions p. 1293). Appelée le 9 mars 1999. Médecins anesthésistes, revendications (p. 2116)

n° 790, posée le 10 mai 1999. Assurance maladie maternité : généralités. Conventions avec les praticiens (J.O. Questions p. 2739). Appelée le 11 mai 1999. Chirurgiens-dentistes, nomenclature des actes (p. 4280)

Patrick SÈVE

*Val-de-Marne (12^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 11 mars 1999] (p. 3654)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 11 mars 1999] (p. 3654)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 20 mars 1999] (p. 4175)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 20 mars 1999] (p. 4175)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 12 mai 1999] (p. 7074)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 12 mai 1999] (p. 7074)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 21 mai 1999] (p. 7594)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 21 mai 1999] (p. 7594)

Henri SICRE

*Pyrénées-Orientales (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 321), autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales (ensemble trois déclarations) [28 avril 1999] (n° 1546)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 637, posée le 15 février 1999. Agroalimentaire. Politique agricole commune (PAC) (J.O. Questions p. 840). Appelée le 16 février 1999. Vins doux naturels, organisation commune de marché (p. 1417)

n° 754, posée le 26 avril 1999. Institutions sociales et médico-sociales. Centre d'hébergement et de

réinsertion sociale (CHRS) (J.O. Questions p. 2413). Appelée le 27 avril 1999. Agrément, conditions d'attribution, Céret (p. 3599)

n° 901, posée le 21 juin 1999. Mer et littoral. Animaux (J.O. Questions p. 3710). Appelée le 22 juin 1999. Cétacés, échouage, intervention, réglementation (p. 6249)

DÉBATS

Projet de loi n° 1304 autorisant l'approbation de l'Accord de coopération entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République italienne, le Royaume d'Espagne, la République portugaise, la République hellénique, la République d'Autriche, le Royaume de Danemark, la République de Finlande, le Royaume de Suède, parties contractantes à l'Accord et à la Convention de Schengen, et la République d'Islande et le Royaume de Norvège, relatif à la suppression des contrôles de personnes aux frontières communes (ensemble une annexe)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 mai 1999] (p. 4431)

Son intervention (p. 4436)

Thèmes :

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour (p. 4436)

Politiques communautaires : coopération judiciaire : droit pénal (p. 4437)

Union européenne : accords de Schengen (p. 4436, 4437)

Jean-Pierre SOISSON

*Yonne (1^{ère} circonscription)
Députés n'appartenant à aucun groupe*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Article 15 bis A (vente de boissons alcoolisées dans les enceintes sportives)

Son intervention (p. 10981)

Intervient sur le sous-amendement n° 43 de M. François Rochebloine (dérogations supplémentaires dans les communes de moins de 20 000 habitants) à l'amendement n° 15 de la commission (augmentation du nombre de dérogations annuelles) (p. 10988)

Article 15 bis supprimé par le Sénat (régime fiscal des frais professionnels des journalistes et assimilés)

Son intervention (p. 10989)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

LECTURE DÉFINITIVE

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1998] (p. 11029)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (suppression de l'article 22 bis relatif à la publicité des débats en commission permanente) (p. 11040)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Jacques Blanc (suppression de l'article 22 bis relatif à la publicité des débats en commission permanente) (p. 11040)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (suppression de l'article 22 ter relatif à l'obligation de constituer un bureau) (p. 11040)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Jacques Blanc (suppression de l'article 22 ter relatif à l'obligation de constituer un bureau) (p. 11040)

Dominique STRAUSS-KAHN

Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie

DÉPÔTS

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998 [18 novembre 1998]

Projet de loi n° 1243 portant prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance [2 décembre 1998]

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière [2 décembre 1998]

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité [9 décembre 1998]

Projet de loi n° 1277 portant règlement définitif du budget 1997 [16 décembre 1998]

Projet de loi n° 1332 portant modification du code minier [20 janvier 1999]

Déclaration du Gouvernement n° 1397 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur l'avenir du secteur bancaire et financier [17 février 1999]

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget sur le débat d'orientation budgétaire [17 juin 1999]

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000 [15 septembre 1999]

Projet de loi n° 1822 portant règlement définitif du budget de 1998 [29 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. François Dosé. Industrie. Sidérurgie. Usinor, emploi et activité [7 octobre 1998] (p. 6043)

M. Jean-Jacques Jégou. Banques et établissements financiers. Crédit foncier de France. Perspectives [14 octobre 1998] (p. 6582)

M. Georges Sarre. Politique économique. Politique monétaire. Perspectives [14 octobre 1998] (p. 6581)

M. Guy Hascoët. Politique extérieure. Allemagne. Politique énergétique, révision, conséquences [20 octobre 1998] (p. 7012)

M. Dominique Perben. Energie et carburants. Politique énergétique. Perspectives [27 octobre 1998] (p. 7392)

M. Gilles Carrez. Impôts et taxes. Politique fiscale. Perspectives [28 octobre 1998] (p. 7508)

Mme Nicole Bricq. Banques et établissements financiers. Crédit lyonnais. Privatisation [3 novembre 1998] (p. 7929)

M. Alain Barrau. Union européenne. UEM. Conseil de l'Euro [4 novembre 1998] (p. 8032)

M. François Asensi. Politique extérieure. Aide au développement. Pays d'Amérique centrale frappés par l'ouragan Mitch [10 novembre 1998] (p. 8700)

M. Dominique Paillé. Politique extérieure. Aide au développement. Pays d'Amérique centrale frappés par l'ouragan Mitch [10 novembre 1998] (p. 8701)

M. Yvon Abiven. Agroalimentaire. Tabacs manufacturés. Seita, emploi et activité [17 novembre 1998] (p. 9106)

M. Lucien Degauchy. Agroalimentaire. Tabacs manufacturés. Seita, emploi et activité [17 novembre 1998] (p. 9105)

M. Jean-Marie Demange. Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. CSG, plafonnement de l'abattement fiscal, conséquences [25 novembre 1998] (p. 9496)

M. Pierre Carassus. Secteur public. Privatisations. Bilan et perspectives [25 novembre 1998] (p. 9494)

M. Pierre Lellouche. Défense. Armement et équipements. Bogue de l'an 2000, conséquences [2 décembre 1998] (p. 9896)

M. Georges Colombier. Politique économique. Croissance. Taux, évaluation [2 décembre 1998] (p. 9892)

M. Philippe Auberger. Union européenne. Euro. Programme triennal de stabilité [9 décembre 1998] (p. 10236)

M. Dominique Baudis. Industrie. Construction aéronautique. Aérospatiale, emploi et activité [9 décembre 1998] (p. 10235)

M. Arnaud Lepercq. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs. Traitement [9 décembre 1998] (p. 10238)

M. Alfred Marie-Jeanne. DOM. Institut d'émission des DOM. Statut [15 décembre 1998] (p. 10484)

M. Jean Vila. Banques et établissements financiers. Caisses d'épargne. Statut, réforme [15 décembre 1998] (p. 10483)

M. François d'Aubert. Impôts et taxes. Fraude fiscale. Lutte et prévention, numéro d'immatriculation de la sécurité sociale, utilisation [15 décembre 1998] (p. 10482)

M. Émile Vernaudon. Union européenne. Euro. Mise en place, conséquences, franc Pacifique [15 décembre 1998] (p. 10484)

M. Léo Andy. DOM. Institut d'émission des DOM. Statut [16 décembre 1998] (p. 10568)

M. René Mangin. Télécommunications. Téléphone. Tarifs, conséquences, Internet [20 janvier 1999] (p. 126)

M. Claude Gatignol. Energie et carburants. Energie nucléaire. Perspectives [20 janvier 1999] (p. 119)

M. Raymond Douyère. Relations internationales. Politique économique. Sommet de Davos [2 février 1999] (p. 708)

M. François Goulard. Impôt sur le revenu. Politique fiscale. Perspectives [3 février 1999] (p. 848)

M. Jean-Jacques Jégou. Banques et établissements financiers. Crédit lyonnais. Privatisation [9 février 1999] (p. 1076)

- M. Michel Suchod. Relations internationales. Commerce international. Partenariat économique transatlantique, attitude de la France [16 février 1999] (p. 1445)
- Mme Françoise Imbert. Industrie. Construction aéronautique. Aérospatiale, fusion avec Matra [16 février 1999] (p. 1437)
- Mme Jacqueline Fraysse. Industrie. Construction aéronautique. Restructuration, concertation [17 février 1999] (p. 1557)
- M. Yves Cochet. Télécommunications. Internet. Sites, prestataires, responsabilité pénale [3 mars 1999] (p. 1971)
- M. Jacques Brunhes. Démographie. Recensements. Recensement de 1999, résultats, communes, accès [9 mars 1999] (p. 2137)
- M. Gilles Carrez. Impôts et taxes. Politique fiscale. Perspectives [9 mars 1999] (p. 2143)
- M. Dominique Baert. Banques et établissements financiers. Politique bancaire. Perspectives [16 mars 1999] (p. 2411)
- M. Yves Deniaud. Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Fonds de pensions, création [17 mars 1999] (p. 2528)
- M. Michel Crépeau. Banques et établissements financiers. Livrets d'épargne. Livret A, taux d'intérêt [23 mars 1999] (p. 2716)
- M. Gilles Carrez. Retraites : fonctionnaires civils et militaires. Durée d'assurance. Perspectives [11 mai 1999] (p. 4312)
- M. Éric Besson. Politique extérieure. Aide au développement. Dette, annulation, modalités [18 mai 1999] (p. 4498)
- M. Didier Migaud. Politique économique. Croissance. Prévisions [19 mai 1999] (p. 4587)
- M. Georges Tron. Enregistrement et timbre. Droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail. Réglementation [1^{er} juin 1999] (p. 5182)
- M. Philippe Briand. Impôts et taxes. Politique fiscale. Prélèvements obligatoires, taux [1^{er} juin 1999] (p. 5181)
- M. René Leroux. Banques et établissements financiers. Crédit lyonnais. Perspectives [2 juin 1999] (p. 5284)
- M. Bernard Roman. Politique économique. Croissance. Bilan et perspectives [15 juin 1999] (p. 5817)
- M. Hervé Gaymard. Impôts et taxes. Taxe générale sur les activités polluantes. Création, conséquences [16 juin 1999] (p. 5947)
- M. Félix Leyzour. Impôt de solidarité sur la fortune. Politique fiscale. Perspectives [23 juin 1999] (p. 6370)
- Mme Nicole Bricq. Banques et établissements financiers. Crédit lyonnais. Privatisation [29 juin 1999] (p. 6535)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. François d'Aubert : déclare que le nom du groupe de M. d'Aubert est bien Démocratie libérale et non " dérive libérale " [14 octobre 1998] (p. 6625)

M. François d'Aubert : rappelle que la position du Gouvernement a été donnée et précise que celui-ci s'exprime d'une seule voix que ce soit en la personne du ministre de la culture ou d'un autre [16 octobre 1998] (p. 6775)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1998] (p. 6484, 6507) ; [14 octobre 1998] (p. 6551, 6584, 6613)

Son intervention (p. 6484)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 6523)

Sa réponse (p. 6619)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 6633)

Répond au rappel au règlement de M. François d'Aubert (cf. supra) [14 octobre 1998] (p. 6625)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 6625)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 6524)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6523, 6524, 6625)

Emploi : allègement des charges sociales (p. 6525, 6622)

Emploi : chômage (p. 6484)

Emploi : création d'emplois (p. 6493, 6525)

Famille : politique familiale (p. 6525)

Finances publiques : débat d'orientation budgétaire (p. 6485)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6484, 6490 à 6494, 6523, 6624)

Finances publiques : dépenses (p. 6484, 6492 à 6494, 6621, 6622, 6624, 6625)

Finances publiques : dette publique (p. 6488, 6491)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6485, 6494, 6624)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6484, 6490 à 6494, 6523, 6524, 6619 à 6621)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 6633)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 6525)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6494, 6495)

Impôts et taxes : revenus du travail et du capital (p. 6495)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 6525)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 6494)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6524, 6619, 6621 à 6623)

Marchés financiers : généralités (p. 6486)

Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 6486, 6489)

Parlement : relations entre le Parlement et le Gouvernement (p. 6485, 6523)

Politique économique : conjoncture (p. 6485, 6486, 6489, 6619, 6620)

Politique économique : croissance (p. 6484 à 6490, 6492 à 6494, 6523, 6620, 6623, 6624)

Politique économique : généralités (p. 6484, 6485, 6487)

Politique économique : mondialisation (p. 6486, 6487)

Politique économique : politique monétaire (p. 6486, 6487)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 6484, 6621)

Secteur public : entreprises publiques : dotations en capital (p. 6633, 6634)

Secteur public : privatisations (p. 6634)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 6493)

TVA (p. 6494, 6523, 6619, 6621, 6625)

Union européenne : euro (p. 6487)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Article 1er (autorisation de percevoir les impôts existants)

Son intervention (p. 6638)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 6644)

Article 5 (extension du régime fiscal des micro-entreprises)

Son intervention (p. 6733)

Intervient sur l'amendement n° 344 de M. Gilbert Gantier (suppression de l'augmentation des seuils de chiffre d'affaires annuel en deçà desquels les entreprises peuvent prétendre au régime des micro-entreprises, en remplaçant le régime du forfait des

bénéfices industriels et commerciaux par celui des bénéfices non commerciaux) (p. 6736)

Intervient sur l'amendement n° 367 de M. Michel Meylan (application du seuil de 175 000 F aux entreprises du bâtiment) (p. 6737)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (de précision) (p. 6737)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (correction d'une erreur de référence) (p. 6737)

Soutient l'amendement n° 547 du Gouvernement (appréciation des limites d'application du régime des micro-entreprises par rapport à la situation d'un seul contribuable et non au niveau du foyer fiscal) : adopté (p. 6737)

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Léonce Deprez (maintien du bénéfice du régime fiscal des micro-entreprises pendant la deuxième année suivant celle au cours de laquelle les seuils de chiffres d'affaires ont été dépassés) (p. 6737)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (correction d'une erreur de référence) (p. 6738)

Soutient l'amendement n° 548 du Gouvernement (appréciation des limites d'application du régime des micro-entreprises par rapport à la situation d'un seul contribuable et non au niveau du foyer fiscal) : adopté (p. 6738)

Intervient sur l'amendement n° 453 de M. Philippe Auberger (substitution d'une option valable pour deux ans à l'option irrévocable pour un régime réel d'imposition) (p. 6738)

Soutient l'amendement n° 549 du Gouvernement (alignement des dispositions relatives au régime spécial des bénéfices non commerciaux sur celles prévues pour les bénéfices industriels et commerciaux) : adopté (p. 6738)

Soutient l'amendement n° 550 du Gouvernement (alignement des dispositions relatives au régime spécial des bénéfices non commerciaux sur celles prévues pour les bénéfices industriels et commerciaux) : adopté (p. 6739)

Soutient l'amendement n° 551 du Gouvernement (alignement des dispositions relatives au régime spécial des bénéfices non commerciaux sur celles prévues pour les bénéfices industriels et commerciaux) : adopté (p. 6739)

Soutient l'amendement n° 552 du Gouvernement (alignement des dispositions relatives au régime spécial des bénéfices non commerciaux sur celles prévues pour les bénéfices industriels et commerciaux) : adopté (p. 6739)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) (p. 6739)

Intervient sur l'amendement n° 346 de M. Gilbert Gantier (suppression de l'application de la franchise de TVA à toutes les entreprises concernées par le relèvement du seuil du régime des micro-entreprises) (p. 6739)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 6739)

Soutient l'amendement n° 553 du Gouvernement (suppression de la référence au forfait pour l'évaluation des immobilisations industrielles en matière de taxe foncière) : adopté (p. 6739)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (nouveau cas d'évaluation d'office lorsqu'il a été constaté l'emploi de travailleurs dissimulés relevant de la catégorie des bénéficiaires industriels et commerciaux) (p. 6740)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (nouveau cas d'évaluation d'office lorsqu'il a été constaté l'emploi de travailleurs dissimulés relevant de la catégorie des bénéficiaires non commerciaux) (p. 6740)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 119 corrigé de M. Christian Cuvilliez (relèvement du plafond des CODEVI) (p. 6741)

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Christian Cuvilliez (relèvement du seuil d'imposition des associations à la taxe sur les salaires) (p. 6741)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe sur les opérations portant sur les devises étrangères) (p. 6751)

Intervient sur l'amendement n° 522 de M. Julien Dray (institution d'une taxation sur les transactions réalisées sur le marché des changes) (p. 6751)

Intervient sur l'amendement n° 168 corrigé de M. Yves Cochet (institution d'une taxe sur les opérations portant sur les devises étrangères) (p. 6751)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Philippe Auberger (alignement du taux de l'intérêt de retard sur celui de l'intérêt légal) (p. 6751)

Article 8 (augmentation du barème de l'imposition de solidarité sur la fortune)

Son intervention (p. 6754)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Philippe Auberger (actualisation des tranches du barème et suppression du taux marginal de 1,8 %) (p. 6757)

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Gilbert Gantier (actualisation des tranches du barème et suppression du taux marginal de 1,8 %) (p. 6757)

Intervient sur l'amendement n° 254 de M. Gilbert Gantier (suppression du taux marginal de 1,8 %) (p. 6757)

Après l'article 8

Intervient sur le rappel au règlement de M. François d'Aubert (cf. supra) (p. 6775)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (application aux oeuvres d'art d'une évaluation forfaitaire égale à 3 % de l'ensemble des autres valeurs du patrimoine déclaré au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6776)

Article 18 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et mise en oeuvre d'un remboursement de TIPP aux transporteurs routiers)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (abaissement du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au gaz de pétrole liquéfié) (p. 6827)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (abaissement du taux de la taxe intérieure de consommation applicable au gaz naturel véhicule) (p. 6827)

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Maurice Adevah-Poeuf (remboursement aux exploitants de transports publics en commun de voyageurs de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel véhicule et de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour le gaz de pétrole liquéfié, dans une limite de 40 000 litres par an et par véhicule) (p. 6828)

Intervient sur l'amendement n° 411 de M. Charles de Courson (suppression du paragraphe IV relatif aux dispositions particulières pour les transporteurs routiers) (p. 6828)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) (p. 6828)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) (p. 6829)

Intervient sur l'amendement n° 482 de M. Michel Bouvard (relèvement du plafond limitant la récupération partielle de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour les véhicules de plus de 12 tonnes) (p. 6829)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (modification du régime fiscal de l'aquazole) (p. 6830)

Intervient sur le sous-amendement n° 531 de M. Didier Migaud (de précision) à l'amendement n° 23 de la commission (p. 6830)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (augmentation du volume de gaz de pétrole liquéfié défiscalisé pour les taxis) (p. 6830)

Intervient sur l'amendement n° 461 de M. Gilles Carrez (abaissement progressif du taux normal de la TVA) (p. 6836)

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Marc Laffineur (fixation du taux normal de la TVA à 19,6 %) (p. 6836)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Yves Fromion (fixation du taux normal de la TVA à 19,6 %) (p. 6836)

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. François d'Aubert (fixation du taux normal de la TVA à 20 %) (p. 6836)

Intervient sur l'amendement n° 462 de M. Gilles Carrez (fixation du taux normal de la TVA à 20 %) (p. 6836)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 440 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 327 de M. Yves Fromion (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 93 corrigé de M. Yves Nicolin (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 362 de M. Alain Ferry (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 438 de M. Léonce Deprez (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Jean-Jacques Weber (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Michel Bouvard (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 441 de M. Michel Bouvard (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 528 de M. François Sauvadet (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Laurent Dominati (application d'un taux de TVA de 15 % à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 6853)

Article 29 (réforme de la taxe professionnelle)

Son intervention (p. 6915)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Intervient sur l'amendement n° 477 de M. Gilles Carrez (suppression du dispositif de calcul de l'enveloppe normée des dotations de l'Etat sur la base du montant "recalé" de la dotation globale de fonctionnement) (p. 6969)

Seconde délibération

Article 2 bis (maintien à 16 380 F de l'avantage maximum en impôt résultant d'une demi-part additionnelle de quotient familial accordée aux invalides et anciens combattants)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (neutralisation des effets de la réduction du plafonnement du quotient familial pour les invalides, les anciens combattants et les personnes seules ayant des enfants majeurs de moins de 27 ans) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Article 2 ter (maintien à 16 380 F de l'avantage maximum en impôt résultant d'une demi-part additionnelle de quotient familial accordée aux veufs, célibataires ou divorcés ayant eu des enfants à charge, pour l'imposition des années antérieures à l'année du vingt-septième anniversaire de la naissance du dernier enfant)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Article 8 bis (application aux oeuvres d'art d'une évaluation forfaitaire égale à 3 % de l'ensemble des autres valeurs du patrimoine déclaré au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Soutient l'amendement n° 8 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Article 19 (application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux abonnements souscrits pour la fourniture de gaz et d'électricité)

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (application du taux réduit aux seuls abonnements relatifs aux livraisons d'électricité et de gaz combustible) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Article 19 bis (application du taux réduit de la TVA aux réseaux de distribution d'énergie calorifique représentatifs du combustible bois)

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Article 19 ter (application du taux réduit de la TVA aux véhicules pour handicapés paraplégiques)

Soutient l'amendement n° 5 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Article 23 (augmentation des taux de réduction de droits sur les donations)

Soutient l'amendement n° 6 du Gouvernement (application des taux de réduction des droits sur les donations réservée aux seuls donateurs âgés de moins de 75 ans) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Article 31 bis (majoration de l'exonération de la taxe sur les véhicules des sociétés pour les véhicules fonctionnant en bicarburation)

Soutient l'amendement n° 7 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Article 43 et état A (équilibre général du budget)

Soutient l'amendement n° 9 du Gouvernement (déficit fixé à 236,552 milliards de francs) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7025)

Explications de vote et vote [20 octobre 1998] (p. 7016)

Son intervention (p. 7016)

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS**Explications de vote et vote [18 novembre 1998] (p. 9163)**

Son intervention (p. 9163)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 423 de la commission (suppression des plans d'épargne retraite) (p. 7528)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Son intervention (p. 8382)

Thème :

Etat : Gouvernement : Assemblée nationale (p. 8382)

Proposition de loi organique n° 1151 modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 1998] (p. 9363)

Sa réponse (p. 9369, 9373)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : rétroactivité des lois (p. 9370)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 9370)

Etat (p. 9369, 9370, 9372)

Impôt sur le revenu : déduction des investissements en parts de copropriété de navires neufs (p. 9371, 9503)

Lois : rétroactivité des lois (p. 9369 à 9371, 9503)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : hauts fonctionnaires (p. 9370)

Parlement : rôle (p. 9372)

Politique générale : démocratie : rétroactivité des lois (p. 9371 à 9373, 9503)

Explications de vote et vote [25 novembre 1998] (p. 9503)

Son intervention (p. 9503)

Projet de loi n° 1243 portant prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 décembre 1998] (p. 10572)

Son intervention (p. 10573)

Sa réponse (p. 10578)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 10573, 10578, 10579, 10580)

Banques et établissements financiers : Crédit industriel et commercial (CIC) (p. 10579)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 10580)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 10573, 10578, 10579)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 10573)

Secteur public : privatisations (p. 10579)

Discussion de l'article unique [16 décembre 1998] (p. 10580)*Article unique*

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Germain Gengenwin (prorogation des mandats jusqu'au 1er décembre 1999) (p. 10581)

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (prorogation des mandats jusqu'au 1er novembre 1999) (p. 10581)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Aloyse Warhouver (mise en conformité des statuts des caisses d'épargne) (p. 10581)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Aloyse Warhouver (limitation des restructurations des caisses d'épargne) (p. 10582)

Proposition de loi n° 1301 créant les plans de prévoyance retraite

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 539)

Son intervention (p. 556)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 556 à 558, 560)

Démographie (p. 558, 559)

Formation professionnelle : congé de formation (p. 560)

Lois : application (p. 557)

Politique économique : croissance (p. 558, 559)

Retraites : généralités : cotisations (p. 557)

Retraites : généralités : système par capitalisation (p. 558 à 560)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 557 à 560)

Déclaration du Gouvernement n° 1397 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur l'avenir du secteur bancaire et financier

[17 février 1999] (p. 1511)

Son intervention (p. 1511)

Sa réponse (p. 1540)

Thèmes :

Assemblée nationale : groupe communiste (p. 1517)

Assurances : Groupe des assurances nationales (GAN) (p. 1512, 1513, 1543)

Banques et établissements financiers : Banque du développement des petites et moyennes entreprises (BDPME) (p. 1516)

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 1542)

Banques et établissements financiers : Caisse nationale de prévoyance (CNP) (p. 1512, 1513)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 1514, 1515, 1541, 1542, 1544)

Banques et établissements financiers : Crédit foncier (p. 1513, 1514)

Banques et établissements financiers : Crédit industriel et commercial (CIC) (p. 1512, 1513)

Banques et établissements financiers : Crédit Lyonnais (p. 1512, 1514, 1541 à 1543)

Banques et établissements financiers : épargne retraite (p. 1516)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 1542, 1543)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 1511 à 1513, 1515 à 1517, 1542)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 1512, 1513, 1515, 1517, 1541, 1544)

Banques et établissements financiers : Société marseillaise de crédit (p. 1512, 1513)

DOM : institut d'émission des Dom (p. 1541)

Logement : aides et prêts : prêts d'accession à la propriété (PAP) (p. 1515)

Marchés financiers : généralités (p. 1516, 1540, 1542 à 1544)

Politique économique : épargne (p. 1515, 1541, 1544, 1545)

Politique économique : investissement (p. 1515, 1516, 1540, 1541)

Politique économique : mondialisation (p. 1515)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 1516, 1541, 1543)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 1515)

Politique sociale : surendettement (p. 1515)

Postes : La Poste : activités bancaires (p. 1543)

Union européenne : Banque européenne d'investissement (BEI) (p. 1516)

Union européenne : euro (p. 1511, 1542)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2151, 2177)

Son intervention (p. 2151)

Sa réponse (p. 2189)

Thèmes :

Assurances : assurance vie (p. 2153)

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 2154)

Banques et établissements financiers : Caisse nationale de prévoyance (CNP) (p. 2152)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2151 à 2154, 2189, 2191 à 2196)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : Alsace-Moselle (p. 2194, 2195)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : personnel (p. 2192, 2195)

Banques et établissements financiers : Crédit foncier (p. 2189, 2190, 2192, 2193)

Banques et établissements financiers : fonds de garantie (p. 2190, 2193, 2195)

Banques et établissements financiers : généralités (p. 2151 à 2153)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 2153, 2194)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 2152 à 2154, 2190, 2191, 2195)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : coopératives (p. 2190)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : exclusion (p. 2193, 2196)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : impôts et taxes (p. 2190, 2191)

Banques et établissements financiers : protection des épargnants (p. 2152 à 2154)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 2154)

Banques et établissements financiers : sécurité financière (p. 2153, 2154, 2190)

Bâtiment et travaux publics : construction (p. 2195)

Environnement : protection (p. 2196)

Logement : logement social (p. 2194)

Politique économique : mondialisation (p. 2152, 2193)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 2192, 2195)

Discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2196) ; [10 mars 1999] (p. 2237, 2255) ; [11 mars 1999] (p. 2303, 2356)

Article 1er (les missions des caisses d'épargne)

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. Jean Vila (définition des missions d'intérêt général du réseau des caisses d'épargne) (p. 2198)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression de la référence à la mise en oeuvre des principes de solidarité et de lutte contre les exclusions) (p. 2199)

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. Jean-Pierre Brard (prise en compte du développement économique et régional et de la lutte contre l'exclusion bancaire et financière) (p. 2200)

Intervient sur le sous-amendement n° 312 de M. Raymond Douyère (limitation de la mission des caisses d'épargne en matière de logement social à la collecte des fonds) à l'amendement n° 266 de M. Jean-Pierre Brard (p. 2200)

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Raymond Douyère (financement des projets contribuant à la protection de l'environnement et au développement durable du territoire) (p. 2201)

Article 2 (la définition du réseau des caisses d'épargne)

Intervient sur l'amendement n° 209 corrigé de M. Christian Cabal (remplacement des groupements locaux d'épargne par des groupements régionaux d'épargne et de prévoyance) (p. 2204)

Intervient sur l'amendement n° 132 de M. Jean-Jacques Jégou (remplacement des groupements locaux d'épargne par des groupements régionaux d'épargne et de prévoyance) (p. 2204)

Article 3 (le statut des caisses d'épargne et de prévoyance)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Jean-Pierre Brard (respect du principe d'organisation et de fonctionnement démocratique inhérent au statut coopératif) (p. 2206)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Jean-Pierre Brard (interdiction pour les banques à statut coopératif de lever des fonds sur les marchés financiers) (p. 2206)

Intervient sur l'amendement n° 210 de M. Christian Cabal (participation des sociétaires à l'assemblée générale) (p. 2206)

Article 4 (les sociétaires des caisses d'épargne et de prévoyance)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (relèvement du plafond de voix qu'un groupement local d'épargne peut détenir en vertu des statuts de la caisse régionale d'épargne à laquelle il est affilié) (p. 2207)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Jean-Jacques Jégou (participation des investisseurs institutionnels et des caisses d'épargne européennes au capital des caisses d'épargne) (p. 2208)

Article 5 (les organes dirigeants des caisses d'épargne et de prévoyance)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (fixation à 17 du nombre des membres des conseils d'orientation et de surveillance) (p. 2238)

Intervient sur l'amendement n° 254 de M. Jean-Pierre Brard (fixation à 17 du nombre des membres des conseils d'orientation et de surveillance) (p. 2238)

Intervient sur l'amendement n° 284 de M. Gilbert Mitterrand (fixation à 17 du nombre des membres des conseils d'orientation et de surveillance) (p. 2238)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (représentation des salariés au sein des conseils d'orientation et de surveillance) (p. 2238)

Intervient sur l'amendement n° 203 de M. Yves Cochet (création, au sein des conseils d'orientation et de surveillance, d'un quatrième collège représentatif des associations relevant de l'économie locale et sociale,

de la protection de l'environnement et du développement durable du territoire) (p. 2239)

Intervient sur l'amendement n° 268 de M. Jean-Pierre Brard (représentation des membres élus par l'assemblée générale des sociétaires au sein des conseils d'orientation et de surveillance) (p. 2240)

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Jean-Pierre Brard (représentation des membres élus par les collectivités territoriales au sein des conseils d'orientation et de surveillance) (p. 2240)

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Jean-Pierre Brard (représentation des salariés et des membres élus par les collectivités territoriales au sein des conseils d'orientation et de surveillance) (p. 2240)

Article 6 (l'affectation des résultats)

Intervient sur l'amendement n° 251 de M. Jean-Pierre Brard (suppression de la référence à l'intérêt servi aux parts sociales) (p. 2242)

Intervient sur l'amendement n° 204 de M. Yves Cochet (prise en compte de la protection de l'environnement et du développement durable du territoire) (p. 2243)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (participation des caisses d'épargne à des financements de projets d'économie locale et sociale en dehors de leur ressort territorial) (p. 2243)

Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Gilbert Gantier (participation des caisses d'épargne à des financements de projets d'économie locale et sociale en dehors de leur ressort territorial) (p. 2243)

Intervient sur l'amendement n° 299 de M. Jean-Louis Dumont (suppression des dispositions relatives à la proportion minimale des résultats disponibles devant être mis en réserve) (p. 2244)

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Christian Cabal (relèvement de la proportion minimale des résultats disponibles devant être mis en réserve) (p. 2244)

Intervient sur l'amendement n° 168 de M. Raymond Douyère (fixation d'une proportion minimale en ce qui concerne le financement des projets d'économie locale et sociale) (p. 2247)

Intervient sur l'amendement n° 269 de M. Jean-Pierre Brard (référence aux missions contenues dans l'article 1er du projet de loi) (p. 2247)

Intervient sur l'amendement n° 205 de M. Yves Cochet (prise en compte de la protection de l'environnement et du développement durable du territoire) (p. 2247)

Intervient sur l'amendement n° 270 de M. Jean-Pierre Brard (affectation au financement des projets d'économie locale et sociale d'une somme au moins égale au double du montant de l'intérêt servi aux parts sociales) (p. 2247)

Intervient sur l'amendement n° 206 corrigé de M. Yves Cochet (affectation au financement des projets d'économie locale et sociale d'une somme au moins égale au montant de l'intérêt servi aux parts sociales) (p. 2247)

Intervient sur l'amendement n° 20 corrigé de la commission (respect des orientations fixées par la

Fédération nationale des caisses d'épargne et de prévoyance en matière de choix des projets d'économie locale et sociale) (p. 2248)

Article 7 (l'obligation de centralisation des fonds collectés sur le livret A)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Gilbert Gantier (maintien en vigueur du régime de libre emploi des ressources spécifique aux caisses d'épargne d'Alsace-Moselle) (p. 2250)

Intervient sur l'amendement n° 285 corrigé de M. Gérard Terrier (maintien en vigueur du régime de libre emploi des ressources spécifique aux caisses d'épargne d'Alsace-Moselle) (p. 2250)

Avant l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Jean-Jacques Jégou (de conséquence) (p. 2256)

Article 8 (l'objet et le statut des groupements locaux d'épargne)

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Jean Vila (renforcement du rôle et des compétences des groupements locaux d'épargne) (p. 2257)

Intervient sur l'amendement n° 314 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (fixation du niveau de la rémunération des parts sociales détenues par les sociétaires des groupements locaux d'épargne) (p. 2257)

Article 9 (le sociétariat des groupements locaux d'épargne)

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 2258)

Intervient sur l'amendement n° 273 de M. Jean-Pierre Brard (relèvement du plafond de participation des collectivités territoriales au capital des groupements locaux d'épargne) (p. 2259)

Intervient sur l'amendement n° 272 de M. Jean-Pierre Brard (participation des titulaires du livret A au capital des groupements locaux d'épargne) (p. 2262)

Article 10 (le statut de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Intervient sur l'amendement n° 274 de M. Jean-Pierre Brard (relèvement du niveau de participation des caisses d'épargne au capital de la Caisse nationale) (p. 2265)

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Jean-Jacques Jégou (abaissement du niveau de participation des caisses d'épargne au capital de la Caisse nationale) (p. 2266)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Yves Cochet (restauration d'une péréquation solidaire entre les caisses d'épargne) (p. 2266)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Gilbert Gantier (détention par plusieurs actionnaires de la fraction restante du capital de la Caisse nationale) (p. 2267)

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. Gilbert Gantier (interdiction pour les actionnaires autres que

les caisses d'épargne de détenir une part de capital égale ou supérieure à la minorité de blocage) (p. 2267)

Intervient sur l'amendement n° 261 de M. Jean Vila (rôle de la Caisse nationale) (p. 2268)

Intervient sur l'amendement n° 142 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression de l'agrément du ministre chargé de l'économie en ce qui concerne la nomination du président du directoire de la Caisse nationale) (p. 2269)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Gilbert Gantier (suppression de l'agrément du ministre chargé de l'économie en ce qui concerne la nomination du président du directoire de la Caisse nationale) (p. 2269)

Article 11 (les missions de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Intervient sur l'amendement n° 262 de M. Jean Vila (compétences de la Caisse nationale) (p. 2269)

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Jean-Pierre Brard (définition des produits offerts à la clientèle en concertation avec les organismes agréés de consommateurs et dans le respect des missions d'intérêt général définies à l'article 1er du projet de loi) (p. 2270)

Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Jean-Pierre Brard (limitation à 1 % du taux de commission des caisses d'épargne au titre de leur mission de collecte des fonds sur le livret A) (p. 2271)

Intervient sur l'amendement n° 277 de M. Jean-Pierre Brard (affectation de l'intégralité des sommes déposées dans les caisses d'épargne des DOM-TOM au développement de leur économie locale) (p. 2273)

Article 15 (la Fédération nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (représentation des caisses d'épargne au sein de la Fédération nationale) (p. 2275)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Jean-Jacques Jégou (participation de la Fédération nationale à la définition des orientations stratégiques du réseau) (p. 2275)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Gilbert Gantier (participation de la Fédération nationale à la définition des orientations stratégiques du réseau) (p. 2275)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (participation de la Fédération nationale à la définition des orientations stratégiques du réseau) (p. 2275)

Intervient sur l'amendement n° 278 de M. Jean-Pierre Brard (définition par la Fédération nationale des orientations stratégiques du réseau) (p. 2276)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Raymond Douyère (de coordination) (p. 2276)

Intervient sur l'amendement n° 236 de M. Yves Cochet (prise en compte de la protection de l'environnement et du développement durable du territoire) (p. 2276)

Intervient sur l'amendement n° 201 de M. Gilbert Gantier (présentation par la Fédération nationale des candidats représentant les caisses d'épargne au conseil de surveillance de la Caisse nationale) (p. 2277)

Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Jean-Pierre Brard (organisation de sessions d'information régulières à l'intention des épargnants sociétaires) (p. 2277)

Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Jean-Pierre Brard (contribution de la Fédération nationale au réseau des établissements européens de même nature) (p. 2278)

Article 17 (l'exercice du droit d'opposition)

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Marc Laffineur (de suppression) (p. 2279)

Intervient sur l'amendement n° 248 de M. Jean-Pierre Brard (exercice du droit d'opposition par les représentants à la commission paritaire nationale des organisations syndicales ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à la dernière élection professionnelle commune à l'ensemble des salariés) (p. 2279)

Article 19 (adaptation de la loi bancaire)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (de précision) (p. 2279)

Article 21 (les modalités de constitution du capital social des caisses d'épargne et de prévoyance)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Gilbert Gantier (suppression de la définition de la composition du capital social) (p. 2280)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Christian Cabal (limitation du montant initial des parts sociales à 12 milliards de francs) (p. 2281)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Gilbert Gantier (limitation du montant du capital social) (p. 2281)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Gilbert Gantier (restauration d'un droit de souscription préférentielle pour les souscripteurs initiaux de certificats coopératifs d'investissement) (p. 2282)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (de précision) (p. 2282)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (dispositions transitoires) (p. 2282)

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Gilbert Gantier (allongement de la période de constitution du capital initial) (p. 2282)

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Christian Cabal (allongement de la période de constitution du capital initial) (p. 2282)

Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Jean-Jacques Jégou (allongement de la période de constitution du capital initial) (p. 2282)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (modalités de souscription des collectivités

territoriales au capital des groupements locaux d'épargne) (p. 2283)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (modalités de remboursement des parts sociales des groupements locaux d'épargne excédant la limite de 10 % du capital détenues par les collectivités territoriales) (p. 2283)

Intervient sur l'amendement n° 297 de M. Gilbert Gantier (suppression de l'annulation des certificats coopératifs d'investissement non souscrits) (p. 2283)

Article 22 (la dévolution des fonds centraux)

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Gilbert Gantier (affectation partielle au fonds commun de garantie et de solidarité du réseau des sommes inscrites aux fonds centraux actuels) (p. 2284)

Article 23 (les modalités de souscription des parts sociales par les salariés des caisses)

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Christian Cabal (allongement de la période initiale de souscription) (p. 2285)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Jean-Jacques Jégou (allongement de la période initiale de souscription) (p. 2285)

Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Raymond Douyère (définition des salariés bénéficiaires des conditions préférentielles de souscription) (p. 2285)

Article 24 (le fonds de mutualisation)

Intervient sur l'amendement n° 265 de M. Jean Vila (de suppression) (p. 2286)

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Gilbert Gantier (allongement de la période pendant laquelle les caisses d'épargne sont appelées à effectuer les versements constitutifs du fonds de mutualisation) (p. 2287)

Intervient sur l'amendement n° 226 corrigé de M. Christian Cabal (allongement de la période pendant laquelle les caisses d'épargne sont appelées à effectuer les versements constitutifs du fonds de mutualisation) (p. 2287)

Intervient sur l'amendement n° 153 de M. Jean-Jacques Jégou (allongement de la période pendant laquelle les caisses d'épargne sont appelées à effectuer les versements constitutifs du fonds de mutualisation) (p. 2287)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (montant du versement semestriel au fonds de mutualisation) (p. 2287)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Jean-Jacques Jégou (montant du versement semestriel au fonds de mutualisation) (p. 2287)

Intervient sur l'amendement n° 238 de M. Jean-Jacques Jégou (adaptation des versements au fonds de mutualisation en fonction des ventes des parts sociales) (p. 2287)

Article 25 (la mise en place des groupements locaux d'épargne)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) (p. 2288)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) (p. 2288)

Intervient sur l'amendement n° 31 corrigé de la commission (abaissement à 500 sociétaires personnes physiques ou 10 personnes morales du seuil nécessaire à la constitution d'un groupement local d'épargne) (p. 2288)

Intervient sur le sous-amendement n° 323 de M. Jean-Jacques Jégou (réduction du nombre minimal de personnes morales) à l'amendement n° 31 corrigé de la commission (p. 2288)

Après l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (information des souscripteurs de parts sociales) (p. 2289)

Article 27 (la mise en place de la Fédération nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (de conséquence) (p. 2290)

Article 28 (les dispositions fiscales)

Intervient sur l'amendement n° 172 de M. Raymond Douyère (neutralité fiscale des opérations relatives à la mise en oeuvre de la réforme du régime de retraite des personnels des caisses d'épargne) (p. 2291)

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Gilbert Gantier (exonération de charges sociales et d'impôt sur le revenu sur les sommes versées au titre de la réforme du régime de retraite des personnels des caisses d'épargne) (p. 2291)

Article 29 (les dispositions transitoires relatives à la révision des accords collectifs)

Intervient sur l'amendement n° 306 de M. Jean Vila (de suppression) (p. 2292)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Christian Cabal (prise en compte par la commission arbitrale des droits des salariés en matière de retraite) (p. 2292)

Article 30 (les dispositions relatives aux dirigeants)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Jean-Jacques Jégou (prolongation des mandats des membres du directoire et du conseil d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne) (p. 2293)

Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Gilbert Gantier (prolongation des mandats des membres du directoire et du conseil d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne) (p. 2293)

Intervient sur l'amendement n° 189 de M. Gilbert Gantier (prolongation des mandats des membres du directoire et du conseil d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne) (p. 2293)

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Jean-Pierre Brard (suppression de la possibilité pour les membres des conseils d'orientation et de surveillance de percevoir une indemnité de fonction) (p. 2294)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (remplacement de la notion d'indemnité de fonction par celle de défraiement) (p. 2294)

Article 32 (renforcement des pouvoirs des organes centraux)

Intervient sur l'amendement n° 36 corrigé de la commission (rédactionnel) (p. 2303)

Article 33 (mesures diverses)

Intervient sur l'amendement n° 37 corrigé de la commission (désignation du président du directoire du fonds de garantie des dépôts comme membre de plein droit du Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement) (p. 2304)

Article 35 (nomination des commissaires du Gouvernement)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Dominique Baert (nomination d'un commissaire du Gouvernement) (p. 2305)

Article 36 (exigence d'un système de contrôle interne au sein des établissements de crédit)

Intervient sur l'amendement n° 38 corrigé de la commission (application aux seules entreprises établies en France des obligations résultant du contrôle consolidé des établissements de crédit) (p. 2305)

Article 37 (mise en réserve des résultats des banques mutualistes et coopératives)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (de suppression) (p. 2307)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 2307)

Intervient sur l'amendement n° 300 de M. Jean-Louis Dumont (de suppression) (p. 2307)

Article 38 (assujettissement des entreprises de réassurance aux frais de contrôle de l'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Dominique Baert (aménagement de l'assiette des cotisations pour frais de contrôle) (p. 2308)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (application du dispositif à compter du 1er janvier 2000) (p. 2308)

Article 40 (reprise des rémunérations et commissions des courtiers)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (de précision) (p. 2308)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Dominique Baert (allongement de la période sur laquelle porte la reprise) (p. 2309)

Article 42 (échange d'informations entre institutions et autorités de contrôle)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) (p. 2309)

Article 43 (création d'un collège des autorités de contrôle des entreprises du secteur financier)

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (de précision) (p. 2310)

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Marc Laffineur (soumission des membres du collège au secret professionnel) (p. 2310)

Article 45 (intervention de la Commission bancaire en cas d'atteinte à la concurrence)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Jean-Pierre Balligand (prohibition des crédits dont les taux sont abusivement bas) (p. 2315)

Intervient sur le sous-amendement n° 319 de M. Michel Inchauspé (possibilité de non-application du dispositif en cas de provisionnement ex ante) à l'amendement n° 280 de M. Jean-Pierre Balligand (p. 2315)

Article 47 (fonds de garantie des dépôts)

Intervient sur l'amendement n° 192 de M. Marc Laffineur (conditions restrictives à l'intervention préventive du fonds de garantie des dépôts) (p. 2318)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (acquisition de titres par le fonds de garantie des dépôts) (p. 2318)

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (information de la Commission bancaire en cas d'engagement d'une action en responsabilité) (p. 2318)

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Jean-Jacques Jégou (instauration d'un droit d'alerte en faveur du conseil de surveillance du fonds de garantie des dépôts) (p. 2319)

Intervient sur l'amendement n° 193 de M. Marc Laffineur (instauration d'un droit d'alerte en faveur du conseil de surveillance du fonds de garantie des dépôts) (p. 2319)

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (suppression de la référence à la mise en péril du système bancaire) (p. 2320)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (de précision) (p. 2320)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Germain Gengenwin (prise en compte de l'existence d'un système de garantie interne pour le calcul des cotisations des réseaux mutualistes) (p. 2323)

Intervient sur l'amendement n° 302 rectifié de M. Jean-Louis Dumont (prise en compte de l'existence d'un système de garantie interne pour le calcul des cotisations des réseaux mutualistes) (p. 2323)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (calcul des cotisations en fonction des risques objectifs) (p. 2323)

Article 48 (consultation par la Commission bancaire)

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (rédactionnel) (p. 2324)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (audition du président du directoire du fonds de garantie des dépôts) (p. 2324)

Article 49 (fonds de garantie des assurés)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (rédactionnel) (p. 2326)

Intervient sur l'amendement n° 230 de M. Dominique Baert (de précision) (p. 2327)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (suppression du deuxième alinéa de l'article L. 423-1 du code des assurances) (p. 2327)

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Dominique Baert (de précision) (p. 2327)

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (de précision) (p. 2327)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (maintien de la garantie des contrats souscrits au profit des salariés ou des clients des sociétés ayant des liens de capital avec une société d'assurance) (p. 2327)

Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (exclusion des contrats souscrits par l'Institut d'émission d'outre-mer du champ d'application de la garantie) (p. 2327)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (de précision) (p. 2327)

Intervient sur l'amendement n° 310 de M. Dominique Baert (maintien de la garantie des contrats souscrits par les organismes de retraite pour le compte des salariés ou retraités de leurs adhérents) (p. 2328)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Dominique Baert (application d'un taux de réduction pour chaque type de contrat en cas de transfert de portefeuille) (p. 2328)

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (information du fonds de garantie des assurés en cas d'échec de la procédure de transfert du portefeuille) (p. 2328)

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (retrait des agréments administratifs de l'entreprise défaillante) (p. 2328)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (de conséquence) (p. 2328)

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (de conséquence) (p. 2328)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (nature juridique du fonds de garantie des assurés) (p. 2328)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (capacité des membres des organes dirigeants du fonds de garantie des assurés) (p. 2329)

Intervient sur l'amendement n° 68 de la commission (audition du ministre chargé de l'économie) (p. 2329)

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Dominique Baert (audition du président du directoire du fonds de garantie par la commission de contrôle des assurances) (p. 2329)

Intervient sur l'amendement n° 70 corrigé de la commission (audition du président du directoire du fonds de garantie par la Commission de contrôle des assurances) (p. 2329)

Intervient sur l'amendement n° 71 de la commission (rédactionnel) (p. 2329)

Article 54 (régime des cessions de créances)

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (correction d'une erreur de référence) (p. 2357)

Article 55 (sanctions)

Intervient sur l'amendement n° 324 de M. Dominique Baert (correction d'une erreur de référence) (p. 2357)

Article 56 (interventions de la Commission bancaire en cas de difficultés d'établissements de crédit ou d'entreprises d'investissement)

Intervient sur l'amendement n° 96 de la commission (de précision) (p. 2358)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Michel Inchauspé (subrogation du fonds de garantie dans le droit des bénéficiaires de son intervention) (p. 2358)

Article 58 (procédure à l'encontre d'un établissement teneur de comptes)

Intervient sur l'amendement n° 98 de la commission (de précision) (p. 2359)

Article 59 (mesures diverses relatives aux entreprises d'assurance)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Dominique Baert (correction d'une erreur de référence) (p. 2360)

Article 61 (statut et objet des sociétés de crédit foncier)

Intervient sur l'amendement n° 99 de la commission (application du privilège aux ressources autres que les obligations foncières) (p. 2360)

Intervient sur l'amendement n° 100 de la commission (suppression du dernier alinéa de l'article) (p. 2360)

Article 62 (actif des sociétés de crédit foncier)

Intervient sur l'amendement n° 101 de la commission (remplacement de la condition de domiciliation de l'emprunteur par celle de localisation du bien financé ou mis en garantie) (p. 2361)

Intervient sur l'amendement n° 102 de la commission (limitation de la caution aux seuls prêts destinés au financement d'un bien immobilier) (p. 2361)

Intervient sur l'amendement n° 103 de la commission (limitation de la caution ou de la garantie à la valeur du bien sur lequel porte la garantie) (p. 2362)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Michel Inchauspé (éligibilité des créances sur les établissements publics) (p. 2362)

Intervient sur l'amendement n° 240 de M. Jean-Jacques Jégou (éligibilité des créances sur les établissements publics) (p. 2362)

Intervient sur l'amendement n° 317 de M. Dominique Baert (de conséquence) (p. 2362)

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Jean-Jacques Jégou (détention de titres émis ou garantis par des personnes publiques) (p. 2363)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Michel Inchauspé (détention de titres émis ou garantis par des personnes publiques) (p. 2363)

Intervient sur l'amendement n° 104 de la commission (de coordination) (p. 2364)

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. Jean-Pierre Balligand (de précision) (p. 2364)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Michel Inchauspé (fixation par décret des règles de détention des obligations foncières par les organismes de placements collectifs en valeurs mobilières) (p. 2364)

Article 63 (conditions d'extension du privilège aux instruments financiers à terme utilisés par les sociétés de crédit foncier)

Intervient sur l'amendement n° 105 de la commission (rectification d'une erreur matérielle) (p. 2365)

Article 64 (règles prudentielles applicables aux sociétés de crédit foncier)

Intervient sur l'amendement n° 242 de M. Jean-Jacques Jégou (rachat par les sociétés de crédit foncier de leurs propres titres sans annulation)

Intervient sur l'amendement n° 106 de la commission (détermination de la valeur hypothécaire des biens apportés en garantie) (p. 2365)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Michel Inchauspé (rachat par les sociétés de crédit foncier de leurs propres titres sans annulation) (p. 2367)

Intervient sur l'amendement n° 292 de M. Jean-Pierre Balligand (rachat par les sociétés de crédit foncier de leurs propres titres sans annulation) (p. 2367)

Article 65 (privilège reconnu à certains créanciers des sociétés de crédit foncier)

Intervient sur l'amendement n° 107 de la commission (de coordination) (p. 2367)

Intervient sur l'amendement n° 293 de M. Jean-Pierre Balligand (paiement à leur échéance normale des intérêts résultant des contrats de prêts en cas de procédure collective) (p. 2368)

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Jean-Jacques Jégou (paiement à leur échéance normale des intérêts résultant des contrats de prêts en cas de procédure collective) (p. 2368)

Intervient sur l'amendement n° 294 de M. Jean-Pierre Balligand (respect des échéances contractuelles) (p. 2368)

Après l'article 65

Intervient sur l'amendement n° 108 de la commission (modalités de gestion des prêts et obligations foncières) (p. 2368)

Article 66 (validité des contrats et des actes relatifs à l'objet des sociétés de crédit foncier)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Michel Inchauspé (non-application de l'article 107 de la loi du 25 juillet 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises) (p. 2369)

Intervient sur l'amendement n° 244 corrigé de M. Jean-Jacques Jégou (non-application de l'article 107 de la loi du 25 juillet 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises) (p. 2369)

Intervient sur l'amendement n° 295 de M. Jean-Pierre Balligand (non-application de l'article 107 de la loi du 25 juillet 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises) (p. 2369)

Article 69 (possibilité de résilier les contrats conclus pour la gestion et le recouvrement des prêts et ressources d'une société de crédit foncier)

Intervient sur l'amendement n° 109 de la commission (information des emprunteurs) (p. 2370)

Article 71 (information des débiteurs)

Intervient sur l'amendement n° 127 corrigé de M. Michel Inchauspé (recouvrement des prêts par le cédant) (p. 2370)

Intervient sur l'amendement n° 296 de M. Jean-Pierre Balligand (recouvrement des prêts par le cédant) (p. 2370)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Michel Inchauspé (renvoi à l'article 69 du projet de loi) (p. 2370)

Article 72 (surveillance des sociétés de crédit foncier)

Intervient sur l'amendement n° 110 de la commission (nomination d'un contrôleur spécifique suppléant) (p. 2371)

Intervient sur l'amendement n° 111 de la commission (de précision) (p. 2371)

Intervient sur l'amendement n° 112 de la commission (distinction de la fonction de contrôleur spécifique de celle de commissaire aux comptes) (p. 2371)

Intervient sur l'amendement n° 113 de la commission (devoir d'alerte du contrôleur spécifique auprès de la Commission bancaire) (p. 2371)

Intervient sur l'amendement n° 114 de la commission (possibilité pour le contrôleur spécifique de procéder, au nom et pour le compte des créanciers privilégiés, à la déclaration de leurs créances en cas d'ouverture d'une procédure collective) (p. 2371)

Intervient sur l'amendement n° 115 de la commission (de coordination) (p. 2372)

Après l'article 73

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Michel Inchauspé (exonération de droits d'enregistrement des cessions de créances à une société de crédit foncier) (p. 2372)

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Jean-Jacques Jégou (exonération de droits d'enregistrement des

cessions de créances à une société de crédit foncier) (p. 2372)

Article 74 (renvoi au décret en Conseil d'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 117 de la commission (rédactionnel) (p. 2373)

Article 75 (obligation pour les actuelles sociétés de crédit foncier de transférer à une filiale leurs prêts et leurs ressources destinées au financement de ces prêts)

Intervient sur l'amendement n° 118 de la commission (rédactionnel) (p. 2373)

Intervient sur l'amendement n° 119 de la commission (rédactionnel) (p. 2373)

Article 76 (abrogations)

Intervient sur l'amendement n° 120 de la commission (rectification d'une erreur matérielle) (p. 2374)

Article 77 (délai pour la mise en conformité des statuts des actuelles sociétés de crédit foncier)

Intervient sur l'amendement n° 121 de la commission (modification des statuts en assemblée générale extraordinaire) (p. 2374)

Article 78 (adaptation du fonctionnement du marché hypothécaire)

Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Dominique Baert (définition des créances hypothécaires mobilisables) (p. 2375)

Intervient sur l'amendement n° 122 de la commission (simplification des opérations de mobilisation des créances hypothécaires) (p. 2375)

Intervient sur l'amendement n° 123 de la commission (suppression de la référence à l'article 107 de la loi du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises) (p. 2376)

Après l'article 78

Intervient sur l'amendement n° 279 de M. Dominique Baert (conditions de modification d'un prêt immobilier) (p. 2377)

Intervient sur le sous-amendement n° 320 de M. Michel Inchauspé (prise en compte des prêts immobiliers accordés avant l'entrée en vigueur de la présente loi) à l'amendement n° 279 de M. Dominique Baert (p. 2377)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Michel Inchauspé (conditions de modification d'un prêt immobilier) (p. 2377)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Jean-Jacques Jégou (conditions de modification d'un prêt immobilier) (p. 2377)

Soutient l'amendement n° 327 du Gouvernement (nomination de rapporteurs généraux adjoints au sein du Conseil de la concurrence) : adopté (p. 2377)

Intervient sur l'amendement n° 328 de la commission (non-application aux sociétés de crédit foncier de

l'article 285 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales) (p. 2377)

Après l'article 53

Intervient sur l'amendement n° 311 précédemment réservé de M. Gérard Bapt (aménagement du dispositif de suspension des poursuites engagées à l'encontre des rapatriés réinstallés en situation de surendettement) (p. 2378)

Article 64 précédemment réservé (règles prudentielles applicables aux sociétés de crédit foncier)

Intervient sur l'amendement n° 242 de M. Jean-Jacques Jégou (rachat par les sociétés de crédit foncier de leurs propres actions sans annulation) (p. 2379)

Explications de vote et vote [17 mars 1999] (p. 2537)

Son intervention (p. 2537)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5188)

Son intervention (p. 5188)

Sa réponse (p. 5202)

Thèmes :

Assemblée nationale : groupe communiste (p. 5204)

Assurances : fonds de garantie (p. 5202)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 5189, 5202 à 5204)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : Alsace-Moselle (p. 5204)

Banques et établissements financiers : Crédit foncier (p. 5189)

Banques et établissements financiers : fonds de garantie (p. 5189)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 5189, 5202, 5203)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 5204)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 5189, 5203, 5204)

Parlement : Sénat (p. 5189, 5202)

Politique économique : épargne (p. 5204)

Discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5204)

Article 1er (les missions des caisses d'épargne)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (de précision) (p. 5205)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Christian Cuvilliez (de précision) (p. 5205)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (maintien de la spécificité du livret A) (p. 5205)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Christian Cuvilliez (maintien de la spécificité du livret A) (p. 5205)

Intervient sur l'amendement n° 91 de M. Christian Cuvilliez (maintien de la spécificité des caisses d'épargne) (p. 5205)

Article 2 (la définition du réseau des caisses d'épargne)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve du remplacement des groupements locaux d'épargne par les sociétés locales d'épargne) (p. 5205)

Article 4 (les sociétaires des caisses d'épargne et de prévoyance)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve du remplacement des groupements locaux d'épargne par les sociétés locales d'épargne) (p. 5206)

Article 5 (les organes dirigeants des caisses d'épargne et de prévoyance)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve du remplacement des groupements locaux d'épargne par les sociétés locales d'épargne) (p. 5206)

Article 6 (l'affectation des résultats)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Jean-Jacques Jégou (fixation du plancher des sommes affectées au financement des projets d'économie locale et sociale au tiers de l'intérêt servi aux parts sociales) (p. 5207)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (fixation du plancher des sommes affectées au financement des projets d'économie locale et sociale au tiers des sommes disponibles après la mise en réserve) (p. 5207)

Article 7 bis (la fixation des taux administrés)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (de suppression) (p. 5207)

Avant l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement du chapitre III) (p. 5208)

Article 8 (l'objet et le statut des sociétés locales d'épargne)

Intervient sur l'amendement n° 87 corrigé de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve du remplacement des groupements locaux d'épargne par les sociétés locales d'épargne et de l'introduction de la possibilité d'offrir une première part sociale à un prix préférentiel) (p. 5209)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (application du régime fiscal des sociétés "mères-filles") (p. 5209)

Article 9 supprimé par le Sénat (le sociétariat des sociétés locales d'épargne)

Intervient sur l'amendement n° 88 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve du remplacement des groupements locaux d'épargne par les sociétés locales d'épargne et de l'introduction de conditions relatives à la vente des parts sociales) (p. 5209)

Article 10 (le statut de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Intervient sur l'amendement n° 12 rectifié de la commission (détention par les caisses d'épargne de la majorité absolue du capital de la Caisse nationale) (p. 5210)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Marc Laffineur (détention du capital restant de la Caisse nationale par plusieurs actionnaires) (p. 5211)

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Marc Laffineur (interdiction de détention d'une part du capital restant de la Caisse nationale supérieure à la minorité de blocage) (p. 5211)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5211)

Article 11 (les missions de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve du remplacement des groupements locaux d'épargne par les sociétés locales d'épargne) (p. 5212)

Article 15 (la Fédération nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (organisation de la formation des sociétaires) (p. 5212)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Christian Cuvilliez (organisation de la formation des sociétaires) (p. 5212)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Christian Cuvilliez (conclusion des accords de branche à la majorité qualifiée)

Avant l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Gérard Terrier (préservation de la spécificité des caisses d'épargne d'Alsace-Moselle) (p. 5213)

Article 18 (la protection des dénominations)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve du remplacement des groupements locaux d'épargne par les sociétés locales d'épargne) (p. 5214)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 93 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (conclusion des accords de branche à la majorité qualifiée) (p. 5220)

Article 17 supprimé par le Sénat, précédemment réservé (l'exercice du droit d'opposition)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve de l'introduction d'une disposition relative à la garantie des droits des salariés des caisses d'épargne en matière d'accès aux retraites complémentaires) (p. 5221)

Intervient sur le sous-amendement n° 90 de M. Christian Cuvilliez (garantie des droits sociaux acquis) à l'amendement n° 89 de la commission (p. 5221)

Article 21 (les modalités de constitution du capital social des caisses d'épargne et de prévoyance)

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Jean-Jacques Jégou (aménagement des modalités de constitution du capital social des caisses d'épargne) (p. 5224)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Jean-Jacques Jégou (aménagement des modalités de constitution du capital social des caisses d'épargne) (p. 5224)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5225)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Raymond Douyère (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5225)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5225)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5225)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5225)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5226)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (proportion minimale du capital de la Caisse nationale détenu par les caisses d'épargne pendant la période de mutualisation) (p. 5226)

Article 22 (la dévolution des fonds centraux)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5226)

Article 23 (les modalités de souscription des parts sociales par les salariés des caisses)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5227)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5227)

Intervient sur l'amendement n° 27 corrigé de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5227)

Article 24 (le fonds de mutualisation)

Intervient sur l'amendement n° 28 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5228)

Intervient sur le sous-amendement n° 118 de M. Raymond Douyère (adaptation du rythme des versements au fonds de mutualisation) à l'amendement n° 28 rectifié de la commission (p. 5228)

Intervient sur le sous-amendement n° 119 de M. Raymond Douyère (adaptation du rythme des versements au fonds de mutualisation) à l'amendement n° 28 rectifié de la commission (p. 5228)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Raymond Douyère (fixation d'un plancher pour les versements au fonds de mutualisation) (p. 5228)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5228)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5228)

Article 25 supprimé par le Sénat (la mise en place des sociétés locales d'épargne)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5229)

Intervient sur le sous-amendement n° 110 de M. Raymond Douyère (de conséquence) à l'amendement n° 31 de la commission (p. 5229)

Article 25 bis (l'information des souscripteurs de parts sociales)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5229)

Article 26 (la mise en place de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (délai d'installation de la Caisse nationale) (p. 5230)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5230)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Raymond Douyère (de précision) (p. 5230)

Article 29 (pour coordination)

Soutient l'amendement n° 132 du Gouvernement (garantie des droits sociaux acquis) : adopté (p. 5231)

Article 30 (les dispositions relatives aux dirigeants)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5231)

Son intervention (p. 5231)

Article 33 (mesures diverses)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5232)

Article 34 (renforcement des procédures de prévention)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (rédactionnel) (p. 5232)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Christian Cuvilliez (création d'un Haut Conseil du secteur financier public et semi-public) (p. 5234)

Intervient sur le sous-amendement n° 130 de M. Dominique Baert (composition du Haut Conseil) à l'amendement n° 94 de M. Christian Cuvilliez (p. 5234)

Article 35 (nomination des commissaires du Gouvernement)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5234)

Article 36 pour coordination (exigence d'un système de contrôle interne au sein des établissements de crédit)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (rédactionnel) (p. 5235)

Article 37 (mise en réserve des résultats des banques mutualistes et coopératives)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (de suppression) (p. 5237)

Article 38 (assujettissement des entreprises de réassurance aux frais de contrôle de l'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5238)

Article 41 decies (commissaires aux comptes des entreprises d'assurance)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Dominique Baert (de coordination) (p. 5243)

Article 47 (fonds de garantie des dépôts)

Intervient sur l'amendement n° 42 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5245)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Marc Laffineur (conditions préalables à l'intervention du fonds de garantie) (p. 5246)

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (rédactionnel) (p. 5246)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Marc Laffineur (droit d'alerte du Conseil de surveillance du fonds de garantie auprès de la Commission bancaire) (p. 5246)

Article 49 (fonds de garantie des assurés)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Dominique Baert (suppression de la notification à l'entreprise concernée de la première décision de la commission de contrôle des assurances en cas de mise en oeuvre de la procédure d'appel) (p. 5250)

Intervient sur le sous-amendement n° 121 rectifié de M. Jean-Pierre Balligand (prise en compte par le ministre chargé de l'économie de l'intérêt des assurés et des souscripteurs, adhérents et bénéficiaires des contrats) à l'amendement n° 113 de M. Dominique Baert (p. 5250)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (suppression de la procédure d'appel) (p. 5250)

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5250)

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (de précision) (p. 5250)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5250)

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (prise en compte des risques objectifs pour la détermination des cotisations) (p. 5251)

Article 49 bis (rapport au Parlement sur la mise en place d'un mécanisme de garantie pour les mutuelles et les institutions de prévoyance)

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (de précision) (p. 5251)

Article 50 (mécanisme de garantie des titres)

Intervient sur l'amendement n° 50 rectifié de la commission (de précision) (p. 5252)

Article 51 bis (mécanisme de garantie des cautions)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Jean-Pierre Delalande (souscription par la caution solidaire d'un contrat de réassurance) (p. 5254)

Intervient sur l'amendement n° 51 deuxième correction de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve de l'application à titre rétroactif du mécanisme de garantie des cautions) (p. 5254)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Serge Poignant (application du dispositif à compter du 1er janvier 1995) à l'amendement n° 51 deuxième correction de la commission (p. 5254)

Article 51 ter (rapport du Gouvernement sur un mécanisme de garantie des cautions)

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Dominique Baert (de coordination) (p. 5255)

Avant l'article 52

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Marc Laffineur (déductibilité fiscale des cotisations au fonds de garantie non couvertes par le crédit d'impôt) (p. 5255)

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Marc Laffineur (application au fonds de garantie du régime fiscal des organismes à but non lucratif) (p. 5255)

Article 52 (crédit d'impôt)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Marc Laffineur (adaptation du dispositif du crédit d'impôt aux banques mutualistes) (p. 5256)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Jean-Jacques Jégou (relèvement du taux du crédit d'impôt) (p. 5256)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5257)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Marc Laffineur (suppression de la contribution des institutions financières) (p. 5257)

Article 53 (mesures transitoires)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Dominique Baert (de coordination) (p. 5257)

Article 53 bis supprimé par le Sénat (dialogue social au sein de l'AFECEI)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5257)

Article 53 quinquies A (compensation d'opérations sur instruments financiers)

Intervient sur l'amendement n° 54 rectifié de la commission (compensation généralisée entre professionnels) (p. 5258)

Article 53 quinquies (rachat d'actions à dividende prioritaire)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (rédactionnel) (p. 5259)

Article 53 septies (lutte contre l'exclusion bancaire)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (de précision) (p. 5259)

Article 53 octies (chambres de compensation des marchés non réglementés)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Dominique Baert (rédactionnel) (p. 5260)

Article 61 (statut et objet des sociétés de crédit foncier)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5262)

Article 62 (actif des sociétés de crédit foncier)

Intervient sur l'amendement n° 60 corrigé de la commission (application aux prêts cautionnés des règles d'évaluation des biens retenues pour les prêts hypothécaires) (p. 5262)

Intervient sur l'amendement n° 58 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 5262)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (encadrement de la possibilité de dépassement de la quotité de la valeur du bien sur lequel porte la garantie) (p. 5263)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5263)

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5263)

Article 64 bis (indemnité pour remboursement anticipé)

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 5265)

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Marc Laffineur (de suppression) (p. 5265)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression du versement d'une indemnité en cas de vente du bien immobilier) (p. 5266)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression de versement d'une indemnité en cas de vente du bien immobilier) (p. 5267)

Intervient sur le sous-amendement n° 133 de M. Dominique Baert (non versement de l'indemnité lorsque la vente est motivée par un changement de lieu d'activité professionnelle, par le décès ou par la cessation forcée de l'activité professionnelle) à l'amendement n° 86 de M. Jean-Jacques Jégou (p. 5267)

Article 72 (surveillance des sociétés de crédit foncier)

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (correction d'une erreur de référence) (p. 5268)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (rédactionnel) (p. 5268)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (information de la commission bancaire par le contrôleur spécifique) (p. 5268)

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (missions du contrôleur spécifique) (p. 5269)

Intervient sur l'amendement n° 67 corrigé de la commission (saisine du procureur de la République par le contrôleur spécifique) (p. 5269)

Article 75 (obligation pour les actuelles sociétés de crédit foncier de transférer à une filiale leurs prêts et leurs ressources destinées au financement de ces prêts)

Intervient sur l'amendement n° 68 de la commission (de précision) (p. 5269)

Article 78 (adaptation du fonctionnement du marché hypothécaire)

Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (rédactionnel) (p. 5270)

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (conditions de dépassement de la quotité) (p. 5270)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Dominique Baert (contrôle du fonctionnement du marché hypothécaire par la commission bancaire) (p. 5270)

Article 79 (renégociation de prêts)

Intervient sur l'amendement n° 71 de la commission (indication des conditions et des modalités de variation du taux lorsque le prêt est à taux variable) (p. 5271)

Intervient sur le sous-amendement n° 96 de M. Michel Inchauspé (de précision) à l'amendement n° 71 de la commission (p. 5271)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Dominique Baert (correction d'une erreur de référence) (p. 5271)

Article 80 (rapporteurs généraux adjoints au sein du Conseil de la concurrence)

Son intervention (p. 5272)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [17 juin 1999] (p. 6089)

Son intervention (p. 6089)

Sa réponse (p. 6098)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 6089)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : personnel (p. 6098)

Banques et établissements financiers : fonds de garantie (p. 6089, 6090)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 6089)

Banques et établissements financiers : protection des épargnants (p. 6089)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 6089)

Logement : aides et prêts : prêts : remboursement (p. 6089)

Parlement : Sénat (p. 6089)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [17 juin 1999] (p. 6098)

Intervient sur l'amendement n° 1 corrigé de M. Jean-Jacques Jégou (rétablissement de l'article 7 bis relatif à la fixation des taux administrés) (p. 6111)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement du texte initial du projet de loi en ce qui concerne la composition de la Fédération nationale des caisses d'épargne et de prévoyance) (p. 6111)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Jacques Jégou (voix consultative du représentant de l'organisme professionnel ou de l'organe central au sein du comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement) (p. 6111)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (extension aux territoires d'outre-mer du cadre géographique autorisé pour la détention de prêts garantis par des sociétés de crédit foncier) (p. 6112)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (capacité d'ester en justice de l'établissement de crédit chargé de la gestion des prêts) (p. 6112)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (extension aux territoires d'outre-mer du cadre géographique autorisé pour le refinancement sur le marché hypothécaire) (p. 6112)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 6112)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6112)

Sa réponse (p. 6139)

Thèmes :

Assemblée nationale : groupe communiste (p. 6143)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6140)

Défense : crédits (p. 6145)

Donations et successions : droits de succession (p. 6116)

Eau : Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) (p. 6140)

Emploi : jeunes (p. 6143)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6113, 6114, 6116)

Enregistrement et timbre : droits de mutation à titre onéreux (p. 6115, 6116)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 6140)

Etat : réforme (p. 6143)

Finances publiques : comptes d'affectation spéciale (p. 6141)

Finances publiques : débat d'orientation budgétaire (p. 6113, 6114)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6114, 6115, 6117, 6140, 6143)

Finances publiques : dépenses (p. 6117, 6142, 6143)

Finances publiques : dette publique (p. 6117, 6144)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6115, 6117, 6141, 6144)

Impôt sur le revenu : abattements : pensions (p. 6116)

Impôt sur le revenu : crédit d'impôt au titre des dépenses d'entretien afférentes à l'habitation principale (p. 6116)

Impôt sur le revenu : déclarations : simplifications administratives (p. 6116)

Impôt sur les sociétés : taux (p. 6116)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 6144)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6115 à 6117)

Impôts et taxes : revenus du travail et du capital (p. 6115)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 6140)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6115, 6116, 6140)

Marchés financiers : généralités : impôts et taxes (p. 6145)

Politique économique : conjoncture (p. 6113, 6116)

Politique économique : croissance (p. 6112, 6113, 6616, 6117, 6143, 6144)

Politique économique : généralités (p. 6141, 6142)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 6114)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 6143)

Politique sociale : généralités (p. 6145)

Recherche : innovation (p. 6144)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 6139)

Services : sélection et fourniture de personnel (p. 6140)

Télécommunications : France Télécom : impôts locaux (p. 6140)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 6141)

TVA : déduction (p. 6116)

TVA : taux (p. 6139 à 6141)

Union européenne : euro (p. 6114)

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1999 [J.O. du 10 décembre 1998] (p. 18624)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1998 [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18977)

Vice-président de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 23 décembre 1998] (p. 19457)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7404)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 7 : Aménagement du territoire et environnement (environnement) (n° 1111) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : régime agricole. Montant des pensions. Perspectives [10 novembre 1998] (p. 8705)

Politique extérieure. Irak. Embargo, attitude de la France [18 novembre 1998] (p. 9161)

Relations internationales. Commerce international. Partenariat économique transatlantique, attitude de la France [16 février 1999] (p. 1445)

Michel SUCHOD

*Dordogne (2^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [2 mars 1999] (p. 1858)

Politique extérieure. Kosovo. Situation diplomatique [25 mai 1999] (p. 4815)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 520, posée le 7 décembre 1998. Recherche. Astrophysique (J.O. Questions p. 6603). Appelée le 8 décembre 1998. Étude des rayonnements cosmiques, financement, aides de l'Etat (p. 10152)

n° 593, posée le 1^{er} février 1999. Etablissements de santé. Personnel (J.O. Questions p. 511). Appelée le 2 février 1999. Aides opératoires, qualification, attachés des hôpitaux, carrière (p. 677)

n° 659, posée le 8 mars 1999. Agriculture. SAFER (J.O. Questions p. 1293). Appelée le 9 mars 1999. Financement (p. 2113)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Son intervention (p. 5851)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5851)

Agriculture : installation (p. 5851)

Commerce extérieur : exportations : agriculture (p. 5851)

Impôt sur le revenu : bénéficiaires agricoles (p. 5852)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5851, 5852)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5851, 5852)

Retraites : régime agricole (p. 5852)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Après l'article 19

Son amendement n° 156 corrigé : non soutenu (p. 6847)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, suppléé par M. Gérard Saumade

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Son intervention (p. 7827)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : crédits (p. 7827)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 7827)

Politique extérieure : coopération économique (p. 7827)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9459)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 9464)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 9464)

Union européenne : euro (p. 9464)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : généralités (p. 9464)

Déclaration du Gouvernement n° 1397 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur l'avenir du secteur bancaire et financier

[17 février 1999] (p. 1511)

Son intervention (p. 1527)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Association française des banques (AFB) (p. 1527)

Banques et établissements financiers : généralités (p. 1527, 1528)

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 1527, 1528)

Banques et établissements financiers : réglementation (p. 1528)

Impôt sur le revenu : stock options (p. 1528)
 Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 1528)
 Marchés financiers : généralités (p. 1528)
 Politique économique : mondialisation (p. 1527)
 Politique économique : taux d'intérêt (p. 1527)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Son intervention (p. 1926)

Thèmes :

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1926, 1927)
 Union européenne : institutions communautaires (p. 1927)
 Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1927)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Son intervention (p. 2014)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats (p. 2014)
 Elections et référendums : cumul des mandats : coopération intercommunale (p. 2015)
 Elections et référendums : cumul des mandats : élus locaux (p. 2015)
 Parlement : parlementaires : cumul des mandats (p. 2015)
 Union européenne : Parlement européen : cumul des mandats (p. 2015)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [17 mars 1999] (p. 2537)

Ses explications de vote (p. 2540)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 2540)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2495, 2544)

Son intervention (p. 2522)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 2523)
 Agroalimentaire : lait et produits laitiers (p. 2523)
 Agroalimentaire : viticulture (p. 2523)
 Union européenne : fonds structurels (p. 2522)

Déclaration du Gouvernement n° 1733 présentée par M. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur sur l'organisation mondiale du commerce

[23 juin 1999] (p. 6331)

Son intervention (p. 6353)

Thèmes :

Audiovisuel et communication (p. 6354)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 6353, 6354)
 Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 6353)
 Politique économique : accord multilatéral sur l'investissement (AMI) (p. 6354)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6354)

T

Frantz TAITTINGER

*Hauts-de-Seine (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Michel TAMAYA

*La Réunion (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre à l'outre-mer, délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de l'intérim du ministère de l'intérieur [J.O. du 18 décembre 1998]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 18 mars 1999] (p. 4028)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 18 mars 1999] (p. 4028)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 20 mars 1999] (p. 4175)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 20 mars 1999] (p. 4175)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7838)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7839)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 11 juin 1999] (p. 8566)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 11 juin 1999] (p. 8566)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 25 septembre 1999] (p. 14335)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 25 septembre 1999] (p. 14335)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER*

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Article 40 (enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)

Son amendement n° 497 soutenu par M. Jean-Louis Idiart (application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle aux communes d'outre-mer bénéficiant de la quote-part réservée à l'outre-mer au sein de la dotation d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement) (p. 6969) : retiré (p. 6970)

Son amendement n° 498 soutenu par M. Jean-Louis Idiart (application du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle aux communes d'outre-mer ayant conclu un contrat de ville et bénéficiant de la quote-part de la dotation d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement) (p. 6969) : retiré (p. 6970)

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES***OUTRE-MER**

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281, 7313)

Son intervention (p. 7313)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire (p. 7314)

Assemblée nationale : séances (p. 7303)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 7315)

DOM : La Réunion (p. 7313)
 DOM : La Réunion : institutions (p. 7315)
 DOM-TOM : Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) (p. 7314)
 Droits de l'homme et libertés publiques : racisme (p. 7315)
 Emploi (p. 7313, 7314)
 Fonctionnaires et agents publics (p. 7315)
 Formation professionnelle (p. 7314)
 Logement (p. 7314)
 Lois : lois d'orientation (p. 7314)
 Union européenne (p. 7314)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 6 (article 34 ter de la loi du 7 janvier 1983 : conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Son amendement n° 688 soutenu par Mme Martine Lignières-Cassou (représentation des comités de la culture, de l'éducation et de l'environnement dans les DOM) : rejeté (p. 410)

Article 10 (article 11 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Son amendement n° 727 (application de la loi aux DOM) : retiré (p. 469)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1656)

Article 1er (la traite négrière et l'esclavage reconnus comme crime contre l'humanité)

Son intervention (p. 1656)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852) ; [26 mai 1999] (p. 4974, 4987) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son amendement n° 429 soutenu par Mme Huguette Bello (accès égal à l'image des téléspectateurs des DOM-TOM par rapport aux métropolitains) : rejeté (p. 4661)

Son amendement n° 430 : non soutenu (p. 4662)

Article 3 (article 45 de la loi du 30 septembre 1986 : constitution et missions de la Société La Cinquième-ARTE)

Son amendement n° 431 soutenu par M. Rudy Salles (ouverture de la chaîne aux DOM-TOM) : rejeté (p. 4712)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Son amendement n° 447 : non soutenu (p. 4728)

Article 47-2 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de RFO, Radio France et RFI

Son amendement n° 448 soutenu par M. Léo Andy (représentation croisée entre RFO et France Télévision) : rejeté (p. 4744)

Catherine TASCA

*Yvelines (11^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Présidente de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 octobre 1998] (p. 16375)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 5 février 1999] (p. 1910)

Présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 9 février 1999] (p. 2103)

Présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie [J.O. du 9 février 1999] (p. 2103)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux polices municipales [J.O. du 5 mars 1999] (p. 3342)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux polices municipales [J.O. du 17 mars 1999] (p. 3979)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseaux de transport public de voyageurs [J.O. du 9 avril 1999] (p. 5281)

Présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseaux de transport public de voyageurs [J.O. du 7 mai 1999] (p. 6903)

Cesse d'appartenir à l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 12 mai 1999] (p. 7079)

Présidente de droit de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 12 mai 1999] (p. 7079)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [J.O. du 13 mai 1999] (p. 7139)

Présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [J.O. du 19 mai 1999] (p. 7404)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale [J.O. du 20 mai 1999] (p. 7464)

Rapporteur du projet de loi constitutionnelle relatif à la Polynésie française et à la Nouvelle-Calédonie (n° 1624) [26 mai 1999]

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale [J.O. du 5 juin 1999] (p. 8318)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi constitutionnelle (n° 985) relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes [2 décembre 1998] (n° 1240)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi constitutionnelle, modifié par le Sénat (n° 1354), relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes [10 février 1999] (n° 1377)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi constitutionnelle, modifié par le Sénat en deuxième lecture (n° 1436), relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes [10 mars 1999] (n° 1451)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi constitutionnelle (n° 1624) relatif à la Polynésie française et à la Nouvelle-Calédonie [2 juin 1999] (n° 1665)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer. Nouvelle-Calédonie : Etat. Gouvernement, référendum, perspectives [10 novembre 1998] (p. 8703)

DÉBATS

Proposition de loi n° 94 relative au contrat d'union sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1998] (p. 6241, 6281)

Son intervention de la présidente de la commission des lois (p. 6247)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 6249)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 6248)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 6248)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 6248)

Famille : enfants (p. 6248, 6249)

Famille : concubinage (p. 6247, 6248)

Famille : mariage (p. 6247)

Parlement : rôle (p. 6247)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281, 7313)

Son intervention de la présidente de la commission des lois (p. 7296)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : subventions (p. 7297)

Défense : service national (p. 7297)

DOM-TOM : Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) (p. 7297)

DOM-TOM : Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES) (p. 7297)

DOM-TOM : institutions (p. 7297)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage (p. 7297, 7298)

Emploi (p. 7296, 7297)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 7297)

Logement (p. 7297)

Lois : lois d'orientation (p. 7297)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 7297)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 7296, 7297)

Union européenne (p. 7297)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Son intervention de la présidente de la commission des lois (p. 7942)

Thèmes :

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 7942)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 7943)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : logement (p. 7943)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : obligations (p. 7943)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 7943)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 7943)

Famille : concubinage (p. 7943)

Famille : mariage (p. 7944)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 7944)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Intervient sur l'amendement n° 55 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 272 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 419 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 441 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 488 de M. Pierre-Christophe Baguet (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 537 de M. François Goulard (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 549 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 633 de M. Renaud Dutreil (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 674 de M. Claude Birraux (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 734 de M. Jacques Kossowski (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 742 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 817 de M. François Vannson (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 820 de M. Jean-Claude Lemoine (de suppression) (p. 8470)

Intervient sur l'amendement n° 823 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 8470)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 737 de M. Jacques Kossowski (conclusion du PACS par plusieurs personnes physiques) (p. 8508)

Intervient sur l'amendement n° 845 de M. Henri Plagnol (conclusion du PACS par plusieurs personnes physiques) (p. 8508)

Intervient sur l'amendement n° 842 de M. Henri Plagnol (conclusion du PACS entre un homme et une femme) (p. 8508)

Répond aux observations de M. Renaud Donnedieu de Vabres : rappelle que la convocation a été envoyée le vendredi soit cinq jours avant la réunion de la commission des lois (p. 8504)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 8545)

Intervient sur l'amendement n° 450 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 8545)

Intervient sur l'amendement n° 558 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 8545)

Intervient sur l'amendement n° 560 de M. Claude Goasguen (suppression de la référence à la nullité du PACS) (p. 8545)

Après l'article 515-3 du code civil

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Dominique Dord (certificats médicaux produits par les partenaires) (p. 9775)

Intervient sur l'amendement n° 114 de Mme Christine Boutin (certificats médicaux produits par les partenaires) (p. 9775)

Article 515-4 du code civil : obligations résultant du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 118 de Mme Christine Boutin (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les partenaires) (p. 9803)

Intervient sur l'amendement n° 209 de M. Christian Estrosi (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les partenaires) (p. 9803)

Intervient sur l'amendement n° 622 de M. Renaud Dutreil (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les partenaires) (p. 9803)

Intervient sur l'amendement n° 668 de M. Charles de Courson (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les partenaires) (p. 9803)

Intervient sur l'amendement n° 971 de M. Henri Plagnol (suppression de la détermination par le PACS des modalités de l'aide mutuelle et matérielle que s'apportent les partenaires) (p. 9803)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Intervient sur le sous-amendement n° 1092 de M. Henri Plagnol (date d'opposabilité aux tiers de la dissolution du PACS) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (signification de la rupture unilatérale qui prend effet après un délai de trois mois) (p. 9861)

Intervient sur le sous-amendement n° 1068 de M. Henri Plagnol (conséquences de la dissolution du PACS à l'égard des enfants) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9865)

Explications de vote et vote [9 décembre 1998] (p. 10241)

Son intervention en qualité de présidente de la commission des lois (p. 10242)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3034, 3057)

Son intervention de la présidente de la commission des lois (p. 3041)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3041, 3371, 3372)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 3371)

Parlement : Sénat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3041)

Discussion des articles [31 mars 1999] (p. 3106, 3141) ; [1er avril 1999] (p. 3197)

Après l'article 1er C

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Thierry Mariani (insertion dans le code civil d'un titre relatif au célibat) (p. 3119)

Article 1er supprimé par le Sénat (pacte civil de solidarité)

Intervient sur le sous-amendement n° 498 de M. Charles de Courson (obligation d'une communauté

de vie) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (rétablissement de l'article avec modifications) (p. 3153)

Intervient sur le sous-amendement n° 314 de M. Dominique Dord (cohabitation) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3153)

Intervient sur le sous-amendement n° 515 de Mme Christine Boutin (cohabitation) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3153)

Intervient sur le sous-amendement n° 409 de M. Maurice Leroy (vie de couple) à l'amendement n° 4 corrigé de la commission (p. 3153)

Explications de vote et vote [7 avril 1999] (p. 3370)

Son intervention en qualité de présidente de la commission des lois (p. 3371)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5550) ; [9 juin 1999] (p. 5613, 5659)

Article 1er (pacte civil de solidarité)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Claude Goasguen (suppression des références au sexe des partenaires) (p. 5568)

Intervient sur l'amendement n° 241 de Mme Christine Boutin (suppression des références au sexe des partenaires) (p. 5568)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Thierry Mariani (PACS conclu par des partenaires de même sexe) (p. 5568)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Thierry Mariani (PACS conclu par des partenaires de sexe différent) (p. 5568)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Bernard Accoyer (PACS conclu par des partenaires de sexe différent) (p. 5568)

Intervient sur l'amendement n° 240 de Mme Christine Boutin (PACS conclu par des partenaires de sexe différent) (p. 5568)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Henri Plagnol (bilan de la loi par l'office parlementaire d'évaluation de la législation et nouvel examen dans les cinq ans) (p. 5684)

Proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9285)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. José Rossi (institution d'un délégué général à l'enfance auprès du médiateur de la République) (p. 9287)

Article 1er (saisine du médiateur des enfants)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Bernard Birsinger (saisine par des associations) (p. 9291)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9329)

Article 4 (article L. 346 du code électoral - composition et conditions de présentation des listes)

Son intervention (p. 9342)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10503)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : femmes (p. 10503, 10504)

Elections et référendums : femmes (p. 10504, 10505)

Etat : Premier ministre : déclarations (p. 10504)

Femmes : égalité professionnelle (p. 10504)

Femmes : parité : Constitution (p. 10504, 10505)

Parlement : rôle : parité (p. 105505)

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10542)

Article unique

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Richard Cazenave (insertion de l'article unique à l'article 1er de la Constitution dans une nouvelle rédaction disposant que la loi détermine les conditions dans lesquelles est organisé l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions) (p. 10545)

Intervient sur l'amendement n° 18 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (égal accès des femmes et des

hommes aux mandats et fonctions politiques assuré par la parité dont la loi fixe les modalités) (p. 10546)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Richard Cazenave (insertion de l'article unique à l'article 4 de la Constitution dans une nouvelle rédaction disposant que la loi détermine les conditions dans lesquelles est organisé l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électifs et aux fonctions politiques) (p. 10548)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Claude Goasguen (insertion de l'article unique à l'article 4 de la Constitution) (p. 10548)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Charles de Courson (mesures dérogatoires au principe d'égalité pendant une période de dix ans pour organiser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions) (p. 10549)

Intervient sur l'amendement n° 14 de Mme Marie-Hélène Aubert (organisation par la loi de l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions pour atteindre la parité) (p. 10549)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jacques Myard (strict respect du principe d'égalité) (p. 10549)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jacques Myard (prohibition de toute mesure discriminatoire) (p. 10549)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (détermination par la loi des conditions dans lesquelles est organisé l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions) : adopté (p. 10550)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Claude Goasguen (mandats électoraux et fonctions électives) (p. 10551)

Intervient sur l'amendement n° 9 de Mme Nicole Catala (mandats et fonctions politiques) (p. 10551)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Lionnel Luca (prohibition des quotas) (p. 10552)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Lionnel Luca (prohibition des discriminations positives) (p. 10552)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Brard (parité pour les élections au scrutin de liste) (p. 10553)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 8 de Mme Nicole Catala (élections législatives au scrutin uninominal) (p. 10553)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1437)

Son intervention (p. 1450)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : femmes (p. 1451)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : femmes (p. 1450, 1451)

Elections et référendums : modes de scrutin : parité (p. 1451)

Femmes : parité : partis et mouvements politiques (p. 1450, 1451)

Parlement : Sénat : parité (p. 1450)

Partis et mouvements politiques : financement public : parité (p. 1451)

Discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1462)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture qui prévoit que la loi détermine les conditions dans lesquelles est organisé l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives) : adopté (p. 1468)

Intervient sur le sous-amendement n° 3 de Mme Marie-Jo Zimmermann (loi "favorisant" l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 1468)

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2225)

Son intervention de la présidente de la commission des lois (p. 2226)

Thèmes :

Femmes : parité : partis et mouvements politiques (p. 2227)

Parlement : Sénat : parité (p. 2227)

Partis et mouvements politiques : financement public : femmes (p. 2227)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)

Son intervention de la présidente de la commission des lois (p. 10863)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 10863, 10864)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa (p. 10863, 10864)

Discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10864)

Article 41 (conseil des mines et règles applicables à la prise de décision en matière minière)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (de précision) : adopté (p. 10890)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (de précision) : adopté (p. 10890)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (de précision) : adopté (p. 10890)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1247)

Son intervention de la présidente de la commission des lois (p. 1257)

Thèmes :

Femmes : parité (p. 1257, 1258)

Femmes : politique à l'égard des femmes : Parlement (p. 1258)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1656)

Article 2 (développement de l'enseignement et de la recherche sur la traite négrière et l'esclavage)

Son intervention (p. 1660)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2073)

Son intervention (p. 2103)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6389, 6401)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 41 deuxième rectification de M. Jacques Floch (entrée en vigueur des dispositions du chapitre Ier relatif à l'action publique en matière pénale après la promulgation de la loi organique fixant le statut de la magistrature prévue par le projet de loi constitutionnelle sur la réforme du conseil supérieur de la magistrature) (p. 6437)

Proposition de résolution n° 1584 tendant à modifier les articles 50, 91 et 108 du règlement de l'Assemblée nationale

Avant la discussion des articles [29 juin 1999] (p. 6574)

Son intervention (p. 6584)

Thèmes :

Assemblée nationale : Règlement : opposition (p. 6584)

Parlement : Sénat : Règlement (p. 6584, 6585)

Christiane TAUBIRA-DELANNON

*Guyane (1^{ère} circonscription)
Apparentée au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 février 1999] (p. 1696)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 février 1999] (p. 1696)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à perpétuer le souvenir du drame de l'esclavage (n° 1050) [3 février 1999]

Rapporteur de la proposition de loi tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité (n° 1297) [3 février 1999]

Rapporteur de la proposition de loi tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité (n° 1302) [3 février 1999]

Rapporteur de la proposition de loi relative à la célébration de l'abolition de l'esclavage en France métropolitaine (n° 792) [3 février 1999]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de

l'administration générale de la République [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité [22 décembre 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi :

- 1 - (n° 1297) de Mme Christiane Taubira-Delannon tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité ;
- 2 - (n° 792) de M. Bernard Birsinger relative à la célébration de l'abolition de l'esclavage en France métropolitaine ;
- 3 - (n° 1050) de M. Bernard Birsinger tendant à perpétuer le souvenir du drame de l'esclavage ;
- 4 - (n° 1302) de Mme Huguette Bello, MM. Elie Hoarau et Claude Hoarau relative à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité [10 février 1999] (n° 1378)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281, 7313)

Son intervention (p. 7344)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assemblée nationale : députés : rôle et missions (p. 7346)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 7344)

Démographie (p. 7345)

DOM : Guyane (p. 7344 à 7346)

DOM : Guyane : politique foncière (p. 7346)

DOM : institutions (p. 7344, 7346)

Finances publiques (p. 7344)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 7345)

Lois : lois d'orientation (p. 7344)

Politique économique (p. 7345, 7346)

Politique extérieure (p. 7344, 7345)

Politique sociale (p. 7345)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10582)

Son intervention (p. 10596)

Thèmes :

DOM : institut d'émission des Dom (p. 10596, 10597)

Union européenne : Traité de Maastricht (p. 10596)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)

Son intervention (p. 10856)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa (p. 10856)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : élections et référendums (p. 10857)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : statuts (p. 10856)

Discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10864)

Article 23 précédemment réservé (protection du marché du travail local)

Intervient sur l'amendement n° 195 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article limitant l'accès à l'exercice d'une profession libérale et non son exercice) (p. 10941)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70) ; [20 janvier 1999] (p. 130, 160)

Son intervention (p. 152)

Thèmes :

DOM : Guyane (p. 153)

DOM-TOM : crédits (p. 153)

Environnement : protection (p. 152, 153)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Après l'article 25

Son amendement n° 1107 : non soutenu (p. 897)

Son amendement n° 1106 : non soutenu (p. 897)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote (p. 1261)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 1261)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1999] (p. 1637)

Son intervention (p. 1637)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : codification (p. 1638)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : coopération (p. 1638)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : Dom (p. 1638)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : fiscalité (p. 1638)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : histoire (p. 1637, 1638)

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1656)

Article 1er (la traite négrière et l'esclavage reconnus comme crime contre l'humanité)

Intervient sur l'amendement n° 16 rectifié de M. Louis Mermaz (nouvelle rédaction de l'article faisant

référence à toutes les populations victimes de l'esclavage) (p. 1658)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Bernard Birsinger (reconnaissance par la République française de sa responsabilité envers les peuples et les descendants des peuples victimes de l'esclavage et réparation du préjudice subi) (p. 1659)

Article 2 (développement de l'enseignement et de la recherche sur la traite négrière et l'esclavage)

Son intervention (p. 1660)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Anicet Turinay (nouvelle rédaction de l'article) (p. 1661)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Bernard Birsinger (rôle de la France dans le système esclavagiste) (p. 1661)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Alfred Marie-Jeanne (documents mis à la disposition des départements d'outre-mer et établissement d'un fonds documentaire) (p. 1662)

Article 3 (reconnaissance internationale de la traite négrière et de l'esclavage comme crime contre l'humanité et instauration d'une journée commémorative)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Louis Mermaz (de coordination) (p. 1662)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Alfred Marie-Jeanne (maintien des journées commémoratives dans chacun des départements d'outre-mer) (p. 1662)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Alfred Marie-Jeanne (action du Gouvernement pour l'élaboration d'une ou de plusieurs conventions internationales) (p. 1663)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Bernard Birsinger (institution dans l'hexagone d'une journée commémorant l'abolition de l'esclavage et réalisation par le service public de l'audiovisuel d'émissions sur la traite et l'esclavage), rectifié (suppression des émissions) (p. 1664)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Anicet Turinay (date du 27 avril pour la commémoration de l'esclavage en métropole) (p. 1664)

Article 4 (comité de personnalités qualifiées chargé de proposer des lieux et des actions de mémoire)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Bernard Birsinger (détermination du préjudice subi du fait de l'esclavage et examen de ses conditions de réparation) (p. 1664)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Claude Hoarau (comité comprenant des représentants d'associations défendant la mémoire des esclaves) (p. 1664)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Bernard Birsinger (mémorial érigé dans un lieu où a sévi l'esclavage) (p. 1665)

Proposition de résolution n° 1409 sur :

- l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 - (COM (98) 164 final/E 1049) ;

- le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC (98) 698 final/E 1128)

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 1999] (p. 2588)

Discussion générale commune des propositions de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM [98] 0158 final / n° E 1052), n° 1281 sur la réforme des fonds structurels (COM [98] 131 final / n° E 1061) et n° 1409 sur l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (COM [98] 164 final / n° E 1049) et sur le projet d'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (SEC [98] 698 final / n° E 1128) (Voir Agriculture 1248)

Ses explications de vote (p. 2594)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2595)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852) ; [26 mai 1999] (p. 4974, 4987) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son amendement n° 428 soutenu par M. Noël Mamère (promotion des langues et cultures régionales par RFO) (p. 4701) : adopté (p. 4702)

Proposition de loi n° 1293 relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectives en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord"

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5724)

Article 2 (article L. 243 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre : droit à pension des militaires autochtones au titre de la guerre d'Algérie)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Alain Néri (de cohérence) (p. 5729)

Projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5740)

Son intervention (p. 5752)

Thèmes :

DOM : agences départementales d'insertion (p. 5752)

DOM : Guyane : état civil (p. 5752, 5753)

DOM : institut d'émission des Dom (p. 5752)

Etat : domaine privé : Guyane (p. 5753)

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 5752)

Yves TAVERNIER

*Essonne (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1999 [J.O. du 10 décembre 1998] (p. 18624)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur la gestion, les activités et le fonctionnement de l'entreprise publique Elf-Aquitaine (n° 1456) [30 septembre 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 1 : Affaires étrangères (affaires étrangères) (n° 1111) [8 octobre 1998]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les moyens des services des visas [8 septembre 1999] (n° 1803)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la taxe générale sur les activités polluantes et la politique de l'eau [22 septembre 1999] (n° 1807)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Transports aériens. Aéroport d'Orly. Trafic, limitation, conséquences [20 octobre 1998] (p. 7010)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 737, posée le 5 avril 1999. Gendarmerie. Restructuration (J.O. Questions p. 1943). Appelée le 6 avril 1999. Effectifs de personnel, Essonne (p. 3278)

n° 839, posée le 31 mai 1999. Urbanisme. Opérations d'aménagement (J.O. Questions p. 3203). Appelée le 1^{er} juin 1999. Concertation, réglementation (p. 5156)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES***AFFAIRES ÉTRANGÈRES****Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7817)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 7817)

Ministères et secrétariats d'Etat : crédits (p. 7817 à 7819)

Politique extérieure : coopération culturelle (p. 7818)

Politique extérieure : coopération économique (p. 7818)

Vote des crédits [2 novembre 1998] (p. 7851)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jacques Myard (rétablissement de crédits supprimés) (p. 7852)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Article 18 (augmentation de la quote-part de la France au FMI et allocation exceptionnelle de droits de tirages spéciaux)

Son sous-amendement n° 94 (prise en considération de l'activité de la Banque mondiale) à l'amendement n° 32 de M. Didier Migaud (rapport au Parlement sur l'activité du Fonds monétaire international) : adopté (p. 10134)

Après l'article 19

Son amendement n° 67 (compensation des pertes de recettes des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) : adopté (p. 10137)

Guy TEISSIER

*Bouches-du-Rhône (6^{ème} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

DÉPÔT

Proposition de loi organique n° 1525 rendant inéligible le candidat invalidé pour fraude électorale [1^{er} avril 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Perspectives [2 février 1999] (p. 711)

Elections et référendums. Elections législatives. Opérations de vote, fraudes, Aubagne [3 mars 1999] (p. 1963)

Système pénitentiaire. Centres pénitentiaires. Sécurité [30 juin 1999] (p. 6700)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 589, posée le 1^{er} février 1999. Voirie. A 50 (J.O. Questions p. 511). Appelée le 2 février 1999. Liaisons avec la RN 8, Marseille (p. 696)

n° 794, posée le 10 mai 1999. Environnement. Espace littoral (J.O. Questions p. 2740). Appelée le 11 mai 1999. Massif des Calanques, groupement d'intérêt public, création, Bouches-du-Rhône (p. 4292)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 8009)

Thèmes :

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 8009)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 8009)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : Gouvernement (p. 8009)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 8009)

Famille : mariage (p. 8009, 8010)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145, 8181)

Son intervention (p. 8170)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 8170)

Police : crédits (p. 8170, 8171)

Police : effectifs (p. 8170, 8171)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs : Marseille (p. 8226)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Son intervention (p. 8266)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits (p. 8266, 8267)

Défense : Direction des chantiers navals (p. 8267)

Défense : réserves (p. 8268)

Proposition de loi n° 1403 relative à l'enfance en danger et aux mineurs délinquants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 1999] (p. 2845)

Son intervention (p. 2852)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : maires (p. 2852)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 2852, 2853)

Droit pénal : mineurs : Gouvernement (p. 2853)

Droit pénal : mineurs : police de la circulation (p. 2853)

Droit pénal : mineurs : responsabilité pénale (p. 2853)

Politique sociale : exclusion (p. 2852)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 2853)

Projet de loi n° 1618 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6740)

Son intervention (p. 6746)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : réservistes (p. 6747)

Défense : force multinationale : réservistes (p. 6746, 6747)

Défense : loi de programmation militaire (p. 6748)

Défense : professionnalisation (p. 6746, 6747)

Défense : réserves (p. 6746 à 6748)

Défense : service national (p. 6746, 6747)

Discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6759)

Article 1 (principes généraux de la réserve)

Son amendement n° 58 (caractère "incontournable" des réserves) : rejeté (p. 6760)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Guy Teissier (caractère "incontournable" des réserves) (p. 6760)

Son amendement n° 59 (association des réservistes à l'enseignement obligatoire de la défense) : rejeté (p. 6762)

Après l'article 2

Son amendement n° 61 (enseignement de l'organisation générale de la réserve) : adopté après modifications (p. 6765)

Article 3 (modalités d'accès à la réserve)

Son amendement n° 62 (de précision) : adopté (p. 6765)

Son amendement n° 63 (affectation proche du lieu de résidence) : rejeté (p. 6766)

Article 9 (durée maximale des activités dans la réserve et droit d'absence du réserviste de son poste de travail)

Son amendement n° 64 (entraînement porté à dix jours) : rejeté (p. 6770)

Son amendement n° 65 (formation pré militaire durant les congés scolaires) : rejeté (p. 6771)

Article 10 (autorisation de l'employeur pour des activités supérieures à cinq jours)

Son amendement n° 66 (entraînement porté à dix jours) : rejeté (p. 6771)

Article 11 (prolongements éventuels des activités à accomplir au titre de l'engagement dans la réserve opérationnelle)

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (non fractionnement de la période d'encadrement) (p. 6772)

Après l'article 26

Son amendement n° 60 rectifié (institution d'un Conseil supérieur de liaison des réserves) : retiré (p. 6776)

Son amendement n° 71 (associations de réservistes, membres de droit du Conseil supérieur de liaison des réserves) : rejeté (p. 6777)

Pascal TERRASSE

*Ardèche (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Secrétaire d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale [J.O. du 20 novembre 1998] (p. 17562)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Vice-président de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 17 mars 1999] (p. 3975)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les dangers pour la santé des populations des amalgames dentaires à base de mercure et le contrôle de leur utilisation en France (n° 1480) [28 avril 1999]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 1480) de M. André Aschieri tendant à créer une commission d'enquête sur les dangers pour la santé des populations des amalgames dentaires à base de mercure et le contrôle de leur utilisation en France [12 mai 1999] (n° 1593)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Montant des pensions. Perspectives [21 octobre 1998] (p. 7119)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7361, 7399, 7430) ; [28 octobre 1998] (p. 7470)

Son intervention (p. 7444)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 7484)

Thèmes :

Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 7446)

Retraites : généralités : minimum vieillesse (p. 7445)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 7445)

Retraites : généralités : système par répartition : financement (p. 7445)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 7444, 7484)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Article 2 (affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) et création au sein de cet organisme d'un fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Son intervention (p. 7537)

Intervient sur le sous-amendement n° 428 de M. Denis Jacquat (représentation des retraités) à l'amendement n° 424 de la commission (compétences du comité de surveillance) (p. 7552)

Article 3 (versement forfaitaire du FSV à la CNAVTS au titre des chômeurs des départements d'outre-mer non pris en compte pour les exercices 1994, 1995 et 1996)

Son intervention (p. 7557)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 425 rectifié du Gouvernement (aides à domicile) (p. 7566)

Article 27 (régulation des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux financées par l'assurance maladie)

Son intervention (p. 7730)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 447 du Gouvernement (coordination des interventions des professionnels libéraux en établissement) (p. 7734)

Article 29 (revalorisation des retraites du régime général et des avantages alignés sur l'évolution prévisionnelle des prix)

Son intervention (p. 7743)

Article 30 (prorogation des dispositions limitant le cumul emploi-retraite)

Son intervention (p. 7748)

Après l'article 30

Soutient l'amendement n° 96 de la commission (seuil de non-récupération sur succession) : adopté (p. 7750)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9595)

Son intervention (p. 9606)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges (p. 9606)

Famille : politique familiale (p. 9606)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 9607)

Retraites : généralités : paiement des pensions : réserves (p. 9607)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 9607)

Risques professionnels : maladies professionnelles (p. 9607)

Sécurité sociale : maîtrise des dépenses (p. 9606)

Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9610, 9629, 9678)

Article 11 ter (conditions d'affiliation au régime général des collaborateurs occasionnels du service public)

Son intervention (p. 9652)

Article 23 (création d'un droit de substitution au profit du pharmacien)

Son amendement n° 144 rectifié (conditions de la substitution) : devenu sans objet (p. 9675)

Proposition de loi n° 1301 créant les plans de prévoyance retraite

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 539)

Son intervention (p. 549)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 549, 550)

Démographie (p. 550)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 550)

Politique économique : épargne (p. 550)

Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 551)

Retraites : généralités : système par capitalisation (p. 549 à 551)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 549, 550)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 février 1999] (p. 1468, 1477) ; [17 février 1999] (p. 1559, 1593)

Son intervention (p. 1585)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 1585, 1586)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 1586)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 avril 1999] (p. 3648, 3658) ; [28 avril 1999] (p. 3706, 3738)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 3685)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 3685, 3686)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3686)

Santé : accès aux soins (p. 3685)

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ; [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 25 (articles L. 861-10, L. 861-11, L. 861-12, L. 861-13, L. 861-14, L. 861-15, L. 861-16, L. 861-17 nouveaux du code de la sécurité sociale : création du fonds de financement de la protection complémentaire)

Son amendement n° 440 rectifié soutenu par M. Bernard Accoyer (composition du conseil d'administration) (p. 3881) : rejeté (p. 3882)

Gérard TERRIER

*Moselle (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances (n° 1414) [8 décembre 1998]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [J.O. du 27 mai 1999] (p. 7897)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [J.O. du 28 mai 1999] (p. 7897)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1414), modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [11 mars 1999] (n° 1460)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 1590), modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [19 mai 1999] (n° 1609)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982, portant création des chèques-vacances [27 mai 1999] (n° 1641)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en deuxième lecture (n° 1647), modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [2 juin 1999] (n° 1669)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en vue de la lecture définitive, sur le projet de loi (n° 1730) modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [29 juin 1999] (n° 1746)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la loi n° 99-584 du 12 juillet 1999 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [22 juillet 1999] (n° 1784)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Travail. Durée du travail. Réduction, application, bilan
[17 février 1999] (p. 1554)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1236 tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans

NOUVELLE LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [27 mai 1999]
(p. 5060)**

Son intervention (p. 5062)

Thèmes :

Emploi : chômage de longue durée (p. 5062)

Emploi : convention de conversion (p. 5062)

Préretraites : allocation spéciale (p. 5062)

Travail : licenciements : contributions patronales
(p. 5062)

Vote pour du groupe socialiste (p. 5062)

LECTURE DÉFINITIVE

**Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999]
(p. 6553)**

Son intervention (p. 6557)

Thèmes :

Emploi : convention de conversion (p. 6558)

Préretraites : allocation spéciale (p. 6558)

Travail : licenciements : contributions patronales
(p. 6558)

Vote pour du groupe socialiste (p. 6558)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [27 octobre 1998]
(p. 7361, 7399, 7430) ; [28 octobre 1998] (p. 7470)**

Ses explications de vote sur la question préalable
opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 7424)

Son intervention (p. 7431)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 7432)

Politique sociale (p. 7424)

Sécurité sociale : déficit (p. 7431)

**Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519,
7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30
octobre 1998] (p. 7702, 7743)**

*Article 19 (critères d'attribution de l'allocation de
remplacement en cas de cessation d'activité des
médecins et des aides à leur reconversion)*

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Pierre
Hériaud (report de la mise en application du MICA)
(p. 7664)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission
(report de la mise en application du MICA) (p. 7664)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission
(report de la mise en application du MICA) (p. 7664)

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. François
Goulard (report de la mise en application du MICA)
(p. 7664)

NOUVELLE LECTURE

**Discussion des articles [26 novembre 1998] (p. 9610,
9629, 9678)**

*Article 11 bis précédemment réservé (majoration des
droits sur les tabacs)*

Son amendement n° 41 (montant de la taxation) :
devenu sans objet (p. 9706)

Son amendement n° 42 (montant de la taxation) :
devenu sans objet (p. 9706)

Son amendement n° 43 (rédactionnel) : devenu sans
objet (p. 9706)

**Explications de vote et vote [1er décembre 1998]
(p. 9754)**

Ses explications de vote (p. 9758)

Vote pour du groupe socialiste (p. 9758)

**Proposition de loi n° 800 relative à l'assurance
veuvage**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [28 janvier 1999]
(p. 560)**

Son intervention (p. 568)

Thèmes :

Famille : concubinage (p. 569)

Retraites : généralités : pensions de réversion (p. 569)

Sécurité sociale : assurance personnelle : veufs et
veuves (p. 568)

Sécurité sociale : assurance vieillesse (p. 569)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2196) ; [10 mars 1999] (p. 2237, 2255) ; [11 mars 1999] (p. 2303, 2356)

Article 7 (l'obligation de centralisation des fonds collectés sur le livret A)

Son amendement n° 285 corrigé (maintien en vigueur du régime de libre emploi des ressources spécifique aux caisses d'épargne d'Alsace-Moselle) : rejeté (p. 2250)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5204)

Avant l'article 18

Son amendement n° 109 soutenu par M. Jean-Louis Dumont (préservation de la spécificité des caisses d'épargne d'Alsace-Moselle) : retiré (p. 5213)

Proposition de loi n° 1358 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 mars 1999] (p. 2436)

Article 1er (indemnisation en présence de clauses minières valides)

Son intervention (p. 2442)

Projet de loi n° 1414 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2633)

Son intervention (p. 2635)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : exonération (p. 2635)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 2635)

Travail : chèques vacances : accords interprofessionnels (p. 2636)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 2635)

Travail : chèques vacances : petites et moyennes entreprises (p. 2635)

Travail : chèques vacances : revenus (p. 2636)

Discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2651)

Article 1er (article 1er de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : champ d'application du dispositif)

Intervient sur l'amendement n° 19 du Gouvernement (ouverture du droit aux titulaires d'un emploi-jeunes) (p. 2654)

Intervient sur le sous-amendement n° 43 de M. Maxime Gremetz (extension aux titulaires d'un contrat emploi-solidarité) à l'amendement n° 19 du Gouvernement (p. 2654)

Son sous-amendement n° 36 (extension aux titulaires d'un contrat emploi consolidé) à l'amendement n° 19 du Gouvernement : adopté (p. 2654)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (extension aux contractuels de la fonction publique) : adopté (p. 2654)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Jean-Michel Couve (extension aux retraités) (p. 2655)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Léonce Deprez (extension sous conditions de ressources aux retraités) (p. 2655)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Jean-Michel Couve (extension aux agriculteurs) (p. 2656)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Léonce Deprez (extension sous conditions de ressources aux agriculteurs) (p. 2656)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Jean-Michel Couve (extension aux artisans et commerçants) (p. 2657)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Léonce Deprez (extension sous conditions de ressources aux artisans et commerçants) (p. 2657)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Jean-Michel Couve (extension sous conditions de ressources aux professions libérales) (p. 2659)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Léonce Deprez (extension sous conditions de ressources aux professions libérales) (p. 2659)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (utilisation des chèques-vacances sur le territoire de l'Union européenne) : retiré (p. 2660)

Intervient sur le sous-amendement n° 42 de M. Jean-Michel Couve (extension à la Suisse) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 2660)

Intervient sur le sous-amendement n° 18 de M. Jacques Blanc (réciprocité) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 2660)

Article 2 (article 2 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : plafond de revenus et exonérations fiscales)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (retour au texte initial du projet de loi) : adopté après modifications (p. 2661)

Article 3 (article 2 bis nouveau de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : exonération de charges sociales pour les entreprises de moins de cinquante salariés)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (retour au texte initial du projet de loi) : adopté (p. 2663)

Article 4 (article 3 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : coordination)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (retour au texte initial du projet de loi) : adopté (p. 2663)

Article 4 bis (article 3 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : versements mensuels pour l'octroi de chèques-vacances)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (montant minimal des versements mensuels) : adopté (p. 2663)

Article 4 ter (article 4 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : bénéficiaires potentiels des chèques-vacances)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2664)

Article 4 quater (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : actualisation)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (tutelle de l'Agence nationale pour les chèques-vacances) : adopté (p. 2664)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rapport annuel) : adopté (p. 2665)

Article 5 (article 6 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : délivrance de chèques-vacances par les organismes paritaires de gestion d'activités sociales)

Soutient l'amendement n° 11 rectifié de la commission (de précision) : adopté (p. 2665)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (acquisition de chèques-vacances par les retraités) : adopté (p. 2666)

Intervient sur l'amendement n° 20 rectifié du Gouvernement (acquisition de chèques-vacances par les retraités) (p. 2666)

Article 7 (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : missions de l'Agence nationale pour les chèques-vacances)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (de suppression) : adopté (p. 2666)

Après l'article 7

Soutient l'amendement n° 14 rectifié de la commission (promotion et publicité pour les chèques-vacances) : adopté (p. 2667)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Patrick Malavieille (promotion et publicité pour les chèques-vacances) (p. 2667)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [26 mai 1999] (p. 4893)

Son intervention (p. 4894)

Son intervention (p. 4900)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : chèques vacances (p. 4900)

Politiques communautaires : Europe sociale : chèques vacances (p. 4894)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 4894)

Tourisme et loisirs : tourisme social : création d'emplois (p. 4900)

Travail : chèques vacances : bénéficiaires (p. 4894)

Travail : chèques vacances : conditions de ressources (p. 4894)

Travail : chèques vacances : négociations (p. 4894)

Discussion des articles [26 mai 1999] (p. 4900)

Article 1er (article 1er de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : champ d'application du dispositif)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Patrick Malavieille (accès aux chèques-vacances pour les emplois-jeunes et les titulaires d'un contrat emploi-solidarité) (p. 4901)

Intervient sur l'amendement n° 8 rectifié du Gouvernement (utilisation des chèques-vacances sur le territoire de l'Union européenne) (p. 4901)

Article 2 (article 2 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : plafond de revenus et exonérations fiscales)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 4902)

Article 3 (article 2-1 nouveau de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : exonération de charges sociales pour les entreprises de moins de cinquante salariés)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 4903)

Article 4 (article 3 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : coordination)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 4903)

Article 4 ter (article 4 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : bénéficiaires potentiels des chèques-vacances)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4903)

Article 4 quater (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : actualisation)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (tutelle du ministère chargé du tourisme) : adopté (p. 4905)

Article 5 (article 6 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : délivrance de chèques-vacances par les organismes paritaires de gestion d'activités sociales)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (de précision) : adopté (p. 4905)

Article 7 (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : missions de l'Agence nationale pour les chèques-vacances)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4906)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Patrick Malavieille (information et publicité sur les chèques-vacances) (p. 4907)

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [3 juin 1999] (p. 5369)

Son intervention (p. 5370)

Son intervention (p. 5374)

Thèmes :

Tourisme et loisirs : politique du tourisme (p. 5370)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 5370)

Discussion des articles [3 juin 1999] (p. 5370)

Article 4 quater (article 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances : actualisation)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (cotutelle exercée sur l'Agence nationale pour les chèques-vacances par le ministère de l'économie et des finances et par le secrétariat d'Etat au tourisme) (p. 5376)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6546)

Son intervention (p. 6547)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [29 juin 1999] (p. 6550)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (cotutelle exercée sur l'Agence nationale pour les chèques-vacances par le ministère de l'économie et des finances et par le secrétariat d'Etat au tourisme) (p. 6553)

Michel TERROT

*Rhône (12^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1292 relative à la formation des magistrats des chambres régionales des comptes [22 décembre 1998]

Proposition de loi n° 1345 relative à la publicité des chiffres de la délinquance [27 janvier 1999]

Proposition de loi n° 1507 relative au recel d'auteur de faits délictueux [31 mars 1999]

Proposition de loi n° 1551 relative à la profession de prothésiste dentaire [28 avril 1999]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur la réforme de la coopération appliquée au Tchad et à la Centrafrique [16 juin 1999] (n° 1701)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Violences urbaines, lutte et prévention, Strasbourg [29 juin 1999] (p. 6528)

André THIEN AH KOON

*La Réunion (3^{ème} circonscription)
Députés n'appartenant à aucun groupe*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1165 tendant à ériger deux départements à La Réunion [4 novembre 1998]

Proposition de loi n° 1166 relative à la titularisation d'agents non titulaires de la fonction publique territoriale de La Réunion [4 novembre 1998]

Proposition de résolution n° 1372 tendant à la création d'une commission d'enquête portant sur le fonctionnement du service public hospitalier dans le département de La Réunion [8 février 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****OUTRE-MER****Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281, 7313)**

Son intervention (p. 7327)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire (p. 7328)

Communes : mairies (p. 7329)

DOM : La Réunion (p. 7328, 7329)

DOM-TOM : institutions (p. 7328)

Enseignement (p. 7328)

Entreprises (p. 7327, 7328)

Etat (p. 7327, 7329)

Fonctionnaires et agents publics (p. 7329)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 7328)

Lois : lois d'orientation (p. 7328)

Ministères et secrétariats d'Etat : secrétariat d'Etat à l'outre-mer (p. 7327)

Politique extérieure (p. 7329)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 7329)

Jean-Claude THOMAS

*Marne (3^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Jean TIBERI

*Paris (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales****DEUXIÈME LECTURE****Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 636)**

Article 5 ter (article L. 2512-16 du code général des collectivités territoriales : compétences des personnels du service des parcs et jardins et des inspecteurs du service de sécurité de la ville de Paris)

Son amendement n° 54 : devenu sans objet (p. 648)

Marisol TOURAINE*Indre-et-Loire (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 667, posée le 8 mars 1999. Voirie. RN 143 (J.O. Questions p. 1294). Appelée le 9 mars 1999. Liaison Tours Loches, aménagement (p. 2124)

*DÉBATS***Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 avril 1999] (p. 3648, 3658) ; [28 avril 1999] (p. 3706, 3738)

Son intervention (p. 3724)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3724, 3725)

Santé : accès aux soins (p. 3724)

Alain TOURRET*Calvados (6^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 octobre 1998] (p. 16375)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux polices municipales [J.O. du 5 mars 1999] (p. 3342)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Président de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 17 mars 1999] (p. 3975)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1122 relative au pacte civil de solidarité [14 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Retraites : généralités. Age de la retraite. Travailleurs en contact avec l'amiante, retraite anticipée [24 novembre 1998] (p. 9427)

Elevage. Bovins. Maladies du bétail, vache folle, lutte et prévention, Normandie [20 janvier 1999] (p. 117)

*DÉBATS***Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Soutient l'amendement n° 474 de M. Jacques Rebillard (élargissement des seuils de référence) : rejeté (p. 6160)

Soutient l'amendement n° 476 de M. Jacques Rebillard (nouvelle autorisation en cas de diminution du nombre total des associés exploitants) : adopté (p. 6163)

Soutient l'amendement n° 475 de M. Jacques Rebillard (autorisation pour les réductions de 30 % par un ou plusieurs retraits successifs) : rejeté (p. 6169)

Soutient l'amendement n° 477 de M. Jacques Rebillard (assouplissement des contrôles lors des installations, agrandissements ou réunions d'exploitation et lorsque l'un des membres ne remplit pas les conditions de capacité ou d'expérience professionnelle) : retiré (p. 6170)

Intervient sur l'amendement n° 811 de M. François Colcombet (renforcement des contrôles pour les ateliers hors sol produisant des effluents de lisier) (p. 6177)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Explications de vote et vote [20 octobre 1998] (p. 7016)

Ses explications de vote (p. 7022)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 7023)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 décembre 1998] (p. 10582)

Son intervention (p. 10587)

Thèmes :

Administration : Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 10587, 10588)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10587)

Impôt de solidarité sur la fortune : taux (p. 10587)

Impôts et taxes : fraude fiscale : contrôle (p. 10587, 10588)

Impôts et taxes : revenus du travail et du capital (p. 10587)

Politique économique : croissance (p. 10587)

Politique économique : inflation (p. 10587)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 10588)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 8353)

Son intervention (p. 8399)

Thèmes :

Assemblée nationale : question préalable (p. 8353)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 8400)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : propriété (p. 8400)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : tribunaux d'instance (p. 8400)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 8399)

Famille (p. 8400)

Famille : concubinage (p. 8399)

Parlement : rôle (p. 8399)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-3 du code civil : réception, inscription et conservation du pacte civil de solidarité

Son amendement n° 1032 (déclaration écrite déposée au tribunal d'instance) : adopté (p. 8569)

Article 515-5 du code civil : régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 28 de Mme Christine Boutin (régime de la séparation des biens) (p. 9822)

Intervient sur l'amendement n° 984 de M. Henri Plagnol (régime de la séparation des biens à défaut de stipulations contraires de l'acte d'acquisition) (p. 9822)

Intervient sur l'amendement n° 977 de M. Henri Plagnol (régime de la communauté universelle à défaut de stipulations contraires de l'acte d'acquisition) (p. 9822)

Intervient sur l'amendement n° 571 de M. Claude Goasguen (régime de la communauté réduite aux acquêts à défaut de convention spéciale passée devant notaire) (p. 9823)

Intervient sur l'amendement n° 978 de M. Henri Plagnol (régime des meubles et de la communauté d'acquêts à défaut de stipulations contraires de l'acte d'acquisition) (p. 9823)

Intervient sur l'amendement n° 27 de Mme Christine Boutin (régime de l'indivision pour les seuls biens acquis en commun) (p. 9823)

Son amendement n° 812 (régime de la séparation des biens) : rejeté (p. 9826)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (signification de la rupture unilatérale qui prend effet après un délai de trois mois) (p. 9877)

Après l'article 1er

Son amendement n° 813 (insertion dans le livre Ier du code civil d'un titre XIII relatif au concubinage qui se constate par la possession d'état stable et notoire du couple, que les concubins soient ou non de sexe différent) : non soutenu ; repris par M. Dominique Dord : rejeté (p. 9910)

Après l'article 3

Son amendement n° 810 : non soutenu (p. 9967)

Article 10 (dispositions applicables aux fratries)

Son intervention (p. 10194)

Après l'article 10

Son amendement n° 816 : non soutenu (p. 10213)

Explications de vote et vote [9 décembre 1998] (p. 10241)

Ses explications de vote (p. 10245)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 10246)

DEUXIÈME LECTURE

Explications de vote et vote [7 avril 1999] (p. 3370)

Ses explications de vote (p. 3376)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 3376)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9172, 9197)

Son intervention (p. 9205)

Thème :

Sports : dopage : généralités (p. 9205)

Discussion des articles [18 novembre 1998] (p. 9210) ; [19 novembre 1998] (p. 9244)

Article 9 (compétences du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Son amendement n° 51 (consultation par les fédérations sportives) : adopté (p. 9227)

Article 14 (exercice des contrôles anti-dopage)

Son amendement n° 52 (caractère volontaire de l'utilisation de produits prohibés) : retiré (p. 9229)

Son amendement n° 53 (modification des aptitudes physiques) : retiré (p. 9229)

Son amendement n° 54 rectifié (double examen) : rejeté (p. 9231)

Son amendement n° 55 rectifié (prélèvements complémentaires) : adopté (p. 9231)

Article 17 (exercice des compétences disciplinaires par les fédérations agréées)

Son amendement n° 56 (recours suspensifs) : rejeté (p. 9235)

Soutient l'amendement n° 79 de M. André Aschieri (injonctions thérapeutiques) : adopté (p. 9245)

Après l'article 17

Son amendement n° 78 (sursis à exécution) : rejeté (p. 9246)

Article 18 (pouvoirs de sanction du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Patrick Leroy (caractère suspensif de la saisine) (p. 9247)

Son amendement n° 57 (caractère suspensif de la saisine) : rejeté (p. 9249)

Projet de loi n° 956 relatif à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10250)

Son intervention (p. 10258)

Thèmes :

Justice : aide juridictionnelle (p. 10258)

Professions judiciaires et juridiques : avocats (p. 10258)

Proposition de résolution n° 770 tendant à créer une commission d'enquête pour faire la lumière sur les agissements et l'objet du groupement de fait dit "Département Protection Sécurité"

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 1998] (p. 10274)

Son intervention (p. 10283)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 10284)

Partis et mouvements politiques : Front national (p. 10283)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 10284)

Proposition de résolution n° 1059 visant à créer une commission d'enquête sur la Mutuelle nationale des étudiants de France

Avant la discussion de l'article unique [4 mars 1999] (p. 2039)

Son intervention (p. 2043)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 2043, 2044)

Economie sociale : mutuelles (p. 2044)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 2044)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mars 1999] (p. 2721) ; [24 mars 1999] (p. 2768)

Son intervention (p. 2735)

Thèmes :

Droit pénal : corruption : prescription (p. 2736)

Droit pénal : détention provisoire (p. 2735)

Droit pénal : procédure inquisitoire (p. 2736)

Droit pénal : témoins assistés (p. 2736)

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Article 1er (article préliminaire du code de procédure pénale : principes fondamentaux de la procédure pénale)

Son intervention (p. 2787)

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (nouvelle rédaction des paragraphes III et IV mettant l'accent sur les garanties bénéficiant à la personne poursuivie et instituant le double degré de juridiction) (p. 2792)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Patrick Devedjian (condamnation fondée sur des preuves loyalement obtenues) (p. 2792)

Son amendement n° 209 : devenu sans objet (p. 2792)

Son amendement n° 210 : devenu sans objet (p. 2792)

Après l'article 1er

Son amendement n° 212 corrigé (article 81 du code de procédure pénale : principe de l'instruction à charge et à décharge) : adopté (p. 2805)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (mention dans l'ordonnance de règlement des diligences accomplies pour instruire à charge et à décharge) (p. 2806)

Avant l'article 2

Son amendement n° 213 corrigé (de coordination) : adopté (p. 2806)

Son amendement n° 217 corrigé (personne placée en garde à vue informée des raisons de son arrestation et des accusations portées contre elle) : devenu sans objet (p. 2809)

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Jacques Floch (emprisonnement individuel au titre de la détention provisoire) (p. 2812)

Article 2 (article 63-4 du code de procédure pénale : intervention de l'avocat dès le début de la garde à vue)

Son intervention (p. 2813)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 236 de M. Patrick Devedjian (communication du dossier de procédure aux personnes mises en examen) (p. 2824)

Après l'article 4

Son amendement n° 219 (interventions du procureur et des avocats au cours des interrogatoires, confrontations et auditions) : devenu sans objet (p. 2829)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Pierre Albertini (dénonciation anonyme ne pouvant être utilisée comme moyen de preuve) (p. 2836)

Avant l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (suppression de l'article 611-1 du code de l'organisation judiciaire prévoyant la présence d'un ou de plusieurs juges d'instruction dans chaque tribunal de grande instance) (p. 2879)

Soutient l'amendement n° 96 de la commission (révision de la carte judiciaire dans les deux années suivant la publication de la loi) : adopté (p. 2880)

Son amendement n° 238 corrigé (révision de la carte judiciaire dans les deux années suivant la publication de la loi) : adopté (p. 2880)

Article 10 (articles 137-1 à 137-5 du code de procédure pénale : institution du juge de la détention provisoire - rapports avec le juge d'instruction et le parquet)

Son intervention (p. 2881)

Son amendement n° 239 (contrôle judiciaire ordonné par le juge de la détention provisoire) : rejeté (p. 2891)

Son amendement n° 240 (contrôle judiciaire susceptible d'être ordonné si la personne mise en examen encourt une peine d'emprisonnement correctionnel) : rejeté (p. 2891)

Son amendement n° 241 (suppression du contrôle judiciaire ordonné par le juge de la détention provisoire saisi d'une demande de mise en détention) : rejeté (p. 2891)

Article 12 (article 146 du code de procédure pénale : prolongation de la détention provisoire en cas de requalification correctionnelle)

Son amendement n° 242 (délai ramené de cinq à trois jours pour la décision du juge de la détention provisoire) : adopté (p. 2896)

Article 15 (articles 143-1 et 144 du code de procédure pénale : conditions autorisant le placement en détention provisoire)

Son intervention (p. 2899, 2902)

Son amendement n° 243 : non soutenu (p. 2901)

Son amendement n° 244 : devenu sans objet (p. 2902)

Article 17 (article 145-2 du code de procédure pénale : durée de la détention provisoire en matière criminelle)

Soutient l'amendement n° 106 de la commission (absence de limitation de la détention provisoire en cas de condamnation antérieure supérieure à un an ferme substituée à celle prévue pour la commission de plusieurs crimes) : rejeté (p. 2906)

Son amendement n° 245 (absence de limitation de la détention provisoire en cas de condamnation antérieure supérieure à un an ferme substituée à celle prévue pour la commission de plusieurs crimes) : rejeté (p. 2906)

Intervient sur l'amendement n° 319 de Mme Christine Lazerges (absence de limitation de la détention provisoire en cas de commission de plusieurs crimes contre la personne, l'Etat, la Nation ou la paix publique) (p. 2906)

Article 19 (articles 149 et 149-2 du code de procédure pénale : indemnisation à raison d'une détention provisoire)

Son intervention (p. 2915)

Intervient sur l'amendement n° 109 de la commission (principe de l'indemnisation systématique sauf irresponsabilité pénale, prescription, amnistie ou auto-accusation) (p. 2918)

Soutient l'amendement n° 110 de la commission (décision allouant une indemnité communiquée aux magistrats ayant concouru à la mise en détention provisoire ou à son maintien) : adopté (p. 2918)

Son amendement n° 246 (décision allouant une indemnité communiquée aux magistrats ayant concouru à la mise en détention provisoire ou à sa prolongation) : devenu sans objet (p. 2918)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 111 de la commission (enquête sur la situation matérielle, familiale ou sociale des prévenus incarcérés) (p. 2920)

Intervient sur l'amendement n° 112 de la commission (commission du suivi de la détention provisoire) (p. 2921)

Après l'article 21

Son amendement n° 247 (prescription de trois ans pour les délits à compter du jour où ils ont été commis sauf actes d'instruction ou de poursuite effectués dans ce délai) : retiré (p. 2930)

Après l'article 27

Soutient l'amendement n° 175 de M. André Gerin (article 81 du code de procédure pénale - possibilité pour le juge d'instruction d'ordonner toute mesure

permettant d'évaluer le préjudice subi) : rejeté (p. 2950)

Son amendement n° 222 (insertion d'un article 81-1 dans le code de procédure pénale - possibilité pour le juge d'instruction, sur réquisition du parquet ou à la demande de la partie civile, de procéder d'office à toute acte permettant d'évaluer le préjudice subi) : adopté (p. 2951)

Avant l'article 29

Son amendement n° 223 (articles 81 et 706-3 du code de procédure pénale - information des victimes par le juge d'instruction de leur droit de se porter partie civile et par les juridictions accordant des dommages et intérêts des possibilités de saisine de la commission d'indemnisation des victimes d'infraction) : rejeté (p. 2954)

Article 30 (article 464 du code de procédure pénale : renvoi de la décision sur l'action civile à une audience ultérieure)

Son amendement n° 224 (renvoi de droit à la demande des parties civiles) : devenu sans objet (p. 2955)

Après l'article 31

Soutient l'amendement n° 310 de M. André Gerin (insertion d'un article 15-2 dans le code de procédure pénale enjoignant à la police judiciaire de recevoir les plaintes) : adopté (p. 2955)

Soutient l'amendement n° 315 de M. André Gerin (insertion d'un article 393-1 dans le code de procédure pénale - victime avisée de la date de l'audience) : adopté (p. 2957)

Soutient l'amendement n° 153 de la commission (suppression de l'article 583 du code de procédure pénale relatif à la mise en l'état avant l'examen d'un pourvoi en cassation) : rejeté (p. 2958)

Son amendement n° 226 (suppression de l'article 583 du code de procédure pénale relatif à la mise en l'état avant l'examen d'un pourvoi en cassation) : rejeté (p. 2958)

Intervient sur l'amendement n° 309 du Gouvernement (insertion d'un article 800-2 dans le code de procédure pénale - prise en charge par l'Etat des frais irrépétibles en cas de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement) (p. 2958)

Avant l'article 32

Soutient l'amendement n° 177 de M. André Gerin (article 622 du code de procédure pénale - demande de révision même en l'absence de faits nouveaux) : rejeté (p. 2959)

Article 33 (articles 83, 116, 122, 135, 136, 137, 138, 141-2, 144-1, 145, 145-1, 145-2, 185, 187-1 et 207 du code de procédure pénale : coordinations liées à la création d'un juge de la détention provisoire)

Soutient l'amendement n° 178 de M. André Gerin (rappel de la présomption d'innocence bénéficiant à la personne mise en examen) : rejeté (p. 2962)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6274, 6295) ; [23 juin 1999] (p. 6373)

Son intervention (p. 6318)

Thèmes :

Droit pénal : action publique : ministre (p. 6319)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 6319)

Justice : indépendance (p. 6318, 6319)

Justice : parquet : rôle (p. 6319)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 6319)

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6389, 6401)

Article 1er (articles 30 à 30-3 du code de procédure pénale - attributions du ministre de la justice)

Son sous-amendement n° 51 rectifié (nouvelle rédaction de l'article 30-1 permettant au ministre d'agir contre toute décision mettant fin aux poursuites) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : rejeté (p. 6406)

Intervient sur l'amendement n° 12 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article substituant le terme directives à celui d'orientations générales de politique pénale, indiquant qu'elles sont transmises au parquet pour application et précisant le contenu du droit d'action du ministre) (p. 6411)

Son sous-amendement n° 52 rectifié (représentation du ministre de la justice pour la mise en mouvement de l'action publique par un avocat désigné par arrêté ministériel et choisi pour trois ans parmi les bâtonniers ou anciens bâtonniers de chaque ressort de cour d'appel) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : rejeté (p. 6411)

Après l'article 1er

Son amendement n° 53 (insertion d'un article 497-1 dans le code de procédure pénale permettant aux associations reconnues d'utilité publique de demander au procureur de faire appel sur l'action publique) : adopté (p. 6412)

Intervient sur l'amendement n° 48 rectifié de Mme Véronique Neiertz (nouvelle rédaction de l'article 620 du code de procédure pénale fixant à la cour de cassation un délai de six mois pour statuer sur pourvoi dans l'intérêt de la loi) (p. 6413)

Article 4 (article 40-1 du code de procédure pénale - motivation des décisions de classement sans suite)

Son amendement n° 54 (suppression de la référence aux considérations de fait et de droit motivant le classement) : devenu sans objet (p. 6424)

Explications de vote et vote [29 juin 1999] (p. 6539)

Ses explications de vote (p. 6543)

Abstention du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 6544)

Catherine TRAUTMANN

Ministre de la culture et de la communication

DÉPÔTS

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997 [10 novembre 1998]

Lettre rectificative n° 1541 au projet de loi (n° 1187) portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997 [21 avril 1999]

Projet de loi n° 1575 relatif à l'archéologie préventive [5 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Marie-Thérèse Boisseau. Patrimoine culturel. Protection. Loi n° 97-179 du 28 février 1997, décrets d'application, publication [7 octobre 1998] (p. 6044)

M. André Angot. Archives et bibliothèques. Bibliothèque nationale de France. Fonctionnement [3 novembre 1998] (p. 7925)

M. Bernard Roman. Presse et livres. Presse régionale. Concentration [4 novembre 1998] (p. 8033)

M. Michel Péricard. Audiovisuel et communication. Secteur public. Projet de loi [10 novembre 1998] (p. 8707)

M. Maurice Leroy. Audiovisuel et communication. Secteur public. Projet de loi [24 novembre 1998] (p. 9425)

M. Roger Meï. Archives et bibliothèques. Prêts de livres. Gratuité, directive européenne [1^{er} décembre 1998] (p. 9748)

M. Christian Kert. Audiovisuel et communication. Secteur public. Projet de loi [2 décembre 1998] (p. 9887)

M. Olivier de Chazeaux. Audiovisuel et communication. Télévision. Directive européenne, transposition [15 décembre 1998] (p. 10479)

M. Jean-Jacques Filleul. Arts et spectacles. Intermittents. Statut [9 février 1999] (p. 1080)

M. Didier Mathus. Audiovisuel et communication. Canal Plus. Fusion avec le groupe Murdoch, conséquences, exception culturelle [3 mars 1999] (p. 1967)

M. Anicet Turinay. DOM. Radio France Outre-mer (RFO). Perspectives [24 mars 1999] (p. 2764)

M. Olivier de Chazeaux. Audiovisuel et communication. Secteur public. Projet de loi [31 mars 1999] (p. 3101)

M. Jean-Jacques Jégou. Ministères et secrétariats d'Etat. Culture et communication : personnel. Gardiens de musées, grève [2 juin 1999] (p. 5287)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Henri Nayrou. Enseignement secondaire. Fonctionnement. Effectifs de personnel, personnel d'intendance et d'administration, gestion des emplois jeunes [11 mai 1999] (p. 4294)

M. Jean-Jacques Denis. Audiovisuel et communication. Télévision. France 3 Lorraine, restructuration, conséquences [11 mai 1999] (p. 4293)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Examen du fascicule [21 octobre 1998] (p. 7077)

Son intervention (p. 7092)

Ses réponses (p. 7100 à 7107)

Thèmes avant la procédure des questions :

Archives et bibliothèques : archives (p. 7099)

Archives et bibliothèques : consultation : nouvelles technologies (p. 7096)

Arts et spectacles : intermittents (p. 7095)

Arts et spectacles : spectacles (p. 7095)

Culture : culture (p. 7092)

Culture : politique culturelle : déconcentration (p. 7094)

Enseignements artistiques : crédits (p. 7096)

Fonctionnaires et agents publics : vacataires : titularisation (p. 7094)

Patrimoine culturel : conservation (p. 7097, 7098)

Patrimoine culturel : musées : Président de la République (p. 7098)

Réponses aux questions :

Arts et spectacles : musique (p. 7103) (M. Patrick Bloche) (p. 7103)

Collectivités territoriales : décentralisation : culture (p. 7105) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 7105)

Culture : cultures régionales (p. 7106) (M. Yvon Abiven) (p. 7105)

Culture : politique culturelle : équipements (p. 7107) (M. Jean-Pierre Baeumler) (p. 7106)

Culture : politique culturelle : Front national (p. 7102) (M. Jean-Paul Bret) (p. 7102)

Culture : politique culturelle : politique de la ville (p. 7107) (M. Jean-Paul Bret) (p. 7107)

Enseignements artistiques : crédits (p. 7100) (M. Bruno Bourg-Broc) (p. 7100)

Enseignements artistiques : crédits (p. 7102) (M. Franck Dhersin) (p. 7101)

Patrimoine culturel : conservation : architectes des Bâtiments de France (p. 7101) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 7100)

Régions : Nord-Pas-de-Calais : politique culturelle (p. 7101) (M. Patrick Delnatte) (p. 7101)

Ventes et échanges : commissaires priseurs : impôt de solidarité sur la fortune (p. 7104) (M. Henri Plagnol) (p. 7104)

COMMUNICATION

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8909)

Son intervention (p. 8921)

Ses réponses (p. 8926 à 8930)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : Arte : La Cinquième (p. 8925)

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 8925)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 8924, 8925)

Audiovisuel et communication : Institut national de l'audiovisuel (INA) (p. 8924)

Audiovisuel et communication : journalistes : impôt sur le revenu (p. 8923)

Audiovisuel et communication : radio (p. 8923)

Audiovisuel et communication : Radio France internationale (RFI) (p. 8924)

Audiovisuel et communication : secteur public : budget (p. 8924)

Audiovisuel et communication : Société française de production (SFP) (p. 8925)

Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 8922)

Presse et livres : presse nationale (p. 8922)
 Presse et livres : presse régionale (p. 8922)
 Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8924)

Réponses aux questions :

Arts et spectacles : musique : nouvelles technologies (p. 8928) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 8928)
 Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : dopage (p. 8926) (M. Christian Kert) (p. 8926)
 Audiovisuel et communication : secteur public (p. 8927) (M. François Baroin) (p. 8926)
 Audiovisuel et communication : secteur public : budget de l'Etat (p. 8930) (M. Renaud Muselier) (p. 8929)
 Audiovisuel et communication : secteur public : publicité (p. 8928) (M. Olivier de Chazeaux) (p. 8927)

Projet de loi n° 207 portant modification de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles

TROISIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 mars 1999] (p. 2146)

Son intervention (p. 2146)

Thèmes :

Arts et spectacles : entrepreneurs de spectacles (p. 2146, 2147)
 Arts et spectacles : entrepreneurs de spectacles : droit du travail (p. 2146, 2147)
 Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 2146)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 1999] (p. 4501, 4532) ; [19 mai 1999] (p. 4596)

Son intervention (p. 4501)
 Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 4519)
 Intervient sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 4533)
 Sa réponse (p. 4597)
 Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 4605)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4504, 4533)
 Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4504, 4519, 4606)
 Audiovisuel et communication : programmes (p. 4501 à 4504)
 Audiovisuel et communication : publicité (p. 4502)
 Audiovisuel et communication : radio (p. 4501, 4597, 4605, 4606)
 Audiovisuel et communication : Radio France internationale (RFI) (p. 4597, 4606)
 Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 4503, 4504, 4533)
 Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4501 à 4504, 4519, 4533, 4597, 4598, 4605, 4606)
 Audiovisuel et communication : télévision (p. 4501 à 4504, 4519, 4533, 4597, 4598, 4605, 4606)
 Culture : politique culturelle : démocratie (p. 4502)
 DOM-TOM : Radio France outre-mer (RFO) (p. 4598, 4605, 4606)
 Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'expression (p. 4501)

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852) ; [26 mai 1999] (p. 4974, 4987) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Olivier de Chazeaux (emploi du terme "service public") (p. 4610)
 Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Christian Kert (introduction de la notion de "support de communication audiovisuelle") (p. 4610)
 Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Georges Sarre (modification du mode de désignation des membres et du président du CSA) (p. 4611)

Article 1er (article 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Renaud Muselier (de suppression) (p. 4618)
 Intervient sur l'amendement n° 520 de M. Laurent Dominati (de suppression) (p. 4618)
 Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (notion de "missions de service public") (p. 4618)
 Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Christian Cuvilliez (notion de "missions de service public") (p. 4618)
 Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Olivier de Chazeaux (de simplification) (p. 4619)
 Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Renaud Muselier (notion de public "le plus large") (p. 4619)

- Intervient sur l'amendement n° 304 de M. Christian Cuvilliez (application aux productions audiovisuelles) (p. 4619)
- Intervient sur l'amendement n° 177 de M. Olivier de Chazeaux (précision sur les qualités primordiales demandées aux services) (p. 4619)
- Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Renaud Muselier (rédactionnel) (p. 4620)
- Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Renaud Muselier (introduction de la notion de "droits de l'homme") (p. 4620)
- Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Christian Kert (introduction de la notion de "dignité humaine") (p. 4620)
- Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Renaud Muselier (introduction de la notion de "principes généraux du droit") (p. 4620)
- Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Olivier de Chazeaux (référence aux droits et principes définis par la Constitution) (p. 4621)
- Intervient sur l'amendement n° 217 de M. Christian Kert (restrictions visant les scènes de violence et de pornographie) (p. 4621)
- Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Christian Kert (modalités d'avertissement des émissions de nature à heurter certaines sensibilités) (p. 4621)
- Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Christian Kert (règles relatives à la reconstitution de faits vécus) (p. 4621)
- Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Christian Kert (notions d'éthique télévisuelle et restrictions en matière de vulgarité) (p. 4622)
- Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Christian Kert (vocation des sociétés nationales de programme de télévision) (p. 4623)
- Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Olivier de Chazeaux (suppression d'une redondance) (p. 4623)
- Intervient sur l'amendement n° 250 de M. Christian Kert (caractéristiques de l'offre diversifiée de programme) (p. 4623)
- Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Olivier de Chazeaux (rédactionnel) (p. 4623)
- Intervient sur l'amendement n° 133 de la commission des finances (introduction de la notion de "débat démocratique") (p. 4623)
- Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Christian Cuvilliez (introduction de la notion de "débat démocratique") (p. 4623)
- Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Olivier de Chazeaux (suppression de la référence aux "échanges entre les différentes parties de la population") (p. 4623)
- Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Renaud Muselier (introduction de la notion "d'échanges au sein des familles") (p. 4624)
- Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Olivier de Chazeaux (introduction de la notion "d'échanges au sein des familles") (p. 4624)
- Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (introduction des notions de "citoyenneté" et de "développement durable") (p. 4625)
- Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Yves Cochet (introduction de la notion de "développement durable") (p. 4625)
- Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Patrick Bloche (introduction de la notion de "promotion de la langue française") (p. 4625)
- Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (référence à la "diversité régionale et locale" en France) (p. 4625)
- Intervient sur l'amendement n° 134 de la commission des finances (introduction de la notion de "diffusion des connaissances civiques") (p. 4625)
- Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (introduction de la notion de "diffusion des connaissances sociales") (p. 4626)
- Intervient sur l'amendement n° 135 de la commission des finances (introduction de la notion de "diffusion des connaissances sociales") (p. 4626)
- Intervient sur l'amendement n° 306 de M. Christian Cuvilliez (introduction de la notion de "diffusion des connaissances sociales") (p. 4626)
- Intervient sur l'amendement n° 62 rectifié de la commission (intégration de l'éducation à l'audiovisuel et aux médias dans les missions de service public) (p. 4626)
- Soutient l'amendement n° 627 du Gouvernement (facilités d'accès aux programmes pour les personnes sourdes et malentendantes) : adopté (p. 4627)
- Intervient sur l'amendement n° 425 de Mme Dominique Gillot (facilités d'accès aux programmes pour les personnes sourdes et malentendantes) (p. 4627)
- Intervient sur l'amendement n° 64 rectifié de la commission (garanties d'honnêteté, d'indépendance et de pluralisme des informations) (p. 4627)
- Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (missions de l'INA) (p. 4628)
- Intervient sur l'amendement n° 183 de M. Olivier de Chazeaux (de précision) (p. 4628)
- Intervient sur l'amendement n° 543 de M. Noël Mamère (vocation de pôle industriel du nouvel holding) (p. 4628)
- Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Christian Cuvilliez (dépôt d'un rapport annuel au Parlement sur l'application des dispositions de l'article 1er) (p. 4628)
- Après l'article 1er*
- Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Renaud Muselier (institution d'un "observatoire de la qualité") (p. 4629)
- Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Olivier de Chazeaux (institution d'un "observatoire de la qualité") (p. 4629)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son intervention (p. 4658)

Intervient sur l'amendement n° 308 de M. Christian Cuvilliez (refondation de la structure du groupe de télévision publique) (p. 4660)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Christian Kert (champ de responsabilités des directeurs généraux des chaînes en matière de programmes) (p. 4660)

Intervient sur l'amendement n° 309 de M. Christian Cuvilliez (de cohérence) (p. 4660)

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (introduction de la notion de "pôle industriel") (p. 4661)

Intervient sur l'amendement n° 429 de M. Michel Tamaya (accès égal à l'image des téléspectateurs des DOM-TOM par rapport aux métropolitains) (p. 4661)

Intervient sur l'amendement n° 165 de Mme Huguette Bello (accès égal à l'image des téléspectateurs des DOM-TOM par rapport aux métropolitains) (p. 4661)

Intervient sur l'amendement n° 545 de Mme Marie-Hélène Aubert (prévision sur le caractère "de référence" de la proposition de France 2) (p. 4661)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Olivier de Chazeaux (suppression de la référence au public le plus large) (p. 4662)

Intervient sur l'amendement n° 224 corrigé de M. Christian Kert (mise en valeur des créations de production télévisuelles originales) (p. 4662)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Renaud Muselier (référence au pluralisme de pensée et d'opinion) (p. 4662)

Intervient sur le sous-amendement n° 319 de M. Christian Cuvilliez (référence à une information nationale et aux horaires de grande écoute) à l'amendement n° 66 de la commission (promotion des langues et cultures régionales) (p. 4663)

Intervient sur le sous-amendement n° 321 de M. Christian Cuvilliez (précision sur la nature des programmations régionales) à l'amendement n° 66 de la commission (p. 4663)

Intervient sur le sous-amendement n° 320 de M. Christian Cuvilliez (précision sur la nature des programmations régionales) à l'amendement n° 66 de la commission (p. 4663)

Intervient sur l'amendement n° 310 de M. Christian Cuvilliez (introduction de la notion de programmation généraliste et diversifiée) (p. 4664)

Intervient sur l'amendement n° 8 corrigé de M. Renaud Muselier (mise en valeur du pluralisme des émissions) (p. 4664)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Renaud Muselier (liberté de mise en place des grilles horaires) (p. 4664)

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Christian Kert (liberté de mise en place des grilles horaires) (p. 4664)

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Rudy Salles (diffusion des programmes de RFO sur les antennes nationales) (p. 4664)

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Olivier de Chazeaux (de cohérence) (p. 4665)

Intervient sur l'amendement n° 497 de M. Olivier de Chazeaux (changement du nom de la chaîne "La cinquième-Arte") (p. 4665)

Intervient sur l'amendement n° 311 corrigé de M. Christian Cuvilliez (intégration de la SFP au groupe des télévisions publiques) (p. 4665)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Philippe Chaulet (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 167 rectifié de Mme Huguette Bello (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Yves Cochet (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 544 de M. Noël Mamère (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Henry Jean-Baptiste (statut et vocations de RFO) (p. 4667)

Intervient sur l'amendement n° 168 de Mme Huguette Bello (conditions de diffusion outre-mer de France 2 et de La cinquième-Arte) (p. 4700)

Intervient sur l'amendement n° 427 rectifié de M. Léo Andy (conditions de diffusion outre-mer de France 2 et de La cinquième-Arte ; rôle et impact de RFO) (p. 4700)

Intervient sur l'amendement n° 496 de M. Olivier de Chazeaux (nouvelle restructuration du service public audiovisuel) (p. 4701)

Intervient sur l'amendement n° 428 de Mme Christiane Taubira-Delannon (promotion des langues et cultures régionales par RFO) (p. 4702)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (promotion de la langue française par RFO) (p. 4702)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Christian Kert (gratuité des programmes de RFO pour France-Télévision) (p. 4702)

Soutient le sous-amendement n° 628 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 68 de M. Christian Kert : adopté (p. 4702)

Soutient l'amendement n° 630 du Gouvernement (partenariat entre RFO, France-Télévision et Radio-France) : adopté (p. 4703)

Soutient l'amendement n° 437 du Gouvernement (statut des radios locales de Radio-France) : adopté (p. 4703)

Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (répartition des stations régionales de Radio-France) (p. 4704)

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Christian Kert (patrimoine et création artistique dans le domaine musical) (p. 4704)

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Olivier de Chazeaux (de simplification) (p. 4704)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Rudy Salles (rôle de RFI à l'étranger) (p. 4704)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Renaud Muselier (notion de pluralisme) (p. 4704)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Renaud Muselier (renvoi à un décret en Conseil d'Etat) (p. 4705)

Intervient sur l'amendement n° 313 de M. Christian Cuvilliez (activités de production) (p. 4705)

Intervient sur l'amendement n° 415 de M. Renaud Muselier (commercialisation par les chaînes des œuvres qu'elles pourraient produire) (p. 4705)

Intervient sur l'amendement n° 360 de M. Olivier de Chazeaux (commercialisation par les chaînes des œuvres qu'elles pourraient produire) (p. 4705)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 521 de M. Laurent Dominati (suppression des conventions collectives de France 2 et France 3) (p. 4708)

Article 3 (article 45 de la loi du 30 septembre 1986 : constitution et missions de la Société La Cinquième-ARTE)

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Olivier de Chazeaux (changement d'appellation de "La Cinquième-Arte") (p. 4711)

Intervient sur l'amendement n° 316 de M. Christian Cuvilliez (spécificités de "La Cinquième" et de "ARTE") (p. 4711)

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (clarification des missions des deux chaînes) (p. 4712)

Soutient l'amendement n° 631 du Gouvernement (clarification des missions des deux chaînes) : adopté (p. 4712)

Intervient sur l'amendement n° 546 de M. Noël Mamère (clarification des missions des deux chaînes) (p. 4712)

Intervient sur l'amendement n° 71 de la commission (aspect éducatif de "La Cinquième") (p. 4712)

Intervient sur l'amendement n° 317 de M. Christian Cuvilliez (aspect éducatif de "La Cinquième") (p. 4712)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Christian Kert (ouverture de la chaîne aux DOM-TOM) (p. 4712)

Intervient sur l'amendement n° 431 de M. Michel Tamaya (ouverture de la chaîne aux DOM-TOM) (p. 4712)

Intervient sur l'amendement n° 369 de M. Olivier de Chazeaux (ouverture de la chaîne aux DOM-TOM) (p. 4713)

Soutient l'amendement n° 438 du Gouvernement (actions en direction des milieux scolaires) : adopté (p. 4713)

Intervient sur l'amendement n° 230 de M. Christian Kert (maintien de la banque publique de programmes et de services) (p. 4714)

Intervient sur l'amendement n° 404 de M. Laurent Dominati (programmes de promotion en faveur du savoir) (p. 4714)

Intervient sur l'amendement n° 386 de M. Laurent Dominati (constitution d'une banque publique de programmes multimédia destinée aux établissements d'enseignement) (p. 4714)

Soutient l'amendement n° 439 du Gouvernement (de simplification administrative) : adopté (p. 4714)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (institution d'un conseil des téléspectateurs) (p. 4717)

Intervient sur le sous-amendement n° 377 de M. Olivier de Chazeaux (pluralité de la représentation) à l'amendement n° 72 de la commission (p. 4717)

Soutient l'amendement n° 639 rectifié du Gouvernement (instauration d'un Conseil représentatif des programmes) : adopté (p. 4718)

Intervient sur le sous-amendement n° 642 de M. Rudy Salles (représentativité géographique) à l'amendement n° 639 rectifié du Gouvernement (p. 4718)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-Arte)

Article 47 de la loi du 30 septembre 1986 : capital des sociétés publiques

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Christian Kert (ouverture du capital de France Télévision) (p. 4722)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Renaud Muselier (référence au Conseil d'Etat) (p. 4722)

Intervient sur l'amendement n° 201 de M. Olivier de Chazeaux (consultation du Conseil supérieur de l'Audiovisuel) (p. 4722)

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Olivier de Chazeaux (convention collective pour les personnels) (p. 4723)

Article 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de France Télévision et de ses filiales

Intervient sur l'amendement n° 422 de M. Olivier de Chazeaux (désignation des membres du conseil d'administration) (p. 4723)

Intervient sur l'amendement n° 342 de M. Laurent Dominati (désignation des membres du conseil d'administration) (p. 4723)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Renaud Muselier (réduction du nombre des membres du conseil d'administration) (p. 4724)

Intervient sur l'amendement n° 387 de M. Laurent Dominati (réduction du nombre des membres du conseil d'administration) (p. 4724)

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Olivier de Chazeaux (modification de la composition du conseil d'administration) (p. 4724)

Intervient sur l'amendement n° 368 corrigé de M. Olivier de Chazeaux (modification de la composition du conseil d'administration) (p. 4724)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Renaud Muselier (modification de la composition du conseil d'administration) (p. 4724)

Intervient sur l'amendement n° 189 de M. Olivier de Chazeaux (modification de la composition du conseil d'administration) (p. 4725)

Intervient sur l'amendement n° 194 de M. Olivier de Chazeaux (mode de nomination du conseil d'administration) (p. 4725)

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Pierre-Christophe Baguet (représentation des associations familiales) (p. 4726)

Soutient l'amendement n° 643 du Gouvernement (personnalités qualifiées nommées par le CSA) : adopté (p. 4728)

Intervient sur l'amendement n° 388 de M. Laurent Dominati (élection du Président de France Télévision par le Conseil d'administration) (p. 4729)

Intervient sur l'amendement n° 503 de M. Pierre-Christophe Baguet (nomination du président de France Télévision) (p. 4729)

Intervient sur l'amendement n° 421 de M. Léonce Deprez (nomination du président de France Télévision) (p. 4730)

Intervient sur l'amendement n° 506 de M. Pierre-Christophe Baguet (nomination du président délégué de RFO) (p. 4730)

Intervient sur l'amendement n° 192 de M. Olivier de Chazeaux (rédactionnel) (p. 4730)

Intervient sur l'amendement n° 549 de Mme Marie-Hélène Aubert (nomination des dirigeants de France 2, France 3 et La Cinquième-Arte) (p. 4731)

Intervient sur l'amendement n° 75 de la commission (rédactionnel) (p. 4731)

Intervient sur l'amendement n° 338 de M. Laurent Dominati (tâches et fonctions des directeurs généraux) (p. 4732)

Intervient sur l'amendement n° 318 de M. Christian Cuvilliez (tâches et fonctions des directeurs généraux) (p. 4733)

Intervient sur l'amendement n° 522 de M. Laurent Dominati (composition des conseils d'administration) (p. 4733)

Intervient sur l'amendement n° 339 corrigé de M. Laurent Dominati (nouvelle composition des conseils d'administration) (p. 4734)

Intervient sur l'amendement n° 196 de M. Olivier de Chazeaux (nouvelle composition des conseils d'administration) (p. 4734)

Intervient sur l'amendement n° 242 de M. Christian Kert (tâches et fonctions des directeurs généraux) (p. 4734)

Intervient sur l'amendement n° 239 de M. Christian Kert (nombre des membres du conseil d'administration porté à neuf) (p. 4734)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Renaud Muselier (réduction du nombre de représentants) (p. 4735)

Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Olivier de Chazeaux (rôle du Conseil des ministres) (p. 4735)

Intervient sur l'amendement n° 553 de M. Noël Mamère (nomination des administrateurs) (p. 4736)

Intervient sur l'amendement n° 76 de la commission (nomination des administrateurs) (p. 4736)

Intervient sur l'amendement n° 240 de M. Christian Kert (nomination des administrateurs) (p. 4736)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Renaud Muselier (nomination des administrateurs) (p. 4736)

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Olivier de Chazeaux (nomination des administrateurs) (p. 4736)

Intervient sur l'amendement n° 552 de M. Noël Mamère (nomination des administrateurs) (p. 4737)

Article 47-2 de la loi du 30 septembre 1986 : conseil d'administration de RFO, Radio France et RFI

Intervient sur l'amendement n° 508 de M. Pierre-Christophe Baguet (choix des administrateurs en fonction de leur compétence en matière audiovisuelle) (p. 4743)

Intervient sur l'amendement n° 509 de M. Christian Kert (choix des administrateurs en fonction de leur compétence en matière audiovisuelle) (p. 4743)

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Pierre-Christophe Baguet (représentation des associations familiales) (p. 4744)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Renaud Muselier (représentation des téléspectateurs) (p. 4744)

Intervient sur l'amendement n° 448 de M. Michel Tamaya (représentation croisée entre RFO et France Télévision) (p. 4744)

Article 47-3 de la loi du 30 septembre 1986 : nomination des présidents de RFO, Radio France et RFI

Intervient sur l'amendement n° 367 de M. Olivier de Chazeaux (nomination des présidents de RFI, TV 5 et Canal France International) (p. 4745)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Yves Cochet (nomination du président de RFI) (p. 4745)

Article 47-4 de la loi du 30 septembre 1986 : procédure de la nomination des présidents de chaînes par le CSA

Intervient sur l'amendement n° 551 de M. Noël Mamère (mandats des directeurs généraux de France 2, France 3 et La Cinquième-Arte) (p. 4746)

Intervient sur l'amendement n° 136 de la commission des finances (mandats des directeurs généraux de France 2, France 3 et La Cinquième-Arte) (p. 4746)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Olivier de Chazeaux (contrôle du Parlement sur la holding) (p. 4746)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (exclusivité commerciale de diffusion) (p. 4751)

Intervient sur le sous-amendement n° 596 de M. Christian Kert (conventions de reprise et de diffusion des programmes) à l'amendement n° 80 de la commission (p. 4750)

Soutient le sous-amendement n° 644 du Gouvernement (conventions de reprise et de diffusion des programmes) à l'amendement n° 80 de la commission : adopté (p. 4750)

Intervient sur le sous-amendement n° 446 de M. Christian Cuvilliez (conventions de reprise et de diffusion des programmes) à l'amendement n° 80 de la commission (p. 4750)

Intervient sur le sous-amendement n° 353 de M. Georges Sarre (durée d'exclusivité et mise à disposition gratuite de programmes) à l'amendement n° 80 de la commission (p. 4751)

Intervient sur le sous-amendement n° 373 de M. Olivier de Chazeaux (durée d'exclusivité et mise à disposition gratuite de programmes) à l'amendement n° 80 de la commission (p. 4751)

Intervient sur le sous-amendement n° 597 de M. Pierre-Christophe Baguet (durée d'exclusivité et mise à disposition gratuite de programmes) à l'amendement n° 80 de la commission (p. 4751)

Article 5 (article 49 de la loi du 30 septembre 1986 : Institut national de l'audiovisuel (INA))

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Christian Kert (structure et missions de l'INA) (p. 4753)

Intervient sur l'amendement n° 329 de M. Olivier de Chazeaux (structure et missions de l'INA) (p. 4753)

Intervient sur l'amendement n° 556 corrigé de M. Noël Mamère (modalités de conservation) (p. 4753)

Intervient sur l'amendement n° 81 de la commission (renvoi à un décret pour la définition de la notion d'extrait d'œuvre audiovisuelle) (p. 4753)

Intervient sur l'amendement n° 434 de Mme Odette Grzegorzulka (modalités de conservation) (p. 4753)

Intervient sur l'amendement n° 557 de M. Noël Mamère (modalités de conservation) (p. 4754)

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (missions de l'INA) (p. 4755)

Intervient sur le sous-amendement n° 645 de M. Christian Cuvilliez (de précision) à l'amendement n° 82 de la commission (p. 4755)

Intervient sur le sous-amendement n° 646 de M. Christian Cuvilliez (missions d'enseignement) à l'amendement n° 82 de la commission (p. 4755)

Intervient sur l'amendement n° 83 de la commission (avis consultatif du CSA) (p. 4755)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 458 de M. Laurent Dominati (durée du mandat des membres du conseil d'administration de l'INA) (p. 4756)

Intervient sur l'amendement n° 84 de la commission (durée du mandat des membres du conseil d'administration de l'INA) (p. 4756)

Intervient sur l'amendement n° 459 de M. Laurent Dominati (durée du mandat du président) (p. 4756)

Intervient sur l'amendement n° 609 de la commission (nomination du directeur général) (p. 4756)

Article 6 (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des sociétés du secteur public de la communication audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 278 de M. Olivier de Chazeaux (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4760)

Intervient sur l'amendement n° 288 de M. Olivier de Chazeaux (contrats d'objectifs et de moyens : durée) (p. 4760)

Intervient sur l'amendement n° 272 de M. Olivier de Chazeaux (contrats d'objectifs et de moyens : durée) (p. 4761)

Intervient sur l'amendement n° 273 de M. Olivier de Chazeaux (extension aux filiales de France Télévision) (p. 4761)

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. Christian Kert (contrats d'objectifs entre l'Etat, France 2, France 3 et La Cinquième-Arte) (p. 4761)

Intervient sur l'amendement n° 261 de M. Christian Kert (contrats d'objectifs et de moyens : durée) (p. 4761)

Intervient sur l'amendement n° 298 de M. Christian Cuvilliez (indicateurs qualitatifs d'évaluation) (p. 4761)

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Olivier de Chazeaux (avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel) (p. 4762)

Intervient sur l'amendement n° 274 de la commission (rédactionnel) (p. 4762)

Intervient sur l'amendement n° 523 de M. Laurent Dominati (précision sur le financement des missions de service public) (p. 4762)

Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Olivier de Chazeaux (rédactionnel) (p. 4762)

Intervient sur l'amendement n° 268 de M. Olivier de Chazeaux (référence au montant prévisionnel de la loi de finances) (p. 4763)

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. Olivier de Chazeaux (de précision) (p. 4763)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Olivier de Chazeaux (rédactionnel) (p. 4763)

Intervient sur l'amendement n° 85 de la commission (rédactionnel) (p. 4763)

Intervient sur l'amendement n° 269 de M. Olivier de Chazeaux (distinction entre les effets de la gestion

- commerciale et la mission de service public) (p. 4764)
- Intervient sur l'amendement n° 277 de M. Olivier de Chazeaux (référence aux dépenses de fonctionnement) (p. 4764)
- Intervient sur l'amendement n° 270 de M. Olivier de Chazeaux (nouvelles technologies et nouveaux services) (p. 4764)
- Intervient sur l'amendement n° 279 de M. Olivier de Chazeaux (information du CSA) (p. 4765)
- Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Christian Kert (examen préalable des projets par le conseil d'administration de France Télévision) (p. 4765)
- Intervient sur l'amendement n° 601 de M. Christian Cuvilliez (de précision) (p. 4765)
- Intervient sur l'amendement n° 300 de M. Christian Cuvilliez (consultation des personnels) (p. 4765)
- Intervient sur l'amendement n° 86 de la commission (dépôt d'un rapport annuel) (p. 4766)
- Intervient sur l'amendement n° 301 de M. Christian Cuvilliez (répartition des ressources) (p. 4768)
- Intervient sur l'amendement n° 264 de M. Christian Kert (instauration d'une commission consultative indépendante sur le financement des missions de service public) (p. 4770)
- Intervient sur l'amendement n° 564 de M. Noël Mamère (instauration d'une commission consultative indépendante sur le financement des missions de service public) (p. 4770)
- Intervient sur l'amendement n° 138 rectifié de la commission des finances (répartition des ressources) (p. 4770)
- Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Renaud Muselier (affectation directe des ressources aux trois sociétés) (p. 4770)
- Intervient sur l'amendement n° 88 de la commission (affectation de la totalité des ressources) (p. 4770)
- Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Renaud Muselier (souscriptions publiques) (p. 4770)
- Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (de précision) (p. 4770)
- Soutient l'amendement n° 33 du Gouvernement (exonérations de la redevance et publicité) : adopté après modifications (p. 4778)
- Intervient sur le sous-amendement n° 419 de M. Renaud Muselier (conditions de remboursement de la redevance) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4773)
- Intervient sur le sous-amendement n° 142 corrigé de la commission des finances (ressources destinées à financer de nouveaux programmes) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4774)
- Intervient sur le sous-amendement n° 145 de M. Jean-Marie Le Guen (ressources destinées à financer de nouveaux programmes) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4774)
- Intervient sur le sous-amendement n° 258 de M. Christian Kert (ressources destinées à financer de nouveaux programmes) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4774)
- Intervient sur le sous-amendement n° 602 de M. Laurent Dominati (suppression du paragraphe V) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4774)
- Intervient sur le sous-amendement n° 90 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4775)
- Intervient sur le sous-amendement n° 374 de M. Olivier de Chazeaux (durée des messages publicitaires) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4775)
- Intervient sur le sous-amendement n° 603 de M. Laurent Dominati (durée des messages publicitaires) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4776)
- Intervient sur le sous-amendement n° 420 de M. Renaud Muselier (durée des messages publicitaires) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4776)
- Intervient sur le sous-amendement n° 416 de M. Renaud Muselier (rédactionnel) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4776)
- Intervient sur le sous-amendement n° 561 corrigé de M. Noël Mamère (date d'entrée en vigueur) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4776)
- Intervient sur le sous-amendement n° 418 de M. Renaud Muselier (date d'entrée en vigueur) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4776)
- Intervient sur le sous-amendement n° 372 de M. Olivier de Chazeaux (limitation de l'autopromotion) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4777)
- Intervient sur le sous-amendement n° 559 de M. Noël Mamère (limitation de l'autopromotion) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4777)
- Intervient sur le sous-amendement n° 605 de M. Laurent Dominati (limitation de l'autopromotion) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4777)
- Intervient sur le sous-amendement n° 558 corrigé de M. Noël Mamère (renvoi de l'encadrement des programmes au conseil d'administration) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4778)
- Intervient sur le sous-amendement n° 599 de M. Christian Kert (renvoi de l'encadrement des programmes au conseil d'administration) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4778)
- Intervient sur le sous-amendement n° 604 de M. Laurent Dominati (suppression du rapport du Gouvernement sur l'évolution publicitaire) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4778)
- Intervient sur le sous-amendement n° 560 de M. Noël Mamère (rédaction de deux rapports par le Gouvernement sur l'évolution publicitaire) à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 4778)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 302 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une commission consultative du financement du secteur public) (p. 4854)

Intervient sur l'amendement n° 297 de M. Christian Cuvilliez (composition et missions de la commission consultative du financement du secteur public) (p. 4854)

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Christian Kert (institution d'une commission consultative du financement du secteur public) (p. 4865)

Intervient sur l'amendement n° 565 de M. Noël Mamère (institution d'une commission consultative du financement du secteur public) (p. 4865)

Article 7 (articles 18, 24, 26, 34-1, 46, 48, 48-2, 48-3, 48-9, 48-10, 51, 56, 62, 73 de la loi du 30 septembre 1986, article L. 4433-28 du code général des collectivités territoriales et annexe II de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 : coordination)

Intervient sur l'amendement n° 91 de la commission (rédactionnel) (p. 4856)

Soutient l'amendement n° 441 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 4856)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Christian Kert (de coordination) (p. 4856)

Intervient sur l'amendement n° 262 rectifié de M. Christian Kert (répartition de la programmation des émissions religieuses) (p. 4858)

Intervient sur l'amendement n° 571 de M. Noël Mamère (répartition de la programmation des émissions religieuses) (p. 4858)

Intervient sur l'amendement n° 93 de la commission (de coordination) (p. 4858)

Intervient sur l'amendement n° 94 de la commission (de coordination) (p. 4858)

Intervient sur l'amendement n° 638 de M. Didier Mathus (de coordination) (p. 4858)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 328 précédemment réservé de M. Olivier de Chazeaux (suppression du monopole de TDF) (p. 4860)

Intervient sur l'amendement n° 463 de M. Laurent Dominati (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 143 corrigé précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guén (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 361 précédemment réservé de M. Olivier de Chazeaux (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 502 précédemment réservé de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 359 précédemment réservé de M. Olivier de Chazeaux (suppression du monopole de TDF en ce qui concerne le numérique) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 570 précédemment réservé de M. Noël Mamère (suppression du monopole de TDF en ce qui concerne le numérique) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 251 précédemment réservé de M. Christian Kert (suppression du monopole de TDF) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 499 de M. Michel Bouvard (suppression du monopole de TDF) (p. 4862)

Intervient sur l'amendement n° 462 de M. Laurent Dominati (suppression du monopole de TDF) (p. 4862)

Intervient sur l'amendement n° 500 de M. Michel Bouvard (suppression du monopole de TDF) (p. 4862)

Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Olivier de Chazeaux (transparence tarifaire de TDF) (p. 4863)

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (transparence tarifaire de TDF) (p. 4863)

Article 8 (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 4864)

Intervient sur l'amendement n° 96 de la commission (de coordination) (p. 4864)

Soutient l'amendement n° 34 du Gouvernement (entrée en vigueur) : adopté (p. 4865)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 391 de M. Laurent Dominati (institution d'une chaîne parlementaire) (p. 4866)

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Édouard Landrain (promotion de la lutte contre le dopage) (p. 4867)

Intervient sur l'amendement n° 449 de M. Renaud Muselier (institution d'un observatoire de la qualité des programmes audiovisuels) (p. 4867)

Article 9 (article 15 de la loi du 30 septembre 1986 : protection des mineurs vis-à-vis de programmes ou de messages susceptibles de nuire à leur épanouissement et respect de la dignité de la personne)

Intervient sur l'amendement n° 334 de M. Laurent Dominati (missions du CSA en matière de protection de l'enfance) (p. 4869)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Olivier de Chazeaux (de précision) (p. 4870)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Christian Kert (protection des mineurs contre les programmes comportant des scènes de pornographie ou de violence gratuite) (p. 4870)

Soutient l'amendement n° 442 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 4870)

Soutient l'amendement n° 443 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 4870)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Olivier de Chazeaux (avertissement acoustique et visuel des programmes visés) (p. 4871)

Intervient sur l'amendement n° 513 de Mme Frédérique Bredin (avertissement acoustique et visuel des programmes visés) (p. 4871)

Soutient l'amendement n° 444 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 4871)

Intervient sur l'amendement n° 98 de la commission (suppression de la référence à la discrimination) (p. 4872)

Intervient sur l'amendement n° 435 de M. Patrick Bloche (suppression de la référence à la discrimination en matière de mœurs) (p. 4872)

Intervient sur l'amendement n° 333 de M. Laurent Dominati (déontologie de l'information) (p. 4872)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 648 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 4872)

Intervient sur l'amendement n° 396 de M. Laurent Dominati (de coordination) (p. 4873)

Intervient sur l'amendement n° 510 de Mme Frédérique Bredin (équipement des téléviseurs d'une puce antiviolence) (p. 4875)

Article 10 (article 20-2 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : retransmission en clair des événements d'importance majeure)

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. Olivier de Chazeaux (protection des événements se passant sur le territoire national ou non) (p. 4876)

Intervient sur l'amendement n° 254 de M. Édouard Landrain (protection des événements se passant sur le territoire national) (p. 4876)

Intervient sur l'amendement n° 99 de la commission (suppression de la soumission de la liste des événements majeurs au CSA) (p. 4877)

Intervient sur l'amendement n° 146 deuxième rectification de M. Henri Nayrou (émission d'un message de sensibilisation à la lutte contre le dopage) (p. 4877)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 595 de M. Jean-Claude Beauchaud (limites au monopole de retransmission d'un événement sportif) (p. 4878)

Soutient l'amendement n° 647 rectifié du Gouvernement (simplification de l'utilisation des décodeurs) : réservé (p. 5084)

Article 12 (articles 43-2 à 43-6 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : critère d'établissement et régime juridique applicable aux services de télévision diffusés en France)

Intervient sur l'amendement n° 382 de M. Olivier de Chazeaux (notion d'organisme de radiodiffusion télévisuelle) (p. 4882)

Intervient sur l'amendement n° 381 de M. Olivier de Chazeaux (nouvelle rédaction de la transposition de la directive européenne) (p. 4882)

Intervient sur l'amendement n° 383 de M. Olivier de Chazeaux (rédactionnel) (p. 4882)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 290 de M. Olivier de Chazeaux (extension du régime du câble au satellite) (p. 4882)

Intervient sur l'amendement n° 371 corrigé de M. Olivier de Chazeaux (de conséquence) (p. 4882)

Article 13 (article 27 de la loi du 30 septembre 1986 : réglementation du télé-achat et des services d'autopromotion)

Intervient sur l'amendement n° 100 de la commission (prévention de l'abus des autopromotions) (p. 4882)

Intervient sur l'amendement n° 610 de la commission (de coordination) (p. 4883)

Avant l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 392 de M. Laurent Dominati (de précision) (p. 4883)

Intervient sur l'amendement n° 347 de M. Laurent Dominati (interdiction de cumul de certains emplois avec la fonction de membre du CSA) (p. 4884)

Intervient sur l'amendement n° 348 de M. Laurent Dominati (délai d'abstention de prise publique de position pour les membres du CSA) (p. 4884)

Intervient sur l'amendement n° 289 corrigé de M. Olivier de Chazeaux (obligations faites aux anciens membres du CSA) (p. 4885)

Intervient sur l'amendement n° 349 de M. Laurent Dominati (obligations faites aux anciens membres du CSA) (p. 4885)

Intervient sur l'amendement n° 350 de M. Laurent Dominati (champ de consultation du CSA) (p. 4885)

Intervient sur l'amendement n° 351 de M. Laurent Dominati (relevés des temps d'intervention des personnalités politiques) (p. 4886)

Intervient sur l'amendement n° 337 de M. Francis Delattre (intérêts des entreprises dans les organes de communication) (p. 4887)

Article 15 (article 19 de la loi du 30 septembre 1986 : demande d'informations notamment financières formulées par le CSA à l'égard des opérateurs et de leurs actionnaires)

Intervient sur l'amendement n° 650 de la commission (de précision) (p. 4975)

Intervient sur l'amendement n° 102 de la commission (durée des périodes d'investigations du CSA) (p. 4976)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 343 de M. Laurent Dominati (protection de la famille, de l'enfance et de l'adolescence) (p. 4976)

Intervient sur l'amendement n° 344 de M. Laurent Dominati (pouvoir de recommandation du CSA) (p. 4976)

Intervient sur l'amendement n° 346 de M. Laurent Dominati (pouvoir de proposition du CSA) (p. 4977)

Article 16 (article 29 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs des dossiers de candidature et critères retenus par le CSA pour les autorisations des fréquences radiophoniques)

Intervient sur l'amendement n° 464 de M. Laurent Dominati (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4978)

Intervient sur l'amendement n° 203 de M. Christian Kert (notion d'accès du public à l'information politique et générale) (p. 4979)

Soutient l'amendement n° 445 du Gouvernement (fréquences réservées pour les radios à mission sociale de proximité) : adopté (p. 4979)

Intervient sur l'amendement n° 103 de la commission (fréquences réservées pour les radios à mission sociale de proximité) (p. 4979)

Intervient sur l'amendement n° 139 de la commission des finances (fréquences réservées pour les associations de protection de l'environnement) (p. 4980)

Intervient sur l'amendement n° 527 de M. Laurent Dominati (critères de priorités d'attribution) (p. 4988)

Intervient sur l'amendement n° 529 de M. Laurent Dominati (sort des fréquences non utilisées) (p. 4989)

Intervient sur l'amendement n° 104 de la commission (critères d'attribution équilibrée des fréquences) (p. 5073)

Article 17 (article 30 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs du dossier de candidature et critères retenus par le CSA pour l'usage de fréquences en vue de l'exploitation de services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre)

Intervient sur l'amendement n° 573 de M. Noël Mamère (présentation des déclarations de candidature) (p. 4990)

Article 18 (article 33-1 -anciennement 34-1- de la loi du 30 septembre 1986 : conventionnement des services de radiodiffusion sonore et de télévision distribués par satellite et par câble)

Intervient sur l'amendement n° 491 de M. Jérôme Cahuzac (référence aux titulaires de marchés publics ou délégations de services publics) (p. 4992)

Article 19 (article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 : intervention du Conseil de la concurrence et du CSA en matière de pratiques anticoncurrentielles et d'opérations de concentration dans le secteur de la communication audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 105 rectifié de la commission (saisine du Conseil de la concurrence) (p. 4995)

Soutient le sous-amendement n° 657 du Gouvernement (pouvoirs d'intervention du Gouvernement) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission : adopté (p. 4994)

Soutient le sous-amendement n° 658 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission : adopté (p. 4994)

Intervient sur le sous-amendement n° 211 de M. Christian Kert (de précision) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 4995)

Intervient sur l'amendement n° 204 de M. Christian Kert (de précision) (p. 4995)

Intervient sur l'amendement n° 335 de M. Laurent Dominati (octroi d'un délai d'un mois maximum pour les avis rendus par le CSA) (p. 4995)

Intervient sur l'amendement n° 336 de M. Laurent Dominati (de conséquence) (p. 4995)

Intervient sur l'amendement n° 106 de la commission (relations entre le Conseil de la concurrence et le CSA) (p. 4996)

Intervient sur l'amendement n° 577 de M. Noël Mamère (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) (p. 4997)

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. Olivier de Chazeaux (acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) (p. 4998)

Intervient sur l'amendement n° 407 de M. Renaud Muselier (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) (p. 4998)

Intervient sur l'amendement n° 205 de M. Édouard Landrain (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif par un exploitant télévisuel) (p. 4998)

Intervient sur l'amendement n° 576 de M. Noël Mamère (conditions de saisine du Conseil de la concurrence par le CSA) (p. 4998)

Avant l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 324 de M. Olivier de Chazeaux (développement de la diffusion en numérique hertzien) (p. 4999)

Intervient sur l'amendement n° 323 de M. Olivier de Chazeaux (attribution des capacités de diffusion en numérique hertzien) (p. 4999)

Article 20 (article 27 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne terrestre)

Intervient sur l'amendement n° 469 de M. Laurent Dominati (conventions entre le CSA et les opérateurs) (p. 5001)

Intervient sur l'amendement n° 470 de M. Laurent Dominati (contribution par les diffuseurs au développement de la production) (p. 5001)

Intervient sur l'amendement n° 271 de M. Olivier de Chazeaux (contribution par les diffuseurs au développement de la production) (p. 5001)

Intervient sur l'amendement n° 566 de M. Patrick Bloche (durée des acquisitions de droit exclusif) (p. 5002)

Intervient sur l'amendement n° 107 de la commission (contribution à la recherche et à la formation en audiovisuel) (p. 5004)

Intervient sur l'amendement n° 365 de M. Olivier de Chazeaux (contribution à la prospective stratégique en audiovisuel) (p. 5004)

Intervient sur l'amendement n° 370 de M. Olivier de Chazeaux (prévision d'obligations particulières) (p. 5005)

Intervient sur l'amendement n° 507 de M. Christian Kert (prévision d'obligations particulières) (p. 5005)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 611 de la commission (encadrement des conditions de rédaction des décrets précisant les critères et obligations des productions) (p. 5006)

Article 21 (article 28 de loi du 30 septembre 1986 : quotas d'œuvres musicales d'expression francophone)

Intervient sur l'amendement n° 423 de M. Christian Cuvilliez (proportion d'œuvres musicales d'expression française) (p. 5009)

Intervient sur l'amendement n° 539 de M. Renaud Muselier (proportion d'œuvres musicales d'expression française) (p. 5009)

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Patrick Bloche (de conséquence) (p. 5009)

Intervient sur l'amendement n° 476 de M. Laurent Dominati (autorisation de diffusion de messages publicitaires lors des "décrochages" locaux de chaînes nationales) (p. 5010)

Intervient sur l'amendement n° 477 de M. Laurent Dominati (publicité des programmes des chaînes locales) (p. 5011)

Intervient sur le sous-amendement n° 665 de M. Pierre-Christophe Baguet (date d'effet) à l'amendement n° 477 de M. Laurent Dominati (p. 5011)

Article 22 (article 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conditions de reconduction de l'autorisation des services de radiodiffusion et de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre hors appel à candidatures)

Intervient sur l'amendement n° 110 de la commission (de correction) (p. 5015)

Intervient sur l'amendement n° 282 corrigé de M. Olivier de Chazeaux (de correction) (p. 5015)

Intervient sur l'amendement n° 531 de M. Laurent Dominati (limites de renouvellement des autorisations) (p. 5019)

Intervient sur l'amendement n° 283 corrigé de M. Olivier de Chazeaux (limites de renouvellement des autorisations) (p. 5019)

Intervient sur l'amendement n° 651 de la commission (limites de renouvellement des autorisations) (p. 5019)

Intervient sur l'amendement n° 424 de M. Arnaud Montebourg (limites de renouvellement des autorisations) (p. 5019)

Intervient sur l'amendement n° 111 de la commission (pouvoirs de l'autorité de régulation) (p. 5019)

Intervient sur l'amendement n° 112 de la commission (pouvoirs de l'autorité de régulation) (p. 5019)

Intervient sur l'amendement n° 294 corrigé de M. Christian Cuvilliez (critères de contrevenance) (p. 5020)

Intervient sur l'amendement n° 505 de M. Pierre-Christophe Baguet (de conséquence) (p. 5020)

Intervient sur l'amendement n° 478 de M. Laurent Dominati (pouvoirs d'estimation du CSA) (p. 5020)

Intervient sur l'amendement n° 479 de M. Laurent Dominati (pouvoirs d'estimation du CSA) (p. 5020)

Intervient sur l'amendement n° 480 de M. Laurent Dominati (pouvoirs d'estimation du CSA) (p. 5020)

Intervient sur l'amendement n° 113 de la commission (pouvoirs d'estimation du CSA) (p. 5021)

Intervient sur l'amendement n° 492 de M. Michel Françaix (auditions par le CSA des tiers et des intéressés) (p. 5021)

Intervient sur l'amendement n° 532 de M. Laurent Dominati (auditions par le CSA des tiers et des intéressés) (p. 5022)

Intervient sur l'amendement n° 408 de M. Renaud Muselier (mode d'examen des demandes) (p. 5022)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 481 de M. Laurent Dominati (pouvoirs de désignation du CSA) (p. 5023)

Intervient sur l'amendement n° 482 de M. Laurent Dominati (critères de formulation des projets) (p. 5023)

Intervient sur l'amendement n° 483 de M. Laurent Dominati (pouvoirs de sanction du CSA) (p. 5023)

Intervient sur l'amendement n° 484 de M. Laurent Dominati (appels à candidatures) (p. 5023)

Article 23 (coordination)

Intervient sur l'amendement n° 114 de la commission (de coordination) (p. 5024)

Article 24 (article 33 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de radiodiffusion sonore et de télévision distribués par câble ou par satellite)

Intervient sur l'amendement n° 533 de M. Laurent Dominati (régime de convention) (p. 5024)

Intervient sur l'amendement n° 115 de la commission (de coordination) (p. 5024)

Intervient sur l'amendement n° 116 de la commission (de coordination) (p. 5024)

Intervient sur l'amendement n° 117 de la commission (de coordination) (p. 5025)

Intervient sur l'amendement n° 284 de M. Olivier de Chazeaux (proportion d'œuvres européennes) (p. 5025)

Intervient sur l'amendement n° 409 de M. Renaud Muselier (proportion d'œuvres européennes) (p. 5025)

Intervient sur l'amendement n° 410 de M. Renaud Muselier (proportion d'œuvres européennes) (p. 5025)

Intervient sur l'amendement n° 485 de M. Laurent Dominati (de conséquence) (p. 5025)

Intervient sur l'amendement n° 511 de Mme Frédérique Bredin (protection de l'enfance) (p. 5025)

Intervient sur l'amendement n° 285 de M. Olivier de Chazeaux (notion d'œuvres étrangères) (p. 5025)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 118 de la commission (de coordination) (p. 5026)

Article 25 (article 33-4 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : définition du distributeur de services)

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Christian Kert (contribution des distributeurs de service aux œuvres de langue française) (p. 5026)

Intervient sur l'amendement n° 364 de M. Olivier de Chazeaux (contribution des distributeurs de service aux œuvres de langue française) (p. 5026)

Intervient sur l'amendement n° 411 de M. Renaud Muselier (contribution des distributeurs de service aux œuvres de langue française) (p. 5026)

Intervient sur l'amendement n° 580 de M. Noël Mamère (contribution des distributeurs de service aux œuvres de langue française) (p. 5027)

Article 26 (article 34 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services par câble)

Intervient sur l'amendement n° 594 de M. Olivier de Chazeaux (de conséquence) (p. 5027)

Intervient sur l'amendement n° 119 de la commission (réseaux de diffusion micro-ondes sur le territoire de la Polynésie française) (p. 5027)

Intervient sur l'amendement n° 583 de M. Noël Mamère (compétences des collectivités territoriales) (p. 5027)

Intervient sur l'amendement n° 379 de M. Olivier de Chazeaux (égalité de traitement satellite-câble) (p. 5028)

Intervient sur l'amendement n° 612 de la commission (productions indépendantes) (p. 5028)

Intervient sur l'amendement n° 613 de la commission (de cohérence) (p. 5028)

Intervient sur l'amendement n° 412 de M. Renaud Muselier (distribution par le câble) (p. 5028)

Intervient sur l'amendement n° 584 de M. Noël Mamère (canaux locaux d'accès public) (p. 5029)

Intervient sur l'amendement n° 380 de M. Olivier de Chazeaux (suppression de la référence à la qualité) (p. 5029)

Intervient sur l'amendement n° 120 de la commission (critères d'intérêt public) (p. 5029)

Intervient sur l'amendement n° 494 rectifié de M. Marcel Rogemont (critères de présentation de la première proposition de services) (p. 5030)

Intervient sur l'amendement n° 582 de M. Noël Mamère (critères de présentation de la première proposition de services) (p. 5030)

Intervient sur l'amendement n° 121 de la commission (délai d'étude des modifications de plan de service) (p. 5030)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 140 de la commission des finances (rapport gouvernemental sur les télévisions de proximité) (p. 5065)

Intervient sur l'amendement n° 296 de M. Christian Cuvilliez (rapport gouvernemental sur les télévisions de proximité) (p. 5065)

Intervient sur l'amendement n° 501 de M. Michel Bouvard (rapport gouvernemental sur les télévisions de proximité) (p. 5066)

Article 27 (article 34-2 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services diffusés par satellite)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Christian Kert (notions de modalités de commercialisation) (p. 5066)

Intervient sur l'amendement n° 413 de M. Renaud Muselier (notions de modalités de commercialisation) (p. 5066)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Olivier de Chazeaux (notions de modalités de commercialisation) (p. 5066)

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Christian Kert (de précision) (p. 5066)

Intervient sur l'amendement n° 287 de M. Olivier de Chazeaux (de précision) (p. 5066)

Intervient sur l'amendement n° 414 de M. Renaud Muselier (de précision) (p. 5066)

Intervient sur l'amendement n° 585 de M. Noël Mamère (alignement du régime des bouquets satellitaires sur celui du câble) (p. 5067)

Intervient sur l'amendement n° 286 de M. Olivier de Chazeaux (restriction des pouvoirs du CSA) (p. 5067)

Intervient sur l'amendement n° 614 de la commission (de cohérence) (p. 5067)

Intervient sur l'amendement n° 615 de la commission (de cohérence) (p. 5067)

Intervient sur l'amendement n° 122 de la commission (pouvoirs d'opposition du CSA) (p. 5068)

Intervient sur l'amendement n° 123 de la commission (de coordination) (p. 5068)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 488 de M. Laurent Dominati (accès aux nouvelles technologies ; mise en place de conventions) (p. 5068)

Intervient sur l'amendement n° 124 rectifié de la commission (contrats passés par les communes pour l'exploitation par des tiers d'un service local de télévision) (p. 5070)

Intervient sur l'amendement n° 475 de M. Michel Herbillon (exploitation du numérique) (p. 5070)

Article 28 (articles 42, 42-1, 42-2 et 42-4 de la loi du 30 septembre 1986 : pouvoirs de sanction du CSA)

Intervient sur l'amendement n° 125 de la commission (pouvoir de contrôle du Conseil d'Etat) (p. 5070)

Intervient sur l'amendement n° 352 corrigé de M. Laurent Dominati (de cohérence) (p. 5070)

Intervient sur l'amendement n° 588 de M. Noël Mamère (associations pouvant saisir le CSA) (p. 5071)

Intervient sur l'amendement n° 536 de M. Michel Françaix (associations pouvant saisir le CSA) (p. 5071)

Intervient sur l'amendement n° 395 de M. Laurent Dominati (saisine du CSA par pétition) (p. 5071)

Intervient sur l'amendement n° 126 de la commission (de correction) (p. 5071)

Intervient sur l'amendement n° 127 de la commission (suspension d'un programme pour une durée de quelques minutes) (p. 5072)

Intervient sur l'amendement n° 397 de M. Laurent Dominati (suspension d'un programme pour une durée de quelques minutes) (p. 5072)

Intervient sur l'amendement n° 535 de M. Michel Françaix (actions engagées sans intervention du CSA) (p. 5072)

Intervient sur l'amendement n° 541 de M. Laurent Dominati (cas de retrait de l'autorisation) (p. 5072)

Intervient sur l'amendement n° 128 de la commission (suppression de la procédure d'instruction par le Conseil d'Etat des décisions de sanction prononcées par le CSA) (p. 5073)

Article 16 précédemment réservé (article 29 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs des dossiers de candidature et critères retenus par le CSA pour les autorisations des fréquences téléphoniques)

Intervient sur l'amendement n° 104 de la commission (notion de "juste équilibre des paysages radiophoniques") (p. 5073)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 568 précédemment réservé de M. Patrick Bloche (responsabilité des intermédiaires techniques) (p. 5077)

Intervient sur l'amendement n° 322 corrigé précédemment réservé de M. Olivier de Chazeaux (p. 5077)

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. Patrice Martin-Lalande (responsabilité des intermédiaires techniques) (p. 5077)

Intervient sur l'amendement n° 209 de M. Pierre Albertini (p. 5077)

Intervient sur l'amendement n° 567 précédemment réservé de M. Patrick Bloche (suppression du système de la déclaration préalable pour les sites Internet et les services télématiques) (p. 5077)

Intervient sur l'amendement n° 616 rectifié de la commission (de coordination) (p. 5078)

Intervient sur l'amendement n° 517 de M. Patrice Martin-Lalande (taux de TVA applicables aux CD-Rom) (p. 5078)

Article 29 (articles 78 et 78-2 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : sanctions pénales pour défaut de déclaration d'une offre de services distribués par satellite et pour défaut de conventionnement d'un service de radiodiffusion ou de télévision distribué par câble ou par satellite)

Intervient sur l'amendement n° 617 de la commission (rédactionnel) (p. 5079)

Article 4 précédemment réservé (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième-ARTE)

Intervient sur l'amendement n° 79 de la commission (nomination des présidents des conseils d'administration) (p. 5080)

Intervient sur le sous-amendement n° 450 de M. Renaud Muselier (rédactionnel) à l'amendement n° 79 de la commission (p. 5080)

Après l'article 10

Soutient l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (simplification de l'utilisation des décodeurs) : adopté après modifications (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 666 de M. Olivier de Chazeaux (de simplification) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 667 de M. Olivier de Chazeaux (rédactionnel) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 652 de M. Laurent Dominati (définition des exploitants de système d'accès sous condition) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 659 de M. Laurent Dominati (droits et devoirs des intermédiaires) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 668 de M. Olivier de Chazeaux (de précision) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 669 de M. Olivier de Chazeaux (de simplification) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 662 de M. Christian Kert (obligations des exploitants) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 670 de M. Olivier de Chazeaux (de précision) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 655 de M. Olivier de Chazeaux (de simplification) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 671 de M. Olivier de Chazeaux (limites des droits de propriété intellectuelle) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Intervient sur le sous-amendement n° 656 de M. Olivier de Chazeaux (de simplification) à l'amendement n° 647 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 5084)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 618 de la commission (encadrement des pouvoirs du CSA) (p. 5086)

Soutient le sous-amendement n° 672 du Gouvernement (suppression des dispositions concernant le numérique hertzien en faveur d'un régime général) à l'amendement n° 618 de la commission : adopté (p. 5086)

Soutient le sous-amendement n° 673 du Gouvernement (de conséquence) à l'amendement n° 618 de la commission : adopté (p. 5086)

Intervient sur l'amendement n° 129 de la commission (sanctions visant les fausses déclarations) (p. 5086)

Article 30 (articles 10, 12, 24, 33-1, 33-3, 43, 70 et 78-1 de la loi du 30 septembre 1986, articles 4 et 5 de la loi n° 96-299 du 10 avril 1996 relative aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information : coordination)

Intervient sur l'amendement n° 619 de la commission (précision sur l'utilisation en mode analogique de la voie hertzienne terrestre) (p. 5087)

Intervient sur l'amendement n° 620 de la commission (de cohérence) (p. 5087)

Intervient sur l'amendement n° 621 de la commission (de cohérence) (p. 5087)

Intervient sur l'amendement n° 622 de la commission (de cohérence) (p. 5087)

Intervient sur l'amendement n° 257 de M. Christian Kert (développement des télévisions de proximité) (p. 5087)

Intervient sur l'amendement n° 623 de la commission (de coordination) (p. 5087)

Intervient sur l'amendement n° 624 de la commission (rédactionnel) (p. 5087)

Intervient sur l'amendement n° 625 de la commission (de coordination) (p. 5087)

Intervient sur l'amendement n° 357 de M. Laurent Dominati (de conséquence) (p. 5088)

Intervient sur l'amendement n° 663 de M. Christian Kert (suppression de dispositions obsolètes sur la publication de sondages d'opinion) (p. 5088)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 593 de M. Noël Mamère (établissement d'un bilan de l'évolution des groupes audiovisuels) (p. 5088)

Intervient sur l'amendement n° 592 de M. Noël Mamère (récupération par les propriétaires et bailleurs de charges liées à l'audiovisuel) (p. 5089)

Intervient sur l'amendement n° 589 de M. Noël Mamère (de précision) (p. 5089)

Article 31 (dispositions transitoires)

Intervient sur l'amendement n° 626 de la commission (délai de déclaration des opérateurs de bouquets satellites) (p. 5089)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 569 de M. Renaud Muselier (service minimum en cas de grève) (p. 5090)

Intervient sur l'amendement n° 131 de la commission (raccordements en matière de câbles et antennes) (p. 5091)

Intervient sur l'amendement n° 141 de la commission des finances (raccordements en matière de câbles et antennes) (p. 5091)

Intervient sur l'amendement n° 495 de M. Marcel Rogemont (raccordements en matière de câbles et antennes) (p. 5091)

Intervient sur l'amendement n° 452 de M. Laurent Dominati (raccordements en matière de câbles et antennes) (p. 5091)

Intervient sur l'amendement n° 385 de M. Olivier de Chazeaux (raccordements en matière de câbles et antennes) (p. 5091)

Après l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 29 corrigé de M. Renaud Muselier (rapport annuel du CSA au Parlement) (p. 5092)

Son intervention à l'issue du vote (p. 5095)

Georges TRON

*Essonne (9^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 39 : Premier ministre (services généraux, Conseil économique et social, Plan et journaux officiels) (n° 1111) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Enseignement. Zone d'Education Prioritaire (ZEP). Classement, Epinay-sous-Sénart [9 décembre 1998] (p. 10237)

Enregistrement et timbre. Droit de bail et taxe additionnelle au droit de bail. Réglementation [1^{er} juin 1999] (p. 5182)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1998] (p. 6484, 6507) ; [14 octobre 1998] (p. 6551, 6584, 6613)

Son intervention (p. 6616)

Thèmes :

Politique économique : conjoncture (p. 6616, 6617)

Politique économique : croissance (p. 6616, 6617)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SERVICES GÉNÉRAUX - Secrétariat général de la Défense Nationale - Conseil économique et social - Plan - Budget ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7801)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7801)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : délocalisations (p. 7802)

Etat : Conseil économique et social (p. 780, 7802)

Etat : Médiateur de la République (p. 7803)

Etat : Plan (p. 7803)

Etat : services du Premier ministre (p. 7802)

Finances publiques : fonds spéciaux (p. 7802)

Presse et livres : Documentation française (p. 7802)

Presse et livres : journaux officiels (p. 7802)

Relations internationales : Institut français des relations internationales (IFRI) (p. 7803)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Son intervention (p. 1996)

Thèmes :

Assemblée nationale : députés : activités privées lucratives (p. 1997)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 1998)

Elections et référendums : cumul des mandats : élus locaux (p. 1997)

Elections et référendums : élus : responsabilité pénale (p. 1997)

Elections et référendums : représentation proportionnelle (p. 1999)

Elections et référendums : statut des élus (p. 1996, 1997)

Etat : ministres : cumul des mandats (p. 1997)

Parlement : parlementaires : cumul des mandats (p. 1997, 1998)

Parlement : parlementaires : fonctionnaires et agents publics (p. 1997)

Partis et mouvements politiques : majorité (p. 1996)

Politique générale : institutions : réforme (p. 1996)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) (p. 1998)

Union européenne : Parlement européen : cumul des mandats (p. 1997)

Discussion des articles [3 mars 1999] (p. 2018) ; [4 mars 1999] (p. 2067)

Article 2 (interdiction du cumul d'un mandat de parlementaire avec une fonction exécutive locale ou plus d'un mandat local)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2023)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. François Goulard (incompatibilité du mandat de député avec un emploi relevant de la catégorie A de la fonction publique) (p. 2024)

Article 2 quater supprimé par le Sénat (missions confiées à un parlementaire)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2025)

Article 2 decies supprimé par le Sénat (limitation pour les parlementaires de l'exercice de la profession d'avocat)

Intervient sur l'amendement n° 35 corrigé de M. Hervé Morin (interdiction faite à l'avocat élu député d'accomplir directement ou indirectement tout acte de sa profession) (p. 2029)

Article 4 bis supprimé par le Sénat (âge d'éligibilité des sénateurs)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2032)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Philippe Vuilque (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2032)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 32 rectifié de M. Pierre Albertini (incompatibilité de la qualité de membre du Conseil économique et social avec le mandat de député ou de représentant au Parlement européen) : adopté (p. 2070)

Ses explications de vote (p. 2070)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 2071)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mars 1999] (p. 1993)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 1157 relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux (Elections et référendums 828) et du projet de loi n° 1158 relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et fonctions électives (Voir Elections et référendums 827)

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2073)

Article 1er A supprimé par le Sénat (conditions de l'éligibilité)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Hervé Morin (éligibilité entre 23 ans et moins de 72 ans révolus) (p. 2076)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement de l'article - éligibilité à 18 ans) (p. 2076)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Philippe Vuilque (rétablissement de l'article - éligibilité à 18 ans) (p. 2076)

Article 1er (limitation du cumul des mandats électoraux)

Soutient le sous-amendement n° 93 de M. Christian Estrosi (non prise en compte du mandat de conseiller municipal d'une commune de moins de 3 500 habitants) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 2077)

Article 2 ter supprimé par le Sénat (éligibilité des conseillers généraux)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2080)

Intervient sur l'amendement n° 49 corrigé de M. Philippe Vuilque (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2080)

Article 2 quinquies supprimé par le Sénat (éligibilité des conseillers régionaux)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2080)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Philippe Vuilque (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2080)

Article 3 (incompatibilités applicables aux fonctions de maire et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale)

Soutient le sous-amendement n° 92 de M. Christian Estrosi (limitation de l'incompatibilité aux maires des communes de plus de 3 500 habitants) à l'amendement n° 24 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et non prise en compte de la qualité de membre de l'assemblée délibérante d'un établissement public de coopération

intercommunale non doté d'une fiscalité propre) : rejeté (p. 2082)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Pierre Albertini (saisissabilité des indemnités de fonction des élus locaux) (p. 2083)

Article 3 quinquies supprimé par le Sénat (extension des dispositions relatives à la suspension du contrat de travail)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2085)

Article 3 sexies supprimé par le Sénat (revalorisation des indemnités des maires)

Intervient sur l'amendement n° 29 rectifié de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2088)

Article 4 (incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil général)

Soutient le sous-amendement n° 94 de M. Christian Estrosi (incompatibilité avec le mandat de maire d'une commune de plus de 3 500 habitants) à l'amendement n° 30 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 2088)

Article 5 (incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil régional)

Soutient le sous-amendement n° 95 de M. Christian Estrosi (de coordination) à l'amendement n° 32 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 2089)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Pierre Albertini (suppression des droits à l'avancement et à la retraite des militaires pendant la durée de leur mandat) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires de l'Etat) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires des collectivités territoriales) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires des hôpitaux) (p. 2095)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Pierre Albertini (création d'une commission chargée d'examiner les conditions d'exercice des fonctions et des mandats des élus locaux) (p. 2102)

Ses explications de vote (p. 2104)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 2104)

Proposition de loi n° 1513 relative à l'actionnariat des salariés

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote (p. 4688)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 4688)

Proposition de loi n° 1557 tendant à éviter la double imposition des bailleurs pour l'exercice 1999

PREMIÈRE LECTURE

Vote sur le passage à la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5049)

Son intervention (p. 5049)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5096)

Son intervention (p. 5108)

Thèmes :

Administration : accès aux documents administratifs (p. 5109, 5110)

Administration : maisons des services publics (p. 5110)

Administration : rapports avec les administrés (p. 5108)

Administration : rapports avec les administrés : informatique (p. 5108, 5109)

Administration : rapports avec les administrés : prérogatives (p. 5109)

Etat : Médiateur de la République (p. 5109)

Finances publiques : fonds publics : contrôle (p. 5109, 5110)

Urbanisme : opérations d'aménagement : population (p. 5109, 5110)

Discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5116)

Article 5 bis (consignation d'une somme d'argent par les associations de sauvegarde de l'environnement)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (de suppression) (p. 5120)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Patrice Carvalho (de suppression) (p. 5120)

Article 8 (loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs : définition de la notion de documents administratifs et régime applicable à la communication de ces documents - extension du champ de compétence de la commission d'accès aux documents administratifs)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement de l'obligation faite aux administrations de communiquer les documents n'émanant pas d'elles) (p. 5123)

Avant l'article 10

Son amendement n° 67 (amende de 100 000 F pour l'atteinte à la confidentialité des observations non définitives présentées par les chambres régionales des comptes) : rejeté après rectification (p. 5128)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 25 deuxième correction de la commission (exercice par un contribuable des actions appartenant à un département) (p. 5130)

Intervient sur l'amendement n° 26 deuxième correction de la commission (exercice par un contribuable des actions appartenant à la région) (p. 5130)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (procédure pour le reversement de prestations sociales indûment perçues) (p. 5135)

Article 24 (les maisons des services publics)

Intervient sur l'amendement n° 38 corrigé de la commission (nouvelle rédaction de l'article apportant des précisions sur les agents affectés dans les maisons des services publics, prévoyant l'accès des personnes éprouvant des difficultés à se déplacer et la mobilité géographique des services publics) (p. 5137)

Après l'article 26

Son intervention (p. 5138)

Ses explications de vote (p. 5143)

Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 5144)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son intervention (p. 5330)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Lionnel Luca (recensement de la population des gens du voyage) (p. 5337)

Intervient sur l'amendement n° 288 de M. Patrice Martin-Lalande (réalisation des aires d'accueil après enquête publique) (p. 5340)

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Lionnel Luca (obligation de stationner dans les aires prévues par le schéma départemental) (p. 5344)

Soutient l'amendement n° 235 de M. Christian Estrosi (interdiction d'implantation d'aires permanentes d'accueil dans les zones en situation économique ou sociale difficile) : rejeté (p. 5346)

Intervient sur l'amendement n° 287 de M. Patrice Martin-Lalande (définition après enquête publique des aires accueillant les rassemblements traditionnels ou occasionnels) (p. 5348)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Philippe Martin (schéma départemental élaboré par le préfet, le président du conseil général, les maires et les présidents de groupements de communes de plus de 5 000 habitants) (p. 5352)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Bernard Schreiner (schéma départemental élaboré par le préfet, le président du conseil général, les maires et les présidents de groupements de communes de plus de 5 000 habitants) (p. 5352)

Intervient sur l'amendement n° 204 de M. Thierry Mariani (schéma départemental approuvé après avis des communes concernées) (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 168 de M. Guy Hascoët (schéma départemental approuvé après concertation avec les communes concernées) (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Jean-Jacques Weber (schéma départemental approuvé après information du conseil général sur ses conséquences financières) (p. 5356)

Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (délai de dix-huit mois pour l'approbation du schéma départemental à compter de la publication de la loi et non de son entrée en vigueur) (p. 5358)

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Patrice Martin-Lalande (délai de dix-huit mois pour l'approbation du schéma départemental à compter de la publication des décrets d'application de la loi) (p. 5358)

Déclaration du Gouvernement n° 1723 présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget sur le débat d'orientation budgétaire

[17 juin 1999] (p. 6112)

Son intervention (p. 6149)

Thèmes :

Emploi : allègement des charges sociales (p. 6150, 6151)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6150)

Finances publiques : dépenses (p. 6150, 6151)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6150, 6151)
 Politique économique : conjoncture (p. 6149, 6150)
 Politique économique : croissance (p. 6149, 6150)
 Politique économique : investissement (p. 6150)
 TVA : taux (p. 6151)
 Union européenne : euro (p. 6149)

Odette TRUPIN

*Gironde (9^{ème} circonscription)
 Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ministères et secrétariats d'Etat. Coopération : budget. Crédits, francophonie [13 octobre 1998] (p. 6472)

Fonction publique hospitalière. Praticiens hospitaliers. Statut [25 novembre 1998] (p. 9501)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 646, posée le 1^{er} mars 1999. Enseignement. Programmes (J.O. Questions p. 1127). Appelée le 2 mars 1999. Grec ancien et moderne (p. 1847)

n° 739, posée le 5 avril 1999. Ministères et secrétariats d'Etat. Education nationale et recherche : services extérieurs (J.O. Questions p. 1944). Suppléante de M. Gérard Lindeperg. Appelée le 6 avril 1999. Centres académiques de formation continue, statut (p. 3267)

n° 824, posée le 24 mai 1999. Santé. Dyslexie et dysphasie (J.O. Questions p. 3017). Suppléante de Mme Odette Trupin. Appelée le 25 mai 1999. Lutte et prévention (p. 4798)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7122, 7139)

Procédure des questions :

Formation professionnelle : groupements d'établissements scolaires pour la formation continue (GRETA) (p. 7165)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665, 8710)

Procédure des questions :

Formation professionnelle : apprentissage : régions (p. 8723)

Formation professionnelle : promotion sociale (p. 8720)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4159)

Son intervention (p. 4176)

Thèmes :

Santé : fin de vie : famille (p. 4177)

Santé : soins palliatifs : enseignement (p. 4177)

Santé : soins palliatifs : généralités (p. 4176)

Anicet TURINAY

*Martinique (1^{ère} circonscription)
 Apparenté au groupe du Rassemblement pour la République*

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politiques communautaires. Commerce extracommunautaire. Bananes, droits de douane, attitude des Etats-Unis [18 novembre 1998] (p. 9158)

DOM. Radio France Outre-mer (RFO). Perspectives [24 mars 1999] (p. 2764)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Son intervention (p. 5869)

Thème :

DOM-TOM (p. 5869, 5870)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281, 7313)

Son intervention (p. 7338)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture (p. 7339)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 7340)

Défense : service national (p. 7339)

DOM : Martinique : institutions (p. 7340)

Emploi (p. 7338, 7339)

Enseignement maternel et primaire (p. 7339)

Finances publiques (p. 7338, 7339)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 7339)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés bâties (p. 7339)

Logement (p. 7339)

Lois : lois d'orientation (p. 7340)

Politique extérieure (p. 7340)

Tourisme et loisirs (p. 7339)

Proposition de loi n° 1069 visant à interdire l'achat par les établissements scolaires et les collectivités locales des fournitures fabriquées par des enfants dans les pays où les droits de l'enfant ne sont pas respectés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 1998] (p. 9298)

Son intervention (p. 9307)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration universelle des droits de l'homme : enfants (p. 9308)

Enfants : travail : généralités (p. 9307)

Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) : enfants (p. 9307)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 25 (article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones prioritaires ultra-périphériques)

Son amendement n° 83 soutenu par M. Patrick Ollier (cas des départements d'outre-mer) (p. 885) : rejeté (p. 886)

Son amendement n° 212 corrigé soutenu par M. Patrick Ollier (dispositions spécifiques pour les zones ultra-périphériques) : rejeté (p. 890)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1999] (p. 1637)

Son intervention (p. 1644)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité (p. 1645)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : codification (p. 1644)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : histoire (p. 1644, 1645)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : information (p. 1645)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : organisations internationales (p. 1644)

Droits de l'homme et libertés publiques : racisme (p. 1645)

Discussion des articles [18 février 1999] (p. 1656)

Article 2 (développement de l'enseignement et de la recherche sur la traite négrière et l'esclavage)

Son amendement n° 5 (nouvelle rédaction de l'article) : rejeté (p. 1661)

Article 3 (reconnaissance internationale de la traite négrière et de l'esclavage comme crime contre l'humanité et instauration d'une journée commémorative)

Son amendement n° 9 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 1662)

Son amendement n° 6 (rédactionnel) : retiré (p. 1662)

Après l'article 3

Son amendement n° 7 (date du 27 avril pour la commémoration de l'esclavage en métropole) : devenu sans objet (p. 1664)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4185) ; [11 mai 1999] (p. 4337)

Article 11 (rapport sur le développement des soins palliatifs)

Son amendement n° 1 : non soutenu (p. 4357)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 1999] (p. 4610, 4657) ; [20 mai 1999] (p. 4697, 4743) ; [25 mai 1999] (p. 4852) ; [26 mai 1999] (p. 4974, 4987) ; [27 mai 1999] (p. 5065)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France Télévision et des sociétés nationales de programme)

Son intervention (p. 4630)

Joseph TYRODE

*Doubs (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse en vue de compléter la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 (n° 1318) [17 février 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la Confédération suisse portant rectification de la frontière franco-suisse suite au raccordement des autoroutes entre Saint-Julien-en-Genevois (département de la Haute-Savoie) et Bardonnex (canton de Genève) (n° 1427) [24 mars 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la Confédération suisse portant rectification de la frontière franco-suisse entre le département du Doubs et le canton de Vaud (n° 1428) [24 mars 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière (n° 1661) [16 juin 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 788), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Inde sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [17 mars 1999] (n° 1475)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 786), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Cuba sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) [7 avril 1999] (n° 1531)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères :

- sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1427), autorisant la ratification de la convention entre la République française et la Confédération suisse portant rectification de la frontière franco-suisse suite au raccordement des autoroutes entre Saint-Julien-en-Genevois (département de la Haute-Savoie) et Bardonnex (canton de Genève) ;
- sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1428), autorisant la ratification de la convention entre la République française et la Confédération suisse portant rectification de la frontière franco-suisse entre le département du Doubs et le canton de Vaud [4 mai 1999] (n° 1572)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1321 autorisant l'approbation du cinquième protocole (services financiers) annexé à l'accord général sur le commerce des services

PREMIÈRE LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [28 janvier 1999]
(p. 576)**

Son intervention (p. 578)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : services financiers (p. 578)

Politiques communautaires : conventions de Lomé (p. 578)

U

Jean UEBERSCHLAG

*Haut-Rhin (4^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1813 tendant à rendre obligatoires les déclarations de candidature aux élections municipales dans toutes les communes [22 septembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Formation professionnelle. Réforme. Perspectives [31 mars 1999] (p. 3102)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 536, posée le 7 décembre 1998. Etat civil. Extraits (J.O. Questions p. 6605). Appelée le 8 décembre 1998. Actes de naissance, délivrance, délais, Alsace (p. 10154)

n° 587, posée le 25 janvier 1999. Défense. Service national (J.O. Questions p. 365). Appelée le 26 janvier 1999. Report d'incorporation, demandes, procédure (p. 351)

n° 691, posée le 15 mars 1999. Famille. Divorce (J.O. Questions p. 1464). Appelée le 16 mars 1999. Prestation compensatoire, révision (p. 2402)

DÉBATS**Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (suite) (création d'un pacte civil de solidarité)

Intervient sur l'amendement n° 71 précédemment réservé de M. Dominique Dord (union de biens) (p. 10224)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665, 8710)

Procédure des questions :

Formation professionnelle : apprentissage :
financement (p. 8719)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Après l'article 2

Son amendement n° 54 soutenu par M. Gilles Carrez (extension aux départements d'Alsace-Moselle des dispositions de l'article L. 5223-3 du code général des collectivités territoriales autorisant la création de syndicat de communes gérant des biens indivis) (p. 1095) : adopté (p. 1096)

V

Léon VACHET

*Bouches-du-Rhône (15^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Fruits et légumes [1^{er} juin 1999] (p. 5187)

DÉBATS

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Thèmes :

Aménagement du territoire : villes : croissance (p. 990)

Aménagement du territoire : villes nouvelles (p. 991)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 990)

Daniel VACHEZ

*Seine-et-Marne (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14864)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir au commission nationale consultative des gens du voyage

Membre titulaire de la commission nationale consultative des gens du voyage [J.O. du 24 septembre 1999] (p. 14287)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Gens du voyage. Stationnement. Réglementation [12 mai 1999] (p. 4424)

DÉBATS

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 990)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : coopération intercommunale (p. 990)

Coopération intercommunale (p. 990)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Après l'article 41

Soutient l'amendement n° 565 de M. Jacques Guyard (transformation des syndicats et des communautés d'agglomération nouvelle en communautés d'agglomération) : retiré (p. 1219)

Article 57 (article L. 2531-13 du code général des collectivités territoriales - fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France)

Son intervention (p. 1363)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5305)

Thèmes :

Gens du voyage : stationnement (p. 5305 à 5307)

Gens du voyage : stationnement : communes (p. 5306)

Gens du voyage : stationnement : dotations de l'Etat (p. 5306)

Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 5306, 5307)

Gens du voyage : stationnement : maires (p. 5306)

Gens du voyage : stationnement : préfets (p. 5306)

Gens du voyage : stationnement : projets de loi (p. 5305 à 5307)

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Lionnel Luca (recensement de la population des gens du voyage) (p. 5337)

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Lionnel Luca (obligation de stationner dans les aires prévues par le schéma départemental) (p. 5344)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Philippe Martin (schéma départemental élaboré par le préfet, le président du conseil général, les maires et les présidents de groupements de communes de plus de 5 000 habitants) (p. 5352)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Bernard Schreiner (schéma départemental élaboré par le préfet, le président du conseil général, les maires et les présidents de groupements de communes de plus de 5 000 habitants) (p. 5352)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Jean-Jacques Weber (schéma départemental approuvé après information du conseil général sur ses conséquences financières) (p. 5356)

Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (délai de dix-huit mois pour l'approbation du schéma départemental à compter de la publication de la loi et non de son entrée en vigueur) (p. 5358)

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Patrice Martin-Lalande (délai de dix-huit mois pour l'approbation du schéma départemental à compter de la publication des décrets d'application de la loi) (p. 5358)

Intervient sur l'amendement n° 239 de M. Yves Bur (composition de la commission consultative - associations représentant les gens du voyage substituées à ces derniers) (p. 6450)

Intervient sur l'amendement n° 141 de Mme Chantal Robin-Rodrigo (composition de la commission consultative - associations intervenant auprès des gens du voyage) (p. 6450)

Intervient sur l'amendement n° 286 de M. Patrice Martin-Lalande (composition de la commission

consultative - associations intervenant auprès des gens du voyage) (p. 6450)

Intervient sur l'amendement n° 264 de Mme Christine Boutin (prise en charge par l'Etat des rassemblements de plus de cinquante caravanes) (p. 6454)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Lionnel Luca (dépôt d'une caution par les usagers des aires d'accueil) (p. 6455)

Article 3 (pouvoir de substitution du représentant de l'Etat)

Son amendement n° 223 rectifié (participation financière des communes et des groupements de communes retenus dans le schéma départemental et non de la seule commune d'implantation de l'aire d'accueil) : adopté (p. 6463)

Article 4 (participation financière de l'Etat à l'aménagement des aires d'accueil)

Son amendement n° 105 (extension du financement à la réhabilitation des aires d'accueil) : adopté (p. 6464)

Article 7 (majoration de la population prise en compte au titre du calcul de la DGF)

Son amendement n° 225 (majoration de trois habitants et non d'un habitant par place de caravane) : retiré ; repris par M. Patrice Martin-Lalande : rejeté (p. 6470)

Article 8 (dispositions modifiant le code de l'urbanisme)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (insertion dans le code de l'urbanisme des besoins des gens du voyage en matière d'habitat) (p. 6472)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Bernard Schreiner (saisine directe de l'autorité administrative par le maire sans recours au juge pour l'expulsion en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) (p. 6482)

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Émile Blessig (saisine directe de l'autorité administrative par le maire sans recours au juge pour l'expulsion en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) (p. 6482)

Intervient sur l'amendement n° 251 de M. Philippe Martin (saisine directe de l'autorité administrative par le maire sans recours au juge pour l'expulsion en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) (p. 6482)

Intervient sur l'amendement n° 91 de la commission (extension de la compétence du juge civil aux terrains relevant du domaine public) (p. 6483)

Ses explications de vote (p. 6493)

Vote pour du groupe socialiste (p. 6493)

Daniel VAILLANT

Ministre des relations avec le Parlement

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Dominique Paillé. Parlement. Ordre du jour. Fixation [13 octobre 1998] (p. 6463)

Mme Sylvia Bassot. Parlement. Questions écrites. Taux de réponse [3 novembre 1998] (p. 7930)

Mme Jacqueline Mathieu-Obadia. Etrangers. Sans-papiers. Régularisation [1^{er} décembre 1998] (p. 9749)

M. Pierre Cardo. Politique extérieure. Allemagne. Divorce, droits de garde et de visite, enfants enlevés [1^{er} décembre 1998] (p. 9744)

M. François Rochebloine. Politique extérieure. Turquie. Génocide arménien, reconnaissance, proposition de loi, inscription à l'ordre du jour [16 décembre 1998] (p. 10570)

Mme Janine Jambu. Politique extérieure. Turquie. Génocide arménien, reconnaissance, proposition de loi, inscription à l'ordre du jour [10 mars 1999] (p. 2217)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Odette Grzegorzulka. Justice. Tribunaux de grande instance. Fonctionnement, effectifs de personnel, Saint-Quentin [16 février 1999] (p. 1415)

M. Yves Fromion. Aménagement du territoire. Politiques communautaires. Fonds structurels, Cher [18 mai 1999] (p. 4474)

M. Didier Quentin. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Oléagineux, réforme [1^{er} juin 1999] (p. 5165)

M. Léo Andy. DOM. Antilles : commerce extérieur. Bananes, décisions de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), conséquences [1^{er} juin 1999] (p. 5164)

M. Hervé Gaymard. Elections et référendums. Organisation. Perspectives [15 juin 1999] (p. 5802)

M. Yvon Montané. Agriculture. Calamités agricoles. Tornade, indemnisation, viticulture, Sud-Ouest [15 juin 1999] (p. 5803)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. François d'Aubert : indique que l'obstruction de l'opposition retardera le vote de la proposition de loi [8 novembre 1998] (p. 8497)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Article 515-1 du code civil : définition du pacte civil de solidarité

Intervient sur le rappel au règlement de M. François d'Aubert (cf. supra) (p. 8497)

Article 515-2 du code civil : empêchements à la conclusion d'un pacte civil de solidarité

Intervient sur l'amendement n° 452 de M. Jacques Masdeu-Arus (conclusion du PACS entre ascendant et descendant en ligne directe) (p. 8549)

Intervient sur l'amendement n° 453 de M. Jacques Masdeu-Arus (conclusion du PACS entre alliés en ligne directe et entre collatéraux jusqu'au troisième degré) (p. 8549)

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Christian Estrosi (conclusion du PACS entre alliés en ligne directe et entre collatéraux jusqu'au troisième degré) (p. 8549)

Intervient sur l'amendement n° 454 de M. Jacques Masdeu-Arus (conclusion du PACS entre alliés en ligne directe) (p. 8549)

Intervient sur l'amendement n° 455 de M. Jacques Masdeu-Arus (conclusion du PACS entre collatéraux jusqu'au troisième degré) (p. 8549)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juin 1999] (p. 5499, 5521)

Son intervention (p. 5500)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5511)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5500)

Assemblée nationale : propositions de loi : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5500)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 5500, 5824)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : généralités (p. 5500, 5501)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : mariage (p. 5500, 5824, 5825)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : concubinage (p. 5501)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 5500)

Parlement : Sénat : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 5825)

Explications de vote et vote [15 juin 1999] (p. 5824)

Son intervention (p. 5824)

Proposition de résolution n° 811 tendant à créer une commission d'enquête relative aux exigences pécuniaires, aux relations financières internationales, à la situation patrimoniale et fiscale des sectes

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10485)

Son intervention (p. 10486)

Thèmes :

Associations : sectes : commissions d'enquête (p. 10486, 10487)

Associations : sectes : fraude et évasion fiscales (p. 10487)

Associations : sectes : Gouvernement (p. 10486)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté de pensée (p. 10486)

Enseignement : obligation scolaire (p. 10486)

Discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Article unique (création de la commission d'enquête)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Raymond Forni (commission de quinze membres) (p. 10495)

Proposition de loi n° 1404 visant à protéger les droits des usagers, à améliorer le dialogue social et à assurer la continuité dans les services publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mars 1999] (p. 2603)

Son intervention (p. 2605)

Thèmes :

Secteur public : grève (p. 2605 à 2607)

Secteur public : service minimum (p. 2606, 2607)

Transports : transports de voyageurs : grèves (p. 2606)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 2606)

Transports urbains : RATP (p. 2606)

Travail : droit de grève (p. 2605 à 2607)

Proposition de résolution n° 1577 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité)

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4640)

Son intervention (p. 4641)

Thème :

Régions : Corse : Gouvernement (p. 4641, 4642)

Discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4653)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Pierre Lellouche (extension de la période d'investigation jusqu'au début de la septième législature) (p. 4655)

Son intervention à l'issue du vote (p. 4657)

Projet de loi n° 998 relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 juin 1999] (p. 5685)

Son intervention (p. 5685)

Thèmes :

Droit pénal : composition pénale : amendes (p. 5685)

Justice : réforme (p. 5685, 5686)

Parlement : Sénat : procédure pénale (p. 5685)

Sécurité routière : alcoolémie : composition pénale (p. 5685)

Discussion des articles [9 juin 1999] (p. 5690)

Article 1er (articles 41-1 à 41-3 du code de procédure pénale - alternatives aux poursuites et composition pénale)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la possibilité de composition pénale pour le délit de conduite sous l'empire d'un état alcoolique) (p. 5691)

Proposition de loi organique n° 1494 relative au statut de la magistrature

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juin 1999] (p. 5700)

Son intervention (p. 5701)

Thèmes :

Justice : jugements : délais (p. 5701)

Justice : magistrats : âge de la retraite (p. 5701)

Justice : magistrats : grille indiciaire (p. 5701)

Justice : magistrats : recrutement (p. 5701)

Proposition de loi n° 1235 modifiant la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 juin 1999] (p. 5696)

Son intervention (p. 5695)

Thèmes :

Droit civil : procédure civile : transaction (p. 5695)

Entreprises : comptabilité : normes (p. 5695, 5696)

Lois : validations législatives : personnel pénitentiaire (p. 5695, 5696)

Professions judiciaires et juridiques : avocats : discipline (p. 5695)

Professions judiciaires et juridiques : huissiers : droits de l'enfant (p. 5695)

Professions libérales : exercice de la profession : entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée (EURL) (p. 5695)

Discussion des articles [10 juin 1999] (p. 5698)

Article 1er (sociétés d'exercice libéral unipersonnelles à responsabilité limitée)

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 5698)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 5 du Gouvernement (compétences du comité de la réglementation comptable - premier alinéa de l'article 357-8 de la loi n° 66-357 du 24 juillet 1966) : adopté (p. 5699)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Gérard Gouzes (conseils de discipline des barreaux - quatrième alinéa de l'article 22 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971) (p. 5699)

Soutient l'amendement n° 6 du Gouvernement (validation des promotions au grade de premier surveillant à l'issue du concours organisé en 1997) : adopté (p. 5699)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Jacques Limouzy (validation des droits proportionnels perçus par les huissiers en application de l'article 10 du décret n° 96-1080 du 12 décembre 1996) (p. 5700)

Soutient le sous-amendement n° 11 du Gouvernement (validation sous réserve des décisions de justice devenues définitives) à l'amendement n° 7 de M. Jacques Limouzy : adopté (p. 5700)

Soutient le sous-amendement n° 12 du Gouvernement (validation des droits perçus antérieurement à l'arrêt du Conseil d'Etat en date du 5 mai 1999) à l'amendement n° 7 de M. Jacques Limouzy : adopté (p. 5700)

Titre

Soutient l'amendement n° 8 du Gouvernement (nouveau titre : "Proposition de loi portant sur diverses professions relevant du ministère de la justice, la procédure civile et le droit comptable") : adopté (p. 5700)

Proposition de résolution n° 1584 tendant à modifier les articles 50, 91 et 108 du règlement de l'Assemblée nationale

Avant la discussion des articles [29 juin 1999] (p. 6574)

Son intervention (p. 6576)

Sa réponse (p. 6584)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 6576)

Assemblée nationale : ordre du jour : propositions de loi (p. 6576)

Assemblée nationale : questions écrites (p. 6584, 6585)

Parlement : Sénat : Règlement (p. 6576, 6585)

Allocution n° 1758 prononcée par M. Laurent Fabius, Président de l'Assemblée nationale

[30 juin 1999] (p. 6701)

Son intervention (p. 6703)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 6703)

Pays étrangers : Serbie : Kosovo : Assemblée nationale (p. 6703)

Jean VALLEIX

*Gironde (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

André VALLINI

*Isère (9^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 octobre 1998] (p. 16375)

Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale [J.O. du 10 mars 1999] (p. 3606)

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 9 juin 1999] (p. 8465)

Rapporteur de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 10 juin 1999] (p. 8523)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 957) relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale [16 juin 1999] (n° 1702)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elections et référendums. Elections européennes. Ressortissants européens, droit de vote [18 novembre 1998] (p. 9157)

Justice. Fonctionnement. Réforme, calendrier [2 décembre 1998] (p. 9889)

Consommation. Sécurité des produits. Fromages [31 mars 1999] (p. 3105)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)

Son intervention (p. 8853)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance financière (p. 8854)

Droit pénal : détention provisoire (p. 8854)

Droit pénal : garde à vue (p. 8854)

Droit pénal : présomption d'innocence (p. 8854)

Justice : cours d'assises (p. 8854)

Justice : réforme (p. 8854)

Projet de loi n° 956 relatif à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10250)

Son intervention (p. 10257)

Thèmes :

Droit pénal : médiation pénale (p. 10257)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 10257)

Justice : aide à l'accès au droit (p. 10257)

Justice : réforme (p. 10257)

Parlement : Sénat (p. 10257)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6274, 6295) ; [23 juin 1999] (p. 6373)

Son intervention (p. 6281)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 6288)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 6301)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 6386)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 6386, 6387)

Droit pénal : action publique : ministre (p. 6301, 6540)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 6540)

Droit pénal : politique pénale : ministre (p. 6283, 6301, 6386, 6540, 6541)

Droit pénal : politique pénale : Premier ministre (p. 6282)

Justice : contentieux : croissance (p. 6281)

Justice : indépendance (p. 6281, 6282, 6301)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 6282, 6541)

Justice : magistrats : statuts (p. 6386)

Justice : réforme (p. 6301)

Justice : réforme : Président de la République (p. 6301)

Police : police judiciaire (p. 6540)

Système pénitentiaire : établissements : députés (p. 6541)

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6389, 6401)

Article 1er (articles 30 à 30-3 du code de procédure pénale - attributions du ministre de la justice)

Intervient sur l'amendement n° 58 de Mme Nicole Catala (de suppression) (p. 6393)

Soutient l'amendement n° 12 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article substituant le terme directives à celui d'orientations générales de politique pénale, indiquant qu'elles sont transmises au parquet pour application et précisant le contenu du droit d'action du ministre) : adopté après modifications (p. 6411)

Intervient sur le sous-amendement n° 56 de M. Émile Blessig (reprise des dispositions de l'article 36 du code de procédure pénale et interdiction des instructions enjoignant de ne pas poursuivre) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 6402)

Intervient sur le sous-amendement n° 30 de M. Jean-Pierre Michel (magistrats du parquet tenus d'appliquer les directives et de rendre compte) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 6403)

Intervient sur le sous-amendement n° 94 de M. Jean-Luc Warsmann (magistrats du parquet devant respecter les directives) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 6403)

Intervient sur le sous-amendement n° 92 de M. Jean-Luc Warsmann (rédactionnel) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 6403)

Intervient sur le sous-amendement n° 96 de M. Jean-Luc Warsmann (directives s'imposant aux magistrats du parquet) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 6403)

Intervient sur le sous-amendement n° 57 de M. Émile Blessig (débat au Parlement sur les orientations générales de la politique pénale) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 6404)

Intervient sur le sous-amendement n° 119 de M. Pascal Clément (suppression de l'interdiction des instructions dans les affaires individuelles) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 6404)

Intervient sur le sous-amendement n° 42 de M. Pierre Albertini (reprise des dispositions de l'article 36 du code de procédure pénale) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 6404)

Intervient sur le sous-amendement n° 120 de M. Pascal Clément (reprise des dispositions de l'article 36 du code de procédure pénale) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 6404)

Intervient sur le sous-amendement n° 31 de M. Jean-Pierre Michel (intervention du ministre dans les affaires individuelles sauf pour enjoindre de ne pas poursuivre) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 6405)

Intervient sur le sous-amendement n° 63 de M. Jean-Luc Warsmann (fixation par le ministre des modalités d'évaluation des directives) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 6405)

Intervient sur le sous-amendement n° 43 de M. Pierre Albertini (suppression de la mise en mouvement de l'action publique par le ministre) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 6405)

Intervient sur le sous-amendement n° 65 de M. Jean-Luc Warsmann (suppression de la mise en mouvement de l'action publique par le ministre) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 6405)

Intervient sur le sous-amendement n° 51 rectifié de M. Alain Tourret (nouvelle rédaction de l'article 30-1 permettant au ministre d'agir contre toute décision mettant fin aux poursuites) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 6406)

Intervient sur le sous-amendement n° 32 de M. Jean-Pierre Michel (possibilité pour le ministre d'interjeter appel de toute décision juridictionnelle en cas d'inaction du ministère public) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 6406)

Intervient sur le sous-amendement n° 44 de M. Pierre Albertini (débat annuel au Parlement sur les objectifs et moyens de la politique pénale ainsi que sur les réponses judiciaires mises en œuvre) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 6407)

Intervient sur le sous-amendement n° 105 de M. Jean-Luc Warsmann (information du Parlement sur les conditions de mise en œuvre des directives par une déclaration suivie d'un débat) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 6407)

Intervient sur le sous-amendement n° 93 de M. Jean-Luc Warsmann (information du Parlement sur l'application de l'article 37 du code de procédure pénale relatif à la mise en mouvement de l'action

publique par les procureurs généraux) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 6408)

Intervient sur le sous-amendement n° 90 de M. Jean-Luc Warsmann (information du Parlement sur l'activité de chaque tribunal de grande instance et sur les adaptations aux directives décidées par le parquet) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 6409)

Intervient sur le sous-amendement n° 91 de M. Jean-Luc Warsmann (possibilité de débat d'orientation judiciaire) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 6410)

Intervient sur le sous-amendement n° 52 rectifié de M. Alain Tourret (représentation du ministre de la justice pour la mise en mouvement de l'action publique par un avocat désigné par arrêté ministériel et choisi pour trois ans parmi les bâtonniers ou anciens bâtonniers de chaque ressort de cour d'appel) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 6411)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Alain Tourret (insertion d'un article 497-1 dans le code de procédure pénale permettant aux associations reconnues d'utilité publique de demander au procureur de faire appel sur l'action publique) (p. 6412)

Intervient sur l'amendement n° 48 rectifié de Mme Véronique Neiertz (nouvelle rédaction de l'article 620 du code de procédure pénale fixant à la cour de cassation un délai de six mois pour statuer sur pourvoi dans l'intérêt de la loi) (p. 6413)

Article 2 (articles 35 à 37 du code de procédure pénale - attributions du procureur général)

Intervient sur l'amendement n° 59 de Mme Nicole Catala (de suppression) (p. 6414)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : adopté (p. 6420)

Intervient sur le sous-amendement n° 45 de M. Pierre Albertini (suppression du pouvoir de précision et d'adaptation des directives dévolu aux procureurs généraux) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 6416)

Intervient sur le sous-amendement n° 79 rectifié de M. Jean-Luc Warsmann (adaptation par les procureurs généraux ne pouvant aboutir à la méconnaissance des directives) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 6417)

Intervient sur le sous-amendement n° 121 de M. Pascal Clément (suppression du texte proposé pour l'article 37 du code de procédure pénale relatif aux relations entre les procureurs généraux et les procureurs) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 6417)

Intervient sur le sous-amendement n° 77 de M. Jean-Luc Warsmann (nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 37 du code de procédure pénale relatif aux relations entre les procureurs généraux et les procureurs - procureurs généraux tenus de dénoncer les infractions et ne pouvant faire obstacle à la mise

en mouvement de l'action publique) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 6417)

Intervient sur le sous-amendement n° 74 de M. Jean-Luc Warsmann (information des magistrats par les procureurs généraux sur les conditions de mise en œuvre des directives au moins deux fois et non au moins une fois par an) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 6418)

Intervient sur le sous-amendement n° 97 de M. Jean-Luc Warsmann (information des magistrats sur les résultats obtenus et sur les adaptations apportées aux directives par les procureurs généraux) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 6418)

Intervient sur le sous-amendement n° 123 de M. Pascal Clément (suppression du texte proposé pour l'article 37-2 du code de procédure pénale relatif à l'information du ministre par les procureurs généraux) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 6419)

Intervient sur le sous-amendement n° 82 de M. Jean-Luc Warsmann (suppression de l'information du ministre par les procureurs généraux sur les affaires qu'ils estiment devoir être portées à sa connaissance et sur les procédures de déclenchement de l'action publique à la demande du ministre) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 6419)

Intervient sur le sous-amendement n° 46 de M. Pierre Albertini (information du ministre par les procureurs généraux sur les affaires devant être portées à sa connaissance) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 6419)

Intervient sur le sous-amendement n° 78 de M. Jean-Luc Warsmann (suppression de l'information du ministre par les procureurs généraux sur les affaires qu'ils estiment devoir être portées à sa connaissance) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 6419)

Intervient sur le sous-amendement n° 122 de M. Pascal Clément (suppression du droit pour le ministre d'être informé de toute affaire dont les parquets sont saisis) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 6419)

Intervient sur le sous-amendement n° 72 de M. Jean-Luc Warsmann (droit pour le ministre d'être informé de toute affaire dont les parquets sont saisis) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 6420)

Intervient sur le sous-amendement n° 124 de M. Pascal Clément (avis ou informations sur une affaire individuelle devant figurer au dossier) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 6420)

Article 3 (articles 39-1 à 39-4 du code de la procédure pénale - attributions du procureur de la République)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : adopté (p. 6422)

Intervient sur le sous-amendement n° 114 rectifié de M. Jean-Luc Warsmann (adaptation par les procureurs ne pouvant aboutir à la méconnaissance des directives) à l'amendement n° 14 de la commission (p. 6422)

Intervient sur le sous-amendement n° 112 de M. Jean-Luc Warsmann (suppression de la mise en mouvement de l'action publique à la suite des décisions des commissions de recours contre les

classements sans suite) à l'amendement n° 14 de la commission (p. 6422)

Intervient sur le sous-amendement n° 110 de M. Jean-Luc Warsmann (information des magistrats par les procureurs sur les conditions de mise en œuvre des directives au moins deux fois et non au moins une fois par an) à l'amendement n° 14 de la commission (p. 6422)

Intervient sur le sous-amendement n° 108 de M. Jean-Luc Warsmann (suppression de l'information du procureur général par les procureurs sur les affaires qu'ils estiment devoir être portées à sa connaissance et sur les procédures de déclenchement de l'action publique à la demande du ministre) à l'amendement n° 14 de la commission (p. 6422)

Intervient sur le sous-amendement n° 106 de M. Jean-Luc Warsmann (droit pour le procureur général d'être informé de toute affaire dont les procureurs sont saisis) à l'amendement n° 14 de la commission (p. 6422)

Avant l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Guy Hascoët (poursuite des infractions lorsque la peine encourue est inférieure à cinq ans si les conditions de la médiation ou de la compensation pénales ne sont pas réunies et obligation de poursuivre lorsque la peine encourue est de cinq ans ou plus) (p. 6423)

Article 4 (article 40-1 du code de procédure pénale - motivation des décisions de classement sans suite)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (obligation de motiver le classement même en l'absence d'identification d'une personne susceptible d'être mise en cause) : adopté (p. 6424)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Alain Turret (suppression de la référence aux considérations de fait et de droit motivant le classement) (p. 6424)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Jean-Luc Warsmann (suppression du recours contre les classements sans suite institué à l'article 5 du projet) (p. 6425)

Article 5 (articles 48-1 à 48-5 du code de procédure pénale - recours contre les classements sans suite)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Pierre Albertini (recours auprès du ministre qui peut décider la mise en mouvement de l'action publique) (p. 6427)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Pascal Clément (suppression de la condition d'intérêt suffisant) (p. 6427)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Jean-Luc Warsmann (suppression de la saisine de la commission de recours) (p. 6427)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Pierre Albertini (suppression des dispositions relatives aux commission de recours) (p. 6427)

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Jean-Luc Warsmann (suppression des dispositions relatives au ressort territorial et à la composition des commissions de recours) (p. 6427)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Jacques Brunhes (de précision) (p. 6428)

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Jean-Luc Warsmann (suppression des dispositions relatives à la saisine de la commission de recours) (p. 6428)

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Jean-Luc Warsmann (suppression des dispositions relatives aux compétences de la commission de recours) (p. 6428)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Jean-Luc Warsmann (suppression des dispositions relatives à la saisine abusive de la commission de recours) (p. 6428)

Intervient sur l'amendement n° 19 rectifié de la commission (suspension de la prescription de l'action publique) (p. 6429)

Intervient sur le sous-amendement n° 98 de Mme Christine Lazerges (suspension au seul bénéficiaire du ministère public) à l'amendement n° 19 rectifié de la commission (p. 6429)

Article 6 (cadre des activités de la police judiciaire)

Soutient l'amendement n° 20 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 6429)

Article 7 (direction de la police judiciaire par le procureur de la République)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6430)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Pierre Albertini (suppression du septième alinéa de l'article relatif à l'information réciproque du procureur et des chefs des services de police et de gendarmerie sur les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs de l'action publique) (p. 6430)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Pascal Clément (suppression du septième alinéa de l'article relatif à l'information réciproque du procureur et des chefs des services de police et de gendarmerie sur les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs de l'action publique) (p. 6430)

Soutient l'amendement n° 22 rectifié de la commission (nouvelle rédaction du septième alinéa de l'article relatif à l'information réciproque du procureur et des chefs des services de police et de gendarmerie sur les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs de l'action publique) : adopté (p. 6430)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Jean-Luc Warsmann (suppression du dernier alinéa de l'article relatif à la définition en commun par le procureur et le chef de service de police ou de gendarmerie des moyens à mettre en œuvre dans les enquêtes complexes ou de longue durée) (p. 6430)

Article 8 (articles 75-1 et 75-2 du code de procédure pénale - contrôle du procureur de la République sur les enquêtes préliminaires)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (prorogation par le procureur du délai imparti aux officiers de police judiciaire) : adopté (p. 6431)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (obligation faite à l'officier de police judiciaire de

rendre compte au procureur des enquêtes menées d'office dans le délai de six mois) : adopté (p. 6431)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (de précision) : adopté (p. 6432)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 6432)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Guy Hascoët (constitution auprès de chaque tribunal de grande instance d'unités composées d'officiers et d'agents de police judiciaire) (p. 6432)

Article 11 (coordinations)

Soutient l'amendement n° 84 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6433)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6433)

Soutient l'amendement n° 28 rectifié de la commission (de coordination) : adopté (p. 6433)

Soutient l'amendement n° 85 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6433)

Soutient l'amendement n° 86 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6433)

Soutient l'amendement n° 87 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6433)

Soutient l'amendement n° 88 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6433)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6433)

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Jean-Luc Warsmann (insertion d'un article 720 bis dans le code de procédure pénale autorisant la visite à tout moment par les parlementaires des établissements pénitentiaires de leur département d'élection) (p. 6435)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 41 deuxième rectification de M. Jacques Floch (entrée en vigueur des dispositions du chapitre Ier relatif à l'action publique en matière pénale après la promulgation de la loi organique fixant le statut de la magistrature prévue par le projet de loi constitutionnelle sur la réforme du conseil supérieur de la magistrature) (p. 6437)

Article 12 (application de la loi dans les TOM et à Mayotte)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (de coordination) : adopté (p. 6438)

Explications de vote et vote [29 juin 1999] (p. 6539)

Son intervention (p. 6540)

François VANNON

*Vosges (3^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Textile et habillement. Aides de l'Etat [15 juin 1999] (p. 5821)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 550, posée le 14 décembre 1998. Etablissements de santé. Services d'urgence (J.O. Questions p. 6745). Appelée le 15 décembre 1998. Maintien, Gérardmer (p. 10456)

n° 655, posée le 1^{er} mars 1999. Energie et carburants. GDF (J.O. Questions p. 1128). Appelée le 2 mars 1999. Desserte, extension, loi n° 98-546 du 2 juillet 1998, article 50, décret d'application, publication (p. 1849)

n° 866, posée le 7 juin 1999. Voirie. RN 66 (J.O. Questions p. 3356). Appelée le 8 juin 1999. Aménagement, Vosges (p. 5458)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 817 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 8470)

Article 2 (imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs)

Son amendement n° 818 (de suppression) : rejeté (p. 9923)

Article 3 (tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations)

Son amendement n° 819 (de suppression) : rejeté (p. 9954)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

**ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES
ADDITIONNELS NON RATTACHÉS**

[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)

Après l'article 74

Soutient l'amendement n° 107 corrigé de M. François Sauvadet (réduction du droit de consommation sur l'alcool en faveur des bouilleurs de cru) : rejeté (p. 9129)

Philippe VASSEUR

*Pas-de-Calais (3^{ème} circonscription)
Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux [J.O. du 13 novembre 1998] (p. 17124)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole [J.O. du 12 février 1999] (p. 2287)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1326 visant à créer une commission d'enquête sur les conditions de cumul des missions de conception et de maîtrise d'oeuvre par les architectes des bâtiments de France [12 janvier 1999]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 1326) de M. Philippe Vasseur visant à créer une commission d'enquête sur les conditions de cumul des missions de conception et de maîtrise d'oeuvre par les architectes des bâtiments de France [3 mars 1999] (n° 1417)

Proposition de loi n° 1490 relative aux conditions de cumul des missions des architectes des bâtiments de France [24 mars 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Politique agricole. Perspectives [27 octobre 1998] (p. 7395)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette l'examen de la proposition de loi sur le pacte civil de solidarité un dimanche alors que les élus ont des engagements dans leur circonscription [8 octobre 1998] (p. 6140)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5826)

Soutient la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 5833) : rejetée (p. 5843)

Son interruption (p. 5891)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5823, 5838)

Agriculture : installation (p. 5836)

Agroalimentaire : commercialisation (p. 5836)

Agroalimentaire : labels (p. 5835, 5837)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 5836)

Commerce extérieur : exportations : agriculture (p. 5835)

Enseignement agricole (p. 5837)

Impôt sur le revenu : bénéfices agricoles (p. 5836)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5835)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5834)

Retraites : régime agricole (p. 5836)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Intervient sur le sous-amendement n° 742 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (plafonnement des aides) à l'amendement n° 86 de la commission (aménagement des aides) (p. 6066)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Intervient sur l'amendement n° 476 de M. Jacques Rebillard (nouvelle autorisation en cas de diminution du nombre total des associés exploitants) (p. 6163)

Intervient sur l'amendement n° 496 de M. François Patriat (nouvelle autorisation en cas de diminution du nombre total des associés exploitants) (p. 6163)

Intervient sur le sous-amendement n° 957 de M. François Sauvadet (dispense d'autorisation lorsque les exploitants sont parents ou alliés) à l'amendement n° 496 de M. François Patriat (p. 6163)

Après l'article 44

Son sous-amendement n° 980 soutenu par M. Christian Jacob (décret en Conseil d'Etat pour fixer la liste des produits ou denrées pour lesquels la traçabilité doit être assurée) à l'amendement n° 486 du Gouvernement (contrôle des animaux dans les élevages par les vétérinaires inspecteurs): adopté (p. 6401)

Ses explications de vote (p. 6481)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 6483)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380, 3403)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 3381) : rejetée (p. 3390)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 3396)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 3382, 3396, 3397)

Agriculture : installation (p. 3382 à 3383)

Agriculture : pollution (p. 3384)

Agroalimentaire : commercialisation (p. 3384, 3396)

Agroalimentaire : lait et produits laitiers : contrôle sanitaire (p. 3385, 3386)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 3382)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 3382)

Enseignement agricole (p. 3386)

Impôt sur le revenu : bénéfices agricoles (p. 3384)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 3383)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3381, 3383, 3386, 3416 à 3419)

Retraites : régime agricole : montant des pensions : préretraites (p. 3383, 3386, 3396)

Santé : santé publique : sécurité sanitaire (p. 3385, 3386)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70) ; [20 janvier 1999] (p. 130, 160)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 56) : rejetée (p. 69)

Thèmes :

Agriculture (p. 56)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 58)

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 59, 60)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 61, 62)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 58, 60)

Aménagement du territoire : villes (p. 57, 58)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 58)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 57, 60)

Environnement : protection (p. 56, 58)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 59)

Secteur public : services publics (p. 58, 59)

Union européenne : fonds structurels (p. 61)

Déclaration du Gouvernement n° 1733 présentée par M. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur sur l'organisation mondiale du commerce

[23 juin 1999] (p. 6331)

Son intervention (p. 6343)

Thèmes :

Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 6344)

Audiovisuel et communication (p. 6345)

Enfants : travail (p. 6345)

Environnement (p. 6345)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 6343, 6344)

Union européenne : Commission : négociations (p. 6344, 6345)

André VAUCHEZ

*Jura (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission d'enquête sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait dit "département protection sécurité" et les soutiens dont il bénéficierait [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18969)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 680, posée le 15 mars 1999. Enseignement. Etablissements (J.O. Questions p. 1463). Appelée le 16 mars 1999. Visites et sorties, sécurité (p. 2394)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Son intervention (p. 5882)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 5883)

Environnement : espace rural (p. 5882)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son amendement n° 822 (organisations interprofessionnelles pour les produits issus de l'agriculture biologique) : adopté après modifications (p. 6316)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Article 2 (création des contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 3443)

Article 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles)

Son intervention (p. 3518)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057, 8067)

Son intervention (p. 8076)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 8076)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 8076)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 8076)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Procédure des questions :

Gendarmerie : gendarmerie mobile (p. 8302)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70) ; [20 janvier 1999] (p. 130, 160)

Son intervention (p. 147)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 147, 148)

Transports par eau : Canal Rhin-Rhône (p. 147)

Union européenne : fonds structurels (p. 147)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 30 (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Son intervention (p. 914)

Projet de loi n° 1618 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6740)

Son intervention (p. 6750)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : réservistes (p. 6751)

Défense : professionnalisation (p. 6751)

Défense : rendez-vous citoyen (p. 6750, 6751)

Défense : réserves (p. 6750, 6751)

Gendarmerie (p. 6751)

Michel VAUZELLE

*Bouches-du-Rhône (16^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Rapporteur pour avis du projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 88-2 de la Constitution (n° 1072) [8 octobre 1998]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes (n° 1365) [3 février 1999]

DÉPÔTS

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi constitutionnelle (n° 1072), modifiant l'article 88-2 de la Constitution [18 novembre 1998] (n° 1209)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères, en application de l'article 145 du Règlement, sur le projet de loi autorisant la ratification du Traité d'Amsterdam [17 février 1999] (n° 1402)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1365 rectifié) autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes [2 mars 1999] (n° 1411)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le partenariat euro-méditerranéen [23 juin 1999] (n° 1737)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Recrutement. Discriminations raciales, lutte et prévention [3 février 1999] (p. 850)

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9427)

Son intervention (p. 9437)

Thèmes :

Etat : souveraineté (p. 9438, 9439)

Etat : souveraineté : mondialisation (p. 9439)

Parlement : rôle : Union européenne (p. 9437, 9438)

Union européenne : institutions communautaires : réforme (p. 9437)

Union européenne : institutions communautaires : Sénat (p. 9438)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999]
(p. 1872)**

Son intervention (p. 1877)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 1877)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1878)

Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) (p. 1877, 1878)

Union européenne : élargissement (p. 1878, 1879)

Union européenne : institutions communautaires (p. 1878)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1877)

**Discussion de l'article unique [3 mars 1999]
(p. 1947)***Après l'article unique*

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (réforme des institutions de l'Union européenne) (p. 1959)

Michel VAXÈS

*Bouches-du-Rhône (13^{ème} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale [J.O. du 20 mai 1999] (p. 7464)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

Vice-président de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 2 juin 1999] (p. 8150)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Collectivités territoriales. Corse. Incendie criminel, gendarmerie [4 mai 1999] (p. 3936)

Travail. Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC). Augmentation [2 juin 1999] (p. 5289)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 485, posée le 23 novembre 1998. Justice. Conseils de prud'hommes (J.O. Questions p. 6313). Appelée le 24 novembre 1998. Fonctionnement, Martigues (p. 9399)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Son intervention (p. 7893)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : politique de la ville : crédits (p. 7893)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7893)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 7894)

Fonctionnaires et agents publics : affectation : politique de la ville (p. 7893)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [19 janvier 1999]
(p. 39, 70) ; [20 janvier 1999] (p. 130, 160)**

Son intervention (p. 101)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 102)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 102)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 962)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 1006)

Thèmes :

Communes (p. 962, 963)

Coopération intercommunale (p. 962, 963)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 963)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 397 (prohibition des regroupements n'ayant pas l'assentiment des communes intéressées) : rejeté (p. 1011)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-2 du code général des collectivités territoriales : durée d'existence de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 400 (possibilité de prévoir une durée limitée) : rejeté (p. 1025)

Son amendement n° 401 (règlement intérieur de la communauté) : rejeté (p. 1026)

Article L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales : le conseil de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 402 (arrêté fixant le périmètre de la communauté prenant acte des décisions des collectivités locales intéressées) : rejeté (p. 1027)

Son sous-amendement n° 588 (impossibilité pour une commune de détenir la moitié des sièges ou plus), rectifié (suppression des termes "ou plus") à l'amendement n° 59 rectifié de la commission (à défaut d'accord entre les communes, attribution d'un siège à chaque commune et répartition des sièges restants à la proportionnelle) : retiré (p. 1031)

Article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des communautés d'agglomération

Soutient l'amendement n° 411 de M. Jean Vila (possibilité de ne transférer qu'une compétence optionnelle) : rejeté (p. 1033)

Soutient l'amendement n° 410 de M. Bernard Birsinger (de coordination) : rejeté (p. 1035)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 415 (de coordination) : rejeté (p. 1099)

Soutient l'amendement n° 416 de M. Jean Vila (de coordination) : rejeté (p. 1099)

Soutient l'amendement n° 417 de M. Jean Vila (de coordination) : rejeté (p. 1101)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (extension du périmètre des communautés urbaines par une procédure dérogatoire) (p. 1111)

Intervient sur le sous-amendement n° 605 de M. Pierre Ducout (procédure non applicable lorsqu'un syndicat mixte réunit la communauté et les communes susceptibles d'y être intégrées) à l'amendement n° 82 de la commission (p. 1111)

Article 10 (article L. 5214-7 du code général des collectivités territoriales - nombre et répartition des sièges au sein du conseil de la communauté de communes)

Soutient l'amendement n° 420 corrigé de M. Bernard Birsinger (de coordination) : retiré (p. 1123)

Son amendement n° 421 (garantie d'un siège pour chaque commune, aucune ne pouvant disposer de plus de la moitié des sièges) : devenu sans objet (p. 1124)

Article 8 précédemment réservé (article L. 5215-10 du code général des collectivités territoriales - élection des délégués du conseil de la communauté urbaine)

Intervient sur l'amendement n° 609 de M. Gérard Gouzes (nouvelle rédaction de l'article organisant la désignation lors des élections municipales des délégués des communes de plus de 3 500 habitants au conseil des communautés urbaines) (p. 1129)

Son amendement n° 418 : devenu sans objet (p. 1129)

Article 11 (article L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales - compétences des communautés de communes)

Son amendement n° 422 soutenu par M. Jean Vila (de coordination) : rejeté (p. 1132)

Son amendement n° 427 corrigé (de coordination) : rejeté (p. 1132)

Article 21 (article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales - création des établissements publics de coopération intercommunale - fixation du périmètre)

Son amendement n° 428 soutenu par M. Bernard Birsinger (consultation du département pour la

fixation du périmètre des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 1144) : rejeté (p. 1145)

Son amendement n° 430 (périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale ne pouvant être identique à celui d'un département) : adopté (p. 1147)

Son amendement n° 432 (de coordination) : rejeté (p. 1147)

Article 22 (articles L. 5211-6 à L. 5211-11 et L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales - organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale)

Intervient sur l'amendement n° 575 de M. Jean Espilondo (élection des délégués au scrutin de liste proportionnel par les conseils municipaux des communes de plus de 3 500 habitants lorsqu'elles élisent plus d'un délégué) (p. 1175)

Article 24 (articles L. 5211-16 à L. 5211-20 du code général des collectivités territoriales - modifications statutaires)

Soutient l'amendement n° 435 de M. Bernard Birsinger (transferts de compétences après avis conforme des conseils municipaux) : rejeté (p. 1183)

Article 26 (articles L. 5211-39 et L. 5211-40 du code général des collectivités territoriales - démocratisation et transparence)

Son sous-amendement n° 437 (possibilité d'audition à la demande du conseil municipal) à l'amendement n° 127 de la commission (possibilité pour le président de l'établissement public de coopération intercommunale d'être entendu à sa demande par le conseil municipal de chaque commune membre) : adopté (p. 1189)

Intervient sur l'amendement n° 438 de M. Jean Vila (débat avec vote des conseils municipaux avant l'examen du budget de l'établissement public de coopération intercommunale) (p. 1191)

Intervient sur l'amendement n° 128 de la commission (consultation des maires par le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre à la demande du tiers et non de la majorité des maires) (p. 1192)

Après l'article 32

Son amendement n° 610 (décision du conseil d'un établissement public de coopération intercommunale intéressant une seule commune devant faire l'objet d'un avis de celle-ci) : adopté (p. 1208)

Article 34 (transformation des districts en communautés de communes ou en syndicats de communes)

Son amendement n° 440 (transformation dans les mêmes conditions que celles prévues pour la création du district) : rejeté (p. 1210)

Article 51 (article 1609 nonies C du code général des impôts - taxe professionnelle unique)

Intervient sur l'amendement n° 178 de la commission (perception de la taxe d'habitation et des taxes foncières par les communautés d'agglomération et les communautés urbaines à taxe professionnelle unique) (p. 1326)

Article 47 précédemment réservé (article 1609 bis du code général des impôts - régime fiscal des communautés urbaines)

Son amendement n° 441 soutenu par M. Jean Vila (avis conforme des communes pour le passage à la taxe professionnelle unique) : rejeté (p. 1333)

Article 52 précédemment réservé (article 1636 B decies du code général des impôts - déliaison des taux)

Son intervention (p. 1360)

Son amendement n° 443 : devenu sans objet (p. 1360)

Son amendement n° 629 (non prise en compte des taux de la fiscalité sur les ménages inférieurs aux 3/4 de la moyenne nationale pour la mise en oeuvre de la majoration spéciale de la taxe professionnelle des groupements à taxe professionnelle unique ne percevant pas de fiscalité additionnelle sur les ménages) : adopté après rectification (p. 1362)

Article 57 (article L. 2531-13 du code général des collectivités territoriales - fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France)

Son intervention (p. 1363)

Son amendement n° 527 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (exonération du second prélèvement pour les communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine ou à la dotation du fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France) (p. 1373) : retiré (p. 1374)

Après l'article 57

Son amendement n° 444 soutenu par Mme Janine Jambu (nouvelle rédaction de l'article L. 2531-14 du code général des collectivités territoriales relatif aux communes attributaires du fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France) (p. 1375)

Ses explications de vote (p. 1402)

Abstention du groupe communiste (p. 1402)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [11 février 1999] (p. 1266)

Son intervention (p. 1271)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie (p. 1271)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : élections et référendums (p. 1271)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : Etat (p. 1271)

Proposition de résolution n° 1577 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le GPS (Groupe de Pelotons de Sécurité)

Avant la discussion de l'article unique [19 mai 1999] (p. 4640)

Son intervention (p. 4646)

Thèmes :

Partis et mouvements politiques : opposition : Corse (p. 4646, 4647)

Régions : Corse : gendarmerie (p. 4646)

Régions : Corse : Gouvernement précédent (p. 4647)

Régions : Corse : population (p. 4647)

Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Philippe Douste-Blazy, M. Jean-Louis Debré, M. José Rossi et quatre-vingt-trois membres de l'Assemblée

[25 mai 1999] (p. 4819)

Son intervention (p. 4823)

Thèmes :

Partis et mouvements politiques : opposition : Corse (p. 4823 à 4825)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : Corse (p. 4824, 4825)

Politique économique : libéralisme : Corse (p. 4824)

Régions : Corse : difficultés (p. 4823, 4824)

Régions : Corse : population (p. 4823)

Vote contre du groupe communiste (p. 4826)

Hubert VÉDRINE

Ministre des affaires étrangères

DÉPÔT

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes [3 février 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Noël Mamère. Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [7 octobre 1998] (p. 6040)

M. Pierre Brana. Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [13 octobre 1998] (p. 6468)

M. Éric Besson. Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israëlo-palestinien, attitude de la France [14 octobre 1998] (p. 6577)

M. Louis Mexandeau. Politique extérieure. Droits de l'homme. Arrestation d'Augusto Pinochet [20 octobre 1998] (p. 7009)

Mme Monique Collange. Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israëlo-palestinien, attitude de la France [27 octobre 1998] (p. 7389)

M. René Mangin. Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [3 novembre 1998] (p. 7931)

M. Georges Sarre. Politique extérieure. Aide au développement. Pays d'Amérique centrale frappés par l'ouragan Mitch [4 novembre 1998] (p. 8037)

M. Noël Mamère. Traités et conventions. Convention sur les armes inhumaines. Protocole sur les mines antipersonnel, application [10 novembre 1998] (p. 8706)

M. Alain Madelin. Organisations internationales. ONU. Cour pénale internationale, création, attitude de la France [10 novembre 1998] (p. 8706)

M. Damien Alary. Politique extérieure. Aide humanitaire. Pays d'Amérique centrale frappés par l'ouragan Mitch [10 novembre 1998] (p. 8702)

M. Michel Suchod. Politique extérieure. Irak. Embargo, attitude de la France [18 novembre 1998] (p. 9161)

M. Yves Dauge. Organisations internationales. ONU. Cour pénale internationale, création, attitude de la France [9 décembre 1998] (p. 10239)

M. François Loncle. Politique extérieure. Irak. Attitude de la France [22 décembre 1998] (p. 11011)

M. Georges Hage. Politique extérieure. Irak. Attitude de la France [22 décembre 1998] (p. 11010)

M. Gérard Bapt. Politique extérieure. Irak. Attitude de la France [3 février 1999] (p. 851)

M. Jacques Desallangre. Politique extérieure. Irak. Embargo, attitude de la France [10 février 1999] (p. 1157)

Mme Marie-Hélène Aubert. Drogue. Héroïne. Interpol, conférence de Rangoon, attitude de la France [16 février 1999] (p. 1446)

M. Pierre Brana. Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [16 février 1999] (p. 1439)

M. Jean-Paul Bret. Politique extérieure. Turquie. Droits de l'homme [2 mars 1999] (p. 1861)

- Mme Marie-Françoise Clergeau. Politique extérieure. Afghanistan. Droits de l'homme [9 mars 1999] (p. 2139)
- M. Daniel Feurtet. Union européenne. Commission. Démission, conséquences [16 mars 1999] (p. 2419)
- M. Didier Boulaud. Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [16 mars 1999] (p. 2413)
- Mme Martine David. Esotérisme. Sectes. Session de l'OSCE, attitude de la France [17 mars 1999] (p. 2532)
- M. Jean-Claude Viollet. Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [7 avril 1999] (p. 3365)
- Mme Janine Jambu. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [18 mai 1999] (p. 4496)
- M. Renaud Donnedieu de Vabres. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [18 mai 1999] (p. 4492)
- Mme Geneviève Perrin-Gaillard. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [19 mai 1999] (p. 4587)
- M. Alain Bocquet. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [25 mai 1999] (p. 4809)
- M. Michel Suchod. Politique extérieure. Kosovo. Situation diplomatique [25 mai 1999] (p. 4815)
- M. Damien Alary. Famille. Adoption. Adoption internationale, réglementation, Vietnam [26 mai 1999] (p. 4930)
- M. Christian Cuvilliez. Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire, diplomatique et humanitaire [2 juin 1999] (p. 5288)
- M. Pierre Lequiller. Politique extérieure. Kosovo. Plan de paix, application [15 juin 1999] (p. 5815)
- M. Pierre Brana. Politique extérieure. Kosovo. Plan de paix, application [15 juin 1999] (p. 5816)
- M. Gérard Revol. Commerce extérieur. Importations. Enfants, travail, lutte et prévention [15 juin 1999] (p. 5823)
- M. Daniel Marcovitch. Politique extérieure. Iran. Droits de l'homme, communauté juive [22 juin 1999] (p. 6271)
- M. Patrick Rimbart. Politique extérieure. Algérie. Relations bilatérales, développement [22 juin 1999] (p. 6273)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Son intervention (p. 7841)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 7845)

Enseignement supérieur (p. 7845)

Ministères et secrétariats d'Etat : crédits (p. 7841, 7844)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 7845)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 7842)

Politique extérieure : coopération culturelle (p. 7845)

Politique extérieure : coopération économique (p. 7818)

Politique extérieure : coopération militaire (p. 7842)

Relations internationales (p. 7841, 7842)

Traités et conventions : droit international : droits de l'homme et libertés publiques (p. 7843)

Traités et conventions : ratification : armes nucléaires tactiques (p. 7843)

Traités et conventions : ratification : terrorisme (p. 7843)

Union européenne (p. 7841, 7842)

Réponses aux questions :

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour (p. 7849, 7850) (M. Jean-Jacques Weber) (p. 7849)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 7846, 7847) (M. Bernard Schreiner) (p. 7846)

Pays étrangers : Cambodge (p. 7847, 7848) (Mme Nicole Catala) (p. 7847)

Pays étrangers : Palestine (p. 7850) (M. Michel Voisin) (p. 7850)

Union européenne : institutions communautaires (p. 7848, 7849) (M. Charles Ehrmann) (p. 7848)

Vote des crédits [2 novembre 1998] (p. 7851)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jacques Myard (rétablissement de crédits supprimés) (p. 7852)

Proposition de loi n° 1205 relative à la validation législative d'actes pris après avis du comité technique paritaire du ministère des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [9 décembre 1998] (p. 10263)

Son intervention (p. 10265)

Thème :

Fonctionnaires et agents publics : comités techniques paritaires (p. 10265)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Son intervention (p. 1872)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 1872)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 1874)

Politiques communautaires : budget (p. 1872)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1872, 1873)

Union européenne : accords de Schengen (p. 1872)

Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) (p. 1872, 1873)

Union européenne : élargissement (p. 1873)

Union européenne : euro (p. 1873)

Union européenne : fonds structurels (p. 1872)

Union européenne : institutions communautaires (p. 1872, 1873)

Union européenne : subsidiarité (p. 1872)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1872)

Michel VERGNIER

*Creuse (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Commerce et artisanat. Artisanat. Promotion [17 mars 1999] (p. 2533)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Son intervention (p. 5878)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5877)

Agriculture : exploitations agricoles (p. 5879)

Agriculture : installation (p. 5879)

Enseignement agricole (p. 5879)

Environnement : espace rural (p. 5878)

Retraites : régime agricole (p. 5879)

Ventes et échanges (p. 5879)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Vote des crédits [20 octobre 1998] (p. 7167)

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Après l'article 79

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (intégration au service public de l'éducation nationale de l'École nationale des métiers du bâtiment de Felletin (Creuse)) (p. 7168)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057, 8067)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 8102)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son intervention (p. 191)

Proposition de résolution n° 1248 sur le projet de réforme de la politique agricole commune (COM (98) 0158 final/n° E 1052)

Ses explications de vote (p. 2570)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2570)

Émile VERNAUDON

*Polynésie Française (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République
Députés n'appartenant à aucun groupe
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

Cesse d'appartenir au groupe du du Rassemblement pour la République [21 octobre 1998] (p. 15970)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 21 octobre 1998] (p. 15970)

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 27 janvier 1999] (p. 1414)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 22 octobre 1998] (p. 16039)

DÉPÔT

Proposition de loi organique n° 1448 destinée à améliorer l'équité des élections à l'Assemblée de la Polynésie française [9 mars 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Euro. Mise en place, conséquences, franc Pacifique [15 décembre 1998] (p. 10484)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer. Polynésie : statut. Réforme, concertation [28 avril 1999] (p. 3702)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [23 octobre 1998] (p. 7281, 7313)

Son intervention (p. 7335)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armes nucléaires (p. 7337)

Finances publiques (p. 7335, 7336)

Parlement : sénateurs : Polynésie française (p. 7336)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 7336)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : institutions (p. 7336, 7337)

Projet de loi organique n° 1229 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1998] (p. 10838)

Son intervention (p. 10859)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : catastrophes naturelles (p. 10859)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : institutions (p. 10859, 10860)

Alain VEYRET

*Lot-et-Garonne (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 31 octobre 1998] (p. 16481)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 31 octobre 1998] (p. 16481)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 771, posée le 3 mai 1999. Transports ferroviaires. TGV (J.O. Questions p. 2553). Appelée le 4 mai 1999. Ligne Bordeaux Toulouse, construction (p. 3917)

DÉBATS**Projet de loi n° 977 d'orientation agricole**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 547 (coexistence équilibrée entre le monde agricole et les autres activités) : adopté (p. 5969)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1998] (p. 10086)

Après l'article 16

Son amendement n° 70 soutenu par M. Jean-Louis Idiart (majoration de la taxe sur les ouvrages hydroélectriques concédés) : retiré (p. 10127)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 avril 1999] (p. 3648, 3658) ; [28 avril 1999] (p. 3706, 3738)

Son intervention (p. 3731)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3732)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : effet de seuil (p. 3732)

Santé : accès aux soins (p. 3731)

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ; [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 20 (chapitre premier nouveau du titre VI nouveau du livre VII du code de la sécurité sociale, articles L. 861-1 à L. 861-9 nouveaux : définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la CMU)

Article L. 861-1 du code de la sécurité sociale : personnes ayant droit à la couverture complémentaire CMU

Son amendement n° 382 (aide dégressive à la protection complémentaire) : retiré (p. 3838)

Article L. 861-3 du code de la sécurité sociale : étendue de la couverture complémentaire CMU

Son amendement n° 384 : non soutenu (p. 3841)

Article 25 (articles L. 861-10, L. 861-11, L. 861-12, L. 861-13, L. 861-14, L. 861-15, L. 861-16, L. 861-17 nouveaux du code de la sécurité sociale : création du fonds de financement de la protection complémentaire)

Son intervention (p. 3879)

Son amendement n° 385 (fixation d'un taux minimum de 1,75%) : retiré (p. 3887)

Son amendement n° 387 (prise en charge intégrale) : retiré (p. 3889)

Son amendement n° 386 (de coordination) : retiré (p. 3889)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (personnels aide-opérateur et aides instrumentistes) (p. 3964)

Après l'article 37

Son amendement n° 381 (prise en compte de la notion de bassin de santé) : adopté (p. 3995)

Son amendement n° 377 (dérogations pour des équipements lourds) : retiré (p. 3996)

Son amendement n° 2 (dérogations pour des équipements lourds) : retiré (p. 3996)

Son amendement n° 378 (dérogations pour des équipements lourds) : adopté (p. 3996)

Son amendement n° 380 (de cohérence) : adopté (p. 3997)

Son amendement n° 379 (de cohérence) : adopté (p. 3997)

Son amendement n° 42 (développement de la coopération interhospitalière) : retiré (p. 3999)

Son amendement n° 43 (développement des groupements de coopération sanitaire) : adopté (p. 3999)

Avant l'article 38

Son amendement n° 375 rectifié (rapport au Parlement sur les indemnités journalières) : rejeté (p. 4024)

Proposition de loi n° 1515 tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 1999] (p. 4159)

Son intervention (p. 4180)

Thèmes :

Bioéthique : euthanasie (p. 4180)

Mort (p. 4180)

Santé : douleur (p. 4180)

Alain VIDALIES

*Landes (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Membre titulaire de la commission supérieure de codification [J.O. du 20 novembre 1998] (p. 17555)

Rapporteur du projet de loi constitutionnelle insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale (n° 1462) [11 mars 1999]

Rapporteur du projet de loi portant habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnances, à l'adoption de la partie législative de certains codes (n° 1860) [16 juin 1999]

Rapporteur de la proposition de loi relative à la prestation compensatoire en matière de divorce (n° 735) [25 juin 1999]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi constitutionnelle (n° 1462) insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale [31 mars 1999] (n° 1501)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Organisations internationales. ONU. Cour pénale internationale, création, attitude de la France [10 mars 1999] (p. 2222)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 600, posée le 1^{er} février 1999. Transports aériens. Personnel (J.O. Questions p. 512). Appelée le 2 février 1999. Formation professionnelle, centre de Biscarosse, activité (p. 692)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Son intervention (p. 8415)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 8416)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : droits de l'enfant (p. 8415, 8416)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 8416)

Famille : concubinage (p. 8416)

Projet de loi constitutionnelle n° 1462 insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 avril 1999] (p. 3295)

Son intervention (p. 3300)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : Cour pénale internationale (p. 3301, 3302)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 3301)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : compétences (p. 3300, 3301)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Etat (p. 3301)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : histoire (p. 3300)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3300, 3301)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : procédures (p. 3301)

Projet de loi n° 998 relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3318)

Son intervention (p. 3330)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives aux poursuites (p. 3330)

Droit pénal : composition pénale (p. 3330)

Droit pénal : délinquance et criminalité : croissance (p. 3330)

Droit pénal : infractions : dépenalisation (p. 3331)

Droit pénal : médiation pénale (p. 3330)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 3330)

Droit pénal : procédure pénale : réforme (p. 3330)

Droit pénal : sanctions pénales : lois (p. 3331)

Justice : réforme (p. 3330, 3331)

Sécurité routière : alcoolémie : composition pénale (p. 3330)

Discussion des articles [6 avril 1999] (p. 3332)

Article 1er (articles 41-2 et 41-3 du code de procédure pénale - composition pénale)

Intervient sur le sous-amendement n° 61 de M. Gérard Gouzes (extension de la composition pénale à la conduite sous l'empire d'un état alcoolique) à l'amendement n° 5 de la commission (extension de la composition pénale à la rébellion à agent et à l'usage de stupéfiants) (p. 3336)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 55 rectifié du Gouvernement (exercice de missions de police judiciaire par des agents des douanes) (p. 3352)

Jean VILA

*Pyrénées-Orientales (1^{ère} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1999 (n° 1078) : annexe n° 31 : Fonction publique, réforme de l'Etat et décentralisation (fonction publique) (n° 1111) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Banques et établissements financiers. Caisses d'épargne. Statut, réforme [15 décembre 1998] (p. 10483)

Energie et carburants. Elf. Emploi et activité, Aquitaine [28 avril 1999] (p. 3698)

Travail. Durée du travail. Réduction, deuxième projet de loi [29 juin 1999] (p. 6538)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 854, posée le 7 juin 1999. Santé. Hépatite C (J.O. Questions p. 3355). Appelée le 8 juin 1999. Ribavirine, distribution (p. 5468)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation)

Son intervention (p. 6056)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Son intervention (p. 7181)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 7182)

Eau : agences : assainissement (p. 7181, 7182)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 7181)

Environnement : crédits (p. 7181)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8115)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8115)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats emploi-jeunes : fonctionnaires et agents publics (p. 8117)

Fonctionnaires et agents publics : congé de fin d'activité (p. 8116)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8115 à 8117)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires (p. 8116)

Fonctionnaires et agents publics : primes : retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 8117)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 8116)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la fonction publique (p. 8115)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la fonction publique : action sociale (p. 8116)

Politiques communautaires : pacte de stabilité : Royaume-Uni (p. 8115)

Secteur public : services publics (p. 8115)

Travail : absentéisme : fonctionnaires et agents publics (p. 8116)

Travail : chèques vacances : fonctionnaires et agents publics (p. 8116, 8117)

Travail : chèques vacances : fonctionnaires et agents publics (p. 8117)

Travail : réduction du temps de travail : fonctionnaires et agents publics (p. 8116)

Vote des crédits [5 novembre 1998] (p. 8141) et [13 novembre 1998] (p. 8951)*Etat B, titre III*

Intervient sur l'amendement n° 45 du Gouvernement (affectation de 35 millions de francs à des actions sociales) (p. 8138)

Etat C, titre V

Intervient sur l'amendement n° 44 Gouvernement (affectation de 15 millions de francs à l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique) (p. 8140)

Après l'article 83

Intervient sur l'amendement n° 46 du Gouvernement (reconduction et extension du congé de fin d'activité) (p. 8141)

TOURISME

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8577)

Son intervention (p. 8588)

Thèmes avant la procédure des questions :

Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 8588)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 8588)

Union européenne : fonds structurels (p. 8589)

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605, 8645)

Son intervention (p. 8620)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 8621)

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 8620)

Institutions sociales et médico-sociales : centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS) (p. 8620)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 8621)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 8621)

Procédure des questions :

Politique sociale : lutte contre l'exclusion : décrets (p. 8652)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [16 novembre 1998] (p. 8937)

Son intervention (p. 8948)

Thèmes avant la procédure des questions :

Banques et établissements financiers : Banque du développement des petites et moyennes entreprises (BDPME) (p. 8950)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 8949)

Commerce et artisanat : petit commerce : zones rurales (p. 8949)

Entreprises : financement (p. 8949)

Industrie (p. 8948)

Marchés publics (p. 8949)

Travail : durée du travail (p. 8948)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 977)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 977)

Collectivités territoriales : finances locales : réforme (p. 977, 978)

Impôts locaux : taux : liberté (p. 978)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 977, 978)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 977, 978)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 978)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 399 : devenu sans objet (p. 1022)

Article L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales : le conseil de la communauté d'agglomération

Soutient l'amendement n° 403 corrigé de M. Bernard Birsinger (répartition des sièges au conseil par accord amiable des conseils municipaux réservant au moins un siège à chaque commune et interdisant à l'une d'entre elles de disposer de la moitié des sièges ou plus) : retiré (p. 1027)

Son amendement n° 404 : devenu sans objet (p. 1031)

Article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des communautés d'agglomération

Son amendement n° 408 corrigé (exercice des compétences énumérées par l'article après avis conforme de l'ensemble des conseils municipaux) : rejeté (p. 1032)

Soutient l'amendement n° 405 corrigé de M. Bernard Birsinger (exercice d'une ou de plusieurs des compétences énumérées par l'article après avis conforme de l'ensemble des conseils municipaux) : rejeté (p. 1032)

Son amendement n° 407 (compétence de la communauté sur un projet précis relevant des missions définies à l'article) : rejeté (p. 1033)

Soutient l'amendement n° 406 de M. Bernard Birsinger (suppression de l'obligation de transfert des compétences optionnelles) : rejeté (p. 1033)

Son amendement n° 409 (de coordination) : rejeté (p. 1033)

Son amendement n° 411 soutenu par M. Michel Vaxès (possibilité de ne transférer qu'une compétence optionnelle) : rejeté (p. 1033)

Son amendement n° 412 (de coordination) : retiré (p. 1035)

Soutient l'amendement n° 413 de M. Bernard Birsinger (intérêt communautaire déterminé après avis conforme des conseils municipaux) : rejeté (p. 1036)

Article 5216-8 du code général des collectivités territoriales : dispositions financières

Son amendement n° 414 (perception par la communauté de la taxe professionnelle et des impositions mentionnées à l'article 1609 nonies D du code général des impôts lorsque le conseil de communauté a opté pour la taxe professionnelle à taux unique après avis conforme des communes) : rejeté (p. 1040)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 416 soutenu par M. Michel Vaxès (de coordination) : rejeté (p. 1099)

Son amendement n° 417 soutenu par M. Michel Vaxès (de coordination) : rejeté (p. 1101)

Article 10 (article L. 5214-7 du code général des collectivités territoriales - nombre et répartition des sièges au sein du conseil de la communauté de communes)

Son amendement n° 419 (périmètre de la communauté fixé après avis conforme des conseils municipaux) : rejeté (p. 1123)

Article 11 (article L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales - compétences des communautés de communes)

Soutient l'amendement n° 422 de M. Michel Vaxès (de coordination) : rejeté (p. 1132)

Article 21 (article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales - création des établissements publics de coopération intercommunale - fixation du périmètre)

Son amendement n° 429 (suppression du pouvoir d'initiative du préfet pour fixer le périmètre des établissements publics de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1146)

Son amendement n° 431 (référendum communal sur le périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1147)

Soutient l'amendement n° 433 de M. Bernard Birsinger (avis conforme des conseils municipaux pour la création des établissements publics de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1148)

Article 24 (articles L. 5211-16 à L. 5211-20 du code général des collectivités territoriales - modifications statutaires)

Son amendement n° 436 (suppression de l'interdiction du retrait d'une commune lorsque plus du tiers des conseils municipaux s'y opposent) : rejeté (p. 1187)

Article 26 (articles L. 5211-39 et L. 5211-40 du code général des collectivités territoriales - démocratisation et transparence)

Son amendement n° 438 (débat avec vote des conseils municipaux avant l'examen du budget de l'établissement public de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1191)

Article 29 (article L. 5211-49 du code général des collectivités territoriales - information et participation des habitants)

Son intervention (p. 1198)

Son amendement n° 439 rectifié (examen par l'assemblée délibérante de l'établissement public de

coopération intercommunale des questions relevant de sa compétence soulevées par voie de pétition ou par des associations) : rejeté (p. 1200)

Article 47 précédemment réservé (article 1609 bis du code général des impôts - régime fiscal des communautés urbaines)

Soutient l'amendement n° 441 de M. Michel Vaxès (avis conforme des communes pour le passage à la taxe professionnelle unique) : rejeté (p. 1333)

Après l'article 51

Son amendement n° 442 soutenu par Mme Janine Jambu (lien entre les taux des impositions votées par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1342)

Après l'article 60

Son amendement n° 489 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (versement aux communes et à leurs établissements de coopération intercommunale des impôts locaux acquittés par France Télécom) : rejeté (p. 1381)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Article L. 5211-28 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 425 soutenu par M. Bernard Birsinger (dotation d'intercommunalité pour les communautés d'agglomération créées après le 1er janvier 2005) : rejeté (p. 1385)

Article L. 5211-29 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 426 soutenu par M. Bernard Birsinger (dotation d'intercommunalité pour les communautés d'agglomération créées après le 1er janvier 2005) : retiré (p. 1387)

Après l'article 66

Son amendement n° 423 soutenu par M. Bernard Birsinger (abattement de 16 % sur les bases de taxe professionnelle prévu par l'article 1472 A bis du code général des impôts ramené à 8 % pour les entreprises dont la taxe professionnelle représente de 1,5 à 2 % de la valeur ajoutée et supprimé pour celles acquittant une taxe professionnelle inférieure à 1,5 % de leur valeur ajoutée) (p. 1394) : rejeté (p. 1395)

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [29 juin 1999] (p. 6587)

Son intervention (p. 6594)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : coopération intercommunale (p. 6595)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6595)
 Collectivités territoriales : libre administration :
 coopération intercommunale (p. 6595)
 Communes (p. 6595)
 Coopération intercommunale : organismes :
 démocratie (p. 6595)
 Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme
 (p. 6595)
 Parlement : commissions mixtes paritaires :
 coopération intercommunale (p. 6595)
 Vote contre du groupe communiste (p. 6586)

Proposition de loi n° 1259 portant modification de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [11 février 1999] (p. 1308)

Son intervention (p. 1311)

Thèmes :

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires
 (p. 1311)
 Sécurité publique : services départementaux
 d'incendie et de secours (p. 1311)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2151, 2177)

Son intervention (p. 2168)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Caisse des
 dépôts et consignations (p. 2169)
 Banques et établissements financiers : caisses
 d'épargne (p. 2168, 2169)
 Banques et établissements financiers : livret d'épargne
 (p. 2169)
 Banques et établissements financiers : politique
 bancaire (p. 2168 à 2170)
 Banques et établissements financiers : secteur public
 (p. 2169)
 Banques et établissements financiers : sécurité
 financière (p. 2169, 2170)
 Marchés financiers : généralités (p. 2169, 2170)

Discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2196) ; [10 mars 1999] (p. 2237, 2255) ; [11 mars 1999] (p. 2303, 2356)

Article 1er (les missions des caisses d'épargne)

Son intervention (p. 2197)

Son amendement n° 259 (définition des missions
 d'intérêt général du réseau des caisses d'épargne) :
 retiré (p. 2198)

*Article 3 (le statut des caisses d'épargne et de
 prévoyance)*

Son intervention (p. 2204)

*Article 8 (l'objet et le statut des groupements locaux
 d'épargne)*

Son amendement n° 260 soutenu par M. Jean-Pierre
 Brard (renforcement du rôle et des compétences des
 groupements locaux d'épargne) (p. 2256) : adopté
 (p. 2257)

*Article 10 (le statut de la Caisse nationale des caisses
 d'épargne et de prévoyance)*

Son amendement n° 261 soutenu par M. Jean-Pierre
 Brard (rôle de la Caisse nationale) (p. 2267) : rejeté
 (p. 2268)

*Article 11 (les missions de la Caisse nationale des
 caisses d'épargne et de prévoyance)*

Son amendement n° 262 soutenu par M. Jean-Pierre
 Brard (compétences de la Caisse nationale) : rejeté
 (p. 2269)

Article 24 (le fonds de mutualisation)

Son amendement n° 265 soutenu par M. Jean-Pierre
 Brard (de suppression) (p. 2285) : retiré (p. 2286)

*Article 29 (les dispositions transitoires relatives à la
 révision des accords collectifs)*

Son amendement n° 306 soutenu par M. Jean-Pierre
 Brard (de suppression) : rejeté (p. 2292)

Article 62 (actif des sociétés de crédit foncier)

Son amendement n° 263 : non soutenu (p. 2361)

*Article 69 (possibilité de résilier les contrats conclus
 pour la gestion et le recouvrement des prêts et
 ressources d'une société de crédit foncier)*

Son amendement n° 264 soutenu par M. Jean-Pierre
 Brard (accomplissement des opérations de gestion et
 recouvrement des prêts par les seuls établissements de
 crédit) : retiré (p. 2369)

Explications de vote et vote [17 mars 1999] (p. 2537)

Ses explications de vote (p. 2543)

Abstention du groupe communiste (p. 2543)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [17 juin 1999] (p. 6089)

Son intervention (p. 6096)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 6096)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : personnel (p. 6096, 6097)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 6096)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 6096)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 mars 1999] (p. 2785, 2802) ; [25 mars 1999] (p. 2876, 2915)

Avant l'article 2

Soutient l'amendement n° 167 de M. André Gerin (personne placée en garde à vue informée des raisons de son arrestation et des accusations portées contre elle) : devenu sans objet (p. 2809)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ; [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Article 13 (article 38 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion : transferts financiers entre l'Etat et les départements)

Intervient sur l'amendement n° 155 de Mme Muguette Jacquaint (création d'un fonds de solidarité pour l'action sociale) (p. 3813)

Philippe de VILLIERS

*Vendée (4^{ème} circonscription)
Députés n'appartenant à aucun groupe*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1238 visant à instaurer un service minimum dans l'exercice du droit de grève dans les transports publics [1^{er} décembre 1998]

Proposition de résolution n° 1456 tendant à créer une commission d'enquête sur la gestion, les activités et le fonctionnement de l'entreprise publique Elf-Aquitaine [10 mars 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Consommation. Protection des consommateurs. Etiquetage informatif, organismes génétiquement modifiés [2 juin 1999] (p. 5289)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 novembre 1998] (p. 7938, 7965) ; [7 novembre 1998] (p. 8325, 8363, 8399)

Son intervention (p. 8395)

Thèmes :

Assemblée nationale : Président (p. 8395)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : mariage (p. 8395)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 8395)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : mariage (p. 8396)

Famille : politique familiale (p. 8396)

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Christian Estrosi (absence d'ouverture de droit à l'adoption ou à la procréation médicalement assistée par la conclusion d'un PACS entre personnes de même sexe) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 422 de M. Bernard Accoyer (interdiction de l'adoption à la personne

engagée dans un PACS avec une personne de même sexe) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Christian Estrosi (interdiction de l'adoption aux partenaires de même sexe d'un PACS) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 791 de M. Renaud Dutreil (interdiction de l'adoption aux partenaires de même sexe d'un PACS) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 270 de M. Thierry Mariani (absence d'ouverture de droit à l'adoption par la conclusion d'un PACS entre personnes de même sexe) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 792 de M. Renaud Dutreil (interdiction de la procréation médicalement assistée aux partenaires de même sexe d'un PACS) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Christian Estrosi (interdiction de la procréation médicalement assistée aux partenaires de même sexe d'un PACS) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 269 de M. Thierry Mariani (absence d'ouverture de droit à la procréation médicalement assistée par la conclusion d'un PACS entre personnes de même sexe) (p. 9906)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 1999] (p. 3034, 3057)

Son intervention (p. 3080)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 3081)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 3081)

Famille : concubinage (p. 3080)

Pays étrangers : Pays-Bas (p. 3081)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : homosexualité (p. 3081)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1998] (p. 9427) ; [25 novembre 1998] (p. 9509)

Son exception d'irrecevabilité (p. 9439) : rejetée (p. 9456)

Son intervention (p. 9512)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 9446)

Etat : souveraineté (p. 9442, 9444 à 9450)

Parlement : rôle : Union européenne (p. 9443, 9446 à 9448)

Politiques communautaires : libre circulation des personnes (p. 9440 à 9443)

Union européenne : accords de Schengen (p. 9442, 9453)

Union européenne : Commission (p. 9440 à 9444, 9447, 9512, 9513)

Union européenne : compromis de Luxembourg (p. 9445, 9448)

Union européenne : Conseil : majorité (p. 9441 à 9443, 9447, 9448)

Union européenne : constitution européenne (p. 9513)

Union européenne : Cour de justice (p. 9441, 9448, 9513)

Union européenne : droit communautaire (p. 9444, 9445, 9513)

Union européenne : euro (p. 9446)

Union européenne : institutions communautaires : police (p. 9447)

Union européenne : Parlement européen (p. 9447, 9513)

Union européenne : subsidiarité (p. 9444)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : Conseil constitutionnel (p. 9440 à 9443)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : référendums (p. 9449, 9513)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : réfugiés (p. 9444)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : sanctions (p. 9444)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : transferts de compétences (p. 9446)

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Charles Millon (transferts de compétences dans le respect du principe de subsidiarité) (p. 9555)

Projet de loi n° 1365 autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mars 1999] (p. 1872)

Sa question préalable (p. 1899) : rejetée (p. 1908)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 1899 à 1901)
 Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1903)
 Politiques communautaires : politiques internes (p. 1902)
 Union européenne : accords de Schengen (p. 1901, 1902)
 Union européenne : élargissement (p. 1903 à 1905)
 Union européenne : institutions communautaires (p. 1903 à 1905)
 Union européenne : subsidiarité (p. 1901)
 Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1899, 1900)

Jean-Claude VIOLET

*Charente (1^{ère} circonscription)
 Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [7 avril 1999] (p. 3365)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 823, posée le 24 mai 1999. Voirie. RN 10 et RN 141 (J.O. Questions p. 3017). Appelée le 25 mai 1999. Aménagement, Charente (p. 4786)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Procédure des questions :

Défense : Direction des chantiers navals (p. 8303, 8304)

Gérard VOISIN

*Saône-et-Loire (1^{ère} circonscription)
 Démocratie libérale et indépendants*

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 685, posée le 15 mars 1999. Agroalimentaire. Vin (J.O. Questions p. 1464). Appelée le 16 mars 1999. AOC, classement, Chenas et Beaujolais-villages (p. 2397)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 1er (objectifs de la politique agricole)

Son amendement n° 502 (suppression de la référence à l'entretien des paysages) : rejeté (p. 5961)

Article 2 (création du contrat territorial d'exploitation)

Son amendement n° 503 (recentrage sur l'activité agricole) : rejeté (p. 6018)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Son sous-amendement n° 933 (caractère accessoire des activités de restauration) à l'amendement n° 89 de la commission (définition des activités agricoles) : non soutenu (p. 6079)

Article 7 (registre de l'agriculture)

Son amendement n° 501 (inscription au registre des métiers) : rejeté (p. 6094)

Article 16 (réforme du contrôle des structures)

Article L. 331-1 du code rural : portée et objectifs du contrôle

Son amendement n° 500 (suppression du dernier alinéa de l'article L. 331-1 du code rural relatif à l'installation des agriculteurs pluri-actifs) : rejeté (p. 6145)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 avril 1999] (p. 3438, 3480)

Article 6 supprimé par le Sénat (définition des activités agricoles)

Son amendement n° 161 : non soutenu (p. 3467)

Article 65 (présentation d'un rapport sur l'adaptation de la fiscalité agricole et sur les charges comparées des différentes catégories d'actifs ruraux)

Son amendement n° 162 : non soutenu (p. 3571)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 mai 1999] (p. 4933)

Son intervention (p. 4936)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 4937)

Agriculture : conjoints (p. 4937)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4937)

Agriculture : installation (p. 4937)

Enseignement agricole (p. 4937)

Impôt sur le revenu : bénéfices agricoles (p. 4937)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4937)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Après l'article 3

Son amendement n° 191 soutenu par M. Marc Laffineur (application aux personnes de moins de 70 ans atteintes de démence sénile ou de la maladie

d'Alzheimer de la réduction d'impôt accordée au titre des frais d'hébergement dans un établissement de long séjour ou en section de cure médicale) (p. 6718) : rejeté (p. 6719)

Son amendement n° 192 soutenu par M. Marc Laffineur (application aux personnes de moins de 70 ans atteintes de démence sénile ou de la maladie d'Alzheimer du plafond spécifique accordé aux invalides au titre de la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 6718) : rejeté (p. 6719)

Après l'article 19

Son amendement n° 190 corrigé soutenu par M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 6859) : rejeté (p. 6860)

Article 24 (moralisation des avantages liés à la transmission des patrimoines par le biais de l'assurance-vie)

Son amendement n° 496 (de suppression) : retiré (p. 6880)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057, 8067)

Procédure des questions :

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8092)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665, 8710)

Procédure des questions :

Emploi : création d'emplois : secteur privé (p. 8722)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Après l'article 3

Son amendement n° 9 corrigé : non soutenu (p. 7567)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Son intervention (p. 788)

Son amendement n° 988 (missions et durée du pays) : rejeté (p. 804)

Intervient sur l'amendement n° 324 de la commission (modalités de la double appartenance d'une commune précisées par une convention entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale) (p. 809)

Son amendement n° 989 (modalités de la double appartenance d'une commune précisées par une convention entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale) : devenu sans objet (p. 809)

Son amendement n° 990 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays) : rejeté (p. 818)

Son amendement n° 987 (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) : devenu sans objet (p. 822)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Son amendement n° 991 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (de suppression) (p. 825) : rejeté (p. 826)

Son amendement n° 996 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (référence à la notion d'agglomération) : rejeté (p. 827)

Son amendement n° 995 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) : rejeté (p. 828)

Son amendement n° 992 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (élaboration d'une charte de développement) : rejeté (p. 830)

Son amendement n° 997 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (conclusion d'un contrat particulier entre l'Etat et les communes composant une agglomération) : rejeté (p. 833)

Son amendement n° 993 soutenu par M. Jean-Claude Lenoir (de suppression partielle) : rejeté (p. 835)

Son amendement n° 994 soutenu par M. Michel Bouvard (engagement facultatif à se regrouper) : rejeté (p. 836)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Son amendement n° 998 soutenu par M. Éric Doligé (de suppression partielle) : rejeté (p. 874)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081) ; [6 mai 1999] (p. 4193, 4243)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : pays)

Son sous-amendement n° 212 soutenu par M. Germain Gengenwin (respect du périmètre des établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre) à l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4211) : adopté après rectification (p. 4212)

Son sous-amendement n° 211 soutenu par M. Germain Gengenwin (respect du périmètre des établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre) à l'amendement n° 49 de la commission : retiré (p. 4212)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Son intervention (p. 981)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 981)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : coopération intercommunale (p. 981)

Coopération intercommunale (p. 981, 982)

Coopération intercommunale : organismes : démocratie (p. 982)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 981, 982)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 326 : non soutenu (p. 1015)

Son amendement n° 586 soutenu par M. Francis Delattre (suppression de l'exigence de continuité territoriale pour les districts et les communautés de plus de 50 000 habitants se transformant en communautés d'agglomération) (p. 1021) : retiré (p. 1022)

Article 5216-8 du code général des collectivités territoriales : dispositions financières

Son amendement n° 332 : non soutenu (p. 1039)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 368 soutenu par M. Francis Delattre (de coordination) : rejeté (p. 1102)

Article 11 (article L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales - compétences des communautés de communes)

Son amendement n° 353 soutenu par M. Francis Delattre (de coordination) : rejeté (p. 1132)

Son amendement n° 357 soutenu par M. Francis Delattre (de coordination) : rejeté (p. 1132)

Son amendement n° 358 soutenu par M. Francis Delattre (de coordination) : rejeté (p. 1133)

Article 21 (article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales - création des établissements publics de coopération intercommunale - fixation du périmètre)

Son amendement n° 321 deuxième correction (suppression du pouvoir d'initiative du préfet pour fixer le périmètre des établissements publics de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1144)

Article 22 (articles L. 5211-6 à L. 5211-11 et L. 5212-6 du code général des collectivités territoriales - organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale)

Son amendement n° 327 : non soutenu (p. 1170)

Son amendement n° 328 corrigé : non soutenu (p. 1171)

Article 23 (articles L. 5211-12 à L. 5211-15 du code général des collectivités territoriales - conditions d'exercice des mandats des membres des conseils ou comités intercommunaux)

Son amendement n° 355 : non soutenu (p. 1181)

Son amendement n° 356 : non soutenu (p. 1181)

Article 28 (article L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales - commission départementale de la coopération intercommunale)

Son amendement n° 351 : non soutenu (p. 1197)

Après l'article 46

Son amendement n° 329 corrigé soutenu par M. Charles de Courson (élection des délégués des communes siégeant au conseil d'un établissement public de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1231)

Article 47 précédemment réservé (article 1609 bis du code général des impôts - régime fiscal des communautés urbaines)

Son amendement n° 336 soutenu par M. Francis Delattre (caractère facultatif de la taxe professionnelle unique) : rejeté (p. 1333)

Article 56 (article 1648 A du code général des impôts - fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 348 soutenu par M. Francis Delattre (application des dispositions de l'article différé jusqu'à la publication du rapport sur les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 1353)

Article 67 (articles L. 5211-32, L. 5211-33, L. 5211-38 et L. 5211-39 du code général des collectivités territoriales - garantie de la dotation des groupements)

Son amendement n° 376 soutenu par M. Francis Delattre (indexation de la dotation perçue par les groupements sur la dotation forfaitaire des communes étendue aux anciennes communautés urbaines, indexation au minimum sur cette dotation et coefficient d'intégration fiscale ramené du double de la moyenne de la catégorie à cette moyenne) : rejeté (p. 1398)

Son amendement n° 377 soutenu par M. Francis Delattre (coefficient d'intégration fiscale ramené du double de la moyenne de la catégorie à 1,2 de cette moyenne pour l'indexation de la dotation perçue par les groupements sur la dotation forfaitaire des communes) : retiré (p. 1398)

Son amendement n° 378 soutenu par M. Francis Delattre (indexation de la dotation perçue par les groupements au minimum sur la dotation forfaitaire des communes lorsque leur coefficient d'intégration fiscale excède le double de la moyenne de celui de leur catégorie) : retiré (p. 1398)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 février 1999] (p. 1468, 1477) ; [17 février 1999] (p. 1559, 1593)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 1495)

Thème :

Energie et carburants : électricité (p. 1495)

Projet de loi n° 1399 portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 mai 1999] (p. 4388, 4445)

Article 2 (commissions consultatives de l'environnement)

Son amendement n° 63 : non soutenu (p. 4450)

Michel VOISIN

*Ain (4^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14957)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.) sur les travaux de la VIIème session annuelle de cette Assemblée (Copenhague - 7 au 10 juillet 1998) [14 décembre 1998] (n° 1260)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Kosovo. Aide humanitaire [30 mars 1999] (p. 3019)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 518, posée le 30 novembre 1998. Associations. Anciens maquis de l'Ain et du Haut-Jura (J.O. Questions p. 6457). Appelée le 1^{er} décembre 1998. Mise en liquidation judiciaire (p. 9735)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Rappelle que toute guerre est absurde et qu'il est normal que les mutins de 1917 réintègrent notre mémoire collective comme l'a rappelé le Premier ministre [6 novembre 1998] (p. 8290)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Procédure des questions :

Pays étrangers : Palestine (p. 7850)

COOPÉRATION

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7852)

Son intervention (p. 7860)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits (p. 7860)

Politique extérieure : coopération culturelle (p. 7861)

Politique extérieure : coopération économique (p. 7861)

Politique extérieure : coopération militaire (p. 7861)

Politique extérieure : Fonds d'aide et de coopération (FAC) (p. 7861, 7862)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)

Son intervention (p. 8268)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de terre (p. 8268)

Gendarmerie (p. 8268, 8269)

Vote des crédits [6 novembre 1998] (p. 8310)

Article 47 (mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires des services militaires)

Son amendement n° 59 (réduction des crédits) : rejeté (p. 8311)

Son amendement n° 60 (réduction des crédits) : rejeté (p. 8311)

Son amendement n° 61 (réduction des crédits) : rejeté (p. 8312)

Son amendement n° 62 (réduction des crédits) : rejeté (p. 8312)

Son amendement n° 63 (réduction des crédits destinés à la direction générale à l'armement) : rejeté (p. 8312)

Son amendement n° 64 (réduction des crédits) : rejeté (p. 8313)

Son amendement n° 65 (réduction des crédits ouverts au titre des opérations intéressant divers organismes internationaux et Etats étrangers) : retiré (p. 8313)

Son amendement n° 66 (réduction des crédits relatifs aux frais de déplacement) : rejeté (p. 8314)

Titre V

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Yves Cochet (réduction des crédits) (p. 8317)

Projet de loi n° 1618 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6740)

Son intervention (p. 6745)

Thèmes :

Défense : loi de programmation militaire (p. 6745)

Défense : réserves (p. 6745, 6746)

Discussion des articles [30 juin 1999] (p. 6759)

Article 1 (principes généraux de la réserve)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (de précision) (p. 6762)

Article 4 (limites d'âge)

Son amendement n° 74 (limite d'âge fixée à 60 ans) : retiré (p. 6767)

Article 7 (durée et objet de l'engagement dans la réserve opérationnelle)

Son amendement n° 75 (contrat d'engagement de service dans la première réserve) : adopté après rectification (p. 6768)

Article 9 (durée maximale des activités dans la réserve et droit d'absence du réserviste de son poste de travail)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Yves Fromion (cas des personnes en formation) (p. 6770)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Guy Teissier (entraînement porté à dix jours) (p. 6770)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Jean-Claude Sandrier (entraînement porté à dix jours) (p. 6770)

Article 13 (personnes soumises à l'obligation de disponibilité)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Yves Fromion (de précision) (p. 6773)

Projet de loi n° 677 portant réforme du code de justice militaire

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [30 juin 1999] (p. 6782)

Son intervention (p. 6786)

Thèmes :

Défense : armée : droits de la défense (p. 6786)

Défense : armée : professionnalisation (p. 6786)

Justice : justice militaire : juge d'instruction (p. 6786)

Ses explications de vote (p. 6792)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 6792)

Dominique VOYNET

Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jean Launay. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers. Traitement, tri sélectif [7 octobre 1998] (p. 6040)

M. Yves Deniaud. Aménagement du territoire. Contrats de plan Etat-régions. Crédits, gestion [4 novembre 1998] (p. 8036)

M. Guy Hascoët. Aménagement du territoire. Contrats de plan Etat-régions. Négociation [4 novembre 1998] (p. 8038)

Mme Geneviève Perrin-Gaillard. Déchets, pollutions et nuisances. Pollution atmosphérique. Effet de serre, lutte et prévention, sommet de Buenos-Aires [17 novembre 1998] (p. 9107)

M. Éric Doligé. Cours d'eau, étangs et lacs. Loire. Barrage de Chambonchard, construction [24 novembre 1998] (p. 9418)

- M. Robert Galley. Impôts et taxes. Politique fiscale. Taxe générale sur les activités polluantes, création, conséquences [16 décembre 1998] (p. 10563)
- M. Serge Poignant. Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [22 décembre 1998] (p. 11008)
- M. Michel Bouvard. Aménagement du territoire. Montagne. Perspectives [19 janvier 1999] (p. 37)
- M. André Aschieri. Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Algue *Caulerpa Taxifolia*, littoral méditerranéen [26 janvier 1999] (p. 372)
- M. Jacques Pélissard. Automobiles et cycles. Sécurité. Utilisation du GPL [2 février 1999] (p. 706)
- M. René Rouquet. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers. Traitement, Ile-de-France [9 mars 1999] (p. 2141)
- M. Philippe Duron. Aménagement du territoire. Prime à l'aménagement du territoire (PAT). conditions d'attribution [6 avril 1999] (p. 3291)
- M. François Loos. Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire. Concertation [7 avril 1999] (p. 3367)
- Mme Chantal Robin-Rodrigo. Eau. Politique de l'eau. Perspectives [7 avril 1999] (p. 3364)
- M. Philippe Martin. Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [19 mai 1999] (p. 4594)
- M. Maxime Gremetz. Chasse et pêche. Oiseaux. Réglementation [26 mai 1999] (p. 4923)
- M. René Couanau. Aménagement du territoire. Prime à l'aménagement du territoire (PAT). Zones bénéficiaires, délimitation [1^{er} juin 1999] (p. 5183)
- M. Charles de Courson. Chasse et pêche. Chasse. Réglementation [9 juin 1999] (p. 5602)
- M. Jean-Jacques Jégou. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers. Collecte et traitement [15 juin 1999] (p. 5823)
- M. Hubert Grimault. Chasse et pêche. Chasse. Réglementation [16 juin 1999] (p. 5940)
- M. Michel Hunault. Aménagement du territoire. Prime à l'aménagement du territoire (PAT). Conditions d'attribution [22 juin 1999] (p. 6271)
- M. René André. Chasse et pêche. Chasse. Réglementation [23 juin 1999] (p. 6365)
- RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE*
- M. François Cuillandre. Environnement. Parcs naturels nationaux. Création, conséquences, mer d'Iroise [15 décembre 1998] (p. 10460)
- M. Vincent Burroni. Aménagement du territoire. Contrats de plan Etat-régions. Etang de Berre, réhabilitation, mise en oeuvre, Provence Alpes Côte-d'Azur (PACA) [26 janvier 1999] (p. 349)
- M. Jean-Pierre Abelin. Aménagement du territoire. Politiques communautaires. Fonds structurels, réforme [26 janvier 1999] (p. 348)
- M. Alain Ferry. Environnement. Carrières. Aménagement en parc paysager, Saint-Nabor [2 février 1999] (p. 691)
- M. Dominique Bussereau. Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire. Comité de décentralisation, membres, désignation [2 février 1999] (p. 690)
- M. Lionnel Luca. Déchets, pollutions et nuisances. Décharges. Fermeture, Jas-de-Madame, Villeneuve-Loubet [2 février 1999] (p. 689)
- M. Hervé Gaynard. Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire. Services publics, maintien, Albertville [9 février 1999] (p. 1062)
- M. Roland Metzinger. Déchets, pollutions et nuisances. Automobiles et cycles. Résidus de broyage, sites pollués, réhabilitation [9 février 1999] (p. 1060)
- M. Alain Rodet. Industrie. Travail des métaux. Péchiney, emploi et activité, Le Palais-sur-Vienne [9 février 1999] (p. 1061)
- M. Alain Marleix. Aménagement du territoire. Politiques communautaires. Fonds structurels, Massif central [9 février 1999] (p. 1063)
- M. Jean-François Chossy. Cours d'eau, étangs et lacs. Aménagement et protection. Retenue du barrage de Grangent, vidange [9 février 1999] (p. 1064)
- M. Alain Bocquet. Aménagement du territoire. Politiques communautaires. Fonds structurels, utilisation, Nord-Pas-de-Calais [2 mars 1999] (p. 1846)
- M. Didier Quentin. Chasse et pêche. Redevance cynégétique. Montant, conséquences [16 mars 1999] (p. 2387)
- M. Jean-Claude Decagny. Aménagement du territoire. Politiques communautaires. Fonds structurels, réforme [30 mars 1999] (p. 3009)
- M. Pierre Micaux. Aménagement du territoire. Prime d'aménagement du territoire (PAT). Conditions d'attribution, Aube [27 avril 1999] (p. 3614)
- Mme Annette Peulvast-Bergeal. Environnement. Parcs naturels régionaux. Zone d'exploitation spéciale, création, Vexin [27 avril 1999] (p. 3615)
- M. Patrice Martin-Lalande. Aménagement du territoire. Zonage. Loir-et-Cher [27 avril 1999] (p. 3612)
- M. Germain Gengenwin. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers. Traitement [25 mai 1999] (p. 4792)
- M. Joël Goyheneix. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers. Traitement, aides de l'Etat [25 mai 1999] (p. 4793)
- M. Patrick Leroy. Secteur public. Services publics. Développement, Nord [25 mai 1999] (p. 4794)
- M. Marc Laffineur. Aménagement du territoire. Prime d'aménagement du territoire (PAT). Conditions d'attribution, Maine-et-Loire [1^{er} juin 1999] (p. 5154)
- M. Roger Franzoni. Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Lutte et prévention, Méditerranée [1^{er} juin 1999] (p. 5151)

M. Gérard Saumade. Aménagement du territoire. Prime à l'aménagement du territoire (PAT). Conditions d'attribution, Hérault [1^{er} juin 1999] (p. 5153)

M. Marc Dumoulin. Aménagement du territoire. Politiques communautaires. Fonds structurels, Haut-Rhin [8 juin 1999] (p. 5455)

M. Jean Delobel. Enseignement maternel et primaire. Fermetures de classes. Enseignement privé, enseignement public, égalité de traitement [8 juin 1999] (p. 5454)

M. Jean-Claude Sandrier. Aménagement du territoire. Politiques communautaires. Fonds structurels, Cher [15 juin 1999] (p. 5790)

M. Henri Sicre. Mer et littoral. Animaux. Cétacés, échouage, intervention, réglementation [22 juin 1999] (p. 6249)

M. Michel Hunault. Aménagement du territoire. Financement. Prime à l'aménagement du territoire (PAT), fonds structurels européens, Chateaubriant [22 juin 1999] (p. 6247)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Yves Coussain : précise que l'article 16 du projet de loi sur l'aménagement du territoire met l'accent sur l'élaboration des schémas multimodaux de transports [2 février 1999] (p. 731 à 733)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7175)

Son intervention (p. 7192)

Thèmes avant la procédure des questions :

Cours d'eau, étangs et lacs (p. 7196)

Déchets, pollutions et nuisances : bruit (p. 7198)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 7193)

Déchets, pollutions et nuisances : installations classées (p. 7196)

Déchets, pollutions et nuisances : pollution automobile (p. 7196)

Eau : agences : assainissement (p. 7198)

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 7198)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 7194, 7196 à 7199)

Environnement : crédits (p. 7192 à 7199)

Environnement : Institut français de l'environnement (IFEN) (p. 7196)

Environnement : Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) (p. 7194, 7196)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 7193, 7195)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 7194, 7197 à 7199)

Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (p. 7195)

Réponses aux questions :

Eau : assainissement : agences (p. 7202) (M. Pierre Micau) (p. 7202)

Eau : assainissement : agences (p. 7203) (M. René André) (p. 7203)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 7202) (M. Thierry Lazaro) (p. 7201)

Mines et carrières : carrières : pollution et nuisances (p. 7199) (M. Pierre Cardo) (p. 7199)

Transports aériens : bruit (p. 7201) (M. Nicolas Dupont-Aignan) (p. 7200)

Elevage : loups (p. 7200) (M. Patrick Ollier) (p. 7200)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057, 8067)

Son intervention (p. 8079)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) (p. 8081, 8086)

Aménagement du territoire : crédits (p. 8080)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 8079, 8080, 8082, 8085)

Aménagement du territoire : directives territoriales d'aménagement (p. 8086, 8087)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 8079, 8081, 8082)

Aménagement du territoire : montagne (p. 8084)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 8079 à 8081, 8087)

Environnement : protection de la nature (p. 8087)

Prestations familiales (p. 8084)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8079, 8085)

Secteur public : services publics (p. 8083, 8086)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 8083)

Union européenne : fonds structurels (p. 8085)

Réponses aux questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 8088) (M. Serge Poignant) (p. 8088)

Aménagement du territoire : montagne (p. 8098) (M. Michel Bouvard) (p. 8098)

Aménagement du territoire : pays (p. 8100, 8101) (M. Jean Proriot) (p. 8100)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 8088) (M. Serge Poignant) (p. 8088)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 8102, 8103) (M. Michel Vergnier) (p. 8102)

Aménagement du territoire : programmes d'aménagement concerté du territoire (p. 8103, 8104) (M. Jean-Pierre Baeumler) (p. 8103)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale : entreprises (p. 8099, 8100) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 8099)

Cours d'eau, étangs et lacs : Loire (p. 8097) (M. Jacques Barrot) (p. 8097)

Eau : agences (p. 8106) (M. François Sauvadet) (p. 8105, 8106)

Eau : assainissement : Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) (p. 8101) (M. Paul Patriarche) (p. 8101)

Emploi : contrats emploi-jeunes : contrats de plan Etat-régions (p. 8094, 8095) (M. Yves Dauge) (p. 8094)

Régions : Bretagne : transports aériens (p. 8099) (M. Michel Hunault) (p. 8099)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8091) (M. Jean Proriot) (p. 8091)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8092) (M. Gérard Voisin) (p. 8092)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8096) (M. Jacques Barrot) (p. 8095, 8096)

Régions : Corse (p. 8089) (M. Roland Francisci) (p. 8088, 8089)

Régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 8090) (M. Christian Estrosi) (p. 8089, 8090)

Régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 8093) (M. Charles Ehrmann) (p. 8092, 8093)

Secteur public : services publics (p. 8093, 8094) (Mme Nicole Feidt) (p. 8093)

Secteur public : services publics (p. 8104) (M. Léonce Deprez) (p. 8104)

Transports aériens : aéroports (p. 8105) (M. Édouard Landrain) (p. 8105)

Union européenne : fonds structurels (p. 8095) (M. Jean Launay) (p. 8095)

Union européenne : fonds structurels (p. 8102) (M. Paul Patriarche) (p. 8102)

<p>Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire</p>

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 janvier 1999] (p. 39, 70) ; [20 janvier 1999] (p. 130, 160)

Son intervention (p. 40)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 63)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 78)

Sa réponse (p. 166)

Thèmes :

Agriculture (p. 40, 43, 168, 169)

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) (p. 45, 170)

Aménagement du territoire : Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) (p. 169)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 47)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 166)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 41)

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 45, 46, 169, 170)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 171)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 43, 46, 169)

Aménagement du territoire : villes (p. 167)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 166, 171)

Déchets, pollutions et nuisances : pollution industrielle (p. 42)

DOM : Guadeloupe (p. 171)

DOM : Guyane (p. 171)

Emploi (p. 42, 167)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 45, 46)

Environnement : protection (p. 44, 167)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 41, 171)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 42 à 46)

Secteur public : services publics (p. 47, 78, 170, 171)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 63, 167)

Union européenne : fonds structurels (p. 45, 171)

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 698 de M. Pierre Méhaignerie (phase d'expérimentation dans une zone géographique donnée et pendant une période limitée) (p. 184)

Intervient sur l'amendement n° 699 de M. Germain Gengenwin (date butoir du 1er janvier 2001 pour l'article 65 de la loi du 4 février 1995) (p. 185)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 195)

Intervient sur l'amendement n° 374 de M. Yves Deniaud (de suppression) (p. 195)

Intervient sur l'amendement n° 461 de M. Michel Bouvard (de suppression) (p. 195)

Intervient sur l'amendement n° 796 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression) (p. 195)

Intervient sur l'amendement n° 961 de M. Maurice Leroy (de suppression) (p. 195)

Intervient sur l'amendement n° 237 de la commission (objectifs de la loi) (p. 196)

Intervient sur le sous-amendement n° 573 de M. Jean-Claude Lenoir (objectifs de la loi) à l'amendement n° 237 de la commission (p. 196)

Intervient sur le sous-amendement n° 574 de M. Jean-Claude Lenoir (objectifs de la loi) à l'amendement n° 237 de la commission (p. 196)

Intervient sur le sous-amendement n° 576 de M. Jean-Claude Lenoir (objectifs de la loi) à l'amendement n° 237 de la commission (p. 196)

Intervient sur le sous-amendement n° 575 de M. Jean-Claude Lenoir (objectifs de la loi) à l'amendement n° 237 de la commission (p. 196)

Intervient sur l'amendement n° 238 de la commission (objectifs de la loi) (p. 198)

Intervient sur le sous-amendement n° 1150 de M. Jean-Claude Lenoir (objectifs de la loi) à l'amendement n° 238 de la commission (p. 197)

Intervient sur le sous-amendement n° 1151 de M. Jean-Claude Lenoir (objectifs de la loi) à l'amendement n° 238 de la commission (p. 198)

Intervient sur le sous-amendement n° 1152 de M. Jean-Claude Lenoir (objectifs de la loi) à l'amendement n° 238 de la commission (p. 198)

Intervient sur le sous-amendement n° 1153 de M. Jean-Claude Lenoir (objectifs de la loi) à l'amendement n° 238 de la commission (p. 198)

Intervient sur l'amendement n° 240 de la commission (de suppression partielle) (p. 255)

Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Henry Chabert (population associée à la définition de la politique d'aménagement du territoire) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 511 de M. Félix Leyzour (rapport au Parlement) (p. 257)

Intervient sur l'amendement n° 239 de la commission (égalité des chances entre les citoyens) (p. 258)

Intervient sur l'amendement n° 492 de M. Jean Proriol (péréquation entre collectivités territoriales) (p. 258)

Intervient sur l'amendement n° 204 de M. Michel Bouvard (transferts de compétences) (p. 259)

Intervient sur l'amendement n° 520 de M. Jean-Claude Lenoir (transferts de compétences) (p. 259)

Intervient sur l'amendement n° 557 de M. Éric Doligé (transferts de compétences) (p. 259)

Intervient sur l'amendement n° 491 de M. Jean Proriol (transferts de compétences) (p. 259)

Intervient sur l'amendement n° 489 de M. Jean Proriol (choix stratégiques pour les sept prochaines années) (p. 261)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Léonce Deprez (traduction des choix stratégiques dans le schéma national d'aménagement et de développement du territoire) (p. 262)

Intervient sur l'amendement n° 965 de M. Maurice Leroy (implantation des administrations et des services publics par l'Etat) (p. 263)

Intervient sur l'amendement n° 934 de M. Jacques Blanc (cadre de référence "indicatif" pour les collectivités territoriales) (p. 263)

Intervient sur l'amendement n° 488 de M. Jean Proriol (suppression de la dernière phrase du dernier alinéa de l'article 1er prévoyant la compatibilité entre les schémas régionaux d'aménagement du territoire et les schémas de services collectifs) (p. 264)

Intervient sur l'amendement n° 1078 de M. Thierry Mariani (prise en compte de la forte dimension rurale de la France) (p. 268)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Léonce Deprez (schéma national d'aménagement du territoire constitué par les schémas régionaux) (p. 269)

Intervient sur l'amendement n° 682 de M. Georges Sarre (schéma national d'aménagement du territoire constitué par les schémas régionaux) (p. 269)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 830 de M. Michel Bouvard (rapport au Parlement) (p. 270)

Intervient sur l'amendement n° 1023 de M. Patrick Ollier (rapport au Parlement) (p. 270)

Intervient sur l'amendement n° 831 de M. Michel Bouvard (analyse des effets prévisibles par le Commissariat général du Plan) (p. 270)

Intervient sur l'amendement n° 1024 de M. Patrick Ollier (analyse des effets prévisibles par le Commissariat général du Plan) (p. 270)

Intervient sur l'amendement n° 832 de M. Michel Bouvard (saisine du Conseil national des impôts) (p. 271)

Intervient sur l'amendement n° 1025 de M. Patrick Ollier (saisine du Conseil national des impôts) (p. 271)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 966 de M. Maurice Leroy (de suppression) (p. 283)

Intervient sur l'amendement n° 378 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 487 de M. Jean Proriol (de suppression) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 495 de M. Jacques Barrot (de suppression) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 1086 de M. François Lamy (de suppression) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 1132 de M. Lionnel Luca (de suppression) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 1138 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 720 de M. François Sauvadet (maintien du schéma national d'aménagement du territoire) (p. 290)

Intervient sur l'amendement n° 967 de M. Maurice Leroy (de suppression partielle) (p. 290)

Intervient sur l'amendement n° 23 rectifié de M. Michel Bouvard (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire avec structuration des territoires ruraux et coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 292)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Patrick Ollier (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire) (p. 292)

Intervient sur l'amendement n° 928 de M. Michel Meylan (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire) (p. 292)

Intervient sur l'amendement n° 912 de M. Bruno Bourg-Broc (complémentarité villes-campagnes) (p. 293)

Intervient sur l'amendement n° 937 de M. Jean Proriol (complémentarité villes-campagnes) (p. 293)

Intervient sur l'amendement n° 1133 de M. Didier Quentin (complémentarité villes-campagnes) (p. 293)

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Patrick Ollier (cohérence de la politique nationale avec l'aménagement au niveau européen) (p. 293)

Intervient sur l'amendement n° 379 de M. Henry Chabert (cohérence de la politique nationale avec l'aménagement au niveau européen) (p. 293)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Michel Bouvard (mise en cohérence et complémentarités des politiques locales) (p. 294)

Intervient sur l'amendement n° 512 de M. Félix Leyzour (mise en cohérence et complémentarités des politiques locales) (p. 294)

Intervient sur l'amendement n° 521 de M. Jean-Claude Lenoir (mise en cohérence et complémentarités des politiques locales) (p. 294)

Intervient sur l'amendement n° 969 de M. Maurice Leroy (mise en cohérence et complémentarités des politiques locales) (p. 294)

Intervient sur l'amendement n° 833 de M. Michel Bouvard (prise en compte de la dimension économique et souci de retrouver un rythme significatif de créations d'emplois) (p. 295)

Intervient sur l'amendement n° 1026 de M. Patrick Ollier (prise en compte de la dimension économique et souci de retrouver un rythme significatif de créations d'emplois) (p. 295)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Patrick Ollier (suppression du troisième alinéa relatif aux pôles de développement à vocation européenne) (p. 295)

Intervient sur l'amendement n° 380 de M. Henry Chabert (suppression du troisième alinéa relatif aux pôles de développement à vocation européenne) (p. 295)

Intervient sur l'amendement n° 968 de M. Maurice Leroy (suppression du troisième alinéa relatif aux pôles de développement à vocation européenne) (p. 295)

Intervient sur l'amendement n° 486 de M. Jean Proriol (renforcement des pôles régionaux et interrégionaux) (p. 296)

Intervient sur l'amendement n° 938 de M. Jean Proriol (chances de développement données à l'ensemble du territoire) (p. 297)

Intervient sur l'amendement n° 581 deuxième rectification de M. Jean-Claude Lenoir (rôle des pays pour rendre complémentaires les territoires ruraux et urbains) (p. 297)

Intervient sur l'amendement n° 582 de M. Jean-Claude Lenoir (rôle des pays pour rendre complémentaires les territoires ruraux et urbains) (p. 297)

Intervient sur le sous-amendement n° 1165 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rédactionnel) à l'amendement n° 241 de la commission (complémentarité des agglomérations et des zones rurales) (p. 299)

Intervient sur le sous-amendement n° 1194 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (cohésion "historique") à l'amendement n° 241 de la commission (p. 299)

Intervient sur le sous-amendement n° 1154 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (coopération intercommunale) à l'amendement n° 241 de la commission (p. 299)

Intervient sur l'amendement n° 807 de M. Didier Quentin (politiques spécifiques pour les façades maritimes et les zones de montagne) (p. 300)

Intervient sur l'amendement n° 583 deuxième rectification de M. Jean-Claude Lenoir (ressources suffisantes pour assurer la structuration des territoires dans le cadre de la coopération intercommunale) (p. 300)

Intervient sur l'amendement n° 485 de M. Jean Proriot (territoires souffrant d'une trop forte spécialisation) (p. 300)

Intervient sur l'amendement n° 242 de la commission (définition des territoires en difficulté) (p. 301)

Intervient sur l'amendement n° 806 de M. Didier Quentin (prise en compte de certaines zones littorales) (p. 301)

Intervient sur l'amendement n° 977 de M. Maurice Leroy (services publics dans les zones de revitalisation rurale) (p. 302)

Intervient sur l'amendement n° 1111 de M. Patrick Ollier (services publics dans les zones de revitalisation rurale) (p. 302)

Intervient sur l'amendement n° 584 de M. Jean-Claude Lenoir (services publics dans les zones de revitalisation rurale) (p. 302)

Intervient sur l'amendement n° 935 de M. Michel Meylan (services publics dans les zones de revitalisation rurale) (p. 302)

Intervient sur l'amendement n° 243 de la commission (rédactionnel) (p. 302)

Intervient sur l'amendement n° 838 de M. Michel Bouvard (régions marquées par une forte périphérie) (p. 303)

Intervient sur l'amendement n° 1031 de M. André Angot (régions marquées par une forte périphérie) (p. 303)

Intervient sur l'amendement n° 244 de la commission (soutien aux DOM-TOM) (p. 304)

Intervient sur l'amendement n° 245 de la commission (nécessité d'interventions différenciées) (p. 304)

Intervient sur l'amendement n° 1155 de M. Jean-Claude Lenoir (nécessité d'interventions différenciées) (p. 304)

Intervient sur l'amendement n° 585 de M. Jean-Claude Lenoir (cohérence avec la politique européenne) (p. 305)

Intervient sur l'amendement n° 513 de M. Félix Leyzour (rôle structurant des services publics) (p. 306)

Intervient sur l'amendement n° 247 de la commission (aides en faveur de l'emploi) (p. 306)

Intervient sur l'amendement n° 483 de M. Jean Proriot (soutien différencié tenant compte des zonages en vigueur) (p. 307)

Intervient sur l'amendement n° 586 de M. Jean-Claude Lenoir (soutien différencié tenant compte des zonages en vigueur) (p. 307)

Intervient sur l'amendement n° 248 de la commission (péréquation des ressources publiques) (p. 307)

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Patrick Ollier (fiscalité dérogatoire pour les zones à fort handicap) (p. 308)

Intervient sur l'amendement n° 249 de la commission (référence au code de l'urbanisme) (p. 308)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Patrick Ollier (référence au code de l'urbanisme) (p. 308)

Intervient sur l'amendement n° 383 de M. Henry Chabert (référence au code de l'urbanisme) (p. 308)

Intervient sur l'amendement n° 798 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (suppression des schémas de services collectifs) (p. 308)

Intervient sur l'amendement n° 132 de M. Serge Poignant (choix stratégiques définis dans un schéma national d'aménagement du territoire) (p. 309)

Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Henry Chabert (choix stratégiques définis dans un schéma national d'aménagement du territoire) (p. 309)

Intervient sur l'amendement n° 587 de M. Jean-Claude Lenoir (choix stratégiques définis dans un schéma national d'aménagement du territoire) (p. 309)

Intervient sur l'amendement n° 700 de M. Yves Coussain (schéma de développement des technologies de l'information et de la communication) (p. 309)

Intervient sur l'amendement n° 808 de M. Didier Quentin (schéma des différentes infrastructures de transport) (p. 310)

Intervient sur l'amendement n° 588 de M. Jean-Claude Lenoir (schéma des différentes infrastructures de transport) (p. 310)

Intervient sur l'amendement n° 702 de M. Marc-Philippe Daubresse (schéma des différentes infrastructures de transport) (p. 310)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Patrick Ollier (schéma national routier et autoroutier placé au sein des schémas de services collectifs) (p. 311)

Intervient sur l'amendement n° 385 de M. Henry Chabert (schéma national routier et autoroutier placé au sein des schémas de services collectifs) (p. 311)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Patrick Ollier (non intégration des espaces naturels et ruraux dans les schémas de services collectifs) (p. 312)

Intervient sur l'amendement n° 386 de M. Henry Chabert (non intégration des espaces naturels et ruraux dans les schémas de services collectifs) (p. 312)

Intervient sur l'amendement n° 1085 de M. Robert Lamy (non intégration des espaces naturels et ruraux dans les schémas de services collectifs) (p. 312)

Intervient sur l'amendement n° 589 de M. Jean-Claude Lenoir (schéma de protection des espaces naturels) (p. 313)

- Intervient sur l'amendement n° 669 de M. Jean Proriol (schéma du développement économique) (p. 313)
- Intervient sur l'amendement n° 971 de M. Maurice Leroy (schéma des services publics locaux) (p. 316)
- Intervient sur l'amendement n° 522 de M. Jean-Claude Lenoir (schéma des services publics locaux) (p. 316)
- Intervient sur l'amendement n° 558 de M. Éric Doligé (schéma des services publics locaux) (p. 316)
- Intervient sur l'amendement n° 668 de M. Jean Proriol (schéma des services publics locaux) (p. 316)
- Intervient sur l'amendement n° 839 de M. Michel Bouvard (schéma des services publics locaux) (p. 316)
- Intervient sur l'amendement n° 1032 de M. Patrick Ollier (schéma des services publics locaux) (p. 316)
- Intervient sur l'amendement n° 701 de M. François Sauvadet (schéma de protection des espaces naturels) (p. 317)
- Intervient sur l'amendement n° 500 de M. Maurice Adevah-Poeuf (schéma de protection des espaces naturels) (p. 317)
- Intervient sur l'amendement n° 66 deuxième correction de M. Léonce Deprez (schéma des services de justice) (p. 318)
- Intervient sur l'amendement n° 840 de M. Henry Chabert (schéma des services de justice) (p. 318)
- Intervient sur l'amendement n° 1033 de M. Patrick Ollier (schéma des services de justice) (p. 318)
- Intervient sur l'amendement n° 250 de la commission (volet particulier des schémas de services collectifs pour les DOM-TOM) (p. 318)
- Intervient sur l'amendement n° 799 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (harmonisation avec le schéma de développement de l'espace communautaire) (p. 318)
- Intervient sur l'amendement n° 1126 de M. Lionnel Luca (rapport unique) (p. 319)
- Intervient sur l'amendement n° 135 de M. Patrick Ollier (rapport tous les cinq ans) (p. 319)
- Intervient sur l'amendement n° 387 de M. Henry Chabert (rapport tous les cinq ans) (p. 319)
- Intervient sur l'amendement n° 67 corrigé de M. Léonce Deprez (schéma national) (p. 319)
- Intervient sur l'amendement n° 809 de M. Didier Quentin (schémas des services collectifs présentés au Parlement et évaluation tous les cinq ans) (p. 320)
- Intervient sur l'amendement n° 590 de M. Jean-Claude Lenoir (schémas des services collectifs présentés au Parlement et évaluation tous les cinq ans) (p. 320)
- Intervient sur l'amendement n° 523 de M. Jean-Claude Lenoir (schémas des services collectifs présentés au Parlement pour avis) (p. 320)
- Intervient sur l'amendement n° 1084 de M. Thierry Mariani (schémas des services collectifs présentés au Parlement pour avis) (p. 320)
- Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Michel Bouvard (débat au Parlement à l'issue de l'élaboration de l'ensemble des schémas de services collectifs) (p. 321)
- Intervient sur l'amendement n° 972 de M. Maurice Leroy (rapport au Parlement à l'issue de l'élaboration de l'ensemble des schémas de services collectifs) (p. 321)
- Soutient l'amendement n° 1187 du Gouvernement (dépôt d'un projet de loi dans cinq ans permettant un réexamen des choix stratégiques) : adopté après modifications (p. 324)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1193 de M. Félix Leyzour (présentation du projet de loi au plus tard deux ans avant l'échéance des contrats de plan Etat-régions) à l'amendement n° 1187 du Gouvernement (p. 324)
- Après l'article 2*
- Intervient sur l'amendement n° 625 de M. Jean-Michel Marchand (application du principe de précaution) (p. 324)
- Intervient sur l'amendement n° 626 de M. Jean-Michel Marchand (principe de participation) (p. 325)
- Article 3 (coordination)*
- Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Léonce Deprez (de suppression) (p. 325)
- Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 325)
- Intervient sur l'amendement n° 388 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 325)
- Intervient sur l'amendement n° 620 de M. Michel Bouvard (de suppression) (p. 325)
- Intervient sur l'amendement n° 670 de M. Jean Proriol (de suppression) (p. 325)
- Intervient sur l'amendement n° 800 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression) (p. 325)
- Intervient sur l'amendement n° 973 de M. Maurice Leroy (de suppression) (p. 325)
- Intervient sur l'amendement n° 671 de M. François Huwart (nécessité de l'existence du schéma national) (p. 326)
- Intervient sur l'amendement n° 684 de M. Georges Sarre (nécessité de l'existence du schéma national) (p. 326)
- Intervient sur l'amendement n° 591 de M. Jean-Claude Lenoir (document unique de synthèse pour les schémas des services collectifs) (p. 328)
- Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Patrick Ollier (document unique de synthèse pour les schémas des services collectifs) (p. 328)
- Intervient sur l'amendement n° 389 de M. Henry Chabert (document unique de synthèse pour les schémas des services collectifs) (p. 328)
- Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Patrick Ollier (document unique de synthèse pour les schémas des services collectifs et tenant compte des plans pluriannuels de modernisation des administrations) (p. 328)

Intervient sur l'amendement n° 390 de M. Henry Chabert (document unique de synthèse pour les schémas des services collectifs et tenant compte des plans pluriannuels de modernisation des administrations) (p. 328)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 801 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression) (p. 376)

Intervient sur l'amendement n° 810 de M. Didier Quentin (présidence assurée par le ministre de l'économie en cas d'absence du Premier ministre) (p. 376)

Intervient sur l'amendement n° 811 de M. Didier Quentin (pluralité de la représentation du monde associatif) (p. 376)

Intervient sur l'amendement n° 812 de M. Didier Quentin (consultation sur la gestion annuelle du FNADT) (p. 377)

Intervient sur l'amendement n° 251 de la commission (association du CNADT à la révision des schémas de services collectifs) (p. 377)

Intervient sur l'amendement n° 525 de M. Jean-Claude Lenoir (association du CNADT à la définition des procédures contractuelles entre l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises signataires, y compris celles relatives à la mise en oeuvre des fonds européens) (p. 378)

Intervient sur l'amendement n° 559 de M. Éric Doligé (association du CNADT à la définition des procédures contractuelles entre l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises signataires, y compris celles relatives à la mise en oeuvre des fonds européens) (p. 378)

Intervient sur l'amendement n° 685 de Mme Martine Lignières-Cassou (association du CNADT à la définition des procédures contractuelles entre l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises signataires, y compris celles relatives à la mise en oeuvre des fonds européens) (p. 378)

Intervient sur l'amendement n° 252 de la commission (rapport annuel au Parlement) (p. 378)

Intervient sur l'amendement n° 721 de M. Jean-Jacques Weber (suppression du paragraphe III prévoyant la création de la commission permanente) (p. 379)

Intervient sur l'amendement n° 802 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (suppression du paragraphe III prévoyant la création de la commission permanente) (p. 379)

Intervient sur l'amendement n° 253 de la commission (rédactionnel) (p. 379)

Intervient sur l'amendement n° 526 de M. Jean-Claude Lenoir (réexamen tous les trois ans des politiques d'aménagement du territoire) (p. 379)

Intervient sur l'amendement n° 593 de M. Jean-Claude Lenoir (réexamen tous les cinq ans des politiques d'aménagement du territoire) (p. 379)

Intervient sur l'amendement n° 527 de M. Jean-Claude Lenoir (réexamen tous les six ans des politiques d'aménagement du territoire) (p. 379)

Intervient sur l'amendement n° 254 de la commission (rédactionnel) (p. 380)

Intervient sur l'amendement n° 524 de M. Jean-Claude Lenoir (comité de suivi des procédures contractuelles) (p. 380)

Intervient sur l'amendement n° 560 de M. Éric Doligé (comité de suivi des procédures contractuelles) (p. 380)

Intervient sur l'amendement n° 561 de M. Éric Doligé (assistance des services de l'Etat pour les études nécessaires à l'exercice de leur mission) (p. 381)

Intervient sur l'amendement n° 391 de M. Henry Chabert (assistance des services de l'Etat pour les études nécessaires à l'exercice de leur mission) (p. 381)

Intervient sur l'amendement n° 255 de la commission (assistance des services de l'Etat pour les études nécessaires à l'exercice de leur mission) (p. 381)

Intervient sur l'amendement n° 813 de M. Didier Quentin (création d'un conseil national du littoral) (p. 382)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 722 de M. Yves Coussain (augmentation du nombre des parlementaires au sein du conseil national) (p. 382)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 256 de la commission (charte régionale) (p. 385)

Intervient sur l'amendement n° 1135 de M. Didier Quentin (missions des schémas régionaux) (p. 385)

Intervient sur l'amendement n° 258 de la commission (référence à la notion de localisation des infrastructures dans les objectifs définis par les schémas régionaux) (p. 386)

Intervient sur l'amendement n° 1080 de M. Thierry Mariani (maintien des services publics existants dans les zones rurales) (p. 387)

Intervient sur l'amendement n° 259 de la commission (rôle des projets économiques porteurs d'investissements et d'emplois) (p. 387)

Intervient sur l'amendement n° 260 de la commission (territoires urbains, périurbains et ruraux aussi concernés par le développement harmonieux poursuivi par les schémas régionaux) (p. 388)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Léonce Deprez (développement harmonieux des agglomérations à partir des contrats de pays) (p. 388)

Intervient sur l'amendement n° 261 de la commission (mise en valeur des sites, des paysages et du patrimoine grâce au schéma régional) (p. 388)

- Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Patrick Ollier (mise en valeur des sites, des paysages et du patrimoine grâce au schéma régional) (p. 388)
- Intervient sur l'amendement n° 392 de M. Henry Chabert (mise en valeur des sites, des paysages et du patrimoine grâce au schéma régional) (p. 388)
- Intervient sur l'amendement n° 528 de M. Jean-Claude Lenoir (mesures particulières pour les régions transfrontières) (p. 390)
- Intervient sur l'amendement n° 257 de la commission (cohérence des projets d'équipement avec les politiques de l'Etat et des collectivités territoriales dès lors que ces politiques ont une incidence sur l'aménagement et la cohésion du territoire régional) (p. 390)
- Intervient sur l'amendement n° 652 de M. Jean Proriot (exclusion du champ de l'article 5 des régions qui ont déjà élaboré leur schéma régional d'aménagement du territoire) (p. 391)
- Intervient sur l'amendement n° 653 de M. Jean Proriot (exclusion du champ de l'article 5 des régions qui ont déjà élaboré leur schéma régional d'aménagement du territoire) (p. 391)
- Intervient sur l'amendement n° 262 de la commission (de précision) (p. 391)
- Intervient sur l'amendement n° 263 de la commission (référence à la mise en place d'instruments de "planification" afin de faciliter la programmation pluriannuelle) (p. 392)
- Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Henry Chabert (référence à la mise en place d'instruments de "planification" afin de faciliter la programmation pluriannuelle) (p. 392)
- Intervient sur l'amendement n° 396 de M. Yves Deniaud (référence à la mise en place d'instruments de "planification" afin de faciliter la programmation pluriannuelle) (p. 392)
- Intervient sur l'amendement n° 814 de M. Didier Quentin (élaboration en association avec l'Etat) (p. 392)
- Intervient sur l'amendement n° 654 de M. Jean Proriot (organismes faisant partie de la conférence régionale d'aménagement du territoire) (p. 393)
- Intervient sur l'amendement n° 816 de M. Didier Quentin (ajout des chambres consulaires à la liste des organismes faisant partie de la conférence régionale d'aménagement du territoire) (p. 393)
- Intervient sur l'amendement n° 815 de M. Didier Quentin (ajout des associations à la liste des organismes faisant partie de la conférence régionale d'aménagement du territoire) (p. 393)
- Intervient sur l'amendement n° 705 de M. Yves Coussain (choix des associations "agrées" pour la protection de l'environnement) (p. 394)
- Intervient sur l'amendement n° 627 rectifié de M. Jean-Michel Marchand (choix des associations "agrées" pour la protection de l'environnement) (p. 394)
- Intervient sur l'amendement n° 628 de M. Jean-Michel Marchand (compatibilité des schémas directeurs et des schémas de secteur avec le schéma régional d'aménagement du territoire) (p. 395)
- Intervient sur l'amendement n° 142 de M. Patrick Ollier (évaluation et réexamen tous les cinq ans du schéma régional) (p. 396)
- Intervient sur l'amendement n° 394 de M. Henry Chabert (évaluation et réexamen tous les cinq ans du schéma régional) (p. 396)
- Intervient sur l'amendement n° 264 de la commission (évaluation et réexamen au même rythme que celui fixé pour les schémas de services collectifs) (p. 396)
- Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Henry Chabert (suppression de la référence à la coordination avec l'Union européenne) (p. 396)
- Intervient sur l'amendement n° 397 de M. Yves Deniaud (suppression de la référence à la coordination avec l'Union européenne) (p. 396)
- Intervient sur l'amendement n° 265 de la commission (association d'autres collectivités territoriales lorsque ces dernières cofinancent des programmes prévus dans les contrats de plan Etat-régions) (p. 398)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1201 de Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont (association à la préparation et à l'exécution) à l'amendement n° 265 de la commission (p. 397)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1071 de Mme Martine Lignières-Cassou (cas des départements) à l'amendement n° 265 de la commission (p. 398)
- Intervient sur le sous-amendement n° 564 de M. Éric Doligé (allongement des délais d'association à l'élaboration des contrats de plan) à l'amendement n° 265 de la commission (p. 398)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1004 de M. Yves Nicolin (allongement des délais d'association à l'élaboration des contrats de plan) à l'amendement n° 265 de la commission (p. 398)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1070 de M. Gérard Saumade (allongement des délais d'association à l'élaboration des contrats de plan) à l'amendement n° 265 de la commission (p. 398)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1072 de M. Thierry Carcenac (allongement des délais d'association à l'élaboration des contrats de plan) à l'amendement n° 265 de la commission (p. 398)
- Intervient sur l'amendement n° 767 de M. Émile Blessig (mise en oeuvre de la politique d'aménagement du territoire) (p. 399)
- Intervient sur l'amendement n° 146 de M. Patrick Ollier (maintien du schéma national porteur de cohérence du territoire) (p. 399)
- Intervient sur l'amendement n° 398 de M. Henry Chabert (maintien du schéma national porteur de cohérence du territoire) (p. 399)
- Intervient sur l'amendement n° 530 de M. Jean-Claude Lenoir (association des départements et des communes intéressés à la préparation des contrats de plan) (p. 400)

Intervient sur l'amendement n° 562 de M. Éric Doligé (association des départements et des communes intéressés à la préparation des contrats de plan) (p. 400)

Intervient sur l'amendement n° 841 de M. Michel Bouvard (association des départements et des communes intéressés à la préparation des contrats de plan) (p. 400)

Intervient sur l'amendement n° 1034 de M. Patrick Ollier (association des départements et des communes intéressés à la préparation des contrats de plan) (p. 400)

Intervient sur l'amendement n° 209 de M. Michel Bouvard (association des départements et des communes intéressés à la préparation des contrats de plan) (p. 400)

Intervient sur l'amendement n° 531 de M. Jean-Claude Lenoir (instauration d'un comité des financeurs) (p. 401)

Intervient sur l'amendement n° 563 de M. Éric Doligé (instauration d'un comité des financeurs) (p. 401)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Michel Bouvard (élaboration de schémas interrégionaux d'aménagement du territoire) (p. 403)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Patrick Ollier (élaboration de schémas interrégionaux d'aménagement du territoire) (p. 403)

Intervient sur l'amendement n° 655 de M. Jean Proriol (élaboration de schémas interrégionaux d'aménagement du territoire) (p. 403)

Intervient sur l'amendement n° 817 de M. Didier Quentin (élaboration de schémas interrégionaux d'aménagement du territoire) (p. 403)

Article 6 (article 34 ter de la loi du 7 janvier 1983 : conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 706 de M. Yves Coussain (représentation des associations par une délégation des membres du conseil économique et social régional) (p. 409)

Intervient sur l'amendement n° 656 de M. Jean Proriol (représentation des "diverses activités associatives") (p. 409)

Intervient sur l'amendement n° 818 de M. Didier Quentin (représentation des "diverses activités associatives") (p. 409)

Intervient sur l'amendement n° 707 de M. Yves Coussain (représentation des associations de protection de l'environnement conditionnée à leur agrément préalable) (p. 410)

Intervient sur l'amendement n° 688 de M. Michel Tamaya (représentation des comités de la culture, de l'éducation et de l'environnement dans les DOM) (p. 410)

Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Patrick Ollier (suppression de la création des formations

spécialisées au sein de la conférence régionale) (p. 411)

Intervient sur l'amendement n° 400 de M. Henry Chabert (suppression de la création des formations spécialisées au sein de la conférence régionale) (p. 411)

Intervient sur l'amendement n° 657 de M. Jean Proriol (mission purement consultative de la conférence régionale) (p. 411)

Article 7 (article L. 425-1 du code général des collectivités territoriales : plan de la région)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 413)

Soutient l'amendement n° 1167 du Gouvernement (objectifs du plan de région) : adopté après modifications (p. 414)

Intervient sur le sous-amendement n° 1198 de la commission (introduction des groupements de communes) à l'amendement n° 1167 du Gouvernement (p. 414)

Intervient sur le sous-amendement n° 1213 de M. Michel Bouvard (introduction des établissements publics) à l'amendement n° 1167 du Gouvernement (p. 414)

Intervient sur l'amendement n° 1157 de M. Claude Hoarau (dispositions spécifiques aux DOM) (p. 414)

Article 8 (article 9 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : suppression du groupement d'intérêt public d'observation et d'évaluation de l'aménagement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 149 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 417)

Intervient sur l'amendement n° 402 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 417)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Patrick Ollier (création d'une commission spéciale du Conseil national d'aménagement et de développement du territoire chargée de recueillir des informations nationales et européennes) (p. 417)

Intervient sur l'amendement n° 462 corrigé de M. Michel Bouvard (conventions interrégionales entre l'Etat et les régions concernées) (p. 418)

Intervient sur l'amendement n° 690 de M. Augustin Bonrepaux (conventions interrégionales entre l'Etat et les régions concernées) (p. 418)

Intervient sur l'amendement n° 940 corrigé de M. Jean Proriol (conventions interrégionales entre l'Etat et les régions concernées) (p. 418)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 689 rectifié de M. Philippe Duron (création d'une délégation parlementaire à l'aménagement du territoire et au développement durable du territoire dans chaque assemblée) (p. 426)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

- Son intervention (p. 428)
- Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 430)
- Intervient sur l'amendement n° 403 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 430)
- Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Patrick Ollier (orientations du schéma national précisées par des schémas sectoriels) (p. 431)
- Intervient sur l'amendement n° 153 de M. Patrick Ollier (orientations du schéma national précisées par des schémas sectoriels) (p. 431)
- Intervient sur l'amendement n° 724 de M. Patrick Rimbart (coordination des schémas assurée par l'Etat) (p. 431 à 433)
- Intervient sur l'amendement n° 596 de M. Jean-Claude Lenoir (de précision) (p. 433)
- Intervient sur l'amendement n° 203 corrigé de M. Michel Bouvard (de précision) (p. 433)
- Intervient sur l'amendement n° 532 de M. Jean-Claude Lenoir (de précision) (p. 433)
- Intervient sur l'amendement n° 631 rectifié de M. Jean-Michel Marchand (associations agréées associées à l'élaboration des schémas de services collectifs) (p. 434)
- Intervient sur l'amendement n° 197 de M. Henry Chabert (association de la population) (p. 435)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1104 de M. Germain Gengenwin (régions et organismes consultés) à l'amendement n° 266 de la commission (schémas de services collectifs soumis au Parlement dans un projet de loi) (p. 440)
- Intervient sur le sous-amendement n° 565 de M. Éric Doligé (régions et organismes consultés) à l'amendement n° 266 de la commission (p. 440)
- Intervient sur l'amendement n° 533 de M. Jean-Claude Lenoir (régions et organismes consultés et débat au Parlement) (p. 440)
- Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Michel Bouvard (régions et organismes consultés et débat au Parlement) (p. 440)
- Intervient sur l'amendement n° 1139 de M. Patrick Ollier (débat au Parlement) (p. 440)
- Intervient sur l'amendement n° 496 corrigé de M. Jacques Barrot (présence du département) (p. 441)
- Intervient sur l'amendement n° 455 de M. Michel Inchauspé (présence du département) (p. 441)
- Intervient sur l'amendement n° 978 de M. Maurice Leroy (présence du département) (p. 441)
- Intervient sur l'amendement n° 1112 de M. Patrick Ollier (présence du département) (p. 441)
- Intervient sur l'amendement n° 1120 de M. Yves Deniaud (présence du département) (p. 441)
- Intervient sur l'amendement n° 769 de M. Germain Gengenwin (adoption des rapports par voie législative) (p. 442)
- Intervient sur l'amendement n° 597 de M. Jean-Claude Lenoir (adoption des rapports par voie législative) (p. 442)
- Intervient sur l'amendement n° 662 de M. Jean Proriol (adoption des rapports par voie législative) (p. 442)
- Intervient sur l'amendement n° 470 de M. Georges Sarre (adoption des rapports par voie législative) (p. 442)
- Intervient sur l'amendement n° 152 de M. Patrick Ollier (adoption des schémas de services collectifs au 30 juin 2000) (p. 443)
- Intervient sur l'amendement n° 404 de M. Henry Chabert (adoption des schémas de services collectifs au 30 juin 2000) (p. 443)
- Intervient sur l'amendement n° 661 de M. Jean Proriol (période transitoire) (p. 462)
- Intervient sur l'amendement n° 660 de M. Jean Proriol (date d'adoption des schémas de services collectifs fixée au plus tôt au 31 décembre 1999) (p. 462)
- Intervient sur l'amendement n° 768 de M. Germain Gengenwin (prise en compte des orientations des schémas de services collectifs par les contrats de plan Etat-régions) (p. 462)
- Intervient sur l'amendement n° 267 de la commission (adoption du schéma de services collectifs de l'information et de la communication après avis rendu public de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications) (p. 463)
- Intervient sur l'amendement n° 268 de la commission (adoption du schéma de services collectifs sanitaires après avis rendu public de la section sanitaire du comité national de l'organisation sanitaire et sociale) (p. 463)
- Intervient sur l'amendement n° 842 de M. Michel Bouvard (étude d'impact tous les trois ans) (p. 464)
- Intervient sur l'amendement n° 1035 de M. Patrick Ollier (étude d'impact tous les trois ans) (p. 464)
- Intervient sur l'amendement n° 843 de M. Michel Bouvard (débat au Parlement) (p. 465)
- Intervient sur l'amendement n° 1036 de M. Patrick Ollier (débat au Parlement) (p. 465)
- Intervient sur l'amendement n° 723 rectifié de M. Patrick Rimbart (rapport au Parlement dans les trois ans) (p. 465, 466)
- Article 10 (article 11 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)*
- Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Patrick Ollier (objectifs du schéma de l'enseignement supérieur) (p. 468)
- Intervient sur l'amendement n° 598 de M. Jean-Claude Lenoir (développement de la recherche) (p. 469)
- Intervient sur l'amendement n° 270 de la commission (développement de la recherche) (p. 469)
- Intervient sur l'amendement n° 918 de M. Bruno Bourg-Broc (répartition efficiente des services d'enseignement et de recherche) (p. 469)

Intervient sur l'amendement n° 271 de la commission (rédactionnel) (p. 469)

Intervient sur l'amendement n° 663 de M. Jean Proriol (définition d'une stratégie d'ensemble pour le secteur de la recherche) (p. 470)

Intervient sur l'amendement n° 272 de la commission (offre de formation à un niveau régional ou interrégional) (p. 470)

Intervient sur l'amendement n° 273 de la commission (intégration du développement des services de l'enseignement supérieur et de la recherche dans les objectifs du schéma) (p. 470)

Intervient sur l'amendement n° 274 de la commission (coopération entre les sites étendue à la recherche) (p. 470)

Intervient sur l'amendement n° 664 de M. Jean Proriol (coopération entre les sites étendue à la recherche) (p. 470)

Intervient sur l'amendement n° 919 de M. Bruno Bourg-Broc (liaison entre les formations et le monde économique) (p. 470)

Intervient sur l'amendement n° 665 de M. Jean Proriol (échanges de connaissances avec le monde économique) (p. 470)

Intervient sur l'amendement n° 729 de Mme Martine Lignières-Cassou (essaimage à partir des instituts universitaires de technologie et les écoles d'ingénieur) (p. 471)

Intervient sur l'amendement n° 725 de M. Pierre Cohen (valorisation de la recherche technologique et appliquée) (p. 471)

Intervient sur l'amendement n° 275 de la commission (valorisation de la recherche technologique et appliquée) (p. 471)

Intervient sur l'amendement n° 844 de M. Michel Bouvard (prise en compte des priorités nationales et régionales en termes d'emplois) (p. 473)

Intervient sur l'amendement n° 1037 de M. Patrick Ollier (prise en compte des priorités nationales et régionales en termes d'emplois) (p. 473)

Intervient sur l'amendement n° 845 de M. Michel Bouvard (valorisation de la formation continue) (p. 473)

Intervient sur l'amendement n° 1038 de M. Patrick Ollier (valorisation de la formation continue) (p. 473)

Intervient sur l'amendement n° 276 de la commission (implication de tous les niveaux locaux, régionaux et interrégionaux) (p. 473)

Intervient sur l'amendement n° 277 de la commission (thèmes reconnus internationalement) (p. 474)

Intervient sur l'amendement n° 278 de la commission (double processus d'essaimage) (p. 474)

Intervient sur l'amendement n° 279 de la commission (rédactionnel) (p. 474)

Intervient sur l'amendement n° 280 de la commission (de précision) (p. 474)

Intervient sur l'amendement n° 281 de la commission (rédactionnel) (p. 474)

Intervient sur l'amendement n° 728 de M. Yvon Abiven (développement des réseaux liés aux techniques de la communication) (p. 474)

Intervient sur l'amendement n° 726 de M. Pierre Cohen (diffusion de l'information, de la culture scientifique et technique) (p. 475)

Intervient sur l'amendement n° 282 de la commission (accueil global des étudiants) (p. 475)

Intervient sur le sous-amendement n° 599 de M. Jean-Claude Lenoir (meilleure articulation entre recherche publique et recherche privée) à l'amendement n° 283 de la commission (rôle de la conférence régionale d'aménagement du territoire dans la répartition équilibrée des activités d'enseignement supérieur et de recherche) (p. 475)

Intervient sur le sous-amendement n° 600 de M. Jean-Claude Lenoir (synergies avec le monde économique) à l'amendement n° 283 de la commission (p. 475)

Intervient sur le sous-amendement n° 601 de M. Jean-Claude Lenoir (échanges de savoir-faire et de connaissances) à l'amendement n° 283 de la commission (p. 475)

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Patrick Ollier (transferts de matière grise en direction de la province) (p. 476)

Intervient sur l'amendement n° 456 de M. Michel Inchauspé (loi d'orientation d'ici un an pour promouvoir des formations d'enseignement supérieur dans les zones rurales les plus fragiles) (p. 476)

Intervient sur l'amendement n° 979 de M. Maurice Leroy (loi d'orientation d'ici un an pour promouvoir des formations d'enseignement supérieur dans les zones rurales les plus fragiles) (p. 476)

Intervient sur l'amendement n° 1073 de M. Jean Proriol (loi d'orientation d'ici un an pour promouvoir des formations d'enseignement supérieur dans les zones rurales les plus fragiles) (p. 476)

Intervient sur l'amendement n° 1113 de M. Patrick Ollier (loi d'orientation d'ici un an pour promouvoir des formations d'enseignement supérieur dans les zones rurales les plus fragiles) (p. 476)

Intervient sur l'amendement n° 1121 de M. Yves Deniaud (loi d'orientation d'ici un an pour promouvoir des formations d'enseignement supérieur dans les zones rurales les plus fragiles) (p. 476)

Intervient sur l'amendement n° 847 de M. Michel Bouvard (liaison avec les politiques communautaires) (p. 477)

Intervient sur l'amendement n° 1040 de M. Patrick Ollier (liaison avec les politiques communautaires) (p. 477)

Intervient sur l'amendement n° 846 de M. Michel Bouvard (étude d'impact et bilan tous les trois ans) (p. 477)

Intervient sur l'amendement n° 1039 de M. Patrick Ollier (étude d'impact et bilan tous les trois ans) (p. 477)

Intervient sur l'amendement n° 848 de M. Michel Bouvard (débat au Parlement) (p. 478)

Intervient sur l'amendement n° 1041 de M. Patrick Ollier (débat au Parlement) (p. 478)

Article 11 (article 12 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : articulation de la carte des formations supérieures et de la recherche et du schéma de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 478)

Intervient sur l'amendement n° 405 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 478)

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Patrick Ollier (laboratoires privés incités à choisir une localisation conforme aux orientations du schéma national d'aménagement du territoire) (p. 478)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs culturels)

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 481)

Intervient sur l'amendement n° 406 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 481)

Intervient sur l'amendement n° 709 corrigé de M. Yves Coussain (objectifs du schéma des services culturels) (p. 482)

Intervient sur l'amendement n° 770 de M. François Sauvadet (moyens des schémas de services culturels) (p. 482)

Intervient sur l'amendement n° 284 de la commission (rédactionnel) (p. 482)

Intervient sur l'amendement n° 285 de la commission (développement de la création et accès à tous) (p. 482)

Intervient sur l'amendement n° 286 de la commission (rédactionnel) (p. 482)

Intervient sur l'amendement n° 1020 de M. Jean Proriot (développement de la production culturelle) (p. 483)

Intervient sur l'amendement n° 162 corrigé de M. Patrick Ollier (développement de la production culturelle) (p. 483)

Intervient sur l'amendement n° 287 de la commission (rédactionnel) (p. 483)

Intervient sur l'amendement n° 708 de M. François Loos (développement des pôles artistiques et culturels à vocation régionale) (p. 483)

Intervient sur l'amendement n° 288 de la commission (transferts de fonds patrimoniaux entre musées) (p. 483)

Intervient sur l'amendement n° 289 de la commission (rédactionnel) (p. 483)

Intervient sur l'amendement n° 710 de M. Yves Coussain (suppression de l'alinéa relatif à la politique d'intégration) (p. 484)

Intervient sur l'amendement n° 711 de M. Yves Coussain (pratique des disciplines artistiques et culturelles étendue à tout le territoire) (p. 484)

Intervient sur l'amendement n° 290 de la commission (élargissement du champ de la politique d'intégration) (p. 485)

Intervient sur le sous-amendement n° 1092 de M. Patrick Rimbart (langues minoritaires) à l'amendement n° 291 de la commission (promotion et diffusion de la langue française, sauvegarde et transmission des langues régionales) (p. 486)

Intervient sur le sous-amendement n° 1105 de M. François Sauvadet (autres langues parlées sur le territoire national) à l'amendement n° 291 de la commission (p. 486)

Intervient sur l'amendement n° 920 de M. Bruno Bourg-Broc (maintien du niveau de connaissance et d'apprentissage de la langue française) (p. 487)

Intervient sur l'amendement n° 730 corrigé de M. Yvon Abiven (collectivités territoriales associées aux efforts de valorisation des langues régionales) (p. 488)

Intervient sur l'amendement n° 161 corrigé de M. Patrick Ollier (pratique des disciplines culturelles chez les jeunes) (p. 488)

Intervient sur l'amendement n° 163 corrigé de M. Patrick Ollier (prise en compte des schémas de services collectifs culturels par les contrats de plan Etat-régions) (p. 489)

Intervient sur l'amendement n° 771 de M. Germain Gengenwin (suppression de l'alinéa relatif au financement) (p. 489)

Intervient sur l'amendement n° 292 de la commission (modalités de mise en oeuvre des schémas de services collectifs culturels) (p. 489)

Intervient sur l'amendement n° 850 de M. Michel Bouvard (coordination avec les projets communautaires) (p. 490)

Intervient sur l'amendement n° 1043 de M. Patrick Ollier (coordination avec les projets communautaires) (p. 490)

Article 13 (article 16-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : modalités de mise en oeuvre du schéma de services collectifs culturels)

Intervient sur l'amendement n° 293 de la commission (de suppression) (p. 491)

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 491)

Intervient sur l'amendement n° 407 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 491)

Intervient sur l'amendement n° 535 de M. Jean-Claude Lenoir (de suppression) (p. 491)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Soutient l'amendement n° 1218 du Gouvernement (maintien des établissements de proximité et respect

- du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) : retiré (p. 504)
- Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Patrick Ollier (maintien des établissements de proximité) (p. 505)
- Intervient sur l'amendement n° 852 de M. Michel Bouvard (maintien des établissements de proximité) (p. 505)
- Intervient sur l'amendement n° 1045 de M. Patrick Ollier (maintien des établissements de proximité) (p. 505)
- Intervient sur l'amendement n° 294 de la commission (maintien des établissements de proximité) (p. 505)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1217 de M. Alfred Recours (respect du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) à l'amendement n° 294 de la commission (p. 505)
- Intervient sur l'amendement n° 502 de M. Maurice Adevah-Poeuf (maintien des établissements de proximité) (p. 505)
- Intervient sur l'amendement n° 295 de la commission (exigences de sécurité et d'efficacité) (p. 505)
- Intervient sur l'amendement n° 732 de M. Patrick Rimbart (mise en réseau des établissements de santé autour des hôpitaux publics) (p. 507)
- Soutient le sous-amendement n° 1208 du Gouvernement (meilleure complémentarité) à l'amendement n° 732 de M. Patrick Rimbart : adopté (p. 507)
- Intervient sur l'amendement n° 296 de la commission (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)
- Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Patrick Ollier (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)
- Intervient sur l'amendement n° 503 de M. Maurice Adevah-Poeuf (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)
- Intervient sur l'amendement n° 536 de M. Jean-Claude Lenoir (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)
- Intervient sur l'amendement n° 772 de M. Yves Coussain (suppression de l'alinéa relatif au respect par le schéma de services collectifs sanitaires du principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 508)
- Intervient sur l'amendement n° 297 de la commission (prise en compte des dispositions des schémas régionaux d'organisation sanitaire) (p. 509)
- Intervient sur l'amendement n° 856 de M. Michel Bouvard (prise en compte des dispositions des schémas régionaux d'organisation sanitaire) (p. 509)
- Intervient sur l'amendement n° 1049 de M. Patrick Ollier (prise en compte des dispositions des schémas régionaux d'organisation sanitaire) (p. 509)
- Intervient sur l'amendement n° 853 de M. Michel Bouvard (coordination avec les projets de l'Union européenne) (p. 509)
- Intervient sur l'amendement n° 1046 de M. Patrick Ollier (coordination avec les projets de l'Union européenne) (p. 509)
- Intervient sur l'amendement n° 854 de M. Michel Bouvard (étude d'impact et bilan tous les trois ans) (p. 509)
- Intervient sur l'amendement n° 1047 de M. Patrick Ollier (étude d'impact et bilan tous les trois ans) (p. 509)
- Intervient sur l'amendement n° 855 de M. Michel Bouvard (débat au Parlement) (p. 510)
- Intervient sur l'amendement n° 1048 de M. Patrick Ollier (débat au Parlement) (p. 510)
- Article 15 (article 18 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs de l'information et de la communication)*
- Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 517)
- Intervient sur l'amendement n° 408 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 517)
- Intervient sur l'amendement n° 168 de M. Patrick Ollier (objectifs et organisation du schéma des télécommunications) (p. 517)
- Intervient sur l'amendement n° 712 de M. Yves Coussain (notion de "développement des technologies de l'information et de la communication") (p. 518)
- Intervient sur l'amendement n° 680 de M. François Brottes (prise en compte des évolutions technologiques et des obligations à la charge des opérateurs) (p. 521)
- Intervient sur l'amendement n° 611 de M. Patrice Martin-Lalande (égal accès à tous) (p. 521)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1220 de M. Patrick Ollier (de précision) à l'amendement n° 611 de M. Patrice Martin-Lalande (p. 521)
- Intervient sur l'amendement n° 613 de M. Patrice Martin-Lalande (tarification abordable pour tous) (p. 522)
- Intervient sur l'amendement n° 614 de M. Patrice Martin-Lalande (attribution d'une adresse électronique pour tous les Français) (p. 523)
- Intervient sur l'amendement n° 862 de M. Michel Bouvard (transmission correcte entre téléphones mobiles) (p. 526)
- Intervient sur l'amendement n° 1055 de M. Patrick Ollier (transmission correcte entre téléphones mobiles) (p. 526)
- Intervient sur l'amendement n° 858 de M. Michel Bouvard (souci de promouvoir le développement économique) (p. 526)
- Intervient sur l'amendement n° 612 de M. Patrice Martin-Lalande (mise en place d'un observatoire de l'internet) (p. 527)

Intervient sur l'amendement n° 1221 de M. Philippe Duron (rédactionnel) (p. 527)

Intervient sur l'amendement n° 1222 de M. Philippe Duron (de précision) (p. 527)

Intervient sur l'amendement n° 615 de M. Patrice Martin-Lalande (téléprocédures administratives) (p. 528)

Intervient sur l'amendement n° 773 de M. Yves Coussain (développement des centres de ressources multimédias) (p. 528)

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Patrick Ollier (couverture totale du territoire) (p. 528)

Intervient sur l'amendement n° 860 de M. Michel Bouvard (prise en compte des projets de l'Union européenne) (p. 528)

Intervient sur l'amendement n° 1053 de M. Patrick Ollier (prise en compte des projets de l'Union européenne) (p. 528)

Intervient sur l'amendement n° 859 de M. Michel Bouvard (étude d'impact tous les trois ans) (p. 529)

Intervient sur l'amendement n° 1052 de M. Patrick Ollier (étude d'impact tous les trois ans) (p. 529)

Intervient sur l'amendement n° 861 de M. Michel Bouvard (débat au Parlement) (p. 713)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 1171 deuxième correction du Gouvernement (objectifs du service universel postal) (p. 725)

Article 16 (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)

Son intervention (p. 731)

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 736)

Intervient sur l'amendement n° 409 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 736)

Intervient sur l'amendement n° 457 de M. Michel Inchauspé (desserte des zones rurales les plus fragiles) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 981 de M. Maurice Leroy (desserte des zones rurales les plus fragiles) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 602 de M. Jean-Claude Lenoir (dessertes du territoire) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 1068 de M. Michel Inchauspé (dessertes du territoire) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 871 de M. Michel Bouvard (dessertes du territoire) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 1064 de M. Patrick Ollier (dessertes du territoire) (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 774 de M. Yves Coussain (desserte des agglomérations) (p. 749)

Intervient sur l'amendement n° 537 de M. Jean-Claude Lenoir (création des plates-formes multimodales) (p. 750)

Intervient sur l'amendement n° 171 de M. Patrick Ollier (objectifs du schéma directeur routier national) (p. 750)

Intervient sur l'amendement n° 863 de M. Michel Bouvard (cohérence entre les schémas nationaux et les réseaux routiers européens) (p. 750)

Intervient sur l'amendement n° 1056 de M. Patrick Ollier (cohérence entre les schémas nationaux et les réseaux routiers européens) (p. 750)

Intervient sur l'amendement n° 867 de M. Henry Chabert (débat au Parlement) (p. 751)

Intervient sur l'amendement n° 1060 de M. Patrick Ollier (débat au Parlement) (p. 751)

Intervient sur l'amendement n° 872 de M. Henry Chabert (étude d'impact et bilan) (p. 751)

Intervient sur l'amendement n° 1065 de M. Patrick Ollier (étude d'impact et bilan) (p. 751)

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Patrick Ollier (objectifs du schéma ferroviaire) (p. 752)

Intervient sur l'amendement n° 865 de M. Henry Chabert (cohérence du schéma ferroviaire avec les équipements européens) (p. 753)

Intervient sur l'amendement n° 1058 de M. Patrick Ollier (cohérence du schéma ferroviaire avec les équipements européens) (p. 753)

Intervient sur l'amendement n° 869 de M. Henry Chabert (débat au Parlement) (p. 754)

Intervient sur l'amendement n° 1062 de M. Patrick Ollier (débat au Parlement) (p. 754)

Intervient sur l'amendement n° 874 de M. Henry Chabert (étude d'impact et bilan) (p. 754)

Intervient sur l'amendement n° 1067 de M. Patrick Ollier (étude d'impact et bilan) (p. 754)

Intervient sur l'amendement n° 172 de M. Patrick Ollier (objectifs du schéma directeur des voies navigables) (p. 755)

Intervient sur l'amendement n° 864 de M. Henry Chabert (cohérence du schéma directeur des voies navigables avec les infrastructures navigables européennes) (p. 755)

Intervient sur l'amendement n° 1057 de M. Patrick Ollier (cohérence du schéma directeur des voies navigables avec les infrastructures navigables européennes) (p. 755)

Intervient sur l'amendement n° 868 de M. Henry Chabert (débat au Parlement) (p. 756)

Intervient sur l'amendement n° 1061 de M. Patrick Ollier (débat au Parlement) (p. 756)

Intervient sur l'amendement n° 873 de M. Henry Chabert (étude d'impact et bilan) (p. 756)

Intervient sur l'amendement n° 1066 de M. Patrick Ollier (étude d'impact et bilan) (p. 756)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Patrick Ollier (contenu du schéma des ports maritimes) (p. 756)

Intervient sur l'amendement n° 866 de M. Michel Bouvard (cohérence du schéma des ports maritimes avec les infrastructures européennes) (p. 757)

Intervient sur l'amendement n° 1059 de M. Patrick Ollier (cohérence du schéma des ports maritimes avec les infrastructures européennes) (p. 757)

Intervient sur l'amendement n° 870 de M. Henry Chabert (débat au Parlement) (p. 757)

Intervient sur l'amendement n° 1063 de M. Patrick Ollier (débat au Parlement) (p. 757)

Intervient sur l'amendement n° 875 de M. Henry Chabert (étude d'impact et bilan) (p. 757)

Intervient sur l'amendement n° 941 de M. Patrick Ollier (étude d'impact et bilan) (p. 757)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Yves Coussain (cf. supra) (p. 731)

Article 17 (article 20 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de l'énergie)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 761)

Intervient sur l'amendement n° 410 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 761)

Intervient sur l'amendement n° 302 de la commission (rédactionnel) (p. 761)

Intervient sur l'amendement n° 304 deuxième rectification de la commission (ressources locales d'énergies renouvelables et utilisation rationnelle de l'énergie) (p. 761)

Intervient sur l'amendement n° 303 de la commission (définition de la politique énergétique de la France) (p. 762)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Patrick Ollier (orientations économiques en relation avec la politique énergétique de la France) (p. 762)

Intervient sur l'amendement n° 411 de M. Henry Chabert (orientations économiques en relation avec la politique énergétique de la France) (p. 762)

Intervient sur l'amendement n° 306 de la commission (suppression de la référence à la politique énergétique régionale) (p. 763)

Intervient sur l'amendement n° 305 de la commission (stockage du gaz naturel exclusivement) (p. 763)

Intervient sur l'amendement n° 1094 de M. Jean Proriol (association des entreprises publiques aux actions menées par les collectivités locales dans le domaine de l'énergie) (p. 764)

Intervient sur l'amendement n° 307 de la commission (élargissement de la référence à l'emploi et conditions dans lesquelles l'Etat et les collectivités locales peuvent mener des actions de maîtrise de l'énergie) (p. 764)

Intervient sur l'amendement n° 308 de la commission (stockage du seul gaz naturel) (p. 764)

Intervient sur l'amendement n° 1095 de M. Jean Proriol (coordination avec la politique européenne) (p. 764)

Intervient sur l'amendement n° 1096 de M. Jean Proriol (contrôle de la mise en oeuvre des objectifs fixés par le schéma) (p. 764)

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. Patrick Ollier (échelon décisionnel compétent) (p. 765)

Intervient sur l'amendement n° 412 de M. Henry Chabert (échelon décisionnel compétent) (p. 765)

Intervient sur l'amendement n° 309 de la commission (rédactionnel) (p. 766)

Intervient sur l'amendement n° 876 de M. Henry Chabert (cohérence avec la politique énergétique européenne) (p. 766)

Intervient sur l'amendement n° 942 de M. Patrick Ollier (cohérence avec la politique énergétique européenne) (p. 766)

Intervient sur l'amendement n° 877 de M. Henry Chabert (étude d'impact et bilan) (p. 766)

Intervient sur l'amendement n° 943 de M. Patrick Ollier (étude d'impact et bilan) (p. 766)

Intervient sur l'amendement n° 878 de M. Henry Chabert (débat au Parlement) (p. 767)

Intervient sur l'amendement n° 944 de M. Patrick Ollier (débat au Parlement) (p. 767)

Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux)

Son intervention (p. 770)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 775)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Michel Bouvard (de suppression) (p. 775)

Intervient sur l'amendement n° 413 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 775)

Intervient sur l'amendement n° 713 de M. François Sauvadet (dénomination du schéma) (p. 778)

Intervient sur l'amendement n° 1098 de M. Jean Proriol (dénomination du schéma) (p. 778)

Intervient sur l'amendement n° 310 de la commission (rédactionnel) (p. 779)

Intervient sur l'amendement n° 365 de M. Jacques Blanc (limitation du schéma aux seuls espaces naturels protégés) (p. 779)

Intervient sur l'amendement n° 497 de M. Jacques Barrot (limitation du schéma aux seuls espaces naturels protégés) (p. 779)

Intervient sur l'amendement n° 311 de la commission (rédactionnel) (p. 779)

Intervient sur l'amendement n° 312 de la commission (gestion équilibrée conciliant activités productives et préservation des espaces naturels) (p. 780)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Henry Chabert (mise en valeur des espaces naturels) (p. 780)

Intervient sur l'amendement n° 313 de la commission (prévention des risques naturels sortie de la liste des mesures décrites par le schéma) (p. 780)

Intervient sur l'amendement n° 819 de M. Didier Quentin (prise en compte des acteurs gestionnaires de l'espace) (p. 781)

Intervient sur l'amendement n° 314 de la commission (politique de prévention des risques) (p. 781)

Intervient sur l'amendement n° 315 de la commission (rédactionnel) (p. 781)

Intervient sur l'amendement n° 316 de la commission (identification reposant sur les mesures de gestion) (p. 782)

Intervient sur l'amendement n° 317 de la commission (de suppression partielle) (p. 782)

Intervient sur l'amendement n° 70 corrigé de M. Léonce Deprez (de suppression partielle) (p. 782)

Intervient sur l'amendement n° 821 de M. Didier Quentin (cas des territoires littoraux et des zones de montagne) (p. 782)

Intervient sur l'amendement n° 318 de la commission (reconquête écologique des territoires dégradés) (p. 782)

Intervient sur l'amendement n° 319 de la commission (rédactionnel) (p. 783)

Intervient sur l'amendement n° 183 de M. Serge Poignant (concertation avec les acteurs locaux des territoires concernés) (p. 783)

Intervient sur l'amendement n° 416 de M. Henry Chabert (concertation avec les acteurs locaux des territoires concernés) (p. 783)

Intervient sur l'amendement n° 1216 de M. Jacques Rebillard (rôle des SAFER) (p. 784)

Intervient sur l'amendement n° 904 de M. Bernard Accoyer (concertation organisée par la conférence régionale d'aménagement du territoire) (p. 785)

Intervient sur l'amendement n° 320 de la commission (rédactionnel) (p. 785)

Intervient sur l'amendement n° 879 de M. Michel Bouvard (prise en compte des coûts économiques) (p. 786)

Intervient sur l'amendement n° 945 de M. Patrick Ollier (prise en compte des coûts économiques) (p. 786)

Intervient sur l'amendement n° 881 de M. Henry Chabert (débat au Parlement) (p. 786)

Intervient sur l'amendement n° 947 de M. Patrick Ollier (débat au Parlement) (p. 786)

Intervient sur l'amendement n° 880 de M. Henry Chabert (étude d'impact et bilan) (p. 786)

Intervient sur l'amendement n° 946 de M. Patrick Ollier (étude d'impact et bilan) (p. 786)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 882 de M. Michel Bouvard (contenu du schéma des services publics locaux) (p. 787)

Intervient sur l'amendement n° 948 de M. Patrick Ollier (contenu du schéma des services publics locaux) (p. 787)

Intervient sur l'amendement n° 883 de M. Henry Chabert (contenu des schémas des services de justice) (p. 787)

Intervient sur l'amendement n° 949 de M. Patrick Ollier (contenu des schémas des services de justice) (p. 787)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : reconnaissance des pays et chartes de pays)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 800)

Intervient sur l'amendement n° 417 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 800)

Intervient sur l'amendement n° 775 de M. Yves Coussain (de suppression) (p. 800)

Intervient sur l'amendement n° 607 de M. Jean-Claude Lenoir (reconnaissance des pays) (p. 801)

Intervient sur l'amendement n° 896 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (constitution de pays) (p. 801)

Intervient sur l'amendement n° 776 de M. Yves Coussain (conditions pour constituer un pays) (p. 802)

Intervient sur l'amendement n° 75 corrigé de M. Léonce Deprez (reconnaissance d'un pays à partir d'une structure intercommunale) (p. 802)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Michel Bouvard (constitution de pays) (p. 802)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Patrick Ollier (constitution de pays) (p. 802)

Intervient sur l'amendement n° 368 de M. Jacques Blanc (constitution de pays) (p. 802)

Intervient sur l'amendement n° 430 de M. Henry Chabert (constitution de pays) (p. 802)

Intervient sur l'amendement n° 1099 de M. Jean Proriol (constitution de pays) (p. 802)

Intervient sur l'amendement n° 542 de M. Jean-Claude Lenoir (consultation des départements et des régions concernés) (p. 802)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Michel Bouvard (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Patrick Ollier (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Henry Chabert (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 458 de M. Michel Inchauspé (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 498 de M. Jacques Barrot (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 982 de M. Maurice Leroy (organismes consultés) (p. 803)

Intervient sur l'amendement n° 1069 de M. Jean Proriol (organismes consultés) (p. 803)

- Intervient sur l'amendement n° 777 de M. François Sauvadet (organismes consultés) (p. 803)
- Intervient sur l'amendement n° 321 de la commission (avis de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale compétentes) (p. 803)
- Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Michel Bouvard (délai pour formuler l'avis) (p. 804)
- Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Patrick Ollier (délai pour formuler l'avis) (p. 804)
- Intervient sur l'amendement n° 428 de M. Henry Chabert (délai pour formuler l'avis) (p. 804)
- Intervient sur l'amendement n° 543 de M. Jean-Claude Lenoir (conditions de la consultation fixées par décret) (p. 804)
- Intervient sur l'amendement n° 988 de M. Gérard Voisin (missions et durée du pays) (p. 804)
- Intervient sur l'amendement n° 322 de la commission (superposition d'un pays et d'un parc naturel régional) (p. 806)
- Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Michel Bouvard (superposition d'un pays et d'un parc naturel régional) (p. 806)
- Intervient sur l'amendement n° 778 de M. François Sauvadet (superposition d'un pays et d'un parc naturel régional) (p. 806)
- Intervient sur l'amendement n° 673 de M. François Huwart (consultation des conseils généraux et régionaux concernés) (p. 807)
- Intervient sur l'amendement n° 538 de M. Jean-Claude Lenoir (accord des conseils régionaux) (p. 807)
- Intervient sur l'amendement n° 539 de M. Jean-Claude Lenoir (consultation des conseils régionaux) (p. 807)
- Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Michel Bouvard (avis favorable des conférences régionales et des commissions départementales de la coopération intercommunale) (p. 807)
- Intervient sur l'amendement n° 323 de la commission (introduction de la notion de périmètre d'étude du pays) (p. 808)
- Intervient sur l'amendement n° 424 de M. Henry Chabert (de suppression partielle) (p. 808)
- Intervient sur l'amendement n° 324 de la commission (modalités de la double appartenance d'une commune précisées par une convention entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale) (p. 809)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1175 de M. Jean-Claude Lenoir (modification du périmètre du pays à l'initiative des communes ou de leur groupement) à l'amendement n° 324 de la commission (p. 809)
- Intervient sur l'amendement n° 989 de M. Gérard Voisin (modalités de la double appartenance d'une commune précisées par une convention entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale) (p. 809)
- Intervient sur l'amendement n° 733 de M. Jean-Paul Chanteguet (non reconnaissance d'un pays si son périmètre coïncide exactement avec celui d'un parc naturel régional) (p. 810)
- Intervient sur l'amendement n° 714 de M. Léonce Deprez (création de pays à partir de structures intercommunales à vocation multiple) (p. 810)
- Intervient sur l'amendement n° 697 de M. Jean-Pierre Balligand (incitations financières supplémentaires en dotation globale de fonctionnement) (p. 811)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1177 de M. Jean-Claude Lenoir (de précision) à l'amendement n° 697 de M. Jean-Pierre Balligand (p. 812)
- Intervient sur l'amendement n° 13 deuxième correction de M. Michel Bouvard (élaboration de la charte de pays sans que la procédure d'arrêté de périmètre soit parvenue à son terme) (p. 812)
- Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Patrick Ollier (élaboration de la charte de pays sans que la procédure d'arrêté de périmètre soit parvenue à son terme) (p. 812)
- Intervient sur l'amendement n° 431 de M. Henry Chabert (élaboration de la charte de pays sans que la procédure d'arrêté de périmètre soit parvenue à son terme) (p. 812)
- Intervient sur l'amendement n° 648 de M. Jean Proriol (élaboration de la charte de pays sans que la procédure d'arrêté de périmètre soit parvenue à son terme) (p. 812)
- Intervient sur l'amendement n° 367 de M. Jacques Blanc (rédactionnel) (p. 813)
- Intervient sur l'amendement n° 325 de la commission (élaboration du périmètre en deux temps) (p. 813)
- Intervient sur l'amendement n° 1144 corrigé de M. Christian Estrosi (groupements de communes associées au projet) (p. 813)
- Intervient sur l'amendement n° 77 deuxième correction de M. Léonce Deprez (groupements de communes associées au projet) (p. 813)
- Intervient sur l'amendement n° 780 de M. François Sauvadet (groupements de communes associées au projet) (p. 813)
- Intervient sur l'amendement n° 76 corrigé de M. Léonce Deprez (non association des départements à l'élaboration des chartes de pays) (p. 813)
- Intervient sur l'amendement n° 326 corrigé de la commission (possibilité pour un pays de transgresser la limite régionale) (p. 814)
- Intervient sur l'amendement n° 12 corrigé de M. Michel Bouvard (possibilité pour un pays de transgresser la limite régionale) (p. 814)
- Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Patrick Ollier (possibilité pour un pays de transgresser la limite régionale) (p. 814)
- Intervient sur l'amendement n° 432 de M. Henry Chabert (possibilité pour un pays de transgresser la limite régionale) (p. 814)
- Intervient sur l'amendement n° 1102 de M. Jean Proriol (possibilité pour un pays de transgresser la limite régionale) (p. 814)

- Intervient sur l'amendement n° 632 rectifié de Mme Marie-Hélène Aubert (référence aux "Actions 21" adoptées à Rio de Janeiro en 1992) (p. 814)
- Intervient sur l'amendement n° 782 de M. François Sauvadet (rédactionnel) (p. 814)
- Intervient sur l'amendement n° 11 corrigé de M. Michel Bouvard (rédactionnel) (p. 815)
- Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Patrick Ollier (rédactionnel) (p. 815)
- Intervient sur l'amendement n° 433 de M. Henry Chabert (rédactionnel) (p. 815)
- Intervient sur l'amendement n° 78 corrigé de M. Léonce Deprez (adoption des chartes au niveau intercommunal) (p. 815)
- Intervient sur l'amendement n° 544 de M. Jean-Claude Lenoir (association des régions concernées) (p. 815)
- Intervient sur l'amendement n° 566 de M. Éric Doligé (association des régions concernées) (p. 815)
- Intervient sur l'amendement n° 783 de M. François Sauvadet (suppression du conseil de développement) (p. 816)
- Intervient sur l'amendement n° 1145 de M. Christian Estrosi (moins formalisation du conseil de développement) (p. 816)
- Intervient sur l'amendement n° 784 de M. François Sauvadet (moins formalisation du conseil de développement) (p. 816)
- Intervient sur l'amendement n° 929 de M. Michel Meylan (moins formalisation du conseil de développement) (p. 816)
- Intervient sur l'amendement n° 79 corrigé de M. Léonce Deprez (constitution de syndicats mixtes réservée aux seules structures de coopération intercommunale à vocation multiple) (p. 816)
- Intervient sur l'amendement n° 194 de M. Serge Poignant (association des parlementaires et des conseillers généraux concernés) (p. 816)
- Intervient sur l'amendement n° 425 de M. Henry Chabert (association des parlementaires et des conseillers généraux concernés) (p. 816)
- Intervient sur l'amendement n° 930 de M. Michel Meylan (moins formalisation du conseil de développement) (p. 817)
- Intervient sur l'amendement n° 605 de M. Jean-Claude Lenoir (représentation du pays par le syndicat mixte) (p. 817)
- Intervient sur l'amendement n° 328 de la commission (information du conseil de développement) (p. 817)
- Intervient sur l'amendement n° 329 de la commission (conditions de l'adoption définitive du périmètre du pays) (p. 817)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1212 de M. Robert Honde (consultation des conseils généraux et régionaux concernés) à l'amendement n° 329 de la commission (p. 817)
- Intervient sur l'amendement n° 604 de M. Jean-Claude Lenoir (conditions de l'adoption définitive du périmètre du pays) (p. 817)
- Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Serge Poignant (impossibilité pour le pays d'être organisé à travers une structure qui voudrait tirer ses ressources financières d'une fiscalité propre) (p. 818)
- Intervient sur l'amendement n° 990 de M. Gérard Voisin (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays) (p. 818)
- Intervient sur l'amendement n° 650 de M. Jean Proriol (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays) (p. 818)
- Intervient sur l'amendement n° 734 de M. Jean-Pierre Balligand (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) (p. 820)
- Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Patrick Ollier (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) (p. 820)
- Intervient sur l'amendement n° 330 rectifié de la commission (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) (p. 822)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1180 de M. Arnaud Montebourg (de précision) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (p. 822)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1186 de M. Germain Gengenwin (exécution et suivi du contrat par le groupement d'intérêt public de développement local ou le syndicat mixte) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (p. 822)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1184 deuxième correction de Mme Marie-Thérèse Boisseau (exécution et suivi du contrat par le groupement d'intérêt public de développement local ou le syndicat mixte) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (p. 822)
- Soutient le sous-amendement n° 1236 rectifié du Gouvernement (cas des pays organisés sous forme d'établissements publics de coopération intercommunale) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission : adopté (p. 822)
- Soutient le sous-amendement n° 1240 du Gouvernement (de suppression partielle) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission : adopté (p. 822)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1232 de Mme Sylvia Bassot (application du dispositif aux communautés d'agglomérations) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (p. 822)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1181 corrigé de M. Jean-Claude Lenoir (conclusion d'accords particuliers en application des contrats de plan Etat-régions) à l'amendement n° 330 rectifié de la commission (p. 822)
- Intervient sur l'amendement n° 715 de M. Dominique Caillaud (contrat cadre conclu entre l'Etat ou les régions et les pays ayant adopté une fiscalité propre) (p. 822)

Intervient sur l'amendement n° 822 de M. Didier Quentin (champ des contrats de pays étendu aux projets privés) (p. 822)

Soutient l'amendement n° 1243 du Gouvernement (champ des contrats de pays étendu aux projets privés) : adopté (p. 823)

Intervient sur l'amendement n° 884 de M. Michel Bouvard (superposition partielle entre un pays et un parc naturel régional et répartition des compétences) (p. 823)

Intervient sur l'amendement n° 950 de M. Patrick Ollier (superposition partielle entre un pays et un parc naturel régional et répartition des compétences) (p. 823)

Intervient sur l'amendement n° 545 de M. Jean-Claude Lenoir (coordination de l'action de l'Etat au niveau départemental et régional et dans le cadre du pays) (p. 823)

Intervient sur l'amendement n° 898 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (complémentarité entre l'Etat et les collectivités territoriales dans une optique de meilleurs services rendus aux pays) (p. 823)

Intervient sur l'amendement n° 906 de M. Bernard Accoyer (accompagnement particulier des territoires ruraux les plus en difficulté) (p. 823)

Intervient sur l'amendement n° 735 de Mme Nicole Bricq (protection des espaces naturels des territoires situés en milieu périurbain) (p. 825)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Intervient sur l'amendement n° 554 de M. Jean-Claude Lenoir (de suppression) (p. 826)

Intervient sur l'amendement n° 785 de M. François Sauvadet (de suppression) (p. 826)

Intervient sur l'amendement n° 991 de M. Gérard Voisin (de suppression) (p. 826)

Intervient sur l'amendement n° 716 de M. Léonce Deprez (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 827)

Intervient sur l'amendement n° 546 de M. Jean-Claude Lenoir (référence à la notion d'agglomération) (p. 827)

Intervient sur l'amendement n° 996 de M. Gérard Voisin (référence à la notion d'agglomération) (p. 827)

Intervient sur l'amendement n° 786 de M. Marc-Philippe Daubresse (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 828)

Intervient sur l'amendement n° 547 de M. Jean-Claude Lenoir (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 828)

Intervient sur l'amendement n° 927 de M. Michel Meylan (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 828)

Intervient sur l'amendement n° 995 de M. Gérard Voisin (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 828)

Intervient sur l'amendement n° 787 corrigé de M. Marc-Philippe Daubresse (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Intervient sur l'amendement n° 886 de M. Michel Bouvard (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Intervient sur l'amendement n° 1142 de M. Patrick Ollier (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Intervient sur l'amendement n° 1091 de M. Jacques Pélessard (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Intervient sur l'amendement n° 823 de M. Didier Quentin (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Intervient sur l'amendement n° 926 de M. Michel Meylan (seuil de population suffisant pour constituer une agglomération) (p. 829)

Intervient sur l'amendement n° 548 de M. Jean-Claude Lenoir (élaboration d'une charte de développement) (p. 830)

Intervient sur l'amendement n° 570 de M. Éric Doligé (élaboration d'une charte de développement) (p. 830)

Intervient sur l'amendement n° 992 de M. Gérard Voisin (élaboration d'une charte de développement) (p. 830)

Intervient sur l'amendement n° 887 de M. Michel Bouvard (avis conforme des conseils généraux intéressés) (p. 830)

Intervient sur l'amendement n° 953 de M. Patrick Ollier (avis conforme des conseils généraux intéressés) (p. 830)

Intervient sur l'amendement n° 888 de M. Michel Bouvard (concertation avec les conseils généraux intéressés) (p. 830)

Intervient sur l'amendement n° 954 de M. Patrick Ollier (concertation avec les conseils généraux intéressés) (p. 830)

Intervient sur l'amendement n° 913 de M. Bruno Bourg-Broc (lien étroit avec la charte de pays correspondante) (p. 831)

Intervient sur l'amendement n° 1075 de M. Jean Proriol (lien étroit avec la charte de pays correspondante) (p. 831)

Intervient sur l'amendement n° 824 de M. Didier Quentin (prise en compte de la politique de gestion de l'espace agricole, conchyicole et forestier) (p. 831)

Intervient sur l'amendement n° 634 rectifié de M. Jean-Michel Marchand (de cohérence) (p. 831)

Intervient sur l'amendement n° 480 de M. Jacques Barrot (concertation avec les départements et régions intéressés) (p. 832)

Intervient sur l'amendement n° 568 de M. Éric Doligé (concertation avec les départements et régions intéressés) (p. 832)

Intervient sur l'amendement n° 549 de M. Jean-Claude Lenoir (concertation avec les départements et régions intéressés) (p. 832)

Intervient sur l'amendement n° 569 de M. Éric Doligé (concertation avec les départements et régions intéressés) (p. 832)

Intervient sur l'amendement n° 931 de M. Gérard Saumade (concertation avec les départements et régions intéressés) (p. 832)

Intervient sur l'amendement n° 1000 de M. Yves Nicolin (concertation avec les départements et régions intéressés) (p. 832)

Intervient sur l'amendement n° 1001 de M. Yves Nicolin (concertation avec les départements et régions intéressés) (p. 832)

Intervient sur l'amendement n° 331 de la commission (création d'un conseil de développement composé des représentants des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs) (p. 833)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Patrick Ollier (création d'un conseil de développement composé des représentants des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs) (p. 833)

Intervient sur l'amendement n° 434 de M. Henry Chabert (création d'un conseil de développement composé des représentants des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs) (p. 833)

Intervient sur l'amendement n° 925 de M. Michel Meylan (création d'un conseil de développement composé des représentants des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs) (p. 833)

Intervient sur l'amendement n° 635 de M. Jean-Michel Marchand (agglomérations constituées en syndicat mixte lors de la contractualisation) (p. 833)

Intervient sur l'amendement n° 550 de M. Jean-Claude Lenoir (conclusion d'un contrat particulier entre l'Etat et les communes composant une agglomération) (p. 833)

Intervient sur l'amendement n° 997 de M. Gérard Voisin (conclusion d'un contrat particulier entre l'Etat et les communes composant une agglomération) (p. 833)

Intervient sur l'amendement n° 889 de M. Michel Bouvard (consultation des conseils généraux intéressés) (p. 834)

Intervient sur l'amendement n° 995 de M. Patrick Ollier (consultation des conseils généraux intéressés) (p. 834)

Intervient sur l'amendement n° 551 de M. Jean-Claude Lenoir (consultation des conseils généraux intéressés) (p. 834)

Intervient sur l'amendement n° 571 de M. Éric Doligé (consultation des conseils généraux intéressés) (p. 834)

Intervient sur l'amendement n° 623 de M. Thierry Carcenac (consultation des conseils généraux intéressés) (p. 834)

Intervient sur l'amendement n° 932 de M. Gérard Saumade (consultation des conseils généraux intéressés) (p. 834)

Intervient sur l'amendement n° 1003 de M. Yves Nicolin (consultation des conseils généraux intéressés) (p. 834)

Intervient sur l'amendement n° 567 de M. Éric Doligé (consultation des conseils généraux intéressés) (p. 835)

Intervient sur l'amendement n° 332 de la commission (contrat d'agglomération prenant en compte les orientations de la charte de pays afin d'éviter les risques d'une conception séparée du développement urbain et du développement rural) (p. 835)

Intervient sur l'amendement n° 788 de M. Marc-Philippe Daubresse (rédactionnel) (p. 835)

Intervient sur l'amendement n° 907 de M. Bernard Accoyer (de suppression partielle) (p. 835)

Intervient sur l'amendement n° 552 de M. Jean-Claude Lenoir (de suppression partielle) (p. 835)

Intervient sur l'amendement n° 993 de M. Gérard Voisin (de suppression partielle) (p. 835)

Intervient sur l'amendement n° 514 de M. Félix Leyzour (échancier des réductions d'écarts de taux de taxe professionnelle sur l'agglomération) (p. 836)

Intervient sur l'amendement n° 994 de M. Gérard Voisin (engagement facultatif à se regrouper) (p. 836)

Intervient sur l'amendement n° 681 de M. Gérard Gouzes (seuils de population) (p. 836)

Intervient sur l'amendement n° 372 de M. Gérard Gouzes (seuils de population) (p. 836)

Intervient sur l'amendement n° 1141 de M. Patrick Ollier (seuils de population) (p. 836)

Intervient sur l'amendement n° 636 de M. Jean-Michel Marchand (assemblées des agglomérations élues au suffrage universel direct) (p. 837)

Intervient sur l'amendement n° 553 de M. Jean-Claude Lenoir (consultation des conseils généraux intéressés) (p. 837)

Intervient sur l'amendement n° 572 de M. Éric Doligé (consultation des conseils généraux intéressés) (p. 837)

Intervient sur l'amendement n° 890 de M. Michel Bouvard (consultation des conseils généraux intéressés) (p. 837)

Intervient sur l'amendement n° 956 de M. Patrick Ollier (consultation des conseils généraux intéressés) (p. 837)

Après l'article 20

Soutient l'amendement n° 1168 du Gouvernement (contrats de ville conclus entre l'Etat, la région et le département, la commune ou le groupement de communes) : adopté après modifications et rectification (p. 838)

Intervient sur le sous-amendement n° 1244 de M. Yves Nicolin (conseils généraux associés à la mise en place du volet "politique de la ville") à l'amendement n° 1168 du Gouvernement (p. 838)

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. Félix Leyzour (élaboration de projets de développement par les départements) (p. 839)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Patrick Ollier (élaboration de projets de développement par les départements) (p. 839)

Intervient sur l'amendement n° 499 de M. Jacques Barrot (élaboration de projets de développement par les départements) (p. 839)

Intervient sur l'amendement n° 924 de M. Michel Meylan (élaboration de projets de développement par les départements) (p. 839)

Intervient sur l'amendement n° 986 de M. Maurice Ligot (rôle des comités d'expansion et des agences de développement) (p. 840)

Intervient sur l'amendement n° 638 de M. Jean-Michel Marchand (coopération transfrontalière) (p. 840)

Article 21 (article 24 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : parcs naturels régionaux)

Intervient sur l'amendement n° 196 de M. Serge Poignant (rédactionnel) (p. 840)

Intervient sur l'amendement n° 436 de M. Henry Chabert (rédactionnel) (p. 840)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Michel Bouvard (de suppression partielle) (p. 841)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Patrick Ollier (de suppression partielle) (p. 841)

Intervient sur l'amendement n° 435 de M. Henry Chabert (de suppression partielle) (p. 841)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 739 de M. Patrick Rimbart (maintien du fonctionnement des services publics en milieu rural) (p. 858)

Avant l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 333 rectifié de la commission (création de commissions départementales de présence postale) (p. 860)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Intervient sur l'amendement n° 210 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 437 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 555 de M. Jean-Claude Lenoir (de suppression) (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 667 de M. Léonce Deprez (de suppression) (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 717 de M. Yves Coussain (de suppression) (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 974 de M. Maurice Leroy (de suppression) (p. 872)

Intervient sur l'amendement n° 509 de M. Maurice Adevah-Poeuf (de suppression partielle) (p. 873)

Intervient sur l'amendement n° 975 de M. Maurice Leroy (de suppression partielle) (p. 873)

Soutient l'amendement n° 1170 rectifié du Gouvernement (modalités d'évolution des services publics pour les organismes, établissements, entreprises publiques disposant d'un contrat de plan ou d'un contrat de services) : adopté (p. 874)

Intervient sur le sous-amendement n° 1206 deuxième correction de M. Christian Jacob (respect de la concurrence loyale entre entreprises publiques et privées et pas de charges supplémentaires pour les collectivités locales) à l'amendement n° 1170 rectifié du Gouvernement (p. 874)

Intervient sur l'amendement n° 510 de M. Maurice Adevah-Poeuf (de suppression partielle) (p. 874)

Intervient sur l'amendement n° 998 de M. Gérard Voisin (de suppression partielle) (p. 874)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 338 de la commission (information du conseil national de l'aménagement du territoire sur l'attribution des crédits du fonds national d'aménagement et de développement du territoire) (p. 879)

Intervient sur l'amendement n° 3 corrigé de M. Michel Bouvard (information du conseil national de l'aménagement du territoire sur l'attribution des crédits du fonds national d'aménagement et de développement du territoire) (p. 879)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Patrick Ollier (information du conseil national de l'aménagement du territoire sur l'attribution des crédits du fonds national d'aménagement et de développement du territoire) (p. 879)

Intervient sur l'amendement n° 440 de M. Henry Chabert (information du conseil national de l'aménagement du territoire sur l'attribution des crédits du fonds national d'aménagement et de développement du territoire) (p. 879)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Michel Bouvard (affectation des crédits en priorité aux projets de développement dans les zones rurales) (p. 880)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Patrick Ollier (affectation des crédits en priorité aux projets de développement dans les zones rurales) (p. 880)

Intervient sur l'amendement n° 691 de M. Augustin Bonrepaux (affectation des crédits en priorité aux projets de développement dans les zones rurales) (p. 880)

Intervient sur l'amendement n° 1007 de M. Jean Prioriol (affectation des crédits en priorité aux projets de développement dans les zones rurales) (p. 880)

Intervient sur l'amendement n° 339 de la commission (information du conseil national de l'aménagement du territoire sur l'attribution des crédits du fonds national d'aménagement et de développement du territoire) (p. 880)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Michel Bouvard (information du conseil national de l'aménagement du territoire sur l'attribution des crédits du fonds national d'aménagement et de développement du territoire) (p. 880)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Patrick Ollier (information du conseil national de l'aménagement du territoire sur l'attribution des crédits du fonds national d'aménagement et de développement du territoire) (p. 880)

Intervient sur l'amendement n° 439 de M. Henry Chabert (information du conseil national de l'aménagement du territoire sur l'attribution des crédits du fonds national d'aménagement et de développement du territoire) (p. 880)

Intervient sur l'amendement n° 1008 de M. Henry Chabert (information du conseil national de l'aménagement du territoire sur l'attribution des crédits du fonds national d'aménagement et de développement du territoire) (p. 880)

Intervient sur l'amendement n° 340 de la commission (décisions d'attribution des crédits inscrits dans la section locale à gestion déconcentrée communiquées par le préfet de région aux présidents de conseils généraux et régionaux intéressés) (p. 880)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Michel Bouvard (décisions d'attribution des crédits inscrits dans la section locale à gestion déconcentrée communiquées par le préfet de région aux présidents de conseils généraux et régionaux intéressés) (p. 880)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Patrick Ollier (décisions d'attribution des crédits inscrits dans la section locale à gestion déconcentrée communiquées par le préfet de région aux présidents de conseils généraux et régionaux intéressés) (p. 880)

Intervient sur l'amendement n° 438 de M. Henry Chabert (décisions d'attribution des crédits inscrits dans la section locale à gestion déconcentrée communiquées par le préfet de région aux présidents de conseils généraux et régionaux intéressés) (p. 880)

Intervient sur l'amendement n° 1006 de M. Jean Proriol (décisions d'attribution des crédits inscrits dans la section locale à gestion déconcentrée communiquées par le préfet de région aux présidents de conseils généraux et régionaux intéressés) (p. 880)

Intervient sur l'amendement n° 891 de M. Michel Bouvard (cas des communes ou groupements de communes soumis à l'application de la loi sur la protection du littoral et à celle relative à la montagne) (p. 880)

Intervient sur l'amendement n° 957 de M. Patrick Ollier (cas des communes ou groupements de communes soumis à l'application de la loi sur la protection du littoral et à celle relative à la montagne) (p. 880)

Article 23 (article 38-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Fonds de gestion des milieux naturels)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Léonce Deprez (de suppression) (p. 882)

Intervient sur l'amendement n° 341 de la commission (rédactionnel) (p. 882)

Intervient sur l'amendement n° 908 de M. Bernard Accoyer (mise en oeuvre du fonds et modalités de répartition) (p. 882)

Intervient sur l'amendement n° 826 de M. Didier Quentin (mise en oeuvre du fonds et modalités de répartition) (p. 882)

Article 24 (article 39 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : objectifs du schéma directeur de la région Ile-de-France)

Intervient sur l'amendement n° 1090 de M. François Lamy (de suppression) (p. 883)

Article 25 (article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones prioritaires ultra-périphériques)

Intervient sur l'amendement n° 827 de M. Didier Quentin (nécessité de politiques différenciées) (p. 885)

Intervient sur l'amendement n° 474 de M. Philippe Chaulet (cas des départements d'outre-mer) (p. 886)

Intervient sur l'amendement n° 211 de M. Patrick Ollier (cas des départements d'outre-mer) (p. 886)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Anicet Turinay (cas des départements d'outre-mer) (p. 886)

Intervient sur l'amendement n° 370 de M. Claude Hoarau (cas des départements d'outre-mer) (p. 887)

Intervient sur le sous-amendement n° 1249 de M. Camille Darsières (de précision) à l'amendement n° 370 de M. Claude Hoarau (p. 887)

Intervient sur l'amendement n° 1196 de M. Patrice Martin-Lalande (cumul des exonérations de charges bénéficiant aux entreprises avec celles prévues pour la mise en place de la réduction du temps de travail) (p. 890)

Intervient sur l'amendement n° 1195 de M. Patrice Martin-Lalande (cumul des exonérations de charges bénéficiant aux entreprises avec celles prévues pour la mise en place de la réduction du temps de travail) (p. 890)

Intervient sur l'amendement n° 212 corrigé de M. Anicet Turinay (dispositions spécifiques pour les zones ultra-périphériques) (p. 890)

Intervient sur l'amendement n° 342 de la commission (rapport au Parlement) (p. 891)

Après l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 475 de M. Philippe Chaulet (exonérations pour les entreprises situées dans les zones de revitalisation rurale des départements d'outre-mer) (p. 899)

Intervient sur l'amendement n° 477 de M. Philippe Chaulet (exonérations pour les entreprises situées dans les zones de revitalisation rurale des départements d'outre-mer) (p. 899)

Intervient sur l'amendement n° 478 de M. Philippe Chaulet (exonérations pour les entreprises situées dans les zones de revitalisation rurale des départements d'outre-mer) (p. 899)

Article 26 (article 61 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones de revitalisation rurale)

Intervient sur l'amendement n° 459 de M. Michel Inchauspé (adoption d'une loi spécifique aux zones de revitalisation rurale) (p. 902)

Intervient sur l'amendement n° 983 de M. Maurice Leroy (adoption d'une loi spécifique aux zones de revitalisation rurale) (p. 902)

Intervient sur l'amendement n° 1115 corrigé de M. Patrick Ollier (adoption d'une loi spécifique aux zones de revitalisation rurale) (p. 902)

Intervient sur l'amendement n° 1123 corrigé de M. Yves Deniaud (adoption d'une loi spécifique aux zones de revitalisation rurale) (p. 902)

Intervient sur l'amendement n° 1197 de M. Patrice Martin-Lalande (exonérations de charges accordées aux entreprises situées dans les zones de revitalisation rurale cumulables avec celles prévues pour la mise en place de la réduction du temps de travail) (p. 902)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Michel Bouvard (élargissement des conditions de l'exonération temporaire d'impôt sur les bénéficiaires dans le cas de création d'entreprises dans les zones de revitalisation rurale) (p. 903)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Patrick Ollier (élargissement des conditions de l'exonération temporaire d'impôt sur les bénéficiaires dans le cas de création d'entreprises dans les zones de revitalisation rurale) (p. 903)

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Christian Estrosi (élargissement des conditions de l'exonération temporaire d'impôt sur les bénéficiaires dans le cas de création d'entreprises dans les zones de revitalisation rurale) (p. 903)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Michel Bouvard (suppression des droits de mutation pour l'acquisition de fonds de commerces dans les communes situées dans les zones de revitalisation rurale) (p. 905)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Patrick Ollier (suppression des droits de mutation pour l'acquisition de fonds de commerces dans les communes situées dans les zones de revitalisation rurale) (p. 905)

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Christian Estrosi (suppression des droits de mutation pour l'acquisition de fonds de commerces dans les communes situées dans les zones de revitalisation rurale) (p. 905)

Intervient sur l'amendement n° 1014 de M. Jean Proriol (suppression des droits de mutation pour l'acquisition de fonds de commerces dans les communes situées dans les zones de revitalisation rurale) (p. 905)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Christian Estrosi (suppression de la part salariale de la taxe professionnelle et réduction au titre des investissements réalisés par les entreprises existantes situées dans les zones de revitalisation rurale) (p. 906)

Intervient sur l'amendement n° 360 de M. Michel Bouvard (suppression de la part salariale de la taxe

professionnelle et réduction au titre des investissements réalisés par les entreprises existantes situées dans les zones de revitalisation rurale) (p. 906)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Michel Bouvard (révision des modalités de fonctionnement de la prime à l'aménagement du territoire pour assurer une bonne efficacité des crédits dans les zones de revitalisation rurale) (p. 907)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Patrick Ollier (révision des modalités de fonctionnement de la prime à l'aménagement du territoire pour assurer une bonne efficacité des crédits dans les zones de revitalisation rurale) (p. 907)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Christian Estrosi (révision des modalités de fonctionnement de la prime à l'aménagement du territoire pour assurer une bonne efficacité des crédits dans les zones de revitalisation rurale) (p. 907)

Intervient sur l'amendement n° 1013 de M. Jean Proriol (révision des modalités de fonctionnement de la prime à l'aménagement du territoire pour assurer une bonne efficacité des crédits dans les zones de revitalisation rurale) (p. 907)

Article 28 (article 1er de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : objectifs du système de transports intérieurs)

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 908)

Intervient sur l'amendement n° 442 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 908)

Intervient sur l'amendement n° 914 de M. Bruno Bourg-Broc (développement des offres de transport) (p. 908)

Intervient sur l'amendement n° 1076 de M. Jean Proriol (développement des offres de transport) (p. 908)

Intervient sur l'amendement n° 741 de M. Jean-Jacques Filleul (objectif de réduction de l'insécurité routière) (p. 909)

Intervient sur l'amendement n° 742 de M. Jean-Pierre Blazy (objectif de réduction des nuisances sonores) (p. 909)

Article 29 (article 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : politique des transports)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 910)

Intervient sur l'amendement n° 443 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 910)

Intervient sur l'amendement n° 343 de la commission (harmonisation des conditions de travail des salariés des différents modes de transport) (p. 910)

Intervient sur l'amendement n° 344 de la commission (besoins en infrastructures nouvelles) (p. 910)

Intervient sur l'amendement n° 345 de la commission (tarification adaptée à l'intermodalité et information des usagers) (p. 911)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Patrick Ollier (besoins en infrastructures nouvelles) (p. 912)

Intervient sur l'amendement n° 444 de M. Henry Chabert (besoins en infrastructures nouvelles) (p. 912)

Intervient sur l'amendement n° 347 de la commission (desserte de tout le territoire) (p. 913)

Article 30 (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Son intervention (p. 914)

Intervient sur l'amendement n° 640 de M. Jean-Michel Marchand (coordination des politiques régionales) (p. 914)

Intervient sur l'amendement n° 745 de M. Jean-Jacques Filleul (établissement de schémas de services de transport) (p. 915)

Intervient sur l'amendement n° 217 de M. Patrick Ollier (prise en compte des orientations nationales) (p. 915)

Intervient sur l'amendement n° 445 de M. Henry Chabert (prise en compte des orientations nationales) (p. 915)

Intervient sur l'amendement n° 348 de la commission (aspect prospectif de l'analyse des besoins de déplacement) (p. 915)

Intervient sur l'amendement n° 349 de la commission (suppression de la référence aux zones urbaines) (p. 915)

Intervient sur l'amendement n° 748 de M. Jean-Jacques Filleul (coordination des actions pour les zones urbaines) (p. 916)

Intervient sur l'amendement n° 900 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (respect des compétences reconnues aux départements) (p. 916)

Intervient sur l'amendement n° 828 de M. Didier Quentin (cabotage par voie maritime) (p. 916)

Intervient sur l'amendement n° 744 de M. Jean Espilondo (développement du transport maritime) (p. 916)

Intervient sur l'amendement n° 791 de M. Marc-Philippe Daubresse (concours financiers du fonds d'intervention des transports terrestres et des voies navigables) (p. 917)

Intervient sur l'amendement n° 747 de M. Jean-Jacques Filleul (coordination assurée par le Conseil supérieur du service public ferroviaire) (p. 917)

Article 31 (article 14 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : coordination)

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 918)

Intervient sur l'amendement n° 446 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 918)

Intervient sur l'amendement n° 749 de M. Jean-Jacques Filleul (critères d'évaluation des grands projets d'infrastructure) (p. 918)

Intervient sur le sous-amendement n° 1250 de M. Félix Leyzour (de précision) à l'amendement n° 749 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 918)

Intervient sur l'amendement n° 641 de M. Jean-Michel Marchand (critères d'évaluation des grands projets d'infrastructure) (p. 919)

Article 32 (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Intervient sur l'amendement n° 792 de M. Marc-Philippe Daubresse (schémas intermodaux) (p. 921)

Intervient sur l'amendement n° 751 de M. Jean-Jacques Filleul (définition des infrastructures de contournement ou de délestage) (p. 921)

Intervient sur l'amendement n° 350 de la commission (de précision) (p. 921)

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Henry Chabert (de précision) (p. 921)

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Patrick Ollier (schémas de transport régionaux élaborés par l'Etat) (p. 922)

Intervient sur l'amendement n° 447 de M. Henry Chabert (schémas de transport régionaux élaborés par l'Etat) (p. 922)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Patrick Ollier (respect de la politique nationale des infrastructures) (p. 923)

Intervient sur l'amendement n° 448 de M. Henry Chabert (respect de la politique nationale des infrastructures) (p. 923)

Intervient sur l'amendement n° 752 de M. Jean-Jacques Filleul (cohérence des schémas régionaux et des schémas nationaux de transport de voyageurs et de marchandises) (p. 923)

Intervient sur l'amendement n° 351 de la commission (rédactionnel) (p. 924)

Intervient sur l'amendement n° 221 de M. Patrick Ollier (rédactionnel) (p. 924)

Intervient sur l'amendement n° 449 de M. Henry Chabert (rédactionnel) (p. 924)

Intervient sur l'amendement n° 797 de M. Marc-Philippe Daubresse (rédactionnel) (p. 924)

Intervient sur l'amendement n° 352 de la commission (cohérence à l'intérieur de chaque réseau de transport) (p. 924)

Intervient sur l'amendement n° 754 de M. Jean-Jacques Filleul (mise en oeuvre du droit au transport) (p. 924)

Intervient sur le sous-amendement n° 1190 de la commission (suppression de la référence à l'article 2 de la loi d'orientation des transports intérieurs) à l'amendement n° 754 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 924)

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Patrick Ollier (suppression de la référence à la lutte contre l'effet de serre) (p. 925)

Intervient sur l'amendement n° 451 de M. Henry Chabert (suppression de la référence à la lutte contre l'effet de serre) (p. 925)

Intervient sur l'amendement n° 755 de M. Jean-Jacques Filleul (cohérence à l'intérieur de chaque réseau de transport) (p. 925)

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Henry Chabert (mutualisation des coûts) (p. 925)

Intervient sur l'amendement n° 756 de M. Jean-Jacques Filleul (de précision) (p. 926)

Intervient sur l'amendement n° 353 de la commission (intégration des schémas français dans les schémas européens) (p. 926)

Intervient sur l'amendement n° 1018 de M. Jean Proriol (intégration des schémas français dans les schémas européens) (p. 926)

Intervient sur l'amendement n° 894 de M. Michel Bouvard (rôle du schéma directeur routier national) (p. 927)

Intervient sur l'amendement n° 960 de M. Patrick Ollier (rôle du schéma directeur routier national) (p. 927)

Soutient l'amendement n° 1173 du Gouvernement (conditions transitoires) : adopté (p. 927)

Intervient sur l'amendement n° 892 de M. Michel Bouvard (rôle du schéma du réseau ferroviaire) (p. 928)

Intervient sur l'amendement n° 958 de M. Patrick Ollier (rôle du schéma du réseau ferroviaire) (p. 928)

Intervient sur l'amendement n° 893 de M. Michel Bouvard (rôle du schéma du réseau des voies navigables) (p. 929)

Intervient sur l'amendement n° 959 de M. Patrick Ollier (rôle du schéma du réseau des voies navigables) (p. 929)

Intervient sur l'amendement n° 793 de M. Marc-Philippe Daubresse (schémas intermodaux de services de transport) (p. 929)

Intervient sur l'amendement n° 643 de M. Jean-Michel Marchand (souci de rééquilibrage du territoire) (p. 930)

Intervient sur l'amendement n° 354 rectifié de la commission (développement des possibilités offertes par les transports maritimes) (p. 930)

Intervient sur l'amendement n° 355 corrigé de la commission (égalité d'accès des usagers aux liaisons rapides) (p. 931)

Intervient sur l'amendement n° 750 rectifié de M. Henri Nayrou (égalité d'accès des usagers aux liaisons rapides) (p. 931)

Intervient sur l'amendement n° 758 rectifié de M. Jean-Jacques Filleul (localisation des principales plates-formes multimodales de voyageurs et de marchandises) (p. 931)

Intervient sur l'amendement n° 759 rectifié de M. Jean-Jacques Filleul (desserte des territoires urbains cumulant les handicaps économiques et sociaux) (p. 931)

Soutient l'amendement n° 1239 du Gouvernement (restriction d'accès dans les zones à environnement fragile) : adopté (p. 932)

Intervient sur l'amendement n° 760 de M. Jean Espilondo (accessibilité des ports maritimes) (p. 933)

Après l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 644 de M. Jean-Michel Marchand (renforcement des compétences de la région en matière de définition des politiques de transport) (p. 933)

Article 33 (coordination)

Intervient sur l'amendement n° 795 de M. Marc-Philippe Daubresse (schémas intermodaux) (p. 934)

Article 34 (article L. 111-1-1 du code de l'urbanisme : directives territoriales d'aménagement)

Intervient sur l'amendement n° 357 de la commission (rédactionnel) (p. 934)

Intervient sur l'amendement n° 1131 corrigé de M. Lionnel Luca (consultation du conseil économique et social régional) (p. 934)

Intervient sur l'amendement n° 901 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (consultation du conseil économique et social régional) (p. 934)

Intervient sur l'amendement n° 902 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (consultation des populations) (p. 934)

Intervient sur l'amendement n° 646 de M. Jean-Michel Marchand (compatibilité des schémas directeurs et des schémas de secteur avec le schéma régional d'aménagement du territoire) (p. 935)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 1148 de M. Étienne Pinte (emplacements réservés et droit de propriété) (p. 936)

Intervient sur l'amendement n° 1149 de M. Étienne Pinte (emplacements réservés et droit de propriété) (p. 936)

Soutient l'amendement n° 1174 du Gouvernement (concertation entre l'État et les collectivités locales organisée au sein d'organismes de réflexion appelés "agences d'urbanisme") : adopté (p. 1174)

Article 35 (article L. 141-1 du code de l'urbanisme : schéma directeur de la région Ile-de-France)

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 936)

Intervient sur l'amendement n° 453 de M. Henry Chabert (de suppression) (p. 936)

Intervient sur l'amendement n° 358 de la commission (de précision) (p. 937)

Soutient le sous-amendement n° 1251 du Gouvernement (objectif de limiter les nécessités de déplacements) à l'amendement n° 358 de la commission : rejeté (p. 937)

Intervient sur l'amendement n° 761 de Mme Nicole Bricq (mesures transitoires) (p. 937)

Article 36 (Compagnie nationale du Rhône)

Intervient sur l'amendement n° 910 de M. Renaud Muselier (de suppression) (p. 939)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 647 rectifié de M. Jean-Michel Marchand (principes du schéma des services collectifs des espaces naturels et ruraux) (p. 940)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Michel Bouvard (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) (p. 941)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Patrick Ollier (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) (p. 941)

Intervient sur l'amendement n° 236 de M. Christian Estrosi (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) (p. 941)

Intervient sur l'amendement n° 762 de M. Jean-Louis Idiart (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) (p. 941)

Intervient sur l'amendement n° 921 de M. Michel Meylan (groupements d'employeurs étendus aux collectivités locales de moins de 10 000 habitants) (p. 941)

Intervient sur l'amendement n° 675 de M. Jean Pontier (autorisations de constructions ou d'installations par l'autorité compétente en matière d'occupation des sols lorsque l'intérêt de la commune le justifie) (p. 942)

Intervient sur l'amendement n° 763 de M. Augustin Bonrepaux (rénovation de bâtiments existants au sein de communes dotées d'un plan d'occupation des sols) (p. 942)

Intervient sur le sous-amendement n° 1191 de la commission (suppression de la vérification préalable du maire) à l'amendement n° 763 de M. Augustin Bonrepaux (p. 942)

Intervient sur l'amendement n° 516 rectifié de M. Michel Bouvard (mesures spécifiques aux zones de montagne) (p. 944)

Intervient sur l'amendement n° 517 rectifié de M. Michel Bouvard (mesures spécifiques aux zones de montagne) (p. 944)

Intervient sur l'amendement n° 518 rectifié de M. Michel Bouvard (mesures spécifiques aux zones de montagne) (p. 944)

Intervient sur l'amendement n° 985 de M. Maurice Leroy (garantie de progression de la dotation globale de fonctionnement minimum) (p. 944)

Intervient sur l'amendement n° 1117 de M. Jean-Pierre Dupont (garantie de progression de la dotation globale de fonctionnement minimum) (p. 944)

Intervient sur l'amendement n° 1231 de M. Dominique Caillaud (ensemble des travaux topographiques ou cartographiques rattachés à un système de référence) (p. 944)

Explications de vote et vote [9 février 1999] (p. 1084)

Son intervention (p. 1084)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4039, 4081)

Son intervention (p. 4038)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 4047)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 4059)

Sa réponse (p. 4096)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) (p. 4041, 4042, 4098, 4099)

Aménagement du territoire : généralités (p. 4039 à 4042)

Aménagement du territoire : montagne (p. 4060, 4099)

Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 4039, 4097)

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 4098)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 4061, 4097, 4098)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 4061)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 4040, 4097)

Collectivités territoriales : compétences (p. 4061, 4100)

Collectivités territoriales : ressources : péréquation (p. 4060)

Coopération intercommunale : agglomérations nouvelles (p. 4039, 4098)

Emploi (p. 4040, 4041)

Enseignement supérieur (p. 4039)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 4099)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 4099)

Politiques communautaires : politiques internes : aménagement du territoire (p. 4041)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4040, 4041, 4060, 4097)

Secteur public : services publics (p. 4039, 4042, 4098)

Transports (p. 4042, 4100)

Union européenne : fonds structurels (p. 4047, 4099)

Discussion des articles [5 mai 1999] (p. 4081) ; [6 mai 1999] (p. 4193, 4243)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Pierre Méhaignerie (politique d'aménagement précédée d'une phase d'expérimentation dans des zones géographiques données pendant une période limitée) (p. 4114)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (définition et objectifs de la politique d'aménagement du territoire) (p. 4117)

Intervient sur le sous-amendement n° 186 de M. Léonce Deprez ("valorisation" de l'environnement) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 4116)

Intervient sur le sous-amendement n° 161 de M. Félix Leyzour (conditions favorables au développement "créées" par la politique d'aménagement du territoire) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 4117)

Soutient le sous-amendement n° 226 du Gouvernement (respect du principe de subsidiarité) à l'amendement n° 1 de la commission : adopté (p. 4117)

Intervient sur l'amendement n° 2 rectifié de la commission (rétablissement de la dénomination des "schémas de services collectifs") (p. 4118)

Intervient sur le sous-amendement n° 187 de M. Léonce Deprez (maintien du schéma national) à l'amendement n° 2 rectifié de la commission (p. 4118)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (suppression de la phrase relative à la prise en compte des prestations fournies par les bénévoles des associations) (p. 4118)

Intervient sur l'amendement n° 116 de la commission (rétablissement de la dénomination des "schémas de services collectifs") (p. 4118)

Article 2 (article 2 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire) (p. 4123)

Intervient sur le sous-amendement n° 162 de M. Félix Leyzour (renforcement des complémentarités des politiques locales) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 4121)

Intervient sur le sous-amendement n° 207 de M. Jean-Michel Marchand (reconnaissance des parcs naturels régionaux) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 4121)

Intervient sur le sous-amendement n° 118 de M. Léonce Deprez (introduction du schéma des services de justice) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 4122)

Intervient sur le sous-amendement n° 172 de M. Léonce Deprez (introduction du schéma des services de sécurité) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 4122)

Intervient sur le sous-amendement n° 120 de M. Marc-Philippe Daubresse (redéfinition du schéma des services de transport) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 4122)

Soutient le sous-amendement n° 229 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 4 de la commission : adopté (p. 4122)

Intervient sur le sous-amendement n° 119 de M. Léonce Deprez (rétablissement du schéma national) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 4123)

Article 3 (coordination)

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Léonce Deprez (de suppression) (p. 4123)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) (p. 4123)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (respect du principe de subsidiarité) (p. 4124)

Intervient sur l'amendement n° 7 corrigé de la commission (rédactionnel) (p. 4124)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (cas de consultation du CNADT) (p. 4125)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (cas de consultation du CNADT) (p. 4125)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (débat du Conseil publics) (p. 4125)

Article 5 (article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (objectifs des schémas régionaux) (p. 4127)

Intervient sur le sous-amendement n° 121 de M. Yves Coussain (maintien des équipements privés industriels et commerciaux dans les zones rurales en difficulté) à l'amendement n° 11 de la commission (p. 4127)

Intervient sur le sous-amendement n° 122 de M. Yves Coussain (maintien des services publics dans les zones rurales en difficulté) à l'amendement n° 11 de la commission (p. 4127)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (désignation des associations) (p. 4129)

Intervient sur l'amendement n° 123 corrigé de M. Yves Coussain (désignation des associations) (p. 4129)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) (p. 4129)

Soutient l'amendement n° 217 du Gouvernement (association des collectivités territoriales amenées à participer au financement des actions ou programmes contenus dans les contrats de plan Etat-région aux procédures de négociation) : adopté (p. 4129)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (prise en compte des prestations fournies par les

bénévoles des associations comme contrepartie d'autofinancement) (p. 4130)

Intervient sur le sous-amendement n° 124 de M. Yves Coussain (maintien de la participation de l'Etat au financement des contrats de plan Etat-régions) à l'amendement n° 14 de la commission (p. 4130)

Article 5 bis (schémas interrégionaux d'aménagement et de développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (élaboration des schémas à l'initiative des seules régions et mise en oeuvre par des conventions conclues entre régions) (p. 4131)

Article 6 (article 34 ter de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : Conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (suppression du collège consultatif) (p. 4132)

Intervient sur le sous-amendement n° 195 de M. Patrick Rimbart (représentation de l'agglomération la plus importante de chaque département) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4132)

Intervient sur le sous-amendement n° 125 de M. Yves Coussain (agrément des associations) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 4132)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) (p. 4132)

Article 8 bis (délégations parlementaires à l'aménagement et au développement durable du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (institution de suppléants et fin du mandat coïncidant avec le terme du mandat parlementaire) (p. 4133)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Yves Coussain (évaluation et mise en oeuvre de la politique d'aménagement du territoire par une seule instance) (p. 4133)

Intervient sur l'amendement n° 19 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 4133)

Intervient sur l'amendement n° 20 rectifié de la commission (dénomination des schémas de services collectifs et délai dans lequel les délégations parlementaires devront se prononcer sur les projets de décrets mettant en oeuvre ces schémas) (p. 4133)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (autosaisine des délégations) (p. 4133)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (dispositions transitoires) (p. 4134)

Article 9 (article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (élaboration et mise en oeuvre des schémas de services collectifs) (p. 4136)

Soutient le sous-amendement n° 218 rectifié du Gouvernement (organisation de la concertation) à l'amendement n° 24 de la commission : adopté (p. 4136)

Intervient sur le sous-amendement n° 108 de M. Serge Poignant (consultation pour avis des députés parlementaires) à l'amendement n° 24 de la commission (p. 4136)

Intervient sur le sous-amendement n° 107 de M. Serge Poignant (consultation pour avis des députés parlementaires) à l'amendement n° 24 de la commission (p. 4136)

Intervient sur le sous-amendement n° 127 de M. Yves Coussain (adoption des premiers schémas de services collectifs par voie législative) à l'amendement n° 24 de la commission (p. 4136)

Intervient sur le sous-amendement n° 106 de M. Serge Poignant (allongement du délai de mise en place des premiers schémas de services collectifs) à l'amendement n° 24 de la commission (p. 4137)

Article 10 (articles 11 et 12 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) (p. 4139)

Intervient sur le sous-amendement n° 129 de M. Yves Coussain (de précision) à l'amendement n° 25 de la commission (p. 4138)

Intervient sur le sous-amendement n° 227 de M. Jean-Michel Marchand (de précision) à l'amendement n° 25 de la commission (p. 4138)

Intervient sur le sous-amendement n° 164 de M. Félix Leyzour (répartition géographique des chercheurs) à l'amendement n° 25 de la commission (p. 4139)

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Patrick Ollier (équilibre géographique entre la région parisienne et les autres régions) (p. 4139)

Article 11 (article 12 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : articulation de la carte des formations supérieures et de la recherche et du schéma de services de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (p. 4139)

Article 12 (article 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs culturels)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (dénomination du schéma) (p. 4140)

Intervient sur l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission (contenu du schéma) (p. 4144)

Intervient sur le sous-amendement n° 188 de M. François Sauvadet (moyens financiers de l'Etat) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission (p. 4140)

Intervient sur le sous-amendement n° 165 de M. Félix Leyzour (de précision) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission (p. 4140)

Intervient sur le sous-amendement n° 166 de M. Félix Leyzour (importance des initiatives locales) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission (p. 4141)

Intervient sur le sous-amendement n° 131 de M. Yves Coussain (renforcement de la politique d'intégration) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission (p. 4144)

Soutient le sous-amendement n° 219 rectifié du Gouvernement (renforcement de la politique d'intégration) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission : adopté (p. 4144)

Intervient sur le sous-amendement n° 190 rectifié de M. François Sauvadet (suppression de la référence aux langues minoritaires) à l'amendement n° 28 deuxième rectification de la commission (p. 4144)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) (p. 4144)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) (p. 4144)

Article 12 bis (article 21-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma directeur d'équipements et de services sportifs)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (de suppression) (p. 4145)

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (rédactionnel) (p. 4146)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) (p. 4146)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (suppression de la référence au principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 4146)

Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Félix Leyzour (suppression de la référence au principe d'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 4146)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (articulation entre le schéma de services collectifs sanitaires et les schémas régionaux d'organisation sanitaire) (p. 4147)

Intervient sur le sous-amendement n° 132 de M. Yves Coussain (avis des conseils régionaux et des comités régionaux de l'organisation sanitaire et sociale) à l'amendement n° 35 de la commission (p. 4147)

Article 15 (schéma de services collectifs de l'information et de la communication)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (intitulé du schéma) (p. 4148)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Patrick Ollier (objet du schéma) (p. 4148)

Intervient sur l'amendement n° 37 corrigé de la commission (rédactionnel) (p. 4148)

Intervient sur l'amendement n° 230 de M. François Brottes (rédactionnel) (p. 4148)

Intervient sur l'amendement n° 38 corrigé de la commission (rédactionnel) (p. 4149)

Intervient sur le sous-amendement n° 133 de M. Yves Coussain (promotion des réseaux interactifs à haut

débit) à l'amendement n° 38 corrigé de la commission (p. 4149)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Yves Coussain (promotion des réseaux) (p. 4149)

Intervient sur l'amendement n° 39 corrigé de la commission (suppression de la référence à la couverture nationale par les opérateurs de téléphonie mobile) (p. 4149)

Article 15 bis A (titre III du livre V de la première partie du code général des collectivités territoriales : réseaux de télécommunications créés par les collectivités locales)

Intervient sur l'amendement n° 168 de M. Félix Leyzour (de suppression) (p. 4152)

Soutient l'amendement n° 220 du Gouvernement (création d'infrastructures destinées à supporter des réseaux de télécommunication par les collectivités territoriales ou les établissements publics de coopération locale) : retiré (p. 4196)

Intervient sur l'amendement n° 40 rectifié de la commission (création d'infrastructures destinées à supporter des réseaux de télécommunication par les collectivités territoriales ou les établissements publics de coopération locale) (p. 4197)

Intervient sur le sous-amendement n° 149 de M. Jean Besson (non restriction de l'offre) à l'amendement n° 40 rectifié de la commission (p. 4196)

Intervient sur le sous-amendement n° 137 corrigé de M. Dominique Baudis (suppression des conditions restrictives) à l'amendement n° 40 rectifié de la commission (p. 4196)

Intervient sur le sous-amendement n° 148 de M. Jean Besson (conciliation assurée par l'Autorité de régulation des télécommunications) à l'amendement n° 40 rectifié de la commission (p. 4196)

Intervient sur le sous-amendement n° 196 de M. François Brottes (suppression de la disposition relative à l'interdiction des subventions) à l'amendement n° 40 rectifié de la commission (p. 4196)

Article 15 bis B (prorogation de l'application de la loi n° 96-299 du 10 avril 1996)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (abrogation de l'article 2 de la loi n° 96-299 du 10 avril 1996 relative aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information) (p. 4197)

Article 15 bis (loi d'orientation postale)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4200)

Intervient sur le sous-amendement n° 138 de M. Yves Coussain (suppression de la référence aux circonstances exceptionnelles) à l'amendement n° 42 de la commission (p. 4199)

Intervient sur le sous-amendement n° 152 de M. Jean Besson (service des envois recommandés dans le

- cadre des procédures judiciaires) à l'amendement n° 42 de la commission (p. 4200)
- Intervient sur le sous-amendement n° 150 de M. Jean Besson (loi d'orientation postale dans les six mois à compter de la promulgation de la présente loi) à l'amendement n° 42 de la commission (p. 4200)
- Article 16 supprimé par le Sénat (article 19 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schémas de services collectifs de transport de personnes et de marchandises)*
- Son intervention (p. 4202)
- Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4203)
- Article 17 (article 20 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs de l'énergie)*
- Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (dénomination des services) (p. 4204)
- Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Patrick Ollier (rédactionnel) (p. 4204)
- Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (rédactionnel) (p. 4204)
- Article 18 (article 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs des espaces naturels et ruraux)*
- Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (dénomination du schéma) (p. 4205)
- Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) (p. 4205)
- Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Serge Poinant (rôle de la conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire) (p. 4206)
- Après l'article 18*
- Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (article 21-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs du sport) (p. 4207)
- Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : pays)*
- Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4223)
- Intervient sur le sous-amendement n° 184 rectifié de M. Léonce Deprez (de précision) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4210)
- Intervient sur le sous-amendement n° 183 de M. Léonce Deprez (de précision) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4210)
- Intervient sur le sous-amendement n° 179 de M. Léonce Deprez (rôle des commissions départementales de coopération intercommunale) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4211)
- Intervient sur le sous-amendement n° 182 de M. Léonce Deprez (de précision) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4211)
- Intervient sur le sous-amendement n° 212 de M. Gérard Voisin (respect du périmètre des établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4212)
- Intervient sur le sous-amendement n° 197 de M. François Brottes (superposition des pays et des agglomérations) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4213)
- Intervient sur le sous-amendement n° 191 de M. François Sauvadet (compétences des groupements de communes) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4213)
- Intervient sur le sous-amendement n° 178 de M. Léonce Deprez (concertation avec les départements ou régions intéressés) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4214)
- Intervient sur le sous-amendement n° 208 de M. Jean-Michel Marchand (référence aux recommandations inscrites dans les agendas 21 locaux) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4214)
- Intervient sur le sous-amendement n° 192 de M. François Sauvadet (suppression de la référence aux orientations fondamentales de l'organisation spatiale) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4214)
- Intervient sur le sous-amendement n° 193 de M. François Sauvadet (suppression du conseil de développement) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4214)
- Intervient sur le sous-amendement n° 194 de M. François Sauvadet (caractère facultatif du conseil de développement) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4215)
- Intervient sur le sous-amendement n° 180 de M. Léonce Deprez (de précision) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4215)
- Intervient sur le sous-amendement n° 199 rectifié de M. Jean Espilondo (meilleure représentation des élus) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4217)
- Intervient sur le sous-amendement n° 169 de M. Félix Leyzour (prise en compte des besoins des populations pour l'organisation des services techniques) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4218)
- Intervient sur le sous-amendement n° 143 de M. Dominique Caillaud (contrats particuliers en application des contrats de plan État-régions) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4218)
- Intervient sur le sous-amendement n° 198 de M. Gaétan Gorce (représentation des communes par des personnalités qualifiées) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4220)
- Intervient sur le sous-amendement n° 200 de M. Jean Espilondo (adhésion à un groupement d'intérêt public ou à un syndicat mixte des départements ou des régions concernés) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4220)

Intervient sur le sous-amendement n° 201 de M. Jean Espilondo (conclusion d'un contrat particulier entre un pays et un syndicat mixte) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4221)

Intervient sur le sous-amendement n° 202 de M. Jean Espilondo (groupements d'intérêt public autorisés à assurer une activité de maîtrise d'ouvrage) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4221)

Intervient sur le sous-amendement n° 203 de M. Jean Espilondo (contenu des conventions constitutives des groupements d'intérêt public) à l'amendement n° 49 de la commission (p. 4222)

Soutient le sous-amendement n° 222 rectifié du Gouvernement (conditions de classement du périmètre d'un pays en "espace de reconquête paysagère") à l'amendement n° 49 de la commission : rejeté (p. 4222)

Soutient le sous-amendement n° 223 du Gouvernement (conditions d'application des dispositions du présent article par décret en Conseil d'Etat) à l'amendement n° 49 de la commission : retiré (p. 4223)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (projets d'agglomération) (p. 4225)

Intervient sur le sous-amendement n° 209 de M. Jean-Michel Marchand (référence aux recommandations inscrites dans les agendas 21 locaux) à l'amendement n° 50 de la commission (p. 4224)

Intervient sur le sous-amendement n° 144 de M. Yves Coussain (seuil des agglomérations) à l'amendement n° 50 de la commission (p. 4225)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Michel Bouvard (accueil à titre accessoire dans les chambres mortuaires des établissements de santé des corps des personnes décédées hors de ces établissements) (p. 4225)

Article 20 bis (conclusion des contrats des villes)

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (conclusion des contrats des villes) (p. 4226)

Intervient sur le sous-amendement n° 145 de M. Yves Coussain (non conclusion des contrats de ville dans le cadre des agglomérations ou des pays) à l'amendement n° 51 de la commission (p. 4226)

Article 20 quater (coopération internationale des collectivités territoriales et de leurs groupements)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (de suppression) (p. 4226)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : présence des services publics sur le territoire et création des maisons des services publics)

Intervient sur l'amendement n° 214 de la commission (rédactionnel) (p. 2427)

Intervient sur l'amendement n° 213 de la commission (rédactionnel) (p. 4227)

Intervient sur l'amendement n° 53 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 4227)

Intervient sur l'amendement n° 153 de M. Jean Besson (non remise en cause des contrats d'objectifs et de progrès conclus entre La Poste et l'Etat) (p. 4228)

Soutient l'amendement n° 231 du Gouvernement (non versement de compensations par l'Etat dans le cadre de conventions auxquelles il n'est pas nécessairement partie prenante) : rejeté (p. 4228)

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (accessibilité et proximité des services publics) (p. 4229)

Intervient sur le sous-amendement n° 170 de M. Félix Leyzour (maintien des emplois publics) à l'amendement n° 54 de la commission (p. 4229)

Intervient sur le sous-amendement n° 171 de M. Félix Leyzour (avis de la commission départementale d'organisation et de modernisation des services publics) à l'amendement n° 54 de la commission (p. 4229)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Patrick Ollier (assouplissement des règles d'application des lois "littoral" et "montagne") (p. 4230)

Article 22 bis A (collectivité chef de file)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (de suppression) (p. 4230)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Félix Leyzour (de suppression) (p. 4230)

Article 23 (article 38-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Fonds de gestion des milieux naturels)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4231)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (rapport relatif à la mise en place de fonds régionaux pour l'emploi et le développement) (p. 4231)

Article 24 (article 39 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma directeur de la région d'Ile-de-France)

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4232)

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Félix Leyzour (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4232)

Article 25 (article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones prioritaires ultra-périphériques)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (rédactionnel) (p. 4232)

Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (rédactionnel) (p. 4233)

Article 26 (article 61 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : zones de revitalisation rurale)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4233)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Germain Gengenwin (date d'application) (p. 4233)

Article 26 bis (extension des exonérations fiscales en faveur des entreprises de services en matière de télétravail)

Soutient l'amendement n° 224 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé à la demande du Gouvernement (p. 4267)

Article 28 (article 1er de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : objectifs du système de transports intérieurs)

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (rédactionnel) (p. 4234)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (article 9 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : harmonisation des conditions de travail dans les transports) (p. 4235)

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Félix Leyzour (article 9 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : harmonisation des conditions de travail dans les transports) (p. 4235)

Article 29 supprimé par le Sénat (article 3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : politique globale des transports)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4237)

Intervient sur le sous-amendement n° 146 de M. Marc-Philippe Daubresse (transports multimodaux) à l'amendement n° 64 de la commission (p. 4236)

Intervient sur le sous-amendement n° 157 de M. Félix Leyzour (modernisation des infrastructures) à l'amendement n° 64 de la commission (p. 4237)

Intervient sur le sous-amendement n° 158 de M. Félix Leyzour (réalisation d'infrastructures nouvelles) à l'amendement n° 64 de la commission (p. 4237)

Article 30 supprimé par le Sénat (article 4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : intégration des politiques locales de transport)

Intervient sur l'amendement n° 215 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4244)

Soutient le sous-amendement n° 234 du Gouvernement (référence au soutien apporté par le fonds

d'intervention pour les transports terrestres et les voies navigables) à l'amendement n° 215 de la commission : adopté (p. 4244)

Article 31 supprimé par le Sénat (article 14 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : coordination)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4244)

Article 32 supprimé par le Sénat (articles 14-1 et 14-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : conditions d'établissement des schémas de transport)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4247)

Intervient sur le sous-amendement n° 210 de M. Félix Leyzour (complémentarité entre les modes de transport et réalisation d'infrastructures nouvelles) à l'amendement n° 67 de la commission (p. 4246)

Intervient sur le sous-amendement n° 173 de M. Marc-Philippe Daubresse (rédactionnel) à l'amendement n° 67 de la commission (p. 4246)

Intervient sur le sous-amendement n° 159 corrigé de M. Félix Leyzour (consultation des régions et des départements intéressés) à l'amendement n° 67 de la commission (p. 4246)

Intervient sur le sous-amendement n° 174 de M. Marc-Philippe Daubresse (rédactionnel) à l'amendement n° 67 de la commission (p. 4246)

Intervient sur le sous-amendement n° 176 de M. Marc-Philippe Daubresse (de précision) à l'amendement n° 67 de la commission (p. 4247)

Article 32 bis (coordination)

Intervient sur l'amendement n° 68 de la commission (de suppression) (p. 4247)

Article 32 ter (définition des schémas directeurs d'équipement)

Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (de suppression) (p. 4248)

Article 32 quater (contenu des schémas directeurs d'équipement)

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (de suppression) (p. 4248)

Article 32 quinquies (coordination)

Intervient sur l'amendement n° 71 de la commission (de suppression) (p. 4249)

Article 33 supprimé par le Sénat (coordination)

Intervient sur l'amendement n° 73 rectifié de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4249)

Intervient sur le sous-amendement n° 177 de M. Marc-Philippe Daubresse (rédactionnel) à l'amendement n° 73 rectifié de la commission (p. 4249)

Article 33 bis (article L. 122-4 du code de la voirie routière : généralisation de la concession et du péage)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (de suppression) (p. 4251)

Article 34 ter (article L. 1511-2-1 du code général des collectivités territoriales : comités d'expansion et agences de développement économique)

Intervient sur l'amendement n° 83 de la commission (rôle des comités de bassin d'emploi, des comités d'expansion et des agences de développement économique) (p. 4254)

Intervient sur le sous-amendement n° 216 de M. Serge Poinant (rédactionnel) à l'amendement n° 83 de la commission (p. 4254)

Intervient sur le sous-amendement n° 235 de M. Christian Bataille (rédactionnel) à l'amendement n° 83 de la commission (p. 4254)

Intervient sur le sous-amendement n° 147 de M. Yves Coussain (de précision) à l'amendement n° 83 de la commission (p. 4254)

Article 35 (article L. 141-1 du code de l'urbanisme : schéma directeur de la région d'Ile-de-France)

Intervient sur l'amendement n° 84 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve d'une nouvelle rédaction du dernier alinéa) (p. 4255)

Article 35 bis (modification de l'intitulé de la section II du chapitre 1er du titre IV du livre 1er du code de l'urbanisme)

Intervient sur l'amendement n° 85 de la commission (de suppression) (p. 4255)

Article 36 supprimé par le Sénat (dispositions relatives au Canal Rhin-Rhône)

Intervient sur l'amendement n° 87 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4256)

Article 37 supprimé par le Sénat (articles L. 161-2 et L.161-10-1 du code rural : affectation et aliénation des chemins ruraux)

Intervient sur l'amendement n° 88 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 4258)

Intervient sur le sous-amendement n° 233 de M. Jean-Michel Marchand (rédactionnel) à l'amendement n° 88 de la commission (p. 4258)

Intervient sur le sous-amendement n° 232 de M. Jean-Michel Marchand (large publicité de l'enquête) à l'amendement n° 88 de la commission (p. 4257)

Article 39 (nouvel intitulé du titre IV du livre II du code rural)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (de suppression) (p. 4258)

Article 41 (article L. 123-4 du code de l'urbanisme : modalités de révision des POS dans les communes dotées d'un schéma directeur)

Intervient sur l'amendement n° 91 de la commission (de suppression) (p. 4259)

Article 42 (article L. 142-1 du code de l'urbanisme : extension des compétences des départements au titre de la protection des espaces naturels sensibles)

Intervient sur l'amendement n° 92 de la commission (de suppression) (p. 4259)

Article 44 (fonds communs de placement de proximité)

Intervient sur l'amendement n° 94 de la commission (de suppression) (p. 4262)

Article 56 (article 57 de la loi n° 95-105 du 2 février 1995 : groupements d'intérêt public dans le domaine de la protection de l'environnement)

Soutient l'amendement n° 225 du Gouvernement (financement après examen au cas par cas) : adopté (p. 4266)

Après l'article 56

Intervient sur l'amendement n° 204 de M. Christian Paul (classement des communes du Morvan) (p. 4266)

Article 26 bis précédemment réservé (extension des exonérations fiscales en faveur des entreprises de services en matière de télétravail)

Soutient l'amendement n° 224 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 4267)

Seconde délibération

Article 14 (article 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : schéma de services collectifs sanitaires)

Soutient l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (appellation du schéma relatif aux services sanitaires) : adopté (p. 4268)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (rétablissement de la référence aux services de proximité) : adopté (p. 4268)

Article 19 (article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : pays)

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (majorité au sein du groupement d'intérêt public détenu par les personnes morales de droit public) : adopté (p. 4269)

Article 20 (article 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : agglomérations)

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (possibilité de contracter réservée aux communes et EPCI existants) : adopté (p. 4270)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : présence des services publics sur le territoire et création des maisons des services publics)

Soutient l'amendement n° 5 du Gouvernement (non remboursement des charges et rémunérations) : rejeté (p. 4273)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Félix Leyzour (concours public en complément de la participation des collectivités territoriales) (p. 4273)

Explications de vote et vote [11 mai 1999] (p. 4313)

Son intervention (p. 4314)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la discussion du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5830)

Son intervention (p. 5830)

Sa réponse (p. 5846)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) (p. 5846, 5847)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 5831, 5846)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 5831)

Coopération intercommunale (p. 5831)

Emploi (p. 5831, 5846)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 5831)

Secteur public : services publics (p. 5831, 5847)

Union européenne : fonds structurels (p. 5846, 5847)

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 juin 1999] (p. 5859)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (statut de la délégation parlementaire) (p. 5860)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (procédure d'étude d'impact et de concertation en cas de suppression de services publics dans les zones urbaines sensibles et les zones de revitalisation rurale) (p. 5861)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (durée d'élaboration des plans urbains) (p. 5862)

Explications de vote et vote [16 juin 1999] (p. 5948)

Son intervention (p. 5948)

Roland VUILLAUME

*Doubs (5^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Philippe VUILQUE

*Ardennes (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Membre de la commission d'enquête sur la situation financière patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers [J.O. du 18 décembre 1998] (p. 19168)

Membre de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse [J.O. du 26 mai 1999] (p. 7778)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1633 relative à la création d'un fonds d'indemnisation des salariés d'une entreprise victime d'un sinistre relevant d'un cas de force majeure [26 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [14 octobre 1998] (p. 6576)

Agroalimentaire. Aliments pour animaux. Sécurité des produits [16 juin 1999] (p. 5941)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 636, posée le 15 février 1999. Etablissements de santé. Hôpitaux psychiatriques (J.O. Questions p. 840). Appelée le 16 février 1999. Gîtes thérapeutiques, agrément (p. 1425)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES****ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET
TECHNOLOGIE****Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7025,
7053)**

Son intervention (p. 7034)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bourses d'études : enseignement supérieur : aide sociale (p. 7035)

Enseignement supérieur : constructions universitaires : universités (p. 7035)

Enseignement supérieur : étudiants : logement : aides et prêts (p. 7036)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants : recrutement (p. 7035)

TRAVAIL ET EMPLOI**Examen du fascicule [10 novembre 1998] (p. 8665,
8710)***Procédure des questions :*

Emploi : contrats emploi-jeunes : collectivités locales (p. 8725)

**Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des
mandats électoraux et fonctions électives**

DEUXIÈME LECTURE

**Discussion des articles [3 mars 1999] (p. 2018) ; [4
mars 1999] (p. 2067)**

Article 4 bis supprimé par le Sénat (âge d'éligibilité des sénateurs)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2032)

Son amendement n° 31 (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2032)

**Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats
électoraux et fonctions électives**

DEUXIÈME LECTURE

**Avant la discussion des articles [3 mars 1999]
(p. 1993)**

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 1157 relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux (Elections et référendums 828) et du projet de loi n° 1158 relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et fonctions électives (Voir Elections et référendums 827)

Discussion des articles [4 mars 1999] (p. 2073)

Article 1er A supprimé par le Sénat (conditions de l'éligibilité)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement de l'article - éligibilité à 18 ans) : adopté (p. 2076)

Son amendement n° 47 (rétablissement de l'article - éligibilité à 18 ans) : adopté (p. 2076)

Article 2 ter supprimé par le Sénat (éligibilité des conseillers généraux)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2080)

Son amendement n° 49 corrigé (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2080)

Article 2 quinquies supprimé par le Sénat (éligibilité des conseillers régionaux)

Son amendement n° 48 (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 2080)

Article 3 (incompatibilités applicables aux fonctions de maire et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale)

Son amendement n° 46 : devenu sans objet (p. 2082)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Pierre Albertini (suppression des droits à l'avancement et à la retraite des militaires pendant la durée de leur mandat) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires de l'Etat) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires des collectivités territoriales) (p. 2095)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Pierre Albertini (de coordination pour les fonctionnaires des hôpitaux) (p. 2095)

Ses explications de vote (p. 2106)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2106)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle
--

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [27 avril 1999]
(p. 3648, 3658) ; [28 avril 1999] (p. 3706, 3738)**

Son intervention (p. 3738)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités :
couverture maladie universelle (CMU) (p. 3738)

Constitution : préambule : santé (p. 3738)

W

Aloÿse WARHOUSER

*Moselle (4^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Cesse d'appartenir au commission centrale de classement des débits de tabac [J.O. du 19 décembre 1998] (p. 19239)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [J.O. du 3 février 1999] (p. 1757)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Son intervention (p. 5862)

Thèmes :

Agriculture : revenu agricole (p. 5862)

Environnement : espace rural (p. 5862)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5862)

Retraites : régime agricole (p. 5862)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1999] (p. 3380, 3403)

Son intervention (p. 3415)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 3416)

Agriculture : pollution (p. 3416)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 3416)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207, 7257)

Son intervention (p. 7237)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports ferroviaires : SNCF (p. 7237)

Transports ferroviaires : TGV-Est (p. 7237)

Procédure des questions :

Transports par eau : transports fluviaux : canaux (p. 7264)

Voirie : routes (p. 7263)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8057, 8067)

Son intervention (p. 8075)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 8075)

Aménagement du territoire : directives territoriales d'aménagement (p. 8076)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 8075)

Environnement : protection de la nature (p. 8076)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8076)

Union européenne : fonds structurels (p. 8076)

Projet de loi n° 1243 portant prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 décembre 1998] (p. 10572)

Son intervention (p. 10576)

Thème :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 10576, 10577)

Discussion de l'article unique [16 décembre 1998] (p. 10580)

Après l'article unique

Son amendement n° 2 (mise en conformité des statuts des caisses d'épargne) : retiré (p. 10581)

Son amendement n° 3 (limitation des restructurations des caisses d'épargne) : retiré (p. 10582)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 1er (article 1er de la loi n° 95-115 : principes de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire)

Son intervention (p. 186)

Projet de loi n° 941 relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 580)

Son intervention (p. 584)

Thèmes :

Enseignement : élèves : carnet de santé (p. 585)

Sports : dopage : généralités (p. 585)

Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) : dopage (p. 585)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 593)

Article 3 (contrôle médical préalable aux compétitions)

Son amendement n° 27 (attestation sur l'honneur) : rejeté (p. 598)

Article 3 bis (déclaration nominale obligatoire des cas présumés de dopage)

Son amendement n° 28 : devenu sans objet (p. 598)

Projet de loi n° 1244 relatif à l'épargne et à la sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 1999] (p. 2196) ; [10 mars 1999] (p. 2237, 2255) ; [11 mars 1999] (p. 2303, 2356)

Article 5 (les organes dirigeants des caisses d'épargne et de prévoyance)

Son intervention (p. 2237)

Article 7 (l'obligation de centralisation des fonds collectés sur le livret A)

Son intervention (p. 2249)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 1999] (p. 5188)

Son intervention (p. 5201)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 5201, 5202)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : Alsace-Moselle (p. 5201)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

LECTURE DÉFINITIVE

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6709)

Intervient sur l'amendement n° 30 du Gouvernement (quota spécifique en Alsace-Moselle) (p. 6739)

Jean-Luc WARSMANN

*Ardennes (3^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Secrétaire d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14953)

Rapporteur de la proposition de loi organique modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (n° 1151) [28 octobre 1998]

Membre de la commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes nationaux et multinationaux industriels, de service et financiers et leurs conséquences sur l'emploi et l'aménagement du territoire [J.O. du 16 décembre 1998] (p. 18970)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique (n° 1151) de M. Nicolas Sarkozy modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances [12 novembre 1998] (n° 1191)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [22 décembre 1998] (p. 11009)

Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [26 janvier 1999] (p. 364)

Gendarmerie. GPS. Création, Corse [11 mai 1999] (p. 4306)

Animaux. Chiens. Races réputées dangereuses, loi n° 99-5 du 6 janvier 1999, décrets d'application, publication [30 juin 1999] (p. 6694)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 674, posée le 8 mars 1999. Logement : aides et prêts. Montant (J.O. Questions p. 1294). Appelée le 9 mars 1999. Amélioration de l'habitat, Ardennes (p. 2126)

n° 798, posée le 10 mai 1999. Collectivités territoriales. Finances (J.O. Questions p. 2740). Appelée le 11 mai 1999. Installations sportives, construction, aides de l'Etat (p. 4279)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Examen du fascicule [21 octobre 1998] (p. 7077)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : décentralisation : culture (p. 7105)

Patrimoine culturel : conservation : architectes des Bâtiments de France (p. 7100)

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [22 octobre 1998] (p. 7207, 7257)

Procédure des questions :

Administration : services déconcentrés : effectifs (p. 7266)

Voirie : autoroutes (p. 7266)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1998] (p. 7885)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : politique de la ville : simplifications administratives (p. 7912)

Communes : Sedan : contrats de ville (p. 7909)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8115)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : libre administration (p. 8135)

Etat : réforme (p. 8135, 8136)

Vote des crédits [5 novembre 1998] (p. 8141) ; [13 novembre 1998] (p. 8951)

Après l'article 83

Intervient sur l'amendement n° 46 du Gouvernement (reconduction et extension du congé de fin d'activité) (p. 8141)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8145, 8181)

Procédure des questions :

Gendarmerie : gendarmeries : Ardennes (p. 8190, 8191)

Police : commissariats : Ardennes (p. 8190, 8191)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8235, 8290)*Procédure des questions :*

Défense : service national (p. 8300)

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1998] (p. 8605, 8645)*Procédure des questions :*Professions sociales : éducateurs spécialisés :
équivalence des diplômes (p. 8645)

Santé : tabagisme : cures (p. 8645)

Vote des crédits [9 novembre 1998] (p. 8655)*Article 83 (limitation à 60 ans de l'attribution de l'allocation aux adultes handicapés pour les allocataires relevant de l'article L. 821-2 du code de la sécurité sociale)*

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Jean-Jacques Weber (de suppression) (p. 8656)

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 1998] (p. 8841)

Son intervention (p. 8850)

*Thèmes avant la procédure des questions :*Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) :
tribunaux d'instance (p. 8850)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 8851)

Droit pénal : détention provisoire : réforme (p. 8850,
8851)

Justice : crédits (p. 8850)

Justice : jugements (p. 8850)

Justice : réforme (p. 8850, 8851)

Justice : tribunaux administratifs (p. 8850)

Lois : lois d'orientation : justice (p. 8851)

Système pénitentiaire : administration pénitentiaire
(p. 8851)

Système pénitentiaire : établissements (p. 8851)

Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire
(p. 8851)*Procédure des questions :*

Justice : jugements (p. 8861, 8862)

Justice : tribunaux : Lons le Saunier (p. 8861)

Proposition de loi organique n° 1151 modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 1998] (p. 9363)

Son intervention (p. 9363)

Ses interventions (p. 9372, 9385)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 9363)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : rétroactivité des lois (p. 9363, 9364, 9372)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 9363, 9372)

Etat (p. 9363, 9373, 9386, 9504)

Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 9364, 9372, 9373, 9385, 9386, 9504)

Justice : Conseil d'Etat : rétroactivité des lois (p. 9363)

Lois : rétroactivité des lois (p. 9363 à 9365, 9385, 9386)

Lois : validations législatives (p. 9364)

Partis et mouvements politiques : majorité : rétroactivité des lois (p. 9365, 9385)

Union européenne : Cour de justice : rétroactivité des lois (p. 9364)

Explications de vote et vote [25 novembre 1998] (p. 9503)

Son intervention (p. 9503)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité opposée par M. Didier Julia (p. 10513)

Thème :

Femmes : parité : Constitution (p. 10513)

Projet de loi constitutionnelle n° 1462 insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 avril 1999] (p. 3295)

Son intervention (p. 3306)

Thèmes :

Organisations internationales : Cour pénale internationale : compétences (p. 3307)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : Etat (p. 3307)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : histoire (p. 3306, 3307)

Organisations internationales : Cour pénale internationale : procédures (p. 3307)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Intervient sur l'amendement n° 287 de M. Patrice Martin-Lalande (définition après enquête publique des aires accueillant les rassemblements traditionnels ou occasionnels) (p. 5348)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Bernard Schreiner (fixation par arrêté du maire du droit de stationnement lors des rassemblements traditionnels ou occasionnels) (p. 5348)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Gérard Hamel (obligations des gens du voyage en matière de scolarisation, d'alphabétisation et de respect de l'ordre public et de la salubrité publique précisées par le schéma départemental) (p. 5349)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Philippe Martin (schéma départemental élaboré par le préfet, le président du conseil général, les maires et les présidents de groupements de communes de plus de 5 000 habitants) (p. 5352)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Bernard Schreiner (schéma départemental élaboré par le préfet, le président du conseil général, les maires et les présidents de groupements de communes de plus de 5 000 habitants) (p. 5352)

Reprend l'amendement n° 168 de M. Guy Hascoët (schéma départemental approuvé après concertation avec les communes concernées) (p. 5352) : devenu sans objet (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Patrice Martin-Lalande (schéma départemental approuvé en concertation avec les communes) (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Patrice Martin-Lalande (schéma départemental approuvé après consultation des communes) (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Gérard Hamel (schéma départemental approuvé après consultation de l'ensemble des communes du département) (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Gérard Hamel (schéma départemental approuvé après consultation de l'ensemble des communes de l'arrondissement) (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Gérard Hamel (schéma départemental approuvé après consultation de l'ensemble des communes du canton et de celles des cantons limitrophes) (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Gérard Hamel (schéma départemental approuvé après consultation de l'ensemble des communes du canton) (p. 5354)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Bernard Schreiner (schéma départemental approuvé après consultation des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 5355)

Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 1999] (p. 6274, 6295) ; [23 juin 1999] (p. 6373)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 6291)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 6302)

Son intervention (p. 6304)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 6388)

Thèmes :

Assemblée nationale : députés (p. 6388)

Droit pénal : action publique : ministre (p. 6291, 6306)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 6304, 6305)

Droit pénal : plaintes : classement (p. 6307)

Droit pénal : politique pénale : ministre (p. 6291, 6302, 6305, 6389)

Justice : contentieux : délais (p. 6306)

Justice : indépendance (p. 6305, 6306)

Justice : parquet : rôle (p. 6306)

Justice : procureurs généraux (p. 6291, 6302, 6305, 6389)

Justice : réforme : fonctionnaires et agents publics (p. 6306, 6307)

Justice : réforme : Président de la République (p. 6304)

Discussion des articles [23 juin 1999] (p. 6389, 6401)

Article 1er (articles 30 à 30-3 du code de procédure pénale - attributions du ministre de la justice)

Son intervention (p. 6390)

Soutient l'amendement n° 58 de Mme Nicole Catala (de suppression) : rejeté (p. 6393)

Son sous-amendement n° 94 (magistrats du parquet devant respecter les directives) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : rejeté (p. 6403)

Son sous-amendement n° 92 (rédactionnel) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : rejeté (p. 6403)

Son sous-amendement n° 96 (directives s'imposant aux magistrats du parquet) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : rejeté (p. 6403)

Son sous-amendement n° 63 (fixation par le ministre des modalités d'évaluation des directives) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : rejeté (p. 6405)

Son sous-amendement n° 65 (suppression de la mise en mouvement de l'action publique par le ministre) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : rejeté (p. 6405)

Son sous-amendement n° 105 (information du Parlement sur les conditions de mise en œuvre des directives par une déclaration suivie d'un débat) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : adopté après rectification (p. 6407)

Son sous-amendement n° 93 (information du Parlement sur l'application de l'article 37 du code de procédure pénale relatif à la mise en mouvement de l'action publique par les procureurs généraux) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : rejeté (p. 6408)

Son sous-amendement n° 90 (information du Parlement sur l'activité de chaque tribunal de grande instance et sur les adaptations aux directives décidées par le parquet) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : rejeté (p. 6409)

Son sous-amendement n° 91 (possibilité de débat d'orientation judiciaire) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : rejeté (p. 6410)

Intervient sur l'amendement n° 12 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article substituant le terme directives à celui d'orientations générales de politique pénale, indiquant qu'elles sont transmises au parquet pour application et précisant le contenu du droit d'action du ministre) (p. 6411)

Intervient sur le sous-amendement n° 52 rectifié de M. Alain Tourret (représentation du ministre de la justice pour la mise en mouvement de l'action publique par un avocat désigné par arrêté ministériel

et choisi pour trois ans parmi les bâtonniers ou anciens bâtonniers de chaque ressort de cour d'appel) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 6411)

Son amendement n° 61 : devenu sans objet (p. 6411)

Son amendement n° 95 : devenu sans objet (p. 6411)

Son amendement n° 62 : devenu sans objet (p. 6411)

Son amendement n° 64 : devenu sans objet (p. 6411)

Son amendement n° 67 : devenu sans objet (p. 6411)

Son amendement n° 69 : devenu sans objet (p. 6411)

Son amendement n° 104 : devenu sans objet (p. 6411)

Son amendement n° 66 : devenu sans objet (p. 6411)

Son amendement n° 60 : devenu sans objet (p. 6411)

Son amendement n° 71 : devenu sans objet (p. 6411)

Article 2 (articles 35 à 37 du code de procédure pénale - attributions du procureur général)

Son intervention (p. 6413)

Soutient l'amendement n° 59 de Mme Nicole Catala (de suppression) : rejeté (p. 6414)

Intervient sur le sous-amendement n° 45 de M. Pierre Albertini (suppression du pouvoir de précision et d'adaptation des directives dévolu aux procureurs généraux) à l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 6416)

Son sous-amendement n° 79 rectifié (adaptation par les procureurs généraux ne pouvant aboutir à la méconnaissance des directives) à l'amendement n° 13 de la commission : rejeté (p. 6417)

Son sous-amendement n° 77 (nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 37 du code de procédure pénale relatif aux relations entre les procureurs généraux et les procureurs - procureurs généraux tenus de dénoncer les infractions et ne pouvant faire obstacle à la mise en mouvement de l'action publique) à l'amendement n° 13 de la commission : rejeté (p. 6417)

Son sous-amendement n° 74 (information des magistrats par les procureurs généraux sur les conditions de mise en œuvre des directives au moins deux fois et non au moins une fois par an) à l'amendement n° 13 de la commission : rejeté (p. 6418)

Son sous-amendement n° 97 (information des magistrats sur les résultats obtenus et sur les adaptations apportées aux directives par les procureurs généraux) à l'amendement n° 13 de la commission : rejeté (p. 6418)

Son sous-amendement n° 82 (suppression de l'information du ministre par les procureurs généraux sur les affaires qu'ils estiment devoir être portées à sa connaissance et sur les procédures de déclenchement de l'action publique à la demande du ministre) à l'amendement n° 13 de la commission : rejeté (p. 6419)

Son sous-amendement n° 78 (suppression de l'information du ministre par les procureurs généraux

sur les affaires qu'ils estiment devoir être portées à sa connaissance) à l'amendement n° 13 de la commission : rejeté (p. 6419)

Son sous-amendement n° 72 (droit pour le ministre d'être informé de toute affaire dont les parquets sont saisis) à l'amendement n° 13 de la commission : rejeté (p. 6420)

Son amendement n° 80 : devenu sans objet (p. 6420)

Son amendement n° 76 : devenu sans objet (p. 6420)

Son amendement n° 75 : devenu sans objet (p. 6420)

Son amendement n° 70 : devenu sans objet (p. 6420)

Son amendement n° 83 : devenu sans objet (p. 6420)

Son amendement n° 81 : devenu sans objet (p. 6420)

Son amendement n° 73 corrigé : devenu sans objet (p. 6420)

Article 3 (articles 39-1 à 39-4 du code de la procédure pénale - attributions du procureur de la République)

Son sous-amendement n° 114 rectifié (adaptation par les procureurs ne pouvant aboutir à la méconnaissance des directives) à l'amendement n° 14 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : rejeté (p. 6422)

Son sous-amendement n° 112 (suppression de la mise en mouvement de l'action publique à la suite des décisions des commissions de recours contre les classements sans suite) à l'amendement n° 14 de la commission : rejeté (p. 6422)

Son sous-amendement n° 110 (information des magistrats par les procureurs sur les conditions de mise en œuvre des directives au moins deux fois et non au moins une fois par an) à l'amendement n° 14 de la commission : rejeté (p. 6422)

Son sous-amendement n° 108 (suppression de l'information du procureur général par les procureurs sur les affaires qu'ils estiment devoir être portées à sa connaissance et sur les procédures de déclenchement de l'action publique à la demande du ministre) à l'amendement n° 14 de la commission : rejeté (p. 6422)

Son sous-amendement n° 106 (droit pour le procureur général d'être informé de toute affaire dont les procureurs sont saisis) à l'amendement n° 14 de la commission : rejeté (p. 6422)

Son amendement n° 115 : devenu sans objet (p. 6422)

Son amendement n° 113 : devenu sans objet (p. 6422)

Son amendement n° 111 : devenu sans objet (p. 6422)

Son amendement n° 109 : devenu sans objet (p. 6422)

Son amendement n° 107 : devenu sans objet (p. 6422)

Article 4 (article 40-1 du code de procédure pénale - motivation des décisions de classement sans suite)

Son amendement n° 116 (suppression du recours contre les classements sans suite institué à l'article 5 du projet) : rejeté (p. 6425)

Article 5 (articles 48-1 à 48-5 du code de procédure pénale - recours contre les classements sans suite)

Son intervention (p. 6426)

Son amendement n° 117 (suppression de la saisine de la commission de recours) : rejeté (p. 6427)

Son amendement n° 99 (suppression des dispositions relatives au ressort territorial et à la composition des commissions de recours) : rejeté (p. 6427)

Son amendement n° 118 (suppression des dispositions relatives à la saisine de la commission de recours) : rejeté (p. 6428)

Son amendement n° 100 (suppression des dispositions relatives aux compétences de la commission de recours) : rejeté (p. 6428)

Son amendement n° 101 (suppression des dispositions relatives à la saisine abusive de la commission de recours) : rejeté (p. 6428)

Article 7 (direction de la police judiciaire par le procureur de la République)

Son amendement n° 102 (suppression du dernier alinéa de l'article relatif à la définition en commun par le procureur et le chef de service de police ou de gendarmerie des moyens à mettre en œuvre dans les enquêtes complexes ou de longue durée) : rejeté (p. 6430)

Article 8 (articles 75-1 et 75-2 du code de procédure pénale - contrôle du procureur de la République sur les enquêtes préliminaires)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (prorogation par le procureur du délai imparti aux officiers de police judiciaire) (p. 6431)

Article 11 (coordinations)

Son amendement n° 103 (insertion d'un article 720 bis dans le code de procédure pénale autorisant la visite à tout moment par les parlementaires des établissements pénitentiaires de leur département d'élection) : adopté (p. 6435)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 41 deuxième rectification de M. Jacques Floch (entrée en vigueur des dispositions du chapitre Ier relatif à l'action publique en matière pénale après la promulgation de la loi organique fixant le statut de la magistrature prévue par le projet de loi constitutionnelle sur la réforme du conseil supérieur de la magistrature) (p. 6437)

Explications de vote et vote [29 juin 1999] (p. 6539)

Ses explications de vote (p. 6541)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 6542)

Jean-Jacques WEBER

*Haut-Rhin (6^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)

Cesse d'appartenir au commission nationale consultative des gens du voyage

Membre titulaire de la commission nationale consultative des gens du voyage [J.O. du 24 septembre 1999] (p. 14287)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1437 visant à modifier l'article 363 du Code civil qui régit l'adoption simple [9 mars 1999]

Proposition de loi n° 1625 tendant à sanctionner de peines aggravées certaines infractions commises sur les agents d'un réseau de transport public de voyageurs [26 mai 1999]

Proposition de loi constitutionnelle n° 1740 visant à modifier l'article 2 de la Constitution de 1958 afin d'inscrire le principe de la reconnaissance des langues régionales par la République [23 juin 1999]

Proposition de loi n° 1771 visant à défendre et à promouvoir les langues et cultures régionales [30 juin 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Sécurité sociale. Contribution sociale généralisée (CSG) et contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS). exonération, revenus patrimoniaux, personnes non imposables [15 décembre 1998] (p. 10480)

Tourisme et loisirs. Centres de vacances et de loisirs. animateurs, statut [22 juin 1999] (p. 6269)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 471, posée le 5 octobre 1998. Impôt sur le revenu. Revenus fonciers (J.O. Questions p. 5340). Appelée le 6 octobre 1998. Investissements immobiliers locatifs neufs, loyers, plafonnement (p. 5933)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER*

Discussion des articles [14 octobre 1998] (p. 6637) ; [15 octobre 1998] (p. 6651, 6683, 6724) ; [16 octobre 1998] (p. 6764, 6802, 6846) ; [17 octobre 1998] (p. 6900, 6935)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son amendement n° 434 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (suppression du plafond spécifique pour la demi-part supplémentaire de quotient familial dont bénéficient certains contribuables célibataires, divorcés ou veufs ayant eu au moins un enfant à charge) : rejeté (p. 6658)

Après l'article 19

Son amendement n° 243 (non-assujettissement à la TVA des prestations fournies par les syndicats de copropriétaires aux résidences avec services aux retraités) : rejeté (p. 6840)

Intervient sur l'amendement n° 440 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 327 de M. Yves Fromion (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 93 corrigé de M. Yves Nicolin (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 362 de M. Alain Ferry (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 438 de M. Léonce Deprez (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6853)

Son amendement n° 245 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 6847) : rejeté (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Michel Bouvard (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 441 de M. Michel Bouvard (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 528 de M. François Sauvadet (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) (p. 6853)

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Laurent Dominati (application d'un taux de TVA de 15 % à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 6853)

Son amendement n° 244 (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) : rejeté (p. 6860)

Article 24 (moralisation des avantages liés à la transmission des patrimoines par le biais de l'assurance-vie)

Son amendement n° 185 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) : retiré (p. 6880)

Après l'article 35

Son amendement n° 242 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (institution d'un crédit d'impôt en faveur des personnes titulaires d'un contrat d'assurance destiné à garantir le versement d'un capital ou d'une rente viagère en cas de survenance d'un état de dépendance) (p. 6957) : rejeté (p. 6958)

Après l'article 36

Son amendement n° 540 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (institution d'une réduction d'impôt en faveur des personnes titulaires d'un contrat d'assurance destiné à garantir le versement d'un capital ou d'une rente viagère en cas de survenance d'un état de dépendance) : rejeté (p. 6961)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [2 novembre 1998] (p. 7816)

Procédure des questions :

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour (p. 7849)

LOGEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1998] (p. 8017, 8039)

Procédure des questions :

Baux : baux d'habitation (p. 8053)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 1998] (p. 8199)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : Royaume-Uni (p. 8222)

SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Vote des crédits [9 novembre 1998] (p. 8655)

Article 83 (limitation à 60 ans de l'attribution de l'allocation aux adultes handicapés pour les allocataires relevant de l'article L. 821-2 du code de la sécurité sociale)

Son amendement n° 51 soutenu par M. Jean-Luc Prél (de suppression) : rejeté (p. 8656)

TRAVAIL ET EMPLOI

Vote des crédits [10 novembre 1998] (p. 8727)

Article 80 (recentrage de l'aide à l'embauche de l'indemnité compensatrice forfaitaire à l'apprentissage)

Son amendement n° 50 (de suppression) : rejeté (p. 8729)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1998] (p. 7361, 7399, 7430) ; [28 octobre 1998] (p. 7470)

Son intervention (p. 7463)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 7464)

Frontaliers : travailleurs frontaliers : assurance maladie maternité : prestations (p. 7464)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 7464)

Retraites : généralités : pensions de réversion : veuves (p. 7464)

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Article 29 (revalorisation des retraites du régime général et des avantages alignés sur l'évolution prévisionnelle des prix)

Son intervention (p. 7744)

Article 30 (prorogation des dispositions limitant le cumul emploi-retraite)

Son intervention (p. 7748)

Après l'article 30

Son amendement n° 278 (rapport) : rejeté (p. 7750)

Projet de loi de finances rectificative n° 1210 pour 1998

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10954)

Son intervention (p. 10961)

Thèmes :

Départements : Haut-Rhin : emploi (p. 10961)

Industrie : machines et équipements (p. 10961)

Industrie : textile et habillement (p. 10961)

Discussion des articles [22 décembre 1998] (p. 10963)

Article 15 bis A (vente de boissons alcoolisées dans les enceintes sportives)

Intervient sur le sous-amendement n° 43 de M. François Rochebloine (dérogations supplémentaires dans les communes de moins de 20 000 habitants) à l'amendement n° 15 de la commission (augmentation du nombre de dérogations annuelles) (p. 10988)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Son amendement n° 721 soutenu par M. Germain Gengenwin (suppression du paragraphe III prévoyant la création de la commission permanente) (p. 378) : rejeté (p. 379)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 609, 623)

Son intervention (p. 632)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : police (p. 632)

Coopération intercommunale (p. 632)

Ordre public : personnels (p. 632)

Parlement : Sénat (p. 632)

Police : police municipale : Alsace Lorraine (p. 632)

Discussion des articles [28 janvier 1999] (p. 636)

Article 2 (article L. 2212-6 du code général des collectivités territoriales : élaboration d'un règlement de coordination)

Son amendement n° 50 (règlement édicté par le préfet et par le président de l'association départementale des maires) : rejeté (p. 641)

Son sous-amendement n° 55 (exercice des missions de la police municipale entre sept heures trente et trois heures en l'absence de convention ou de règlement) à son amendement n° 50 : rejeté (p. 642)

Article 5 (article L. 2212-9 du code général des collectivités territoriales : mise en commun occasionnelle des services de police municipale)

Son amendement n° 53 (groupement intercommunal) : rejeté (p. 644)

Article 7 (article L. 512-51 du code des communes : armement des agents de police municipale)

Son sous-amendement n° 51 (autorisation du port d'arme justifiée par la nature des missions ou des circonstances particulières) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (autorisation du port d'arme de quatrième ou de sixième catégorie par le préfet sur demande motivée du maire en cas d'existence d'une convention ou d'un règlement de coordination lorsque la nature des missions des agents de la police municipale et des circonstances particulières le justifient) : rejeté (p. 652)

Article 10 (article L. 441-1 du code des communes : application du projet de loi en Alsace-Moselle)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 656)

Article 14 (article L. 78-6 du code de procédure pénale : procédure de relevé d'identité par les agents de police municipale)

Soutient l'amendement n° 72 de M. Jean-Antoine Léonetti (habilitation des agents de police municipale à inviter les contrevenants à justifier leur identité) : rejeté (p. 659)

Projet de loi n° 1155 relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 1999] (p. 951, 977)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 1000) : rejetée au scrutin public (p. 1006)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 1000)

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 1000, 1002)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : coopération intercommunale (p. 1001)

Collectivités territoriales : libre administration : coopération intercommunale (p. 1001)

Communes (p. 1001)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomérations (p. 1001)

Départements (p. 1001)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 1002)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 1000, 1001)

Discussion des articles [4 février 1999] (p. 1010) ; [9 février 1999] (p. 1094, 1120) ; [10 février 1999] (p. 1167, 1208) ; [11 février 1999] (p. 1314, 1347)

Article 1er (articles L. 5216-1 à L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales - les communautés d'agglomération : création et régime juridique)

Article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales : définition et création de la communauté d'agglomération

Son amendement n° 523 (possibilité d'association des conseils généraux et régionaux au projet de la communauté) : rejeté (p. 1023)

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Jean-Marie Bockel (territoire présentant une continuité urbaine ne pouvant comporter plus d'une communauté d'agglomération sauf en région Ile-de-France) (p. 1025)

Son sous-amendement n° 594 (deux communautés d'agglomération) à l'amendement n° 307 de M. Jean-Marie Bockel : retiré (p. 1025)

Article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales : compétences des communautés d'agglomération

Son amendement n° 522 soutenu par M. Léonce Deprez (initiative du département pour le transfert à la communauté de l'exercice de tout ou partie de ses compétences en matière d'action sociale et de santé) : rejeté (p. 1037)

Son amendement n° 521 soutenu par M. Léonce Deprez (conventions entre les communautés et les conseils généraux ou régionaux) : rejeté (p. 1038)

Article 3 (réforme du dispositif relatif aux communautés urbaines)

Article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Éric Doligé (de coordination) (p. 1105)

Intervient sur l'amendement n° 269 de M. Michel Bouvard (de coordination) (p. 1105)

Article 8 précédemment réservé (article L. 5215-10 du code général des collectivités territoriales - élection des délégués du conseil de la communauté urbaine)

Intervient sur l'amendement n° 609 de M. Gérard Gouzes (nouvelle rédaction de l'article organisant la désignation lors des élections municipales des délégués des communes de plus de 3 500 habitants au conseil des communautés urbaines) (p. 1129)

Article 26 (articles L. 5211-39 et L. 5211-40 du code général des collectivités territoriales - démocratisation et transparence)

Son amendement n° 520 soutenu par M. Renaud Donnedieu de Vabres (rapport sur l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale comportant les éléments d'information relatifs aux coopérations avec l'Etat, les départements et les régions) (p. 1190) : rejeté (p. 1191)

Article 29 (article L. 5211-49 du code général des collectivités territoriales - information et participation des habitants)

Son amendement n° 524 corrigé : non soutenu (p. 1198)

Article 51 (article 1609 nonies C du code général des impôts - taxe professionnelle unique)

Son amendement n° 452 (caractère obligatoire de la dotation de solidarité communautaire pour les établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique) : rejeté (p. 1330)

Article 56 (article 1648 A du code général des impôts - fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 569 soutenu par M. Germain Gengenwin (application des dispositions de l'article différée jusqu'à la publication du rapport sur les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 1353)

Article 66 (articles L. 5211-28 à L. 5211-31 du code général des collectivités territoriales - attribution de la dotation globale de fonctionnement)

Article L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 501 (suppression du paragraphe III de l'article modifiant le mode de calcul des coefficients d'intégration fiscale) : rejeté (p. 1391)

Article 67 (articles L. 5211-32, L. 5211-33, L. 5211-38 et L. 5211-39 du code général des collectivités territoriales - garantie de la dotation des groupements)

Son amendement n° 454 (garantie portée de 80 à 100 % de la dotation perçue l'année précédente) : rejeté (p. 1398)

Soutient l'amendement n° 466 de M. Marc-Philippe Daubresse (garantie portée de 80 à 100 % de la dotation perçue l'année précédente) : rejeté (p. 1398)

Proposition de loi n° 1259 portant modification de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [11 février 1999] (p. 1308)

Son intervention (p. 1311)

Thèmes :

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires (p. 1311, 1312)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 1312)

Projet de loi n° 1419 portant création d'une couverture maladie universelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 avril 1999] (p. 3755) ; [29 avril 1999] (p. 3806, 3853) ; [4 mai 1999] (p. 3948, 3987)

Après l'article 37

Son amendement n° 330 soutenu par M. Germain Gengenwin (rapport annuel au Parlement) (p. 4021) : rejeté (p. 4022)

LECTURE DÉFINITIVE

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 juin 1999] (p. 6709)

Son amendement n° 137 (quota spécifique en Alsace-Moselle) : adopté (p. 6739)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5293)

Son intervention (p. 5299)

Thèmes :

Gens du voyage (p. 5300)

Gens du voyage : stationnement : communes (p. 5300, 5301)

Gens du voyage : stationnement : dotations de l'Etat (p. 5300, 5301)

Gens du voyage : stationnement : lois (p. 5299, 5300)

Gens du voyage : stationnement : maires (p. 5299, 5300)

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 33 (schéma national d'accueil pour les grandes migrations des gens du voyage) : rejeté (p. 5328)

Son amendement n° 186 (respect des règles de stationnement par les gens du voyage) : rejeté (p. 5328)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son amendement n° 21 (communes participant à l'accueil des gens du voyage disposant d'un titre de circulation) : rejeté (p. 5336)

Son amendement n° 20 (communes participant à l'accueil des gens du voyage quelle que soit leur nationalité) : rejeté (p. 5336)

Son amendement n° 42 (définition de la résidence mobile) : rejeté (p. 5336)

Son amendement n° 22 (définition des gens du voyage) : rejeté (p. 5338)

Son amendement n° 23 (schéma départemental approuvé après information du conseil général sur ses conséquences financières) : rejeté (p. 5356)

Son amendement n° 192 (approbation du schéma départemental par le préfet seul après avis du président du conseil général) : rejeté (p. 6447)

Son amendement n° 24 (opposabilité du schéma départemental) : adopté (p. 6447)

Son amendement n° 25 (composition de la commission consultative) : rejeté (p. 6448)

Soutient l'amendement n° 239 de M. Yves Bur (composition de la commission consultative - associations représentant les gens du voyage substituées à ces derniers) : rejeté (p. 6450)

Son amendement n° 43 (médiateur nommé par la commission consultative sur désignation du tribunal de grande instance) : devenu sans objet (p. 6451)

Son amendement n° 26 (réunion annuelle de la commission consultative pour prendre connaissance du bilan de l'action menée au titre de la présente loi et de l'application effective du schéma départemental) : devenu sans objet (p. 6451)

Soutient l'amendement n° 264 de Mme Christine Boutin (prise en charge par l'Etat des rassemblements de plus de cinquante caravanes) : retiré (p. 6454)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Lionnel Luca (dépôt d'une caution par les usagers des aires d'accueil) (p. 6455)

Son amendement n° 31 (maintien des missions et moyens de la commission nationale consultative des gens du voyage créée par le décret n° 92-262 du 24 mars 1992) : rejeté (p. 6456)

Son amendement n° 183 (maintien des missions et moyens de la commission nationale consultative des gens du voyage créée par le décret n° 92-262 du 24 mars 1992) : rejeté (p. 6456)

Article 2 (obligations des communes)

Soutient l'amendement n° 211 de M. Émile Blessig (extension des dispositions de l'article aux groupements de communes de plus de 5 000 habitants) : rejeté (p. 6458)

Son amendement n° 27 (caractéristiques des aires d'accueil) : retiré (p. 6459)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Lionnel Luca (prohibition des caravanes et des habitations mobiles dans les zones dangereuses) (p. 6461)

Son amendement n° 28 (inscription des aires d'accueil dans les plans d'occupation des sols) : rejeté (p. 6461)

Article 4 (participation financière de l'Etat à l'aménagement des aires d'accueil)

Son amendement n° 182 (réduction du taux de 70 à 69 %) : retiré (p. 6466)

Article 6 (organisation des interventions sociales relatives aux gens du voyage)

Son amendement n° 191 (majoration de la dotation globale de fonctionnement des départements) : rejeté (p. 6468)

Article 7 (majoration de la population prise en compte au titre du calcul de la DGF)

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Daniel Vachez (majoration de trois habitants et non d'un habitant par place de caravane) (p. 6469)

Son amendement n° 291 : non soutenu (p. 6471)

Article 8 (dispositions modifiant le code de l'urbanisme)

Son amendement n° 44 (extension aux aires d'accueil de la procédure d'autorisation prévue par le paragraphe III de l'article pour l'habitat permanent) : rejeté (p. 6472)

Son amendement n° 45 (de coordination) : rejeté (p. 6473)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Soutient l'amendement n° 19 de M. Bernard Schreiner (saisine directe de l'autorité administrative par le maire sans recours au juge pour l'expulsion en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) : rejeté (p. 6482)

Soutient l'amendement n° 222 de M. Émile Blessig (saisine directe de l'autorité administrative par le maire sans recours au juge pour l'expulsion en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) : rejeté (p. 6482)

Soutient l'amendement n° 258 de Mme Christine Boutin (expulsion d'un terrain n'appartenant pas au domaine public - réquisition de la force publique par le maire à

la demande du titulaire du droit ou à l'initiative du maire en cas d'atteinte à la salubrité, à la sécurité ou à la tranquillité publiques) : retiré (p. 6482)

Son amendement n° 185 (juge statuant dans le délai de vingt-quatre heures) : rejeté (p. 6487)

Soutient l'amendement n° 268 de M. Patrice Martin-Lalande (juge statuant dans le délai de vingt-quatre heures) : rejeté (p. 6487)

Soutient l'amendement n° 17 de M. Bernard Schreiner (possibilité d'exécution immédiate de la décision du juge) : rejeté (p. 6487)

Soutient l'amendement n° 220 de M. Émile Blessig (possibilité d'exécution immédiate de la décision du juge) : rejeté (p. 6487)

Son amendement n° 184 (possibilité d'exécution immédiate de la décision du juge) : retiré (p. 6488)

Son amendement n° 187 (de coordination) : retiré (p. 6488)

Son amendement n° 188 (contravention de quatrième classe au titre du stationnement irrégulier des caravanes) : rejeté (p. 6488)

Son amendement n° 189 rectifié (sanctions du stationnement irrégulier des caravanes - retrait de deux points du permis de conduire pour stationnement irrégulier d'une caravane au-delà de quarante-huit heures) : rejeté (p. 6490)

Après l'article 10

Son amendement n° 34 (recensement de la population des gens du voyage) : rejeté (p. 6492)

Ses explications de vote (p. 6492)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 6493)

Proposition de résolution n° 1526 sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne la possibilité d'appliquer à titre expérimental un taux de TVA réduit sur les services à forte intensité de main-d'oeuvre (COM (99) 62 final/n° E 1236)

Ses explications de vote (p. 6205)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 6206)

Pierre-André WILTZER

*Essonne (4^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 novembre 1998] (p. 8449, 8484, 8525) ; [1er décembre 1998] (p. 9766, 9792) ; [2 décembre 1998] (p. 9900, 9931) ; [8 décembre 1998] (p. 10176, 10207)

Article 1er (création d'un pacte civil de solidarité)

Soutient l'amendement n° 743 de M. Henri Plagnol (suppression des références au code civil) : rejeté (p. 8476)

Article 515-8 du code civil : modalités de dissolution du pacte civil de solidarité

Intervient sur le sous-amendement n° 1056 de M. Thierry Mariani (motivation de la déclaration conjointe) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (signification de la rupture unilatérale qui prend effet après un délai de trois mois) (p. 9840)

Intervient sur le sous-amendement n° 1136 de Mme Christine Boutin (versement d'une pension alimentaire selon les articles 281 à 285 du code civil) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9873)

Intervient sur le sous-amendement n° 1078 de M. Thierry Mariani (versement d'une pension alimentaire selon les articles 281 à 285 du code civil) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9873)

Intervient sur le sous-amendement n° 1135 de Mme Christine Boutin (versement d'une prestation compensatoire selon les articles 270 à 280-1 du code civil) à l'amendement n° 1046 de M. Jean-Pierre Michel (p. 9873)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 1999] (p. 5327) ; [24 juin 1999] (p. 6446)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son intervention (p. 5334)

Article 3 (pouvoir de substitution du représentant de l'Etat)

Son intervention (p. 6462)

Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [25 novembre 1998] (p. 9540)

Avant l'article unique

Son amendement n° 51 (solidarité et coopération entre les Etats et les peuples ayant le français en partage) : rejeté (p. 9552)

Son amendement n° 52 (accords se référant à la solidarité et à la coopération francophones) : rejeté (p. 9553)

Y

Kofi YAMGNANE

*Finistère (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14918)

Cesse d'appartenir au délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'U.E.O. [J.O. du 6 novembre 1998] (p. 16819)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1634 visant à modifier la réglementation applicable en matière de détermination du quotient familial pour les familles ayant recueilli des enfants placés par la DDASS [26 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elevage. Porcs. Aides de l'Etat [31 mars 1999] (p. 3105)

DÉBATS

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5803, 5833, 5875)

Son intervention (p. 5868)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 5868)

Agroalimentaire : labels (p. 5868)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5868)

Discussion des articles [5 octobre 1998] (p. 5901) ; [6 octobre 1998] (p. 5960, 6003) ; [7 octobre 1998] (p. 6046, 6078) ; [8 octobre 1997] (p. 6118, 6158, 6198) ; [12 octobre 1998] (p. 6290, 6327, 6380) ; [13 octobre 1998] (p. 6473)

Article 6 (définition des activités agricoles)

Son intervention (p. 6072)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

*ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES
ADDITIONNELS NON RATTACHÉS*

[16 novembre 1998] (p. 9022) ; [17 novembre 1998] (p. 9064, 9108)

Après l'article 71

Son amendement n° 155 soutenu par M. Jean-Louis Idiart (représentation des élus locaux au sein de la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires) : retiré (p. 9087)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 4 (article 3 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : Conseil national d'aménagement et de développement du territoire)

Son intervention (p. 373)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 février 1999] (p. 1637)

Son intervention (p. 1648)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité (p. 1648)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : histoire (p. 1648)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage :
immigration (p. 1648, 1649)

Politique extérieure : relations commerciales :
esclavage (p. 1648)

Z**Marie-Jo ZIMMERMANN***Moselle (3^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1998] (p. 14865)

NOMINATIONMembre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 1998] (p. 14917)**DÉPÔTS**

Proposition de loi n° 1126 permettant aux contribuables des collectivités territoriales d'agir en justice en leur nom lorsque leur intérêt direct est en cause et donnant aux associations de contribuables la possibilité de se constituer partie civile [14 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1127 relative au stationnement des nomades [14 octobre 1998]

Proposition de loi n° 1351 élargissant le bénéfice du régime local d'assurance maladie des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle à certaines catégories de retraités domiciliés dans ces départements [27 janvier 1999]

Proposition de loi n° 1388 tendant à limiter l'abus de position dominante des câblo-opérateurs dans le choix de la diffusion des programmes de télévision [16 février 1999]

Proposition de résolution n° 1643 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les risques d'accidents et sur la pollution créés par les différents modes de transport, ainsi que sur le développement de solutions alternatives [27 mai 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Enseignement. Réforme. Mise en œuvre [4 novembre 1998] (p. 8036)

Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [9 février 1999] (p. 1083)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [20 octobre 1998] (p. 7122, 7139)*Procédure des questions :*

Langue française : anglicismes : langues étrangères (p. 7161)

Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1998] (p. 10495)

Son intervention (p. 10518)

Thèmes :

Elections et référendums : femmes (p. 10518, 10519)

Elections et référendums : modes de scrutin : représentation proportionnelle (p. 10520)

Femmes : égalité des sexes : histoire (p. 10518, 10519)

Femmes : égalité des sexes : traités et conventions (p. 10519)

Femmes : parité : Conseil constitutionnel (p. 10518)

Femmes : parité : Constitution (p. 10518)

Partis et mouvements politiques : financement public : femmes (p. 10520)

Ses explications de vote (p. 10553)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 10553)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1437)

Son intervention (p. 1455)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin : parité (p. 1456)

Femmes : parité : histoire (p. 1455)

Parlement : Sénat : parité (p. 1455)

Discussion de l'article unique [16 février 1999] (p. 1462)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture qui prévoit que la loi détermine les conditions dans lesquelles est organisé l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives) (p. 1468)

Son sous-amendement n° 3 (loi "favorisant" l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives) à l'amendement n° 1 de la commission : rejeté (p. 1468)

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mars 1999] (p. 2225)

Son intervention (p. 2228)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 2229)

Femmes : égalité des sexes (p. 2228, 2229)

Femmes : égalité professionnelle (p. 2228, 2229)

Femmes : parité (p. 2229)

Femmes : parité : partis et mouvements politiques (p. 2228)

Parlement : Sénat : parité (p. 2228)

Proposition de loi n° 1261 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 février 1999] (p. 1247)

Son intervention (p. 1253)

Thème :

Femmes : politique à l'égard des femmes : Parlement (p. 1253)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 juin 1999] (p. 6559)

Son intervention (p. 6563)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation parlementaire pour le droit des femmes : Union européenne (p. 6563)

Femmes : parité (p. 6563)

Émile ZUCCARELLI

Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'état et de la décentralisation

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Nicolas Forissier. Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Perspectives [16 décembre 1998] (p. 10565)

M. Alain Cousin. Retraites : fonctionnaires civils et militaires. Politique à l'égard des retraités. Perspectives [22 décembre 1998] (p. 11009)

M. Lionnel Luca. Fonctionnaires et agents publics. Durée du travail. Rapport, publication [3 février 1999] (p. 853)

M. Georges Sarre. Fonctionnaires et agents publics. Durée du travail. Réduction, application [10 février 1999] (p. 1158)

M. Gilbert Gantier. Archives et bibliothèques. Bibliothèque nationale de France. Fonctionnement [17 mars 1999] (p. 2529)

M. Jacques Myard. Enseignement secondaire. Baccalauréat. Epreuves, jurys, fonctionnement [29 juin 1999] (p. 6529)

M. Henry Chabert. Enseignement. Fonctionnement. Heures supplémentaires [29 juin 1999] (p. 6528)

M. Paul Patriarche. Enseignement secondaire. Baccalauréat. Epreuves, jurys, fonctionnement [29 juin 1999] (p. 6531)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Gérard Saumade. Chasse et pêche. Accidents de chasse. Lutte et prévention [24 novembre 1998] (p. 9408)

M. Raymond Douyère. Prérétraites. Fonctionnaires et agents publics. Agents ne totalisant pas quinze annuités [24 novembre 1998] (p. 9407)

M. André Schneider. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Strasbourg [24 novembre 1998] (p. 9410)

M. Jean Ueberschlag. Etat civil. Extraits. Actes de naissance, délivrance, délais, Alsace [8 décembre 1998] (p. 10154)

M. Roger Lestas. Fonction publique territoriale. Filière sociale. Agents spécialisés des écoles maternelles, suppressions d'emplois, financement [8 décembre 1998] (p. 10155)

M. Jean-Claude Lenoir. Logement. Maisons individuelles. Construction, garantie d'achèvement, réglementation [8 décembre 1998] (p. 10156)

M. Jean-Pierre Michel. Retraites : fonctionnaires civils et militaires. Annuités liquidables. Fonctionnaires ayant accompli les obligations du service national en qualité d'objecteurs de conscience [16 février 1999] (p. 1420)

M. Gilbert Meyer. Défense. Réservistes. Perspectives [16 février 1999] (p. 1420)

M. Serge Poignant. Fonction publique territoriale. Indemnités. Réglementation [16 mars 1999] (p. 2404)

M. Patrick Braouezec. Enseignement maternel et primaire. Etablissements. Sécurité, crédits, utilisation [16 mars 1999] (p. 2404)

M. Guy Teissier. Environnement. Espace littoral. Massif des Calanques, groupement d'intérêt public, création, Bouches-du-Rhône [11 mai 1999] (p. 4292)

M. Alain Clary. Fonction publique territoriale. Durée du travail. Réduction, application [11 mai 1999] (p. 4289)

M. Jean-Louis Dumont. Industrie. Récupération. Société RVA, déchets d'aluminium, importations, autorisation, Sainte-Menehould [11 mai 1999] (p. 4291)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1998] (p. 7519, 7548) ; [29 octobre 1998] (p. 7585, 7622, 7660) ; [30 octobre 1998] (p. 7702, 7743)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 417 du Gouvernement (financement du congé de fin d'activité) : adopté (p. 7608)

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [5 novembre 1998] (p. 8115)

Son intervention (p. 8129)

Ses réponses (p. 8134 à 8137)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : rapports avec les administrés (p. 8131)

Collectivités territoriales : décentralisation : projets de loi (p. 8133)

Etat : réforme (p. 8131, 8132, 8134)

Fonction publique territoriale (p. 8133)

Fonctionnaires et agents publics : congé de fin d'activité (p. 8129)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8132)

Fonctionnaires et agents publics : mobilité (p. 8130)

Fonctionnaires et agents publics : nomination (p. 8130)

Fonctionnaires et agents publics : personnel féminin (p. 8130, 8131)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 8129)

Handicapés : obligation d'emploi : fonctionnaires et agents publics (p. 8130)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la fonction publique (p. 8133, 8134)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la fonction publique : action sociale (p. 8129)

Travail : réduction du temps de travail : fonctionnaires et agents publics (p. 8130)

Réponses aux questions :

Collectivités territoriales : libre administration (p. 8136) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 8135)

Etat : décentralisation (p. 8135) (M. Éric Doligé) (p. 8135)

Etat : réforme (p. 8134, 8135) (M. Maurice Ligot) (p. 8134)

Etat : réforme (p. 8136) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 8135, 8136)

Fonctionnaires et agents publics (p. 8136) (M. Lionel Luca) (p. 8136)

Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) (p. 8137) (M. Christian Paul) (p. 8137)

Vote des crédits [5 novembre 1998] (p. 8141) et [13 novembre 1998] (p. 8951)

Etat B, titre III

Soutient l'amendement n° 45 du Gouvernement (affectation de 35 millions de francs à des actions sociales) : adopté (p. 8138)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission des lois (réduction des subventions à l'ENA de 16 millions de francs correspondant au coût de la double localisation de l'école) (p. 8140)

Etat C, titre V

Soutient l'amendement n° 44 Gouvernement (affectation de 15 millions de francs à l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique) : adopté (p. 8140)

Après l'article 83

Soutient l'amendement n° 46 du Gouvernement (reconduction et extension du congé de fin d'activité) : adopté après deuxième rectification (p. 8141)

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 1999] (p. 183) ; [21 janvier 1999] (p. 255, 290) ; [26 janvier 1999] (p. 373, 408) ; [27 janvier 1999] (p. 461, 500) ; [2 février 1999] (p. 712, 749) ; [3 février 1999] (p. 858, 897)

Article 22 (articles 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 : maintien des services publics sur le territoire)

Soutient l'amendement n° 1169 du Gouvernement (mise en commun de moyens pour assurer l'accessibilité et la qualité des services publics) : adopté après modifications (p. 879)

Intervient sur l'amendement n° 1143 de M. Christian Estrosi (mise en commun de moyens pour assurer l'accessibilité et la qualité des services publics) (p. 879)

Proposition de loi n° 1350 portant création d'une nouvelle collectivité territoriale : le Haut-Conseil de l'agglomération parisienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 1999] (p. 3781)

Son intervention (p. 3783)

Thèmes :

Régions : Ile-de-France : communes (p. 3783)

Régions : Ile-de-France : coopération intercommunale (p. 3783, 3784)

Régions : Ile-de-France : Etat (p. 3784)

Régions : Ile-de-France : généralités (p. 3783)

Régions : Ile-de-France : statuts (p. 3783, 3784)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5096)

Son intervention (p. 5096)

Thèmes :

Administration : accès aux documents administratifs (p. 5096, 5097)

Administration : maisons des services publics (p. 5097)

Administration : rapports avec les administrés (p. 5096, 5097)

Etat : réforme (p. 5096, 5097)

Fonctionnaires et agents publics : contractuels : Tribunal des conflits (p. 5097)

Lois : codification (p. 5097)

Politique sociale : exclusion : services publics (p. 5096, 5097)

Discussion des articles [27 mai 1999] (p. 5116)

Article 1er supprimé par le Sénat (définition des autorités administratives)

Intervient sur l'amendement n° 1 corrigé de la commission (rétablissement de l'article dans le texte du projet de loi) (p. 5116)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement du chapitre 1er) (p. 5117)

Article 2 supprimé par le Sénat (obligation d'organiser un accès simple aux règles de droit)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (autorités administratives tenues d'organiser un accès simple aux règles de droit) (p. 5117)

Article 3 supprimé par le Sénat (codification des textes législatifs)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (principe de la codification à droit constant et rapport annuel du Gouvernement au Parlement) (p. 5118)

Article 4 (personnalisation des relations entre les agents des autorités administratives et les citoyens)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (nouvelle rédaction de l'article rétablissant le texte du projet de loi) (p. 5118)

Article 5 supprimé par le Sénat (consultation du public préalable à une opération de travaux publics)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Patrice Carvalho (rétablissement de l'article dans le texte du projet de loi en substituant un débat public à la consultation de la population) (p. 5119)

Article 5 bis (consignation d'une somme d'argent par les associations de sauvegarde de l'environnement)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (de suppression) (p. 5120)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Patrice Carvalho (de suppression) (p. 5120)

Article 8 (loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs : définition de la notion de documents administratifs et régime applicable à la communication de ces documents - extension du champ de compétence de la commission d'accès aux documents administratifs)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (communicabilité des documents émanant des établissements publics ou organismes chargés de la gestion d'un service public et non d'une mission de service public) (p. 5122)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (communicabilité des documents pouvant être obtenus par un traitement automatisé d'usage courant et non sans un traitement informatique spécial) (p. 5122)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. François Colcombet (non communicabilité des actes des assemblées parlementaires) (p. 5122)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement de l'obligation faite aux administrations de communiquer les documents n'émanant pas d'elles) (p. 5123)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement du texte du projet de loi distinguant les documents inachevés des documents préparatoires, ces derniers devenant communicables une fois la décision prise) (p. 5123)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (de précision) (p. 5123)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Patrice Carvalho (notification du refus de communication dans les deux mois suivant l'enregistrement de la demande) (p. 5124)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (exclusion des documents judiciaires de la compétence de la commission d'accès aux documents administratifs) (p. 5124)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement du texte du projet de loi prévoyant, dans le rapport annuel de la commission d'accès aux documents administratifs, la mention des difficultés rencontrées par les personnes demandant communication de documents) (p. 5124)

Intervient sur l'amendement n° 57 corrigé de M. Patrice Carvalho (rétablissement du texte du projet de loi prévoyant, dans le rapport annuel de la commission d'accès aux documents administratifs, la mention des difficultés rencontrées par les personnes demandant communication de documents) (p. 5124)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (introduction de la référence à l'article 2 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 permettant à la commission d'accès aux documents administratifs de refuser les communications de nature à porter atteinte aux intérêts de l'Etat ou à des intérêts privés et à ne pas donner suite aux demandes abusives) (p. 5124)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (extension de la compétence de la commission d'accès aux documents administratifs à tous les documents budgétaires communicables en vertu du code général des collectivités territoriales) (p. 5125)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (extension de la compétence de la commission d'accès aux documents administratifs aux tableaux rectificatifs des listes électorales et aux listes d'émargement des bureaux de vote) (p. 5125)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (extension de la compétence de la commission d'accès aux documents administratifs aux listes des assujettis à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés) (p. 5125)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Patrice Carvalho (renvoi à la loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives pour la consultation des documents temporairement non communicables en application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978) (p. 5126)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (renvoi à la loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives pour la consultation des documents temporairement non communicables en application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978) (p. 5126)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (nouvelle rédaction de l'article L 140-9 du code des juridictions financières - non communicabilité des rapports de vérification et des avis des comités départementaux et régionaux d'examen des comptes des organismes de sécurité sociale) (p. 5126)

Article 9 (loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives : tri des informations nominatives dans le cadre de traitements informatisés en vue de leur conservation ou de leur destruction)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 5126)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Patrice Carvalho (accord de la commission nationale de l'informatique et des libertés) (p. 5127)

Avant l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Georges Tron (amende de 100 000 F pour l'atteinte à la confidentialité des observations non définitives présentées par les chambres régionales des comptes) (p. 5128)

Article 10 (mise à disposition des comptes des associations subventionnées)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (nouvelle rédaction de l'article rétablissant la mise à disposition des comptes des autorités administratives ainsi que des organismes recevant des fonds publics) (p. 5128)

Article 11 (article L. 1117-7 du code des juridictions financières : contrôle de la Cour des comptes sur les organismes habilités à recevoir des taxes parafiscales,

ou à percevoir des versements libératoires d'une obligation légale de faire)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (suppression de la référence à l'exercice d'une mission de service public) (p. 5129)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 25 deuxième correction de la commission (exercice par un contribuable des actions appartenant à un département) (p. 5130)

Intervient sur l'amendement n° 26 deuxième correction de la commission (exercice par un contribuable des actions appartenant à la région) (p. 5130)

Article 14 A (définition de la notion d'autorité administrative)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (de suppression) (p. 5130)

Article 14 (établissement de la date d'envoi d'un courrier à une autorité administrative par le cachet de la poste ou par l'usage d'un procédé télématique ou informatique permettant d'établir la date d'envoi)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (satisfaction de l'obligation de délai par l'envoi postal ou par l'usage du procédé télématique ou informatique) (p. 5131)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (présence personnelle du demandeur requise en application d'une disposition particulière) (p. 5131)

Article 16 A (identification de l'auteur d'une décision)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (de suppression) (p. 5131)

Article 17 (accusé de réception)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (de précision - indications devant figurer sur l'accusé de réception) (p. 5132)

Article 20 (décisions implicites d'acceptation)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (décision implicite d'acceptation pouvant faire l'objet d'une notification à la demande du bénéficiaire) (p. 5133)

Soutient le sous-amendement n° 68 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 32 de la commission : adopté (p. 5133)

Soutient le sous-amendement n° 69 du Gouvernement (attestation délivrée par l'autorité administrative) à l'amendement n° 32 de la commission : adopté (p. 5133)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Patrice Carvalho (décision implicite d'acceptation pouvant faire l'objet d'une notification à la demande du bénéficiaire) (p. 5133)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (rétablissement du texte du projet de loi prévoyant des décisions implicites d'acceptation des demandes présentant un caractère financier) (p. 5133)

Soutient l'amendement n° 70 du Gouvernement (décisions implicites d'acceptation des demandes relatives à la sécurité sociale) : devenu sans objet (p. 5133)

Article 21 (retrait des décisions implicites d'acceptation)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (rédactionnel) (p. 5134)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (suppression de la possibilité de retrait sans condition de délai à la demande d'un tiers) (p. 5134)

Article 22 (observations de l'intéressé préalables à la décision)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (extension de la procédure contradictoire aux décisions défavorables motivées ou non) (p. 5134)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (procédure pour le reversement de prestations sociales indûment perçues) (p. 5135)

Article 23 (articles 6, 6-1, 9 et 14 de la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un Médiateur de la République : saisine des délégués et compétences du Médiateur de la République)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Franck Dhersin (saisine du Médiateur par les présidents de conseils régionaux ou généraux et par les maires) (p. 5136)

Article 24 (les maisons des services publics)

Intervient sur l'amendement n° 38 corrigé de la commission (nouvelle rédaction de l'article apportant des précisions sur les agents affectés dans les maisons des services publics, prévoyant l'accès des personnes éprouvant des difficultés à se déplacer et la mobilité géographique des services publics) (p. 5137)

Article 25 (les maisons des services publics sous forme de groupements d'intérêt public)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (détachement des fonctionnaires affectés) (p. 5138)

Soutient le sous-amendement n° 75 du Gouvernement (ajout de la mise à disposition) à l'amendement n° 39 de la commission : adopté (p. 5138)

Article 26 (conventions conclues avec une personne morale de droit public)

Intervient sur l'amendement n° 73 de la commission (correction d'une erreur de référence) (p. 5138)

Après l'article 26

Soutient l'amendement n° 47 du Gouvernement (insertion d'un Titre IV bis relatif à la fonction publique) : adopté (p. 5140)

Soutient l'amendement n° 53 du Gouvernement (appellations de secrétaire général et de secrétaire général adjoint des communes remplacées par celles

de directeur général et de directeur général adjoint des services) : adopté (p. 5140)

Soutient l'amendement n° 48 du Gouvernement (majoration pour tierce personne mise au niveau de celle du régime général, révision des pensions après déclaration d'une maladie et attribution de la majoration pour tierce personne) : adopté (p. 5140)

Soutient l'amendement n° 49 du Gouvernement ("arrêt Berkani" - agents non titulaires de l'Etat) : adopté (p. 5141)

Soutient l'amendement n° 50 du Gouvernement ("arrêt Berkani" - agents non titulaires des collectivités territoriales) : adopté (p. 5141)

Soutient l'amendement n° 52 rectifié du Gouvernement (validations législatives et dispositions intéressant les personnels de l'Office national de la chasse) : adopté (p. 5141)

Soutient l'amendement n° 51 du Gouvernement (validation législative des résultats du concours de professeur territorial d'enseignement artistique de 1994 - spécialité arts plastiques) : adopté (p. 5141)

Avant l'article 27

Soutient l'amendement n° 71 du Gouvernement (médecins du travail des collectivités territoriales et de leurs établissements publics) : adopté (p. 5143)

Article 27 (application de certaines dispositions en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte)

Intervient sur l'amendement n° 40 corrigé de la commission (Nouvelle-Calédonie et territoires d'outre-mer - de coordination) (p. 5143)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (de coordination) (p. 5143)

Intervient sur l'amendement n° 41 corrigé de la commission (de coordination) (p. 5143)

Son intervention à l'issue du vote (p. 5145)